communauté
de l'auxerrois

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

–

SEANCE DU 26 JUIN 2025

Ce dossier contient 2751 feuillets.

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Ordre du jour du conseil communautaire du 26.06.2025		1
	Procès verbal de la séance précédente		11
2025-083	Vote des comptes financiers uniques 2024 - Election du Président de séance	Crescent MARAULT	92
2025-084	Finances - Compte financier unique budget principal - Approbation	Francis HEURLEY	93
	Annexe_Compte financier unique budget Principal		95
2025-085	Finances - Compte financier unique budget Déchets collecte- Approbation	Francis HEURLEY	422
	Annexe_Compte financier unique budget Déchets collecte		424
2025-086	Finances - Compte financier unique budget Eau potable- Approbation	Francis HEURLEY	558
	Annexe_Compte financier unique budget Eau potable		560
2025-087	Finances - Compte financier unique budget Assainissement - Approbation	Francis HEURLEY	659
	Annexe_Compte financier unique budget Assainissement		661
2025-088	Finances - Compte financier unique budget SPANC- Approbation	Francis HEURLEY	788
	Annexe_Compte financier unique budget SPANC		790
2025-089	Finances - Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny)- Approbation	Francis HEURLEY	871
	Annexe_Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny)		873
2025-090	Finances - Compte financier unique budget AuxR_Aéroparc - Approbation	Francis HEURLEY	984
	Annexe_ Compte financier unique budget AuxR_Aéroparc		986
2025-091	Finances - Compte financier unique budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) - Approbation	Francis HEURLEY	1096
	Annexe_Compte financier unique budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy)		1098
2025-092	Finances - Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) - Approbation	Francis HEURLEY	1210
	Annexe_Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes		1212
2025-093	Finances - Compte financier unique budget Mobilité- Approbation	Francis HEURLEY	1322
	Annexe_Compte financier unique budget Mobilité		1324
2025-094	Finances - Compte financier unique budget Prestations de service - Approbation	Francis HEURLEY	1415

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Annexe_Compte financier unique budget Prestations de service		1417
2025-095	Finances - Compte financier unique budget Zone des Macherins- Approbation	Francis HEURLEY	1530
	Annexe_Compte financier unique budget Zone des Macherins		1532
2025-096	Affectation des résultats 2024 Budget Principal - Approbation	Francis HEURLEY	1613
2025-097	Affectation des résultats 2024 Budget Déchets collecte- Approbation	Francis HEURLEY	1614
2025-098	Affectation des résultats 2024 Budget Eau Potable - Approbation	Francis HEURLEY	1615
2025-099	Affectation des résultats 2024 Budget Assainissement- Approbation	Francis HEURLEY	1616
2025-100	Affectation des résultats 2024 Budget SPANC- Approbation	Francis HEURLEY	1617
2025-101	Affectation des résultats 2024 Budget AuxR_Parc- Approbation	Francis HEURLEY	1618
2025-102	Affectation des résultats 2024 Budget Aeroparc- Approbation	Francis HEURLEY	1619
2025-103	Affectation des résultats 2024 Budget Eco-pôle de Venoy- Approbation	Francis HEURLEY	1620
2025-104	Affectation des résultats 2024 Budget H2 Mignottes- Approbation	Francis HEURLEY	1621
2025-105	Affectation des résultats 2024 Budget Mobilité durable- Approbation	Francis HEURLEY	1622
2025-106	Affectation des résultats 2024 Budget Prestations de service - Approbation	Francis HEURLEY	1623
2025-107	Finances - Autorisations de programme et crédits de paiement - Budget principal 2025 - Modification	Francis HEURLEY	1624
	Annexe_Autorisations de programme et des crédits de paiement- BS BP 2025		1625
2025-108	Finances- Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget Assainissement 2025	Francis HEURLEY	1626
2025-109	Budget supplémentaire 2025 Budget Principal - Approbation	Francis HEURLEY	1627
	Annexe_Budget supplémentaire BUDGET PRINCIPAL 2025		1628
2025-110	Budget supplémentaire 2025 Budget Assainissement - Approbation	Francis HEURLEY	1829
	Annexe_Budget supplémentaire 2025 Assainissement		1830
2025-111	Budget supplémentaire 2025 Budget Parc activités d'Appoigny AuxR_Parc - Approbation	Francis HEURLEY	1903
	Annexe_Budget Supplémentaire BA Parc d'activités Appoigny AUXRPARC 2025		1904
2025-112	Budget supplémentaire 2025 Budget Eau Potable - Approbation	Francis HEURLEY	2052

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Annexe_Budget Supplémentaire 2025 Eau		2053
2025-113	Budget supplémentaire 2025 Budget Déchets Collecte - Approbation	Francis HEURLEY	2109
	Annexe_Budget Supplémentaire BA Déchets collecte 2025		2110
2025-114	Budget supplémentaire 2025 Budget Mobilité durable- Approbation	Francis HEURLEY	2265
	Annexe_Budget Supplémentaire BA MOBILITE 2025		2266
2025-115	Budget supplémentaire 2025 Budget Eco-pôle de Venoy - Approbation	Francis HEURLEY	2321
	Annexe_Budget Supplémentaire BA Eco pole Venoy 2025		2322
2025-116	Budget supplémentaire 2025 Budget H2 Mignottes - Approbation	Francis HEURLEY	2470
	Annexe_Budget Supplémentaire BA H2 Mignottes 2025		2471
2025-117	Budget supplémentaire 2025 Budget Aéro parc - Approbation	Francis HEURLEY	2619
	Annexe_Budget Supplémentaire 2025 Aéro parc		2620
2025-118	Budget supplémentaire 2025 Budget SPANC - Approbation	Francis HEURLEY	2768
	Annexe_Budget Supplémentaire 2025 SPANC		2769
2025-119	Budget supplémentaire 2025 Budget Prestation de services- Approbation	Francis HEURLEY	2823
	Annexe_Budget Supplémentaire BA Prestations de service 2025		2824
2025-120	Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de réalisation de 40 logements en VEFA - résidence Les Allées de la Jonchère - Monéteau	Francis HEURLEY	2972
	Annexe_Garantie d'emprunt HABELLIS 40 logements en VEFA - résidence Les Allées de la Jonchère - Monéteau		2976
2025-121	Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de construction de 21 logements locatifs - Auxerre	Francis HEURLEY	3057
	Annexe_Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de construction de 21 logements locatifs		3061
2025-122	Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Banque Populaire	Francis HEURLEY	3123
	Annexe_Garantie d'emprunt BANQUE POPULAIRE SAS AJA FOOTBALL		3128
2025-123	Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Groupama	Francis HEURLEY	3145
	Annexe_Garantie d'emprunt AJA FOOTBALL-Groupama		3150

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-124	Finances- Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Crédit Senior	Francis HEURLEY	3168
	Annexe_Garantie d'emprunt AJA - CREDIT SENIOR		3173
2025-125	Attributions de compensation provisoires 2025 - Bilan des services communs 2024	Francis HEURLEY	3299
	Annexe_Attributions de compensation provisoires 2025 Bilan services communs		3303
2025-126	Finances- Aménagement de la cuisine du futur restaurant communal - Commune Irancy - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3320
2025-127	Finances- Création d'un parking - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3321
2025-128	Finances- Rénovation de la toiture du dépôt communal - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3322
2025-129	Finances- Achat de matériel pour le service technique - Commune Escolives Sainte Camille - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3323
2025-130	Finances- Aménagement des espaces ludiques et sportifs Baulchois - Commune Saint Georges sur Baulche - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3324
2025-131	Finances- Installation de coussins acoustiques au restaurant scolaire - Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3326
2025-132	Finances- Reprise de voirie - CV14/rue des bois l'Abbé- Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3327
2025-133	Finances- Travaux de voirie et d'aménagement de sécurité - Commune Champs sur Yonne - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3328
2025-134	Finances- Réfection des trottoirs-tranche 2 et travaux de restauration du pont de Pierre sur CV7- Commune Branches - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3329
2025-135	Finances- Création d'un parking au cœur du centre-bourg rue Châtel Bourgeois - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3330
2025-136	Finances- Travaux de sécurisation du distributeur automatique de billets - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3331
2025-137	Finances- Acquisition d'un nouveau tracteur - Commune Chevannes - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3332

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-138	Finances- Création d'un îlot fraicheur et d'un cheminement doux ruelle de la fontaine Naudin - Commune Vallan - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3333
2025-139	Finances- Achat d'une porte d'entrée pour le centre de loisirs - Commune Escamps - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3335
2025-140	Finances- Réfection de la toiture du lavoir - Commune Gy l'Eveque - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux	Francis HEURLEY	3336
2025-141	Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes	Francis HEURLEY	3337
2025-142	Convention AJA / CA	Stéphane ANTUNES	3339
	Annexe_Convention AJA-CA		3340
2025-143	Fonds de concours enseignement musical année scolaire 2024/2025 _ Attribution	Francis HEURLEY	3344
2025-144	Transfert du conservatoire de musique et de danse à la Communauté de l'auxerrois - Rapport d'évaluation	Francis HEURLEY	3345
	Annexe_Transfert du CMD à la CA - Rapport évaluation		3347
2025-145	Conservatoire de musique et danse - Adoption de l'avenant n°1 au procès-verbal de transfert	Crescent MARAULT	3373
	Annexe_ Avenant PV de transfert du Conservatoire musique et danse		3374
2025-146	Conservatoire de musique et danse - Financement des abords du conservatoire - Convention de partenariat entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois - FEDER	Francis HEURLEY	3377
	Annexe_CMD FEDER Convention de partenariat entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois		3378
2025-147	Acquisition d'une emprise foncière pour prolonger la voie verte située Zone des Bréandes à Perrigny	Christophe BONNEFOND	3447
	Annexe_Acquisition d'une emprise foncière pour prolonger la voie verte située Zone des Bréandes à Perrigny		3449
2025-148	PLU Auxerre Modification Simplifiée	Christophe BONNEFOND	3450
2025-149	Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escolives-Sainte-Camille – Modification simplifiée n°3 - Modalité de mise à disposition du public	Christophe BONNEFOND	3453
2025-150	Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027 - Prise d'acte de l'évaluation triennale du PLH	Christophe BONNEFOND	3454
	Annexe_PLH 2022-2027 - Approbation de l'évaluation triennale du PLH		3455

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-151	Service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme – Avenant à la convention – Commune d'Appoigny	Christophe BONNEFOND	3527
	Annexe_Avenant service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme		3528
2025-152	Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de QUENNE	Christophe BONNEFOND	3530
	Annexe_ Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles Quenne		3531
2025-153	Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de VENOY	Christophe BONNEFOND	3533
	Annexe_ Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles VENOY		3535
2025-154	Cession de la déchetterie Val de Mercy à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre	Lionel MION	3538
	Annexe_Transfert de la déchetterie Val de Mercy à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre		3540
2025-155	SEM_AUXR - Modification prise de participation	Crescent MARAULT	3568
2025-156	AuxR_Factory - actualisation de la grille tarifaire	Crescent MARAULT	3570
2025-157	Renouvellement de la convention avec l'association DECA-BFC (Dispositif d'Entrepreneuriat aCAdémique de Bourgogne - Franche-Comté) pour la période 2025 à 2027	Crescent MARAULT	3575
	Annexe_Renouvellement convention association DECA-BFC 2025 à 2027		3577
2025-158	Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec "A Facettes" (ADCEP)	Odile MALTOFF	3581
	Annexe_Fête des vendanges de Montmartre - Convention partenariat		3583
2025-159	Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec l'OT de Chablis	Odile MALTOFF	3586
	Annexe_Approbation de la convention de partenariat avec l'OT de Chablis Fete des vendanges 2025		3588
2025-160	Aide agricole à l'implantation de cultures intermédiaires hors obligation réglementaire dans le cadre de la charte locale pour la qualité de l'eau	Michaël TATON	3591
	Annexe_Aide agricole charte locale pour la qualité de l'eau		3593
2025-161	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de voirie dans le cadre de travaux d'eau potable	Michaël TATON	3595
	Annexe_Convention de transfert maîtrise d'ouvrage pour voirie travaux d'eau potable		3596

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-162	Adhésion à Ascomade pour le domaine de l'eau potable	Michaël TATON	3601
	Annexe_Adhésion à Ascomade pour le domaine de l'eau potable		3603
2025-163	Service Public d'Eau Potable – Avenant n°2 au contrat de délégation	Michaël TATON	3609
	Annexe_Avenant n°2 DSP eau potable		3611
2025-164	Finances - Provisions budget annexe de l'eau potable	Michaël TATON	3866
2025-165	Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Yonne : avenant au plan d'action 2024/2026	Michaël TATON	3868
	Annexe_Avenant convention Chambre d'Agriculture de l'Yonne		3869
2025-166	Délégation du Service Public d'Eau Potable : Présentation du rapport annuel d'activités de l'année 2024	Michaël TATON	3881
	Annexe_DSP Eau Potable Rapport annuel d'activités 2024		3883
2025-167	Aide agricole en soutien de pratiques culturales excluant les produits phytosanitaires de synthèse dans les parcelles cultivées à proximité immédiate des captages.	Michaël TATON	4147
	Annexe_Aide agricole en soutien de pratiques culturales captage		4149
2025-168	Transfert de voiries privées au domaine public : mise en place d'un cahier de prescriptions aux lotisseurs	Pascal BARBERET	4151
	Annexe_Transfert de voirires privées au domaine public - Cahier de prescriptions aux lotisseurs		4152
2025-169	Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif : Présentation des rapports annuels d'activité de l'année 2024	Pascal BARBERET	4180
	Annexe_DSP Assainissement Collectif Rapports annuels d'activité 2024		4182
2025-170	Fonds de soutien à la déconnexion des chais du réseau d'assainissement de la commune de Saint Bris le Vineux	Pascal BARBERET	4971
	Annexe_Fonds de soutien à la déconnexion des chais du réseau d'assainissement de la commune de Saint Bris le Vineux		4973
2025-171	Convention de mise en accessibilité de l'arrêt de bus de la MDPH	Magloire SIOPATHIS	4977
	Annexe_Convention de mise en accessibilité de l'arrêt de bus de la MDPH		4979
2025-172	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements de voirie en lien avec la création de l'itinéraire cyclable D23 Laborde/Auxerre	Emilie LAFORGE	4986
	Annexe_Convention transfert maîtrise d'ouvrage aménagements de voirie itinéraire cyclable D23 Laborde-Auxerre		4988

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-173	Délégation de service public de transport - Rapport d'activités 2024	Magloire SIOPATHIS	4994
	Annexe_Délégation de service public de transport - Rapport d'activités 2024		4995
2025-174	Covoiturage - incitation participative 2024-2025	Magloire SIOPATHIS	5158
	Annexe_Covoiturage - incitation participative 2024-2025		5161
2025-175	Covoiturage - Participation incitative 2025-2026	Magloire SIOPATHIS	5165
	Annexe_Covoiturage - Participation incitative 2025-2026		5167
2025-176	Site Natura 2000, validation du portage de l'animation par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	Philippe VANTHEEMSCHE	5182
2025-177	Transition écologique- Installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) - Désignation du lauréat	Philippe VANTHEEMSCHE	5184
2025-178	Convention financière du Contrat Local de Santé avec les communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs	Maryline SAINT ANTONIN	5186
	Annexe_Projet Convention de Répartition du Financement CLS		5187
2025-179	Transfert du patrimoine de l'office auxerrois de l'habitat par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis	Vincent VALLÉ	5190
	Annexe_Traité de fusion entre Office public de l'habitat OAH et ESH AuxR_Logis		5196
2025-180	Désignation des représentants de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans les instances d'AuxR_Logis	Vincent VALLÉ	5222
	Annexe_Désignation des représentants CA AuxR_Logis		5224
2025-181	Règlement d'indemnisation préalable des commerçants de Chitry impactés par les travaux d'assainissement	Crescent MARAULT	5402
	Annexe_Règlement indemnisation Commercants de Chitry		5404
2025-182	Rapport d'activités 2024	Crescent MARAULT	5411
	Annexe_Rapport d'activité 2024_FINAL		5412
2025-183	Chambre Régionale des Comptes - Recommandations	Crescent MARAULT	5444
	Annexe_Chambre Régionale des Comptes - Recommandations		5445
2025-184	Etude de faisabilité - Création d'un diffuseur sur la RN77 avec les sociétés APRR, SNCF RESEAU et le Département de l'Yonne	Crescent MARAULT	5448
	Annexe_Etude de faisabilité diffuseur sur la RN77		5450

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-185	Personnel communautaire - Actualisation de l'effectif réglementaire	Carole CRESSON GIRAUD	5465
	Annexe_Effectif Réglementaire		5467
2025-186	Personnel communautaire - Mise à disposition de personnel pour l'activité de préteur sur gage du crédit municipal	Crescent MARAULT	5474
	Annexe_Convention prestation Crédit Municipal		5476
2025-187	Fonds Vert_Demande de financement pour la poursuite du développement du covoiturage sur le territoire de l'auxerrois	Francis HEURLEY	5479
2025-188	FNADT_Demande de financement pour l'ingénierie du technopôle hydrogène de l'Auxerrois	Francis HEURLEY	5481
2025-189	DETR_demande de financement pour acquisition d'un véhicule intermédiaire ACT2.1 VAE avec remorque	Francis HEURLEY	5483
2025-190	DETR_Demande de financement pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un camping de haute qualité	Francis HEURLEY	5484
2025-191	DETR – Demande de financement pour les travaux d'assainissement en domaine public rues de l'Eglise et Beau à Vallan et rue de Vincelottes à Vincelles	Francis HEURLEY	5486
2025-192	Décisions prises par délégation - Compte-rendu	Crescent MARAULT	5488

communauté
de l'auxerrois

ORDRE DU JOUR

-

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 26 JUIN 2025

Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Administration générale

N°2025-083 - Vote des comptes financiers uniques 2024 - Election du Président de séance
Rapporteur : Crescent MARAULT

Finances

N°2025-084 - Finances - Compte financier unique budget principal - Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-085 - Finances - Compte financier unique budget Déchets collecte- Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-086 - Finances - Compte financier unique budget Eau potable- Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-087 - Finances - Compte financier unique budget Assainissement - Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-088 - Finances - Compte financier unique budget SPANC- Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-089 - Finances - Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny)- Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-090 - Finances - Compte financier unique budget AuxR_Aéroparc - Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-091 - Finances - Compte financier unique budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) - Approbation
Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

N°2025-092 - Finances - Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-093 - Finances - Compte financier unique budget Mobilité- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-094 - Finances - Compte financier unique budget Prestations de service - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-095 - Finances - Compte financier unique budget Zone des Macherins- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-096 - Affectation des résultats 2024 Budget Principal - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-097 - Affectation des résultats 2024 Budget Déchets collecte- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-098 - Affectation des résultats 2024 Budget Eau Potable - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-099 - Affectation des résultats 2024 Budget Assainissement- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-100 - Affectation des résultats 2024 Budget SPANC- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-101 - Affectation des résultats 2024 Budget AuxR_Parc- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-102 - Affectation des résultats 2024 Budget Aeroparc- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-103 - Affectation des résultats 2024 Budget Eco-pôle de Venoy- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-104 - Affectation des résultats 2024 Budget H2 Mignottes- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-105 - Affectation des résultats 2024 Budget Mobilité durable- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-106 - Affectation des résultats 2024 Budget Prestations de service - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

N°2025-107 - Finances - Autorisations de programme et crédits de paiement - Budget principal 2025 - Modification

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-108 - Finances- Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget Assainissement 2025

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-109 - Budget supplémentaire 2025 Budget Principal - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-110 - Budget supplémentaire 2025 Budget Assainissement - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-111 - Budget supplémentaire 2025 Budget Parc activités d'Appoigny AuxR_Parc - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-112 - Budget supplémentaire 2025 Budget Eau Potable - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-113 - Budget supplémentaire 2025 Budget Déchets Collecte - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-114 - Budget supplémentaire 2025 Budget Mobilité durable- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-115 - Budget supplémentaire 2025 Budget Eco-pôle de Venoy - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-116 - Budget supplémentaire 2025 Budget H2 Mignottes - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-117 - Budget supplémentaire 2025 Budget Aéro parc - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-118 - Budget supplémentaire 2025 Budget SPANC - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-119 - Budget supplémentaire 2025 Budget Prestation de services- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-120 - Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de réalisation de 40 logements en VEFA - résidence Les Allées de la Jonchère - Monéteau

Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

N°2025-121 - Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de construction de 21 logements locatifs - Auxerre

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-122 - Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Banque Populaire

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-123 - Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Groupama

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-124 - Finances- Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Crédit Senior

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-125 - Attributions de compensation provisoires 2025 - Bilan des services communs 2024

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-126 - Finances- Aménagement de la cuisine du futur restaurant communal - Commune Irancy - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-127 - Finances- Création d'un parking - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-128 - Finances- Rénovation de la toiture du dépôt communal - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-129 - Finances- Achat de matériel pour le service technique - Commune Escolives Sainte Camille - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-130 - Finances- Aménagement des espaces ludiques et sportifs Baulchois - Commune Saint Georges sur Baulche - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-131 - Finances- Installation de coussins acoustiques au restaurant scolaire - Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-132 - Finances- Reprise de voirie - CV14/rue des bois l'Abbé- Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

N°2025-133 - Finances- Travaux de voirie et d'aménagement de sécurité - Commune Champs sur Yonne - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-134 - Finances- Réfection des trottoirs-tranche 2 et travaux de restauration du pont de Pierre sur CV7- Commune Branches - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-135 - Finances- Création d'un parking au cœur du centre-bourg rue Châtel Bourgeois - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-136 - Finances- Travaux de sécurisation du distributeur automatique de billets - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-137 - Finances- Acquisition d'un nouveau tracteur - Commune Chevannes - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-138 - Finances- Création d'un îlot fraicheur et d'un cheminement doux ruelle de la fontaine Naudin - Commune Vallan - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-139 - Finances- Achat d'une porte d'entrée pour le centre de loisirs - Commune Escamps - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-140 - Finances- Réfection de la toiture du lavoir - Commune Gy l'Eveque - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-141 - Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-142 - Convention AJA / CA

Rapporteur : Stéphane ANTUNES

N°2025-143 - Fonds de concours enseignement musical année scolaire 2024/2025 _ Attribution

Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

N°2025-144 - Transfert du conservatoire de musique et de danse à la Communauté de l'auxerrois - Rapport d'évaluation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Administration générale

N°2025-145 - Conservatoire de musique et danse - Adoption de l'avenant n°1 au procès-verbal de transfert

Rapporteur : Crescent MARAULT

Finances

N°2025-146 - Conservatoire de musique et danse - Financement des abords du conservatoire - Convention de partenariat entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois - FEDER

Rapporteur : Francis HEURLEY

Stratégie et aménagement du territoire

N°2025-147 - Acquisition d'une emprise foncière pour prolonger la voie verte située Zone des Bréandes à Perrigny

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-148 - PLU Auxerre Modification Simplifiée

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-149 - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escolives-Sainte-Camille – Modification simplifiée n°3 - Modalité de mise à disposition du public

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-150 - Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027 - Prise d'acte de l'évaluation triennale du PLH

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-151 - Service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme – Avenant à la convention – Commune d'Appoigny

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-152 - Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de QUENNE

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N°2025-153 - Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de VENOY

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

communauté
de l'auxerrois

N°2025-154 - Cession de la déchetterie Val de Mercy à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre

Rapporteur : Lionel MION

Développement économique et commercial

N°2025-155 - SEM_AUXR - Modification prise de participation

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-156 - AuxR_Factory - actualisation de la grille tarifaire

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-157 - Renouvellement de la convention avec l'association DECA-BFC (Dispositif d'Entrepreneuriat aCAdémique de Bourgogne - Franche-Comté) pour la période 2025 à 2027

Rapporteur : Crescent MARAULT

Tourisme

N°2025-158 - Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec "A Facettes" (ADCEP)

Rapporteur : Odile MALTOFF

N°2025-159 - Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec l'OT de Chablis

Rapporteur : Odile MALTOFF

Eau

N°2025-160 - Aide agricole à l'implantation de cultures intermédiaires hors obligation réglementaire dans le cadre de la charte locale pour la qualité de l'eau

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-161 - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de voirie dans le cadre de travaux d'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-162 - Adhésion à Ascomade pour le domaine de l'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-163 - Service Public d'Eau Potable – Avenant n°2 au contrat de délégation

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-164 - Finances - Provisions budget annexe de l'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

communauté
de l'auxerrois

N°2025-165 - Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Yonne : avenant au plan d'action 2024/2026

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-166 - Délégation du Service Public d'Eau Potable : Présentation du rapport annuel d'activités de l'année 2024

Rapporteur : Michaël TATON

N°2025-167 - Aide agricole en soutien de pratiques culturales excluant les produits phytosanitaires de synthèse dans les parcelles cultivées à proximité immédiate des captages.

Rapporteur : Michaël TATON

Assainissement

N°2025-168 - Transfert de voiries privées au domaine public : mise en place d'un cahier de prescriptions aux lotisseurs

Rapporteur : Pascal BARBERET

N°2025-169 - Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif : Présentation des rapports annuels d'activité de l'année 2024

Rapporteur : Pascal BARBERET

N°2025-170 - Fonds de soutien à la déconnexion des chais du réseau d'assainissement de la commune de Saint Bris le Vineux

Rapporteur : Pascal BARBERET

Mobilités

N°2025-171 - Convention de mise en accessibilité de l'arrêt de bus de la MDPH

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

N°2025-172 - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements de voirie en lien avec la création de l'itinéraire cyclable D23 Laborde/Auxerre

Rapporteur : Emilie LAFORGE

N°2025-173 - Délégation de service public de transport - Rapport d'activités 2024

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

N°2025-174 - Covoiturage - incitation participative 2024-2025

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

N°2025-175 - Covoiturage - Participation incitative 2025-2026

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

communauté
de l'auxerrois

Transition écologique

N°2025-176 - Site Natura 2000, validation du portage de l'animation par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

N°2025-177 - Transition écologique- Installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) - Désignation du lauréat

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Santé

N°2025-178 - Convention financière du Contrat Local de Santé avec les communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Administration générale

N°2025-179 - Transfert du patrimoine de l'office auxerrois de l'habitat par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis

Rapporteur : Vincent VALLÉ

N°2025-180 - Désignation des représentants de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans les instances d'AuxR_Logis

Rapporteur : Vincent VALLÉ

N°2025-181 - Règlement d'indemnisation préalable des commerçants de Chitry impactés par les travaux d'assainissement

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-182 - Rapport d'activités 2024

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-183 - Chambre Régionale des Comptes - Recommandations

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-184 - Etude de faisabilité - Création d'un diffuseur sur la RN77 avec les sociétés APRR, SNCF RESEAU et le Département de l'Yonne

Rapporteur : Crescent MARAULT

Ressources humaines

N°2025-185 - Personnel communautaire - Actualisation de l'effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

communauté
de l'auxerrois

N°2025-186 - Personnel communautaire - Mise à disposition de personnel pour l'activité de préteur sur gage du crédit municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

Finances

N°2025-187 - Fonds Vert_Demande de financement pour la poursuite du développement du covoiturage sur le territoire de l'auxerrois

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-188 - FNADT_Demande de financement pour l'ingénierie du technopôle hydrogène de l'Auxerrois

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-189 - DETR_demande de financement pour acquisition d'un véhicule intermédiaire ACT2.1 VAE avec remorque

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-190 - DETR_Demande de financement pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un camping de haute qualité

Rapporteur : Francis HEURLEY

N°2025-191 - DETR – Demande de financement pour les travaux d'assainissement en domaine public rues de l'Eglise et Beau à Vallan et rue de Vincelottes à Vincelles

Rapporteur : Francis HEURLEY

Administration générale

N°2025-192 - Décisions prises par délégation - Compte-rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

communauté
de l'auxerrois

PROCES-VERBAL
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
-
SÉANCE DU 17 AVRIL 2025

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 11 avril 2025, s'est réuni le 17 avril 2025 à 09 h 00 à la salle du Pôle Rive Droite - 16-18 avenue de la Résistance à Auxerre, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
en exercice : *64*
présents : *51*
votants : *58 dont 7 pouvoirs*

Etaient présents : Crescent MARAULT, Stéphane ANTUNES, Céline BÄHR, Jean-Philippe BAILLY, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christophe BONNEFOND, Nordine BOUCHROU, Christian BOULEY, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Mani CAMBEFORT, Dominique CHAMBENOIT, Anna CONTANT, Daniel CRENE, Carole CRESSON GIRAUD, Patrick CROS, Mathieu DEBAIN, Gérard DELILLE, Sébastien DOLOZILEK, Michel DUCROUX, Hicham EL MEHDI, Olivier FELIX, Sophie FEVRE, Margaux GRANDRUE, Arminda GUIBLAIN, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Isabelle JOAQUINA, Emilie LAFORGE, Jean-Luc LIVERNEAUX, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Lionel MION, Emmanuelle MIREDIN, Maryse NAUDIN, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Magloire SIOPATHIS, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Philippe VANTHEEMSCHE, Yves VECTEN, Patricia VOYE, Farah ZIANI, Pierre FERRIER.

Absents représentés par leur suppléant : Frédéric PETIT par Pierre FERRIER.

Pouvoirs : Nicolas BRIOLLAND pouvoir à Stéphane ANTUNES, Chrystelle EDOUARD pouvoir à Michel DUCROUX, Julien JOUVET pouvoir à Véronique BESNARD, Souleymane KONÉ pouvoir à Vincent VALLÉ, Laurent PONROY pouvoir à Carole CRESSON GIRAUD, Sylvie PREAU pouvoir à Emilie LAFORGE, Michaël TATON pouvoir à Pascal BARBERET.

Absents non représentés : Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Secrétaire de séance : Pascal BARBERET.

Adoption du Procès-Verbal de la séance du 20 février 2025 à l'unanimité

communauté
de l'auxerrois

N° 2025-044
Objet : Finances- Réfection toiture de l'Église et de la Mairie - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Bleigny le Carreau a sollicité un soutien financier pour la réfection en raison de fuites d'eau à l'Eglise et à la Mairie.

Les travaux sont estimés à 3 626 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Toiture de la mairie suite à fuites d'eau et sur le clocher de l'Eglise et un des contreforts	3 626,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	1 813,00 €
		Autofinancement (50 %)	1 813,00 €
Total dépenses HT :	**3 626,00 €**	**Total recettes HT :**	**3 626,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Bleigny le Carreau une subvention de 1 813 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Frédéric PETIT

communauté
de l'auxerrois

- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-045
Objet : Finances- Réfection de chaussée, rue du Four - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Bleigny le Carreau a sollicité un soutien financier pour la réfection de chaussée, rue du Four.

Les travaux sont estimés à 16 942 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Réfection de la chaussée, rue du Four	16 942,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	8 471,00 €
		Autofinancement (50 %)	8 471,00 €
Total dépenses HT :	**16 942,00 €**	**Total recettes HT :**	**16 942,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Bleigny le Carreau une subvention de 8 471 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

---

communauté
de l'auxerrois

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Frédéric PETIT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-046
Objet : Finances- Achat de matériel informatique et de vidéo projection - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Bleigny le Carreau a sollicité un soutien financier pour l'achat de matériel informatique et de vidéo projection.

Les travaux sont estimés à 6 856,83 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Achat de matériel informatique et de vidéo projection	6 856,83 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	3 428.41 €
		Autofinancement (50 %)	3 428.42 €
Total dépenses HT :	**6 856,83 €**	**Total recettes HT :**	**6 856.83 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

communauté
de l'auxerrois

-D'attribuer à la commune de Bleigny le Carreau une subvention 3 428,41 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Frédéric PETIT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-047
Objet : Finances - Rénovation globale de l'éclairage public - Commune Villeneuve Saint Salves - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Villeneuve Saint Salves a sollicité un soutien financier pour la rénovation globale de l'éclairage public.

Les travaux sont estimés à 68 896,65 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Rénovation globale de l'éclairage public	68 896,65 €	SDEY (50 %)	34 448,32 €
		Communauté de l'auxerrois (10 %)	6 889,67 €
		Autofinancement (40 %)	27 558,66 €
Total dépenses HT :	**68 896,65 €**	**Total recettes HT :**	**68 896,55 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

communauté
de l'auxerrois

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Villeneuve Saint Salves une subvention de 6 889,67 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Lionel MION
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Lionel MION indique qu'il n'était pas prévu que sa commune fasse appel au fond de soutien car il s'agit d'un investissement porté par le SDEY. Cet investissement était programmé depuis 3 ans sur la commune avec une subvention du SDEY à hauteur de 50%, une subvention par le fond vert à hauteur de 10% et le restant par financement de la commune. Le SDEY a reçu énormément de demandes pour du changement d'éclairage avec le passage en LED.
Le SDEY a donc demandé que certains projets soient décalés ce qu'il a accepté pour sa commune.
Il expose toutefois que son dossier s'est retrouvé n'être plus éligible cette année au fond vert et donc 10% de financement en moins. Il trouve cela cavalier de la part du SDEY qui est censé être en soutien des communes et plus particulièrement des petites communes. Cela peut remettre en cause le projet à l'échelle du budget de sa commune. Ce dysfonctionnement appelle à la vigilance sur le fonctionnement du SDEY pour que cela ne se reproduise pas pour d'autres communes.
Sa commune doit donc faire appel au fond de soutien et ne pourra l'utiliser pour un autre projet.

N° 2025-048
Objet : Finances - Remplacement du système de téléphonie et d'accès à internet pour les bâtiments communaux - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Vincelles a sollicité un soutien financier pour le remplacement du système de téléphonie et d'accès à internet pour les bâtiments communaux.

Les travaux sont estimés à 3 120 € HT selon le plan de financement suivant :

communauté
de l'auxerrois

Dépenses HT		Recettes HT	
Remplacement du système de téléphonie et d'accès à internet pour les bâtiments communaux	3 120,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	1 560,00 €
		Autofinancement (50 %)	1 560,00 €
Total dépenses HT :	**3 120,00 €**	**Total recettes HT :**	**3 120,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Vincelles une subvention de 1 560 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Guido ROMANO
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Guido ROMANO profite du passage de l'ADSL à la fibre pour se mettre d'emblée en conformité avec la législation puisqu' l'ADSL est vouée à disparaître.

N° 2025-049
Objet : Finances - Création d'une bâche à eau pour défense incendie - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

communauté
de l'auxerrois

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Vincelles a sollicité un soutien financier pour la création d'une bâche à eau pour défense incendie.

Les travaux sont estimés à 15 046 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Création d'une bâche à eau pour défense incendie.	15 046,00 €	DETR/DSIL (30 %)	4 514,00 €
		Communauté de l'auxerrois (35 %)	5 266,00 €
		Autofinancement (35 %)	5 266,00 €
Total dépenses HT :	**15 046,00 €**	**Total recettes HT :**	**15 046,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer à la commune de Vincelles une subvention de 5 266 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

- De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Guido ROMANO
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Guido ROMANO doit répondre à une obligation de mise en conformité de cette défense incendie par suite de la construction de deux pavillons. Il explique n'avoir pas eu d'autres solutions que la mise en place de

communauté
de l'auxerrois

ce système de bâche à eau puisque le débit des poteaux d'incendie n'était pas suffisant et le changement des conduites sur un kilomètre de long s'est révélé impossible.

N° 2025-050
Objet : Finances - Remplacement d'une chaudière murale à condensation dans un logement communal, rue A. Renoir - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Vincelles a sollicité un soutien financier pour le remplacement d'une chaudière murale à condensation dans un logement communal, rue A. Renoir.

Les travaux sont estimés à 4 868 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Remplacement d'une chaudière murale à condensation dans un logement communal, rue A. Renoir	4 868,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	2 434,00 €
		Autofinancement (50 %)	2 434,00 €
Total dépenses HT :	**4 868,00 €**	**Total recettes HT :**	**4 868,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Vincelles une subvention de 2 434 € HT dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

---

communauté
de l'auxerrois

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Guido ROMANO
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-051
Objet : Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes

Rapporteur : Francis HEURLEY

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil communautaire du 19 décembre 2024.

Ce règlement permet :
- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attribution et de versement des subventions par la collectivité vis-à-vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention ci-après :

Intitulé de l'association ou de l'organisme	Montant 2025 CC du 17/04/25
ASSOCIATION DE LA JEUNESSE AUXERROISE (AJA) Challenge « Franck Pineau » sur l'agglomération Auxerroise	3 000,00 €

Pour la politique publique « SPORT », l'enveloppe des subventions attribuées (sur le budget de fonctionnement) se répartirait donc de la façon suivante :

Politiques publiques	Montants 2024	Montants 2025
SPORT (SPOR)	67 000,00 €	62 000,00 €

(La colonne 2025 comprend les subventions 2025 attribuées par les conseils communautaires de décembre 2024, février 2025 et celle soumise pour approbation ci-dessus).

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

communauté
de l'auxerrois

- D'attribuer une subvention de 3 000,00 € à l'ASSOCIATION DE LA JEUNESSE AUXERROISE (AJA) pour le challenge « Franck Pineau » sur l'agglomération Auxerroise ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 aux chapitres 65 pour les subventions de fonctionnement ;

- D'autoriser le président à signer tous les conventions et avenants nécessaires au versement de cette subvention.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Florence LOURY demande une précision puisqu'il est indiqué dans la délibération que « Pour la politique publique « SPORT », l'enveloppe des subventions attribuées se répartirait donc de la façon suivante » et il est indiqué que l'enveloppe sport serait de 62 000,00 €. Elle souhaite savoir si la somme de 3 000,00 € se déduit des 62 000,00 €.

Francis HEURLEY indique que les 62 000,00 € inclut les 3 000,00 €. L'idée était de rappeler qu'en 2024, le montant était de 67 000,00 €. C'est un projet qui a un côté évènementiel et qui peut s'inscrire dans la durée. Les communes sont très sollicitées par les associations pour faire des épreuves de ce type mais cela a un coût important en termes de secours ou encore de signaleurs. Les fonds sont les bienvenus pour les communes concernées.

Florence LOURY indique être favorable à cette subvention. Elle souhaite également savoir si l'enveloppe sport est déjà répartie aux associations.

Francis HEURLEY indique que c'est ce qui a été voté au BP, il précise qu'est ajouté les 3 000,00 € pour l'organisation du challenge « Franck Pineau ». Le montant de 67 000,00 € de l'an dernier n'a pas été atteint cette année et c'est ce qui permet de répondre aux demandes imprévues des associations.

Vincent VALLE indiquer ne pas participer au vote.

N° 2025-052
Objet : Finances - Fonds de soutien pour l'ouverture ou l'agrandissement des structures petite enfance - Règlement d'attribution

Rapporteur : Francis HEURLEY

Dans l'objectif de renforcer la cohésion territoriale et sociale, l'accès aux équipements et aux services et l'attractivité territoriale, la communauté de l'auxerrois souhaite soutenir l'ouverture ou l'agrandissement des structures petite enfance sur son périmètre et ce quel que soit le porteur du projet : public ou privé.

communauté
de l'auxerrois

Le présent règlement s'applique aux aides à l'investissement et au fonctionnement accordées par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du soutien à la politique de la petite enfance.

Les projets éligibles devront être localisés sur le périmètre géographique de la Communauté de l'Auxerrois. Ils doivent faire l'objet d'une validation, d'un agrément et d'un accompagnement par la Protection Maternelle et Infantile.

Le soutien concerne les projets de :

- Construction, aménagement de bâtiment dédiés en tout ou partie à la création de places d'accueil « petite enfance »
- Réfection de bâtiment déjà affectés à l'accueil petite enfance dans le cadre de projet tendant à l'augmentation de la capacité d'accueil

Pour la partie des dépenses d'investissement, le taux de soutien de la Communauté de l'Auxerrois s'établira à 1 500€ par place créé.
Il ne pourra être supérieur à 20% du montant HT du projet avec un plafond de 50 000 €.

Le montant du soutien accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la collectivité avec un plafond annuel de 60 000 €.

Le montant attribué en subvention d'investissement par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la structure porteuse du projet.

Pour les dépenses de fonctionnement, la participation de la Communauté de l'Auxerrois sera de 5 € par place crée et par jour de fonctionnement de la structure sur la 1ère année d'exercice ;

Dans le cadre de ce dispositif, tout structure ne pourra bénéficier que d'un seul accompagnement financier de la part de la Communauté.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le règlement d'attribution du fonds de soutien aux structures petite enfance.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Francis HEURLEY précise que ce nouveau fond de soutien est à destination de la politique petite enfance qui est en difficulté. Le projet de territoire est assez ambitieux avec pour but d'accueillir de nouvelles populations sur le territoire. Il faut pour cela prendre des précautions avec ce qui existe comme le travail en cours avec les maisons de santé pluridisciplinaires. L'idée est aussi d'adosser un soutien important aux projets de petite enfance face à la complexité de faire garder ces enfants, face au problème de personnel,

communauté
de l'auxerrois

de volonté avec des coûts de fonctionnement et d'investissement qui sont colossaux. Néanmoins, dans les communes petites ou même plus grandes, il y a un désir de continuer à offrir ce service aux habitants.
L'idée est de créer ce fonds de soutien avec fléchage sur les investissements privés et publiques (micro-crèche, MAM…) avec un montant de 1 500,00 € par place créée en investissement pour les projets de réhabilitation notamment mais également les nouveaux projets.
Il y aura également un accompagnement sur le fonctionnement avec l'attribution d'un fonds de 5,00 € par place créée par jour de fonctionnement sur la première année.
Il expose que cela correspond à un effet levier pour accompagner les projets face aux difficultés rencontrées sur la petite enfance.
Les assistants maternels sont faits de plus en plus rares, il faut créer des vocations et aider les maires qui prennent cela en charge. Le but est de pouvoir accueillir des nouvelles populations mais aussi conforter les gens qui travaillent sur le territoire face à la hausse de la demande.

Florence LOURY est très favorable à la mise en place de ce fonds de soutien. Le nombre de places en crèche est très inférieur aux besoins exprimés par les familles. Elle indique ne pas avoir trouvé les chiffres pour le territoire de la Communauté de l'Auxerrois mais selon la Caisse d'Allocations Familiales, en France, 55% des familles souhaitent trouver une place en crèche mais seulement 19 % y parviennent effectivement.
Il précise qu'une commission d'enquête de l'Assemblée Nationale a été réalisée en 2024 qui a fait le constat que le système d'accueil de jeunes enfants est à bout de souffle parce que même s'il y a des créations de places majoritairement à l'initiative des structures privées, il n'est pas compensé aux départs en retraites des assistantes maternelles. C'est donc très important d'encourager la création de places en crèches dans l'Auxerrois que se soit pour des structures publiques ou privées. Elle souligne qu'il s'agit d'un facteur d'attractivité pour le territoire de pouvoir proposer aux jeunes familles et jeunes parents un système de garde qui leur convient.
Elle formule une proposition afin de pallier les difficultés de recrutement du personnel de la petite enfance qui est de valoriser les salaires notamment avec la prime de pénibilité. Cette prime est souvent accordée pour les emplois techniques et plus particulièrement aux hommes. Cela se fait dans d'autres collectivités pour favoriser l'emploi féminin. Elle souligne être très favorable à cette délibération.

Francis HEURLEY précise que les projets doivent être agréés par la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

Philippe VANTHEEMSCHE accueille cette délibération favorablement. Dans les communes, il y a des compétences nouvelles sur l'accueil petite enfance. Sur 6 communes du sud de l'auxerrois, il y a un projet d'accueil petite enfance avec un coût assez conséquent pour les petits budgets des communes. Toutefois, c'est l'avenir des villages qui est en jeu. Aujourd'hui, il y a un diagnostic de territoire qui a été réalisé et il ressort que ce besoin de structures soit important.
Il ajoute que pour sauvegarder les centres de loisirs et les écoles, il est indispensable de mettre en place ce genre de structures.

Mathieu DEBAIN est favorable à cette délibération. Il demande s'il y a déjà des projets futurs de création de structures d'accueil pour la petite enfance qui sont connus sur le territoire.

communauté
de l'auxerrois

Philippe VANTHEEMSCHE indique qu'il vient de l'exposer pour le sud de l'auxerrois et notamment sur les communes d'Escolives et de Jussy où il y a un projet de structures. Sur Escolives, il s'agit d'un projet de micro-crèche et sur Jussy c'est un projet de MAM.

Patrick BARBOTIN confirme le projet de maison d'assistantes maternelles de manière que les deux options soient offertes sur le territoire, crèche et MAM.

Francis HEUREY rappelle que ce projet sera éligible s'il est agréé par la PMI. Tous les nouveaux projets sont les bienvenus.

Jean-Luc LIVERNEAUX indique que la commune de Gurgy a un projet de micro-crèche sur lequel des projets ont été menés par l'architecte.

Patrick CROS souhaite ajouter que ce projet serait porté par le futur syndicat qui est en cours de création sur les communes de Coulanges-la-Vineuse, Irancy, Jussy et Escolives-Sainte-Camille. Ce sera donc un projet commun.
Il demande si le syndicat pourra bénéficier des subventions puisqu'il sera porteur du projet.

Francis HEURLEY indique qu'il faudra préciser dans les statuts du syndicat la possibilité de se faire co-financer et ne pas oublier l'agrément nécessaire de la PMI.

Patrick CROS ajoute que cela est prévu dans les statuts.

Francis HEURLEY lui demande de prendre attache auprès des services afin de mettre les bonnes clauses dans les statuts.

Maud NAVARRE souligne que cette aide matérielle est une bonne chose mais elle a une crainte en ce qui concerne le problème de recrutement de personnel. Elle souhaite savoir si quelque chose est prévu sur ce volet-là parce qu'aider à la création de structures c'est bien mais il ne faudrait pas que cela fasse comme les maisons de santé où il manque des professionnels.
Elle demande s'il est prévu également une intervention de l'agglomération sur le versant recrutement de personnel. Cela pourrait être intéressant à l'échelle du territoire de se coordonner notamment sur Auxerre où la pénurie est assez importante, mutualiser sur les forces et moyens serait l'idéal.

Francis HEURLEY précise que l'amorçage est lancé. Le règlement, s'il est voté aujourd'hui, sera mis en place dans l'année. Les budgets étant déjà voté dans les communes, les projets sortiront à partir de 2026. La vision des salaires est une vision que l'on peut se poser sur plein de ressources humaines avec la CNRACL qui va augmenter et cela impacte, de la petite enfance au grand âge, toutes les politiques publiques menées par les compétences de la collectivité.

Magloire SIOPATHIS soutient le projet qui est très intéressant et une étude réalisée sur le territoire d'Appoigny en lien avec la CAF qui avait démontré que le besoin était là et qui s'agrandit avec le lotissement en construction. Sous la présidence de Maryse, ici présente, un travail a été effectué avec un organisme privé avec une orientation plutôt sur une délégation de service public en raison du portage du personnel qui est assez compliqué dans la gestion. Aussi, si le choix se porte sur un délégataire, il aimerait

communauté
de l'auxerrois

savoir si la subvention sera attribuée à la commune ou au délégataire. Il a cru comprendre que les deux étaient éligibles.

Francis HEURLEY répond que ce sera à l'un ou l'autre si l'agrément est accepté puisque le délégataire est un porteur de projet privé donc il n'y aurait pas d'incompatibilité. L'objectif est d'impulser

Bruno MARMAGNE trouve que la mise en place de ce fonds de soutien est une bonne chose. Il soulève qu'il existe également un problème de formation et pas uniquement de recrutement. Il demande s'il sera possible de s'y pencher. Au niveau de la formation du personnel petite enfance, il y a une école à Joigny et une section à Vauban ce qui ne suffit pas de répondre aux besoins de personnel.

Francis HEURLEY souligne que des courriers ont déjà été faits pour cette problématique mais que cela reste complexe. Le problème va s'accentuer dans les années à venir.

N° 2025-053
Objet : Mise en place d'un Fonds de redynamisation des centres-bourgs et centres-villes

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Les centres anciens de l'agglomération présentent des atouts en termes de qualité architecturale du bâti et paysagère, d'accès à des équipements et services de proximité ainsi que d'une identité commune qu'il convient de conforter.

La communauté de l'Auxerrois est compétente en matière d'habitat et de commerce. C'est dans ce cadre qu'il est proposé la création d'un fonds de soutien qui permettra une revalorisation urbaine et une redynamisation globale de ces espaces urbains.

C'est dans ce sens qu'un dispositif de fonds de redynamisation des centres-bourgs et centres-villes est proposé au Conseil Communautaire comme suit :

1- L'aide à la rénovation du bâti des centres-bourgs et centres-villes

Le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 prévoit des aides financières pour requalifier l'habitat et lutter contre la vacance des logements. Il est à noter que les coûts de rénovation sont significativement plus élevés dans les centres anciens, particulièrement dans les zones sous le contrôle des Architectes des Bâtiments de France, ce qui explique la présence de nombreux bâtiments dégradés et vacants.

Le dispositif annexé à la présente délibération s'appliquera au Secteur Sauvegardé pour la ville d'Auxerre ainsi qu'aux centres-bourgs des communes tels que définis en annexe 1 du règlement. Ces périmètres, établis dans le cadre d'une étude pré-opérationnelle menée avec l'ANAH, pourront être ajustés selon l'évolution réglementaire et la qualité du bâti dans les différents tissus urbains.

Les objectifs de cette aide doivent permettre de :

- Limiter l'étalement urbain

communauté
de l'auxerrois

- Reconquérir le parc de logements vacants et lutter contre la vacance des commerces
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine architectural
- Rénover le patrimoine et en réduire la consommation énergétique
- Dynamiser les centres-villes et centre-bourgs
- Favoriser la réalisation de travaux sur immeubles dégradés ou en voie de dégradation

Ces rénovations couvrent également le bâti relatif aux commerces.

L'aide financière proposée s'élève à 15% du montant total des travaux HT, avec un plafond de 250 000 € par projet, dans la limite du budget disponible.

2- L'aide à l'activité économique des centres-bourgs et centres-villes

L'objectif de ce dispositif est de favoriser l'implantation commerciale visant à revitaliser les centres-villes ou centres-bourgs de la Communauté de l'Auxerrois.

C'est dans ce sens que la communauté de l'auxerrois a défini d'intérêt communautaire la politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales. Cet intérêt comprend plusieurs actions reprises et simplifiées dans le présent règlement :

- Le dispositif des aides aux loyers avec **un taux d'intervention de la collectivité entre 50% et 70% du loyer dans une limite d'un montant maximum de 500€ HT par mois pour une durée maximum de 6 mois**. Ce dispositif est applicable au périmètre dressé dans l'annexe 1 du règlement d'application.

- Le dispositif des aides aux mobiliers de terrasse avec un taux d'intervention s'élevant au **maximum à 30% du montant des travaux avec un plafond fixé à 5000€ HT**. Ce dispositif est applicable au périmètre dressé dans l'annexe 1 du règlement d'application.

Ce nouveau règlement se substitue à l'ensemble des précédents règlements en vigueur et permet d'encadrer toutes les subventions économiques applicables sur le territoire de la collectivité.

Les dossiers reçus avant le 17 avril 2025 inclus seront instruits conformément aux dispositions des règlements précédemment en vigueur et bénéficieront de l'application et de l'octroi des droits selon ces précédents règlements, tandis que le nouveau règlement s'appliquera exclusivement aux dossiers reçus à compter du 18 avril 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le projet de règlement annexé à la présente délibération ;

- De supprimer les dispositifs d'aide aux loyers et d'aides aux travaux définis par délibération n°2022-251 du 24 novembre 2022 afin de les intégrer au nouveau règlement annexé,

- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération ;

communauté
de l'auxerrois

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 49
- voix contre : 1 Yves VECTEN
- abstentions : 9 Jean-Philippe BAILLY, Pascal BARBERET, Mani CAMBEFORT, Patrick CROS, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Mani CAMBEFORT indique ne pas avoir vraiment de remarques sur le paragraphe 2 « Aide à l'activité économique des centres-bourgs et centres-villes » parce qu'il reprend, comme cela a été souligné, pour l'essentiel ce qui existait déjà. En revanche, le paragraphe 1 l'interpelle. Il considère que c'est une bonne chose de travailler à la rénovation du bâti et précise que si nous voulons lutter contre l'artificialisation des sols et revitaliser les centres-villes et centres-bourgs, il est nécessaire de passer par la rénovation du bâti. En revanche, le plafond d'aide par dossier qui est de 250 000,00€ interpelle.
Il se demande si l'agglomération a les moyens de financer beaucoup de dossiers sur une année. En effet, il a remarqué que sur le budget primitif, il n'a été mis que 250 000,00€ sur cette politique. Par ailleurs, il n'y a pas de contrainte de délai avant la revente du bien en question. Il y a plusieurs dispositifs de financement qui existent pour la rénovation du bâti et plusieurs financeurs imposent un délai minimum avant la revente (par exemple, certains imposent 5 ans). Il ajoute que l'idée c'est de ne pas créer un effet d'aubaine avec une plus-value immédiate. La collectivité, par un soutien au public-privé, permet un embellissement et une revitalisation des centres-villes et centres-bourgs qui est une bonne chose mais qu'elle finance des bénéfices immédiats en est une autre. Il lui semble que c'est leur devoir d'en être vigilant.

Philippe VANTHEEMSCHE est favorable à ce projet de délibération mais il s'interroge juste sur les périmètres retenus sur les centres-bourgs et notamment pour sa commune où il s'aperçoit qu'un secteur historique qui est le pourtour de l'église classé n'a pas été retenu dans les périmètres éligibles. Or, il prend l'exemple de l'ancienne ferme seigneuriale, qui est aujourd'hui le Domaine Borgnat et qui n'est pas repris dans ce périmètre. Il trouve cela fort dommageable.

Mathieu DEBAIN indique qu'en grande partie Mani CAMBEFORT est intervenu sur ce qu'il voulait évoquer. Il souhaite être plus précis sur la nature des travaux subventionnables. Il est indiqué dans le texte que les travaux sont subventionnables pour des rénovations partielles d'éléments visibles de la rue ou pour une intervention globale. Par exemple, quid des travaux de rénovation énergétique comme une isolation de combles ou des changements d'huisseries qui ne seraient pas visibles de la rue donc en général des rénovations partielles énergétiques qui ne seraient pas visibles de la rue. Il trouve que dans le texte, les travaux qui peuvent réellement être éligibles ne sont pas bien identifiés.

Guido ROMANO souhaite savoir à qui s'adresse le dispositif, aux anciens commerces ou aux nouveaux.

communauté
de l'auxerrois

Christophe BONNEFOND revient sur le budget en indiquant qu'étant aujourd'hui le 17 avril et compte tenu du délai imparti pour monter un dossier et pour démarrer les travaux, il doute que la collectivité soit débordée en termes de décaissement sur l'année 2025 mais le risque existe et il l'entend.
En ce qui concerne le délai sur la revente, tous les travaux sont éligibles. L'objectif est clair qui est de favoriser la rénovation dans les centres-bourgs et les centres-villes historiques. Il rappelle que l'intérêt est que les propriétaires engagent les travaux pour louer les logements et éventuellement les revendre. Le reste à charge pour les propriétaires est tout de même de 85% donc les travaux seront réalisés de manière intelligente.
Pour ce qui est du périmètre, il est indiqué qu'il peut être adapté. Il rappelle que les périmètres ont été envoyés au préalable à tous les maires pour avis. Les périmètres ont été repris de l'étude pré-opérationnelle mais une adaptation intelligente peut être envisagée. Il ajoute que cela concerne tous les commerces, les existants et les nouveaux. Il précise que tout est globalisé puisque l'aide à l'investissement tant pour l'habitat que pour les commerces, l'aide pour les loyers pour les commerces existants et l'aide pour les terrasses.
Le souhait est que les 29 communes avancent ensemble même si elles sont différentes.

Pascal BARBERET serait favorable à intégrer un délai de revente de 5 ans. Il a bien compris qu'il s'agissait d'une prise en charge à 15% avec un reste à charge à 85 % mais il estime que la collectivité ne doit pas financier une plus-value.

Mathieu DEBAIN souhaite insister sur le fait qu'il est indiqué dans le texte que la collectivité subventionne les rénovations partielles d'éléments visibles de la rue. Il ne comprend pas cette mention.

Crescent MARAULT précise que le conseil communautaire devra à chaque fois délibérer sur l'attribution de la subvention.
Concernant la question du délai de 5 ans, cela posera problème pour les opérations Malraux. Il faut réfléchir sur les activités commerciales et distinguer les opérations qui seraient contrainte par les 5 ans.
Il faudrait peut-être préciser hors dispositif de défiscalisation. Il est proposé de voter le règlement en l'état et de réfléchir comment le réviser sur cette question-là.

Jean-Philippe BAILLY se questionne concernant les modalités d'éligibilité pour le mobilier de terrasse. Il est indiqué que cela est réservé aux commerces à jour de leurs cotisations sociales et fiscales. Il demande si les entreprises qui ont des périodes de difficultés passagères attestées pourront quand même bénéficier de ces subventions.

Christophe BONNEFOND répète qu'il s'agit d'un règlement et par conséquent chaque dossier sera étudié pour le présenter au vote. Il ajoute qu'autant le principe est nouveau sur l'habitat mais sur les commerces c'était déjà le cas. Il est fait au mieux pour tous les centres-bourgs.

Pascal HENRIAT est tout à fait d'accord concernant la loi Malraux puisqu'il rappelle que le principe de la loi de défiscalisation est qu'un propriétaire achète et tous les travaux réalisés sont déductibles de ces impôts dans le cadre d'une enveloppe importante. Cela concerne des patrimoines relativement importants ou des revenus occasionnels mais qui sont importants. Il ajoute qu'il ne faut pas donner une subvention à quelqu'un qui déduira les travaux réalisés de ces impôts. Il faut donc faire attention à tous les dispositifs qui permettent la défiscalisation.

communauté
de l'auxerrois

Christophe BONNEFOND précise que c'est pour cela que la durée de revente ne va pas être modifiée aujourd'hui.

Crescent MARAULT ajoute que le débat était sur la durée de détention et non sur le fait d'accorder une aide ou non. Il indique que les opérations Malraux pourraient être aidées. La défiscalisation Malraux permet de contribuer à la réhabilitation des centres villes puisque le coût de réhabilitation est hors modèle économique. Ce dispositif pourrait donc intervenir dans le cadre d'opérations Malraux. Cependant, concernant la question de la revente, la loi Malraux consiste en de la défiscalisation qui est basée sur de la vente. Il faut donc conditionner la durée de détention du bien hors opération de défiscalisation.

Pascal HENRIAT n'est pas d'accord sur cette vision de la loi Malraux. Pour lui, c'est de la défiscalisation pour celui qui achète et il défiscalise le montant total des travaux. Cela signifie que la plus-value lorsque le bien est revendu est relativement faible. Pour un bien d'une valeur de 100 000,00€ avec des travaux estimés à 150 000,00€, il sera défiscalisé la somme totale des travaux avec une plus-value à 250 000,00€. La revente se fera généralement en-dessous de ce prix parce que ce qui est intéressant c'est la défiscalisation et non la plus-value. Il répète que la loi Malraux est une opération bien particulière de défiscalisation. Il n'est pas recherché une plus-value mais de vendre au prix le plus égal par rapport au montant des travaux effectués. C'est uniquement le coût des travaux qui compte pour la défiscalisation. Il précise être contre le fait d'aider le propriétaire qui défiscalise.

Crescent MARAULT répond que ce n'est pas le particulier qui réalise les travaux. Il ajoute qu'aujourd'hui il y a un vrai sujet de logement et de réhabilitation de l'existant. Il précise que cela va même plus loin puisque dans le SCOT, document supra communal qui doit être intégrer dans la construction du PLUIHM, puisqu'il faut démontrer la capacité à mobiliser les logements vacants donc à réduire le taux de vacance sur le logement avant de pouvoir envisager d'en construire des nouveaux. Un règlement comme présenté aujourd'hui permet donc de donner des garanties à l'Etat qu'il y aura des outils pour réduire ce taux de vacance. Il indique que souvent les logements vacants sont vétustes et en centres-bourgs du fait que le coût de réhabilitation est hors normes. Ce coût est de l'ordre de 5 ou 6 000,00€ du mètre carré. Il n'y a pas de modèle économique sur cela. La loi Malraux a été faite en ce sens et, malgré la défiscalisation, les opérations sont parfois difficiles à monter car le modèle économique n'est pas encore présent. Si à cela est ajouté la RT 2020, les éco matériaux, le marché du logement est atone alors qu'il y a un fort besoin. Il faut donc prendre des dispositifs pour redynamiser. Il répète que ce n'est pas le particulier qui engage les travaux avec la loi Malraux car cela est très compliqué d'obtenir un agrément de Bercy mais des opérateurs qui, sur une opération globale, commercialise auprès de particuliers qui eux ensuite pourront défiscaliser selon le montant de l'acquisition. C'est la raison pour laquelle la durée de détention est une problématique puisqu'à la loi Malraux permet d'acheter, de réhabiliter et revendre les appartements.

Christophe BONNEFOND ajoute que la notion de délai de revente est largement secondaire compte tenu de l'état des logements vacants en centre-bourg et du coût engendré pour les rénover. L'objectif est à la fois d'améliorer les centres-bourgs en termes de qualité et à la fois de remettre en habitat des logements vacants qui sont souvent en mauvais état. Si à la marge, il doit être traité un ou deux dossiers qui ne paraissent pas sains, il y aura des arguments pour les refuser.

Pascal HENRIAT indique qu'il ne peut pas laisser dire cela. La loi Malraux a été créé pour réhabiliter les centres-villes anciens et remettre de l'habitat. La ville d'Auxerre en a bénéficié en priorité le quartier de la

communauté
de l'auxerrois

Marine notamment qui a été le premier quartier a en bénéficié. Bien entendu, c'est une société qui monte l'opération dans son ensemble mais elle refacture aux propriétaires la totalité des dépenses engagées. Il est recherché un maximum de travaux pour défiscaliser et en échange le bien doit être gardé un certain nombre d'années. Si la revente a lieu avant, il y a l'obligation de réintégrer les travaux réalisés dans les impôts. Il n'y a aucun intérêt à revendre avant sinon le bénéfice de la plus-value est perdu. La ville d'Auxerre n'a aucun problème pour l'application de la loi Malraux. Il donne l'exemple du conseil départemental avec la vente de l'hôpital psychiatrique qui s'est vendu rapidement.

Crescent MARAULT souligne l'exemple donné en indiquant que pour équilibrer l'opération Malraux des bureaux administratifs du conseil départemental rue de l'étang Saint Vigile, il a fallu racheter au prix fort le parking. C'était une subvention déguisée. Le département souhaitait racheter les bâtiments à 1,8 millions d'euros à la condition que la ville achète le parking à 500 000,00 euros. Cela a été accepté car le bâtiment allait être réhabilité et permettre le retour d'habitants dans le centre-ville. Il ajoute qu'il est préférable de prendre un règlement tel que présenté aujourd'hui plutôt que d'effectuer ce type d'achat à 500 000,00 euros.

Pascal HENRIAT souhaite préciser que le prix de départ était de 1,5 millions d'euros. Il ajoute que lorsque la commune vend le bâtiment de la Liberté de l'Yonne, cela se fait avec la loi Malraux.

Crescent MARAULT prend l'exemple de la place Saint Mamert où il existe un péril avec un commerce. Une opération de réhabilitation ne pourra pas se faire sans subventionnement. Si, dans le cadre de la loi Malraux, un opérateur souhaite acheter le quartier et qu'une demande de subventionnement est faite, il faudra l'accorder. Il donne un autre exemple, celui de la maison située Rue Fourier avec également un péril où il faudra faire de même.

Christophe BONNFOND ajoute que ce genre d'exemples se retrouve sur l'ensemble des communes alors qu'elles ne sont pas éligibles à la loi Malraux.

Pascal HENRIAT indique qu'il ne votera pas cette délibération si la subvention attribuée par appartement et pas dans le cadre de l'opération de réhabilitation car elle est refacturée.

Christophe BONNEFOND l'interrompt en répétant qu'il s'agit d'un règlement et qu'ensuite chaque dossier sera présenté en délibération.

Mani CAMBEFORD souhaite revenir sur la durée car il a un léger désaccord avec ce qui est dit. Il indique que s'il a proposé la durée de 5 ans puisque plusieurs financeurs l'utilisent donc cela permet de se caler avec eux. Il ajoute que si ce délai a été mis en place, c'est qu'il a été constaté que parfois il peut y avoir un effet d'aubaine avec un bénéfice de certains acteurs. Il entend que cela va être mis en place dans une prochaine révision du règlement et cela lui convient.

Crescent MARAULT ne remet pas en cause cette question-là, il précise juste que dans certains dispositifs de défiscalisation celui qui achète revend donc la durée de 5 ans ne fonctionne pas. Il va falloir être pertinent dans la rédaction de la clause pour ne pas être en difficulté sur d'autres types d'opérations. Dans le cadre d'un particulier, ce serait judicieux de le faire.

Guido ROMANO aimerait savoir, sur un plan pratique, le circuit pour retirer et déposer un dossier.

communauté
de l'auxerrois

Christophe BONNEFOND indique que, comme tout dossier de demande de subvention, il faudra le déposer à l'agglomération. Il insiste sur le fait que chaque dossier est étudié et ensuite voté en conseil communautaire. Il précise que le règlement est voté tel qu'il est aujourd'hui et il évoluera selon les dossiers présentés.

N° 2025-054
Objet : Fonds de soutien pour l'aide à l'installation d'entreprises sur les Zones d'Activités Économiques

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le rôle des Régions et des EPCI, en matière d'aides économiques, a été accru par la loi NOTRe.

Pour leur part, les EPCI à fiscalité propre sont seuls compétents pour déterminer les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de locations de terrains ou d'immeubles (Article L.1511-3 du CGCT).

A ce titre, par délibération n°2022-006, du 10 février 2022, l'Agglomération de l'Auxerrois a signé une convention d'autorisation d'intervention avec le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté lui permettant ainsi de compléter l'aide de l'EPCI.

Ce dispositif d'accompagnement financier des projets d'immobiliers d'entreprise, s'inscrit dans une politique de développement économique visant à accompagner les dirigeants dans leurs projets d'implantation et/ou de développement sur le territoire communautaire.

Ce soutien « Aide à l'Immobilier d'Entreprise » a fait l'objet d'un règlement d'intervention précisant les modalités de sélection et de versement par délibération n°2021-085 du 24 juin 2021.

Il est par ailleurs proposé au Conseil la mise en place d'un nouveau fonds applicable aux zones d'activités économiques de la Communauté de l'Auxerrois. Afin d'apporter plus de clarté dans les différents dispositifs présents sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois.

Il s'agit ici :

- De créer une aide économique applicable aux zones d'activités économiques bénéficiant d'une répartition de la fiscalité d'un montant plafonné à 250 000 euros par projet, dans la limite de 10% du montant hors taxes des travaux réalisés,
- De regrouper l'ensemble des aides économiques applicables aux zones d'activités économique du territoire au sein d'un seul et unique règlement d'intervention comme suit :

<u>1 - Aide à l'installation d'entreprises sur les Zones d'Activités Economiques (ZAE) bénéficiant d'une répartition de la fiscalité</u>

Il précise le périmètre d'intervention sur les ZAE des 29 communes, les conditions d'éligibilité, les conditions financières d'attribution de l'aide, les dépenses éligibles et le plafond d'intervention (250 000 €- deux cent cinquante mille euros), les conditions administratives et financières du versement de l'aide.

communauté
de l'auxerrois

Le montant de l'aide accordé sera plafonné à 250 000 euros par projet, dans la limite de 10% du montant hors taxes des travaux réalisés.

2- Aide à l'installation d'entreprises sur les autres Zones d'Activités Economiques (ZAE) de l'agglomération

Il précise le périmètre d'intervention sur les ZAE des 29 communes, les conditions d'éligibilité, les conditions financières d'attribution de l'aide, les dépenses éligibles et le plafond d'intervention (10 000€ HT par projet, dans la limite de 10% du montant de l'investissement), les conditions administratives et financières du versement de l'aide.

Ce nouveau règlement d'intervention économique se substitue à l'ensemble des précédents règlements en vigueur et permet d'encadrer toutes les subventions économiques applicables sur le territoire de la collectivité.

Les dossiers reçus avant le 17 avril 2025 inclus seront instruits conformément aux dispositions des règlements précédemment en vigueur et bénéficieront de l'application et de l'octroi des droits selon ces précédents règlements, tandis que le nouveau règlement s'appliquera exclusivement aux dossiers reçus à compter du 18 avril 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le présent dispositif d'aide à l'installation des entreprises sur les zones d'activités de la Communauté de l'Auxerrois composé en deux parties : les aides applicables aux zones d'activités économiques bénéficiant du partage de la fiscalité, les aides applicables aux autres zones d'activités du territoire,

- De supprimer le dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise de 2021 afin de l'intégrer au nouveau règlement annexé,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 53
- voix contre : 5 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- abstentions : 1 Pascal HENRIAT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Mani CAMBEFORT indique être moins positif sur cette délibération. Il souligne qu'il y avait 60 000,00€ de soutien auparavant pour aujourd'hui passer à 250 000,00€. C'est donc une modification plus importante. Il ajoute que l'agglomération a investi et va investir des millions d'euros dans la construction de zones d'activités pour faciliter l'installation d'entreprises sur le territoire. Il est estimé que l'effort que fait l'agglomération pour mettre en place ces zones d'activités et le montant d'aide pour l'installation n'est pas suffisant. Il est prévu de donner des sommes conséquentes pour l'installation d'entreprises. Il indique

communauté
de l'auxerrois

que s'il était un peu provocateur, il dirait qu'après avoir donné le beurre, il est également demandé l'argent du beurre. Au début du mandat, il avait été prévu d'installer très rapidement des entreprises sur les zones d'activités dont AuxR_Parc est un exemple frappant et l'auxerrois allait devoir faire face à un tsunami d'investisseurs. Cinq ans après, le constat est que les seuls bâtiments qui sont sortis de terre sont ceux du précédent mandat. Il a été vendu l'essentiel des parcelles à des promoteurs immobiliers pour y installer de la logistique ce qui n'était pas la philosophie de cette zone. Il précise que cela entraîne l'utilisation d'un carnet de chèques plus conséquent et note qu'en ce moment ce sont des chèques à 250 000,00€ qui sont réalisés. Il ajoute que l'auxerrois est l'un des seuls territoires à le faire à ce niveau-là. Au-delà de la dépense d'argent public que cela engendre, il faudrait se poser des questions ne serait-ce que sur le manque d'attractivité visiblement économique du territoire tel que mené par l'agglomération.
A la rigueur si le fond avait été ciblé sur des friches, cela aurait pu se comprendre et il y aurait eu un intérêt vertueux pour résorber les friches et compléter le fonds friche qui malheureusement diminue un peu, crise budgétaire oblige. Il déplore que ce ne soit pas ce que l'on constate dans ce règlement d'intervention.

Crescent MARAULT indique qu'ils n'ont pas la même lecture de l'économie.

Mathieu DEBAIN a deux questions. La première, il comprend que le but est d'essayer d'attirer de nouveaux projets sur le territoire mais il aimerait connaître ce qui est fait sur d'autres territoires voisins, quel type d'aides, pour quel montant les territoires en concurrence avec l'auxerrois proposent pour attirer de nouveau projets.
En ce qui concerne la deuxième question, il connait la différence de fiscalité entre les zones d'activités économiques mais il lui semble que le but de la délibération est d'attirer des nouveaux investisseurs donc il ne comprend pas bien une aussi grosse différence entre les zones d'activités puisque le but est d'attirer des entreprises qui vont créer de l'emploi sur le territoire peu importe dans quelle zone d'activité.

Crescent MARAULT souhaite savoir où se trouve les autres secteurs, est-ce Sens ou beaucoup plus loin.

Mathieu DEBAIN indique dans l'Yonne et peut-être qu'il peut lui être donné des exemples d'autres agglomérations.

Crescent MARAULT souligne que dans l'Yonne cela n'est pas pertinent car il n'y a pas de concurrence entre les collectivités de l'Yonne. En revanche, dans d'autres agglomérations, il y a des dispositifs similaires qui existent. Il précise qu'il y a une concurrence entre les territoires aujourd'hui et plus il y a de difficultés, plus les collectivités essayent de trouver des solutions pour attirer les entreprises sur leur territoire.
Il ajoute qu'un dossier a été perdu au détriment de l'est de la France concernant une entreprise de fabrication de pompes à chaleur. Il n'existait pas de capacité à les aider alors que le territoire où ils sont partis s'installer avait les fonds pour le faire. C'est une entreprise qui allait embaucher 150 ou 200 personnes. Il interroge sur ce qui doit être fait. Des solutions sont recherchées en tenant compte de ce qui se passe ailleurs. Depuis 3 ans, des contraintes sont apparues avec un coût de construction qui a explosé et les taux d'intérêt qui ont augmenté. Les dossiers présentés avec un taux d'intérêt à 1% et des coûts de constructions inférieurs de 20 à 25 %, cela les a un peu freinés. Fin d'année derrière, cela s'est réveillé puisque les coûts et intérêts ont baissé, toutefois les droits de douanes ont été remis en place. Cela crée de l'incertitude pour les entreprises. Il faut donc s'adapter au monde économique qui bouge très vite et énormément.
Pour ce qui concerne le dispositif, sur les zones d'activités communales, il y a un soutien de l'existant.

communauté
de l'auxerrois

Maryse NAUDIN souhaite préciser que des terrains non vendus coûtent chers à la communauté d'agglomération car il y avait eu un emprunt. Aussi, si une aide peut inciter à combler ces terrains par l'installation d'entreprises, cela en vaut la peine afin de favoriser l'économie et de créer de l'emploi. Elle indique que cela peut être une incitation dans une économie sauvage et où la concurrence est forte.

Mani CAMBEFORD réagit en précisant qu'il est indiqué que l'économie ne va pas bien or ce n'est pas le discours qui était tenu il y a quelques semaines.

Crescent MARAULT rétorque que l'interprétation n'est pas la bonne. Il n'est pas dit que l'économie ne va pas bien mais qu'elle est incertaine. Il y a de la croissance en Europe qui est annoncée dans les 2-3 prochaines années qui est appelée croissance molle.

Mani CAMBEFORT indique que tous les territoires ne mettent pas en place ce dispositif. Il rejoint le fait de ne pas prendre l'Yonne en exemple car effectivement l'agglomération n'est pas en concurrence avec les autres territoires icaunais. Mais s'il est pris en exemple les territoires extérieurs, ce genre de dispositif n'existe pas. Effectivement, il est difficile de remplir les zones d'activités mais il faut peut-être réfléchir à la manière dont sont développées les zones d'activités. Il s'agit d'argent public qui se raréfie donc il faut dépenser de l'argent en ayant la garantie et un retour sur investissement. Dépenser de l'argent pour avoir un retour sur investissement entre guillemets notamment en termes de taxe foncière et d'emploi c'est intéressant mais le faire sans garantie, c'est gênant.

Crescent MARAULT précise que lorsqu'il y a une zone d'activités économiques qui est aménagée, ce qui n'est pas mesuré c'est toute la fiscalité latente qui n'est pas obtenue. S'il n'y a pas d'adaptation à cet environnement qui bouge constamment, il y a des terrains donc des investissements où il n'y a pas de rendements. L'intérêt de ces zones d'activités c'est d'avoir un retour sur investissement à travers la fiscalité. A titre d'information, sur un terrain ou un bâtiment entre 10 000 et 30 000 mètres carré, les taxes foncières seraient de l'ordre de 250 000 et 750 000,00€ par an. Le rendement du capital investi est donc très rapide. Il y a donc moins de difficultés à se dire que c'est incertain, qu'il faut des outils pour déclencher la prise de décision parce que par la suite il y a de la taxe d'aménagement et ensuite de la taxe foncière. Il peut être décidé de rester très figé en se disant que l'économie n'évolue pas. Toutefois, le retour des droits de douane n'étaient pas prévisibles donc il faut trouver les outils pour s'adapter.

Guido ROMANO est favorable à cette délibération. Il indique avoir une zone d'activités économiques dans sa commune et se demande s'il va y avoir un impact sur la loi ZAN puisque si l'implantation de nouvelles entreprises est favorisée dans les zones d'activités cela va réduire d'autant la possibilité de construction de maisons individuelles et autres.

Crescent MARAUTL indique que la loi ZAN va évoluer. Il ajoute que la distinction entre l'habitat et l'économique a déjà été faite à l'échelle du SCOT. La réduction a été définie sur les deux volets. Sur le volet économique, la zone d'activités d'AuxR_Parc n'est pas considérée comme de la consommation future. Le sujet du PLUI est de se mettre en conformité avec le SCOT qui a été établi sur la consommation des 10 dernières années puis 50% sur les 10 années actuelles et 50% supplémentaires sur les 10 années suivantes. Par ailleurs, il a fallu fournir un effort plus important, dans le cadre du SRADDET, pour aider les

communauté
de l'auxerrois

métropoles alors qu'elles ont surconsommées et qu'il faille garantir 1 hectare par commune. La loi va devoir être revue.

Francis HEURLEY ajoute que les sénateurs ont travaillé avec l'écriture de la loi TRACE qui est une version amendée de la loi ZAN. La proposition qui va être faite à l'Assemblée Nationale, à la suite du vote du Sénat, serait une non-consommation des zones économiques c'est-à-dire que les 90 ou 100 hectares tracés dans le SCOT ne seraient pas de la consommation d'espace puisqu'il faut recentrer l'économie. Tous les projets de vision environnementale et énergétique ne seraient pas de la consommation de l'espace.
C'est une vision évolutive pour arrêter de s'étendre de manière démesurée. Selon lui, la loi TRACE est une vision intermédiaire qui pourrait être entendable par les élus.

N° 2025-055
Objet : DETR_Demande de financement pour la réhabilitation du réservoir météo d'eau potable à Saint-Georges sur Baulche

Rapporteur : Michaël TATON

La communauté de l'Auxerrois prévoit la réhabilitation du réservoir météo d'eau potable à Saint-Georges-sur-Baulche. Ces travaux s'inscrivent dans le schéma directeur de la préservation de la ressource pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable. Ils participent à l'amélioration des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et à une démarche de sobriété par une lutte des fuites et la gestion patrimoniale performante.
Le coût de cette opération est évalué à 325 879 € HT soit 391 054,80 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel et le suivant :

Dépenses		Recettes		
Prestations intellectuelles CSPS	2 880,00 €			
		AESN	40 %	130 351,60 €
Maîtrise d'œuvre	28 000,00 €			
Travaux	294 999,00 €	Etat - DETR	40 %	130 351,60 €
		Communauté de l'Auxerrois	20 %	65 175,80 €
Total € HT	325 879,00 €	Total € HT	100 %	325 879,00 €
TVA 20 %	65 175,80 €	Communauté de l'auxerrois		65 175,80 €
Total € TTC	391 054,80 €	Total € TTC		391 054,80 €

Les crédits nécessaires pour la réalisation de ces travaux sont inscrits au budget annexe « eau ».

communauté
de l'auxerrois

L'échéancier prévisionnel de réalisation de ce projet est le suivant : début et fin de l'opération avril – novembre 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté et estimé à 325 879 € HT ;

- D'approuver le plan de financement exposé ;

- D'autoriser le Président à solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-056
Objet : DETR _Demande de financement de l'extension d'un service public de location de vélos à assistance électrique (VAE)

Rapporteur : Emilie LAFORGE

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois souhaite faire partie du peloton de tête des villes moyennes qui créent les conditions favorables au développement des déplacements doux.

Dans ce cadre, l'agglomération déploie depuis mai 2023 un service de location de vélos électrique en libre-service afin de développer l'usage du vélo pour les déplacements du quotidien et les déplacements de loisir. Également, un réseau de stations couvrant la totalité du territoire, et notamment chaque commune de l'agglomération, a été développé.

Le service rencontre un succès important avec plus de 7 000 utilisateurs (soit 10% de la population) et 162 495 trajets en 2024. Afin de répondre à la demande croissante des usagers concernant la disponibilité du service, l'agglomération souhaite acquérir 100 vélos supplémentaires et installer 8 nouvelles stations sur le territoire.

Le montant total de ce projet d'extension du service est de 361 217,00 € HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

communauté
de l'auxerrois

Dépenses		Recettes		
Vélos à assistance électrique	254 477,00 €	Etat au titre de la DETR	50 %	180 608,50 €
Stations de recharge	82 340,00 €	TEA	30 %	108 365,10 €
Support au projet	24 400,00 €	Communauté de l'Auxerrois	20 %	72 243,40 €
Total € HT	361 217,00 €	Total € HT	100 %	361 217,00 €
TVA	72 243,40 €	TVA		72 243,40 €
Total € TTC	433 460,40 €	Total € TTC		433 460,40 €

Les crédits nécessaires pour le financement de ce projet sont inscrits au budget primitif 2025.
L'échéancier prévisionnel de réalisation de ce projet est le suivant : début et fin de l'opération février – octobre 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté qui est estimé à 361 217 € HT,

- D'approuver le plan de financement exposé,

- D'autoriser le Président à solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Mani CAMBEFORT formule une remarque sur le plan de financement en demandant des précisions sur le terme TEA. Il souhaite indiquer qu'il s'agit d'un financement régional. Il ajoute qu'il est évoqué 8 nouvelles stations. Or, lors de la commission générale fin 2024, il avait été évoqué 12 nouvelles stations. Il demande si une réduction a été opérée. Il souhaite également savoir où en est la mise en place du schéma cyclable sur l'auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

Emilie LAFORGE précise sur le financement, que la DETR est sollicitée pour les nouvelles stations mais il est maintenu les stations additionnelles qui étaient présentées lors de la commission générale et les stations virtuelles aux abords des établissements scolaires.
Concernant le schéma cyclable, la première tranche commencera très rapidement. Il s'agit du chemin sur la commune de Laborde. La signature du marché aura lieu au mois de juin, condition posée par l'Etat dans le cadre de l'appel à projet dont la communauté de l'auxerrois a été lauréate avec le premier tracé en 2025 sur Laborde. Il s'en suivra la programmation 2025-2029 des 55 kilomètres de voies prévues soit 6,6 millions d'euros. Après la commune de Laborde, il y aura Villefargeau jusqu'à Montigny-la-Resle. Au total, 13 communes sont concernées par cette programmation.

Denis ROYCOURT est favorable à cette délibération. D'une manière générale, le déploiement du service de location de VAE est un succès incontestable et légitime, la volonté d'améliorer l'offre, c'est-à-dire plus de vélos mieux distribués sur le territoire. Il votera pour cette délibération qui augmentera la pratique du vélo dans l'auxerrois. Il formule quelques remarques en indiquant qu'il faudra être vigilant sur l'implantation des nouvelles stations afin qu'à terme chaque habitant se situe à une distance raisonnable du service que ce soit à son domicile ou à son travail et que tous les quartiers soient pris en compte avec attention ainsi que les lieux recevant du public. Il trouve que le coût unitaire du vélo de 2 544,00 euros est très élevé. Il aimerait en connaître l'explication. Il ajoute que le plan de financement semble crédible sous réserve de l'obtention de la DETR. Il demande si ce financement est assuré.

Emilie LAFORGE indique que, pour la DETR, c'est similaire aux communes dans le montage des dossiers pour expliquer au mieux le projet à la commission d'attribution de la DETR. Cela va dans l'esprit et dans la politique des projets soutenus par l'Etat. En ce qui concerne l'implantation des stations, elles sont projetées et proposées en fonction des flux constatés. Aujourd'hui, il y a des statistiques précises des déplacements effectués qui permettent de proposer et d'implanter dans les zones où la densification est la plus importante et où il existe de réels besoins pour favoriser et développer la protique du vélo. Il existe bien une vigilance quant aux lieux d'implantation proposés pour que ce service fonctionne et puisse continuer à se développer.

Denis ROYCOURT insiste sur les conditions qui favorisent le développement du vélo comme mode de déplacement quotidien dans l'auxerrois. Il faut donc des actions complémentaires avec création de pistes cyclables, prévoir des stationnements pour les vélos et soutenir l'apprentissage du savoir rouler dans les écoles.
Sur la première partie du déploiement des pistes cyclables et notamment sur la réalisation du premier itinéraire Auxerre-Laborde avec une arrivée Rue des Mignottes à Auxerre et son raccordement à la future passerelle en remplacement du passage à niveau supprimé, il souhaite savoir si cela est confirmé et comment la passerelle va être financée.

Emilie LAFORGE indique que le développement du savoir rouler dans les écoles est prévu dans le schéma cyclable et que cela est rappelé dans le PLUiHM. Une vigilance existe pour la mise en place de la pratique du vélo sur le territoire. Elle ajoute par ailleurs pour le chemin Auxerre-Laborde, qu'il y a 3 types d'aménagements avec la partie ville qui sera abordée ce soir.

Crescent MARAULT ajoute que le dossier concernant le plan de financement est en cours côté ville.

communauté
de l'auxerrois

Pascal HENRIAT indique que cela serait intéressant de connaitre la fréquence d'utilisation par commune. A Auxerre, il sait qu'il existe une demande très forte avec notamment les étudiants puisqu'il a remarqué encore ce matin, au niveau du rond-point de la porte de Paris, une vingtaine de vélos couchés devant la station puisqu'il n'y avait plus de places pour les stationner. Il ajoute que peut-être dans d'autres communes, il y aurait une plus faible utilisation et qu'il faudrait les aider à mieux les utiliser. Il ajoute qu'après 2 ans de service ce détail par commune pour savoir où cela fonctionne, où la demande est la plus forte que la norme qui était prévue et où il faudrait aider pour développer le service.

Emilie LAFORGE précise que toutes ces données ont été présentées en commission. Chaque maire peut avoir les données qui concernent sa commune. Elle ajoute que ce service est utilisé sur les 29 communes avec bien évidemment une plus forte utilisation sur la commune d'Auxerre. Néanmoins, dans les communes les plus reculées, le service est également utilisé pas forcément pour les déplacements du quotidien mais le week-end ou encore le soir

Pascal HENRIAT souhaite que chaque conseiller communautaire puisse avoir accès également à ces données.
Il souligne qu'il existe un danger de venir à Auxerre à vélo de certaines communes du territoire notamment Villefargeau donc qu'il serait intéressant que tous les conseillers communautaires puissent être informés.

Pascal BARBERET complète les propos d'Emilie LAFORGE en indiquant qu'il peut être démultiplié l'utilisation de ce type de moyen de transports par la mise en place de voie sécurisée. Il ajoute que cela est en cours de travail avec Emilie LAFORGE pour la commune de Villefargeau.

Maud NAVARRE indique que l'extension du service et des équipements est une bonne chose. Elle souhaite savoir si une location longue durée est prévue sur les 100 nouveaux vélos.

Emilie LAFORGE acquiesce en précisant que sur les 100 nouveaux vélos, 50 sont prévus pour de la location longue durée. Elle sait qu'aujourd'hui, il y a une longue liste d'attente donc il faut pouvoir faire le point.

Jean-Philippe BAILLY constate une utilisation par les jeunes de ces vélos qui n'est pas adéquate. Ils sont souvent à deux personnes sur le vélo ce qui abîme le matériel en voilant les roues notamment. Il y a donc un aspect entretien matériel qui va générer des frais et sans doute une dangerosité au niveau de la conduite. Une vidéo TikTok a été faite par le Président à ce sujet pour sensibiliser. Il souhaite savoir si la police municipale pourrait agir.

Crescent MARAULT indique qu'il s'est tenu une commission générale où il a été présenté le fonctionnement du réseau et le schéma directeur des pistes cyclables. Dans ce schéma directeur, il y avait le projet d'aménagement d'une voie cyclable d'intérêt communautaire puisque les pistes cyclables sont classifiées en 3 catégories en fonction de la participation financière de l'agglomération et il y avait notamment celle de Villefargeau car a été considérée comme axe stratégique. Il ajoute que sur le mode tandem qui est complétement inapproprié, il a été validé l'achat de dispositifs amovibles qui viendront se fixer sur les côtés où se mettent les pieds au prix unitaire de 7,50 euros pour éviter que les personnes montent à deux sur le vélo.

communauté
de l'auxerrois

Pascal HENRIAT souhaite souligner que lorsqu'il essaye d'avoir une vision optimiste, cela est tourné en dérision. Il ajoute que la commission générale n'est pas une instance obligatoire ni décisionnaire. Il demande juste que les conseillers communautaires puissent avoir communication du rapport d'activité.

Florence LOURY souhaite faire savoir qu'il existe des vélos biplaces ou tandem dans d'autres villes. Elle souligne que si les jeunes se déplacent ainsi c'est que cela correspond à un besoin de se déplacer à deux et de ne louer qu'un vélo. Elle ajoute que cela pourrait être pratique pour les familles afin de déposer son enfant à l'école. Elle demande si cela est prévu.

Emilie LAFORGE répond que cela n'est pas prévu sur l'achat des vélos sur l'année 2025. Cependant, une réflexion pour d'autres vélos comme le vélo cargo est en cours.

Crescent MARAULT souhaite rappeler l'objectif du service surtout sur la question de la location longue durée. L'objectif est d'amener les personnes à utiliser ce service-là plutôt que les véhicules motorisés pour ensuite qu'ils se mettent en capacité d'en acheter un. Il faut leur donner envie d'utiliser un autre mode de transport. Cela a également permis d'identifier les axes stratégiques pour valider les aménagements à réaliser et les prioriser.
C'est pour cela que la location longue durée a été limitée à 12 mois. Après l'utilisateur n'y a plus le droit, il ne peut revenir qu'en utilisateur occasionnel et plus en longue durée.

Vincent VALLE rappelle que les jeunes trouveront toujours le moyen de circuler à deux sur un vélo.

Jean-Luc LIVERNEAUX indique avoir assisté à la réunion mobilité. Les services lui ont fourni les codes d'accès lui permettant de connaitre la fréquentation. Il en informe ainsi son conseil municipal. Il ajoute l'information circule puisque les éléments sont envoyés aux référents qui doivent faire des retours.

Lionel MION souscrit complétement au fait que les élus obtiennent les chiffres du réseau cyclable. Il met juste un point de vigilance puisqu'il entend que la départementale de Villefargeau est très dangereuse mais il rappelle que des communes sont reliées à Auxerre par la N77 qui ne l'est pas moins. Aujourd'hui, les statistiques doivent être étudiées pour permettre de faire aboutir le dispositif avec de vraies conclusions. Il ajoute que si aujourd'hui, les chiffres d'utilisation des communes de Villeneuve-Saint-Salves et de Villefargeau sont étudiées, ils seront faibles car il n'encourage pas les administrés de ses communes à utiliser le vélo pour aller vers la ville centre par la route nationale 77 puisque cela serait extrêmement dangereux. Il faut faire attention que cela serve à développer le réseau et à tirer les conclusions une fois que le dispositif est abouti et que tous les usagers pourront aller à la ville centre en sécurité.

Christophe BONNEFOND souhaite aider Emilie LAFORGE dans la réponse et précise que la communauté de l'auxerrois doit être la seule collectivité en France à avoir mis des vélos électriques dans chacune de ses communes, quelque soit leur taille et quelque soit leur emplacement. Aujourd'hui, il peut toujours être dit ce qu'il faut mettre en premier, le vélo ou la voie vélo. Lorsqu'il a été fait la passerelle à la cour barrée, il avait été indiqué que cela ne servait à rien car il n'y avait pas de vélo. Il indique qu'il existe un schéma vélo global avec des tranches prévues qui seront réadaptées à l'avancement. Les statistiques permettent d'avoir une aide pour améliorer le service vélo, améliorer les voies et les schémas avec l'aide des maires.
C'est une vraie révolution. Il y a un travail performant effectué par l'opérateur gérant le système de vélo.

communauté
de l'auxerrois

Arminda GUIBLAIN témoigne pour sa commune de Monéteau en indiquant que cela fonctionne plutôt bien et qu'il y a une circulation importante entre Monéteau et Auxerre mais également Gurgy. L'explosion du vélo électrique est importante. Elle souligne que les déplacements intramuros Monéteau fonctionnent très bien mais elle aimerait savoir si des personnes se déplacent à vélo pour faire les trajets domicile-travail Monéteau-Auxerre. Elle ajoute que le taux de fonctionnement à Monéteau est impeccable.

Emilie LAFORGE indique être en possession de ces informations et qu'elles lui seront communiquées.

Mani CAMBEFORT revient sur la commission générale qui a lieu en octobre 2024 où une carte a été communiquée et qui a le mérite de permettre de bien visualiser le dispositif. Mais il serait intéressant d'avoir les chiffres et de connaître les déplacements. Il ajoute qu'il fallait effectivement commencer quelque part, à savoir entre la mise en place du vélo ou celle du trajet et souligne l'effet très positif de la mise en place de ce dispositif. Il a été mis l'accent sur certaines communes où la question des infrastructures allait se poser avec une préoccupation sécuritaire.

Jean-Luc BRETAGNE indique que sa commune est traversée par la N151 avec le même trafic que la N77. Il ne voit pas beaucoup de vélos utiliser et aimerait connaître le nombre d'utilisation afin de pouvoir promouvoir dans sa commune ce service.

N° 2025-057
Objet : DETR _Demande de financement pour l'installation d'un dispositif de surveillance (VIZZIA) des points d'apports volontaires sur les 7 communes volontaires de la phase d'expérimentation

Rapporteur : Lionel MION

Par délibération le 21 novembre 2024, la Communauté de l'auxerrois a décidé d'engager une phase d'expérimentation sur 7 territoires volontaires en matière de collecte, de traitement et de valorisation des déchets avec l'installation de points d'apport volontaires.

Dans ce cadre, un dispositif de surveillance composé de caméras autonomes et mobiles et d'un logiciel intelligent va être installé : il vise à renforcer la surveillance des zones sensibles, identifier les contrevenants et dissuader les comportements inciviques, tout en optimisant les coûts de gestion des déchets. Les caméras seront placées aux abords des points d'apport volontaires de déchets. En complément, des actions de sensibilisation seront menées pour informer et responsabiliser les usagers.

Le montant total de ce projet est de 175 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

communauté
de l'auxerrois

Dépenses		Recettes		
Acquisition de 8 dispositifs VIZZIA dédiés aux dépôts sauvages et de la licence d'exploitation du logiciel	175 000,00 €	Etat au titre de la DETR	50 %	87 500,00 €
		Communauté de l'Auxerrois	50 %	87 500,00 €
Total € HT	175 000,00 €	Total € HT	100 %	175 000,00 €

Les crédits nécessaires pour le financement de ce projet sont inscrits au budget déchets 2025.

L'échéancier prévisionnel de réalisation de ce projet est le suivant : début et fin de l'opération juin – décembre 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté qui est estimé à 175 000 € HT,
- D'approuver le plan de financement exposé,
- D'autoriser le Président à solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre de la DETR.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 44
- voix contre : 15 Jean-Philippe BAILLY, Patrick BARBOTIN, Jean-Luc BRETAGNE, Mani CAMBEFORT, Patrick CROS, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Patrick PICARD, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Yves VECTEN
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Florence LOURY aimerait savoir combien de caméras seront installées et dans quels lieux.
Elle ajoute que dans cette délibération, il est demandé aux élus d'approuver l'installation du dispositif de surveillance. La réponse est non car dépenser 2 euros d'argent public par habitant pour empêcher des actes de délinquance alors qu'il suffira de les commettre sur un espace hors champ caméra, c'est particulièrement absurde et cela devrait interroger sur le projet des points d'apport volontaire.
Elle précise que depuis 5 ans, aucune action de communication d'envergure pour améliorer les gestes de tri n'est engagée et là plusieurs centaines de milliers d'euros sont dépensés, en fonctionnement et en investissement, pour de la contrainte sur 7 communes dites volontaires. Elle souhaite informer que la caractérisation a été faite il y a un an sur le contenu des poubelles et présentée aux élus en commission environnement en mars 2025. Cette caractérisation montre l'efficacité d'une tarification incitative. Elle a été réalisée sur le coulangeois avec une réduction des déchets de 50% dans les ordures ménagères

communauté
de l'auxerrois

résiduelles. Elle ajoute que cela s'est fait sans caméra de surveillance et en faisant de la pédagogie positive en encourageant le tri.
Elle indique que, depuis tout ce temps, il n'y a toujours pas de ressourcerie et les biodéchets finissent toujours au centre d'enfouissement.
Dans cette délibération, il est également demandé aux élus d'approuver le plan de financement exposé c'est-à-dire une demande à l'état de financer à 50% la dépense. Pour elle, cela correspond à du gaspillage d'argent public. De plus, le remplacement du mode de collecte qui donne satisfaction par un service dégradé, punitif, coûteux et policier est absurde. Elle votera donc contre.
Sa deuxième question concerne les habitant désignés contre leur gré pour expérimenter les points d'apport volontaire se questionnent sur le calendrier des réunions d'information qui devaient avoir lieu au mois de mars. Elle souhaite connaître le calendrier de la mise en route des points d'apport volontaire sur les 7 communes.

Lionel MION revient sur les ressourceries qui sont dans la mise en place de la stratégie globale déchets sur l'agglomération. Il rappelle qu'elles sont intégrées au sein des déchetteries et que Florence LOURY a voté contre. Il ajoute que les ressourceries sont prévues et sont au centre des centres de valorisation qui vont naître.
En ce qui concerne la redevance incitative, il rappelle que cela a été voté en même temps que la stratégie déchets avec une très large majorité pour le contre. Donc si des élus veulent évoluer vers une redevance incitative, il faut que ce soit échanger et voter de façon majoritaire ce qui n'a pas été le cas.
Pour ce qui est des caméras, il indique que c'est un facteur clé de réussite de l'implantation des points d'apport volontaire et de leur bonne utilisation. Il comprend que lorsqu'il existe une opposition pour les points d'apport volontaire dans leur généralité, il existe également une opposition au facteur clé de succès de la réussite de ces points d'apport volontaire.
Enfin, pour le déploiement de la communication, elle va se faire auprès des habitants des communes volontaires pour pouvoir avoir une information du calendrier et du rythme de déploiement et de tous les outils mis à leur disposition pour utiliser correctement les points d'apport volontaire.

Mani CAMBEFORT votera contre cette délibération. Il ne souhaite pas refaire tout le débat de l'année dernière mais souhaite souligner que la mise en place de points d'apport volontaire va engendrer une multiplication des dépôts sauvages. Il va essayer d'y être pallié en mettant en place des caméras. Toutefois, les dépôts sauvages ne vont pas se limiter aux points d'apport volontaire. Aujourd'hui, cela existe déjà mais va se multiplier avec la mise en place des points d'apport volontaire. Le problème ne sera donc pas réglé en mettant une caméra par commune puisque certaines communes auront plusieurs points d'apport volontaire et même si ces caméras vont tourner, le problème ne sera pas réglé.
Il ajoute que 75 000 euros d'équipements avec 2 ETP sont prévus pour la mise en place d'une brigade verte chargée de la vidéosurveillance. Il avait été démontré que l'expérimentation était menée uniquement sur 10% du territoire de l'auxerrois mais compte tenu des moyens financiers engagés cela apparaît démesurés si cela était étendu à l'ensemble de la communauté de l'auxerrois.
Pour lui, l'expérimentation est faussée avec les moyens démesurés engagés pour réussir.

Lionel MION souhaite préciser qu'il y a des coûts qui sont mutualisés et qui vont aller au-delà de l'expérimentation si c'est validé par ailleurs. Les coûts pour les logiciels et l'exploitation doivent être réglés au départ mais ne le seront plus lors du déploiement. Si c'est cela qui est jugé surdimensionné, il l'entend mais c'est indispensable pour pouvoir démarrer l'activité.

communauté
de l'auxerrois

Denis ROYCOURT revient sur la remarque concernant le vote négatif de la redevance incitative qui est abusif. Il souhaite rappeler la condition de ce vote où il a été indiqué qu'il était trop tard pour voter cette redevance incitative et qu'il ne devait être voter qu'un seul mode de fiscalité alors qu'aujourd'hui ce n'est plus le cas. Pour lui, il faudrait voter de nouveau.

Lionel MION indique que le vote aurait pu tout de même être en faveur de l'incitatif. Il aurait pu être fait des points d'apport volontaire et de l'incitatif. C'était une possibilité proposée à l'époque.

Patrick BARBOTIN indique que la délibération évoque simplement la surveillance de comportements inciviques ce qui montre une défiance vis-à-vis des administrés.
Il ajoute que la délibération est rédigée de telle manière que cela n'évoque pas du tout le problème de fréquentation mais uniquement le problème d'incivilités.
Il ne trouve pas que cela corresponde à un investissement structurant et que faire appel à la DETR alors que les financements DETR vont devenir plus que contraints, cela est malvenue.

Lionel MION ne partage pas cet avis puisque plusieurs communes utilisent de la vidéosurveillance en règle générale non pas parce qu'elles n'ont pas confiance en leurs administrés mais plutôt que la confiance n'exclut pas le contrôle. Il est nécessaire aujourd'hui de surveiller les points d'apport volontaire.

Patrick BARBOTIN demande alors que la rédaction de la délibération soit revue car elle ne porte que sur les incivilités.

Jean-Philippe BAILLY souhaite souligner qu'il s'agit d'une phase d'expérimentation ce qui signifie qu'à la fin rien ne garantit que ce soit positif.

Lionel MION répond que c'est le principe d'une expérimentation.

Jean-Philippe BAILLY demande alors s'il a été envisagé au lieu de l'achat de ce matériel de surveillance, dont il ne nie pas l'utilité, de le louer.

Lionel MION indique que si le dispositif n'était pas concluant, les caméras pourraient être reprises par des communes pour de la vidéosurveillance sur d'autres sujets que les points d'apport volontaire.

Christophe BONNEFOND répond que, sans aucune difficulté, il sera intéressé. Il renforce encore sa vidéosurveillance non pas parce qu'il n'a pas confiance en ces habitants mais pour aider à la prévention.
Le volume de dépôts sauvages est en augmentation sur les territoires qui ont mis en place la redevance incitative. Il indique qu'il faut faciliter le tri et l'accès aux points d'apport tels qu'il soit.

Patrick BARBOTIN indique ne pas être d'accord avec ses propos. Il a l'expérience de la redevance incitative et n'a jamais eu de retour des services du conseil départemental pour un surcroit d'ordures ménagères dans les fossés.

Denis ROYCOURT indique qu'une étude de l'ADEME montre que c'est la première année lors de la mise en place qu'il a une tentation

Lionel MION rappelle que la délibération ne porte que sur la redevance incitative.

communauté
de l'auxerrois

Patrick BARBOTIN souligne que la délibération ne porte que sur la surveillance du comportement incivique et il trouve que c'est une délibération à revoir.

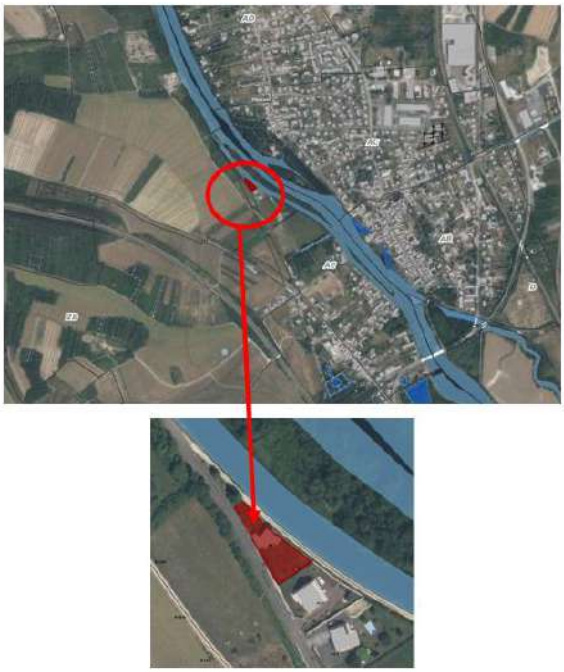
N° 2025-058
Objet : Acquisition d'un bien situé 46 Route de Vaux à Escolives Sainte Camille par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois auprès de la Direction départementale des Finances Publiques de l'Yonne

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

La Direction départementale des Finances publiques de l'Yonne en date du 14 janvier 2025 a saisi la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre de son droit de priorité sur le bien situé 46, Route de Vaux à Escolives Sainte Camille.

Cette acquisition porte sur la parcelle cadastrée bâtie section AC n°0001 d'une surface de 538m² située en zone N du Plan Local d'urbanisme. Ce bien est proposé au prix de 7 000€ avec une condition de clause d'intéressement de 50% sur 15ans et d'une clause de complément de prix en cas de revente du bien, et ce suivant les modalités annexées.

Dans le cadre du développement de loisirs et du tourisme et afin de maîtriser l'affectation des espaces aux abords de l'Yonne, il est proposé au Conseil de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus.



Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

communauté
de l'auxerrois

- D'approuver l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans les conditions précitées, de la parcelle cadastrée comme suit :
  Commune d'Escolives Sainte Camille
  Lieu-dit 46 Route de Vaux
  Section AC n°0001 d'une surface de 538m²,

  Propriété de la Direction départementale des Finances publiques de l'Yonne (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations),

  Moyennant le prix de SEPT MILLE EUROS (7 000€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur,

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer les actes d'acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Mani CAMBEFORD indique que dans l'annexe il est écrit « en cas de mutation par l'acquéreur dans les 15 années des présentes, l'acquéreur versera au vendeur un intéressement correspondant à 50% de la plus-value nette réalisée par l'acquéreur lorsque la mutation a pour objet l'immeuble ». Il aimerait qu'une explication lui soit apportée.

Christophe BONNEFOND indique que cela signifie que si demain le site devait être revalorisé en y construisant un bien immobilier important, cela apporterait une plus-value et que l'intercommunalité devrait reverser quelque chose. Toutefois, l'objectif de l'intercommunalité est de maitriser le foncier au pied d'une voie vélo.

Mani CAMBEFORD demande les raisons de vouloir maitriser le foncier.

Crescent MARAULT indique que les maisons éclusières sont un vrai sujet. Un travail est effectué avec le syndicat du canal du nivernais où il y a une volonté de contribuer à l'aménagement d'infrastructures tout au long de l'itinéraire pour renforcer son attractivité et conforter tout ce qui se développe autour du slow tourisme. VNF portera certaines actions et d'autres seront portés par les collectivités ou le syndicat du canal du nivernais. Cela s'inscrit dans une vision qui souhaiterait que tout au long de ce canal, qui est le deuxième plus fréquenté de France, soit installé des sites d'hébergement, de restauration et de

communauté
de l'auxerrois

réparation. C'est la stratégie qui est développée à travers le syndicat. C'est dans cette optique que la collectivité se positionne sur le foncier.

Pascal BARBERET revient sur la clause qui a été mentionnée par Mani CAMBEFORT et indique qu'il s'agit d'une clause qui figure systématiquement lorsqu'il y a une vente de biens domaniaux.

Philippe VANTHEEMSCHE indique qu'il s'agit de maison éclusière dites de Toussac à la Cour Barrée sur la commune d'Escolives Sainte Camille sur la véloroute entre canal et vignes. Il ajoute que des investisseurs avaient vu sur cette bâtisse. Il trouve très intéressant que la communauté d'agglomération préempte pour avoir un schéma cohérent sur le territoire.

Yves VECTEN va dans le sens de Philippe VANTHEEMSCHE puisqu'il est réclamé depuis plusieurs années que VNF libère des maisons éclusières. Leur direction a décidé d'en vendre 50% donc c'est une bonne décision que celle prise aujourd'hui. C'est réservé en priorité aux collectivités et il faut voir en fonction des opérations et des projets.

Christophe BONNEFOND indique avoir reçu la liste complète qu'il peut communiquer.

Mani CAMBEFORT souhaite remercier pour les réponses claires apportées à la vocation du bien.

N° 2025-059
Objet : Approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU d'Escolives-Sainte-Camille

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le conseil municipal de la commune d'Escolives-Sainte-Camille a approuvé son PLU par délibération en date du 20 février 2014.

Le document a ensuite fait l'objet d'une mise à jour par arrêté du président de la Communauté d'Agglomération en date du 12 mars 2018. Par délibération du 05 avril 2018, le conseil communautaire de l'Agglomération de l'Auxerrois a approuvé une modification simplifiée du PLU d'Escolives-Sainte-Camille.

Par arrêté n° 2024-DSAT-090 en date du 30 octobre 2024 le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a prescrit la Modification n°2 du PLU d'Escolives-Sainte-Camille.

Par délibération n° 2025-021 du 24 février 2025, le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a prescrit la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU de la commune d'Escolives-Sainte-Camille. Cette mise à disposition du public s'est déroulée du 20 février au 20 mars 2025.

- Au vu des avis émis par les Personnes Publiques Associées et à l'issue de la mise à disposition du public après examen des remarques formulées,
- Au vu du dossier de Plan Local d'Urbanisme proposé pour approbation, annexé à la présente délibération,

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Escolives-Sainte-Camille telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'autoriser le Président à signer tous les actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-060
Objet : Convention avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Bourgogne Franche Comté pour la mise en œuvre d'un plan d'actions de l'artisanat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

La convention entre la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bourgogne Franche Comté et la Communauté de l'Auxerrois a pour objet la prise en compte et la valorisation du secteur de l'artisanat.

De cette collaboration, il est proposé le renouvellement de la convention selon le plan d'actions suivant :
- Développement du tourisme artisanal et des métiers d'art
- Soutien des entreprises artisanales du territoires
- Communication et suivi du programme

En outre, le dossier joint à la présente délibération détaille les modalités d'intervention de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Bourgogne Franche Comté et de la Communauté dans le cadre d'une convention 2025 - 2026 visant à mettre en œuvre le plan d'actions proposé.

Le montant global des actions pour les années 2025 et 2026 est de 57 700 €, plafond entendu entre la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bourgogne Franche Comté et la Communauté de l'Auxerrois dont la répartition est définie comme suit :

	CAA	**CMARBFC**
2025	20 195 €	8 655 €
2026	20 195 €	8 655 €

communauté
de l'auxerrois

Sous-total	40 390 €	17 310 €
Total	**57 700 €**	

La participation de la Communauté de l'Auxerrois est de 70 % du montant global des actions, soit 40 390 €.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter la proposition de convention entre la Communauté de l'Auxerrois et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bourgogne Franche Comté – Délégation Yonne, pour la mise en œuvre du plan d'actions telle que définie en annexe,

- De verser à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bourgogne Franche Comté, une subvention annuelle fixée à 20 195€,

- D'autoriser le Président à signer tout actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal ECO-60-657381.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-061
Objet : Attribution d'une Aide_Loyer "Lauren'A"

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé. Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

- **Aide_Travaux** : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière de façade ou d'achat de mobilier lié à sa terrasse
- **Aide_Loyers** : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
- **Aide_Animations** : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 14 mars 2025 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide au loyer.

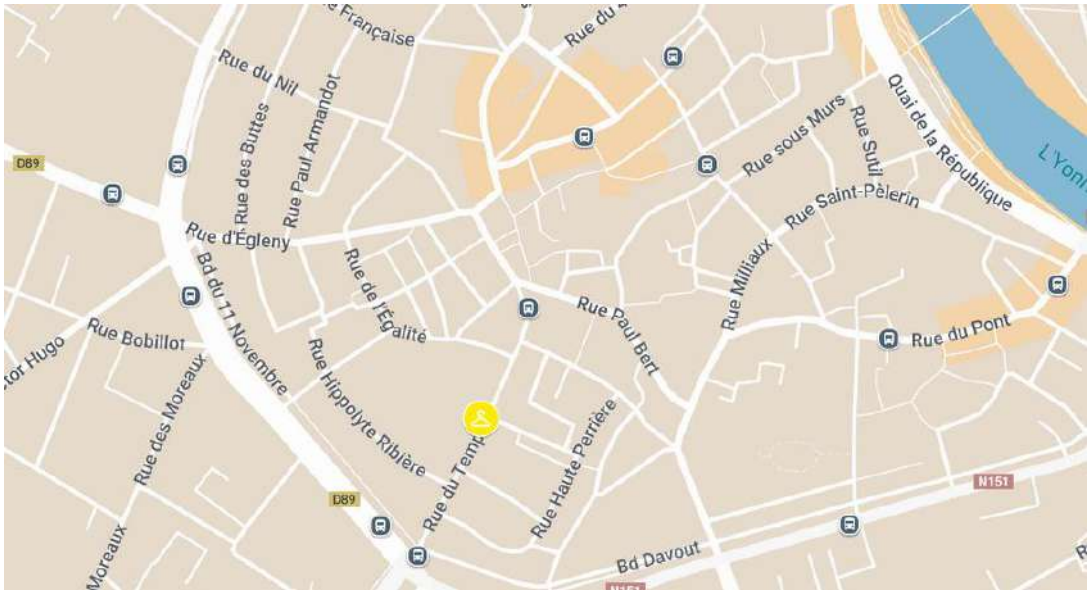
communauté
de l'auxerrois

Madame GUIMARD a créé la boutique de prêt-à-porter féminin « Lauren'A », spécialisée dans les tailles moyennes et grandes. Située au 36 rue du Temple, en plein centre-ville d'Auxerre, elle propose une sélection variée de vêtements modernes et élégants, répondant aux attentes des femmes en quête de pièces tendances adaptées à leur morphologie.

Soucieuse du confort de sa clientèle, elle a entrepris la rénovation de son local afin de créer un espace chaleureux et accueillant. Attachée à la mise en valeur de toutes les silhouettes féminines, Madame GUIMARD sélectionne avec soin des collections adaptées et diversifiées.

Pour rester connectée avec ses clientes et leur faire découvrir ses nouveautés, Lauren'A est active sur Facebook et Instagram, où elle partage ses collections, des conseils mode et des offres exclusives.

Le



montant du loyer de 1 300 € HT.

Au titre de ce projet d'ouverture, après étude du dossier par le comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 70 % soit 910 euros, ramené au plafond de l'aide à 500 € par mois sur une période de 6 mois pour un montant total de 3000 euros.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 500 euros par mois sur une période de 6 mois soit 3 000 euros au profit de LAUREN'A,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59

communauté
de l'auxerrois

- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-062
Objet : Attribution d'une aide_travaux "Auxerre Centre Immo"

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé. Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

- **Aide_Travaux** : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière de façade ou d'achat de mobilier lié à sa terrasse
- **Aide_Loyers** : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
- **Aide_Animations** : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 23 janvier pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux travaux.

Agence immobilière du 9 place des Cordeliers, « Auxerre Centre Immobilier » exploité par Madame MOREAU souhaite réaliser des travaux de façade :

- Réfection de la façade
- Changement de la vitrine
- Création de 2 logements au-dessus du local (1 F3 en duplex + 1 F2)

Cette réfection permettra de dynamiser l'établissement, d'améliorer sa visibilité et de bénéficier à l'attractivité du centre-ville.

communauté
de l'auxerrois

Le montant des travaux éligibles au dispositif d'aide aux travaux est de 94 891.49 € (HT).

Au titre de ce projet de rénovation, le Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 20 % des travaux, soit 18 978.30 ramené au plafond à 5 000 €.

Le montant de l'aide sera versé directement au porteur de projet, après travaux, sur présentation des factures acquittées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 5 000 € pour la réalisation des travaux pour SAINT GEORGES IMMOBILIER,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article 65742.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-063
Objet : Attribution d'une Aide_Travaux "Le Goût des Autres"

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé. Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

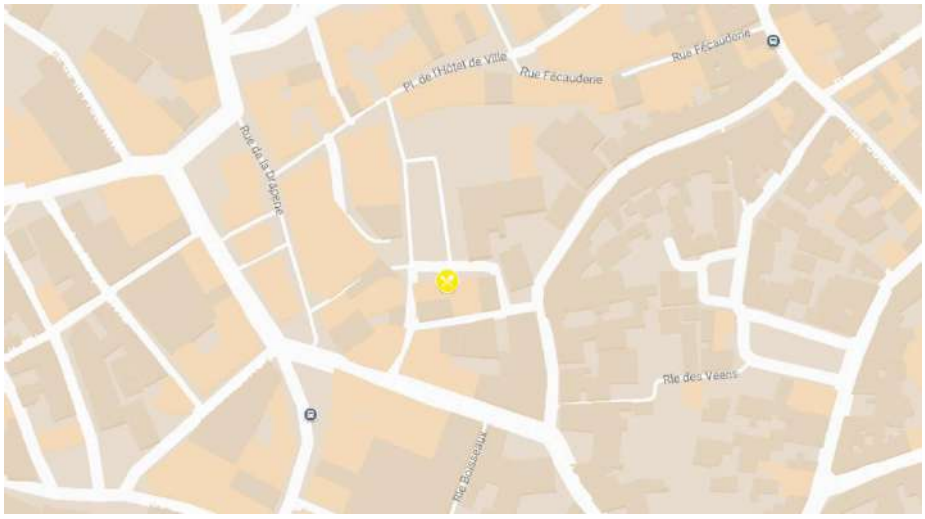
- **Aide_Travaux** : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière de façade ou d'achat de mobilier lié à sa terrasse
- **Aide_Loyers** : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
- **Aide_Animations** : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

communauté
de l'auxerrois

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 10 mars pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux travaux.
Restaurant implanté au 4 place Maréchal Leclerc, « Le Gout des Autres » exploité par Monsieur SENIGUER, souhaite acquérir un nouveau mobilier de terrasse suite aux aménagements de la place :

- Tables
- Chaises

Ce nouveau mobilier permettra de dynamiser l'établissement, et d'en améliorer sa visibilité.



Le montant des travaux éligibles au dispositif d'aide aux travaux est de 6 874.67 € (HT).
Au titre de ce projet de rénovation, le Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 20 % des travaux, soit 1374.94 €.
Le montant de l'aide sera versé directement au porteur de projet, après travaux, sur présentation des factures acquittées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 1 374.94 € pour la réalisation des travaux pour l'établissement LE GOUT DES AUTRES
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article 65742.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

communauté
de l'auxerrois

N° 2025-064
Objet : Avis du conseil communautaire sur le projet d'implantation d'une centrale agrivoltaïque sur la commune de Chitry

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Dans le cadre de l'élaboration de son PCAET, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois s'est donné un objectif de développement des EnR qui permettra en 2050 une autonomie énergétique.

Cet objectif, conforme au SRADDET passe par une étape en 2030 dont l'objectif est de parvenir à un mix énergétique Auxerrois composé d'une production d'électricité d'origine photovoltaïque de l'ordre de 300 GWh.

L'agrivoltaïsme est une opportunité non seulement pour venir compléter les projets photovoltaïques actuellement portés par la communauté d'agglomération, mais aussi pour renforcer et pérenniser des activités agricoles en particulier sur des terres à faible rendement.

Dans le cadre des instructions des projets sur le territoire de l'auxerrois, la DDT consulte la communauté d'agglomération dans le but de recueillir l'avis du conseil communautaire, en application de l'article L122-1-V° du code de l'environnement.

Dans ce cadre, le projet d'implantation d'une centrale agrivoltaïque par la société Chitry Energies, filiale de Bay Wa r.e. France sur une surface totale clôturée d'environ 29,76 ha sur la commune de Chitry est présenté pour avis au conseil communautaire.

Ce projet est localisé sur des terres agricoles déclarées à la Politique Agricole Commune (PAC) et selon la déclaration 2022, les surfaces d'implantations sont cultivées pour la production de grandes cultures (protéagineux, lin, blé et orge).

Les parcelles concernées sont localisées en ZAEnR (Zone d'accélération des énergies renouvelables) conformément à loi AER du 10 mars 2023 : ZR 4; ZA 50,51,52,58,59,60,61,62,65,66,67,68,69 et ZP 51,52,133.

Conformément à la Loi du 13 Octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture et l'alimentation et la forêt, une étude préalable agricole a été réalisée. L'étude économique a été réalisée par Terres d'ovins, les chiffres sont cohérents avec la réalité départementale (Cf avis de la chambre d'agriculture de l'Yonne).

L'ensemble des surfaces du projet sera occupé par des prairies pâturées associées à la production ovine. En lien avec la mise en place du parc agrivoltaïque, l'exploitant souhaite agrandir son cheptel. Les investissements du projet prévoient donc l'achat de 90 brebis et 4 béliers par BayWa r.e.

En référence, l'avis de la chambre d'agriculture de l'Yonne est favorable étant donné que :

- Le dossier respecte les différents critères du décret du 8 avril 2024 qui définissent l'agrivoltaïsme, il peut donc être défini comme agrivoltaïque.

communauté
de l'auxerrois

- Le dossier respecte la doctrine de la profession agricole du département :

  - Projet de 29,76 ha et 23 MWc, pour 2 exploitations et 3 exploitants impliqués respect le seuil de 10 MWc par exploitant,
  - Les Terres à faible potentiel agronomique représentent 100 % de la surface. Les sols sont très peu propices à la culture de céréales, très superficiels et avec une très forte pierrosité, présentant aussi de fortes pentes par endroit. Ces parcelles sont très peu productrices pour la céréale, et bénéficieront à être transformées en prairie.

- L'éleveur choisi pour exploiter sous les panneaux est expérimenté et déjà installé et prévoit l'embauche d'un salarié.

L'étude d'impact menée par ORA Environnement conclue que la variante d'implantation retenue permet avec l'application des mesures d'évitement et de réduction d'aboutir à un projet cohérent avec la préservation de la biodiversité. Le projet agrivoltaïque de Chitry permet de garantir le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et d'assurer la pérennité des espaces semi-ouverts à l'échelle locale. De même, le projet et les mesures associées permettent de conclure à l'absence d'incidences notables sur l'état de conservation des espèces et habitats déterminants de ZNIEFF pour lesquels les sites à proximité ont été désignés. Enfin, le projet et les mesures mises en place permettent de conclure en l'absence d'incidence significative sur l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles les sites Natura 2000 environnants ont été désignés.

La communauté d'agglomération émet les remarques suivantes :
- Les mesures d'accompagnement, de suivi et de contrôle proposées dans l'étude d'impact pour s'assurer de l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction devront être effectives et suivies.
- L'impact des déplacements de l'éleveur basé à Châtel-Gérard n'est pas négligeable, même si les ovins en plein air ne nécessitent pas une présence quotidienne.

Considérant la compatibilité du projet avec la stratégie du PCAET de l'Auxerrois relative à la production des énergies renouvelables, à la doctrine de la chambre d'agriculture de l'Yonne et aux réglementations sur l'agrivoltaïsme,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'émettre un avis favorable au projet d'agrivoltaïsme sur la commune de Chitry.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

communauté
de l'auxerrois

Mani CAMBEFORT indique qu'il s'agit d'un sujet clivant et qu'il va essayer de réaliser l'analyse la plus nuancée possible. Il comprend qu'il y ait des projets de développement de l'énergie photovoltaïque sur le territoire. Pour lui, c'est une production d'énergie qu'il faut le plus développer pour sortir des énergies fossiles et lutter contre le réchauffement climatique. D'ailleurs, en 2019, l'Auxerrois produisait 0,00125 GWh et l'objectif de l'Auxerrois est de parvenir à 300GWh à l'horizon 2030. Cela démontre le bond que doit faire l'Auxerrois en quelques années. Il peut comprendre que ce type d'installations puisse répondre à une stratégie de diversification des revenus des agriculteurs. Il est gêné lorsqu'il est évoqué l'artificialisation de surfaces agricoles parce qu'officiellement l'agrivoltaïsme n'est pas compté dans le fameux zéro artificialisation nette mais de fait il y a une part d'artificialisation. Il ajoute que les sociétés d'énergie se sont engouffrées dans la brèche et font un lobbying intense auprès des agriculteurs. Il ne s'étonne pas qu'un tel projet soit présenté. Il rappelle qu'au-delà d'un taux de couverture de 20%, il y a une baisse de rendement significatif pour toutes les cultures et le renouvellement des prés puisque ce ne sera pas cultivé en dessous mais il y aura quand même du pâturage.
La loi demandait aux communes de définir en 2024 des zones d'accélération des énergies renouvelables. Mais il manque peut-être une feuille de route un peu plus précise sur ce que la collectivité souhaite faire en matière de développement d'énergie photovoltaïque. Le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) a été adopté il y a un peu moins d'un an mais il n'identifie pas l'agrivoltaïsme dans ces pistes de développement. Il identifie deux pistes que sont le développement sur les toitures en rappelant que l'Auxerrois compte 881 hectares de toitures dont 548 hectares de surfaces de toitures exploitables dont le potentiel de ces toitures est estimé à 513 GWhs. La deuxième piste est les ombrières de parking avec 82 hectares de parkings dont 79 avec un potentiel intéressant de 74 GWhs par an. Avec ces deux solutions se dégagent un potentiel de 587 GWhs qui représente presque le double de l'objectif à atteindre. Il faudrait également se concentrer sur ces deux pistes avant d'artificialiser des terres agricoles. Il note que des parlementaires de tous bords sont en train de travailler et encadrer beaucoup plus strictement l'agrivoltaïsme qui crée une concurrence importante entre production énergétique et production agricole. L'Auxerrois est encore peu concerné mais il y a des territoires où c'est beaucoup plus important avec le risque d'être impacté. Il est donc un peu mitigé sur cette délibération.

Philippe VANDEEEMSCHE le rejoint et confirme que la collectivité est vigilante. Les dossiers sont étudiés de façon pragmatique avec une attention particulière pour les dossiers qui pourraient être alibi et opportunistes. Il indique que ce n'est pas le cas pour celui-ci. Il ajoute que les études menées par les bureaux d'études environnementaux sont prises en compte par le porteur de projet qui a réduit considérablement sa superficie. Il rappelle que le PCAET a fixé dans ses objectifs d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. Il faut donc développer un mix énergétique. Le territoire est déjà très doté en éolien et qu'il faut développer l'énergie solaire. Effectivement, un travail sur les toitures est nécessaire et débute par la délibération sur l'AMI n° 2.

Crescent MARAULT souhaite compléter ces propos sur les ombrières qui commencent à être mises en œuvre avec des projets privés et publiques. Il rappelle que l'AMI n° 1 a permis l'installation d'ombrières à Auxerrexpo, Armatis et le parking des Cassoires. Des stratégies sont donc mises en œuvre sur les ombrières. Concernant les toitures, la mise en œuvre apparaît difficile vers notamment dans les périmètres rapprochés de monuments historiques ni sur des toitures qui ne semblent pas résistantes et dont les études peuvent coûter très chers. Le solaire en toiture n'est pas toujours évident et aurait une pérennité économique dans le cadre d'autoconsommation. Enfin sur la question de l'agriphotoltaïsme, il y a également une question de soutien à l'activité agricole, une forme de diversification de revenus agricoles qui souffrent énormément avec un secteur plus impacté qui est l'élevage. Il indique que le

communauté
de l'auxerrois

législateur doit trouver l'équilibre entre la diversification des revenus des exploitations agricoles et la capacité agronomique. Il ajoute que certains projets n'iront pas jusqu'au stade de la réalisation car il n'y aura pas les structures suffisantes pour raccorder tous ces projets. Même si des zones d'accélération ont été définies, le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) sera dans l'incapacité financière de faire les investissements nécessaires pour raccorder toutes ces infrastructures. Il pense qu'il y aura des évolutions législatives mais l'esprit reste là.

Mani CAMBEFORT indique avoir parlé de l'aspect diversification des agriculteurs dont certains peuvent mettre des panneaux photovoltaïques sur leurs hangars mais pour d'autres cela apparaît plus compliqué. Sur l'aspect installation des panneaux solaires sur les toitures, il indique que cela est difficile. Pour autant, il souhaite soulever une alerte concernant le développement de l'agrivoltaïsme qu'il faut faire avec précaution parce que même s'il s'agit de terres à faible potentiel agronomique, ces terres ont tout de même un potentiel agronomique avec la présence de cultures donc il ne faut pas artificialiser à tout va les territoires. La crainte des élus est que les territoires ruraux servent juste à produire de l'énergie pour alimenter les autres.

Crescent MARAULT indique que cela n'est pas possible vis-à-vis des infrastructures et il rappelle que la Chambre de l'Agriculture donne un avis.

Céline BAHR est favorable à ce projet en indiquant qu'il faut prendre en compte l'avis du maire et des élus du village. La municipalité de Chitry est favorable.
Le projet respecte la doctrine de la Chambre de l'Agriculture avec 10 mégawatt-crête par exploitant et des terrains qui ont très faible potentiel agronomique. Ce sont des terrains qui sont situés très près de l'autoroute et il faut analyser chaque projet agrivoltaïque au cas par cas. Aussi, lorsque le projet est proche d'une autoroute ou d'une route nationale, il faut être sensible à l'aspect de ne pas industrialiser les paysages de nos campagnes.

Florence LOURY aimerait connaitre l'avis du conseil municipal de Chitry et de ses habitants. Elle souhaite apporter quelques précisions sur les interventions qui ont eu lieu. Une politique énergétique et écologiste est d'abord de réduire la demande en électricité en priorisant la sobriété dans les comportements individuels et l'organisation collective. C'est également rechercher l'efficacité énergétique et produire de l'énergie restante à partir d'un mix 100% renouvelable en 2050. Elle trouve intéressant dans la délibération que l'objectif pour l'Auxerrois de parvenir à une production d'électricité d'origine photovoltaïque de l'ordre de 300 GWhs en 2030 soit mentionné. Elle ajoute que le photovoltaïque est une source d'énergie parmi les moins dommageables pour l'environnement. Sur le plan économique, la filière a connu une diminution des coûts spectaculaires qui rend le photovoltaïque au sol très compétitif et plus compétitif que le nouveau nucléaire. Elle précise être favorable au développement du solaire avec la priorité au développement des centrales photovoltaïques sur les bâtiments, les parkings ou les espaces délaissés comme des friches industrielles ou ferroviaires, des décharges. Elle indique que c'est le cas dans l'AMI solaire qui sera abordé ultérieurement. Elle ajoute que ce sont également des espaces sans affectation en bordure d'autoroutes. Pour elle, il faudrait éviter d'utiliser du foncier agricole et elle rappelle que la loi accepte en dernier recours des panneaux sur des terres agricoles.
Malheureusement, il y a des freins au déploiement du solaire sur des surfaces artificialisées. L'installation sur toitures souffre de nombreuses contraintes techniques et administratives qui expliquent leur faible rythme de déploiement et un coût deux à trois fois plus élevé que le solaire au sol. Même avec de profondes évolutions réglementaires, tous les scénarios prospectifs prévoient une proportion substantielle

communauté
de l'auxerrois

de solaire au sol à installer d'ici 2050. Il faut donc protéger les espaces naturels agricoles, interdire les panneaux photovoltaïques sur ces espaces mais sur des terres agricoles sont acceptés les projets qui combinent production d'électricité et production agricole même si le modèle économique de l'agrovoltaïsme ne doit pas remettre en cause la nécessité pour tous les paysans de pouvoir vivre des revenus issus de la production agricole. Dans le cas du projet de Chitry c'est intéressant de savoir que le projet était initialement sur une surface de 50 hectares et qu'il a été réduit à 30. La taille du projet semble raisonnable. Ces 29 hectares pour 3 exploitants sont situés sur des terres de mauvaise qualité et très caillouteuse. Le problème est celui de la visibilité de loin. Toutefois, les simulations du projet montrent que la centrale n'est pas visible du village. Elle demande s'il est possible de recommander l'installation de haies en compensation des surfaces agricoles perdues afin de rendre le projet encore plus acceptable.

Philippe VANDEEMSCHE indique que la démarche « éviter, réduire, compenser » pour ce dossier a été mis en œuvre. Il a été réduit considérablement la superficie afin d'éviter les désagréments au niveau de la biodiversité mais également au niveau de la proximité de l'autoroute. Il y a une insertion paysagère prévue mais il n'a pas les détails. Le dossier joint est très complet, le temps a été pris sur ce dossier et les discussions ont eu lieu au niveau communal. L'idée est de donner le feu vert pour que ce projet voit le jour.

Céline BAHR indique avoir assisté à la Chambre de l'Agriculture à une réunion sur l'agrivoltaïsme et il a été chiffré pour un agriculteur à 30 000 euros par an de revenus supplémentaires potentiels. 1/3 des agriculteurs qui sont en-dessous de 350 euros par mois. Il faut tenir compte de cette réalité économique et aussi de la volonté de préserver les paysages qui sont aussi l'attractivité de l'auxerrois.

N° 2025-065
Objet : Charte d'engagement pour une alimentation durable et de qualité dans l'Yonne

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Suite à la réunion de la Commission départementale de l'alimentation durable le 19 novembre 2024, le Préfet de l'Yonne et le Président du Conseil Départemental ont établi une charte d'engagement pour une alimentation durable et de qualité dans l'Yonne.

Cette charte constitue un outil visant à renforcer la coopération autour des enjeux agricoles et alimentaires de demain. Elle formalise l'engagement de la Communauté de l'Auxerrois en faveur de partenariats à long terme, dans l'objectif de rendre accessible une alimentation durable, résiliente et de qualité pour tous les habitants de l'Yonne.

En signant cette charte, la communauté de l'Auxerrois s'engage à :

- Participer à la démarche d'un système alimentaire durable et résilient
- Partager et mutualiser les informations relatives aux besoins et projets de mon territoire en matière d'agriculture et d'alimentation
- Coopérer avec les partenaires signataires de la charte pour le développement d'actions en faveur de l'agriculture et de l'alimentation de tous les territoires du département de l'Yonne
- Valoriser les actions du collectif et partager les retours d'expérience

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la charte d'engagement pour une alimentation durable et de qualité dans l'Yonne,

- D'autoriser le Président à signer la charte ainsi que toute pièce se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Denis ROYCOURT indique qu'il votera pour cette délibération en raison de l'engagement à la coopération et la mutualisation des projets sur notre territoire en matière d'alimentation. Bien que rien ne soit vraiment défini dans cette charte, il souhaite savoir en quoi elle participe à la démarche d'un système alimentaire durable. Il se demande quel est ici le sens du mot durable. Normalement durable signifie, au niveau environnemental, compatible avec les capacités de la planète. Cela ne va pas dire qui dure. Cela veut dire soutenable en anglais, soutenable par rapport aux déchets engendrés par la consommation de CO2, de produits minéraux et naturels et à la pollution engendrée.

Philippe VANTHEEMSCHE souhaite rappeler que cette charte est faite pour mettre en place des outils comme une gouvernance collective, créer des groupes de travail thématiques et formaliser le partenariat entre tous. C'est l'objectif.

Mani CAMBEFORD indique que cette charte est une déclaration de bonne intention. Il faudra voir lors de la mise en œuvre.

N° 2025-066
Objet : Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'installations photovoltaïques sur les communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - Choix du lauréat

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Afin d'atteindre les objectifs nationaux en matière de production d'énergie renouvelable, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CAA) souhaite favoriser l'installation de parcs photovoltaïques sur des parcelles et des toitures dont elle et ses communes membres volontaires ont la maîtrise foncière.

L'investissement très élevé pour ce type de projets a nécessité de faire appel à un opérateur privé.

communauté
de l'auxerrois

Dans ce cadre, par délibération n°2024-170 du 27 juin 2024, la Communauté de l'Auxerrois a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour retenir le candidat jugé le plus apte à développer des projets photovoltaïques sur des parcelles et des toitures présélectionnées en amont dans le cadre d'un accompagnement technique à la maîtrise d'œuvre.

Le seul candidat ayant répondu à l'offre est la société ORION ENERGIE acteur français, présent sur l'intégralité de la réalisation d'un projet de production d'électricité d'origine photovoltaïque, de la phase d'étude à l'exploitation de la centrale.
Le candidat a été retenu à la suite de deux auditions auxquelles il a été en mesure de préciser son offre et présenter son plan d'affaire prévisionnel.
L'appel à manifestation d'intérêt (l'AMI) prévoyait que les candidats devaient répondre à un ensemble de conditions pour lesquelles le candidat a répondu :

- Il prendra l'ensemble des sites au sol listés dans le cahier des charges et a choisi une toiture parmi celles proposées ;

- Il a proposé des indemnités d'immobilisation :
  - 800 euros / site au moment de la signature de la promesse de bail
  - 500 euros / site / an entre la signature du bail et la mise en service

- Au-delà de la valorisation des parcelles communales, les projets profiteront aux différents acteurs du territoire, par l'entrée au capital dans la société de projet pour la CAA et par le biais du financement participatif pour les administrés. La CAA participera à son financement en comptes courants d'associé ;

- La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois sera impliquée et prendra sa juste part aux décisions lors des phases développement, installation et exploitation des projets ;

- L'opérateur fera, dans la mesure du possible, appel en priorité à des prestataires locaux et demande le soutien de la collectivité pour des références ;

- La signature des baux des grands sites (St Bris et Champs) sera soumise à l'avancement suffisant des démarches pour les petits parcs (Jussy, Vallan, Escolives, Lindry).

Après analyse de l'offre complète, il est décidé de retenir la société ORION Energies pour l'installation de parcs photovoltaïques au sol des communes de Lindry, Vallan, Escolives St Camille, Jussy, St Bris le Vineux, Champs sur Yonne et Auxerre ainsi qu'une installation photovoltaïque en toiture sur la commune de Villefargeau, sous réserve de l'étude de structure qu'il prendra en charge.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De retenir l'offre de la société ORION Energie pour l'installation et l'exploitation d'installations photovoltaïque au sol et en toiture sur le territoire de l'Auxerrois ;
- D'autoriser le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59

communauté
de l'auxerrois

- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Denis ROYCOURT indique regretter qu'un seul candidat ait répondu à cet appel à manifestation d'intérêt. Il ajoute avoir effectuer une recherche sur internet qui montre qu'ORION est une équipe jeune et dynamique et que la démarche qu'elle propose semble très intéressante notamment privilégier des terrains dégradés ou délaissés comme d'anciennes carrières, décharges ou des friches, privilégier les projets de taille raisonnable plutôt que les méga projets, composer avec l'environnement en minimisant au maximum notre impact sur le milieu et associer au maximum les riverains et toutes les autres parties impactées par le projet. Il a regardé un des projets suivis par ORION comme celui de Saint-Médard-la-Rochette qui a bénéficié d'un appel à financement participatif. Pour les petits projets, il le recommande car cela permet à avoir un engagement citoyen local pour maîtriser davantage la réalisation du projet. Ce financement participatif est, pour lui, un moyen utile et efficace pour impliquer les particuliers et notamment les riverains de la centrale dans le développement durable de leur territoire et dans le développement d'énergie solaire. Cela permet un accompagnement également par la Région. L'autorisation d'exploiter la centrale solaire est donnée par le ministère de l'Energie et prend la forme d'une désignation de projet lauréat suite à une sélection pour appel d'offre. Le but est de choisir des projets dont le cout de revient de l'électricité est faible. Globalement, il est pour le choix de cette société qui prévoit un modèle de financement participatif afin d'impliquer les habitants dans ce projet.
Cependant, il se demande si les projets de la production d'électricité seront en autoconsommation pour un part ou vendu à EDF. Il a regardé les lieux indiqués avec le projet de Jussy qui apparaît exemplaire car il est éloigné des habitations (130 mètres), ancienne décharge, petite superficie et respecte toutes les conditions d'acceptabilité. Pour celui d'Escolives-Sainte-Camille, il n'y a pas de contradiction particulière or l'interprétation de son PLU. Le premier site de Champs-sur-Yonne se situe sur l'ancien stade, vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-sur-Yonne à Auxerre avec probabilité de milieux humides. L'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et devra lister les mesures de réduction de la vulnérabilité retenue par les constructions (matériaux, ancrages, panneaux photovoltaïques flottants). Il est assez réservé sur l'utilisation et la rentabilité et indique qu'il verra la position à venir après l'étude. Le second projet situé à Champs-sur-Yonne lui convient mieux car se trouve à 400 mètres des habitations et n'a pas de gêne particulière.
Concernant celui de Saint-Bris-le-Vineux, le site est aujourd'hui occupé par une forêt de feuillu. Il faudra probablement un défrichement global et il n'est pas favorable à cela.
Pour le site de l'ancienne décharge à Lindry, il lui convient car il est assez éloigné des habitations.
Pour la commune de Vallan, il y a deux sites présentés dont le premier sur l'ancien espace de stockage des activités communales et se situe à 287 mètres des habitations mais en pente très forte supérieure à 10% et son PLU n'autorise pas la construction de centrale solaire au sol donc il faudrait une modification du PLU pour qu'il y soit favorable. Le second sur l'ancien espace des fêtes de Vallan et se trouve en-dehors des zones environnementales protégées donc il lui convient.
Enfin, pour le site de la zone des captages des Boisseaux à Auxerre, 3 hectares à 350 mètres d'une zone habitée, pose un problème car se trouve en zone rouge du PPRI, zone à préserver de toute urbanisation nouvelle. Le dossier de présentation demande qu'au vu des équipements présents sur le terrain et des contraintes liées au PPRI, il est préconisé le développement d'un projet de plus petite taille que celui demandé sur plusieurs années.

communauté
de l'auxerrois

Il s'agit de la zone du captage des Boisseaux où les travaux sur le sol ne sont pas autorisés. Or, dans le dossier, il ressort que les câblages du transport du courant alternatif comprenant les autres câblages des installations circulent entre les onduleurs et les postes de transformation et de livraison seront uniquement réalisés de manière souterraine et d'une profondeur minimum de 80 cm dans des fourreaux protecteurs adaptés. Il lui semble que ces travaux sont compatibles avec le captage des Boisseaux.
Il signale un projet photovoltaïque de la ville qui avait été bloqué sur le captage de la Plaine des Isles par l'ARS pour ces mêmes raisons.
Il souhaite faire une dernière remarque sur le photovoltaïque. L'option d'achat du kilowattheure par EDF vient de passer de 13 centimes à 4 centimes avec rétraction sur les anciens contrats qui va rendre tous les retours sur investissement plus longs. C'est assez incompréhensible au moment où le développement du photovoltaïque est lancé.

Philippe VANTHEEMSCHE le remercie pour ces points de vigilance et dont le développeur a pris note puisque dans son dossier il y a des points de vigilance en termes de topographie, de végétalisation, de PLU ou encore de PPRI. Tout cela a été pris en compte. Evidemment, il va monter son dossier à partir de ces points de vigilance. L'intervention du Président sur les énergies sur toitures. Effectivement, aujourd'hui il faut aller plutôt sur de l'autoconsommation plutôt que sur de la vente sur le réseau.

Mathieu DEBAIN souhaite revenir sur l'aire de captage des Boisseaux. Il avait cru comprendre en début de mandat qu'un projet avait été abandonné car l'ARS n'avait pas donné son accord par rapport aux risques lors de la mise en place des panneaux photovoltaïques avec un risque de contamination des zones de captage. Là il est présenté un projet similaire et il souhaite savoir ce qui a changé aujourd'hui par rapport au projet présenté il y a quelques années.

Philippe VANTHEEMSCHE indique qu'il est fait allusion à la Plaine des Isles mais sur cette zone il y avait deux critères avec l'ARS qui avait donné un avis défavorable suite à un risque d'incendie potentiel et qui pourrait apporter une pollution et il y avait également sur le développement des activités économiques.
Pour les Boisseaux, un nouveau dossier est déposé avec attente de l'avis de l'ARS.

Crescent MARAULT souhaite rappeler qu'au dernier conseil communautaire il a été délibéré la fermeture du captage de la plaine des Isles ce qui rend aujourd'hui le dossier possible.

Céline BAHR souligne que l'avis de l'ARS n'est pas engageant. C'est la Préfecture qui donne le permis de construire donc elle peut suivre ou non l'avis de l'ARS. Il a été démontré de nombreux exemples à la Préfecture de projets photovoltaïques qui ont été réalisés sur des zones à proximité des bassins de captage où il est nécessaire que les installations soient sur pilotis, que certains matériaux ne soient pas utilisés et que cela respecte certains critères. Elle ajoute que cela s'est fait ailleurs alors pourquoi dans l'auxerrois.

N° 2025-067
Objet : Accompagnement à l'installation en agriculture biologique par la mise en place de tutorat

Rapporteur : Michaël TATON

L'agriculture biologique répond aux enjeux de la préservation de l'eau potable et à la demande toujours plus forte des citoyens pour une alimentation saine et durable.

communauté
de l'auxerrois

Bio-Bourgogne-Franche-Comté (BioBFC) développe le dispositif « Maitrise des pratiques » en agriculture biologique. Il s'agit d'un dispositif de tutorat post-installation qui s'adresse aux exploitant(e)s installé(e)s depuis moins de deux ans pour bénéficier d'un accompagnement par un(e) tuteur(rice) sur une à deux années.

Ce dispositif permet d'encadrer le tutorat, d'établir des objectifs pédagogiques de suivi et de rémunérer le tuteur ou la tutrice pour le temps d'accompagnement investi. Ce dernier point a été identifié comme un élément facilitant, à la fois pour permettre aux tuteurs/tutrices de consacrer le temps nécessaire à cet accompagnement, mais aussi aux tuteuré(e)s de s'autoriser à demander de l'aide.

Ce procédé mis en place par BioBFC peut répondre à plusieurs objectifs de la politique territoriale de la Communauté de l'Auxerrois :

- Développement économique par la sécurisation des activités agricoles sur le territoire,
- Protection de la ressource en eau et plus largement, développement de l'agriculture biologique sur le territoire,
- Développement de l'offre de produits bio et locaux pouvant être utilisés dans le cadre de la restauration collective.

Le coût de ce dispositif géré par BioBFC est composé de trois éléments :

- Le temps d'animation et de suivi administratif des animatrices de BioBFC : 400€,
- L'adhésion au réseau de BioBFC par le ou la tuteuré(e) afin de bénéficier des formations complémentaires et du suivi technique : 150€,
- L'indemnisation du tuteur ou de la tutrice pour son temps d'accompagnement : 600€.

Le coût total de suivi et d'indemnisation d'un binôme « Maîtrise des pratiques » s'élève donc à 1 150 € par binôme.

Le souhait de la Communauté de l'auxerrois est de participer financièrement à hauteur de 3 450 € pour trois tutorats, sur une durée maximale de 2 ans, au dispositif « Maitrise des pratiques » en agriculture biologique pour la mise en place de tutorats sur les bassins d'alimentation de captage de son territoire.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De financer le dispositif « Maîtrise des pratiques » en faveur de l'agriculture biologique pour la protection de ses bassins d'alimentation de captage, sur une durée maximale de deux ans, à hauteur de 3 450 € pour trois tutorats, sur le budget de l'eau potable.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0

communauté
de l'auxerrois

- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Denis ROYCOURT trouve qu'il s'agit d'une très bonne décision. De nombreuses fois, il avait interpellé pour redonner sa place au bio dans une vraie politique préventive. Il est reconnu, dans la délibération, que l'agriculture biologique répond aux enjeux de la préservation d'eau potable et à la demande toujours plus forte des citoyens d'une alimentation saine et durable. Il pense que, face à la généralisation de la pollution de l'eau, l'accompagnement des agriculteurs pour modifier leur pratique en direction d'une agroécologie de terrain est une solution humaine efficace. Il votera pour cette délibération.
Il souhaite tout de même formuler une proposition en indiquant que 3 tutorats est une bonne chose et qu'il faudrait institutionnaliser cette aide dans le cadre du PAT. Il imagine que la ville pourrait proposer une zone test à Bio Bourgogne pour la formation des jeunes maraîchers.

Pascal BARBERET indique que cela est à étudier mais pour l'instant il est proposé une participation de la Communauté de l'Auxerrois pour 3 tutorats ce qui vient compléter la politique de protection de la ressource en eau dans l'auxerrois.

N° 2025-068
Objet : Service Public d'Eau Potable – Retrait de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre

Rapporteur : Michaël TATON

La communauté de l'auxerrois décline une stratégie issue du schéma directeur d'eau potable.

Cette stratégie comprend trois axes :

- La gestion et la sécurisation des ressources,
- La gestion et la sécurisation de la distribution,
- Le service rendu aux usagers.

Concernant ce dernier point, en 2027 les usagers bénéficieront notamment d'une eau à la qualité garantie et de la télérelève. Les travaux nécessaires seront réalisés dans le cadre du contrat de délégation du service public de production et de distribution d'eau potable.

Actuellement les habitants d'Escamps ne peuvent profiter de la mise en place de cette stratégie. En effet la compétence eau potable sur cette commune est exercée par la « Fédération Eaux Puisaye-Forterre » dans le cadre d'une représentation substitution décidée par la délibération n° 2017-223 du 9 novembre 2017 du Conseil communautaire.

Le réseau d'Escamps se caractérise par :

- 473 abonnés pour une consommation de 40851 m^3, (34 000 abonnés et une consommation de 3 370 263 m^3 pour la communauté)
- 24 km de conduites (747 km pour la Communauté),
- L'absence de ressource propre.

communauté
de l'auxerrois

Aussi, pour permettre aux habitants d'Escamps de bénéficier de la même qualité de service, il est proposé :

- De mettre fin à l'exercice de la compétence eau potable sur cette commune par la « Fédération Eaux Puisaye-Forterre »,
- De fixer la date de de fin de la représentation substitution au 31 décembre 2026, les unités de traitement devant être livrées en 2027,
- De réaliser une interconnexion entre le réseau communautaire et celui d'Escamps pour la distribution d'une eau d'une même qualité sur cette commune,
- D'intégrer Escamps au périmètre du contrat de délégation du service public de production et de distribution d'eau potable.

Le retrait de la compétence eau potable auprès de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre implique, en l'absence d'autre compétence exercée, un retrait total du syndicat mixte. Conformément à l'article 11.1 des Statuts de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre, le retrait d'un membre est soumis aux dispositions de l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le retrait est subordonné à la délibération favorable du comité syndical de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre, puis à l'accord des conseils municipaux des communes membres, exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai de 3 mois, l'avis du membre est réputé défavorable.

Les conditions financières et patrimoniales du retrait seront déterminées par délibérations concordantes des organes délibérants du syndicat mixte de la Fédération Eaux de Puisaye-Forterre et de la Communauté de l'Auxerrois. La décision de retrait sera prise par le représentant de l'État dans le département.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'enclencher la démarche de retrait du syndicat mixte de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre au 31 décembre 2026 selon la procédure décrite ci-dessus.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Maud NAVARRE aimerait savoir le coût de l'interconnexion.

Pascal BARBERET lui indique qu'il lui sera répondu ultérieurement afin de lui communiquer les éléments.

Denis ROYCOURT est favorable à cette délibération puisqu'elle réintègre Escamps au périmètre du contrat de délégation de service public de production et de distribution de l'eau potable de l'auxerrois. Ce

communauté
de l'auxerrois

montage au départ avait été accepté par la Préfecture pour permettre à l'ancien maire de garder sa présidence de la Fédération Eaux Puisaye-Forterre ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

N° 2025-069
Objet : Service Public d'eau potable - Convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre d'une extension de réseau d'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois a été sollicitée par M FROCHOT Pascal et Mme SERVANT Fabienne pour alimenter en eau potable le château des Chesnez dont ils sont propriétaires. Cette demande nécessite l'extension du réseau d'eau potable.

Cette extension d'une longueur de 570 mètres avec mise en place d'une purge sur le chemin rural n°14 et la voie communale n°15 est estimée à 82 000€HT.

Du fait de la situation des Chesnez en zone non urbaine et conformément à la délibération du conseil communautaire n°2020-157 du 22 octobre 2020, une prise en charge de 50% du coût des travaux par les demandeurs est exigible à la réception des travaux, soit un montant estimé de 41 000 €HT.

Cette prise en charge doit être formalisée au travers d'une convention, qui précise les caractéristiques de l'extension, les modalités de sa réalisation et de son financement. La convention précise que la réalisation du branchement et de la pose du compteur ne sont pas compris et resteront à la charge des demandeurs. Elle indique aussi que l'extension de réseau ainsi créée ne permettra pas d'assurer la défense incendie du Château.

La convention prendra fin au règlement des sommes dues par les demandeurs de l'extension.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de l'extension d'une conduite d'eau potable pour l'alimentation en eau potable du château des Chesnez jointe en annexe.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-070

communauté
de l'auxerrois

Objet : Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030" - Programmation d'actions 2025 du contrat de ville de l'Auxerrois

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

Pour rappel, le Contrat de Ville est un dispositif de développement urbain et social en faveur des quartiers dits prioritaires de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Ils sont tous situés au sein de la ville d'Auxerre (Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs/Saint Siméon et Rive-Droite).

Ce contrat, appelé « Engagements Quartiers 2030 » couvre la période 2024-2030 et comprend 5 axes :

→ Parentalité et enjeux éducatifs,
→ Maintien et/ou amélioration de la qualité de vie et du lien social,
→ Accompagnement à la transition écologique,
→ Développement économique et mobilisation pour l'emploi,
→ Accès aux droits dans un esprit d'autodétermination.

Ce dispositif permet à des porteurs de projets multiples (associations, auto-entrepreneurs, collectivités...) de mener des actions en lien avec ces thématiques pour les habitants des quartiers en fonction des besoins repérés. Chaque année, un appel à projet et un financement dit « au fil de l'eau » sont lancés à cet effet. Il permet aux porteurs de présenter soit des projets structurants sur plusieurs années dans le cadre de Contrat Pluriannuels d'Objectifs (CPO), soit des projets de plus petite envergure répondant à un besoin ponctuel repéré par les acteurs.

Les réunions d'arbitrage avec les élus et les comités technique, financier et de pilotage ont eu lieu entre le 17 janvier 2025 et le 21 février 2025, pour sélectionner les dossiers retenus.

La programmation 2025 comprend en outre 2 dossiers spécifiques :

→ 1 dossier lié au financement du Programme de Réussite Educative (PRE) ;
→ 1 dossier lié à une convention pluriannuelle avec la Ligue de l'enseignement.

L'enveloppe financière de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour la programmation d'actions 2025 au titre du contrat de ville 2024-2030 est de 117 300 €. Elle permet également le financement de la convention avec la ligue de l'enseignement pour un montant de 30 000 €.

Pour information, le contrat de ville de l'Auxerrois 2024-2030 ne bénéficie plus du financement de 62000 € attribué les années précédentes par le conseil Départemental de l'Yonne.

La maquette financière et de programmation 2025 des actions financées est jointe à la délibération. Elle comprend l'ensemble des financements de co-financeurs (ANCT, DRAC, Région BFC, Ville d'Auxerre). Les financements apportés par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sur les différents projets y sont précisés.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

− De valider cette programmation d'actions 2025 au titre du contrat de ville dans laquelle l'enveloppe financière 2025 de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est positionnée,
− D'attribuer les subventions sollicitées aux différents porteurs de projets sur les enveloppes financières de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois via des conventions financières.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Mani CAMBEFORT souligne le contexte budgétaire contraint et les choix difficiles qui ont dû être effectués. Dans le rapport, il ressort que la structure Mobile Eco n'a pas eu de financement et il aimerait connaitre les raisons du choix d'attribution des financements à une structure et pas une autre et notamment à celle-ci.

Dominique CHAMBENOIT se tient à sa disposition pour expliquer les refus de certains projets notamment du fait que certains projets ne rentraient pas dans la grille proposée.

Florence LOURY indique que la ville d'Auxerre participe à hauteur de 20 000 euros. Elle souhaite savoir si cela est similaire à 2024.

Dominique CHAMBENOIT le confirme.

Florence LOURY a deux retours formulés par des porteurs de projets. Le premier est que pour les porteurs de projet, il est lourd de constituer un dossier et de ne pas avoir la certitude d'être financé. Elle sait que certains porteurs sont sortis du dispositif à cause de cette lourdeur. Il faudrait voir comment la collectivité pourrait un peu plus les accompagner. Le deuxième retour est de réfléchir comment améliorer le partenariat entre les structures publiques et les associations pour que les projets réussissent et attirent du public en répondant à leurs besoins du public.

Maryline SAINT ANTONIN indique que pour la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois, les espaces d'accueil et d'animation et le CCAS ont toujours proposés d'accompagner les porteurs de projets dans la rédaction de leur demande.

Philippe VANTHEEMSCHE indique que les dossiers sont peut-être un peu lourds mais c'est surtout l'audition physique et verbale des porteurs de projet qui sont déterminants. C'est-à-dire que si la personne défend bien son projet et le fait vivre, cela permet de faciliter la réussite du projet.

communauté
de l'auxerrois

Dominique CHAMEBENOIT souligne que depuis 2-3 ans des auditions sont menées et sont très bien perçues. Lorsqu'il y a des doutes sur certains projets, les porteurs sont invités pour présenter pendant 20 minutes leur projet. Ensuite, sont sélectionnés les projets. Il ajoute que cette année il y a 62 000 euros en moins.

Florence LOURY remercie de ses précisions.

Dominique CHAMBENOIT se tient à sa disposition pour donner des explications sur les 24 projets qui n'ont pas eu de subventions.

Maryline SAINT ANTONIN souligne que pour la ville d'Auxerre cela sera évoqué le soir-même mais il y a la même enveloppe que l'année dernière et celle d'avant. Il a été maintenu les subventions pour toutes les personnes qui ont demandé et dont le dossier a été retenu. Il n'y a pas eu de modifications.

N° 2025-071
Objet : Règlement financier de la Communauté de l'Auxerrois pour l'outil Contrat de ville – Avenant 3

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

Pour rappel, le Contrat de Ville est un dispositif de développement urbain et social en faveur des quartiers dits prioritaires de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Ils sont tous situés au sein de la ville d'Auxerre (Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs et Rive-Droite).
Ce contrat, appelé « Engagements Quartiers 2030 » couvre la période 2024-2030 et comprend 5 axes :

→ Parentalité et enjeux éducatifs,
→ Maintien et/ou amélioration de la qualité de vie et du lien social,
→ Accompagnement à la transition écologique,
→ Développement économique et mobilisation pour l'emploi,
→ Accès aux droits dans un esprit d'autodétermination.

Ce dispositif permet à des porteurs de projets multiples (associations, auto-entrepreneurs, collectivités...) de mener des actions en lien avec ces thématiques pour les habitants des quartiers en fonction des besoins repérés.

Chaque année, un appel à projet et un financement dit « au fil de l'eau » sont lancés à cet effet. Il permet aux porteurs de présenter soit des projets structurants sur plusieurs années dans le cadre de Contrat Pluriannuels d'Objectifs (CPO), soit des projets de plus petite envergure répondant à un besoin ponctuel repéré par les acteurs.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) attribue des subventions spécifiques dans le cadre de l'outil contrat de ville. Les élus communautaires décident de l'attribution de ces subventions.

Les subventions attribuées par la CA dans le cadre du contrat de ville ont pour objet de permettre la réalisation d'actions par des porteurs de projets, pour les publics des Quartiers Politique de la Ville (QPV) de l'agglomération de l'Auxerrois, validées lors des programmations annuelles.

communauté
de l'auxerrois

Le service politique de la ville de la CA assure la gestion des enveloppes financières de la CA et de la Ville d'Auxerre (VA) pour le compte du contrat de ville de l'Auxerrois.

Dans un souci d'harmonisation des enveloppes financières et de transparence vis à vis des porteurs de projets, un avenant au règlement d'intervention financier de l'agglomération spécifique au dispositif du contrat de ville est proposé.
Cet avenant établit des règles communes pour les 2 collectivités (CA-VA) (ci-joint).

L'avenant au règlement financier de la Communauté d'Agglomération a pour objectif :
- de rappeler les obligations des porteurs de projets financés dans le cadre de la programmation annuelle ;
- de clarifier les conditions d'instruction, d'attribution, de versement et de contrôle des subventions attribuées par la CA.
- d'inciter les associations partenaires du contrat de ville à intégrer le parcours de formation proposé par le service politique de la ville n collaboration avec la ligue de l'enseignement.
- de suivre de manière concrète les actions mises en place par les structures.

Les modifications apportées par cet avenant vont nous permettre d'accompagner individuellement les structures partenaires vers une professionnalisation des pratiques et une meilleure collaboration avec l'existant.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'avenant annexé à la présente délibération ;

- D'autoriser le Président à signer ledit avenant.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-072
Objet : Approbation du Contrat type pour la Collecte sélective 2025-2029 avec CITEO

Rapporteur : Lionel MION

En application de la responsabilité élargie des producteurs, la gestion des déchets d'emballages ménagers qui proviennent de produits commercialisés dans des emballages, en vue de leur consommation ou

communauté
de l'auxerrois

utilisation par les ménages doit être assurée par les producteurs, importateurs, ou toute personne responsable de la première mise sur le marché de ces produits.

Les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent la collecte et le traitement des déchets d'emballages ménagers.

Dans le cadre de l'agrément dont bénéficie Citeo pour l'année 2024 (filière des emballages ménagers, ci-après la « Filière »), les Parties ont conclu, conformément au cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique, applicable à cette date (ci-après le « Cahier des Charges ») et au contrat-type proposé par Citeo, un contrat pour l'action et la performance, dit « CAP » portant barème de soutien aux collectivités, proposé à toute collectivité territoriale compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

Le terme actuel du CAP a été fixé au 31 décembre 2024, date à laquelle devait expirer l'agrément de Citeo pour l'année 2024. Par un arrêté du 27 décembre 2024 l'agrément de Citeo a été renouvelé jusqu'au 31 décembre 2029.

Par ailleurs, le Cahier des charges issu de l'arrêté modificatif du 7 décembre 2023 prévoit l'obligation pour les éco-organismes de la Filière de proposer, sous l'égide d'un organisme coordonnateur, un projet de Contrat-type (ci-après dénommé « Contrat-type pour la Collecte sélective ») au titre de la coordination de la Filière. Ce nouveau contrat porte barème de soutien à la suite du contrat CAP proposé précédemment.

Ce Contrat-type, couvrant la période 2025-2029, est désormais mis à la disposition des collectivités pour signature.

Considérant que la Communauté de l'Auxerrois avait conclu un CAP avec CITEO, il est proposé d'autoriser le Président à signer le nouveau contrat-type pour la Collecte sélective, afin de continuer à bénéficier du barème de soutien aux collectivités.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le Contrat-type pour la collecte sélective portant accompagnement par l'éco-organisme CITEO ;

- D'autoriser le Président à signer, par voie dématérialisée, le Contrat-type pour la Collecte sélective proposé par CITEO et couvrant la période 2025-2029.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0

communauté
de l'auxerrois

- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Denis ROYCOURT indique qu'il y avait 3 candidats CITEO, sa filiale ADELPHE et son concurrent l'ECO. Le choix a été porté sur CITEO. Il demande pourquoi ce choix.

Lionel MION indique que le souhait est de travailler dans la continuité. C'est un gage de sécurité quant à la pérennité du travail déjà effectué avec CITEO. Les autres contrats n'apportaient rien de plus donc le travail dans la continuité a été privilégié. C'est également le plus performant dans l'organisation de la filière.

N° 2025-073
Objet : Lutte contre les déchets diffus - Avenant à la convention pour la période 2025-2029

Rapporteur : Lionel MION

En application de la responsabilité élargie des producteurs, les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent le nettoiement des déchets d'emballages ménagers abandonnés.

Par un arrêté du 30 septembre 2022, le Cahier des charges d'agrément de CITEO a été modifié notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoiement et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du Cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoiement des dépôts illégaux de déchets abandonnés – c'est-à-dire des amoncellements de déchets concentrés – ne sont pas objets du recouvrement des coûts.

A cette fin, et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP, CITEO a élaboré une convention-type afin de soutenir la lutte contre les déchets abandonnés diffus, proposée à toutes communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge le nettoiement des déchets, par distinction avec les « autres personnes publiques ».

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, assure seule le balayage intercommunal des voiries avec trottoir de certaines communes adhérentes, ainsi que des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon des déchets d'emballages ménagers sur l'environnement et à ce titre peut bénéficier du soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus proposé par CITEO.

CITEO propose une prolongation de la convention déchets diffus abandonnés adoptée en premier lieu par la Délibération n°2024_168 . Cette prolongation ira jusqu'au 31/12/2029 via un avenant qui sera porté à la signature du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer l'avenant à la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus avec CITEO pour la période 2025-2029.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-074
Objet : Tarifs 2025/2026 du Conservatoire à Rayonnement Départemental

Rapporteur : Stéphane ANTUNES

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental de l'auxerrois est devenu communautaire au 1er janvier 2025.

Les tarifs du Conservatoire de la Communauté de l'auxerrois doivent être validés, afin de mettre en place les dossiers d'inscriptions de l'année scolaire 2025/2026.

Les familles s'inscrivent au conservatoire à compter du mois de juin de la saison précédente.
Les tarifs du conservatoire se décomposent en trois parties :

- Les frais de dossier d'un montant de 15 € applicables à tous les élèves du Conservatoire sans exonération ni remboursement possible (sauf en cas d'impossibilité d'inscription dans la discipline souhaitée).
- Les frais de scolarité : facturés en fonction des disciplines, des niveaux pratiqués par l'élève et du quotient familial.
- La location d'un instrument d'un montant de 40€ par trimestre prioritairement pour les élèves du 1er cycle et selon la disponibilité, le cas échéant.

Le barème tarifaire :

- propose des tarifs communs pour les élèves inscrits en musique et en danse au pôle Auxerre comme au pôle Coulanges, et différenciés en fonction des enseignements suivis et des cycles d'études,

- tient compte du revenu des familles, et leur offre la possibilité de bénéficier d'un abattement des frais de scolarité en fonction du quotient familial correspondant aux modalités de calcul de la CAF. Pour les non-allocataires, le calcul du quotient familial est basé sur les revenus de l'année N -1.

A défaut de remise d'avis d'imposition (justificatif demandé), le tarif plein est appliqué.

communauté
de l'auxerrois

A la date du 1er octobre de l'année N, la situation scolaire de l'élève est figée et les frais de scolarité donnent lieu à facturation avec les éléments de cotisation arrêtés à cette date. Les familles ont la possibilité de payer la totalité de l'année en une ou trois fois. En cas de non-respect des dates de versement, le Trésor public d'Auxerre sera chargé du recouvrement des sommes restant dues.

Un refus d'inscription ou de réservation auprès de l'équipe de direction du conservatoire pourra être opposé si la famille est en situation d'impayé de factures émises par la Communauté de l'Auxerrois.

A été rajoutée cette année une participation pour les stages et master classes, pour lesquels les élèves de toutes les écoles du département peuvent participer.

2 tarifs ont évolué :

- La pratique collective : pour permettre aux élèves qui souhaitent s'inscrire à plusieurs pratiques collectives, il est proposé pour l'année 2025-2026 un tarif dégressif.

- Parcours Erudition : cours collectif, formation musicale, analyse, écriture, culture musicale, arrangement orchestration, composition.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la grille tarifaire telle que présentée pour l'année 2025/2026.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-075
Objet : Renouvellement du classement du Conservatoire à Rayonnement Départemental

Rapporteur : Stéphane ANTUNES

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental de l'auxerrois est devenu communautaire au 1er janvier 2025. Il possède de nombreux atouts pour demander le renouvellement du classement Conservatoire à Rayonnement Départemental :

- Une Ecriture et validation du Projet d'établissement 2025/2030
- Des locaux rénovés permettant des enseignements qualitatifs et la capacité des élèves et enseignants de s'exprimer grâce à des outils mis à disposition performants (tableaux numériques, salles traitées acoustiquement, auditorium professionnel, …)

communauté
de l'auxerrois

- Un partenariat d'excellence avec Victor-Julien Laferrière et l'ensemble Consuelo
- Une politique d'enseignement artistique d'agglomération avec la constitution d'un réseau intégré ou partenarial.

Ces éléments sont constitutifs de l'ambition de l'agglomération pour participer à l'émancipation des jeunes et moins jeunes par la culture, vecteur d'éducation artistique et culturelle.

Le renouvellement du classement Conservatoire à Rayonnement Départemental va permettre de développer les compétences et domaines nécessaires pour postuler comme Conservatoire à Rayonnement Régional dans les prochaines années.

A ce titre, le dossier de renouvellement doit être adressé à la DRAC Bourgogne Franche-Comté et fera l'objet d'un passage en commission pour validation.

Il est assorti du règlement intérieur.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de la demande de renouvellement du Conservatoire de la Communauté d'agglomération comme Conservatoire à Rayonnement Départemental,

- D'approuver le règlement intérieur,

- D'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à la demande de classement.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Céline BAHR indique que le label du conservatoire à rayonnement départemental est renouvelé. Elle espère que la prochaine fois il pourra être postulé au label de conservatoire à rayonnement régional qui serait le seul dans le nord de la région. Elle souhaite détailler les implications concrètes du label qui a un lien avec le projet d'établissement qui a été présenté au précédent conseil. Cela implique l'ouverture d'un enseignement des arts dramatiques, l'ouverture d'une classe à horaires aménagés danse Paul Bert à la rentrée 2026-2027, le recrutement des professeurs certifiés pour atteindre les 80%, de travailler avec les autres CRR de la région (Dijon, Besançon et Châlons-Sur-Saône) ou encore d'accueillir des artistes renommés.

N° 2025-076
Objet : EPIC Office du Tourisme de l'auxerrois - Désignation des représentants

communauté
de l'auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de création, entretien, aménagement des zones touristiques et de promotion du tourisme dont la création d'office du tourisme.

Par délibération du 09 juin 2016, la Communauté de l'Auxerrois, conformément à l'article L. 1331-1 du Code du tourisme a créé un office du tourisme sous forme d'établissement public industriel et commercial (EPIC).

L'office du tourisme a pour mission de développer la fréquentation touristique sur la zone touristique de la Communauté de l'Auxerrois.

Selon les statuts de l'EPIC Office du tourisme de l'Auxerrois, la Communauté de l'Auxerrois est représentée au sein du conseil d'administration par treize membres titulaires et treize membres suppléants.

Conformément à l'article L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ».

Il est demandé aux membres du conseil communautaire de déterminer la composition de l'EPIC comme suit :

Titulaires:
Odile MALTOFF
Jean-Luc LIVERNEAUX
Christian BOULEY
Dominique TORCOL
Guido ROMANO
Patrick BARBOTIN
Michel DUCROUX
Nicolas BRIOLLAND
Maud NAVARRE
Florence LOURY
Carole CRESSON GIRAUD
Marie-Ange BAULU
Magloire SIOPATHIS

Suppléants:
Mathieu DEBAIN
Maryse NAUDIN
Stéphane ANTUNES
Philippe VANTHEEMSCHE
Gérard DELILLE

communauté
de l'auxerrois

Francis HEURLEY
Emmanuelle MIREDIN
Patricia VOYE
Auria BOUROUBA
Souleymane KONE
Julien JOUVET
Margaux GRANDRUE
Céline BÄHR

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner les représentants mentionnés ci-dessus au sein de l'EPIC Office de tourisme,

- D'abroger la délibération n° 2024-085 du conseil communautaire en date du 30 mai 2024 portant désignation des représentants au sein de l'EPIC Office de tourisme.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 52
- voix contre : 3 Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Florence LOURY
- abstentions : 4 Jean-Philippe BAILLY, Mathieu DEBAIN, Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Pascal HENRIAT indique que Monsieur Bruno MARMAGNE a été puni.

Crescent MARAULT indique qu'il ne fait plus partie de la majorité.

Bruno MARMAGNE souligne qu'il est indépendant.

N° 2025-077
Objet : Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) - Modification des représentants

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Par délibération du 03 septembre 2020, le Conseil communautaire désignait son représentant au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL).

L'ADIL assure des missions de conseil et d'information sur les questions liées au logement.

L'article L.366-1 du Code de la construction et de habitation (CCH) définit la mission socle de l'ADIL : « L'Agence Départementale d'Information sur le Logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial. »

communauté
de l'auxerrois

Dans l'Yonne, l'ADIL89 assure des missions spécifiques complémentaires depuis plusieurs années, et notamment le portage depuis 2009 d'un espace de conseil dédié à l'information sur la rénovation énergétique de l'habitat, identifié depuis le 1er janvier 2022 « Espace Conseil France Rénov' ».

Au regard de la nouvelle répartition des financements dans le département de l'Yonne, actée dans le Pacte Territorial, et de la prédominance des EPCI dans le financement de l'Espace Conseil France Rénov', il est proposé de désigner 2 représentants de la Communauté d'agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'ADIL.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- Abroger la délibération n°2020-078 du 03 septembre 2020,

- Désigner Monsieur Christophe BONNEFOND et Madame Véronique BESNARD pour siéger au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 32
- voix contre : 10 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Daniel CRENE, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Maryse NAUDIN, Denis ROYCOURT
- abstentions : 16 Stéphane ANTUNES, Céline BÄHR, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Jean-Luc BRETAGNE, Anna CONTANT, Patrick CROS, Michel DUCROUX, Arminda GUIBLAIN, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Guido ROMANO, Dominique TORCOL, Philippe VANTHEEMSCHE, Yves VECTEN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Odile MALTOFF, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Arminda GUIBLAIN ne va pas prendre part au vote.

Daniel CRENE s'étonne de cette délibération car il est abrogé la précédente qui date du 3 septembre 2020. Cette délibération le désignait comme représentant de l'agglomération à l'ADIL. Depuis presque 5 ans, il a participé à toutes les commissions, aux assemblées générales et a aidé Monsieur GAGNIER dans la gestion. Il trouve étrange d'être éjecté. Il trouve anormal de ne pas avoir été prévenu et de le découvrir lorsqu'il a reçu l'ordre du jour du conseil.

Christophe BONNEFOND indique qu'il y a peut-être eu une erreur d'information.

Arminda GUIBLAIN souhaite prendre la parole, non pas pour discuter du fond de cette délibération, mais pour indiquer qu'elle ne prendra pas part au vote relatif à la nomination des deux nouveaux représentants au sein du conseil d'administration de l'ADIL, en lien avec l'engagement de l'Agglomération dans le financement du Pacte territorial mutualisé France Rénov', confié à l'ADIL.

communauté
de l'auxerrois

Elle tient à remercier le Président de l'Agglomération pour avoir permis de finaliser le budget financier du Pacte territorial France Rénov' porté par l'ADIL, à la suite du désengagement de la région, et d'assurer ainsi la continuité de cette action. C'est un engagement fort et précieux pour les habitants.
Elle veut simplement faire part de sa surprise quant à la manière dont a été conduite cette évolution de représentation. Il lui semble en effet regrettable que Daniel Crené, membre du conseil d'administration de l'ADIL désigné par l'Agglomération depuis le 3 septembre 2020, n'ait pas été informé en amont de cette décision. Décision qui à son sens aurait mérité davantage de transparence et de dialogue.
Elle rappelle que quatre EPCI n'ont pas souhaité adhérer au dispositif du pacte territorial France Rénov', ce qui est regrettable. Les premiers à en pâtir sont, malheureusement, les habitants eux-mêmes. Le Préfet l'a d'ailleurs souligné : il n'est pas envisageable d'accompagner des territoires qui n'ont pas joué le jeu.
Sa position est aujourd'hui délicate. En tant que présidente de l'ADIL, nommée par le Département, elle se retrouve dans une situation incertaine, d'autant plus que le Département a clairement indiqué son désengagement complet du financement des différentes missions de l'ADIL. Dans ce contexte, elle s'interroge sur la gouvernance à venir de l'ADIL, notamment dans le cadre du portage du nouveau pacte territorial France Rénov'.
Elle se garde donc un temps de réflexion sur la poursuite de sa présidence, afin de s'assurer que les conditions sont réunies pour agir de manière cohérente et efficace au service des habitants.

Daniel CRENE souhaite ajouter que c'est Monsieur Christophe BONNEFOND qui va prendre sa place.

Christophe BONNEFOND ajoute que ce n'était pas une volonté.

N° 2025-078
Objet : Signature du Pacte Territorial France Rénov'

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Dans le cadre de la mise en place par l'Etat d'un Service Public pour la Rénovation de l'Habitat (SPRH), l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) propose un nouveau cadre de contractualisation aux collectivités territoriales pour faciliter et simplifier l'accès des ménages aux aides France Rénov' (délibération n°2024-34 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 9 octobre 2024).

Ce cadre de contractualisation se compose de 2 volets obligatoires :

- L'Information – Conseil – Orientation (ICO) gratuite des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, des locataires et des syndicats de copropriétés sur les thématiques de la rénovation de l'habitat et quels que soient les revenus,
- La dynamique territoriale consistant à l'organisation d'actions de repérage et de mobilisation des ménages, des professionnels, d'animations locales, de partenariat, …

Ces deux volets bénéficient d'un financement de l'ANAH à hauteur de 50 %.

Le Pacte Territorial présenté en annexe définit le périmètre et les modalités opérationnelles et financières de fonctionnement de l'Espace Conseil France Renov' (ECFR) de l'Yonne, opéré sous la maitrise d'ouvrage de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL89).

communauté
de l'auxerrois

Le Conseil d'Administration de l'ADIL89 a délibéré le 4 décembre 2024 pour approuver le portage du pacte territorial mutualisé de l'Yonne à compter du 1er janvier 2025.

La répartition territoriale des interventions de l'ECFR ainsi que la participation financière des 9 EPCI signataires du Pacte et bénéficiant des services de l'ECFR sont calculées au prorata du nombre de Résidences principales du parc privé de chaque EPCI. L'agglomération en compte 30 778 pour 124 966 sur le périmètre d'intervention du Pacte, soit 24,6 %.

Les objectifs annuels fixés pour l'Auxerrois sont les suivants :

- 5 animations spécifiques et 20 animations mutualisées avec les autres EPCI pour 246 prises de contact locales.
- 505 ménages ou copropriétés informés ou conseillés.

La participation annuelle est fixée à 38 748 €.

Afin de prendre en compte son statut de territoire-Préfecture et de garantir un service suffisamment dimensionné pour assurer une qualité de service optimale, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois a proposé d'apporter une contribution complémentaire, ce qui porte la participation financière annuelle de la CAA à 89 556 €.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'engagement de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans la signature d'une convention Pacte Territorial France Rénov' pour une durée de cinq années (2025-2029),

- De participer financièrement au Pacte Territorial à hauteur de 89 556 € annuels,

- Autorise le Président ou son représentant à signer la convention de Pacte Territorial mutualisé – France Rénov'.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Arminda GUIBLAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Odile MALTOFF, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

Denis ROYCOURT indique que c'est un dossier très important sur la politique de rénovation de l'habitat pour ne pas reproduire les mêmes erreurs que ces dernières années. Cette politique publique de rénovation énergétique vise à atteindre les engagements climatiques prises par la France tels que la neutralité carbone en 2050 et la réduction des consommations d'énergie. Elle vise également des objectifs sociaux telle que l'éradication des passoires thermiques pour assurer un habitat décent et sain pour tous. Enfin, cette politique publique se veut contribuer au développement économique de tous les territoires. C'est donc un dossier prioritaire. Pourtant, « Ma Prime Rénov' » s'est révélé être un échec, incapable de tenir ses engagements nationaux et dont la CAPEB avait tiré la sonnette d'alarme dès 2023 en demandant

communauté
de l'auxerrois

à revoir d'urgence cette réforme. Selon ce syndicat, cette réforme mal conçue a exclu un grand nombre de ménages devant entreprendre des travaux faute d'aides et d'un reste à charge excessif à supporter. Elle a ainsi loupé son objectif principal qui est l'isolation de nos bâtiments et de nos maisons. Elle a privilégié l'installation de packs au dépend de l'isolation alors qu'il est largement démontré que l'isolation thermique devait être la priorité, bonne pour la lutte contre le dérèglement climatique et le porte-monnaie des habitants à condition d'être aidés. Les défaillances du diagnostic de performance énergétique opposable qui joue aujourd'hui un rôle majeur sur le marché immobilier se sont révélées nombreuses. Il tient surtout peu compte du critère de CO2 pourtant le plus représentatif pour juger de la contribution à l'atteinte des objectifs climatiques. Ces défaillances ont nui au marché immobilier et ont affaibli la confiance dans les outils de transition écologique. Selon un rapport du Sénat, « si l'on considère l'ensemble du programme « Ma Prime Rénov' » ancienne formule, l'ANA chiffre à 183 072 le nombre de rénovations globale subventionnées entre janvier et avril 2023 ce qui représente environ 60 000 rénovations globales par an. Ces chiffres sont très loin des objectifs de rénovations globales de 500 000 logements chaque année prévue par la loi de Transition Energétique pour une croissance verte en2015. Dans l'objectif que l'ensemble du parc immobilier français soit conforme aux normes, bâtiment basse consommation à l'horizon 2050. La Cour des Comptes relève ainsi que 86% des travaux entrepris grâce à Ma Prime Rénov' ne consistent qu'en une seule opération de rénovation. Les magistrats financiers précisent que dans 72% des cas il s'agit d'un changement de chauffage. Ma Prime Rénov' a échoué et n'a pas couvert l'ensemble de champs des logements nécessitant une rénovation globale. De plus, le reste à charge des ménages reste significatif surtout pour les ménages modestes. Le label reconnu garant de l'environnement c'est-à-dire RGE ne semble pas non plus avoir trouvé son équilibre. Le nombre d'artisans labellisés stagnent à 15% de son niveau potentiel soit un nombre sensiblement inférieur à l'objectif fixé par le gouvernent de 250 000 entreprises labellisées RGE. L'étude du Sénat propose de redonner aux collectivités territoriales une place centrale dans le respect du principe de subsidiarité. Par exemple, les collectivités territoriales et les conseillers de terrain doivent être impliqués dans Ma Prime Rénov'. Par ailleurs, l'étude souhaite favoriser une logique de guichet unique local agrégeant l'accompagnement et la demande des aides labellisées France Rénov', proposer un véritable d'accompagnement puisque le rétablissement de la confiance passera par un accompagnement de qualité, son absence est un frein majeur pour les particuliers dans les démarches à entreprendre. Ceux-ci doivent surtout avoir à faire à des accompagnateurs neutres sans conflit d'intérêt par rapport aux travaux qui doivent être mis en œuvre. Cette indépendance des conseillers à l'égard des entreprises réalisant des travaux est décisive. Il pense que ce sont les bonnes orientations. Le nouveau Pacte Territorial prétend donner une place centrale à l'ADIL 89 pour mettre en place un service d'information. Le travail de l'ADIL a fait la preuve de son efficacité et de sa compétence. Seulement, la mission confiée est un catalogue incroyable de choses à réaliser. Même si l'ADIL a fait ses preuves, cette mission est un fourre-tout qui va de la mobilisation des professionnels, la mobilisation du réseau bancaire, l'orientation des ménages vers l'interlocuteur adéquat. L'intervention de l'ADIL est partagée entre plusieurs villes de l'Yonne avec 8 permanences par mois pour Auxerre. Il est prévu 15 ménages pouvant bénéficier d'une mission particulière d'accompagnement. Il a coché 2 ETP. Il demande comment ils pourront réaliser toutes ces missions.

Christophe BONNEFOND indique qu'il ne permet pas de penser que ce qui a été fait avant était moins bien et que ce qui est fait demain sera mieux. C'est un sujet difficile. L'ADIL fait de son mieux et tente d'accompagner au mieux. Tantôt les collectivités y vont, tantôt elles n'y vont pas. L'Etat a fait différents plans Ma Prime Rénov'. Il rappelle que ce qui est le plus difficile c'est le reste à charge, c'est ce qui freine les ménages d'où l'importance de l'accompagnement. Il souligne le caractère difficile avec les resserrements financiers globaux de chacun sur ces compétences. Il rappelle que la Région mettait 250

communauté
de l'auxerrois

000 euros par an sur l'ADIL qui était menacé de disparaître et c'est justement ce qui n'est pas souhaité. C'est ainsi que les intercommunalités se sont ralliées afin de soutenir. Le cout de rénovation a explosé et le besoin de rénovation est impressionnant. Il peut toujours être regardé les statistiques mais il faut avancer avec cette délibération pour l'accompagnement de l'agglomération à l'ADIL.

Denis ROYCOURT ajoute que la présence uniquement de deux personnes lui paraît totalement insuffisante pour réaliser ce travail. La conclusion de la convention est inquiétante pour les utilisateurs.

Christophe BONNEFOND indique qu'il y a déjà du personnel à l'ADIL. Il précise que le but est de sauver et de renforcer l'ADIL.

Denis ROYCOURT précise que les moyens ne sont pas donnés à l'ADIL d'accomplir ses missions.

Crescent MARAULT indique que l'ADIL risquait de disparaître. C'est un service pour les habitants qui contribue à l'activité économique car souvent les travaux sont réalisés par les artisans du territoire. Toutes les intercommunalités n'ont pas adhéré au dispositif. Aussi, pour continuer à pérenniser, l'agglomération auxerroise a fourni un effort supplémentaire de 40 000 euros par rapport aux autres intercommunalités pour maintenir ce service.

Arminda GUIBLAIN souhaite compléter en indiquant que l'agglomération est venue sauver l'ADIL face à ses difficultés avec France Rénov' et du fait que la Région s'est désengagée. 4 EPCI ne participent pas à cette aide. Elle remercie le Président de l'agglomération d'avoir donné cette possibilité d'une subvention supplémentaire pour soutenir l'ADIL. Elle ajoute que c'est un complément pour pouvoir travailler et donner plus de moyens à l'ADIL pour répondre aux besoins. Le reste à charge est effectivement important d'où l'importance de l'accompagnement de l'ADIL.

Denis ROYCOURT souligne qu'il est inquiet sur la politique de rénovation et d'isolation des bâtiments.

Vincent VALLE souhaite intervenir sur les propos d'Arminda GUIBLAIN en indiquant que le Président a sauvé l'ADIL avec cette subvention supplémentaire suite à l'arrêt de la subvention par la Région. Il ajoute que c'est effectivement une forêt inextricable dans laquelle il faut vraiment être un spécialiste pour trouver les financements qui peuvent se coordonner. Il précise qu'il y a 8 conseillers qui sont disponibles pour l'auxerrois et pour les demandes des particuliers. L'ADIL continuera à rendre des services à l'auxerrois et l'auxerrois a choisi de faire confiance à l'ADIL pour répondre à toutes les demandes. Dans d'autres collectivités, ce sont des montages particuliers avec des guichets uniques qui répondent aux demandes comme à Sens ou encore à Joigny. Il est utile que l'ADIL continue de faire son travail au service des auxerrois comme elle le fait depuis de nombreuses années.

N° 2025-079
Objet : Personnel communautaire - Mise en place du dispositif TAPAJ

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

communauté
de l'auxerrois

Le Travail Alternatif Payé À la Journée est une innovation médico-sociale soutenue par l'Etat qui en accompagne sa couverture nationale. TAPAJ permet aux jeunes de 16 à 25 ans en situation de précarité, de reprendre le contrôle de leur vie et de prévenir leurs conduites addictives via un accompagnement global (médico-psycho-social) et une activité professionnelle payée à la journée ne les engageant pas immédiatement sur la durée.

TAPAJ en tant qu'alternative à un environnement défavorable (mendicité, assistanat, larcin, actes de délinquance ou de prostitutions…) est le premier marchepied vers les dispositifs de droit commun.
Il permet aux jeunes de regagner en estime de soi, de reprendre confiance dans l'adulte et de se reconnecter au monde et à ses institutions. Les missions de travail proposées à ce public constituent une alternative à la mendicité, dans un premier temps, mais également une opportunité pour intégrer un parcours de prise en charge par des structures adaptées en vue d'une ré-insertion globale.

Ce dispositif repose sur un partenariat entre le CSAPA, centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie de l'association Addictions France situé 8 rue du Colonnel Rozanoff à Auxerre et la communauté de l'auxerrois.

Le TAPAJ permet de proposer à des jeunes identifiés du travail à la journée, d'être payés en espèce le soir même par l'association Renouer.

La communauté de l'auxerrois dans le cadre de ses missions liées au contrat local de santé a souhaité s'investir dans le dispositif et accueillir des jeunes Tapajeurs et leur confier des chantiers.

A cet effet, 10 000 euros sont inscrits au budget pour l'année 2025.

Les jeunes sont rémunérés à l'heure travaillée sur la base du taux horaire en vigueur du SMIC.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le président à signer les actes à venir, en application de la présente délibération ;
- D'adopter les termes de la convention telle qu'annexée à la présente délibération ;
- De dire que les crédits nécessaires au financement sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Isabelle JOAQUINA
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Odile MALTOFF, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-080
Objet : Personnel communautaire - Actualisation du dispositif d'astreintes

communauté
de l'auxerrois

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Les astreintes ont été mises en place par la délibération n°2012-059 du 21 juin 2012, modifiée par les délibérations n°2018-032 du 5 avril 2018, n°2021-040 du 25 mars 2021 et n°2024-046 du 4 avril 2024.
Il convient d'actualiser le dispositif pour les astreintes effectuées au sein de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Le dispositif d'astreinte permet, à tout moment, de pouvoir répondre à des sollicitations de nature à justifier une intervention de l'administration de la communauté de l'auxerrois en dehors des horaires habituels de travail.

L'astreinte des agents affectés à la direction de la tranquillité et de la sécurité publique est une astreinte organisée par semaine entière.

Les missions réalisées dans le cadre de l'astreinte sont les suivantes :

- réparations et interventions urgentes (pannes, fuites…) et problèmes relationnels sur l'aire d'accueil
- répondre aux appels urgents des différents partenaires afin de réaliser une médiation et inciter les gens du voyage à se rendre sur l'aire d'accueil dédiée

En cas de danger, la médiation ne doit pas avoir lieu et l'agent de permanence doit contacter les forces de l'ordre.

Les moyens matériels nécessaires à la réalisation de l'astreinte (téléphone et véhicule de service) sont mis à disposition des agents.

Deux agents sont concernés par l'astreinte : le responsable de l'aire d'accueil des gens du voyage et le directeur de la sécurité et de la tranquillité publique. Chaque personne est d'astreinte une semaine sur deux.

Le roulement est organisé par l'encadrant, le planning est diffusé à l'agent concerné. Des modifications de roulements peuvent intervenir afin de permettre à chaque agent de bénéficier de ses congés annuels et jours d'ARTT. Le planning prévisionnel est réalisé annuellement.

L'encadrant transmet mensuellement l'état des astreintes au service RH.

Les agents qui exercent l'astreinte décisionnelle bénéficient d'une indemnité d'un montant brut fixé par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale. Les montants sont fixés par les arrêtés ministériels du 14 avril 2015 et du 3 novembre 2015. En cas d'évolution réglementaire de ces montants, la collectivité appliquera les nouveaux montant définis.

Le comité social territorial a été consulté le 27 mars 2025 et a émis un avis favorable :
- Collège des représentants du personnel : Favorable à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les modalités d'organisation de l'astreinte comme indiquées ci-dessus ;

- D'autoriser le président à signer les actes à venir en application de la présente délibération ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Odile MALTOFF, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-081
Objet : Personnel communautaire - Effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

A ce titre, l''effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :

Postes	Grade	Catégorie	Suppression TC	Suppression TNC	Création TC
Directeur -trice conservatoire	Directeur enseignement artistique 2ème catégorie	A			1
Chargé/e de projet patrimoniaux	Adjoint administratif pal 1ere cl	C			1
Technicien voirie signalisation	Technicien	B			1

communauté
de l'auxerrois

Chef/fe équipe voirie	Agent de maîtrise	C			1
Chef/fe équipe voirie	Agent de maîtrise pal	C			1
Chef/fe équipe voirie	Adjoint technique	C			1
Chef /feéquipe voirie	Adjoint technique pal 2ème cl	C			1
Chef /fe équipe voirie	Adjoint technique pal 1ère cl	C			1
Gestionnaire RH	Rédacteur	B			1
Gestionnaire RH	Rédacteur pal 2eme cl	B			1
Gestionnaire RH	Rédacteur pal 1ère cl	B			1
Chargé-e de Plan de Mobilité des entreprises	Ingénieur	A			1
Energéticien/ne	technicien pal 2eme cl	B	1		
Technicien/ne informatique	Technicien pal 1ère cl	B	1		
Responsable de service informatique	technicien pal 2eme cl	B	1		
Directeur/trice délégué/e dév éco	Attaché	A			1
Directeur/trice délégué/e dév éco	Attaché principal	A			1
Directeur/trice délégué/e dév éco	Ingénieur	A			1
Directeur/trice délégué/e dév éco	Ingénieur principal	A			1
Assistant/e RH	Adjoint administratif	C			1
Assistant/e RH	Adjoint administratif pal 2ème cl	C			1
Assistant/e gestion patrimoniale	Adjoint technique	C			1
Assistant/e gestion patrimoniale	Adjoint technique pal 2ème cl	C			1
Chargé/e de communication	Rédacteur	B			1

communauté
de l'auxerrois

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique.

Le tableau annexé détaille la liste de l'ensemble des postes de la collectivité dont les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique sont possibles car répondant à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Comme précisé dans le tableau, la rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 27 mars 2025 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : abstention à l'unanimité
- Collège des représentants de la collectivité : favorable à l'unanimité

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire et les postes tels qu'ils apparaissent dans la délibération et les tableaux annexés
- D'autoriser le Président à signer tous les actes à venir, en application de la présente délibération
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6 Michel BOUBOULEIX, Raymonde DELAGE, Odile MALTOFF, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIANT.

N° 2025-082
Objet : Décisions prises par délégation - Compte-Rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-166 du 30 juin 2022, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation et prend acte des décisions suivantes :

Décision du Président :

communauté
de l'auxerrois

N°	Date	Objet
2025-DIEPP-002	24/02/2025	Portant demande de financement pour le financement de la réhabilitation du réservoir météo d'eau potable à Saint Georges Sur Baulche - Agence de l'eau Seine Normandie à hauteur de 130 351,60 € - Etat DETR à hauteur de 130 351,60 € Sur un montant de 325 879,00 € HT
2025-DIEPP-003	27/02/2025	Portant demande de subvention pour la mise en place du dispositif Vizzia - Etat au titre de la DETR à hauteur de 87 500€ HT Sur un montant de 175 000€ HT
2025-DIEPP-004	11/03/2025	Portant demande de subvention pour le projet « Châteaux, Mystères et Salamandre » - DRAC – Dispositif C'est Mon Patrimoine à Hauteur 5614,74 € Sur un montant de 7018,42 € TTC.
2025-DIEPP-005	21/03/25	Portant demande de subvention pour la mise en place d'une signalétique touristique du patrimoine dans l'Auxerrois - Etat – FNADT à hauteur de 40 661,70 € - FEDER - Axe 5 -Tourisme durable, patrimoine et culture à hauteur de 67 769,50 € Sur un montant de 135 539,00 € HT
2025-DF-001	11/02/2025	Renouvellement pour 2025 de l'adhésion à l'Association Finance Gestion Evaluation des collectivités territoriales (AFIGESE) pour un montant de 558 euros TTC
2025-DF-002	28/02/2025	Portant création d'une régie de recettes pour les bornes de distribution de fluides de haltes nautiques pour un montant maximum autorisé de 10 000€
2025-DRJH-001	24/02/2025	Renouvellement adhésion à l'association ATMO
2025-DRJH-002	24/02/2025	Renouvellement adhésion à terres en ville, réseau des acteurs locaux des politiques agricoles et alimentaires
2025-DRJH-003	18/03/2025	Portant signature de deux contrats avec le centre de gestion de l'Yonne - Un ayant pour objet le traitement de fond relatif au développement durable et la gestion des risques pour un montant de 5187 euros TTC. - Le second ayant pour objet le traitement d'un fond issu de la SEM 89 pour un montant de 3958.5 euros TTC
2025-DRJH-004	21/03/2025	Portant Renouvellement adhésion à l'association AMORCE pour un montant

communauté
de l'auxerrois

		de 1233,21 € TTC
2025-DDEA-001	28/02/2025	Renouvellement de l'adhésion à France Hydrogène pour un montant de 2 520 € TTC
2025-DDEA-002	28/02/2025	Renouvellement de l'adhésion Initiactive89 pour un montant de 33 831,50€ TTC correspondant à 0.50 cts par habitant
2025-DDEA-003	28/02/2025	Renouvellement de l'adhésion au réseau Centre-Ville en mouvement pour un montant de 1 500€ TTC
2025-DDEA-004	28/02/2025	Renouvellement de l'adhésion à RETIS pour un montant de 2 640€ TTC

Conventions :

2025-001	19/02/25	Avenant à la convention de mise à disposition de locaux avec le club Eau Vive - modification de l'article 2 de la convention initiale suite au conseil communautaire de décembre 2024
2025-002	19/02/2025	Avenant à la convention de mise à disposition de locaux avec l'association Natation Maternité pour Auxerre et sa région - modification de l'article 2 de la convention initiale suite au conseil communautaire de décembre 2024
2025-003	19/02/25	Avenant à la convention de mise à disposition de locaux avec le Baby Club Auxerrois - modification de l'article 2 de la convention initiale suite au conseil communautaire de décembre 2024
2025-004	13/03/25	Convention annuelle d'utilisation de locaux au sein du conservatoire musique et danse avec l'Association Bassa Toscana selon planning de février à août à titre gracieux
2025-005	13/03/25	Convention annuelle d'utilisation de locaux au sein du conservatoire musique et danse avec l'Association Compagnie Oiseau Lyre selon planning de mars à juillet à titre gracieux
2025-006	27/03/25	Avenant à la Convention cadre d'objectifs et de missions avec l'Office de Tourisme de l'Auxerrois pour l'année 2021 à 2025 ajoutant la gestion de la maison des randonneurs

communauté
de l'auxerrois

2025-007	03/04/25	Convention d'utilisation de locaux au sein du conservatoire Musique et Danse avec l'Association CMF de Bourgogne ainsi que l'Auditorium dans le cadre de leur congrès annuel du 24 au 26 avril 2025 de 8h 30 à 18h à titre gracieux

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant
24CA10	28 mars 2025	Maitrise d'œuvre relative à l'extension du réservoir d'eau potable et chantemerle à Auxerre	139 200 € HT attribué) ARTELIA/ARCHITECTURE

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant
22CA18 LOT 1 Assainissement	28 mars 2025	Elargissement du périmètre de l'accord cadre lié aux travaux de création ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en prenant en compte les travaux particuliers de réhabilitation des réseaux d'eau potable	Sans incidence financière
24CA01 LOT 2	06 mars 2025	Rajouter des prestations supplémentaires en intégrant 2 branchements d'eau, de renouveler plus de conduite, travailler de nuit et de déplacer et replacer un mas solaire	40 000€ HT
24CA24 lot 1	31 janvier 202	Augmentation du montant maximum au marché fourniture précollecte	1 000 € HT

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.

Maud NAVARRE souhaite aborder la question des violences sexuelles et sexistes faites aux femmes. En fin d'année dernière et en début d'année, le jugement de l'affaire Pélicot dans le cadre des viols de Mazan a été frappant. Le territoire est concerné avec des féminicides dans certaines communes. Il y a des cas de violences dans les entourages proches ou d'administrés. Elle souhaite rappeler que la loi du 6 août 2019 renforce les obligations légales des collectivités territoriales en particulier lorsqu'elles sont employeuses en matière de prévention des luttes contre les violences sexuelles et sexistes. Ces obligations nécessitent

communauté
de l'auxerrois

la mise en place de dispositifs spécifiques de prévention, de signalements et de traitement de ces situations. Cela va de l'aide aux victimes jusqu'aux sanctions. En tant qu'élu, il faut se sentir concerné et jouer un rôle de premier plan en matière de prévention, d'aide et d'aiguillage des victimes.
Elle aimerait soumettre à l'assemblée une proposition d'organiser collectivement une formation des élus sur le sujet des violences sexuelles et sexistes afin que tous les élus puissent prendre pleinement connaissance des actes de base à accomplir lorsqu'ils sont confrontés à une victime et voir les différents dispositifs qui peuvent être déployés à l'échelle des communes en fonction de la taille et des potentialités de chacune des communes.

Christophe BONNEFOND indique qu'il y a des élus référents dans les communes notamment à la ville d'Auxerre puisque c'est une action qui est portée par l'Association des Maires Ruraux. Sur sujétion du Président, il faudrait que ce soit à destination également de tous les élus municipaux de l'ensemble de l'agglomération, à tous ceux qui ont un mandat municipal ou communautaire dans les 29 communes.

Maud NAVARRE indique que c'est une bonne idée.

L'assemblée donne son accord.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-083
OBJET : Vote des comptes financiers uniques 2024 - Election du Président de séance

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'assemblée délibérante élit son Président pour la séance au cours de laquelle le compte financier unique est soumis au vote.

Le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Il est donc demandé à l'assemblée de bien vouloir élire un conseiller communautaire pour présider la séance pour les comptes financiers uniques 2024.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner Monsieur Christophe BONNEFOND, pour présider la séance pour le vote des comptes financiers uniques 2024.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-084
OBJET : Finances - Compte financier unique budget principal - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget principal de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	BUDGET PRINCIPAL
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	45 847 089,28 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	42 334 713,89 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**3 512 375,39 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	8 510 143,72 €
Fonctionnement Résultat cumulé	**12 022 519,11 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	8 110 101,63 €
Investissement 2024 - Dépenses	8 198 944,06 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 88 842,43 €**
Investissement Report N-1 R001	368 474,08 €
Investissement Résultat cumulé	**279 631,65 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	1 694 459,34 €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 977 978,10 €
Solde RAR	**- 2 283 518,76 €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 2 003 887,11 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget principal tel que présenté ci-dessus.

COMPTE FINANCIER UNIQUE

2024

Rapport de présentation

Direction des Finances

SOMMAIRE

..... 1

Présentation agrégée de tous les budgets 4

Résultat agrégé 2024 4

Taux d'exécution des dépenses réelles de l'exercice 2024 4

Poids de chacun des budgets dans le total des dépenses réelles de l'exercice 2024 5

Poids des politiques publiques – dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement – tous budgets 6

Opérations d'ordre 7

Flux croisés entre budgets 8

Etablissement public Foncier 10

Le budget principal 11

Résultats comptables 2024 12

Les dépenses et recettes réelles 13

Les opérations d'ordre 17

Les ratios de gestion 18

Les dépenses et recettes réelles par politique publique 19

Aménagement territorial 19

Espace public 22

Vie économique 25

Mobilité infrastructure 31

Environnement 34

Pays d'Art et d'Histoire Culture et Sport 39

Solidarités 43

Habitat 46

Administration Générale 49

Les budgets annexes 56

Mobilité durable 56

Eau potable 61

Assainissement 66

SPANC 72

AuxR_Parc 74

Éco-pôle Venoy 77

H2 Mignottes 81

AERO_PARC 85

Zone des Macherins 89

Déchets collecte 93
Prestation de services 100
Analyse de la dette 104
ANNEXES 108
Annexe 1 - présentation agrégée des budgets 109
Annexe 2 - balance par chapitre des budgets BUDGET PRINCIPAL - Présentation par chapitre comptable – M57 110
Annexe 3 - Liste des emprunts par budget 128
Annexe 4 – PPI 135

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DE TOUS LES BUDGETS

Résultat agrégé 2024

Pour l'exercice 2024, l'activité de la Communauté de l'Auxerrois se répartit entre 1 budget principal et 11 budgets annexes.

Le budget annexe Aéroparc est ouvert depuis le 01/01/2024. Le budget annexe Zone d'activités des macherins est dissout au 31/12/2024, l'ensemble des parcelles de la zone ayant été cédées.

																	Affectation du résultat		
Budget	Fonctionnement 2024 - Dépenses	Fonctionnement 2024 - Recettes	Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	Fonctionnement Report N-1 R002	Fonctionnement Résultat cumulé	Investissement 2024 - Dépenses	Investissement 2024 - Recettes	Investissement Résultat de l'exercice	Investissement Report N-1 R001	Investissement Résultat cumulé	Résultat de l'exercice Fonc+Inv	Résultat avec reports Fonc+Inv	Restes à réaliser 2024 Dépenses	Restes à réaliser 2024 Recettes	Solde RAR	Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	1068	002 au BS	001 au BS
BUDGET PRINCIPAL	42 334 713,89	45 847 089,28	3 512 375,39	8 510 143,72	12 022 519,11	8 198 944,06	8 110 101,63	- 88 842,43	368 474,08	279 631,65	3 423 532,96	12 302 150,76	3 977 978,10	1 694 459,34	- 2 283 518,76	- 2 003 887,11	2 003 887,11	10 018 632,00	279 631,65
MOBILITE DURABLE	10 530 483,39	10 644 313,62	113 830,23	-	113 830,23	346 107,25	349 113,71	3 006,46	- 890 949,79	- 887 943,33	116 836,69	- 774 113,10	-	774 113,10	774 113,10	- 113 830,23	113 830,23	0,00	- 887 943,33
PARC ACTIV. APPOIGNY	81 108,24	775 908,50	694 800,26		694 800,26	200 000,00	-	- 200 000,00		- 200 000,00	494 800,26	494 800,26	-	-	-	- 200 000,00	-	694 800,26	- 200 000,00
ZONE DES MACHERINS	155 046,49	163 905,39	8 858,90	- 28 986,49	- 20 127,59	31 489,27	144 175,03	112 685,76	599 251,97	711 937,73	121 544,66	691 810,14	-	-	-	711 937,73	-	- 20 127,59	711 937,73
ECO-POLE ZAE VENOY	1 820 898,83	1 820 898,83	-		-	1 820 889,92	1 507 558,72	- 313 331,20	- 1 507 558,72	- 1 820 889,92	- 313 331,20	- 1 820 889,92	-	-	-	- 1 820 889,92	-	-	- 1 820 889,92
PARC ACTIVITE H2 DES M	306 262,93	306 262,93	-		-	306 262,93	34 070,00	- 272 192,93	- 34 070,00	- 306 262,93	- 272 192,93	- 306 262,93	-	-	-	- 306 262,93	-	-	- 306 262,93
DECHETS COLLECTE	10 905 326,10	11 872 514,55	967 188,45	2 086 259,81	3 053 448,26	416 814,81	872 729,47	455 914,66	499 742,64	955 657,30	1 423 103,11	4 009 105,56	901 686,36	171 000,00	- 730 686,36	224 970,94	-	3 053 448,26	955 657,30
EAU POTABLE	1 472 486,04	4 124 413,20	2 651 927,16	4 299 551,49	6 951 478,65	5 349 384,36	3 404 854,46	- 1 944 529,90	872 483,51	- 1 072 046,39	707 397,26	5 879 432,26	3 280 865,96	1 751 980,54	- 1 528 885,42	- 2 600 931,81	2 600 931,81	4 350 546,84	- 1 072 046,39
ASSAINISSEMENT	4 374 984,25	3 361 875,10	- 1 013 109,15	4 686 353,64	3 673 244,49	6 201 357,68	5 613 491,13	- 587 866,55	204 175,75	- 383 690,80	- 1 600 975,70	3 289 553,69	3 398 333,95	2 476 793,92	- 921 540,03	- 1 305 230,83	1 305 230,83	2 368 013,66	- 383 690,80
SPANC	4 769,35	14 763,00	9 993,65	18 060,38	28 054,03						9 993,65	28 054,03	-	-	-	-	-	28 054,03	
PRESTATIONS DE SERVIC	52 504,33	52 504,32	- 0,01	665,89	665,88						- 0,01	665,88	-	-	-	-	-	665,88	
AERO PARC	11 905,00	11 905,00	-		-	11 905,00	-	- 11 905,00		- 11 905,00	- 11 905,00	- 11 905,00	-	-	-	- 11 905,00	-	-	- 11 905,00
Somme :	**72 050 488,84**	**78 996 353,72**	**6 945 864,88**	**19 572 048,44**	**26 517 913,32**	**22 883 155,28**	**20 036 094,15**	**- 2 847 061,13**	**111 549,44**	**- 2 735 511,69**	**4 098 803,75**	**23 782 401,63**	**11 558 864,37**	**6 868 346,90**	**- 4 690 517,47**	**- 7 426 029,16**	**6 223 879,98**	**20 294 033,34**	**- 2 735 511,69**

Document figurant en annexe 1 Annexe 1 - présentation agrégée des budgets

Le résultat agrégé de l'ensemble des budgets de l'exercice 2024 est de + 6 945 864.88 euros en fonctionnement, la section d'investissement présente un déficit de – 2 847 061.13 euros. Le résultat de l'exercice 2024 cumulé pour les 2 sections est donc excédentaire de 4 098 803.75 euros.

En intégrant les reports de l'exercice 2023, la section de fonctionnement présente un résultat cumulé agrégé excédentaire de 26 517 913.32 euros et la section d'investissement un déficit de 2 735 511.69 euros.

L'investissement présente un besoin de financement de 7 426 029.16 euros après intégration des restes à réaliser.

Ce besoin de financement concerne essentiellement le budget principal pour 2 M€, le budget annexe Eau potable pour 2,6 M€ et le budget annexe Assainissement pour 1,3 M€, le budget annexe Eco pôle ZAE Venoy pour 1,8 M€.

Taux d'exécution des dépenses réelles de l'exercice 2024

ENSEMBLE DES BUDGETS DE LA CA	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	TAUX D'EXECUTION	EVOLUTION CA 2023/CA 2024
FONCTIONNEMENT - DEPENSES RELLES	62 540 252,75 €	69 609 179,45 €	76 002 275,60 €	63 327 582,21 €	83%	**1,26%**
INVESTISSEMENT - DEPENSES RELLES	18 317 807,08 €	36 260 218,00 €	52 468 812,80 €	22 111 780,59 €	42%	**20,71%**
TOTAL DES DEPENSES RELLES	**80 858 059,83 €**	**105 869 397,45 €**	**128 471 088,40 €**	**85 439 362,80 €**	**67%**	**5,67%**

Le total des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement de l'ensemble des budgets s'élève à 85 439 362.80 euros en progression de près de 22% essentiellement en raison des opérations d'investissement engagées par la collectivité. Le taux d'exécution 2024 se fixe à 67% en dépenses réelles pour le total des 2 sections, au niveau de celui de 2023 qui était de 68%.

Poids de chacun des budgets dans le total des dépenses réelles de l'exercice 2024

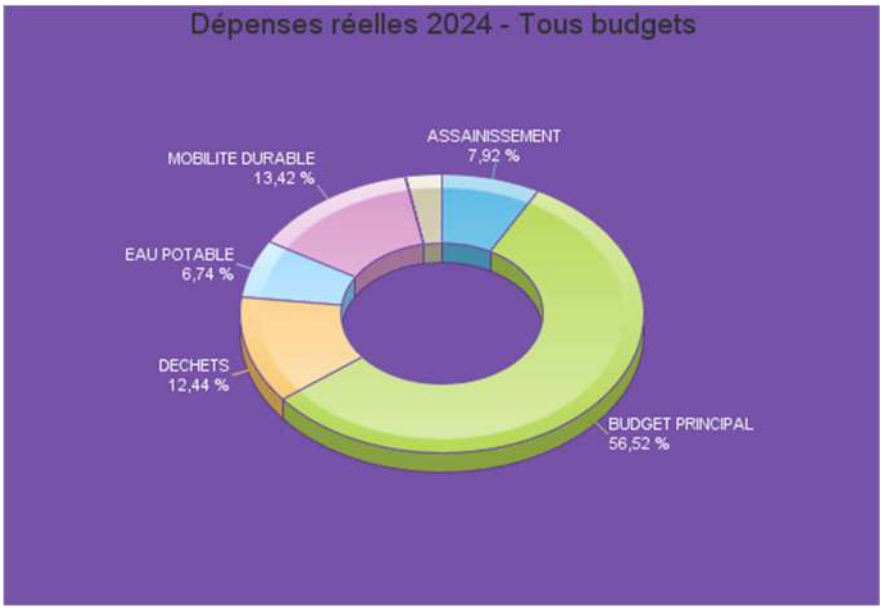
Montant des dépenses réelles par budget

Dépenses réelles	Budget total	Budget 2024 Fonctionnement	Budget 2024 Investissement	Total réalisé	CA 2024 Fonctionnement	CA 2024 Investissement	Taux d'éxécution
BUDGET PRINCIPAL	60 974 285,25	44 575 589,56	16 398 695,69	48 282 461,96	40 282 923,71	7 999 538,25	79,18%
MOBILITE DURABLE	11 838 648,79	10 372 699,00	1 465 949,79	11 463 741,41	10 298 206,37	1 165 535,04	96,83%
PARC ACTIV. APPOIGNY	7 349 438,00	190 120,00	7 159 318,00	281 108,24	81 108,24	200 000,00	3,82%
ZONE DES MACHERINS	894 078,46	50 586,49	843 491,97	71 347,22	39 857,95	31 489,27	7,98%
ECO-POLE ZAE VENOY	3 261 352,72	1 753 794,00	1 507 558,72	1 820 898,83	313 340,11	1 507 558,72	55,83%
PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES	1 938 570,00	1 904 500,00	34 070,00	306 262,93	272 192,93	34 070,00	15,80%
DECHETS COLLECTE	14 544 962,73	11 443 811,63	3 101 151,10	10 623 422,27	10 271 143,12	352 279,15	73,04%
EAU POTABLE	12 530 907,81	2 405 843,77	10 125 064,04	5 753 905,33	531 423,85	5 222 481,48	45,92%
ASSAINISSEMENT	14 064 167,26	2 230 653,77	11 833 513,49	6 767 035,93	1 168 207,25	5 598 828,68	48,12%
SPANC	53 060,38	53 060,38		4 769,35	4 769,35		8,99%
PRESTATIONS DE SERVICE	75 981,00	75 981,00		52 504,33	52 504,33		69,10%
AERO PARC	945 636,00	945 636,00	-	11 905,00	11 905,00	-	1,26%
Total :	**128 471 088,40**	**76 002 275,60**	**52 468 812,80**	**85 439 362,80**	**63 327 582,21**	**22 111 780,59**	**66,50%**

Les taux d'exécution 2024 de chacun des budgets sont très variables. On note une exécution entre 70% et 80% pour le budget principal et le budget déchets collecte.

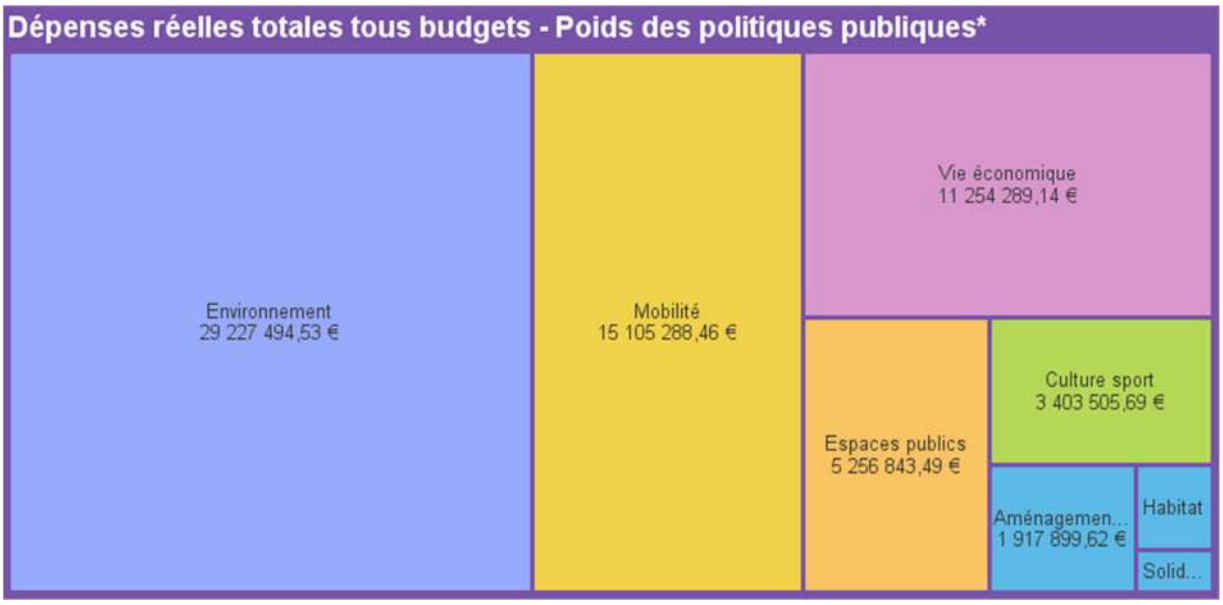
Le budget mobilité est exécuté à hauteur de près de 100% puisqu'il retrace les flux financiers de la DSP transport et est financé par une subvention d'équilibre du budget principal.

Pour ce qui concerne les budgets eau et assainissement ainsi que pour les zones d'activités en cours d'aménagement, le taux d'exécution est notamment lié aux délais de réalisation des opérations de travaux qui peuvent être décalées dans le temps.



Pour 2024, la part du budget principal reste toujours prépondérante puisqu'il représente 57% des dépenses réelles. Le budget annexe déchets collecte représente 12,44 % des dépenses. Les budgets mobilité durable, assainissement et eau potable drainent le reste de l'activité. Les zones d'activités ne représentent que 3% des dépenses réelles en 2024.

Poids des politiques publiques – dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement – tous budgets



La répartition de l'ensemble des dépenses réelles (fonctionnement + investissement) de tous les budgets par politique publique fait apparaitre le poids prépondérant de l'environnement pour près de 30 M€, puis la mobilité pour 15 M€, la vie économique pour 11,3 M€.

Pour ce qui concerne les espaces publics, il convient de rappeler qu'il s'agit des dépenses d'éclairage public, espaces verts, propreté, voiries composées essentiellement de charges de personnels mutualisées. Ces dépenses sont intégrées dans le calcul de l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre.

Dans le présent rapport, chaque politique publique fait l'objet d'une présentation qui comprend :
- le compte administratif 2023 en fonctionnement et investissement en dépenses et recettes réelles
- le budget primitif 2024 (BP 2024) et le budget total 2024 (BP+ BS+DM) en fonctionnement et investissement en dépenses et recettes réelles
- le compte administratif 2024 en fonctionnement et investissement en dépenses et recettes réelles
- l'écart en % entre le compte administratif 2023 et le compte administratif 2024.

Opérations d'ordre

- **Les Opérations d'ordre**

Lors de l'exécution budgétaire, la collectivité effectue des opérations réelles ou des opérations d'ordre. Les opérations d'ordre non budgétaires n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité ou de l'établissement ; il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements.
Les opérations d'ordre sont de deux types :

- les opérations de transfert entre sections : le compte 042, en dépenses de fonctionnement, est un chapitre globalisé permettant de retracer les provisions pour risques et charges ainsi que les amortissements. Ce compte s'équilibre avec le compte 040 en recettes d'investissement et inversement.

- Les opérations au sein d'une même section : Le compte 041, en section d'investissement, permet un transfert entre les dépenses et les recettes de cette section, et retrace principalement les opérations patrimoniales.

En outre, les virements de la section de fonctionnement à la section d'investissement (023/021) destinés à compléter les recettes nécessaires aux opérations d'investissement adoptées au titre de l'exercice doivent également être équilibrés.

Les opérations d'ordre sont présentées pour chaque budget.

Flux croisés entre budgets

Certaines dépenses et recettes sont afférentes à plusieurs budgets mais elles ne peuvent être imputées comptablement que sur le budget ayant la quote-part la plus importante. Par conséquent, des flux financiers interviennent entre ces différents budgets, de manière à réaffecter la dépense et la recette pour la part correspondant à chacun d'eux.

Les tableaux ci-dessous présentent les flux de remboursement entre budgets.

		Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024
Budget principal				
Recettes		**696 684,65 €**	**737 900,00 €**	**603 769,30 €**
	BA ASSAINISSEMENT	**199 191,05 €**	**203 800,00 €**	**130 167,75 €**
708721	Refacturation des frais annexes	2 452,80 €	2 500,00 €	2 668,32 €
70841	Refacturation des agents (dont services ressources)	175 588,24 €	179 100,00 €	108 580,16 €
708721	Charges de gestion diverses	1 439,31 €	1 500,00 €	1 369,63 €
708721	Charges bâtimentaires	19 710,70 €	20 700,00 €	17 549,64 €
	BA DECHETS COLLECTE	**296 452,89 €**	**328 300,00 €**	**282 210,65 €**
708721	Refacturation des frais annexes	43 661,07 €	45 300,00 €	45 144,44 €
70841	Refacturation des agents (dont services ressources)	158 157,17 €	178 600,00 €	175 226,44 €
708721	Charges de gestion diverses	94 484,64 €	104 200,00 €	61 354,50 €
708721	Charges bâtimentaires	150,01 €	200,00 €	485,27 €
	BA EAU POTABLE	**91 648,17 €**	**94 100,00 €**	**66 425,44 €**
708721	Refacturation des frais annexes	2 890,80 €	2 900,00 €	2 672,64 €
70841	Refacturation des agents (dont services ressources)	67 600,90 €	69 000,00 €	44 833,35 €
708721	Charges de gestion diverses	1 445,77 €	1 500,00 €	1 369,81 €
708721	Charges bâtimentaires	19 710,70 €	20 700,00 €	17 549,64 €
	BA MOBILITE DURABLE	**109 392,54 €**	**111 700,00 €**	**124 965,46 €**
708721	Refacturation des frais annexes	1 004,48 €	1 000,00 €	929,92 €
70841	Refacturation des agents (dont services ressources)	104 443,04 €	106 500,00 €	121 254,66 €
708721	Charges de gestion diverses	1 417,98 €	1 500,00 €	458,30 €
708721	Charges bâtimentaires	2 527,04 €	2 700,00 €	2 322,58 €
Budget DECHET COLLECTE				
Dépenses		**296 452,89 €**	**328 300,00 €**	**282 210,65 €**
	BUDGET PRINCIPAL	**296 452,89 €**	**328 300,00 €**	**282 210,65 €**
62878	Refacturation des frais annexes	43 661,07 €	45 300,00 €	45 144,44 €
6215	Refacturation des agents (dont services ressources)	158 157,17 €	178 600,00 €	175 226,44 €
62878	Charges de gestion diverses	94 484,64 €	104 200,00 €	61 354,50 €
62878	Charges bâtimentaires	150,01 €	200,00 €	485,27 €
Budget MOBILITE DURABLE				
Dépenses		**109 392,54 €**	**111 700,00 €**	**124 965,46 €**
	BUDGET PRINCIPAL	**109 392,54 €**	**111 700,00 €**	**124 965,46 €**
62878	Refacturation des frais annexes	1 004,48 €	1 000,00 €	929,92 €
6215	Refacturation des agents (dont services ressources)	104 443,04 €	106 500,00 €	121 254,66 €
62878	Charges de gestion diverses	1 417,98 €	1 500,00 €	458,30 €
62878	Charges bâtimentaires	2 527,04 €	2 700,00 €	2 322,58 €
Budget EAU POTABLE				
Dépenses		**91 648,17 €**	**94 100,00 €**	**66 425,44 €**
	BUDGET PRINCIPAL	**91 648,17 €**	**94 100,00 €**	**66 425,44 €**
62878	Refacturation des frais annexes	2 890,80 €	2 900,00 €	2 672,64 €
6215	Refacturation des agents (dont services ressources)	67 600,90 €	69 000,00 €	44 833,35 €
62878	Charges de gestion diverses	1 445,77 €	1 500,00 €	1 369,81 €
62878	Charges bâtimentaires	19 710,70 €	20 700,00 €	17 549,64 €
Recettes		**41 427,18 €**	**42 300,00 €**	**53 666,56 €**
	BA ASSAINISSEMENT	**41 427,18 €**	**42 300,00 €**	**53 666,56 €**
7084	Refacturation des agents (dont services ressources)	41 427,18 €	42 300,00 €	53 666,56 €
Budget ASSAINISSEMENT				
Dépenses		**199 191,05 €**	**203 800,00 €**	**130 167,75 €**
	BUDGET PRINCIPAL	**199 191,05 €**	**203 800,00 €**	**130 167,75 €**
62878	Refacturation des frais annexes	2 452,80 €	2 500,00 €	2 668,32 €
6215	Refacturation des agents (dont services ressources)	175 588,24 €	179 100,00 €	108 580,16 €
62878	Charges de gestion diverses	1 439,31 €	1 500,00 €	1 369,63 €
62878	Charges bâtimentaires	19 710,70 €	20 700,00 €	17 549,64 €
	BA EAU POTABLE	**41 427,18 €**	**42 300,00 €**	**53 666,56 €**
6215	Refacturation des agents (dont services ressources)	41 427,18 €	42 300,00 €	53 666,56 €

Les tableaux ci-dessous présentent les flux de remboursement entre le budget principal et les communes membres, syndicats et autres collectivités.

			Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024
Budget principal					
Recettes		**Tiers de refacturation**			
	ECONOMIE		**20 470,51 €**	**24 159,63 €**	**25 537,44 €**
70846	Remboursement des services mis à disposition	Syndicat mixte aéroport	18 811,86 €	22 687,60 €	22 159,25 €
70876	Remboursement des charges administratives et de gestion	Syndicat mixte aéroport	1 658,65 €	1 472,03 €	3 378,19 €
	MILIEU NATUREL		**49 708,31 €**	**52 886,40 €**	**54 423,99 €**
70846	Remboursement des services mis à disposition	Syndicat Yonne médian	45 966,27 €	47 423,94 €	49 387,32 €
70876	Remboursement des charges administratives et de gestion	Syndicat Yonne médian	3 742,04 €	5 462,46 €	5 036,67 €
	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		**96 390,99 €**	**61 764,27 €**	**56 985,36 €**
70846	Remboursement des services mis à disposition	Synidcat du PETR	89 997,67 €	57 910,08 €	50 884,00 €
70876	Remboursement des charges administratives et de gestion	Synidcat du PETR	6 393,32 €	3 854,19 €	6 101,36 €
	AUTORISATION DU DROIT DES SOLS		**240 327,07 €**	**242 612,62 €**	**227 822,35 €**
70845	Refacturation charges de personnel du service commun ADS	Communes membres CA	148 711,18 €	158 485,04 €	125 943,41 €
70875	Remboursement des charges administratives et de gestion du service commun ADS	Communes membres CA	60 360,01 €	56 069,35 €	74 803,83 €
70848	Refacturation charges de personnel - Prestation de service ADS	Communes membres CA	16 230,27 €	17 307,76 €	13 733,51 €
70878	Remboursement des charges administratives et de gestion - Prestation de service ADS	Communes membres CA	15 025,61 €	10 750,47 €	13 341,60 €
	PROTECTION DES DONNEES		**36 080,03 €**	**27 879,41 €**	**33 543,78 €**
70845	Refacturation charges de personnel du service commun ADS	Communes membres CA	21 327,83 €	22 512,98 €	22 950,29 €
70875	Remboursement des charges administratives et de gestion du service commun ADS	Communes membres CA	11 368,22 €	3 700,06 €	8 330,31 €
70848	Refacturation charges de personnel - Prestation de service ADS	Syndicats mixtes Fourrière, PETR, Aéroport et Yonne médian CCAS	2 207,40 €	1 431,08 €	1 660,24 €
70878	Remboursement des charges administratives et de gestion - Prestation de service ADS	Syndicats mixtes Fourrière, PETR, Aéroport et Yonne médian CCAS	1 176,58 €	235,29 €	602,94 €
	SANTE		**937,06 €**	**7 288,41 €**	**4 326,84 €**
70848	Remboursement des charges de personnel - contrat local de santé	CA de l'Aillantais et CC Chablis	887,40 €	6 574,76 €	3 128,12 €
70878	Remboursement des charges administratives et de gestion - contrat local de santé	CA de l'Aillantais et CC Chablis	49,66 €	713,65 €	1 198,72 €
	SERVICE COMMUN DSI		**- €**	**90 768,38 €**	**86 228,67 €**
70841	Remboursement des charges de personnel	CCAS	- €	49 513,00 €	47 988,88 €
70873	Remboursement des charges administratives et de gestion	CCAS	- €	41 255,38 €	38 239,79 €

Etablissement public Foncier

L'Établissement Public Foncier Doubs BFC, institué par arrêté préfectoral du 18 janvier 2007, a été créé notamment pour assurer une mission de portage foncier, afin d'accompagner les projets des collectivités territoriales.

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles L. 324-1 à L 324-10 du code de l'urbanisme et, précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, doit être conclue entre la collectivité et l'EPF.

Dans le cadre d'un projet, la collectivité peut donc solliciter, un portage par l'Établissement Public Foncier Doubs BFC, qui sera ainsi chargé de procéder aux négociations, d'acquérir, de gérer transitoirement et de rétrocéder les biens correspondants à la collectivité ou à tout opérateur désigné par elle.

Liste des opérations pour lequel l'EPF assure le portage foncier

VILLE	PORTAGE	Opération	N° Opération EPF	Date signature Achat	Préemption	Adresse	Réf cadastre	n° de lots	prix acquisition	Prorata TF	Frais notariés	Montant total
AUXERRE	CA	ORBANDELLE	592	08/11/2021	NON	9 rue d'Orbandelle	BH 253		330 000 €	1 312,51 €	4 576,37 €	**335 889 €**
AUXERRE	CA	ORBANDELLE	592	23/11/2021	NON	46 rue de Paris	BH 247		220 000 €	263,29 €	3 696,44 €	**223 960 €**
AUXERRE	CA	JOUBERT	812	11/01/2022	NON	19 rue du Pont et 68 rue Joubert	BI 200		335 000 €	4 312,98 €	4 673,44 €	**343 986 €**
AUXERRE	CA	Etienne Dolet	824	31/03/2022	NON	16 rue Etienne Dolet	AZ 147	Lot 10 Lot 11 Lot 13 Lot 14 Lot 15 Lot 18 Lot 19	125 000 €	1 138,03 €	2 677,09 €	**128 815 €**
AUXERRE	CA	Etienne Dolet	824	31/03/2022	NON	16 rue Etienne Dolet	AZ 147	Lot 12 Lot 16 Lot 17	75 000 €	547,46 €	2 053,38 €	**77 601 €**
AUXERRE	CA	ORBANDELLE	592	18/10/2022	NON	64 route de Paris	BH 258	Lot 4 Lot 6 Lot 7 Lot 9	135 000 €	166,44 €	2 858,61 €	**138 025 €**
AUXERRE	CA	Etienne Dolet	824	15/02/2023	NON	22 rue Etienne Dolet et 1 allée Saint-Amarin	AZ 191 AZ 194 AZ 252 AZ 259		3 000 000 €	51 629,11 €	30 182,22 €	**3 081 811 €**
												4 330 087 €

LE BUDGET PRINCIPAL

BUDGET PRINCIPAL

communauté
de l'auxerrois

Résultats comptables 2024

Compte administratif 2024	BUDGET PRINCIPAL
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	45 847 089,28 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	42 334 713,89 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**3 512 375,39 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	8 510 143,72 €
Fonctionnement Résultat cumulé	**12 022 519,11 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	8 110 101,63 €
Investissement 2024 - Dépenses	8 198 944,06 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 88 842,43 €**
Investissement Report N-1 R001	368 474,08 €
Investissement Résultat cumulé	**279 631,65 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	1 694 459,34 €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 977 978,10 €
Solde RAR	**- 2 283 518,76 €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 2 003 887,11 €

Le budget principal présente un résultat de l'exercice excédentaire en fonctionnement de 3 512 375,39 euros et déficitaire en investissement de – 88 842,43 euros.

Après intégration des reports de l'exercice 2023, le budget principal est globalement excédentaire de 12 302 150,76 euros dont 12 022 519,11 euros d'excédents en fonctionnement et 279 631,65 euros en investissement.

Après pris en compte des restes à réaliser, la section d'investissement est déficitaire de – 2 003 887,11 euros.

Les dépenses et recettes réelles

Section de fonctionnement

- ✓ **les dépenses réelles de fonctionnement :**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 289 438,29 €	5 267 859,20 €	6 571 551,52 €	4 662 477,40 €	8,70%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 448 395,56 €	16 828 400,00 €	16 898 400,00 €	15 972 752,50 €	3,39%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	13 862 227,03 €	14 423 725,00 €	15 250 674,00 €	14 949 098,07 €	7,84%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 639 482,12 €	5 251 219,25 €	5 746 253,42 €	4 656 655,75 €	0,37%
	66	CHARGES FINANCIERES	24 989,68 €	26 500,00 €	36 500,00 €	23 815,57 €	-4,70%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 159,44 €	5 000,00 €	72 210,62 €	18 124,42 €	-30,72%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	3 198,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**38 293 890,12 €**	**41 802 703,45 €**	**44 575 589,56 €**	**40 282 923,71 €**	**5,19%**

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal s'élèvent à 40 282 923,71 €. Elles sont en progression de 5,19 %, mais cet accroissement s'explique notamment par l'augmentation du montant de l'attribution de compensation versée à la commune d'Auxerre (chapitre 014). Hors chapitre 014, l'augmentation est de 2% soit au niveau du taux d'inflation 2024 qui s'établit à 1,8%.

- Les charges à caractère général au chapitre 011 se fixent à un montant de 4,66 M€, le détail des variations est présenté par politique publique dans le rapport.

- Les charges de personnel et assimilés au chapitre 012 progressent de 3.39% pour un montant de près de 16 M€.

Les dépenses de personnel comprennent la rémunération des agents, les cotisations sociales, les dépenses d'assurance statutaire, les frais de médecine du travail ainsi que l'adhésion au CNAS. Les dépenses de refacturation de personnel mis à disposition de la CA sont également incluses au chapitre 012. Le montant prévu budget principal était de 28 400 euros exécutés à hauteur de 25 342 € en 2024.

Hors refacturation mentionnée supra, au budget primitif, le montant du chapitre 012 s'élève à 16 800 000 € . Après vote du budget supplémentaire, le budget total du personnel pour la communauté de l'auxerrois s'est fixé à 16 870 000 €.

Le montant de dépenses exécutées s'élève à 15 947 409 € pour l'année 2024. Il était de 15 423 634 € pour l'année 2023, soit une hausse de 3.39 %. (+ 523 773 €).

Le budget du personnel a été impacté par les éléments suivants :
- Impact de la revalorisation du point d'indice de 1.5 % de juillet 2023 sur une année complète : 186 900 €
- Impact de la revalorisation des échelles bas de grille de juillet 2023 sur une année complète : 94 960€
- Impact hausse de 5 points pour tous les agents : 124 490€ pour les titulaires et 22 218 € pour les contractuels
- Avancements d'échelon : 54 600 € au titre de l'année 2024
- Avancements de grade 13 150 €
- Montant revalorisation CIA : 20 000 €
- GVT (Glissement-Vieillesse-Technicité) indiciaire budgétaire = 2.46 %

En 2024, tous statuts confondus (titulaires, contractuels, saisonniers), il y a eu 140 entrées de personnel et 127 sorties. Le nombre d'ETP moyen en 2024 est de 341 contre 340 en 2023.

- Les atténuation de produit au chapitre 014 augmentent de 7,84% pour se porter à 14 949 098 € notamment compte tenu de :
  - l'augmentation des attributions de compensation versées aux communes + 15 % soit 1 233 535 € (ajustement annuel de l'AC versée à la ville d'Auxerre au titre des services communs),
  - le reversement d'une part fraction de TVA perçue suite à actualisation : 142 190 €

- Le chapitre 65 - autres charges de gestion courante reste à un montant de 4,6M€, en progression de 0.37%.

- Au chapitre 66, les charges financières sont en légère baisse à hauteur de 23 815 euros (charges d'intérêt des emprunts).

- Le chapitre 67 – charges exceptionnelles est en diminution. Les écritures ne portent que sur des annulations de titres sur exercice antérieur pour un montant de 18 142 €

✓ **les recettes réelles de fonctionnement :**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	8 262 594,86 €	0,00 €	8 510 143,72 €	8 510 143,72 €	3,00%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	30 145,01 €	2 500,00 €	23 000,00 €	25 782,20 €	-14,47%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DI	1 753 050,87 €	1 782 590,00 €	1 939 571,00 €	1 773 939,13 €	1,19%
	73	IMPOTS ET TAXES	16 225 898,00 €	16 779 061,00 €	16 201 895,00 €	16 201 806,00 €	-0,15%
	731	IMPOSITION DIRECTE	13 412 117,37 €	15 794 003,62 €	15 790 411,20 €	16 444 506,20 €	22,61%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 979 771,02 €	10 568 034,00 €	10 821 963,00 €	10 763 780,14 €	-1,97%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	144 107,44 €	33 100,00 €	63 100,00 €	74 854,67 €	-48,06%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	633,92 €	0,00 €	6 000,00 €	362 681,13 €	57 112,44%
	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00 €	0,00 €	334,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**50 808 318,49 €**	**44 959 288,62 €**	**53 356 083,92 €**	**54 157 827,19 €**	**6,59%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont en progression de 6,59% entre 2023 et 2024. Cette progression des ressources de 3,34 M€ procède de :

- l'augmentation du résultat reporté (chapitre 002 en progression de 247 K€)

- l'accroissement du montant des impôts et taxes collectées (chapitres 73 et 731) qui progressent de 3 M€ (revalorisation des bases et augmentation des taux)

- d'un tassement des dotations et participations de -1.97% du fait des baisse des dotations

- la diminution de 70 000 € du chapitre 75 entre 2023 et 2024 s'explique par une régularisation comptable sur l'exercice 2023.

- Le montant des produits exceptionnels se porte à 362 681 € en 2024 suite à l'encaissement du produit de la vente de l'immeuble rue de Paris à Auxerre pour un montant de 351 000 €.

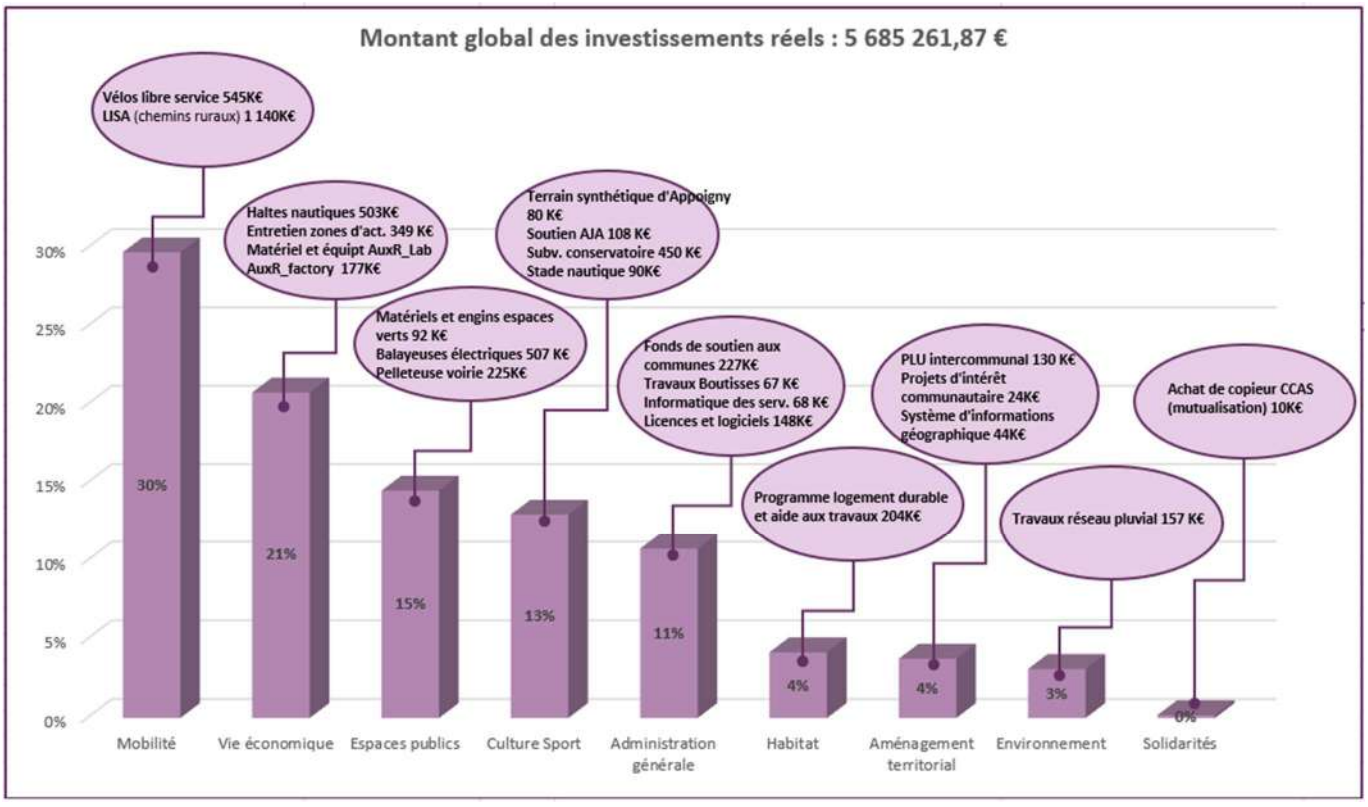
Section d'investissement

- ✓ **les dépenses réelles d'investissement:**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 424,20 €	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	291 673,00 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	228 742,68 €	2 305 000,00 €	2 309 000,00 €	2 300 173,68 €	905,57%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	581 241,94 €	1 090 405,00 €	1 290 137,84 €	406 325,96 €	-30,09%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 045 423,18 €	885 000,00 €	3 357 203,30 €	1 196 587,48 €	14,46%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 832 981,94 €	3 295 077,00 €	4 940 813,20 €	2 116 892,73 €	-25,28%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 432 280,03 €	1 095 880,00 €	2 788 287,33 €	1 965 455,70 €	37,23%
	26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES P	0,00 €	0,00 €	1 300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	536,00 €	1 250 000,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	94 692,57 €	50 000,00 €	50 000,00 €	2 064,00 €	-97,82%
	45411	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	99 777,41 €	0,00 €	69 581,02 €	12 038,70 €	-87,93%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 317 099,95 €**	**9 973 362,00 €**	**16 398 695,69 €**	**7 999 538,25 €**	**26,63%**

Les dépenses réelles d'investissement ont progressé de près de 27% pour s'établir à 8 M€ en raison de la poursuite des différents projets communautaires.

Le graphique ci-dessous présente la **répartition des investissements réels par grande politiques publique**, illustré par des exemples d'opération réalisées. L'ensemble des dépenses réelles d'investissement de chaque politique publique est détaillé dans le rapport.



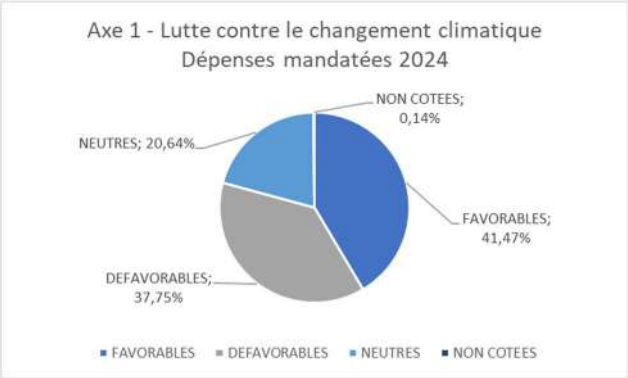
5,68 M€ ont été exécutés en dépenses d'investissement en 2024 , en ajoutant le montant des restes à réaliser de 3,98 M€, le montant cumulé des investissements exécutés et des investissements engagés non mandatés au 31 décembre de l'exercice 2024 est de 9.66 M€.

Budget vert : impact des dépenses d'investissement pour la transition écologique

Le budget vert des collectivités locales est un outil de gestion financière intégrant des critères environnementaux pour une gestion durable des ressources publiques. Introduit par l'article 191 de la loi de finances pour 2024, il s'applique aux collectivités de plus de 3 500 habitants et consiste à annexer un état des engagements financiers pour la transition écologique.
Cet état, intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », présente les dépenses d'investissement contribuant positivement ou négativement aux objectifs de transition écologique. La mise en œuvre est progressive, avec certaines catégories de dépenses concernées en 2024 en nomenclature M57 et toutes les dépenses d'investissement à partir de 2025, sauf les remboursements d'emprunts.

Les budgets verts sont structurés autour de plusieurs axes principaux :

1. **Atténuation du changement climatique** : Cet axe se concentre sur les dépenses visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à atténuer les effets du changement climatique. Le compte financier unique 2024 traite uniquement de l'axe 1
2. **Adaptation au changement climatique**
3. **Protection et restauration de la biodiversité**
4. **Gestion durable des ressources naturelles**
5. **Réduction de la pollution**
6. **Transition vers une économie circulaire**



En 2024, sur 3,71 M€ de dépenses à répartir suivant leur impact pour la lutte contre le changement climatique, 1,53 M€ de dépenses ont été favorables et ont ainsi permis de contribuer à lutter contre le changement climatique.
Il s'agit notamment des dépenses réalisées pour la réalisation des stations de recharge et achat des vélos électriques, la rénovation de l'éclairage publique en LED dans les ZAE, l'aménagement des haltes nautiques avec des bornes de recharges électrique, la réfection de la toiture du bassin ludique du stade nautique et l'acquisition de 3 balayeuses électriques.

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	39 540,00	19 860,00	0,00	19 680,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	92 288,20	0,00	0,00	92 288,20	0,00
A125	Constructions	99 478,85	23 633,22	0,00	75 845,63	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	369 515,22	170 403,20	197 818,54	1 293,48	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 163 502,22	875 002,58	285 155,00	1 514,64	1 830,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 948 309,92	450 855,50	918 374,72	575 594,70	3 485,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	3 712 634,41	1 539 754,50	1 401 348,26	766 216,65	5 315,00

- ✓ **les recettes réelles d'investissement:**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 124 024,86 €	0,00 €	368 474,08 €	368 474,08 €	-82,65%
	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00 €	481 000,00 €	651 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 466 699,54 €	500 000,00 €	3 265 188,29 €	3 050 995,43 €	108,02%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	1 823 526,29 €	1 061 941,00 €	3 001 538,96 €	2 992 206,28 €	64,09%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 329,00 €	5 000,00 €	9 000,00 €	2 188,00 €	-34,27%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	20 596,42 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00 €	0,00 €	12 921,74 €	
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 237,56 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 545 835,83 €	0,00 €	0,00 €	
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	45412	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	0,00 €	173 000,00 €	173 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	2 064,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**5 446 477,67 €**	**6 816 776,83 €**	**7 518 201,33 €**	**6 426 785,53 €**	**18,00%**

Les recettes réelles d'investissement se fixent à 6,43 M€ en progression de 18 %.

- Le résultat d'investissement reporté est de 368 747 euros au chapitre 001 contre 2 124 024 € en 2023,
- Au chapitre 10, l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2023 est de 2,76 M€ au compte 1068 et 285 K€ de FCTVA
- Les subventions d'investissement reçues (chapitre 13) sont en progression de 64% pour un montant de près de 3M€. Si l'on ne tient pas compte de l'attribution de compensation encaissée pour un montant de 1,13 M€, le montant des subventions a doublé passant de 914 K€ à 1,86 M€.

Le taux de subventions perçues (hors ACI) par rapport aux dépenses d'investissement des chapitres 20,21 et 23 s'élève à 41.52%.

A noter qu'il n'y a pas eu de recours à l'emprunt pour financer les investissement en 2024.

Les opérations d'ordre

Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 884 585,17 €	7 228 494,36 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 389 793,36 €	1 452 000,00 €	1 752 000,00 €	2 051 790,18 €	47,63%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 389 793,36 €**	**3 336 585,17 €**	**8 980 494,36 €**	**2 051 790,18 €**	**47,63%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	150 697,00 €	180 000,00 €	200 000,00 €	199 405,81 €	32,32%
RECETTE		**TOTAL**	**150 697,00 €**	**180 000,00 €**	**200 000,00 €**	**199 405,81 €**	**32,32%**

Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	150 697,00 €	180 000,00 €	200 000,00 €	199 405,81 €	32,32%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**150 697,00 €**	**180 000,00 €**	**200 000,00 €**	**199 405,81 €**	**32,32%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 884 585,17 €	7 228 494,36 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 389 793,36 €	1 452 000,00 €	1 752 000,00 €	2 051 790,18 €	47,63%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**1 389 793,36 €**	**3 336 585,17 €**	**9 080 494,36 €**	**2 051 790,18 €**	**47,63%**

Les opérations d'ordre portent sur l'amortissement des immobilisations à hauteur de 1 613 874 € auxquelles s'ajoute l'étalement des charges COVID pour 51 480.48 € (étalement jusqu'en 2024). L'amortissement des subventions s'élève à 165 786 €.

Les opérations d'ordre intègrent également les écritures comptables de sorties d'actifs lors des cessions.

Les ratios de gestion

Budget principal	2022	2023	2024
En cours de la dette	5 174 367,00	4 947 300,00	2 648 233,00
Capacité de désendettement	2,12	1,16	0,53
Epargne de gestion	2 461 337,49	4 276 823,19	5 035 759,85
Epargne brute	2 435 323,38	4 251 833,51	5 011 944,28
Epargne nette	2 238 356,70	4 024 766,83	2 712 877,60
Ressources propres d'investissement	1 171 528,12	1 511 363,08	1 416 613,00
Ressouces propres d'investissement : Indice	2,91	3,66	2,92

Le budget des collectivités doit être voté en équilibre réel : c'est-à-dire que le remboursement de l'annuité en capital de la dette doit être couvert par les ressources propres de la collectivité. L'indice RPI permet de vérifier cette obligation : il doit être égal ou supérieur à 1, ce qui est le cas pour le budget principal de la CA puisqu'il est de 2,92 en 2024.

L'épargne nette du budget principal a diminué entre 2023 et 2024 du fait du remboursement du prêt in fine de 2,072M€ souscrit pour le financement d'AuxR Parc.

Aménagement territorial

communauté de l'auxerrois

1 – Aménagement territorial

2 – Administration droits des sols

1.1 Aménagement territorial

Cette politique publique regroupe tous les projets transversaux pour le territoire

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	49 188,09 €	120 500,00 €	255 808,00 €	162 521,63 €	230,41%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	771 520,13 €	896 319,00 €	896 319,00 €	892 550,97 €	15,69%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	73 736,23 €	70 000,00 €	70 000,00 €	69 851,00 €	-5,27%
DEPENSE		**TOTAL**	**894 444,45 €**	**1 086 819,00 €**	**1 222 127,00 €**	**1 124 923,60 €**	**25,77%**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont constituées par :
- les charges à caractère général – chapitre 11 pour près de 163 000 € :
    - dépenses liées aux publications et affiches pour la réalisations des enquêtes publiques 9000 €
    - formations : 10 000 €
    - frais d'études et abonnement VIGIFONCIER pour 12 000 €
    - Frais de portage et remboursement de la taxe foncière à l'Etablissement Public Foncier : 123 000 € (sur les années précédentes, les frais de portage étaient imputés en investissement)
- la masse salariale pour un montant de 892 550.97 € : augmentation 121 k€ lié au renforcement des effectifs pour le SIG et le renouvellement urbain, les postes ouverts de longue date pour ces services ont en effet pu être pourvus en 2023 et pèsent en année pleine sur 2024.
- la cotisation au PETR pour un montant de 69 851 €.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	61 764,27 €	113 000,00 €	113 000,00 €	61 865,76 €	0,164%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	112 266,00 €	0,00 €	0,00 €	15 200,00 €	-86,461%
RECETTE		**TOTAL**	**174 030,27 €**	**113 000,00 €**	**113 000,00 €**	**77 065,76 €**	**-58,52%**

Les recettes de fonctionnement sont constituées par :
- les remboursements du PETR pour la mise à disposition de personnel : 56 985.36 €
- un remboursement du budget annexe prestation de service pour une prestation pour une commune de 4 880 €
- l'attribution par l'Etat d'un montant de 15 200 € au titre de la DGD urbanisme 2024 pour la réalisation des documents d'urbanisme (contre 112 266 euros attribués en 2023).

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	217 867,48 €	432 200,00 €	479 568,87 €	176 727,29 €	-18,88%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	10 000,00 €	100 000,00 €	153 836,00 €	23 836,00 €	138,36%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 253,50 €	0,00 €	110,00 €	117,00 €	-98,96%
DEPENSE		**TOTAL**	**239 120,98 €**	**532 200,00 €**	**633 514,87 €**	**200 680,29 €**	**-16,08%**

Les documents de planification représentent la majorité des investissements affectés à cette politique publique.
En 2024, les dépenses exécutées ont porté sur :
- Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUihm) pour 133 000 €.
- l'acquisition d'un système d'information géographique pour 44 000 €
- l'attribution de 13 836 € à la commune de Villefargeau au titre du fond de soutien pour les projets d'intérêts communautaire (sauvegarde d'un patrimoine remarquable contribuant à l'attractivité touristique du territoire) pour la rénovation de l'église et 10 000 € de solde à la commune de Venoy pour le cabinet médical.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00 €	481 000,00 €	651 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	4 919,57 €	0,00 €	6 000,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**4 919,57 €**	**481 000,00 €**	**657 000,00 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Il était prévu la cession des biens immobiliers situés rue de Paris et rue Joubert à Auxerre. La vente de l'immeuble rue de Paris a été réalisée pour un montant de 351 000 €, la recette est fléchée sur la politique publique SANTE car l'immeuble est affecté à l'usage de cabinet médical. La cession de l'immeuble rue Joubert a été décalée sur 2025.

1.2 Droit des sols

Le contour de cette politique publique :

- Service commun instruction du droit des sols
- Gestion des risques et sécurité (police spéciale de l'habitat)
- Gestion et instruction des dossiers affectés au secteur du Plan de Sauvegarde et Mise en Valeur

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	59 074,19 €	77 400,00 €	116 564,80 €	87 792,94 €	48,61%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	385 625,55 €	455 847,00 €	455 847,00 €	433 345,22 €	12,37%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €	25 200,00 €	25 200,00 €	17 064,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**444 699,74 €**	**558 447,00 €**	**597 611,80 €**	**538 202,16 €**	**21,03%**

Les dépenses sont constituées par les charges de personnel pour 433 345.22 € et par les charges à caractère général pour 87 792.94 €. Au chapitre 011, il s'agit notamment de prestations de service pour l'externalisation de l'instruction des demandes d'autorisation relevant du droit des sols à hauteur de 57 000 € et de la maintenance informatique des logiciels OXALIS et SIG pour 30 000 € auquel s'ajoute l'hébergement pour 17 000 € au chapitre 65.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	264,33 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	242 612,62 €	247 950,00 €	286 650,00 €	227 822,35 €	-6,10%
RECETTE		**TOTAL**	**242 876,95 €**	**247 950,00 €**	**286 650,00 €**	**227 822,35 €**	**-6,20%**

Les recettes perçues en 2024 s'élèvent à près de 228 000 € au titre des remboursements par les communes des prestations réalisées dans le cadre du service commun ADS.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	80 000,00 €	84 721,05 €	13 350,06 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**80 000,00 €**	**84 721,05 €**	**13 350,06 €**	**#DIV/0**

Les dépenses d'investissement concernent des logiciels informatiques pour 13 350 €

Espace public

communauté
de l'auxerrois

1 – Eclairage public

2 – Espaces verts

3 – Propreté

4 – Voirie

1 – Eclairage public

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	0,00 €	0,00 €	2 715,40 €	2 930,94 €	#DIV/0
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	239 255,90 €	322 755,00 €	322 755,00 €	244 250,17 €	2,09%
DEPENSE		**TOTAL**	**239 255,90 €**	**322 755,00 €**	**325 470,40 €**	**247 181,11 €**	**3,31%**

Les dépenses de fonctionnement sont constituées de charges de personnel pour un montant de 244 250.17 € et formations et certifications au chapitre 011 pour 2 930 €.

2 – Espaces verts

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	14 235,34 €	9 000,00 €	17 057,00 €	21 326,12 €	49,81%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 729 194,01 €	1 737 656,00 €	1 737 656,00 €	1 742 114,18 €	0,75%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 743 429,35 €**	**1 746 656,00 €**	**1 754 713,00 €**	**1 763 440,30 €**	**1,15%**

Les dépenses de fonctionnement sont constituées essentiellement de charges de personnel pour un montant de 1 742 114 € au chapitre 012 ; et au chapitre 011 notamment de 14 200 € de frais de réparation de matériel pour l'entretien des espaces verts.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	89 518,62 €	0,00 €	155 867,02 €	92 165,76 €	2,96%
DEPENSE		**TOTAL**	**89 518,62 €**	**0,00 €**	**155 867,02 €**	**92 165,76 €**	**2,96%**

Les dépenses d'investissement portent sur l'acquisition de véhicule et matériels : véhicule Master Benne, perche échenilloir, tondeuse , débroussailleuse, taille-haie, souffleurs.

3 – Propreté

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	21 845,45 €	9 250,00 €	6 664,00 €	1 534,49 €	-92,98%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 157 081,25 €	1 205 406,00 €	1 205 406,00 €	1 175 406,21 €	1,58%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	67 237,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	67 163,00 €	-0,11%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 246 163,70 €**	**1 284 656,00 €**	**1 282 070,00 €**	**1 244 103,70 €**	**-0,17%**

Les charges de personnel s'élèvent à 1 175 000 € auxquelles s'ajoutent 67 163 € de cotisation au syndicat mixte de la fourrière animale.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 956,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**25 956,00 €**	**#DIV/0**

Les recettes de fonctionnement sont afférentes à la refacturation du balayage aux communes pour 2023 et 2024.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 440,00 €	0,00 €	778 511,42 €	507 733,90 €	35 159,30%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 440,00 €**	**0,00 €**	**778 511,42 €**	**507 733,90 €**	**35 159,30%**

La dépense d'investissement de 507 000 € concerne essentiellement l'acquisition 3 balayeuses électriques.

4 – Voirie

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	917,61 €	12 000,00 €	3 537,00 €	3 895,91 €	324,57%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 151 035,90 €	1 217 949,00 €	1 217 949,00 €	1 142 372,51 €	-0,75%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 151 953,51 €**	**1 229 949,00 €**	**1 221 486,00 €**	**1 146 268,42 €**	**-0,49%**

Les dépenses sont constituées par les charges de personnel qui s'élèvent à 1 142 000 euros et près de 4000 € au chapitre 011 notamment pour l'achat de pièces pour entretien de véhicules et matériels

✓ Dépenses de d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 421,66 €	0,00 €	478 931,22 €	225 044,82 €	298,86%
DEPENSE		**TOTAL**	**56 421,66 €**	**0,00 €**	**478 931,22 €**	**225 044,82 €**	**298,86%**

Les dépenses d'investissement au chapitre 21 s'élèvent à 225 000 € et portent sur l'achat d'une pelleteuse pour 208 000 € et de matériel et outillage.

Vie économique

communauté de l'auxerrois

1 – Développement économique

2 – Tourisme

3 – Installations Portuaires

4 – Enseignement supérieur

1 – Développement économique

Le contour de cette politique publique :

- Développement et attractivité économique : aménagement et commercialisation des zones d'activités
- Démarche technopole centrée sur la transition écologique et le déploiement de la filière hydrogène
- Promotion et animation du tissu économique et commercial

✓ <u>Dépenses de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	693 910,52 €	966 211,42 €	1 006 028,46 €	789 846,55 €	13,83%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	343 875,46 €	421 127,00 €	421 127,00 €	316 676,58 €	-7,91%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	646 625,32 €	1 314 479,25 €	1 431 225,50 €	1 268 430,52 €	96,16%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	100,80 €	0,00 €	0,00 €	397,80 €	294,64%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 684 512,10 €**	**2 701 817,67 €**	**2 858 380,96 €**	**2 375 351,45 €**	**41,01%**

Les dépenses de fonctionnement sont composées par :

- l'entretien des zones d'activités pour un montant de 252 500 € incluant les voiries (entretien et remise à niveau), espaces verts, éclairage public (réalisation de l'entretien par travaux en régie, conventionnement avec les communes et recours à des prestataires)

- le versement d'une subvention de 775 908.50 € au budget annexe AuxRparc pour le financement de la perte sur le prix de vente et le remboursement des annuités d'emprunt.

- 182 000 € pour la gestion déléguée d'AuxRgreenLab à la CCI/WACANO, l'entretien et la maintenance du bâtiment, les fluides et le nettoyage des locaux.

- 172 500 € pour la gestion déléguée d'AuxRfactory à la CCI/WACANO, l'entretien et la maintenance du bâtiment, les fluides et le nettoyage des locaux.

- En matière de développement de la filière hydrogène : 47 000 € pour l'accompagnement pour le développement de la technopole Hydrogène

- En matière de promotion du territoire : 25 000 € pour la: participation aux événements Salon de l'immobilier d'entreprise, Trophées entreprises de l'Yonne, Plaquettes et supports de communication

- en matière d'animation du tissu économique et commercial:
  - ✓ 30 312 € de la convention de partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat
  - ✓ 8 000 € au titre de la convention territoires d'industrie - année 3 avec la CCI
  - ✓ 30 180 € pour une prestation d'appui et accompagnement à la création d'une SEM foncière

- en matière d'emploi :
  - ✓ 103 000 € pour la Maison de l'emploi
  - ✓ 103 000 € pour la Mission locale de l'auxerrois

- soutien au développement des entreprises locales :
  - ✓ 19 700 € d'aide aux loyers/travaux
  - ✓ 15 000 € d'aide au titre de DECA BFC
  - ✓ 10 300 € d'aide pour le financement d'animations collectives

- Contributions :
  - ✓ 33 618 € pour la participation à Initiactive 89
  - ✓ 200 000 € de cotisation au Syndicat mixte de l'aéroport d'Auxerre Branches

- ✓ Adhésions à divers organismes : Vitrines de France, Centre-ville en mouvement, club des managers, Retis, France Hydrogène, NUMYCO,

- Les charges de personnel s'élèvent à 317 000 €

- ✓ <u>Recettes de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	24 159,63 €	12 400,00 €	36 800,00 €	28 308,75 €	17,17%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	75 043,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	90 390,00 €	20,45%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	24 267,79 €	16 100,00 €	46 100,00 €	31 480,07 €	29,72%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	244,04 €	0,00 €	0,00 €	2 192,60 €	798,46%
RECETTE		**TOTAL**	**123 714,46 €**	**78 500,00 €**	**132 900,00 €**	**152 371,42 €**	**23,16%**

Les recettes de fonctionnement de 152 371,42 € sont constituées par :

- les remboursements de personnel et frais par le SMAAB pour 25 500 euros,
- les loyers et charges reçues pour la location de bureaux par Yonne développement pour 8 000 €
- les recettes perçues par la régie AuxRlab pour 23 500 €
- les recettes perçues par la régie AuxRfactory pour 2 800 €
- une subvention de l'Etat au titre du FNADT de 73 360 € pour le financement de l'ingénierie de la technopole hydrogène et 17 300 € de la région Bourgogne Franche comté pour le fonctionnement d' AuxRfactory.

- ✓ <u>Dépenses d'investissement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	291 673,00 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	266,00 €	0,00 €	4 000,00 €	1 107,00 €	316,17%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	0,00 €	8 909,10 €	8 909,10 €	#DIV/0
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	151 587,00 €	40 000,00 €	438 532,00 €	60 000,00 €	-60,42%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 064 734,38 €	578 100,00 €	1 685 093,21 €	248 860,02 €	-76,63%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	675 230,65 €	240 000,00 €	365 691,04 €	356 795,40 €	-47,16%
	26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES	0,00 €	0,00 €	1 250 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00 €	1 250 000,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	94 692,57 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 986 510,60 €**	**2 108 100,00 €**	**4 043 898,35 €**	**675 671,52 €**	**-65,99%**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 675 671.52 €. Elles portent sur :

- au chapitre 204 : versement d'une subvention d'investissement de 60 000 € au titre de l'immobilier d'entreprise pour la réalisation de « AJA Le Musée » à l'AJA Football
- Aux chapitres 21 et 23 :
  - ✓ l'achat de matériel, mobilier et outillage pour AUXRFACTORY à hauteur de 113 000 €
  - ✓ l'achat de matériel et mobilier pour AUXRgreenLab à hauteur de 48 000 €
  - ✓ l'acquisition du bien immobilier 12 place des cordeliers pour 80 000 €
  - ✓ la rénovation de l'éclairage public des ZAE pour 114 000 €
  - ✓ la remise à niveau des voiries des ZAE pour 235 000 €

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	224 868,20 €	0,00 €	244 999,80 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 919,00 €	0,00 €	4 000,00 €	2 188,00 €	14,02%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	20 596,42 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00 €	0,00 €	12 921,74 €	
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 545 835,83 €	0,00 €	0,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**247 383,62 €**	**4 545 835,83 €**	**248 999,80 €**	**15 109,74 €**	**-93,89%**

Les recettes d'investissement sont constituées au chapitre 16 par les dépôts de garantie pour les locations à AUXRgreenLab et une régularisation comptable au chapitre 21.

2 – Tourisme

Le contour de cette politique publique :

- Mise en valeur du patrimoine culturel et historique de la ville et de l'agglomération
- Développement de l'offre d'hébergement de qualité sur le territoire
- Promotion de l'œnologie et de la gastronomie du territoire

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 607,97 €	3 970,00 €	30 680,00 €	774,58 €	-78,53%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	491 651,40 €	400 000,00 €	550 000,00 €	449 977,99 €	-8,48%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	330 776,08 €	331 000,00 €	349 299,75 €	327 231,38 €	-1,07%
DEPENSE		**TOTAL**	**826 035,45 €**	**734 970,00 €**	**929 979,75 €**	**777 983,95 €**	**-5,82%**

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 777 983.95 € et sont composées :
- au profit de l'Office de tourisme de l'Auxerrois d'un montant de 676 563.91 € dont :
  - ✓ la subvention annuelle de fonctionnement pour 210 000 €
  - ✓ le reversement de la taxe de séjour pour 409 070,91 €
  - ✓ une subvention spécifique de 57 493 € pour l'organisation de l'évènement « Fleur de vignes »
- le reversement au Conseil départemental de l'Yonne de la taxe de séjour additionnelle pour 40 907,08 €,
- une subvention de 21 600 € pour la participation aux « vendanges de Montmartre »
- une participation de 34 682.38 € au syndicat du canal du nivernais.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	34 481,53 €	32 000,00 €	32 000,00 €	36 833,81 €	6,82%
	731	IMPOSITION DIRECTE	491 651,40 €	400 000,00 €	400 000,00 €	470 351,20 €	-4,33%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	16 500,00 €	0,00 €	0,00 €	7 500,00 €	-54,55%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	18 331,76 €	17 000,00 €	17 000,00 €	19 453,48 €	6,12%
RECETTE		**TOTAL**	**560 964,69 €**	**449 000,00 €**	**449 000,00 €**	**534 138,49 €**	**-4,78%**

Les recettes sont constituées par :
- le remboursement par l'OT de la mise à disposition d'agent à hauteur de 36 833.81 €
- la taxe de séjour à hauteur de 470 51.20 € (qui est reversée à l'office de tourisme et CD89)
- 7 500 € de participation de l'OT de Chablis pour les vendanges de Montmartre
- 19 453.48 € de loyers de l'Office de Tourisme.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	60 000,00 €	190 000,00 €	3 300,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**110 000,00 €**	**190 000,00 €**	**3 300,00 €**	**#DIV/0**

La dépense d'investissement concerne une mission de coordination des travaux de l'office de tourisme.

3 – Installations Portuaires

Cette politique publique porte sur la mise en valeur et développement du tourisme fluvial, notamment au travers des haltes nautiques.

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	41 488,00 €	87 856,03 €	77 167,36 €	31 234,22 €	-24,72%
DEPENSE		**TOTAL**	**41 488,00 €**	**87 856,03 €**	**77 167,36 €**	**31 234,22 €**	**-24,72%**

Les dépenses de 31 234.22 € sont afférentes à l'entretien des haltes nautiques, à la fourniture d'électricité et aux conventions d'occupation temporaire dues à VNF.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	918,33 €	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**918,33 €**	**2 000,00 €**	**2 000,00 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Aucune recette n'a été encaissée sur 2024. La mise en place des bornes de recharge avec paiement par l'usager est effective sur 2025.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	160 000,00 €	160 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 529,60 €	0,00 €	945 623,81 €	503 460,21 €	9 004,82%
DEPENSE		**TOTAL**	**5 529,60 €**	**210 000,00 €**	**1 155 623,81 €**	**503 460,21 €**	**9 004,82%**

Les travaux portent sur l'aménagement des haltes nautiques.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	60 516,80 €	0,00 €	315 735,20 €	144 797,87 €	139,27%
RECETTE		**TOTAL**	**60 516,80 €**	**0,00 €**	**315 735,20 €**	**144 797,87 €**	**139,27%**

144 797.87 € de subventions ont été encaissées pour l'aménagement des haltes dont 37 160 € au titre de la DETR (Etat) et 107 637 € versés par le Conseil départemental de l'Yonne.

4 – Enseignement supérieur

✓ <u>Dépenses de fonctionnement</u>

Il s'agit de la prise en charge par la CA du solde du coût des repas des étudiants à l'IUT d'Auxerre.

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		0,00 €	91 323,00 €	91 322,31 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**0,00 €**	**91 323,00 €**	**91 322,31 €**	

Mobilité infrastructure

communauté de l'auxerrois

1 – Mobilité

Le contour de cette politique publique :

- Promotion des mobilités dites actives
- Réalisation d'un schéma global des mobilité douces et déploiement d'un service de vélos en libre-service sur tout le territoire
- Animation d'un système d'autopartage et de co-voiturage
- Service de transport collectif (sur le budget annexe)
- Soutien au projet de contournement Sud d'Auxerre

✓ <u>Dépenses de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	178 100,84 €	391 300,00 €	379 338,00 €	327 615,52 €	83,95%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	42 693,77 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 832 603,83 €	1 600 000,00 €	1 602 350,00 €	1 293 116,65 €	-29,44%
DEPENSE		**TOTAL**	**2 053 398,44 €**	**1 991 300,00 €**	**1 981 688,00 €**	**1 620 732,17 €**	**-21,07%**

Les dépenses de fonctionnement sont composées de :

- pour les charges à caractère général – chapitre 011 :
  - ✓ 264 000 € pour la prestation de gestion du service des stations et vélos électriques en libre-service comprenant le réassort des vélos par stations, la maintenance, la gestion de l'application usagers, la collecte des recettes, la promotion et l'animation du service
  - ✓ 24 000 € pour la prestation relative au développement du co-voiturage par KAROS
  - ✓ 15 600 € pour l'entretien de l'aire de co-voiturage de Monéteau (espaces verts/sanitaires/borne de recharge véhicule électrique)
  - ✓ 17 700 € pour l'organisation de la journée de la mobilité, animations, création de supports de communication,
  - ✓ 3500 € d'adhésion au GART
- Compte-tenu des mouvements de personnel intervenus en cours d'année, il n'y a pas eu de charges de personnel au chapitre 012 rattachées à cette politique publique.
- La subvention d'équilibre versée au budget mobilité pour 2024 s'élève à 1 290 767 € en baisse de plus de 500 000 € par rapport à 2023 notamment grâce à l'augmentation du montant du versement mobilité encaissé sur le budget annexe.

✓ <u>Recettes de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	183 570,87 €	219 700,00 €	219 700,00 €	280 541,59 €	52,82%
	731	IMPOSITION DIRECTE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	28 750,00 €	#DIV/0
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	0,00 €	58 000,00 €	7 971,37 €	#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		0,00 €	0,00 €	56,80 €	
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00 €	0,00 €	276,05 €	
RECETTE		**TOTAL**	**183 570,87 €**	**219 700,00 €**	**277 700,00 €**	**317 595,81 €**	**73,01%**

Les recettes sont constituées :

- du montant des produits de location des vélos en libre-service pour 155 576 €
- des refacturations des charges de personnel et frais par le budget principal au budget annexe mobilité pour 124 965 €
- De la redevance d'occupation du domaine public 2023 pour le pôle d'échange multimodal pour 28 750 €.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 750,00 €	1 750,00 €	39 475,00 €	1 750,00 €	0,00%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	145 802,94 €	0,00 €	23 404,86 €	23 404,86 €	-83,95%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	546 825,60 €	545 200,00 €	763 200,00 €	741 378,54 €	35,58%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	402 976,33 €	100 000,00 €	1 030 315,74 €	923 690,46 €	129,22%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 097 354,87 €**	**646 950,00 €**	**1 856 395,60 €**	**1 690 223,86 €**	**54,03%**

Les dépenses d'investissement au titre de la politique publique de la mobilité sont afférentes à :
- au chapitre 204 : 23 404€ de solde de subvention versés au Conseil départemental pour les travaux d'aménagement de la vélo route du tour de Bourgogne à vélo.
- au chapitre 21, 543 600€ pour les installations de stations et les acquisitions de vélos électriques en libre-service,
- au chapitre 21 et 23, 1 122 000 € pour les travaux connexes de la liaison sud Auxerre.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	567 696,75 €	0,00 €	915 696,74 €	1 692 950,05 €	198,21%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 237,56 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**573 934,31 €**	**0,00 €**	**915 696,74 €**	**1 692 950,05 €**	**194,97%**

Au chapitre 13 :
- 28 870 € de solde de subvention ont été encaissés pour le financement de l'aire de covoiturage de Monéteau,
- 832 964 € pour la réalisation du schéma cyclable .
- 831 114 € de remboursement du Conseil départemental de l'Yonne et de la DREAL pour les travaux connexes de la LISA.

Environnement

communauté
de l'auxerrois

1 – Eau potable

2 – Eaux usées

3 – Eaux pluviales

4 – Plan climat territorial

5 – Milieux naturels

6 – Déchets

1 – Eau potable

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 030,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 030,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Il n'y a pas eu de dépense de fonctionnement en 2024. La dépense de 1030 € en 2023 concernait la reconstitution de la régie d'avance mise en place pour avance sur frais de déplacement des agents.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	91 648,17 €	94 100,00 €	94 100,00 €	66 425,44 €	-27,52%
RECETTE		**TOTAL**	**91 648,17 €**	**94 100,00 €**	**94 100,00 €**	**66 425,44 €**	**-27,52%**

Les recettes sont constituées des refacturations des charges de personnel et frais par le budget principal au budget annexe eau potable pour 66 425.44 €.

2 – Eaux usées

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	199 191,05 €	203 800,00 €	203 800,00 €	130 167,75 €	-34,65%
RECETTE		**TOTAL**	**199 191,05 €**	**203 800,00 €**	**203 800,00 €**	**130 167,75 €**	**-34,65%**

Les recettes sont constituées des refacturations des charges de personnel et frais par le budget principal au budget annexe assainissement pour 130 167.75€

3– Eaux pluviales

Le contour de cette politique publique :

- Gestion, entretien et aménagement des réseaux canalisés enterrés, des branchements et regards
- Gestion, entretien et aménagement des ouvrages de stockage et/ou traitement enterrés

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	149 986,86 €	155 000,00 €	155 000,00 €	141 399,94 €	-5,73%
DEPENSE		**TOTAL**	**149 986,86 €**	**155 000,00 €**	**155 000,00 €**	**141 399,94 €**	**-5,73%**

Les dépenses de 141 400 € portent uniquement sur les dépenses d'entretien des réseaux d'eau.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	241 092,09 €	100 000,00 €	213 833,96 €	156 629,00 €	-35,03%
DEPENSE		**TOTAL**	**241 092,09 €**	**100 000,00 €**	**213 833,96 €**	**156 629,00 €**	**-35,03%**

Sur 2024, 156 629 € de travaux ont été réalisés sur le réseau eau pluviale.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	193 586,00 €	193 586,00 €	193 586,00 €	193 586,00 €	0,00%
RECETTE		**TOTAL**	**193 586,00 €**	**193 586,00 €**	**193 586,00 €**	**193 586,00 €**	**0,00%**

Le montant des compensations d'investissement (ACI) versées par les communes au titre de la compétence eaux pluviale s'éleve à 193 586 €.

4– Plan climat territorial

Le contour de cette politique publique :

- Elaborer un diagnostic, une stratégie et un plan d'actions pour faire de l'Auxerrois un territoire neutre en carbone d'ici 2050
- Animer un partenariat entre les acteurs du territoire et la collectivité, afin de se donner les moyens de répondre aux enjeux climatiques de manière intersectorielle et transversale
- Suivre et animer les DSP concernant les réseaux de chaleur et le gaz

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	149 848,31 €	212 984,75 €	223 013,37 €	70 705,25 €	-52,82%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	172 841,40 €	207 859,00 €	207 859,00 €	198 219,48 €	14,68%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 210,00 €	21 850,00 €	35 297,40 €	35 167,40 €	45,26%
DEPENSE		**TOTAL**	**346 899,71 €**	**442 693,75 €**	**466 169,77 €**	**304 092,13 €**	**-12,34%**

Les actions réalisées en matière environnementale au chapitre 011 portent notamment sur :
- l'accompagnement pour le développement de projets photovoltaïques 14 700 €
- le suivi et les interventions au titre des mesures compensatoires AuxRparc pour 18 800 €
- le suivi refuge LPO à AuxRlab : 1600 €
- animations diverses / écoles et autres : 3 000 €
- Bilan émission de gaz à effet de serre : 11 000 €
- Etude amphibiens : 3 000 €
- Renouvellement du label Territoire engagé transition écologique :2 400 €
- Renouvellement Deepki logiciel de suivi des consommations énergétiques : 5 600 €
- Adhésion Terres en ville 3 123 €, Amorce 1 204 €, Energy cities 1 250 €, CLER 556 €, ATMO BFC 500 €

Au chapitre 012, les charges de personnel s'élèvent à 198 219.48 €.

Au chapitre 65, une subvention de 18 600 € a été versée à l'association ATMO bourgogne franche comté pour la surveillance de qualité et continue de l'air. Un montant de 13 447 € a été versé au SDEY pour l'adhésion au cadastre solaire.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	77,92 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	120,00 €	0,00 €	0,00 €	1 106,00 €	821,67%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	14 849,00 €	127 253,00 €	75 436,10 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**197,92 €**	**14 849,00 €**	**127 253,00 €**	**76 542,10 €**	**38 573,25%**

Au chapitre 70, les recettes de 1 106 € concernent la vente de coupe de bois.
Au chapitre 74, une subvention de 17 100 € a été encaissée au titre du FNADT pour l'appel à manifestation d'intérêt Méthanisation (dépenses sur 2023) et un montant de 58 336.10 € a été versé par l'OFB au titre du fonds vert pour la réalisation de l'Atlas de la biodiversité.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	54 180,00 €	50 000,00 €	30 140,00 €	0,00 €	-100,00%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	0,00 €	0,00 €	21 800,00 €	19 461,00 €	#DIV/0
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	800,00 €	2 093,48 €	1 293,48 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**54 180,00 €**	**50 800,00 €**	**54 033,48 €**	**20 754,48 €**	**-61,69%**

Les dépenses d'investissement ont financé :
- des travaux liés aux mesures compensatoires AUXRPARC pour 1300 €
- au versement d'un fonds de soutien de 19 461 € à la commune de Lindry pour l'achat de matériel de cuisine permettant l'utilisation de produits frais et locaux pour la préparation des repas des enfants au sein du restaurant scolaire.

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	4 590,00 €	0,00 €	23 333,00 €	23 333,00 €	408,34%
RECETTE		**TOTAL**	**4 590,00 €**	**0,00 €**	**23 333,00 €**	**23 333,00 €**	**408,34%**

Une recette a été reçue de l'ADEME au titre d'une participation à l'élaboration de la cartographie des sols de l'auxerrois pour 23 333 €.

5 – Milieux naturels

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 351,51 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	3 178,00 €	0,00 €	9 269,00 €	9 269,00 €	191,66%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	383 255,57 €	391 000,00 €	391 000,00 €	385 888,00 €	0,69%
DEPENSE		**TOTAL**	**396 785,08 €**	**391 000,00 €**	**400 269,00 €**	**395 157,00 €**	**-0,41%**

Les dépenses de fonctionnement portent sur :
- au chapitre 014 : la régularisation de dégrèvements sur la taxe GEMAPI
- au chapitre 65 : Il s'agit des cotisations au syndicat Yonne Médian pour 380 182 et syndicat du Bassin du Serein pour 5 706 € au titre de l'exercice de la compétence GEMAPI, ces dépenses sont couvertes par la taxe Gemapi.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	52 886,40 €	54 800,00 €	54 800,00 €	54 423,99 €	2,91%
	731	IMPOSITION DIRECTE	391 186,00 €	391 000,00 €	391 000,00 €	393 938,00 €	0,70%
RECETTE		**TOTAL**	**444 072,40 €**	**445 800,00 €**	**445 800,00 €**	**448 361,99 €**	**0,97%**

Au chapitre 70, il s'agit des recettes de refacturation reçues par la CA pour la mise à disposition de personnel et remboursement de frais par le syndicat Yonne médian pour 54 424 €.
Les recettes au chapitre 731 sont les produits collectés au titre de la taxe GEMAPI pour 393 938€

6 – Déchets

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 558,77 €	6 855,00 €	66 713,94 €	48 520,67 €	639,78%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 558,77 €**	**6 855,00 €**	**66 713,94 €**	**48 520,67 €**	**639,78%**

38 000 € ont été exécutées le traitement des balayures et 10 000 € pour des achats de pièces et prestations de réparation de véhicules.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	297 621,12 €	328 300,00 €	328 300,00 €	313 922,48 €	5,48%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 857,88 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**299 479,00 €**	**328 300,00 €**	**328 300,00 €**	**313 922,48 €**	**4,82%**

Au chapitre 70, il s'agit des recettes de refacturation pour 313 922.48 € reçues par le budget principal de la CA pour la mise à disposition de personnel et remboursement de frais par le budget annexe déchet collecte.

Pays d'Art et d'Histoire Culture et Sport

communauté de l'auxerrois

1 – Culture

2 - Monuments remarquables

3 - Sport (dont stade nautique)

1. Culture

Le contour de cette politique publique :

- L'enseignement musical
- Pays d'art et d'histoire
- Les archives communautaires

✓ <u>Dépenses de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	57 291,33 €	64 600,00 €	78 016,86 €	75 435,30 €	31,67%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	312 945,42 €	327 809,00 €	397 809,00 €	397 386,32 €	26,98%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	242 685,54 €	270 000,00 €	246 800,00 €	206 185,54 €	-15,04%
DEPENSE		**TOTAL**	**612 922,29 €**	**662 409,00 €**	**722 625,86 €**	**679 007,16 €**	**10,78%**

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par :

- chapitre 011 : 19 500 € pour la gestion des archives : prestation de tri, achat de matériel de conditionnement spécifique et reliure des actes administratifs ; et 47 000 € pour les actions Pays d'art et d'histoire
- chapitre 012 : les charges de personnel qui représentent près de 397 386.32 €, incluant la masse salariale du pôle d'enseignement musical du Coulangeois à compter de juillet 2024
- au chapitre 65 :
  - 144 000 € de versement de fonds de concours pour l'enseignement musical.
  - 62 500 € de subventions versées pour plusieurs évènements notamment Association AIDA Tournée spectacle dans les communes, ARTEM itinérance , CRYPTOX'R, Rencontres du développement durable

✓ <u>Recettes de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	3 856,00 €	0,00 €	2 000,00 €	5 603,00 €	45,31%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	29 925,00 €	18 750,00 €	18 750,00 €	22 920,00 €	-23,41%
RECETTE		**TOTAL**	**33 781,00 €**	**18 750,00 €**	**20 750,00 €**	**28 523,00 €**	**-15,56%**

En recettes de fonctionnement, 5 603 euros encaissés au titre des activités Lézards des arts et 22 920 € de subventions de la DRAC.

✓ <u>Dépenses d'investissement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 000,00 €	0,00 €	4 044,00 €	4 044,00 €	-77,53%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	150 964,44 €	12 000,00 €	646 114,60 €	450 000,00 €	198,08%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 927,60 €	4 000,00 €	6 250,00 €	6 205,20 €	57,99%
DEPENSE		**TOTAL**	**172 892,04 €**	**16 000,00 €**	**656 408,60 €**	**460 249,20 €**	**166,21%**

Les dépenses d'investissement suivantes ont été réalisées :

- au chapitre 20 : 4 044 € pour l'intégration informatique du pôle d'enseignement musical
- au chapitre 204 : 450 000€ de fonds de concours à la ville d'Auxerre pour les travaux du conservatoire.
- au chapitre 21 : 3 927.60 € pour des travaux de reliure d'archives et restauration de documents et achat d'un photocopieur.

2. Monuments remarquables

Cette politique publique recouvre le soutien de l'EPCI aux monuments remarquables des communes.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	270 000,00 €	0,00 €	630 000,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**270 000,00 €**	**30 000,00 €**	**660 000,00 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Il n'y a pas eu de versement de fonds de concours au titre de cette politique publique en 2024.

3. Sport (dont stade nautique)

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 035 128,43 €	980 414,00 €	1 120 332,61 €	799 237,92 €	-22,79%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 084 263,12 €	1 090 120,00 €	1 090 920,00 €	1 104 412,25 €	1,86%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	45 170,00 €	43 590,00 €	53 590,00 €	67 020,00 €	48,37%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00 €	550,00 €	516,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**2 164 561,55 €**	**2 114 124,00 €**	**2 265 392,61 €**	**1 971 186,17 €**	**-8,93%**

La politique sportive est quasi-uniquement constituée par la gestion du stade nautique. Les dépenses de fonctionnement de l'équipement s'élèvent à 1 971 186.17 € en 2024 composées pour l'essentiel de :

Au chapitre 011 notamment :

- ✓ 223 000 € pour le contrat de chauffe
- ✓ 114 000 € d'eau
- ✓ 200 000 € d'électricité
- ✓ 19 000€ de prestations de sécurité
- ✓ 125 000€ de de prestations de nettoyage
- ✓ 21 000 € de fournitures de produits

Au chapitre 012, les charges de personnel s'élèvent à 1 104 413 €.

Au chapitre 65, est également inclus dans cette politique sportive le versement d'une subvention de 57 000 € à l'AJA et 10 000 € à AUXR JUDO pour le Championnat proleague

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	32,11 €	0,00 €	4 000,00 €	3 847,44 €	11 882,06%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	368 148,10 €	375 000,00 €	375 000,00 €	410 963,90 €	11,63%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	33 711,68 €	0,00 €	0,00 €	33 915,93 €	0,61%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	83 446,56 €	0,00 €	0,00 €	8 501,92 €	-89,81%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	19,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**485 357,65 €**	**375 000,00 €**	**379 000,00 €**	**457 229,19 €**	**-5,80%**

Au chapitre 70, les recettes perçues par le SNAS sont de 410 964 € (entrées et fréquentation des groupes).

Au chapitre 74, 33 915.93 € ont été encaissées au titre de la participation versée par les établissements scolaires pour la fréquentation du SNAS.

Au chapitre 75, il s'agit de redevances encaissées afférentes aux distributeurs automatiques situés au SNAS (année 2022 et 2023).

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	0,00 €	26 946,02 €	19 860,00 €	#DIV/0
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	108 000,00 €	108 000,00 €	208 000,00 €	188 000,00 €	74,07%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	133 206,16 €	479 256,00 €	282 276,57 €	67 009,98 €	-49,69%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	9 732,30 €	2 880,00 €	3 472,57 €	2 896,63 €	-70,24%
DEPENSE		**TOTAL**	**250 938,46 €**	**590 136,00 €**	**520 695,16 €**	**277 766,61 €**	**10,69%**

En dépenses d'investissement, les dépenses sont composées :
- au chapitre 20 : il s'agit d'un audit énergétique pour un montant de 19 860 €
- au chapitre 204 : subvention d'équipement versée à l'AJA football de 108 000 € (540.000€ sur 5 ans soit 108.000€ par an à partir de 2023) et d'un fonds de concours à la commune d'Appoigny pour la création d'un terrain synthétique.

Aux chapitre 21 et 23 : il s'agit de dépenses réalisées pour le SNAS, notamment :
- des travaux portant sur la réfection de la toiture du bassin ludique, l'acquisition de matériel pédagogique et d'animation, les bornes de contrôle d'accès, le remplacement de pompe de relevage, l'achat d'autolaveuses.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	234 355,00 €	234 355,00 €	234 355,00 €	234 355,00 €	0,00%
RECETTE		**TOTAL**	**234 355,00 €**	**234 355,00 €**	**234 355,00 €**	**234 355,00 €**	**0,00%**

La recette d'investissement de 234 355 € correspond au montant de l'attribution de compensation d'investissement pour le SNAS versée par la ville d'Auxerre.

Solidarités

communauté
de l'auxerrois

1 – Politique de la ville

2 – Cohésion sociale

3 – Santé

1 – Politique de la ville

Le contour de cette politique publique

- Animation et gestion du contrat de ville
- Programme de renouvellement urbain pour la partie sous le pilotage de la communauté de l'Auxerrois (maisons du projet et bâtiment à vocation économique)

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 055,08 €	4 200,00 €	4 200,00 €	3 539,15 €	-41,55%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	73 266,72 €	79 604,00 €	79 604,00 €	55 158,41 €	-24,72%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	354 914,60 €	244 300,00 €	199 000,00 €	196 507,20 €	-44,63%
DEPENSE		**TOTAL**	**434 236,40 €**	**328 104,00 €**	**282 804,00 €**	**255 204,76 €**	**-41,23%**

Les dépenses de fonctionnement sont composées pour l'essentiel des subventions attribuées au titre du contrat de ville pour un montant de 196 507.20 €. Il convient d'ajouter également 45 300 € de subvention versées au titre du contrat de ville qui ont été affectées sur la politique publique cohésion sociale. Les charges de personnel (chap012) s'élèvent à 55 158 €.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	4 503,71 €	0,00 €	0,00 €	185,72 €	-95,88%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €	0,00%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	353,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**66 856,71 €**	**62 000,00 €**	**62 000,00 €**	**62 185,72 €**	**-6,99%**

62 000 euros sont versés par le conseil départemental à la CA pour abonder l'enveloppe globale du contrat de ville.

2 – Cohésion sociale

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 470,75 €	15 590,00 €	38 340,00 €	6 344,99 €	41,92%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		0,00 €	71 300,00 €	45 300,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**4 470,75 €**	**15 590,00 €**	**109 640,00 €**	**51 644,99 €**	**1 055,18%**

Les dépenses au chapitre 011 concernent le loyer payé pour la location d'un local rue Cézanne à Auxerre où est installé la maison du projet. Au chapitre 65, il s'agit de 45 300 € de subvention versée au titre du contrat de ville

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	183 816,67 €	0,00 €	73 926,00 €	73 926,67 €	-59,78%
RECETTE		**TOTAL**	**183 816,67 €**	**0,00 €**	**73 926,00 €**	**73 926,67 €**	**-59,78%**

La recette de 73 926.67 € est une subvention versée par l'ANRU pour le financement de l'ingénierie sur le programme de renouvellement urbain.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	25 045,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 800,00 €	0,00 €	11 257,20 €	10 311,60 €	114,83%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	53 927,10 €	3 000,00 €	14 264,68 €	0,00 €	-100,00%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	536,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**84 308,10 €**	**3 000,00 €**	**25 521,88 €**	**10 311,60 €**	**-87,77%**

Les dépenses d'investissement portent sur l'achat de copieurs couleur pour 10 311.60 €.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	21 748,16 €	0,00 €	2 507,50 €	2 507,50 €	-88,47%
RECETTE		**TOTAL**	**21 748,16 €**	**0,00 €**	**2 507,50 €**	**2 507,50 €**	**-88,47%**

2507.50 € ont été perçus pour le financement de la maison du projet quartier Sainte Geneviève et quartier des Rosoirs.

3 – Santé

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	64 520,52 €	19 000,00 €	20 671,00 €	-6 386,45 €	-109,90%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	47 458,26 €	47 514,00 €	47 514,00 €	19 121,81 €	-59,71%
DEPENSE		**TOTAL**	**111 978,78 €**	**66 514,00 €**	**68 185,00 €**	**12 735,36 €**	**-88,63%**

Les dépenses de fonctionnement portent sur :
- chapitre 011 : compte tenu des rattachements, le chapitre 11 présente un solde négatif de 6 386.45 € (étude hébergement des étudiants) , 7 900 € ont été exécutés pour des achats et prestations pour réaliser les actions du contrat local de santé notamment le « bus Cœur des femmes ».
- au chapitre 012, les dépenses de personnel s'élèvent à 47 458 €

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES		0,00 €	0,00 €	3 154,69 €	
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	7 288,41 €	6 600,00 €	6 600,00 €	4 326,85 €	-40,63%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	94 188,00 €	28 800,00 €	28 800,00 €	30 747,00 €	-67,36%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		0,00 €	0,00 €	1 070,00 €	
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00 €	0,00 €	351 000,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**101 476,41 €**	**35 400,00 €**	**35 400,00 €**	**390 298,54 €**	**284,62%**

Les recettes de fonctionnement concernent :
- au chapitre 70 : les refacturations au budget prestations de service pour le remboursement par la CC de l'aillantais de sa quote-part des dépenses du contrat local de santé
- au chapitre 74 : des subventions pour l'animation du contrat local de santé et l'opération bus du cœur
- au chapitre 75 : les loyers pour l'occupation ponctuelle de la salle des boutisses par Médical Santé
- au chapitre 77 : le produit de la cession du bâtiment rue de Paris à Auxerre à usage de cabinet médical.

Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	0,00 €	114,98 €	114,98 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**114,98 €**	**114,98 €**	**#DIV/0**

La dépense porte sur l'acquisition de petits matériels.

Habitat

communauté
de l'auxerrois

1 – Habitat

2 – Gens du voyage

1 – Habitat

Le contour de cette politique publique :

- Définition des politiques locales de l'habitat et du logement avec la création d'un programme d'action
- Lutte contre l'habitat indigne
- Promotion de la production de nouveaux logements
- Pilotage les dispositifs d'amélioration de l'habitat

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	155 272,91 €	193 500,00 €	188 700,00 €	31 407,00 €	-79,77%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	101 376,40 €	287 458,00 €	287 458,00 €	189 848,22 €	87,27%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**259 649,31 €**	**480 958,00 €**	**476 158,00 €**	**221 255,22 €**	**-14,79%**

Les dépenses de fonctionnement sont composées par :
- au chapitre 011 : des prestation par SOLIHA pour l'instruction de dossiers et études à hauteur de 17 680€, adhésion annuelle à l'ADIL pour 9 527 € et 4 000 € pour le fichier partagé de la demande unique de logement dans l'Yonne (exécuté au chapitre 65 en 2023)
- au chapitre 012, les charges de personnel s'élèvent à 189 848.22 €

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	52 500,00 €	52 500,00 €	20 956,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**52 500,00 €**	**52 500,00 €**	**20 956,00 €**	**#DIV/0**

Au chapitre 74, une subvention de l'ANAH a été encaissée pour un montant de 20 955 e pour le financement du poste de chef de projet OPAH-RU.

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €	0,00 €	10 680,00 €	10 680,00 €	#DIV/0
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	159 481,30 €	355 000,00 €	737 829,50 €	204 521,65 €	28,24%
	26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.		0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	2 064,00 €	#DIV/0
	45411	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	99 777,41 €	0,00 €	69 581,02 €	12 038,70 €	-87,93%
DEPENSE		**TOTAL**	**259 258,71 €**	**405 000,00 €**	**918 090,52 €**	**229 304,35 €**	**-11,55%**

204 521.65 € de subventions ont été versées dans le cadre du dispositif PLD programme logements durables et du dispositif 2022 d'aide aux travaux. 12 038 € de travaux d'office (démolition) ont été réalisés au chapitre 45411.

✓ Recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	45412	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	0,00 €	173 000,00 €	173 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	2 064,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**2 064,00 €**	**223 000,00 €**	**223 000,00 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Aucune recette n'a été exécutée en 2024.

2 – Gens du voyage

Le contour de cette politique publique :

- Gestion de l'accueil de moyen passage : accueil des familles itinérantes
- Appui dans l'aménagement de l'aire de grand passage
- Missions d'intégration des gens du voyage (sédentarisation)

✓ <u>Dépenses de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	41 990,88 €	78 429,00 €	97 235,16 €	87 006,80 €	107,20%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	70 041,65 €	80 032,00 €	80 032,00 €	95 407,72 €	36,22%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 780,49 €	0,00 €	5 800,00 €	5 800,00 €	225,75%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	24 697,44 €	0,00 €	17 210,62 €	17 210,62 €	-30,31%
DEPENSE		**TOTAL**	**138 510,46 €**	**158 461,00 €**	**200 277,78 €**	**205 425,14 €**	**48,31%**

Les dépenses se répartissent comme suit :

- chapitre 011 : 87 000 € ont été exécutés pour la fourniture d'eau et d'électricité sur le site de l'aire d'accueil, la réalisation d'une étude foncière de 1 788 € pour l'aire de grand passage, et 18 730 € pour le nettoyage de l'aire d'accueil.

- chapitre 012 : les charges de personnel s'élèvent à 95 407 €

- au chapitre 65, une subvention exceptionnelle de 5800 € a été versée au Club vert suite à dégradations

- chapitre 67 : un trop perçu de subvention de 17 210.62 € au titre de 2023 a été reversé à la CAF en raison de la baisse de la fréquentation de l'aire d'accueil en 2023.

✓ <u>Recettes de fonctionnement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	1 776,74 €	4 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	731	IMPOSITION DIRECTE	1 672,97 €	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	34 885,40 €	15 000,00 €	15 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00 €	0,00 €	40,18 €	
RECETTE		**TOTAL**	**38 335,11 €**	**21 000,00 €**	**21 000,00 €**	**40,18 €**	**-99,90%**

Les recettes sont quasi inexistantes sur 2024 en raison de la fermeture du site de l'aire d'accueil permanente.

✓ <u>Dépenses d'investissement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 410,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	39 226,94 €	650 000,00 €	115 085,53 €	21 984,00 €	-43,96%
DEPENSE		**TOTAL**	**40 636,94 €**	**655 000,00 €**	**120 085,53 €**	**21 984,00 €**	**-45,90%**

18 320 € de dépenses ont été exécutées, il s'agit de factures de maitrise d'œuvre.

✓ <u>Recettes d'investissement</u>

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	316 825,72 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 410,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**1 410,00 €**	**5 000,00 €**	**321 825,72 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

Aucune recette d'investissement n'a été perçue.

Administration Générale

communauté de l'auxerrois

1 – Administration générale

2 – Communication assemblée

3 – Atelier mécanique

4 – Logistique

5 – Délégué à la protection des données

1 – Administration générale

Cette politique publique ne correspond pas à un domaine d'intervention particulier mais regroupe les services ressources et toutes les dépenses qui ne relèvent pas précisément d'une politique publique présentée en infra. L'ensemble des services support est également rattaché à cette politique.

L'ensemble des éléments présentés ci-dessous porte sur les dépenses et recettes réelles

- ✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 202 633,05 €	1 383 199,00 €	2 079 745,58 €	1 458 875,25 €	21,31%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	6 994 899,06 €	7 664 097,00 €	7 663 297,00 €	7 144 370,71 €	2,14%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	13 367 397,63 €	14 023 725,00 €	14 691 405,00 €	14 489 851,08 €	8,40%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	317 587,81 €	538 300,00 €	863 890,77 €	399 496,56 €	25,79%
	66	CHARGES FINANCIERES	24 989,68 €	26 500,00 €	36 500,00 €	23 815,57 €	-4,70%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 361,20 €	5 000,00 €	54 450,00 €	0,00 €	-100,00%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	3 198,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**21 912 066,43 €**	**23 640 821,00 €**	**25 389 288,35 €**	**23 516 409,17 €**	**7,32%**

Le montant total des dépenses de fonctionnement s'élève à 23 516 409 €.

Au chapitre 011, les dépenses de 1 458 875 € sont notamment constituées par :

- le service support affaires juridiques pour 246 000 euros : assurance multirisques 27 500 €, frais d'actes et de contentieux 82 500 €, affranchissement 90 000 €, concours divers 35 000 € (ADCF, AMF, pôle métropolitain, IDEAL Connaissances)
- la commande publique pour 157 000 € :
  - ✓ la maintenances des copieurs pour 62 585 €,
  - ✓ les achat de vêtements de travail pour 23 000 €, de fournitures administratives pour 55 600 €
  - ✓ la documentation générale et technique pour 10 500 € (abonnements à des revues techniques notamment)
- le service support informatique pour 314 000 € qui comprend :
  - ✓ des prestations de service pour 138 600 € (paramétrage/migration/installation de serveurs, système d'archivage électronique, amélioration de la sécurité informatique, prestation de digitalisation, migrations informatiques, inventaire physique du matériel informatique)
  - ✓ La maintenance informatique pour 151 000 €
  - ✓ 18 900 € de formations aux outils informatiques
- Les télécommunications pour 200 000 euros : frais de téléphonie et accès internet et maintenance.
- pour le patrimoine : 327 000 euros afférents aux locaux occupés par les services supports. Il s'agit des fluide, loyers et charges locatives, maintenance, entretien des bâtiments et les frais de nettoyage des locaux, taxe foncière, assurance dommage aux biens
- pour la gestion des ressources humaines 98 000 euros de dépenses pour le versement à des organismes de formations, le recours à des prestataires, travailleurs sociaux, psychologues, la participation aux concours FPT, au FIPHFP.

Au chapitre 012, les charges de personnel non ventilées sur d'autres politiques s'élèvent à 7 144 370 €,en légère augmentation de 2.14% par rapport à 2024.

Au chapitre 014 – Atténuation de produits, le montant des dépenses de 14 489 851 € est en augmentation de 8.4%. Il est constitué par :

- les attributions de compensations pour un montant de 9 334 048 € (+ 1 234 000 €)
- Le reversement au fonds national de garantie individuelle de ressources pour 4 670 103 € identique à 2023
- le reversement au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales pour 274 299€.
- 46 932 € de reversement de fiscalité au titre des IFER
- Remboursement de 142 180 € de trop perçu de fraction de TVA
- 22 000€ remboursé suite à dégrèvements.

Au chapitre 65, les charges de 399 496 € concernent notamment :

- les abonnements informatiques pour l'utilisation des logiciels, licences et redevances annuelles pour 306 000 €
- le versement de la subvention de 55 000 € à l'université Bourgogne Franche Comté pour l'entretien des bâtiments de l'IUT.

Le chapitre 66 s'élève à 23 815 € et concerne les charges d'intérêts des emprunts.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	8 262 594,86 €	0,00 €	8 510 143,72 €	8 510 143,72 €	3,00%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	25 266,94 €	2 500,00 €	19 000,00 €	18 326,31 €	-27,47%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	155 636,61 €	38 000,00 €	125 000,00 €	86 383,42 €	-44,50%
	73	IMPOTS ET TAXES	16 225 898,00 €	16 779 061,00 €	16 201 895,00 €	16 201 806,00 €	-0,15%
	731	IMPOSITION DIRECTE	12 527 607,00 €	15 001 003,62 €	14 997 411,20 €	15 551 467,00 €	24,14%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 337 435,27 €	10 321 575,00 €	10 331 174,00 €	10 321 156,83 €	-0,16%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	16 203,45 €	0,00 €	0,00 €	14 292,40 €	-11,79%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	17,68 €	0,00 €	6 000,00 €	9 172,30 €	51 779,52%
	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00 €	0,00 €	334,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**47 550 659,81 €**	**42 142 139,62 €**	**50 190 623,92 €**	**50 713 081,98 €**	**6,65%**

Le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 50 713 081 € euros. Celles-ci se répartissent par chapitre comptable comme suit :

Le résultat de fonctionnement reporté au chapitre 002 s'élève à 8 510 143.72 € , en augmentation de 248 000 €.

Au chapitre 13, les atténuations de charges pour 18 326.31 € sont notamment constituées par l'encaissement d'indemnités journalières et remboursement de charges.

Le chapitre 70 – produit des services est d'un montant de 86 333 euros. Il est constitué depuis 2023, de la contribution du CCAS pour l'utilisation du service commun de la direction informatique.
Par ailleurs, il n'y a plus d'agent mis à disposition par la CA à la ville d'Auxerre depuis 2024, ce qui explique la diminution de la recette.

Le chapitre 73 est constitué du montant de la fraction de TVA versée par l'Etat en compensation de la suppression de la taxe d'habitation et de la modification de la perception de la CVAE. Ce montant est en diminution de 24 000€ par rapport à 2023 pour un total encaissé de 16.2 M€.

Le chapitre 731 IMPOSITION DIRECTE porte sur l'encaissement des recettes de fiscalité. D'un montant de 15,5M€, il est en progression de 24% soit un peu plus de 3M€ par rapport à 2023 suite à :
- l'augmentation du taux de TFB et à la revalorisation des bases de + 3,9% soit + 2,885 M€
- à la progression du produit sur les surfaces commerciales de 75 K€
- à la progression de l'IFER de 37 K€,
Et à l'encaissement d'un montant de 256 K€ au titre des rôles supplémentaires.

Sens (L)	Chapitre (C)	Nature (C)	Nature (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	731	73111	IMPOTS DIRECTS LOCAUX	10 132 748,00 €	12 973 880,62 €	12 922 344,20 €	13 017 980,00 €	28,47%
	731	73113	TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES	1 446 721,00 €	1 299 497,00 €	1 276 495,00 €	1 521 097,00 €	5,14%
	731	73114	IFER	719 470,00 €	727 626,00 €	737 460,00 €	756 107,00 €	5,09%
	731	73118	ROLE SUPPLEMENTAIRE	228 668,00 €	0,00 €	61 112,00 €	256 283,00 €	12,08%
RECETTE			**Somme :**	**12 527 607,00 €**	**15 001 003,62 €**	**14 997 411,20 €**	**15 551 467,00 €**	**24,14%**

Le chapitre 74 dotations et participations s'élève à 10 321 156 euros stable par rapport à 2023.

Sens (L)	Chapitre (C)	Nature (C)	Nature (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	74	741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	1 731 116,00 €	1 731 116,00 €	1 740 732,00 €	1 740 732,00 €	0,56%
	74	741126	Dotation de compensation des EPCI	5 346 054,00 €	5 237 141,00 €	5 257 585,00 €	5 257 585,00 €	-1,65%
	74	744	FCTVA	37 976,27 €	50 000,00 €	50 000,00 €	15 241,18 €	-59,87%
	74	74718	AUTRES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	9 000,00 €	#DIV/0
	74	74772	FEDER	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 741,65 €	#DIV/0
	74	748312	D.C.R.T.P	1 666 100,00 €	1 666 100,00 €	1 656 719,00 €	1 656 719,00 €	-0,56%
	74	74832	ETAT-COMPENSATION AU TITRE DE LA CET	1 556 186,00 €	1 637 218,00 €	1 626 138,00 €	1 623 880,00 €	4,35%
	74	74833	ETAT - COMPENS.AU TITRE DES EXO. TAXES	3,00 €	0,00 €	0,00 €	2 258,00 €	75 166,67%
RECETTE			**Somme :**	**10 337 435,27 €**	**10 321 575,00 €**	**10 331 174,00 €**	**10 321 156,83 €**	**-0,16%**

Le chapitre 75 autres produits de gestion courante s'établit à 14 292 euros et est composé de recettes de loyers et charges.

Au chapitre 77, il s'agit de recettes exceptionnelles pour 9 172 € composées d'avoirs sur facture et vente d'un véhicule via Agora store.

- ✓ Les dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 424,20 €	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	227 066,68 €	2 300 000,00 €	2 300 000,00 €	2 299 066,68 €	912,51%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	285 196,46 €	286 455,00 €	415 653,80 €	171 005,51 €	-40,04%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		0,00 €	22 739,20 €	0,00 €	
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	894 013,50 €	1 627 721,00 €	551 976,29 €	186 225,18 €	-79,17%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 565,02 €	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 412 265,86 €**	**4 216 176,00 €**	**3 392 369,29 €**	**2 656 297,37 €**	**88,09%**

Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 2 656 297 €, en augmentation de 88 % essentiellement en raison du remboursement d'un prêt en capital pour un montant de 2 072 000 €- auquel s'ajoutent les annuités d'emprunt de l'année de 227 K€ au chapitre 16.

- au chapitre 20 : 171005 € de dépenses qui se répartissent comme suit :
  - Frais d'annonces et insertion procédure de marchés : 3 564 €

- L'acquisition de licences et mises en service de logiciels pour 147 761 €
- La réalisation d'étude pour 16 400 € (étude de faisabilité siège hôtel d'agglomération))

Au chapitre 21 , 186 225.18 € d'investissement pour les opérations suivantes :

- Frais d'actes pour acquisition impasse des fourbisseurs d'épée : 3 618 €
- Travaux dans les bâtiments des boutisses suite réorganisation des services pour 36 000 € et 31 000 € pour des travaux de curage dans le futur hôtel d'agglomération
- 68 000 euros pour l'informatique pour l'acquisition d'ordinateurs et matériels informatique,
- 4 200 € de mobilier
- 41 000 € de matériel et outillage divers

✓ Les recettes d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 124 024,86 €	0,00 €	368 474,08 €	368 474,08 €	-82,65%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 466 699,54 €	500 000,00 €	3 265 188,29 €	3 050 995,43 €	108,02%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	511 245,81 €	634 000,00 €	748 500,00 €	700 676,86 €	37,05%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00 €				#DIV/0
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00 €				#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**4 101 970,21 €**	**1 134 000,00 €**	**4 382 162,37 €**	**4 120 146,37 €**	**0,44%**

Les recettes d'investissement s'élèvent à 4 120 146 € stables par rapport à 2023, et sont constituées par :
- chapitre 001 - par le résultat reporté d'investissement excédentaire de 368 474 €
- chapitre 10 : l'affectation du résultat fonctionnement 2023 à l'investissement (compte 1068) pour 2 765 188.29 € et 285 807 euros de FCTVA
- chapitre 13 : 700 676.86 € d'attribution de compensation d'investissement versés par le ville d'Auxerre, en progression de près de 200 K€.

2 – Communication assemblée

Le contour de cette politique publique :
- actions globales de communication visant à valoriser l'Auxerrois, l'action de la collectivité et promouvoir le territoire
- Tous les évènement et associations non rattachés à une politique particulière

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	334 325,78 €	448 650,00 €	494 749,98 €	407 001,57 €	21,74%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	534 177,01 €	542 488,00 €	542 488,00 €	573 406,91 €	7,34%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	315 899,65 €	331 500,00 €	331 500,00 €	272 434,50 €	-13,76%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 184 402,44 €**	**1 322 638,00 €**	**1 368 737,98 €**	**1 252 842,98 €**	**5,78%**

Les dépenses s'élèvent à 1 252 842 € et portent sur :

- les charges à caractère général au chapitre 011 :

- L'impression et la distribution d' AUXERROIS MAGAZINE pour 161 500 €
- L'impression et la distribution de SORTIR A AUXERRE et impression du rapport d'activités 28 500 €
- 12 700 € de prestations diverses (impressions, affiches, goodies)

- L'organisation d'évènements et réceptions pour 165 000 € (journée des agents, Paris/Nice, stand Foire, salon des maires, instances, …)
- 13 410 € pour la campagne de kakémonos 2023

- les charges de personnel s'élèvent à 573 406 € et les indemnités et formation des élus à 268 169 € (chapitre 65).

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	268,04 €	#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**268,04 €**	**#DIV/0**

✓ Dépenses d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 248,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	24 542,50 €	220 000,00 €	424 947,14 €	227 363,97 €	826,41%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 990,90 €	0,00 €	12 015,50 €	11 184,50 €	11,95%
DEPENSE		**TOTAL**	**38 781,40 €**	**220 000,00 €**	**436 962,64 €**	**238 548,47 €**	**515,11%**

Les dépenses d'investissement portent sur le subventionnement de projets communaux pour 227 363 € et 11 000 € d'achat de matériels (sonorisation mobile, micro, habillage barrière).

3 – Atelier mécanique

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	72,50 €	0,00 €	0,00 €	152,00 €	109,66%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	236 844,55 €	244 360,00 €	244 360,00 €	248 704,83 €	5,01%
DEPENSE		**TOTAL**	**236 917,05 €**	**244 360,00 €**	**244 360,00 €**	**248 856,83 €**	**5,04%**

Les dépenses de fonctionnement portent sur les charges de personnel de l'atelier mécanique pour 248 705 €

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	-508,39 €	11 100,00 €	11 100,00 €	7 404,50 €	-1 556,46%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**-508,39 €**	**11 100,00 €**	**11 100,00 €**	**7 404,50 €**	**-1 556,46%**

Les recettes sont afférentes à des remboursement par le budget prestations de service pour 7 404 €

✓ Dépenses de d'investissement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 850,02 €	0,00 €	23 116,31 €	15 947,77 €	-5,35%
DEPENSE		**TOTAL**	**16 850,02 €**	**0,00 €**	**23 116,31 €**	**15 947,77 €**	**-5,35%**

Les dépenses d'investissement concernant l'achat d'outillage mécanique (pompe hydraulique, nettoyeur extracteur, compresseur, …)

5 –Délégué à la protection des données

✓ Dépenses de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 533,60 €	27 950,00 €	17 950,00 €	18 442,80 €	144,81%
DEPENSE		**TOTAL**	**7 533,60 €**	**27 950,00 €**	**17 950,00 €**	**18 442,80 €**	**144,81%**

Les dépenses de fonctionnement portent sur la maintenance logiciel, l'accompagnement à l'AIPD (analyse d'impact relative à la protection des données)et la cotisation à l'association française des correspondants DPO.

✓ Recettes de fonctionnement

Sens (L)	Chapitre (C)	Chapitre (L)	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	27 879,41 €	39 840,00 €	39 840,00 €	31 883,54 €	14,36%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	4 560,00 €	4 560,00 €	1 660,24 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**27 879,41 €**	**44 400,00 €**	**44 400,00 €**	**33 543,78 €**	**20,32%**

Les recettes sont composées des montants refacturés aux communes membres utilisatrices du service DPO et au budget annexe prestation de service pour les communes extérieures à la CA.

LES BUDGETS ANNEXES

BUDGET ANNEXE

MOBILITÉ DURABLE

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe mobilité durable assujetti à TVA retrace les dépenses et recettes HT afférentes à la compétence transports urbains et notamment le montant de la délégation de service public de transport versée à l'entreprise KEOLIS pour 2024 en fonctionnement.

Compte administratif 2024	MOBILITE DURABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	10 644 313,62 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	10 530 483,39 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**113 830,23 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	- €
Fonctionnement Résultat cumulé	**113 830,23 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	349 113,71 €
Investissement 2024 - Dépenses	346 107,25 €
Investissement Résultat de l'exercice	**3 006,46 €**
Investissement Report N-1 R001	- 890 949,79 €
Investissement Résultat cumulé	**- 887 943,33 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	774 113,10 €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**774 113,10 €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 113 830,23 €

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire de 113 830.23 € et un résultat d'investissement excédentaire de 3 006.46 €. Après intégration des reports 2023 et des restes à réaliser, le résultat cumulé de fonctionnement s'élève 113 830.23 €, et le solde d'investissement est déficitaire de -113 830.23 €.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

✓ Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2,10 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 245 120,05 €	10 052 134,00 €	10 052 134,00 €	10 016 404,34 €	8,34%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	163 702,18 €	166 500,00 €	183 760,00 €	183 154,09 €	11,88%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	475,83 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	27 083,41 €	28 010,00 €	53 010,00 €	27 016,16 €	-0,25%
	66	CHARGES FINANCIERES	70 225,80 €	73 795,00 €	83 795,00 €	71 631,78 €	2,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**9 506 609,37 €**	**10 320 439,00 €**	**10 372 699,00 €**	**10 298 206,37 €**	**8,33%**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 10,28 M€ et sont en augmentation de 8.33% par rapport à 2023, notamment en raison de l'augmentation du forfait de charges versé au délégataire de la DSP transport.

Les dépenses se répartissent comme suit :

- Les charges à caractère général s'élèvent à 10,01 M€ dont 10 M€ constitués par le forfait de charges versé au délégataire KEOLIS
- Les charges de personnel s'élèvent à 183 154€ dont 121 254 € de remboursement au budget principal.
- La masse salariale est de 61 899 € à comparer à 59 259 € au compte administratif de 2023 soit une hausse de 4.45% entre 2024 et 2025. Cela s'explique notamment par les hausses de la valeur du point d'indice.
- Les charges de gestion courante se portent à 27 016 € et sont composées des indemnités élus.
- Les charges des intérêts des emprunts se fixent à 71 631 78 €.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	1 255 423,48 €	1 171 430,00 €	1 223 690,00 €	1 228 547,59 €	-2,14%
	73	IMPOTS ET TAXES	4 322 497,05 €	6 038 609,00 €	6 038 609,00 €	6 267 378,04 €	44,99%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 672 989,33 €	3 177 167,00 €	3 177 167,00 €	2 867 935,05 €	-21,92%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	416 469,67 €	208 233,00 €	208 233,00 €	208 246,32 €	-50,00%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	396,53 €	0,00 €	0,00 €	684,62 €	72,65%
RECETTE		**TOTAL**	**9 667 776,06 €**	**10 595 439,00 €**	**10 647 699,00 €**	**10 572 791,62 €**	**9,36%**

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 10 572 791€ et sont en augmentation de 9.36% par rapport à 2023. Elles sont constituées par :

- Les recettes tarifaires de la DSP pour 1,22 M € au chapitre 70,en légère diminution de 2.14%,
- Le versement mobilité pour un montant de 6,26 M€ au chapitre 73 en progression de 44%, notamment en raison de l'augmentation de la base (masse salariale pour les employeurs des secteurs public et privé qui emploient 11 salariés et plus) et de l'augmentation du taux.
- Au chapitre 74, les participations de l'État et de la Région pour l'exercice, par la communauté de l'auxerrois, de la partie de la compétence transport qui rentre dans leur champ de compétence : 1,57M€ identique à 2023.
  La subvention du budget général pour équilibrer ce budget se fixe à 1,29 M€ en 2024 contre 1,83 M € en diminution de 540 K€ en raison de l'augmentation des recettes du versement mobilité.
- Au chapitre 75, il s'agit du versement par KEOLIS de la redevance pour mise à disposition des bus H2 de 208 233€.

✓ **Section d'investissement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	765 963,99 €	0,00 €	890 949,79 €	890 949,79 €	16,32%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	273 815,80 €	275 000,00 €	275 000,00 €	274 585,25 €	0,28%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €				#DIV/0
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**1 039 779,79 €**	**275 000,00 €**	**1 465 949,79 €**	**1 165 535,04 €**	**12,09%**

La section d'investissement en dépenses porte uniquement le remboursement des emprunts à hauteur de 274.000€ de capital amorti en 2024.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES		0,00 €	16 836,69 €	16 836,69 €	
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	874 113,10 €	100 000,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 500,00 €				-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**4 500,00 €**	**0,00 €**	**1 190 949,79 €**	**116 836,69 €**	**2 496,37%**

En recettes d'investissement, 100 00 euros ont été encaissés au chapitre 13 au titre d'une subvention JIVE 2 BUS H2 de l'Union européenne. Les subventions prévues au budget 2024 qui n'ont pas été encaissées sont reportées dans les restes à réaliser.

➢ **OPERATIONS D'ORDRE**

Les opérations d'ordre retracent l'amortissement des immobilisations dont les bus hydrogène et l'amortissement des subventions.

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	129 050,00 €	119 050,00 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	216 724,00 €	218 350,00 €	238 350,00 €	232 277,02 €	7,18%
DEPENSE		**TOTAL**	**216 724,00 €**	**347 400,00 €**	**357 400,00 €**	**232 277,02 €**	**7,18%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	72 394,00 €	72 400,00 €	82 400,00 €	71 522,00 €	-1,20%
RECETTE		**TOTAL**	**72 394,00 €**	**72 400,00 €**	**82 400,00 €**	**71 522,00 €**	**-1,20%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	72 394,00 €	72 400,00 €	82 400,00 €	71 522,00 €	-1,20%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00 €				#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**72 394,00 €**	**72 400,00 €**	**82 400,00 €**	**71 522,00 €**	**-1,20%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	129 050,00 €	119 050,00 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	216 724,00 €	218 350,00 €	238 350,00 €	232 277,02 €	7,18%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00 €				#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**216 724,00 €**	**347 400,00 €**	**357 400,00 €**	**232 277,02 €**	**7,18%**

BUDGET ANNEXE

EAU POTABLE

communauté de l'auxerrois

Le budget eau potable retrace l'exercice de la compétence par la communauté de l'Auxerrois. C'est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) : Les recettes de ce budget ont donc l'obligation de couvrir la totalité des dépenses. Il fait l'objet d'un assujettissement à la TVA depuis le 01/07/2023.

Compte administratif 2024	EAU POTABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	4 124 413,20
Fonctionnement 2024 - Dépenses	1 472 486,04
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**2 651 927,16**
Fonctionnement Report N-1 R002	4 299 551,49
Fonctionnement Résultat cumulé	**6 951 478,65**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	3 404 854,46
Investissement 2024 - Dépenses	5 349 384,36
Investissement Résultat de l'exercice	**- 1 944 529,90**
Investissement Report N-1 R001	872 483,51
Investissement Résultat cumulé	**- 1 072 046,39**
Restes à réaliser 2024 Recettes	1 751 980,54
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 280 865,96
Solde RAR	**- 1 528 885,42**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 2 600 931,81

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire de 2 651 927.16 euros et un résultat d'investissement excédentaire de 1 944 529.90 €.

Après intégration des reports 2023 et des restes à réaliser, le solde de fonctionnement est excédentaire de 6 951 478.65 € et le solde d'investissement est déficitaire de – 2 600 931.81 €.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

✓ Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	196 189,13 €	369 700,00 €	1 269 700,00 €	109 464,24 €	-44,20%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	346 380,12 €	414 000,00 €	414 000,00 €	324 840,56 €	-6,22%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 400,42 €	58 000,00 €	441 943,77 €	35 078,54 €	43,76%
	66	CHARGES FINANCIERES	45 588,95 €	40 200,00 €	40 200,00 €	38 961,01 €	-14,54%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 593,87 €	40 000,00 €	240 000,00 €	23 079,50 €	-29,19%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	82,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**645 234,49 €**	**921 900,00 €**	**2 405 843,77 €**	**531 423,85 €**	**-17,64%**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 531 423.85 € réparties entre :

- Les charges à caractère général : 109 464.24€ dont
  - 18 600 € d'études et recherches
  - 17 834 € d'honoraires notamment pour le plan d'actions 2024 du projet agricole avec la Chambre d'agriculture (honoraires en diminution par rapport à 2023 qui incluaient les honoraires pour audit fin de contrat DSP)
  - 22 000 € de remboursement de frais au budget principal
  - 39 000€ de taxes foncières
- Les charges de personnel : 324 840.56 € dont
  - 45 000 € de refacturation depuis le budget principal.
  - La masse salariale pour un montant de 280 000 €. Ainsi au compte administratif 2023, la masse salariale était de 278 779 €. Il était prévu 345 000 € au budget 2024 mais un poste a été vacant pendant la quasi-totalité de l'année civile, ce qui a conduit à une dépenses exécutée de 280 007 €, soit une hausse de 0.44 % entre 2023 et 2024 liée notamment aux hausses de la valeur du point d'indice.
- Les charges de gestion courantes au chapitre 65 de 35 078.54 € intègrent les indemnités des élus pour 27 000€ (stable par rapport à 2023) et 8 000 € de subventions versées au titre de l'aide en faveur des agriculteurs
- Les charges d'intérêt de la dette s'élèvent à 38 961.01€
- les charges exceptionnelles au chapitre 67 intègrent les subventions versées pour l'implantation de couverts dans le cadre de la charte locale pour 23 079.50 €.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 312 488,85 €	0,00 €	4 299 551,49 €	4 299 551,49 €	29,80%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	926,10 €				-100,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	3 954 206,91 €	3 122 300,00 €	3 122 300,00 €	3 966 071,87 €	0,30%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	118 715,00 €	20 800,00 €	20 800,00 €	29 412,00 €	-75,22%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7,98 €	0,00 €	0,00 €	9,45 €	18,42%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 259,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000,00 €	58,86%
	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00 €	0,00 €	17,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**7 387 603,84 €**	**3 143 100,00 €**	**7 442 651,49 €**	**8 297 061,81 €**	**12,31%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées :

- au chapitre 002 : du résultat reporté 2022 de 4 299 551.49 €
- Au chapitre 70 :
  - ✓ du produit de la surtaxe eau pour 3 871 290 €
  - ✓ de la redevance d'occupation du domaine public pour 41 114 €
  - ✓ 53 666 € de recettes de refacturation du budget annexe assainissement pour mise à disposition d'agents

- Au chapitre 74 : 29 412 € de subventions notamment le financement par l'agence de l'eau de l'animation agricole sur les aires de captage pour 24 400 €
- au chapitre 77 : 2000€ encaissés au titre des pénalités pour retard de versement de la surtaxe eau par le délégataire.

✓ Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	23 191,74 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	225 635,06 €	184 500,00 €	184 500,00 €	183 777,98 €	-18,55%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 084,03 €	693 000,00 €	718 788,41 €	12 965,16 €	-50,29%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49 205,08 €	131 500,00 €	197 572,22 €	10 850,83 €	-77,95%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 780 758,68 €	4 404 700,00 €	9 024 203,41 €	5 014 887,51 €	80,34%
DEPENSE		**TOTAL**	**3 104 874,59 €**	**5 413 700,00 €**	**10 125 064,04 €**	**5 222 481,48 €**	**68,20%**

Les dépenses réelles d'investissement sont composées :
- au chapitre 16 : du remboursement du capital de la dette pour 183 777.98 €
- au chapitre 20 : maitrise d'œuvre pour 12 965.16 €
- au chapitre 21 : 10 600 € pour la fourniture de compteurs d'eau
- au chapitre 23 : réalisation de travaux pour 5 014 887.51€ portant sur le réseau d'eau potable, en forte progression par rapport à 2023 : + 80%

Renouvellement de conduite en 2024 par la Communauté de l'Auxerrois					
Commune	**Rue /lieu**	**Diamètre**	**Matériau**	**Lin. (m)**	**Br. (u)**
Auxerre	Rue Fontaine Ste Marguerite	100	Fonte	107,2	2
	Rue Louis Renault	125	Fonte	192,12	6
	Rue Bourbotte	60	Fonte	118,09	16
	Rue Marie Noel		Fonte	81,69	17
	Carrefour rue joubert	300	Fonte	2,32	0
		150	Fonte	2,14	
	Rue Milliaux	300	Fonte	132	30
	Rue Sutil	150	Fonte	25,76	24
	Rue de la Poterne	100	Fonte	67,11	3
	Place st pierre	60	Fonte	90,69	10
	Ruelle Kiehlmann	50	PE	29,6	10
	Rue des tanneurs	40	PE	17,45	2
	contre allée Davoue	150	Fonte	192,75	6
	Rue rantheaume	125	Fonte	257,04	26
	rue givoire	60	Fonte	241,33	15
	Place maréchal leclerc	150	Fonte	78,88	20
		100	Fonte	4,42	
		60	Fonte	53,94	
	Rue bobillot	60	Fonte	128,02	7
	Rue des moreaux (1)	60	Fonte	185	15
	Rue auguste Michelon	60	Fonte	220	13
Auxerre - Laborde	Rue de la tour coulon	125	Fonte	204,59	12
		40	PE	164	2
	Rue de sougères	60	Fonte	91	11
Appoigny	rue mocquot	150	Fonte	294,27	26
		60	Fonte	7,91	0
	Place de la liberté et du marche	150	Fonte	69,56	4
		60	Fonte	60,45	7
		100	Fonte	1	
		125	Fonte	27,15	2
	Rue chatel bourgeois	125	Fonte	341,56	22
		100	Fonte	24,68	
		60	Fonte	19,35	
		63	PE	5,04	
		50	PE	1,3	
Branches	D176	150	Fontes	171,84	0
Vincelles	grande rue et route de vincelotte	100	Fontes	555,83	37
Total				4267,08	345

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	872 483,51 €	872 483,51 €	#DIV/0
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	2 405 778,01 €	0,00 €	1 679 133,03 €	1 679 133,03 €	-30,20%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	307 223,14 €	276 000,00 €	2 536 639,78 €	784 659,24 €	155,40%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	2 916 500,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	500 672,12 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**3 213 673,27 €**	**3 192 500,00 €**	**5 088 256,32 €**	**3 336 275,78 €**	**3,82%**

Les recettes réelles d'investissement sont constituées par :
- le résultat reporté d'investissement excédentaire de 872 483.51 €
- l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement au financement de l'investissement (compte 1068) pour 1 679 133.03 €
- des subventions pour 784 659.24 € dont 775 920 € de l'agence de l'eau pour la réhabilitation des canalisations fuyardes et 8 739 € de subvention de la Région Bourgogne Franche Comt2 et du Conseil Départemental de l'Yonne pour la mise en place de systèmes agroforesterie

Le taux de subventions perçues par rapport aux dépenses d'équipement s'élève à 15.57%

- **OPERATIONS D'ORDRE**

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 459 200,00 €	4 004 807,72 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	868 913,84 €	870 000,00 €	1 170 000,00 €	941 062,19 €	8,30%
DEPENSE		**TOTAL**	**868 913,84 €**	**2 329 200,00 €**	**5 174 807,72 €**	**941 062,19 €**	**8,30%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	105 229,01 €	108 000,00 €	138 000,00 €	126 902,88 €	20,60%
RECETTE		**TOTAL**	**105 229,01 €**	**108 000,00 €**	**138 000,00 €**	**126 902,88 €**	**20,60%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	105 229,01 €	108 000,00 €	138 000,00 €	126 902,88 €	20,60%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 968,52 €	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**606 197,53 €**	**108 000,00 €**	**203 000,00 €**	**126 902,88 €**	**-79,07%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 459 200,00 €	4 004 807,72 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	868 913,84 €	870 000,00 €	1 170 000,00 €	941 062,19 €	8,30%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 968,52 €	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**1 369 882,36 €**	**2 329 200,00 €**	**5 239 807,72 €**	**941 062,19 €**	**-31,30%**

Les opérations d'ordre portent sur l'amortissement des immobilisations pour 941 062.19 € et 126 902.88 € d'amortissement de subventions.

BUDGET ANNEXE

ASSAINISSEMENT

communauté de l'auxerrois

Le budget Assainissement retrace l'exercice de la compétence par la communauté de l'Auxerrois, suite au transfert intervenu en 2020. C'est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) : Les recettes de ce budget ont donc l'obligation de couvrir la totalité des dépenses. Il fait l'objet d'un assujettissement à la TVA.

Compte administratif 2024	ASSAINISSEMENT
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	3 361 875,10
Fonctionnement 2024 - Dépenses	4 374 984,25
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- 1 013 109,15**
Fonctionnement Report N-1 R002	4 686 353,64
Fonctionnement Résultat cumulé	**3 673 244,49**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	5 613 491,13
Investissement 2024 - Dépenses	6 201 357,68
Investissement Résultat de l'exercice	**- 587 866,55**
Investissement Report N-1 R001	204 175,75
Investissement Résultat cumulé	**- 383 690,80**
Restes à réaliser 2024 Recettes	2 476 793,92
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 398 333,95
Solde RAR	**- 921 540,03**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 1 305 230,83

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement déficitaire de 1 013 109.15 € et un résultat d'investissement déficitiare de 587 866.55 €.

Après intégration des reports 2023 et des restes à réaliser, le solde de fonctionnement est excédenaire de 3 673 244.49 € et le solde d'investissement est déficitaire de 1 305 230.83 €.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

✓ Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 727 511,37 €	216 800,00 €	936 253,77 €	483 054,52 €	-72,04%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	383 641,00 €	392 400,00 €	396 400,00 €	331 260,64 €	-13,65%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 664,45 €	28 000,00 €	243 500,00 €	41 976,63 €	63,56%
	66	CHARGES FINANCIERES	296 106,98 €	314 500,00 €	314 500,00 €	274 627,03 €	-7,25%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 648,01 €	0,00 €	240 000,00 €	36 951,43 €	455,83%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	2 949,00 €	0,00 €	100 000,00 €	337,00 €	-88,57%
DEPENSE		**TOTAL**	**2 442 520,81 €**	**951 700,00 €**	**2 230 653,77 €**	**1 168 207,25 €**	**-52,17%**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 168 207.25 € réparties entre :

- Les charges à caractère général : 483 054.52€ en baisse de 72% en raison de la mise en place de la nouvelle DSP.
  - 384 000 € de solde de prestations de service pour l'exploitation de la station d'épuration.
  - 21 250 € d'études pour modélisation 3D Elaboration du dispositif d'autosurveillance et complément Schéma directeur Assainissement
  - 21 600 € de remboursement de frais au budget principal
  - 43 000 € de redevance d'occupation du domaine public (VNF et Etat)
- Les charges de personnel : 331 260.64 € dont
  - 162 456.32 € de refacturation depuis le budget principal et budget eau potable
  - La masse salariale pour un montant de 168 804.32 € soit une hausse de 3.15 %. Cela s'explique notamment par les hausses de la valeur du point d'indice.
- Les charges de gestion courantes de 41 976.63 € au chapitre 65 intègrent les indemnités des élus pour 26 960€ et 15 015 € d'admission en non-valeur.
- Les charges d'intérêt de la dette s'élèvent à 274 627.03 €
- les charges exceptionnelles s'élèvent à 36 951.43 € et portent sur des annulations de titres de recettes sur exercice antérieur et régularisation comptable
- au chapitre 68, 337 € ont été provisionnés pour créances douteuses.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 568 590,95 €	0,00 €	4 686 353,64 €	4 686 353,64 €	31,32%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	5 697 969,01 €	5 874 851,75 €	3 274 851,75 €	2 635 759,66 €	-53,74%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	178 097,53 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 422,39 €	0,00 €	0,00 €	44 599,72 €	3 035,55%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	66 399,61 €	0,00 €	2 347,60 €	78 986,72 €	18,96%
RECETTE		**TOTAL**	**9 512 479,49 €**	**5 874 851,75 €**	**7 963 552,99 €**	**7 445 699,74 €**	**-21,73%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées :

- Au chapitre 002 : du résultat reporté 2022 de 4 686 353.64 €
- Au chapitre 70 , 2 635 759 e de recettes provenant de :
  - du produit de la redevance assainissement pour 2 595 000 € en diminution de moitié du fait :
    - de l'intégration de l'entretien de la station d'épuration d'Appoigny dans la DSP, par conséquent les parts de prix de l'assainissement qui revenaient à la CA et au délégataire ont été modifiées pour tenir compte de cet élément,
    - d'un décalage des versements suite à la mise en place de nouvelle DSP

- 25 000 € de PFAC (participation pour le financement de l'assainissement collectif)
- 15 600 € de redevance d'occupation du domaine public.
- Au chapitre 75, pour 44 599 € de recettes de solde de dotation de renouvellement versé par les anciens délégataires
- Au chapitre 77, pour 78986 € portant sur l'encaissement de pénalités à hauteur de 28 158 et le solde étant des régularisations comptables.

- **Section d'investissement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	608 273,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	715,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 523 014,24 €	1 477 000,00 €	1 596 768,60 €	1 581 533,92 €	3,84%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	551 024,27 €	880 000,00 €	1 850 737,08 €	578 679,18 €	5,02%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 794,72 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 400 451,26 €	4 006 000,00 €	7 561 233,30 €	3 075 656,14 €	-9,55%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	603 790,18 €	175 000,00 €	824 774,51 €	362 959,44 €	-39,89%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 690 063,49 €**	**6 538 000,00 €**	**11 833 513,49 €**	**5 598 828,68 €**	**-16,31%**

Les dépenses réelles d'investissement sont composées :
- au chapitre 16 : du remboursement du capital de la dette pour 1 581 533.92 €
- au chapitre 20 : 578 679.18 € d'études pour l'élaboration du schéma directeur, la maîtrise d'œuvre pour les opérations de travaux, missions SPS, études géotechniques
- au chapitre 23 : réalisation de travaux pour 3 075 656.14 € portant sur le réseau d'assainissement

liste des travaux réalisés en 2024

Réalisation 2024	
Assainissement	
Renouvellement de réseaux	
Appoigny : rue Châtel Bourgeois (unitaire)	0,38km
Auxerre : rue des Pierre et Marie Curie (unitaire)	0,28km
Auxerre : rue de Fleurus (unitaire)	0,10km
Auxerre : avenue Jean Jaurès (eaux usées)	0,05km
Auxerre : rue Christophe Colomb (unitaire)	0,12km
Auxerre : Place du Maréchal Leclerc	0,13km
Saint Bris le Vineux : rue Dorée (unitaire)	0,14km
Saint Georges sur Baulche : rue des Champs Casselin (eaux usées)	0,31km
Vallan :rue des Tournants	0,29km
	1,79km
Création d'un système d'assainissement	
Chitry le Fort (2022/2024)	
Réseau de distribution	1,85km
	1,85km
TOTAL	**3,64km**
Eaux pluviales	
Renouvellement de réseaux	
Monéteau : Rue Saint Laurent	0,14km
Monéteau : Rue des Marroniers	0,05km
Chitry le Fort : Grande rue	0,19km
TOTAL	**0,38km**

- au chapitre 45 : 362 959.44 € d'opération pour compte de tiers ont été réalisées comme suit :

OPERATION	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024
AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD	23 543,86 €	0,00 €	17 922,34 €	1 663,20 €
CHITRY BOURG	283 607,73 €	85 000,00 €	521 644,41 €	285 372,02 €
QUENNE TRAVAUX CONFORMITE INSTALLATIONS PRIVEES	47 630,00 €	0,00 €	25 323,00 €	0,00 €
APPOIGNY VOIE DES LYS	17 183,31 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER	1 250,00 €	0,00 €	4 250,00 €	1 250,00 €
GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES	89 213,50 €	0,00 €	18 021,50 €	1 669,00 €
APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE	29 280,69 €	0,00 €	57 569,26 €	46 045,22 €
APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES	47 228,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
APPOIGNY SECTEUR PAVILLON SÉPARATIF DOMAINE PRIVÉ		0,00 €	38 400,00 €	0,00 €
QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL	51 376,08 €	0,00 €	6 132,00 €	0,00 €
QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ		0,00 €	23 000,00 €	0,00 €
ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV		0,00 €	22 512,00 €	0,00 €
AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES	13 476,31 €	90 000,00 €	90 000,00 €	26 960,00 €
TOTAL	**603 790,18 €**	**175 000,00 €**	**824 774,51 €**	**362 959,44 €**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	204 175,75 €	204 175,75 €	#DIV/0
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 163 470,20 €	1 439 848,25 €	4 381 744,19 €	2 126 039,13 €	-32,79%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 213 514,00 €	0,00 €	67 421,00 €	67 421,00 €	-94,44%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	133 650,00 €	175 000,00 €	1 447 273,33 €	200 848,00 €	50,28%
	4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)		0,00 €	0,00 €	12 406,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**4 510 634,20 €**	**1 614 848,25 €**	**6 100 614,27 €**	**2 610 889,88 €**	**-42,12%**

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 2 610 889.88 € et sont constituées par :

- Au chapitre 001 : du résultat reporté 2023 de 204 175.75 €
- des subventions pour 2 126 039.13 € dont 1 562 707 € de l'agence de l'eau et 563 332.13 € de l'Etat pour l'élaboration du schéma directeur, le renouvellement et la création de réseaux, la mise en séparatif, création de station d'épuration
- au chapitre 16, 67 421 € d'avance remboursables (à taux zéro) accordée par l'agence de l'eau pour le financement des opérations d'investissement.
- Aux chapitres 45 et 4582, 200 848 € et 12 406 € de subventions versées par l'agence de l'eau pour le financement des opérations pour compte de tiers.

Le taux de subventions perçues par rapport aux dépenses d'équipement s'élève à 58.18%.

OPERATIONS D'ORDRE

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 737 151,75 €	2 225 252,22 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	3 177 323,55 €	3 800 000,00 €	4 121 647,00 €	3 206 777,00 €	0,93%
DEPENSE		**TOTAL**	**3 177 323,55 €**	**5 537 151,75 €**	**6 346 899,22 €**	**3 206 777,00 €**	**0,93%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	793 718,51 €	614 000,00 €	614 000,00 €	602 529,00 €	-24,09%
RECETTE		**TOTAL**	**793 718,51 €**	**614 000,00 €**	**614 000,00 €**	**602 529,00 €**	**-24,09%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	793 718,51 €	614 000,00 €	614 000,00 €	602 529,00 €	-24,09%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	26 253,98 €	500 000,00 €	600 000,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**819 972,49 €**	**1 114 000,00 €**	**1 214 000,00 €**	**602 529,00 €**	**-26,52%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 737 151,75 €	2 225 252,22 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	3 177 323,55 €	3 800 000,00 €	4 121 647,00 €	3 206 777,00 €	0,93%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	26 253,98 €	500 000,00 €	600 000,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**3 203 577,53 €**	**6 037 151,75 €**	**6 946 899,22 €**	**3 206 777,00 €**	**0,10%**

Les opérations d'ordre portent sur l'amortissement des immobilisations pour 3 206 777 € et 602 529 € d'amortissement de subventions.

BUDGET ANNEXE

SPANC

communauté de l'auxerrois

➢ **DEPENSES ET RECETTES REELLES**

Ce budget ne comporte qu'une section de fonctionnement. En dépenses, est inscrit le montant des contrôles réalisés dans le cadre de la compétence, et en recette la facturation auprès des particuliers de ces mêmes contrôles.

L'équilibre est donc assuré par la construction même de ce budget.

Compte administratif 2024	SPANC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	14 763,00
Fonctionnement 2024 - Dépenses	4 769,35
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**9 993,65**
Fonctionnement Report N-1 R002	18 060,38
Fonctionnement Résultat cumulé	**28 054,03**

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire de 9 993.65. Après intégration du report 2023, le solde de fonctionnement est excédenaire de 28 054.03€.

- **Section de fonctionnement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 534,93 €	34 500,00 €	52 060,38 €	4 389,00 €	-20,70%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	762,96 €	0,00 €	500,00 €	212,35 €	-72,17%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 €	500,00 €	500,00 €	168,00 €	#DIV/0
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	32,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 329,89 €**	**35 000,00 €**	**53 060,38 €**	**4 769,35 €**	**-24,65%**

les dépenses réelles au chapitre 011 de 4 389 € concernent les contrôles réalisés par une entreprise missionnée par la Communauté d'agglomération. Au chapitre 65, il s'agit de la prise en charge d'admission en non-valeur et au chapitre 67 d'annulation de titres sur exercice antérieur.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	18 281,85 €	0,00 €	18 060,38 €	18 060,38 €	-1,21%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	5 056,76 €	35 000,00 €	35 000,00 €	14 763,00 €	191,95%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 051,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**24 390,27 €**	**35 000,00 €**	**53 060,38 €**	**32 823,38 €**	**34,58%**

Les recettes réelles de 14 763 € au chapitre 70 sont constituées par la refacturation aux usagers des prestations de contrôle des installations.

Ce budget ne comporte pas d'opération d'ordre.

BUDGET ANNEXE

AUXR_PARC

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe AuxRparc est un budget lotissement HT avec une gestion de stock. Il retrace les travaux d'aménagement de la zone en dépenses de la section d'exploitation et les ventes de terrains et les subventions encaissées en recettes. Les écritures d'investissement concernent uniquement le remboursement d'annuité et la variation du stock.

Compte administratif 2024	AUXRPARC - PARC ACTIVIVITE APPOIGNY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	775 908,50
Fonctionnement 2024 - Dépenses	81 108,24
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**694 800,26**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**694 800,26**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	-
Investissement 2024 - Dépenses	200 000,00
Investissement Résultat de l'exercice	**- 200 000,00**
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	**- 200 000,00**
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 200 000,00

Ce budget annexe présente en 2024 un résultat de fonctionnement excédentaire de 694 800.26 € et un résultat d'investissement déficitaire de 200 000. Il convient de préciser que les écritures comptables de stock n'ont pas pu être passées sur l'exercice 2024 et seront régularisées sur 2025.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	36 879,48 €	109 000,00 €	109 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €	10,00 €	10,00 €	0,00 €	#DIV/0
	66	CHARGES FINANCIERES	86 752,72 €	81 110,00 €	81 110,00 €	81 108,24 €	-6,51%
DEPENSE		**TOTAL**	**123 632,20 €**	**190 120,00 €**	**190 120,00 €**	**81 108,24 €**	**-34,40%**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 81 108.24 €. Elles sont uniquement composées du paiement des intérêts d'emprunt pour un montant de 81 108.24 € au chapitre 66.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	0,00 €	12 057 363,00 €	6 431 765,00 €	0,00 €	#DIV/0
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €				#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	366 542,13 €	917 673,00 €	917 673,00 €	775 908,50 €	111,68%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	483,81 €				-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**367 025,94 €**	**12 975 036,00 €**	**7 349 438,00 €**	**775 908,50 €**	**111,40%**

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 775 908.50 € au chapitre 75 relatif au versement d'une subvention du budget principal qui permet de financer les charges d'emprunt intérêts et capital et la perte entre le coût de revient et le prix de vente des terrains. Les ventes prévues en 2024 ont été décalées dans le temps.

- **Section d'investissement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €				#DIV/0
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00 €				#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	243 393,74 €	12 784 916,00 €	7 159 318,00 €	200 000,00 €	-17,83%
DEPENSE		**TOTAL**	**243 393,74 €**	**12 784 916,00 €**	**7 159 318,00 €**	**200 000,00 €**	**-17,83%**

Les dépenses réelles sont constituées du remboursement de la part capital des emprunts souscrits pour un montant de 200 000 €.

Liste des prêts en cours :

type	référence	Preteur	capital restant dû	durée résiduelle	taux	année de réalisation	montant initial	type de prêt
EMPRUNT	2017-04 108516G DO	CAISSE D'EPARGNE	6 913 118,50	8,07	Taux fixe à 1.13 %	2018	10 000 000,00	in fine
EMPRUNT	2016-01 MON521689EUR DO	SFIL	450 000,00	2	Taux fixe à 0.52 %	2016	2 000 000,00	classique

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €				#DIV/0
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00 €				#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €				#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**				**#DIV/0**

Il n'y a pas de recettes réelles d'investissement, celles-ci étant comptabilisées en fonctionnement.

- **OPERATIONS D'ORDRE**

Les opérations de stock n'ayant pas été passées, il n'y a pas d'exécution sur les opérations d'ordre en fonctionnement et investissement.

BUDGET ANNEXE

ÉCO-PÔLE VENOY

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe Eco pôle Venoy est un budget lotissement HT avec une gestion de stock. Il retrace les travaux d'aménagement de la zone en dépenses de la section d'exploitation. Les écritures d'investissement concernent uniquement la variation du stock.

Compte administratif 2024	ECO-POLE ZAE VENOY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	1 820 898,83
Fonctionnement 2024 - Dépenses	1 820 898,83
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**-**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	1 507 558,72
Investissement 2024 - Dépenses	1 820 889,92
Investissement Résultat de l'exercice	**- 313 331,20**
Investissement Report N-1 R001	- 1 507 558,72
Investissement Résultat cumulé	**- 1 820 889,92**
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 1 820 889,92

Ce budget annexe présente un résultat de l'exercice en fonctionnement égal à zéro et un résultat d'investissement déficitaire de 313 331.20 €. Après intégration des reports, le résultat de fonctionnement cumulé reste à zéro et la section d'investissement présente un déficit cumulé de 1 820 889.92 €. Ce déficit s'explique par les dépenses réalisées en 2024 dans le cadre de la phase d'acquisition du foncier de cette zone, des études en cours et le début des travaux.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 414 004,72 €	1 687 860,00 €	1 753 794,00 €	313 340,11 €	-77,84%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
	66	CHARGES FINANCIERES	0,00 €				#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**1 414 004,72 €**	**1 687 860,00 €**	**1 753 794,00 €**	**313 340,11 €**	**-77,84%**

Les dépenses réelles de fonctionnement de 313 340.11 € sont constituées d'acquisitions foncières, d'études et travaux.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €				#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00 €	0,00 €	8,91 €	
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**8,91 €**	**#DIV/0**

Aucune recette réelle de fonctionnement n'a été perçue en 2024 hormis un excédent sur frais notarié encaissé pour 8.91 €.

- Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	93 554,00 €	0,00 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €				#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**93 554,00 €**	**0,00 €**	**1 507 558,72 €**	**1 507 558,72 €**	**1 511,43%**

Les dépenses réelles d'investissement sont constituées uniquement du report de l'exercice 2023 déficitaire de – 1 507 558.72 €

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €				#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 687 860,00 €	3 261 352,72 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**1 687 860,00 €**	**3 261 352,72 €**	**0,00 €**	**#DIV/0**

Aucune recette réelle d'investissement n'a été encaissée, il n'y a pas eu de souscription d'emprunt.

- **OPERATIONS D'ORDRE**

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	93 554,00 €	1 463 992,72 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
DEPENSE		**TOTAL**	**93 554,00 €**	**1 463 992,72 €**	**1 507 558,72 €**	**1 507 558,72 €**	**1 511,43%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 507 558,72 €	3 151 852,72 €	3 261 352,72 €	1 820 889,92 €	20,78%
RECETTE		**TOTAL**	**1 507 558,72 €**	**3 151 852,72 €**	**3 261 352,72 €**	**1 820 889,92 €**	**20,78%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 507 558,72 €	3 151 852,72 €	3 261 352,72 €	1 820 889,92 €	20,78%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 507 558,72 €**	**3 151 852,72 €**	**3 261 352,72 €**	**1 820 889,92 €**	**20,78%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	93 554,00 €	1 463 992,72 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
RECETTE		**TOTAL**	**93 554,00 €**	**1 463 992,72 €**	**1 507 558,72 €**	**1 507 558,72 €**	**1 511,43%**

Le montant de l'encours de production initial était de 1 507 558.72 € en début d'exercice. Compte tenu des opérations passées au cours de l'exercice, l'encours final s'élève à 1 820 889.92 €.

BUDGET ANNEXE

H2 MIGNOTTES

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe H2 Mignottes est un budget lotissement HT avec une gestion de stock. Il retrace les travaux d'aménagement de la zone en dépenses de la section d'exploitation. Les écritures d'investissement concernent uniquement la variation du stock.

Compte administratif 2024	PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	306 262,93
Fonctionnement 2024 - Dépenses	306 262,93
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**-**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	34 070,00
Investissement 2024 - Dépenses	306 262,93
Investissement Résultat de l'exercice	**- 272 192,93**
Investissement Report N-1 R001	- 34 070,00
Investissement Résultat cumulé	**- 306 262,93**
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 306 262,93

Ce budget annexe présente un résultat de l'exercice en fonctionnement égal à zéro et un résultat d'investissement déficitaire de – 272 192.93 €. Après intégration des reports, le résultat de fonctionnement cumulé reste à zéro et la section d'investissement présente un déficit cumulé de 306 262.93 €.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	010	COMPTES DE STOCKS ET EN COURS	0,00 €				#DIV/0
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 150,00 €	1 555 000,00 €	1 904 500,00 €	272 192,93 €	8 541,05%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €				#DIV/0
	66	CHARGES FINANCIERES	0,00 €				#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**3 150,00 €**	**1 555 000,00 €**	**1 904 500,00 €**	**272 192,93 €**	**8 541,05%**

En 2024, 272 192.93 € de dépenses réelles de fonctionnement ont été réalisées pour des études et travaux.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	0,00 €				#DIV/0
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS					
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**				**#DIV/0**

En 2024, il n'y a pas de recettes réelles de fonctionnement encaissées.

- Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	30 920,00 €	0,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €				#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**30 920,00 €**	**0,00 €**	**34 070,00 €**	**34 070,00 €**	**10,19%**

Les dépenses réelles d'investissement sont constituées uniquement du report de l'exercice 2023 déficitaire de – 34 070 €.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €				#DIV/0
	010	COMPTES DE STOCKS ET EN COURS	0,00 €				#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 555 000,00 €	1 938 570,00 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**1 555 000,00 €**	**1 938 570,00 €**	**0,00 €**	**#DIV/0**

Aucune recette réelle d'investissement n'a été encaissée, il n'y a pas eu de souscription d'emprunt.

➢ OPERATIONS D'ORDRE

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	30 920,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
DEPENSE		**TOTAL**	**30 920,00 €**	**34 070,00 €**	**34 070,00 €**	**34 070,00 €**	**10,19%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 070,00 €	1 589 070,00 €	1 938 570,00 €	306 262,93 €	798,92%
RECETTE		**TOTAL**	**34 070,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 938 570,00 €**	**306 262,93 €**	**798,92%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 070,00 €	1 589 070,00 €	1 938 570,00 €	306 262,93 €	798,92%
DEPENSE		**TOTAL**	**34 070,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 938 570,00 €**	**306 262,93 €**	**798,92%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	30 920,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
RECETTE		**TOTAL**	**30 920,00 €**	**34 070,00 €**	**34 070,00 €**	**34 070,00 €**	**10,19%**

Le montant de l'encours de production initial était de 34 070 € en début d'exercice. Compte tenu des opérations passées au cours de l'exercice, l'encours final s'élève à 306 262.93 €.

BUDGET ANNEXE

AERO_PARC

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe AERO PARC est un budget lotissement HT avec une gestion de stock créé au 01/01/2024. Il retrace les travaux d'aménagement de la zone en dépenses de la section d'exploitation. Les écritures d'investissement concernent uniquement la variation du stock.

Compte administratif 2024	AERO PARC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	11 905,00
Fonctionnement 2024 - Dépenses	11 905,00
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**-**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	-
Investissement 2024 - Dépenses	11 905,00
Investissement Résultat de l'exercice	**- 11 905,00**
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	**- 11 905,00**
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 11 905,00

Ce budget annexe présente un résultat de l'exercice en fonctionnement égal à zéro et un résultat d'investissement déficitaire de – 11 905 €.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

En 2024, 11 905 € de dépenses réelles de fonctionnement ont été réalisées pour une étude.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

En 2024, il n'y a pas de recettes réelles de fonctionnement encaissées.

- Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

En 2024, il n'y a pas eu de dépenses réelles d'investissement.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		945 636,00 €	945 636,00 €	0,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**0,00 €**	

Aucune recette réelle d'investissement n'a été encaissée, il n'y a pas eu de souscription d'emprunt.

➢ OPERATIONS D'ORDRE

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

Le montant de l'encours de production final s'élève à 11 905 €.

BUDGET ANNEXE

ZONE DES MACHERINS

communauté de l'auxerrois

Ce budget annexe géré HT retrace les ventes de terrains de la zone des Macherins.

Compte administratif 2024	ZONE DES MACHERINS
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	163 905,39
Fonctionnement 2024 - Dépenses	155 046,49
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**8 858,90**
Fonctionnement Report N-1 R002	- 28 986,49
Fonctionnement Résultat cumulé	**- 20 127,59**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	144 175,03
Investissement 2024 - Dépenses	31 489,27
Investissement Résultat de l'exercice	**112 685,76**
Investissement Report N-1 R001	599 251,97
Investissement Résultat cumulé	**711 937,73**
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	711 937,73

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire de 8 858.90 € et un résultat d'investissement excédentaire de 112 685.76 €.

Après intégration des reports 2023, le solde de fonctionnement est déficitaire de 20 127.59 € et un solde d'investissement est excédentaire de 711 937.73 €.

L'ensemble des terrains ayant été cédés, ce budget est cloturé au 31/12/2024. Les résultats de clôture seront intégrés au budget principal lors du vote du budget supplémentaire 2025.

➢ DEPENSES ET RECETTES REELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	37 593,49 €	0,00 €	28 986,49 €	28 986,49 €	-22,89%
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 034,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	1 230,46 €	19,00%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00 €	11 600,00 €	9 641,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**38 627,49 €**	**10 000,00 €**	**50 586,49 €**	**39 857,95 €**	**3,19%**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont constituées :
- du résultat reporté déficitaire de 2023 de 28 986.49 €
- de charges à caractère général pour 1 230.46 € (rédaction acte)
- de 9641 € d'annulation de titre sur exercice antérieur pour 9 641 €.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	9 641,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	100 064,00 €	254 240,00 €	294 826,49 €	163 905,39 €	63,80%
RECETTE		**TOTAL**	**109 705,00 €**	**254 240,00 €**	**294 826,49 €**	**163 905,39 €**	**49,41%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont constituées :
- au chapitre 77 : 163 905.39 € du produit de la cession des terrains à la SCI SCHEB et à l'entreprise DMP.

- Section d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	244 240,00 €	843 491,97 €	31 489,27 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**244 240,00 €**	**843 491,97 €**	**31 489,27 €**	**#DIV/0**

31 489.27 € de dépenses ont été exécutées en investissement en 2024 pour la rénovation de l'éclairage public et la création d'un accès à une parcelle.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	499 187,97 €	0,00 €	599 251,97 €	599 251,97 €	20,05%
RECETTE		**TOTAL**	**499 187,97 €**	**0,00 €**	**599 251,97 €**	**599 251,97 €**	**20,05%**

Les recettes réelles d'investissement sont constituées du résultat reporté excédentaire de 2023 de 299 251.97 €.

➢ OPERATIONS D'ORDRE

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	100 064,00 €	244 240,00 €	244 240,00 €	144 175,03 €	44,08%
DEPENSE		**TOTAL**	**100 064,00 €**	**244 240,00 €**	**244 240,00 €**	**144 175,03 €**	**44,08%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT					
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	100 064,00 €	244 240,00 €	244 240,00 €	144 175,03 €	44,08%
RECETTE		**TOTAL**	**100 064,00 €**	**244 240,00 €**	**244 240,00 €**	**144 175,03 €**	**44,08%**

Les opérations d'ordre portent sur les écritures comptables des éléments d'actif cédés.

BUDGET ANNEXE

DÉCHETS COLLECTE

communauté de l'auxerrois

Ce budget a été créé en 2022 afin de retracer précisément toutes les charges et ressources liées à l'exercice de la compétence collecte et traitement des ordures ménagères sur le périmètre « historique » de la communauté de l'Auxerrois. Ce budget est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

Il convient de souligner que le budget annexe redevance incitative a été cloturé au 31/12/2023 suite à l'harmonisation du mode de financement du service de gestion des déchets. L'ensemble des dépenses et recettes de ce budget redevance incitative ont donc été intégrées au budget déchets collecte en 2024.

Compte administratif 2024	DECHETS COLLECTE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	11 864 754,84
Fonctionnement 2024 - Dépenses	10 905 326,10
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**959 428,74**
Fonctionnement Report N-1 R002	2 094 004,52
Fonctionnement Résultat cumulé	**3 053 433,26**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	679 234,90
Investissement 2024 - Dépenses	416 814,81
Investissement Résultat de l'exercice	**262 420,09**
Investissement Report N-1 R001	693 237,21
Investissement Résultat cumulé	**955 657,30**
Restes à réaliser 2024 Recettes	171 000,00
Restes à réaliser 2024 Dépenses	901 686,36
Solde RAR	- **730 686,36**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	224 970,94

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire de 959 428.74 € et un résultat d'investissement excédentaire de 262 420.09 €.

Après intégration des reports 2023 et des restes à réaliser, le solde de fonctionnement est excédenaire de 3 053 433.26 € et un solde d'investissement est excédentaire de 224 970.94 €.

DEPENSES ET RECETTES REELLES

- **Section de fonctionnement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00 €				#DIV/0
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 456 125,31 €	7 706 797,00 €	7 975 387,63 €	7 246 248,62 €	12,24%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 869 953,07 €	3 342 244,00 €	3 342 244,00 €	2 916 805,15 €	1,63%
	022	DEPENSES IMPREVUES	0,00 €				#DIV/0
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	60 961,82 €	72 680,00 €	121 180,00 €	107 772,98 €	76,79%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	70,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	316,37 €	351,96%
DEPENSE		**TOTAL**	**9 387 110,20 €**	**11 126 721,00 €**	**11 443 811,63 €**	**10 271 143,12 €**	**9,42%**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 10 271 143.12 €, en augmentation de 9.42 % par rapport à 2023. Toutefois, 637 000 de dépenses réelles de fonctionnement ont été réalisées en 2023 sur le budget annexe redevance incitative. En prenant en compte cet élément, l'augmentation est alors de seulement 3%

Ces dépenses sont composées :

- au chapitre 011, des charges à caractère général d'un montant de 7 246 248.62 € :

- Les prestation de service (principalement collecte et de traitement) progressent de 18% (+ 985 000€) pour s'établir à 6 422 000 € contre 5 437 000 € en 2023 mais 544 000 euros avait été réalisés sur le budget redevance incitative
- Le montant des remboursements au budget principal et s'élève à 107 000 euros
- Le montant de la mise à disposition des locaux du CTM à la ville d'Auxerre pour un montant de 35 000 €

Le solde des charges à caractère général est notamment constitué par les principaux postes de dépenses suivants :
- 190 000 € de charges de carburant
- 160 000 € de fournitures d'entretien et autres fournitures
- 20 000 € de vêtements de travail
- 50 000 € d'entretien du matériel roulant.
- 16 000 € de maintenance
- 82 000 € de locations immobilières – bâtiment de stockage et locaux sociaux aux cassoirs et hangar de stockage aux caillotes
- 31 000 € d'assurance multirisque
- 10 000 € d'impression des calendriers de tri
- 20 500 € de participation pour l'utilisation par les habitants de Lindry de la déchèterie de Pourrain.

Au chapitre 012, les charges de personnel se montant à 2 919 805 € dont

- ✓ 206 938.27 € de refacturation depuis le budget principal
- ✓ la masse salariale pour un montant de 2 709 866 €, soit une augmentation de 0.67% par rapport à 2023. Cette variation s'explique notamment :
- Impact de la revalorisation du point d'indice de 1.5 % en juillet 2023 : 36 819 €
- Impact de la revalorisation des échelles bas de grille en juillet 2023 : 18 700€
- Impact hausse de 5 points pour tous les agents : 24 620€ pour les titulaires et 4375 € pour les contractuels

En 2023, 68.49 ETP ont été rémunérés sur ce budget, contre 67 ETP en 2024, soit un impact de 58 500 € sur le budget 2024.

Les autres charges de gestion courante s'élèvent à 107 772 € et sont constituées la cotisation au syndicat des déchets centre Yonne pour pour 57 315.55 € en 2024 contre 40 342.20 € en 2023, les indemités des élus pour 26 000 € et 6400 € d'annulationde titre de redevance incitative sur exercice antérieur.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	992 677,54 €	0,00 €	2 086 259,81 €	2 094 004,52 €	110,95%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 772,68 €	0,00 €	0,00 €	126,04 €	-92,89%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	1 670 160,56 €	1 699 911,00 €	1 499 911,00 €	1 548 203,05 €	-7,30%
	73	IMPOTS ET TAXES					
	731	IMPOSITION DIRECTE	8 519 906,00 €	9 302 810,00 €	9 302 810,00 €	9 372 051,00 €	10,00%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	938 009,23 €	784 000,00 €	784 000,00 €	841 947,88 €	-10,24%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 601,35 €	0,00 €	7 744,71 €	3 382,97 €	30,05%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 620,89 €	0,00 €	0,00 €	34 508,24 €	646,79%
RECETTE		**TOTAL**	**12 129 748,25 €**	**11 786 721,00 €**	**13 680 725,52 €**	**13 894 223,70 €**	**14,55%**

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 13 894 233.70 € soit une progression de 14.55 % par rapport à 2023. Il convient également de prendre en compte dans la comparaison les recettes réelles de fonctionnement de 656 000 euros encaissées sur le budget annexe redevance incitative 2023 intégrées en 2024 sur le budget annexe gestion des déchets ; l'augmentation des recettes est alors de 8.67 % entre les 2 exercices.

Ces recettes sont composées de :

- au chapitre 002 : du résultat reporté 2023 pour 2 094 004.52 €, soit 1,1 M€ supplémentaire par rapport à 2022

- au chapitre 013 : encaissement de 126.04 € d'indemnités journalières

- au chapitre 70 : Les produits des services et du domaine sont issus de :
  - ✓ la redevance spéciale pour 1 135 857 € stable par rapport à 2023
  - ✓ Les recettes de revente de tri de matériaux : 397 020 € en augmentation de 173 000 € par rapport à 2023

A noter qu'en 2023, 314 858 € avait été encaissés pour le remboursement de charges de gestion et frais de personnel par le budget annexe redevance incitative. Ce remboursement n'a plus lieu d'être puisque les dépenses du budget RI ont été intégrées dans le budget Déchet collecte.

- au chapitre 731 : La taxe d'enlèvement des ordures ménagères constitue la principale recette de ce budget. Le produit de la TEOM 2024 s'élève à 9 372 051 euros. Il est en progression de 853 00 euros par l'effet de l'augmentation de la base qui intègre les communes auparavant en redevance incitative, la revalorisation générale des bases de 3.9% et l'harmonisation des taux.

En 2023, la TEOM et la RI cumulées s'élevaient à 9 032 000 € contre 9 372 000 en 2024 soit 4% d'augmentation du produit.

- au chapitre 74 : les dotations et participations s'élèvent à 841 947 €, en baisse de 10.24%. Il s'agit des participations des éco-organismes dont CITEO pour 696 000€, et du produit de la vente des composteurs.

- au chapitre 75 : de régularisations comptables

- au chapitre 77 : produit de cession de véhicules

- **Section d'investissement**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €				#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	864,00 €	0,00 €	254 484,00 €	33 588,00 €	3 787,50%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	778 435,50 €	630 000,00 €	2 145 667,10 €	318 691,15 €	-59,06%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00 €	400 000,00 €	700 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**779 299,50 €**	**1 031 000,00 €**	**3 101 151,10 €**	**352 279,15 €**	**-54,80%**

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 352 279 €, elles se composent de :
- au chapitre 20 : étude pour la mise en place de la nouvelle stratégie déchets
- au chapitre 21 :
  - 130 000 € pour le rétrofitage d'une benne hydrogène et 5 000 € pour l'outillage
  - 90 000 € d'achat de bacs roulants
  - 33 000 € pour l'achat de conteneurs enterrés concernant 2 points d'apport volontaire (Grattery 3 et rue du Viaduc- Auxerre)
  - 60 000 € de travaux notamment pour l'aménagement de bureaux en déchèterie et base vie pour le personnel

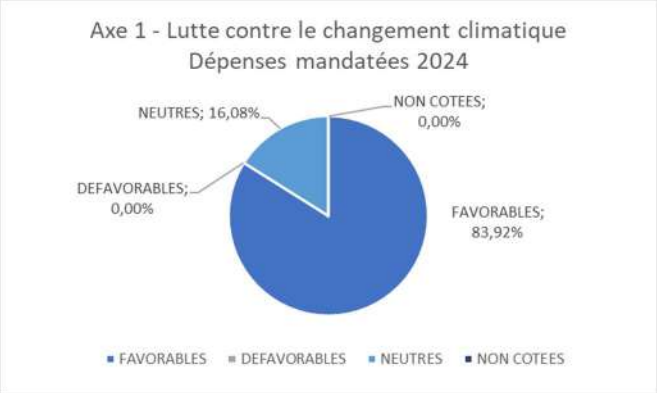
Budget vert : impact des dépenses d'investissement pour la transition écologique

Le budget vert des collectivités locales est un outil de gestion financière intégrant des critères environnementaux pour une gestion durable des ressources publiques. Introduit par l'article 191 de la loi de finances pour 2024, il s'applique aux collectivités de plus de 3 500 habitants et consiste à annexer un état des engagements financiers pour la transition écologique.

Cet état, intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », présente les dépenses d'investissement contribuant positivement ou négativement aux objectifs de transition écologique. La mise en œuvre est progressive, avec certaines catégories de dépenses concernées en 2024 en nomenclature M57 et toutes les dépenses d'investissement à partir de 2025, sauf les remboursements d'emprunts.

Les budgets verts sont structurés autour de plusieurs axes principaux :

1. **Atténuation du changement climatique** : Cet axe se concentre sur les dépenses visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à atténuer les effets du changement climatique. Le compte financier unique 2024 traite uniquement de l'axe 1
2. **Adaptation au changement climatique**
3. **Protection et restauration de la biodiversité**
4. **Gestion durable des ressources naturelles**
5. **Réduction de la pollution**
6. **Transition vers une économie circulaire**



En 2024, sur 222 668 € de dépenses à répartir suivant leur impact pour la lutte contre le changement climatique, 186 860 € de dépenses ont été favorables et ont ainsi permis de contribuer à lutter contre le changement climatique.

Il s'agit notamment des dépenses réalisées pour le rétrofitage d'une benne en hydrogène, la réalisation de travaux dans des locaux et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de la stratégie déchets.

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	32 400,00	32 400,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	60 668,76	24 860,74	0,00	35 808,02	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	129 600,00	129 600,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	222 668,76	186 860,74	0,00	35 808,02	0,00

Les recettes d'investissement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	442 877,02 €	0,00 €	499 742,64 €	693 237,21 €	56,53%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	179 786,88 €	169 000,00 €	193 494,57 €	45 051,92 €	-74,94%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	171 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	202 000,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**622 663,90 €**	**371 000,00 €**	**864 237,21 €**	**738 289,13 €**	**18,57%**

Les recettes d'investissement sont constituées par :
- le résultat reporté 2023 excédentaire de 693 237.21 €
- au chapitre 10 : le FCTVA pour 45 051 €.

➢ OPERATIONS D'ORDRE

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	1 576 913,89 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	690 991,24 €	700 000,00 €	700 000,00 €	634 182,98 €	-8,22%
DEPENSE		**TOTAL**	**690 991,24 €**	**700 000,00 €**	**2 276 913,89 €**	**634 182,98 €**	**-8,22%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 613,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	64 535,66 €	86,45%
RECETTE		**TOTAL**	**34 613,00 €**	**40 000,00 €**	**40 000,00 €**	**64 535,66 €**	**86,45%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 613,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	64 535,66 €	86,45%
DEPENSE		**TOTAL**	**34 613,00 €**	**40 000,00 €**	**40 000,00 €**	**64 535,66 €**	**86,45%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €	1 576 913,89 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	690 991,24 €	700 000,00 €	700 000,00 €	634 182,98 €	-8,22%
RECETTE		**TOTAL**	**690 991,24 €**	**700 000,00 €**	**2 276 913,89 €**	**634 182,98 €**	**-8,22%**

Les opérations d'ordre portent sur l'amortissement des immobilisations pour 634 182.98 € et 64 535.66 € d'amortissement de subventions.

BUDGET ANNEXE

PRESTATION DE SERVICES

communauté de l'auxerrois

Le budget annexe prestations de service a été créé afin de permettre la réalisation de prestations pour le compte des communes et syndicats. Ces prestations sont facturées aux collectivités bénéficiaires.

Compte administratif 2024	PRESTATIONS DE SERVICE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	52 504,32
Fonctionnement 2024 - Dépenses	52 504,33
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- 0,01**
Fonctionnement Report N-1 R002	665,89
Fonctionnement Résultat cumulé	**665,88**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	
Investissement 2024 - Dépenses	
Investissement Résultat de l'exercice	
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	
Restes à réaliser 2024 Recettes	-
Restes à réaliser 2024 Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	-

Pour l'exercice 2024, le budget présente un résultat de fonctionnement déficitaire de -0.01 €. Après intégration des reports 2023, le solde de fonctionnement est excédenaire de 665.88€.

On peut distinguer les prestations liées à :

- L'atelier mécanique : possibilité d'accès à l'atelier mutualisé
- L'ADS : instruction des permis de construire
- Le DPO : délégué à la protection des données dont la prestation permet aux communes et syndicats de satisfaire à cette obligation légale
- La Santé qui concerne la mutualisation du contrat local de santé avec la Communauté de l'aillantais
- Le service aux communes : possibilité de proposer d'autres interventions type maîtrise d'œuvre

DEPENSES ET RECETTES RELLES

- Section de fonctionnement

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	14 484,83 €	23 100,00 €	25 000,00 €	24 708,04 €	70,58%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	27 818,51 €	39 000,00 €	44 881,00 €	27 796,29 €	-0,08%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00 €	6 100,00 €	0,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**42 303,34 €**	**62 100,00 €**	**75 981,00 €**	**52 504,33 €**	**24,11%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	665,90 €	0,00 €	0,00 €	665,89 €	0,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	42 303,33 €	62 100,00 €	75 981,00 €	52 504,32 €	24,11%
RECETTE		**TOTAL**	**42 969,23 €**	**62 100,00 €**	**75 981,00 €**	**53 170,21 €**	**23,74%**

- Détail par service

Les dépenses et recettes sont présentées par type de prestations

ADMINISTRATION DROIT DES SOLS

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 750,47 €	14 600,00 €	16 500,00 €	13 341,60 €	24,10%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	17 307,76 €	17 200,00 €	18 200,00 €	13 733,51 €	-20,65%
DEPENSE		**TOTAL**	**28 058,23 €**	**31 800,00 €**	**34 700,00 €**	**27 075,11 €**	**-3,50%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	28 058,23 €	32 600,00 €	34 700,00 €	27 075,11 €	-3,50%
RECETTE		**TOTAL**	**28 058,23 €**	**32 600,00 €**	**34 700,00 €**	**27 075,11 €**	**-3,50%**

AMENAGEMENT TERRITORIAL

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	0,00 €	0,00 €	4 881,00 €	4 880,40 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 881,00 €**	**4 880,40 €**	**#DIV/0**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	0,00 €	0,00 €	4 881,00 €	4 880,40 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 881,00 €**	**4 880,40 €**	**#DIV/0**

ATELIER MECANIQUE

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 785,42 €	5 700,00 €	5 700,00 €	9 564,77 €	243,39%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 504,91 €	11 100,00 €	11 100,00 €	4 394,02 €	75,42%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00 €	6 100,00 €	0,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**5 290,33 €**	**16 800,00 €**	**22 900,00 €**	**13 958,79 €**	**163,85%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	5 290,33 €	19 100,00 €	22 900,00 €	13 958,79 €	163,85%
RECETTE		**TOTAL**	**5 290,33 €**	**19 100,00 €**	**22 900,00 €**	**13 958,79 €**	**163,85%**

DELEGUE A LA PROTESTION DES DONNEES

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	235,29 €	2 100,00 €	2 100,00 €	602,94 €	156,25%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 431,08 €	4 800,00 €	4 800,00 €	1 660,24 €	16,01%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 666,37 €**	**6 900,00 €**	**6 900,00 €**	**2 263,18 €**	**35,81%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	1 666,36 €	3 800,00 €	6 900,00 €	2 263,18 €	35,82%
RECETTE		**TOTAL**	**1 666,36 €**	**3 800,00 €**	**6 900,00 €**	**2 263,18 €**	**35,82%**

SANTE

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	713,65 €	700,00 €	700,00 €	1 198,73 €	67,97%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	6 574,76 €	5 900,00 €	5 900,00 €	3 128,12 €	-52,42%
DEPENSE		**TOTAL**	**7 288,41 €**	**6 600,00 €**	**6 600,00 €**	**4 326,85 €**	**-40,63%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	7 288,41 €	6 600,00 €	6 600,00 €	4 326,84 €	-40,63%
RECETTE		**TOTAL**	**7 288,41 €**	**6 600,00 €**	**6 600,00 €**	**4 326,84 €**	**-40,63%**

HORS SERVICE

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		0,00 €	0,00 €	665,89 €	
RECETTE		**TOTAL**		**0,00 €**	**0,00 €**	**665,89 €**	

ANALYSE DE LA DETTE

- **Dette globale**

Au 31/12/2024, la dette globale de la communauté de l'Auxerrois est composée de 110 emprunts pour un capital restant dû de 27 574 294 €. Le taux moyen est de 1,65%.

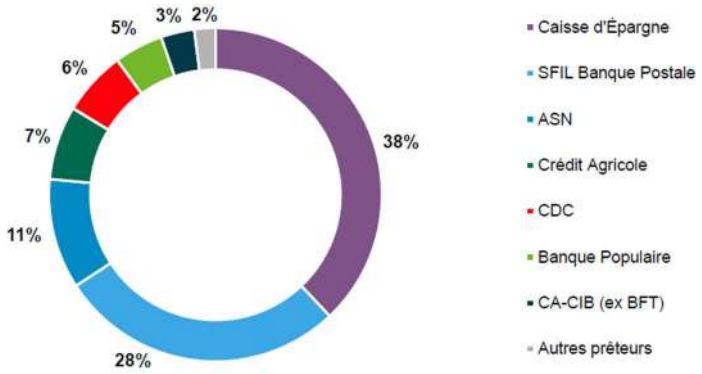
Caractéristique de la dette au :	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Votre dette est de	32 052 194 €	27 574 294 €	- 4 477 900 €
Son taux moyen s'élève à	1,64%	1,65%	+ 0,01%
Sa durée résiduelle moyenne est de	10 ans	11 ans et 5 mois	+ 17 mois
Sa durée de vie moyenne est de	6 ans et 3 mois	6 ans et 11 mois	+ 8 mois
Son nombre de lignes est de	116	110	- 6

La durée de vie résiduelle moyenne des emprunts indique le temps moyen restant avant l'échéance d'un portefeuille d'emprunts.
La durée de vie moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

La dette est majoritairement indexée à taux fixe (85.9%). La part des prêts à taux variables + livret A est de 14.10%.

Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	23 690 122 €	85,9%	1,29%
Variable	2 265 960 €	8,2%	3,96%
Livret A	1 618 212 €	5,9%	3,75%
Total	27 574 294 €	100,0%	1,65%

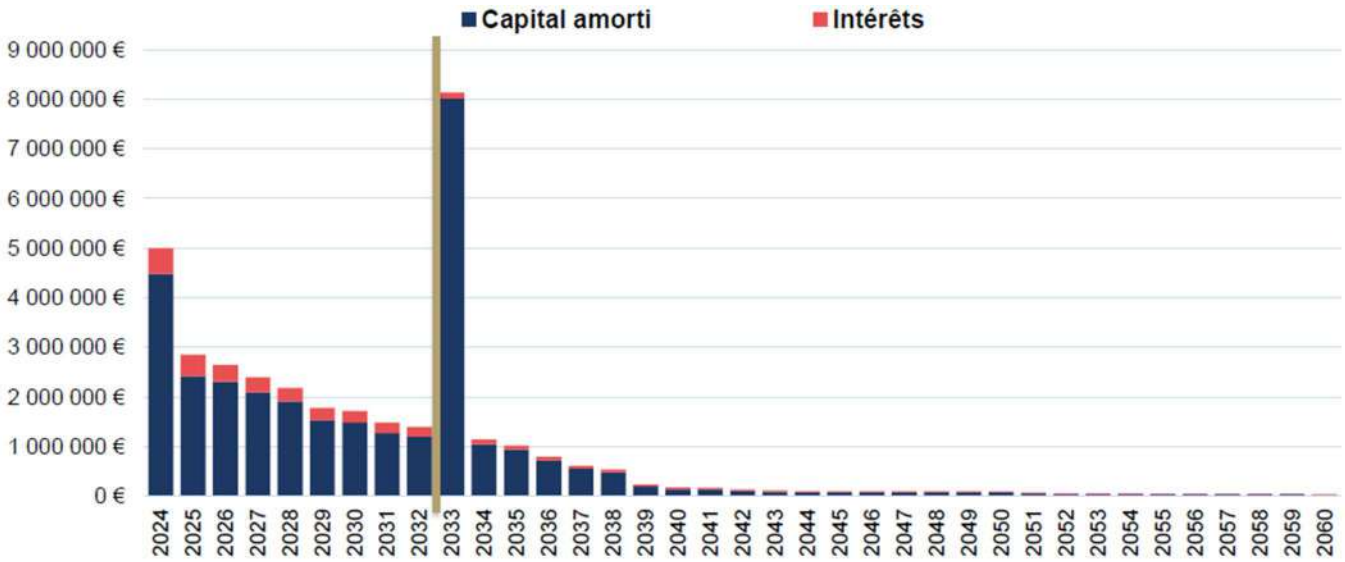
Répartition de la dette par prêteur



Dette par année

	2024	2025	2026	2027	2028	2033
Encours moyen	30 647 888,92 €	26 168 195,17 €	23 757 762,34 €	21 552 201,15 €	19 587 674,03 €	6 248 023,40 €
Capital payé sur la période	4 477 899,83 €	2 418 174,96 €	2 301 108,48 €	2 092 259,05 €	1 905 945,75 €	8 013 636,33 €
Intérêts payés sur la période	516 195,50 €	427 209,68 €	342 935,92 €	304 601,19 €	276 371,96 €	122 429,39 €
Taux moyen sur la période	**1,59%**	**1,48%**	**1,35%**	**1,33%**	**1,32%**	**1,65%**

Profil de remboursement de la dette globale



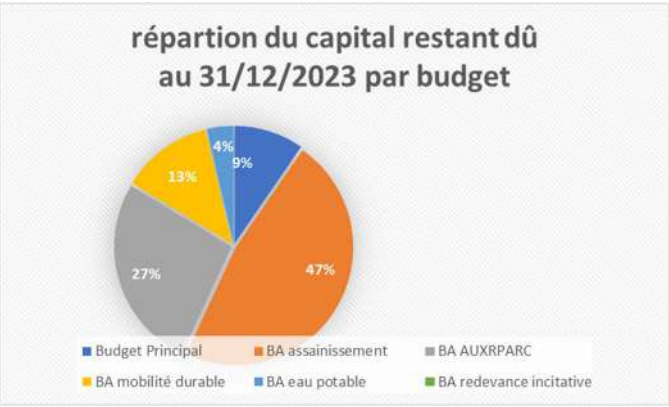
Hors nouveaux emprunts, la dette sera à moitié remboursée en 2032, et la totalité de la dette sera éteinte en 2060. Le pic de capital en 2033 s'explique par le remboursement in fine d'un emprunt dont le montant de l'échéance est de 6 913 118,50 €.

En 2024, il a été procédé au remboursement 'un emprunt in fine pour un montant de 2 072 000 €

- **Dette par budget**

Répartition de la dette par budget

Budgets	CRD	Taux moyen (Ex,Ex,Annuel)	Nombre de lignes
Assainissement V	13 056 025 €	2,00%	91
Aux Rparc	7 363 119 €	1,10%	2
Mobilité durable	3 493 321 €	1,89%	3
Principal	2 648 233 €	0,54%	2
Eau complet	1 013 596 €	3,32%	12



La dette de l'agglomération est majoritairement constituée par le budget assainissement qui représente 47% du capital total restant dû de la CA.

Le budget annexe AuxRparc draine quant à lui 27% du capital, le budget mobilité durable 13%, 9% pour le budget principal et 4% pour le budget eau potable.

Ainsi la moitié de la dette est constituée par les budgets assainissement, eau potable financés par des recettes affectées.

✓ **Ratios d'endettement**

budgets CA	capital restant dû au 31/12/2024	épargne brute	capacité de désendettement en année	Endettement par habitant
Budget Principal	2 648 233 €	5 011 944,28 €	0,53	37,23 €
BA assainissement	13 056 025 €	1 591 138,85 €	8,21	183,53 €
BA eau potable	7 363 119 €	3 466 086,47 €	2,12	103,50 €
BA AUXRPARC	3 493 321 €	budget financé par ventes et subvention du BP		49,10 €
BA mobilité durable	1 013 596 €	budget équilibré par subvention du BP		14,25 €
TOTAL	**27 574 294,00 €**	**10 069 169,60 €**	**2,74**	**387,61 €**

Le ratio d'endettement tous budgets par habitant est de 387.61 €/hbt, il convient de noter que les budgets annexe assainissement et eau potable sont financés par des ressources propres. La capacité de désendettement est ainsi de 2.74 années largement inférieure au seuil critique.

✓ **Evolution de la dette du budget principal**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2024. Il a été procédé au remboursement 'un emprunt in fine pour un montant de 2 072 000 €.

✓ **Evolution de la dette du budget annexe Assainissement**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2024. Il a été procédé à la régularisation comptable d'une avance remboursable de l'agence de l'eau qui avait été imputée en recette en 2022 sur une mauvaise nature, sans impact sur la dette.

✓ **Evolution de la dette du budget annexe AuxRparc**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2024

✓ **Evolution de la dette du budget annexe Mobilité durable**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2024

✓ **Evolution de la dette du budget annexe eau potable**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2024

ANNEXES

Annexe 1 - présentation agrégée des budgets

																	Affectation du résultat		
Budget	Fonctionnement 2024 - Dépenses	Fonctionnement 2024 - Recettes	Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	Fonctionnement Report N-1 R002	Fonctionnement Résultat cumulé	Investissement 2024 - Dépenses	Investissement 2024 - Recettes	Investissement Résultat de l'exercice	Investissement Report N-1 R001	Investissement Résultat cumulé	Résultat de l'exercice Fonc+Inv	Résultat avec reports Fonc+Inv	Restes à réaliser 2024 Dépenses	Restes à réaliser 2024 Recettes	Solde RAR	Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	1068	002 au BS	001 au BS
BUDGET PRINCIPAL	42 334 713,89	45 847 089,28	3 512 375,39	8 510 143,72	12 022 519,11	8 198 944,06	8 110 101,63	- 88 842,43	368 474,08	279 631,65	3 423 532,96	12 302 150,76	3 977 978,10	1 694 459,34	- 2 283 518,76	- 2 003 887,11	2 003 887,11	10 018 632,00	279 631,65
MOBILITE DURABLE	10 530 483,39	10 644 313,62	113 830,23	-	113 830,23	346 107,25	349 113,71	3 006,46	- 890 949,79	- 887 943,33	116 836,69	- 774 113,10	-	774 113,10	774 113,10	- 113 830,23	113 830,23	0,00	- 887 943,33
PARC ACTIV. APPOIGNY	81 108,24	775 908,50	694 800,26		694 800,26	200 000,00	-	- 200 000,00		- 200 000,00	494 800,26	494 800,26	-	-	-	- 200 000,00	-	694 800,26	- 200 000,00
ZONE DES MACHERINS	155 046,49	163 905,39	8 858,90	- 28 986,49	- 20 127,59	31 489,27	144 175,03	112 685,76	599 251,97	711 937,73	121 544,66	691 810,14	-	-	-	711 937,73	-	- 20 127,59	711 937,73
ECO-POLE ZAE VENOY	1 820 898,83	1 820 898,83	-		-	1 820 889,92	1 507 558,72	- 313 331,20	- 1 507 558,72	- 1 820 889,92	- 313 331,20	- 1 820 889,92	-	-	-	- 1 820 889,92	-	-	- 1 820 889,92
PARC ACTIVITE H2 DES M	306 262,93	306 262,93	-		-	306 262,93	34 070,00	- 272 192,93	- 34 070,00	- 306 262,93	- 272 192,93	- 306 262,93	-	-	-	- 306 262,93	-	-	- 306 262,93
DECHETS COLLECTE	10 905 326,10	11 872 514,55	967 188,45	2 086 259,81	3 053 448,26	416 814,81	872 729,47	455 914,66	499 742,64	955 657,30	1 423 103,11	4 009 105,56	901 686,36	171 000,00	- 730 686,36	224 970,94	-	3 053 448,26	955 657,30
EAU POTABLE	1 472 486,04	4 124 413,20	2 651 927,16	4 299 551,49	6 951 478,65	5 349 384,36	3 404 854,46	- 1 944 529,90	872 483,51	- 1 072 046,39	707 397,26	5 879 432,26	3 280 865,96	1 751 980,54	- 1 528 885,42	- 2 600 931,81	2 600 931,81	4 350 546,84	- 1 072 046,39
ASSAINISSEMENT	4 374 984,25	3 361 875,10	- 1 013 109,15	4 686 353,64	3 673 244,49	6 201 357,68	5 613 491,13	- 587 866,55	204 175,75	- 383 690,80	- 1 600 975,70	3 289 553,69	3 398 333,95	2 476 793,92	- 921 540,03	- 1 305 230,83	1 305 230,83	2 368 013,66	- 383 690,80
SPANC	4 769,35	14 763,00	9 993,65	18 060,38	28 054,03						9 993,65	28 054,03	-	-	-	-	-	28 054,03	
PRESTATIONS DE SERVIC	52 504,33	52 504,32	- 0,01	665,89	665,88						- 0,01	665,88	-	-	-	-	-	665,88	
AERO PARC	11 905,00	11 905,00	-		-	11 905,00	-	- 11 905,00		- 11 905,00	- 11 905,00	- 11 905,00	-	-	-	- 11 905,00	-	-	- 11 905,00
Somme :	**72 050 488,84**	**78 996 353,72**	**6 945 864,88**	**19 572 048,44**	**26 517 913,32**	**22 883 155,28**	**20 036 094,15**	**- 2 847 061,13**	**111 549,44**	**- 2 735 511,69**	**4 098 803,75**	**23 782 401,63**	**11 558 864,37**	**6 868 346,90**	**- 4 690 517,47**	**- 7 426 029,16**	**6 223 879,98**	**20 294 033,34**	**- 2 735 511,69**

Annexe 2 - balance par chapitre des budgets BUDGET PRINCIPAL - Présentation par chapitre comptable – M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 289 438,29 €	5 267 859,20 €	6 571 551,52 €	4 662 477,40 €	8,70%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 448 395,56 €	16 828 400,00 €	16 898 400,00 €	15 972 752,50 €	3,39%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	13 862 227,03 €	14 423 725,00 €	15 250 674,00 €	14 949 098,07 €	7,84%
	022	DEPENSES IMPREVUES	0,00 €				#DIV/0
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 884 585,17 €	7 228 494,36 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 389 793,36 €	1 452 000,00 €	1 752 000,00 €	2 051 790,18 €	47,63%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 639 482,12 €	5 251 219,25 €	5 746 253,42 €	4 656 655,75 €	0,37%
	66	CHARGES FINANCIERES	24 989,68 €	26 500,00 €	36 500,00 €	23 815,57 €	-4,70%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 159,44 €	5 000,00 €	72 210,62 €	18 124,42 €	-30,72%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	3 198,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**39 683 683,48 €**	**45 139 288,62 €**	**53 556 083,92 €**	**42 334 713,89 €**	**6,68%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	8 262 594,86 €	0,00 €	8 510 143,72 €	8 510 143,72 €	3,00%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	30 145,01 €	2 500,00 €	23 000,00 €	25 782,20 €	-14,47%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	150 697,00 €	180 000,00 €	200 000,00 €	199 405,81 €	32,32%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	1 753 050,87 €	1 782 590,00 €	1 939 571,00 €	1 773 939,13 €	1,19%
	73	IMPOTS ET TAXES	16 225 898,00 €	16 779 061,00 €	16 201 895,00 €	16 201 806,00 €	-0,15%
	731	IMPOSITION DIRECTE	13 412 117,37 €	15 794 003,62 €	15 790 411,20 €	16 444 506,20 €	22,61%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 979 771,02 €	10 568 034,00 €	10 821 963,00 €	10 763 780,14 €	-1,97%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	144 107,44 €	33 100,00 €	63 100,00 €	74 854,67 €	-48,06%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	633,92 €	0,00 €	6 000,00 €	362 681,13 €	57 112,44%
	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00 €	0,00 €	334,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**50 959 015,49 €**	**45 139 288,62 €**	**53 556 083,92 €**	**54 357 233,00 €**	**6,67%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	150 697,00 €	180 000,00 €	200 000,00 €	199 405,81 €	32,32%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 424,20 €	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	291 673,00 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	228 742,68 €	2 305 000,00 €	2 309 000,00 €	2 300 173,68 €	905,57%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	581 241,94 €	1 090 405,00 €	1 290 137,84 €	406 325,96 €	-30,09%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 045 423,18 €	885 000,00 €	3 357 203,30 €	1 196 587,48 €	14,46%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 832 981,94 €	3 295 077,00 €	4 940 813,20 €	2 116 892,73 €	-25,28%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 432 280,03 €	1 095 880,00 €	2 788 287,33 €	1 965 455,70 €	37,23%
	26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES	0,00 €	0,00 €	1 300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	536,00 €	1 250 000,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	94 692,57 €	50 000,00 €	50 000,00 €	2 064,00 €	-97,82%
	45411	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	99 777,41 €	0,00 €	69 581,02 €	12 038,70 €	-87,93%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 467 796,95 €**	**10 153 362,00 €**	**16 598 695,69 €**	**8 198 944,06 €**	**26,77%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 124 024,86 €	0,00 €	368 474,08 €	368 474,08 €	-82,65%
	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 884 585,17 €	7 228 494,36 €	0,00 €	#DIV/0
	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00 €	481 000,00 €	651 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 389 793,36 €	1 452 000,00 €	1 752 000,00 €	2 051 790,18 €	47,63%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 466 699,54 €	500 000,00 €	3 265 188,29 €	3 050 995,43 €	108,02%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	1 823 526,29 €	1 061 941,00 €	3 001 538,96 €	2 992 206,28 €	64,09%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 329,00 €	5 000,00 €	9 000,00 €	2 188,00 €	-34,27%
	204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	20 596,42 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00 €	0,00 €	12 921,74 €	
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 237,56 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 545 835,83 €	0,00 €	0,00 €	
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	45412	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	0,00 €	173 000,00 €	173 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	2 064,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**6 836 271,03 €**	**10 153 362,00 €**	**16 598 695,69 €**	**8 478 575,71 €**	**24,02%**

BUDGET MOBILITE DURABLE - Présentation par chapitre comptable – M43

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2,10 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 245 120,05 €	10 052 134,00 €	10 052 134,00 €	10 016 404,34 €	8,34%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	163 702,18 €	166 500,00 €	183 760,00 €	183 154,09 €	11,88%
	014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	475,83 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	129 050,00 €	119 050,00 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	216 724,00 €	218 350,00 €	238 350,00 €	232 277,02 €	7,18%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	27 083,41 €	28 010,00 €	53 010,00 €	27 016,16 €	-0,25%
	66	CHARGES FINANCIERES	70 225,80 €	73 795,00 €	83 795,00 €	71 631,78 €	2,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**9 723 333,37 €**	**10 667 839,00 €**	**10 730 099,00 €**	**10 530 483,39 €**	**8,30%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	72 394,00 €	72 400,00 €	82 400,00 €	71 522,00 €	-1,20%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	1 255 423,48 €	1 171 430,00 €	1 223 690,00 €	1 228 547,59 €	-2,14%
	73	IMPOTS ET TAXES	4 322 497,05 €	6 038 609,00 €	6 038 609,00 €	6 267 378,04 €	44,99%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 672 989,33 €	3 177 167,00 €	3 177 167,00 €	2 867 935,05 €	-21,92%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	416 469,67 €	208 233,00 €	208 233,00 €	208 246,32 €	-50,00%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	396,53 €	0,00 €	0,00 €	684,62 €	72,65%
RECETTE		**TOTAL**	**9 740 170,06 €**	**10 667 839,00 €**	**10 730 099,00 €**	**10 644 313,62 €**	**9,28%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	765 963,99 €	0,00 €	890 949,79 €	890 949,79 €	16,32%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	72 394,00 €	72 400,00 €	82 400,00 €	71 522,00 €	-1,20%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	273 815,80 €	275 000,00 €	275 000,00 €	274 585,25 €	0,28%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**1 112 173,79 €**	**347 400,00 €**	**1 548 349,79 €**	**1 237 057,04 €**	**11,23%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	129 050,00 €	119 050,00 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	216 724,00 €	218 350,00 €	238 350,00 €	232 277,02 €	7,18%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES		0,00 €	16 836,69 €	16 836,69 €	
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	874 113,10 €	100 000,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 500,00 €				-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**221 224,00 €**	**347 400,00 €**	**1 548 349,79 €**	**349 113,71 €**	**57,81%**

BUDGET EAU POTABLE - Présentation par chapitre comptable – M49

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	196 189,13 €	369 700,00 €	1 269 700,00 €	109 464,24 €	-44,20%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	346 380,12 €	414 000,00 €	414 000,00 €	324 840,56 €	-6,22%
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 459 200,00 €	4 004 807,72 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	868 913,84 €	870 000,00 €	1 170 000,00 €	941 062,19 €	8,30%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 400,42 €	58 000,00 €	441 943,77 €	35 078,54 €	43,76%
	66	CHARGES FINANCIERES	45 588,95 €	40 200,00 €	40 200,00 €	38 961,01 €	-14,54%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 593,87 €	40 000,00 €	240 000,00 €	23 079,50 €	-29,19%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	82,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 514 148,33 €**	**3 251 100,00 €**	**7 580 651,49 €**	**1 472 486,04 €**	**-2,75%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 312 488,85 €	0,00 €	4 299 551,49 €	4 299 551,49 €	29,80%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	926,10 €				-100,00%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	105 229,01 €	108 000,00 €	138 000,00 €	126 902,88 €	20,60%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	3 954 206,91 €	3 122 300,00 €	3 122 300,00 €	3 966 071,87 €	0,30%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	118 715,00 €	20 800,00 €	20 800,00 €	29 412,00 €	-75,22%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7,98 €	0,00 €	0,00 €	9,45 €	18,42%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 259,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000,00 €	58,86%
	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00 €	0,00 €	17,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**7 492 832,85 €**	**3 251 100,00 €**	**7 580 651,49 €**	**8 423 964,69 €**	**12,43%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	23 191,74 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	105 229,01 €	108 000,00 €	138 000,00 €	126 902,88 €	20,60%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 968,52 €	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	225 635,06 €	184 500,00 €	184 500,00 €	183 777,98 €	-18,55%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 084,03 €	693 000,00 €	718 788,41 €	12 965,16 €	-50,29%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49 205,08 €	131 500,00 €	197 572,22 €	10 850,83 €	-77,95%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 780 758,68 €	4 404 700,00 €	9 024 203,41 €	5 014 887,51 €	80,34%
DEPENSE		**TOTAL**	**3 711 072,12 €**	**5 521 700,00 €**	**10 328 064,04 €**	**5 349 384,36 €**	**44,15%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	872 483,51 €	872 483,51 €	#DIV/0
	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 459 200,00 €	4 004 807,72 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	868 913,84 €	870 000,00 €	1 170 000,00 €	941 062,19 €	8,30%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 968,52 €	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	2 405 778,01 €	0,00 €	1 679 133,03 €	1 679 133,03 €	-30,20%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	307 223,14 €	276 000,00 €	2 536 639,78 €	784 659,24 €	155,40%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	2 916 500,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	500 672,12 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**4 583 555,63 €**	**5 521 700,00 €**	**10 328 064,04 €**	**4 277 337,97 €**	**-6,68%**

Budget ASSAINISSEMENT - Présentation par chapitre comptable – M49

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 727 511,37 €	216 800,00 €	936 253,77 €	483 054,52 €	-72,04%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	383 641,00 €	392 400,00 €	396 400,00 €	331 260,64 €	-13,65%
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	1 737 151,75 €	2 225 252,22 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	3 177 323,55 €	3 800 000,00 €	4 121 647,00 €	3 206 777,00 €	0,93%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 664,45 €	28 000,00 €	243 500,00 €	41 976,63 €	63,56%
	66	CHARGES FINANCIERES	296 106,98 €	314 500,00 €	314 500,00 €	274 627,03 €	-7,25%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 648,01 €	0,00 €	240 000,00 €	36 951,43 €	455,83%
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	2 949,00 €	0,00 €	100 000,00 €	337,00 €	-88,57%
DEPENSE		**TOTAL**	**5 619 844,36 €**	**6 488 851,75 €**	**8 577 552,99 €**	**4 374 984,25 €**	**-22,15%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 568 590,95 €	0,00 €	4 686 353,64 €	4 686 353,64 €	31,32%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	793 718,51 €	614 000,00 €	614 000,00 €	602 529,00 €	-24,09%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	5 697 969,01 €	5 874 851,75 €	3 274 851,75 €	2 635 759,66 €	-53,74%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	178 097,53 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 422,39 €	0,00 €	0,00 €	44 599,72 €	3 035,55%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	66 399,61 €	0,00 €	2 347,60 €	78 986,72 €	18,96%
RECETTE		**TOTAL**	**10 306 198,00 €**	**6 488 851,75 €**	**8 577 552,99 €**	**8 048 228,74 €**	**-21,91%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	608 273,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	793 718,51 €	614 000,00 €	614 000,00 €	602 529,00 €	-24,09%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	26 253,98 €	500 000,00 €	600 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	715,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 523 014,24 €	1 477 000,00 €	1 596 768,60 €	1 581 533,92 €	3,84%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	551 024,27 €	880 000,00 €	1 850 737,08 €	578 679,18 €	5,02%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 794,72 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 400 451,26 €	4 006 000,00 €	7 561 233,30 €	3 075 656,14 €	-9,55%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	603 790,18 €	175 000,00 €	824 774,51 €	362 959,44 €	-39,89%
DEPENSE		**TOTAL**	**7 510 035,98 €**	**7 652 000,00 €**	**13 047 513,49 €**	**6 201 357,68 €**	**-17,43%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	204 175,75 €	204 175,75 €	#DIV/0
	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	1 737 151,75 €	2 225 252,22 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	3 177 323,55 €	3 800 000,00 €	4 121 647,00 €	3 206 777,00 €	0,93%
	041	OPERATIONS PATRIMONIALES	26 253,98 €	500 000,00 €	600 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 163 470,20 €	1 439 848,25 €	4 381 744,19 €	2 126 039,13 €	-32,79%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 213 514,00 €	0,00 €	67 421,00 €	67 421,00 €	-94,44%
	45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	133 650,00 €	175 000,00 €	1 447 273,33 €	200 848,00 €	50,28%
	4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)		0,00 €	0,00 €	12 406,00 €	
RECETTE		**TOTAL**	**7 714 211,73 €**	**7 652 000,00 €**	**13 047 513,49 €**	**5 817 666,88 €**	**-24,59%**

Budget SPANC - Présentation par chapitre comptable – M49

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 534,93 €	34 500,00 €	52 060,38 €	4 389,00 €	-20,70%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	762,96 €	0,00 €	500,00 €	212,35 €	-72,17%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 €	500,00 €	500,00 €	168,00 €	#DIV/0
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVI	32,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
DEPENSE		**TOTAL**	**6 329,89 €**	**35 000,00 €**	**53 060,38 €**	**4 769,35 €**	**-24,65%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	18 281,85 €	0,00 €	18 060,38 €	18 060,38 €	-1,21%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	5 056,76 €	35 000,00 €	35 000,00 €	14 763,00 €	191,95%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 051,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**24 390,27 €**	**35 000,00 €**	**53 060,38 €**	**32 823,38 €**	**34,58%**

BUDGET PARC D'ACTIVITE D'APPOIGNY - Présentation par chapitre comptable – M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	36 879,48 €	109 000,00 €	109 000,00 €	0,00 €	-100,00%
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	2 057 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	15 159 652,24 €	14 966 258,50 €	14 916 258,50 €	0,00 €	-100,00%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €	10,00 €	10,00 €	0,00 €	#DIV/0
	66	CHARGES FINANCIERES	86 752,72 €	81 110,00 €	81 110,00 €	81 108,24 €	-6,51%
DEPENSE		**TOTAL**	**15 283 284,44 €**	**15 156 378,50 €**	**17 163 378,50 €**	**81 108,24 €**	**-99,47%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	14 916 258,50 €	2 181 342,50 €	9 813 940,50 €	0,00 €	-100,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	0,00 €	12 057 363,00 €	6 431 765,00 €	0,00 €	#DIV/0
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	366 542,13 €	917 673,00 €	917 673,00 €	775 908,50 €	111,68%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	483,81 €				-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**15 283 284,44 €**	**15 156 378,50 €**	**17 163 378,50 €**	**775 908,50 €**	**-94,92%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	14 916 258,50 €	2 181 342,50 €	9 813 940,50 €	0,00 €	-100,00%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	243 393,74 €	12 784 916,00 €	7 159 318,00 €	200 000,00 €	-17,83%
DEPENSE		**TOTAL**	**15 159 652,24 €**	**14 966 258,50 €**	**16 973 258,50 €**	**200 000,00 €**	**-98,68%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €	2 057 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	15 159 652,24 €	14 966 258,50 €	14 916 258,50 €	0,00 €	-100,00%
RECETTE		**TOTAL**	**15 159 652,24 €**	**14 966 258,50 €**	**16 973 258,50 €**	**0,00 €**	**-100,00%**

BUDGET ECO POLE VENOY - Présentation par chapitre comptable – M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 414 004,72 €	1 687 860,00 €	1 753 794,00 €	313 340,11 €	-77,84%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	93 554,00 €	1 463 992,72 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 507 558,72 €**	**3 151 852,72 €**	**3 261 352,72 €**	**1 820 898,83 €**	**20,78%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 507 558,72 €	3 151 852,72 €	3 261 352,72 €	1 820 889,92 €	20,78%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00 €	0,00 €	8,91 €	
RECETTE		**TOTAL**	**1 507 558,72 €**	**3 151 852,72 €**	**3 261 352,72 €**	**1 820 898,83 €**	**20,78%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	93 554,00 €	0,00 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	1 507 558,72 €	3 151 852,72 €	3 261 352,72 €	1 820 889,92 €	20,78%
DEPENSE		**TOTAL**	**1 601 112,72 €**	**3 151 852,72 €**	**4 768 911,44 €**	**3 328 448,64 €**	**107,88%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	93 554,00 €	1 463 992,72 €	1 507 558,72 €	1 507 558,72 €	1 511,43%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 687 860,00 €	3 261 352,72 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**93 554,00 €**	**3 151 852,72 €**	**4 768 911,44 €**	**1 507 558,72 €**	**1 511,43%**

BUDGET ZONE D'ACTIVITE H2 MIGNOTTES - Présentation par chapitre comptable - M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 150,00 €	1 555 000,00 €	1 904 500,00 €	272 192,93 €	8 541,05%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	30 920,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
DEPENSE		**TOTAL**	**34 070,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 938 570,00 €**	**306 262,93 €**	**798,92%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 070,00 €	1 589 070,00 €	1 938 570,00 €	306 262,93 €	798,92%
RECETTE		**TOTAL**	**34 070,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 938 570,00 €**	**306 262,93 €**	**798,92%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	30 920,00 €	0,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 070,00 €	1 589 070,00 €	1 938 570,00 €	306 262,93 €	798,92%
DEPENSE		**TOTAL**	**64 990,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 972 640,00 €**	**340 332,93 €**	**423,67%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	30 920,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	34 070,00 €	10,19%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 555 000,00 €	1 938 570,00 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**30 920,00 €**	**1 589 070,00 €**	**1 972 640,00 €**	**34 070,00 €**	**10,19%**

BUDGET ZONE D'ACTIVITE AERO_PARC - Présentation par chapitre comptable - M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		945 636,00 €	945 636,00 €	11 905,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**11 905,00 €**	

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		945 636,00 €	945 636,00 €	0,00 €	
RECETTE		**TOTAL**		**945 636,00 €**	**945 636,00 €**	**0,00 €**	

BUDGET ZONE DES MACHERINS - Présentation par chapitre comptable – M4

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	37 593,49 €	0,00 €	28 986,49 €	28 986,49 €	-22,89%
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 034,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	1 230,46 €	19,00%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	100 064,00 €	244 240,00 €	244 240,00 €	144 175,03 €	44,08%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00 €	11 600,00 €	9 641,00 €	
DEPENSE		**TOTAL**	**138 691,49 €**	**254 240,00 €**	**294 826,49 €**	**184 032,98 €**	**32,69%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	9 641,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	100 064,00 €	254 240,00 €	294 826,49 €	163 905,39 €	63,80%
RECETTE		**TOTAL**	**109 705,00 €**	**254 240,00 €**	**294 826,49 €**	**163 905,39 €**	**49,41%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00 €	244 240,00 €	843 491,97 €	31 489,27 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**0,00 €**	**244 240,00 €**	**843 491,97 €**	**31 489,27 €**	**#DIV/0**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	499 187,97 €	0,00 €	599 251,97 €	599 251,97 €	20,05%
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	100 064,00 €	244 240,00 €	244 240,00 €	144 175,03 €	44,08%
RECETTE		**TOTAL**	**599 251,97 €**	**244 240,00 €**	**843 491,97 €**	**743 427,00 €**	**24,06%**

BUDGET DECHETS COLLECTE - Présentation par chapitre comptable -M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 456 125,31 €	7 706 797,00 €	7 975 387,63 €	7 246 248,62 €	12,24%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 869 953,07 €	3 342 244,00 €	3 342 244,00 €	2 916 805,15 €	1,63%
	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €	1 576 913,89 €	0,00 €	#DIV/0
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	690 991,24 €	700 000,00 €	700 000,00 €	634 182,98 €	-8,22%
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	60 961,82 €	72 680,00 €	121 180,00 €	107 772,98 €	76,79%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	70,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	316,37 €	351,96%
DEPENSE		**TOTAL**	**10 078 101,44 €**	**11 826 721,00 €**	**13 720 725,52 €**	**10 905 326,10 €**	**8,21%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	992 677,54 €	0,00 €	2 086 259,81 €	2 094 004,52 €	110,95%
	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 772,68 €	0,00 €	0,00 €	126,04 €	-92,89%
	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 613,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	64 535,66 €	86,45%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES I	1 670 160,56 €	1 699 911,00 €	1 499 911,00 €	1 548 203,05 €	-7,30%
	731	IMPOSITION DIRECTE	8 519 906,00 €	9 302 810,00 €	9 302 810,00 €	9 372 051,00 €	10,00%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	938 009,23 €	784 000,00 €	784 000,00 €	841 947,88 €	-10,24%
	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 601,35 €	0,00 €	7 744,71 €	3 382,97 €	30,05%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 620,89 €	0,00 €	0,00 €	34 508,24 €	646,79%
RECETTE		**TOTAL**	**12 164 361,25 €**	**11 826 721,00 €**	**13 720 725,52 €**	**13 958 759,36 €**	**14,75%**

INVESTISSEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	34 613,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	64 535,66 €	86,45%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	864,00 €	0,00 €	254 484,00 €	33 588,00 €	3 787,50%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	778 435,50 €	630 000,00 €	2 145 667,10 €	318 691,15 €	-59,06%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00 €	400 000,00 €	700 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
DEPENSE		**TOTAL**	**813 912,50 €**	**1 071 000,00 €**	**3 141 151,10 €**	**416 814,81 €**	**-48,79%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	442 877,02 €	0,00 €	499 742,64 €	693 237,21 €	56,53%
	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €	1 576 913,89 €	0,00 €	#DIV/0
	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SE	690 991,24 €	700 000,00 €	700 000,00 €	634 182,98 €	-8,22%
	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	179 786,88 €	169 000,00 €	193 494,57 €	45 051,92 €	-74,94%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00 €	0,00 €	171 000,00 €	0,00 €	#DIV/0
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00 €	202 000,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0
RECETTE		**TOTAL**	**1 313 655,14 €**	**1 071 000,00 €**	**3 141 151,10 €**	**1 372 472,11 €**	**4,48%**

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE - Présentation par chapitre comptable – M57

FONCTIONNEMENT

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
DEPENSE	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	14 484,83 €	23 100,00 €	25 000,00 €	24 708,04 €	70,58%
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	27 818,51 €	39 000,00 €	44 881,00 €	27 796,29 €	-0,08%
DEPENSE		**TOTAL**	**42 303,34 €**	**62 100,00 €**	**75 981,00 €**	**52 504,33 €**	**24,11%**

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	CA 2023	BP 2024	BUDGET TOTAL 2024	CA 2024	Evolution CA 2023/CA 2024
RECETTE	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	665,90 €	0,00 €	0,00 €	665,89 €	0,00%
	70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES D	42 303,33 €	62 100,00 €	75 981,00 €	52 504,32 €	24,11%
RECETTE		**TOTAL**	**42 969,23 €**	**62 100,00 €**	**75 981,00 €**	**53 170,21 €**	**23,74%**

Annexe 3 - Liste des emprunts par budget

Budget principal

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2024											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2024 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				**2 648 233,28**					**2 299 066,68**	**26 117,34**		**3 041,86**
1641 Emprunts en euros (total)				2 648 233,28					2 299 066,68	26 117,34		3 041,86
2020-03 MON535606EUR DO	N		A-1	1 173 333,28	10,83	F	Taux fixe à 0.52 %	0,519	106 666,68	6 448,00		999,94
2021-01 MON539777EUR	N		A-1	1 474 900,00	12	F	Taux fixe à 0.56 %	0,559	120 400,00	8 680,84		2 041,92
2021-02 2021901400N	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0.43 %	0,444	2 072 000,00	10 988,50		
Total général		**0,00**		**2 648 233,28**					**2 299 066,68**	**26 117,34**	**0,00**	**3 041,86**

Budget annexe Mobilité durable

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2024											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2024 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				**3 493 320,98**					**274 585,25**	**74 607,69**		**15 950,68**
1641 Emprunts en euros (total)				3 493 320,98					274 585,25	74 607,69		15 950,68
2018-03 MON525872 DO	N		A-1	1 068 750,00	14	F	Taux fixe à 1.47 %	1,490	75 000,00	16 673,02		3 971,30
2018-04 MON525860EUR DO	N		A-1	1 068 750,00	14	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,227	75 000,00	49 045,44		10 228,11
2020-01 3000523 DO	N		A-1	1 355 820,98	10,29	F	Taux fixe à 0.62 %	0,618	124 585,25	8 889,23		1 751,27
Total général		**0,00**		**3 493 320,98**					**274 585,25**	**74 607,69**	**0,00**	**15 950,68**

Budget annexe Eau potable

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2024											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2024 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				**804 507,95**					**161 777,31**	**40 818,16**		**16 595,03**
1641 Emprunts en euros (total)				707 507,95					69 777,31	31 268,30		16 380,77
2017-02 3513936	N		A-1	151 721,11	3,32	F	Taux fixe à 4.73 %	4,719	33 746,46	8 772,62		4 883,95
2018-03 JUS MIN529563 DO	N		A-1	132 762,39	17,08	F	Taux fixe à 5.46 %	5,445	4 286,23	7 482,85		6 624,63
2019-42 ESCO 1165777 DO	N		A-1	15 000,00	2,26	F	Taux fixe à 4.34 %	4,330	6 000,00	813,76		151,90
2019-95 COU 47604	N		A-1	134 640,00	16,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,740	7 920,00	5 346,00		3 351,98
2019-94 COU 1355070 DO	N		A-1	101 500,00	17,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,688	5 800,00	3 887,93		615,22
2019-97 COU 1355069 DO	N		A-1	110 088,56	17,58	F	Taux fixe à 2.01 %	1,990	5 119,98	2 260,30		359,95
2019-101 IRA 07073022 ME	N		A-1	61 795,89	7,34	F	Taux fixe à 4.09 %	4,079	6 904,64	2 704,84		393,16
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				97 000,00					92 000,00	9 549,86		214,26
2005-00 CAA 059405	N		A-1	97 000,00	0,96	F	Taux fixe à 4.97 %	5,039	92 000,00	9 549,86		214,26
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				**209 087,92**					**22 000,67**	**0,00**		**0,00**
1681 Autres emprunts (total)				**143 236,12**					**13 021,47**	**0,00**		**0,00**
2020-02 CHI 1086556	N		A-1	131 008,52	10,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 909,87	0,00		0,00
2020-03 1086548	N		A-1	12 227,60	10,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 111,60	0,00		0,00
1687 Autres dettes (total)				**65 851,80**					**8 979,20**	**0,00**		**0,00**
2009-01 1012105 ME	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 231,80	0,00		
2018-02 1076614	N		A-1	34 853,40	8,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 872,60	0,00		0,00
2017-05 1069411	N		A-1	30 998,40	7,55	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 874,80	0,00		0,00
Total général		**0,00**		**1 013 595,87**					**183 777,98**	**40 818,16**	**0,00**	**16 595,03**

Budget assainissement

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2024											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2024 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				**10 216 285,58**					**1 170 668,52**	**293 544,07**		**117 484,58**
1641 Emprunts en euros (total)				10 216 285,58					1 170 668,52	293 544,07		117 484,58
201204 - AN096685 DO	N		A-1	247 333,95	8,03	F	Taux fixe à 3.37 %	3,361	25 589,20	8 876,40		1 852,26
201101 - 090655	N		A-1	795 000,00	5,21	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	4,432	132 500,00	41 590,12		28 017,16
201502 - MON531453EUR001 DO	N		A-1	625 854,53	7,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	78 599,80	9 450,92		705,82
2019-27 VAL 1608183 DO	N		A-1	296 924,59	16,64	F	Taux fixe à 4.42 %	4,408	11 734,67	13 450,01		1 421,78
2019-69 SAE 07080403 ME	N		A-1	40 158,44	2,02	F	Taux fixe à 4.1 %	4,089	12 405,94	2 155,14		1 605,34
2019-13 STB 9943257 DO	N		A-1	18 646,56	10,4	F	Taux fixe à 1.77 %	1,765	1 602,07	347,81		32,09
2019-40 STB 1467087 DO	N		A-1	217 170,31	6,03	F	Taux fixe à 3.68 %	3,670	26 778,64	8 977,32		7 769,87
2019-07 SIE 8672604 DO	N		A-1	575 000,00	5,65	F	Taux fixe à 3.43 %	3,421	100 000,00	21 866,26		1 917,47
2019-14 SIE AN096790 DO	N		A-1	1 070 666,63	3,23	F	Taux fixe à 3.62 %	3,613	267 666,67	48 447,67		29 606,90
2019-39 AUG 1346491	N		A-1	21 051,08	3,5	F	Taux fixe à 4.25 %	4,241	4 737,58	1 096,02		447,34
2019-03 CHA 3455016	N		A-1	11 215,13	0,98	F	Taux fixe à 3.43 %	3,425	10 843,12	756,60		5,34
2019-12 CHA 98334664	N		A-1	32 629,84	1,98	F	Taux fixe à 0.49 %	0,489	16 195,49	209,51		2,22
2019-74 CHA 08783993 ME	N		A-1	1 121 521,65	13,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,546	71 243,58	18 487,86		13 037,69
2019-76 CHA 7128576 ME	N		A-1	8 840,43	1,2	F	Taux fixe à 2.6 %	2,597	4 252,90	340,43		182,60
2019-77 CHA 7138215 ME	N		A-1	6 478,21	3,2	F	Taux fixe à 2.6 %	2,595	1 518,27	207,91		134,28
2019-01 CHA 5780655 DO	N		A-1	113 812,68	14,65	F	Taux fixe à 1.12 %	1,117	7 057,62	1 324,18		123,93
2019-08 CHE 8700992 DO	N		A-1	79 732,22	8,57	F	Taux fixe à 3.68 %	3,671	7 362,52	3 205,09		1 263,31
2019-02 COU 3420058	N		A-1	864,58	0,23	F	Taux fixe à 5.9 %	5,901	3 335,18	174,90		0,72
2019-11 ESCO 9564735	N		A-1	35 473,90	4,71	F	Taux fixe à 1.52 %	1,516	6 779,31	642,25		157,27
2019-04 IRA 3468490	N		A-1	20 389,28	1,4	F	Taux fixe à 3.9 %	3,895	9 624,36	1 170,53		474,90
2019-41 IRA 1060078 DO	N		A-1	62 637,41	11,37	F	Taux fixe à 3.86 %	3,850	4 249,74	2 520,82		302,23
2019-10 MON 9476504	N		A-1	95 204,58	9,98	F	Taux fixe à 2.42 %	2,414	8 317,35	2 430,13		32,00
2019-72 MON 21081102 DO	N		A-1	146 313,05	14	F	Taux fixe à 1.54 %	1,536	9 295,14	2 342,86		0,00
2019-29 CHE MON531451EUR DO	N		A-1	244 920,17	10	F	Taux fixe à 3.86 %	3,849	17 612,92	10 133,78		9 427,66

2019-78 ESC MPH532700EUR DO	N		A-1	10 524,43	3	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	5,009	2 978,50	641,21		120,94
2019-79 ESC MIN228754	N		A-1	87 570,76	12,33	F	Taux fixe à 4.88 %	4,867	4 749,94	4 505,25		2 837,10
2019-82 ESC 07137331 ME	N		A-1	9 862,41	3,21	F	Taux fixe à 4.15 %	4,142	2 224,98	501,63		324,02
2019-84 VEN 1354801 DO	N		A-1	0,00	0	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,719	8 017,34	22 573,61		
2019-90 ESCO 07083376 ME	N		A-1	7 500,00	2,53	F	Taux fixe à 4.27 %	4,262	2 500,00	427,00		148,56
2019-92 ESC 07144705 ME	N		A-1	48 035,98	3,17	F	Taux fixe à 3.5 %	3,492	11 012,17	2 066,69		1 387,04
2019-31 STG MON532743EUR DO	N		A-1	5 297,60	0,25	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	4,008	10 408,80	488,42		46,95
2019-93 LIN MIN19004	N		A-1	35 371,55	2,92	F	Taux fixe à 5.11 %	5,098	10 649,80	2 217,36		145,60
2019-71 STB 20581204 ME	N		A-1	15 243,08	2,04	F	Taux fixe à 4.35 %	4,339	4 663,44	865,93		635,44
2019-28 SIE 17162 DO	N		A-1	275 000,00	2,67	V	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	3,806	100 000,00	13 142,69		699,40
2019-96 VEN 1354748 DO	N		A-1	184 238,47	35	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,688	2 502,67	6 871,97		1 684,53
2019-70 VSS MON534555EUR	N		A-1	90 163,98	8,58	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	4,089	8 926,17	4 342,97		1 372,78
2019-32B STG MIN535976EUR DO	N		A-1	21 223,77	14,58	V	(Euribor 3M + 0.12)-Floor -0.12 sur Euribor 3M	3,860	1 324,52	886,55		112,34
2021-01 CAA 062089G DO	N		A-1	1 060 000,00	26,32	F	Taux fixe à 0.78 %	0,778	40 000,00	8 463,00		1 492,83
2021-04 CAA MON539398EUR	N		A-1	1 280 581,13	12	F	Taux fixe à 0.22 %	0,219	104 537,24	2 961,02		696,49
2019-84 VEN 1382250 AV161017	N		A-1	1 197 833,20	35,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,673	16 870,88	22 384,25		7 260,37

168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				**2 839 739,55**					**349 801,40**	**0,00**		**0,00**
1681 Autres emprunts (total)				**2 839 739,55**					**349 801,40**	**0,00**		**0,00**
2018-05 AUX 1078710	N		A-1	78 061,18	8,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 673,47	0,00		0,00
2019-36 VEN AESN 1081089 ME	N		A-1	170 208,00	14,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 347,20	0,00		0,00
2019-37 VEN AESN 1081093 ME	N		A-1	128 935,35	9,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 893,53	0,00		0,00
2019-33 VAL AESN 1029215	N		A-1	57 121,60	7,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 140,20	0,00		0,00
2019-34 VAL AESN 1033890	N		A-1	7 430,56	2,5	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 476,87	0,00		0,00
2019-24 SIE AESN 0648194	N		A-1	2 666,62	0,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 666,67	0,00		0,00
2019-25 SIE AESN 0700074 01	N		A-1	5 032,00	0,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 032,00	0,00		0,00
2019-26 SIE AESN 070006	N		A-1	182 794,63	3,58	F	Taux fixe à 0 %	0,000	45 698,67	0,00		0,00
2019-73 AUG AESN 1008364	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 115,42	0,00		
2019-52 BLE AESN 1015318	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,000	765,20	0,00		
2019-56 MON AESN 1044028	N		A-1	45 228,70	4,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 045,73	0,00		0,00
2019-60 APP AESN 1060678	N		A-1	33 475,20	7,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 184,40	0,00		0,00
2019-63 MON AESN 1032195	N		A-1	14 224,36	2,3	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 741,47	0,00		0,00
2019-58 LIN AESN 1050168	N		A-1	28 533,50	9,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 853,35	0,00		0,00
2019-51 STB AESN 1015277	N		A-1	2 129,80	0,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 129,80	0,00		0,00
2019-89 AUX AESN 1085020	N		A-1	115 046,00	9,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 504,60	0,00		0,00
2019-57 CHE 1044147	N		A-1	16 322,40	3,95	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 080,60	0,00		0,00
2019-59 CHE 1060628	N		A-1	5 958,84	6,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	851,27	0,00		0,00
2019-61 CHA 1065697	N		A-1	32 421,89	7,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 052,73	0,00		0,00
2019-62 MON 1074083	N		A-1	155 451,02	8,18	F	Taux fixe à 0 %	0,000	17 272,33	0,00		0,00
2019-100 APP 1085371	N		A-1	21 344,00	9,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 134,40	0,00		0,00
2019-53 MOR 1019769	N		A-1	4 853,40	5,9	F	Taux fixe à 0 %	0,000	808,90	0,00		0,00
2019-43 STG 1055681	N		A-1	11 844,00	5,69	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 974,00	0,00		0,00
2019-55STB 1027920 1	N		A-1	3 919,20	2,2	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 306,40	0,00		0,00
2020-04 CHE AESN 1024450	N		A-1	2 438,40	1,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 219,20	0,00		0,00
2019-68 ESC AESN 1019865	N		A-1	3 773,70	5,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	628,95	0,00		0,00
2021-03 AUX AESN 1091744	N		A-1	58 431,54	12,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 494,73	0,00		0,00
2020-01 GUR AESN 1088053	N		A-1	39 341,87	13,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 810,13	0,00		0,00
2019-88 VEN 1086443	N		A-1	39 827,25	14,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 655,15	0,00		0,00
2019-87 VEN 1086449	N		A-1	74 265,35	9,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 426,53	0,00		0,00

2021-02 AUX AESN 1093846	N		A-1	23 076,74	12,31	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 775,13	0,00		0,00
2019-49 SAE AESN 1011206	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 227,60	0,00		
2019-50 STB AESN 1014766	N		A-1	97 776,16	5,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	16 296,03	0,00		0,00
2022-01 AUX AESN 1096712	N		A-1	8 688,34	12,5	F	Taux fixe à 0 %	0,000	668,33	0,00		0,00
2022-02 APP AESN 1096708	N		A-1	40 443,00	12,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 111,00	0,00		0,00
2023-01 CHI AESN 1096176	N		A-1	379 978,67	13,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	27 141,33	0,00		0,00
2023-02 STB AESN 1099729	N		A-1	56 319,20	13,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 022,80	0,00		0,00
2023-03 CHI AESN 1096175	N		A-1	92 694,35	18,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 878,65	0,00		0,00
2023-04 VINC AESN 1095193	N		A-1	133 636,53	13,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 545,47	0,00		0,00
2023-05 AUX AESN 1103854	N		A-1	159 778,27	13,76	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 412,73	0,00		0,00
2023-06 GYLE AESN 1101378	N		A-1	103 829,60	13,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 416,40	0,00		0,00
2023-07 APPO AESN 1105477	N		A-1	168 660,80	13,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 047,20	0,00		0,00
2019-64 CHE AESN 1032974	N		A-1	7 325,56	2,42	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 441,87	0,00		0,00
2013-10 AUX 10410771	N		A-1	17 990,63	3,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 497,67	0,00		0,00
2009-04 AUX 1007219	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 029,38	0,00		
2010-02 AUX 10200841	N		A-1	2 100,18	0,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 100,13	0,00		0,00
2010-01 AUX 1009341	N		A-1	3 600,42	0,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 600,47	0,00		0,00
2017-04 / 1064655	N		A-1	31 170,62	7,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 896,34	0,00		0,00
2017-05 AUX 1072030	N		A-1	54 397,33	7,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 799,67	0,00		0,00
2014-03 AUX 1044234 ME	N		A-1	9 055,70	4,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 811,13	0,00		0,00
2012-05 AUX 10344001	N		A-1	15 111,60	2,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 037,20	0,00		0,00
2014-04 AUX 1052090	N		A-1	19 289,70	4,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 857,93	0,00		0,00
2012-08 AUX 1024334	N		A-1	21 746,83	1,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 873,37	0,00		0,00
2012-07 AUX 10306021	N		A-1	10 629,00	2,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 543,00	0,00		0,00
2012-09 AUX 1023130 ME	N		A-1	11 755,36	2,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 918,47	0,00		0,00
2012-06 AUX 10357801	N		A-1	29 604,60	2,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 868,20	0,00		0,00
Total général		**0,00**		**13 056 025,13**					**1 520 469,92**	**293 544,07**	**0,00**	**117 484,58**

Budget parc d'activité d'Appoigny

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2024											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2024 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				**7 363 118,50**					**200 000,00**	**81 108,24**		**14 683,18**
1641 Emprunts en euros (total)				7 363 118,50					200 000,00	81 108,24		14 683,18
2016-01 MON521689EUR DO	N		A-1	450 000,00	2	F	Taux fixe à 0.52 %	0,519	200 000,00	2 990,00		578,50
2017-04 108516G DO	N		A-1	6 913 118,50	8,07	F	Taux fixe à 1.13 %	1,127	0,00	78 118,24		14 104,68
Total général		**0,00**		**7 363 118,50**					**200 000,00**	**81 108,24**	**0,00**	**14 683,18**

Annexe 4 – PPI

Opérations ayant fait l'objet d'une exécution sur l'exercice 2024

Super Politique publique	Politique publique	Action/ Investissement	Montant total 2020-2024	Antérieurs 2021	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	Total Budget 2024
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	Véhicules Enveloppe commande publique	**1 580 493,60 €**		408 547,46 €	95 245,28 €	274 946,44 €	801 754,42 €	**1 445 074,76 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	BMA / Besoin en maintien actif (informatique, mobilier, matériel)	**1 643 822,13 €**		206 382,71 €	525 339,55 €	758 375,68 €	153 724,19 €	**441 022,28 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	BMA INF/ Licence Agreement Oracle pour 3 ans.	**186 778,93 €**			52 710,17 €	67 034,38 €	67 034,38 €	**68 400,00 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	BMA INF/GRC NEOCITY complément Berger Levrault (ATAL) et gestion courrier	**55 107,60 €**			0,00 €	36 240,00 €	18 867,60 €	**39 497,60 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	BMA INF/ Autres demandes utilisateurs Logiciel	**117 732,54 €**			95 683,01 €	4 710,00 €	17 339,53 €	**18 001,20 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	Travaux bâtiments/ Acquisition siège CA	**1 162 491,86 €**		581 709,52 €	463 912,23 €	65 655,74 €	51 214,37 €	**123 632,94 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	BMA/ Travaux bâtiments agglo	**36 718,38 €**					36 718,38 €	**59 237,26 €**
ADMINISTRATION GENERALE	ADMINISTRATION GENERALE	Solution de suivi de programme/projet	**44 520,00 €**				0,00 €	44 520,00 €	**64 000,00 €**
ADMINISTRATION GENERALE	COMMUNICATION ASSEMBLE	BMA / matériel communication	**24 535,39 €**			3 359,99 €	9 990,90 €	11 184,50 €	**12 015,50 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	ADMINISTRATION DROITS DES SOLS	Dispositif ADS	**19 320,06 €**			5 970,00 €	0,00 €	13 350,06 €	**84 721,05 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AMENAGEMENT TERRITORIAL	Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI)	**308 252,32 €**			0,00 €	177 783,88 €	130 468,44 €	**200 200,00 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AMENAGEMENT TERRITORIAL	Plan local d'urbanisme	**143 565,59 €**		58 206,00 €	43 035,36 €	40 083,60 €	2 240,63 €	**13 350,63 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AMENAGEMENT TERRITORIAL	Nouveau SIG	**44 018,22 €**				0,00 €	44 018,22 €	**44 018,24 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AMENAGEMENT TERRITORIAL	Plan Sauvegarde et Mise en Valeur	**34 968,00 €**			34 104,00 €	0,00 €	864,00 €	**100 000,00 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AMENAGEMENT TERRITORIAL	BATIMENTS ET INSTALLATIONS/ PROJETS INTERET COMMUNAUTAIRE	**33 836,00 €**			0,00 €	10 000,00 €	23 836,00 €	**143 836,00 €**
AMENAGEMENT TERRITORIAL	COMMUNICATION ASSEMBLE	Fonds de soutien + Fonds de concours aux communes	**271 367,47 €**				24 542,50 €	246 824,97 €	**446 747,14 €**
COHESION URBAINE	COHESION SOCIALE	Copieurs et investissements refacturés au CCAS	**10 311,60 €**					10 311,60 €	**11 257,20 €**
CULTURE / SPORTS	CULTURE	Conservatoire - subvention à la ville d'Auxerre	**720 000,00 €**			120 000,00 €	150 000,00 €	450 000,00 €	**630 000,00 €**
CULTURE / SPORTS	CULTURE	Restauration archives	**19 820,64 €**		7 958,46 €	3 979,38 €	3 927,60 €	3 955,20 €	**4 000,00 €**
CULTURE / SPORTS	CULTURE	Enseignement musical/ Matériel et équipement	**6 294,00 €**					6 294,00 €	**6 294,00 €**
CULTURE / SPORTS	SPORT	Soutien aux investissements de l'AJA	**216 000,00 €**			0,00 €	108 000,00 €	108 000,00 €	**108 000,00 €**
CULTURE / SPORTS	SPORT	STADE NAUTIQUE + contrat de chauffe	**550 531,56 €**	97 016,84 €	60 830,34 €	207 496,12 €	102 608,93 €	82 579,33 €	**70 438,75 €**
CULTURE / SPORTS	SPORT	SNAS/ Mobilier Logiciel et Matériel aquatique	**130 574,77 €**	32 905,14 €	27 253,48 €	29 094,94 €	34 133,93 €	7 187,28 €	**40 256,41 €**

ENVIRONNEMENT	PLAN CLIMAT TERRITORIAL	Panneaux pour zone natura 2000	**1 293,48 €**				0,00 €	1 293,48 €	**2 093,48 €**
ENVIRONNEMENT	EAUX PLUVIALES	Budget principal EAUX PLUVIALES	**686 031,33 €**	66 338,54 €	92 284,24 €	129 687,46 €	241 092,09 €	156 629,00 €	**213 833,96 €**
HABITAT	GENS DU VOYAGE	Frais étude aire d'accueil permanente / Travaux	**61 318,94 €**			0,00 €	39 226,94 €	22 092,00 €	**115 085,53 €**
HABITAT	HABITAT	Subvention habitat CA (OPAH)	**65 032,05 €**			0,00 €	0,00 €	65 032,05 €	**355 000,00 €**
HABITAT	HABITAT	Logiciel habitat hygiène santé	**10 680,00 €**				0,00 €	10 680,00 €	**10 680,00 €**
HABITAT	HABITAT	Subvention habitat CA (OPAH) - ancien dispositif	**714 475,90 €**		241 090,00 €	202 415,00 €	131 481,30 €	139 489,60 €	**316 829,50 €**
MOBILITE INFRASTRUCTURE	MOBILITE	Achats vélos libre service et stations de recharge	**1 090 620,00 €**				545 310,00 €	545 310,00 €	**603 775,00 €**
MOBILITE INFRASTRUCTURE	MOBILITE	Chemins ruraux - projet contournement sud	**1 117 057,26 €**				0,00 €	1 117 057,26 €	**1 123 900,00 €**
MOBILITE INFRASTRUCTURE	MOBILITE	Réseau de pistes cyclables sécurisées	**864,00 €**			0,00 €	0,00 €	864,00 €	**100 000,00 €**
MOBILITE INFRASTRUCTURE	MOBILITE	Convention Tour de Bourgogne	**561 220,02 €**		392 012,22 €	0,00 €	145 802,94 €	23 404,86 €	**23 404,86 €**
MOBILITE INFRASTRUCTURE	MOBILITE	Aires de covoiturage Auxerrois	**627 112,24 €**			215 554,57 €	406 241,93 €	5 315,74 €	**5 315,74 €**
MONUMENTS REMARQUABLES	SPORT	Terrain synthétique Appoigny	**80 000,00 €**				0,00 €	80 000,00 €	**100 000,00 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	fin travaux AuxR Green Lab	**188 123,14 €**		187 380,95 €	0,00 €	0,00 €	742,19 €	**7 756,21 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Eclairage public ZAE / Passage en LED	**410 213,12 €**			3 153,45 €	293 044,77 €	114 014,90 €	**112 832,48 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Foncier économique	**206 773,04 €**			0,00 €	114 618,79 €	92 154,25 €	**1 376 754,38 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Programme Voirie ZAE	**719 371,84 €**		3 030,00 €	241 393,82 €	239 757,85 €	235 190,17 €	**240 000,00 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Mobilier, matériel de bureau, informatique et outillage divers AuxRFactory - AuxR Green Lab	**188 281,90 €**				12 200,84 €	176 081,06 €	**254 491,72 €**
VIE ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Aide aux entreprises	**235 987,00 €**	8 000,00 €	150 000,00 €	5 000,00 €	12 987,00 €	60 000,00 €	**168 000,00 €**
VIE ECONOMIQUE	INSTALLATIONS PORTUAIRES	Haltes nautiques	**523 671,81 €**			14 682,00 €	5 529,60 €	503 460,21 €	**945 623,81 €**
VIE ECONOMIQUE	TOURISME	Travaux Office du Tourisme	**3 300,00 €**				0,00 €	3 300,00 €	**90 000,00 €**
VIE ECONOMIQUE	TOURISME	Etude jalonnement et signalétique touristique	**864,00 €**				0,00 €	864,00 €	**100 000,00 €**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures
			ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	10
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	11
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	12
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	13
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	14
D	Bilan synthétique	Comptable	15
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	16
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	18
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	19
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	20
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	21
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	22
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	24
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	25
B2	Recettes d'investissement	Comptable	29
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	33
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	51
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	57
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	61
B	Compte de résultat	Comptable	65
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	67
D	Balance des comptes	Comptable	68
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	100

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457.42

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	566.25
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	641.66
3	Dépenses d'équipement brut / population	80.12
4	Encours de dette / population (2)(3)	37.23
5	DGF / population	98.37
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	39.65
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	93.28
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	11.75
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	6.72
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	5.80
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	16 230 221,61	45 045 940,20	61 276 161,81
	Recettes réalisées (1)	B	8 110 101,63	45 847 089,28	53 957 190,91
	Restes à réaliser	C	1 694 459,34	0,00	1 694 459,34
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	16 598 695,69	53 556 083,92	70 154 779,61
	Dépenses réalisées (1)	E	8 198 944,06	42 334 713,89	50 533 657,95
	Restes à réaliser	F	3 977 978,10	0,00	3 977 978,10
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-88 842,43	3 512 375,39	3 423 532,96
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	368 474,08	8 510 143,72	8 878 617,80
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	279 631,65	12 022 519,11	12 302 150,76
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-2 283 518,76	0,00	-2 283 518,76
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-2 003 887,11	12 022 519,11	10 018 632,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	368 474,08		-88 842,43		279 631,65
Fonctionnement	11 275 332,01	2 765 188,29	3 512 375,39		12 022 519,11
TOTAL I	**11 643 806,09**	**2 765 188,29**	**3 423 532,96**		**12 302 150,76**
II - Budgets des services à caractère administratif					
60006-PARC D ACTIVITES A APPOIGNY					
Investissement			-200 000,00		-200 000,00
Fonctionnement			694 800,26		694 800,26
Sous-Total			494 800,26		494 800,26
60007-PRESTATION SERVICE CA AUXERROI					
Investissement					
Fonctionnement	665,89		-0,01		665,88
Sous-Total	665,89		-0,01		665,88
60009-ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS					
Investissement	-1 507 558,72		-313 331,20		-1 820 889,92
Fonctionnement					
Sous-Total	-1 507 558,72		-313 331,20		-1 820 889,92
60010-DECHETS CA AUXERROIS					
Investissement	499 742,64		262 420,09	193 494,57	955 657,30
Fonctionnement	2 086 259,81		959 443,74	7 744,71	3 053 448,26
Sous-Total	2 586 002,45		1 221 863,83	201 239,28	4 009 105,56
60011-PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES					
Investissement	-34 070,00		-272 192,93		-306 262,93
Fonctionnement					

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Sous-Total	-34 070,00		-272 192,93		-306 262,93
60012-AUXR AERO PARC CA AUXERROIS					
Investissement			-11 905,00		-11 905,00
Fonctionnement					
Sous-Total			-11 905,00		-11 905,00
TOTAL II	**1 045 039,62**		**1 119 234,95**	**201 239,28**	**2 365 513,85**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
60001-ASST CA AUXERROIS					
Investissement	204 175,75		-587 866,55		-383 690,80
Fonctionnement	4 686 353,64		-1 013 109,15		3 673 244,49
Sous-Total	4 890 529,39		-1 600 975,70		3 289 553,69
60002-SPANC CA AUXERROIS					
Investissement					
Fonctionnement	18 060,38		9 993,65		28 054,03
Sous-Total	18 060,38		9 993,65		28 054,03
60003-DECHETS REDEVANCE CA AUXERROIS					
Investissement	193 494,57			-193 494,57	
Fonctionnement	7 744,71			-7 744,71	
Sous-Total	201 239,28			-201 239,28	
60004-EAU POTABLE CA AUXERROIS					
Investissement	872 483,51		-1 944 529,90		-1 072 046,39
Fonctionnement	5 978 684,52	1 679 133,03	2 651 927,16		6 951 478,65
Sous-Total	6 851 168,03	1 679 133,03	707 397,26		5 879 432,26
60005-MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS					
Investissement	-890 949,79		3 006,46		-887 943

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Fonctionnement	16 836,69	16 836,69	113 830,23		113 830,23
Sous-Total	-874 113,10	16 836,69	116 836,69		-774 113,10
60008-ZAC MACHERINS A MONETEAU					
Investissement	599 251,97		112 685,76		711 937,73
Fonctionnement	-28 986,49		8 858,90		-20 127,59
Sous-Total	570 265,48		121 544,66		691 810,14
TOTAL III	**11 657 149,46**	**1 695 969,72**	**-645 203,44**	**-201 239,28**	**9 114 737,02**
TOTAL I + II + III	**24 345 995,17**	**4 461 158,01**	**3 897 564,47**		**23 782 401,63**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **3 977 978,10**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**291 673,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**88 096,68**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**1 427 240,41**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**884 908,77**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**517 242,23**
26	**Participations et créances rattachées**	**701 514,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**67 303,01**
45411 02	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS	57 542,32
4581 01	TX COMPTE DE TIERS PERIL	9 760,69
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 1 694 459,34
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	1 694 459,34
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	17 735,14
Subventions d'investissement versées	6 525,71	Neutralisations et régularisations	-1 767,01
Autres immobilisations incorporelles	1 406,89	Réserves	25 451,03
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	8 510,14
Terrains	2 740,65	Résultat de l'exercice	3 512,38
Constructions	8 202,61	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	4 218,48
Réseaux et installations de voirie	543,34	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**57 660,15**
Réseaux divers	237,29	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	6,24	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	3 297,05	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**5 755,72**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 651,02
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**10 898,75**	Dettes financières et autres emprunts	4,55
Immobilisations financières (nettes)	**8 274,44**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 655,57**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**47 888,69**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	787,06
Stocks		Autres dettes non financières	12 170,32
Créances	6 134,66	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**12 957,37**
Trésorerie	19 378,09	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	**2,13**
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**25 512,75**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**15 615,07**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	126,23
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**73 401,44**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**73 401,44**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	7 028,76	7 227,41
Participations	452,16	530,07
Compensations, autres attributions et autres participations	3 282,86	3 222,29
Dons et legs		
Impôts et taxes	17 697,21	15 775,79
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	1 773,94	1 753,05
Produits des cessions d'actifs	352,82	
Autres produits de gestion	84,72	144,74
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,33	
Reprises du financement rattaché à un actif	165,79	150,70
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	33,62	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**30 872,21**	**28 804,05**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	4 611,95	4 238,09
Charges de personnel	15 693,60	15 199,54
Indemnités des élus (et membres du CESR)	268,19	303,40
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	404,98	308,36
Impôts et taxes	303,91	270,06
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 665,35	1 392,99
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	384,62	
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	1,82	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**23 334,40**	**21 712**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	3 244,03	3 351,62
Autres charges	757,58	702,26
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**4 001,62**	**4 053,88**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**3 536,19**	**3 037,73**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**23,82**	**24,99**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-23,82**	**-24,99**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**3 512,38**	**3 012,74**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	988 187,84	274 107,52	27,74	88 096,68
204	Subventions d'équipement versées (6)	2 622 757,07	904 191,46	34,47	1 427 240,41
21	Immobilisations corporelles	4 375 613,20	1 573 332,73	35,96	884 908,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 674 022,65	1 965 455,70	73,50	517 242,23
	Total des opérations d'équipement (2)	1 715 860,91	968 174,46	56,42	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 376 441,67**	**5 685 261,87**	**45,94**	**2 917 488,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	291 673,00	0,00	0,00	291 673,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 309 000,00	2 300 173,68	99,62	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 300 000,00	0,00	0,00	701 514,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 902 673,00**	**2 300 173,68**	**58,94**	**993 187,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	119 581,02	14 102,70	11,79	67 303,01
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 398 695,69**	**7 999 538,25**	**48,78**	**3 977 978,10**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*200 000,00*	*199 405,81*	*99,70*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**200 000,00**	**199 405,81**	**99,70**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**16 598 695,69**	**8 198 944,06**	**49,40**	**3 977 978,10**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**16 598 695,69**	**8 198 944,06**		**3 977 978,10**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 001 538,96	2 992 206,28	99,69	1 694 459,34
16	Emprunts et dettes assimilées	9 000,00	2 188,00	24,31	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	12 921,74	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 265 188,29	3 050 995,43	93,44	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	651 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	223 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**7 149 727,25**	**6 058 311,45**	**84,73**	**1 694 459,34**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*7 228 494,36*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 752 000,00*	*2 051 790,18*	*117,11*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**9 080 494,36**	**2 051 790,18**	**22,60**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**16 230 221,61**	**8 110 101,63**	**49,97**	**1 694 459,34**
001 Solde d'exécution positif reporté		**368 474,08**			
Total des recettes de la section d'investissement		**16 598 695,69**	**8 110 101,63**		**1 694 459,34**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	6 571 551,52	4 014 242,93	648 234,47	4 662 477,40	70,95	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	16 898 400,00	15 947 734,26	25 018,24	15 972 752,50	94,52	0,00
014	Atténuations de produits	15 250 674,00	14 949 098,07	0,00	14 949 098,07	98,02	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5 746 253,42	4 401 266,87	255 388,88	4 656 655,75	81,04	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**44 466 878,94**	**39 312 342,13**	**928 641,59**	**40 240 983,72**	**90,50**	**0,00**
66	Charges financières	36 500,00	21 031,30	2 784,27	23 815,57	65,25	0,00
67	Charges spécifiques	72 210,62	18 124,42	0,00	18 124,42	25,10	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**44 575 589,56**	**39 351 497,85**	**931 425,86**	**40 282 923,71**	**90,37**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 228 494,36*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 752 000,00*	*2 051 790,18*	*0,00*	*2 051 790,18*	*117,11*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**8 980 494,36**	**2 051 790,18**	**0,00**	**2 051 790,18**	**22,85**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**53 556 083,92**	**41 403 288,03**	**931 425,86**	**42 334 713,89**	**79,05**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**53 556 083,92**	**41 403 288,03**	**931 425,86**	**42 334 713,89**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	23 000,00	25 782,20	0,00	25 782,20	112,10	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 939 571,00	1 632 814,80	141 124,33	1 773 939,13	91,46	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	16 201 895,00	16 201 806,00	0,00	16 201 806,00	100,00	0,00
731	Fiscalité locale	15 790 411,20	16 444 506,20	0,00	16 444 506,20	104,14	0,00
74	Dotations et participations	10 821 963,00	10 579 978,31	183 801,83	10 763 780,14	99,46	0,00
75	Autres produits de gestion courante	63 100,00	-128 141,42	202 996,09	74 854,67	118,63	0,00
Total des recettes de gestion des services		**44 839 940,20**	**44 756 746,09**	**527 922,25**	**45 284 668,34**	**100,99**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	6 000,00	362 681,13	0,00	362 681,13	6 044,69	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	334,00	0,00	334,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**44 845 940,20**	**45 119 761,22**	**527 922,25**	**45 647 683,47**	**101,79**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*200 000,00*	*199 405,81*	*0,00*	*199 405,81*	*99,70*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**200 000,00**	**199 405,81**	**0,00**	**199 405,81**	**99,70**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**45 045 940,20**	**45 319 167,03**	**527 922,25**	**45 847 089,28**	**101,78**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**8 510 143,72**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**53 556 083,92**	**45 319 167,03**	**527 922,25**	**45 847 089,28**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme		2 240,63		2 240,63	
2031	Frais d'études		39 540,00		39 540,00	
2033	Frais d'insertion		3 564,00		3 564,00	
2051	Concessions et droits similaires		228 762,89		228 762,89	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	988 187,84	274 107,52		274 107,52	714 080,32
204132	Bâtiments et installations		23 404,86		23 404,86	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études		19 461,00		19 461,00	
2041412	Bâtiments et installations		553 836,00		553 836,00	
20421	Biens mobiliers, matériel et études		108 000,00		108 000,00	
20422	Bâtiments et installations		199 489,60		199 489,60	
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	2 622 757,07	904 191,46		904 191,46	1 718 565,61
2115	Terrains bâtis		100 320,29	8 166,04	92 154,25	
21351	Bâtiments publics		99 478,85		99 478,85	
2151	Réseaux de voirie		197 818,54		197 818,54	
2152	Installations de voirie		1 293,48		1 293,48	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		1 576,19		1 576,19	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées		3 955,20		3 955,20	
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers		2 984,33		2 984,33	
21828	Autres matériels de transport		790 345,42		790 345,42	
21838	Autre matériel informatique		144 135,01		144 135,01	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		71 397,90		71 397,90	
2188	Autres		168 193,56		168 193,56	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	4 375 613,20	1 581 498,77	8 166,04	1 573 332,73	2 802 280,47
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2313	Constructions		518 785,39		518 785,39	
2315	Installations, matériel et outillage techniques		1 429 524,53		1 429 524,53	
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		17 145,78		17 145,78	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 574 022,65	1 965 455,70		1 965 455,70	608 566,95
2022204	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme		130 468,44		130 468,44	
total opération n° 2204	Opération d'équipement n° 2204	200 200,00	130 468,44		130 468,44	69 731,56
total opération n° 2205	Opération d'équipement n° 2205	100 000,00				100 000,00
204222207	Bâtiments et installations		65 032,05		65 032,05	
total opération n° 2207	Opération d'équipement n° 2207	355 000,00	65 032,05		65 032,05	289 967,95
total opération n° 2220	Opération d'équipement n° 2220	3 000,00				3 000,00
total opération n° 23041	Opération d'équipement n° 23041	11 264,68				11 264,68
204141123042	Biens mobiliers, matériel et études		35 132,50		35 132,50	
204141223042	Bâtiments et installations		192 231,47		192 231,47	
total opération n° 23042	Opération d'équipement n° 23042	379 446,23	227 363,97		227 363,97	152 082,26
20512335	Concessions et droits similaires		1 750,00		1 750,00	
21522335	Installations de voirie		170 403,20		170 403,20	
218282335	Autres matériels de transport		373 156,80		373 156,80	
total opération n° 2335	Opération d'équipement n° 2335	566 950,00	545 310,00		545 310,00	21 640,00
total opération n° 24059	Opération d'équipement n° 24059	100 000,00				100 000,00
Total des dépenses d'équipement		**12 276 441,67**	**5 693 427,91**	**8 166,04**	**5 685 261,87**	**6 591 179,80**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000,00				2 000,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	291 673,00				291 673,00
1641	Emprunts en euros		2 299 066,68		2 299 066,68	
165	Dépôts et cautionnements reçus		1 107,00		1 107,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 309 000,00	2 300 173,68		2 300 173,68	8 826,32
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	1 300 000,00				1 300 000,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**3 902 673,00**	**2 300 173,68**		**2 300 173,68**	**1 602 499,32**
4541101	Opération pour compte tiers n° 4541101	12 038,70	12 038,70		12 038,70	
4541102	Opération pour compte tiers n° 4541102	57 542,32				57 542,32
458101	Opération pour compte tiers n° 458101	50 000,00	2 064,00		2 064,00	47 936,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	119 581,02	14 102,70		14 102,70	105 478,32
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 298 695,69**	**8 007 704,29**	**8 166,04**	**7 999 538,25**	**8 299 157,44**
13911	*État et établissements nationaux*		*35 248,00*		*35 248,00*	
13912	*Régions*		*22 277,00*		*22 277,00*	
13913	*Départements*		*7 582,00*		*7 582,00*	
139146	*Attributions de compensation d'investissement*		*98 935,00*		*98 935,00*	
139148	*Autres communes*		*1 744,00*		*1 744,00*	
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*33 619,81*		*33 619,81*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*233 619,81*	*199 405,81*		*199 405,81*	*34 214,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*				*100 000,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***333 619,81***	***199 405,81***		***199 405,81***	***134 214,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**16 632 315,50**	**8 207 110,10**	**8 166,04**	**8 198 944,06**	**8 433 371,44**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement		**16 632 315,50**	**8 207 110,10**	**8 166,04**	**8 198 944,06**	**8 433 371,44**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
13146	Attributions de compensation d'investissement		1 128 617,86		1 128 617,86	
1318	Autres		23 333,00		23 333,00	
1321	État et établissements nationaux		1 066 210,95		1 066 210,95	
1323	Départements		708 013,00		708 013,00	
1328	Autres		28 870,60		28 870,60	
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux		37 160,87		37 160,87	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	3 001 538,96	2 992 206,28		2 992 206,28	9 332,68
165	Dépôts et cautionnements reçus		2 188,00		2 188,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	9 000,00	2 188,00		2 188,00	6 812,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
2115	Terrains bâtis		12 921,74		12 921,74	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles		12 921,74		12 921,74	-12 921,74
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		285 807,14		285 807,14	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		2 765 188,29		2 765 188,29	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	3 265 188,29	3 050 995,43		3 050 995,43	214 192,86
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	298 184,52				
4541201	Opération pour compte tiers n° 4541201	110 000,00				110 000,00
4541202	Opération pour compte tiers n° 4541202	58 000,00				58 000,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541203	Opération pour compte tiers n° 4541203	5 000,00				5 000,00
458201	Opération pour compte tiers n° 458201	50 000,00				50 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	223 000,00				223 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**6 796 911,77**	**6 058 311,45**		**6 058 311,45**	**738 600,32**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 228 494,36*				
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*1 815,48*		*1 815,48*	
2115	*Terrains bâtis*		*384 619,81*		*384 619,81*	
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*		*56 842,00*		*56 842,00*	
28031	*Frais d'études*		*20 696,00*		*20 696,00*	
28033	*Frais d'insertion*		*4 526,00*		*4 526,00*	
2804113	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*		*2 985,00*		*2 985,00*	
2804123	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*		*2 014,00*		*2 014,00*	
2804131	*Biens mobiliers, matériel et études*		*3 000,00*		*3 000,00*	
2804132	*Bâtiments et installations*		*19 129,44*		*19 129,44*	
2804133	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*		*6 803,00*		*6 803,00*	
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*		*3 403,00*		*3 403,00*	
28041412	*Bâtiments et installations*		*137 753,00*		*137 753,00*	
28041512	*Bâtiments et installations*		*49 910,00*		*49 910,00*	
28041583	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*		*2 755,00*		*2 755,00*	
2804182	*Bâtiments et installations*		*76 409,00*		*76 409,00*	
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*		*8 870,00*		*8 870,00*	
280422	*Bâtiments et installations*		*151 319,00*		*151 319,00*	
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*183 297,00*		*183 297,00*	
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*		*414,00*		*414,00*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*1 021,00*		*1 021,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281318	*Autres bâtiments publics*		*697,00*		*697,00*	
281321	*Immeubles de rapport*		*91 647,00*		*91 647,00*	
281351	*Bâtiments publics*		*53 975,00*		*53 975,00*	
28138	*Autres constructions*		*100 275,22*		*100 275,22*	
28145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*		*2 230,00*		*2 230,00*	
28152	*Installations de voirie*		*30 612,00*		*30 612,00*	
281533	*Réseaux câblés*		*6 199,00*		*6 199,00*	
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*		*80,00*		*80,00*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*630,00*		*630,00*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*179,00*		*179,00*	
281828	*Autres matériels de transport*		*243 243,00*		*243 243,00*	
281838	*Autre matériel informatique*		*190 580,44*		*190 580,44*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*26 412,58*		*26 412,58*	
28185	*Matériel de téléphonie*		*5 019,00*		*5 019,00*	
28188	*Autres*		*130 948,74*		*130 948,74*	
4815	*Charges liées à la crise sanitaire COVID-19*		*51 480,47*		*51 480,47*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 138 435,29*	*2 051 790,18*		*2 051 790,18*	*86 645,11*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*				*100 000,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***9 466 929,65***	***2 051 790,18***		***2 051 790,18***	***7 415 139,47***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**16 263 841,42**	**8 110 101,63**		**8 110 101,63**	**8 153 739,79**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**368 474,08**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**16 632 315,50**	**8 110 101,63**		**8 110 101,63**	**8 522 213,87**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2011(1)
LIBELLE : TIERS LIEU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 995 082,59**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**995 082,59**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	995 082,59

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -995 082,59

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2204(1)
LIBELLE : PLU INTERCOMMUNAL

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**200 200,00**	**A 130 468,44**	**0,00**	**0,00**	**B 308 252,32**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**200 200,00**	**130 468,44**	**0,00**	**0,00**	**308 252,32**
202	Frais réalisation documents urbanisme	200 200,00	130 468,44		0,00	308 252,32
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -130 468,44	D - B -308 252,32

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2205(1)
LIBELLE : PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**100 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 34 104,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 104,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	100 000,00	0,00		0,00	34 104,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -34 104,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2207(1)
LIBELLE : SUBVENTIONS OPAH-RU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**355 000,00**	**A 65 032,05**	**0,00**	**0,00**	**B 65 032,05**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**355 000,00**	**65 032,05**	**0,00**	**0,00**	**65 032,05**
20422	Privé : Bâtiments, installations	355 000,00	65 032,05		0,00	65 032,05
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -65 032,05	D - B -65 032,05

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2220(1)
LIBELLE : ANRU BATIMENT STE GENEVIEVE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 73 036,78**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 045,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	25 045,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 800,00**
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	4 800,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 191,78**
2313	Constructions	3 000,00	0,00		0,00	43 191,78

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 3 008,40**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 008,40**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	3 008,40
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-70 028,38**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23041(1)
LIBELLE : ANRU ROSOIRS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**11 264,68**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 10 735,32**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**11 264,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 735,32**
2313	Constructions	11 264,68	0,00		0,00	10 735,32

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 499,10**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**499,10**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	499,10
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-10 236,22**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23042(1)
LIBELLE : FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**379 446,23**	**A 227 363,97**	**0,00**	**0,00**	**B 251 906,47**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**379 446,23**	**227 363,97**	**0,00**	**0,00**	**251 906,47**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	42 124,00	35 132,50		0,00	35 132,50
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	337 322,23	192 231,47		0,00	216 773,97
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -227 363,97	D - B -251 906,47

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2335(1)
LIBELLE : ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**566 950,00**	**A 545 310,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 090 620,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 750,00**	**1 750,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**
2051	Concessions, droits similaires	1 750,00	1 750,00		0,00	3 500,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**565 200,00**	**543 560,00**	**0,00**	**0,00**	**1 087 120,00**
2152	Installations de voirie	172 000,00	170 403,20		0,00	340 806,40
21828	Autres matériels de transport	393 200,00	373 156,80		0,00	746 313,60
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice — Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire — Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **207 143,86**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 143,86**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00		0,00	51 120,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	0,00	0,00		0,00	156 023,86
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -545 310,00**	**D - B -883 476,14**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24059(1)
LIBELLE : SCHEMA CYCLABLE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**100 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	100 000,00	0,00		0,00	0,00

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **832 964,70**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**832 964,70**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	832 964,70
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 0,00**	**D - B 832 964,70**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement		147 996,51	5 570,38	142 426,13	
60612	Énergie - Électricité		210 134,03	24 925,60	185 208,43	
60623	Alimentation		5 415,66	230,06	5 185,60	
60624	Produits de traitement		1 598,16		1 598,16	
60628	Autres fournitures non stockées		35 021,30		35 021,30	
60631	Fournitures d'entretien		40 386,66	986,13	39 400,53	
60632	Fournitures de petit équipement		59 940,41		59 940,41	
60633	Fournitures de voirie		18 777,76	7 041,60	11 736,16	
60636	Habillement et Vêtements de travail		35 387,43	9 518,24	25 869,19	
6064	Fournitures administratives		60 782,64	2 677,80	58 104,84	
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)		368,55		368,55	
60668	Autres produits pharmaceutiques		474,21		474,21	
611	Contrats de prestations de services		1 817 915,33	522 650,90	1 295 264,43	
6132	Locations immobilières		55 005,22	20 692,44	34 312,78	
61358	Autres		130 830,00	226,62	130 603,38	
614	Charges locatives et de copropriété		31 933,42		31 933,42	
61521	Terrains		19 615,51	6 033,36	13 582,15	
615221	Bâtiments publics		109 067,02	33 706,10	75 360,92	
615231	Voiries		94 975,19		94 975,19	
615232	Réseaux		241 310,50	103 916,36	137 394,14	
61551	Matériel roulant		12 687,34	19,20	12 668,14	
61558	Autres biens mobiliers		19 943,03		19 943,03	
6156	Maintenance		308 568,96	29 608,99	278 959,97	
6161	Multirisques		91 073,43		91 073,43	
617	Études et recherches		136 545,09	88 850,00	47 695,09	
6182	Documentation générale et technique		11 147,27	590,00	10 557,27	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6183	Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité)		8 969,00		8 969,00	
6184	Versements à des organismes de formation		116 593,29	14 680,80	101 912,49	
6188	Autres frais divers		36 815,99	1 368,35	35 447,64	
62268	Autres honoraires, conseils...		72 937,73		72 937,73	
6227	Frais d'actes et de contentieux		119 131,80	29 600,00	89 531,80	
6228	Divers		422,94		422,94	
6231	Annonces et insertions		19 637,18	1 405,97	18 231,21	
6232	Fêtes et cérémonies		2 137,48		2 137,48	
6233	Foires et expositions		22 836,00		22 836,00	
6234	Réceptions		45 133,89	1 293,50	43 840,39	
6236	Catalogues et imprimés		161 578,06	15,00	161 563,06	
6238	Divers		35 307,76	1 289,10	34 018,66	
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité		1 571,26		1 571,26	
6251	Voyages, déplacements et missions		23 041,10		23 041,10	
6261	Frais d'affranchissement		90 000,00		90 000,00	
6262	Frais de télécommunications		211 087,41	16 913,51	194 173,90	
627	Services bancaires et assimilés.		2 345,30	320,00	2 025,30	
6281	Concours divers (cotisations...)		122 196,48	8 314,00	113 882,48	
6283	Frais de nettoyage des locaux		198 297,22	12 679,52	185 617,70	
6284	Redevance pour services rendus		11 483,12		11 483,12	
62873	Au CCAS/CIAS		11 074,78	5 865,08	5 209,70	
62875	Aux communes membres du GFP		598 283,57	151 030,87	447 252,70	
62878	A des tiers		76 014,08		76 014,08	
63512	Taxes foncières		64 840,00	575,00	64 265,00	
63513	Autres impôts locaux		84,48		84,48	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules		455,76		455,76	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)		15 895,57		15 895,57	
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 571 551,52	5 765 071,88	1 102 594,48	4 662 477,40	1 909 074,12
6218	Autre personnel extérieur		39 445,41	9 276,31	30 169,10	
6331	Versement mobilité		74 790,13		74 790,13	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		46 756,81		46 756,81	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		101 657,32		101 657,32	
64111	Rémunération principale		7 226 512,54		7 226 512,54	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		87 042,60		87 042,60	
64113	NBI		51 179,33		51 179,33	
64118	Autres indemnités.		1 770 630,15		1 770 630,15	
64131	Rémunérations		1 563 637,89		1 563 637,89	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		5 726,73		5 726,73	
64138	Primes et autres indemnités		514 841,01		514 841,01	
6417	Rémunérations des apprentis		19 302,20		19 302,20	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		1 636 667,45		1 636 667,45	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		2 451 543,39		2 451 543,39	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		83 584,13		83 584,13	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		110 255,95	36 396,20	73 859,75	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		28 342,17		28 342,17	
64731	Versées directement		9 574,34		9 574,34	
6474	Versements aux oeuvres sociales		90 850,64		90 850,64	
6475	Médecine du travail, pharmacie		55 662,91		55 662,91	
6478	Autres charges sociales diverses		50 421,91		50 421,91	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	16 898 400,00	16 018 425,01	45 672,51	15 972 752,50	925 647

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs		305,00		305,00	
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes		31 252,23		31 252,23	
739211	Attribution de compensation		9 334 048,05		9 334 048,05	
739215	Reversements conventionnels de fiscalité		46 932,80		46 932,80	
739221	FNGIR		4 670 103,00		4 670 103,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		274 299,00		274 299,00	
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales		98 502,00		98 502,00	
73952	Fraction compensatoire de la CVAE		43 678,00		43 678,00	
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers		449 977,99		449 977,99	
total chapitre 014	Atténuations de produits	15 250 674,00	14 949 098,07		14 949 098,07	301 575,93
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65132	Prix		2 159,10		2 159,10	
65188	Autres		380,00		380,00	
65311	Indemnités de fonction		192 979,00		192 979,00	
65312	Frais de mission et de déplacement		748,40		748,40	
65313	Cotisations de retraite		17 067,93		17 067,93	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		54 791,17		54 791,17	
65315	Formation		5 100,00	2 500,00	2 600,00	
6541	Créances admises en non-valeur		325,35		325,35	
6542	Créances éteintes		5 341,03		5 341,03	
65568	Autres contributions		757 584,38		757 584,38	
65731	État		5 000,00		5 000,00	
657341	Communes membres du GFP		161 490,35	17 804,81	143 685,54	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
657361	Collectivité de rattachement		6 400,00	6 400,00		
65736221	non dotés de la personnalité morale		1 290 767,55		1 290 767,55	
657364	Caisse des écoles		1 336 067,55	1 290 767,55	45 300,00	
657381	Autres établissements publics locaux		450 561,75	75 656,25	374 905,50	
65742	Entreprises		52 230,43	918,91	51 311,52	
65748	Autres personnes de droit privé		1 489 102,10	158 578,40	1 330 523,70	
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		24 292,80	720,00	23 572,80	
65818	Autres		370 114,92	28 264,80	341 850,12	
65883	Déficits sur opérations de gestion		20,00		20,00	
65888	Autres		15 742,66		15 742,66	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5 746 253,42	6 238 266,47	1 581 610,72	4 656 655,75	1 089 597,67
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**44 466 878,94**	**42 970 861,43**	**2 729 877,71**	**40 240 983,72**	**4 225 895,22**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		26 117,34		26 117,34	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE		2 784,27	5 086,04	-2 301,77	
total chapitre 66	Charges financières	36 500,00	28 901,61	5 086,04	23 815,57	12 684,43
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		18 124,42		18 124,42	
total chapitre 67	Charges spécifiques	72 210,62	18 124,42		18 124,42	54 086,20
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**44 575 589,56**	**43 017 887,46**	**2 734 963,75**	**40 282 923,71**	**4 292 665,85**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*7 228 494,36*				
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*		*384 619,81*		*384 619,81*	
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*1 815,48*		*1 815,48*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*1 613 874,42*		*1 613 874,42*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
68128	*Dotations aux amortissements des charges exceptionnelles différées*		*51 480,47*		*51 480,47*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 138 435,29*	*2 051 790,18*		*2 051 790,18*	*86 645,11*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***9 366 929,65***	***2 051 790,18***		***2 051 790,18***	***7 315 139,47***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**53 942 519,21**	**45 069 677,64**	**2 734 963,75**	**42 334 713,89**	**11 607 805,32**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**53 942 519,21**	**45 069 677,64**	**2 734 963,75**	**42 334 713,89**	**11 607 805,32**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		11 018,52		11 018,52	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.		14 763,68		14 763,68	
total chapitre 013	Atténuations de charges	23 000,00	25 782,20		25 782,20	-2 782,20
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7022	Coupes de bois		1 106,00		1 106,00	
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel		5 243,00		5 243,00	
70631	A caractère sportif		411 001,90	38,00	410 963,90	
706888	Autres		231 402,23	74 178,33	157 223,90	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)		459,94		459,94	
70841	à la collectivité de rattachement		543 266,58	1 386,36	541 880,22	
708421	non dotés de la personnalité morale		3 128,12		3 128,12	
70845	aux communes membres du GFP		148 893,70		148 893,70	
70846	au GFP de rattachement		122 430,57		122 430,57	
70848	aux autres organismes		50 567,32		50 567,32	
708721	non dotés de la personnalité morale		155 073,42		155 073,42	
70873	par le CCAS/CIAS		38 239,79		38 239,79	
70875	par les communes membres du GFP		109 090,14		109 090,14	
70876	par le GFP de rattachement		14 516,22		14 516,22	
708778	autres frais		154,75		154,75	
70878	par des tiers		13 944,54		13 944,54	
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)		1 023,60		1 023,60	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 939 571,00	1 849 541,82	75 602,69	1 773 939,13	165 631,87
73211	Attribution de compensation		711,00		711,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales		11 301 934,00		11 301 934,00	
7352	Fraction compensatoire de la CVAE		4 899 161,00		4 899 161,00	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	16 201 895,00	16 201 806,00		16 201 806,00	89,00
73111	Impôts directs locaux		13 017 980,00		13 017 980,00	
73113	Taxe sur les surfaces commerciales		1 521 097,00		1 521 097,00	
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux		756 107,00		756 107,00	
73118	Autres contributions directes		258 749,00		258 749,00	
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations		391 472,00		391 472,00	
731721	Taxe de séjour		470 351,20		470 351,20	
7318	Autres		28 750,00		28 750,00	
total chapitre 731	Fiscalité locale	15 790 411,20	16 444 506,20		16 444 506,20	-654 095,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI		1 740 732,00		1 740 732,00	
741126	Dotation de compensation des EPCI		5 257 585,00		5 257 585,00	
744	FCTVA		15 241,18		15 241,18	
74611	DGD		15 200,00		15 200,00	
74718	Autres		436 228,47	125 872,28	310 356,19	
7472	Régions		31 259,58		31 259,58	
7473	Départements		62 000,00		62 000,00	
74748	Autres communes		1 660,24		1 660,24	
74751	GFP de rattachement		560,00	560,00		
74772	FEDER		15 741,65	15 741,65		
74773	FEADER		15 741,65		15 741,65	
747888	Autres		179 688,02	148 540,72	31 147,30	
748312	D.C.R.T.P.		1 656 719,00		1 656 719,00	
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)		1 623 880,00		1 623 880,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		2 258,00		2 258,00	
total chapitre 74	Dotations et participations	10 821 963,00	11 054 494,79	290 714,65	10 763 780,14	58 182,86
752	Revenus des immeubles		58 267,99	4 610,84	53 657,15	
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur		83,05		83,05	
75888	Autres		222 710,56	201 596,09	21 114,47	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	63 100,00	281 061,60	206 206,93	74 854,67	-11 754,67
Total des recettes de gestion des services		**44 839 940,20**	**45 857 192,61**	**572 524,27**	**45 284 668,34**	**-444 728,14**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		9 865,65		9 865,65	
775	Produits des cessions d'immobilisations		352 815,48		352 815,48	
total chapitre 77	Produits spécifiques	358 815,48	362 681,13		362 681,13	-3 865,65
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.		334,00		334,00	
total chapitre 78	Reprises sur provisions		334,00		334,00	-334,00
Total des recettes réelles et mixtes		**45 198 755,68**	**46 220 207,74**	**572 524,27**	**45 647 683,47**	**-448 927,79**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*		*33 619,81*		*33 619,81*	
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*		*165 786,00*		*165 786,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*233 619,81*	*199 405,81*		*199 405,81*	*34 214,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***233 619,81***	***199 405,81***		***199 405,81***	***34 214,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**45 432 375,49**	**46 419 613,55**	**572 524,27**	**45 847 089,28**	**-414 713,79**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**8 510 143,72**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section de fonctionnement		**53 942 519,21**	**46 419 613,55**	**572 524,27**	**45 847 089,28**	**8 095 429,93**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		10 216 730,91	3 691 018,43	6 525 712,48	5 793 475,44
Autres immobilisations incorporelles		2 212 562,75	805 672,46	1 406 890,29	1 265 925,33
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		2 767 220,57	26 567,68	2 740 652,89	3 047 475,19
Constructions		11 394 616,10	3 192 004,72	8 202 611,38	8 351 956,75
Réseaux et installations de voirie		603 452,03	60 112,68	543 339,35	204 436,13
Réseaux divers		376 876,36	139 589,78	237 286,58	243 485,58
Installations techniques, agencements et matériel		263 673,02	257 428,86	6 244,16	5 377,97
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		7 830 892,89	4 533 838,90	3 297 053,99	2 339 268,53
Immobilisations corporelles en cours		5 755 715,97		5 755 715,97	3 790 260,27
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		10 898 750,45		10 898 750,45	10 898 750,45
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		8 274 436,92		8 274 436,92	8 274 436,92
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**60 594 927,97**	**12 706 233,51**	**47 888 694,46**	**44 214 848,56**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		1 655 730,67		1 655 730,67	1 892 024,40
Créances sur les redevables et comptes rattachés		186 422,33	2 864,00	183 558,33	112 976,62
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		122 084,85		122 084,85	643 854,95
Créances sur budgets annexes		3 942 832,09		3 942 832,09	3 268 256,52
Créances sur les autres débiteurs		230 449,23		230 449,23	407 015,43
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**6 137 519,17**	**2 864,00**	**6 134 655,17**	**6 324 127,92**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		19 378 091,97		19 378 091,97	18 014 142,47
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**19 378 091,97**		**19 378 091,97**	**18 014 142,47**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					51 480,47
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**86 110 539,11**	**12 709 097,51**	**73 401 441,60**	**68 604 599,42**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		3 116 944,23	3 116 944,23
Fonds globalisés		5 596 042,62	5 310 235,48
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		6 158 811,52	5 172 646,66
Rattachées à un actif non amortissable		2 863 336,93	1 023 081,51
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-1 767 009,27	-1 735 204,94
RÉSERVES		25 451 025,07	22 685 836,78
REPORT A NOUVEAU		8 510 143,72	8 262 594,86
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		3 512 375,39	3 012 737,15
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		4 218 476,58	4 218 476,58
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**57 660 146,79**	**51 067 348,31**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 651 017,55	4 947 299,96
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		4 550,00	8 555,04
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 655 567,55**	**4 955 855,00**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		787 056,15	1 829 254,51
Dettes fiscales et sociales		49 826,69	5 871,66
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			535 872

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		10 491 462,37	9 867 569,83
Autres dettes non financières		1 629 028,29	342 301,68
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**12 957 373,50**	**12 580 870,48**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		2 128,40	
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**2 128,40**	
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**15 615 069,45**	**17 536 725,48**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		126 225,36	525,63
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**73 401 441,60**	**68 604 599,42**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		7 028 758,18	7 227 412,27	-198 654,09
Participations		452 164,96	530 069,75	-77 904,79
Compensations, autres attributions et autres participations		3 282 857,00	3 222 289,00	60 568,00
Dons et legs				
Impôts et taxes		17 697 214,13	15 775 788,34	1 921 425,79
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		1 773 939,13	1 753 050,87	20 888,26
Produits des cessions d'actifs		352 815,48		352 815,48
Autres produits de gestion		84 720,32	144 741,36	-60 021,04
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		334,00		334,00
Reprises du financement rattaché à un actif		165 786,00	150 697,00	15 089,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		33 619,81		33 619,81
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**30 872 209,01**	**28 804 048,59**	**2 068 160,42**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		4 611 945,69	4 238 090,99	373 854,70
Charges de personnel		15 693 596,94	15 199 541,93	494 055,01
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*11 227 853,93*	*10 961 346,13*	*266 507,80*
Dont charges sociales		*4 465 743,01*	*4 238 195,80*	*227 547,21*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		268 186,50	303 399,65	-35 213,15
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		404 976,38	308 358,63	96 617,75
Impôts et taxes		303 905,07	270 055,92	33 849,15
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 665 354,89	1 392 991,36	272 363,53
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		384 619,81		384 619,81
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		1 815,48		1 815,48
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**23 334 400,76**	**21 712 438,48**	**1 621 962,28**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		3 244 032,91	3 351 624,63	-107 591,72
Dont ménages		*2 539,10*	*570,00*	*1 969,10*
Dont personnes morales de droit privé		*1 381 835,22*	*949 525,21*	*432 310,01*
Dont collectivités territoriales		*143 685,54*	*158 262,54*	*-14 577,00*
Dont autres organismes publics		*1 715 973,05*	*2 243 266,88*	*-527 293,83*
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		757 584,38	702 258,65	55 325,73
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**4 001 617,29**	**4 053 883,28**	**-52 265,99**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**3 536 190,96**	**3 037 726,83**	**498 464,13**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		23 815,57	24 989,68	-1 174,11
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**23 815,57**	**24 989,68**	**-1 174,11**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-23 815,57**	**-24 989,68**	**1 174,11**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**3 512 375,39**	**3 012 737,15**	**499 638,24**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		3 116 944,23						3 116 944,23		3 116 944,23
10222	F.C.T.V.A.		5 310 235,48				285 807,14		5 596 042,62		5 596 042,62
	Sous Total compte 1022		**5 310 235,48**				**285 807,14**		**5 596 042,62**		**5 596 042,62**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire		4 218 476,58						4 218 476,58		4 218 476,58
	Sous Total compte 102		**12 645 656,29**				**285 807,14**		**12 931 463,43**		**12 931 463,43**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		22 685 836,78				2 765 188,29		25 451 025,07		25 451 025,07
	Sous Total compte 106		**22 685 836,78**				**2 765 188,29**		**25 451 025,07**		**25 451 025,07**
	Sous Total compte 10		**35 331 493,07**				**3 050 995,43**		**38 382 488,50**		**38 382 488,50**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		8 262 594,86	2 765 188,29	3 012 737,15			2 765 188,29	11 275 332,01		8 510 143,72
	Sous Total compte 11		**8 262 594,86**	**2 765 188,29**	**3 012 737,15**			**2 765 188,29**	**11 275 332,01**		**8 510 143,72**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		3 012 737,15	3 012 737,15				3 012 737,15	3 012 737,15		
	Sous Total compte 12		**3 012 737,15**	**3 012 737,15**				**3 012 737,15**	**3 012 737,15**		
1311	État et établissements nationaux		962 395,09						962 395,09		962 395,09
1312	Régions		921 066,29						921 066,29		921 066,29
1313	Départements		239 600,00						239 600,00		239 600,00
13146	Attributions de compensation d'investiss		3 223 283,96				1 128 617,86		4 351 901,82		4 351 901,82
13148	Autres communes		8 721,46						8 721,46		8 721,46
	Sous Total compte 1314		**3 232 005,42**				**1 128 617,86**		**4 360 623,28**		**4 360 623,28**
13172	FEDER		159 000,00						159 000,00		159 000,00
	Sous Total compte 1317		**159 000,00**						**159 000,00**		**159 000,00**
1318	Autres						23 333,00		23 333,00		23 333,00
	Sous Total compte 131		**5 514 066,80**				**1 151 950,86**		**6 666 017,66**		**6 666 017**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux		162 878,85				1 066 210,95		1 229 089,80		1 229 089,80
1322	Régions		360 906,24						360 906,24		360 906,24
1323	Départements						708 013,00		708 013,00		708 013,00
13241	Communes membres du GFP		10 335,66						10 335,66		10 335,66
	Sous Total compte 1324		**10 335,66**						**10 335,66**		**10 335,66**
1328	Autres		293 929,40				28 870,60		322 800,00		322 800,00
	Sous Total compte 132		**828 050,15**				**1 803 094,55**		**2 631 144,70**		**2 631 144,70**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru		385 364,86						385 364,86		385 364,86
	Sous Total compte 1336		**385 364,86**						**385 364,86**		**385 364,86**
	Sous Total compte 133		**385 364,86**						**385 364,86**		**385 364,86**
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		195 031,36				37 160,87		232 192,23		232 192,23
	Sous Total compte 1346		**195 031,36**				**37 160,87**		**232 192,23**		**232 192,23**
	Sous Total compte 134		**195 031,36**				**37 160,87**		**232 192,23**		**232 192,23**
13911	État et établissements nationaux	303 653,00				35 248,00		338 901,00		338 901,00	
13912	Régions	196 809,00				22 277,00		219 086,00		219 086,00	
13913	Départements	127 388,00				7 582,00		134 970,00		134 970,00	
139146	Attributions de compensation d'investiss	98 935,00				98 935,00		197 870,00		197 870,00	
139148	Autres communes					1 744,00		1 744,00		1 744,00	
	Sous Total compte 13914	**98 935,00**				**100 679,00**		**199 614,00**		**199 614,00**	
	Sous Total compte 1391	**726 785,00**				**165 786,00**		**892 571,00**		**892 571,00**	
	Sous Total compte 139	**726 785,00**				**165 786,00**		**892 571,00**		**892 571,00**	
	Sous Total compte 13	**726 785,00**	**6 922 513,17**			**165 786,00**	**2 992 206,28**	**892 571,00**	**9 914 719,45**		**9 022 148,45**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		4 947 299,96			2 299 066,68		2 299 066,68	4 947 299,96		2 648 233,28
	Sous Total compte 164		**4 947 299,96**			**2 299 066,68**		**2 299 066,68**	**4 947 299,96**		**2 648 233,28**
165	Dépôts et cautionnements reçus		3 469,00			1 107,00	2 188,00	1 107,00	5 657,00		4 550,00
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des				2 784,27				2 784,27		2 784,27
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a		5 086,04	5 086,04				5 086,04	5 086,04		
	Sous Total compte 1688		**5 086,04**	**5 086,04**	**2 784,27**			**5 086,04**	**7 870,31**		**2 784,27**
	Sous Total compte 168		**5 086,04**	**5 086,04**	**2 784,27**			**5 086,04**	**7 870,31**		**2 784,27**
	Sous Total compte 16		**4 955 855,00**	**5 086,04**	**2 784,27**	**2 300 173,68**	**2 188,00**	**2 305 259,72**	**4 960 827,27**		**2 655 567,55**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	10 898 750,45		160 036,76	160 036,76			11 058 787,21	160 036,76	10 898 750,45	
	Sous Total compte 18	**10 898 750,45**		**160 036,76**	**160 036,76**			**11 058 787,21**	**160 036,76**	**10 898 750,45**	
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	680 246,21				33 619,81	1 815,48	713 866,02	1 815,48	712 050,54	
193	Autres neutralisations et régularisation	1 054 958,73						1 054 958,73		1 054 958,73	
	Sous Total compte 19	**1 735 204,94**				**33 619,81**	**1 815,48**	**1 768 824,75**	**1 815,48**	**1 767 009,27**	
	Total classe 1	**13 360 740,39**	**58 485 193,25**	**5 943 048,24**	**3 175 558,18**	**2 499 579,49**	**6 047 205,19**	**21 803 368,12**	**67 707 956,62**	**13 558 330,72**	**59 462 919,22**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	566 976,42				132 709,07		699 685,49		699 685,49	
2031	Frais d'études	207 583,74			39 144,00	39 540,00		247 123,74	39 144,00	207 979,74	
2033	Frais d'insertion	30 625,20				3 564,00		34 189,20		34 189,20	
	Sous Total compte 203	**238 208,94**			**39 144,00**	**43 104,00**		**281 312,94**	**39 144,00**	**242 168,94**	
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	179 100,00						179 100,00		179 100,00	
	Sous Total compte 20411	**179 100,00**						**179 100,00**		**179 100,00**	
204123	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	81 151,58						81 151,58		81 151,58	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20412	**81 151,58**						**81 151,58**		**81 151,58**	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	30 964,44						30 964,44		30 964,44	
204132	Bâtiments et installations	537 815,16				23 404,86		561 220,02		561 220,02	
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	194 904,00						194 904,00		194 904,00	
	Sous Total compte 20413	**763 683,60**				**23 404,86**		**787 088,46**		**787 088,46**	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	42 067,00				54 593,50		96 660,50		96 660,50	
2041412	Bâtiments et installations	3 020 533,78			15 000,00	746 067,47		3 766 601,25	15 000,00	3 751 601,25	
	Sous Total compte 204141	**3 062 600,78**			**15 000,00**	**800 660,97**		**3 863 261,75**	**15 000,00**	**3 848 261,75**	
	Sous Total compte 20414	**3 062 600,78**			**15 000,00**	**800 660,97**		**3 863 261,75**	**15 000,00**	**3 848 261,75**	
2041512	Bâtiments et installations	982 752,73						982 752,73		982 752,73	
	Sous Total compte 204151	**982 752,73**						**982 752,73**		**982 752,73**	
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	50 861,48						50 861,48		50 861,48	
	Sous Total compte 204158	**50 861,48**						**50 861,48**		**50 861,48**	
	Sous Total compte 20415	**1 033 614,21**						**1 033 614,21**		**1 033 614,21**	
204182	Bâtiments et installations	1 205 988,51						1 205 988,51		1 205 988,51	
	Sous Total compte 20418	**1 205 988,51**						**1 205 988,51**		**1 205 988,51**	
	Sous Total compte 2041	**6 326 138,68**			**15 000,00**	**824 065,83**		**7 150 204,51**	**15 000,00**	**7 135 204,51**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	120 000,00			12 000,00	108 000,00		228 000,00	12 000,00	216 000,00	
20422	Bâtiments et installations	2 601 004,75				264 521,65		2 865 526,40		2 865 526,40	
	Sous Total compte 2042	**2 721 004,75**			**12 000,00**	**372 521,65**		**3 093 526,40**	**12 000,00**	**3 081 526,40**	
	Sous Total compte 204	**9 047 143,43**			**27 000,00**	**1 196 587,48**		**10 243 730,91**	**27 000,00**	**10 216 730,91**	
2051	Concessions et droits similaires	1 040 195,43				230 512,89		1 270 708,32		1 270 708,32	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 205	**1 040 195,43**				**230 512,89**		**1 270 708,32**		**1 270 708,32**	
	Sous Total compte 20	**10 892 524,22**			**66 144,00**	**1 602 913,44**		**12 495 437,66**	**66 144,00**	**12 429 293,66**	
2111	Terrains nus	713 149,42						713 149,42		713 149,42	
2115	Terrains bâtis	2 268 550,68				100 320,29	405 707,59	2 368 870,97	405 707,59	1 963 163,38	
2118	Autres terrains	29 093,79						29 093,79		29 093,79	
	Sous Total compte 211	**3 010 793,89**				**100 320,29**	**405 707,59**	**3 111 114,18**	**405 707,59**	**2 705 406,59**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	17 579,50						17 579,50		17 579,50	
2128	Autres agencements et aménagements	44 234,48						44 234,48		44 234,48	
	Sous Total compte 212	**61 813,98**						**61 813,98**		**61 813,98**	
21318	Autres bâtiments publics	2 050 718,76						2 050 718,76		2 050 718,76	
	Sous Total compte 2131	**2 050 718,76**						**2 050 718,76**		**2 050 718,76**	
21321	Immeubles de rapport	4 582 397,96						4 582 397,96		4 582 397,96	
	Sous Total compte 2132	**4 582 397,96**						**4 582 397,96**		**4 582 397,96**	
21351	Bâtiments publics	1 045 558,34				99 478,85		1 145 037,19		1 145 037,19	
	Sous Total compte 2135	**1 045 558,34**				**99 478,85**		**1 145 037,19**		**1 145 037,19**	
2138	Autres constructions	3 574 230,36						3 574 230,36		3 574 230,36	
	Sous Total compte 213	**11 252 905,42**				**99 478,85**		**11 352 384,27**		**11 352 384,27**	
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	42 231,83						42 231,83		42 231,83	
	Sous Total compte 214	**42 231,83**						**42 231,83**		**42 231,83**	
2151	Réseaux de voirie					197 818,54		197 818,54		197 818,54	
2152	Installations de voirie	233 936,81				171 696,68		405 633,49		405 633,49	
21532	Réseaux d'assainissement	15 947,20						15 947,20		15 947,20	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21533	Réseaux câblés	305 800,06						305 800,06		305 800,06	
21538	Autres réseaux	55 129,10						55 129,10		55 129,10	
	Sous Total compte 2153	**376 876,36**						**376 876,36**		**376 876,36**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	7 973,97						7 973,97		7 973,97	
	Sous Total compte 2156	**7 973,97**						**7 973,97**		**7 973,97**	
215731	Matériel roulant	142 051,86						142 051,86		142 051,86	
	Sous Total compte 21573	**142 051,86**						**142 051,86**		**142 051,86**	
	Sous Total compte 2157	**142 051,86**						**142 051,86**		**142 051,86**	
2158	Autres installations, matériel et outill	112 802,00			731,00	1 576,19		114 378,19	731,00	113 647,19	
	Sous Total compte 215	**873 641,00**			**731,00**	**371 091,41**		**1 244 732,41**	**731,00**	**1 244 001,41**	
21621	Biens sous-jacents	16 737,84						16 737,84		16 737,84	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	3 927,60				3 955,20		7 882,80		7 882,80	
	Sous Total compte 2162	**20 665,44**				**3 955,20**		**24 620,64**		**24 620,64**	
	Sous Total compte 216	**20 665,44**				**3 955,20**		**24 620,64**		**24 620,64**	
2181	Installations générales, agencements et					2 984,33		2 984,33		2 984,33	
21828	Autres matériels de transport	2 777 645,34			160 036,76	1 163 502,22		3 941 147,56	160 036,76	3 781 110,80	
	Sous Total compte 2182	**2 777 645,34**			**160 036,76**	**1 163 502,22**		**3 941 147,56**	**160 036,76**	**3 781 110,80**	
21838	Autre matériel informatique	1 382 396,68			8 688,94	144 135,01		1 526 531,69	8 688,94	1 517 842,75	
	Sous Total compte 2183	**1 382 396,68**			**8 688,94**	**144 135,01**		**1 526 531,69**	**8 688,94**	**1 517 842,75**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	361 540,04				71 397,90		432 937,94		432 937,94	
	Sous Total compte 2184	**361 540,04**				**71 397,90**		**432 937,94**		**432 937,94**	
2185	Matériel de téléphonie	35 427,66						35 427,66		35 427,66	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	1 867 775,21				168 193,56		2 035 968,77		2 035 968,77	
	Sous Total compte 218	**6 424 784,93**			**168 725,70**	**1 550 213,02**		**7 974 997,95**	**168 725,70**	**7 806 272,25**	
	Sous Total compte 21	**21 686 836,49**			**169 456,70**	**2 125 058,77**	**405 707,59**	**23 811 895,26**	**575 164,29**	**23 236 730,97**	
2313	Constructions	1 878 209,51				518 785,39		2 396 994,90		2 396 994,90	
2315	Installations, matériel et outillage tec	1 912 050,76				1 429 524,53		3 341 575,29		3 341 575,29	
	Sous Total compte 231	**3 790 260,27**				**1 948 309,92**		**5 738 570,19**		**5 738 570,19**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili					17 145,78		17 145,78		17 145,78	
	Sous Total compte 23	**3 790 260,27**				**1 965 455,70**		**5 755 715,97**		**5 755 715,97**	
261	Titres de participation	910 760,92						910 760,92		910 760,92	
266	Autres formes de participation	10 000,00						10 000,00		10 000,00	
	Sous Total compte 26	**920 760,92**						**920 760,92**		**920 760,92**	
275	Dépôts et cautionnements versés	536,00						536,00		536,00	
276351	GFP de rattachement	3 878 000,00						3 878 000,00		3 878 000,00	
	Sous Total compte 27635	**3 878 000,00**						**3 878 000,00**		**3 878 000,00**	
27638	Autres établissements publics	3 475 140,00						3 475 140,00		3 475 140,00	
	Sous Total compte 2763	**7 353 140,00**						**7 353 140,00**		**7 353 140,00**	
	Sous Total compte 276	**7 353 140,00**						**7 353 140,00**		**7 353 140,00**	
	Sous Total compte 27	**7 353 676,00**						**7 353 676,00**		**7 353 676,00**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		91 971,00				56 842,00		148 813,00		148 813,00
28031	Frais d'études		50 978,00	39 144,00			20 696,00	39 144,00	71 674,00		32 530,00
28033	Frais d'insertion		7 972,00				4 526,00		12 498,00		12 498,00
	Sous Total compte 2803		**58 950,00**	**39 144,00**			**25 222,00**	**39 144,00**	**84 172,00**		**45 028**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		115 435,00				2 985,00		118 420,00		118 420,00
	Sous Total compte 280411		**115 435,00**				**2 985,00**		**118 420,00**		**118 420,00**
2804123	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		3 709,00				2 014,00		5 723,00		5 723,00
	Sous Total compte 280412		**3 709,00**				**2 014,00**		**5 723,00**		**5 723,00**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		6 000,00				3 000,00		9 000,00		9 000,00
2804132	Bâtiments et installations		17 927,00				19 129,44		37 056,44		37 056,44
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		89 178,21				6 803,00		95 981,21		95 981,21
	Sous Total compte 280413		**113 105,21**				**28 932,44**		**142 037,65**		**142 037,65**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études		10 209,00				3 403,00		13 612,00		13 612,00
28041412	Bâtiments et installations		1 359 166,37	15 000,00			137 753,00	15 000,00	1 496 919,37		1 481 919,37
	Sous Total compte 2804141		**1 369 375,37**	**15 000,00**			**141 156,00**	**15 000,00**	**1 510 531,37**		**1 495 531,37**
	Sous Total compte 280414		**1 369 375,37**	**15 000,00**			**141 156,00**	**15 000,00**	**1 510 531,37**		**1 495 531,37**
28041512	Bâtiments et installations		341 179,14	8 955,00	8 955,00		49 910,00	8 955,00	400 044,14		391 089,14
	Sous Total compte 2804151		**341 179,14**	**8 955,00**	**8 955,00**		**49 910,00**	**8 955,00**	**400 044,14**		**391 089,14**
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		10 400,00				2 755,00		13 155,00		13 155,00
	Sous Total compte 2804158		**10 400,00**				**2 755,00**		**13 155,00**		**13 155,00**
	Sous Total compte 280415		**351 579,14**	**8 955,00**	**8 955,00**		**52 665,00**	**8 955,00**	**413 199,14**		**404 244,14**
2804182	Bâtiments et installations		593 597,00				76 409,00		670 006,00		670 006,00
	Sous Total compte 280418		**593 597,00**				**76 409,00**		**670 006,00**		**670 006,00**
	Sous Total compte 28041		**2 546 800,72**	**23 955,00**	**8 955,00**		**304 161,44**	**23 955,00**	**2 859 917,16**		**2 835 962,16**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		10 670,00	12 000,00			8 870,00	12 000,00	19 540,00		7 540,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280422	Bâtiments et installations		696 197,27				151 319,00		847 516,27		847 516,27
	Sous Total compte 28042		**706 867,27**	**12 000,00**			**160 189,00**	**12 000,00**	**867 056,27**		**855 056,27**
	Sous Total compte 2804		**3 253 667,99**	**35 955,00**	**8 955,00**		**464 350,44**	**35 955,00**	**3 726 973,43**		**3 691 018,43**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		428 534,46				183 297,00		611 831,46		611 831,46
	Sous Total compte 280		**3 833 123,45**	**75 099,00**	**8 955,00**		**729 711,44**	**75 099,00**	**4 571 789,89**		**4 496 690,89**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		10 525,31				414,00		10 939,31		10 939,31
28128	Autres agencements et aménagements		14 607,37				1 021,00		15 628,37		15 628,37
	Sous Total compte 2812		**25 132,68**				**1 435,00**		**26 567,68**		**26 567,68**
281318	Autres bâtiments publics		12 239,44				697,00		12 936,44		12 936,44
	Sous Total compte 28131		**12 239,44**				**697,00**		**12 936,44**		**12 936,44**
281321	Immeubles de rapport		91 647,00	91 647,00	91 647,00		91 647,00	91 647,00	274 941,00		183 294,00
	Sous Total compte 28132		**91 647,00**	**91 647,00**	**91 647,00**		**91 647,00**	**91 647,00**	**274 941,00**		**183 294,00**
281351	Bâtiments publics		646 907,35				53 975,00		700 882,35		700 882,35
	Sous Total compte 28135		**646 907,35**				**53 975,00**		**700 882,35**		**700 882,35**
28138	Autres constructions		2 169 115,38				100 275,22		2 269 390,60		2 269 390,60
	Sous Total compte 2813		**2 919 909,17**	**91 647,00**	**91 647,00**		**246 594,22**	**91 647,00**	**3 258 150,39**		**3 166 503,39**
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install		23 271,33				2 230,00		25 501,33		25 501,33
	Sous Total compte 2814		**23 271,33**				**2 230,00**		**25 501,33**		**25 501,33**
28152	Installations de voirie		29 500,68				30 612,00		60 112,68		60 112,68
281532	Réseaux d'assainissement		11 694,68						11 694,68		11 694,68
281533	Réseaux câblés		66 567,00				6 199,00		72 766,00		72 766,00
281538	Autres réseaux		55 129,10						55 129,10		55 129,10

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28153		**133 390,78**				**6 199,00**		**139 589,78**		**139 589,78**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		7 006,00				80,00		7 086,00		7 086,00
	Sous Total compte 28156		**7 006,00**				**80,00**		**7 086,00**		**7 086,00**
2815731	Matériel roulant		142 051,86						142 051,86		142 051,86
	Sous Total compte 281573		**142 051,86**						**142 051,86**		**142 051,86**
	Sous Total compte 28157		**142 051,86**						**142 051,86**		**142 051,86**
28158	Autres installations, matériel et outill		108 392,00	731,00			630,00	731,00	109 022,00		108 291,00
	Sous Total compte 2815		**420 341,32**	**731,00**			**37 521,00**	**731,00**	**457 862,32**		**457 131,32**
28181	Installations générales, agencements et						179,00		179,00		179,00
281828	Autres matériels de transport		1 899 940,59	160 036,76			243 243,00	160 036,76	2 143 183,59		1 983 146,83
	Sous Total compte 28182		**1 899 940,59**	**160 036,76**			**243 243,00**	**160 036,76**	**2 143 183,59**		**1 983 146,83**
281838	Autre matériel informatique		468 690,47	8 688,94			190 580,44	8 688,94	659 270,91		650 581,97
	Sous Total compte 28183		**468 690,47**	**8 688,94**			**190 580,44**	**8 688,94**	**659 270,91**		**650 581,97**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		256 072,17				26 412,58		282 484,75		282 484,75
	Sous Total compte 28184		**256 072,17**				**26 412,58**		**282 484,75**		**282 484,75**
28185	Matériel de téléphonie		8 653,21				5 019,00		13 672,21		13 672,21
28188	Autres		1 472 825,40				130 948,74		1 603 774,14		1 603 774,14
	Sous Total compte 2818		**4 106 181,84**	**168 725,70**			**596 382,76**	**168 725,70**	**4 702 564,60**		**4 533 838,90**
	Sous Total compte 281		**7 494 836,34**	**261 103,70**	**91 647,00**		**884 162,98**	**261 103,70**	**8 470 646,32**		**8 209 542,62**
	Sous Total compte 28		**11 327 959,79**	**336 202,70**	**100 602,00**		**1 613 874,42**	**336 202,70**	**13 042 436,21**		**12 706 233,51**
	Total classe 2	**44 644 057,90**	**11 327 959,79**	**336 202,70**	**336 202,70**	**5 693 427,91**	**2 019 582,01**	**50 673 688,51**	**13 683 744,50**	**49 696 177,52**	**12 706 233,51**
4011	Fournisseurs		607 693,72	5 199 592,98	4 706 839,86			5 199 592,98	5 314 533,58		114 940

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		10 794,80	6 975,20	4 506,74			6 975,20	15 301,54		8 326,34
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			74 753,64	74 753,64			74 753,64	74 753,64		
	Sous Total compte 4017		**10 794,80**	**81 728,84**	**79 260,38**			**81 728,84**	**90 055,18**		**8 326,34**
	Sous Total compte 401		**618 488,52**	**5 281 321,82**	**4 786 100,24**			**5 281 321,82**	**5 404 588,76**		**123 266,94**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		1 644,00	4 669 801,57	4 668 157,57			4 669 801,57	4 669 801,57		
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		6 950,64	13 430,57	22 301,36			13 430,57	29 252,00		15 821,43
40473	Fournisseurs - pénalités de retard d'exé		250,00						250,00		250,00
	Sous Total compte 4047		**7 200,64**	**13 430,57**	**22 301,36**			**13 430,57**	**29 502,00**		**16 071,43**
	Sous Total compte 404		**8 844,64**	**4 683 232,14**	**4 690 458,93**			**4 683 232,14**	**4 699 303,57**		**16 071,43**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		1 201 921,35	1 201 921,35	647 717,78			1 201 921,35	1 849 639,13		647 717,78
	Sous Total compte 40		**1 829 254,51**	**11 166 475,31**	**10 124 276,95**			**11 166 475,31**	**11 953 531,46**		**787 056,15**
411	Redevables	21 366,40		323 889,91	290 607,73			345 256,31	290 607,73	54 648,58	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	3 942,44		30 163,78	25 766,63			34 106,22	25 766,63	8 339,59	
415	Traites de coupe de bois (régime foresti			1 106,00	1 106,00			1 106,00	1 106,00		
4161	Créances douteuses	16 687,45		2 888,00	11 309,62			19 575,45	11 309,62	8 265,83	
	Sous Total compte 416	**16 687,45**		**2 888,00**	**11 309,62**			**19 575,45**	**11 309,62**	**8 265,83**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	74 178,33		115 168,33	74 178,33			189 346,66	74 178,33	115 168,33	
	Sous Total compte 418	**74 178,33**		**115 168,33**	**74 178,33**			**189 346,66**	**74 178,33**	**115 168,33**	
	Sous Total compte 41	**116 174,62**		**473 216,02**	**402 968,31**			**589 390,64**	**402 968,31**	**186 422,33**	
421	Personnel - Rémunérations dues			12 882 038,21	12 882 038,21			12 882 038,21	12 882 038,21		
	Sous Total compte 42			**12 882 038,21**	**12 882 038,21**			**12 882 038,21**	**12 882 038,21**		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
431	Sécurité sociale			1 203 061,29	1 203 061,29			1 203 061,29	1 203 061,29		
437	Autres organismes sociaux			1 395 390,33	1 395 896,66			1 395 390,33	1 395 896,66		506,33
4386	Autres charges à payer				20 827,02				20 827,02		20 827,02
	Sous Total compte 438				**20 827,02**				**20 827,02**		**20 827,02**
	Sous Total compte 43			**2 598 451,62**	**2 619 784,97**			**2 598 451,62**	**2 619 784,97**		**21 333,35**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	8 721,46		31 483,30	40 204,76			40 204,76	40 204,76		
	Sous Total compte 441	**8 721,46**		**31 483,30**	**40 204,76**			**40 204,76**	**40 204,76**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			300 370,12	300 370,12			300 370,12	300 370,12		
	Sous Total compte 442			**300 370,12**	**300 370,12**			**300 370,12**	**300 370,12**		
44311	Dépenses			2 327 859,25	2 332 859,25			2 327 859,25	2 332 859,25		5 000,00
44312	Recettes - Amiable			2 622 314,28	2 622 314,28			2 622 314,28	2 622 314,28		
	Sous Total compte 4431			**4 950 173,53**	**4 955 173,53**			**4 950 173,53**	**4 955 173,53**		**5 000,00**
44331	Dépenses			23 404,86	23 404,86			23 404,86	23 404,86		
44332	Recettes - Amiable			62 000,00				62 000,00		62 000,00	
	Sous Total compte 4433			**85 404,86**	**23 404,86**			**85 404,86**	**23 404,86**	**62 000,00**	
44341	Dépenses		61 294,82	9 681 603,09	10 173 712,81			9 681 603,09	10 235 007,63		553 404,54
44342	Recettes - Amiable	1 103 335,59		1 399 850,75	2 207 701,07			2 503 186,34	2 207 701,07	295 485,27	
44346	Recettes - Contentieux	51,14		7 424,17	7 424,17			7 475,31	7 424,17	51,14	
	Sous Total compte 4434	**1 103 386,73**	**61 294,82**	**11 088 878,01**	**12 388 838,05**			**12 192 264,74**	**12 450 132,87**		**257 868,13**
44351	Dépenses		21 363,29	1 179 632,72	1 183 612,38			1 179 632,72	1 204 975,67		25 342,95
44352	Recettes - Amiable	138 810,30		137 506,79	139 370,30			276 317,09	139 370,30	136 946,79	
	Sous Total compte 4435	**138 810,30**	**21 363,29**	**1 317 139,51**	**1 322 982,68**			**1 455 949,81**	**1 344 345,97**	**111 603,84**	
44361	Dépenses			2 617 835,10	2 617 835,10			2 617 835,10	2 617 835,10		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44362	Recettes - Amiable	49 513,00			49 513,00			49 513,00	49 513,00		
	Sous Total compte 4436	**49 513,00**		**2 617 835,10**	**2 667 348,10**			**2 667 348,10**	**2 667 348,10**		
44371	Dépenses			5 865,08	11 074,78			5 865,08	11 074,78		5 209,70
44372	Recettes - Amiable	41 255,38		91 109,07	46 135,78			132 364,45	46 135,78	86 228,67	
	Sous Total compte 4437	**41 255,38**		**96 974,15**	**57 210,56**			**138 229,53**	**57 210,56**	**81 018,97**	
44381	Dépenses		1 760,00	445 823,33	452 063,33			445 823,33	453 823,33		8 000,00
44382	Recettes - Amiable			649 982,38	37 492,21			649 982,38	37 492,21	612 490,17	
	Sous Total compte 4438		**1 760,00**	**1 095 805,71**	**489 555,54**			**1 095 805,71**	**491 315,54**	**604 490,17**	
	Sous Total compte 443	**1 332 965,41**	**84 418,11**	**21 252 210,87**	**21 904 513,32**			**22 585 176,28**	**21 988 931,43**	**596 244,85**	
44562	T.V.A. sur immobilisations			144 427,00	144 427,00			144 427,00	144 427,00		
44566	T.V.A. sur autres biens et services	20 770,34		121 648,23	142 108,77			142 418,57	142 108,77	309,80	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	237 469,00		750 416,00	735 424,00			987 885,00	735 424,00	252 461,00	
	Sous Total compte 4456	**258 239,34**		**1 016 491,23**	**1 021 959,77**			**1 274 730,57**	**1 021 959,77**	**252 770,80**	
44571	T.V.A. collectée			4 011,46	28 508,25			4 011,46	28 508,25		24 496,79
	Sous Total compte 4457			**4 011,46**	**28 508,25**			**4 011,46**	**28 508,25**		**24 496,79**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			324 999,00	324 999,00			324 999,00	324 999,00		
	Sous Total compte 4458			**324 999,00**	**324 999,00**			**324 999,00**	**324 999,00**		
	Sous Total compte 445	**258 239,34**		**1 345 501,69**	**1 375 467,02**			**1 603 741,03**	**1 375 467,02**	**228 274,01**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim		6,58	153 591,42	153 591,88			153 591,42	153 598,46		7,04
4486	Autres charges à payer		5 865,08	5 865,08	3 989,51			5 865,08	9 854,59		3 989,51
4487	Produits à recevoir	292 098,19		209 757,83	292 098,19			501 856,02	292 098,19	209 757,83	
	Sous Total compte 448	**292 098,19**	**5 865,08**	**215 622,91**	**296 087,70**			**507 721,10**	**301 952,78**	**205 768,32**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**1 892 024,40**	**90 289,77**	**23 298 780,31**	**24 070 234,80**			**25 190 804,71**	**24 160 524,57**	**1 030 280,14**	
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv	1 538 166,52		11 568 374,03	11 700 946,65			13 106 540,55	11 700 946,65	1 405 593,90	
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv		6 410 938,65	7 017 571,62	5 454 708,86			7 017 571,62	11 865 647,51		4 848 075,89
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv		580 636,53	59 728,12	195 036,47			59 728,12	775 673,00		715 944,88
451007	Compte de rattachement avec... (à subdiv	1 535 913,49		374 525,71	41 800,91			1 910 439,20	41 800,91	1 868 638,29	
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv		56 500,90	365 724,40	28 115,00			365 724,40	84 615,90	281 108,50	
451009	Compte de rattachement avec... (à subdiv		14 977,20	7 355,76	12 214,27			7 355,76	27 191,47		19 835,71
4510101	Compte de rattachement avec... (à subdiv	58 883,16		12 733,72	65 927,00			71 616,88	65 927,00	5 689,88	
451011	Compte de rattachement avec... (à subdiv	94 409,35		165 209,74	259 619,09			259 619,09	259 619,09		
451012	Compte de rattachement avec... (à subdiv		2 804 516,55	9 813 106,24	11 916 195,58			9 813 106,24	14 720 712,13		4 907 605,89
451013	Compte de rattachement avec... (à subdiv	40 884,00		326 631,52				367 515,52		367 515,52	
451014	Compte de rattachement avec... (à subdiv			14 286,00				14 286,00		14 286,00	
	Sous Total compte 451	**3 268 256,52**	**9 867 569,83**	**29 725 246,86**	**29 674 563,83**			**32 993 503,38**	**39 542 133,66**		**6 548 630,28**
4541101	Dépenses	94 989,60				12 038,70		107 028,30		107 028,30	
4541102	Dépenses	4 787,81						4 787,81		4 787,81	
	Sous Total compte 45411	**99 777,41**				**12 038,70**		**111 816,11**		**111 816,11**	
	Sous Total compte 4541	**99 777,41**				**12 038,70**		**111 816,11**		**111 816,11**	
	Sous Total compte 454	**99 777,41**				**12 038,70**		**111 816,11**		**111 816,11**	
458101	Dépenses (à subdiviser par mandat)	8 204,74				2 064,00		10 268,74		10 268,74	
458102	Dépenses (à subdiviser par mandat)	535 872,80			535 872,80			535 872,80	535 872,80		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4581	**544 077,54**			**535 872,80**	**2 064,00**		**546 141,54**	**535 872,80**	**10 268,74**	
458202	Recettes (à subdiviser par mandat)		535 872,80	535 872,80				535 872,80	535 872,80		
	Sous Total compte 4582		**535 872,80**	**535 872,80**				**535 872,80**	**535 872,80**		
	Sous Total compte 458	**544 077,54**	**535 872,80**	**535 872,80**	**535 872,80**	**2 064,00**		**1 082 014,34**	**1 071 745,60**	**10 268,74**	
	Sous Total compte 45	**3 912 111,47**	**10 403 442,63**	**30 261 119,66**	**30 210 436,63**	**14 102,70**		**34 187 333,83**	**40 613 879,26**		**6 426 545,43**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			352 815,48	352 815,48			352 815,48	352 815,48		
	Sous Total compte 462			**352 815,48**	**352 815,48**			**352 815,48**	**352 815,48**		
466	Excédents de versement		142,86	23 789,49	23 646,63			23 789,49	23 789,49		
46711	Autres comptes créditeurs		96 743,40	2 408 904,41	3 088 124,83			2 408 904,41	3 184 868,23		775 963,82
	Sous Total compte 4671		**96 743,40**	**2 408 904,41**	**3 088 124,83**			**2 408 904,41**	**3 184 868,23**		**775 963,82**
46721	Débiteurs divers - Amiable	200 811,81		3 017 609,81	3 195 446,61			3 218 421,62	3 195 446,61	22 975,01	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	4 607,53		6 086,80	6 216,20			10 694,33	6 216,20	4 478,13	
	Sous Total compte 4672	**205 419,34**		**3 023 696,61**	**3 201 662,81**			**3 229 115,95**	**3 201 662,81**	**27 453,14**	
	Sous Total compte 467	**205 419,34**	**96 743,40**	**5 432 601,02**	**6 289 787,64**			**5 638 020,36**	**6 386 531,04**		**748 510,68**
4686	Charges à payer		159 497,31	159 497,31	256 107,28			159 497,31	415 604,59		256 107,28
4687	Produits à recevoir	201 596,09		202 996,09	201 596,09			404 592,18	201 596,09	202 996,09	
	Sous Total compte 468	**201 596,09**	**159 497,31**	**362 493,40**	**457 703,37**			**564 089,49**	**617 200,68**		**53 111,19**
	Sous Total compte 46	**407 015,43**	**256 383,57**	**6 171 699,39**	**7 123 953,12**			**6 578 714,82**	**7 380 336,69**		**801 621,87**
4711	Versements des régisseurs			910 459,77	910 459,77			910 459,77	910 459,77		
4712	Virements réimputés		1 500,00	17 814,00	16 314,00			17 814,00	17 814,00		
47131	Versements sur contributions directes			39 244 332,00	39 244 332,00			39 244 332,00	39 244 332,00		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			6 998 317,00	6 998 317,00			6 998 317,00	6 998 317,00		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47134	Subventions			1 141 832,28	1 141 832,28			1 141 832,28	1 141 832,28		
47138	Autres			6 069 799,58	6 077 987,18			6 069 799,58	6 077 987,18		8 187,60
	Sous Total compte 4713			**53 454 280,86**	**53 462 468,46**			**53 454 280,86**	**53 462 468,46**		**8 187,60**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		378,55	10 089,49	10 394,89			10 089,49	10 773,44		683,95
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		145,60	19 237,45	47 183,29			19 237,45	47 328,89		28 091,44
	Sous Total compte 47141		**524,15**	**29 326,94**	**57 578,18**			**29 326,94**	**58 102,33**		**28 775,39**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			2 172,90	2 172,90			2 172,90	2 172,90		
	Sous Total compte 4714		**524,15**	**31 499,84**	**59 751,08**			**31 499,84**	**60 275,23**		**28 775,39**
4718	Autres recettes à régulariser			43 458,44	132 720,55			43 458,44	132 720,55		89 262,11
	Sous Total compte 471		**2 024,15**	**54 457 512,91**	**54 581 713,86**			**54 457 512,91**	**54 583 738,01**		**126 225,10**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			2 358 552,64	2 358 552,64			2 358 552,64	2 358 552,64		
47218	Autres dépenses			57 477,00	57 477,00			57 477,00	57 477,00		
	Sous Total compte 4721			**2 416 029,64**	**2 416 029,64**			**2 416 029,64**	**2 416 029,64**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			412,63	412,63			412,63	412,63		
4728	Autres dépenses à régulariser			10 101 969,77	10 101 969,77			10 101 969,77	10 101 969,77		
	Sous Total compte 472			**12 518 412,04**	**12 518 412,04**			**12 518 412,04**	**12 518 412,04**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		1,48	1,94	0,72			1,94	2,20		0,26
	Sous Total compte 478		**1,48**	**1,94**	**0,72**			**1,94**	**2,20**		**0,26**
	Sous Total compte 47		**2 025,63**	**66 975 926,89**	**67 100 126,62**			**66 975 926,89**	**67 102 152,25**		**126 225,36**
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID	51 480,47					51 480,47	51 480,47	51 480,47		
	Sous Total compte 481	**51 480,47**					**51 480,47**	**51 480,47**	**51 480,47**		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 48	**51 480,47**					**51 480,47**	**51 480,47**	**51 480,47**		
4911	Dépréciations des comptes de redevables		3 198,00	334,00				334,00	3 198,00		2 864,00
	Sous Total compte 491		**3 198,00**	**334,00**				**334,00**	**3 198,00**		**2 864,00**
	Sous Total compte 49		**3 198,00**	**334,00**				**334,00**	**3 198,00**		**2 864,00**
	Total classe 4	**6 378 806,39**	**12 584 594,11**	**153 828 041,41**	**154 533 819,61**	**14 102,70**	**51 480,47**	**160 220 950,50**	**167 169 894,19**	**6 137 519,17**	**13 086 462,86**
5113	Titres spéciaux de paiement			810,00				810,00		810,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			60 584,16	60 584,16			60 584,16	60 584,16		
5116	T.I.P. à l'encaissement			52 188,62	52 188,62			52 188,62	52 188,62		
51172	Chèques impayés			109,05	109,05			109,05	109,05		
51176	T.I.P. impayés			398,10	398,10			398,10	398,10		
51178	Autres valeurs impayées			27,75	27,75			27,75	27,75		
	Sous Total compte 5117			**534,90**	**534,90**			**534,90**	**534,90**		
5118	Autres valeurs à l'encaissement			10 654,91	10 504,48			10 654,91	10 504,48	150,43	
	Sous Total compte 511			**124 772,59**	**123 812,16**			**124 772,59**	**123 812,16**	**960,43**	
515	Compte au Trésor	18 004 348,74		81 515 907,65	80 163 997,85			99 520 256,39	80 163 997,85	19 356 258,54	
5194	Billets de trésorerie				2 128,40				2 128,40		2 128,40
	Sous Total compte 519				**2 128,40**				**2 128,40**		**2 128,40**
	Sous Total compte 51	**18 004 348,74**		**81 640 680,24**	**80 289 938,41**			**99 645 028,98**	**80 289 938,41**	**19 355 090,57**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	8 743,73		14 527,43	3 398,16			23 271,16	3 398,16	19 873,00	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 050,00			50,00			1 050,00	50,00	1 000,00	
	Sous Total compte 541	**9 793,73**		**14 527,43**	**3 448,16**			**24 321,16**	**3 448,16**	**20 873,00**	
	Sous Total compte 54	**9 793,73**		**14 527,43**	**3 448,16**			**24 321,16**	**3 448,16**	**20 873,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 251 195,99	2 251 195,99			2 251 195,99	2 251 195,99		
584	Encaissement par lecture optique			118 816,25	118 816,25			118 816,25	118 816,25		
586	Opérations financières entre le budget p			2 762 701,93	2 762 701,93			2 762 701,93	2 762 701,93		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			325,35	325,35			325,35	325,35		
	Sous Total compte 587			**325,35**	**325,35**			**325,35**	**325,35**		
588	Autres virements internes			93 539,86	93 539,86			93 539,86	93 539,86		
	Sous Total compte 58			**5 226 579,38**	**5 226 579,38**			**5 226 579,38**	**5 226 579,38**		
	Total classe 5	**18 014 142,47**		**86 881 787,05**	**85 519 965,95**			**104 895 929,52**	**85 519 965,95**	**19 378 091,97**	**2 128,40**
60611	Eau et assainissement					147 996,51	5 570,38	147 996,51	5 570,38	142 426,13	
60612	Énergie - Électricité					210 134,03	24 925,60	210 134,03	24 925,60	185 208,43	
	Sous Total compte 6061					**358 130,54**	**30 495,98**	**358 130,54**	**30 495,98**	**327 634,56**	
60623	Alimentation					5 415,66	230,06	5 415,66	230,06	5 185,60	
60624	Produits de traitement					1 598,16		1 598,16		1 598,16	
60628	Autres fournitures non stockées					35 021,30		35 021,30		35 021,30	
	Sous Total compte 6062					**42 035,12**	**230,06**	**42 035,12**	**230,06**	**41 805,06**	
60631	Fournitures d'entretien					40 386,66	986,13	40 386,66	986,13	39 400,53	
60632	Fournitures de petit équipement					59 940,41		59 940,41		59 940,41	
60633	Fournitures de voirie					18 777,76	7 041,60	18 777,76	7 041,60	11 736,16	
60636	Habillement et Vêtements de travail					35 387,43	9 518,24	35 387,43	9 518,24	25 869,19	
	Sous Total compte 6063					**154 492,26**	**17 545,97**	**154 492,26**	**17 545,97**	**136 946,29**	
6064	Fournitures administratives					60 782,64	2 677,80	60 782,64	2 677,80	58 104,84	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					368,55		368,55		368,55	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60668	Autres produits pharmaceutiques					474,21		474,21		474,21	
	Sous Total compte 6066					**474,21**		**474,21**		**474,21**	
	Sous Total compte 606					**616 283,32**	**50 949,81**	**616 283,32**	**50 949,81**	**565 333,51**	
	Sous Total compte 60					**616 283,32**	**50 949,81**	**616 283,32**	**50 949,81**	**565 333,51**	
611	Contrats de prestations de services					1 817 915,33	522 650,90	1 817 915,33	522 650,90	1 295 264,43	
6132	Locations immobilières					55 005,22	20 692,44	55 005,22	20 692,44	34 312,78	
61358	Autres					130 830,00	226,62	130 830,00	226,62	130 603,38	
	Sous Total compte 6135					**130 830,00**	**226,62**	**130 830,00**	**226,62**	**130 603,38**	
	Sous Total compte 613					**185 835,22**	**20 919,06**	**185 835,22**	**20 919,06**	**164 916,16**	
614	Charges locatives et de copropriété					31 933,42		31 933,42		31 933,42	
61521	Terrains					19 615,51	6 033,36	19 615,51	6 033,36	13 582,15	
615221	Bâtiments publics					109 067,02	33 706,10	109 067,02	33 706,10	75 360,92	
	Sous Total compte 61522					**109 067,02**	**33 706,10**	**109 067,02**	**33 706,10**	**75 360,92**	
615231	Voiries					94 975,19		94 975,19		94 975,19	
615232	Réseaux					241 310,50	103 916,36	241 310,50	103 916,36	137 394,14	
	Sous Total compte 61523					**336 285,69**	**103 916,36**	**336 285,69**	**103 916,36**	**232 369,33**	
	Sous Total compte 6152					**464 968,22**	**143 655,82**	**464 968,22**	**143 655,82**	**321 312,40**	
61551	Matériel roulant					12 687,34	19,20	12 687,34	19,20	12 668,14	
61558	Autres biens mobiliers					19 943,03		19 943,03		19 943,03	
	Sous Total compte 6155					**32 630,37**	**19,20**	**32 630,37**	**19,20**	**32 611,17**	
6156	Maintenance					308 568,96	29 608,99	308 568,96	29 608,99	278 959,97	
	Sous Total compte 615					**806 167,55**	**173 284,01**	**806 167,55**	**173 284,01**	**632 883,54**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6161	Multirisques					91 073,43		91 073,43		91 073,43	
	Sous Total compte 616					**91 073,43**		**91 073,43**		**91 073,43**	
617	Études et recherches					136 545,09	88 850,00	136 545,09	88 850,00	47 695,09	
6182	Documentation générale et technique					11 147,27	590,00	11 147,27	590,00	10 557,27	
6183	Frais de formation (personnel extérieur					8 969,00		8 969,00		8 969,00	
6184	Versements à des organismes de formation					116 593,29	14 680,80	116 593,29	14 680,80	101 912,49	
6188	Autres frais divers					36 815,99	1 368,35	36 815,99	1 368,35	35 447,64	
	Sous Total compte 618					**173 525,55**	**16 639,15**	**173 525,55**	**16 639,15**	**156 886,40**	
	Sous Total compte 61					**3 242 995,59**	**822 343,12**	**3 242 995,59**	**822 343,12**	**2 420 652,47**	
6218	Autre personnel extérieur					39 445,41	9 276,31	39 445,41	9 276,31	30 169,10	
	Sous Total compte 621					**39 445,41**	**9 276,31**	**39 445,41**	**9 276,31**	**30 169,10**	
62268	Autres honoraires, conseils...					72 937,73		72 937,73		72 937,73	
	Sous Total compte 6226					**72 937,73**		**72 937,73**		**72 937,73**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					119 131,80	29 600,00	119 131,80	29 600,00	89 531,80	
6228	Divers					422,94		422,94		422,94	
	Sous Total compte 622					**192 492,47**	**29 600,00**	**192 492,47**	**29 600,00**	**162 892,47**	
6231	Annonces et insertions					19 637,18	1 405,97	19 637,18	1 405,97	18 231,21	
6232	Fêtes et cérémonies					2 137,48		2 137,48		2 137,48	
6233	Foires et expositions					22 836,00		22 836,00		22 836,00	
6234	Réceptions					45 133,89	1 293,50	45 133,89	1 293,50	43 840,39	
6236	Catalogues et imprimés					161 578,06	15,00	161 578,06	15,00	161 563,06	
6238	Divers					35 307,76	1 289,10	35 307,76	1 289,10	34 018,66	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 623					**286 630,37**	**4 003,57**	**286 630,37**	**4 003,57**	**282 626,80**	
6245	Transports de personnes extérieures à la					1 571,26		1 571,26		1 571,26	
	Sous Total compte 624					**1 571,26**		**1 571,26**		**1 571,26**	
6251	Voyages, déplacements et missions					23 041,10		23 041,10		23 041,10	
	Sous Total compte 625					**23 041,10**		**23 041,10**		**23 041,10**	
6261	Frais d'affranchissement					90 000,00		90 000,00		90 000,00	
6262	Frais de télécommunications					211 087,41	16 913,51	211 087,41	16 913,51	194 173,90	
	Sous Total compte 626					**301 087,41**	**16 913,51**	**301 087,41**	**16 913,51**	**284 173,90**	
627	Services bancaires et assimilés.					2 345,30	320,00	2 345,30	320,00	2 025,30	
6281	Concours divers (cotisations...)					122 196,48	8 314,00	122 196,48	8 314,00	113 882,48	
6283	Frais de nettoyage des locaux					198 297,22	12 679,52	198 297,22	12 679,52	185 617,70	
6284	Redevance pour services rendus					11 483,12		11 483,12		11 483,12	
62873	Au CCAS/CIAS					11 074,78	5 865,08	11 074,78	5 865,08	5 209,70	
62875	Aux communes membres du GFP					598 283,57	151 030,87	598 283,57	151 030,87	447 252,70	
62878	A des tiers					76 014,08		76 014,08		76 014,08	
	Sous Total compte 6287					**685 372,43**	**156 895,95**	**685 372,43**	**156 895,95**	**528 476,48**	
	Sous Total compte 628					**1 017 349,25**	**177 889,47**	**1 017 349,25**	**177 889,47**	**839 459,78**	
	Sous Total compte 62					**1 863 962,57**	**238 002,86**	**1 863 962,57**	**238 002,86**	**1 625 959,71**	
6331	Versement mobilité					74 790,13		74 790,13		74 790,13	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					46 756,81		46 756,81		46 756,81	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					101 657,32		101 657,32		101 657,32	
	Sous Total compte 633					**223 204,26**		**223 204,26**		**223 204,26**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63512	Taxes foncières					64 840,00	575,00	64 840,00	575,00	64 265,00	
63513	Autres impôts locaux					84,48		84,48		84,48	
	Sous Total compte 6351					**64 924,48**	**575,00**	**64 924,48**	**575,00**	**64 349,48**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					455,76		455,76		455,76	
	Sous Total compte 635					**65 380,24**	**575,00**	**65 380,24**	**575,00**	**64 805,24**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					15 895,57		15 895,57		15 895,57	
	Sous Total compte 63					**304 480,07**	**575,00**	**304 480,07**	**575,00**	**303 905,07**	
64111	Rémunération principale					7 226 512,54		7 226 512,54		7 226 512,54	
64112	Supplément familial de traitement et ind					87 042,60		87 042,60		87 042,60	
64113	NBI					51 179,33		51 179,33		51 179,33	
64118	Autres indemnités.					1 770 630,15		1 770 630,15		1 770 630,15	
	Sous Total compte 6411					**9 135 364,62**		**9 135 364,62**		**9 135 364,62**	
64131	Rémunérations					1 563 637,89		1 563 637,89		1 563 637,89	
64132	Supplément familial de traitement et ind					5 726,73		5 726,73		5 726,73	
64138	Primes et autres indemnités					514 841,01		514 841,01		514 841,01	
	Sous Total compte 6413					**2 084 205,63**		**2 084 205,63**		**2 084 205,63**	
6417	Rémunérations des apprentis					19 302,20		19 302,20		19 302,20	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						11 018,52		11 018,52		11 018,52
	Sous Total compte 641					**11 238 872,45**	**11 018,52**	**11 238 872,45**	**11 018,52**	**11 227 853,93**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					1 636 667,45		1 636 667,45		1 636 667,45	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					2 451 543,39		2 451 543,39		2 451 543,39	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					83 584,13		83 584,13		83 584,13	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel					110 255,95	36 396,20	110 255,95	36 396,20	73 859,75	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					28 342,17		28 342,17		28 342,17	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S						14 763,68		14 763,68		14 763,68
	Sous Total compte 645					**4 310 393,09**	**51 159,88**	**4 310 393,09**	**51 159,88**	**4 259 233,21**	
64731	Versées directement					9 574,34		9 574,34		9 574,34	
	Sous Total compte 6473					**9 574,34**		**9 574,34**		**9 574,34**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					90 850,64		90 850,64		90 850,64	
6475	Médecine du travail, pharmacie					55 662,91		55 662,91		55 662,91	
6478	Autres charges sociales diverses					50 421,91		50 421,91		50 421,91	
	Sous Total compte 647					**206 509,80**		**206 509,80**		**206 509,80**	
	Sous Total compte 64					**15 755 775,34**	**62 178,40**	**15 755 775,34**	**62 178,40**	**15 693 596,94**	
65132	Prix					2 159,10		2 159,10		2 159,10	
	Sous Total compte 6513					**2 159,10**		**2 159,10**		**2 159,10**	
65188	Autres					380,00		380,00		380,00	
	Sous Total compte 6518					**380,00**		**380,00**		**380,00**	
	Sous Total compte 651					**2 539,10**		**2 539,10**		**2 539,10**	
65311	Indemnités de fonction					192 979,00		192 979,00		192 979,00	
65312	Frais de mission et de déplacement					748,40		748,40		748,40	
65313	Cotisations de retraite					17 067,93		17 067,93		17 067,93	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					54 791,17		54 791,17		54 791,17	
65315	Formation					5 100,00	2 500,00	5 100,00	2 500,00	2 600,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6531					**270 686,50**	**2 500,00**	**270 686,50**	**2 500,00**	**268 186,50**	
	Sous Total compte 653					**270 686,50**	**2 500,00**	**270 686,50**	**2 500,00**	**268 186,50**	
6541	Créances admises en non-valeur					325,35		325,35		325,35	
6542	Créances éteintes					5 341,03		5 341,03		5 341,03	
	Sous Total compte 654					**5 666,38**		**5 666,38**		**5 666,38**	
65568	Autres contributions					757 584,38		757 584,38		757 584,38	
	Sous Total compte 6556					**757 584,38**		**757 584,38**		**757 584,38**	
	Sous Total compte 655					**757 584,38**		**757 584,38**		**757 584,38**	
65731	État					5 000,00		5 000,00		5 000,00	
657341	Communes membres du GFP					161 490,35	17 804,81	161 490,35	17 804,81	143 685,54	
	Sous Total compte 65734					**161 490,35**	**17 804,81**	**161 490,35**	**17 804,81**	**143 685,54**	
657361	Collectivité de rattachement					6 400,00	6 400,00	6 400,00	6 400,00		
65736221	non dotés de la personnalité morale					1 290 767,55		1 290 767,55		1 290 767,55	
	Sous Total compte 6573622					**1 290 767,55**		**1 290 767,55**		**1 290 767,55**	
	Sous Total compte 657362					**1 290 767,55**		**1 290 767,55**		**1 290 767,55**	
657364	Caisse des écoles					1 336 067,55	1 290 767,55	1 336 067,55	1 290 767,55	45 300,00	
	Sous Total compte 65736					**2 633 235,10**	**1 297 167,55**	**2 633 235,10**	**1 297 167,55**	**1 336 067,55**	
657381	Autres établissements publics locaux					450 561,75	75 656,25	450 561,75	75 656,25	374 905,50	
	Sous Total compte 65738					**450 561,75**	**75 656,25**	**450 561,75**	**75 656,25**	**374 905,50**	
	Sous Total compte 6573					**3 250 287,20**	**1 390 628,61**	**3 250 287,20**	**1 390 628,61**	**1 859 658,59**	
65742	Entreprises					52 230,43	918,91	52 230,43	918,91	51 311,52	
65748	Autres personnes de droit privé					1 489 102,10	158 578,40	1 489 102,10	158 578,40	1 330 523,70	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6574					**1 541 332,53**	**159 497,31**	**1 541 332,53**	**159 497,31**	**1 381 835,22**	
	Sous Total compte 657					**4 791 619,73**	**1 550 125,92**	**4 791 619,73**	**1 550 125,92**	**3 241 493,81**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					24 292,80	720,00	24 292,80	720,00	23 572,80	
65818	Autres					370 114,92	28 264,80	370 114,92	28 264,80	341 850,12	
	Sous Total compte 6581					**394 407,72**	**28 984,80**	**394 407,72**	**28 984,80**	**365 422,92**	
65883	Déficits sur opérations de gestion					20,00		20,00		20,00	
65888	Autres					15 742,66		15 742,66		15 742,66	
	Sous Total compte 6588					**15 762,66**		**15 762,66**		**15 762,66**	
	Sous Total compte 658					**410 170,38**	**28 984,80**	**410 170,38**	**28 984,80**	**381 185,58**	
	Sous Total compte 65					**6 238 266,47**	**1 581 610,72**	**6 238 266,47**	**1 581 610,72**	**4 656 655,75**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					26 117,34		26 117,34		26 117,34	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					2 784,27	5 086,04	2 784,27	5 086,04		2 301,77
	Sous Total compte 6611					**28 901,61**	**5 086,04**	**28 901,61**	**5 086,04**	**23 815,57**	
	Sous Total compte 661					**28 901,61**	**5 086,04**	**28 901,61**	**5 086,04**	**23 815,57**	
	Sous Total compte 66					**28 901,61**	**5 086,04**	**28 901,61**	**5 086,04**	**23 815,57**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					18 124,42		18 124,42		18 124,42	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					384 619,81		384 619,81		384 619,81	
6761	Différences sur réalisations (positives)					1 815,48		1 815,48		1 815,48	
	Sous Total compte 676					**1 815,48**		**1 815,48**		**1 815,48**	
	Sous Total compte 67					**404 559,71**		**404 559,71**		**404 559,71**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 613 874,42		1 613 874,42		1 613 874,42	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
68128	Dotations aux amortissements des charges					51 480,47		51 480,47		51 480,47	
	Sous Total compte 6812					**51 480,47**		**51 480,47**		**51 480,47**	
	Sous Total compte 681					**1 665 354,89**		**1 665 354,89**		**1 665 354,89**	
	Sous Total compte 68					**1 665 354,89**		**1 665 354,89**		**1 665 354,89**	
	Total classe 6					**30 120 579,57**	**2 760 745,95**	**30 120 579,57**	**2 760 745,95**	**27 387 917,59**	**28 083,97**
7022	Coupes de bois						1 106,00		1 106,00		1 106,00
	Sous Total compte 702						**1 106,00**		**1 106,00**		**1 106,00**
7062	Redevances et droits des services à cara						5 243,00		5 243,00		5 243,00
70631	A caractère sportif					38,00	411 001,90	38,00	411 001,90		410 963,90
	Sous Total compte 7063					**38,00**	**411 001,90**	**38,00**	**411 001,90**		**410 963,90**
706888	Autres					74 178,33	231 402,23	74 178,33	231 402,23		157 223,90
	Sous Total compte 70688					**74 178,33**	**231 402,23**	**74 178,33**	**231 402,23**		**157 223,90**
	Sous Total compte 7068					**74 178,33**	**231 402,23**	**74 178,33**	**231 402,23**		**157 223,90**
	Sous Total compte 706					**74 216,33**	**647 647,13**	**74 216,33**	**647 647,13**		**573 430,80**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)						459,94		459,94		459,94
70841	à la collectivité de rattachement					1 386,36	543 266,58	1 386,36	543 266,58		541 880,22
708421	non dotés de la personnalité morale						3 128,12		3 128,12		3 128,12
	Sous Total compte 70842						**3 128,12**		**3 128,12**		**3 128,12**
70845	aux communes membres du GFP						148 893,70		148 893,70		148 893,70
70846	au GFP de rattachement						122 430,57		122 430,57		122 430,57
70848	aux autres organismes						50 567,32		50 567,32		50 567,32
	Sous Total compte 7084					**1 386,36**	**868 286,29**	**1 386,36**	**868 286,29**		**866 899**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
708721	non dotés de la personnalité morale						155 073,42		155 073,42		155 073,42
	Sous Total compte 70872						**155 073,42**		**155 073,42**		**155 073,42**
70873	par le CCAS/CIAS						38 239,79		38 239,79		38 239,79
70875	par les communes membres du GFP						109 090,14		109 090,14		109 090,14
70876	par le GFP de rattachement						14 516,22		14 516,22		14 516,22
708778	autres frais						154,75		154,75		154,75
	Sous Total compte 70877						**154,75**		**154,75**		**154,75**
70878	par des tiers						13 944,54		13 944,54		13 944,54
	Sous Total compte 7087						**331 018,86**		**331 018,86**		**331 018,86**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo						1 023,60		1 023,60		1 023,60
	Sous Total compte 708					**1 386,36**	**1 200 788,69**	**1 386,36**	**1 200 788,69**		**1 199 402,33**
	Sous Total compte 70					**75 602,69**	**1 849 541,82**	**75 602,69**	**1 849 541,82**		**1 773 939,13**
73111	Impôts directs locaux						13 017 980,00		13 017 980,00		13 017 980,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales						1 521 097,00		1 521 097,00		1 521 097,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris						756 107,00		756 107,00		756 107,00
73118	Autres contributions directes						258 749,00		258 749,00		258 749,00
	Sous Total compte 7311						**15 553 933,00**		**15 553 933,00**		**15 553 933,00**
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq						391 472,00		391 472,00		391 472,00
	Sous Total compte 7313						**391 472,00**		**391 472,00**		**391 472,00**
731721	Taxe de séjour						470 351,20		470 351,20		470 351,20
	Sous Total compte 73172						**470 351,20**		**470 351,20**		**470 351,20**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7317						**470 351,20**		**470 351,20**		**470 351,20**
7318	Autres						28 750,00		28 750,00		28 750,00
	Sous Total compte 731						**16 444 506,20**		**16 444 506,20**		**16 444 506,20**
73211	Attribution de compensation						711,00		711,00		711,00
	Sous Total compte 7321						**711,00**		**711,00**		**711,00**
	Sous Total compte 732						**711,00**		**711,00**		**711,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de						11 301 934,00		11 301 934,00		11 301 934,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE						4 899 161,00		4 899 161,00		4 899 161,00
	Sous Total compte 735						**16 201 095,00**		**16 201 095,00**		**16 201 095,00**
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro					305,00		305,00		305,00	
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève					31 252,23		31 252,23		31 252,23	
	Sous Total compte 739111					**31 557,23**		**31 557,23**		**31 557,23**	
	Sous Total compte 73911					**31 557,23**		**31 557,23**		**31 557,23**	
	Sous Total compte 7391					**31 557,23**		**31 557,23**		**31 557,23**	
739211	Attribution de compensation					9 334 048,05		9 334 048,05		9 334 048,05	
739215	Reversements conventionnels de fiscalité					46 932,80		46 932,80		46 932,80	
	Sous Total compte 73921					**9 380 980,85**		**9 380 980,85**		**9 380 980,85**	
739221	FNGIR					4 670 103,00		4 670 103,00		4 670 103,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					274 299,00		274 299,00		274 299,00	
	Sous Total compte 739222					**274 299,00**		**274 299,00**		**274 299,00**	
	Sous Total compte 73922					**4 944 402,00**		**4 944 402,00**		**4 944 402,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7392					**14 325 382,85**		**14 325 382,85**		**14 325 382,85**	
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de					98 502,00		98 502,00		98 502,00	
73952	Fraction compensatoire de la CVAE					43 678,00		43 678,00		43 678,00	
	Sous Total compte 7395					**142 180,00**		**142 180,00**		**142 180,00**	
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					449 977,99		449 977,99		449 977,99	
	Sous Total compte 739					**14 949 098,07**		**14 949 098,07**		**14 949 098,07**	
	Sous Total compte 73					**14 949 098,07**	**32 646 312,20**	**14 949 098,07**	**32 646 312,20**		**17 697 214,13**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI						1 740 732,00		1 740 732,00		1 740 732,00
741126	Dotation de compensation des EPCI						5 257 585,00		5 257 585,00		5 257 585,00
	Sous Total compte 74112						**6 998 317,00**		**6 998 317,00**		**6 998 317,00**
	Sous Total compte 7411						**6 998 317,00**		**6 998 317,00**		**6 998 317,00**
	Sous Total compte 741						**6 998 317,00**		**6 998 317,00**		**6 998 317,00**
744	FCTVA						15 241,18		15 241,18		15 241,18
74611	DGD						15 200,00		15 200,00		15 200,00
	Sous Total compte 7461						**15 200,00**		**15 200,00**		**15 200,00**
	Sous Total compte 746						**15 200,00**		**15 200,00**		**15 200,00**
74718	Autres					125 872,28	436 228,47	125 872,28	436 228,47		310 356,19
	Sous Total compte 7471					**125 872,28**	**436 228,47**	**125 872,28**	**436 228,47**		**310 356,19**
7472	Régions						31 259,58		31 259,58		31 259,58
7473	Départements						62 000,00		62 000,00		62 000,00
74748	Autres communes						1 660,24		1 660,24		1 660,24
	Sous Total compte 7474						**1 660,24**		**1 660,24**		**1 660**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74751	GFP de rattachement					560,00	560,00	560,00	560,00		
	Sous Total compte 7475					**560,00**	**560,00**	**560,00**	**560,00**		
74772	FEDER					15 741,65	15 741,65	15 741,65	15 741,65		
74773	FEADER						15 741,65		15 741,65		15 741,65
	Sous Total compte 7477					**15 741,65**	**31 483,30**	**15 741,65**	**31 483,30**		**15 741,65**
747888	Autres					148 540,72	179 688,02	148 540,72	179 688,02		31 147,30
	Sous Total compte 74788					**148 540,72**	**179 688,02**	**148 540,72**	**179 688,02**		**31 147,30**
	Sous Total compte 7478					**148 540,72**	**179 688,02**	**148 540,72**	**179 688,02**		**31 147,30**
	Sous Total compte 747					**290 714,65**	**742 879,61**	**290 714,65**	**742 879,61**		**452 164,96**
748312	D.C.R.T.P.						1 656 719,00		1 656 719,00		1 656 719,00
	Sous Total compte 74831						**1 656 719,00**		**1 656 719,00**		**1 656 719,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr						1 623 880,00		1 623 880,00		1 623 880,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra						2 258,00		2 258,00		2 258,00
	Sous Total compte 7483						**3 282 857,00**		**3 282 857,00**		**3 282 857,00**
	Sous Total compte 748						**3 282 857,00**		**3 282 857,00**		**3 282 857,00**
	Sous Total compte 74					**290 714,65**	**11 054 494,79**	**290 714,65**	**11 054 494,79**		**10 763 780,14**
752	Revenus des immeubles					4 610,84	58 267,99	4 610,84	58 267,99		53 657,15
7584	Recouvrement sur créances admises en non						83,05		83,05		83,05
75888	Autres					201 596,09	222 710,56	201 596,09	222 710,56		21 114,47
	Sous Total compte 7588					**201 596,09**	**222 710,56**	**201 596,09**	**222 710,56**		**21 114,47**
	Sous Total compte 758					**201 596,09**	**222 793,61**	**201 596,09**	**222 793,61**		**21 197,52**
	Sous Total compte 75					**206 206,93**	**281 061,60**	**206 206,93**	**281 061,60**		**74 854,67**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						9 865,65		9 865,65		9 865,65
775	Produits des cessions d'immobilisations						352 815,48		352 815,48		352 815,48
7761	Différences sur réalisations (négatives)						33 619,81		33 619,81		33 619,81
	Sous Total compte 776						**33 619,81**		**33 619,81**		**33 619,81**
777	Recettes et quote-part des subventions d						165 786,00		165 786,00		165 786,00
	Sous Total compte 77						**562 086,94**		**562 086,94**		**562 086,94**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci						334,00		334,00		334,00
	Sous Total compte 781						**334,00**		**334,00**		**334,00**
	Sous Total compte 78						**334,00**		**334,00**		**334,00**
	Total classe 7					**15 521 622,34**	**46 393 831,35**	**15 521 622,34**	**46 393 831,35**	**14 949 098,07**	**45 821 307,08**
	Total général	**82 397 747,15**	**82 397 747,15**	**246 989 079,40**	**243 565 546,44**	**53 849 312,01**	**57 272 844,97**	**383 236 138,56**	**383 236 138,56**	**131 107 135,04**	**131 107 135,04**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 27/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au	27/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 28/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 28/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 299 066,68**	**611 726,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**738 015,81**	**32 410,58**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 299 066,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	171 005,51	0,00	0,00	0,00	23 904,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	227 363,97	0,00	0,00	0,00	638 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	213 357,45	0,00	0,00	0,00	73 215,18	10 426,58	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 896,63	21 984,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 050 995,43**	**700 676,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 355,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 050 995,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	700 676,86	0,00	0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**649 515,36**	**856 631,52**	**685 117,38**	**2 127 053,99**		**7 999 538,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 107,00	0,00	0,00		2 300 173,68
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	200 757,35	8 909,10	0,00	1 750,00		406 325,96
204	Subventions d'équipement versées	228 357,65	83 404,86	19 461,00	0,00		1 196 587,48
21	Immobilisations corporelles	92 282,76	252 160,02	509 027,38	966 423,36		2 116 892,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	114 014,90	511 050,54	156 629,00	1 158 880,63		1 965 455,70
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	14 102,70	0,00	0,00	0,00		14 102,70
RECETTES		**2 507,50**	**159 907,61**	**216 919,00**	**1 692 950,05**		**6 058 311,45**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		3 050 995,43
13	Subventions d'investissement	2 507,50	144 797,87	216 919,00	1 692 950,05		2 992 206,28
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 188,00	0,00	0,00		2 188,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	12 921,74	0,00	0,00		12 921,74
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**14 519 379,03**	**10 472 620,98**	**0,00**	**67 163,00**	**143 322,31**	**2 655 993,33**	**271 058,06**	**0,00**
011	Charges à caractère général	46,00	1 891 873,85	0,00	0,00	91 322,31	874 673,22	84 159,50	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	7 966 482,45	0,00	0,00	0,00	1 501 798,57	169 687,94	0,00
014	Atténuations de produits	14 489 851,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 666,38	614 264,68	0,00	67 163,00	52 000,00	279 005,54	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	23 815,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	516,00	17 210,62	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**42 402 837,66**	**288 184,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**485 752,19**	**77 724,05**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	18 594,35	0,00	0,00	0,00	3 847,44	3 340,41	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	224 378,46	0,00	0,00	0,00	416 566,90	42 566,64	0,00
73	Impôts et taxes	16 201 806,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	15 551 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 296 415,18	26 401,89	0,00	0,00	0,00	56 835,93	30 747,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	11 412,40	0,00	0,00	0,00	8 501,92	1 070,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	352 815,48	7 397,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**4 198 925,42**	**2 976 519,44**	**2 099 891,95**	**2 878 050,19**		**40 282 923,71**
011	Charges à caractère général	0,00	344 413,74	637 485,89	295 941,86	442 561,03		4 662 477,40
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 525 789,48	292 995,86	1 373 625,69	1 142 372,51		15 972 752,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	449 977,99	9 269,00	0,00		14 949 098,07
65	Autres charges de gestion courante	0,00	328 722,20	1 595 661,90	421 055,40	1 293 116,65		4 656 655,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		23 815,57
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	397,80	0,00	0,00		18 124,42
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**404 785,42**	**663 852,47**	**981 328,62**	**343 218,96**		**45 647 683,47**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		25 782,20
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	232 702,75	39 605,12	511 621,67	306 497,59		1 773 939,13
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		16 201 806,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	470 351,20	393 938,00	28 750,00		16 444 506,20
74	Dotations et participations	0,00	172 082,67	97 890,00	75 436,10	7 971,37		10 763 780,14
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	53 813,55	56,80	0,00		74 854,67
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	2 192,60	276,05	0,00		362 681,13
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		334,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 598 695,69	8 198 944,06	3 977 978,10	4 421 773,53
RECETTES	16 598 695,69	8 110 101,63	1 694 459,34	6 794 134,72
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 556 083,92	42 334 713,89	0,00	11 221 370,03
RECETTES	53 556 083,92	45 847 089,28	0,00	7 708 994,64

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET MOBILITE DURABLE/ N°SIRET : 20006711400054

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 548 349,79	346 107,25	0,00	1 202 242,54
RECETTES	1 548 349,79	349 113,71	774 113,10	425 122,98
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	10 730 099,00	10 530 483,39	0,00	199 615,61
RECETTES	10 730 099,00	10 644 313,62	0,00	85 785,38

BUDGET EAU POTABLE/ N°SIRET : 20006711400047

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 328 064,04	5 349 384,36	3 280 865,96	1 697 813,72
RECETTES	10 328 064,04	3 404 854,46	1 751 980,54	5 171 229,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	7 580 651,49	1 472 486,04	0,00	6 108 165,45
RECETTES	7 580 651,49	4 124 413,20	0,00	3 456 238,29

BUDGET PARC ACTIV. APPOIGNY/ N°SIRET : 20006711400096

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 973 258,50	200 000,00	0,00	16 773 258,50
RECETTES	16 973 258,50	0,00	0,00	16 973 258,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	17 163 378,50	81 108,24	0,00	17 082 270,26
RECETTES	17 163 378,50	775 908,50	0,00	16 387 470,00

BUDGET ZONE DES MACHERINS/ N°SIRET : 20006711400088				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	843 491,97	31 489,27	0,00	812 002,70
RECETTES	843 491,97	144 175,03	0,00	699 316,94
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	294 826,49	155 046,49	0,00	139 780,00
RECETTES	294 826,49	163 905,39	0,00	130 921,10

BUDGET SPANC/ N°SIRET : 20006711400062				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 060,38	4 769,35	0,00	48 291,03
RECETTES	53 060,38	14 763,00	0,00	38 297,38

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE/ N°SIRET : 20006711400104				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,(

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE/ N°SIRET : 20006711400104				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	75 981,00	52 504,33	0,00	23 476,67
RECETTES	75 981,00	52 504,32	0,00	23 476,68

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE/ N°SIRET : 20006711400120				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 20006711400146				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 047 513,49	6 201 357,68	3 398 333,95	3 447 821,86
RECETTES	13 047 513,49	5 613 491,13	2 476 793,92	4 957 228,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 577 552,99	4 374 984,25	0,00	4 202 568,74
RECETTES	8 577 552,99	3 361 875,10	0,00	5 215 677,89

BUDGET DECHETS COLLECTE/ N°SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 141 151,10	416 814,81	901 686,36	1 822 649,93
RECETTES	3 141 151,10	679 234,90	171 000,00	2 290 916,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	13 720 725,52	10 905 326,10	0,00	2 815 399,42

BUDGET DECHETS COLLECTE/ N°SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	13 720 725,52	11 864 769,84	0,00	1 855 955,68

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY/ N°SIRET : 20006711400179				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 768 911,44	1 820 889,92	0,00	2 948 021,52
RECETTES	4 768 911,44	1 507 558,72	0,00	3 261 352,72
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 440 453,89
RECETTES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 440 453,89

BUDGET PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES/ N°SIRET : 20006711400161				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 972 640,00	306 262,93	0,00	1 666 377,07
RECETTES	1 972 640,00	34 070,00	0,00	1 938 570,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	1 632 307,07
RECETTES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	1 632 307,07

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	69 222 076,02	22 871 250,28	11 558 864,37	34 791 961,37
RECETTES	69 222 076,02	19 842 599,58	6 868 346,90	42 511 129,54
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	116 952 282,01	72 038 583,84	0,00	44 913 698,17
RECETTES	116 952 282,01	78 976 704,01	0,00	37 975 578,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	69 222 076,02	22 871 250,28	11 558 864,37	34 791 961,37
RECETTES	69 222 076,02	19 842 599,58	6 868 346,90	42 511 129,54
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	116 952 282,01	72 038 583,84	0,00	44 913 698,17
RECETTES	116 952 282,01	78 976 704,01	0,00	37 975 578,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**186 174 358,03**	**94 909 834,12**	**11 558 864,37**	**79 705 659,54**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**186 174 358,03**	**98 819 303,59**	**6 868 346,90**	**80 486 707,54**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**5 478 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 478 000,00									
2020-03 MON535606EUR DO	SFIL CAFFIL	18/10/2020	27/10/2020	01/02/2021	1 600 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2021-01 MON539777EUR	BANQUE POSTALE	14/12/2021	23/12/2021	01/04/2022	1 806 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	C	O	A-1
2021-02 2021901400N	BANQUE POSTALE	17/12/2021	30/12/2021	30/12/2024	2 072 000,00	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	0,430	EUR	X	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 478 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des im

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**2 648 233,28**					**2 299 066,68**	**26 117,34**	**0,00**	**3 041,86**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 648 233,28					2 299 066,68	26 117,34	0,00	3 041,86
2020-03 MON535606EUR DO	N	0,00	A-1	1 173 333,28	10,83	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	106 666,68	6 448,00	0,00	999,94
2021-01 MON539777EUR	N	0,00	A-1	1 474 900,00	12,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	120 400,00	8 680,84	0,00	2 041,92
2021-02 2021901400N	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0.43 %	0,440	2 072 000,00	10 988,50	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 648 233,28**					**2 299 066,68**	**26 117,34**	**0,00**	**3 041,86**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 648 233,28	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIFIC	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	30	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	40	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	5	24/11/2022
L	M57 2041412 Bâtiments et installations	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 2041512 SUB.EQ.VERS.GFP-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204182 SUB VERSEES AUTRES ORGANISMES 30ANS	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2185 TELEPHONIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPO (PETIT MATERIEL)_5ANS	5	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 — **Intitulé de l'opération : TX COMPTE DE TIERS PERIL TRAVAUX D'OFFICE COMPTE TIERS AUXERRE AQUARIUS TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**94 989,60**	**62 038,70**	**14 102,70**	**9 760,69**	**38 175,31**	**109 092,30**
45 TX COMPTE DE TIERS PERIL (2)	0,00	50 000,00	2 064,00	9 760,69	38 175,31	2 064,00
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPE DE TIERS (2)	94 989,60	12 038,70	12 038,70	0,00	0,00	107 028,30
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**94 989,60**	**62 038,70**	**14 102,70**	**9 760,69**	**38 175,31**	**109 092,30**
RECETTES (b)	**2 064,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**2 064,00**
45 45412 4581 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 064,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	2 064,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 064,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**2 064,00**

N° opération : 02 — **Intitulé de l'opération : TX COMPTE DE TIERS FRT TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS JUSSY TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**94 692,57**	**57 542,32**	**0,00**	**57 542,32**	**0,00**	**94 692,57**
45 TX COMPTE DE TIERS FRT (2)	94 692,57	0,00	0,00	0,00	0,00	94 692,57
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	57 542,32	0,00	57 542,32	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**94 692,57**	**57 542,32**	**0,00**	**57 542,32**	**0,00**	**94 692,57**

N° opération : 02	Intitulé de l'opération : TX COMPTE DE TIERS FRT TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS JUSSY TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
RECETTES (b)	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	58 000,00	0,00	0,00	58 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**

N° opération : 03	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	35 861 608,94	28 261 202,32	1 281 043,22
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**464 214,50**	**183 550,78**											**3 969,58**	**18 588,21**
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2021	P		CDC	71 214,50	68 844,28	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 478,40	82,42
MAISON DE RETRAITE DE ST BRIS	2003	P		CE	393 000,00	114 706,50	5,07	A	F	(Euribor 12M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 12M	3,030	V	Taux fixe à 1.3 %	1,300	A-1	EUR	1 491,18	18 505,79
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**35 397 394,44**	**28 077 651,54**											**735 157,90**	**523 327,53**
DOMANYS	2014	P		CDC	187 250,00	154 640,56	30,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 567,06	701,35
DOMANYS	2017	P		CDC	45 850,00	41 753,82	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 085,60	321,70
DOMANYS	2017	P		CDC	45 400,00	42 512,80	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 105,34	54,32
DOMANYS	2020	P		CDC	329 500,76	300 896,26	30,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	11 885,40	1 100,90
DOMANYS	2024	P		CDC	250 000,00	0,00	40,07	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMANYS	2024	P		CDC	169 250,00	0,00	50,07	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMANYS	2024	P		CDC	100 000,00	0,00	40,07	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMANYS	2024	P		CDC	86 000,00	0,00	50,07	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABELLIS	2014	P		Crédit Foncier	298 268,65	228 710,45	20,58	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	2,360	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	4,150	A-1	EUR	9 221,94	8 669,26
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	44 636,00	38 993,19	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 388,73	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	23 387,40	18 740,79	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	524,74	198,98
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	19 053,00	16 148,88	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	452,17	43,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	90 000,00	74 267,20	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 079,48	612,70
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	75 000,00	60 115,14	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 683,23	557,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	57 500,00	46 982,39	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 315,51	387,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	30 375,50	24 819,37	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	694,94	204,76
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	11 446,25	9 818,03	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	274,91	6,73
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	14 518,75	12 796,00	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	429,04	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	24 125,00	21 232,33	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	552,04	240,47
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	131 779,90	113 821,69	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 187,01	574,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	81 200,00	72 601,52	43,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 903,92	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	539 291,20	475 803,64	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 128,93	803,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	207 900,00	189 749,55	43,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 875,17	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	13 736,50	12 467,98	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	399,55	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	5 982,00	5 318,27	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	145,34	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	29 390,00	25 384,89	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	710,78	128,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	624 663,00	553 259,09	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	1,930	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	4,180	A-1	EUR	23 126,23	927,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	1 067 760,00	918 672,77	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 072,22	6 276,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	310 000,00	310 000,00	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	40 908,00	36 182,85	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 302,58	204,95
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	476 500,00	385 916,88	19,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	10 612,72	10 167,19
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	192 656,50	167 443,98	20,50	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	3 097,72	6 597,32

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	C		CE	516 737,50	318 654,83	9,01	T	F	Taux fixe à 1.21 %	1,220	F	Taux fixe à 1.21 %	1,220	A-1	EUR	3 699,42	34 449,16
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	C		C.C.C.COOP	448 504,00	299 002,70	9,93	T	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	A-1	EUR	3 683,72	29 900,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	C		C.C.C.COOP	718 540,90	526 929,97	10,89	T	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	4 886,08	47 902,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	21 626,30	19 849,59	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	714,59	291,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	46 158,22	42 815,82	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 541,37	20,93
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	81 493,26	75 122,82	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 663,15	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	64 901,65	60 220,38	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 020,87	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	907 339,91	790 511,80	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	28 458,42	12 905,12
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	73 817,12	67 716,97	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 760,64	1 104,42
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 924,00	103 745,70	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 904,88	350,81
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	55 000,00	52 361,82	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 569,61	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	34 500,00	32 398,14	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	816,96	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	186 170,00	173 472,26	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 245,00	6,69
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	283 418,00	257 824,42	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 219,09	871,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 000,00	104 143,40	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 626,11	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	173 500,00	163 567,79	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 903,14	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	300 089,50	276 896,51	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 968,28	10,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	994 000,00	884 026,64	21,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	24 310,74	29 779,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 757 213,50	1 565 664,41	21,92	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	13 464,72	64 951,05
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	181 500,00	172 793,98	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 179,70	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	437 700,00	407 846,62	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 682,48	15,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	96 000,00	90 151,35	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 273,28	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	248 865,50	228 638,08	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 401,87	773,12
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	408 702,00	375 483,30	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 513,53	1 269,65
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	293 300,00	279 231,25	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 370,28	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 045 970,10	974 629,58	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 086,67	37,56
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	114 800,00	107 805,98	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 718,46	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		CIC	973 662,83	795 158,00	12,01	T	F	Taux fixe à 1.38 %	1,390	F	Taux fixe à 1.38 %	1,390	A-1	EUR	10 637,26	64 910,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	199 456,50	199 456,50	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 336,33	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 208 260,00	1 208 260,00	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	38 428,22	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	273 398,50	273 398,50	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 043,47	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 656 182,00	1 656 182,00	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	45 097,22	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 458 929,70	1 458 929,70	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	46 400,66	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	457 794,90	457 794,90	49,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 248,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	646 705,80	646 705,80	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	17 609,56	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	211 301,10	211 301,10	49,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 670,81	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	132 521,00	130 737,08	48,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	3 886,58	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	655 631,00	643 626,11	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	22 470,13	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	52 466,50	51 608,95	48,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 302,63	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	249 780,50	244 457,18	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 844,80	622,04
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	135 000,00	129 287,25	18,33	A	F	Taux fixe à 1.72 %	1,720	F	Taux fixe à 1.72 %	1,720	A-1	EUR	2 223,74	5 811,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	779 239,50	774 776,76	39,42	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	27 401,96	9 165,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	258 931,00	257 980,71	49,42	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	9 138,70	1 951,74
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	1 150 377,00	1 142 451,43	39,42	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	A-1	EUR	31 490,95	16 183,25
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	401 708,50	399 833,00	49,42	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	A-1	EUR	11 040,10	3 829,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	561 000,00	561 000,00	24,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	9 851,14	15 898,73
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	971 501,50	971 501,50	24,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 299,25	24 612,37
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	319 246,25	319 246,25	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	162 901,50	162 901,50	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	105 757,50	105 757,50	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	221 515,00	221 515,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	251 713,80	0,00	50,04	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	565 893,90	0,00	40,04	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	490 859,10	0,00	50,04	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	1 132 133,40	0,00	40,04	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	623 932,50	0,00	25,06	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	C		BANQUE POPULAIRE	313 084,00	0,00	20,00	A	F	Taux fixe à 4.06 %	4,060	F	Taux fixe à 4.06 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		BANQUE POPULAIRE	1 032 781,92	0,00	20,00	T	F	Taux fixe à 3.57 %	3,620	F	Taux fixe à 3.57 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	C		CREDIT COOPERATIF	676 384,00	625 655,20	18,26	T	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	5 210,27	33 819,20
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	C		CIC	554 771,70	508 540,73	13,51	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	A-1	EUR	5 688,72	36 984,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	C		CIC	557 166,67	520 022,23	13,76	A	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	A-1	EUR	19 916,85	37 144,44
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	80 400,00	75 270,56	44,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 093,62	1 083,84
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	261 600,00	238 434,17	34,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	9 799,64	4 894,87
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	35 193,00	35 193,00	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	985,41	488,30
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	13 441,50	13 441,50	49,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	376,36	126,39
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	168 786,00	168 786,00	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 076,30	1 950,54
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	57 885,00	57 885,00	49,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 083,86	428,67
TOTAL GENERAL					**35 861 608,94**	**28 261 202,32**											**739 127,48**	**541 915,**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	22 557,79
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	171 165,72
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	2 325 184,02
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**2 518 907,53**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**45 647 683,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**5,52**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**4 521 175,99**	
Personnes de droit privé	**1 238 384,00**	
Associations	**724 107,00**	
ADIE ASSOCIATION ASS POUR DROIT A INITIATIVE ECON	400,00	
ASC AUXERRE SPORTS CITOYEN	4 800,00	
ASS DEP AIDE VICTIMES INFRAC REI SOC ADAVIRS	5 200,00	
ASS DEVELOP CREATION ETUDES PRO A FACETTES	21 600,00	
ASSOC.ICAUNAISE DE DIFFUSION ART ISTIQUE AIDA THEATRE	60 000,00	
ASSOCIATION COUP DE POUCE	18 298,40	
ASSOCIATION DES ELEVES ET INGEN IEURS DE L ITII DE BOURGOGNE	1 000,00	
ASSOCIATION DU QUARTIER DES ROSO	300,00	
AU BONHEUR DES CHUTES	410,00	
AUXR JUDO	6 000,00	
CENTRE INFORMATION DROITS FEMMES FAMILLES CIDFF	2 220,00	
CERCLE CONDORCET	5 000,00	
COLLECTIF DES COMMERCANTS ET ART DU QUARTIER DE L'HORLOGE AUXERRE	2 800,00	
COMITE D'ORGANISATION BOUCLES ES DE L'YONNE CYCLISTES	3 000,00	
COMITE DEP DES SPORTS YONNE CDOS	4 700,00	
COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP	5 000,00	
CRYPTOX'R	15 000,00	
DECA BFC DISPOSITIF ENTREPREUNAR ACADEMIQUE	15 000,00	
ETRE ET SAVOIRS ASSOCIATION SKIRKA VALERIE	2 840,00	
FEDERATION FRANCAISE DES ECHECS FFE	6 400,00	
HANDBALL CLUB AUXERROIS	2 400,00	
LA FAMILIALE AUXERROISE	153 748,00	
LA TRIBU D'ESSENCE	8 000,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND E ST	5 000,00	
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE BOUR GOGNE-FRANCHE-COMTE	11 858,00	
LPO BOURGOGNE FRANCHE COMTE	572,20	
MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FOR MATION DE L'AUXERROIS	162 440,00	
MISSION LOCALE DE L'AUXERROIS MISSION LOCALE POUR LES JEUNES A	160 200,00	
MOBILITES 89	8 000,00	
OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATIV E A L ECOLE DE L YONNE	5 140,00	
PASSERELLE ASSOCIATION	6 930,00	
PORTE DE PARIS	2 100,00	
RENC AUX DEVELOPP DURABLE	2 000,00	
RUGBY CLUB AUXERROIS	12 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOUNAR COMPAGNIE	3 550,40	
Entreprises	**298 393,90**	
AJA FOOTBALL SAS	120 000,00	
AJA FOOTBALL SAS	108 000,00	
AJA FOOTBALL SAS	21 000,00	
ATMO BOURGOGNE FRANCHE COMTE	18 600,00	
BEDU ET POIRIER LE SARMENT	390,00	
CAE BOURGOGNE	600,00	
CANNELLE, VINTAGE CAFE	980,00	
CAROLE RECOUVREUR RC DECO & FANT RECOUVREUR	1 452,00	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTI SANAT DE REGION BFC	15 156,25	
EURL JEAUNEAU DUSTIN	1 000,80	
HISTOIRES DE FANES AURELIE BILLON	808,00	
L'ESCARGOT AUXERROIS THIERRY BIERRY	3 000,00	
LE FOURNIL DE MANON ET THOMAS	1 470,00	
MAISON ZHOUR	500,00	
MICROSCOPE	600,00	
PAULIN VINS CLAUDUS	362,65	
SCULPT	1 474,20	
WABI SABI	3 000,00	
Personnes physiques	**215 883,10**	
ALTITI BRAHIM	2 000,00	
AUGUSTIN MARIE FRANCE	2 500,00	
BAY FABIENNE	2 500,00	
BENALI NADIA	2 500,00	
BLAISE JEAN-PASCAL	34 772,00	
BOUCHET VINCENT	2 500,00	
CAGNAT DOMINIQUE	2 500,00	
COMERCON SERGE	1 355,00	
DEHAIL ELINA	2 500,00	
DESPONS FREDERIC	2 500,00	
DOIZIE ANGELIQUE	2 291,00	
DUCROT ALAIN	818,00	
DUSSAULT AUDREY	2 500,00	
EL OUADI GHALIA	2 500,00	
FASQUEL CHRISTIAN	30 558,00	
GOVIN VINCENT	2 500,00	
GUILLAUME SOUFFLET	1 000,00	
GUILLY LAURE	2 500,00	
HALLIER SOPHIE	2 500,00	
HAMMOUTI NACER	1 500,00	
HASSOUNI MOHAMMED	1 682,86	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JABAFI OTHMANE	1 898,50	
JEAN ALPHONSE EDDY OU ARBLAY AMA	21 039,00	
LAHRIZI KHADIJA	1 137,00	
LE GAC GUY	421,00	
LECAMUS JACQUELINE	2 500,00	
LUCA MARIANNE	2 238,18	
MARCILLY ANTHONY	17 762,55	
MAUCOLOT HELENE	572,00	
MORILHAT PASCALE	2 500,00	
OLIVIER AYMERIC	2 500,00	
OUAZARF M'HAMED	1 450,00	
PELTIER JEAN PIERRE	1 259,51	
PETRIGNET DAVID	2 500,00	
PICHARD CHARLENE	2 500,00	
PINGITORE NODOT HUBERT MAUD	10 623,10	
SAILLY JEAN CLAUDE	12 954,40	
SIKORSKI THOMAS	2 500,00	
TRAVAUX RODOLPHE	18 642,00	
VENDANGER ARMELLE	2 500,00	
VUCIC SILVANA	2 409,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**3 282 791,99**	
Etat	**5 000,00**	
SERVICE DE GESTION COMPTABLE AUX TRESORERIE AUXERRE	5 000,00	
Régions	**0,00**	
Départements	**31 404,86**	
CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE YONNE YONNE	8 000,00	
DPT YONNE	23 404,86	
Communes	**847 858,08**	
CNE APPOIGNY	80 000,00	
CNE AUGY	10 000,00	
CNE AUXERRE	450 000,00	
CNE AUXERRE	101 093,48	
CNE CHARBUY	30 000,00	
CNE CHARBUY	7 970,56	
CNE CHEVANNES	12 494,39	
CNE COULANGES LA VINEUSE	12 925,24	
CNE LINDRY	19 461,00	
CNE MONETEAU	21 555,68	
CNE MONTIGNY LA RESLE	3 309,73	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CNE SAINT BRIS LE VINEUX	22 700,00	
CNE ST GEORGES SUR BAULCHES	15 000,00	
CNE VENOY	35 000,00	
CNE VILLEFARGEAU	13 836,00	
CNE VINCELLES MAIRIE	12 512,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**2 398 529,05**	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	1 290 767,55	
BUDGET ANNEXE ZA APPOIGNY	775 908,50	
CA AUXERROIS	560,00	
CAISSE DES ECOLES	6 400,00	
OAH OFFICE AUXERROIS HABITAT	2 400,00	
OT DE L'AGGLOMERATION AUXERROISE	267 493,00	
UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE SERVICE FACTURIER	55 000,00	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**157,00**	**4,55**	**161,55**	**87,69**	**19,70**	**107,39**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	21,00	0,00	21,00	16,10	0,00	16,10
Adjoint administratif pal 2 cl	C	20,00	1,00	21,00	13,40	0,00	13,40
Adjoint administratif terr.	C	21,00	2,95	23,95	17,39	0,00	17,39
Attaché	A	36,00	0,60	36,60	8,90	11,90	20,80
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,80	1,00	1,80
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
Directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	27,00	0,00	27,00	11,30	5,80	17,10
Rédacteur principal 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	9,80	0,00	9,80
Rédacteur principal 2 cl	B	8,00	0,00	8,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**258,00**	**0,22**	**258,22**	**186,80**	**17,00**	**203,80**
Adjoint technique pal 1 cl	C	58,00	0,00	58,00	49,00	0,00	49,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	40,00	0,00	40,00	36,00	0,00	36,00
Adjoint technique territorial	C	61,00	0,22	61,22	51,00	1,00	52,00
Agent de maîtrise	C	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
Agent de maîtrise principal	C	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Ingénieur	A	16,00	0,00	16,00	3,00	8,00	11,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	10,00	0,00	10,00	6,00	1,00	7,00
Technicien	B	20,00	0,00	20,00	7,80	2,00	9,80
Technicien principal de 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	8,00	1,00	9,00
Technicien principal de 2 cl	B	21,00	0,00	21,00	10,00	4,00	14,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,0**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**4,00**	**4,00**	**8,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	6,00	0,00	6,00	2,00	4,00	6,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**37,00**	**13,48**	**50,48**	**4,46**	**2,30**	**6,76**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	1,00	0,61	1,61	1,00	0,00	1,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	7,00	1,30	8,30	0,00	0,00	0,00
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	6,00	4,65	10,65	0,90	0,50	1,40
Assistant ens. artistique	B	1,00	3,85	4,85	0,00	0,80	0,80
Attaché cons.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur étab ens art 1ca	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur étab ens art 2cat	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. cl.N	A	11,00	3,07	14,07	0,56	0,00	0,56
FILIERE ANIMATION (i)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,51**	**1,51**
Allocataire		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Apprenti		0,00	0,00	0,00	0,00	0,51	0,51
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**461,00**	**18,25**	**479,25**	**283,95**	**44,51**	**328,46**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	A	A
Allocataire		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. artistique	B	CULT	397	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	395	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché hors classe	A	ADM	1027	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	332-8-2°	CDD
Directeur CA de 40 à 80 hab	A	OTR	0	0,00	343-1_343-3	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	395	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-23-1°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	638	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	429	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	415	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté d'agglomération de l'auxerrois (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Association	68 844,28
-	SA MON LOGIS		SA HLM	313 704,73
-	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL		SA HLM	275 305,50
-	DOMANYS		OPH	539 803,44
-	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT		OPH	26 720 127,30
-	HABELLIS		SA HLM	228 710,45
-	MAISON DE RETRAITE DE ST BRIS		Maison de retraite	114 706,50
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**368 474,08**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-3 133 662,37**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 765 188,29**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 765 188,29**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 765 188,29**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**2 502 000,00**	**2 464 852,68**	**3 977 978,10**	**6 442 830,78**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**11 260 435,36**	**3 079 779,89**	**1 694 459,34**	**4 774 239,23**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**8 758 435,36**	**614 927,21**	**-2 283 518,76**	**-1 668 591,55**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**368 474,08**			**368 474,08**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 765 188,29**	**2 765 188,29**		**2 765 188,29**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**3 133 662,37**			**3 133 662,37**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 465 070,82**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**2 502 000,00**	**I 2 464 852,68**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 300 000,00**	**2 299 066,68**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 300 000,00	2 299 066,68
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**202 000,00**	**165 786,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10222	FCTVA	2 000,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*200 000,00*	*165 786,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**11 260 435,36**	**III 3 079 779,89**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 628 941,00**	**1 414 425,00**
10222	FCTVA	500 000,00	285 807,14
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	1 128 941,00	1 128 617,86
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**9 631 494,36**	**1 665 354,89**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*56 842,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*20 696,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*4 526,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*0,00*	*2 985,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*0,00*	*2 014,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*3 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*19 129,44*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*6 803,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*3 403,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 700 000,00*	*137 753,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*49 910,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*	*2 755,(*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*76 409,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*8 870,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*151 319,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*183 297,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*414,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*1 021,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*697,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*91 647,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*53 975,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*100 275,22*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*2 230,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*30 612,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*6 199,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*80,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*630,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*179,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*243 243,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*190 580,44*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*26 412,58*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*5 019,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*130 948,74*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*52 000,00*	*51 480,47*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	651 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 228 494,36*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
INVAP23035/2023	ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE	2335	0,00	1 836 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 310,00	-545 310,00
INVAP22020/2022	ANRU CONSTRUCTION BATIMENT STE GENEVIEVE	2220	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23041/2023	ANRU ROSOIRS	23041	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23040/2023	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	23040	0,00	27 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVAP24051/2024	FONCIERE DE REVITALISATION	24051	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23042/2023	FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES	23042	0,00	870 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227 363,97	-227 363,97
AP22004/2022	PLU INTERCOMMUNAL	2204	0,00	861 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 468,44	-130 468,44
AP22005/2022	PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR	2205	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVAP24059/2024	SCHEMA CYCLABLE	24059	0,00	6 663 717,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVAP22007/2022	SUBVENTIONS OPAH-RU	2207	0,00	1 775 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 032,05	-65 032,05
AP2011 BPL/2020	TIERS LIEU	2011	0,00	1 048 999,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**47 577 277,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**968 174,46**	**-968 174,46**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	39 540,00	19 860,00	0,00	0,00	19 680,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	92 288,20	0,00	0,00	0,00	92 288,20	0,00
A125	Constructions	99 478,85	23 633,22	0,00	0,00	75 845,63	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	369 515,22	170 403,20	0,00	197 818,54	1 293,48	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 163 502,22	875 002,58	0,00	285 155,00	1 514,64	1 830,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 948 309,92	450 855,50	0,00	918 374,72	575 594,70	3 485,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 712 634,41**	**1 539 754,50**	**0,00**	**1 401 348,26**	**766 216,65**	**5 315,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	39 540,00	19 860,00	0,00	19 680,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	92 288,20	0,00	0,00	92 288,20	0,00
A125	Constructions	99 478,85	23 633,22	0,00	75 845,63	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	369 515,22	170 403,20	197 818,54	1 293,48	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 163 502,22	875 002,58	285 155,00	1 514,64	1 830,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 948 309,92	450 855,50	918 374,72	575 594,70	3 485,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 712 634,41**	**1 539 754,50**	**1 401 348,26**	**766 216,65**	**5 315,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	91 550,80	0,00	0,00	0,00	91 550,80	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	47 580,57	46 389,85	0,00	0,00	1 190,72	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	21 984,00	0,00	0,00	0,00	21 984,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	205 781,09	114 014,90	0,00	76 715,00	0,00	15 051,19
6	Action économique	588 977,07	328 628,23	0,00	0,00	256 863,84	3 485,00
7	Environnement	661 598,26	501 845,78	0,00	0,00	157 922,48	1 830,00
8	Transports	2 110 213,81	548 875,74	0,00	1 324 633,26	236 704,81	0,00
	TOTAL	**3 727 685,60**	**1 539 754,50**	**0,00**	**1 401 348,26**	**766 216,65**	**20 366,19**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	91 550,80	0,00	0,00	91 550,80	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	47 580,57	46 389,85	0,00	1 190,72	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	21 984,00	0,00	0,00	21 984,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	205 781,09	114 014,90	76 715,00	0,00	15 051,19
6	Action économique	588 977,07	328 628,23	0,00	256 863,84	3 485,00
7	Environnement	661 598,26	501 845,78	0,00	157 922,48	1 830,00
8	Transports	2 110 213,81	548 875,74	1 324 633,26	236 704,81	0,00
	TOTAL	**3 727 685,60**	**1 539 754,50**	**1 401 348,26**	**766 216,65**	**20 366,19**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**10 515,66**
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	9 615,19
61551	MATERIEL ROULANT	575,04
6284	REDEVANCES POUR SERVICES RENDUS	325,43
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**10 515,66**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**10 515,66**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**0,00**
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**313 922,48**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**313 922,48**
70841	AUX BUDG ANNEXES ET AUX REGIES	206 938,27
708721	NON DOTÉS DE LA PERSONNALITÉ MORALE	106 984,21
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**313 922,48**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**313 922,48**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60000 - CA AUXERROIS

Exercice : 2024

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-085
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Déchets collecte- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Déchets collecte de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	DECHETS COLLECTE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	11 864 769,84
Fonctionnement 2024 - Dépenses	10 905 326,10
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**959 443,74**
Fonctionnement Report N-1 R002	2 094 004,52
Fonctionnement Résultat cumulé	**3 053 448,26**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	679 234,90
Investissement 2024 - Dépenses	416 814,81
Investissement Résultat de l'exercice	**262 420,09**
Investissement Report N-1 R001	693 237,21
Investissement Résultat cumulé	**955 657,30**
Restes à réaliser 2024 Recettes	171 000,00
Restes à réaliser 2024 Dépenses	901 686,36
Solde RAR	**- 730 686,36**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	224 970,94

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget Déchets collecte tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECHETS CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400153

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	29
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	33
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	35
B	Compte de résultat	Comptable	39
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	41
D	Balance des comptes	Comptable	42
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	59

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457.42

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	156.41
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	165.68
3	Dépenses d'équipement brut / population	14.48
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	11.02
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	30.04
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	94.40
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	5.60
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	5.60
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	2 641 408,46	11 634 465,71	14 275 874,17
	Recettes réalisées (1)	B	679 234,90	11 864 769,84	12 544 004,74
	Restes à réaliser	C	171 000,00	0,00	171 000,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	3 141 151,10	13 720 725,52	16 861 876,62
	Dépenses réalisées (1)	E	416 814,81	10 905 326,10	11 322 140,91
	Restes à réaliser	F	901 686,36	0,00	901 686,36
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	262 420,09	959 443,74	1 221 863,83
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	693 237,21	2 094 004,52	2 787 241,73
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	955 657,30	3 053 448,26	4 009 105,56
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-730 686,36	0,00	-730 686,36
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	224 970,94	3 053 448,26	3 278 419,20

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
DECHETS CA AUXERROIS					
Investissement	499 742,64		262 420,09	193 494,57	955 657,30
Fonctionnement	2 086 259,81		959 443,74	7 744,71	3 053 448,26
Sous-Total	2 586 002,45		1 221 863,83	201 239,28	4 009 105,56
TOTAL II	**2 586 002,45**		**1 221 863,83**	**201 239,28**	**4 009 105,56**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**2 586 002,45**		**1 221 863,83**	**201 239,28**	**4 009 105,56**

DISSOLUTION DU 60003 SUR 60010 AU 01/01/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 901 686,36
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	99 957,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	801 729,36
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 171 000,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	171 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	420,48
Subventions d'investissement versées	31,79	Neutralisations et régularisations	-18,01
Autres immobilisations incorporelles	34,78	Réserves	254,13
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	2 094,00
Terrains	46,11	Résultat de l'exercice	959,44
Constructions	977,69	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	3 058,74
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**6 768,79**
Réseaux divers	5,50	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	751,20	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	923,88	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	16,28
Immobilisations financières (nettes)	**5,00**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**16,28**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**2 775,96**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 486,06
Stocks		Autres dettes non financières	286,08
Créances	5 820,70	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**1 772,14**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**5 820,70**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**1 788,42**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	39,45
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**8 596,66**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**8 596,66**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		0,94
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations	841,96	937,06
Dons et legs		
Impôts et taxes	9 372,05	8 519,91
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	1 548,20	1 670,16
Produits des cessions d'actifs	34,24	3,68
Autres produits de gestion	3,65	3,54
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	34,62	34,61
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	29,92	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**11 864,64**	**11 169,91**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	7 562,60	6 683,78
Charges de personnel	2 560,90	2 604,34
Indemnités des élus (et membres du CESR)	26,00	20,62
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	24,58	0,07
Impôts et taxes	39,43	36,19
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	570,02	687,31
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	55,93	
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	8,23	3,68
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**10 847,69**	**10 035**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges	57,51	40,34
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**57,51**	**40,34**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**959,44**	**1 093,58**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**959,44**	**1 093,58**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	254 160,00	33 588,00	13,22	99 957,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 035 991,10	318 691,15	15,65	801 729,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	700 000,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	110 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 100 151,10**	**352 279,15**	**11,36**	**901 686,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 101 151,10**	**352 279,15**	**11,36**	**901 686,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*40 000,00*	*64 535,66*	*161,34*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**40 000,00**	**64 535,66**	**161,34**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 141 151,10**	**416 814,81**	**13,27**	**901 686,36**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 141 151,10**	**416 814,81**		**901 686,36**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	171 000,00	0,00	0,00	171 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	193 494,57	45 051,92	23,28	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**364 494,57**	**45 051,92**	**12,36**	**171 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*1 576 913,89*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*700 000,00*	*634 182,98*	*90,60*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**2 276 913,89**	**634 182,98**	**27,85**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 641 408,46**	**679 234,90**	**25,71**	**171 000,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**499 742,64**			
Total des recettes de la section d'investissement		**3 141 151,10**	**679 234,90**		**171 000,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	7 975 387,63	6 771 351,43	474 897,19	7 246 248,62	90,86	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	3 342 244,00	2 916 805,15	0,00	2 916 805,15	87,27	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	121 180,00	107 772,98	0,00	107 772,98	88,94	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 438 811,63**	**9 795 929,56**	**474 897,19**	**10 270 826,75**	**89,79**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	316,37	0,00	316,37	6,33	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**11 443 811,63**	**9 796 245,93**	**474 897,19**	**10 271 143,12**	**89,75**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 576 913,89*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*700 000,00*	*634 182,98*	*0,00*	*634 182,98*	*90,60*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**2 276 913,89**	**634 182,98**	**0,00**	**634 182,98**	**27,85**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**13 720 725,52**	**10 430 428,91**	**474 897,19**	**10 905 326,10**	**79,48**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**13 720 725,52**	**10 430 428,91**	**474 897,19**	**10 905 326,10**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	126,04	0,00	126,04	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 499 911,00	974 137,19	574 065,86	1 548 203,05	103,22	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 302 810,00	9 372 051,00	0,00	9 372 051,00	100,74	0,00
74	Dotations et participations	784 000,00	808 892,88	33 070,00	841 962,88	107,39	0,00
75	Autres produits de gestion courante	7 744,71	3 382,97	0,00	3 382,97	43,68	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 594 465,71**	**11 158 590,08**	**607 135,86**	**11 765 725,94**	**101,48**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	34 508,24	0,00	34 508,24	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**11 594 465,71**	**11 193 098,32**	**607 135,86**	**11 800 234,18**	**101,77**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*40 000,00*	*64 535,66*	*0,00*	*64 535,66*	*161,34*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**40 000,00**	**64 535,66**	**0,00**	**64 535,66**	**161,34**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**11 634 465,71**	**11 257 633,98**	**607 135,86**	**11 864 769,84**	**101,98**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 086 259,81**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**13 720 725,52**	**11 257 633,98**	**607 135,86**	**11 864 769,84**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
2031	Frais d'études		32 400,00		32 400,00	
2033	Frais d'insertion		1 188,00		1 188,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	254 160,00	33 588,00		33 588,00	220 572,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
21351	Bâtiments publics		60 668,76		60 668,76	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		122 419,99		122 419,99	
21828	Autres matériels de transport		129 600,00		129 600,00	
2188	Autres		6 002,40		6 002,40	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	2 035 991,10	318 691,15		318 691,15	1 717 299,95
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	700 000,00				700 000,00
total opération n° 24054	Opération d'équipement n° 24054	110 000,00				110 000,00
Total des dépenses d'équipement		**3 100 151,10**	**352 279,15**		**352 279,15**	**2 747 871,95**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 000,00				1 000,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**1 000,00**				**1 000,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 101 151,10**	**352 279,15**		**352 279,15**	**2 748 871**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13911	*État et établissements nationaux*		*13 692,00*		*13 692,00*	
13912	*Régions*		*5 824,00*		*5 824,00*	
13918	*Autres*		*15 101,00*		*15 101,00*	
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*29 918,66*		*29 918,66*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*69 918,66*	*64 535,66*		*64 535,66*	*5 383,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***69 918,66***	***64 535,66***		***64 535,66***	***5 383,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 171 069,76**	**416 814,81**		**416 814,81**	**2 754 254,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 171 069,76**	**416 814,81**		**416 814,81**	**2 754 254,95**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement	171 000,00				171 000,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		45 051,92		45 051,92	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	193 494,57	45 051,92		45 051,92	148 442,65
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-34 240,74				
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**330 253,83**	**45 051,92**		**45 051,92**	**285 201,91**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 576 913,89*				
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*8 226,24*		*8 226,24*	
21828	*Autres matériels de transport*		*55 933,16*		*55 933,16*	
2804112	*Bâtiments et installations*		*159,00*		*159,00*	
28041412	*Bâtiments et installations*		*8 712,00*		*8 712,00*	
28041582	*Bâtiments et installations*		*1 061,00*		*1 061,00*	
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*		*364,00*		*364,00*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*139,00*		*139,00*	
281318	*Autres bâtiments publics*		*15 673,00*		*15 673,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281351	*Bâtiments publics*		*34 364,00*		*34 364,00*	
28138	*Autres constructions*		*110 648,87*		*110 648,87*	
28145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*		*1 482,00*		*1 482,00*	
28148	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*		*461,00*		*461,00*	
281538	*Autres réseaux*		*500,00*		*500,00*	
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*		*8 005,00*		*8 005,00*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*180 065,00*		*180 065,00*	
281828	*Autres matériels de transport*		*139 744,69*		*139 744,69*	
28188	*Autres*		*68 645,02*		*68 645,02*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*764 159,40*	*634 182,98*		*634 182,98*	*129 976,42*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 341 073,29***	***634 182,98***		***634 182,98***	***1 706 890,31***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 671 327,12**	**679 234,90**		**679 234,90**	**1 992 092,22**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**499 742,64**				
Total des recettes de la section d'investissement		**3 171 069,76**	**679 234,90**		**679 234,90**	**2 491 834,86**

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24054(1)
LIBELLE : VEHICULES NOUVELLE STRATEGIE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**110 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**324,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	324,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**109 676,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	109 676,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement		1 307,67	372,26	935,41	
60612	Énergie - Électricité		36 786,65	12 586,95	24 199,70	
60622	Carburants		189 842,40		189 842,40	
60628	Autres fournitures non stockées		65 389,02	15 964,80	49 424,22	
60631	Fournitures d'entretien		110 328,82	142,14	110 186,68	
60632	Fournitures de petit équipement		1 209,80	664,59	545,21	
60636	Habillement et Vêtements de travail		20 236,98		20 236,98	
6064	Fournitures administratives		955,33		955,33	
611	Contrats de prestations de services		6 537 313,86	212 424,29	6 324 889,57	
6132	Locations immobilières		81 978,96		81 978,96	
614	Charges locatives et de copropriété		9 854,30		9 854,30	
615221	Bâtiments publics		1 705,61	680,70	1 024,91	
61551	Matériel roulant		50 349,88	271,61	50 078,27	
61558	Autres biens mobiliers		4 765,20		4 765,20	
6156	Maintenance		16 705,22	616,34	16 088,88	
6161	Multirisques		30 637,14		30 637,14	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		103,51		103,51	
617	Études et recherches		16 565,40	14 315,40	2 250,00	
6184	Versements à des organismes de formation		6 757,00		6 757,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux		10 338,00	3 870,00	6 468,00	
6231	Annonces et insertions		2 484,00		2 484,00	
6236	Catalogues et imprimés		9 894,00		9 894,00	
6238	Divers		2 115,60	1 377,60	738,00	
6251	Voyages, déplacements et missions		7 593,84		7 593,84	
6282	Frais de gardiennage		1 562,40	1 562,40		
6283	Frais de nettoyage des locaux		16 656,08		16 656,08	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6284	Redevance pour services rendus		130 368,12		130 368,12	
62871	A la collectivité de rattachement 4		106 984,21		106 984,21	
62875	Aux communes membres du GFP		35 128,88		35 128,88	
63512	Taxes foncières		564,00		564,00	
63513	Autres impôts locaux		4 615,82		4 615,82	
total chapitre 011	Charges à caractère général	7 975 387,63	7 511 097,70	264 849,08	7 246 248,62	729 139,01
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		206 938,27		206 938,27	
6218	Autre personnel extérieur		118 796,65	4 207,60	114 589,05	
6331	Versement mobilité		11 983,50		11 983,50	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		7 489,54		7 489,54	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		14 777,76		14 777,76	
64111	Rémunération principale		1 331 380,11		1 331 380,11	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		29 329,64		29 329,64	
64113	NBI		3 806,30		3 806,30	
64118	Autres indemnités.		276 230,08		276 230,08	
64131	Rémunérations		190 275,97		190 275,97	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		246,00		246,00	
64138	Primes et autres indemnités		30 237,75		30 237,75	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		249 938,66		249 938,66	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		435 434,16		435 434,16	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		8 923,52		8 923,52	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		5 224,84		5 224,84	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	3 342 244,00	2 921 012,75	4 207,60	2 916 805,15	425 438,85
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65311	Indemnités de fonction		20 005,87		20 005,87	
65313	Cotisations de retraite		755,08		755,08	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		5 235,35		5 235,35	
6541	Créances admises en non-valeur		11 995,96		11 995,96	
6542	Créances éteintes		5 872,73		5 872,73	
65568	Autres contributions		57 513,55		57 513,55	
65888	Autres		6 394,44		6 394,44	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	121 180,00	107 772,98		107 772,98	13 407,02
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**11 438 811,63**	**10 539 883,43**	**269 056,68**	**10 270 826,75**	**1 167 984,88**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		316,37		316,37	
total chapitre 67	Charges spécifiques	5 000,00	316,37		316,37	4 683,63
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**11 443 811,63**	**10 540 199,80**	**269 056,68**	**10 271 143,12**	**1 172 668,51**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 576 913,89*				
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*		*55 933,16*		*55 933,16*	
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*8 226,24*		*8 226,24*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*570 023,58*		*570 023,58*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*764 159,40*	*634 182,98*		*634 182,98*	*129 976,42*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 341 073,29***	***634 182,98***		***634 182,98***	***1 706 890,***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**13 784 884,92**	**11 174 382,78**	**269 056,68**	**10 905 326,10**	**2 879 558,82**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**13 784 884,92**	**11 174 382,78**	**269 056,68**	**10 905 326,10**	**2 879 558,82**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		126,04		126,04	
total chapitre 013	Atténuations de charges		126,04		126,04	-126,04
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7013	Vente de produits résiduels		412 152,39	15 132,28	397 020,11	
70323	Redevance d'occupation du domaine public		14 583,33		14 583,33	
70388	Autres redevances et recettes diverses		742,00		742,00	
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures		1 152 217,59	16 359,98	1 135 857,61	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 499 911,00	1 579 695,31	31 492,26	1 548 203,05	-48 292,05
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
73118	Autres contributions directes		7 289,00		7 289,00	
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées		9 364 762,00		9 364 762,00	
total chapitre 731	Fiscalité locale	9 302 810,00	9 372 051,00		9 372 051,00	-69 241,00
74888	Autres		844 172,88	2 210,00	841 962,88	
total chapitre 74	Dotations et participations	784 000,00	844 172,88	2 210,00	841 962,88	-57 962,88
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur		210,38		210,38	
75888	Autres		3 172,59		3 172,59	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	7 744,71	3 382,97		3 382,97	4 361,74
Total des recettes de gestion des services		**11 594 465,71**	**11 799 428,20**	**33 702,26**	**11 765 725,94**	**-171 260,23**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		267,50		267,50	
775	Produits des cessions d'immobilisations		34 240,74		34 240,74	
total chapitre 77	Produits spécifiques	34 240,74	34 508,24		34 508,24	-267,50
total chapitre 78	Reprises sur provisions					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes réelles et mixtes		**11 628 706,45**	**11 833 936,44**	**33 702,26**	**11 800 234,18**	**-171 527,73**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*		*29 918,66*		*29 918,66*	
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*		*34 617,00*		*34 617,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*69 918,66*	*64 535,66*		*64 535,66*	*5 383,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***69 918,66***	***64 535,66***		***64 535,66***	***5 383,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**11 698 625,11**	**11 898 472,10**	**33 702,26**	**11 864 769,84**	**-166 144,73**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 086 259,81**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**13 784 884,92**	**11 898 472,10**	**33 702,26**	**11 864 769,84**	**1 920 115,08**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		142 238,80	110 447,00	31 791,80	41 723,80
Autres immobilisations incorporelles		44 942,00	10 166,00	34 776,00	1 188,00
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		61 143,52	15 030,44	46 113,08	2 605,13
Constructions		2 233 370,55	1 255 679,40	977 691,15	1 077 487,96
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers		7 504,46	2 000,00	5 504,46	6 004,46
Installations techniques, agencements et matériel		1 773 607,73	1 022 407,12	751 200,61	816 850,62
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		3 898 053,62	2 974 169,76	923 883,86	1 010 071,97
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		5 000,00		5 000,00	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**8 165 860,68**	**5 389 899,72**	**2 775 960,96**	**2 955 931,94**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					
Créances sur les redevables et comptes rattachés		834 265,36	5 645,00	828 620,36	692 875,33
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		4 907 605,89		4 907 605,89	2 804 516,55
Créances sur les autres débiteurs		84 474,01		84 474,01	29 080,01
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**5 826 345,26**	**5 645,00**	**5 820 700,26**	**3 526 471,89**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		0,16		0,16	
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,16**		**0,16**	
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**13 992 206,10**	**5 395 544,72**	**8 596 661,38**	**6 482 403,83**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés		293 373,35	155 093,21
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		127 107,25	161 724,25
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-18 013,90	3 678,52
RÉSERVES		254 130,89	54 553,69
REPORT A NOUVEAU		2 094 004,52	992 677,54
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		959 443,74	1 093 582,27
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		3 058 740,67	3 080 624,91
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**6 768 786,52**	**5 541 934,39**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		16 280,00	
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**16 280,00**	
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 486 057,52	937 964,45
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		286 084,88	2 504,96
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 772 142,40**	**940 469,41**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**1 788 422,40**	**940 469,41**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		39 452,46	0,03
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**8 596 661,38**	**6 482 403,83**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état			944,64	-944,64
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations		841 962,88	937 064,59	-95 101,71
Dons et legs				
Impôts et taxes		9 372 051,00	8 519 906,00	852 145,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		1 548 203,05	1 670 160,56	-121 957,51
Produits des cessions d'actifs		34 240,74	3 678,52	30 562,22
Autres produits de gestion		3 650,47	3 543,72	106,75
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif		34 617,00	34 613,00	4,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		29 918,66		29 918,66
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**11 864 643,80**	**11 169 911,03**	**694 732,77**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		7 562 596,12	6 683 776,57	878 819,55
Charges de personnel		2 560 900,99	2 604 339,16	-43 438,17
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 861 379,81*	*1 893 715,78*	*-32 335,97*
Dont charges sociales		*699 521,18*	*710 623,38*	*-11 102,20*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		25 996,30	20 617,66	5 378,64
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		24 579,50	71,96	24 507,54
Impôts et taxes		39 430,62	36 189,97	3 240,65
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		570 023,58	687 312,72	-117 289,14
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		55 933,16		55 933,16
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		8 226,24	3 678,52	4 547,72
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**10 847 686,51**	**10 035 986,56**	**811 699,95**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		57 513,55	40 342,20	17 171,35
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**57 513,55**	**40 342,20**	**17 171,35**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**959 443,74**	**1 093 582,27**	**-134 138,53**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**959 443,74**	**1 093 582,27**	**-134 138,53**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.		155 093,21		93 498,22		45 051,92		293 643,35		293 643,35
102298	Reprise sur autres fonds d'investissemen			270,00				270,00		270,00	
	Sous Total compte 10229			**270,00**				**270,00**		**270,00**	
	Sous Total compte 1022		**155 093,21**	**270,00**	**93 498,22**		**45 051,92**	**270,00**	**293 643,35**		**293 373,35**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire			8 688,94	8 688,94			8 688,94	8 688,94		
	Sous Total compte 102		**155 093,21**	**8 958,94**	**102 187,16**		**45 051,92**	**8 958,94**	**302 332,29**		**293 373,35**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		54 553,69		199 577,20				254 130,89		254 130,89
	Sous Total compte 106		**54 553,69**		**199 577,20**				**254 130,89**		**254 130,89**
	Sous Total compte 10		**209 646,90**	**8 958,94**	**301 764,36**		**45 051,92**	**8 958,94**	**556 463,18**		**547 504,24**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		992 677,54		1 101 326,98				2 094 004,52		2 094 004,52
	Sous Total compte 11		**992 677,54**		**1 101 326,98**				**2 094 004,52**		**2 094 004,52**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		1 093 582,27	1 093 582,27				1 093 582,27	1 093 582,27		
	Sous Total compte 12		**1 093 582,27**	**1 093 582,27**				**1 093 582,27**	**1 093 582,27**		
1311	État et établissements nationaux		145 415,59						145 415,59		145 415,59
1312	Régions		65 272,30						65 272,30		65 272,30
1318	Autres		172 110,36						172 110,36		172 110,36
	Sous Total compte 131		**382 798,25**						**382 798,25**		**382 798,25**
13911	État et établissements nationaux	68 460,00				13 692,00		82 152,00		82 152,00	
13912	Régions	38 884,00				5 824,00		44 708,00		44 708,00	
13918	Autres	113 730,00				15 101,00		128 831,00		128 831,00	
	Sous Total compte 1391	**221 074,00**				**34 617,00**		**255 691,00**		**255 691,00**	
	Sous Total compte 139	**221 074,00**				**34 617,00**		**255 691,00**		**255 691,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13	**221 074,00**	**382 798,25**			**34 617,00**		**255 691,00**	**382 798,25**		**127 107,25**
165	Dépôts et cautionnements reçus				16 280,00				16 280,00		16 280,00
	Sous Total compte 16				**16 280,00**				**16 280,00**		**16 280,00**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu		3 080 624,91	181 921,00	160 036,76			181 921,00	3 240 661,67		3 058 740,67
	Sous Total compte 18		**3 080 624,91**	**181 921,00**	**160 036,76**			**181 921,00**	**3 240 661,67**		**3 058 740,67**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		3 678,52			29 918,66	8 226,24	29 918,66	11 904,76	18 013,90	
	Sous Total compte 19		**3 678,52**			**29 918,66**	**8 226,24**	**29 918,66**	**11 904,76**	**18 013,90**	
	Total classe 1	**221 074,00**	**5 763 008,39**	**1 284 462,21**	**1 579 408,10**	**64 535,66**	**53 278,16**	**1 570 071,87**	**7 395 694,65**	**273 974,90**	**6 099 597,68**
2031	Frais d'études					32 400,00		32 400,00		32 400,00	
2033	Frais d'insertion	1 188,00				1 188,00		2 376,00		2 376,00	
	Sous Total compte 203	**1 188,00**				**33 588,00**		**34 776,00**		**34 776,00**	
2041412	Bâtiments et installations	130 660,82						130 660,82		130 660,82	
	Sous Total compte 204141	**130 660,82**						**130 660,82**		**130 660,82**	
	Sous Total compte 20414	**130 660,82**						**130 660,82**		**130 660,82**	
2041582	Bâtiments et installations	11 577,98						11 577,98		11 577,98	
	Sous Total compte 204158	**11 577,98**						**11 577,98**		**11 577,98**	
	Sous Total compte 20415	**11 577,98**						**11 577,98**		**11 577,98**	
	Sous Total compte 2041	**142 238,80**						**142 238,80**		**142 238,80**	
	Sous Total compte 204	**142 238,80**						**142 238,80**		**142 238,80**	
2051	Concessions et droits similaires			10 166,00				10 166,00		10 166,00	
	Sous Total compte 205			**10 166,00**				**10 166,00**		**10 166,00**	
	Sous Total compte 20	**143 426,80**		**10 166,00**		**33 588,00**		**187 180,80**		**187 180,80**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2111	Terrains nus			44 010,95				44 010,95		44 010,95	
	Sous Total compte 211			**44 010,95**				**44 010,95**		**44 010,95**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	9 107,57						9 107,57		9 107,57	
2128	Autres agencements et aménagements	8 025,00						8 025,00		8 025,00	
	Sous Total compte 212	**17 132,57**						**17 132,57**		**17 132,57**	
21318	Autres bâtiments publics	156 726,84						156 726,84		156 726,84	
	Sous Total compte 2131	**156 726,84**						**156 726,84**		**156 726,84**	
21351	Bâtiments publics	520 182,31		16 325,40		60 668,76		597 176,47		597 176,47	
	Sous Total compte 2135	**520 182,31**		**16 325,40**		**60 668,76**		**597 176,47**		**597 176,47**	
2138	Autres constructions	1 416 428,53						1 416 428,53		1 416 428,53	
	Sous Total compte 213	**2 093 337,68**		**16 325,40**		**60 668,76**		**2 170 331,84**		**2 170 331,84**	
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	22 248,00						22 248,00		22 248,00	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	6 924,83		33 865,88				40 790,71		40 790,71	
	Sous Total compte 214	**29 172,83**		**33 865,88**				**63 038,71**		**63 038,71**	
21538	Autres réseaux	7 504,46						7 504,46		7 504,46	
	Sous Total compte 2153	**7 504,46**						**7 504,46**		**7 504,46**	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	98 118,57		6 884,49				105 003,06		105 003,06	
	Sous Total compte 21573	**98 118,57**		**6 884,49**				**105 003,06**		**105 003,06**	
	Sous Total compte 2157	**98 118,57**		**6 884,49**				**105 003,06**		**105 003,06**	
2158	Autres installations, matériel et outill	1 546 184,68				122 419,99		1 668 604,67		1 668 604,67	
	Sous Total compte 215	**1 651 807,71**		**6 884,49**		**122 419,99**		**1 781 112,19**		**1 781 112,19**	
21828	Autres matériels de transport	2 071 135,89		167 893,76	290 544,76	129 600,00	55 933,16	2 368 629,65	346 477,92	2 022 151,73	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2182	**2 071 135,89**		**167 893,76**	**290 544,76**	**129 600,00**	**55 933,16**	**2 368 629,65**	**346 477,92**	**2 022 151,73**	
21838	Autre matériel informatique	4 272,00		24 713,91				28 985,91		28 985,91	
	Sous Total compte 2183	**4 272,00**		**24 713,91**				**28 985,91**		**28 985,91**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 521,68		351,62				3 873,30		3 873,30	
	Sous Total compte 2184	**3 521,68**		**351,62**				**3 873,30**		**3 873,30**	
2188	Autres	1 632 947,98		204 092,30		6 002,40		1 843 042,68		1 843 042,68	
	Sous Total compte 218	**3 711 877,55**		**397 051,59**	**290 544,76**	**135 602,40**	**55 933,16**	**4 244 531,54**	**346 477,92**	**3 898 053,62**	
	Sous Total compte 21	**7 503 328,34**		**498 138,31**	**290 544,76**	**318 691,15**	**55 933,16**	**8 320 157,80**	**346 477,92**	**7 973 679,88**	
2764	Créances sur des particuliers et autres			5 000,00				5 000,00		5 000,00	
	Sous Total compte 276			**5 000,00**				**5 000,00**		**5 000,00**	
	Sous Total compte 27			**5 000,00**				**5 000,00**		**5 000,00**	
2804112	Bâtiments et installations						159,00		159,00		159,00
	Sous Total compte 280411						**159,00**		**159,00**		**159,00**
28041412	Bâtiments et installations		95 599,00				8 712,00		104 311,00		104 311,00
	Sous Total compte 2804141		**95 599,00**				**8 712,00**		**104 311,00**		**104 311,00**
	Sous Total compte 280414		**95 599,00**				**8 712,00**		**104 311,00**		**104 311,00**
28041582	Bâtiments et installations		4 916,00				1 061,00		5 977,00		5 977,00
	Sous Total compte 2804158		**4 916,00**				**1 061,00**		**5 977,00**		**5 977,00**
	Sous Total compte 280415		**4 916,00**				**1 061,00**		**5 977,00**		**5 977,00**
	Sous Total compte 28041		**100 515,00**				**9 932,00**		**110 447,00**		**110 447,00**
	Sous Total compte 2804		**100 515,00**				**9 932,00**		**110 447,00**		**110 447,00**
2805	Concessions et droits similaires, brevet				10 166,00				10 166,00		10 166,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280		**100 515,00**		**10 166,00**		**9 932,00**		**120 613,00**		**120 613,00**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		6 920,20				364,00		7 284,20		7 284,20
28128	Autres agencements et aménagements		7 607,24				139,00		7 746,24		7 746,24
	Sous Total compte 2812		**14 527,44**				**503,00**		**15 030,44**		**15 030,44**
281318	Autres bâtiments publics		103 085,00				15 673,00		118 758,00		118 758,00
	Sous Total compte 28131		**103 085,00**				**15 673,00**		**118 758,00**		**118 758,00**
281351	Bâtiments publics		90 445,33		16 325,40		34 364,00		141 134,73		141 134,73
	Sous Total compte 28135		**90 445,33**		**16 325,40**		**34 364,00**		**141 134,73**		**141 134,73**
28138	Autres constructions		831 497,32				110 648,87		942 146,19		942 146,19
	Sous Total compte 2813		**1 025 027,65**		**16 325,40**		**160 685,87**		**1 202 038,92**		**1 202 038,92**
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install		15 916,30				1 482,00		17 398,30		17 398,30
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres		4 078,60		31 702,58		461,00		36 242,18		36 242,18
	Sous Total compte 2814		**19 994,90**		**31 702,58**		**1 943,00**		**53 640,48**		**53 640,48**
281538	Autres réseaux		1 500,00				500,00		2 000,00		2 000,00
	Sous Total compte 28153		**1 500,00**				**500,00**		**2 000,00**		**2 000,00**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		58 170,63		6 884,49		8 005,00		73 060,12		73 060,12
	Sous Total compte 281573		**58 170,63**		**6 884,49**		**8 005,00**		**73 060,12**		**73 060,12**
	Sous Total compte 28157		**58 170,63**		**6 884,49**		**8 005,00**		**73 060,12**		**73 060,12**
28158	Autres installations, matériel et outill		769 282,00				180 065,00		949 347,00		949 347,00
	Sous Total compte 2815		**828 952,63**		**6 884,49**		**188 570,00**		**1 024 407,12**		**1 024 407,12**
281828	Autres matériels de transport		1 202 409,97	290 544,76	167 893,76		139 744,69	290 544,76	1 510 048,42		1 219 503,66
	Sous Total compte 28182		**1 202 409,97**	**290 544,76**	**167 893,76**		**139 744,69**	**290 544,76**	**1 510 048,42**		**1 219 503**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281838	Autre matériel informatique		4 272,00		24 713,91				28 985,91		28 985,91
	Sous Total compte 28183		**4 272,00**		**24 713,91**				**28 985,91**		**28 985,91**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		3 521,68		351,62				3 873,30		3 873,30
	Sous Total compte 28184		**3 521,68**		**351,62**				**3 873,30**		**3 873,30**
28188	Autres		1 491 601,93		161 559,94		68 645,02		1 721 806,89		1 721 806,89
	Sous Total compte 2818		**2 701 805,58**	**290 544,76**	**354 519,23**		**208 389,71**	**290 544,76**	**3 264 714,52**		**2 974 169,76**
	Sous Total compte 281		**4 590 308,20**	**290 544,76**	**409 431,70**		**560 091,58**	**290 544,76**	**5 559 831,48**		**5 269 286,72**
	Sous Total compte 28		**4 690 823,20**	**290 544,76**	**419 597,70**		**570 023,58**	**290 544,76**	**5 680 444,48**		**5 389 899,72**
	Total classe 2	**7 646 755,14**	**4 690 823,20**	**803 849,07**	**710 142,46**	**352 279,15**	**625 956,74**	**8 802 883,36**	**6 026 922,40**	**8 165 860,68**	**5 389 899,72**
4011	Fournisseurs		667 608,64	6 649 826,73	6 976 582,13			6 649 826,73	7 644 190,77		994 364,04
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie				16 796,29				16 796,29		16 796,29
	Sous Total compte 4017				**16 796,29**				**16 796,29**		**16 796,29**
	Sous Total compte 401		**667 608,64**	**6 649 826,73**	**6 993 378,42**			**6 649 826,73**	**7 660 987,06**		**1 011 160,33**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			352 279,15	352 279,15			352 279,15	352 279,15		
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		1 299,13	1 457,10	157,97			1 457,10	1 457,10		
	Sous Total compte 4047		**1 299,13**	**1 457,10**	**157,97**			**1 457,10**	**1 457,10**		
	Sous Total compte 404		**1 299,13**	**353 736,25**	**352 437,12**			**353 736,25**	**353 736,25**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		269 056,68	269 056,68	474 897,19			269 056,68	743 953,87		474 897,19
	Sous Total compte 40		**937 964,45**	**7 272 619,66**	**7 820 712,73**			**7 272 619,66**	**8 758 677,18**		**1 486 057,52**
411	Redevables	640 941,29		966 674,78	1 403 187,90			1 607 616,07	1 403 187,90	204 428,17	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	976,34			976,34			976,34	976,34		
4161	Créances douteuses	50 957,70		269 068,97	264 255,34			320 026,67	264 255,34	55 771,33	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 416	**50 957,70**		**269 068,97**	**264 255,34**			**320 026,67**	**264 255,34**	**55 771,33**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé			574 065,86				574 065,86		574 065,86	
	Sous Total compte 418			**574 065,86**				**574 065,86**		**574 065,86**	
	Sous Total compte 41	**692 875,33**		**1 809 809,61**	**1 668 419,58**			**2 502 684,94**	**1 668 419,58**	**834 265,36**	
421	Personnel - Rémunérations dues			1 954 348,62	1 954 348,62			1 954 348,62	1 954 348,62		
	Sous Total compte 42			**1 954 348,62**	**1 954 348,62**			**1 954 348,62**	**1 954 348,62**		
431	Sécurité sociale			368 063,23	368 063,23			368 063,23	368 063,23		
437	Autres organismes sociaux			237 497,33	237 497,33			237 497,33	237 497,33		
	Sous Total compte 43			**605 560,56**	**605 560,56**			**605 560,56**	**605 560,56**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			17 391,85	17 391,85			17 391,85	17 391,85		
	Sous Total compte 442			**17 391,85**	**17 391,85**			**17 391,85**	**17 391,85**		
44312	Recettes - Amiable			1 421 376,00	1 421 376,00			1 421 376,00	1 421 376,00		
	Sous Total compte 4431			**1 421 376,00**	**1 421 376,00**			**1 421 376,00**	**1 421 376,00**		
44341	Dépenses		2 504,96	35 034,12	35 128,88			35 034,12	37 633,84		2 599,72
	Sous Total compte 4434		**2 504,96**	**35 034,12**	**35 128,88**			**35 034,12**	**37 633,84**		**2 599,72**
44351	Dépenses			55 507,61	337 718,26			55 507,61	337 718,26		282 210,65
	Sous Total compte 4435			**55 507,61**	**337 718,26**			**55 507,61**	**337 718,26**		**282 210,65**
	Sous Total compte 443		**2 504,96**	**1 511 917,73**	**1 794 223,14**			**1 511 917,73**	**1 796 728,10**		**284 810,37**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			27 432,05	27 432,05			27 432,05	27 432,05		
	Sous Total compte 44		**2 504,96**	**1 556 741,63**	**1 839 047,04**			**1 556 741,63**	**1 841 552,00**		**284 810,37**
451012	Compte de rattachement avec... (à subdiv	2 804 516,55		11 916 195,58	9 813 106,24			14 720 712,13	9 813 106,24	4 907 605,89	
	Sous Total compte 451	**2 804 516,55**		**11 916 195,58**	**9 813 106,24**			**14 720 712,13**	**9 813 106,24**	**4 907 605,89**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**2 804 516,55**		**11 916 195,58**	**9 813 106,24**			**14 720 712,13**	**9 813 106,24**	**4 907 605,89**	
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			34 240,74	34 240,74			34 240,74	34 240,74		
4626	Créances sur cessions d'immobilisations			26 014,50	26 014,50			26 014,50	26 014,50		
	Sous Total compte 462			**60 255,24**	**60 255,24**			**60 255,24**	**60 255,24**		
466	Excédents de versement			3 580,93	4 067,94			3 580,93	4 067,94		487,01
46711	Autres comptes créditeurs			96 436,13	97 223,63			96 436,13	97 223,63		787,50
	Sous Total compte 4671			**96 436,13**	**97 223,63**			**96 436,13**	**97 223,63**		**787,50**
46721	Débiteurs divers - Amiable	11 697,73		115 446,21	80 200,19			127 143,94	80 200,19	46 943,75	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	55,00		14 647,57	10 242,31			14 702,57	10 242,31	4 460,26	
	Sous Total compte 4672	**11 752,73**		**130 093,78**	**90 442,50**			**141 846,51**	**90 442,50**	**51 404,01**	
	Sous Total compte 467	**11 752,73**		**226 529,91**	**187 666,13**			**238 282,64**	**187 666,13**	**50 616,51**	
4687	Produits à recevoir	17 327,28		33 070,00	17 327,28			50 397,28	17 327,28	33 070,00	
	Sous Total compte 468	**17 327,28**		**33 070,00**	**17 327,28**			**50 397,28**	**17 327,28**	**33 070,00**	
	Sous Total compte 46	**29 080,01**		**323 436,08**	**269 316,59**			**352 516,09**	**269 316,59**	**83 199,50**	
4712	Virements réimputés			104,89	104,89			104,89	104,89		
47131	Versements sur contributions directes			7 950 675,00	7 950 675,00			7 950 675,00	7 950 675,00		
47138	Autres			904 922,46	904 922,46			904 922,46	904 922,46		
	Sous Total compte 4713			**8 855 597,46**	**8 855 597,46**			**8 855 597,46**	**8 855 597,46**		
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu			1 254,88	1 997,33			1 254,88	1 997,33		742,45
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		0,03	20 618,38	31 103,56			20 618,38	31 103,59		10 485,21
	Sous Total compte 47141		**0,03**	**21 873,26**	**33 100,89**			**21 873,26**	**33 100,92**		**11 227,66**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47143	Flux d'encaissements à réimputer			13 595,20	13 595,20			13 595,20	13 595,20		
	Sous Total compte 4714		**0,03**	**35 468,46**	**46 696,09**			**35 468,46**	**46 696,12**		**11 227,66**
4718	Autres recettes à régulariser			1 122,44	29 347,24			1 122,44	29 347,24		28 224,80
	Sous Total compte 471		**0,03**	**8 892 293,25**	**8 931 745,68**			**8 892 293,25**	**8 931 745,71**		**39 452,46**
47218	Autres dépenses			580,74	580,74			580,74	580,74		
	Sous Total compte 4721			**580,74**	**580,74**			**580,74**	**580,74**		
4728	Autres dépenses à régulariser			67 642,08	67 642,08			67 642,08	67 642,08		
	Sous Total compte 472			**68 222,82**	**68 222,82**			**68 222,82**	**68 222,82**		
4751	Redevables sur rôle			578 151,73	578 151,73			578 151,73	578 151,73		
4757	Produits sur rôle			578 151,73	578 151,73			578 151,73	578 151,73		
	Sous Total compte 475			**1 156 303,46**	**1 156 303,46**			**1 156 303,46**	**1 156 303,46**		
	Sous Total compte 47		**0,03**	**10 116 819,53**	**10 156 271,96**			**10 116 819,53**	**10 156 271,99**		**39 452,46**
4911	Dépréciations des comptes de redevables				5 645,00				5 645,00		5 645,00
	Sous Total compte 491				**5 645,00**				**5 645,00**		**5 645,00**
	Sous Total compte 49				**5 645,00**				**5 645,00**		**5 645,00**
	Total classe 4	**3 526 471,89**	**940 469,44**	**35 555 531,27**	**34 132 428,32**			**39 082 003,16**	**35 072 897,76**	**5 826 345,26**	**1 817 239,86**
51178	Autres valeurs impayées			87,00	87,00			87,00	87,00		
	Sous Total compte 5117			**87,00**	**87,00**			**87,00**	**87,00**		
5118	Autres valeurs à l'encaissement			407,62	407,46			407,62	407,46	0,16	
	Sous Total compte 511			**494,62**	**494,46**			**494,62**	**494,46**	**0,16**	
	Sous Total compte 51			**494,62**	**494,46**			**494,62**	**494,46**	**0,16**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			698 718,64	698 718,64			698 718,64	698 718,64		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			11 995,96	11 995,96			11 995,96	11 995,96		
	Sous Total compte 587			**11 995,96**	**11 995,96**			**11 995,96**	**11 995,96**		
588	Autres virements internes			330 073,39	330 073,39			330 073,39	330 073,39		
	Sous Total compte 58			**1 040 787,99**	**1 040 787,99**			**1 040 787,99**	**1 040 787,99**		
	Total classe 5			**1 041 282,61**	**1 041 282,45**			**1 041 282,61**	**1 041 282,45**	**0,16**	
60611	Eau et assainissement					1 307,67	372,26	1 307,67	372,26	935,41	
60612	Énergie - Électricité					36 786,65	12 586,95	36 786,65	12 586,95	24 199,70	
	Sous Total compte 6061					**38 094,32**	**12 959,21**	**38 094,32**	**12 959,21**	**25 135,11**	
60622	Carburants					189 842,40		189 842,40		189 842,40	
60628	Autres fournitures non stockées					65 389,02	15 964,80	65 389,02	15 964,80	49 424,22	
	Sous Total compte 6062					**255 231,42**	**15 964,80**	**255 231,42**	**15 964,80**	**239 266,62**	
60631	Fournitures d'entretien					110 328,82	142,14	110 328,82	142,14	110 186,68	
60632	Fournitures de petit équipement					1 209,80	664,59	1 209,80	664,59	545,21	
60636	Habillement et Vêtements de travail					20 236,98		20 236,98		20 236,98	
	Sous Total compte 6063					**131 775,60**	**806,73**	**131 775,60**	**806,73**	**130 968,87**	
6064	Fournitures administratives					955,33		955,33		955,33	
	Sous Total compte 606					**426 056,67**	**29 730,74**	**426 056,67**	**29 730,74**	**396 325,93**	
	Sous Total compte 60					**426 056,67**	**29 730,74**	**426 056,67**	**29 730,74**	**396 325,93**	
611	Contrats de prestations de services					6 537 313,86	212 424,29	6 537 313,86	212 424,29	6 324 889,57	
6132	Locations immobilières					81 978,96		81 978,96		81 978,96	
	Sous Total compte 613					**81 978,96**		**81 978,96**		**81 978,96**	
614	Charges locatives et de copropriété					9 854,30		9 854,30		9 854,30	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics					1 705,61	680,70	1 705,61	680,70	1 024,91	
	Sous Total compte 61522					**1 705,61**	**680,70**	**1 705,61**	**680,70**	**1 024,91**	
	Sous Total compte 6152					**1 705,61**	**680,70**	**1 705,61**	**680,70**	**1 024,91**	
61551	Matériel roulant					50 349,88	271,61	50 349,88	271,61	50 078,27	
61558	Autres biens mobiliers					4 765,20		4 765,20		4 765,20	
	Sous Total compte 6155					**55 115,08**	**271,61**	**55 115,08**	**271,61**	**54 843,47**	
6156	Maintenance					16 705,22	616,34	16 705,22	616,34	16 088,88	
	Sous Total compte 615					**73 525,91**	**1 568,65**	**73 525,91**	**1 568,65**	**71 957,26**	
6161	Multirisques					30 637,14		30 637,14		30 637,14	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					103,51		103,51		103,51	
	Sous Total compte 616					**30 740,65**		**30 740,65**		**30 740,65**	
617	Études et recherches					16 565,40	14 315,40	16 565,40	14 315,40	2 250,00	
6184	Versements à des organismes de formation					6 757,00		6 757,00		6 757,00	
	Sous Total compte 618					**6 757,00**		**6 757,00**		**6 757,00**	
	Sous Total compte 61					**6 756 736,08**	**228 308,34**	**6 756 736,08**	**228 308,34**	**6 528 427,74**	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					206 938,27		206 938,27		206 938,27	
6218	Autre personnel extérieur					118 796,65	4 207,60	118 796,65	4 207,60	114 589,05	
	Sous Total compte 621					**325 734,92**	**4 207,60**	**325 734,92**	**4 207,60**	**321 527,32**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					10 338,00	3 870,00	10 338,00	3 870,00	6 468,00	
	Sous Total compte 622					**10 338,00**	**3 870,00**	**10 338,00**	**3 870,00**	**6 468,00**	
6231	Annonces et insertions					2 484,00		2 484,00		2 484,00	
6236	Catalogues et imprimés					9 894,00		9 894,00		9 894,00	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6238	Divers					2 115,60	1 377,60	2 115,60	1 377,60	738,00	
	Sous Total compte 623					**14 493,60**	**1 377,60**	**14 493,60**	**1 377,60**	**13 116,00**	
6251	Voyages, déplacements et missions					7 593,84		7 593,84		7 593,84	
	Sous Total compte 625					**7 593,84**		**7 593,84**		**7 593,84**	
6282	Frais de gardiennage					1 562,40	1 562,40	1 562,40	1 562,40		
6283	Frais de nettoyage des locaux					16 656,08		16 656,08		16 656,08	
6284	Redevance pour services rendus					130 368,12		130 368,12		130 368,12	
62871	A la collectivité de rattachement 4					106 984,21		106 984,21		106 984,21	
62875	Aux communes membres du GFP					35 128,88		35 128,88		35 128,88	
	Sous Total compte 6287					**142 113,09**		**142 113,09**		**142 113,09**	
	Sous Total compte 628					**290 699,69**	**1 562,40**	**290 699,69**	**1 562,40**	**289 137,29**	
	Sous Total compte 62					**648 860,05**	**11 017,60**	**648 860,05**	**11 017,60**	**637 842,45**	
6331	Versement mobilité					11 983,50		11 983,50		11 983,50	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					7 489,54		7 489,54		7 489,54	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					14 777,76		14 777,76		14 777,76	
	Sous Total compte 633					**34 250,80**		**34 250,80**		**34 250,80**	
63512	Taxes foncières					564,00		564,00		564,00	
63513	Autres impôts locaux					4 615,82		4 615,82		4 615,82	
	Sous Total compte 6351					**5 179,82**		**5 179,82**		**5 179,82**	
	Sous Total compte 635					**5 179,82**		**5 179,82**		**5 179,82**	
	Sous Total compte 63					**39 430,62**		**39 430,62**		**39 430,62**	
64111	Rémunération principale					1 331 380,11		1 331 380,11		1 331 380,11	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64112	Supplément familial de traitement et ind					29 329,64		29 329,64		29 329,64	
64113	NBI					3 806,30		3 806,30		3 806,30	
64118	Autres indemnités.					276 230,08		276 230,08		276 230,08	
	Sous Total compte 6411					**1 640 746,13**		**1 640 746,13**		**1 640 746,13**	
64131	Rémunérations					190 275,97		190 275,97		190 275,97	
64132	Supplément familial de traitement et ind					246,00		246,00		246,00	
64138	Primes et autres indemnités					30 237,75		30 237,75		30 237,75	
	Sous Total compte 6413					**220 759,72**		**220 759,72**		**220 759,72**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						126,04		126,04		126,04
	Sous Total compte 641					**1 861 505,85**	**126,04**	**1 861 505,85**	**126,04**	**1 861 379,81**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					249 938,66		249 938,66		249 938,66	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					435 434,16		435 434,16		435 434,16	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					8 923,52		8 923,52		8 923,52	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					5 224,84		5 224,84		5 224,84	
	Sous Total compte 645					**699 521,18**		**699 521,18**		**699 521,18**	
	Sous Total compte 64					**2 561 027,03**	**126,04**	**2 561 027,03**	**126,04**	**2 560 900,99**	
65311	Indemnités de fonction					20 005,87		20 005,87		20 005,87	
65313	Cotisations de retraite					755,08		755,08		755,08	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					5 235,35		5 235,35		5 235,35	
	Sous Total compte 6531					**25 996,30**		**25 996,30**		**25 996,30**	
	Sous Total compte 653					**25 996,30**		**25 996,30**		**25 996,30**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6541	Créances admises en non-valeur					11 995,96		11 995,96		11 995,96	
6542	Créances éteintes					5 872,73		5 872,73		5 872,73	
	Sous Total compte 654					**17 868,69**		**17 868,69**		**17 868,69**	
65568	Autres contributions					57 513,55		57 513,55		57 513,55	
	Sous Total compte 6556					**57 513,55**		**57 513,55**		**57 513,55**	
	Sous Total compte 655					**57 513,55**		**57 513,55**		**57 513,55**	
65888	Autres					6 394,44		6 394,44		6 394,44	
	Sous Total compte 6588					**6 394,44**		**6 394,44**		**6 394,44**	
	Sous Total compte 658					**6 394,44**		**6 394,44**		**6 394,44**	
	Sous Total compte 65					**107 772,98**		**107 772,98**		**107 772,98**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					316,37		316,37		316,37	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					55 933,16		55 933,16		55 933,16	
6761	Différences sur réalisations (positives)					8 226,24		8 226,24		8 226,24	
	Sous Total compte 676					**8 226,24**		**8 226,24**		**8 226,24**	
	Sous Total compte 67					**64 475,77**		**64 475,77**		**64 475,77**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					570 023,58		570 023,58		570 023,58	
	Sous Total compte 681					**570 023,58**		**570 023,58**		**570 023,58**	
	Sous Total compte 68					**570 023,58**		**570 023,58**		**570 023,58**	
	Total classe 6					**11 174 382,78**	**269 182,72**	**11 174 382,78**	**269 182,72**	**10 905 326,10**	**126,04**
7013	Vente de produits résiduels					15 132,28	412 152,39	15 132,28	412 152,39		397 020,11
	Sous Total compte 701					**15 132,28**	**412 152,39**	**15 132,28**	**412 152,39**		**397 020,11**
70323	Redevance d'occupation du domaine public						14 583,33		14 583,33		14 583

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7032						**14 583,33**		**14 583,33**		**14 583,33**
70388	Autres redevances et recettes diverses						742,00		742,00		742,00
	Sous Total compte 7038						**742,00**		**742,00**		**742,00**
	Sous Total compte 703						**15 325,33**		**15 325,33**		**15 325,33**
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu					16 359,98	1 152 217,59	16 359,98	1 152 217,59		1 135 857,61
	Sous Total compte 7061					**16 359,98**	**1 152 217,59**	**16 359,98**	**1 152 217,59**		**1 135 857,61**
	Sous Total compte 706					**16 359,98**	**1 152 217,59**	**16 359,98**	**1 152 217,59**		**1 135 857,61**
	Sous Total compte 70					**31 492,26**	**1 579 695,31**	**31 492,26**	**1 579 695,31**		**1 548 203,05**
73118	Autres contributions directes						7 289,00		7 289,00		7 289,00
	Sous Total compte 7311						**7 289,00**		**7 289,00**		**7 289,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères						9 364 762,00		9 364 762,00		9 364 762,00
	Sous Total compte 7313						**9 364 762,00**		**9 364 762,00**		**9 364 762,00**
	Sous Total compte 731						**9 372 051,00**		**9 372 051,00**		**9 372 051,00**
	Sous Total compte 73						**9 372 051,00**		**9 372 051,00**		**9 372 051,00**
74888	Autres					2 210,00	844 172,88	2 210,00	844 172,88		841 962,88
	Sous Total compte 7488					**2 210,00**	**844 172,88**	**2 210,00**	**844 172,88**		**841 962,88**
	Sous Total compte 748					**2 210,00**	**844 172,88**	**2 210,00**	**844 172,88**		**841 962,88**
	Sous Total compte 74					**2 210,00**	**844 172,88**	**2 210,00**	**844 172,88**		**841 962,88**
7584	Recouvrement sur créances admises en non						210,38		210,38		210,38
75888	Autres						3 172,59		3 172,59		3 172,59
	Sous Total compte 7588						**3 172,59**		**3 172,59**		**3 172,59**
	Sous Total compte 758						**3 382,97**		**3 382,97**		**3 382**

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 75						**3 382,97**		**3 382,97**		**3 382,97**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						267,50		267,50		267,50
775	Produits des cessions d'immobilisations						34 240,74		34 240,74		34 240,74
7761	Différences sur réalisations (négatives)						29 918,66		29 918,66		29 918,66
	Sous Total compte 776						**29 918,66**		**29 918,66**		**29 918,66**
777	Recettes et quote-part des subventions d						34 617,00		34 617,00		34 617,00
	Sous Total compte 77						**99 043,90**		**99 043,90**		**99 043,90**
	Total classe 7					**33 702,26**	**11 898 346,06**	**33 702,26**	**11 898 346,06**		**11 864 643,80**
	Total général	**11 394 301,03**	**11 394 301,03**	**38 685 125,16**	**37 463 261,33**	**11 624 899,85**	**12 846 763,68**	**61 704 326,04**	**61 704 326,04**	**25 171 507,10**	**25 171 507,10**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 23/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au	23/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 26/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 27/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**352 279,15**	**0,00**		**352 279,15**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	33 588,00	0,00		33 588,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	318 691,15	0,00		318 691,15
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**45 051,92**	**0,00**		**45 051,92**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	45 051,92	0,00		45 051,92
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**34 240,74**	**210,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	210,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	34 240,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 271 143,12**	**0,00**		**10 271 143,12**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	7 246 248,62	0,00		7 246 248,62
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	2 916 805,15	0,00		2 916 805,15
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	107 772,98	0,00		107 772,98
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	316,37	0,00		316,37
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 765 783,06**	**0,00**		**11 800 234,18**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	126,04	0,00		126,04
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	1 548 203,05	0,00		1 548 203,05
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	9 372 051,00	0,00		9 372 051,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	841 962,88	0,00		841 962,88
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 172,59	0,00		3 382,97
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	267,50	0,00		34 508,24
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIFIC	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	30	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	40	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	5	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2111 TERRAINS NUS	0	24/11/2022
L	M57 2112 TERRAINS DE VOIRIE	0	24/11/2022
L	M57 2113 TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	24/11/2022
L	M57 2115 TERRAINS BATIS	0	24/11/2022
L	M57 2116 CIMETIERES	0	24/11/2022
L	M57 2117 BOIS ET FORETS	0	24/11/2022
L	M57 2118 AUTRES TERRAINS	0	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 21611 BIENS SOUS-JACENTS	0	24/11/2022
L	M57 21612 DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	24/11/2022
L	M57 21621 BIENS SOUS-JACENTS	0	24/11/2022
L	M57 21622 DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPO (PETIT MATERIEL)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2312 AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	0	24/11/2022
L	M57 2313 CONSTRUCTIONS	0	24/11/2022
L	M57 2314 CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	0	24/11/2022
L	M57 2315 INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH	0	24/11/2022
L	M57 2316 RESTAURATION DES BIENS HISTORIQUES ET CUL	0	24/11/2022
L	M57 2317 IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPO	0	24/11/2022
L	M57 2318 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1348 AUTRES	0	24/11/2022
L	M57 R1381 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	0	24/11/2022
L	M57 R1382 REGIONS	0	24/11/2022
L	M57 R1383 DEPARTEMENTS	0	24/11/2022
L	M57 R1384 COMMUNES	0	24/11/2022
L	M57 R1385 GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	0	24/11/2022
L	M57 R1386 AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	0	24/11/2022
L	M57 R13871 FONDS SOCIAL EUROPEEN	0	24/11/2022
L	M57 R13872 FEDER	0	24/11/2022
L	M57 R13873 FEADER	0	24/11/2022
L	M57 R13878 AUTRES FONDS EUROPEENS	0	24/11/2022
L	M57 R1388 AUTRES	0	24/11/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif terr.	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**78,00**	**0,00**	**78,00**	**53,80**	**2,00**	**55,80**
Adjoint technique pal 1 cl	C	21,00	0,00	21,00	20,00	0,00	20,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	24,00	0,00	24,00	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique territorial	C	26,00	0,00	26,00	16,80	1,00	17,80
Agent de maîtrise	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Allocataire		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**81,00**	**0,00**	**81,00**	**55,80**	**3,00**	**58,80**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	A	A
Allocataire		OTR	0	0,00	A	A
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**499 742,64**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-293 860,10**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**205 882,54**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**193 494,57**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**205 882,54**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**399 377,11**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**40 000,00**	**34 617,00**	**901 686,36**	**936 303,36**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 276 913,89**	**615 075,50**	**171 000,00**	**786 075,50**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 236 913,89**	**580 458,50**	**-730 686,36**	**-150 227,86**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**499 742,64**			**693 237,21**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**193 494,57**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**693 237,21**			**693 237,21**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**543 009,35**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**40 000,00**	**34 617,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 000,00**	**34 617,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*40 000,00*	*34 617,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 276 913,89**	**III 615 075,50**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**45 051,92**
10222	FCTVA	0,00	45 051,92
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 276 913,89**	**570 023,58**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*700 000,00*	*159,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*8 712,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*1 061,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*364,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*139,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*15 673,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*34 364,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*110 648,87*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*1 482,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*0,00*	*461,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*500,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*8 005,(*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*180 065,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*139 744,69*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*68 645,02*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 576 913,89*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
INVAP24054/2024	VEHICULES NOUVELLE STRATEGIE	24054	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	32 400,00	32 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	60 668,76	24 860,74	0,00	0,00	35 808,02	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	129 600,00	129 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**222 668,76**	**186 860,74**	**0,00**	**0,00**	**35 808,02**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	32 400,00	32 400,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	60 668,76	24 860,74	0,00	35 808,02	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	129 600,00	129 600,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**222 668,76**	**186 860,74**	**0,00**	**35 808,02**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	222 668,76	186 860,74	0,00	0,00	35 808,02	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**222 668,76**	**186 860,74**	**0,00**	**0,00**	**35 808,02**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	222 668,76	186 860,74	0,00	35 808,02	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**222 668,76**	**186 860,74**	**0,00**	**35 808,02**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60010 - DECHETS CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-086
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Eau potable- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Eau potable de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte Financier Unique 2024	EAU POTABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	4 124 413,20
Fonctionnement 2024 - Dépenses	1 472 486,04
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**2 651 927,16**
Fonctionnement Report N-1 R002	4 299 551,49
Fonctionnement Résultat cumulé	**6 951 478,65**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	3 404 854,46
Investissement 2024 - Dépenses	5 349 384,36
Investissement Résultat de l'exercice	**-1 944 529,90**
Investissement Report N-1 R001	872 483,51
Investissement Résultat cumulé	**-1 072 046,39**
Restes à réaliser 2024 Recettes	1 751 980,54
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 280 865,96
Solde RAR	**-1 528 885,42**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	-2 600 931,81

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget Eau potable tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EAU POTABLE CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400047

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	20
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	22
C2	Recettes d'investissement	Comptable	24
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	26
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	27
B	Compte de résultat	Comptable	32
C	Balance des comptes	Comptable	35
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	48

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**9 455 580,53**	**3 281 100,00**	**12 736 680,53**
	Recettes réalisées (1)	B	**3 404 854,46**	**4 124 413,20**	**7 529 267,66**
	Restes à réaliser	C	**1 751 980,54**	**0,00**	**1 751 980,54**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**10 328 064,04**	**7 580 651,49**	**17 908 715,53**
	Dépenses réalisées (1)	E	**5 349 384,36**	**1 472 486,04**	**6 821 870,40**
	Restes à réaliser	F	**3 280 865,96**	**0,00**	**3 280 865,96**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-1 944 529,90**	**2 651 927,16**	**707 397,26**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**872 483,51**	**4 299 551,49**	**5 172 035,00**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-1 072 046,39**	**6 951 478,65**	**5 879 432,26**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-1 528 885,42**	**0,00**	**-1 528 885,42**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-2 600 931,81**	**6 951 478,65**	**4 350 546,84**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
EAU POTABLE CA AUXERROIS					
Investissement	872 483,51		-1 944 529,90		-1 072 046,39
Fonctionnement	5 978 684,52	1 679 133,03	2 651 927,16		6 951 478,65
Sous-Total	6 851 168,03	1 679 133,03	707 397,26		5 879 432,26
TOTAL III	**6 851 168,03**	**1 679 133,03**	**707 397,26**		**5 879 432,26**
TOTAL I + II + III	**6 851 168,03**	**1 679 133,03**	**707 397,26**		**5 879 432,26**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **3 280 865,96**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**129 187,05**
2031	Frais d'études	125 863,75
2033	Frais d'insertion	1 170,00
2051	Concessions et droits assimilés	2 153,30
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 151 678,91**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 151 678,91
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(III) 1 751 980,54**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 751 980,54**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 292 579,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	446 078,50
1312	Subv. équipt Régions	11 032,00
1313	Subv. équipt Départements	2 291,04
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(IV) 0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**83,88**	Dotations	7,47
Terrains	736,77	Fonds globalisés	136,25
Constructions	1 500,00	Réserves	17 104,20
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	19 723,87	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	11 986,67	Report à nouveau (1)	4 299,55
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 651,93
Autres immobilisations corporelles	5,35	Subventions transférables	4 800,83
Total immobilisations corporelles (nettes)	**33 952,66**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**39,48**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	9 941,64
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**34 076,02**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**38 941,86**
Créances	5 991,71	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**1 030,19**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	522,31
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	74,43
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**5 991,71**	**Total des dettes à court terme**	**596,74**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**1 626,93**
		Comptes de régularisation	**-501,06**
TOTAL ACTIF	**40 067,72**	**TOTAL PASSIF**	**40 067,72**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	29,41	118,72
Produits des services	3 966,07	3 954,21
Autres produits	0,03	0,01
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	3 995,51	4 072,93
Traitements, salaires, charges sociales	275,64	274,18
Achats et charges externes	115,11	230,96
Participations et interventions	35,08	24,40
Dotations aux amortissements et provisions	941,06	869,00
Autres charges	43,56	36,50
Charges courantes non financières	1 410,45	1 435,04
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2 585,06**	**2 637,89**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	38,96	45,59
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-38,96**	**-45,59**
RESULTAT COURANT	**2 546,10**	**2 592,30**
Produits exceptionnels	128,90	106,49
Charges exceptionnelles	23,08	32,59
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**105,82**	**73,89**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 651,93**	**2 666,20**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	1 269 700,00	90 257,76	19 206,48	109 464,24	8,62	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	414 000,00	324 840,56	0,00	324 840,56	78,46	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	441 943,77	35 078,54	0,00	35 078,54	7,94	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 125 643,77**	**450 176,86**	**19 206,48**	**469 383,34**	**22,08**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	40 200,00	22 365,98	16 595,03	38 961,01	96,92	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	23 079,50	0,00	23 079,50	9,62	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 405 843,77**	**495 622,34**	**35 801,51**	**531 423,85**	***22,09***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 004 807,72*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 170 000,00*	*941 062,19*	*0,00*	*941 062,19*	*80,43*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 174 807,72***	***941 062,19***	***0,00***	***941 062,19***	***18,19***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**7 580 651,49**	**1 436 684,53**	**35 801,51**	**1 472 486,04**	**19,42**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**7 580 651,49**	**1 436 684,53**	**35 801,51**	**1 472 486,04**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 122 300,00	3 966 071,87	0,00	3 966 071,87	127,02	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	20 800,00	29 412,00	0,00	29 412,00	141,40	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	9,45	0,00	9,45	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 143 100,00**	**3 995 493,32**	**0,00**	**3 995 493,32**	**127,12**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	17,00	0,00	17,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 143 100,00**	**3 997 510,32**	**0,00**	**3 997 510,32**	**127,18**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*138 000,00*	*126 902,88*	*0,00*	*126 902,88*	*91,96*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***138 000,00***	***126 902,88***	***0,00***	***126 902,88***	***91,96***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**3 281 100,00**	**4 124 413,20**	**0,00**	**4 124 413,20**	**125,70**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**4 299 551,49**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**7 580 651,49**	**4 124 413,20**	**0,00**	**4 124 413,20**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	718 788,41	12 965,16	1,80	129 187,05
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	197 572,22	10 850,83	5,49	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	9 024 203,41	5 014 887,51	55,57	3 151 678,91
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 940 564,04**	**5 038 703,50**	**50,69**	**3 280 865,96**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	184 500,00	183 777,98	99,61	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**184 500,00**	**183 777,98**	**99,61**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 125 064,04**	**5 222 481,48**	**51,58**	**3 280 865,96**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*138 000,00*	*126 902,88*	*91,96*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***203 000,00***	***126 902,88***	***62,51***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**10 328 064,04**	**5 349 384,36**	**51,79**	**3 280 865,96**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**10 328 064,04**	**5 349 384,36**		**3 280 865,96**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	2 536 639,78	784 659,24	30,93	1 751 980,54
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 679 133,03	1 679 133,03	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**4 215 772,81**	**2 463 792,27**	**58,44**	**1 751 980,54**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 004 807,72*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 170 000,00*	*941 062,19*	*80,43*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***5 239 807,72***	***941 062,19***	***17,96***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**9 455 580,53**	**3 404 854,46**	**36,01**	**1 751 980,54**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**872 483,51**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**10 328 064,04**	**3 404 854,46**		**1 751 980,54**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6068	Autres matières et fournitures		1 050,00		1 050,00	
617	Etudes et recherches		40 551,52	21 951,12	18 600,40	
618	Divers		8 764,40		8 764,40	
6226	Honoraires		32 728,82	14 894,72	17 834,10	
6231	Annonces et insertions		713,10		713,10	
6256	Missions		717,60		717,60	
6281	Concours divers -cotisations		1 000,00		1 000,00	
62878	à des tiers		21 592,09		21 592,09	
63512	Taxes foncières		39 072,55	30,00	39 042,55	
6356	Redevances pour occupation du domaine public national		516,48	366,48	150,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 269 700,00	146 706,56	37 242,32	109 464,24	1 160 235,76
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		44 833,35		44 833,35	
6331	Versement mobilité		1 589,16		1 589,16	
6332	Cotisations versées au FNAL		993,33		993,33	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		1 786,67		1 786,67	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		152 195,66		152 195,66	
6413	Primes et gratifications		23 194,69		23 194,69	
6414	Indemnités et avantages divers		28 446,45		28 446,45	
6415	Supplément familial		1 198,49		1 198,49	
6451	Cotisations à l'URSSAF		43 362,42		43 362,42	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		27 240,34		27 240,34	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	414 000,00	324 840,56		324 840,56	89 159,44
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6531	Indemnités		20 005,87		20 005,87	
6533	Cotisations de retraite		896,64		896,64	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		6 125,89		6 125,89	
6541	Créances admises en non-valeur		48,93		48,93	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		8 001,21		8 001,21	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	441 943,77	35 078,54		35 078,54	406 865,23
Total des dépenses de gestion courante		**2 125 643,77**	**506 625,66**	**37 242,32**	**469 383,34**	**1 656 260,43**
66111	Intérêts réglés à l'écheance		40 818,16		40 818,16	
66112	Intérêts - rattachement des icne		16 595,03	18 452,18	-1 857,15	
total chapitre 66	Charges financières	40 200,00	57 413,19	18 452,18	38 961,01	1 238,99
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement		23 079,50		23 079,50	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	23 079,50		23 079,50	216 920,50
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 405 843,77**	**587 118,35**	**55 694,50**	**531 423,85**	**1 874 419,92**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 004 807,72*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*941 062,19*		*941 062,19*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 170 000,00*	*941 062,19*		*941 062,19*	*228 937,81*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 174 807,72***	***941 062,19***		***941 062,19***	***4 233 745,53***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**7 580 651,49**	**1 528 180,54**	**55 694,50**	**1 472 486,04**	**6 108 165,45**
002 Résultat d'exploitation reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'exploitation		**7 580 651,49**	**1 528 180,54**	**55 694,50**	**1 472 486,04**	**6 108 165,45**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
70121	Contre-valeur taxe sur les consommations d'eau		4 806 859,73	935 568,86	3 871 290,87	
70128	Autres taxes et redevances		41 114,44		41 114,44	
7084	Mise à disposition de personnel facturée		53 666,56		53 666,56	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 122 300,00	4 901 640,73	935 568,86	3 966 071,87	-843 771,87
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
748	Autres subventions d'exploitation		80 357,00	50 945,00	29 412,00	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	20 800,00	80 357,00	50 945,00	29 412,00	-8 612,00
7588	Autres		23,57	14,12	9,45	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		23,57	14,12	9,45	-9,45
Total des recettes de gestion courante		**3 143 100,00**	**4 982 021,30**	**986 527,98**	**3 995 493,32**	**-852 393,32**
total chapitre 76	Produits financiers					
7711	Dédits et pénalites perçus		3 500,00	1 500,00	2 000,00	
total chapitre 77	Produits exceptionnels		3 500,00	1 500,00	2 000,00	-2 000,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		17,00		17,00	
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)		17,00		17,00	-17,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 143 100,00**	**4 985 538,30**	**988 027,98**	**3 997 510,32**	**-854 410,32**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*126 902,88*		*126 902,88*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*138 000,00*	*126 902,88*		*126 902,88*	*11 097,12*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***138 000,00***	***126 902,88***		***126 902,88***	***11 097,12***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**3 281 100,00**	**5 112 441,18**	**988 027,98**	**4 124 413,20**	**-843 313,**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat d'exploitation reporté		4 299 551,49				
Total des recettes de la section d'exploitation		7 580 651,49	5 112 441,18	988 027,98	4 124 413,20	3 456 238,29

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études		10 805,16		10 805,16	
2033	Frais d'insertion		2 160,00		2 160,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	718 788,41	12 965,16		12 965,16	705 823,25
2111	Terrains nus		216,61		216,61	
21531	Réseaux d'adduction d'eau		10 634,22		10 634,22	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	197 572,22	10 850,83		10 850,83	186 721,39
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
2315	Installations matériels et outillage techniques		4 602 244,89		4 602 244,89	
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		412 642,62		412 642,62	
total chapitre 23	Immobilisations en cours	9 024 203,41	5 014 887,51		5 014 887,51	4 009 315,90
Total des dépenses d'équipement		**9 940 564,04**	**5 038 703,50**		**5 038 703,50**	**4 901 860,54**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		69 777,31		69 777,31	
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		92 000,00		92 000,00	
1681	Autres emprunts		16 894,07	3 872,60	13 021,47	
1687	Autres dettes		8 979,20		8 979,20	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	184 500,00	187 650,58	3 872,60	183 777,98	722,02
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**184 500,00**	**187 650,58**	**3 872,60**	**183 777,98**	**722,**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 125 064,04**	**5 226 354,08**	**3 872,60**	**5 222 481,48**	**4 902 582,56**
139111	*Agence de l'eau*		*72 593,00*		*72 593,00*	
139118	*Autres*		*14 975,00*		*14 975,00*	
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*		*35 085,41*		*35 085,41*	
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*		*4 249,47*		*4 249,47*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*138 000,00*	*126 902,88*		*126 902,88*	*11 097,12*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*65 000,00*				*65 000,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***203 000,00***	***126 902,88***		***126 902,88***	***76 097,12***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**10 328 064,04**	**5 353 256,96**	**3 872,60**	**5 349 384,36**	**4 978 679,68**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**10 328 064,04**	**5 353 256,96**	**3 872,60**	**5 349 384,36**	**4 978 679,68**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau		775 920,00		775 920,00	
1312	Région		2 758,00		2 758,00	
1313	Département		5 981,24		5 981,24	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 536 639,78	784 659,24		784 659,24	1 751 980,54
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
1068	Autres réserves		1 679 133,03		1 679 133,03	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 679 133,03	1 679 133,03		1 679 133,03	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**4 215 772,81**	**2 463 792,27**		**2 463 792,27**	**1 751 980,54**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 004 807,72*				
28031	*Amortissements frais d'études*		*25 298,00*		*25 298,00*	
28121	*Amortissements terrains nus*		*22,00*		*22,00*	
28125	*Amortissements terrains bâtis*		*608,00*		*608,00*	
28131	*Bâtiments*		*5 315,73*		*5 315,73*	
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*		*102 980,00*		*102 980,00*	
28153	*Installations à caractère spécifique*		*618 269,61*		*618 269,61*	
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*		*40 257,00*		*40 257,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28158	*Autres*		*64 235,83*		*64 235,83*	
28173	*Constructions*		*15 155,00*		*15 155,00*	
28175	*Installations matériels et outillage techniques*		*68 603,02*		*68 603,02*	
28178	*Autres immobilisations corporelles*		*264,00*		*264,00*	
28182	*Matériel de transport*		*54,00*		*54,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 170 000,00*	*941 062,19*		*941 062,19*	*228 937,81*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*65 000,00*				*65 000,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***5 239 807,72***	***941 062,19***		***941 062,19***	***4 298 745,53***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 455 580,53**	**3 404 854,46**		**3 404 854,46**	**6 050 726,07**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**872 483,51**				
Total des recettes de la section d'investissement		**10 328 064,04**	**3 404 854,46**		**3 404 854,46**	**6 923 209,58**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	159 209,68	75 328,65	83 881,03	96 213,87
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	713 523,57	2 285,00	711 238,57	711 651,96
Constructions	3 007 405,87	1 505 878,34	1 501 527,53	1 609 823,26
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	30 778 745,19	14 564 259,09	16 214 486,10	16 926 614,32
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	3 871,29	108,00	3 763,29	3 817,29
Immobilisations corporelles en cours	11 986 667,90		11 986 667,90	6 971 780,39
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	31 610,85	6 078,56	25 532,29	25 532,29
Constructions	330 100,36	331 629,66	-1 529,30	13 625,70
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	6 033 439,21	2 524 051,21	3 509 388,00	3 577 991,02
Autres immobilisations corporelles	42 918,32	41 333,37	1 584,95	1 848,95
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	39 478,52		39 478,52	39 478,52
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**53 126 970,76**	**19 050 951,88**	**34 076 018,88**	**29 978 377,57**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	270 019,55	65,00	269 954,55	192 781,18
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	381 869,10		381 869,10	399 386,08
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	489 806,56		489 806,56	
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	4 848 075,89		4 848 075,89	6 410 938,65

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances	2 000,00		2 000,00	152 049,74
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**5 991 771,10**	**65,00**	**5 991 706,10**	**7 155 155,65**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				0,33
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				**0,33**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**59 118 741,86**	**19 051 016,88**	**40 067 724,98**	**37 133 533,55**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	7 469,39	7 469,39
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	2 779 577,62	2 779 577,62
Affectation (par la collectivité de rattachement)	7 162 058,43	7 162 058,43
Écarts de réévaluation		
Réserves	17 104 195,95	15 425 062,92
Report à nouveau (1)	4 299 551,49	3 312 488,85
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 651 927,16	2 666 195,67
Subventions d'investissement	4 800 829,25	4 143 072,89
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	136 245,98	136 245,98
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**38 941 855,27**	**35 632 171,75**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		18 452,18
Emprunts auprès des établissements de crédit	804 507,95	966 285,26
Emprunts et dettes financières divers	225 682,95	231 088,59
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	52 914,60	36 845

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	237 458,03	61 077,97
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations	231 940,59	187 517,10
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	66 425,44	
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes	8 000,00	
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**1 626 929,56**	**1 501 266,94**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	-501 059,85	94,86
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**-501 059,85**	**94,86**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**40 067 724,98**	**37 133 533,55**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers	*3 966 071,87*	*3 954 206,91*
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	29 412,00	118 715,00
Reprises sur dépréciations et provisions	17,00	
Transferts de charges		
Autres produits	9,45	7,98
TOTAL I	**3 995 510,32**	**4 072 929,89**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	115 105,04	230 955,84
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*4 369,16*	*3 669,47*
Autres	*39 192,55*	*32 834,19*
Salaires et traitements	205 035,29	202 614,72
Charges sociales	70 602,76	71 568,93
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*941 062,19*	*868 913,84*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		*82,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	35 078,54	24 400,42
TOTAL II	**1 410 445,53**	**1 435 039,41**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 585 064,79**	**2 637 890,48**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	38 961,01	45 588,95
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**38 961,01**	**45 588,95**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-38 961,01**	**-45 588,95**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**2 546 103,78**	**2 592 301,53**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*2 000,00*	*1 259,00*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*126 902,88*	*105 229,01*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**128 902,88**	**106 488,01**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles	*23 079,50*	*24 551,50*
Autres opérations		*8 042,37*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**23 079,50**	**32 593,87**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**105 823,38**	**73 894,14**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**4 124 413,20**	**4 179 417,90**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**1 472 486,04**	**1 513 222,23**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**2 651 927,16**	**2 666 195,67**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		7 469,39						7 469,39		7 469,39
10222	FCTVA		136 245,98						136 245,98		136 245,98
	Sous Total compte 1022		**136 245,98**						**136 245,98**		**136 245,98**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		2 779 577,62						2 779 577,62		2 779 577,62
	Sous Total compte 102		**2 923 292,99**						**2 923 292,99**		**2 923 292,99**
1064	Rés règlementées		3 811 866,02						3 811 866,02		3 811 866,02
1068	Autres réserves		11 613 196,90				1 679 133,03		13 292 329,93		13 292 329,93
	Sous Total compte 106		**15 425 062,92**				**1 679 133,03**		**17 104 195,95**		**17 104 195,95**
	Sous Total compte 10		**18 348 355,91**				**1 679 133,03**		**20 027 488,94**		**20 027 488,94**
110	Report à nouveau solde créditeur		3 312 488,85	1 679 133,03	2 666 195,67			1 679 133,03	5 978 684,52		4 299 551,49
	Sous Total compte 11		**3 312 488,85**	**1 679 133,03**	**2 666 195,67**			**1 679 133,03**	**5 978 684,52**		**4 299 551,49**
12	Résultat exercice bénef ou perte		2 666 195,67	2 666 195,67				2 666 195,67	2 666 195,67		
	Sous Total compte 12		**2 666 195,67**	**2 666 195,67**				**2 666 195,67**	**2 666 195,67**		
13111	Agence de l'eau		2 975 869,00				775 920,00		3 751 789,00		3 751 789,00
13118	Autres		577 134,78						577 134,78		577 134,78
	Sous Total compte 1311		**3 553 003,78**				**775 920,00**		**4 328 923,78**		**4 328 923,78**
1312	Région						2 758,00		2 758,00		2 758,00
1313	Dépt		998 362,61				5 981,24		1 004 343,85		1 004 343,85
1314	Cnes		154 744,50						154 744,50		154 744,50
	Sous Total compte 131		**4 706 110,89**				**784 659,24**		**5 490 770,13**		**5 490 770,13**
139111	Agence de l'eau	198 556,00				72 593,00		271 149,00		271 149,00	
139118	Autres					14 975,00		14 975,00		14 975,00	
	Sous Total compte 13911	**198 556,00**				**87 568,00**		**286 124,00**		**286 124,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Subv équipt transf - Dépt	249 409,83				35 085,41		284 495,24		284 495,24	
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	115 072,17				4 249,47		119 321,64		119 321,64	
	Sous Total compte 1391	**563 038,00**				**126 902,88**		**689 940,88**		**689 940,88**	
	Sous Total compte 139	**563 038,00**				**126 902,88**		**689 940,88**		**689 940,88**	
	Sous Total compte 13	**563 038,00**	**4 706 110,89**			**126 902,88**	**784 659,24**	**689 940,88**	**5 490 770,13**		**4 800 829,25**
1641	Emprunts en euros		777 285,26			69 777,31		69 777,31	777 285,26		707 507,95
16441	Opér afférentes à l'emprunt		189 000,00			92 000,00		92 000,00	189 000,00		97 000,00
	Sous Total compte 1644		**189 000,00**			**92 000,00**		**92 000,00**	**189 000,00**		**97 000,00**
	Sous Total compte 164		**966 285,26**			**161 777,31**		**161 777,31**	**966 285,26**		**804 507,95**
1681	Autres emprunts		156 257,59			16 894,07	3 872,60	16 894,07	160 130,19		143 236,12
1687	Autres dettes		74 831,00			8 979,20		8 979,20	74 831,00		65 851,80
16883	Int courus emprunts obligataires		18 452,18	18 452,18				18 452,18	18 452,18		
16888	Int courus aut empts dettes assimil				16 595,03				16 595,03		16 595,03
	Sous Total compte 1688		**18 452,18**	**18 452,18**	**16 595,03**			**18 452,18**	**35 047,21**		**16 595,03**
	Sous Total compte 168		**249 540,77**	**18 452,18**	**16 595,03**	**25 873,27**	**3 872,60**	**44 325,45**	**270 008,40**		**225 682,95**
	Sous Total compte 16		**1 215 826,03**	**18 452,18**	**16 595,03**	**187 650,58**	**3 872,60**	**206 102,76**	**1 236 293,66**		**1 030 190,90**
181	Cpte liaison : affectation		7 162 058,43						7 162 058,43		7 162 058,43
	Sous Total compte 18		**7 162 058,43**						**7 162 058,43**		**7 162 058,43**
	Total classe 1	**563 038,00**	**37 411 035,78**	**4 363 780,88**	**2 682 790,70**	**314 553,46**	**2 467 664,87**	**5 241 372,34**	**42 561 491,35**	**689 940,88**	**38 010 059,89**
2031	Frais d'études	144 246,52				10 805,16		155 051,68		155 051,68	
2033	Frais d'insertion	1 998,00				2 160,00		4 158,00		4 158,00	
	Sous Total compte 203	**146 244,52**				**12 965,16**		**159 209,68**		**159 209,68**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20	**146 244,52**				**12 965,16**		**159 209,68**		**159 209,68**	
2111	Terrains nus	713 306,96				216,61		713 523,57		713 523,57	
	Sous Total compte 211	**713 306,96**				**216,61**		**713 523,57**		**713 523,57**	
21351	Batiments exploitation	3 007 405,87						3 007 405,87		3 007 405,87	
	Sous Total compte 2135	**3 007 405,87**						**3 007 405,87**		**3 007 405,87**	
	Sous Total compte 213	**3 007 405,87**						**3 007 405,87**		**3 007 405,87**	
21531	Réseaux adduction eau	30 762 517,31				10 634,22		30 773 151,53		30 773 151,53	
	Sous Total compte 2153	**30 762 517,31**				**10 634,22**		**30 773 151,53**		**30 773 151,53**	
21561	Serv distribution eau	5 593,66						5 593,66		5 593,66	
	Sous Total compte 2156	**5 593,66**						**5 593,66**		**5 593,66**	
	Sous Total compte 215	**30 768 110,97**				**10 634,22**		**30 778 745,19**		**30 778 745,19**	
21711	Terrains nus	23 675,60						23 675,60		23 675,60	
21718	Autres terrains	1 856,69						1 856,69		1 856,69	
	Sous Total compte 2171	**25 532,29**						**25 532,29**		**25 532,29**	
21728	Autres terrains	6 078,56						6 078,56		6 078,56	
	Sous Total compte 2172	**6 078,56**						**6 078,56**		**6 078,56**	
217311	Batiments exploitation	183 701,07						183 701,07		183 701,07	
	Sous Total compte 21731	**183 701,07**						**183 701,07**		**183 701,07**	
217351	Batiments exploitation	146 399,29						146 399,29		146 399,29	
	Sous Total compte 21735	**146 399,29**						**146 399,29**		**146 399,29**	
	Sous Total compte 2173	**330 100,36**						**330 100,36**		**330 100,36**	
217531	Réseaux adduction eau	2 022 150,31						2 022 150,31		2 022 150,31	
	Sous Total compte 21753	**2 022 150,31**						**2 022 150,31**		**2 022 150,31**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217561	Serv distribution eau	4 011 288,90						4 011 288,90		4 011 288,90	
	Sous Total compte 21756	**4 011 288,90**						**4 011 288,90**		**4 011 288,90**	
	Sous Total compte 2175	**6 033 439,21**						**6 033 439,21**		**6 033 439,21**	
21782	Mat de transport	30 635,12						30 635,12		30 635,12	
21783	Mat bureau mat informatique	6 062,85						6 062,85		6 062,85	
21788	Autres	6 220,35						6 220,35		6 220,35	
	Sous Total compte 2178	**42 918,32**						**42 918,32**		**42 918,32**	
	Sous Total compte 217	**6 438 068,74**						**6 438 068,74**		**6 438 068,74**	
2188	Autres	3 871,29						3 871,29		3 871,29	
	Sous Total compte 218	**3 871,29**						**3 871,29**		**3 871,29**	
	Sous Total compte 21	**40 930 763,83**				**10 850,83**		**40 941 614,66**		**40 941 614,66**	
2313	Constructions	22 491,68						22 491,68		22 491,68	
2315	Instal mat outil techn	6 949 288,71				4 602 244,89		11 551 533,60		11 551 533,60	
	Sous Total compte 231	**6 971 780,39**				**4 602 244,89**		**11 574 025,28**		**11 574 025,28**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili					412 642,62		412 642,62		412 642,62	
	Sous Total compte 23	**6 971 780,39**				**5 014 887,51**		**11 986 667,90**		**11 986 667,90**	
266	Autres formes de participation	39 478,52						39 478,52		39 478,52	
	Sous Total compte 26	**39 478,52**						**39 478,52**		**39 478,52**	
28031	Amort frais études		50 030,65				25 298,00		75 328,65		75 328,65
	Sous Total compte 2803		**50 030,65**				**25 298,00**		**75 328,65**		**75 328,65**
	Sous Total compte 280		**50 030,65**				**25 298,00**		**75 328,65**		**75 328,65**
28121	Amort terrains nus		63,00				22,00		85,00		85,00
28125	Amort terrains bâtis		1 592,00				608,00		2 200,00		2 200

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2812		**1 655,00**				**630,00**		**2 285,00**		**2 285,00**
28131	Bâtiments		35 673,14				5 315,73		40 988,87		40 988,87
28135	Igaac constructions		1 361 909,47				102 980,00		1 464 889,47		1 464 889,47
	Sous Total compte 2813		**1 397 582,61**				**108 295,73**		**1 505 878,34**		**1 505 878,34**
28153	Installations à caractère spécifique		13 660 889,15				618 269,61		14 279 158,76		14 279 158,76
28156	Mat spécif exploit		112 404,67				40 257,00		152 661,67		152 661,67
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		3 913,00						3 913,00		3 913,00
28158	Autres		64 289,83				64 235,83		128 525,66		128 525,66
	Sous Total compte 2815		**13 841 496,65**				**722 762,44**		**14 564 259,09**		**14 564 259,09**
28172	Agenct amégat terr		6 078,56						6 078,56		6 078,56
28173	Constructions		316 474,66				15 155,00		331 629,66		331 629,66
28175	Instal mat outil techn		2 455 448,19				68 603,02		2 524 051,21		2 524 051,21
28178	Autres immobilisations corporelles		41 069,37				264,00		41 333,37		41 333,37
	Sous Total compte 2817		**2 819 070,78**				**84 022,02**		**2 903 092,80**		**2 903 092,80**
28182	Mat de transport		54,00				54,00		108,00		108,00
	Sous Total compte 2818		**54,00**				**54,00**		**108,00**		**108,00**
	Sous Total compte 281		**18 059 859,04**				**915 764,19**		**18 975 623,23**		**18 975 623,23**
	Sous Total compte 28		**18 109 889,69**				**941 062,19**		**19 050 951,88**		**19 050 951,88**
	Total classe 2	**48 088 267,26**	**18 109 889,69**			**5 038 703,50**	**941 062,19**	**53 126 970,76**	**19 050 951,88**	**53 126 970,76**	**19 050 951,88**
4011	Fournisseurs			44 886,80	78 961,40			44 886,80	78 961,40		34 074,60
	Sous Total compte 401			**44 886,80**	**78 961,40**			**44 886,80**	**78 961,40**		**34 074,60**
4041	Fournis immob		129 006,46	6 174 454,16	6 045 447,70			6 174 454,16	6 174 454,16		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		55 732,66	5 588,79	179 018,74			5 588,79	234 751,40		229 162,61
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés		2 777,98						2 777,98		2 777,98
	Sous Total compte 4047		**58 510,64**	**5 588,79**	**179 018,74**			**5 588,79**	**237 529,38**		**231 940,59**
	Sous Total compte 404		**187 517,10**	**6 180 042,95**	**6 224 466,44**			**6 180 042,95**	**6 411 983,54**		**231 940,59**
408	Fournis factures non parvenues		36 845,84	36 845,84	18 840,00			36 845,84	55 685,84		18 840,00
	Sous Total compte 40		**224 362,94**	**6 261 775,59**	**6 322 267,84**			**6 261 775,59**	**6 546 630,78**		**284 855,19**
411	Clients	192 322,29		1 282 683,21	1 205 346,42			1 475 005,50	1 205 346,42	269 659,08	
4161	Créances douteuses	540,89			180,42			540,89	180,42	360,47	
	Sous Total compte 416	**540,89**			**180,42**			**540,89**	**180,42**	**360,47**	
	Sous Total compte 41	**192 863,18**		**1 282 683,21**	**1 205 526,84**			**1 475 546,39**	**1 205 526,84**	**270 019,55**	
421	Personnel - rémunérations dues			201 486,00	201 486,00			201 486,00	201 486,00		
	Sous Total compte 42			**201 486,00**	**201 486,00**			**201 486,00**	**201 486,00**		
431	Sécurite sociale			61 361,90	61 361,90			61 361,90	61 361,90		
437	Autres organismes sociaux			14 913,14	14 913,14			14 913,14	14 913,14		
	Sous Total compte 43			**76 275,04**	**76 275,04**			**76 275,04**	**76 275,04**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			436 140,00				436 140,00		436 140,00	
	Sous Total compte 441			**436 140,00**				**436 140,00**		**436 140,00**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			10 446,39	10 446,39			10 446,39	10 446,39		
	Sous Total compte 442			**10 446,39**	**10 446,39**			**10 446,39**	**10 446,39**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses			11 560,00	77 985,44			11 560,00	77 985,44		66 425,44
4432	Opér particul avec Etat rec amiable			53 666,56				53 666,56		53 666,56	
	Sous Total compte 443			**65 226,56**	**77 985,44**			**65 226,56**	**77 985,44**		**12 758**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44551	Etat - TVA à décaisser			358 330,00	358 330,00			358 330,00	358 330,00		
	Sous Total compte 4455			**358 330,00**	**358 330,00**			**358 330,00**	**358 330,00**		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	21 501,08		1 006 745,52	1 028 246,60			1 028 246,60	1 028 246,60		
44566	TVA déduct sur autres biens et services			12 994,58	7 315,48			12 994,58	7 315,48	5 679,10	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	126 607,00		1 235 725,00	986 142,00			1 362 332,00	986 142,00	376 190,00	
	Sous Total compte 4456	**148 108,08**		**2 255 465,10**	**2 021 704,08**			**2 403 573,18**	**2 021 704,08**	**381 869,10**	
44571	Etat - TVA collectée		32 018,78	537 232,90	707 816,12			537 232,90	739 834,90		202 602,00
	Sous Total compte 4457		**32 018,78**	**537 232,90**	**707 816,12**			**537 232,90**	**739 834,90**		**202 602,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	200 333,00		607 075,00	807 408,00			807 408,00	807 408,00		
	Sous Total compte 4458	**200 333,00**		**607 075,00**	**807 408,00**			**807 408,00**	**807 408,00**		
	Sous Total compte 445	**348 441,08**	**32 018,78**	**3 758 103,00**	**3 895 258,20**			**4 106 544,08**	**3 927 276,98**	**179 267,10**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		28 692,71	32 796,80	38 593,64			32 796,80	67 286,35		34 489,55
4486	Etat - autres charges à payer		366,48	366,48	366,48			366,48	732,96		366,48
4487	Etat - produits à recevoir	50 945,00			50 945,00			50 945,00	50 945,00		
	Sous Total compte 448	**50 945,00**	**366,48**	**366,48**	**51 311,48**			**51 311,48**	**51 677,96**		**366,48**
	Sous Total compte 44	**399 386,08**	**61 077,97**	**4 303 079,23**	**4 073 595,15**			**4 702 465,31**	**4 134 673,12**	**567 792,19**	
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	6 410 938,65		5 454 708,86	7 017 571,62			11 865 647,51	7 017 571,62	4 848 075,89	
	Sous Total compte 451	**6 410 938,65**		**5 454 708,86**	**7 017 571,62**			**11 865 647,51**	**7 017 571,62**	**4 848 075,89**	
	Sous Total compte 45	**6 410 938,65**		**5 454 708,86**	**7 017 571,62**			**11 865 647,51**	**7 017 571,62**	**4 848 075,89**	
46711	Autres comptes créditeurs			52 985,67	60 985,67			52 985,67	60 985,67		8 000,00
	Sous Total compte 4671			**52 985,67**	**60 985,67**			**52 985,67**	**60 985,67**		**8 000,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	152 049,74		11 305,20	161 354,94			163 354,94	161 354,94	2 000,00	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46726	Débiteurs divers - contentieux			152 049,74	152 049,74			152 049,74	152 049,74		
	Sous Total compte 4672	**152 049,74**		**163 354,94**	**313 404,68**			**315 404,68**	**313 404,68**	**2 000,00**	
	Sous Total compte 467	**152 049,74**		**216 340,61**	**374 390,35**			**368 390,35**	**374 390,35**		**6 000,00**
	Sous Total compte 46	**152 049,74**		**216 340,61**	**374 390,35**			**368 390,35**	**374 390,35**		**6 000,00**
4713	Recettes percues avant émission titres		94,86	5 875 191,03	5 374 035,74			5 875 191,03	5 374 130,60	501 060,43	
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			935 568,86	935 568,86			935 568,86	935 568,86		
	Sous Total compte 47141			**935 568,86**	**935 568,86**			**935 568,86**	**935 568,86**		
	Sous Total compte 4714			**935 568,86**	**935 568,86**			**935 568,86**	**935 568,86**		
4718	Autres recettes à régulariser			24 424,37	24 424,37			24 424,37	24 424,37		
	Sous Total compte 471		**94,86**	**6 835 184,26**	**6 334 028,97**			**6 835 184,26**	**6 334 123,83**	**501 060,43**	
4721	Dép sans mandatement préalable			207 178,47	207 178,47			207 178,47	207 178,47		
4728	DACR - autres dépenses à régul			24 477,23	24 477,23			24 477,23	24 477,23		
	Sous Total compte 472			**231 655,70**	**231 655,70**			**231 655,70**	**231 655,70**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,33		0,94	1,85			1,27	1,85		0,58
	Sous Total compte 478	**0,33**		**0,94**	**1,85**			**1,27**	**1,85**		**0,58**
	Sous Total compte 47	**0,33**	**94,86**	**7 066 840,90**	**6 565 686,52**			**7 066 841,23**	**6 565 781,38**	**501 059,85**	
491	Dépréciat comptes de clients		82,00	17,00				17,00	82,00		65,00
	Sous Total compte 49		**82,00**	**17,00**				**17,00**	**82,00**		**65,00**
	Total classe 4	**7 155 237,98**	**285 617,77**	**24 863 206,44**	**25 836 799,36**			**32 018 444,42**	**26 122 417,13**	**6 492 831,53**	**596 804,24**
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 067 965,07	1 067 965,07			1 067 965,07	1 067 965,07		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			48,93	48,93			48,93	48,93		
	Sous Total compte 587			**48,93**	**48,93**			**48,93**	**48,93**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58			**1 068 014,00**	**1 068 014,00**			**1 068 014,00**	**1 068 014,00**		
	Total classe 5			**1 068 014,00**	**1 068 014,00**			**1 068 014,00**	**1 068 014,00**		
6068	Autres matières et fournitures					1 050,00		1 050,00		1 050,00	
	Sous Total compte 606					**1 050,00**		**1 050,00**		**1 050,00**	
	Sous Total compte 60					**1 050,00**		**1 050,00**		**1 050,00**	
617	Etudes et recherches					40 551,52	21 951,12	40 551,52	21 951,12	18 600,40	
618	Divers					8 764,40		8 764,40		8 764,40	
	Sous Total compte 61					**49 315,92**	**21 951,12**	**49 315,92**	**21 951,12**	**27 364,80**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					44 833,35		44 833,35		44 833,35	
	Sous Total compte 621					**44 833,35**		**44 833,35**		**44 833,35**	
6226	Honoraires					32 728,82	14 894,72	32 728,82	14 894,72	17 834,10	
	Sous Total compte 622					**32 728,82**	**14 894,72**	**32 728,82**	**14 894,72**	**17 834,10**	
6231	Annonces et insertions					713,10		713,10		713,10	
	Sous Total compte 623					**713,10**		**713,10**		**713,10**	
6256	Missions					717,60		717,60		717,60	
	Sous Total compte 625					**717,60**		**717,60**		**717,60**	
6281	Concours divers -cotisations					1 000,00		1 000,00		1 000,00	
62878	à des tiers					21 592,09		21 592,09		21 592,09	
	Sous Total compte 6287					**21 592,09**		**21 592,09**		**21 592,09**	
	Sous Total compte 628					**22 592,09**		**22 592,09**		**22 592,09**	
	Sous Total compte 62					**101 584,96**	**14 894,72**	**101 584,96**	**14 894,72**	**86 690,24**	
6331	Versement mobilité					1 589,16		1 589,16		1 589,16	
6332	Cotisations versées au FNAL					993,33		993,33		993,33	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					1 786,67		1 786,67		1 786,67	
	Sous Total compte 633					**4 369,16**		**4 369,16**		**4 369,16**	
63512	Taxes foncières					39 072,55	30,00	39 072,55	30,00	39 042,55	
	Sous Total compte 6351					**39 072,55**	**30,00**	**39 072,55**	**30,00**	**39 042,55**	
6356	Redev pour occup domaine public					516,48	366,48	516,48	366,48	150,00	
	Sous Total compte 635					**39 589,03**	**396,48**	**39 589,03**	**396,48**	**39 192,55**	
	Sous Total compte 63					**43 958,19**	**396,48**	**43 958,19**	**396,48**	**43 561,71**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					152 195,66		152 195,66		152 195,66	
6413	Primes et gratifications					23 194,69		23 194,69		23 194,69	
6414	Indemnités et avantages divers					28 446,45		28 446,45		28 446,45	
6415	Supplément familial					1 198,49		1 198,49		1 198,49	
	Sous Total compte 641					**205 035,29**		**205 035,29**		**205 035,29**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					43 362,42		43 362,42		43 362,42	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					27 240,34		27 240,34		27 240,34	
	Sous Total compte 645					**70 602,76**		**70 602,76**		**70 602,76**	
	Sous Total compte 64					**275 638,05**		**275 638,05**		**275 638,05**	
6531	Indemnités					20 005,87		20 005,87		20 005,87	
6533	Cotisations de retraite					896,64		896,64		896,64	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					6 125,89		6 125,89		6 125,89	
	Sous Total compte 653					**27 028,40**		**27 028,40**		**27 028,40**	
6541	Créances admises en non-valeur					48,93		48,93		48,93	
	Sous Total compte 654					**48,93**		**48,93**		**48,93**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6588	Autres charges diverses de gestion coura					8 001,21		8 001,21		8 001,21	
	Sous Total compte 658					**8 001,21**		**8 001,21**		**8 001,21**	
	Sous Total compte 65					**35 078,54**		**35 078,54**		**35 078,54**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					40 818,16		40 818,16		40 818,16	
66112	Intérêts - rattachement des icne					16 595,03	18 452,18	16 595,03	18 452,18		1 857,15
	Sous Total compte 6611					**57 413,19**	**18 452,18**	**57 413,19**	**18 452,18**	**38 961,01**	
	Sous Total compte 661					**57 413,19**	**18 452,18**	**57 413,19**	**18 452,18**	**38 961,01**	
	Sous Total compte 66					**57 413,19**	**18 452,18**	**57 413,19**	**18 452,18**	**38 961,01**	
6742	Subv except équipement					23 079,50		23 079,50		23 079,50	
	Sous Total compte 674					**23 079,50**		**23 079,50**		**23 079,50**	
	Sous Total compte 67					**23 079,50**		**23 079,50**		**23 079,50**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					941 062,19		941 062,19		941 062,19	
	Sous Total compte 681					**941 062,19**		**941 062,19**		**941 062,19**	
	Sous Total compte 68					**941 062,19**		**941 062,19**		**941 062,19**	
	Total classe 6					**1 528 180,54**	**55 694,50**	**1 528 180,54**	**55 694,50**	**1 474 343,19**	**1 857,15**
70121	Contre-valeur taxe sur conso eau					935 568,86	4 806 859,73	935 568,86	4 806 859,73		3 871 290,87
70128	Autres taxes et redevances						41 114,44		41 114,44		41 114,44
	Sous Total compte 7012					**935 568,86**	**4 847 974,17**	**935 568,86**	**4 847 974,17**		**3 912 405,31**
	Sous Total compte 701					**935 568,86**	**4 847 974,17**	**935 568,86**	**4 847 974,17**		**3 912 405,31**
7084	Mise à dispo persel facturée						53 666,56		53 666,56		53 666,56
	Sous Total compte 708						**53 666,56**		**53 666,56**		**53 666,56**
	Sous Total compte 70					**935 568,86**	**4 901 640,73**	**935 568,86**	**4 901 640,73**		**3 966 071,87**
748	Autres subv exploitation					50 945,00	80 357,00	50 945,00	80 357,00		29 412

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 74					**50 945,00**	**80 357,00**	**50 945,00**	**80 357,00**		**29 412,00**
7588	Autres					14,12	23,57	14,12	23,57		9,45
	Sous Total compte 758					**14,12**	**23,57**	**14,12**	**23,57**		**9,45**
	Sous Total compte 75					**14,12**	**23,57**	**14,12**	**23,57**		**9,45**
7711	Dédits et pénalites perçus					1 500,00	3 500,00	1 500,00	3 500,00		2 000,00
	Sous Total compte 771					**1 500,00**	**3 500,00**	**1 500,00**	**3 500,00**		**2 000,00**
777	Quote part subv invest virée au résult						126 902,88		126 902,88		126 902,88
	Sous Total compte 77					**1 500,00**	**130 402,88**	**1 500,00**	**130 402,88**		**128 902,88**
7817	Reprises dépréciations actifs circulants						17,00		17,00		17,00
	Sous Total compte 781						**17,00**		**17,00**		**17,00**
	Sous Total compte 78						**17,00**		**17,00**		**17,00**
	Total classe 7					**988 027,98**	**5 112 441,18**	**988 027,98**	**5 112 441,18**		**4 124 413,20**
	Total général	**55 806 543,24**	**55 806 543,24**	**30 295 001,32**	**29 587 604,06**	**7 869 465,48**	**8 576 862,74**	**93 971 010,04**	**93 971 010,04**	**61 784 086,36**	**61 784 086,36**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 15/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 15/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 16/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 16/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ANNEXES — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 556 083,92	42 334 713,89	0,00	42 334 713,89
RECETTES	53 556 083,92	45 847 089,28	0,00	45 847 089,28
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 598 695,69	8 198 944,06	3 977 978,10	12 176 922,16
RECETTES	16 598 695,69	8 110 101,63	1 694 459,34	9 804 560,97

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET MOBILITE DURABLE / Numéro SIRET : 20006711400054

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	10 730 099,00	10 530 483,39	0,00	10 530 483,39
RECETTES	10 730 099,00	10 644 313,62	0,00	10 644 313,62
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 548 349,79	346 107,25	0,00	346 107,25
RECETTES	1 548 349,79	349 113,71	774 113,10	1 123 226,81

BUDGET EAU POTABLE / Numéro SIRET : 20006711400047

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	7 580 651,49	1 472 486,04	0,00	1 472 486,04
RECETTES	7 580 651,49	4 124 413,20	0,00	4 124 413,20
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 328 064,04	5 349 384,36	3 280 865,96	8 630 250,32
RECETTES	10 328 064,04	3 404 854,46	1 751 980,54	5 156 835,00

BUDGET PARC ACTIV. APPOIGNY / Numéro SIRET : 20006711400096

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 163 378,50	81 108,24	0,00	81 108,24
RECETTES	17 163 378,50	775 908,50	0,00	775 908,50
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 973 258,50	200 000,00	0,00	200 000,00
RECETTES	16 973 258,50	0,00	0,00	0,00

BUDGET ZONE DES MACHERINS / Numéro SIRET : 20006711400088

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	294 826,49	155 046,49	0,00	155 046,49
RECETTES	294 826,49	163 905,39	0,00	163 905,39
INVESTISSEMENT				

BUDGET ZONE DES MACHERINS / Numéro SIRET : 20006711400088				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	843 491,97	31 489,27	0,00	31 489,27
RECETTES	843 491,97	144 175,03	0,00	144 175,03

BUDGET SPANC / Numéro SIRET : 20006711400062				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 060,38	4 769,35	0,00	4 769,35
RECETTES	53 060,38	14 763,00	0,00	14 763,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE / Numéro SIRET : 20006711400104				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	75 981,00	52 504,33	0,00	52 504,33
RECETTES	75 981,00	52 504,32	0,00	52 504,32
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE / Numéro SIRET : 20006711400120				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET ASSAINISSEMENT / Numéro SIRET : 20006711400146				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 577 552,99	4 374 984,25	0,00	4 374 984,25
RECETTES	8 577 552,99	3 361 875,10	0,00	3 361 875,10
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 047 513,49	6 201 357,68	3 398 333,95	9 599 691,63
RECETTES	13 047 513,49	5 613 491,13	2 476 793,92	8 090 285,05

BUDGET DECHETS COLLECTE / Numéro SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	13 720 725,52	10 905 326,10	0,00	10 905 326,10
RECETTES	13 720 725,52	11 872 514,55	0,00	11 872 514,55
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 141 151,10	416 814,81	901 686,36	1 318 501,1

BUDGET DECHETS COLLECTE / Numéro SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
RECETTES	3 141 151,10	872 729,47	171 000,00	1 043 729,47

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY / Numéro SIRET : 20006711400179				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 820 898,83
RECETTES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 820 898,83
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 768 911,44	1 820 889,92	0,00	1 820 889,92
RECETTES	4 768 911,44	1 507 558,72	0,00	1 507 558,72

BUDGET PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES / Numéro SIRET : 20006711400161				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	306 262,93
RECETTES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	306 262,93
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 972 640,00	306 262,93	0,00	306 262,93
RECETTES	1 972 640,00	34 070,00	0,00	34 070,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	116 952 282,01	72 038 583,84	0,00	72 038 583,84
RECETTES	116 952 282,01	78 984 448,72	0,00	78 984 448,72
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	69 222 076,02	22 871 250,28	11 558 864,37	34 430 114,65
RECETTES	69 222 076,02	20 036 094,15	6 868 346,90	26 904 441,05
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	186 174 358,03	94 909 834,12	11 558 864,37	106 468 698,49
TOTAL AGREGE DES RECETTES	186 174 358,03	99 020 542,87	6 868 346,90	105 888 889,77

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
2005-00 CAA 059405	30/12/2005	189 000,00	0,00	9 549,86	0,00	97 000,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**189 000,00**	**0,00**	**9 549,86**	**0,00**	**97 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**2 590 199,10**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 290 199,10									
2017-02 3513936	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2008	25/04/2008	25/04/2009	560 000,00	F	Taux fixe à 4.73 %	4,730	4,730	EUR	A	P	O	A-1
2018-03 JUS MIN529563 DO	SFIL CAFFIL	04/11/2019	01/01/2020	01/02/2020	152 086,35	F	Taux fixe à 5.46 %	5,460	5,460	EUR	A	P	O	A-1
2019-101 IRA 07073022 ME	BANQUE POPULAIRE	04/08/2006	01/01/2020	04/02/2020	93 673,40	F	Taux fixe à 4.09 %	4,090	4,150	EUR	T	P	O	A-1
2019-42 ESCO 1165777 DO	CREDIT AGRICOLE	05/04/2007	01/01/2020	06/01/2020	45 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,410	EUR	T	C	O	A-1
2019-94 COU 1355070 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/04/2017	01/01/2020	01/02/2020	130 500,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2019-95 COU 47604	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/03/2016	01/01/2020	01/05/2020	174 240,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2019-97 COU 1355069 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/04/2017	01/01/2020	01/02/2020	134 699,35	F	Taux fixe à 2.01 %	2,010	2,010	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 300 000,00									
2005-00 CAA 059405	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	30/12/2005	15/12/2006	15/12/2013	1 300 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur TAM(Postfixé)	4,010	4,130	EUR	X	X	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**330 010,00**									
1681 Autres emprunts (total)					195 322,00									
2020-02 CHI 1086556	Agence de l'eau Seine Normandie	16/09/2020	16/09/2020	16/09/2021	178 648,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-03 1086548	Agence de l'eau Seine Normandie	05/02/2020	27/10/2020	27/10/2021	16 674,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					134 688,00									
2009-01 1012105 ME	Agence de l'eau Seine Normandie	27/04/2009	20/10/2009	19/10/2010	18 477,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2017-05 1069411	Agence de l'eau Seine Normandie	20/07/2017	20/07/2017	20/07/2018	58 122,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-02 1076614	Agence de l'eau Seine Normandie	13/07/2018	13/07/2018	13/07/2019	58 089,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**2 920 209,10**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**804 507,95**					**161 777,31**	**40 818,16**	**0,00**	**16 595,05**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		707 507,95					69 777,31	31 268,30	0,00	16 380,79
2017-02 3513936	N	0,00	A-1	151 721,11	3,32	F	Taux fixe à 4.73 %	4,720	33 746,46	8 772,62	0,00	4 883,95
2018-03 JUS MIN529563 DO	N	0,00	A-1	132 762,39	17,08	F	Taux fixe à 5.46 %	5,450	4 286,23	7 482,85	0,00	6 624,63
2019-101 IRA 07073022 ME	N	0,00	A-1	61 795,89	7,34	F	Taux fixe à 4.09 %	4,080	6 904,64	2 704,84	0,00	393,16
2019-42 ESCO 1165777 DO	N	0,00	A-1	15 000,00	2,26	F	Taux fixe à 4.34 %	4,330	6 000,00	813,76	0,00	151,90
2019-94 COU 1355070 DO	N	0,00	A-1	101 500,00	17,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,690	5 800,00	3 887,93	0,00	615,22
2019-95 COU 47604	N	0,00	A-1	134 640,00	16,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,740	7 920,00	5 346,00	0,00	3 351,98
2019-97 COU 1355069 DO	N	0,00	A-1	110 088,56	17,58	F	Taux fixe à 2.01 %	1,990	5 119,98	2 260,30	0,00	359,95
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		97 000,00					92 000,00	9 549,86	0,00	214,26
2005-00 CAA 059405	N	0,00	A-1	97 000,00	0,96	F	Taux fixe à 4.97 %	5,040	92 000,00	9 549,86	0,00	214,26
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**209 087,92**					**22 000,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		143 236,12					13 021,47	0,00	0,00	0,00
2020-02 CHI 1086556	N	0,00	A-1	131 008,52	10,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 909,87	0,00	0,00	0,00
2020-03 1086548	N	0,00	A-1	12 227,60	10,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 111,60	0,00	0,00	0,

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		65 851,80					8 979,20	0,00	0,00	0,00
2009-01 1012105 ME	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 231,80	0,00	0,00	0,00
2017-05 1069411	N	0,00	A-1	30 998,40	7,55	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 874,80	0,00	0,00	0,00
2018-02 1076614	N	0,00	A-1	34 853,40	8,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 872,60	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 013 595,87**					**183 777,98**	**40 818,16**	**0,00**	**16 595,05**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 013 595,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2019-10-10
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Suventions établissements nationaux	40	23/03/2017
L	SUBV DEPARTEMENT	40	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 5 ans	5	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 15 ans	15	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 30 ans	30	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 40 ans	40	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues 5 ans	5	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Maréríel de transport Camions	10	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742			EARL NAUDIN	Entreprises	694,50
6742			BOURGOIN EARL PASCAL BOURGOIN	Entreprises	392,50
6742			SCEA PREUILLY ANICET BRETAGNE	Entreprises	410,50
6742			SCEA DE LA GRANDE VALLEE MAXENCE MASCRET	Entreprises	3 218,00
6742			EARL DES PRES NOBLOTS CHAMEROY ARNAUD	Entreprises	5 506,00
6742			BELLE VUE SCEA FLORIAN CHAVEY	Entreprises	1 109,00
6742			SARL JOURLIN VALENTIN	Entreprises	1 436,50
6742			SCEA DE LA DOUAIE	Entreprises	592,50
6742			HOGUET EXPLOTATION INDIVIDUEL STEPHANE HOGUET ETA	Entreprises	402,50
6742			FOUINAT EARL	Entreprises	3 032,00
6742			DELOINCE CEDRIC	Personne physique	1 040,00
6742			POUILLOT FRANCK	Personne physique	2 223,50
6742			GIRARD ALBERT	Personne physique	3 022,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Adjoint administratif terr.	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**1,00**	**3,00**	**4,00**
Ingénieur	A	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal de 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**2,00**	**3,00**	**5,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8
%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	A	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-10	CDI
Technicien	B	TECH	478	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**872 483,51**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 551 616,54**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 679 133,03**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**1 679 133,03**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 679 133,03**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**322 500,00**	**310 680,86**	**3 280 865,96**	**3 591 546,82**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**5 174 807,72**	**941 062,19**	**1 751 980,54**	**2 693 042,73**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**4 852 307,72**	**630 381,33**	**-1 528 885,42**	**-898 504,09**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**872 483,51**			**872 483,51**
Affectation au 106 (C)	**1 679 133,03**	**1 679 133,03**		**1 679 133,03**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 551 616,54**			**2 551 616,54**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 653 112,45**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**322 500,00**	**I**	**310 680,86**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**184 500,00**		**183 777,98**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	70 000,00		69 777,31
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	92 000,00		92 000,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	13 500,00		13 021,47
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	9 000,00		8 979,20
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**138 000,00**		**126 902,88**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*138 000,00*		*126 902,88*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 174 807,72**	**III 941 062,19**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**5 174 807,72**	**941 062,19**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*25 298,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*	*22,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*0,00*	*608,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*5 315,73*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*102 980,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 170 000,00*	*618 269,61*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*40 257,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*64 235,83*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*15 155,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*0,00*	*68 603,02*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*0,00*	*264,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*54,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 004 807,72*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60004 - EAU POTABLE CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-087
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Assainissement - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion,

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Assainissement de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte Financier Unique 2024	ASSAINISSEMENT
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	3 361 875,10
Fonctionnement 2024 - Dépenses	4 374 984,25
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**-1 013 109,15**
Fonctionnement Report N-1 R002	4 686 353,64
Fonctionnement Résultat cumulé	**3 673 244,49**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	5 613 491,13
Investissement 2024 - Dépenses	6 201 357,68
Investissement Résultat de l'exercice	**-587 866,55**
Investissement Report N-1 R001	204 175,75
Investissement Résultat cumulé	**-383 690,80**
Restes à réaliser 2024 Recettes	2 476 793,92
Restes à réaliser 2024 Dépenses	3 398 333,95
Solde RAR	**-921 540,03**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	-1 305 230,83

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget Assainissement tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASST CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400146

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

		Origine des données	Page
	Arrêté et signatures		
	ECCF		
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	20
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	22
C2	Recettes d'investissement	Comptable	25
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	28
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	35
B	Compte de résultat	Comptable	40
C	Balance des comptes	Comptable	43
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	60

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**12 843 337,74**	**3 891 199,35**	**16 734 537,09**
	Recettes réalisées (1)	B	**5 613 491,13**	**3 361 875,10**	**8 975 366,23**
	Restes à réaliser	C	**2 476 793,92**	**0,00**	**2 476 793,92**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**13 047 513,49**	**8 577 552,99**	**21 625 066,48**
	Dépenses réalisées (1)	E	**6 201 357,68**	**4 374 984,25**	**10 576 341,93**
	Restes à réaliser	F	**3 398 333,95**	**0,00**	**3 398 333,95**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-587 866,55**	**-1 013 109,15**	**-1 600 975,70**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**204 175,75**	**4 686 353,64**	**4 890 529,39**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-383 690,80**	**3 673 244,49**	**3 289 553,69**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-921 540,03**	**0,00**	**-921 540,03**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 305 230,83**	**3 673 244,49**	**2 368 013,66**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
ASST CA AUXERROIS					
Investissement	204 175,75		-587 866,55		-383 690,80
Fonctionnement	4 686 353,64		-1 013 109,15		3 673 244,49
Sous-Total	4 890 529,39		-1 600 975,70		3 289 553,69
TOTAL III	**4 890 529,39**		**-1 600 975,70**		**3 289 553,69**
TOTAL I + II + III	**4 890 529,39**		**-1 600 975,70**		**3 289 553,69**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(I) 3 398 333,95**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**372 577,66**
2031	Frais d'études	370 720,99
2033	Frais d'insertion	1 856,67
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 845 647,23**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 845 647,23
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**180 109,06**
4581 202003	Opération pour compte de tiers n° 202003 - CHITRY BOURG	139 301,56
4581 202005	Opération pour compte de tiers n° 202005 - QUENNE RUE PLUVIGNON	15 323,00
4581 202101	Opération pour compte de tiers n° 202101 - GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER	3 000,00
4581 202102	Opération pour compte de tiers n° 202102 - GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES	16 352,50
4581 23048	Opération pour compte de tiers n° 23048 - QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL	6 132,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(II) 0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **2 476 793,92**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 517 831,59**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 214 369,75
13118	Autres Subv. Équipt Etat	303 461,84
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**958 962,33**
4582 202002	Opération pour compte de tiers n° 202002 - AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD	11 427,00
4582 202003	Opération pour compte de tiers n° 202003 - CHITRY BOURG	876 787,33
4582 202005	Opération pour compte de tiers n° 202005 - QUENNE RUE PLUVIGNON	12 000,00
4582 202102	Opération pour compte de tiers n° 202102 - GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES	14 400,00
4582 202201	Opération pour compte de tiers n° 202201 - APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE	10 800,00
4582 202202	Opération pour compte de tiers n° 202202 - OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES	10 231,00
4582 202203	Opération pour compte de tiers n° 202203 - AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES	23 317,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**2 532,86**	Dotations	175,84
Terrains	299,38	Fonds globalisés	324,97
Constructions	4 427,33	Réserves	10 500,39
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	65 737,13	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	16 844,00	Report à nouveau (1)	4 686,35
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-1 013,11
Autres immobilisations corporelles	-6,94	Subventions transférables	27 038,07
Total immobilisations corporelles (nettes)	**87 300,91**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**13,97**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	39 652,11
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**89 847,74**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**81 364,63**
Créances	2 590,44	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**12 860,57**
Disponibilités	3 711,65	Fournisseurs (2)	354,78
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1 451,72
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**6 302,09**	**Total des dettes à court terme**	**1 806,50**
Comptes de régularisation	**-0,16**	**TOTAL DETTES**	**14 667,08**
		Comptes de régularisation	**117,97**
TOTAL ACTIF	**96 149,67**	**TOTAL PASSIF**	**96 149,67**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		178,10
Produits des services	2 635,76	5 697,97
Autres produits	44,60	174,64
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	2 680,36	6 050,71
Traitements, salaires, charges sociales	167,19	165,27
Achats et charges externes	594,89	1 903,35
Participations et interventions	41,98	25,66
Dotations aux amortissements et provisions	3 207,11	3 180,27
Autres charges	52,23	42,53
Charges courantes non financières	4 063,41	5 317,09
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-1 383,05**	**733,62**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	274,63	296,11
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-274,63**	**-296,11**
RESULTAT COURANT	**-1 657,67**	**437,51**
Produits exceptionnels	681,52	686,90
Charges exceptionnelles	36,95	6,65
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**644,56**	**680,25**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-1 013,11**	**1 117,76**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	936 253,77	441 169,52	41 885,00	483 054,52	51,59	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	396 400,00	331 260,64	0,00	331 260,64	83,57	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	243 500,00	-16 422,76	58 399,39	41 976,63	17,24	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 576 153,77**	**756 007,40**	**100 284,39**	**856 291,79**	**54,33**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	314 500,00	157 134,50	117 492,53	274 627,03	87,32	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	36 951,43	0,00	36 951,43	15,40	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	100 000,00	337,00	0,00	337,00	0,34	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 230 653,77**	**950 430,33**	**217 776,92**	**1 168 207,25**	***52,37***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 225 252,22*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*4 121 647,00*	*3 206 777,00*	*0,00*	*3 206 777,00*	*77,80*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 346 899,22***	***3 206 777,00***	***0,00***	***3 206 777,00***	***50,53***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**8 577 552,99**	**4 157 207,33**	**217 776,92**	**4 374 984,25**	**51,01**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**8 577 552,99**	**4 157 207,33**	**217 776,92**	**4 374 984,25**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 274 851,75	2 635 759,66	0,00	2 635 759,66	80,48	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	44 599,72	0,00	44 599,72	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 274 851,75**	**2 680 359,38**	**0,00**	**2 680 359,38**	**81,85**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	2 347,60	78 986,72	0,00	78 986,72	3 364,57	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 277 199,35**	**2 759 346,10**	**0,00**	**2 759 346,10**	**84,20**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*614 000,00*	*602 529,00*	*0,00*	*602 529,00*	*98,13*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***614 000,00***	***602 529,00***	***0,00***	***602 529,00***	***98,13***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**3 891 199,35**	**3 361 875,10**	**0,00**	**3 361 875,10**	**86,40**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**4 686 353,64**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**8 577 552,99**	**3 361 875,10**	**0,00**	**3 361 875,10**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 653 737,08	518 688,87	31,36	372 577,66
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	6 051 233,30	2 205 892,16	36,45	2 845 647,23
	Total des opérations d'équipement (2)	1 707 000,00	929 754,29	54,47	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 411 970,38**	**3 654 335,32**	**38,83**	**3 218 224,89**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 596 768,60	1 581 533,92	99,05	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**1 596 768,60**	**1 581 533,92**	**99,05**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**824 774,51**	**362 959,44**	**0,00**	**180 109,06**
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 833 513,49**	**5 598 828,68**	**47,31**	**3 398 333,95**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*614 000,00*	*602 529,00*	*98,13*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 214 000,00***	***602 529,00***	***49,63***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**13 047 513,49**	**6 201 357,68**	**47,53**	**3 398 333,95**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**13 047 513,49**	**6 201 357,68**		**3 398 333,95**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	4 381 744,19	2 126 039,13	48,52	1 517 831,59
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	67 421,00	67 421,00	100,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**1 447 273,33**	**213 254,00**	**0,00**	**958 962,33**
Total des recettes réelles d' investissement		**5 896 438,52**	**2 406 714,13**	**40,82**	**2 476 793,92**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 225 252,22*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*4 121 647,00*	*3 206 777,00*	*77,80*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***6 946 899,22***	***3 206 777,00***	***46,16***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**12 843 337,74**	**5 613 491,13**	**43,71**	**2 476 793,92**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**204 175,75**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**13 047 513,49**	**5 613 491,13**		**2 476 793,92**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
604	Achats d'études, prestations de services, équipements et travaux		424 850,52	40 948,89	383 901,63	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		51 486,82	51 486,82		
6064	Fournitures administratives		58,29		58,29	
61521	Bâtiments publics		33 162,18	33 162,18		
61523	Reseaux		12 680,99	12 680,99		
61528	Autres		270,44		270,44	
61558	Autres biens mobiliers		800,00	800,00		
617	Etudes et recherches		29 975,00	8 725,00	21 250,00	
618	Divers		219,00		219,00	
6226	Honoraires		12 960,53	12 460,53	500,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux		321,67		321,67	
6231	Annonces et insertions		2 585,72		2 585,72	
6256	Missions		236,60		236,60	
627	Services bancaires et assimilés		1,10		1,10	
6281	Concours divers -cotisations		1 505,21		1 505,21	
62878	à des tiers		21 587,59		21 587,59	
63512	Taxes foncières		33,00		33,00	
6356	Redevances pour occupation du domaine public national		46 302,27		46 302,27	
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés		4 282,00		4 282,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	936 253,77	643 318,93	160 264,41	483 054,52	453 199,25
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		162 456,32		162 456,32	
6332	Cotisations versées au FNAL		604,83		604,83	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		1 011,08		1 011,08	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		94 055,35		94 055,35	
6413	Primes et gratifications		21 116,98		21 116,98	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6414	Indemnités et avantages divers		9 093,60		9 093,60	
6415	Supplément familial		27,48		27,48	
6451	Cotisations à l'URSSAF		20 970,60		20 970,60	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		21 924,40		21 924,40	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	396 400,00	331 260,64		331 260,64	65 139,36
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6531	Indemnités		19 996,02		19 996,02	
6533	Cotisations de retraite		889,57		889,57	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		6 074,30		6 074,30	
6541	Créances admises en non-valeur		15 015,86		15 015,86	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		58 400,27	58 399,39	0,88	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	243 500,00	100 376,02	58 399,39	41 976,63	201 523,37
Total des dépenses de gestion courante		**1 576 153,77**	**1 074 955,59**	**218 663,80**	**856 291,79**	**719 861,98**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		293 584,49		293 584,49	
66112	Intérêts - rattachement des icne		117 492,53	136 449,99	-18 957,46	
total chapitre 66	Charges financières	314 500,00	411 077,02	136 449,99	274 627,03	39 872,97
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		26 288,00		26 288,00	
673	Titres annulés exercices antérieurs		10 500,00		10 500,00	
678	Autres charges exceptionnelles		163,43		163,43	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	36 951,43		36 951,43	203 048,57
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		337,00		337,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	100 000,00	337,00		337,00	99 663,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 230 653,77**	**1 523 321,04**	**355 113,79**	**1 168 207,25**	**1 062 446,52**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 225 252,22*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*3 206 777,00*		*3 206 777,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*4 121 647,00*	*3 206 777,00*		*3 206 777,00*	*914 870,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 346 899,22***	***3 206 777,00***		***3 206 777,00***	***3 140 122,22***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**8 577 552,99**	**4 730 098,04**	**355 113,79**	**4 374 984,25**	**4 202 568,74**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**8 577 552,99**	**4 730 098,04**	**355 113,79**	**4 374 984,25**	**4 202 568,74**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
70128	Autres taxes et redevances		15 966,00		15 966,00	
70611	Redevances d'assainissement collectif		3 085 414,22	490 566,73	2 594 847,49	
7068	Autres prestations de service		41 186,17	16 240,00	24 946,17	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 274 851,75	3 142 566,39	506 806,73	2 635 759,66	639 092,09
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
748	Autres subventions d'exploitation		27 033,00	27 033,00		
total chapitre 74	Subventions d'exploitation		27 033,00	27 033,00		
7588	Autres		44 599,72		44 599,72	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		44 599,72		44 599,72	-44 599,72
Total des recettes de gestion courante		**3 274 851,75**	**3 214 199,11**	**533 839,73**	**2 680 359,38**	**594 492,37**
total chapitre 76	Produits financiers					
7711	Dédits et pénalites perçus		29 658,76	1 500,00	28 158,76	
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur		51,61		51,61	
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		47 475,52		47 475,52	
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		3 300,83		3 300,83	
total chapitre 77	Produits exceptionnels	2 347,60	80 486,72	1 500,00	78 986,72	-76 639,12
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 277 199,35**	**3 294 685,83**	**535 339,73**	**2 759 346,10**	**517 853,25**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*602 529,00*		*602 529,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*614 000,00*	*602 529,00*		*602 529,00*	*11 471,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***614 000,00***	***602 529,00***		***602 529,00***	***11 471,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**3 891 199,35**	**3 897 214,83**	**535 339,73**	**3 361 875,10**	**529 324,25**
002 Résultat d'exploitation reporté		**4 686 353,64**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**8 577 552,99**	**3 897 214,83**	**535 339,73**	**3 361 875,10**	**5 215 677,89**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études		514 881,37		514 881,37	
2033	Frais d'insertion		2 880,00		2 880,00	
2051	Concessions et droits assimilés		927,50		927,50	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 653 737,08	518 688,87		518 688,87	1 135 048,21
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
2315	Installations matériels et outillage techniques		2 205 892,16		2 205 892,16	
total chapitre 23	Immobilisations en cours	6 051 233,30	2 205 892,16		2 205 892,16	3 845 341,14
20312006	Frais d'études		36 955,74		36 955,74	
20312008	Frais d'études		120,00	120,00		
20312009	Frais d'études		10 423,36		10 423,36	
23152009	Installations matériels et outillage techniques		504 202,08		504 202,08	
20312010	Frais d'études		12 611,21		12 611,21	
23152010	Installations matériels et outillage techniques		365 561,90		365 561,90	
total opération n° 2006	Opération d'équipement n° 2006	172 000,00	36 955,74		36 955,74	135 044,26
total opération n° 2007	Opération d'équipement n° 2007	12 000,00				12 000,00
total opération n° 2008	Opération d'équipement n° 2008		120,00	120,00		
total opération n° 2009	Opération d'équipement n° 2009	735 000,00	514 625,44		514 625,44	220 374,56
total opération n° 2010	Opération d'équipement n° 2010	788 000,00	378 173,11		378 173,11	409 826,89
Total des dépenses d'équipement		**9 411 970,38**	**3 654 455,32**	**120,00**	**3 654 335,32**	**5 757 635,06**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		1 231 732,52		1 231 732,52	
1681	Autres emprunts		349 801,40		349 801,40	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 596 768,60	1 581 533,92		1 581 533,92	15 234,68

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**1 596 768,60**	**1 581 533,92**		**1 581 533,92**	**15 234,68**
4581202002	Opération pour compte tiers n° 4581202002	17 922,34	1 663,20		1 663,20	16 259,14
4581202003	Opération pour compte tiers n° 4581202003	521 644,41	285 372,02		285 372,02	236 272,39
4581202005	Opération pour compte tiers n° 4581202005	25 323,00				25 323,00
4581202101	Opération pour compte tiers n° 4581202101	4 250,00	1 250,00		1 250,00	3 000,00
4581202102	Opération pour compte tiers n° 4581202102	18 021,50	1 669,00		1 669,00	16 352,50
4581202201	Opération pour compte tiers n° 4581202201	57 569,26	46 045,22		46 045,22	11 524,04
4581202203	Opération pour compte tiers n° 4581202203	90 000,00	26 960,00		26 960,00	63 040,00
458123048	Opération pour compte tiers n° 458123048	6 132,00				6 132,00
458124049	Opération pour compte tiers n° 458124049	23 000,00				23 000,00
458124056	Opération pour compte tiers n° 458124056	38 400,00				38 400,00
458124057	Opération pour compte tiers n° 458124057	22 512,00				22 512,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	824 774,51	362 959,44		362 959,44	461 815,07
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 833 513,49**	**5 598 948,68**	**120,00**	**5 598 828,68**	**6 234 684,81**
139111	*Agence de l'eau*		*595 570,00*		*595 570,00*	
139118	*Autres*		*1 158,00*		*1 158,00*	
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*		*5 801,00*		*5 801,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*614 000,00*	*602 529,00*		*602 529,00*	*11 471,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*600 000,00*				*600 000,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 214 000,00***	***602 529,00***		***602 529,00***	***611 471,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**13 047 513,49**	**6 201 477,68**	**120,00**	**6 201 357,68**	**6 846 155,81**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**13 047 513,49**	**6 201 477,68**	**120,00**	**6 201 357,68**	**6 846 155,81**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau		1 562 707,00		1 562 707,00	
13118	Autres		563 332,13		563 332,13	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	4 381 744,19	2 126 039,13		2 126 039,13	2 255 705,06
1681	Autres emprunts		67 421,00		67 421,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	67 421,00	67 421,00		67 421,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
4582	Opération pour compte tiers n° 4582		12 406,00	12 406,00		
45820	Opération pour compte tiers n° 45820	18 406,00				18 406,00
4582202002	Opération pour compte tiers n° 4582202002	11 427,00				11 427,00
4582202003	Opération pour compte tiers n° 4582202003	981 787,33				981 787,33
4582202005	Opération pour compte tiers n° 4582202005	70 000,00	48 000,00		48 000,00	22 000,00
4582202006	Opération pour compte tiers n° 4582202006	37 200,00	31 200,00		31 200,00	6 000,00
4582202007	Opération pour compte tiers n° 4582202007		12 406,00		12 406,00	-12 406,00
4582202102	Opération pour compte tiers n° 4582202102	72 000,00	57 600,00		57 600,00	14 400,00
4582202201	Opération pour compte tiers n° 4582202201	54 000,00	43 200,00		43 200,00	10 800,00
4582202202	Opération pour compte tiers n° 4582202202	10 231,00				10 231,00
4582202203	Opération pour compte tiers n° 4582202203	108 310,00	20 848,00		20 848,00	87 462,00
458224049	Opération pour compte tiers n° 458224049	23 000,00				23 000

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
458224056	Opération pour compte tiers n° 458224056	38 400,00				38 400,00
458224057	Opération pour compte tiers n° 458224057	22 512,00				22 512,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	1 447 273,33	225 660,00	12 406,00	213 254,00	1 234 019,33
Total des recettes réelles d'investissement		**5 896 438,52**	**2 419 120,13**	**12 406,00**	**2 406 714,13**	**3 489 724,39**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 225 252,22*				
28031	*Amortissements frais d'études*		*15 071,43*		*15 071,43*	
28033	*Amortissements frais d'insertion*		*193,80*		*193,80*	
28131	*Bâtiments*		*96 885,00*		*96 885,00*	
28153	*Installations à caractère spécifique*		*1 446 593,04*		*1 446 593,04*	
28154	*Matériel industriel*		*469,00*		*469,00*	
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*		*50 141,00*		*50 141,00*	
28157	*Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels*		*46,00*		*46,00*	
28175	*Installations matériels et outillage techniques*		*1 592 983,69*		*1 592 983,69*	
28178	*Autres immobilisations corporelles*		*2 991,00*		*2 991,00*	
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*		*383,00*		*383,00*	
28184	*Mobilier*		*155,00*		*155,00*	
28188	*Amortissements autres*		*865,04*		*865,04*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*4 121 647,00*	*3 206 777,00*		*3 206 777,00*	*914 870,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*600 000,00*				*600 000,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 946 899,22***	***3 206 777,00***		***3 206 777,00***	***3 740 122,22***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**12 843 337,74**	**5 625 897,13**	**12 406,00**	**5 613 491,13**	**7 229 846,61**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**204 175,75**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**13 047 513,49**	**5 625 897,13**	**12 406,00**	**5 613 491,13**	**7 434 022,36**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 430 822,22**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 660,13**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	18 660,13
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 162,09**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00		0,00	412 162,09

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 139 995,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 995,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	139 995,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	0,00	D-B	-290 827,22

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2005 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 6 077,78
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 077,78
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	6 077,78
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A 0,00	D-B -6 077,78

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**172 000,00**	**A 36 955,74**	**0,00**	**0,00**	**B 577 250,09**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**140 000,00**	**36 955,74**	**0,00**	**0,00**	**116 871,09**
2031	Frais d'études	140 000,00	36 955,74		0,00	116 871,09
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**32 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 379,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	32 000,00	0,00		0,00	460 379,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 386 779,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 779,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	277 612,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	109 167,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A -36 955,74	D-B -190 471,09

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2007 (1)
LIBELLE : CREATION STEP VAUX

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**12 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 11 878,11**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 878,11**
2031	Frais d'études	12 000,00	0,00		0,00	11 878,11
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A 0,00	D-B -11 878,11

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2008 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 743 221,89**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 171,17**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	48 171,17
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**695 050,72**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00		0,00	695 050,72

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 400 364,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 364,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	257 728,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	142 636,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	0,00	D-B	-342 857,89

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations – mandats émis (b)**	**Taux de réalisation (b /a)**	**Restes à réaliser (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
DEPENSES		**735 000,00**	**A 514 625,44**	**0,00**	**0,00**	**B 552 481,27**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**25 000,00**	**10 423,36**	**0,00**	**0,00**	**46 543,46**
2031	Frais d'études	25 000,00	10 423,36		0,00	46 543,46
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**710 000,00**	**504 202,08**	**0,00**	**0,00**	**505 937,81**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	710 000,00	504 202,08		0,00	505 937,81

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations – titres émis (b)**	**Taux de réalisation (b /a)**	**Restes à réaliser (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 716 155,98**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**716 155,98**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	533 953,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	182 202,98
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-514 625,44	D-B	163 674,71

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2010 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**788 000,00**	**A 378 173,11**	**0,00**	**0,00**	**B 1 999 865,54**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**20 000,00**	**12 611,21**	**0,00**	**0,00**	**52 853,21**
2031	Frais d'études	20 000,00	12 611,21		0,00	52 853,21
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 468,64**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	1 468,64
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**768 000,00**	**365 561,90**	**0,00**	**0,00**	**1 945 543,69**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	768 000,00	365 561,90		0,00	1 865 620,76
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00		0,00	79 922,93

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 614 892,20**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 614 892,20**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	1 172 729,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	442 163,20
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-378 173,11	D-B	-384 973,34

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	2 629 947,58	98 013,90	2 531 933,68	1 968 485,43
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	15 199,59	14 272,08	927,51	0,01
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	191 774,23	9 441,74	182 332,49	182 332,49
Constructions	5 456 188,70	1 638 943,32	3 817 245,38	3 914 130,38
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	27 454 425,80	16 370 368,89	11 084 056,91	12 581 305,95
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	25 397,96	26 357,00	-959,04	444,00
Immobilisations corporelles en cours	16 756 530,10		16 756 530,10	13 680 873,96
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	120 364,09	3 313,96	117 050,13	117 050,13
Constructions	958 459,96	348 373,18	610 086,78	610 086,78
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	93 761 957,20	39 108 880,81	54 653 076,39	29 568 592,60
Autres immobilisations corporelles		5 982,00	-5 982,00	-2 991,00
Immobilisations en cours	87 472,02		87 472,02	87 472,02
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	13 971,95		13 971,95	13 971,95
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**147 471 689,18**	**57 623 946,88**	**89 847 742,30**	**62 721 754,70**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	93 563,71		93 563,71	580 880,33
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	213 798,73		213 798,73	553 640,01
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	79 723,10		79 723,10	2 235,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)	2 177 770,40		2 177 770,40	1 322 831,58
Autres créances	28 869,80	3 286,00	25 583,80	-1 244,08
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**3 711 648,40**		**3 711 648,40**	**4 837 811,63**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**6 305 374,14**	**3 286,00**	**6 302 088,14**	**7 296 154,47**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	-156,94		-156,94	
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**-156,94**		**-156,94**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**153 776 906,38**	**57 627 232,88**	**96 149 673,50**	**70 017 909,17**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	175 842,39	175 842,39
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	39 652 107,37	12 828 906,25
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	10 500 387,07	10 500 387,07
Report à nouveau (1)	4 686 353,64	3 568 590,95
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-1 013 109,15	1 117 762,69
Subventions d'investissement	27 038 071,79	25 514 561,66
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	324 974,13	324 974,13
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**81 364 627,24**	**54 031 025,14**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 903 342,84	11 135 075,36
Emprunts et dettes financières divers	2 957 232,05	3 251 651,46
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	82 947,68	422 745

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	135 216,85	217 548,56
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations	136 612,92	72 492,50
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	183 834,31	
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	1 207 356,79	653 813,70
Autres dettes	60 533,05	66 684,44
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**14 667 076,49**	**15 820 011,47**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	117 969,77	166 872,56
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**117 969,77**	**166 872,56**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**96 149 673,50**	**70 017 909,17**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*2 619 793,66*	*5 697 969,01*
Divers	*15 966,00*	
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		178 097,53
Reprises sur dépréciations et provisions		173 221,51
Transferts de charges		
Autres produits	44 599,72	1 422,39
TOTAL I	**2 680 359,38**	**6 050 710,44**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	594 893,57	1 903 353,01
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*1 615,91*	*1 565,49*
Autres	*50 617,27*	*40 964,18*
Salaires et traitements	124 293,41	121 465,66
Charges sociales	42 895,00	43 804,03
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*3 206 777,00*	*3 177 323,55*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*337,00*	*2 949,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	41 976,63	25 664,45
TOTAL II	**4 063 405,79**	**5 317 089,37**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-1 383 046,41**	**733 621,07**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	274 627,03	296 106,98
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**274 627,03**	**296 106,98**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-274 627,03**	**-296 106,98**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-1 657 673,44**	**437 514,09**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*78 986,72*	*66 399,61*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*602 529,00*	*620 497,00*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**681 515,72**	**686 896,61**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*36 788,00*	*5 987,59*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations	*163,43*	*660,42*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**36 951,43**	**6 648,01**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**644 564,29**	**680 248,60**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**3 361 875,10**	**6 737 607,05**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**4 374 984,25**	**5 619 844,36**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-1 013 109,15**	**1 117 762,69**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		175 842,39						175 842,39		175 842,39
10222	FCTVA		220 181,00						220 181,00		220 181,00
10228	Autres fonds d'investissement		104 793,13						104 793,13		104 793,13
	Sous Total compte 1022		**324 974,13**						**324 974,13**		**324 974,13**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		12 828 906,25	15 800 030,85	42 623 231,97			15 800 030,85	55 452 138,22		39 652 107,37
	Sous Total compte 102		**13 329 722,77**	**15 800 030,85**	**42 623 231,97**			**15 800 030,85**	**55 952 954,74**		**40 152 923,89**
1064	Rés règlementées		6 443,39						6 443,39		6 443,39
1068	Autres réserves		10 493 943,68						10 493 943,68		10 493 943,68
	Sous Total compte 106		**10 500 387,07**						**10 500 387,07**		**10 500 387,07**
	Sous Total compte 10		**23 830 109,84**	**15 800 030,85**	**42 623 231,97**			**15 800 030,85**	**66 453 341,81**		**50 653 310,96**
110	Report à nouveau solde créditeur		3 568 590,95		1 117 762,69				4 686 353,64		4 686 353,64
	Sous Total compte 11		**3 568 590,95**		**1 117 762,69**				**4 686 353,64**		**4 686 353,64**
12	Résultat exercice bénef ou perte		1 117 762,69	1 117 762,69				1 117 762,69	1 117 762,69		
	Sous Total compte 12		**1 117 762,69**	**1 117 762,69**				**1 117 762,69**	**1 117 762,69**		
13111	Agence de l'eau		32 588 904,96	59 387,00	59 387,00		1 562 707,00	59 387,00	34 210 998,96		34 151 611,96
13118	Autres		4 857 561,13				563 332,13		5 420 893,26		5 420 893,26
	Sous Total compte 1311		**37 446 466,09**	**59 387,00**	**59 387,00**		**2 126 039,13**	**59 387,00**	**39 631 892,22**		**39 572 505,22**
1312	Région		258 219,87						258 219,87		258 219,87
1313	Dépt		810 491,38						810 491,38		810 491,38
1317	Budget communautaire fonds structurels		18 110,94						18 110,94		18 110,94
	Sous Total compte 131		**38 533 288,28**	**59 387,00**	**59 387,00**		**2 126 039,13**	**59 387,00**	**40 718 714,41**		**40 659 327,41**
139111	Agence de l'eau	11 395 888,65				595 570,00		11 991 458,65		11 991 458,65	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139118	Autres	1 240 289,84				1 158,00		1 241 447,84		1 241 447,84	
	Sous Total compte 13911	**12 636 178,49**				**596 728,00**		**13 232 906,49**		**13 232 906,49**	
13912	Subv équipt transf - Région	89 976,52				5 801,00		95 777,52		95 777,52	
13913	Subv équipt transf - Dépt	286 161,33						286 161,33		286 161,33	
13917	Subv équipt transf - BC et FS	6 410,28						6 410,28		6 410,28	
	Sous Total compte 1391	**13 018 726,62**				**602 529,00**		**13 621 255,62**		**13 621 255,62**	
	Sous Total compte 139	**13 018 726,62**				**602 529,00**		**13 621 255,62**		**13 621 255,62**	
	Sous Total compte 13	**13 018 726,62**	**38 533 288,28**	**59 387,00**	**59 387,00**	**602 529,00**	**2 126 039,13**	**13 680 642,62**	**40 718 714,41**		**27 038 071,79**
1641	Emprunts en euros		11 135 075,36			1 231 732,52		1 231 732,52	11 135 075,36		9 903 342,84
	Sous Total compte 164		**11 135 075,36**			**1 231 732,52**		**1 231 732,52**	**11 135 075,36**		**9 903 342,84**
1681	Autres emprunts		3 115 201,47		6 918,45	349 801,40	67 421,00	349 801,40	3 189 540,92		2 839 739,52
16888	Int courus aut empts dettes assimil		136 449,99	136 449,99	117 492,53			136 449,99	253 942,52		117 492,53
	Sous Total compte 1688		**136 449,99**	**136 449,99**	**117 492,53**			**136 449,99**	**253 942,52**		**117 492,53**
	Sous Total compte 168		**3 251 651,46**	**136 449,99**	**124 410,98**	**349 801,40**	**67 421,00**	**486 251,39**	**3 443 483,44**		**2 957 232,05**
	Sous Total compte 16		**14 386 726,82**	**136 449,99**	**124 410,98**	**1 581 533,92**	**67 421,00**	**1 717 983,91**	**14 578 558,80**		**12 860 574,89**
	Total classe 1	**13 018 726,62**	**81 436 478,58**	**17 113 630,53**	**43 924 792,64**	**2 184 062,92**	**2 193 460,13**	**32 316 420,07**	**127 554 731,35**	**13 621 255,62**	**108 859 566,90**
2031	Frais d'études	2 081 090,84			35 644,94	574 991,68	120,00	2 656 082,52	35 764,94	2 620 317,58	
2033	Frais d'insertion	6 750,00		961,80	961,80	2 880,00		10 591,80	961,80	9 630,00	
	Sous Total compte 203	**2 087 840,84**		**961,80**	**36 606,74**	**577 871,68**	**120,00**	**2 666 674,32**	**36 726,74**	**2 629 947,58**	
2051	Concessions et droits assimilés	14 272,09				927,50		15 199,59		15 199,59	
	Sous Total compte 205	**14 272,09**				**927,50**		**15 199,59**		**15 199,59**	
	Sous Total compte 20	**2 102 112,93**		**961,80**	**36 606,74**	**578 799,18**	**120,00**	**2 681 873,91**	**36 726,74**	**2 645 147,17**	
2111	Terrains nus	7 215,42						7 215,42		7 215,42	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2118	Autres terrains	161 089,07						161 089,07		161 089,07	
	Sous Total compte 211	**168 304,49**						**168 304,49**		**168 304,49**	
2128	Autres terrains	23 469,74						23 469,74		23 469,74	
	Sous Total compte 212	**23 469,74**						**23 469,74**		**23 469,74**	
21311	Batiments exploitation	4 398 788,70						4 398 788,70		4 398 788,70	
21315	Batiments administratifs	1 057 400,00						1 057 400,00		1 057 400,00	
	Sous Total compte 2131	**5 456 188,70**						**5 456 188,70**		**5 456 188,70**	
	Sous Total compte 213	**5 456 188,70**						**5 456 188,70**		**5 456 188,70**	
2151	Instal complexes spécial	21 262 069,55						21 262 069,55		21 262 069,55	
21532	Réseaux assainissement	2 019 395,81						2 019 395,81		2 019 395,81	
	Sous Total compte 2153	**2 019 395,81**						**2 019 395,81**		**2 019 395,81**	
2154	Mat indust	8 362,67						8 362,67		8 362,67	
21561	Serv distribution eau	1 686 439,29						1 686 439,29		1 686 439,29	
21562	Service d'assainisSEMent	2 380 114,74						2 380 114,74		2 380 114,74	
	Sous Total compte 2156	**4 066 554,03**						**4 066 554,03**		**4 066 554,03**	
2157	Agenct amégat mat outil indust	98 043,74						98 043,74		98 043,74	
	Sous Total compte 215	**27 454 425,80**						**27 454 425,80**		**27 454 425,80**	
21711	Terrains nus	117 050,13						117 050,13		117 050,13	
	Sous Total compte 2171	**117 050,13**						**117 050,13**		**117 050,13**	
21728	Autres terrains	3 313,96						3 313,96		3 313,96	
	Sous Total compte 2172	**3 313,96**						**3 313,96**		**3 313,96**	
21738	Autres constructions	958 459,96						958 459,96		958 459,96	
	Sous Total compte 2173	**958 459,96**						**958 459,96**		**958 459,96**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217532	Réseaux assainissement	51 592 354,93		42 130 290,79				93 722 645,72		93 722 645,72	
	Sous Total compte 21753	**51 592 354,93**		**42 130 290,79**				**93 722 645,72**		**93 722 645,72**	
21754	Mat indust	6 236,21						6 236,21		6 236,21	
217562	Service d'assainissement	12 694,34						12 694,34		12 694,34	
	Sous Total compte 21756	**12 694,34**						**12 694,34**		**12 694,34**	
21757	Agenct amégat mat outil indust	819,60						819,60		819,60	
21758	Autres	19 561,33						19 561,33		19 561,33	
	Sous Total compte 2175	**51 631 666,41**		**42 130 290,79**				**93 761 957,20**		**93 761 957,20**	
	Sous Total compte 217	**52 710 490,46**		**42 130 290,79**				**94 840 781,25**		**94 840 781,25**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	6 385,00						6 385,00		6 385,00	
2183	Mat bureau mat informatique	5 954,30						5 954,30		5 954,30	
2184	Mobilier	4 927,00						4 927,00		4 927,00	
2188	Autres	8 131,66						8 131,66		8 131,66	
	Sous Total compte 218	**25 397,96**						**25 397,96**		**25 397,96**	
	Sous Total compte 21	**85 838 277,15**		**42 130 290,79**				**127 968 567,94**		**127 968 567,94**	
2313	Constructions	39 778,82						39 778,82		39 778,82	
2315	Instal mat outil techn	13 641 095,14				3 075 656,14		16 716 751,28		16 716 751,28	
2317	Immob reçues au titre mise à dispo	87 472,02						87 472,02		87 472,02	
	Sous Total compte 231	**13 768 345,98**				**3 075 656,14**		**16 844 002,12**		**16 844 002,12**	
	Sous Total compte 23	**13 768 345,98**				**3 075 656,14**		**16 844 002,12**		**16 844 002,12**	
261	Titres de participation	13 971,95						13 971,95		13 971,95	
	Sous Total compte 26	**13 971,95**						**13 971,95**		**13 971,95**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28031	Amort frais études		118 587,41	35 644,94			15 071,43	35 644,94	133 658,84		98 013,90
28033	Amort frais d'insertion		768,00	961,80			193,80	961,80	961,80		
	Sous Total compte 2803		**119 355,41**	**36 606,74**			**15 265,23**	**36 606,74**	**134 620,64**		**98 013,90**
2805	Concessions droits similaires brevets		14 272,08						14 272,08		14 272,08
	Sous Total compte 280		**133 627,49**	**36 606,74**			**15 265,23**	**36 606,74**	**148 892,72**		**112 285,98**
28128	Autres terrains		9 441,74						9 441,74		9 441,74
	Sous Total compte 2812		**9 441,74**						**9 441,74**		**9 441,74**
28131	Bâtiments		1 295 332,16				96 885,00		1 392 217,16		1 392 217,16
28135	Igaac constructions		246 726,16						246 726,16		246 726,16
	Sous Total compte 2813		**1 542 058,32**				**96 885,00**		**1 638 943,32**		**1 638 943,32**
28151	Instal complexes spécial		7 883 391,53						7 883 391,53		7 883 391,53
28153	Installations à caractère spécifique		4 344 528,41				1 446 593,04		5 791 121,45		5 791 121,45
28154	Mat indust		9 862,67				469,00		10 331,67		10 331,67
28156	Mat spécif exploit		2 594 173,19				50 141,00		2 644 314,19		2 644 314,19
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		41 164,05				46,00		41 210,05		41 210,05
	Sous Total compte 2815		**14 873 119,85**				**1 497 249,04**		**16 370 368,89**		**16 370 368,89**
28172	Agenct amégat terr		3 313,96						3 313,96		3 313,96
28173	Constructions		348 373,18						348 373,18		348 373,18
28175	Instal mat outil techn		22 063 073,81	-75 299,25	15 377 524,06		1 592 983,69	-75 299,25	39 033 581,56		39 108 880,81
28178	Autres immobilisations corporelles		2 991,00				2 991,00		5 982,00		5 982,00
	Sous Total compte 2817		**22 417 751,95**	**-75 299,25**	**15 377 524,06**		**1 595 974,69**	**-75 299,25**	**39 391 250,70**		**39 466 549,95**
28181	Instal gales agenct amngts divers		1 018,00				383,00		1 401,00		1 401

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28182	Mat de transport		5 971,00						5 971,00		5 971,00
28183	Mat bureau mat informatique		5 834,28						5 834,28		5 834,28
28184	Mobilier		5 392,00				155,00		5 547,00		5 547,00
28188	Amort autres		6 738,68				865,04		7 603,72		7 603,72
	Sous Total compte 2818		**24 953,96**				**1 403,04**		**26 357,00**		**26 357,00**
	Sous Total compte 281		**38 867 325,82**	**-75 299,25**	**15 377 524,06**		**3 191 511,77**	**-75 299,25**	**57 436 361,65**		**57 511 660,90**
	Sous Total compte 28		**39 000 953,31**	**-38 692,51**	**15 377 524,06**		**3 206 777,00**	**-38 692,51**	**57 585 254,37**		**57 623 946,88**
	Total classe 2	**101 722 708,01**	**39 000 953,31**	**42 092 560,08**	**15 414 130,80**	**3 654 455,32**	**3 206 897,00**	**147 469 723,41**	**57 621 981,11**	**147 471 689,18**	**57 623 946,88**
4011	Fournisseurs		232 213,00	874 258,31	652 245,31			874 258,31	884 458,31		10 200,00
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		30 862,68						30 862,68		30 862,68
	Sous Total compte 4017		**30 862,68**						**30 862,68**		**30 862,68**
	Sous Total compte 401		**263 075,68**	**874 258,31**	**652 245,31**			**874 258,31**	**915 320,99**		**41 062,68**
4041	Fournis immob		49 595,42	4 786 621,32	4 840 880,68			4 786 621,32	4 890 476,10		103 854,78
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		22 897,08	34 264,88	44 125,94			34 264,88	67 023,02		32 758,14
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			46 296,92	46 296,92			46 296,92	46 296,92		
	Sous Total compte 4047		**22 897,08**	**80 561,80**	**90 422,86**			**80 561,80**	**113 319,94**		**32 758,14**
	Sous Total compte 404		**72 492,50**	**4 867 183,12**	**4 931 303,54**			**4 867 183,12**	**5 003 796,04**		**136 612,92**
408	Fournis factures non parvenues		159 669,77	159 669,77	41 885,00			159 669,77	201 554,77		41 885,00
	Sous Total compte 40		**495 237,95**	**5 901 111,20**	**5 625 433,85**			**5 901 111,20**	**6 120 671,80**		**219 560,60**
411	Clients	44 323,42		752 821,64	708 076,00			797 145,06	708 076,00	89 069,06	
4122	Clients - Redevance pour modernisation d	209,95			209,95			209,95	209,95		
	Sous Total compte 412	**209,95**			**209,95**			**209,95**	**209,95**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4161	Créances douteuses	30 106,96		16 697,07	42 309,38			46 804,03	42 309,38	4 494,65	
	Sous Total compte 416	**30 106,96**		**16 697,07**	**42 309,38**			**46 804,03**	**42 309,38**	**4 494,65**	
418	Clients - produits non encore facturés	506 240,00			506 240,00			506 240,00	506 240,00		
	Sous Total compte 41	**580 880,33**		**769 518,71**	**1 256 835,33**			**1 350 399,04**	**1 256 835,33**	**93 563,71**	
421	Personnel - rémunérations dues			126 296,85	126 296,85			126 296,85	126 296,85		
	Sous Total compte 42			**126 296,85**	**126 296,85**			**126 296,85**	**126 296,85**		
431	Sécurite sociale			35 777,51	35 777,51			35 777,51	35 777,51		
437	Autres organismes sociaux			12 344,35	12 344,35			12 344,35	12 344,35		
	Sous Total compte 43			**48 121,86**	**48 121,86**			**48 121,86**	**48 121,86**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			80 333,10	1 715,00			80 333,10	1 715,00	78 618,10	
	Sous Total compte 441			**80 333,10**	**1 715,00**			**80 333,10**	**1 715,00**	**78 618,10**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			5 058,86	5 058,86			5 058,86	5 058,86		
	Sous Total compte 442			**5 058,86**	**5 058,86**			**5 058,86**	**5 058,86**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses			209,60	184 043,91			209,60	184 043,91		183 834,31
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	1 425,00			600,00			1 425,00	600,00	825,00	
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	810,00		225,00	755,00			1 035,00	755,00	280,00	
	Sous Total compte 443	**2 235,00**		**434,60**	**185 398,91**			**2 669,60**	**185 398,91**		**182 729,31**
44551	Etat - TVA à décaisser			17 584,00	17 584,00			17 584,00	17 584,00		
	Sous Total compte 4455			**17 584,00**	**17 584,00**			**17 584,00**	**17 584,00**		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	6 868,90		777 169,42	766 729,19			784 038,32	766 729,19	17 309,13	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	44 542,11		95 941,00	138 899,51			140 483,11	138 899,51	1 583,60	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	475 196,00		740 416,00	1 020 706,00			1 215 612,00	1 020 706,00	194 906,00	
	Sous Total compte 4456	**526 607,01**		**1 613 526,42**	**1 926 334,70**			**2 140 133,43**	**1 926 334,70**	**213 798,73**	
44571	Etat - TVA collectée		217 534,56	652 070,44	569 752,73			652 070,44	787 287,29		135 216,85
	Sous Total compte 4457		**217 534,56**	**652 070,44**	**569 752,73**			**652 070,44**	**787 287,29**		**135 216,85**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			545 510,00	545 510,00			545 510,00	545 510,00		
	Sous Total compte 4458			**545 510,00**	**545 510,00**			**545 510,00**	**545 510,00**		
	Sous Total compte 445	**526 607,01**	**217 534,56**	**2 828 690,86**	**3 059 181,43**			**3 355 297,87**	**3 276 715,99**	**78 581,88**	
446	Agences de l'eau			4 282,00	4 282,00			4 282,00	4 282,00		
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		14,00	47 821,16	47 807,16			47 821,16	47 821,16		
4487	Etat - produits à recevoir	27 033,00			27 033,00			27 033,00	27 033,00		
	Sous Total compte 448	**27 033,00**			**27 033,00**			**27 033,00**	**27 033,00**		
	Sous Total compte 44	**555 875,01**	**217 548,56**	**2 966 620,58**	**3 330 476,36**			**3 522 495,59**	**3 548 024,92**		**25 529,33**
4581001	Opér pour cpte de tiers - dépenses			139 560,87				139 560,87		139 560,87	
4581002	Opér pour cpte de tiers - dépenses			106 467,82				106 467,82		106 467,82	
4581003	Opér pour cpte de tiers - dépenses			158 409,22				158 409,22		158 409,22	
4581004	Opér pour cpte de tiers - dépenses			87 541,47				87 541,47		87 541,47	
4581202001	Opér pour cpte de tiers - dépenses	141 586,36						141 586,36		141 586,36	
4581202002	Opér pour cpte de tiers - dépenses	83 058,12				1 663,20		84 721,32		84 721,32	
4581202003	Opér pour cpte de tiers - dépenses	355 417,37				285 372,02		640 789,39		640 789,39	
4581202005	Opér pour cpte de tiers - dépenses	47 630,00						47 630,00		47 630,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581202006	Opér pour cpte de tiers - dépenses	372 848,70						372 848,70		372 848,70	
4581202007	Opér pour cpte de tiers - dépenses	71 629,75						71 629,75		71 629,75	
4581202101	Opér pour cpte de tiers - dépenses	16 750,00				1 250,00		18 000,00		18 000,00	
4581202102	Opér pour cpte de tiers - dépenses	89 213,50				1 669,00		90 882,50		90 882,50	
4581202201	Opér pour cpte de tiers - dépenses	32 616,69				46 045,22		78 661,91		78 661,91	
4581202202	Opér pour cpte de tiers - dépenses	47 228,70						47 228,70		47 228,70	
4581202203	Opér pour cpte de tiers - dépenses	13 476,31				26 960,00		40 436,31		40 436,31	
458123048	Opér pour cpte de tiers - dépenses	51 376,08						51 376,08		51 376,08	
	Sous Total compte 4581	**1 322 831,58**		**491 979,38**		**362 959,44**		**2 177 770,40**		**2 177 770,40**	
4582	Opérations pour cpte de tiers - recettes					12 406,00	12 406,00	12 406,00	12 406,00		
4582001	Opérations pour cpte de tiers - recettes				45 458,33				45 458,33		45 458,33
4582002	Opérations pour cpte de tiers - recettes				71 315,00				71 315,00		71 315,00
4582003	Opérations pour cpte de tiers - recettes				98 114,00				98 114,00		98 114,00
4582004	Opérations pour cpte de tiers - recettes				38 700,00				38 700,00		38 700,00
45822	Opérations pour cpte de tiers - recettes				86 701,76				86 701,76		86 701,76
4582202001	Opérations pour cpte de tiers - recettes				39 000,00				39 000,00		39 000,00
4582202002	Opérations pour cpte de tiers - recettes		184 011,00						184 011,00		184 011,00
4582202005	Opérations pour cpte de tiers - recettes						48 000,00		48 000,00		48 000,00
4582202006	Opérations pour cpte de tiers - recettes		359 800,70	39 000,00			31 200,00	39 000,00	391 000,70		352 000

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4582202007	Opérations pour cpte de tiers - recettes		47 594,00				12 406,00		60 000,00		60 000,00
4582202102	Opérations pour cpte de tiers - recettes						57 600,00		57 600,00		57 600,00
4582202201	Opérations pour cpte de tiers - recettes						43 200,00		43 200,00		43 200,00
4582202202	Opérations pour cpte de tiers - recettes		40 925,00						40 925,00		40 925,00
4582202203	Opérations pour cpte de tiers - recettes		21 483,00				20 848,00		42 331,00		42 331,00
	Sous Total compte 4582		**653 813,70**	**39 000,00**	**379 289,09**		**213 254,00**	**39 000,00**	**1 246 356,79**		**1 207 356,79**
	Sous Total compte 458	**1 322 831,58**	**653 813,70**	**530 979,38**	**379 289,09**	**375 365,44**	**225 660,00**	**2 229 176,40**	**1 258 762,79**	**970 413,61**	
	Sous Total compte 45	**1 322 831,58**	**653 813,70**	**530 979,38**	**379 289,09**	**375 365,44**	**225 660,00**	**2 229 176,40**	**1 258 762,79**	**970 413,61**	
466	Excédt de verSEMent		2 445,11	6 817,07	6 505,62			6 817,07	8 950,73		2 133,66
46711	Autres comptes créditeurs			376 614,47	376 614,47			376 614,47	376 614,47		
	Sous Total compte 4671			**376 614,47**	**376 614,47**			**376 614,47**	**376 614,47**		
46721	Débiteurs divers - amiable	1 018,52		102 104,72	74 253,44			103 123,24	74 253,44	28 869,80	
46726	Débiteurs divers - contentieux	686,40		26,94	713,34			713,34	713,34		
	Sous Total compte 4672	**1 704,92**		**102 131,66**	**74 966,78**			**103 836,58**	**74 966,78**	**28 869,80**	
	Sous Total compte 467	**1 704,92**		**478 746,13**	**451 581,25**			**480 451,05**	**451 581,25**	**28 869,80**	
4686	Divers - charges à payer		64 239,33	64 239,33	58 399,39			64 239,33	122 638,72		58 399,39
	Sous Total compte 468		**64 239,33**	**64 239,33**	**58 399,39**			**64 239,33**	**122 638,72**		**58 399,39**
	Sous Total compte 46	**1 704,92**	**66 684,44**	**549 802,53**	**516 486,26**			**551 507,45**	**583 170,70**		**31 663,25**
4712	Viremts réimputés				56,43				56,43		56,43
4713	Recettes percues avant émission titres		160 041,05	7 038 752,96	6 536 968,04			7 038 752,96	6 697 009,09	341 743,87	
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		1 530,00	6 634,62	5 284,40			6 634,62	6 814,40		179,78

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			81 602,11	82 055,86			81 602,11	82 055,86		453,75
	Sous Total compte 47141		**1 530,00**	**88 236,73**	**87 340,26**			**88 236,73**	**88 870,26**		**633,53**
	Sous Total compte 4714		**1 530,00**	**88 236,73**	**87 340,26**			**88 236,73**	**88 870,26**		**633,53**
4718	Autres recettes à régulariser		5 300,47	30 113,93	483 834,64			30 113,93	489 135,11		459 021,18
	Sous Total compte 471		**166 871,52**	**7 157 103,62**	**7 108 199,37**			**7 157 103,62**	**7 275 070,89**		**117 967,27**
4721	Dép sans mandatement préalable			1 458 441,20	1 458 598,14			1 458 441,20	1 458 598,14		156,94
4722	DACR commission carte bancaire			1,10	1,10			1,10	1,10		
4728	DACR - autres dépenses à régul			1 241 968,13	1 241 968,13			1 241 968,13	1 241 968,13		
	Sous Total compte 472			**2 700 410,43**	**2 700 567,37**			**2 700 410,43**	**2 700 567,37**		**156,94**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		1,04	0,73	2,19			0,73	3,23		2,50
	Sous Total compte 478		**1,04**	**0,73**	**2,19**			**0,73**	**3,23**		**2,50**
	Sous Total compte 47		**166 872,56**	**9 857 514,78**	**9 808 768,93**			**9 857 514,78**	**9 975 641,49**		**118 126,71**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		2 949,00		337,00				3 286,00		3 286,00
	Sous Total compte 49		**2 949,00**		**337,00**				**3 286,00**		**3 286,00**
	Total classe 4	**2 461 291,84**	**1 603 106,21**	**20 749 965,89**	**21 092 045,53**	**375 365,44**	**225 660,00**	**23 586 623,17**	**22 920 811,74**	**2 935 469,61**	**2 269 658,18**
5113	Effets à l'encaissement	1 500,00		3 000,00	4 500,00			4 500,00	4 500,00		
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			420,48	420,48			420,48	420,48		
51178	Autres valeurs impayées			322,16	322,16			322,16	322,16		
	Sous Total compte 5117			**322,16**	**322,16**			**322,16**	**322,16**		
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	167,33		10 078,67	10 101,00			10 246,00	10 101,00	145,00	
	Sous Total compte 511	**1 667,33**		**13 821,31**	**15 343,64**			**15 488,64**	**15 343,64**	**145,00**	
515	Compte au trésor	4 836 144,30		7 243 574,61	8 368 215,51			12 079 718,91	8 368 215,51	3 711 503,40	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 51	**4 837 811,63**		**7 257 395,92**	**8 383 559,15**			**12 095 207,55**	**8 383 559,15**	**3 711 648,40**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 809 306,00	3 809 306,00			3 809 306,00	3 809 306,00		
584	Encaissements chèques par lecture opt			15 311,42	15 311,42			15 311,42	15 311,42		
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			24 579,78	24 579,78			24 579,78	24 579,78		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			15 015,86	15 015,86			15 015,86	15 015,86		
	Sous Total compte 587			**15 015,86**	**15 015,86**			**15 015,86**	**15 015,86**		
588	Autres virements internes			463 651,02	463 651,02			463 651,02	463 651,02		
	Sous Total compte 58			**4 327 864,08**	**4 327 864,08**			**4 327 864,08**	**4 327 864,08**		
	Total classe 5	**4 837 811,63**		**11 585 260,00**	**12 711 423,23**			**16 423 071,63**	**12 711 423,23**	**3 711 648,40**	
604	Achats d'études, prestations de services					424 850,52	40 948,89	424 850,52	40 948,89	383 901,63	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)					51 486,82	51 486,82	51 486,82	51 486,82		
6064	Fournitures administratives					58,29		58,29		58,29	
	Sous Total compte 606					**51 545,11**	**51 486,82**	**51 545,11**	**51 486,82**	**58,29**	
	Sous Total compte 60					**476 395,63**	**92 435,71**	**476 395,63**	**92 435,71**	**383 959,92**	
61521	Bâtiments publics					33 162,18	33 162,18	33 162,18	33 162,18		
61523	Reseaux					12 680,99	12 680,99	12 680,99	12 680,99		
61528	Autres					270,44		270,44		270,44	
	Sous Total compte 6152					**46 113,61**	**45 843,17**	**46 113,61**	**45 843,17**	**270,44**	
61558	Autres biens mobiliers					800,00	800,00	800,00	800,00		
	Sous Total compte 6155					**800,00**	**800,00**	**800,00**	**800,00**		
	Sous Total compte 615					**46 913,61**	**46 643,17**	**46 913,61**	**46 643,17**	**270,44**	
617	Etudes et recherches					29 975,00	8 725,00	29 975,00	8 725,00	21 250,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
618	Divers					219,00		219,00		219,00	
	Sous Total compte 61					**77 107,61**	**55 368,17**	**77 107,61**	**55 368,17**	**21 739,44**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					162 456,32		162 456,32		162 456,32	
	Sous Total compte 621					**162 456,32**		**162 456,32**		**162 456,32**	
6226	Honoraires					12 960,53	12 460,53	12 960,53	12 460,53	500,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux					321,67		321,67		321,67	
	Sous Total compte 622					**13 282,20**	**12 460,53**	**13 282,20**	**12 460,53**	**821,67**	
6231	Annonces et insertions					2 585,72		2 585,72		2 585,72	
	Sous Total compte 623					**2 585,72**		**2 585,72**		**2 585,72**	
6256	Missions					236,60		236,60		236,60	
	Sous Total compte 625					**236,60**		**236,60**		**236,60**	
627	Services bancaires et assimilés					1,10		1,10		1,10	
6281	Concours divers -cotisations					1 505,21		1 505,21		1 505,21	
62878	à des tiers					21 587,59		21 587,59		21 587,59	
	Sous Total compte 6287					**21 587,59**		**21 587,59**		**21 587,59**	
	Sous Total compte 628					**23 092,80**		**23 092,80**		**23 092,80**	
	Sous Total compte 62					**201 654,74**	**12 460,53**	**201 654,74**	**12 460,53**	**189 194,21**	
6332	Cotisations versées au FNAL					604,83		604,83		604,83	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					1 011,08		1 011,08		1 011,08	
	Sous Total compte 633					**1 615,91**		**1 615,91**		**1 615,91**	
63512	Taxes foncières					33,00		33,00		33,00	
	Sous Total compte 6351					**33,00**		**33,00**		**33,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6356	Redev pour occup domaine public					46 302,27		46 302,27		46 302,27	
	Sous Total compte 635					**46 335,27**		**46 335,27**		**46 335,27**	
6378	Autres impôts taxes verst assimilés					4 282,00		4 282,00		4 282,00	
	Sous Total compte 637					**4 282,00**		**4 282,00**		**4 282,00**	
	Sous Total compte 63					**52 233,18**		**52 233,18**		**52 233,18**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					94 055,35		94 055,35		94 055,35	
6413	Primes et gratifications					21 116,98		21 116,98		21 116,98	
6414	Indemnités et avantages divers					9 093,60		9 093,60		9 093,60	
6415	Supplément familial					27,48		27,48		27,48	
	Sous Total compte 641					**124 293,41**		**124 293,41**		**124 293,41**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					20 970,60		20 970,60		20 970,60	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					21 924,40		21 924,40		21 924,40	
	Sous Total compte 645					**42 895,00**		**42 895,00**		**42 895,00**	
	Sous Total compte 64					**167 188,41**		**167 188,41**		**167 188,41**	
6531	Indemnités					19 996,02		19 996,02		19 996,02	
6533	Cotisations de retraite					889,57		889,57		889,57	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					6 074,30		6 074,30		6 074,30	
	Sous Total compte 653					**26 959,89**		**26 959,89**		**26 959,89**	
6541	Créances admises en non-valeur					15 015,86		15 015,86		15 015,86	
	Sous Total compte 654					**15 015,86**		**15 015,86**		**15 015,86**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					58 400,27	58 399,39	58 400,27	58 399,39	0,88	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 658					**58 400,27**	**58 399,39**	**58 400,27**	**58 399,39**	**0,88**	
	Sous Total compte 65					**100 376,02**	**58 399,39**	**100 376,02**	**58 399,39**	**41 976,63**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					293 584,49		293 584,49		293 584,49	
66112	Intérêts - rattachement des icne					117 492,53	136 449,99	117 492,53	136 449,99		18 957,46
	Sous Total compte 6611					**411 077,02**	**136 449,99**	**411 077,02**	**136 449,99**	**274 627,03**	
	Sous Total compte 661					**411 077,02**	**136 449,99**	**411 077,02**	**136 449,99**	**274 627,03**	
	Sous Total compte 66					**411 077,02**	**136 449,99**	**411 077,02**	**136 449,99**	**274 627,03**	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					26 288,00		26 288,00		26 288,00	
	Sous Total compte 671					**26 288,00**		**26 288,00**		**26 288,00**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					10 500,00		10 500,00		10 500,00	
678	Autres charges exceptionnelles					163,43		163,43		163,43	
	Sous Total compte 67					**36 951,43**		**36 951,43**		**36 951,43**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					3 206 777,00		3 206 777,00		3 206 777,00	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					337,00		337,00		337,00	
	Sous Total compte 681					**3 207 114,00**		**3 207 114,00**		**3 207 114,00**	
	Sous Total compte 68					**3 207 114,00**		**3 207 114,00**		**3 207 114,00**	
	Total classe 6					**4 730 098,04**	**355 113,79**	**4 730 098,04**	**355 113,79**	**4 393 941,71**	**18 957,46**
70128	Autres taxes et redevances						15 966,00		15 966,00		15 966,00
	Sous Total compte 7012						**15 966,00**		**15 966,00**		**15 966,00**
	Sous Total compte 701						**15 966,00**		**15 966,00**		**15 966,00**
70611	Redevances assainisSEMent collectif					490 566,73	3 085 414,22	490 566,73	3 085 414,22		2 594 847,49
	Sous Total compte 7061					**490 566,73**	**3 085 414,22**	**490 566,73**	**3 085 414,22**		**2 594 847,49**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7068	Autres prestations de service					16 240,00	41 186,17	16 240,00	41 186,17		24 946,17
	Sous Total compte 706					**506 806,73**	**3 126 600,39**	**506 806,73**	**3 126 600,39**		**2 619 793,66**
	Sous Total compte 70					**506 806,73**	**3 142 566,39**	**506 806,73**	**3 142 566,39**		**2 635 759,66**
748	Autres subv exploitation					27 033,00	27 033,00	27 033,00	27 033,00		
	Sous Total compte 74					**27 033,00**	**27 033,00**	**27 033,00**	**27 033,00**		
7588	Autres						44 599,72		44 599,72		44 599,72
	Sous Total compte 758						**44 599,72**		**44 599,72**		**44 599,72**
	Sous Total compte 75						**44 599,72**		**44 599,72**		**44 599,72**
7711	Dédits et pénalites perçus					1 500,00	29 658,76	1 500,00	29 658,76		28 158,76
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						51,61		51,61		51,61
7718	Autres prod except sur opé gestion						47 475,52		47 475,52		47 475,52
	Sous Total compte 771					**1 500,00**	**77 185,89**	**1 500,00**	**77 185,89**		**75 685,89**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						3 300,83		3 300,83		3 300,83
777	Quote part subv invest virée au résult						602 529,00		602 529,00		602 529,00
	Sous Total compte 77					**1 500,00**	**683 015,72**	**1 500,00**	**683 015,72**		**681 515,72**
	Total classe 7					**535 339,73**	**3 897 214,83**	**535 339,73**	**3 897 214,83**		**3 361 875,10**
	Total général	**122 040 538,10**	**122 040 538,10**	**91 541 416,50**	**93 142 392,20**	**11 479 321,45**	**9 878 345,75**	**225 061 276,05**	**225 061 276,05**	**172 134 004,52**	**172 134 004,52**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 15/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 15/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 16/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 16/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 556 083,92	42 334 713,89	0,00	42 334 713,89
RECETTES	53 556 083,92	45 847 089,28	0,00	45 847 089,28
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 598 695,69	8 198 944,06	3 977 978,10	12 176 922,16
RECETTES	16 598 695,69	8 110 101,63	1 694 459,34	9 804 560,97

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET MOBILITE DURABLE / Numéro SIRET : 20006711400054

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	10 730 099,00	10 530 483,39	0,00	10 530 483,39
RECETTES	10 730 099,00	10 644 313,62	0,00	10 644 313,62
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 548 349,79	346 107,25	0,00	346 107,25
RECETTES	1 548 349,79	349 113,71	774 113,10	1 123 226,81

BUDGET EAU POTABLE / Numéro SIRET : 20006711400047

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	7 580 651,49	1 472 486,04	0,00	1 472 486,04
RECETTES	7 580 651,49	4 124 413,20	0,00	4 124 413,20
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 328 064,04	5 349 384,36	3 280 865,96	8 630 250,32
RECETTES	10 328 064,04	3 404 854,46	1 751 980,54	5 156 835,00

BUDGET PARC ACTIV. APPOIGNY / Numéro SIRET : 20006711400096

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 163 378,50	81 108,24	0,00	81 108,24
RECETTES	17 163 378,50	775 908,50	0,00	775 908,50
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 973 258,50	200 000,00	0,00	200 000,00
RECETTES	16 973 258,50	0,00	0,00	0,00

BUDGET ZONE DES MACHERINS / Numéro SIRET : 20006711400088

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	294 826,49	155 046,49	0,00	155 046,49
RECETTES	294 826,49	163 905,39	0,00	163 905,39
INVESTISSEMENT				

BUDGET ZONE DES MACHERINS / Numéro SIRET : 20006711400088				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	843 491,97	31 489,27	0,00	31 489,27
RECETTES	843 491,97	144 175,03	0,00	144 175,03

BUDGET SPANC / Numéro SIRET : 20006711400062				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 060,38	4 769,35	0,00	4 769,35
RECETTES	53 060,38	14 763,00	0,00	14 763,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE / Numéro SIRET : 20006711400104				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	75 981,00	52 504,33	0,00	52 504,33
RECETTES	75 981,00	52 504,32	0,00	52 504,32
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE / Numéro SIRET : 20006711400120				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET ASSAINISSEMENT / Numéro SIRET : 20006711400146				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 577 552,99	4 374 984,25	0,00	4 374 984,25
RECETTES	8 577 552,99	3 361 875,10	0,00	3 361 875,10
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 047 513,49	6 201 357,68	3 398 333,95	9 599 691,63
RECETTES	13 047 513,49	5 613 491,13	2 476 793,92	8 090 285,05

BUDGET DECHETS COLLECTE / Numéro SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	13 720 725,52	10 905 326,10	0,00	10 905 326,10
RECETTES	13 720 725,52	11 872 514,55	0,00	11 872 514,55
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 141 151,10	416 814,81	901 686,36	1 318 501,1

BUDGET DECHETS COLLECTE / Numéro SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
RECETTES	3 141 151,10	872 729,47	171 000,00	1 043 729,47

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY / Numéro SIRET : 20006711400179				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 820 898,83
RECETTES	3 261 352,72	1 820 898,83	0,00	1 820 898,83
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 768 911,44	1 820 889,92	0,00	1 820 889,92
RECETTES	4 768 911,44	1 507 558,72	0,00	1 507 558,72

BUDGET PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES / Numéro SIRET : 20006711400161				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	306 262,93
RECETTES	1 938 570,00	306 262,93	0,00	306 262,93
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 972 640,00	306 262,93	0,00	306 262,93
RECETTES	1 972 640,00	34 070,00	0,00	34 070,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	116 952 282,01	72 038 583,84	0,00	72 038 583,84
RECETTES	116 952 282,01	78 984 448,72	0,00	78 984 448,72
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	69 222 076,02	22 871 250,28	11 558 864,37	34 430 114,65
RECETTES	69 222 076,02	20 036 094,15	6 868 346,90	26 904 441,05
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	186 174 358,03	94 909 834,12	11 558 864,37	106 468 698,49
TOTAL AGREGE DES RECETTES	186 174 358,03	99 020 542,87	6 868 346,90	105 888 889,77

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
201101 - 090655	28/12/2009	927 500,00	0,00	41 590,12	0,00	795 000,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**927 500,00**	**0,00**	**41 590,12**	**0,00**	**795 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**16 865 502,28**									
1641 Emprunts en euros (total)					16 865 502,28									
201101 - 090655	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	01/01/2020	15/03/2020	1 457 500,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	0,290	0,290	EUR	X	X	O	A-1
201204 - AN096685 DO	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	01/01/2020	10/01/2020	367 109,19	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	P	O	A-1
201502 - MON531453EUR001 DO	SFIL CAFFIL	06/05/2015	01/01/2020	01/03/2020	1 008 095,54	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	1,410	EUR	T	P	O	A-1
2019-01 CHA 5780655 DO	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2019	01/01/2020	25/02/2020	148 324,55	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	1,130	EUR	T	P	O	A-1
2019-02 COU 3420058	CAISSE D'EPARGNE	06/03/2000	01/01/2020	25/03/2020	15 748,12	F	Taux fixe à 5.9 %	5,900	6,030	EUR	T	P	O	A-1
2019-03 CHA 3455016	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	01/01/2020	25/12/2020	61 952,17	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,430	EUR	A	P	O	A-1
2019-04 IRA 3468490	CAISSE D'EPARGNE	12/07/2006	01/01/2020	25/05/2020	65 031,55	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,900	EUR	A	P	O	A-1
2019-07 SIE 8672604 DO	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2010	01/01/2020	25/02/2020	1 075 000,00	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,470	EUR	T	C	O	A-1
2019-08 CHE 8700992 DO	CAISSE D'EPARGNE	25/07/2010	01/01/2020	25/07/2020	114 022,71	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-10 MON 9476504	CAISSE D'EPARGNE	05/12/2014	01/01/2020	25/03/2020	134 855,30	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	2,440	EUR	T	P	O	A-1
2019-11 ESCO 9564735	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2014	01/01/2020	15/09/2020	68 370,52	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	1,520	EUR	A	P	O	A-1
2019-12 CHA 98334664	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2016	01/01/2020	25/03/2020	112 819,97	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-13 STB 9943257 DO	CAISSE D'EPARGNE	16/05/2017	01/01/2020	25/02/2020	26 381,33	F	Taux fixe à 1.77 %	1,770	1,780	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-14 SIE AN096790 DO	CAISSE D'EPARGNE	13/11/2013	01/01/2020	25/03/2020	2 408 999,98	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	3,620	EUR	A	C	O	A-1
2019-27 VAL 1608183 DO	CREDIT AGRICOLE	29/07/2011	01/01/2020	21/02/2020	350 763,76	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-28 SIE 17162 DO	SOCIETE GENERALE	31/08/2007	01/01/2020	29/02/2020	775 000,00	V	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	C	O	A-1
2019-29 CHE MON531451EUR DO	SFIL CAFFIL	01/01/2006	01/01/2020	02/01/2020	326 677,66	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,860	EUR	A	P	O	A-1
2019-31 STG MON532743EUR DO	SFIL CAFFIL	01/07/2004	01/01/2020	02/01/2020	54 976,31	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
2019-32B STG MIN535976EUR DO	SFIL CAFFIL	06/09/2007	01/01/2020	01/02/2020	27 710,73	V	(Euribor 3M + 0.12)-Floor -0.12 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
2019-39 AUG 1346491	CREDIT AGRICOLE	18/03/2009	01/01/2020	30/06/2020	42 884,75	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4,250	EUR	A	P	O	A-1
2019-40 STB 1467087 DO	CREDIT AGRICOLE	18/06/2010	01/01/2020	10/01/2020	341 890,15	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-41 IRA 1060078 DO	CREDIT AGRICOLE	15/05/2006	01/01/2020	15/02/2020	82 343,76	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,920	EUR	T	P	O	A-1
2019-69 SAE 07080403 ME	BANQUE POPULAIRE	13/04/2007	01/01/2020	09/01/2020	97 490,71	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
2019-70 VSS MON534555EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2020	01/01/2020	01/08/2020	132 832,59	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2019-71 STB 20581204 ME	CREDIT MUTUEL	14/12/2011	01/01/2020	15/01/2020	36 695,59	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4,350	EUR	A	P	O	A-1
2019-72 MON 21081102 DO	CREDIT MUTUEL	28/12/2018	01/01/2020	31/03/2020	191 392,44	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	P	O	A-1
2019-74 CHA 08783993 ME	BANQUE POPULAIRE	31/03/2018	01/01/2020	31/03/2020	1 467 030,06	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
2019-76 CHA 7128576 ME	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	14/03/2020	29 054,18	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1
2019-77 CHA 7138215 ME	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	13/03/2020	13 694,45	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-78 ESC MPH532700EUR DO	SFIL CAFFIL	24/01/2013	01/01/2020	02/01/2020	24 320,25	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	0,810	0,820	EUR	T	P	O	A-1
2019-79 ESC MIN228754	DEXIA CL	01/05/2007	01/01/2020	01/05/2020	109 210,81	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	4,880	EUR	A	P	O	A-1
2019-82 ESC 07137331 ME	BANQUE POPULAIRE	15/03/2013	01/01/2020	15/03/2020	20 135,38	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,150	EUR	A	P	O	A-1
2019-84 VEN 1354801 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/03/2019	01/01/2020	01/08/2020	1 300 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	T	P	O	A-1
2019-84 VEN 1382250 AV161017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/05/2024	01/05/2024	01/08/2024	1 214 704,08	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,750	3,750	EUR	T	C	O	A-1
2019-90 ESCO 07083376 ME	BANQUE POPULAIRE	13/07/2008	01/01/2020	13/07/2020	20 000,00	F	Taux fixe à 4.27 %	4,270	4,270	EUR	A	C	O	A-1
2019-92 ESC 07144705 ME	BANQUE POPULAIRE	03/03/2013	01/01/2020	03/03/2020	99 496,73	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
2019-93 LIN MIN19004	DEXIA CL	19/11/2001	01/12/2020	01/06/2021	74 928,42	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	5,180	EUR	S	P	O	A-1
2019-96 VEN 1354748 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2019	01/01/2020	01/04/2020	200 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	T	X	O	A-1
2021-01 CAA 062089G DO	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2021	15/04/2021	25/07/2021	1 200 000,00	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	0,780	EUR	T	C	O	A-1
2021-04 CAA MON539398EUR	SFIL CAFFIL	08/12/2021	01/01/2022	01/04/2022	1 568 058,54	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,220	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**										
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**										
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**										
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00										
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00										
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00										
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**4 383 319,93**										
1681 Autres emprunts (total)					4 383 319,93										
2009-04 AUX 1007219	Agence de l'eau Seine Normandie	24/11/2008	01/01/2020	09/03/2020	15 146,70	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2010-01 AUX 1009341	Agence de l'eau Seine Normandie	02/03/2010	01/01/2020	17/03/2020	21 602,77	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2010-02 AUX 10200841	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	26/08/2020	12 600,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-05 AUX 10344001	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	19/12/2020	40 297,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-06 AUX 10357801	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	19/12/2020	78 945,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-07 AUX 10306021	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	18/12/2020	28 344,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-08 AUX 1024334	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	13/04/2020	76 113,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-09 AUX 1023130 ME	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	22/02/2020	31 347,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2013-10 AUX 10410771	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	18/06/2020	67 465,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2014-03 AUX 1044234 ME	Agence de l'eau Seine Normandie	11/10/2013	01/01/2020	27/02/2020	18 111,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2014-04 AUX 1052090	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	12/12/2020	38 579,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2017-04 / 1064655	Agence de l'eau Seine Normandie	01/01/2020	01/01/2020	25/10/2020	50 652,32	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2017-05 AUX 1072030	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	08/12/2020	88 395,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-05 AUX 1078710	Agence de l'eau Seine Normandie	16/10/2018	01/01/2020	16/10/2020	121 428,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-100 APP 1085371	Agence de l'eau Seine Normandie	09/03/2020	05/12/2019	05/12/2020	32 016,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-24 SIE AESN 0648194	Agence de l'eau Seine Normandie	09/12/2010	01/01/2020	08/12/2020	15 999,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-25 SIE AESN 0700074 01	Agence de l'eau Seine Normandie	29/09/2010	01/01/2020	28/09/2020	30 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-26 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	23/03/2009	01/01/2020	31/07/2020	411 287,98	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-33 VAL AESN 1029215	Agence de l'eau Seine Normandie	07/09/2012	01/01/2020	06/09/2020	92 822,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-34 VAL AESN 1033890	Agence de l'eau Seine Normandie	03/07/2012	01/01/2020	02/07/2020	19 814,91	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-36 VEN AESN 1081089 ME	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	226 944,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-37 VEN AESN 1081093 ME	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	193 403,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-43 STG 1055681	Agence de l'eau Seine Normandie	09/03/2020	10/09/2015	09/09/2016	29 610,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-49 SAE AESN 1011206	Agence de l'eau Seine Normandie	24/11/2009	01/01/2019	23/11/2019	7 365,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-50 STB AESN 1014766	Agence de l'eau Seine Normandie	29/12/2009	01/01/2020	16/06/2020	179 256,31	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-51 STB AESN 1015277	Agence de l'eau Seine Normandie	17/06/2009	17/06/2010	16/06/2011	31 947,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-52 BLE AESN 1015318	Agence de l'eau Seine Normandie	24/11/2009	01/01/2020	23/11/2020	3 826,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-53 MOR 1019769	Agence de l'eau Seine Normandie	06/07/2010	25/11/2010	24/11/2011	16 178,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
2019-55STB 1027920 1	Agence de l'eau Seine Normandie	28/11/2011	01/01/2020	12/03/2020	10 451,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-56 MON AESN 1044028	Agence de l'eau Seine Normandie	14/01/2014	01/01/2020	09/04/2020	90 457,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-57 CHE 1044147	Agence de l'eau Seine Normandie	26/09/2013	12/12/2013	11/12/2014	61 209,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-58 LIN AESN 1050168	Agence de l'eau Seine Normandie	08/01/2015	01/01/2020	01/12/2020	42 800,25	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-59 CHE 1060628	Agence de l'eau Seine Normandie	15/02/2016	02/12/2016	01/12/2017	12 769,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-60 APP AESN 1060678	Agence de l'eau Seine Normandie	15/02/2016	01/01/2020	28/09/2020	54 397,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-61 CHA 1065697	Agence de l'eau Seine Normandie	03/10/2016	31/08/2017	31/08/2018	60 791,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-62 MON 1074083	Agence de l'eau Seine Normandie	06/03/2018	06/03/2018	06/03/2019	259 085,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-63 MON AESN 1032195	Agence de l'eau Seine Normandie	07/03/2012	01/01/2020	18/04/2020	37 931,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-64 CHE AESN 1032974	Agence de l'eau Seine Normandie	20/03/2012	04/06/2012	03/06/2013	36 628,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-68 ESC AESN 1019865	Agence de l'eau Seine Normandie	06/07/2010	01/01/2020	26/08/2020	6 918,45	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-73 AUG AESN 1008364	Agence de l'eau Seine Normandie	14/08/2009	01/01/2020	13/08/2020	10 577,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-87 VEN 1086449	Agence de l'eau Seine Normandie	09/03/2020	10/12/2019	10/12/2020	111 398,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-88 VEN 1086443	Agence de l'eau Seine Normandie	09/03/2020	05/12/2019	05/12/2020	53 103,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-89 AUX AESN 1085020	Agence de l'eau Seine Normandie	17/12/2019	17/12/2019	17/12/2020	172 569,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-01 GUR AESN 1088053	Agence de l'eau Seine Normandie	12/05/2020	20/01/2023	20/01/2024	42 152,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-04 CHE AESN 1024450	Agence de l'eau Seine Normandie	16/02/2011	14/04/2011	13/04/2012	18 288,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2021-02 AUX AESN 1093846	Agence de l'eau Seine Normandie	16/08/2021	21/04/2022	21/04/2023	26 627,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2021-03 AUX AESN 1091744	Agence de l'eau Seine Normandie	27/04/2021	18/01/2022	18/01/2023	67 421,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2022-01 AUX AESN 1096712	Agence de l'eau Seine Normandie	02/03/2022	01/07/2022	01/07/2023	10 025,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2022-02 APP AESN 1096708	Agence de l'eau Seine Normandie	02/03/2022	30/09/2022	30/09/2023	46 665,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-01 CHI AESN 1096176	Agence de l'eau Seine Normandie	21/12/2021	13/04/2023	13/04/2024	407 120,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-02 STB AESN 1099729	Agence de l'eau Seine Normandie	20/10/2022	13/04/2023	13/04/2024	60 342,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-03 CHI AESN 1096175	Agence de l'eau Seine Normandie	21/12/2021	13/04/2023	13/04/2024	97 573,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-04 VINC AESN 1095193	Agence de l'eau Seine Normandie	27/10/2021	20/01/2023	20/01/2024	143 182,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-05 AUX AESN 1103854	Agence de l'eau Seine Normandie	21/07/2023	05/10/2023	05/10/2024	171 191,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-06 GYLE AESN 1101378	Agence de l'eau Seine Normandie	04/05/2023	05/12/2023	05/12/2024	111 246,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2023-07 APPO AESN 1105477	Agence de l'eau Seine Normandie	26/10/2023	15/12/2023	15/12/2024	180 708,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**21 248 822,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**10 216 285,58**					**1 170 668,52**	**293 544,07**	**0,00**	**117 484,57**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		10 216 285,58					1 170 668,52	293 544,07	0,00	117 484,57
201101 - 090655	N	0,00	A-1	795 000,00	5,21	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	4,430	132 500,00	41 590,12	0,00	28 017,16
201204 - AN096685 DO	N	0,00	A-1	247 333,95	8,03	F	Taux fixe à 3.37 %	3,360	25 589,20	8 876,40	0,00	1 852,26
201502 - MON531453EUR001 DO	N	0,00	A-1	625 854,53	7,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	78 599,80	9 450,92	0,00	705,82
2019-01 CHA 5780655 DO	N	0,00	A-1	113 812,68	14,65	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	7 057,62	1 324,18	0,00	123,93
2019-02 COU 3420058	N	0,00	A-1	864,58	0,23	F	Taux fixe à 5.9 %	5,900	3 335,18	174,90	0,00	0,72
2019-03 CHA 3455016	N	0,00	A-1	11 215,13	0,98	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	10 843,12	756,60	0,00	5,34
2019-04 IRA 3468490	N	0,00	A-1	20 389,28	1,40	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	9 624,36	1 170,53	0,00	474,90
2019-07 SIE 8672604 DO	N	0,00	A-1	575 000,00	5,65	F	Taux fixe à 3.43 %	3,420	100 000,00	21 866,26	0,00	1 917,47
2019-08 CHE 8700992 DO	N	0,00	A-1	79 732,22	8,57	F	Taux fixe à 3.68 %	3,670	7 362,52	3 205,09	0,00	1 263,31
2019-10 MON 9476504	N	0,00	A-1	95 204,58	9,98	F	Taux fixe à 2.42 %	2,410	8 317,35	2 430,13	0,00	32,00
2019-11 ESCO 9564735	N	0,00	A-1	35 473,90	4,71	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	6 779,31	642,25	0,00	157,27

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
2019-12 CHA 98334664	N	0,00	A-1	32 629,84	1,98	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	16 195,49	209,51	0,00	2,22
2019-13 STB 9943257 DO	N	0,00	A-1	18 646,56	10,40	F	Taux fixe à 1.77 %	1,770	1 602,07	347,81	0,00	32,09
2019-14 SIE AN096790 DO	N	0,00	A-1	1 070 666,63	3,23	F	Taux fixe à 3.62 %	3,610	267 666,67	48 447,67	0,00	29 606,90
2019-27 VAL 1608183 DO	N	0,00	A-1	296 924,59	16,64	F	Taux fixe à 4.42 %	4,410	11 734,67	13 450,01	0,00	1 421,78
2019-28 SIE 17162 DO	N	0,00	A-1	275 000,00	2,67	V	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	3,810	100 000,00	13 142,69	0,00	699,40
2019-29 CHE MON531451EUR DO	N	0,00	A-1	244 920,17	10,00	F	Taux fixe à 3.86 %	3,850	17 612,92	10 133,78	0,00	9 427,66
2019-31 STG MON532743EUR DO	N	0,00	A-1	5 297,60	0,25	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	4,010	10 408,80	488,42	0,00	46,95
2019-32B STG MIN535976EUR DO	N	0,00	A-1	21 223,77	14,58	V	(Euribor 3M + 0.12)-Floor -0.12 sur Euribor 3M	3,860	1 324,52	886,55	0,00	112,34
2019-39 AUG 1346491	N	0,00	A-1	21 051,08	3,50	F	Taux fixe à 4.25 %	4,240	4 737,58	1 096,02	0,00	447,34
2019-40 STB 1467087 DO	N	0,00	A-1	217 170,31	6,03	F	Taux fixe à 3.68 %	3,670	26 778,64	8 977,32	0,00	7 769,87
2019-41 IRA 1060078 DO	N	0,00	A-1	62 637,41	11,37	F	Taux fixe à 3.86 %	3,850	4 249,74	2 520,82	0,00	302,23
2019-69 SAE 07080403 ME	N	0,00	A-1	40 158,44	2,02	F	Taux fixe à 4.1 %	4,090	12 405,94	2 155,14	0,00	1 605,34
2019-70 VSS MON534555EUR	N	0,00	A-1	90 163,98	8,58	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	4,090	8 926,17	4 342,97	0,00	1 372,78
2019-71 STB 20581204 ME	N	0,00	A-1	15 243,08	2,04	F	Taux fixe à 4.35 %	4,340	4 663,44	865,93	0,00	635,44
2019-72 MON 21081102 DO	N	0,00	A-1	146 313,05	14,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	9 295,14	2 342,86	0,00	0,00
2019-74 CHA 08783993 ME	N	0,00	A-1	1 121 521,65	13,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	71 243,58	18 487,86	0,00	13 037,69

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-76 CHA 7128576 ME	N	0,00	A-1	8 840,43	1,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	4 252,90	340,43	0,00	182,60
2019-77 CHA 7138215 ME	N	0,00	A-1	6 478,21	3,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	1 518,27	207,91	0,00	134,28
2019-78 ESC MPH532700EUR DO	N	0,00	A-1	10 524,43	3,00	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	5,010	2 978,50	641,21	0,00	120,94
2019-79 ESC MIN228754	N	0,00	A-1	87 570,76	12,33	F	Taux fixe à 4.88 %	4,870	4 749,94	4 505,25	0,00	2 837,10
2019-82 ESC 07137331 ME	N	0,00	A-1	9 862,41	3,21	F	Taux fixe à 4.15 %	4,140	2 224,98	501,63	0,00	324,02
2019-84 VEN 1354801 DO	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,720	8 017,34	22 573,61	0,00	0,00
2019-84 VEN 1382250 AV161017	N	0,00	A-1	1 197 833,20	35,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,670	16 870,88	22 384,25	0,00	7 260,37
2019-90 ESCO 07083376 ME	N	0,00	A-1	7 500,00	2,53	F	Taux fixe à 4.27 %	4,260	2 500,00	427,00	0,00	148,56
2019-92 ESC 07144705 ME	N	0,00	A-1	48 035,98	3,17	F	Taux fixe à 3.5 %	3,490	11 012,17	2 066,69	0,00	1 387,04
2019-93 LIN MIN19004	N	0,00	A-1	35 371,55	2,92	F	Taux fixe à 5.11 %	5,100	10 649,80	2 217,36	0,00	145,60
2019-96 VEN 1354748 DO	N	0,00	A-1	184 238,47	35,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,690	2 502,67	6 871,97	0,00	1 684,53
2021-01 CAA 062089G DO	N	0,00	A-1	1 060 000,00	26,32	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	40 000,00	8 463,00	0,00	1 492,83
2021-04 CAA MON539398EUR	N	0,00	A-1	1 280 581,13	12,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	104 537,24	2 961,02	0,00	696,49
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 839 739,55**					**349 801,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		2 839 739,55					349 801,40	0,00	0,00	0,00
2009-04 AUX 1007219	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 029,38	0,00	0,00	0,00
2010-01 AUX 1009341	N	0,00	A-1	3 600,42	0,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 600,47	0,00	0,00	0,00
2010-02 AUX 10200841	N	0,00	A-1	2 100,18	0,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 100,13	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
2012-05 AUX 10344001	N	0,00	A-1	15 111,60	2,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 037,20	0,00	0,00	0,00
2012-06 AUX 10357801	N	0,00	A-1	29 604,60	2,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 868,20	0,00	0,00	0,00
2012-07 AUX 10306021	N	0,00	A-1	10 629,00	2,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 543,00	0,00	0,00	0,00
2012-08 AUX 1024334	N	0,00	A-1	21 746,83	1,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 873,37	0,00	0,00	0,00
2012-09 AUX 1023130 ME	N	0,00	A-1	11 755,36	2,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 918,47	0,00	0,00	0,00
2013-10 AUX 10410771	N	0,00	A-1	17 990,63	3,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 497,67	0,00	0,00	0,00
2014-03 AUX 1044234 ME	N	0,00	A-1	9 055,70	4,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 811,13	0,00	0,00	0,00
2014-04 AUX 1052090	N	0,00	A-1	19 289,70	4,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 857,93	0,00	0,00	0,00
2017-04 / 1064655	N	0,00	A-1	31 170,62	7,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 896,34	0,00	0,00	0,00
2017-05 AUX 1072030	N	0,00	A-1	54 397,33	7,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 799,67	0,00	0,00	0,00
2018-05 AUX 1078710	N	0,00	A-1	78 061,18	8,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 673,47	0,00	0,00	0,00
2019-100 APP 1085371	N	0,00	A-1	21 344,00	9,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 134,40	0,00	0,00	0,00
2019-24 SIE AESN 0648194	N	0,00	A-1	2 666,62	0,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 666,67	0,00	0,00	0,00
2019-25 SIE AESN 0700074 01	N	0,00	A-1	5 032,00	0,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 032,00	0,00	0,00	0,00
2019-26 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	182 794,63	3,58	F	Taux fixe à 0 %	0,000	45 698,67	0,00	0,00	0,00
2019-33 VAL AESN 1029215	N	0,00	A-1	57 121,60	7,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 140,20	0,00	0,00	0,00
2019-34 VAL AESN 1033890	N	0,00	A-1	7 430,56	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 476,87	0,00	0,00	0,00
2019-36 VEN AESN 1081089 ME	N	0,00	A-1	170 208,00	14,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 347,20	0,00	0,00	0,00
2019-37 VEN AESN 1081093 ME	N	0,00	A-1	128 935,35	9,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 893,53	0,00	0,00	0,00
2019-43 STG 1055681	N	0,00	A-1	11 844,00	5,69	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 974,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-49 SAE AESN 1011206	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 227,60	0,00	0,00	0,00
2019-50 STB AESN 1014766	N	0,00	A-1	97 776,16	5,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	16 296,03	0,00	0,00	0,00
2019-51 STB AESN 1015277	N	0,00	A-1	2 129,80	0,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 129,80	0,00	0,00	0,00
2019-52 BLE AESN 1015318	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	765,20	0,00	0,00	0,00
2019-53 MOR 1019769	N	0,00	A-1	4 853,40	5,90	F	Taux fixe à 0 %	0,000	808,90	0,00	0,00	0,00
2019-55STB 10279201	N	0,00	A-1	3 919,20	2,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 306,40	0,00	0,00	0,00
2019-56 MON AESN 1044028	N	0,00	A-1	45 228,70	4,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 045,73	0,00	0,00	0,00
2019-57 CHE 1044147	N	0,00	A-1	16 322,40	3,95	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 080,60	0,00	0,00	0,00
2019-58 LIN AESN 1050168	N	0,00	A-1	28 533,50	9,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 853,35	0,00	0,00	0,00
2019-59 CHE 1060628	N	0,00	A-1	5 958,84	6,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	851,27	0,00	0,00	0,00
2019-60 APP AESN 1060678	N	0,00	A-1	33 475,20	7,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 184,40	0,00	0,00	0,00
2019-61 CHA 1065697	N	0,00	A-1	32 421,89	7,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 052,73	0,00	0,00	0,00
2019-62 MON 1074083	N	0,00	A-1	155 451,02	8,18	F	Taux fixe à 0 %	0,000	17 272,33	0,00	0,00	0,00
2019-63 MON AESN 1032195	N	0,00	A-1	14 224,36	2,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 741,47	0,00	0,00	0,00
2019-64 CHE AESN 1032974	N	0,00	A-1	7 325,56	2,42	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 441,87	0,00	0,00	0,00
2019-68 ESC AESN 1019865	N	0,00	A-1	3 773,70	5,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	628,95	0,00	0,00	0,00
2019-73 AUG AESN 1008364	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 115,42	0,00	0,00	0,00
2019-87 VEN 1086449	N	0,00	A-1	74 265,35	9,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 426,53	0,00	0,00	0,00
2019-88 VEN 1086443	N	0,00	A-1	39 827,25	14,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 655,15	0,00	0,00	0,00
2019-89 AUX AESN 1085020	N	0,00	A-1	115 046,00	9,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 504,60	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-01 GUR AESN 1088053	N	0,00	A-1	39 341,87	13,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 810,13	0,00	0,00	0,00
2020-04 CHE AESN 1024450	N	0,00	A-1	2 438,40	1,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 219,20	0,00	0,00	0,00
2021-02 AUX AESN 1093846	N	0,00	A-1	23 076,74	12,31	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 775,13	0,00	0,00	0,00
2021-03 AUX AESN 1091744	N	0,00	A-1	58 431,54	12,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 494,73	0,00	0,00	0,00
2022-01 AUX AESN 1096712	N	0,00	A-1	8 688,34	12,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	668,33	0,00	0,00	0,00
2022-02 APP AESN 1096708	N	0,00	A-1	40 443,00	12,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 111,00	0,00	0,00	0,00
2023-01 CHI AESN 1096176	N	0,00	A-1	379 978,67	13,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	27 141,33	0,00	0,00	0,00
2023-02 STB AESN 1099729	N	0,00	A-1	56 319,20	13,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 022,80	0,00	0,00	0,00
2023-03 CHI AESN 1096175	N	0,00	A-1	92 694,35	18,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 878,65	0,00	0,00	0,00
2023-04 VINC AESN 1095193	N	0,00	A-1	133 636,53	13,05	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 545,47	0,00	0,00	0,00
2023-05 AUX AESN 1103854	N	0,00	A-1	159 778,27	13,76	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 412,73	0,00	0,00	0,00
2023-06 GYLE AESN 1101378	N	0,00	A-1	103 829,60	13,93	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 416,40	0,00	0,00	0,00
2023-07 APPO AESN 1105477	N	0,00	A-1	168 660,80	13,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 047,20	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**13 056 025,13**					**1 520 469,92**	**293 544,07**	**0,00**	**117 484,57**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	96	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	13 056 025,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**22 573,61**	**8 017,34**	**0,00**
2019-84 VEN 1354801 DO	2020	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00	0,00	0,00	T	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,720		0,00	22 573,61	8 017,34	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**1 197 833,20**	**1 197 833,20**								**22 384,25**	**16 870,88**	**7 260,37**
2019-84 VEN 1382250 AV161017	2024	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 197 833,20	1 197 833,20	35,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,670			22 384,25	16 870,88	7 260,37

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2019-12-31
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2031 Frais détudes 5 ans	5	10/10/2019
L	2033 Frais dinsertion 5 ans	5	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019
L	2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019
L	21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019
L	21315 Bâtiments administratif 30 ans	30	10/10/2019
L	21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019
L	21355 Bâtiments administratif 15 ans	15	10/10/2019
L	21532 Réseaux d'assainissement 50 ans	50	10/10/2019
L	21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019
L	2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019
L	21562 Service d'assainissement15 ans	15	10/10/2019
L	2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019
L	2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019
L	2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019
L	2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019
L	2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019
L	2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 5 ans	5	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 10 ans	10	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 15 ans	15	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 30 ans	30	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 40 ans	40	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues 5 ans	5	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues10 ans	10	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues15 ans	15	31/12/2019

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1) — B5

N° opération : 0 — **Intitulé de l'opération : RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**170 092,00**	**18 406,00**	**0,00**	**0,00**	**18 406,00**	**170 092,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 4582 Financement par d'autres tiers (4)	170 092,00	18 406,00	0,00	0,00	18 406,00	170 092,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**170 092,00**	**18 406,00**	**0,00**	**0,00**	**18 406,00**	**170 092,00**

N° opération : 202002 — **Intitulé de l'opération : AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**78 419,16**	**17 922,34**	**1 663,20**	**0,00**	**16 259,14**	**80 082,36**
45 AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD (2)	78 419,16	17 922,34	1 663,20	0,00	16 259,14	80 082,36
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**78 419,16**	**17 922,34**	**1 663,20**	**0,00**	**16 259,14**	**80 082,36**
RECETTES (b)	**45 711,00**	**11 427,00**	**0,00**	**11 427,00**	**0,00**	**45 711,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	45 711,00	11 427,00	0,00	11 427,00	0,00	45 711,0

N° opération : 202002	Intitulé de l'opération : AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**45 711,00**	**11 427,00**	**0,00**	**11 427,00**	**0,00**	**45 711,00**

N° opération : 202003	Intitulé de l'opération : CHITRY BOURG					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**355 417,37**	**521 644,41**	**285 372,02**	**139 301,56**	**96 970,83**	**640 789,39**
45 CHITRY BOURG (2)	355 417,37	521 644,41	285 372,02	139 301,56	96 970,83	640 789,39
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**355 417,37**	**521 644,41**	**285 372,02**	**139 301,56**	**96 970,83**	**640 789,39**
RECETTES (b)	**0,00**	**981 787,33**	**0,00**	**876 787,33**	**105 000,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	981 787,33	0,00	876 787,33	105 000,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**981 787,33**	**0,00**	**876 787,33**	**105 000,00**	**0,00**

N° opération : 202005	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX CONFORMITE INSTALLATIONS PRIVEES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**47 630,00**	**25 323,00**	**0,00**	**15 323,00**	**10 000,00**	**47 630,00**
45 QUENNE RUE PLUVIGNON (2)	47 630,00	25 323,00	0,00	15 323,00	10 000,00	47 630,00

N° opération : 202005	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX CONFORMITE INSTALLATIONS PRIVEES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 630,00**	**25 323,00**	**0,00**	**15 323,00**	**10 000,00**	**47 630,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**70 000,00**	**48 000,00**	**12 000,00**	**10 000,00**	**48 000,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	70 000,00	48 000,00	12 000,00	10 000,00	48 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**70 000,00**	**48 000,00**	**12 000,00**	**10 000,00**	**48 000,00**

N° opération : 202006	Intitulé de l'opération : VENOY HAMEAU DE MONTALLERY					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**273 708,70**	**37 200,00**	**31 200,00**	**0,00**	**6 000,00**	**304 908,70**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	273 708,70	37 200,00	31 200,00	0,00	6 000,00	304 908,70
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**273 708,70**	**37 200,00**	**31 200,00**	**0,00**	**6 000,00**	**304 908,70**

N° opération : 202007	Intitulé de l'opération : APPOIGNY VOIE DES LYS	Date de la délibération

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**67 379,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 379,75**
45 APPOIGNY VOIE DES LYS (2)	67 379,75	0,00	0,00	0,00	0,00	67 379,75
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**67 379,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 379,75**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**12 406,00**	**0,00**	**-12 406,00**	**12 406,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	12 406,00	0,00	-12 406,00	12 406,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**12 406,00**	**0,00**	**-12 406,00**	**12 406,00**

N° opération : 202101 — **Intitulé de l'opération : GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**16 750,00**	**4 250,00**	**1 250,00**	**3 000,00**	**0,00**	**18 000,00**
45 GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER (2)	16 750,00	4 250,00	1 250,00	3 000,00	0,00	18 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**16 750,00**	**4 250,00**	**1 250,00**	**3 000,00**	**0,00**	**18 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 202101	Intitulé de l'opération : GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 202102	Intitulé de l'opération : GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**89 213,50**	**18 021,50**	**1 669,00**	**16 352,50**	**0,00**	**90 882,50**
45 GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES (2)	89 213,50	18 021,50	1 669,00	16 352,50	0,00	90 882,50
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**89 213,50**	**18 021,50**	**1 669,00**	**16 352,50**	**0,00**	**90 882,50**
RECETTES (b)	**0,00**	**72 000,00**	**57 600,00**	**14 400,00**	**0,00**	**57 600,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	72 000,00	57 600,00	14 400,00	0,00	57 600,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**72 000,00**	**57 600,00**	**14 400,00**	**0,00**	**57 600,00**

N° opération : 202201	Intitulé de l'opération : OPCT APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**32 616,69**	**57 569,26**	**46 045,22**	**0,00**	**11 524,04**	**78 661,9**

N° opération : 202201	Intitulé de l'opération : OPCT APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
45 APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE (2)	32 616,69	57 569,26	46 045,22	0,00	11 524,04	78 661,91
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**32 616,69**	**57 569,26**	**46 045,22**	**0,00**	**11 524,04**	**78 661,91**
RECETTES (b)	**0,00**	**54 000,00**	**43 200,00**	**10 800,00**	**0,00**	**43 200,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	54 000,00	43 200,00	10 800,00	0,00	43 200,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**54 000,00**	**43 200,00**	**10 800,00**	**0,00**	**43 200,00**

N° opération : 202202	Intitulé de l'opération : OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**47 228,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 228,70**
45 OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES (2)	47 228,70	0,00	0,00	0,00	0,00	47 228,70
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 228,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 228,70**
RECETTES (b)	**40 925,00**	**10 231,00**	**0,00**	**10 231,00**	**0,00**	**40 925,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	40 925,00	10 231,00	0,00	10 231,00	0,00	40 925,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**40 925,00**	**10 231,00**	**0,00**	**10 231,00**	**0,00**	**40 925,0**

N° opération : 202203	Intitulé de l'opération : AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**13 476,31**	**90 000,00**	**26 960,00**	**0,00**	**63 040,00**	**40 436,31**
45 AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES (2)	13 476,31	90 000,00	26 960,00	0,00	63 040,00	40 436,31
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**13 476,31**	**90 000,00**	**26 960,00**	**0,00**	**63 040,00**	**40 436,31**
RECETTES (b)	**21 483,00**	**108 310,00**	**20 848,00**	**23 317,00**	**64 145,00**	**42 331,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	21 483,00	108 310,00	20 848,00	23 317,00	64 145,00	42 331,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**21 483,00**	**108 310,00**	**20 848,00**	**23 317,00**	**64 145,00**	**42 331,00**

N° opération : 23048	Intitulé de l'opération : QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**51 376,08**	**6 132,00**	**0,00**	**6 132,00**	**0,00**	**51 376,08**
45 QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL (2)	51 376,08	6 132,00	0,00	6 132,00	0,00	51 376,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**51 376,08**	**6 132,00**	**0,00**	**6 132,00**	**0,00**	**51 376,08**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0

N° opération : 23048	Intitulé de l'opération : QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24049	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**
45 QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ (2)	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**

N° opération : 24056	Intitulé de l'opération : APPOIGNY SECTEUR PAVILLON SÉPARATIF DOMAINE PRIVÉ					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**
45 APPOIGNY SECTEUR PAVILLON SÉPARATIF DOMAINE PRIVÉ (2)	0,00	38 400,00	0,00	0,00	38 400,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 24056	Intitulé de l'opération : APPOIGNY SECTEUR PAVILLON SÉPARATIF DOMAINE PRIVÉ					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	38 400,00	0,00	0,00	38 400,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**

N° opération : 24057	Intitulé de l'opération : ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**
45 ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV (2)	0,00	22 512,00	0,00	0,00	22 512,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	22 512,00	0,00	0,00	22 512,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**	**0,00**	**22 512,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL

IV

B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**1,00**	**3,00**
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**1,00**	**3,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté d'agglomération (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**204 175,75**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**174 024,38**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**378 200,13**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**378 200,13**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**378 200,13**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**2 210 768,60**	**2 184 062,92**	**3 398 333,95**	**5 582 396,87**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**6 025 252,22**	**3 206 777,00**	**2 476 793,92**	**5 683 570,92**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**3 814 483,62**	**1 022 714,08**	**-921 540,03**	**101 174,05**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**204 175,75**			**204 175,75**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**204 175,75**			**204 175,75**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**305 349,80**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**2 210 768,60**	**I**	**2 184 062,92**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 596 768,60**		**1 581 533,92**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 293 768,60		1 231 732,52
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	303 000,00		349 801,40
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**614 000,00**		**602 529,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*614 000,00*		*602 529,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 025 252,22**	**III 3 206 777,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**6 025 252,22**	**3 206 777,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*15 071,43*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*193,80*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*96 885,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 800 000,00*	*1 446 593,04*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*469,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*50 141,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*46,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*0,00*	*1 592 983,69*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*0,00*	*2 991,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*383,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*155,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*865,04*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 225 252,22*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
AP2010-ASS/2020 ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY	3 273 214,00	0,00	3 273 214,00	1 893 357,80	788 000,00	591 856,20	378 173,11
AP2009-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	1 124 337,87	-353 217,77	771 120,10	1 124 337,87	-353 217,77	0,00	514 625,44
AP2006-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	2 514 330,68	0,00	2 514 330,68	700 692,08	172 000,00	1 641 638,60	36 955,74
AP2002-ASS/2020 ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY	469 000,00	0,00	469 000,00	469 000,00	0,00	0,00	0,00
AP2008-ASS/2020 ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES	940 323,76	0,00	940 323,76	748 540,43	191 783,33	0,00	0,00
AP2007-ASS/2020 CREATION STEP VAUX	619 000,00	-595 121,89	23 878,11	16 878,11	7 000,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60001 - ASST CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-088
OBJET : Finances - Compte financier unique budget SPANC- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget SPANC de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte Financier Unique 2024	SPANC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	14 763,00
Fonctionnement 2024 - Dépenses	4 769,35
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**9 993,65**
Fonctionnement Report N-1 R002	18 060,38
Fonctionnement Résultat cumulé	**28 054,03**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	
Investissement 2024 - Dépenses	
Investissement Résultat de l'exercice	
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	
Restes à réaliser 2024 Recettes	0,00
Restes à réaliser 2024 Dépenses	0,00
Solde RAR	**0,00**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	0,00

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget SPANC tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SPANC CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400062

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

		Origine des données	Page
	Arrêté et signatures		
	ECCF		
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	18
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	19
C2	Recettes d'investissement	Comptable	21
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	22
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	23
B	Compte de résultat	Comptable	28
C	Balance des comptes	Comptable	31
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	35

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE | A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**0,00**	**14 763,00**	**14 763,00**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**0,00**	**53 060,38**	**53 060,38**
	Dépenses réalisées (1)	E	**0,00**	**4 769,35**	**4 769,35**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**0,00**	**9 993,65**	**9 993,65**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**0,00**	**18 060,38**	**18 060,38**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**0,00**	**28 054,03**	**28 054,03**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**0,00**	**28 054,03**	**28 054,03**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SPANC CA AUXERROIS					
Investissement					
Fonctionnement	18 060,38		9 993,65		28 054,03
Sous-Total	18 060,38		9 993,65		28 054,03
TOTAL III	**18 060,38**		**9 993,65**		**28 054,03**
TOTAL I + II + III	**18 060,38**		**9 993,65**		**28 054,03**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	18,06
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	9,99
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**0,00**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**28,05**
Créances	28,20	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	0,18
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**28,20**	**Total des dettes à court terme**	**0,18**
Comptes de régularisation	**0,03**	**TOTAL DETTES**	**0,18**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**28,23**	**TOTAL PASSIF**	**28,23**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	14,76	5,06
Autres produits		
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	14,76	5,06
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	4,39	5,53
Participations et interventions	0,21	0,76
Dotations aux amortissements et provisions		0,03
Autres charges		
Charges courantes non financières	4,60	6,33
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**10,16**	**-1,27**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**10,16**	**-1,27**
Produits exceptionnels		1,05
Charges exceptionnelles	0,17	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-0,17**	**1,05**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**9,99**	**-0,22**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	52 060,38	4 389,00	0,00	4 389,00	8,43	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	500,00	212,35	0,00	212,35	42,47	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**52 560,38**	**4 601,35**	**0,00**	**4 601,35**	**8,75**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	500,00	168,00	0,00	168,00	33,60	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**53 060,38**	**4 769,35**	**0,00**	**4 769,35**	***8,99***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**53 060,38**	**4 769,35**	**0,00**	**4 769,35**	**8,99**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**53 060,38**	**4 769,35**	**0,00**	**4 769,35**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	35 000,00	14 763,00	0,00	14 763,00	42,18	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**35 000,00**	**14 763,00**	**0,00**	**14 763,00**	**42,18**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**35 000,00**	**14 763,00**	**0,00**	**14 763,00**	**42,18**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**35 000,00**	**14 763,00**	**0,00**	**14 763,00**	**42,18**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**18 060,38**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**53 060,38**	**14 763,00**	**0,00**	**14 763,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
611	Sous-traitance générale		4 389,00		4 389,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	52 060,38	4 389,00		4 389,00	47 671,38
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6541	Créances admises en non-valeur		212,35		212,35	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	500,00	212,35		212,35	287,65
Total des dépenses de gestion courante		**52 560,38**	**4 601,35**		**4 601,35**	**47 959,03**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés exercices antérieurs		168,00		168,00	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	500,00	168,00		168,00	332,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**53 060,38**	**4 769,35**		**4 769,35**	**48 291,03**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation						
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**53 060,38**	**4 769,35**		**4 769,35**	**48 291,03**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**53 060,38**	**4 769,35**		**4 769,35**	**48 291,03**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
70128	Autres taxes et redevances		14 763,00		14 763,00	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	35 000,00	14 763,00		14 763,00	20 237,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion courante		**35 000,00**	**14 763,00**		**14 763,00**	**20 237,00**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels					
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**35 000,00**	**14 763,00**		**14 763,00**	**20 237,00**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**35 000,00**	**14 763,00**		**14 763,00**	**20 237,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**18 060,38**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**53 060,38**	**14 763,00**		**14 763,00**	**38 297,38**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	7 295,44		7 295,44	3 666,94
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	578,00		578,00	1 132,86
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	19 835,71		19 835,71	14 977,20

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances	525,68	32,00	493,68	493,68
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**28 234,83**	**32,00**	**28 202,83**	**20 270,68**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	30,00		30,00	30,00
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**30,00**		**30,00**	**30,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**28 264,83**	**32,00**	**28 232,83**	**20 300,68**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau (1)	18 060,38	18 281,85
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	9 993,65	-221,47
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**28 054,03**	**18 060,38**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés		2 088

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	177,70	151,70
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**177,70**	**2 240,12**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	1,10	0,18
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**1,10**	**0,18**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**28 232,83**	**20 300,68**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers	*14 763,00*	*5 056,76*
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		
TOTAL I	**14 763,00**	**5 056,76**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 389,00	5 534,93
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations		
Autres		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		*32,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	212,35	762,96
TOTAL II	**4 601,35**	**6 329,89**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**10 161,65**	**-1 273,13**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**10 161,65**	**-1 273,13**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		*1 051,36*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		*0,30*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V		**1 051,66**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*168,00*	
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**168,00**	
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-168,00**	**1 051,66**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**14 763,00**	**6 108,42**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**4 769,35**	**6 329,89**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**9 993,65**	**-221,47**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau solde créditeur		18 281,85	221,47				221,47	18 281,85		18 060,38
	Sous Total compte 11		**18 281,85**	**221,47**				**221,47**	**18 281,85**		**18 060,38**
12	Résultat exercice bénef ou perte	221,47			221,47			221,47	221,47		
	Sous Total compte 12	**221,47**			**221,47**			**221,47**	**221,47**		
	Total classe 1	**221,47**	**18 281,85**	**221,47**	**221,47**			**442,94**	**18 503,32**		**18 060,38**
4011	Fournisseurs		2 088,42	7 355,22	5 266,80			7 355,22	7 355,22		
	Sous Total compte 401		**2 088,42**	**7 355,22**	**5 266,80**			**7 355,22**	**7 355,22**		
	Sous Total compte 40		**2 088,42**	**7 355,22**	**5 266,80**			**7 355,22**	**7 355,22**		
411	Clients	2 585,56		15 655,20	11 044,47			18 240,76	11 044,47	7 196,29	
4161	Créances douteuses	1 081,38		151,80	1 134,03			1 233,18	1 134,03	99,15	
	Sous Total compte 416	**1 081,38**		**151,80**	**1 134,03**			**1 233,18**	**1 134,03**	**99,15**	
	Sous Total compte 41	**3 666,94**		**15 807,00**	**12 178,50**			**19 473,94**	**12 178,50**	**7 295,44**	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	189,86		895,14	1 085,00			1 085,00	1 085,00		
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	943,00		3 112,00	3 477,00			4 055,00	3 477,00	578,00	
	Sous Total compte 4456	**1 132,86**		**4 007,14**	**4 562,00**			**5 140,00**	**4 562,00**	**578,00**	
44571	Etat - TVA collectée		151,70	1 450,60	1 476,60			1 450,60	1 628,30		177,70
	Sous Total compte 4457		**151,70**	**1 450,60**	**1 476,60**			**1 450,60**	**1 628,30**		**177,70**
	Sous Total compte 445	**1 132,86**	**151,70**	**5 457,74**	**6 038,60**			**6 590,60**	**6 190,30**	**400,30**	
	Sous Total compte 44	**1 132,86**	**151,70**	**5 457,74**	**6 038,60**			**6 590,60**	**6 190,30**	**400,30**	
451009	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	14 977,20		12 214,27	7 355,76			27 191,47	7 355,76	19 835,71	
	Sous Total compte 451	**14 977,20**		**12 214,27**	**7 355,76**			**27 191,47**	**7 355,76**	**19 835,71**	
	Sous Total compte 45	**14 977,20**		**12 214,27**	**7 355,76**			**27 191,47**	**7 355,76**	**19 835,71**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - amiable	525,68			525,68			525,68	525,68		
46726	Débiteurs divers - contentieux			525,68				525,68		525,68	
	Sous Total compte 4672	**525,68**		**525,68**	**525,68**			**1 051,36**	**525,68**	**525,68**	
	Sous Total compte 467	**525,68**		**525,68**	**525,68**			**1 051,36**	**525,68**	**525,68**	
	Sous Total compte 46	**525,68**		**525,68**	**525,68**			**1 051,36**	**525,68**	**525,68**	
4713	Recettes percues avant émission titres			1 866,70	1 866,70			1 866,70	1 866,70		
471411	Excédent à réimputer - pers physiques				0,08				0,08		0,08
	Sous Total compte 47141				**0,08**				**0,08**		**0,08**
	Sous Total compte 4714				**0,08**				**0,08**		**0,08**
4718	Autres recettes à régulariser			352,54	352,54			352,54	352,54		
	Sous Total compte 471			**2 219,24**	**2 219,32**			**2 219,24**	**2 219,32**		**0,08**
4722	DACR commission carte bancaire			0,54	0,54			0,54	0,54		
	Sous Total compte 472			**0,54**	**0,54**			**0,54**	**0,54**		
4781	Frais de poursuites rattachés	30,00						30,00		30,00	
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,18	0,16	1,00			0,16	1,18		1,02
	Sous Total compte 478	**30,00**	**0,18**	**0,16**	**1,00**			**30,16**	**1,18**	**28,98**	
	Sous Total compte 47	**30,00**	**0,18**	**2 219,94**	**2 220,86**			**2 249,94**	**2 221,04**	**28,90**	
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		32,00						32,00		32,00
	Sous Total compte 49		**32,00**						**32,00**		**32,00**
	Total classe 4	**20 332,68**	**2 272,30**	**43 579,85**	**33 586,20**			**63 912,53**	**35 858,50**	**28 264,83**	**210,80**
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			212,35	212,35			212,35	212,35		
	Sous Total compte 587			**212,35**	**212,35**			**212,35**	**212,35**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58			**212,35**	**212,35**			**212,35**	**212,35**		
	Total classe 5			**212,35**	**212,35**			**212,35**	**212,35**		
611	Sous-traitance générale					4 389,00		4 389,00		4 389,00	
	Sous Total compte 61					**4 389,00**		**4 389,00**		**4 389,00**	
6541	Créances admises en non-valeur					212,35		212,35		212,35	
	Sous Total compte 654					**212,35**		**212,35**		**212,35**	
	Sous Total compte 65					**212,35**		**212,35**		**212,35**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					168,00		168,00		168,00	
	Sous Total compte 67					**168,00**		**168,00**		**168,00**	
	Total classe 6					**4 769,35**		**4 769,35**		**4 769,35**	
70128	Autres taxes et redevances						14 763,00		14 763,00		14 763,00
	Sous Total compte 7012						**14 763,00**		**14 763,00**		**14 763,00**
	Sous Total compte 701						**14 763,00**		**14 763,00**		**14 763,00**
	Sous Total compte 70						**14 763,00**		**14 763,00**		**14 763,00**
	Total classe 7						**14 763,00**		**14 763,00**		**14 763,00**
	Total général	**20 554,15**	**20 554,15**	**44 013,67**	**34 020,02**	**4 769,35**	**14 763,00**	**69 337,17**	**69 337,17**	**33 034,18**	**33 034,18**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Emprunts et dettes à l'origine du contrat**														
	Organisme prêteur ou chef de file	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério-dicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**										
1681 Autres emprunts (total)					0,00										
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00										
1687 Autres dettes (total)					0,00										
Total général					**0,00**										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL

B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60002 - SPANC CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-089
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny)-Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	PARC ACTIV. APPOIGNY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	775 908,50 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	81 108,24 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**694 800,26 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**694 800,26 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	- €
Investissement 2024 - Dépenses	200 000,00 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 200 000,00 €**
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	**- 200 000,00 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 200 000,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARC D ACTIVITES A APPOIGNY

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400096

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	29
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	30
B	Compte de résultat	Comptable	34
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	36
D	Balance des comptes	Comptable	37
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	41

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457.42

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1.14
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	10.91
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	103.50
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	36.23
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	89.55
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	63.77
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	948.97
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	16 973 258,50	17 163 378,50	34 136 637,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	775 908,50	775 908,50
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	16 973 258,50	17 163 378,50	34 136 637,00
	Dépenses réalisées (1)	E	200 000,00	81 108,24	281 108,24
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-200 000,00	694 800,26	494 800,26
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-200 000,00	694 800,26	494 800,26
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-200 000,00	694 800,26	494 800,26

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
PARC D ACTIVITES A APPOIGNY					
Investissement			-200 000,00		-200 000,00
Fonctionnement			694 800,26		694 800,26
Sous-Total			494 800,26		494 800,26
TOTAL II			**494 800,26**		**494 800,26**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III			**494 800,26**		**494 800,26**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	694,80
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**694,80**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	7 363,12
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	7 353,14
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**14 716,26**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	14 916,26	Autres dettes non financières	281,11
Créances	775,91	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**281,11**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**15 692,17**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**14 997,37**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**15 692,17**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**15 692,17**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	775,91	367,03
Production stockée et immobilisée		-243,39
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**775,91**	**123,63**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes		36,88
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**36**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**775,91**	**86,75**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**81,11**	**86,75**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-81,11**	**-86,75**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**694,80**	

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 159 318,00	200 000,00	2,79	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**7 159 318,00**	**200 000,00**	**2,79**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 159 318,00**	**200 000,00**	**2,79**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*9 813 940,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**9 813 940,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**16 973 258,50**	**200 000,00**	**1,18**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**16 973 258,50**	**200 000,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 057 000,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*14 916 258,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**16 973 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**16 973 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**16 973 258,50**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	109 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**109 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	81 110,00	81 108,24	0,00	81 108,24	100,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**190 120,00**	**81 108,24**	**0,00**	**81 108,24**	**42,66**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 057 000,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*14 916 258,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**16 973 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**17 163 378,50**	**81 108,24**	**0,00**	**81 108,24**	**0,47**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**17 163 378,50**	**81 108,24**	**0,00**	**81 108,24**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 431 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	917 673,00	775 908,50	0,00	775 908,50	84,55	0,00
Total des recettes de gestion des services		**7 349 438,00**	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**10,56**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**7 349 438,00**	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**10,56**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*9 813 940,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**9 813 940,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**17 163 378,50**	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**4,52**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**17 163 378,50**	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		200 000,00		200 000,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 159 318,00	200 000,00		200 000,00	6 959 318,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**7 159 318,00**	**200 000,00**		**200 000,00**	**6 959 318,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 159 318,00**	**200 000,00**		**200 000,00**	**6 959 318,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*9 813 940,50*				*9 813 940,50*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***9 813 940,50***				***9 813 940,50***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**16 973 258,50**	**200 000,00**		**200 000,00**	**16 773 258,50**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		16 973 258,50	200 000,00		200 000,00	16 773 258,50

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 057 000,00*				
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*14 916 258,50*				*14 916 258,50*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***16 973 258,50***				***16 973 258,50***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**16 973 258,50**				**16 973 258,50**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		16 973 258,50				16 973 258,50

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	109 000,00				109 000,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	10,00				10,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**109 010,00**				**109 010,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		81 108,24		81 108,24	
total chapitre 66	Charges financières	81 110,00	81 108,24		81 108,24	1,76
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**190 120,00**	**81 108,24**		**81 108,24**	**109 011,76**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 057 000,00*				
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*14 916 258,50*				*14 916 258,50*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***16 973 258,50***				***16 973 258,50***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**17 163 378,50**	**81 108,24**		**81 108,24**	**17 082 270,26**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**17 163 378,50**	**81 108,24**		**81 108,24**	**17 082 270,26**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	6 431 765,00				6 431 765,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
7573621	non dotés de la personnalité morale		775 908,50		775 908,50	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	917 673,00	775 908,50		775 908,50	141 764,50
Total des recettes de gestion des services		**7 349 438,00**	**775 908,50**		**775 908,50**	**6 573 529,50**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**7 349 438,00**	**775 908,50**		**775 908,50**	**6 573 529,50**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 813 940,50*				*9 813 940,50*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***9 813 940,50***				***9 813 940,50***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**17 163 378,50**	**775 908,50**		**775 908,50**	**16 387 470,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des recettes de la section de fonctionnement		**17 163 378,50**	**775 908,50**		**775 908,50**	**16 387 470,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		14 916 258,50		14 916 258,50	14 916 258,50
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		775 908,50		775 908,50	28 115,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					103 257,09
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					56 500,90
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**15 692 167,00**		**15 692 167,00**	**15 104 131,49**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,26		0,26	0,26
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**15 692 167,26**		**15 692 167,26**	**15 104 131,75**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		694 800,26	
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**694 800,26**	
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		7 363 118,50	7 563 118,50
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		7 353 140,00	7 353 140,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**14 716 258,50**	**14 916 258,50**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			187 873,25
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		281 108,50	
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**281 108,50**	**187 873,25**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**14 997 367,00**	**15 104 131,75**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**15 692 167,26**	**15 104 131,75**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services				
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		775 908,50	367 025,94	408 882,56
Production stockée et immobilisée			-243 393,74	243 393,74
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**775 908,50**	**123 632,20**	**652 276,30**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes			36 879,48	-36 879,48
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)			**36 879,48**	**-36 879,48**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**775 908,50**	**86 752,72**	**689 155,78**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		81 108,24	86 752,72	-5 644,48
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**81 108,24**	**86 752,72**	**-5 644,48**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-81 108,24**	**-86 752,72**	**5 644,48**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**694 800,26**		**694 800,26**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		7 563 118,50			200 000,00		200 000,00	7 563 118,50		7 363 118,50
	Sous Total compte 164		**7 563 118,50**			**200 000,00**		**200 000,00**	**7 563 118,50**		**7 363 118,50**
1678	Autres emprunts et dettes		175 140,00						175 140,00		175 140,00
	Sous Total compte 167		**175 140,00**						**175 140,00**		**175 140,00**
168751	GFP de rattachement		7 178 000,00						7 178 000,00		7 178 000,00
	Sous Total compte 16875		**7 178 000,00**						**7 178 000,00**		**7 178 000,00**
	Sous Total compte 1687		**7 178 000,00**						**7 178 000,00**		**7 178 000,00**
	Sous Total compte 168		**7 178 000,00**						**7 178 000,00**		**7 178 000,00**
	Sous Total compte 16		**14 916 258,50**			**200 000,00**		**200 000,00**	**14 916 258,50**		**14 716 258,50**
	Total classe 1		**14 916 258,50**			**200 000,00**		**200 000,00**	**14 916 258,50**		**14 716 258,50**
3555	Terrains aménagés	14 916 258,50						14 916 258,50		14 916 258,50	
	Sous Total compte 355	**14 916 258,50**						**14 916 258,50**		**14 916 258,50**	
	Sous Total compte 35	**14 916 258,50**						**14 916 258,50**		**14 916 258,50**	
	Total classe 3	**14 916 258,50**						**14 916 258,50**		**14 916 258,50**	
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		187 873,25	187 873,25				187 873,25	187 873,25		
	Sous Total compte 4017		**187 873,25**	**187 873,25**				**187 873,25**	**187 873,25**		
	Sous Total compte 401		**187 873,25**	**187 873,25**				**187 873,25**	**187 873,25**		
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	103 257,09			103 257,09			103 257,09	103 257,09		
	Sous Total compte 409	**103 257,09**			**103 257,09**			**103 257,09**	**103 257,09**		
	Sous Total compte 40	**103 257,09**	**187 873,25**	**187 873,25**	**103 257,09**			**291 130,34**	**291 130,34**		
44382	Recettes - Amiable			775 908,50				775 908,50		775 908,50	
	Sous Total compte 4438			**775 908,50**				**775 908,50**		**775 908,50**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443			**775 908,50**				**775 908,50**		**775 908,50**	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	28 115,00		28 115,00	56 230,00			56 230,00	56 230,00		
	Sous Total compte 4456	**28 115,00**		**28 115,00**	**56 230,00**			**56 230,00**	**56 230,00**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			28 115,00	28 115,00			28 115,00	28 115,00		
	Sous Total compte 4458			**28 115,00**	**28 115,00**			**28 115,00**	**28 115,00**		
	Sous Total compte 445	**28 115,00**		**56 230,00**	**84 345,00**			**84 345,00**	**84 345,00**		
	Sous Total compte 44	**28 115,00**		**832 138,50**	**84 345,00**			**860 253,50**	**84 345,00**	**775 908,50**	
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv	56 500,90		28 115,00	365 724,40			84 615,90	365 724,40		281 108,50
	Sous Total compte 451	**56 500,90**		**28 115,00**	**365 724,40**			**84 615,90**	**365 724,40**		**281 108,50**
	Sous Total compte 45	**56 500,90**		**28 115,00**	**365 724,40**			**84 615,90**	**365 724,40**		**281 108,50**
4718	Autres recettes à régulariser			103 257,09	103 257,09			103 257,09	103 257,09		
	Sous Total compte 471			**103 257,09**	**103 257,09**			**103 257,09**	**103 257,09**		
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			281 108,24	281 108,24			281 108,24	281 108,24		
	Sous Total compte 4721			**281 108,24**	**281 108,24**			**281 108,24**	**281 108,24**		
4728	Autres dépenses à régulariser			103 257,09	103 257,09			103 257,09	103 257,09		
	Sous Total compte 472			**384 365,33**	**384 365,33**			**384 365,33**	**384 365,33**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,26						0,26		0,26	
	Sous Total compte 478	**0,26**						**0,26**		**0,26**	
	Sous Total compte 47	**0,26**		**487 622,42**	**487 622,42**			**487 622,68**	**487 622,42**	**0,26**	
	Total classe 4	**187 873,25**	**187 873,25**	**1 535 749,17**	**1 040 948,91**			**1 723 622,42**	**1 228 822,16**	**775 908,76**	**281 108,50**
588	Autres virements internes			103 257,09	103 257,09			103 257,09	103 257,09		
	Sous Total compte 58			**103 257,09**	**103 257,09**			**103 257,09**	**103 257,09**		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5			**103 257,09**	**103 257,09**			**103 257,09**	**103 257,09**		
66111	Intérêts réglés à l'échéance					81 108,24		81 108,24		81 108,24	
	Sous Total compte 6611					**81 108,24**		**81 108,24**		**81 108,24**	
	Sous Total compte 661					**81 108,24**		**81 108,24**		**81 108,24**	
	Sous Total compte 66					**81 108,24**		**81 108,24**		**81 108,24**	
	Total classe 6					**81 108,24**		**81 108,24**		**81 108,24**	
7573621	non dotés de la personnalité morale						775 908,50		775 908,50		775 908,50
	Sous Total compte 757362						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Sous Total compte 75736						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Sous Total compte 7573						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Sous Total compte 757						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Sous Total compte 75						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Total classe 7						**775 908,50**		**775 908,50**		**775 908,50**
	Total général	**15 104 131,75**	**15 104 131,75**	**1 639 006,26**	**1 144 206,00**	**281 108,24**	**775 908,50**	**17 024 246,25**	**17 024 246,25**	**15 773 275,50**	**15 773 275,50**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**12 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					12 000 000,00									
2016-01 MON521689EUR DO	SFIL CAFFIL	23/11/2016	21/12/2016	01/04/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2017-04 108516G DO	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2017	15/01/2018	25/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	1,140	EUR	X	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**12 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des im

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**7 363 118,50**					**200 000,00**	**81 108,24**	**0,00**	**14 683,18**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		7 363 118,50					200 000,00	81 108,24	0,00	14 683,18
2016-01 MON521689EUR DO	N	0,00	A-1	450 000,00	2,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	200 000,00	2 990,00	0,00	578,50
2017-04 108516G DO	N	0,00	A-1	6 913 118,50	8,07	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	0,00	78 118,24	0,00	14 104,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**7 363 118,50**					**200 000,00**	**81 108,24**	**0,00**	**14 683,18**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	7 363 118,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**7 159 318,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 057 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**-5 102 318,00**	**-200 000,00**	**0,00**	**-200 000,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-200 000,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**7 159 318,00**	**I 200 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**7 159 318,00**	**200 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	7 113 218,00	200 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	46 100,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 057 000,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 057 000,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 057 000,00*	*0,0*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60006 - PARC D ACTIVITES A APPOIGNY

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-090
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_Aéroparc - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_Aéroparc de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	AERO PARC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	11 905,00 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	11 905,00 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- €**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**- €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	- €
Investissement 2024 - Dépenses	11 905,00 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 11 905,00 €**
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	**- 11 905,00 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 11 905,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget AuxR_Aéroparc tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUXR AERO PARC CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400187

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures
			ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice	Ordonnateur	
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	29
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	30
B	Compte de résultat	Comptable	34
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	36
	IV. États annexés		
	A. Présentation croisée et agrégée		

		Origine des données	Page
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3.1	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B8.1.1	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B8.2	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.3	État des contrats de partenariat public-privé	Ordonnateur	
B8.4	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.5	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B15.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B15.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		

		Origine des données	Page
C1.1	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
D2.1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D5	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D7	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D8	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D10	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D11.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D11.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	40

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	945 636,00	945 636,00	1 891 272,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	11 905,00	11 905,00
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	945 636,00	945 636,00	1 891 272,00
	Dépenses réalisées (1)	E	11 905,00	11 905,00	23 810,00
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-11 905,00	0,00	-11 905,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-11 905,00	0,00	-11 905,00
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-11 905,00	0,00	-11 905,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
AUXR AERO PARC CA AUXERROIS					
Investissement			-11 905,00		-11 905,00
Fonctionnement					
Sous-Total			-11 905,00		-11 905,00
TOTAL II			**-11 905,00**		**-11 905,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III			**-11 905,00**		**-11 905,00**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	11,91	Autres dettes non financières	14,29
Créances	2,38	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**14,29**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**14,29**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**14,29**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**14,29**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**14,29**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée	11,91	
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**11,91**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	11,91	
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**11,91**	

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*945 636,00*	*11 905,00*	*1,26*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**945 636,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**945 636,00**	**11 905,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	945 636,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**945 636,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**945 636,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**945 636,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	945 636,00	11 905,00	0,00	11 905,00	1,26	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*945 636,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*1,26*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**1,26**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**945 636,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
3354	*Études et prestations de services*		*11 905,00*		*11 905,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*945 636,00*	*11 905,00*		*11 905,00*	*933 731,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***945 636,00***	***11 905,00***		***11 905,00***	***933 731,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		945 636,00	11 905,00		11 905,00	933 731,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	945 636,00				945 636,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**945 636,00**				**945 636,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**945 636,00**				**945 636,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**945 636,00**				**945 636,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)		11 905,00		11 905,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	945 636,00	11 905,00		11 905,00	933 731,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)					
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement						
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses					
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion des services						
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes						
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*11 905,00*		*11 905,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*945 636,00*	*11 905,00*		*11 905,00*	*933 731,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***945 636,00***	***11 905,00***		***11 905,00***	***933 731,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des recettes de la section de fonctionnement		**945 636,00**	**11 905,00**		**11 905,00**	**933 731,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		11 905,00		11 905,00	
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		2 381,00		2 381,00	
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**14 286,00**		**14 286,00**	
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**14 286,00**		**14 286,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)			
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		14 286,00	
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**14 286,00**	
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**14 286,00**	
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**14 286,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services				
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion				
Production stockée et immobilisée		11 905,00		
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**11 905,00**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		11 905,00		
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**11 905,00**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
3354	Études et prestations de services					11 905,00		11 905,00		11 905,00	
	Sous Total compte 335					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	
	Sous Total compte 33					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	
	Total classe 3					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	
4011	Fournisseurs			14 286,00	14 286,00			14 286,00	14 286,00		
	Sous Total compte 401			**14 286,00**	**14 286,00**			**14 286,00**	**14 286,00**		
	Sous Total compte 40			**14 286,00**	**14 286,00**			**14 286,00**	**14 286,00**		
44566	T.V.A. sur autres biens et services			2 381,00	2 381,00			2 381,00	2 381,00		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			2 381,00				2 381,00		2 381,00	
	Sous Total compte 4456			**4 762,00**	**2 381,00**			**4 762,00**	**2 381,00**	**2 381,00**	
	Sous Total compte 445			**4 762,00**	**2 381,00**			**4 762,00**	**2 381,00**	**2 381,00**	
	Sous Total compte 44			**4 762,00**	**2 381,00**			**4 762,00**	**2 381,00**	**2 381,00**	
451014	Compte de rattachement avec... (à subdiv				14 286,00				14 286,00		14 286,00
	Sous Total compte 451				**14 286,00**				**14 286,00**		**14 286,00**
	Sous Total compte 45				**14 286,00**				**14 286,00**		**14 286,00**
	Total classe 4			**19 048,00**	**30 953,00**			**19 048,00**	**30 953,00**	**2 381,00**	**14 286,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires			11 905,00	11 905,00			11 905,00	11 905,00		
	Sous Total compte 58			**11 905,00**	**11 905,00**			**11 905,00**	**11 905,00**		
	Total classe 5			**11 905,00**	**11 905,00**			**11 905,00**	**11 905,00**		
6045	Achats d'études et de prestations de ser					11 905,00		11 905,00		11 905,00	
	Sous Total compte 604					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	
	Sous Total compte 60					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6					**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**	
7133	Variation des en-cours de production de						11 905,00		11 905,00		11 905,00
	Sous Total compte 713						**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**
	Sous Total compte 71						**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**
	Total classe 7						**11 905,00**		**11 905,00**		**11 905,00**
	Total général			**30 953,00**	**42 858,00**	**23 810,00**	**11 905,00**	**54 763,00**	**54 763,00**	**26 191,00**	**26 191,00**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60012 - AUXR AERO PARC CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-091
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	ECO-POLE ZAE VENOY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	1 820 898,83 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	1 820 898,83 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- €**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**- €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	1 507 558,72 €
Investissement 2024 - Dépenses	1 820 889,92 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 313 331,20 €**
Investissement Report N-1 R001	- 1 507 558,72 €
Investissement Résultat cumulé	**- 1 820 889,92 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 1 820 889,92 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget AuxR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400179

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

	Arrêté et signatures		
	ECCF		
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	31
B	Compte de résultat	Comptable	35
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	37
D	Balance des comptes	Comptable	38
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	42

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457.42

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	4.41
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	3516724.02
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	-3516624.02
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	-3516624.02
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	4 768 911,44	3 261 352,72	8 030 264,16
	Recettes réalisées (1)	B	1 507 558,72	1 820 898,83	3 328 457,55
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	3 261 352,72	3 261 352,72	6 522 705,44
	Dépenses réalisées (1)	E	1 820 889,92	1 820 898,83	3 641 788,75
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-313 331,20	0,00	-313 331,20
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 507 558,72	0,00	-1 507 558,72
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-1 820 889,92	0,00	-1 820 889,92
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 820 889,92	0,00	-1 820 889,92

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS					
Investissement	-1 507 558,72		-313 331,20		-1 820 889,92
Fonctionnement					
Sous-Total	-1 507 558,72		-313 331,20		-1 820 889,92
TOTAL II	**-1 507 558,72**		**-313 331,20**		**-1 820 889,92**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**-1 507 558,72**		**-313 331,20**		**-1 820 889,92**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	1 820,89	Autres dettes non financières	1 868,64
Créances	47,75	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**1 868,64**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**1 868,64**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**1 868,64**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**1 868,64**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**1 868,64**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	0,01	
Production stockée et immobilisée	313,33	1 414,00
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**313,34**	**1 414,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	313,34	1 414,00
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**313,34**	**1 414**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*3 261 352,72*	*1 820 889,92*	*55,83*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**3 261 352,72**	**1 820 889,92**	**55,83**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 889,92**	**55,83**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 507 558,72**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**4 768 911,44**	**1 820 889,92**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 261 352,72	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 261 352,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 507 558,72*	*1 507 558,72*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**1 507 558,72**	**1 507 558,72**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 768 911,44**	**1 507 558,72**	**31,61**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**4 768 911,44**	**1 507 558,72**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 753 794,00	313 340,11	0,00	313 340,11	17,87	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 753 794,00**	**313 340,11**	**0,00**	**313 340,11**	**17,87**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 753 794,00**	**313 340,11**	**0,00**	**313 340,11**	**17,87**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 507 558,72*	*1 507 558,72*	*0,00*	*1 507 558,72*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 507 558,72**	**1 507 558,72**	**0,00**	**1 507 558,72**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**	**0,00**	**1 820 898,83**	**55,83**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**	**0,00**	**1 820 898,83**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	8,91	0,00	8,91	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**8,91**	**0,00**	**8,91**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*3 261 352,72*	*1 820 889,92*	*0,00*	*1 820 889,92*	*55,83*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**3 261 352,72**	**1 820 889,92**	**0,00**	**1 820 889,92**	**55,83**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**	**0,00**	**1 820 898,83**	**55,83**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**	**0,00**	**1 820 898,83**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
3351	*Terrains*		*1 656 811,97*		*1 656 811,97*	
3354	*Études et prestations de services*		*135 407,70*		*135 407,70*	
3355	*Travaux*		*28 670,25*		*28 670,25*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*3 261 352,72*	*1 820 889,92*		*1 820 889,92*	*1 440 462,80*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***3 261 352,72***	***1 820 889,92***		***1 820 889,92***	***1 440 462,80***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 889,92**		**1 820 889,92**	**1 440 462,80**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 507 558,72**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**4 768 911,44**	**1 820 889,92**		**1 820 889,92**	**2 948 021,52**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 261 352,72				3 261 352,72
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**3 261 352,72**				**3 261 352,72**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
3351	*Terrains*		*1 476 580,72*		*1 476 580,72*	
3354	*Études et prestations de services*		*30 978,00*		*30 978,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 507 558,72*	*1 507 558,72*		*1 507 558,72*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 507 558,72***	***1 507 558,72***		***1 507 558,72***	
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 768 911,44**	**1 507 558,72**		**1 507 558,72**	**3 261 352,72**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		4 768 911,44	1 507 558,72		1 507 558,72	3 261 352,72

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager		180 240,16		180 240,16	
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)		104 429,70		104 429,70	
605	Achats de matériel, équipements et travaux		28 670,25		28 670,25	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 753 794,00	313 340,11		313 340,11	1 440 453,89
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)					
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**1 753 794,00**	**313 340,11**		**313 340,11**	**1 440 453,89**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 753 794,00**	**313 340,11**		**313 340,11**	**1 440 453,89**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*1 507 558,72*		*1 507 558,72*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 507 558,72*	*1 507 558,72*		*1 507 558,72*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 507 558,72***	***1 507 558,72***		***1 507 558,72***	
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**		**1 820 898,83**	**1 440 453,89**
002 Résultat de fonctionnement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**		**1 820 898,83**	**1 440 453,89**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses					
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion des services						
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		8,91		8,91	
total chapitre 77	Produits spécifiques		8,91		8,91	-8,91
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes			**8,91**		**8,91**	**-8,91**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*1 820 889,92*		*1 820 889,92*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 261 352,72*	*1 820 889,92*		*1 820 889,92*	*1 440 462,80*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***3 261 352,72***	***1 820 889,92***		***1 820 889,92***	***1 440 462,80***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**		**1 820 898,83**	**1 440 453,89**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des recettes de la section de fonctionnement		**3 261 352,72**	**1 820 898,83**		**1 820 898,83**	**1 440 453,89**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		1 820 889,92		1 820 889,92	1 507 558,72
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		47 749,00		47 749,00	28 355,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 868 638,92**		**1 868 638,92**	**1 535 913,72**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**1 868 638,92**		**1 868 638,92**	**1 535 913,72**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)			
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		1 868 638,29	1 535 913,49
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 868 638,29**	**1 535 913,49**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**1 868 638,29**	**1 535 913,49**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,63	0,23
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**1 868 638,92**	**1 535 913,72**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services				
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		8,91		8,91
Production stockée et immobilisée		313 331,20	1 414 004,72	-1 100 673,52
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**313 340,11**	**1 414 004,72**	**-1 100 664,61**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		313 340,11	1 414 004,72	-1 100 664,61
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**313 340,11**	**1 414 004,72**	**-1 100 664,61**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
3351	Terrains	1 476 580,72				1 656 811,97	1 476 580,72	3 133 392,69	1 476 580,72	1 656 811,97	
3354	Études et prestations de services	30 978,00				135 407,70	30 978,00	166 385,70	30 978,00	135 407,70	
3355	Travaux					28 670,25		28 670,25		28 670,25	
	Sous Total compte 335	**1 507 558,72**				**1 820 889,92**	**1 507 558,72**	**3 328 448,64**	**1 507 558,72**	**1 820 889,92**	
	Sous Total compte 33	**1 507 558,72**				**1 820 889,92**	**1 507 558,72**	**3 328 448,64**	**1 507 558,72**	**1 820 889,92**	
	Total classe 3	**1 507 558,72**				**1 820 889,92**	**1 507 558,72**	**3 328 448,64**	**1 507 558,72**	**1 820 889,92**	
4011	Fournisseurs			374 534,62	374 534,62			374 534,62	374 534,62		
	Sous Total compte 401			**374 534,62**	**374 534,62**			**374 534,62**	**374 534,62**		
	Sous Total compte 40			**374 534,62**	**374 534,62**			**374 534,62**	**374 534,62**		
44566	T.V.A. sur autres biens et services			61 186,32	61 186,32			61 186,32	61 186,32		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	28 355,00		139 327,00	119 933,00			167 682,00	119 933,00	47 749,00	
	Sous Total compte 4456	**28 355,00**		**200 513,32**	**181 119,32**			**228 868,32**	**181 119,32**	**47 749,00**	
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			41 792,00	41 792,00			41 792,00	41 792,00		
	Sous Total compte 4458			**41 792,00**	**41 792,00**			**41 792,00**	**41 792,00**		
	Sous Total compte 445	**28 355,00**		**242 305,32**	**222 911,32**			**270 660,32**	**222 911,32**	**47 749,00**	
	Sous Total compte 44	**28 355,00**		**242 305,32**	**222 911,32**			**270 660,32**	**222 911,32**	**47 749,00**	
451007	Compte de rattachement avec... (à subdiv		1 535 913,49	41 800,91	374 525,71			41 800,91	1 910 439,20		1 868 638,29
	Sous Total compte 451		**1 535 913,49**	**41 800,91**	**374 525,71**			**41 800,91**	**1 910 439,20**		**1 868 638,29**
	Sous Total compte 45		**1 535 913,49**	**41 800,91**	**374 525,71**			**41 800,91**	**1 910 439,20**		**1 868 638,29**
46721	Débiteurs divers - Amiable			8,91	8,91			8,91	8,91		
	Sous Total compte 4672			**8,91**	**8,91**			**8,91**	**8,91**		
	Sous Total compte 467			**8,91**	**8,91**			**8,91**	**8,91**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 46			**8,91**	**8,91**			**8,91**	**8,91**		
47138	Autres			8,91	8,91			8,91	8,91		
	Sous Total compte 4713			**8,91**	**8,91**			**8,91**	**8,91**		
	Sous Total compte 471			**8,91**	**8,91**			**8,91**	**8,91**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,23	0,32	0,72			0,32	0,95		0,63
	Sous Total compte 478		**0,23**	**0,32**	**0,72**			**0,32**	**0,95**		**0,63**
	Sous Total compte 47		**0,23**	**9,23**	**9,63**			**9,23**	**9,86**		**0,63**
	Total classe 4	**28 355,00**	**1 535 913,72**	**658 658,99**	**971 990,19**			**687 013,99**	**2 507 903,91**	**47 749,00**	**1 868 638,92**
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 328 448,64	3 328 448,64			3 328 448,64	3 328 448,64		
	Sous Total compte 58			**3 328 448,64**	**3 328 448,64**			**3 328 448,64**	**3 328 448,64**		
	Total classe 5			**3 328 448,64**	**3 328 448,64**			**3 328 448,64**	**3 328 448,64**		
6015	Terrains à aménager					180 240,16		180 240,16		180 240,16	
	Sous Total compte 601					**180 240,16**		**180 240,16**		**180 240,16**	
6045	Achats d'études et de prestations de ser					104 429,70		104 429,70		104 429,70	
	Sous Total compte 604					**104 429,70**		**104 429,70**		**104 429,70**	
605	Achats de matériel, équipements et trava					28 670,25		28 670,25		28 670,25	
	Sous Total compte 60					**313 340,11**		**313 340,11**		**313 340,11**	
	Total classe 6					**313 340,11**		**313 340,11**		**313 340,11**	
7133	Variation des en-cours de production de					1 507 558,72	1 820 889,92	1 507 558,72	1 820 889,92		313 331,20
	Sous Total compte 713					**1 507 558,72**	**1 820 889,92**	**1 507 558,72**	**1 820 889,92**		**313 331,20**
	Sous Total compte 71					**1 507 558,72**	**1 820 889,92**	**1 507 558,72**	**1 820 889,92**		**313 331,20**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						8,91		8,91		8

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77						8,91		8,91		8,91
	Total classe 7					1 507 558,72	1 820 898,83	1 507 558,72	1 820 898,83		313 340,11
	Total général	1 535 913,72	1 535 913,72	3 987 107,63	4 300 438,83	3 641 788,75	3 328 457,55	9 164 810,10	9 164 810,10	2 181 979,03	2 181 979,03

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au	07/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 507 558,72**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 507 558,72**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 507 558,72**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-1 507 558,72**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 507 558,72**			**-1 507 558,72**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-1 507 558,72**			**-1 507 558,72**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-1 507 558,72**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60009 - ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-092
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	306 262,93 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	306 262,93 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- €**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé	**- €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	34 070,00 €
Investissement 2024 - Dépenses	306 262,93 €
Investissement Résultat de l'exercice	**- 272 192,93 €**
Investissement Report N-1 R001	- 34 070,00 €
Investissement Résultat cumulé	**- 306 262,93 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 306 262,93 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400161

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

		Origine des données	Page
	Arrêté et signatures		
	ECCF		
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	31
B	Compte de résultat	Comptable	35
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	37
D	Balance des comptes	Comptable	38
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	41

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457.42

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	3.83
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 972 640,00	1 938 570,00	3 911 210,00
	Recettes réalisées (1)	B	34 070,00	306 262,93	340 332,93
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	1 938 570,00	1 938 570,00	3 877 140,00
	Dépenses réalisées (1)	E	306 262,93	306 262,93	612 525,86
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-272 192,93	0,00	-272 192,93
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-34 070,00	0,00	-34 070,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-306 262,93	0,00	-306 262,93
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-306 262,93	0,00	-306 262,93

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES					
Investissement	-34 070,00		-272 192,93		-306 262,93
Fonctionnement					
Sous-Total	-34 070,00		-272 192,93		-306 262,93
TOTAL II	**-34 070,00**		**-272 192,93**		**-306 262,93**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**-34 070,00**		**-272 192,93**		**-306 262,93**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	306,26	Autres dettes non financières	367,52
Créances	61,25	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**367,52**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**367,51**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**367,52**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**367,52**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**367,52**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée	272,19	3,15
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**272,19**	**3,15**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	272,19	3,15
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**272,19**	**3**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 938 570,00*	*306 262,93*	*15,80*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**15,80**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**15,80**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**34 070,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 972 640,00**	**306 262,93**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 938 570,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 938 570,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*34 070,00*	*34 070,00*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**34 070,00**	**34 070,00**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 972 640,00**	**34 070,00**	**1,73**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**1 972 640,00**	**34 070,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 904 500,00	272 192,93	0,00	272 192,93	14,29	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 904 500,00**	**272 192,93**	**0,00**	**272 192,93**	**14,29**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 904 500,00**	**272 192,93**	**0,00**	**272 192,93**	**14,29**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*34 070,00*	*34 070,00*	*0,00*	*34 070,00*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**34 070,00**	**34 070,00**	**0,00**	**34 070,00**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**	**15,80**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 938 570,00*	*306 262,93*	*0,00*	*306 262,93*	*15,80*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**	**15,80**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**	**15,80**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 938 570,00**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
3354	*Études et prestations de services*		*60 661,49*		*60 661,49*	
3355	*Travaux*		*245 601,44*		*245 601,44*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 938 570,00*	*306 262,93*		*306 262,93*	*1 632 307,07*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 938 570,00***	***306 262,93***		***306 262,93***	***1 632 307,07***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		1 938 570,00	306 262,93		306 262,93	1 632 307,07
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		34 070,00				
Total des dépenses de la section d'investissement		1 972 640,00	306 262,93		306 262,93	1 666 377,07

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 938 570,00				1 938 570,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**1 938 570,00**				**1 938 570,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
3354	*Études et prestations de services*		*34 070,00*		*34 070,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*34 070,00*	*34 070,00*		*34 070,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***34 070,00***	***34 070,00***		***34 070,00***	
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 972 640,00**	**34 070,00**		**34 070,00**	**1 938 570,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**1 972 640,00**	**34 070,00**		**34 070,00**	**1 938 570,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)		26 591,49		26 591,49	
605	Achats de matériel, équipements et travaux		245 601,44		245 601,44	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 904 500,00	272 192,93		272 192,93	1 632 307,07
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)					
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**1 904 500,00**	**272 192,93**		**272 192,93**	**1 632 307,07**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 904 500,00**	**272 192,93**		**272 192,93**	**1 632 307,07**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*34 070,00*		*34 070,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*34 070,00*	*34 070,00*		*34 070,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***34 070,00***	***34 070,00***		***34 070,00***	
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 938 570,00**	**306 262,93**		**306 262,93**	**1 632 307,07**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 938 570,00**	**306 262,93**		**306 262,93**	**1 632 307**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses					
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion des services						
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes						
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*306 262,93*		*306 262,93*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 938 570,00*	*306 262,93*		*306 262,93*	*1 632 307,07*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 938 570,00***	***306 262,93***		***306 262,93***	***1 632 307,07***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 938 570,00**	**306 262,93**		**306 262,93**	**1 632 307,07**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 938 570,00**	**306 262,93**		**306 262,93**	**1 632 307,07**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		306 262,93		306 262,93	34 070,00
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		61 252,00		61 252,00	6 814,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**367 514,93**		**367 514,93**	**40 884,00**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,59		0,59	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**367 515,52**		**367 515,52**	**40 884,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)			
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		367 515,52	40 884,00
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**367 515,52**	**40 884,00**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**367 515,52**	**40 884,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**367 515,52**	**40 884,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services				
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion				
Production stockée et immobilisée		272 192,93	3 150,00	269 042,93
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**272 192,93**	**3 150,00**	**269 042,93**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		272 192,93	3 150,00	269 042,93
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**272 192,93**	**3 150,00**	**269 042,93**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
3354	Études et prestations de services	34 070,00				60 661,49	34 070,00	94 731,49	34 070,00	60 661,49	
3355	Travaux					245 601,44		245 601,44		245 601,44	
	Sous Total compte 335	**34 070,00**				**306 262,93**	**34 070,00**	**340 332,93**	**34 070,00**	**306 262,93**	
	Sous Total compte 33	**34 070,00**				**306 262,93**	**34 070,00**	**340 332,93**	**34 070,00**	**306 262,93**	
	Total classe 3	**34 070,00**				**306 262,93**	**34 070,00**	**340 332,93**	**34 070,00**	**306 262,93**	
4011	Fournisseurs			326 631,52	326 631,52			326 631,52	326 631,52		
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie			13 439,55	13 439,55			13 439,55	13 439,55		
	Sous Total compte 4017			**13 439,55**	**13 439,55**			**13 439,55**	**13 439,55**		
	Sous Total compte 401			**340 071,07**	**340 071,07**			**340 071,07**	**340 071,07**		
	Sous Total compte 40			**340 071,07**	**340 071,07**			**340 071,07**	**340 071,07**		
44566	T.V.A. sur autres biens et services			54 438,99	54 438,99			54 438,99	54 438,99		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	6 814,00		101 223,00	46 785,00			108 037,00	46 785,00	61 252,00	
	Sous Total compte 4456	**6 814,00**		**155 661,99**	**101 223,99**			**162 475,99**	**101 223,99**	**61 252,00**	
	Sous Total compte 445	**6 814,00**		**155 661,99**	**101 223,99**			**162 475,99**	**101 223,99**	**61 252,00**	
	Sous Total compte 44	**6 814,00**		**155 661,99**	**101 223,99**			**162 475,99**	**101 223,99**	**61 252,00**	
451013	Compte de rattachement avec... (à subdiv		40 884,00		326 631,52				367 515,52		367 515,52
	Sous Total compte 451		**40 884,00**		**326 631,52**				**367 515,52**		**367 515,52**
	Sous Total compte 45		**40 884,00**		**326 631,52**				**367 515,52**		**367 515,52**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,99	0,40			0,99	0,40	0,59	
	Sous Total compte 478			**0,99**	**0,40**			**0,99**	**0,40**	**0,59**	
	Sous Total compte 47			**0,99**	**0,40**			**0,99**	**0,40**	**0,59**	
	Total classe 4	**6 814,00**	**40 884,00**	**495 734,05**	**767 926,98**			**502 548,05**	**808 810,98**	**61 252,59**	**367 515,52**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires			340 332,93	340 332,93			340 332,93	340 332,93		
	Sous Total compte 58			**340 332,93**	**340 332,93**			**340 332,93**	**340 332,93**		
	Total classe 5			**340 332,93**	**340 332,93**			**340 332,93**	**340 332,93**		
6045	Achats d'études et de prestations de ser					26 591,49		26 591,49		26 591,49	
	Sous Total compte 604					**26 591,49**		**26 591,49**		**26 591,49**	
605	Achats de matériel, équipements et trava					245 601,44		245 601,44		245 601,44	
	Sous Total compte 60					**272 192,93**		**272 192,93**		**272 192,93**	
	Total classe 6					**272 192,93**		**272 192,93**		**272 192,93**	
7133	Variation des en-cours de production de					34 070,00	306 262,93	34 070,00	306 262,93		272 192,93
	Sous Total compte 713					**34 070,00**	**306 262,93**	**34 070,00**	**306 262,93**		**272 192,93**
	Sous Total compte 71					**34 070,00**	**306 262,93**	**34 070,00**	**306 262,93**		**272 192,93**
	Total classe 7					**34 070,00**	**306 262,93**	**34 070,00**	**306 262,93**		**272 192,93**
	Total général	**40 884,00**	**40 884,00**	**836 066,98**	**1 108 259,91**	**612 525,86**	**340 332,93**	**1 489 476,84**	**1 489 476,84**	**639 708,45**	**639 708,45**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-34 070,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-34 070,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-34 070,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-34 070,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-34 070,00**			**-34 070,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-34 070,00**			**-34 070,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-34 070,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,0*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60011 - PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-093
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Mobilité- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget mobilité de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	MOBILITE DURABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	10 644 313,62 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	10 530 483,39 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**113 830,23 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	- €
Fonctionnement Résultat cumulé	**113 830,23 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	349 113,71 €
Investissement 2024 - Dépenses	346 107,25 €
Investissement Résultat de l'exercice	**3 006,46 €**
Investissement Report N-1 R001	- 890 949,79 €
Investissement Résultat cumulé	**- 887 943,33 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	774 113,10 €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**774 113,10 €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 113 830,23 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget mobilité tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400054

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M43)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures
			ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	21
C2	Recettes d'investissement	Comptable	23
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	25
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	26
B	Compte de résultat	Comptable	31
C	Balance des comptes	Comptable	34
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	44

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**1 548 349,79**	**10 730 099,00**	**12 278 448,79**
	Recettes réalisées (1)	B	**349 113,71**	**10 644 313,62**	**10 993 427,33**
	Restes à réaliser	C	**774 113,10**	**0,00**	**774 113,10**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**657 400,00**	**10 730 099,00**	**11 387 499,00**
	Dépenses réalisées (1)	E	**346 107,25**	**10 530 483,39**	**10 876 590,64**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**3 006,46**	**113 830,23**	**116 836,69**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-890 949,79**	**0,00**	**-890 949,79**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-887 943,33**	**113 830,23**	**-774 113,10**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**774 113,10**	**0,00**	**774 113,10**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-113 830,23**	**113 830,23**	**0,00**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS					
Investissement	-890 949,79		3 006,46		-887 943,33
Fonctionnement	16 836,69	16 836,69	113 830,23		113 830,23
Sous-Total	-874 113,10	16 836,69	116 836,69		-774 113,10
TOTAL III	**-874 113,10**	**16 836,69**	**116 836,69**		**-774 113,10**
TOTAL I + II + III	**-874 113,10**	**16 836,69**	**116 836,69**		**-774 113,10**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **774 113,10**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**774 113,10**
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	287 584,60
1318	Autres subventions d'équipement	486 528,50
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**62,21**	Dotations	128,56
Terrains	2 064,69	Fonds globalisés	212,81
Constructions	236,82	Réserves	536,12
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	225,36	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	418,06	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	113,83
Autres immobilisations corporelles	3 572,59	Subventions transférables	1 299,20
Total immobilisations corporelles (nettes)	**6 517,52**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	21,77
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**6 579,73**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**2 312,29**
Créances	974,34	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**3 509,27**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	201,94
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1 530,56
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**974,34**	**Total des dettes à court terme**	**1 732,50**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**5 241,77**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**7 554,07**	**TOTAL PASSIF**	**7 554,07**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	6 267,38	4 322,02
Dotations et subventions reçues	2 867,94	3 672,99
Produits des services	1 228,55	1 255,42
Autres produits	208,25	416,47
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	10 572,11	9 666,90
Traitements, salaires, charges sociales	60,64	58,19
Achats et charges externes	10 131,85	9 349,56
Participations et interventions	27,02	27,08
Dotations aux amortissements et provisions	232,28	216,72
Autres charges	7,07	1,07
Charges courantes non financières	10 458,85	9 652,63
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**113,26**	**14,27**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	71,63	70,23
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-71,63**	**-70,23**
RESULTAT COURANT	**41,62**	**-55,95**
Produits exceptionnels	72,21	72,79
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**72,21**	**72,79**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**113,83**	**16,84**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	10 052 134,00	9 828 093,89	188 310,45	10 016 404,34	99,64	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	183 760,00	183 154,09	0,00	183 154,09	99,67	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	53 010,00	27 016,16	0,00	27 016,16	50,96	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 288 904,00**	**10 038 264,14**	**188 310,45**	**10 226 574,59**	**99,39**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	83 795,00	55 681,10	15 950,68	71 631,78	85,48	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**10 372 699,00**	**10 093 945,24**	**204 261,13**	**10 298 206,37**	***99,28***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*119 050,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*238 350,00*	*232 277,02*	*0,00*	*232 277,02*	*97,45*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***357 400,00***	***232 277,02***	***0,00***	***232 277,02***	***64,99***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**10 730 099,00**	**10 326 222,26**	**204 261,13**	**10 530 483,39**	**98,14**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**10 730 099,00**	**10 326 222,26**	**204 261,13**	**10 530 483,39**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 223 690,00	1 074 787,25	153 760,34	1 228 547,59	100,40	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	6 038 609,00	6 267 378,04	0,00	6 267 378,04	103,79	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	3 177 167,00	2 687 935,05	180 000,00	2 867 935,05	90,27	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	208 233,00	208 246,32	0,00	208 246,32	100,01	0,00
Total des recettes de gestion courante		**10 647 699,00**	**10 238 346,66**	**333 760,34**	**10 572 107,00**	**99,29**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	684,62	0,00	684,62	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**10 647 699,00**	**10 239 031,28**	**333 760,34**	**10 572 791,62**	**99,30**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*82 400,00*	*71 522,00*	*0,00*	*71 522,00*	*86,80*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***82 400,00***	***71 522,00***	***0,00***	***71 522,00***	***86,80***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**10 730 099,00**	**10 310 553,28**	**333 760,34**	**10 644 313,62**	**99,20**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**10 730 099,00**	**10 310 553,28**	**333 760,34**	**10 644 313,62**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	300 000,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	275 000,00	274 585,25	99,85	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**275 000,00**	**274 585,25**	**99,85**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**575 000,00**	**274 585,25**	**47,75**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*82 400,00*	*71 522,00*	*86,80*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***82 400,00***	***71 522,00***	***86,80***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**657 400,00**	**346 107,25**	**52,65**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**890 949,79**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**1 548 349,79**	**346 107,25**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	874 113,10	100 000,00	11,44	774 113,10
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	300 000,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	16 836,69	16 836,69	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**1 190 949,79**	**116 836,69**	**9,81**	**774 113,10**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*119 050,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*238 350,00*	*232 277,02*	*97,45*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***357 400,00***	***232 277,02***	***64,99***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**1 548 349,79**	**349 113,71**	**22,55**	**774 113,10**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 548 349,79**	**349 113,71**		**774 113,10**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		9 551,52	4 689,04	4 862,48	
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement		4 132,95		4 132,95	
611	Sous-traitance générale		10 289 714,62	292 000,00	9 997 714,62	
627	Services bancaires et assimilés		175,92		175,92	
62878	à des tiers		3 710,80		3 710,80	
6358	Autres droits		5 807,57		5 807,57	
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 052 134,00	10 313 093,38	296 689,04	10 016 404,34	35 729,66
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		121 254,66		121 254,66	
6331	Versement mobilité		508,15		508,15	
6332	Cotisations versées au FNAL		317,69		317,69	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		435,19		435,19	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		30 680,04		30 680,04	
6413	Primes et gratifications		276,48		276,48	
6414	Indemnités et avantages divers		12 842,91		12 842,91	
6451	Cotisations à l'URSSAF		13 248,34		13 248,34	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		1 827,94		1 827,94	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		1 762,69		1 762,69	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	183 760,00	183 154,09		183 154,09	605,91
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6531	Indemnités		20 005,87		20 005,87	
6533	Cotisations de retraite		1 534,60		1 534,60	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		5 472,70		5 472,70	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		2,99		2,99	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	53 010,00	27 016,16		27 016,16	25 993,84
Total des dépenses de gestion courante		**10 288 904,00**	**10 523 263,63**	**296 689,04**	**10 226 574,59**	**62 329,41**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
66111	Intérêts réglés à l'échéance		74 607,69		74 607,69	
66112	Intérêts - rattachement des icne		15 950,68	18 926,59	-2 975,91	
total chapitre 66	Charges financières	83 795,00	90 558,37	18 926,59	71 631,78	12 163,22
total chapitre 67	Charges exceptionnelles					
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**10 372 699,00**	**10 613 822,00**	**315 615,63**	**10 298 206,37**	**74 492,63**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*119 050,00*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*232 277,02*		*232 277,02*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*238 350,00*	*232 277,02*		*232 277,02*	*6 072,98*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***357 400,00***	***232 277,02***		***232 277,02***	***125 122,98***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**10 730 099,00**	**10 846 099,02**	**315 615,63**	**10 530 483,39**	**199 615,61**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**10 730 099,00**	**10 846 099,02**	**315 615,63**	**10 530 483,39**	**199 615,61**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
7061	Transports de voyageurs		1 182 984,15		1 182 984,15	
7063	Produits de l'affrètement		313,44		313,44	
7068	Services accessoires aux transports		20 250,00		20 250,00	
7083	Locations diverses		25 000,00		25 000,00	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	1 223 690,00	1 228 547,59		1 228 547,59	-4 857,59
734	Versement mobilité		6 267 378,04		6 267 378,04	
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	6 038 609,00	6 267 378,04		6 267 378,04	-228 769,04
7471	Etat		457 850,00		457 850,00	
7472	Région		1 119 317,50		1 119 317,50	
7475	Groupements de Collectivités		1 290 767,55		1 290 767,55	
7478	Autres Etablissements Publics Locaux		180 000,00	180 000,00		
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	3 177 167,00	3 047 935,05	180 000,00	2 867 935,05	309 231,95
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires		208 246,29		208 246,29	
7588	Autres		0,03		0,03	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	208 233,00	208 246,32		208 246,32	-13,32
Total des recettes de gestion courante		**10 647 699,00**	**10 752 107,00**	**180 000,00**	**10 572 107,00**	**75 592,00**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		684,62		684,62	
total chapitre 77	Produits exceptionnels		684,62		684,62	-684,62
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**10 647 699,00**	**10 752 791,62**	**180 000,00**	**10 572 791,62**	**74 907,38**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*71 522,00*		*71 522,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*82 400,00*	*71 522,00*		*71 522,00*	*10 878,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***82 400,00***	***71 522,00***		***71 522,00***	***10 878,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**10 730 099,00**	**10 824 313,62**	**180 000,00**	**10 644 313,62**	**85 785,38**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des recettes de la section d'exploitation		**10 730 099,00**	**10 824 313,62**	**180 000,00**	**10 644 313,62**	**85 785,38**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	300 000,00				300 000,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**300 000,00**				**300 000,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		274 585,25		274 585,25	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	275 000,00	274 585,25		274 585,25	414,75
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**275 000,00**	**274 585,25**		**274 585,25**	**414,75**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**575 000,00**	**274 585,25**		**274 585,25**	**300 414,75**
13911	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - Etat et Etablissements Nationaux*		*10 370,00*		*10 370,00*	
13917	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels*		*30 129,00*		*30 129,00*	
13918	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres*		*31 023,00*		*31 023,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*82 400,00*	*71 522,00*		*71 522,00*	*10 878,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		*82 400,00*	*71 522,00*		*71 522,00*	*10 878,00*
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		657 400,00	346 107,25		346 107,25	311 292,75
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		890 949,79				
Total des dépenses de la section d'investissement		1 548 349,79	346 107,25		346 107,25	1 202 242,54

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1317	Budget communautaire et fonds structurels		100 000,00		100 000,00	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	874 113,10	100 000,00		100 000,00	774 113,10
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	300 000,00				300 000,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
1068	Autres réserves		16 836,69		16 836,69	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	16 836,69	16 836,69		16 836,69	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**1 190 949,79**	**116 836,69**		**116 836,69**	**1 074 113,10**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*119 050,00*				
28031	*Amortissements frais d'études*		*15 551,00*		*15 551,00*	
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*		*204,00*		*204,00*	
28145	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*		*4 835,00*		*4 835,00*	
28153	*Installations à caractère spécifique*		*25 681,00*		*25 681,00*	
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*		*7 223,02*		*7 223,02*	
28182	*Matériel de transport*		*178 783,00*		*178 783,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*238 350,00*	*232 277,02*		*232 277,02*	*6 072,98*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***357 400,00***	***232 277,02***		***232 277,02***	***125 122,98***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 548 349,79**	**349 113,71**		**349 113,71**	**1 199 236,08**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**1 548 349,79**	**349 113,71**		**349 113,71**	**1 199 236,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BUS HYDROGENE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 3 145 800,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 677 275,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00		0,00	19 000,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00		0,00	2 658 275,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	468 525,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00		0,00	468 525,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 7 600,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00		0,00	7 600,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	0,00	D-B	-3 138 200,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	77 757,00	15 551,00	62 206,00	77 757,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Fonds commercial, droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	2 064 688,07		2 064 688,07	2 064 688,07
Constructions	221 245,63	816,00	220 429,63	220 633,63
Constructions sur sol d'autrui	48 354,83	31 960,00	16 394,83	21 229,83
Installations, matériels et outillage techniques	414 648,80	189 289,72	225 359,08	251 040,08
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	3 995 638,76	423 050,02	3 572 588,74	3 852 299,76
Immobilisations corporelles en cours	418 059,38		418 059,38	324 354,38
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**7 240 392,47**	**660 666,74**	**6 579 725,73**	**6 812 002,75**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	157 173,04		157 173,04	60 324,17
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	816 287,97		816 287,97	925 947,00
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				11 756,45

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances	875,43		875,43	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**974 336,44**		**974 336,44**	**998 027,62**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	3,84		3,84	3,21
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**3,84**		**3,84**	**3,21**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**8 214 732,75**	**660 666,74**	**7 554 066,01**	**7 810 033,58**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	128 561,37	128 561,37
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)	21 765,05	21 765,05
Écarts de réévaluation		
Réserves	536 119,93	519 283,24
Report à nouveau (1)		-2,10
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	113 830,23	16 838,79
Subventions d'investissement	1 299 201,11	1 270 723,11
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	212 813,96	212 813,96
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**2 312 291,65**	**2 169 983,42**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 493 320,98	3 767 906,23
Emprunts et dettes financières divers	15 950,68	
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	189 578,62	319 870

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	12 364,72	14 107,15
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	124 965,46	
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	1 405 593,90	1 538 166,52
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**5 241 774,36**	**5 640 050,16**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser		
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**7 554 066,01**	**7 810 033,58**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*1 203 547,59*	*1 243 667,03*
Divers	*25 000,00*	*11 756,45*
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité	6 267 378,04	4 322 021,22
Subventions d'exploitation	2 867 935,05	3 672 989,33
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	208 246,32	416 469,67
TOTAL I	**10 572 107,00**	**9 666 903,70**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	10 131 851,43	9 349 563,09
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*1 261,03*	*1 066,25*
Autres	*5 807,57*	
Salaires et traitements	43 799,43	42 057,68
Charges sociales	16 838,97	16 135,21
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*232 277,02*	*216 724,00*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	27 016,16	27 083,41
TOTAL II	**10 458 851,61**	**9 652 629,64**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**113 255,39**	**14 274,06**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	71 631,78	70 225,80
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**71 631,78**	**70 225,80**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-71 631,78**	**-70 225,80**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**41 623,61**	**-55 951,74**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*684,62*	*396,53*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*71 522,00*	*72 394,00*
Reprises sur dépréciations et provisions		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges		
TOTAL V	**72 206,62**	**72 790,53**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**72 206,62**	**72 790,53**
Impôts sur les bénéfices (VII)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**10 644 313,62**	**9 739 694,23**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**10 530 483,39**	**9 722 855,44**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**113 830,23**	**16 838,79**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		128 561,37						128 561,37		128 561,37
10222	FCTVA		212 813,96						212 813,96		212 813,96
	Sous Total compte 1022		**212 813,96**						**212 813,96**		**212 813,96**
	Sous Total compte 102		**341 375,33**						**341 375,33**		**341 375,33**
1068	Autres réserves		519 283,24				16 836,69		536 119,93		536 119,93
	Sous Total compte 106		**519 283,24**				**16 836,69**		**536 119,93**		**536 119,93**
	Sous Total compte 10		**860 658,57**				**16 836,69**		**877 495,26**		**877 495,26**
110	Report à nouveau solde créditeur			16 836,69	16 836,69			16 836,69	16 836,69		
119	Report à nouveau solde débiteur	2,10			2,10			2,10	2,10		
	Sous Total compte 11	**2,10**		**16 836,69**	**16 838,79**			**16 838,79**	**16 838,79**		
12	Résultat exercice bénef ou perte		16 838,79	16 838,79				16 838,79	16 838,79		
	Sous Total compte 12		**16 838,79**	**16 838,79**				**16 838,79**	**16 838,79**		
1311	Etat et EPN		557 723,11						557 723,11		557 723,11
1314	Cnes		8 038,30						8 038,30		8 038,30
1317	Budget communautaire fonds structurels		388 895,20				100 000,00		488 895,20		488 895,20
1318	Autres		458 352,50						458 352,50		458 352,50
	Sous Total compte 131		**1 413 009,11**				**100 000,00**		**1 513 009,11**		**1 513 009,11**
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	74 137,00				10 370,00		84 507,00		84 507,00	
13917	Subv équipt transf - BC et FS	25 926,00				30 129,00		56 055,00		56 055,00	
13918	Subv équipt transf autres	42 223,00				31 023,00		73 246,00		73 246,00	
	Sous Total compte 1391	**142 286,00**				**71 522,00**		**213 808,00**		**213 808,00**	
	Sous Total compte 139	**142 286,00**				**71 522,00**		**213 808,00**		**213 808,00**	
	Sous Total compte 13	**142 286,00**	**1 413 009,11**			**71 522,00**	**100 000,00**	**213 808,00**	**1 513 009,11**		**1 299 201**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		3 767 906,23			274 585,25		274 585,25	3 767 906,23		3 493 320,98
	Sous Total compte 164		**3 767 906,23**			**274 585,25**		**274 585,25**	**3 767 906,23**		**3 493 320,98**
16888	Int courus aut empts dettes assimil				15 950,68				15 950,68		15 950,68
	Sous Total compte 1688				**15 950,68**				**15 950,68**		**15 950,68**
	Sous Total compte 168				**15 950,68**				**15 950,68**		**15 950,68**
	Sous Total compte 16		**3 767 906,23**		**15 950,68**	**274 585,25**		**274 585,25**	**3 783 856,91**		**3 509 271,66**
181	Cpte liaison : affectation		21 765,05						21 765,05		21 765,05
	Sous Total compte 18		**21 765,05**						**21 765,05**		**21 765,05**
	Total classe 1	**142 288,10**	**6 080 177,75**	**33 675,48**	**32 789,47**	**346 107,25**	**116 836,69**	**522 070,83**	**6 229 803,91**	**213 808,00**	**5 921 541,08**
2031	Frais d'études	77 757,00						77 757,00		77 757,00	
	Sous Total compte 203	**77 757,00**						**77 757,00**		**77 757,00**	
	Sous Total compte 20	**77 757,00**						**77 757,00**		**77 757,00**	
2111	Terrains nus	958 620,00						958 620,00		958 620,00	
2115	Terrains bâtis	1 106 068,07						1 106 068,07		1 106 068,07	
	Sous Total compte 211	**2 064 688,07**						**2 064 688,07**		**2 064 688,07**	
2131	Bâtiments	218 165,90						218 165,90		218 165,90	
2135	Instal gales agenct amégts const	3 079,73						3 079,73		3 079,73	
	Sous Total compte 213	**221 245,63**						**221 245,63**		**221 245,63**	
2145	Installations générales, agencements, am	48 354,83						48 354,83		48 354,83	
	Sous Total compte 214	**48 354,83**						**48 354,83**		**48 354,83**	
2151	Instal complexes spécial	78 807,33						78 807,33		78 807,33	
2153	Instal à caractère spécif	308 993,47						308 993,47		308 993,47	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2157	Agenct amégat mat outil indust	26 848,00						26 848,00		26 848,00	
	Sous Total compte 215	**414 648,80**						**414 648,80**		**414 648,80**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	291 822,36						291 822,36		291 822,36	
2182	Mat de transport	3 797 521,40		-93 705,00				3 703 816,40		3 703 816,40	
	Sous Total compte 218	**4 089 343,76**		**-93 705,00**				**3 995 638,76**		**3 995 638,76**	
	Sous Total compte 21	**6 838 281,09**		**-93 705,00**				**6 744 576,09**		**6 744 576,09**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	324 354,38			-93 705,00			324 354,38	-93 705,00	418 059,38	
	Sous Total compte 23	**324 354,38**			**-93 705,00**			**324 354,38**	**-93 705,00**	**418 059,38**	
28031	Amort frais études						15 551,00		15 551,00		15 551,00
	Sous Total compte 2803						**15 551,00**		**15 551,00**		**15 551,00**
	Sous Total compte 280						**15 551,00**		**15 551,00**		**15 551,00**
28135	Installations générales, agencements, am		612,00				204,00		816,00		816,00
	Sous Total compte 2813		**612,00**				**204,00**		**816,00**		**816,00**
28145	Installations générales, agencements, am		27 125,00				4 835,00		31 960,00		31 960,00
	Sous Total compte 2814		**27 125,00**				**4 835,00**		**31 960,00**		**31 960,00**
28151	Instal complexes spécial		32 127,72						32 127,72		32 127,72
28153	Instal à caractère spécif		104 633,00				25 681,00		130 314,00		130 314,00
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		26 848,00						26 848,00		26 848,00
	Sous Total compte 2815		**163 608,72**				**25 681,00**		**189 289,72**		**189 289,72**
28181	Instal gales agenct amngts divers		58 261,00	4 868,00	4 868,00		7 223,02	4 868,00	70 352,02		65 484,02
28182	Mat de transport		178 783,00				178 783,00		357 566,00		357 566,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2818		**237 044,00**	**4 868,00**	**4 868,00**		**186 006,02**	**4 868,00**	**427 918,02**		**423 050,02**
	Sous Total compte 281		**428 389,72**	**4 868,00**	**4 868,00**		**216 726,02**	**4 868,00**	**649 983,74**		**645 115,74**
	Sous Total compte 28		**428 389,72**	**4 868,00**	**4 868,00**		**232 277,02**	**4 868,00**	**665 534,74**		**660 666,74**
	Total classe 2	**7 240 392,47**	**428 389,72**	**-88 837,00**	**-88 837,00**		**232 277,02**	**7 151 555,47**	**571 829,74**	**7 240 392,47**	**660 666,74**
4011	Fournisseurs		4 346,62	11 130 476,63	11 127 398,18			11 130 476,63	11 131 744,80		1 268,17
	Sous Total compte 401		**4 346,62**	**11 130 476,63**	**11 127 398,18**			**11 130 476,63**	**11 131 744,80**		**1 268,17**
408	Fournis factures non parvenues		315 523,64	315 523,64	188 310,45			315 523,64	503 834,09		188 310,45
	Sous Total compte 40		**319 870,26**	**11 446 000,27**	**11 315 708,63**			**11 446 000,27**	**11 635 578,89**		**189 578,62**
411	Clients	60 324,17		7 036,50	63 947,97			67 360,67	63 947,97	3 412,70	
418	Clients - produits non encore facturés			153 760,34				153 760,34		153 760,34	
	Sous Total compte 41	**60 324,17**		**160 796,84**	**63 947,97**			**221 121,01**	**63 947,97**	**157 173,04**	
421	Personnel - rémunérations dues			47 050,85	47 050,85			47 050,85	47 050,85		
	Sous Total compte 42			**47 050,85**	**47 050,85**			**47 050,85**	**47 050,85**		
431	Sécurite sociale			19 328,36	19 328,36			19 328,36	19 328,36		
437	Autres organismes sociaux			3 708,00	3 708,00			3 708,00	3 708,00		
	Sous Total compte 43			**23 036,36**	**23 036,36**			**23 036,36**	**23 036,36**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			2 410 085,05	2 410 085,05			2 410 085,05	2 410 085,05		
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			111 931,75	111 931,75			111 931,75	111 931,75		
	Sous Total compte 441			**2 522 016,80**	**2 522 016,80**			**2 522 016,80**	**2 522 016,80**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			1 086,03	1 086,03			1 086,03	1 086,03		
	Sous Total compte 442			**1 086,03**	**1 086,03**			**1 086,03**	**1 086,03**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses				124 965,46				124 965,46		124 965

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	11 756,45			11 756,45			11 756,45	11 756,45		
	Sous Total compte 443	**11 756,45**			**136 721,91**			**11 756,45**	**136 721,91**		**124 965,46**
44566	TVA déduct sur autres biens et services			1 012 134,22	1 012 009,25			1 012 134,22	1 012 009,25	124,97	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	745 947,00		1 118 479,00	1 696 299,00			1 864 426,00	1 696 299,00	168 127,00	
	Sous Total compte 4456	**745 947,00**		**2 130 613,22**	**2 708 308,25**			**2 876 560,22**	**2 708 308,25**	**168 251,97**	
44571	Etat - TVA collectée		14 107,15	117 175,42	109 625,42			117 175,42	123 732,57		6 557,15
	Sous Total compte 4457		**14 107,15**	**117 175,42**	**109 625,42**			**117 175,42**	**123 732,57**		**6 557,15**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			1 472 631,00	1 004 595,00			1 472 631,00	1 004 595,00	468 036,00	
	Sous Total compte 4458			**1 472 631,00**	**1 004 595,00**			**1 472 631,00**	**1 004 595,00**	**468 036,00**	
	Sous Total compte 445	**745 947,00**	**14 107,15**	**3 720 419,64**	**3 822 528,67**			**4 466 366,64**	**3 836 635,82**	**629 730,82**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			1 026,22	6 833,79			1 026,22	6 833,79		5 807,57
4487	Etat - produits à recevoir	180 000,00		180 000,00	180 000,00			360 000,00	180 000,00	180 000,00	
	Sous Total compte 448	**180 000,00**		**180 000,00**	**180 000,00**			**360 000,00**	**180 000,00**	**180 000,00**	
	Sous Total compte 44	**937 703,45**	**14 107,15**	**6 424 548,69**	**6 669 187,20**			**7 362 252,14**	**6 683 294,35**	**678 957,79**	
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		1 538 166,52	11 700 946,65	11 568 374,03			11 700 946,65	13 106 540,55		1 405 593,90
	Sous Total compte 451		**1 538 166,52**	**11 700 946,65**	**11 568 374,03**			**11 700 946,65**	**13 106 540,55**		**1 405 593,90**
	Sous Total compte 45		**1 538 166,52**	**11 700 946,65**	**11 568 374,03**			**11 700 946,65**	**13 106 540,55**		**1 405 593,90**
46711	Autres comptes créditeurs			16 716,13	16 716,13			16 716,13	16 716,13		
	Sous Total compte 4671			**16 716,13**	**16 716,13**			**16 716,13**	**16 716,13**		
46721	Débiteurs divers - amiable			209 983,86	209 108,43			209 983,86	209 108,43	875,43	
	Sous Total compte 4672			**209 983,86**	**209 108,43**			**209 983,86**	**209 108,43**	**875,43**	
	Sous Total compte 467			**226 699,99**	**225 824,56**			**226 699,99**	**225 824,56**	**875,43**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 46			**226 699,99**	**225 824,56**			**226 699,99**	**225 824,56**	**875,43**	
4713	Recettes percues avant émission titres			8 062 864,45	8 062 864,45			8 062 864,45	8 062 864,45		
	Sous Total compte 471			**8 062 864,45**	**8 062 864,45**			**8 062 864,45**	**8 062 864,45**		
4721	Dép sans mandatement préalable			349 192,94	349 192,94			349 192,94	349 192,94		
	Sous Total compte 472			**349 192,94**	**349 192,94**			**349 192,94**	**349 192,94**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	3,21		1,09	0,46			4,30	0,46	3,84	
	Sous Total compte 478	**3,21**		**1,09**	**0,46**			**4,30**	**0,46**	**3,84**	
	Sous Total compte 47	**3,21**		**8 412 058,48**	**8 412 057,85**			**8 412 061,69**	**8 412 057,85**	**3,84**	
	Total classe 4	**998 030,83**	**1 872 143,93**	**38 441 138,13**	**38 325 187,45**			**39 439 168,96**	**40 197 331,38**	**974 340,28**	**1 732 502,70**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent			3 412,70	3 412,70			3 412,70	3 412,70		
	Sous Total compte 511			**3 412,70**	**3 412,70**			**3 412,70**	**3 412,70**		
	Sous Total compte 51			**3 412,70**	**3 412,70**			**3 412,70**	**3 412,70**		
580	Opérations d'ordre budgétaires			303 799,02	303 799,02			303 799,02	303 799,02		
	Sous Total compte 58			**303 799,02**	**303 799,02**			**303 799,02**	**303 799,02**		
	Total classe 5			**307 211,72**	**307 211,72**			**307 211,72**	**307 211,72**		
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)					9 551,52	4 689,04	9 551,52	4 689,04	4 862,48	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					4 132,95		4 132,95		4 132,95	
	Sous Total compte 606					**13 684,47**	**4 689,04**	**13 684,47**	**4 689,04**	**8 995,43**	
	Sous Total compte 60					**13 684,47**	**4 689,04**	**13 684,47**	**4 689,04**	**8 995,43**	
611	Sous-traitance générale					10 289 714,62	292 000,00	10 289 714,62	292 000,00	9 997 714,62	
	Sous Total compte 61					**10 289 714,62**	**292 000,00**	**10 289 714,62**	**292 000,00**	**9 997 714,62**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					121 254,66		121 254,66		121 254,66	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 621					**121 254,66**		**121 254,66**		**121 254,66**	
627	Services bancaires et assimilés					175,92		175,92		175,92	
62878	à des tiers					3 710,80		3 710,80		3 710,80	
	Sous Total compte 6287					**3 710,80**		**3 710,80**		**3 710,80**	
	Sous Total compte 628					**3 710,80**		**3 710,80**		**3 710,80**	
	Sous Total compte 62					**125 141,38**		**125 141,38**		**125 141,38**	
6331	Versement mobilité					508,15		508,15		508,15	
6332	Cotisations versées au FNAL					317,69		317,69		317,69	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					435,19		435,19		435,19	
	Sous Total compte 633					**1 261,03**		**1 261,03**		**1 261,03**	
6358	Autres droits					5 807,57		5 807,57		5 807,57	
	Sous Total compte 635					**5 807,57**		**5 807,57**		**5 807,57**	
	Sous Total compte 63					**7 068,60**		**7 068,60**		**7 068,60**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					30 680,04		30 680,04		30 680,04	
6413	Primes et gratifications					276,48		276,48		276,48	
6414	Indemnités et avantages divers					12 842,91		12 842,91		12 842,91	
	Sous Total compte 641					**43 799,43**		**43 799,43**		**43 799,43**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					13 248,34		13 248,34		13 248,34	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					1 827,94		1 827,94		1 827,94	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					1 762,69		1 762,69		1 762,69	
	Sous Total compte 645					**16 838,97**		**16 838,97**		**16 838,97**	
	Sous Total compte 64					**60 638,40**		**60 638,40**		**60 638,40**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6531	Indemnités					20 005,87		20 005,87		20 005,87	
6533	Cotisations de retraite					1 534,60		1 534,60		1 534,60	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					5 472,70		5 472,70		5 472,70	
	Sous Total compte 653					**27 013,17**		**27 013,17**		**27 013,17**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					2,99		2,99		2,99	
	Sous Total compte 658					**2,99**		**2,99**		**2,99**	
	Sous Total compte 65					**27 016,16**		**27 016,16**		**27 016,16**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					74 607,69		74 607,69		74 607,69	
66112	Intérêts - rattachement des icne					15 950,68	18 926,59	15 950,68	18 926,59		2 975,91
	Sous Total compte 6611					**90 558,37**	**18 926,59**	**90 558,37**	**18 926,59**	**71 631,78**	
	Sous Total compte 661					**90 558,37**	**18 926,59**	**90 558,37**	**18 926,59**	**71 631,78**	
	Sous Total compte 66					**90 558,37**	**18 926,59**	**90 558,37**	**18 926,59**	**71 631,78**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					232 277,02		232 277,02		232 277,02	
	Sous Total compte 681					**232 277,02**		**232 277,02**		**232 277,02**	
	Sous Total compte 68					**232 277,02**		**232 277,02**		**232 277,02**	
	Total classe 6					**10 846 099,02**	**315 615,63**	**10 846 099,02**	**315 615,63**	**10 533 459,30**	**2 975,91**
7061	Transports de voyageurs						1 182 984,15		1 182 984,15		1 182 984,15
7063	Produits de l'affrètement						313,44		313,44		313,44
7068	Services accessoires aux transports						20 250,00		20 250,00		20 250,00
	Sous Total compte 706						**1 203 547,59**		**1 203 547,59**		**1 203 547,59**
7083	Locations diverses						25 000,00		25 000,00		25 000,00
	Sous Total compte 708						**25 000,00**		**25 000,00**		**25 000,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70						**1 228 547,59**		**1 228 547,59**		**1 228 547,59**
734	Versement mobilité						6 267 378,04		6 267 378,04		6 267 378,04
	Sous Total compte 73						**6 267 378,04**		**6 267 378,04**		**6 267 378,04**
7471	Etat						457 850,00		457 850,00		457 850,00
7472	Région						1 119 317,50		1 119 317,50		1 119 317,50
7475	Grp coll						1 290 767,55		1 290 767,55		1 290 767,55
7478	Autres EPL					180 000,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00		
	Sous Total compte 747					**180 000,00**	**3 047 935,05**	**180 000,00**	**3 047 935,05**		**2 867 935,05**
	Sous Total compte 74					**180 000,00**	**3 047 935,05**	**180 000,00**	**3 047 935,05**		**2 867 935,05**
757	Redev versées fermiers concessionnaires						208 246,29		208 246,29		208 246,29
7588	Autres						0,03		0,03		0,03
	Sous Total compte 758						**0,03**		**0,03**		**0,03**
	Sous Total compte 75						**208 246,32**		**208 246,32**		**208 246,32**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						684,62		684,62		684,62
777	Quote part subv invest virée au résult						71 522,00		71 522,00		71 522,00
	Sous Total compte 77						**72 206,62**		**72 206,62**		**72 206,62**
	Total classe 7					**180 000,00**	**10 824 313,62**	**180 000,00**	**10 824 313,62**		**10 644 313,62**
	Total général	**8 380 711,40**	**8 380 711,40**	**38 693 188,33**	**38 576 351,64**	**11 372 206,27**	**11 489 042,96**	**58 446 106,00**	**58 446 106,00**	**18 962 000,05**	**18 962 000,05**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 14/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au	14/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 15/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 16/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 800 000,00									
2018-03 MON525872 DO	SFIL CAFFIL	21/12/2018	26/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018-04 MON525860EUR DO	SFIL CAFFIL	21/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,460	0,470	EUR	T	C	O	A-1
2020-01 3000523 DO	CREDIT AGRICOLE	07/02/2020	12/05/2021	15/07/2020	1 800 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Emprunts et dettes à l'origine du contrat**														
	Organisme prêteur ou chef de file	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério-dicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 800 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**3 767 906,23**					**274 585,25**	**74 607,69**	**0,00**	**15 950,68**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 767 906,23					274 585,25	74 607,69	0,00	15 950,68
2018-03 MON525872 DO	N	0,00	A-1	1 143 750,00	15,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	75 000,00	16 673,02	0,00	3 971,30
2018-04 MON525860EUR DO	N	0,00	A-1	1 143 750,00	15,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,490	75 000,00	49 045,44	0,00	10 228,11
2020-01 3000523 DO	N	0,00	A-1	1 480 406,23	11,29	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	124 585,25	8 889,23	0,00	1 751,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 767 906,23**					**274 585,25**	**74 607,69**	**0,00**	**15 950,68**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 767 906,23	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

LibBienAmort	DureeBienAmort	DtDelib	ProcAmort
Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement par Biens ou catégories de biens amortis	Date de délibération	Procédure d'amortissement
Subventions régionales reçues 5 ans	5	10/10/2019	L
Subventions régionales reçues 10 ans	10	10/10/2019	L
Subventions régionales reçues 15 ans	15	10/10/2019	L
Subventions régionales reçues 30 ans	30	10/10/2019	L
Subventions régionales reçues 40 ans	40	10/10/2019	L
Subventions départementales reçues 5 ans	5	10/10/2019	L
Subventions départementales reçues10 ans	10	10/10/2019	L
Subventions départementales reçues15 ans	15	10/10/2019	L
Subvention Etat reçues 5 ans	5	10/10/2019	L
Subvention Etat reçues 10 ans	10	10/10/2019	L
Subvention Etat reçues 15 ans	15	10/10/2019	L
Subvention Etat reçues 20 ans	20	10/10/2019	L
Subvention Etat reçues 30 ans	30	10/10/2019	L
2031 Frais d'études	5	10/10/2019	L
2033 Frais d'insertion	5	10/10/2019	L
2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019	L
2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019	L
21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019	L
21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019	L
2138 Autres constructions 30 ans	30	10/10/2019	L
2153 Matériel spécifique 15 ans	15	10/10/2019	L
21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019	L
2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019	L
2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019	L
2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019	L
2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019	L
2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019	L
2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019	L
2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019	L
2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019	L
2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019	L
2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019	L

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-890 949,79**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**874 113,10**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-16 836,69**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**16 836,69**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-16 836,69**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**357 400,00**	**346 107,25**	**0,00**	**346 107,25**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**357 400,00**	**232 277,02**	**774 113,10**	**1 006 390,12**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**-113 830,23**	**774 113,10**	**660 282,87**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-890 949,79**			**-890 949,79**
Affectation au 106 (C)	**16 836,69**	**16 836,69**		**16 836,69**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-874 113,10**			**-874 113,10**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-213 830,23**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**357 400,00**	**I**	**346 107,25**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**275 000,00**		**274 585,25**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	275 000,00		274 585,25
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**82 400,00**		**71 522,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*82 400,00*		*71 522,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**357 400,00**	**III 232 277,02**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**357 400,00**	**232 277,02**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*15 551,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*204,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*	*4 835,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*238 350,00*	*25 681,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*7 223,02*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*178 783,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*119 050,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60005 - MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-094
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Prestations de service - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Prestations de service de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	PRESTATIONS DE SERVICE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	52 504,32 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	52 504,33 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**- 0,01 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	665,89 €
Fonctionnement Résultat cumulé	**665,88 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	
Investissement 2024 - Dépenses	
Investissement Résultat de l'exercice	
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé	
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget Prestations de service tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRESTATION SERVICE CA AUXERROI

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400104

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures
			ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	43

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	457418850.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.74
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.74
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	52.94
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	75 981,00	75 981,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	52 504,32	52 504,32
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	0,00	75 981,00	75 981,00
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	52 504,33	52 504,33
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	-0,01	-0,01
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	665,89	665,89
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	0,00	665,88	665,88
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	665,88	665,88

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
PRESTATION SERVICE CA AUXERROI					
Investissement					
Fonctionnement	665,89		-0,01		665,88
Sous-Total	665,89		-0,01		665,88
TOTAL II	**665,89**		**-0,01**		**665,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**665,89**		**-0,01**		**665,88**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) — D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	0,67
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**0,67**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6,22
Stocks		Autres dettes non financières	43,75
Créances	50,64	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**49,97**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**50,64**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**49,97**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**50,64**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**50,64**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	52,50	42,30
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**52,50**	**42,30**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	52,50	42,30
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**52,50**	**42**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	25 000,00	24 585,28	122,76	24 708,04	98,83	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	44 881,00	27 796,29	0,00	27 796,29	61,93	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**69 881,00**	**52 381,57**	**122,76**	**52 504,33**	**75,13**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	6 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**75 981,00**	**52 381,57**	**122,76**	**52 504,33**	**69,10**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**75 981,00**	**52 381,57**	**122,76**	**52 504,33**	**69,10**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**75 981,00**	**52 381,57**	**122,76**	**52 504,33**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 981,00	52 486,16	18,16	52 504,32	69,10	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**75 981,00**	**52 486,16**	**18,16**	**52 504,32**	**69,10**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**75 981,00**	**52 486,16**	**18,16**	**52 504,32**	**69,10**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**75 981,00**	**52 486,16**	**18,16**	**52 504,32**	**69,10**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**75 981,00**	**52 486,16**	**18,16**	**52 504,32**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement						

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60631	Fournitures d'entretien		2 792,22		2 792,22	
611	Contrats de prestations de services		152,00		152,00	
61551	Matériel roulant		523,84		523,84	
6188	Autres frais divers		6 096,71		6 096,71	
62871	A la collectivité de rattachement 4		13 944,54		13 944,54	
62878	A des tiers		1 198,73		1 198,73	
total chapitre 011	Charges à caractère général	25 665,89	24 708,04		24 708,04	957,85
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		32 193,13	4 396,84	27 796,29	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	44 881,00	32 193,13	4 396,84	27 796,29	17 084,71
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)					
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**70 546,89**	**56 901,17**	**4 396,84**	**52 504,33**	**18 042,56**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques	12 198,00				12 198,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**82 744,89**	**56 901,17**	**4 396,84**	**52 504,33**	**30 240,56**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**82 744,89**	**56 901,17**	**4 396,84**	**52 504,33**	**30 240,56**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**82 744,89**	**56 901,17**	**4 396,84**	**52 504,33**	**30 240,56**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70841	à la collectivité de rattachement		6 157,51		6 157,51	
70848	aux autres organismes		17 244,76		17 244,76	
70873	par le CCAS/CIAS		5 499,92		5 499,92	
70875	par les communes membres du GFP		9 110,20	3 012,89	6 097,31	
70878	par des tiers		17 505,22	0,40	17 504,82	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	82 079,00	55 517,61	3 013,29	52 504,32	29 574,68
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion des services		**82 079,00**	**55 517,61**	**3 013,29**	**52 504,32**	**29 574,68**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**82 079,00**	**55 517,61**	**3 013,29**	**52 504,32**	**29 574,68**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**82 079,00**	**55 517,61**	**3 013,29**	**52 504,32**	**29 574,68**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		665,89				
Total des recettes de la section de fonctionnement		82 744,89	55 517,61	3 013,29	52 504,32	30 240,57

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		49 650,74		49 650,74	62 598,78
Créances sur les redevables et comptes rattachés		986,47		986,47	1 461,11
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**50 637,21**		**50 637,21**	**64 059,89**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**50 637,21**		**50 637,21**	**64 059,89**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		665,89	665,90
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-0,01	-0,01
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**665,88**	**665,89**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 219,47	114,00
Dettes fiscales et sociales			4 396,84
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		5 689,88	58 883,16
Autres dettes non financières		38 061,98	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**49 971,33**	**63 394,00**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**49 971,33**	**63 394,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**50 637,21**	**64 059,89**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		52 504,32	42 303,33	10 200,99
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion				
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**52 504,32**	**42 303,33**	**10 200,99**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		52 504,33	42 303,34	10 200,99
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**52 504,33**	**42 303,34**	**10 200,99**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-0,01**	**-0,01**	
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-0,01**	**-0,01**	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		665,90	0,01				0,01	665,90		665,89
	Sous Total compte 11		**665,90**	**0,01**				**0,01**	**665,90**		**665,89**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,01			0,01			0,01	0,01		
	Sous Total compte 12	**0,01**			**0,01**			**0,01**	**0,01**		
	Total classe 1	**0,01**	**665,90**	**0,01**	**0,01**			**0,02**	**665,91**		**665,89**
4011	Fournisseurs		114,00	3 459,30	9 442,01			3 459,30	9 556,01		6 096,71
	Sous Total compte 401		**114,00**	**3 459,30**	**9 442,01**			**3 459,30**	**9 556,01**		**6 096,71**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues				122,76				122,76		122,76
	Sous Total compte 40		**114,00**	**3 459,30**	**9 564,77**			**3 459,30**	**9 678,77**		**6 219,47**
411	Redevables	1 461,11		986,47	1 461,11			2 447,58	1 461,11	986,47	
	Sous Total compte 41	**1 461,11**		**986,47**	**1 461,11**			**2 447,58**	**1 461,11**	**986,47**	
44341	Dépenses			9 274,42	9 274,42			9 274,42	9 274,42		
44342	Recettes - Amiable	25 886,07		36 185,31	25 886,07			62 071,38	25 886,07	36 185,31	
	Sous Total compte 4434	**25 886,07**		**45 459,73**	**35 160,49**			**71 345,80**	**35 160,49**	**36 185,31**	
44351	Dépenses				38 061,98				38 061,98		38 061,98
44352	Recettes - Amiable			4 326,84				4 326,84		4 326,84	
	Sous Total compte 4435			**4 326,84**	**38 061,98**			**4 326,84**	**38 061,98**		**33 735,14**
44372	Recettes - Amiable	13 087,20		6 758,87	13 087,20			19 846,07	13 087,20	6 758,87	
	Sous Total compte 4437	**13 087,20**		**6 758,87**	**13 087,20**			**19 846,07**	**13 087,20**	**6 758,87**	
44382	Recettes - Amiable	20 612,22		7 241,96	25 492,62			27 854,18	25 492,62	2 361,56	
	Sous Total compte 4438	**20 612,22**		**7 241,96**	**25 492,62**			**27 854,18**	**25 492,62**	**2 361,56**	
	Sous Total compte 443	**59 585,49**		**63 787,40**	**111 802,29**			**123 372,89**	**111 802,29**	**11 570,60**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4486	Autres charges à payer		4 396,84	4 396,84				4 396,84	4 396,84		
4487	Produits à recevoir	3 013,29		18,16	3 013,29			3 031,45	3 013,29	18,16	
	Sous Total compte 448	**3 013,29**	**4 396,84**	**4 415,00**	**3 013,29**			**7 428,29**	**7 410,13**	**18,16**	
	Sous Total compte 44	**62 598,78**	**4 396,84**	**68 202,40**	**114 815,58**			**130 801,18**	**119 212,42**	**11 588,76**	
4510101	Compte de rattachement avec... (à subdiv		58 883,16	65 927,00	12 733,72			65 927,00	71 616,88		5 689,88
	Sous Total compte 451		**58 883,16**	**65 927,00**	**12 733,72**			**65 927,00**	**71 616,88**		**5 689,88**
	Sous Total compte 45		**58 883,16**	**65 927,00**	**12 733,72**			**65 927,00**	**71 616,88**		**5 689,88**
4718	Autres recettes à régulariser			4 028,36	4 028,36			4 028,36	4 028,36		
	Sous Total compte 471			**4 028,36**	**4 028,36**			**4 028,36**	**4 028,36**		
	Sous Total compte 47			**4 028,36**	**4 028,36**			**4 028,36**	**4 028,36**		
	Total classe 4	**64 059,89**	**63 394,00**	**142 603,53**	**142 603,54**			**206 663,42**	**205 997,54**	**50 637,21**	**49 971,33**
60631	Fournitures d'entretien					2 792,22		2 792,22		2 792,22	
	Sous Total compte 6063					**2 792,22**		**2 792,22**		**2 792,22**	
	Sous Total compte 606					**2 792,22**		**2 792,22**		**2 792,22**	
	Sous Total compte 60					**2 792,22**		**2 792,22**		**2 792,22**	
611	Contrats de prestations de services					152,00		152,00		152,00	
61551	Matériel roulant					523,84		523,84		523,84	
	Sous Total compte 6155					**523,84**		**523,84**		**523,84**	
	Sous Total compte 615					**523,84**		**523,84**		**523,84**	
6188	Autres frais divers					6 096,71		6 096,71		6 096,71	
	Sous Total compte 618					**6 096,71**		**6 096,71**		**6 096,71**	
	Sous Total compte 61					**6 772,55**		**6 772,55**		**6 772,55**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6215	Personnel affecté par la collectivité me					32 193,13	4 396,84	32 193,13	4 396,84	27 796,29	
	Sous Total compte 621					**32 193,13**	**4 396,84**	**32 193,13**	**4 396,84**	**27 796,29**	
62871	A la collectivité de rattachement 4					13 944,54		13 944,54		13 944,54	
62878	A des tiers					1 198,73		1 198,73		1 198,73	
	Sous Total compte 6287					**15 143,27**		**15 143,27**		**15 143,27**	
	Sous Total compte 628					**15 143,27**		**15 143,27**		**15 143,27**	
	Sous Total compte 62					**47 336,40**	**4 396,84**	**47 336,40**	**4 396,84**	**42 939,56**	
	Total classe 6					**56 901,17**	**4 396,84**	**56 901,17**	**4 396,84**	**52 504,33**	
70841	à la collectivité de rattachement						6 157,51		6 157,51		6 157,51
70848	aux autres organismes						17 244,76		17 244,76		17 244,76
	Sous Total compte 7084						**23 402,27**		**23 402,27**		**23 402,27**
70873	par le CCAS/CIAS						5 499,92		5 499,92		5 499,92
70875	par les communes membres du GFP					3 012,89	9 110,20	3 012,89	9 110,20		6 097,31
70878	par des tiers					0,40	17 505,22	0,40	17 505,22		17 504,82
	Sous Total compte 7087					**3 013,29**	**32 115,34**	**3 013,29**	**32 115,34**		**29 102,05**
	Sous Total compte 708					**3 013,29**	**55 517,61**	**3 013,29**	**55 517,61**		**52 504,32**
	Sous Total compte 70					**3 013,29**	**55 517,61**	**3 013,29**	**55 517,61**		**52 504,32**
	Total classe 7					**3 013,29**	**55 517,61**	**3 013,29**	**55 517,61**		**52 504,32**
	Total général	**64 059,90**	**64 059,90**	**142 603,54**	**142 603,55**	**59 914,46**	**59 914,45**	**266 577,90**	**266 577,90**	**103 141,54**	**103 141,54**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 8

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,0*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,0*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60007 - PRESTATION SERVICE CA AUXERROI

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-095
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Zone des Macherins- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Suite au bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Zone des Macherins de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2024	ZONE DES MACHERINS
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement 2024 - Recettes	163 905,39 €
Fonctionnement 2024 - Dépenses	155 046,49 €
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2024	**8 858,90 €**
Fonctionnement Report N-1 R002	- 28 986,49 €
Fonctionnement Résultat cumulé	**- 20 127,59 €**
Section d'Investissement	
Investissement 2024 - Recettes	144 175,03 €
Investissement 2024 - Dépenses	31 489,27 €
Investissement Résultat de l'exercice	**112 685,76 €**
Investissement Report N-1 R001	599 251,97 €
Investissement Résultat cumulé	**711 937,73 €**
Restes à réaliser 2024 Recettes	- €
Restes à réaliser 2024 Dépenses	- €
Solde RAR	**- €**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	711 937,73 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2024 du budget Zone des Macherins tel que présenté ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ZAC MACHERINS A MONETEAU

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400088

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M4)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures
			ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	18
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	19
C2	Recettes d'investissement	Comptable	21
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	22
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	23
B	Compte de résultat	Comptable	28
C	Balance des comptes	Comptable	31
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	35

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**244 240,00**	**294 826,49**	**539 066,49**
	Recettes réalisées (1)	B	**144 175,03**	**163 905,39**	**308 080,42**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**843 491,97**	**265 840,00**	**1 109 331,97**
	Dépenses réalisées (1)	E	**31 489,27**	**155 046,49**	**186 535,76**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**112 685,76**	**8 858,90**	**121 544,66**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**599 251,97**	**-28 986,49**	**570 265,48**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**711 937,73**	**-20 127,59**	**691 810,14**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**711 937,73**	**-20 127,59**	**691 810,14**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
ZAC MACHERINS A MONETEAU					
Investissement	599 251,97		112 685,76		711 937,73
Fonctionnement	-28 986,49		8 858,90		-20 127,59
Sous-Total	570 265,48		121 544,66		691 810,14
TOTAL III	**570 265,48**		**121 544,66**		**691 810,14**
TOTAL I + II + III	**570 265,48**		**121 544,66**		**691 810,14**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	1,28	Fonds globalisés	0,00
Constructions	31,49	Réserves	90,25
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	1,73	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	-28,99
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	8,86
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**34,50**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	656,19
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**34,50**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**726,31**
Créances	716,36	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	24,56
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**716,36**	**Total des dettes à court terme**	**24,56**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**24,56**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**750,86**	**TOTAL PASSIF**	**750,86**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		
Autres produits		9,64
Transferts de charges		
Produits courants non financiers		9,64
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	1,23	
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges		1,03
Charges courantes non financières	1,23	1,03
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-1,23**	**8,61**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**-1,23**	**8,61**
Produits exceptionnels	163,91	100,06
Charges exceptionnelles	153,82	100,06
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**10,09**	
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**8,86**	**8,61**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	10 000,00	1 230,46	0,00	1 230,46	12,30	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 000,00**	**1 230,46**	**0,00**	**1 230,46**	**12,30**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	11 600,00	9 641,00	0,00	9 641,00	83,11	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**21 600,00**	**10 871,46**	**0,00**	**10 871,46**	***50,33***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*244 240,00*	*144 175,03*	*0,00*	*144 175,03*	*59,03*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***244 240,00***	***144 175,03***	***0,00***	***144 175,03***	***59,03***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**265 840,00**	**155 046,49**	**0,00**	**155 046,49**	**58,32**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**28 986,49**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**294 826,49**	**155 046,49**	**0,00**	**155 046,49**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	294 826,49	163 905,39	0,00	163 905,39	55,59	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**294 826,49**	**163 905,39**	**0,00**	**163 905,39**	**55,59**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**294 826,49**	**163 905,39**	**0,00**	**163 905,39**	**55,59**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**294 826,49**	**163 905,39**	**0,00**	**163 905,39**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	843 491,97	31 489,27	3,73	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**843 491,97**	**31 489,27**	**3,73**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**843 491,97**	**31 489,27**	**3,73**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**843 491,97**	**31 489,27**	**3,73**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**843 491,97**	**31 489,27**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*244 240,00*	*144 175,03*	*59,03*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***244 240,00***	***144 175,03***	***59,03***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**244 240,00**	**144 175,03**	**59,03**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**599 251,97**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**843 491,97**	**144 175,03**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6227	Frais d'actes et de contentieux		1 230,46		1 230,46	
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 000,00	1 230,46		1 230,46	8 769,54
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante					
Total des dépenses de gestion courante		**10 000,00**	**1 230,46**		**1 230,46**	**8 769,54**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		9 641,00		9 641,00	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	11 600,00	9 641,00		9 641,00	1 959,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**21 600,00**	**10 871,46**		**10 871,46**	**10 728,54**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
675	*Valeurs comptables des éléments d'actif cédés*		*144 175,03*		*144 175,03*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*244 240,00*	*144 175,03*		*144 175,03*	*100 064,97*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***244 240,00***	***144 175,03***		***144 175,03***	***100 064,97***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**265 840,00**	**155 046,49**		**155 046,49**	**110 793,51**
002 Résultat d'exploitation reporté		**28 986,49**				
Total des dépenses de la section d'exploitation		**294 826,49**	**155 046,49**		**155 046,49**	**139 780,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises					
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion courante						
total chapitre 76	Produits financiers					
775	Produits des cessions d'éléments d'actif		163 905,39		163 905,39	
total chapitre 77	Produits exceptionnels	294 826,49	163 905,39		163 905,39	130 921,10
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**294 826,49**	**163 905,39**		**163 905,39**	**130 921,10**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**294 826,49**	**163 905,39**		**163 905,39**	**130 921,10**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des recettes de la section d'exploitation		**294 826,49**	**163 905,39**		**163 905,39**	**130 921,10**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions		31 489,27		31 489,27	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	843 491,97	31 489,27		31 489,27	812 002,70
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**843 491,97**	**31 489,27**		**31 489,27**	**812 002,70**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**843 491,97**	**31 489,27**		**31 489,27**	**812 002,70**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**843 491,97**	**31 489,27**		**31 489,27**	**812 002,70**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		843 491,97	31 489,27		31 489,27	812 002,70

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
2111	*Terrains nus*		*144 175,03*		*144 175,03*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*244 240,00*	*144 175,03*		*144 175,03*	*100 064,97*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***244 240,00***	***144 175,03***		***144 175,03***	***100 064,97***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**244 240,00**	**144 175,03**		**144 175,03**	**100 064,97**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**599 251,97**				
Total des recettes de la section d'investissement		**843 491,97**	**144 175,03**		**144 175,03**	**699 316,94**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Fonds commercial, droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	1 276,80		1 276,80	145 451,83
Constructions	31 489,27		31 489,27	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	1 732,50		1 732,50	1 732,50
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**34 498,57**		**34 498,57**	**147 184,33**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés				11 569,20
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	246,09		246,09	
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	715 944,88		715 944,88	580 636,53
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances	173,45		173,45	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**716 364,42**		**716 364,42**	**592 205,73**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	0,72		0,72	0,75
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**0,72**		**0,72**	**0,75**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**750 863,71**		**750 863,71**	**739 390,81**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)	656 186,30	656 186,30
Écarts de réévaluation		
Réserves	90 250,00	90 250,00
Report à nouveau (1)	-28 986,49	-37 593,49
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	8 858,90	8 607,00
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**726 308,71**	**717 449,81**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	24 555,00	21 941,00
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**24 555,00**	**21 941,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser		
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**750 863,71**	**739 390,81**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		9 641,00
TOTAL I		**9 641,00**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 230,46	
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations		
Autres		*1 034,00*
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
TOTAL II	**1 230,46**	**1 034,00**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-1 230,46**	**8 607,00**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-1 230,46**	**8 607,00**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations	*163 905,39*	*100 064,00*
Autres opérations		
Reprises sur dépréciations et provisions		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges		
TOTAL V	**163 905,39**	**100 064,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*9 641,00*	
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées	*144 175,03*	*100 064,00*
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**153 816,03**	**100 064,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**10 089,36**	
Impôts sur les bénéfices (VII)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**163 905,39**	**109 705,00**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**155 046,49**	**101 098,00**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**8 858,90**	**8 607,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1064	Réserves réglementées		85 300,00						85 300,00		85 300,00
1068	Autres réserves		4 950,00						4 950,00		4 950,00
	Sous Total compte 106		**90 250,00**						**90 250,00**		**90 250,00**
	Sous Total compte 10		**90 250,00**						**90 250,00**		**90 250,00**
119	Report à nouveau (solde débiteur)	37 593,49			8 607,00			37 593,49	8 607,00	28 986,49	
	Sous Total compte 11	**37 593,49**			**8 607,00**			**37 593,49**	**8 607,00**	**28 986,49**	
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert		8 607,00	8 607,00				8 607,00	8 607,00		
	Sous Total compte 12		**8 607,00**	**8 607,00**				**8 607,00**	**8 607,00**		
181	Compte de liaison : affectation...		656 186,30						656 186,30		656 186,30
	Sous Total compte 18		**656 186,30**						**656 186,30**		**656 186,30**
	Total classe 1	**37 593,49**	**755 043,30**	**8 607,00**	**8 607,00**			**46 200,49**	**763 650,30**	**28 986,49**	**746 436,30**
2111	Terrains nus	144 175,03					144 175,03	144 175,03	144 175,03		
	Sous Total compte 211	**144 175,03**					**144 175,03**	**144 175,03**	**144 175,03**		
2128	Autres terrains	1 276,80						1 276,80		1 276,80	
	Sous Total compte 212	**1 276,80**						**1 276,80**		**1 276,80**	
2135	Installations générales, agencements, am					31 489,27		31 489,27		31 489,27	
	Sous Total compte 213					**31 489,27**		**31 489,27**		**31 489,27**	
2157	Agencements et aménagements du matériel	1 732,50						1 732,50		1 732,50	
	Sous Total compte 215	**1 732,50**						**1 732,50**		**1 732,50**	
	Sous Total compte 21	**147 184,33**				**31 489,27**	**144 175,03**	**178 673,60**	**144 175,03**	**34 498,57**	
	Total classe 2	**147 184,33**				**31 489,27**	**144 175,03**	**178 673,60**	**144 175,03**	**34 498,57**	
4011	Fournisseurs			1 476,55	1 476,55			1 476,55	1 476,55		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 401			**1 476,55**	**1 476,55**			**1 476,55**	**1 476,55**		
4041	Fournisseurs d'immobilisations			37 787,12	37 787,12			37 787,12	37 787,12		
	Sous Total compte 404			**37 787,12**	**37 787,12**			**37 787,12**	**37 787,12**		
	Sous Total compte 40			**39 263,67**	**39 263,67**			**39 263,67**	**39 263,67**		
411	Clients	11 569,20			11 569,20			11 569,20	11 569,20		
	Sous Total compte 41	**11 569,20**			**11 569,20**			**11 569,20**	**11 569,20**		
44551	TVA à décaisser			21 941,00	30 336,00			21 941,00	30 336,00		8 395,00
	Sous Total compte 4455			**21 941,00**	**30 336,00**			**21 941,00**	**30 336,00**		**8 395,00**
44562	TVA sur immobilisations			6 298,00	6 298,00			6 298,00	6 298,00		
44566	TVA sur autres biens et services			2 174,29	1 928,20			2 174,29	1 928,20	246,09	
44567	Crédit de TVA à reporter			14 524,00	14 524,00			14 524,00	14 524,00		
	Sous Total compte 4456			**22 996,29**	**22 750,20**			**22 996,29**	**22 750,20**	**246,09**	
44571	TVA collectée		21 941,00	38 562,08	32 781,08			38 562,08	54 722,08		16 160,00
	Sous Total compte 4457		**21 941,00**	**38 562,08**	**32 781,08**			**38 562,08**	**54 722,08**		**16 160,00**
	Sous Total compte 445		**21 941,00**	**83 499,37**	**85 867,28**			**83 499,37**	**107 808,28**		**24 308,91**
	Sous Total compte 44		**21 941,00**	**83 499,37**	**85 867,28**			**83 499,37**	**107 808,28**		**24 308,91**
451003	Compte de rattachement avec (à subdivis	580 636,53		195 036,47	59 728,12			775 673,00	59 728,12	715 944,88	
	Sous Total compte 451	**580 636,53**		**195 036,47**	**59 728,12**			**775 673,00**	**59 728,12**	**715 944,88**	
	Sous Total compte 45	**580 636,53**		**195 036,47**	**59 728,12**			**775 673,00**	**59 728,12**	**715 944,88**	
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			196 686,47	196 513,02			196 686,47	196 513,02	173,45	
	Sous Total compte 462			**196 686,47**	**196 513,02**			**196 686,47**	**196 513,02**	**173,45**	
	Sous Total compte 46			**196 686,47**	**196 513,02**			**196 686,47**	**196 513,02**	**173,45**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4713	Recettes perçues avant émission des titr			195 036,47	195 036,47			195 036,47	195 036,47		
	Sous Total compte 471			**195 036,47**	**195 036,47**			**195 036,47**	**195 036,47**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,75		0,20	0,23			0,95	0,23	0,72	
	Sous Total compte 478	**0,75**		**0,20**	**0,23**			**0,95**	**0,23**	**0,72**	
	Sous Total compte 47	**0,75**		**195 036,67**	**195 036,70**			**195 037,42**	**195 036,70**	**0,72**	
	Total classe 4	**592 206,48**	**21 941,00**	**709 522,65**	**587 977,99**			**1 301 729,13**	**609 918,99**	**716 365,14**	**24 555,00**
580	Opérations d'ordre budgétaire			144 175,03	144 175,03			144 175,03	144 175,03		
	Sous Total compte 58			**144 175,03**	**144 175,03**			**144 175,03**	**144 175,03**		
	Total classe 5			**144 175,03**	**144 175,03**			**144 175,03**	**144 175,03**		
6227	Frais d'actes et de contentieux					1 230,46		1 230,46		1 230,46	
	Sous Total compte 622					**1 230,46**		**1 230,46**		**1 230,46**	
	Sous Total compte 62					**1 230,46**		**1 230,46**		**1 230,46**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					9 641,00		9 641,00		9 641,00	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif					144 175,03		144 175,03		144 175,03	
	Sous Total compte 67					**153 816,03**		**153 816,03**		**153 816,03**	
	Total classe 6					**155 046,49**		**155 046,49**		**155 046,49**	
775	Produits des cessions d'éléments d'actif						163 905,39		163 905,39		163 905,39
	Sous Total compte 77						**163 905,39**		**163 905,39**		**163 905,39**
	Total classe 7						**163 905,39**		**163 905,39**		**163 905,39**
	Total général	**776 984,30**	**776 984,30**	**862 304,68**	**740 760,02**	**186 535,76**	**308 080,42**	**1 825 824,74**	**1 825 824,74**	**934 896,69**	**934 896,69**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 07/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2024	au 07/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

TECHER Sylvie (1018538602-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE L'YONNE, le 09/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 09/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS — B6.2

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL

IV

B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**599 251,97**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**599 251,97**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**599 251,97**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**599 251,97**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**599 251,97**			**599 251,97**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**599 251,97**			**599 251,97**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**599 251,97**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2024

60008 - ZAC MACHERINS A MONETEAU

Exercice : 2024

BA de CA AUXERROIS

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 - Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 - Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX								

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-096
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Principal - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget principal a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Par ailleurs, la délibération 2024-264 du 19 décembre 2024 portant clôture du budget annexe Zone des macherins prévoit de transférer les résultats budgétaires 2024 de ce budget sur le budget Principal.

Compte-tenu des résultats budgétaires 2024 suivants :

- Résultats budgétaires 2024 du Budget principal :
- Excédent de fonctionnement reporté : 10 018 632,00€
- Excédent d'investissement reporté : 279 631,65€
- Excédent de fonctionnement capitalisé affecté à la section d'investissement : 2 003 887,11 €
- Résultats budgétaires 2024 du budget annexe Zone des macherins :
- Déficit de fonctionnement reporté : - 20 127,59 €
- Excédent d'investissement reporté : 711 937.73 €

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats au budget principal comme suit :
- R 002 Excédent de fonctionnement reporté : 9 998 504,41€
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 991 569,38€
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 2 003 887,11 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-097
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Déchets collecte- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Déchets collecte a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60010 – Déchets collecte**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 3 053 448,26 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 955 657,30 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-098
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Eau Potable - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Eau Potable a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60004 – Eau Potable**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 4 350 546.84 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 1 072 046,39 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 2 600 931.81 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-099
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Assainissement- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Assainissement a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60001 -Assainissement**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 2 368 013,66 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 383 690,80 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 1 305 230,83 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-100
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget SPANC- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe SPANC a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60002 – SPANC**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 28 054,03 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 0,00 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-101
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget AuxR_Parc- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Parc d'activités Appoigny – AuxR Parc a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60006 – Parc d'activités Appoigny**

- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 694 800,26 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 200 000,00€
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-102
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Aeroparc- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget Aéroparc a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget Aéroparc :**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0,00 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté 11 905,00 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-103
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Eco-pôle de Venoy- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Eco pôle Venoy a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60009 – Eco pôle Venoy**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0,00 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 1 820 889,92€
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-104
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget H2 Mignottes- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Parc d'activité H2 des Mignottes a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60011 – Parc d'activité H2 des Mignottes**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0,00 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 306 262,93€
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-105
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Mobilité durable- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe 60005 - Mobilité durable a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60005 - mobilité durable**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0,00 €
D 001 Résultat d'investissement reporté : 887 943,33€
R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 113 830,23 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-106
OBJET : Affectation des résultats 2024 Budget Prestations de service - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le compte administratif 2024 du budget annexe Prestations de service a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2025.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si le besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget annexe 60007 – Prestations de service**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 665,88 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : 0,00 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2024 au budget 2025 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-107
OBJET : Finances - Autorisations de programme et crédits de paiement - Budget principal 2025 - Modification

Rapporteur : Francis HEURLEY

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux collectivités de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements.

Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Il convient de procéder à des ajustements de crédits de paiements pour les autorisations de programmes suivantes :

AP22004- PLU INTERCOMMUNAL : modification des CP + 40 000 €
AP22005 - PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR : modification des CP + 80 000 €
AP23042 - FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES : modification des CP + 250 000 €
INVAP25088 - FONDS DE REDYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS : création de l'AP et inscription des CP + 300 000€
INVAP25089 - FDS POUR L'AIDE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES : création de l'AP et inscription des CP + 300 000€

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser les autorisations de programme telles que décrites dans l'annexe jointe,

- De dire que les Crédits de Paiement seront inscrits au budget supplémentaire du Budget Principal 2025.

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT

COMMUNAUTE DE LAUXERROIS - BUDGET PRINCIPAL - Exercice : 2025

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

DEPENSES

Type de Programme INVESTISSEMENT EN AP

Programme / Opération		AP	Montant total	CP antérieurs	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
AP22004	**PLU INTERCOMMUNAL**	**2022**	**861 300,00**	**177 783,88**	**130 468,44**	**290 000,00**	**263 047,68**	**0,00**
INVAP22004	PLU INTERCOMMUNAL		861 300,00	177 783,88	130 468,44	290 000,00	263 047,68	0,00
AP22005	**PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR**	**2022**	**600 000,00**	**34 104,00**	**0,00**	**200 000,00**	**365 896,00**	**0,00**
INVAP22005	PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR		600 000,00	34 104,00	0,00	200 000,00	365 896,00	0,00
AP23042	**FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES**	**2023**	**870 000,00**	**24 542,50**	**227 363,97**	**470 000,00**	**148 093,53**	**0,00**
INVAP23042	FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES		870 000,00	24 542,50	227 363,97	470 000,00	148 093,53	0,00
INVAP25088	**FONDS DE REDYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS**	**2025**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
INVAP25088	FONDS DE REDYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS		900 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
INVAP25089	**FDS POUR L'AIDE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES**	**2025**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
INVAP25089	FDS POUR L'AIDE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES		900 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
Type de Programme INVESTISSEMENT EN AP			**3 531 300,00**	**202 326,38**	**357 832,41**	**1 360 000,00**	**1 011 141,21**	**600 000,00**

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-108
OBJET : Finances- Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget Assainissement 2025

Rapporteur : Francis HEURLEY

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux collectivités de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements.

Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'APCP 2009 Mise en conformité STEP GY LEVEQUE doit être augmentée de 245 000 euros afin de solder les marchés en 2025.

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2025	2025	2026	2027	2028	2029	>=2030
AP2009-ASS ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP	2020	Dépenses	AP	848 620,10	771 120,10	77 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	245 000,00	0,00	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	1 093 620,10	771 120,10	322 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De modifier l'APCP 2009 Mise en conformité STEP GY LEVEQUE tel que présenté ci-dessus.

- Dire que les crédits de paiements sont proposés au budget supplémentaire 2025 de l'assainissement.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-109
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Principal - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget principal de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget principal de la communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
BUDGET PRINCIPAL	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	46 059 904,67	-	9 777 663,47	55 837 568,14
		RECETTE	46 059 904,67	-	9 777 663,47	55 837 568,14
	FONCTIONNEMENT		**-**	**-**	**-**	**-**
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	12 986 574,44	3 977 978,10	2 817 716,00	19 782 268,54
		RECETTE	12 986 574,44	1 694 459,34	5 101 234,76	19 782 268,54
	INVESTISSEMENT		**-**	**- 2 283 518,76**	**2 283 518,76**	**-**

BUDGET PRINCIPAL

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	183 378,00	-		183 378,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	305 500,00	-		305 500,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	291 673,00		291 673,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	234 000,00	-		234 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	806 861,00	88 096,68	311 000,00	1 205 957,68
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	3 648 000,00	1 427 240,41	925 050,00	6 000 290,41
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 083 085,00	884 908,77	1 171 666,00	6 139 659,77
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 545 950,44	517 242,23	263 000,00	4 326 192,67
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	1 800,00	701 514,00	72 000,00	775 314,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 000,00	-		50 000,00
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-	9 760,69		9 760,69
45411	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	128 000,00	57 542,32		185 542,32
4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	-	-	75 000,00	75 000,00
	TOTAL DES DEPENSES	**12 986 574,44**	**3 977 978,10**	**2 817 716,00**	**19 782 268,54**
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-	991 569,38	991 569,38
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	23 328,14	-	8 562 993,02	8 586 321,16
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	300 000,00	-		300 000,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 773 046,71	-		1 773 046,71
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	305 500,00	-		305 500,00
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	2 403 887,11	2 403 887,11
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	2 435 805,58	1 694 459,34	608 368,00	4 738 632,92
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	6 719 559,01	-	- 6 715 559,01	4 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	-	14 000,00	14 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 314 335,00	-	- 839 023,74	475 311,26
45412	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	115 000,00	-		115 000,00
4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	-	-	75 000,00	75 000,00
	TOTAL DES RECETTES	**12 986 574,44**	**1 694 459,34**	**5 101 234,76**	**19 782 268,54**

Le budget supplémentaire 2025 intègre en dépenses d'investissement des ajustements de crédits notamment :

- au chapitre 20, des crédits pour l'élaboration du PLUiHM et du PSMV et la réalisation d'une charte fluviale,
- au chapitre 204, des crédits :
  - ✓ pour la création du fonds de redynamisation des centres-bourgs et du fonds de soutien pour l'aide à l'installation d'entreprises
  - ✓ pour le fonds de soutien aux communes
  - ✓ pour le fonds de soutien aux crèches
- au chapitre 21, des crédits pour des acquisitions de terrains, l'achat de véhicules, un système de géolocalisation et la mise en place d'armoires à clés pour la gestion du pool véhicule
- au chapitre 23, des crédits pour des travaux sur le réseau d'eaux pluviales, les haltes nautiques et pour des diagnostics sur bâtiment.
- au chapitre 26, des crédits pour la création de la Foncière
- au chapitre 45 : des crédits pour une opération pour compte de tiers pour des travaux connexes au schéma cyclable.

Les recettes d'investissement sont constituées par :
- le résultat reporté 2024 au chapitre 001 pour 991 569.38 € et l'affectation du résultat de fonctionnement au compte 1068 pour 2 003 887.11 € au chapitre 10 auquel s'ajoute le FCTVA,
- le virement reçu de la section de fonctionnement de 8 562 993.02 € pour le financement de l'investissement au chapitre 021,
- l'ajustement du montant des subventions au chapitre 13
- l'annulation des crédits prévus pour la souscription d'un emprunt au chapitre 16,
- le réajustement du remboursement de l'avance du budget annexe AuxRparc au chapitre 27.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 115 548,44	-	619 047,41	6 734 595,85
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	19 980 000,00	-		19 980 000,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	13 787 403,00	-	109 000,00	13 896 403,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	23 328,14	-	8 562 993,02	8 586 321,16
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 773 046,71	-		1 773 046,71
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 361 578,38	-	436 623,04	4 798 201,42
66	CHARGES FINANCIERES	14 000,00	-		14 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000,00	-	50 000,00	55 000,00
	TOTAL DES DEPENSES	**46 059 904,67**	**-**	**9 777 663,47**	**55 837 568,14**
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	-	-	9 998 504,41	9 998 504,41
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	54 000,00	-		54 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	183 378,00	-		183 378,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 998 460,00	-	458 000,00	2 456 460,00
73	IMPOTS ET TAXES	17 190 293,00	-	- 891 392,00	16 298 901,00
731	IMPOSITION DIRECTE	16 146 370,00	-	171 688,00	16 318 058,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 440 403,67	-	- 12 936,94	10 427 466,73
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	47 000,00	-	53 800,00	100 800,00
	TOTAL DES RECETTES	**46 059 904,67**	**-**	**9 777 663,47**	**55 837 568,14**

Le budget supplémentaire 2024 intègre en dépenses de fonctionnement des ajustements de crédits qui portent, pour les plus notables, sur :
- au chapitre 023 : le virement à la section d'investissement pour 8 562 993.02 €
- au chapitre 011 :
  - ✓ Pour le patrimoine : une enveloppe supplémentaire pour les consommations d'énergie, et travaux d'entretien de bâtiments
  - ✓ Des crédits pour les cotisations d'assurances et l'atelier mécanique pour la flotte de véhicule
  - ✓ Dans le domaine de la santé pour l'étude sur la mise en place d'une mutuelle intercommunale à l'échelle du CLS
  - ✓ dans le domaine économique : des crédits pour l'accompagnement à la création et constitution d'une SEM foncière
  - ✓ des crédits pour le renouvellement de l'externalisation de l'instruction des Cua pour 6 mois supplémentaire.
- au chapitre 014 :
  - ✓ l'ajustement du montant de l'attribution de compensation à reverser au titre des services communs 2023
- au chapitre 65 : l'ajustement des crédits de subventions notamment pour le budget annexe mobilité afin de couvrir la régularisation des amortissements, des droits d'utilisation de licences informatiques.
- au chapitre 67 : des crédits pour permettre des régularisations comptables eventuelles.

les recettes de fonctionnement sont constituées par :
- au chapitre 002 : le résultat reporté 2023 pour 9 998 504.41 €,
- au chapitre 70, l'actualisation du montant des remboursements par les budgets annexes
- au chapitre 73/731 et 74 : l'ajustement des montants de fiscalité et dotations suite à la réception de l'état 1259 et la notification de la DGF.
- au chapitre 75 : l'actualisation de remboursements suite à sinistres à percevoir.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET MOBILITE DURABLE

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	887 943,33	887 943,33
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	74 319,00	-	63 000,00	74 319,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	276 000,00	-		276 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 868,92	-	339 000,00	160 868,92
	TOTAL DEPENSES	**511 187,92**	**-**	**1 289 943,33**	**1 399 131,25**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	511 187,92	-	402 000,00	511 187,92
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESER	-	-	113 830,23	113 830,23
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REC	-	774 113,10		774 113,10
	TOTAL RECETTES	**511 187,92**	**774 113,10**	**515 830,23**	**1 399 131,25**

Les dépenses d'investissement tiennent compte de l'intégration du résultat d'investissement reporté pour 887 943.33 € au chapitre 001 et la régularisation des écritures d'amortissements des subventions au chapitre 040. Le montant inscrit au chapitre 21 permet d'équilibrer la section mais les crédits ne sont pas affectés.

Les recettes d'investissement inscrites au budget supplémentaire portent sur l'affectation du résultat de fonctionnement à l'investissement pour 113 830.23 € au compte 1068 et la régularisation des écritures d'amortissements des immobilisations au chapitre 040.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 854 540,00	-	2 500,00	9 857 040,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS A	185 700,00	-	124 000,00	309 700,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	-	-	5 000,00	5 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	511 187,92	-	402 000,00	511 187,92
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COUR	28 500,00	-		28 500,00
66	CHARGES FINANCIERES	60 000,00	-		60 000,00
	TOTAL DEPENSES	**10 639 927,92**	**-**	**533 500,00**	**10 771 427,92**
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	74 319,00	-	63 000,00	74 319,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	1 239 544,00	-		1 239 544,00
73	IMPOTS ET TAXES	6 190 100,00	-	263 500,00	6 321 600,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	2 927 731,92	-	207 000,00	2 927 731,92
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COUR	208 233,00	-		208 233,00
	TOTAL RECETTES	**10 639 927,92**	**-**	**533 500,00**	**10 771 427,92**

En fonctionnement, les dépenses sont ajustées en prévoyant 124 000 € au chapitre 012 pour les refacturations du budget principal et des crédits pour des régularisations écritures d'amortissements des immobilisations au chapitre 042. Des recettes supplémentaires proviennent du produit du versement mobilité (chapitre 73) et de la subvention versée par le budget principal (chapitre 74).

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET PARC D'ACTIVITE APPOIGNY AUXR PARC

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	200 000,00	200 000,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	6 242 720,00	-	885 108,24	7 127 828,24
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 514 335,00	-	6 074 095,26	7 588 430,26
	TOTAL DEPENSES	**7 757 055,00**	**-**	**7 159 203,50**	**14 916 258,50**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	7 757 055,00	-	7 159 203,50	14 916 258,50
	TOTAL RECETTES	**7 757 055,00**	**-**	**7 159 203,50**	**14 916 258,50**

Les dépenses d'investissement tiennent compte de l'intégration du résultat d'investissement reporté pour 200 000 € au chapitre 001. Par ailleurs, les crédits sont ajustés en fonction des ventes prévues qui impactent la valeur du stock au chapitre 040 et le montant de l'emprunt in fine à rembourser au chapitre 16.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	50 000,00	-		50 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	7 757 055,00	-	7 159 203,50	14 916 258,50
66	CHARGES FINANCIERES	80 100,00	-		80 100,00
	TOTAL DEPENSES	**7 887 155,00**	**-**	**7 159 203,50**	**15 046 358,50**
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	694 800,26	694 800,26
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	6 242 720,00	-	885 108,24	7 127 828,24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	1 564 335,00	-	5 579 295,00	7 143 630,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COUR	80 100,00	-	-	80 100,00
	TOTAL RECETTES	**7 887 155,00**	**-**	**7 159 203,50**	**15 046 358,50**

Les inscriptions en section de fonctionnement portent sur l'intégration du résultat excédentaire de fonctionnement au chapitre 002, l'ajustement du montant des cessions prévues sur 2025 au chapitre 70, et sur les écritures de stocks au chapitre 042.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	1 820 889,92	1 820 889,92
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	3 390 749,92	-	- 157 066,67	3 233 683,25
	TOTAL DEPENSES	**3 390 749,92**	**-**	**1 663 823,25**	**5 054 573,17**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 820 889,92	-		1 820 889,92
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 569 860,00	-	1 663 823,25	3 233 683,25
	TOTAL RECETTES	**3 390 749,92**	**-**	**1 663 823,25**	**5 054 573,17**

En investissement, les inscription en dépenses portent sur la reprise du résultat d'investissement déficitaire 2024 au chapitre 001 et l'ajustement des écritures de stocks couverts par une recette d'emprunt au chapitre 16.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 569 860,00	-	4 350,00	1 574 210,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 820 889,92	-		1 820 889,92
	TOTAL DEPENSES	**3 390 749,92**	**-**	**4 350,00**	**3 395 099,92**
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	3 390 749,92	-	- 157 066,67	3 233 683,25
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	161 416,67	161 416,67
	TOTAL RECETTES	**3 390 749,92**	**-**	**4 350,00**	**3 395 099,92**

En fonctionnement, les inscription en dépenses portent sur des achats et prestations au chapitre 011 et en recettes, la régularisation comptable d'écritures au chapitre 77 et l'ajustement des écritures de stocks au chapitre 042.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	306 262,93	306 262,93
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 570 448,93	-	- 345 000,00	1 225 448,93
	TOTAL DEPENSES	**1 570 448,93**	**-**	**- 38 737,07**	**1 531 711,86**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	311 348,93	-		311 348,93
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 259 100,00	-	- 38 737,07	1 220 362,93
	TOTAL RECETTES	**1 570 448,93**	**-**	**- 38 737,07**	**1 531 711,86**

En investissement, les inscription en dépenses portent sur la reprise du résultat d'investissement déficitaire 2024 au chapitre 001 et l'ajustement des écritures de stocks couverts par une recette d'emprunt au chapitre 16.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 259 100,00	-	- 345 000,00	914 100,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	311 348,93	-		311 348,93
	TOTAL DEPENSES	**1 570 448,93**	**-**	**- 345 000,00**	**1 225 448,93**
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 570 448,93	-	- 345 000,00	1 225 448,93
	TOTAL RECETTES	**1 570 448,93**	**-**	**- 345 000,00**	**1 225 448,93**

En fonctionnement, les inscription en dépenses portent l'ajustement de dépenses en raison du décalage de travaux dans le temps au chapitre 011 et l'ajustement des écritures de stocks au chapitre 042 en recettes.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET PARC ACTIVITE AEROPARC

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	11 905,00	11 905,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 320 905,00	-	- 480 000,00	840 905,00
	TOTAL DEPENSES	**1 320 905,00**	**-**	**- 468 095,00**	**852 810,00**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	11 905,00	-		11 905,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 309 000,00	-	- 468 095,00	840 905,00
	TOTAL RECETTES	**1 320 905,00**	**-**	**- 468 095,00**	**852 810,00**

En investissement, les inscription en dépenses portent sur la reprise du résultat d'investissement déficitaire 2024 au chapitre 001 et l'ajustement des écritures de stocks couverts par une recette d'emprunt au chapitre 16.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 309 000,00	-	- 480 000,00	829 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	11 905,00	-		11 905,00
	TOTAL DEPENSES	**1 320 905,00**	**-**	**- 480 000,00**	**840 905,00**
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 320 905,00	-	- 480 000,00	840 905,00
	TOTAL RECETTES	**1 320 905,00**	**-**	**- 480 000,00**	**840 905,00**

En fonctionnement, les inscription en dépenses portent l'ajustement de dépenses en raison du décalage de travaux dans le temps au chapitre 011 et l'ajustement des écritures de stocks au chapitre 042 en recettes.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET DECHETS COLLECTE

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	29 165,00	-		29 165,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 500,00	-		1 500,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	210 300,00	99 957,00		310 257,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 034 824,00	801 729,36	269 900,00	3 026 453,36
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 179 635,00	-	267 500,00	2 447 135,00
	TOTAL DEPENSES	**4 455 424,00**	**901 686,36**	**537 400,00**	**5 814 510,36**
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	955 657,30	955 657,30
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTI	-	-	2 655 908,40	2 655 908,40
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	700 000,00	-		700 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RE	-	171 000,00	209 442,00	380 442,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 755 424,00	-	- 2 552 921,34	1 122 502,66
	TOTAL RECETTES	**4 455 424,00**	**171 000,00**	**1 268 086,36**	**5 814 510,36**

Les inscriptions en dépenses d'investissement portent sur l'achat de terrain pour un centre de valorisation, des travaux pour la réalisation de points d'apport volontaire et achats de bacs de collecte et conteneurs. En recettes d'investissement, les inscriptions portent sur la reprise du résultat excédentaire 2024 au chapitre 002, le virement de la section de fonctionnement au chapitre 021 qui permet de diminuer le recours à l'emprunt au chapitre 16 et l'ajustement des subventions au chapitre 13.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 853 264,00	-	321 230,00	8 174 494,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS A	3 130 162,00	-	284 000,00	3 414 162,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSE	-	-	2 655 908,40	2 655 908,40
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	700 000,00	-		700 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COUR	104 800,00	-	9 010,20	113 810,20
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	5 000,00	5 000,00
	TOTAL DEPENSES	**11 788 226,00**	**-**	**3 275 148,60**	**15 063 374,60**
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	3 053 448,26	3 053 448,26
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	29 165,00	-		29 165,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	1 625 100,00	-	121 563,34	1 746 663,34
731	IMPOSITION DIRECTE	9 490 461,00	-	41 848,00	9 532 309,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	643 500,00	-	58 289,00	701 789,00
	TOTAL RECETTES	**11 788 226,00**	**-**	**3 275 148,60**	**15 063 374,60**

En fonctionnement des crédits sont inscrits en dépenses au titre du virement à la section de fonctionnement chapitre 21, pour des prestations de collecte et traitement notamment au chapitre 011, et pour l'ajustement des refacturations par le budget principal au chapitre 012. Les recettes de fonctionnement portent sur l'intégration du résultat de fonctionnement excédentaire de 2024 au chapitre 002, l'ajustements des produits au chapitre 70, la mise à jour du montant de la TEOM suite à la réception de l'état fiscal 2025 au chapitre 73 et l'actualisation des subventions au chapitre 74.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET EAU POTABLE

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	1 072 046,39	1 072 046,39
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	126 902,88	-		126 902,88
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	514 850,00	-	15 000,00	529 850,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	192 000,00	-		192 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	377 000,00	129 187,05	37 000,00	543 187,05
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	150 000,00	-	40 000,00	190 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 266 400,00	3 151 678,91	487 000,00	10 905 078,91
4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDA	-	-	80 000,00	80 000,00
	TOTAL DEPENSES	**8 627 152,88**	**3 280 865,96**	**1 731 046,39**	**13 639 065,23**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTI	2 218 255,80	-	2 271 148,84	4 489 404,64
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 011 647,08	-		1 011 647,08
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	514 850,00	-	15 000,00	529 850,00
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESER	-	-	2 600 931,81	2 600 931,81
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REC	1 000 000,00	1 751 980,54		2 751 980,54
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 882 400,00	-	- 1 707 148,84	2 175 251,16
4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDA	-	-	80 000,00	80 000,00
	TOTAL RECETTES	**8 627 152,88**	**1 751 980,54**	**3 259 931,81**	**13 639 065,23**

En investissement, les inscriptions en dépenses portent sur la reprise du résultat déficitaire 2024 au chapitre 001 et essentiellement sur l'ajustement des crédits de travaux au chapitre 23.

Pour couvrir les dépenses, les recettes sont constituées de l'affectation d'une part du résultat de fonctionnement à l'investissement au chapitre 10 à laquelle s'ajoute le virement de la section de fonctionnement au chapitre 021 permettant de diminuer l'emprunt au chapitre 16.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	373 000,00	-	- 16 450,00	356 550,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS A	473 700,00	-	20 000,00	493 700,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSE	2 218 255,80	-	2 271 148,84	4 489 404,64
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	1 011 647,08	-		1 011 647,08
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COUR	50 500,00	-		50 500,00
66	CHARGES FINANCIERES	35 000,00	-		35 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	45 000,00	-	245 450,00	290 450,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET	-	-	2 000 000,00	2 000 000,00
	TOTAL DEPENSES	**4 207 102,88**	**-**	**4 520 148,84**	**8 727 251,72**

Chapitre ©	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	4 350 546,84	4 350 546,84
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	126 902,88	-		126 902,88
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	4 080 200,00	-	21 815,00	4 102 015,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	-	-	147 787,00	147 787,00
	TOTAL RECETTES	**4 207 102,88**	**-**	**4 520 148,84**	**8 727 251,72**

Les dépenses de fonctionnement sont essentiellement constituées par le virement à la section d'investissement au chapitre 023 et la constitution d'une provision de 2 M€. Ces dépenses sont couvertes par le résultat reporté 2024 excédentaire au chapitre 002 et l'ajustement des subventions au chapitre 74.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET ASSAINISSEMENT

- Section Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEME	-	-	383 690,80	383 690,80
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	861 000,00	-		861 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	678 172,07	-	100 000,00	778 172,07
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 540 000,00	-		1 540 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	429 021,00	372 577,66	- 51 500,00	750 098,66
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 000,00	-	65 000,00	67 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 680 615,00	2 845 647,23	560 000,00	10 086 262,23
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIER	675 700,00	180 109,06	230 000,00	1 085 809,06
4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDA	288 985,00	-	38 000,00	326 985,00
	TOTAL DEPENSES	**11 155 493,07**	**3 398 333,95**	**1 325 190,80**	**15 879 017,82**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTI	181 491,84	-	2 053 913,66	2 235 405,50
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	3 212 008,16	-		3 212 008,16
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	678 172,07	-	100 000,00	778 172,07
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESER	-	-	1 305 230,83	1 305 230,83
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RE	600 000,00	1 517 831,59		2 117 831,59
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	5 519 136,00	-	- 1 480 413,66	4 038 722,34
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIER	675 700,00	958 962,33	230 000,00	1 864 662,33
4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDA	288 985,00	-	38 000,00	326 985,00
	TOTAL RECETTES	**11 155 493,07**	**2 476 793,92**	**2 246 730,83**	**15 879 017,82**

En investissement, les inscriptions en dépenses portent sur l'ajustement des crédits d'étude et de travaux pour 2025 et opérations d'ordre au chapitre 041.

Le résultat reporté 2024 excédentaire est inscrit au chapitre 001 en recettes. Pour couvrir les dépenses, l'affectation du résultat de fonctionnement à l'investissement s'élève à 1 305 230.83 € au compte 1068 à laquelle s'ajoute un virement de 2 053 913.66 € de la section de fonctionnement au chapitre 021.

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	365 300,00	-	7 000,00	372 300,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS A	343 500,00	-	82 200,00	425 700,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSE	181 491,84	-	2 053 913,66	2 235 405,50
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	3 212 008,16	-		3 212 008,16
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COUR	34 200,00	-	100 000,00	134 200,00
66	CHARGES FINANCIERES	250 000,00	-		250 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00	-	130 000,00	150 000,00
	TOTAL DEPENSES	**4 406 500,00**	**-**	**2 373 113,66**	**6 779 613,66**

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	2 368 013,66	2 368 013,66
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFER	861 000,00	-		861 000,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	3 545 500,00	-		3 545 500,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	-	-	5 100,00	5 100,00
	TOTAL RECETTES	**4 406 500,00**	**-**	**2 373 113,66**	**6 779 613,66**

En fonctionnement, les inscriptions en dépenses portent essentiellement sur le virement à la section d'investissement pour un montant de 2 053 913.66 € et sur des crédits au chapitre 012 pour les refacturations du budget principal

Les recettes de fonctionnement concernent quasi exclusivement l'intégration du résultat reporté 2024 au chapitre 002.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET SPANC

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	30 000,00	-	22 054,03	52 054,03
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COUR	500,00	-	1 000,00	1 500,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	500,00	-	5 000,00	5 500,00
	TOTAL DEPENSES	**31 000,00**	**-**	**28 054,03**	**59 054,03**
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	28 054,03	28 054,03
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	31 000,00	-		31 000,00
	TOTAL RECETTES	**31 000,00**	**-**	**28 054,03**	**59 054,03**

Le budget supplémentaire 2025 porte sur l'intégration du résultat reporté 2024 en recettes de fonctionnement équilibré par des dépenses dans les différents chapitres .

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE

- Section Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	25 640,00	-	665,88	26 305,88
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS A	50 010,00	-		50 010,00
	TOTAL DEPENSES	**75 650,00**	**-**	**665,88**	**76 315,88**
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNE	-	-	665,88	665,88
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	75 650,00	-		75 650,00
	TOTAL RECETTES	**75 650,00**	**-**	**665,88**	**76 315,88**

Le budget supplémentaire 2025 porte sur l'intégration du résultat reporté 2024 en recettes de fonctionnement.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 44
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 45
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 48
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 51
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 57

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 60
A1.01 - Opérations non ventilables 62
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 63
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 66
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 67
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 68
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 71
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 75
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 78
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 79
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 82
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 84
A1.908 - Fonction 8 - Transports 87
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 91
A2.01 - Opérations non ventilables 93
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 94
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 100
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 101
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 102
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 105
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 109
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 112
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 113
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 114
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 117
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 119
A2.938 - Fonction 8 - Transports 122

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 126
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 127
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 131
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 133
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 135
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 136
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 137
B3.1 - Etat des provisions constituées 142
B3.2 - Etalement des provisions 144
B4 - Etat des charges transférées 145
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 146
B6 - Prêts 147
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 148
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 149
B7.3 - Etat des emprunts garantis 150
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 156
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 157
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 158
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 159
B7.8 - Autres engagements donnés 160
B7.9 - Autres engagements reçus 161
B8 - Subventions versées 162
B9 - Etat du personnel 163
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 167
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 168
B11.2 - Liste des établissements publics créés 169
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 170

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 171
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 172
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 173

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 175
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 176
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 177
D3 - Décisions en matière de taux 179
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 180
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 181
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 183
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 184

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 185

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71140

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	28310682.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	622.20
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	644.88
3	Dépenses d'équipement brut / population	171.66
4	Encours de dette / population (2) (3)	37.23
5	DGF / population	95.55
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	45.14
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	96.99
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26.62
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	5.77
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	3.52

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	49 636 329,32	53 135 148,99	8 878 617,80	A1	12 377 437,47
Investissement	7 936 019,90	7 725 481,82	(3) 368 474,08	A2	157 936,00
Fonctionnement	41 700 309,42	45 409 667,17	(4) 8 510 143,72	A3	12 219 501,47

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	3 977 978,10	III + IV	1 694 459,34	B1	-2 283 518,76
Investissement	I	3 977 978,10	III	1 694 459,34	B2	-2 283 518,76
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	10 093 918,71
Investissement	**A2 + B2**	-2 125 582,76
Fonctionnement	**A3 + B3**	12 219 501,47

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**3 977 978,10**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**291 673,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**88 096,68**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**1 427 240,41**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**884 908,77**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**517 242,23**
26	**Participations et créances rattachées**		**701 514,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**67 303,01**
4541102	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS		57 542,32
458101	TX COMPTE DE TIERS PERIL		9 760,69
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**1 694 459,34**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**1 694 459,34**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	2 817 716,00	4 109 665,38
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	3 977 978,10	1 694 459,34
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 991 569,38
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	6 795 694,10	6 795 694,10

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	9 777 663,47	-220 840,94
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 9 998 504,41
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	9 777 663,47	9 777 663,47

TOTAL DU BUDGET (5)	16 573 357,57	16 573 357,57

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
INVAP25089/2025	FDS POUR L'AIDE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES	25089	900 000,00
INVAP25088/2025	FONDS DE REDYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS	25088	900 000,00
AP23042/2023	FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES	23042	870 000,00
AP22004/2022	PLU INTERCOMMUNAL	2204	861 300,00
AP22005/2022	PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR	2205	600 000,00
INVAP24059/2024	SCHEMA CYCLABLE	24059	6 663 717,60
TOTAL			**10 795 017,60**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**10 795 017,60**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	815 861,00	88 096,68	311 000,00	311 000,00	1 214 957,68
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	3 648 000,00	1 427 240,41	925 050,00	925 050,00	6 000 290,41
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	4 083 085,00	884 908,77	1 171 666,00	1 171 666,00	6 139 659,77
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	3 536 950,44	517 242,23	263 000,00	263 000,00	4 317 192,67
Total des dépenses d'équipement		**12 083 896,44**	**2 917 488,09**	**2 670 716,00**	**2 670 716,00**	**17 672 100,53**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	291 673,00	0,00	0,00	291 673,00
16	Emprunts et dettes assimilées	234 000,00	0,00	0,00	0,00	234 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 800,00	701 514,00	72 000,00	72 000,00	775 314,00
27	Autres immobilisations financières (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des dépenses financières		**285 800,00**	**993 187,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**1 350 987,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	128 000,00	67 303,01	75 000,00	75 000,00	270 303,01
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 497 696,44**	**3 977 978,10**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**19 293 390,54**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*183 378,00*		*0,00*	*0,00*	*183 378,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*305 500,00*		*0,00*	*0,00*	*305 500,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***488 878,00***		***0,00***	***0,00***	***488 878,00***
TOTAL		**12 986 574,44**	**3 977 978,10**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**19 782 268,54**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 782 268,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 435 805,58	1 694 459,34	608 368,00	608 368,00	4 738 632,92
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	6 715 559,01	0,00	-6 715 559,01	-6 715 559,01	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
Total des recettes d'équipement		**9 151 364,59**	**1 694 459,34**	**-6 093 191,01**	**-6 093 191,01**	**4 752 632,92**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	2 003 887,11	2 003 887,11	2 003 887,11
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 314 335,00	0,00	-839 023,74	-839 023,74	475 311,26
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
Total des recettes financières		**1 618 335,00**	**0,00**	**1 564 863,37**	**1 564 863,37**	**3 183 198,37**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	115 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	190 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**10 884 699,59**	**1 694 459,34**	**-4 453 327,64**	**-4 453 327,64**	**8 125 831,29**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*23 328,14*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*	*8 586 321,16*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 773 046,71*		*0,00*	*0,00*	*1 773 046,71*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*305 500,00*		*0,00*	*0,00*	*305 500,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 101 874,85***		***8 562 993,02***	***8 562 993,02***	***10 664 867,87***
TOTAL		**12 986 574,44**	**1 694 459,34**	**4 109 665,38**	**4 109 665,38**	**18 790 699,16**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**991 569,38**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 782 268,54**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**10 175 989,87**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	6 115 548,44	0,00	619 047,41	619 047,41	6 734 595,85
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	19 980 000,00	0,00	0,00	0,00	19 980 000,00
014	Atténuations de produits	13 787 403,00	0,00	109 000,00	109 000,00	13 896 403,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	4 361 578,38	0,00	436 623,04	436 623,04	4 798 201,42
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**44 244 529,82**	**0,00**	**1 164 670,45**	**1 164 670,45**	**45 409 200,27**
66	Charges financières	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	55 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**44 263 529,82**	**0,00**	**1 214 670,45**	**1 214 670,45**	**45 478 200,27**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*23 328,14*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*	*8 586 321,16*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 773 046,71*		*0,00*	*0,00*	*1 773 046,71*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 796 374,85***		***8 562 993,02***	***8 562 993,02***	***10 359 367,87***
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**9 777 663,47**	**9 777 663,47**	**55 837 568,14**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**55 837 568,14**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 998 460,00	0,00	458 000,00	458 000,00	2 456 460,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	17 190 293,00	0,00	-891 392,00	-891 392,00	16 298 901,00
731	Fiscalité locale	16 146 370,00	0,00	171 688,00	171 688,00	16 318 058,00
74	Dotations et participations (4)	10 440 403,67	0,00	-12 936,94	-12 936,94	10 427 466,73
75	Autres produits de gestion courante (4)	47 000,00	0,00	53 800,00	53 800,00	100 800,00
Total des recettes de gestion courante		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**45 655 685,73**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**45 655 685,73**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*183 378,00*		*0,00*	*0,00*	*183 378,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***183 378,00***		***0,00***	***0,00***	***183 378,00***
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**45 839 063,73**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**9 998 504,41**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**55 837 568,14**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**10 175 989,87**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	291 673,00	*0,00*	291 673,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	970 000,00		970 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	279 096,68	*0,00*	279 096,68
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	1 502 290,41	*0,00*	*1 502 290,41*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	2 056 574,77	*0,00*	2 056 574,77
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	780 242,23	*0,00*	*780 242,23*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	773 514,00	*0,00*	773 514,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	142 303,01	*0,00*	142 303,01
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 795 694,10**	***0,00***	**6 795 694,10**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 795 694,10**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	619 047,41		619 047,41
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	109 000,00		109 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	436 623,04	*0,00*	436 623,04
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*8 562 993,02*	8 562 993,02
	Dépenses de fonctionnement – Total	**1 214 670,45**	***8 562 993,02***	**9 777 663,47**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 777 663,47**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		400 000,00	*0,00*	400 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		2 302 827,34	*0,00*	2 302 827,34
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-6 715 559,01	*0,00*	-6 715 559,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		14 000,00	*0,00*	*14 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		-839 023,74	*0,00*	-839 023,74
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		75 000,00	*0,00*	75 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*8 562 993,02*	8 562 993,02
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-4 762 755,41**	***8 562 993,02***	**3 800 237,61**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**991 569,38**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**2 003 887,11**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 795 694,10**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	458 000,00		458 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-891 392,00		-891 392,00
731	Fiscalité locale	171 688,00		171 688,00
74	Dotations et participations (8)	-12 936,94		-12 936,94
75	Autres produits de gestion courante (8)	53 800,00	0,00	53 800,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**-220 840,94**	***0,00***	**-220 840,94**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			9 998 504,41
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			9 777 663,47

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 986 574,44**	**3 977 978,10**	**10 795 017,60**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**970 000,00**	**1 847 716,00**	**6 795 694,10**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	436 861,00	88 096,68	0,00	191 000,00	191 000,00	0,00	191 000,00	279 096,68
204	Subventions d'équipement versées (10)	563 000,00	1 427 240,41	0,00	75 050,00	75 050,00	0,00	75 050,00	1 502 290,41
21	Immobilisations corporelles	3 721 085,00	884 908,77	0,00	1 171 666,00	1 171 666,00	0,00	1 171 666,00	2 056 574,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 945 950,44	517 242,23	0,00	263 000,00	263 000,00	0,00	263 000,00	780 242,23
	Total des opérations d'équipement (4)	4 417 000,00	0,00	10 795 017,60	970 000,00	970 000,00	970 000,00	0,00	970 000,00
Total des dépenses d'équipement		**12 083 896,44**	**2 917 488,09**	**10 795 017,60**	**2 670 716,00**	**2 670 716,00**	**970 000,00**	**1 700 716,00**	**5 588 204,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	291 673,00		0,00	0,00		0,00	291 673,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	234 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 800,00	701 514,00	0,00	72 000,00	72 000,00	0,00	72 000,00	773 514,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**285 800,00**	**993 187,00**	**0,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**0,00**	**72 000,00**	**1 065 187,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	128 000,00	67 303,01	0,00	75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	142 303,01
Total des dépenses réelles		**12 497 696,44**	**3 977 978,10**	**10 795 017,60**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**970 000,00**	**1 847 716,00**	**6 795 694,10**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*183 378,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*305 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**488 878,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**6 795 694,1**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 986 574,44**	**1 694 459,34**	**2 105 778,27**	**2 105 778,27**	**3 800 237,61**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 435 805,58	1 694 459,34	608 368,00	608 368,00	2 302 827,34
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 715 559,01	0,00	-6 715 559,01	-6 715 559,01	-6 715 559,01
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
Total des recettes d'équipement		**9 151 364,59**	**1 694 459,34**	**-6 093 191,01**	**-6 093 191,01**	**-4 398 731,67**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 314 335,00	0,00	-839 023,74	-839 023,74	-839 023,74

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 618 335,00**	**0,00**	**-439 023,74**	**-439 023,74**	**-439 023,74**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	115 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
Total des recettes réelles		**10 884 699,59**	**1 694 459,34**	**-6 457 214,75**	**-6 457 214,75**	**-4 762 755,41**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*23 328,14*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*	*8 562 993,02*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 773 046,71*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*305 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 101 874,85***		***8 562 993,02***	***8 562 993,02***	***8 562 993,02***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**991 569,38**

Affectation au compte 1068 (9)	**2 003 887,11**

Total des recettes d'investissement cumulées	**6 795 694,10**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 986 574,44**	**3 977 978,10**	**10 795 017,60**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**970 000,00**	**1 847 716,00**	**6 795 694,10**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	436 861,00	88 096,68	0,00	191 000,00	191 000,00	0,00	191 000,00	279 096,68
202	Frais réalisation documents urbanisme	72 000,00	1 110,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 110,00
2031	Frais d'études	60 000,00	33 667,20		210 000,00	210 000,00	0,00	210 000,00	243 667,20
2033	Frais d'insertion	6 000,00	864,00		0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
2051	Concessions, droits similaires	298 861,00	52 455,48		-19 000,00	-19 000,00	0,00	-19 000,00	33 455,48
204	Subventions d'équipement versées (10)	563 000,00	1 427 240,41	0,00	75 050,00	75 050,00	0,00	75 050,00	1 502 290,41
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	7 500,00		0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	100 000,00	1 186 032,91		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	1 286 032,91
204182	Autres org pub - Bât. et installations	75 000,00	66 000,00		-24 950,00	-24 950,00	0,00	-24 950,00	41 050,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	108 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	280 000,00	167 707,50		0,00	0,00	0,00	0,00	167 707,50
21	Immobilisations corporelles	3 721 085,00	884 908,77	0,00	1 171 666,00	1 171 666,00	0,00	1 171 666,00	2 056 574,77
2111	Terrains nus	417 000,00	0,00		771 446,00	771 446,00	0,00	771 446,00	771 446,00
2115	Terrains bâtis	440 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	50 000,00	49 179,60		0,00	0,00	0,00	0,00	49 179,60
2128	Autres agencements et aménagements	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	261 000,00	102 196,87		0,00	0,00	0,00	0,00	102 196,87
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 910,00	0,00		17 180,00	17 180,00	0,00	17 180,00	17 180,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	56 750,11	4 669,10		0,00	0,00	0,00	0,00	4 669,10

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21728	Autres agencements (mise à dispo)	1 089 611,00	0,00		70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	765 000,00	587 185,47		37 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00	624 185,47
21838	Autre matériel informatique	170 764,81	130 663,10		110 480,00	110 480,00	0,00	110 480,00	241 143,10
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	60 010,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
2185	Matériel de téléphonie	9 515,92	0,00		17 560,00	17 560,00	0,00	17 560,00	17 560,00
2188	Autres immobilisations corporelles	391 523,16	11 014,63		122 000,00	122 000,00	0,00	122 000,00	133 014,63
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 945 950,44	517 242,23	0,00	263 000,00	263 000,00	0,00	263 000,00	780 242,23
2313	Constructions	1 354 750,44	508 869,52		130 000,00	130 000,00	0,00	130 000,00	638 869,52
2315	Install., matériel et outill. technique	1 591 200,00	8 372,71		133 000,00	133 000,00	0,00	133 000,00	141 372,71
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	4 417 000,00	0,00	10 795 017,60	970 000,00	970 000,00	970 000,00	0,00	970 000,00
Total des dépenses d'équipement		**12 083 896,44**	**2 917 488,09**	**10 795 017,60**	**2 670 716,00**	**2 670 716,00**	**970 000,00**	**1 700 716,00**	**5 588 204,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	291 673,00		0,00	0,00		0,00	291 673,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	291 673,00		0,00	0,00		0,00	291 673,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	234 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	230 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 800,00	701 514,00	0,00	72 000,00	72 000,00	0,00	72 000,00	773 514,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
261	Titres de participation	1 800,00	701 514,00		72 000,00	72 000,00	0,00	72 000,00	773 514,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**285 800,00**	**993 187,00**	**0,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**0,00**	**72 000,00**	**1 065 187,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	128 000,00	67 303,01	0,00	75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	142 303,01
4541102	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS	48 000,00	57 542,32		0,00	0,00	0,00	0,00	57 542,32
4541104	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458101	TX COMPTE DE TIERS PERIL	0,00	9 760,69		0,00	0,00	0,00	0,00	9 760,69
458125087	TRAVAUX DE VOIRIE CONNEXES SCHEMA CYCLABLE	0,00	0,00		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00
Total des dépenses réelles		**12 497 696,44**	**3 977 978,10**	**10 795 017,60**	**2 817 716,00**	**2 817 716,00**	**970 000,00**	**1 847 716,00**	**6 795 694,10**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*183 378,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*183 378,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*183 378,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139146	*Attributions compensation investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*305 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*305 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**488 878,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
2011	TIERS LIEU	AP2011 BPL	995 082,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2204	PLU INTERCOMMUNAL	AP22004	308 252,32	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	0,00
2205	PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR	AP22005	34 104,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00
2207	SUBVENTIONS OPAH-RU	INVAP22007	65 032,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2220	ANRU BATIMENT STE GENEVIEVE	INVAP22020	73 036,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	AP23040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23041	ANRU ROSOIRS	AP23041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23042	FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES	AP23042	251 906,47	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00	0,00
2335	ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE	INVAP23035	1 090 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24051	FONCIERE DE REVITALISATION	INVAP24051	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24059	SCHEMA CYCLABLE	INVAP24059	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25088	FOND DE RENOVATION DU BATI	INVAP25088	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	0,00
25089	FRB ENTREPRISES	INVAP25089	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	0,00
TOTAL			**2 818 034,21**	**0,00**	**970 000,00**	**970 000,00**	**970 000,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2011
LIBELLE : TIERS LIEU
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP2011 BPL

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 048 999,93**	**995 082,59**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 048 999,93**	**995 082,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 048 999,93	995 082,59	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2204
LIBELLE : PLU INTERCOMMUNAL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22004

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**861 300,00**	**308 252,32**	**a 0,00**	**40 000,00**	**b 40 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**861 300,00**	**308 252,32**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	861 300,00	308 252,32	0,00	40 000,00	40 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-40 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2205
LIBELLE : PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22005

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**600 000,00**	**34 104,00**	**a 0,00**	**80 000,00**	**b 80 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**600 000,00**	**34 104,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	600 000,00	34 104,00	0,00	80 000,00	80 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-80 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2207
LIBELLE : SUBVENTIONS OPAH-RU
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP22007

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		245 032,05	65 032,05	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	245 032,05	65 032,05	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	245 032,05	65 032,05	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2220
LIBELLE : ANRU BATIMENT STE GENEVIEVE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP22020

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**79 000,00**	**73 036,78**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**25 045,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	25 045,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**4 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	0,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**79 000,00**	**43 191,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	79 000,00	43 191,78	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**3 008,40**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**3 008,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 008,40	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23040

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		50 652 500,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	50 652 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	50 652 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23041
LIBELLE : ANRU ROSOIRS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23041

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		22 000,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23042
LIBELLE : FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23042

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**870 000,00**	**251 906,47**	**a 0,00**	**250 000,00**	**b 250 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**870 000,00**	**251 906,47**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	35 132,50	35 132,50	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	834 867,50	216 773,97	0,00	250 000,00	250 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-250 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2335
LIBELLE : ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP23035

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 836 260,00**	**1 090 620,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**3 500,00**	**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	3 500,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 832 760,00**	**1 087 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	548 403,20	340 806,40	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	1 284 356,80	746 313,60	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**207 143,86**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**207 143,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	51 120,00	0,00	0,00	0,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	156 023,86	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24051
LIBELLE : FONCIERE DE REVITALISATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP24051

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24059
LIBELLE : SCHEMA CYCLABLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP24059

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**6 663 717,60**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**6 663 717,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	6 663 717,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**832 964,70**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**832 964,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	832 964,70	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 25088
LIBELLE : FOND DE RENOVATION DU BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP25088

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		900 000,00	0,00	a 0,00	300 000,00	b 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	900 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	900 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-300 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 25089
LIBELLE : FRB ENTREPRISES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP25089

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**900 000,00**	**0,00**	**a 0,00**	**300 000,00**	**b 300 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	900 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-300 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 986 574,44**	**1 694 459,34**	**2 105 778,27**	**2 105 778,27**	**3 800 237,61**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 435 805,58	1 694 459,34	608 368,00	608 368,00	2 302 827,34
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	169 705,72	0,00	0,00	169 705,72
1312	Subv. transf. Régions	0,00	244 999,80	0,00	0,00	244 999,80
1313	Subv. transf. Départements	0,00	51 120,00	0,00	0,00	51 120,00
13146	Attributions compensation investissement	1 130 100,00	0,00	178 000,00	178 000,00	178 000,00
13148	Subv. transf. Autres communes	6 000,00	47 155,44	6 800,00	6 800,00	53 955,44
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	924 564,58	544 390,42	-240 000,00	-240 000,00	304 390,42
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	180 673,00	180 673,00	180 673,00
1323	Subv. non transf. Départements	225 141,00	257 731,00	0,00	0,00	257 731,00
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	83 700,49	482 895,00	482 895,00	566 595,49
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	0,00	219 084,14	0,00	0,00	219 084,14
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	150 000,00	76 572,33	0,00	0,00	76 572,33
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	6 715 559,01	0,00	-6 715 559,01	-6 715 559,01	-6 715 559,01
1641	Emprunts en euros	6 715 559,01	0,00	-6 715 559,01	-6 715 559,01	-6 715 559,01
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
Total des recettes d'équipement		**9 151 364,59**	**1 694 459,34**	**-6 093 191,01**	**-6 093 191,01**	**-4 398 731,67**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 314 335,00	0,00	-839 023,74	-839 023,74	-839 023,74
276351	Créance GFP de rattachement	1 314 335,00	0,00	-839 023,74	-839 023,74	-839 023,74
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 618 335,00**	**0,00**	**-439 023,74**	**-439 023,74**	**-439 023,74**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	115 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
Total des recettes réelles		**10 884 699,59**	**1 694 459,34**	**-6 457 214,75**	**-6 457 214,75**	**-4 762 755,41**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*23 328,14*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*	*8 562 993,02*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 773 046,71*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 773 046,71*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,0*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*305 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*5 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 101 874,85***		***8 562 993,02***	***8 562 993,02***	***8 562 993,02***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**0,00**	**9 777 663,47**	**9 777 663,47**	**0,00**	**9 777 663,47**	**9 777 663,47**
011	Charges à caractère général (4)	6 115 548,44	0,00	0,00	619 047,41	619 047,41	0,00	619 047,41	619 047,41
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	19 980 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	13 787 403,00	0,00		109 000,00	109 000,00		109 000,00	109 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	4 361 578,38	0,00	0,00	436 623,04	436 623,04	0,00	436 623,04	436 623,04
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**44 244 529,82**	**0,00**	**0,00**	**1 164 670,45**	**1 164 670,45**	**0,00**	**1 164 670,45**	**1 164 670,45**
66	Charges financières	14 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**	**50 000,00**
Total des dépenses réelles		**44 263 529,82**	**0,00**	**0,00**	**1 214 670,45**	**1 214 670,45**	**0,00**	**1 214 670,45**	**1 214 670,45**
023	*Virement à la section d'investissement*	*23 328,14*			*8 562 993,02*	*8 562 993,02*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 773 046,71*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 796 374,85**			**8 562 993,02**	**8 562 993,02**		**8 562 993,02**	**8 562 993,02**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**9 777 663,47**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
013	Atténuations de charges (3)	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 998 460,00	0,00	458 000,00	458 000,00	458 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	17 190 293,00	0,00	-891 392,00	-891 392,00	-891 392,00
731	Fiscalité locale	16 146 370,00	0,00	171 688,00	171 688,00	171 688,00
74	Dotations et participations (3)	10 440 403,67	0,00	-12 936,94	-12 936,94	-12 936,94
75	Autres produits de gestion courante (3)	47 000,00	0,00	53 800,00	53 800,00	53 800,00
Total des recettes de gestion des services		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*183 378,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**183 378,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**9 998 504,41**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**9 777 663,47**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**0,00**	**9 777 663,47**	**9 777 663,47**	**0,00**	**9 777 663,47**	**9 777 663,47**
011	Charges à caractère général (5)	6 115 548,44	0,00	0,00	619 047,41	619 047,41	0,00	619 047,41	619 047,41
60611	Eau et assainissement	142 251,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
60612	Energie - Electricité	463 115,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
60623	Alimentation	7 502,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	16 990,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	10 435,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	69 057,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	42 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	41 468,42	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	1,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	1 635,03	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 389 404,91	0,00		56 190,00	56 190,00	0,00	56 190,00	56 190,00
6132	Locations immobilières	20 660,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	37 899,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	41 240,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	91 766,53	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	186 652,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	30 940,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 946,08	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
6156	Maintenance	410 447,33	0,00		-21 976,78	-21 976,78	0,00	-21 976,78	-21 976,78
6161	Multirisques	1 518,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	108 825,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	58 482,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
617	Etudes et recherches	140 611,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	15 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	61 062,00	0,00		37 692,00	37 692,00	0,00	37 692,00	37 692,00
6188	Autres frais divers	150 400,00	0,00		331 673,19	331 673,19	0,00	331 673,19	331 673,19
62268	Autres honoraires, conseils	185 500,00	0,00		1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	28,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	21 351,68	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	28 488,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	61 903,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	124 720,73	0,00		-400,00	-400,00	0,00	-400,00	-400,00
6238	Divers	8 925,60	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6245	Transports de personnes extérieures	3 402,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	23 500,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6261	Frais d'affranchissement	144 952,35	0,00		1 869,00	1 869,00	0,00	1 869,00	1 869,00
6262	Frais de télécommunications	186 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	113 961,86	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6282	Frais de gardiennage	24 202,12	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	204 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	17 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS/CIAS	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	168 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	80 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	3 800,00	0,00		3 800,00	3 800,00	0,00	3 800,00	3 800,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	16 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	19 980 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	22 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	128 895,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	57 707,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	126 754,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 463 475,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	71 218,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	51 446,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 883 732,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 846 528,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	4 966,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	592 464,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	15 479,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 097 229,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 202 704,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	82 191,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	120 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	37 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	13 342,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	52 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	13 787 403,00	0,00		109 000,00	109 000,00		109 000,00	109 000,00
7391111	Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	8 229 300,00	0,00		109 000,00	109 000,00		109 000,00	109 000,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739221	FNGIR	4 670 103,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	360 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	528 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	4 361 578,38	0,00	0,00	436 623,04	436 623,04	0,00	436 623,04	436 623,04
65132	Prix	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	1 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
65311	Indemnités de fonction	247 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
65568	Autres contributions	270 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	559 868,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	111 213,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. Fonct. CL de rattachement	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	1 350 564,42	0,00		210 000,00	210 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	440 600,00	0,00		195,00	195,00	0,00	195,00	195,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	114 300,00	0,00		73 190,00	73 190,00	0,00	73 190,00	73 190,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	696 500,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	54 846,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	484 686,00	0,00		10 238,04	10 238,04	0,00	10 238,04	10 238,04
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,0

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**44 244 529,82**	**0,00**	**0,00**	**1 164 670,45**	**1 164 670,45**	**0,00**	**1 164 670,45**	**1 164 670,45**
66	Charges financières	14 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	14 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	5 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**	**50 000,00**
Total des dépenses réelles		**44 263 529,82**	**0,00**	**0,00**	**1 214 670,45**	**1 214 670,45**	**0,00**	**1 214 670,45**	**1 214 670,45**
023	*Virement à la section d'investissement*	*23 328,14*			*8 562 993,02*	*8 562 993,02*		*8 562 993,02*	*8 562 993,02*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 773 046,71*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 773 046,71*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 796 374,85**			**8 562 993,02**	**8 562 993,02**		**8 562 993,02**	**8 562 993,02**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	2 784,27
Montant des ICNE de l'exercice N-1	2 784,27
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 059 904,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
013	Atténuations de charges (4)	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 998 460,00	0,00	458 000,00	458 000,00	458 000,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	192 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	516 400,00	0,00	435 000,00	435 000,00	435 000,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	195 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	40 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	158 150,00	0,00	16 500,00	16 500,00	16 500,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	50 000,00	0,00	6 500,00	6 500,00	6 500,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	97 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	20 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	17 190 293,00	0,00	-891 392,00	-891 392,00	-891 392,00
73211	Attribution de compensation	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	11 995 583,00	0,00	-663 300,00	-663 300,00	-663 300,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	5 193 910,00	0,00	-228 092,00	-228 092,00	-228 092,00
731	Fiscalité locale	16 146 370,00	0,00	171 688,00	171 688,00	171 688,00
73111	Impôts directs locaux	13 114 547,00	0,00	-22 395,00	-22 395,00	-22 395,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	1 276 495,00	0,00	41 105,00	41 105,00	41 105,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	737 460,00	0,00	32 258,00	32 258,00	32 258,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	120 720,00	120 720,00	120 720,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	489 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	528 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	10 440 403,67	0,00	-12 936,94	-12 936,94	-12 936,94
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	1 740 732,00	0,00	7 952,00	7 952,00	7 952,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	5 056 478,00	0,00	10 191,00	10 191,00	10 191,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	208 176,67	0,00	139 867,46	139 867,46	139 867,46
7472	Participation régions	7 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	122 500,00	0,00	-76 520,91	-76 520,91	-76 520,91
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74773	Participation FEADER	8 215,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	14 160,00	0,00	112 611,51	112 611,51	112 611,51
748312	D.C.R.T.P.	1 656 719,00	0,00	-184 059,00	-184 059,00	-184 059,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	1 626 138,00	0,00	-22 979,00	-22 979,00	-22 979,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	47 000,00	0,00	53 800,00	53 800,00	53 800,00
752	Revenus des immeubles	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	53 800,00	53 800,00	53 800,00
Total des recettes de gestion des services		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**45 876 526,67**	**0,00**	**-220 840,94**	**-220 840,94**	**-220 840,94**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*183 378,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*183 378,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,0*

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**183 378,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**230 000,00**	**2 240 187,67**	**0,00**	**0,00**	**27 075,92**	**1 611 935,44**	**1 464 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	356 211,00	0,00	0,00	0,00	10 650,00	14 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	470 000,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	100 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 313 881,67	0,00	0,00	27 075,92	1 488 535,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	4 750,44	1 350 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	95,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 553 887,11**	**878 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**682 694,00**	**26 800,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 403 887,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	150 000,00	878 700,00	0,00	0,00	0,00	682 694,00	12 800,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**1 858 026,15**	**2 209 691,00**	**451 530,00**	**5 222 966,26**		**15 315 412,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	4 000,00	0,00	0,00		234 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	676 000,00	61 000,00	0,00	9 000,00		1 126 861,00
204	Subventions d'équipement versées	780 000,00	350 050,00	0,00	2 765 000,00		4 573 050,00
21	Immobilisations corporelles	174 026,15	1 690 936,00	169 330,00	390 966,26		5 254 751,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	50 000,00	30 000,00	282 200,00	1 983 000,00		3 799 950,44
26	Participations et créances rattachées	0,00	73 705,00	0,00	0,00		73 800,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	128 000,00	0,00	0,00	75 000,00		203 000,00
RECETTES		**715 000,00**	**694 585,26**	**195 000,00**	**684 705,58**		**6 431 371,95**
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00	0,00		300 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 403 887,11
13	Subventions d'investissement	300 000,00	215 274,00	195 000,00	609 705,58		3 044 173,58
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	4 000,00	0,00	0,00		4 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		14 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	475 311,26	0,00	0,00		475 311,26
45	Opérations pour compte de tiers	115 000,00	0,00	0,00	75 000,00		190 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**230 000,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	230 000,00
	RECETTES	**2 553 887,11**
102	Dotations et fonds d'investissement	400 000,00
106	Réserves	2 003 887,11
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 236 187,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	106 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	470 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	250 211,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	17 522,01	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 243 359,66	0,00	0,00	0,00	4 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	95,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**878 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	878 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 240 187,67**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 211,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 522,01
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 247 359,66
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**878 700,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	878 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**27 075,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	27 075,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 075,92**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 075,92
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**108 000,00**	**1 304 046,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	108 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	10 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	1 159 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	132 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 785,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**448 294,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	448 294,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**194 388,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	54 424,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 964,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**234 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	234 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 611 935,44**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	10 650,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159 611,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 924,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,44
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**682 694,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 400,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 294,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**12 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	12 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 364 000,00**	**1 464 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350 000,00	1 350 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**26 800,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**808 000,00**	**592 000,00**	**52 026,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**100 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	562 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	680 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	1 617,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	50 408,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	128 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**115 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**96 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 000,00**	**50 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 858 026,15**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	562 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 617,71
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 408,44
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**1 986 846,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 845,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 050,00
205	Licences, procédés, droits similaires	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	1 361 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
213	Constructions	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	27 554,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	55 845,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 090,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
261	Titres de participation	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 705,00
RECETTES		**479 311,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**215 274,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 274,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	475 311,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 209 691,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 050,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 361 446,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 554,13
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 935,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 705,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 585,26**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 274,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 311,26

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**169 330,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	17 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 200,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	282 200,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 000,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**451 530,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 180,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**1 037 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	103 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	259 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	591 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 175 910,00**	**0,00**	**10 056,26**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 765 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,00	0,00	10 056,26	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**609 705,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	609 705,58	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 222 966,26**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 765 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 966,26
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**684 705,58**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 705,58
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**13 447 403,00**	**12 304 674,72**	**0,00**	**70 000,00**	**130 000,00**	**5 997 625,53**	**351 411,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	2 706 604,28	0,00	0,00	80 000,00	1 469 398,57	74 633,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 720 702,00	0,00	0,00	0,00	4 149 137,00	267 778,00	0,00
014	Atténuations de produits	13 368 403,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00	877 368,44	0,00	70 000,00	50 000,00	379 089,96	9 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**41 489 043,00**	**451 461,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**684 450,00**	**80 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	265 460,00	0,00	0,00	0,00	582 000,00	76 250,00	0,00
73	Impôts et taxes	16 298 901,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	15 298 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 891 172,00	88 201,51	0,00	0,00	0,00	102 450,00	3 750,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	43 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**4 615 163,52**	**2 652 883,12**	**2 388 572,20**	**3 520 467,18**		**45 478 200,27**
011	Charges à caractère général	0,00	581 296,52	855 012,72	512 583,00	455 067,76		6 734 595,85
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 736 567,00	267 803,00	1 365 478,00	1 472 535,00		19 980 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	528 000,00	0,00	0,00		13 896 403,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	297 300,00	1 002 067,40	510 511,20	1 592 864,42		4 798 201,42
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		55 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**363 126,67**	**625 000,00**	**1 494 984,55**	**467 620,00**		**45 655 685,73**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		54 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	289 200,00	0,00	814 500,00	429 050,00		2 456 460,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		16 298 901,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	528 000,00	491 088,00	0,00		16 318 058,00
74	Dotations et participations	0,00	73 926,67	50 000,00	179 396,55	38 570,00		10 427 466,73
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	47 000,00	10 000,00	0,00		100 800,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**13 447 403,00**
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00
661	Charges d'intérêts	14 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	55 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	13 368 403,00
RECETTES		**41 489 043,00**
731	Fiscalité locale	15 298 970,00
732	Fiscalité reversée	800,00
735	Fraction de TVA	16 298 101,00
741	D.G.F.	6 815 353,00
748	Autres attributions et participations	3 075 819,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**11 131 534,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**907 140,15**
606	Achats non stockés de matières et fourni	211 610,23	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	398 240,31	0,00	0,00	0,00	112 097,57
613	Locations	17 734,00	0,00	0,00	0,00	17 725,00
614	Charges locatives et de copropriété	26 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	326 837,37	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	203 825,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	7 207,80	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	580 127,19	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	85 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	87 544,43	0,00	0,00	0,00	106 133,55
624	Transports biens, transports collectifs	3 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	265 869,00	0,00	0,00	0,00	52 404,03
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	81 235,08	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	124 370,00	0,00	0,00	0,00	12 525,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	73 296,72	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 487 266,00	0,00	0,00	0,00	410 303,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 292 444,00	0,00	0,00	0,00	195 952,00
647	Autres charges sociales	175 342,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	101 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	77 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	432 868,44	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**451 461,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	265 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	88 201,51	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	43 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**266 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	266 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 304 674,72**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 610,23
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 337,88
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 459,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 440,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 837,37
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 825,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 207,80
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 127,19
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 677,98
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 277,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 273,03
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 235,08
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 895,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 296,72
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 897 569,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488 396,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 342,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 868,44
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**451 461.**

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 460,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 201,51
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**70 000,00**
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**0,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**294 216,00**	**3 290 079,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 240,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	83 354,40	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	290 418,83	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	4 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	13 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	18 445,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	588,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	2 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	742,02	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 618,00	50 317,00	0,00	0,00	0,00	3 291,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	134 145,00	1 940 656,00	0,00	0,00	0,00	160 776,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	52 453,00	622 892,00	0,00	0,00	0,00	66 473,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	105 000,00	248 413,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 576,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
RECETTES		**0,00**	**294 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	192 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	102 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 140 090,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	431 463,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	233 397,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	144 560,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	25 960,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	173 492,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	17 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	779 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	318 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 997 625,53**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 318,26
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 816,07
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 006,76
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 548,44
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 625,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 434,04
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 076,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 014 593,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 468,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 413,56
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 676,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**684 450,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	582 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 450,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**210 749,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	25 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	177 249,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**23 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	19 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	3 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**5 500,00**	**0,00**	**0,00**	**43 806,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	829,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	31 939,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	11 038,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**56 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	56 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**86 356,00**	**351 411,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 163,00	22 663,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	25 270,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	12 400,00	19 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	597,00	1 426,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 510,00	241 698,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 616,00	24 654,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 250,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**259 473,00**	**2 030 791,00**	**1 983 808,52**	**101 991,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 800,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	200,00	1 600,00	86 891,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	95 000,00	27 000,00	47 000,00	11 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
615	Entretien et réparations	0,00	25 000,00	17 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	101 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	13 681,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	8 548,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 000,00	84 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 443,00	23 272,00	28 561,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	425,52	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
641	Rémunérations du personnel	112 955,00	1 181 586,00	1 322 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	45 075,00	454 303,00	566 022,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	41 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**289 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 926,67**
708	Autres produits	0,00	289 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 926,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**182 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	182 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 615 163,52**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 691,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 100,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 700,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 681,68
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 548,32
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 276,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525,52
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 616 891,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 065 400,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**363 126,67**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 200,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 926,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**1 665 529,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 800,00**	**982 554,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	36 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 038,00
611	Contrats de prestations de services	503 905,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 005,62
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
615	Entretien et réparations	20 435,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,38
617	Etudes et recherches	11 730,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	28,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	156 934,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 831,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	189 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	73 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	400 785,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00	356 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	20 282,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 600,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 000,00
RECETTES		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**545 000,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 000,00
747	Participations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 652 883,12**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 662,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	513 911,45
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 499,79
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 730,48
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,14
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 546,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 934,86
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 831,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 382,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 590,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762 185,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 882,40
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**625 000,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**409 298,20**	**0,00**	**10 205,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 298 841,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
611	Contrats de prestations de services	202 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 145,00
613	Locations	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 500,00	0,00	9 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00
617	Etudes et recherches	5 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	10 300,00	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 793,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 849,00
641	Rémunérations du personnel	117 946,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	828 190,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	44 793,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 907,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 043,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**179 396,55**	**0,00**	**562 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	562 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	179 396,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**75 200,00**	**177 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	75 200,00	177 300,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360,00**	**489 868,00**	**0,00**	**0,00**	**2 388 572,20**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 093,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 740,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 125,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00	11 110,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 642,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	946 136,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 700,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 868,00	0,00	0,00	489 868,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**491 088,00**	**0,00**	**0,00**	**1 494 984,55**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 500,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 088,00	0,00	0,00	491 088,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 396,55
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**1 936 864,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	339 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 084,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 560 564,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**429 050,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	254 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**2 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**828 812,76**	**0,00**	**730 135,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	27 547,49	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	19 737,51	0,00	19 758,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 750,00	0,00	1 242,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	11 074,00	0,00	10 136,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	377,76	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	525 584,00	0,00	497 455,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	226 742,00	0,00	201 544,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**21 855,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 520 467,18**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 547,49
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	21 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 066,51
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 992,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 084,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 210,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377,76
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 023 039,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 286,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560 564,42
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 570,00**	**0,00**	**467 620,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 050,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 570,00	0,00	38 570,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIFIC	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	30	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	40	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	5	24/11/2022
L	M57 2041412 Bâtiments et installations	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 2041512 SUB.EQ.VERS.GFP-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204182 SUB VERSEES AUTRES ORGANISMES 30ANS	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2185 TELEPHONIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPO (PETIT MATERIEL)_5ANS	5	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	16 293 244,05	13 285 921,65	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**393 000,00**	**96 200,71**											**1 250,61**	**18 746,36**
MAISON DE RETRAITE DE ST BRIS	2003	P		CE	393 000,00	96 200,71	4,07	A	F	(Euribor 12M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 12M	3,030	V	Taux fixe à 1.3 %	1,300	A-1	EUR	1 250,61	18 746,36
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**15 900 244,05**	**13 189 720,94**											**353 825,09**	**527 230,96**
DOMANYS	2014	P		CDC	187 250,00	149 889,86	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 396,04	4 244,38
DOMANYS	2017	P		CDC	45 850,00	40 826,38	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 424,60	941,13
DOMANYS	2017	P		CDC	45 400,00	41 837,74	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 173,91	685,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMANYS	2020	P		CDC	329 500,76	292 256,88	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	11 544,15	7 845,54
LOGILEO VICHY	2014	P		Crédit Foncier	150 000,00	110 020,60	19,58	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	2,360	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	4,150	A-1	EUR	4 110,35	4 436,98
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	44 636,00	37 843,83	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 370,43	758,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	23 387,40	17 966,89	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	503,07	573,25
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	19 053,00	15 609,05	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	437,05	367,86
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	90 000,00	71 178,04	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 992,99	2 194,39
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	75 000,00	57 554,46	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 611,52	1 836,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	57 500,00	45 474,85	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 273,30	1 401,98
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	30 375,50	24 022,99	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	672,64	740,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	11 446,25	9 576,34	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	268,14	219,85
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	14 518,75	12 529,55	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	427,32	243,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	24 125,00	20 713,97	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	745,70	524,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	131 779,90	110 231,81	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 086,49	3 182,75
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	81 200,00	70 796,66	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 894,77	1 544,99
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	539 291,20	462 553,51	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 651,93	11 702,42
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	207 900,00	185 726,58	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 848,81	3 401,24
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	13 736,50	12 190,25	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	397,75	236,90
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	5 982,00	5 180,30	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	144,64	118,93
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	29 390,00	24 584,27	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	688,36	709,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	624 663,00	536 439,13	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	1,930	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	4,180	A-1	EUR	22 423,16	14 409,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	1 067 760,00	888 445,68	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	31 984,04	27 267,03
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	310 000,00	310 000,00	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	40 908,00	35 033,81	28,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 261,22	1 032,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	476 500,00	365 720,39	18,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	10 057,31	18 818,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	192 656,50	160 846,66	19,50	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	2 975,66	6 719,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	C		CE	516 737,50	275 593,38	7,83	T	F	Taux fixe à 1.21 %	1,220	F	Taux fixe à 1.21 %	1,220	A-1	EUR	3 178,38	34 449,16
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		C.C.C.COOP	448 504,00	279 346,06	8,89	T	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	A-1	EUR	3 434,53	29 475,63
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	C		C.C.C.COOP	718 540,90	455 075,87	9,41	T	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	4 180,93	47 902,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	21 626,30	19 341,33	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	696,29	472,19
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	46 158,22	41 151,64	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 481,46	1 057,15
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	81 493,26	72 989,31	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 663,29	1 796,14
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	64 901,65	58 620,79	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 020,98	1 327,38
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	907 339,91	755 107,58	19,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	27 183,87	32 061,38
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	73 817,12	65 638,68	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 362,99	2 101,15
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 924,00	99 654,33	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 790,32	2 704,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	55 000,00	50 802,95	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 547,36	878,57
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	34 500,00	31 314,07	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	805,05	651,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	186 170,00	167 277,22	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 021,98	3 944,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	283 418,00	250 113,64	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 003,18	6 788,20
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 000,00	101 657,30	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 613,51	2 113,38
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	173 500,00	160 260,19	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 881,23	2 771,49
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	300 089,50	269 636,01	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 706,90	6 357,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	994 000,00	839 099,92	20,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	23 075,25	38 967,36
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 757 213,50	1 500 713,37	20,92	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	12 906,13	65 509,63
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	181 500,00	167 649,72	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 106,30	2 899,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	437 700,00	393 281,59	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 158,14	9 272,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	96 000,00	87 134,84	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 240,15	1 811,47
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	248 865,50	219 621,40	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 149,40	5 960,63
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	408 702,00	360 675,55	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 098,92	9 788,90
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	293 300,00	270 918,23	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 251,67	4 685,17
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 045 970,10	939 823,58	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 833,65	22 159,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	114 800,00	104 198,74	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 678,84	2 166,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		CIC	973 662,83	730 247,15	11,01	T	F	Taux fixe à 1.38 %	1,390	F	Taux fixe à 1.38 %	1,390	A-1	EUR	9 741,50	64 910,84
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	80 400,00	74 186,72	43,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 049,08	1 104,00
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	261 600,00	233 539,30	33,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	9 598,46	4 985,92
TOTAL GENERAL					**16 293 244,05**	**13 285 921,65**											**355 075,70**	**545 977,32**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**151,00**	**3,95**	**154,95**	**85,69**	**19,70**	**105,39**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	20,00	0,00	20,00	15,10	0,00	15,10
Adjoint administratif pal 2 cl	C	19,00	1,00	20,00	13,40	0,00	13,40
Adjoint administratif terr.	C	21,00	2,95	23,95	17,39	0,00	17,39
Attaché	A	34,00	0,00	34,00	8,90	11,90	20,80
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,80	1,00	1,80
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
Directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	26,00	0,00	26,00	11,30	5,80	17,10
Rédacteur principal 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	8,80	0,00	8,80
Rédacteur principal 2 cl	B	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**253,00**	**0,22**	**253,22**	**189,80**	**16,00**	**205,80**
Adjoint technique pal 1 cl	C	57,00	0,00	57,00	49,00	0,00	49,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	38,00	0,00	38,00	38,00	0,00	38,00
Adjoint technique territorial	C	60,00	0,22	60,22	52,00	1,00	53,00
Agent de maîtrise	C	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
Agent de maîtrise principal	C	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Ingénieur	A	16,00	0,00	16,00	3,00	7,00	10,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	10,00	0,00	10,00	6,00	1,00	7,00
Technicien	B	19,00	0,00	19,00	7,80	2,00	9,80
Technicien principal de 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	8,00	1,00	9,00
Technicien principal de 2 cl	B	21,00	0,00	21,00	10,00	4,00	14,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**4,00**	**4,00**	**8,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	6,00	0,00	6,00	2,00	4,00	6,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**36,00**	**13,15**	**49,15**	**5,46**	**2,30**	**7,76**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	2,00	0,61	2,61	2,00	0,00	2,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	7,00	1,30	8,30	0,00	0,00	0,00
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	6,00	4,65	10,65	0,90	0,50	1,40
Assistant ens. artistique	B	1,00	3,85	4,85	0,00	0,80	0,80
Attaché cons.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur étab ens art 2cat	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. cl.N	A	10,00	2,74	12,74	0,56	0,00	0,56
FILIERE ANIMATION (i)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,51**	**1,51**
Allocataire		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Apprenti		0,00	0,00	0,00	0,00	0,51	0,51
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**450,00**	**17,32**	**467,32**	**285,95**	**43,51**	**329,46**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	A	A
Allocataire		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. artistique	B	CULT	395	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	397	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché hors classe	A	ADM	1027	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	332-8-2°	CDD
Directeur CA de 40 à 80 hab	A	OTR	0	0,00	343-1_343-3	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	395	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-23-1°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	638	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	415	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	429	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté d'agglomération de l'auxerrois (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**991 569,38**	**991 569,38**	**991 569,38**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-2 283 518,76**	**-2 283 518,76**	**-2 283 518,76**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 291 949,38**	**-1 291 949,38**	**-1 291 949,38**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**2 003 887,11**	**2 003 887,11**	**2 003 887,11**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 291 949,38**	**-1 291 949,38**	**-1 291 949,38**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**711 937,73**	**711 937,73**	**711 937,73**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**413 378,00**	**0,00**	**0,00**	**413 378,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**4 540 809,85**	**8 301 969,28**	**8 301 969,28**	**12 842 779,13**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 127 431,85**	**8 301 969,28**	**8 301 969,28**	**12 429 401,13**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 413 378,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**230 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	230 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**183 378,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*183 378,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 4 540 809,85**	**8 301 969,28**	**VI 8 301 969,28**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 444 435,00**	**-261 023,74**	**-261 023,74**
10222	FCTVA	0,00	400 000,00	400 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	1 130 100,00	178 000,00	178 000,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
276351	Créance GFP de rattachement	1 314 335,00	-839 023,74	-839 023,74
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**2 096 374,85**	**8 562 993,02**	**8 562 993,02**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 773 046,71*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*23 328,14*	*8 562 993,02*	*8 562 993,02*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-110
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Assainissement - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Assainissement de la communauté de l'auxerrois tel que présenté ci-dessous :

Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
FONCTIONNEMENT	DEPENSE	4 406 500,00	0,00	2 373 113,66	6 779 613,66
	RECETTE	4 406 500,00	0,00	2 373 113,66	6 779 613,66
FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
INVESTISSEMENT	DEPENSE	11 155 493,07	3 398 333,95	1 325 190,80	15 879 017,82
	RECETTE	11 155 493,07	2 476 793,92	2 246 730,83	15 879 017,82
INVESTISSEMENT		**0,00**	**-921 540,03**	**921 540,03**	**0,00**

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Assainissement de la Communauté de l'Auxerrois comme présenté ci-dessus.

1830/5492

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400146	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 26
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 27
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 31
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 32
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 33
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 35
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 36
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 37
A3.2 - Etalement des provisions 38
A4.1 - Equilibre des opérations financières 39
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 41
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 42
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 43
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 44
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 45
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 46
A6 - Etat des charges transférées 47
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 48

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 59
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 60
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 61
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 62
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 63
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 64
B1.7 - Etat des engagements reçus 65
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 66
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 67

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 68
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 70
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 71
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 72

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 73

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 373 113,66	5 100,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 368 013,66
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	2 373 113,66	2 373 113,66

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	941 500,00	2 246 730,83
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	3 398 333,95	2 476 793,92
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 383 690,80	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 723 524,75	4 723 524,75

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	7 096 638,41	7 096 638,41

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	365 300,00	0,00	7 000,00	7 000,00	372 300,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	343 500,00	0,00	82 200,00	82 200,00	425 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	34 200,00	0,00	100 000,00	100 000,00	134 200,00
Total des dépenses de gestion des services		**743 000,00**	**0,00**	**189 200,00**	**189 200,00**	**932 200,00**
66	Charges financières	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
67	Charges exceptionnelles	20 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	150 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 013 000,00**	**0,00**	**319 200,00**	**319 200,00**	**1 332 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*181 491,84*		*2 053 913,66*	*2 053 913,66*	*2 235 405,50*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 212 008,16*		*0,00*	*0,00*	*3 212 008,16*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 393 500,00***		***2 053 913,66***	***2 053 913,66***	***5 447 413,66***
TOTAL		**4 406 500,00**	**0,00**	**2 373 113,66**	**2 373 113,66**	**6 779 613,66**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 779 613,66**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 545 500,00	0,00	0,00	0,00	3 545 500,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**3 545 500,00**	**0,00**	**5 100,00**	**5 100,00**	**3 550 600,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 545 500,00**	**0,00**	**5 100,00**	**5 100,00**	**3 550 600,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*861 000,00*		*0,00*	*0,00*	*861 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***861 000,00***		***0,00***	***0,00***	***861 000,00***
TOTAL		**4 406 500,00**	**0,00**	**5 100,00**	**5 100,00**	**4 411 600,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 368 013,66**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 779 613,66**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**4 586 413,66**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	368 726,00	372 577,66	-56 500,00	-56 500,00	684 803,66
21	Immobilisations corporelles	2 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	67 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 747 615,00	2 845 647,23	320 000,00	320 000,00	8 913 262,23
	Total des opérations d'équipement	993 295,00	0,00	245 000,00	245 000,00	1 238 295,00
Total des dépenses d'équipement		**7 111 636,00**	**3 218 224,89**	**573 500,00**	**573 500,00**	**10 903 360,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 540 000,00	0,00	0,00	0,00	1 540 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 540 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 540 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**964 685,00**	**180 109,06**	**268 000,00**	**268 000,00**	**1 412 794,06**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 616 321,00**	**3 398 333,95**	**841 500,00**	**841 500,00**	**13 856 154,95**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*861 000,00*		*0,00*	*0,00*	*861 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*678 172,07*		*100 000,00*	*100 000,00*	*778 172,07*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 539 172,07***		***100 000,00***	***100 000,00***	***1 639 172,07***
TOTAL		**11 155 493,07**	**3 398 333,95**	**941 500,00**	**941 500,00**	**15 495 327,02**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**383 690,80**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 879 017,82**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	600 000,00	1 517 831,59	0,00	0,00	2 117 831,59
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	5 519 136,00	0,00	-1 480 413,66	-1 480 413,66	4 038 722,34
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 119 136,00**	**1 517 831,59**	**-1 480 413,66**	**-1 480 413,66**	**6 156 553,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	1 305 230,83	1 305 230,83	1 305 230,83
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**964 685,00**	**958 962,33**	**268 000,00**	**268 000,00**	**2 191 647,33**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 083 821,00**	**2 476 793,92**	**92 817,17**	**92 817,17**	**9 653 432,09**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*181 491,84*		*2 053 913,66*	*2 053 913,66*	*2 235 405,50*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 212 008,16*		*0,00*	*0,00*	*3 212 008,16*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*678 172,07*		*100 000,00*	*100 000,00*	*778 172,07*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 071 672,07***		***2 153 913,66***	***2 153 913,66***	***6 225 585,73***
TOTAL		**11 155 493,07**	**2 476 793,92**	**2 246 730,83**	**2 246 730,83**	**15 879 017,82**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 879 017,82**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**4 586 413,66**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 000,00		7 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	82 200,00		82 200,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00		100 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	130 000,00	*0,00*	130 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 053 913,66*	2 053 913,66
Dépenses d'exploitation – Total		**319 200,00**	***2 053 913,66***	**2 373 113,66**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 373 113,66**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	245 000,00		245 000,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	316 077,66	0,00	316 077,66
21	Immobilisations corporelles (6)	65 000,00	100 000,00	165 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 165 647,23	0,00	3 165 647,23
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	448 109,06	*0,00*	448 109,06
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**4 239 833,95**	***100 000,00***	**4 339 833,95**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**383 690,80**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 723 524,75**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	5 100,00		5 100,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**5 100,00**	***0,00***	**5 100,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	2 368 013,66

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 373 113,66

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 517 831,59	*0,00*	1 517 831,59
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 480 413,66	*0,00*	-1 480 413,66
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*100 000,00*	100 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	1 226 962,33	*0,00*	1 226 962,33
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*2 053 913,66*	2 053 913,66
Recettes d'investissement – Total		**1 264 380,26**	***2 153 913,66***	**3 418 293,92**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	1 305 230,83

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 723 524,75

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**365 300,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	14 100,00	20 000,00	20 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	5 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	98 200,00	0,00	0,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	165 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	22 500,00	-13 000,00	-13 000,00
6356	Redevances occupat° domaine public	50 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**343 500,00**	**82 200,00**	**82 200,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	165 500,00	63 200,00	63 200,00
6331	Versement de mobilité	1 146,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	821,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 042,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	102 000,00	19 000,00	19 000,00
6413	Primes et gratifications	23 774,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	28,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	23 632,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	25 557,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**34 200,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
6518	Autres	700,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	21 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	5 500,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	100 000,00	100 000,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**743 000,00**	**189 200,00**	**189 200,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	250 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**20 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	30 000,00	30 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	100 000,00	100 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**1 013 000,00**	**319 200,00**	**319 200,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***181 491,84***	***2 053 913,66***	***2 053 913,66***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 212 008,16***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 212 008,16*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 393 500,00***	***2 053 913,66***	***2 053 913,66***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 393 500,00***	***2 053 913,66***	***2 053 913,66***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 406 500,00**	**2 373 113,66**	**2 373 113,66**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			2 373 113,66

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	85 497,45
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	85 497,45
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**3 545 500,00**	**0,00**	**0,00**
70128	Autres taxes et redevances	16 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	3 160 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	324 500,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	45 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**5 100,00**	**5 100,00**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	5 100,00	5 100,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**3 545 500,00**	**5 100,00**	**5 100,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**3 545 500,00**	**5 100,00**	**5 100,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***861 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*861 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***861 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 406 500,00**	**5 100,00**	**5 100,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 368 013,66**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 373 113,66**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**368 726,00**	**-56 500,00**	**-56 500,00**
2031	Frais d'études	366 726,00	-56 500,00	-56 500,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 000,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
2111	Terrains nus	2 000,00	65 000,00	65 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 747 615,00**	**320 000,00**	**320 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 747 615,00	320 000,00	320 000,00
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (5)**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**
2005	**Opération d'équipement n° 2005 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2006	**Opération d'équipement n° 2006 (5)**	**520 475,00**	**0,00**	**0,00**
2007	**Opération d'équipement n° 2007 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2008	**Opération d'équipement n° 2008 (5)**	**5 200,00**	**0,00**	**0,00**
2009	**Opération d'équipement n° 2009 (5)**	**77 500,00**	**245 000,00**	**245 000,00**
2010	**Opération d'équipement n° 2010 (5)**	**376 120,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'équipement		**7 111 636,00**	**573 500,00**	**573 500,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 540 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 190 000,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	350 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses financières		**1 540 000,00**	**0,00**	**0,00**
4581202003	CHITRY BOURG (6)	300 000,00	80 000,00	80 000,00
4581202005	QUENNE RUE PLUVIGNON (6)	0,00	0,00	0,00
4581202101	GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER (6)	0,00	0,00	0,00
4581202102	GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES (6)	0,00	0,00	0,00
4581202203	AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES (6)	0,00	150 000,00	150 000,00
458123048	QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL (6)	0,00	0,00	0,00
458124049	QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ (6)	203 500,00	0,00	0,00
458124057	ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV (6)	172 200,00	0,00	0,00
458124062	SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES (6)	125 250,00	0,00	0,00
458124063	SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P (6)	133 735,00	0,00	0,00
458124064	TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ VINCELLES (6)	30 000,00	0,00	0,00
458125085	TRAVAUX CONNEXES VOIRIE QUESNE ASST (6)	0,00	38 000,00	38 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**964 685,00**	**268 000,00**	**268 000,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**9 616 321,00**	**841 500,00**	**841 500,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***861 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***861 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*861 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***678 172,07***	***100 000,00***	***100 000,00***
21532	*Réseaux d'assainissement*	*378 172,07*	*100 000,00*	*100 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 539 172,07***	***100 000,00***	***100 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**11 155 493,07**	**941 500,00**	**941 500,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**3 398 333,95**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**383 690,80**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 723 524,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**600 000,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	300 000,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	300 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**5 519 136,00**	**-1 480 413,66**	**-1 480 413,66**
1641	Emprunts en euros	5 519 136,00	-1 642 241,66	-1 642 241,66
1681	Autres emprunts	0,00	161 828,00	161 828,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 119 136,00**	**-1 480 413,66**	**-1 480 413,66**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**
1068	Autres réserves	0,00	1 305 230,83	1 305 230,83
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**
4582202002	AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD (5)	0,00	0,00	0,00
4582202003	CHITRY BOURG (5)	300 000,00	80 000,00	80 000,00
4582202005	QUENNE RUE PLUVIGNON (5)	0,00	0,00	0,00
4582202102	GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES (5)	0,00	0,00	0,00
4582202201	APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE (5)	0,00	0,00	0,00
4582202202	OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES (5)	0,00	0,00	0,00
4582202203	AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES (5)	0,00	150 000,00	150 000,00
458224049	QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ (5)	203 500,00	0,00	0,00
458224057	ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV (5)	172 200,00	0,00	0,00
458224062	SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES (5)	125 250,00	0,00	0,00
458224063	SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P (5)	133 735,00	0,00	0,00
458224064	TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ VINCELLES (5)	30 000,00	0,00	0,00
458225085	TRAVAUX CONNEXES VOIRIE QUESNE ASST (5)	0,00	38 000,00	38 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**964 685,00**	**268 000,00**	**268 000,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**7 083 821,00**	**92 817,17**	**92 817,17**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***181 491,84***	***2 053 913,66***	***2 053 913,66***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 212 008,16***	***0,00***	***0,00***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 212 008,16*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***3 393 500,00***	***2 053 913,66***	***2 053 913,66***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***678 172,07***	***100 000,00***	***100 000,00***
2031	*Frais d'études*	*378 172,07*	*100 000,00*	*100 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***4 071 672,07***	***2 153 913,66***	***2 153 913,66***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**11 155 493,07**	**2 246 730,83**	**2 246 730,83**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**2 476 793,92**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 723 524,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**430 822,22**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**18 660,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	18 660,13	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**412 162,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	412 162,09	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2005 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**6 077,78**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 077,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	6 077,78	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**577 250,09**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**116 871,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	116 871,09	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**460 379,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	460 379,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2007 (1)
LIBELLE : CREATION STEP VAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		11 878,11	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	11 878,11	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	11 878,11	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2008 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**743 221,89**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**48 171,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	48 171,17	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**695 050,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	695 050,72	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**552 481,27**	**a 0,00**	**245 000,00**	**b 245 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**46 543,46**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	46 543,46	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**505 937,81**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	505 937,81	0,00	240 000,00	240 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-245 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2010 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 999 865,54**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**52 853,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	52 853,21	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**1 468,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 468,64	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 945 543,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 865 620,76	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	79 922,93	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-12-31

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 Frais détudes 5 ans	5	10/10/2019
L	2033 Frais dinsertion 5 ans	5	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019
L	2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019
L	21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019
L	21315 Bâtiments administratif 30 ans	30	10/10/2019
L	21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019
L	21355 Bâtiments administratif 15 ans	15	10/10/2019
L	21532 Réseaux d'assainissement 50 ans	50	10/10/2019
L	21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019
L	2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019
L	21562 Service d'assainissement15 ans	15	10/10/2019
L	2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019
L	2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019
L	2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019
L	2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019
L	2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019
L	2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 5 ans	5	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 10 ans	10	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 15 ans	15	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 30 ans	30	31/12/2019
L	Subventions régionales reçues 40 ans	40	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues 5 ans	5	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues10 ans	10	31/12/2019
L	Subventions départementales reçues15 ans	15	31/12/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-383 690,80**	**-383 690,80**	**-383 690,80**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-921 540,03**	**-921 540,03**	**-921 540,03**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 305 230,83**	**-1 305 230,83**	**-1 305 230,83**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**	**1 305 230,83**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 305 230,83**	**-1 305 230,83**	**-1 305 230,83**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**2 401 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 401 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**3 393 500,00**	**2 053 913,66**	**2 053 913,66**	**5 447 413,66**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**992 500,00**	**2 053 913,66**	**2 053 913,66**	**3 046 413,66**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 2 401 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 540 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 190 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	350 000,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**861 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*861 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 393 500,00**	**2 053 913,66**	**VI 2 053 913,66**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 393 500,00**	**2 053 913,66**	**2 053 913,66**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 212 008,16*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*181 491,84*	*2 053 913,66*	*2 053 913,66*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0 **Intitulé de l'opération : RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**170 092,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	170 092,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**170 092,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 202002 **Intitulé de l'opération : AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**80 082,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD (5)	80 082,36	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**80 082,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**45 711,00**	**11 427,00**	**0,00**	**11 427,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	45 711,00	11 427,00	0,00	11 427,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,(

N° opération : 202002	Intitulé de l'opération : AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**45 711,00**	**11 427,00**	**0,00**	**11 427,00**

N° opération : 202003	Intitulé de l'opération : CHITRY BOURG			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**640 789,39**	**139 301,56**	**80 000,00**	**219 301,56**
45 CHITRY BOURG (5)	640 789,39	139 301,56	80 000,00	219 301,56
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**640 789,39**	**139 301,56**	**80 000,00**	**219 301,56**
RECETTES (b)	**0,00**	**876 787,33**	**80 000,00**	**956 787,33**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	876 787,33	80 000,00	956 787,33
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**876 787,33**	**80 000,00**	**956 787,33**

N° opération : 202005	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX CONFORMITE INSTALLATIONS PRIVEES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**47 630,00**	**15 323,00**	**0,00**	**15 323,00**
45 QUENNE RUE PLUVIGNON (5)	47 630,00	15 323,00	0,00	15 323,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 630,00**	**15 323,00**	**0,00**	**15 323,0**

N° opération : 202005	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX CONFORMITE INSTALLATIONS PRIVEES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
RECETTES (b)	**48 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	48 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**48 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**

N° opération : 202006	Intitulé de l'opération : VENOY HAMEAU DE MONTALLERY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**304 908,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	304 908,70	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**304 908,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 202007	Intitulé de l'opération : APPOIGNY VOIE DES LYS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**67 379,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 APPOIGNY VOIE DES LYS (5)	67 379,75	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 202007	Intitulé de l'opération : APPOIGNY VOIE DES LYS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**67 379,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**12 406,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	12 406,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**12 406,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 202101	Intitulé de l'opération : GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**18 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
45 GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER (5)	18 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 202102	Intitulé de l'opération : GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**90 882,50**	**16 352,50**	**0,00**	**16 352,50**
45 GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES (5)	90 882,50	16 352,50	0,00	16 352,50
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**90 882,50**	**16 352,50**	**0,00**	**16 352,50**
RECETTES (b)	**57 600,00**	**14 400,00**	**0,00**	**14 400,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	57 600,00	14 400,00	0,00	14 400,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**57 600,00**	**14 400,00**	**0,00**	**14 400,00**

N° opération : 202201	Intitulé de l'opération : OPCT APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**78 661,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE (5)	78 661,91	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**78 661,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**43 200,00**	**10 800,00**	**0,00**	**10 800,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	43 200,00	10 800,00	0,00	10 800,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**43 200,00**	**10 800,00**	**0,00**	**10 800,00**

N° opération : 202202	Intitulé de l'opération : OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**47 228,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES (5)	47 228,70	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 228,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**40 925,00**	**10 231,00**	**0,00**	**10 231,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	40 925,00	10 231,00	0,00	10 231,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**40 925,00**	**10 231,00**	**0,00**	**10 231,00**

N° opération : 202203	Intitulé de l'opération : AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**40 436,31**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
45 AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES (5)	40 436,31	0,00	150 000,00	150 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**40 436,31**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
RECETTES (b)	**42 331,00**	**23 317,00**	**150 000,00**	**173 317,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	42 331,00	23 317,00	150 000,00	173 317,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**42 331,00**	**23 317,00**	**150 000,00**	**173 317,00**

N° opération : 23048	Intitulé de l'opération : QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**51 376,08**	**6 132,00**	**0,00**	**6 132,00**
45 QUENNE RD 240 C DEPARTEMENTAL (5)	51 376,08	6 132,00	0,00	6 132,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**51 376,08**	**6 132,00**	**0,00**	**6 132,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24049	Intitulé de l'opération : QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24057	Intitulé de l'opération : ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24062	Intitulé de l'opération : SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24063	Intitulé de l'opération : SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24064	Intitulé de l'opération : TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ VINCELLES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ VINCELLES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24065	Intitulé de l'opération : TRAVAUX NPNRU ROSOIRS ASST			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX NPNRU ROSOIRS ASST (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24066	Intitulé de l'opération : TRAVAUX NPNRU STE GENEVIEVE ASST			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX NPNRU STE GENEVIEVE ASST (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 25085	Intitulé de l'opération : TRAVAUX CONNEXES VOIRIE QUENNE ASST			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**38 000,00**	**38 000,00**
4581 TRAVAUX CONNEXES VOIRIE QUESNE ASST (5)	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**38 000,00**	**38 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**38 000,00**	**38 000,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**38 000,00**	**38 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP2009-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	771 120,10	322 500,00	1 093 620,10	771 120,10	322 500,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté d'agglomération (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-111
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Parc activités d'Appoigny AuxR_Parc - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Parc d'activité Appoigny (AuxR_Parc) de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget annexe parc d'activités d'Appoigny AuxR_Parc de la communauté.

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
PARC ACTIV. APPOIGNY	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	7 887 155,00	-	7 159 203,50	15 046 358,50
		RECETTE	7 887 155,00	-	7 159 203,50	15 046 358,50
	FONCTIONNEMENT		**-**	**-**	**-**	**-**
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	7 757 055,00	-	7 159 203,50	14 916 258,50
		RECETTE	7 757 055,00	-	7 159 203,50	14 916 258,50
	INVESTISSEMENT		**-**	**-**	**-**	**-**

1904/5492

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400096

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : PARC ACTIV. APPOIGNY (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 108
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 110
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 111
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 112
B3.1 - Etat des provisions constituées 113
B3.2 - Etalement des provisions 115
B4 - Etat des charges transférées 116
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 117
B6 - Prêts 118
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 119
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 120
B7.3 - Etat des emprunts garantis 121
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 122
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 124
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 125
B7.8 - Autres engagements donnés 126
B7.9 - Autres engagements reçus 127
B8 - Subventions versées 128
B9 - Etat du personnel 129
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 131
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 132
B11.2 - Liste des établissements publics créés 133
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 134

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 135
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 136
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 137

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 138
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 139
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 140
D3 - Décisions en matière de taux 142
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 143
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 144
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 146
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 147

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 148

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	281 108,24	0,00	0,00	A1	-281 108,24
Investissement	200 000,00	0,00	(3) 0,00	A2	-200 000,00
Fonctionnement	81 108,24	0,00	(4) 0,00	A3	-81 108,24

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-281 108,24
Investissement	**A2 + B2**	-200 000,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	-81 108,24

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	6 959 203,50	7 159 203,50
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 200 000,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	7 159 203,50	7 159 203,50

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	7 159 203,50	6 464 403,24
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 694 800,26
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	7 159 203,50	7 159 203,50

TOTAL DU BUDGET (5)	14 318 407,00	14 318 407,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 514 335,00	0,00	6 074 095,26	6 074 095,26	7 588 430,26
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 514 335,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**7 588 430,26**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 514 335,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**7 588 430,26**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*6 242 720,00*		*885 108,24*	*885 108,24*	*7 127 828,24*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 242 720,00***		***885 108,24***	***885 108,24***	***7 127 828,24***

TOTAL	**7 757 055,00**	**0,00**	**6 959 203,50**	**6 959 203,50**	**14 716 258,50**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**200 000,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**14 916 258,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*7 757 055,00*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*	*14 916 258,50*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 757 055,00***		***7 159 203,50***	***7 159 203,50***	***14 916 258,50***

TOTAL	**7 757 055,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**14 916 258,50**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 916 258,50**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**7 788 430,26**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
66	Charges financières	80 100,00	0,00	0,00	0,00	80 100,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**130 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 100,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*7 757 055,00*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*	*14 916 258,50*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***7 757 055,00***		***7 159 203,50***	***7 159 203,50***	***14 916 258,50***
TOTAL		**7 887 155,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**15 046 358,50**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 046 358,50**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 564 335,00	0,00	5 579 295,00	5 579 295,00	7 143 630,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	80 100,00	0,00	0,00	0,00	80 100,00
Total des recettes de gestion courante		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**7 223 730,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**7 223 730,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*6 242 720,00*		*885 108,24*	*885 108,24*	*7 127 828,24*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***6 242 720,00***		***885 108,24***	***885 108,24***	***7 127 828,24***

TOTAL	**7 887 155,00**	**0,00**	**6 464 403,24**	**6 464 403,24**	**14 351 558,24**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**694 800,26**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 046 358,50**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**7 788 430,26**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 074 095,26	*0,00*	6 074 095,26
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*885 108,24*	885 108,24
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 074 095,26**	***885 108,24***	**6 959 203,50**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**200 000,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 159 203,50**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*7 159 203,50*	7 159 203,50
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***7 159 203,50***	**7 159 203,50**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 159 203,50**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*7 159 203,50*	7 159 203,50
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***7 159 203,50***	**7 159 203,50**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 159 203,50**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 579 295,00		5 579 295,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*885 108,24*	885 108,24
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**5 579 295,00**	***885 108,24***	**6 464 403,24**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			694 800,26
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			7 159 203,50

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 757 055,00**	**0,00**	**0,00**	**6 959 203,50**	**6 959 203,50**	**0,00**	**6 959 203,50**	**6 959 203,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 514 335,00	0,00		6 074 095,26	6 074 095,26		6 074 095,26	6 074 095,26
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 514 335,00**	**0,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 514 335,00**	**0,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*6 242 720,00*			*885 108,24*	*885 108,24*		*885 108,24*	*885 108,24*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 242 720,00**			**885 108,24**	**885 108,24**		**885 108,24**	**885 108,24**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**200 000,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**7 159 203,**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 757 055,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*7 757 055,00*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*	*7 159 203,50*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***7 757 055,00***		***7 159 203,50***	***7 159 203,50***	***7 159 203,50***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**7 159 203,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 757 055,00**	**0,00**	**0,00**	**6 959 203,50**	**6 959 203,50**	**0,00**	**6 959 203,50**	**6 959 203,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 514 335,00	0,00		6 074 095,26	6 074 095,26		6 074 095,26	6 074 095,26
1641	Emprunts en euros	200 000,00	0,00		6 913 119,00	6 913 119,00		6 913 119,00	6 913 119,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	1 314 335,00	0,00		-839 023,74	-839 023,74		-839 023,74	-839 023,74
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 514 335,00**	**0,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**1 514 335,00**	**0,00**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**0,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*6 242 720,00*			*885 108,24*	*885 108,24*		*885 108,24*	*885 108,24*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*6 242 720,00*			*885 108,24*	*885 108,24*		*885 108,24*	*885 108,24*
3555	*Terrains aménagés*	*6 242 720,00*			*885 108,24*	*885 108,24*		*885 108,24*	*885 108,24*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 242 720,00**			**885 108,24**	**885 108,24**		**885 108,24**	**885 108,24**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 757 055,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*7 757 055,00*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*	*7 159 203,50*
3555	*Terrains aménagés*	*7 757 055,00*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*	*7 159 203,50*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***7 757 055,00***		***7 159 203,50***	***7 159 203,50***	***7 159 203,50***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**7 887 155,00**	**0,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**
011	Charges à caractère général (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**80 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**130 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*7 757 055,00*			*7 159 203,50*	*7 159 203,50*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 757 055,00**			**7 159 203,50**	**7 159 203,50**		**7 159 203,50**	**7 159 203,50**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 159 203,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 887 155,00**	**0,00**	**6 464 403,24**	**6 464 403,24**	**6 464 403,24**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 564 335,00	0,00	5 579 295,00	5 579 295,00	5 579 295,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	80 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*6 242 720,00*		*885 108,24*	*885 108,24*	*885 108,24*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 242 720,00**		**885 108,24**	**885 108,24**	**885 108,24**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**694 800,26**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 159 203,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 887 155,00**	**0,00**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**	**0,00**	**7 159 203,50**	**7 159 203,50**
011	Charges à caractère général (5)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**80 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**130 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*7 757 055,00*			*7 159 203,50*	*7 159 203,50*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*7 757 055,00*			*7 159 203,50*	*7 159 203,50*		*7 159 203,50*	*7 159 203,50*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 757 055,00**			**7 159 203,50**	**7 159 203,50**		**7 159 203,50**	**7 159 203,50**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 887 155,00**	**0,00**	**6 464 403,24**	**6 464 403,24**	**6 464 403,24**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 564 335,00	0,00	5 579 295,00	5 579 295,00	5 579 295,00
7015	Ventes de terrains aménagés	1 564 335,00	0,00	5 579 295,00	5 579 295,00	5 579 295,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	80 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	80 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 644 435,00**	**0,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**	**5 579 295,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*6 242 720,00*		*885 108,24*	*885 108,24*	*885 108,24*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*6 242 720,00*		*885 108,24*	*885 108,24*	*885 108,24*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 242 720,00**		**885 108,24**	**885 108,24**	**885 108,24**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 514 335,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**	**7 588 430,26**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-1 514 335,00**	**-6 074 095,26**	**-6 074 095,26**	**-7 588 430,26**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 514 335,00**	**6 074 095,26**	**II 6 074 095,26**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 514 335,00**	**6 074 095,26**	**6 074 095,26**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	200 000,00	6 913 119,00	6 913 119,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 314 335,00	-839 023,74	-839 023,74
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-112
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Eau Potable - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principaux et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Eau potable de la communauté de l'auxerrois tel que présenté ci-dessous :

Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
FONCTIONNEMENT	DEPENSE	4 207 102,88	0,00	4 520 148,84	8 727 251,72
	RECETTE	4 207 102,88	0,00	4 520 148,84	8 727 251,72
FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
INVESTISSEMENT	DEPENSE	8 627 152,88	3 280 865,96	1 731 046,39	13 639 065,23
	RECETTE	8 627 152,88	1 751 980,54	3 259 931,81	13 639 065,23
INVESTISSEMENT		**0,00**	**-1 528 885,42**	**1 528 885,42**	**0,00**

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Eau potable de la Communauté tel que proposé ci-dessus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : EAU POTABLE (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 33
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 34
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 35
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 36
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 37
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 38
A6 - Etat des charges transférées 39
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 40

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 42
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 43
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 44
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 45
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 46
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 47
B1.7 - Etat des engagements reçus 48
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 49
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 50

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 51
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 53
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 54
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 55

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 56

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	4 520 148,84	169 602,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 4 350 546,84
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	4 520 148,84	4 520 148,84

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	659 000,00	3 259 931,81
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	3 280 865,96	1 751 980,54
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 072 046,39	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	5 011 912,35	5 011 912,35

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	9 532 061,19	9 532 061,19

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	373 000,00	0,00	-16 450,00	-16 450,00	356 550,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	473 700,00	0,00	20 000,00	20 000,00	493 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 500,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**897 200,00**	**0,00**	**3 550,00**	**3 550,00**	**900 750,00**
66	Charges financières	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
67	Charges exceptionnelles	45 000,00	0,00	245 450,00	245 450,00	290 450,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**977 200,00**	**0,00**	**2 249 000,00**	**2 249 000,00**	**3 226 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*2 218 255,80*		*2 271 148,84*	*2 271 148,84*	*4 489 404,64*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 011 647,08*		*0,00*	*0,00*	*1 011 647,08*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 229 902,88***		***2 271 148,84***	***2 271 148,84***	***5 501 051,72***
TOTAL		**4 207 102,88**	**0,00**	**4 520 148,84**	**4 520 148,84**	**8 727 251,72**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 727 251,72

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 080 200,00	0,00	21 815,00	21 815,00	4 102 015,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	147 787,00	147 787,00	147 787,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**4 080 200,00**	**0,00**	**169 602,00**	**169 602,00**	**4 249 802,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 080 200,00**	**0,00**	**169 602,00**	**169 602,00**	**4 249 802,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*126 902,88*		*0,00*	*0,00*	*126 902,88*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***126 902,88***		***0,00***	***0,00***	***126 902,88***
TOTAL		**4 207 102,88**	**0,00**	**169 602,00**	**169 602,00**	**4 376 704,88**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	4 350 546,84

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 727 251,72

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	5 374 148,84

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	377 000,00	129 187,05	37 000,00	37 000,00	543 187,05
21	Immobilisations corporelles	150 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	190 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 266 400,00	3 151 678,91	487 000,00	487 000,00	10 905 078,91
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 793 400,00**	**3 280 865,96**	**564 000,00**	**564 000,00**	**11 638 265,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	192 000,00	0,00	0,00	0,00	192 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**192 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 985 400,00**	**3 280 865,96**	**644 000,00**	**644 000,00**	**11 910 265,96**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*126 902,88*		*0,00*	*0,00*	*126 902,88*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*514 850,00*		*15 000,00*	*15 000,00*	*529 850,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***641 752,88***		***15 000,00***	***15 000,00***	***656 752,88***
TOTAL		**8 627 152,88**	**3 280 865,96**	**659 000,00**	**659 000,00**	**12 567 018,84**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 072 046,39

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 639 065,23

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 000 000,00	1 751 980,54	0,00	0,00	2 751 980,54
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 882 400,00	0,00	-1 707 148,84	-1 707 148,84	2 175 251,16
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 882 400,00**	**1 751 980,54**	**-1 707 148,84**	**-1 707 148,84**	**4 927 231,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	2 600 931,81	2 600 931,81	2 600 931,81
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 882 400,00**	**1 751 980,54**	**973 782,97**	**973 782,97**	**7 608 163,51**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 218 255,80*		*2 271 148,84*	*2 271 148,84*	*4 489 404,64*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 011 647,08*		*0,00*	*0,00*	*1 011 647,08*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*514 850,00*		*15 000,00*	*15 000,00*	*529 850,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 744 752,88***		***2 286 148,84***	***2 286 148,84***	***6 030 901,72***
TOTAL		**8 627 152,88**	**1 751 980,54**	**3 259 931,81**	**3 259 931,81**	**13 639 065,23**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 639 065,23**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**5 374 148,84**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-16 450,00		-16 450,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	20 000,00		20 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	245 450,00	*0,00*	245 450,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	2 000 000,00	*0,00*	2 000 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 271 148,84*	2 271 148,84
Dépenses d'exploitation – Total		**2 249 000,00**	***2 271 148,84***	**4 520 148,84**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 520 148,84**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	166 187,05	0,00	166 187,05
21	Immobilisations corporelles (6)	40 000,00	15 000,00	55 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 638 678,91	0,00	3 638 678,91
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	80 000,00	*0,00*	80 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**3 924 865,96**	***15 000,00***	**3 939 865,96**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 072 046,39**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 011 912,35**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	21 815,00		21 815,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	147 787,00		147 787,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**169 602,00**	***0,00***	**169 602,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	4 350 546,84

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 520 148,84

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 751 980,54	*0,00*	1 751 980,54
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 707 148,84	*0,00*	-1 707 148,84
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*15 000,00*	15 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	80 000,00	*0,00*	80 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*2 271 148,84*	2 271 148,84
Recettes d'investissement – Total		**124 831,70**	***2 286 148,84***	**2 410 980,54**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	2 600 931,81

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	5 011 912,35

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**373 000,00**	**-16 450,00**	**-16 450,00**
604	Achats d'études, prestations de services	6 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 300,00	1 550,00	1 550,00
611	Sous-traitance générale	8 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	224 000,00	0,00	0,00
618	Divers	14 200,00	-5 000,00	-5 000,00
6226	Honoraires	46 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	22 500,00	-13 000,00	-13 000,00
63512	Taxes foncières	40 000,00	0,00	0,00
6356	Redevances occupat° domaine public	1 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**473 700,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	45 700,00	20 000,00	20 000,00
6218	Autre personnel extérieur	650,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	3 036,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 376,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 754,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	238 225,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	62 234,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	1 259,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	79 103,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 363,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**50 500,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	800,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	21 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	5 500,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	20 700,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**897 200,00**	**3 550,00**	**3 550,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	35 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**45 000,00**	**245 450,00**	**245 450,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	42 000,00	42 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	40 000,00	203 450,00	203 450,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**977 200,00**	**2 249 000,00**	**2 249 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 218 255,80***	***2 271 148,84***	***2 271 148,84***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 011 647,08***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 011 647,08*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 229 902,88***	***2 271 148,84***	***2 271 148,84***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 229 902,88***	***2 271 148,84***	***2 271 148,84***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 207 102,88**	**4 520 148,84**	**4 520 148,84**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
			RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 520 148,84

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	13 957,55
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	13 957,55
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**4 080 200,00**	**21 815,00**	**21 815,00**
70121	Contre-valeur taxe consommat° eau	4 000 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	25 500,00	15 615,00	15 615,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	54 700,00	6 200,00	6 200,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**147 787,00**	**147 787,00**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	147 787,00	147 787,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**4 080 200,00**	**169 602,00**	**169 602,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**4 080 200,00**	**169 602,00**	**169 602,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***126 902,88***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*126 902,88*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***126 902,88***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**4 207 102,88**	**169 602,00**	**169 602,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**4 350 546,84**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 520 148,84**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**377 000,00**	**37 000,00**	**37 000,00**
2031	Frais d'études	375 000,00	35 000,00	35 000,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	2 000,00	2 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**150 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
2111	Terrains nus	120 000,00	40 000,00	40 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	30 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 266 400,00**	**487 000,00**	**487 000,00**
2313	Constructions	370 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 896 400,00	487 000,00	487 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**7 793 400,00**	**564 000,00**	**564 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**192 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	170 000,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	22 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**192 000,00**	**0,00**	**0,00**
458125083	TRAVAUX CONNEXES VOIRIE AUXERRE EAU POTABLE (6)	0,00	80 000,00	80 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**7 985 400,00**	**644 000,00**	**644 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***126 902,88***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***126 902,88***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*126 902,88*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***514 850,00***	***15 000,00***	***15 000,00***
217531	*Réseaux d'adduction d'eau (mise à dispo)*	*14 850,00*	*15 000,00*	*15 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***641 752,88***	***15 000,00***	***15 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**8 627 152,88**	**659 000,00**	**659 000,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**3 280 865,96**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 072 046,39**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 011 912,35**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	500 000,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	500 000,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**3 882 400,00**	**-1 707 148,84**	**-1 707 148,84**
1641	Emprunts en euros	3 882 400,00	-1 707 148,84	-1 707 148,84
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**4 882 400,00**	**-1 707 148,84**	**-1 707 148,84**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**
1068	Autres réserves	0,00	2 600 931,81	2 600 931,81
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**0,00**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**
458225083	TRAVAUX CONNEXES VOIRIE AUXERRE EAU POTABLE (5)	0,00	80 000,00	80 000,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**4 882 400,00**	**973 782,97**	**973 782,97**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 218 255,80***	***2 271 148,84***	***2 271 148,84***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 011 647,08***	***0,00***	***0,00***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 011 647,08*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***3 229 902,88***	***2 271 148,84***	***2 271 148,84***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***514 850,00***	***15 000,00***	***15 000,00***
2031	*Frais d'études*	*14 850,00*	*15 000,00*	*15 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***3 744 752,88***	***2 286 148,84***	***2 286 148,84***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**8 627 152,88**	**3 259 931,81**	**3 259 931,81**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**1 751 980,54**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 011 912,35**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Suventions établissements nationaux	40	23/03/2017
L	SUBV DEPARTEMENT	40	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 5 ans	5	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 15 ans	15	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 30 ans	30	10/10/2019
L	Subventions régionales reçues 40 ans	40	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues 5 ans	5	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues10 ans	10	10/10/2019
L	Subventions départementales reçues15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Maréríel de transport Camions	10	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-1 072 046,39**	**-1 072 046,39**	**-1 072 046,39**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-1 528 885,42**	**-1 528 885,42**	**-1 528 885,42**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-2 600 931,81**	**-2 600 931,81**	**-2 600 931,81**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**	**2 600 931,81**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-2 600 931,81**	**-2 600 931,81**	**-2 600 931,81**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**318 902,88**	**0,00**	**0,00**	**318 902,88**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**3 229 902,88**	**2 271 148,84**	**2 271 148,84**	**5 501 051,72**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 911 000,00**	**2 271 148,84**	**2 271 148,84**	**5 182 148,84**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 318 902,88**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**192 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	170 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	22 000,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**126 902,88**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*126 902,88*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 229 902,88**	**2 271 148,84**	**VI 2 271 148,84**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 229 902,88**	**2 271 148,84**	**2 271 148,84**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 011 647,08*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 218 255,80*	*2 271 148,84*	*2 271 148,84*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 24067	Intitulé de l'opération : TRAVAUX NPNRU ROSOIRS EAU POTABLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX NPNRU ROSOIRS EAU POTABLE (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 24068	Intitulé de l'opération : TRAVAUX NPNRU STE GENEVIEVE EAU POTABLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX NPNRU STE GENEVIEVE EAU POTABLE (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,0

N° opération : 24068	Intitulé de l'opération : TRAVAUX NPNRU STE GENEVIEVE EAU POTABLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 25083	Intitulé de l'opération : TRAVAUX CONNEXES VOIRIE AUXERRE EAU POTABLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
4581 TRAVAUX CONNEXES VOIRIE AUXERRE EAU POTABLE (5)	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
4582 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-113
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Déchets Collecte - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Déchets collecte de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget déchets collecte de la Communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
DECHETS COLLECTE	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	11 788 226,00	-	3 275 148,60	15 063 374,60
		RECETTE	11 788 226,00	-	3 275 148,60	15 063 374,60
	FONCTIONNEMENT		**-**	**-**	**-**	**-**
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	4 455 424,00	901 686,36	537 400,00	5 814 510,36
		RECETTE	4 455 424,00	171 000,00	1 268 086,36	5 814 510,36
	INVESTISSEMENT		**-**	**- 730 686,36**	**730 686,36**	**-**

2110/5492

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400153

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPAL

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : DECHETS COLLECTE (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 34
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 37
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 41

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 43
A1.01 - Opérations non ventilables 45
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 46
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 79
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 80
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 81
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 84
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 87
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 90
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 91
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 92
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 95
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 97
A2.938 - Fonction 8 - Transports 103

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 107
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 108
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 112
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 114
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 116
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 117
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 118
B3.1 - Etat des provisions constituées 119
B3.2 - Etalement des provisions 121
B4 - Etat des charges transférées 122
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 123
B6 - Prêts 124
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 125
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 126
B7.3 - Etat des emprunts garantis 127
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 128
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 129
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 130
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 131
B7.8 - Autres engagements donnés 132
B7.9 - Autres engagements reçus 133
B8 - Subventions versées 134
B9 - Etat du personnel 135
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 137
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 138
B11.2 - Liste des établissements publics créés 139
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 140

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 141
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 142
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 143

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 145
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 146
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 147
D3 - Décisions en matière de taux 149
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 150
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 151
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 153
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 154

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 155

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	12345

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	11 318 731,35	12 536 692,74	2 787 241,73	A1	4 005 203,12
Investissement	416 814,81	675 825,34	(3) 693 237,21	A2	952 247,74
Fonctionnement	10 901 916,54	11 860 867,40	(4) 2 094 004,52	A3	3 052 955,38

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	901 686,36	III + IV	171 000,00	B1	-730 686,36
Investissement	I	901 686,36	III	171 000,00	B2	-730 686,36
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	3 274 516,76
Investissement	**A2 + B2**	221 561,38
Fonctionnement	**A3 + B3**	3 052 955,38

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	901 686,36
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		99 957,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		801 729,36
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**171 000,00**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**171 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	537 400,00	312 429,06
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	901 686,36	171 000,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 955 657,30
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	1 439 086,36	1 439 086,36

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	3 275 148,60	221 700,34
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 053 448,26
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	3 275 148,60	3 275 148,60

TOTAL DU BUDGET (5)	4 714 234,96	4 714 234,96

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	210 300,00	99 957,00	0,00	0,00	310 257,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	2 034 824,00	801 729,36	269 900,00	269 900,00	3 106 453,36
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	2 179 635,00	0,00	267 500,00	267 500,00	2 447 135,00
Total des dépenses d'équipement		**4 424 759,00**	**901 686,36**	**537 400,00**	**537 400,00**	**5 863 845,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 426 259,00**	**901 686,36**	**537 400,00**	**537 400,00**	**5 865 345,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*29 165,00*		*0,00*	*0,00*	*29 165,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***29 165,00***		***0,00***	***0,00***	***29 165,00***

TOTAL	**4 455 424,00**	**901 686,36**	**537 400,00**	**537 400,00**	**5 894 510,36**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**5 894 510,36**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	171 000,00	209 442,00	209 442,00	380 442,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	3 755 424,00	0,00	-2 552 921,34	-2 552 921,34	1 202 502,66
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**1 582 944,66**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**1 582 944,66**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***700 000,00***		***2 655 908,40***	***2 655 908,40***	***3 355 908,40***

TOTAL	**4 455 424,00**	**171 000,00**	**312 429,06**	**312 429,06**	**4 938 853,06**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**955 657,30**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 894 510,36**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**3 326 743,40**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	7 853 264,00	0,00	321 230,00	321 230,00	8 174 494,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	3 130 162,00	0,00	284 000,00	284 000,00	3 414 162,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	104 800,00	0,00	9 010,20	9 010,20	113 810,20
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**11 088 226,00**	**0,00**	**614 240,20**	**614 240,20**	**11 702 466,20**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**11 088 226,00**	**0,00**	**619 240,20**	**619 240,20**	**11 707 466,20**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*700 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***700 000,00***		***2 655 908,40***	***2 655 908,40***	***3 355 908,40***

TOTAL	**11 788 226,00**	**0,00**	**3 275 148,60**	**3 275 148,60**	**15 063 374,60**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 063 374,60**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 625 100,00	0,00	121 563,34	121 563,34	1 746 663,34
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 490 461,00	0,00	41 848,00	41 848,00	9 532 309,00
74	Dotations et participations (4)	643 500,00	0,00	58 289,00	58 289,00	701 789,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**11 980 761,34**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**11 980 761,34**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*29 165,00*		*0,00*	*0,00*	*29 165,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***29 165,00***		***0,00***	***0,00***	***29 165,00***
TOTAL		**11 788 226,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**12 009 926,34**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 053 448,26**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 063 374,60**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**3 326 743,40**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		99 957,00	*0,00*	99 957,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		1 071 629,36	*0,00*	1 071 629,36
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		267 500,00	*0,00*	*267 500,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**1 439 086,36**	***0,00***	**1 439 086,36**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 439 086,36**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	321 230,00		321 230,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	284 000,00		284 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	9 010,20	*0,00*	9 010,20
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	5 000,00	*0,00*	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 655 908,40*	2 655 908,40
	Dépenses de fonctionnement – Total	**619 240,20**	***2 655 908,40***	**3 275 148,60**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 275 148,60**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		380 442,00	*0,00*	380 442,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-2 552 921,34	*0,00*	-2 552 921,34
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*2 655 908,40*	2 655 908,40
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-2 172 479,34**	***2 655 908,40***	**483 429,06**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**955 657,30**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 439 086,36**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	121 563,34		121 563,34
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	41 848,00		41 848,00
74	Dotations et participations (8)	58 289,00		58 289,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**221 700,34**	***0,00***	**221 700,34**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			3 053 448,26
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			3 275 148,60

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 455 424,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	210 300,00	99 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 957,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 034 824,00	801 729,36	0,00	269 900,00	269 900,00	0,00	269 900,00	1 071 629,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 179 635,00	0,00	0,00	267 500,00	267 500,00	0,00	267 500,00	267 500,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**4 424 759,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**4 426 259,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*29 165,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 165,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**1 439 086,**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 455 424,00**	**171 000,00**	**312 429,06**	**312 429,06**	**483 429,06**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	171 000,00	209 442,00	209 442,00	380 442,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 755 424,00	0,00	-2 552 921,34	-2 552 921,34	-2 552 921,34
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**-2 172 479,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**-2 172 479,34**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***700 000,00***		***2 655 908,40***	***2 655 908,40***	***2 655 908,40***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**955 657,30**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**1 439 086,36**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 455 424,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	210 300,00	99 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 957,00
2031	Frais d'études	206 300,00	97 980,00		0,00	0,00	0,00	0,00	97 980,00
2033	Frais d'insertion	4 000,00	864,00		0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 113,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 113,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 034 824,00	801 729,36	0,00	269 900,00	269 900,00	0,00	269 900,00	1 071 629,36
2111	Terrains nus	30 000,00	0,00		167 500,00	167 500,00	0,00	167 500,00	167 500,00
2128	Autres agencements et aménagements	576,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
21351	Bâtiments publics	110 000,00	78 052,73		0,00	0,00	0,00	0,00	78 052,73
2152	Installations de voirie	210 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 382 255,49	0,00		63 000,00	63 000,00	0,00	63 000,00	63 000,00
21828	Autres matériels de transport	236 594,00	723 676,63		-235 000,00	-235 000,00	0,00	-235 000,00	488 676,63
21838	Autre matériel informatique	3 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	57 198,51	0,00		269 400,00	269 400,00	0,00	269 400,00	269 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 179 635,00	0,00	0,00	267 500,00	267 500,00	0,00	267 500,00	267 500,00
2313	Constructions	734 000,00	0,00		267 500,00	267 500,00	0,00	267 500,00	267 500,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 445 635,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**4 424 759,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**4 426 259,00**	**901 686,36**	**0,00**	**537 400,00**	**537 400,00**	**0,00**	**537 400,00**	**1 439 086,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*29 165,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*29 165,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*29 165,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 165,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
24054	VEHICULES NOUVELLE STRATEGIE	INVAP24054	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24054
LIBELLE : VEHICULES NOUVELLE STRATEGIE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : INVAP24054

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		110 000,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 455 424,00**	**171 000,00**	**312 429,06**	**312 429,06**	**483 429,06**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	171 000,00	209 442,00	209 442,00	380 442,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	44 262,00	44 262,00	44 262,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	171 000,00	165 180,00	165 180,00	336 180,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	3 755 424,00	0,00	-2 552 921,34	-2 552 921,34	-2 552 921,34
1641	Emprunts en euros	3 755 424,00	0,00	-2 552 921,34	-2 552 921,34	-2 552 921,34
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**-2 172 479,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 755 424,00**	**171 000,00**	**-2 343 479,34**	**-2 343 479,34**	**-2 172 479,34**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***700 000,00***		***2 655 908,40***	***2 655 908,40***	***2 655 908,40***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 788 226,00**	**0,00**	**0,00**	**3 275 148,60**	**3 275 148,60**	**0,00**	**3 275 148,60**	**3 275 148,60**
011	Charges à caractère général (4)	7 853 264,00	0,00	0,00	321 230,00	321 230,00	0,00	321 230,00	321 230,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	3 130 162,00	0,00		284 000,00	284 000,00		284 000,00	284 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	104 800,00	0,00	0,00	9 010,20	9 010,20	0,00	9 010,20	9 010,20
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 088 226,00**	**0,00**	**0,00**	**614 240,20**	**614 240,20**	**0,00**	**614 240,20**	**614 240,20**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**		**5 000,00**	**5 000,00**
Total des dépenses réelles		**11 088 226,00**	**0,00**	**0,00**	**619 240,20**	**619 240,20**	**0,00**	**619 240,20**	**619 240,20**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*2 655 908,40*	*2 655 908,40*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**700 000,00**			**2 655 908,40**	**2 655 908,40**		**2 655 908,40**	**2 655 908,40**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**3 275 148,60**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 788 226,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 625 100,00	0,00	121 563,34	121 563,34	121 563,34
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 490 461,00	0,00	41 848,00	41 848,00	41 848,00
74	Dotations et participations (3)	643 500,00	0,00	58 289,00	58 289,00	58 289,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*29 165,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**29 165,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**3 053 448,26**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**3 275 148,60**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 788 226,00**	**0,00**	**0,00**	**3 275 148,60**	**3 275 148,60**	**0,00**	**3 275 148,60**	**3 275 148,60**
011	Charges à caractère général (5)	7 853 264,00	0,00	0,00	321 230,00	321 230,00	0,00	321 230,00	321 230,00
60611	Eau et assainissement	1 389,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	240 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	45 360,35	0,00		-33 000,00	-33 000,00	0,00	-33 000,00	-33 000,00
60631	Fournitures d'entretien	7 602,34	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	51 092,00	0,00		-20 000,00	-20 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	25 578,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 550 912,96	0,00		310 850,00	310 850,00	0,00	310 850,00	310 850,00
6132	Locations immobilières	99 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	39 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	13 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	133 572,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 954,00	0,00		13 000,00	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00
6156	Maintenance	44 759,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	2 055,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	102 365,31	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	12 000,00	0,00		2 880,00	2 880,00	0,00	2 880,00	2 880,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	39 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6238	Divers	6 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	184,04	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	68 500,00	0,00		5 500,00	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	52 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	63 000,00	0,00		-25 000,00	-25 000,00	0,00	-25 000,00	-25 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	109 300,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	4 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	3 130 162,00	0,00		284 000,00	284 000,00		284 000,00	284 000,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	178 700,00	0,00		234 000,00	234 000,00		234 000,00	234 000,00
6218	Autre personnel extérieur	102 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	17 981,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 083,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	16 205,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 382 343,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	25 264,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	3 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	283 272,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	230 232,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	42 109,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	290 454,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	515 192,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	11 029,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	428,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	8 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	104 800,00	0,00	0,00	9 010,20	9 010,20	0,00	9 010,20	9 010,20
65132	Prix	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	50 000,00	0,00		7 810,20	7 810,20	0,00	7 810,20	7 810,20
65818	Autres	700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	240,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
65888	Autres	2 860,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 088 226,00**	**0,00**	**0,00**	**614 240,20**	**614 240,20**	**0,00**	**614 240,20**	**614 240,20**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**		**5 000,00**	**5 000,00**
Total des dépenses réelles		**11 088 226,00**	**0,00**	**0,00**	**619 240,20**	**619 240,20**	**0,00**	**619 240,20**	**619 240,20**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*2 655 908,40*	*2 655 908,40*		*2 655 908,40*	*2 655 908,40*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**700 000,00**			**2 655 908,40**	**2 655 908,40**		**2 655 908,40**	**2 655 908,40**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 788 226,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 625 100,00	0,00	121 563,34	121 563,34	121 563,34
7013	Ventes de produits résiduels	520 000,00	0,00	1 800,00	1 800,00	1 800,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	5 553,00	5 553,00	5 553,00
70878	Remb. frais par des tiers	3 100,00	0,00	89 210,34	89 210,34	89 210,34
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 490 461,00	0,00	41 848,00	41 848,00	41 848,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	2 182,00	2 182,00	2 182,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	9 490 461,00	0,00	39 666,00	39 666,00	39 666,00
74	Dotations et participations (4)	643 500,00	0,00	58 289,00	58 289,00	58 289,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	4 219,00	4 219,00	4 219,00
747888	Autres	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
74888	Autres	643 500,00	0,00	33 070,00	33 070,00	33 070,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**11 759 061,00**	**0,00**	**221 700,34**	**221 700,34**	**221 700,34**

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	***29 165,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*29 165,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**29 165,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**197 500,00**	**4 766 159,00**	**0,00**		**4 963 659,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 500,00	0,00		1 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	210 300,00	0,00		210 300,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	197 500,00	2 107 224,00	0,00		2 304 724,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	2 447 135,00	0,00		2 447 135,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 411 944,66**	**0,00**		**1 411 944,66**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	209 442,00	0,00		209 442,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 202 502,66	0,00		1 202 502,66
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**197 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	197 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**197 500,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**84 000,00**	**9 392,88**	**4 398 190,12**	**274 576,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	4 000,00	0,00	206 300,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 576,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	80 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 655 255,49	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 392,88	326 999,63	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 179 635,00	267 500,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 411 944,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	209 442,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202 502,66	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 766 159,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 300,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 576,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 655 255,49
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 392,51
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 447 135,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 411 944,66**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 442,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202 502,66

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 707 466,20**	**0,00**		**11 707 466,20**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	8 174 494,00	0,00		8 174 494,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	3 414 162,00	0,00		3 414 162,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	113 810,20	0,00		113 810,20
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00		5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 980 761,34**	**0,00**		**11 980 761,34**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	1 746 663,34	0,00		1 746 663,34
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	9 532 309,00	0,00		9 532 309,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	701 789,00	0,00		701 789,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**299 253,20**	**315 703,69**	**5 690 577,31**	**5 401 932,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 650,00	7 864,69	364 507,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	58 538,00	34 000,00	1 966 292,96	4 802 932,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	48 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	3 200,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	3 600,00	0,00	213 485,00	5 200,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	2 055,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	79 865,31	22 500,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	500,00	12 000,00	2 880,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00	412 700,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	4 000,00	45 900,00	540,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	50 000,00	0,00	132 484,04	149 300,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	2 651,00	39 618,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	4 700,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	133 605,00	1 882 985,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	54 683,00	762 420,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	23 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	28 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	57 810,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	4 300,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 070,00**	**10 715 191,34**	**1 232 500,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	520 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	25 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	53 863,34	44 000,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	9 532 309,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	25 219,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	33 070,00	0,00	643 500,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0.

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 707 466,20**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 021,69
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 861 762,96
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 285,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 055,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 365,31
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 380,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 700,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 440,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 784,04
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 269,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 016 590,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	817 103,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 810,20
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 980 761,34**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	521 800,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 863,34
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 532 309,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 219,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	676 570,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**955 657,30**	**955 657,30**	**955 657,30**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-730 686,36**	**-730 686,36**	**-730 686,36**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**224 970,94**	**224 970,94**	**224 970,94**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**224 970,94**	**224 970,94**	**224 970,94**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**224 970,94**	**224 970,94**	**224 970,94**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**29 165,00**	**0,00**	**0,00**	**29 165,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**700 000,00**	**2 655 908,40**	**2 655 908,40**	**3 355 908,40**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**670 835,00**	**2 655 908,40**	**2 655 908,40**	**3 326 743,40**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 29 165,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**29 165,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*29 165,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 700 000,00**	**2 655 908,40**	**VI 2 655 908,40**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**700 000,00**	**2 655 908,40**	**2 655 908,40**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*2 655 908,40*	*2 655 908,40*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D5.2**

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-114
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Mobilité durable- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Mobilité durable de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Mobilité durable de la communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
MOBILITE DURABLE	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	10 639 927,92	-	533 500,00	10 771 427,92
		RECETTE	10 639 927,92	-	533 500,00	10 771 427,92
	FONCTIONNEMENT		**-**	**-**	**-**	**-**
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	511 187,92	-	1 289 943,33	1 399 131,25
		RECETTE	511 187,92	774 113,10	515 830,23	1 399 131,25
	INVESTISSEMENT		**-**	**774 113,10**	**- 774 113,10**	**-**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : MOBILITE DURABLE (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 33
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 34
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 35
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 36
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 37
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 38
A6 - Etat des charges transférées 39
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 40

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 41
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 42
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 43
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 44
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 45
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 46
B1.7 - Etat des engagements reçus 47
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 48
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 49

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 50
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 52
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 53
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 54

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 55

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	533 500,00	533 500,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	533 500,00	533 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	402 000,00	515 830,23
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	774 113,10
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 887 943,33	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 289 943,33	1 289 943,33

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 823 443,33	1 823 443,33

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	9 854 540,00	0,00	2 500,00	2 500,00	9 857 040,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	185 700,00	0,00	124 000,00	124 000,00	309 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
65	Autres charges de gestion courante	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 068 740,00**	**0,00**	**131 500,00**	**131 500,00**	**10 200 240,00**
66	Charges financières	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**10 128 740,00**	**0,00**	**131 500,00**	**131 500,00**	**10 260 240,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*511 187,92*		*402 000,00*	*402 000,00*	*913 187,92*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***511 187,92***		***402 000,00***	***402 000,00***	***913 187,92***
TOTAL		**10 639 927,92**	**0,00**	**533 500,00**	**533 500,00**	**11 173 427,92**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 173 427,92

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 239 544,00	0,00	0,00	0,00	1 239 544,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	6 190 100,00	0,00	263 500,00	263 500,00	6 453 600,00
74	Subventions d'exploitation	2 927 731,92	0,00	207 000,00	207 000,00	3 134 731,92
75	Autres produits de gestion courante	208 233,00	0,00	0,00	0,00	208 233,00
Total des recettes de gestion des services		**10 565 608,92**	**0,00**	**470 500,00**	**470 500,00**	**11 036 108,92**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**10 565 608,92**	**0,00**	**470 500,00**	**470 500,00**	**11 036 108,92**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*74 319,00*		*63 000,00*	*63 000,00*	*137 319,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***74 319,00***		***63 000,00***	***63 000,00***	***137 319,00***
TOTAL		**10 639 927,92**	**0,00**	**533 500,00**	**533 500,00**	**11 173 427,92**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 173 427,92

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	775 868,92

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	160 868,92	0,00	339 000,00	339 000,00	499 868,92
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**160 868,92**	**0,00**	**339 000,00**	**339 000,00**	**499 868,92**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	276 000,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**276 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**436 868,92**	**0,00**	**339 000,00**	**339 000,00**	**775 868,92**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*74 319,00*		*63 000,00*	*63 000,00*	*137 319,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***74 319,00***		***63 000,00***	***63 000,00***	***137 319,00***
TOTAL		**511 187,92**	**0,00**	**402 000,00**	**402 000,00**	**913 187,92**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	887 943,33

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 801 131,25

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	774 113,10	0,00	0,00	774 113,10
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**774 113,10**	**0,00**	**0,00**	**774 113,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	113 830,23	113 830,23	113 830,23
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**113 830,23**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**774 113,10**	**113 830,23**	**113 830,23**	**887 943,33**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*511 187,92*		*402 000,00*	*402 000,00*	*913 187,92*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***511 187,92***		***402 000,00***	***402 000,00***	***913 187,92***
TOTAL		**511 187,92**	**774 113,10**	**515 830,23**	**515 830,23**	**1 801 131,25**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 801 131,25**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**775 868,92**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 500,00		2 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	124 000,00		124 000,00
014	Atténuations de produits	5 000,00		5 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*402 000,00*	402 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**131 500,00**	***402 000,00***	**533 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**533 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*63 000,00*	63 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	339 000,00	0,00	339 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**339 000,00**	***63 000,00***	**402 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**887 943,33**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 289 943,33**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	263 500,00		263 500,00
74	Subventions d'exploitation	207 000,00		207 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*63 000,00*	63 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**470 500,00**	***63 000,00***	**533 500,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	533 500,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	774 113,10	*0,00*	774 113,10
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*402 000,00*	402 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**774 113,10**	***402 000,00***	**1 176 113,10**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	113 830,23

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 289 943,33

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**9 854 540,00**	**2 500,00**	**2 500,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	3 287,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	9 847 403,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	3 850,00	2 500,00	2 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**185 700,00**	**124 000,00**	**124 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	123 700,00	124 000,00	124 000,00
6331	Versement de mobilité	478,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	217,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	435,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	33 276,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	10 232,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 963,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	529,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 870,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	0,00	5 000,00	5 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**28 500,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités élus	21 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	5 500,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**10 068 740,00**	**131 500,00**	**131 500,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	60 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**10 128 740,00**	**131 500,00**	**131 500,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*511 187,92*	*402 000,00*	*402 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**10 639 927,92**	**533 500,00**	**533 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**533 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 239 544,00**	**0,00**	**0,00**
7061	Transport de voyageur	1 189 294,00	0,00	0,00
7068	Services accessoires transports	20 250,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	30 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**6 190 100,00**	**263 500,00**	**263 500,00**
734	Versement de mobilité	6 190 100,00	263 500,00	263 500,00
74	**Subventions d'exploitation**	**2 927 731,92**	**207 000,00**	**207 000,00**
7471	Subv. exploitat° État	457 850,00	0,00	0,00
7472	Subv. exploitat° Régions	1 119 317,50	0,00	0,00
7475	Subv. exploitat° Groupements	1 350 564,42	207 000,00	207 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**208 233,00**	**0,00**	**0,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	208 233,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**10 565 608,92**	**470 500,00**	**470 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**10 565 608,92**	**470 500,00**	**470 500,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***74 319,00***	***63 000,00***	***63 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*74 319,00*	*63 000,00*	*63 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***74 319,00***	***63 000,00***	***63 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**10 639 927,92**	**533 500,00**	**533 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**533 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**160 868,92**	**339 000,00**	**339 000,00**
2111	Terrains nus	100 000,00	-99 999,00	-99 999,00
2188	Autres immobilisations corporelles	60 868,92	438 999,00	438 999,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**160 868,92**	**339 000,00**	**339 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	276 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**436 868,92**	**339 000,00**	**339 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***74 319,00***	***63 000,00***	***63 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***74 319,00***	***63 000,00***	***63 000,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*74 319,00*	*63 000,00*	*63 000,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***74 319,00***	***63 000,00***	***63 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**511 187,92**	**402 000,00**	**402 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**887 943,33**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 289 943,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**
1068	Autres réserves	0,00	113 830,23	113 830,23
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*511 187,92*	*402 000,00*	*402 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***511 187,92***	***402 000,00***	***402 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**511 187,92**	**515 830,23**	**515 830,23**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**774 113,10**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 289 943,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BUS HYDROGENE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**3 145 800,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 677 275,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	2 658 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**468 525,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	468 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-887 943,33**	**-887 943,33**	**-887 943,33**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**774 113,10**	**774 113,10**	**774 113,10**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-113 830,23**	**-113 830,23**	**-113 830,23**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vot
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**113 830,23**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-113 830,23**	**-113 830,23**	**-113 830,23**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**350 319,00**	**63 000,00**	**63 000,00**	**413 319,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**511 187,92**	**402 000,00**	**402 000,00**	**913 187,92**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**160 868,92**	**339 000,00**	**339 000,00**	**499 868,92**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 350 319,00**	**63 000,00**	**II 63 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	276 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**74 319,00**	**63 000,00**	**63 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*74 319,00*	*63 000,00*	*63 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 511 187,92**	**402 000,00**	**VI 402 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**511 187,92**	**402 000,00**	**402 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28153	*Installations à caractère spécifique*	*511 187,92*	*402 000,00*	*402 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-115
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Eco-pôle de Venoy - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Eco-pôle de Venoy de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Eco-pôle de Venoy de la communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
ECO-POLE ZAE VENOY	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	3 390 749,92	-	4 350,00	3 395 099,92
		RECETTE	3 390 749,92	-	4 350,00	3 395 099,92
	FONCTIONNEMENT		-	-	-	-
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	3 390 749,92	-	1 663 823,25	5 054 573,17
		RECETTE	3 390 749,92	-	1 663 823,25	5 054 573,17
	INVESTISSEMENT		-	-	-	-

2322/5492

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400179

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : ECO-POLE ZAE VENOY (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 108
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 110
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 111
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 112
B3.1 - Etat des provisions constituées 113
B3.2 - Etalement des provisions 115
B4 - Etat des charges transférées 116
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 117
B6 - Prêts 118
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 119
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 120
B7.3 - Etat des emprunts garantis 121
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 122
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 124
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 125
B7.8 - Autres engagements donnés 126
B7.9 - Autres engagements reçus 127
B8 - Subventions versées 128
B9 - Etat du personnel 129
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 131
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 132
B11.2 - Liste des établissements publics créés 133
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 134

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 135
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 136
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 137

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 138
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 139
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 140
D3 - Décisions en matière de taux 142
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 143
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 144
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 146
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 147

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 148

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	12345

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	3 641 788,75	3 328 457,55	-1 507 558,72	A1	-1 820 889,92
Investissement	1 820 889,92	1 507 558,72	(3) -1 507 558,72	A2	-1 820 889,92
Fonctionnement	1 820 898,83	1 820 898,83	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-1 820 889,92
Investissement	**A2 + B2**	-1 820 889,92
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-157 066,67	1 663 823,25
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 1 820 889,92	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	1 663 823,25	1 663 823,25

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	4 350,00	4 350,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	4 350,00	4 350,00

TOTAL DU BUDGET (5)	1 668 173,25	1 668 173,25

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*3 390 749,92*		*-157 066,67*	*-157 066,67*	*3 233 683,25*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***3 390 749,92***		***-157 066,67***	***-157 066,67***	***3 233 683,25***

TOTAL	**3 390 749,92**	**0,00**	**-157 066,67**	**-157 066,67**	**3 233 683,25**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 820 889,92**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 054 573,17**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	1 569 860,00	0,00	1 663 823,25	1 663 823,25	3 233 683,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**3 233 683,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**3 233 683,25**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 820 889,92*		*0,00*	*0,00*	*1 820 889,92*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 820 889,92***		***0,00***	***0,00***	***1 820 889,92***

TOTAL	**3 390 749,92**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**5 054 573,17**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 054 573,17**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-1 412 793,33**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	1 569 860,00	0,00	4 350,00	4 350,00	1 574 210,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 569 860,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**1 574 210,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 569 860,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**1 574 210,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 820 889,92*		*0,00*	*0,00*	*1 820 889,92*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 820 889,92***		***0,00***	***0,00***	***1 820 889,92***

TOTAL	**3 390 749,92**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**3 395 099,92**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 395 099,92**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	161 416,67	161 416,67	161 416,67
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**161 416,67**	**161 416,67**	**161 416,67**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*3 390 749,92*		*-157 066,67*	*-157 066,67*	*3 233 683,25*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***3 390 749,92***		***-157 066,67***	***-157 066,67***	***3 233 683,25***
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**3 395 099,92**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 395 099,92**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-1 412 793,33**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-157 066,67*	-157 066,67
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***-157 066,67***	**-157 066,67**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 820 889,92**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 663 823,25**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	4 350,00		4 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**4 350,00**	***0,00***	**4 350,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 350,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 663 823,25	*0,00*	1 663 823,25
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 663 823,25**	***0,00***	**1 663 823,25**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 663 823,25**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-157 066,67*	-157 066,67
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	161 416,67	*0,00*	161 416,67
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**161 416,67**	***-157 066,67***	**4 350,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			4 350,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**0,00**	**-157 066,67**	**-157 066,67**	**0,00**	**-157 066,67**	**-157 066,67**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*3 390 749,92*			*-157 066,67*	*-157 066,67*		*-157 066,67*	*-157 066,67*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 390 749,92**			**-157 066,67**	**-157 066,67**		**-157 066,67**	**-157 066,67**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**1 820 889,92**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**1 663 823,**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 569 860,00	0,00	1 663 823,25	1 663 823,25	1 663 823,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 820 889,92*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 820 889,92***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**1 663 823,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**0,00**	**-157 066,67**	**-157 066,67**	**0,00**	**-157 066,67**	**-157 066,67**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*3 390 749,92*			*-157 066,67*	*-157 066,67*		*-157 066,67*	*-157 066,67*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*3 390 749,92*			*-157 066,67*	*-157 066,67*		*-157 066,67*	*-157 066,67*
3351	*Terrains*	*1 656 811,97*			*-161 416,67*	*-161 416,67*		*-161 416,67*	*-161 416,67*
3354	*Etudes et prestations de services*	*210 407,70*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*1 486 670,25*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*36 860,00*			*4 350,00*	*4 350,00*		*4 350,00*	*4 350,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 390 749,92**			**-157 066,67**	**-157 066,67**		**-157 066,67**	**-157 066,67**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	1 569 860,00	0,00	1 663 823,25	1 663 823,25	1 663 823,25
1641	Emprunts en euros	1 569 860,00	0,00	1 663 823,25	1 663 823,25	1 663 823,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 569 860,00**	**0,00**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**	**1 663 823,25**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 820 889,92*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*1 656 811,97*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*135 407,70*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*28 670,25*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 820 889,92***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 569 860,00	0,00	0,00	4 350,00	4 350,00	0,00	4 350,00	4 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 569 860,00**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 569 860,00**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 820 889,92*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 820 889,92**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**4 350,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	161 416,67	161 416,67	161 416,67
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**161 416,67**	**161 416,67**	**161 416,67**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**161 416,67**	**161 416,67**	**161 416,67**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 390 749,92*		*-157 066,67*	*-157 066,67*	*-157 066,67*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 390 749,92**		**-157 066,67**	**-157 066,67**	**-157 066,67**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**4 350,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
011	Charges à caractère général (5)	1 569 860,00	0,00	0,00	4 350,00	4 350,00	0,00	4 350,00	4 350,00
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 455 650,00	0,00		2 350,00	2 350,00	0,00	2 350,00	2 350,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	39 210,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 569 860,00**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 569 860,00**	**0,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 820 889,92*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 820 889,92*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 820 889,92**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 390 749,92**	**0,00**	**4 350,00**	**4 350,00**	**4 350,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	161 416,67	161 416,67	161 416,67
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	161 416,67	161 416,67	161 416,67
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**161 416,67**	**161 416,67**	**161 416,67**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*3 390 749,92*		*-157 066,67*	*-157 066,67*	*-157 066,67*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*3 390 749,92*		*-157 066,67*	*-157 066,67*	*-157 066,67*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 390 749,92**		**-157 066,67**	**-157 066,67**	**-157 066,67**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**	**-1 820 889,92**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-116
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget H2 Mignottes - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget H2 Mignottes de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget H2 Mignottes de la communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	1 570 448,93	-	- 345 000,00	1 225 448,93
		RECETTE	1 570 448,93	-	- 345 000,00	1 225 448,93
	FONCTIONNEMENT		-	-	-	-
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	1 570 448,93	-	- 38 737,07	1 531 711,86
		RECETTE	1 570 448,93	-	- 38 737,07	1 531 711,86
	INVESTISSEMENT		-	-	-	-

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400161

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 108
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 110
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 111
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 112
B3.1 - Etat des provisions constituées 113
B3.2 - Etalement des provisions 115
B4 - Etat des charges transférées 116
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 117
B6 - Prêts 118
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 119
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 120
B7.3 - Etat des emprunts garantis 121
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 122
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 124
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 125
B7.8 - Autres engagements donnés 126
B7.9 - Autres engagements reçus 127
B8 - Subventions versées 128
B9 - Etat du personnel 129
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 131
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 132
B11.2 - Liste des établissements publics créés 133
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 134

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 135
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 136
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 137

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 138
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 139
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 140
D3 - Décisions en matière de taux 142
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 143
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 144
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 146
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 147

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 148

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	12345

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	612 525,86	340 332,93	-34 070,00 A1	-306 262,93
Investissement	306 262,93	34 070,00	(3) -34 070,00 A2	-306 262,93
Fonctionnement	306 262,93	306 262,93	(4) 0,00 A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-306 262,93
Investissement	**A2 + B2**	-306 262,93
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-345 000,00	-38 737,07
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 306 262,93	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-38 737,07	-38 737,07

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-345 000,00	-345 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-345 000,00	-345 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-383 737,07	-383 737,07

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 570 448,93*		*-345 000,00*	*-345 000,00*	*1 225 448,93*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 570 448,93***		***-345 000,00***	***-345 000,00***	***1 225 448,93***

TOTAL	**1 570 448,93**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**1 225 448,93**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**306 262,93**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**1 531 711,86**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	1 259 100,00	0,00	-38 737,07	-38 737,07	1 220 362,93
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**1 220 362,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**1 220 362,93**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*311 348,93*		*0,00*	*0,00*	*311 348,93*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***311 348,93***		***0,00***	***0,00***	***311 348,93***

TOTAL	**1 570 448,93**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**1 531 711,86**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 531 711,86**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-914 100,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	1 259 100,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00	914 100,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 259 100,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**914 100,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 259 100,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**914 100,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*311 348,93*		*0,00*	*0,00*	*311 348,93*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***311 348,93***		***0,00***	***0,00***	***311 348,93***

TOTAL	**1 570 448,93**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**1 225 448,93**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 225 448,93**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 570 448,93*		*-345 000,00*	*-345 000,00*	*1 225 448,93*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 570 448,93***		***-345 000,00***	***-345 000,00***	***1 225 448,93***
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**1 225 448,93**
					+	
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		**0,00**
					=	
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**1 225 448,93**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-914 100,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-345 000,00*	-345 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***-345 000,00***	**-345 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**306 262,93**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-38 737,07**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-345 000,00		-345 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-345 000,00**	***0,00***	**-345 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-345 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-38 737,07	*0,00*	-38 737,07
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**-38 737,07**	***0,00***	**-38 737,07**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-38 737,07**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-345 000,00*	-345 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***-345 000,00***	**-345 000,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			-345 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 570 448,93*			*-345 000,00*	*-345 000,00*		*-345 000,00*	*-345 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 570 448,93**			**-345 000,00**	**-345 000,00**		**-345 000,00**	**-345 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**306 262,93**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**-38 737,(**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 259 100,00	0,00	-38 737,07	-38 737,07	-38 737,07
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*311 348,93*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***311 348,93***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-38 737,07**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 570 448,93*			*-345 000,00*	*-345 000,00*		*-345 000,00*	*-345 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*1 570 448,93*			*-345 000,00*	*-345 000,00*		*-345 000,00*	*-345 000,00*
3351	*Terrains*	*250 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*151 747,49*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*1 130 601,44*			*-345 000,00*	*-345 000,00*		*-345 000,00*	*-345 000,00*
33581	*Frais accessoires*	*38 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 570 448,93**			**-345 000,00**	**-345 000,00**		**-345 000,00**	**-345 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	1 259 100,00	0,00	-38 737,07	-38 737,07	-38 737,07
1641	Emprunts en euros	1 259 100,00	0,00	-38 737,07	-38 737,07	-38 737,07
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 259 100,00**	**0,00**	**-38 737,07**	**-38 737,07**	**-38 737,07**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*311 348,93*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*65 747,49*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*245 601,44*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***311 348,93***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 259 100,00	0,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 259 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 259 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*311 348,93*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**311 348,93**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-345 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 570 448,93*		*-345 000,00*	*-345 000,00*	*-345 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 570 448,93**		**-345 000,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-345 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	1 259 100,00	0,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00
6015	Terrains à aménager	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	86 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	885 000,00	0,00		-345 000,00	-345 000,00	0,00	-345 000,00	-345 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	38 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 259 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 259 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*311 348,93*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	***311 348,93***			***0,00***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**311 348,93**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 570 448,93**	**0,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 570 448,93*		*-345 000,00*	*-345 000,00*	*-345 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 570 448,93*		*-345 000,00*	*-345 000,00*	*-345 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 570 448,93**		**-345 000,00**	**-345 000,00**	**-345 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-306 262,93**	**-306 262,93**	**-306 262,93**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-306 262,93**	**-306 262,93**	**-306 262,93**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-306 262,93**	**-306 262,93**	**-306 262,93**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-306 262,93**	**-306 262,93**	**-306 262,93**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-117
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Aéro parc - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Aéro Parc de la communauté de l'auxerrois tel que présenté ci-dessous :

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Aéroparc de la Communauté tel que proposé ci-dessus.

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
AERO PARC	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	1 320 905,00	-	- 480 000,00	840 905,00
		RECETTE	1 320 905,00	-	- 480 000,00	840 905,00
	FONCTIONNEMENT		-	-	-	-
	INVESTISSEMENT	DEPENSE	1 320 905,00	-	- 468 095,00	852 810,00
		RECETTE	1 320 905,00	-	- 468 095,00	852 810,00
	INVESTISSEMENT		-	-	-	-

2620/5492

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400187

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : AERO PARC (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 108
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 110
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 111
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 112
B3.1 - Etat des provisions constituées 113
B3.2 - Etalement des provisions 115
B4 - Etat des charges transférées 116
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 117
B6 - Prêts 118
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 119
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 120
B7.3 - Etat des emprunts garantis 121
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 122
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 124
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 125
B7.8 - Autres engagements donnés 126
B7.9 - Autres engagements reçus 127
B8 - Subventions versées 128
B9 - Etat du personnel 129
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 131
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 132
B11.2 - Liste des établissements publics créés 133
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 134

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 135
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 136
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 137

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 138
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 139
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 140
D3 - Décisions en matière de taux 142
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 143
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 144
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 146
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 147

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 148

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	12345

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	23 810,00	11 905,00	0,00	A1	-11 905,00
Investissement	11 905,00	0,00	(3) 0,00	A2	-11 905,00
Fonctionnement	11 905,00	11 905,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-11 905,00
Investissement	**A2 + B2**	-11 905,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-480 000,00	-468 095,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 11 905,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-468 095,00	-468 095,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-480 000,00	-480 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-480 000,00	-480 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-948 095,00	-948 095,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 320 905,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*	*840 905,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 320 905,00***		***-480 000,00***	***-480 000,00***	***840 905,00***

TOTAL	**1 320 905,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**840 905,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**11 905,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**852 810,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	1 309 000,00	0,00	-468 095,00	-468 095,00	840 905,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**840 905,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**840 905,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*11 905,00*		*0,00*	*0,00*	*11 905,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 905,00***		***0,00***	***0,00***	***11 905,00***

TOTAL	**1 320 905,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**852 810,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**852 810,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-829 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	1 309 000,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00	829 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 309 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**829 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 309 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**829 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*11 905,00*		*0,00*	*0,00*	*11 905,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***11 905,00***		***0,00***	***0,00***	***11 905,00***

TOTAL	**1 320 905,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**840 905,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**840 905,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 320 905,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*	*840 905,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 320 905,00***		***-480 000,00***	***-480 000,00***	***840 905,00***

TOTAL	**1 320 905,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**840 905,00**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**840 905,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-829 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-480 000,00*	-480 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***-480 000,00***	**-480 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**11 905,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-468 095,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-480 000,00		-480 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-480 000,00**	***0,00***	**-480 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-480 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-468 095,00	*0,00*	-468 095,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-468 095,00**	***0,00***	**-468 095,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-468 095,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-480 000,00*	-480 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***-480 000,00***	**-480 000,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			-480 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 320 905,00*			*-480 000,00*	*-480 000,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 320 905,00**			**-480 000,00**	**-480 000,00**		**-480 000,00**	**-480 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**11 905,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**-468 095,0**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 309 000,00	0,00	-468 095,00	-468 095,00	-468 095,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*11 905,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***11 905,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-468 095,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 320 905,00*			*-480 000,00*	*-480 000,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*1 320 905,00*			*-480 000,00*	*-480 000,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*
3351	*Terrains*	*1 290 000,00*			*-480 000,00*	*-480 000,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*15 905,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*15 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 320 905,00**			**-480 000,00**	**-480 000,00**		**-480 000,00**	**-480 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	1 309 000,00	0,00	-468 095,00	-468 095,00	-468 095,00
1641	Emprunts en euros	1 309 000,00	0,00	-468 095,00	-468 095,00	-468 095,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 309 000,00**	**0,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**	**-468 095,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*11 905,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*11 905,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***11 905,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 309 000,00	0,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 309 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 309 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*11 905,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 905,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-480 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 320 905,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*	*-480 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 320 905,00**		**-480 000,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-480 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	1 309 000,00	0,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00
6015	Terrains à aménager	1 290 000,00	0,00		-480 000,00	-480 000,00	0,00	-480 000,00	-480 000,00
6045	Achats études et prestations de services	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 309 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 309 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*11 905,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*11 905,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 905,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 320 905,00**	**0,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 320 905,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*	*-480 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 320 905,00*		*-480 000,00*	*-480 000,00*	*-480 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 320 905,00**		**-480 000,00**	**-480 000,00**	**-480 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**	**-11 905,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-118
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget SPANC - Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du SPANC de la communauté de l'auxerrois comme suit :

Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
FONCTIONNEMENT	DEPENSE	31 000,00	0,00	28 054,03	59 054,03
	RECETTE	31 000,00	0,00	28 054,03	59 054,03
FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget SPANC de la communauté de l'Auxerrois comme présenté ci-dessus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400062	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : Centre des finances publiques d'Auxerre...

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : SPANC (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28
A3.2 - Etalement des provisions 29
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 34
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 35
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 36
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 37
A6 - Etat des charges transférées 38
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 39

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 40
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 41
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 42
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 43
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 44
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 45
B1.7 - Etat des engagements reçus 46
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 47
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 48

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 49
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 51
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 52
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 53

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 54

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	28 054,03	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 28 054,03
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	28 054,03	28 054,03

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	28 054,03	28 054,03

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	30 000,00	0,00	22 054,03	22 054,03	52 054,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**30 500,00**	**0,00**	**23 054,03**	**23 054,03**	**53 554,03**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**31 000,00**	**0,00**	**28 054,03**	**28 054,03**	**59 054,03**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**31 000,00**	**0,00**	**28 054,03**	**28 054,03**	**59 054,03**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	59 054,03

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	31 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	28 054,03

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	59 054,03

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	22 054,03		22 054,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00		1 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	*0,00*	5 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**28 054,03**	***0,00***	**28 054,03**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**28 054,03**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**28 054,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**28 054,03**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**30 000,00**	**22 054,03**	**22 054,03**
611	Sous-traitance générale	30 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	22 054,03	22 054,03
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**500,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	1 000,00	1 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**30 500,00**	**23 054,03**	**23 054,03**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**500,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	5 000,00	5 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**31 000,00**	**28 054,03**	**28 054,03**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**31 000,00**	**28 054,03**	**28 054,03**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**28 054,03**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**31 000,00**	**0,00**	**0,00**
70128	Autres taxes et redevances	31 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**31 000,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**28 054,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**28 054,03**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV

A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-119
OBJET : Budget supplémentaire 2025 Budget Prestation de services- Approbation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le budget supplémentaire est une décision modificative spécifique qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le budget primitif a été voté sans reprise de résultat.

Le budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le budget primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le vote du budget supplémentaire permet également d'ajuster les prévisions de dépenses et recettes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente les éléments des budgets supplémentaires 2025 de chacun des budgets principal et annexes de la Communauté de l'Auxerrois.

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter le budget supplémentaire 2025 du budget Prestation de services de la communauté de l'auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2025 du budget Prestation de services de la communauté comme suit :

Budget	Section	Sens	Budget Primitif 2025	Restes à réaliser	Inscriptions BS	Budget total 2025
PRESTATIONS DE SERVICE	FONCTIONNEMENT	DEPENSE	75 650,00	-	665,88	76 315,88
		RECETTE	75 650,00	-	665,88	76 315,88
	FONCTIONNEMENT		-	-	-	-

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400104

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE AUXERRE

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : PRESTATIONS DE SERVICE (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 108
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 110
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 111
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 112
B3.1 - Etat des provisions constituées 113
B3.2 - Etalement des provisions 115
B4 - Etat des charges transférées 116
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 117
B6 - Prêts 118
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 119
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 120
B7.3 - Etat des emprunts garantis 121
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 122
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 124
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 125
B7.8 - Autres engagements donnés 126
B7.9 - Autres engagements reçus 127
B8 - Subventions versées 128
B9 - Etat du personnel 129
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 131
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 132
B11.2 - Liste des établissements publics créés 133
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 134

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 135
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 136
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 137

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 138
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 139
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 140
D3 - Décisions en matière de taux 142
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 143
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 144
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 146
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 147

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 148

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	12345

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	41 527,22	46 346,81	665,89	A1	5 485,48
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	41 527,22	46 346,81	(4) 665,89	A3	5 485,48

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	5 485,48
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	5 485,48

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	665,88	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 665,88
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	665,88	665,88

TOTAL DU BUDGET (5)	665,88	665,88

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**0,00**
+	
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
=	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	25 640,00	0,00	665,88	665,88	26 305,88
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	50 010,00	0,00	0,00	0,00	50 010,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**75 650,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**76 315,88**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**75 650,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**76 315,88**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**75 650,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**76 315,88**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**76 315,88**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 650,00	0,00	0,00	0,00	75 650,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 650,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 650,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 650,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**665,88**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**76 315,88**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	665,88		665,88
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**665,88**	***0,00***	**665,88**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**665,88**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			665,88
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			665,88

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
011	Charges à caractère général (4)	25 640,00	0,00	0,00	665,88	665,88	0,00	665,88	665,88
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	50 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**665,88**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**665,88**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**665,88**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
011	Charges à caractère général (5)	25 640,00	0,00	0,00	665,88	665,88	0,00	665,88	665,88
60631	Fournitures d'entretien	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		665,88	665,88	0,00	665,88	665,88
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	18 590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	2 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	50 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	50 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**665,88**	**665,88**	**0,00**	**665,88**	**665,88**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	1 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	39 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	14 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	20 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**75 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-120
OBJET : Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de réalisation de 40 logements en VEFA - résidence Les Allées de la Jonchère - Monéteau

Rapporteur : Francis HEURLEY

Vu les articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2305 du Code civil ;
Vu l'extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 15 octobre 2024 de la SA d'HLM HABELLIS portant sur l'opération d'acquisition en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) de 40 logements résidence Les Allées de la Jonchère à Monéteau dont le financement est assuré par un prêt pour un montant total de 4 425 000 euros auprès de la Caisse des dépôts et consignations,
Vu le Contrat de Prêt N° 170379 en annexe signé entre : SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
La SA d'HLM HABELLIS sollicite la Communauté de l'Auxerrois pour qu'elle se porte garante de cet emprunt à hauteur de 30 %.
La commune de Monéteau est également sollicitée à hauteur de 20 % et le Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 50% en complément de garantie de cet emprunt.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1 :

La Communauté de l'Auxerrois accorde sa garantie à hauteur de 30,00% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 4 425 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 170379 constitué de 7 Lignes du Prêt.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 327 500 euros (un million trois cent vingt-sept mille cinq cents euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

communauté
de l'auxerrois

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5656034	5656031	5656030	5656029
Montant de la Ligne du Prêt	430 191 €	739 149 €	384 416 €	478 731 €
Commission d'instruction	250 €	0 €	0 €	280 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
TEG de la Ligne du Prêt	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,4 %	- 0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	- 0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

communauté
de l'auxerrois

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5656028	5656033	5656032	
Montant de la Ligne du Prêt	375 328 €	1 362 881 €	654 304 €	
Commission d'instruction	220 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	3,51 %	3 %	3 %	
TEG de la Ligne du Prêt	3,51 %	3 %	3 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	3,51 %	3 %	3 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt[2]	3,51 %	3 %	3 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

Article 3 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5:

communauté
de l'auxerrois

Le Garant accorde son cautionnement en faveur du Prêteur selon les termes de la présente délibération et autorise en conséquence son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Président à signer la présente délibération ainsi que tout autre document nécessaire à son exécution.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 170379

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS - n° 000279138

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.59.1 page 1/31
Contrat de prêt n° 170379 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS, SIREN n°: 015450638, sis(e) 28 BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU 21000 DIJON,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.59.1 page 3/31
Contrat de prêt n° 170379 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.17
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.19
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.20
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.20
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.21
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.21
ARTICLE 16	GARANTIES	P.24
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.25
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.28
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.30
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.30
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.30
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération MONETEAU Les Allées de la Jonchère, Parc social public, Acquisition en VEFA de 40 logements situés Rue de la Fête Dieu 89470 MONETEAU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions quatre-cent-vingt-cinq mille euros (4 425 000,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de quatre-cent-trente mille cent-quatre-vingt-onze euros (430 191,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de sept-cent-trente-neuf mille cent-quarante-neuf euros (739 149,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-quatre mille quatre-cent-seize euros (384 416,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de quatre-cent-soixante-dix-huit mille sept-cent-trente-et-un euros (478 731,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant de trois-cent-soixante-quinze mille trois-cent-vingt-huit euros (375 328,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-soixante-deux mille huit-cent-quatre-vingt-un euros (1 362 881,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-cinquante-quatre mille trois-cent-quatre euros (654 304,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le **« Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **28/05/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Acte de vente en l'état futur d'achèvement
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Projet définitif d'acte - A défaut de l'acte définitif
  - Convocation chez le notaire pour la signature - A défaut de l'acte définitif

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5656034	5656031	5656030	5656029
Montant de la Ligne du Prêt	430 191 €	739 149 €	384 416 €	478 731 €
Commission d'instruction	250 €	0 €	0 €	280 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
TEG de la Ligne du Prêt	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,4 %	- 0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	- 0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	3,51 %	2 %	2 %	3,51 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2,4 % (Livret A)**.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5656028	5656033	5656032	
Montant de la Ligne du Prêt	375 328 €	1 362 881 €	654 304 €	
Commission d'instruction	220 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	3,51 %	3 %	3 %	
TEG de la Ligne du Prêt	3,51 %	3 %	3 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	3,51 %	3 %	3 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt[2]	3,51 %	3 %	3 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2,4 % (Livret A)**.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie de toute nature, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	30,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L'YONNE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE MONETEAU (89)	20,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656034
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2025

Capital prêté : 430 191 €
Taux actuariel théorique : 3,51 %
Taux effectif global : 3,51 %
Intérêts de Préfinancement : 30 729,41 €
Taux de Préfinancement : 3,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	3,51	20 175,93	5 076,23	15 099,70	0,00	425 114,77	0,00
2	28/02/2029	3,51	20 175,93	5 254,40	14 921,53	0,00	419 860,37	0,00
3	28/02/2030	3,51	20 175,93	5 438,83	14 737,10	0,00	414 421,54	0,00
4	28/02/2031	3,51	20 175,93	5 629,73	14 546,20	0,00	408 791,81	0,00
5	29/02/2032	3,51	20 175,93	5 827,34	14 348,59	0,00	402 964,47	0,00
6	28/02/2033	3,51	20 175,93	6 031,88	14 144,05	0,00	396 932,59	0,00
7	28/02/2034	3,51	20 175,93	6 243,60	13 932,33	0,00	390 688,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	28/02/2035	3,51	20 175,93	6 462,75	13 713,18	0,00	384 226,24	0,00
9	29/02/2036	3,51	20 175,93	6 689,59	13 486,34	0,00	377 536,65	0,00
10	28/02/2037	3,51	20 175,93	6 924,39	13 251,54	0,00	370 612,26	0,00
11	28/02/2038	3,51	20 175,93	7 167,44	13 008,49	0,00	363 444,82	0,00
12	28/02/2039	3,51	20 175,93	7 419,02	12 756,91	0,00	356 025,80	0,00
13	29/02/2040	3,51	20 175,93	7 679,42	12 496,51	0,00	348 346,38	0,00
14	28/02/2041	3,51	20 175,93	7 948,97	12 226,96	0,00	340 397,41	0,00
15	28/02/2042	3,51	20 175,93	8 227,98	11 947,95	0,00	332 169,43	0,00
16	28/02/2043	3,51	20 175,93	8 516,78	11 659,15	0,00	323 652,65	0,00
17	29/02/2044	3,51	20 175,93	8 815,72	11 360,21	0,00	314 836,93	0,00
18	28/02/2045	3,51	20 175,93	9 125,15	11 050,78	0,00	305 711,78	0,00
19	28/02/2046	3,51	20 175,93	9 445,45	10 730,48	0,00	296 266,33	0,00
20	28/02/2047	3,51	20 175,93	9 776,98	10 398,95	0,00	286 489,35	0,00
21	29/02/2048	3,51	20 175,93	10 120,15	10 055,78	0,00	276 369,20	0,00
22	28/02/2049	3,51	20 175,93	10 475,37	9 700,56	0,00	265 893,83	0,00
23	28/02/2050	3,51	20 175,93	10 843,06	9 332,87	0,00	255 050,77	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	28/02/2051	3,51	20 175,93	11 223,65	8 952,28	0,00	243 827,12	0,00
25	29/02/2052	3,51	20 175,93	11 617,60	8 558,33	0,00	232 209,52	0,00
26	28/02/2053	3,51	20 175,93	12 025,38	8 150,55	0,00	220 184,14	0,00
27	28/02/2054	3,51	20 175,93	12 447,47	7 728,46	0,00	207 736,67	0,00
28	28/02/2055	3,51	20 175,93	12 884,37	7 291,56	0,00	194 852,30	0,00
29	29/02/2056	3,51	20 175,93	13 336,61	6 839,32	0,00	181 515,69	0,00
30	28/02/2057	3,51	20 175,93	13 804,73	6 371,20	0,00	167 710,96	0,00
31	28/02/2058	3,51	20 175,93	14 289,28	5 886,65	0,00	153 421,68	0,00
32	28/02/2059	3,51	20 175,93	14 790,83	5 385,10	0,00	138 630,85	0,00
33	29/02/2060	3,51	20 175,93	15 309,99	4 865,94	0,00	123 320,86	0,00
34	28/02/2061	3,51	20 175,93	15 847,37	4 328,56	0,00	107 473,49	0,00
35	28/02/2062	3,51	20 175,93	16 403,61	3 772,32	0,00	91 069,88	0,00
36	28/02/2063	3,51	20 175,93	16 979,38	3 196,55	0,00	74 090,50	0,00
37	29/02/2064	3,51	20 175,93	17 575,35	2 600,58	0,00	56 515,15	0,00
38	28/02/2065	3,51	20 175,93	18 192,25	1 983,68	0,00	38 322,90	0,00
39	28/02/2066	3,51	20 175,93	18 830,80	1 345,13	0,00	19 492,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	28/02/2067	3,51	20 176,27	19 492,10	684,17	0,00	0,00	0,00
Total			**807 037,54**	**430 191,00**	**376 846,54**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656031
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 739 149 €
Taux actuariel théorique : 2,00 %
Taux effectif global : 2,00 %
Intérêts de Préfinancement : 29 861,62 €
Taux de Préfinancement : 2,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	2,00	27 020,14	12 237,16	14 782,98	0,00	726 911,84	0,00
2	28/02/2029	2,00	27 020,14	12 481,90	14 538,24	0,00	714 429,94	0,00
3	28/02/2030	2,00	27 020,14	12 731,54	14 288,60	0,00	701 698,40	0,00
4	28/02/2031	2,00	27 020,14	12 986,17	14 033,97	0,00	688 712,23	0,00
5	29/02/2032	2,00	27 020,14	13 245,90	13 774,24	0,00	675 466,33	0,00
6	28/02/2033	2,00	27 020,14	13 510,81	13 509,33	0,00	661 955,52	0,00
7	28/02/2034	2,00	27 020,14	13 781,03	13 239,11	0,00	648 174,49	0,00
8	28/02/2035	2,00	27 020,14	14 056,65	12 963,49	0,00	634 117,84	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	2,00	27 020,14	14 337,78	12 682,36	0,00	619 780,06	0,00
10	28/02/2037	2,00	27 020,14	14 624,54	12 395,60	0,00	605 155,52	0,00
11	28/02/2038	2,00	27 020,14	14 917,03	12 103,11	0,00	590 238,49	0,00
12	28/02/2039	2,00	27 020,14	15 215,37	11 804,77	0,00	575 023,12	0,00
13	29/02/2040	2,00	27 020,14	15 519,68	11 500,46	0,00	559 503,44	0,00
14	28/02/2041	2,00	27 020,14	15 830,07	11 190,07	0,00	543 673,37	0,00
15	28/02/2042	2,00	27 020,14	16 146,67	10 873,47	0,00	527 526,70	0,00
16	28/02/2043	2,00	27 020,14	16 469,61	10 550,53	0,00	511 057,09	0,00
17	29/02/2044	2,00	27 020,14	16 799,00	10 221,14	0,00	494 258,09	0,00
18	28/02/2045	2,00	27 020,14	17 134,98	9 885,16	0,00	477 123,11	0,00
19	28/02/2046	2,00	27 020,14	17 477,68	9 542,46	0,00	459 645,43	0,00
20	28/02/2047	2,00	27 020,14	17 827,23	9 192,91	0,00	441 818,20	0,00
21	29/02/2048	2,00	27 020,14	18 183,78	8 836,36	0,00	423 634,42	0,00
22	28/02/2049	2,00	27 020,14	18 547,45	8 472,69	0,00	405 086,97	0,00
23	28/02/2050	2,00	27 020,14	18 918,40	8 101,74	0,00	386 168,57	0,00
24	28/02/2051	2,00	27 020,14	19 296,77	7 723,37	0,00	366 871,80	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	2,00	27 020,14	19 682,70	7 337,44	0,00	347 189,10	0,00
26	28/02/2053	2,00	27 020,14	20 076,36	6 943,78	0,00	327 112,74	0,00
27	28/02/2054	2,00	27 020,14	20 477,89	6 542,25	0,00	306 634,85	0,00
28	28/02/2055	2,00	27 020,14	20 887,44	6 132,70	0,00	285 747,41	0,00
29	29/02/2056	2,00	27 020,14	21 305,19	5 714,95	0,00	264 442,22	0,00
30	28/02/2057	2,00	27 020,14	21 731,30	5 288,84	0,00	242 710,92	0,00
31	28/02/2058	2,00	27 020,14	22 165,92	4 854,22	0,00	220 545,00	0,00
32	28/02/2059	2,00	27 020,14	22 609,24	4 410,90	0,00	197 935,76	0,00
33	29/02/2060	2,00	27 020,14	23 061,42	3 958,72	0,00	174 874,34	0,00
34	28/02/2061	2,00	27 020,14	23 522,65	3 497,49	0,00	151 351,69	0,00
35	28/02/2062	2,00	27 020,14	23 993,11	3 027,03	0,00	127 358,58	0,00
36	28/02/2063	2,00	27 020,14	24 472,97	2 547,17	0,00	102 885,61	0,00
37	29/02/2064	2,00	27 020,14	24 962,43	2 057,71	0,00	77 923,18	0,00
38	28/02/2065	2,00	27 020,14	25 461,68	1 558,46	0,00	52 461,50	0,00
39	28/02/2066	2,00	27 020,14	25 970,91	1 049,23	0,00	26 490,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	28/02/2067	2,00	27 020,40	26 490,59	529,81	0,00	0,00	0,00
Total			**1 080 805,86**	**739 149,00**	**341 656,86**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656030
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 384 416 €
Taux actuariel théorique : 2,00 %
Taux effectif global : 2,00 %
Intérêts de Préfinancement : 15 530,41 €
Taux de Préfinancement : 2,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	2,00	12 233,35	4 545,03	7 688,32	0,00	379 870,97	0,00
2	28/02/2029	2,00	12 233,35	4 635,93	7 597,42	0,00	375 235,04	0,00
3	28/02/2030	2,00	12 233,35	4 728,65	7 504,70	0,00	370 506,39	0,00
4	28/02/2031	2,00	12 233,35	4 823,22	7 410,13	0,00	365 683,17	0,00
5	29/02/2032	2,00	12 233,35	4 919,69	7 313,66	0,00	360 763,48	0,00
6	28/02/2033	2,00	12 233,35	5 018,08	7 215,27	0,00	355 745,40	0,00
7	28/02/2034	2,00	12 233,35	5 118,44	7 114,91	0,00	350 626,96	0,00
8	28/02/2035	2,00	12 233,35	5 220,81	7 012,54	0,00	345 406,15	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	2,00	12 233,35	5 325,23	6 908,12	0,00	340 080,92	0,00
10	28/02/2037	2,00	12 233,35	5 431,73	6 801,62	0,00	334 649,19	0,00
11	28/02/2038	2,00	12 233,35	5 540,37	6 692,98	0,00	329 108,82	0,00
12	28/02/2039	2,00	12 233,35	5 651,17	6 582,18	0,00	323 457,65	0,00
13	29/02/2040	2,00	12 233,35	5 764,20	6 469,15	0,00	317 693,45	0,00
14	28/02/2041	2,00	12 233,35	5 879,48	6 353,87	0,00	311 813,97	0,00
15	28/02/2042	2,00	12 233,35	5 997,07	6 236,28	0,00	305 816,90	0,00
16	28/02/2043	2,00	12 233,35	6 117,01	6 116,34	0,00	299 699,89	0,00
17	29/02/2044	2,00	12 233,35	6 239,35	5 994,00	0,00	293 460,54	0,00
18	28/02/2045	2,00	12 233,35	6 364,14	5 869,21	0,00	287 096,40	0,00
19	28/02/2046	2,00	12 233,35	6 491,42	5 741,93	0,00	280 604,98	0,00
20	28/02/2047	2,00	12 233,35	6 621,25	5 612,10	0,00	273 983,73	0,00
21	29/02/2048	2,00	12 233,35	6 753,68	5 479,67	0,00	267 230,05	0,00
22	28/02/2049	2,00	12 233,35	6 888,75	5 344,60	0,00	260 341,30	0,00
23	28/02/2050	2,00	12 233,35	7 026,52	5 206,83	0,00	253 314,78	0,00
24	28/02/2051	2,00	12 233,35	7 167,05	5 066,30	0,00	246 147,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	2,00	12 233,35	7 310,40	4 922,95	0,00	238 837,33	0,00
26	28/02/2053	2,00	12 233,35	7 456,60	4 776,75	0,00	231 380,73	0,00
27	28/02/2054	2,00	12 233,35	7 605,74	4 627,61	0,00	223 774,99	0,00
28	28/02/2055	2,00	12 233,35	7 757,85	4 475,50	0,00	216 017,14	0,00
29	29/02/2056	2,00	12 233,35	7 913,01	4 320,34	0,00	208 104,13	0,00
30	28/02/2057	2,00	12 233,35	8 071,27	4 162,08	0,00	200 032,86	0,00
31	28/02/2058	2,00	12 233,35	8 232,69	4 000,66	0,00	191 800,17	0,00
32	28/02/2059	2,00	12 233,35	8 397,35	3 836,00	0,00	183 402,82	0,00
33	29/02/2060	2,00	12 233,35	8 565,29	3 668,06	0,00	174 837,53	0,00
34	28/02/2061	2,00	12 233,35	8 736,60	3 496,75	0,00	166 100,93	0,00
35	28/02/2062	2,00	12 233,35	8 911,33	3 322,02	0,00	157 189,60	0,00
36	28/02/2063	2,00	12 233,35	9 089,56	3 143,79	0,00	148 100,04	0,00
37	29/02/2064	2,00	12 233,35	9 271,35	2 962,00	0,00	138 828,69	0,00
38	28/02/2065	2,00	12 233,35	9 456,78	2 776,57	0,00	129 371,91	0,00
39	28/02/2066	2,00	12 233,35	9 645,91	2 587,44	0,00	119 726,00	0,00
40	28/02/2067	2,00	12 233,35	9 838,83	2 394,52	0,00	109 887,17	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	29/02/2068	2,00	12 233,35	10 035,61	2 197,74	0,00	99 851,56	0,00
42	28/02/2069	2,00	12 233,35	10 236,32	1 997,03	0,00	89 615,24	0,00
43	28/02/2070	2,00	12 233,35	10 441,05	1 792,30	0,00	79 174,19	0,00
44	28/02/2071	2,00	12 233,35	10 649,87	1 583,48	0,00	68 524,32	0,00
45	29/02/2072	2,00	12 233,35	10 862,86	1 370,49	0,00	57 661,46	0,00
46	28/02/2073	2,00	12 233,35	11 080,12	1 153,23	0,00	46 581,34	0,00
47	28/02/2074	2,00	12 233,35	11 301,72	931,63	0,00	35 279,62	0,00
48	28/02/2075	2,00	12 233,35	11 527,76	705,59	0,00	23 751,86	0,00
49	29/02/2076	2,00	12 233,35	11 758,31	475,04	0,00	11 993,55	0,00
50	28/02/2077	2,00	12 233,42	11 993,55	239,87	0,00	0,00	0,00
Total			**611 667,57**	**384 416,00**	**227 251,57**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656029
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLS - PLSDD 2025

Capital prêté : 478 731 €
Taux actuariel théorique : 3,51 %
Taux effectif global : 3,51 %
Intérêts de Préfinancement : 34 196,72 €
Taux de Préfinancement : 3,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	3,51	22 452,46	5 649,00	16 803,46	0,00	473 082,00	0,00
2	28/02/2029	3,51	22 452,46	5 847,28	16 605,18	0,00	467 234,72	0,00
3	28/02/2030	3,51	22 452,46	6 052,52	16 399,94	0,00	461 182,20	0,00
4	28/02/2031	3,51	22 452,46	6 264,96	16 187,50	0,00	454 917,24	0,00
5	29/02/2032	3,51	22 452,46	6 484,86	15 967,60	0,00	448 432,38	0,00
6	28/02/2033	3,51	22 452,46	6 712,48	15 739,98	0,00	441 719,90	0,00
7	28/02/2034	3,51	22 452,46	6 948,09	15 504,37	0,00	434 771,81	0,00
8	28/02/2035	3,51	22 452,46	7 191,97	15 260,49	0,00	427 579,84	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	3,51	22 452,46	7 444,41	15 008,05	0,00	420 135,43	0,00
10	28/02/2037	3,51	22 452,46	7 705,71	14 746,75	0,00	412 429,72	0,00
11	28/02/2038	3,51	22 452,46	7 976,18	14 476,28	0,00	404 453,54	0,00
12	28/02/2039	3,51	22 452,46	8 256,14	14 196,32	0,00	396 197,40	0,00
13	29/02/2040	3,51	22 452,46	8 545,93	13 906,53	0,00	387 651,47	0,00
14	28/02/2041	3,51	22 452,46	8 845,89	13 606,57	0,00	378 805,58	0,00
15	28/02/2042	3,51	22 452,46	9 156,38	13 296,08	0,00	369 649,20	0,00
16	28/02/2043	3,51	22 452,46	9 477,77	12 974,69	0,00	360 171,43	0,00
17	29/02/2044	3,51	22 452,46	9 810,44	12 642,02	0,00	350 360,99	0,00
18	28/02/2045	3,51	22 452,46	10 154,79	12 297,67	0,00	340 206,20	0,00
19	28/02/2046	3,51	22 452,46	10 511,22	11 941,24	0,00	329 694,98	0,00
20	28/02/2047	3,51	22 452,46	10 880,17	11 572,29	0,00	318 814,81	0,00
21	29/02/2048	3,51	22 452,46	11 262,06	11 190,40	0,00	307 552,75	0,00
22	28/02/2049	3,51	22 452,46	11 657,36	10 795,10	0,00	295 895,39	0,00
23	28/02/2050	3,51	22 452,46	12 066,53	10 385,93	0,00	283 828,86	0,00
24	28/02/2051	3,51	22 452,46	12 490,07	9 962,39	0,00	271 338,79	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	3,51	22 452,46	12 928,47	9 523,99	0,00	258 410,32	0,00
26	28/02/2053	3,51	22 452,46	13 382,26	9 070,20	0,00	245 028,06	0,00
27	28/02/2054	3,51	22 452,46	13 851,98	8 600,48	0,00	231 176,08	0,00
28	28/02/2055	3,51	22 452,46	14 338,18	8 114,28	0,00	216 837,90	0,00
29	29/02/2056	3,51	22 452,46	14 841,45	7 611,01	0,00	201 996,45	0,00
30	28/02/2057	3,51	22 452,46	15 362,38	7 090,08	0,00	186 634,07	0,00
31	28/02/2058	3,51	22 452,46	15 901,60	6 550,86	0,00	170 732,47	0,00
32	28/02/2059	3,51	22 452,46	16 459,75	5 992,71	0,00	154 272,72	0,00
33	29/02/2060	3,51	22 452,46	17 037,49	5 414,97	0,00	137 235,23	0,00
34	28/02/2061	3,51	22 452,46	17 635,50	4 816,96	0,00	119 599,73	0,00
35	28/02/2062	3,51	22 452,46	18 254,51	4 197,95	0,00	101 345,22	0,00
36	28/02/2063	3,51	22 452,46	18 895,24	3 557,22	0,00	82 449,98	0,00
37	29/02/2064	3,51	22 452,46	19 558,47	2 893,99	0,00	62 891,51	0,00
38	28/02/2065	3,51	22 452,46	20 244,97	2 207,49	0,00	42 646,54	0,00
39	28/02/2066	3,51	22 452,46	20 955,57	1 496,89	0,00	21 690,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	28/02/2067	3,51	22 452,32	21 690,97	761,35	0,00	0,00	0,00
Total			**898 098,26**	**478 731,00**	**419 367,26**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656028
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLS foncier - PLSDD 2025

Capital prêté : 375 328 €
Taux actuariel théorique : 3,51 %
Taux effectif global : 3,51 %
Intérêts de Préfinancement : 26 810,43 €
Taux de Préfinancement : 3,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	3,51	16 030,49	2 856,48	13 174,01	0,00	372 471,52	0,00
2	28/02/2029	3,51	16 030,49	2 956,74	13 073,75	0,00	369 514,78	0,00
3	28/02/2030	3,51	16 030,49	3 060,52	12 969,97	0,00	366 454,26	0,00
4	28/02/2031	3,51	16 030,49	3 167,95	12 862,54	0,00	363 286,31	0,00
5	29/02/2032	3,51	16 030,49	3 279,14	12 751,35	0,00	360 007,17	0,00
6	28/02/2033	3,51	16 030,49	3 394,24	12 636,25	0,00	356 612,93	0,00
7	28/02/2034	3,51	16 030,49	3 513,38	12 517,11	0,00	353 099,55	0,00
8	28/02/2035	3,51	16 030,49	3 636,70	12 393,79	0,00	349 462,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	3,51	16 030,49	3 764,34	12 266,15	0,00	345 698,51	0,00
10	28/02/2037	3,51	16 030,49	3 896,47	12 134,02	0,00	341 802,04	0,00
11	28/02/2038	3,51	16 030,49	4 033,24	11 997,25	0,00	337 768,80	0,00
12	28/02/2039	3,51	16 030,49	4 174,81	11 855,68	0,00	333 593,99	0,00
13	29/02/2040	3,51	16 030,49	4 321,34	11 709,15	0,00	329 272,65	0,00
14	28/02/2041	3,51	16 030,49	4 473,02	11 557,47	0,00	324 799,63	0,00
15	28/02/2042	3,51	16 030,49	4 630,02	11 400,47	0,00	320 169,61	0,00
16	28/02/2043	3,51	16 030,49	4 792,54	11 237,95	0,00	315 377,07	0,00
17	29/02/2044	3,51	16 030,49	4 960,75	11 069,74	0,00	310 416,32	0,00
18	28/02/2045	3,51	16 030,49	5 134,88	10 895,61	0,00	305 281,44	0,00
19	28/02/2046	3,51	16 030,49	5 315,11	10 715,38	0,00	299 966,33	0,00
20	28/02/2047	3,51	16 030,49	5 501,67	10 528,82	0,00	294 464,66	0,00
21	29/02/2048	3,51	16 030,49	5 694,78	10 335,71	0,00	288 769,88	0,00
22	28/02/2049	3,51	16 030,49	5 894,67	10 135,82	0,00	282 875,21	0,00
23	28/02/2050	3,51	16 030,49	6 101,57	9 928,92	0,00	276 773,64	0,00
24	28/02/2051	3,51	16 030,49	6 315,74	9 714,75	0,00	270 457,90	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	3,51	16 030,49	6 537,42	9 493,07	0,00	263 920,48	0,00
26	28/02/2053	3,51	16 030,49	6 766,88	9 263,61	0,00	257 153,60	0,00
27	28/02/2054	3,51	16 030,49	7 004,40	9 026,09	0,00	250 149,20	0,00
28	28/02/2055	3,51	16 030,49	7 250,25	8 780,24	0,00	242 898,95	0,00
29	29/02/2056	3,51	16 030,49	7 504,74	8 525,75	0,00	235 394,21	0,00
30	28/02/2057	3,51	16 030,49	7 768,15	8 262,34	0,00	227 626,06	0,00
31	28/02/2058	3,51	16 030,49	8 040,82	7 989,67	0,00	219 585,24	0,00
32	28/02/2059	3,51	16 030,49	8 323,05	7 707,44	0,00	211 262,19	0,00
33	29/02/2060	3,51	16 030,49	8 615,19	7 415,30	0,00	202 647,00	0,00
34	28/02/2061	3,51	16 030,49	8 917,58	7 112,91	0,00	193 729,42	0,00
35	28/02/2062	3,51	16 030,49	9 230,59	6 799,90	0,00	184 498,83	0,00
36	28/02/2063	3,51	16 030,49	9 554,58	6 475,91	0,00	174 944,25	0,00
37	29/02/2064	3,51	16 030,49	9 889,95	6 140,54	0,00	165 054,30	0,00
38	28/02/2065	3,51	16 030,49	10 237,08	5 793,41	0,00	154 817,22	0,00
39	28/02/2066	3,51	16 030,49	10 596,41	5 434,08	0,00	144 220,81	0,00
40	28/02/2067	3,51	16 030,49	10 968,34	5 062,15	0,00	133 252,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	29/02/2068	3,51	16 030,49	11 353,33	4 677,16	0,00	121 899,14	0,00
42	28/02/2069	3,51	16 030,49	11 751,83	4 278,66	0,00	110 147,31	0,00
43	28/02/2070	3,51	16 030,49	12 164,32	3 866,17	0,00	97 982,99	0,00
44	28/02/2071	3,51	16 030,49	12 591,29	3 439,20	0,00	85 391,70	0,00
45	29/02/2072	3,51	16 030,49	13 033,24	2 997,25	0,00	72 358,46	0,00
46	28/02/2073	3,51	16 030,49	13 490,71	2 539,78	0,00	58 867,75	0,00
47	28/02/2074	3,51	16 030,49	13 964,23	2 066,26	0,00	44 903,52	0,00
48	28/02/2075	3,51	16 030,49	14 454,38	1 576,11	0,00	30 449,14	0,00
49	29/02/2076	3,51	16 030,49	14 961,73	1 068,76	0,00	15 487,41	0,00
50	28/02/2077	3,51	16 031,02	15 487,41	543,61	0,00	0,00	0,00
Total			**801 525,03**	**375 328,00**	**426 197,03**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656033
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 362 881 €
Taux actuariel théorique : 3,00 %
Taux effectif global : 3,00 %
Intérêts de Préfinancement : 82 999,45 €
Taux de Préfinancement : 3,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	3,00	58 961,47	18 075,04	40 886,43	0,00	1 344 805,96	0,00
2	28/02/2029	3,00	58 961,47	18 617,29	40 344,18	0,00	1 326 188,67	0,00
3	28/02/2030	3,00	58 961,47	19 175,81	39 785,66	0,00	1 307 012,86	0,00
4	28/02/2031	3,00	58 961,47	19 751,08	39 210,39	0,00	1 287 261,78	0,00
5	29/02/2032	3,00	58 961,47	20 343,62	38 617,85	0,00	1 266 918,16	0,00
6	28/02/2033	3,00	58 961,47	20 953,93	38 007,54	0,00	1 245 964,23	0,00
7	28/02/2034	3,00	58 961,47	21 582,54	37 378,93	0,00	1 224 381,69	0,00
8	28/02/2035	3,00	58 961,47	22 230,02	36 731,45	0,00	1 202 151,67	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	3,00	58 961,47	22 896,92	36 064,55	0,00	1 179 254,75	0,00
10	28/02/2037	3,00	58 961,47	23 583,83	35 377,64	0,00	1 155 670,92	0,00
11	28/02/2038	3,00	58 961,47	24 291,34	34 670,13	0,00	1 131 379,58	0,00
12	28/02/2039	3,00	58 961,47	25 020,08	33 941,39	0,00	1 106 359,50	0,00
13	29/02/2040	3,00	58 961,47	25 770,69	33 190,78	0,00	1 080 588,81	0,00
14	28/02/2041	3,00	58 961,47	26 543,81	32 417,66	0,00	1 054 045,00	0,00
15	28/02/2042	3,00	58 961,47	27 340,12	31 621,35	0,00	1 026 704,88	0,00
16	28/02/2043	3,00	58 961,47	28 160,32	30 801,15	0,00	998 544,56	0,00
17	29/02/2044	3,00	58 961,47	29 005,13	29 956,34	0,00	969 539,43	0,00
18	28/02/2045	3,00	58 961,47	29 875,29	29 086,18	0,00	939 664,14	0,00
19	28/02/2046	3,00	58 961,47	30 771,55	28 189,92	0,00	908 892,59	0,00
20	28/02/2047	3,00	58 961,47	31 694,69	27 266,78	0,00	877 197,90	0,00
21	29/02/2048	3,00	58 961,47	32 645,53	26 315,94	0,00	844 552,37	0,00
22	28/02/2049	3,00	58 961,47	33 624,90	25 336,57	0,00	810 927,47	0,00
23	28/02/2050	3,00	58 961,47	34 633,65	24 327,82	0,00	776 293,82	0,00
24	28/02/2051	3,00	58 961,47	35 672,66	23 288,81	0,00	740 621,16	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	3,00	58 961,47	36 742,84	22 218,63	0,00	703 878,32	0,00
26	28/02/2053	3,00	58 961,47	37 845,12	21 116,35	0,00	666 033,20	0,00
27	28/02/2054	3,00	58 961,47	38 980,47	19 981,00	0,00	627 052,73	0,00
28	28/02/2055	3,00	58 961,47	40 149,89	18 811,58	0,00	586 902,84	0,00
29	29/02/2056	3,00	58 961,47	41 354,38	17 607,09	0,00	545 548,46	0,00
30	28/02/2057	3,00	58 961,47	42 595,02	16 366,45	0,00	502 953,44	0,00
31	28/02/2058	3,00	58 961,47	43 872,87	15 088,60	0,00	459 080,57	0,00
32	28/02/2059	3,00	58 961,47	45 189,05	13 772,42	0,00	413 891,52	0,00
33	29/02/2060	3,00	58 961,47	46 544,72	12 416,75	0,00	367 346,80	0,00
34	28/02/2061	3,00	58 961,47	47 941,07	11 020,40	0,00	319 405,73	0,00
35	28/02/2062	3,00	58 961,47	49 379,30	9 582,17	0,00	270 026,43	0,00
36	28/02/2063	3,00	58 961,47	50 860,68	8 100,79	0,00	219 165,75	0,00
37	29/02/2064	3,00	58 961,47	52 386,50	6 574,97	0,00	166 779,25	0,00
38	28/02/2065	3,00	58 961,47	53 958,09	5 003,38	0,00	112 821,16	0,00
39	28/02/2066	3,00	58 961,47	55 576,84	3 384,63	0,00	57 244,32	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	28/02/2067	3,00	58 961,65	57 244,32	1 717,33	0,00	0,00	0,00
Total			**2 358 458,98**	**1 362 881,00**	**995 577,98**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 170379 / N° de la Ligne du Prêt : 5656032
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 654 304 €
Taux actuariel théorique : 3,00 %
Taux effectif global : 3,00 %
Intérêts de Préfinancement : 39 847,11 €
Taux de Préfinancement : 3,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	29/02/2028	3,00	25 429,85	5 800,73	19 629,12	0,00	648 503,27	0,00
2	28/02/2029	3,00	25 429,85	5 974,75	19 455,10	0,00	642 528,52	0,00
3	28/02/2030	3,00	25 429,85	6 153,99	19 275,86	0,00	636 374,53	0,00
4	28/02/2031	3,00	25 429,85	6 338,61	19 091,24	0,00	630 035,92	0,00
5	29/02/2032	3,00	25 429,85	6 528,77	18 901,08	0,00	623 507,15	0,00
6	28/02/2033	3,00	25 429,85	6 724,64	18 705,21	0,00	616 782,51	0,00
7	28/02/2034	3,00	25 429,85	6 926,37	18 503,48	0,00	609 856,14	0,00
8	28/02/2035	3,00	25 429,85	7 134,17	18 295,68	0,00	602 721,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 170379 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	29/02/2036	3,00	25 429,85	7 348,19	18 081,66	0,00	595 373,78	0,00
10	28/02/2037	3,00	25 429,85	7 568,64	17 861,21	0,00	587 805,14	0,00
11	28/02/2038	3,00	25 429,85	7 795,70	17 634,15	0,00	580 009,44	0,00
12	28/02/2039	3,00	25 429,85	8 029,57	17 400,28	0,00	571 979,87	0,00
13	29/02/2040	3,00	25 429,85	8 270,45	17 159,40	0,00	563 709,42	0,00
14	28/02/2041	3,00	25 429,85	8 518,57	16 911,28	0,00	555 190,85	0,00
15	28/02/2042	3,00	25 429,85	8 774,12	16 655,73	0,00	546 416,73	0,00
16	28/02/2043	3,00	25 429,85	9 037,35	16 392,50	0,00	537 379,38	0,00
17	29/02/2044	3,00	25 429,85	9 308,47	16 121,38	0,00	528 070,91	0,00
18	28/02/2045	3,00	25 429,85	9 587,72	15 842,13	0,00	518 483,19	0,00
19	28/02/2046	3,00	25 429,85	9 875,35	15 554,50	0,00	508 607,84	0,00
20	28/02/2047	3,00	25 429,85	10 171,61	15 258,24	0,00	498 436,23	0,00
21	29/02/2048	3,00	25 429,85	10 476,76	14 953,09	0,00	487 959,47	0,00
22	28/02/2049	3,00	25 429,85	10 791,07	14 638,78	0,00	477 168,40	0,00
23	28/02/2050	3,00	25 429,85	11 114,80	14 315,05	0,00	466 053,60	0,00
24	28/02/2051	3,00	25 429,85	11 448,24	13 981,61	0,00	454 605,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	29/02/2052	3,00	25 429,85	11 791,69	13 638,16	0,00	442 813,67	0,00
26	28/02/2053	3,00	25 429,85	12 145,44	13 284,41	0,00	430 668,23	0,00
27	28/02/2054	3,00	25 429,85	12 509,80	12 920,05	0,00	418 158,43	0,00
28	28/02/2055	3,00	25 429,85	12 885,10	12 544,75	0,00	405 273,33	0,00
29	29/02/2056	3,00	25 429,85	13 271,65	12 158,20	0,00	392 001,68	0,00
30	28/02/2057	3,00	25 429,85	13 669,80	11 760,05	0,00	378 331,88	0,00
31	28/02/2058	3,00	25 429,85	14 079,89	11 349,96	0,00	364 251,99	0,00
32	28/02/2059	3,00	25 429,85	14 502,29	10 927,56	0,00	349 749,70	0,00
33	29/02/2060	3,00	25 429,85	14 937,36	10 492,49	0,00	334 812,34	0,00
34	28/02/2061	3,00	25 429,85	15 385,48	10 044,37	0,00	319 426,86	0,00
35	28/02/2062	3,00	25 429,85	15 847,04	9 582,81	0,00	303 579,82	0,00
36	28/02/2063	3,00	25 429,85	16 322,46	9 107,39	0,00	287 257,36	0,00
37	29/02/2064	3,00	25 429,85	16 812,13	8 617,72	0,00	270 445,23	0,00
38	28/02/2065	3,00	25 429,85	17 316,49	8 113,36	0,00	253 128,74	0,00
39	28/02/2066	3,00	25 429,85	17 835,99	7 593,86	0,00	235 292,75	0,00
40	28/02/2067	3,00	25 429,85	18 371,07	7 058,78	0,00	216 921,68	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/02/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	29/02/2068	3,00	25 429,85	18 922,20	6 507,65	0,00	197 999,48	0,00
42	28/02/2069	3,00	25 429,85	19 489,87	5 939,98	0,00	178 509,61	0,00
43	28/02/2070	3,00	25 429,85	20 074,56	5 355,29	0,00	158 435,05	0,00
44	28/02/2071	3,00	25 429,85	20 676,80	4 753,05	0,00	137 758,25	0,00
45	29/02/2072	3,00	25 429,85	21 297,10	4 132,75	0,00	116 461,15	0,00
46	28/02/2073	3,00	25 429,85	21 936,02	3 493,83	0,00	94 525,13	0,00
47	28/02/2074	3,00	25 429,85	22 594,10	2 835,75	0,00	71 931,03	0,00
48	28/02/2075	3,00	25 429,85	23 271,92	2 157,93	0,00	48 659,11	0,00
49	29/02/2076	3,00	25 429,85	23 970,08	1 459,77	0,00	24 689,03	0,00
50	28/02/2077	3,00	25 429,70	24 689,03	740,67	0,00	0,00	0,00
Total			**1 271 492,35**	**654 304,00**	**617 188,35**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

SA D'HLM HABELLIS

28 boulevard Georges Clémenceau
21000 DIJON
RCS Dijon 015 450 638

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi 15 octobre à 09 heures 30, les Administrateurs de la Société HABELLIS se sont réunis en présentiel et par visioconférence sur convocation du Président.

Sont présents :
M. Jean François BUET, Administrateur et Président
M. Etienne PITON, Administrateur et vice-Président
M. Christophe ROCARD, représentant permanent d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER,
M. Xavier MARLY, représentant permanent de la CAISSE D'EPARGNE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
M. Jean-Pierre CROST, représentant permanent de la Ville de SENS *(en visioconférence)*
Mme Nuray AKPINAR-ISTIQUAM, représentante permanente de DIJON METROPOLE
M. Sylvain DUVAL, Administrateur *(en visioconférence)*
Mme Vera BAEKE, Administratrice
M. Cyrille GUITON, Administrateur
Mme Elisabeth TOURAIS, Administratrice, *(en visioconférence)*
Mme Marie-Thérèse REVELLAT BOURRIGAN, Administratrice, *(en visioconférence)*
M. Fabien BAUDUIN, Administrateur représentant les locataires
M. Jamal CHBANI, Administrateur représentant les locataires,

Ont donné pouvoir :
M. Mahamadou SANGARE, représentant permanent de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NEVERS, ayant donné pouvoir au Président BUET
M. Lionel TERRASSON, représentant permanent de l'agglomération du Grand Sénonais, ayant donné pouvoir à Jean-Pierre CROST *(en visioconférence),* représentant permanent de la Ville de SENS

Sont excusés ou absents :
Mme Jocelyne MILLET, administratrice représentant les locataires
Mme Caroline SANTIARD, Administratrice

Sont également présents :
M. Benoit OLLIVIER, Délégué Territorial HDF-GE-BFC, d'Action Logement Immobilier
Mme Béatrice GAULARD, Directrice Générale
M. Michael ENCINAS, en qualité de représentant du CSE
Mme Patricia GIRARDET, en qualité de représentante du CSE
M. Simon SPADA, Directeur Général Adjoint
M. Mehdi COTTEBRUNE, Directeur des Systèmes d'Information
Mme Claire CHARRONT, Directrice Administratif et Financier
Mme Christel DELMAIRE, Assistante de Direction

Madame Gaulard assure les fonctions de secrétaire de séance.

Le Président de séance fait l'appel de l'ensemble des Administrateurs tous convoqués pour une participation en présentiel uniquement.

Après avoir remercié les administrateurs de leur présence, énoncé les pouvoirs remis, et les administrateurs absents, le Président ouvre la séance.

Le Président constate que les administrateurs présents réunissent au moins la moitié des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. .....
II. .....
III. .....
IV. **DEVELOPPEMENT VALORISATION / ADAPTATION DU PATRIMOINE**
V. .....

.....

IV. DEVELOPPEMENT VALORISATION / ADAPTATION DU PATRIMOINE

1. Engagement – financement des opérations par territoire

Territoire de l'Yonne

- ***MONETEAU – Les Allées de la Jonchère***

Par délibération en date du 05 juin 2024, le Conseil d'Administration autorisait la poursuite du projet d'acquisition en VEFA de 40 logements locatifs sociaux envisagés par EUROPEAN HOMES, « Les Allées de la Jonchère » à MONETEAU (89) avec le dépôt des agréments PLUS, PLAI et PLS proposé à l'Etat.

Le prix d'acquisition de cette opération a été négocié à 2 175 €HT / m² de surface habitable, soit 4 949 387 € HT pour 2 275,45 m².

Le prix de revient est donc défini en phase opportunité 3 à 5 740 319 € TTC.

Après délibération le Conseil d'Administration, autorise, à l'unanimité :
- ***la signature d'un contrat de réservation au prix de 2 175 € HT /m² de surface habitable pour l'acquisition des 40 logements réalisés par EUROPEAN HOMES au sein de son programme « Les Allées de la Jonchère » à MONETEAU (89), sous conditions suspensives habituelles dont notamment l'obtention des garanties d'emprunts et procéder à sa réitération dans les mêmes conditions***
- ***le dépôt de toute demande de subvention ou financement permettant d'optimiser le bilan financier de ce programme.***

Le Conseil d'Administration donne tout pouvoir à la Directrice Générale pour mener à bien cette opération.

.....

Fait à Dijon, le 13 décembre 2024
Pour extrait copie conforme

La Directrice Générale,
Béatrice GAULARD

Habellis
Groupe ActionLogement

MONETEAU - Les Allées de la Jonchère
Rue de la Fête Dieu
Construction en VEFA de 40 logements
(18 PLUS - 12 PLAI - 10 PLS)

DETAIL DU COUT PREVISIONNEL

	MONTANT H.T.	COUT TTC	
		TVA	TTC
I - CHARGE FONCIERE			
VEFA Part foncière	1 484 815,95 €	130 620,97 €	1 615 436,92 €
Frais d'acquisition	98 988,00 €	8 708,09 €	107 696,09 €
TOTAL	**1 583 803,95 €**	**139 329,06 €**	**1 723 133,01 €**
I - CHARGE FONCIERE			
VEFA Part construction	3 464 570,55 €	304 782,27 €	3 769 352,82 €
Aléas travaux	98 988,00 €	8 708,09 €	107 696,09 €
TOTAL	**3 563 558,55 €**	**313 490,36 €**	**3 877 048,91 €**
II - DIVERS			
RMO	140 007,78 €	- €	140 007,78 €
TOTAL	**140 007,78 €**	**- €**	**140 007,78 €**
TOTAL GENERAL	**5 287 370,28 €**	**452 819,42 €**	**5 740 189,70 €**

Habellis
Groupe ActionLogement

Votre correspondante :
Fabienne COURTOIS
Gestionnaire Financier
03.86.64.70.37
fabienne.courtois@habellis.fr

Monsieur le Président
COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION D'AUXERRE
6bis Place du Maréchal Leclerc
89000 AUXERRE

A l'attention de Madame Valérie Humblot

Sens, le 10 mars 2025

Objet : Demande de garantie d'emprunt
MONETEAU – Les Allées de la Jonchère
Construction en VEFA de 40 logements

Monsieur le Président,

Habellis a été sollicité par Européan Homes afin d'acquérir 40 logements en VEFA répartis sur 5 bâtiments situés rue de la Fête Dieu – Résidence « Les Allées de la Jonchère » à MONETEAU.

A ce titre, notre Société doit contracter **un prêt d'un montant total de 4.425.000 € auprès de la Banque des Territoires.**

Ce prêt, souscrit selon les caractéristiques financières et aux et charges et conditions du Contrat n°170379, dont vous trouverez un exemplaire ci-joint, est constitué de sept Lignes de Prêt.

Conformément à votre règlement intérieur, nous avons l'honneur de solliciter **la garantie de l'agglomération Auxerroise à hauteur de 30%, représentant la somme de 1.327.500 €.**

La commune de Monéteau et le Conseil Départemental de l'Yonne devraient apporter respectivement leur garantie à hauteur de 20% et 50%.

Nous vous remercions de bien vouloir soumettre notre demande à la prochaine séance de votre Conseil Communautaire qui, nous l'espérons, nous accordera la garantie sollicitée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Claire CHARRONT
Directrice Administrative et Financière

HABELLIS - SA d'HLM
Directeur Financier

1 - GENERALITES

Opération :

VEFA EUROPEAN HOMES La Jonchère Montéeau - 40 LLS

Version :

VEFA MONETEAU La Jonchère Faisabilité

Caractéristiques :

Début de l'étude	27/11/2023	Durée de l'étude	50 ans
Date de mise en service/ livraison	01/01/2026	Date dernières dépenses	01/01/2026
Date valeur loyers	01/01/2024	Date valeur subventions	01/01/2024
Date de dernière modification	25/02/2025	Suivi par :	Fabienne COURTOIS
Année de programmation	2024	Code ou n° du programme	
Programme	Location	Surface terrain	NR
Zones (123 - ABC)	Zone III - Zone B2	COS	NR
Nature	Neuf	Sur COS	NR
Type	Mixte	Surface Plancher	NR
Financement(s)	Mixte	SHAB	2 275,58 m²
Financeur principal - ETAT	DDT 089 ML 15%	Surface utile	2 399,33 m²
Cible	Logements ordinaires	Nombre de logements	40
Déménagements - Aménagements	0 - 0	Ratio SHAB/Surface plancher	NR
Niveau moyen		LCR ou SLCR	NR
Acquisition VEFA	oui	Charge foncière justifiable	non
Taux conduite de l'opération		Coefficients de modulation	Aucun
Stade	ETUDE	Coût prévisionnel au m²	
Surface taxable		Surface taxable(2)	
Portée	Privée	Zone climatique	H10
Type habitat		N° INSEE	89263
Nombre global de lots opération	40	Durée chantier en mois	
Redevance foncière acquéreur m²SU		Prix vente HT cible au m²	
Nombre de parking			

Données économiques :

Nature	Donnée
Taux d'actualisation	1,80 %
Taux de capitalisation	1,80 %
Fonds Propres récupérables pris en compte dans la trésorerie	

2 - TYPOLOGIE

Financement : PLUS - Loyer maxi de zone : 5,76 €

- Loyer maxi majoré (Collectif) : 6,34 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 6,51 €

- Loyer maxi majoré (Individuel) : 6,24 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 6,40 €

Typologie	Nature	Type	Entrée	Nbre	Asc.	Asc. sous-sol	Cabine Asc.	SHAB moyenne	SHAB Cumulée	Surface Annexes	Surface Utile
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Individuel	00	10	0	0		63,36	633,59	0,00	633,59
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Collectif	00	8	0	0		53,09	424,69	103,85	476,62
Jardin(s)	Neuf	Individuel	00	10				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) aérien(s)	Neuf	Individuel	00	7				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Individuel	00	3				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Collectif	00	7				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) aérien(s)	Neuf	Collectif	00	1				0,00	0,00	0,00	
Total				46					1 058,28	103,85	1 110,21

Financement : PLAI - Loyer maxi de zone : 5,11 €

- Loyer maxi majoré (Collectif) : 5,77 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 5,92 €

- Loyer maxi majoré (Individuel) : 5,74 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 5,89 €

Typologie	Nature	Type	Entrée	Nbre	Asc.	Asc. sous-sol	Cabine Asc.	SHAB moyenne	SHAB Cumulée	Surface Annexes	Surface Utile
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Individuel	00	4	0	0		55,17	220,66	0,00	220,66
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Collectif	00	8	0	0		48,45	387,62	87,98	431,61
Jardin(s)	Neuf	Individuel	00	4				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) aérien(s)	Neuf	Individuel	00	3				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Collectif	00	5				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) aérien(s)	Neuf	Collectif	00	3				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Individuel	00	1				0,00	0,00	0,00	
Total				28					608,28	87,98	652,27

Financement : PLS - Loyer maxi de zone : 9,34 €

- Loyer maxi majoré (Collectif) : 9,34 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 9,58 €

- Loyer maxi majoré (Individuel) : 9,50 € - Periodicité mensuelle - base SU - Loyer appliqué (livraison) : 9,75 €

Typologie	Nature	Type	Entrée	Nbre	Asc.	Asc. sous-sol	Cabine Asc.	SHAB moyenne	SHAB Cumulée	Surface Annexes	Surface Utile
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Collectif	00	3	0	0		57,53	172,58	55,66	200,41
Appartement(s) T2/T3	Neuf	Individuel	00	7	0	0		62,35	436,44	0,00	436,44
Jardin(s)	Neuf	Individuel	00	7				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Individuel	00	6				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) aérien(s)	Neuf	Individuel	00	1				0,00	0,00	0,00	
Parking(s) couvert(s)	Neuf	Collectif	00	3				0,00	0,00	0,00	
Total				27					609,02	55,66	636,85

Récapitulatif global

Nombre	Surface Habitable	Surface Annexes	Surface Utile
40	2 275,58	247,49	2 399,33

3 - ELEMENTS MAJORATIONS

Element technique	Neuf PLUS Ind	Neuf PLUS Coll	Neuf PLAI Ind	Neuf PLAI Coll	Neuf PLS Ind	Neuf PLS Coll
Loyer maxi de zone	5,76€	5,76€	5,11€	5,11€	9,34€	9,34€
Nombre de logements	10	8	4	8	7	3
Surface utile (SU)	633,59 m²	476,62 m²	220,66 m²	431,61 m²	436,44 m²	200,41 m²
CS de l'opération	1,0321	1,0321	1,0321	1,0321	1,0321	1,0321

Element technique	Neuf PLUS Ind	Neuf PLUS Coll	Neuf PLAI Ind	Neuf PLAI Coll	Neuf PLS Ind	Neuf PLS Coll
ELEMENTS DE MAJORATION DES LOYERS						
CS loyers (différencié)	1,0131	1,0285	1,0492	1,0554	1,0170	1,0005
Taux Majoration Qualité (MQ)	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
Taux majoration ascenseurs	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
Taux majoration L.C.R.	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
Taux Majoration Locales (ML)	7,00 %	7,00 %	7,00 %	7,00 %		
Taux ML <= 15%	7,00 %	7,00 %	7,00 %	7,00 %		
Loyer plafond	6,90	6,38	6,20	5,81		
Loyer maxi. aprés majoration	6,24	6,34	5,74	5,77	9,50	9,34

4 - DETAIL CALCUL LOYERS PLAFONDS

Element calcul	Neuf PLUS Ind	Neuf PLUS Coll	Neuf PLAI Ind	Neuf PLAI Coll	Neuf PLS Ind	Neuf PLS Coll
Surface utile (SU)	633,59	476,62	220,66	431,61	436,44	200,41
CS differencié	1,0131	1,0285	1,0492	1,0554	1,0170	1,0005
LMZone	5,76	5,76	5,11	5,11	9,34	9,34
CS * LMZone	5,84	5,92	5,36	5,39	9,50	9,34
Loyer maxi majoré	6,24	6,34	5,74	5,77	9,50	9,34
Produit locatif (1)	3 953,60	3 021,77	1 266,59	2 490,39	4 146,18	1 871,83
SHAB	633,59	424,69	220,66	387,62	436,44	172,58
CS sans annexes	1,0147	1,0536	1,0278	1,0724	1,0170	1,0377
CS * LMzone	5,84	6,07	5,25	5,48	9,50	9,69
Produit locatif (2)	3 703,13	2 577,33	1 158,92	2 124,14	4 145,65	1 672,67
Dépassement (1) sur (2)	6,76 %	17,24 %	9,29 %	17,24 %	0,01 %	11,91 %
Produit locatif plafonné	4 369,69	3 041,25	1 367,52	2 506,49	0,00	0,00
Loyer maxi plafonné	6,90	6,38	6,20	5,81	0,00	0,00

5 - RECETTES D'EXPLOITATION

Date valeur d'étude : 01/01/2024 - Date livraison : 01/01/2026

5.1 - Financement : PLUS

Typologie	Méthode	Base de calcul	Loyer Maxi majoré	Loyer étude	Loyer actualisé	Périodicité	Terme	Produit locatif
Appartement(s) T2/T3 Neuf Ind	Surface Utile	633,59 m²	6,24	6,24	6,40	Mensuelle	Échu	4 054,98
Appartement(s) T2/T3 Neuf Coll	Surface Utile	476,62 m²	6,34	6,34	6,51	Mensuelle	Échu	3 102,80
Jardin(s) Neuf Ind	Unité	10		20,00	20,52	Mensuelle	Échu	205,20
Parking(s) aérien(s) Neuf Ind	Unité	7		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	107,73
Parking(s) couvert(s) Neuf Ind	Unité	3		25,00	25,65	Mensuelle	Échu	76,95
Parking(s) couvert(s) Neuf Coll	Unité	7		25,00	25,65	Mensuelle	Échu	179,55
Parking(s) aérien(s) Neuf Coll	Unité	1		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	15,39
							Total	7 742,59

Ratios de gestion - Révision(s), premier taux de progression :

Recettes	Nbre rév.	Prog.	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Jardin(s) PLUS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLUS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Parking(s) couvert(s) PLUS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Parking(s) couvert(s) PLUS Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLUS Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers

Ratios de gestion - premiers taux de perte :

Recettes	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Jardin(s) PLUS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLUS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Parking(s) couvert(s) PLUS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Parking(s) couvert(s) PLUS Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLUS Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers

5.2 - Financement : PLAI

Typologie	Méthode	Base de calcul	Loyer Maxi majoré	Loyer étude	Loyer actualisé	Périodicité	Terme	Produit locatif
Appartement(s) T2/T3 Neuf Ind	Surface Utile	220,66 m²	5,74	5,74	5,89	Mensuelle	Échu	1 299,69
Appartement(s) T2/T3 Neuf Coll	Surface Utile	431,61 m²	5,77	5,77	5,92	Mensuelle	Échu	2 555,13
Jardin(s) Neuf Ind	Unité	4		20,00	20,52	Mensuelle	Échu	82,08
Parking(s) aérien(s) Neuf Ind	Unité	3		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	46,17
Parking(s) couvert(s) Neuf Coll	Unité	5		25,00	25,65	Mensuelle	Échu	128,25
Parking(s) aérien(s) Neuf Coll	Unité	3		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	46,17
Parking(s) couvert(s) Neuf Ind	Unité	1		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	15,39
							Total	4 172,88

Ratios de gestion - Révision(s), premier taux de progression :

Recettes	Nbre rév.	Prog.	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Jardin(s) PLAI Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLAI Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLAI Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLAI Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLAI Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers

Ratios de gestion - premiers taux de perte :

Recettes	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Jardin(s) PLAI Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLAI Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLAI Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLAI Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLAI Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers

5.3 - Financement : PLS

Typologie	Méthode	Base de calcul	Loyer Maxi majoré	Loyer étude	Loyer actualisé	Périodicité	Terme	Produit locatif
Appartement(s) T2/T3 Neuf Coll	Surface Utile	200,41 m²	9,34	9,34	9,58	Mensuelle	Échu	1 919,93
Appartement(s) T2/T3 Neuf Ind	Surface Utile	436,44 m²	9,50	9,50	9,75	Mensuelle	Échu	4 255,29
Jardin(s) Neuf Ind	Unité	7		20,00	20,52	Mensuelle	Échu	143,64
Parking(s) couvert(s) Neuf Ind	Unité	6		25,00	25,65	Mensuelle	Échu	153,90
Parking(s) aérien(s) Neuf Ind	Unité	1		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	15,39
Parking(s) couvert(s) Neuf Coll	Unité	3		15,00	15,39	Mensuelle	Échu	46,17
							Total	6 534,32

Ratios de gestion - Révision(s), premier taux de progression :

Recettes	Nbre rév.	Prog.	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	
Jardin(s) PLS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLS Neuf Ind	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLS Neuf Coll	2	1,30 %	0,00 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	1,30 %	Progression loyers

Ratios de gestion - premiers taux de perte :

Recettes	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5	Modèle
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
Jardin(s) PLS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) aérien(s) PLS Neuf Ind	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers
Parking(s) couvert(s) PLS Neuf Coll	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	Progression loyers

Produit locatif global : 18 449,79 €

6 - CHARGES D'EXPLOITATION

Modèle associé : HABELLIS 2021 CN AA

Charge	Date valeur	Différé	Début	Fin	Périodicité	Méthode calcul	Montant	Base	coût total
Emprunts en cours	01/01/2026	sans	01/01/2026	01/01/2076	Annuelle	Libre			
Frais de Gestion mensuels	01/01/2026	sans	01/01/2026	01/12/2076	Mensuelle	par unité facturable	50,00	40	2 080,80 €
Frais Réhab mensuels	01/01/2026	5	01/01/2031	01/01/2076	Annuelle	% du prix de revient	0,60 %	3 877 048,91 €	23 262,29 €
Impayes / vacance annuels	01/01/2026	sans	01/01/2026	01/01/2076	Annuelle	% d'une recette	3,00 %	18 449,80 €	
RLS	01/01/2026	sans	01/01/2026	01/01/2076	Annuelle	% d'une recette	4,50 %	17 187,82 €	
TFPB mensuelle	01/01/2026	25	01/01/2051	01/12/2076	Annuelle	par unité facturable	460,00	56	26 958,40 €

Premiers taux de progression :

Charge	Nbr rév.	Progression	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4	Rang 5
Emprunts en cours	2	1,80 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Frais de Gestion mensuels	2	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Frais Réhab mensuels	2	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
TFPB mensuelle	2	2,30 %	2,30 %	2,30 %	2,30 %	2,30 %	2,30 %

7 - BILAN PRÉVISIONNEL GLOBAL

PRIX DE REVIENT			
POSTE	HT	TTC	%
Charge foncière	1 583 804	1 723 133	30,02 %
Bâtiments	3 563 559	3 877 049	67,54 %
Honoraires	0	0	0,00 %
Divers	140 008	140 008	2,44 %
Total	5 287 370	5 740 190	

FINANCEMENT		
NATURE	Montant	%
Emprunts	4 795 000	83,53 %
Subventions	84 000	1,46 %
Fonds Propres récupérables	0	0,00 %
Fonds Propres non récupérables	861 190	15,00 %
Total	5 740 190	

Total fonds propres mobilisés : 861 190 € soit 15,00 %

Soit au lot (y compris commerces) : 21 530,00 €.

8 - BILAN PRÉVISIONNEL PAR FINANCEMENT

Financement : PLUS

PRIX DE REVIENT				
POSTE	HT	TTC	%	par unité
Charge foncière	736 563	810 219	30,03	45 012
Bâtiments	1 657 267	1 822 993	67,56	101 277
Divers	65 112	65 112	2,41	3 617
Total	2 458 942	2 698 325		149 907

FINANCEMENT				
NATURE	Durée	Taux	Montant	%
PLUS CDC Foncier composite 2,30% sur 50ans	50,00	2,30	654 304	24,25
PLUS CDC 2.4% sur 40ans	40,00	2,40	1 362 881	50,51
Prêt AL PLUS	40,00	0,78	222 000	8,23
Total emprunts			2 239 185	82,98
Fonds Propres non récupérables			459 140	17,02
Total			2 698 325	

Financement : PLAI

PRIX DE REVIENT				
POSTE	HT	TTC	%	par unité
Charge foncière	423 363	446 648	30,00	37 221
Bâtiments	952 567	1 004 958	67,49	83 746
Divers	37 425	37 425	2,51	3 119
Total	1 413 355	1 489 031		124 086

FINANCEMENT				
NATURE	Durée	Taux	Montant	%
PLAI CDC Foncier composite 2,30% sur 50ans	50,00	2,30	384 416	25,82
PLAI CDC 1.60% sur 40ans	40,00	1,60	739 149	49,64
Prêt AL PLAI	40,00	0,78	108 000	7,25
Total emprunts			1 231 565	82,71
Subvention Etat PLAI			84 000	5,64
Total subventions			84 000	5,64
Fonds Propres non récupérables			173 466	11,65
Total			1 489 031	

Financement : PLS

PRIX DE REVIENT				
POSTE	HT	TTC	%	par unité
Charge foncière	423 878	466 266	30,03	46 627
Bâtiments	953 725	1 049 098	67,56	104 910
Divers	37 471	37 471	2,41	3 747
Total	1 415 074	1 552 834		155 283

FINANCEMENT				
NATURE	Durée	Taux	Montant	%
PLS CDC Foncier composite 2,30% 50 ans	50,00	2,30	375 328	24,17
PLS CDC 2.91% sur 40 ans	40,00	2,91	478 731	30,83
Prêt AL PLS	30,00	0,83	40 000	2,58
PLS COMPLEMENTAIRE	40,00	2,91	430 191	27,70
Total emprunts			1 324 250	85,28
Fonds Propres non récupérables			228 584	14,72
Total			1 552 834	

Total fonds propres mobilisés : 861 190 € soit 15,00%

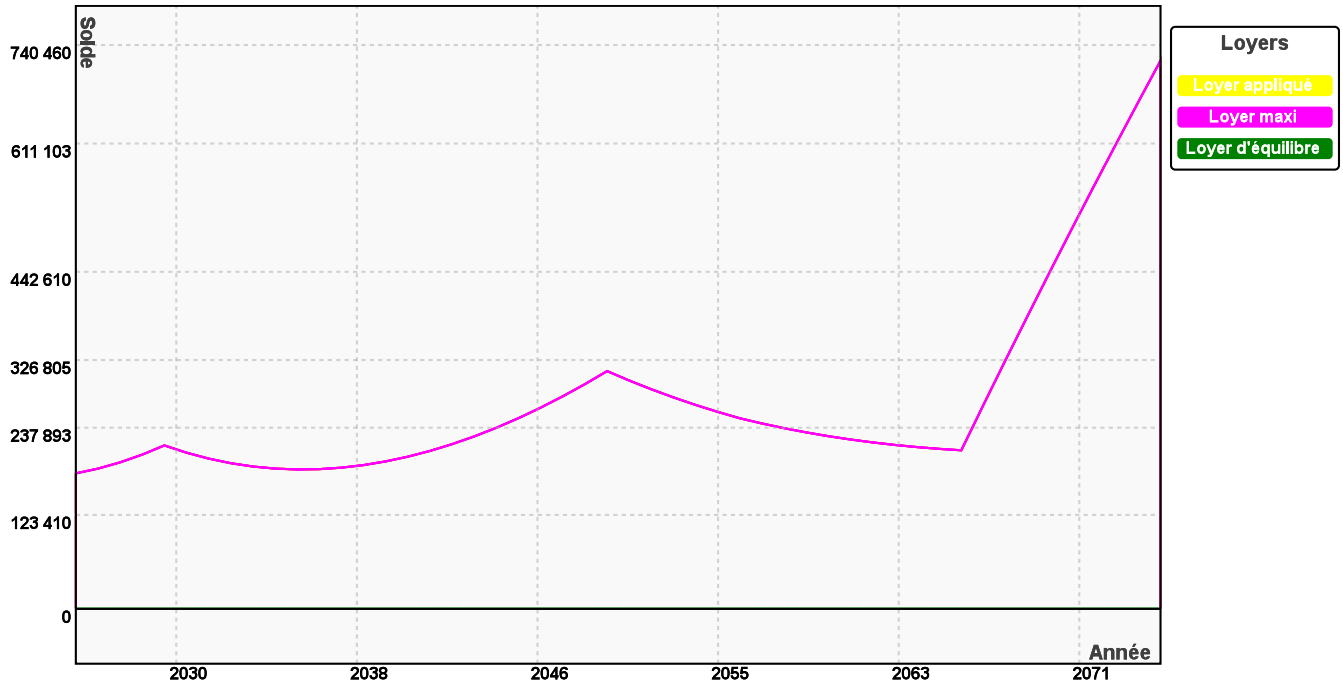
9 - TRÉSORERIE SIMPLIFIÉE D'EXPLOITATION

CHARGES						RECETTES			RESULTATS		
Rang	Année	Exploitation	Autres	Annuité & FPR	Débit	Exploitation	Autres	Crédit	Valorisation	Annuel	Cumulé courant
1	2026	24 970	0	0	24 970	202 948	0	202 948	0	177 978	177 978
2	2027	41 392	0	176 325	217 717	224 036	0	224 036	0	6 319	184 297
3	2028	42 109	0	176 325	218 433	226 948	0	226 948	0	8 515	192 812
4	2029	42 838	0	176 325	219 163	229 899	0	229 899	0	10 736	203 548
5	2030	43 580	0	176 325	219 905	232 887	0	232 887	0	12 982	216 531
6	2031	70 020	0	176 325	246 344	235 915	0	235 915	0	- 10 429	206 102
7	2032	71 303	0	176 325	247 627	238 982	0	238 982	0	- 8 645	197 456
8	2033	72 610	0	176 325	248 934	242 089	0	242 089	0	- 6 846	190 610
9	2034	73 941	0	176 325	250 266	245 236	0	245 236	0	- 5 030	185 580
10	2035	75 298	0	176 325	251 623	248 424	0	248 424	0	- 3 199	182 381
11	2036	76 681	0	176 325	253 005	251 653	0	251 653	0	- 1 352	181 029
12	2037	78 089	0	176 325	254 414	254 925	0	254 925	0	511	181 540
13	2038	79 524	0	176 325	255 849	258 239	0	258 239	0	2 390	183 930
14	2039	80 986	0	176 325	257 311	261 596	0	261 596	0	4 285	188 216
15	2040	82 476	0	176 325	258 800	264 997	0	264 997	0	6 196	194 412
16	2041	83 993	0	176 325	260 318	268 442	0	268 442	0	8 124	202 536
17	2042	85 540	0	176 325	261 864	271 931	0	271 931	0	10 067	212 603
18	2043	87 115	0	176 325	263 440	275 466	0	275 466	0	12 027	224 630
19	2044	88 720	0	176 325	265 045	279 048	0	279 048	0	14 003	238 633
20	2045	90 356	0	176 325	266 681	282 675	0	282 675	0	15 995	254 627
21	2046	92 022	0	176 325	268 347	286 350	0	286 350	0	18 003	272 630
22	2047	93 720	0	176 325	270 045	290 073	0	290 073	0	20 028	292 658
23	2048	95 450	0	176 325	271 775	293 843	0	293 843	0	22 068	314 726
24	2049	97 213	0	176 325	273 538	297 663	0	297 663	0	24 126	338 852
25	2050	99 009	0	176 325	275 334	301 533	0	301 533	0	26 199	365 051
26	2051	148 437	0	176 325	324 762	305 453	0	305 453	0	- 19 309	345 742
27	2052	151 397	0	176 325	327 721	309 424	0	309 424	0	- 18 298	327 444
28	2053	154 417	0	176 325	330 741	313 446	0	313 446	0	- 17 295	310 149
29	2054	157 499	0	176 325	333 823	317 521	0	317 521	0	- 16 302	293 847
30	2055	160 644	0	176 325	336 968	321 649	0	321 649	0	- 15 319	278 528
31	2056	163 853	0	176 325	340 177	325 830	0	325 830	0	- 14 347	264 181
32	2057	167 128	0	174 814	341 942	330 066	0	330 066	0	- 11 876	252 306
33	2058	170 470	0	174 814	345 284	334 357	0	334 357	0	- 10 927	241 379
34	2059	173 880	0	174 814	348 694	338 704	0	338 704	0	- 9 990	231 389
35	2060	177 361	0	174 814	352 175	343 107	0	343 107	0	- 9 068	222 321
36	2061	180 912	0	174 814	355 726	347 567	0	347 567	0	- 8 159	214 162
37	2062	184 537	0	174 814	359 351	352 086	0	352 086	0	- 7 265	206 897
38	2063	188 236	0	174 814	363 050	356 663	0	356 663	0	- 6 387	200 509
39	2064	192 011	0	174 814	366 825	361 299	0	361 299	0	- 5 525	194 984
40	2065	195 863	0	174 814	370 677	365 996	0	365 996	0	- 4 681	190 303
41	2066	199 794	0	174 814	374 608	370 754	0	370 754	0	- 3 854	186 449
42	2067	203 807	0	47 884	251 690	375 574	0	375 574	0	123 884	310 333
43	2068	207 901	0	47 884	255 785	380 456	0	380 456	0	124 671	435 004
44	2069	212 080	0	47 884	259 964	385 402	0	385 402	0	125 438	560 442
45	2070	216 345	0	47 884	264 229	390 413	0	390 413	0	126 184	686 626
46	2071	220 698	0	47 884	268 581	395 488	0	395 488	0	126 906	813 533
47	2072	225 140	0	47 884	273 024	400 629	0	400 629	0	127 606	941 138
48	2073	229 674	0	47 884	277 557	405 837	0	405 837	0	128 280	1 069 418
49	2074	234 301	0	47 884	282 184	411 113	0	411 113	0	128 929	1 198 347
50	2075	239 023	0	47 884	286 907	416 458	0	416 458	0	129 551	1 327 898
	Cumul	6 624 362	0	7 468 831	14 093 193	15 421 093	0	15 421 093		1 327 898	

10 - LOYER PRATIQUE - LOYER MAXI - LOYER EQUILIBRE

Typologie	Loyer pratiqué Livraison	Loyer maxi Livraison	Loyer équilibre Livraison	Loyer pratiqué Etude	Loyer maxi Etude	Loyer équilibre Etude
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Ind	6,40	6,40	0,00	6,24	6,24	0,00
Appartement(s) T2/T3 PLUS Neuf Coll	6,51	6,51	0,00	6,34	6,34	0,00
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Ind	5,89	5,89	0,00	5,74	5,74	0,00
Appartement(s) T2/T3 PLAI Neuf Coll	5,92	5,92	0,00	5,77	5,77	0,00
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Coll	9,58	9,58	0,00	9,34	9,34	0,00
Appartement(s) T2/T3 PLS Neuf Ind	9,75	9,75	0,00	9,50	9,50	0,00

11 - COURBES DES LOYERS



Habellis
Groupe ActionLogement

MONETEAU - Les Allées de la Jonchère
Rue de la Fête Dieu
Construction en VEFA de 40 logements
(18 PLUS - 12 PLAI - 10 PLS)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

MOYENS FINANCIERS		MONTANT
Subvention Etat "PLUS/PLAI" PLAI : 7 000 € x 12 logts	1%	84 000,00 €
Prêt amortissable ACTION LOGEMENT 0,75% sur 40 ans - DA 2 ans pour les PLUS/PLAI 1,25% sur 30 ans - DA 2 ans pour le PLS	6%	370 000,00 €
Prêt CDC PLUS 3,00% sur 40 ans - Préfinancement 24 mois	24%	1 362 881,00 €
Prêt CDC PLUS Foncier 3,00% sur 50 ans - Préfinancement 24 mois	11%	654 304,00 €
Prêt CDC PLAI 2,00% sur 40 ans - Préfinancement 24 mois	13%	739 149,00 €
Prêt CDC PLAI Foncier 2,00% sur 50 ans - Préfinancement 24 mois	7%	384 416,00 €
Prêt CDC PLS 3,51% sur 40 ans - Préfinancement 24 mois	8%	478 731,00 €
Prêt CDC PLS Complémentaire 3,51% sur 40 ans - Préfinancement 24 mois	7%	430 191,00 €
Prêt CDC PLS Foncier 3,51% sur 50 ans - Préfinancement 24 mois	7%	375 328,00 €
Fonds propres	15%	861 189,70 €
TOTAL GENERAL	100%	**5 740 189,70 €**

Habellis
Groupe ActionLogement

MONETEAU (89) – Les Allées de la Jonchère
Construction de 40 logements
18 PLUS – 12 PLAI – 10 PLS

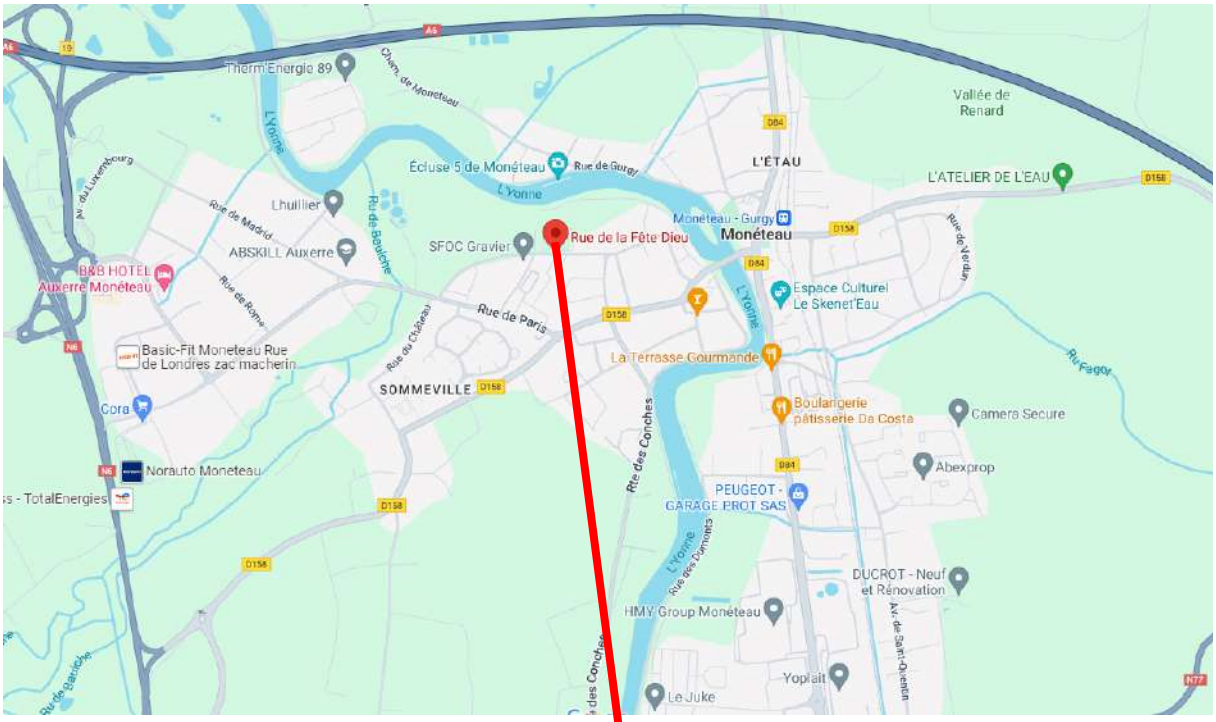
NOTE DE PRESENTATION

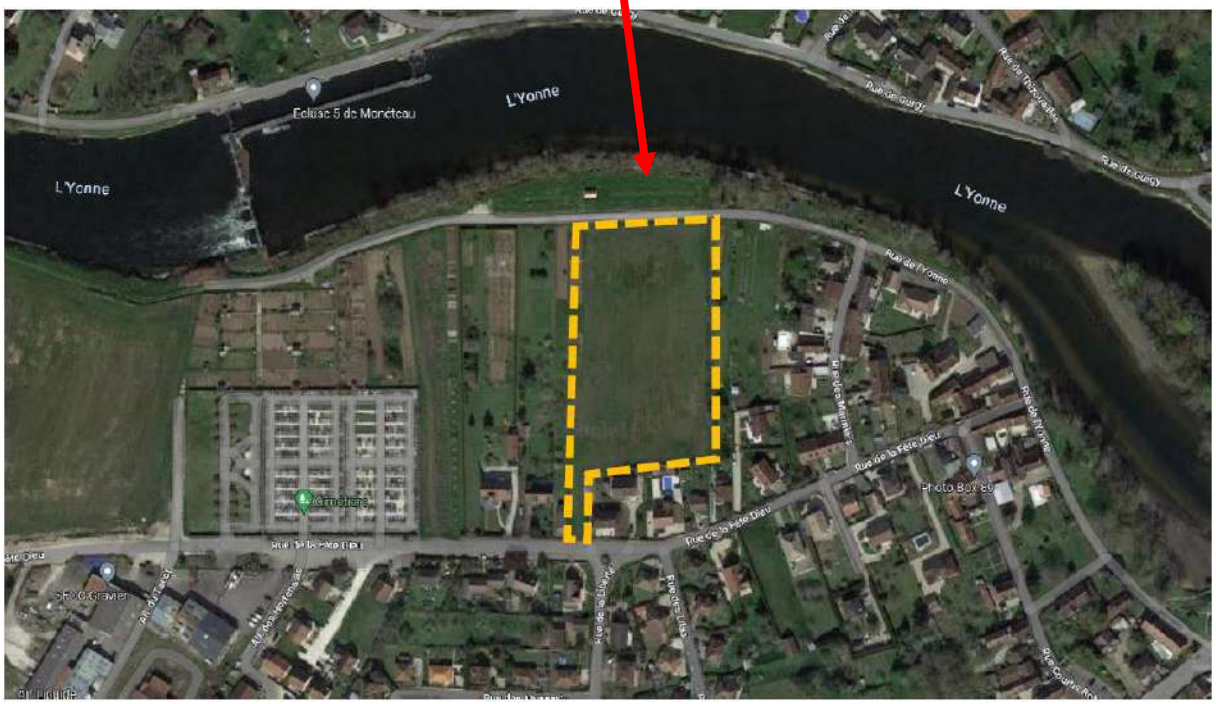
Maître d'ouvrage :
HABELLIS
28, Boulevard Georges Clémenceau CS30312
21003 DIJON CEDEX

1. Description du projet

HABELLIS envisage une construction en VEFA via le promoteur European Homes sur la commune de Monéteau, au sud du département de l'Yonne (89).

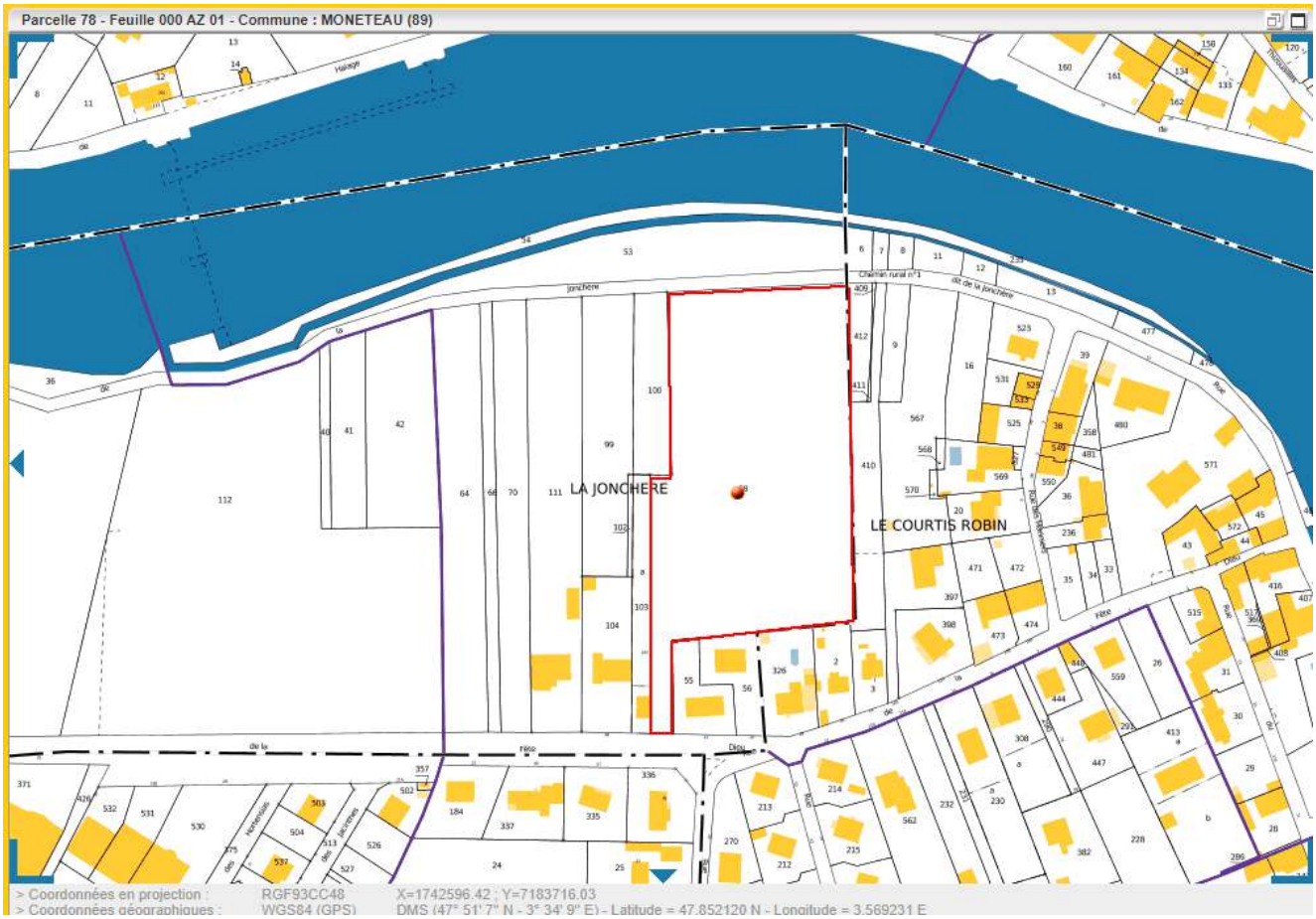
Nous envisageons d'aménager la zone pour accueillir 40 logements sociaux (12 PLAI et 18 PLUS et 10 PLS).





La parcelle à aménager s'inscrit au sein de différentes typologies paysagères bien indentifiables au bord de l'Yonne (berges végétalisées, cônes de vue, écran végétalisé…).

La création d'une voirie pour accéder au lotissement devra être réalisé.



L'unité foncière est constituée d'une unique parcelle AZ n° 78 dont la contenance est la suivante :

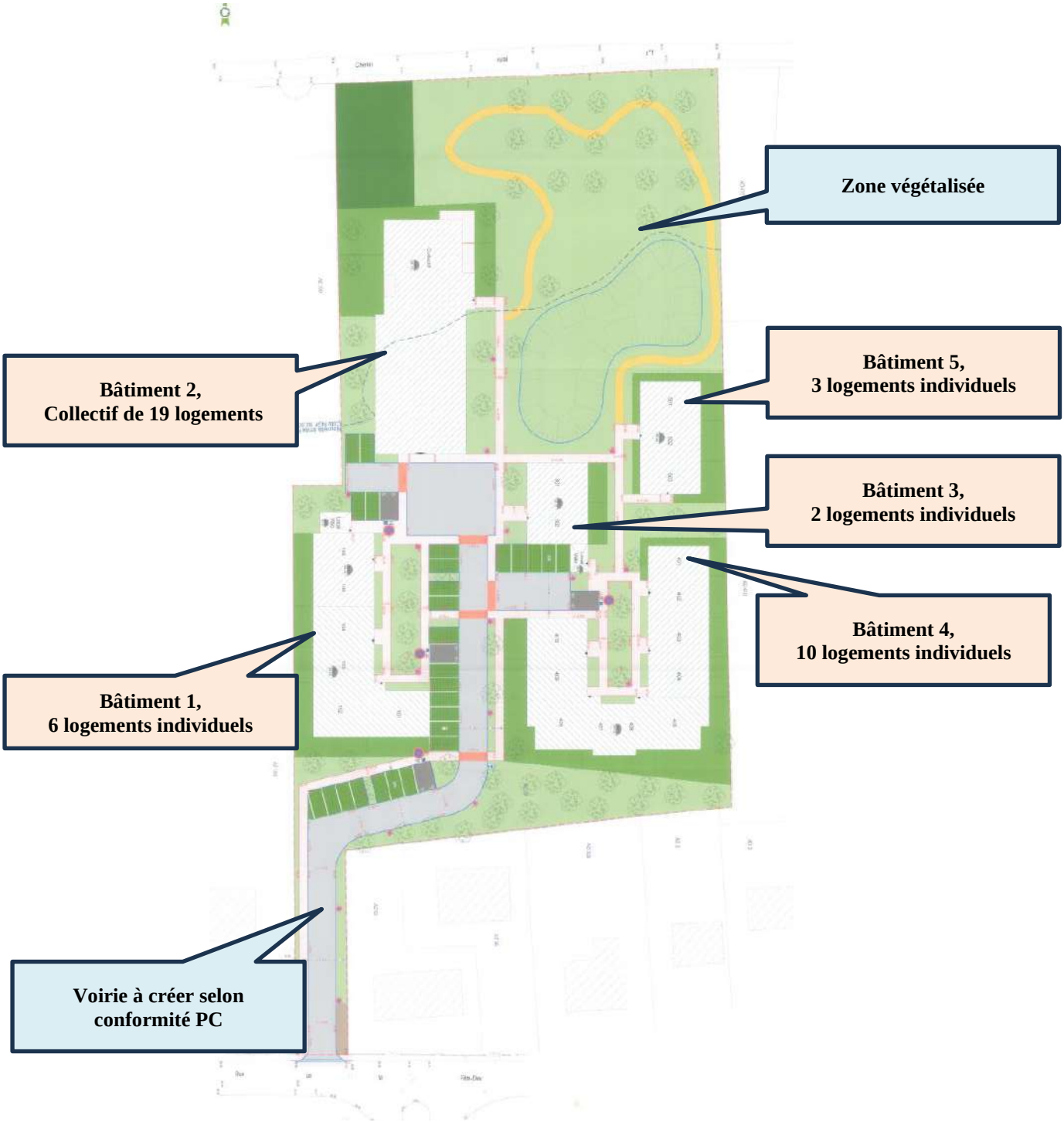
Informations littérales relatives à la feuille n° 000 AZ 01 : Commune : MONETEAU (89).

Nom du CDIF de référence	**Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)**
Nom de la commune	**MONETEAU**
Identifiant cadastral de la feuille	**000 AZ 01**
Échelle d'origine	**1/1000**
Orientation	**Nord**
Coordonnées en projection	**RGF93CC48**
Qualité	
Tolérance applicable	**190**
Date de dernière mise à jour en CDIF	**04/02/2015**
Date de dernière mise à jour sur www.cadastre.gouv.fr	**23/07/2024**

2. Programme

Le projet consiste à consacrer la partie sud de la parcelle pour l'aménagement et l'implantation des logements, afin de conserver au nord de la parcelle des espaces végétalisés, faces à l'Yonne.

Plan de masse et insertion des bâtiments :



53
Chemin rur
412
411
410
111
99
55
56
32
Rue de l'Hôtel-Dieu

Logements collectifs :

Logements individuels accolés :

3. Programme - LOGEMENTS

3.1 - Surfaces et typologies

Les 40 logements sont destinés la location, qualifiés de logements sociaux conventionnés (PLAI, PLUS, PLS).

Composition du projet HABELLIS :

19 Logements collectifs

TYPOLOGIE	Nombre	SHAB (m^2)
T2	10	422.07
T3	9	562.82
Total général	**19**	**984.89**

FINANCEMENT	Nombre
PLUS	8
PLAI	8
PLS	3
Total général	**19**

21 Logements individuels

TYPOLOGIE	Nombre	SHAB (m^2)
T2	13	711.93
T3	8	578.76
Total général	**19**	**1 290.69**

FINANCEMENT	Nombre
PLUS	10
PLAI	4
PLS	7
Total général	**21**

TOTAL LOGEMENTS / TYPOLOGIES :

TYPOLOGIE	Nombre	SHAB (m^2)	S.U (m^2)	SHAB MOY (m^2)
T2	23	1 134.00	1 197.10	49.30
T3	17	1 141.58	1 202.23	70.72
Total général	**40**	**2 275.58**	**2 399.33**	

SHAB Moyenne = 56.89 m²
SHAB Totale hors surfaces annexes : 2 275.58 m²

Chaque logement disposera soit d'un balcon, soit d'une loggia, soit d'une terrasse ou d'un jardin.

Le projet comprend également une place de stationnement par logement (stationnement couvert ou aérien) ainsi que des places visiteurs, un local vélos et des locaux ordures ménagères.

3.2 – Récapitulatif par logement

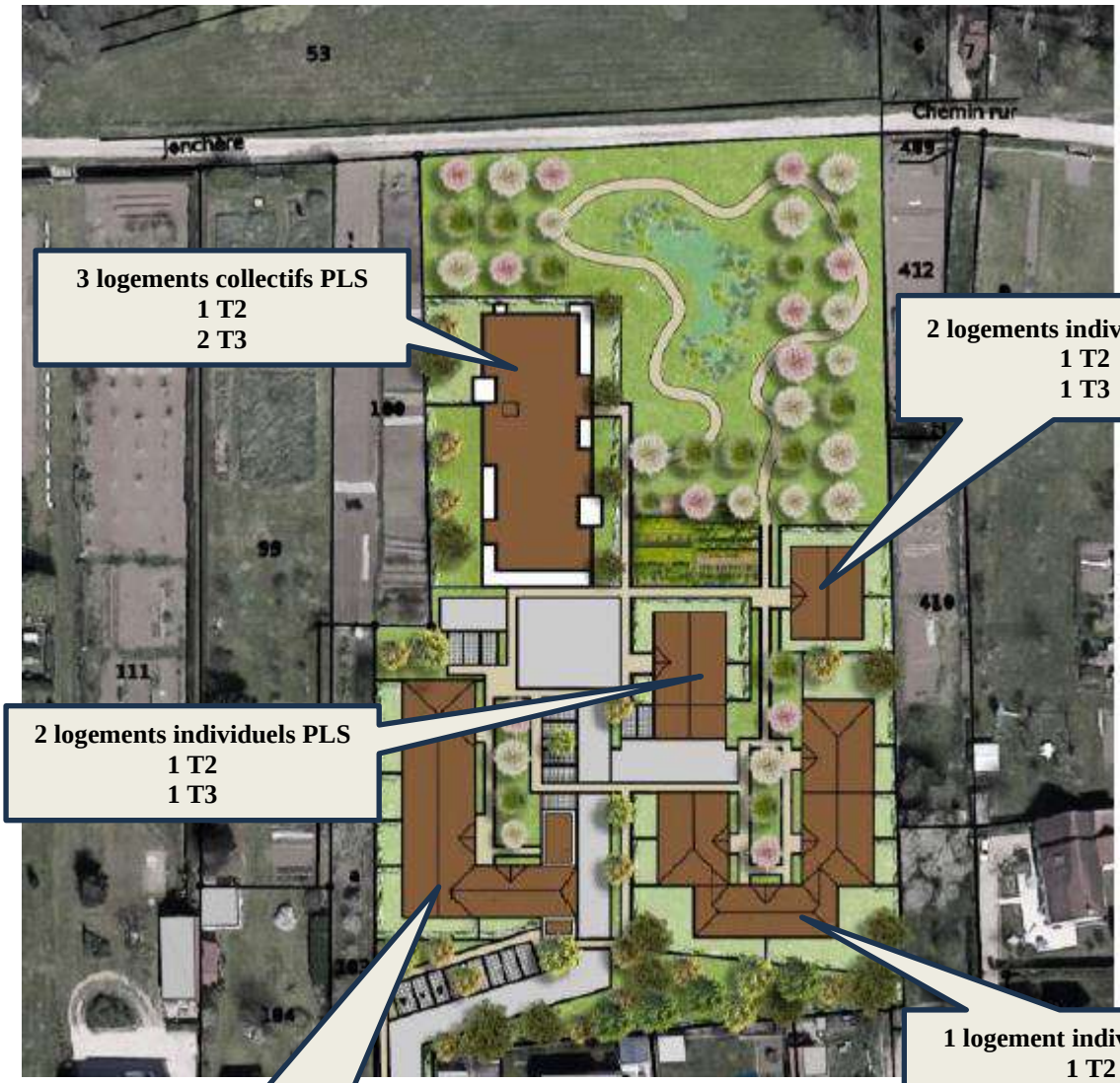
	Financement	Bâtiment	Etage	N° Logt	Type	Surface Habitable	Surface des Annexes			Surface utile	Loyer pratiqué	Montant du loyer	Places de St.		Jardins	Total en Euros
							Type	Total	/2				Type	Prix		
21 LOGEMENTS INDIVIDUELS	PLS	1	rez-de-jardin	101	3	73,76	néant	0,00	0,00	73,76	9,50 €	700,72 €	couvert	25,00 €	20,00 €	745,72 €
	PLUS	1	rez-de-jardin	102	3	80,47	néant	0,00	0,00	80,47	6,24 €	502,13 €	couvert	25,00 €	20,00 €	547,13 €
	PLUS	1	rez-de-jardin	103	3	67,60	néant	0,00	0,00	67,60	6,24 €	421,82 €	couvert	25,00 €	20,00 €	466,82 €
	PLS	1	rez-de-jardin	104	2	54,24	néant	0,00	0,00	54,24	9,50 €	515,28 €	couvert	25,00 €	20,00 €	560,28 €
	PLUS	1	rez-de-jardin	105	2	57,38	néant	0,00	0,00	57,38	6,24 €	358,05 €	couvert	25,00 €	20,00 €	403,05 €
	PLAI	1	rez-de-jardin	106	2	54,46	néant	0,00	0,00	54,46	5,74 €	312,60 €	couvert	25,00 €	20,00 €	357,60 €
	PLS	3	rez-de-jardin	301	3	72,60	néant	0,00	0,00	72,60	9,50 €	689,70 €	couvert	25,00 €	20,00 €	734,70 €
	PLS	3	rez-de-jardin	302	2	54,24	néant	0,00	0,00	54,24	9,50 €	515,28 €	couvert	25,00 €	20,00 €	560,28 €
	PLS	4	rez-de-jardin	401	2	57,34	néant	0,00	0,00	57,34	9,50 €	544,73 €	couvert	25,00 €	20,00 €	589,73 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	402	2	54,46	néant	0,00	0,00	54,46	6,24 €	339,83 €	aérien	15,00 €	20,00 €	374,83 €
	PLAI	4	rez-de-jardin	403	2	56,42	néant	0,00	0,00	56,42	5,74 €	323,85 €	aérien	15,00 €	20,00 €	358,85 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	404	3	70,23	néant	0,00	0,00	70,23	6,24 €	438,24 €	aérien	15,00 €	20,00 €	473,24 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	405	3	71,50	néant	0,00	0,00	71,50	6,24 €	446,16 €	aérien	15,00 €	20,00 €	481,16 €
	PLAI	4	rez-de-jardin	406	2	50,18	néant	0,00	0,00	50,18	5,74 €	288,03 €	aérien	15,00 €	20,00 €	323,03 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	407	2	52,41	néant	0,00	0,00	52,41	6,24 €	327,04 €	aérien	15,00 €	20,00 €	362,04 €
	PLAI	4	rez-de-jardin	408	2	59,60	néant	0,00	0,00	59,60	5,74 €	342,10 €	aérien	15,00 €	20,00 €	377,10 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	409	3	71,40	néant	0,00	0,00	71,40	6,24 €	445,54 €	aérien	15,00 €	20,00 €	480,54 €
	PLUS	4	rez-de-jardin	410	2	53,89	néant	0,00	0,00	53,89	6,24 €	336,27 €	aérien	15,00 €	20,00 €	371,27 €
	PLS	5	rez-de-jardin	501	3	71,20	néant	0,00	0,00	71,20	9,50 €	676,40 €	couvert	25,00 €	20,00 €	721,40 €
	PLUS	5	rez-de-jardin	502	2	54,25	néant	0,00	0,00	54,25	6,24 €	338,52 €	aérien	15,00 €	20,00 €	373,52 €
	PLS	5	rez-de-jardin	503	2	53,06	néant	0,00	0,00	53,06	9,50 €	504,07 €	aérien	15,00 €	20,00 €	539,07 €
	Total 10 logements individuels PLUS					**633,59**	**/**	**0,00**	**0,00**	**633,59**	**6,24 €**	**3 953,60 €**	**/**	**180,00 €**	**200,00 €**	**4 333,60 €**
	Total 4 logements individuels PLAI					**220,66**	**/**	**0,00**	**0,00**	**220,66**	**5,74 €**	**1 266,59 €**	**/**	**70,00 €**	**80,00 €**	**1 416,59 €**
	Total 7 logements individuels PLS					**436,44**	**/**	**0,00**	**0,00**	**436,44**	**9,50 €**	**4 146,18 €**	**/**	**165,00 €**	**140,00 €**	**4 451,18 €**
	TOTAL GENERAL 21 LOGEMENTS INDIVIDUELS					**1 290,69**	**/**	**0,00**	**0,00**	**1 290,69**	**/**	**9 366,37 €**	**/**	**415,00 €**	**420,00 €**	**10 201,37 €**
19 LOGEMENTS COLLECTIFS	PLAI	2	rez-de-jardin	201	2	40,34	loggia	7,34	3,67	44,01	5,77 €	253,94 €	couvert	25,00 €	- €	278,94 €
	PLUS	2	rez-de-jardin	202	3	64,72	loggia	17,78	8,89	73,61	6,34 €	466,69 €	couvert	25,00 €	- €	491,69 €
	PLUS	2	rez-de-jardin	203	2	44,01	loggia	9,80	4,90	48,91	6,34 €	310,09 €	couvert	25,00 €	- €	335,09 €
	PLUS	2	Etage 1	211	2	40,34	balcon	16,10	8,05	48,39	6,34 €	306,79 €	couvert	25,00 €	- €	331,79 €
	PLUS	2	Etage 1	212	3	64,72	balcon	19,86	9,93	74,65	6,34 €	473,28 €	couvert	25,00 €	- €	498,28 €
	PLAI	2	Etage 1	213	3	58,29	balcon	9,80	4,90	63,19	5,77 €	364,61 €	couvert	25,00 €	- €	389,61 €
	PLAI	2	Etage 1	214	2	41,98	balcon	15,41	7,71	49,69	5,77 €	286,68 €	couvert	25,00 €	- €	311,68 €
	PLAI	2	Etage 1	215	2	42,02	balcon	15,41	7,71	49,73	5,77 €	286,91 €	couvert	25,00 €	- €	311,91 €
	PLUS	2	Etage 1	216	3	65,84	terrasse	9,00	4,50	70,34	6,34 €	445,96 €	couvert	25,00 €	- €	470,96 €
	PLAI	2	Etage 1	217	2	44,52	terrasse	9,00	4,50	49,02	5,77 €	282,85 €	couvert	25,00 €	- €	307,85 €
	PLUS	2	Etage 1	218	3	60,20	terrasse	9,00	4,50	64,70	6,34 €	410,20 €	couvert	25,00 €	- €	435,20 €
	PLUS	2	Etage 2	221	2	40,34	balcon	16,10	8,05	48,39	6,34 €	306,79 €	couvert	25,00 €	- €	331,79 €
	PLS	2	Etage 2	222	3	64,72	balcon	19,86	9,93	74,65	9,34 €	697,23 €	couvert	25,00 €	- €	722,23 €
	PLAI	2	Etage 2	223	3	58,29	balcon	9,80	4,90	63,19	5,77 €	364,61 €	aérien	15,00 €	- €	379,61 €
	PLAI	2	Etage 2	224	2	41,98	balcon	15,41	7,71	49,69	5,77 €	286,68 €	aérien	15,00 €	- €	301,68 €
	PLS	2	Etage 2	225	2	42,02	balcon	15,41	7,71	49,73	9,34 €	464,43 €	couvert	25,00 €	- €	489,43 €
	PLS	2	Etage 2	226	3	65,84	balcon	20,39	10,20	76,04	9,34 €	710,17 €	couvert	25,00 €	- €	735,17 €
	PLUS	2	Etage 2	227	2	44,52	loggia	6,21	3,11	47,63	6,34 €	301,94 €	aérien	15,00 €	- €	316,94 €
	PLAI	2	Etage 2	228	3	60,20	loggia	5,81	2,91	63,11	5,77 €	364,12 €	aérien	15,00 €	- €	379,12 €
	Total 8 logements collectifs PLUS					**424,69**	**/**	**103,85**	**51,93**	**476,62**	**6,34 €**	**3 021,74 €**	**/**	**190,00 €**	**- €**	**3 211,74 €**
	Total 8 logements collectifs PLAI					**387,62**	**/**	**87,98**	**43,99**	**431,61**	**5,77 €**	**2 490,39 €**	**/**	**170,00 €**	**- €**	**2 660,39 €**
	Total 3 logements collectifs PLS					**172,58**	**/**	**55,66**	**27,83**	**200,41**	**9,34 €**	**1 871,83 €**	**/**	**75,00 €**	**- €**	**1 946,83 €**
	TOTAL GENERAL 19 LOGEMENTS					**984,89**	**/**	**247,49**	**123,75**	**1 108,64**	**/**	**7 383,96 €**	**/**	**435,00 €**	**- €**	**7 818,96 €**
	Total 18 logements PLUS					**1 058,28**	**/**	**103,85**	**51,93**	**1 110,21**	**/**	**6 975,34 €**	**/**	**370,00 €**	**200,00 €**	**7 545,34 €**
	Total 12 logements PLAI					**608,28**	**/**	**87,98**	**43,99**	**652,27**	**/**	**3 756,98 €**	**/**	**240,00 €**	**80,00 €**	**4 076,98 €**
	Total 10 logements PLS					**609,02**	**/**	**55,66**	**27,83**	**636,85**	**/**	**6 018,01 €**	**/**	**240,00 €**	**140,00 €**	**6 398,01 €**
	TOTAL GENERAL 40 LOGEMENTS					**2 275,58**	**/**	**247,49**	**123,75**	**2 399,33**	**/**	**16 750,33 €**	**/**	**850,00 €**	**420,00 €**	**18 020,33 €**

3.3 – Logements PLS

La programmation des logements en financement PLS viendra compléter la mixité de l'offre sur la commune de Monéteau ou Habellis n'est pas encore implantée.
Commune dynamique avec une démographie constante, la commune jouxte la ville d'Auxerre et fait partie de l'agglomération de cette dernière. Elle dispose d'infrastructures diverses (commerces, industrie, enseignement primaire et secondaire) et facile d'accès par sa proximité à l'autoroute A6 et autres routes nationales.
Commune urbaine, elle appartient à l'unité urbaine d'Auxerre, une agglomération intra départementale regroupant 3 communes (Auxerre, Monéteau et Saint Georges sur Baulche).

Le produit PLS, soit 10 Logements, sera décomposé de la manière suivante :

- 3 logements collectifs dans le bâtiment 2
- 7 logements individuels (bâtiments 1, 3, 4 et 5)



4. Calendrier prévisionnel

ETAPE	PLANNING
Obtention permis de construire	28 juin 2023
Dépôt Agrément Droit commun	Octobre 2024
Signature contrat de réservation	Décembre 2024
Signature vente définitive	Juin 2025
Démarrage des travaux	Septembre 2025
Livraison	Septembre 2027

5. Certification environnementale et performance énergétique

L'opération sera envisagée avec une certification NF HQE et soumis à la réglementation thermique RE 2020 à minima.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-121
OBJET : Finances - Garantie d'emprunt HABELLIS - opération de construction de 21 logements locatifs - Auxerre

Rapporteur : Francis HEURLEY

Vu les articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2305 du Code civil ;
Vu l'extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 18 octobre 2023 de la SA d'HLM HABELLIS portant sur l'opération de construction de 21 logements rue Girard de Cailleux à Auxerre dont le financement est assuré par un prêt pour un montant total de 2 261 000 euros auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;
Vu le Contrat de Prêt N° 166559 en annexe signé entre : SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
la SA d'HLM HABELLIS a sollicité la Communauté de l'Auxerrois pour qu'elle se porte garante de cet emprunt à hauteur de 30 %. La ville d'Auxerre est également sollicitée à hauteur de 20 % et le Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 50% en complément de garantie de cet emprunt.
Le Conseil communautaire a décidé d'accorder sa garantie par délibération n°2025-002 du 20 février 2025.
La Caisse des dépôts et consignations demande à ce qu'une nouvelle délibération soit prise par la Communauté de l'auxerrois afin de faire mention de l'article 2305 du code civil et stipuler la mention complémentaire suivante : « Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. »

Par conséquent, il est proposé au Conseil communautaire d'adopter la présente délibération qui annule et remplace la délibération n°2025-002 du 20 février 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1 :

La Communauté de l'Auxerrois accorde sa garantie à hauteur de 30,00% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 261 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 166559.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 678 300 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

communauté
de l'auxerrois

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLS foncier
Enveloppe	-	-	PLSDD 2024	PLSDD 2024
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630595	5630594	5630593	5630592
Montant de la Ligne du Prêt	336 817 €	202 498 €	320 864 €	119 752 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	190 €	70 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

communauté
de l'auxerrois

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630597	5630596		
Montant de la Ligne du Prêt	834 840 €	446 229 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	3,6 %	3,42 %		
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %	3,42 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	3,6 %	3,42 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt[2]	3,6 %	3,42 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

Article 3 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5:

Le Garant accorde son cautionnement en faveur du Prêteur selon les termes de la présente délibération et autorise en conséquence son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Président à signer la présente délibération ainsi que tout autre document nécessaire à son exécution.

communauté
de l'auxerrois

Article 6 :
La présente délibération annule et remplace la délibération 2025-002 du 20 février 2025.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 166559

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS - n° 000279138

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.57 page 1/29
Contrat de prêt n° 166559 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS, SIREN n°: 015450638, sis(e) 28 BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU 21000 DIJON,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.57 page 3/29
Contrat de prêt n° 166559 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.18
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.19
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.20
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.27
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.29
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AUXERRE Girard Cailleux, Parc social public, Construction de 21 logements situés 12 Rue Girard de Cailleux 89000 AUXERRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions deux-cent-soixante-et-un mille euros (2 261 000,00 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-trente-six mille huit-cent-dix-sept euros (336 817,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-deux mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-huit euros (202 498,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2024, d'un montant de trois-cent-vingt mille huit-cent-soixante-quatre euros (320 864,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2024, d'un montant de cent-dix-neuf mille sept-cent-cinquante-deux euros (119 752,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de huit-cent-trente-quatre mille huit-cent-quarante euros (834 840,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-quarante-six mille deux-cent-vingt-neuf euros (446 229,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/02/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
    - Attestation du caractère définitif du permis de construire

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.57 page 12/29
Contrat de prêt n° 166559 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLS foncier
Enveloppe	-	-	PLSDD 2024	PLSDD 2024
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630595	5630594	5630593	5630592
Montant de la Ligne du Prêt	336 817 €	202 498 €	320 864 €	119 752 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	190 €	70 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A)**.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630597	5630596		
Montant de la Ligne du Prêt	834 840 €	446 229 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	3,6 %	3,42 %		
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %	3,42 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	3,6 %	3,42 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt[2]	3,6 %	3,42 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L'YONNE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	20,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	30,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630595
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 336 817 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %
Intérêts de Préfinancement : 13 183,96 €
Taux de Préfinancement : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	2,60	13 644,46	4 887,22	8 757,24	0,00	331 929,78	0,00
2	21/05/2028	2,60	13 644,46	5 014,29	8 630,17	0,00	326 915,49	0,00
3	21/05/2029	2,60	13 644,46	5 144,66	8 499,80	0,00	321 770,83	0,00
4	21/05/2030	2,60	13 644,46	5 278,42	8 366,04	0,00	316 492,41	0,00
5	21/05/2031	2,60	13 644,46	5 415,66	8 228,80	0,00	311 076,75	0,00
6	21/05/2032	2,60	13 644,46	5 556,46	8 088,00	0,00	305 520,29	0,00
7	21/05/2033	2,60	13 644,46	5 700,93	7 943,53	0,00	299 819,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	21/05/2034	2,60	13 644,46	5 849,16	7 795,30	0,00	293 970,20	0,00
9	21/05/2035	2,60	13 644,46	6 001,23	7 643,23	0,00	287 968,97	0,00
10	21/05/2036	2,60	13 644,46	6 157,27	7 487,19	0,00	281 811,70	0,00
11	21/05/2037	2,60	13 644,46	6 317,36	7 327,10	0,00	275 494,34	0,00
12	21/05/2038	2,60	13 644,46	6 481,61	7 162,85	0,00	269 012,73	0,00
13	21/05/2039	2,60	13 644,46	6 650,13	6 994,33	0,00	262 362,60	0,00
14	21/05/2040	2,60	13 644,46	6 823,03	6 821,43	0,00	255 539,57	0,00
15	21/05/2041	2,60	13 644,46	7 000,43	6 644,03	0,00	248 539,14	0,00
16	21/05/2042	2,60	13 644,46	7 182,44	6 462,02	0,00	241 356,70	0,00
17	21/05/2043	2,60	13 644,46	7 369,19	6 275,27	0,00	233 987,51	0,00
18	21/05/2044	2,60	13 644,46	7 560,78	6 083,68	0,00	226 426,73	0,00
19	21/05/2045	2,60	13 644,46	7 757,37	5 887,09	0,00	218 669,36	0,00
20	21/05/2046	2,60	13 644,46	7 959,06	5 685,40	0,00	210 710,30	0,00
21	21/05/2047	2,60	13 644,46	8 165,99	5 478,47	0,00	202 544,31	0,00
22	21/05/2048	2,60	13 644,46	8 378,31	5 266,15	0,00	194 166,00	0,00
23	21/05/2049	2,60	13 644,46	8 596,14	5 048,32	0,00	185 569,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	21/05/2050	2,60	13 644,46	8 819,64	4 824,82	0,00	176 750,22	0,00
25	21/05/2051	2,60	13 644,46	9 048,95	4 595,51	0,00	167 701,27	0,00
26	21/05/2052	2,60	13 644,46	9 284,23	4 360,23	0,00	158 417,04	0,00
27	21/05/2053	2,60	13 644,46	9 525,62	4 118,84	0,00	148 891,42	0,00
28	21/05/2054	2,60	13 644,46	9 773,28	3 871,18	0,00	139 118,14	0,00
29	21/05/2055	2,60	13 644,46	10 027,39	3 617,07	0,00	129 090,75	0,00
30	21/05/2056	2,60	13 644,46	10 288,10	3 356,36	0,00	118 802,65	0,00
31	21/05/2057	2,60	13 644,46	10 555,59	3 088,87	0,00	108 247,06	0,00
32	21/05/2058	2,60	13 644,46	10 830,04	2 814,42	0,00	97 417,02	0,00
33	21/05/2059	2,60	13 644,46	11 111,62	2 532,84	0,00	86 305,40	0,00
34	21/05/2060	2,60	13 644,46	11 400,52	2 243,94	0,00	74 904,88	0,00
35	21/05/2061	2,60	13 644,46	11 696,93	1 947,53	0,00	63 207,95	0,00
36	21/05/2062	2,60	13 644,46	12 001,05	1 643,41	0,00	51 206,90	0,00
37	21/05/2063	2,60	13 644,46	12 313,08	1 331,38	0,00	38 893,82	0,00
38	21/05/2064	2,60	13 644,46	12 633,22	1 011,24	0,00	26 260,60	0,00
39	21/05/2065	2,60	13 644,46	12 961,68	682,78	0,00	13 298,92	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	21/05/2066	2,60	13 644,69	13 298,92	345,77	0,00	0,00	0,00
Total			**545 778,63**	**336 817,00**	**208 961,63**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630594
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 202 498 €
Taux actuariel théorique : 3,42 %
Taux effectif global : 3,42 %
Intérêts de Préfinancement : 10 447,04 €
Taux de Préfinancement : 3,42 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	3,42	7 429,63	504,20	6 925,43	0,00	201 993,80	0,00
2	21/05/2028	3,42	7 429,63	521,44	6 908,19	0,00	201 472,36	0,00
3	21/05/2029	3,42	7 429,63	539,28	6 890,35	0,00	200 933,08	0,00
4	21/05/2030	3,42	7 429,63	557,72	6 871,91	0,00	200 375,36	0,00
5	21/05/2031	3,42	7 429,63	576,79	6 852,84	0,00	199 798,57	0,00
6	21/05/2032	3,42	7 429,63	596,52	6 833,11	0,00	199 202,05	0,00
7	21/05/2033	3,42	7 429,63	616,92	6 812,71	0,00	198 585,13	0,00
8	21/05/2034	3,42	7 429,63	638,02	6 791,61	0,00	197 947,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/05/2035	3,42	7 429,63	659,84	6 769,79	0,00	197 287,27	0,00
10	21/05/2036	3,42	7 429,63	682,41	6 747,22	0,00	196 604,86	0,00
11	21/05/2037	3,42	7 429,63	705,74	6 723,89	0,00	195 899,12	0,00
12	21/05/2038	3,42	7 429,63	729,88	6 699,75	0,00	195 169,24	0,00
13	21/05/2039	3,42	7 429,63	754,84	6 674,79	0,00	194 414,40	0,00
14	21/05/2040	3,42	7 429,63	780,66	6 648,97	0,00	193 633,74	0,00
15	21/05/2041	3,42	7 429,63	807,36	6 622,27	0,00	192 826,38	0,00
16	21/05/2042	3,42	7 429,63	834,97	6 594,66	0,00	191 991,41	0,00
17	21/05/2043	3,42	7 429,63	863,52	6 566,11	0,00	191 127,89	0,00
18	21/05/2044	3,42	7 429,63	893,06	6 536,57	0,00	190 234,83	0,00
19	21/05/2045	3,42	7 429,63	923,60	6 506,03	0,00	189 311,23	0,00
20	21/05/2046	3,42	7 429,63	955,19	6 474,44	0,00	188 356,04	0,00
21	21/05/2047	3,42	7 429,63	987,85	6 441,78	0,00	187 368,19	0,00
22	21/05/2048	3,42	7 429,63	1 021,64	6 407,99	0,00	186 346,55	0,00
23	21/05/2049	3,42	7 429,63	1 056,58	6 373,05	0,00	185 289,97	0,00
24	21/05/2050	3,42	7 429,63	1 092,71	6 336,92	0,00	184 197,26	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/05/2051	3,42	7 429,63	1 130,08	6 299,55	0,00	183 067,18	0,00
26	21/05/2052	3,42	7 429,63	1 168,73	6 260,90	0,00	181 898,45	0,00
27	21/05/2053	3,42	7 429,63	1 208,70	6 220,93	0,00	180 689,75	0,00
28	21/05/2054	3,42	7 429,63	1 250,04	6 179,59	0,00	179 439,71	0,00
29	21/05/2055	3,42	7 429,63	1 292,79	6 136,84	0,00	178 146,92	0,00
30	21/05/2056	3,42	7 429,63	1 337,01	6 092,62	0,00	176 809,91	0,00
31	21/05/2057	3,42	7 429,63	1 382,73	6 046,90	0,00	175 427,18	0,00
32	21/05/2058	3,42	7 429,63	1 430,02	5 999,61	0,00	173 997,16	0,00
33	21/05/2059	3,42	7 429,63	1 478,93	5 950,70	0,00	172 518,23	0,00
34	21/05/2060	3,42	7 429,63	1 529,51	5 900,12	0,00	170 988,72	0,00
35	21/05/2061	3,42	7 429,63	1 581,82	5 847,81	0,00	169 406,90	0,00
36	21/05/2062	3,42	7 429,63	1 635,91	5 793,72	0,00	167 770,99	0,00
37	21/05/2063	3,42	7 429,63	1 691,86	5 737,77	0,00	166 079,13	0,00
38	21/05/2064	3,42	7 429,63	1 749,72	5 679,91	0,00	164 329,41	0,00
39	21/05/2065	3,42	7 429,63	1 809,56	5 620,07	0,00	162 519,85	0,00
40	21/05/2066	3,42	7 429,63	1 871,45	5 558,18	0,00	160 648,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	21/05/2067	3,42	7 429,63	1 935,45	5 494,18	0,00	158 712,95	0,00
42	21/05/2068	3,42	7 429,63	2 001,65	5 427,98	0,00	156 711,30	0,00
43	21/05/2069	3,42	7 429,63	2 070,10	5 359,53	0,00	154 641,20	0,00
44	21/05/2070	3,42	7 429,63	2 140,90	5 288,73	0,00	152 500,30	0,00
45	21/05/2071	3,42	7 429,63	2 214,12	5 215,51	0,00	150 286,18	0,00
46	21/05/2072	3,42	7 429,63	2 289,84	5 139,79	0,00	147 996,34	0,00
47	21/05/2073	3,42	7 429,63	2 368,16	5 061,47	0,00	145 628,18	0,00
48	21/05/2074	3,42	7 429,63	2 449,15	4 980,48	0,00	143 179,03	0,00
49	21/05/2075	3,42	7 429,63	2 532,91	4 896,72	0,00	140 646,12	0,00
50	21/05/2076	3,42	7 429,63	2 619,53	4 810,10	0,00	138 026,59	0,00
51	21/05/2077	3,42	7 429,63	2 709,12	4 720,51	0,00	135 317,47	0,00
52	21/05/2078	3,42	7 429,63	2 801,77	4 627,86	0,00	132 515,70	0,00
53	21/05/2079	3,42	7 429,63	2 897,59	4 532,04	0,00	129 618,11	0,00
54	21/05/2080	3,42	7 429,63	2 996,69	4 432,94	0,00	126 621,42	0,00
55	21/05/2081	3,42	7 429,63	3 099,18	4 330,45	0,00	123 522,24	0,00
56	21/05/2082	3,42	7 429,63	3 205,17	4 224,46	0,00	120 317,07	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	21/05/2083	3,42	7 429,63	3 314,79	4 114,84	0,00	117 002,28	0,00
58	21/05/2084	3,42	7 429,63	3 428,15	4 001,48	0,00	113 574,13	0,00
59	21/05/2085	3,42	7 429,63	3 545,39	3 884,24	0,00	110 028,74	0,00
60	21/05/2086	3,42	7 429,63	3 666,65	3 762,98	0,00	106 362,09	0,00
61	21/05/2087	3,42	7 429,63	3 792,05	3 637,58	0,00	102 570,04	0,00
62	21/05/2088	3,42	7 429,63	3 921,73	3 507,90	0,00	98 648,31	0,00
63	21/05/2089	3,42	7 429,63	4 055,86	3 373,77	0,00	94 592,45	0,00
64	21/05/2090	3,42	7 429,63	4 194,57	3 235,06	0,00	90 397,88	0,00
65	21/05/2091	3,42	7 429,63	4 338,02	3 091,61	0,00	86 059,86	0,00
66	21/05/2092	3,42	7 429,63	4 486,38	2 943,25	0,00	81 573,48	0,00
67	21/05/2093	3,42	7 429,63	4 639,82	2 789,81	0,00	76 933,66	0,00
68	21/05/2094	3,42	7 429,63	4 798,50	2 631,13	0,00	72 135,16	0,00
69	21/05/2095	3,42	7 429,63	4 962,61	2 467,02	0,00	67 172,55	0,00
70	21/05/2096	3,42	7 429,63	5 132,33	2 297,30	0,00	62 040,22	0,00
71	21/05/2097	3,42	7 429,63	5 307,85	2 121,78	0,00	56 732,37	0,00
72	21/05/2098	3,42	7 429,63	5 489,38	1 940,25	0,00	51 242,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	21/05/2099	3,42	7 429,63	5 677,12	1 752,51	0,00	45 565,87	0,00
74	21/05/2100	3,42	7 429,63	5 871,28	1 558,35	0,00	39 694,59	0,00
75	21/05/2101	3,42	7 429,63	6 072,08	1 357,55	0,00	33 622,51	0,00
76	21/05/2102	3,42	7 429,63	6 279,74	1 149,89	0,00	27 342,77	0,00
77	21/05/2103	3,42	7 429,63	6 494,51	935,12	0,00	20 848,26	0,00
78	21/05/2104	3,42	7 429,63	6 716,62	713,01	0,00	14 131,64	0,00
79	21/05/2105	3,42	7 429,63	6 946,33	483,30	0,00	7 185,31	0,00
80	21/05/2106	3,42	7 431,05	7 185,31	245,74	0,00	0,00	0,00
Total			**594 371,82**	**202 498,00**	**391 873,82**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630593
Opération : Construction
Produit : PLS - PLSDD 2024

Capital prêté : 320 864 €
Taux actuariel théorique : 4,11 %
Taux effectif global : 4,11 %
Intérêts de Préfinancement : 19 926,73 €
Taux de Préfinancement : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	4,11	16 477,49	3 289,98	13 187,51	0,00	317 574,02	0,00
2	21/05/2028	4,11	16 477,49	3 425,20	13 052,29	0,00	314 148,82	0,00
3	21/05/2029	4,11	16 477,49	3 565,97	12 911,52	0,00	310 582,85	0,00
4	21/05/2030	4,11	16 477,49	3 712,53	12 764,96	0,00	306 870,32	0,00
5	21/05/2031	4,11	16 477,49	3 865,12	12 612,37	0,00	303 005,20	0,00
6	21/05/2032	4,11	16 477,49	4 023,98	12 453,51	0,00	298 981,22	0,00
7	21/05/2033	4,11	16 477,49	4 189,36	12 288,13	0,00	294 791,86	0,00
8	21/05/2034	4,11	16 477,49	4 361,54	12 115,95	0,00	290 430,32	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 00279138

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/05/2035	4,11	16 477,49	4 540,80	11 936,69	0,00	285 889,52	0,00
10	21/05/2036	4,11	16 477,49	4 727,43	11 750,06	0,00	281 162,09	0,00
11	21/05/2037	4,11	16 477,49	4 921,73	11 555,76	0,00	276 240,36	0,00
12	21/05/2038	4,11	16 477,49	5 124,01	11 353,48	0,00	271 116,35	0,00
13	21/05/2039	4,11	16 477,49	5 334,61	11 142,88	0,00	265 781,74	0,00
14	21/05/2040	4,11	16 477,49	5 553,86	10 923,63	0,00	260 227,88	0,00
15	21/05/2041	4,11	16 477,49	5 782,12	10 695,37	0,00	254 445,76	0,00
16	21/05/2042	4,11	16 477,49	6 019,77	10 457,72	0,00	248 425,99	0,00
17	21/05/2043	4,11	16 477,49	6 267,18	10 210,31	0,00	242 158,81	0,00
18	21/05/2044	4,11	16 477,49	6 524,76	9 952,73	0,00	235 634,05	0,00
19	21/05/2045	4,11	16 477,49	6 792,93	9 684,56	0,00	228 841,12	0,00
20	21/05/2046	4,11	16 477,49	7 072,12	9 405,37	0,00	221 769,00	0,00
21	21/05/2047	4,11	16 477,49	7 362,78	9 114,71	0,00	214 406,22	0,00
22	21/05/2048	4,11	16 477,49	7 665,39	8 812,10	0,00	206 740,83	0,00
23	21/05/2049	4,11	16 477,49	7 980,44	8 497,05	0,00	198 760,39	0,00
24	21/05/2050	4,11	16 477,49	8 308,44	8 169,05	0,00	190 451,95	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/05/2051	4,11	16 477,49	8 649,91	7 827,58	0,00	181 802,04	0,00
26	21/05/2052	4,11	16 477,49	9 005,43	7 472,06	0,00	172 796,61	0,00
27	21/05/2053	4,11	16 477,49	9 375,55	7 101,94	0,00	163 421,06	0,00
28	21/05/2054	4,11	16 477,49	9 760,88	6 716,61	0,00	153 660,18	0,00
29	21/05/2055	4,11	16 477,49	10 162,06	6 315,43	0,00	143 498,12	0,00
30	21/05/2056	4,11	16 477,49	10 579,72	5 897,77	0,00	132 918,40	0,00
31	21/05/2057	4,11	16 477,49	11 014,54	5 462,95	0,00	121 903,86	0,00
32	21/05/2058	4,11	16 477,49	11 467,24	5 010,25	0,00	110 436,62	0,00
33	21/05/2059	4,11	16 477,49	11 938,54	4 538,95	0,00	98 498,08	0,00
34	21/05/2060	4,11	16 477,49	12 429,22	4 048,27	0,00	86 068,86	0,00
35	21/05/2061	4,11	16 477,49	12 940,06	3 537,43	0,00	73 128,80	0,00
36	21/05/2062	4,11	16 477,49	13 471,90	3 005,59	0,00	59 656,90	0,00
37	21/05/2063	4,11	16 477,49	14 025,59	2 451,90	0,00	45 631,31	0,00
38	21/05/2064	4,11	16 477,49	14 602,04	1 875,45	0,00	31 029,27	0,00
39	21/05/2065	4,11	16 477,49	15 202,19	1 275,30	0,00	15 827,08	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	21/05/2066	4,11	16 477,57	15 827,08	650,49	0,00	0,00	0,00
Total			**659 099,68**	**320 864,00**	**338 235,68**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630592
Opération : Construction
Produit : PLS foncier - PLSDD 2024

Capital prêté : 119 752 €
Taux actuariel théorique : 3,42 %
Taux effectif global : 3,42 %
Intérêts de Préfinancement : 6 178,1 €
Taux de Préfinancement : 3,42 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	3,42	4 393,69	298,17	4 095,52	0,00	119 453,83	0,00
2	21/05/2028	3,42	4 393,69	308,37	4 085,32	0,00	119 145,46	0,00
3	21/05/2029	3,42	4 393,69	318,92	4 074,77	0,00	118 826,54	0,00
4	21/05/2030	3,42	4 393,69	329,82	4 063,87	0,00	118 496,72	0,00
5	21/05/2031	3,42	4 393,69	341,10	4 052,59	0,00	118 155,62	0,00
6	21/05/2032	3,42	4 393,69	352,77	4 040,92	0,00	117 802,85	0,00
7	21/05/2033	3,42	4 393,69	364,83	4 028,86	0,00	117 438,02	0,00
8	21/05/2034	3,42	4 393,69	377,31	4 016,38	0,00	117 060,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/05/2035	3,42	4 393,69	390,21	4 003,48	0,00	116 670,50	0,00
10	21/05/2036	3,42	4 393,69	403,56	3 990,13	0,00	116 266,94	0,00
11	21/05/2037	3,42	4 393,69	417,36	3 976,33	0,00	115 849,58	0,00
12	21/05/2038	3,42	4 393,69	431,63	3 962,06	0,00	115 417,95	0,00
13	21/05/2039	3,42	4 393,69	446,40	3 947,29	0,00	114 971,55	0,00
14	21/05/2040	3,42	4 393,69	461,66	3 932,03	0,00	114 509,89	0,00
15	21/05/2041	3,42	4 393,69	477,45	3 916,24	0,00	114 032,44	0,00
16	21/05/2042	3,42	4 393,69	493,78	3 899,91	0,00	113 538,66	0,00
17	21/05/2043	3,42	4 393,69	510,67	3 883,02	0,00	113 027,99	0,00
18	21/05/2044	3,42	4 393,69	528,13	3 865,56	0,00	112 499,86	0,00
19	21/05/2045	3,42	4 393,69	546,19	3 847,50	0,00	111 953,67	0,00
20	21/05/2046	3,42	4 393,69	564,87	3 828,82	0,00	111 388,80	0,00
21	21/05/2047	3,42	4 393,69	584,19	3 809,50	0,00	110 804,61	0,00
22	21/05/2048	3,42	4 393,69	604,17	3 789,52	0,00	110 200,44	0,00
23	21/05/2049	3,42	4 393,69	624,83	3 768,86	0,00	109 575,61	0,00
24	21/05/2050	3,42	4 393,69	646,20	3 747,49	0,00	108 929,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/05/2051	3,42	4 393,69	668,30	3 725,39	0,00	108 261,11	0,00
26	21/05/2052	3,42	4 393,69	691,16	3 702,53	0,00	107 569,95	0,00
27	21/05/2053	3,42	4 393,69	714,80	3 678,89	0,00	106 855,15	0,00
28	21/05/2054	3,42	4 393,69	739,24	3 654,45	0,00	106 115,91	0,00
29	21/05/2055	3,42	4 393,69	764,53	3 629,16	0,00	105 351,38	0,00
30	21/05/2056	3,42	4 393,69	790,67	3 603,02	0,00	104 560,71	0,00
31	21/05/2057	3,42	4 393,69	817,71	3 575,98	0,00	103 743,00	0,00
32	21/05/2058	3,42	4 393,69	845,68	3 548,01	0,00	102 897,32	0,00
33	21/05/2059	3,42	4 393,69	874,60	3 519,09	0,00	102 022,72	0,00
34	21/05/2060	3,42	4 393,69	904,51	3 489,18	0,00	101 118,21	0,00
35	21/05/2061	3,42	4 393,69	935,45	3 458,24	0,00	100 182,76	0,00
36	21/05/2062	3,42	4 393,69	967,44	3 426,25	0,00	99 215,32	0,00
37	21/05/2063	3,42	4 393,69	1 000,53	3 393,16	0,00	98 214,79	0,00
38	21/05/2064	3,42	4 393,69	1 034,74	3 358,95	0,00	97 180,05	0,00
39	21/05/2065	3,42	4 393,69	1 070,13	3 323,56	0,00	96 109,92	0,00
40	21/05/2066	3,42	4 393,69	1 106,73	3 286,96	0,00	95 003,19	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	21/05/2067	3,42	4 393,69	1 144,58	3 249,11	0,00	93 858,61	0,00
42	21/05/2068	3,42	4 393,69	1 183,73	3 209,96	0,00	92 674,88	0,00
43	21/05/2069	3,42	4 393,69	1 224,21	3 169,48	0,00	91 450,67	0,00
44	21/05/2070	3,42	4 393,69	1 266,08	3 127,61	0,00	90 184,59	0,00
45	21/05/2071	3,42	4 393,69	1 309,38	3 084,31	0,00	88 875,21	0,00
46	21/05/2072	3,42	4 393,69	1 354,16	3 039,53	0,00	87 521,05	0,00
47	21/05/2073	3,42	4 393,69	1 400,47	2 993,22	0,00	86 120,58	0,00
48	21/05/2074	3,42	4 393,69	1 448,37	2 945,32	0,00	84 672,21	0,00
49	21/05/2075	3,42	4 393,69	1 497,90	2 895,79	0,00	83 174,31	0,00
50	21/05/2076	3,42	4 393,69	1 549,13	2 844,56	0,00	81 625,18	0,00
51	21/05/2077	3,42	4 393,69	1 602,11	2 791,58	0,00	80 023,07	0,00
52	21/05/2078	3,42	4 393,69	1 656,90	2 736,79	0,00	78 366,17	0,00
53	21/05/2079	3,42	4 393,69	1 713,57	2 680,12	0,00	76 652,60	0,00
54	21/05/2080	3,42	4 393,69	1 772,17	2 621,52	0,00	74 880,43	0,00
55	21/05/2081	3,42	4 393,69	1 832,78	2 560,91	0,00	73 047,65	0,00
56	21/05/2082	3,42	4 393,69	1 895,46	2 498,23	0,00	71 152,19	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	21/05/2083	3,42	4 393,69	1 960,29	2 433,40	0,00	69 191,90	0,00
58	21/05/2084	3,42	4 393,69	2 027,33	2 366,36	0,00	67 164,57	0,00
59	21/05/2085	3,42	4 393,69	2 096,66	2 297,03	0,00	65 067,91	0,00
60	21/05/2086	3,42	4 393,69	2 168,37	2 225,32	0,00	62 899,54	0,00
61	21/05/2087	3,42	4 393,69	2 242,53	2 151,16	0,00	60 657,01	0,00
62	21/05/2088	3,42	4 393,69	2 319,22	2 074,47	0,00	58 337,79	0,00
63	21/05/2089	3,42	4 393,69	2 398,54	1 995,15	0,00	55 939,25	0,00
64	21/05/2090	3,42	4 393,69	2 480,57	1 913,12	0,00	53 458,68	0,00
65	21/05/2091	3,42	4 393,69	2 565,40	1 828,29	0,00	50 893,28	0,00
66	21/05/2092	3,42	4 393,69	2 653,14	1 740,55	0,00	48 240,14	0,00
67	21/05/2093	3,42	4 393,69	2 743,88	1 649,81	0,00	45 496,26	0,00
68	21/05/2094	3,42	4 393,69	2 837,72	1 555,97	0,00	42 658,54	0,00
69	21/05/2095	3,42	4 393,69	2 934,77	1 458,92	0,00	39 723,77	0,00
70	21/05/2096	3,42	4 393,69	3 035,14	1 358,55	0,00	36 688,63	0,00
71	21/05/2097	3,42	4 393,69	3 138,94	1 254,75	0,00	33 549,69	0,00
72	21/05/2098	3,42	4 393,69	3 246,29	1 147,40	0,00	30 303,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	21/05/2099	3,42	4 393,69	3 357,31	1 036,38	0,00	26 946,09	0,00
74	21/05/2100	3,42	4 393,69	3 472,13	921,56	0,00	23 473,96	0,00
75	21/05/2101	3,42	4 393,69	3 590,88	802,81	0,00	19 883,08	0,00
76	21/05/2102	3,42	4 393,69	3 713,69	680,00	0,00	16 169,39	0,00
77	21/05/2103	3,42	4 393,69	3 840,70	552,99	0,00	12 328,69	0,00
78	21/05/2104	3,42	4 393,69	3 972,05	421,64	0,00	8 356,64	0,00
79	21/05/2105	3,42	4 393,69	4 107,89	285,80	0,00	4 248,75	0,00
80	21/05/2106	3,42	4 394,06	4 248,75	145,31	0,00	0,00	0,00
Total			**351 495,57**	**119 752,00**	**231 743,57**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630597
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 834 840 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %
Intérêts de Préfinancement : 45 356,75 €
Taux de Préfinancement : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	3,60	39 701,87	9 647,63	30 054,24	0,00	825 192,37	0,00
2	21/05/2028	3,60	39 701,87	9 994,94	29 706,93	0,00	815 197,43	0,00
3	21/05/2029	3,60	39 701,87	10 354,76	29 347,11	0,00	804 842,67	0,00
4	21/05/2030	3,60	39 701,87	10 727,53	28 974,34	0,00	794 115,14	0,00
5	21/05/2031	3,60	39 701,87	11 113,72	28 588,15	0,00	783 001,42	0,00
6	21/05/2032	3,60	39 701,87	11 513,82	28 188,05	0,00	771 487,60	0,00
7	21/05/2033	3,60	39 701,87	11 928,32	27 773,55	0,00	759 559,28	0,00
8	21/05/2034	3,60	39 701,87	12 357,74	27 344,13	0,00	747 201,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/05/2035	3,60	39 701,87	12 802,61	26 899,26	0,00	734 398,93	0,00
10	21/05/2036	3,60	39 701,87	13 263,51	26 438,36	0,00	721 135,42	0,00
11	21/05/2037	3,60	39 701,87	13 740,99	25 960,88	0,00	707 394,43	0,00
12	21/05/2038	3,60	39 701,87	14 235,67	25 466,20	0,00	693 158,76	0,00
13	21/05/2039	3,60	39 701,87	14 748,15	24 953,72	0,00	678 410,61	0,00
14	21/05/2040	3,60	39 701,87	15 279,09	24 422,78	0,00	663 131,52	0,00
15	21/05/2041	3,60	39 701,87	15 829,14	23 872,73	0,00	647 302,38	0,00
16	21/05/2042	3,60	39 701,87	16 398,98	23 302,89	0,00	630 903,40	0,00
17	21/05/2043	3,60	39 701,87	16 989,35	22 712,52	0,00	613 914,05	0,00
18	21/05/2044	3,60	39 701,87	17 600,96	22 100,91	0,00	596 313,09	0,00
19	21/05/2045	3,60	39 701,87	18 234,60	21 467,27	0,00	578 078,49	0,00
20	21/05/2046	3,60	39 701,87	18 891,04	20 810,83	0,00	559 187,45	0,00
21	21/05/2047	3,60	39 701,87	19 571,12	20 130,75	0,00	539 616,33	0,00
22	21/05/2048	3,60	39 701,87	20 275,68	19 426,19	0,00	519 340,65	0,00
23	21/05/2049	3,60	39 701,87	21 005,61	18 696,26	0,00	498 335,04	0,00
24	21/05/2050	3,60	39 701,87	21 761,81	17 940,06	0,00	476 573,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/05/2051	3,60	39 701,87	22 545,23	17 156,64	0,00	454 028,00	0,00
26	21/05/2052	3,60	39 701,87	23 356,86	16 345,01	0,00	430 671,14	0,00
27	21/05/2053	3,60	39 701,87	24 197,71	15 504,16	0,00	406 473,43	0,00
28	21/05/2054	3,60	39 701,87	25 068,83	14 633,04	0,00	381 404,60	0,00
29	21/05/2055	3,60	39 701,87	25 971,30	13 730,57	0,00	355 433,30	0,00
30	21/05/2056	3,60	39 701,87	26 906,27	12 795,60	0,00	328 527,03	0,00
31	21/05/2057	3,60	39 701,87	27 874,90	11 826,97	0,00	300 652,13	0,00
32	21/05/2058	3,60	39 701,87	28 878,39	10 823,48	0,00	271 773,74	0,00
33	21/05/2059	3,60	39 701,87	29 918,02	9 783,85	0,00	241 855,72	0,00
34	21/05/2060	3,60	39 701,87	30 995,06	8 706,81	0,00	210 860,66	0,00
35	21/05/2061	3,60	39 701,87	32 110,89	7 590,98	0,00	178 749,77	0,00
36	21/05/2062	3,60	39 701,87	33 266,88	6 434,99	0,00	145 482,89	0,00
37	21/05/2063	3,60	39 701,87	34 464,49	5 237,38	0,00	111 018,40	0,00
38	21/05/2064	3,60	39 701,87	35 705,21	3 996,66	0,00	75 313,19	0,00
39	21/05/2065	3,60	39 701,87	36 990,60	2 711,27	0,00	38 322,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	21/05/2066	3,60	39 702,20	38 322,59	1 379,61	0,00	0,00	0,00
Total			**1 588 075,13**	**834 840,00**	**753 235,13**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

Emprunteur : 0279138 - HABELLIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 166559 / N° de la Ligne du Prêt : 5630596
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 446 229 €
Taux actuariel théorique : 3,42 %
Taux effectif global : 3,42 %
Intérêts de Préfinancement : 23 021,31 €
Taux de Préfinancement : 3,42 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/05/2027	3,42	16 372,10	1 111,07	15 261,03	0,00	445 117,93	0,00
2	21/05/2028	3,42	16 372,10	1 149,07	15 223,03	0,00	443 968,86	0,00
3	21/05/2029	3,42	16 372,10	1 188,36	15 183,74	0,00	442 780,50	0,00
4	21/05/2030	3,42	16 372,10	1 229,01	15 143,09	0,00	441 551,49	0,00
5	21/05/2031	3,42	16 372,10	1 271,04	15 101,06	0,00	440 280,45	0,00
6	21/05/2032	3,42	16 372,10	1 314,51	15 057,59	0,00	438 965,94	0,00
7	21/05/2033	3,42	16 372,10	1 359,46	15 012,64	0,00	437 606,48	0,00
8	21/05/2034	3,42	16 372,10	1 405,96	14 966,14	0,00	436 200,52	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/05/2035	3,42	16 372,10	1 454,04	14 918,06	0,00	434 746,48	0,00
10	21/05/2036	3,42	16 372,10	1 503,77	14 868,33	0,00	433 242,71	0,00
11	21/05/2037	3,42	16 372,10	1 555,20	14 816,90	0,00	431 687,51	0,00
12	21/05/2038	3,42	16 372,10	1 608,39	14 763,71	0,00	430 079,12	0,00
13	21/05/2039	3,42	16 372,10	1 663,39	14 708,71	0,00	428 415,73	0,00
14	21/05/2040	3,42	16 372,10	1 720,28	14 651,82	0,00	426 695,45	0,00
15	21/05/2041	3,42	16 372,10	1 779,12	14 592,98	0,00	424 916,33	0,00
16	21/05/2042	3,42	16 372,10	1 839,96	14 532,14	0,00	423 076,37	0,00
17	21/05/2043	3,42	16 372,10	1 902,89	14 469,21	0,00	421 173,48	0,00
18	21/05/2044	3,42	16 372,10	1 967,97	14 404,13	0,00	419 205,51	0,00
19	21/05/2045	3,42	16 372,10	2 035,27	14 336,83	0,00	417 170,24	0,00
20	21/05/2046	3,42	16 372,10	2 104,88	14 267,22	0,00	415 065,36	0,00
21	21/05/2047	3,42	16 372,10	2 176,86	14 195,24	0,00	412 888,50	0,00
22	21/05/2048	3,42	16 372,10	2 251,31	14 120,79	0,00	410 637,19	0,00
23	21/05/2049	3,42	16 372,10	2 328,31	14 043,79	0,00	408 308,88	0,00
24	21/05/2050	3,42	16 372,10	2 407,94	13 964,16	0,00	405 900,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/05/2051	3,42	16 372,10	2 490,29	13 881,81	0,00	403 410,65	0,00
26	21/05/2052	3,42	16 372,10	2 575,46	13 796,64	0,00	400 835,19	0,00
27	21/05/2053	3,42	16 372,10	2 663,54	13 708,56	0,00	398 171,65	0,00
28	21/05/2054	3,42	16 372,10	2 754,63	13 617,47	0,00	395 417,02	0,00
29	21/05/2055	3,42	16 372,10	2 848,84	13 523,26	0,00	392 568,18	0,00
30	21/05/2056	3,42	16 372,10	2 946,27	13 425,83	0,00	389 621,91	0,00
31	21/05/2057	3,42	16 372,10	3 047,03	13 325,07	0,00	386 574,88	0,00
32	21/05/2058	3,42	16 372,10	3 151,24	13 220,86	0,00	383 423,64	0,00
33	21/05/2059	3,42	16 372,10	3 259,01	13 113,09	0,00	380 164,63	0,00
34	21/05/2060	3,42	16 372,10	3 370,47	13 001,63	0,00	376 794,16	0,00
35	21/05/2061	3,42	16 372,10	3 485,74	12 886,36	0,00	373 308,42	0,00
36	21/05/2062	3,42	16 372,10	3 604,95	12 767,15	0,00	369 703,47	0,00
37	21/05/2063	3,42	16 372,10	3 728,24	12 643,86	0,00	365 975,23	0,00
38	21/05/2064	3,42	16 372,10	3 855,75	12 516,35	0,00	362 119,48	0,00
39	21/05/2065	3,42	16 372,10	3 987,61	12 384,49	0,00	358 131,87	0,00
40	21/05/2066	3,42	16 372,10	4 123,99	12 248,11	0,00	354 007,88	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	21/05/2067	3,42	16 372,10	4 265,03	12 107,07	0,00	349 742,85	0,00
42	21/05/2068	3,42	16 372,10	4 410,89	11 961,21	0,00	345 331,96	0,00
43	21/05/2069	3,42	16 372,10	4 561,75	11 810,35	0,00	340 770,21	0,00
44	21/05/2070	3,42	16 372,10	4 717,76	11 654,34	0,00	336 052,45	0,00
45	21/05/2071	3,42	16 372,10	4 879,11	11 492,99	0,00	331 173,34	0,00
46	21/05/2072	3,42	16 372,10	5 045,97	11 326,13	0,00	326 127,37	0,00
47	21/05/2073	3,42	16 372,10	5 218,54	11 153,56	0,00	320 908,83	0,00
48	21/05/2074	3,42	16 372,10	5 397,02	10 975,08	0,00	315 511,81	0,00
49	21/05/2075	3,42	16 372,10	5 581,60	10 790,50	0,00	309 930,21	0,00
50	21/05/2076	3,42	16 372,10	5 772,49	10 599,61	0,00	304 157,72	0,00
51	21/05/2077	3,42	16 372,10	5 969,91	10 402,19	0,00	298 187,81	0,00
52	21/05/2078	3,42	16 372,10	6 174,08	10 198,02	0,00	292 013,73	0,00
53	21/05/2079	3,42	16 372,10	6 385,23	9 986,87	0,00	285 628,50	0,00
54	21/05/2080	3,42	16 372,10	6 603,61	9 768,49	0,00	279 024,89	0,00
55	21/05/2081	3,42	16 372,10	6 829,45	9 542,65	0,00	272 195,44	0,00
56	21/05/2082	3,42	16 372,10	7 063,02	9 309,08	0,00	265 132,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	21/05/2083	3,42	16 372,10	7 304,57	9 067,53	0,00	257 827,85	0,00
58	21/05/2084	3,42	16 372,10	7 554,39	8 817,71	0,00	250 273,46	0,00
59	21/05/2085	3,42	16 372,10	7 812,75	8 559,35	0,00	242 460,71	0,00
60	21/05/2086	3,42	16 372,10	8 079,94	8 292,16	0,00	234 380,77	0,00
61	21/05/2087	3,42	16 372,10	8 356,28	8 015,82	0,00	226 024,49	0,00
62	21/05/2088	3,42	16 372,10	8 642,06	7 730,04	0,00	217 382,43	0,00
63	21/05/2089	3,42	16 372,10	8 937,62	7 434,48	0,00	208 444,81	0,00
64	21/05/2090	3,42	16 372,10	9 243,29	7 128,81	0,00	199 201,52	0,00
65	21/05/2091	3,42	16 372,10	9 559,41	6 812,69	0,00	189 642,11	0,00
66	21/05/2092	3,42	16 372,10	9 886,34	6 485,76	0,00	179 755,77	0,00
67	21/05/2093	3,42	16 372,10	10 224,45	6 147,65	0,00	169 531,32	0,00
68	21/05/2094	3,42	16 372,10	10 574,13	5 797,97	0,00	158 957,19	0,00
69	21/05/2095	3,42	16 372,10	10 935,76	5 436,34	0,00	148 021,43	0,00
70	21/05/2096	3,42	16 372,10	11 309,77	5 062,33	0,00	136 711,66	0,00
71	21/05/2097	3,42	16 372,10	11 696,56	4 675,54	0,00	125 015,10	0,00
72	21/05/2098	3,42	16 372,10	12 096,58	4 275,52	0,00	112 918,52	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/11/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	21/05/2099	3,42	16 372,10	12 510,29	3 861,81	0,00	100 408,23	0,00
74	21/05/2100	3,42	16 372,10	12 938,14	3 433,96	0,00	87 470,09	0,00
75	21/05/2101	3,42	16 372,10	13 380,62	2 991,48	0,00	74 089,47	0,00
76	21/05/2102	3,42	16 372,10	13 838,24	2 533,86	0,00	60 251,23	0,00
77	21/05/2103	3,42	16 372,10	14 311,51	2 060,59	0,00	45 939,72	0,00
78	21/05/2104	3,42	16 372,10	14 800,96	1 571,14	0,00	31 138,76	0,00
79	21/05/2105	3,42	16 372,10	15 307,15	1 064,95	0,00	15 831,61	0,00
80	21/05/2106	3,42	16 373,05	15 831,61	541,44	0,00	0,00	0,00
Total			**1 309 768,95**	**446 229,00**	**863 539,95**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 166559 Emprunteur n° 000279138

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

SA D'HLM HABELLIS

28 boulevard Georges Clémenceau
21000 DIJON
RCS Dijon 015 450 638

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 OCTOBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 18 octobre à 09 heures 30, les Administrateurs de la Société HABELLIS se sont réunis en présentiel et par visioconférence sur convocation du Président.

Sont présents en présentiel ou visio conférence :
M. Jean François BUET, Administrateur et Président
M. Etienne PITON, Administrateur et vice-Président
M. Xavier MARLY, représentant permanent de la CAISSE D'EPARGNE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
M. Christophe ROCARD, représentant permanent d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER *(en visioconférence)*
M. Jean-Pierre CROST, représentant permanent de la Ville de SENS,
M. Sylvain DUVAL, Administrateur *(en visioconférence)*
M. Daniel CORMIER, Administrateur
Mme Caroline SANTIARD, administrateur
M. Pierre PRIBETICH, représentant permanent de DIJON METROPOLE
M. Mahamadou SANGARE, représentant permanent de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NEVERS *(en visioconférence)*
Mme Marie Thérèse REVELLAT BOURRIGAN, Administrateur,
M. Fabien BAUDUIN, Administrateur représentant les locataires

Ont donné pouvoir :
Mme Elisabeth TOURAIS, Administrateur, ayant donné pouvoir à M. MARLY
M. Lionel TERRASSON, représentant permanent de l'Agglomération du GRAND SENONAIS, ayant donné pouvoir à M. CROST

Est excusée :
Mme Anne LECLERCQ, Administrateur, ayant donné pouvoir au Président

Sont absents :
M. Jamal CHBANI, Administrateur représentant les locataires,
Mme Jocelyne MILLET, Administrateur représentant les locataires,

Sont également présents :
Mme Béatrice GAULARD, Directrice Générale
M. Simon SPADA, Directeur Général Adjoint
M. Benoit OLLIVIER, Délégué Territorial HDF – GE - BFC, d'Action Logement Immobilier
M. Michael ENCINAS, en qualité de représentant du CSE
Mme Charline LAIK, Directrice des Ressources Humaines
M. Mehdi COTTEBRUNE, Directeur des Systèmes d'Information
M. Michel CARADOT, Directeur Communication, Marketing, Innovation et Commercial
Mme Christel DELMAIRE, Assistante de Direction

Mme Patricia GIRARDET, en qualité de représentante du CSE en excusée

Le Président de séance fait l'appel de l'ensemble des Administrateurs connectés par visio-conférence afin d'identifier les membres et les participants présents. Il demande que les participants se signalent lors de leur intervention.

Le Président constate que les Administrateurs présents réunissent au moins la moitié des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. .....
II. .....
III. .....
IV. **DEVELOPPEMENT VALORISATION / ADAPTATION DU PATRIMOINE**
V. .....

.....

IV. DEVELOPPEMENT VALORISATION / ADAPTATION DU PATRIMOINE

2. Engagement – financement des opérations par territoire

Territoire 89

- **AUXERRE – rue Girard de Cailleux – Construction de 21 logements**

Dans le cadre de la cohérence territoriale voulue par Action Logement, il a été acté la reprise des dossiers initiés par la société MON LOGIS sur le département de l'Yonne.

Dans ce contexte, Habellis est positionnée sur un projet de construction neuve de 21 logements sis rue Girard de Cailleux à AUXERRE (89), pour lequel le transfert du permis de construire au profit d'Habellis a été obtenu en juillet 2023.

Une demande d'agréments pour 11 PLUS, 6 PLAI et 4 PLS a été redéposée courant juin, au regard de l'impossibilité de transférer les agréments obtenus par Mon Logis en 2020.

Pour la poursuite du projet, Habellis doit signer l'acte authentique d'acquisition du foncier, incluant les frais d'études réglés par Mon Logis. Les parcelles concernées sont cadastrées section EV n° 120 et 224 pour une surface globale de 2 321 m².

Le prix de revient de ce projet est estimé à 4 508 659 € en phase opportunité, avec une mise de fonds propres de 1 907 220 €, soit 42 % du coût à financer.

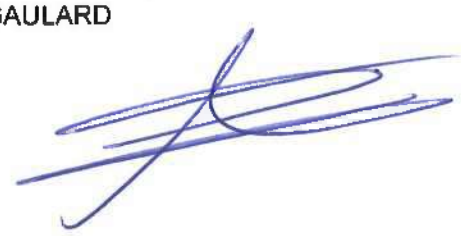
Après délibération, le Conseil d'Administration autorise à l'unanimité :

- ***la poursuite du projet de construction neuve de 21 logements collectifs sis rue Girard de Cailleux à AUXERRE (89).***
- ***la signature de l'acte authentique d'acquisition du foncier et de reprise d'opération auprès de Mon Logis, incluant les frais réglés par Mon Logis, pour les parcelles cadastrées section EV n° 120 et 224 à AUXERRE.***
- ***le dépôt de toutes demandes de subvention ou financement permettant d'optimiser le bilan financier de ce projet.***

Le Conseil d'Administration donne tout pouvoir à la Directrice Générale pour mener à bien cette opération.

Fait à Dijon, le 20 décembre 2023
Pour extrait copie conforme

La Directrice Générale,
Béatrice GAULARD



communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-122
OBJET : Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Banque Populaire

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération 2024-088 du 27 juin 2024, le conseil communautaire a délibéré pour apporter son soutien au projet de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois portée par la SAS AJA Football ; et a décidé d'accorder sa garantie d'emprunt lorsque le prêt bancaire serait finalisé. Il en est de même pour le Conseil Départemental de l'Yonne (CD89) et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (CRBF).

Ainsi, le CRBF, le 15 juillet 2024, et le CD89, le 12 avril 2024, ont pris l'engagement de principe d'une garantie d'emprunt sur ce projet. Les trois collectivités se sont entendues pour une garantie d'emprunt globale, partagée équitablement, à hauteur de 80 % : 27 % pour le CD89, 26,5 % pour le CRBFC et 26,5 % pour la CAA. En ce sens, chaque Président(e) a transmis un courrier d'intention d'accorder une garantie d'emprunt à l'AJA afin qu'elle les présente au consortium bancaire pour apporter les garanties demandées. Le consortium a en effet imposé une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour accorder l'emprunt.

Compte tenu de l'avancée du projet, il est proposé de concrétiser la démarche en accordant une garantie d'emprunt dans le cadre du projet de réaménagement du stade portant agrandissement de la tribune. La garantie sera globalement de 80 % de l'emprunt de 11,9 M€, répartie entre le CD89 (27 %), la CAA (26,5 %) et le CRBFC (26,5 %).

Par ailleurs, deux emprunts complémentaires pour un montant global de 1,5 M€ pour financer l'opération de déménagement du complexe de tennis dans le cadre du réaménagement de la plaine sportive, seront garantis à hauteur de 80 %, répartis équitablement entre le CD89 (40 %) et la CAA (40 %).

Il convient de rappeler que la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois est compétente en matière de développement économique, promotion touristique, aménagement de l'espace communautaire et de soutien financier aux actions sportives par arrêté préfectoral AP PREF-DCL-BCL-2024-533 du 7 mai 2024.

A ce titre, elle est sollicitée par la SAS AJA Football, SIREN 434 386 470 domiciliée stade Abbé Deschamps - route de vaux – 89000 Auxerre, pour se porter garante d'emprunt à souscrire par ladite SAS pour la réalisation d'un projet d'investissement.

Vu les dispositions des articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

communauté
de l'auxerrois

Le Code de l'urbanisme indique dans son article L.300-1 que « Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain, de sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

L'aménagement, au sens du présent livre, désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations ».
La SAS AJA Football, club de football professionnel, porte un projet ambitieux de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois qui s'inscrit dans une stratégie de structuration, de positionnement et développement du club afin d'organiser l'extension et l'accueil des activités économiques et de favoriser le développement des loisirs et du tourisme.

Ce projet global comporte 3 axes opérationnels :
- L'agrandissement du stade et le déménagement du complexe de tennis, projet porté par l'AJA, propriétaire de l'infrastructure ;
- La création de services connexes (hôtellerie, brasserie, boutique, maison de santé…) ;
- L'aménagement de la plaine sportive, de la route de Vaux.

Ce projet de développement vise à conforter le rôle et la place centrale de « l'AJA », comme vecteur de rayonnement du bassin auxerrois et plus largement de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche Comté. Il ancrera le club dans une vision moderne et innovante de ce que doit apporter un club de football professionnel au développement économique et touristique d'une région. Et il fera de ce site un endroit de référence mêlant animations populaires, activités sportives, touristiques et de loisirs, centre de services et de conférences aux professionnels, espaces de restauration…

Par conséquent le projet porté par la SAS AJA est bien une opération d'aménagement au sens du Code de l'urbanisme.

La première phase de ce projet de développement porte sur l'agrandissement du stade de football. Stade emblématique de l'auxerrois, du département de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche-Comté, site de rencontres internationales et nationales de football et d'autres événementiels à fort rayonnement, le stade doit aujourd'hui être réaménagé et agrandi pour répondre aux standards actuels et à la demande de plus en plus forte en termes de fréquentation.
Il s'agit de la construction d'une nouvelle tribune qui sera implantée « à l'arrière » et en lien avec la tribune « Louault » existante. Cette nouvelle tribune donnera au stade une capacité supplémentaire de 2 300 places, portant la capacité de l'ensemble à près de 20 000 places. Elle permettra également la construction de nouveaux salons de réception, ainsi que des salles de séminaires. Elle permettra ainsi au stade de franchir un palier qualitatif pour l'accueil des visiteurs et d'atteindre le standing attendu pour ce type de prestation et d'améliorer la sécurisation des rencontres en créant une voie pompier tout autour du stade. Le coût de réalisation de cette opération est de 15 290 000 € TTC financé par emprunt bancaire pour un montant de 11,9M€. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

communauté
de l'auxerrois

Dans un même temps , il est procédé au déménagement du complexe de tennis pour permettre l'amélioration de la circulation autour du stade en construisant un nouveau pôle tennistique / sports de raquette avec la création de terrains de tennis et de Padel (Club house, vestiaires, 4 terrains couverts, 4 terrains extérieurs et 2 padel). Le coût de réalisation de cette opération est de 2 219 000 € TTC financé par emprunts bancaires pour un montant de 1 500 000 €. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

La SAS AJA sollicite les collectivités que sont la Communauté de l'Auxerrois, le Conseil départemental de l'Yonne et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté afin que celles-ci accordent leur garantie aux emprunts à souscrire pour la réalisation de ces investissements.

Pour ce qui concerne l'agrandissement du stade, la garantie d'emprunt portera sur 80 % de 11 900 000 € répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 27 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 26,5 %,
- Région Bourgogne Franche Comté : 26,5 %.

Pour ce qui concerne le déménagement du complexe de tennis, la garantie d'emprunt portera sur 80% de 1 500 000 euros (composé de 2 prêts bancaires de 1 000 000 € et de 500 000 €) répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 40 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 40 %,

Une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation des opérations d'intérêt public. Le fait de bénéficier d'une garantie d'emprunt facilite l'accès au crédit des bénéficiaires de la garantie.
La collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à assumer l'exécution de l'obligation ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti. La réglementation encadre de manière très stricte les garanties que peuvent apporter les collectivités et les EPCI. L'octroi de garanties d'emprunt donne lieu à délibération de l'assemblée délibérante qui doit définir avec une précision suffisante l'objet, le montant et la durée de l'emprunt concerné ainsi que les conditions de mise en œuvre de la garantie.
S'agissant de personnes privées, les garanties d'emprunt sont encadrées par 3 règles prudentielles cumulatives, visant à limiter les risques :
- Le plafonnement de la collectivité, à savoir que le montant total des garanties et de la dette propre de la communauté de l'auxerrois ne peut excéder 50% de ses recettes réelles de fonctionnement,
- Le plafonnement par bénéficiaire, à savoir que le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10 % du montant total susceptible d'être garanti.
- La division du risque, à savoir que la quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est fixée à 50 %.

Le Code du sport, dans son article L 113-1 et sa nouvelle rédaction de 2017, prévoit que les collectivités *« peuvent accorder leur garantie aux emprunts contractés en vue de l'acquisition, de la réalisation ou de la rénovation d'équipements sportifs par des associations ou des sociétés sportives. L'association ou la société sportive produit à l'appui de sa demande ses comptes certifiés sur trois exercices […]* ». Il est à noter que les comptes certifiés ont été fournis à la Communauté de l'Auxerrois.

L'objet de la garantie porte sur la réalisation d'équipements sportifs donc la collectivité est habilitée à apporter sa garantie.

communauté
de l'auxerrois

Comme ces équipements sportifs s'inscrivent dans une opération d'aménagement, le plafonnement par une ou plusieurs collectivités peut être porté à 80% du montant global pour les opérations d'aménagement menées en application des articles L. 300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme (article D. 1511-35 du CGCT).

La règlementation européenne définit le régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre. Une garantie d'emprunt est assimilée à une aide publique à laquelle s'applique la règlementation européenne des aides d'Etat et pour laquelle il convient en conséquence d'établir une convention avec la SAS AJA.

Cette décision d'octroi de la garantie est conditionnée par :
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 27 % de l'emprunt de 11 900 000 € par le CD89 et par le CRBFC à hauteur de 26,5 % de l'emprunt de 11 900 000 € pour le projet agrandissement du stade ;
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 40 % des emprunts de 1 000 000 € et de 500 000 € par le CD89 pour le projet de déménagement du complexe de tennis ;
- l'acceptation des conditions des offres bancaires des prêts à garantir, par chacune des 3 collectivités.

Vu le Contrat de prêt en annexe de la présente délibération entre la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ Prêteur ; et A.J.A FOOTBALL l'emprunteur

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1 :
La Communauté de l'Auxerrois accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 000 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

Les principales caractéristiques sont les suivantes :
- Établissement prêteur : Banque Populaire
- Montant du prêt : 1 000 000 € avec amortissement mensuel
- Durée globale du prêt : 15 ans
- Taux d'intérêt annuel : fixe à 4,40 %, avec remboursement mensuel des intérêts
- Frais de dossier : 2 000 €

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 400 000 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
Il est à noter que le Conseil départemental de l'Yonne va garantir le prêt à hauteur de 40% soit 400 000 €. L'emprunt est donc garanti globalement par les 2 collectivités à hauteur de 80 %, soit 800 000 €.

Article 2 :
La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

communauté
de l'auxerrois

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée du prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :
Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4 :
Le Garant accorde son cautionnement en faveur du Prêteur selon les termes de la présente délibération et autorise en conséquence son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Président à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, y compris tout acte de caution solidaire le cas échéant,

Article 5 :
Charge le Président d'établir et de signer la convention relative aux aides d'Etat conformément au régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre de l'Union Européenne.

BANQUE POPULAIRE
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

SAS AJA FOOTBALL / 9022767
08977979
N° Etude 3594563
Cynthia Sozza Barbier

CONDITIONS PARTICULIERES

PRETEUR

BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ, Société Anonyme Coopérative de BANQUE POPULAIRE à capital variable, régie par l'article L 512-2 du Code Monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et Etablissements de Crédit, dont le siège social est à 14 Boulevard de la Trémouille BP 20810 21008 DIJON CEDEX, immatriculée au RCS de DIJON sous le n° 542 820 352, N° ORIAS : 07 023 116.

Ci-après dénommée(s) la "Banque"

L'EMPRUNTEUR

La société SAS AJA FOOTBALL dont le siège social est à Stade Abbe Deschamps Route De Vaux 89000 AUXERRE immatriculée au RCS de AUXERRE sous le n° 434386470 représentée par :
M YUNJIE ZHOU agissant en qualité de Representant legal

Ci-après dénommé(e)(s) l' "Emprunteur"

OBJET DU FINANCEMENT

- Construction Batiments : Stade Abbe Deschamps 7, Route De Vaux 89000 AUXERRE.
- Construction Autres : Construction de 4 courts de tennis extérieurs
- Travaux Aménagement : Stade Abbe Deschamps Route De Vaux 89000 AUXERRE.

PROGRAMME FINANCIER

L'Emprunteur déclare sincère le Plan de financement détaillé ci-dessous et ne pas avoir sollicité d'autres crédits pour le programme concerné que ceux figurant ci-après :

NATURE	MONTANT	DEVISE
Apport	394 010,00	EUR
Subventions	0,00	EUR
Crédit(s) BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ sollicité(s)	1 000 000,00	EUR
Crédit(s) CR Assurances Mutuelles Agri PVL sollicité(s)	500 000,00	EUR
TVA à récupérer	325 000,00	EUR

Montant du programme	2 219 010,00	EUR

CARACTERISTIQUES DU OU DES CREDITS

Nature du crédit	N° du crédit	Montant	Devise	Durée
Prêt immobilier professionnel	08977979	1 000 000,00	EUR	180 mois

Initiales

CE0059 - 25086

CARACTERISTIQUES DU CREDIT PROPOSE

Prêt immobilier professionnel (N° 08977979) 1 000 000,00 EUR sur 180 mois

AMORTISSEMENT DU CREDIT

- Période n° 1 : Franchise Capital
  Durée : 6 échéances mensuelles
  Taux fixe : 4,400 %
  Montant de l'échéance sans assurance groupe * : 3 666,67 EUR

- Période n° 2 : Echéance(s) constante(s)
  Durée : 174 échéances mensuelles
  Taux fixe : 4,400 %
  Montant de l'échéance sans assurance groupe * : 7 784,27 EUR

(* Se reporter au tableau d'amortissement pour le détail mensuel, trimestriel… de l'échéance)

L'Emprunteur demande à la Banque que les échéances de ce prêt soient perçues sur le compte n° 55021641737.

COUT DU CREDIT

	Montant	Devise
Montant du crédit	1 000 000,00	EUR
Intérêts	376 463,00	EUR
Frais de dossier	2 000,00	EUR
Frais de garantie hypothécaire (hypothèque)	16 010,00	EUR

COUT TOTAL	1 394 473,00	EUR

Le coût ci-dessus indiqué correspond à une utilisation totale et en une seule fois du montant du crédit.
Les frais payés à un tiers intervenant sont donnés à titre estimatif.

Dans le cas de prêt assorti d'une franchise d'amortissement et dans le cas de prêt débloqué par tranches successives, les intérêts seront calculés sur le montant des sommes débloquées. L'amortissement du capital sera calculé sur le capital initial du prêt sauf prêt à paliers.
Le tableau d'amortissement définitif complété des dates d'échéances sera remis à l'Emprunteur lors de la réalisation du prêt.

Taux effectif global (TEG)
Le taux effectif global s'élève à 4,666 %, soit un taux de 0,389 % par mois.

INFORMATIONS SUR LE TABLEAU D'AMORTISSEMENT
Le tableau d'amortissement annexé aux présentes est établi à titre d'information. En effet, les dates effectives des échéances dépendent de la mise en place du prêt et ne sont pas connues ce jour.

Initiales

CE0059 - 25086

SAS AJA FOOTBALL / 9022767
08977979
N° Etude 3594563
Cynthia Sozza Barbier

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

PRET N°	:	08977979
CATEGORIE DU PRET	:	Prêt immobilier professionnel
MONTANT DU PRET	:	1 000 000,00 EUR
DUREE TOTALE	:	180 mois
PERIODICITE	:	Mensuelle
TAUX INTERET	:	4,400 %

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
1	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
2	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
3	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
4	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
5	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
6	3 666,67	0,00	0,00	0,00	3 666,67	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
7	3 666,67	0,00	0,00	4 117,60	7 784,27	995 882,40	0,00	995 882,40
8	3 651,57	0,00	0,00	4 132,70	7 784,27	991 749,70	0,00	991 749,70
9	3 636,42	0,00	0,00	4 147,85	7 784,27	987 601,85	0,00	987 601,85
10	3 621,21	0,00	0,00	4 163,06	7 784,27	983 438,79	0,00	983 438,79
11	3 605,94	0,00	0,00	4 178,33	7 784,27	979 260,46	0,00	979 260,46
12	3 590,62	0,00	0,00	4 193,65	7 784,27	975 066,81	0,00	975 066,81
13	3 575,24	0,00	0,00	4 209,03	7 784,27	970 857,78	0,00	970 857,78
14	3 559,81	0,00	0,00	4 224,46	7 784,27	966 633,32	0,00	966 633,32
15	3 544,32	0,00	0,00	4 239,95	7 784,27	962 393,37	0,00	962 393,37
16	3 528,78	0,00	0,00	4 255,49	7 784,27	958 137,88	0,00	958 137,88
17	3 513,17	0,00	0,00	4 271,10	7 784,27	953 866,78	0,00	953 866,78
18	3 497,51	0,00	0,00	4 286,76	7 784,27	949 580,02	0,00	949 580,02
19	3 481,79	0,00	0,00	4 302,48	7 784,27	945 277,54	0,00	945 277,54
20	3 466,02	0,00	0,00	4 318,25	7 784,27	940 959,29	0,00	940 959,29
21	3 450,18	0,00	0,00	4 334,09	7 784,27	936 625,20	0,00	936 625,20
22	3 434,29	0,00	0,00	4 349,98	7 784,27	932 275,22	0,00	932 275,22
23	3 418,34	0,00	0,00	4 365,93	7 784,27	927 909,29	0,00	927 909,29
24	3 402,33	0,00	0,00	4 381,94	7 784,27	923 527,35	0,00	923 527,35
25	3 386,27	0,00	0,00	4 398,00	7 784,27	919 129,35	0,00	919 129,35
26	3 370,14	0,00	0,00	4 414,13	7 784,27	914 715,22	0,00	914 715,22
27	3 353,96	0,00	0,00	4 430,31	7 784,27	910 284,91	0,00	910 284,91
28	3 337,71	0,00	0,00	4 446,56	7 784,27	905 838,35	0,00	905 838,35

Initiales

CE0059 - 25086

SAS AJA FOOTBALL / 9022767
08977979
N° Etude 3594563
Cynthia Sozza Barbier

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
29	3 321,41	0,00	0,00	4 462,86	7 784,27	901 375,49	0,00	901 375,49
30	3 305,04	0,00	0,00	4 479,23	7 784,27	896 896,26	0,00	896 896,26
31	3 288,62	0,00	0,00	4 495,65	7 784,27	892 400,61	0,00	892 400,61
32	3 272,14	0,00	0,00	4 512,13	7 784,27	887 888,48	0,00	887 888,48
33	3 255,59	0,00	0,00	4 528,68	7 784,27	883 359,80	0,00	883 359,80
34	3 238,99	0,00	0,00	4 545,28	7 784,27	878 814,52	0,00	878 814,52
35	3 222,32	0,00	0,00	4 561,95	7 784,27	874 252,57	0,00	874 252,57
36	3 205,59	0,00	0,00	4 578,68	7 784,27	869 673,89	0,00	869 673,89
37	3 188,80	0,00	0,00	4 595,47	7 784,27	865 078,42	0,00	865 078,42
38	3 171,95	0,00	0,00	4 612,32	7 784,27	860 466,10	0,00	860 466,10
39	3 155,04	0,00	0,00	4 629,23	7 784,27	855 836,87	0,00	855 836,87
40	3 138,07	0,00	0,00	4 646,20	7 784,27	851 190,67	0,00	851 190,67
41	3 121,03	0,00	0,00	4 663,24	7 784,27	846 527,43	0,00	846 527,43
42	3 103,93	0,00	0,00	4 680,34	7 784,27	841 847,09	0,00	841 847,09
43	3 086,77	0,00	0,00	4 697,50	7 784,27	837 149,59	0,00	837 149,59
44	3 069,55	0,00	0,00	4 714,72	7 784,27	832 434,87	0,00	832 434,87
45	3 052,26	0,00	0,00	4 732,01	7 784,27	827 702,86	0,00	827 702,86
46	3 034,91	0,00	0,00	4 749,36	7 784,27	822 953,50	0,00	822 953,50
47	3 017,50	0,00	0,00	4 766,77	7 784,27	818 186,73	0,00	818 186,73
48	3 000,02	0,00	0,00	4 784,25	7 784,27	813 402,48	0,00	813 402,48
49	2 982,48	0,00	0,00	4 801,79	7 784,27	808 600,69	0,00	808 600,69
50	2 964,87	0,00	0,00	4 819,40	7 784,27	803 781,29	0,00	803 781,29
51	2 947,20	0,00	0,00	4 837,07	7 784,27	798 944,22	0,00	798 944,22
52	2 929,46	0,00	0,00	4 854,81	7 784,27	794 089,41	0,00	794 089,41
53	2 911,66	0,00	0,00	4 872,61	7 784,27	789 216,80	0,00	789 216,80
54	2 893,79	0,00	0,00	4 890,48	7 784,27	784 326,32	0,00	784 326,32
55	2 875,86	0,00	0,00	4 908,41	7 784,27	779 417,91	0,00	779 417,91
56	2 857,87	0,00	0,00	4 926,40	7 784,27	774 491,51	0,00	774 491,51
57	2 839,80	0,00	0,00	4 944,47	7 784,27	769 547,04	0,00	769 547,04
58	2 821,67	0,00	0,00	4 962,60	7 784,27	764 584,44	0,00	764 584,44
59	2 803,48	0,00	0,00	4 980,79	7 784,27	759 603,65	0,00	759 603,65
60	2 785,21	0,00	0,00	4 999,06	7 784,27	754 604,59	0,00	754 604,59
61	2 766,88	0,00	0,00	5 017,39	7 784,27	749 587,20	0,00	749 587,20
62	2 748,49	0,00	0,00	5 035,78	7 784,27	744 551,42	0,00	744 551,42
63	2 730,02	0,00	0,00	5 054,25	7 784,27	739 497,17	0,00	739 497,17
64	2 711,49	0,00	0,00	5 072,78	7 784,27	734 424,39	0,00	734 424,39
65	2 692,89	0,00	0,00	5 091,38	7 784,27	729 333,01	0,00	729 333,01

Initiales

CE0059 - 25086

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
66	2 674,22	0,00	0,00	5 110,05	7 784,27	724 222,96	0,00	724 222,96
67	2 655,48	0,00	0,00	5 128,79	7 784,27	719 094,17	0,00	719 094,17
68	2 636,68	0,00	0,00	5 147,59	7 784,27	713 946,58	0,00	713 946,58
69	2 617,80	0,00	0,00	5 166,47	7 784,27	708 780,11	0,00	708 780,11
70	2 598,86	0,00	0,00	5 185,41	7 784,27	703 594,70	0,00	703 594,70
71	2 579,85	0,00	0,00	5 204,42	7 784,27	698 390,28	0,00	698 390,28
72	2 560,76	0,00	0,00	5 223,51	7 784,27	693 166,77	0,00	693 166,77
73	2 541,61	0,00	0,00	5 242,66	7 784,27	687 924,11	0,00	687 924,11
74	2 522,39	0,00	0,00	5 261,88	7 784,27	682 662,23	0,00	682 662,23
75	2 503,09	0,00	0,00	5 281,18	7 784,27	677 381,05	0,00	677 381,05
76	2 483,73	0,00	0,00	5 300,54	7 784,27	672 080,51	0,00	672 080,51
77	2 464,30	0,00	0,00	5 319,97	7 784,27	666 760,54	0,00	666 760,54
78	2 444,79	0,00	0,00	5 339,48	7 784,27	661 421,06	0,00	661 421,06
79	2 425,21	0,00	0,00	5 359,06	7 784,27	656 062,00	0,00	656 062,00
80	2 405,56	0,00	0,00	5 378,71	7 784,27	650 683,29	0,00	650 683,29
81	2 385,84	0,00	0,00	5 398,43	7 784,27	645 284,86	0,00	645 284,86
82	2 366,04	0,00	0,00	5 418,23	7 784,27	639 866,63	0,00	639 866,63
83	2 346,18	0,00	0,00	5 438,09	7 784,27	634 428,54	0,00	634 428,54
84	2 326,24	0,00	0,00	5 458,03	7 784,27	628 970,51	0,00	628 970,51
85	2 306,23	0,00	0,00	5 478,04	7 784,27	623 492,47	0,00	623 492,47
86	2 286,14	0,00	0,00	5 498,13	7 784,27	617 994,34	0,00	617 994,34
87	2 265,98	0,00	0,00	5 518,29	7 784,27	612 476,05	0,00	612 476,05
88	2 245,75	0,00	0,00	5 538,52	7 784,27	606 937,53	0,00	606 937,53
89	2 225,44	0,00	0,00	5 558,83	7 784,27	601 378,70	0,00	601 378,70
90	2 205,06	0,00	0,00	5 579,21	7 784,27	595 799,49	0,00	595 799,49
91	2 184,60	0,00	0,00	5 599,67	7 784,27	590 199,82	0,00	590 199,82
92	2 164,07	0,00	0,00	5 620,20	7 784,27	584 579,62	0,00	584 579,62
93	2 143,46	0,00	0,00	5 640,81	7 784,27	578 938,81	0,00	578 938,81
94	2 122,78	0,00	0,00	5 661,49	7 784,27	573 277,32	0,00	573 277,32
95	2 102,02	0,00	0,00	5 682,25	7 784,27	567 595,07	0,00	567 595,07
96	2 081,18	0,00	0,00	5 703,09	7 784,27	561 891,98	0,00	561 891,98
97	2 060,27	0,00	0,00	5 724,00	7 784,27	556 167,98	0,00	556 167,98
98	2 039,28	0,00	0,00	5 744,99	7 784,27	550 422,99	0,00	550 422,99
99	2 018,22	0,00	0,00	5 766,05	7 784,27	544 656,94	0,00	544 656,94
100	1 997,08	0,00	0,00	5 787,19	7 784,27	538 869,75	0,00	538 869,75
101	1 975,86	0,00	0,00	5 808,41	7 784,27	533 061,34	0,00	533 061,34
102	1 954,56	0,00	0,00	5 829,71	7 784,27	527 231,63	0,00	527 231,63

CE0059 - 25086

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
103	1 933,18	0,00	0,00	5 851,09	7 784,27	521 380,54	0,00	521 380,54
104	1 911,73	0,00	0,00	5 872,54	7 784,27	515 508,00	0,00	515 508,00
105	1 890,20	0,00	0,00	5 894,07	7 784,27	509 613,93	0,00	509 613,93
106	1 868,58	0,00	0,00	5 915,69	7 784,27	503 698,24	0,00	503 698,24
107	1 846,89	0,00	0,00	5 937,38	7 784,27	497 760,86	0,00	497 760,86
108	1 825,12	0,00	0,00	5 959,15	7 784,27	491 801,71	0,00	491 801,71
109	1 803,27	0,00	0,00	5 981,00	7 784,27	485 820,71	0,00	485 820,71
110	1 781,34	0,00	0,00	6 002,93	7 784,27	479 817,78	0,00	479 817,78
111	1 759,33	0,00	0,00	6 024,94	7 784,27	473 792,84	0,00	473 792,84
112	1 737,24	0,00	0,00	6 047,03	7 784,27	467 745,81	0,00	467 745,81
113	1 715,07	0,00	0,00	6 069,20	7 784,27	461 676,61	0,00	461 676,61
114	1 692,81	0,00	0,00	6 091,46	7 784,27	455 585,15	0,00	455 585,15
115	1 670,48	0,00	0,00	6 113,79	7 784,27	449 471,36	0,00	449 471,36
116	1 648,06	0,00	0,00	6 136,21	7 784,27	443 335,15	0,00	443 335,15
117	1 625,56	0,00	0,00	6 158,71	7 784,27	437 176,44	0,00	437 176,44
118	1 602,98	0,00	0,00	6 181,29	7 784,27	430 995,15	0,00	430 995,15
119	1 580,32	0,00	0,00	6 203,95	7 784,27	424 791,20	0,00	424 791,20
120	1 557,57	0,00	0,00	6 226,70	7 784,27	418 564,50	0,00	418 564,50
121	1 534,74	0,00	0,00	6 249,53	7 784,27	412 314,97	0,00	412 314,97
122	1 511,82	0,00	0,00	6 272,45	7 784,27	406 042,52	0,00	406 042,52
123	1 488,82	0,00	0,00	6 295,45	7 784,27	399 747,07	0,00	399 747,07
124	1 465,74	0,00	0,00	6 318,53	7 784,27	393 428,54	0,00	393 428,54
125	1 442,57	0,00	0,00	6 341,70	7 784,27	387 086,84	0,00	387 086,84
126	1 419,32	0,00	0,00	6 364,95	7 784,27	380 721,89	0,00	380 721,89
127	1 395,98	0,00	0,00	6 388,29	7 784,27	374 333,60	0,00	374 333,60
128	1 372,56	0,00	0,00	6 411,71	7 784,27	367 921,89	0,00	367 921,89
129	1 349,05	0,00	0,00	6 435,22	7 784,27	361 486,67	0,00	361 486,67
130	1 325,45	0,00	0,00	6 458,82	7 784,27	355 027,85	0,00	355 027,85
131	1 301,77	0,00	0,00	6 482,50	7 784,27	348 545,35	0,00	348 545,35
132	1 278,00	0,00	0,00	6 506,27	7 784,27	342 039,08	0,00	342 039,08
133	1 254,14	0,00	0,00	6 530,13	7 784,27	335 508,95	0,00	335 508,95
134	1 230,20	0,00	0,00	6 554,07	7 784,27	328 954,88	0,00	328 954,88
135	1 206,17	0,00	0,00	6 578,10	7 784,27	322 376,78	0,00	322 376,78
136	1 182,05	0,00	0,00	6 602,22	7 784,27	315 774,56	0,00	315 774,56
137	1 157,84	0,00	0,00	6 626,43	7 784,27	309 148,13	0,00	309 148,13
138	1 133,54	0,00	0,00	6 650,73	7 784,27	302 497,40	0,00	302 497,40
139	1 109,16	0,00	0,00	6 675,11	7 784,27	295 822,29	0,00	295 822,29

CE0059 - 25086

SAS AJA FOOTBALL / 9022767
08977979
N° Etude 3594563
Cynthia Sozza Barbier

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
140	1 084,68	0,00	0,00	6 699,59	7 784,27	289 122,70	0,00	289 122,70
141	1 060,12	0,00	0,00	6 724,15	7 784,27	282 398,55	0,00	282 398,55
142	1 035,46	0,00	0,00	6 748,81	7 784,27	275 649,74	0,00	275 649,74
143	1 010,72	0,00	0,00	6 773,55	7 784,27	268 876,19	0,00	268 876,19
144	985,88	0,00	0,00	6 798,39	7 784,27	262 077,80	0,00	262 077,80
145	960,95	0,00	0,00	6 823,32	7 784,27	255 254,48	0,00	255 254,48
146	935,93	0,00	0,00	6 848,34	7 784,27	248 406,14	0,00	248 406,14
147	910,82	0,00	0,00	6 873,45	7 784,27	241 532,69	0,00	241 532,69
148	885,62	0,00	0,00	6 898,65	7 784,27	234 634,04	0,00	234 634,04
149	860,32	0,00	0,00	6 923,95	7 784,27	227 710,09	0,00	227 710,09
150	834,94	0,00	0,00	6 949,33	7 784,27	220 760,76	0,00	220 760,76
151	809,46	0,00	0,00	6 974,81	7 784,27	213 785,95	0,00	213 785,95
152	783,88	0,00	0,00	7 000,39	7 784,27	206 785,56	0,00	206 785,56
153	758,21	0,00	0,00	7 026,06	7 784,27	199 759,50	0,00	199 759,50
154	732,45	0,00	0,00	7 051,82	7 784,27	192 707,68	0,00	192 707,68
155	706,59	0,00	0,00	7 077,68	7 784,27	185 630,00	0,00	185 630,00
156	680,64	0,00	0,00	7 103,63	7 784,27	178 526,37	0,00	178 526,37
157	654,60	0,00	0,00	7 129,67	7 784,27	171 396,70	0,00	171 396,70
158	628,45	0,00	0,00	7 155,82	7 784,27	164 240,88	0,00	164 240,88
159	602,22	0,00	0,00	7 182,05	7 784,27	157 058,83	0,00	157 058,83
160	575,88	0,00	0,00	7 208,39	7 784,27	149 850,44	0,00	149 850,44
161	549,45	0,00	0,00	7 234,82	7 784,27	142 615,62	0,00	142 615,62
162	522,92	0,00	0,00	7 261,35	7 784,27	135 354,27	0,00	135 354,27
163	496,30	0,00	0,00	7 287,97	7 784,27	128 066,30	0,00	128 066,30
164	469,58	0,00	0,00	7 314,69	7 784,27	120 751,61	0,00	120 751,61
165	442,76	0,00	0,00	7 341,51	7 784,27	113 410,10	0,00	113 410,10
166	415,84	0,00	0,00	7 368,43	7 784,27	106 041,67	0,00	106 041,67
167	388,82	0,00	0,00	7 395,45	7 784,27	98 646,22	0,00	98 646,22
168	361,70	0,00	0,00	7 422,57	7 784,27	91 223,65	0,00	91 223,65
169	334,49	0,00	0,00	7 449,78	7 784,27	83 773,87	0,00	83 773,87
170	307,17	0,00	0,00	7 477,10	7 784,27	76 296,77	0,00	76 296,77
171	279,75	0,00	0,00	7 504,52	7 784,27	68 792,25	0,00	68 792,25
172	252,24	0,00	0,00	7 532,03	7 784,27	61 260,22	0,00	61 260,22
173	224,62	0,00	0,00	7 559,65	7 784,27	53 700,57	0,00	53 700,57
174	196,90	0,00	0,00	7 587,37	7 784,27	46 113,20	0,00	46 113,20
175	169,08	0,00	0,00	7 615,19	7 784,27	38 498,01	0,00	38 498,01
176	141,16	0,00	0,00	7 643,11	7 784,27	30 854,90	0,00	30 854,90

Initiales

CE0059 - 25086

SAS AJA FOOTBALL / 9022767
08977979
N° Etude 3594563
Cynthia Sozza Barbier

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
177	113,13	0,00	0,00	7 671,14	7 784,27	23 183,76	0,00	23 183,76
178	85,01	0,00	0,00	7 699,26	7 784,27	15 484,50	0,00	15 484,50
179	56,78	0,00	0,00	7 727,49	7 784,27	7 757,01	0,00	7 757,01
180	27,26	0,00	0,00	7 757,01	7 784,27	0,00	0,00	0,00

Initiales

CE0059 - 25086

ASSURANCE(S)

Les emprunteurs n'ayant pas souscrit à la Convention d'Assurance Groupe facultative de la Banque :
- soit parce qu'ils refusent d'être assurés
- soit parce qu'ils proposent un contrat personnel
- soit parce qu'ils ont souscrit une couverture partielle

reconnaissent qu'ils ont sciemment demandé à ne pas adhérer ou à limiter leur adhésion à ladite Convention Groupe couvrant les garanties décrites dans une notice dont ils ont pris connaissance et que leur attention a été attirée par la Banque sur les conséquences de leur décision en cas de sinistre. Ils dispensent la banque de toute information complémentaire.

GARANTIE(S)

- Hypothèque en rang 1 en pleine propriété à hauteur de 1 000 000,00 EUR sur l'immeuble sis Stade Abbe Deschamps 7, Route De Vaux 89000 AUXERRE, cadastré : Section CN n °116 Lieudit 7 rte de vaux appartenant à SAS AJA FOOTBALL immatriculée au RCS de AUXERRE sous le numéro 434386470 représentée par : Monsieur YUNJIE ZHOU agissant en qualité de Representant legal.

Notaire :
MAITRE FONTENEAU JEAN
NOTAIRE 9 RUE DE PARIS 89530 SAINT-BRIS-LE-VINEUX

La garantie est prise en concours avec :

- **CR Assurances Mutuelles Agri PVL** à hauteur de 500 000,00 EUR
- **BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ** à hauteur de 1 000 000,00 EUR

- Caution simple de La société DEPARTEMENT DE L'YONNE, dont le siège social est à 16 BOULEVARD DE LA MARNE 89000 AUXERRE représentée par : Monsieur LE PRESIDENT agissant en qualité de Representant legal, à hauteur de 400 000,00 EUR régularisé(e) par la Banque.

Cette garantie est recueillie pour sûreté du ou des crédit(s) suivant(s) :

- **Prêt immobilier professionnel (No 08977979) :** 1 000 000,00 EUR sur 180 mois garanti à hauteur de 400 000,00 EUR sur une durée de 180 mois

- Caution simple de La société COM AGGL CA DE L'AUXERROIS, dont le siège social est à 6 BIS PLACE DU MARECHAL LECLERC 89000 AUXERRE immatriculée au RCS de AUXERRE sous le n° 200067114 représentée par : Monsieur LE MAIRE agissant en qualité de Representant legal, à hauteur de 400 000,00 EUR régularisé(e) par la Banque.

Cette garantie est recueillie pour sûreté du ou des crédit(s) suivant(s) :

- **Prêt immobilier professionnel (No 08977979) :** 1 000 000,00 EUR sur 180 mois garanti à hauteur de 400 000,00 EUR sur une durée de 180 mois

CLAUSE(S) PARTICULIERE(S) rattachée(s) au prêt N° 08977979

L'Emprunteur peut, à tout moment, rembourser en totalité ou en partie le montant du présent prêt.
Par dérogation aux conditions générales, le montant minimum en cas de remboursement partiel ne peut être inférieur à 15 000,00 euros.

Initiales

CE0059 - 25086

En substitution de l'indemnité prévue dans les conditions générales, la Banque percevra une indemnité égale au montant des intérêts prévus pour la période s'écoulant de la date de remboursement anticipé à la date de la dernière échéance du contrat, déduction faite d'une somme égale à celle des intérêts recalculés au taux de l'OAT 10 ans, en vigueur à la date du remboursement. En toute hypothèse, cette indemnité ne saurait être inférieure à 5% du capital remboursé.
Les prêts relais ne sont pas concernés par ces dispositions.

L'Emprunteur s'engage à faire en sorte que les garanties convenues soient formalisées à compter de la mise à disposition des fonds et à produire l'ensemble des documents nécessaires à cet effet. A défaut de constitution des garanties susvisées dans un délai de 6 mois, des frais lui seront applicables, conformément aux conditions générales du présent contrat.

Initiales

CE0059 - 25086

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.
Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions
Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat
Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.
Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.
La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les 30 jours à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat
L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.
L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.
L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).
L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

- **Conditions de versement des fonds**

Le versement des fonds est subordonné :
- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non réalisation de de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

- **Modalités de versement des fonds**

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.
Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 4 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.
Les fonds devront être entièrement versés dans le délai de d'un an à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.
Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.
A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.
La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.
Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement
Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.
Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

- **Différé total ou franchise totale** (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)

Pendant la période de différé total, les intérêts courus au taux du Crédit sont calculés et non prélevés sur le compte de l'Emprunteur. Au-delà d'une année, les intérêts sont capitalisés et produisent eux-mêmes intérêts au taux du Crédit conformément aux dispositions légales en vigueur.
Le compte de l'Emprunteur est prélevé du montant des primes d'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et des commissions périodiques de toute nature s'il y a lieu.
Les premières échéances sont destinées à rembourser les intérêts calculés et non prélevés pendant la période de franchise totale, l'amortissement du capital ne commençant qu'après paiement des intérêts dus pendant la période de franchise totale.

- **Différé partiel ou franchise partielle** (franchise d'amortissement du capital)

Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

CE0059 - 25086

Remboursement du Crédit – Amortissement
La première échéance en capital, intérêts, assurance(s) (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et commissions éventuelles intervient trente (30) jours minimum après versement du Crédit et commandera la date des échéances suivantes, sauf en cas de différé d'amortissement prévu au Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :
- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
- Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.
Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.
- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

- **Intérêts Intercalaires**

Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.
Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit. Il est accompagné du paiement d'une fraction de prime(s) d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) calculée au taux du barème appliqué, selon les mêmes modalités.

- **Intérêts pendant la période d'amortissement**

Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

- **Intérêts en cas de crédit in fine**

En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

- **Intérêts de retard**

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de 2 points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation
L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures…), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).
Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.
De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du Contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions «Evénements affectant les taux ou indices de référence» résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.
Pour les besoins du paragraphe «Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.
L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'"Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.
L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.
Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les

caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.
Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace banque à distance de l'Emprunteur.
L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat, à compter de la prochaine révision suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou l'indice de référence initial.
S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans **un délai d'un mois** à compter de la date de l'envoi de l'information. Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date dela dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.
Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)
Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.
Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :
- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé
L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre avec demande d'avis de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10,00 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l' Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à 8,00 % du capital restant dû à la date de la demande de remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :
- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur
A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :
- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

Engagements de l'Emprunteur
L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :
- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du

Initiales

CE0059 - 25086

Prêteur ;
- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit
Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, huit (8) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;
- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;
- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité égale à 5,00 % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.
Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

De plus, au cas où pour arriver au recouvrement forcé de sa créance, le Prêteur serait obligé de produire à un ordre, d'introduire une instance ou d'engager une procédure quelconque, il aura droit à une indemnité forfaitaire supplémentaire 3,00 % sur le montant de sa créance, indépendamment des frais taxés ou taxables à la charge de l'Emprunteur.

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail
En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et /ou à la Caution éventuelle.

Initiales

CE0059 - 25086

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance.
Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.
En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages
Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.
L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs
En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements
De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur
L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit .

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation
Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.
Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption
L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert - Cession - Transfert des droits
Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.
L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.
Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles
La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :
a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,
- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Secret professionnel
Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.
Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité

sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :
- dans le cadre d'une procédure pénale ;
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
des tiers (prestataires, sous-traitants, …) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, …),
- des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6
Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel
Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de notre relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.
Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur www.bpbfc.banquepopulaire.fr ou en obtenir un exemplaire auprès de leur agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage
Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.
Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision
Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle
Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables
Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.
La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence
Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.
Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

Initiales

CE0059 - 25086

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-123
OBJET : Finances - Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Groupama

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération 2024-088 du 27 juin 2024, le conseil communautaire a délibéré pour apporter son soutien au projet de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois portée par la SAS AJA Football ; et a décidé d'accorder sa garantie d'emprunt lorsque le prêt bancaire serait finalisé. Il en est de même pour le Conseil Départemental de l'Yonne (CD89) et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (CRBF).

Ainsi, le CRBF, le 15 juillet 2024, et le CD89, le 12 avril 2024, ont pris l'engagement de principe d'une garantie d'emprunt sur ce projet. Les trois collectivités se sont entendues pour une garantie d'emprunt globale, partagée équitablement, à hauteur de 80 % : 27 % pour le CD89, 26,5 % pour le CRBFC et 26,5 % pour la CAA. En ce sens, chaque Président(e) a transmis un courrier d'intention d'accorder une garantie d'emprunt à l'AJA afin qu'elle les présente au consortium bancaire pour apporter les garanties demandées. Le consortium a en effet imposé une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour accorder l'emprunt.

Compte tenu de l'avancée du projet, il est proposé de concrétiser la démarche en accordant une garantie d'emprunt dans le cadre du projet de réaménagement du stade portant agrandissement de la tribune. La garantie sera globalement de 80 % de l'emprunt de 11,9 M€, répartie entre le CD89 (27 %), la CAA (26,5 %) et le CRBFC (26,5 %).

Par ailleurs, deux emprunts complémentaires pour un montant global de 1,5 M€ pour financer l'opération de déménagement du complexe de tennis dans le cadre du réaménagement de la plaine sportive, seront garantis à hauteur de 80 %, répartis équitablement entre le CD89 (40 %) et la CAA (40 %).

Il convient de rappeler que la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois est compétente en matière de développement économique, promotion touristique, aménagement de l'espace communautaire et de soutien financier aux actions sportives par arrêté préfectoral AP PREF-DCL-BCL-2024-533 du 7 mai 2024.

A ce titre, elle est sollicitée par la SAS AJA Football, SIREN 434 386 470 domiciliée stade Abbé Deschamps - route de vaux – 89000 Auxerre, pour se porter garante d'emprunt à souscrire par ladite SAS pour la réalisation d'un projet d'investissement.

Vu les dispositions des articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

communauté
de l'auxerrois

Le Code de l'urbanisme indique dans son article L.300-1 que « Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain, de sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

L'aménagement, au sens du présent livre, désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations ».
La SAS AJA Football, club de football professionnel, porte un projet ambitieux de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois qui s'inscrit dans une stratégie de structuration, de positionnement et développement du club afin d'organiser l'extension et l'accueil des activités économiques et de favoriser le développement des loisirs et du tourisme.

Ce projet global comporte 3 axes opérationnels :
- L'agrandissement du stade et le déménagement du complexe de tennis, projet porté par l'AJA, propriétaire de l'infrastructure ;
- La création de services connexes (hôtellerie, brasserie, boutique, maison de santé…) ;
- L'aménagement de la plaine sportive, de la route de Vaux.

Ce projet de développement vise à conforter le rôle et la place centrale de « l'AJA », comme vecteur de rayonnement du bassin auxerrois et plus largement de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche Comté. Il ancrera le club dans une vision moderne et innovante de ce que doit apporter un club de football professionnel au développement économique et touristique d'une région. Et il fera de ce site un endroit de référence mêlant animations populaires, activités sportives, touristiques et de loisirs, centre de services et de conférences aux professionnels, espaces de restauration…

Par conséquent le projet porté par la SAS AJA est bien une opération d'aménagement au sens du Code de l'urbanisme.

La première phase de ce projet de développement porte sur l'agrandissement du stade de football. Stade emblématique de l'auxerrois, du département de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche-Comté, site de rencontres internationales et nationales de football et d'autres événementiels à fort rayonnement, le stade doit aujourd'hui être réaménagé et agrandi pour répondre aux standards actuels et à la demande de plus en plus forte en termes de fréquentation.
Il s'agit de la construction d'une nouvelle tribune qui sera implantée « à l'arrière » et en lien avec la tribune « Louault » existante. Cette nouvelle tribune donnera au stade une capacité supplémentaire de 2 300 places, portant la capacité de l'ensemble à près de 20 000 places. Elle permettra également la construction de nouveaux salons de réception, ainsi que des salles de séminaires. Elle permettra ainsi au stade de franchir un palier qualitatif pour l'accueil des visiteurs et d'atteindre le standing attendu pour ce type de prestation et d'améliorer la sécurisation des rencontres en créant une voie pompier tout autour du stade. Le coût de réalisation de cette opération est de 15 290 000 € TTC financé par emprunt bancaire pour un montant de 11,9M€. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

communauté
de l'auxerrois

Dans un même temps , il est procédé au déménagement du complexe de tennis pour permettre l'amélioration de la circulation autour du stade en construisant un nouveau pôle tennistique / sports de raquette avec la création de terrains de tennis et de Padel (Club house, vestiaires, 4 terrains couverts, 4 terrains extérieurs et 2 padel). Le coût de réalisation de cette opération est de 2 219 000 € TTC financé par emprunts bancaires pour un montant de 1 500 000 €. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

La SAS AJA sollicite les collectivités que sont la Communauté de l'Auxerrois, le Conseil départemental de l'Yonne et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté afin que celles-ci accordent leur garantie aux emprunts à souscrire pour la réalisation de ces investissements.

Pour ce qui concerne l'agrandissement du stade, la garantie d'emprunt portera sur 80 % de 11 900 000 € répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 27 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 26,5 %,
- Région Bourgogne Franche Comté : 26,5 %.

Pour ce qui concerne le déménagement du complexe de tennis, la garantie d'emprunt portera sur 80% de 1 500 000 euros (composé de 2 prêts bancaires de 1 000 000 € et de 500 000 €) répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 40 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 40 %,

Une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation des opérations d'intérêt public. Le fait de bénéficier d'une garantie d'emprunt facilite l'accès au crédit des bénéficiaires de la garantie.
La collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à assumer l'exécution de l'obligation ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti. La réglementation encadre de manière très stricte les garanties que peuvent apporter les collectivités et les EPCI. L'octroi de garanties d'emprunt donne lieu à délibération de l'assemblée délibérante qui doit définir avec une précision suffisante l'objet, le montant et la durée de l'emprunt concerné ainsi que les conditions de mise en œuvre de la garantie.
S'agissant de personnes privées, les garanties d'emprunt sont encadrées par 3 règles prudentielles cumulatives, visant à limiter les risques :
- Le plafonnement de la collectivité, à savoir que le montant total des garanties et de la dette propre de la communauté de l'auxerrois ne peut excéder 50% de ses recettes réelles de fonctionnement,
- Le plafonnement par bénéficiaire, à savoir que le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10 % du montant total susceptible d'être garanti.
- La division du risque, à savoir que la quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est fixée à 50 %.

Le Code du sport, dans son article L 113-1 et sa nouvelle rédaction de 2017, prévoit que les collectivités *« peuvent accorder leur garantie aux emprunts contractés en vue de l'acquisition, de la réalisation ou de la rénovation d'équipements sportifs par des associations ou des sociétés sportives. L'association ou la société sportive produit à l'appui de sa demande ses comptes certifiés sur trois exercices […]* ». Il est à noter que les comptes certifiés ont été fournis à la Communauté de l'Auxerrois.

L'objet de la garantie porte sur la réalisation d'équipements sportifs donc la collectivité est habilitée à apporter sa garantie.

communauté
de l'auxerrois

Comme ces équipements sportifs s'inscrivent dans une opération d'aménagement, le plafonnement par une ou plusieurs collectivités peut être porté à 80% du montant global pour les opérations d'aménagement menées en application des articles L. 300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme (article D. 1511-35 du CGCT).

La règlementation européenne définit le régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre. Une garantie d'emprunt est assimilée à une aide publique à laquelle s'applique la règlementation européenne des aides d'Etat et pour laquelle il convient en conséquence d'établir une convention avec la SAS AJA.

Cette décision d'octroi de la garantie est conditionnée par :
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 27 % de l'emprunt de 11 900 000 € par le CD89 et par le CRBFC à hauteur de 26,5 % de l'emprunt de 11 900 000 € pour le projet agrandissement du stade ;
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 40 % des emprunts de 1 000 000 € et de 500 000 € par le CD89 pour le projet de déménagement du complexe de tennis ;
- l'acceptation des conditions des offres bancaires des prêts à garantir, par chacune des 3 collectivités.

Vu le Contrat de prêt en annexe de la présente délibération entre la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE Prêteur ; et A.J.A FOOTBALL l'emprunteur,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1 :
La Communauté de l'Auxerrois accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 500 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

Les principales caractéristiques sont les suivantes :
- Établissement prêteur : Groupama
- Montant du prêt : 500 000 € avec amortissement mensuel
- Durée globale du prêt : 15 ans
- Taux d'intérêt annuel : fixe à 4,40 %, avec remboursement mensuel des intérêts
- Frais de dossier : 2 000 €

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 200 000 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
Il est à noter que le Conseil départemental de l'Yonne va garantir le prêt à hauteur de 40% soit 200 000 €. L'emprunt est donc garanti globalement par les 2 collectivités à hauteur de 80 %, soit 400 000 €.

Article 2 :
La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

communauté
de l'auxerrois

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée du prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :
Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4:
Le Garant accorde son cautionnement en faveur du Prêteur selon les termes de la présente délibération et autorise en conséquence son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Président à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, y compris tout acte de caution solidaire le cas échéant.

Article 5 :
Charge le Président d'établir et de signer la convention relative aux aides d'Etat conformément au régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre de l'Union Européenne.

Groupama
PARIS VAL DE LOIRE

CONDITIONS PARTICULIERES

PRETEUR

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE, Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest - 75009 Paris, dont le siège social est à 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 ANTONY Cedex – 382 285 260 RCS Nanterre, représentée par : M. Hayik AFSAR agissant en qualité de Représentant légal

Ci-après dénommée(s) le "Prêteur"

L'EMPRUNTEUR

La société SAS AJA FOOTBALL dont le siège social est à Stade Abbe Deschamps Route De Vaux 89000 AUXERRE immatriculée au RCS de AUXERRE sous le n° 434386470 représentée par :
M YUNJIE ZHOU agissant en qualité de Représentant légal

Ci-après dénommé(e)(s) l' "Emprunteur"

OBJET DU FINANCEMENT

- Construction Bâtiments : Stade Abbe Deschamps 7, Route De Vaux 89000 AUXERRE
- Construction Autres : Construction de 4 courts de tennis extérieurs
- Travaux Aménagement : Stade Abbe Deschamps Route De Vaux 89000 AUXERRE

PROGRAMME FINANCIER

L'Emprunteur déclare sincère le Plan de financement détaillé ci-dessous et ne pas avoir sollicité d'autres crédits pour le programme concerné que ceux figurant ci-après :

NATURE	MONTANT	DEVISE
Apport	394 010,00	EUR
Subventions	0,00	EUR
Crédit(s) BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ sollicité(s)	1 000 000,00	EUR
Crédit(s) CRAMA PARIS VAL DE LOIRE sollicité(s)	500 000,00	EUR
TVA à récupérer	325 000,00	EUR

Montant du programme	2 219 010,00	EUR

CARACTERISTIQUES DU OU DES CREDITS

Nature du crédit	Montant	Devise	Durée
Prêt professionnel	500 000,00	EUR	180 mois

PROJET

CARACTERISTIQUES DU CREDIT PROPOSE

Prêt professionnel 500 000,00 EUR sur 180 mois

AMORTISSEMENT DU CREDIT

- Période n° 1 : Franchise Capital
  Durée : 6 échéances mensuelles
  Taux fixe : 4,400 %
  Montant de l'échéance * : 1 833,33 EUR

- Période n° 2 : Echéance(s) constante(s)
  Durée : 174 échéances mensuelles
  Taux fixe : 4,400 %
  Montant de l'échéance * : 3 892,14 EUR

(* Se reporter au tableau d'amortissement pour le détail mensuel de l'échéance)

(L'Emprunteur demande au Prêteur que les échéances de ce prêt soient perçues sur le compte n° 55021641737).**ATTENTION PRECISER LE RIB COMPLET DE L'AJA**

COUT DU CREDIT

	Montant	Devise
Montant du crédit	500 000,00	EUR
Intérêts	188 231,83	EUR
Frais de dossier	2 000,00	EUR
Frais de garantie hypothécaire (hypothèque)	8 005,00	EUR

COUT TOTAL	698 236,83	EUR

Le coût ci-dessus indiqué correspond à une utilisation totale et en une seule fois du montant du crédit.

Les frais payés à un tiers intervenant sont donnés à titre estimatif.

Dans le cas de prêt assorti d'une franchise d'amortissement et dans le cas de prêt débloqué par tranches successives, les intérêts seront calculés sur le montant des sommes débloquées. L'amortissement du capital sera calculé sur le capital initial du prêt sauf prêt à paliers.
Le tableau d'amortissement définitif complété des dates d'échéances sera remis à l'Emprunteur lors de la réalisation du prêt.

Taux effectif global (TEG)
Le taux effectif global s'élève à 4,800 %, soit un taux de 0,400 % par mois.

INFORMATIONS SUR LE TABLEAU D'AMORTISSEMENT
Le tableau d'amortissement intégré aux présentes est établi à titre d'information. En effet, les dates effectives des échéances dépendent de la mise en place du prêt et ne sont pas connues ce jour.

PROJET

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

CATEGORIE DU PRET	:	Prêt professionnel
MONTANT DU PRET	:	500 000,00 EUR
DUREE TOTALE	:	180 mois
PERIODICITE	:	Mensuelle
TAUX INTERET	:	4,400 %

PROJET

Initiales

Tableau d'amortissement

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
1	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
2	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
3	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
4	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
5	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
6	1 833,33	-	1 833,33	500 000,00
7	1 833,33	2 058,81	3 892,14	497 941,19
8	1 825,78	2 066,36	3 892,14	495 874,83
9	1 818,21	2 073,93	3 892,14	493 800,90
10	1 810,60	2 081,54	3 892,14	491 719,36
11	1 802,97	2 089,17	3 892,14	489 630,19
12	1 795,31	2 096,83	3 892,14	487 533,36
13	1 787,62	2 104,52	3 892,14	485 428,84
14	1 779,91	2 112,23	3 892,14	483 316,61
15	1 772,16	2 119,98	3 892,14	481 196,63
16	1 764,39	2 127,75	3 892,14	479 068,88
17	1 756,59	2 135,55	3 892,14	476 933,33
18	1 748,76	2 143,38	3 892,14	474 789,95
19	1 740,90	2 151,24	3 892,14	472 638,71
20	1 733,01	2 159,13	3 892,14	470 479,58
21	1 725,09	2 167,05	3 892,14	468 312,53
22	1 717,15	2 174,99	3 892,14	466 137,54
23	1 709,17	2 182,97	3 892,14	463 954,57
24	1 701,17	2 190,97	3 892,14	461 763,60
25	1 693,13	2 199,01	3 892,14	459 564,59
26	1 685,07	2 207,07	3 892,14	457 357,52
27	1 676,98	2 215,16	3 892,14	455 142,36
28	1 668,86	2 223,28	3 892,14	452 919,08

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
29	1 660,70	2 231,44	3 892,14	450 687,64
30	1 652,52	2 239,62	3 892,14	448 448,02
31	1 644,31	2 247,83	3 892,14	446 200,19
32	1 636,07	2 256,07	3 892,14	443 944,12
33	1 627,80	2 264,34	3 892,14	441 679,78
34	1 619,49	2 272,65	3 892,14	439 407,13
35	1 611,16	2 280,98	3 892,14	437 126,15
36	1 602,80	2 289,34	3 892,14	434 836,81
37	1 594,40	2 297,74	3 892,14	432 539,07
38	1 585,98	2 306,16	3 892,14	430 232,91
39	1 577,52	2 314,62	3 892,14	427 918,29
40	1 569,03	2 323,11	3 892,14	425 595,18
41	1 560,52	2 331,62	3 892,14	423 263,56
42	1 551,97	2 340,17	3 892,14	420 923,39
43	1 543,39	2 348,75	3 892,14	418 574,64
44	1 534,77	2 357,37	3 892,14	416 217,27
45	1 526,13	2 366,01	3 892,14	413 851,26
46	1 517,45	2 374,69	3 892,14	411 476,57
47	1 508,75	2 383,39	3 892,14	409 093,18
48	1 500,01	2 392,13	3 892,14	406 701,05
49	1 491,24	2 400,90	3 892,14	404 300,15
50	1 482,43	2 409,71	3 892,14	401 890,44
51	1 473,60	2 418,54	3 892,14	399 471,90
52	1 464,73	2 427,41	3 892,14	397 044,49
53	1 455,83	2 436,31	3 892,14	394 608,18
54	1 446,90	2 445,24	3 892,14	392 162,94
55	1 437,93	2 454,21	3 892,14	389 708,73
56	1 428,93	2 463,21	3 892,14	387 245,52

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
57	1 419,90	2 472,24	3 892,14	384 773,28
58	1 410,84	2 481,30	3 892,14	382 291,98
59	1 401,74	2 490,40	3 892,14	379 801,58
60	1 392,61	2 499,53	3 892,14	377 302,05
61	1 383,44	2 508,70	3 892,14	374 793,35
62	1 374,24	2 517,90	3 892,14	372 275,45
63	1 365,01	2 527,13	3 892,14	369 748,32
64	1 355,74	2 536,40	3 892,14	367 211,92
65	1 346,44	2 545,70	3 892,14	364 666,22
66	1 337,11	2 555,03	3 892,14	362 111,19
67	1 327,74	2 564,40	3 892,14	359 546,79
68	1 318,34	2 573,80	3 892,14	356 972,99
69	1 308,90	2 583,24	3 892,14	354 389,75
70	1 299,43	2 592,71	3 892,14	351 797,04
71	1 289,92	2 602,22	3 892,14	349 194,82
72	1 280,38	2 611,76	3 892,14	346 583,06
73	1 270,80	2 621,34	3 892,14	343 961,72
74	1 261,19	2 630,95	3 892,14	341 330,77
75	1 251,55	2 640,59	3 892,14	338 690,18
76	1 241,86	2 650,28	3 892,14	336 039,90
77	1 232,15	2 659,99	3 892,14	333 379,91
78	1 222,39	2 669,75	3 892,14	330 710,16
79	1 212,60	2 679,54	3 892,14	328 030,62
80	1 202,78	2 689,36	3 892,14	325 341,26
81	1 192,92	2 699,22	3 892,14	322 642,04
82	1 183,02	2 709,12	3 892,14	319 932,92
83	1 173,09	2 719,05	3 892,14	317 213,87
84	1 163,12	2 729,02	3 892,14	314 484,85

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
85	1 153,11	2 739,03	3 892,14	311 745,82
86	1 143,07	2 749,07	3 892,14	308 996,75
87	1 132,99	2 759,15	3 892,14	306 237,60
88	1 122,87	2 769,27	3 892,14	303 468,33
89	1 112,72	2 779,42	3 892,14	300 688,91
90	1 102,53	2 789,61	3 892,14	297 899,30
91	1 092,30	2 799,84	3 892,14	295 099,46
92	1 082,03	2 810,11	3 892,14	292 289,35
93	1 071,73	2 820,41	3 892,14	289 468,94
94	1 061,39	2 830,75	3 892,14	286 638,19
95	1 051,01	2 841,13	3 892,14	283 797,06
96	1 040,59	2 851,55	3 892,14	280 945,51
97	1 030,13	2 862,01	3 892,14	278 083,50
98	1 019,64	2 872,50	3 892,14	275 211,00
99	1 009,11	2 883,03	3 892,14	272 327,97
100	998,54	2 893,60	3 892,14	269 434,37
101	987,93	2 904,21	3 892,14	266 530,16
102	977,28	2 914,86	3 892,14	263 615,30
103	966,59	2 925,55	3 892,14	260 689,75
104	955,86	2 936,28	3 892,14	257 753,47
105	945,10	2 947,04	3 892,14	254 806,43
106	934,29	2 957,85	3 892,14	251 848,58
107	923,44	2 968,70	3 892,14	248 879,88
108	912,56	2 979,58	3 892,14	245 900,30
109	901,63	2 990,51	3 892,14	242 909,79
110	890,67	3 001,47	3 892,14	239 908,32
111	879,66	3 012,48	3 892,14	236 895,84
112	868,62	3 023,52	3 892,14	233 872,32

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
113	857,53	3 034,61	3 892,14	230 837,71
114	846,40	3 045,74	3 892,14	227 791,97
115	835,24	3 056,90	3 892,14	224 735,07
116	824,03	3 068,11	3 892,14	221 666,96
117	812,78	3 079,36	3 892,14	218 587,60
118	801,49	3 090,65	3 892,14	215 496,95
119	790,16	3 101,98	3 892,14	212 394,97
120	778,78	3 113,36	3 892,14	209 281,61
121	767,37	3 124,77	3 892,14	206 156,84
122	755,91	3 136,23	3 892,14	203 020,61
123	744,41	3 147,73	3 892,14	199 872,88
124	732,87	3 159,27	3 892,14	196 713,61
125	721,28	3 170,86	3 892,14	193 542,75
126	709,66	3 182,48	3 892,14	190 360,27
127	697,99	3 194,15	3 892,14	187 166,12
128	686,28	3 205,86	3 892,14	183 960,26
129	674,52	3 217,62	3 892,14	180 742,64
130	662,72	3 229,42	3 892,14	177 513,22
131	650,88	3 241,26	3 892,14	174 271,96
132	639,00	3 253,14	3 892,14	171 018,82
133	627,07	3 265,07	3 892,14	167 753,75
134	615,10	3 277,04	3 892,14	164 476,71
135	603,08	3 289,06	3 892,14	161 187,65
136	591,02	3 301,12	3 892,14	157 886,53
137	578,92	3 313,22	3 892,14	154 573,31
138	566,77	3 325,37	3 892,14	151 247,94
139	554,58	3 337,56	3 892,14	147 910,38
140	542,34	3 349,80	3 892,14	144 560,58

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
141	530,06	3 362,08	3 892,14	141 198,50
142	517,73	3 374,41	3 892,14	137 824,09
143	505,35	3 386,79	3 892,14	134 437,30
144	492,94	3 399,20	3 892,14	131 038,10
145	480,47	3 411,67	3 892,14	127 626,43
146	467,96	3 424,18	3 892,14	124 202,25
147	455,41	3 436,73	3 892,14	120 765,52
148	442,81	3 449,33	3 892,14	117 316,19
149	430,16	3 461,98	3 892,14	113 854,21
150	417,47	3 474,67	3 892,14	110 379,54
151	404,72	3 487,42	3 892,14	106 892,12
152	391,94	3 500,20	3 892,14	103 391,92
153	379,10	3 513,04	3 892,14	99 878,88
154	366,22	3 525,92	3 892,14	96 352,96
155	353,29	3 538,85	3 892,14	92 814,11
156	340,32	3 551,82	3 892,14	89 262,29
157	327,30	3 564,84	3 892,14	85 697,45
158	314,22	3 577,92	3 892,14	82 119,53
159	301,10	3 591,04	3 892,14	78 528,49
160	287,94	3 604,20	3 892,14	74 924,29
161	274,72	3 617,42	3 892,14	71 306,87
162	261,46	3 630,68	3 892,14	67 676,19
163	248,15	3 643,99	3 892,14	64 032,20
164	234,78	3 657,36	3 892,14	60 374,84
165	221,37	3 670,77	3 892,14	56 704,07
166	207,91	3 684,23	3 892,14	53 019,84
167	194,41	3 697,73	3 892,14	49 322,11
168	180,85	3 711,29	3 892,14	45 610,82

PROJET

Initiales

N° Ech	Intérêts à payer	Capital remboursé	Échéance	Capital restant dû
169	167,24	3 724,90	3 892,14	41 885,92
170	153,58	3 738,56	3 892,14	38 147,36
171	139,87	3 752,27	3 892,14	34 395,09
172	126,12	3 766,02	3 892,14	30 629,07
173	112,31	3 779,83	3 892,14	26 849,24
174	98,45	3 793,69	3 892,14	23 055,55
175	84,54	3 807,60	3 892,14	19 247,95
176	70,58	3 821,56	3 892,14	15 426,39
177	56,56	3 835,58	3 892,14	11 590,81
178	42,50	3 849,64	3 892,14	7 741,17
179	28,38	3 863,76	3 892,14	3 877,41
180	14,22	3 877,41	3 891,63	-

PROJET

Initiales

ASSURANCE(S)

L'emprunteur reconnait qu'il a sciemment renoncé à toute assurance facultative auprès d'un organisme financier et que son attention a été attirée par la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE sur les conséquences de sa décision en cas de sinistre. Il dispense la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE de toute information complémentaire.

GARANTIE(S)

- Hypothèque en rang 1 en pleine propriété à hauteur de 500 000,00 EUR sur l'immeuble sis Stade Abbe Deschamps 7, Route De Vaux 89000 AUXERRE, cadastré : Section CN n °116 Lieudit 7 rte de vaux appartenant à SAS AJA FOOTBALL immatriculée au RCS de AUXERRE sous le numéro 434386470 représentée par : Monsieur YUNJIE ZHOU agissant en qualité de Représentant légal.

  Notaire :
  MAITRE FONTENEAU JEAN
  NOTAIRE 9 RUE DE PARIS 89530 SAINT-BRIS-LE-VINEUX

  La garantie est prise en concours avec :

  - **CAISSE REGIONALE ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES PARIS VAL DE LOIRE** à hauteur de 500 000,00 EUR
  - **BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ** à hauteur de 1 000 000,00 EUR

- Caution simple de La société COMMUNAUTE AGGLOMERATION CA DE L'AUXERROIS, dont le siège social est à 6 BIS PLACE DU MARECHAL LECLERC 89000 AUXERRE immatriculée au RCS de AUXERRE sous le n° 200067114 représentée par : Monsieur le MAIRE agissant en qualité de Représentant légal, à hauteur de 200 000,00 EUR régularisé(e) par le Prêteur.

  Cette garantie est recueillie pour sûreté du ou des crédit(s) suivant(s) :

  - **Prêt professionnel :** 500 000,00 EUR sur 180 mois garanti à hauteur de 200 000,00 EUR sur une durée de 180 mois

- Caution simple de La société DEPARTEMENT DE L'YONNE, dont le siège social est à 16 BOULEVARD DE LA MARNE 89000 AUXERRE représentée par : Monsieur le PRESIDENT agissant en qualité de Représentant légal, à hauteur de 200 000,00 EUR régularisé(e) par le Prêteur.

  Cette garantie est recueillie pour sûreté du ou des crédit(s) suivant(s) :

  - **Prêt professionnel :** 500 000,00 EUR sur 180 mois garanti à hauteur de 200 000,00 EUR sur une durée de 180 mois

CLAUSE(S) PARTICULIERE(S) rattachée(s) au prêt

L'Emprunteur peut, à tout moment, rembourser en totalité ou en partie le montant du présent prêt.

Par dérogation aux conditions générales, le montant minimum en cas de remboursement partiel ne peut être inférieur à 15 000,00 euros.

PROJET

En substitution de l'indemnité prévue dans les conditions générales, le Prêteur percevra une indemnité égale au montant des intérêts prévus pour la période s'écoulant de la date de remboursement anticipé à la date de la dernière échéance du contrat, déduction faite d'une somme égale à celle des intérêts recalculés au taux de l'OAT 10 ans, en vigueur à la date du remboursement. En toute hypothèse, cette indemnité ne saurait être inférieure à 5% du capital remboursé.

Les prêts relais ne sont pas concernés par ces dispositions.

L'Emprunteur s'engage à faire en sorte que les garanties convenues soient formalisées à compter de la mise à disposition des fonds et à produire l'ensemble des documents nécessaires à cet effet. A défaut de constitution des garanties susvisées dans un délai de 6 mois, des frais lui seront applicables, conformément aux conditions générales du présent contrat.

PROJET

Initiales

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.
Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions
Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat
Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.
Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.
La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les 30 jours à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat
L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.
L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.
L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).
L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

- **Conditions de versement des fonds**

Le versement des fonds est subordonné :
- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non réalisation de de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

- **Modalités de versement des fonds**

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.
Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 4 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.
Les fonds devront être entièrement versés dans le délai de d'un an à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.
Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.
A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.
La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.
Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement
Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.
Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

- **Différé total ou franchise totale** (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)

Pendant la période de différé total, les intérêts courus au taux du Crédit sont calculés et non prélevés sur le compte de l'Emprunteur. Au-delà d'une année, les intérêts sont capitalisés et produisent eux-mêmes intérêts au taux du Crédit conformément aux dispositions légales en vigueur.
Le compte de l'Emprunteur est prélevé du montant des primes d'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et des commissions périodiques de toute nature s'il y a lieu.
Les premières échéances sont destinées à rembourser les intérêts calculés et non prélevés pendant la période de franchise totale, l'amortissement du capital ne commençant qu'après paiement des intérêts dus pendant la période de franchise totale.

- **Différé partiel ou franchise partielle** (franchise d'amortissement du capital)

Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Initiales

PROJET

Remboursement du Crédit – Amortissement
La première échéance en capital, intérêts, assurance(s) (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et commissions éventuelles intervient trente (30) jours minimum après versement du Crédit et commandera la date des échéances suivantes, sauf en cas de différé d'amortissement prévu au Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :
- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
- Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.
Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.
- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

- **Intérêts Intercalaires**

Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.
Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit. Il est accompagné du paiement d'une fraction de prime(s) d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) calculée au taux du barème appliqué, selon les mêmes modalités.

- **Intérêts pendant la période d'amortissement**

Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

- **Intérêts en cas de crédit in fine**

En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

- **Intérêts de retard**

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de 2 points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation
L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures…), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).
Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert par le Prêteur.

De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du Contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.
Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.
L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'"Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.
L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.
Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les

Initiales

caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.
Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique.
L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat, à compter de la prochaine révision suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou l'indice de référence initial.
S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans **un délai d'un mois** à compter de la date de l'envoi de l'information. Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date dela dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.
Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

<u>Taux effectif global</u> (TEG)
Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.
Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :
- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

<u>Remboursement anticipé</u>
L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre avec demande d'avis de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10,00 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l' Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à 8,00 % du capital restant dû à la date de la demande de remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :
- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

<u>Déclarations de l'Emprunteur</u>
A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :
- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

<u>Engagements de l'Emprunteur</u>
L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :
- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du

PROJET

Prêteur ;
- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit
Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, huit (8) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;
- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;
- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité égale à 5,00 % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.
Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

De plus, au cas où pour arriver au recouvrement forcé de sa créance, le Prêteur serait obligé de produire à un ordre, d'introduire une instance ou d'engager une procédure quelconque, il aura droit à une indemnité forfaitaire supplémentaire 3,00 % sur le montant de sa créance, indépendamment des frais taxés ou taxables à la charge de l'Emprunteur.

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail
En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et /ou à la Caution éventuelle.

PROJET

Initiales

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance.
Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.
En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages
Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.
L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs
En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements
De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur
L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit .

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation
Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.
Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption
L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert - Cession - Transfert des droits
Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.
L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.
Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles
La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :
a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,
- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Secret professionnel
Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.
Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité

PROJET

Initiales

sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :
- dans le cadre d'une procédure pénale ;
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
des tiers (prestataires, sous-traitants, …) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (Toutes entités du Groupe GROUPAMA).
- des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6
Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel
Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de notre relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.
Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données sont mises à disposition de l'Emprunteur sur demande de celui-ci.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage
Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement. Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision
Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle
Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables
Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.
La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence
Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.
Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

PROOF

Initiales

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-124
OBJET : Finances- Garantie d'emprunt au profit de l'AJA - Crédit Senior

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération 2024-088 du 27 juin 2024, le conseil communautaire a délibéré pour apporter son soutien au projet de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois portée par la SAS AJA Football ; et a décidé d'accorder sa garantie d'emprunt lorsque le prêt bancaire serait finalisé. Il en est de même pour le Conseil Départemental de l'Yonne (CD89) et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (CRBF).

Ainsi, le CRBF, le 15 juillet 2024, et le CD89, le 12 avril 2024, ont pris l'engagement de principe d'une garantie d'emprunt sur ce projet. Les trois collectivités se sont entendues pour une garantie d'emprunt globale, partagée équitablement, à hauteur de 80 % : 27 % pour le CD89, 26,5 % pour le CRBFC et 26,5 % pour la CAA. En ce sens, chaque Président(e) a transmis un courrier d'intention d'accorder une garantie d'emprunt à l'AJA afin qu'elle les présente au consortium bancaire pour apporter les garanties demandées. Le consortium a en effet imposé une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour accorder l'emprunt.

Compte tenu de l'avancée du projet, il est proposé de concrétiser la démarche en accordant une garantie d'emprunt dans le cadre du projet de réaménagement du stade portant agrandissement de la tribune. La garantie sera globalement de 80 % de l'emprunt de 11,9 M€, répartie entre le CD89 (27 %), la CAA (26,5 %) et le CRBFC (26,5 %).

Par ailleurs, deux emprunts complémentaires pour un montant global de 1,5 M€ pour financer l'opération de déménagement du complexe de tennis dans le cadre du réaménagement de la plaine sportive, seront garantis à hauteur de 80 %, répartis équitablement entre le CD89 (40 %) et la CAA (40 %).

Il convient de rappeler que la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois est compétente en matière de développement économique, promotion touristique, aménagement de l'espace communautaire et de soutien financier aux actions sportives par arrêté préfectoral AP PREF-DCL-BCL-2024-533 du 7 mai 2024.

A ce titre, elle est sollicitée par la SAS AJA Football, SIREN 434 386 470 domiciliée stade Abbé Deschamps - route de vaux – 89000 Auxerre, pour se porter garante d'emprunt à souscrire par ladite SAS pour la réalisation d'un projet d'investissement.

Vu les dispositions des articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

communauté
de l'auxerrois

Le Code de l'urbanisme indique dans son article L.300-1 que « Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain, de sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

L'aménagement, au sens du présent livre, désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations ».
La SAS AJA Football, club de football professionnel, porte un projet ambitieux de réaménagement du stade de l'Abbé Deschamps et de la plaine sportive de l'Auxerrois qui s'inscrit dans une stratégie de structuration, de positionnement et développement du club afin d'organiser l'extension et l'accueil des activités économiques et de favoriser le développement des loisirs et du tourisme.

Ce projet global comporte 3 axes opérationnels :
- L'agrandissement du stade et le déménagement du complexe de tennis, projet porté par l'AJA, propriétaire de l'infrastructure ;
- La création de services connexes (hôtellerie, brasserie, boutique, maison de santé…) ;
- L'aménagement de la plaine sportive, de la route de Vaux.

Ce projet de développement vise à conforter le rôle et la place centrale de « l'AJA », comme vecteur de rayonnement du bassin auxerrois et plus largement de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche Comté. Il ancrera le club dans une vision moderne et innovante de ce que doit apporter un club de football professionnel au développement économique et touristique d'une région. Et il fera de ce site un endroit de référence mêlant animations populaires, activités sportives, touristiques et de loisirs, centre de services et de conférences aux professionnels, espaces de restauration…

Par conséquent le projet porté par la SAS AJA est bien une opération d'aménagement au sens du Code de l'urbanisme.

La première phase de ce projet de développement porte sur l'agrandissement du stade de football. Stade emblématique de l'auxerrois, du département de l'Yonne et de la région Bourgogne Franche-Comté, site de rencontres internationales et nationales de football et d'autres événementiels à fort rayonnement, le stade doit aujourd'hui être réaménagé et agrandi pour répondre aux standards actuels et à la demande de plus en plus forte en termes de fréquentation.

Il s'agit de la construction d'une nouvelle tribune qui sera implantée « à l'arrière » et en lien avec la tribune « Louault » existante. Cette nouvelle tribune donnera au stade une capacité supplémentaire de 2 300 places, portant la capacité de l'ensemble à près de 20 000 places. Elle permettra également la construction de nouveaux salons de réception, ainsi que des salles de séminaires. Elle permettra ainsi au stade de franchir un palier qualitatif pour l'accueil des visiteurs et d'atteindre le standing attendu pour ce type de prestation et d'améliorer la sécurisation des rencontres en créant une voie pompier tout autour du stade. Le coût de réalisation de cette opération est de 15 729 000 € TTC

communauté
de l'auxerrois

financé par emprunt bancaire pour un montant de 11,9M€. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

Dans un même temps, il est procédé au déménagement du complexe de tennis pour permettre l'amélioration de la circulation autour du stade en construisant un nouveau pôle tennistique / sports de raquette avec la création de terrains de tennis et de Padel. Le coût de réalisation de cette opération est de 2 219 000 € TTC financé par emprunts bancaires pour un montant de 1 500 000 €. Le portage de l'investissement est exclusivement privé, sans financement par des subventions.

La SAS AJA sollicite les collectivités que sont la Communauté de l'Auxerrois, le Conseil départemental de l'Yonne et le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté afin que celles-ci accordent leur garantie aux emprunts à souscrire pour la réalisation de ces investissements.

Pour ce qui concerne l'agrandissement du stade, la garantie d'emprunt portera sur 80 % de 11 900 000 € répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 27 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 26,5 %,
- Région Bourgogne Franche Comté : 26,5 %.

Pour ce qui concerne le déménagement du complexe de tennis, la garantie d'emprunt portera sur 80% de 1 500 000 euros (composé de 2 prêts bancaires de 1 000 000 € et de 500 000 €) répartis comme suit :
- Département de l'Yonne : 40 %,
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 40 %,

Une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation des opérations d'intérêt public. Le fait de bénéficier d'une garantie d'emprunt facilite l'accès au crédit des bénéficiaires de la garantie.
La collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à assumer l'exécution de l'obligation ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti. La réglementation encadre de manière très stricte les garanties que peuvent apporter les collectivités et les EPCI. L'octroi de garanties d'emprunt donne lieu à délibération de l'assemblée délibérante qui doit définir avec une précision suffisante l'objet, le montant et la durée de l'emprunt concerné ainsi que les conditions de mise en œuvre de la garantie.
S'agissant de personnes privées, les garanties d'emprunt sont encadrées par 3 règles prudentielles cumulatives, visant à limiter les risques :
- Le plafonnement de la collectivité, à savoir que le montant total des garanties et de la dette propre de la communauté de l'auxerrois ne peut excéder 50% de ses recettes réelles de fonctionnement,
- Le plafonnement par bénéficiaire, à savoir que le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10 % du montant total susceptible d'être garanti.
- La division du risque, à savoir que la quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est fixée à 50 %.

Le Code du sport, dans son article L 113-1 et sa nouvelle rédaction de 2017, prévoit que les collectivités *« peuvent accorder leur garantie aux emprunts contractés en vue de l'acquisition, de la réalisation ou de la rénovation d'équipements sportifs par des associations ou des sociétés sportives. L'association ou la société sportive produit à l'appui de sa demande ses comptes certifiés sur trois exercices […]* ». Il est à noter que les comptes certifiés ont été fournis à la Communauté de l'Auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

L'objet de la garantie porte sur la réalisation d'équipements sportifs donc la collectivité est habilitée à apporter sa garantie.
Comme ces équipements sportifs s'inscrivent dans une opération d'aménagement, le plafonnement par une ou plusieurs collectivités peut être porté à 80% du montant global pour les opérations d'aménagement menées en application des articles L. 300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme (article D. 1511-35 du CGCT).

La règlementation européenne définit le régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre. Une garantie d'emprunt est assimilée à une aide publique à laquelle s'applique la règlementation européenne des aides d'Etat et pour laquelle il convient en conséquence d'établir une convention avec la SAS AJA.

Cette décision d'octroi de la garantie est conditionnée par :
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 27 % de l'emprunt de 11 900 000 € par le CD89 et par le CRBFC à hauteur de 26,5 % de l'emprunt de 11 900 000 € pour le projet agrandissement du stade ;
- l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 40 % des emprunts de 1 000 000 € et de 500 000 € par le CD89 pour le projet de déménagement du complexe de tennis ;
- l'acceptation des conditions des offres bancaires des prêts à garantir, par chacune des 3 collectivités.

Vu le Contrat de crédit Sénior en annexe de la présente délibération entre la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE - Arrangeur – Agent du Crédit Senior – Agent des Sûretés – Prêteur, la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE - Arrangeur – Prêteur, la BANQUE CIC EST – Prêteur ; et A.J.A FOOTBALL l'emprunteur

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1 :
La Communauté de l'Auxerrois accorde sa garantie à hauteur de 26,5% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 11 900 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès du Pool bancaire composé de 3 banques la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, la BANQUE CIC EST, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de crédit sénior.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Établissement prêteur : pool bancaire de 3 banques – CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, la BANQUE CIC EST. La quotité d'emprunt entre les banques est la suivante :
  - ✓ Caisse d'épargne et de prévoyance de Bourgogne Franche Comté : 40 % soit 4 760 000 €,
  - ✓ Banque populaire Bourgogne Franche Comté : 40 % soit 4 760 000 €,
  - ✓ CIC : 20 % soit 2 380 000 €.
- Montant des prêts : 11 900 000 euros avec amortissement annuel
- Durée globale du prêt : 15 ans
- Taux d'intérêt annuel : fixe à 4,50 %, avec remboursement trimestriel des intérêts
- Commission de participation : 0,90 % du montant total du crédit d'investissement.
- Commission de non utilisation : 0,40 %

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 153 500 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Il est à noter que la Région Bourgogne Franche Comté et le Conseil départemental de l'Yonne garantissent le prêt de 11 900 000 euros ; à hauteur de 26,5 % pour la Région soit 3 153 500 € et à hauteur de 27 % pour le Département soit 3 213 000 €. L'emprunt est donc garanti globalement par les 3 collectivités à hauteur de 80 %, soit 9 520 000 euros.

Article 2 :
La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée d'un prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :
Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4:
Le Garant autorise son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Président à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 :
Charge le Président d'établir et de signer la convention relative aux aides d'Etat conformément au régime applicable aux aides octroyées par une autorité publique à une entreprise ayant une activité économique située dans un État membre de l'Union Européenne.

CONTRAT DE CRÉDIT SENIOR
11.900.000,00 €

ENTRE

A.J.A FOOTBALL
Emprunteur

ET

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Arrangeur – Agent du Crédit Senior – Agent des Sûretés – Prêteur

BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Arrangeur – Prêteur

BANQUE CIC EST

Prêteur

PROJET

TABLE DES MATIERES

1. DEFINITIONS ET PRINCIPES D'INTERPRETATION 4
2. CREDIT SENIOR – MONTANT – DUREE 30
3. DESTINATION DU CRÉDIT SENIOR 30
4. DECLARATIONS –OBLIGATIONS PREALABLES – CONDITIONS SUSPENSIVES 30
5. MISE À DISPOSITION DU CREDIT SENIOR 41
6. INTERETS 42
7. REMBOURSEMENT – INTERETS DE RETARD 43
8. REMBOURSEMENTS ANTICIPES 45
9. COMPTABILISATION ET PAIEMENTS 53
10. COMMISSIONS 56
11. ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR 57
12. EXIGIBILITE ANTICIPEE 75
13. SURETES SENIOR 80
14. ILLEGALITE – CIRCONSTANCES NOUVELLES – MAJORATION DES PAIEMENTS 81
15. ARRANGEURS – AGENT DU CREDIT SENIOR – AGENT DES SURETES 89
16. ENGAGEMENT 97
17. DECISIONS DES PRETEURS 97
18. PEREQUATION DES PAIEMENTS – PAIEMENTS A L'AGENT DU CREDIT SENIOR ET OU L'AGENT DES SURETES 99
19. ABSENCE DE SOLIDARITE 100
20. CESSION 101
21. TAUX EFFECTIF GLOBAL 103
22. ABSENCE DE RENONCIATION 104
23. FRAIS, DROITS ET HONORAIRES 104
24. AUTONOMIE DES STIPULATIONS 105
25. NOTIFICATIONS 105
26. IMPREVISION – CADUCITE – ABSENCE DE CONTRAT D'ADHESION 105
27. CONFIDENTIALITE 106
28. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE 108
29. ÉLECTION DE DOMICILE 108
30. SIGNATURE ELECTRONIQUE 109

LISTE DES ANNEXES : 111

PROJET

ENTRE LES PARTIES SOUSSIGNEES :

(1) **A.J.A FOOTBALL**, société [par actions simplifiée], de droit français, au capital de [16.000.000] €, ayant son siège social [Route de Vaux – Stade Abbé Deschamps 89000 Auxerre], immatriculée sous le numéro unique d'identification [434 386 470] RCS [AUXERRE], représentée par [●], dûment habilité à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision de [●] en date du [●], et dont copie a été remise à l'Agent du Crédit Senior, ci-après désignée **«A.J.A FOOTBALL »** ou **« Emprunteur »** ;

(2) **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, banque coopérative régie par les articles L. 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, au capital de 525.307.340 €, ayant son siège social 18 avenue Françoise Giroud 21000 DIJON , immatriculée sous le numéro unique d'identification 352 483 341 RCS DIJON, intermédiaire en assurance, immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 002 200 – Garantie financière délivrée par CEGC n° 146331-07 – Titulaire de la carte professionnelle "Transactions sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs" n° CPI 2102 2018 000 024 400 délivrée par la CCI de Côte d'Or - Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042), représentée par [●], en qualité de [●], dûment habilité à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, ci-après désignée **« CAISSE D'EPARGNE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE »** ou **« CEBFC »** ou **« Prêteur »** ;

(3) **BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, société coopérative de banque à forme anonyme et capital variable, régie par les dispositions de l'article L. 512-2 du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et établissements de crédit, de droit français, ayant son siège social 14, boulevard de la Trémouille 21000 Dijon, immatriculée sous le numéro unique d'identification 542 820 352 RCS DIJON, immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 07 023 116, représentée par [●], dûment habilité à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, ci-après désignée **« BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE »** ou **« BPBFC »** ou **« Prêteur »** ;

(4) **BANQUE CIC EST,** société anonyme au capital de 225 000 000 € dont le siège social est situé 31, rue Jean Wenger-Valentin à 67000 Strasbourg et dont le numéro unique d'identification est 754 800 712 RCS Strasbourg, ci-après désignée **« CIC EST »** ou **« Prêteur »** ;

(5) et toute(s) banque(s) ou institution(s) ou entité(s) habilitée(s) qui viendrai(en)t après la Date de Signature à détenir un Engagement dans le Contrat et le Crédit Senior, ci-après désignées ensemble, mais sans solidarité entre elles, **« Prêteurs »**, et individuellement **« Prêteur »** ;

(6) **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, précédemment désignée, représentée par [●], dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui(leur) ont été conférés, ci-après désignée **« Arrangeur »** ;

(7) **BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, précédemment désignée, représentée par [●], dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui(leur) ont été conférés, ci-après désignée **« Arrangeur »** ;

PROJET

(8) **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, précédemment désignée, représentée par [●], dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui(leur) ont été conférés, ci-après désignée **« Agent du Crédit Senior »** ;

(9) **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**, précédemment désignée, représentée par [●], dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui(leur) ont été conférés, ci-après désignée **« Agent des Sûretés »** ;

L'Emprunteur, les Prêteurs, les Arrangeurs, l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés étant ci-après désignés ensemble les **« Parties »**, et individuellement une **« Partie »** ;

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

(A) Les termes et expressions débutant par une majuscule sont définis à l'**article 1** du Contrat et dans le corps du Contrat.

(B) L'Emprunteur souhaite, en concertation avec les collectivités locales, procéder à des travaux visant à contribuer à l'aménagement du territoire et la construction de nouvelles infrastructures aux abords du stade de l'Abbé Deschamps.

(C) A cette occasion, l'Emprunteur entend agrandir la tribune existante (la « **Tribune Louault** ») dans le stade de l'Abbé Deschamps en y construisant le bâtiment « Hospitality » (le « **Projet** »).

(D) Les coûts du Projet, s'élèvent, à la Date de Signature, à la somme de QUINZE MILLIONS SEPT CENT VINGT NEUF MILLE EUROS (15.729.000 €) TTC (les « **Coûts de Projet** »).

(E) Afin de financer partiellement le Projet et les frais y afférents, l'Emprunteur a sollicité la mise en place du Crédit d'Investissements (« **Crédit d'Investissements** » ou « **Crédit Senior** »).

(F) Compte tenu des éléments portés à leur connaissance par l'Emprunteur, les Prêteurs ont accepté, selon certaines charges, modalités et conditions, de mettre en place le Crédit Senior faisant l'objet du Contrat.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS ET PRINCIPES D'INTERPRETATION

1.1 Définitions

Acquisition :	désigne l'opération d'acquisition, en pleine propriété et jouissance, auprès du Vendeur, par l'Emprunteur des parcelles suivantes CN106, CN 87 et CN 88 aux fins de réalisation du Projet. [*à revoir en liaison avec les modalités de prise d'hypothèque, probable division parcellaire à prévoir pour bien distinguer Tribune et Hôtel –en attente retour et préconisation notaire*]

PROJET

Acte(s) d'Acquisition : désigne le(s) acte(s) authentique(s) relatif(s) à l'Acquisition, qui a(ont) été reçu(s) à la Date d'Acquisition par Maître [●], Notaire à [●].

Acte de Cession : désigne tout acte de cession établi conformément au modèle figurant en **Annexe 1** (ou sous toute autre forme convenue entre l'Agent du Crédit Senior et l'Emprunteur par lequel l'un des Prêteurs (alors **« Prêteur Cédant »**) cède tout ou partie de ses droits ou de ses droits et obligations et/ou créances dans le Crédit Senior tels que résultant du Contrat et des autres Documents de Financement Senior à un cessionnaire (alors **« Prêteur Cessionnaire »**) conformément aux stipulations de l'**article 20** du Contrat.

Actif(s) Immobilisé(s) : désigne tout élément d'actif – incorporel, corporel ou financier, mobilier ou immobilier – inscrit à l'actif immobilisé des comptes de l'Emprunteur et/ou de toute autre entité du Groupe, en ce compris l'Immeuble et les Joueurs.

Affilié(e)(s) : désigne, par référence à une entité donnée, (i) une Filiale ou une entité contrôlant (directement ou indirectement) l'entité donnée ou toute autre Filiale d'une société contrôlant (directement ou indirectement) l'entité donnée et, notamment, (ii) toute entité qui contrôle ou qui est contrôlée, directement ou indirectement, par l'entité donnée ; le contrôle s'appréciant, pour les besoins de la présente définition, conformément aux dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce et (iii) nonobstant ce qui précède, inclut, (a) pour CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE et la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, l'organe central du groupe BPCE et toute entité du groupe BPCE y compris NATIXIS (b) pour ce qui concerne Banque CIC Est (a) tout autre établissement de crédit détenant directement ou indirectement une participation dans le capital de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, (b) tout autre établissement de crédit détenu directement ou indirectement par la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, (c) tout autre établissement de crédit détenu directement ou indirectement par un établissement de crédit détenant une participation dans la Caisse Centrale du Crédit Mutuel ainsi que (d) tout fonds géré par une entité désignée en (a), (b) et (c).

Agence de Crédit : désigne l'agence ou les agences par l'intermédiaire de laquelle ou desquelles un Prêteur exécutera ses obligations au titre du Contrat et dont il a notifié les coordonnées à l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés au plus tard à la date à laquelle il acquiert la qualité de Prêteur ou, après cette date, moyennant un préavis d'au moins CINQ (5) Jours Ouvrés.

PROJET

Agent du Crédit Senior : désigne, à la Date de Signature, CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, puis tout établissement qui viendrait à lui succéder dans lesdites fonctions conformément aux stipulations de l'**article 15.2** du Contrat.

Agent des Sûretés : désigne, à la Date de Signature, CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, puis tout établissement qui viendrait à lui succéder dans lesdites fonctions conformément aux stipulations de l'**article 15.2** du Contrat.

Apport(s) Initiaux : désigne la somme de SEPT MILLIONS CENT QUATRE VINGT SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS (7.186.650 €) devant être apportée par l'Associé Majoritaire à l'Emprunteur aux fins de contribuer au financement du Projet et affectés :

(i) au Gage Espèces n°1 ;
(ii) au Gage Espèces n°2 ;
(iii) et, pour le solde, en compte courant d'associé dans les comptes de l'Emprunteur et subordonné conformément aux termes et conditions de la Convention de Subordination.

Apport(s) Complémentaire(s) : désigne toute somme d'argent devant être apportée par l'Associé Majoritaire à l'Emprunteur aux fins de contribuer au financement de toute augmentation des Coûts de Projet et devant, si cette somme n'est pas apportée dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire de l'Emprunteur, être subordonnée conformément aux termes et conditions de la Convention de Subordination.

Arrangeur(s) : désigne CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE et BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, telles que désignées en tête du Contrat, en cette qualité au titre du Contrat, qui ont instruit et structuré le Crédit Senior à l'initiative et en concertation avec l'Emprunteur, sans toutefois avoir à aucun moment exercé ni assumé aucune fonction, mission ou responsabilité de type conseil en opération d'ingénierie immobilière, de restructuration ou ingénierie patrimoniale ; le Projet ayant été conçu et arrêté sans le concours des Arrangeurs, ni de l'Agent du Crédit Senior, ni de l'Agent des Sûretés, ni des Prêteurs.

Associé(s) : désigne, à tout moment, les associés de l'Emprunteur, soit, à la Date de Signature :

(i) la société ORT SPORTS LIMITED, ayant son siège Room 3305 33/F Tower Two Lippo Center 89, Queesnway Admiralty Hong Kong, représentée par Madame Xue Zhou ;

PROJET

(ii) l'Association AJA FOOTBALL, représentée par Monsieur Alain Gehin.

Associé Majoritaire : désigne, à tout moment, Monsieur James ZHOU, né le [●] à [●], lui-même associé disposant de la majorité [absolue] de ORT SPORTS LIMITED, elle-même disposant de la majorité [absolue] du capital et des droits de vote de l'Emprunteur.

Assurances : désigne les Assurances Période de Construction et les Assurances Période d'Exploitation.

Assurances Période de Construction : désigne, en relation avec la construction de l'Immeuble, l'ensemble des assurances devant être souscrites et maintenues par l'Emprunteur au titre de la Période de Construction, conformément aux stipulations de **l'article 11.3.9** du Contrat.

Assurance Période d'Exploitation : désigne, en relation avec l'exploitation de l'Immeuble, l'ensemble des assurances devant être souscrites et maintenues par l'Emprunteur au titre de la Période d'Exploitation, conformément aux stipulations de **l'article 11.3.9** du Contrat.

Autorisations Administratives : désigne les autorisations et permis relatifs à l'Immeuble et au Projet, savoir notamment :

(i) Permis de Construire, déclarations de travaux purgés de tout recours ;
(ii) Autorisations d'urbanisme ;
(iii) [Déclaration, enregistrement et autorisation ICPE (Installations Classées Protection de l'Environnement) ;]
(iv) Déclaration d'ouverture de chantier sur l'Immeuble ;
(v) Contrats et plan de prévention sécurité chantier ;
(vi) Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux sur l'Immeuble ;
(vii) [*autres à lister*]

et plus généralement toute autre autorisation, permis, accord, décision, délibération, approbation, licence, dépôt, exemption, ou enregistrement nécessaires à la construction et/ou à l'exploitation de l'Immeuble et à la réalisation du Projet.

Autorité Compétente : signifie concernant l'€STR:

(i) le Groupe de Travail sur les Taux d'Intérêts Sans Risque de la Zone Euro (*Working Group on Euro Risk-Free Rates*) de la BCE ; et/ou
(ii) l'Autorité des Services et Marchés Financiers belge (FSMA) ;

PROJET

et/ou

(iii) l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) ; et/ou

(iv) la Commission Européenne ; et/ou

(v) la BCE (ou tout administrateur ultérieur de l'€STR) ; et/ou

(vi) un comité officiellement institué ou convoqué par la BCE (ou tout administrateur ultérieur de l'€STR) à l'effet de recommander un indice pour succéder à l'€STR ; et/ou

(vii) l'autorité nationale compétente désignée par chaque Etat membre en application du Règlement (UE) 2016/1011.

Ainsi que toute autre autorité qui viendrait à remplacer ou succéder à l'une des entités susvisées ou qui serait légalement habilitée à remplir les mêmes missions.

Bâtiment Administratif et Sportif : désigne le siège administratif et sportif (extension du centre d'entraînement) en cours de construction se situant sur la parcelle CN 116.

Budget Prévisionnel : désigne le document établi par l'Emprunteur, qui modélise l'avenir le plus probable de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe sur l'exercice comptable à venir en tenant compte du Crédit Senior. Il doit notamment comprendre (i) un compte de résultat, (ii) un tableau de flux de trésorerie et (iii) un comparatif avec le Business Plan.

Budget Projet : désigne le plan de financement du Projet remis par l'Emprunteur à l'Agent du Crédit Senior et détaillant les Coûts de Projet.

Business Plan : désigne le document établi par l'Emprunteur, qui modélise l'avenir le plus probable de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe au moins sur la période [2025]-[●], en tenant compte du Crédit Senior.

Cas de Défaut : désigne l'un quelconque des évènements ou circonstances constituant un cas d'exigibilité anticipée énuméré à l'**article 12** du Contrat. Un Cas de Défaut « subsiste » s'il n'y a pas été remédié (dans le cas où une remédiation est possible) ou si les Prêteurs n'y ont pas renoncé à la Majorité des Prêteurs ou, selon le cas, à l'unanimité des Prêteurs.

Cas de Défaut Potentiel : désigne tout événement ou circonstance qui, du fait de l'écoulement d'un délai de grâce ou de l'envoi d'une notification ou d'une décision prise conformément au Documents de Financement Senior ou de la réalisation de toute autre condition conformément aux Documents de Financement Senior, constituerait un Cas de Défaut.

PROJET

Certificat : désigne le certificat établi conformément au modèle figurant en **Annexe 2**, à remettre annuellement par l'Emprunteur, et certifié par le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction, et relatif, au titre du dernier exercice clos et pour l'ensemble des membres du Groupe, notamment, (i) au détail du calcul du Ratio et son respect, (ii) au montant (brut et net) des acquisitions de Joueurs, (iii) au montant (brut et net) des cessions de Joueurs, (iv) au montant des cessions d'Immeuble, (v) au montant des cessions d'Autres Actifs Immobilisés, (vi) au montant des Investissements, (vii) au montant des Sûretés Réelles, (viii) au montant des Sûretés Personnelles, (ix) au montant des Engagements Hors-Bilan, (x) au montant des produits d'assurance, (xi) au montant des dividendes perçus, et (xii) au montant des dividendes et autres sommes versés et/ou dus aux Associés.

Cessions Dailly : désigne ensemble, (i) la Cession Dailly Assurance Période de Construction, (ii) la Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation. Les Cessions Dailly feront l'objet d'une convention-cadre de cession de créances à titre de garantie soumise aux articles L.313-23 et suivants du Code monétaire et financier et des bordereaux y afférents.

Cession Dailly Assurance Période de Construction : désigne la cession de créances professionnelles à titre de garantie soumise aux articles L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier, portant sur les créances de l'Emprunteur au titre des Assurances Période de Construction (à l'exception des assurances "responsabilité civile"), devant être consentie par l'Emprunteur au profit des Parties Financières, conformément aux stipulations de **l'article 13.1(vii)** ci-après.

Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation : désigne la cession de créances professionnelles à titre de garantie soumise aux articles L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier, portant sur les créances de l'Emprunteur au titre des Assurances Période d'Exploitation (à l'exception de l'assurance responsabilité civile), devant être consentie par l'Emprunteur au profit des Parties Financières, conformément aux stipulations de **l'article 13.1(viii)** ci-après.

Changement de Contrôle : désigne, pendant toute la durée du Crédit Senior, l'un quelconque ou plusieurs des événements suivants, apprécié sur une base totalement diluée :

(i) l'Associé Majoritaire cesse de détenir, directement ou indirectement 67 % en capital et en droits de vote ORT SPORTS LIMITED ; ou

PROJET

(ii) ORT SPORTS LIMITED cesse de détenir, directement ou indirectement pour quelque raison que ce soit, au moins [90] % du capital social et/ou des droits de vote de l'Emprunteur ; ou

(iii) cession (en une ou plusieurs transactions) à un tiers au Groupe de la totalité des Actifs Immobilisés du Groupe pris dans son ensemble ; ou

(iv) une Introduction en Bourse ;

par base « totalement diluée », il convient d'entendre un calcul effectué en prenant en compte toutes les valeurs mobilières émises ou à émettre par l'entité concernée et donnant droit immédiatement ou à terme à une quote-part du capital social et/ou des droits de vote de l'entité concernée.

Commission(s) : désigne les commissions facturées à l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior, et notamment toutes commission d'arrangement, commission de participation, commission d'agent, commission de non utilisation, etc…..

Complexe Tennistique : désigne [●].

Comptes Consolidés : désigne les comptes réalisés sur le Périmètre de Consolidation, établis :
[*à revoir selon existence à date d'une consolidation légale*]

(i) à compter de l'exercice qui sera clos le [30 juin 2025], selon la méthode des comptes « combinés » appliquant les mêmes méthodes que les comptes consolidés, étant précisé que (a) ces comptes feront l'objet d'un examen limité par le(s) commissaire(s) aux comptes de l'Emprunteur selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et que (b) ces comptes seront pour l'année 2025 établis sur une base pro forma DOUZE (12) mois ; et

PROJET

(ii) à compter de la date où ils seraient exigés en vertu d'une obligation légale notamment au regard des dispositions de l'article L. 233-17 du Code de commerce, conformément aux dispositions des articles L. 233-20 et R. 233-3 et suivants du Code de commerce et suivant la méthode d'intégration globale) (a) si la loi n'en dispose pas autrement, sur une base volontaire, étant précisé que ces comptes consolidés feront l'objet d'un examen limité par le(s) commissaire(s) aux comptes de l'Emprunteur selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, ou (b) si la loi l'exige, audités et certifiés par les commissaires aux comptes de l'Emprunteur.

Compte de Fonctionnement : désigne le compte bancaire ouvert au nom de l'Emprunteur dans les livres de l'Agent du Crédit Senior destiné à recevoir **tous** les paiements effectués au profit de l'Emprunteur ou devant être effectués par l'Emprunteur dans le cadre du Projet et dont les références IBAN sont : [●].

Condition(s) Préalable(s) : désigne tout acte, fait ou document visé à la **Partie 1 de l'Annexe 3** du Contrat et réalisé ou remis par l'Emprunteur préalablement à la Date de Signature.

Condition(s) Suspensive(s) : désigne tout acte, fait ou document visé à la **Partie 2 de l'Annexe 3** du Contrat suspendant l'obligation des Prêteurs de mettre le Crédit Senior à disposition de l'Emprunteur.

Contrat de Conception Réalisation : désigne le contrat conclu entre l'Emprunteur et [●], par lequel [●] es-qualité de mandataire solidaire du groupement momentané d'entreprises de Conception Réalisation s'oblige envers l'Emprunteur (maître d'ouvrage) à faire procéder, pour un objectif de prix convenu maximum de [●] €, à la conception et la réalisation du programme de construction de l'Immeuble, ainsi qu'à procéder lui-même ou à faire procéder via le groupement momentanée d'entreprises Conception-Réalisation, moyennant une rémunération convenue, aux opérations (juridiques, administratives, techniques, de travaux, financières, etc….) concourant à la conception et la réalisation du programme de construction de l'Immeuble. [*à revoir selon nature des contrats de construction*]

Contrat d'Architecte et de Maîtrise d'œuvre d'Exécution : désigne le contrat conclu avec [*Architecte*], maitre d'œuvre en date du [●] aux termes duquel le maitre d'œuvre réalise au bénéfice de l'Emprunteur, en qualité de maitre d'ouvrage, une mission de conception et d'exécution pour la réalisation de l'Immeuble. [*à revoir selon nature des contrats de construction*]

PROJET

Convention Cadre de Cessions de Créances :	désigne la convention-cadre de cessions de créances professionnelles et ses annexes qui en font partie intégrante, telle que le cas échéant modifiée ou complétée, convention cadre des Cessions Dailly.
Convention de Subordination :	désigne la convention organisant la subordination des paiements des sommes dues à l'Associé Majoritaire par rapport aux sommes dues au titre du Crédit Senior.
Contrat ou **Contrat de Crédit Senior :**	désigne le présent contrat de Crédit Senior, en ce compris les annexes, le préambule, ainsi que toutes lettres de taux effectif global (TEG) et de Commissions et le cas échéant, les avenants à ces actes.
Contrats de Gage Espèces :	désigne le Contrat de Gage Espèces n°1 et le Contrat de Gage Espèces n°2.
Contrat de Gage Espèces n°1 :	désigne le contrat de cession de somme d'argent à titre de garantie (« **Gage Espèces n°1** ») pour un montant de TROIS MILLIONS HUIT CENT NEUF MILLE EUROS (3.809.000 €) visé à l'**article 13.1 (v)** du Contrat, lequel contrat de cession de sommes d'argent à titre de garantie autorisera, à compter de la fin de la Période de Disponibilité et selon ses termes et conditions, le déblocage partiel, sur le Compte de Fonctionnement, de sommes d'argent y affectées aux fins de règlement de factures à acquitter au titre des Coûts de Projet.
Contrat de Gage Espèces n°2 :	désigne le contrat de cession de somme d'argent à titre de garantie (« **Gage Espèces n°2** ») pour un montant de DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS (2.380.000 €) visé à l'**article 13.1 (vi)** du Contrat et mis en place aux fins de compléter les Garanties pour qu'ensemble ils représentent 100 % du montant en principal du Crédit Senior, lequel contrat de cession de sommes d'argent à titre de garantie autorisera, selon ses termes et conditions, le déblocage partiel, sur le compte ordinaire de l'Emprunteur, de sommes d'argent y affectées de telles sorte que le montant des Garanties et du Gage Espèces n°2 ne représente pas plus de 100 % du capital restant dû au titre du Crédit Senior.

PROJET

Coûts de Projet : désigne, en relation avec la construction de l'Immeuble, l'ensemble des intérêts, coûts, rémunérations, frais, commissions, indemnités et tous autres montants dus par l'Emprunteur au titre du Projet, tous surcoûts quelle que soit leur nature, et comprenant entre autres tout montant dû par l'Emprunteur au titre des Documents de Projet auxquels il est partie, les intérêts intercalaires, les intérêts, les intérêts de retard, les frais, les commissions et accessoires de mise en place du Crédit (en ce compris les frais juridiques) ainsi que les frais et montants afférents à la mise en place des Sûretés Senior. Le montant global des Coûts de Projet s'élève, à la Date de Signature, à QUINZE MILLIONS SEPT CENT VINGT NEUF MILLE EUROS (15.729.000 €) d'euros TTC.

Coûts de Réemploi : désigne, pour tout remboursement ou autre paiement à une autre date qu'une date d'échéance de Période d'Intérêts, la différence (si elle est positive) entre (i) le montant des intérêts que le Prêteur aurait dû percevoir pour la période courant de la date de remboursement, au cours d'une Période d'Intérêts, de tout ou partie du montant en principal du Crédit Senior jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts considérée si ce montant en principal avait été remboursé le dernier jour de ladite Période d'Intérêts, et (ii) la somme que le Prêteur pourrait percevoir en plaçant un montant égal au montant remboursé en principal du Crédit Senior auprès d'une banque de premier rang sur le marché interbancaire pour une période courant du Jour Ouvré suivant la date à laquelle ce montant en principal a été remboursé jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts susvisée.

Coûts Obligatoires : désigne les coûts susceptibles d'être supportés par l'un quelconque des Prêteurs du fait de sa soumission à toute réglementation en matière de réserves minimales obligatoires émanant de la Banque Centrale Européenne ou de toute autre autorité monétaire compétente.

Crédit Senior ou **Crédit d'Investissements:** désigne le crédit long terme amortissable convenu au Contrat, d'un montant de ONZE MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (11.900.000,00 €) en principal, outre intérêts, commissions, frais, pénalités et accessoires, mis à la disposition de l'Emprunteur dans les conditions prévues au Contrat.

Croissance Externe : désigne (i) toute acquisition, prise de contrôle ou prise de participation majoritaire, directe ou indirecte, dans le capital d'une société au moyen de l'achat ou de la souscription ou de l'échange de titres (à l'exclusion de la constitution de société) ou (ii) toute acquisition d'un fonds de commerce ou d'une branche d'activité(s) effectuées par un membre du Groupe.

PROJET

DAACT : désigne la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (formulaire Cerfa n°134 08) qui sera effectuée au titre de la réalisation de l'Immeuble.

Date d'Acquisition : désigne le jour de réalisation de l'Acquisition intervenu le [●]. [*à confirmer*]

Date d'Application FATCA : désigne :

(i) par rapport à un paiement susceptible de faire l'objet d'une retenue à la source ("*withholdable payment*") tel que visé à la section 1473(1)(A)(i) de l'Internal Revenue Code de 1986 (qui se réfère aux paiements d'intérêt et certains autres paiements de source américaine), le 1er juillet 2014 ; ou

(ii) par rapport à un "*passthru payment*" visé à la section 1471(d)(7) de l'Internal Revenue Code de 1986 et ne relevant pas de l'alinéa (i) ci-dessus, la première date à compter de laquelle un tel paiement serait susceptible de faire l'objet d'une déduction ou d'une retenue à la source requise par FATCA.

Date de Consolidation : désigne le dernier jour de la Période de Disponibilité.

Date d'Échéance Finale : désigne la date de la dernière échéance de remboursement du Crédit d'Investissements mentionnée dans le tableau d'amortissement figurant à l'**article 7** du Contrat, soit le [JJ/MM/2040].

Date de l'Evénement Affectant l'Indice : désigne :

a) pour les cas visés aux a), et e) de la définition « Evénement Affectant l'Indice (EURIBOR ou €STR) », la date à laquelle l'indice concerné cesse effectivement d'être publié de manière définitive ou fourni par l'administrateur (et non, le cas échéant, la date de publication de l'information ou de la déclaration publique correspondante) ;

b) pour les cas visés aux b), c) et d), de la définition « « Evénement Affectant l'Indice (EURIBOR ou €STR) », la date effective de la non représentativité, de la prohibition, ou de l'illégalité, ou du retrait de l'agrément ou de l'enregistrement de l'administrateur de l'indice concerné, respectivement (et non la date de publication de l'information ou de la déclaration publique correspondante) ;

Date de Paiement d'Intérêts : désigne le dernier jour d'une Période d'Intérêts.

PROJET

Date de Remboursement : désigne chacune des dates correspondant à une échéance de remboursement en principal du Crédit Senior selon le tableau d'amortissement en **Annexe 5** et les stipulations de **l'article 7**.

Date de Signature : désigne la date de signature du Contrat, soit le [●].

Date de Tirage : désigne chacune des dates possibles de mise à disposition à l'Emprunteur des fonds correspondants à un Tirage consécutif à l'émission d'une Demande de Tirage. Conformément à la Période de Disponibilité, aucune Date de Tirage (i) ne pourra être antérieure à la Date de Signature ni (ii) ne pourra être postérieure à la Date de Consolidation.

Date de Réception Définitive : désigne la date à laquelle la Réception Définitive intervient.

Demande de Tirage : désigne la demande écrite de l'Emprunteur à l'Agent du Crédit Senior devant être reçue par l'Agent du Crédit Senior au moins DIX (10) Jours Ouvrés avant la Date de Tirage souhaitée, remise en exécution du point 1 de la **Partie 2.1 de l'Annexe 3** du Contrat et dont un modèle figure en **Annexe 4**.

Dettes Financières Brutes Consolidées : désigne, sur la base des Comptes Consolidés et sans double comptabilisation :

- tous emprunts et dettes assimilées au sens du Plan Comptable Général à l'exclusion (i) des dettes contractées auprès des fournisseurs dans le cours normal des affaires, (ii) des dettes fiscales et sociales et (iii) des dettes subordonnées et obligations convertibles subordonnées ;
- les concours bancaires courants ;
- toute obligation de paiement contractée au titre de tout contrat de location financière, de crédit-bail ou de cession-bail ;
- toute dette contractée, à titre principal ou accessoire, au titre de tout cautionnement, aval, garantie autonome, lettre d'intention ou tout autre sûreté personnelle consentie par l'Emprunteur ou une Filiale, afin de garantir la Dette Financière contractée par un tiers ou un autre membre du Groupe ;
- toute obligation de remboursement en qualité de donneur d'ordre à raison de tout cautionnement, aval, garantie autonome, de tout autre engagement par signature émis par une banque ou établissement de crédit ;
- toute dette de somme d'argent impayée au titre de tout instrument financier à terme (au sens de l'article D 211- A du Code monétaire et financier) étant précisé que seul le montant net payable par le débiteur sera pris en compte dans l'hypothèse

PROJET

où le contrat prévoirait une faculté de compensation ;

- tous effets escomptés non échus, les cessions de créances « loi Dailly » ou tout autre forme de mobilisation du poste clients avec ou sans recours.

Une Dette Financière est tout élément cité à la présente définition.

Dettes Financières Nettes Consolidées : désigne, pour chaque Période de Test et sur la base des Comptes Consolidés, les Dettes Financières Brutes Consolidées diminuées des disponibilités et valeurs mobilières de placement non nanties et utilisables ou réalisables dans un délai inférieur à TRENTE (30) Jours Ouvrés.

[Documents d'Acquisition : *désigne collectivement l'ensemble des actes et conventions suivants relatifs à l'Acquisition :*

(i) l'Acte d'Acquisition ;
(ii) l'état hypothécaire sur les parcelles objet de l'Acquisition ;
(iii) [réservé]
(iv) et tout autre document afférent à l'Acquisition en exécution du Contrat d'Acquisition et remis au titre des Conditions Préalables ou des Conditions Suspensives.]

Documents de Financement Senior : désigne :

(i) le Contrat ;
(ii) le ou les éventuel(s) Actes de Cession ;
(iii) les Documents de Sûretés Senior ;
(iv) toute Demande de Tirage ;
(v) tout acte d'adhésion à l'un des Documents de Financement Senior, le cas échéant ;
(vi) toute lettre de mandat ;
(vii) toute lettre de commission(s) et de taux effectif global ;
(viii) et tous autres documents désignés comme tels par l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés en exécution du Contrat.

Documents de Projet : désigne :

(i) le Contrat d'Architecte et de Maîtrise d'œuvre d'Exécution ;
(ii) le Contrat de Conception Réalisation ;
(iii) les Autorisations Administratives ;
(iv) la DAACT ;
(v) les polices d'Assurances Période de Construction ;
(vi) les polices d'Assurances Période d'Exploitation ;
(vii) les Documents d'Acquisition ;

PROJET

(viii) [*autres à lister*]

Documents de Sûretés Senior : désigne :

(i) L'Hypothèque ;
(ii) La Garantie Région Bourgogne Franche-Comté ;
(iii) La Garantie Département de l'Yonne ;
(iv) La Garantie Agglomération Auxerre ,
(v) Le Gage Espèces n°1 ;
(vi) Le Gage Espèces n°2 ;
(vii) La Cession Dailly Assurances Période de Construction ;
(viii) La Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation ;

et tous autres documents à signer au titre des Sûretés Senior.

Domaine d'Activités : désigne les principales activités exercées par le Groupe, à savoir, les activités de gestion et d'animation d'activités sportives donnant lieu à l'organisation de manifestations payantes et à versement de rémunérations dans le domaine du football professionnel.

Encours : désigne, à une date donnée, le montant en principal du Crédit Senior mis à la disposition de l'Emprunteur par les Prêteurs, et non encore remboursé (en ce compris les tirages ayant fait l'objet d'une Demande de Tirage mais dont les fonds n'ont pas encore été mis à disposition de l'Emprunteur).

Engagement : désigne, pour chaque Prêteur :

(i) avant la première Date de Tirage : le montant total maximal en principal qu'il s'engage à mettre à la disposition de l'Emprunteur au titre du Crédit Senior, tel que diminué, réduit à ZERO (0) ou annulé, le cas échéant, en vertu du Contrat ; le montant de l'Engagement des Prêteurs à la Date de Signature figure à l'**article 16** du Contrat ;
(ii) à compter de la première Date de Tirage : le montant total maximal en principal qu'il a mis ou s'est engagé à mettre à la disposition de l'Emprunteur au titre du Crédit Senior, tel que diminué, réduit à ZERO (0) ou annulé, le cas échéant, en vertu du Contrat.

Engagements Hors Bilan : désigne (i) les engagements au sens du plan comptable général tels que "engagements de garanties donnés ou reçus", "engagements réciproques exceptionnels", "créances et dettes assorties de garanties" et "engagements pris en matière de pensions et obligations similaires" et (ii) les garanties ou autres sûretés, données ou reçues qui ne seraient pas déjà visées au (i) qui précède.

PROJET

État Conventionné : désigne un État ayant signé un accord de non-double imposition avec l'État de Résidence de l'Emprunteur (le **« Traité Fiscal »**), qui prévoit une exonération totale d'Impôt prélevé par l'État de Résidence de l'Emprunteur sur les paiements d'intérêts.

État de Résidence de l'Emprunteur : désigne l'État dans lequel l'Emprunteur est résident fiscal, *i.e.* la France.

État ou Territoire Non Coopératif : désigne un État ou un territoire non coopératif visé dans la liste de l'article 238-0 A du Code général des impôts, telle que cette liste peut être mise à jour.

EUR ou € ou euro : désigne la monnaie unique européenne ayant cours légal dans les pays de l'Union européenne ayant adopté ladite monnaie unique européenne conformément au Traité établissant la Communauté Européenne, tel qu'ultérieurement amendé.;

€STR : désigne le taux des opérations au jour le jour de la zone euro, exprimé en taux annuel publié chaque Jour TARGET par la Banque Centrale Européenne (BCE) (ou tout autre administrateur qui lui succéderait) sur son site.

En cas d'Evénement Affectant l'Indice €STR, le taux applicable à compter du premier jour de la Période d'Intérêts suivant la Date de l'Evénement Affectant l'Indice €STR sera :

i. le taux de remplacement de l'€STR tel que recommandé par une Autorité Compétente pour les opérations telles que celles objet du présent contrat, en ce compris tout écart de taux ou ajustement y afférent ; ou

i. s'il n'existe pas de taux de remplacement applicable tel que désigné au paragraphe i. ci-dessus, (x) la moyenne capitalisée de l'Eurosystem Deposit Facility Rate (EDFR) et calculée entre le premier jour et le dernier jour de la Période de Référence concernée (y) augmentée d'un écart représentant la médiane de la différence quotidienne entre l'€STR et l'EDFR sur une période de 5 ans prenant fin, au plus tard, à la Date de l'Evénement Affectant l'Indice €STR.

Dans le cas où l'€STR ou un taux défini comme exposé ci-dessus serait inférieur à zéro (0), il sera réputé être égal à zéro (0).

Eurosystem Deposit Facility Rate ou **EDFR :** désigne le taux d'intérêt de la facilité de dépôt au jour le jour utilisé par les banques au sein de la zone euro ;

Évènement Affectant l'Indice : désigne :

PROJET

a) la publication d'un communiqué ou d'une information de la part de ou au nom de l'administrateur de l'indice concerné, l'autorité de supervision réglementaire de l'indice concerné, la BCE, une autorité compétente en matière de faillite sur l'administrateur de l'indice concerné, une autorité compétente en matière de résolution sur l'administrateur de l'indice concerné, une juridiction ou toute autre entité compétente en matière de faillite ou de résolution sur l'administrateur de l'indice concerné, qui déclare que l'administrateur de l'indice concerné a cessé ou va cesser de manière permanente ou indéfinie de fournir l'indice concerné (à condition qu'à ce moment il n'y ait pas d'administrateur désigné comme son successeur pour la publication de l'indice concerné) ; et/ou

b) la publication d'un communiqué ou d'une information par l'autorité de supervision de l'administrateur de l'indice concerné déclarant (i) que l'indice concerné n'est plus ou ne sera plus représentatif du marché sous-jacent dans le futur et que cette représentativité ne peut pas être restaurée, (ii) que l'utilisation de l'indice concerné a été ou va être interdite ; et/ou

c) il est devenu ou va devenir interdit ou illégal pour les Parties de calculer tout paiement dû au titre de ce contrat en utilisant l'indice concerné ; et/ou

d) une décision de retirer l'autorisation ou l'enregistrement de tout administrateur antérieurement autorisé à publier l'indice concerné a été adoptée en application de l'article 35 du Règlement (EU) 2016/1011; et/ou

e) l'indice concerné cesse d'une manière permanente ou indéfinie (à l'exclusion d'une suspension d'ordre technique ou administratif) d'être publié sur la page écran concernée par le fournisseur d'information chargé de le faire et aucun autre fournisseur d'information n'assure sa publication ou celle d'une autre page écran à cet effet.

Événement Défavorable Significatif : désigne tout événement ou fait, quelle que soit sa nature, cause ou origine, y compris notamment toute procédure judiciaire, arbitrale ou administrative intentée à l'encontre de l'Emprunteur ou de l'un des autres membres du Groupe, affectant ou susceptible d'affecter, immédiatement ou à terme :

(i) de manière significative et défavorable la situation juridique, économique ou financière, le patrimoine ou les activités de l'Emprunteur ou d'une autre société du Groupe ; ou

PROJET

(ii) de manière significative et défavorable la capacité de l'Emprunteur à exécuter l'une de ses obligations au titre des Documents de Financement Senior ; ou

(iii) la valeur, la validité, l'opposabilité ou le caractère exécutoire de l'une quelconque des Sûretés Senior.

Filiale(s) : désigne toute société dont l'Emprunteur détient ou détiendra directement et/ou indirectement le contrôle dans les conditions définies à l'article L. 233-3 I et II du Code de commerce à tout moment.

Foreign Account Tax Compliance Act – FATCA : désigne la règlementation américaine, ayant pour objectif la lutte contre l'évasion fiscale de contribuables américains :

(i) visée aux sections 1471 à 1474 de l'*Internal Revenue Code* et toute réglementation y afférente ;

(ii) tout traité, toute loi ou réglementation de toute autre juridiction, ou un accord intergouvernemental entre les Etats-Unis et toute autre juridiction, qui (dans chaque cas) facilite la mise en œuvre de toute loi ou réglementation mentionnée au Paragraphe (i) ci-dessus ; ou

(iii) tout accord de mise en œuvre de tout traité, toute loi ou réglementation visés aux paragraphes (i) ou (ii) ci-dessus conclus avec le Trésor public américain (*US Internal Revenue Service*), le gouvernement américain ou toute autre autorité gouvernementale ou fiscale de toute autre juridiction.

Garanties : désigne la Garantie Région Bourgogne Franche-Comté, la Garantie Département de l'Yonne et la Garantie Agglomération Auxerre pour un montant total de NEUF MILLIONS CINQ CENT VINGT MILLE EUROS (9.520.000,00€).

Garantie Région Bourgogne Franche-Comté : désigne la garantie solidaire (avec renonciation au bénéfice de discussion) avec l'Emprunteur (mais sans solidarité avec les autres débiteur de Garanties) délivrée par la Région Bourgogne Franche-Comté au profit [des Prêteurs, de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés], en garantie, à hauteur de [VINGT-SIX VIRGULE CINQ POUR CENT] ([26,5]) % (soit [TROIS MILLIONS CENT CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS] [3.153.500] €), des sommes (en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, commissions, pénalités et accessoires) leur étant dues par l'Emprunteur au titre du Crédit Senior, laquelle garantie a donné lieu à un acte de garantie en date du [JJ/MM/AAAA] et suivant la délibération de cette collectivité en date du [JJ/MM/AAAA].

PROJET

Garantie Département de l'Yonne : désigne la garantie solidaire (avec renonciation au bénéfice de discussion) avec l'Emprunteur (mais sans solidarité avec les autres débiteur de Garanties) délivrée par le Département de l'Yonne au profit [des Prêteurs, de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés], en garantie, à hauteur de [VINGT-SEPT POUR CENT] ([27]) % (soit [TROIS MILLIONS DEUX CENT TREIZE MILLE EUROS] [3.213.000] €), des sommes (en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, commissions, pénalités et accessoires) leur étant dues par l'Emprunteur au titre du Crédit Senior, laquelle garantie a donné lieu à un acte de garantie en date du [JJ/MM/AAAA] et suivant la délibération de cette collectivité en date du [JJ/MM/AAAA].

Garantie Agglomération Auxerre : désigne la garantie solidaire (avec renonciation au bénéfice de discussion) avec l'Emprunteur (mais sans solidarité avec les autres débiteur de Garanties) délivrée par [l'Agglomération Auxerre] au profit [des Prêteurs, de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés], en garantie, à hauteur de [VINGT-SIX VIRGULE CINQ POUR CENT] ([26,5]) % (soit [TROIS MILLIONS CENT CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS] [3.153.500] €), des sommes (en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, commissions, pénalités et accessoires) leur étant dues par l'Emprunteur au titre du Crédit Senior, laquelle garantie a donné lieu à un acte de garantie en date du [JJ/MM/AAAA] et suivant la délibération de cette collectivité en date du [JJ/MM/AAAA].

Groupe : désigne l'Emprunteur et ses Filiales.

Hypothèque : désigne l'hypothèque conventionnelle [en rang 1] [*à confirmer par notaire*] sur les biens et droits immobilier relatifs à l'Immeuble à signer par-devant Maître Vincent Briotet Etude Jouffroy-Fileas, notaire à Dijon (21), lequel sera chargé de son inscription ainsi que de sa publication aux Services de la Publicité Foncière.

Immeuble : désigne les biens et droits immobiliers, formant le bâtiment Hospitality à construire sur la parcelle [●] sis [●] et dont le Crédit Senior finance partiellement la construction.

Impôt(s) : désigne toute taxe, prélèvement, impôt ou redevance, droit, contribution, retenue à la source et toute charge, retenue ou obligation de nature similaire payable (en ce compris les intérêts, amendes et pénalités y afférents) (en ce compris les intérêts et pénalités y afférents) prélevé par toute autorité, administration ou organisme, étatique, régional, départemental, municipal ou local, disposant d'une compétence administrative, législative, exécutive, gouvernementale, judiciaire ou réglementaire, tels qu'ils existent à la Date de Signature ou qu'ils soient créés postérieurement.

PROJET

Indice : désigne l'€STR.

Introduction en Bourse : désigne toute admission ou cotation ou négociation de valeurs mobilières émises par l'Emprunteur ou l'une quelconque des sociétés du Groupe sur un marché réglementé ou non réglementé, ainsi que tout procédé d'offre publique sur les valeurs mobilières émises par l'Emprunteur et/ou tout recours à un système multilatéral de négociation et/ou système organisé de négociation et/ou à un internalisateur systématique pour les valeurs mobilières émises par l'Emprunteur.

Investissement(s) : désigne, quel que soit leur mode juridique de réalisation (achat, location avec option d'achat financière ou longue durée, crédit-bail,...) tous investissements (hors Joueurs)– relevant, lorsqu'ils sont acquis, d'une comptabilisation en "immobilisation" – incorporels, corporels ou financiers (en ce comprises toutes prises de participations minoritaires par voie de souscription, d'achat ou de toute autre façon, exception faite des opérations de Croissance Externe) et quelle que soit leur nature (immobilier, mobilier, matériels, outillages, installations, marques, fonds, droits sociaux, licences,...).

Joueur(s) : désigne tout joueur ou joueuse, titulaire ou remplaçant, de l'équipe masculine et féminine professionnelle de l'Emprunteur.

Jour Ouvré : désigne tout jour entier, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés, où fonctionne le marché interbancaire et où les banques sont ouvertes (y compris pour les opérations de change ou les dépôts en devises étrangères) à Paris.

KYC : désigne les conditions "*Know Your Customer*", c'est-à-dire les vérifications devant être mises en œuvre par l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés et les Prêteurs au titre de leurs obligations légales, règlementaires et internes en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Majorité des Prêteurs : désigne :

(i) avant la première Date de Tirage : le ou les Prêteur(s) dont le montant des Engagements représente plus de SOIXANTE SIX VIRGULE SOIXANTE SEPT POUR CENT (66,67 %) du total des Engagements au titre du Crédit Senior ;

PROJET

(ii) après la première Date de Tirage : le ou les Prêteur(s) dont le montant des Engagements mis à disposition et non encore remboursés (en ce comprise, la participation de ces Prêteurs dans les tirages ayant fait l'objet d'une Demande de Tirage mais dont les fonds n'ont pas encore été mis à disposition de l'Emprunteur considéré) représente plus de SOIXANTE SIX VIRGULE SOIXANTE SEPT POUR CENT (66,67 %) du total de l'Encours.

Montant Disponible : désigne, à une date donnée, le total des Engagements, diminué du montant cumulé en principal des Tirages déjà effectués à cette date, ou sollicités au moyen d'une Demande de Tirage mais non encore mis à disposition.

Obligations Garanties : désigne :

(a) l'ensemble des obligations de paiement, de remboursement ou de restitution, actuelles ou futures, qu'elles soient certaines ou éventuelles, au titre de toutes sommes en principal, intérêts, intérêts de retard et autres pénalités, indemnités et dommages et intérêts, primes, frais, commissions et accessoires, soldes de résiliation, dues et/ou mises à la charge de l'Emprunteur, à tout moment donné, vis-à-vis de l'une quelconque des Parties Financières conformément au Contrat et à tous autres Documents de Financement Senior, tels que le cas échéant modifiés ou complétés ; et

(b) s'agissant des Cessions Dailly, l'ensemble des obligations de paiement, de remboursement ou de restitution, actuelles ou futures, qu'elles soient certaines ou éventuelles, au titre de toutes sommes en principal, intérêts, intérêts de retard et autres pénalités, indemnités et dommages et intérêts, primes, frais, commissions et accessoires, soldes de résiliation, dues et/ou mises à la charge de l'Emprunteur, à tout moment donné, vis-à-vis de l'un quelconque des Prêteurs au titre du Crédit Senior conformément au Contrat, tel que le cas échéant modifié ou complété.

Obligation de Majoration : a le sens attribué à ce terme à l'**article 9.10** du Contrat.

Organigramme : désigne l'organigramme du Groupe faisant apparaître la répartition précise et nominative du capital social et des droits de vote de chaque société du Groupe, remis à l'Agent du Crédit Senior au titre du point [●] de la **Partie 1 de l'Annexe 3** et du point [●] de la **Partie 2 de l'Annexe 3** du Contrat.

PROJET

Paiement à raison d'Impôt : désigne un paiement majoré, effectué par l'un quelconque des Emprunteurs à un Prêteur conformément aux stipulations de l'**article 14.4**, ou un paiement effectué conformément aux stipulations de l'**article 14.4.2**.

Partie Exemptée de FATCA : désigne une Partie qui a le droit de recevoir les paiements sans Retenue à la Source FATCA.

Partie Protégée : désigne un Prêteur redevable d'un Impôt à cause d'un paiement qu'il a reçu ou doit recevoir (ou qu'un texte fiscal considère comme ayant été ou devant être reçu) au titre d'un des Documents de Financement Senior.

Partie(s) Financière(s) : désigne l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés, les Arrangeurs et les Prêteurs.

Périmètre de Consolidation : désigne les sociétés et entités (en ce compris l'Emprunteur) prises en compte dans les Comptes Consolidés.

Période de Construction : désigne la période commençant à la date de signature du contrat du lot [terrassement] dans le cadre de l'exécution du Contrat de Conception Réalisation et se terminant au démarrage de la Période d'Exploitation.

Période de Disponibilité : désigne, en ce qui concerne la période pendant laquelle l'Emprunteur peut, sous réserve de la levée des Conditions Suspensives visées à l'**article 5.2** du Contrat, effectuer un Tirage soit la plus courte des deux périodes suivantes :

(i) la période débutant à compter de la Date de Signature et prenant fin dix-huit (18) mois à compter de la Date de Signature ; ou

(ii) la période débutant à compter de la Date de Signature et prenant fin à la date à laquelle la dernière facture doit être acquittée au titre des Coûts de Projet.

Période d'Exploitation : désigne la période commençant à la Date de Réception Définitive.

Période d'Intérêts : désigne chaque période d'intérêts dont la durée est définie à l'**article 6.1** du Contrat.

Période de Référence : désigne une période égale à la Période d'Intérêts.

PROJET

Période de Test : désigne les périodes de DOUZE (12) mois glissants, débutant le 1er juillet de chaque année civile et s'achevant à la date de clôture de l'exercice, soit le 30 juin de l'année suivante (*i.e.* **« Date de Test »**) ; le Ratio devant être testé au terme de la Période de Test concernée et pour la première fois au 30 juin 2026.

Permis de construire : désigne le permis de construire délivré par [●] le [●].

Personne : désigne un individu, une entreprise, une société, un gouvernement, un Etat ou un organisme étatique ou une association, une fiducie, un *trust*, une *joint-venture*, un consortium, une société de personnes ou une autre entité, ayant ou non la personnalité morale.

Personne Sanctionnée : toute Personne qui est visée par des Sanctions Internationales (y compris notamment, en raison du fait qu'elle est (a) détenue ou contrôlée directement ou indirectement par toute Personne qui est visée par des Sanctions Internationales, ou (b) localisée, organisée, constituée en vertu du droit d'un pays soumis à des Sanctions Internationales étendues audit pays ou résidente dudit pays).

Prêteurs : désigne CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, et BANQUE CIC EST (tel(le)s que désigné(e)s en tête du Contrat), et tous Prêteurs ou établissements financiers ou entité habilitée qui viendraient à acquérir ultérieurement un Engagement conformément aux termes de l'**article 20** du Contrat, et « Prêteurs » inclut ses ou leurs successeurs, ayants-droits et/ou cessionnaires successifs.

Prêteur Bénéficiant d'un Traité Fiscal : désigne un Prêteur qui :

(i) est résident d'un État Conventionné au sens du Traité Fiscal ;
(ii) n'exerce pas d'activité dans l'État de Résidence de l'Emprunteur à travers un établissement stable auquel se rattacherait effectivement la participation du Prêteur au tirage du Crédit Senior ;
(iii) agit depuis une Agence de Crédit située dans l'état de son établissement ; et
(iv) remplit toutes les autres conditions qui doivent être remplies en application du Traité Fiscal par les résidents de l'État Conventionné pour que les résidents de cet État puissent être exonérés d'Impôt prélevé sur les intérêts par l'État de Résidence de l'Emprunteur, sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

PROJET

Prêteur Éligible : désigne une banque ou un établissement de crédit ou toute autre personne ou entité habilitée à consentir un crédit aux entreprises :

(i) dont l'Agence de Crédit est en France ; ou
(ii) qui remplit les conditions imposées par le droit français, compte tenu, le cas échéant, des stipulations d'une convention fiscale de non double imposition en vigueur à la date concernée (sous réserve de l'accomplissement des formalités qu'elle prévoit), pour qu'un paiement ne soit pas soumis à une Retenue à la Source ou, le cas échéant, soit exempté d'une Retenue à la Source.

Procédure Collective : désigne, pour l'un quelconque des Emprunteurs et/ou toute société du Groupe et/ou toute autre entité :

(i) l'impossibilité ou le fait de reconnaitre son incapacité à payer ses dettes à leur échéance ; le fait d'être en incapacité à surmonter des difficultés au sens de l'article L. 620 1 du Code de commerce ;
(ii) le fait d'entamer des négociations avec un ou plusieurs créanciers en vue d'un rééchelonnement de son endettement ou de conclure un moratoire ;
(iii) le fait de devenir insolvable au sens d'une quelconque loi relative à l'insolvabilité ;
(iv) le fait de faire l'objet d'une procédure d'alerte au sens des dispositions des articles L. 234-1, L. 234-2, L. 611-2 ou L. 612-3 du Code de commerce ou de toute procédure similaire applicable dans le pays où la société du Groupe concernée est immatriculée ou exerce ses activités ; ou
(v) le fait de suspendre ses paiements ou d'admettre par écrit être dans l'incapacité de régler l'ensemble ou une partie substantielle de ses dettes lorsqu'elles deviennent exigibles ; ou
(vi) le fait d'être en état de cessation des paiements au sens des dispositions de l'article L. 631-1 du Code de Commerce ou d'avoir des difficultés, qu'il(elle) n'est pas en mesure de surmonter au sens des dispositions de l'article L. 620-1 du Code de commerce ; ou
(vii) le fait d'être en état de cessation d'activité au sens des dispositions des articles L. 631-3 et L. 640-3 du Code de commerce ; ou
(viii) le fait de faire l'objet, à son initiative ou à celle d'un tiers (a) d'une liquidation amiable ou d'une dissolution, (b) d'une procédure de conciliation au sens des dispositions de l'article L. 611-4 du Code de Commerce, (c) d'une demande de désignation d'un mandataire ad' hoc visé par les dispositions de

PROJET

l'article L. 611-3 du Code de commerce, (d) d'un jugement ouvrant une procédure de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (en ce comprise toute procédure de liquidation judiciaire simplifiée) ou (e) d'un plan de cession totale ou partielle ; ou

(ix) le fait de prendre une mesure ou faire l'objet d'une procédure ou d'un jugement ayant des effets similaires à ceux produits par une mesure, procédure ou un jugement visé(e) aux (i), (ii), (iii), (iv) ou (v) ci-dessus ; ou

(x) le fait d'être dans une situation ou de faire l'objet d'une procédure similaire ou ayant des effets équivalents à celles visées aux (i) à (ix) ci-dessus dans toute autre juridiction concernée.

Ratio – R1 (*Ratio de Trésorerie*) **:** désigne le montant de Trésorerie des sociétés comprises dans le Périmètre de Consolidation.

Réception Définitive : a le sens qui lui est attribué dans le Contrat de Conception Réalisation. [*à confirmer selon dispositions du Contrat de Conception Réalisation*]

Règlementation OFAC : désigne les règles et réglementations mises en œuvre par le Bureau de contrôle des actifs étrangers aux Etats-Unis du Département du Trésor Américain (*Office of Foreign Assets Control of the U.S. Department of the Treasury*).

Retenue à la Source : désigne une déduction ou une retenue au titre d'un Impôt, applicable à un paiement au titre des Documents de Financement Senior, autre qu'une Retenue à la Source FATCA.

Retenue à la Source FATCA : désigne une déduction ou une retenue à la source en application de FATCA applicable à un paiement au titre d'un Document de Financement Senior.

PROJET

Sanctions Internationales : désigne toutes mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des Personnes ou portant sur des biens ou des territoires déterminés), émises, adoptées, administrées, imposées, mises en application ou notifiées publiquement par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC ou du Département d'État), le Royaume-Uni (incluant notamment le Trésor britannique) ou par toute autre autorité compétente de l'un des États précités ou entités précitées ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

Sûreté Personnelle : désigne tout cautionnement, garantie autonome au sens des dispositions de l'article 2321 du Code civil ou garantie de droit étranger ayant un objet ou un effet équivalent, aval, ou tout autre engagement de sûreté personnelle mis en place en garantie d'obligations présentes ou futures.

Sûreté Réelle : désigne tout gage, hypothèque, nantissement, privilège, servitude, fiducie-sûreté ou autre sûreté réelle ou droit, sur les actions, autres titres, biens, revenus et droits, présents ou futurs mis en place en garantie d'obligations présentes ou futures.

Sûretés Senior : désigne toutes Sûretés Personnelles, Sûretés Réelles et garanties constituées ou à constituer dans le cadre du Contrat et visées à l'**article 13** du Contrat.

Territoire Sous Sanction : désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Tirage : désigne une avance de fonds mise à disposition ou devant être mise à disposition au titre du Crédit d'Investissement au moyen d'une Demande de Tirage ou le montant d'une telle avance restant dû à un moment donné. Postérieurement à la Date de Consolidation, désignera le tirage unique résultant de la consolidation de tous les Tirages en cours, effectuée conformément aux termes de **l'article 7.1.1** du Contrat.

Trésorerie : désigne la somme des disponibilités et valeurs mobilières de placement disponibles dans un délai de moins de cinquante (50) jours et non nanties.

PROJET

1.2 Principes d'interprétation

Les titres des articles du Contrat sont utilisés uniquement à titre indicatif et n'affecteront en aucun cas l'interprétation du Contrat.

Toute définition résultant du Contrat aura la même signification qu'elle soit écrite en gras ou non et qu'il en soit fait usage au singulier ou au pluriel.

Sauf stipulation contraire, les termes comptables utilisés dans le Contrat ont la signification qui leur est donnée dans le plan comptable général.

Sauf stipulation contraire, toute référence dans le Contrat :

(i) à « l'Agent du Crédit Senior » à « l'Agent des Sûretés », « l'Emprunteur », ou un « Prêteur », inclut ses successeurs, cessionnaires, ayants cause et ayants droit autorisés par le Contrat ;

(ii) aux « droits » ou aux « obligations » d'une Partie, sans autre précision, s'entendent des droits ou obligations de ladite Partie au titre du Contrat ;

(iii) à des actifs, comprend les biens présents et futurs, les revenus et droits de toute nature ;

(iv) à un document, ou tout autre convention ou acte, comprend les avenants à ces derniers ;

(v) à une dette ou un endettement, s'entend de toute obligation, présente ou future, certaine ou éventuelle, souscrite à titre principal ou à titre de garantie, portant sur un paiement ou un remboursement de somme d'argent ;

(vi) à une fusion, s'entend de toute fusion mise en œuvre dans le cadre des dispositions des articles L. 236-1 à L. 236-17 du Code de commerce ;

(vii) à une disposition d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance ou d'un règlement, s'entend de toute réglementation, règle, directive officielle, tout traité, principe directeur (ayant ou non force de loi), telle que modifiée ou révisée, émanant de tout organe, agence, département, autorité ou organisation gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale ;

(viii) aux termes « s'engage à faire en sorte », « se porte fort », « en qualité de porte fort », « faire en sorte » ou « fera en sorte » utilisés dans le contexte des engagements pris par l'Emprunteur pour le compte de l'une ou plusieurs des sociétés du Groupe s'entendent comme une obligation de résultat de l'Emprunteur ;

(ix) à un délai exprimé en jours doit s'entendre comme des jours calendaires, à moins qu'il ne soit précisé qu'il s'agit de Jour(s) Ouvré(s) ; et

PROJET

(x) une heure de la journée fait référence à l'heure de Paris – France.

2. CREDIT SENIOR – MONTANT – DUREE

2.1 Montant

Sur le fondement des déclarations de l'**article 4** du Contrat et sous réserve des conditions prévues à l'**article 4** du Contrat, les Prêteurs consentent, dans la limite de leur Engagement, à l'Emprunteur, qui l'accepte, aux termes et conditions énoncés au Contrat, le présent crédit long terme amortissable d'un montant maximum en principal de ONZE MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (11.900.000,00 €).

Les fonds n'ayant pas fait l'objet d'une Demande de Tirage à la Date de Consolidation ne pourront plus être empruntés.

2.2 Durée

Le Crédit Senior est consenti pour une durée déterminée prenant effet à la Date de Signature et prenant fin à la Date d'Échéance Finale.

2.3 Contrat

Le Contrat est conclu pour une durée déterminée prenant effet à compter de la Date de Signature et prenant fin le jour où toutes les sommes dues par l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior auront été définitivement payées à leur(s) créancier(s).

3. DESTINATION DU CRÉDIT SENIOR

3.1 Le Crédit Senior est exclusivement destiné à permettre à l'Emprunteur – qui s'engage, à titre de condition essentielle et déterminante, à respecter cette destination – de procéder au financement du Projet et des frais y afférents.

3.2 Les Arrangeurs, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs n'auront pas l'obligation de s'assurer du respect de cette destination et n'encourront aucune responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du Crédit Senior.

4. DECLARATIONS – OBLIGATIONS PREALABLES – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'obligation pour les Prêteurs de mettre à disposition le montant du Crédit Senior et d'en permettre l'utilisation par l'Emprunteur est subordonnée :

(i) à l'exactitude des déclarations visées à l'**article 4.1** du Contrat ;

(ii) à l'absence de Cas de Défaut et/ou de Cas de Défaut Potentiel, et,

PROJET

(iii) à la constatation de la réalisation :

(a) d'une part, de l'ensemble des obligations préalables et concomitantes visées à l'**article 4.2** du Contrat ; et

(b) d'autre part, des Conditions Suspensives visées à l'**article 4.3** du Contrat, stipulées au seul profit des Prêteurs.

4.1 Déclarations

L'Emprunteur, pour son compte et pour le compte de chacune des sociétés du Groupe, déclare et garantit ce qui suit, à l'Agent du Crédit Senior, à l'Agent des Sûretés et à chaque Prêteur. À moins qu'il n'en soit précisé autrement, ces déclarations et garanties seront réputées être réitérées par l'Emprunteur, pour son compte et pour le compte des sociétés du Groupe, à toute Date de Tirage, le premier jour de chaque Période d'Intérêts, à tout moment au cours du Contrat et ce, jusqu'au complet remboursement et paiement par l'Emprunteur de toutes sommes dues au titre des Documents de Financement Senior, en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires.

Chaque Prêteur qui viendrait à acquérir des droits ou des droits et obligations au titre du Crédit Senior en vertu de tout Acte de Cession se fondera sur lesdites déclarations.

4.1.1 Constitution et existence

L'Emprunteur, ainsi que chacune des sociétés du Groupe, est une société valablement constituée au regard des lois qui lui sont applicables, régulièrement immatriculée au registre du commerce et des sociétés (ou s'agissant d'une société immatriculée à l'étranger, l'équivalent s'il existe), qui existe valablement, jouit de la personnalité morale et a pleine capacité pour jouir de ses droits et les exercer, de même que pour mener les activités qu'elle exerce actuellement, détenir ses actifs, signer les Documents de Financement Senior et les Documents de Projet (s'il y a lieu) et en respecter les termes et conditions ;

4.1.2 Capacité – Emprunteur averti

L'Emprunteur, ainsi que chacune des sociétés du Groupe, a la capacité de conclure les Documents de Financement Senior et les Documents de Projet auxquels il(elle) est partie et de remplir les obligations qui en découlent pour lui(elle) ;
L'Emprunteur est une personne avertie disposant de la capacité, de l'expérience et des moyens pour apprécier la portée des stipulations des Documents de Financement Senior, tant sur un plan juridique que financier, et s'engager ainsi en pleine connaissance de cause ;

L'Emprunteur reconnaît avoir disposé de l'ensemble des informations nécessaires de la part des Arrangeurs, de l'Agent du Crédit Senior, de l'Agent des Sûretés et des Prêteurs préalablement à la signature des Documents de Financement Senior ; il donne décharge aux Arrangeurs, à l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et aux Prêteurs de l'exécution de leur devoir d'information et de mise en garde ;

PROJET

4.1.3 Autorisations et pouvoirs

La conclusion et l'exécution des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet auxquels il est partie ont été dûment et valablement autorisées au préalable par les organes sociaux compétents de l'Emprunteur (ou de la société du Groupe concernée), entrent dans son objet social et ne requièrent aucune autorisation d'aucune autorité compétente qui n'ait été préalablement obtenue ;

Le(s) signataire(s) des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet au nom de l'Emprunteur (ou de la société du Groupe concernée) est (sont) dûment habilité(s) à cet effet ;

Les autorisations et pouvoirs nécessaires à l'exécution des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet auxquels l'Emprunteur est partie demeurent valables et en vigueur ;

4.1.4 Conformité aux statuts et à la loi

La conclusion des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet et l'exécution des obligations qui en découlent pour l'Emprunteur ne contreviennent à aucune disposition de ses statuts ou de tout autre document constitutif, ni à aucune stipulation des accords, contrats ou engagements auxquels il est lié, ni ne violent en aucune façon les lois ou règlements ni aucun jugement définitif ou non qui lui sont applicables ;

4.1.5 Validité des engagements

Les Documents de Financement Senior et les Documents de Projet constituent et constitueront des engagements légaux, valables et opposables auxquels l'Emprunteur (ou la société du Groupe concernée) sera lié(e) conformément à chacun de leurs termes ;

Les conditions de forme requises pour assurer la validité des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet auxquels l'Emprunteur (ou la société du Groupe concernée) est partie et leur caractère obligatoire et les formalités nécessaires aux mêmes fins sont ou seront respectées ou accomplies ;

4.1.6 Égalité de rang

Les obligations de l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior dont il est signataire sont inconditionnelles et, dans la mesure où ces obligations ne bénéficieraient pas d'une priorité particulière au titre d'une Sûreté Senior créée, constituent des obligations venant au moins au même rang que toutes ses autres dettes, emprunts, garanties et autres obligations non subordonnées, présents ou futurs, à l'exception des privilèges légaux ;

PROJET

4.1.7 Sincérité des informations

Les documents, et notamment ceux contenant des informations comptables et financières, remis aux Arrangeurs, à l'Agent du Crédit Senior, à l'Agent des Sûretés et aux Prêteurs, ainsi que les informations communiquées à ces derniers par l'Emprunteur en vue d'obtenir le Crédit Senior et au cours de la durée du Contrat, sont réguliers et sincères ;

4.1.8 Litiges – Conflits sociaux

Depuis le [1er juillet 2024], aucun évènement de nature juridique ou financière n'est survenu, aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'a été entreprise à l'encontre de l'Emprunteur ou d'une des sociétés du Groupe ou n'est sur le point d'être intentée ou engagée à son encontre ou à l'encontre d'une des sociétés du Groupe, qui serait de nature à empêcher ou interdire la signature ou l'exécution des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet, la constitution et la mise en jeu des Sûretés Senior, ou qui constituerait un Événement Défavorable Significatif ;

L'Emprunteur, ni aucune des sociétés du Groupe, ne fait face à un conflit social ni n'a connaissance d'aucune action (préavis de grève inclus) d'une organisation syndicale à cet égard ;

4.1.9 Évènement Défavorable Significatif

Depuis le [1er juillet 2024], il n'est pas intervenu ou ne subsiste d'Évènement Défavorable Significatif ;

4.1.10 Procédures Collectives

L'Emprunteur, ni aucune des sociétés du Groupe ne fait l'objet d'une Procédure Collective ;

4.1.11 Documents comptables – Dividendes

Tous les états financiers et les documents comptables concernant l'Emprunteur et les sociétés du Groupe (y compris les comptes sociaux de l'Emprunteur et de chacune des sociétés du Groupe ainsi que les Comptes Consolidés) sont réguliers et sincères, ont été établis selon les principes comptables admis en France (ou dans l'Etat dans lequel la société concernée a son siège), ont été appliqués de manière constante d'un exercice à l'autre, ne font l'objet d'aucune réserve de la part des commissaires aux comptes concernés (autre éventuellement que des réserves de nature technique), le cas échéant, et décrivent sincèrement et fidèlement la situation financière, le patrimoine et les résultats de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe pour chaque exercice social auxquels ils se rapportent ;

L'Emprunteur n'a décidé ni procédé, depuis le [1er juillet 2024], à aucune distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes ou de réserves quelle que soit la modalité juridique employée ;

PROJET

4.1.12 Capital et Détention

le capital social de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe est entièrement souscrit et libéré ;

à la Date d'Acquisition, la répartition du capital social de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe est conforme à celle figurant sur l'Organigramme ;

Tous les actionnaires ou associés de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe détiennent leurs actions ou parts sociales en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, sans prêt de titre ni opération de fiducie ;

il n'existe pas, à la Date de Signature, d'option de souscription ou d'achat de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital social de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe, ou plus généralement d'engagement, arrangement ou accord donnant à un tiers éventuellement accès au capital social de l'Emprunteur ou des sociétés du Groupe ;

Aucune réduction de capital n'est en cours ou projetée, tant chez l'Emprunteur, que dans les sociétés du Groupe ;

4.1.13 Fonds et droits de propriété intellectuelle – biens et droits immobiliers

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe sont propriétaires et exploitants de leurs fonds et disposent de la pleine propriété et jouissance, ou de droits de jouissance (notamment en application de contrats de location, de licence ou de crédit-bail), de l'ensemble des actifs nécessaires à la conduite de leurs activités, notamment les droits sur tous Joueurs, licences, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle nécessaires à leurs activités respectives et à leur maintien et, à la connaissance de l'Emprunteur, il n'existe aucun obstacle ou empêchement de quelque nature que ce soit, pour l'utilisation de ces droits, licences, marques, brevets, ou droits de propriété intellectuelle par l'Emprunteur ou les sociétés du Groupe ;

4.1.14 Dettes – Sûretés Réelles – Sûretés Personnelles – Engagements Hors Bilan

Il n'existe pas de Dettes Financières ou d'Engagements Hors Bilan, autres que (i) ceux figurant dans les documents comptables des sociétés du Groupe, (ii), le cas échéant, ceux déclarés aux Prêteurs préalablement à la signature du Contrat et figurant dans l'état remis au titre du point [●] de la **Partie 1 de l'Annexe 3** du Contrat, (iii) ceux qui sont autorisés aux termes du Contrat, et (iv) ceux résultant de la signature des Documents de Financement Senior ;

Aucune Sûreté Réelle ou Sûreté Personnelle conventionnelle n'a été inscrite ou accordée sur l'un quelconque des biens ou droits (meubles ou immeubles, corporels ou incorporels) appartenant à l'Emprunteur ou aux sociétés du Groupe, tant en garantie d'engagements qui sont propres à chacune d'elles, qu'en garantie d'engagements d'un tiers ou d'une des sociétés du Groupe, à l'exception (i) de celles qui sont mentionnées dans l'état remis au titre du point [●] de la **Partie 1 de l'Annexe 3** du Contrat, (ii) de celles qui sont autorisées aux termes du Contrat, et (iii) des Sûretés Senior ;

PROJET

A la Date de Signature, aucune Sûreté Réelle judiciaire n'a été inscrite, ni à la connaissance de l'Emprunteur, ne menace d'être inscrite, sur l'un quelconque des biens ou droits (meubles et immeubles, corporels et incorporels) de l'Emprunteur ou des sociétés du Groupe à quelque titre que ce soit et aucun de ces biens ou droits n'a fait l'objet, ni à la connaissance de l'Emprunteur, ne menace de faire l'objet, d'une quelconque saisie, d'une procédure conservatoire ou d'exécution ;

L'Emprunteur ni aucune des sociétés du Groupe ne sont parties à aucune opération de fiducie, tant en qualité de constituant, qu'en qualité de fiduciaire ;

4.1.15 Cas de Défaut – Remboursement anticipé obligatoire

Il n'existe aucun Cas de Défaut, ni aucun Cas de Défaut Potentiel ;

Il n'existe aucun cas de remboursement anticipé obligatoire au sens des stipulations de l'**article 8.2** ci-après qui se soit produit à ce jour ou qui soit susceptible de se produire, tant au niveau de l'Emprunteur que des sociétés du Groupe ;

4.1.16 Activités

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe ont pour principales activités celles désignées dans le Domaine d'Activités ;

4.1.17 Déclarations et garanties spécifiques relatives à l'activité et au Projet

(i) Autorisations – Autorisations Administratives

L'Emprunteur dispose ou bénéficie de tous les droits personnels ou réels, de toutes les Autorisations Administratives, licences ou accords et de toutes les autorisations de tiers pour mener à bonne fin ses activités et le Projet ; ces Autorisations Administratives, licences et accords demeurent en vigueur et il n'existe pas de circonstances portées à la connaissance de l'Emprunteur, aux termes desquelles ces Autorisations Administratives, licences et accords vont être rétractées ou modifiées en tout ou en partie ;

(ii) Conformité de la réalisation des activités

Toutes les activités effectuées en vertu des Autorisations Administratives obtenues à date, l'ont été conformément à celles-ci et alors que lesdites autorisations étaient en cours de validité et n'avaient pas été frappées de caducité pour quelque motif que ce soit ;

PROJET

(iii) Travaux

L'Emprunteur a obtenu les permis de construire, permis de démolir, déclaration de travaux ou autres Autorisations Administratives nécessaires pour conduire tous les travaux, modifications et constructions qui seront effectués dans le cadre du Projet, lesquels sont, à la Date de Signature, purgés de tous recours et devenues définitives, les certificats de conformité y relatifs ont été demandés et obtenus, sous réserve des recours visés expressément ci-dessus ;

Il n'a été réalisé aucun travaux nécessitant l'obtention d'un permis de construire modificatif ou une nouvelle autorisation d'urbanisme relative audit Projet.

(iv) Immeuble

Pendant la Période de Construction et pendant la Période d'Exploitation, l'Immeuble :

- est en conformité avec l'ensemble de la législation et de la réglementation applicable et notamment en matière d'environnement ;
- n'est pas soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à l'amiante ;
- n'est pas situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant considérée comme contaminée par des foyers de termites, ou susceptible de l'être à court terme ; l'Emprunteur déclarant ne pas avoir connaissance de présence de termites, ni d'une quelconque injonction de la mairie en application des articles L. 133-1 et R. 133-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- n'est pas concernés par les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à la légionellose ;
- à compter de sa mise en service, est raccordé aux réseaux nécessaires à son exploitation, les services concédés fournissant une capacité suffisante pour que l'Immeuble puisse être alimenté conformément à sa destination.

4.1.18 Assurances

L'Emprunteur s'engage à souscrire et maintenir en vigueur auprès de compagnies d'assurance de premier rang, des polices d'Assurances pour des montants et des niveaux de couverture de risques et de responsabilités conformes aux pratiques généralement admises dans ses domaines d'activités et pour l'opération de construction de l'Immeuble et d'exploitation de l'Immeuble, à régler à bonne date les primes afférentes aux polices d'Assurances ainsi souscrites.

les Assurances sont toujours en vigueur et n'ont fait, depuis leur souscription, ni ne feront l'objet d'aucune garantie, sûreté, délégation à quelque titre que ce soit autres que celles prévues au titre des Documents de Financement Senior, et notamment au titre des Sûretés Senior ;

PROJET

Les primes afférentes aux polices d'assurance ainsi souscrites ont été réglées à bonne date ;

Aucun événement – du fait de l'Emprunteur ou de sociétés du Groupe – de nature à entraîner l'annulation, la résolution ou la résiliation des polices susvisées ou de donner lieu à une réduction significative de garantie, n'est survenu ;

4.1.19 Impôts et taxes

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe ont déclaré et acquitté ou valablement provisionné selon le cas, dans les délais prévus par les lois et règlements, tous les impôts, droits, droits d'enregistrement, droits de timbre, et taxes leur incombant, ainsi que toutes les sommes dues aux organismes de Sécurité Sociale et de prévoyance ;

Toutes les demandes de remboursement ou dégrèvement, toutes options, toutes les contestations légitimes afférentes à tous les impôts, taxes, droits fiscaux et redevances ont été dûment effectuées par l'Emprunteur et les autres sociétés du Groupe, dans les délais impartis par l'administration fiscale, dans les formes et selon la réglementation applicable ;

A la Date de Signature, l'Emprunteur, ni aucune des sociétés du Groupe ne font l'objet d'aucun contrôle en cours de la part de l'Administration Fiscale, des organismes de Sécurité Sociale et/ou de prévoyance, de l'Inspection du travail ou des autorités chargées du respect de l'environnement et n'ont reçu depuis le [1er juillet 2024] aucun avis de contrôle, aucune réclamation amiable ou contentieuse, émanant de l'une quelconque de ces administrations ou de l'un quelconque de ces organismes n'a été notifiée à l'Emprunteur ou aux sociétés du Groupe, ou n'est – à la connaissance de l'Emprunteur – susceptible de l'être ;

4.1.20 Absence de Retenue à la Source

A la Date de Signature, aucun des paiements effectués ou à effectuer au titre des Documents de Financement Senior n'est soumis à une déduction ou une Retenue à la Source au titre d'un impôt ou taxe quelconque, ni au titre de FATCA ;

4.1.21 Respect des lois et réglementations

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe sont en conformité avec les lois, réglementations et usages qui leur sont applicables, notamment en matière d'environnement, de droit du sport, de douanes, de droit du travail, de la santé publique, d'hygiène et de sécurité, et de traitement des données personnelles, ainsi qu'aux injonctions délivrées par les autorités ;

L'ensemble des formalités légales et réglementaires, notamment de publicité et de modification d'inscription, à accomplir suite à l'Acquisition et/ou dans le cadre du Projet seront réalisées dans les délais légaux, afin d'assurer aux tiers l'opposabilité desdites opérations ;

PROJET

4.1.22 Absence d'engagements significatifs

Depuis les derniers comptes (audités, pour les sociétés du Groupe concernées), tant sociaux que Consolidés, l'Emprunteur ni aucune des sociétés du Groupe n'ont procédé à aucune acquisition ou cession de quelque nature que ce soit portant sur (i) des titres de société, des autres droits sociaux (hors valeurs mobilières de placement) ou (ii) des fonds ;

4.1.23 Périmètre du Groupe

A la Date de Signature, ni l'Emprunteur, ni aucune des autres sociétés du Groupe ne détiennent de participation pour quelque montant que ce soit, dans quelque société que ce soit (hors valeurs mobilières de placement) (en ce comprises notamment toute société à responsabilité illimitée (type SNC), à l'exception de celle(s) figurant à l'Organigramme et l'Organigramme présente un caractère exhaustif ;

4.1.24 Projet

L'Acquisition et le Projet ont été ou seront exécutées conformément aux lois et règlements ;

Les Documents de Projet qui ont été remis à l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés représentent l'intégralité des accords ou engagements pris par l'Emprunteur ou à son profit (ou pris par ou au profit de l'une quelconque des sociétés du Groupe) dans le cadre du Projet;

Aucun complément de prix au prix d'Acquisition n'est prévu au titre de l'Acquisition ;

Aucun des Documents de Projet ni aucune des opérations qui y sont visées n'a été modifié(e) ou résilié(e) de quelque manière que ce soit, depuis leur date de signature ;

Les Documents de Projet ne comportent aucune stipulation ayant pour objet ou pour effet de contrevenir aux stipulations des Documents de Financement Senior et/ou de faire obstacle aux droits des Parties Financières et notamment en cas de réalisation des Sûretés Senior ;

4.1.25 Centre des intérêts principaux

L'Emprunteur a son centre des intérêts principaux (tel que ce terme est utilisé dans l'article 3.1 du Règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) (le **« Règlement (refonte) »**) en France et l'Emprunteur n'a d'établissement (tel que ce terme est utilisé dans l'article 2, point (10) du Règlement (refonte)) dans un pays autre que la France ;

PROJET

4.1.26 Anti-blanchiment, anti-terrorisme et anti-corruption

L'Emprunteur, ni aucune des sociétés du Groupe, ni aucun de leurs Affiliés, ni aucun de leurs administrateurs ou dirigeants ni aucun de leurs agents ou employés, n'exerce ou n'a exercé une activité ou n'a commis d'acte ou ne s'est comporté d'une manière susceptible d'enfreindre les lois ou réglementations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, la corruption ou le terrorisme en vigueur dans toute juridiction compétente ;

À compter de la Date de Signature, l'Emprunteur prendra et maintiendra toutes les mesures nécessaires et notamment adoptera et mettra en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles ;

4.1.27 Sanctions Internationales

L'Emprunteur, ni aucune des sociétés du Groupe, ni aucun de leurs Affiliés, dirigeants, administrateurs, représentants légaux ou employés respectifs :

(i) n'est une Personne Sanctionnée ;

(ii) n'est une Personne :

(a) détenue ou contrôlée directement ou indirectement par une Personne Sanctionnée,
(b) située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction,
(c) engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée,
(d) ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée,
(e) engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

L'Emprunteur a institué et maintient des procédures et politiques visant au respect des Sanctions Internationales ;

4.1.28 FATCA

Aucun des Emprunteurs, ni aucun de leurs dirigeants ou associés, ni aucune des sociétés du Groupe ne relève de la nationalité ou de la citoyenneté américaine (Etats-Unis), n'est résident américain (Etats-Unis), ni ne détient des avoirs ou des intérêts américains (Etats-Unis) ;

4.1.29 Business Plan – Budget Projet - Budget Prévisionnel

L'Emprunteur déclare :

(i) que le Business Plan, le Budget Projet et le Budget Prévisionnel ont été préparés par lui, sous son unique et entière responsabilité, de bonne foi, sur la base d'estimations, d'hypothèses et de projections réalistes compte-tenu des informations dont l'Emprunteur pouvait avoir raisonnablement connaissance ;

PROJET

(ii) qu'à sa connaissance, aucun événement n'est intervenu depuis la remise du Business Plan, du Budget Projet et du Budget Prévisionnel, susceptible d'affecter de façon significativement défavorable un élément ou une hypothèse quelconque retenu dans ces documents et qui justifierait une modification de ces derniers ou au moins une information des Prêteurs ;

4.1.30 Commissaires aux comptes

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe, ont – lorsque cela est requis par la loi ou les statuts – désigné un Commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, un Commissaire aux comptes suppléant ;

4.1.31 Immobiliers – Baux

L'Emprunteur et les sociétés du Groupe sont régulièrement plein propriétaires ou titulaires de baux ou droit d'occupation pour l'occupation des biens et droits immobiliers nécessaires à la conduite de leurs activités et à leur maintien et, à la connaissance de l'Emprunteur, il n'existe aucun obstacle ou empêchement de quelque nature que ce soit, pour l'utilisation de ces biens et droits immobiliers par l'Emprunteur ou les sociétés du Groupe ;

4.1.32 Enregistrement – formalités relatives aux Sûretés Senior

Toutes formalités d'enregistrement et d'inscription des Sûretés Senior requises par la loi ont été accomplies ou seront accomplies dans les délais légaux ;

4.1.33 DAC6

Aucune opération prévue par les Documents de Financement Senior ni aucune opération y afférente ne constitue un dispositif remplissant l'un des marqueurs définis à l'Annexe IV de la Directive du Conseil du 25 mai 2018 (2018/822/EU) modifiant la Directive 2011/16/UE (**« DAC6 »**) ;

Aucune stipulation de l'un quelconque des Documents de Financement Senior ne s'oppose à la divulgation d'informations confidentielles ou d'autres informations, en particulier sur la manière dont un avantage fiscal pourrait être obtenu, dans la mesure où cette divulgation, si elle était empêchée, amènerait une opération à devenir un arrangement décrit dans la Partie II A 1 de l'Annexe IV de DAC6 ou dans les dispositions du droit français mettant en œuvre la Partie II A 1 de l'Annexe IV de DAC6.

4.1.34 Immeuble

L'Emprunteur, à compter de la Période d'Exploitation, exploite directement et personnellement l'Immeuble, sans recours à des baux ou location gérance ou autre mode de gestion au profit d'un tiers.

PROJET

4.2 Rappel des obligations exécutées préalablement ou concomitamment à la Date de Signature

Il a été remis à l'Agent du Crédit Senior, préalablement à la Date de Signature, dans une forme jugée, tant sur la forme que sur le fond, satisfaisante par l'Agent du Crédit Senior, les documents énumérés en **Partie 1 de l'Annexe 3** (ci-après les **« Conditions Préalables »**).

4.3 Conditions Suspensives à la mise à disposition du Crédit Senior

4.3.1 La mise à disposition des fonds au titre du Crédit Senior est subordonnée à la réalisation ou selon le cas à la remise par l'Emprunteur au(x) Prêteur(s) dans une forme jugée, tant sur la forme que sur le fond, satisfaisante par le(s) Prêteur(s), des faits ou actes visés en **Partie 2.1 de l'Annexe 3** (les **« Conditions Suspensives »**).

4.3.2 Pour le cas où l'une quelconque des Conditions Suspensives ne serait pas réalisée conformément aux stipulations de l'**article 4.3.1**, les Arrangeurs, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs seront déliés, sans indemnité, de toutes leurs obligations souscrites au titre des Documents de Financement Senior par le défaut de réalisation de la ou des Condition(s) Suspensive(s), sauf si l'unanimité des Prêteurs décide de renoncer dans les mêmes termes au bénéfice de la ou des Condition(s) Suspensive(s) dont la réalisation a fait défaut ou décide de prolonger les délais convenus de réalisation. Il est expressément stipulé que les Prêteurs ne seront jamais, en aucun cas, tenus de prendre une telle décision, qui ne ressort donc que de leur seul pouvoir discrétionnaire.

La responsabilité des Arrangeurs, de l'Agent du Crédit Senior ou de l'Agent des Sûretés ou des Prêteurs ne pourra en rien être recherchée, à quelque titre que ce soit.

5. MISE À DISPOSITION DU CREDIT SENIOR

5.1 Sous réserve (i) de la réalisation pleine et entière de toutes les Conditions Suspensives relatives à la mise à disposition du Crédit d'Investissements visées à l'**article [4].3** (*i.e* : **Partie 2.1 de l'Annexe 3**) du Contrat, et toutes les obligations préalables et Conditions Préalables de l'Emprunteur, notamment celles visées à l'**article [4.2]** (*i.e* : **Partie 1 de l'Annexe 3**) du Contrat, étant réalisées et non remises en cause, et (ii) de la réception par l'Agent du Crédit Senior d'une Demande de Tirage, les fonds correspondant aux Tirage(s) seront mis à disposition de l'Emprunteur conformément aux stipulations du Contrat, notamment pris en ses **articles 5.2** et suivants.

5.2 Au titre d'un Tirage, l'Emprunteur devra adresser une Demande de Tirage qui sera effective à compter de sa réception par l'Agent du Crédit Senior, et une fois adressées, sera irrévocable.

5.3 Aucun Tirage ne pourra être réalisé si l'Emprunteur ne justifie pas à l'Agent du Crédit Senior que les Apports Initiaux sont effectifs (i.e. : versés en numéraire), à la Date de Tirage considérée.

PROJET

5.4 L'Agent du Crédit Senior communiquera aux Prêteurs la copie de la Demande de Tirage dans les meilleurs délais à compter de sa réception et le montant à verser correspondant à l'Engagement de chacun d'eux ainsi que les coordonnées bancaires du compte sur lequel les fonds devront être mis à disposition (**« l'Appel de Fonds»**), étant précisé que les fonds seront versés directement, via le Compte de Fonctionnement, aux créanciers au titre des factures, pour leur montant hors TVA, remises à l'Agent du Crédit Senior. L'Emprunteur convient expressément que le versement ci-dessus libèrera les Prêteurs de toute obligation au titre de la Demande de Tirage versée.

5.5 Les Prêteurs seront tenus de verser à l'Agent du Crédit Senior le montant de leur Engagement tel qu'indiqué dans l'Appel de Fonds valeur jour de la Date de Tirage. Chaque Prêteur confirmera à l'Agent du Crédit Senior, à la Date de Tirage, la réalisation effective de son virement.

5.6 L'Emprunteur pourra utiliser le Crédit Senior en un ou plusieurs Tirages pendant la Période de Disponibilité, mais dans la limite de [●] Tirages.

5.7 Le montant de chaque Tirage sera au minimum égal à cent mille (100.000) euros ou, le cas échéant, s'il est inférieur, au solde du Montant Disponible.

5.8 Les Tirages ne pourront être mis à disposition, à tout moment, que dans la limite, respectivement, du Montant Disponible et, pour les Prêteurs, pour une part proportionnelle à celle que représente son Engagement dans le Crédit Senior, conformément aux stipulations de l'article 16 du présent contrat.

5.9 A la Date de Consolidation, tout montant du Crédit Senior n'ayant pas fait l'objet d'un Tirage à cette date sera perdu et ne pourra plus être emprunté par l'Emprunteur.

6. INTERETS

6.1 Périodes d'Intérêts

6.1.1 Sous réserve des stipulations de l'**article 6.1.2** ci-après, la durée de chacune des Périodes d'Intérêts applicables au Crédit Senior sera de TROIS (3) mois ; étant toutefois précisé qu'aucune Période d'Intérêts ne pourra aller au-delà de la Date d'Échéance Finale.

6.1.2 Par dérogation à l'**article 6.1.1** ci-dessus, la première Période d'Intérêts applicable au Crédit Senior commencera à courir à compter de la Date de Tirage et se terminera à la première Date de Paiement d'Intérêt au titre du Crédit Senior.

6.1.3 Les Périodes d'Intérêts suivantes commenceront à courir à compter du lendemain du jour de l'expiration de la première Période d'Intérêts ; les Périodes d'Intérêts se succèderont jusqu'à la Date d'Échéance Finale, étant entendu qu'aucun intérêt au titre du Crédit Senior ne sera dû par l'Emprunteur deux fois pour le même jour.

PROJET

6.2 Calcul des Intérêts

6.2.1 Les intérêts applicables à l'Encours au titre du Crédit Senior pour chaque Période d'Intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours exacts (en incluant le 1er jour de la Période d'Intérêts et en excluant le dernier jour de la Période d'Intérêts) rapporté à une année d'une durée de TROIS CENT SOIXANTE (360) jours.

6.2.2 Le taux d'intérêts applicable au montant non remboursé du Crédit Senior sera, pour chaque Période d'Intérêts, de QUATRE VIRGULE CINQ POUR CENT (4,5 %) (taux exprimé pour une période d'une durée de DOUZE (12) mois), majoré des éventuels Coûts Obligatoires.

A la Date de Consolidation :

(i) tous les Tirages en cours à cette date et consentis à l'Emprunteur jusqu'à cette date seront consolidés à cette date et comptabilisés, à compter de cette date, comme un Tirage unique ;

(ii) le Tirage unique résultant de cette consolidation aura, à compter de la Date de Consolidation, une première Période d'Intérêts qui débutera à la Date de Consolidation et se terminera à la première en date des [●], [●], [●] et [●].

6.2.3 Dans l'hypothèse où l'Encours augmenterait ou diminuerait au cours d'une Période d'Intérêts du fait, notamment, de l'incorporation d'intérêts capitalisés ou d'un remboursement intervenant à une date autre qu'une Date de Paiement d'Intérêts ou de tout montant impayé, le calcul ci-dessus s'effectuera en prenant en compte cette augmentation ou cette diminution de l'Encours au cours de la Période d'Intérêts considérée sur une base *prorata temporis*.

6.3 Paiement des intérêts

Au titre du Crédit Senior, les intérêts seront exigibles et payables à chaque Date de Paiement d'Intérêts, soit :

- Période d'Intérêts trimestrielle : le [30 juin], [30 septembre], [31 décembre] et [31 mars] de chaque année, pour la première fois le [●].

7. <u>REMBOURSEMENT – INTERETS DE RETARD</u>

7.1 Remboursement du Crédit Senior

7.1.1 <u>Consolidation des Tirages</u>

À la Date de Consolidation, tous les Tirages en cours correspondant aux Tirages ayant été effectués par l'Emprunteur au cours de la Période de Disponibilité (et non remboursées par anticipation) seront, pour les besoins notamment de leur remboursement (ainsi que pour les besoins du calcul des intérêts y afférents), consolidées et comptabilisées comme un seule et unique Tirage.

PROJET

7.1.2 Remboursement normal

Sans préjudice des stipulations relatives au paiement des intérêts, l'Emprunteur remboursera l'Encours, en quinze (15) échéances annuelles, la première Echéance en capital intervenant le [●], conformément (cf. montant en capital indiqué dans la colonne « *Montant du Capital à rembourser* ») au tableau d'amortissement figurant en **Annexe 5** étant précisé que cet échéancier a été établi sur la base de l'hypothèse d'un Encours à la Date de Consolidation de ONZE MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (11.900.000 €). Dans l'hypothèse où l'Encours à la Date de Consolidation serait inférieur à ce montant, les Echéances annuelles dues seront recalculées par l'Agent du Crédit Senior sur la base d'un nombre d'Echéances annuelles identique, indiquées en **Annexe 5** et un nouvel échéancier sera fourni par l'Agent du Crédit Senior à l'Emprunteur et aux Prêteurs, qui se substituera à celui figurant en **Annexe 5**.

En tout état de cause l'Emprunteur devra avoir remboursé cent pour cent (100%) de l'Encours (ainsi que toutes autres sommes restant le cas échéant dues au titre des Documents de Financement Senior en rapport avec le Crédit Senior, notamment en intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et tous autres accessoires) au plus tard à la Date d'échéance Finale.

7.2 Intérêts de retard

7.2.1 Toute somme non payée à son échéance, normale ou anticipée, portera intérêts de plein droit depuis le jour de la date d'échéance et jusqu'à son remboursement intégral, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, au taux €STR majoré des éventuels Coûts Obligatoires et de TROIS CENTS (300) points de base, outre, le cas échéant, tous Coûts de Réemploi.

7.2.2 Il en sera de même pour tous frais et débours qui seraient avancés par les Prêteurs et/ou l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés à l'occasion du Contrat pour quelque cause que ce soit.

7.2.3 Les intérêts de retard seront payables trimestriellement à terme échu par l'Emprunteur sur présentation du relevé d'intérêts par l'Agent du Crédit Senior.

7.2.4 Les intérêts seront capitalisés annuellement, s'ils sont dus pour au moins une année entière, conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

7.2.5 Les stipulations du présent **article 7** ne pourront nuire ni à l'exigibilité anticipée ni au remboursement anticipé et, par suite, valoir accord de délai de règlement, ni faire échec à d'autres sanctions applicables.

7.2.6 Evènement Affectant l'Indice

En cas de survenance d'Évènement Affectant l'Indice, les Parties se rapprocheront afin de conclure un avenant ou un accord de renonciation (*waiver*) permettant :

(i) de mettre en place un indice de remplacement ; et/ou

PROJET

(ii) de mettre en cohérence toute stipulation des Documents Financiers Senior avec l'utilisation de cet indice de remplacement ;

(iii) de permettre à cet indice de remplacement d'être utilisé pour le calcul du taux d'intérêts de retard au titre du présent Contrat (y compris, sans restriction, tout changement consécutif nécessaire pour permettre l'utilisation de cet indice de remplacement dans le cadre du Contrat) ;

(iv) de mettre en œuvre des conventions de marché applicables à cet indice de remplacement ;

(v) de mettre en place des dispositions appropriées de repli (et de perturbation du marché) pour cet indice de remplacement ; ou

(vi) l'ajustement des prix afin de réduire ou éliminer, dans la mesure du possible, tout transfert de valeur économique d'une Partie à une autre à la suite de l'application dudit indice de remplacement (et si un ajustement ou une méthode de calcul d'un ajustement a été officiellement désigné ou recommandé par l'Autorité Compétente, l'ajustement sera déterminé sur la base de cette désignation ou recommandation).

Cet avenant ou *waiver* pourra être conclu avec l'accord de l'Agent du Crédit Senior (agissant sur les instructions de la Majorité des Prêteurs) et l'Emprunteur.

8. REMBOURSEMENTS ANTICIPES

8.1 Remboursement anticipé volontaire

8.1.1 Montant et Préavis

Sous réserve d'être à jour du paiement des sommes dues au titre du Contrat, l'Emprunteur pourra rembourser par anticipation, à tout moment (sous réserve, le cas échéant, des Coûts de Réemploi), tout ou partie du Crédit Senior, pour un montant en principal minimum de CINQ CENT MILLE EUROS (500.000 €), ou au-delà de ce montant, pour un montant en principal multiple entier de CENT MILLE EUROS (100.000 €) ou, si ce montant est inférieur, pour l'intégralité du solde du Crédit Senior, à condition d'en avoir donné préavis écrit à l'Agent du Crédit Senior par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins TRENTE (30) Jours Ouvrés avant la date de remboursement.

Tout remboursement anticipé du Crédit Senior entraînera la résiliation des Engagements correspondants au montant remboursé.

8.1.1.1 Modalités

Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur en application du présent **article 8.1.1** sera irrévocable et définitif. Sauf stipulation contraire dans le Contrat, l'avis de remboursement précisera la ou les date(s) de remboursement ainsi que le montant remboursé par anticipation.

PROJET

Tout remboursement anticipé volontaire au titre du Crédit Senior s'imputera, au choix de l'Emprunteur, sur les sommes dues au titre du Crédit Senior en commençant par les échéances les plus lointaines ou au prorata des échéances.

Dès réception d'un avis de remboursement établi conformément aux stipulations du présent **article 8.1**, l'Agent du Crédit Senior en transmettra une copie aux Prêteurs et à l'Agent des Sûretés.

Un nouvel échéancier sera remis dans les meilleurs délais par l'Agent du Crédit Senior à l'Emprunteur et aux Prêteurs en suite de tout remboursement anticipé partiel volontaire du Crédit Senior.

8.1.2 Coûts de Réemploi

Tout remboursement anticipé ou tout autre paiement qui serait réalisé à une date autre qu'à une Date de Paiement d'Intérêts donnera lieu, le cas échéant, au paiement des Coûts de Réemploi conformément à l'**article 9.8** ci-après.

Chaque Prêteur concerné devra communiquer à l'Agent du Crédit Senior, dans un délai raisonnable, une attestation du montant des Coûts de Réemploi au titre de la Période d'Intérêts concernée, sans que le Prêteur concerné ne puisse être contraint de dévoiler des informations de nature confidentielle notamment sur son organisation interne ou sa stratégie de financement.

8.1.3 Pénalités

Les remboursements anticipés dans les cas prévus à l'**article 8.1** du Contrat donneront lieu, s'ils sont directement ou indirectement financés ou refinancés par un emprunt bancaire ou équivalent ou toute autre instrument de dettes (y compris obligataire), à une pénalité (outre, le cas échéant, les Coûts de Réemploi en cas de remboursement à une autre date qu'une Date de Paiement d'Intérêts) de TROIS POUR CENT (3%) du montant du capital remboursé au(x) Prêteur(s) qui ne participeraient pas au financement ou au refinancement des sommes ayant permis de procédé au remboursement anticipé.

Les remboursements anticipés dans les cas prévus à l'**article 8.1** du Contrat donneront lieu, s'ils sont financés par la trésorerie de l'Emprunteur (autre qu'un financement ou un refinancement par un emprunt bancaire ou équivalent ou toute autre instrument de dettes (y compris obligataire)), à une pénalité (outre, le cas échéant, les Coûts de Réemploi en cas de remboursement à une autre date qu'une Date de Paiement d'Intérêts) de :

- TROIS POUR CENT (3%) du montant du capital remboursé au(x) Prêteur(s) si ce remboursement intervient avant le [JJ/MM/2030] ;
- DEUX POUR CENT (2%) du montant du capital remboursé au(x) Prêteur(s) si ce remboursement intervient avant le [JJ/MM/2035] ;
- UN POUR CENT (1%) du montant du capital remboursé au(x) Prêteur(s) si ce remboursement intervient après le [JJ/MM/2035].

PROJET

8.2 Remboursement anticipé obligatoire

Outre les autres cas de remboursements obligatoires visés aux Documents de Financement Senior et notamment les cas visés à l'**article 14.1**, les cas visés ci-après (ensemble ou séparément) constitueront des cas de remboursement anticipé obligatoire.

8.2.1 Changement de Contrôle

L'Emprunteur remboursera par anticipation la totalité du Crédit Senior en cas de Changement de Contrôle. Ce remboursement devra intervenir au plus tard CINQ (5) Jours Ouvrés suivant la date à laquelle le Changement de Contrôle est intervenu.

Il est en outre convenu qu'en cas de Changement de Contrôle, tout Engagement de chaque Prêteur avant mise à disposition au titre du Crédit Senior sera alors réduit à ZERO (0).

8.2.2 Produits d'Assurance

8.2.2.1 En cas de survenance d'un sinistre :

(i) emportant destruction totale de l'Immeuble ; ou
(ii) dont les travaux de reconstruction ne pourront être achevés au plus tard trois (3) mois avant la Date d'Echéance Finale,

l'Emprunteur devra procéder au remboursement des Tirages mis à sa disposition du Crédit Senior au fur et à mesure de la perception des indemnités d'assurance correspondantes, et, en toute hypothèse, à la date tombant cent quatre-vingt (180) jours civils après la survenance du sinistre concerné (ou à la Date d'Echéance Finale si celle-ci est antérieure) (le cas échéant au moyen d'Apports Complémentaires, mais dans la limite du montant des indemnités d'assurance correspondantes attendues).

8.2.2.2 En cas de survenance d'un sinistre autre que ceux visés à **l'article 8.2.2.1** ci-dessus et devant donner lieu à versement d'indemnités d'assurance à l'Emprunteur d'un montant égal ou supérieur à cinq cent mille (500.000 €), l'Emprunteur s'engage à rembourser immédiatement par anticipation le Crédit Senior à concurrence du montant des indemnités d'assurance, dès lors qu'il n'aura pas :

(i) communiqué à l'Agent du Crédit Senior, dans un délai de quatre vingt dix (90) jours civils à compter de la survenance du sinistre :

PROJET

a. une attestation émanant de la compagnie d'assurance concernée confirmant que les indemnités à recevoir au titre de la police d'assurance en vigueur correspondront à un montant égal à la valeur de la remise en état à neuf ou, le cas échéant, de la reconstruction à neuf, déduction faite des franchises applicables au contrat d'assurance en vigueur et déduction faite le cas échéant du montant résultant de l'application d'un coefficient de vétusté de l'Immeuble, de sorte qu'il en résulte que les indemnités devant être reçues au titre de la police considérée (majorées, le cas échéant des fonds propres nécessaires pour couvrir les franchises et l'application du coefficient de vétusté), couvriront le coût des travaux de réparation ou de reconstruction nécessaires afin de remédier au sinistre ; et

b. sa décision d'affecter les indemnités d'assurances visées ci- dessus à la réparation du sinistre ; et

c. une attestation établie par un cabinet d'architecte de bonne réputation, confirmant que les travaux à entreprendre pour remédier au sinistre peuvent être, sauf force majeure et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives requises si nécessaires, entièrement réalisés dans un délai expirant avant (x) la fin de la période de 33 mois suivant la date de survenance du sinistre, ou (y) le 180ème jour civil précédant la Date d'Echéance Finale si celle-ci est antérieure ;

(ii) justifié à l'Agent du Crédit Senior dans un délai de 180 jours civils à compter de la survenance du sinistre qu'il a déposé les demandes d'autorisations administratives requises ;

(iii) communiqué à l'Agent du Crédit Senior dès leur obtention toute autorisation administrative relative aux travaux de réparation ou de reconstruction, étant précisé que les autorisations administratives doivent être obtenues à une date permettant la réalisation des travaux concernés dans les délais impartis au titre du présent article et en toute hypothèse 180 jours civils avant la Date d'Echéance Finale ; et

(iv) justifié à l'Agent du Crédit Senior que les travaux de réparation ou de reconstruction ont été achevés dans la période de 33 mois de la survenance du sinistre (ou 180) jours civils avant la Date d'Echéance Finale dans l'hypothèse où celle-ci serait antérieure.

Ce remboursement interviendra à l'expiration de chacun des délais mentionnés ci-dessus en cas de non-respect par l'Emprunteur des obligations y afférentes.

PROJET

Il est en tant que de besoin précisé que dans l'hypothèse où l'Emprunteur exercerait, conformément à ce qui précède, la faculté de reconstruction ou de réalisation de travaux sur l'Immeuble, alors l'Agent du Crédit Senior devra, dans les plus brefs délais, reverser à l'Emprunteur, sur demande de l'Emprunteur, les indemnités qu'il percevrait des compagnies d'assurance et qui auront alors été créditées sur le compte de l'Agent du Crédit Senior, aux fins de permettre à l'Emprunteur de procéder à ladite reconstruction ou auxdits travaux; l'Emprunteur s'oblige à rapporter à l'Agent du Crédit Senior, préalablement à chaque demande de versement, tous justificatifs relatifs à l'emploi des indemnités aux fins de la réalisation desdits travaux.

8.2.2.3 Dans l'hypothèse de la survenance d'un sinistre autre que ceux mentionnés à **l'article 8.2.2.1** ou à **l'article 8.2.2.2** ci-dessus, affectant l'Immeuble et devant donner lieu à versement d'indemnités d'un montant inférieur à cinq cent mille Euros (500.000 €), l'Emprunteur ne sera tenu à aucun remboursement au titre du Crédit Senior dès lors que lesdites indemnités seront affectées aux coûts des travaux de réparation ou de reconstruction nécessaire afin de remédier au sinistre. L'Agent du Crédit Seniors devra, dans les plus brefs délais, reverser à l'Emprunteur, sur demande de l'Emprunteur, les indemnités qu'il percevra des compagnies d'assurance et qui auront alors été créditées sur le compte de l'Agent du Crédit Senior, aux fins de permettre à l'Emprunteur de procéder à ladite reconstruction ou auxdits travaux ; l'Emprunteur s'oblige à rapporter à l'Agent du Crédit Senior, préalablement à chaque demande de versement, tous justificatifs relatifs à l'emploi des indemnités aux fins de la réalisation desdits travaux.

8.2.2.4 Toute indemnité d'assurance non affectée à la réparation ou à la reconstruction de l'Immeuble devra être affecté au remboursement anticipé du Crédit Senior.

8.2.2.5 Dans l'hypothèse où les indemnités d'Assurances auraient été versées directement à l'Agent des Sûretés conformément à la Cession Dailly Assurances Période de Construction ou Cession Dailly Assurance Période d'Exploitation, l'Agent des Sûretés conservera jusqu'à la Date de Paiement d'Intérêts concernée toutes sommes qui pourront lui être versées par la compagnie d'assurance concernée, conformément aux Documents de Financement Senior, desquelles pourra être déduite, le cas échéant, et sur présentation de justificatifs satisfaisants à cet égard, la quote-part réinvestie. A la Date de Paiement d'Intérêts concernée, l'Agent des Sûretés transférera les sommes concernées à l'Agent du Crédit Senior, qui les affectera au remboursement et paiement, à la même date, de l'Encours du Crédit Senior.

8.2.2.6 Dans l'hypothèse où, nonobstant la Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation ou la Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation, l'Emprunteur percevrait des indemnités directement de la compagnie d'assurance concernée, l'Emprunteur s'engage à les reverser immédiatement à l'Agent des Sûretés afin que celui-ci les affecte au remboursement anticipé obligatoire de l'Encours dans les conditions du Contrat.

PROJET

8.2.3 Remboursement anticipé obligatoire en cas d'expropriation ou de réquisition

8.2.3.1 Dans le cas où (i) une procédure de réquisition de tout ou partie de l'Immeuble serait devenue définitive et exécutoire ou (ii) une procédure d'expropriation de tout ou partie de l'Immeuble ou une procédure similaire serait initiée, l'Emprunteur remboursera par anticipation l'intégralité de l'Encours.

8.2.3.2 Le remboursement anticipé mentionné au paragraphe ci-dessus devra avoir lieu à la première Date de Paiement d'Intérêts suivant selon le cas, (i) la date à laquelle la réquisition est devenue définitive et exécutoire ou (ii) la date de transfert de propriété ou des droits réels concernés résultant de la procédure d'expropriation.

8.2.3.3 Tant en cas de réquisition que d'expropriation, l'Emprunteur s'engage, dès à présent à céder aux Prêteurs tous droits dont il bénéficierait à cette date, au titre de l'Immeuble à l'égard d'une telle procédure de réquisition ou d'expropriation et autorise l'Agent du Crédit Senior, pour le compte des Prêteurs, à faire valoir lesdits droits à sa place dans toute procédure de réquisition et/ou d'expropriation dont il s'agit.

8.2.4 Cessation d'exploitation de l'Immeuble

Dans le cas où l'Emprunteur cesse l'exploitation, pendant une durée supérieure à trois (3) mois consécutifs (mais hors périodes de trêve estivale ou hivernale), de l'Immeuble, pour quelque raison que ce soit, l'Emprunteur remboursera par anticipation l'intégralité de l'Encours.

Le remboursement anticipé mentionné au paragraphe ci-dessus devra avoir lieu à la première Date de Paiement d'Intérêts suivant la date à laquelle l'exploitation de l'Immeuble aura cessé.

8.2.5 Cession de Joueur(s)

A compter de l'exercice clos le 30 juin 2026, puis au titre de chacun des exercices comptables suivants, l'Emprunteur affectera chaque année au remboursement anticipé du Crédit Senior VINGT CINQ POUR CENT (25 %) du prix de cession cumulé de Joueur(s) (net de tous frais, impôts et taxes dus au titre de la cession de Joueur(s) et dûment justifiés à l'Agent du Crédit Senior) excédant une franchise, par exercice social, de TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (3.500.000 €), cette franchise étant appréciée par la différence, sur le même exercice comptable, entre le montant des cessions de Joueur(s) (net de tous frais, impôts et taxes dus au titre de la cession de Joueur(s) et dûment justifiés à l'Agent du Crédit Senior) et le montant des acquisitions de Joueur(s) (en ce compris tous frais, impôts et taxes dus au titre de l'acquisition de Joueur(s) et dûment justifiés à l'Agent du Crédit Senior) ;

Il est précisé que le remboursement anticipé obligatoire visé à l'alinéa qui précède n'interviendra qu'en cas de différence positive entre (i) le montant de cession(s) (prix total de cession net de tous frais, impôts et taxes dus au titre de la cession de Joueur(s) et dûment justifiés à l'Agent du Crédit Senior) et (ii) le montant des acquisitions (prix total acquisition en ce compris tous frais, impôts et taxes dus au titre de l'acquisition de Joueur(s) et dûment justifiés à l'Agent du Crédit Senior) sur le même exercice.

PROJET

8.2.6 Cessions de l'Immeuble

En cas de cession de tout ou partie de l'Immeuble ou du droit d'exploiter l'Immeuble à un tiers, que ladite cession soit assortie d'un transfert de propriété immédiat ou différé, l'Emprunteur remboursera par anticipation l'intégralité de l'Encours.

Le remboursement anticipé mentionné ci-dessus devra avoir lieu à la première des deux dates suivantes :

(i) la date de paiement du prix de cession de tout ou partie de l'Immeuble ou du droit d'exploiter l'Immeuble par l'acquéreur ; ou

(ii) la première Date de Paiement d'Intérêts suivant la date de cession de tout ou partie de l'Immeuble ou du droit d'exploiter l'Immeuble.

Il est en tant que de besoin précisé que l'Agent du Crédit Senior ne donnera mainlevée des Sûretés Senior que dans la mesure où, à la date concernée, les sommes dues par l'Emprunteur et exigibles au titre du Contrat et des autres Documents de Financement Senior (en ce compris, le cas échéant, les Coûts de Remploi) auront été intégralement remboursées et/ou payées.

8.2.7 Cessions d'Autres Actifs Immobilisés (*autres que l'Immeuble et Joueurs*)

À compter de la Date de Signature, sans préjudice du respect des stipulations de l'**article 11.2.7** ci-après, dans le cas où l'Emprunteur ou une des sociétés du Groupe procéderait à la cession de l'un quelconque de ses actifs immobilisés (autres que (i) de Joueur(s) (faisant l'objet de l'article 8.2.5 et/ou (ii) de l'Immeuble (faisant l'objet de l'article 8.2.6) et (iii) du Complexe Tennistique et du Bâtiment Administratif et Sportif lesquels sont exclus de tout cas de remboursement anticipé obligatoire au titre du présent **article 8.2.7**) (les « **Autres Actifs Immobilisés** ») à un tiers au Groupe pour un produit net de cession qui, cumulé avec le produit net de cession des Autres Actifs Immobilisés cédés par l'Emprunteur et les sociétés du Groupe au cours du même exercice social, excéderait [CENT MILLE] EUROS ([100.000] €) (la **« Franchise »**), l'Emprunteur devra procéder, pour les montants supérieurs à la Franchise, au remboursement anticipé partiel obligatoire du Crédit Senior à hauteur du montant du produit net de ladite cession d'Autres Actifs Immobilisés, après avoir déduit les sommes réinvesties pour l'acquisition, dans le délai de TROIS CENT-SOIXANTE (360) jours calendaires suivant ladite cession, d'actif(s) immobilisés nécessaires à la production ou la commercialisation des produits et/ou services du Groupe ;

(les **« Sommes Réaffectées »**),

PROJET

sous réserve (a) de la notification à l'Agent du Crédit Senior, dans le délai de TROIS CENT-SOIXANTE (360) jours calendaires suivant ladite cession, de l'affectation de tout ou partie du produit net de cession au remplacement de l'actif immobilisé cédé dans un actif immobilisé nécessaire à la production ou la commercialisation des produits et/ou services du Groupe, et (b) de la communication à l'Agent du Crédit Senior des justificatifs, jugés satisfaisants tant sur la forme que sur le fond par l'Agent du Crédit Senior, du réinvestissement de l'actif immobilisé cédé dans le délai susvisé.

Par « produit net de cession », on entend le prix de cession diminué uniquement des taxes, impôts (y compris notamment l'impôt sur la plus-value de cession) et, le cas échéant, de l'encours résiduel de la dette financière attaché à cet actif immobilisé ainsi que des coûts de transaction (notamment honoraires, frais et taxes) à la charge du cédant résultant directement de la cession.

Le remboursement anticipé du Crédit Senior par l'Emprunteur devra intervenir à la première échéance de Période d'Intérêts suivant l'expiration du délai de TROIS CENT-SOIXANTE (360) jours.

Il est expressément convenu que dans le cas où (i) il aurait été notifié à l'Agent du Crédit Senior la décision de l'Emprunteur ou de la société du Groupe concernée de réinvestir tout ou partie du produit net d'une cession d'Autres Actifs Immobilisés dans un actif immobilisé nécessaire à la production ou la commercialisation des produits et/ou services du Groupe et où (ii) l'Agent du Crédit Senior n'aurait pas reçu, dans le délai de TROIS CENT-SOIXANTE (360) jours calendaires susvisé, les justificatifs dudit réinvestissement, le remboursement anticipé du Crédit Senior devra intervenir dans les conditions prévues au présent **article 8.2.7** dans les TRENTE (30) jours calendaires suivant l'expiration du délai de TROIS CENT-SOIXANTE (360) jours calendaires susvisé.

8.2.8 Illégalité de la Majoration des Paiements

L'Emprunteur remboursera par anticipation la totalité du Crédit Senior pour le cas où en application de toute loi ou règlement, l'application des stipulations de l'**article 14.3** serait ou deviendrait illégale.

8.2.9 Défaut de Réception Définitive de l'Immeuble

L'Emprunteur remboursera par anticipation la totalité du Crédit Senior pour le cas où l'Immeuble ne ferait pas l'objet d'une Réception Définitive dans un délai de [●] ([●]) mois à compter de la Date de Consolidation.

8.3 Modalités communes aux remboursements anticipés obligatoires

8.3.1 Sous réserve de stipulation contraire, tout remboursement anticipé obligatoire devra intervenir à la date de survenance de l'événement constitutif du cas de remboursement anticipé obligatoire.

PROJET

8.3.2 Tout montant en principal remboursé à son échéance contractuelle, par anticipation ou en retard sera accompagné des intérêts échus, intérêts de retard, frais, commissions et, s'il y a lieu, pénalités dus par l'Emprunteur au titre du Contrat.

8.3.3 Tout montant en principal remboursé à son échéance contractuelle ou par anticipation sera définitif.

8.3.4 Tout remboursement anticipé partiel obligatoire au titre du Crédit Senior s'imputera, au choix de l'Emprunteur, sur les échéances les plus lointaines ou au prorata des échéances restant dues.

Un nouvel échéancier de remboursement sera remis dans les meilleurs délais par l'Agent du Crédit Senior à l'Emprunteur à sa demande.

8.3.5 Les remboursements anticipés dans les cas prévus à l'**article 8.2** du Contrat ne donneront lieu à aucune pénalité (à l'exception, le cas échéant, des Coûts de Réemploi en cas de remboursement à une autre date qu'une Date de Paiement d'Intérêts).

9. COMPTABILISATION ET PAIEMENTS

9.1 Chacun des Prêteurs, en ce qui concerne son propre Engagement au titre du Crédit Senior, ouvrira et maintiendra dans ses livres, conformément à ses pratiques habituelles, un compte spécial ouvert au nom de l'Emprunteur et sur lequel seront reportés les montants en principal, intérêts, commissions et tout autre montant qui lui sont dus ainsi que les montants payés.

Chaque Prêteur s'engage à ne pas ouvrir ce compte dans un État ou Territoire Non Coopératif.

9.2 L'Agent du Crédit Senior établira et maintiendra également de son côté un compte spécial de contrôle indiquant le montant global de toutes les sommes prêtées par les Prêteurs et de tous les remboursements et paiements effectués par l'Emprunteur en exécution du Contrat. L'Agent du Crédit Senior s'engage à ne pas ouvrir ce compte dans un État ou Territoire Non Coopératif.

9.3 Chaque compte spécial est exclu de tout compte courant ouvert au nom de l'Emprunteur, il est exclusivement destiné à enregistrer les écritures relatives à la mise à disposition du Crédit Senior et à son remboursement.

9.4 Le compte spécial tenu par l'Agent du Crédit Senior fera foi, sauf erreur manifeste, quant aux montants dus au titre du Contrat.

9.5 Tout paiement en principal, intérêts, frais, commissions, pénalités et accessoires en faveur des Prêteurs sera portable et devra être effectué par l'Emprunteur à l'Agent du Crédit Senior pour le compte des Prêteurs, par tout moyen et notamment pour l'Emprunteur, par le débit du compte ouvert à son nom dans les livres de l'Agent du Crédit Senior.

PROJET

À cet effet, l'Emprunteur autorise irrévocablement l'Agent du Crédit Senior agissant pour le compte des Prêteurs à débiter le compte courant ouvert à son nom dans ses livres de toutes les sommes dues en capital, intérêts, frais, commissions, pénalités et accessoires dont l'Emprunteur sera débiteur en vertu des Documents de Financement Senior et s'engage à constituer sur ce compte une provision suffisante, préalable et disponible aux dates d'exigibilité de ces sommes. Dans la mesure où l'opération de débit autorisée par l'Emprunteur aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte considéré, ce dernier autorise l'Agent du Crédit Senior à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au Contrat.

9.6 Tous les versements et les paiements prévus aux Documents de Financement Senior seront effectués de façon que les fonds soient disponibles à la date fixée pour ledit paiement et valeur jour du paiement.

9.7 Tout paiement sera effectué un Jour Ouvré. Dans le cas où la date d'exigibilité d'une somme quelconque due en vertu du Contrat ne tomberait pas un Jour Ouvré, le paiement correspondant sera reporté au Jour Ouvré suivant, sauf s'il en résulte un report du paiement au mois civil suivant, auquel cas le paiement devra être effectué le dernier Jour Ouvré précédant la date d'exigibilité initialement prévue et l'Agent du Crédit Senior pour le compte des Prêteurs modifiera en conséquence les calculs d'intérêts ou de commission concernés.

9.8 Coûts de Réemploi

Tout paiement qui serait réalisé à une date autre qu'à l'échéance d'une Période d'Intérêts donnera lieu au paiement des Coûts de Réemploi.
Chaque Prêteur concerné devra communiquer à l'Agent du Crédit Senior une attestation du montant des Coûts de Réemploi au titre de la Période d'Intérêts concernée, sans que le Prêteur concerné ne puisse être contraint de dévoiler des informations de nature confidentielle notamment sur son organisation interne ou sa stratégie de financement.

9.9 Paiement net

Le paiement de toute somme due par l'Emprunteur en vertu du Contrat sera effectué net de tous Impôts (à l'exclusion de l'impôt sur les sociétés du par les Prêteurs), Retenues à la Source, taxes, ou prélèvements applicables au titre du Crédit Senior, par l'effet de dispositions légales ou réglementaires en vigueur au jour de la Date de Signature ou postérieurement à la Date de Signature sauf si elle résulte de l'installation d'un Prêteur dans un État ou Territoire Non Coopératif.

9.10 Paiements additionnels

L'Emprunteur sera tenu aux obligations de paiements additionnels qui résulteraient de l'application des stipulations de l'**article 14** ci-après (une **« Obligation de Majoration »**), dans les limites et selon les termes dudit article.

PROJET

9.11 Taxe sur la valeur ajoutée

Les paiements à effectuer à un (ou plusieurs) Prêteur(s), à l'Agent du Crédit Senior, et/ou à l'Agent des Sûretés par une autre Partie aux termes des Documents de Financement Senior sont exprimés hors TVA.

Si une prestation fournie par un (ou plusieurs) Prêteur(s), l'Agent du Crédit Senior, et/ou à l'Agent des Sûretés à une autre Partie au titre d'un Document de Financement Senior est assujettie à la TVA, celle-ci devra payer un montant égal à la TVA exigible, en plus de la somme due et en même temps que celle-ci.

9.12 Droits d'enregistrement

L'Emprunteur devra payer les droits d'enregistrement et toutes les taxes similaires auxquels les Documents de Financement Senior seraient assujettis et devra, dans les DIX (10) Jours Ouvrés de la demande d'un (ou plusieurs) Prêteur(s), de l'Agent du Crédit Senior, et/ou de l'Agent des Sûretés, le garantir contre tout coût, toute perte ou responsabilité relatif à ces droits ou taxes.

9.13 Imputation des Paiements

Tout paiement effectué par l'Emprunteur sera affecté dans l'ordre de priorité suivant :

1. paiement des honoraires, commissions, coûts ou dépenses impayés de l'Agent du Crédit Senior ;
2. paiement des honoraires, commissions, coûts ou dépenses impayés de l'Agent des Sûretés ;
3. paiement des intérêts échus, des autres commissions, frais, pénalités et accessoires exigibles mais impayés ;
4. paiement du principal exigible mais impayé.

9.14 Compensation

L'Emprunteur renonce à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement d'une somme due au titre du Contrat, y compris la compensation pour dettes connexes contre un ou les Prêteurs et/ou l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés.

Les Parties reconnaissent expressément l'autonomie du Contrat et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du Crédit Senior de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les Parties.

PROJET

Tout Prêteur (y compris l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés en sa qualité d'Agent du Crédit Senior et/ou d'Agent des Sûretés) pourra, à tout moment à compter de l'exigibilité visée à l'**article 12.2**, procéder à la compensation entre les sommes qui lui seraient dues et impayées par l'Emprunteur et les sommes qu'il lui devrait et qui seraient alors réputées exigibles. Si ces sommes sont libellées dans des monnaies différentes, le Prêteur concerné pourra convertir l'une ou l'autre d'entre elles au cours de change du marché selon ses pratiques habituelles pour les besoins de la compensation. Tout Prêteur ayant effectué une compensation devra en informer l'Emprunteur.

9.15 Monnaie

Tous paiements effectués par l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior le seront en EUROS (€).

10. COMMISSIONS

10.1 Commission d'arrangement

L'Emprunteur s'oblige à titre ferme et irrévocable à payer à l'Agent du Crédit Senior, pour le compte des Arrangeurs, une commission de montage et d'arrangement du Crédit Senior. Le montant de cette commission a été arrêté entre l'Emprunteur et les Arrangeurs par lettre séparée ; elle devra être payée comptant en intégralité à la Date de Signature par l'Emprunteur par débit direct sur le compte courant de l'Emprunteur ouvert dans les livres de l'Agent du Crédit Senior agissant pour le compte des Arrangeurs ce à quoi l'Emprunteur consent expressément.

10.2 Commission de coordination

L'Emprunteur s'oblige à titre ferme et irrévocable à payer à la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE une commission de coordination au titre du Crédit Senior. Le montant de cette commission a été arrêté entre l'Emprunteur et la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE par lettre séparée ; elle devra être payée comptant en intégralité à la Date de Signature par l'Emprunteur par débit direct sur le compte courant de l'Emprunteur ouvert dans les livres de l'Agent du Crédit Senior agissant pour le compte de la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE ce à quoi l'Emprunteur consent expressément.

PROJET

10.3 Commission de participation

L'Emprunteur s'oblige à titre ferme et irrévocable à payer à l'Agent du Crédit Senior, pour le compte des Prêteurs une commission de participation d'un montant de ZERO VIRGULE QUATRE VINGT DIX POUR CENT (0,90 %) du montant en principal du Crédit Senior, soit CENT SEPT MILLE CENT EUROS (107.100,00 €). Le montant de cette commission devra être payé comptant en intégralité à la Date de Signature, par l'Emprunteur par débit direct sur son compte courant ouvert dans les livres de l'Agent du Crédit Senior. L'Agent du Crédit Senior reversera, à chaque Prêteur, à la Date de Signature, la quote-part du montant de la commission de participation lui revenant au *prorata* de son Engagement.

10.4 Commission de non-utilisation

L'Emprunteur s'oblige à titre ferme et irrévocable à payer aux Prêteurs au titre du Crédit Senior, pendant la Période de Disponibilité, une commission de non-utilisation au titre du Crédit Senior, calculée *prorata temporis,* au taux de ZERO VIRGULE QUARANTE POUR CENT (0,40 %) l'an applicable sur le montant de l'Encours maximum autorisé réduit des Tirages réalisés.

Cette commission sera payable pour la première fois le premier jour ouvré suivant la fin du trimestre civil en cours, soit le [●] et ce pendant toute la Période de Disponibilité. Cette commission sera calculée sur la base d'une année de TROIS CENT SOIXANTE (360) jours.

Le montant de cette commission devra être payé comptant en intégralité par l'Emprunteur par débit automatique direct sur le compte courant de l'Emprunteur ouvert dans les livres de l'Agent du Crédit Senior. L'Agent du Crédit Senior reversera au Prêteur la commission de participation lui revenant.

10.5 Commission d'agent

L'Emprunteur s'oblige à titre ferme et irrévocable à payer à l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés, pour leur propre compte, une commission annuelle d'agent. Le montant de cette commission a été arrêté entre l'Emprunteur et l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés par lettre séparée ; elle devra être payée conformément aux termes de cette lettre séparée, et à défaut à chaque date anniversaire de la Date de Signature et pour la première fois à la Date de Signature.

11. ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur, pour son compte et pour le compte des sociétés du Groupe, prend les engagements suivants à l'égard des Prêteurs, de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés, étant précisé que ces engagements resteront en vigueur jusqu'au complet remboursement du Crédit Senior et paiement de toutes les sommes dues ou payables au titre des Documents de Financement Senior.

PROJET

Toute modification de ces engagements ne sera valable que si elle est préalablement acceptée par écrit par la Majorité des Prêteurs ou, s'agissant des engagements afférents aux stipulations de l'**article 17.2** ci-après, de l'unanimité des Prêteurs, et l'Emprunteur.

11.1 Engagements d'information

11.1.1 Comptes sociaux – Liasses fiscales – Comptes consolidés

fournir à l'Agent du Crédit Senior en version électronique, dès que possible et au plus tard dans un délai de CENT QUATRE-VINGTS (180) jours suivant la clôture de chacun des exercices sociaux :

(i) à compter de l'exercice clos le 30 juin 2025, les comptes sociaux (comprenant notamment un bilan accompagné de sa version détaillée, un compte de résultat accompagné de sa version détaillée, une copie intégrale de la liasse fiscale, un tableau de financement et les annexes) de l'Emprunteur et des autres sociétés du Groupe audités et certifiés par le Commissaire aux comptes (pour celles qui sont dotées d'un Commissaire aux comptes), accompagnés du(des) rapport(s) du Commissaire aux comptes et du rapport de gestion de l'organe social habilité, certifiés conformes par le représentant légal de chaque société concernée ;

(ii) à compter de l'exercice clos le 30 juin 2025, les Comptes Consolidés (comprenant notamment le bilan, le compte de résultat consolidé ainsi que l'annexe), accompagnés des rapports du Commissaire aux comptes et du rapport de gestion sur les Comptes Consolidés établi conformément, s'il y a lieu, aux dispositions de l'article L. 233-26 du Code de commerce, certifiés conformes par le représentant légal de l'Emprunteur ;

(iii) à compter de l'exercice clos le 30 juin 2025 et concomitamment avec la production des éléments visés aux **alinéas (i) et (ii)** qui précèdent au titre de cet exercice, le Certificat (avec le détail des éléments ayant servi de base au calcul) ;

11.1.2 Rapports DNCG

fournir à l'Agent du Crédit Senior en version électronique, dès que possible et au plus tard dans un délai de CENT QUATRE-VINGTS (180) jours suivant la clôture de chacun des exercices sociaux chacun des rapports de la DNCG (Direction Nationale du Contrôle de Gestion des clubs de football professionnels) sur la situation de l'Emprunteur et/ou du Groupe ;

11.1.3 Changement des Commissaires aux comptes et départ des dirigeants

informer l'Agent du Crédit Senior de tout changement de ses dirigeants (en ce compris tout départ du Groupe et/ou toute cessation des fonctions, quelle qu'en soit la cause, d'un des dirigeants) ou de ceux des sociétés du Groupe et de tout changement de ses Commissaires aux comptes ou de ceux des sociétés du Groupe, dans les TRENTE (30) jours suivants ledit changement ;

PROJET

11.1.4 Fiche de Suivi de l'Immeuble

fournir régulièrement, et dans les dix (10) jours de toute modification ou mise à jour, à l'Agent du Crédit Senior la fiche de suivi de l'Immeuble comprenant notamment un état d'avancement des travaux ;

11.1.5 Construction de l'Immeuble

fournir régulièrement, et au moins une fois par trimestre, à l'Agent du Crédit Senior la mise à jour du planning prévisionnel de construction de l'Immeuble ;

fournir spontanément et au plus tôt à l'Agent du Crédit Senior toutes informations relatives à des faits ou actes de nature à avoir une incidence sur le bon déroulement de la construction de l'Immeuble, notamment, sans que cette liste soit limitative, toute remise en cause des Autorisations Administratives, toute mise en jeu de toute action ou réclamation au titre des Documents de Projet, toute cessation (quelle qu'en soit la cause) de Documents de Projet ;

communiquer sans délai à l'Agent du Crédit Senior le procès-verbal de constat d'achèvement ; le procès-verbal de réception ;

11.1.6 Notification au titre des Coûts de Projet

informer immédiatement l'Agent du Crédit Senior de toute augmentation, prévisible ou avérée, du montant total des Coûts de Projet (augmentation du coût des travaux, paiement d'indemnités etc.) et, dans une telle hypothèse, communiquer à l'Agent du Crédit Senior :

(i) dès que possible, un nouveau Budget Projet et/ou une mise à jour du Budget Projet, tenant compte de cette augmentation ;
(ii) dès que possible, et au plus tard vingt (20) Jours Ouvrés à compter de la découverte de ces Coûts de Projet supplémentaires, un justificatif de la réalisation de tous Apports Complémentaires effectués de manière à ce que l'Emprunteur respecte ses obligations au titre du Contrat ;

11.1.7 Litiges et sinistres

informer l'Agent du Crédit Senior, dès qu'il en a connaissance, de tout sinistre l'affectant ou affectant une des sociétés du Groupe (en ce compris tout litige ou sinistre sur des actifs fonciers) et constituant ou susceptible de constituer un Évènement Défavorable Significatif ;

PROJET

informer l'Agent du Crédit Senior, dès qu'il en a connaissance, de toute procédure judiciaire, pénale, administrative ou arbitrale, sur le point d'être intentée ou engagée par ou à son encontre ou d'une des sociétés du Groupe, y compris les demandes reconventionnelles, susceptible d'entraîner, individuellement DEUX CENT MILLE EUROS (200.000,00 €) ou de façon cumulée, un décaissement de plus de [CINQ CENT MILLE EUROS (500.000,00 €)] au niveau du Groupe qui ne serait pas clôturé dans l'année suivant sa survenance, ou constituant ou susceptible de constituer un Événement Défavorable Significatif ;

11.1.8 Cas de Défaut – Cas de Défaut Potentiel – Remboursement Anticipé Obligatoire

notifier sans délai à l'Agent du Crédit Senior, dès qu'il en a connaissance, la survenance de tout événement constituant un Cas de Défaut ou un Cas de Défaut Potentiel, et relater et détailler à l'Agent du Crédit Senior tous les faits se rapportant à l'un ou l'autre de ces événements ;

notifier sans délai à l'Agent du Crédit Senior, dès qu'il en a connaissance, la survenance de tout événement constituant un cas de remboursement anticipé obligatoire au sens de l'**article 8.2** ci-dessus ou pouvant constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire, et relater et détailler à l'Agent du Crédit Senior tous les faits se rapportant à l'un ou l'autre de ces événements ;

11.1.9 Organisation de réunions d'information

organiser au moins UNE (1) fois par an dans les CENT-QUATRE-VINGTS (180) jours suivant la clôture de chaque exercice social et ce pour la première fois s'agissant de l'exercice clos le [30 juin 2025], et également à chaque demande raisonnable de l'Agent du Crédit Senior agissant sur instruction de la Majorité des Prêteurs, des réunions d'information avec les Prêteurs sur l'évolution et les perspectives du Groupe ou sur tout autre aspect nécessitant une information des Prêteurs et dans les QUINZE (15) jours à compter de la demande de l'Agent du Crédit Senior, et notamment en cas de survenance d'un Cas de Défaut ;

11.1.10 Prévention des difficultés des entreprises

fournir, dans toute la mesure permise par la loi, à l'Agent du Crédit Senior toutes informations et renseignements relatifs à l'ouverture de toute Procédure Collective et/ou toute procédure le concernant ou concernant une ou plusieurs sociétés du Groupe et entrant dans le champ d'application du Titre 1 du Livre 6 du Code de commerce ;

11.1.11 Budget Prévisionnel – Budget Projet

remettre à l'Agent du Crédit Senior une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur du Budget Prévisionnel du Groupe, dans les TROIS (3) mois qui suivent l'ouverture de chaque exercice social et ce pour la première fois s'agissant de l'exercice social ouvert le [1er juillet 2025], accompagné d'un comparatif avec le Business Plan ;

PROJET

remettre à l'Agent du Crédit Senior une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur du Budget Projet, dans les vingt (20) jours qui suivent toute modification du Budget Projet, accompagné d'un comparatif avec le Budget Projet précédent ;

11.1.12 Sanctions Internationales – Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

informer sans délai l'Agent du Crédit Senior et les Prêteurs de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales et à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme figurant dans le présent Contrat, et notamment de l'existence de toute réclamation, action, poursuite, procédure, enquête dirigée contre lui dans le cadre des Sanctions Internationales ou de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;

communiquer à l'Agent du Crédit Senior et aux Prêteurs toutes demandes de vérifications imposées à l'Emprunteur et/ou aux sociétés du Groupe en matière d'identification des contreparties, de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme et de Sanctions Internationales ;

11.1.13 Répartition du capital, des droits de vote et/ou des droits financiers de l'Emprunteur

informer sans délai l'Agent du Crédit Senior de toute modification dans la répartition du capital social et/ou des droits de vote et/ou des droits financiers, de l'Emprunteur ;

11.1.14 Informations réglementaires – KYC

fournir à l'Agent du Crédit Senior toutes informations et autres renseignements juridiques, fiscaux, financiers ou comptables disponibles le concernant ou concernant les sociétés du Groupe et/ou les Associés que les Prêteurs pourraient demander, pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires (notamment en termes de KYC) pesant sur l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés ou les Prêteurs ;

11.1.15 Projet

fournir à l'Agent du Crédit Senior toutes informations utiles et autres renseignements juridiques concernant le calendrier de réalisation du Projet et, dans les CINQ (5) jours de leur mise en œuvre, la copie de l'ensemble des Documents de Projet ;

11.1.16 Joueurs

fournir, dans les [●] [●] Jours Ouvrés de la clôture de chaque exercice social et pour la première fois au titre de l'exercice clos le [30 juin 2025], à l'Agent du Crédit Senior un état détaillé de l'évolution de l'effectif des Joueurs (acquisition, cession, prêt, option de vente, option d'achat) étant toutefois convenu que cet état détaillé globalisera les montants d'achats et de ventes de Joueurs (et non pas Joueur par Joueur) ;

PROJET

fournir à l'Agent du Crédit Senior, avec l'état détaillé visé à l'alinéa qui précède, les justificatifs des frais, impôts et taxes au titre de ces achats et ventes de Joueur(s) ;

11.1.17 Droits TV

informer, dans les [●] [●] Jours Ouvrés de la clôture de chaque exercice social et pour la première fois au titre de l'exercice clos le [30 juin 2025], l'Agent du Crédit Senior du montant des droits télévisuels (ou équivalents au titre d'autres supports de diffusion) attendus par l'Emprunteur au titre de chaque exercice social ;

informer l'Agent du Crédit Senior, dans les vingt (20) Jours Ouvrés où il en a connaissance, de toute évolution du montant de ces droits attendus sur l'exercice social ;

11.1.18 Informations complémentaires

fournir spontanément à l'Agent du Crédit Senior, concernant l'Emprunteur et les sociétés du Groupe :

- dans les QUINZE (15) jours de leur modification, une copie certifiée conforme des statuts et dans les QUINZE (15) jours de sa mise à jour, un nouvel extrait K-Bis original, dans l'hypothèse où des modifications auraient été apportées aux mentions qui y sont reproduites ;

- dans les QUINZE (15) jours de sa réception par l'Emprunteur ou l'une quelconque des sociétés du Groupe, une copie de tout courrier ou demande d'explications émanant du Commissaire aux comptes, des actionnaires ou associés, du comité social et économique ou du Président du Tribunal de commerce ou des activités économiques ou , mettant en œuvre la procédure d'alerte ;

- dans le cadre de cette procédure d'alerte, dans les QUINZE (15) jours, une copie de la réponse formulée par les organes sociaux compétents et de tous les échanges ultérieurs jusqu'à l'extinction de cette procédure ;

- dès qu'il en aura connaissance, toute information relative à des faits ou circonstances constituant ou de nature à constituer un Événement Défavorable Significatif ;

- dès qu'il en aura connaissance, tout évènement qui remettrait significativement en cause l'exactitude des déclarations et garanties de l'**article 4**, dès qu'il en aura connaissance.

11.2 Engagement de ne pas faire

11.2.1 Sûretés – Engagements Hors Bilan – Pari Passu

PROJET

(i) Sûretés Réelles

ne pas consentir ni ne laisser subsister, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne consente ni ne laisse subsister, tant comme débiteur principal que comme caution ou garant, de Sûretés Réelles sur l'un quelconque de leurs biens résultant d'Investissement(s), présents ou futurs, que ces biens soient meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, à l'exception (i) des Sûretés Réelles consenties exclusivement en garantie du financement des Investissements Autorisés, (ii) des Sûretés Réelles consenties dans le cadre normal des affaires, (iii) des Sûretés Senior et (iv) des Sûretés Réelles existantes à la Date de Signature ;

(ii) Sûretés Personnelles

ne pas consentir ni ne laisser subsister, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne consente ni ne laisse subsister, de Sûretés Personnelles, à l'exception (i) des Sûretés Personnelles consenties exclusivement en garantie du financement des Investissements Autorisés, (ii) des Sûretés Personnelles consenties dans le cadre normal des affaires, (iii) des Sûretés Senior et (iv) des Sûretés Personnelles existantes à la Date de Signature ;

(iii) Engagements Hors Bilan

ne pas consentir ni ne laisser subsister, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne consente ni ne laisse subsister, d'Engagements Hors Bilan, à l'exception (i) des Engagements Hors Bilan consentis dans le cours normal des affaires de l'exploitation normale des sociétés du Groupe, (ii) des Engagements Hors Bilan existant à la Date de Signature et (iii) des Engagements Hors Bilan qui résultent des engagements de retraite et droits individuels à la formation des salariés du Groupe ;

11.2.2 Dettes Financières

ne pas contracter ni ne laisser subsister et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne contracte ni ne laisse subsister de Dettes Financières (à court, moyen et long terme y compris sous forme de crédit-bail ou de cessions de créances avec recours) à l'exception :

(i) du Crédit Senior ;

(ii) de tout endettement existant à la Date de Signature et divulgué dans le cadre des conditions préalables et suspensives visées à **l'article [●]** de **l'Annexe 3** ;

(iii) de toute mobilisation, cession de créances professionnelles (hors cessions de créances de mutation [de Joueurs] [*à revoir avec CEBFC*]), factoring , avec ou sans recours, encours à tout moment, dans la limite d'un montant maximum de 100.000 €, à tout moment ;

PROJET

(iv) de toutes dettes moyen et long terme : encours maximum de (a) 1.700.000 € à tout moment jusqu'à la clôture des comptes de l'exercice clos le [30/06/2026] (ou 100.000 € si le projet de financement bilatéral en cours pour un montant de 1.600.000 € se signe sur l'exercice clos le 30/06/2025) puis (b) [100.000] € à tout moment à compter de l'exercice ouvert le [01/07/2026] ;

(v) toutes obligations ou obligations convertibles ou dettes intégralement subordonnées (capital et intérêts) au Crédit Senior dans le cadre de la Convention de Subordination ;

11.2.3 Investissements

ne pas dépasser, et faire en sorte que les Sociétés du Groupe ne dépassent pas, une limite d'Investissements de DEUX MILLIONS D'EUROS (2.000.000 €) par exercice social appréciée en faisant la somme des Investissements réalisés par l'Emprunteur et les sociétés du Groupe (les **« Investissements Autorisés »**) ;

11.2.4 Opérations de Croissance Externe

ne pas effectuer, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe n'effectue sans accord écrit et préalable de la Majorité des Prêteurs, d'opérations de Croissance Externe ;

11.2.5 Crédits

ne pas accorder de crédit, d'avance ou de prêt, sous quelque forme que ce soit et de quelque nature que ce soit, à quelque personne, physique ou morale, que ce soit et faire en sorte que les sociétés du Groupe n'accordent de crédit, d'avance ou de prêt, sous quelque forme que ce soit à quelque personne, physique ou morale, que ce soit, à l'exception :

(i) des délais de paiement courants consentis par les sociétés du Groupe à leurs cocontractants dans le cadre de leurs activités habituelles ;

(ii) des prêts et avances entre les sociétés du Groupe régulièrement consentis ; et

(iii) des avances sur salaire et prêts éventuellement réalisés au profit des membres du personnel du Groupe dans le cadre des pratiques habituelles ;

11.2.6 Fusion, scission

ne participer à aucune opération de fusion, tant en qualité de société absorbante que de société absorbée, ne pas procéder à une scission ou à toute autre opération emportant transmission universelle de patrimoine, n'effectuer aucun apport, à titre pur et simple, à titre onéreux ou à titre d'apport partiel d'actif, au profit de qui que ce soit, faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne participe à une opération de fusion, à quelque titre que ce soit, ne procède à une scission ou à toute autre opération emportant transmission universelle de patrimoine ou n'effectue une opération d'apport à titre pur et simple, à titre onéreux ou à titre

PROJET

d'apport partiel d'actif, au profit de qui que ce soit, sauf si ces opérations se réalisent uniquement entre des membres du Groupe et que l'Emprunteur demeure l'entité subsistante et que ces opérations ne portent en rien atteinte aux Sûretés Senior ;

11.2.7 Fiducie

ne transférer aucun actif, à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une fiducie ;

11.2.8 Date de clôture des exercices sociaux

ne pas modifier la date de clôture de son exercice social et faire en sorte que la date de clôture des exercices sociaux des sociétés du Groupe ne soit pas modifiée et demeure fixée au [30 juin] de chaque année ;

11.2.9 Forme juridique – Statuts

ne pas modifier, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe, ne modifie son objet social et sa forme juridique en une forme juridique entraînant la responsabilité solidaire et/ou illimitée des associés ;

ne pas transférer son siège social, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe, ne transfère son siège social hors de France métropolitaine ;

ne pas procéder, et à faire en sorte en sorte que les sociétés du Groupe ne procèdent pas, à toute autre modification de leurs statuts ou aux autres documents constitutifs, à l'exception des modifications statutaires rendues obligatoires par la loi ;

11.2.10 Titrisation – Affacturage – Opérations Assimilées

ne pas procéder, et à faire en sorte que les sociétés du Groupe ne procèdent pas à des opérations de titrisation et autres opérations sur actifs et notamment sur créances ;

11.2.11 Joint-venture, participations, etc

ne pas conclure, et faire en sorte qu'aucune des sociétés du Groupe ne conclue avec des tiers des accords de *"joint-venture"* ou autres dans lesquels les membres ou associés sont solidairement et/ou indéfiniment responsables ;

11.2.12 Projet

ne consentir à aucune renonciation de droits au titre de l'un quelconque des Documents de Projet et ne pas exercer ses droits au titre des Documents de Projet d'une manière contraire aux intérêts des Prêteurs ;

ne consentir à aucune modification des conditions des Documents de Projet susceptible d'avoir un impact défavorable sur les intérêts des Prêteurs ;

PROJET

11.2.13 Participation – Droits de Vote – Périmètre

ne pas réduire sa participation en capital et/ou droits de vote détenue directement ou indirectement dans les sociétés du Groupe ;

11.2.14 Réduction de capital – modification de la répartition du capital

ne pas réduire le capital social ou procéder au rachat de ses propres actions (à l'exception des réductions de capital motivées par des pertes et rendues obligatoire par la loi) ;

à ce que la répartition des actions composant le capital social de l'Emprunteur telle que résultant de l'Organigramme ne soit pas modifiée d'une manière constitutive d'un Changement de Contrôle pendant toute la durée du Crédit Senior ;

11.2.15 Conventions et paiements aux Associés

ne procéder à aucun paiement et/ou remboursement (en capital et/ou intérêts) au titre (i) des prêts ou avances consentis par ses actionnaires ou Associés et (ii) de tous emprunts obligataires émis par l'Emprunteur ou l'une quelconque des sociétés du Groupe, et ce jusqu'au parfait remboursement du Crédit Senior, sans préjudice des paiements autorisés, par la Convention de Subordination, au titre des restitutions à l'Associé Majoritaire d'apports de l'Associé Majoritaire au titre du préfinancement (de saison suivante) demandé par la DNCG en mai juin de chaque année ;

11.2.16 Dividendes

ne procéder, et faire en sorte que son représentant légal et ses organes sociaux ne procèdent, sous quelque forme que ce soit (numéraire, nature ou en actions), à aucune distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou de réserves, et qu'aucune distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou de réserves, ne soit mise en paiement ou payée sous quelque forme que ce soit (en numéraire, en nature ou en actions), y compris par inscription en compte courant, à compter de la Date de Signature, sans préjudice des paiements autorisés par la Convention de Subordination;

11.2.17 Opérations de change et/ou de taux

ne pas réaliser et faire en sorte que les sociétés du Groupe ne réalisent pas d'opérations de change et/ou de taux, autres que pour les besoins liés à l'activité normale et ordinaire du Groupe ;

11.2.18 Changement d'activité

ne pas procéder et faire en sorte que les sociétés du Groupe ne procèdent pas à un changement d'activité par rapport à celle(s) désignées dans le Domaine d'Activités ;

PROJET

11.2.19 Sanctions Internationales – Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

L'Emprunteur s'engage à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés au titre du Crédit Senior et ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles lesdits fonds à tout membre du Groupe, joint-venture ou à un quelconque partenaire en co-entreprise, ou toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaires :

(i) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ; ou

(ii) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris toute Personne participant au Contrat ; ou

(iii) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des lois et règlements applicables en matière de lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme.

L'Emprunteur s'engage à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou, sans préjudice de l'obligation qui précède, en infraction avec les lois et règlements applicables en matière de lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme dans le but de rembourser ou payer les sommes dues aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior.

L'Agent du Crédit Senior se réserve le droit de suspendre ou de rejeter une opération de paiement ou de transfert émise ou reçue, ou à bloquer les fonds et les comptes de l'Emprunteur lorsque, selon son analyse, l'exécution de cette opération serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales ou à une loi ou un règlement applicable en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les Prêteurs peuvent être amenés à demander à l'Emprunteur de leur fournir des informations concernant les circonstances et le contexte d'une opération tels que la nature, la destination et la provenance des fonds, ainsi que tous justificatifs, notamment en cas d'opération inhabituelle par rapport aux opérations couramment enregistrées sur son compte.

L'Emprunteur est tenu de communiquer les informations et justificatifs exigés. A défaut de remise des documents demandés dans un délai raisonnable compte tenu de la nature des informations ou justificatifs demandés, les Prêteurs se réservent le droit de ne pas exécuter ses instructions et de bloquer les fonds et comptes de l'Emprunteur.

L'Emprunteur est informé du fait que les Prêteurs peuvent également être amenés à réaliser des recherches et investigations dans le cadre de la réalisation de toute opération qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des

PROJET

Sanctions Internationales ou aux lois et règlements applicables en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme conduisant le cas échéant, à retarder l'exécution des instructions de l'Emprunteur.

La responsabilité de l'Agent du Crédit Senior et des Prêteurs ne pourra être recherchée par l'Emprunteur en cas de retard ou de non-exécution d'une instruction ou de rejet d'une opération, intervenus dans le cadre des Sanctions Internationales ou des lois et règlements applicables en matière de lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme. De même, aucune pénalité ou indemnité contractuelle ne sera due à l'Emprunteur dans de telles circonstances.

11.3 Engagements de faire

11.3.1 Respect de la réglementation

se conformer et faire en sorte que les sociétés du Groupe se conforment aux lois et règlements qui leur sont applicables et notamment en matière d'environnement, de club de football professionnel, de douanes, de droit du travail, de la santé publique, d'hygiène et de sécurité, et de traitement des données personnelles, ainsi qu'aux injonctions délivrées par les autorités ;

mettre en œuvre les contrôles nécessaires pour s'assurer du respect de cet engagement ;

11.3.2 Autorisations – Autorisations Administratives

obtenir et maintenir en vigueur tous permis, licences, Autorisations Administratives et autres autorisations de toutes autorités compétentes nécessaires dans le cadre de l'exercice de ses activités et de ses droits et obligations au titre des Documents de Financement Senior et/ou des Documents de Projet ;

11.3.3 Tenue de la comptabilité

tenir, et faire en sorte que les sociétés du Groupe tiennent, une comptabilité en conformité avec les principes et normes comptables admis en France (ou, en ce qui concerne les entités étrangères, dans leur pays), appliqués de manière constante d'un exercice à l'autre et décrivant sincèrement et fidèlement sa situation comptable et financière et ses résultats d'exploitation ;

établir les Comptes Consolidés selon les principes comptables et les règles d'évaluation du Code de commerce français dans l'hypothèse où l'établissement de ces Comptes Consolidés résulterait d'une obligation légale notamment au regard des dispositions de l'article L. 233-17 du Code de commerce ;

11.3.4 Droits de propriété intellectuelle

prendre et accomplir, et faire en sorte que les sociétés du Groupe prennent et accomplissent, toutes dispositions, toutes démarches et tous enregistrements auprès des autorités et organes

PROJET

compétents, nécessaires en vue de maintenir la protection juridique des marques, brevets, licences, droits, notamment de propriété intellectuelle ou sur les joueurs, de quelque nature que ce soit, nécessaires à son activité ;

11.3.5 Actifs - Joueurs

maintenir, et faire en sorte que les sociétés du Groupe maintiennent, l'ensemble de leurs actifs (en ce compris les droits sur les Joueurs), nécessaires à leur exploitation, meubles et immeubles, corporels et incorporels, dans un état conformes aux pratiques passées et à mettre en œuvre les contrôles nécessaires pour s'assurer du respect de cet engagement ;

11.3.6 Gestion de la trésorerie

gérer sa trésorerie, et faire en sorte que la trésorerie des sociétés du Groupe soit gérée de façon avisée et prudente (c'est-à-dire notamment sans aucun placement à risque ou spéculatif) ;

11.3.7 Maintien du rang– *pari passu*

maintenir ses obligations au titre du Contrat, dans la mesure où ces obligations ne bénéficient pas d'une priorité particulière au titre d'une sûreté créée et/ou conférée au titre des Documents de Financement Senior, au moins au même rang (*pari passu*) que toutes leurs autres dettes, emprunts, garanties et autres obligations non subordonnées et chirographaires présentes ou futures ;

11.3.8 Impôts, taxes et autres charges

déclarer et payer, et faire en sorte que les sociétés du Groupe déclarent et paient, dans les délais légaux tous Impôts, taxes et droits fiscaux et toutes cotisations de sécurité sociale et charges assimilées conformément aux réglementations fiscales et sociales applicables, à l'exception des sommes faisant l'objet de contestations de bonne foi par l'Emprunteur ou la société du Groupe concernée, par des procédures appropriées devant les autorités et juridictions compétentes, dont il devra être justifié à l'Agent du Crédit Senior le cas échéant ;

11.3.9 Assurances

souscrire et maintenir en vigueur auprès de compagnies d'assurances de premier rang, des assurances pour des montants et des couvertures de risques de dommages et de responsabilités (hors les pertes d'exploitation) conformes aux pratiques généralement admises pour le Projet et dans le Domaine d'Activités et tenant compte des risques à couvrir tant pour lui-même que, le cas échéant, pour tout fournisseur, installateur ou prestataire intervenant dans la construction, l'installation et l'exploitation du Projet ; remettre à l'Agent du Crédit Senior sur demande, les copies des polices d'assurance souscrites ;

plus particulièrement, sans préjudice des stipulations de l'alinéa qui précède ci-dessus, à souscrire ou à faire souscrire à son bénéfice, et maintenir (ou à faire en sorte que soient

PROJET

souscrites et maintenues pour son compte) en vigueur (et le cas échéant, renouveler) :

a) pendant la Période de Construction, les Assurances Période de Construction suivantes :

(i) une police d'assurance "*tous risques chantiers*" (TRC) couvrant les risques inhérents à la réalisation de l'Immeuble ;
(ii) une police d'assurance responsabilité décennale obligatoire des constructeurs (à faire souscrire par le constructeur ainsi que par chaque autre entrepreneur ou cocontractant de l'Emprunteur tenu à l'obligation de souscrire une telle assurance, seulement en relation avec la construction des ouvrages de type "bâtiments") ;
(iii) une police d'assurance dommages-ouvrage (DO) en relation avec la construction des ouvrages de type "bâtiments" ;
(iv) une police d'assurance responsabilité civile (RC) de l'Emprunteur ;
(v) une police d'assurance "*tous risques transport*" ;
(vi) une police d'assurance *"pertes de recettes anticipées"* couvrant l'Emprunteur contre des pertes sur une durée d'au moins douze (12) mois ;

[*à revoir avec CEBFC et Emprunteur*]

b) pendant la Période d'Exploitation, les Assurances Période d'Exploitation suivantes :

(i) une police d'assurance *"pertes d'exploitation"* ou *"pertes de recettes anticipées"* couvrant l'Emprunteur contre des pertes sur une durée d'au moins douze (12) mois (pertes égales au montant estimé des recettes pour une période d'une durée égale à celle précitée, à compter de la date du sinistre) ;

(ii) une police d'assurance "*tous risques exploitation*" couvrant les pertes et dommages causé à l'Immeuble (et ce, compte tenu de toutes constructions nouvelles, améliorations et additions de toute nature) - notamment au titre d'incendie, d'actes de terrorisme, de vandalisme, de sabotage, de tempêtes, de dégâts des eaux, de pollution, de catastrophes naturelles, de foudre, de grêles, d'explosions, de bris de machines, de gel - pour un montant couvrant au moins la valeur de remplacement ou de reconstruction de l'ouvrage et/ou des biens concerné(s), ainsi que des frais y afférents (notamment les honoraires d'expert, frais de transport, heures supplémentaires, perte de loyers, frais de déblais et de démolition) ;

(iii) une police d'assurance responsabilité civile (RC) et responsabilité environnementale (RE) "toutes causes" de l'Emprunteur, ayant pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, dont l'assuré est civilement responsable, y compris à l'égard des voisins et des tiers et pour des montants assurés usuels au regard de l'activité exploitée ;

[*à revoir avec CEBFC et Emprunteur*]

PROJET

étant précisé qu'en cas de défaillance de l'Emprunteur dans l'exécution de ses obligations prévues au présent article, l'Agent du Crédit Senior se réserve le droit de souscrire lui-même les polices d'assurance concernées au nom et pour le compte de l'Emprunteur, selon les standards adaptés au Projet et après consultation d'au moins trois compagnies d'assurances et de lui en refacturer les primes ;

communiquer, à première demande de l'Agent du Crédit Senior, un duplicata des polices d'assurance visées ci-dessus et de tous avenants, à payer régulièrement les primes ou cotisations y afférentes ;

déclarer à l'Agent du Crédit Senior, dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, tout dommage subi par l'un des biens de l'Emprunteur assurés en vertu des assurances visées ci-dessus, quelle qu'en soit la cause ou la nature et faisant l'objet d'une déclaration aux compagnies d'assurances ;

ne pas se prévaloir à l'encontre des Parties Financières, notamment en leur éventuelle qualité d'assurés additionnels, d'une éventuelle omission, insuffisance de déclaration et, en conséquence, à ne pas opposer de déchéance et à ne pas appliquer une éventuelle règle proportionnelle, les assureurs conservant naturellement tous droits de recours à l'encontre du souscripteur de la police concernée ;

céder à titre de garantie au profit des Parties Financières, selon des termes *mutatis mutandis* conformes à ceux des Cessions Dailly consenties à la Date de Signature, si elles ne sont pas déjà incluses dans le champ de ces Cessions Dailly, toutes ses créances cessibles, présentes et futures, au titre de toutes polices d'assurance qu'il viendrait à conclure ou dont il viendrait à bénéficier après la Date de Signature en application du Contrat.

11.3.10 Dividendes

sans préjudice des stipulations de l'**article 11.2.16**, faire en sorte que les sociétés du Groupe adoptent, dans les limites fixées par les réglementations en vigueur, une politique de distribution de dividendes ou assimilés (en ce compris toutes primes de fusion et d'émission) permettant d'assurer le paiement des intérêts et le remboursement du Crédit Senior ;

11.3.11 Documents de Financement Senior et Documents de Projet

respecter les Documents de Financement Senior et les Documents de Projet et procéder ou faire procéder à ses frais à toutes les formalités nécessaires pour assurer et maintenir la légalité, la validité, l'opposabilité et le caractère exécutoire des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet; réitérer, en tant que de besoin et s'il y a lieu, la décharge au titre de l'article 1216-1 du Code civil en cas de cession par un Prêteur sur le fondement de l'article 1216 et suivants du Code civil ;

notifier aux Prêteurs toute remise en cause ou contestation ou notification quelconque au titre des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet ;

PROJET

exercer normalement ses droits au titre des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet dans le délai requis dans les documents relatifs au Projet de manière à maintenir la valeur et la validité des Sûretés Senior liées aux Documents de Financement Senior et aux Documents de Projet et garanties consenties aux Prêteurs ;

11.3.12 Demandes de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés

répondre à toute demande de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés, agissant sur demande des Prêteurs ;

11.3.13 Dirigeant(s)

remplacer le président de l'un quelconque des Emprunteurs dans les SIX (6) mois de cessation de ses fonctions ;

11.3.14 Sociétés du Groupe

conserver à tout moment pendant la durée du Crédit Senior une participation directe ou indirecte dans chaque entité du Groupe au moins égale à celle existante à la Date de Signature ;

11.3.15 Sûretés Senior

assurer et maintenir la validité des Sûretés Senior pendant toute la durée du Crédit Senior ;

11.3.16 Commissaire aux Comptes

maintenir en fonction un Commissaire aux comptes dans l'hypothèse où la désignation ou le maintien d'un Commissaire aux comptes serait une obligation légale, réglementaire ou statutaire, et faire en sorte que toutes les sociétés du Groupe désignent et maintiennent en fonction un Commissaire aux comptes (ou, pour les sociétés de droit étranger, l'équivalent s'il existe) lorsqu'une telle désignation ou un tel maintien est rendu(e) obligatoire en vertu des dispositions légales, réglementaires ou statutaires ;

11.3.17 DAC6

remettre à l'Agent du Crédit Senior (en nombre de copies suffisantes pour tous les Prêteurs, à la demande de l'Agent du Crédit Senior) :

(i) dans les meilleurs délais, dès la réalisation de cette analyse ou l'obtention de ce conseil, toute analyse effectuée ou tout conseil obtenu sur la question de savoir si une opération envisagée par les Documents de Financement Senior ou une opération effectuée (ou à effectuer) en relation avec une opération envisagée par les Documents de Financement Senior répond à l'un marqueurs indiqués à l'Annexe IV de DAC6 ; et

(ii) dans les meilleurs délais après la présentation de ces déclarations, et dans la mesure où la législation et la réglementation applicables le permettent, toute déclaration

PROJET

présentée à une autorité gouvernementale ou fiscale par un membre du Groupe ou en son nom, ou par un conseil de ce membre du Groupe en relation avec DAC6 ou toute loi ou réglementation transposant DAC6, et tout numéro d'identification unique attribué par une autorité gouvernementale ou fiscale à laquelle une telle déclaration a été présentée (si disponible).

L'Emprunteur autorise expressément chaque Prêteur et l'Agent du Crédit Senior à divulguer toute information confidentielle ou toute autre information dans le cadre de leurs obligations au titre de toute loi ou réglementation transposant DAC6.

11.3.18 Engagements spécifiques relatifs au Compte de Fonctionnement

l'Emprunteur s'engage à gérer le Compte de Fonctionnement conformément aux stipulations du présent article ;

l'Emprunteur s'engage à ouvrir, au plus tard à la Date de Signature, et maintenir ouverts, tant que l'ensemble des sommes dues aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior n'aura pas été intégralement et définitivement payé et remboursé, le Compte de Fonctionnement en euro, en son seul nom, auprès de l'Agent du Crédit Senior ;

A compter de la Date de Signature, l'Emprunteur s'engage, au titre des Coûts de Projet, à ne pas ouvrir et à ne maintenir ouvert aucun compte autre que le Compte de Fonctionnement sauf avec l'accord préalable écrit de l'Agent du Crédit Senior et sous réserve que le nouveau compte soit ouvert dans les livres de l'Agent du Crédit Senior et que le solde dudit compte soit nanti au bénéfice des Parties Financières selon un acte de nantissement satisfaisant pour l'Agent des Suretés tant sur le fond que sur la forme ;

le Compte de Fonctionnement ne pourra pas faire l'objet d'une sous-division, fusion, compensation entre eux, autrement que dans les cas prévus dans le Contrat ;

hormis les cas expressément prévus dans le Contrat et nonobstant toute stipulation contraire d'un quelconque engagement entre le teneur de compte et l'Emprunteur, chaque teneur de compte s'interdira, jusqu'à ce que l'ensemble des sommes dues aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior soit intégralement et définitivement payé et remboursé, de compenser une quelconque somme due audit teneur de compte par l'Emprunteur avec les sommes figurant sur le Compte de Fonctionnement de l'Emprunteur (y compris suite à une réalisation d'instruments financiers) ;

aucune limitation imposée à l'Emprunteur s'agissant du débit du Compte de Fonctionnement ne saurait exonérer l'Emprunteur de ses obligations de paiement vis-à-vis des Parties Financières, à bonne date, conformément aux Documents de Financement Senior ;

aucun retrait ne sera fait du Compte de Fonctionnement si de ce fait, ledit Compte de Fonctionnement se trouvait à découvert, l'Emprunteur s'engageant à maintenir à tout moment un solde nul ou créditeur sur le Compte de Fonctionnement ;

PROJET

l'Emprunteur, de façon irrévocable, donne le droit à l'Agent du Crédit Senior ou à tout représentant de l'Agent du Crédit Senior (agissant au nom des Prêteurs), d'inspecter, sur préavis raisonnable, ses livres et archives concernant le Compte de Fonctionnement ; l'Emprunteur autorise par la présente chaque teneur de compte à donner à l'Agent du Crédit Senior le droit, sans limitation, mais sur préavis raisonnable, d'inspecter tous livres et toutes archives détenus par les teneurs de compte afférents à l'Emprunteur, étant entendu que ce droit ne sera pas étendu aux livres, archives et autres informations que les teneurs de compte ne seraient pas tenus de révéler à l'Emprunteur ;

Jusqu'à ce que l'ensemble des sommes dues aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior soit intégralement et définitivement payé et/ou remboursé, le Compte de Fonctionnement ne pourra être clôturé par l'Emprunteur que dans les cas visés dans le Contrat ou avec l'accord préalable et écrit de l'Agent du Crédit Senior agissant sur instructions de la Majorité des Prêteurs ;

l'Emprunteur pourra faire fonctionner librement le Compte de Fonctionnement, sous réserve des autres stipulations des Documents de Financement Senior ;

11.3.19 Gestion du Compte de Fonctionnement

(i) Opérations au crédit du Compte de Fonctionnement

Sauf stipulation contraire des Documents de Financement Senior, l'Emprunteur consent par la présente à ce que, dès réception, soient versés au crédit du Compte de Fonctionnement :

- les fonds provenant de tout Tirage du Crédit Senior ;
- toute somme versée à l'Emprunteur au titre d'Apports Complémentaires ;
- toute somme versée à l'Emprunteur par ses cocontractants au titre des Documents de Projet et dont l'Emprunteur serait le créancier ;
- toute autre somme reçue par l'Emprunteur provenant de revenus, bénéfices ou produits, y compris les dégrèvements de nature fiscale et les remboursements de TVA, quel que soit son fait générateur ;
- tout autre montant débité des autres Comptes du Projet en conformité avec les termes du présent paragraphe.

(ii) Opérations au débit du Compte de Fonctionnement

Sauf stipulation contraire dans un Document de Financement Senior, l'Emprunteur s'engage à faire en sorte que les paiements devant être effectués par lui soient portés au débit du Compte de Fonctionnement dans le respect de l'Ordre de Priorité des Paiements figurant à **l'article 11.3.20** ci-après.

11.3.20 Ordre de Priorité des Paiements

Sous réserve de l'absence de Cas de Défaut ou de Cas de Défaut Potentiel, l'Emprunteur

PROJET

s'engage à respecter, jusqu'à ce que l'ensemble des sommes dues aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior soit intégralement et définitivement payé et remboursé, l'Ordre de Priorité des Paiements suivant au titre de l'exercice concerné :

- les frais de construction (en ce compris les sommes dues au titre du Contrat de Conception Réalisation), les frais d'exploitation et de maintenance ;
- les Impôts au titre de l'exercice en cours ;
- le cas échéant, les honoraires des Commissaires aux comptes de l'Emprunteur ;
- les commissions, frais et débours dus par l'Emprunteur aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior ;
- le service de la dette du Projet ;
- tout autre somme due par l'Emprunteur aux Parties Financières au titre des Documents de Financement Senior ; puis,
- les Distributions et/ou paiements aux Associés de l'Emprunteur conformément aux termes et conditions du Contrat et de la Convention de Subordination.

11.3.21 Augmentation des Coûts de Projet

L'Emprunteur prendra à sa charge toute augmentation des Coûts de Projet par recours aux Apports Complémentaires, dans les conditions et limites prévues dans la Convention de Subordination.

11.4 Ratio

maintenir le *Ratio de Trésorerie* au niveau figurant dans le tableau ci-après à la date d'arrêté de la période de test considérée :

Date de Test	Ratio (minimum)
30/06/2025	≥ 2.000.000 €
puis chaque 30/06 :	≥ 2.000.000 €

12. EXIGIBILITE ANTICIPEE

12.1 Événements constituant un Cas de Défaut

Constitue un Cas de Défaut, dès sa survenance, et quelle qu'en soit la raison, l'un quelconque des événements suivants :

12.1.1 Non-paiement

le non-paiement à son échéance de toute somme en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais, accessoires due par l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior, sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique non imputable à l'Emprunteur et le paiement est effectué par la suite dans les TROIS (3) Jours Ouvrés à compter de sa date d'échéance ;

PROJET

12.1.2 Non-respect du Ratio

le Ratio ou un engagement visés à l'**article 11.4** du Contrat n'est pas respecté à la date à laquelle il doit être respecté ;

12.1.3 Non-respect d'engagements au titre d'un Document de Financement Senior

le non-respect par l'Emprunteur de l'un quelconque de ses engagements (autres que l'un des engagements visés aux **articles 12.1.1 et 12.1.2)** prévus dans l'un quelconque des Documents de Financement Senior si, dans la mesure où il peut être remédié à ce non-respect, il n'y est pas remédié dans les DIX (10) Jours Ouvrés à compter de la première des dates suivantes : (i) la date à laquelle le Président de l'Emprunteur a eu connaissance de cette défaillance ou (ii) la première présentation à l'Emprunteur de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception qui lui sera adressée par l'Agent du Crédit Senior notifiant l'Emprunteur de cette défaillance, étant entendu que la faculté de remédiation n'est pas applicable au cas de non-respect des engagements stipulés aux **articles 11.1.12 et 11.2.19** ci-avant ;

12.1.4 Utilisation non conforme

le non-respect de la destination du Crédit Senior telle que cette dernière est convenue à l'**article 3** du Contrat ;

12.1.5 Déclarations

une déclaration de l'Emprunteur, dans le cadre des Documents de Financement Senior auxquels il est partie ou dans tout certificat, rapport ou avis (autre qu'un document prévisionnel) remis en exécution des Documents de Financement Senior auquel il est partie, se révèle inexacte à la date à laquelle elle a été faite ou réitérée et il n'y est pas remédié dans la mesure où il est possible d'y remédier – dans un délai de DIX (10) Jours Ouvrés à compter de la première des dates suivantes (i) la date à laquelle le Président de l'Emprunteur a eu connaissance de cette inexactitude ou (ii) la date de la réception par l'Emprunteur de la notification lui notifiant cette défaillance, étant entendu que la faculté de remédiation n'est pas applicable au cas d'inexactitude des déclarations stipulées aux **articles 4.1.26 et 4.1.27** ci-avant ;

12.1.6 Défaut croisé

la survenance d'un défaut de paiement et/ou d'un cas d'exigibilité anticipée (quel que soit sa dénomination) au titre de tout acte ou contrat relatif à une Dette Financière, de l'Emprunteur ou d'un autre membre du Groupe, sous réserve (a) que ce défaut de paiement et/ou cas d'exigibilité anticipée (quel que soit sa dénomination) ait été notifié par écrit (lettre simple,

PROJET

lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel) par son créancier à l'Emprunteur ou le membre du Groupe concerné et (b) des éventuels délais de régularisation dont il(s) bénéficierai(en)t, ou des éventuelles renonciations ou des éventuels aménagements consentis par le ou les créancier(s) concerné(s) au titre de ladite Dette Financière ou de la remédiation par l'Emprunteur ou au membre du Groupe concerné dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la date de réception de la notification par l'Emprunteur ou le membre du Groupe concerné ; ou

la mise en demeure de payer, l'injonction de payer ou toute autre sommation faite par un créancier à l'Emprunteur ou à l'un des autres membres du Groupe au titre de toute dette autre qu'une Dette Financière, dès lors que ladite mise en demeure, ladite injonction de payer ou ladite sommation porte sur un montant cumulé supérieur à EUR deux cent mille Euros (200.000 €) hors taxes, sauf (a) contestation de bonne foi (à justifier à l'Agent par la remise de l'ensemble des pièces et actes relatifs audit évènement et à l'argumentation de l'Emprunteur ou du membre du Groupe) de l'Emprunteur ou du membre du Groupe concerné ou (b) paiement effectué par l'Emprunteur ou le membre du Groupe concerné dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la date de réception par l'Emprunteur de la mise en demeure de payer, de l'injonction de payer ou de la sommation ;

12.1.7 Sûretés Senior – Documents de Financement Senior

(i) la nullité, la caducité, l'inopposabilité, le caractère non exécutoire ou la perte du rang de tout ou partie des Sûretés Senior ;

(ii) la nullité, la caducité, l'inopposabilité, le caractère non exécutoire ou le non-respect de tout engagement de l'Emprunteur au titre des Documents de Financement Senior ;

12.1.8 Garantie – Saisies – Expropriation

l'inscription par un tiers, à titre de sûreté conservatoire ou à un quelconque autre titre, de toute Sûreté Réelle ou toute saisie, tout séquestre ou autre procédure équivalente affectant tout ou partie de l'un quelconque des actifs, biens, revenus ou droits, de l'un quelconque de l'Emprunteur et/ou de société(s) du Groupe au delà d'un montant cumulé de CENT MILLE EUROS (100.000,00€) ;

tout ou partie des actifs, biens, revenus ou droits, de l'Emprunteur et/ou de l'une des sociétés du Groupe, essentiels à la poursuite de l'activité de l'Emprunteur ou du Groupe, fait l'objet d'une mesure d'expropriation ou de nationalisation ;

12.1.9 Refus de certification des comptes

tout refus de certification ou toute certification avec réserve(s) autre que technique(s) des Comptes Consolidés et/ou des comptes sociaux de l'Emprunteur ou d'une société du Groupe, par les Commissaires aux comptes ou, à défaut de Commissaire aux comptes, formulé dans

PROJET

leur rapport sur les comptes ;

12.1.10 Incidents de paiement

sous réserve des dispositions légales impératives, l'Emprunteur ou une société du Groupe connaît un incident de paiement substantiel, ou déclaré Banque de France, non régularisé dans un délai de DIX (10) Jours Ouvrés à compter de la survenance de cet incident de paiement ;

12.1.11 Procédures Collectives

sous réserve des dispositions légales impératives, l'Emprunteur ou une société du Groupe fait l'objet d'une Procédure Collective ;

12.1.12 Changement ou Cessation d'activité – Transfert de siège

le domaine d'activités de l'Emprunteur ou d'une société du Groupe ne correspond plus au Domaine d'Activités, ou l'Emprunteur ou d'une société du Groupe cesse ou suspend ses activités volontairement ou non ;

l'Emprunteur ou l'une quelconque des sociétés du Groupe, dont le siège est en France, transfère son siège social hors de France métropolitaine ;

l'Emprunteur fait l'objet d'une liquidation ou dissolution amiable ;

12.1.13 Illégalité, résolution ou nullité

l'un quelconque des Documents de Financement Senior et/ou des Documents de Projet cesse, en tout ou partie, pour quelque raison que ce soit, d'être un engagement valable d'une partie à ce document ou est ou devient, en tout ou partie, illégal, inapplicable, inopposable, caduc, nul, résolu ou invalide ou d'une manière générale cesse de produire ses effets ;

12.1.14 Procédures

la condamnation exécutoire et définitive par un tribunal compétent, cette condamnation étant insusceptible de recours ordinaire(s) (au sens de l'article 527 du Code de procédure civile), dans le cadre de nouvelle(s) instance(s) ou de nouvelle(s) procédure(s) judiciaire(s), administrative(s) ou arbitrale(s) engagée(s) à l'encontre de l'Emprunteur et/ou de société(s) du Groupe à payer un montant cumulé excédant CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) et/ou susceptible de constituer un Événement Défavorable Significatif et pour laquelle (lesquelles) l'Emprunteur et/ou la(les) Société(s) du Groupe ne serai(en)t pas effectivement couvert(s) par une police d'assurance ;

le défaut d'exécution par l'Emprunteur et/ou une ou plusieurs Société(s) du Groupe d'une décision judiciaire, administrative, ou arbitrale prononcée à l'encontre de l'Emprunteur et/ou

PROJET

de société(s) du Groupe, cette décision ayant force exécutoire et étant insusceptible de recours ordinaires au sens du précédent paragraphe ;

12.1.15 Réduction de capital

toute opération de réduction ou d'amortissement de son capital par l'Emprunteur ou de l'une des Filiales, à l'exception des cas de réduction(s) de capital motivée(s) par des pertes ;

12.1.16 Événement Défavorable Significatif

la survenance d'un Événement Défavorable Significatif ;

12.1.17 Documents de Projet

toute modification de tout Document de Projet, non acceptée au préalable par la Majorité des Prêteurs et ayant pour effet de porter atteinte défavorablement aux droits des Prêteurs au titre des Documents de Financement Senior ;

toute renonciation de l'Emprunteur à un droit ou à l'exercice d'un droit au titre des Documents de Projet, non acceptée au préalable par la Majorité des Prêteurs ;

toute acceptation par l'Emprunteur d'une charge supplémentaire nouvelle au titre des Documents de Projet, non acceptée au préalable par la Majorité des Prêteurs ;

12.1.18 Distributions et paiements par l'un quelconque des Emprunteurs à ses Associés

toute distribution ou tout paiement par l'Emprunteur ou une société du Groupe d'un dividende (ou de toutes sommes assimilées à des dividendes) ou d'une créance de compte courant d'associés en contradiction avec les stipulations des **articles 11.2.15 et/ou 11.2.16** ci-dessus et/ou les stipulations de la Convention de Subordination ;

12.2 Conséquences générales de la survenance d'un Cas de Défaut

En cas de survenance de l'un quelconque des Cas de Défaut ou de tout autre cas de résiliation du Contrat, l'ensemble des sommes dues aux Prêteurs par l'Emprunteur, en capital, intérêts, commissions, frais, pénalités et accessoires deviendront, de plein droit, immédiatement exigibles, sans qu'il soit nécessaire de faire prononcer en justice la déchéance du terme du Crédit Senior et sans que les Prêteurs aient à remplir une quelconque formalité, autre que celles précisées ci-dessous.

Pour rendre exigibles par anticipation les sommes dues au titre du Crédit Senior, l'Agent du Crédit Senior, après avoir consulté l'ensemble des Prêteurs qui devront se prononcer à la Majorité des Prêteurs, informera l'Emprunteur de leur décision de mettre en œuvre la présente clause par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

PROJET

Il est expressément convenu qu'aucune mise à disposition de fonds ne pourra plus intervenir à compter de l'envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception visée ci-dessus et informant l'Emprunteur de la décision des Prêteurs de prononcer la déchéance du terme du Crédit Senior et l'exigibilité anticipée des sommes prêtées. Par ailleurs, le Contrat continuera à s'appliquer jusqu'à parfait paiement de toutes les sommes dues par l'Emprunteur.

L'Agent du Crédit Senior informera alors l'Emprunteur par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception visée ci-dessus (i) de la déchéance du terme et de l'exigibilité immédiate de toutes les sommes mises à disposition de l'Emprunteur par les Prêteurs au titre du Crédit Senior, et (ii) de la résiliation de l'ensemble des Engagements des Prêteurs au titre du Crédit Senior, qui sera alors réduit à ZÉRO (0). En conséquence, toutes ces sommes, ainsi que les intérêts courus sur celles-ci et plus généralement toutes les sommes dues en vertu du Crédit Senior, deviendront, de plein droit, immédiatement exigibles, sans mise en demeure préalable ou délai de préavis supplémentaire.

L'Emprunteur devra alors régler immédiatement aux Prêteurs, l'ensemble des sommes dues ainsi que les intérêts courus sur celles-ci. Par ailleurs, il est précisé que les paiements et régularisations postérieurs à la déchéance du terme ne seront pas susceptibles de remettre en cause l'exigibilité anticipée.

13. SURETES SENIOR

13.1 A la garantie du paiement et du remboursement de toutes les sommes dues, en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, frais et accessoires, au titre du Crédit Senior, les sûretés et garanties suivantes sont ou seront constituées :

(i) L'Hypothèque ;
(ii) La Garantie Région Bourgogne Franche-Comté ;
(iii) La Garantie Département de l'Yonne ;
(iv) La Garantie Agglomération Auxerre ,
(v) Le Gage Espèces n°1 ;
(vi) Le Gage Espèces n°2 ;
(vii) La Cession Dailly Assurances Période de Construction ;
(viii) La Cession Dailly Assurances Période d'Exploitation ;

13.2 Toutes Sûretés Senior consenties dans le cadre du Contrat bénéficieront à chaque Prêteur à rang égal mais en proportion de son Engagement dans le Crédit Senior. Les Sûretés Senior et garanties consenties dans le cadre du Contrat sont cumulatives et non alternatives, mais elles ne sont pas interdépendantes, en ce sens que la nullité de l'une d'entre elles n'entraînera pas la nullité des autres. Les Prêteurs pourront décider d'exécuter une garantie sans être pour autant obligés d'exécuter l'ensemble des autres garanties dont ils bénéficient. Sauf manifestation contraire, expresse et écrite de volonté, toute Sûreté Senior demeurera en

PROJET

vigueur nonobstant toute modification, prorogation, novation ou autres aménagements du Crédit Senior.

13.3 En cas de cession, conformément à l'**article 20** du Contrat :

(i) de tout ou partie de ses droits et obligations par l'un des Prêteurs dans les conditions visées aux articles 1216 et suivants du Code civil, chacun des Emprunteurs consent, en tant que de besoin, au maintien des droits, actions, privilèges et des sûretés conférés au titre des présentes en faveur du Prêteur Cessionnaire de ce Prêteur Cédant, conformément aux termes de l'article 1216-3 du Code civil ; et

(ii) de tout ou partie de ses droits et obligations par l'un des Prêteurs dans des conditions telles que cette cession entraînerait novation, chacun des Emprunteurs consent, en tant que de besoin, au maintien des droits, actions, privilèges et des sûretés conférés au titre des présentes en faveur du Prêteur Cessionnaire concerné, conformément aux dispositions de l'article 1334 alinéa 2 du Code civil.

13.4 Aucune Sûreté ne pourra être conférée à l'un ou l'autre des Prêteurs au titre du Crédit Senior sans en faire bénéficier *pari passu* et au même rang tous les Prêteurs au titre du Crédit Senior.

14. ILLEGALITE – CIRCONSTANCES NOUVELLES – MAJORATION DES PAIEMENTS

14.1 Illégalité – Circonstances nouvelles

14.1.1 Illégalité

Si, aux termes de toute législation qui lui est applicable, il devenait illégal pour un Prêteur d'exécuter le Contrat et/ou de maintenir tout ou partie de son Engagement ou de mettre à disposition sa participation dans le Crédit Senior (ou s'il devenait illégal pour un Affilié d'agir ainsi), selon le cas, le Prêteur concerné devra envoyer une notification écrite à l'Agent du Crédit Senior dès qu'il en aura connaissance.

Dès que l'Agent du Crédit Senior en aura informé l'Emprunteur, chaque Engagement disponible de ce Prêteur sera résilié ; et l'Emprunteur remboursera la participation de ce Prêteur dans chaque Crédit Senior mise à sa disposition à la plus proche des deux dates suivantes : le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours à la date à laquelle l'Agent du Crédit Senior en aura informé l'Emprunteur ou la date précisée par le Prêteur dans l'avis envoyé à l'Agent du Crédit Senior (dès lors que celle-ci n'est pas antérieure au dernier jour de la période de grâce éventuellement prévue par la loi) et l'(les) Engagement(s) correspondant(s) de ce Prêteur sera(ont) immédiatement résilié(s) à hauteur des participations remboursées.

Un tel remboursement et une telle résiliation auront un caractère définitif.

14.1.2 Circonstances nouvelles

Au cas où interviendrait en France ou à l'étranger postérieurement à la Date de Signature une

PROJET

modification de la législation ou de la réglementation applicable aux Prêteurs, ou une directive, un règlement ou une recommandation ayant force obligatoire, ou un changement dans leur interprétation, qui entraînerait pour un ou plusieurs Prêteurs (ou ses Affiliés) :

(i) une charge ou un coût frappant spécifiquement l'octroi de crédit par ce(s) Prêteur(s) ou leur refinancement, ou une modification sensible des conditions d'application de telles charges ou coûts ;

(ii) l'établissement, la modification ou la constitution de réserves ou de dépôts, en ce qui concerne les actifs détenus par eux ou les dépôts effectués auprès d'eux ou pour leur compte ;

(iii) une modification des règles de gestion auxquelles ils sont assujettis, notamment en matière de fonds propres, de solvabilité, de contrôle des grands risques, de liquidité ou de coefficient de fonds propres et de ressources permanentes ;

(iv) des limites quantitatives au montant total des concours qu'ils peuvent distribuer ou au montant total d'une catégorie de concours dans laquelle doivent être rangés le Crédit Senior ;

(v) toute autre charge relative à son ou leur Engagement ou au financement ou maintien de cet ou cet Engagement ou affectant le paiement de toute somme due au titre du Contrat ;

et si le résultat de ce qui précède est d'augmenter pour ce ou ces Prêteurs (ou ses(leurs) Affiliés) le coût de financement de son ou leur Engagement, ou de réduire son ou leur produit avant impôts au titre du Contrat, le ou les Prêteurs concerné(s) en avisera(ont) l'Agent du Crédit Senior dès que possible en indiquant l'évaluation du coût supplémentaire ou de la réduction de rémunération qui résulte pour lui(eux) de ces circonstances, sans que le ou les Prêteurs concerné(s) ne puisse(nt) être contraint(s) de dévoiler des informations de nature confidentielle notamment sur son(leur) organisation interne ou sa(leur) stratégie de financement.

Dans le même temps, l'Agent du Crédit Senior enverra une notification à l'Emprunteur en vue d'une concertation de bonne foi avec les Prêteurs et l'Emprunteur sur les modalités d'une solution permettant de compenser cette augmentation de coût ou cette réduction de rémunération.

Si un accord sur une telle solution n'intervient pas dans un délai de TRENTE (30) jours suivant la date de la notification visée ci-dessus, l'Emprunteur prendra intégralement à sa charge, à compter de la date de la première des notifications susvisées, ce coût supplémentaire ou cette réduction de rémunération.

Dans le cas où (i) en vertu de la législation alors applicable, l'Emprunteur ne pourrait prendre

PROJET

en charge le coût supplémentaire ou la réduction de rémunération susvisée, ou (ii) l'Emprunteur notifierait à l'Agent du Crédit Senior qu'il ne souhaite pas prendre en charge un tel coût ou une telle réduction à l'avenir, alors l'Emprunteur disposera d'un délai de SIX (6) mois pour procéder au remboursement par anticipation sans pénalité à chacun des Prêteurs concernés de l'intégralité des fonds mis à disposition au titre du Crédit Senior ainsi que les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement effectif au titre de cet Engagement.

L'intégralité des Engagements sera réduite à ZERO (0) et résiliée.

Par exception à ce qui précède, l'Emprunteur ne prendra pas à sa charge le coût supplémentaire ou la réduction de rémunération susvisée, dès lors que celui-ci résulterait d'un manquement intentionnel du Prêteur concerné ou de ses Affiliés à la réglementation applicable.

14.2 Atténuations

Si certaines circonstances relatives à un Prêteur justifient la mise en œuvre des stipulations des **articles 14.1** *(Illégalité, Circonstances nouvelles),* alors, sans que cela ne limite ou ne réduise les obligations de l'Emprunteur au titre des articles précités, le Prêteur concerné notifiera sans délai à l'Agent du Crédit Senior et à l'Emprunteur la survenance des circonstances en question. En accord avec l'Agent du Crédit Senior et l'Emprunteur, le Prêteur concerné proposera toute mesure raisonnable (en ce compris, si le Prêteur concerné y consent, une cession par le Prêteur concerné de ses droits et obligations dans le Contrat) pour atténuer les effets de ces circonstances.

Le Prêteur concerné ne sera pas obligé d'agir de la sorte lorsque ceci aurait ou pourrait avoir pour conséquence une influence défavorable sur ses affaires, ses activités ou sa condition financière ou le contraindrait à encourir des responsabilités ou des obligations (y compris en matière fiscale) substantielles ou réduirait le rendement de son Engagement.

Aucun Prêteur ne sera tenu de révéler à l'Emprunteur une quelconque information concernant sa situation fiscale.

14.3 Majoration des paiements

14.3.1 Retenue(s) à la Source

L'Emprunteur devra effectuer tous paiements au titre des Documents de Financement Senior nets de toute Retenue à la Source, sauf à ce qu'une Retenue à la Source soit imposée par une loi d'ordre public et comme devant restée à la charge finale des Prêteurs.

Dans la mesure du possible, les Prêteurs et l'Emprunteur feront leurs meilleurs efforts pour satisfaire aux conditions prévues par la loi ou tout traité ou convention fiscale pour que le paiement à réaliser par l'Emprunteur ne donne pas lieu à Retenue à la Source.

PROJET

L'Emprunteur et/ou les Prêteurs informera(ont) l'Agent du Crédit Senior de toute Retenue à la Source et/ou de toute modification du calcul (en taux ou en base) d'une Retenue à la Source dès qu'il(s) en aura(ont) connaissance. L'Agent du Crédit Senior en informera ensuite l'Emprunteurs et/ou les Prêteurs.

Si une Retenue à la Source doit être effectuée par l'Emprunteur, le montant du paiement dû par l'Emprunteur devra être majoré pour atteindre un montant égal, après déduction de la Retenue à la Source, à celui dont il aurait été redevable si le paiement n'avait pas supporté une Retenue à la Source.

Un paiement ne sera pas majoré en application du présent **article 14.3.1** en raison d'une Retenue à la Source au titre d'un Impôt prélevé par l'État français, si à la date à laquelle ce paiement devient exigible le paiement aurait pu être effectué au Prêteur concerné sans Retenue à la Source s'il était un Prêteur Éligible mais à cette date ce Prêteur n'est pas ou n'est plus un Prêteur Éligible pour une raison autre qu'une modification, intervenue après qu'il est devenu Prêteur au titre du Contrat, de la loi ou d'une convention fiscale (ou de leur interprétation ou application) ou d'une pratique ou d'une tolérance publiées par une autorité fiscale compétente, étant précisé que l'exclusion visée au présent alinéa ne s'appliquera pas en cas de Retenue à la Source au titre d'un Impôt prélevé par la France sur un paiement effectué au profit d'un Prêteur, si cette Retenue à la Source est due uniquement parce que ce paiement est fait sur un compte ouvert au nom ou pour le compte de ce Prêteur dans une institution financière située dans un État ou Territoire Non Coopératif.

L'Emprunteur devra effectuer les Retenues à la Source auxquelles ses paiements sont soumis et régler à l'autorité compétente le montant correspondant conformément à la loi applicable.

Au plus tard TRENTE (30) jours après avoir effectué une Retenue à la Source ou payé à l'autorité compétente le montant correspondant, l'Emprunteur adressera à l'Agent du Crédit Senior, pour le compte du Prêteur concerné, les éléments de preuve permettant à celui-ci de conclure que la Retenue à la Source a été effectuée ou, le cas échéant, que le paiement correspondant a été dûment effectué à l'autorité compétente.

14.3.2 Indemnisation du risque fiscal

L'Emprunteur versera aux Prêteurs, alors Partie Protégée, dans les DIX (10) Jours Ouvrés suivant la demande faite par l'Agent du Crédit Senior (accompagnée de justificatifs appropriés), une somme égale, selon la détermination du ou des Prêteurs concerné(s), à la perte qu'il(s) a(ont) subie ou qu'il(s) pourra(ont) subir (directement ou indirectement) au titre d'un des Documents de Financement Senior du fait d'un Impôt, ou au montant de l'Impôt qu'elle doit payer au titre d'un des Documents de Financement Senior.

Un Prêteur qui se prévaut, ou qui entend se prévaloir des stipulations du présent **article 14.3.2**, s'engage à en informer l'Agent du Crédit Senior dans les meilleurs délais et à lui fournir tout justificatif à l'appui de sa demande. L'Agent du Crédit Senior en informera ensuite l'Emprunteur en lui transmettant lesdits justificatifs.

PROJET

Le présent **article 14.3.2** ne s'appliquera pas lorsque :

(i) l'Impôt est supporté par un Prêteur :

(a) en application de la législation du pays de son siège ou, si celui-ci est différent, du ou des pays dans lesquels il est traité comme résident par la réglementation fiscale ; ou

(b) à raison d'un paiement qu'il reçoit ou devra recevoir dans le pays de son Agence de Crédit, en application de la législation de ce pays ;

dès lors que cet Impôt est assis sur le revenu net (en ce compris l'impôt sur les sociétés ou équivalent d'un Prêteur) qu'il a effectivement perçu ou doit effectivement percevoir, ou calculé par référence à ce revenu (à l'exclusion de tout revenu qu'il est simplement réputé avoir reçu ou devoir recevoir) ; ou

(c) dans la mesure où la perte ou son obligation de payer l'Impôt :

(a) est compensée par un paiement majoré conformément à **l'article 14.3.1** ; ou

(b) aurait dû être compensée par un paiement majoré conformément à l'**article 14.3.1** mais ne l'a pas été sur le fondement de l'exception visée au à l'**article 14.3.1** ; ou

(c) se rapporte à une Retenue à la Source FATCA devant être effectuée par une Partie.

Dès réception d'un paiement par l'Emprunteur conformément aux stipulations du présent **article 14.3.2**, le(s) Prêteur(s) concerné(s) en informera(ont) l'Agent du Crédit Senior.

14.3.3 Crédit d'Impôt

Si l'Emprunteur effectue un Paiement à raison d'Impôt et que le Prêteur concerné détermine :

(i) que ce paiement ouvre droit à un Crédit d'Impôt soit au titre d'un paiement majoré dont ce Crédit d'Impôt fait partie ou au titre de ce Paiement à raison d'Impôt ; et

(ii) qu'il a obtenu et utilisé ce Crédit d'Impôt, et que l'avantage qui en découle lui est définitivement acquis ;

le Prêteur concerné devra verser à l'Emprunteur un montant tel, selon sa propre détermination, que sa situation après Impôts sera identique à celle dans laquelle il se serait trouvé si l'Emprunteur n'avait pas été tenu d'effectuer le Paiement à raison d'Impôt.

14.3.4 L'Emprunteur ne sera tenu de majorer un paiement d'intérêts au titre de l'**article 14.4** en raison d'une Obligation de Majoration, dès lors qu'à la date à laquelle ce paiement devient

PROJET

exigible, le Prêteur concerné n'est pas ou n'est plus un Prêteur Éligible pour une raison autre qu'une modification, intervenue après qu'il soit devenu un Prêteur, de la loi ou d'une convention fiscale (ou de leur interprétation ou application) ou d'une pratique ou d'une tolérance publiées par une autorité fiscale compétente, et que le paiement aurait pu lui être fait sans prélèvement ou retenue à la source par l'Emprunteur si il avait été un Prêteur Éligible.

14.4 FATCA

14.4.1 Information FACTA

(i) Sous réserve des stipulations du **paragraphe (iii)** ci-après, chaque Partie devra, dans les DIX (10) Jours Ouvrés suivant une demande raisonnable d'une autre Partie :

(a) confirmer à cette autre Partie si :
(A) elle est une Partie Exemptée de FATCA ; ou
(B) elle n'est pas une Partie Exemptée de FATCA ;

(b) fournir à cette autre Partie tous formulaires, documents et autres informations relatifs à son statut au regard de FATCA que cette autre Partie peut raisonnablement lui demander afin qu'elle puisse satisfaire elle-même à ses obligations FATCA ;

(c) fournir à cette autre Partie tous formulaires, documents et autres informations relatifs à son statut que cette autre Partie peut raisonnablement lui demander afin qu'elle puisse satisfaire elle-même à ses obligations au titre de toute autre loi, réglementation ou système d'échange d'informations.

(ii) Si une Partie confirme à une autre Partie qu'elle est une Partie Exemptée de FATCA conformément au **paragraphe (i) (a)** ci-dessus et qu'elle apprend par la suite qu'elle n'est pas ou a cessé d'être une Partie Exemptée de FATCA, cette Partie devra rapidement en informer l'autre Partie ;

(iii) Le **paragraphe (i)** ci-dessus n'oblige aucun Prêteur ni l'Agent du Crédit Senior à faire quelque chose, et le **paragraphe (i) (c)** ci-dessus n'oblige aucune autre Partie à faire quelque chose, qui constituerait ou pourrait raisonnablement constituer selon elle une violation :

(a) d'une loi ou d'une réglementation ;

(b) d'une obligation fiduciaire ; ou

PROJET

(c) d'un devoir de confidentialité.

(iv) Si une Partie n'a pas confirmé qu'elle est ou non une Partie Exemptée de FATCA ou n'a pas fourni les formulaires, documents ou autres informations requis en application du **paragraphe (i) (a) ou (b)** ci-dessus (y compris lorsque le **paragraphe (iii)** ci-dessus s'applique), cette Partie sera considérée pour les besoins des Documents de Financement Senior (et des paiements effectués à ce titre) comme n'étant pas une Partie Exemptée de FATCA jusqu'à ce que cette Partie fournisse les confirmations, formulaires, documents et autres informations requis.

(v) Chaque Prêteur devra :

(a) à la Date de Signature (pour ce qui concerne chaque Prêteur partie au Contrat à la Date de Signature) ;

(b) à la Date de Cession indiquée dans l'Acte de Cession (visé en **Annexe 1** pour ce qui concerne tout Prêteur Cessionnaire) ;

(c) à la date à laquelle l'Agent du Crédit Senior en fait la demande ;

fournir à l'Agent du Crédit Senior :

(a) le certificat de Retenue à la Source établi sur le Formulaire W-8, le Formulaire W-9 ou tout autre formulaire applicable certifiant son statut de Partie Exemptée de FATCA ; ou

(b) toute déclaration de Retenue à la Source ou autre document, autorisation ou dispense que l'Agent du Crédit Senior peut demander afin de certifier ou d'établir le statut de ce Prêteur au regard de FATCA ou de toute autre loi ou réglementation y afférente.

(vi) L'Agent du Crédit Senior devra fournir à l'Emprunteur tout certificat de Retenue à la Source, déclaration de Retenue à la Source, document, autorisation ou dispense qu'il reçoit d'un Prêteur conformément au **paragraphe (v)** ci-dessus.

(vii) Si le certificat de Retenue à la Source, la déclaration de Retenue à la Source, le document, l'autorisation ou la dispense fourni(e) à l'Agent du Crédit Senior par un Prêteur conformément au **paragraphe (v)** ci-dessus est ou devient significativement inexact(e) ou incomplet(e), ce Prêteur devra rapidement le(la) mettre à jour et fournir le certificat de Retenue à la Source, la déclaration de Retenue à la Source, le document, l'autorisation ou la dispense mis(e) à jour à l'Agent du Crédit Senior à moins qu'il ne soit pour le Prêteur illégal de le faire (auquel cas, le Prêteur devra en informer l'Agent du Crédit Senior rapidement). L'Agent du Crédit Senior devra fournir ledit(ladite) certificat de Retenue à la Source, déclaration de Retenue à la Source, document, autorisation ou dispense mis(e) à jour à l'Emprunteur.

PROJET

(viii) L'Agent du Crédit Senior pourra se fonder sur tout certificat de Retenue à la Source, déclaration de Retenue à la Source, document, autorisation ou dispense qu'il reçoit d'un Prêteur conformément au **paragraphe (v) ou (vii)** ci-dessus sans autre vérification. L'Agent du Crédit Senior ne sera pas tenu responsable des actions qu'il entreprendra au titre ou en relation avec les **paragraphes (v), (vi) ou (vii)** ci-dessus.

(ix) Si une Partie apprend qu'elle n'est pas ou a cessé d'être une Partie Exemptée de FATCA, cette Partie devra rapidement en informer l'Agent du Crédit Senior qui en informera l'Emprunteur et les autres Prêteurs.

14.4.2 Retenue à la Source FATCA

(i) Chaque Partie peut effectuer toute Retenue à la Source FATCA et tout paiement requis en rapport avec cette Retenue à la Source FATCA, et aucune des Parties ne sera tenue de majorer un paiement au titre duquel elle effectue une Retenue à la Source FATCA ou autrement indemniser le bénéficiaire du paiement pour cette Retenue à la Source FATCA.

(ii) Chaque Partie devra rapidement, dès qu'elle aura connaissance de son obligation d'effectuer une Retenue à la Source FATCA (ou qu'il y a une modification du taux ou de l'assiette de la Retenue à la Source FATCA), en informer la Partie au profit de laquelle elle effectue le paiement, ainsi que chacun des Emprunteurs et l'Agent du Crédit Senior, et l'Agent du Crédit Senior devra en informer les autres Prêteurs.

14.5 Confirmation du statut fiscal du Prêteur

Chaque Prêteur lorsqu'il devient Partie à ce Contrat devra indiquer au bénéfice de l'Agent du Crédit Senior et sans encourir aucune responsabilité à l'égard de l'un quelconque des Emprunteurs, qu'il :

(i) n'est pas un Prêteur Éligible ; ou

(ii) est un Prêteur Éligible (autre qu'un Prêteur Bénéficiant d'un Traité Fiscal) ; ou

(iii) est un Prêteur Bénéficiant d'un Traité Fiscal.

Le Prêteur devra également préciser à l'Agent du Crédit Senior qu'il n'est pas constitué, domicilié, établi et qu'il n'agit pas à travers une Agence de Crédit située dans un État ou Territoire Non Coopératif.

Si un Prêteur n'indique pas son statut en application du présent **article 14.5**, ce Prêteur sera traité pour les besoins du Contrat (y compris par chacun des Emprunteurs) comme s'il n'était pas un Prêteur Éligible jusqu'à ce qu'il notifie à l'Agent du Crédit Senior le statut qui lui est applicable (et l'Agent du Crédit Senior, à la réception de cette notification, devra informer l'Emprunteur).

PROJET

14.6 L'Emprunteur reconnaît que les stipulations particulières de l'**article 14** du Contrat ne constituent pas un accroissement des charges du Crédit Senior faisant partie du taux effectif global.

15. ARRANGEUR(S) – AGENT DU CREDIT SENIOR – AGENT DES SURETES

15.1 Arrangeur(s)

Les Arrangeurs ou l'un quelconque de leurs administrateurs, dirigeants ou employés ne seront aucunement responsable du caractère satisfaisant de la bonne exécution, de la validité, de l'opposabilité ou du contenu des Documents de Financement Senior et/ou des Documents de Projet ou de tout document remis ou établi au titre des Documents de Financement Senior.

15.2 Agent du Crédit Senior – Agent des Sûretés

15.2.1 Mandat

Chacun des Prêteurs nomme l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés comme son mandataire pour agir en son nom et pour son compte dans le cadre du Contrat et des autres Documents de Financement Senior et pour prendre toute mesure et exercer tous les droits, pouvoirs et facultés discrétionnaires d'appréciation qui lui sont expressément confiés ou délégués aux termes du Contrat et des autres Documents de Financement Senior ainsi que ceux qui en seraient la conséquence.

Chacun des Prêteurs donne irrévocablement mandat à l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés, qui acceptent de le représenter pour tous les actes, notifications et formalités (sauf les actions en justice, tant en demande qu'en défense) concernant sa relation avec l'Emprunteur et toute autre Partie dans le cadre du Contrat et des autres Documents de Financement Senior.

L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés n'auront que les obligations, pouvoirs, fonctions et facultés discrétionnaires d'appréciation expressément spécifiés dans le Contrat et les autres Documents de Financement Senior.

15.2.2 Devoirs

Si une Partie remet à l'Agent du Crédit Senior et/ou à l'Agent des Sûretés l'original ou une copie d'un document à l'intention d'une autre Partie, il transmettra alors ce document à celle-ci dans les meilleurs délais.

PROJET

Sauf stipulation expresse contraire dans le Contrat, l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés n'ont aucune obligation d'examiner ou de vérifier l'exactitude ou l'exhaustivité d'un document reçu d'une Partie et transmis à une autre Partie.

Si l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés reçoit d'une Partie une notification qui se réfère au Contrat, et décrit des faits qualifiés dans la notification de Cas de Défaut, il devra en informer les Prêteurs dans les meilleurs délais.

Si l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés a connaissance du non-paiement d'un montant de principal, intérêt, intérêts de retard, indemnités, commissions, frais ou accessoires dus au titre du Contrat à un Prêteur autre que lui-même, il en avisera les autres Prêteurs dans les meilleurs délais.

Les devoirs de l'Agent du Crédit Senior et de l'Agent des Sûretés au titre du Contrat et des autres Documents de Financement Senior sont exclusivement de nature technique et administrative.

15.2.3 Sûretés Senior

Conformément aux dispositions des articles 1984 et suivants du Code civil, mais sans application des dispositions des articles 2488-6 et suivants du Code civil, chaque Prêteur donne par le Contrat mandat à l'Agent des Sûretés qui accepte, à l'effet de prendre au nom et pour le compte de chaque Prêteur, toutes mesures et exercer tous pouvoirs relatifs à la collecte et la conservation, pour compte commun des Prêteurs, des Sûretés Senior et garanties prévues au Contrat ainsi que ceux qui en seront raisonnablement la conséquence.

Par suite, et en tant que de besoin, les Prêteurs accordent par les présentes et dès à présent tous pouvoirs à l'Agent des Sûretés pour signer tous Documents de Sûretés Senior au nom et pour le compte des Prêteurs.

Les Prêteurs donnent dès à présent mandat irrévocable à l'Agent des Sûretés à l'effet de donner mainlevée des Sûretés Senior en leur nom et pour leur compte à première demande et aux frais de l'Emprunteur à condition que (i) toutes les sommes dues par l'Emprunteur au titre du Crédit Senior aient été remboursées et/ou payées, ou (ii) en cas d'accord exprès et unanime des Prêteurs sur ladite mainlevée.

Pour tous les actes relatifs à la gestion ou à la mise en jeu des Sûretés Senior, l'Agent des Sûretés agira sur instructions de la Majorité des Prêteurs, sans préjudice des stipulations de l'**article 17.2** ci-après.

Les Sûretés Senior seront constituées en faveur des Prêteurs, de l'Agent du Crédit Senior, de l'Agent des Sûretés.

L'encaissement des produits de réalisation éventuelle des Sûretés Senior sera centralisé par

PROJET

l'Agent des Sûretés.

Les produits de réalisation éventuelle des Sûretés Senior, déduction faite des sommes dues à l'Agent des Sûretés et de l'Agent du Crédit Senior, seront répartis – *pari passu* – entre les Prêteurs, au *prorata* de leurs Engagements.

15.2.4 Relations d'affaires avec le Groupe

L'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs peuvent accepter des dépôts d'un membre du Groupe, lui consentir des crédits et, plus généralement, peuvent entretenir toute relation d'affaires avec les membres du Groupe.

15.2.5 Droits et prérogatives

(i) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés peuvent légitimement se fonder sur :

(a) toute déclaration, notification ou document qui semble authentique, exact et dûment autorisé ; et

(b) toute déclaration faite par un administrateur, un représentant habilité ou un préposé d'une personne sur des questions dont il(s) peu(ven)t supposer que cette personne a connaissance ou peut la vérifier.

(ii) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés peuvent légitimement supposer, sauf information contraire reçue en sa qualité de mandataire des Prêteurs, que :

(a) aucun Cas de Défaut n'est intervenu (à moins qu'il n'ait effectivement connaissance d'un Cas de Défaut visé à l'**article 12.1.1**) (*Défaut de paiement*)) ; et

(b) un droit, une prérogative ou un pouvoir appartenant à une Partie ou à la Majorité des Prêteurs n'a pas été exercé.

(iii) L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés peuvent (à leurs frais et charges, sauf pour les hypothèses visées à l'**article 23** ci-après, et les Prêteurs étant tenus de le rembourser au *prorata* de leur Engagement) engager et rémunérer des avocats, des comptables, des analystes et d'autres experts (honoraires raisonnables et adaptés), se fier à leurs conseils et se fonder sur les résultats de leurs prestations.

(iv) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés peuvent agir, en ce qui concerne les Documents de Financement Senior, par l'intermédiaire de leurs préposés ou représentants.

(v) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés peuvent divulguer à toute autre Partie

PROJET

toute information qu'il(s) peu(ven)t estimer avoir reçue en qualité de mandataire au titre du Contrat et des autres Documents de Financement Senior.

(vi) Nonobstant toute stipulation contraire du Contrat, l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés n'auront aucune obligation de faire quelque chose ou de s'abstenir de faire quelque chose s'il peut en résulter la violation d'une loi ou d'une réglementation, ou d'un devoir fiduciaire ou de confidentialité ; toutefois, cette obligation sera levée notamment pour toute divulgation intervenant (i) dans le cadre du respect de toute obligation légale, (ii) dans le cadre de toute procédure contentieuse initiée par l'une des Parties afin de préserver ou d'exercer ses droits, (iii) sur autorisation expresse et préalable de l'Emprunteur, ou (iv) dans les cas autorisés par les dispositions de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier.

15.2.6 Instructions de la Majorité des Prêteurs

(i) Sauf stipulation contraire du Contrat, l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés (i) exercera les droits qui lui sont conférés en qualité d'Agent du Crédit Senior et/ou d'Agent des Sûretés conformément aux instructions de la Majorité des Prêteurs ou, selon le cas de l'unanimité des Prêteurs (ou, si la Majorité des Prêteurs le lui(leur) demande ou, selon le cas, l'unanimité des Prêteurs le lui(leur) demande, s'abstiendra d'exercer les droits qui lui sont conférés en cette qualité) et (ii) n'engagera pas sa responsabilité à l'occasion d'un acte (ou d'une omission) s'il agit (ou s'abstient d'agir) sur instruction, selon le cas, de la Majorité des Prêteurs ou de l'unanimité des Prêteurs.

(ii) Sauf stipulation contraire du Contrat, une instruction donnée par la Majorité des Prêteurs liera tous les Prêteurs.

(iii) Tant qu'il n'aura pas reçu les garanties qu'il pourra demander pour l'indemniser de tous frais, pertes et responsabilités (plus la TVA éventuellement due) qu'il est susceptible d'encourir en respectant les instructions de la Majorité des Prêteurs (ou, selon les cas, de l'unanimité des Prêteurs), l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés est(sont) en droit de s'abstenir d'appliquer de telles instructions.

(iv) En l'absence d'instructions de la Majorité des Prêteurs (ou, selon les cas, de l'unanimité des Prêteurs), l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés est(sont) en droit d'agir (ou de s'abstenir d'agir) selon ce qu'il considère être conforme à l'intérêt des Prêteurs.

(v) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés ne seront pas habilités à agir au nom

PROJET

et pour le compte d'un Prêteur dans le cadre d'une procédure judiciaire ou arbitrale relative au Contrat, sans avoir préalablement reçu pouvoir de celui-ci à cet effet.

15.2.7 Responsabilité pour la documentation

L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés :

(i) ne sont pas responsables de l'exactitude ou de l'exhaustivité des informations, orales ou écrites, obtenues de l'Emprunteur ou de toute autre personne concernant les Documents de Financement Senior, et transmis par l'Agent du Crédit Senior et/ou à l'Agent des Sûretés ; et

(ii) ne sont pas responsables de la légalité, de la validité, de l'opposabilité, du caractère adéquat ou de la possibilité de mettre en œuvre les droits découlant des Documents de Financement Senior ou de tout autre acte ou document concernant ou préparé en vue de la signature des Documents de Financement Senior.

(iii) ne sont pas responsables pour déterminer si une information fournie ou devant être fournie à une Partie constitue une information non-publique dont l'utilisation peut être réglementée ou prohibée par des lois ou réglementations applicables aux transactions entre initiés ou autrement.

15.2.8 Exclusion de responsabilité

(i) Sans préjudice des stipulations du **paragraphe (ii)** ci-après, la responsabilité de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés ne pourra pas être engagée pour les actes accomplis en application des Documents de Financement Senior ou concernant ceux-ci, sauf faute lourde ou dol de sa(leur) part.

(ii) Aucune Partie ne pourra invoquer la responsabilité d'un mandataire social, d'un préposé ou d'un représentant de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés dans le cadre de la mise en jeu de la responsabilité de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés ou pour tout acte ou omission en rapport avec des Documents de Financement Senior. Ces personnes peuvent se prévaloir des stipulations du présent **article 15**.

(iii) La responsabilité de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés ne pourra pas être engagée :

(a) pour les dommages, coûts ou pertes subis par une personne, toute diminution de valeur ou toute responsabilité quelle qu'elle soit résultant des actes ou omissions effectués au titre d'un Document de Financement Senior, sauf faute

PROJET

lourde ou dol ;

(b) par l'exercice ou l'abstention d'exercice de tout droit, pouvoir, prérogative ou faculté d'appréciation discrétionnaire qui lui sont conférés par, ou en relation avec un Document de Financement Senior ou tout autre contrat, acte ou document conclu, préparé ou signé en vue, au titre ou dans le cadre, d'un Document de Financement Senior, sauf faute lourde ou dol ;

(iv) Aucune stipulation du Contrat n'oblige l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés à effectuer :

(a) des procédures d'identification des contreparties (*KYC*) ou autres vérifications au sujet de quelque personne que ce soit ; ou

(b) des vérifications afin de déterminer dans quelle mesure une transaction en rapport avec le Contrat pourrait être illégale pour un Prêteur ;

pour le compte d'un Prêteur et chaque Prêteur confirme à l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés qu'il est seul responsable des vérifications qu'il est tenu d'effectuer et qu'il ne saurait se fonder sur les déclarations de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés relatives à de telles vérifications.

(v) L'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés ne sont pas responsable d'un retard à créditer un compte d'une somme qu'il(s) doit(doivent) payer en application des Documents de Financement Senior (ou des conséquences qui peuvent résulter d'un tel retard) s'il(s) a(ont) entrepris toutes les démarches nécessaires, dans des délais raisonnables, pour respecter les règlements et les procédures opérationnelles d'un système de compensation ou de règlement reconnu.

15.2.9 Indemnisation par les Prêteurs

Dans les TROIS (3) Jours Ouvrés d'une demande à cet effet de l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, et à proportion de sa(leur) part dans l'Engagement au titre du Crédit Senior, chaque Prêteur indemnisera, sur présentation de justificatifs appropriés l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés de tous frais, pertes et responsabilités supportés par celui-ci en qualité d'Agent du Crédit Senior et/ou d'Agent des Sûretés, sauf faute lourde ou dol de sa(leur) part et sauf si l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés a été remboursé par l'Emprunteur conformément aux stipulations du Contrat.

15.2.10 Démission

(i) L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés peut(peuvent), moyennant préavis aux autres Prêteurs, démissionner et se substituer toute entité de son(leur) groupe agissant par l'intermédiaire de son agence située en France.

(ii) L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés peut(peuvent) également informer les autres Prêteurs de son(leur) intention de démissionner sans toutefois désigner de successeur, auquel cas la Majorité des Prêteurs, après accord préalable de

PROJET

l'Emprunteur (lequel ne saurait être refusé ou retardé sans motif légitime), peut nommer son(leur) successeur qui ne devra pas être résident fiscal d'un État ou Territoire Non Coopératif et ne pas agir à travers une Agence de Crédit située dans un État ou Territoire Non Coopératif.

(iii) Si, dans les TRENTE (30) jours calendaires après que l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés ait informé les Prêteurs de son(leur) intention de démissionner, la Majorité des Prêteurs n'a pas nommé de successeur conformément au **paragraphe (ii)** ci-dessus, l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, après consultation de l'Emprunteur, pourra(ont) le nommer (le nouvel Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés devra exercer ses fonctions par l'intermédiaire de son agence située en France).

(iv) L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés démissionnaire tiendra à disposition de son(leur) successeur, à ses(leur) propres frais, tous documents, tous livres et lui(leur) fournira toute l'assistance que celui-ci(ceux-ci) pourrai(en)t demander aux fins de remplir ses fonctions d'Agent du Crédit Senior et/ou d'Agent des Sûretés au titre des Documents de Financement Senior.

(v) La démission de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés ne prendra effet qu'à compter de la nomination de son(leur) successeur et de l'acceptation de cette nomination par le successeur.

(vi) Dès la nomination de son successeur, l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés démissionnaire sera(ont) déchargé(s) de toute obligation au titre du Contrat mais pourra(ont) toujours se prévaloir des stipulations du présent **article 15**. Les relations juridiques entre son(leur) successeur et chacune des autres Parties seront identiques à celles qui les auraient liées si le successeur de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés avait été une Partie dès l'origine.

(vii) Après consultation de l'Emprunteur, la Majorité des Prêteurs peut demander à l'Agent du Crédit Senior et/ou à l'Agent des Sûretés de démissionner dans les conditions prévues au **paragraphe (ii)** ci-dessus. L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, une fois informé par la Majorité des Prêteurs, démissionnera(ont) dans les conditions prévues au **paragraphe (ii)** ci-dessus.

(viii) L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés devra(ont) démissionner conformément au **paragraphe (ii)** ci-dessus (et, le cas échéant, devra(ont) prendre les mesures afin de nommer un Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés successeur conformément au **paragraphe (iii)** ci-dessus) si à la date qui précède de TROIS (3) mois la plus proche Date d'Application FATCA relative à un paiement à

PROJET

l'Agent du Crédit Senior et/ou à l'Agent des Sûretés au titre des Documents de Financement Senior ou postérieurement à cette date, soit :

(a) l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés ne répond pas à une demande au titre de l'**article 14.5.1** (*Information FATCA*) et un Prêteur ou l'Emprunteur a des motifs de croire que l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés ne sera pas (ou aura cessé d'être) une Partie Exemptée de FATCA à cette Date d'Application FATCA ou ultérieurement ;

(b) l'information fournie par l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés conformément à l'**article 14.5.1** (*Information FATCA*) démontre que l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés ne sera pas (ou aura cessé d'être) une Partie Exemptée de FATCA à cette Date d'Application FATCA ou ultérieurement ; ou

(c) l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés informe l'Emprunteur et les Prêteurs qu'il ne sera pas (ou aura cessé d'être) une Partie Exemptée de FATCA à cette Date d'Application FATCA ou ultérieurement ;

et (dans chaque cas), un Prêteur ou l'Emprunteur a des motifs raisonnables de croire qu'une Partie devra effectuer une Retenue à la Source FATCA qui n'aurait pas été requise si l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés était une Partie Exemptée de FATCA, et ce Prêteur, par notification adressée à l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, lui demande de démissionner.

15.2.11 Analyse de crédit

Sans préjudice de la responsabilité de l'Emprunteur pour les informations fournies par lui ou pour son compte dans le cadre de la préparation et la négociation des Documents de Financement Senior, chaque Prêteur confirme aux Arrangeurs avoir fait sa propre analyse, sous sa propre responsabilité, de manière indépendante et pour son propre compte, des risques résultant des Documents de Financement Senior et notamment en ce qui concerne :

(i) la situation financière, le statut et les caractéristiques de l'Emprunteur et des sociétés du Groupe ;

(ii) la légalité, la validité, l'opposabilité, le caractère adéquat et la possibilité de mettre en œuvre les droits découlant des Documents de Financement Senior et de tout autre acte ou document concernant un, ou préparé en vue de la signature des Documents de Financement Senior ;

(iii) les recours, et notamment leur nature et étendue, dont pourra éventuellement disposer le Prêteur à l'encontre de l'Emprunteur ou de l'un de ses actifs au titre des Documents de Financement Senior, des opérations envisagées par ceux-ci ou des autres accords ou documents concernant ou préparés en vue de la signature des Documents de Financement Senior ; et

PROJET

(iv) le caractère adéquat, l'exactitude et/ou le caractère exhaustif des informations fournies par l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, une Partie ou une autre personne en rapport avec les Documents de Financement Senior, les opérations qu'ils organisent ou toute autre convention, accord ou document concernant ou préparé en vue de la signature des Documents de Financement Senior.

16. ENGAGEMENT

16.1 Sous réserve de réalisation de l'ensemble des Conditions Préalables et des Conditions Suspensives visées à l'**article 4** du Contrat, et conformément aux stipulations du Contrat, le Crédit Senior est réparti entre les Prêteurs, comme suit :

Prêteur(s)	%	Crédit d'Acquisition
CEBFC	40,00 %	EUR 4.760.000,00
BPBFC	40,00 %	EUR 4.760.000,00
BANQUE CIC EST	20,00 %	EUR 2.380.000,00
Total	100,00 %	EUR 11.900.000,00

16.2 L'obligation de chaque Prêteur aux termes du Contrat est de mettre à disposition le montant de son Engagement au titre du Crédit Senior, conformément aux termes et conditions du Contrat. Chaque Prêteur participera au *prorata* de son Engagement dans le Crédit Senior.

17. DECISIONS DES PRETEURS

17.1 Toutes modifications, autorisations, renonciations, avenants ou toutes autres formes d'accord au titre des Documents de Financement Senior seront décidés à la Majorité des Prêteurs et communiqués par l'Agent du Crédit Senior à l'Emprunteur. Ces décisions s'imposeront alors à tous les Prêteurs.

17.2 Toutefois, les décisions visées ci-après ne pourront être valablement prises qu'à l'unanimité des Prêteurs :

(i) une modification du montant ou de l'objet du Crédit Senior ;

(ii) le changement d'Emprunteur ;

(iii) une modification de la durée du Crédit Senior ;

(iv) le report de la date d'exigibilité ou l'octroi d'un délai de paiement au titre de toute somme en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires due par l'Emprunteur au titre du Contrat ;

PROJET

(v) toute décision sur le montant de tout paiement en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, frais et accessoires ;

(vi) une modification du taux d'intérêt au titre du Crédit Senior ;

(vii) une renonciation à un cas de remboursement anticipé obligatoire au sens de l'**article 8.2** ci-avant ;

(viii) la renonciation, la modification, l'abandon ou la mainlevée (à moins que ladite mainlevée ne soit la conséquence du remboursement et du paiement intégral des sommes garanties par les Documents de Sûretés Senior) de tout ou partie des Sûretés Senior ;

(ix) la réduction ou l'abandon par les Prêteurs d'une créance ou d'un paiement, en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires, à l'encontre de l'Emprunteur au titre du Crédit Senior (y compris dans tous les cas de remboursement anticipés prévus à l'**article 8.2** ci-avant) ;

(x) l'augmentation de l'Engagement d'un Prêteur ;

(xi) la cession d'un actif grevé d'une Sûreté Senior (autrement que, s'il y a lieu, conformément aux stipulations de la Sûreté Senior concernée) ;

(xii) la modification des modalités d'amortissement du Crédit Senior ;

(xiii) une modification de la définition « Majorité des Prêteurs » ;

(xiv) une modification de la définition « Sanctions Internationales », « Personne », « Personne Sanctionnée », « Territoire Sous Sanctions » et plus généralement de toutes les stipulations relatives aux Sanctions Internationales ;

(xv) une renonciation aux obligations de l'Emprunteur visées aux **articles 11.1.12** et **11.2.19** ci-dessus ;

(xvi) une modification des Conditions Préalables et Suspensives applicables au Crédit Senior visées à l'**Annexe 3** ;

(xvii) une modification de l'**article 18** ci-dessous ;

(ii) une modification de l'**article 19** ci-dessous ;

(xviii) une modification de l'**article 20** ci-après ;

(iii) une modification de l'**article 28** ci-dessous ;

(xix) les autres cas requérant l'unanimité et visés au Contrat ;

PROJET

(xii) une modification du présent **article 17** du Contrat.

17.3 Les décisions des Prêteurs résultent, après consultation de l'ensemble des Prêteurs, du consentement de la Majorité des Prêteurs ou de l'unanimité exprimée dans un même écrit ou exprimée sur des écrits de chaque Prêteur.

17.4 À toutes fins utiles, il est précisé que, dans sa prise de décision, chaque Prêteur devra se prononcer en son nom propre et sans se référer à une éventuelle décision de la Majorité ou de l'unanimité des Prêteurs selon le cas ; toutefois chaque Prêteur pourra décider de se rallier à la décision de la Majorité des Prêteurs hors son propre pourcentage.

17.5 Les droits et obligations de l'Agent du Crédit Senior et/ou ceux de l'Agent des Sûretés ne pourront pas être modifiés sans son(leur) accord.

18. PEREQUATION DES PAIEMENTS – PAIEMENTS A L'AGENT DU CREDIT SENIOR ET OU L'AGENT DES SURETES

18.1 L'Agent du Crédit Senior doit reverser tous les paiements qu'il reçoit pour le compte d'un autre Prêteur à cet autre Prêteur dans les meilleurs délais en même date de valeur en faisant créditer le compte dont cet autre Prêteur lui aura communiqué les références précises en temps utile.

18.2 L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés pourra considérer que les fonds correspondant à tout paiement dû à un Prêteur ont été transférés entre ses mains à la date à laquelle ce paiement est exigible et procéder au paiement du Prêteur bénéficiaire dudit paiement. Toutefois, si, sans avoir en réalité reçu les fonds correspondants, il verse une somme à un Prêteur, celui-ci, après en avoir été informé dès que l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés en aura connaissance, devra à première demande de l'Agent du Crédit Senior et/ou de l'Agent des Sûretés lui en rembourser le montant en date de valeur.

18.3 Au cas où l'un des Prêteurs recevrait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie des sommes qui seraient dues par l'Emprunteur au titre du Contrat à un autre Prêteur ou à l'Agent du Crédit Senior ou à l'Agent des Sûretés, que ce soit par paiement volontaire de l'Emprunteur ou de toute autre manière, le Prêteur concerné remettra, dans un délai de QUINZE (15) jours, ce montant à l'Agent du Crédit Senior qui en effectuera la répartition entre le ou les Prêteurs concerné(s), étant entendu que si le Prêteur ayant encaissé l'excédent est ensuite contraint à le rembourser à l'Emprunteur concerné, les autres Prêteurs ayant bénéficié d'une partie proportionnelle de ce paiement devront la retourner au Prêteur concerné sans intérêt en date de valeur.

18.4 L'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés pourra toujours rappeler toutes sommes versées aux Prêteurs dans le cadre du Contrat pour le cas où il s'avérerait que le compte de l'Emprunteur n'était pas suffisamment provisionné pour assurer la bonne fin desdits paiements rappelés ; les Prêteurs devront alors procéder avec diligence au reversement des sommes perçues, sans discussion possible, ni exception, ni compensation et sans intérêts.

PROJET

18.5 De convention expresse, en cas de Procédure Collective affectant l'Emprunteur, les Prêteurs conviennent de procéder à un rééquilibrage de la perte finale éventuelle, sur la base de l'Engagement de chacun des Prêteurs par rapport à l'Engagement global, de manière à ce que la perte finale soit proportionnellement équivalente entre les Prêteurs.

Un Prêteur ne sera pas tenu de partager les sommes reçues ou recouvrées par lui au terme d'une procédure judiciaire ou arbitrale avec tout Prêteur qui, informé de cette procédure, n'y serait pas intervenu volontairement ou qui n'aurait pas entamé une procédure judiciaire ou arbitrale distincte.

19. ABSENCE DE SOLIDARITE

19.1 L'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés, les Arrangeurs et les Prêteurs s'engagent sans solidarité. Sans préjudice des stipulations du Contrat subordonnant une action ou une décision à la Majorité des Prêteurs, les obligations des Prêteurs sont conjointes et divisibles ; chaque Prêteur, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Arrangeurs sont titulaires de créances séparées et indépendantes.

19.2 En conséquence, et nonobstant toute autre interprétation du Contrat, aucun Prêteur ne sera responsable des obligations incombant à un autre Prêteur.

19.3 Par ailleurs, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés, les Arrangeurs et chacun des Prêteurs seront en droit de prendre les mesures nécessaires à la protection et à l'exercice de leurs droits résultant du Contrat, et ni l'Agent du Crédit Senior, ni l'Agent des Sûretés, ni les Arrangeurs, ni aucun des Prêteurs (selon le cas) n'auront l'obligation de se joindre en tant que parties additionnelles à toute procédure à cet effet.

19.4 Les Parties Financières s'engagent sans solidarité entre elles. Sans préjudice des stipulations du Contrat subordonnant une action ou une décision à la Majorité ou à l'unanimité des Prêteurs, les obligations des Parties Financières sont conjointes et divisibles ; les Parties Financières sont chacune titulaires de créances séparées et indépendantes.

19.5 En conséquence, et nonobstant toute autre interprétation du Contrat, aucune Partie Financière ne sera responsable des obligations incombant à une autre Partie Financière. Le manquement d'une Partie Financière à ses obligations au titre des Documents de Financement Senior ne saurait affecter les obligations d'une autre Partie Financière au titre de ces documents.

19.6 Les droits de chaque Partie Financière au titre ou dans le cadre des Documents de Financement Senior sont distincts et indépendants de ceux des autres Parties Financières et toute obligation de l'Emprunteur à l'égard d'une Partie Financière au titre des Documents de Financement Senior est une obligation distincte et indépendante au titre de laquelle une Partie Financière pourra exercer ses droits conformément aux stipulations de l'**article 19.4** ci-avant. Les droits de chaque Partie Financière incluent toute obligation à l'égard d'une Partie Financière au titre des Documents de Financement Senior et, aux fins de dissiper tout doute éventuel, toute

PROJET

partie d'un Tirage Crédit Confirmé ou tout autre montant dû par l'Emprunteur relatif à la participation d'une Partie Financière dans le Crédit Senior ou son rôle au titre d'un Document de Financement Senior (y compris tout montant payable à l'Agent du Crédit Senior et/ou à l'Agent des Sûretés pour son compte) est une obligation de l'Emprunteur à l'égard de cette Partie Financière.

19.7 Par ailleurs, les Parties Financières seront en droit indépendamment des autres Parties Financières de prendre les mesures nécessaires à la protection et à l'exercice de leurs droits résultant du Contrat, et aucune des autres Parties Financières n'aura l'obligation de se joindre en tant que partie additionnelle à toute procédure à cet effet.

20. CESSION

20.1 L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ou transférer, quelle que soit la forme ou le fondement juridique, leurs droits ou droits et obligations découlant du Contrat sans l'accord préalable de l'unanimité des Prêteurs.

20.2 L'Emprunteur consent à ce que chacun des Prêteurs ait la faculté de céder ou de transférer tout ou partie de ses droits ou tout ou partie de ses droits et obligations découlant du Contrat à toute autre banque ou institutions financières habilitées à effectuer des opérations de crédit en France, qui en acceptera la transmission sous réserve :

(i) d'en informer l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés au moins CINQ (5) Jours Ouvrés avant la Date de Cession (telle que définie dans le modèle d'Acte de Cession figurant en **Annexe 1**) ;

(ii) du versement par tout Prêteur Cessionnaire à l'Agent du Crédit Senior et à l'Agent des Sûretés, pour son propre compte, d'une commission de [TROIS MILLE EUROS HORS TAXES (3.000,00 € HT)] par Prêteur Cessionnaire ;

(iii) que le montant cédé ne soit pas inférieur à au moins [la moitié] de l'Encours du Prêteur Cessionnaire.

20.3 Si un Prêteur cède tout ou partie de ses droits ou de ses droits et obligations, la cession prendra effet à compter de la date de cession stipulée à l'Acte de Cession.

L'Agent du Crédit Senior devra, dans les meilleurs délais après avoir signé un Acte de Cession, en adresser une copie à chacun des Emprunteurs.

La cession sera notifiée à l'Emprunteur, conformément à l'article 1324 ou 1216, selon le cas, du Code civil, par le Prêteur Cessionnaire, à ses frais.

Toute cession en application du présent **article 20** et en application de l'article 1216 du Code civil emportera libération pour l'avenir du Prêteur Cédant, dans la mesure stipulée à l'Acte de Cession, ce que l'Emprunteur reconnaît et accepte, conformément aux dispositions de l'article 1216-1 alinéa 1er du Code civil.

PROJET

L'Emprunteur s'engage expressément à signer tous actes et à accomplir toutes formalités nécessaires requises par le Prêteur Cessionnaire aux fins de la cession de ses droits ou de ses droits et obligations.

20.4 Chacun des Prêteurs pourra notifier à l'Agent du Crédit Senior, à l'Agent des Sûretés, aux autres Prêteurs, et à chacun des Emprunteurs une nouvelle adresse au sein de son établissement où sera logé son Engagement.

20.5 L'Emprunteur autorise chaque Prêteur à divulguer, dans le respect des dispositions de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, à un cessionnaire potentiel au titre de l'**article 20.2** du Contrat, se proposant de conclure un Acte de Cession avec un Prêteur en ce qui concerne le Contrat, toute information en la possession de ce Prêteur relative à l'Emprunteur ou au Groupe qui serait nécessaire à la prise de décision du cessionnaire potentiel. Chaque Prêteur devra s'assurer que les cessionnaires potentiels se conformeront aux obligations de confidentialité visées notamment par les dispositions de L. 511-33 du Code monétaire et financier.

20.6 Les références aux « Prêteurs » et à la « Majorité des Prêteurs » doivent s'entendre comme faisant référence aux Prêteurs à la Date de Signature et à tous autres Prêteurs qui détiendront un Engagement dans le Crédit Senior.

20.7 Chacun des Prêteurs se réserve également la faculté de se faire contre-garantir par convention autonome, en risque et/ ou en trésorerie, son Engagement au titre du Crédit Senior.

20.8 En cas de cession de tout ou partie des droits et/ou droits et obligations d'un Prêteur, ou en cas de subrogation de toute personne dans lesdits droits, le bénéficiaire de la cession ou la personne ainsi subrogée bénéficiera des droits découlant des Sûretés Senior et garanties prévues aux Documents de Financement Senior qui demeurent attachés aux droits et obligations résultant des Documents de Financement Senior.

20.9 Sans préjudice des stipulations qui précèdent, chaque Prêteur pourra librement, sans information, notification, consultation ou accord préalable de l'Emprunteur consentir toute cession, transfert, nantissement ou toute autre Sûreté Réelle de, ou sur, tout ou partie de ses créances ou droits au titre des Documents de Financement Senior auprès de toute banque centrale (en ce compris la Banque de France et la Banque Centrale Européenne), de toute réserve fédérale ou de toute autre entité ayant pour activité le refinancement des établissements de crédit ou des entreprises d'assurance (telle que la société de titrisation *EURO SECURED NOTES ISSUER – ESNI*), toute Banque régie par les lois d'un État de l'Union Européenne ou du Royaume-Uni, toute institution financière ou toute entité ayant directement ou indirectement pour activité le refinancement des établissements de crédit, en ce compris, sans limitation, tout assureur, réassureur, véhicule de titrisation, fonds fiduciaire (trust) ou autre fonds, y compris toute cession de droits à un véhicule ad' hoc dans le cadre de laquelle une Sûreté Réelle doit être constituée sur les titres émis par ledit véhicule ad' hoc au profit de toute banque centrale (en ce compris la Banque de France et la Banque Centrale Européenne) ou de toute réserve fédérale.

PROJET

Il est expressément convenu que les droits du Prêteur Cédant au titre de toute Sûreté Senior consentie par l'Emprunteur seront automatiquement cédés ou nantis à la banque centrale ou la réserve fédérale concernée, ce que l'Emprunteur reconnaît et accepte irrévocablement dès la Date de Signature.

20.10 Sauf stipulation ultérieure explicite contraire, aucun Prêteur Cédant ne répond vis-à-vis d'un Prêteur Cessionnaire :

(i) de la solvabilité de l'Emprunteur envers le Prêteur Cessionnaire ;

(ii) de la légalité, de la validité, du caractère effectif ou adéquat ou de l'opposabilité des Documents de Financement Senior ou de tout autre document ;

(iii) de la situation financière de l'Emprunteur ;

(iv) de l'exécution et du respect par l'Emprunteur de ses obligations au titre des Documents de Financement Senior ou de tout autre document ; ou

(v) de l'exactitude de toute affirmation (écrite ou orale) faite dans, ou concernant, un Document de Financement Senior ou tout autre document.

20.11 Sauf stipulation explicite ultérieure contraire, aucun Prêteur Cédant ne sera tenu de restituer à un Prêteur Cessionnaire aucune somme (intérêt, commission, ou autres) due par l'Emprunteur au titre du Crédit Senior et antérieure à la date d'effet de la cession.

20.12 Chaque Prêteur Cessionnaire confirme au Prêteur Cédant avoir effectué (et avoir l'intention de continuer à effectuer) de manière indépendante et pour son propre compte l'analyse de la situation financière et des activités de l'Emprunteur et des autres membres du Groupe et ne pas s'être fié exclusivement, concernant un quelconque Document de Financement Senior, aux informations qui lui auront été fournies par le Prêteur Cédant ; et qu'il continuera à faire sa propre appréciation de la solvabilité de l'Emprunteur et des autres membres du Groupe, tant qu'une somme restera ou pourra rester due au titre des Documents de Financement Senior ou qu'un Engagement restera en vigueur.

20.13 Chaque Prêteur déclare qu'il est, à la Date de Signature, un Prêteur Éligible.

20.14 Chaque Prêteur pourra également conclure, sans l'accord de l'Emprunteur, des sous-participations relatives au Crédit Senior auprès de sous-participants qui n'interviendront pas directement au Contrat, le Prêteur concerné restant seul tenu vis-à-vis de l'Emprunteur, de l'Agent du Crédit Senior et des autres Prêteurs, de l'intégralité de ses droits et obligations au titre du Contrat, sous réserve que l'Emprunteur n'encoure aucun coût supplémentaire en résultant. Le Prêteur concerné ne pourra se prévaloir de ces accords de sous-participation à l'égard des autres parties au Contrat.

21. TAUX EFFECTIF GLOBAL

PROJET

21.1 Pour satisfaire aux dispositions des articles L. 313-4 du Code monétaire et financier et L. 314-1 et suivants et R.314-1 et suivants du Code de la consommation, il est précisé que seule l'utilisation du Crédit Senior pourra permettre la détermination du taux effectif global, compte tenu notamment, de la variabilité du taux d'intérêts de référence.

21.2 Un exemple de taux effectif global du Crédit Senior est communiqué par l'Agent du Crédit Senior à l'Emprunteur par lettre séparée faisant partie intégrante du Contrat. L'Emprunteur reconnaît expressément que, du fait des particularités des stipulations du Contrat le taux effectif global du Crédit Seniors indiqué dans la Lettre de TEG ne constitue qu'un exemple établi sur la base de certaines hypothèses qui ne lie pas l'Agent du Crédit Senior et les Prêteurs pour l'avenir. L'Emprunteur reconnaît avoir reçu la lettre relative au TEG.

21.3 L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes estimations qu'il estimait nécessaires pour apprécier le coût du Crédit Senior et reconnaît avoir obtenu tous renseignements nécessaires de la part de l'Agent du Crédit Senior.

22. ABSENCE DE RENONCIATION

22.1 Aucun retard, aucune tolérance, ni aucune omission ou abstention de la part de l'Emprunteur, d'un Prêteur ou de l'Agent du Crédit Senior ou de l'Agent des Sûretés dans l'exercice de l'un quelconque de ses droits aux termes des Documents de Financement Senior, ne portera atteinte audit droit ni ne sera considéré comme impliquant de sa part une renonciation à se prévaloir de ce droit.

22.2 Les droits et recours stipulés au Contrat sont cumulatifs et non exclusifs d'aucun droit ou recours qu'un Prêteur ou que l'Agent du Crédit Senior ou que l'Agent des Sûretés pourrait avoir par ailleurs.

23. FRAIS, DROITS ET HONORAIRES

23.1 L'Emprunteur paiera à la Date de Signature, les honoraires au titre de la rédaction des Documents de Financement Senior à hauteur du montant convenu dans la lettre d'engagement du cabinet Carbonnier Lamaze Rasle.

23.2 Dans l'hypothèse dans laquelle l'Emprunteur solliciterait une renonciation, un accord ou la rédaction d'un avenant, l'Emprunteur paiera et/ou, selon le cas, remboursera l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés des frais, taxes et commissions (y compris les honoraires d'avocats, et commissions de *waiver*) engagés par l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés et les Prêteurs pour honorer cette demande, l'évaluer, la négocier ou s'y conformer.

23.3 Dans les TRENTE (30) Jours Ouvrés suivant la demande de l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, l'Emprunteur remboursera à chaque Prêteur, l'Agent du Crédit Senior et/ou l'Agent des Sûretés, les frais, taxes et dépenses (y compris les honoraires d'avocats) engagés à l'effet de préserver ou de mettre en œuvre ses droits au titre d'un Document de Financement Senior (honoraires raisonnables et adaptées), sur présentation de justificatifs appropriés.

PROJET

24. AUTONOMIE DES STIPULATIONS

24.1 Au cas où l'une quelconque des stipulations du Contrat deviendrait nulle ou serait déclarée nulle, interdite ou sans effet, la validité des autres stipulations du Contrat n'en serait pas pour autant affectée.

24.2 Les Parties s'obligent à convenir d'une nouvelle stipulation en remplacement de celle nulle, interdite, ou sans effet, le tout dans le respect de l'esprit et la commune intention traduite par la stipulation nulle, interdite, ou sans effet.

25. NOTIFICATIONS

25.1 Sauf stipulation particulière contraire, toute notification pouvant ou devant être donnée dans le cadre de l'exécution du Contrat le sera par écrit et devra être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre récépissé ou par courrier électronique assorti d'une demande d'accusé de réception.

25.2 Les notifications seront réputées effectuées :

- s'il s'agit d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la date de première présentation de la lettre recommandée ;
- s'il s'agit d'une lettre remise en main propre, à la date mentionnée sur le récépissé de reçu signé par le préposé du destinataire ;
- s'il s'agit d'un courriel, lorsqu'il aura été envoyé à la bonne adresse e-mail et que le destinataire en aura accusé réception.

25.3 Toute notification ou signification devra être adressée aux adresses indiquées à l'**article 29** du Contrat.

À tout moment, chacune des Parties pourra notifier par écrit aux autres, une nouvelle adresse en France métropolitaine à laquelle désormais elle désire que les notifications ou significations prévues au Contrat lui soient adressées. Cette nouvelle adresse prendra effet dans les QUINZE (15) Jours Ouvrés suivant la date de la notification.

26. IMPREVISION – CADUCITE – ABSENCE DE CONTRAT D'ADHESION

26.1 Chacune des Parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre des Documents de Financement Senior est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

PROJET

26.2 Si le Contrat devient caduc pour quelque raison que ce soit et notamment en application de l'article 1186 du Code civil, les Parties conviennent que les modalités prévues ci-après s'appliqueront.

(i) cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif ;

(ii) les Prêteurs conserveront l'intégralité des sommes perçues au titre des Documents de Financement Senior (en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, Coûts de Réemploi des fonds, frais, coûts et tous autres accessoires) et ne seront, en conséquence, tenues d'aucune obligation de restitution envers l'Emprunteur de tout ou partie des sommes ainsi perçues ;

(iii) l'Emprunteur sera tenu, à compter de la date à laquelle la caducité du Contrat aura été prononcée, au remboursement et paiement envers les Prêteurs de toutes sommes dues au titre (i) de l'Encours du Crédit Senior, (ii) des intérêts courus conformément aux stipulations du Contrat jusqu'à la date de paiement effectif des sommes restant dues au titre de l'Encours du Crédit Senior, (iii) des intérêts de retard, frais, commissions et autres sommes dus au titre des Documents de Financement Senior (en ce compris les éventuels Coûts de Réemploi) ;

(iv) les Parties reconnaissent expressément que dans un tel cas, le présent **article 26.2** ainsi que l'**article 28** (*Droit Applicable – Attribution de compétence*), l'**article 7.2** (*Intérêts de Retard*) ainsi que toutes autres stipulations du Contrat destinées à survivre à la fin du Contrat pour quelque cause que ce soit, continueront à produire leurs effets.

26.3 Chacune des Parties reconnaît que les présentes ne constituent pas un contrat d'adhésion et que chacun de ses termes a pu être discuté et négocié conformément à la volonté respective des Parties après que chacune d'entre elles ait disposé d'un temps de réflexion suffisant avant de s'engager dans les présentes.

27. CONFIDENTIALITE

27.1 Secret Bancaire

L'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs sont tenus au secret professionnel. Toutefois, le secret peut être levé conformément aux dispositions légales (notamment conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier) et réglementaires sans qu'il soit nécessaire d'informer ou d'obtenir l'accord de l'Emprunteur. Ainsi, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs peuvent devoir communiquer des informations notamment à toute personne soumise au secret professionnel, à des auditeurs, conseils juridiques, financiers ou fiscaux, à des commissaires aux comptes ou des agences de notation, à des organismes officiels, des autorités judiciaires, arbitrales, ou administratives, légalement habilitées. Le secret professionnel peut également être levé, au cas par cas, à la demande ou avec l'autorisation expresse de l'Emprunteur, au bénéfice exclusif des personnes qu'il désignera par écrit. L'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs prendront

PROJET

alors les mesures propres à assurer la confidentialité des informations transmises, notamment par la conclusion d'un engagement de confidentialité.

À ce titre, l'Emprunteur autorise dès à présent l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés et les Prêteurs à communiquer les données le concernant et concernant le Contrat et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

(i) l'organe central de chaque Prêteur, afin que ceux-ci puissent satisfaire à leurs obligations légales et règlementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;

(ii) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats, ainsi qu'à toute instance judiciaire, administrative ou arbitrale dans laquelle une Partie Financière est partie ou à qui il serait demandé de révéler toute information ayant trait au Contrat ;

(iii) les bénéficiaires de virements de fonds et leurs prestataires de services de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la règlementation en matière d'embargos et de Sanctions Internationales ;

(iv) les sociétés de chaque Prêteur, chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux, …) au bénéfice de l'ensemble de leurs entités.

27.2 Informatique et Liberté – Protection des Données Personnelles

27.2.1 Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (la **« Réglementation Protection des Données Applicable »**).

27.2.2 Les données personnelles collectées dans le cadre du Contrat concernent les personnes physiques que sont notamment les ayants droit économiques (actionnaires, associés, bénéficiaires effectifs, etc..), les représentants légaux, les mandataires y compris les représentants et mandataires des Parties Financières. Cette collecte et les traitements qui en résultent sont nécessaires à l'exécution du Contrat, au respect des obligations légales et réglementaires et aux finalités décrites à l'**article 27.2.1** ci-dessus et dans les mentions d'information, disponibles auprès des personnes désignées à l'**article 27.2.3** ci-dessous.

PROJET

L'Emprunteur s'engage à informer les personnes précitées à l'alinéa qui précède (à l'exception des représentants et mandataires des Parties Financières), dans un délai de TRENTE (30) jours calendaires maximum à compter de la communication de leurs données aux Prêteurs, de la politique de protection des données personnelles des Parties Financières.

Les informations sur le traitement des données personnelles par les Parties Financières sont disponibles aux adresses suivantes :

- pour CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE : [●]
- pour BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE : [●]
- pour BANQUE CIC EST: https://www.cic.fr/fr/entreprises/protection-des-donnees-personnelles/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-personnes-morales.html

27.2.3 Les coordonnées du délégué à la protection des données de chacune des Parties Financières sont les suivantes :

- pour CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE : [●]
- pour BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE : [●]
- pour BANQUE CIC EST : Monsieur le Délégué à la Protection des Données, 63 chemin Antoine Pardon à 69814 Tassin Cédex.

Pour les besoins de l'exécution du Contrat, les Parties peuvent être amenées à transférer les données personnelles à des tiers sous-traitants leur fournissant des services de support. Certains de ces prestataires peuvent se trouver en dehors de l'Union Européenne. Dans ce cas et préalablement au transfert hors Union Européenne des données personnelles concernées, les Parties mettront en œuvre toute procédure requise pour obtenir les garanties nécessaires à la sécurisation de tels transferts.

L'Emprunteur reconnait que l'exercice de certains de ces droits pourrait empêcher les Prêteurs et l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés de maintenir l'exécution du Contrat.

Les personnes peuvent également, en cas de contestation, former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante http://cnil.fr et dont le siège est situé 3, place de Fontenoy 75007 Paris.

28. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

28.1 Le Contrat est soumis pour sa validité, son interprétation et son exécution au droit français.

28.2 Les Parties font attribution exclusive de compétence au Tribunal de commerce de Dijon (21 – France).

29. ÉLECTION DE DOMICILE

(i) pour l'Emprunteur :

PROJET

À l'attention de : Baptiste Malherbe
E-mail : b.malherbe@aja.fr
Adresse postale : S.A.S A.J.A FOOTBALL
Route de Vaux
BP349
AUXERRE CEDEX

(i) pour CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE (Arrangeur, Agent du Crédit Senior, Agent des Sûretés, Prêteur) :

À l'attention de : Lucas BOITEUX
E-mail : lucas.boiteux@cebfc.caisse-epargne.fr /CEBFC-B-MO-AGENCY-FS@CEBFC.CAISSE-EPARGNE.FR /
Adresse postale : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Direction Ingénierie Financière
18 Avenue Françoise Giroud
21000 Dijon

(ii) pour BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE (Prêteur) :

À l'attention de : [●]
E-mail : [●]
Adresse postale : [BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE]
[●]
[●]

(iii) pour BANQUE CIC EST (Prêteur) :

À l'attention de : [Michel Galicier]
E-mail : [michel.galicier@cic.fr]
Adresse postale : CIC Est Agence Entreprise de Troyes
107 avenue Michel Baroin 10800 Saint Julien Les Villas

30. SIGNATURE ELECTRONIQUE

30.1 Les Parties conviennent que la présente convention est signée sur support électronique au moyen d'un procédé de « signature électronique avancée » conformément à la règlementation européenne et française en vigueur, en particulier le Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 et les articles 1367 et suivants du Code civil. À cet effet, les Parties ont décidé d'utiliser la technologie de signature électronique du prestataire DocuSign. Les Parties décident chacune (i) que la signature électronique apposée sur la convention a la même valeur juridique que sa signature manuscrite et (ii) que les moyens techniques mis en œuvre dans le cadre de cette signature

PROJET

confèrent date certaine à la convention. En outre, les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments de la convention sur le fondement de sa nature électronique et des données d'horodatage de la convention, et acceptent la production, à titre de preuve, de tous les éléments d'identification utilisés pour les besoins de la signature électronique, du certificat d'authentification afférent à la présente ainsi que des modalités techniques de réalisation de la signature électronique.

30.2 Les Parties s'entendent pour désigner Dijon (21 – France) comme lieu de signature.

30.3 Enfin, les Parties prennent acte chacune et en tant que de besoin que (i) au titre de l'article 1375, al. 4 du Code civil, l'exigence d'une pluralité d'originaux imposée par l'article 1375, al. 1er du Code civil est réputée satisfaite à l'égard de la présente signée sous forme électronique conformément aux articles 1367 et suivants du Code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 et (ii) le procédé de signature électronique susvisé et utilisé pour signer la présente sur support électronique permet à chacun de disposer d'un exemplaire de la convention sur support durable ou d'y avoir accès. Les Parties reconnaissent par ailleurs que la solution de signature électronique offerte par DocuSign correspond à un degré suffisant de fiabilité pour identifier les signataires et pour garantir le lien entre leur signature et la convention.

30.4 La signature d'une Partie ne lui sera opposable que lorsque toutes les Parties auront signé.

signatures en page suivante

PROJET

MIS EN SIGNATURE ELECTRONIQUE LE [●] 2025.

L'EMPRUNTEUR

[A.J.A FOOTBALL]
Par : [●]

LES ARRANGEURS

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

L'AGENT DU CREDIT SENIOR

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

L'AGENT DES SURETES

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

LES PRETEURS

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Par : [●]

BANQUE CIC EST
Par : [Michel GALICIER]

PROJET

LISTE DES ANNEXES :

1. Modèle d'Acte de Cession
2. Modèle de Certificat
3. Conditions Préalables et Conditions Suspensives
4. Modèle de Demande de Tirage
5. Tableau d'amortissement Crédit Senior

ANNEXE 1

MODELE D'ACTE DE CESSION

Le présent Acte de Cession est conclu :

ENTRE LES PARTIES SOUSSIGNEES :

(1) **[●]**, [comparution], (ci-après le **« Prêteur Cédant »**), de première part,

Et,

(2) **[●]**, [comparution], (ci-après le **« Prêteur Cessionnaire »**), de seconde part.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

(A) Le Prêteur Cédant est partie au contrat de crédit senior conclu en date du [●] 2025, entre la société A.JA. FOOTBALL, en qualité d'Emprunteur, et CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, en qualité d'Arrangeur, de Prêteur, d'Agent du Crédit Senior, et d'Agent des Sûretés, BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, en qualité d'Arrangeur et de Prêteur et BANQUE CIC EST, en qualité de Prêteur, (ci-après le **« Contrat »**).

(B) Le Prêteur Cédant souhaite céder et le Prêteur Cessionnaire souhaite acquérir [tout]/[la *quote-part indiquée en Annexe du présent Acte de Cession]* de l'Engagement, des droits *[et des obligations]* du Prêteur Cédant, tels que décrits en **Annexe** du présent Acte de Cession.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les termes définis dans le Contrat auront la même signification dans le présent Acte de Cession.

1. [*Le Prêteur Cédant et le Prêteur Cessionnaire sont convenus de la cession de*] / [*Le Prêteur Cédant confirme qu'il va, par acte séparé, céder à la Date de Cession au Prêteur Cessionnaire*] (1) [*l'intégralité*] / [*la quote-part indiquée à l'**Annexe** du présent Acte de Cession*] des droits [*et des obligations*] du Prêteur Cédant afférents aux Engagements cédés, tels que décrits en **Annexe** du présent Acte de Cession, conformément aux stipulations de l'Article 20 du Contrat (2), [*ladite cession étant constitutive d'une cession de contrat, au sens des articles 1216 et suivants du Code civil*] (3).

(1) Option à utiliser si la cession est faite par acte séparé (par exemple conformément aux articles L. 214-169 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier ou à toute autre modalité légale).

(2) Les parties à l'Acte de Cession pourront convenir de procéder à une cession de créances telle que prévue par les articles 1321 et suivants du Code civil.

(3) Le Prêteur Initial devra afin que la cession prenne effet à l'égard de l'Emprunteur (ou pour une cession de créances, qu'elle soit opposable à l'Emprunteur), s'assurer que cette cession soit notifiée à l'Emprunteur ou que l'Emprunteur en prend acte.

2. Le Prêteur Cédant sera libéré pour l'avenir de ses obligations envers chacun des Emprunteurs au titre du Contrat à hauteur des Engagements cédés au Prêteur Cessionnaire, tels que décrits en **Annexe** du présent acte de cession.

3. Le Prêteur Cessionnaire bénéficiera des droits du Prêteur Cédant (ainsi que les droits du Prêteur Cédant au titre des Sûretés Senior) et afférents aux Engagements cédés, tels que décrits en **Annexe** du présent Acte de Cession. Il devra adresser toute lettre d'adhésion prévue par les Documents de Financement Senior.

4. Le Prêteur Cessionnaire confirme, au bénéfice du Prêteur Cédant et des autres Prêteurs et sans encourir aucune responsabilité à l'égard de l'un quelconque des Emprunteurs, qu'il :

(i) est un Prêteur Eligible qui n'est pas un Prêteur Bénéficiant d'un Traité Fiscal ;
(ii) est un Prêteur Bénéficiant d'un Traité Fiscal ;
(iii) n'est pas un Prêteur Eligible [(4)].

et qu'il [est] / *[n'est pas]* constitué dans un État ou Territoire Non Coopératif et qu'il [agit] / *[n'agit pas]* pas à travers une Agence de Crédit située dans un État ou Territoire Non Coopératif [(5)].

5. La présente cession est consentie par le Prêteur Cédant sans garantie sur l'existence des droits cédés.

6. Le Prêteur Cessionnaire accepte expressément les clauses limitatives de responsabilité stipulées dans le Contrat.

7. Le Prêteur Cessionnaire confirme au Prêteur Cédant avoir fait sa propre analyse, sous sa propre responsabilité, de manière indépendante et pour son propre compte, des risques résultant des Documents de Financement Senior et notamment en ce qui concerne :

(i) la situation financière, le statut, les caractéristiques de chacun des Emprunteurs ;
(ii) la légalité, la validité, le caractère adéquat et la possibilité de mettre en œuvre les droits découlant des Documents de Financement Senior et de tout autre acte ou document concernant un, ou préparé en vue de la signature des Documents de Financement Senior ;
(iii) les recours, et notamment leur nature et étendue, dont pourra éventuellement disposer le Prêteur Cessionnaire à l'encontre de chacun des Emprunteurs ou de l'un de leurs actifs au titre des Documents de Financement Senior, des opérations envisagées par ceux-ci ou des autres accords ou documents concernant ou préparés en vue de la signature des Documents de Financement Senior ;

(4) Supprimer les mentions inutiles. Chaque nouveau Prêteur doit confirmer dans laquelle de ces trois catégories il se situe.
(5) Supprimer les mentions inutiles. Chaque nouveau Prêteur doit indiquer s'il se situe dans une de ces catégories.

PROJET

(iv) le caractère adéquat, l'exactitude et/ou le caractère exhaustif des informations fournies par une Partie ou une autre personne en rapport avec les Documents de Financement Senior, les opérations qu'ils organisent ou toute autre convention, accord ou document concernant ou préparé en vue de la signature des Documents de Financement Senior.

8. Il est également irrévocablement reconnu par les Parties que :

(i) le Prêteur Cédant ne répond en rien de la solvabilité de chacun des Emprunteurs envers le Prêteur Cessionnaire ;
(ii) les Prêteurs ne répondent en rien de la solvabilité de chacun des Emprunteurs envers le Prêteur Cessionnaire ;
(iii) le Prêteur Cédant ne sera tenu de restituer au Prêteur Cessionnaire aucune somme (intérêt, commission, ou autres) due par l'un quelconque des Emprunteurs au titre du Crédit Senior et antérieure à la Date de Cession ;
(iv) les Prêteurs ne seront tenus de restituer au Prêteur Cessionnaire aucune somme (intérêt, commission, ou autres) due par l'un quelconque des Emprunteurs au titre du Crédit Senior et antérieure à la Date de Cession.

9. Le Prêteur Cessionnaire confirme qu'il sera titulaire des mêmes droits et qu'il assumera les mêmes obligations que s'il avait été un Prêteur initial à la date de signature du Contrat.

10. Les parties au présent Acte de Cession conviennent que la présente cession prenne effet à compter du [●] ou, si elle est postérieure, la dernière en date d'accusé de réception du présent Acte de Cession par l'Agent du Crédit Senior et l'Agent des Sûretés (la **« Date de Cession »**).

11. Le présent Acte de Cession est régi par le droit français. Le Tribunal de Commerce de Dijon (21 – France) sera compétent pour connaître de tout différend le concernant.

signatures en page suivante

PROJET

FAIT À [●], LE [●], EN [●] ([●]) EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

LE PRÊTEUR CEDANT
[dénomination sociale]

Nom :
Titre :

Bon pour accusé de réception

Date : [●]

LE PRÊTEUR CESSIONNAIRE
[dénomination sociale]

Nom :
Titre :

Bon pour accusé de réception

Date : [●]

L'AGENT DU CREDIT SENIOR
[dénomination sociale]

Nom :
Titre :

L'AGENT DES SURETES
[dénomination sociale]

Nom :
Titre :

PROJET

ANNEXE A L'ACTE DE CESSION

ENGAGEMENTS, DROITS [*ET OBLIGATIONS]* FAISANT L'OBJET DE LA CESSION

[insérer les détails appropriés]

1 MONTANT DE L'ENGAGEMENT ET DE LA PARTICIPATION CEDES

Crédit Senior	Engagement cédé	Participation cédée
Crédit d'Investissements	EUR [●]	EUR [●]

2. COORDONNEES DU PRETEUR CESSIONNAIRE

Désignation :	[●]
Agence de Crédit :	[●]
À l'attention de :	[●]
Courrier électronique :	[●]
n° de téléphone :	[●]
Compte(s) bancaire(s) pour les paiements :	[●]
Coordonnées RGPD :	[●]

PROJET

ANNEXE *2*

MODELE DE CERTIFICAT

A : **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**
Attention : [●]
Courriel : [●]
Date : [●]
Objet : A.J.A FOOTBALL
Contrat de Crédit Senior en date du [●] 2025 (le "**Contrat**")

Le présent Certificat vous est adressé en application de **l'article 11** et en tenant compte des définitions du Contrat.

Les termes définis dans le Contrat de Crédit Senior ont la même signification dans le présent Certificat.

Les informations requises au titre du Contrat pour la dernière Période de Test sont les suivantes :

R1 (RATIO DE TRESORERIE)	**€**
Somme des disponibilités et valeurs mobilières de placement disponibles dans un délai de moins de cinquante jours et non nanties.	[●]
= RATIO DE TRESORERIE (R1)	[●]

Les détails de calcul du Ratio R1 sont les suivants :

[●]

Autres Informations :

Date de Livraison du Bâtiment « Hospitality »	JJ/MM/AAAA
Montant (brut) des acquisitions de Joueurs	[●] € Dont : Frais : [●] Impôts : [●] Taxes : [●]
Montant (net) des acquisitions de Joueurs	[●] €

PROJET

Montant (brut) des cessions de Joueurs	[●] € Montant des Sommes Réaffectées : [●] €
Montant (net) des cessions de Joueurs	[●] € Dont : Frais : [●] Impôts : [●] Taxes : [●] Montant des Sommes Réaffectées : [●] €
Montant cession(s) Immeuble	[●] €
Montant cession(s) Autres Actifs Immobilisés	[●] € Montant des Sommes Réaffectées : [●] €
Montant des Investissements	[●] €
Montant des Sûretés Réelles	[●] €
Montant des Sûretés Personnelles	[●] €
Montant des Engagements Hors-Bilan	[●] €
Montant des produits d'assurance	[●] €
Montant des dividendes perçus	[●] €
Montant des dividendes et autres sommes versés et/ou dus aux Associés	[●] €

Est annexé au présent certificat :

- La liste à jour des sociétés du Groupe, le détail des Investissements et l'état détaillé, arrêté au [●], au niveau du Groupe de l'endettement financier à court, moyen et long terme (en ce compris le crédit-bail et de location financière) existant, des Sûretés Réelles et Sûretés Personnelles consenties et des Engagements Hors-Bilan pris (l'« **Etat Détaillé** ») ;

PROJET

- L'état des sinistres sur l'Immeuble.

Nous joignons au présent Certificat, un original de l'attestation signée par nos commissaires aux comptes relative au calcul du Ratio R1 (Ratio de Trésorerie) et des autres informations visées ci-dessus, en ce compris l'Etat Détaillé.

Fait à [●], le [●].

_____

EMPRUNTEUR
Par : [●], dûment habilité à l'effet des présentes
Titre : [●]

PROJET

ANNEXE 3

CONDITIONS PREALABLES ET CONDITIONS SUSPENSIVES

1. Conditions Préalables à la Signature du Contrat de Crédit Senior :

a. Remise d'un extrait K-Bis à jour, datant de moins de UN (1) mois :

i. de l'Emprunteur ;
ii. [*autres à lister si requis*]

b. Statuts à jour :

i. de l'Emprunteur ;
ii. [*autres à lister si requis*]

c. Certificat de non-faillite de moins de 1 mois de :

i. de l'Emprunteur ;
ii. [*autres à lister si requis*]

d. Etats émanant du Greffe du Tribunal de commerce des inscriptions des gages, privilèges et nantissements, datant de moins de QUINZE (15) jours, :

i. de l'Emprunteur ;
ii. [*autres à lister si requis*]

e. Documents KYC (*Know Your Customer*) concernant :

i. l'Emprunteur ;
ii. l'Associé Majoritaire ;
iii. [les autres Associés] ;
iv. [*autres à lister si requis*]

f. Documents d'information de :

i. Région Franche-Comté ;
ii. Département de l'Yonne ;
iii. Agglomération Auxerre.

g. Remise :

i. d'une attestation établie par le représentant légal de l'Emprunteur certifiant la liste de ses Associés et mentionnant leur participation respective au capital et les droits de vote de chacun à la Date de Signature ;

PROJET

ii. d'une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur d'un Organigramme et de la répartition du capital et des droits de vote de chaque société du Groupe (en ce compris l'Emprunteur) ;

h. Délibérations et autorisations des organes sociaux de l'Emprunteur autorisant la conclusion des Documents de Financement et des Documents de Projet ;

i. Délibérations et autorisations autorisant la conclusion des garanties données par chacune des Collectivités Locales :

i. Région Franche-Comté ;
ii. Département de l'Yonne ;
iii. Agglomération Auxerre.

j. Pouvoirs et spécimens de signature du représentant légal ou du signataire des Documents de Financement pour le compte de l'Emprunteur ;

k. Comptes sociaux de l'Emprunteur au 30/06/2025 (si non disponibles, alors au 30/062024), certifiés sans réserve par le Commissaire aux comptes, accompagnés des rapports sur les comptes annuels et spéciaux ;

l. Comptes sociaux de l'Associé Majoritaire ;

m. Comptes consolidés du Groupe au 30/06/2025 (si non disponibles, alors au 30/062024) certifiés sans réserve par le Commissaire aux comptes, accompagnés des rapports y afférents ;

n. Comptes Consolidés de l'Associé Majoritaire ;

o. Confirmation du maintien de l'A.J.A. FOOTBALL en Ligue 1 ;

p. Mise à jour du Business plan consolidé du Groupe (droits TV inclus) jugée satisfaisante par les Prêteurs ;

q. Détail du plan de financement du Projet ;

r. Remise d'un état détaillé des Coûts de Projet ;

s. Remise des Autorisations Administratives obtenues à la Date de Signature ;
[*à revoir – liste à établir*]

t. Remise des polices et attestations d'Assurance conclues à la Date de Signature ;
[*à revoir – liste à établir*]

u. Contrats signés des réservations de places par entreprises ;

v. Etat à jour des Dettes Financières du Groupe à la Date de Signature ;

PROJET

w. Justificatifs de propriétés

x. Etat à jour des Sûretés Réelles consenties par les membres du Groupe à la Date de Signature ;

y. Etat à jour des Sûretés Personnelles consenties par les membres du Groupe à la Date de Signature ;

z. Etat à jour des Engagements Hors Bilan consentis par les membres du Groupe à la Date de Signature ;

aa. Endettement Non Refinancé du Groupe inférieur à 3.000.000 € (ou 4.6M€ si obtention du financement billatéral de 1.6M€ en cours avant la Date de Signature) à la Date de Signature ;

bb. Justificatifs des Apports Initiaux pour un montant effectif à la Date de Signature de 7.186.650€ ;

cc. Absence de survenance d'un Cas de Défaut ou d'un Cas de Défaut Potentiel à la Date de Signature ;

dd. Lettre de commissions et de TEG ;

ee. Avis juridique CARLARA LYON, conseil des Prêteurs, qui devra être satisfaisant tant sur la forme que sur le fond pour l'Agent, confirmant la validité, la légalité et la force obligatoire du Contrat de Crédit et sûretés senior (à l'exception des hypothèques, à prendre via acte authentique) ;

ff. Avis juridique du cabinet d'avocats conseil juridique externe de l'Emprunteur confirmant l'existence de l'Emprunteur, la validité et le caractère obligatoire des engagements pris par l'Emprunteur au titre des Documents de Financement et des Documents de Projet, le pouvoir et la capacité de l'Emprunteur à s'engager selon les termes des Documents de Financement et les Documents de Projets, les autorisations sociales de l'Emprunteur à conclure les Documents de Financement et les Documents de Projet et l'absence de Procédure Collective contre l'Emprunteur ;

gg. Signature des Sûretés Senior (en ce compris la Convention de Subordination) ;
[*à revoir selon séquence d'acquisition des parcelles / à revoir avec notaire sur prise d'hypothèque*]

hh. Remise du tableau de flux à la Date de Signature ;

2. Conditions préalables et suspensives à la mise à disposition des fonds au titre de tout Tirage du Crédit :

a. Absence de survenance d'un Cas de Défaut ou d'un Cas de Défaut Potentiel à la Date de Tirage ;

PROJET

b. Remise :

i. d'une attestation établie par le représentant légal de l'Emprunteur certifiant la liste de ses associés et mentionnant leur participation respective au capital et les droits de vote de chacun à la Date de Tirage, et
ii. d'une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur d'un Organigramme et de la répartition du capital et des droits de vote de chaque société du Groupe à la Date de Tirage (en ce compris l'Emprunteur) ;

c. Remise des polices et attestations d'Assurance non déjà remises à la Date de Signature ;
[*à revoir – liste à établir*]

d. Signature des Sûretés Senior non déjà constituée à la Date de Signature ;
[*à revoir selon séquence d'acquisition des parcelles / à revoir avec notaire sur prise d'hypothèque*]

e. Remise du tableau de flux à la Date de Tirage ;

f. Règlement des frais et commissions dus à la Date de Tirage ;

g. Remise CINQ (5) Jours Ouvrés au moins avant la Date de Tirage des factures, devis acceptés, appel de fonds au titre du Contrat de Construction, correspondant aux investissements et/ou travaux à réaliser au titre du Projet, [validés par le maître d'œuvre], et devant être financés par le Tirage ;

h. Remise des Autorisations Administratives devenues définitives et purgées de tout recours nécessaire au titre du Projet.
[*à revoir – liste à établir*]

*
* *

PROJET

ANNEXE 4

MODELE DE DEMANDE DE TIRAGE

LA PRESENTE DEMANDE DE TIRAGE EST À TRANSMETTRE A :
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Agent du Crédit Senior

De : A.J.A FOOTBALL
À : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Agent du Crédit Senior

À [●], le [●],

Madame, Monsieur,

Contrat de Crédit Senior – 11.900.000 €
(Contrat en date du [●] 2025) (le **« Contrat »**)

Nous faisons référence au Contrat, relatif à la mise en place du Crédit Senior d'un montant global maximum de 11.900.000,00 € au profit de A.JA. FOOTBALL (le **« Crédit Senior »**) entre :

(i) A.J.A FOOTBALL, en qualité d'Emprunteur ;
(ii) CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, en qualité d'Arrangeur, d'Agent du Crédit Senior, d'Agent des Sûretés et de Prêteur ;
(iii) BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, en qualité d'Arrangeur et de Prêteur ;
(iv) BANQUE CIC EST, en qualité de Prêteur ;

et aux termes duquel les Prêteurs se sont engagés à mettre des fonds à la disposition de l'Emprunteur, selon les modalités et conditions convenues au Contrat et aux autres Documents de Financement Senior.

Dans la présente Demande de Tirage, tous les termes commençant par une majuscule qui ne sont pas définis aux présentes auront le sens qui leur est donné dans le Contrat.

Nous demandons la mise à disposition de fonds au titre du Crédit Senior selon les modalités suivantes :

(a) Crédit Senior et montant dont la mise à disposition est demandée :

Crédit d'Investissements :	EUR [●]

(b) Date de Tirage demandée : [●]

(c) Numéro de compte à créditer (n° IBAN) : [●]

PROJET

Nous confirmons :

(i) que chacune des conditions mentionnées au Contrat est réalisée ou respectée à la date de la présente Demande de Tirage (en ce comprises notamment les Conditions Suspensives visées au point [2] de la **Partie 2 de l'Annexe 3** au Contrat) ;

(ii) que nous exécut(er)ons intégralement nos obligations aux termes des Documents de Financement Senior ;

(iii) que nous avons réglé ou règlerons tous les montants dus au titre des Documents de Financement Senior, et notamment toutes les commissions, ainsi que le montant de tous les frais prévus aux Documents de Financement Senior ;

(iv) que les déclarations et garanties figurant dans les Documents de Financement Senior, ainsi que dans tout certificat, rapport ou avis remis en exécution des Documents de Financement Senior et des Documents de Projet sont exactes ; et,

(v) qu'il ne s'est produit aucun Cas de Défaut ni aucun Cas de Défaut Potentiel au titre des Documents de Financement Senior et que la mise à disposition des fonds n'aura pas pour conséquence d'entraîner la survenance d'un Cas de Défaut ou d'un Cas de Défaut Potentiel ;

(vi) qu'à la date de présente Demande de Tirage, aucun Cas de Défaut ou Cas de Défaut Potentiel n'est en cours au titre des Documents de Financement Senior et que la mise à disposition des fonds n'aura pas pour conséquence d'entraîner la survenance d'un Cas de Défaut ou Cas de Défaut Potentiel.

La présente Demande de Tirage est irrévocable. Dans l'hypothèse où la mise à disposition susvisée ne pourrait intervenir à la Date de Tirage demandée, ainsi que nous vous le demandons, pour quelque raison que ce soit, ou de la non réalisation à cette date d'une Condition Suspensive conformément aux stipulations des articles 4 et 5 du Contrat, nous nous engageons à indemniser les Arrangeurs, l'Agent du Crédit Senior, l'Agent des Sûretés, et les Prêteurs de toute perte ou tout coût supporté par eux pour liquider ou réemployer les dépôts acquis par eux pour financer la présente Demande de Tirage.

L'EMPRUNTEUR

[●]
Par : [●]
dûment et pleinement habilité(e)

PROJET

ANNEXE 5

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

[*à confirmer*]

	Date d'échéance	Montant du capital à rembourser (en euros)	Capital restant dû (en euros)
1	[JJ/MM/2026]	1.000.000 €	10.900.000 €
2	[JJ/MM/2027]	1.000.000 €	9.900.000 €
3	[JJ/MM/2028]	1.000.000 €	8.900.000 €
4	[JJ/MM/2029]	741.667 €	8.158.333 €
5	[JJ/MM/2030]	741.667 €	7.416.666 €
6	[JJ/MM/2031]	741.667 €	6.674.999 €
7	[JJ/MM/2032]	741.667 €	5.933.332 €
8	[JJ/MM/2033]	741.667 €	5.191.665 €
9	[JJ/MM/2034]	741.667 €	4.449.998 €
10	[JJ/MM/2035]	741.667 €	3.708.331 €
11	[JJ/MM/2036]	741.667 €	2.966.664 €
12	[JJ/MM/2037]	741.667 €	2.224.997 €
13	[JJ/MM/2038]	741.667 €	1.483.330 €
14	[JJ/MM/2039]	741.667 €	741.663 €
15	[JJ/MM/2040]	741.663 €	0 €

PROJET

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-125
OBJET : Attributions de compensation provisoires 2025 - Bilan des services communs 2024

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération du 20 décembre 2018, le Conseil communautaire a validé l'actualisation du schéma de mutualisation par la création de services communs entre la ville d'Auxerre et la Communauté.

- ✓ **Les services communs entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois**

Depuis 2019, l'attribution de compensation – AC – de la ville d'Auxerre est impactée par la refacturation d'une partie de ses services communs. Cette prise en charge se faisait en plusieurs temps :
- impact sur l'AC provisoire en année N selon les inscriptions au budget primitif de l'année N,
- régularisation définitive sur l'AC en année N+1 au vu des dépenses mutualisés réalisées en année N.

Depuis 2024 afin de répartir de manière plus équitable les charges de personnel entre les collectivités, une nouvelle méthode de calcul a été définit pour répartir le montant des charges de personnel et non la croissance de ces charges selon la clé de répartition de chaque service. Cette nouvelle répartition s'applique uniquement pour les services supports : direction générale, communication, accueil téléphonique, informatique, affaires juridiques et assemblées, archives, commande publique, moyens généraux, ressources humaines, finances et éco-responsabilité, ingénierie et évaluation des politiques publiques.

Pour les autres services dénommés, services opérationnels, la répartition des charges de personnel s'opère encore sur la croissance sur la base de 2019.

Ainsi concernant les charges de personnel, elles avaient été évaluées au moment du vote du budget primitif à 11 591 854,61 €. Avec la clôture de l'exercice 2024, le montant définitif 2024 s'élève à 10 916 596,71 €. Un reversement sur l'attribution de compensation – AC - de la ville doit être réalisé pour 675 257,89 € [pages 7 / 8 /9 – annexe1].

L'AC de la ville d'Auxerre est impactée par d'autres charges de fonctionnement :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement des services communs (dépenses A) :
La part définitive 2024 de la ville est de 550 280,09 €. Lors de l'élaboration du budget 2024, le prélèvement sur l'AC avait été évalué à 618 000,46 €. Un remboursement de la différence de 67 720,37 € doit être réalisée sur l'AC 2024 [page10 – annexe 1].

- les autres charges de gestion (dépenses B) :
La part définitive 2024 de la ville est de 358 642,35 €. Au stade de l'élaboration budgétaire, le montant avait été évalué à 347 031,72 €. Un prélèvement de la différence de 11 610,63 € doit être prélevé sur l'AC 2024 [page 11 – annexe 1].

communauté
de l'auxerrois

- le partage de la variation des charges de structures des bâtiments municipaux et communautaires qui hébergent des services mutualisés (dépenses C) :
La ville a supporté une croissance positive de 80 063,02 €. L'agglomération a connu une hausse de ces charges pour 36 335,58 €. On constate une hausse globale de 116 398,60 €.
Selon la clé de répartition, la ville aurait dû porter une croissance de 108 483,49 €. La différence entre les charges portées par la ville (80 063,02 €) et ce qu'elle aurait dû porter (108 483,49 €), soit 28 420,47 € doit être prélevée sur l'AC de la ville [page 12 – annexe 1].

Enfin, les dépenses d'investissement réalisées par les services communs sont portées par la Communauté de l'Auxerrois et font l'objet d'un remboursement par le biais d'une Attribution de compensation d'investissement – ACi.

Pour 2024, la part des dépenses d'investissement mutualisées qui revient à la ville est de 663 951,16 €. Au moment de la construction budgétaire 2024, ce versement avait été projeté à 590 912,30 €. Un prélèvement de la différence pour 73 038,86 € doit donc être réalisé sur l'AC 2025 [page 13 – annexe1].

Ainsi, l'impact définitif sur l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre pour 2025 est le suivant :

		Budget primitif 2024	Compte administratif 2024	Ajustement sur AC 2025
Service commun 2024	1 Régularisation AC 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	635 464,08 €	635 464,08 €	- €
	Charges de personnel - Services ressources	- 2 732 140,18 €	- 2 964 278,36 €	- 232 138,17 €
	Charges de personnel - Services opérationnels	- 8 859 714,42 €	- 7 952 318,36 €	907 396,06 €
	Part fixe 2019	*- 7 943 210,75 €*	- 7 571 835,27 €	371 375,48 €
	Part Croissance	*- 916 503,67 €*	- 380 483,09 €	536 020,58 €
	2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service	- 618 000,46 €	- 550 280,09 €	67 720,37 €
	2 – Dépenses B : autres charges de gestion	- 347 031,72 €	- 358 642,35 €	- 11 610,63 €
	2 – Dépenses C : charges de structures		-28 420,47	- 28 420,47 €
	Impact mutualisation 2024	-11 921 422,71 €	- 11 218 475,54 €	702 947,17 €
Service commun 2025	Charges de personnel - Services ressources			- 3 521 521,93 €
	Charges de personnel - Services opérationnels			- 7 966 173,94 €
	Part fixe 2019			*- 6 962 212,66 €*
	Part Croissance			*- 1 003 961,28 €*
	2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service			- 680 831,77 €
	2 – Dépenses B : autres charges de gestion			- 347 345,80 €
	2 – Dépenses C : charges de structures (en 2024 après clôture de l'exercice 2023)			
	Impact mutualisation 2025			- 12 515 873,44 €
	Impact des autres transferts de compétences	- 2 397 443,95 €		- 2 397 443,95 €
	AC fiscale	16 017 721,00 €		16 017 721,00 €
	AC provisoires 2025	1 698 854,34 €		1 807 350,78 €

Projection de l'Acd'investissement de la ville

	Budget primitif 2024	Compte administratif 2024	Ajustement sur AC 2025
Régularisation mutualisation 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	111 448,76 €	111 448,76 €	- €
Mutualisation 2024	590 912,30 €	663 951,16 €	73 038,86 €
Pluvial	77 153,00 €	77 153,00 €	- €
SNAS	234 355,00 €	234 355,00 €	- €
Aci définitives 2024	980 736,10 €	1 086 907,92 €	73 038,86 €

- ✓ **Le service commun des systèmes d'information entre la Communauté de l'Auxerrois, la ville d'Auxerre et le CCAS**

communauté
de l'auxerrois

Le calcul du service commun informatique se fait sur la base de la construction du budget primitif année N avec l'émission d'un titre de recette au CCAS. L'ajustement définitif sera réalisé en N+1 lors que le coût définitif sera connu avec l'établissement du compte administratif N. Cet ajustement viendra en déduction ou en complément de l'estimation du service commun informatique année N+1 du CCAS.

Concernant les charges de personnel, Elles avaient été projetées en 2024 à 47 975,88 €. Avec la clôture de l'exercice 2024, les charges de personnel s'élèvent à 49 686,16 €. Une facturation complémentaire de 1 710,29 € doit être opérée sur 2025 pour ce montant € [pages 7 / 8 /9 – annexe1].

Le service commun avec le CCAS englobe d'autres charges de fonctionnement :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement des services communs (dépenses A) :

La part définitive 2024 du CCAS est de 32 097,14 €. Lors de l'élaboration du budget 2024, le prélèvement sur l'AC avait été évalué à 27 858,27 €. Une facturation de la différence de 4 238,87 € doit être réalisée via un titre de recettes [page10 – annexe 1].

- les autres charges de gestion (dépenses B) :

La part définitive 2024 du CCAS est de 15 779,02 €. Au stade de l'élaboration budgétaire, le montant avait été évalué à 15 425,20 €. Une facturation de la différence de 353,82 € doit être réalisée via un titre de recette [page 11 – annexe 1].

Concernant les dépenses d'investissement, la part revenant au CCAS est de 12 727,14 €. Au moment de la construction budgétaire 2024, ce versement avait été projeté à 5 505,94 €. Une facturation complémentaire de 7 221,20 € doit s'opérer [page 13 – annexe1].

Ainsi, l'impact définitif du service commun 2025 pour le CCAS est le suivant :

	Budget primitig 2024	Compte administratif 2024	Facturation complémen-taire
Charges de personnel - part fixe	47 975,88 €	49 686,16 €	1 710,29 €
Dépenses A - nécessaire au fonctionnement du service	27 858,27 €	32 097,14 €	4 238,87 €
Dépenses B - Autres charges de gestion	15 425,20 €	15 779,02 €	353,82 €
Remboursement sur les dépenses de fonctionnement	**91 259,35 €**	**97 562,32 €**	**6 302,98 €**
Dépenses d'investissement	5 505,94 €	12 727,14 €	7 221,20 €
Refacturation dépenses d'investissement	**5 505,94 €**	**12 727,14 €**	**7 221,20 €**

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les montants des attributions de compensation provisoires ajustés 2025 tels que présentés en Annexe 2 et les montants à refacturer ou titrer au CCAS,

- D'autoriser le Président à notifier aux communes membres le montant de ces attributions de compensations provisoires ajustés 2025,

- D'autoriser le Président à faire les ajustements budgétaires 2025.

COMMISSION MUTUALISATION

MAI 2025

ANNEXE 1

SERVICES COMMUNS ENTRE LA VILLE D'AUXERRE, LE CCAS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

Services communs définitifs 2024 avec impact sur l'attribution de compensation 2025

communauté de l'auxerrois

AUXERRE

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

CONTEXTE

- **Changement de méthode**

Lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023, l'assemblée délibérante a modifié la méthode de répartition des charges de personnel en **partageant le montant de ces charges de personnel et non la croissance de ces charges selon la clé de répartition de chaque service**.

Afin de ne pas modifier la méthode de calcul sur tout le périmètre des services communs. Un premier travail s'est opéré uniquement sur les services supports :

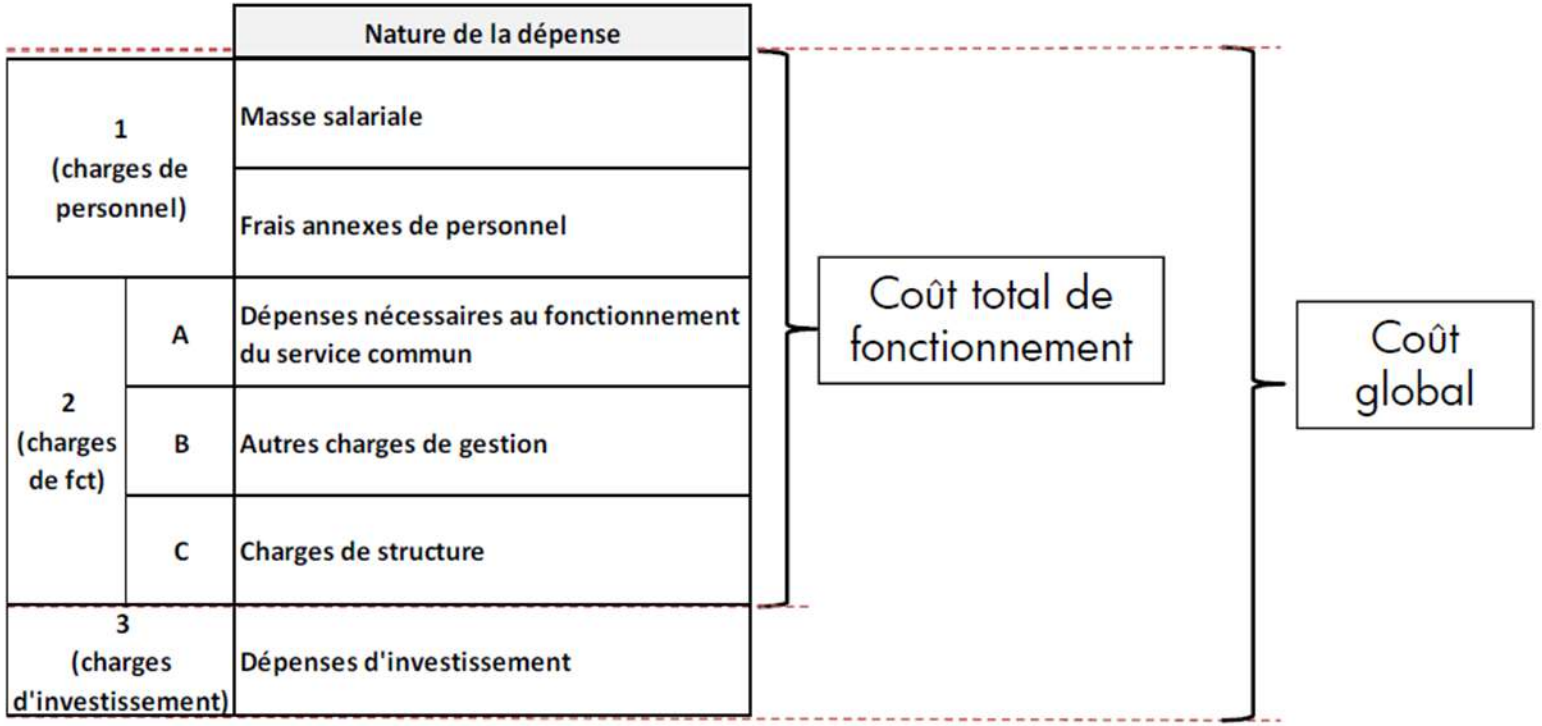
- Direction générale, communication, accueil téléphonique, informatique, affaires juridiques et assemblées, archives, commande publique, ressources humaines, finances, ingénierie et évaluation des politiques publiques.

Les services opérationnels sont la direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public, direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire, service logistique, direction de la valorisation du cadre de vie et le service de la transition écologique.

Ce changement de méthode impacte le calcul sur les coûts 2024.

LE PÉRIMÈTRE DE DÉPENSES

LE COÛT COMPLET DU SERVICE COMMUN



LE PÉRIMÈTRE DE DÉPENSES

LE CONTENU DES DÉPENSES

		Nature de la dépense	Contenu de la dépense
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Salaires des agents
		Frais annexes de personnel	AIST, formation CNFPT, assurance statutaire, CNAS, FIPHFP
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers
	B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures…
	C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance batiment, gardiennage éventuel…
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement	Equipements mis en commun entre la CA et la Ville imputés en section d'investissement (gros et petit matériel)

ORGANIGRAMME MUTUALISÉ

AUXERRE

MAIRE - PRÉSIDENT
CRESCENT MARAULT

CABINET
YVES LASMARTRES
tel : 03 86 72 43 03

- CHEF DE CABINET — VINCENT CHAGNEAU 46 60
- CHARGÉ DE MISSION — RENAUD BUSENHARD 43 95
- CHARGÉ DE MISSION — VINCENT COCUSSE 45 07

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
GILLES ROUVERA
tel : 03 86 72 43 06

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ
FRÉDÉRIC RENAUD
03 86 72 21 12

- STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE — Annick SOTO 06 08

FINANCES ET ÉCO RESPONSABILITÉ
DELPHINE CHEITROGER
tel : 03 86 72 43 08

TRANSITION ÉCOLOGIQUE
GENEVIÈVE BARRIER-RIHOUET
27 97

INGÉNIERIE ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
VIRGINIE VILTARD
tel 03 86 72 48 71

COMMUNICATION
OLIVIER VASSÉ 64 85 50
tel : 03 86 72 20 74

SÉCURITÉ ET TRANQUILLITÉ PUBLIQUES
(Police municipale, ASVP, gens du voyage)
JACKY MULAWAKA
tel : 03 86 72 43 95

RESSOURCES JURIDIQUES ET HUMAINES
RAPHAEL ANTHEAUME
tel : 03 86 72 43 17

ADMINISTRATION GÉNÉRALE
MARGAUX VERNIN
tel : 43 07

- MOYENS GÉNÉRAUX — Frédéric LARAT 43 15
- COMMANDE PUBLIQUE — Athoumani YHOULAM 44 28
- ARCHIVES — Virginie ROUSSELET 20 67
- ASSEMBLÉES, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCE — Timéa FROMAGEOT 20 69

RESSOURCES HUMAINES
MARIE DEKEYSER
tel : 43 35

- DÉVELOPPEMENT RH — Isabelle BOUCHETARD 43 34
- ADMINISTRATION DU PERSONNEL — Marjorie NELSON 43 35

SYSTÈMES D'INFORMATION ET RELATION CITOYENNE
STÉPHANE GOZDIK
tel : 03 86 72 43 31

SYSTÈMES D'INFORMATION
EMMANUEL THIESSON
tel : 44 34

- INFRASTRUCTURE — Khalid HAJJI 46 85
- PROJETS APPLICATIONS — xxxxxxxxx
- TÉLÉPHONIE - PARC ÉCOLES — xxxxxxxxx

RELATION CITOYENNE
JÉRÔME BARBERIS
tel : 43 63

- GUICHET UNIQUE
- REPROGRAPHIE
- LOCATION SALLES ET MATÉRIEL
- ACCUEIL TÉLÉPHONIQUE
- ÉLECTIONS
- ÉTAT-CIVIL

STRATÉGIE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET MOBILITÉS
ANGÉLIQUE BOSQUET
tél : 03 86 72 25 60

- HABITAT — Didier GODEFROY 03 86 98 08 35
- URBANISME RÉGLEMENTAIRE STRATÉGIE FONCIÈRE, GESTION DES RISQUES ET ACCESSIBILITÉ — *MÉLIE VIDAL* 03 86 72 21 10
- GESTION DES RISQUES ET ACCESSIBILITÉ — Corinne DEUTSCHBEIN 03 86 75 44 94
- URBANISME RÉGLEMENTAIRE ET STRATÉGIE FONCIÈRE — Nadège SYLVESTRE BARON 35 31
- SANTÉ ENVIRONNEMENTALE — William DELORME 03 86 72 39 05
- STRATÉGIE URBAINE PLANIFICATION, SYNDICATS MIXTES — *CLAIRE GARNIER* 03 86 72 44 22
- YONNE MÉDIAN — Alexia SCHMIT 20 72
- CONCEPTION ESPACES PUBLICS, MOBILITÉS — *CYRIL DEVIE* 03 86 72 43 73

PATRIMOINE ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC
LAURENT BORYCKI
03 86 72 18 26

- PROGRAMMATION - OPÉRATION — Jean-Marie NOTELET 44 50
- ENTRETIENS PROGRAMMÉS ET DU PATRIMOINE — Jonathan SALLEY - 03 86 72 07 16
- NETTOYAGE — Xavier POHU - 03 86 42 07 18
- AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC — *GILLES TUHET* 03 86 94 83 66
- ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC — xxxxxxxxx 03 86 94 83 64

VALORISATION DU CADRE DE VIE
LINE RAPHAEL-PARDON
06 32 30 54 31

- ENTRETIEN ESPACE PUBLIC — Richard MALHERBE 03 86 94 83 55
- COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS — Mathieu CAISSO 03 86 18 09 24
- ÉCLAIRAGE PUBLIC, EAU ET ASSAINISSEMENT — *ELISE ROUSSELOT* 03 86 94 83 54
- EAU ASSAINISSEMENT — Bruno ALBESSARD 03 86 98 08 37

COHÉSION SOCIALE ET TEMPS DE L'ENFANT
AURORE CLUZEL
03 86 72 44 39

- PETITE ENFANCE — Elodie FALLET 43 80
- EDUCATION, VIE SCOLAIRE, RÉUSSITE ÉDUCATIVE — Mélanie ANDRÉ-THÉODORE 43 44
- CENTRES DE LOISIRS, ACCUEIL PÉRISCOLAIRE — Ariane NOYON 44 43
- RESTAURATION COLLECTIVE — Philippe HAVOUIS 43 39
- COHÉSION SOCIALE — *DOMINIQUE TALLEUR* tel : 03 86 51 88 02
- ESPACES D'ACCUEIL ET D'ANIMATION — 03 86 72 43 51
- CCAS — 03 86 51 88 00

CULTURE, SPORT VIE ASSOCIATIVE
THIERRY CRÉTEUR
03 86 72 44 21

- PÔLE MUSÉAL — Nicolas POTIER 03 86 18 05 51
- Abbaye St Germain — Elodie PAVEC 03 86 72 25 67
- MUSÉUM — Sophie RAJAOFERA 03 86 72 96 53
- ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES — Pierre-Jean ZANTMANN 03 86 40 95 01
- LECTURE PUBLIQUE — Adeline PERRIN 03 86 72 91 53
- VIE SPORTIVE — Christophe CAILLET 03 86 72 43 86
- STADE NAUTIQUE — Fabrice MARTIN 03 86 72 96 97
- VIE ASSOCIATIVE ÉVÉNEMENTS — Caroline SIMONIN 03 86 72 44 62

1- LES CHARGES DE PERSONNEL

La masse salariale : La commune d'Auxerre prend en charge le montant de ses charges de personnel dès 2019. Depuis 2020, la variation de la masse salariale est répartie entre les deux structures en fonction de la clé de répartition de chaque service.

Frais annexes de personnel : il est défini un coût moyen au poste pour ces frais annexes.

2019

€ par agent	Montant 2019*
Assurance statutaire	110 €
Formation CNFPT	189 €
AIST	100 €
FIPHFP	0 €
CNAS	207 €
Total frais annexes	606 €

** montant 2019 selon les marchés en cours et le respect des normes actuelles (FIHPFP)*

2024

€ par agent	2024
Assurance statutaire	214,71 €
Formation CNFPT	201,89 €
AIST	100,00 €
FIPHFP	32,73 €
CNAS	212,00 €
Total frais annexe	*761,33 €*

Le tableau ci-après présente le montant définitif des charges de personnel 2024. Ces montants intègrent l'ensemble des charges de personnel (masse salariale et frais annexes de personnel.

1- LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

IMPACT FINANCIER – SERVICES SUPPORTS

			Projection 2024							Définitif 2024						
				Clé de répartition 2024			Répartition du stock pour les directions ressources et de la croissance pour les directions opérationnelles				Clé de répartition 2024			Répartition de la croissance		
	Services mutualisés		Charges de personnel mutualisé projeté – BP 2024	ville	CA	CCAS	Poids ville	Poids CA	Poids CCAS	Charges de personnel mutualisé définitive Compte administratif 2024	ville	CA	CCAS	Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
	Direction	Services														
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	324 416,01 €	51,41 %	48,59 %		*166 780,42 €*	*157 635,59 €*		330 500,61 €	51,41 %	48,59 %		*169 908,48 €*	*160 592,13 €*	*0,00 €*
		Communication	437 247,72 €	51,41 %	48,59 %		*224 786,55 €*	*212 461,16 €*		434 559,80 €	51,41 %	48,59 %		*223 404,71 €*	*211 155,09 €*	*0,00 €*
		Sous total	**761 663,72 €**				**391 566,97 €**	**370 096,76 €**	**0,00 €**	**765 060,41 €**				**393 313,19 €**	**371 747,22 €**	**0,00 €**
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	268 649,50 €	33,13 %	66,87 %		*89 003,58 €*	*179 645,92 €*		260 271,94 €	33,13 %	66,87 %		*86 228,09 €*	*174 043,85 €*	*0,00 €*
		Archives	226 247,37 €	51,41 %	48,59 %		*116 312,48 €*	*109 934,89 €*		219 105,23 €	51,41 %	48,59 %		*112 640,75 €*	*106 464,48 €*	*0,00 €*
		Commande publique	344 962,76 €	62,98 %	37,02 %		*217 257,55 €*	*127 705,21 €*		231 006,34 €	62,98 %	37,02 %		*145 487,79 €*	*85 518,55 €*	*0,00 €*
		Ressources humaines	920 117,30 €	58,32 %	41,68 %		*536 612,41 €*	*383 504,89 €*		919 911,20 €	58,32 %	41,68 %		*536 492,21 €*	*383 418,99 €*	*0,00 €*
		Moyens généraux	637 227,11 €	74,04 %	25,96 %		*471 802,95 €*	*165 424,16 €*		675 954,61 €	74,04 %	25,96 %		*500 476,79 €*	*175 477,82 €*	*0,00 €*
		Direction	126 490,77 €	55,98 %	44,02 %		*70 804,33 €*	*55 686,44 €*		128 734,17 €	55,98 %	44,02 %		*72 060,09 €*	*56 674,08 €*	*0,00 €*
		Sous total	**2 523 694,82 €**				**1 501 793,30 €**	**1 021 901,52 €**	**0,00 €**	**2 434 983,49 €**				**1 453 385,73 €**	**981 597,76 €**	**0,00 €**
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	751 972,98 €	45,01 %	47,59 %	*7,40 %*	*338 463,04 €*	*357 863,94 €*	*55 646,00 €*	671 434,63 €	45,01 %	47,59 %	*7,40 %*	*302 212,73 €*	*319 535,74 €*	*49 686,16 €*
		Accueil	426 934,72 €	51,41 %	48,59 %		*219 484,70 €*	*207 450,02 €*		391 231,74 €	51,41 %	48,59 %		*201 130,00 €*	*190 101,74 €*	*0,00 €*
		Sous total	**1 178 907,70 €**				**557 947,74 €**	**565 313,96 €**	**55 646,00 €**	**1 062 666,37 €**				**503 342,73 €**	**509 637,48 €**	**49 686,16 €**
	Direction des Finances	Finances	**610 110,21 €**	**64,43 %**	**35,57 %**		**393 094,01 €**	**217 016,20 €**	**0,00 €**	**597 048,35 €**	**64,43 %**	**35,57 %**		**384 678,25 €**	**212 370,10 €**	**0,00 €**
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	**370 925,18 €**	**64,43 %**	**35,57 %**		**238 987,09 €**	**131 938,09 €**	**0,00 €**	**356 291,26 €**	**64,43 %**	**35,57 %**		**229 558,46 €**	**126 732,80 €**	**0,00 €**
	TOTAL Services supports		**5 445 301,63 €**				**3 083 389,11 €**	**2 306 266,52 €**	**55 646,00 €**	**5 216 049,88 €**				**2 964 278,36 €**	**2 202 085,36 €**	**49 686,16 €**

1- LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

IMPACT FINANCIER – SERVICES OPÉRATIONNELS

	Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)			Projection 2024						Définitif 2024					
						Charges de personnel mutualisé projeté – BP 2024	Différence	Clé de répartition 2024		Répartition du stock pour les directions ressources et de la croissance pour les		Charges de personnel mutualisé définitive Compte administratif 2024	Différence	Clé de répartition 2024		Répartition de la croissance	
	Direction	Services	Total charges de personnel 2019	*Dont Ville*	*Dont CA*			ville	CA	Poids ville	Poids CA			ville	CA	Poids ville	Poids CA
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	*175 035,08 €*	*63 553,63 €*	176 162,39 €	-62 426,32 €	90,60 %	9,40 %	*-56 558,24 €*	*-5 868,07 €*	381 538,93 €	142 950,22 €	90,60 %	9,40 %	*129 512,90 €*	*13 437,32 €*
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	*1 083 463,02 €*		1 301 012,98 €	217 549,96 €	87,39 %	12,61 %	*190 116,91 €*	*27 433,05 €*	1 210 294,90 €	126 831,88 €	87,39 %	12,61 %	*110 838,38 €*	*15 993,50 €*
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	*1 848 528,47 €*	*68 784,57 €*	2 320 974,33 €	403 661,29 €	93,82 %	6,18 %	*378 715,02 €*	*24 946,27 €*	1 879 937,00 €	-37 376,04 €	93,82 %	6,18 %	*-35 066,20 €*	*-2 309,84 €*
		Sous total	**3 239 364,77 €**	**3 107 026,57 €**	**132 338,20 €**	**3 798 149,70 €**	**558 784,93 €**			**512 273,69 €**	**46 511,24 €**	**3 471 770,83 €**	**232 406,06 €**			***205 285,08 €***	***27 120,98 €***
	Direction de la statégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	*222 615,12 €*		218 090,92 €	-4 524,20 €	51,41 %	48,59 %	*-2 325,86 €*	*-2 198,33 €*	219 664,38 €	-2 950,74 €	51,41 %	48,59 %	*-1 516,96 €*	*-1 433,78 €*
		Direction et service foncier	265 902,67 €	*252 838,67 €*	*13 064,00 €*	411 061,39 €	145 158,72 €	51,41 %	48,59 %	*74 625,27 €*	*70 533,45 €*	380 785,38 €	114 882,71 €	51,41 %	48,59 %	*59 060,54 €*	*55 822,16 €*
		Droits des sols	128 830,88 €	*126 001,62 €*	*2 829,26 €*	295 898,99 €	167 068,11 €	51,41 %	48,59 %	*85 888,76 €*	*81 179,35 €*	295 176,31 €	166 345,43 €	51,41 %	48,59 %	*85 517,23 €*	*80 828,19 €*
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	*67 696,01 €*	*38 199,44 €*	217 258,29 €	111 362,84 €	51,41 %	48,59 %	*57 251,00 €*	*54 111,84 €*	208 899,08 €	103 003,63 €	51,41 %	48,59 %	*52 953,58 €*	*50 050,05 €*
		Sous total	**723 244,12 €**	**669 151,41 €**	**54 092,71 €**	**1 142 309,58 €**	**419 065,46 €**			**215 439,16 €**	**203 626,30 €**	**1 104 525,15 €**	**381 281,03 €**			***196 014,40 €***	***185 266,63 €***
	Service de la logistique	**Logistique**	**472 127,79 €**	***434 563,29 €***	***37 564,50 €***	**336 570,04 €**	**-135 557,75 €**	51,41 %	48,59 %	**-69 689,47 €**	**-65 868,29 €**	**332 386,84 €**	**-139 740,95 €**	51,41 %	48,59 %	***-71 840,02 €***	***-67 900,93 €***
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	*178 509,29 €*		192 233,36 €	13 724,07 €	87,39 %	12,61 %	*11 993,47 €*	*1 730,61 €*	137 998,90 €	-40 510,39 €	87,39 %	12,61 %	*-35 402,03 €*	*-5 108,36 €*
		Contrat Travaux	154 919,00 €	*154 919,00 €*		277 573,56 €	122 654,56 €	87,39 %	12,61 %	*107 187,82 €*	*15 466,74 €*	265 241,27 €	110 322,27 €	87,39 %	12,61 %	*96 410,63 €*	*13 911,64 €*
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39		3 034 411,28 €	181 804,89 €	87,39 %	12,61 %	*158 879,30 €*	*22 925,60 €*	2 898 418,67 €	45 812,28 €	87,39 %	12,61 %	*40 035,35 €*	*5 776,93 €*
		Sous total	**3 186 034,68 €**	**3 186 034,68 €**	**-00 €**	**3 504 218,21 €**	**318 183,53 €**			**278 060,59 €**	**40 122,94 €**	**3 301 658,84 €**	**115 624,16 €**			***101 043,95 €***	***14 580,21 €***
	Direction du développement économique, attractivité et transisiton écologique	**Énergie environnement**	**297 500,35 €**	**175 059,32 €**	**122 441,03 €**	**209 177,93 €**	**-88 322,42 €**	51,41 %	48,59 %	**-45 406,05 €**	**-42 916,37 €**	**200 202,40 €**	**-97 297,95 €**	51,41 %	48,59 %	***-50 020,32 €***	***-47 277,63 €***
	TOTAL Services opérationnels		**7 918 271,71 €**	**7 571 835,27 €**	**346 436,44 €**	**8 990 425,47 €**	**1 072 153,75 €**			**890 677,92 €**	**181 475,83 €**	**8 410 544,06 €**	**492 272,35 €**			**380 483,09 €**	**111 789,26 €**

Pour les services opérationnels, la méthode de répartition reste identique à 2019. Ainsi, la ville porte les charges de personnel des agents historiquement ville en 2019 et se partage la croissance entre 2024 et 2019 :

	Ville	CA	CCAS
Partage de la croissance	**7 952 318,36 €**	**804 662,14 €**	**-00 €**
Part fixe	*7 571 835,27 €*	*346 436,44 €*	
Croissance	*380 483,09 €*	*458 225,70 €*	

1- LES CHARGES DE PERSONNEL – BILAN FINANCIER RH

	Ville	CA	CCAS
Directions ressources	**2 964 278,36 €**	**2 202 085,36 €**	**49 686,16 €**
Direction opérationnelles	**7 952 318,36 €**	**804 662,14 €**	**0,00 €**
Part fixe	*7 571 835,27 €*	*346 436,44 €*	
Croissance	*380 483,09 €*	*458 225,70 €*	
TOTAL défintif 2024	**10 916 596,71 €**	**3 006 747,50 €**	**49 686,16 €**
Directions ressources	**2 732 140,18 €**	**2 306 266,52 €**	**47 975,88 €**
Direction opérationnelles	**8 859 714,42 €**	**618 658,14 €**	**0,00 €**
Part fixe	*7 943 210,75 €*	*384 000,94 €*	
Croissance	*916 503,67 €*	*234 657,20 €*	
TOTAL provisoire 2024	**11 591 854,61 €**	**2 924 924,66 €**	**47 975,88 €**
Ajustement	**-675 257,89 €**	**81 822,84 €**	**1 710,28 €**

Au vu des inscriptions budgétaires 2024, la ville avait été prélevée de 11 591 854,61€. Le montant définitif après établissement du compte administratif est de 10 916 596,71 €. L'agglomération doit reverser à la ville le trop prélevé pour 675 257,89 €.

Le CCAS avait eu un prélèvement provisoire de 47 975,88 €, le montant définitif s'élève à 49 975,16 €. Un prélèvement complémentaire de 1 710,28 € doit donc être réalisé via un titre de recettes.

2 – LES DÉPENSES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE [A]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A - Dépenses nécessaires au fonctionnement du serivce commun	Prestations extérieurs, contrats de service rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel.	Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (Cf. Annexe 1: clé de répartition)

DÉFINITIF 2024

		Prestations extérieures	Maintenance et abonnements informatiques	Publication et communications	Abonnements, documentations et adhésion	Annonces et insertion	Formations	Fournitures pièces + entretien + location	Réception	TOTAL	Nature	VA	CA	CCAS	VA	CA	CCAS
Ville d'Auxerre	Ressources juridiques et humaines - Moyens généraux							9 612,80 €		**9 612,80 €**	Nombre d'heures de main d'oeuvre	74,04 %	25,96 %		7 117,32 €	2 495,48 €	
	Commande publique					3 240,00 €				**3 240,00 €**	Nombre de lots	62,98 %	37,02 %		2 040,55 €	1 199,45 €	
	Sous total Charge A	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***3 240,00 €***	***0,00 €***	***9 612,80 €***	***0,00 €***	***12 852,80 €***	***Sous total***				***9 157,87 €***	***3 694,93 €***	***0,00 €***
Communauté de l'Auxerrois	DSIRC - @ service		428 249,46 €					5 495,62 €		**433 745,08 €**	Nombre de PC	45,01 %	47,59 %	7,40 %	195 228,66 €	206 419,28 €	32 097,14 €
	DSIRC - Accueil téléphonique		14 267,48 €							**14 267,48 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		7 334,83 €	6 932,65 €	
	Ressources juridiques et humaines - Affaires juridiques		27 433,71 €		6 625,97 €			5 999,67 €		**40 059,35 €**	Nbre de délib° / arrêtés / décisions	33,13 %	66,87 %		13 271,66 €	26 787,69 €	
	Ressources juridiques et humaines – Archives	10 821,60 €	18 984,00 €		200,00 €					**30 005,60 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		15 425,71 €	14 579,89 €	
	Ressources juridiques et humaines – Commande publique		3 150,00 €		10 557,27 €			3 716,98 €		**17 424,25 €**	Nombre de lots	62,98 %	37,02 %		10 973,79 €	6 450,46 €	
	Ressources juridiques et humaines - RH		9 283,55 €				80 265,97 €			**89 549,52 €**	Nombre de feuilles de paie	58,32 %	41,68 %		52 225,28 €	37 324,24 €	
	Ressources juridiques et humaines - Moyens généraux							1 651,68 €	1 050,12 €	**2 701,80 €**	Nombre d'heures de main d'oeuvre	74,04 %	25,96 %		2 000,41 €	701,39 €	
	Direction générale								2 096,76 €	**2 096,76 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		1 077,93 €	1 018,83 €	
	Communication		17 384,12 €	248 350,01 €		4 747,20 €		8 595,61 €	116 279,10 €	**395 356,04 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		203 250,29 €	192 105,76 €	
	Finances et évaluation des politiques publiques	3 544,02 €	22 745,28 €		569,35 €		9 619,00 €			**36 477,65 €**	Nombre d'écritures	51,41 %	48,59 %		18 752,95 €	17 724,70 €	
	Transition écologique		11 520,00 €							**11 520,00 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		5 922,37 €	5 597,63 €	
	DPAEP - Patrimoine		13 861,02 €							**13 861,02 €**	m² planchers assurés et entretenu	93,82 %	6,18 %		13 004,41 €	856,61 €	
	Urbanisme – MOE et projets structurants		30 163,20 €							**30 163,20 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		15 506,73 €	14 656,47 €	
	Sous total Charge A	***14 365,62 €***	***597 041,82 €***	***248 350,01 €***	***17 952,59 €***	***4 747,20 €***	***89 884,97 €***	***25 459,56 €***	***119 425,98 €***	***1 117 227,75 €***	***Sous total***				***553 975,02 €***	***531 155,60 €***	***32 097,14 €***
CCAS	***@ service***										Nombre de PC						
	Sous total Charge A	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***Sous total***				***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TOTAL CHARGE A		**14 365,62 €**	**597 041,82 €**	**248 350,01 €**	**17 952,59 €**	**7 987,20 €**	**89 884,97 €**	**35 072,36 €**	**119 425,98 €**	**1 130 080,55 €**	**TOTAL**				**563 132,89 €**	**534 850,53 €**	**32 097,14 €**

✓ Le tableau ci-dessus recense les dépenses de la catégorie « A » par services concernés. Les **dépenses totales 2024 s'élèvent à 1 130 080,55 €**, dont 1 117 227,75 € payées par la CA et 12 852,80 € par la ville d'Auxerre.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part finale de la ville s'élève à 563 132,89 €, à 534 850,53 € pour la CA et à 32 097,14€ pour le CCAS.

✓ **Le montant a prélevé sur l'AC de la ville est de 550 280,09 € (= 563 132,89 € - 12 852,80 €). Lors de la construction du budget 2024, le montant estimé et prélevé sur l'AC de la ville était de 618 000,46 €, un remboursement doit donc être réalisé pour 67 720,37 € sur l'AC 2025.**

✓ **Concernant le CCAS, le montant s'élève à 32 097,14 €. Lors de la construction du budget 2024, le montant avait été estimé à 27 858,27 €, un complément de facturation de 4 238,87 € est à réaliser via un titre de recettes.**

Charges supportées	**12 852,80 €**	**1 117 227,75 €**	**0,00 €**
Ecart	**550 280,09 €**	**-582 377,22 €**	**32 097,14 €**

Prélèvement sur l'AC de la ville	**550 280,09 €**
Prélèvement sur l'AC de la ville réalisé en 2024	618 000,46 €
Remboursement à la ville sur AC 2025	**67 720,37 €**

refacturation CCAS	**32 097,14 €**
Facturation faite au CCAS en 2024	27 858,27 €
Refacturation complémentaire au CCAS sur 2025	**4 238,87 €**

2 – LES AUTRES CHARGES DE GESTION [B]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
B - Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fourniture, etc.	Coût de fonctionnement du service commun qui ne peuvent imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 : Ville : 79,49 % CA : 17,07 % CCAS : 3,44 %

DÉFINITIF 2024

	Réalisé 2024				BP 2024				Différence			
	VA	CA	CCAS		VA	CA	CCAS		VA	CA	CCAS	
Affranchissement	3 954,00 €	90 000,00 €			4 000,00 €	97 000,00 €			- 46,00 €	- 7 000,00 €		
Téléphonie	2 018,56 €	194 173,90 €			5 407,00 €	177 000,00 €	- €		- 3 388,44 €	17 173,90 €		
Photocopieur		63 310,05 €			- €	70 000,00 €	- €		- €	- 6 689,95 €		
Fournitures administratives		59 130,12 €			- €	60 000,00 €			- €	- 869,88 €		
Vêtements de travail		46 106,17 €			- €	35 000,00 €			- €	11 106,17 €		
TOTAL des charges supportées par collectivité	5 972,56 €	452 720,24 €	0,00 €	458 692,80 €	9 407,00 €	439 000,00 €	0,00 €	448 407,00 €	-3 434,44 €	13 720,24 €	0,00 €	10 285,80 €
Partage de la dépense avec la clé de répartition "Autres charges de gestion"	79,49 %	17,07 %	3,44 %	100,00%	79,49 %	17,07 %	3,44 %	100,00 %	79,49 %	17,07 %	3,44 %	100,00 %
Charges que chaque collectivité aurait dû porter	364 614,91 €	78 298,86 €	15 779,02 €	458 692,79 €	356 438,72 €	76 543,07 €	15 425,20 €	448 406,99 €	8 176,19 €	1 755,79 €	353,82 €	10 285,80 €
Ecart	358 642,35 €	- 374 421,38 €	15 779,02 €	- 0,01 €	347 031,72 €	- 362 456,93 €	15 425,20 €	- 0,01 €	11 610,63 €	- 11 964,45 €	353,82 €	- 0,00 €

Prélèvement sur l'AC de la Ville	**358 642,35 €**
Prélèvement sur l'AC 2024	347 031,72 €
Ajustement sur l'AC 2024	**11 610,63 €**

refacturation au CCAS	**15 779,02 €**
Facturation réalisée en 2024	15 425,20 €
Facturation à réaliser sur 2025	**353,82 €**

- ✓ Les dépenses totales des autres charges de gestion (B) sont de 458 692,80 € dont 5 972,56 € payées par la Ville, 452 720,24 € payées par la CA et 0 € payé par le CCAS.
- ✓ Avec le mode de répartition basé sur le poids des dépenses de gestion 2018, la répartition des charges 2024 définitives pour la Ville est de 364 614€, pour la CA de 78 298,86 € et pour le CCAS de 15 779,02 €.
- ✓ **Ainsi, la ville doit se voir prélever sur l'AC la différence entre ce qu'elle aurait dû payer et ce qu'elle a payé, soit 358 642,35 €** (= 364 614,91 € – 5 972,56 €). Lors de l'évaluation réalisé au moment de la construction du budget primitif 2024, le prélèvement sur AC avait été estimé à 347 031,72 €, un complément de prélèvement doit donc être réalisé pour 11 610 (358 642,35 € - 347 031,72 €).
- ✓ Concernant le CCAS, le montant projeté et facturé était de 15 425,20€. Le montant définitif s'élève à 15 779,02 €, la différence de 353,82 € doit être refacturée.

2 – LES CHARGES DE STRUCTURE [C]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
C - Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments, refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services 2019	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2019 (Soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté)

Des déménagements de services ont été réalisés au cours du 2nd semestre 2022. Ils concernent :

- *La direction des finances qui a quitté les locaux de la Botte d'or pour le bâtiment Lepeltier,*
- *Le service informatique qui a quitté le rez-de-chaussée de l'Hôtel de ville pour le bâtiment Lepeltier,*
- *La direction de la communication qui quitte le 3ème étage de la mairie annexe pour le rez-de-chaussée de l'Hôtel de ville.*

⇨ ***Ces mouvements n'ont aucun impact sur la clé de répartition de cette famille de dépenses. Elle a été figée en 2019 selon les surfaces occupées lors de la création de la mutualisation en 2019.***

DÉFINITIF 2024

		Dépenses réelles 2023	Dépenses réelles 2024
Ville d'Auxerre	Hôtel de ville	111 075,91	143 345,17
	Mairie Annexe	37 959,00	54 918,71
	Ecole rue de Paris – DRH	40 974,75	40 424,72
	Centre technique Municipal	162 494,94	176 668,31
	Atelier et logement de la Maladière	97 944,36	105 691,61
	Pavillon Gérot	10 691,86	13 086,90
	Bottes d'Or	-2 457,65	0,00
	Lepeltier (foyer Gouré)		13 445,89
	Centre horticole	29 069,42	64 514,38
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	69,69	0,00
	PC jardniers Emile Bernard	6 017,60	3 434,61
	PC jardiniers Rive Droite	2 086,30	-1 032,26
	PC jardiniers secteur sud	13 188,79	13 137,58
	Service voirie	16 343,60	6 066,90
	Service signalisation	32 766,89	23 859,57
	Boutisses B – cadre de vie	16 726,65	23 264,23
	Sous-TOTAL	**600 763,30**	**680 826,32**
Communauté d'Agglomération	Siège CA	60 402,76	105 173,66
	Parking Monop	-324,00	0,00
	Boutisses D – Patrimoine bâti	45 363,80	36 604,48
	Sous-TOTAL	**105 442,56**	**141 778,14**
TOTAL		**706 205,86 €**	**822 604,46 €**

		Part ville		Part CA	
80 063,02 €	**93,20 %**	**74 618,73 €**	**6,80 %**	**5 444,29 €**
36 335,58 €	**93,20 %**	**33 864,76 €**	**6,80 %**	**2 470,82 €**
116 398,60 €	**93,20 %**	**108 483,49 €**	**6,80 %**	**7 915,11 €**

Entre 2024 et 2023, les charges de structures augmentent de 116 398,60 €. Selon les surfaces occupées, la ville porte 93,20% de la hausse et l'agglomération 6,80%, soit réciproquement 108 483,49 € et 7 915,11 €.
La ville a supporté une croissance de ces charges de 80 063,02 € au lieu de 108 483,49 €. **Ainsi, il convient de prélever sur son AC la différence soit 28 420,47 €.**

Croissance à faire supporter	**108 483,49 €**	**7 915,11 €**
Croissance supportée	**80 063,02 €**	**36 335,58 €**
Ecart (prélèvement sur l'AC)	**28 420,47 €**	***-28 420,47 €***

3 – LES CHARGES D'INVESTISSEMENT

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
Dépenses d'investissement	Prise en charge conjointe de l'investissement : coût porté par la CA et refacturation à la ville selon la clé de répartition du service sous forme d'AC investissement	Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (Cf. Annexe 1: clé de répartition)

DÉFINITIF 2024

									Clé de répartition				Répartition		
		Logiciels et matériels informatiques	Matériel de transport	Matériels Divers	Mobiliers	Etude	Annonces et insertion	TOTAL	Nature	VA	CA	CCAS	VA	CA	CCAS
Ville d'Auxerre	Commande publique						864,00 €	**864,00 €**	Nombre de lots	62,98 %	37,02 %		544,15 €	319,85 €	
	Sous total Charge A	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**864,00 €**	**864,00 €**	**Sous total**				**544,15 €**	**319,85 €**	
Communauté de l'Auxerrois	Système d'information et relation citoyenne - @ service	131 300,61 €		40 687,73 €				**171 988,34 €**	Nombre de PC	45,01 %	47,59 %	7,40 %	77 411,95 €	81 849,25 €	12 727,14 €
	Système d'information et relation citoyenne - Accueil	18 867,60 €						**18 867,60 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		9 699,73 €	9 167,87 €	
	Ressources juridiques et humaines - Archives	3 955,20 €						**3 955,20 €**	Nombre d'habitants	51,41 %	48,59 %		2 033,35 €	1 921,85 €	
	Ressources juridiques et humaines – Commande publique	8 694,00 €	790 345,42 €	103 299,82 €	4 473,46 €			**906 812,70 €**	Nombre de lots	62,98 %	37,02 %		571 110,64 €	335 702,06 €	
	Ressources juridiques et humaines - Administration générale	12 120,00 €						**12 120,00 €**	Nombre de délibérations et d'arrêtés	33,13 %	66,87 %		4 015,36 €	8 104,64 €	
	Sous total Charge A	**174 937,41 €**	**790 345,42 €**	**143 987,55 €**	**4 473,46 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 113 743,84 €**	**Sous total**				**664 271,02 €**	**436 745,69 €**	**12 727,14 €**
CCAS	**@ service**							**0,00 €**	**Nombre de PC**	49,62 %	42,19 %	8,19 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Sous total Charge A	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**Sous total**				**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
TOTAL CHARGE A		**174 937,41 €**	**790 345,42 €**	**143 987,55 €**	**4 473,46 €**	**0,00 €**	**864,00 €**	**1 114 607,84 €**	**TOTAL**				**664 815,16 €**	**437 065,54 €**	**12 727,14 €**

Charges supportées	**864,00 €**	**1 113 743,84 €**	**0,00 €**
Ecart	**663 951,16 €**	**-676 678,30 €**	**12 727,14 €**

✓ Les dépenses mandatées sur 2024 s'élèvent à 1 114 607,84 €, dont 1 113 747,84 € payées par la CA, 864 € payées par la ville et 0 € par le CCAS.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part que la ville aurait dû payer s'élève à 664 815,16 €, à 437 065,54 € par la CA et à 12 727,14 € par le CCAS.

✓ **Lors de la construction du budget primitif 2024, le montant prélevé sur l'ACi avait été estimé à 590 912,30 €, un prélèvement complémentaire sur l'ACi de la ville doit donc être réalisé sur l'AC 2024 pour 73 038,66 € (663 951,16 € - 590 912,30 €).**

✓ **Concernant le CCAS, le montant estimé et refacturé avait été estimé à 5 505,94 €. Une facturation complémentaire de 7 221,20 € doit avoir lieu (12 727,14 € - 5 505,94 €).**

Prélèvement sur l'ACi de la ville	**663 951,16 €**
Prélèvement réalisé sur l'AC en 2024	590 912,30 €
Ajustement 2024 sur l'AC 2025	**73 038,86 €**

Refacturation AU CCAS	**12 727,14 €**
Facturation faite au CCAS en 2024	5 505,94 €
Facturation complémentaire sur 2025	**7 221,20 €**

SYNTHESE VILLE

SERVICE COMMUN 2024 ET AC DÉFINITIVE 2025

		Budget primitif 2024	Compte administratif 2024	Ajustement sur AC 2025
Service commun 2024	**1 Régularisation AC 2023** (après clôture de l'exercice 2023)	**635 464,08 €**	635 464,08 €	- €
	Charges de personnel - Services ressources	**- 2 732 140,18 €**	**- 2 964 278,36 €**	**- 232 138,17 €**
	Charges de personnel - Services opérationnels	**- 8 859 714,42 €**	**- 7 952 318,36 €**	**907 396,06 €**
	Part fixe 2019	*- 7 943 210,75 €*	- 7 571 835,27 €	371 375,48 €
	Part Croissance	*- 916 503,67 €*	- 380 483,09 €	536 020,58 €
	2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service	**- 618 000,46 €**	**- 550 280,09 €**	**67 720,37 €**
	2 – Dépenses B : autres charges de gestion	**- 347 031,72 €**	**- 358 642,35 €**	**- 11 610,63 €**
	2 – Dépenses C : charges de structures		**-28 420,47**	**- 28 420,47 €**
	Impact mutualisation 2024	**-11 921 422,71 €**	**- 11 218 475,54 €**	**702 947,17 €**
Service commun 2025	**Charges de personnel - Services ressources**			**- 3 521 521,93 €**
	Charges de personnel - Services opérationnels			**- 7 966 173,94 €**
	Part fixe 2019			*- 6 962 212,66 €*
	Part Croissance			*- 1 003 961,28 €*
	2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service			**- 680 831,77 €**
	2 – Dépenses B : autres charges de gestion			**- 347 345,80 €**
	2 – Dépenses C : charges de structures (en 2024 après clôture de l'exercice 2023)			
	Impact mutualisation 2025			**- 12 515 873,44 €**
	Impact des autres transferts de compétences	**- 2 397 443,95 €**		**- 2 397 443,95 €**
	AC fiscale	**16 017 721,00 €**		**16 017 721,00 €**
	AC provisoires 2025	**1 698 854,34 €**		**1 807 350,78 €**

Projection de l'Acd'investissement de la ville

	Budget primitif 2024	Compte administratif 2024	Ajustement sur AC 2025
Régularisation mutualisation 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	111 448,76 €	111 448,76 €	- €
Mutualisation 2024	590 912,30 €	663 951,16 €	73 038,86 €
Pluvial	77 153,00 €	77 153,00 €	- €
SNAS	234 355,00 €	234 355,00 €	- €
Aci définitives 2024	**980 736,10 €**	**1 086 907,92 €**	**73 038,86 €**

SYNTHESE CCAS

	Budget primitig 2024	Compte administratif 2024	Facturation complémen-taire
Charges de personnel - part fixe	47 975,88 €	49 686,16 €	1 710,29 €
Dépenses A - nécessaire au fonctionnement du service	27 858,27 €	32 097,14 €	4 238,87 €
Dépenses B - Autres charges de gestion	15 425,20 €	15 779,02 €	353,82 €
Remboursement sur les dépenses de fonctionnement	**91 259,35 €**	**97 562,32 €**	**6 302,98 €**
Dépenses d'investissement	5 505,94 €	12 727,14 €	7 221,20 €
Refacturation dépenses d'investissement	**5 505,94 €**	**12 727,14 €**	**7 221,20 €**

CLÉ DE RÉPARTITION 2024

	Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2024			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
	Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Services ressources	**Direction générale des services et cabinet**	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
		Communication	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	N	-	-		55,98 %	44,02 %	
		Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	182 et 2215	295 et 659		33,13 %	66,87 %	
		Archives	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
		Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	114	67		62,98 %	37,02 %	
		Moyens généraux	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4814	1688		74,04 %	25,96 %	
		Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 627	5 450		58,32 %	41,68 %	
	Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
		@ service	Nombre d'ordinateurs	N-1	280	296	46	45,01 %	47,59 %	7,40 %
	Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 571	10 254		64,43 %	35,57 %	
	Direction ingénérie et Evaluation des PP	Ingénérie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 571	10 254		64,43 %	35,57 %	
Servcies opérationnels	**Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public**	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,61 %	9,40 %	
		Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1872	270		87,39 %	12,61 %	
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	255 887	16 848		93,82 %	6,18 %	
	Direction de la statégie, de l'amnégement du territoire et de la mobilité	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
		Direction et service foncier								
		Droits des sols								
		Stratégie urbaine, planification								
	Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		87,39 %	12,61 %	
		Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1872	270		87,39 %	12,61 %	
		Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1872	270		87,39 %	12,61 %	
	Direction du développement économique, attractivité et transisiton écologique	Transition écologique	Nombre d'habitants	N	35 910 sur 69 851	33 941 sur 69851		51,41 %	48,59 %	
	Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
	Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	

Annexe 2 - Attributions de compensation provisoires ajustées - juin 2025

AC de Fonctionnement		Charges transférées										*Transfert de la compétence*
		2014	2019	2019	2019	2020	2021	2025	2019	2019	2017	
	Attribution de compensation fiscale	**Prélèvement Adhésion syndicat Mixte du Nivernais**	**Transfert Stade nautique**	**Transfert Compétence Urba**	**Transfert ZAE 2019-2025**	**Transfert Gestion des eaux pluviales**	**Transfert Installations portuaires**	**Conservatoire de musique**	**Ajustement estimé du service commun définitif VA et CA 2024**	**Service commun VA et CA 2025**	**Reversement aux communes Ex CCPC SPL 2025**	**Attributions de compensations définitives 2025**
APPOIGNY	**872 975,00 €**			-1 875,00 €	-29 962,00 €	-7 625,00 €						**833 513,00 €**
AUGY	**68 549,00 €**	-576,00 €		-500,00 €	-1 436,00 €	-1 169,00 €						**64 868,00 €**
AUXERRE	**16 017 721,00 €**	-18 431,00 €	-847 672,00 €	-13 000,00 €	-381 479,00 €	-69 058,00 €	0,00 €	-1 067 803,95 €	702 947,17 €	-12 515 873,44 €		**1 807 350,78 €**
BLEIGNY-LE-CARREAU	**37 413,00 €**			-175,00 €		-137,00 €						**37 101,00 €**
BRANCHES	**32 867,00 €**			-175,00 €		-320,00 €						**32 372,00 €**
CHAMPS SUR YONNE	**223 395,00 €**	-854,00 €		-500,00 €	-9 706,00 €	-2 106,00 €	0,00 €					**210 229,00 €**
CHARBUY	**32 932,00 €**			-500,00 €		-2 792,00 €						**29 640,00 €**
CHEVANNES	**61 727,00 €**			-500,00 €		-4 514,00 €						**56 713,00 €**
CHITRY	**87 854,00 €**					-2 655,00 €						**85 199,00 €**
COULANGES LA VINEUSE	**5 874,00 €**					-1 006,00 €					31 431,03 €	**36 299,03 €**
ESCAMPS	**5 701,00 €**					-821,00 €					45 612,64 €	**50 492,64 €**
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	**144 032,00 €**			-175,00 €	-1 321,00 €	-577,00 €					36 153,73 €	**178 112,73 €**
GURGY	**139 102,00 €**				-1 611,00 €	-1 063,00 €	0,00 €					**136 428,00 €**
GY-L'EVEQUE	**1 948,00 €**			-175,00 €		-2 447,00 €					23 140,82 €	**22 466,82 €**
IRANCY	**1 682,00 €**			-175,00 €		-1 515,00 €					13 295,91 €	**13 287,91 €**
JUSSY	**352,00 €**					-562,00 €					18 609,82 €	**18 399,82 €**
LINDRY	**136 967,00 €**			-500,00 €	-995,00 €	-2 559,00 €						**132 913,00 €**
MONETEAU	**3 392 455,00 €**			-1 875,00 €	-114 443,00 €	-7 353,00 €	0,00 €					**3 268 784,00 €**
MONTIGNY-LA-RESLE	**73 368,00 €**			-175,00 €		-139,00 €						**73 054,00 €**
PERRIGNY	**375 880,00 €**			-500,00 €	-8 820,00 €	-2 691,00 €						**363 869,00 €**
QUENNE	**5 297,00 €**			-175,00 €		-200,00 €						**4 922,00 €**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**96 375,00 €**	-557,00 €		-500,00 €	-719,00 €	-753,00 €	0,00 €					**93 846,00 €**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES	**290 135,00 €**			-1 875,00 €	-7 775,00 €	-9 649,00 €						**270 836,00 €**
VALLAN	**18 147,00 €**			-175,00 €		-303,00 €						**17 669,00 €**
VENOY	**274 038,00 €**			-500,00 €	-1 421,00 €	-1 029,00 €						**271 088,00 €**
VILLEFARGEAU	**80 721,00 €**			-500,00 €		-2 553,00 €						**77 668,00 €**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**48,00 €**			-175,00 €		-584,00 €						**-711,00 €**
VINCELLES	**58 826,00 €**	-741,00 €			-5 845,00 €	-370,00 €	0,00 €				38 578,12 €	**90 448,12 €**
VINCELOTTES	**48 873,00 €**	-218,00 €				-228,00 €					10 564,45 €	**58 991,45 €**
TOTAL	**22 585 254,00 €**	**-21 377,00 €**	**-847 672,00 €**	**-24 700,00 €**	**-565 533,00 €**	**-126 778,00 €**	**0,00 €**	**-1 067 803,95 €**	**702 947,17 €**	**-12 515 873,44 €**	**217 386,52 €**	**8 335 850,30 €**

AC d'investissement		2019	2020	2020	2020	Transfert de la compétence
	Attribution de compensation fiscale	**Transfert Stade nautique**	**Transfert Gestion des eaux pluviales**	**Ajustement définitif service commun VA et CA 2024**	**Service commun VA et CA 2025**	**Attributions de compensation définitives 2025**
APPOIGNY	**0,00 €**		-12 381,00 €			**-12 381,00 €**
AUGY	**0,00 €**		-3 252,00 €			**-3 252,00 €**
AUXERRE	**0,00 €**	-234 355,00 €	-77 153,00 €	-73 038,86 €	-804 931,10 €	**-1 189 477,96 €**
BLEIGNY-LE-CARREAU	**0,00 €**		-627,00 €			**-627,00 €**
BRANCHES	**0,00 €**		-539,00 €			**-539,00 €**
CHAMPS SUR YONNE	**0,00 €**		-4 338,00 €			**-4 338,00 €**
CHARBUY	**0,00 €**		-7 941,00 €			**-7 941,00 €**
CHEVANNES	**0,00 €**		-12 351,00 €			**-12 351,00 €**
CHITRY	**0,00 €**		-2 480,00 €			**-2 480,00 €**
COULANGES LA VINEUSE	**0,00 €**		-2 102,00 €			**-2 102,00 €**
ESCAMPS	**0,00 €**		-2 264,00 €			**-2 264,00 €**
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	**0,00 €**		-1 509,00 €			**-1 509,00 €**
GURGY	**0,00 €**		-2 801,00 €			**-2 801,00 €**
GY-L'EVEQUE	**0,00 €**		-1 507,00 €			**-1 507,00 €**
IRANCY	**0,00 €**		-4 177,00 €			**-4 177,00 €**
JUSSY	**0,00 €**		-1 467,00 €			**-1 467,00 €**
LINDRY	**0,00 €**		-7 079,00 €			**-7 079,00 €**
MONETEAU	**0,00 €**		-17 472,00 €			**-17 472,00 €**
MONTIGNY-LA-RESLE	**0,00 €**		-382,00 €			**-382,00 €**
PERRIGNY	**0,00 €**		-4 932,00 €			**-4 932,00 €**
QUENNE	**0,00 €**		-536,00 €			**-536,00 €**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**0,00 €**		-1 198,00 €			**-1 198,00 €**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES	**0,00 €**		-13 500,00 €			**-13 500,00 €**
VALLAN	**0,00 €**		-835,00 €			**-835,00 €**
VENOY	**0,00 €**		-2 855,00 €			**-2 855,00 €**
VILLEFARGEAU	**0,00 €**		-4 789,00 €			**-4 789,00 €**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**0,00 €**		-1 611,00 €			**-1 611,00 €**
VINCELLES	**0,00 €**		-857,00 €			**-857,00 €**
VINCELOTTES	**0,00 €**		-651,00 €			**-651,00 €**
TOTAL	**0,00 €**	**-234 355,00 €**	**-193 586,00 €**	**-73 038,86 €**	**-804 931,10 €**	**-1 305 910,96 €**

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-126
OBJET : Finances- Aménagement de la cuisine du futur restaurant communal - Commune Irancy - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune d'Irancy a sollicité un soutien financier pour l'aménagement de la cuisine du futur restaurant communal.

Les travaux sont estimés à 64 939,70 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Aménagement de la cuisine	64 939,70 €	ANCT (38,50 %)	25 000,00 €
		Communauté de l'auxerrois (29,26 %)	19 000,00 €
		Autofinancement (32,24 %)	20 939,70 €
Total dépenses HT :	**64 939,70 €**	**Total recettes HT :**	**64 939,70 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer à la commune d'Irancy une subvention 19 000 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;
- De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-127
OBJET : Finances- Création d'un parking - Commune Bleigny le Carreau - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Bleigny le Carreau a sollicité un soutien financier pour la création d'un parking.

Les travaux sont estimés à 99 196,40 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Création d'un parking	99 196,40 €	Conseil départemental amende de police	13 500,00 €
		Communauté de l'auxerrois	16 287,09 €
		Autofinancement	69 409,31 €
Total dépenses HT :	**99 196,40 €**	**Total recettes HT :**	**99 196,40 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Bleigny le Carreau une subvention 16 287,09 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-128
OBJET : Finances- Rénovation de la toiture du dépôt communal - Commune Vincelles - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Vincelles a sollicité un soutien financier pour la rénovation de la toiture du dépôt communal.

Les travaux sont estimés à 7 671 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Rénovation de la toiture	7 671,00 €	Communauté de l'auxerrois (49.99 %)	3 835,00 €
		Autofinancement (50,01 %)	3 836,00 €
Total dépenses HT :	**7 671,00 €**	**Total recettes HT :**	**7 671,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer à la commune de Vincelles une subvention 3 835 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

- De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-129
OBJET : Finances- Achat de matériel pour le service technique - Commune Escolives Sainte Camille - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune d'Escolives Sainte Camille a sollicité un soutien financier pour l'achat de matériel pour le service technique.

L'achat est estimé à 7 891 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Achat d'une tondeuse et d'une plaque vibrante	7 891,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	3 945,50 €
		Autofinancement (50 %)	3 945,50 €
Total dépenses HT :	**7 891,00 €**	**Total recettes HT :**	**7 891,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune d'Escolives Sainte Camille une subvention 3 945,50 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-130
OBJET : Finances- Aménagement des espaces ludiques et sportifs Baulchois - Commune Saint Georges sur Baulche - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Saint Georges sur Baulche a sollicité un soutien financier pour l'aménagement des espaces ludiques et sportifs Baulchois.

Les travaux sont estimés à 590 364,20 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Aménagement des espaces ludiques et sportifs	590 364,20 €	DETR et Fonds Vert	174 611,38 €
		Conseil régional de Bourgogne Franche Comté	35 051,25 €
		AESN	29 212 ,80 €
		FEDER	68 252,14 €
		ANS	104 456,80 €
		Communauté de l'auxerrois	10 707,00 €
		Autofinancement	168 072,83 €
Total dépenses HT :	**590 364,20 €**	**Total recettes HT :**	**590 364,20 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

communauté
de l'auxerrois

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Saint Georges sur Baulche une subvention 10 707 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-131
OBJET : Finances- Installation de coussins acoustiques au restaurant scolaire - Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Lindry a sollicité un soutien financier pour l'installation de coussins acoustiques au restaurant scolaire.

L'installation est estimée à 6 693 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Installation de coussins acoustiques	6 693,00 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	3 346,50 €
		Autofinancement (50 %)	3 346,50 €
Total dépenses HT :	**6 693,00 €**	**Total recettes HT :**	**6 693,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Lindry une subvention 3 346,50 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-132
OBJET : Finances- Reprise de voirie - CV14/rue des bois l'Abbé- Commune Lindry - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Lindry a sollicité un soutien financier pour la reprise de voirie -CV14/ rue des bois l'Abbé.

Les travaux sont estimés à 38 767,40 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Reprise de voirie	38 767,40 €	Communauté de l'auxerrois (6,59 %)	2 558,20€
		Autofinancement (93,41 %)	36 209,20 €
Total dépenses HT :	**38 747,40 €**	**Total recettes HT :**	**38 747,40 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer à la commune de Lindry une subvention 2 558,20 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

- De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-133
OBJET : Finances- Travaux de voirie et d'aménagement de sécurité - Commune Champs sur Yonne - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Champs sur Yonne a sollicité un soutien financier pour les travaux de voirie et d'aménagement de sécurité.

Les travaux sont estimés à 184 555 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Travaux de voirie et aménagement de sécurité	184 555,00 €	CD89 amende de police	77 280,00 €
		Communauté de l'auxerrois	30 000,00 €
		Autofinancement	77 275,00 €
Total dépenses HT :	**184 555,00 €**	**Total recettes HT :**	**184 555,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Champs sur Yonne une subvention 30 000 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-134
OBJET : Finances- Réfection des trottoirs-tranche 2 et travaux de restauration du pont de Pierre sur CV7- Commune Branches - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Branches a sollicité un soutien financier pour la réfection des trottoirs-tranche 2 et les travaux de restauration du pont de pierre sur CV7.

Les travaux sont estimés à 24 810,32 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Réfection trottoirs et restauration du pont de pierre	24 810,32 €	Communauté de l'auxerrois (50 %)	12 405,16 €
		Autofinancement (50 %)	12 405,16 €
Total dépenses HT :	**24 810,32 €**	**Total recettes HT :**	**24 810,32 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Branches une subvention 12 405,16 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-135
OBJET : Finances- Création d'un parking au cœur du centre-bourg rue Châtel Bourgeois - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune d'Appoigny a sollicité un soutien financier pour la création d'un parking au cœur du centre-bourg rue Châtel Bourgeois.

Les travaux sont estimés à 53 473 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Création d'un parking en centre-bourg	53 473 €	Etat amendes de police (30%)	16 041 €
		Communauté de l'auxerrois (34,26 %)	18 321 €
		Autofinancement (35,74 %)	19 111 €
Total dépenses HT :	**53 473 €**	**Total recettes HT :**	**53 473 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune d'Appoigny une subvention 18 321 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-136
OBJET : Finances- Travaux de sécurisation du distributeur automatique de billets - Commune Appoigny - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune d'Appoigny a sollicité un soutien financier pour les travaux de sécurisation du distributeur automatique de billets.

Les travaux sont estimés à 29 855 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Travaux de sécurisation du distributeur automatique de billets	29 855 €	Communauté de l'auxerrois (39,12 %)	11 679 €
		Autofinancement (60,88 %)	18 176 €
Total dépenses HT :	**29 855 €**	**Total recettes HT :**	**29 855 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune d'Appoigny une subvention 11 679 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-137
OBJET : Finances- Acquisition d'un nouveau tracteur - Commune Chevannes - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Chevannes a sollicité un soutien financier pour l'acquisition d'un nouveau tracteur.

L'acquisition est estimée à 85 000 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Acquisition d'un nouveau tracteur	85 000,00 €	Communauté de l'auxerrois	5 000,00 €
		Autofinancement	80 000,00 €
Total dépenses HT :	**85 000,00 €**	**Total recettes HT :**	**85 000,00 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Chevannes une subvention 5 000 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-138
OBJET : Finances- Création d'un îlot fraicheur et d'un cheminement doux ruelle de la fontaine Naudin - Commune Vallan - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Vallan a sollicité un soutien financier pour la création d'un îlot fraicheur et d'un cheminement doux ruelle de la fontaine Naudin.

Les travaux sont estimés à 254 996,94 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Création d'un îlot fraicheur et d'un cheminement doux	254 996,94 €	DETR (36 %)	77 581,62 €
		Conseil départemental (30 %)	64 651,35 €
		Communauté de l'auxerrois (13,9 %)	30 000,00 €
		Autofinancement (20,10 %)	82 763,97 €
Total dépenses HT :	**254 996,94 €**	**Total recettes HT :**	**254 996,94 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Vallan une subvention 30 000 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

communauté
de l'auxerrois

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-139
OBJET : Finances- Achat d'une porte d'entrée pour le centre de loisirs - Commune Escamps - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune d'Escamps a sollicité un soutien financier pour l'achat d'une porte d'entrée pour le centre de loisirs.

L'achat est estimé à 1 913,76 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Achat d'une porte d'entrée	1 913,76 €	Communauté de l'auxerrois (39,19 %)	750,00 €
		Autofinancement (60,81 %)	1 163,76 €
Total dépenses HT :	**1 913,76 €**	**Total recettes HT :**	**1 913,76 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune d'Escamps une subvention 750 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-140
OBJET : Finances- Réfection de la toiture du lavoir - Commune Gy l'Eveque - Attribution d'une aide dans le cadre du fonds de soutien des projets communaux

Rapporteur : Francis HEURLEY

Par délibération n°2022-230 du 24 novembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

Eligible à ce fonds de soutien, la commune de Gy l'Eveque a sollicité un soutien financier pour la réfection de la toiture du lavoir.

Les travaux sont estimés à 35 266,50 € HT selon le plan de financement suivant :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Réfection de la toiture du lavoir	35 266,50 €	DETR (30 %)	10 580,00 €
		Communauté de l'auxerrois (34,98 %)	12 337,16 €
		Autofinancement (35,02 %)	12 349,34 €
Total dépenses HT :	**35 266,50 €**	**Total recettes HT :**	**35 266,50 €**

Les dispositions du règlement d'attribution de ce fonds de soutien prévoient que le versement est autorisé si les conditions listées ci-dessous sont réunies :
- Le fond à vocation à soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien.
- Le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant HT du projet dans la limite de 30 000€.
- Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.
- Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget avec un plafond de 30 000€ par commune sur la durée du mandat soit jusqu'en 2026.

La présente demande est conforme aux dispositions précitées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'attribuer à la commune de Gy l'Eveque une subvention 12 337,16 € dans le cadre des fonds de soutien aux communes ;

-De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-141
OBJET : Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes

Rapporteur : Francis HEURLEY

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil communautaire du 19 décembre 2024.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attribution et de versement des subventions par la collectivité vis-à-vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention ci-après :

Intitulé de l'association ou de l'organisme	Montant 2025 CC du 26/06/25
A.J.A FOOTBALL (sas) Section pro _ convention de partenariat	54 000,00 €

Pour la politique publique « SPORT », l'enveloppe des subventions attribuées (sur le budget de fonctionnement) se répartirait donc de la façon suivante :

Politiques publiques	Montants 2024	Montants 2025
SPORT (SPOR)	67 000,00 €	116 000,00 €

(La colonne 2025 comprend les subventions 2025 attribuées par les conseils communautaires de décembre 2024, février, avril 2025 et celle soumise pour approbation ci-dessus).

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

communauté
de l'auxerrois

- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 54 000,00 € à l'A.J.A FOOTBALL (sas) _ section pro pour le second semestre 2025 dans le cadre de la convention de partenariat entre cet organisme et la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;

- de dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 aux chapitres 65 pour les subventions de fonctionnement ;

- d'autoriser le président à signer tous les conventions et avenants nécessaires au versement de cette subvention.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-142
OBJET : Convention AJA / CA

Rapporteur : Stéphane ANTUNES

La Communauté de l'auxerrois construit avec l'AJ Auxerre un partenariat durable, basé sur les valeurs du sport, la réussite des jeunes, l'exportation de la marque Auxerre dans tout l'hexagone. La réussite sportive de l'équipe professionnelle, autant que son engagement auprès des plus jeunes, en font un acteur incontournable de la dynamique territoriale de l'auxerrois. Sa 11eme place dans le championnat de Ligue 1 2024/2025 et la montée en D2 de l'équipe féminine démontrent la qualité de l'ensemble des structures du club.

Pour cela il est important que la Communauté de l'auxerrois apporte sa contribution aux efforts fournis par le club, et sa réussite rejaillira sur l'ensemble de nos domaines d'intervention.

Le partenariat porte sur trois axes principaux :

- L'achat de places, billetterie et hospitalité, afin d'amener au stade des personnes, investisseurs, partenaires des collectivités de l'agglomération,
- Le soutien à l'équipe féminine, afin d'accompagner les joueuses dans leurs choix de carrière et le financement de leurs formations,
- La promotion du territoire à l'échelle locale et nationale sur les différents supports de visibilité du club.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes du partenariat entre l'AJ Auxerre et la Communauté de l'auxerrois,

- D'autoriser le maire à signer les conventions afférentes,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Communauté de l'auxerrois – AJ Auxerre

1er juillet 2025 – 30 juin 2026

Entre les soussignés :

La Communauté de l'auxerrois, représentée par son Président Crescent Marault, dûment habilité pour signer la convention par délibération du Conseil Communautaire du

D'une part,

La S.A.S A.J. AUXERRE FOOTBALL, société par actions simplifiées immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 434 386 470, dont le siège social est situé Stade de l'Abbé Deschamps, 89000 AUXERRE, représentée par le signataire des présentes, dûment habilité à cet effet,

D'autre part,

Préambule :

L'AJA est un des plus grands clubs français, doté d'un palmarès qui lui procure une notoriété nationale et internationale. Cette renommée participe au développement de l'agglomération de l'auxerrois et valorise en conséquence son image. L'AJA a réussi une saison 2024/2025 exemplaire se hissant au 11ème rang du championnat de Ligue 1 et a connu un engouement populaire à domicile comme à l'extérieur très fort. Le club de football est donc un vecteur important pour le rayonnement du territoire, et c'est dans ce contexte que la Communauté de l'auxerrois veut développer un partenariat actif avec le club en s'associant à différentes actions.
L'ensemble de ces actions contribue à une lisibilité forte de l'agglomération, participe de l'attractivité et de la notoriété du territoire, grâce à la couverture médiatique importante du club.

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention porte sur la saison footballistique 2025/2026

1.1 Places hospitalités :
- 3 places « Club EUROPE » avec prestations associées par commune (28 communes sans Auxerre qui bénéficie de sa propre convention) et par saison, réparties comme suit : Entre 3 et 6 places pour un même match de l'équipe professionnelle masculine.
- Places de parking VIP

1.2 Billetterie par match à domicile :
- 15 places en catégorie 1 par commune (28 communes sans Auxerre qui bénéficie de sa propre convention) et par saison, réparties comme suit : entre 15 et 30 places pour un même match de l'équipe professionnelle masculine.

Pour les matchs hors championnat, la Communauté de l'auxerrois pourra bénéficier de la politique tarifaire du club.

Le calendrier et les places distribuées aux communes concernées des points 1.1 et 1.2 seront établis en début de saison.

1.3 Actions de lisibilité

1.3.1 Equipe professionnelle masculine :

DROITS D'IMAGE
- Label « Sponsor Officiel de l'AJ Auxerre »

DIGITAL
- Facebook : 4 posts
- X : 4 posts
- Instagram : 4 posts
- Envoi d'emailing dédié

ÉVÉNEMENTIEL
- Opération dédiée avec les joueurs de l'AJ Auxerre. Chaque commune (29 communes) bénéficiera d'une opération en présence de joueurs de l'AJA. Il est entendu que ces opérations seront lissées sur la durée du contrat et il est prévu de limiter le nombre d'opérations à dix par saison, selon les modalités définies au préalable avec chaque commune concernée. Le club prévoit, tout ou partie des joueurs (minimum deux joueurs) présents pendant une durée d'une heure trente à l'occasion d'une animation organisée conjointement avec la commune concernée.

A propos de l'organisation de ces opérations :
- Le Maire de chaque commune concernée devra choisir le lieu et la date ;
- Cette opération pourra donc être organisée pour différents publics (Asso sportive, Ecole, Centre de loisirs ou à l'occasion d'un évènement sportif – ou pas)
- Lors de chaque opération, nous prévoyons :
- Moment d'échange avec les joueurs (questions/réponses ; dédicaces, etc.)
- Mise en place d'une activité / atelier ludique avec les jeunes

Le Club prévoit, toute ou partie des Joueurs (et à tout le moins un minimum de 2 Joueurs) seront présents pendant une durée maximale d'une heure et demie (1h30) à l'occasion d'une animation organisée par la CA dans un lieu qui sera défini conjointement entre la CA et le CLUB sous réserve du respect par la CA des conditions suivantes :
(i) un lieu sécurisé tant vis-à-vis de l'accueil du public que de l'accueil des Joueurs ; et
(ii) un lieu situé à proximité du Stade ou du centre d'entraînement de l'Equipe Masculine.
Il est expressément convenu que le(s) lieu(x), date(s) et horaires de ces opérations seront choisis en concertation entre le CLUB et la CA, dans le respect des contraintes sportives et professionnelles de l'Equipe Masculine, ainsi que des consignes de l'entraîneur. Il est convenu entre les Parties que le CLUB disposera en outre du droit de donner des instructions sur le déroulement et sur tout ce qui a trait à l'organisation de ces opérations.
Les frais afférents à l'organisation de ces opérations, en ce notamment compris les éventuels frais de déplacement, de sécurité et de restauration des Joueurs concernés, sont considérés comme des Frais Techniques et par conséquent resteront à la charge des communes organisatrices.

- Participation à la semaine de l'olympisme

Les modalités de cette participation restent à définir ; les parties s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour la bonne réalisation de ces opérations, une fois par saison.

1.3.2 Equipe Féminine :

DROITS D'IMAGE
- Label « Sponsor Officiel de l'équipe féminine »

VISIBILITÉ MAILLOT
- Visibilité sur l'avant du short pour l'ensemble des matchs de l'équipe féminine

VISIBILITE STADE
- Un panneau fixe sur le terrain de match officiel de l'équipe féminine, au stade Groupama
- Votre logo sur l'animation LED multipartenaires lors des matchs à domicile de l'équipe féminine : 1 minute

VISIBILITÉ MÉDIAS CLUB
- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication de l'équipe féminine

DIGITAL
- Votre logo sur les visuels d'annonce des résultats de l'équipe sur les réseaux sociaux

ÉVÉNEMENTIEL
- Invitation à la photo officielle avec possibilité de faire une photo avec les joueuses.
- Deux stages d'été AJA pour des filles de salariés de la Communauté de l'auxerrois
- Participation à la semaine de l'olympisme

PASSERELLE METIERS
- Possibilité d'accueil de joueuses pour des stages au sein de la Communauté de l'auxerrois
- Participation au financement de formations scolaires, filière BTS pour les filles

1.3.3 Equipes jeunes

DROITS D'IMAGE
- Label « Partenaire Officiel AJA Acadomia »

VISIBILITE MAILLOTS
- Visibilité sur l'avant du short pour l'ensemble des matchs des équipes jeunes

VISIBILITE TERRAIN
- Paire de panneaux fixes sur le terrain d'entraînement du centre de formation

VISIBILITE MEDIAS CLUB
- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication du centre

PASSERELLE METIERS
- Possibilité d'accueil des jeunes pour des stages au sein de la Communauté de l'auxerrois
- Intervention auprès des jeunes, retours d'expériences et mise en avant de solutions de reconversion

1.3.4 Relations publiques
- Mise à disposition des infrastructures pour l'organisation de séminaires client ou interne de la Communauté de l'auxerrois, à raison d'un maximum de trois opérations par saison.

Article 2 : Conditions de remise des prestations
L'AJA prend en charge l'apposition du logo de la Communauté de l'auxerrois sur l'ensemble des supports publicitaires concernés.

Article 3 : Conditions financières et de règlement :

3.1 – Conditions financières
Le montant forfaitaire payé par la Communauté de l'auxerrois est de 90 000 € HT pour les actions de lisibilité et pour les places hospitalité et billetterie durant la saison sportive 2025-2026

Année 2025 : 45 000 € HT
Année 2026 : 45 000 € HT jusqu'au terme de la convention au 30 juin 2026

La collectivité étant gérée en annuité budgétaire, chaque montant sera voté annuellement.

Par décret n° 2001-829 du 04 septembre 2001, le montant maximum des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services ne peut dépasser 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, ce montant étant également plafonné en valeur absolue et ce pour toutes les sociétés sportives.
La SAS AJA s'engage à indiquer chaque année le montant total des produits du compte de résultat de l'année précédente, et à alerter la Communauté de l'auxerrois ce double plafond venait à être dépassé ; le contrat serait alors caduc et devrait être renouvelé selon le même formalisme.

3.2 – Conditions de règlement

Pour chaque saison sportive contractuelle, le paiement s'effectuera en deux fois :
- Le 15/07 et le 15/02 de chaque saison sportive contractuelle

La SAS AJA devra établir une facture indiquant le montant total à régler.
Le mode de règlement s'effectuera par mandat administratif et paiement dans un délai de 30 jours ; le point de départ de ce délai étant la réception par la Communauté de l'auxerrois de la facture mentionnée ci-dessus.
Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit des intérêts moratoire au bénéfice du titulaire du marché. Ces intérêts courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de remise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.
Le taux d'intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à quarante euros.
Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

3.3 Mois d'établissement des prix des places

Le prix des places est celui applicable au 1er juillet 2025 ; les prix sont fermes

Article 4 : Résiliation

Le contrat sera résilié avant l'expiration de sa durée normale :
- Si le titulaire ne se conformait pas aux clauses de la présente convention ;
- Si le titulaire se trouvait en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ;

Article 5 : Clauses Administratives

La présente convention de partenariat est conclue avec la SAS AJ AUXERRE et ne peut faire l'objet d'aucune cession à un quelconque tiers.
Les contestations qui s'élèveraient entre la Communauté de l'auxerrois et la SAS AJ AUXERRE au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, seront de la compétence du Tribunal Administratif de Dijon.

Article 6 : durée de la convention

La convention de partenariat est conclue jusqu'au 30 juin 2026. Elle ne pourra pas être renouvelée de manière tacite. Les deux parties s'engagent à faire un bilan de la convention en avril 2026, afin d'établir le nouveau partenariat pour la saison 2026/2027.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'auxerrois, Le Président exécutif de l'AJA,

Crescent MARAULT Baptiste MALHERBE

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-143
OBJET : Fonds de concours enseignement musical année scolaire 2024/2025 _ Attribution

Rapporteur : Francis HEURLEY

L'école de musique du Coulangeois a été transféré à la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er juillet 2024 et le Conservatoire de Musique et Danse de la Ville d'Auxerre a été transféré à la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025.

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois compte plusieurs structures d'enseignement musical sur son territoire, à savoir les écoles de musique de type associatif sur les communes de Charbuy, Chevannes et Monéteau.

Pour l'année scolaire 2024/2025, il convient donc de déterminer le montant qui sera attribué à chaque école de musique en fonction du nombre d'élèves faisant partie de l'intercommunalité inscrits dans chaque structure.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer un fonds de concours de 31 666,81 € pour soutenir l'enseignement musical dans l'auxerrois selon la répartition suivante :

Communes	Nombre d'élèves inscrits année scolaire 2024/2025	Montants FDC au titre de 2025
Chevannes	51,00	10 286,67 €
Monéteau	53,00	10 690,07 €
Charbuy	53,00	10 690,07 €
TOTAL	**157,00**	**31 666,81 €**

- D'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-144
OBJET : Transfert du conservatoire de musique et de danse à la Communauté de l'auxerrois - Rapport d'évaluation

Rapporteur : Francis HEURLEY

Lors de chaque transfert de compétence ou de modification du périmètre de la Communauté de l'Auxerrois, une évaluation des charges transférées des communes vers l'EPCI doit être réalisée par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées – CLECT.

La commission s'est réunie le 19 mai dernier pour valider l'évaluation des charges concernant le transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre au 1er janvier 2025.

Le détail des charges évaluées est ainsi présenté dans le rapport « Évaluation du transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre à la CA » joint au présent rapport.

A l'issu des débats, la commission a approuvé à 18 voix pour et 2 abstentions le rapport.

Conformément à la réglementation, le rapport de la commission est transmis à l'ensemble des communes membres pour validation à leur Conseil Municipal dans un délai de trois mois à compter de la réception de ce dernier.

Par ailleurs, le règlement intérieur de la CLECT prévoit dans son article 11 que ce rapport soit transmis pour information au conseil communautaire.

Pour rappel, la CLECT se prononce uniquement sur le montant des charges transférées et non sur le montant de l'attribution de compensation – AC – des communes impactées. Cependant, afin de faciliter la compréhension générale ainsi que la tenue des débats lors de la commission, le rapport de CLECT nommé « Évaluation du transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre à la CA » fait mention des montants des charges et des produits transférés et donc par extension du montant de l'AC qui pourrait impacter la ville d'Auxerre, à titre informatif uniquement.

	Fréquentation	Répartition du reste à charge [A]	AC 2025 [B]	AC modifiée [B] - [A]
Ville d'Auxerre	51,24%	1 083 736,61 €	2 875 154,73 €	1 791 418,12 €
Prise en charge Agglo	48,76%	1 031 128,04 €		

Pour la bonne information, le montant de l'attribution de compensation ne deviendra définitif qu'après validation du Conseil Communautaire et du conseil municipal de la commune concernée.

communauté
de l'auxerrois

Le conseil communautaire est appelé à prendre acte du contenu du rapport « Évaluation du transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre à la CA » de la CLECT du 19 mai 2025 concernant le transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du contenu du rapport «Évaluation du transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre à la CA » de la CLECT du 19 mai 2025 concernant le transfert du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre.

ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

TRANSFERT À L'AGGLOMÉRATION :
CONSERVATOIRE D'AUXERRE
MAI 2025

L'ACTIVITÉ

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LES MISSIONS DU CONSERVATOIRE

Le Conservatoire propose un enseignement accessible à tous en **musique et en danse**

La pratique collective est au centre de cette formation et permet des échanges avec d'autres élèves ou amateurs de tous âges. Les élèves acquièrent progressivement les savoirs et savoir-faire nécessaires à la pratique de leur art leur permettant de poursuivre leur passion en amateurs éclairés et autonomes au sein d'ensembles et de groupes musicaux ou chorégraphiques.

Ceux qui souhaitent s'orienter vers un des métiers de la musique ou de la danse s'engagent dans le **cycle d'enseignement supérieur (cycle spécialisé = 3ème cycle) du conservatoire, dont le diplôme est reconnu au niveau national.**

Activités du conservatoire

Tout au long de l'année scolaire, le conservatoire organise de nombreuses manifestations et actions au sein de la ville et de ses environs : auditions, concerts (à l'Abbaye Saint Germain, au théâtre, au Silex, à l'Escale), master-classes et conférences...

Ces manifestations sont ouvertes à tous et sont gratuites.

44
Disciplines enseignées

13
Formations ou cultures musicales

357
Parc instrumental de location

43
Enseignants

583
Elèves
(moyenne sur les 5 dernières années)

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LES DISCIPLINES

DANSE

A partir de 6 ans : Initiation danse
A partir de 8 ans : danse classique, danse contemporaine,
A partir de 9 ans : danse jazz

MUSIQUE

Disciplines instrumentales et vocales	Disciplines de pratiques collectives	Disciplines de formation, culture, théorie et encadrement
• **Cordes frottées :** violon, alto, violoncelle et contrebasse • **Cordes pincées et instruments polyphoniques :** guitare classique, harpe, piano, clavecin, orgue, accordéon et percussions… • **Vents/ Bois:** flûte traversière, basson, clarinette, hautbois • **Vents/ Cuivres:** cor, trombone, trompette, euphonium, tuba basse, saxophone • **Voix :** initiation vocale enfants, chant lyrique • **Jazz / Musiques actuelles:** chant, guitare électrique, piano, claviers, saxophone, batterie et contrebasse • **Musiques actuelles:** chant, guitare électrique, basse électrique, batterie, claviers, chansons	• **Ensembles vocaux :** chorales enfants 1er cycle, Junior Voix, chœur adultes, atelier lyrique, atelier chants du monde, chorale Musiques actuelles • **Orchestres :** Junior vents, Symphonique, Orchestre Symphonique Junior, Harmonie, Swing Band, musiques actuelles improvisées (MAI) • **Musique de chambre** • **Musique ancienne** • **Ensembles de guitares, flûtes traversières, saxophone, harpes et accordéons** • **Batucada** • **Ateliers jazz** • **Ateliers musiques actuelles et atelier chansons** • **Atelier pluridisciplinaire « Tous en scène » musique, chant, danse**	• éveil musical et corporel 4 ans -5 ans • initiation artistique musique et danse 6 ans • parcours découverte instrumentale > 6 ans • formation musicale • formation musicale danse pour les 1ères années 1C1 • culture musicale, analyse, écriture • musique assistée par ordinateur (MAO) • accompagnement piano • direction d'ensembles à vent.

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LA FRÉQUENTATION

EFFECTIFS 2024 :

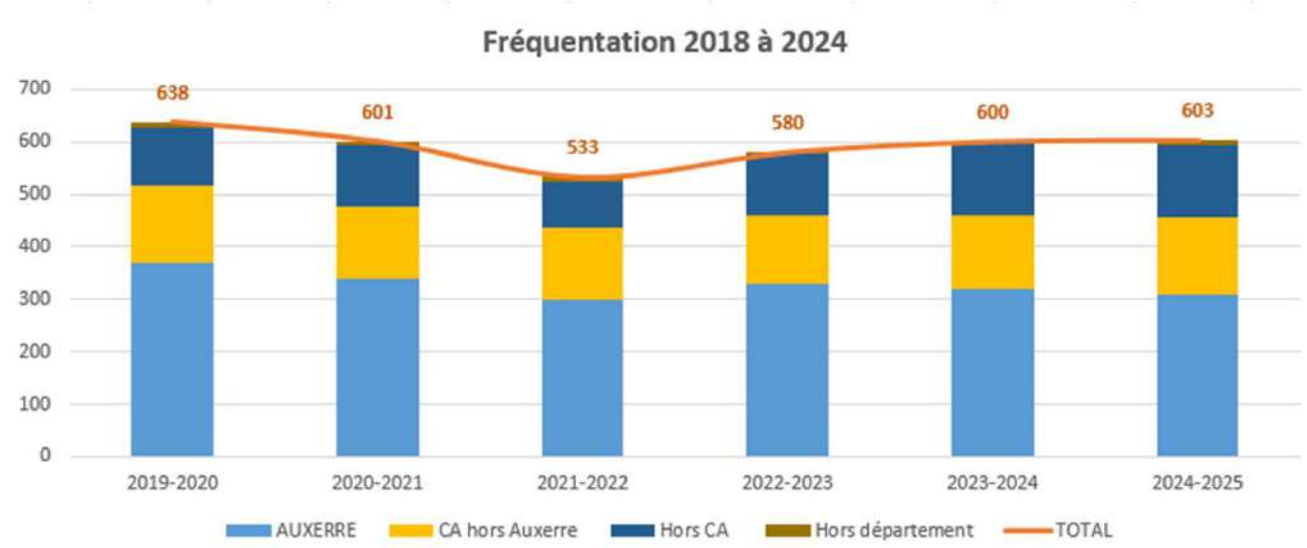
603 élèves

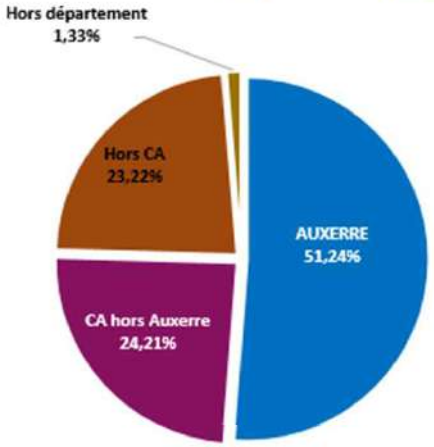
Elèves sur la commune d'Auxerre : **51,24 %**

Elèves sur le territoire de la CA hors Auxerre : **24,21 %**

Elèves sur le département hors agglo : **23,22 %**

Elèves hors département : **1,33 %**

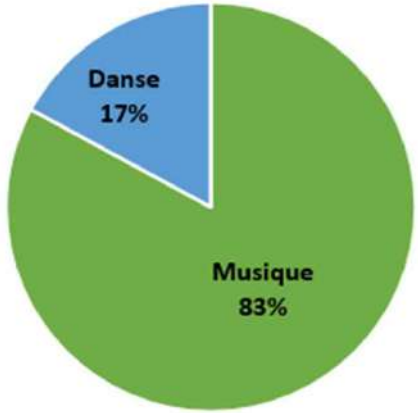




Répartition provenance géographique

Fréquentation 2024

« ---------- »



Répartition par discipline

L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE ET ADMINISTRATIVE

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

L'EQUIPE ADMINISTRATIVE ET PEDAGOGIQUE

Fonction	ETP Conservatoire
Directeur de la culture de la ville	0,15
Assistante directeur	0,15
Directeur	0,9
Responsable pédagogique	0,8
Responsable administrative	0,9
Assistante administrative	0,9
Gestionnaire de la scolarité	0,85
Médiatrice	1
Agent d'accueil	0,82
Agent d'accueil	0,45
Agent technique	0,9
Agent technique	0,9
Agent technique	0,75
TOTAL	9,47

Une équipe de 56 agents (45 ETP) dont 43 enseignants et 13 administratifs

Ces agents ont été transférés à la CA le 1er janvier 2025

Discipline	Heure / semaine
contrebasse	10,00
Formation musicale	20,00
Basse électrique et contrebasse	16,00
Atelier chanson	5,00
Piano	20,00
Analyse/Ecriture/Culture	20,00
Violoncelle	20,00
Accordéon	7,00
Trompette	16,00
Percussions	20,00
Flûte traversière	10,00
Accompagnement piano	20,00
Guitare électrique	20,00
Tuba	8,00
Danse comtemporaine	20,00
Formation musicale et harpe	20,00
Atelier chanson	12,00
Intervenante en milieu scolaire	10,00
Violon	20,00
Guitare Jazz	20,00
cor	7,00
Chant Jazz	15,00
Batterie	20,00
Eveil / Intervenante en milieu scolaire	20,00
Chant choral	16,00
danse	10,00
violon	16,00
Basson	6,00
Danse Classique	16,00
Piano	16,00
clarinette	16,00
Direction orchestre	3,00
Accompagnement piano	16,00
Chant	16,00
Flûte traversière	10,00
Formation musicale	16,00
Chant	16,00
Saxophone	16,00
Guitare classique	18,00
Alto	16,00
Trombone	16,00
Hautbois	16,00
Formation musicale	16,00
TOTAL	637,00

637 heures de cours par semaine

43 enseignants dont 19 PEA et 24 ATEA

35,59 ETP

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LES CHARGES DE PERSONNEL

MOYENNE SUR LES

5 DERNIERES ANNEES :

Masse salariale : **2,18 M €**

Agents : **46 ETP**

Coût moyen par agent : **48 K €**

	2020	2021	2022	2023	2024
Charges de personnel affectées (administratives et pédagogiques)	2 120 332,88 €	2 155 186,79 €	2 184 439,96 €	2 194 470,51 €	2 327 500,74 €
+ Affectation personnel d'encadrement (directeur culture et assistante)	15 210,02 €	15 729,39 €	16 401,62 €	16 162,09 €	15 761,57 €
- Personnels affectés à la gestion des Beaux Arts (10 % du temps de travail) Equipe administrative mutualisée de 2021 à 2023	-	- 20 170,67 €	- 20 922,73 €	- 19 805,88 €	-
TOTAL	**2 135 542,90 €**	**2 150 745,51 €**	**2 179 918,85 €**	**2 190 826,71 €**	**2 343 262,31 €**

Les charges de personnel seront retraitées pour l'évaluation afin d'exclure le coût du directeur et de son assistante car ces postes ont été mutualisés et sont déjà pris en compte dans le coût de la mutualisation.

LES LOCAUX

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

DESCRIPTIF

Surface occupée : 6 429 m2
- Conservatoire : 5 622 m2
- Maison de la danse : 807 m2

MOYENNE SUR LES

5 DERNIERES ANNEES :

Coût entretien du conservatoire : **106 K €**

Coût au m2 : **18,92 €**

Bilan des dépenses bâtimentaires :

		2020	2021	2022	2023	2024
Conservatoire	Entretien des espaces verts (régie)	451,70 €	377,90 €	622,77 €	218,96 €	195,22 €
	Maintenance des bâtiments (régie)	50 857,30 €	30 955,28 €	8 611,08 €	20 500,91 €	2 044,73 €
	Assurance	2 350,42 €	2 355,48 €	2 490,40 €	3 292,05 €	4 124,06 €
	Chauffage	23 467,73 €	24 355,20 €	52 501,73 €	24 770,81 €	30 190,93 €
	Fluide	10 211,04 €	10 302,48 €	2 297,02 €	804,41 €	1 108,10 €
	Nettoyage	28 800,48 €	33 276,17 €	36 541,54 €	50 223,75 €	41 808,13 €
	Divers (Contrôle, maintenance, etc.)	0,00 €	0,00 €	2 381,11 €	9 196,28 €	5 962,37 €
	Redevance spéciale	1 185,16 €	1 185,16 €	1 185,16 €	1 301,72 €	1 433,34 €
	Dépenses liées au déménagement			33 108,08 €	6 089,98 €	6 227,02 €
	Dépenses llées aux travaux du conservatoire			9 020,40 €	0,00 €	0,00 €
	Sous total	**117 323,83 €**	**102 807,66 €**	**148 759,29 €**	**116 398,87 €**	**93 093,90 €**
Maison de la danse	Maintenance des bâtiments (régie)	13 193,88 €	2 945,89 €	2 620,63 €	2 213,94 €	990,68 €
	Assurance	337,59 €	338,32 €	357,70 €	472,84 €	592,34 €
	Chauffage	15 658,23 €	0,00 €	6 702,34 €	9 064,93 €	8 623,78 €
	Fluide	3 250,93 €	3 394,57 €	1 886,60 €	3 115,33 €	5 821,93 €
	Nettoyage	6 707,00 €	8 367,71 €	7 974,23 €	9 141,07 €	8 890,83 €
	Divers (Contrôle, maintenance, etc.)	0,00 €	0,00 €	635,11 €	540,16 €	2 462,36 €
	Sous total	**39 147,63 €**	**15 046,48 €**	**20 176,61 €**	**24 548,27 €**	**27 381,92 €**
Commun	Fournitures / équipements / entretiens	4 762,07 €	3 162,26 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Sous total	**4 762,07 €**	**3 162,26 €**	**- €**		
Dépenses bâtimentaires		**161 233,54 €**	**121 016,41 €**	**168 935,90 €**	**140 947,14 €**	**120 475,82 €**
- Dépenses liées au déménagement				-33 108,08 €	-6 089,98 €	-6 227,02 €
- Dépenses llées aux travaux du conservatoire				-9 020,40 €	0,00 €	0,00 €
- Dépenses Maison de la danse		-39 147,63 €	-15 046,48 €	-20 176,61 €	-24 548,27 €	-27 381,92 €
MONTANT RETRAITE		**122 085,90 €**	**105 969,92 €**	**106 630,81 €**	**110 308,89 €**	**86 866,88 €**
		21,72 €	18,85 €	18,97 €	19,62 €	15,45 € Coût au m²

Travaux d'investissement / coût de renouvellement :

La ville d'Auxerre va mettre à disposition de l'agglomération un équipement neuf. Aucun coût de renouvellement ou d'entretien ne sera par conséquent pris en compte dans le calcul.

L'ACTIVITÉ DU SERVICE

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

DESCRIPTIF

MOYENNE SUR LES

5 DERNIERES ANNEES :

Dépenses liées à l'activité : **50 K €**

Bilan des dépenses d'activités :

	2020	2021	2022	2023	2024
Prestations de service (intervenants extérieurs, etc.)	-4 857,60 €	16 784,26 €	7 482,93 €	22 747,86 €	24 999,20 €
Fournitures et équipements	2 108,15 €	2 425,67 €	3 894,17 €	3 650,66 €	2 793,93 €
Entretiens et réparations (instruments)	2 475,87 €	4 350,00 €	5 690,00 €	4 749,67 €	4 395,50 €
Documentations	2 210,93 €	2 397,74 €	1 203,95 €	2 595,81 €	2 061,59 €
Locations matériels	1 368,00 €	715,13 €	2 169,60 €	1 668,00 €	1 760,00 €
Sacem / droits auteurs	228,05 €	1 744,60 €	1 357,01 €	1 877,53 €	1 818,96 €
Transports collectifs	714,01 €	1 083,99 €	2 728,67 €	1 159,00 €	1 675,00 €
Ressources humaines : frais déplacements, missions, etc.	396,13 €	608,52 €	1 507,74 €	1 673,65 €	3 455,33 €
Divers	-736,48 €	443,00 €	685,91 €	544,92 €	608,90 €
Sous total	**3 907,06 €**	**30 552,91 €**	**26 719,98 €**	**40 667,10 €**	**43 568,41 €**
Remboursements droits inscription COVID	54 300,26 €				
Amortissements parc instrumental et matériels	21 674,71 €	25 348,71 €	29 826,77 €	11 488,81 €	14 847,07 €
Divers		415,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous total	**75 974,97 €**	**25 764,70 €**	**29 826,77 €**	**11 488,81 €**	**14 847,07 €**
TOTAL	**79 882,03 €**	**56 317,61 €**	**56 546,75 €**	**52 155,91 €**	**58 415,48 €**
-Remboursement droits inscription COVID	-54 300,26 €				
MONTANT RETRAITE	**25 581,77 €**	**56 317,61 €**	**56 546,75 €**	**52 155,91 €**	**58 415,48 €**
Coût / élève	42,57 €	105,66 €	97,49 €	86,93 €	96,87 €

LES RECETTES

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LA TARIFICATION

Caractéristiques :

- Tarification annuelle et forfaitaire
- Intègre des droits d'inscription (15 €) et des frais de scolarité
- Tarification sociale basée sur le quotient familial
- Grille tarifaire unique sur tout le territoire

MOYENNE SUR LES

5 DERNIERES ANNEES :

Recettes usagers : 190 K €

Recettes par élève : *326 €*

	Tranches quotient familial de la **CAF** ou **MSA**				
	A	**B**	**C**	**D**	**E**
	de 1 à 499	**de 500 à 699**	**de 700 à 949**	**de 950 à 1499**	**à partir de 1500**
Éveil Artistique (MS et GS)	65,00 €	100,00 €	120,00 €	130,00 €	145,00 €
Initiation Artistique (CP) + **Parcours Découverte Instrumentale** (PDI) ou **Initiation danse** (CE1)	90,00 €	110,00 €	130,00 €	150,00 €	180,00 €
Cursus **1er cycle** (à partir du Ce1) **Cursus 2ème cycle** **Parcours Libre**	150,00 €	210,00 €	280,00 €	350,00 €	430,00 €
Cursus **3ème cycle**	250,00 €	350,00 €	400,00 €	500,00 €	580,00 €
Cursus supplémentaire (musique et danse, ou danse classique et contemporaine)	130,00 €	150,00 €	160,00 €	190,00 €	220,00 €
2ème instrument (dans le cadre d'un cursus)	90,00 €	110,00 €	150,00 €	190,00 €	200,00 €
Beaux-Arts (avec cours histoire de l'art)	130,00 €	150,00 €	160,00 €	190,00 €	220,00 €

	Tranches quotient familial de la **CAF** ou **MSA**				
	A	**B**	**C**	**D**	**E**
Tarifs spécifiques	**de 1 à 499**	**de 500 à 699**	**de 700 à 949**	**de 950 à 1499**	**à partir de 1500**
Cours collectif seul *	70,00 €	80,00 €	120,00 €	130,00 €	190,00 €
Pratique collective seule ** Stage, Master Classe	70,00 €	80,00 €	100,00 €	120,00 €	140,00 €
Un cours de danse par semaine hors cursus	130,00 €	170,00 €	200,00 €	215,00 €	300,00 €
Stages Beaux-Arts, PDI, histoire de l'art	40,00 €	50,00 €	60,00 €	70,00 €	90,00 €

Location d'instruments 40,00 € par trimestre

	2020	*2021*	*2022*	*2023*	*2024*
Recettes usagers	**157 977,37 €**	**136 877,88 €**	**207 974,53 €**	**191 116,49 €**	**257 553,85 €**
Nombre d'élèves	*601*	*533*	*580*	*600*	*603*
Recettes moyennes par élève	**262,86 €**	**256,81 €**	**358,58 €**	**318,53 €**	**427,12 €**

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

LES AUTRES RECETTES

MOYENNE SUR LES

5 DERNIERES ANNEES :

Recettes : **433 K €**

Recettes par élève : **742 €**

- 416€/ élève de subventions
- 326€/ élève de recettes tarifaires

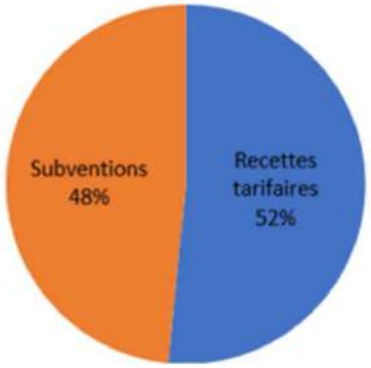
Poids des subventions perçues sur le coût de fonctionnement :

- *Département : 4%*
- *Drac : 2%*
- *CA : 4 %*

A noter que pour l'évaluation de transfert, les recettes seront retraitées afin d'exclure la subvention de la CA

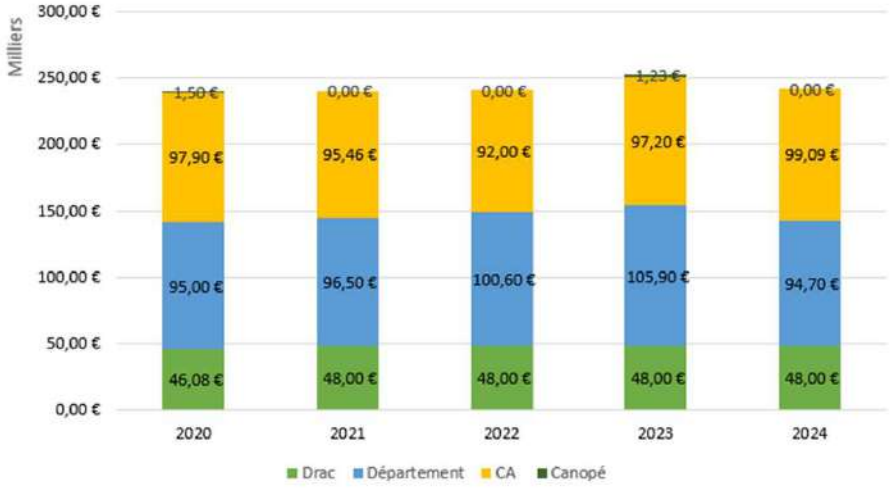
	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes tarifaires	157 977,37 €	136 877,88 €	207 974,53 €	191 116,49 €	257 553,85 €
Subventions	240 479,73 €	239 956,83 €	240 596,30 €	252 325,04 €	241 793,48 €
TOTAL	**398 457,10 €**	**376 834,71 €**	**448 570,83 €**	**443 441,53 €**	**499 347,33 €**
- Subvention CA	-97 899,73 €	-95 456,83 €	-91 996,30 €	-97 199,04 €	-99 093,48 €
MONTANT RETRAITE	**300 557,37 €**	**281 377,88 €**	**356 574,53 €**	**346 242,49 €**	**400 253,85 €**
Nombre d'élèves	*601*	*533*	*580*	*600*	*603*
Recettes moyennes par élève	**662,99 €**	**707,01 €**	**773,40 €**	**739,07 €**	**828,11 €**

Répartition du financement 2024



Montants des subventions perçues

(En milliers d'euros)



LE BILAN FINANCIER

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

ANALYSE FINANCIÈRE

MOYENNE SUR LES

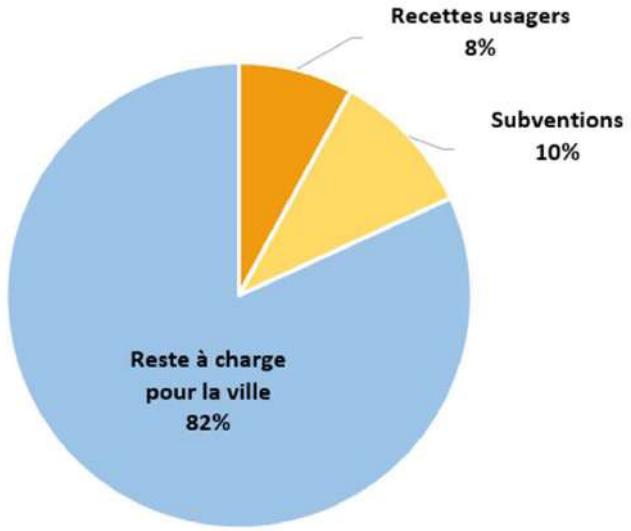
5 DERNIERES ANNEES :

Coût brut par élève : 4 119€ / an

- 8 % financés par l'élève : **326 €**
- 10 % financés par des subventions : **416 €**, dont 169 € par le département
- 82 % autofinancés par la collectivité : **3 377 €**

	2020	2021	2022	2023	2024
Activités du CMD	79 882,03 €	56 317,61 €	56 546,75 €	52 155,91 €	58 415,48 €
Charges de personnel	2 135 542,90 €	2 150 745,51 €	2 179 918,85 €	2 190 826,71 €	2 343 262,31 €
Dépenses bâtimentaires	161 233,54 €	121 016,41 €	168 935,90 €	140 947,14 €	120 475,82 €
Dépenses de fonctionnement	**2 376 658,46 €**	**2 328 079,53 €**	**2 405 401,49 €**	**2 383 929,76 €**	**2 522 153,61 €**
Recettes usagers	157 977,37 €	136 877,88 €	207 974,53 €	191 116,49 €	257 553,85 €
Subventions	240 479,73 €	239 956,83 €	240 596,30 €	252 325,04 €	241 793,48 €
Recettes de fonctionnement	**398 457,10 €**	**376 834,71 €**	**448 570,83 €**	**443 441,53 €**	**499 347,33 €**
Reste à charge pour la ville	**1 978 201,36 €**	**1 951 244,82 €**	**1 956 830,66 €**	**1 940 488,23 €**	**2 022 806,28 €**
Nombre d'élève	*601*	*533*	*580*	*600*	*603*
Reste à charge pour la ville / élève	**3 291,52 €**	**3 660,87 €**	**3 373,85 €**	**3 234,15 €**	**3 354,57 €**

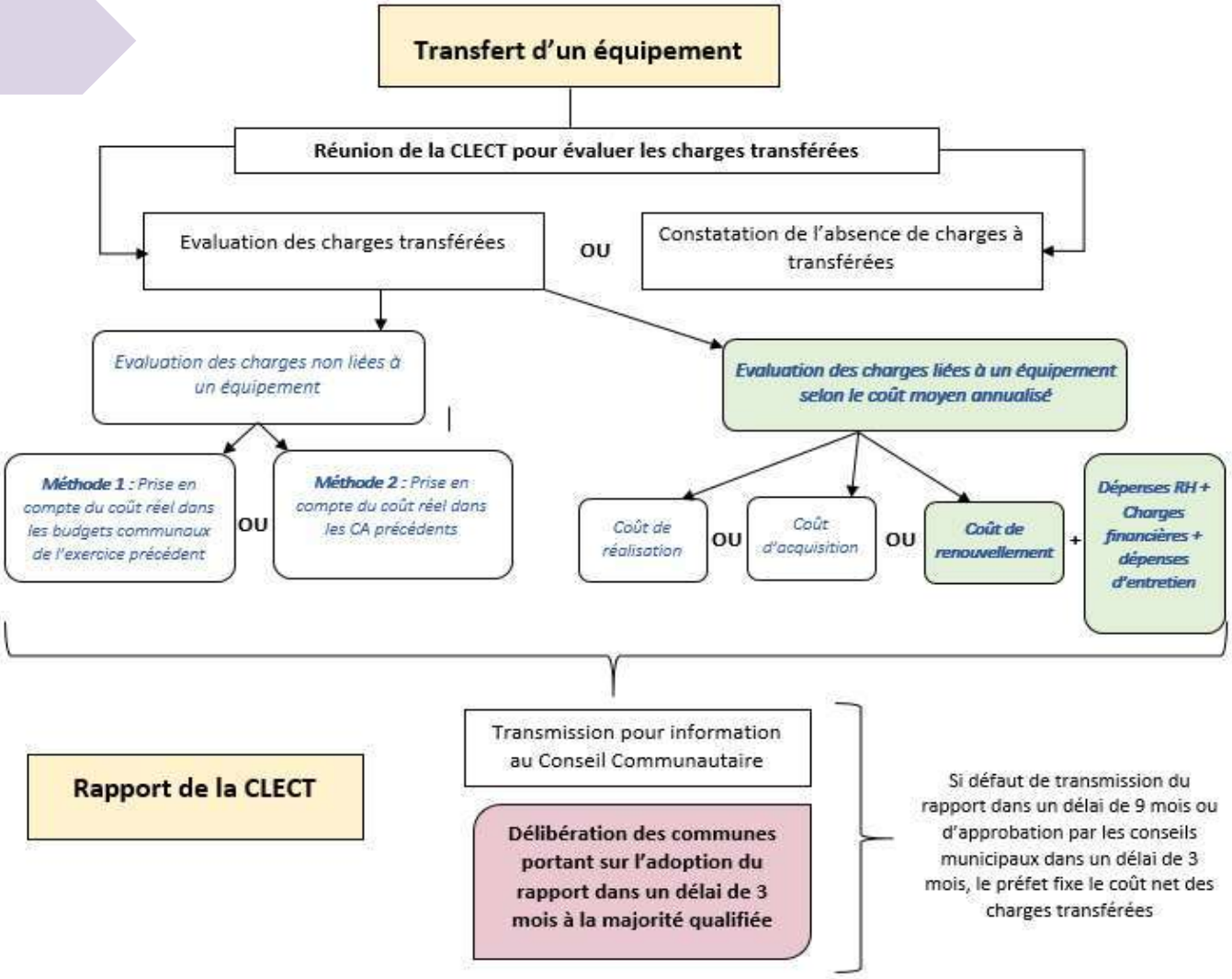
Répartition du financement
(moyenne sur les 5 dernières années)



TRANSFERT DE L'ÉQUIPEMENT À LA CA

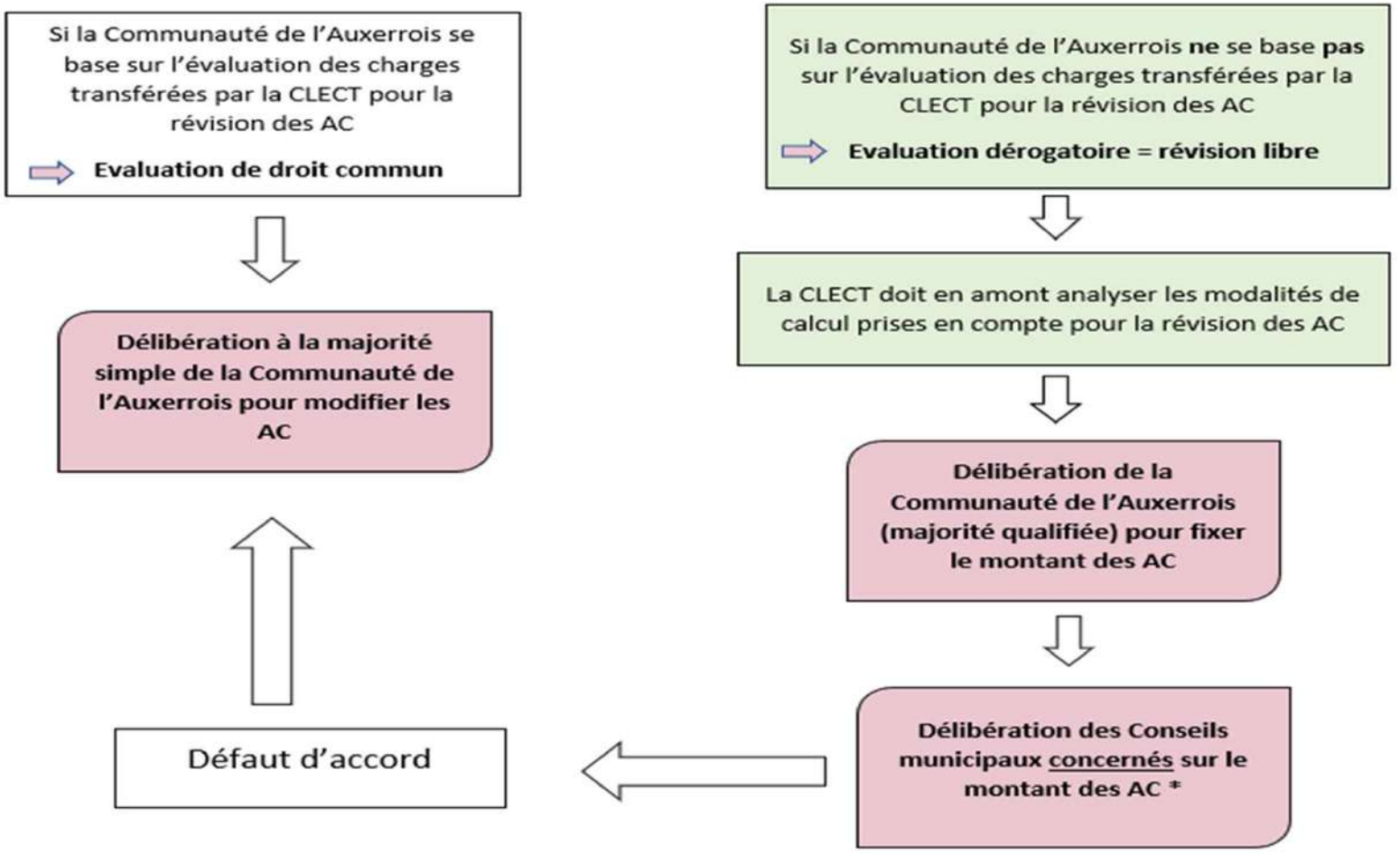
PROCESSUS DE TRANSFERT

LA CLECT



PROCESSUS DE TRANSFERT

PROCESSUS DE LA CLECT



** CAA DOUAI (3 mars 2020) => « le montant des AC ne peut être légalement défini selon des modalités différentes en fonction des communes membres => si une commune refuse la révision libre, la méthode d'évaluation de droit commun est appliqué à toutes »*

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

EVALUATION DE DROIT COMMUN

- *L'évaluation est réalisée à partir des comptes financiers 2022 à 2024 de la ville d'Auxerre*
- *Un recensement exhaustif des charges et des recettes a été réalisé sur ces 3 exercices.*
- *Aucun coût de renouvellement du bâtiment n'a été pris en compte, considérant que la ville livre un bâtiment entièrement réhabilité*

- *Un emprunt a été contracté par la ville d'Auxerre pour le financement de ces travaux*
  => est transféré à la Communauté de l'auxerrois en même temps que l'équipement.

Le remboursement de cet emprunt débute le 1er novembre 2024 et doit donc être pris en compte dans le calcul des charges tranférables

Caractéristique de l'emprunt transféré	
Etablissement prêteur	Banque des territoires
Montant du prêt	1 800 000€
Durée	25 ans
Taux	Taux du Livret A + 0,40%
Périodicité	Annuelle 1er échéance : 01/11/2024
Annuité moyenne	103 685,84€

PROCESSUS DE TRANSFERT

MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

Charges associées au service transféré

° Charges à caractère général (c/ 011)

° Charges financères (c/ 16-66) : emprunt

° Charges de personnel (c/012) : pédagogique

° Charges de gestion courante (c/65) : contribution

Charges indirectes de la structure

° Administration générales (secrétaire)

° Services généraux (reprographie, fournitures)

° Bâtimentaire (assurance, entretien, fluide)

A évaluer selon une méthode par la CLECT (dernier CA, moyenne, etc.)

Recettes usagers

Subventions

Charge nette transférée à la CA =
Charges directes et indirectes
- Total des recettes

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

EVALUATION DE DROIT COMMUN - DÉTAIL DE L'ÉVALUATION

Coût de fonctionnement net moyen :

2 114 864,65€

	2022	2023	2024	Moyenne	Remarques
Charges de personnel affectées Administratives et pédagogiques)	2 184 439,96 €	2 194 470,51 €	2 327 500,74 €		
Affectation personnel d'encadrement (directeur culture et assistante)	16 401,62 €	16 162,09 €	15 761,57 €		
- Personnels affectés à la gestion des Beaux Arts (10 % du temps de travail) Equipe administrative mutualisée de 2021 à 2023	-20 922,73 €	-19 805,88 €	-		
Charges de personnel totales	**2 179 918,85 €**	**2 190 826,71 €**	**2 343 262,31 €**	**2 238 002,63 €**	
Dépenses d'activité cumulées	56 546,75 €	52 155,91 €	58 415,48 €		
Charges d'activités totales	**56 546,75 €**	**52 155,91 €**	**58 415,48 €**	**55 706,05 €**	
Charges bâtimentaires cumulées	168 935,90 €	140 947,14 €	120 475,82 €		Retraitement des dépenses liées à la réhabilitation du CMD et des dépenses bâtimentaires de la Maison de la danse (bâtiment qui ne sera pas transféré)
- Dépenses liées au déménagement	-33 108,08 €	-6 089,98 €	-6 227,02 €		
- Dépenses llées aux travaux du conservatoire	-9 020,40 €	0,00 €	0,00 €		
- Dépenses Maison de la danse	-20 176,61 €	-24 548,27 €	-27 381,92 €		
Charges bâtimentaires totales	**106 630,81 €**	**110 308,89 €**	**86 866,88 €**	**101 268,86 €**	
- Retraitement personnel encadrement	-16 401,62 €	-16 162,09 €	-15 761,57 €		Coût déjà pris en compte dans le calcul de la mutualisation
Retraitement personnel encadrement	**-16 401,62 €**	**-16 162,09 €**	**-15 761,57 €**	**-16 108,43 €**	
Remboursement emprunt conservatoire *(à compter de 2024)*				**103 685,84 €**	
TOTAL DES DEPENSES TRANSFERABLES	**2 326 694,79 €**	**2 337 129,43 €**	**2 472 783,10 €**	**2 482 554,94 €**	
Recettes tarifaires	207 974,53 €	191 116,49 €	257 553,85 €		
Subventions	240 596,30 €	252 325,04 €	241 793,48 €		
- Retraitement subvention CA	-91 996,30 €	-97 199,04 €	-99 093,48 €		Sortie de la subvention de la CA qui s'arrête avec le transfert
TOTALES DES RECETTES TRANSFERABLES	**356 574,53 €**	**346 242,49 €**	**400 253,85 €**	**367 690,29 €**	
CHARGE NETTE TRANSFERABLE	**1 970 120,26 €**	**1 990 886,94 €**	**2 072 529,25 €**	**2 114 864,65 €**	

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

RÉVISION LIBRE
PRINCIPE ET RÈGLES

Le 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit les modalités de la fixation libre des Attributions de compensation. *« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges »*.

Ainsi, la fixation libre des AC est possible aux conditions suivantes :

- délibération à la majorité des 2/3 du Conseil Communautaire ;
- cette délibération doit tenir compte de l'évaluation de la CLECT, mais le Conseil Communautaire n'est pas tenu, comme en cas de transferts de charges, par le rapport de CLECT. Il n'a cependant pas la faculté d'introduire de lui-même des éléments nouveaux non expertisés et non chiffrés par la CLECT ;
- une délibération favorable de chaque commune intéressée à la majorité simple.

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

RÉVISION LIBRE
PRINCIPE ET RÈGLES

- *Afin de répartir équitablement les charges transférées entre la ville et l'agglomération,* ***il est proposé que le poids des élèves provenant de la ville d'Auxerre soit pris en charge par la ville d'Auxerre et que le poids des élèves hors ville d'Auxerre soit à la charge de la Communauté de l'Auxerrois.***

	Elèves	Répartition	Extérieurs VA pris en charge par la CA	
Ville d'Auxerre	309	51,24%	Prise en charge VA	51,24%
Communes de la CA hors Auxerre	146	24,21%	Prise en charge CA	48,76%
Communes extérieures à la CA	148	24,54%		
TOTAL	**603**	**100,00%**		

LE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

RÉVISION LIBRE
PROJECTION DE LA RÉPARTITION

Reste à charge moyen des 3 dernières années = **2 011 179,10 €**
+ Annuité remboursement de l'emprunt du conservatoire = **103 685,84€**
= Charge nette transférable = **2 114 864,94€**

	Fréquentation	**Répartition du reste à charge [A]**	**AC 2025 [B]**	**AC modifiée [B] - [A]**
Ville d'Auxerre	51,24%	1 083 736,61 €	2 875 154,73 €	1 791 418,12 €
Prise en charge Agglo	48,76%	1 031 128,04 €		

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-145
OBJET : Conservatoire de musique et danse - Adoption de l'avenant n°1 au procès-verbal de transfert

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2024/533 en date du 07 mai 2024 a porté modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. La Communauté de l'Auxerrois a modifié son intérêt communautaire par une délibération n°2023-259 en date du 21 décembre 2023. De sorte que, la Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

Le Conservatoire de Musique et Danse à rayonnement départemental de la Ville d'Auxerre a été à compter du 1er janvier 2025 intégré comme équipements culturels d'intérêt communautaire.

Dès lors, le transfert de ladite compétence a entrainé de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, et ce conformément aux articles L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En outre, cette mise à disposition de plein droit des biens meubles utilisés entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre a été constatée par un procès-verbal adopté par la Ville d'Auxerre par délibération n°2024-180 en date du 19 décembre 2024 et par la Communauté de l'Auxerrois par délibération n°2024-317 en date du 19 décembre 2024.

Toutefois, il convient de modifier le procès-verbal précédemment adopté afin de mettre à jour les dépenses engagées par la Ville d'Auxerre antérieurement à la date du transfert, soit antérieurement à la date du 1er janvier 2025 ainsi que la liste des subventions relatives aux travaux extérieurs du Conservatoire reprenant les recettes réellement perçues et à percevoir par la Ville d'Auxerre et par la Communauté de l'Auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes de l'avenant n°1 au procès-verbal annexé à la présente délibération ;

- D'autoriser le Maire à signer l'avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition des biens au terme du transfert du Conservatoire de la Ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerrois.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Avenant n°1 au Procès-verbal de transfert du Conservatoire Musique et Danse

Entre les soussignés

La Communauté de l'Auxerrois dont le siège est fixé au 6bis, place du Maréchal Leclerc à Auxerre identifiée sous le numéro SIREN 248900532, Représentée par son Vice-Président Monsieur Francis HEURLEY, dûment habilité à signer la présentation convention par délibération du Conseil communautaire en date du XX/XX/XXXX

d'une part

et

La Ville d'Auxerre, dont le siège est fixé au 14, Place de l'Hôtel de Ville à Auxerre sous le numéro SIREN 218900249, Représentée par son maire Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du XX/XX/XXXX

d'autre part,

PREAMBULE :

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2024/533, portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en date du 07 mai 2024 ;

Vu la délibération n°2023-259 en date du 21 décembre 2023 portant modification de la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté de l'Auxerrois.

Vu la délibération de la Communauté de l'Auxerrois n°2024-317 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024.

Vu la délibération de la Ville d'Auxerre n°2024-180 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024.

Vu le procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse constatant la mise à disposition de la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025 des biens et équipements ainsi que des obligations et droits repris dans ledit procès-verbal.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Considérant, la compétence facultative de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en matière de « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

Considérant, l'intégration du conservatoire à rayonnement départemental de la Ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerre au 1er janvier 2025 comme équipements culturels d'intérêt communautaire.

Considérant qu'en application de l'article L.5211-5-III du code général des collectivités territoriales, « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

Considérant que l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

Considérant que cette mise à disposition, conformément au second alinéa de l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales, est constatée par un procès-verbal contradictoire, entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois ;

Considérant que la Ville d'Auxerre a engagé des dépenses supplémentaires au-delà des montants prévus dans le procès-verbal précédemment adopté.

Considérant qu'il convient de procéder à la mise à jour de ce dernier.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER – MODIFICATION DE LA CONSISTANCE, ETAT GENERAL ET SITUATION JURIDIQUE DES BIENS

L'article 3 « Consistance, état général et situation juridique des biens » du Procès-Verbal précédemment adopté est modifié afin de mettre à jour les dépenses réellement effectuées par la Ville d'Auxerre au titre des travaux extérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024.

B/ Les travaux extérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024 et leurs subventions

Il est substitué à la liste des contrats relatifs aux travaux extérieurs du Conservatoire et leurs subventions est établie dans l'annexe 3 du procès-verbal, le tableau ci-dessous reprenant les dépenses réellement réalisées par la Ville d'Auxerre au 31 décembre 2024.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

VILLE D'AUXERRE MARCHÉ N°24VA15			
AMÉNAGEMENT DES ABORDS DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE			
SITUATION AU 31/12/2024			
	Montant HT		
	Domaine privé CA	Domaine public VA	Total €HT
Lot n°1 - Voirie Réseaux Divers - Mobilier - Signalisation	532 933,45 €	665 893,79 €	1 198 827,24 €
Lot n°2 - Maçonnerie - Ravallement	153 660,92 €	7 960,04 €	161 620,96 €
Lot n°3 - Métallerie-Ferronnerie-Peinture	55 374,32 €		55 374,32 €
Lot n°4 - Ponton sur l'Yonne		198 718,00 €	198 718,00 €
Lot n°5 - Espaces verts	76 148,71 €	42 014,03 €	118 162,74 €
Hors marché - Eclairage et mobilier électrique		111 535,42 €	111 535,42 €
Total HT	**818 117,40 €**	**1 026 121,28 €**	**1 844 238,68 €**
Total TTC	**981 740,88 €**	**1 231 345,54 €**	**2 213 086,42 €**

Il est également substitué à la liste des subventions relatives aux travaux extérieurs du Conservatoire établie dans l'annexe 3 du procès-verbal, le tableau ci-dessous reprenant les recettes réellement perçues et à percevoir par la Ville d'Auxerre et par la Communauté de l'Auxerrois.

Subventions des abords du conservatoire de musique et danse de l'auxerrois				
Financeurs	**Détail**	**Communauté de l'auxerrois**	**Ville d'Auxerre**	**Montant total**
Etat - Fonds vert	Répartition en fonction de la dépense éligible retenue	La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le		162 904,00 €
Agence de l'Eau Seine Normandie		La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le		407 776,00 €
FEDER		Subvention en cours d'instruction par le Feder		- €
Région Bourgogne Franche comté		180 673,47 €	148 528,53 €	329 202,00 €

ARTICLE 2 - LITIGES

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Fait à _____, le

La Ville d'Auxerre,

(cachet et signature)

La Communauté de l'Auxerrois

(cachet et signature)

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-146
OBJET : Conservatoire de musique et danse - Financement des abords du conservatoire - Convention de partenariat entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois - FEDER

Rapporteur : Francis HEURLEY

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la demande d'aide FEDER déposée le 25 octobre 2024, auprès de Conseil Régional Bourgogne Franche Comté dans le cadre du programme FEDER FSE +.
Cette convention a pour objet de mettre en œuvre un projet de coopération sous la responsabilité de la Ville d'Auxerre « chef de file », avec la Communauté de l'Auxerrois « partenaire » dans le cadre de l'opération intitulée « travaux d'aménagement des abords du conservatoire de musique ».

En effet, la Ville d'Auxerre a décidé de l'aménagement des abords du conservatoire de musique et danse. Les marchés liés à cette opération ont été notifiés le 16 octobre 2024 par la Ville d'Auxerre.

Un dossier de demande de subvention a été déposé le 25 octobre 2024 auprès du FEDER par la Ville d'Auxerre.

Aujourd'hui, pour permettre l'instruction de la demande de subvention par les services de la Région, ces derniers demandent l'établissement d'une convention qui fixent les modalités de coopération entre le « chef de file » et le « partenaire » de l'opération mentionné ci-dessus. Ainsi, la Ville d'Auxerre et la communauté de l'Auxerrois réaliseront les travaux leur incombant conformément au PV de transfert du Conservatoire. La Ville d'Auxerre encaissera la subvention obtenue et reversera le montant qui revient à la communauté de l'Auxerrois conformément à la convention jointe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- Adopter les termes de la convention
- Autoriser le Président à signer la convention et tout acte à venir

Convention de partenariat entre le bénéficiaire « chef de file » et le partenaire dans le cadre de l'opération collaborative FEDER BFC008373 « Travaux d'aménagement des abords du conservatoire de musique et danse »

***

Entre

La Ville d'Auxerre, représenté par Crescent MARAULT en qualité de Maire, ci-après dénommé « CHEF DE FILE »,

14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 Auxerre,

SIRET : 21890024900010

Et

La Communauté de l'auxerrois, représenté par Francis HEURLEY en qualité de Vice-Président, ci-après dénommé « partenaire »,

6 place du Maréchal Leclerc, 89000 Auxerre

SIRET : 20006711400013

D'autre part,

Vu

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD)

Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 n° C(2019) 3452 établissant les lignes directrices pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la commande publique

Vu la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par l'ordonnance n° 2020-1504 du 2 décembre 2020 prorogeant et adaptant les conditions de gestion des programmes européens de la politique de cohésion, des affaires maritimes et de la pêche

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

Vu le décret n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027

Vu le Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

Vu la délibération de la Communauté de l'Auxerrois n°2024-317 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024 ;

Vu la délibération de la Ville d'Auxerre n°2024-180 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024 ;

Vu l'avis émis par le comité de sélection organise par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du 6 novembre 2024 ;

Vu le procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse constatant la mise à disposition de la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025 des biens et équipements ainsi que des obligations et droits repris dans ledit procès-verbal.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération, le Conservation Musique et Danse à rayonnement départemental a revêtu un intérêt communautaire. De sorte que la Communauté de l'Auxerrois s'est substituée de plein droit, à la date du transfert soit au 1 er janvier 2025 à la Ville d'Auxerre. La mise à disposition de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert constitue le régime de droit commun applicable au transfert.

Article 1 - Objet :

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la demande d'aide FEDER déposée le 25 octobre 2024, auprès de Conseil Régional Bourgogne Franche Comté dans le cadre du programme FEDER FSE +.

Cette convention a pour objet de mettre en œuvre un projet de coopération sous la responsabilité de la Ville d'Auxerre « chef de file », avec la Communauté de l'Auxerrois « partenaire » dans le cadre de l'opération intitulée « travaux d'aménagement des abords du conservatoire de musique ».

Elle définit les modalités de coopération entre le « chef de file » et le « partenaire » de l'opération mentionné ci-dessus. Elle définit les droits, obligations et responsabilités du bénéficiaire « chef de file » et du « partenaire », fixe les modalités de gestion et de suivi du projet et des dispositions permettant de les appliquer.

Article 2 - Durée de la convention :

La présente convention est en vigueur a minima pendant toute la durée de validité de la décision attributive (date limite pour la réalisation de l'opération) et des engagements qu'elle produit.

La convention reste en tout état de cause en vigueur tant que le « chef de file » ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations contractuelles fixées dans la convention attributive envers l'Autorité de gestion régionale et tant que le « chef de file » et le « partenaire » ne se sont pas acquittés de leurs obligations réciproques, telles que définies dans la présente convention.

La modification de la durée de la convention attributive d'aide conclue entre l'Autorité de gestion régionale et le bénéficiaire « chef de file » modifie de facto la durée de la présente convention. Les dérogations éventuelles à cette synchronisation des conventions doivent être explicitement décrites.

La présente convention devient caduque si l'opération de coopération ne fait l'objet d'aucune décision attributive de l'aide.

Article 3 - Présentation de l'opération partenariale et de ses modalités financières :

3.1 Présentation de l'opération partenariale

L'opération partenariale a pour objet la réalisation des travaux d'aménagement des abords du conservatoire de musique dans le cadre du transfert du conservatoire de musique et danse de la Ville d'Auxerre à la Communauté de l'auxerrois.

3.2. Descriptif général des actions de l'opération et du rôle du partenaire

En 2024, la Ville d'Auxerre a décidé de l'aménagement des abords du conservatoire de musique et danse.

Les marchés liés à cette opération ont été notifiés le 16 octobre 2024 par la Ville d'Auxerre.

Un dossier de demande de subvention a été déposé le 25 octobre 2024 auprès du FEDER par la Ville d'Auxerre.

Un procès-verbal de transfert a été délibéré mutuellement par la Communauté de l'Auxerrois et par la Ville d'Auxerre le 19 décembre 2024. Ce dernier permettant d'acter la mise à disposition de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert. Permettant dès lors la répartition des marchés passés pour la réalisation de l'opération entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois.

Le transfert du Conservation Musique et Danse à rayonnement départemental a été effectif au 1er janvier 2025 au profit de la Communauté de l'Auxerrois (partenaire).

L'organisme partenaire, la Communauté de l'Auxerrois aura pour rôle de réaliser les travaux lui incombant conformément au PV de transfert et aux avenants de transfert des marchés publics entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'auxerrois (cf PV transfert et avenant au PV de transfert joints à cette convention, annexe 1).

3.3 Modalités financières de l'opération partenariale

L'opération partenariale repose sur un plan de financement prévisionnel détaillé et ventilé entre partenaires joint en annexe 2.

Ce plan de financement prévisionnel pourra être ajusté en cours de réalisation, avec l'accord des signataires de la présente convention dans le respect du plan de financement consigné dans la convention attributive de l'aide à l'opération et de ses éventuels avenants.

Dans le cas où le plan de financement de la convention attributive de l'aide fait l'objet d'un avenant ou lorsque l'opération partenariale fait l'objet d'une nouvelle convention attributive d'aide, l'annexe 2 est modifiée par avenant.

L'annexe 2 vise notamment à préciser les cofinanceurs sollicités dans le cadre de l'opération partenariale, et l'autofinancement que chacun des partenaires s'engage à mobiliser.

Dans l'hypothèse où, sur le même projet, certains financeurs verseraient directement leur subvention à l'un ou plusieurs des partenaires, l'accord de partenariat devra le mentionner de façon explicite (Voir annexe 2 plan de financement).

3.4 - Calendrier de l'opération

L'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux est d'octobre 2024 à décembre 2025.

Article 4 - Obligations et responsabilités du « chef de file » :

Le « chef de file » réalise les actions prévues conjointement avec le partenaire selon les modalités et les délais prévus dans la convention attributive de l'aide.

Il est responsable de la mise en œuvre générale du projet devant l'Autorité de gestion régionale et le partenaire.

Il est responsable de la coordination administrative et financière de l'opération. Il s'acquitte de toutes les obligations découlant de la convention attributive de l'aide, en particulier les obligations suivantes :

En matière de suivi administratif :

- Représenter le partenaire du projet auprès de l'Autorité de gestion régionale et le tenir régulièrement informé de toutes les communications pertinentes de/avec l'Autorité de gestion régionale ;
- Etre l'interlocuteur disponible pour toute demande officielle adressée par le service instructeur, l'Autorité de gestion régionale ou tout organisme de contrôle et réagir rapidement, en accord avec le partenaire, à toute demande de ces derniers;
- Assurer la mise en œuvre générale et la coordination globale de l'opération, selon les modalités et les délais fixés dans la convention attributive de subvention et

conformément à la règlementation en vigueur et mettre en place le système de suivi nécessaire à cette coordination ;

- Veiller au démarrage effectif et à l'exécution de l'opération conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans la convention attributive de l'aide, et alerter le cas échéant le partenaire.
- Communiquer au partenaire les conclusions de l'instruction, les demandes de vérification et de pièces complémentaires, le cas échéant, la décision prise par l'instance de sélection, la copie de la convention attributive de l'aide et toute information nécessaire permettant au partenaire de réaliser ses actions dans les délais requis.
- Informer le service instructeur et le partenaire sur l'avancement général de l'opération et de toute modification du projet (ex : objectifs ou nature de l'opération, localisation des actions, calendrier de réalisation, etc…)
- Transmettre au partenaire toute information et tout document nécessaire au respect des obligations en matière de publicité et d'information ;
- Mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur.
- Réunir les indicateurs et livrables afférents à l'opération demandés par l'autorité de gestion régionale,

En matière de suivi financier :

- Assurer le suivi et la coordination financière de l'opération ;
- Préparer et consolider et présenter la demande d'aide et la demande de paiement européenne pour la réalisation du projet à l'Autorité de gestion régionale, au nom du partenaire. Pour cela il sollicite le partenaire pour qu'il lui transmette toute pièce justificative permettant d'établir la demande d'aide et la demande de paiement de l'aide. Il s'assure de la cohérence des données transmises par le partenaire avant transmission au service instructeur. Il produit et / ou consolide les états d'avancement accompagnés des justificatifs de dépenses, et le cas échéant les justificatifs de versements des cofinancements obtenus pour l'opération. Il procède à la saisie des données du partenaire dans le portail de dématérialisation de la Région
- Percevoir les paiements (avance éventuelle, acompte(s) et solde) sur un compte dédié, et procéder aux versements des aides européennes au partenaire selon les modalités

définies préalablement et en fonction des vérifications et conclusions opérées par la Région.

- Informer par écrit le service instructeur des modifications du plan de financement validées par le partenaire ;
- Disposer d'un système de comptabilité distinct ou d'une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables et veiller à ce que le partenaire dispose également d'un tel système comptable ;

En matière de suivi et d'évaluation :

- Assurer l'évaluation et le suivi du projet sur la base des indicateurs qui seront conventionnés avec l'Autorité de gestion régionale. Ces indicateurs seront collectés, renseignés et communiqués par le partenaire pour les actions le concernant.

En matière de contrôle :

- Se soumettre à tout contrôle/audit sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et européens ;
- Communiquer au partenaire et coordonner les éventuels contrôles et audits commandités, demander des pièces complémentaires et leurs résultats ;
- Conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toutes les pièces relatives à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide.

Article 5 - Obligations et responsabilités des partenaires :

Le partenaire réalise les actions prévues conjointement avec le « chef de file » et selon les modalités et les délais prévus dans la convention attributive de l'aide.

Le partenaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la coordination financière et administrative que réalise le « chef de file » et autorise ce dernier, dans le cadre de l'opération menée en partenariat, à signer la convention attributive de l'aide et les demandes d'aide et de paiement et à percevoir l'aide.

A ce titre, le partenaire s'engage à :

En matière de suivi administratif :

- Désigner dans sa structure un interlocuteur du « chef de file » pour le suivi des actions, afin de faciliter la coordination ;
- Communiquer au « chef de file » toute information et pièce nécessaire à la gestion du dossier ;
- Informer le « chef de file » du démarrage effectif des actions et de leur exécution conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans la présente convention ;
- Informer sans délai le « chef de file » de tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de l'opération et communiquer les mesures prises en conséquence pour mener à bien sa part du projet. En cas d'abandon/de renoncement au projet, le partenaire informe immédiatement par écrit le bénéficiaire « chef de file » en précisant le ou les motifs qui l'ont conduit à renoncer à l'opération ;
- Mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur et aux modalités plus précises fixées dans la décision juridique d'octroi de l'aide ;
- Produire les indicateurs et livrables réalisés pour les actions qui le concernent et les faire remonter au « chef de file ».

En matière de suivi et d'évaluation de l'opération :

- Transmettre au bénéficiaire « chef de file » les données relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation qui seront conventionnés avec l'Autorité de gestion régionale, des actions ainsi que les pièces nécessaires.

En matière de suivi financier :

- Faciliter la coordination financière du « chef de file » en lui fournissant toutes les pièces nécessaires dans les délais exigés par le « chef de file » ;
- Transmettre au chef de file toute information et pièce justificative (comptable et non comptable) des dépenses qu'il a supportées, ainsi que les justificatifs de versement des cofinancements publics.
- S'engager à respecter les règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes règlementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses et à la règlementation européenne. Chaque partenaire est responsable des dépenses qu'il présente au bénéficiaire « chef de file ». Chaque partenaire s'engage à ne pas présenter plusieurs fois les mêmes dépenses sur le projet et le programme européen, ou sur d'autres projets relevant d'autres programmes européens.

- Disposer d'un système de comptabilité distinct ou d'une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables

En matière de contrôle :

- Se soumettre à tout contrôle/audit sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et européens ;
- Communiquer au « chef de file » toute information et pièce nécessaire permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle dans les délais requis,
- Conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toute pièce relative à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide

Article 6 - Respect des règles communautaires et nationales :

Le « chef de file » et le partenaire s'engagent à respecter la réglementation européenne et nationale applicable à l'opération, notamment les règles d'éligibilité, de justification des dépenses, relatives à la commande publique, aux aides d'Etat et à la concurrence.

Article 7 - Modalités de versement des subventions au chef de file et aux partenaires :

Le paiement de l'aide intervient selon la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération et sur justification des dépenses réalisées par les financeurs mentionnés dans le plan de financement prévisionnel. Le montant définitif de la subvention à percevoir sera calculé en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.

Le « chef de file » transmet la demande de paiement et les pièces justificatives correspondantes à l'Autorité de gestion régionale ;

Le « chef de file » reçoit l'avance le cas échéant, ainsi que l'aide qui résulte de l'instruction de la demande de paiement ;

Le « chef de file » reverse au partenaire le montant de l'aide selon les modalités de répartition financière fixées dans la présente convention et au vu des dépenses supportées et présentées dans la demande de paiement (voir annexe 2 Plan de financement)

Article 8 - Manquements aux obligations dans le cadre de la mise en œuvre du projet :

Si le partenaire ne s'acquitte pas de ses obligations ou s'il enfreint une obligation contractuelle, le « chef de file » le met en demeure par écrit de corriger ce manquement dans un délai approprié ou de mettre fin à l'infraction. i les infractions aux obligations continuent, le « chef de file » peut décider, , d'exclure le partenaire concerné. En cas d'exclusion, le « chef de file » informe l'Autorité de gestion régionale de cette décision, ce qui entrainera un avenant à la présente convention.

Si un manquement du partenaire à ses obligations a des conséquences financières négatives pour le financement de l'ensemble de l'opération, le « chef de file », en accord, peut réclamer à ce partenaire une indemnisation.

Si le « chef de file » commet des manquements aux obligations dressées précédemment, les sanctions précédemment évoquées s'appliqueront au « chef de file ».

Article 9 - Remboursement à l'organisme payeur, reversement des indus :

En cas de non-respect des engagements de la convention attributive de l'aide par l'un ou plusieurs des partenaires, l'Autorité de gestion régionale peut après mise en demeure restée sans réponse du « chef de file » de régulariser la situation, arrêter ou suspendre le versement de l'aide et/ou réclamer le remboursement total ou partiel de l'aide versé.

Dans l'hypothèse de l'émission d'un ordre de recouvrement, le « chef de file » devra reverser à l'organisme payeur le montant demandé et le cas échéant les intérêts moratoires.

Si le manquement aux obligations provient du partenaire le partenaire transfère au « chef de file » la part de l'aide indûment perçue. Le « chef de file » présente sans délai la demande de remboursement de l'organisme payeur et avise le partenaire du montant à rembourser. Le remboursement au « chef de file » est dû dans le délai qui sera fixé au « chef de file » par l'organisme payeur.

Le partenaire est tenu responsable de la non-exécution totale ou partielle des activités dont il est chargé ou de l'affectation des fonds à des dépenses non prévues par l'opération. Il s'engage à rembourser la part des aides indûment perçues.

Si le bénéficiaire « chef de file » ne respecte pas ses obligations contractuelles, le partenaire peut se retourner contre ce dernier pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable.

Article 10 - Modification de la convention, résiliation :

Toute modification notamment de la composition du partenariat ou du plan de financement de l'opération doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par chacune des parties contractuelles.

Le partenaire qui souhaite abandonner sa participation au projet peut demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée à l'adresse du « chef de file » afin que celui-ci en informe l'Autorité de gestion régionale.

Toute modification de cette convention doit être communiquée dans un délai de 30 jours à compter de sa signature au service instructeur du dispositif concerné.

Article 11 – Information et publicité

Le bénéficiaire « chef de file » et le partenaire s'engagent à mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la règlementation en vigueur et aux dispositions du programme.

Le bénéficiaire « chef de file » transmet au partenaire toute information et document nécessaire pour assurer le respect des dispositions en matière de publicité et d'information.

En cas de non-respect de ces obligations en matière d'information et de publicité de l'aide européenne, un reversement total ou partiel de l'aide peut être requis.

Article 12 – Conservation des pièces justificatives

Le bénéficiaire « chef de file » et le partenaire s'engagent à conserver toutes les pièces justificatives en cohérence avec la date limite fixée dans la convention attributive d'aide européenne passée entre le bénéficiaire « chef de file » et la Région.

Article 13 – Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire « chef de file » et le partenaire s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

Article 14 - Traitement des litiges

En cas de litiges, le « chef de file » et le partenaire recherchent une solution à l'amiable.

A défaut, en cas de contentieux, le Tribunal administratif compétent sera saisi.

Fait en 2 exemplaires à Auxerre le

Pour la Ville d'Auxerre	Pour La Communauté de l'Auxerrois
Le Maire, Crescent MARAULT	Le Vice Président, Francis HEURLEY

Pièces jointes :

ANNEXE 1 : procès-verbal de transfert et son avenant

ANNEXE 2 : Présentation financière de l'opération partenariale

AUXERRE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Intitulé : Aménagement des abords du conservatoire de musique et danse

Porteur de projet : Commune d'Auxerre

Dépenses HT				**Recettes**							Modalités de répartition des subventions
		part CA	**Part VA**		% du total HT	Montant de subvention	**part CA**		**Part VA**		
							Dépense éligible retenue	Montant de subvention	Dépense éligible retenue	Montant de subvention	
				Agence de l'Eau Seine Normandie (Eaux pluviales prix réf. m2)	21,25%	407 776,00 € Subvention attribuée	234 450,00 €	187 560,00 €	275 270,00 €	220 216,00 €	La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le financeur avec un reversement de la VA à la CA. La répartition indiquée est prévisionnelle
Lot n°1 - Voirie Réseaux Divers - Mobilier - Signalisation	1 273 327,24 €	573 016,45 €	700 310,79 €	CRBFC - Territoires en action	17,16%	329 202,00 € Subvention attribuée	816 368,04 €	180 673,47 €	671 122,04 €	148 528,53 €	La subvention de 329 202 € sera attribuée à chaque maître d'ouvrage par 2 conventions.
Lot n°2 - Maçonnerie - Ravalement	161 620,96 €	153 660,92 €	7 960,04 €								
Lot n°3 - Métallerie-Ferronnerie-Peinture	55 374,32 €	55 374,32 €		ETAT - Fonds vert	8,49%	162 904,00 € Subvention attribuée	325 880,35 €	81 470,00 €	325 737,65 €	81 434,00 €	La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le financeur avec un reversement de la VA à la CA. La répartition indiquée est prévisionnelle
Lot n°4 - Ponton sur l'Yonne	198 718,00 €		198 718,00 €								
Lot n°5 - Espaces verts	118 162,74 €	76 148,71 €	42 014,03 €	FEDER	31,44%	603 284,94 €	858 200,40 €	284 067,21 €	1 060 538,28 €	351 041,71 €	
Eclairage et mobilier électrique	111 535,42 €		111 535,42 €								
				Commune d'Auxerre	21,66%	415 571,74 €					
Total € HT	1 918 738,68 €	858 200,40 €	1 060 538,28 €	Total €		1 918 738,68 €					
TVA 20%	383 747,74 €	171 640,08 €	212 107,66 €	Commune d'Auxerre		383 747,74 €					
TOTAL € TTC	**2 302 486,42 €**	**1 029 840,48 €**	**1 272 645,94 €**	**TOTAL €TTC**		**2 302 486,42 €**					

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Procès-verbal de transfert du Conservatoire Musique et Danse

Entre les soussignés

La Communauté de l'Auxerrois dont le siège est fixé au 6bis, place du Maréchal Leclerc à Auxerre identifiée sous le numéro SIREN 248900532, Représentée par son Vice-Président Monsieur Francis HEURLEY, dûment habilité à signer la présentation convention par délibération du Conseil communautaire en date du 19 décembre 2024

d'une part

et

La Ville d'Auxerre, dont le siège est fixé au 14, Place de l'Hôtel de Ville à Auxerre sous le numéro SIREN 218900249, Représentée par son maire Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du 19 décembre 2024

d'autre part,

PREAMBULE :

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2024/533, portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en date du 07 mai 2024 ;

Vu la délibération n°2023-259 en date du 21 décembre 2023 portant modification de la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté de l'Auxerrois.

Considérant, la compétence facultative de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en matière de « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

Considérant, l'intégration du conservatoire à rayonnement départemental de la Ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerre au 1er janvier 2025 comme équipements culturels d'intérêt communautaire.

Considérant qu'en application de l'article L.5211-5-III du code général des collectivités territoriales, « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Général des Collectivités Territoriales » ;
Considérant que l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

Considérant que cette mise à disposition, conformément au second alinéa de l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales, est constatée par un procès-verbal contradictoire, entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de l'intégration du Conservation Musique et Danse à rayonnement départemental, issues des délibérations et arrêtés visés ci-dessus, la Communauté de l'Auxerrois se substituera de plein droit, à la date du transfert soit au 1er janvier 2025 à la Ville d'Auxerre.

La mise à disposition de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert constitue le régime de droit commun applicable au transfert.

En application de l'article L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le présent procès-verbal est conclu entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois afin de préciser la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

ARTICLE 1ER - OBJET

La Ville d'Auxerre met à la disposition de la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025 les biens et équipements décrit décrits à l'article 3, ainsi que les droits et obligations qui leurs sont attachés.

ARTICLE 2 – MODALITES DE MISE A DISPOSITION

Conformément à l'article L1321-2 du CGCT, la remise des biens à lieu à titre gratuit.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut pas être transmis à la Communauté de l'auxerrois.

La Communauté de l'auxerrois bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

La Communauté de l'auxerrois bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation, ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien et l'affectation des biens.

ARTICLE 3 – CONSISTANCE, ETAT GENERAL ET SITUATION JURIDIQUE DES BIENS

1- Les contrats en cours et subventions au 31 décembre 2024

A/ Les travaux intérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024 et leurs subventions

La liste des contrats relatifs aux travaux intérieurs du Conservatoire et leurs subventions est établie dans l'annexe 2. La Ville d'Auxerre alors maître d'ouvrage de ces travaux continuera de prendre en charge les dépenses afférentes aux contrats cités dans l'annexe et ce même après la date du transfert, le 1er janvier 2025.

Toutes les subventions reprises dans l'annexe 2 relatives aux travaux intérieurs du Conservatoire continueront d'être perçues par la Ville d'Auxerre et ce même après le 1er janvier 2025 date du transfert.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2025 le Conservatoire à rayonnement départemental de musique et danse est mis à disposition à la Communauté de l'Auxerrois.

B/ Les travaux extérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024 et leurs subventions

La liste des contrats relatifs aux travaux extérieurs du Conservatoire et leurs subventions est établie dans l'annexe 3. La Communauté de l'Auxerrois est subrogée à la Ville d'Auxerre dans l'exécution des contrats en cours afférents au Conservatoire de musique et danse et ceci depuis le 1er janvier 2025.

L'aménagement des abords du Conservatoire fait l'objet d'une répartition entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois établie à l'annexe.

Les subventions attribuées font également l'objet d'une répartition entre les deux collectivités selon l'annexe jointe. Les subventions sollicitées et non attribuées seront réparties en fonction de la dépense éligible retenue et selon la nature des travaux en domaine privé de la Communauté de l'auxerrois et domaine public de la Ville d'Auxerre.

A compter du 1er janvier 2025, les abords du domaine privé du conservatoire seront mis à disposition de la Communauté de l'Auxerrois.

C/ Les contrats de fonctionnement et emprunts au 31 décembre 2024

La Communauté de l'Auxerrois est subrogée à la Ville d'Auxerre dans l'exécution des contrats en cours afférents au Conservatoire de musique et danse et ceci depuis le 1er janvier 2025. La substitution vaut pour tous contrats, notamment ceux concernant des emprunts, des marchés publics, des délégations

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

de service public, des contrats d'assurance ou de location, d'assurances etc. et ceci depuis le 1er janvier 2025, date du transfert de la compétence.

La liste des contrats en cours est établie en annexe 1, ainsi que la liste des emprunts établie en annexe 6.

D/ Les contrats portant sur les équipements mobiliers au 31 décembre 2024 et leurs subventions

La liste des contrats relatifs à l'acquisition des biens mobiliers du Conservatoire et leurs subventions est établie dans l'annexe 4. La Ville d'Auxerre alors maître d'ouvrage de ces acquisitions continuera de prendre en charge les dépenses afférentes aux contrats cités dans l'annexe et ce même après la date du transfert, le 1er janvier 2025.

A compter du 1er janvier 2025, tous les équipements mobiliers du Conservatoire seront mis à disposition de la Communauté de l'Auxerrois.

2- Les biens et équipements

La Ville d'Auxerre met à disposition de la Communauté de l'Auxerrois, les biens déjà en sa possession et indispensables à la gestion du Conservatoire de Musique et Danse.

Cela concerne :
- Le matériel informatique ;
- Les logiciels informatiques ;
- Le parc instrumental et instrumentarium eveil ;
- Le parc matériel audiovisuel ;
- Les livres et CD ;
- Le parc matériel scénique ;
- Les équipements scéniques et audiovisuel de l'auditorium du conservatoire ;
- Le parc mobilier.

La liste et la description des biens est établi en annexe 3.

ARTICLE 4 – ETAT DES BIENS MIS A DISPOSITION

Les équipements sont mis à disposition de la Communauté de l'Auxerrois en l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition des biens.

L'état des biens est annexé au présent procès-verbal.
à disposition à l'article 2 et agit en justice en lieu et place de la Commune de Coulanges-la-Vineuse.

ARTICLE 5 - DUREE

La mise à disposition prend effet au 1er juillet 2024 et prend fin dans les cas suivants :

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

- lors de la désaffectation des biens à la compétence conformément à l'article L. 1321-3 du Code générale des collectivités territoriales ;

- lors de la restitution de la compétence à la Ville d'Auxerre ;

- du retrait de la commune dans la communauté selon l'article L. 5211-19 du Code général des collectivités territoriales ;

- la dissolution de la communauté dans les conditions de l'article L. 5211-26 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 - MODIFICATION

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant établi contradictoirement entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'auxerrois.

ARTICLE 7 - LITIGES

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Fait à _____, le

La Ville d'Auxerre,

(cachet et signature)

La Communauté de l'Auxerrois

(cachet et signature)

ANNEXE 1 : LISTE DES CONTRATS DE FONCTIONNEMENT EN COURS AU 31/12/2024

CONTRATS DE FONCTIONNEMENT			
Intitulé	Détail	Adresse de livraison	Durée
Contrat d'assurance Dommages aux biens – Conservatoire musique et danse n°C2023-4345	Contrat d'assurance avec la SMACL	6 rue de l'île aux plaisirs – 89 000 Auxerre	Jusqu'en 2026
Contrat d'assurance Dommages aux biens – Conservatoire musique et danse logement de gardien n°C2023-4345	Contrat d'assurance avec la SMACL	14 avenue Gambetta Saint Gervais – 89000 Auxerre	Jusqu'en 2026
Marché Public Global de Performance des Installations Thermiques des Bâtiments Communaux de la Ville d'Auxerre n°1860020	Contrat avec la société DALKIA		Jusqu'en 2026
Marché n°21VA36 des vérifications réglementaires des installations électriques	Marché avec la société CULT CONSERVATO		
Marché des vérifications réglementaires des ascenseurs, monte-charges, tables élévatrices et élévateurs de personnes	Marché avec la société CULT CONSERVATO		
Marché n°22VA24 systèmes anti-intrusion / lot 1 - télésurveillance	Marché avec la société CULT CONSERVATO		
Marché 22VA24 systèmes anti-intrusion / lot 3 - maintenance préventive	Marché avec la société CULT CONSERVATO		
Marché 22VA24 systèmes anti-intrusion / lot 3 - télémaintenance	Marché avec la société CULT CONSERVATO		
Contrat d'eau avec la Société Suez	Contrat d'eau avec la société SUEZ		

ANNEXE 2 : LISTE DES CONTRATS ET SUBVENTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX INTERIEURS EN COURS AU 31/12/2024

CONTRATS INVESTISSEMENT TRAVAUX INTERIEURS				
Intitulé	Détails	Total des prestations € HT	Montant total payé par la Ville d'Auxerre € HT	Montant restant à payer par la Ville d'Auxerre € HT
Lot 1	Désamiantage /Démol	361 968,00 €	353 302,80 €	8 665,20 €
Lot 2	VRD	76 571,48 €	28 722,72 €	47 848,76 €
Lot 3	Gros œuvre	1 541 551,89 €	1 525 727,78 €	15 824,11 €
Lot 4	Charpente bois / façade	525 710,53 €	522 697,98 €	3 012,55 €
Lot 5	Etanchéité	86 689,31 €	40 907,90 €	45 781,40 €
Lot 6	Menuiserie Alum	568 460,74 €	512 762,63 €	55 698,11 €
Lot 7	Menuiserie Bois	1 060 432,20 €	859 888,44 €	200 543,76 €
Lot 8	Peinture/ Sols souples	1 009 765,35 €	947 820,37 €	61 944,98 €
Lot 9	Carrelage	78 684,00 €	76 609,75 €	2 074,25 €
Lot 10	Ascenseur	55 200,00 €	46 920,00 €	8 280,00 €
Lot 11	Electricité	486 639,86 €	396 488,74 €	90 151,13 €
Lot 12	Plomberie CVC	1 175 423,66 €	1 045 511,34 €	129 912,32 €
Lot 13	Equipement audito	112 788,00 €	53 656,80 €	59 131,20 €
Lot 14	Echafaudage	83 664,00 €	68 700,00 €	14 964,00 €
	Prestations intellectuelles	696 810,00 €	619 300,66 €	77 509,34 €
	Prestations connexes	37 822,74 €	36 117,29 €	1 705,45 €
TOTAL		7 958 181,77 €	7 135 135,21 €	823 046,57 €

SUBVENTIONS NON TOTALEMENT ENCAISSEES POUR LES TRAVAUX INTERIEURS DU CONSERVATOIRE AU 31/12/2024		
Intitulé	Financeurs	Montant Total € HT
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois	Conseil Départemental 89	400 000
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois	Communauté de l'Auxerrois	400 000
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois	Communauté de l'Auxerrois	500 000
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois Auditorium en bois	Région Bourgogne Franche-Comté	144 641
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois – phase 3 (2024)	Etat	658 154
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois Rénovation en bois	Région Bourgogne Franche-Comté	200 000
VA_Conservatoire de musique à rayonnement départemental_Pôle musique et danse de l'Auxerrois Rénovation du bâtiment	Région Bourgogne Franche-Comté	400 000

ANNEXE 3 : LISTE DES CONTRATS ET SUBVENTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX EXTERIEURS EN COURS AU 31/12/2024

CONTRAT INVESTISSEMENT TRAVAUX EXTERIEURS				
Intitulé	Détail	Domaine Privé de la Communauté de l'Auxerrois – Montant HT	Domaine public de la Ville d'Auxerre – Montant HT	Total € HT
Lot n°1 - Voirie Réseaux Divers - Mobilier - Signalisation	Marché n°24VA03	585 498,22 €	613 329,02 €	1 198 827,24 €
Lot n°2 - Maçonnerie - Ravalement	Marché n°24VA03	161 620,96 €		161 620,96 €
Lot n°3 - Métallerie-Ferronnerie-Peinture	Marché n°24VA03	55 374,32 €		55 374,32 €
Lot n°4 - Ponton sur l'Yonne	Marché n°24VA03		198 718,00 €	198 718,00 €
Lot n°5 - Espaces verts	Marché n°24VA03	76 148,71 €	42 014,03 €	118 162,74 €
Hors marché - Eclairage et mobilier électrique	Marché n°24VA03	29 365,14 €	82 170,28 €	111 535,42 €

SUBVENTIONS DES ABORDS DU CONSERVATOIRE					
Intitulé	Détail	Communauté de l'Auxerrois € HT	Ville d'Auxerre € HT	Montant Total € HT	
FOND VERT	Répartition en fonction de la dépense éligible retenue	81 452,00 €	81 452,00 €	162 904,00 €	
La Région Bourgogne Franche-Comté	Répartition en fonction de la dépense éligible retenue	181 655,47 €	147 546,53 €	329 202,00 €	

ANNEXE 4 : LISTE DES CONTRATS ET SUBVENTIONS CONCERNANT LES MOBILIERS AU 31/12/2024

CONTRAT ACQUISITION DE MATERIELS		
Intitulé	Détail	Montant Total € HT
Marché 24VA03 - Lot n°1 Equipement scénique et audiovisuel de l'auditorium	1 gril scénique rectangulaire autoporté (scène de 88 m²) devant recevoir accroche de projecteurs et la diffusion son en façade avec 2 barres transversales sur le gril = système de diffusion façade = 1 table de mixage son numérique 48 entrées + flight case = 1 tablette tactile de mixage = 1 table lumières + flight case = 4 retours de scène = 1 couple stéréophonique de micro omnidirectionnel = 1 enregistreur numérique audio = 1 caméra fixe de captation large (PTZ) = 1 vidéo projecteur adapté à la taille de l'auditorium = 1 mixer vidéo = 4 projecteurs LED type Fresnel = 2 projecteurs découpe = 4 projecteurs type Par = toutes les câbleries nécessaires	116 647

Marché 24VA03 - Lot n°2 Equipement mobilier	1 réfrigérateur = 4 banquettes 4 places accueil public = mobilier adapté de la salle d'éveil musical = mobilier 4 vestiaires danse	7 434,09
Marché 24VA03 - Lot n°3 Studios de danse	= achat, livraison et pose "collé soudé" de tapis de danse dans 2 studios de danse (env. 240m²)	18 778,80
Marché 24VA03 - Lot n°4 Matériel informatique	Installation WIFI dans le bâtiment et la régie de l'auditorium 6 vidéoprojecteurs (salle de cours musique) avec écran, fixation plafond, connections sans fils type ScreenBeam/Clickshare 6 ordinateurs portables avec sacoche, dock, écran supp, câble antivol 4 stations MAO (informatique musicale) équipées d'UC, clavier maitre et 4 licences Cubase Pro 13 ESD Ecran d'affichage numérique	46 500€
Marché 24VA03 – Lot n°5 Matériel HIFI	Chaines HIFI et équipements diffusion audio dans les nouvelles salles de cours de musique (6), de danse (3) et d'éveil musical (1).	7 400€

ANNEXE 5 : INVENTAIRE AU 31/12/2024

Site	Machine/Numéro interne	Numéro interne	Modèle	S/N	Montant € TCC
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Copieur		Kyocera Taskalfa 3010i	Etage 1	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Copieur		Kyocera Taskalfa 3010i	Etage 2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ca2019-pc7402.mairie.ad	7402	OptiPlex 5260 AIO	CHZRSY2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 27 pouces XUB2792HSU-B1	.1172014213095	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Imprimante MFP		HP Colorlaserjet CM1312MFP	CND89CD8NO	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2020-po8024.mairie.ad	8024	HP ProBook 455 G7	5CD052M1ZC	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran	8131	EcranAOC 27 pouces	ASFP19A001240	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran	6439	Ecran Philipps 24 pouces	AU4A1417000003	

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Imprimante MFP	6619	HP Colorlaserjet CM1312MFP	CND89CD8N3	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG039Z2V6	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2019-pc7714.mairie.ad	7714	ThinkCentre M820z	PC1CY58Q	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 19 pouces prolite B1980SD	11168G3300986	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2020-po7914.mairie.ad	7914	HP ProBook 455 G7	5CD052M1ZZ	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 27 pouces XUB2792HSU-B1	117201421294S	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG135W4SQ	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ca2021-po8085.mairie.ad	8085	HP ProBook 450 G8 Notebook PC	5CD1444BSZ	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 27 pouces XUB2792HSU-B1	.1172014213003	

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG206WF5T	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ca2020-po6796.mairie.ad	6796	HP ProBook 455 G7	5CD042QJBQ	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 27 pouces XUB2792HSU-B1	.1172014213100	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		IIYAMA 19 POUCES	.11016G1106486	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG149X7DC	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ca2021-po8049.mairie.ad	8049	HP ProBook 450 G8 Notebook PC	5CD1444BVN	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran IIYAMA 27 pouces XUB2792HSU-B1	.1172014213009	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		IIYAMA 19 POUCES	2V8A1904001505	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG149XYBS	

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Imprimante MFP	4929	HP Colorlaserjet CM1312MFP	CND89CD8MN	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ca2021-po8050.mairie.ad	8050	HP ProBook 450 G8 Notebook PC	5CD1444BV1	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	st7262.mairie.ad	7262	Lenovo V330-15IKB	R90PWDRP	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ordinateur portbale régie				
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Samsung 24 Pouces	NV23H9XZAD2469E	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2018-pc7306.mairie.ad	7306	OptiPlex 5260 AIO	8GCS3T2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2019-pc7682.mairie.ad	7682	ThinkCentre M820z	PC1CY58V	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	va2020-po8008.mairie.ad	8008	HP ProBook 455 G7	5CD052M20B	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		ECRAN AOC	ASFP19A001363	

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Dock		HP USB-C Dock G5	5CG038V1P7	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	ST7344	7344	OptiPlex 5260 AIO	07HW8C	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Station Slim		DELL SLIM OPTIPLEX 7060	94RVNR2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Station Slim		DELL SLIM OPTIPLEX 7060	94SSNR2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Station Slim		DELL SLIM OPTIPLEX 7060	94SWNR2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Station Slim		DELL SLIM OPTIPLEX 7060	94SPNR2	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	VA2019-PC7732	7732	ThinkCentre M8207	PC1CY5ZN	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Clavier Piano		Clavier Piano 61 MK3		
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	FOCUSRITE		Interface Audio	F9TXQHQ96007B8	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran 24 pouces Dell U2417H	CN-05K9YD-WS200-87I-CPVL-A07	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran 24 pouces Dell U2417H	CN-05K9YD-WS200-87I-C6EL-A07	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran 24 pouces Dell U2417H	CN-05K9YD-WS200-87I-CKHL-A07	
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Ecran		Ecran 24 pouces Dell U2417H	CN-05K9YD-WS200-87I-CQYL-A07	

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Video projecteur		Panasonic PT-F200		
Maison de la danse	CA2019-PC7484	7484	OptiPlex 5270 AIO	D4PXN42	
Maison de la danse	Imprimante		HP imprimante laser pro M454DW	VNC3300676	
Maison de la danse	CA2018-PC1030	1030			
Maison de la danse	EPCC-MDLD-366		HP pro Tour Win7	CZC2022PXY	
Maison de la danse	Ecran		HP	3CQ8442SCT	
Maison de la danse	VA2018-PC7366	7366			
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	9 bornes Ruckus R350				4 173,88 €
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	6 Scarlett 2i2 4eme génération (interface Audio USB)				1 134,72 €
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	4 Clavier Audio 61 MK3				584,35 €

CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	6 écrans ULMANN 3x65" / 1x75" / 2x86" avec installation				16 963,88 €
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	1 écran d'affichage avec logiciel MagicInfo et installation				2 000,50 €
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	Switchs				8 726,90 €
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	4 stations MAO				11 021,28 €

Nom du Logiciel	**Détails**	**Montant €ttc**
Logiciel CUBASE	4 licences Cubase Pro 13	1 340,26 €
Logiciel ABLETON	4 licences ABLETON	1 116,00 €
Logiciel I-muse	Maintenance + hébergement annuel	5 756,41 €
Logiciel I-muse	Marché / Investissement en 2018	24 150,52 €

PARC INSTRUMENTAL ET INSTRUMENTARIUM EVEIL					
Nom	**Code Instrument**	**Marque**	**Modèle**	**Etat**	**Salle**
accordéon	1	Mengascini	petites mains 30MB	Bon	Parc instrumental
accordéon	2	Mengascini	petites mains 30MB	Bon	**En location**
accordéon	655	piggini		Bon	Parc instrumental
accordéon	680	piggini		Bon	En location
alto	a0708a			Bon	Parc instrumental
alto	v06				Parc instrumental
alto 1	A0801a	chinois	1	Bon	Parc instrumental
alto 1/2	a001		1/2	Bon	Parc instrumental
alto 1/2	a0407a	3 coins	1/2	Bon	Parc instrumental
alto 1/2	a05		1/2	Bon	Parc instrumental
alto 1/2	a06		1/2	Bon	Parc instrumental
alto 1/4	9	sabatier	1/4	Bon	Parc instrumental
alto 1/4	A03		1/4	Bon	Parc instrumental
alto 3/4	a0409a	3 coins	3/4	Hs	Parc instrumental
alto 3/4	PL1	3 coins	3/4	Bon	Parc instrumental
Basson	4492				**En location**

basson	118	amati		Correct	Parc instrumental
basson	230909	ducasse		Bon	Parc instrumental
basson	36			Correct	Parc instrumental
basson	4492	selmer		**A réviser**	Parc instrumental
basson	5490	selmer		Correct	**En location**
basson	5498	selmer		Bon	Parc instrumental
Basson	1323	Ducasse		Neuf	Parc instrumental
Basson	31021	Ducasse	petites mains	Neuf	Parc instrumental
Basson	41021	Ducasse	petites mains	Neuf	Parc instrumental
Batterie		Pearl	Export		101b
Batterie	0202a	Yamaha	Recording		101c
Batterie		Pearl			R08
Batterie		Yamaha			R01
Batterie		Sonor			R03
Batterie		Pearl Mapple Shell			R01
Batterie		Yamaha stage custom			R01
Batterie		**Gretsch**			**Parc scénique**
clarinette autres	31718	buffet crampon		Correct	**En location**

clarinette autres	32341			Correct	Parc instrumental
clarinette autres	b90377	leblanc		Correct	**En location**
clarinette autres	d41492	leblanc		Correct	Parc instrumental
clarinette autres	A414646	buffet crampon		Bon	Parc instrumental
clarinette autres	82863			Correct	Parc instrumental
clarinette autres	4943			Correct	Parc instrumental
Clarinette en UT	CC94068	SML		Bon	**En location**
clarinette mib	450142	buffet crampon		Bon	Parc instrumental
clarinette basse	673890				Parc instrumental
clarinette	89079	leblanc		Correct	Parc instrumental
clarinette	c031382	buffet Crampon	sib	Neuf 2018	**En location**
clarinette	c031614	buffet crampon	sib	Neuf 2018	**En location**
clarinette	31737	buffet Crampon	sib	Neuf 2018	Parc instrumental
clarinette	r06864	selmer	prologue	Bon	**En location**
clarinette	rd4162	selmer	prologue	Bon	**En location**
clarinette sib	81000			Correct	Parc instrumental
clarinette sib	**385936**	**noblet**		**HS**	
clarinette sib	90107	leblanc		Correct	Parc instrumental
clarinette sib	**57488**			**A réviser**	**Parc instrumental**

clarinette sib	8920	selmer		Moyen	Parc instrumental
contrebasse	2120	Stentor	1/2	Neuf	Parc instrumental
contrebasse	0503e			Correct	Parc instrumental
contrebasse	**16079**	**aloca**		**A réviser**	**R05**
Contrebasse	018-04	Alcalya	1/4	Correct	Parc instrumental
contrebasse 1/16	16065		1/1	Correct	R05
contrebasse 1/4	0107e		1/4	Bon	**En location**
contrebasse 1/4	910925	hungary	1/4	**Moyen**	Parc instrumental
contrebasse 1/8	18054		1/8	Correct	Parc instrumental
contrebasse 1/8	8901	reghin	1/8	Bon	R05
contrebasse 1/8	2172475 CEB	Thomam			R05
contrebasse 3/4	0001e	rubner	1/8	Correct	Parc instrumental
contrebasse 3/4	**0402e**	**couesnon**	**3/4**	**HS**	
contrebasse 3/4	0405e	chinoise	3/4	Bon	R05
Contrebasse jazz 4/4		Couesnon			101c
cor	18515140	holton		Bon	**En location**
cor	27811005	Holton		Neuf	**En location**
cor	27821008	Holton		Neuf	**En location**
cor	11358	coueson		Bon	Parc instrumental

cor	12513	besson		Correct	**OAE Rive Droite**
cor	262254m	hans hoyer enfant		Moyen	**OAE Rive Droite**
cor	266290m	hans hoyer		Correct	**En location**
cor	266294m	hans hoyer		Correct	Parc instrumental
cor	273065m	hans hoyer		Correct	**OAE Rive Droite**
cor	276697 m	hans hoyer		Moyen	Parc instrumental
cor	36	kalison		Moyen	**OAE Rive Droite**
cor	7	kalison		Correct	Parc instrumental
Cor	AD07523003	Holton		Neuf	**OAE Rive Droite**
Cor	AD19423004	Holton		Neuf	**OAE Rive Droite**
Cor	19081284				101b
cor	20051137	hans hoyer			**OAE Rive Droite**
cor	AD18515140	Holton			**OAE Rive Droite**
cor anglais	28283	strasser		Bon	**En location**
cor anglais	5602			4	Parc instrumental
cornet à pistons	15422024	Bach		Neuf	**OAE Rive Droite**
cornet	24619017	Bach		Neuf	**En location**
cornet	302801	yamaha		Correct	**OAE Rive Droite**
cornet	625335	yamaha		Bon	**OAE Rive Droite**

cornet	63	courtois		Bon	Parc instrumental
cornet	887192	courtois		Bon	**OAE Rive Droite**
cornet	v78339	yamaha		A réparer	**OAE Rive Droite**
Cornet	AD16123017	Bach		Neuf	**OAE Rive Droite**

Cornet	AD21423035	Bach		Neuf	**OAE Rive Droite**
Cornet	AD26822013	Bach		Neuf	**OAE Rive Droite**
Cornet	AD26822026	Bach	CR651	Neuf	Parc instrumental
flûte	C64860	Yamaha		Correct	***En location***
flûte	66965	yamaha		Correct	Parc instrumental
Flûte	67223	Yamaha			Parc instrumental
flute Goutte d'eau	YD60509	Jupiter	JFL700wd	Neuf	**En location**
Flûte goutte d'eau	YD60428	Jupiter			Parc instrumental
flute Goutte d'eau	YD67561	Jupiter			**En location**
Flûte traversiére	281SII	Yamaha			**En location**
flute traversière	M95766	Yamaha	YFL 282	Neuf	**En location**
flûte traversière	335643	yamaha		Bon	**En location**
flûte traversière	339446	yamaha		Moyen	Parc instrumental
flûte traversière	704235	yamaha		Correct	**En location**

Flûte traversière	145593				Parc instrumental
Flûte traversière	309837				Parc instrumental
Flûte traversière	23492				Parc instrumental
Flûte traversière	335805				Parc instrumental
Flûte traversière	320416				Parc instrumental
Flûte traversière	339448				Parc instrumental
Flûte traversière	362249				Parc instrumental
flûte alto	20117	Yamaha			Parc instrumental
flûte basse	1293	Yamaha			Parc instrumental
flûte piccolo	82652				Parc instrumental
flûte piccolo	82664				Parc instrumental
flûte piccolo	79223				Parc instrumental
flûte piccolo	37173				Parc instrumental
guitare basse	h830w1	hondo		A réviser	R01
guitare basse	110632397	cort		Bon	Parc instrumental
guitare basse	61119185	cort		Correct	R01
guitare basse	93de71	princes	jbc32	Correct	R01
guitare basse	9902e	fender		Bon	R03
guitare basse	41038588	fender		Bon	Parc instrumental

guitare basse	mz4087593	fender		Bon	Parc instrumental
guitare basse	41038588				Parc instrumental
guitare basse	2033712				101c
guitare électrique	**guit0001a**	**Fender**		**HS**	
guitare électrique	150206087				R03
guitare électrique	6040420				R03
guitare électrique	19254l52				R03
guitare électrique	19254299				R03
guitare électrique	XP0003a	XP		Correct	Parc instrumental
guitare électrique	4100785	epiphone		Bon	R01
Guitare classique	0002a				Parc instrumental
Guitare	6159700				101b
Harpe	l1842	Hermine			R07
Harpe	1389	Excalibur			R07
Harpe	U2175	Telen			R07
Harpe	AL2104	Athena			R07
Hautbois	r106	howarth london		Bon	Parc instrumental
hautbois	10094	buffet crampon		Moyen	Parc instrumental
hautbois	1182	rigoutat		Moyen	Parc instrumental

hautbois	15990	strasser		Moyen	Parc instrumental
hautbois	16709	marigaux		Moyen	Parc instrumental
hautbois	17009	strasser		Moyen	**En location**
hautbois	176			Moyen	Parc instrumental
hautbois	**282**	**rigoutat**		**Hs**	
hautbois	619re	rigoutat delphine		Bon	**En location**
hautbois	6489	fossati		Bon	**En location**
hautbois	7190			Bon	Parc instrumental
hautbois	7194			Correct	Parc instrumental
hautbois	91278	strasser		Moyen	Parc instrumental
hautbois	91291	strasser		Moyen	Parc instrumental
hautbois	9919	strasser		Moyen	Parc instrumental
Hautbois	T622	Howarth London	S40c	Bon	**En location**
Hautbois	r106				**En location**
Luth	l0401e			Bon	Parc instrumental
luth	l0402e			Bon	Parc instrumental
Piano droit	104143	Rippen			124
Piano droit	138406	Weinbach			124A
Piano droit	142501	Calisia			116

Piano droit	2207349	Kawaï	CS-40		117
Piano droit	2403375	Kawaï	K-20E		127B
Piano droit	2406501	KawaÏ	K-20E		126A
Piano droit	2651006	KawaÏ	K5		129C
Piano droit	510620	Heineman			102
Piano droit	6369143	Yamaha	U1		128
Piano droit	6370135	Yamaha	U1		126B
Piano droit	93242	SAUTER	112		122
Piano droit	E263950	Yamaha	U1N		125C
Piano droit	IJKF00066	Samick	JS-042		129
Piano Droit	2177677	Kawai	CS-14M		123B
Piano Droit	41279	Rameau		Correct	123C
Piano droit	E285051	Yamaha	U1		120
Piano droit	2405655	Kawai	K-20E		118
Piano droit	2242817	Kawai	CS-14M		119
Piano droit		Euterpe			R03
Piano droit		Kawai			R06
Piano droit		Samick	SU118		R07
Piano droit		Kawai			R08

Piano droit	IJKF00083	Samick	JS-042		Danse
Piano à queue	2656040	Kawai	Gx-2		120
Piano à queue	ST 5871230	Yamaha	C3		118
Piano à queue	2169668	Kawai			105
Piano à queue	5783271	Yamaha	C6		R05
Piano à queue	4310789	Yamaha	G2		R03
Piano à queue	2076009	Kawai	CS-70		R02
Piano numérique	AP61797	Roland	RD-150		101c
Piano numérique		Yamaha	CP300		R03
Piano numérique		Yamaha ARIUS	YDP143	à réviser	126b

Piano numérique		Yamaha	CLP 720		R01
Piano numérique		Yamaha	CLP 720		105
Piano numérique		Yamaha	CLP		R08
Piano numérique		**Yamaha**	**P255**		**Parc scénique**
Piano numérique		**Yamaha**	**P125**		**Parc scénique**
Saxophone	35017013	CONN	as 655	Neuf	**En location**
Saxophone	12003179	Roy Benson		Bon	Parc instrumental
Saxophone	AD30318050	CONN		Bon	Parc instrumental

saxophone alto	98179	yamaha		Correct	**En location**
saxophone alto	19523			Correct	Parc instrumental
saxophone alto	19718	yamaha		*A réviser*	Parc instrumental
saxophone alto	19853	yamaha		A réviser	**En location**
saxophone alto	254847	yanagisawa		A réviser	**En location**
saxophone alto	37173	yamaha		A réviser	**En location**
saxophone alto	3922	yamaha		*A réviser*	Parc instrumental
saxophone alto	421478	selmer		Moyen	Parc instrumental
saxophone alto	**4460**	**yamaha**		**Hs**	
saxophone alto	52291	yamaha		Correct	Parc instrumental
saxophone alto	**52388**	**yamaha**		**Hs**	
saxophone alto	**6174**	**yamaha**		**Hs**	
saxophone alto	641866	selmer		Correct	Parc instrumental
saxophone alto	**6879**	**yamaha**		**Hs**	
saxophone alto	**7007**	**yamaha**		**Hs**	
saxophone baryton	2329	yamaha		Moyen	R01
saxophone baryton	279046	yanagisawa		Correct	116
saxophone	14620004	CONN	sc650	Neuf	Parc instrumental
saxophone soprano	19015	buffet crampon		Bon	Parc instrumental

saxophone soprano	251054	yanagisawa		Bon	Parc instrumental
saxophone soprano	4298	azaret		Correct	Parc instrumental
Saxophone Soprano co	AD32818042	CONN		Correct	**En location**
saxophone tenor	424769				Parc instrumental
saxophone tenor	191743			Moyen	Parc instrumental
saxophone tenor	279513	yanagisawa		Bon	Parc instrumental
saxophone tenor	287298			Correct	116
saxophone tenor	3275			Correct	**En location**
saxophone tenor	3348			Correct	R01
trombone	739	besson		Correct	**OAE Rive Droite**
trombone	830832	Yamaha	ysl354	Neuf	**En location**
trombone	831249	Yamaha	ysl354	Neuf	**En location**
trombone	AD19320030	Bach		Neuf	**En location**
trombone	220767	yamaha		Moyen	**OAE Rive Droite**
trombone	287	besson		Bon	Parc instrumental
trombone	311475	yamaha		Correct	**OAE Rive Droite**
trombone	33621004	Bach		Neuf	**OAE Rive Droite**
trombone	365272	yamaha		Bon	**En location**
trombone	37209006	king		Bon	116

trombone	37210995	king		Correct	**OAE Rive Droite**
trombone	37211009	king		A réviser	**OAE Rive Droite**
trombone	40329004	king		Correct	**OAE Rive Droite**
trombone	714	besson		Bon	**OAE Rive Droite**
trombone	Pb1	pbone		Bon	Parc instrumental
trombone	Pb2	pbone		Bon	Parc instrumental
trombone	Pb3	pbone		Bon	Parc instrumental
trombone	Pb4	pbone		Bon	Parc instrumental
Trombone	AD31323035	Bach	TB501	Neuf	Parc instrumental
Trombone	AD31323038	Bach	TB501	Neuf	Parc instrumental
trombone basse	go1134	jupiter		Bon	116
trompette	201235				Parc instrumental
trompette	90877				Parc instrumental
trompette	AD26822026				Parc instrumental
trompette de poche	e01283	jupiter		Bon	Parc instrumental
trompette de poche	e01316	jupiter		Bon	Parc instrumental
trompette de poche	e01293	jupiter		Bon	Parc instrumental
trompette piccolo	1460	yamaha		Bon	Parc instrumental
flûte piccolo	82652				Parc instrumental

flûte piccolo	82664				Parc instrumental
flûte piccolo	79223				Parc instrumental
flûte piccolo	37173				Parc instrumental
tuba	18061721	thomann		Neuf	**En location**
tuba	18061741	thomann		Neuf	**OAE Rive Droite**
tuba	33321006	Conn		Neuf	101c
tuba	36221001	Conn		Neuf	**OAE Rive Droite**
tuba	1508018	thomann		Bon	**OAE Rive Droite**
tuba	16711			Bon	Parc instrumental
tuba	18368	courtois		Bon	Parc instrumental
tuba	222290	amati		Bon	Parc instrumental
tuba	22243				Parc instrumental
tuba	E04345				101c
tuba basse	315814	b&s		Bon	Parc instrumental
Euphonium	AD00423006	CONN		Neuf	**OAE Rive Droite**
Euphonium	AD06023018	CONN		Neuf	**OAE Rive Droite**
tuba euphonium	201458			Correct	**OAE Rive Droite**
tuba euphonium	383819m			Correct	**OAE Rive Droite**
tuba euphonium	e04345	jupiter		Correct	Parc instrumental

tuba euphonium	go2859	jupiter		Correct	Parc instrumental
tuba euphonium	go2915	jupiter		Correct	Parc instrumental
tuba euphonium	go3150	jupiter		Correct	**OAE Rive Droite**
violon	SV-100	Sébim	1/4	Correct	Parc instrumental
violon	v9403		1/2		**En location**
violon	d6				Parc instrumental
violon	d9				Parc instrumental
violon	378490				Parc instrumental
violon 1/2			1/2	Correct	**En location**
violon 1/2		stradivarius	1/2	Bon	Parc instrumental
violon 1/2	v004		1/2	Bon	Parc instrumental
violon 1/2	v005		1/4	Bon	Parc instrumental
violon 1/2	v009	shimro	1/2	Bon	Parc instrumental
violon 1/2	v0404a	sébim	1/2	Bon	Parc instrumental
violon	0401a				Parc instrumental
violon 1/2	v0406a	sébim	1/2	Bon	Parc instrumental
violon 1/2	v08		1/2	Bon	**En location**
violon 1/2	v16		1/2	Correct	Parc instrumental
violon 1/2	v17		1/2	Bon	**En location**

violon 1/4	amv101	art Melody	1/4	Bon	Parc instrumental
violon 1/4	v001		1/4		Parc instrumental
violon 1/4	v006		1/4	Bon	Parc instrumental
violon 1/4	v007		1/4	Bon	Parc instrumental
violon 1/4	v008	kansong	1/4	Bon	Parc instrumental
violon 1/4	v0401a	sébim	1/4	Bon	Parc instrumental
Violon 1/4	stentor2	Stentor 2			Parc instrumental
violon 1/8	a006		1/8	Bon	Parc instrumental
violon 1/8	v010		1/8	Bon	**En location**
violon 1/8	v0703a	sébim	1/8	Bon	Parc instrumental
violon 3/4	v003		3/4	Bon	Parc instrumental
violon 3/4	*v05*		*3/4*	*A réparer*	*Parc instrumental*
violon 3/4	v0702a		3/4	Bon	**En location**
violon 3/4	v09	Stradivarius	3/4	Bon	Parc instrumental
violon	pl80				Parc instrumental
violoncelle	c0401a	corée		Bon	R01
violoncelle	d3	decoin		Correct	Parc instrumental
violoncelle	d5	decoin		Bon	Parc instrumental
violoncelle	pl7			Correct	R01

violoncelle 1	c04	made hungary	3/4	Bon	Parc instrumental
violoncelle 1	c24		1	Correct	Parc instrumental
violoncelle 1/2	c17	made hungary	1/2	Correct	Parc instrumental
violoncelle 1/2	c22 bis		1/2	Correct	Parc instrumental
violoncelle 1/2	c9409a		1/2	Correct	**En location**
violoncelle 1/2	c9410		1/2	Correct	Parc instrumental
violoncelle 1/4	c03		1/4	Correct	Parc instrumental
violoncelle 1/4	c9412		1/4	Correct	**En location**
violoncelle 1/8	c006	decoin	1/8	Correct	Parc instrumental
violoncelle 3/4	*c004*		*3/4*	*A réviser*	*Parc instrumental*
violoncelle 3/4	c02		3/4	Correct	Parc instrumental
Xylophone	23XY02				**En location**
Woodblock		SALTO			119
Claveçin		Ducornet		correct	R06
Epinette				correct	R06
Glockenspiel	YN2872	Musser			R08
marimba	2516	Concorde			R08
vibraphone	4102	Yamaha			R08
xylophone					R08

xylophone	BJ2663				R08
xylophone	0907a				R08
xylophone	0902a				R08
Xylophone	23XY01	Thomann	THTX3.0	Neuf	Parc instrumental
Xylophone	23XY02	Thomann	THTX3.0	Neuf	**En location**
timbale		Premier			R08
timbale		Premier			R08
timbale		Premier			R08
timbale		Premier			R08

timbale		Bergerault			R08
timbale		Bergerault			R08
timbale		Bergerault			R08
timbale		Bergerault			R08
timbale		Bergerault			R08
Cloches tubulaire		Adams			R08
Caisse de concert		Adams			R08
Bongos bois (x2)					R08
Woodblock bois (x5)					R08

cymbale		Paiste "20			R08
cymbale chinoise		dimension 47cms			R08
chimes					R08
caisse claire		Yamaha			R08
bongos rider (x2)					R08
maracas (x2)					R08
triangle (x9)					R08
clave (x12)					R08
shaker					R08
cloche à gogo					R08
flûte à coulisse					R08
cloche de traîneau (x2)					R08
cloche à vache (x4)					R08
cloche en acier (x4)					R08
clape					R08
cresselle					R08
vibraslap					R08
flexatone					R08
guiro					R08

tambourin cymbalette (x5)					R08
tambourin demi-lune (x2)					R08
surdo (x8)		Campeana			R08
jeu de klaxon					R08
tom bass (x2)		Capelle			R08
congas (x2)		Rythme&son			R08

INSTRUMENTARIUM EVEIL	
paire de claves	25
tambourins	15
vibraslap	1
kazoos	26
cloche à gogo	1
flexaton	2
flûtes à coulisses	23
oeufs shaker	44
spoon shake	2
appauts de train	4
appauts divers	12
klaxon	1
tamboa	2
bâtons de pluie	6
Tambour octogonal - 50 cm	1

Djembé manguier - 27 cm	1
Sanzula 9 lames	1
Ganza shaker simple PM	1
Lot d'insectes clic-clac	1
Klaxon BLEU	2
Crecelle	3
Boite à Bèèè - Agneau	1
Appeau 46 - Courlis	1
Appeau 60 - Canard manuel	2
Appeau 66 - Sanglier / cochon	1
Ressort Helix Bowl	1
Arbre à pluie 3 mn	1

bangzis en bois	17
angklungs	14
bol d'eau chinois	1
bracelets de graines afr	15
tambours à tonnerre	3
tambuta	1
hapi drum	1
sacoches de 3 tambour	3
cymbalette	1
ocean drum	2
marimbula	1
octoblocks	11
woodblocks à mains	18

lots de boomhacker	6
lots de cloches accordé	5
kalimba sansula	3
triangles	13
petits gongs chinois	6
petits xylophones	2
surdo	1
tambours	2
ballons plastiques	7
BASCHET chandelier	1
balafons	3
vitophone ébrart	2
BASCHET ressort	2
petite harpe	1
petit marimba	1
bérimbau	1
lot de baguettes diverses	

PARC MATERIEL AUDIOVISUEL - CRD - 23/11/2024	
chaine hifi Philipps	2
chaine hifi Tascam	1
Chaine Hifi Grundig	3
Chaine Hi FI Panasonic SA-PM20	2

Chaine Hi FI Denon CD 1211E	1
Chaine Yamaha	2
Chaine Philips GGPF 16010644	1
Chaine Hi Fi Denon	2
Chaine Hi FI JVC	1
Chaine Hi FI Sony	1
Chaine Hi FI Technics	1
Chaine Hi FI Samsung	1
Enceintes sur support mural Wharferdale	2
Enceintes	2
Enceintes Technics	2
Enceintes	4
Télévision avec lecteur CD	1
Télévision samsung	1
Ampli FENDER I A 04/02472	1
Ampli FENDER "la Cuisine" IA 04/02493	1
Ampli MARSHALL grand	1
Ampli MARSHALL petit	1
Ampli FENDER M759760	1

Ampli HARTKE A 10 H0016 E	1
Ampli CARLSBRO 0216 E	1
Ampli MARk BASS	1
Ampli FENDER CGPK20026536	1
Ampli YAMAHA 0015 e série QN 008	1
Ampli FENDER sur roulettes BXR 300 C	1
Ampli FENDER STAGE	1
Ampli et lecteur Sony	1
Amplificateur basse Peavey	1
Amplificateur guitare Marshall	1
Amplificateur guitare Fender	2
Amplicateur ultrabass Berhinger	1
Chaine HIFI JVC UX-F227B-DAB	10
Chaine HIFI DENON DM41 BKBK NOIR	4
Alto Bluetooth Ultimate, Adaptateur stéréo	6
Behringer Xenyx X1204 USB, Table de mixage	2
Turbosound Milan M10, Enceinte	4
Enceintes Bluetooth JBL X-TREME 3	5
LIVRES CD	

Rythmes en stock : Brésil (le livre)	1
Rythmes en stock : Brésil (le CD)	1
Rythmes en stock : Sénégal (le livre)	1
Rythmes en stock : Sénégal (le CD)	1
Rythmes en stock : Pays des Andes (CD)	1
Rythmes en stock : Pays des Andes (Livre)	1
Rythmes en stock : Proche-Orient (le livre)	1
Rythmes en stock : Proche-orient (le CD)	1
Voyages - CD	1
Circulation coincée	1
Jazz toujours tu m'intéresses ! CD	1
Cocktail Jazz	1
Graines de swing- Livre	1
Graines de swing - CD	1

PARC MATERIEL SCENIQUE- CRD- 23/11/2024	
CONCERT	
Pupitres	237
Micro	3
micro h-f Seinheiser	1

micro casque h-f Thomann	1
pied de Charleston	1
petits flight cases de rangement	3
table de mixage sons - Yamaha MGX 16	1
retours de scène Amadeus	4
amplificateur de sons Yamha PX10 et PX3	2
enceintes JBL PRX400	2
petites enceinte retour LTO	2
vieux retour (h-s)	2
pieds pour enceintes avec coupoles	2
pieds de lumières	8
pieds de micros	6
barres en T pour lumières	8
rallonges pour pieds de lumières	3
stands guitares	5
accroches lumière divers	7
lampes de pupitres à pile	17
DI	2
projecteurs douches leds	5
pupitre lumières (18 voies)	1
carton de gélatine lumière	1
petit carton d'ampoules lumière	1
radiateur électrique	1
housse de table mixage son	1
caisse en plastique avec pieds de bultec	1
douches lumières	10
horiziodes lumières	8

pc lumières	10
découpes lumières	5
variateurs de lumières	3
boite triphasée	1
flight cases de pupitres pliants	5
Estrade de chef	1
lot de câbles divers (xlr, jack et speakon)	
Retour	2
Tables de mixage	5

DANSE	
parapluies spectacle	14
petite balles caoutchouc	24
ballons plastique	14
Carton de costumes	75

EQUIPEMENT SCENIQUE ET AUDIOVISUEL DE L'AUDITORIUM DU CONSERVATOIRE		
MATERIEL	Quantité	Valeur en € TTC
GRILL SCENIQUE TECHNIQUE autoporté		**18 721,00 €**
NACELLE		
Nacelle élévatrice GENIE à mât vertical max 8m12 AWP-20S	1	**16 020,00 €**
SYSTÈME DE SONORISATION, VIDEOPROJECTION ET CAPTATIONS AUDIO et VIDEO		**70 899,80 €**
Enceinte APG 2 voies coax, 38cm/HF1.4", 800W iX15	2	4 437,60 €
Subwoofer d'installation	2	4 692,00 €

Enceinte 2 voies coax, 30cmNd/HF1"Nd, filtrage passif, 400W - DX12	4	8 808,00 €
Amplificateur APG avec DSP 4x700W	1	2 890,80 €
Amplificateur avec DSP 4x1500W @ 8 Ohm 4 Ohm 2 Ohm, 70V, 100V - DA6 1 3	1	3 882,00 €
Cablage HP, connectiques, petits accessoires	1	564,00 €
Console numérique ALLEN & HEATH SQ-7	1	5 958,00 €
Thon Case A&H SQ7 with Dockhouse 1 890,00 890,00	1	1 281,60 €
Boîtiers de scène ALLEN & HEATH DANTE48/96kHz	2	5 414,40 €
Thon Case A&H DT168 flightcase pour DT168	1	595,20 €
Carte optionnelle ALLEN & HEATH - Carte Dante V3 SQ/AHM 32x32 48K/96K	1	586,80 €
Apple 10.9-inch iPad Wi-Fi	1	502,80 €
Coque Noire SONANCE pour iPad 10.9''	1	328,80 €
Station d'accueil SONANCE murale Noire pour Ipad CON- WALL-B	1	360,00 €
Cablage audio XLR3 Neutrik, connectiques, petits accessoires		276,00 €
Microphone SCHOEPS CCM2S L	2	4 032,00 €
Cable SCHOEPS adaptateur de sortie Lemo	2	254,40 €
Barre miniature SCHOEPS	1	360,00 €
Enregistreur TASCAM sur Carte Memoire SS-R250N	1	1 044,00 €
Cablage XLR 3 Neutrik, connectiques, petits accessoires		192,00 €
Lecteur de Carte mémoire,	1	16,80 €
SanDisk 128 Go Extreme PRO carte SDXC	2	57,60 €
Videoprojecteur PANASONIC Laser 16/10 6500 Lumens - PT-MZ682	1	4 992,00 €
optique PANASONIC ET-ELT22	1	1 218,00 €
Support Truss AUDIPACK	1	462,00 €
Audipack - Support QFIX-4,	1	270,00 €
Lecteur TASCAM Blu-ray rackable 1U - BD-MP1MK2	1	576,00 €
Camera MARSHALL ELECTRONICS Zoom optique	1	1 128,00 €
Fixation camera plafond	1	74,40 €
Pupitre de commande camera	1	1 438,80 €
Mixeur ROLAND V-1SDI	1	2 127,60 €
Enregistreur video BLACKMAGIC DESIGN	1	948,00 €
SanDisk 128GB Extreme PRO carte SDXC	2	410,40 €
Samsung SSD Externe T7 1 To,	1	153,60 €
Moniteur IIYAMA Pro lite	1	142,80 €
Support de bureau KIMEX Full Motion	1	69,60 €

Scaler EXTRON 4K/60	1	3 588,00 €
Emetteur EXTRON DTP HDMI	1	534,00 €
Recepteur EXTRON DTP HDMI 230 Rx	1	426,00 €
Processeur EXTRON de controle IPCP Pro 250 xi	1	2 278,80 €
Switch NEATGEAR 24 ports PoE+	1	2 030,60 €
Point D'accès WIFI NETGEAR	1	204,00 €
Coffret 19' MODULBOX	1	264,00 €
Etagere ASG 1U Rackable 19" 3 19,50	1	70,20 €
Bandeau d'Alimentation 9 Prises 1U - GIGAMEDIA	1	38,40 €
Fournitures Electriques et fixations		199,80 €
Cablage SDI, HDMI, RESEAU, connectiques, petits accessoires 1 600,00		720,00 €
ECLAIRAGES		**21 737,30 €**
Projecteur CHAUVET Fresnel OVATION F-415FC	4	7 200,00 €
Coupe-flux 4 volets largeur 159mm pour projecteur Fresnel CHAUVET	4	235,20 €
Fiche mâle caoutchouc LEGRAND	4	31,20 €
Projecteur CHAUVET découpe OVATION E910FC	2	3 936,00 €
Optique CHAUVET zoom 25° à 50° pour projecteur de découpe Ovation	2	1 632,00 €
Par led CHAUVET	4	3 480,00 €
Crochet noir ASD	10	210,00 €
Elingue de sécurité MUVUS	10	50,40 €
Pack Console CHAMSYS - 512 canaux - 20 faders - 1 univers - Wifi QuickQ 10 1 2 335,00 2 335,00 livré avec flight case	1	2 802,00 €
Splitter SWISSON DMX	1	612,00 €
Boitier modulaire ASG metallique LBM	8	240,00 €
Plastron ASG LBM pour 2 serie D	8	108,50 €
Cablage DMX + puissance, connectiques DMX5 + powercon neutrik , acccessoires	1	1 200,00 €
ECRAN de projection (fond de scène)	1	
Total		**127 378,10 €**

Parc mobilier	
Mobilier	**Quantité**

Bureau	11
Prolongement bureau	4
Caisson bureau	12
Fauteuil bureau	13
Chaises	331
Tabourets	5
Tables rondes	3
Tables rectangulaires	59
Table carré	4
Tables enfants plastique	4
Tabourets enfant plastique	2
Sièges d'attente	6
Armoires haute 2 portes	26
Commode basse	14
Ventilateurs	9
Tableaux blancs	15
Tableaux liège	7
Porte manteau mural	2
Porte manteau sur pied	1
Patères	13
Portique	4
Lampes bureau	4
Lampes halogènes	13
Etagère bois basse	1

Etagère métallique 1m	7
Panneaux PVC Covid	3
Boites à clefs	2
Porte parapluie	1
Paravent	1
Pendules	2
Miroirs	18
Casiers de 24	3
Tableaux affichage vitrés	4

Electroménager
Four à micro-onde
Frigo + congélateur
Frigo bas
Cafetière

Appareil bureau
Destructeur de documents
Massicot
Matériel Danse
Lais de tapis de danse (L10, 5x2m)
Lais de tapis de danse (L5,30x2m)
Barres mobiles L.3m

Tapis de danse mobile
Tapis gymnastique
Cerceaux
Cônes plastiques

5 poutres accueil public - 4 places	valeur totale: 1 255,00 € TTC
5 meubles bas	valeur totale: 3 060,00 € TTC
2 armoires basses	valeur totale: 715,20 € TTC
Vestiaires industrie propre 4 places	valeur totale: 620,40€ TTC
Vestaires danse 8 places X3	valeur totale: 1692,00 € TTC
Vestaires danse 4 places X 3	valeur totale: 1 188,00 € TTC

ANNEXE 6 : LISTE DES EMPRUNTS TRANSFERES

Nom des communes	Organisme emprunteur	Référence banque	Montant initial de l'emprunt	Date du premier remboursement	Durée d'emprunt (années)	Taux d'intérêt	Nature du taux d'intérêt	Capital restant dû

								au 31/12/2024
Auxerre	Banque des Territoires	151755	1 800 000 €	2023	15 ans	taux lié à l'évolution du taux du livret A		1 728 000 €

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Avenant n°1 au Procès-verbal de transfert du Conservatoire Musique et Danse

Entre les soussignés

La Communauté de l'Auxerrois dont le siège est fixé au 6bis, place du Maréchal Leclerc à Auxerre identifiée sous le numéro SIREN 248900532, Représentée par son Vice-Président Monsieur Francis HEURLEY, dûment habilité à signer la présentation convention par délibération du Conseil communautaire en date du XX/XX/XXXX

d'une part

et

La Ville d'Auxerre, dont le siège est fixé au 14, Place de l'Hôtel de Ville à Auxerre sous le numéro SIREN 218900249, Représentée par son maire Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du XX/XX/XXXX

d'autre part,

PREAMBULE :

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2024/533, portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en date du 07 mai 2024 ;

Vu la délibération n°2023-259 en date du 21 décembre 2023 portant modification de la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté de l'Auxerrois.

Vu la délibération de la Communauté de l'Auxerrois n°2024-317 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024.

Vu la délibération de la Ville d'Auxerre n°2024-180 portant adoption du procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse en date du 19 décembre 2024.

Vu le procès-verbal de transfert du conservatoire de musique et danse constatant la mise à disposition de la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025 des biens et équipements ainsi que des obligations et droits repris dans ledit procès-verbal.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

Considérant, la compétence facultative de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en matière de « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

Considérant, l'intégration du conservatoire à rayonnement départemental de la Ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerre au 1er janvier 2025 comme équipements culturels d'intérêt communautaire.

Considérant qu'en application de l'article L.5211-5-III du code général des collectivités territoriales, « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

Considérant que l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

Considérant que cette mise à disposition, conformément au second alinéa de l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales, est constatée par un procès-verbal contradictoire, entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois ;

Considérant que la Ville d'Auxerre a engagé des dépenses supplémentaires au-delà des montants prévus dans le procès-verbal précédemment adopté.

Considérant qu'il convient de procéder à la mise à jour de ce dernier.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER – MODIFICATION DE LA CONSISTANCE, ETAT GENERAL ET SITUATION JURIDIQUE DES BIENS

L'article 3 « Consistance, état général et situation juridique des biens » du Procès-Verbal précédemment adopté est modifié afin de mettre à jour les dépenses réellement effectuées par la Ville d'Auxerre au titre des travaux extérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024.

B/ Les travaux extérieurs du Conservatoire au 31 décembre 2024 et leurs subventions

Il est substitué à la liste des contrats relatifs aux travaux extérieurs du Conservatoire et leurs subventions est établie dans l'annexe 3 du procès-verbal, le tableau ci-dessous reprenant les dépenses réellement réalisées par la Ville d'Auxerre au 31 décembre 2024.

communauté
de l'auxerrois
AUXERRE

VILLE D'AUXERRE MARCHÉ N°24VA15			
AMÉNAGEMENT DES ABORDS DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE			
SITUATION AU 31/12/2024			
	Montant HT		
	Domaine privé CA	Domaine public VA	Total €HT
Lot n°1 - Voirie Réseaux Divers - Mobilier - Signalisation	532 933,45 €	665 893,79 €	1 198 827,24 €
Lot n°2 - Maçonnerie - Ravallement	153 660,92 €	7 960,04 €	161 620,96 €
Lot n°3 - Métallerie-Ferronnerie-Peinture	55 374,32 €		55 374,32 €
Lot n°4 - Ponton sur l'Yonne		198 718,00 €	198 718,00 €
Lot n°5 - Espaces verts	76 148,71 €	42 014,03 €	118 162,74 €
Hors marché - Eclairage et mobilier électrique		111 535,42 €	111 535,42 €
Total HT	818 117,40 €	1 026 121,28 €	1 844 238,68 €
Total TTC	981 740,88 €	1 231 345,54 €	2 213 086,42 €

Il est également substitué à la liste des subventions relatives aux travaux extérieurs du Conservatoire établie dans l'annexe 3 du procès-verbal, le tableau ci-dessous reprenant les recettes réellement perçues et à percevoir par la Ville d'Auxerre et par la Communauté de l'Auxerrois.

Subventions des abords du conservatoire de musique et danse de l'auxerrois				
Financeurs	Détail	Communauté de l'auxerrois	Ville d'Auxerre	Montant total
Etat - Fonds vert	Répartition en fonction de la dépense éligible retenue	La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le		162 904,00 €
Agence de l'Eau Seine Normandie		La répartition de la subvention sera définie par une convention ha-doc en cours de validation avec le		407 776,00 €
FEDER		Subvention en cours d'instruction par le Feder		- €
Région Bourgogne Franche comté		180 673,47 €	148 528,53 €	329 202,00 €

ARTICLE 2 - LITIGES

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Fait à _____, le

La Ville d'Auxerre,

(cachet et signature)

La Communauté de l'Auxerrois

(cachet et signature)

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-147
OBJET : Acquisition d'une emprise foncière pour prolonger la voie verte située Zone des Bréandes à Perrigny

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Dans le cadre du projet du prolongement de la voie verte qui passera par la Zone des Bréandes à Perrigny, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaite se porter acquéreur d'une emprise foncière pour réaliser le projet.

Cette acquisition porte sur une emprise de 161 m² à détacher des parcelles actuellement cadastrées section AL n°626, AL n°635 et AL n°636 (anciennement AL n°513) situées Zones des Bréandes à Perrigny, propriétés de la SCI FOCH.

Conformément à l'arrêté du 5 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2001 relatif aux opérations immobilières des collectivités et organismes publics fixant le seuil de consultation obligatoire du service des Domaines à 180 000 € pour les acquisitions, la valeur des espaces étant inférieure à 180 000 €, il n'est pas nécessaire de solliciter le pôle d'évaluation domaniale.
En accord avec la propriétaire, l'acquisition interviendra au prix de 10€ du mètre carré soit un total de MILLE SIX CENT DIX EUROS (1 610€), taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois d'une emprise foncière de 161m² à détacher des parcelles cadastrées section AL n°626, AL n°635 et AL n°636 situées Zones des Bréandes à Perrigny, propriétés de la SCI FOCH (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations) au prix de MILLE SIX CENT DIX EUROS (1 610€), taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer les actes d'acquisition (administratif ou notarié) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

L'imputation de la dépense nécessaire, sera inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, de l'année au cours de laquelle se réalisera l'opération de l'acquisition par la Ville d'Auxerre.

GEOMEXPERT
auxerre@geomexpert.com
www.geomexpert.com
03 86 51 44 22
11 rue Max Quantin
89000 AUXERRE

Département de l'Yonne

COMMUNE DE PERRIGNY

Route des Terres et des Vignes

PROJET DE DIVISION

Cadastre :

Section AL 626, 635 et 636

DOSSIER :
X03518.6

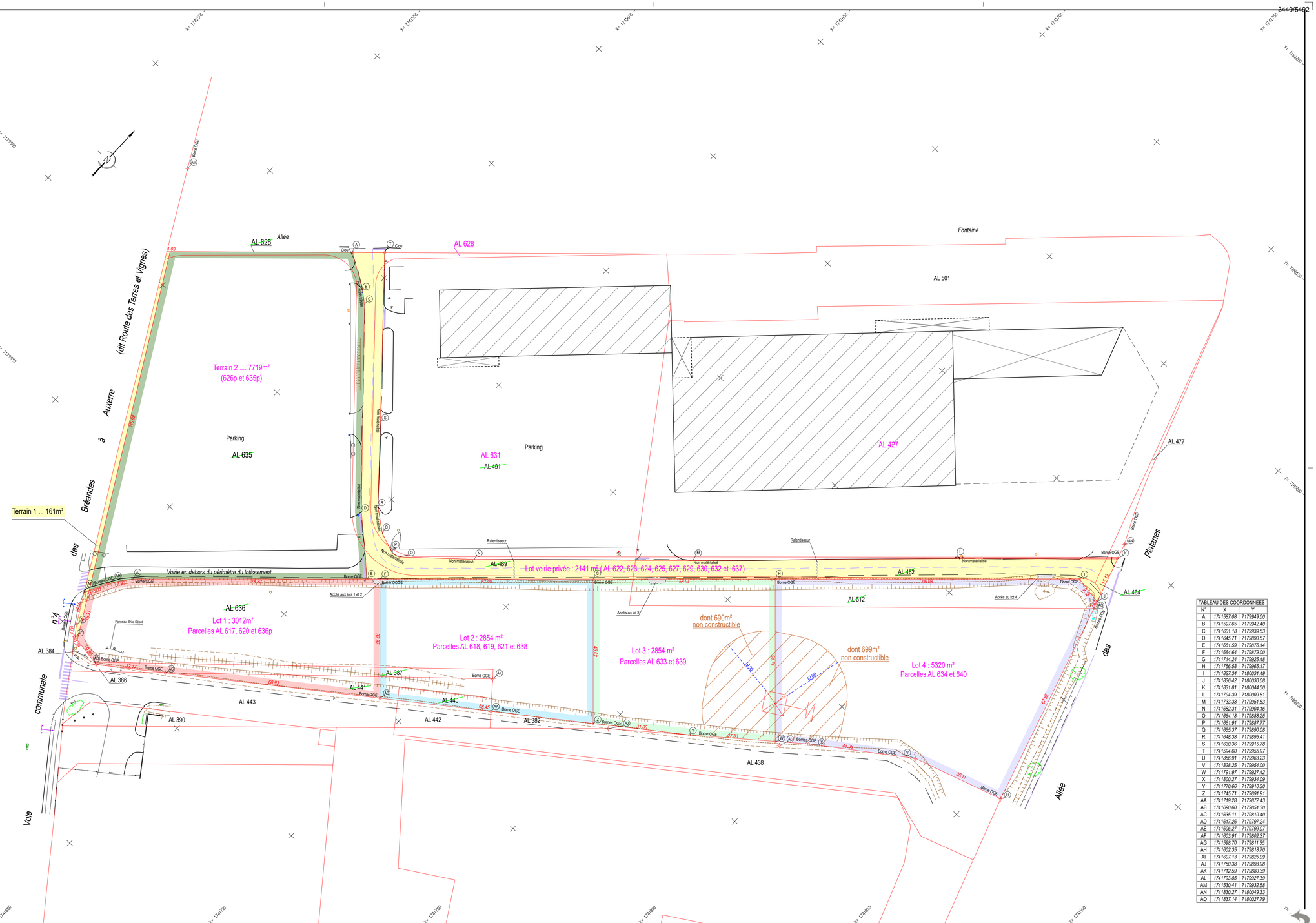
ÉCHELLE :
1 / 500

MODIFICATIONS :

INDICE	DATE	ETABLI PAR	CONTROLE PAR	MODIFICATIONS / OBSERVATIONS
A	29/04/25	HR	JB	

GÉOMÈTRES-EXPERTS
Dimitri FRAPPART
Ingénieur EGT
Joris BOUCHERON
Ingénieur EGT

ACTIVITÉS
BORNAGE I EXPERTISE FONCIÈRE
DIVISION FONCIÈRE I AMENAGEMENT
A.F.A.F.E.
TOPOGRAPHIE
DÉTECTION DE RÉSEAUX
PHOTOGRAMMÉTRIE
AMÉNAGEMENT URBAIN
COPROPRIÉTÉ I DIVISION EN VOLUMES
URBANISME OPÉRATIONNEL
LEVÉ D'ARCHITECTURE I SCANNER 3D



Légende :
- Borne nouvelle, Borne existante, Piquet
- Limite contradictoire
- Limite non contradictoire
- 46.52 46.52 — Cote périmétrique, Cote de rattachement Mitoyenneté, Appartenance
- Mur grillage, Mur bahut
- Mur plein, Mur plaque
- Mur de soutènement, Grillage ou clôture

Planimétrie: Système rattaché en RGF93 (projection CC48) par GPS Téria
- Feuillu , Résineux , Haie
- Alignement d'arbres
- Fossé, Talus
- Bouche à clef, Poteau incendie, Regard
- Poteau d'électricité, Poteau de téléphone, Lampadaire

TABLEAU DES COORDONNEES

N°	X	Y
A	1741587.08	7179949.00
B	1741597.65	7179942.40
C	1741601.18	7179939.53
D	1741645.71	7179890.57
E	1741661.59	7179876.14
F	1741694.64	7179879.00
G	1741714.24	7179925.48
H	1741756.58	7179965.17
I	1741827.34	7180031.49
J	1741836.42	7180030.08
K	1741831.81	7180044.50
L	1741794.39	7180009.61
M	1741733.38	7179951.53
N	1741682.31	7179904.16
O	1741664.18	7179888.25
P	1741661.91	7179887.77
Q	1741655.37	7179890.08
R	1741648.38	7179895.41
S	1741630.36	7179915.78
T	1741594.60	7179955.97
U	1741856.91	7179963.23
V	1741828.25	7179954.00
W	1741791.97	7179927.42
X	1741800.27	7179934.09
Y	1741770.66	7179910.30
Z	1741745.71	7179891.91
AA	1741719.28	7179872.43
AB	1741690.60	7179851.30
AC	1741635.11	7179810.40
AD	1741617.26	7179797.24
AE	1741606.27	7179799.07
AF	1741603.91	7179802.37
AG	1741598.70	7179811.55
AH	1741602.35	7179818.70
AI	1741607.13	7179825.09
AJ	1741750.38	7179893.98
AK	1741712.59	7179880.39
AL	1741793.85	7179927.39
AM	1741530.41	7179932.58
AN	1741830.27	7180049.33
AO	1741837.14	7180027.79

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-148
OBJET : PLU Auxerre Modification Simplifiée

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

L'arrêté de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n° 2024-DSATM-077 en date du 10 septembre 2024 a prescrit la modification simplifiée du PLU de la commune d'Auxerre.

Par délibération n° 2025-024 du 20 février 2025, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a défini les modalités de mise à disposition du public des éléments de ce projet de modification.

Cette procédure doit permettre :

- **D'intégrer aux pièces réglementaires l'évolution des pratiques et des projets du territoire. Les principales modifications sont les suivantes :**
  - La rectification d'une erreur matérielle relative aux cônes de vue,
  - Les obligations en matière de stationnement, afin de prendre en compte l'évolution des pratiques, la mise en place des nouvelles offres de mobilité sur le territoire et les particularités de certains quartiers (renouvellement urbain, renouvellement de friche industrielle),
  - La suppression, modification ou ajout d'emplacements réservés, en lien avec les projets portés par la Ville,
  - La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de rénovation urbaine Brichères, Sainte Geneviève, afin de permettre la réalisation de ces projets,
  - La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de rénovation urbaine Rosoirs, afin de permettre la réalisation du projet NPNRU,
  - La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de renouvellement urbain Porte de Paris, afin de prendre en compte les réalisations effectuées et le projet de territoire,
  - La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de renouvellement urbain Montardoins, Batardeau, afin de permettre la réalisation de du projet,
  - La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de renouvellement urbain secteur gare, afin de prendre en compte les études récentes et l'évolution des projets.

- **De clarifier le règlement écrit afin de faciliter sa compréhension et l'instruction des demandes d'urbanisme, concernant notamment les toitures, les clôtures, les hauteurs, la notion de vue directe, …**

- **De compléter et mettre à jour les documents annexes et servitudes d'utilité publique :**
  - La charte de l'arbre de la commune d'Auxerre

communauté
de l'auxerrois

- Le plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRi)
- Le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisible

Suite à la transmission du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées, la collectivité a reçu huit observations :

- La Commune de Villefargeau a émis un avis favorable ;
- Le Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne (SDEY) a indiqué n'avoir aucune observation ;
- Voies Navigable de France (VNF) a indiqué n'avoir aucune remarque à formuler ;
- Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Grand Auxerrois a transmis un avis positif assorti de remarques de forme sur la mise à jour des éléments suite à l'approbation du Schéma de Cohérence Territorial en 2024 ;
- Le Réseau de Transport d'Électricité (RTE) a rappelé les principes et éléments généraux qu'ils souhaitent voir intégrés au PLU, sans formuler de remarque ou d'observation sur le projet ;
- Natran (ex-GRTgaz) a indiqué n'avoir aucune remarque, le projet de modification n'impactant pas les ouvrages de transport de gaz ;
- Direction Départementale des Territoires (DDT) a formulé un avis positif assorti d'observations sur certaines évolutions réglementaires, en lien avec le Plan de Prévention du Risque inondation par débordement de l'Yonne ainsi que sur certaines OAP ;
- Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a rappelé les principes d'accessibilité et de défense contre l'incendie sans formuler de remarque ou d'observation sur le projet.

Le dossier a été présenté en Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), qui a émis un avis favorable par 7 voix contre 3. Il a également été transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) qui a précisé que ce projet d'évolution ne nécessitait pas d'étude environnementale.

La mise à disposition du public s'est déroulée du 28 avril au 28 mai 2025. Une seule contribution a été déposée. Celle-ci a formulée plusieurs observations relatives à : la création du secteur N2, la date de l'arrêté du PPRi par débordement de l'Yonne, les modifications concernant l'OAP « entrée de ville par l'Yonne (sud) ». Aucune de ces observations n'ayant d'incidence sur le projet de modification simplifiée, celui-ci n'est pas modifié.

Une synthèse de ces remarques, se trouve dans le bilan de la mise à disposition du public et de la concertation avec les Personnes Publiques Associées, annexée à la présente délibération.

Les réponses apportées sont les suivantes :

- Les précisions apportées par le PETR ont été reprise dans les documents correspondants,
- Les demandes des services de l'État portant sur :
    - l'intégration des nouvelles zones (violette et hachurée verte) dans la règle autorisant une majoration de hauteur des constructions a été reprise,
    - l'introduction dans le règlement de prescription liées au règlement du PPRi n'ont pas été reprises. En effet, s'agissant d'une servitude, ces prescriptions s'appliquent déjà. Par ailleurs, une reprise partielle ou totale des règles propres au PPRi dans le règlement du PLU apporterait une lourdeur et une complexification du document,
    - les Orientations d'Aménagement et de Programmation concernant les quartiers des Brichères, de Sainte-Geneviève et des Rosoirs ont été prises en compte afin de préciser ou clarifier ces OAP.

communauté
de l'auxerrois

- Au vu des avis émis par Personnes Publiques Associées et les remarques survenues pendant la mise à disposition du public puis les mémoires en réponses et bilan de mise à disposition du public annexés à la présente délibération,
- Au vu du projet de modification simplifiée du PLU d'Auxerre, annexé à la présente délibération,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la modification simplifiée du PLU d'Auxerre,

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-149
OBJET : Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escolives-Sainte-Camille – Modification simplifiée n°3 - Modalité de mise à disposition du public

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Un arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n° 2025-DSATM-011 en date du 18 février 2025 a prescrit la modification simplifiée du PLU de la commune d'Escolives-Sainte-Camille.

Cette procédure doit permettre :

- De mettre à jour les règles de hauteurs dans le secteur AU1 afin de les faire correspondre aux règles appliquées dans le secteur U1, comme mentionné dans le rapport de présentation

Il appartient au Conseil Communautaire de définir les mesures de mise à disposition du public. Il est proposé les mesures suivantes :

- Le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition du public pendant une durée de 30 jours.

- L'exposé des motifs et un registre, permettant au public de consigner ses observations, seront mis à disposition au siège de la Communauté de l'Auxerrois ainsi qu'à la Mairie de Escolives-Sainte-Camille, aux dates et jours d'ouverture habituels.

- Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié dans un journal diffusé dans le département et affiché au siège de la Communauté de l'Auxerrois et à la Mairie d'Escolives-Sainte-Camille, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition.

Le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme sera transmis pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme d'Escolives-Sainte-Camille,

- D'autoriser le Président à signer tous les actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-150
OBJET : Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027 - Prise d'acte de l'évaluation triennale du PLH

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027 de la Communauté de l'auxerrois a été adopté par délibération communautaire le 19 mai 2022 et validé par le Préfet de l'Yonne le 05 septembre 2022. Il s'agit d'un document-cadre déclinant par communes et à l'échelle de l'agglomération la politique locale en matière d'habitat et de logement.

Il est prescrit par les articles L 302-1 à L 302-4 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et nécessite une évaluation régulière (article L 302-3 du CCH).

La Communauté de l'auxerrois a donc élaboré le bilan-évaluation à mi-parcours de son PLH afin de respecter son obligation réglementaire d'une part, de l'adapter au contexte national et local, et aux besoins de son territoire d'autre part.

Cette démarche de bilan-évaluation a eu pour objectif de faire du PLH actuel un outil intégré à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilité (PLUi-HM), de réinterroger les objectifs initiaux et les actions engagées et de mener de nouvelles réflexions.

Le bureau d'études ESPACITE a été recruté en tant qu'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner la Communauté de l'auxerrois dans l'élaboration de ce document.

Des ateliers thématiques et des réunions techniques et politiques ont permis d'associer les élus et les acteurs de l'Habitat dans la démarche, afin de faciliter l'intégration de cet outil au service de la politique locale de l'habitat et du logement dans le projet de PLUi-HM.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte de la présentation de l'évaluation triennale du PLH annexée,
- D'autoriser le Maire-Président à transmettre cette évaluation triennale du PLH au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH)

communauté de l'auxerrois

Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant PLH & PDM (PLUiHM)

Evaluation du PLH

Rapport d'évaluation – avril 2025

espacité

www.agglo-auxerrois.fr

Sommaire

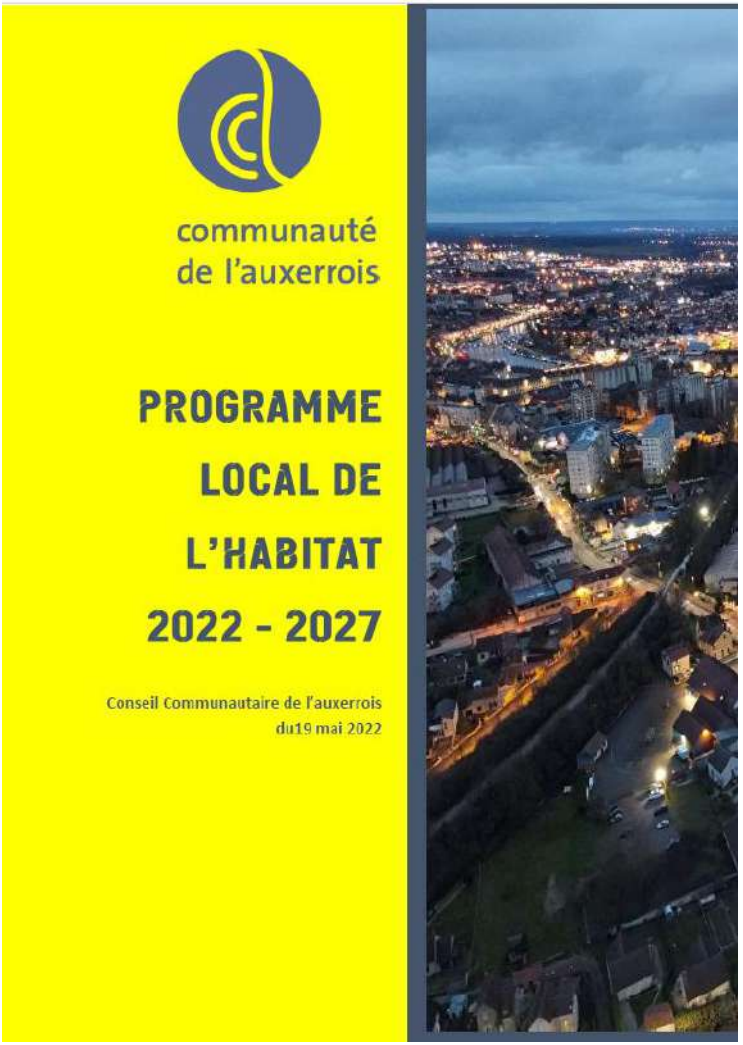
- **p.3** – Cadre de la mission
- **p.9**– L'évaluation du programme d'actions
  - **p.10** – Orientation 1 : **une production de logements au service de l'attractivité du territoire**
  - **p.30** – Orientation 2 : **Poursuivre et amplifier la politique de réhabilitation du parc existant**
  - **p.43** – Orientation 3 : **Apporter des réponses logements à certaines catégories de ménages plus fragiles**
  - **p.56** – Orientation 4 : **Animer le PLH, piloter et évaluer les actions**
- **p.70** – Synthèse de l'évaluation

1. Cadre de la mission

Le PLH 2022-2027

Rappel

- Le programme local de l'habitat (PLH) 2022-2027 de la communauté de l'Auxerrois a été adopté par délibération communautaire le 19 mai 2022 et validé par le préfet de l'Yonne le 5 septembre 2022. Il s'agit d'un document-cadre déclinant par commune et à l'échelle de l'agglomération la politique locale en matière d'habitat et de logement.
- Il est prescrit par le code de la construction et de l'habitation (articles L. 302-1 à L. 302-4), et nécessite une évaluation régulière (L. 302-3 du CCH). La fiche-action 13 du programme d'actions prévoit ainsi une refonte de l'observatoire de l'habitat notamment pour assurer l'évaluation permanente des actions prescrites par le PLH 2022-2027.
- En parallèle, la Communauté d'Agglomération s'est engagée en conseil communautaire du 31 mars 2022 dans une démarche d'élaboration d'un PLUi-HD prévu pour 2024 devenu PLUi-HM originellement prévu pour 2025.



Le PLH 2022-2027

Il comporte 4 orientations, déclinées en 15 actions :

Orientation 1 : une production de logements au service de l'attractivité du territoire

- Fiche action n° 1 : Affirmer une politique en faveur des centres bourgs et centres ville
- Fiche action n° 2 : Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux
- Fiche action n° 3 : Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés

Orientation 2 : Poursuivre et amplifier la politique de réhabilitation du parc existant

- Fiche action n° 4 : Développer la rénovation énergétique du parc privé
- Fiche action n° 5 : Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés
- Fiche action n° 6 : Lutter contre la non-décence et l'habitat indigne
- Fiche action n° 7 : Lutter contre la précarité énergétique

Orientation 3 : Apporter des réponses logements à certaines catégories de ménages plus fragiles

- Fiche action n° 8 : Accompagner les jeunes et étudiants dans leurs parcours résidentiels
- Fiche action n° 9 : Accompagner le développement de l'offre à destination des séniors et des personnes en situation de handicap
- Fiche action n° 10 : Veiller au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement
- Fiche action n° 11 : Assurer l'accueil des gens du voyage

Orientation 4 : Animer le PLH, piloter et évaluer les actions

- Fiche action n° 12 : Piloter et animer le PLH
- Fiche action n° 13 : Observer, évaluer en continu et partager la connaissance
- Fiche action n° 14 : Promouvoir la qualité urbaine et architecturale des projets d'habitat
- Fiche action n° 15 : Piloter le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une Maison de l'Habitat

L’intérêt d’une évaluation à mi-parcours

Comprendre si les orientations et leur mise en œuvre sont toujours adaptées aux besoins du territoire

Depuis le début de la mise en œuvre du document en 2022, la Communauté de l’Auxerrois a traversé plusieurs évolutions en lien avec la hausse des coûts de la construction, et différentes évolutions réglementaires. Ces changements d’envergure peuvent justifier l’adaptation de certains objectifs et actions fixés en 2022.

Evaluer l’efficacité et les impacts des politiques publiques mises en œuvre, et les freins rencontrés

Il s’agira tout d’abord de s’interroger sur les effets et impacts permis par le PLH, en présentant pour chaque action des éléments de bilan quantitatifs et qualitatifs en associant la Communauté d’Agglomération, les communes, les services de l’État et l’ensemble des acteurs locaux de l’habitat à la démarche.

Permettre au PLH de s’adapter aux transformations des contextes politique et législatif

Le cas échéant, ces éléments de bilans permettront de formuler des préconisations pour améliorer la mise en œuvre et l’atteinte des objectifs et/ou pour les modifier afin de les adapter au contexte politique et législatif actuel, notamment dans le cadre de l’élaboration du PLUi-HM.

La méthodologie poursuivie

Le programme d'actions du PLH de la Communauté de l'Auxerrois comporte 4 grandes orientations déclinées en 15 actions.

Afin de disposer d'un cadre d'évaluation plus complet de ces actions, une matrice a été réalisée qui complète ces éléments par l'ensemble des bases de données pertinentes à mobiliser pour évaluer les actions, et des acteurs du territoire à interroger.

En conclusion de l'évaluation de chaque orientation, et dans une version consolidée en annexe, un tableau reprend l'ensemble des actions du PLH et les évalue de manière synthétique à travers un code couleur rouge-orange-vert qualifiant :

- Le niveau d'engagement dans le portage de l'action ;
- Les atteintes des objectifs à travers une analyse qualitative et quantitative ;
- Le degré de connaissances des élus.

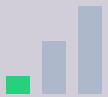
La méthodologie poursuivie

Le programme d'actions du PLH de la Communauté de l'Auxerrois comporte 4 grandes orientations déclinées en 15 actions.

Afin de disposer d'un cadre d'évaluation plus complet de ces actions, une matrice a été réalisée qui complète ces éléments par l'ensemble des bases de données pertinentes à mobiliser pour évaluer les actions, et des acteurs du territoire à interroger.

En conclusion de l'évaluation de chaque orientation, et dans une version consolidée en annexe, un tableau reprend l'ensemble des actions du PLH et les évalue de manière synthétique à travers des pictogrammes qualifiant :

- Le niveau d'engagement dans le portage de l'action, évalué de 1 à 3 ;
- Les atteintes des objectifs à travers une analyse qualitative et quantitative, noté de 1 à 3 suivant le niveau atteint à mi-parcours ;
- Le degré de connaissances des élus noté de 0 pour une absence de connaissances à 3 symbolisant une maîtrise complète de l'action

Niveau	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degré de connaissance des élus
3			
2			
1			
0			

La méthodologie poursuivie

Différentes sources d'évaluation

Dans le cadre de cette évaluation, de nombreux acteurs ont été interrogés, à l'été 2023 et au début de l'année 2025. Parmi eux :

- Les services de la C.A. ;
- Les communes membres de la C.A. ;
- Les bailleurs présents sur le territoire (OAH, Domanys, Monlogis) ;
- Les services de l'État.

Des ateliers ont été conduits avec les élus du territoire en septembre 2023 et en mars 2025.

Différentes bases de données ont été exploitées et analysées, qu'elles soient accessibles librement, fournies par le service habitat de la CAA ou par la DDT89. Des échanges ont eu lieu avec ces services pour partager une approche commune dans l'exploitation des données afin de permettre des comparaisons futures.

2. L’évaluation du programme local de l’habitat

Orientation 1 – Une production de logements au service de l'attractivité du territoire

Orientation 1 – Une production de logements au service de l'attractivité du territoire

Action 1 - Affirmer une politique en faveur des centres-bourgs et centres-villes

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Action 3 - Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés

Les principales questions évaluatives :

- L'EPCI a-t-il poursuivi son accompagnement pour requalifier l'habitat privé ?
- L'EPCI a-t-il accompagné les communes dans la mise en œuvre et le suivi de leurs projets d'habitat, notamment de LLS ?
- L'EPCI a-t-il atteint ses objectifs de production de logements ?
- L'EPCI a-t-il défini et constitué des réserves foncières stratégique pour développer des projets d'habitat ?

Action 1 - Affirmer une politique en faveur des centres-bourgs et centres-villes

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

En voie de dégradation depuis plusieurs années ou territoires en mutation, certains centres anciens du territoire ont besoin d'être requalifiés et redynamisés grâce à une rénovation de l'habitat, une revitalisation des commerces, une meilleure accessibilité et un réaménagement des espaces publics. Il s'agit en particulier :

- Du centre-ville d'Auxerre, qui a fait l'objet d'un accompagnement dans le cadre d'une OPAH Renouvellement Urbain de 2016 à 2021 sur le périmètre du secteur sauvegardé ;
- Des centres anciens des communes au profil résidentiel, peu équipées, qui se situent principalement sur le sud de l'agglomération. L'ensemble des communes de l'agglomération ont bénéficié d'une OPAH sur la période 2016-2021, sans réelle valorisation des centres anciens.

Ces territoires concentrent un taux de vacance élevé (ex : 14,2% à Irancy, 16,5% à Gy l'Evêque*), une configuration de logements souvent inadaptés aux besoins des habitants (petits logements, faible accessibilité, etc.), ou encore des difficultés d'ordre juridique (statuts de propriété pas toujours clarifiés, propriétaires bailleurs peu investis dans l'entretien de leur patrimoine, …).

Ces centres anciens présentent toutefois des atouts reconnus (qualité architecturale du bâti, accès à des équipements et services de proximité, identité de la commune) qu'il convient de conforter.

Une véritable remise en attractivité de ces secteurs est nécessaire afin de conforter ces polarités au sein du territoire métropolitain.

*données LOVAC 2020

Action 1 - Affirmer une politique en faveur des centres-bourgs et centres-villes

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

En complément du partenariat déjà mis en place avec Action Logement, de la révision engagée du PSMV (Plan de sauvegarde et de mise en valeur) et du groupe de travail pour l'élaboration d'un PLUi-HM, l'objectif est de poursuivre le dispositif d'accompagnement et d'aides aux travaux sur le centre-ville d'Auxerre dans le cadre d'une OPAH-RU à programmer sur la période 2023-2027 au titre du dispositif Action Cœur de Ville.

Dans le cadre de projets urbains à définir sur les centres anciens des communes à identifier, il s'agira de mettre en place des dispositifs opérationnels permettant de requalifier l'habitat, de lutter contre la vacance des logements, et de répondre aux besoins des ménages et de mixité sur ces secteurs. Un « plan façade » ayant pour objectif de requalifier l'habitat des centres anciens pour renforcer l'attractivité territoriale sera déployé au second semestre 2022.

Il s'agira par ailleurs d'accompagner d'autres territoires à la définition des besoins d'intervention spécifiques le cas échéant. L'hypothèse d'une OPAH-RU multisites est envisageable.

Les objectifs opérationnels seront à redéfinir suite aux préconisations de l'étude pré opérationnelle qui sera réalisée sur l'année 2022.

Action 1 - Affirmer une politique en faveur des centres-bourgs et centres-villes

Bilan de l'action

Le programme Action Cœur de Ville se poursuit avec la signature de l'avenant n°2 en 2022 jusqu'en 2026.

Entre 2022 et 2024, 58 opérations ont été réalisées dans le périmètre ACV d'Auxerre, permettant la création de 283 logements dans le périmètre ACV, homologué Opération de Revitalisation de Territoire (ORT).

3 logements produits sur 4 sont des petites typologies (T1 et T2), correspondant aux enjeux du PLH.

Une étude pré-opérationnelle pour la mise en place d'une OPAH-RU a bien été mise en œuvre mais n'a pas abouti.

En 2022 la CA a lancé l'étude pré-opérationnelle portant sur l'amélioration du parc privé de l'ensemble du territoire.

Le calendrier de cette mission a été impacté par les évolutions du système d'aides de l'ANAH.

Par ailleurs, des scenarios opérationnels ont bien été présentés lors d'un comité technique en 2024, mais n'ont pas été validés.

La communauté de l'Auxerrois a donc **pallié ce manque par la mise en place d'un dispositif transitoire** (cf. orientation 2).

Les évolutions de l'ANAH

6 décembre 2023 – Conseil d'administration

Annonce de la suppression des OPAH et des PIG, remplacés par la mise en place de Pactes territoriaux

Mars 2024 – publication des nouveaux régimes d'aides

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

L'agglomération se caractérise par une faible mobilité résidentielle interne et un solde migratoire déficitaire, dans un contexte de croissance démographique négatif (-0,1 % INSEE, géographie en vigueur au 01/01/2021).

D'autre part, le vieillissement de la population, l'évolution des structures familiales et le niveau élevé de la demande sociale sont autant de facteurs qui conduisent à générer un besoin en logements conséquent et diversifié pour la CA. Par ailleurs, le phénomène de vacance a augmenté de façon importante depuis 2010 sur le parc privé pour atteindre 11,4% des logements. Dans ce contexte, l'agglomération a défini un niveau de production de logements lui permettant de répondre à la diversité des besoins des ménages du territoire et au rattrapage de logements sociaux des communes concernées, visant ainsi un solde migratoire équilibré.

Dotée depuis janvier 2017 de la compétence urbanisme, la CA devra s'assurer de la mise en œuvre de cet objectif ambitieux par sa traduction réglementaire dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Habitat-Déplacements en cours d'élaboration (lancement 2022).

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

- Permettre la production de 250 logements par an, dont 67 logements locatifs sociaux, pour atteindre une stabilisation de l'évolution démographique et un scenario de regain d'attractivité.
- Développer cette production en favorisant la construction de 1 250 nouveaux logements et la remise en habitation de 250 logements vacants (fiche action n°1) - Territorialiser la production des logements neufs dans l'organisation multipolaire du territoire
- Cibler la localisation des nouveaux logements sociaux en priorité dans les communes en déficit de logement social et dans les secteurs les mieux équipés et les mieux desservis en transports en commun
- Intégrer les orientations de mixité sociale du PLH dans les projets de logements, à travers les outils réglementaires des Plans Locaux d'Urbanisme communaux en vigueur et du futur PLUi-HM
- Promouvoir la qualité urbaine et architecturale des projets d'habitat répondant aux attentes et moyens des habitants (fiche action n°14), et l'innovation de l'habitat dans les opérations de logements neufs privés. La conforter dans le logement social
- Harmoniser dans le temps et dans l'espace la construction des nouveaux logements pour éviter les effets de concurrence sur l'agglomération.

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Le scénario de besoins en logements fixé au PLH 2022-2027 « attractivité renforcée »

Point mort
Reconduction des tendances

Renouvellement du parc
109 logements / an

+

Desserrement des ménages
128 logements / an

=

+ 237 logements / an

+

Effet démographique

Légère augmentation :
+ 0,05 % /an

16 logements / an

=

Besoin en logements par an

253 logements*

Besoin en logements 2022 – 2027

1 500 logements

**arrondi à 250 logements / an*

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Les besoins en logements fixés au PLH 2022-2027 et au PADD de décembre 2024

1 500 logements à produire sur 6 ans
Soit 250 logements / an

1 098 logements privés
Soit 183 logements / an

247 logements vacants à remobiliser
Soit 41 logts / an

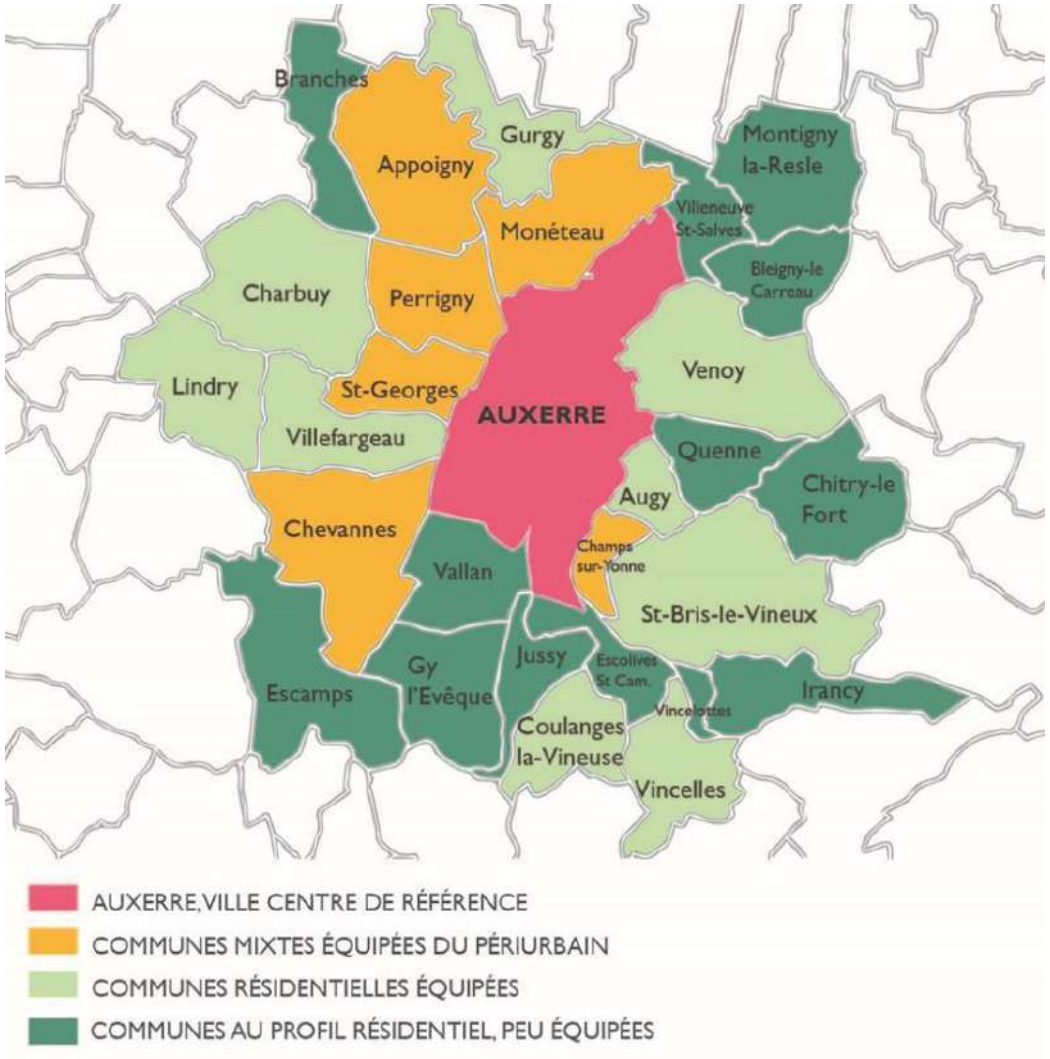
402 logements locatifs sociaux
Soit 67 logements / an

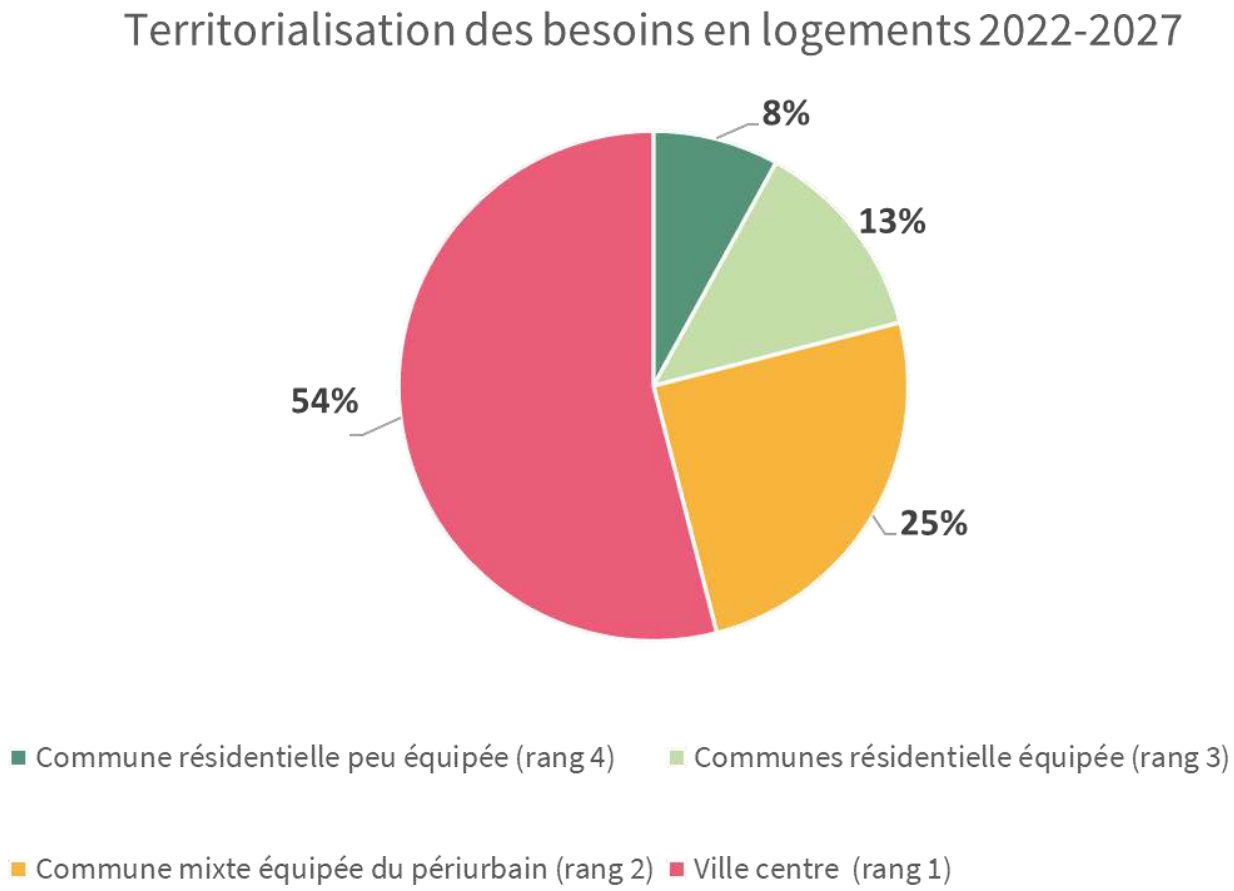
216 LLS de droit commun
Soit 36 logts / an

186 LLS en NPNRU
Soit 31 logts / an

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

L'armature territoriale fixée au PLH 2022-2027





Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Bilan de l'action - production globale

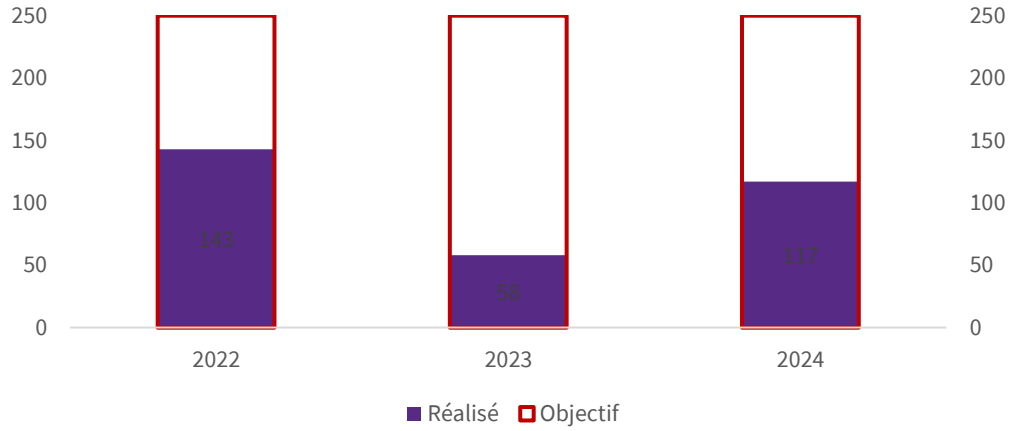
A mi-parcours, seulement 21 % de l'objectif global de production est atteint

- L'analyse de la base de données des permis de construire (Sitadel) permet d'évaluer la production de logements sur la période 2022-2024. **Durant les trois premières années du PLH, des chantiers ont été ouverts pour la production de 318 logements, contre un objectif de 750.**

- Dans la même période, 102 logements ont été livrés, **dont 82 sur l'année 2022**. Au regard des délais de livraison et de la date d'approbation du PLH, cette production est à rapporter à la précédente période.

- Par ailleurs, entre 2022 et 2024 **125 PC ont été déposés mais non mis en chantier, représentant 622 logements**. Cependant, il s'agit de garder à l'esprit que le taux de transformation (part d'autorisation de PC qui aboutit à l'ouverture d'un chantier) se limite à 26%, ce qui limite fortement le potentiel de production supplémentaire.

Production de logements (mis en chantier sur la période du PLH)



Source : Sitadel2, traitement Espacité mars 2025

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

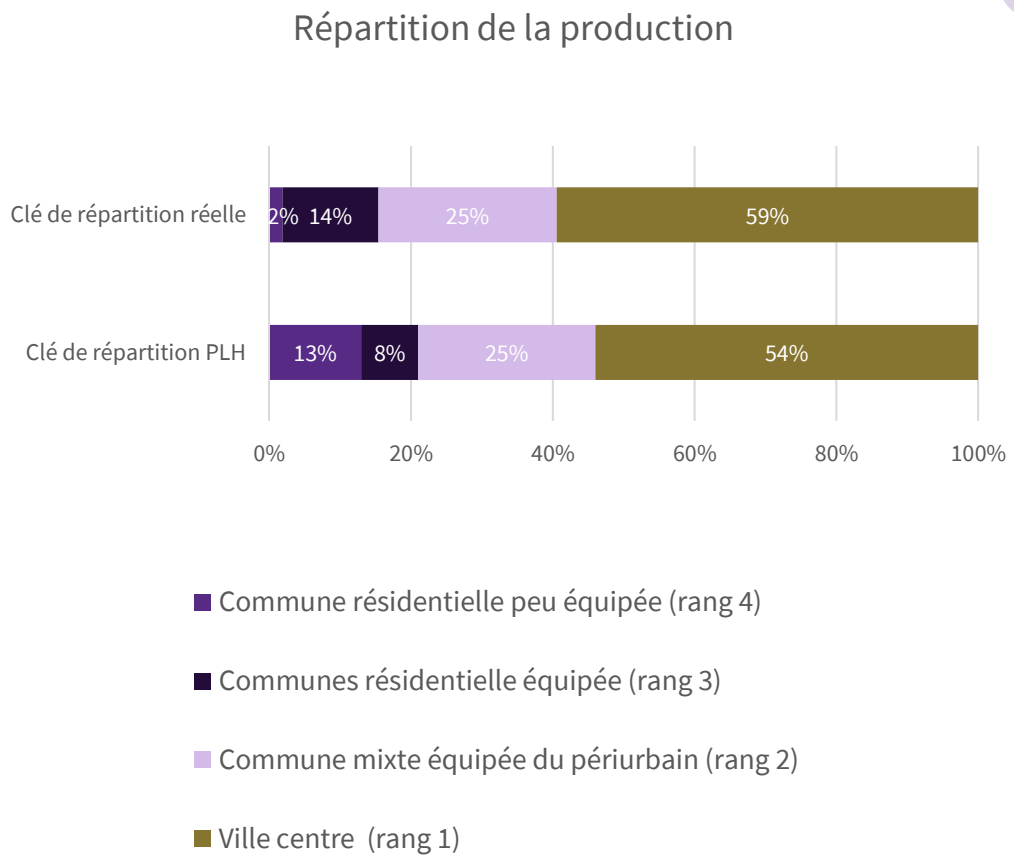
Bilan de l'action - répartition de la production

A mi-parcours, seulement 21 % de l'objectif global de production est atteint.

La production est largement portée par la ville-centre (59%), au-delà des objectifs fixés par la clé de répartition.

La production relative dans les communes de rang 2 respecte la clé de répartition.

A l'inverse, les rangs 3 et 4 se trouvent respectivement bien au-dessus et en-dessous du taux cible.



Source : Sitadel2, traitement Espacité mars 2025

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

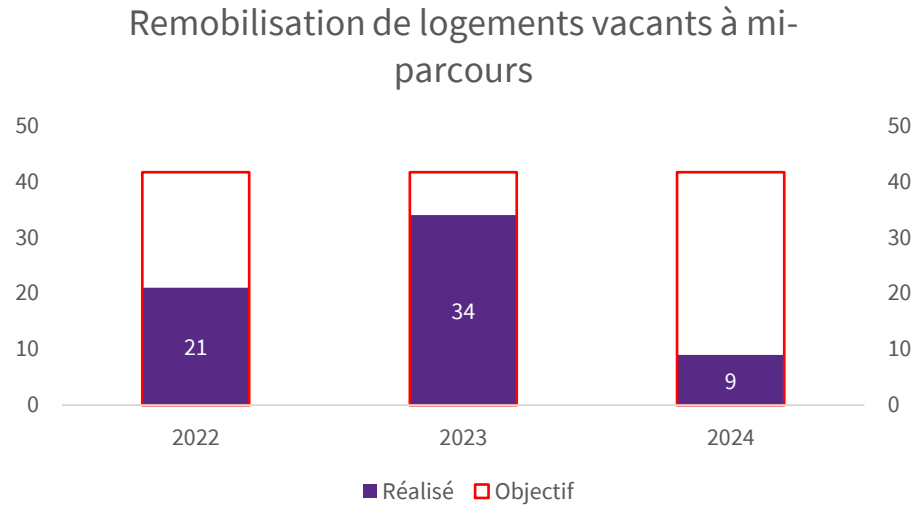
Bilan de l'action - la remobilisation des logements vacants

50% de l'objectif de remobilisation de logements vacants atteint.

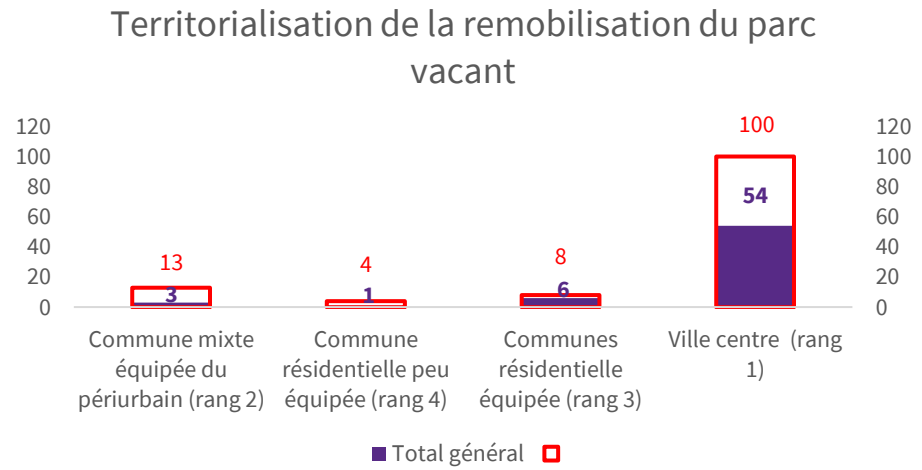
A mi-parcours, **64 logements vacants sont en cours de remobilisation** d'après la base de données Sitadel, soit la moitié de l'objectif prévu, principalement dans la ville-centre d'Auxerre.

De nouveaux projets doivent donc être engagés afin de répondre aux objectifs fixés dans le PLH, **principalement dans la ville-centre et dans les communes mixtes équipées du périurbain** où la remobilisation est la plus basse relativement aux objectifs.

La participation de la Communauté de l'Auxerrois au programme national **Zéro Logement Vacant** constitue toutefois un levier important et disponible pour les différentes communes, qui peuvent donc repérer plus facilement les logements vacants sur leur territoire.



Source : Sitadel, traitement Espacité

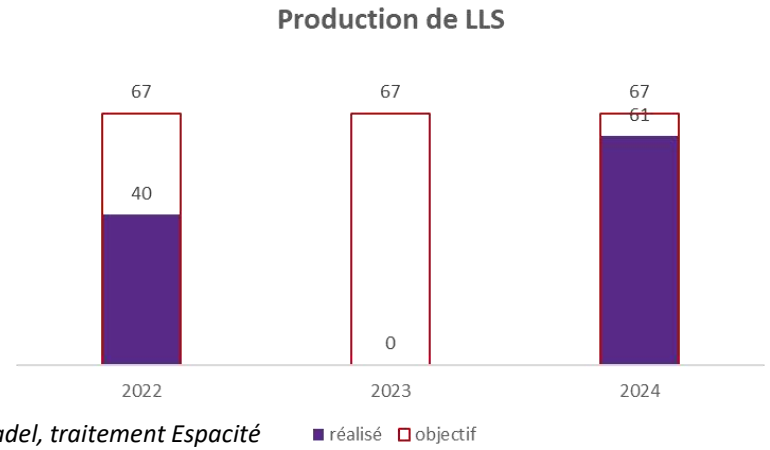


Source : Sitadel, traitement Espacité

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Bilan de l'action - la production de LLS

50 % de l'objectif de production de logements locatifs sociaux a été atteint.



Source : Sitadel, traitement Espacité

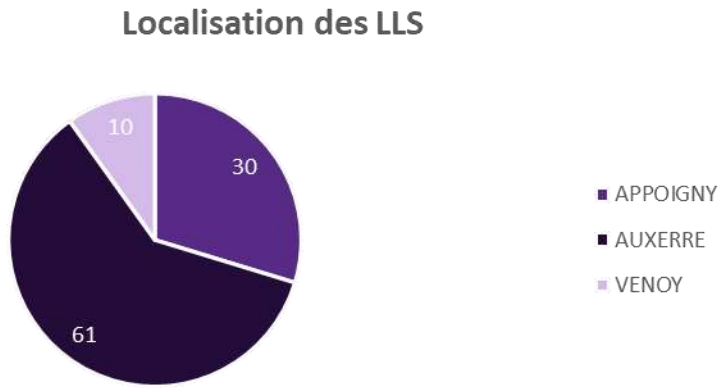
Durant les trois premières années du PLH, **101 logements ont été mis en chantier par des opérateurs sociaux**, contre un objectif de 225 logements sur la période.

Si aucun LLS n'est recensé en 2023, l'année 2024 a quasiment atteint son objectif.

Durant les trois prochaines années, **350 LLS devront donc être produits dans la CA pour atteindre l'objectif global** (450 LLS).

Parmi ceux-ci, les petites typologies devront constituer une part importante puisque **seulement 32 % des agréments concernent des T2** sur la période considérée.

Une production de LLS principalement centrée à Auxerre.



Source : Sitadel, traitement Espacité

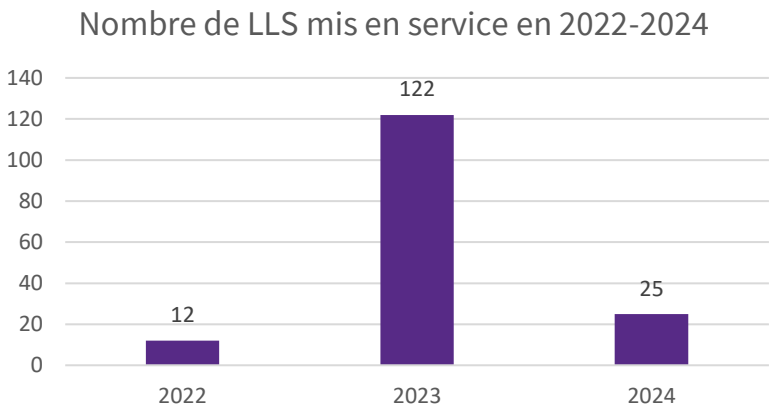
La production n'a pas été portée par des communes en déficit de LLS.

Toutefois, **la production est bien réalisée sur des communes équipées**, et la **moitié des agréments a été obtenu pour des opérations à Auxerre et Monéteau** (70% des logements), toutes deux ciblées dans le PLH.

Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux

Bilan de l'action - la mise en service de LLS

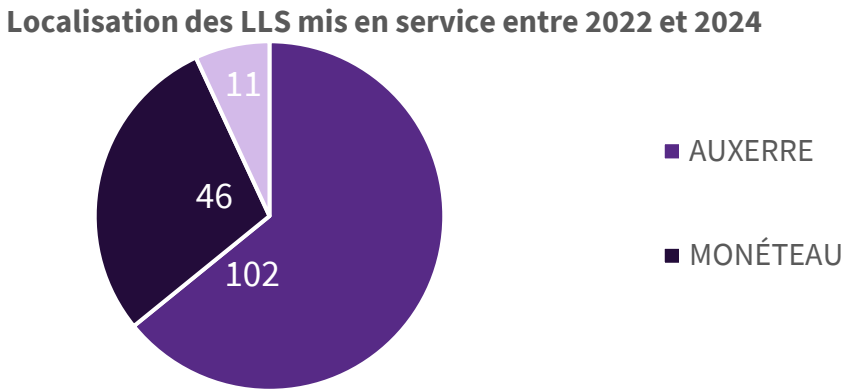
159 logements sociaux mis en service sur la première moitié du PLH.



Source : RPLS, traitement Espacité

Au-delà des 101 logements sociaux dont les chantiers ont démarré sur les 3 dernières années, **159 logements ont été livrés par des opérateurs sociaux**. Au vu des délais de production des logements, cette production (majoritairement portée sur 2023) ne peut pas être comptabilisée comme résultant du PLH approuvé en 2022.

Des LLS principalement centrés à Auxerre.



Source : RPLS, traitement Espacité

Tout comme les logements en chantier, **ces mises en service n'ont pas été portées par des communes en déficit de LLS**.

Ces **logements sont cependant bien situés dans des communes équipées**.

Action 3 - Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

Jusqu'à présent, l'agglomération exerçait peu le pilotage et n'était pas à l'origine d'initiatives en matière d'intervention foncière. Depuis le 1er janvier 2017, elle s'est pleinement saisie de la compétence « réserves foncières ».
Aujourd'hui, c'est moins l'absence de foncier ou d'accès au foncier qui est mis en cause que ses conditions de mobilisation et sa localisation.
Il s'agit donc de mobiliser du foncier en organisant sa libération et sa transformation afin d'en maitriser la destination, le programme et le coût.
Il convient donc de définir des stratégies foncières adéquates avec les besoins du territoire dans ses différents champs de compétence, dont l'habitat, en s'appuyant en particulier sur l'Etablissement Public Foncier (EPF) Doubs, Bourgogne Franche-Comté. La création d'un EPF local était un des enjeux du 1er PLH (2011-2016) sans que sa concrétisation n'aboutisse.
Le conventionnement avec l'EPF Doubs, BFC début 2021 ouvre le champ des possibles en termes d'action.

Action 3 - Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

Cette action vise à la mobilisation du foncier et de l'immobilier, à un coût adapté, pour permettre :

- **La production de logements locatifs dans les communes** qui participent au redéploiement de l'offre locative sociale pour un meilleur équilibre de l'habitat, en favorisant la maîtrise d'ouvrage HLM directe mais également en accompagnement l'investissement privé avec conventionnement social des logements.
- **Le maintien du niveau de logements locatifs sociaux par une production neuve dans les communes** volontaires et qui participent par ailleurs au programme d'aide à l'accession sociale à la propriété en favorisant la revente de logements sociaux dans le parc plus ancien de leurs communes.
- **Des opérations d'acquisition/réhabilitation d'immeubles anciens** pour favoriser le conventionnement social dans des logements de qualité (logements adaptés, gain énergétique …).

Action 3 - Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés

Bilan de l'action

Une faible mobilisation de l'EPF sur le volet habitat.

Les acquisitions de l'EPF pour développer de l'habitat sont principalement réalisées dans le cadre du dispositif ACV à Auxerre précédemment cité.

Seulement 3 fonciers ont ainsi été acquis par l'EPF, dans le but de constituer une réserve foncière à Auxerre.

Cette action pourra toutefois être mise en œuvre avec la mise en place du PLUi-HM prévue dans les mois à venir.

Orientation 1 - Bilan de l'impact et pertinence des leviers d'action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degrés de connaissance des élus
Action 1 - Affirmer une politique en faveur des centres-bourgs et centres-villes	1.1. Poursuivre la mise en œuvre et le suivi d'Action Cœur de ville sur le centre-ville d'Auxerre et reconduction de l'OPAH-RU	≈		●○○
	1.2. Mettre en place un dispositif opérationnel pour requalifier l'habitat, lutter contre la vacance et répondre aux enjeux de mixité	≈		●○○
Action 2 - Produire 250 logements par an et maintenir l'attractivité et les équilibres territoriaux	2.1. Suivre la programmation opérationnelle et territorialisée de la production de logements	✗		●○○
	2.2. Définir une stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés à la production de logements	✗		●○○
	2.3. Traduire les objectifs du PLH dans les PLU en vigueur et dans le futur PLUi-HM (obligatoire)	✓	*En cours*	●●●
	2.4. Accompagner les communes dans la mise en œuvre et le suivi de leurs projets d'habitat, notamment en termes de logement social	✗		
	2.5. Etablir des conventions d'objectifs et de moyens entre la CA et les bailleurs sociaux notamment OAH pour fixer des objectifs quantitatifs et qualitatifs territorialisés de production et acquisition de LLS	✗		
Action 3 - Définir la stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers adaptés	3.1. Définir et constituer des réserves foncières stratégiques à court, moyen, long terme	✗		
	3.2. Mettre en place une ingénierie foncière et parcellaire prospective et opérationnelle et une veille foncière	✗		

Orientation 2 – Poursuivre et amplifier la politique de réhabilitation du parc existant

Orientation 2 – Poursuivre et amplifier la politique de réhabilitation du parc existant

Action 4 - Développer la rénovation énergétique du parc privé

Action 5 - Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés

Action 6 - Lutter contre la non-décence et l'habitat indigne

Action 7 - Lutter contre la précarité énergétique

Les principales questions évaluatives :

- L'EPCI a-t-il mis en place un dispositif ou des aides pour la rénovation énergétique ?
- L'EPCI a-t-il déployé un dispositif pour repérer les copropriétés fragiles du territoire ?
- L'EPCI a-t-il mis en place une ingénierie partagée pour sensibiliser les habitants et repérer les situations d'indignité ?

Action 4 - Développer la rénovation énergétique du parc privé
Action 7 - Lutter contre la précarité énergétique

Contexte Action 4 (Extrait du PLH 2022-2027)

Le « Programme Logement Durable » mis en place sur l'auxerrois dès 2011 dans le cadre du 1er PLH avait pour ambition initiale d'inciter les propriétaires de logements à réaliser des travaux d'économie d'énergie. Il a sû évoluer au fil du temps pour intégrer des Opérations programmées (2016-2021). Ce sont près de 1 000 logements qui ont pu bénéficier de travaux d'amélioration, de performance énergétique voir de réhabilitation complète sur la durée de ce programme.

Dans un contexte :

- De fort enjeu de réduction de la consommation d'énergie des logements sur notre territoire (augmentation globale de la facture énergétique de 12,5% entre 2008 et 2018)
- De hausse significative des prix de l'énergie qui génère une forte augmentation du nombre de ménages en situation de précarité énergétique
- D'un nombre significatif de logements privés construits avant les 1ères réglementations thermiques (14 978 résidences principales soit 47,5 % de l'ensemble)

L'agglomération souhaite développer son action d'accompagnement à la réhabilitation thermique et énergétique des logements privés de son territoire.

Contexte Action 7 (Extrait du PLH 2022-2027)

La précarité énergétique résulte de la combinaison de 4 facteurs principaux :

- des ménages vulnérables du fait de la faiblesse de leurs revenus,
- la mauvaise qualité thermique des logements occupés, couplée ou non à des usages des modes de chauffage plus ou moins adaptés,
- le coût de l'énergie croissant,
- l'usage des logements, notamment en termes d'énergie.

A défaut de données territorialisées encore accessibles, les chiffres clés de la précarité énergétique fournis par l'Observatoire National de la Précarité Energétique (ONPE) pour 2021 soulignent que 20% des Français déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver 2020-2021, pendant au moins 24 heures. Parmi eux, 40% estiment que c'est à cause d'une mauvaise isolation thermique de leur logement et 36% pour des raisons financières.

En 2020, 10,5% des Français ont dépensé plus de 8% de leurs revenus pour payer les factures énergétiques de leur logement, et font partie des plus modestes.

En 2021, 5,8 millions de ménages ont reçu un chèque énergie.

Le Conseil Départemental gère le fond solidarité logement (FSL) qui vise à faciliter l'accès ou le maintien dans le logement.

Une multiplicité d'acteurs et de professionnels interviennent sur la thématique, dans le parc privé mais aussi public, sans toutefois qu'un maillage des interventions n'ait été mis en place pour le repérage et le traitement des situations. La CA souhaite donc améliorer sur son territoire le repérage et le traitement des situations de précarité énergétique, en lien avec les acteurs concernés.

Action 4 - Développer la rénovation énergétique du parc privé
Action 7 - Lutter contre la précarité énergétique

Objectifs Action 4 (Extrait du PLH 2022-2027)

Quantitatifs : Accompagner 1 000 ménages pour la réhabilitation énergétique de leur logement.

Qualitatifs :

- Adapter un dispositif local avec les nouveaux dispositifs nationaux (France-Rénov') et les futurs dispositifs régionaux.
- Elargir la cible des logements concernés par rapport aux précédentes OPAH pour anticiper la fragilisation de copropriétés et traiter les copropriétés dégradées
- Promouvoir un niveau de rénovation ambitieux (BBC rénovation) mais prenant en compte la capacité d'investissement des ménages (plusieurs niveaux de bouquets de travaux)
- Remettre en attractivité un parc de logements vieillissants en décrochage au regard des standards de la construction neuve, lutter contre la vacance, et répondre aux enjeux de renouvellement générationnel de ce parc
- Soutenir les ménages les plus fragiles, mais aussi les ménages des classes moyennes (par une aide à l'ingénierie et une aide aux travaux spécifiques)
- Soutenir l'activité économique locale : avec 15 M€ de coûts de travaux estimés, un potentiel de 300 emplois sera créé au cours du dispositif au sein du bassin d'emploi
- Soutenir la réinsertion professionnelle (clauses d'insertion dans les marchés de travaux les plus importants)
- Soutenir la structuration des filières de maîtrise de l'énergie, par le développement d'un savoir-faire des entreprises locales, en incitant à la formation professionnelle et au partage d'expérience
- Favoriser les rénovations thermiques globales dans les copropriétés fragilisées en articulant les interventions avec un dispositif copropriétés dégradées

Objectifs Action 7 (Extrait du PLH 2022-2027)

Améliorer le repérage des situations de précarité énergétique, en organisant la remontée des situations via différents canaux.

Mailler l'intervention des partenaires et des professionnels à l'échelle de la CA afin de garantir aux ménages concernés par la précarité énergétique :

- un accès à l'information en guichet unique,
- un accompagnement coordonné des ménages,
- des réponses adaptées à leur situation.

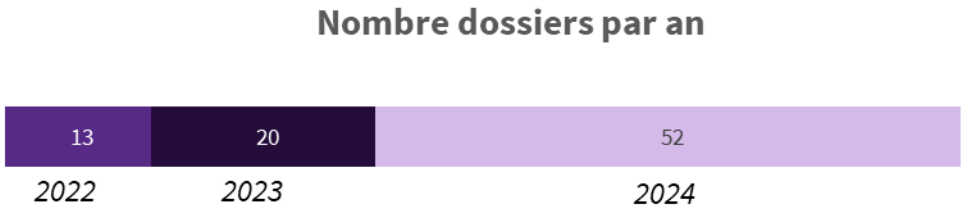
Action 4 - Développer la rénovation énergétique du parc privé
Action 7 - Lutter contre la précarité énergétique

Bilan des actions

En l'absence de la mise en place d'une OPAH-RU, la CA a déployé un dispositif transitoire sur l'ensemble du territoire.

Un conventionnement avec Soliha a ainsi débuté en 2022 et a duré 2 ans.

Durant cette période, 103 dossiers ont pu être déposés et 85 dossiers ont été notifiés.



Source : suivi du dispositif transitoire traitement Espacité

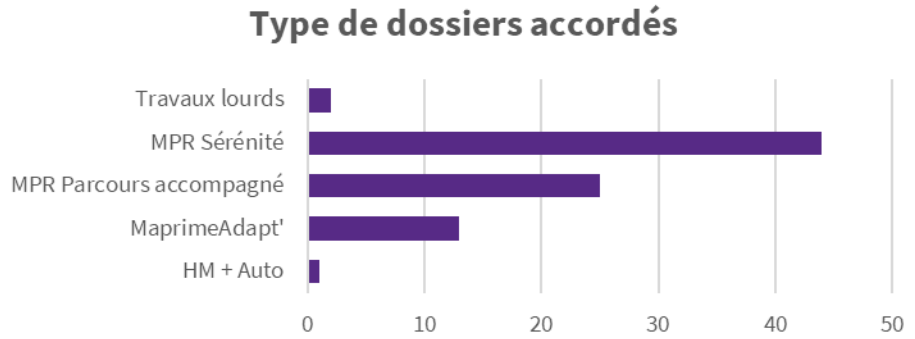
Des aides sur fonds propres de la CA ont été allouées dans le cadre de ce dispositif transitoire.

Au global la CA a engagé plus de 165 000 € avec une enveloppe moyenne de 2 000 € / dossier, allant jusque 2 500 € pour les travaux lourds.

Un dispositif principalement orienté vers des travaux d'économie d'énergie et des monogestes.

Parmi les dossiers, 30 ont réalisé des travaux permettant d'atteindre l'étiquette énergétique B ou C.

Cependant, malgré des enjeux importants autour de lutte contre l'habitat indigne, seuls 2 dossiers ont été notifiés.



Source : suivi du dispositif transitoire traitement Espacité

Une communication et un accompagnement des ménages restreints.

Un grand nombre d'élus interrogés ne sont pas au fait de ce dispositif transitoire et aucune action d'aller-vers les ménages n'a été mis en place pour accompagner le dispositif.

Action 5 - Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

Aujourd'hui, le parc privé ancien est en concurrence avec les ensembles neufs qui offrent des prestations de meilleure qualité, notamment sur les aspects thermiques. Le parc privé collectif est géré en grande majorité sous le statut de la copropriété. Il représente 7 145 logements dont 1216 recensés en vacance structurelle (+ 2 ans) soit 17 %.

Certaines de ces copropriétés cumulent des difficultés d'ordre fonctionnel et accusent aujourd'hui un important retard d'entretien et de remise aux normes. Les interventions nécessaires à la requalification complète génèrent des quotes-parts de travaux qui restent difficilement supportables pour des ménages à profil modestes, voire très modestes. La remise en attractivité de certaines copropriétés (notamment via la remise aux normes) est rendue en particulier nécessaire pour répondre aux enjeux :

- de renouvellement générationnel de ce parc de logements (potentiel de 150 logements/ an remis sur le marché),
- de lutte contre la vacance qui se concentre parfois sur certains secteurs – ex : Sainte-Geneviève - ou sur un certain type de copropriétés – parc ancien dégradé-),
- de lutte contre la non décence des logements.

La CA souhaite se doter d'un outil de veille et d'observation des copropriétés à l'issue du rendu de l'étude pré opérationnelle (2022) afin de pouvoir définir des périmètres d'intervention et des actions ciblées, et de suivre l'évolution des copropriétés dans le temps.

D'une manière générale et malgré la mise en place dès 2014 d'un groupement composé de l'ARCI, l'ADIL, le CAUE autour de la mobilisation, du conseil et de l'apport méthodologique auprès des copropriétés, on constate que l'action publique est considérée comme trop tardive et se limite à des actions curatives lourdes et couteuses qui ne permettent pas d'inverser durablement le processus de déqualification de certains ensembles en copropriété.

Aussi, la CA souhaite développer des actions préventives, permettant de prévenir la dégradation des copropriétés fragilisées, afin d'éviter de mettre en place des actions de redressement lourdes et onéreuses pour les pouvoirs publics.

Action 5 - Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

La CA se fixe l'objectif de poursuivre son action d'accompagnement des copropriétés dégradées. Parmi celles-ci, 4 copropriétés fragilisées/an peuvent être accompagnées et faire l'objet d'actions curatives (OPAH copropriétés dégradées) ou préventives afin d'enrayer le phénomène de déqualification.
Il s'agit de :

- **redresser de manière pérenne** les copropriétés les plus dégradées,
- **lutter contre la vacance** des logements et **la non décence** des logements,
- **prévenir la dégradation de copropriétés fragilisées**, en les accompagnant afin de régler des dysfonctionnements (gestion, règlement de copropriétés, apurement des dettes…),
- **sensibiliser les copropriétés** à la logique d'entretien de leur patrimoine et de programmation pluri annuelle des interventions,
- **informer les accédants en copropriété** (nouvel accédant dans le parc ancien, mise en copropriété d'un ensemble neuf ou vente de logements HLM).

Il s'agit en outre d'accompagner les monopropriétés dégradées à rénover leur patrimoine, en particulier quand elles sont constituées de plusieurs entités décisionnaires (SCI, indivision…), ce qui rend la prise de décision complexe.
Des actions d'accompagnement à la mutation du statut de propriété pourront être recherchées (dispositif d'acquisition amélioration) dans le cadre de la Fiche Action N°3.

Action 5 - Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés

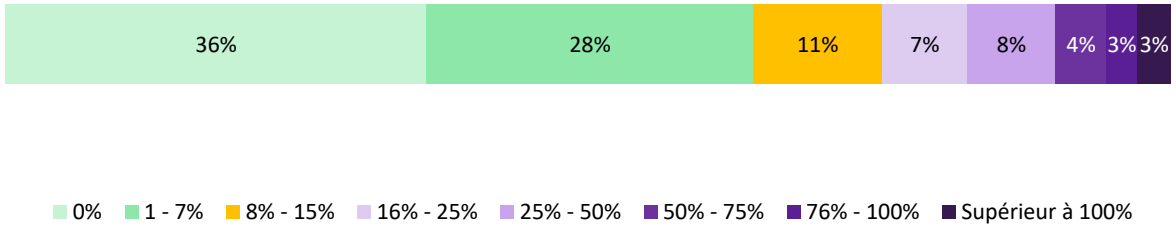
Bilan de l'action

Dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH-RU, un volet d'analyse portait sur les copropriétés.

Il en résulte une nécessité **d'approfondir voire d'intervenir dans le périmètre ACV** d'Auxerre au regard de la présence de copropriétés ayant un taux d'impayés supérieur à 25 % : 60 copropriétés représentant 495 logements.

L'OPAH-RU n'ayant pas été mise en place, aucune action envers les copropriétés n'a été déployée.

Répartition des copropriétés à Auxerre selon leur taux d'impayés



Source : RNC, au 09/11/2022

Action 6 - Lutter contre la non-décence et l'habitat indigne

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

L'habitat non décent et indigne recouvre plusieurs états du patrimoine bâti, qui génèrent plus ou moins de risques pour la sécurité physique ou la santé des personnes : infraction au règlement sanitaire départemental (RSD), insalubrité, saturnisme, mise en sécurité (ex « péril »).
Pour chaque cas, des outils plus ou moins coercitifs existent et sont confiés à la responsabilité de différentes institutions (tribunal judiciaire ; rapport de droit privé entre locataire et propriétaire, maire, préfet et CA).
Toutefois, pour rendre une action de lutte contre la non décence et l'habitat indigne efficace, des dispositifs de repérage, de prévention des dégradations, de médiation et d'accompagnement des propriétaires dans la réalisation des travaux ou le relogement des locataires sont nécessaires.
Les situations d'insalubrité ou de mise en sécurité se concentrent fréquemment dans les centres anciens. Auxerre résorbe une très grande partie des situations d'insalubrité de son territoire. Cependant, au sein du territoire de l'agglomération, il subsiste de petites poches d'insalubrité ou de mise en sécurité dans le parc d'avant 1948. Le logement non décent a une localisation plus diffuse, dans un patrimoine parfois plus récent.

Des dispositifs d'accompagnement pluriels ont été mis en place sur le territoire de l'agglomération :

- Un Comité local de lutte contre l'habitat indigne (CLLHI) avait été mis en place pour accompagner les OPAH sur la période 2016-2021 pour coordonner l'ensemble des acteurs dans le repérage et l'accompagnement des situations de non décence, d'insalubrité, de mise en sécurité à l'échelle du territoire.
- Par ailleurs, l'ANAH porte en objectif prioritaire la lutte contre l'habitat indigne, et mobilise pour les territoires des aides à l'ingénierie et aux travaux pour les propriétaires de logements dégradés jusqu'aux travaux de sortie de mise en sécurité.
- L'Etat a créé également en 2016 un Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI), afin d'améliorer le repérage et le traitement des situations, cibler les propriétaires défaillants et imposer les travaux d'office si nécessaires.
- Depuis février 2021 et la réorganisation des services de la Communauté de l'auxerrois et la Ville d'Auxerre mutualisés, a été créé un « Service Technique Habitat » auprès du Service Habitat Hygiène Santé pour suivre l'ensemble des problématiques liées à la non décence et l'habitat indigne qui étaient auparavant suivies par 3 services distincts des 2 institutions en plus de l'opérateur missionné au titre des OPAH et des partenaires associatifs et institutionnels.

Action 6 - Lutter contre la non-décence et l'habitat indigne

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

La CA a la volonté de renforcer son action de lutte contre l'habitat non décent et indigne aux côtés de ses partenaires (Etat, Département, CAF, Communes, Anah) en contribuant à :

- **Continuer à organiser le maillage des interventions** entre les acteurs afin de promouvoir un parcours coordonné pour lutter contre l'habitat non décent et indigne sur son territoire,
- Améliorer le repérage des situations,
- **Accompagner en tant que médiateur** les propriétaires et les locataires dans le règlement des situations de non décence, avec un objectif de traiter dans un premier temps (en 2021) 50 logements, puis d'élargir l'approche aux autres communes (projection de 70 logements/an traités – à confirmer),
- **Mettre en place une expertise technique** auprès des communes afin d'améliorer le repérage et le traitement des infractions au RSD, des situations de mise en sécurité, les cas d'immeubles en état d'abandon manifeste, les biens sans maître …
- **Programmer les interventions** (aides à l'ingénierie et aux travaux), afin de favoriser le traitement des situations,
- **Promouvoir des niveaux de loyers abordables** dans les logements faisant l'objet de travaux importants de réhabilitation ou de procédure d'acquisition-amélioration, prenant en compte les besoins de mixité sociale du secteur.

Action 6 - Lutter contre la non-décence et l'habitat indigne

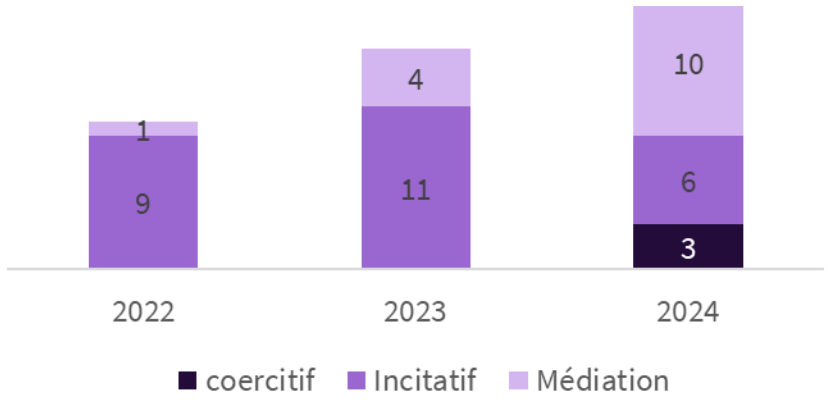
Bilan de l'action

Une augmentation du nombre de dossiers pour infraction aux règles d'hygiène et de salubrité, mais seulement 3 dossiers en 2024 ont débouché sur la mise en place de procédures coercitives.

Entre 2022 et 2024, **11 dossiers ont été clos** *(la date de clôture n'est pas précisée pour 42 dossiers qui peuvent donc s'ajouter à ce décompte).*

Une médiation entre propriétaires bailleurs et locataires a bien été poursuivie.

Nature des dossiers en cours dans le cadre du suivi de l'habitat indigne



Source : dossier de suivi HI, CA Auxerrois, traitement Espacité

Entre 2021 et 2024, 2 arrêtés de mise en sécurité ordinaire et 2 arrêtés de mise en sécurité d'urgence ont été pris.

Le suivi est réalisé par la CA qui accompagne certaines collectivités dans la mise en œuvre de leurs pouvoirs de police.

La plateforme Histologe a bien été déployée sur le territoire avec 10 signalements en 2023 et 31 en 2024.

Une des problématiques principales concerne l'aération et la présence d'humidité.

En 2023, une convention relative aux modalités d'exercice du contrôle administratif et technique des règles d'hygiène sur la Ville et de mise en sécurité sur la CA a été signée entre l'Etat, l'ARS et la CA pour une durée de 4 ans.

Orientation 2 - Bilan de l'impact et pertinence des leviers d'action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degrés de connaissance des élus
Action 4 - Développer la rénovation énergétique du parc privé	4.1. Mettre en place un dispositif d'accompagnement et d'aide aux travaux	≈		○○○
	4.2. La CA met en place une campagne de communication	≈		○○○
	4.3. La CA met en place des aides sur fonds propres pour accompagner et aider à la réalisation de travaux	✓		○○○
Action 5 - Déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés	5.1. Repérer les copropriétés dégradées via la mise en place d'un outil de veille	✗		
	5.2. Lancer une étude pré-opérationnelle sur les copropriétés et définir une stratégie d'accompagnement	✓		●○○
	5.3. Etablissement d'une programmation pluriannuelle actualisée	✗		
	5.4. Elaboration de conventions de dispositifs	✗		
	5.5. Mobilisation de financements croisés sur les copropriétés fragiles	✗		

Orientation 2 - Bilan de l’impact et pertinence des leviers d’action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degrés de connaissance des élus
Action 6 - Lutter contre la non-décence et l’habitat indigne	6.1. Mettre en place une stratégie partagée entre les différents acteurs pour sensibiliser à la LHI, orienter les communes sur les outils, repérer les logements indignes, organiser des médiations entre PB et locataires, coordonner et évaluer l’intervention publique sur la LHI			
	6.2. Mettre en place une programmation financière pluriannuelle des aides à l’ingénierie et aux travaux			
	6.3. Articuler et approfondir le partenariat entre partenaires, notamment l'Etat et le Conseil départemental			
Action 7 - Lutter contre la précarité énergétique	7.1. Conventionnement avec un opérateur pour l'aide à l'ingénierie et le montage des dossiers opérationnels auprès de l'ANAH			
	7.2. Mettre en place une coopération sous la forme d’un travail de d’ingénierie commun aux différents acteurs (internes ou externes à la CA)			

Orientation 3 – Apporter des réponses logements à certaines catégories de ménages plus fragiles

Orientation 3 – Apporter des réponses logements à certaines catégories de ménages plus fragiles

Action 8 - Accompagner les jeunes et étudiants dans leurs parcours résidentiels

Action 9 - Accompagner le développement de l'offre à destination des séniors et des personnes en situation de handicap

Action 10 - Veiller au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement

Action 11 - Assurer l'accueil des gens du voyage

Les principales questions évaluatives :

- L'EPCI a-t-il développé l'offre à destination des étudiants ? A destination des seniors ?
- Une bourse aux logements a-t-elle été étudiée avec les OLS ?
- Une coordination des actions du PLH avec celle du PDALHPD a-t-elle été entreprise ?
- Un foncier a-t-il été ciblé pour réaliser l'aire de grand passage pour les gens du voyage ? L'aire de moyen a-t-elle été réhabilitée ?

Contexte Action 8 (Extrait du PLH 2022-2027)

En 2009, l'agglomération connaissait un déficit de logements étudiants à chaque rentrée universitaire. Durant la période du 1er PLH, plusieurs offres (publiques et privées) ont vu le jour. Pendant ce temps, le territoire connaissait un recul de la population des jeunes (dont une part quitte le territoire) tandis que la détente observée sur les loyers des petits logements privés dans le diffus rendait plus accessible l'offre de logements à destination des jeunes.

Concernant le public des jeunes « hors-étudiants », les objectifs du PLH précédent étaient de développer plusieurs actions : développement de l'offre de petits logements en diffus notamment dans le parc public, colocation intergénérationnelle, soutien aux jeunes dans l'accompagnement et l'accès au logement, amélioration de la connaissance et des besoins. Au cours du PLH, plusieurs expérimentations ont été menées notamment en termes de soutien de la CA auprès des structures accompagnant les jeunes : Maison de la jeunesse, Résidence jeunes de l'Yonne.

Aujourd'hui, le diagnostic pour la situation du logement des jeunes est contrasté : des franges les plus précaires de la population ont toujours des difficultés à se loger. La fragilisation actuelle des dispositifs d'accompagnement dans l'accès au logement pour ces jeunes pourrait renforcer ces difficultés.

Le constat partagé se constitue autour de 2 axes :

- L'offre existante semble globalement suffisante. En revanche, l'état de ces résidences est assez variable et une partie de cette offre aurait besoin de réhabilitation.
- Tant du point de vue des jeunes que des étudiants, on constate qu'une offre importante existe, ainsi que de nombreux dispositifs d'accès au logement (garantie, caution, etc …). Par contre, cette offre est assez segmentée avec une approche par public « cible », et le manque d'information peut rendre difficile l'accès au logement.

Contexte Action 9 (Extrait du PLH 2022-2027)

Le nombre de personnes âgées et leur part dans la population ne cessent de croitre ces dernières années et les problématiques liées à l'habitat des personnes dépendantes ou en perte d'autonomie deviennent plus prégnantes.

Si la majorité des personnes âgées expriment le désir de vieillir dans leur logement actuel, quel que soit leur niveau actuel d'adaptation et/ou d'accessibilité, d'autres choisissent des formes alternatives de logements autonomes (déménagement vers des logements plus petits et adaptés à leur vieillissement, résidences autonomies, …).

Les personnes en situation de handicap, notamment celles ayant des problèmes de mobilité, sont également plus présentes dans les aires urbaines offrant plus d'aménités (desserte en transports en commun, accessibilité des commerces et des services,…). Une offre supplémentaire adaptée à ce public est alors nécessaire, qu'elle passe par des établissements spécifiques aux différentes catégories de handicaps ou l'aspiration à vivre en logement autonome – y compris dans le social - dont les aménagements ou les services associés peuvent permettre à la personne de vivre en autonomie relative.

Dans ce contexte ou la multiplicité des acteurs rend difficile la lisibilité des actions et des types d'offres disponibles pour ce public, le Département, compétent en la matière, s'attèle notamment à travers son schéma autonomie 2019-2023, à améliorer la coordination et la diffusion des informations, que la CA aura à cœur de relayer sur son territoire.

Objectifs Action 8 (Extrait du PLH 2022-2027)

Offre nouvelle :

- Construire une nouvelle résidence de logements étudiants à proximité de l'IUT.

Réhabilitation :

- Développer les logements en co-location dans le parc social et renforcer la possibilité de conventionnement dans le parc privé.

Actions partenariales et de réseau :

- Mettre en place un groupe de travail des jeunes et des étudiants au niveau de l'agglomération
- Améliorer la lisibilité de l'offre à destination des publics jeunes
- Réduire la segmentation des publics accueillis par les structures spécifiques

Objectifs Action 9 (Extrait du PLH 2022-2027)

- Définir les besoins en production de logements adaptés aux personnes en situation de handicap
- Développer une offre de logements adaptés au vieillissement, aux personnes âgées dépendantes ou en perte d'autonomie et aux personnes en situation de handicap en diversifiant les modes d'habitat : adaptation des logements permettant le maintien à domicile des personnes dans le parc privé ou social, production de logements autonomes (avec ou sans services) de toutes typologies pour les familles comprenant une personne en situation de handicap, de structures collectives médicalisées (type EHPAD) ou non (résidences autonomie), d'habitats intergénérationnels ou à services partagés/mutualisés…).
- Prioriser et territorialiser les offres nouvelles afin de répondre aux besoins qui s'expriment et d'offrir l'environnement adéquat pour ces publics.
- Favoriser la mise en relation offre adaptée / demande spécifique pour ces publics dans le parc social

Action 8 - Accompagner les jeunes et étudiants dans leur parcours résidentiels
Action 9 - Accompagner le développement de l'offre à destination des séniors et des personnes en situation de handicap

Bilan des actions

En 2023, un centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) de 30 places a ouvert à Appoigny.

L'habitat intergénérationnel se développe dans plusieurs communes de la CA :

- A Jussy, **un projet d'habitat inclusif intergénérationnel de 4 logements** est en cours et est accompagné par la CA.
- A Saint-Georges-sur-Baulche, une **résidence intergénérationnelle de 27 logements** est en cours.
- **Plusieurs communes sont intéressées par le développement de ces résidences intergénérationnelles** sur leur territoire.

Malgré cet engouement pour une offre nouvelle à destination des seniors, l'absence de l'OPAH-RU a conduit à un faible nombre de logements privés ayant été adaptés à la perte d'autonomie.

Les actions portant sur l'organisation de groupes de travail et de mise en place de subventions n'ont pas été mises en place.

Durant la première moitié du PLH, **les groupes de travail partenariaux** sur les besoins en logements des jeunes et sur l'habitat adapté envers les personnes en perte d'autonomie **n'ont pas été mis en œuvre**.

Les aides sur fonds propres de la CA pour favoriser la production de LLS adaptés ou ciblés vers des personnes âgées **n'ont pas été intégrées au règlement d'aides.**

Les OLS appliquent leurs propres processus pour prendre en compte les demandes d'adaptation des logements auprès des locataires seniors.

Une réflexion en cours sur la construction d'une résidence étudiante à Auxerre, en lien avec l'OAH.

Action 10 - Veiller au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

Les acteurs locaux (notamment au titre du PDALHPD et du SDA) mettent en avant les constats suivants :

- Le parc d'hébergement d'insertion sur le territoire de l'agglomération est important en volume et diversifié en catégories.
- Mais les délais d'attente sont particulièrement longs pour certains ménages notamment ceux qui ont besoin d'une pension de famille ; de plus, une partie de l'offre ne correspond plus aux besoins.
- De nombreuses demandes sont annulées par les ménages en raison notamment du décalage entre leur souhait (avoir un logement) et la solution proposée (être hébergé, souvent en structure collective et dans tous les cas pour une durée limitée).
- Les réponses aux besoins d'hébergement d'urgence et d'accès au logement des personnes victimes de violences semblent insuffisantes malgré la mise en place d'actions diverses.

D'autre part, plusieurs actions sont déjà menées par le CCAS d'Auxerre en faveur de l'hébergement d'insertion et l'inclusion par l'emploi et le logement de personnes en difficultés alors qu'elles concernent des publics issus de l'ensemble du département et qu'elles sont en lien avec des compétences de l'agglomération (insertion par l'emploi, logement).
Des expérimentations ont été engagées sur le territoire avec pour objectif de modifier l'approche du lien hébergement/logement/insertion mais se heurtent à des sentiments de concurrence avec les dispositifs institutionnels existants pourtant toujours plus demandeurs en solutions..

Action 10 - Veiller au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

Renforcer la coordination des actions relevant de la compétence intercommunale :
Définir avec les partenaires les moyens juridiques, financiers et opérationnels pour une meilleure gouvernance.
Cadre juridique : notamment code de l'action sociale et des familles (articles L.123-4 à L.123-9), code général des collectivités territoriales (article L.5216-5)

Redéfinir et décliner la stratégie de peuplement inscrite dans la Convention intercommunale d'attribution (CIA) : assurer l'équité dans le traitement des demandeurs du parc locatif social.

Permettre la production d'une offre nouvelle :
- Mise en place d'un groupe ressource « Logement d'abord » (bailleurs, Etat, Département, Communauté de l'auxerrois, travailleurs sociaux…).
- Qualifier de façon précise les besoins des demandeurs de logements.

Développer les actions visant à prévenir les ruptures et à sécuriser l'accès et le maintien dans le logement des ménages en difficulté.
Il s'agit d'organiser l'évolution du statut résidentiel d'un ménage autour d'un seul et même lieu et non plus de faire déménager le ménage selon son changement de statut (hébergé ou sous-locataire avec accompagnement social, puis locataire en titre).

Développer les actions en direction des personnes victimes de violences pour mieux répondre à leurs besoins en termes d'hébergement d'urgence et d'accès au logement.

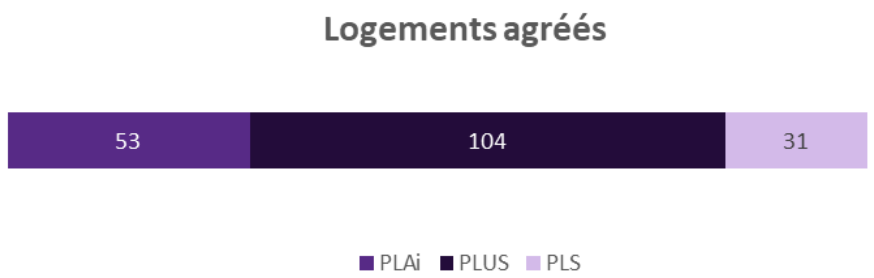
Action 10 - Veiller au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement

Bilan de l'action

Entre 2019 et 2022, il est constaté une stabilité du nombre de PLAI et de PLUS construits avant 1977 (ayant des loyers généralement comparables à ceux du PLAI).

La part de PLAI ne représente que 3% du parc, soit 218 logements au sein de la CA.

Entre 2022 et 2024, moins de 30 % des demandes d'agrément concernaient des PLAI, soit 53 logements.



Source SIAP, traitement Espacité

Afin de mettre en place des réponses ciblées en développant une nouvelle offre de logements, il était prévu de renforcer la gouvernance.

Les instances prévues n'ont pas été mises en œuvre :

- le groupe projet porté par la CA et associant des partenaires ;
- la CIL ne s'est pas tenue ;
- de plus, une délibération du conseil communautaire pour définir l'intérêt communautaire n'a pas été prise.

Action 11 - Assurer l'accueil des gens du voyage

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

Aujourd'hui, une centaine de familles dites de gens du voyage, soit près de 500 personnes, résident sur le territoire de l'agglomération.

Cependant, la réduction des activités économiques liées au voyage, l'aspiration au confort et la diminution des lieux de stationnement tendent à renforcer le souhait d'un nombre croissant d'entre eux de disposer d'un lieu d'ancrage leur donnant la possibilité d'adopter un mode de vie plus sédentaire. Toutefois, l'écart entre leurs aspirations éventuelles et les possibilités existantes se trouve renforcé du fait de leur volonté de préserver leur vie en famille élargie.

Pour autant, cette envie de « sédentarisation » n'implique pas nécessairement un renoncement au voyage qui peut persister pour les déplacements estivaux, culturels et familiaux. Cette évolution des modes de vie des gens du voyage fait apparaître de nouveaux besoins et attentes en matière d'habitat.

C'est notamment dans cette optique qu'en 2011, la Communauté de l'auxerrois avait piloté un programme de relogements des familles résidant sur le terrain dit « Route de Lyon » dans des conditions précaires. 27 familles et près de 130 personnes avaient été relogées selon un plan de relogement adapté à leurs attentes et avait notamment amené à la conception/réalisation de 17 « habitats adaptés » aujourd'hui gérés par l'OAH. Aujourd'hui, le territoire a perdu le savoir-faire inhérent à la conduite de ce type de démarche.

D'autre part, la Communauté de l'auxerrois a la compétence en matière de gestion et d'accueil des gens du voyage. Elle gère à ce titre une aire d'accueil de 20 emplacements.

Néanmoins, les obligations en termes de réalisation d'aires d'accueil sur le territoire au titre du schéma 2014-2019 restent à finaliser. En effet, l'arrondissement d'Auxerre n'est pas pourvu en aire de grand passage et la Communauté de l'auxerrois souhaite pouvoir y remédier.

Action 11 - Assurer l’accueil des gens du voyage

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

- **Conception/réalisation d’une aire de grand passage.**
- **Réhabilitation de l’aire d’accueil de moyen passage.**
- **Participation à l’élaboration et la mise en œuvre du futur schéma départemental d’accueil des gens du voyage.**

Action 11 - Assurer l'accueil des gens du voyage

Bilan de l'action

Dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, l'Agglomération de l'Auxerrois a bien pris part aux différentes instances.

Un foncier sur la commune de Venoy est ciblé pour accueillir l'aire de grand passage.

Toutefois, l'aire d'accueil des gens du voyage d'Auxerre a été fermée pour être réhabilitée.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Le nouveau schéma est en cours de rédaction, il devra être pris en compte dans le PLH

Orientation 3 - Bilan de l'impact et pertinence des leviers d'action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degrés de connaissance des élus
Action 8 - Accompagner les jeunes et étudiants dans leurs parcours résidentiels	8.1. Mettre en place un groupe focus réunissant les différents acteurs de l'habitat des jeunes et des étudiants (se réunissant une fois par an)	✕		
	8.2. Construire des logements pour les étudiants	≈	*En cours*	●●○
Action 9 - Accompagner le développement de l'offre à destination des séniors et des personnes en situation de handicap	9.1. Améliorer la connaissance des besoins et désirs des personnes âgées/ en situation de handicap et recenser les logements adaptés (proposer une forme de labélisation)	✕		
	9.2. Développer une offre adaptée en logement : inciter les OLS à inclure une part de logements adaptés, accompagner les projets spécifiques et inciter les expérimentations	≈	▁▃▅	●●○
	9.3. Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées (colocation intergénérationnelle, adaptation ANAH, ...)	✕		●●●
	9.4. Favoriser la mise en relation offre – demande (bourse aux LLS)	✕		○○○
	5.5. Mettre en place un groupe ressource « habitat adapté »	✕		○○○

Orientation 3 - Bilan de l'impact et pertinence des leviers d'action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours	Degrés de connaissance des élus
Action 10 - Veuillez au respect des équilibres sociaux et aux réponses apportées aux ménages les plus fragiles et mettre en place des réponses ciblées à des questions d'hébergement	10.1. Améliorer la gouvernance via la mise en place d'un groupe projet, les débats lors de conférences des maires et **des CIL,… (obligatoire)**	✗		●●●
	10.2. Renforcer des actions déjà menées : coordonner les interventions du PDALHPD, développer une offre locative conventionnée dans le parc privé,…	✗		●●●
Action 11 - Assurer l'accueil des gens du voyage	11.1. Participer aux groupes de travail organisés par l'Etat pour l'élaboration du schéma départemental d'accueil des gens du voyage	✓	▂▄▆	●●●
	11.2. Poursuivre les échanges avec les communes pour réaliser l'aire de grand passage inscrite au schéma départemental	✓	▂▄▆	●●●

Orientation 4 – Animer le PLH, piloter et évaluer les actions

Orientation 4 – Animer le PLH, piloter et évaluer les actions

Action 12 - Piloter et animer le PLH

Action 13 - Observer, évaluer en continu et partager la connaissance

Action 14 - Promouvoir la qualité urbaine et architecturale

Action 15 - Piloter le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une maison de l'habitat

Les principales questions évaluatives :

- Existe-t-il un suivi des actions du PLH : outils de suivi, instance de suivi, pilotage…?
- L'EPCI a-t-il mis en place l'observatoire de l'habitat ? Un référentiel habitat précisant des préconisations urbaines et architecturales à prendre en compte ?
- La maison de l'habitat a-t-elle été mise en place ?

Contexte Action 12 (Extrait du PLH 2022-2027)

La gouvernance du PLH et l'animation permanente des acteurs de l'habitat constituent des conditions de réussite de la mise en œuvre des orientations et actions du PLH, au-delà des moyens financiers et humains affectés au programme.
Depuis le 1er janvier 2017, la CA est compétente en matière d'urbanisme, ce qui lui permet de disposer de nouveaux leviers pour assurer pleinement le pilotage de la politique de l'habitat, par la traduction opérationnelle des objectifs du PLH dans un PLUi-HD.

Par ailleurs, la CA doit mettre en place, dans le cadre d'une Conférence Intercommunale du Logement définie par la loi ALUR, un plan partenarial de gestion de la demande et de l'information des demandeurs de logements sociaux, et une Convention intercommunale d'attribution au titre, notamment, du NPNRU.
Pour la bonne réussite des ambitions du PLH, Il est important de bien articuler le travail entre les instances politiques et techniques relatives à la mise en œuvre du PLH, avec l'élaboration et la mise en œuvre du futur PLUi-HD, et les travaux à développer de la CIL, afin que l'ensemble des enjeux de la CA autour de l'habitat et de l'urbanisme soient pris en compte et cohérents dans leur réalisation.

Le pilotage et l'animation du PLH ne pourront donc pas s'entendre comme fermés sur celui-ci mais ouvert et transversal ; tout comme il va s'agir de construire une Politique locale de l'habitat dépassant le cadre de la simple « boîte à outils » du Programme local de l'habitat, utilisable ou non en fonction des intentions.

Contexte Action 13 (Extrait du PLH 2022-2027)

Dispositif obligatoire accompagnant la mise en œuvre d'un PLH, l'observatoire de l'habitat de la CA a été mis en place en 2011 puis non suivi à partir de 2016.

Au-delà de l'outil de connaissance et de compréhension de la situation de l'habitat sur le territoire, il assure une évaluation permanente nécessaire pour animer et aider à la décision politique et à la conduite stratégique du PLH.

Compte-tenu des nouvelles compétences de la CA et des orientations définies dans le PLH, de nouveaux champs d'observation sont aujourd'hui à développer pour assurer un suivi des actions (foncier, loyers, copropriétés, vacance, ...) et pour fiabiliser les données sur la production des logements neufs.

L'observatoire de l'habitat de la CA nécessite donc aujourd'hui d'être refondu pour être amélioré et complété, notamment à travers des évaluations plus qualitatives.

Action 12 - Piloter et animer le PLH
Action 13 - Observer, évaluer en continu et partager la connaissance

Objectifs Action 12 (Extrait du PLH 2022-2027)

Renforcer la transversalité de la politique de l'habitat avec les autres compétences de la CA, notamment l'urbanisme

Redonner à la politique de l'habitat le caractère opérationnel acquis lors du 1er PLH (2011-2016)

Rendre lisible et pérenne l'instance de pilotage du PLH
Renforcer la relation de confiance avec les communes

Organiser l'échange avec les partenaires institutionnels, acteurs de l'habitat et communes en poursuivant la dynamique partenariale engagée au cours de l'élaboration du PLH

Impliquer les habitants dans le suivi du PLH

Instituer des échanges réguliers avec les acteurs de la construction et de l'immobilier.

Objectifs Action 13 (Extrait du PLH 2022-2027)

Améliorer et partager la connaissance de la situation de l'habitat de l'agglomération, notamment pour les champs d'observation suivants :

- Marchés fonciers et immobiliers
- Production de logements
- Demande de logement locatif social
- Evolutions des parcs de logements existants
- Publics spécifiques : jeunes, personnes âgées, hébergement,

Valoriser les observatoires existants ou à créer et assurer une bonne articulation entre eux (veille des copropriétés, vacance, habitat indigne, loyers, foncier, « atlas » du parc social, …)

Suivre la réalisation des objectifs et des actions du PLH pour en évaluer leurs effets

Faire de l'observatoire un outil d'animation du partenariat et de pilotage stratégique de la mise en œuvre du PLH

S'inscrire dans la démarche d'open data de l'Etat et participer à la mise en œuvre de celle de la CA pour diffuser des données, et tendre vers un outil collaboratif.

Action 12 - Piloter et animer le PLH
Action 13 - Observer, évaluer en continu et partager la connaissance

Bilan des actions

Un suivi du PLH à mettre en place.

La Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance de suivi du PLH, créée en 2016 n'a pas été reconstituée depuis le renouvellement municipal.

Les tableaux de bords de suivi du PLH produits restent à consolider, notamment en associant la DDT.

Des partenaires peu informés du suivi des actions du PLH.

Plusieurs outils devaient être mis en place durant les 3 premières années du PLH : différentes conventions partenariales, une lettre de conjoncture annuelle et une lettre thématique trimestrielle.

Les observatoires prévus dans le cadre du PLH n'ont pas été mis en place.

Développer la relation de confiance avec les communes.

La tournée communale a bien été mise en place, mais pas annualisée. Ces temps d'échange ont permis aux élus de partager sur leurs projets communaux.

Toutefois, les communes ne sont pas au fait des orientations et des leviers d'actions prévus au sein du PLH.

Bilan des actions

Une gouvernance partenariale non mise en place entre les différents services de la CA, impactant l'interconnaissance des actions à mettre en place.

Différents services ont en charge les thématiques du PLH. Toutefois il est constaté un manque d'articulation entre ces services ne permettant pas d'optimiser la mise en place de ces actions.

Un portage politique des actions est nécessaire pour la bonne mise en œuvre du PLH.

Dans le cadre de l'agrément des logements sociaux, la CA n'est pas conviée aux échanges entre l'Etat et la commune.

Pour faciliter le suivi des objectifs du PLH, **il conviendrait d'associer la CA dans le cadre de ces échanges** afin d'assurer la cohérence intercommunale sur la production de LLS

L'observatoire du foncier et de l'habitat n'a pas été mis en place dans les 3 premières années du PLH, malgré l'obligation légale.

Pour autant, les services techniques de la communauté d'agglomération ont déjà travaillé son armature en interne.

Action 14 - Promouvoir la qualité urbaine et architecturale

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

La réorganisation des services opérées en février 2021 avec la création d'un service Habitat – Hygiène – Santé, l'analyse du niveau d'activités, les demandes croissantes des communes de l'agglomération sur ces champs d'intervention, des différents services de la CA qui sollicitent des interventions et indicateurs de résultats sur le champ de la Gestion urbaine de proximité mais aussi les attendus sur la construction en cours du plan d'actions du PCAET, font apparaître des points de vigilance : le confort thermique, les nuisances sonores à l'intérieur des bâtiments, le coût du logement par rapport à sa faible taille, le stationnement, la végétation débordante, le sentiment de sécurité…

Au-delà de ces insatisfactions individuelles, cela révèle la nécessité d'accompagner les changements de comportement dans l'usage du logement.

Globalement, cela pointe des marges de progrès sur la qualité de construction elle-même avec des « incontournables » à intégrer dans les projets de construction : double orientation, logements traversants, espaces de rangement et terrasses, qualité des espaces publics, de l'environnement et des espaces partagés, intimité préservée. Ces projets de haute qualité sociale et environnementale participent de la gestion de proximité de demain et ne sont possibles qu'à condition de construire un processus intégrateur de l'ensemble des acteurs (promoteurs, architectes, experts d'usage du lieu …).

Action 14 - Promouvoir la qualité urbaine et architecturale

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

- Améliorer la qualité des logements produits pour répondre au mieux aux besoins et usages des habitants.
- Développer les approches bioclimatiques dans le logement (dans la conception même des bâtiments, l'utilisation de matériaux bio sourcés, ...)
- Partager un référentiel commun des éléments à prendre en compte dans la conception des logements en termes d'ensoleillement, d'orientation, de prolongements extérieurs du logement, et de traitement de la transition entre espace public et espace privé, avec les acteurs de la construction de logements (bailleurs sociaux, promoteurs privés).
- Contribuer à la production de logements abordables et adaptés aux moyens des habitants.
- Alimenter les travaux du PLUi-HD quant à la qualité et l'innovation des opérations d'habitat à produire dans l'agglomération
- Accompagner les habitants dans les changements des pratiques liées à l'habitat.

Action 14 - Promouvoir la qualité urbaine et architecturale

Bilan de l'action

A mi-parcours, la CA n'a pas mis en place l'action portant sur la promotion de la qualité urbaine et architecturale auprès des partenaires.

Action 15 - Piloter le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une maison de l'habitat

Contexte (Extrait du PLH 2022-2027)

La loi du 24 mars 2014 « ALUR » prévoit dans son article 97 la mise en œuvre du plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur dont l'un des axes majeurs est l'organisation du service public d'accueil et d'information sur le territoire de l'EPCI.
La loi ALUR invite également les EPCI à mettre en place la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), lieu de pilotage de la politique d'attribution intercommunale à construire notamment avec l'élaboration de la Convention intercommunale d'attribution (CIA), outil indispensable pour la mise en œuvre du NPNRU.

La loi « ELAN » du 23 novembre 2018 rend la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social obligatoire et l'inscrit dans le Plan partenarial de gestion de la demande (PPGD). La loi « 3DS » du 21 février 2022 prévoit la mise en place de cette cotation pour le 31 décembre 2023.

L'ensemble de ces dispositifs sont obligatoires pour les EPCI tenus de se doter d'un PLH ou ayant la compétence habitat et au moins un QPV.
Plus globalement, l'habitat recouvre un champ d'intervention large et varié qui peut concerner des questions relatives à l'acquisition, la location, la rénovation, la demande de logement locatif social, un logement adapté à sa situation et son âge… Les réponses à toutes ces questions peuvent être apportées par un grand nombre d'acteurs et professionnels tant dans le domaine privé que public ou associatif.
Plusieurs lieux d'information sur une partie de ces questions existent déjà : il s'agit en premier lieu de l'ADIL, d'associations œuvrant dans le domaine de la rénovation du parc existant privé (telle que SOLIHA), des associations qui travaillent pour des publics particuliers, les organismes HLM…

La CA a vu ses compétences en matière d'habitat et d'urbanisme s'élargir, tout en ayant depuis 2014 un territoire étendu et diversifié dans les typologies d'habitat des villages, centres bourgs et centres urbains… et par conséquent des problématiques soulevées. A titre d'exemple, le service Habitat a réceptionné 427 appels de particuliers relatifs aux travaux d'économie d'énergie en 2021.
Ainsi, il est nécessaire de travailler à la création d'une « Maison de l'Habitat », lieu de centralisation de l'information physique et numérique, sur toutes les questions relatives à l'habitat.

Action 15 - Piloter le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une maison de l'habitat

Objectifs (Extrait du PLH 2022-2027)

- Faciliter et améliorer l'information et les démarches des habitants de l'agglomération en créant un lieu d'accueil, d'information et d'orientation des habitants sur toutes les questions liées à l'habitat.
- Créer les conditions de proximité vis-à-vis de l'ensemble des habitants qu'ils soient en situation de propriétaire ou de locataire (parcs privé et social).
- Garantir les conditions d'égalité de traitement, via une harmonisation de l'information délivrée et assurer un accompagnement des ménages les plus en difficulté dans l'accès et le maintien dans le logement.
- Créer un centre de ressources au service des particuliers pour donner les premières informations et orienter vers les organismes compétents.
- Accompagner les habitants dans les changements des pratiques liées à l'habitat.
- Améliorer l'information et la communication sur la politique de l'habitat et les dispositifs financiers ou d'accompagnement mis en place par l'agglomération, voire d'autres collectivités et de l'Etat dans les domaines de l'accession sociale, la réhabilitation des logements privés, la problématique de logements non décents et indignes...
- Accueillir des permanences de différents organismes pour faire bénéficier les habitants de conseils spécialisés.

Action 15 - Piloter le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une maison de l'habitat

Bilan de l'action

Le PPGDID n'est pas mis en œuvre malgré l'obligation réglementaire.

Le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs

Un document prévu dans le cadre de la loi ALUR et obligatoire pour les EPCI tenus de se doter d'un PLH ou ayant la compétence habitat et au moins un QPV.

Bilan de l’impact et pertinence des leviers d’action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours
Action 12 - Piloter et animer le PLH	12.1. Renforcer la transversalité de la politique de l’habitat	✗	
	12.2. Rendre lisible et pérenne l’instance de pilotage du PLH	✗	
	12.3. Renforcer la relation de confiance avec les communes	✓	
	12.4. Organiser l’échange avec les partenaires	✗	
Action 13 - Observer, évaluer en continu et partager la connaissance	13.1. Améliorer et partager la connaissance de la situation de l’habitat de la CA	✗	
	13.2. Créer des observatoires thématiques (copropriétés, loyers, foncier, atlas du parc social)	✗	
	13.3. Suivre la réalisation des actions du PLH	✗	
	13.4. Faire de l’observatoire un outil d’animation	✗	

Bilan de l’impact et pertinence des leviers d’action

Action	Levier	Engagement	Atteinte des objectifs à mi-parcours
Action 14 - Promouvoir la qualité urbaine et architecturale	14.1. Construire une boîte à outils sur les enjeux environnementaux, climatiques, d’urbanisme et du « bien vivre ensemble »	✗	
	14.2. Partager et permettre l’appropriation de ce « référentiel Habitat » avec les acteurs de la construction de logements	✗	
	14.3. Etablir un processus avec la chaine des acteurs de la construction de logements pour expliciter les enjeux et intentions sur les projets avant le dépôt du permis de construire.	✗	
	14.4. Etudier l’opportunité de conditionner certaines des aides financières de la CA à la construction de logements sociaux et d’opérations d’accession sociale au respect de critères de qualité urbaine et architecturale.	✗	
Action 15 -Piloter le service d’accueil et d’information des demandeurs de logements sociaux et mettre en place une maison de l’habitat	15.1. Définir les conditions de mise en place de la Maison de l'habitat	✗	
	15.2. Elaboration du PPGDID et formalisation du SIAD (obligatoire)	✗	
	15.3. Mise en place d’une phase intermédiaire : accueil téléphonique, site internet …	✗	

Synthèse de l'évaluation

Synthèse de l'évaluation

Forces

- L'accompagnement de la CA pour lutter contre l'habitat indigne est mis en œuvre et reconnu par les communes.

Faiblesses

- De nombreuses actions reposaient sur la mise en place d'une OPAH-RU qui n'a pas abouti.
- Peu de suivi des opérations sociales ne permettant pas à la CA d'avoir une visibilité sur la production de LLS.
- Le PLH qui ne joue pas son rôle de chef de file dans la politique de l'habitat.

Opportunités

- En intégrant le PLH au PLUi HM, 2 ateliers ont eu lieu pour sensibiliser les élus aux enjeux du PLH.
- Le PLUi HM est un document transversal : les actions relevant de l'habitat sont bien prises en compte dans le PLUi.

Menaces

- Une production de logements qui n'atteint pas les objectifs fixés notamment en lien avec la hausse des coûts de construction.
- Un manque de coordination entre les partenaires et la CA pour mettre en place les actions du PLH.
- Une part de logements privés vacants importante.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant PLH & PDM (PLUi-HM)

Evaluation du PLH 2022-2027

Rapport d'évaluation – avril 2025

communauté de l'auxerrois

espacité

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-151
OBJET : Service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme – Avenant à la convention – Commune d'Appoigny

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Depuis le 1er juillet 2015, le service commun ADS réalise l'ensemble des missions telles que décrites dans la convention de service commun auprès des communes membres relative à l'instruction des autorisations et actes d'uranisme.

Pour formaliser les relations entre la Communauté de l'Auxerrois et les communes adhérentes au service commun ADS, une convention a été signée.

Par délibération n°2021-104 en date du 24/06/2021, une nouvelle convention a été signée entre les communes adhérentes et la CA de l'Auxerrois.

La commune d'Appoigny, adhérente du service commun ADS, par un courrier en date du 15/05/2025, souhaite modifier le type d'autorisation d'urbanisme à transmettre pour instruction. En effet, elle souhaite reprendre l'instruction des certificats d'urbanisme de simple information (CUa).

Au vu de l'évolution à venir, il convient donc de prendre un avenant afin de mettre à jour l'article 1 portant sur l'objet de la convention et conditions générales.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de mise en place d'un service commun pour l'instruction des autorisations pour la commune d'Appoigny,

- D'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

communauté
de l'auxerrois

Avenant n°1 à la Convention de mise en place d'un service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme
Art L5211-4-2, al 1 à 3 CGCT

ENTRE,

La Communauté de l'auxerrois, 6 bis place du Maréchal LECLERC - BP 58 - 89010 Auxerre Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention de mise en place d'un service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme par une délibération du Conseil communautaire en date du XXXXXXXXXX,

D'une part,

ET

La commune d'Appoigny, représentée par son Maire, Monsieur Magloire SIOPATHHIS, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention de mise en place d'un service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme, par une délibération du Conseil municipal en date du XXXXXXXXXXX,

D'autre part,

Le présent avenant introduit les modifications suivantes :

Article 1. MODIFICATION DES DOSSIERS A INSTRUIRE

Suite à la demande de la commune d'Appoigny, par un courrier en date du 15 mai 2025, le service commun ADS n'instruira plus les Certificats d'urbanisme de simple information (CUa) à partir du 1er juillet 2025.

Les dispositions de l'article 1 « Objet de la convention et conditions générales » de la convention est modifié comme suit :

« [..] Le Service commun ADS-SIG réalise l'ensemble des missions telles que décrites dans la convention de mise à disposition du service commun auprès des communes membres relative à l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme, à savoir l'instruction :
RAYER LES TYPES DE DOSSIERS INSTRUITS PAR LA COMMUNES

- ~~Des certificats d'urbanisme dits « informatif » (Cua),~~
- **Des certificats d'urbanisme dits « opérationnel » (Cub) au sens de l'article L 410-1b,**
- **Des permis de construire et modificatifs,**
- **Des permis de démolir, pour autant que ce permis ait été institué par délibération du Conseil Municipal, conformément à l'article L 421-3 du Code de l'Urbanisme,**
- **Des permis d'aménager et modificatifs,**
- **Des déclarations préalables (DP), pour autant que le Conseil Municipal ait décidé de les soumettre à cette obligation s'agissant de l'édification de clôtures (article**

communauté
de l'auxerrois

R421-12 du Code de l'Urbanisme),—hormis les Déclarations Préalables (lotissement et autres divisions (DPLT) instruites par la CA

~~- Des autorisations de travaux (au titre du Code de la Construction et de l'Habitation)~~

~~»—~~

Article 2 AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention restent inchangées.

Fait à ……., le

Le Président de de la Communauté de l'auxerrois

Crescent MARAULT

Fait à ……., le

Le Maire de d'APPOIGNY

Magloire SIOPATHIS

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-152
OBJET : Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de QUENNE

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Depuis 2003, la Communauté de l'Auxerrois a établi un partenariat avec la SAFER Bourgogne Franche Comté afin de mener les négociations avec les propriétaires et exploitants agricoles, en fonction des besoins de maîtrise foncière.
Par délibération du conseil communautaire n°2024-148 en date du 27/06/2024, la Communauté de l'Auxerrois a signé l'avenant n°5 pour intégrer le périmètre de l'aire de grand passage Auxerre Sud afin d'en maîtriser le foncier.
La SAFER a mené pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, les négociations auprès de des propriétaires et des exploitants.

Dans le cadre des négociations des indemnisations proposées à l'exploitant, il a été convenu d'intégrer à cette acquisition les parcelles, stockées par la SAFER, cadastrées section ZA 15 et ZK 08, représentant 9ha43a50ca situées sur la commune de Quenne, pour un montant total TTC au profit de la SAFER de 44 079.42€. Ces acquisitions n'entrent pas dans le cas de la saisine du pôle d'évaluation domaniale puisque qu'inférieur à 180 000€, seuil de consultation obligatoire.

Cette acquisition se traduira par une cession desdites parcelles, au profit de l'exploitant Franck POUILLOT. En effet, cette opération lui permettra de continuer son activité une fois l'acquisition, par la Communauté de l'Auxerrois, des parcelles situées sur la commune de Venoy qu'il exploite actuellement. Cette cession fera l'objet d'une délibération lors d'un prochain conseil communautaire.

Il est donc proposé d'autoriser, dans un premier temps, cette acquisition incluant les conditions précitées proposées à l'exploitant, ainsi que la rémunération de la SAFER.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser l'acquisition par la Communauté de l'Auxerrois auprès de la SAFER, des parcelles libres stockées, cadastrées section ZA 15 et ZK 08, représentant 9ha43a50ca, situées sur la commune de Quenne.
  Moyennant le prix de quarante-quatre mille soixante-dix-neuf euros et quarante-deux cents (44 079.42€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur,

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer les actes d'acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025.

Zoom des parcelles cadastrées section ZA15 e ZK 08 sises sur la commune de Quenne

safer Bourgogne Franche-Comté

FICHE DE PRÉSENTATION D'UN FONDS IMMOBILIER

Quenne - Dossier n° DD 89 14 0115 / AA 89 14 0159 01

Quenne - Dossier n° DD 89 14 0048 / AA 89 14 0149 01

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU FONDS

COMMUNE(S)	**Quenne**
DÉPARTEMENT(S)	**Yonne (89)**
ACCÈS	**Cf. plans directement via l'annonce sur le site internet**
RESPONSABLE EN CHARGE DU SUIVI DE L'OPERATION FONCIERE	**Gaël NEVERS** **Courriel : g.nevers@saferbfc.com**

DESCRIPTIF DU FONDS

SUPERFICIE TOTALE	**9 ha 43 a 50 ca**
DESCRIPTION	**Terres libres après récolte 2025. Zone A du PLUi.**
BÂTIS	**Aucun bâtiment**
CONDITIONS PARTICULIERES	
SITUATION LOCATIVE	**Loué sur toute la surface**

PRIX INDICATIF DE VENTE

Les biens objets du présent dossier sont vendus (en un ou plusieurs lots) par la SAFER au prix total de **44 079,42 € (QUARANTE QUATRE MILLE SOIXANTE DIX NEUF EUROS ET QUARANTE DEUX CENTS)** hors frais SAFER et frais annexes éventuels. A ce prix de rétrocession, viendront s'ajouter à la charge de l'attributaire, les frais d'actes selon la fiscalité relative aux attributions de la SAFER et, le cas échant, la TVA.

En cas de candidature partielle, le prix de cession des biens vous sera communiqué par le responsable du dossier lors d'un échange avec ce dernier.

DESCRIPTION COMPLEMENTAIRE (plans)

Pour localiser les biens proposés à la vente, vous pouvez accéder aux plans directement dans l'annonce.

DESIGNATION CADASTRALE DU FONDS

Commune : Quenne (89)

Lieu-dit	Section	N°	SL[1]	Bio	NR[2]/D[3]	Urb.[4]	Surface
GRANDS CHAMPS	ZA	0015J	L		T	A	1 ha 37 a 25 ca
GRANDS CHAMPS	ZA	0015K	L		T	A	1 ha 37 a 25 ca
LES BALLETS	ZK	0008	L		T	A	6 ha 69 a 00 ca
[1] : O = Occupé, L = Libre,[2] : T = Terres,[3] : ,[4] : A = Agricole (PLU)						**TOTAL**	9 ha 43 a 50 ca

Surface Totale : 9 ha 43 a 50 ca

OBSERVATIONS

Le responsable du dossier, Gaël NEVERS, est à la disposition pour tout renseignement complémentaire. Si vous présentez un projet agricole ou forestier, vous pouvez localiser sur les plans IGN :

- Le parcellaire que vous exploitez ou dont vous êtes propriétaire, par rapport à celui proposé à la vente/ ou à la location par la SAFER
- Votre siège d'exploitation

Nous vous prions de bien vouloir nous transmettre ce plan avec votre dossier de candidature ou le remettre au conseiller foncier lors de l'échange.

RETOUR DES DOSSIERS COMPLÉTÉS ET SIGNÉS IMPÉRATIVEMENT AVANT LE 16/06/2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-153
OBJET : Aire de grand passage Auxerre Sud - Appel à candidature SAFER - Acquisition de parcelles sises sur la commune de VENOY

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Depuis 2003, la Communauté de l'Auxerrois a établi un partenariat avec la SAFER Bourgogne Franche Comté afin de mener les négociations avec les propriétaires et exploitants agricoles, en fonction des besoins de maîtrise foncière.
Par délibération du conseil communautaire n°2024-148 en date du 27/06/2024, la Communauté de l'Auxerrois a signé l'avenant n°5 pour intégrer le périmètre de l'aire de grand passage Auxerre Sud afin d'en maîtriser le foncier.
La SAFER a mené pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, les négociations auprès de des propriétaires et des exploitants.

A ce jour, la SAFER a signé l'acte d'acquisition des parcelles cadastrées section ZC 22-37 et 38, représentant 7ha51ca60ca situées sur la commune de Venoy pour un montant de 22 600 euros, (hors frais SAFER de 3 640.80€ TTC et frais annexes éventuels).

Pour ces négociations et conformément à la convention de partenariat signée entre la SAFER et la Communauté de l'Auxerrois, à ce prix de rétrocession, viendront s'ajouter à la charge de l'attributaire, les frais d'actes selon la fiscalité relative aux attributions de la SAFER et le cas échéant, la TVA.

Cette acquisition n'entre pas dans le cas de la saisine du pôle d'évaluation domaniale puisque qu'inférieur à 180 000€, seuil de consultation obligatoire.

Aujourd'hui le projet d'aménagement de l'aire de grand passage Auxerre sud entre dans sa phase d'acquisitions et d'échanges du foncier.

Il est donc proposé d'autoriser, dans un premier temps, ces acquisitions incluant les conditions précitées proposées à l'exploitant, ainsi que la rémunération de la SAFER.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser l'acquisition par la Communauté de l'Auxerrois en substitution de la SAFER, des parcelles cadastrées section ZC 22-37 et 38, représentant 7ha51ca60ca situées sur la commune de Venoy.
  Moyennant le prix de vingt-six mille deux cent quarante euros et quatre-vingt cents (26 240.80€, comprenant la rémunération due à la SAFER de 3 640.80€TTC) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur,

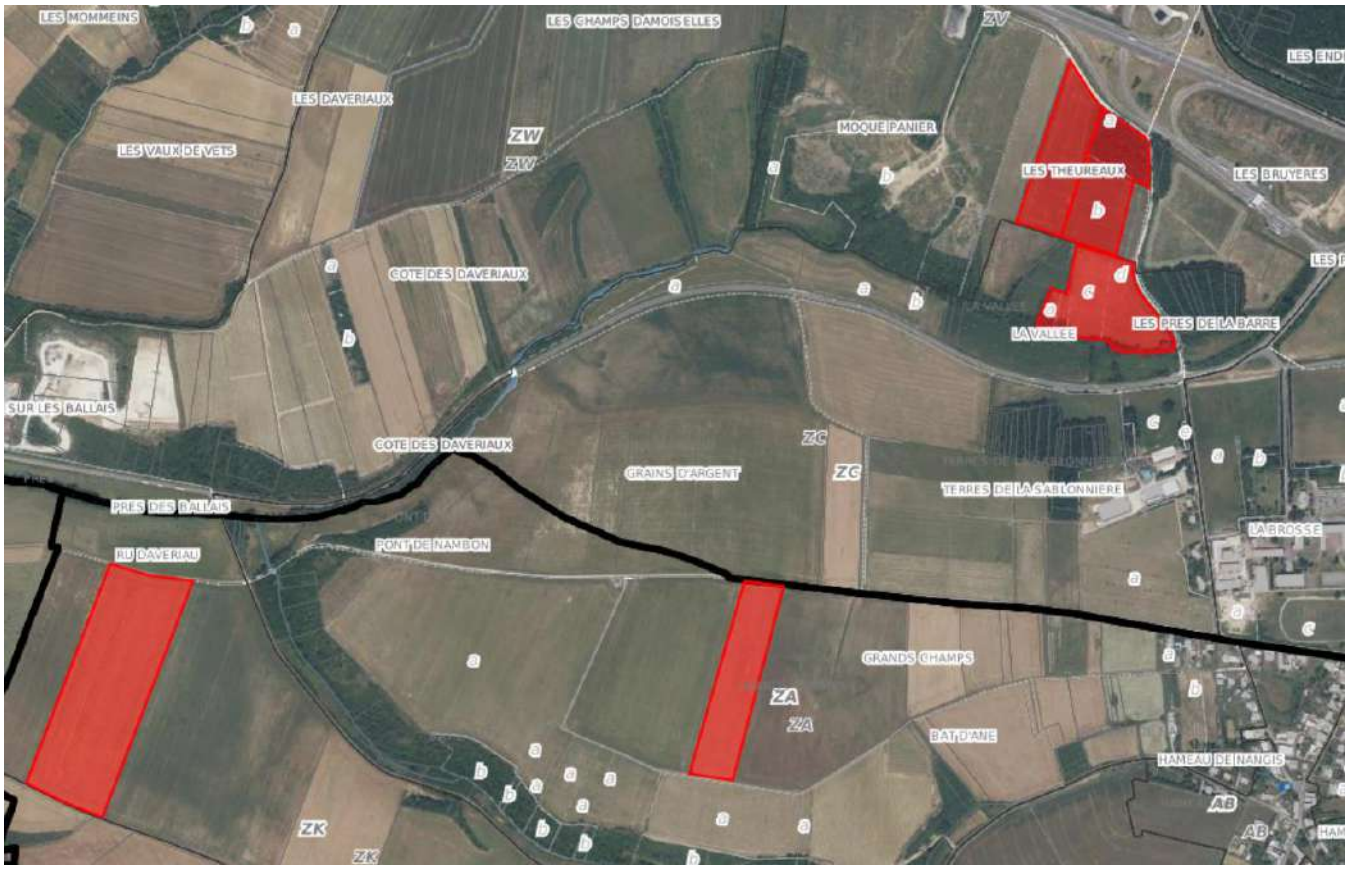
communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer les actes d'acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025.

PLAN DE SITUATION

Parcelles cadastrées section ZA15 e ZK 08 sises sur la commune de Quenne et des parcelles ZC 22 et ZV 37-38 sises sur la commune de Venoy



Zoom des parcelles cadastrées section ZC 22 et ZV 37-38 sises sur la commune de Venoy

safer Bourgogne Franche-Comté

FICHE DE PRÉSENTATION D'UN FONDS IMMOBILIER

Venoy - Dossier n° DD 89 24 0123 / AS 89 24 0092 01

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU FONDS

COMMUNE(S)	**Venoy**
DÉPARTEMENT(S)	**Yonne (89)**
ACCÈS	**Cf. plans directement via l'annonce sur le site internet**
RESPONSABLE EN CHARGE DU SUIVI DE L'OPERATION FONCIERE	**Gaël NEVERS** **Courriel : g.nevers@saferbfc.com**

DESCRIPTIF DU FONDS

SUPERFICIE TOTALE	**7 ha 51 a 60 ca**
DESCRIPTION	**Parcelles de terres, prés et bois taillis. Zonage : zone A du PLUi.**
SITUATION LOCATIVE	**Loué sur toute la surface**

PRIX INDICATIF DE VENTE

Les biens objets du présent dossier sont vendus (en un ou plusieurs lots) par la SAFER au prix total de **22 600,00€ (VINGT DEUX MILLE SIX CENT EUROS)** hors frais SAFER et frais annexes éventuels. A ce prix de rétrocession, viendront s'ajouter à la charge de l'attributaire, les frais d'actes selon la fiscalité relative aux attributions de la SAFER et, le cas échant, la TVA.

En cas de candidature partielle, le prix de cession des biens vous sera communiqué par le responsable du dossier lors d'un échange avec ce dernier.

DESCRIPTION COMPLEMENTAIRE (plans)

Pour localiser les biens proposés à la vente, vous pouvez accéder aux plans directement dans l'annonce.

DESIGNATION CADASTRALE DU FONDS

Commune : Venoy (89)

Lieu-dit	Section	N°	SL[1]	Bio	NR[2]/D[3]	Urb.[4]	Surface
LA VALLEE	ZC	0022AJ	O		T	A	13 a 80 ca
LA VALLEE	ZC	0022AK	O		T	A	6 a 90 ca
LA VALLEE	ZC	0022B	O		BT	A	16 a 20 ca
LA VALLEE	ZC	0022CJ	O		T	A	72 a 27 ca
LA VALLEE	ZC	0022CK	O		T	A	36 a 13 ca
LA VALLEE	ZC	0022D	O		P	A	1 ha 35 a 60 ca
LES THEUREAUX	ZV	0037J	O		T	A	1 ha 15 a 30 ca
LES THEUREAUX	ZV	0037K	O		T	A	1 ha 15 a 30 ca
LES THEUREAUX	ZV	0038A	O		BT	A	91 a 00 ca
LES THEUREAUX	ZV	0038B	O		T	A	1 ha 49 a 10 ca
[1] : O = Occupé, L = Libre, [2] : T = Terres, BT = Taillis simple, P = Prés, [3] : ,[4] : A = Agricole (PLU)						**TOTAL**	7 ha 51 a 60 ca

Surface Totale : 7 ha 51 a 60 ca

OBSERVATIONS

Le responsable du dossier, Gaël NEVERS, est à la disposition des candidats pour tout renseignement complémentaire. Si vous présentez un projet agricole ou forestier, vous pouvez localiser sur les plans IGN :

- Le parcellaire que vous exploitez ou dont vous êtes propriétaire, par rapport à celui proposé à la vente/ ou à la location par la SAFER
- Votre siège d'exploitation

Nous vous prions de bien vouloir nous transmettre ce plan avec votre dossier de candidature ou le remettre au conseiller foncier lors de l'échange.

RETOUR DES DOSSIERS COMPLÉTÉS ET SIGNÉS IMPÉRATIVEMENT AVANT LE 16/06/2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-154
OBJET : Cession de la déchetterie Val de Mercy à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre

Rapporteur : Lionel MION

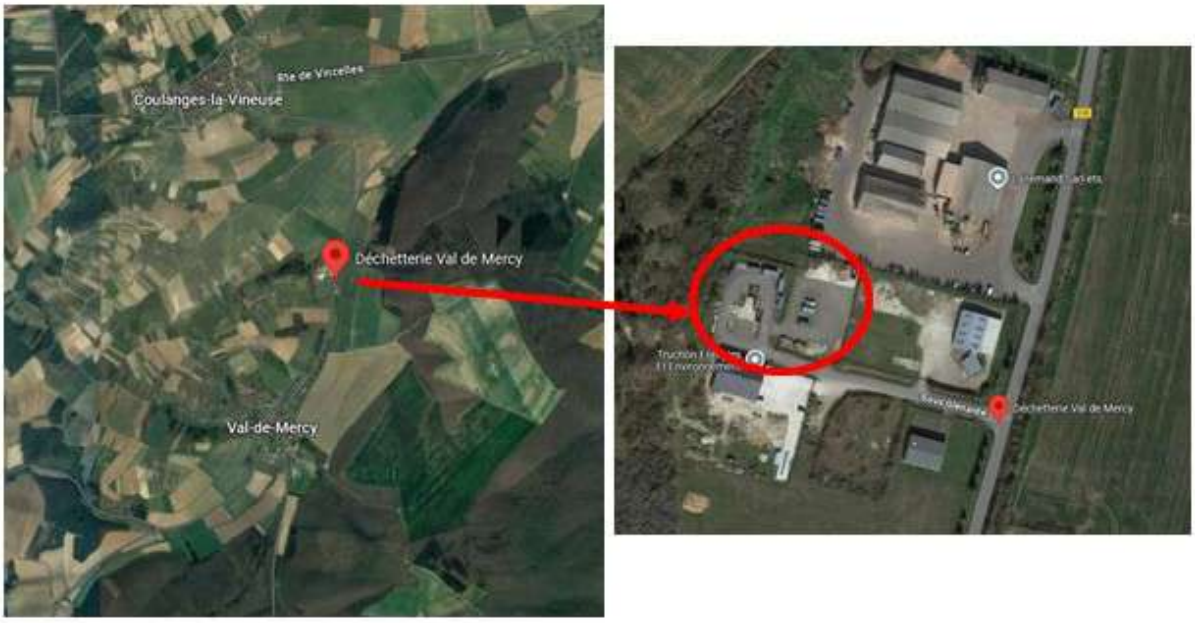
A la suite de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2016 et modifié par un nouvel arrêté en date du 30 décembre 2016 portant sur la création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays du Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy, une délibération a été prise par le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en date du 14 février 2019 adoptant le procès-verbal de transfert des installations, transfert des actifs et des emprunts de la Communauté des communes du Pays Coulangeois affectés au service public de gestion des déchets.

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes de Puisaye-Forterre a délibéré en date du 8 juillet 2024, l'acquisition de la déchetterie de Val de Mercy à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'euro symbolique.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois doit dans un premier temps enregistrer au service de la publicité foncière le transfert entre le Pays Coulangeois et l'Agglomération de l'Auxerrois des parcelles cadastrées section ZC n°169 et n°170 situées à Val de Mercy, où se situe la déchetterie Val de Mercy.

Puis dans un second temps, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par acte administratif réalisera la cession des parcelles de la déchetterie à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre à l'euro symbolique.

communauté
de l'auxerrois



Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la cession de la déchetterie Val de Mercy, ainsi que l'ensemble des biens meubles affectés à l'équipement à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre aux conditions indiquées ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les démarches auprès de la publicité foncière pour acter la cession entre le Pays Coulangeois et l'Agglomération de l'Auxerrois des parcelles cadastrées section ZC n°169 et n°170 situées à Val de Mercy ;

- D'approuver la cession de la déchetterie, des parcelles cadastrées section ZC n°169 et n°170 situées à Val de Mercy, à la Communauté de communes de Puisaye-Forterre à l'euro symbolique ;

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer les actes de cession (administratif ou notarié) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Communauté de l'auxerrois

Procès-verbal de transfert des installations, transfert des actifs et des emprunts de la Communauté des communes du Pays Coulangeois affectés au service public de gestion des déchets

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'auxerrois, représentée par Guy FEREZ son Président, dûment autorisé à cet effet par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 février 2019,
Ci-après désignée « la Communauté » ou « la CA »,

ET

La Communauté des communes du Pays Coulangeois, représentée par Christian CHATON, son Président, dûment autorisé à cet effet, par délibération du Conseil Communautaire en date du 22 décembre 2016,
Ci-après désignée « la CCPC »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Le schéma départemental de la coopération intercommunale de l'Yonne, adopté par arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRCL/2016/114 du 29 mars 2016, a établi une liste d'Etablissements publics de coopération intercommunale devant se regrouper au 1er janvier 2017.

Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 a créé un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy ; la Communauté de l'auxerrois.

Cet arrêté a été modifié par l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016.

La Communauté de l'auxerrois issue de cette fusion, exerce la compétence « *protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* », conformément à l'article 4 de ses statuts.

L'article 8 de l'arrêté préfectoral stipule que « *l'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunales fusionnés est transféré à l'établissement public* ».

En l'absence de disposition expresse de l'arrêté préfectoral sur la déchetterie de la CCPC sise à Val de Mercy, la Communauté de l'auxerrois, le Syndicat mixte de la Puisaye et la Communauté des communes du Pays Coulangeois se sont accordés pour que la gestion de l'équipement « déchèterie de Val de Mercy » soit portée par la Communauté des communes de Puisaye Forterre.

Cependant, l'arbitrage des services de la Préfecture de l'Yonne en date du 5 juin 2018, rappelant les termes officiels de l'arrêté préfectoral de fusion entre la Communauté de l'auxerrois et la Communauté des communes du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy, et plus particulièrement son article 8 stipulant que l'intégralité de l'actif et du passif des établissements à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois est transférée à l'établissement public à fiscalité propre de « Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois » inclue par conséquent l'équipement 'déchèterie de Val de Mercy'. Il est ainsi dérogé au principe de territorialité pour cette dernière.

Dès lors, le conseil communautaire de la Communauté des communes de Puisaye Forterre a adopté par délibération n°0182/2018, la solution de gestion de la déchèterie de Val de Mercy par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Le transfert est constaté par un procès-verbal établi contradictoirement entre les parties, conformément à l'article 8-1 de l'arrêté préfectoral de fusion et en application de l'article L. 1321-1 du CGCT.

Ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la mise en état de ceux-ci. L'ensemble de ces éléments est annexé au présent procès-verbal.

Cette mise à disposition se fait en pleine propriété à titre gratuit.

C'est pourquoi, par délibération du 14 février 2019, la Communauté d'agglomération a approuvé le principe de ladite mise à disposition et autorisé la signature de la présente convention.

Procès-verbal de transfert

Article 1. Objet

Par le présent procès-verbal, la CCPC met à disposition de la CA le bien immobilier, les biens mobiliers et les matériels affectés à la compétence Gestion des Déchets et dont la désignation suit.

Article 2. Désignation des biens

Les biens immobiliers remis à la Communauté de l'auxerrois sont constitués par :

Sur la commune de Val de Mercy, la déchèterie intercommunale située Zone Artisanale Des Glénardes, 89580 Val-de-Mercy.

"sous Glénardes"	Val de Mercy		absence acte de propriété	ZC 160	0 ha 49 a 13 ca
Déchèterie "Les Glénardes"	Val de Mercy	30-juil-01	Acquisition	ZC 169	39 a 06 ca
			Acquisition	ZC 170	17 a 29 ca

Sur la commune de Gy l'Évêque, la déchèterie intercommunale située rue de la Grilletière, 89580 Gy-l'Évêque.

Déchèterie	Gy L'Evêque	08-juil-02	acquisition 11 juillet 2002	ZI 113 - 114	0 ha 10 a 70 ca
	Gy L'Evêque	juin-09	échange parcellaire à titre gratuit	ZI 189 La Guenaude	3 a 09 ca
	Gy L'Evêque		absence d'acte	ZI 188 La Guenaude	0 ha 43 a 31 ca

Sur la commune de Coulanges la Vineuse, l'installation de stockage de déchets inertes situé La Côte de Droit à Vent 89580 Coulanges la Vineuse.

	Coulanges-la-Vineuse		absence d'acte de propriété	ZS n°91 Côte de droit à vent	0 ha 15 a 27 ca
ISDI	Coulanges-la-Vineuse	25-avr-07	acquisition	ZS n°92 Côte de Droit vent	0 ha 18 a 03 ca

Les biens installations, matériels et mobilier constatés à l'inventaire des biens joint au présent procès-verbal sont également mis à disposition.

Article 3. Etat des biens

Conformément aux dispositions de l'article L1321-1 du Code général des collectivités territoriales, les biens mis à disposition ont fait l'objet d'un état foncier des biens, figurant en annexe, précisant la consistance, la situation juridique et la nature des biens.

Un état comptable figure en annexe. La liste comprend la désignation du bien, localisation, numéro d'inventaire, date et valeur d'acquisition, compte par nature, durée d'amortissement, montant des amortissements à l'année du transfert. Cet état sera transmis par les services financiers de la CCPC au comptable de la CA qui procèdera à la comptabilisation de cette opération dans l'actif de la collectivité.

Article 4. Caractère gratuit de la mise à disposition

Les biens sont remis à titre gratuit, conformément à l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales.

Article 5. Date d'effet de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet au 1er janvier 2017. Elle est fixée sans durée limite.

Article 6. Charges et conditions

La Communauté de l'auxerrois, bénéficiaire du transfert, assure à compter de la mise à disposition de la CCPC, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire.

Elle possède tous les pouvoirs de gestion.

Elle assure le renouvellement des biens mobiliers.

Elle autorise l'occupation des biens remis, en perçoit les biens et produits.

Elle agit en justice.

Elle est substituée de plein droit dans les contrats et obligations de la CCPC en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à sa disposition. La substitution devra être constatée et notifiée par la CCPC aux divers cocontractants. Un état des emprunts figure en annexe.

Article 7. Frais

Les parties déclarent que le présent transfert ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraire.

La CCPC ès qualités, déclare que le bien présentement transféré est libre de toutes les inscriptions de privilèges ou hypothèques de quelque nature que ce soit.

Article 8. Litiges

Pour toute difficulté d'application du présent procès-verbal en cas de litige, la CA et la CCPC conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département avant tout recours contentieux.

Vu et établi contradictoirement en 2 exemplaires originaux,

Fait à

Le

Le Président de la Communauté de l'auxerrois,

Guy FEREZ

Fait à

Le

ANNEXE 1

ETAT DE L'ACTIF au 31/12/2016

MAJ 29/08/2018

Liste des amortissements

N° Inventaire	Date acquisition		(TTC) Valeur d'achat	Date	(année) Durée	Antérieurs	2014	2015	2016
_15	01/01/2006	5 PAV Champs sur Y, par **Région Bourgogne**	2 890,00	2006	10	2 312,00	289,00	289,00	
_20	10/09/2007	ECOVERT 13 Conteneurs par **ETAT**	9 026,40	2007	10	6 318,48	902,64	902,64	902,64
_2013-2135-1	21/03/2013	Extension réaménagement déchèterie par **ADEME**	65 348,88	2013	20				3 267,44
	21/03/2013	Assist. Maitrise d'Œuvre BP INGEDIA par **ADEME**	3 261,50	2013	5				652,38
	21/03/2013	Extension réaménagement déchèterie par **DETR**	59 000,00	2013	20				2 950,00
TOTAL COMPTE **13911**			139 527,18			8 630,48	1 191,64	1 191,64	7 772,46

_20	20/08/2008	ECOVERT 13 Conteneurs par **Région Bourgogne**	3 010,00	2008	10	1 806,00	301,00	301,00	301,00
_20	07/05/2007	ECOVERT 13 Conteneurs par **Région Bourgogne**	5 420,00	2007	10	3 794,00	542,00	542,00	542,00
TOTAL COMPTE **13912**			8 430,00			5 600,00	843,00	843,00	843,00

_2009-2145-1	01/01/2011	BOUJEAT Travaux Accès Déchèterie par **AUTRES**	7 770,00	2011	15	1 554,00	518,00	518,00	518,00
_2012-2031-1	20/11/2012	Etude Diagnostic Déchèteries par **ADEME**	4 060,00	2012	5	812,00	1 624,00	812,00	812,00

TOTAL COMPTE **13918**			11 830,00			2 366,00	2 142,00	1 330,00	1 330,00
			159 787,18			16 596,48	4 176,64	3 364,64	9 945,46

N° Inventaire	Date acquisition		(TTC) Valeur d'achat	Date	(année) Durée	Antérieurs	2014	2015	2016
2012-2031-1	07/05/2012	Etude diagnostic déchèteries par **POYRY SAS**	5 936,80	2012	5	1 387,36	1 387,36	1 387,36	1 387,36
2013-2031-1	12/07/2013	Etude mise aux normes déchèteries par **INGEDIA**	7 476,19	2013	3		-	-	2 492,06
TOTAL COMPTE **28031-6811**			14 412,99			1 387,36	1 387,36	1 387,36	3 879,42

2014-2051-1	12/05/2014	Fourniture logiciel PROFLUX DONNEES	10 166,00	2014	5			2 033,20	2 033,20
23	01/01/2007	Logiciel gestion financière	1 985,36		5	N'est pas dans l'actif			
TOTAL COMPTE **2051**			12 151,36			-	-	2 033,20	2 033,20

24	31/12/2007	Acquisition terrain Girard ZS92 pour ISDI	805,17	2007	0	Non amortissable, dans l'actif			
5	01/01/2007	Déchèterie achat et bornage pour VDM	11 712,62	2007	0	OK dans l'actif			
2014-2111-001	01/01/2014	Acquisition parcelle ZS91/Coulanges	1 107,15	2014		OK dans l'actif			

_4	01/01/2007	Terrain déchèterie La Glénarde / Val de Mercy	30 395,61	2007		OK dans l'actif			
TOTAL COMPTE **2111**			44 010,95			-	-	-	-

_2014-2128-1	26/08/2014	Revêtement ISDI	1 327,20	2014	10			138,72	138,72
_5-2011-1	09/09/2011	Création chemin de desserte / Déch. Val de Mercy	8 697,80	2011	10	1 327,56	663,78	663,78	663,78
TOTAL COMPTE **2128**			8 025,00			1 327,56	663,78	802,50	802,50

_2012-2135-1	31/12/2012	Fourniture contrôle accès déchèteries	16 325,40	2012	7	2 332,20	2 332,20	2 332,20	2 332,20
_2013-2135-1	31/12/2013	Aménagement zone déchets VDM Lot1 CP	152 184,69	2013	15				10 144,33
_2016-2135-001	01/01/2016	Projecteur Déchèterie VDM/GY par **APAGELEC**	9 518,12	2016	15				
TOTAL COMPTE **2135**			178 009,41			2 332,20	2 332,20	2 332,20	12 476,53

_6	01/01/2007	Déchèterie et alarme Glénardes	432 267,06	2007	20	21 613,35	21 613,35	21 613,35	21 613,35
TOTAL COMPTE **2138**			432 267,06			21 613,35	21 613,35	21 613,35	21 613,35

_2008-2145-1	01/01/2008	Aménagement décharge Coulanges	4 389,32	2008	0	OK dans l'actif			

_2008-2145-2	01/01/2007	Aménagement décharge	2 584,38	2007	15	861,50	172,30	172,30	172,30
_2009-2145-1	19/10/2009	Empierrement accès décharge Coulanges	15 873,12	2009	15	4 073,08	1 018,27	1 018,27	1 018,27
TOTAL COMPTE 2145			22 248,50			4 934,58	1 190,57	1 190,57	1 190,57

_2008-2148-1	07/02/2008	Fourniture de remblai	4 635,10	2008	15	1 545,25	309,05	309,05	309,05
_2148-2008-1	10/12/2008	Fourniture de concassé	3 320,39	2008	15	1 106,70	221,34	221,34	221,34
_24-2148	31/12/2007	Clôture portail décharge	26 981,70	2007	10	16 189,02	2 698,17	2 698,17	2 698,17
_25	31/12/2007	Travaux décharge Vincelles	2 249,48	2007	10	1 350,06	224,85	224,85	224,85
_7	01/01/2007	Aire de tri Volontaire	3 609,74	2007	0	OK dans l'actif			
TOTAL COMPTE 2148			40 790,71			20 191,03	3 453,41	3 453,41	3 453,41

_10	01/01/2007	4 CONTENEURS 660L A 1125 HT	1 203,37	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
_11	01/01/2007	3 CONTENEURS IRIS 4M3	1 971,35	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
_2013-2157-1	31/12/2013	ACHAT DE BENNES ET CONTENEURS POUR DECHETERIES	32 256,12	2013	10		3 225,61	3 225,61	3 225,61
_2014-2157-1	12/03/2014	PANNEAUX DE VOIRIE CET COULANGES.	392,42	2014	2			196,21	196,21
_2014-2157-2	23/06/2014	BENNE TANK 30 M3 AVENANT N° 01 MARCHE DECHETTERIE.	5 424,00	2014	5			1 084,80	1 084,80
_2014-2157-3	22/07/2014	AMENAGEMENT ET MISE AUX NORMES DECHETERIES	37 780,95	2014	15			2 518,70	2 518,70
_2014-2157-4	09/10/2014	"EXT, MISE NORMES DECH." LOT 3 MATS ET PANNEAUX	25 802,78	2014	15			1 591,22	881,96
_2014-2157-5	16/12/2014	AMENAGEMENT DECHETERIE PANNEAUX	1934,40	2014	2			967,20	

6-2010	26/01/2010	ALIMENTATION COMPTEUR-DISJONCTEUR TETRA / DECH.	1 838,82	2010	5	1 102,08	367,36	367,38	Amorti, n'est plus dans l'actif
8	01/01/2007	CONTENEURS A HUILE	2 279,11	2007	0	Non amortissable, OK dans l'actif			
9	01/01/2007	CONTENEURS ECOVERT	25 267,15	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
2015-2157-001	23/09/2015	PANNEAUX DECHETERIE SIGNAUX GIROD	1 068,07	2015	2				534,04
TOTAL COMPTE **2157**			140 583,78			1 102,08	3 592,97	9 951,12	8 441,32

2011-2182-1	31/12/2011	RENAULT KANGOO EXPRESS 1.5 DCI 6CV BZ-847-CA	7 857,00	2011	5	3 142,80	1 571,40	1 571,40	1 571,40
		TRAFIC DC180 1076 TF 89 sur budget "camping"							
TOTAL COMPTE **2182**			7 857,00			3 142,80	1 571,40	1 571,40	1 571,40

2008/2183/1	22/07/2008	F 916/V048456 - APP PHOTO NUMERIQUE PENTAX	188,91	2008	5	188,91			Amorti, n'est plus dans l'actif
2008/2183/2	23/07/2008	TELECOPIEUR	121,80	2008	5	121,80			Amorti, n'est plus dans l'actif

2009/2183/1	20/03/2009	ORDINATEUR PORTABLE EX7630 - POSTE ENVIRONNEMENT	[illegible]	2009	5	870,56	217,66		Amorti, n'est plus dans l'actif
2010-2183-1	05/07/2010	PC PORTABLE POSTE ENVIRONNEMENT	[illegible]	2010	5	968,19	322,73	322,75	Amorti, n'est plus dans l'actif
2011-2183-1	27/07/2011	ORDINATEUR PORTABLE HP ProBook 4720s	[illegible]	2011	5	695,88	347,94	347,94	347,94
2011-2183-2	11/10/2011	FORFAIT INSTAL' KIT SATELLITE - INTERNET BUREAUX ENV.	[illegible]	2011	5	209,06	463,93	224,33	224,33
2011-2183-3	31/12/2011	PHOTOCOPIEUR FAX RICOH	[illegible]	2011	5	650,14	325,07	325,07	325,08
2011-2183-4	31/12/2011	DISQUE NAS serveur	[illegible]	2011	5	487,02	243,51	243,51	243,49
2013-2183-1	12/07/2013	POINT ACCES WIFI DECHETTERIE	[illegible]	2013	3			92,75	92,75
2013-2183-2	14/11/2013	SERVEUR LOGICIEL POWER EDGE T320 TPM	[illegible]	2013	5		808,50	808,50	808,50
2013-2183-3	31/12/2013	1000 CARTES D'ACCES DECHETERIES.	[illegible]	2013	2		798,33	798,33	Amorti, n'est plus dans l'actif
2014-2183-1	06/05/2014	ACHAT 2 TERMINAUX PORTABLES POUR LECTURE PUCES RFID	[illegible]	2014	5			1 200,00	1 200,00
2015-2183-001	26/03/2015	PORTABLE TECHNICIENNE ET ASSISTANTE TECHNIQUE	[illegible]	2015	5				688,80
TOTAL COMPTE 2183			[illegible]			4 191,56	3 527,67	4 363,18	3 930,89

2011-2184-1	31/12/2011	MOBILIER GLENARDE (1 BUREAU+2 CAISSONS+2 ARMOIRES HAUTES+3 ARMOIRES BASSES)	[illegible]	2011	10	164,82	82,41	82,41	82,41
2011-2184-2	31/12/2011	ARMOIRE HAUTE BEIGE/WENGE L1200	[illegible]	2011	10	70,56	35,28	35,28	35,28
2011-2184-3	31/12/2011	ARMOIRE HAUTE ALU/WENGE L1200	[illegible]	2011	10	70,56	35,28	35,28	35,28
2011-2184-4	31/12/2011	ARMOIRE BASSE BEIGE/WENGE L1200	[illegible]	2011	10	49,52	24,76	24,76	24,76
2011-2184-5	31/12/2011	2 ARMOIRES BASSES ALU/WENGE L1200	[illegible]	2011	10	99,04	49,52	49,52	49,52
2011-2184-6	31/12/2011	1 ARMOIRE BASSE ALU/WENGE L1000	[illegible]	2011	10	46,28	23,14	23,14	23,14
2011-2184-7	31/12/2011	4 SIEGES BUREAU EUROSIT DERBY ROCK	[illegible]	2011	10	154,04	77,02	77,02	77,02
2011-2184-8	31/12/2011	6 CHAISES BUREAU EUROSIT DERBY ROCK	[illegible]	2011	5	140,64	70,32	70,32	70,32

_2011-2184-9	09/03/2012	ARMOIRE BASSE RIDEAUX	247,57	2012	10	24,76	24,76	24,76	24,76
TOTAL COMPTE **2184**			3 873,30			820,22	422,49	422,49	422,49

_12	01/01/2007	14 CONTENEURS POSE ET FOURNITURE	22 611,84	2007	0	N'est pas dans l'actif			
_13	01/01/2007	TOTEMS INFORMATIQUES PAV	2 278,38	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
_14	01/01/2007	CONTENEURS	28 952,19	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
_15	01/01/2007	PAV CHAMPS SUR YONNE	4 769,16	2007	10	3 974,30	?? N'est plus dans l'actif		
_16	01/01/2007	BACHES POUR BENNE	765,44	2007	5	765,44			Amorti, n'est plus dans l'actif
_17	01/01/2007	ARCEAUX POUR BENNES	1 137,42	2007	0	Non amortissable, n'est pas dans l'actif			
_18	01/01/2007	BACHE JAUNE POUR BENNE	771,42	2007	5	771,42			Amorti, n'est plus dans l'actif
_19	01/01/2007	BACHE POUR BENNE DECHETERIE	771,42	2007	0	Non amortissable, OK dans l'actif			
_20	01/01/2007	CONTENEUR	7 728,93	2007	10	OK dans l'actif			
_2008/2188/1	23/10/2008	FILIGRANE	597,04	2008	10	298,50	59,70	59,70	59,70

2009/2188/1	17/02/2009	5 CONTENEURS EMBALLAGES	5 419,58	2009	10	1 923,18	N'est plus dans l'actif		
2010-2188-1	08/03/2010	COMPACTEUR POSTE FIXE AJK200F	23 920,00	2010	10	7 176,00	2 392,00	2 392,00	2 392,00
2010-2188-2	22/07/2010	ACHAT BACS COLLECTE SELECTIVE JUIN 2010	71 467,58	2010	10	21 440,28	7 146,76	7 146,76	7 146,76
2011-2188-1	31/12/2011	CONGEL-REFRIGERATEUR PROLINE LOCAL GLENARDE	558,00	2011	5	111,60	55,80	55,80	55,80
2012-2188-1	06/11/2012	EQUIPEMENT 2 REFRIGERATEURS PROLINE PF90 WA GL + ECO-PARTICIPATION A 169 ¿ TTC L'UNITE	338,00	2012	5	67,60	67,60	67,60	67,60
2013-2188-1	10/10/2013	LOT 01 ACHAT BAC OM PUCES	33 133,00	2013	10		3 313,30	3 313,30	3 313,30
2013-2188-3	10/10/2013	LOT 03 POINT D APPORT VOLONTAIRE VERRE	7 367,40	2013	10		736,74	736,74	736,74
2014-2188-1	17/02/2014	ACHAT 15 BACS 50 LITRES MODULO 050 GRIS FONCE VERT ANGL. A 15,55 € HT.	2 151,84	2014	5			430,39	430,39
2014-2188-2	23/01/2014	ACHAT PARC DE BACS ROULANTS SELON ARTICLE 6 DE L'AVENANT 7 DU MARCHE.	55 116,00	2014	10			5 511,60	5 511,60
21	01/01/2007	CONTAINERS A PILES	2 167,73	2007	0	Non amortissable, OK dans l'actif			
22	01/01/2007	3 CONTAINERS	3 963,30	2007	0	Non amortissable, OK dans l'actif			
2015-2188-001	30/04/2015	BAC PO 180 GRIS FONCE/ROUGEGRENAT	2 756,80	2015	10				275,88
2016-2188-001	01/01/2016	PAV 4000L PLASTIC OMNIUM	3 951,18	2016	10				
2016-2188-002	01/01/2016	BAC 660L PLASTIC OMNIUM	5 429,28	2016	10				
TOTAL COMPTE 2188			287 866,84			36 528,32	13 771,90	19 713,89	19 989,77

2010-2764-1	24/09/2010	AVANCE REMBOURSABLE ASSOC.APRY RESSOURCERIE / 1ER ACPTE	5000,00	2010	0	Non amortissable, OK dans l'actif			

_2013-2764-1	14/11/2013	AVANCE TRESORERIE 21/10/2013	5000,00	2013	0	N'est pas dans l'actif			
TOTAL COMPTE **2182**			10 000,00			-	-	-	-

		53		
97 571,06	527,10	68 834,67	79 804,86	

	Sortis
	Amortis
	Non Amortissable

ANNEXE 2

ETAT DU PASSIF au 31/12/2016

	N° Inventaire	Banque	Date	Durée	Montant (€)	Capital restant au 31/12/2016 (€)
investissements du budget environnement	n°3526192	Caisse d'Epargne	02/12/2009	8 ans	44 600,00 €	7 732,20 €
déchèteries et les travaux de voirie	MIN 203455	Dexia puis CFFL (Caisse Française des Finances Locales)	21/10/2002	20 ans	214 000,00 €	91 476,38 €
fourniture des bacs jaunes pour le tri	n°8707158	Caisse d'Epargne	27/07/2010	8 ans	33 400,00 €	8 981,73 €
				TOTAL	292 000,00 €	108 190,31 €

ANNEXE 3

INVENTAIRE COMPLEMENTAIRE BIENS ET EQUIPEMENTS

LIEU	NATURE
extérieur	bacs OP - bordeaux
extérieur	bacs OP - jaune
extérieur	palette de couvercle bac bordeaux
extérieur	caisson bleu 15m3 e2c (aspect neuf)
extérieur	caisson bleu 30m3 Gillard (aspect neuf)
extérieur	caisson bleu 30m3 Gillard (aspect neuf)
extérieur	caisson bleu 15m3 e2c (aspect neuf)
extérieur	caisson bleu 30m3 (aspect vieux)
extérieur	caisson bleu 30m3 (aspect vieux)
extérieur	7 x PAV aérien type Ecovert, ... 3 verre, 2 emballages et 2 verre HS??
extérieur	dizaine poteau métallique grillage déchèterie
extérieur	40 x bavettes de déchèteries sur palette
extérieur	3 x bavettes rectangulaire à angle droit
sas entrée	armoire basse noire
sas entrée	tableau liège
sas entrée	matériel internet, routeur, ...
bureau accueil	bureau droit avec tiroirs intégrés
bureau accueil	caisson à roulettes beige
bureau accueil	armoire basse grise/beige
bureau accueil	meuble étagère bas
bureau accueil	siège à roulette
bureau accueil	téléphone ORANGE BUSINESS
bureau accueil	tableau blanc
grand bureau	armoire basse marron/beige ARFEO
grand bureau	destructeur IDEAL 2400
grand bureau	caisson à roulettes marron foncé
grand bureau	imprimante CANON
grand bureau	téléphone ORANGE BUSINESS
grand bureau	ordinateur portable
grand bureau	siège à roulette
grand bureau	bureau angle marron foncé
grand bureau	armoire basse grise/marron
grand bureau	plastifieuse
grand bureau	tableau liège
grand bureau	boite à clés
grand bureau	bureau droit marron/gris
grand bureau	caisson à roulette marron/gris

grand bureau	lampe de bureau
grand bureau	téléphone fixe classique - sans fil
grand bureau	armoire basse grise/marron
grand bureau	siège à roulette
grand bureau	imprimante multi OFFICE JET PRO 8620
grand bureau	armoire basse grise/marron
bureau serveur	grande table droite marron clair
bureau serveur	serveur + écran + clavier
bureau serveur	onduleur
bureau serveur	siège à roulette sans accoudoir
bureau serveur	armoire basse grise/marron (fermée)
bureau serveur	grande armoire grise/marron
bureau serveur	fournitures diverses
bureau serveur	petite armoire grise à roulettes
bureau resp.	grande armoire grise/marron
bureau resp.	imprimante CANON PIXMA iP3300
bureau resp.	étagère métallique
bureau resp.	étagère métallique
bureau resp.	porte manteau
bureau resp.	grande lampe halogène blanche
bureau resp.	siège à roulette
bureau resp.	caisson à roulette beige
bureau resp.	boite à sous noire - régie
bureau resp.	siège à roulette bleu ADDFORN
bureau resp.	table ronde grise à roulettes WIESNER HAGER
bureau resp.	bureau métallique angle beige
bureau resp.	téléphone ORANGE BUSINESS
bureau resp.	lampe de bureau
bureau resp.	panneau liège
cuisine	cafetière Moulinex Subito
cuisine	bouilloire Keenox
cuisine	réfrigérateur Proline
cuisine	four microonde Samsung
cuisine	petit meuble cuisine bois
cuisine	grande table droite marron clair
cuisine	grande table droite marron clair
cuisine	grande table droite marron clair
cuisine	6 x chaise 4pieds noire
cuisine	4 x chaise 4pied rouge clair
cuisine	2x chaise pied arrondi gris
cuisine	fauteuil à roulettes
cuisine	panneau liège

Procès verbal de transfert

garage atelier	composteurs plastiques (nombre?)
garage atelier	1 bac 4 roues de pièces détachées pour bacs
garage atelier	bioseaux - modulo bac
garage atelier	composteurs plastiques (nombre?)

CTM - CA	Kangoo BZ 847 CA
CTM - CA	Trafic 1073 TF 89
CTM - CA	2 PDA « workabout pro »
CTM - CA	ordinateur portable HP Probook 4720s
CTM - CA	ordinateur portable TOSHIBA Satellite Pro C70 B 10F
CTM - CA	Lombricomposteur
CTM - CA	3 multiprises
CTM - CA	1 boite de Fasteneur
CTM - CA	Balance pèse-lettre
CTM - CA	chargeur de piles
CTM - CA	DD externe
	Plastifieuse

ANNEXE 4

Matériels étiquetés et ramenés dans les locaux de la Communauté de l'auxerrois le 28 mars 2017

CCPC-01	armoire haute beige/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes, 2 clés IF128
CCPC-02	armoire basse gris/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes , 2 clés IF171
CCPC-03	lampe de bureau noire (ITALIANA LUCE) modèle DOVE
CCPC-04	HP ProBook 4720s (problème de batterie) + câble alimentation
CCPC-05	douchette pour lire les codes barres des puces
CCPC-06	pèse-lettre WEDO - VISION 2000
CCPC-07	Toshiba satellite Pro C70B10F + souris optique + câble alimentation
CCPC-08	TDS Recon PDA pour lire les cartes de déchèteries
CCPC-09	Base pour PDA PSION
CCPC-10	PDA PSION pour lire les puces sur les bacs
CCPC-11	PDA PSION pour lire les puces sur les bacs
CCPC-12	imprimante scanner CANON MG2450 (gris, beige clair) avec cartouches 245/246
CCPC-13	armoire haute gris/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes, 2 clés IF172
CCPC-14	armoire basse gris/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes , 2 clés IF115
CCPC-15	caisson à roulettes de couleur beige/hêtre, 2 tiroirs, pas de serrure
CCPC-16	grand tableau blanc, dimension ?
CCPC-17	caisson à roulettes marron foncé
CCPC-18	table ronde grise, à roulettes
CCPC-19	bureau droit marron foncé
CCPC-20	étagère basse de couleur beige - 2 niveaux
CCPC-21	lampe halogène de 2mètres de couleur blanc
CCPC-22	imprimante CANON PIXMA i330
CCPC-23	porte-manteau noir
CCPC-24	chaise noire EUROSITE
CCPC-25	chaise noire EUROSITE
CCPC-26	grand tableau en liège, dimension ?
CCPC-27	armoire basse gris/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes , 2 clés IF191
CCPC-28	fauteuil roulette noir, sans accoudoir
CCPC-29	fauteuil à roulettes bleu, avec accoudoir (ADDFORM)
CCPC-30	lampe de bureau grise (forme ovale)
CCPC-31	bureau d'angle métallique beige
CCPC-32	caisson à roulettes beige - 2 tiroirs
CCPC-33	fauteuil à roulettes noir, avec accourdoirs (EUROSITE)
CCPC-34	caisson de bureau avec 2 tiroirs + 2 clés

« Procès-verbal de transfert

CCPC-35	armoire basse gris/marron foncé (ARFEO) portes coulissantes , 2 clés IF195
CCPC-36	panneau en liège de taille moyenne
CCPC-37	bureau d'angle de couleur marron foncé
CCPC-38	Disque Dur Externe de marque TRANSCEND - StoreJet 1Tbits

Annexe 5 : Liste des contrats transférés

TITULAIRES	Objet	Date début	Durée mini	Echéance mini	Prolongation possible	Echéance max	Actions à prévoir en juillet 2016	pour quel délai ?	TTC annuel	Recettes
COVED	Collecte porte à porte (3 flux)	02/07/13	5 ans	01/07/18	3 x 1an	01/07/21			239k€	
COVED	Traitement OMR	02/07/15	3 ans	01/07/18	2 x 1an	01/07/20			53k€	
SOREPAR	Traitement TRI + reprise Papiers	02/07/15	3 ans	01/07/18	2 x 1an	01/07/20			49k€	-4,63k€
VERT COMPOST	Traitement FFOM	02/07/15	3 ans	01/07/18	2 x 1an	01/07/20			5k€	
GACHON	Collecte et transport Verre AV	02/07/12	2 ans	01/07/14	3 x 1an	01/07/17	dern. recond	1an	9k€	
SITA	Déchèteries Traitement DIB	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	39k€	
VERT COMPOST	Déchèteries Traitement DV *Verts*	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	6,6k€	
YONNE RECYCLAGE	Déchèteries Traitement *Cartons*	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	11,1k€	-740 €
YONNE RECYCLAGE	Déchèteries Traitement *Bois*	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	11,1k€	
YONNE RECYCLAGE	Déchèteries Traitement Métaux	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an		-7,9k€
YONNE RECYCLAGE	Déchèteries Rotation benne	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	1k€	

TRIADIS	Déchèteries Elimination *DDS*	01/07/12	2 ans	30/06/14	3 x 1an	30/06/17	dern. recond	1an	10k€	
TRADIM	Achat logiciel gestion déchèteries + maintenance	27/06/12	*pas de délai*						1,25k€	
TRADIM	Achat logiciel gestion gestion RI + maintenance	04/06/13	4,5 ans	31/12/17	non				2,35k€	
PLASTIC OMNIUM	Achat Bacs et bioseaux	06/05/13	5 ans	05/05/18	non					
PLASTIC OMNIUM	Achat conteneurs PAV	06/05/13	5 ans	05/05/18	non					
AGEC	Achat composteurs plastiques	04/05/13	5 ans	03/05/18	non					
SOREPAR	Collecte des PAV Multi	nc	Prestation de collecte sur demande						2,1k€	

DEPARTEMENT
DE
L'YONNE

communauté
de l'auxerrois

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2019-017
Objet : Adoption procès-verbal de transfert des installations, transfert des actifs et des emprunts de la Communauté des communes du Pays Coulangeois affectés au service public de gestion des déchets

SEANCE DU 14 FEVRIER 2019

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 07 février 2019, s'est réuni le 14 février 2019 à 10 h 00 à l'espace culturel de la commune d'Appoigny, sous la présidence de Guy FEREZ.

Nombre de membres
en exercice : 64
présents : 46
votants : 57 dont 11 pouvoirs

Etaient présents : Guy FEREZ, Alain STAUB, Maryse DUVILLIE, Nicolas BRIOLLAND, Sylvette DETREZ, Denis ROYCOURT, Joëlle RICHET, Jacques HOJLO, Martine BURLET, Guy PARIS, Najia AHIL, Jean-Philippe BAILLY, Maud NAVARRE, Jean-Paul SOURY, Philippe AUSSAVY, Yves BIRON, Maryvonne RAPHAT, Jean-Luc EMERY, Annie KRYWDYK, Didier SERRA, Elodie ROY, Virginie DELORME, Jean-Pierre BOSQUET, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Frédéric PETIT, Béatrice CLOUZEAU, Stéphane ANTUNES, Gérard DELILLE, Jacques CHANARD, Anna CONTANT, Guy BOURRAT, Daniel GIRARD, Josette ALFARO, Christian CHATON, Jean-Luc BRETAGNE, Patrick BARBOTIN, Christophe LAVERDANT, Arminda GUIBLAIN, Christian MOREL, Chantal BEAUFILS, Denis CUMONT, Rachel LEBLOND, Christian BRUNEAUD, Bernard RIANT, Christophe BONNEFOND, Michel BOUBOULEIX.

Pouvoirs : Pascal HENRIAT à Jean-Paul SOURY, Nadine DROEGHMANS à Annie KRYWDYK, Didier MICHEL à Jacques HOJLO, Sarah DEGLIAME-PELHATE à Philippe AUSSAVY, Isabelle POIFOL-FERREIRA à Yves BIRON, Rita DAUBISSE à Guy PARIS, Guillaume LARRIVE à Christophe BONNEFOND, Patrick TUPHE à Virginie DELORME, Robert BIDEAU à Arminda GUIBLAIN, Michel POUILLOT à Guy BOURRAT, Michel FOUINAT à Elisabeth GERARD-BILLEBAULT.

Absents non représentés : Mourad YOUBI, Malika OUNES, Stephan PODOR, Bénédicte NASTORG-LARROUTURE, Pascal BARBERET, Lionel MION, Aurélie BERGER.

Secrétaire de séance : Maud NAVARRE.

Vu le schéma départemental de la coopération intercommunale de l'Yonne, adopté par arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRCL/2016/114 du 29 mars 2016,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016 modificatif de l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy,

Vu l'article 4 des statuts de la Communauté de l'auxerrois relatifs aux compétences et notamment la compétence protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie,

Vu l'accord de principe entre la Communauté de l'auxerrois, le syndicat mixte de la Puisaye, la Communauté des communes du Pays Coulangeois en date du 03 novembre 2016 portant sur une gestion de l'équipement 'déchèterie de Val de Mercy' par la Communauté des communes de Puisaye Forterre,

Vu l'arbitrage des services de la Préfecture de l'Yonne en date du 5 juin 2018 rappelant les termes officiels de l'arrêté préfectoral de fusion entre la Communauté de l'auxerrois et la Communauté des communes du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy, et plus particulièrement son article 8 stipulant que l'intégralité de l'actif et du passif des établissements à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois est transférée à l'établissement public à fiscalité propre de « Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois » incluant par conséquent l'équipement 'déchèterie de Val de Mercy',

Vu la délibération n° 0182/2018 du Conseil Communautaire de la Communauté des communes de Puisaye Forterre, retenant la solution de gestion de la déchèterie de Val de Mercy par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,

L'article 8 de l'arrêté n° PREF/DCPP/SRC/2016/0532 précise que l'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunales fusionnés est transféré à l'établissement public créé, à savoir la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

La mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les parties. En application de l'article L. 1321-1 du CGCT, ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la mise en état de ceux-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'adopter le procès-verbal ci-annexé,

- D'autoriser le Président à signer la présente convention.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 57
- voix contre	: 0
- abstention	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 7

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Président,

DEPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Guy FEREZ

Affiché le : 20 FEV. 2019

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/02/2019

PUISAYE FORTERRE

Envoyé en préfecture le 11/07/2024
Reçu en préfecture le 11/07/2024
Publié le
ID : 089-200067130-20240708-113_2024-DE

Délibération n°113/2024

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Puisaye-Forterre

SEANCE DU 08 JUILLET 2024

Date de convocation : 02/07/2024
Effectif légal du conseil communautaire : 80
Nombre de membres en exercice : 79
Date d'affichage : 02/07/2024

Nombre de présents : 48
Nombre de pouvoirs : 15
Nombre de votants : 63

L'an deux mil vingt-quatre, le huit juillet à dix-neuf heures, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle des fêtes de la commune de Bitry, suite à la convocation accompagnée d'une note de synthèse en date du deux juillet deux mil vingt-quatre, qui leur a été adressée par le Président, Monsieur Jean-Philippe SAULNIER-ARRIGHI.

Présents ou représentés : BEAUJARD Maryse, BECKER Cécile, BUTTNER Patrick, CHAMPAGNAT Jean-Louis, CHANTEMILLE Sophie, CHARPENTIER Dominique, CHEVALIER Jean-Luc, CORDE Yohann, CORDET Yannick, CORDIER Catherine, D'ASTORG Gérard, DAVEAU Max, DESNOYERS Jean, DROUHIN Alain, FOUCHER Gérard, FOUQUET Yves, FOURNIER Jean Claude, GERARDIN Jean-Pierre, GERMAIN Robert, GIROUX Jean-Marc, GROSJEAN Pascale, GUYARD François, HERMIER Bernadette, JACQUET Luc, JARD Nathalie, JAVON Fabienne, KOTOVTCHIKHINE Michel, MACCHIA Claude, MASSÉ Jean, MELUN Solange, MÉNARD Elodie, PERRIER Benoit, POUILLOT Denis, RAMEAU Etienne, RAVERDEAU Chantal, RENAUD Patrice, REVERDY Chantal, REVERDY Gilles, RIGAULT Jean-Michel, ROY Daniel, SALAMOLARD Jean-Luc, SAULNIER-ARRIGHI Jean-Philippe, THIEULENT Maryline, VANHOUCKE André, VIGOUROUX Philippe, VUILLERMOZ Rose-Marie, WLODARCZYK Monique, XAINTE Arnaud.

Délégués titulaires excusés : BOISARD Jean-François (pouvoir à M. Chevalier), BROUSSEAU Chantal (pouvoir à Mme Chantemille), CARRÉ Michel (pouvoir à M. D'Astorg), DEMERSSEMAN Gilles (pouvoir à M. Kotovtchikhine), DUFOUR Vincent (pouvoir à Mme Hermier), HABAY BARBAULT Céline (suppléant M. Guyard), HOUBLIN Gilles (pouvoir à Mme Thieulent), JASKOT Richard, JOURDAN Brice (pouvoir à M. Perrier), LEGER Jean-Marc (pouvoir à M. Macchia), LHOTE Mireille, LOURY Jean-Noël (pouvoir à M. Desnoyers), MICHEL Nathalie (pouvoir à M. Salamolard), MILLOT Claude (pouvoir à M. Saulnier-Arrighi), MORISSET Dominique (pouvoir à M. Giroux), PICARD Christine (pouvoir à Mme Cordier), PROT Michel (pouvoir à M. Buttner), SAULNIER Nathalie (pouvoir à Mme Jard).

Délégués absents : ABRY Gilles, CHOUBARD Nadia, CONTE Claude, COUET Micheline, DA SILVA MOREIRA Paulo, FERRON Claude, GUILLAUME Philippe, JACQUOT Brigitte, LEPRÉ Sandrine, PAURON Eric, PRIGNOT Roger, SANCHIS Jean-Pierre, VANDAELE Jean-Luc, VASSENT Frédéric.

Secrétaire de Séance : M. Jean-Claude FOURNIER

OBJET : Reprise de la déchetterie de Val-de-Mercy

- Vu l'Arrêté Préfectoral n°PREF/DCL/2017/0612 du 21 décembre 2017 portant sur la fusion de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avec la Communauté de communes du Pays Coulangeois,
- Considérant que par application dudit arrêté, la déchetterie de Val-de-Mercy a été intégrée dans l'actif de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre de l'exercice de la compétence obligatoire Gestion des déchets,
- Considérant la gestion de la déchetterie par le pôle gestion des déchets de la Communauté de communes de Puisaye-Forterre du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018,

PUISAYE FORTERRE

Envoyé en préfecture le 11/07/2024
Reçu en préfecture le 11/07/2024
Publié le
ID : 089-200067130-20240708-113_2024-DE

Délibération n°113/2024

- Considérant le transfert de l'exploitation de la déchetterie de la Communauté de communes de Puisaye-Forterre aux services de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au 1er janvier 2019,
- Considérant la fermeture de la déchetterie de Val-de-Mercy par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au 1er avril 2024,
- Considérant la volonté de la collectivité de reprendre l'infrastructure de la déchetterie située sur notre territoire et de l'exploiter au bénéfice des usagers,
- Considérant la proposition de cession de propriété à l'euro symbolique,
- Après avoir entendu l'exposé du Vice-président à la gestion des déchets,
- Sur proposition du Président,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à 62 voix pour et 1 contre :

- Décide l'acquisition de la déchetterie de Val-de-Mercy à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'euro symbolique,

- Dit que la gestion se fera dans les conditions suivantes :

- Ouverture de la déchetterie à 1,5 jours d'ouverture par semaine
- 540 tonnes de déchets collectés
- Réalisation des non-conformités dans les deux ans

- Autorise le Président à signer l'ensemble des actes visant à permettre l'ouverture du site.

- Autorise le Président à signer tout acte relatif à la présente délibération.

- Autorise le Président à entériner la cession par acte administratif.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président, Jean-Philippe SAULNIER-ARRIGHI

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-155
OBJET : SEM_AUXR - Modification prise de participation

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2024-204 en date du 3 octobre 2024, le Conseil communautaire a approuvé la création de la société d'économie mixte locale **« SEM_AuxR »**, ainsi que la prise de participation de la Communauté de l'Auxerrois à son capital social. Il convient de procéder à la modification de l'apport en nature de la Communauté de l'Auxerrois,

Selon le modèle économique annexé à cette délibération, la société devait initialement être capitalisée à hauteur de **2 M€**, répartis entre :

- **381 386 € d'apport en nature**, via la mobilisation de biens immobiliers appartenant à la collectivité,
- **1,618 M€ d'apport en numéraire**.

La répartition initiale du capital social était la suivante :

Actionnaire	**Part de capital en €**	**Part de capital en %**	**Dont apport en nature**	**Dont apport en numéraire**
CA de l'Auxerrois	1 033 900 €	51.7%	381 386 €	652 514 €
Commune	200 000 €	10%	0 €	200 000 €
CDC	599 900 €	30%	0 €	599 900 €
LogiRep	50 000 €	2.50%	0 €	50 000 €
Crédit Agricole	50 000 €	2.50%	0 €	50 000 €
De Watou	50 000 €	2.5 %	0 €	50 000 €
CCI	16 000 €	0,80%	0 €	16 000 €
TOTAL	1 999 800 €	100%	381 386 €	1 618 414 €

Toutefois, après réexamen de la valorisation des biens destinés à constituer l'apport en nature, un ajustement a été nécessaire. Les biens finalement retenus sont les suivants :

- 12 place des Cordeliers, pour une valeur estimée à 80 000 €
- 14 rue Fécauderie, pour une valeur estimée à 120 000 €
- 14 rue de l'Horloge, pour une valeur estimée à 110 000 €

Ainsi, la structuration finale du capital reste inchangée en montant global (**2 M€**), mais la répartition entre apports en nature et en numéraire évolue :

Actionnaire	**Part de capital en €**	**Part de capital en %**	**Dont apport en nature**	**Dont apport en numéraire**
CA de l'Auxerrois	1 033 900 €	51.7%	310 000 €	723 900 €
Commune	200 000 €	10%	0 €	200 000 €
CDC	599 900 €	30%	0 €	599 900 €

communauté
de l'auxerrois

LogiRep	50 000 €	2.50%	0 €	50 000 €
Crédit Agricole	50 000 €	2.50%	0 €	50 000 €
De Watou	50 000 €	2.5 %	0 €	50 000 €
CCI	16 000 €	0,80%	0 €	16 000 €
TOTAL	1 999 800 €	100%	310 000 €	1 689 800 €

La participation de la Communauté de l'Auxerrois au capital social se traduit par la souscription de 10 339 actions, d'une valeur nominale de 100 € chacune, représentant 51,7 % du capital. Si le montant global de cette participation reste fixé à 1 033 900 €, la répartition entre l'apport en nature et l'apport en numéraire est ajustée. Hormis cette modification portant sur la valorisation de l'apport en nature de la Communauté, l'ensemble des dispositions de la délibération n°2024-204 du 3 octobre 2024 demeure inchangé.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la modification du capital numéraire et le capital en nature,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-156
OBJET : AuxR_Factory - actualisation de la grille tarifaire

Rapporteur : Crescent MARAULT

Les tarifs d'AuxR_Factory ont été initialement adoptés par la délibération n°2023-031 du 30 mars 2023.

Ils ont fait l'objet de mises à jour successives par les délibérations suivantes :

- n°2024-011 en date du 15 février 2024,
- n°2024-158 en date du 27 juin 2024,
- n°2025-015 en date du 20 février 2025.

L'acquisition de nouvelles machines et équipements, venant compléter le parc existant, nécessite une actualisation de la grille tarifaire. A noter que les tarifs proposés sont en cohérence avec ceux pratiqués sur le marché actuel.

Les nouveaux tarifs sont signalés en bleu.

Les tarifs antérieurement adoptés demeurent inchangés.

Adhésion (abonnement)

Professionnels (Obligatoire aux usagers et valable 12 mois)	Tarif réduit*		Tarif normal	
	HT	TTC	HT	TTC
- Accès ponctuel à l'espace de coworking (maximum 5h par semaine, au-delà se référer aux tarifs de location) - Utilisation du petit outillage (outils et établis, électroportatif bois, électronique, …) - 2h de formation "découverte " sur une machine - Accès au catalogue de prestations payantes	25€	30€	66,67€	80€

**les bénéficiaires du tarif réduit sont les -de 25 ans, les étudiants, les micro-entrepreneurs & les résidents d'AuxR_Lab.*

Grand Public (« Open Lab »)	Tarif réduit		Tarif normal	
	HT	TTC	HT	TTC
<u>Condition d'accès :</u> Une demi-journée par semaine (suivant planning affiché sur site). <u>Services :</u>	x	x	37,50€	45€

communauté
de l'auxerrois

-2h de formation "découverte " sur une machine -Utilisation du petit outillage (outils et établis, électroportatif bois, électronique, …) -Accès au catalogue de prestations payantes facturées au tarif « normal »				

Formation individuelle sur machine (durée 1h30)

Machines	Tarif réduit*		Tarif normal	
	HT	TTC	HT	TTC
Découpe laser	37,50€	45€	66,67€	80€
Fraiseuse CNC				
Impression 3D FDM Petit Format				
Impression 3D FDM Grand Format				
Impression 3D Résine				
Scanner 3D				
Découpe vinyle				
Modélisation 3D			75€	90€
Dessin vectoriel				

**les bénéficiaires du tarif réduit sont les -de 25 ans, les étudiants, les micro-entrepreneurs & les résidents d'AuxR_Lab.*

Réservation machine (sans accompagnement)

Machines	Tarif réduit (à l'heure)		Tarif normal (à l'heure)	
	HT	TTC	HT	TTC
Impression 3D FDM Petit Format et Grand Format*	1,50€	1,80€	2,50€	3,00€
Impression 3D FDM Petit Format Haute Vitesse*	3,75€	4,50€	6,25€	7,50€
Impression 3D Résine*	6,25€	7,50€	8,33€	10€
Fraiseuse CNC*	20,83€	25€	25€	30€
Impression sublimation***	3€	3,60€	4€	4,80€
Traceur	Tarif à l'impression****			
Découpe vinyle*	4,17€	5€	6,67€	8€
Découpe laser	12,50€	15€	15€	18€
Scanner 3D	20,83€	25€	25€	30€

communauté
de l'auxerrois

**Les consommables ne sont pas inclus et seront facturés selon la grille tarifaire disponible au FabLab et sur le site internet. Les consommables sont refacturés sans marge. Leurs prix peuvent varier en fonction des fournisseurs et de l'évolution de leurs tarifs.*

***Les bénéficiaires du tarif réduit sont les - de 25 ans, les étudiants, les micro-entrepreneurs et les résidents d'AuxR_Lab.*

****Tarif pour l'impression d'une feuille A4, consommable inclus.*

*****Voir ci-dessous.*

Impression sur papier**

	Tarif unique	
	HT	TTC
A4 noir et blanc	0,15€	0,18€
A4 couleur	0,50€	0,60€
A3 noir et blanc	0,30€	0,36€
A3 couleur	1€	1,20€
A2 plan	4€	4,80€
A2 qualité affiche	11€	13,20€
A1 plan	5€	6€
A1 qualité affiche	16,50€	19,80€
A0 plan	7,50€	9€
A0 qualité affiche	20€	24€
Impression vinyle 60x30cm	5€	6€

**Tarif par impression ; consommables inclus.*

***La Factory n'étant pas un service d'imprimerie, l'impression est réservée à un usage ponctuel ou de prototypage. Le FabManager pourra limiter l'accès aux impressions pour les utilisateurs avec une utilisation trop récurrente.*

Consommables par référence

	Prix (€/kg)	
	HT	TTC
PVA-M	79,95 €	95,94 €
PRO1 (Noir, Gris, Blanc)	38,89 €	46,67 €
PLA (Bleu, Orange, Blanc, Rouge, Gris, Noir, Jaune, Argenté)	25,56 €	30,67 €
PET (Transparent, Bleu, Orange, Rouge, Vert, Noir, Jaune, Or)	34,44 €	41,33 €
TPU95 POLYFLEX - POLYMAKER (Noir, Blanc, Jaune, Orange)	38,67 €	46,40 €
PETG POLYLITE - POLYMAKER (12 couleurs)	25,00 €	30,00 €

communauté
de l'auxerrois

PLA Matte (16 couleurs)	24,19 €	29,03 €
PLA Basic (17 couleurs)	24,19 €	29,03 €

Forfait « Conseil et accompagnement »

	Tarif réduit		Tarif normal	
	HT	TTC	HT	TTC
Assistance machine : vérification de fichiers, préparation et lancement machine	16,67€ (15 min)	20€ (15 min)	20,83€ (15 min)	25€ (15 min)
Assistance projet : accompagnement personnalisé (hors utilisation machine)	54,17€ l'heure	65€ l'heure	54,17€ l'heure	65€ l'heure

Visites

> Tarif 54,17€ HT soit 65€ TTC / heure

Pour les visites commentées du Fab-Lab avec démonstration de machines en marche pour des groupes/entreprises sont facturées.

> Gratuité

Pour les visites grand public et groupes scolaires si effectuées lors des Open Labs (1/2 journée / semaine sur inscription préalable).

Privatisation du lieu

Tarif de 291,67€ HT soit 350€ TTC / demi-journée.

- Possibilité de privatiser le FabLab le temps d'un atelier ou d'un évènement.
- Forfait privatisation à la demi-journée (4h), incluant l'assistance du FabManager en ingénierie ou animation.

Location ponctuelle : espace coworking

	Tarif de location	
	HT	TTC
½ journée (4h)	8€	9,60€
Journée	12€	14,40€
Semaine	24€	28,80€
Mois	48€	57,60€

Location ponctuelle : salle de réunion

	Tarif de location	
	HT	TTC
Heure	37€	44,40€
½ journée (4h)	74€	88,80€

communauté
de l'auxerrois

Journée	110€	132,00€
Semaine	221€	265,20€
Mois	441€	529,20€

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver et d'appliquer la nouvelle grille tarifaire d'AuxR_Factory,
- D'abroger la délibération n° 2025-015 en date du 20 février 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-157
OBJET : Renouvellement de la convention avec l'association DECA-BFC (Dispositif d'Entrepreneuriat aCAdémique de Bourgogne - Franche-Comté) pour la période 2025 à 2027

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2018-034 en date du 5 avril 2018, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a adhéré à l'association DECA-BFC et intégré le collège des Collectivités Territoriales.

L'association DECA-BFC (Dispositif d'Entrepreneuriat aCAdémique de Bourgogne - Franche-Comté), incubateur régional, créée en novembre 2017, est prioritairement dédiée à l'accompagnement de projets issus ou liés à la recherche publique.

Ce dispositif a pour principales missions :

- La mise en œuvre et l'animation du réseau des dispositifs académiques ;
- Le développement de partenariats étroits avec les acteurs du territoire (accélérateurs, pépinières, financeurs publics et privés) afin de renforcer l'efficacité de l'écosystème d'innovation dans le domaine de la création d'entreprises innovantes ;
- La mise en place de toutes actions concourant à l'incubation de projets issus ou liés à la recherche publique ;
- L'accompagnement du développement de jeunes entreprises innovantes issues du monde socio-économique, dans l'objectif de favoriser le croisement des cultures et de créer un écosystème favorable à l'émergence d'entreprises innovantes.

DECA-BFC permet ainsi la transformation de projets scientifiques en projets économiques, en accompagnant les porteurs vers une posture entrepreneuriale. L'accompagnement proposé se déroule en deux phases, pour une durée maximale de 24 mois.

Depuis 2019, dans le cadre de sa stratégie de soutien à l'innovation et au développement économique, la Communauté de l'Auxerrois a engagé un partenariat avec DECA BFC afin d'accompagner les projets d'entreprises innovantes de son territoire. Cette collaboration a été formalisée par la signature de deux conventions successives : la première couvrant la période 2019-2021, la seconde portant sur les années 2022 à 2024.

Au total, 7 projets ont été accompagnés dans ce cadre, représentant un engagement financier global de 105 000€. La répartition est la suivante :

Période	Projets accompagnés	Soutien financier
2019 -2021	3 projets : Ecollant, A. Bambili, A. Amoureux	45 000 €

communauté
de l'auxerrois

2022-2024	4 projets : RH2, Vert Laine, Nature Inject Vasi et Hydrologis	60 000 €

La seconde convention étant arrivée à son terme au 31 décembre 2024 et, en vue de poursuivre la stratégie de soutien à l'innovation et au développement de la Communauté de l'Auxerrois, il est proposé de renouveler le partenariat avec DECA BFC pour une durée de 3 ans (2025-2027) avec l'objectif d'accompagner 6 projets pour une participation financière de 15 000€ par projet soit au global 90 000 €.

Il est précisé qu'en l'absence de porteur de projet identifié ou si l'accompagnement d'un projet n'est pas mené à son terme, tout versement réalisé à ce titre fera l'objet d'un remboursement à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes de la convention de partenariat 2025-2027,

- D'approuver le versement à DECA-BFC d'une subvention à hauteur de 15 000 € pour chaque contrat d'accompagnement signé sur la période couverte par la convention avec un maximum de 6 projets représentant une participation globale de 90 000 €.

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article ECO 65748 ECO

Convention de partenariat

Entre les soussignés

Dispositif d'Entrepreneuriat aCAdémique de Bourgogne-Franche-Comté ayant pour sigle DECA-BFC, association loi 1901, immatriculée sous le numéro 833 661 499, dont le siège est au 64A rue de Sully – 21000 DIJON, représentée par sa Présidente, Hélène POIRIER, ci-après dénommée l'Association,

d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, dont le siège est situé 6bis place du Maréchal Leclerc – BP 58 – 89010 Auxerre Cedex, identifiée sous le numéro SIREN 200 067 114 et représentée par son Président, Crescent MARAULT, nommé à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2020 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la délibération du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2025, ci-après dénommée La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,

d'autre part,

Préambule

En œuvrant à l'optimisation du maillage territorial de son activité d'accompagnement de projets innovants, DECA-BFC, incubateur national de la recherche publique en Bourgogne-Franche-Comté, a réalisé l'incubation de 131 projets innovants depuis sa création fin 2017. Cet accompagnement a, d'ores et déjà, permis la création de 94 start-up et 315 emplois. Outre son financement de livrables, DECA-BFC a également permis la mobilisation de financements de plus de 20 millions d'euros au profit de ses start-up en incubation. Il est à noter que les start-up de DECA-BFC en post-incubation ont également bénéficié de plus de 60 millions d'euros de financements publics et privés. S'agissant du territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, 7 projets ont fait l'objet d'un accompagnement au sein de DECA-BFC dont 2 encore en cours d'incubation.

Tous les porteurs bénéficient du parcours d'accompagnement premium d'une durée maximale de 24 mois avec un suivi par un chargé d'affaires référent challengeant le porteur sur les différents piliers essentiels de sa start-up en relation avec la feuille de route établie par les membres du comité de sélection. Outre cet accompagnement individualisé, les porteurs profitent également d'une incubation collective avec les ateliers de l'entrepreneuriat, les DECA-PLIK et les CaFé-DECA, qui leur permettent de transformer leur projet technologique innovant en start-up et surtout d'évoluer vers la stature de chef d'entreprises. Bien plus, le réseau dont dispose DECA-BFC, y compris au niveau national, permet de les mettre en relation avec les principaux acteurs de l'innovation pour une optimisation de leur plan de financement.

Pour les projets Deeptech, ils peuvent également bénéficier du DECA-CHALLENGE, préparation intensive de DECA-BFC sur une période de 3 mois, aux concours nationaux d'innovation, notamment le concours i-Lab. Sur 24 candidats présentés en 3 ans, 9 lauréats ont accédé à ce label national permettant de bénéficier de subventions de plusieurs centaines de milliers d'euros. D'ailleurs, l'un des lauréats Deeptech est implanté sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et a donc pu en bénéficier.

Dans le cadre du pôle universitaire d'innovation BFC, une nouvelle étape a été franchie pour DECA-BFC.

Depuis le 1er janvier 2024, un parcours d'accompagnement complémentaire est proposé pour les projets Deeptech : le parcours d'accompagnement START & GO Deeptech in BFC via un appel à candidatures bi-annuel à destination tant de porteurs endogènes qu'exogènes. S'agissant de ces derniers, le but est de les capter pour une implantation de leur entreprise innovante sur les territoires de Bourgogne - Franche-Comté. Il est à rappeler que ce parcours spécifique est financé par le PUI BFC et la Région Bourgogne-Franche-Comté.
Ce parcours permet une accélération de la pré-incubation et de l'incubation et s'articule surtout autour des spécificités des projets Deeptech via des ateliers animés par des experts nationaux Deeptech et les référents Deeptech au sein de l'équipe de DECA-BFC. A l'issue de ce parcours, le porteur Deeptech bénéficiera d'une roadmap technologique, réglementaire, financière et d'un dossier de préparation aux levées de fonds ainsi que d'un pitch deck à destination des fonds d'investissements.

Quelle que soit la typologie des projets, il est également primordial pour les incubés de disposer de bureaux financés par DECA-BFC, s'ils le souhaitent (au sein de l'AuxR_Lab pour les start-up de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois). Ils ont également recours à des prestations externes pouvant se traduire par des études de marchés, de stratégie d'accès aux marchés, des prestations de services auprès des laboratoires de recherche publique, le recours à des cabinets d'avocats pour la rédaction de statuts, la négociation du transfert de la Propriété intellectuelle, les conditions générales de vente (…), le recours à un commissaire aux apports, ou encore l'hébergement, (…). C'est notamment à ce titre que la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois intervient puisque son financement est principalement dédié à la prise en charge d'une partie de ces prestations.

Depuis 2019, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a choisi de s'associer à l'activité de DECA-BFC à travers la signature de deux conventions triennales. Mis à part le financement de prestations qu'elle apporte aux startuppeurs, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est un référent essentiel pour DECA-BFC, notamment pour la détection de futurs projets et l'intégration des incubés au sein de l'écosystème de son territoire.

Dans le cadre de cette nouvelle convention triennale pour les années 2025 à 2027, il s'agit de renouveler le partenariat en continuant à œuvrer pour une optimisation de l'accompagnement des porteurs au sein de l'écosystème local.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article I. Objet

La présente convention a pour objet de fixer le montant du soutien financier apporté à l'Association pour la réalisation du programme d'actions qui comprend la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'accueil et à l'accompagnement de 6 projets d'entreprises innovantes provenant de projets issus ou liés à la recherche sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, dénommés « projets incubés », dans le cadre de contrats d'accompagnement entre les porteurs de projets et DECA-BFC.

Elle définit en outre les modalités de versement de cette participation.

Article II. Conditions d'exécution du programme d'actions

Le programme d'actions relatif à l'accompagnement des six projets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sera exécuté sous la responsabilité de la Présidente de l'Association.

L'Association transmet à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au terme de chaque exercice (du 1er janvier au 31 décembre), un rapport d'exécution comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que le rapport d'activité à faire parvenir dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable.

Pour chacun des projets incubés, il pourra être fourni une synthèse des différentes dépenses financées à la demande de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Les actions réalisées au titre de cette convention ainsi que tout document, publication ou communication, doivent comporter la mention « réalisé avec le concours de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois » et/ou le logo correspondant.

La présente convention est conclue pour une période de trois années de 2025 à 2027, avec effet rétroactif au 1er janvier 2025.

Article III. Montant de la subvention

La participation de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, pour la durée de la présente convention, est arrêtée à 90 000 €, soit l'équivalent du financement de 6 projets estimés à 15 000 € chacun.

Article IV. Modalités de versement

Le versement de la subvention allouée est conditionné à la signature de 6 contrats d'accompagnement de projets, sur la période 2025-2027.

Le financement respectif de chaque projet à hauteur de 15 000 euros chacun s'effectuera sur présentation du contrat d'accompagnement signé.

Ce versement sera effectué sur le compte bancaire de l'association (IBAN : FR76 1100 6210 3452 1471 6740 706 / Code BIC : AGRIFRPP810).

Article V. Conditions particulières

En qualité de co-financeur, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est membre du comité de sélection et de suivi de l'Association pour les projets qui sont implantés sur son territoire.

Les deux parties conviennent, outre leurs relations régulières, de se rencontrer annuellement afin de faire un point quantitatif et qualitatif sur leur partenariat dans un souci permanent de l'optimiser.

Article VI. Reversement - résiliation

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se réserve la possibilité de faire procéder au reversement total ou partiel des sommes versées en cas de non-respect des conditions fixées par la présente convention.

Si les sommes versées au titre de la présente convention ne sont pas consommées dans leur intégralité par les porteurs de projets, les crédits non utilisés feront l'objet d'un reversement ou seront fléchés sur de nouveaux projets, ceci à la discrétion de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Si des contrats supplémentaires relatifs à des projets porteurs pour l'agglomération devaient entrer en phase d'accompagnement, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pourrait reconsidérer le montant de son aide pour la période 2025-2027.

Dans ce cas, les parties conviennent de la possibilité d'élaborer un avenant à la présente convention prévoyant l'ajustement de la participation de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au programme d'accompagnement de DECA-BFC.

Article VII. Attribution de juridiction

En cas de contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, à défaut de règlement amiable, il sera fait appel au Tribunal administratif compétent.

Fait en deux exemplaires originaux
Dijon, le

Pour l'Association	Pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
La Présidente	Le Président

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-158
OBJET : Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec "A Facettes" (ADCEP)

Rapporteur : Odile MALTOFF

La stratégie de développement touristique de la Communauté de l'Auxerrois, adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022, identifie le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes prioritaires. Le terroir remarquable du Grand Auxerrois et sa proximité immédiate avec Chablis et son vignoble constituent des atouts majeurs pour structurer une offre touristique autour de la vigne, des paysages viticoles de l'Auxerrois et de la rencontre avec les acteurs locaux du monde viticole.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération organise chaque année l'événement « Fleurs de vigne - le festival des vins de Chablis et du Grand Auxerrois », dédié à la valorisation des cépages icaunais. Cette opération rassemble 40 vignerons ainsi que 40 producteurs et acteurs du territoire autour d'un parcours œnologique et gastronomique visant à promouvoir la diversité des vins icaunais et de mettre en lumière les produits du terroir, dans une démarche de partage, de transmission et de développement local.

Forte du succès de cette manifestation, la Communauté d'agglomération a souhaité aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. Ainsi, depuis 2022, la collectivité est partenaire « terroir » de l'événement « Fête des Vendanges de Montmartre ». Organisée par la Mairie du 18e arrondissement de Paris, depuis 1934, cette manifestation célèbre la nouvelle cuvée du vignoble du Clos de Montmartre et attire plus de 500 000 visiteurs.

Aussi, pour 2025, la Communauté d'agglomération souhaite renouveler sa participation à l'édition 2025 de la Fête des Vendanges de Montmartre qui se déroulera du 08 au 12 octobre 2025, sur le thème « Le 18e Éternellement jeune ». Ce partenariat représente une opportunité stratégique pour accroitre la notoriété des vins du Grand Auxerrois et renforcer l'attractivité touristique de notre territoire auprès d'un public francilien, ciblé dans la stratégie touristique communautaire.

La participation de la Communauté d'agglomération comprend un engagement financier de 21 600 € (TTC), correspondant aux frais de participation versés à l'organisateur (A Facettes).
L'Office de Tourisme de Chablis, Cure, Yonne et Tonnerrois apportera également une contribution financière.

Ce montant pourra être cofinancé par des partenaires institutionnels (Conseil Régional, Conseil Départemental, Bureau Interprofessionnel des Vins de Bourgogne – BIVB) qui seront sollicités par la Communauté de l'Auxerrois.

Une convention de partenariat, annexée à la présente délibération, précise les engagements réciproques de la Communauté de l'Auxerrois et de l'organisateur « A Facettes ».

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la participation de la Communauté de l'Auxerrois à l'édition 2025 de la Fête des Vendanges de Montmartre,

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ci-annexée,

- D'autoriser le versement d'une participation financière de 21 600 € TTC à l'organisateur de l'événement, « A Facettes »,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget ECO 633 657381 TOUR

CONVENTION DE PARTENARIAT

Fête des Vendanges de Montmartre

"Le 18e fête la jeunesse"

du 8 au 12 octobre 2025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS
EPCI créé par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010, n° SIRET : 248 900 532 00016
Ayant son siège sis 6 bis place du Maréchal Leclerc – BP 58 – 89005 Auxerre Cedex
Représentée par Monsieur Crescent Marault, agissant en qualité de Président de la Communauté de l'Auxerrois à l'effet de signer la présente par délibération en date du 26 juin 2025.

Ci-après dénommé **"**Le Partenaire"

D'une part,

ET

À FACETTES - ADCEP (Association pour le Développement de la Création, Etudes et Projets)
Association Loi 1901, n° SIRET : 331 552 034 00042
Ayant son siège sis au 21, rue de la Villette - 75019 Paris
Représentée par Madame Sylvie Canal, agissant en qualité de Directrice Générale de l'association,

Ci-après dénommée "À FACETTES",

D'autre part.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

À l'occasion de la 92e Fête des Vendanges de Montmartre et pour accompagner la cuvée 2024 du Clos Montmartre, la mairie du 18e arrondissement a confié à À FACETTES l'organisation, la programmation et la production de l'événement « *Fête des Vendanges de Montmartre / Le 18e Éternellement jeune* ».

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a souhaité s'associer à l'événement en tant que partenaire "Terroir".

Dénomination officielle et droits afférents

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sera partenaire de la Fête des Vendanges de Montmartre 2025.

Dénomination officielle

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pourra décliner pendant un an sur l'ensemble de ses supports de communication, en France et à l'étranger la dénomination suivante :

« Partenaire de la Fête des Vendanges de Montmartre 2025 »

Utilisation des visuels

Le partenaire pourra utiliser pour sa communication interne ou externe, en France comme à l'étranger, des visuels du Parcours du Goût de la Fête des Vendanges 2025 et de l'affiche de l'événement.

Association à la campagne de promotion

Supports digitaux

- Sur le site dédié à l'événement (274 000 visites et 522 000 pages vues en 2024) : le partenaire bénéficiera d'un lien vers son propre site, ainsi que d'un texte de présentation.
- Facebook (18 170 abonnés), X (1 900 abonnés), Instagram (6 250 abonnés) : le partenaire bénéficiera d'un post dédié et d'une citation dans le post de remerciements des partenaires.
- Le logo du Partenaire figurera sur le site internet de la Fête des Vendanges de Montmartre et sur ses réseaux sociaux.

Supports physiques

Le logo du partenaire sera présent sur l'ensemble de la communication autour de l'événement (dossier de presse, programme, affiches, bâches du Parcours du Goût, site internet, réseaux sociaux) :

- 440 faces 120 x 170 réseau MUI / Clear Channel / Ville de Paris pendant 2 semaines, avant et pendant l'évènement ;
- 16 faces 60 X 80 sur les kiosques du 18e durant la 1ère quinzaine d'octobre ;
- Affiches A3 et Affiches 40 X 60 cm :
  - 1 000 affiches dans les commerces et les équipements municipaux du 18e à partir de mi-septembre ;
- Kakémonos extérieurs :
  - 300 mètres linéaires de bâches sur le Parcours du Goût,
  - 1 bâche dans les vignes + 1 bâche sur le fronton de la mairie du 18e à partir du 20 septembre ;
- Programme :
  - Dépliant 6 volets r°/v°, format ouvert 60 x 40 cm, format plié 10 x 20 cm, tiré à 25 000 exemplaires et distribué avant et pendant l'événement, notamment au Point Info du Parcours du Goût, mais aussi dans des bars, restaurants, commerces et dans tous les lieux partenaires de l'événement.

Pendant l'événement

Le partenaire disposera d'un emplacement pour valoriser son territoire sur le Parcours du Goût, installé autour du Sacré Cœur.

À FACETTES mettra à la disposition du partenaire un espace de 18 m², soit 2 stands de 3 mètres de façade sur 3 mètres de profondeur chacun (avec plancher, moquette, velum, habillage de murs de fond et latéraux en tissu ignifugé, cache-pieds de façade, prise et éclairage), espace que le partenaire pourra aménager comme il le souhaite.

Le partenaire pourra bénéficier d'une visite privée des vignes du Clos Montmartre pour 20 personnes avec une dégustation des vins du Clos Montmartre.

Deux représentants du partenaire seront invités au déjeuner "officiel" en présence du Maire du 18e, et des principaux partenaires de la Fête des Vendanges de Montmartre le vendredi 10 octobre ou le samedi 11 octobre (à préciser).

Montant du partenariat

En contrepartie des éléments mentionnés ci-dessus, le partenaire versera à À FACETTES, pour l'organisation de la Fête des Vendanges de Montmartre, une participation financière d'un montant de 18 000 euros HT (dix-huit-mille euros hors taxes)**,** payables par chèque ou virement bancaire sur présentation de facture, selon l'échéancier suivant :

50% à la signature de la présente convention

le solde au 1er octobre 2025.

Tout différend pouvant naître de la présente convention de partenariat sera soumis à une conciliation amiable préalablement à tout recours devant les tribunaux. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Paris seront compétents et le droit français seul applicable.

Fait à Paris, le
En 2 originaux

Pour À FACETTES	Pour LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS
Sylvie Canal	Crescent Marault

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-159
OBJET : Édition 2025 de la fête des vendanges de Montmartre - Approbation de la convention de partenariat avec l'OT de Chablis

Rapporteur : Odile MALTOFF

La stratégie de développement touristique de la Communauté de l'Auxerrois, adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022, identifie le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes prioritaires. Le terroir remarquable du Grand Auxerrois et sa proximité immédiate avec Chablis et son vignoble constituent des atouts majeurs pour structurer une offre touristique autour de la vigne, des paysages viticoles de l'Auxerrois et de la rencontre avec les acteurs locaux du monde viticole.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération organise chaque année l'événement « Fleurs de vigne - le festival des vins de Chablis et du Grand Auxerrois », dédié à la valorisation des cépages icaunais.

Forte du succès de cette manifestation, la Communauté d'agglomération a souhaité aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. Ainsi, depuis 2022, la collectivité est partenaire « terroir » de l'événement « Fête des Vendanges de Montmartre ». Organisée par la Mairie du 18e arrondissement de Paris, depuis 1934, cette manifestation célèbre la nouvelle cuvée du vignoble du Clos de Montmartre et attire plus de 500 000 visiteurs.

Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération souhaite renouveler sa participation à l'édition 2025 de la Fête des Vendanges de Montmartre, programmée du 8 au 12 octobre 2025, sur le thème « Le 18e Éternellement jeune ». Ce partenariat représente une opportunité stratégique pour accroitre la notoriété des vins du Grand Auxerrois et renforcer l'attractivité touristique de notre territoire auprès d'un public francilien, ciblé dans la stratégie touristique communautaire.

Dans le cadre des opérations de collaboration avec Chablis pour la promotion du territoire, l'Office de tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois est également associé à cette démarche, contribuant à une promotion conjointe des deux territoires sur le marché parisien.

Ainsi, la SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage à prendre en charge la moitié du reste à financer, après déduction des subventions perçues, dans la limite de 7 500 €.

Les modalités précises de cette contribution sont définies dans la convention annexée à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec la SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois ci-annexée,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

VENDANGES DE MONTMARTRE – 8 AU 12 OCTOBRE 2025
CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
Domiciliée 6 bis place du Maréchal Leclerc, BP58, 89010 AUXERRE Cedex,
Représentée par M. Crescent MARAULT, Président,
Ci-après dénommée C.A.A ou Communauté d'Agglomération,

D'une part,

ET

La SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne et Tonnerrois,
Domiciliée 1, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 89800 Chablis,
N°SIRET : 828 770 891 00012,
Représentée par Mme Marie-José VAILLANT, Présidente,
Ci-après dénommée OTCCYT ou Office de Tourisme,

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022, place le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes principaux. En effet, le terroir exceptionnel du Grand Auxerrois et sa proximité avec Chablis rendent évident le développement d'un tourisme orienté vers la découverte de la vigne, des paysages de l'Auxerrois et de la rencontre avec ses vignerons.

Forte du succès de Fleurs de Vigne, la Communauté d'Agglomération souhaite aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole.

La Mairie du 18ème arrondissement de Paris célèbre depuis 1934 la nouvelle cuvée de ses vignes avec la « **Fête des Vendanges de Montmartre** ». Cet évènement, disséminé dans tous les quartiers de l'arrondissement, rassemble plus de 500 000 visiteurs chaque année.

L'édition 2025 aura lieu du 08 au 12 octobre. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaite être à nouveau partenaire de l'opération pour la troisième fois afin de promouvoir les vins de l'auxerrois auprès d'un large public.

Cette opération permettrait aux vignerons ayant participé à la dernière édition de la manifestation « **Fleurs de Vigne** » de toucher un potentiel de clients/touristes très important. Cette clientèle parisienne – à moins de 2h d'Auxerre – est l'une des clientèles principalement visées par la nouvelle stratégie de développement touristique.

La Communauté d'Agglomération et l'Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois souhaitent s'associer pour promouvoir les deux territoires sur le marché Parisien.

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois prend en charge l'organisation des opérations.

Ses missions sont :

- Confirmation du programme et des prestations,
- Coordination des participants,
- Réalisation du plan de communication (affiches, brochures, flyer…),
- Fourniture de tous les documents, conventions, à mettre en œuvre pour cette opération,
- Le partage à parts égales de l'espace de 18 m^2 mis à disposition par les organisateurs sur le parcours du Goût
- Inclure la destination « Chablis » dans la communication.

Ainsi que toutes autres actions facilitant le bon déroulement des opérations dans la limite de ses compétences.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'OFFICE DE TOURISME CHABLIS, CURE, YONNE ET TONNERROIS

L'Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage à :

- Participer à l'organisation en coordonnant sa présence et/ou celle de ses partenaires sur le stand pendant les jours du parcours du Goût,
- Faciliter les opérations et relaye la communication sur ses propres médias,
- Participer aux opérations.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention vaut pour l'édition 2025 de la **Fête des Vendanges de Montmartre**.

ARTICLE 4 : PARTICIPATION FINANCIERE

Les partenaires cosignataires s'engagent à financer cette opération selon la répartition suivante :

- La communauté d'Agglomération s'engage à prendre en charge le paiement de 21 600 euros (TTC) à l'Organisateur ainsi qu'à solliciter des subventions auprès des principaux organismes potentiellement cofinanceurs (Conseil Régional, Conseil Départemental, BIVB…)
- La SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage à prendre en charge la moitié des frais restant à charge, une fois les subventions déduites, pour un **montant maximum de 7 500 euros.**

Fait à Auxerre, le ……

POUR L'AGGLOMERATION AUXERROISE,

Le Président,

Crescent MARAULT

POUR L'OTCCYT,

La Présidente,

Marie-José VAILLANT

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-160
OBJET : Aide agricole à l'implantation de cultures intermédiaires hors obligation réglementaire dans le cadre de la charte locale pour la qualité de l'eau

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois a approuvé en 2020 la charte locale pour l'eau, pour les captages de la plaine du Saulce, des Boisseaux et de la plaine des Isles. Cette charte d'engagement volontaire s'adresse aux exploitants céréaliers, éleveurs, viticulteurs… qui exploitent des parcelles incluses dans les aires d'alimentation de ces captages.

Trente-six agriculteurs sont actuellement signataires de la Charte Locale pour l'eau potable.

Parmi les dispositions prévues dans la charte, figure l'implantation de couverts en intercultures avec des préconisations qui vont au-delà la réglementation actuelle. Ces cultures intermédiaires ont pour vocation de capter les nitrates.

Elles impliquent des charges supplémentaires (achat de mélanges de semences, semis, destruction avant semis de la culture principale) pour les exploitants signataires. Ces coûts supplémentaires sont évalués entre 90 et 100 €/hectares.

Afin d'accompagner ces changements et d'encourager l'implantation de ces couverts, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois se propose de financer une partie de ces intercultures aux agriculteurs signataires de la charte locale pour l'eau potable pour la campagne 2025-2026 à hauteur de 50 €/ hectares.

Ces aides relèvent du régime 1408/2013 dit de minimis agricole.

Une convention d'engagement individuelle, dont le modèle est joint en annexe, précise les conditions d'engagement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une subvention de 50 €/ha aux exploitants pour financer une partie des coûts d'implantation de couverts en intercultures selon les dispositions suivantes de la Charte Locale :
    - Semis d'un couvert contenant des crucifères (sauf si infestation de vivaces et ramassage/ broyage des cailloux) OU semis un colza après des légumineuses annuelles ou protéagineux, pour 50 % des surfaces concernées,
    - Semis d'un couvert après une culture de colza, dont la destruction intervient après le 15 septembre,
    - Semis d'un couvert entre 2 céréales à pailles d'hiver sur 1 parcelle de chaque exploitation de l'AAC (sauf pour les agriculteurs en bio),

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à signer les conventions d'engagements,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2025 de l'eau potable.

Convention de partenariat financier pour l'implantation de couverts dans le cadre de la charte locale

Entre les soussignés :

- La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, établissement public de coopération intercommunale créé par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 et inscrit au SIRET sous le numéro 248 900 532 00016, sise 6 bis, place du maréchal Leclerc, BP 58 89005 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, désignée sous le terme « la Communauté »,

ET

- Entre (nom de l'exploitant ou de la société) ,
  (adresse) ,
  dénommé ci-après « l'exploitant »
  Numéro PACAGE :

Objet de la convention

Aux dépassements des taux de nitrates, subis depuis les années 60/70, ont succédé l'apparition de résidus de pesticides, et plus particulièrement leurs produits de dégradation, appelés métabolites. Cette dégradation a entraîné la fermeture des captages de la Potrade (Augy, 2014), de la plaine des Isles (Auxerre, 2014), des prés du moulin (Perrigny, 2018) et celle du captage de Talloué (Chitry).

Pour faire face à cette évolution, la Communauté de l'Auxerrois sur l'impulsion de l'administration, a travaillé à l'élaboration d'une charte locale de l'eau en partenariat avec l'association de la qualité de l'eau potable en lien avec les enjeux du territoire. Il s'agit d'un plan d'actions collectif et partagé par les agriculteurs et les viticulteurs. Parmi les mesures proposées, il est préconisé l'implantation de couverts après légumineuses annuelles et protéagineux ainsi qu'entre deux céréales à paille d'hiver (sur une parcelle positionnée sur les bassins d'alimentation de captage).

La Communauté, consciente des coûts supplémentaires occasionnés, propose de prendre en charge en partie l'implantation de ces couverts à hauteur de 50 € par hectare semé pour les agriculteurs signataires de la charte.

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la campagne 2024-2025 soit une durée d'un an.

Engagement de la communauté

Selon la décision du conseil communautaire qui s'est réuni le 26 juin 2025, la Communauté s'engage à verser à l'agriculteur une subvention à hauteur de :

- 50 €/ha pour l'implantation de couverts préconisés par les mesures indiquées dans la charte locale pour la campagne 2025-2026

Le versement de la compensation financière sera effectué par la Communauté après vérification du respect des engagements en fonction :

- Des éléments d'enregistrement des pratiques

Engagement de l'agriculteur

L'agriculteur s'engage :

- A implanter après une légumineuse annuelle ou un protéagineux, un couvert contenant au moins une crucifère ou implanter un colza
- Mettre un couvert entre 2 céréales à pailles d'hiver sur au moins une parcelle incluse dans le zonage des bassins d'alimentation de captage concernés par la charte locale.
- A mettre tous les moyens nécessaires en œuvre pour une implantation optimale des couverts
- A transmettre tous les éléments permettant à la communauté de contrôler l'implantation des couverts :
    - Le registre parcellaire graphique avec identification des parcelles implantées avec un couvert
    - L'assolement de l'année 2025 et celui prévu pour 2026
    - Liste des espèces implantées sur les couverts

Cette subvention relève du régime 1408/2013 dit de minimis agricole. En signant cette convention, j'atteste sur l'honneur n'avoir pas touché plus de 50 000€ d'aides en cumulé sur l'exercice en cours et les deux précédents.

Résiliation de la convention

La convention sera résiliée en cas de non-respect des conditions d'éligibilité par les agriculteurs signataires.

Fait à Auxerre en deux exemplaires le

La Communauté — L'exploitant

Crescent MARAULT, président, maire

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-161
OBJET : Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de voirie dans le cadre de travaux d'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) dans le cadre de l'exercice de ses compétences d'eau potable va notamment procéder en 2025 aux remplacements des conduites d'eau potable et de leurs branchements rues des Vauboulons, Autric et des Montardoins à Auxerre.

Ces travaux impliquent la réfection de la partie de voirie dégradée du fait des travaux. Afin d'améliorer le service rendu à l'usager, d'optimiser les coûts de réfection et de coordonner au mieux les interventions, la commune d'Auxerre souhaite qu'à l'issue de ces travaux les revêtements de voirie soient repris par la Communauté de l'Auxerrois dans leur intégralité.

Aussi, la commune d'Auxerre décide de transférer à la communauté de l'Auxerrois, qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection des voiries suite aux travaux d'eau potable listés. Une convention doit être établie à cet effet. Elle précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage et en fixe le terme.

Cette convention estime les travaux de voirie à 112 185 €HT soit 134 622 €TTC dont 36 649,36 €HT soit 43 979.23 €TTC à la charge de la Communauté de l'auxerrois au titre des réfections liées aux travaux d'eau potable. Elle précise que les travaux seront exécutés dans le cadre d'un marché public à procédure adaptée, que le remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois pour le compte de la commune d'Auxerre se fera suivant le coût réel des travaux, déduction faite d'éventuelles subventions, et sur des montants toutes taxes comprises. La convention prendra fin au plus tard au 01/12/2026.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser la signature de la convention pour la réalisation de réfection de voirie suite aux travaux d'eau potable dans les rues des Vauboulons, Autric et des Montardoins à Auxerre par la Communauté de l'Auxerrois pour le compte de la commune d'Auxerre.

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE PAR LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'EAUX POTABLE

Entre les soussignés

- La Commune d'Auxerre représentée par son Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 28/06/2025,
- La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 28/06/2025.

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) dans le cadre de l'exercice de sa compétence Eau Potable va procéder en 2025 aux remplacements des conduites d'eau potable et de leurs branchements rues des Vauboulons, d'Autric et des Montardoins à Auxerre.

Ces travaux impliquent la réfection de la partie de voirie dégradée du fait des travaux. Afin d'améliorer le service rendu à l'usager, d'optimiser les coûts de réfection et de coordonner au mieux les interventions, la commune d'Auxerre souhaite qu'à l'issue de ces travaux les revêtements de voirie soient repris par la Communauté de l'Auxerrois dans leur intégralité.

Considérant que le remplacement des conduites d'eau potables et de leurs branchements « rue des Vauboulons, d'Autric et des Montardoins à Auxerre » relève simultanément des compétences de la Ville d'Auxerre et de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois,

Aussi, la commune d'Auxerre décide de transférer à la communauté de l'Auxerrois, qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection des voiries suite aux travaux d'eau potable listés.

Par la présente convention, les parties conviennent d'avoir recours aux modalités de transfert de la maîtrise d'ouvrage selon l'article L 2422-12 du Code de la commande publique qui prévoit de préciser les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage et d'en fixer le terme. Cet article dispose :

« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Dans ce cadre, la commune et la communauté de l'Auxerrois conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de désigner La Communauté de l'Auxerrois comme maître d'ouvrage unique qui va reprendre la totalité des revêtements de voirie et de trottoir, et ponctuellement certains de ses accessoires de voirie dans les rues des Vauboulons, Autric et des Montardoins à Auxerre.

Aussi, la présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois pour la commune d'Auxerre pour la reprise des revêtements de voirie dont la dégradation n'est pas du fait des travaux d'eau potable.

ARTICLE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX ET ESTIMATION DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNE D'AUXERRE

Les travaux d'eau potable consistent à ouvrir des tranchées de 90 cm pour la canalisation et de 60 cm pour les branchements sur tout le linéaire de la canalisation. On estime la surface de voirie à reprendre à partir de ces surfaces de tranchées majorées de 10% en raison des différents aléas pouvant survenir. Les linéaires et surfaces concernés par les travaux d'eau potable sont les suivants :

Travaux d'eau potable	Conduites			Branchements										Total à reprendre		
Auxerre	sous chaussée			sous chaussée					sous trottoir					bordures	Surfaces de chaussée + 10%	Surfaces de trottoirs + 10%	bordures
sites	ml	L	m^2	Nbre	ml/br	ml	L (tr)	m^2	Nbre	ml/br	ml	L (tr)	m^2	ml (1,5/br)	m^2	m^2	ml
rue des Vauboulons	220	0,9	198	30	3	90	0,9	81	30	2	60	0,6	36	45	307	40	45
rue d'Audric	230	0,9	207	17	8	136	0,9	122,4	17	2	34	0,6	20,4	25,5	362	22	26
rue Montardoins (haut)	190	0,9	171	28	4,5	126	0,9	113,4	28	1	28	0,6	16,8	42	313	18	42

Les travaux de voirie réalisés par la Communauté de l'Auxerrois et l'estimation des prises en charge pour le compte de la Commune d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois sont décrits ci-dessous :

Rue des Vauboulons								
			Total		Communauté de l'Auxerrois		Ville d'Auxerre	
	Unités	PUHT	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
Installation de chantier	ft	1 200,00	1	1 200,00			1	1 200,00
Signalisation	ft	700,00	1	700,00			1	700,00
fraisage chaussée	m2	5,00	823	4 115,00	307	1 534,50	516	2 580,50
reprofilage trottoirs	m2	6,00	400	2 400,00	40	237,60	360	2 162,40
Mises à niveau tampons	u	180,00	2	360,00			2	360,00
Mise à niveau bouches à clefs	u	85,00	30	2 550,00	30	2 550,00		
Ensemble Bordures + caniveau béton (dépose et repose)	ml	75,00	61	4 575,00	45	3 375,00	16	1 200,00
BBSG chaussée	t	130,00	101	13 130,00	34	4 443,08	67	8 686,93
enduit trottoirs	m2	13,00	400	5 200,00	40	514,80	360	4 685,20
Montant HT				**34 230,00**		**12 654,98**		**21 575,03**
Montant TTC			**Total**	**41 076,00**	**CA**	**15 185,97**	**Ville**	**25 890,03**
Taux de financement				**100,00%**		**36,97%**		**63,03%**

Rue d'Autric								
			Total		Communauté de l'Auxerrois		Ville d'Auxerre	
	Unités	PUHT	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
Installation de chantier	ft	1 200,00	1	1 200,00			1	1 200,00
Signalisation	ft	700,00	1	700,00			1	700,00
fraisage chaussée	m2	5,00	1245	6 225,00	362	1 810,00	883	4 415,00
reprofilage trottoirs	m2	6,00	0	0,00				
Mises à niveau tampons	u	180,00	11	1 980,00			11	1 980,00
Mise à niveau bouches à clefs	u	85,00	20	1 700,00	20	1 700,00		
Ensemble Bordures + caniveau béton (dépose et repose)	ml	75,00	56	4 200,00	26	1 950,00	30	2 250,00
BBSG chaussée	t	130,00	153	19 890,00	44	5 764,85	109	14 125,15
enduit trottoirs	m2	13,00	25	325,00	22	286,00	3	39,00
Montant HT				**36 220,00**		**11 510,85**		**24 709,15**
Montant TTC			**Total**	**43 464,00**	**CA**	**13 813,02**	**Ville**	**29 650,98**
Taux de financement				**100,00%**		**31,78%**		**68,22%**

Rue des Montardoins								
			Total		Communauté de l'Auxerrois		Ville d'Auxerre	
	Unités	PUHT	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
Installation de chantier	ft	1 200,00	1	1 200,00			1	1 200,00
Signalisation	ft	700,00	1	700,00			1	700,00
fraisage chaussée	m2	5,00	1306	6 530,00	313	1 565,00	993	4 965,00
reprofilage trottoirs	m2	6,00	0	0,00				
Mises à niveau tampons	u	180,00	11	1 980,00			11	1 980,00
Mise à niveau bouches à clefs	u	85,00	30	2 550,00	30	2 550,00		
Ensemble Bordures + caniveau béton (dépose et repose)	ml	75,00	89	6 675,00	42	3 150,00	47	3 525,00
BBSG chaussée	t	130,00	160	20 800,00	38	4 984,53	122	15 815,48
enduit trottoirs	m2	13,00	100	1 300,00	18	234,00	82	1 066,00
Montant HT				**41 735,00**		**12 483,53**		**29 251,48**
Montant TTC			**Total**	**50 082,00**	**CA**	**14 980,23**	**Ville**	**35 101,77**
Taux de financement				**100,00%**		**29,91%**		**70,09%**

	Montant travaux en €HT			Montant travaux en €TTC		
sites	Total	Part CA	Part VA	Total	Part CA	Part VA
rue des Vauboulons	34 230,00	12 654,98	21 575,03	41 076,00	15 185,97	25 890,03
rue d'Audric	36 220,00	11 510,85	24 709,15	43 464,00	13 813,02	29 650,98
rue Montardoins (haut)	41 735,00	12 483,53	29 251,48	50 082,00	14 980,23	35 101,77
TOTAL	**112 185,00**	**36 649,35**	**75 535,65**	**134 622,00**	**43 979,22**	**90 642,78**

Le taux de TVA en vigueur est de 20%.

ARTICLE 3 MODE DE PASSATION ET EXECUTION DU MARCHE

La Communauté de l'Auxerrois réalisera les travaux dans le respect des règles et procédures imposées par la réglementation en vigueur relative aux marchés publics.

En l'espèce, la procédure consistera en un marché de travaux passé selon une procédure adaptée.

La Communauté de l'Auxerrois s'engage à tenir régulièrement informée la Commune d'Auxerre de l'évolution des réfections.

ARTICLE 4 REMBOURSEMENT PAR LA COMMUNE D'AUXERRE DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

La Commune d'Auxerre s'engage à rembourser à la Communauté de l'Auxerrois les frais de réhabilitation des voiries et des trottoirs lui incombant tels que définis à l'article 2.
Les remboursements se feront depuis le budget principal de la commune d'Auxerre vers le budget annexe d'eau potable.

Les frais comprennent uniquement le coût des travaux.

Le remboursement se fera aux coûts réels de l'opération et sur des montants toutes taxes comprises (TTC), déduction faite d'éventuelles subventions.

A réception des travaux, la Communauté de l'auxerrois émettra un titre de recettes à l'encontre de la commune d'Auxerre du montant total TTC de l'opération en produisant un décompte définitif des dépenses réalisées, elle transmettra aussi le Procès-verbal de réception des travaux, et la preuve des paiements de la part de la trésorerie de la Communauté de l'auxerrois.

Toute autre modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 ENTREE EN VIGEUR, DUREE ET CONDITION DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature par les 2 parties.

Elle reste en vigueur jusqu'à la parfaite exécution de tous les travaux objet de la présente convention, comprenant, le cas échéant la levée des réserves constatées lors de la réception des travaux, et prendra fin au règlement du titre de recette adressé à la Commune d'Auxerre par la Communauté de l'Auxerrois.

La présente convention prendra fin au plus tard le 01/12/2026. Cette date de fin pourra être modifiée par avenant si nécessaire.

ARTICLE 6 REGLEMENT ET LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois	Le Maire de la Commune d'Auxerre

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-162
OBJET : Adhésion à Ascomade pour le domaine de l'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois adhère au réseau Ascomade (Association des collectivités pour la maîtrise des déchets et de l'environnement) depuis 2019 pour l'assainissement et les eaux pluviales.
L'Ascomade est une association de loi 1901, composée exclusivement de collectivités en charge de la gestion des déchets, de l'eau et/ou de l'assainissement, et qui s'est donnée comme mission de faciliter les échanges de connaissances, de savoir -faire, et le partage d'expériences pour permettre à chacune de gagner en efficacité.

L'adhésion à l'ASCOMADE donne accès à :

- Des clubs thématiques pour élus et directeurs de services,
- Un centre de ressources : veille technique et réglementaire, conseils et services au quotidien (équipe technique),
- Un catalogue d'outils dédiés,
- Des avantages tarifaires : tarifs préférentiels sur tous les événements, tarifs réduits sur l'édition des outils de sensibilisation, commandes groupées, etc.,
- La publication de vos petites annonces emploi et matériel sur ce site Internet.

L'ASCOMADE organise également des rendez-vous pour échanger et s'informer tout au long de l'année, des visites d'études, des retours d'expériences, des actions mutualisées, des commandes groupées, etc.

Les tarifs d'adhésion sont calculés en fonction de la population totale INSEE en vigueur, et du nombre de domaines d'adhésion souhaités (collecte des déchets, traitement des déchets, eau potable, assainissement).

Il est proposé d'adhérer également pour l'eau potable, notamment pour suivre les évolutions réglementaires, échanger sur leur application au sein des collectivités et bénéficier des retours d'expérience sur les sujets problématiques.

Selon les tarifs en vigueur au 1er janvier 2025, le montant de l'adhésion pour année civile pleine est de 1108 € pour le domaine de l'assainissement et de 1108€ pour le domaine de l'eau potable.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adhérer à l'Ascomade selon le tarif en vigueur, à compter du 1er juillet 2025 pour le domaine l'eau potable,

- D'autoriser le Président à signer tout document administratif, juridique et financier relatif à ce dossier,

communauté
de l'auxerrois

- Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

LE RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS POUR LA GESTION DES DÉCHETS & DE L'EAU

ASCOMADE

N° devis	Date	Code Client
25/02	30/01/2025	CAAux

Monsieur le Président
Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
6 bis place Maréchal Leclerc
89000 AUXERRE

DEVIS

Objet	Montant*
ADHÉSION À L'ASCOMADE POUR : ▪ une année civile pleine : 2025 ▪ une population totale INSEE en vigueur de 70 145 hab. pour 29 communes ▪ 2 domaines : – « Assainissement » – « Eau potable » MODALITÉS DE RÉGLEMENT ▪ Un acompte de 50 % au 1er trimestre ▪ Le solde, après l'AG, au 2nd semestre	 1 108 € 1 108 € 554 €/serv. 554 €/serv.
**L'ASCOMADE n'est pas assujettie à la TVA. Ce montant inclut l'augmentation prévisionnelle de 3 % restant à valider lors de l'AG 2025. Quelle que soit la décision de l'AG, elle sera répercutée sur le solde.*	

Pour l'ASCOMADE,
Le Directeur

Vincent GAILLARD

17 avenue Siffert · 25000 BESANÇON · Tél 03 81 83 58 23 · Fax 03 81 83 15 63
ascomade@ascomade.org · **ascomade.org**

ASCOMADE

LE RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS POUR LA GESTION DES DÉCHETS & DE L'EAU

Suivez l'ASCOMADE

ascomade.org

3605/5492

QUELQUES CHIFFRES

Une **40aine*** de **rendez-vous** en moyenne par an (réunions, groupes d'échanges, clubs, sessions de formation, etc.)

Avec plus de **600*** participants

Une **30aine** d'**outils & guides** techniques et/ou de sensibilisation mis à disposition des collectivités

610* demandes de renseignements traitées

523* mails d'information envoyés

Depuis **2013** une **plate-forme collaborative** en ligne le Forum ASCOMADE des Collectivités (FAC)

Avec **515** utilisateurs dont **304** collectivités + de **3000** contributions

**Chiffres comptabilisés sur les 3 dernières années*

PAROLES D'ADHÉRENTS

▸ *Florence THERRAT, Responsable Prévention - SIVOM du Louhannais (71)*

« Nous avons un seul interlocuteur pour les déchets, et un pour le SPANC : des personnes agréables et disponibles, qui s'occupent de centraliser l'information et de relayer aux collectivités du réseau.»

▸ *Fabienne LACROIX, Présidente / Christian BRUNEEL, 1er Vice-président - SIE du Grandvaux (39)*

« Les échanges d'expériences apportées par le Réseau et les veilles techniques et réglementaires réalisées par l'ASCOMADE sont vraiment très appréciables car nous n'aurions ni le temps, ni les moyens humains de les conduire de façon aussi complète. »

▸ *Christian BILGER, Conseiller communautaire, Maire de Bellemagny (68) - CC Sud Alsace Largue*

« ... J'ai par la suite convaincu les élus de la communauté de communes d'adhérer pour avoir plus d'informations et de conseil. L'ASCOMADE est un véritable vivier d'information. »

ADHÉRER VOUS PERMET

- **D'accéder gratuitement ou à tarif réduit** à tous les évènements & outils proposés
- **De participer à des projets communs** entre collectivités pour réaliser des économies
- **D'être accompagné par des experts**
- **D'entrer dans un réseau local de partage d'expériences**
- **De bénéficier d'informations qualifiées** pour mettre à jour régulièrement vos connaissances
- **De publier vos petites annonces** emploi et matériel sur le site ascomade.org

COMPÉTENCES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Marie-CLaire THOMAS
Présidente de l'ASCOMADE

L'ASCOMADE est une **association de loi 1901, composée exclusivement de collectivités** en charge de la gestion des déchets, de l'eau et/ou de l'assainissement, et qui s'est donné comme mission de faciliter les échanges de connaissances, de savoir-faire, et le partage d'expériences pour permettre à chacune de gagner en efficacité.

Depuis plus de 30 ans, l'ASCOMADE accompagne ses collectivités, en menant notamment une veille technique et juridique sur les problématiques liées à leurs compétences. Historiquement franc-comtoise, l'association s'est ouverte aux autres territoires, et poursuit sa dynamique de développement vers le Nord-Est (régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté). Avec une 100aine de collectivités adhérentes, l'ASCOMADE est aujourd'hui un véritable réseau d'échanges, prêt à vous accompagner dans vos missions pour assurer la gestion des déchets de l'eau et de l'assainissement.

Amicalement

FONCTIONNEMENT

ORGANISATIONNEL

- **Une Assemblée Générale**
  1 collectivité adhérente = 1 délégué
- **Un Bureau**
- **Une équipe technique spécialisée**
  10 salariés

&

BUDGÉTAIRE

- **Adhésions**
- **Projets cofinancés**

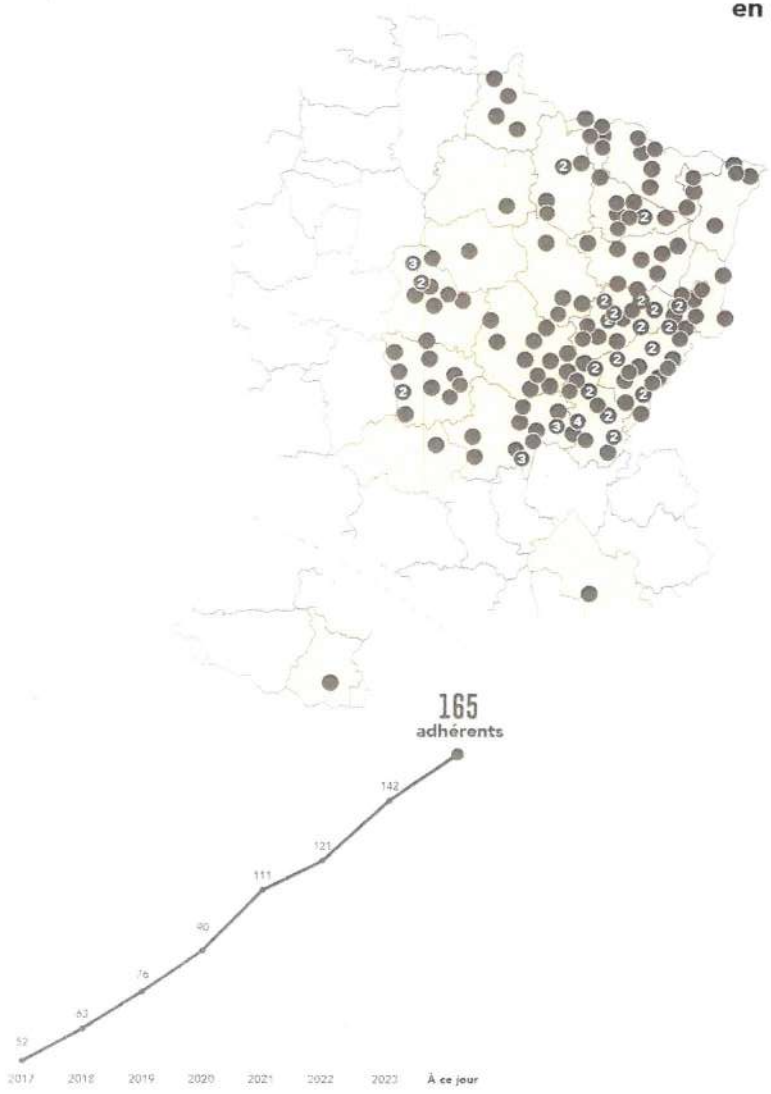
PARTENAIRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ADEME
AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE
eau SEINE NORMANDIE
agence de l'eau
ars
RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
idealCO
Rudologia
alterre bourgogne franche-comté

3606/5492

LE RÉSEAU ASCOMADE

en mars 2025



ALLIER (03)

- SMVOM de la Sologne Bourbonnaise

ARDENNES (08)

- Ardenne Métropole
- CC des Crêtes Préardennaises
- CC Vallées et Plateau d'Ardenne
- SEA du Sud-Est des Ardennes

AUBE (10)

- SDDEA

CÔTE D'OR (21)

- CA Beaune Côte et Sud
- CC CAP Val de Saône
- CC du Montbardois
- CC de Gevrey-Chambertin & de Nuits-Saint-Georges
- CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon
- CC du Pays d'Alésia et de la Seine
- CC Ouche & Montagne
- CC Tille et Venelle
- CC Rives de Saône
- SINOTIV'EAU
- SMSOV de Pontailler-sur-Saône

DOUBS (25)

- Grand Besançon Métropole
- CC de Montbenoit
- CC des deux Vallées Vertes
- CC des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs
- CC des Portes du Haut-Doubs
- CC du Doubs Baumois
- CC du Grand Pontarlier
- CC du Pays de Maîche
- CC du Pays de Sancey-Belleherbe
- CC du Plateau de Frasne et du Val du Drugeon
- CC du Plateau de Russey
- CC du Val de Morteau
- CC Loue-Lison
- Pays de Montbéliard Agglomération
- PREVAL Haut-Doubs
- SME d'Abbévillers
- SME du Plateau d'Amancey
- SIEVO
- SYBERT

ISÈRE (38)

- CC du Massif du Vercors

JURA (39)

- CA du Grand Dole
- CC Arbois, Poligny, Salins - Cœur du Jura
- CC Bresse Haute-Seille
- CC Champagnole Nozeroy Jura
- CC Haut-Jura Saint-Claude
- CC Jura Nord
- CC Porte du Jura
- ECLA
- SICTOM de la zone de Lons-le-Saunier
- SICTOM du Haut-Jura
- SMEA des Trois Rivières
- SME de la région Arbois - Poligny
- SME du Grandvaux
- SME Montmirey-le-Château
- Syndicat mixte du Haut-Jura
- SME de la Source de la Papeterie
- SYDOM du Jura
- Terre d'Émeraude Communauté

MARNE (51)

- CC de Vitry, Champagne et Der

HAUTE-MARNE (52)

- CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugeonnais
- CC des Savoir-Faire
- CC du Bassin de Joinville en Champagne
- CC du Grand Langres

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)

- Grand Longwy
- CC de Seille et Grand Couronné
- CC de Vezouze en Piémont
- CC du Pays de Saintois
- CC des Pays du Sel et du Vermois
- CC du Territoire de Lunéville à Baccarat
- CC Mad et Moselle
- CC Moselle et Madon
- CC Meurthe Mortagne Moselle
- Métropole du Grand Nancy
- SIE de Piennes
- SM du contrat de rivière Woigot

MEUSE (55)

- CA Bar-le-Duc Sud Meuse (Meuse Grand Sud)
- CC du Territoire de Fresnes en Woëvre
- SA de la Dieue
- SMET de la Meuse
- Syndicat mixte des eaux Sud Meuse

MOSELLE (57)

- CC Bouzonvillois-Trois Frontières
- CC de la Houve et du Pays Boulageois
- CC de Sarrebourg Moselle Sud
- CC du Pays de Phalsbourg
- CC du Saulnois
- CC du Warndt
- District Urbain de Faulquemont
- SMEA de Fontoy - Vallée de la Fensch
- SMVOM de l'Alzette

NIÈVRE (58)

- CC Bazois Loire Morvan
- CC Cœur de Loire
- CC Haut Nivernais - Val d'Yonne
- CC Les Bertranges
- CC Morvan Sommets et Grands Lacs
- CC Tannay-Brinon-Corbigny
- SMAEP Bourgogne Nivernaise
- SMAEP de l'Ixeure à la Nièvre
- SMAEP de Panneciére
- SIEEEN
- SYCTOM de Saint-Pierre-le-Moûtier

HAUTES-PYRÉNÉES (65)

- SMA de la Haute Vallée d'Aure

BAS-RHIN (67)

- CC du Pays de Wissembourg
- SIEA de la région de Riedseltz
- SMA de l'Eichelthal
- SMVOM de la vallée du Seebach
- SM Bassin de l'Ehn

HAUT-RHIN (68)

- CC Alsace Rhin-Brisach
- CC de la Vallée de la Doller et du Soultzbach
- CC de Thann-Cernay
- CC Sud Alsace Largue
- Saint Louis Agglomération
- SMA de la basse vallée de la Doller

HAUTE-SAÔNE (70)

- CA de Vesoul
- CC de la Haute Comté
- CC des Combes
- CC des Hauts du Val de Saône
- CC des Monts de Gy
- CC des Quatre Rivières
- CC du Pays de Lure
- CC du Pays de Luxeuil
- CC du Pays de Villersexel
- CC du Pays Riolais
- CC Rahin & Chérimont
- CC Terres de Saône
- CC du Triangle Vert
- CC Val de Gray
- Héricourt
- Luxeuil-les-Bains
- SCoDeM des 2 Rivières
- SI des Fontenottes
- SICTOM du Val de Saône
- SME du Morillon
- SYTEVOM

SAÔNE-ET-LOIRE (71)

- CC Bresse Louhannaise Intercom'
- CC Bresse Revermont 71
- CC du Clunisois
- CC Entre Arroux, Loire et Somme
- CC Entre Saône et Grosne
- CC Mâconnais-Tournugeois
- CC Sud Côte Chalonnaise
- Mâconnais-Beaujolais Agglomération
- SICED Bresse Nord
- SIRTOM de la Région de Chagny
- SIRTOM de la Vallée de la Grosne
- SIVOM du Louhannais
- SME Petite Grosne
- SMEVOM du Charolais-Brionnais et Autunois

VOSGES (88)

- CA de Saint-Dié-des-Vosges
- CC de Bruyères, Vallons des Vosges
- CC de Mirecourt Dompaire
- CC de la Porte des Vosges Méridionales
- RÉANE
- SDANC des Vosges

YONNE (89)

- CC Chablis, Villages et Terroirs
- CC de la Porte des Vosges Méridionales
- CC de l'Agglomération migennoise
- CC de l'Aillantais
- CA de l'Auxerrois
- CC de la Vanne et du Pays d'Othe
- CC du Jovinien
- CA Grand Sénonais
- CC Yonne Nord
- Joigny
- Syndicat des Eaux du Tonnerrois
- SMAEP Sens Nord-Est / Sources des salles

TERRITOIRE DE BELFORT (90)

- Grand Belfort CA
- CC des Vosges du Sud
- CC du Sud Territoire
- SMICTOM de la Zone Sous-Vosgienne

Légende Prévention & gestion des déchets · Eau potable · Assainissement

Pour plus d'informations, contactez :

ASCOMADE
Vincent GAILLARD
17 avenue Siffert
25000 Besançon
Tél 03 81 83 58 23
ascomade@ascomade.org

ascomade.org

Suivez l'ASCOMADE

3607/5492

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-163
OBJET : Service Public d'Eau Potable – Avenant n°2 au contrat de délégation

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'auxerrois a délégué par contrat la gestion du service public de production et de distribution d'eau potable à la société Suez Eau France, pour une période de 20 ans à partir du 1er juillet 2023.

La fermeture du captage de la Plaine des Isles décidé par le Conseil communautaire dans sa délibération n°2025-034 a une incidence sur cette délégation, ainsi que la baisse significative des subventions attendues pour le financement des unités de Traitement de l'Eau Potable (UTEP) de la Plaine du Saulce et des Boisseaux. Leurs impacts doivent être formalisés dans un avenant ainsi que les mises à jour contractuelles associées.
En effet, l'agence de l'eau Seine Normandie a refusé de subventionner à la hauteur attendue les deux unités de traitement de l'eau prévues dans le contrat de délégation de service public. A ce jour, le financement ne porte que sur une seule usine à hauteur de 20%. Les discussions se poursuivent sur l'unité de traitement des Boisseaux.
Cependant, la communauté entend mettre en œuvre sa stratégie relative à l'eau potable et refuse d'effectuer une distinction entre les habitants de son territoire. Certains habitants pourraient bénéficier d'une qualité de l'eau optimale grâce à une nouvelle usine de traitement mais pas les autres puisque le dimensionnement de l'infrastructure est insuffisant pour approvisionner l'ensemble du territoire des 29 communes de l'agglomération.
L'engagement contractuel d'installer deux usines de traitement est donc maintenu afin d'assurer l'équité entre chaque citoyen de l'agglomération de l'auxerrois.
La fermeture du captage de la plaine des Isles doit se traduire par une mise à jour de l'inventaire, la suppression de travaux et prestations concessifs et la mise à jour du Plan technique de renouvellement. Il influe également sur le dimensionnement de l'UTEP des Boisseaux, initialement prévue pour traiter les eaux des captages de la plaine des Isles et des Boisseaux.
La baisse significative des subventions attendues pour les UTEP nécessite d'être traduite dans un compte d'exploitation prévisionnel actualisé sur la durée restante du contrat.
Les autres incidences consécutives au délai de traitement des subventions :
Le délai de traitement des demandes de subvention par l'Agence de l'eau pour l'UTEP de la Plaine du Saulce et des Boisseaux et d'autres travaux concessifs a eu pour conséquence de retarder les débuts des travaux. Aussi, il conviendrait de modifier certaines dates de livraison contractuelles
Ainsi il est envisagé de repousser les dates de livraison de l'UTEP de la Plaine du Saulce du 31/11/2026 au 05/05/2027 et de l'UTEP des Boisseaux du 30/09/2026 au 23/09/2027.
Au niveau de la politique tarifaire pour les usagers, aucune des conditions prévues au contrat initial n'est modifiée.
Aussi pour une prise en compte de ce qui a été exposé, il est proposé la passation d'un avenant n°2 au contrat de délégation du service public de production et de distribution d'eau potable. Ce document sera accompagné des annexes suivantes
- Annexe 1 : Mise à jour de l'inventaire

communauté
de l'auxerrois

- Annexe 2 : Courrier AESN d'attribution des subventions
- Annexe 3 : Descriptif du redimensionnement de l'usine des Boisseaux
- Annexe 4 : Mise à jour du Plan Technique de Renouvellement
- Annexe 5 : Tableau récapitulatif des compensations de baisse de subvention
- Annexe 6 : Planning de construction et de mise en service des usines
- Annexe 7 : Compte d'Exploitation Prévisionnel

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Département de l'Yonne

communauté de l'auxerrois

projet

Avenant n°2

Au contrat de délégation du service public de production et distribution d'eau potable

AuxR_ Eau

Un service assuré par SUEZ

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
Désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »,
Représentée par son ¨Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil communautaire suivant délibération en date du 26/06/2025, sis 6bis place du Maréchal Leclerc, BP58, 89010 AUXERRE Cedex,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part

ET,

La société SUEZ Eau France,
Société au capital de 422.224.040 €uros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 410 034 607, ayant son siège social, 4, Place de la Pyramide 92800 PUTEAUX,
Représentée par **Monsieur Pierre KLONINGER**, agissant en qualité de Directeur Régional EST, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Délégataire »

d'autre part

Projet

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1. EXPOSÉ PRÉALABLE

Par contrat ayant pris effet le 1er juillet 2023 et enregistré en Préfecture de l'Yonne le 17 juillet 2023, la Collectivité a confié la gestion de son service public de production et distribution d'eau potable à SUEZ Eau France.

La date d'échéance est fixée au 30 juin 2043.

Un avenant n°1, signé en date du 20 février 2025 a eu pour objet de renforcer la gouvernance du contrat et de mettre à jour certains articles.

Le présent avenant a vocation à prendre en compte une modification du périmètre contractuel à l'initiative de la collectivité liée à la fermeture du captage de la Plaine des Isles. Il apparait également nécessaire de mettre en œuvre la clause de réexamen du contrat liée à la baisse significative des taux de subventions attendues pour le financement des usines.

Le contexte du présent avenant est le suivant :

Fermeture du captage de La Plaine des Isles

Par délibération en date du 20 février 2025, la collectivité a décidé de fermer le captage de la Plaine des Isles.
En conséquence, il convient de mettre à jour l'inventaire et d'acter la suppression des travaux neufs et de renouvellement liés à l'abandon de cette ressource.

Baisse des subventions attribuées pour le financement des usines de traitement et compensations associées

Le 29 janvier 2024, des demandes de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ont été réalisées par le délégataire pour le compte de la collectivité, afin de permettre la réalisation de travaux relatifs à :

- la construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le site de la Plaine du Saulce;
- la construction de l'unité de traitement sur le site des Boisseaux,

Le montant de la demande de subvention associée à ces travaux était de 8 937 932 €.
Cependant, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie a indiqué aux Parties que la subvention accordée pour réaliser les travaux de construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le site de la Plaine du Saulce s'élèverait finalement à un montant de 2 037 769 €. Cette somme est donc bien inférieure aux montants attendus.
A ce jour la demande de subvention concernant l'usine pour la ressource des Boisseaux n'a pas fait l'objet d'un accord de la part de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Une nouvelle demande de subvention pour l'usine des Boisseaux est en cours, prenant en compte des éléments nouveaux susceptibles de modifier l'avis initial.

Projet

Ainsi, les subventions attendues, inscrites au Compte d'Exploitation Prévisionnel du contrat, sont très inférieures au montant initialement prévu au contrat.
En conséquence, les Parties conviennent de mettre en œuvre la clause de révision alinéa 13 de l'article 53.1 « *Conditions de révision des tarifs du contrat* » du contrat initial complété par l'avenant n°1, relative à la différence entre le taux définitif de subvention de l'Agence de l'Eau pour le financement des deux usines de traitement et l'hypothèse prévisionnelle de 40% intégrée au tarif initial.

Le délégataire s'engage par ailleurs à effectuer toutes les démarches nécessaires pour obtenir d'autres subventions auprès des partenaires institutionnels.

Mises à jour contractuelles

Les éléments décrits ci-dessus (fermeture du captage de la Plaine des Isles et baisse des subventions de l'Agence de l'Eau) ont des conséquences sur les engagements contractuels. Il s'agira notamment :

- de mettre à jour le planning de réalisation des nouvelles usines ;
- de modifier la partie « actualisation tarifaires », prévoyant un palier tarifaire à appliquer au 1er janvier 2027 et non pas à la mise en service des Unités de Traitement d'Eau Potable ;

Il sera également nécessaire de mettre à jour le plan technique de renouvellement et les comptes d'exploitation prévisionnels pour prendre en compte les incidences financières relatives à la fermeture du captagede la Plaine des Isles et aux compensations liées à la baisse des subventions.

Mise à jour des clauses de révision

La Collectivité a souhaité, par le présent avenant, prendre en compte uniquement les éléments relatifs aux changements intervenus sur les usines (arrêt de la ressource de la Plaine des Isles et baisse des subventions) sans prendre en compte les autres hypothèses de révision de la rémunération invoquées par le Délégataire. Ce dernier accepte notamment de reporter à un prochain avenant l'analyse de la forte baisse des volumes facturés impactant pourtant, dès à présent, l'économie générale du contrat.

Les deux parties précisent dans le présent avenant les modalités de discussions relatives à la baisse des volumes facturés.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées sont rendues nécessaires par des circonstances que l'autorité délégante ne pouvait pas prévoir et peuvent donc être adoptées conformément à l'article R. 3135-5 du code de la commande publique.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

Projet

ARTICLE 2. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- De mettre à jour l'inventaire suite à la fermeture du captage de la Plaine des Isles et supprimer les travaux neufs et renouvellement associés ;
- D'acter la réalisation des deux usines de traitement malgré la baisse de subvention de l'Agence de l'Eau et de trouver les financements compensatoires ;
- De mettre à jour certains engagements contractuels et le compte d'exploitation prévisionnel ;
- De prendre date pour l'analyse de la baisse des volumes facturés et des conséquences sur l'économie du contrat

ARTICLE 3. FERMETURE DU CAPTAGE DE LA PLAINE DES ISLES

La fermeture du captage de la Plaine des Isles acté par la délibération n°2025-034 en date du 20 février 2025 engendre une mise à jour de l'inventaire, conformément à l'article 13.4 du contrat initial.
L'annexe 1 au présent avenant liste les sites et équipements qui sortent de l'inventaire de la délégation de service public à compter de la prise d'effet du présent avenant.

L'abandon de cette ressource implique la suppression des travaux ci-dessous :

- Suppression de travaux neufs suivants :
  - Interconnexion entre Plaine des Isles et les Boisseaux *(Montant compris dans la part TN - Construction UTEP des Boisseaux)*
  - Raccordement de la Plaine des Isles *(Montant compris dans la part TN - Construction UTEP des Boisseaux)*
  - Adaptation pompes et armoires électriques Plaine des Isles *(Montant compris dans la part TN - Construction UTEP des Boisseaux)*
  - Diagnostic forage Plaine des Isles (prévu en 2033) *(Travaux neufs)*
  - Mise en place de Well Watch des puits de la Plaine des Isles (TN) *(Travaux neufs)*
- Mise à jour du Gros Entretien Renouvellement : Suppression des montants prévus pour les équipements de la Plaine des Isles

Les travaux relatifs à la fermeture définitive de cette ressource, démantèlement des installations et fermeture des puits selon les règles de l'art seront pris en charge par la Collectivité.

Projet

ARTICLE 4. COMPENSATION DE LA BAISSE DES SUBVENTIONS ATTENDUES

Le contrat prévoyait le versement par l'Agence de l'Eau Seine Normandie d'une subvention de 40% du montant des travaux des deux usines de traitement des ressources de la Plaine du Saulce et des forages des Boisseaux, soit un montant en € constant au démarrage du contrat de 8 937 932 €.

Les premiers dépôts de dossier de demandes de subventions ont eu lieu début 2024. L'instruction des dossiers a été complétée par une audition à l'Agence de l'Eau le 5 février 2025. Le 27 mars 2025 l'Agence de l'Eau a transmis la convention d'aide financière faisant mention uniquement d'une subvention de 2 037 759 € pour la ressource de la Plaine du Saulce (Annexe 2).

Malgré cette baisse de subvention, la Collectivité a réitéré sa volonté de réaliser deux usines de traitement indispensables dans le cadre de sa stratégie de sécurisation de la qualité de l'eau distribuée.

Conformément à l'article 53.1 du contrat « Clauses de révision des tarifs » complété par l'avenant n°1, les Parties ont donc convenu de retravailler le financement des usines pour compenser le montant de subventions non perçues à savoir 6 900 173 €. Il en ressort les éléments suivants :

4.1. Baisse des travaux neufs

4.1.1. Suppression des travaux relatifs à la ressource de la Plaine des Isles

La fermeture du captage de la Plaine des Isles induit la suppression des travaux associés à cette ressource, tel que décrit à l'article 3 ci-avant.
Par conséquent, il convient de mettre à jour les articles concernés par cet abandon.

- Mise à jour de l'article 29.2 OUVRAGES DE PRODUCTION du contrat initial : le tableau du paragraphe **Ressources principales de la COLLECTIVITE** est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Site	DUP	Capacité
Plaine du Saulce – ESCOLIVES Boisseaux - MONETEAU	Révisée en 2016 DUP 2016	700 m^3/h - 14000m^3/j 500 m^3/h - 10000m^3/j

Le reste de l'article est inchangé.

- Mise à jour de l'article 44.1 TRAVAUX CONCESSIFS PREVUS A LA CONCLUSION DU CONTRAT du contrat initial :

Le tableau de l'article 44.1 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nature des opérations	Description des travaux	Montant de l'investissement (montants chargés hors frais de financement)	Montant de la subvention attendue	Date limite d'exécution
Travaux nécessaires pour éliminer les défauts constatés au moment de la signature du contrat (article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)	Surveillance de la canalisation stratégique de refoulement de la Plaine du Saulce (Chapitre 2 du mémoire technique)	81 049 € HT	0 € HT	31/12/2025*
Travaux de mise en conformité avec les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de travail des salariés (article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)	Mise en conformité des conditions d'accès et d'intervention des sites du service (Chapitre 3 du mémoire technique)	25 066 € HT	0 € Ht	31/12/2023
Autres travaux nécessaires pour l'amélioration du service	Amélioration de la performance hydraulique des réseaux (Distribution)	509 236 € HT	0 € HT	30/06/2025
	Amélioration de la résilience et de la continuité du service (Production)	167 477 € HT	0 € HT	31/12/2025*
	Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers (Qualité)	194 356 € HT	0 € HT	31/12/2027**
	Amélioration des impacts environnementaux du service (DD)	354 279 € HT	0 € HT	30/06/2026
Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites sur le site des Boisseaux, destinée au traitement des		9 653 516 € HT	3 861 407 € HT	23/09/2027*

Projet

Nature des opérations	Description des travaux	Montant de l'investissement (montants chargés hors frais de financement)	Montant de la subvention attendue	Date limite d'exécution
ressources des Boisseaux, y compris raccordements.				
Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites en aval de la ressource de Plaine de Saulce, y compris raccordements.		11 288 737 € HT	2 214 702 € HT	05/05/2027*
Interconnexion de Saint-Bris-le-Vineux et Vincelles Vincelotte		1 064 469 € HT	425 788 € HT	31/12/2025*
Interconnexion réservoirs Haut-Saint-Georges / Météo		68 400 € HT	27 360 € HT	31/12/2025*
Interconnexion réservoir de Chevannes et Vallan		331 087 € HT	132 435 € HT	31/12/2025*
La géolocalisation des réseaux, dans les conditions décrites à l'article 17.2		127 582 € HT	0 € HT	31/12/2026 *(communes urbaines)* 30/06/2031 *(communes rurales)*
Déploiement de la Télérelève	Fourniture et pose des émetteurs	1 690 239 € HT	0 € HT	31/12/2026

**décalage des dates limite d'exécution suite au dépôt de demande de subvention auprès de l'agence de l'eau pour ces objets et délais de réponse d'accord ou de refus.*
*** Uniquement pour les capteurs qualité à poser au niveau des stations de production. Pour les autres travaux de cet item l'engagement est au 31/12/2026*

4.1.2. Suppression des groupes électrogènes

Le présent article supprime la mise en place des groupes électrogènes prévus à demeure sur les deux UTEP *(Montant compris dans la part TN - Construction UTEP des Boisseaux et UTEP de la Plaine du Saulce).*

Projet

4.1.3. Redimensionnement de l'usine des Boisseaux

La Collectivité a fait le choix d'un redimensionnement de l'usine des Boisseaux (Baisse de la capacité hydraulique maximale à 500m3/h).

L'Annexe 13B du contrat initial est modifiée selon les dispositions suivantes :

- Le mémoire travaux concessifs est abrogé et remplacé par celui présent dans l'annexe 3 du présent avenant
- Les mémoires relatifs à l'usine des Boisseaux (mémoire justificatif, cahier des garanties souscrites et mémoire descriptif) sont abrogés et remplacés par ceux présents dans l'annexe 3 du présent avenant
- Les plannings prévisionnels d'études, de réalisation et de mise en service des deux usines sont abrogés et remplacés par ceux présents en annexe 3 du présent avenant

4.2. Baisse des renouvellements

4.2.1. Suppression des renouvellements liés aux installations de la Plaine des Isles

Les parties conviennent de supprimer les montants prévus pour le renouvellement des équipements de la Plaine des Isles.

Par conséquent, conformément à l'article 51.1 GESTION DU FONDS DE GER du contrat initial, il convient de mettre à jour le Plan Technique de Renouvellement en conséquence (Annexe 4).

La nouvelle dotation au fonds de renouvellement et gros entretien est donc modifiée selon ce nouveau Plan Technique de Renouvellement.

4.2.2. Fonds de travaux

Les deux parties ont convenu de diminuer le montant du fonds de travaux destiné au renouvellement des canalisations.

Par conséquent, le 3e alinéa de l'article 45 – Fonds de travaux est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Ce fonds est doté d'un montant annuel de 75 000 € en 2023, de 150 000 en 2024 et 2025 et 50 000 € annuel à partir de 2026. Cette somme est définie en valeur de base telle que précisée à l'article 48.1. Elle est révisée annuellement à l'aide de la formule d'indexation définie à l'article 48.2 du Contrat. Elle est calculée *prorata temporis* pour les exercices incomplets de début et fin de contrat. »

Projet

Le reste de l'article est inchangé.

4.3. Autres baisses de charges

4.3.1. Fonds de solidarité

Les deux parties ont convenu de diminuer le montant du fonds de solidarité à 10 000€/an à compter de 2026 et de reprendre la provision non entamée (pour les années 2024 et 2025) soit 40 000€.

Par conséquent, l'article 38 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« **ARTICLE 38. ABONNÉS EN SITUATION DE PAUVRETÉ-PRÉCARITÉ**

Le DÉLÉGATAIRE applique les dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la fourniture de l'eau aux abonnés qui ont été classés par les autorités compétentes dans la catégorie des personnes en situation de pauvreté précarité, en accord avec la COLLECTIVITÉ.

Il contribue au financement du fonds de solidarité eau et à la gestion de ce fonds en liaison avec les travailleurs sociaux et les centres communaux d'action sociale, à hauteur de 10 000 €/an à partir de 2026. Le fonds de solidarité est un dispositif complémentaire au Fonds de Solidarité Logement auquel le DÉLÉGATAIRE adhère dans le département de l'Yonne. »

4.3.2. Redevance d'Occupation du Domaine Public

Les parties conviennent de supprimer l'article 11.1.3 du contrat initial relatif à la mise en place d'une redevance pour occupation du domaine public de la collectivité à compter du 1er janvier 2025.

A partir de cette date, le Délégataire n'aura plus de redevance d'occupation du domaine public à reverser à la Collectivité.

4.3.3. Certification ISO 22 000

Les parties conviennent de supprimer l'engagement concernant l'obtention, le déploiement et le suivi de l'ISO 22 000. Cela ne modifie en rien les engagements du Délégataire en ce qui concerne la qualité de l'eau distribuée en tout point du réseau.

Projet

4.4. Compensation du reliquat à financer

Les éléments énoncés aux paragraphes 4.1 à 4.3 ont permis de compenser une partie de la baisse des subventions de l'Agence de l'Eau.
Le reliquat restant à financer pour compenser la perte de subvention s'élève à 4 038 340 € constants au démarrage du contrat.
Les Parties conviennent qu'une nouvelle demande de subvention sera réalisée notamment auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, concernant l'usine des Boisseaux afin d'obtenir une réponse avant octobre 2025.

La Collectivité prendra alors en charge le reliquat correspondant au montant calculé ci-dessus moins les éventuelles subventions accordées par l'Agence de l'Eau pour l'usine des Boisseaux ou toute autre subvention obtenue.

Le versement de ce reliquat au Délégataire par la Collectivité interviendra selon les mêmes modalités que celles des subventions de l'Agence de l'Eau à savoir en fonction de l'avancement des projets

ARTICLE 5. MISES A JOUR CONTRACTUELLES

5.1. Mise à jour du tarif

Les parties conviennent de mettre à jour les articles relatifs à la rémunération, en prenant en compte une date d'application du palier tarifaire au 1er janvier 2027.

Par conséquent, dans les articles 47.1.1 et 47.1.2 les intitulés de la troisième colonne des tableaux sont remplacés par :

- Article 47.1.1 : **« Montant de l'abonnement semestriel à compter du 01/01/2027, en Euros HT »**
- Article 47.1.2 : « **Tarif €HT/m³ à compter du 01/01/2027 »**

L'article 47.1.3 est abrogé et remplacé par l'article ci-dessous :

« 47.1.3 Ajustement du tarif à la suite de la réception des unités de traitement

Le tarif après palier tarifaire sera ajusté à compter du 1Er janvier 2028, afin de prendre en compte l'évolution des prix de travaux selon les dispositions suivantes :

- Les travaux bénéficiant d'une prise en compte d'une évolution des prix sont les unités de traitement et les canalisations d'interconnexion, selon les montants définis à l'article 44.1. Le montant total correspondant est $MTtrav_0$

- La part du tarif bénéficiant de l'ajustement est déterminée en pourcentage des tarifs applicables au 1er janvier 2028 comme suit :

PF_{trav}, % de la part fixe (pourcentage de la partie fixe, quel que soit le diamètre)	18,2%
PV_{trav}, % de part variable (pourcentage de la part variable, toutes tranches de volumes confondues)	44,8%

- Chaque part du tarif bénéficiant de l'ajustement est révisée une seule fois au 1er janvier 2028 soit après la mise en service des unités de traitement (date de la réception provisoire). Le tarif qui en découle sera confirmé et inscrit dans le contrat à l'occasion du premier avenant suivant la date de réception définitive.

- Les indices retenus sont les suivants :
  - ING : Ingénierie (identifiant INSEE 001711010)
  - ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE 001565183)
  - BT47 : Index du bâtiment - Électricité (Identifiant INSEE 001710979)
  - 010534266 : Indice de prix de production de l'industrie – CPF 24.10 – Produits sidérurgiques en acier allié
  - 010534657 : Indice de prix de production de l'industrie – CPF 24.42 – Aluminium
  - 010534709 : Indice de prix de production de l'industrie – CPF 28.12 – Équipements hydrauliques et pneumatiques
  - BT01 : Index Tous corps d'état (identifiant INSEE 001710986)
  - TP10a : Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux (identifiant INSEE 001710998)

- La formule de révision applicable à la part du tarif bénéficiant de l'ajustement est la suivante :
  - Pour la partie études :

$P_n = P_0 \times [0{,}125 + 0{,}875\ (Ing_n/Ing_0)]$

  - Pour la partie réalisation des travaux d'équipements

$P_n = P_0 \times [0{,}125 + 0{,}875\ (0{,}35 \times (ICHT\text{-}IME_n / ICHT\text{-}IME_0) + 0{,}30 \times (BT47_n/BT47_0) + 0{,}15 \times (010534709_n / 010534709_0) + 0{,}05 \times (010534657_n / 010534657_0) + 0{,}15 \times (010534266_n / 010534266_0))]$

  - Pour la partie Génie Civil

$P_n = P_0 \times [0{,}125 + 0{,}875\ (BT01_n / BT01_0)]$

  - Pour la partie canalisations

$P_n = P_0 \times [0{,}125 + 0{,}875\ (TP10a_n / TP10a_0)]$

Le coefficient de révision comporte 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.
P_n est la partie révisée par rapport au prix de base P_0.et est calculée pour chaque partie selon la Décomposition du prix des travaux (DPGF) définie pour les unités de traitement et les canalisations d'interconnexions.
La valeur d'indice 0 est la valeur correspondante au mois de référence visé à l'article 48.2.

Projet

Le mois d'indice n est le mois correspondant à la date contractuelle de mise en service des unités de traitement.

- Le montant total des travaux révisés à la date de mise en service des unités de traitement est égal à $MTtrav_n$, déduit du montant total de ces travaux $MTtrav_0$ par application des formules de révision pour chaque catégorie.

- Le coefficient de révision applicable à la part du tarif bénéficiant de la révision est égal à :

$Kajust = 0,5 [(MTtrav_n / MTtrav_0) – 1]$.

- Ainsi :
  - chaque partie fixe du tarif sera augmentée de PFtrav x Kajust,
  - chaque partie variable (dans chaque tranche) sera augmentée de PVtrav x Kajust. »

5.2. Mise à jour du planning de construction et de mise en service des usines

Les parties conviennent de revoir le planning de construction et de mise en service des usines par le biais du présent avenant.

Le tableau des engagements de l'article 44.1 du contrat initial est modifié selon les modalités précisées à l'article 4.1.1 du présent avenant.

Le décalage de quelques mois des études et des travaux relatifs aux usines mais également aux interconnexions est lié à plusieurs éléments.
Tout d'abord, le délai d'instruction des demandes de subvention par l'Agence de l'Eau Seine Normandie a duré 16 mois (dépôt des dossiers en janvier 2024). En effet, la complexité des projets mais également la fréquence (2 par an) des commissions d'attribution a induit ce délai important. Il faut rappeler qu'il était nécessaire d'obtenir un retour de l'Agence de l'Eau pour commencer les phases études et travaux sans risquer de perdre le bénéfice d'une éventuelle subvention.
D'autre part, la réflexion sur le maintien de la ressource de la Plaine des Isles et la fermeture du captage par la suite (délibération du 20 février 2025) a également mis en suspens certaines études pour les reprendre ensuite avec la prise en compte de cet abandon.

Par conséquent, les plannings prévisionnels de réalisation des usines sont mis à jour dans le cadre de l'annexe 13B du contrat initial qui est modifiée selon les dispositions exposées au paragraphe 4.1.3 du présent avenant.

Projet

5.3. Mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel

Les différentes modifications introduites par le présent avenant ont, pour certaines, des incidences financières. Il convient de les prendre en compte et de mettre à jour le compte d'exploitation prévisionnel du contrat.

L'annexe 4 du contrat initial est donc abrogé et remplacé par l'annexe 5 du présent avenant.

ARTICLE 6. CLAUSE DE REVISION DES VOLUMES

Les volumes vendus sont en forte baisse en 2024 (près de 10%) par rapport au prévisionnel du contrat. Une partie de cette baisse est liée à la fermeture suite à un incendie de l'industriel Laguillaumie à Appoigny un mois seulement après le démarrage du contrat. Ces circonstances extérieures et imprévisibles ont impacté l'économie du contrat. En effet, les tranches de facturation T3 et T4 liées aux volumes supérieurs à 120 m^3 sont directement concernées.

Cette baisse très significative survenue sur les premières années du contrat impacte fortement l'économie du contrat.

La Collectivité n'a pas souhaité intégrer cette évolution dans les discussions relatives au présent avenant mais s'engage à ouvrir la négociation sur ce sujet en 2026 en prenant en considération l'évolution des volumes sur les 3 premières années du contrat.

ARTICLE 7. DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature ou à la date de visa de dépôt en Préfecture si cette date est postérieure.

Toutes les dispositions du Contrat et des précédents avenants non expressément modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Projet

ARTICLE 8. ANNEXES

-
- Annexe 1 : Liste des sites et équipements sortis de l'inventaire
- Annexe 2 : Convention d'aide financière AESN pour l'usine de Plaine du Saulce
- Annexe 3 : Mémoire travaux concessifs (annexe 13B du contrat initial) avec annexes relatives à l'usine des Boisseaux et planning prévisionnels des usines modifiés
- Annexe 4 : Mise à jour du Plan Technique de Renouvellement
- Annexe 5 : Mise à jour du compte d'Exploitation Prévisionnel

Fait en quatre exemplaires originaux à , le

Pour la Collectivité,
Le Président,

Pour le Délégataire,
Le Directeur Régional

Monsieur Crescent MARAULT

Monsieur Pierre KLONINGER

Projet

ANNEXE 1

Liste des sites et équipements sortis de l'inventaire

Projet

Projet

Projet

ANNEXE 2

Convention d'aide financière de l''Agence de l'Eau Seine-Normandie pour l'usine de la Plaine du Saulce

Projet

ANNEXE 3

Mémoire travaux concessifs (annexe 13B du contrat initial) avec annexes relatives à l'usine des Boisseaux et plannings prévisionnels des usines modifiés

Projet

Projet

ANNEXE 4

Mise à jour du Plan Technique de Renouvellement et de Gros Entretien

Projet

Projet

ANNEXE 5

Mise à jour du Compte d'exploitation prévisionnel

Projet

Projet

Liste des ouvrages et équipements sortant du contrat de DSP Eau potable - Communauté de l'Auxerrois

juin-25

entifiant Bl	Description BF0	Description type de BF0	om Commur	fonctionnel p	Description BF paren	Description type de BF parent	nt de l'équ	Description de l'équipement	e Equipem	Libellé Type d'équipement	mille d'équipeme	Libellé Famille d'équipements	Fabricant	Modèle	Numéro de Série
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139270	divers regards	236	Génie Civil	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139271	puits	151	Colonne De Forage	FA-CANA	Canalisations			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139272	pompe 1	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	CEM	VGPZ114b	L836771 C3
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139273	accessoires hydrauliques	242	Mécanique	FA-MOYOUT	Moyens et outils			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139274	pompe 2	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	CEM	VGPZ114b	L836772 03
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	139291	pompe 3	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	CEM	VGPZ114b	L836770 C3
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	1596467	Vanne BY PASS	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	1596468	Canalisation BY PASS	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	2019045	pompe à vide 1	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes		Lphx 45311ab	0-21-327936-01
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	549890	Ballon 50L (A l'arrêt)	8	Anti-Bélier	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique	0	0	0
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	566952	pompe à vide 2	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	SIHI	LPHX45311AB	D-09-122344-02
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	566956	détecteur de niveau puit ME	52	Détecteur	FA-INSTRU	Instrumentation	TELEMECANIQUE	XL1 AB12	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	570885	Pompe vide cave	82	Pompe	FA-MATO	Machines tournantes	0	0	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726898	echelle	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726900	vanne x3	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages	BAYARD	666-50	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726901	garde-corps	171	Garde-Corps	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726902	echelle	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726903	vanne	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	726905	vanne 2	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages	PAM		
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	957623	palan	93	Appareil De Levage	FA-SECUT	Sécurité	0	0	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	957905	ballon siphon	191	Siphon	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	957906	echelle	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100680993	forage refoulement	Captage Forage	957907	vanne x2	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100718628	mesure niveau de la n	Point de mesure	139275	capteur de niveau x5	17	Capteur	FA-INSTRU	Instrumentation	SOFREL	0	0
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734719	mesure volume prélev	Point de mesure	1702943	compteur prélevé dans la nappe	46	Compteur Hydraulique	FA-INSTRU	Instrumentation	SENSUS	MLSTREAM	G18QN778628
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	1092753	prérégulareur 1 (manomètre à cc	41	Chloromètre	FA-MATEL	Machines électromécaniques div	ALLDOS	Eichler GmbH C1	9703995
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	1092754	prérégulateur 2 (manomètre à cc	41	Chloromètre	FA-MATEL	Machines électromécaniques div	ALLDOS	Eichler GmbH C1	02/11106
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	139277	hydroéjecteur	84	Hydroéjecteur	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique	ALLDOS	U189	189-010
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	139278	bouteille de chlore 1	15	Bouteille/Tank De Chlore	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	139280	inverseur de bouteille de chlore	85	Inverseur De Bouteilles De (	FA-MATEL	Machines électromécaniques div	ALLDOS	189-10-10000	06/12241
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	139281	bouteille de chlore 2	15	Bouteille/Tank De Chlore	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	139304	pompe eau motrice	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	KSB	MOVITEC V2 15	50/2006/441026
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	566953	détecteur bouteille 1 vide	52	Détecteur	FA-INSTRU	Instrumentation			00/12166
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	566954	électrovanne chloration	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	597626	détecteur bouteille 2 vide	52	Détecteur	FA-INSTRU	Instrumentation			02/11106
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	726906	chauffage	154	Chauffage, Éclairage	FA-ELECT	Electricité	VULCANIC		
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734479	chloration	Traitement Réactif	957530	régulateur de chlore	41	Chloromètre	FA-MATEL	Machines électromécaniques div	ALLDOS	C113 - 310-1000	521911
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734264	mesure chlore résidue	Point de mesure	139292	analyseur de chlore	17	Capteur	FA-INSTRU	Instrumentation	ALLDOS	Eichler GmbH 31	00/08486
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734540	point de prélèvement	Point de prélèvement	964947	robinet prélèvement EB	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734540	point de prélèvement	Point de prélèvement	964948	robinet prélèvement ET	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734540	point de prélèvement	Point de prélèvement	964949	robinet prélèvement ET rive droit	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734543	mesure volume instrur	Point de mesure	950583	compteur analyseur de chlore	46	Compteur Hydraulique	FA-INSTRU	Instrumentation	SAPPEL	C11FA	158995
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100734265	regard ballon siphon	Point de mesure	957902	capteur de niveau x3	17	Capteur	FA-INSTRU	Instrumentation	MOBREY	0	0
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	139286	télétransmission principale	105	Station De Télétransmission	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	SOFREL	S550	12-497-27693
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	139288	matériel électrique non décrit	243	Electrique	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	139289	armoire générale BT	101	Armoire Électrique	FA-ELECT	Electricité	SOFREL		
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	1583576	télétransmission mélangeur	105	Station De Télétransmission	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	SOFREL	S500	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	570884	automate	9	Automate Programmable In	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	TELEMECANIQUE	MICRO	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	597624	démarreur x3	50	Démarreur En Coffret	FA-ELECT	Electricité	TELEMECANIQUE	ATV38	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700986	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	687603	disjoncteur départ accélérateur	156	Disjoncteur	FA-ELECT	Electricité	MERLIN GERIN	0	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100718270	comptage EDF	Point de mesure	139290	compteur électrique	44	Compteur Électrique	FA-INSTRU	Instrumentation			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700780	poste HT	Electricité Haute Tension	139284	cellule	19	Cellule De Poste Ht	FA-ELECT	Electricité	MERLIN GERIN	SM6	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700780	poste HT	Electricité Haute Tension	139285	transformateur	109	Transformateur Ht	FA-ELECT	Electricité	FRANCE TRANSFO	GP06407	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700780	poste HT	Electricité Haute Tension	566951	génie civil	236	Génie Civil	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700780	poste HT	Electricité Haute Tension	570882	disjoncteur général	156	Disjoncteur	FA-ELECT	Electricité	MERLIN GERIN	NS400 4P4D 400A	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700780	poste HT	Electricité Haute Tension	570883	controleur permanent d'isolemen	52	Détecteur	FA-INSTRU	Instrumentation			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957837	système anti-intrusion x4	60	Equipement Anti-Intrusion /(	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	TELEMECANIQUE	XCK-P	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957838	ballon siphon	191	Siphon	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957839	tuyauterie	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957840	télétransmision Puits	105	Station De Télétransmission	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	SOFREL	S500	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957841	echelle x3	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			

Liste des ouvrages et équipements sortant du contrat de DSP Eau potable - Communauté de l'Auxerrois

juin-25

entifiant Bl	Description BF0	Description type de BF0	om Commur	fonctionnel p	Description BF paren	Description type de BF parent	nt de l'équ	Description de l'équipement	e Equipem	Libellé Type d'équipement	mille d'équipeme	Libellé Famille d'équipements	Fabricant	Modèle	Numéro de Série
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957842	echelle	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957843	cloture	121	Clôture	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700988	champs captant	Stockage (Bâche)	957844	vanne x2	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100718625	mesure niveau	Point de mesure	957845	capteur de niveau	17	Capteur	FA-INSTRU	Instrumentation	SOFREL	0	0
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	139266	sécurité anti intrusion	60	Equipement Anti-Intrusion /(	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	TELEMECANIQUE	XCK-P	
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	139267	clôture	121	Clôture	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	139268	voie de circulation	119	Voirie	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	139269	espaces verts	127	Espaces Verts	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	5069683	Extincteur (1)	62	Equipement De Protection I	FA-SECUT	Sécurité			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	5153759	BAES (3)	241	Eclairage	FA-ELECT	Electricité			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	726843	portail	120	Portail	FA-MATEL	Machines électromécaniques divers			
3776	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Unité de production eau	AUXERRE	100700623	Général site	Général site	726899	portail champs captant	120	Portail	FA-MATEL	Machines électromécaniques divers			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687572	echelle (x2)	157	Échelle	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687574	divers regards	179	Trappe D'Accés	FA-CHAUDME	Chaudronnerie / Mécanique			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687576	canalisation 1 aspiration	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687577	vanne pompe (x2)	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages	PAM		
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687578	vanne bypass x2	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages	PAM	REB30BAAH	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687579	clapet pompe (x2)	123	Clapet	FA-ACCRES	Accessoires réseau	DANFOSS	149R2167	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687581	détecteur de pression d'aspiratio	52	Détecteur	FA-INSTRU	Instrumentation	DANFOSS		
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687582	canalisation 1 refoulement	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687583	Pompe 1	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	CAPRARI	MEC ATH 2/80B	212678/1
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687585	vanne aspiration x2	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687586	vanne aspiration	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687630	Pompe 2	80	Groupe Électropompe	FA-MATO	Machines tournantes	CAPRARI	MEC-ATH 2/80B	212678/2
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687631	canalisation pompe	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	687635	canalisation bypass	16	Tuyauterie/Canalisation	FA-CANA	Canalisations	PAM	150PN16	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	726590	chauffage x2	154	Chauffage, Éclairage	FA-ELECT	Electricité	VULCANIC		
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	726592	palan	93	Appareil De Levage	FA-SECUT	Sécurité	0	0	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100684709	poste de surpression	Pompage refoulement	726594	garde corps	171	Garde-Corps	FA-GENSER	Génie civil / Serrurerie			
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100737186	mesure pression refou	Point de mesure	687588	capteur de pression	17	Capteur	FA-INSTRU	Instrumentation	0	0	0
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100737188	Point de prélèvement	Point de prélèvement	957108	point prélèvement ET	112	Vanne	FA-VANNE	Vannages	0	0	0
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100713852	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	687589	disjoncteur général	156	Disjoncteur	FA-ELECT	Electricité	SOCOMEC	0	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100713852	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	687590	télétransmission	105	Station De Télétransmission	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	SOFREL	S550	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100713852	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	687591	armoire générale BT	101	Armoire Électrique	FA-ELECT	Electricité	ITECOM	OF090300043	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100713852	armoire générale BT	Electricité Basse Tension	687592	variateur x2	113	Variateur En Coffret	FA-ELECT	Electricité	SCHNEIDER	ATV31HU55N4	
63478	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Surpresseur	AUXERRE	100713688	Général site	Général site	687575	sécurité anti intrusion	60	Equipement Anti-Intrusion /(	FA-AUTSUP	Automatisme et supervision	TELEMECANIQUE	XCK-5	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AGENCE eau seine NORMANDIE

CONVENTION D'AIDE FINANCIERE N° 1112060 (1) 2025

TITRE II : CONDITIONS PARTICULIERES

CONTRAT de PROGRÈS ASSISES de l'EAU

Cette aide est conclue au titre de l'effort de soutien national des contrats de progrès mis en place par les Assises de l'Eau.

1. ATTRIBUTAIRE : 0012679G
SUEZ EAU FRANCE
16 BOULEVARD DOCTEUR JEAN VEILLET
21000 DIJON

BENEFICIAIRE : 0020489W
CA DE L'AUXERROIS
6 B PLACE DU MARECHAL LECLERC
89000 AUXERRE

2. TRAVAUX CONCERNES : Station traitement AEP plaine du Saulce

Description des travaux :

Le projet porte sur la création d'une unité de traitement AEP sur le champ captant de plaine du Saulce.
Le projet comprend la création d'une usine d'une capacité de traitement de 8000 m3/j. Le procédé de traitement est l'osmose inverse basse pression.
Le projet comprend également la maitrise d'oeuvre et les études.
Les panneaux photovoltaïques sont exclus du projet.
Cette unité permettra de traiter les pesticides et leurs métabolites et les nitrates.
Le projet comprend également les études, la maitrise d'oeuvre.
Demande d'aide formelle et complète en date du : 29/01/2024

Indicateurs techniques :

L'intervention concerne les actions et les paramètres suivants :

		Paramètres améliorés par :		
		Traitement	Interconnexion	Mobilisation de nouvelles ressources
	Nitrates	■	☐	☐
	Pesticides	■	☐	☐
	Turbidité	■	☐	☐
Objectifs				
Débit concerné (m3/j)	avant travaux	8000		
	après travaux	8000		
Population concernée (habitants)	avant travaux	70000		
	après travaux	70000		

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AGENCE eau seine NORMANDIE

CONVENTION D'AIDE FINANCIERE N° 1112060 (1) 2025

TITRE II : CONDITIONS PARTICULIERES

3. CONCOURS FINANCIER

MONTANT DU PROJET : 10 758 566 € HT

PARTICIPATION DE L'AGENCE :
2511 - Travaux sur la quantité en AEP

FORME DE L'AIDE	MONTANT RETENU	TAUX AIDE	MONTANT D'AIDE	CONDITIONS DE REMBOURSEMENT			
				DUREES (mois)		Intérêts (taux %)	Frais de gestion (taux %)
				Avance	Différé		
Subvention	10 188 841	20	2 037 769				
TOTAL			2 037 769				

Type de régime d'aide publique : aides ne relevant pas de l'encadrement européen

4. ENGAGEMENT DE L'ATTRIBUTAIRE

Le bénéficiaire : de porter une politique offensive sur le préventif en utilisant tous les outils à disposition de la collectivité pour élaborer et mener sa stratégie de préservation des captages (stratégie foncière, mesures incitatives, etc.) en se dotant d'indicateurs d'objectifs et résultats ; L'attributaire de fournir les éléments suivants, constatés au moment du solde : la délibération du MOA formalisant sa stratégie de préservation de l'ensemble de la ressource destinée à l'eau potable, assortie d'indicateurs de résultats liés aux changements des pratiques agricoles dans les AAC et d'un suivi de l'évolution de la qualité de l'eau permettant de juger des actions mises en place ; les arrêtés préfectoraux de délimitation des AAC en service ; un rapport détaillant l'examen des solutions techniques qui permettraient de réduire voire supprimer les rejets dans l'Yonne des concentrats ; à tracer le montant des aides versées par l'AESN dans les comptes de la délégation; à fournir à l'AESN un bilan hydrique et énergétique des 6 premiers mois exploitation ; à atteindre le rendement cible de réseau de 83% en 2027 ; à atteindre un taux inférieur à 10% sur les pertes en eau de service.

5. DISPOSITIONS PARTICULIERES DE PAIEMENT

6. PRESENTATION DE LA DEMANDE DE SOLDE

Délai de transmission des pièces de solde de l'aide : 48 mois

7. DATE D'EFFET CONTRACTUEL

La présente convention prend effet à compter du : 07/03/2025.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE eau seine NORMANDIE

CONVENTION D'AIDE FINANCIERE N° 1112060 (1) 2025

TITRE II : CONDITIONS PARTICULIERES

Le : 07/03/2025
Le Directeur de l'Agence
Directrice Générale de l'Agence de l'Eau Seine Normandie
Signé : Sandrine ROCARD

L'attributaire certifie avoir pris connaissance des conditions des titres I et II

Le :
Nom
Prénom
Qualité
Signature

Le bénéficiaire certifie avoir pris connaissance des conditions des titres I et II

Le :
Nom
Prénom
Qualité
Signature

Partie 2 - Technique

3 Mémoire technique Travaux concessifs
Offre variante

Sommaire

1 NOS PROPOSITIONS D'INVESTISSEMENTS CONCESSIFS 4

2 TRAVAUX VISANT A ELIMINER LES DEFAUTS CONSTATES 5

2.1 Surveillance de la canalisation stratégique de refoulement de la Plaine du Saulce 5

3 TRAVAUX VISANT A SECURISER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES SALARIES 6

4 AUTRES TRAVAUX, VISANT A AMELIORER LE SERVICE 10

4.1 Amélioration de la performance hydraulique des réseaux 11

4.2 Continuité de service et résilience 16

4.3 Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers 21

4.4 Amélioration des impacts environnementaux du service de l'eau 24

5 TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE UNITE DE TRAITEMENT SUR LE SITE DES BOISSEAUX POUR TRAITER LES RESSOURCES DES BOISSEAUX, Y COMPRIS RACCORDEMENT. 26

5.1 Installation de centrales photovoltaïques sur les deux usines 26

5.2 Installation d'une unité de traitement des nitrates des pesticides et des métabolites sur le site des Boisseaux, destinée au traitement des ressources des Boisseaux 27

6 INSTALLATION D'UNE UNITE DE TRAITEMENT SUR LE SITE DE LA PLAINE DU SAULCE, Y COMPRIS RACCORDEMENTS 48

6.1 La genèse de l'installation proposée à Plaine du Saulce variante 49

6.2 Données de base 51

6.3 Présentation des étapes de traitement mises en œuvre sur Saulce variante. 53

6.4 L'usine de traitement de Plaine du Saulce variante 58

6.5 Présentation synthétique des aménagements retenus pour Saulce 59

6.6 Récapitulatif des prestations prévues dans notre proposition 61

6.7 Planning 62

6.8 Votre usine en un regard 64

6.9 Pour aller Plus loin 66

7 INTERCONNEXION DE SAINT-BRIS-LE -VINEUX ET VINCELLES VINCELOTTES 67

8 INTERCONNEXION RESERVOIR HAUT SAINT GEORGES ET METEO 69

9 INTERCONNEXION RESERVOIR DE CHEVANNES ET VALLAN 71

10 OPTION GEOLOCALISATION DES RESEAUX 73

10.1 Périmètre concerné 73

10.2 Méthodes utilisées pour réaliser le géoréférencement des réseaux 75
10.3 Équipes intervenantes 79
10.4 Une protection accrue des canalisations de transport 80
10.5 Calendrier de mise en œuvre 81

11 TELERELEVE 81

Les informations contenues dans le présent mémoire, portées à la connaissance de l'acheteur / l'autorité concédante dans le cadre exclusif de la présente procédure de passation, sont strictement confidentielles et protégées en cela au titre du secret des affaires. Aucune de ces informations ne peut être communiquée ni divulguée par l'acheteur / l'autorité concédante, sauf accord exprès préalable de SUEZ Eau France SAS.

1 Nos propositions d'investissements concessifs

L'ensemble des travaux demandés, mais aussi ceux faisant l'objet d'une proposition spontanée de SUEZ, vous sont présentés dans ce mémoire. Il représente notre stratégie d'investissement pour vous accompagner dans votre projet de territoire.

Nos Engagements

Nature des opérations	Description des travaux	Montant de l'investissement (*)	Date de fin
Travaux nécessaires pour éliminer les défauts constatés au moment de la signature du contrat (article 14.2)	Surveillance de la canalisation stratégique de refoulement de la Plaine du Saulce	81 049 € HT	31/12/2025**
Travaux de mise en conformité avec les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de travail des salariés (article 25.1)	Mise en conformité des conditions d'accès et d'intervention des sites du service	25 066 €HT	31/12/2023
Autres travaux nécessaires pour l'amélioration du service	Amélioration de la performance hydraulique des réseaux (Distribution)	509 236 €HT	30/06/2025
	Amélioration de la résilience et de la continuité du service (Production)	167 477 €HT	31/12/2025**
	Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers (Qualité)	194 356 €HT	31/12/2027
	Amélioration des impacts environnementaux du service (DD)	354 279 €HT	30/06/2026
Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites sur le site des Boisseaux, destinée au traitement des ressources des Boisseaux, y compris raccordements.		9 653 516 €HT	23/09/2027**
Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites en aval de la ressource de Plaine de Saulce, y compris raccordements.		11 288 737 €HT	05/05/2027**
Interconnexion de Saint-Bris-le-Vineux et Vincelles Vincelotte		1 064 469 €HT	31/12/2025**
Interconnexion réservoirs Haut-Saint-Georges / Météo		68 400 €HT	31/12/2025**
Interconnexion réservoir de Chevannes et Vallan		331 087 €HT	31/12/2025**
La géolocalisation des réseaux, dans les conditions décrites à l'article 17.2		127 582 €HT	31/12/2026 (communes urbaines) 30/06/2031 (communes rurales)

(*) Montants des investissements bruts (hors subventions attendues) et hors financement

***décalage des dates limite d'exécution suite au dépôt de demande de subvention auprès de l'agence de l'eau pour ces objets et délais de réponse d'accord ou de refus.*

2 Travaux visant à éliminer les défauts constatés

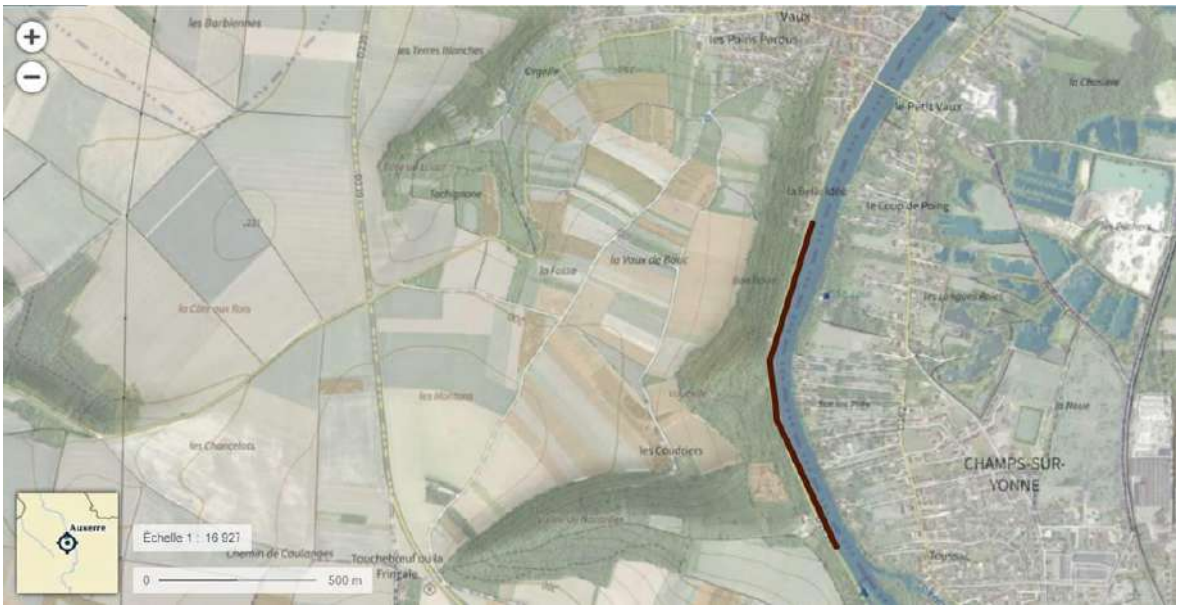
La date de démarrage du contrat relatif à cet appel d'offre constitue un jalon important pour la Communauté de l'Auxerrois. Le nouveau périmètre du contrat nous amène à vous proposer l'aménagement ci-dessous visant à sécuriser un point faible du réseau structurant.

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 14.2 ; 44	- Surveillance de la canalisation stratégique de refoulement de la Plaine du Saulce	Fin 2025

2.1 Surveillance de la canalisation stratégique de refoulement de la Plaine du Saulce

La **Canalisation DN 600** d'alimentation d'eau traitée en provenance de **Plaine du Saulce** est posée sur les berges de l'Yonne, et soumise à un **fort risque d'éboulement** sur plusieurs centaines de mètres.

Le tracé foncé symbolise plus précisément la partie de canalisation qui longe la rive de l'Yonne, donc qui est à surveiller avec beaucoup d'attention.



Afin de sécuriser davantage l'alimentation en eau sur le territoire, nous proposons le plan d'actions suivant :

- **Analyse préalable** des risques et conditions géotechniques et morphologies, à partir des données disponibles,
- **Définition de la surveillance** à mettre en place en fonction des caractéristiques de la zone à surveiller (étendue, couvert végétal),

- **Installation** sur le parcours du tronçon le plus à risque d'éboulement, de **détecteurs de mouvements de terrain** ; via un **suivi permanent** ils permettront d'**anticiper** autant que possible une **éventuelle rupture** subséquente **de canalisation**, et de mettre en œuvre les actions préétablies de remise en service,
- **Mise en place de 3 capteurs hydrophones** pour suivi permanent de fuites sur ce secteur,
- **Etude pour le rétablissement** rapide de la **continuité de service** en cas de rupture :
    - modalités et **mode opératoire de réparation provisoire**, permettant de transférer **350m3/h** soit le fonctionement minimal du groupe de pompage de l'usine et un débit suffisant pour assurer l'alimentation de la Communauté en complément des autres ressources,
    - liste et **approvisionnement des pièces spécifiques** nécessaires (vannes, butées préfabriquées, pièces spéciales de raccordement..),
    - **fiche action** insérée ensuite dans le **plan de gestion de crise**.

3 Travaux visant à sécuriser les conditions de travail des salariés

La date de démarrage du contrat relatif à cet appel d'offre constitue un jalon important pour la Communauté de l'Auxerrois.

Le périmètre du nouveau contrat sera modifié durant les premières années, en prenant en compte la réalisation des travaux décrits à l'article 44.1 du projet contrat.

Il n'en demeure pas moins que SUEZ place la sécurité des personnes et des biens au cœur de ses préoccupations quotidiennes.

Nous avons donc engagé au sein du groupe SUEZ une démarche de prévention basée principalement sur **les 10 règles qui sauvent SUEZ**.

Celles-ci portent sur plusieurs thématiques :

1. La santé et la sécurité du personnel au quotidien,
2. La sensibilisation permanente des salariés,
3. La mise en œuvre de plans de prévention et de procédures pour les entreprises sous-traitantes et les fournisseurs,
4. L'évaluation des risques par métier et par site,
5. Le suivi rigoureux des contrôles réglementaires

NOS RÈGLES QUI SAUVENT

Afin d'y répondre au mieux et au plus vite, nous avons engagé un audit sécurité de l'ensemble des sites du périmètre, effectué par notre expert régional en prévention sécurité David Ferrand.

Ces travaux sont présentés dans le tableau suivant :

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 25.1 ; 44.1	**Réalimentation Plaine du Saulce** - Mise en place d'un garde-corps (longueur 10 ml) sur le chemin d'accès au plan d'eau - Mise en place d'une pompe sur bouée avec accès à la crépine pour supprimer la descente dans l'eau	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Plaine du Saulce** - Pré équipement de la rive de la retenue d'eau avec une pompe de prélèvement montée sur tuyau PVC permettant de réaliser les prélèvements sans s'approcher de la rive	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Forages des 3 champs captant : Saulce, Isles, Boisseaux** - Mise en place de vérins sur les trappes lourdes d'accès aux forages 	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Surpresseur de Jussy** - Talutage d'un escalier avec quelques marches et contre marches pour l'accès à la partie supérieure	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Réservoir de Bas Moreaux** - Remplacement de la chainette par un prolongement de garde-corps/portillon - Mise en place d'une plaque de consignation d'accès crinoline cadenassable - Revêtement anti dérapant sur les marches des escaliers 	Fin 2023

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 25.1 ; 44.1	**Réservoir Haut St Georges** - Rehausse du garde-corps de l'étage à une hauteur de 1.10m)	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Réservoir Egriselles** - Remplacer les capots métalliques très lourds par des caillebotis avec des cadres supports - Mise en place d'une plaque de consignation d'accès crinoline cadenassable	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Réservoir Jonche** - Réhausse du garde-corps de l'étage à une hauteur de 1.10m	Fin 2023
Article 25.1 ; 44.1	**Réservoir de Chitry** - Mise en conformité de l'échelle du réservoir 	Fin 2023

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 25.1 ; 44.1	**Travaux sur divers sites** - Ajout de vérins sur trappes pour faciliter la manutention (10 trappes équipées) - Ajout de crosses de sortie pour faciliter la monter et la descente sur les échelles (10 crosses supplémentaires) - Mise en place d'éclairage extérieur des sites 5 sites à équiper	Fin 2023

	Calendrier prévisionnel
Etudes	1 mois
Démarches administratives	_
Réalisation	3 mois
Réception	Au plus tard le 31/12/2023

Le + DE L'OFFRE

Nos objectifs

6. La sécurité au quotidien de nos agents
7. Le zéro accident

4 Autres travaux, visant à améliorer le service

La date de démarrage du contrat relatif à cet appel d'offre constitue un jalon important pour SUEZ Eau France. Le nouveau périmètre du contrat nous amène à vous proposer les aménagements décrits ci-après, qui reflètent de nos engagements en matière d'amélioration, de plus-values proposées par SUEZ, dont les principales seront effectives dès le démarrage du contrat.

Nous constituons donc un tableau synthétique de tous les engagements entrainants des Investissements autres que ceux demandés à l'article 44 du projet de contrat.

Certains engagements importants à nos yeux font d'ailleurs l'objet d'un descriptif détaillé à la suite du tableau de synthèse.

- **Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers**
- **Amélioration de la performance hydraulique des réseaux**
- **Continuité de service et résilience**
- **Amélioration des impacts environnementaux du service de l'eau**

Le tableau ci-dessous présente le calendrier de ce chapitre de travaux :

		Calendrier prévisionnel		
	4.1 Performance hydraulique	**4.2 Continuité de service et résilience**	**4.3 Qualité eau**	**4.4 Impacts environnementaux**
Etudes	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
Démarches administratives	Déclaration de travaux (regards de sectorisation)	–	Déclaration ARS (rechloration)	Déclaration de travaux (centrales solaires, îlots de fraicheur)
Réalisation	6 mois	36 mois	36 mois	36 mois
Réception	Au plus tard le 30/06/2025	Au plus tard le 31/12/2025	31/12/2027	Au plus tard le 30/06/2026

4.1 Amélioration de la performance hydraulique des réseaux

Article du contrat	Nos engagements	Délai de mise en œuvre
Amélioration de la performance hydraulique des réseaux		
Articles 30 ; 44.1	- Création de **3 zones de régulation de pression**	Juin 2024
Articles 30 ; 44.1	- Maitrise des **pressions transitoires** : mise en place de 24 Capteurs Inflowmatix, étude des pressions transitoires et plan d'action	Étude fin 2024 Mise en œuvre mi 2025
Articles 30 ; 44.1	- **Création d'un secteur** hydraulique supplémentaire à Appoigny	Octobre 2024
Articles 30.5 ; 44.1	- Mise en place de **20 Capteurs** sur poteaux incendie et bouches d'incendies (limitation des vols d'eau)	Avril 2025
Articles 30.5 ; 44.1	- Amélioration de la recherche de fuites : Prelocalisateurs Orthomat de Von Roll (375 unités)	Octobre 2024

4.1.1 Régulation de la pression

La pression joue un rôle essentiel dans les performances hydrauliques d'un réseau et dans la durée de vie du patrimoine, l'effet de la pression impactant tous les types de fuites.

Sur le périmètre délégué, certains secteurs présentent des pressions supérieures à 5 bars et il est utile de la réduire lorsque cela est techniquement possible.

La technique consiste à isoler un secteur du réseau de distribution (sur des critères topographiques et topologiques) et l'alimenter par un nombre limité de points d'entrée équipés de régulateurs de pression. Grâce à ces régulateurs, la pression de l'ensemble du secteur est modulée à la valeur minimale permettant d'assurer une qualité de service satisfaisante.

3 secteurs sont sélectionnés.

Commune	Linéaire tuyaux (km)		Pression moyenne initiale (mCE)	Pression moyenne finale (mCE)
Gurgy (Ravry)	6	1 stabilisateur DN60 rue des Patures	65	25
Gurgy (Nord)	10	1 stabilisateur DN60 rue des 3 cailloux 1 stabilisateur DN150 chemin de l'Ormée Fermeture de 3 vannes	74	49
Montigny	1.6	1 stabilisateur DN100 Route de St Florentin	90	30

Les effets escomptés sont en premier lieu une réduction du **nombre de casses** et donc du nombre de fuites, et en deuxième lieu une **réduction du débit des fuites** et donc du **volume des pertes**, ainsi que :

- La **diminution** des réparations et donc des **interventions** sur la voie publique,
- La **prolongation de la durée de vie du réseau** en réduisant le niveau de stress subi par les canalisations et branchements.

Les + DE L'OFFRE

Nos engagements :

Création de 3 zones de régulation de pression, par pose de 4 régulateurs de pression,

Réduction des pertes en eau de 4000 m3/an au minimum

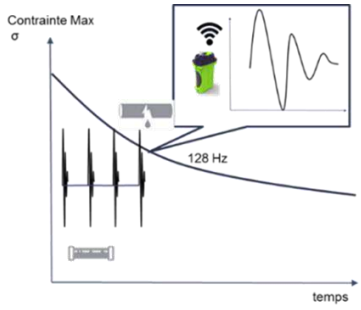
4.1.2 Maitrise des pressions transitoires : capteurs Inflowmatix

Les phénomènes de pression transitoire sont reconnus et éprouvés scientifiquement comme un des facteurs importants contribuant aux défaillances et au vieillissement du patrimoine (canalisations et équipements, cf. publications de l'Imperial College).

Ces phénomènes néfastes sont dus aux changements brusques des situations hydrauliques dans le réseau comme l'arrêt ou le démarrage brusques des pompes, les consommations importantes des abonnés, les utilisations des poteaux d'incendie etc.

Ces phénomènes transitoires ont deux principaux effets :

- Les canalisations **cassent immédiatement** lorsque la pression maximale est largement plus importante que la résistance du tuyau ; se traduisant par exemple par des casses longitudinales sur des canalisations métalliques, parfois même sur des fontes ductiles,
- Les canalisations sont **mécaniquement fatiguées** à cause des charges cycliques générées par la variation de pression, ce qui réduit progressivement leur résistance mécanique et à terme **augmente la probabilité de casse**.



Capteur de pression haute fréquence Inflowmatix

Les capteurs de pression haute fréquence Inflowmatix sont autonomes et miniaturisés, ils bénéficient de technologies récentes de stockage, de compression et de transmission d'informations, et du **développement d'algorithmes d'Intelligence Artificielle** sur d'énormes masses de données.

Ces capteurs sont **autonomes** en énergie, communiquent par GSM, et sont très précis. Leur fréquence de mesure est 128Hz, c'est-à-dire que l'appareil effectue **128 mesures de pression par seconde**. Un seul de ces capteurs enregistre plus de 11 millions de données par jour

Ces données permettent d'appréhender l'ampleur de ces phénomènes, et de localiser les sources de ces désordres.

Les **données transmises** sont très nombreuses, de 86 000 à **172 000 par capteur et par jour**. Elles sont analysées automatiquement dans l'application Pression Dynamique de AQUADVANCED® Réseau Eau,

Nous réaliserons une **étude « Calm Network** » sur l'ensemble des installations :

- Contrôle des pressions transitoires à proximité de tous les pompages et réservoirs,
- **Contrôle de la totalité du réseau** et des gros consommateurs pouvant générer des pressions transitoires,
- **Plan d'action** pour la **réduction des pressions transitoires**,
- Pose de **24 capteurs de pression haute fréquence fixes**, sur les zones à plus fort risque.

Nos engagements :

Etude des pressions transitoires sur la totalité du réseau,

Plan d'action pour la réduction des phénomènes transitoires,

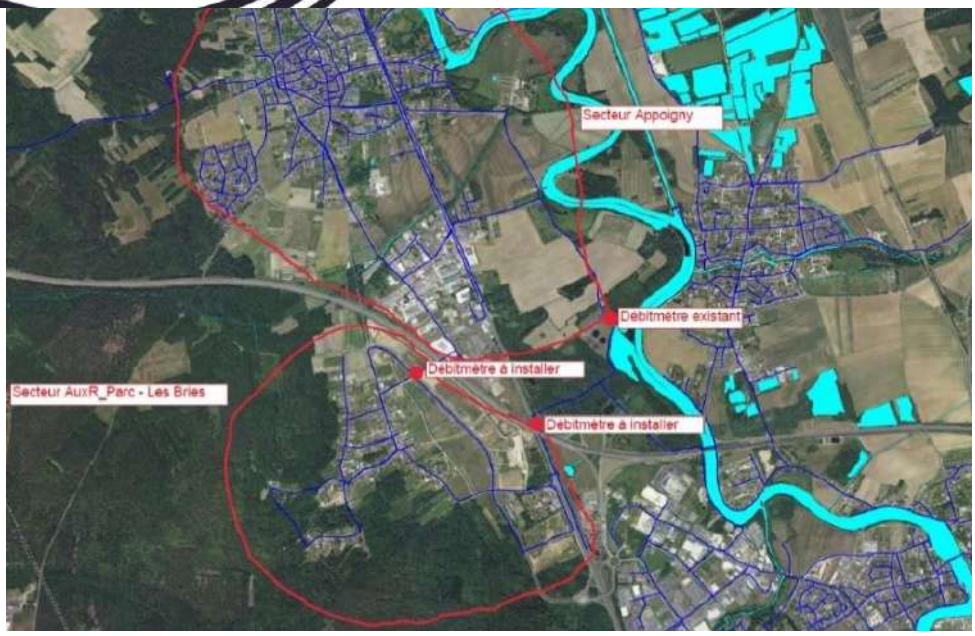
Pose de 24 capteurs de pression haute fréquence fixes.

4.1.3 Amélioration de la sectorisation

Nous vous proposons d'améliorer la sectorisation sur la commune d'Appoigny en créant un secteur supplémentaire par la pose de deux débitmètres :

- Au pied du pont de l'autoroute en entrée de la commune d'Appoigny,
- Rue Jules Verne dans la zone AuxR-Parc.

Cette sectorisation va permettre de comptabiliser les volumes journaliers et les débits de nuits sur AuxR-Parc et le hameau des Bries. Le secteur hydraulique actuel Appoigny va donc être réduit et maitrisé



4.1.4 Des capteurs pour détecter l'ouverture des poteaux d'incendie.

Les capteurs acoustiques Orthomat 4G permettent la **détection d'ouverture et fermeture des hydrants**. Ils présentent aussi la capacité de détecter les bruits de fuite sur le réseau à proximité, avec un rayon efficace d'écoute moindre du fait des contraintes de positionnement au pied du PEI.

Le système de surveillance HYDROALERT est une fonction avancée de l'appareil qui sert à **détecter** et quantifier **en temps réel les prélèvements d'eau** sur les poteaux ou bouches d'incendie.

Les capteurs de bruit dédiés seront déployés prioritairement sur les secteurs avec risque de manœuvre frauduleuse, de type street-pooling ou autre.

Nous avons prévu 20 capteurs pour la surveillance de ces poteaux incendie ;

Une partie de ces appareils pourra être installée à demeure au pied des hydrants les plus manœuvrés, et une autre partie sera déplacée sur les zones de travaux ou de suspicion de vol d'eau.

4.1.5 Des prélocalisateurs pour l'amélioration de la recherche de fuites

La détection des fuites invisibles, c'est-à-dire qui n'apparaissent pas sur la voie publique, est le plus souvent réalisée manuellement : des capteurs de bruit sont posés sur des canalisations pendant une période donnée avant d'être récupérés afin d'analyser les enregistrements puis déclencher une opération de localisation exacte de la fuite

Afin d'accélérer la détection des fuites et ainsi réduire plus efficacement les pertes en eau, il est nécessaire d'optimiser le processus de détection.

Pour ce faire, nous installons des pré-localisateurs fixes de la marque Von Roll.

Les pré-localisateurs en zone urbaine seront des Orthomat 4G MTC de la société Von Roll.

Communiquant via le réseau GSM ou le réseau de télérelève déployé, ils ne nécessitent pas la pose d'un réseau de répéteurs ou antennes radio supplémentaires ce qui rend leur utilisation très facile. De plus, le changement de batterie de l'outil peut se faire sans renvoi de l'outil vers le fabriquant.

En sus de la détection acoustique des fuites, les Orthomat 4G MTC GSM ont une **fonction** paramétrable de **détection d'utilisation des hydrants** et bouches de lavage à proximité et alertent par SMS.

Nous proposons 217 prélocalisateurs supplémentaires, c'est potentiellement 87 km supplémentaires de réseaux qui seront monitorés. Nous les installerons dans les secteurs ou l'état du réseau est le plus dégradé.

Ceci portera donc le nombre total de prélocalisateurs installés sur le territoire à 375 unités.

Nos engagements

- **La régulation de pression sur trois secteurs**
- **L'ajout de 217 prélocalisateurs supplémentaires (Total 375), 87 kilomètres de canalisations surveillées en plus,**
- **La gestion des pressions transitoires et 24 capteurs installés**

4.2 Continuité de service et résilience

Article du contrat	Nos engagements	Délai de mise en œuvre
Continuité de service et résilience		
Articles 28.2 ; 28.3 ; 44.1	- Surveillance et amélioration des ressources en eau (réalimentation et forages)	Décembre 2025
Articles 28 ; 44.1	- Amélioration de la sécurité & la sûreté du service (audits et dispositifs associés dont clés)	Dès 2024
Articles 14.2 ; 44.1	- Surveillance et amélioration du patrimoine distribution (Coulanges, Escolives et Lindry)	Fin 2025
Article 14.2 ; 44	- Reprise des gouttières de récupération des eaux pluviales et rénovation de l'éclairage extérieur sur le site de Chitry - Remplacement de l'échelle d'accès de la cuve du réservoir	Fin 2023
Article 14.2 ; 44	- Rénovation des façades du bâtiment situé sur le site de la Plaine des Isles.	Fin 2024

4.2.1 Surveillance et amélioration des ressources en eau

Les dispositions prévues sont décrites en détail dans le chapitre mémoire technique organisationnel, partie 4.

4.2.2 Amélioration de la sécurité & la sûreté du service

Études.

Nous nous engageons à élaborer un plan d'action global de sécurisation physiques des installations eau potable.

Notre proposition s'appuie sur la méthode officielle d'évaluation de la vulnérabilité des installations vis-à-vis des actes de malveillance (guide DGS et ASTEE 2017).

Cette évaluation permettra d'identifier l'ensemble des actions de sécurisation à prévoir ainsi que leur priorisation.

Dispositif de clés électroniques

En plus de l'étude de vulnérabilité que nous vous proposons, nous avons fait le choix d'inclure une première réponse à la rationalisation des accès et à la sécurisation des sites. Nous décrivons ci-après les équipements proposés :

Chaque bâtiment (réservoirs, surpresseurs, usines…) sera équipé d'un accès avec cylindres électroniques à l'extérieur et mécanique à l'intérieur. **Nous avons prévu d'équiper 60 serrures.**

Chaque utilisateur autorisé (Collectivité, Concessionnaire, Sous-traitants…) est équipé d'une clé électronique unique programmée avec ses droits d'accès (sites accessibles, horaires d'intervention…). **Nous avons prévu la fourniture et le paramétrage de 30 clés électroniques.**

Les accès extérieurs directs à l'eau et notamment les forages seront équipés de cadenas mécaniques ouvrables à l'aide de clés électroniques. **Nous avons prévu d'équiper 12 accès directs à l'eau.**

Les droits d'accès sont administrés sur un logiciel dédié utilisable sur n'importe quel poste de travail autorisé.

La mise à jour des droits d'accès de la clé s'effectue sur des boitiers de programmation à distance disponibles en version fixe bureau, fixe murale, mobile ou application smartphone.

Les cylindres sont alimentés par la pile de la clé lorsque celle-ci est insérée : pas besoin de câblage ni d'alimentation de la porte.

Cette solution pourra être déployée dès l'issue de l'étude de vulnérabilité sur les sites et les accès définis comme prioritaires.

La solution que nous vous proposons est une solution évolutive qui permettra de protéger rapidement les principaux accès à l'eau

4.2.3 Surveillance et amélioration du patrimoine distribution

➤ Création d'un by-pass et surpression d'eau sur le réservoir de Coulange.

Le projet que nous proposons consiste à by-passer le réservoir de Coulanges bas et de permettre l'alimentation de Coulanges via le réservoir de Gy L'Evêque le temps de réaliser les interventions d'entretien annuel sur le réservoir de Coulanges bas.

Il faudra pour cela :

Créer un by-pass en diamètre 125 au réservoir de Coulanges Bas pour assurer la continuité des alimentations de la vente en gros de la commune de Val de Mercy, des pompes de Coulanges Haut et du réseau de refoulement distribution du réservoir de Coulanges Bas.

Installer sur le by-pass projeté du réservoir de Coulanges Bas un stabilisateur de pression aval

Créer un by-pass en diamètre 125 sur le réservoir de Gy Leveque, pour que ce dernier puisse fonctionner en refoulement distribution

Modifier l'armoire électrique pour permettre le fonctionnement en simultanée des pompes de refoulement de la station de reprise de Coulanges la Vineuse.

Équiper les compteurs des abonnés de réducteur de pression qui se trouvent sur le réseau de refoulement de distribution du réservoir de Coulanges Bas

➤ Sécurisation de la commune d'Escolives (amélioration de la pression) via interconnexion à la Plaine du Saulce

Nous proposons la mise hors service de l'unité de production d'Escolives Sainte Camille pour la remplacer par une alimentation par l'unité de production de la Plaine du Saulce

Nous proposons donc les aménagements suivants :

- Installer deux pompes de refoulement qui fonctionneront en alternance. Elles auront un débit constant de 20m³/h grâce aux variateurs de vitesse. Elles seront pilotées par le réservoir d'Escolives.

- Installer un ballon anti-bélier pour protéger l'installation.
- Création d'un bypass en amont du surpresseur pour le fonctionnement en mode dégradé
- Arrêt du captage d'Escolives sainte Camille.

➤ Hameau de Chazelles (Lindry) : interconnexion aux Boisseaux pour suppression achat d'eau

Le hameau de Chazelles à Lindry est alimenté par un achat d'eau en gros à la fédération des eaux de Puisaye Forterre.

Nous avons réalisé une étude de modélisation qui a validé la possibilité d'alimenter les hameaux de Chazelles et de Fonteny à partir du réservoir de Lindry en installant une station de surpression dans le réservoir.

Cette interconnexion sécurisera l'alimentation en eau potable de ces deux hameaux et évitera l'achat d'eau à la fédération des eaux de Puisaye Forterre.

Cette solution augmentera la pression aux compteurs des riverains, nous les équiperons de réducteur de pression pour protéger les installations.

Vue du tracé projeté

4.2.4 Chitry : reprise des gouttières et de l'éclairage du site.

Nous souhaitons apporter quelques améliorations à ce site qui fera partie intégrante du contrat lors du démarrage.

Les gouttières du bâtiment seront reprises et nous rénoverons l'éclairage extérieur.

.

4.2.5 Rénovation du bâtiment Plaine des Isles

Le bâtiment actuel du site de Plaine des Isles a été construit dans les années 70. Nous proposons de le réhabiliter afin d'apporter une cohérence avec les futures usines.

Nous prévoyons donc les travaux suivants :

- Nettoyage complet du bâtiment
- Reprise des éventuelles fissures apparentes sur murs et toiture
- Remplacement des huisseries selon le même type que celles mises en œuvre sur les sites des boisseaux.
- Remise en peinture de l'ensemble du bâtiment selon la couleur du bâtiment des boisseaux.

Ainsi, au-delà de l'amélioration des conditions de travail, nous apporterons une homogénéité dans le patrimoine bâti de la collectivité.

VUE DU BATIMENT QUI SERA REHABILITE

	Calendrier prévisionnel
Etudes	1 mois
Démarches administratives	1 mois (déclaration de travaux)
Réalisation	2 mois
Réception	Au plus tard le 31/12/2023

Nos engagements

- **Sécurisation de la ressource**
- **Surveillance continue de l'adductrice Plaine du Saulce**
- **Audits sureté, études de vulnérabilité de l'ensemble du système**
- **Anticipation des dispositifs de sécurité**

4.3 Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Amélioration de la qualité de l'eau délivrée aux usagers		
Articles 28.3 ; 44.1	- Installation de 58 analyseurs supplémentaires de qualité de l'eau	Démarrage des nouvelles usines S2 2027
Articles 28.3 ; 44.1	- Mise en œuvre d'un jumeau numérique des réseaux permettant de fournir une vision cartographique de la qualité de l'eau distribuée en temps réel	Décembre 2026
Articles 14.2 ; 28.3 ; 44.1	- Rechloration Réseau de Jonches (au niveau du surpresseur de la Plaine des Isles)	Juin 2024

4.3.1 Mise à disposition de cartes qualité de l'eau en temps réel- analyseurs complémentaires.

Les Tableaux suivants mettent en valeur toute l'instrumentation existante ainsi que les 58 capteurs complémentaires que nous proposons d'installer. Ces analyseurs permettront la visualisation temps réel de la qualité de l'eau, ainsi que l'asservissement optimale de la production et distribution d'eau.

Production - Période 1 de 2023 à 2026

Site	Type d'eau	Capteurs existants	Nouveaux capteurs
Plaine du Saulce	EB	Turbidité, Nitrates	
	ET	Chlore libre, pH	Hydrocarbures (HAP)
Plaine des Boisseaux	EB		Hydrocarbures (HAP) Nitrates
	ET P1 P2	Chlore libre, pH	
	ET P3	Chlore libre, pH	
Station d'alerte	Milieu récepteur	Truitosem (DUP)	
St Bris le Vineux		Chlore, pH	
Jussy	ET	Chlore, pH	
Coulanges la Vineuse	ET	Chlore, pH	
Vincelles	ET	Chlore, pH	
Escolives	ET	Chlore, pH	
Chitry	ET	Chlore, pH	

Production - Période 2 de 2027 à 2043

Site	Type d'eau	Capteurs existants	Nouveaux capteurs
Usine de Plaine du Saulce	EB	Turbidité Nitrates	
	Process		Turbidité *2, pH
	Rejets	_	Turbidité, pH
	ET	Chlore, pH Turbidité	Conductivité, Nitrates Turbidité
Usine de la Plaine des Boisseaux	EB P1 P2	Turbidité	
	EB P3	Turbidité	
	EB P mél.	Turbidité	Nitrates, pH
	EB PDI	Turbidité	Nitrates ,pH
	Process	_	Turbidité
	Rejets	_	Turbidité, pH
	ET	Chlore libre, pH	Conductivité, Nitrates Turbidité

Réservoirs (eau distribuée)

Site	Capteurs existants	Nouveaux capteurs
Chantemerle	Chlore, pH, Nitrates	Turbidité, conductivité
Chevannes	_	Chlore, pH
Gy l'Evêque	_	Chlore, pH
Haut Saint Georges	_	Chlore, pH Nitrates Turbidité, conductivité
Météo	_	Chlore, pH Nitrates Turbidité, conductivité
Bas Moreaux	_	Chlore, pH
Vincelles-Vincelottes	_	Chlore, pH
Bleigny le Carreau	_	Chlore, pH
Saint Bris le Vineux	_	Chlore, pH

Distribution (eau distribuée)

Site	Capteurs existants	Nouveaux capteurs
Regard ventouse Gurgy	_	Chlore, pH
Regard DEM Cadet Roussel	_	Chlore, pH Conductivité
Regard DEM Tourgotine	_	Chlore, pH Conductivité
Regard DEM La Chainette	_	Chlore, pH Conductivité
Regard DEM entrée Appoigny	_	Chlore, pH

Ces analyseurs viendront alimenter en continu la base de données qualité qui servira également a la visualisation de carte globale de la qualité de l'eau produite et ensuite distribuée que nous proposons de mettre en place sur la supervision et en accès dans TSMS.

Situation du suivi qualité en continu en 2028

4.3.2 Mise à disposition d'un Jumeau numérique

Le descriptif de ce jumeau numérique vous est proposé dans le chapitre 4 du mémoire technique organisationnel.

4.3.3 Rechloration réseau de Jonches (au niveau de l'accélérateur de la Plaine des Isles)

Le réservoir de Jonches est alimenté par le captage des Boisseaux. Le taux de chloration en sortie des Boisseaux et la capacité du réservoir de Jonches (6000 m3) sont des points limitants pour assurer un taux de chlore satisfaisant sur les points les plus éloignés de ce réseau.

Pour pallier cette problématique, nous vous proposons l'installation d'une chloration automatisée dans le local de l'accélérateur de la plaine des Iles. Le taux de chlore sera rapatrié sur la supervision.

Les + DE L'OFFRE

Nos engagements

Une eau de qualité irréprochable et homogène sur tout le territoire.

L'amélioration sanitaire et gustative de l'eau

4.4 Amélioration des impacts environnementaux du service de l'eau

Article du contrat	Nos engagements	Délai de mise en œuvre
Amélioration des impacts environnementaux du service de l'eau		
Articles 23 ; 35 ; 44.1	- Création d'un bâtiment dédié au travail de recyclage des compteurs remplacés	Septembre 2024
Articles 23 ; 44.1	- Sobriété énergétique : mise en place de capteurs pompes et surpresseurs, pour diagnostic énergétique (CF memo DD)	Juin 2024
Articles 23 ; 44.1	- Ecodiagnostic Plaine de Saulce (CF mémo DD)	Juin 2026
Articles 23 ; 44.1	- 1er étape de la Smart City de l'Auxerrois	Juin 2025

4.4.1 Création d'un local pour le recyclage des compteurs

Nous prévoyons de créer pour le compte de la collectivité une filière de recyclage des compteurs dans le cadre du présent contrat. Cette filière permettra dans un premier temps de gérer le stock important de renouvellement des compteurs dans le cadre de la mise en place de la télérelève dans les 2 premières années et demie du contrat. Nous avons prévu en partenariat avec l'entreprise d'insertion RENOUER de créer cette filière. Au-delà des compteurs d'eau, la filière de recyclage pourra recevoir d'autres équipements issus des services publics de l'eau potable mais aussi de l'assainissement (pompes de relevage par exemple).

Afin de créer des conditions de travail adéquats nous proposons d'utiliser le hangar de stockage de la station d'épuration d'Appoigny. Suite à l'arrêt du sécheur ce hangar ne reçoit plus de boues séchées et peut donc être aménagé. Nous prévoyons de créer sur une partie de ce hangar (cf. photo ci-dessous) un atelier de recyclage.

Ce hangar devra permettre de réceptionner les compteurs et autres équipements à démanteler et d'effectuer le tri des matières à recycler.

Pour cela, nous avons prévu un aménagement avec :

- Création de cloisons pour isoler le futur atelier
- Mise en place d'un chauffage/climatisation
- Equipement de postes de travail adaptés
- Ouverture de fenêtres donnant sur l'extérieur

Les opérateurs intervenants sur ce site pourraient profiter des installations de la STEP en ce qui concerne les sanitaires et les salles de repos

Zone de bâtiment à réhabiliter

Nos engagements

Un Bâtiment spécifique aux opérations de recyclage des compteurs

Des conditions de travail respectueuses des collaborateurs

4.4.2 Première étape de la Smart City de l'Auxerrois

La démarche que nous proposons repose sur une méthode de co-construction regroupant la Collectivité et SUEZ. Nous décrivons cette démarche au chapitre 8.1.2 du mémoire technique organisationnel.

5 Travaux d'installation d'une unité de traitement sur le site des Boisseaux pour traiter les ressources des Boisseaux, y compris raccordement.

Les conclusions découlant du schéma directeur ont orienté la Communauté de l'Auxerrois, vers un scénario dont l'objectif est par conséquent la sécurisation de l'alimentation en eau potable sur le territoire, en garantissant la production d'une eau respectant la règlementation tout au long de l'année.

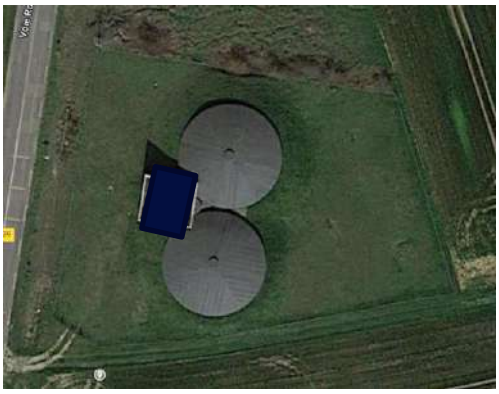
Le présent document reprend pour l'ensemble des demandes, les principaux aménagements que nous vous proposons **en solution variante** et qui deviennent donc des engagements forts. Ceux-ci sont récapitulés dans chaque section de ce mémoire.

5.1 Installation de centrales photovoltaïques sur les deux usines

Pouvoir **rendre libre** le territoire, c'est produire de l'énergie électrique à des fins d'autoconsommation.

Nous avons donc souhaité profiter des surfaces bâties pour la construction des usines de production d'eau afin d'y implanter, sur chaque site, une installation photovoltaïque.

Site des boisseaux Variante	Site de Plaine de Saulce Variante
- Principales caractéristiques - Puissance installée kWc : 28,7 kWc - Puissance AC : 25 kW - Type de module : Trinasolar Vertex S 410 Wc - Nbre de modules : 70 - Productible annuel : 32 881 kWh/an	- Principales caractéristiques - Puissance installée kWc : 31,57 kWc - Puissance AC : 28 kW - Type de module : Trinasolar Vertex S 410 Wc - Nbre de modules : 77 - Productible annuel : 35 912 kWh

Site des réservoirs de Jonches	Site du surpresseur de Piedalloues
	
- Principales caractéristiques - Puissance installée kWc : 25.83 kWc - Puissance AC : 23 kW - Type de module : Trinasolar Vertex S 410 Wc - Nbre de modules : 63 - Productible annuel : 32369 kWh/an	- Principales caractéristiques - Puissance installée kWc : 12.12 kWc - Puissance AC : 10 kW - Type de module : Trinasolar Vertex S 410 Wc - Nbre de modules : 30 - Productible annuel : 15414 kWh/an

Nota : En complément, notre offre propose la mise en œuvre d'équipements de type «Trackers solaires » permettant de produire et consommer localement de l'énergie photovoltaïque sur la plaine des Boisseaux (*cf. Mémoire technique & organisationnel – partie 7*) ; ils sont installés et opérés directement par notre partenaire d'offre THALIE, sous forme de contrat de location longue durée ; à la fin du contrat de délégation, la COLLECTIVITE demeurera libre de poursuivre ou pas ce type de prestation de service.

5.2 Installation d'une unité de traitement des nitrates des pesticides et des métabolites sur le site des Boisseaux, destinée au traitement des ressources des Boisseaux

Outre l'amélioration certaine de la qualité d'eau distribuée aux usagers, plus particulièrement dans le cadre de la variante faisant l'objet de ce descriptif, les travaux de construction d'une nouvelle unité de traitement des eaux issues des Boisseaux permettront la production d'un débit horaire de 500 m3/h, offrant à la collectivité une capacité de traitement sécurisante

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Remise à neuf des pompages des forages des Boisseaux par installation de 2 pompes de 150 m^3/h (forages F1 et F2) et 1 pompe de 250 m^3/h (forage F3) équipées de variateurs de fréquence (éligibles CEE)	mi 2027
Article 44	Dossiers d'autorisations administratives	mi-2024
Article 44	Conception, construction et mise en service d'une usine de traitement des eaux brutes d'une capacité nominale 500 m^3/h, - Eco-conception - Qualité de l'eau traitée - Sobriété énergétique - Conception évolutive dans le bâtiment pour un 4ème rack.	S2-2027

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Garanties sur l'eau traitée : • Conformité vis-à-vis des pesticides et les métabolites règlementés • Respect d'une concentration maximale en **nitrates** de 35 mg/l et potentiellement **21 mg/l** pour une eau brute de qualité moyenne. • Augmentation du domaine de traitement garanti en nitrates dans les eaux brutes : 100 mg/l • Désinfection améliorée par l'OIBP et les 30 minutes de chloration dans la bâche de désinfection • Réduction de la dureté : TH <20 °Fr • Remise à l'équilibre de l'eau : suppression des risques de dissolution de plomb • Barrière contre les nouveaux polluants (métabolites, perfluorés) • Respect de la norme perfluorés dès le démarrage de l'usine. • Domaine de traitement Garanti élargi : potentiel de traitement pour molécule de pesticide ou métabolite associé à 0.25 µg/l • Pérennité du patrimoine par le maintien de cet équilibre en distribution • Réduction de la matière organique	S2-2027
Article 44	Monitoring complet de la qualité des eaux brutes et des eaux traitées	S2-2027
Article 44	Gestion des rejets sur l'installation. Envoi des eaux sales vers le réseau d'assainissement	S2 2027

5.2.1 La genèse de l'installation proposée aux Boisseaux variante

Les technologies membranaires et notamment à haute performance font l'objet incontestablement d'un intérêt croissant dans le domaine de la production d'eau potable. Ceci est dû à différents facteurs :

Les réglementations plus strictes avec des contraintes multiples sur la qualité de l'eau produite sont parfois difficilement compatibles : déjà, les membranes d'Ultrafiltration en retenant physiquement les microorganismes indésirables, permettaient une bonne désinfection tout en s'affranchissant de la formation de sous-produits indésirables grâce la réduction des produits de désinfection (chlore…), les membranes d'OIBP en retenant la matière organique réduiront de manière concomitante les composés précurseurs de sous-produits de désinfection.
L'amélioration des techniques analytiques conduisant à la détection de nouveaux polluants liés aux activités humaines et industrielles, présents à l'état de traces (nanogramme) appelés micropolluants. Connus du grand public, la confiance dans l'eau du robinet passera par l'élimination ou la rétention de ces composés notamment par des technologies membranaires comme l'osmose inverse basse pression.

Des progrès techniques : L'utilisation des technologies membranaires dans le traitement de l'eau date de moins de 40 ans. L'explosion du marché du dessalement d'eau de mer a favorisé l'innovation et la démocratisation de technologies autrefois réservées à cette application, avec en parallèle une diminution des consommations énergétiques qui rend aujourd'hui des procédés comme la nanofiltration ou l'osmose inverse acceptables dans le traitement d'eau potable.

En NF/OI, la taille des pores est extrêmement petite, de l'ordre de 0.1 nanomètre (soit 10^{-10} mètre). Le degré de rétention des composés inorganiques et organiques est fonction de leur solubilité et de leur diffusivité dans la membrane en plus des considérations de taille et de configuration spaciale (taille tridimensionnelle des composés).

La rétention des différents éléments reste donc fonction de leur taille mais dépend aussi de la nature de la membrane et des propriétés chimiques (charge, hydrophilie) des composés à retenir mais aussi de celles de la membrane utilisée. Ce type de séparation par membrane est lié aussi à des forces électriques (répulsion ou attraction électrostatique en surface des membranes, polarité des composés…).

Cela permet d'ouvrir le champs d'utilisation des membranes d'osmose inverse initialement réservées au dessalement d'eau de mer à des eaux douces (domaine de l'Osmose Inverse Basse Pression OIBP) pour lesquelles on va chercher à retenir des composés minéraux indésirables (perchlorates, nickel, nitrates…) ou organiques de très petites tailles (pesticides ou micropolluants à faible masse moléculaire) en profitant à la fois de l'exclusion stérique et des phénomènes de charges pour séparer ces composés de l'eau.

De plus, les derniers essais de traitement réalisés sur des membranes d'Osmose Inverse Basse Pression ont montré de très bonnes efficacités vis-à-vis notamment des métabolites de pesticides, des perfluorés.

Enfin, dans le cas de figure de l'Usine des Boisseaux, la rétention du calcaire excédentaire par les membranes est également un avantage à mettre en avant.

Il nous a donc paru essentiel de vous proposer cette technologie appliquée sur le site des Boisseaux.

Les considérations principales étant établies, nous nous sommes attachés, comme pour la base, avec nos partenaires génie-civiliste, canalisateur, architecte à étudier plus en détail la meilleure solution parmi les choix possibles. Ce travail a été réalisé en prenant en considération les paramètres suivants :

- La qualité d'eau brute à considérer (Nitrates, pesticides) sur les ressources.
- Les débits horaires de dimensionnement des ouvrages.
- Les volumes annuels produits.
- Les variations possibles de débits.
- L'impact des choix des réactifs utilisés.
- Le potentiel d'évolutivité recherché (aspects qualitatifs et quantitatifs).
- Les zones d'implantation mises à disposition.
- Le maintien en production des usines pendant les travaux et pour le futur, lors des opérations de maintenance.
- L'anticipation des contraintes règlementaires éventuelles.
- La sobriété des installations (empreinte carbone, réduction des consommations énergétiques, intégration architecturale)

- La recherche d'une solution économiquement acceptable pour tous.

La solution ainsi retenue en solution variante vous est présentée dans les chapitres suivants.

5.2.2 Les données de base

5.2.2.1 Qualité des eaux à traiter

		Moyennes Boisseaux			Maximales Boisseaux		
Paramètres	Unités	P1	P2	P3	P1	P2	P3
Ammonium (NH4 +)	mg/L	0	0,003	0	0	0,05	0
Bore	µg/L	11	17	12	17	26	17
Carbone organique total	mg/L	0,76	0,85	0,56	0,8	1,1	0,7
Chlorures (Cl-)	mg/L	13	19	13	13	20	19
Conductivité à 25°C	µS/cm	492	601	450	509	633	505
Calcium	mg/L	90	102	78	94	104	87
Magnésium	mg/L	5,1	8,3	3,6	5,2	8,8	4,1
Fer total	µg/L		0,002			0,016	
Manganèse	µg/L	0	7E-05	0	0	0,001	0
Nitrates (NO3-)	mg/L	21	40	12	25	51	13
Atrazine Deisopropyl Desethyl (métabolite)	µg/L		0,006	0,008		0,006	0,01
CGA369873 (métabolite non pertinent)	µg/L	0,09	0,06	0,02	0,13	0,10	0,04
Désethylatrazine (métabolite)	µg/L	0,002	0,004	0,008	0,006	0,008	0,01
Désethyl-terbuméton (métabolite pertinent)	µg/L	0	0,003	0	0	0,01	0
Ethidimuron (pesticide)	µg/L	0	0,006	0	0	0,01	0
Gamma HCH/lindane (pesticide)	µg/L	0	0,001	0	0	0,005	0
HCH isomère (pesticide)	µg/L	0	0,001	0	0	0,005	0
Metazachlor oxalic acid (métabolite non pertinent)	µg/L	0,03	0	0	0,08	0	0
Metazachlor sulfonic acid (métabolite non pertinent)	µg/L	0,07	0	0,005	0,17	0	0,02
Pesticides (somme totale)	µg/L	0,18	0,051	0,03	0,387	0,101	0,052
pH	unité pH	7,50	7,47	7,48	7,57	7,5	7,6
Phosphore total (P2O5)	mg(P2O5)/L	0,14	0,07	0,27	0,21	0,11	0,42
Silice dissoute	mg/L	9,4	9,8	11,0	9,9	9,9	11,7
Sodium	mg/L	8,3	12,3	6,7	8,8	13,1	7,6
Sulfates	mg/L	26,9	37,7	14,0	28,1	40,8	16,2
Taux de saturation en oxygène dissous	%	90	84	52	99	92	75
Température (valeur mini)	°C	9,4	12,9	15,1	12,7	14,1	16,8
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	µg/L	0,543	1,63	1,24	0,96	1,8	2,1
Hydrogénocarbonates	mg/L	248	300	236	259	306	259

Turbidité	NTU	0,11	0,15	0,14	0,12	0,17	0,3
TAC	°F	20,3	24,6	19,3	21,2	25,1	21,2
TH	°F	24,4	28,9	20,9	25,6	29,3	23,1

5.2.2.2 Garanties de traitement apportées par SUEZ Boisseaux variante

Les paramètres devront être conformes à la réglementation en vigueur lors de la signature du contrat relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique.

Il est attendu une exigence de qualité conforme au décret découlant de la nouvelle directive européenne 2020/2184 et supérieure pour le paramètre nitrates, avec une valeur maximale fixée à 35 mg/l.

La solution OIBP permettra d'aller plus loin dans la qualité d'eau produite :

- Barrière vis-à-vis des **pesticides, métabolites et résidus médicamenteux**
- La turbidité en sortie usine **sera inférieure ou égale à 0.2 NTU**
- Les concentrations en nitrates seront inférieures ou égales à 21 mg/l pour la qualité d'eau moyenne
- La dureté sera réduite : **TH < 20 °Fr**
- Perfluorés : somme des 20 molécules réglementées < 0.1 µg/l

L'installation permettra également d'ajuster le pH de l'eau en sortie d'usine en cas de modification de cet équilibre au cours de la distribution,

- pH en sortie proposé : pH équilibre +0.1 < pH < pH équilibre +0.2

De plus, nous confirmons notre engagement relatif au potentiel de traitement complémentaire qu'offre l'installation membranaire OIBP à savoir :

- Traitement des perfluorés pour 100% de conformité pour la somme des 20 molécules reglementées
- Traitement du métabolite de chlorothalonil R471 811
- Domaine de traitement garanti à 0.25 µg/l pour les molécules de pesticides ou métabolites déjà quantifiées dans les ressources

5.2.2.3 Autres critères pris en compte

Le site est constitué des parcelles suivantes : 083, 181, 182, 188, 184, 183, 186, 078, 178, 177, 179, 180. L'importante division foncière est liée à l'implantation des différents forages sur le site. Le foncier total représente une surface de près de 31500 m².

La vue aérienne ci-dessous permettent de matérialiser avec précision l'ensemble parcellaire concerné par le site.

Site des boisseaux

Les prescriptions relatives à la construction au sein du PPR nous oriente vers les premières règles suivantes :

- Autorisation de sondages géotechniques, soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé
- Autorisation de pose de canalisation et de tranchées pour ouvrages dédiés à l'exploitation du champ captant
- Les rejets d'eaux usées domestiques sont interdits
- L'infiltration directe des eaux de ruissellement de chaussée est interdite
- Tout nouvel aménagement de l'Yonne et de ses berges doit faire l'objet d'une étude d'impact sur la piézométrie et l'exploitation du champ captant des Boisseaux
- Interdiction des profondeurs de terrassements supérieures à 2 m
- Tout nouveau projet de terrassement (inférieur à 2 m) doit être soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé et doit s'accompagner de propositions de réduction des impacts de l'intervention et d'une remise en état après travaux
- Canalisation hors alimentation en eau potable devant faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les 3 ans
- Stockages de produits sur bacs de rétention adaptés
- Les chemins doivent être entretenus régulièrement de manière à éviter les formations d'ornières. La recharge de la plate-forme de roulement doit se faire en matériaux reconnus inertes.

De plus, SUEZ Eau France a réalisé, en accord avec la Communauté de l'Auxerrois, une étude géotechnique de **type G2 AVP** dont les conclusions ont été prises en considération pour la construction de la nouvelle installation.

5.2.3 Présentation des étapes de traitement mises en œuvre sur les Boisseaux variante

5.2.3.1 Pompage sur forages des Boisseaux

Le changement de configuration de fonctionnement par rapport aux données d'origine conduit à remplacer intégralement le système de pompage des Boisseaux.

Nous proposons donc comme travaux :

- La dépose des pompes existantes des puits
- La mise en place de 3 nouvelles pompes de forage réparties comme suit :
    - 2 pompes de 170 m^3/h, permettant un fonctionnement en parallèle de 250 m^3/h
    - 1 pompe de 250 m^3/h
- La mise en place d'une nouvelle armoire électrique équipée de variateurs de fréquence

Caractéristiques de la pompe 250 m^3/h

Conditions de Service (Variateur de fréquence)

Débit	: 250 m³/h	Tension	: 400 V ±10 %
Hauteur	: 42 m	Fréquence	: 50 Hz
Diamètre de puits	: non spécifié	Mode de démarrage	: direct
Tuyauterie spécifiée	: non spécifié	Longueur de câble	: 20 m
Clapet de retenue	: Oui	Matériaux Pompe / Moteur	: GX / G
Densité	: 1000 kg/m³	Installation	: verticale
Température d'eau	: 20 °C	Température de l'air max.	: 30 °C

Données pompe

Vanne fermée	: 74,94 m
Puissance max.	: 38,21 kW
Puissance absorbée	: 38,18 kW
Rendement à l´ optimum	: 75,0 %
Rendement au pt. de fonct.	: 74,9 %
Q/Qopt	: 95,3 %
NPSH	: 9,54 m
Vitesse spéc. d'aspiration (SI Unités)	: 140

Données moteur

Puissance moteur	: 45 kW
Courant	: 87 A
Courant par phase	: ---
Vitesse	: 2910 1/min
Rendement au pt. de fonct.	: 86,5 %
Rendement total	: 64,8 %
min. Flux le long du stator	: 0,20 m/s
Sortie de câble	: 1Fl 7 m 4x16 1)

Construction

Rotat. vue dans sens flux de refroidiss.	: CCW
Hauteur de l'axe	: ---
Moment d'inertie Pompe	: 0,042 kgm²
Moment d'inertie Moteur	: 0,032 kgm²
Clapet de retenue	: DN200,PN16
Raccord	: ---
Diamètre max. du groupe	: 357 mm
Longueur totale du groupe	: 2063 mm

Charge	Rend-M	cos phi
1/2	0,845	0,745
3/4	0,865	0,825
1/1	0,865	0,860

	70 % U nom.	100 % U nom.
CD / CN	0,6	1,6
CI / CN	---	2,9
ID / IN	2,8	6,5

câble raccordé: 1Rd 13 m 4x25

Code B.U.	: TL02 (VDE)
Chute tension existante	: 0,4 %

N° max. de démarrages par heure	: 6
Remplissage eau potable	: Non
Courbe moteur N°	: MK60027/1
Courbe moment N°	: MM60027/1

Tuyauterie recommandée: DN200,PN16

Diamètre max. (sans câble)	: 340 mm

Roue

Matériaux	: IN: NiAlBronze
Diamètre	
max.	: 175,6 mm
pt. de fonct. env.	: 174,0 mm
min.	: 163,0 mm

Poids env.

Pompe	: 72 kg
Moteur	: 164 kg
Clapet de retenue	: 45 kg
Raccord	: ---
câble raccordé	: 23 kg

Caractéristiques des pompes de 170 m³/h

Conditions de Service (Variateur de fréquence)			
Débit	: 170 m³/h	Tension	: 400 V ±10 %
Hauteur	: 42 m	Fréquence	: 50 Hz
Diamètre de puits	: non spécifié	Mode de démarrage	: direct
Tuyauterie spécifiée	: non spécifié	Longueur de câble	: 20 m
Clapet de retenue	: Oui	Matériaux Pompe / Moteur	: GX / G
Densité	: 1000 kg/m³	Installation	: verticale
Température d'eau	: 20 °C	Température de l'air max.	: 30 °C

Données pompe		Données moteur	
Vanne fermée	: 80,06 m	Puissance moteur	: 31,5 kW
Puissance max.	: 27,78 kW	Courant	: 66 A
Puissance absorbée	: 26,49 kW	Courant par phase	: ---
Rendement à l´ optimum	: 75,5 %	Vitesse	: 2865 1/min
Rendement au pt. de fonct.	: 73,4 %	Rendement au pt. de fonct.	: 84,5 %
Q/Qopt	: 115,3 %	Rendement total	: 62,0 %
NPSH	: 8,36 m	min. Flux le long du stator	: 0,20 m/s
Vitesse spéc. d'aspiration (SI Unités)	: 128	Sortie de câble	: 1Fl 3 m 4x10 1)

Construction	
Rotat. vue dans sens flux de refroidiss.	: CCW
Hauteur de l'axe	: ---
Moment d'inertie Pompe	: 0,047 kgm²
Moment d'inertie Moteur	: 0,016 kgm²
Clapet de retenue	: DN150,PN16
Raccord	: ---
Diamètre max. du groupe	: 285 mm
Longueur totale du groupe	: 1961 mm

Charge	Rend-M	cos phi
1/2	0,825	0,655
3/4	0,845	0,765
1/1	0,840	0,825

	70 % U nom.	100 % U nom.
CD / CN	0,8	1,9
CI / CN	---	2,6
ID / IN	2,6	5,4

câble raccordé: 1Fl 17 m 4x16	
Code B.U.	: TL02 (VDE)
Chute tension existante	: 0,6 %

Tuyauterie recommandée: DN150,PN16	
Diamètre max. (sans câble)	: 285 mm

N° max. de démarrages par heure	: 8
Remplissage eau potable	: Non
Courbe moteur N°	: MK60011/1
Courbe moment N°	: MM60011/1

Roue	
Matériaux	: IN: NiAlBronze
Diamètre	
max.	: 188,0 mm
pt. de fonct. env.	: 176,5 mm
min.	: 172,0 mm

Poids env.	
Pompe	: 64 kg
Moteur	: 101 kg
Clapet de retenue	: 35 kg
Raccord	: ---
câble raccordé	: 21 kg

5.2.3.2 Composition d'une ligne d'Osmose Inverse Basse Pression

Une ligne d'osmose inverse est constituée des éléments suivants :

- Une pompe Haute Pression alimentant la ligne,
- Une mesure de pression,
- Une préfiltration,
- Un débitmètre,
- Un rack d'osmose inverse basse pression,
- Une pompe doseuse de séquestrant,
- Un débitmètre sur l'injection de séquestrant.

L'ensemble de ces éléments sont dédiés exclusivement à la ligne. Sur l'usine des boisseaux, nous avons trois lignes distinctes installées et la surface supplémentaire dans le bâtiment a été prévue pour une quatrième ligne.

5.2.3.3 La pompe Haute Pression

La pompe haute pression est dimensionnée sur la base du débit à traiter par la ligne. Sa HMT intègre toutes les pertes de charges « fixes » rencontrées (la membrane elle-même dont les pertes de charge intrinsèques vont augmenter avec le temps et avec les températures basses, les pertes de charge dans les conduites, les pertes de charges dans les ports d'alimentation des tubes de pression, les pertes de charges géométriques…) ainsi que le colmatage attendu sur :

- La préfiltration,
- Les membranes,

Pour un même débit, on peut avoir plusieurs bars de différence entre la HMT de dimensionnement de la pompe et la HMT moyenne en exploitation : il est donc indispensable de vérifier les points de fonctionnement de la pompe et de l'équiper d'un variateur de fréquence.

5.2.3.4 La préfiltration de sécurité

La préfiltration n'a pas pour objet de prétraiter l'eau avant le traitement membranaire mais de protéger les membranes en cas de défaillance des traitements en amont ou de dégradation soudaine de la qualité de la ressource.

Face à ce risque et de manière générale, pour assurer la meilleure protection des membranes d'osmose inverse, seules 2 technologies sont possibles :

- Une filtration membranaire type microfiltration ou ultrafiltration dont le seuil de coupure sera inférieur à 1µm,
- Une filtration sur cartouche avec un seuil de coupure absolu < 10 µm et si possible < 5µm (la disponibilité de produits bénéficiant d'une ACS et dont le seuil de coupure est inférieur à 5 µm absolus est beaucoup plus rare).

La filtration sur cartouche est donc la solution retenue dans la majorité des cas pour protéger les membranes

Il est prévu un filtre à cartouche par ligne d'osmose inverse basse pression et dimensionné sur le débit maximum à l'entrée de la ligne.

Les modèles de cartouches sélectionnés auront un seuil de coupure inférieur à 5 µm.

Le matériau filtrant est le généralement fabriqué à partir de polypropylène

Illustration d'une cartouche de préfiltration

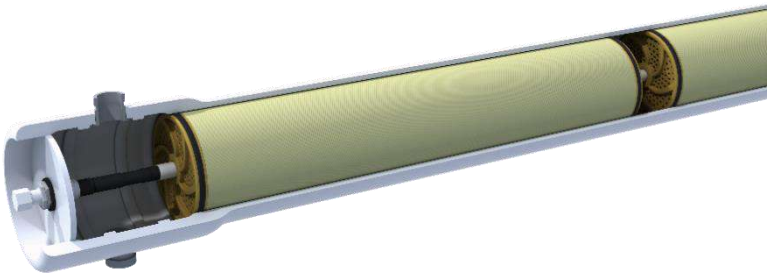
Afin de suivre le colmatage du filtre, une mesure de pression différentielle entre l'amont et l'aval du filtre sera mise en place.

5.2.3.5 Le rack d'Osmose Inverse Basse Pression

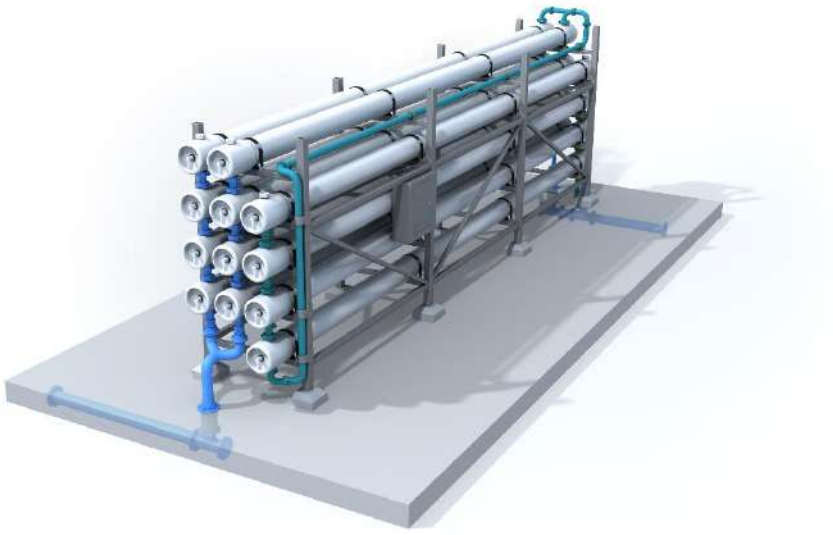
Le rack d'osmose inverse basse pression est constitué d'un châssis structurant sur lequel sont disposés des tubes de pression.

Ces tubes de pressions sont remplis de modules membranaires et ce, en quantité suffisante pour que l'ensemble de ces modules membranaires permette la production du débit journalier nécessaire.

Illustration d'un module de filtration



Les modules sont disposés dans des tubes de pression



Les tubes de pression sont assemblés sur le rack

Un traitement multi paramètres	Une consommation en réactifs limitée	De la simplicité et de la modularité
Les membranes OIBP ont des seuils de coupure parmi les plus élevés (entre 0.01 et 0.001 microns environ). Elles sont donc en mesure de retenir tous les polluants potentiellement présents dans une eau (dont la dureté, les perchlorates, les sulfates, les nitrates et le nickel).	Le traitement des eaux par osmose inverse basse pression ne requière pas de réactifs chimiques en phase exploitation, en dehors des réactifs de lavage utilisés pour empêcher le colmatage irréversible des membranes.	Les systèmes de filtration membranaire sont entièrement automatisés, ne nécessitent pas de réglage en fonction de la variation de la qualité de l'eau et sont facilement extensibles (ajout de modules).

5.2.3.6 La cascade d'aération

Du fait de l'acidification des eaux à traiter par l'osmose inverse, le perméat contient du CO_2 qu'il convient de dégazer pour limiter la consommation de soude lors de la neutralisation finale.

Le dégazage est effectué après le mélange avec l'eau de by-pass.

Nous avons privilégié une cascade du fait de son emprise au sol et de sa hauteur réduite ainsi que pour un meilleur stripping du CO_2. Comme elle s'insère dans la ligne piézométrique entre la bâche d'eau osmosée et la bâche d'eau traitée, sa consommation énergétique est limitée à celle du ventilateur mis en place pour renouveler le ciel gazeux au-dessus des marches.

5.2.3.7 La désinfection finale des eaux traitées

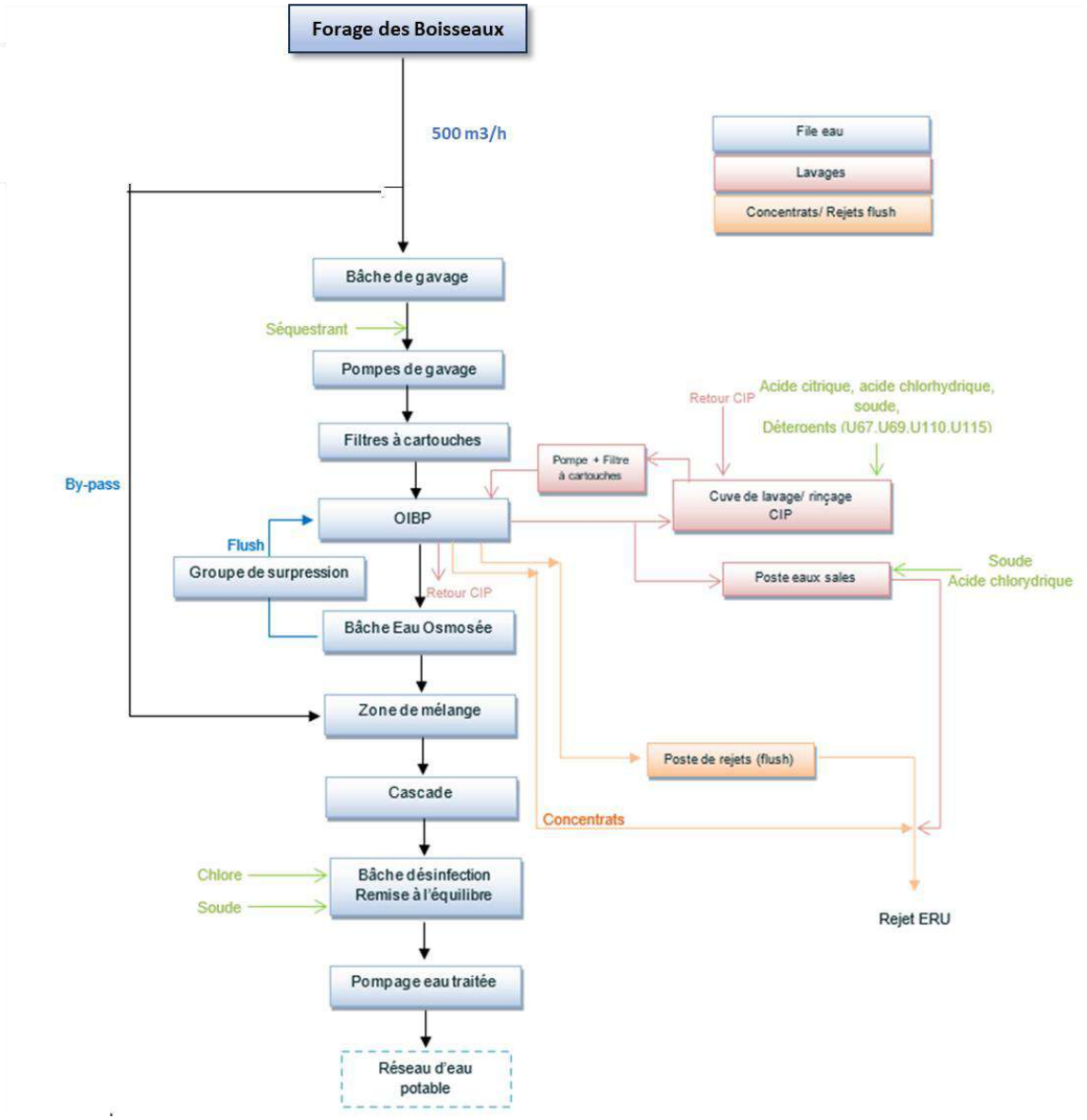
La qualité sanitaire, d'un point de vue microbiologie, se veut irréprochable. Nous avons donc fait le choix d'une installation de désinfection sécuritaire qui permettra d'atteindre l'innocuité microbiologique dès le refoulement de l'usine.

Nous rappelons que l'étape d'OIBP retient déjà les bactéries et les virus.

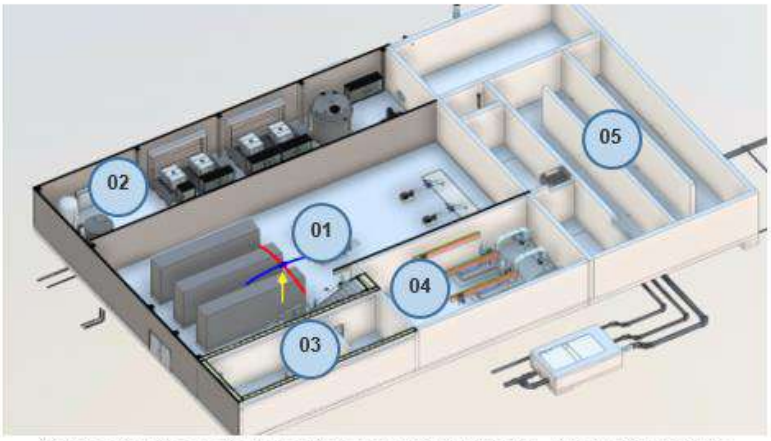
Nous avons prévu un temps de contact de 30 minutes en chloration, ce qui équivaut à la construction d'une Bâche de désinfection de 250 m^3.

5.2.4 L'usine de traitement des eaux site des Boisseaux variante

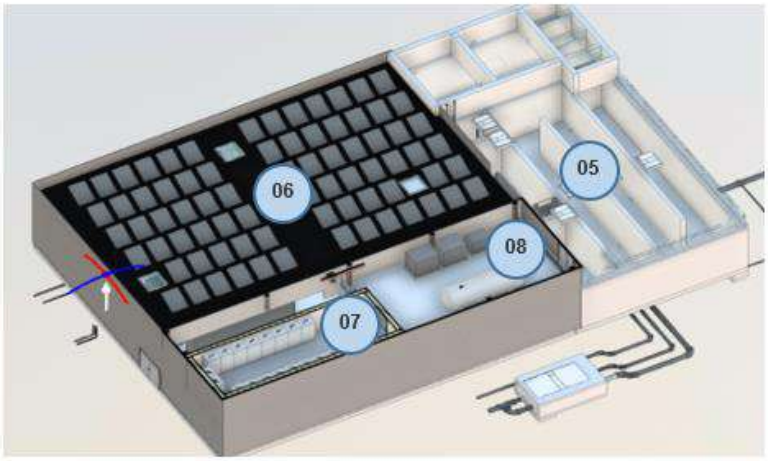
Le schéma fonctionnel de traitement de l'installation des boisseaux variante est le suivant.



5.2.5 Présentation synthétique des aménagements retenus pour les Boisseaux variante.



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – Au rez de chaussée



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – A l'étage

01 : Local filtration OIBP	03 : Local exploitation	05 : Bâches extérieures	07 : Local électrique
02 : Local réactifs	04 : Local pompes eau traitée	06 : Toiture photovoltaïque	08 : Ballon anti-bélier

Vues éclatées de l'installation projetée

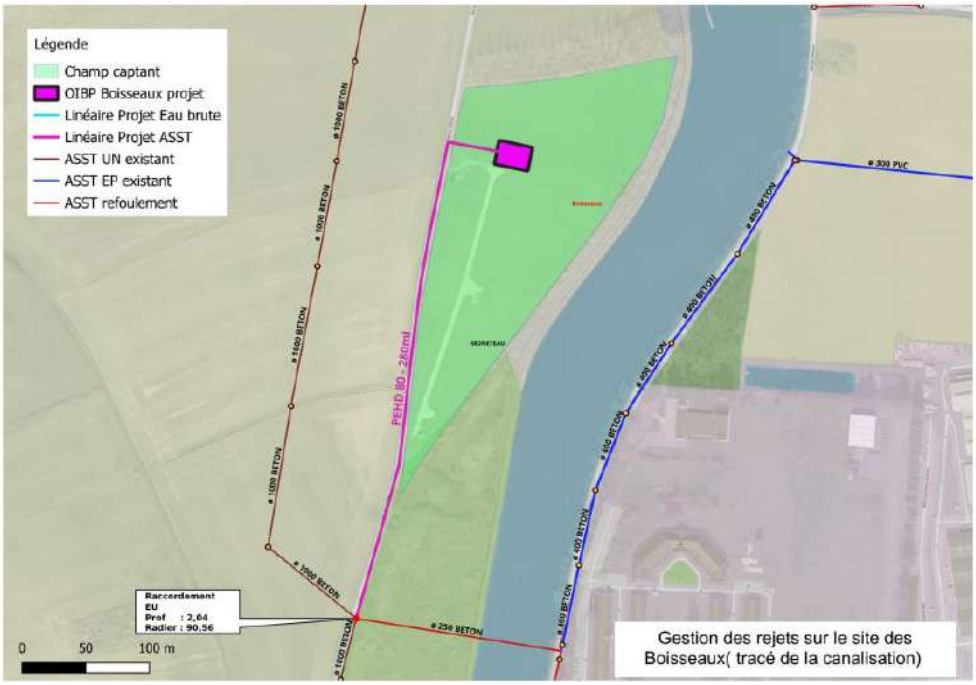
Etapes	Descriptif succinct	Métrologie Installée
Pompage Boisseaux	3 nouvelles pompes 1 de capacité 250 m³/h et 2 de capacité 125 m³/h avec variation de fréquence	Mesures : Turbidité, débit, pH, nitrates
Pompage alimentation	3 pompes HP équipées de Variation de fréquence	Mesures : Conductivité, pH, redox, turbidité
Préfiltration	3 lignes de préfiltres indépendants	Mesure de turbidité, TH
Osmose Inverse Basse Pression	Conception en trois racks prévus pour une interchangeabilité des modules membranaires (Dow, Toray, etc…) suivant ACS valide et possibilité d'équiper l'installation avec plusieurs marques. 2 étages et 5 modules par tube de pression afin d'offrir une conception la meilleure, favorisant un fonctionnement et vieillissement plus homogène et plus économe en énergie. (économies d'énergie de 12% par rapport à une configuration avec 6 modules) Pompes boosters entre chaque étage rack : 20% d'énergie économisée en moyenne comparée à la même configuration sans booster mais avec des contre-pression perméat. Capacité d'eau osmosée de 210 m3/h	Mesure de conductivité
Cascade d'aération	3 marches de 50 cm	
Désinfection	Bâche de contact chlore de 250 m³, dont le circuit hydraulique a été soigné (chicanes)	
Refoulement eau traitée	Poste de pompage d'eau traitée équipé de variateurs de fréquence et protection anti-bélier.	Mesures : Conductivité, nitrates, pH, chlore résiduel, turbidité, TH, débit
Gestion des rejets	Bâche récupération des flushs : 17 m³ Bâche de récupération des eaux sales : 131 m³ Rejet au réseau d'assainissement	Mesure de débit

5.2.5.1 La gestion des rejets sur le site des Boisseaux

Notre offre comprend la réalisation d'un rejet de l'usine dans le réseau d'assainissement situé en face du captage, ainsi que le rejet au milieu naturel

Une canalisation en polyéthylène haute densité (PEHD) électrosoudé DN 80 sur 280 ml.

La pose de cette canalisation se fera exclusivement sur le domaine public.



Tracé de la canalisation

5.2.6 Récapitulatif des prestations prévues dans notre proposition

Comme spécifié au cahier des charges notre offre comprend l'ensemble des prestations permettant la livraison clé en main de cette unité d'eau potable. Outre les travaux, cette prestation comprend :

- Les frais d'architectes : Préparation du permis de construire et mise à jour en fin d'opération
- Les missions d'assistance : conduite d'opération, maitrise d'œuvre, coordination SPS, contrôleur technique et géomètre
- Les frais de communication (plaquette, film,…)
- La conception de l'ensemble du projet
- Les démarches administratives :
    - Code de l'Environnement
    - Code de la Santé Publique
    - Installations Classés pour la Protection de l'Environnement
    - Implantation de l'usine au sein du PPR
- Les études complémentaires : levé topographique, études géotechniques, sondages, études acoustiques, étude de dispersion des odeurs, études d'impact, étude de danger,
- Les travaux tels que décrits très précisément en annexe y compris gestion des interfaces, contrôles réglementaires
- La fourniture des équipements tels que décrits en Annexe
- La mise à disposition du personnel pendant toutes les phases du projet (conception, travaux, mise en route, mise en service, observation et exploitation)

- L'ensemble des utilitaires et consommables durant toutes les phases du projet
- Les frais de mise en route y compris ensemble des essais et contrôle de réception
- Les garanties et assurance TRC (Tous Risques Chantier)
- La formation des équipes d'exploitation et la remise de l'ensemble des documents nécessaires à la conduite de l'usine.

5.2.7 Planning

5.2.7.1 Période de préparation – 6 mois

Les études et le pilotage du projet comprennent l'établissement de :

- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux,
- Les études des détails du procédé et des équipements,
- Les études électriques automatisme de l'installation,
- Les études génie civil,
- L'établissement du PPSPS de chaque entreprise,
- Le plan d'installation de chantier.

5.2.7.2 Période de travaux – 18 mois

La construction de la future unité de traitement des Boisseaux n'engendrera aucune perturbation sur la distribution de l'eau aux abonnées, car n'impliquant que peu d'interventions sur les réseaux existants.

Une attention particulière sera portée sur l'organisation du chantier. Au démarrage des travaux, nous fournirons un Plan d'installation de chantier qui sera soumis à validation. Il présentera entre autres ; la zone de chantier, la zone de stockages de matériaux, la zone de tri des déchets, les zones de stationnement des véhicules, les installations de chantier pour le personnel.

Les travaux proprement dits seront décomposés en plusieurs phases :

- Les travaux préparatoires
- Les terrassements,
- La construction du bâtiment comprenant :
    - Le radier général et semelles ponctuelles sous poteaux,
    - les longrines et radier adaptés aux charges de nos différents équipements,
    - la structure métallique pour les élévations et la couverture mise en place après la livraison des gros équipements (prefiltres, racks, membranes, …),
    - le bardage les élévations et la couverture,
    - le second d'œuvre : peinture au sol, huisserie, …
- les travaux équipements électriques, hydrauliques et de process
- Finitions second œuvre

A la suite du raccordement, l'ensemble des réservations pour le passage des tuyauteries seront rebouchées.

- Voiries et aménagements exterieurs

5.2.7.3 Essais en cours de chantier

L'ensemble des conduites seront éprouvées par nos équipes. Les vérifications seront faites en présence du maitre d'ouvrage et / ou du maitre d'œuvre. Ces tests seront repris dans un procès-verbal pour valider la conformité de l'étanchéité et joint le compte-rendu de réunion de chantier du jour. Les équipements de process, ainsi que les armoires électriques et d'automatismes sont testés en atelier par les services SUEZ avant livraison sur site et feront l'objet d'un procès-verbal.

Les équipements de manutention seront vérifiés par un organisme agréé.

5.2.7.4 Mise en route et période d'observation – 4 mois

La mise en service d'une installation se déroule en trois grandes étapes :

- Mise en route électrique,
- Mise en route process,
- Mise en route traitement.

Le mise en route des installations sera réalisée par le metteur en route, l'automaticien et le personnel d'exploitation qui sera présent tout au long de la mise en service.

Nota : la date de distribution de l'eau au réseau est prévue 2 mois après le démarrage de la mise en route.

5.2.7.5 Formation

La formation est assurée par le metteur en route, assisté en fonction des besoins d'un ingénieur process et des fournisseurs d'équipements spécifiques (instrumentation par exemple). Elle portera sur les procédés de traitement et sur les équipements mis en œuvre.

Cette période est souvent stressante pour l'exploitant en place qui perd ses repères et découvre un nouvel outil beaucoup plus complexe à appréhender que l'actuel. Nous intégrons cette dimension humaine dans notre programme de formation en adaptant le rythme et le contenu aux personnes.

Nos exploitants auront la chance de pouvoir se former sur le terrain. En effet, les Usines de Thiant et Vicq accueillent régulièrement des exploitants pour une vraie formation de terrain.

Les différentes sessions de formation seront validées par un rapport dressant un bilan des compétences acquises par l'exploitant, de son aisance dans la gestion de la station et des compétences restant à acquérir. Ce rapport sera transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

	Calendrier prévisionnel
Démarches administratives	12 mois (y compris délais de recours des tiers)
Etudes d'exécution	6 mois
Réalisation	22 mois
Réception	23/09/2027

5.2.8 Votre usine en un regard

L'usine vue du ciel

Vue axonométrique du site des Boisseaux avec intégration de la nouvelle usine

Vue axonométrique du site des Boisseaux avec intégration de la nouvelle usine

Projection de la nouvelle usine des Boisseaux depuis la route des Conches

Nos engagements

- Une eau de très haute qualité (pesticides et métabolites, perfluorés)
- Réduction du calcaire excédentaire
- Une usine sobre en énergie
- Une usine évolutive (Piquage en attente si besoin de traitement complémentaire)
- Utilisation de la pression disponible en sortie des racks pour pousser les rejets au réseau urbain

5.2.9 Pour aller Plus loin

Ce chapitre 5 vous propose une synthèse des aménagements proposés pour la conception et construction de l'unité de production et refoulement d'eau traitée sur le site des Boisseaux variante.

Nous vous proposons **en Annexes** à ce document toutes les informations techniques précises relatives à cette usine.

Ainsi, vous y trouverez :

- Le mémoire justificatif de l'usine (annexe1)
- Le descriptif détaillé des équipements techniques (annexe 2)
- Le mémoire relatif aux travaux d'électricité (annexe 3)
- Le dossier de plans techniques (annexe 4)
- Le cahier des garanties souscrites (annexe 5)
- Le mémoire relatif aux travaux de Génie-Civil (annexe 6)
- Planning détaillé (annexe 7)
- Descriptif architectural (annexe 8)

6 Installation d'une unité de traitement sur le site de la plaine du Saulce, y compris raccordements

Tout comme cela est le cas pour l'usine de production des Boisseaux, les travaux de construction d'une nouvelle unité de traitement des eaux issues de Plaine du Saulce variante permettront la production d'un débit horaire de 700 m3/h, offrant à la collectivité une capacité de traitement sécurisante.

Cette unité apportera également le bénéfice d'une eau de très haute qualité.

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Remise à neuf des pompages des forages de la plaine du Saulce par installation de 2 pompes de 350 m^3/h (forages F1 et F2) équipées de variateurs de fréquence (éligibles CEE)	mi -2026
Article 44	Mesure des débits pompés	
Article 44	Dossiers d'autorisations administratives	mi-2024
Article 44	Conception, construction et mise en service d'une usine de traitement des eaux brutes d'une capacité nominale 700 m^3/h, • Eco-conception • Qualité de l'eau traitée • Sobriété énergétique • Conception évolutive (place disponible pour un 5 ème rack)	S1-2027

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Garanties sur l'eau traitée : • Conformité vis-à-vis des pesticides et des métabolites réglementés • Respect d'une concentration maximale en nitrates de 35 mg/l et régulièrement < 30 mg/l pour une eau brute de qualité moyenne. • Désinfection améliorée par l'OIBP et les 30 minutes de chloration dans la bâche de désinfection • Réduction de la dureté : TH < 20 °Fr • Remise à l'équilibre de l'eau : suppression des risques de dissolution de plomb • Barrière contre les nouveaux polluants (métabolites, perfluorés) • Pérennité du patrimoine par le maintient de cet équilibre en distribution • Réduction de la matière organique	S1 2027
Article 44	Monitoring complet de la qualité des eaux brutes Et des eaux traitées	S2 2027
Article 44	Gestion des rejets de l'installation vers le milieu naturel	S2 2027

6.1 La genèse de l'installation proposée à Plaine du Saulce variante

Les technologies membranaires et notamment à haute performance font l'objet incontestablement d'un intérêt croissant dans le domaine de la production d'eau potable. Ceci est dû à différents facteurs :

Les réglementations plus strictes avec des contraintes multiples sur la qualité de l'eau produite parfois difficilement compatibles : déjà, les membranes d'Ultrafiltration en retenant physiquement les microorganismes indésirables, permettaient une bonne désinfection tout en s'affranchissant de la formation de sous-produits indésirables grâce la réduction des produits de désinfection (chlore…), les membranes d'OIBP en retenant la matière organique réduiront de manière concomitante les composés précurseurs de sous-produits de désinfection.

L'amélioration des techniques analytiques conduisant à la détection de nouveaux polluants liés aux activités humaines et industrielles, présents à l'état de traces (nanogramme) appelés micropolluants. Connus du grand public, la confiance dans l'eau du robinet passera par l'élimination ou la rétention de

ces composés notamment par des technologies membranaires comme l'osmose inverse basse pression.

Des progrès techniques : L'utilisation des technologies membranaires dans le traitement de l'eau date de moins de 40 ans. L'explosion du marché du dessalement d'eau de mer a favorisé l'innovation et la démocratisation de technologies autrefois réservées à cette application, avec en parallèle une diminution des consommations énergétiques qui rend aujourd'hui des procédés comme la nanofiltration ou l'osmose inverse acceptables dans le traitement d'eau potable.

En NF/OI, la taille des pores est extrêmement petite, de l'ordre de 0.1 nanomètre (soit 10-10 mètre). Le degré de rétention des composés inorganiques et organiques est fonction de leur solubilité et de leur diffusivité dans la membrane en plus des considérations d'agencement spacial (taille tridimensionnelle des composés).

La rétention des différents éléments reste donc fonction de leur taille mais dépend aussi de la nature de la membrane et des propriétés chimiques (charge, hydrophilie) des composés à retenir mais aussi de celles de la membrane utilisée. Ce type de séparation par membrane est lié aussi à des forces électriques (répulsion ou attraction électrostatique en surface des membranes, polarité des composés…).

Cela permet d'ouvrir le champs d'utilisation des membranes d'osmose inverse initialement réservées au dessalement d'eau de mer à des eaux douces (domaine de l'Osmose Inverse Basse Pression OIBP) pour lesquelles on va chercher à retenir des composés minéraux indésirables (perchlorates, nickel, nitrates…) ou organiques de très petites tailles (pesticides ou micropolluants à faible masse moléculaire) en profitant à la fois de l'exclusion stérique et des phénomènes de charges pour séparer ces composés de l'eau.

De plus, les derniers essais de traitement réalisés sur des membranes d'Osmose Inverse Basse Pression ont montré de très bonnes efficacités vis-à-vis notamment des métabolites de pesticides, des perfluorés, des COHV.

Enfin, dans le cas de figure de l'Usine de Plaine de Saulce, la **rétention du calcaire excédentaire** par les membranes est également un avantage à mettre en avant.

Les considérations principales étant établies, nous nous sommes attachés, comme pour la base, avec nos partenaires génie-civiliste, canalisateur, architecte à étudier plus en détail la meilleure solution parmi les choix possibles. Ce travail a été réalisé en prenant en considération les paramètres suivants :

- La qualité d'eau brute à considérer (Nitrates, pesticides COHV) sur les deux ressources.
- Les débits horaires de dimensionnement des ouvrages.
- Les volumes annuels produits.
- Les variations possibles de débits.
- L'impact des choix des réactifs utilisés.
- Le potentiel d'évolutivité recherché (aspects qualitatifs et quantitatifs).
- Les zones d'implantation mises à disposition.
- Le maintien en production des usines pendant les travaux et pour le futur, lors des opérations de maintenance.
- L'anticipation des contraintes règlementaires éventuelles.

- La sobriété des installations (empreinte carbone, réduction des consommations énergétiques, intégration architecturale)
- La recherche d'une solution économiquement acceptable pour tous.

La solution ainsi retenue en solution variante vous est présentée dans les chapitres suivants.

6.2 Données de base

6.2.1 Qualité des eaux à traiter.

		Valeurs moyennes		Valeurs maximales	
Paramètres	Unités	Puits n°1	Puits n°2	Puits n°1	Puits n°2
Escherichia coli	n/100 mL	0,5	0,3	2	1
Ammonium (NH4 +)	mg/L	0	0,04	0	0,16
Bore	µg/L	11	10	16	11
Carbone organique total	mg/L	0,7	2,1	0,8	3,9
Chlorures (Cl-)	mg/L	11	10	12	12
Conductivité à 25°C	µS/cm	539	542	556	556
Calcium	mg/L	105	102	109	107
Magnésium	mg/L	2,1	1,9	2,2	2,0
Fer total	µg/L		0,14		0,52
Manganèse	µg/L	0	0,012	0	0,028
Nitrates (NO3-)	mg/L	41,7	44,5	60	60
Nitrites (NO2-)	mg/L	0	0,08	0	0,14
CGA369873 (métabolite non pertinent)	µg/L	0,05	0,07	0,09	0,09
Désethylatrazine (métabolite)	µg/L	0,005	0,008	0,008	0,01
Désethyl-terbuméton (métabolite pertinent)	µg/L	0,008	0,006	0,009	0,008
Ethidimuron (pesticide)	µg/L	0	0,002	0	0,006
Pesticides (somme totale)	µg/L	0,06	0,07	0,1	0,107
pH	unité pH	7,40	7,45	7,59	7,46
Phosphore total (P2O5)	mg(P2O5)/L	0	0,07	0	0,21
Silice dissoute	mg/L	6,9	6,3	9,1	6,9

		Valeurs moyennes		Valeurs maximales	
Sodium	mg/L	3,7	3,9	3,8	4,4
Sulfates	mg/L	16,6	16,0	18	18,4
Taux de saturation en oxygène dissous	%	96	95	103	104
Température (valeur mini)	°C	10,3	12,4	13,8	12,8
Hydrogénocarbonates	mg/L	279	269	282	275
Turbidité	NTU	0,12	0,17	0,14	0,31
TAC	°F	22,8	22,0	23,1	22,5
TH	°F	27,2	26,4	28,1	27,4

6.2.2 Garanties de traitement apportées par SUEZ

Les paramètres devront être conformes à la réglementation en vigueur lors de la signature du contrat relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique.

Il est attendu une exigence de qualité conforme au décret découlant de la nouvelle directive européenne 2020/2184 et supérieure pour le paramètre nitrates, avec une valeur maximale fixée à 35 mg/l.

La solution OIBP permettra d'aller plus loin dans la qualité d'eau produite :

- Barrière vis-à-vis des **pesticides, métabolites et résidus médicamenteux**
- La turbidité en sortie usine sera inférieure ou égale à **0.2 NTU**
- Les concentrations en nitrates seront inférieures ou égales à 30 mg/l pour la qualité d'eau moyenne
- La dureté sera réduite : TH< 20°F
- La membrane offre une barrière physique sur les composés perfluorés

L'installation permettra également d'ajuster le pH de l'eau en sortie d'usine en cas de modification de cet équilibre au cours de la distribution,

- pH en sortie proposé : pH équilibre +0.1 < pH < pH équilibre +0.2

De plus, nous confirmons notre engagement relatif au potentiel de traitement complémentaire qu'offre l'installation membranaire OIBP à savoir :

- Traitement des perfluorés pour 100% de conformité pour la somme des 20 molécules reglementées
- Traitement du métabolite de chlorothalonil R471 811
- Domaine de traitement garanti à 0.25 µg/l pour les molécules de pesticides ou métabolites déjà quantifiées dans les ressources

6.2.3 Autres critères pris en compte

A l'intérieur du périmètre dédié à la construction de la future usine, l'entretien doit être régulier afin d'éviter la stagnation d'eau

Aucun véhicule ne pourra stationner, exception faite des véhicules autorisés par le Service des Eaux

Dans ce périmètre sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. Seuls les activités et aménagements liés à l'exploitation de la ressource en eau pour les besoins de la collectivité sont autorisés.

La construction d'ouvrages liés au fonctionnement des services d'exploitation d'eau potable sont autorisées, toutefois, aucune règle concrète et appliquée n'est mentionnée, notamment sur la profondeur limite des terrassements ou les besoins de sollicitation d'un hydrogéologue agréé.

Nous considérerons que la réalisation des terrassements sera limitée à un minimum de 1 m, et que par analogie avec le site des Boisseaux, les études réglementaires à prévoir devront intégrer la sollicitation d'un hydrogéologue agréé, préalable à la validation des principes techniques de constructions, dont les premiers principes sont présentés ci-avant. La réalisation des études associées sera à la charge de SUEZ Eau France

6.3 Présentation des étapes de traitement mises en œuvre sur Saulce variante.

6.3.1 Pompage sur forages de Saulce

Le changement de configuration de fonctionnement par rapport aux données d'origine conduit à remplacer intégralement le système de pompage de Plaine de Saulce.

Nous proposons donc comme travaux :

- La dépose des pompes existantes des puits
- La mise en place de 2 nouvelles pompes de forage de 350 m^3/h
- La mise en place d'une nouvelle armoire électrique équipée de variateurs de fréquence

Illustration d'un équipement de forage

Caractéristiques de la pompe 350 m^3/h

Conditions de Service (Variateur de fréquence)			
Débit	: 350 m³/h	Tension	: 400 V ±10 %
Hauteur	: 42,5 m	Fréquence	: 50 Hz
Diamètre de puits	: non spécifié	Mode de démarrage	: direct
Tuyauterie spécifiée	: non spécifié	Longueur de câble	: 20 m
Clapet de retenue	: Oui	Matériaux Pompe / Moteur	: GX / G
Densité	: 1000 kg/m³	Installation	: verticale
Température d'eau	: 20 °C	Température de l'air max.	: 30 °C

Données pompe		Données moteur	
Vanne fermée	: 78,74 m	Puissance moteur	: 61 kW
Puissance max.	: 53,93 kW	Courant	: 118 A
Puissance absorbée	: 52,97 kW	Courant par phase	: ---
Rendement à l´ optimum	: 76,5 %	Vitesse	: 2910 1/min
Rendement au pt. de fonct.	: 76,5 %	Rendement au pt. de fonct.	: 89,5 %
Q/Qopt	: 98,3 %	Rendement total	: 68,5 %
NPSH	: 11 m	min. Flux le long du stator	: 0,20 m/s
Vitesse spéc. d'aspiration (SI Unités)	: 148	Sortie de câble	: 1Rd 7 m 4x25 1)

Construction	
Rotat. vue dans sens flux de refroidiss.	: CCW
Hauteur de l'axe	: ---
Moment d'inertie Pompe	: 0,054 kgm²
Moment d'inertie Moteur	: 0,041 kgm²
Clapet de retenue	: DN200,PN16
Raccord	: ---
Diamètre max. du groupe	: 374 mm
Longueur totale du groupe	: 2243 mm

Charge	Rend-M	cos phi
1/2	0,885	0,735
3/4	0,895	0,810
1/1	0,890	0,840

	70 % U nom.	100 % U nom.
CD / CN	0,6	1,7
CI / CN	---	2,9
ID / IN	2,8	6,6

câble raccordé: 1Rd 13 m 4x35	
Code B.U.	: TL02 (VDE)
Chute tension existante	: 0,4 %

Tuyauterie recommandée: DN200,PN16	
Diamètre max. (sans câble)	: 340 mm

N° max. de démarrages par heure	: 6
Remplissage eau potable	: Non
Courbe moteur N°	: MK60030/1
Courbe moment N°	: MM60030/1

Roue	
Matériaux	: IN: NiAlBronze
Diamètre	
max.	: 187 mm
pt. de fonct. env.	: 183 mm
min.	: 172 mm

Poids env.	
Pompe	: 72 kg
Moteur	: 202 kg
Clapet de retenue	: 45 kg
Raccord	: ---
câble raccordé	: 31 kg

6.3.2 L'étape d'Osmose Inverse basse Pression

Une ligne d'osmose inverse est constituée des éléments suivants :

- Une pompe Haute Pression alimentant la ligne,
- Une mesure de pression,
- Une préfiltration,
- Un débitmètre,
- Un rack d'osmose inverse basse pression,
- Une pompe doseuse de séquestrant,
- Un débitmètre sur l'injection de séquestrant.

L'ensemble de ces éléments sont dédiés exclusivement à la ligne.

6.3.3 La pompe Haute pression

La pompe haute pression est dimensionnée sur la base du débit à traiter par la ligne. Sa HMT intègre toutes les pertes de charges « fixes » rencontrées (la membrane elle-même dont les pertes de charge intrinsèques vont augmenter avec le temps et avec les températures basses, les pertes de charge dans les conduites, les pertes de charges dans les ports d'alimentation des tubes de pression, les pertes de charges géométriques…) ainsi que le colmatage attendu sur :

- La préfiltration,
- Les membranes,

Pour un même débit, on peut avoir plusieurs bars de différence entre la HMT de dimensionnement de la pompe et la HMT moyenne en exploitation : il est donc indispensable de vérifier les points de fonctionnement de la pompe et de l'équiper d'un variateur de fréquence.

6.3.4 La préfiltration de sécurité

La préfiltration n'a pas pour objet de prétraiter l'eau avant le traitement membranaire mais de protéger les membranes en cas de défaillance des traitements en amont ou de dégradation soudaine de la qualité de la ressource.

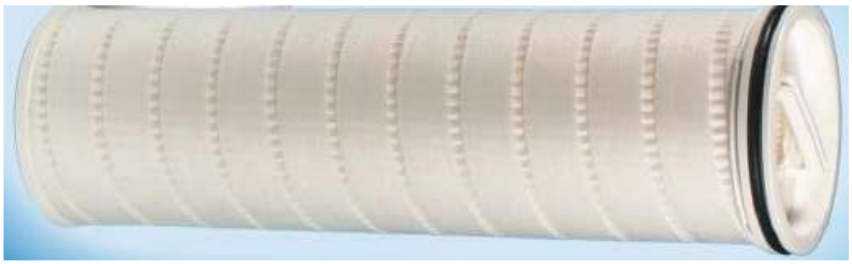
Face à ce risque et de manière générale, pour assurer la meilleure protection des membranes d'osmose inverse, seules 2 technologies sont possibles :

- Une filtration membranaire type microfiltration ou ultrafiltration dont le seuil de coupure sera inférieur à 1µm,
- Une filtration sur cartouche avec un seuil de coupure absolu < 10 µm et si possible < 5µm (la disponibilité de produits bénéficiant d'une ACS et dont le seuil de coupure est inférieur à 5 µm absolus est beaucoup plus rare).

La filtration sur cartouche est donc la solution retenue dans la majorité des cas pour protéger les membranes

Il est prévu un filtre à cartouche par ligne d'osmose inverse basse pression et dimensionné sur le débit maximum à l'entrée de la ligne.

Les modèles de cartouches sélectionnés auront un seuil de coupure inférieur à 5 µm.



Le matériau filtrant est le généralement fabriqué à partir de polypropylène

Illustration d'une cartouche de préfiltration

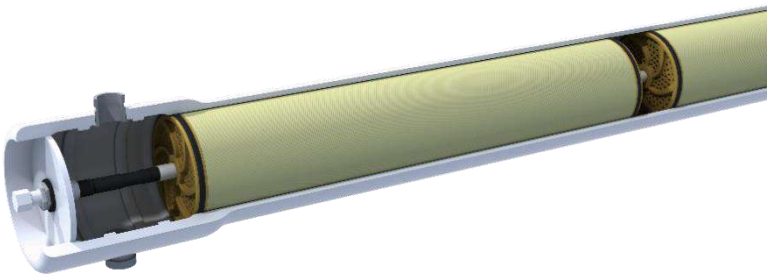
Afin de suivre le colmatage du filtre, une mesure de pression différentielle entre l'amont et l'aval du filtre sera mise en place.

6.3.5 Le rack d'Osmose Inverse Basse Pression

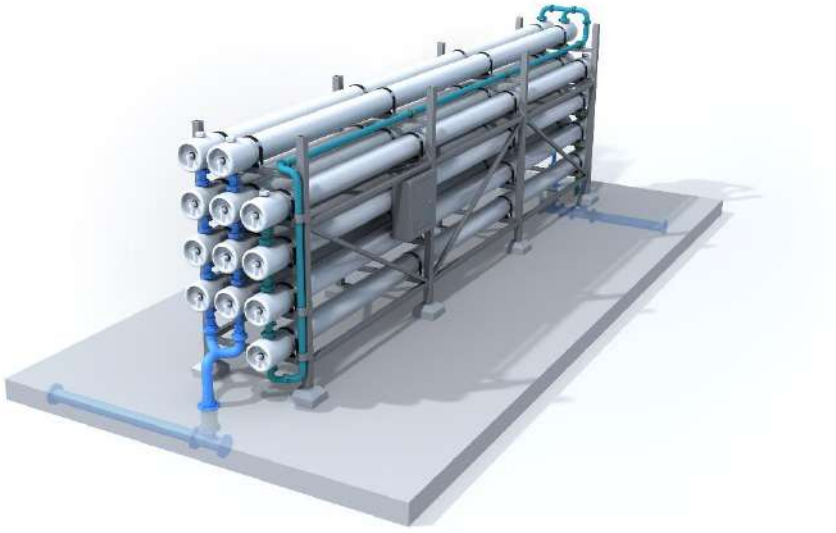
Le rack d'osmose inverse basse pression est constitué d'un châssis structurant sur lequel sont disposés des tubes de pression.

Ces tubes de pressions sont remplis de modules membranaires et ce, en quantité suffisante pour que l'ensemble de ces modules membranaires permette la production du débit journalier nécessaire.

Illustration d'un module de filtration



Les modules sont disposés dans des tubes de pression



Les tubes de pression sont assemblés sur le rack

Un traitement multi paramètres	Une consommation en réactifs limitée	De la simplicité et de la modularité
Les membranes OIBP ont des seuils de coupure parmi les plus élevés (entre 0.01 et 0.001 microns environ). Elles sont donc en mesure de retenir tous les polluants potentiellement présents dans une eau (dont la dureté, les perchlorates, les sulfates, le sélénium et le nickel).	Le traitement des eaux par osmose inverse basse pression ne requière pas de réactifs chimiques en phase exploitation, en dehors des réactifs de lavage utilisés pour empêcher le colmatage irréversible des membranes.	Les systèmes de filtration membranaire sont entièrement automatisés, ne nécessitent pas de réglage en fonction de la variation de la qualité de l'eau et sont facilement extensibles (ajout de modules).

6.3.6 La cascade d'aération

Du fait de l'acidification des eaux à traiter par l'osmose inverse, le perméat contient du CO_2 qu'il convient de dégazer pour limiter la consommation de soude lors de la neutralisation finale.

Le dégazage est effectué après le mélange avec l'eau de by-pass.

Nous avons privilégié une cascade du fait de son emprise au sol et de sa hauteur réduite ainsi que pour un meilleur stripping du CO_2. Comme elle s'insère dans la ligne piézométrique entre la bâche d'eau osmosée et la bâche d'eau traitée, sa consommation énergétique est limitée à celle du ventilateur mis en place pour renouveler le ciel gazeux au-dessus des marches.

6.3.7 La désinfection finale des eaux traitées

La qualité sanitaire, d'un point de vue microbiologie, se veut irréprochable. Nous avons donc fait le choix d'une installation de désinfection sécuritaire qui permettra d'atteindre l'innocuité microbiologique dès le refoulement de l'usine.

Nous avons prévu un temps de contact de 30 minutes en chloration, ce qui équivaut à la construction d'une Bâche de désinfection de 350 m^3.

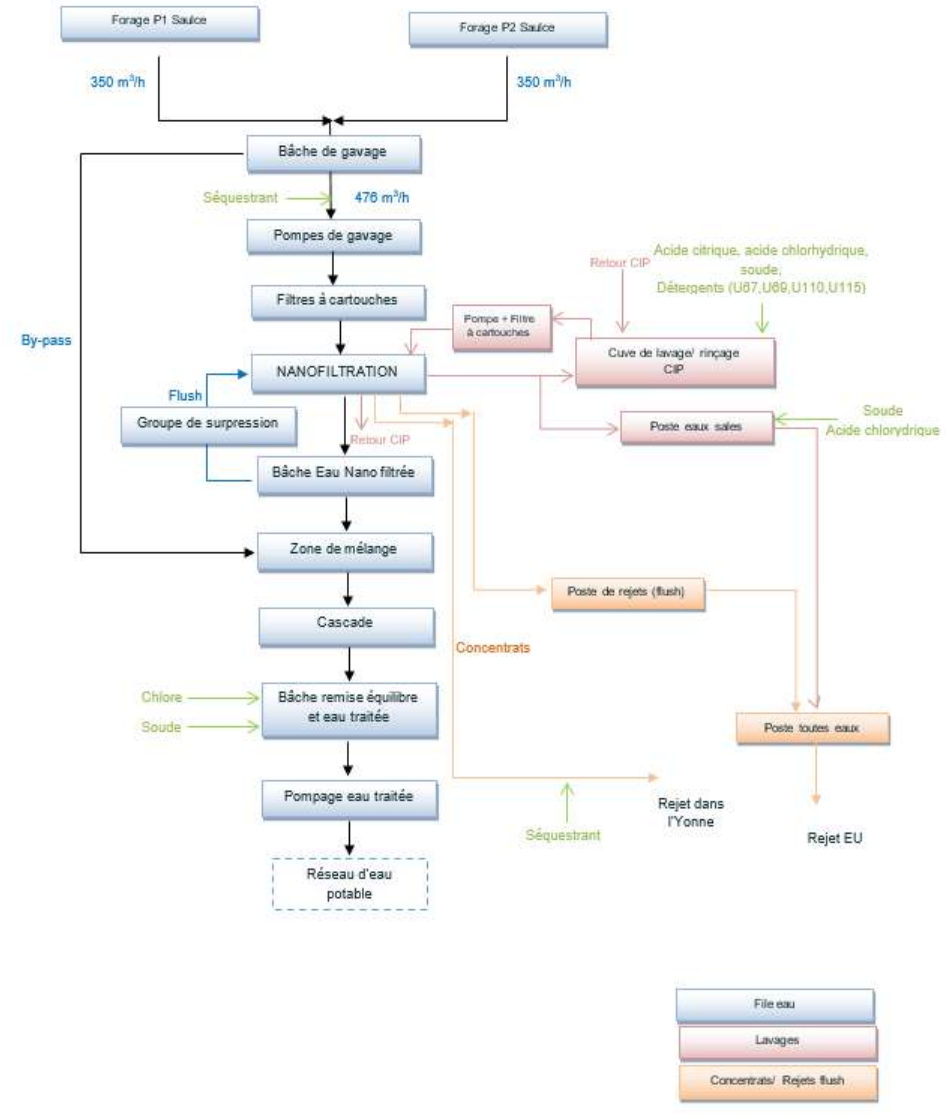
6.3.8 La gestion des rejets

Les concentrats en sortie des installations membranaires seront évacués au milieu naturel. Les eaux de flush, seront également rejetés au milieu naturel.

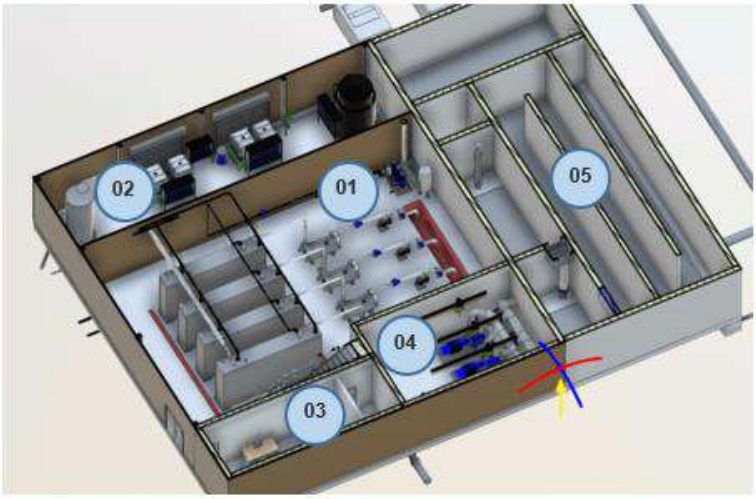
Les eaux issues des lavages chimiques seront évacuées vers le réseau urbain le plus proche, après mise en service de la STEU du sud de l'Auxerrois.

6.4 L'usine de traitement de Plaine du Saulce variante

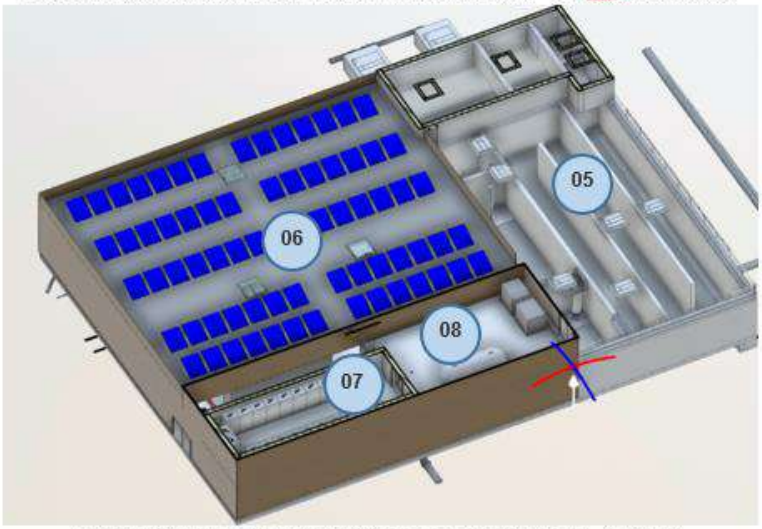
Le schéma fonctionnel de l'installation de la Plaine du Saulce est le suivant.



6.5 Présentation synthétique des aménagements retenus pour Saulce



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – Au rez de chaussée



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – A l'étage

01 : Local filtration OIBP	03 : Local exploitation	05 : Bâches extérieures	07 : Local électrique
02 : Local réactifs	04 : Local pompes eau traitée	06 : Toiture photovoltaïque	08 : Ballon anti-bélier

Vues éclatées de l'usine de Saulce

Etapes	Descriptif succinct	Métrologie Installée
Pompage Saulce	2 nouvelles pompes de capacité 350 m³/h avec variation de fréquence	Mesure : Turbidité, débit, pH, nitrates, redox, conductivité
Pompage alimentation	4 pompes HP équipées de Variation de fréquence	
Préfiltration	4 unités indépendantes de préfiltration	Mesure de turbidité, conductivité
Osmose Inverse Basse Pression	Conception en 4 racks prévus pour une interchangeabilité des modules membranaires (Dow, Toray, etc…) suivant ACS valide et possibilité d'équiper l'installation avec plusieurs marques. 2 étages et 5 modules par tube de pression afin d'offrir une conception la meilleure, favorisant un fonctionnement et vieillissement plus homogène et plus économe en énergie. (économies d'énergie de 12% par rapport à une configuration avec 6 modules) Pompes boosters entre chaque étage rack : 20% d'énergie économisée en moyenne comparée à la même configuration sans booster mais avec des contre-pression perméat. Capacité d'eau osmosée de 380 m3/h Surface disponible dans le bâtiment pour un 5ème rack	Mesure de conductivité
Cascade d'aération	3 marches de 50 cm	
Désinfection	Bâche de contact chlore de 350 m³, dont le circuit hydraulique a été soigné (chicanes)	
Refoulement eau traitée	Poste de pompage d'eau traitée équipé de variateurs de fréquence et protection anti-bélier.	Mesures : Conductivité, nitrates, pH, chlore résiduel, turbidité, TH, débit
Gestion des rejets	Bâche récupération des flushs : 31 m³ Bâche de récupération des eaux sales : 162 m³ Rejet au milieu naturel.	Mesure de débit

6.5.1 La gestion des rejets sur le site de Plaine de Saulce

Notre offre comprend la réalisation d'un rejet de l'usine dans le milieu naturel.

Une canalisation en polyéthylène haute densité (PEHD) électrosoudé DN 160 sera posé sur 1000 ml.

La pose de cette canalisation se fera exclusivement sur le domaine public et dans le périmètre de la gravière émettrice, propriété de la Communauté de l'Auxerrois.

Tracé projeté pour la canalisation des rejets

6.6 Récapitulatif des prestations prévues dans notre proposition

Comme spécifié au cahier des charges, notre offre comprend l'ensemble des prestations permettant la livraison clé en main de cette unité de production d'eau potable. Outre les travaux, cette prestation comprend :

- Les frais d'architectes : Préparation du permis de construire et mise à jour en fin d'opération
- Les missions d'assistance : conduite d'opération, maitrise d'œuvre, coordination SPS, contrôleur technique et géomètre
- Les frais de communication (plaquette, film,…)
- La conception de l'ensemble du projet
- Les démarches administratives :
    - Code de l'Environnement
    - Code de la Santé Publique
    - Installations Classés pour la Protection de l'Environnement
    - Implantation de l'usine au sein du PPR

- Les études complémentaires : levé topographique, études géotechniques, sondages, études acoustiques, étude de dispersion des odeurs, études d'impact, étude de danger,
- Les travaux tels que décrits très précisément en annexe y compris gestion des interfaces, contrôles réglementaires
- La fourniture des équipements tels que décrits en Annexe
- La mise à disposition du personnel pendant toutes les phases du projet (conception, travaux, mise en route, mise en service, observation et exploitation)
- L'ensemble des utilitaires et consommables durant toutes les phases du projet
- Les frais de mise en route y compris ensemble des essais et contrôle de réception
- Les garanties et assurance TRC (Tous Risques Chantier)
- La formation des équipes d'exploitation et la remise de l'ensemble des documents nécessaires à la conduite de l'usine.

6.7 Planning

6.7.1 Période de préparation – 6 mois

Les études et le pilotage du projet comprennent l'établissement de :

- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux,
- Les études des détails du procédé et des équipements,
- Les études électriques automatisme de l'installation,
- Les études génie civil,
- L'établissement du PPSPS de chaque entreprise,
- Le plan d'installation de chantier.

6.7.2 Période de travaux – 19 mois

La construction de la future unité de traitement de la plaine de Saulce n'engendrera aucune perturbation sur la distribution de l'eau aux abonnées, car n'impliquant que peu d'interventions sur les réseaux existants.

Une attention particulière sera portée sur l'organisation du chantier. Au démarrage des travaux, nous fournirons un Plan d'installation de chantier qui sera soumis à validation. Il présentera entre autres ; la zone de chantier, la zone de stockages de matériaux, la zone de tri des déchets, les zones de stationnement des véhicules, les installations de chantier pour le personnel.

Les travaux proprement dits seront décomposés en plusieurs phases :

- Les travaux préparatoires
- Les terrassements,
- La construction du bâtiment comprenant :

  Le radier général et semelles ponctuelles sous poteaux,

  les longrines et radier adaptés aux charges de nos différents équipements,

la structure métallique pour les élévations et la couverture mise en place après la livraison des gros équipements (préfiltres, racks membranaires, …),

le bardage les élévations et la couverture,

le second d'œuvre : peinture au sol, huisserie, …

- les travaux équipements électriques, hydrauliques et de process
- Finitions second œuvre

A la suite du raccordement, l'ensemble des réservations pour le passage des tuyauteries seront rebouchées.

- Voiries et aménagements exterieurs

6.7.3 Essais en cours de chantier

L'ensemble des conduites seront éprouvées par nos équipes. Les vérifications seront faites en présence du maitre d'ouvrage et / ou du maitre d'œuvre. Ces tests seront repris dans un procès-verbal pour valider la conformité de l'étanchéité et joint le compte-rendu de réunion de chantier du jour. Les équipements de process, ainsi que les armoires électriques et d'automatismes sont testés en atelier par les services SUEZ avant livraison sur site et feront l'objet d'un procès-verbal.

Les équipements de manutention seront vérifiés par un organisme agréé.

6.7.4 Mise en route et période d'observation – 5 mois

La mise en service d'une installation se déroule en trois grandes étapes :

- Mise en route électrique,
- Mise en route process,
- Mise en route traitement.

Le mise en route des installations sera réalisée par le metteur en route, l'automaticien et le personnel d'exploitation qui sera présent tout au long de la mise en service.

Nota : la date de distribution de l'eau au réseau est prévue 3 mois après le démarrage de la mise en route.

6.7.5 Formation

La formation est assurée par le metteur en route, assisté en fonction des besoins d'un ingénieur process et des fournisseurs d'équipements spécifiques (instrumentation par exemple). Elle portera sur les procédés de traitement et sur les équipements mis en œuvre.

Cette période est souvent stressante pour l'exploitant en place qui perd ses repères et découvre un nouvel outil beaucoup plus complexe à appréhender que l'actuel. Nous intégrons cette dimension humaine dans notre programme de formation en adaptant le rythme et le contenu aux personnes.

Nos exploitants auront la chance de pouvoir se former sur le terrain. En effet, les Usines de Thiant et Vicq accueillent régulièrement des exploitants pour une vraie formation de terrain.

Les différentes sessions de formation seront validées par un rapport dressant un bilan des compétences acquises par l'exploitant, de son aisance dans la gestion de la station et des compétences restant à acquérir. Ce rapport sera transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

	Calendrier prévisionnel
Démarches administratives	12 mois (y compris délais de recours des tiers)
Etudes d'exécution	6 mois
Réalisation	24 mois
Réception	05/05/2027

6.8 Votre usine en un regard

Vue aérienne du site de la Plaine du Saulce avec intégration de la nouvelle usine

Vue axonométrique du site de la Plaine du Saulce avec intégration de la nouvelle usine

Vue axonométrique du site de la Plaine du Saulce avec intégration de la nouvelle usine

Projection de la nouvelle usine de la Plaine du Saulce

Nos engagements pour Saulce

- Une eau de très haute qualité (pesticides et métabolites, perfluorés,reduction du calcaire excédentaire)
- Une usine sobre en énergie
- Une usine extensible et évolutive (place disponible pour 1 rack supplémentaire)
- Une usine résiliente (groupe électrogene de secours installé)
- Utilisation de la pression disponible en sortie des racks pour pousser les rejets vers le milieu naturel

6.9 Pour aller Plus loin

Ce chapitre 6 ne constitue qu'une synthèse des aménagements proposés pour la conception et construction de l'unité de production et refoulement d'eau traitée sur le site de la plaine du Saulce variante.

Nous vous proposons en Annexes à ce document toutes les informations techniques précises relatives à cette usine.

Ainsi, vous y trouverez :

- Le mémoire justificatif de l'usine (annexe1)
- Le descriptif détaillé des équipements techniques (annexe 2)
- Le mémoire relatif aux travaux d'électricité (annexe 3)
- Le dossier de plans techniques (annexe 4)
- Le cahier des garanties souscrites (annexe 5)
- Le mémoire relatif aux travaux de Génie-Civil (annexe 6)
- Planning détaillé (annexe 7)
- Descriptif architectural (annexe 8)

7 Interconnexion de Saint-Bris-le -Vineux et Vincelles Vincelottes

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Réalisation de deux interconnexions qui puissent permettre de sécuriser à la fois l'alimentation de Saint-Bris-le-Vineux contre la vulnérabilité de la canalisation actuelle d'adduction ainsi que Vincelles et Vincelottes depuis la plaine du Saulce Raccordement du réservoir de St-Bris-le-Vineux au réseau de Champs-sur-Yonne ; Raccordement du réservoir de St-Bris-le-Vineux au réservoir de Vincelottes Reprise des branchements existants sur la commune de Bailly	31/12/2025
Article 44	Afin de limiter les nuisances aux riverains, l'exécution des travaux proposés tiendra compte des quatre directives suivantes : • Regroupement des zones de travail les plus bruyantes, de manière à faciliter leur traitement acoustique. • Planification des tâches pour minimiser leur impact sur le voisinage : horaires, durée, simultanéité. • Vérification du respect des horaires, du port des protections individuelles, du non-usage de la musique sur chantier. • Communication aux riverains et aux travailleurs	

7.1.1 Présentation du projet

Actuellement, les unités de distribution d'eau potable de Saint-Bris-le-Vineux et de Vincelles-Vincelottes ne disposent pas de sécurisation.

Nous vous proposons de réaliser deux interconnexions depuis la plaine du Saulce qui puissent permettre de sécuriser à la fois l'alimentation de Saint-Bris-le-Vineux contre la vulnérabilité de la canalisation actuelle d'adduction qui passe dans le lit de la rivière ainsi que Vincelles et Vincelottes

Travaux d'interconnexion entre le réseau de Champs-sur-Yonne et le réservoir de St-Bris-le-Vineux

Sont prévus :

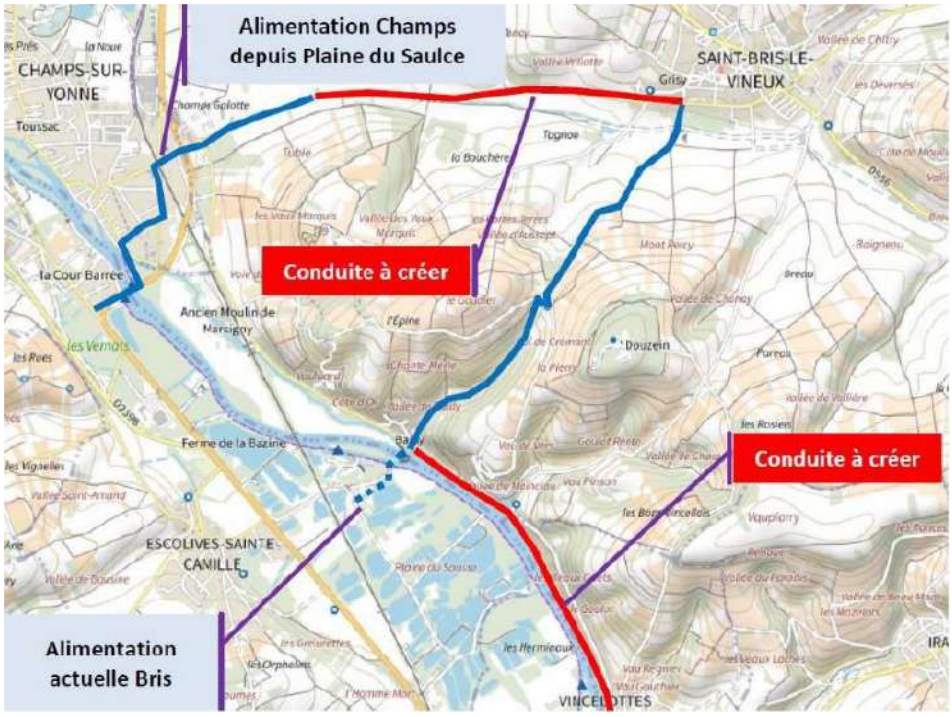
- La mise en place d'une station de pompage, située route de Champs, asservie au marnage du réservoir de St-Bris-le-Vineux (débit de 45 m3/h et HMT de 65 mCE).
- La station sera équipée de deux pompes à débit variable avec un démarrage et un arrêt progressif.

- La mise en place d'un compteur relié à la télésurveillance en aval de la station de pompage.
- La mise en oeuvre d'une canalisation en polyéthylène haute densité (PEHD) éléctrosoudé DN 160 mm sur 1 870 ml entre la station de pompage projetée et l'entré de la commune de Saint Bris le Vineux.

7.1.2 Travaux d'interconnexion entre les réservoirs de St-Bris-le-Vineux et de Vincelottes

Sont prévus :

- Le renforcement d'une canalisation en fonte DN 125 mm sur 1 410 ml dans le hameau de Bailly à St-Bris-le-Vineux ;
- La création d'une canalisation en polyéthylène haute densité (PEHD) éléctrosoudé DN 140 mm sur 800 ml sur le long de la route de Bailly.
- La reprise à neuf des 50 branchements existants.
- La mise en place d'une vanne de régulation afin de limiter le débit d'alimentation et la pression.
- La mise en place d'un compteur relié à la télésurveillance en sortie du réservoir de St-Bris-le-Vineux



Travaux envisagés pour la sécurisation de Saint-Bris-le-Vineux et Vincelles Vincelottes

	Calendrier prévisionnel
Etudes	2 mois
Démarches administratives	1 mois (Déclaration de travaux + DT DICT)
Réalisation	3 mois
Réception	31/12/2025

La qualité de la réalisation

La maitrise des délais

La reprise à neuf de 50 branchements

La limitation des nuisances.

8 Interconnexion réservoir Haut Saint Georges et Météo

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Interconnexion du réservoir de Haut Saint Georges et du réservoir de Météo pour permettre la sécurisation de la distribution	31/12/2025
Article 44	Afin de limiter les nuisances aux riverains, l'exécution des travaux proposés tiendra compte des quatre directives suivantes : Regroupement des zones de travail les plus bruyantes, de manière à faciliter leur traitement acoustique. Planification des tâches pour minimiser leur impact sur le voisinage : horaires, durée, simultanéité. Vérification du respect des horaires, du port des protections individuelles, du non-usage de la musique sur chantier. Communication aux riverains et aux travailleurs	

8.1.1 Présentation du projet

Le premier est alimenté par le captage de la plaine du Saulce via un pompage relais sur le réservoir « Bas Moreau », le second est alimenté par le captage des Boisseaux via un pompage relais sur le réservoir de Saint Siméon.

L'interconnexion vise à renforcer la sécurité de l'alimentation d'Auxerre et permet d'agir sur l'une ou l'autre des ressources.

8.1.2 Travaux d'interconnexion des deux ouvrages situés au niveau de la rue de la Tour à Saint-Georges-sur-Baulche

La solution pour sécuriser l'alimentation du réservoir de Météo, consiste à utiliser les pompes du réservoir de Bas Moreaux (pompes qui seront remplacées dès le début du contrat dans le cadre du programme de renouvellement) et les canalisations existantes.

Cette solution permet d'alimenter à la fois le réservoir de Haut St George et le réservoir Météo.

Pour cela nous vous proposons de remplacer des vannes de sectionnement existantes Ø 300 par des vannes électriques à fermeture et ouverture lente pilotées par le niveau des réservoirs, et de poser un robinet flotteur sur la canalisation d'alimentation du réservoir de Haut Saint George pour éviter le débordement de l'ouvrage (sécurité supplémentaire).

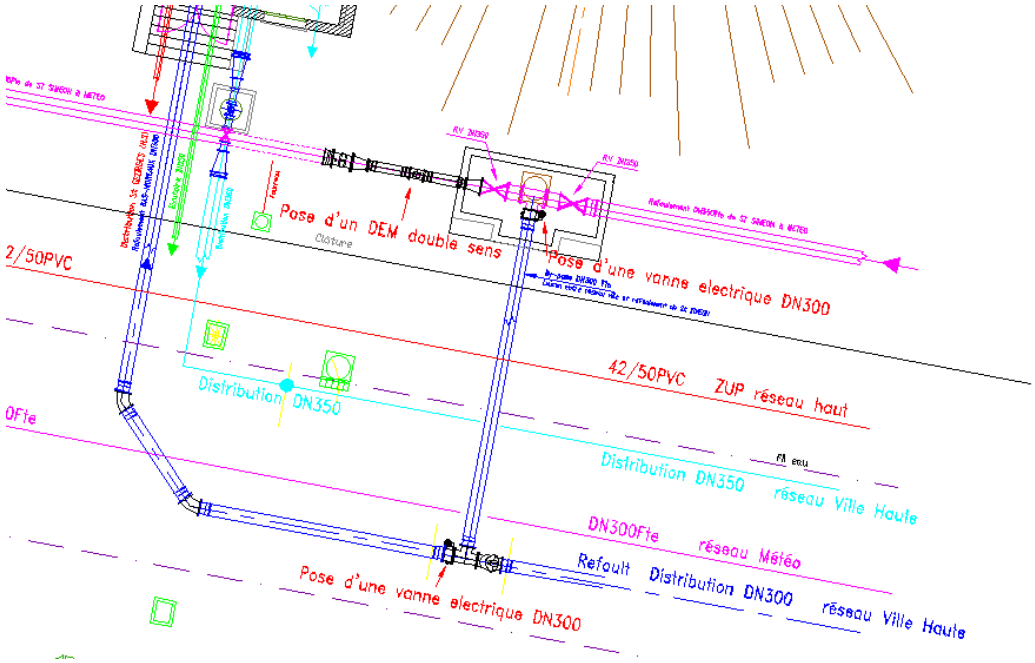
Pendant la période de sécurisation, les pompes de refoulement de Bas Moreaux seront asservies à la fois au niveau du réservoir de Météo mais également au niveau du réservoir de Haut Saint Georges.

Deux pompes fonctionneront en simultanées ce qui permettra de refouler un débit d'environ 320 m³/h.

Les vannes électriques s'ouvriront ou se fermeront en fonction des niveaux d'eau des réservoirs pour éviter le retour d'eau du réservoir de Météo vers Haut St Georges.

Un débitmètre double sens devra être installé sur la canalisation de refoulement Ø 350 ainsi qu'une modification du regard sera nécessaire.

Travaux à réaliser entre les réservoirs Météo et Haut-St-Georges



	Calendrier prévisionnel
Etudes	1 mois
Démarches administratives	_
Réalisation	4 mois
Réception	31/12/2025

NOTRE ENGAGEMENT

- Pas de tranchées sur la voirie
- Pas de pompage supplémentaire
- La qualité de la réalisation
- La maitrise des délais
- La limitation des nuisances.

9 Interconnexion réservoir de Chevannes et Vallan

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Article 44	Interconnexion entre le réservoir de Chevannes et le réservoir de Vallan. Pose d'un réducteur de pression sur le réseau	31/12/2025
Article 44	Afin de limiter les nuisances aux riverains, l'exécution des travaux proposés tiendra compte des quatre directives suivantes : Regroupement des zones de travail les plus bruyantes, de manière à faciliter leur traitement acoustique. Planification des tâches pour minimiser leur impact sur le voisinage : horaires, durée, simultanéité. Vérification du respect des horaires, du port des protections individuelles, du non-usage de la musique sur chantier. Communication aux riverains et aux travailleurs	

9.1.1 Présentation du projet

La commune de Vallan dispose d'un réservoir alimenté à partir du réseau d'Auxerre.

Ce réservoir est à très faible altitude. Une partie de la commune dépend de ce réservoir et ne dispose que d'une pression très faible, moins de 2 bars ; le reste de la commune est alimenté par un surpresseur et dépend donc de l'alimentation électrique et de la continuité de fonctionnement de ce surpresseur.

Le schéma directeur propose d'établir une liaison entre le réservoir de Chevannes, surdimensionné pour les besoins de la commune et celui de Vallan afin de sécuriser l'alimentation en eau potable de Vallan et contribuer à une plus forte utilisation du réservoir de Chevannes, construit relativement récemment (2006).

9.1.2 Travaux d'interconnexion entre les réservoirs de Vallan et de Chevannes

Sont prévus :

- La pose d'une canalisation en polyéthylène haute densité (PEHD) éléctrosoudé de diamètre 160 mm sur un linéaire de 1 760 mètres ;
- La pose d'un stabilisateur la pression (réglage à 1.2b emplacement rue des Cerisiers) sur le réseau projeté du centre du village de Vallan et un stabilisateur de pression au niveau de la ferme de Billy, permettant l'alimebtation de Vallan par Auxerre et par Chevannes. Ceci permet également de réduire les temps de séjour dans les écarts.
- La pose d'un compteur relié à la supervision à la sortie du réservoir de Chevannes

Tracé de la liaison entre Le réservoir de Chevannes et celui de Vallan.

	Calendrier prévisionnel
Etudes	1 mois
Démarches administratives	_
Réalisation	2 mois
Réception	31/12/2025

NOTRE ENGAGEMENT

- La qualité de la réalisation
- La maitrise des délais
- La limitation des nuisances.
- Une pression optimale sur le village

10 Option Géolocalisation des réseaux

Article du contrat	Nos engagements / détail des travaux prévus	Délai de mise en œuvre
Option - Géoréférencement des réseaux		
Article 17.2 : Géoréférencement de classe A des réseaux	Le géoréférencement en Classe A de l'ensemble du patrimoine enterré	- 31/12/2025 en unité urbaine - 30/06/2031 en unité rurale

Le contrat prévoit en option la réalisation du relevé classe A, permettant de respecter les échéances de 2026 en milieu urbain et 2032 en milieu rural.

10.1 Périmètre concerné

10.1.1 Échéances réglementaires selon les communes

Communes classées en zone urbaine – échéance réglementaire janvier 2026.

Commune	Linéaire en km
APPOIGNY	47,8
AUXERRE	236,2
MONETEAU	51,2
SAINT GEORGES SUR BAULCHE	42,8
TOTAL	**378**

Communes classées en zone rurale- échéance réglementaire janvier 2032

Commune	Linéaire en km
BRANCHES	4,3
AUGY	11,2
BLEIGNY LE CARREAU	8,1

Commune	Linéaire en km
CHAMPS SUR YONNE	14,2
CHARBUY	34,8
CHEVANNES	33,2
CHITRY	10,6
COULANGES LA VINEUSE	11,0
ESCOLIVES	18,1
GURGY	25,6
GY-L'EVEQUE	8,4
IRANCY	5,5
JUSSY	6,9
LINDRY	28,6
MONTIGNY LA RESLES	13,2
PERRIGNY	20,3
QUENNE	6,2
SAINT BRIS LE VINEUX	21,7
VALLAN	10,4
VENOY	36,2
VILLEFARGEAU	18,5
VILLENEUVE SAINT SALVES	5,2
VINCELLES	13,4
VINCELOTTES	5,9
TOTAL	**367**

10.1.2Périmètre des ouvrages de réseaux restant à géo référencer :

Actuellement les affleurants ont fait l'objet d'un relevé topographique en classe A dans le cadre du Schéma Directeur.

Ces informations sont en cours d'insertion dans le SIG : nos équipes de dessin les relient aux éléments de patrimoine : tronçons de canalisations, branchements, accessoires sur le réseau (ventouses, vidanges, etc..), et **cartographient** s'il y a lieu les branchements correspondant à des affleurants relevés.

L'équipe SIG va également intégrer les emplacements des compteurs abonnés, intitulés points de service, dans le SIG, et les associera le cas échéant aux branchements cartographiés.

Cette étape permettra de déterminer les **points de service non reliés** à un branchement cartographié**, le branchement correspondant restant à relever.**

SUEZ et son partenaire vont donc **compléter** le géoréférencement avec :

- Un **relevé** topographique en xyz de tous les **affleurants** visibles **manquants** du réseau (ouvrages vannes, PI, regards, bouches à clé de branchements, regards de compteur visible, etc.),

- Une **détection du réseau entre affleurants** si nécessaire ; cette détection est réalisée lorsqu'il y a un doute sur le tracé rectiligne d'une conduite (présence de coude, rond-point, non alignement des affleurants, surprofondeur possible du réseau) ou une distance trop grande entre affleurants (canalisations de transport).

Notre engagement : géoréférencement en classe A des réseaux et branchements existants :

Fin 2025 en Unité Urbaine,

Fin juin 2031 en Unité Rurale.

10.1.3PCRS pour la Communauté d'Agglomération d'Auxerre

Une démarche de production d'un PCRS raster est en cours sur le département de l'Yonne.

Elle est pilotée par le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY), qui couvre toutes les communes du département.

La réglementation relative à la prévention des endommagements de réseau prévoit in fine l'utilisation par tous les exploitants de réseau du même fonds de plan, au standard PCRS.

Nous utiliserons ce PCRS lorsqu'il sera disponible.

Notre engagement sur le PCRS :

- **Utilisation du PCRS commun à tous les exploitants de réseau et en cours de production,**
- **Utilisation du PCRS comme fonds de plan DIG y compris pour les réponses à DT DICT.**

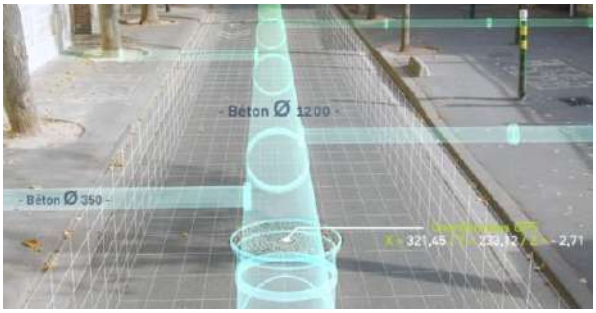
10.2 Méthodes utilisées pour réaliser le géoréférencement des réseaux

SUEZ et son partenaire appliquent des méthodes conformes à la réglementation et disposent d'une grande expérience dans la réalisation de ce type de projet.

Nous proposons les méthodes ci-dessous, qui seront **validées avec vos services avant le lancement de l'opération**.

10.2.1Référentiel

Les référentiels géographiques retenus pour la prestation sont le RGF93 (Lambert 93) pour les mesures rattachées à la planimétrie, et le NGF IGN 69 pour les mesures rattachées à l'altimétrie.



10.2.2 Méthodes de géoréférencement des affleurants

SUEZ et son partenaire Cartolia utilisent des techniques et méthodes de prise de mesure décrites dans le *Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux – Fascicule 2 Guide Technique version 3,* notamment :

- Prise de mesure directe au **GPS RTK** des affleurants (Z TN) – après ouverture de la bouche à clef (Z GS Cana)

- Mesure au **décamètre** à partir d'un point de référence connu et à quelques mètres, ainsi que de la profondeur,
- Utilisation de **station totale** à partir d'un point de référence, dans une zone blanche en télécommunications ou avec un couvert arboré trop dense pour une mesure GPS satellitaire.

Ces mesures sont de **précision centimétrique**.

10.2.3 Méthode de géoréférencement des conduites sans affleurants

Les relevés concernent :

- Le tracé de certaines **conduites de transport** sans affleurant visible.
- Le tracé de **conduites de distribution sans affleurants**, alimentant des écarts, passant **à travers champs,**
- Certaines canalisations en traversée de chaussée, de rond-point, dans des courbes.
- Le relevé du tracé se fera en X, Y ainsi qu'en Z terrain naturel et Z génératrice supérieure de la conduite (mesuré lors de la détection de la conduite).

Il pourra être fait appel à toutes les méthodes non-intrusives prévues par le *Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux – Fascicule 2 Guide Technique version 3,* notamment radar géologique et méthode électromagnétique.

Le choix de la méthode de détection sera adapté en fonction des **spécificités locales** : matériau et profondeur de la conduite, présence d'eau dans le sol, environnement, etc.

Notre partenaire bourguignon **Cartolia**, certifié pour le géoréférencement, dispose de plusieurs méthodes complémentaires de géoréférencement de canalisations enterrées, en particulier :

- Détection par **injection directe** de courant sur le réseau,
- **Quadrillage au sol** par géoradar,

- Détection **électromagnétique**,

- Télédétection par **drone**.

La précision de ces méthodes est d'ordre **centimétrique**, pour des canalisations dont la **profondeur** est **inférieure à 2m**.

Ce passage ne permettra pas d'obtenir la classe A sur 100% du linéaire enterré, le reste sera dans un premier temps en **classe B** néanmoins.

Cela concerne notamment les canalisations profondes, ou recouvertes par des ouvrages en béton, etc..

Cette situation, prévue par la réglementation anti-endommagement, est intitulée « **en échec de géolocalisation** », et sera **indiquée dans nos réponses** aux DT DICT.
L'exploitant de réseaux et le propriétaire des ouvrages seront dès lors considérés en conformité avec la réglementation anti-endommagement relative à l'obligation de réponse en classe A en zone urbaine au 1er janvier 2026 en zone urbaine, au 1er janvier 2032 en zone rurale.

Les **compléments de données** pourront être, selon les situations, apportés par :

- La **création de points d'accès intermédiaires**, pour améliorer l'écoute et le retour du signal ; cette solution sera mise en œuvre **au cas par cas**, après validation par vos services, et ciblée sur les **infrastructures critiques**, de plus gros diamètre, souvent dépourvues d'affleurants et dont l'endommagement entrainerait de graves perturbations pour le service et les voiries ; nous préconisons ce type d'installation uniquement lorsque l'opportunité d'un terrassement pour d'autres motifs permet de réaliser ces travaux à **moindre coût** et **sans risque supplémentaire** pour l'ouvrage,
- **L'utilisation de « smart balls »** émettant un signal, équipées de gyroscopes et d'autres appareils de mesure, introduites dans la canalisation en amont, et dont le passage à des points connus sera **enregistré en surface** pour recaler les données de déplacement fournies ; cette solution sera utilisée au cas par cas, en effet les pré-requis (diamètre minimum d'environ 300mm, pas de branchements..) limitent son usage,

- **L'utilisation de joncs avec tête électromagnétique,** dans des canalisations plastique (PVC ou PE) en zone rurale ; cette intervention nécessite un arrêt d'eau, nous la mènerons uniquement en cas de besoin de repérage en classe A dans le cadre d'un chantier de grande ampleur par un tiers avec émission d'une DT,
- La **demande de mise en classe A par sondage avant travaux** si un responsable de projet émet une DT dont l'emprise inclut une portion de ces canalisations en classe B ; nous **privilégions cette solution**, qui minimise les couts car **d'autres exploitants de réseau font aussi ce choix** et partagent les coûts de géoréférencement.

Notre engagement sur la méthode de géoréférencement :

Optimisation des méthodes déployées en fonction des opportunités d'accès aux canalisations.

10.2.4 Déroulé d'un chantier de géoréférencement de conduite en classe A

Le chantier comprend les étapes suivantes : :

- Réalisation de la **demande** de **DT-DICT** auprès du guichet Unique,
- Analyse des **retours de DT DICT** conformément à la réglementation anti-endommagement afin de discriminer les réseaux,
- Préparation des **demandes d'accès** aux différents réseaux et aux différents sites (Lieux publics, Lieux privés…)
- **Analyse du terrain** pour définir la solution de balisage la mieux adaptée à la sécurité des usagers et riverains, et garantir ainsi une réalisation de qualité dans les meilleures conditions,
- **Choix** définitif de la **technique** en fonction des contraintes (canalisations sous chaussée ou trottoir, plastiques ou métalliques..),
- Utilisation systématique des **vêtements à haute visibilité** ainsi que le port des **EPI**.

Nos engagements :

- **Prise en compte de toutes les données disponibles pour optimiser le chantier de relevé,**
- **Demandes d'accès à des tiers si il y a lieu**

10.3 Équipes intervenantes

10.3.1 L'équipe SIG pour le pilotage du projet et l'intégration des données

L'administrateur SIG et les dessinateurs pilotent la sous-traitance pour les relevés classe A et se chargent de l'intégration des données dans le SIG :

- **Préparation des plans** et fichiers excel avec référence des identifiants de chaque élément du patrimoine eau potable,
- Organisation du phasage des chantiers avec CARTOLIA,
- **Présentation** du projet, des méthodes utilisées et de son avancement à la collectivité, pour validation,
- **Contrôle des données** relevées par les **agents SUEZ** (compléments d'affleurants, de position de compteurs abonnés..) et par les **équipes Cartolia** (relevés de tronçons entiers et géoréférencement de canalisations enterrées),
- **Intégration des données dans le SIG**, sous forme de coordonnées x, y réelles dans un premier temps,
- Après complétude du projet, **intégration du fonds de plan raster PCRS**, puis **recalage** :
    - Passage des x,y réels en x, y graphiques,
    - Ajustements pour rétablir la continuité du réseau,
    - Traitement des anomalies éventuelles entre fonds de plan et positions canalisations.

Les + DE L'OFFRE

Nos engagements :

- **Une équipe complète et expérimentée,**
- **Une méthodologie éprouvée sur plusieurs projets pour l'intégration des données puis le recalage des réseaux**

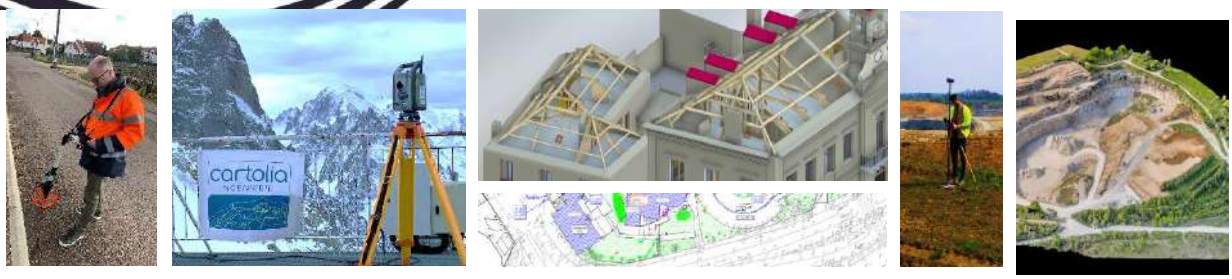
10.3.2 CARTOLIA, notre partenaire certifié et expérimenté

Pour réaliser les prestations de relevés terrain nous travaillons avec CARTOLIA Ingénierie.

CARTOLIA INGÉNIERIE a été créée en avril 2017.

La nouvelle structure CARTOLIA INGÉNIERIE s'inscrit dans la continuité des précédentes (FGA-TOPO, BEA-CONCEPT, CARTOLIA), Elle apporte une offre globale dans les métiers des études réseaux secs et humides, la topographie, la cartographie, la détection, le SIG, l'acquisition de données par scanner 3D (nuages de points), la photogrammétrie etc…

Le siège social se situe à Chenôve (Côte d'Or).



Leurs compétences se concentrent autour des levés topographiques, implantation, récolement, Détection électromagnétique géo-radar et géo référencement, études de réseaux souterrains (EU, EP, AEP, HTA, BT, gaz, éclairage public, télécom), réseaux aérien et calcul support fibre, levés d'intérieur (scan 3D), levés volumiques, modélisation 3D, photogrammétrie, plan d'exécution VRD.

Leurs clients principaux sont SUEZ, ENEDIS, GRDF, Syndicats Départementaux d'Énergies, entreprises de travaux publics clients privés, Collectivités publiques (Métropoles, Villes, Communes …).

LES CERTIFICATIONS de CARTOLIA

☑ L'entreprise est certifiée AFNOR pour les missions de géoréférencement et de Géo-détection.

☑ L'ensemble du personnel terrain de l'entreprise est titulaire de l'AIPR Concepteur (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux).

☑ Mr FIET Richard co-gérant est membre de l'Observatoire Régional DT-DICT Bourgogne-Franche Comté.

☑ L'entreprise est membre de la Chambre Syndicale Nationale des Géomètres Topographes

☑ Les télépilotes de drones sont titulaires d'une habilitation de vol de la DGAC pour les scénarios S1, S2, S2+, S3.

10.4 Une protection accrue des canalisations de transport

Afin de **renforcer la protection des canalisations de transport**, nous prévoyons leur récolement en classe A en priorité.

Dès le début du contrat, nous allons les **classer** comme **critiques**, comme le permet la réglementation sur les travaux à proximité des réseaux.

En conséquence, lors de travaux de tiers à proximité des adductrices, en réponse à une DR ou DT/DICT, ces canalisations de transport seront considérées comme **sensibles dans le cadre des travaux**. Dès lors, les travaux tiers ne pourront avoir lieu **qu'après récolement en classe A** de la portion **d'adductrice concernée**, ou bien terrassement manuel ou au camion aspirateur, limitant ainsi le risque d'endommagement.

Nos engagements :

- **Canalisations de transport mieux protégées des tiers dès le début du contrat,**
- **Collecte des données de géoréférencement classe A rendue obligatoire pour tous travaux à proximité des canalisations de transport, par anticipation de la règlementation.**

10.5 Calendrier de mise en œuvre

Nous nous engageons sur le calendrier suivant :

Etapes	Calendrier prévisionnel
Recensement précis des affleurants et canalisations à relever	Septembre 2023
Proposition des méthodes de géoréférencement pour validation par la CA Auxerrois	Septembre 2023
Phasage du calendrier de géoréférencement, en priorisant : **Canalisations de transport,** **Communes urbaines**	Septembre 2023
Réalisation des géoréférencements et relevés affleurants	30 mois pour communes urbaines 60 mois pour les communes rurales
Intégration progressive des données dans le SIG	30 mois pour communes urbaines 60 mois pour les communes rurales
Recalage du SIG avec le PCRS	4 mois
Réception	15/12/2025 pour communes urbaines 30/06/2031 pour les communes rurales

11 Télérelève

La mise en place de la télérelève, conformément à l'article 35 du projet de contrat, n'est pas décrit dans le présent mémo. Il est présenté au chapitre 3 du mémoire technique organisationnel.

CONSTRUCTION DE STATIONS DE TRAITEMENT SUR LES CAPTAGES DES BOISSEAUX ET DE LA PLAINE DU SAULCE

MARCHE DE CONCEPTION REALISATION

PIECE N° 1

ACTE D'ENGAGEMENT

ANNEXE CAHIER DES GARANTIES SOUSCRITES

SITE DES BOISSEAUX

SOLUTION VARIANTE

AVENANT MARCHE MAI 2025

REFERENCE AFFAIRE : ……

INDICE	DATE APPROBATION	DESCRIPTION DE L'EVOLUTION
0		
1		
2		

DIFFUSION	VISA	
	REPRESENTANT DU TITULAIRE	CHEF DE PROJET AMO

SOMMAIRE

A. GARANTIES DE TRAITEMENT 4
A.1. CADRE D'APPLICATION DES GARANTIES 4
A.2. CAPACITES DE TRAITEMENT 4
A.3. DOMAINE DE TRAITEMENT GARANTI (eau brute) 5
A.3.1. Généralités 5
A.4. GARANTIES DE TRAITEMENT 9
A.4.1. Eau traitée 9
A.4.2. Sous-produits 9
B. PERFORMANCES PROPRES AUX INSTALLATIONS de l'usine de traitement 15
B.1. NIVEAU SONORE DES INSTALLATIONS 15
B.1.1. En limite de propriété 15
B.1.2. À l'intérieur des locaux 16
B.2. Qualité de l'Air 16
B.3. Température 16
B.3.1. Locaux nobles 17
B.3.2. Locaux techniques 17
B.4. Humidité 17
B.5. GARANTIES DE CONSOMMATION 18
B.5.1. Consommation d'énergie électrique 18
B.5.2. Consommation de réactifs 19
B.5.3. Charbon actif (pour mémoire) 20
B.5.4. Autres consommables 20
C. Garanties pendant les travaux 21
D. Garanties particulières 22
D.1. GARANTIE particuliere de base concernant la durée de vie des membranes et des préfilitres 22
D.2. GARANTIES ANTI-CORROSION 23
D.3. GARANTIES SUR LES REVÊTEMENTS 23
D.4. GARANTIE RELATIVE AU GENIE CIVIL DES OUVRAGES 23
D.5. GARANTIES RELATIVES AU MATERIEL INSTALLe 23
D.6. GARANTIE PARTICULIERE A CERTAINS EQUIPEMENTS 24
D.7. GARANTIE DU SYSTEME DE PROTECTION DES STRUCTURES METALLIQUES 24
D.8. GARANTIE PARTICULIERE DES MATERIAUX METALLIQUES 24
D.9. GARANTIE PARTICULIERE DES MATERIAUX ET EQUIPEMENTS DE TYPE NOUVEAU 25

D.10. GARANTIE PARTICULIERE D'ETANCHEITE 25
D.11. GARANTIE PARTICULIERE DES REVETEMENTS DES BETONS..... 25
D.12. GARNATIES PARTICULIERE DU REVÊTEMENT DES STOCKAGES DE REACTIFS..... 25
D.13. GARANTIE PARTICULIERE DES PEINTURES SUR MAcONNERIE, ENDUITS ET SERRURERIE... 26
D.14. GARANTIE PARTICULIERE POUR LES ESPACES VERTS 26
D.15. GARANTIE PARTICULIERE DES CHAUSSEES TROTTOIRS OU PISTES D'ACCES..... 26
E. Délais de garanties 27
E.1. Garantie de Parfait Achèvement..... 27
E.2. Garantie de BON FONCTIONNEMENT..... 27
E.3. Garantie Décennale sur ouvrages neufs 27

N.B : Par défaut, le terme « Entrepreneur » s'applique à l'entrepreneur désigné par le Délégataire. Le terme « Maître d'Ouvrage » s'applique au Délégataire ; toutefois toutes les dispositions prévoyant l'agrément du Maître d'Ouvrage incluront également l'information de la Collectivité, le cas échéant par l'intermédiaire du Maître d'œuvre.

A. GARANTIES DE TRAITEMENT

A.1. CADRE D'APPLICATION DES GARANTIES

L'installation est conçue et construite de façon à obtenir les qualités de l'eau traitée, les rejets au milieu naturel et les niveaux sonores, définis ci-après, lesquels sont les qualités minimales garanties et à ce titre, exigibles contractuellement.

Le point de départ pour application des diverses garanties est la date d'effet de la réception provisoire des travaux, comme précisé au contrat de concession.

Pour la vérification de la validité des diverses garanties, le titulaire ne peut demander que des éléments issus de la supervision, dont le paramétrage lui incombe, ainsi que les analyses d'eau brute dont le contenu et la fréquence sont définis par la réglementation. Les essais de garantie seront réalisés conformément au chapitre VII.5.3 du PFD.

A.2. CAPACITES DE TRAITEMENT

Volumes de production

L'unité de traitement des Boisseaux permet la production d'eau issue du captage existant des Boisseaux.

Les capacités de production moyennes et de pointes, en distribution sur les réservoirs d'eau traitée du réseau AEP, sont définies de la manière suivante

- **Les Boisseaux** = moyenne eau traitée : 8 000 m³/j / pointe eau brute : 10 000 m³/j

Performances minimales exigées et garanties souscrites

Le débit maximal d'eau brute disponible par prélèvement sur les captages est de :

- **Les Boisseaux** = 500 m³/h
- **Débit global** = 500 m³/h

L'installation de traitement sera dimensionnée sur **un débit partiel des volumes prélevés**. Un by-pass de l'unité de traitement sera ainsi réalisé avant mélange par l'eau traitée et la distribution sur les réservoirs de distribution.

Les installations auront la capacité suivante avec 3 racks en production (ces productions s'entendent hors flushs, hors pertes en eau diverses (analyseurs, nettoyage...) pour une journée de production sans lavages chimiques et hors rinçage canalisation de transfert des concentrats vers le réseau ERU lors de la phase d'arrêt usine) :

- Capacité de traitement en eau brute amont unité membranaire:-225 m3/h, soit 4 500 m3/j pour un fonctionnement de 20 h/j.(en cas de pollution exceptionnelle, la capacité de traitement en eau brute amont unité de traitement est de 261 m3/h soit 5220 m3/j pour un fonctionnement de 20h/j).

- Capacité de production en eau traitée sortie unité membranaire : 180 m³/h, soit 3 600m³/j pour un fonctionnement de 20 h/j. .(en cas de pollution exceptionnelle, la capacité de production en eau traitée sortie unité membranaire est de 209 m3/h soit 4176 m3/j pour un fonctionnement de 20h/j).
-

- Capacité de distribution sur les réservoirs d'eau traitée du réseau AEP après mélange du by-pass et de l'eau de sortie de l'unité de traitement (avec 3 racks en fonctionnement) :
  454 m³/h, soit 9 085 m³/j pour un fonctionnement de 20 h/j (Boisseaux)

- .(en cas de pollution exceptionnelle, la capacité de distribution sur les réservoirs d'eau traitée du réseau AEP après mélange du by-pass et de l'eau de sortie de l'unité de traitement est de 447 m3/h soit 8 940 m3/j pour un fonctionnement de 20h/j).

L'usine devra pouvoir fonctionner à un débit réduit ou sur un temps de fonctionnement moins important afin de produire des débits modulables, par tranches de traitement et avec les mêmes engagements de qualité tels que définis dans le présent document.

Performances des membranes d'OIBP

N.B : Dans le DTG défini ci-après, les « valeurs maximales » indiquées pour le paramètre Température sont les « valeurs minimales » enregistrées

Le **taux de conversion** minimum de l'unité de filtration membranaire garanti par l'Entrepreneur est de ≥ 80 % +/- 2% en moyenne sur 20h de production.

Par unité membranaire, on entend toutes les étapes allant de la bâche de gavage à la bâche d'eau osmosée.

~~Le **rendement hydraulique** global de l'unité de filtration membranaire inclut les pertes liées aux besoins des flush et des lavages, ainsi que toute autre perte liée au fonctionnement de l'unité. Les rendements hydrauliques annuels et journaliers sont respectivement garantis pour les besoins volumiques précédemment définis. Le rendement global hydraulique de l'unité de filtration membranaire est alors :~~

- ~~En production d'eau membranée moyenne annuelle de : % ;~~
- ~~En production d'eau membranée journalière de : %.~~

A.3. DOMAINE DE TRAITEMENT GARANTI (EAU BRUTE)

A.3.1. Généralités

Le domaine de traitement garanti pour l'ensemble de l'usine est défini dans le tableau ci-dessous et sera celui pris en compte pour l'application des garanties. Il est présenté dans le tableau ci-dessous les valeurs moyennes et maximales, enregistrées actuellement sur les différents puits des captages existants, et rapportées aux **stricts conditions de mélanges** définies au sein du PFD.

L'unité de traitement des Boisseaux permet la production d'eau issue du captage existant des **Boisseaux**. Les deux ressources sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Ce domaine de traitement garanti est à considérer sur la base de la capacité de traitement nominale de l'usine, garantie ci-dessus. La colonne « Garanties par le candidat en entrée de l'usine » est à compléter par l'Entrepreneur. Ce dernier est libre de s'engager sur des valeurs supérieures.

		Moyennes Boisseaux	***Maximales Boisseaux***	
Paramètres	***Unités***	**Mélange P1, P2, P3**	**Mélange P1, P2, P3**	***Garanties par candidat en entrée de l'usine***
Entérocoques fécaux	n/100 mL	0	0	5
Escherichia coli	n/100 mL	0,2	0,5	5
Ammonium (NH4 +)	mg/L	0,001	0,01	0,1

Paramètres	Unités	Moyennes Boisseaux Mélange P1, P2, P3	Maximales Boisseaux Mélange P1, P2, P3	Garanties par candidat en entrée de l'usine
Arsenic	µg/L	0	0	0,1
Couleur	mg/L(Pt)	0	0	15
Benzène	µg/L	0	0	0
Bore	µg/L	13	19	100
Cadmium (Cd)	µg/L	0	0	<5
Carbone organique total	mg/L	0,68	0,83	2,3
Chlorures (Cl-)	mg/L	15	18	100
Conductivité à 25°C	µS/cm	498	538	200 à 1000
Calcium	mg/L	87	93	50 et 130
Magnésium	mg/L	5,1	5,5	5 à 20
1, 2-dichloroéthane	µg/L	0	0	3
Dichlorométhane	µg/L	0	0	10
Fer total	~~µg/L~~ mg/l	0,001	0,004	0,05
Hydrocarbures dissous ou émulsionnés	~~mg/L~~ µg/L	0	0	0,1
Manganèse	~~µg/L~~ mg/l	2E-05	0	0,02
Nickel	µg/L	0	0	20
Nitrates (NO3-)	mg/L	21	26	40
Nitrites (NO2-)	mg/L	0	0	0,5
Pesticides ou Métabolites (subs. individuelle)				
Atrazine (pesticide)	µg/L			0,13
Atrazine Deisopropyl Desethyl (métabolite)	µg/L	0,006		0,13
Bentazone (pesticide)	µg/L			0,14
Boscalid (pesticide)	µg/L			0,11
CGA369873 (métabolite non pertinent)	µg/L	0,05	0,07	0,11
Chlortoluron (pesticide)	µg/L			0,11
Désethylatrazine (métabolite)	µg/L	0,005	0,009	0,11
Désethyl-terbuméton (métabolite pertinent)	µg/L	0,001	0,003	0,11
Desmethylnorflurazon (métabolite)	µg/L			0,11
Dimethenamide (pesticide)	µg/L			0,11
Epoxiconazole (pesticide)	µg/L			0,11
Ethidimuron (pesticide)	µg/L	0,002	0,003	0,12
Flufenacet ESA (métabolite pertinent)	µg/L			0,14
Fluopyram (pesticide)	µg/L			0,11
Fluxapyroxade (pesticide)	µg/L			0,11
Gamma HCH/lindane (pesticide)	µg/L	0,0003	0,001	0,11
HCH isomère (pesticide)	µg/L	0,0003	0,001	0,11
Imazamox (pesticide)	µg/L			0,1
Imidaclopride (pesticide)	µg/L			0,12
Methaldehyde (pesticide)	µg/L			0,11

Paramètres	Unités	Moyennes Boisseaux Mélange P1, P2, P3	Maximales Boisseaux Mélange P1, P2, P3	Garanties par candidat en entrée de l'usine
Metazachlore (pesticide)	µg/L			0,11
Metazachlor oxalic acid (métabolite non pertinent)	µg/L	0,01	0,02	0,9
Metazachlor sulfonic acid (métabolite non pertinent)	µg/L	0,02	0,05	0,9
Metolachlore (pesticide)	µg/L			0,11
Metolachlore ESA (métabolite pertinent)	µg/L			0,9
Metolachlore OXA (métabolite non pertinent)	µg/L			0,9
Metribuzine (pesticide)	µg/L			0,12
Oxadixyl (pesticide)	µg/L			0,12
Pesticides (somme totale)	**µg/L**	0,07	0,148	0,7
pH	unité pH	7,48	7,57	7,2 à 7,6
Phénols (indice phénol)	µg/L			100
Phosphore total (P2O5)	mg(P2O5)/L	0,19	0,29	0,3
Sélénium (Se)	µg/L	0	0	10
Silice dissoute	mg/L	10,3	10,8	15
Sodium	mg/L	8,5	9,3	50
Sulfates	mg/L	23,1	25,3	100
Taux de saturation en oxygène dissous	%	69	85	>60%
Température *(valeur mini)*	°C	14,2	13,1	10 – 15°C
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	µg/L	1,16	1,74	10
Carbonates	mg(CO3)/L	0	0	<1
Hydrogénocarbonates	mg/L	255	271	160 à 300
Trichlorométhane (chloroforme)	µg/L	0	0	10
Turbidité	NTU	0,14	0,22	0.3
TAC	°F	20,9	22,2	13 à 25
TH	°F	23,8	25,3	13 à 35

Pour les paramètres dont les données sont indisponibles, il est considéré que leurs teneurs sont inférieures aux limites ou références de qualité définies dans le Code de la Santé Publique.

Pour les paramètres non cités ci-dessus, ci-dessous les valeurs maxi prises en comptes :

Paramètres	*Unités*	*Moyennes Boisseaux* Mélange P1, P2, P3	*Maximales Boisseaux* Mélange P1, P2, P3	*Garanties par candidat en entrée de l'usine*
SDI (15)				< 5 100% du temps < 3 95% du temps
Fluor	µg/L	121	141	300
Baryum	µg/L	28	28	100
Strontium	µg/L	113	113	300
Ortophosphate	mg/l			<0,1
Aluminium	µg/L			<50
Chlorothalonil R471811	µg/L	0.3	0.74	1.25
Somme des 20 PFAS	µg/L	0.05	0.11	0.135

A.4. GARANTIES DE TRAITEMENT

A.4.1. Eau traitée

Dans la mesure où la qualité des eaux brutes est conforme au domaine de traitement garanti, et que le débit traité est au plus égal au débit nominal de l'installation, et pour des taux de traitement en réactifs conformes aux garanties souscrites par l'Entrepreneur titulaire du marché, la qualité de l'eau issue du traitement répond aux critères suivants :

Performances minimales exigées et Garanties souscrites

N.B : les performances exigées sont demandées sur le refoulement vers les réservoirs d'eau traitée du réseau AEP, après mélange des eaux traitées en sortie de l'unité de traitement et du by-pass

Tous les paramètres seront conformes à la réglementation issue de la nouvelle directive européenne 2020/2184 et notamment l'arrêté du 30 décembre 2022.

La turbidité en sortie usine sera inférieure ou égale à 0.2 NTU.

Les concentrations en nitrates seront inférieures ou égales à 25 mg/l selon le domaine de traitement garantie et les conditions de fonctionnement définies dans le PFD.

A titre informatif, les concentrations en nitrates seront inférieures ou égales à 21 mg/l pour la qualité d'eau moyenne entrée usine (avec la possibilité d'aller jusqu'à des valeurs inférieures à 20 mg/L avec 3 racks en fonctionnement).

En sortie de l'OIBP, la concentration en nitrates sera au maximum de 15 mg/l +/- 2 mg/l.

La minéralisation de l'eau en sortie devra permettre la distribution **d'une eau à l'équilibre** (ou légèrement incrustante). Les valeurs des TH et TAC devront être supérieures ou égales à 8°F (minimum de 8°F).

L'installation devra permettre à l'exploitant d'ajuster le pH de l'eau en sortie d'usine en cas de modification de cet équilibre au cours de la distribution,

$$pHs < pH < pHs + 0.2$$

Désinfection

La capacité d'injection de chlore gazeux est de 0.8 g/m^3 d'eau traitée au débit nominal.

A.4.2. Sous-produits

Les garanties ci-après sont-établies sur les bases suivantes :

- Les productions en volume (m³/j) moyens et de pointe définis au chapitre A.2 ci-avant (volumes de production) :

- Une qualité d'eau brute correspondant à celle qui figure au paragraphe A.3 ci-dessus :
  - Eau brute de qualité dégradée : colonne « maximum » pour l'ensemble des paramètres,
  - Eau brute de qualité moyenne : colonne « moyenne » pour l'ensemble des paramètres.

A.4.2.1. Quantité et qualité des eaux sales produites

Dans la mesure où la qualité des eaux brutes est conforme au domaine de traitement garanti, et que le débit traité est au plus égal au débit nominal de l'installation pour des appareils fonctionnant au régime établi, et pour des taux de traitement en réactifs conformes aux garanties souscrites par l'Entrepreneur titulaire du marché, les productions d'eaux sales sont les suivantes :

Les eaux de flush, les eaux de lavage et les concentrats sont renvoyés vers le réseau ERU.

Eaux de flush

Les eaux des « flushs » de la nanofiltration présenteront les qualités suivantes :

-Volume d'un « flush » : ≤ 4 m3/rack (le volume journalier dépendra du nombre d'arrêt/redémarrage usine ainsi que du nombre de racks en fonctionnement).

-Concentration en MES ≤ 30 mg/l

-5.5 < pH < 8.5

-Température inférieure à 30° C

Eaux sales de lavage

	Nombre / an	
Protocole de lavage	Etage 1	Etage 2
U115 puis citrique	1	1
HCl	4	6
soude	1	2

Volume maximum de lavage par rack :

Etage 1 : < 176 m3

Etage 2 : < 96 m3

Concentrats

Les eaux issues des concentrats devront respecter à minima les qualités suivantes. Les eaux seront évacuées vers le réseau ERU. Ces valeurs sont données selon les répartitions de débit définies dans le PFD et dans notre mémoire technique.

	Quantité et qualité des eaux sales produites	Eau brute de qualité moyenne	Eau brute de qualité dégradée
Volume moyen de production : 8 000m3/j 1 rack en fct	Volume de concentrats produit (pour un taux de conversion de 80%) (m^3/j) (% du débit d'eau brute)	282 m3/jour 3.6% ± 0,3%	282 m3/jour 3.6% ± 0,3%
	Quantité de MES (kg MS/j)	2,2	2,3
	Quantité de DCO (kg/j)	5	6
	Quantité de DBO_5/j (kg/j)	5,1	6,2
	Quantité de NTK (kg/j)	0.2	0.4
	Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)	0.54	1.2
	Quantité de Nitrates (kg/j)	57	57
	Quantité de Chlorures (kg/j)	51	65
	Quantité de Calcium (kg/j)	177	183
	Quantité de Sulfates (kg/j)	81	84
	Salinité totale (Kg/j)	886	919 (TDS)
	Quantité de AOX (g/j)	5,6	7,5
	Quantité de METOX (g/j)	104	128
Volume de pointe de production : 9 085m3/j 3 racks en fct	Volume de concentrats produit (m^3/j) pour un taux de conversion de 80% (% du débit d'eau brute)	900 m3/jour 9,2 % ± 0,3%	900 m3/jour 9,2 % ± 0,3%
	Quantité de MES (kg MS/j)	2,6	3
	Quantité de DCO (kg/j)	16	19
	Quantité de DBO_5/j (kg/j)	11,9	14,5
	Quantité de NTK (kg/j)	0.6	1.2
	Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)	2.2	3.2
	Quantité de Nitrates (kg/j)	183	183
	Quantité de Chlorures (kg/j)	163	207
	Quantité de Calcium (kg/j)	564	583
	Quantité de Sulfates (kg/j)	260	269
	Salinité totale (Kg/j)	2827 (TDS)	2934 (TDS)
	Quantité de AOX (g/j)	18	24
	Quantité de METOX (g/j)	333	409

Performances

Les concentrats présenteront les qualités suivantes :

-Concentration en MES ≤ 5 mg/l
-5.5 < pH < 8.5
-Température inférieure à 30° C

A.4.2.2. ~~Traitement boues~~

~~Hors bâche de stockage d'eaux sales, il n'est pas envisagé de système de traitement des boues.~~

~~Si une évacuation des boues de fond de bâche est envisageable, il ne sera pas demandé des performances atteignables sur celles-ci.~~

~~L'exutoire des eaux de vidanges de la bâche d'eau sales peut être indifféremment :~~

- ~~Un rejet à l'égout~~
- ~~Un rejet au milieu naturel~~

A.4.2.3. ~~Qualité des rejets à l'égout~~

~~Garanties souscrites~~

~~Dans la mesure où la qualité des eaux brutes est conforme au domaine de traitement garanti, et que le débit traité est au plus égal au débit nominal de l'installation pour des appareils fonctionnant au régime établi, et pour des taux de traitement en réactifs conformes aux garanties souscrites par l'Entrepreneur titulaire du marché, les performances des installations permettent de garantir les valeurs suivantes au niveau du rejet vers le milieu naturel :~~

	~~Quantité et qualité des rejets à l'égout~~	~~Eau brute de qualité moyenne~~	~~Eau brute de qualité dégradée~~
~~Volume moyen~~	~~Volume d'eaux sales produit (m³/j)~~	.....	.....
	~~(% du débit d'eau brute)~~	.....	.....
	~~Quantité de MES (kg MS/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DCO (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DBO_5/j (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de NTK (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Nitrates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Chlorures (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Calcium (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Sulfates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Salinité totale (Kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de AOX (g/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de METOX (g/j)~~	.....	.....
	~~Volume d'eaux sales produit (m³/j)~~	.....	.....
	~~(% du débit d'eau brute)~~	.....	.....

Volume de pointe	Quantité de MES (kg MS/j)	.....	.....
	Quantité de DCO (kg/j)	.....	.....
	Quantité de DBO_5/j (kg/j)	.....	.....
	Quantité de NTK (kg/j)	.....	.....
	Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)	.....	.....
	Quantité de Nitrates (kg/j)	.....	.....
	Quantité de Chlorures (kg/j)	.....	.....
	Quantité de Calcium (kg/j)	.....	.....
	Quantité de Sulfates (kg/j)	.....	.....
	Salinité totale (Kg/j)	.....	.....
	Quantité de AOX (g/j)	.....	.....
	Quantité de METOX (g/j)	.....	.....

Les conditions suivantes seront également réunies

- pH compris entre … et …..
- Température comprises en … et …..
- Chlore résiduel ≤ …. mg/l

A.4.2.4. Qualité des rejets au milieu naturel

Performances minimales exigées

L'Entrepreneur s'engage à obtenir une autorisation de rejet auprès des autorités compétentes, et aussi le cas échéant de l'exploitant du réseau, et des autorités en charge de la dépollution des eaux.

L'Entrepreneur s'engagera ainsi au **respect de l'arrêté de rejet délivrée par les services compétents**, et ce 100 % du temps de fonctionnement de l'unité de traitement. Le cas échant, le respect des valeurs réglementées par l'arrêté de traitement sera prioritaire sur les valeurs renseignées ci-après.

Garanties souscrites

Dans la mesure où la qualité des eaux brutes est conforme au domaine de traitement garanti, et que le débit traité est au plus égal au débit nominal de l'installation pour des appareils fonctionnant au régime établi, et pour des taux de traitement en réactifs conformes aux garanties souscrites par l'Entrepreneur titulaire du marché, les performances des installations permettent de garantir les valeurs suivantes au niveau du rejet vers le milieu naturel :

	Quantité et qualité des rejets au milieu naturel	Eau brute de qualité moyenne	Eau brute de qualité dégradée
Volume moyen	Volume d'eaux sales produit (m³/j)	.....	.....
	(% du débit d'eau brute)	.....	.....

	~~Quantité de MES (kg MS/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DCO (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DBO_5/j (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de NTK (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Nitrates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Chlorures (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Calcium (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Sulfates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Salinité totale (Kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de AOX (g/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de METOX (g/j)~~	.....	.....
~~Volume de pointe~~	~~Volume d'eaux sales produit (m³/j)~~	.....	.....
	~~(% du débit d'eau brute)~~	.....	.....
	~~Quantité de MES (kg MS/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DCO (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de DBO_5/j (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de NTK (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de PO_4^{3-} (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Nitrates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Chlorures (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Calcium (kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de Sulfates (kg/j)~~	.....	.....
	~~Salinité totale (Kg/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de AOX (g/j)~~	.....	.....
	~~Quantité de METOX (g/j)~~	.....	.....

- ~~pH compris entre … et …..~~
- ~~Température comprises en … et …..~~
- ~~Chlore résiduel ≤ …. mg/l~~

~~Les installations de traitement ne doivent pas augmenter la température de l'eau.~~

A.4.2.5. Eaux de voiries

Performances minimales exigées

La teneur en hydrocarbures des eaux de voirie sera inférieure à 5 mg/l.

Garanties souscrites

La teneur en hydrocarbures des eaux de voirie après traitement spécifique (avant rejet ou dilution) sera inférieure à 5 mg/l.

B. PERFORMANCES PROPRES AUX INSTALLATIONS DE L'USINE DE TRAITEMENT

B.1. NIVEAU SONORE DES INSTALLATIONS

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions de bruit par les installations futures.

Les niveaux sonores des installations font l'objet de garanties souscrites par l'Entreprise dans le cadre du respect de la réglementation en vigueur reprise ci-après.

B.1.1. En limite de propriété

Performances minimales exigées

La conception de l'installation doit respecter les dispositions des articles R1336-6 à R1336-9 du Code de la Santé Publique (l'usine n'est pas classée ICPE) ainsi que **le décret n°2006-1099 du 31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires).

« L'émergence globale dans un lieu donné est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau du bruit résiduel constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement habituel des équipements, en l'absence du bruit particulier en cause.

Les valeurs limites de l'émergence sont de 5 décibels A (dBA) en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dBA en période nocturne (de 22 heures à 7 heures), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB(A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier, selon le tableau ci-dessous.

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Terme correctif en décibels A
T ≤ 1 minute, la durée de mesure du niveau de bruit ambiant étant étendue à 10 secondes lorsque la durée cumulée d'apparition du bruit particulier est inférieure à 10 secondes	6
1 minute <T ≤ 5 minutes	5
5 minutes <T ≤ 20 minutes	4
20 minutes < T ≤ 2 heures	3
2 heures < T ≤ 4 heures	2
4 heures < T ≤ 8 heures	1
T> 8 heures	-

L'émergence globale n'est recherchée que lorsque le bruit ambiant mesuré, comportant le bruit particulier est supérieur à 30 dB(A). »

Garanties apportées par l'Entrepreneur

La conception des installations doit respecter les dispositions du décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage qui modifie le Code de la Santé Publique.

Dans le cadre de ce décret, l'émergence du bruit émis doit être inférieure à une valeur de décibels (fonction de la période considérée), valeur à laquelle s'ajoute un terme correctif fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et celui du bruit résiduel constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, dans un lieu donné, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement normal des équipements.

Les émergences garanties en tout point de la limite de propriété sont les suivantes :

- En période nocturne : 3 (trois) dB(A)
- En période diurne : 5 (cinq) dB(A)

B.1.2. À l'intérieur des locaux

Performances minimales exigées

Le niveau sonore à l'intérieur des locaux techniques doit respecter les dispositions du Code du Travail. Ainsi, le niveau maximum de bruit dans les locaux où les travailleurs sont appelés à intervenir régulièrement est limité à 80 dB(A). A défaut, des protections individuelles sont mises à disposition.

Le niveau sonore dans les locaux nobles est limité à 45 dB(A).

Toutes les dispositions nécessaires à l'insonorisation des locaux et des équipements bruyants sont dues au titre du présent marché.

Garanties apportées par l'Entrepreneur

Le niveau sonore à l'intérieur des locaux techniques est inférieur à 80 (quatre-vingt) dB(A), sauf dans les locaux suivants, pour lesquels des protections individuelles sont prévues :

- Local pompage eau traitée

Le niveau sonore à l'intérieur des locaux administratifs et sociaux, les salles de contrôle commande, les salles de réunion, les laboratoires est inférieur à 45 (quarante-cinq) dB(A) (1)

Si ce niveau ne peut pas être respecté dans les locaux où la présence du personnel est occasionnelle, des protections individuelles sont prévues.

B.2. QUALITE DE L'AIR

La ventilation permet d'assurer en permanence une extraction d'air telle que les concentrations en gaz nocifs au niveau des ambiances de salles, locaux ou ouvrages sont au plus égales aux valeurs moyennes d'expositions pour un travail de 8 heures par référence aux valeurs établies par l'INRS.

Dans les ouvrages accessibles occasionnellement, les concentrations en gaz toxiques ne dépassent pas les valeurs limites d'exposition définies par l'INRS.

B.3. TEMPERATURE

Les conditions de température sont conformes aux exigences des textes réglementaires applicables, à savoir :

- L'article R235-2-9 du Code du Travail,
- La circulaire n° 95-07 du 14 avril 1985,
- La norme NF-X35-203.

Les températures minimales sont exigibles pour une température extérieure minimale de – 10 °C.

Les températures maximales sont exigibles pour une température extérieure minimale de 40 °C.

B.3.1. Locaux nobles

Les locaux nobles (locaux administratifs et sociaux, salle de contrôle-commande, salle de réunion, laboratoire...) sont chauffés.

Performances minimales exigées

Les températures minimales suivantes sont exigées en fonction des types de locaux :
- Pour les sanitaires/vestiaires : 22° C
- Pour les autres locaux : 19° C

Garanties souscrites

Les températures minimales sont de :
- 22°C dans les vestiaires-sanitaires
- 19°C dans les autres locaux nobles.

B.3.2. Locaux techniques

Performances minimales exigées

Dans les locaux techniques accessibles au personnel, une température minimale de 5° C est maintenue. ~~La température maximale ne dépasse pas 30° C.~~

Cas particulier :

La température ambiante dans les locaux électriques (hors local transformateur) et les locaux automates ne doit pas descendre en dessous d'une température de 15°C et ne doit pas dépasser 25°C.

La ventilation des locaux transformateurs doit être réalisée de façon à garantir une élévation de température de 10°C max. sur la base d'une température extérieure de 30°C.

Garanties souscrites

Les températures sont :
- Dans les locaux techniques accessibles aux personnels :
  - Température minimale : 5 °C
  - ~~Température maximale : ….°C~~
- Dans les locaux électriques et automates (hors local transformateur) :
  - Température minimale : 15 °C
  - Température maximale : 25°C

La ventilation des locaux transformateurs est réalisée de façon à garantir une élévation de température de 10°C max. sur la base d'une température extérieure de 30°C.

B.4. HUMIDITE

Performances minimales exigées
HR dans les locaux déshumidifiés < 90 % à 5°C.

Garanties souscrites

Dans les locaux déshumidifiés, le taux d'humidité est < 90 % HR à 5°C.

B.5. GARANTIES DE CONSOMMATION

Le bilan des consommations des nouvelles installations est établi sur les bases suivantes :

- De la production d'eau traitée moyenne annuelle suivante, en distribution sur le réseau AEP
  - **Les Boisseaux** = moyenne eau traitée : 8 000 m³/j (18.8 h de production Boisseaux)

- D'une qualité d'eau correspondant à celle qui figure au paragraphe A.3 ci-dessus
  - 100 jours d'eau brute de qualité dégradée : colonne « maximum » pour l'ensemble des paramètres
  - 265 jours d'eau brute de qualité moyenne : colonne « moyenne » pour l'ensemble des paramètres

B.5.1. Consommation d'énergie électrique

N.B : les consommations globales ramenées en m³, correspondent au ***m³ transférés dans les réservoirs AEP.***

La consommation électriques suivantes sont garanties :

- Consommation moyenne journalière (hors ventilation, déshumidification, chauffage et pompage d'exhaure) : 2 964 kWh/j soit 0.37 kWh/m³ distribué, dont :
  - ~~Pompages d'exhaure : …… kWh/j soit …… kWh/m³ pompé,~~ (*N.B : dans le périmètre SUEZ EAU FRANCE*),
  - Fonctionnement de l'unité de traitement : 758 kWh/j soit 0.68 kWh/m³ traité,
  - Refoulement sur les réservoirs : 2 206 kWh/j soit 0.28 kWh/m³ distribué,

Soit une consommation annuelle de 1 081 709 kWh/an (hors ventilation, déshumification, chauffage et pompage d'exhaure)

Elle est garantie à + 10 % pour tenir compte des aléas d'exploitation (cette valeur ne peut pas être supérieure à 10 %).

B.5.2. **Consommation de réactifs**

L'Entrepreneur est libre de compléter le tableau ci-dessous, au regard de sa conception :

Nom du réactif	Caractéristiques du réactif (densité, concentration…)	Taux de traitement pour une qualité d'eau « moyenne » (produit commercial)	Taux de traitement pour une qualité d'eau « dégradée » (produit commercial)	Quantité annuelle
		g/m^3, kg/t MS	g/m^3, kg/t MS	T/an ou m^3/an
Détergent U115 *1 nettoyage / an à l'U110* ***OU*** *U115 puis acide citrique*	*Concentration commerciale : 100%* *Densité commerciale : 1.34* *pH 13 - 14*			***60 L/an***
Acide citrique	Concentration commerciale : 50% Densité commerciale : 1.22 pH < 1			**300 L/an**
Acide chlorhydrique	Concentration commerciale : 35% Densité commerciale : 1.19 pH < 1			Lavages: **350 L/an** Neutralisation : **250 L/an**
Soude	Pureté commerciale : 49% Densité commerciale : 1.51 pH : 14	Mise à l'équilibre : 8.2 ppm	Mise à l'équilibre : 10.2 ppm	Lavages ; **25 L/an** Neutralisation : **250 L/an** Mise à l'équilibre : **19 000 L/an**
Séquestrant WTS AS2206	Pureté commerciale : 100%	1.5 ppm	2 ppm	Avec 1.5 ppm : 2.12 kg/jour 1.56 L/jour Avec 2 ppm :

	Densité commerciale : 1.36 pH : 10.5			2.82 kg/jour 2.08 L/jour **900 L/an**
Chlore gazeux			0.8 g/m3	**2360 kg/an**

Est considéré comme réactif tout consommable intervenant au titre du traitement, tel que par exemple :

- Acides
- Soude
- Chlore gazeux
- Réactifs séquestrants utilisés pour le traitement membranaire
- Réactifs détergents utilisés pour le traitement membranaire
- …

B.5.3. **Charbon actif (pour mémoire)**

Sans Objet

B.5.4. **Autres consommables**

Est considéré comme consommable tout élément lié directement au traitement et qui doit être périodiquement renouvelé en fonction du débit traité et/ou de la qualité d'eau brute (membranes, CAG, lampes UV, …).

Pour tous ces consommables, l'Entrepreneur indique les fréquences de renouvellement et la durée de vie minimale garantie.

Les consommables sont les membranes et filtres à cartouches 5µm. Les fréquences de renouvellement sont données dans le chapitre « D. Garanties Particulières ».

C. **GARANTIES PENDANT LES TRAVAUX**

Le PFD précise les besoins en continuité d'exploitation, et l'autonomie disponible pour d'éventuelles interruptions de production, **pour lesquelles un respect strict est souhaité**.

L'Entrepreneur a toutefois la possibilité d'indiquer, à titre indicatif :

- Les nombres de jours maximaux d'arrêt du captage actuel.

Nombre total maximal garanti d'heures d'arrêt	dont nombre maximal d'heures d'arrêt consécutives

- Les interruptions suivantes de l'ensemble de la filière de traitement.

Opération	Nombre total maximal garanti d'heures d'arrêt	dont nombre maximal d'heures d'arrêt consécutives
Raccordements électriques		
Raccordement hydrauliques		
Dépose / Délocalisation d'équipements existants		
Essais de process et mise en route		
Opérations de terrassements au sein des Périmètres de Protection		
…		
…		
…		
…		

D. GARANTIES PARTICULIERES

Les garanties ci-après prennent effet à la date de réception des travaux.

D.1. GARANTIE PARTICULIERE DE BASE CONCERNANT LA DUREE DE VIE DES MEMBRANES ET DES PREFILITRES

L'Entrepreneur garantit la durée de vie des membranes d'osmose inverse/NF (modules membranaires dans leur ensemble) mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Les membranes d'OIBP/nanofiltration seront garanties pour une période de 5 ans (minimum de 5 ans).

Dès lors que les membranes seront exploitées conformément à la notice d'exploitation et aux recommandations du fournisseur, les capacités de production (débit et taux de conversion) des membranes de nanofiltration / OIBP seront garanties pour une période de 5 ans avec un renouvellement de 60 % maximum (voir tableau) sur la période de 5 ans, à compter de la première mise en eau des membranes.

	Renouvellement (%)
Année 1	0%
Année 2	0%
Année 3	25%
Année 4	35%
Année 5	0%

La fréquence de renouvellement des préfiltres sera effectuée tous les 90 000 m3 d'eau traitée.

~~Au cours de cette garantie, pour chaque renouvellement, l'Entrepreneur prend en charge la totalité des coûts (y compris les coûts de la main d'œuvre et les coûts d'adaptions éventuelles des modules en cas de changement de version pendant toute la période de garantie). La non atteinte d'un engagement du présent document, que ce soit en termes de production, de qualité d'eau, de rejet ou de consommation, due au vieillissement prématuré ou dysfonctionnement des membranes entraîne le renouvellement mentionné ci-dessous. Les conditions de prise en charge des coûts par l'Entrepreneur s'établi de la manière suivantes~~

- ~~Le carter ou l'empotage ont été cassés ou fissurés de façon à ne plus assurer l'étanchéité du système~~
- ~~Chute de plus de 15% du flux garanti (l/h.m²) dans le dimensionnement initial~~
- ~~Garantie de performance non atteinte en sortie d'un skid (remplacement des membranes de tous les modules du skid),~~

~~Cette garantie est due sous réserve que les membranes soient exploitées conformément au manuel d'exploitation fourni par l'Entrepreneur, ce dernier devant correspondre aux conditions d'exploitation de la période d'observation.~~

~~Pendant toute la durée de garantie, l'exploitant devra être en mesure de fournir uniquement les paramètres pour lesquels l'Entrepreneur aura fourni le système de mesure et l'acquisition.~~

~~L'Entrepreneur devra se satisfaire des données stockées au regard du système informatique mis en œuvre et paramétré par ses soins.~~

D.2. GARANTIES ANTI-CORROSION

Les systèmes de protection seront réputés satisfaisants si, à la fin d'une période de 5 (cinq) [(1)]ans (5 ans au minimum), toute surface d'un m² présente un degré de corrosion équivalent ou inférieur au cliché 7 Re de l'Echelle Européenne de degré d'enrouillement pour peinture anti-rouille.

D.3. GARANTIES SUR LES REVÊTEMENTS

Tous les revêtements, autres que les systèmes de protection contre la corrosion, et tels que :

- Peintures sur bois, béton, chape, enduit surface plâtre ;
- Revêtement souples murs ;

font l'objet d'une garantie de 2 (deux) ans (2 ans au minimum) de la part de l'Entrepreneur.

D.4. GARANTIE RELATIVE AU GENIE CIVIL DES OUVRAGES

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre les défauts d'horizontalité, de résistance, d'étanchéité des couvertures des ouvrages et de tenue des bétons (désagrégation, usure chimique, réduction de l'enrobage des ferrailles) au-delà des tolérances du PFD pour les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés par lui.

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant un délai de 10 (dix) ans (10 ans au minimum), dans le cas où les caractéristiques d'un ouvrage ne sont pas satisfaisantes, à effectuer ou faire effectuer à ses frais toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier à ces défauts.

D.5. GARANTIES RELATIVES AU MATERIEL INSTALLE

Le matériel fourni et installé, utilisé dans les conditions normales de fonctionnement et entretenu selon les prescriptions de l'Entrepreneur du Marché de Travaux, est garanti pendant un délai de 2 (deux) ans (2 ans au minimum)

D.6. GARANTIE PARTICULIERE A CERTAINS EQUIPEMENTS

D.6.1. GARANTIE PARTICULIERE DE BASE CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT D'INSTALLATIONS DE HAUTE TECHNICITE (MATERIEL INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE ET ELECTRIQUE)

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations dont la nature est désignée dans le Marché pendant 2 (deux) ans (2 an au minimum).

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant le délai défini ci-dessus à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, toutes les réparations qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution insuffisantes ou à une erreur de conception des ouvrages.

L'Entrepreneur est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

D.6.2. GARANTIE PARTICULIERE DES CHASSIS D'EQUIPEMENTS ELECTROMECANIQUES

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des châssis des équipements électromécaniques mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant un délai de 2 (deux) ans (2 ans au minimum), dans le cas où la tenue de ces matériels n'est pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande par les matériels désignés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

D.7. GARANTIE DU SYSTEME DE PROTECTION DES STRUCTURES METALLIQUES

La bonne tenue du système de protection de l'ensemble des structures métalliques ainsi que son aspect, correspondant à la norme intitulée « échelle européenne de degré d'enrouillement pour peinture antirouille », classe Re 3, cliché 7, sont garantis pendant un délai 10 (dix) ans (10 ans au minimum).

D.8. GARANTIE PARTICULIERE DES MATERIAUX METALLIQUES

L'acier inoxydable et l'aluminium sont garantis 5 (cinq) ans (5 ans au minimum) contre la corrosion.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant ce délai, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Oeuvre ou du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG et les fascicules GPEM/PV et par le PFD du marché.

D.9. GARANTIE PARTICULIERE DES MATERIAUX ET EQUIPEMENTS DE TYPE NOUVEAU

Si l'Entrepreneur propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité pendant un délai de 10 (dix) ans (10 ans au minimum)

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais par d'autre(s) matériau(x) et fourniture(s) désignés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

D.10. GARANTIE PARTICULIERE D'ETANCHEITE

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de certains ouvrages ou parties d'ouvrages (ouvrages hydrauliques), des canalisations ainsi que des équipements de contenance (cuves).

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant une durée de 10 (dix) ans (10 ans au minimum), à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux.

D.11. GARANTIE PARTICULIERE DES REVETEMENTS DES BETONS

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre toute dégradation des revêtements de protection des bétons (cuves de stockage des réactifs, ...).

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant une durée de 10 (dix) ans (10 ans au minimum), à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, toutes les recherches sur l'origine des dégradations ainsi que les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux.

D.12. GARNATIES PARTICULIERE DU REVÊTEMENT DES STOCKAGES DE REACTIFS

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage contre toute dégradation du revêtement de protection des stockages de réactifs.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant une durée de 2 (deux) ans (2 ans au minimum), à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des dégradations ainsi que les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécutions des travaux.

D.13. GARANTIE PARTICULIERE DES PEINTURES SUR MACONNERIE, ENDUITS ET SERRURERIE

L'Entrepreneur garantit la bonne tenue du système de peinture appliquée et son aspect sur certains ouvrages ou partie d'ouvrages.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant un délai de :

- 5 (cinq) ans (cinq ans minimum) pour l'exécution de peinture à l'intérieur de locaux,
- 10 (dix) ans (dix ans minimum) pour l'exécution en extérieur,

à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG et les Fascicules GPEM/PV et par le PFD du marché.

D.14. GARANTIE PARTICULIERE POUR LES ESPACES VERTS

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage de la survie des espèces végétales plantées par l'Entrepreneur (Gazon, arbustes, arbres).

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant une durée de 1 (un) an (1 an au minimum), à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, toutes les plantations ou traitements pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions de mise en œuvre.

D.15. GARANTIE PARTICULIERE DES CHAUSSEES TROTTOIRS OU PISTES D'ACCES

Le titulaire garantit la bonne tenue des remblais et l'état des réfections définitives de chaussées, trottoirs pendant une durée de 3 (trois) ans (3 ans au minimum) à partir de la date d'effet de la réception.

E. DELAIS DE GARANTIES

E.1. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Garantie de parfait achèvement ..... 1 an

La garantie débute à la date de la réception des ouvrages. Le délai de garantie visé à l'Article 44.1 du CCAG est 1 an à compter de la date de réception des ouvrages.

Pendant ce délai de garantie, indépendamment des autres obligations prévues dans le CCAP, l'Entrepreneur est tenu à une obligation dite, « obligation de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux et prestations éventuelles de finition ou de reprise,
- Remédier à toute défectuosité d'ordre hydraulique, mécanique, électrique ou thermique sur ses équipements, de performance de traitement et remédier à toutes difficultés d'exploitation. Cette garantie couvre également le matériel informatique, électronique et électrique.
- Remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, de telle sorte que l'ouvrage et les équipements soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci,
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au PFD.

E.2. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Garantie de bon fonctionnement ..... 2 ans

Le délai de la garantie de bon fonctionnement des équipements dissociables de l'ouvrage est de 2 ans.

Les consommations d'électricité et de réactifs sont garanties pendant cette période.

La garantie de bon fonctionnement est conditionnée par la bonne exploitation et entretien des équipements et matériaux fournis par l'exploitant de l'installation. Il sera en particulier demandé de justifier de l'application des consignes d'exploitation, de la maintenance préventive et de l'entretien tel que prévu dans la notice de l'usine. La garantie de bon fonctionnement est due dans le cadre de la capacité de traitement définie au paragraphe A.

E.3. GARANTIE DECENNALE SUR OUVRAGES NEUFS

Garantie décennale sur ouvrages neufs ..... 10 ans

A....., le.....

L'Entrepreneur Le Délégataire

CONSTRUCTION DE STATIONS DE TRAITEMENT SUR LES CAPTAGES DES BOISSEAUX ET DE LA PLAINE DU SAULCE

MARCHE DE CONCEPTION REALISATION

PIECE N° 3

MEMOIRE JUSTIFICATIF

SITE DES BOISSEAUX

SOLUTION VARIANTE

AVENANT MARCHE – MAI 2025

SOMMAIRE

1 BUT DU PROJET 4

1.1 Présentation générale du projet 4

1.1.1 Choix de la technologie 6

1.1.2 Les points forts de notre offre 7

1.2 Qualité de l'eau à traiter 10

1.3 Capacité de production 10

1.4 Performances attendues 10

2 NOS CHOIX DE CONCEPTION 11

2.1 Les membranes 11

2.2 Agrément ACS des membranes 13

2.3 Notre dimensionnement 13

2.4 Hypothèses de conception retenues 18

2.5 Rejets de la filière de traitement 18

3 TRAITEMENT DES EAUX 19

3.1 Schéma simplifié de la filière de traitement 19

3.2 Arrivée des eaux brutes 20

3.3 Bâche de gavage - Alimentation OIBP 21

3.4 Injection de séquestrant 22

3.5 Pompes d'alimentation de l'OIBP 24

3.6 Préfiltres 5 microns 26

3.7 OIBP 28

3.8 Rinçage des membranes : Flush 33

3.9 Système de lavage des membranes 36

3.10 Bâche d'eau osmosée 43

3.11 Cascade 44

3.12 Bâche de chloration 45

3.13 Bâche de pompage et mise à l'équilibre 47

3.14 Pompage eau traitée 49

4 TRAITEMENT DES EAUX SALES ET DES CONCENTRATS 50

4.1 Bâche d'eaux sales 50

4.2 Poste de rejet 52

4.3 Traitement des concentrats 53

5 POSTES GENERAUX 54
5.1 Aire de dépotage 54
5.2 Air de service 54
5.3 Eau de service 55
5.4 Mobilier 55

6 VENTILATION, CHAUFFAGE, DESHUMIDIFICATION 56
6.1 Ventilation 56
6.2 Chauffage 57
6.3 Déshydratation des locaux 58

1 But du projet

1.1 Présentation générale du projet

Le projet étudié consiste en la mise en place d'une unité de la réduction des nitrates de l'eau potable de l'usine de Boisseaux sur la commune d'Auxerre afin de produire une eau conforme aux performances attendues.

Le site des Boisseaux est situé au Nord d'Auxerre, sur la commune de Monéteau, en bordure de la rivière Yonne, en rive gauche.

Le site est accessible depuis la Route de Conches.

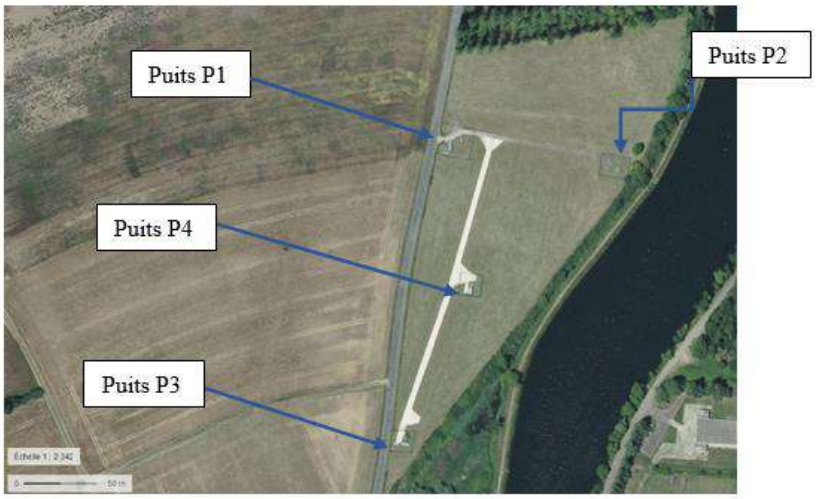
Vue IGN éloignée du site (Source : www.geoportail.fr)

Le site est constitué des parcelles suivantes : 083, 181, 182, 188, 184, 183, 186, 078, 178, 177, 179, 180. L'importante division foncière est liée à l'implantation des différents forages sur le site. Le foncier total représente une surface de près de 31500 m².

Le plan cadastral et la vue aérienne ci-dessous permettent de matérialiser avec précision l'ensemble parcellaire concerné par le site.

Découpage cadastral du site (Source : www.geoportail.fr)

Le site est occupé sur son intégralité par les différents captages qui le constituent. Ceux-ci-sont matérialisés ci-après.



Descriptif des installations

A l'heure actuelle, seuls les puits P1, P2 et P3 sont en service. Ceux-ci sont les forages originels du site. Le puits P4 a été mis en œuvre au début des années 2010, dans l'objectif d'optimiser la capacité de pompage (dans la limite de la DUP existante : 500 m³/h). Toutefois, des problèmes de qualité d'eau (turbidité > 2 NFU) empêchent son utilisation courante.

La parcelle est plane, dans son ensemble avec une altitude comprise entre 93,7 et 94,5 m NGF (point bas situé en partie Sud, au niveau du puits P3).

L’implantation de la future usine, en fonction des contraintes de sites, est présentée ci-après.

- 01 : Bâtiment filtration OIBP
- 02 : Bâches extérieures

Implantation de la future usine

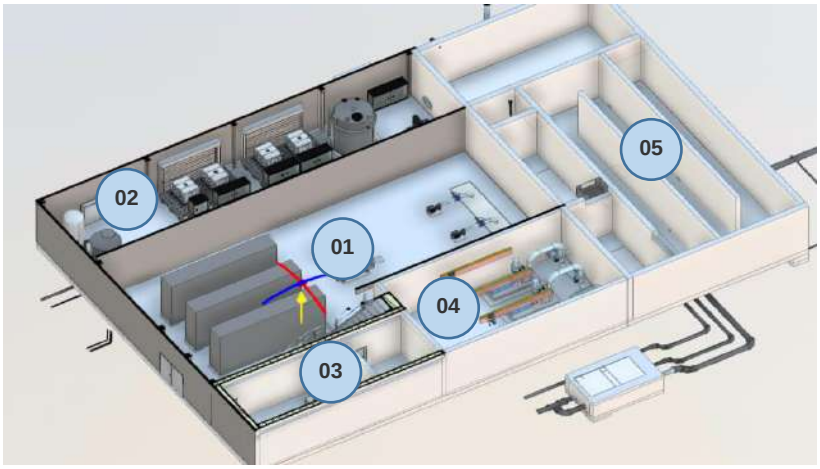
1.1.1 Choix de la technologie

Le choix technologique pour assurer la dénitratation des eaux s’est tourné vers l’osmose inverse basse pression / nanofiltration (OIBP), technique de filtration utilisant des membranes dont la porosité est de l'ordre du dixième de nanomètre.

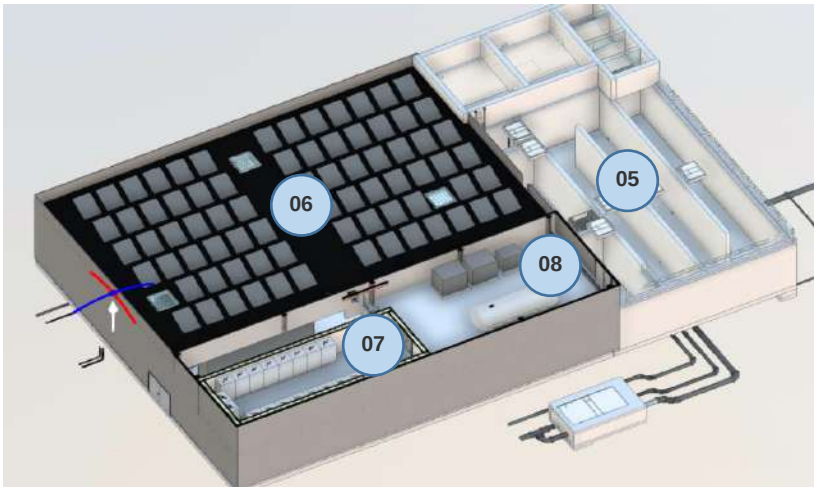
Ces membranes trouvent leur application dans le traitement de l’eau potable par la rétention des substances organiques dissoutes (matrice organique naturelle, pesticides, micropolluants…) ou des sels (traitement de la dureté, des nitrates, des perchlorates…) pour des pressions de fonctionnement autour des 10 bars.

1.1.2 Les points forts de notre offre

La synthèse et les points forts de notre solution membranaire sont décrits ci-après :



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – Au rez de chaussée



Future usine d'eau potable par Traitement membranaire – A l'étage

01 : Local filtration OIBP
02 : Local réactifs
03 : Local exploitation
04 : Local pompes eau traitée
05 : Bâches extérieures
06 : Toiture photovoltaïque
07 : Local électrique
08 : Ballon anti-bélier

THEMATIQUE	POINTS FORTS DE NOTRE OFFRE ET BENIFICES CLIENT
PERFORMANCES	
Osmose Inverse Basse Pression (OIBP)	• Une barrière physique performante • Fournir une « eau pure », en éliminant les micropolluants et paramètres émergents • Améliorer le goût de l'eau du robinet. • Réduire les ions monovalents tels que les nitrates • Réduire la teneur en matière organique • Réduire voire supprimer les désagréments liés au calcaire excédentaire en contrôlant la minéralisation de l'eau
	• Conception prévue pour une interchangeabilité des modules membranaires (Dupont, Toray, etc…) suivant ACS valide et possibilité d'équiper l'installation avec plusieurs marques
Racks membranaires	• 2 étages et 5 modules par tube de pression afin d'offrir la meilleure conception, favorisant un fonctionnement et vieillissement plus homogène et plus économe en énergie • Des pompes boosters entre chaque étage rack : 20% d'énergie économisée en moyenne comparée à la même configuration sans booster mais avec des contre-pression perméat
Une eau traitée de très haute qualité	• Des garanties sur les paramètres qualitatifs de l'eau (dureté, Nitrates…) • Engagement sur l'efficacité du traitement membranaire vis-à-vis des nitrates.
Maitrise technique	• By-pass automatique du traitement membranaire Gestion automatique des débits des forages des différentes ressources suivant mesures de nitrate eau brute pour maitriser teneur en nitrate eau traitée garantie à moins de 35 mg/l • Taux de traitement en réactifs basés sur nos retours d'expériences combinés aux simulations calco-carboniques • Amélioration de l'efficacité de la désinfection grâce à la mise en place d'une bâche équipée de chicanes avec un temps de contact minimum de 30 minutes au débit nominal
FIABILITE	
Filière de traitement	• Application d'un secours installé sur les principaux équipements • Doubles mesures de niveau sur chacune des bâches de contenance • Dimensionnement du dosage des réactifs sur la situation la plus pénalisante avec 25% de marge • Trop-plein sur les ouvrages de traitement

THEMATIQUE	POINTS FORTS DE NOTRE OFFRE ET BENIFICES CLIENT
ERGONOMIE, FACILITE D'EXPLOITATION	
Bâtiment filtration OIBP	• Regroupement des équipements par typologie : pompes, compresseurs, réactifs • Equipement de manutention à commande électrique pour des capacités de levage supérieures à 500 kg
Bâches extérieures	• Trappes d'accès aux différents ouvrages bien dimensionnées pour passage avec auto sauveteur pour les espaces confinés
MAITRISE DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES	
Choix de la conception des racks membranaires	• Tubes de 5 modules : Fonctionnement et vieillissement plus homogène et économie d'énergie de 12% par rapport à une configuration avec 6 modules et 24% par rapport à une configuration 7 modules • Avec des pompes boosters entre chaque étage rack : 20% d'énergie économisée en moyenne comparée à la même configuration sans booster mais avec des contre-pression perméat • Cascade d'aération gravitaire • Utilisation de la pression disponible en sortie des racks pour pousser les rejets au milieu naturel
Equipements	• Mise en place de moteurs IE3 couplés à des variateurs de fréquence • Mise en charge des pompes pour limiter les risques de désamorçage et aussi limiter la puissance consommée par réduction de la hauteur géométrique sur le refoulement des pompes • Pilotage de la consommation de réactifs par l'instrumentation
Bâtiment filtration	• Isolation performante du bâtiment filtration OIBP • Surface disponible sur le toit du bâtiment filtration OIBP pour les panneaux photovoltaïques
REDUCTION DES NUISANCES	
Local pompes eau traitée	• Implantation des équipements bruyants dans des locaux dédiés avec Fibralith et porte isophonique • Réduction des nuisances sonores par installation des pièges à son et des capots d'insonorisation sur les compresseurs

1.2 Qualité de l'eau à traiter

L'usine membranaire est conçue pour traiter les eaux issues des forages existants P1, P2 et P3. **Ces qualités sont indiquées dans le cahier des garanties.**

L'alimentation de la nouvelle usine sera effectuée :

- via des connexions sur les canalisations existantes de refoulement de Boisseaux (P1+P2 et P3),

Le mode de fonctionnement retenu est le suivant :

Une partie des eaux à traiter sera envoyée sur la filière membranaire via la bâche de gavage, l'autre partie sera bypassée et envoyée directement dans la bâche de mélange en amont de la cascade où l'eau de bypass sera mélangée avec l'eau filtrée sortie OIBP.

1.3 Capacité de production

Nos engagements concernant les capacités de production journalières sont précisés dans le cahier des garanties souscrites.

La capacité nominale de traitement de la filière membranaire est de 225 m^3/h pour un fonctionnement de 20 h/jour avec 3 racks en production.

En cas de pollution exceptionnelle (nitrates ou pesticides), les flux de traitement pourront être augmentés, ce qui portera la capacité de traitement maximale à 261 m^3/h sur la filière membranaire pour un fonctionnement de 20h/jour avec 3 racks en production.

1.4 Performances attendues

Tous les paramètres seront conformes à la réglementation et notamment l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique.

Les performances attendues sont précisées dans le cahier des garanties souscrites.

Pour l'ensemble des autres paramètres figurant dans le Code de la Santé Publique et non modifiés spécifiquement par les nouvelles installations, les installations de traitement n'engendrent ni un dépassement des seuils de potabilité ni une dégradation de la qualité de l'eau distribuée au sens du Code de la Santé Publique (articles R 1321-1 et suivants), ni une dégradation de l'eau par rapport à la qualité de l'eau filtrée actuellement mise en distribution.

2 Nos choix de conception

Notre projet a été pensé en termes d'efficacité de traitement et de souplesse d'exploitation.

Nous avons privilégié des procédés éprouvés et adaptables, nécessitant peu de maintenance.

2.1 Les membranes

- Le choix de **membranes performantes et de dernière génération** :

Les membranes que nous vous proposons sont les modules de filtration **NF90-400/34i de Dupont.**

Ces membranes sont des **membranes de dernière génération** qui bénéficient **des derniers progrès technologiques dans ce domaine :**

- Diminution de la pression à appliquer pour un même flux : impact énergétique.
- Perméabilité importante.
- Amélioration de la durée de vie.
- Espaceurs de 34 mils (environ 0.86mm) pour une meilleure efficacité énergétique et efficacité contre le colmatage.

- Membrane qui répond aux normes :
  - Certificat ACS valide

Le choix de membranes performantes et de dernière génération NF90-400/34i de Dupont.

- Une **flexibilité et une interchangeabilité aisées** :

Notre conception assure l'interchangeabilité avec d'autres modules d'autres fournisseurs permettant

- De pérenniser l'installation (plus de chance d'avoir une membrane ACS lors des renouvellements futurs).
- La meilleure adéquation performance membranes / besoins client lors des renouvellements futurs.
- La mise en concurrence des fournisseurs pour de meilleurs prix.

Parmi les autres membranes compatibles avec notre conception, nous avons les membranes TMH20A-400 de Toray qui permettent de tenir les mêmes engagements de qualité d'eau traitée qu'avec la membrane Dupont et cela pour un même design.

- Un engagement avec un **procédé membranaire connu et approuvé** :

A noter que SUEZ a plus de 40 ans d'expérience de ce type d'installation, avec plus de 250 usines construites et bénéficie ainsi de nombreux retours d'expérience :

- Usines d'eau potable en France :

Usine de Thiant (Valenciennes)	12 000 m3/j	2019
Usine de Vicq (Valenciennes)	12 000 m3/j	2020
Usine de Saint Jean de Braye (Orléans)	6000 m3/j	2022

- Usines d'eau potable en Belgique :

Eupen - Vesdre	52 000 m3/j	2008
La Gileppe – Stembert	36 000 m3/j	2008

- Nombreuses Usines de dessalement

Bahía de Palma, Espagne	68 000 m3/j	1999
Carboneras, Espagne	120 000 m3/j	2002
Fujairah, Emirats Arabes Unis	170 500 m3/j	2003
Minera Escondida,Chili	45 000 m3/j	2004
Perth, Australie	143 700 m3/j	2006
Barka, Oman	120 000 m3/j	2008
Barcelona , Espagne	200 000 m3/j	2009
Al Dur, Bahrain	218 000 m3/j	2011
Melbourne, Australie	450 000 m3/j	2012

De nombreuses références et retours d'expérience pour vous assurer un chantier et une exploitation sereins.

2.2 Agrément ACS des membranes

Notre offre propose la mise en place des membranes Dupont NF90-400/34i, et qui ont l'agrément ACS depuis le 16 février 2017 et valable jusqu'au 16 février 2022. Les membranes sont en cours de ré-agrément.

- Produits utilisables pour le lavage des membranes compatibles avec notre conception :
    - Acide citrique
    - Détergents : Ultrasil U115
    - Acide chlorhydrique
    - Soude

- Procédure de lavage des membranes (volumes, débits, dosages de réactifs,..)

Notre dimensionnement et nos garanties de qualité d'eau traitée basée sur la membrane Dupont restent valables avec la membrane TMH20A-400 de Toray disposant d'un ACS qui peut constituer une alternative dès la mise en service de l'usine ou lors des renouvellements ultérieurs sous réserve qu'elle dispose également de leur ACS.

De manière générale, la dernière étape de la réglementation concernant les attestations de conformité sanitaire mise en œuvre par l'arrêté du 16 septembre 2004 sera respecté (cf chapitre 2.2.5 du mémoire descriptif).

2.3 Notre dimensionnement

- Un dimensionnement de l'installation à un flux validé par nos retours d'expérience

Nous avons choisi de mettre en œuvre la surface membranaire adaptée aux caractéristiques des eaux à traiter et à la configuration retenue sur les racks membranaires.

Au-delà d'un objectif de traitement performant, ces dispositions permettent de limiter les coûts d'exploitation en limitant :

- Les consommations électriques liées au colmatage des membranes.
- La fréquence de renouvellement des membranes.
- La fréquence de lavage des membranes.

Un dimensionnement permettant d'assurer :

- Une filière performante
- Une filière économe en termes d'électricité, de remplacement et de lavage des membranes

- Le flux de dimensionnement des membranes

Le flux moyen communément appliqué en osmose inverse basse pression pour des applications sur eau douce varie de 20 à 30 LMH ($l.m^{-2}.h^{-1}$). En fonction de la qualité d'eau à traiter, des objectifs de qualité recherchés et des contraintes économiques (investissement et exploitation), le flux appliqué varie dans cette fourchette.

Un flux bas réduit les risques de colmatage des membranes, diminue les pressions à appliquer et donc la consommation énergétique mais nécessite une surface de membrane plus importante et donc un investissement supérieur. De même, pour un même taux de conversion, un flux plus faible conduira à une qualité de perméat moins bonne. En effet, la quantité de sels traversant la membrane n'est pas proportionnelle au flux et plus le flux est élevé, plus il y a « dilution » des sels passés au perméat et donc une amélioration de la qualité.

A l'inverse donc, un flux élevé permet d'avoir un perméat de meilleure qualité à taux de conversion constant, fait diminuer la surface de membrane à installer et donc l'investissement mais nécessite des pressions un peu plus élevées et augmente aussi le risque de colmatage.

Dans le cas présent, l'eau à traiter est de bonne qualité, et des flux plus élevés pourraient être envisagés.

Cependant, il convient de rester prudent sur les flux à appliquer et nous avons choisi de dimensionner l'installation sur un flux de l'ordre de 20 - 25 LMH, le même que nous avons appliqué sur nos usines traitant le même type d'eau.

Lors de pollution exceptionnelle (nitrates ou pesticides) , le flux sera de 25 LMH, ce qui permettra d'augmenter la capacité de production sur la filière membranaire et garantir une qualité de l'eau conforme en sortie d'usine.

- Détermination du taux de conversion optimum

Aspect hydraulique

Le taux de conversion correspond au **rendement hydraulique de la membrane** c'est-à-dire à la quantité d'eau produite par les membranes par unité d'eau brute traitée. **Plus il est élevé, moins il y a d'eau perdue.**

Vu sous cet angle, on cherche à appliquer le taux de conversion le plus élevé possible en multipliant le nombre de modules en série répartis en 2 ou 3 étages, un optimum technico économique restant à trouver car un étage supplémentaire augmente le coût d'investissement et le nombre de modules en série impacte les pertes de charges et la consommation énergétique.

Aspect chimique

Plus le taux de conversion est élevé, plus les composés retenus par la membrane vont être concentrés : en effet, plus la membrane va laisser passer d'eau, plus les composés retenus vont se retrouver dans un faible volume.

Au fur et à mesure que les composés se concentrent, le risque d'atteindre la limite de solubilité de certains sels augmente et donc le risque de les voir précipiter sur la membrane. L'injection d'un produit séquestrant associée à une correction de pH permet de repousser les limites de précipitation sans toutefois pouvoir l'inhiber totalement : au-delà d'une certaine concentration (et donc d'un certain taux de conversion), le séquestrant devient inactif.

L'efficacité du séquestrant va donner une limite maximale en taux de conversion à ne pas dépasser. Pour tenir compte des variations de qualité, des aléas d'exploitation…, le couple « taux de conversion - dose de séquestrant » est ajusté de manière à ce que le produit de concentration des ions constitutifs d'un sel (exemple calcium et sulfate) ne dépasse pas 80% du produit de concentration maximum au-delà duquel la précipitation intervient.

Cette limite maximale peut être ajustée en fonction des sels rencontrés par une correction préalable du pH de l'eau à traiter, en particulier :

- Une acidification permettra de repousser les limites de taux de conversion si la précipitation attendue est du carbonate de calcium,
- Une remontée de pH permettra de repousser les limites de taux de conversion si la précipitation attendue est liée à de la silice.

La présence concomitante de silice, d'une dureté et d'une alcalinité élevée dans l'eau à traiter va conduire à une exposition aux risques de colmatage par la silice et de précipitation de carbonate de calcium qui s'élèveront avec les taux de conversion : dans le cas présent, la marge de manœuvre d'une correction de pH restera faible pour ne pas augmenter un risque ou voulant réduire l'autre.

On notera également que contrairement au passage de l'eau à travers la membrane qui est régi par un gradient de pression (plus on applique de pression sur la membrane, plus on passe d'eau au travers), le passage des sels minéraux à travers la membrane est régi par un gradient de concentration (plus les sels minéraux sont concentrés à un endroit donné, plus ils passeront à travers la membrane et, pour un volume de perméat donné (flux), plus le perméat sera concentré en sels minéraux).

La qualité du perméat recherchée influence donc également le taux de conversion à appliquer pour une membrane donnée.

Le taux de conversion appliqué est de 80%.

Hydrauliquement, un taux de conversion de 80% est atteint avec 2 étages de membranes.

Tableau récapitulatif de dimensionnement

Le tableau de dimensionnement présenté ci-dessous est indicatif. Se référer au CGS pour les débits de production.

	Qualité d'eau dégradée Débit maximum Flux maximum	Qualités d'eau dégradée et moyenne Débit maximum Flux mini	Qualités d'eau dégradée et moyenne Débit moyen Flux mini
Débit journalier de production d'eau traitée	8 940 m^3/jour	9 085 m^3/jour	8000 m^3/jour
Temps de fonctionnement	20 h/jour	20 h/jour	18.8 h/jour
Débit horaire de production d'eau traitée	447 m^3/h	454 m^3/h	426 m^3/h
Eau brute à traiter			
Nitrates	25.5 mg/L	25.5 mg/L	25.5 mg/L
Bypass			
Débit à bypasser	4 828 m^3/jour 241 m^3/h *Boisseaux*	5 542 m^3/jour 277 m^3/h *Boisseaux*	6872 m^3/jour 366 m^3/h *Boisseaux*
Filière membranaire			
Taux de conversion	80%	80%	80%

	Qualité d'eau dégradée Débit maximum Flux maximum	Qualités d'eau dégradée et moyenne Débit maximum Flux mini	Qualités d'eau dégradée et moyenne Débit moyen Flux mini
Nombre de rack en fonctionnement	3	3	1
Débit entrée filière membranaire	5 141 m^3/jour 257 m^3/h	4 429 m^3/jour 221 m^3/h	1412 m^3/jour 75 m^3/h
Débit entrée de chaque rack	86 m^3/h	75 m^3/h	75 m^3/h
Débit sortie filière membranaire	4 112 m^3/jour 206 m^3/h	3 543 m^3/jour 177 m^3/h	1128 m^3/jour 60 m^3/h
Débit sortie de chaque rack	69 m^3/h	60 m^3/h	60 m^3/h
Débit concentrats	1028 m^3/jour 52 m^3/h	886 m^3/jour 45 m^3/h	282 m^3/jour 15 m^3/h
Débit concentrat par rack	17 m^3/h	15 m^3/h	15 m^3/h
Débit eau alimentation nouvelle usine	10 000 m^3/jour 500 m^3/h	10 000 m^3/jour 500 m^3/h	8 300 m^3/jour 442 m^3/h
Perte en eau usines hors flush, eaux de lavage et rinçage canalisation de rejet.	10.3%	8.9%	3.6%

2.4 Hypothèses de conception retenues

Les pompes de forage, équipées de variateurs de fréquence (fourniture SEF) seront capables d'alimenter les points hauts d'arrivée dans l'usine d'osmose inverse.

2.5 Rejets de la filière de traitement

Plusieurs types de rejets sont issus de la filière membranaire :

- Concentrats qui représentent l'essentiel des volumes rejetés.
- Eaux des flushs : estimé à 1 flush par jour et par rack (en considérant 1 arrêt par jour).
- Eaux de lavages chimiques 4 à 5 fois par an.

Les eaux de flush sont collectées dans le poste de rejets et vidangées gravitairement vers le réseau ERU.

Les eaux de lavages sont collectées dans la bâche eaux sales et vidangées gravitairement vers le réseau ERU.

Les concentrats sont canalisés directement vers le réseau ERU.

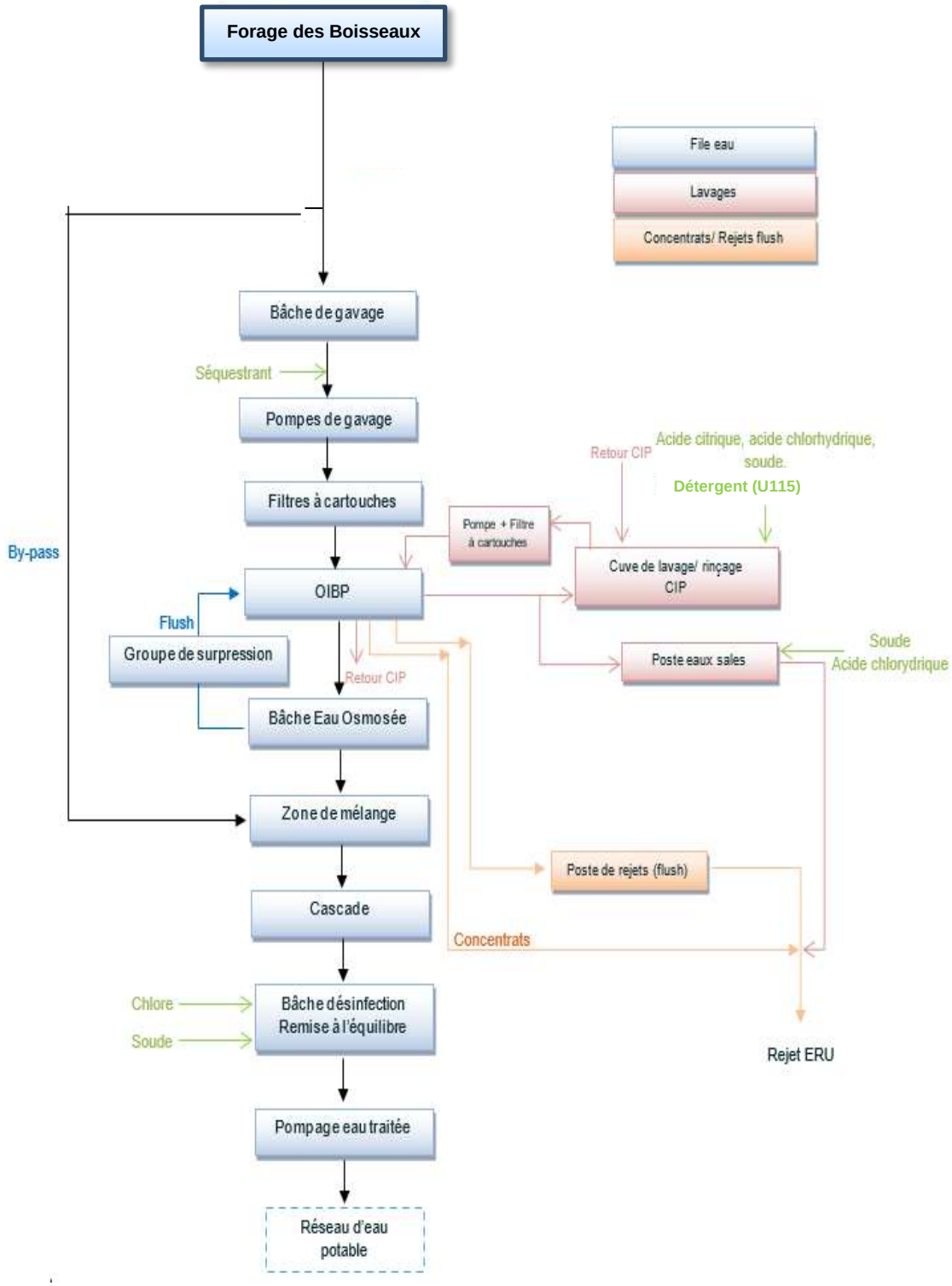
Les concentrats étant des eaux très chargées en carbonate de calcium leur précipitation peut être très rapide notamment en cas d'agitation ou de mise à l'air.

Nous avons de ce fait prévu :

- Le passage d'un obus dans la canalisation avec gare de départ et gare d'arrivée (ou similaire) afin de réaliser le curage de cette canalisation.

3 Traitement des eaux

3.1 Schéma simplifié de la filière de traitement



3.2 Arrivée des eaux brutes

Principe

Les eaux à traiter arrivent par refoulement depuis les forages de Boisseaux via des conduites DN200 (canalisation existante refoulement commun P1+P2 et canalisation existante refoulement P3).

Fonctionnement Boisseaux

L'eau brute issue de Boisseaux sera en partie envoyée vers la bâche de gavage et en partie bypassée directement vers la bâche de mélange située en amont de la cascade. Cette eau brute sera mélangée avec l'eau sortie de la filière membranaire.

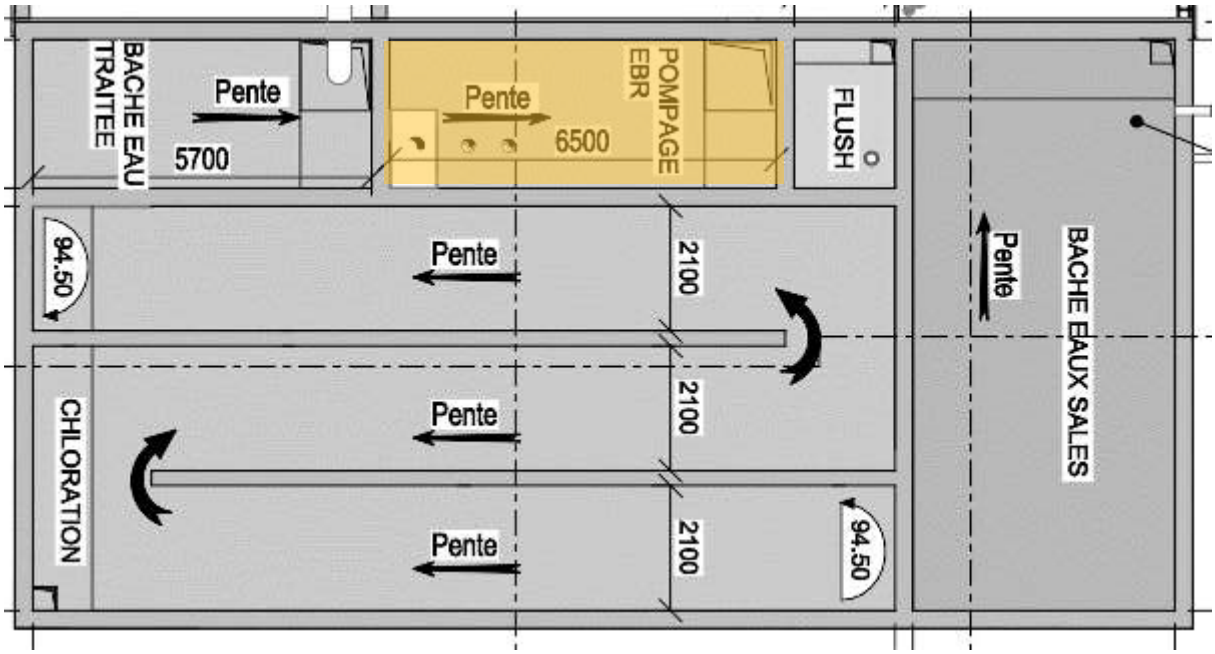
Mise en œuvre

La conduite d'arrivée issue de Boisseaux se divise en deux parties à son arrivée dans le nouveau bâtiment. Une partie alimentant la bâche de gavage (DN200) et une partie alimentant la bâche de mélange avant cascade (DN300). Les 2 tronçons disposeront d'une vanne régulante motorisée et celui de bypass d'un débitmètre pour réguler la répartition de débit entre le bypass et la bâche de gavage.

Les mesures en continu des paramètres suivants sont installées :

- Sur la canalisation eau brute existante P1+P2 : Mesure de turbidité existante récupérée
- Sur la canalisation eau brute existante P3 : Mesure de turbidité existante récupérée
- Sur la nouvelle canalisation d'eau brute d'amenée de boisseaux (P1+P2+P3) : Mesure de nitrates
- Sur la canalisation d'alimentation de la bâche de gavage : Mesure de conductivité, mesure de pH, mesure de rédox, mesure de turbidité.

3.3 Bâche de gavage - Alimentation OIBP



Principe

En amont des pompes d'alimentation de l'Osmose Inverse Basse Pression, nous avons prévu une bâche de gavage d'une capacité utile de 49 m³.

Dimensionnement

Le fonctionnement de l'installation membranaire se fait à des débits constants sur les 3 racks, soit 3 tranches de débit.

La bâche de gavage prévue en amont des pompes d'alimentation tamponne les écarts de débit entre la production d'eau de forages et le débit de l'installation en aval.

Le marnage dans cette bâche servira lors des phases transitoires (démarrage, arrêt d'usine, démarrage ou arrêt d'un rack), pour permettre à tous les débits de se stabiliser sans risquer de manquer d'eau ni de passer au trop plein.

Ci-dessous le tableau indiquant le dimensionnement pour cette bâche de gavage dont le volume retenu sera de 49 m³.

	FLUX MAXI	FLUX MINI
Débit entrée maximal par rack	87 m³/h	75 m³/h
Nombre de racks	3	3
Temps de séjour dans la bâche	10 min	10 min
Volume total nécessaire	44 m³	38 m³
Volume total retenu	49 m³	49 m³

Mise en œuvre

Une mesure de niveau et des détecteurs de niveau sont installés dans la bâche de gavage. Pour sécuriser le fonctionnement, un trop plein a été prévu vers l'Yonne.

3.4 Injection de séquestrant

Principe

Le séquestrant est un retardateur de précipitation.

L'injection de produit séquestrant (AS2206 de WTS ou Permatreat PC 191 de Nalco) permet d'éviter le colmatage de la membrane par les composés inorganiques (principalement carbonate de calcium CaCO3, et éventuellement silice SiO2, sulfate de calcium CaSO4, fluorure de calcium CaF2).

Le point d'injection se fera sur la canalisation en amont des pompes d'alimentation des racks d'osmose inverse.

Les taux de traitement seront compris entre 1,5 à maxi 2 ppm pour empêcher la précipitation des différents sels.

Dimensionnement

Injection	Débit maxi – Flux maxi Qualité dégradée	Débit maxi – Flux mini Qualité moyenne	Débit moyen – Flux mini Qualité moyenne	Unité
Type de séquestrant	WTS AQUALEADS AS2206			
Taux de traitement	2	1.5	1,5	ppm
Débit maximum d'eau à traiter sur OIBP	257	221	75	m^3/h
Besoin horaire	0.52	0.33	0.11	kg/h
Densité	1.36	1.36	1.36	kg/l
Débit total	0.38	0,24	0.08	l/h
Nombre de pompes doseuses	3	3	1	u
Débit unitaire pompe doseuse	0.13	0,08	0,08	l/h
Marge de sécurité	25	25	25	%
Débit unitaire retenu	0,20			l/h

Stockage	Volume journalier maxi Qualité dégradée	Volume journalier maxi Qualité moyenne	Volume journalier moyen Qualité moyenne	Unité
Volume d'eau à traiter journalier de pointe	5 141	4 429	1 412	m^3/j
Taux de traitement	2	1,5	1,5	ppm
Quantité journalière	10.3	6.7	2.12	kg/j
Volume journalier	7.6	4.9	1.56	l/j
Stockage retenu	1 varitainer de 1 000 l unit.			litre
Autonomie par varitainer	132	204	642	j

La quantité de phosphore apportée par le séquestrant sera d'environ 0.53 kg/j pour un volume journalier de pointe à 4 429 m3/j et un dosage à 1,5 ppm (pour la qualité d'eau moyenne).

La quantité de phosphore apportée par le séquestrant sera d'environ 0.62 kg/j pour un volume journalier de pointe à 5 141 m3/j et un dosage à 2 ppm (pour la qualité d'eau dégradée).

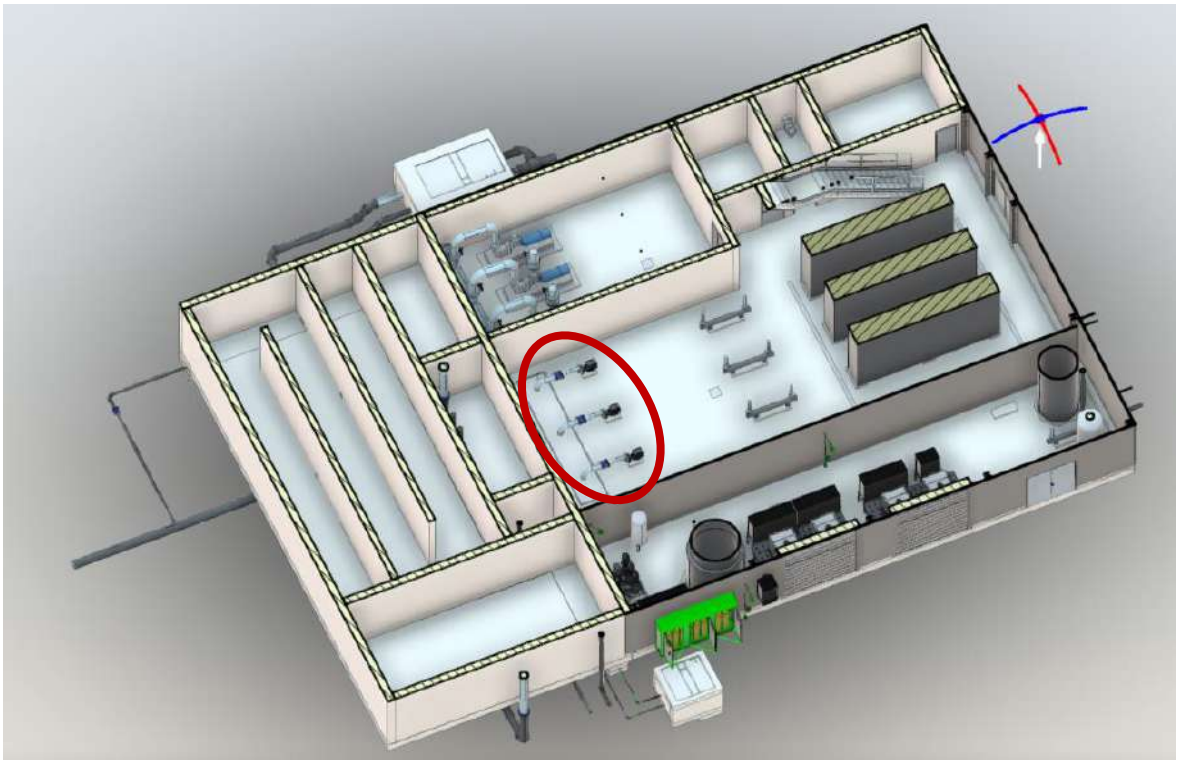
Mise en œuvre

Le point d'injection se fera sur la canalisation d'aspiration de chaque pompe de gavage. Le débit de séquestrant sera mesuré sur chaque point d'injection afin fiabiliser son dosage et éviter le colmatage des membranes (arrêt de l'alimentation de l'OIBP sur détection débit bas séquestrant).

Le stockage se fait dans 1 varitainer de 1000 L (hors fourniture).

Une douche de sécurité est installée dans le local réactifs.

3.5 Pompes d'alimentation de l'OIBP



Principe

Il sera mis en place 3 lignes de traitement.

Chaque ligne est composée d'une pompe de gavage (pompe haute pression ou pompe de surpression), d'un filtre à cartouche et d'un rack membranaire.

Dimensionnement

La pression totale de dimensionnement de la pompe est calculée de la façon suivante : Pertes de charge filtre à cartouche + pression requise par les membranes + colmatage + pertes de charge réseau + pression résiduelle sur le perméat + pression à l'aspiration.

Paramètre	Flux maxi	Flux mini	Unité
Débit unitaire maxi par rack	**87**	**75**	m3/h
Perte de charge maxi filtre à cartouche (préfiltres)	1.5	1.5	bar
Pression membranaire en fin de vie à température mini de 10°C (maxi des pressions des différentes membranes Toray/Dow)	6.4	5.4	bar
Colmatage maxi membranes	1	1.0	bar
Perte de charge réseau maxi (pdc refoulement, interne rack)	0.3	0.3	bar
Pression totale calculée	9.7	8.7	bar
Pression totale de dimensionnement pompe retenue	**87m3/h à 12 bars** Prise en compte interchangeabilité avec d'autres membranes		bar

La pompe fonctionnera en exploitation à des pressions inférieures à la pression de dimensionnement.

Mise en œuvre

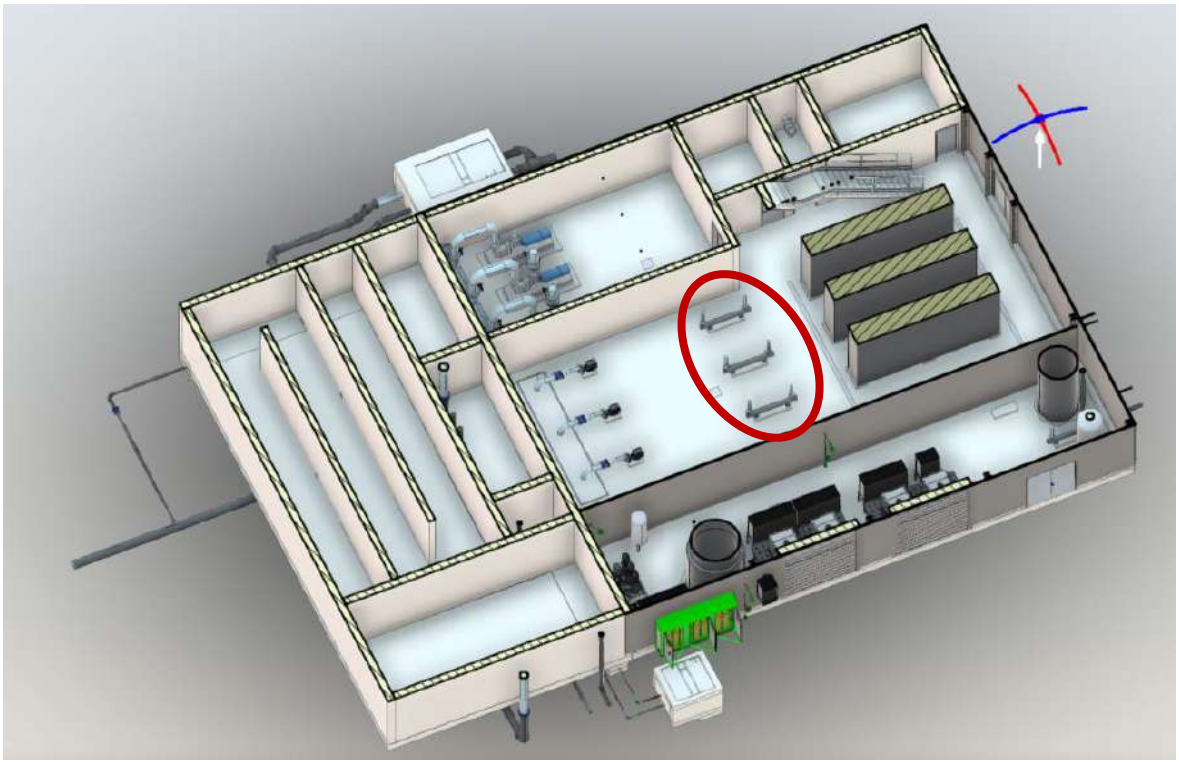
Les eaux brutes seront pompées vers l'Osmose Inverse Basse Pression à hauteur de 75 m3/h 87 m3/h en cas exceptionnel) par rack via une conduite DN150.

Chaque rack est alimenté par une pompe de surpression, équipée d'un variateur de fréquence.

Les pompes sont de type horizontal multicellulaires.

Au refoulement des pompes, un débitmètre électromagnétique permet de contrôler le débit en amont des préfiltres.

3.6 Préfiltres 5 microns



Principe

Nous prévoyons un filtre à cartouches 5 microns en amont de chaque rack d'Osmose Inverse Basse Pression afin de protéger la membrane des plus gros solides en suspension.

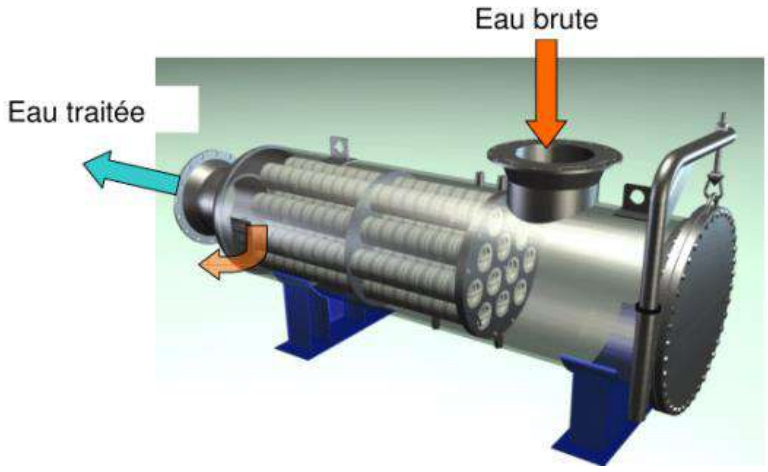
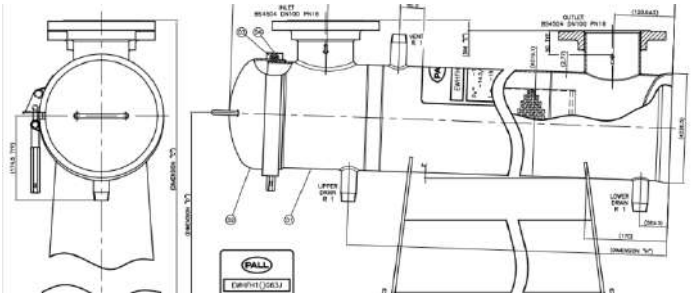
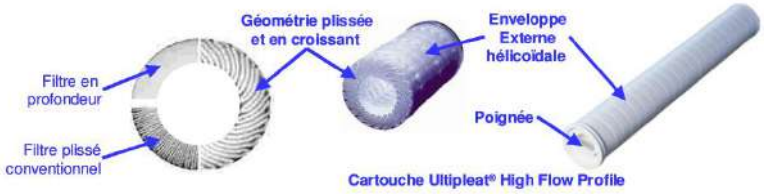


Schéma de principe d'un préfiltre

Ce type de filtre est équipé d'une **cartouche 5 µm en polypropylène** et le corps est horizontal en **inox 316L** avec porte d'accès Diam 226 mm, permettant un remplacement aisé de la cartouche.



Les cartouches prévues ont un diamètre de 6 pouces (152 mm) et une longueur de 60 pouces (1 520 mm).



Dimensionnement

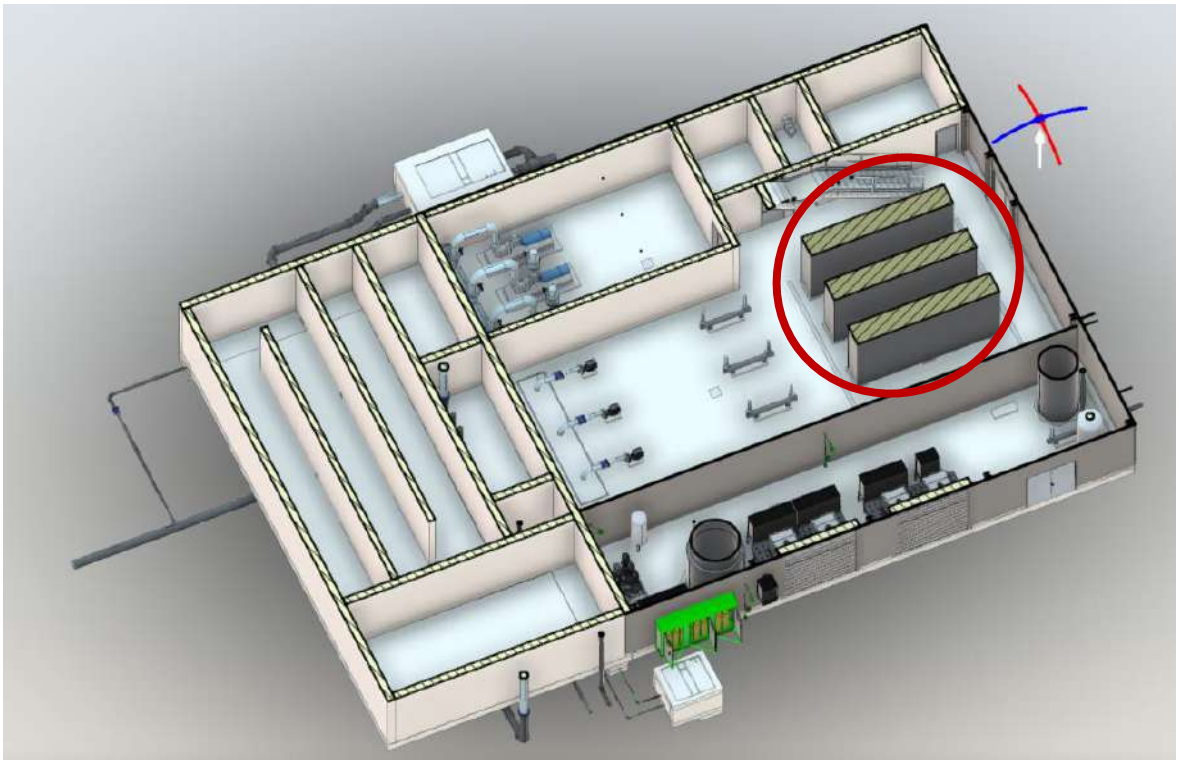
Paramètre	Flux maxi	Flux mini	Unité
Débit unitaire par rack	87	75	m3/h
Nombre de filtres en service	3	3	u
Maille de filtration	5	5	µm

Mise en œuvre

Nous avons prévu un préfiltre par rack d'Osmose Inverse

Chaque filtre à cartouche est équipé d'une mesure de pression différentielle amont/aval permettant de contrôler le colmatage de la cartouche.

3.7 OIBP



Principe

Rappel de quelques définitions :

Eau d'alimentation	L'eau brute à traiter sur l'OIBP.
Perméat	L'eau osmosée (déminéralisée) produite par l'Osmose Inverse Basse Pression.
Concentrat	La solution saline concentrée rejetée par l'Osmose Inverse vers le réseau ERU.
Taux de conversion	Le rapport exprimé en % entre les débits de production (perméat) et d'alimentation. Il varie généralement entre 50 et 90% selon nature de l'eau brute.

$$\text{Taux de conversion} = \frac{\text{Débit de perméat}}{\text{Débit d'alimentation}}$$

Taux de concentration

$$\text{Taux de concentration (*)} = \frac{100}{(100 - \text{Taux de conversion})}$$

(*) à la fuite près

Taux de conversion = 50% è taux concentration = 2

Taux de conversion = 75% è taux concentration = 4

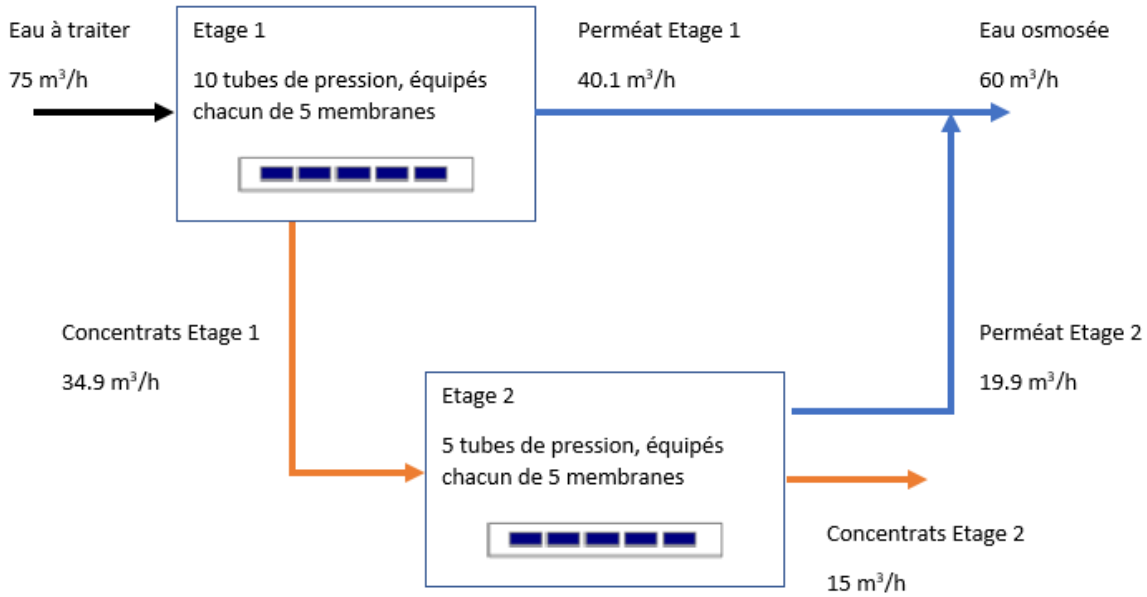
Taux de conversion = 80% è taux concentration = 5

CIP *(Cleaning in Place)* Opérations de lavages chimiques de membranes

Dimensionnement

Paramètre	Valeur	Unité
Débit de perméat par rack	60	m^3/h
Débit de perméat par rack (pollution exceptionnelle)	70	m^3/h
Taux de conversion	80%	%
Débit d'entrée par rack	75	m^3/h
Débit d'entrée par rack (pollution exceptionnelle)	87	m^3/h
Débit de concentrats par rack	15	m^3/h
Débit de concentrats par rack (pollution exceptionnelle)	17	m^3/h
Osmose Inverse		
Nombre de racks	3	racks
Nombre d'étage par rack	2	étages
Nombre de tubes de pression par étage 1	10	u
Nombre de tubes de pression par étage 2	5	u
Nombre d'éléments membranaires par tube de pression	5	u
Nombre d'éléments membranaires par rack	75	u
Nombre d'éléments membranaires pour 3 racks	225	u
Surface membranaire par élément	37.2	m2
Surface membranaire par rack	2 790	m2
Surface membranaire pour 3 racks	8 370	m2
Flux de filtration par rack (qualités d'eau moyenne et dégradée)	21.5	l/m2.h
Flux de filtration par rack (pollution exceptionnelle)	25	l/m2.h
Surpression à apporter par la booster pompe intégrée au rack (entre étage 1 et 2)		
Pression nécessaire	0.8 à 2	bar

Mise en œuvre



Chaque rack comprendra :

- 1 châssis support pour :
    - 10 tubes de pression – 1er étage
    - 5 tubes de pression – 2ème étage
- 15 tubes de pression équipés chacun de 5 membranes d'osmose inverse.

  Soit 75 membranes d'osmose inverse.
- 1 pompe booster entre le 1er et le 2ème étage
- 1 ensemble de canalisations et de vannes automatiques pour :
    - Alimentation
    - Flush
    - Arrivée d'eau de lavage
    - Sortie Perméat 1er et 2ème étage vers bâche d'eau osmosée
    - Sortie perméat vers cuve de lavage CIP
    - Sortie concentrats 1er et 2ème étage
    - Sortie Eaux sales 1er et 2ème étage
    - Sortie eaux sales de flush
- 1 vanne automatique de régulation du taux de conversion (régulation du débit de concentrats)
- 1 clapet et une soupape sortie perméat pour décompression du perméat sur arrêt du rack (risque d'endommagement des membranes en cas de contrepression sur perméat)
- 3 débitmètres électromagnétiques : perméat 1er étage, perméat 2ème étage, concentrats
- 2 capteurs de pression différentielle pour le contrôle de la pression différentielle de chaque étage (entrée et sortie de chaque étage)
- 1 ensemble de capteurs de pression : entrée 1er étage, Perméat 1er étage, Perméat 2ème étage
- 1 mesure de conductivité sortie perméat
- 1 ensemble de prises d'échantillon

Le perméat est envoyé vers la bâche d'eau osmosée.

Les retours des eaux de lavage de l'Osmose Inverse Basse Pression seront envoyés (via des maillages et vannes automatiques) :

- Soit vers la bâche de lavage CIP,
- Soit vers la bâche eaux sales de lavage.

3.8 Rinçage des membranes : Flush

Principe

Le but de cette séquence est de rincer les tuyauteries et tous les modules quand les membranes sont arrêtées afin d'éviter les dépôts, éliminer l'anti-tarte et limiter les risques de corrosion.

Les flushs sont réalisés à co-courant avec de l'eau osmosée issue de la bâche d'eau osmosée.

Nombre de flush :

- A chaque arrêt de rack pour éliminer le séquestrant qui n'est pas stable,
- Puis toutes les 24h si le rack n'a pas fonctionné.

Lors des flushs, les 2 étages sont rincés en série.

Le groupe électrogène mis en place secourt les pompes de flush afin d'assurer le rinçage de l'ensemble des racks arrêtés le plus rapidement possible.

Dimensionnement

Le débit de flush est basé sur le besoin du débit de dernier étage.

Paramètre	Valeur	Unité
Débit unitaire par tube de pression	9	m^3/h
Etage pris en compte	$2^{ième}$ étage	-
Nombre de tubes de pression pris en compte	5	u
Débit de flush	45	m^3/h

Le volume d'eau osmosée nécessaire pour le flush est présenté ci-dessous :

Paramètre	3 racks en fonctionnement	1 rack en fonctionnement	Unité
Volume à renouveler dans les modules d'un rack (1er + 2ème étage)	1.5	1.5	m3
Volume des circuits à flusher (par rack)	0.12	0.12	m3
Volume d'eau à renouveler	1.62	1.62	m3
Nombre de renouvellement du circuit de concentrats retenu	2	2	u
Volume d'eau osmosée utilisée / rack	3.2	3.2	m3
Volume de perméat utilisé pour ensemble des racks	9.7	3.2	m3
Durée d'un flush de rack	4.3	4.3	min
Durée d'un flush d'usine	13	4.3	min

Mise en œuvre

Le groupe de suppression d'eau osmosée est utilisé pour :

- Préparer les solutions de lavage tiédies (mélange eau chaude + eau froide)
- Faire les rinçages lors des lavages
- Faire les flushs
- Diluer la soude nécessaire à la mise à l'équilibre final

Le calcul du débit du groupe est basé sur l'hypothèse suivante :

- Un seul flush sera réalisé à la fois

La pression à fournir est basée sur l'hypothèse suivante :

- Pression en entrée du rack : 4 bars max

Nous avons donc prévu 1 groupe de surpression composé de **3 pompes de flush de 45 m3/h, dont une en secours installée.**

Chaque pompe est équipée d'un variateur de fréquence, et une mesure de débit est installée sur le refoulement commun.

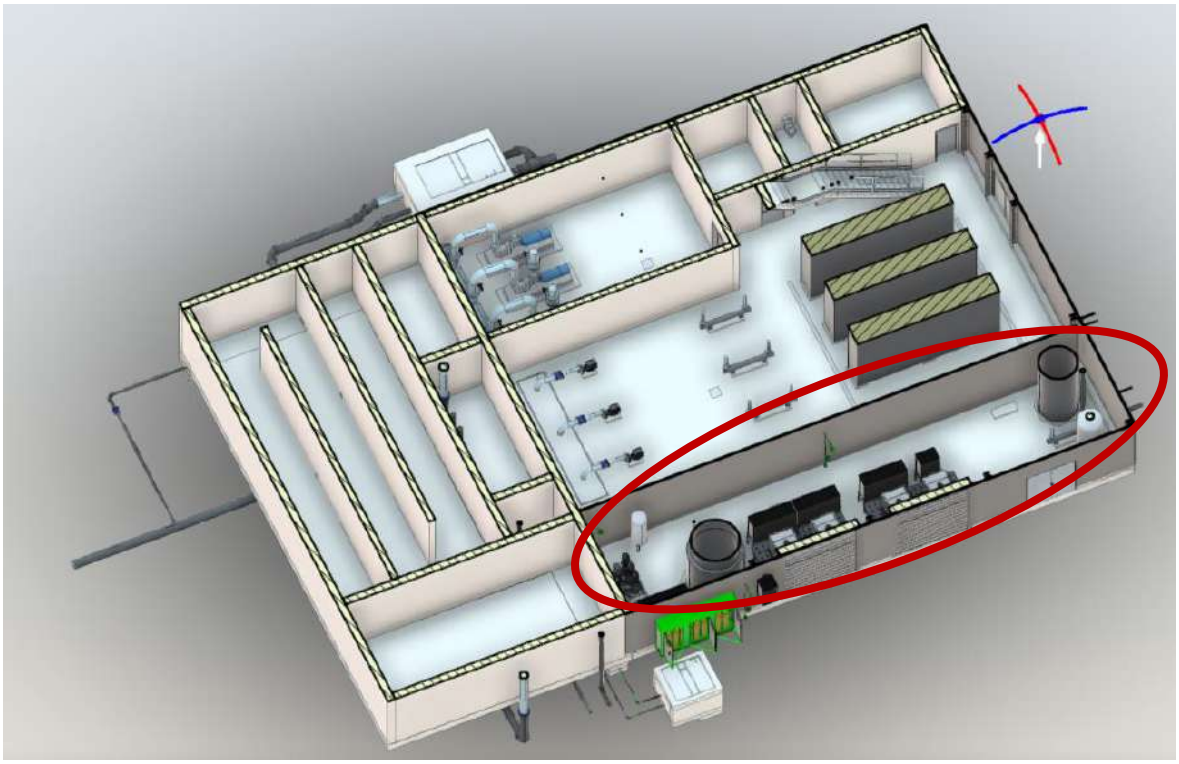
En fonctionnement normal, les pompes sont alimentées depuis la bâche d'eau osmosée et refoulent vers les différentes utilités nommées précédemment.

Une vanne régulante asservie à un débitmètre permet de gérer le débit de flush nécessaire à envoyer vers les racks.

Les eaux de flush en sortie des racks d'OIBP seront dirigées vers le poste de rejet puis évacuées vers le réseau ERU via une vanne régulante et un débitmètre.

Lors des flushs, un débit faible de perméat pourra être produit. Ce flux de perméat est dirigé vers la bâche d'eau osmosée.

3.9 Système de lavage des membranes



Principe

Différents agents colmatants tels que les matières en suspension, les développements bactériens, les oxydes métalliques hydratés, les sels insolubles (silice, carbonate ou sulfate de calcium) peuvent être à l'origine d'un encrassement progressif des membranes.

Cet encrassement, et donc la nécessité d'un nettoyage, se manifestent par les dérives de l'un ou plusieurs des paramètres suivants :

- Augmentation du passage de sels (SP) ;
- Augmentation de la perte de charge (DP) ;
- Diminution du débit d'eau traitée (QP).

Les paramètres ci-dessus sont directement liés aux conditions de fonctionnement telles que, que qualité d'eau, température de l'eau, taux de conversion, débit des rejets, dosage de séquestrant.

Par conséquent, pour estimer l'amplitude réelle des variations, il est nécessaire de se placer dans des conditions de fonctionnement identiques à celles de référence et/ou d'effectuer les corrections nécessaires.

Ces précautions étant prises, il faut impérativement nettoyer les membranes dès que :

- DP = DP Ref x 1,15 bar
- SP = SP Ref x 1,2
- QP = QP Ref x 0,9.

Il est difficile de déterminer a priori la fréquence exacte de nettoyage des membranes. Celle-ci peut varier en fonction de la qualité de l'eau brute alimentant les membranes.

Il faut aussi noter que la nature de l'encrassement est fonction de la situation des membranes. Par exemple, dans une installation du type série-rejet, les membranes du premier étage seront plus sujettes à un encrassement par les matières en suspension alors que les risques de précipitation de sels insolubles sont accrus au dernier étage en contact avec les solutions les plus concentrées.

L'expérience montre que vue la difficulté du nettoyage pour obtenir la durée de vie maximale des membranes et pour maintenir leurs caractéristiques constantes dans le temps, il est recommandé de faire les nettoyages à titre préventif et de façon systématique, sans attendre que les variations des paramètres mentionnés ci-dessus ne soient trop importantes.

Les solutions sont préparées dans la cuve de lavage et injectées dans les modules. Les solutions circulent en circuit fermé et sont filtrées à chaque cycle par un filtre à cartouches 5 microns.

Le choix des solutions et la durée du nettoyage (3 à 18 heures) dépendent de la nature et de l'importance de l'encrassement. De même, les débits et pressions de nettoyage doivent être adaptés en fonction de la solution utilisée. Les informations correspondantes seront détaillées dans la notice de fonctionnement.

Les séquences de lavage prises en compte dans le cas de Boisseaux permettent de satisfaire les exigences de l'agrément de toutes les membranes compatibles avec notre rack (à minima les membranes NF90 de Dupont et TMH20A de Toray).

Les différents lavages que l'usine pourra réaliser sont :

1- Lavage détergent U115, puis acide citrique

2- Lavage à l'acide chlorhydrique

3- Lavage à la soude

Un protocole de lavage est constitué d'un ou deux lavages à la suite (incluant les rinçages) et est suivi d'une maturation avant la remise en production du rack.

Un lavage inclut la phase de lavage proprement dite avec :

- Le remplissage du rack avec la solution de nettoyage.
- Une alternance de phase de circulation et de trempage.
- L'évacuation de la solution de nettoyage hors du rack.

Et une phase de rinçage constituée de différentes étapes successives :

- Rinçage lent.
- Rinçage rapide.
- Rinçage final.

Les racks sont conçus pour laver séparément le 1er et le 2ème étage du fait de la nature des colmatages qui peuvent y être différent et pour éviter également de contaminer le 2ème étage par les matières retirées du premier.

Dimensionnement

Protocole de lavage	Nombre de lavages/rack/an 1er étage	Nombre de lavage/rack/an 2ème étage
U110 ou U115 puis acide citrique	1	1
HCl	4	6
Soude	1	2

Paramètre	Valeur	Unité
Réactifs : Détergents		
Volume solution lavage 1er et 2ème étage	4.64	m3
Détergents	***U115***	
Concentration de réactif à avoir sur 1er et 2ème étage	0.45	%
Pureté solution commerciale	100	%
Quantité de réactif par rack	15.6	l
Quantité de réactif par rack	20.9	kg
Quantité de réactif pour 3 racks	62.7	kg
Stockage en jerricans : poids unitaire	26,8	kg
Débit de la pompe retenu	50	l/h
Nombre de pompes doseuses pour les détergents	1	u
Nombre de jerricans pour le lavage de 3 racks	3	Jerricans de 20l
Nombre de lavages attendus par an	1	Lav/an
Nombre de jerricans utilisés par an	3	jerricans
Nombre de jerricans utilisés par an pour 3 racks	3	jerricans/an
Volume de stockage (en nb de jerricans de 20 L)	5	jerricans

Paramètre	Valeur	Unité
Réactifs : Acide citrique		
Volume solution lavage 1er étage	2.77	m3
Volume solution lavage 2ème étage	1.87	m3
Volume solution lavage 1er + 2ème étage	4.64	m3
Acide citrique		
Concentration de réactif à avoir sur 1er et 2ème étage (pur)	0.6	%
Pureté solution commerciale	50	%
Concentration de réactif (commercial)	1.2	%
Concentration de réactif (commercial)	12	kg/m3
Quantité de réactif par rack (commercial)	55.7	kg
Densité	1.22	kg/l
Volume de réactif pour 1 rack	45.7	litres
Volume de réactif pour 3 racks	137	litres
Volume de réactif pour le 1er étage	27.2	litres
Durée de transfert	37	min
Débit calculé pompe doseuse	43	l/h
Marge de sécurité	14	%
Débit de la pompe retenu	50	l/h
Nombre de pompes doseuses	1	u
Nombre de lavage maximal attendu par an (pour les 3 racks)	3	u/an
Volume de lavage annuel (pour les 3 racks)	137	l/an
Volume de stockage RETENU	1	m3
Autonomie de stockage	22	Lavages de racks

Paramètre	Valeur	Unité
Réactifs : Soude		
Volume solution lavage 1er + 2ème étage	4.64	m3
Concentration de réactif à avoir sur 1er et 2ème étage	0,1	%
Quantité de réactif par rack et par lavage (commercial)	9.5	kg
Quantité de réactif par rack et par lavage	6.3	l
Quantité de réactif pour 3 racks	28.5	kg
Quantité de réactif pour 3 racks	19	l
Solution commerciale	49	%
Densité	1.51	kg/l
Volume de réactif pour le 1er étage d'un rack	3.7	litres
Volume de réactif pour le 2ème étage d'un rack	2.5	litres
Durée de transfert	10	min
Débit de la pompe pour le lavage 1er étage avec marge de sécurité de 25%	28.1	l/h
Débit de la pompe retenu	**50**	l/h
Nombre de pompes doseuses	1	-
Nombre de lavages attendus par an 1er étage pour les 3 racks	3	Lav/an
Nombre de lavages attendus par an 2ème étage pour les 3 racks	6	Lav/an
Volume total utilisé par an pour les 3 racks	26.	L /an

Paramètre	Valeur	Unité
Réactifs : acide chlorhydrique		
Volume solution lavage 1er + 2ème étage	4.64	m3
Concentration de réactif à avoir sur 1er et 2ème étage	0,2	%
Quantité de réactif par rack et par lavage (commercial)	26.5	kg
Quantité de réactif par rack et par lavage	22.3	l
Quantité de réactif pour 3 racks	79.5	kg
Quantité de réactif pour 3 racks	67	l
Solution commerciale	35	%
Densité	1.19	kg/l
Volume de réactif pour le 1er étage d'un rack	13.3	litres
Volume de réactif pour le 2ème étage d'un rack	9	litres
Durée de transfert	19	min
Débit de la pompe pour le lavage 1er étage avec marge de sécurité de 18%	49.6	l/h
Débit de la pompe retenu	**50**	l/h
Nombre de pompes doseuses	1	u
Nombre de lavages attendus par an 1er étage pour les 3 racks	12	Lav/an
Nombre de lavages attendus par an 2ème étage pour les 3 racks	18	Lav/an
Volume total utilisé par an pour les 3 racks	322	L /an

Mise en œuvre

Le poste de lavage comprend :

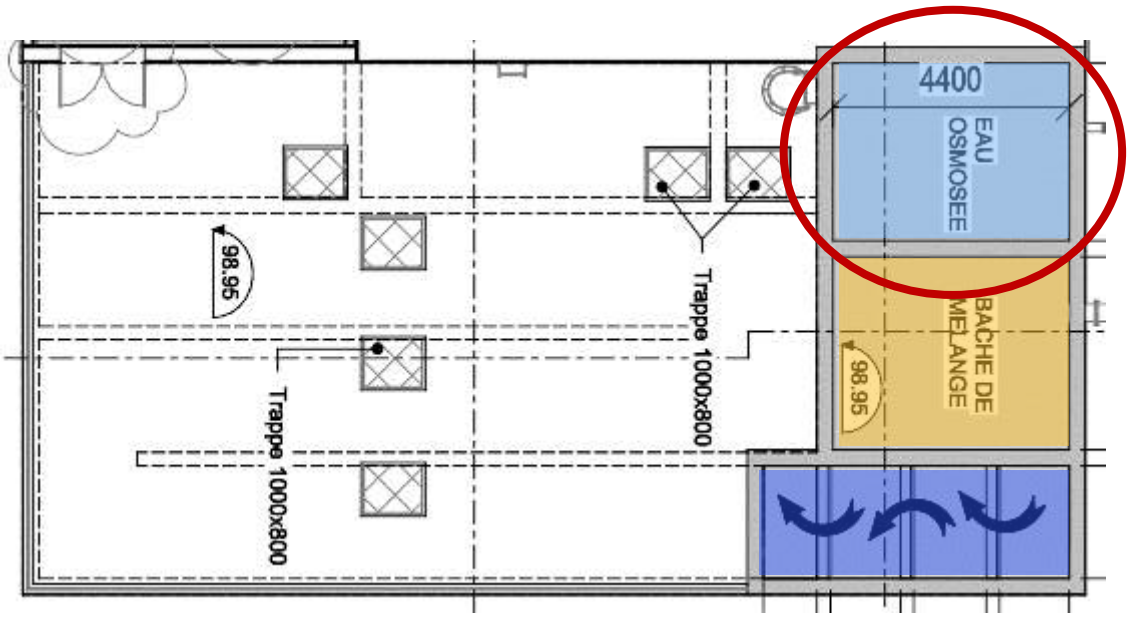
- Les réactifs et pompes doseuses associées :
    - Acide citrique
    - Acide chlorhydrique
    - Soude
    - Détergents : Ultrasil U115
- Un chauffe-eau pour préparer la solution de lavage
- 1 cuve de lavage et rinçage de 5.5 m^3, équipée de 1 thermoplongeur de 26 kW pour maintenir en température la solution de lavage afin d'assurer un lavage efficace
- 1 pompe d'homogénéisation/recirculation de la solution de lavage dans la cuve
- 1 pompe de lavage refoulant dans les racks de capacité 80 m^3/h
- 1 filtre à cartouches de 5 microns
- 1 réseau de tuyauteries permanentes pour laver chaque rack séparément

Des mesures en continu des paramètres suivants sont prévus :

- Mesure de pH sur la recirculation,
- Mesure de température et pression (amont/aval préfiltre) en sortie des pompes lavage/recirculation
- Mesure de débit vers les racks d'OIBP
- Mesure de niveau dans la cuve de lavage CIP

Le trop-plein de la cuve est envoyé vers le réseau ERU.

3.10 Bâche d'eau osmosée



Principe

Les eaux osmosées sont envoyées dans une bâche de stockage d'un volume utile de 27 m³.

Dimensionnement

La bâche est dimensionnée pour assurer à minima 2 flushs de l'usine complète en cas d'arrêt.

Paramètre	Valeur	Unité
Volume d'un flush de rack	3.2	m³
Nombre de rack maximum à flusher	3	u
Volume nécessaire pour 2 flushs de toute l'usine	19.2	m³
Volume retenu Bâche Eau osmosée	**27**	m³

En cas de coupure de courant lors d'un lavage chimique, le volume d'eau contenu dans la bâche d'eau osmosée permet d'assurer un premier rinçage du rack et d'évacuer la solution de nettoyage. Le rinçage complet du rack peut alors attendre la remise en production de l'usine et le remplissage de la bâche d'eau osmosée.

Mise en œuvre

Afin d'assurer une réserve permanente de 27 m3, la sortie de l'eau osmosée de cette bâche vers la bâche de mélange est réalisée par surverse.

Une mesure de niveau piézo est prévue dans la bâche d'eau osmosée ainsi qu'un détecteur de niveau bas.

3.11 Cascade

Principe

Les eaux osmosées seront mélangées dans la bâche de mélange en amont de la cascade avec les eaux issues du bypass.

Du fait de l'acidification des eaux à traiter par l'osmose inverse, le perméat contient une forte concentration de CO_2 qu'il convient de dégazer pour limiter la consommation de soude lors de la neutralisation finale.

Le dégazage est effectué après le mélange avec l'eau de by-pass.

Pour dégazer le CO_2, nous avons privilégié une cascade du fait de son emprise au sol et de sa hauteur réduite ainsi que pour un meilleur stripping du CO_2. Comme elle s'insère dans la ligne piézométrique entre la bâche d'eau osmosée et la bâche d'eau traitée, sa consommation énergétique est limitée à celle du ventilateur mis en place pour renouveler le ciel gazeux au-dessus des marches et est plus faible que la consommation d'une tour de stripping ou d'un dispositif de dégazage par insufflation d'air.

Afin d'optimiser le transfert de CO_2 de l'eau vers l'air, de l'air « neuf » sera soufflé au droit de chacune des marches de manière à être sûr de renouveler en continu l'air en contact avec l'eau, là où se fait le transfert. Le CO_2 étant plus lourd que l'air, il aura tendance à s'accumuler en bas de la cascade là où sera implantée la conduite de sortie de l'air. Très souvent, on fait simplement une aspiration au point bas de la cascade et une entrée d'air en point haut. Cette manière de faire par soufflage au droit des marches permet de s'affranchir des chemins préférentiels à l'intérieur du volume fermé que représente la cascade contrairement à un système par extraction qui, si les entrées d'air ne sont pas bien placées, renouvelle bien un volume mais pas nécessairement le volume proche du plan d'eau.

Pour limiter le bruit, l'humidité ambiante et la propagation du CO_2 dégazé dans les locaux, la cascade sera entièrement fermée : ouvrage en béton avec couverture béton et trappe étanche. L'air vicié sortant de la cascade sera dirigé vers l'extérieur.

Dimensionnement

Nous vous proposons donc la mise en place d'une cascade équipée de lames déversantes sur les 3 marches de la cascade en béton. Les caractéristiques de la cascade sont détaillées ci-dessous :

Paramètre	Valeur	Unité
Nombre de marche	3	u
CO_2 libre entrée cascade	13 à 17 (Boisseaux)	mg/l
CO_2 libre sortie cascade	9 à 11 (Boisseaux)	mg/l
Quantité de CO_2 strippé	4 à 6	mg/l

Mise en œuvre

Les marches de la cascade sont réalisées en béton avec lames en Inox 304L.

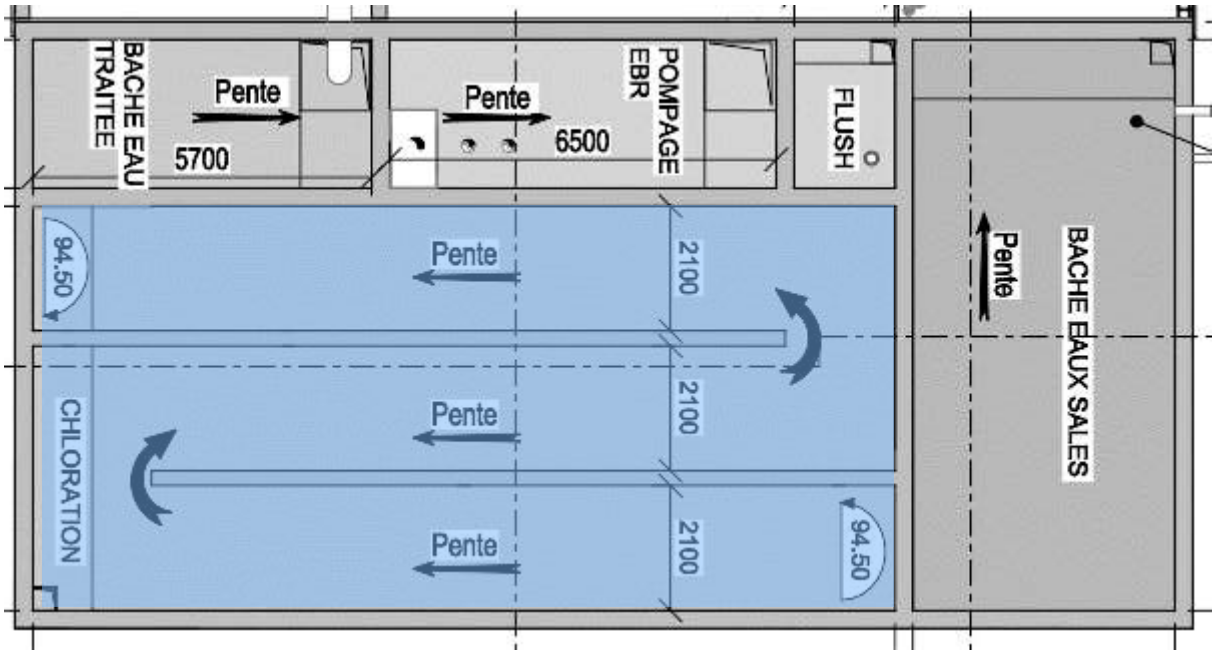
Chaque marche sera équipée d'un déversoir métallique permettant d'assurer une chute d'eau de 50 cm.

La cascade va permettre de stripper la plus grande partie du CO_2 libre contenu dans l'eau.

Nous avons donc prévu la mise en place d'une ventilation mécanique permettant une évacuation du CO_2 vers l'extérieur.

Les eaux traitées rejoindront gravitairement la bâche de chloration.

3.12 Bâche de chloration



Principe

Nous avons mis en place une bâche de chloration d'une capacité utile de 250 m3 afin d'assurer un minimum de 30 min de temps de contact au débit nominal.

La désinfection sera réalisée au chlore gazeux. En effet, sa facilité d'exploitation et son faible coût en font un réactif simple et fiable.

Dimensionnement

La chloration des eaux traitées présente les caractéristiques suivantes :

Chlore gazeux	Débit maxi	Débit moyen	Unité
Taux de traitement	0.8	0.8	ppm
Débit d'eau à traiter	500 (maxi instantané)	425.5	m^3/h
Quantité de chlore horaire	400	340.4	g/h
Stockage chlore	**Volume maxi**	**Volume moyen**	
Volume journalier moyen d'eau traitée	9 085	8000	m3/j
Quantité journalière de chlore consommée	7.3	6.4	k/j
Quantité stockée	196	196	kg
Autonomie	27	30	j

Mise en œuvre

L'injection de chlore gazeux sera réalisée en amont de la bâche de chloration. Pour améliorer le mélange et avoir une meilleure efficacité de désinfection, il a été prévu une bâche avec des chicanes.

4 bouteilles de chlore d'une capacité unitaire de 49 kg et fonctionnant en normal/secours, protégées par un local spécifique, alimenteront l'installation.

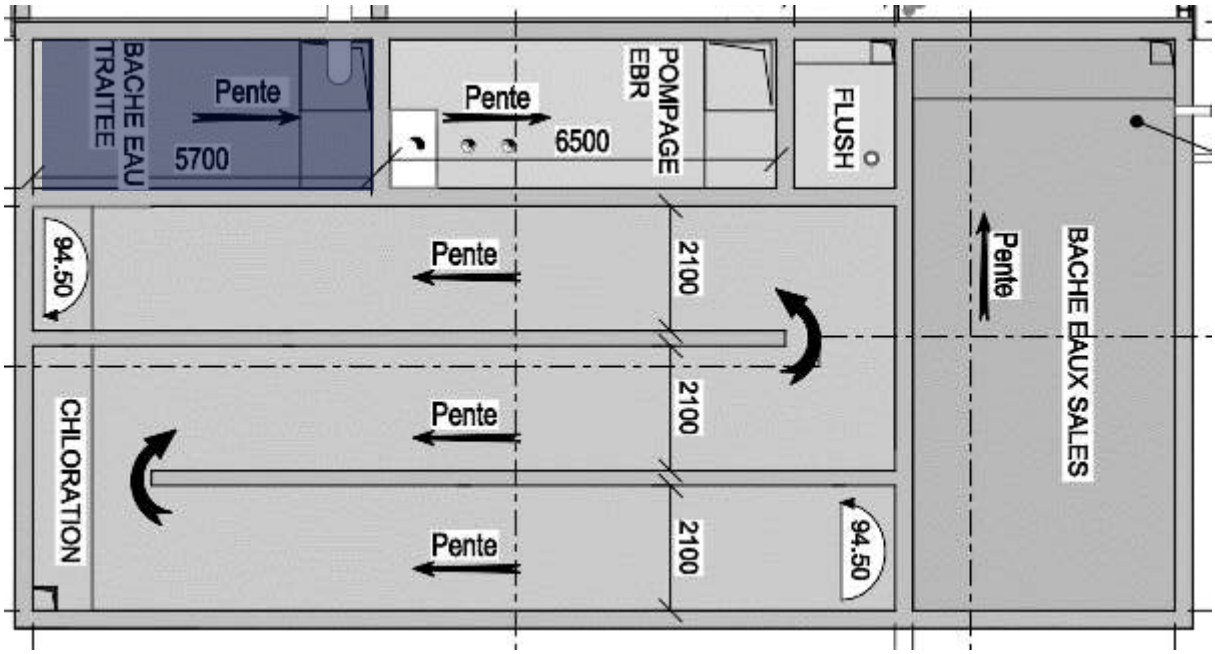
Chaque bouteille est équipée d'un chloromètre, soit 4 chloromètres au total. Cela permet de s'affranchir d'un système de neutralisation des fuites de chlore.

Un inverseur automatique permettra le basculement de l'une vers l'autre.

Une vanne modulante et un hydroéjecteur sont mis en place sur la ligne d'injection vers l'entrée de la bâche de chloration.

Par mesure de sécurité, un détecteur de fuite de chlore sera mis en place dans ce local.

3.13 Bâche de pompage et mise à l'équilibre



Principe

Nous avons mis en place une bâche de pompage d'eau traitée (55 m3).

Une mise à l'équilibre finale est réalisée à la soude de façon à assurer la distribution d'une eau légèrement incrustante.

Avant distribution, l'eau nécessite un ajustement du pH pour que celui-ci soit très légèrement supérieur au pH d'équilibre (pH = pHs + 0,1) permettant ainsi la formation d'une couche protectrice dans les canalisations.

Dimensionnement

Soude	Débit max Qualité dégradée	Débit moyen Qualité moyenne	Unité
Pureté	49		%
Densité	1.51		
Taux de traitement pur	6	4	ppm
Débit d'eau à traiter	454	425.5	m^3/h
Quantité de soude horaire (solution commerciale)	3.68	2.30	l/h
Pompes doseuses soude			
Nombre de pompes doseuses	1+1 en secours installé		u
Marge de sécurité	25	25	%
Débit unitaire pompe doseuse retenu	10	10	l/h
Stockage soude			
Quantité de soude journalière (hors soude pour lavage membranes et neutralisation des réactifs de lavage de membranes)	74	43	l/j
Volume du stockage	8	8	m^3
Autonomie	109	186	j

Mise en œuvre

Le stockage est prévu dans le local réactif dans une cuve double peau de 8 m^3.

L'injection de soude se fera à l'aide de 2 pompes doseuses, dont 1 en secours installé, sur le déversoir d'alimentation de la bâche de pompage via une canalisation trouée.

Le mélange sera assuré par la chute dans la bâche.

Le débit d'injection sera asservi au taux de traitement régulé sur une mesure de pH et au débit de l'eau traitée via une variation de fréquence interne aux pompes doseuses.

3.14 Pompage eau traitée

Principe

Nous avons mis en place 1+1 pompes de refoulement d'eau traitée.

Dimensionnement

Paramètre	Débit max	Débit moyen	Unité
Nombre de pompes installées	2	2	-
Nombre de pompes en fonctionnement	1	1	-
Débit total eau traitée arrivant dans la bâche d'eau traitée	454 (3 racks en fonctionnement)	425.5 (1 rack en fonctionnement)	m^3/h
Débit de dimensionnement retenu pour les pompes	500	426	m^3/h
HMT maxi totale	87.3	84	mCE

Un ballon anti-bélier (7m3) sera installé. Ce volume sera ajusté pendant les études de conception sans plus-value si les hypothèses restent conformes à celles indiquées dans le cahier des charges et ses annexes.

Mise en œuvre

Nous avons prévu la mise en place de 1+1 pompes de refoulement avec une capacité unitaire de 500 m3/h (3 racks d'OIBP en fonctionnement) pour le débit de production moyen et de pointe, en installation horizontale, et équipées de variateurs de fréquence.

Des vannes d'isolement amont / aval pompe ainsi que des clapets sont prévus sur notre installation.

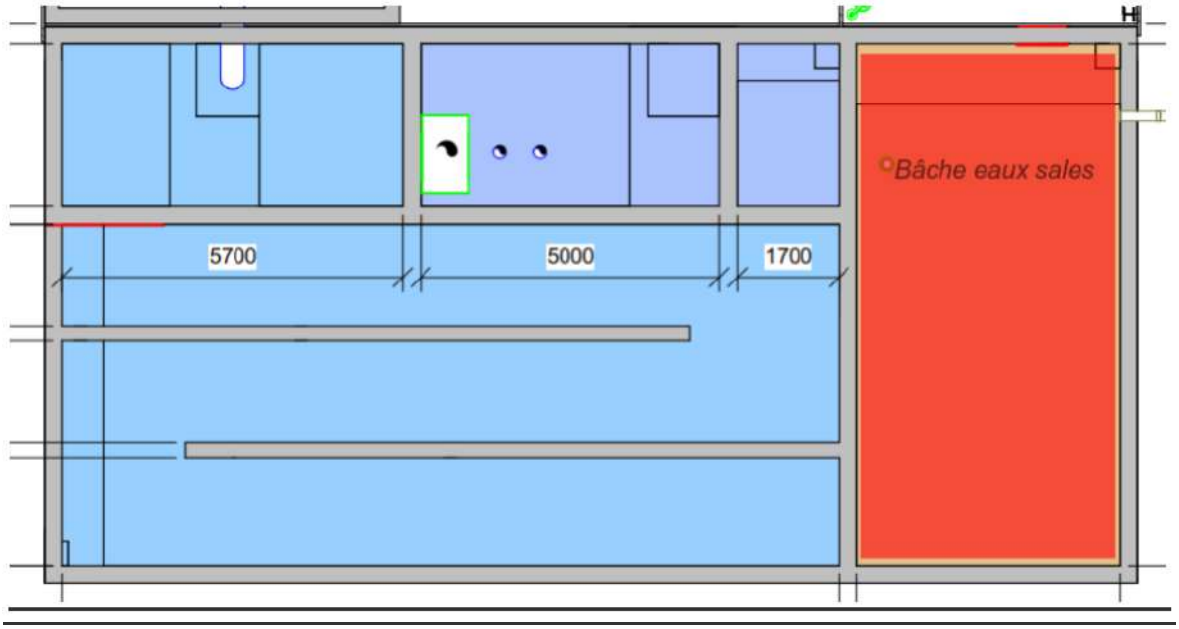
Le réglage des débits se fera automatiquement à l'aide d'un débitmètre électromagnétique installé sur le collecteur de refoulement (DN350) et à l'aide du variateur de fréquence. L'asservissement de ces pompes sera lié au niveau dans la bâche de pompage.

Une mesure en continu sur l'eau traitée des paramètres suivants : pH, chlore, turbidité, conductivité, TH et mesure de nitrates est prévue.

Pour sécuriser le fonctionnement, un trop plein et des sondes de niveau piezzo ont été prévus pour évacuer le débit maximal vers l'Yonne.

4 Traitement des eaux sales et des concentrats

4.1 Bâche d'eaux sales



Principe

Les eaux sales issues du lavage des membranes sont envoyées, après neutralisation, gravitairement vers le réseau d'eaux usées.

La bâche d'eaux sales réceptionne les eaux de lavage chimique des membranes, les eaux de rinçage et les eaux de déconditionnement.

L'acide et les détergents vont se neutraliser l'un l'autre, c'est pourquoi il est intéressant d'y mettre les séquences détergent puis acide citrique de manière à limiter, voire éviter, l'ajout de réactifs pour la neutralisation.

Afin de neutraliser le mélange acide ou basique provenant des réactifs utilisés pour le lavage des membranes, une injection d'acide chlorhydrique et une injection de soude sont prévues dans la bâche d'eaux sales avec une agitation assurée par un hydroéjecteur. Après contrôle de la neutralisation par une mesure de pH, les eaux neutralisées sont ensuite envoyées vers le réseau ERU.

Dimensionnement

Paramètre	Valeur	Unité
Bâche d'eaux sales (stockage)		
Volume d'eaux sales issu du lavage du 1er étage (maxi des volumes utilisés pour les différents types de lavage)	104	m³
Volume d'eaux sales issu du lavage du 2ème étage (maxi des volumes utilisés pour les différents types de lavage)	54	m³
Volume maxi d'eaux sales retenus (volume max provenant du lavage du 1er étage)	**104**	m³
Volume maxi provenant des égouttures local réactifs, analyseurs	2	m³
Volume maxi total à stocker	106	m³
Volume bâche eaux sales retenu	**131**	m³

Mise en œuvre

La bâche d'eaux sales réceptionne les eaux de lavage de l'Osmose Inverse Basse Pression.

La bâche est équipée de :

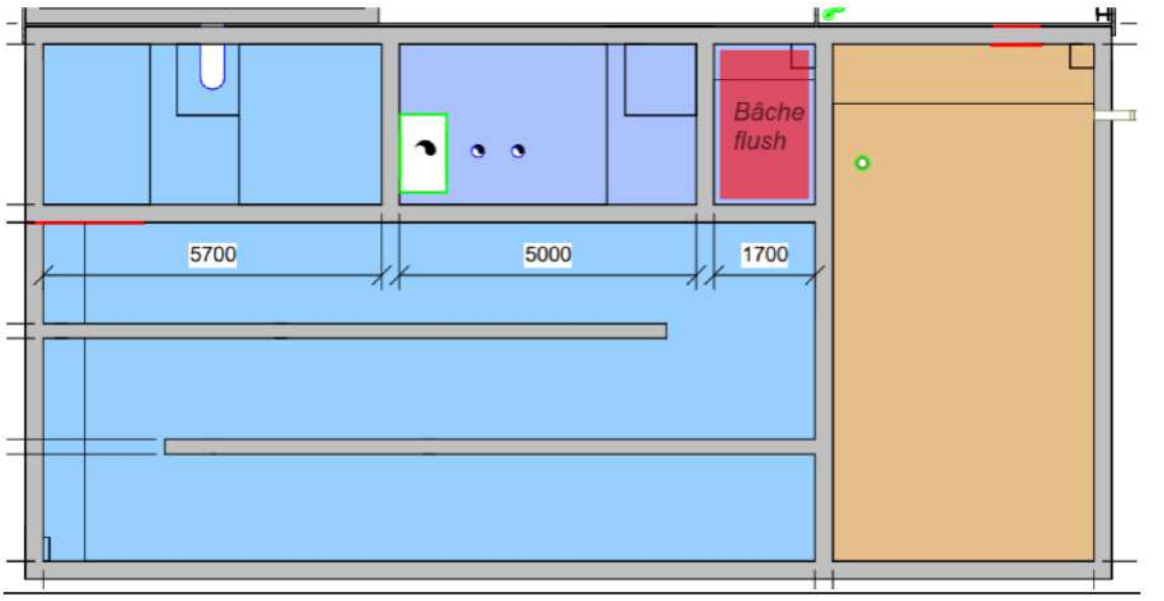
- Deux poires : niveau haut et niveau bas
- 1 sonde radar
- 1 hydroéjecteur pour la neutralisation/homogénéisation des eaux de lavage

Une mesure en continu des paramètres pH et turbidité est prévue sur la canalisation de refoulement vers le réseau ERU.

En cas de besoin de neutralisation, une injection d'acide chlorhydrique et de soude est prévue.

Lorsque les eaux sales sont neutralisées, elles sont envoyées vers le réseau ERU.

4.2 Poste de rejet



Principe

Les poste de rejet récupère les eaux de flush.

Dimensionnement

La bâche de réception des eaux de flush pourra réceptionner 1.5 flushs d'affilée sur l'ensemble des racks de l'usine. Son volume utile est de 17 m^3.

Mise en œuvre

La bâche est équipée d'une sonde piézo et de 2 poires de niveau.

Sa vidange se fera vers le réseau ERU via une vanne de régulation et un débitmètre.

4.3 Traitement des concentrats

Principe

Les concentrats issus de l'Osmose Inverse Basse Pression représentent 20% des eaux traitées par Osmose Inverse, soit 15 m3/h par rack maximum, et 45 m3/h pour les 3 racks en fonctionnement.

Le taux de conversion étant de 80%, la concentration ionique attendue dans le concentrat sera d'environ 5 fois la concentration ionique de l'eau d'alimentation (à la fuite près sur le perméat).

Les concentrats qui sont sous pression, sont collectés en sortie des racks et dirigés vers le réseau ERU.

Mise en œuvre

Les concentrats sous pression sont récupérés en sortie de chaque rack d'Osmose Inverse par un collecteur commun et envoyés vers le réseau ERU.

La pression résiduelle des concentrats suffira à les transporter à leur point de rejet.

Une mesure de pH et de turbidité est prévue sur la canalisation des concentrats afin de contrôler les caractéristiques des concentrats rejetés au réseau ERU.

Une mesure de pression pour suivre l'évolution du colmatage de la canalisation de rejet et un débitmètre seront installés sur la conduite.

De plus, le passage d'un obus dans la canalisation avec gare de départ et gare d'arrivée ou similaire (à charge SEF) réalisera le curage de cette canalisation.

5 Postes généraux

5.1 Aire de dépotage

Cette aire de dépotage de la soude comprend des formes de pente menant à un puisard et permet la rétention d'un volume de 2 m^3 pour stocker les éventuels accidents de dépotage.

Une canalisation équipée d'une vanne est prévue en sortie du puisard permettant d'envoyer les eaux vers le réseau d'eaux pluviales en fonctionnement normal et de fermer cette évacuation en cas de dépotage.

Une douche de sécurité incongelable est prévue à proximité de l'aire de dépotage.

Remarque : le volume de 2 m3 correspond au temps de réaction du chauffeur après détection d'un dysfonctionnement au dépotage.

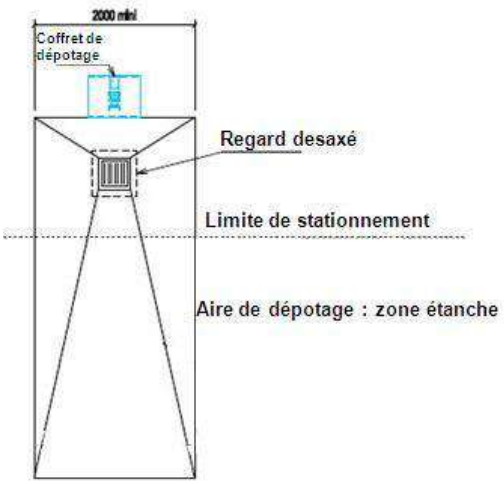


Schéma de principe de la dalle béton d'une aire de dépotage sur usine

5.2 Air de service

Nous avons prévu une unité de production d'air comprimé.

Deux compresseurs dont un en secours automatique de 15 Nm^3/h avec cuve de 90 litres seront installés dans le local Osmose Inverse et seront utilisés principalement pour alimenter en air pilote l'ensemble des vannes pneumatiques.

Le volume du ballon permettra la manœuvre des vannes en cas de coupure électrique.

5.3 Eau de service

L'eau de service sera prélevée sur la canalisation de refoulement de l'eau traitée.

Les principaux points d'utilisation en eau de service seront comptabilisés comme :

Besoin d'eau de service	Valeur	Unité
Douches de sécurité	5	m^3/h
Laboratoire	0.5	m^3/h
Points de lavage réactifs	4	m^3/h
Chlore	20	m^3/h
Besoin total	**30**	m^3/h

5.4 Mobilier

Le local exploitation sera équipé d'un bureau, d'une chaise et d'une armoire.

6 Ventilation, chauffage, déshumidification

6.1 Ventilation

La ventilation des locaux techniques est dimensionnée pour une température en été de **40 °C** à l'intérieur avec une température de **32°C** à l'extérieur.

Toutes les grandeurs caractéristiques seront validées en études de conception et le résultat sera pris en compte sans plus-values si les hypothèses restent conformes à celles indiquées dans le cahier des charges et ses annexes.

La ventilation de la station est dimensionnée afin de renouveler l'air du local et/ou d'extraire les calories dissipées par les machines de forte puissance.

La mise en œuvre de la ventilation se fera de la manière suivante :

- Ventilation mécanique : local réactifs, local racks, local pompes.

(La ventilation du local d'exploitation et du local électrique est décrite dans le mémoire électricité)

Localisation	Débit total	Nombre de ventilateur	Puissance unitaire
Local réactifs	1 000 m3/h	1 u Extraction	0.32 kW
Local racks	2 000 m3/h	2 u Extraction	0.32kW
Local pompes	2 400 m3/h	1 u Extraction	0.32 kW

La réintroduction de l'air neuf dans les locaux sera réalisée au moyen de grilles d'entrée d'air situées en parties basses.

L'extraction d'air sera réalisée en parties hautes au moyen du même type de grille avec un ventilateur axial hélicoïdal monté en applique mural côté intérieur du local.

6.2 Chauffage

Le chauffage des locaux techniques sera assuré par des aérothermes électriques et leur fonctionnement sera asservi à des thermostats.

Le chauffage mis en place permet de maintenir une température adéquate dans les salles et notamment une mise hors gel des locaux.

Le chauffage des locaux sont dimensionnés pour assurer une température minimale en hiver de **5 °C** avec une température de **-10°C** à l'extérieur.

Les locaux équipés d'aérotherme sont :

Localisation	Nombre d'aérotherme	Puissance unitaire
Local réactifs	1 u	8 kW
Local racks	1 u	12 kW
Local pompes	1 u	8 kW

6.3 Déshydratation des locaux

Les locaux racks et pompes peuvent être soumis à une humidité dans l'air importante qui se traduit par :

- De la condensation qui endommage peintures, revêtement, etc… ;
- De la corrosion qui détériore le matériel et provoque des coûts de réfection et de maintenance importants ;
- L'apparition de moisissures sur les parois, la dégradation du bâtiment et des équipements.

Ces locaux sont équipés de déshydrateurs asservis à une mesure d'hydrométrie.

Les hypothèses de calcul sont :

- Altitude : 107 m
- Humidité relative à l'extérieur : 90% en hiver à 50% en été
- Température tuyauterie = 10 °C en hiver à 15 °C en été
- Humidité relative à l'intérieur du local = 50%

D'après notre pré-étude, il peut y avoir une condensation sur les tuyauteries en été.

Localisation	Nombre de déshydrateur	Capacité d'extraction	Puissance
Local racks	1 u	1*25.5 kg/h	1*35.7 kW
Local pompes	1 u	1*25.5 kg/h	1*35.7 kW

CONSTRUCTION DE STATIONS DE TRAITEMENT SUR LES CAPTAGES DES BOISSEAUX ET DE LA PLAINE DU SAULCE

MARCHE DE CONCEPTION REALISATION

PIECE N° 4

MEMOIRE DESCRIPTIF TECHNIQUE

SITE DES BOISSEAUX

SOLUTION VARIANTE

AVENANT MARCHE – MAI 2025

SOMMAIRE

1 LISTE DES FOURNISSEURS 3

2 PRESCRIPTIONS GENERALES 5

2.1 Qualité des équipements 5
2.1.1 Sélection des équipements 5
2.1.2 Ecoconception 5
2.1.3 Secours 6
2.1.4 Instrumentation 6
2.2 Qualité des matériaux et des prestations choisies 6
2.2.1 Moteurs électriques 6
2.2.2 Accessoires de l'instrumentation 6
2.2.3 Hydraulique 6
2.2.4 Serrurerie 7
2.2.5 Conformité des équipements aux normes en vigueur 11

3 DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS FILE EAU 13

3.1 Unité membranaire 13
3.2 Cascade 18
3.3 Bâche de chloration 19
3.4 Remise à l'équilibre 20
3.5 Pompage eau traitée 22
3.6 Rinçage des racks membranaires 23
3.7 Lavage des membranes 24
3.8 Poste des eaux sales 30

4 DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS FILE AIR 31

5 POSTES GENERAUX 33

5.1 Compresseur d'air 33

6 LISTE INSTRUMENTATION 34

7 LISTE DES EQUIPEMENTS DE SECOURS 37

8 LISTE DES PIECES DE RECHANGE 40

9 MOYENS DE MANUTENTION 41

10 LISTE DES CANALISATIONS 45

1 Liste des fournisseurs

Les fournisseurs retenus par Suez feront partis de cette liste et seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Les grandeurs caractéristiques de tous les équipements décrits dans la présente pièce seront définies au cours des études de conception et aucune divergence n'entrainera de plus-values au marché sous réserve de respect des hypothèses du cahier des charge et ses annexes.

DESIGNATION	FOURNISSEURS
Pompes centrifuges	XYLEM / KSB / SOMEFLU / GRUNDFOS
Pompes à lobes	BORGER / VOGELSANG
Poste surpression	XYLEM / GRUNDFOS
Pompes doseuses réactifs	PROMINENT / GRUNDFOS
Compresseur d'air de service	KAESER / OZONIA
Chloration	CIFEC
Préfiltres	PALL
Membranes d'Osmose	DUPONT / TORAY
Racks d'Osmose	SLCE / H2Onics / AD'H2OC
Tubes de pression	KNAPPE / SOMMER STRASBURGER / PROTEC / ARISAWA / ROPV
Coffret de dépotage des réactifs	BOHL PLAST / STOCKAGE ET SYSTEMES
Dosage réactifs	PROMINENT / GRUNDFOS
Robinetterie	SERIC / SOCLA / AQUIRO / BAYARD
Robinets papillon	SERIC / KSB / BRAY / INTERAPP / SOCLA / AQUIRO
Vanne guillotine	SERIC / CMO / AQUIRO / ORBINOX

DESIGNATION	FOURNISSEURS
Instruments de mesure de grandeurs physiques (Sondes Niveau, débit, pression, température)	Mesure de niveau US/Piézométrique : ENDRESS Mesure de niveau Radar : VEGA Indicateur de niveau avec contact : BAMO / ENDRESS Détecteur de niveau : ENDRESS / TELEMECANIQUE Détecteur de position : TELEMECANIQUE Mesure de pression file eau : IFM / ENDRESS Pressostat (TOR) : AIRINDEX / BAUMER Mesure de Température : ENDRESS
Instruments de mesure physico-chimique	HACH LANGE / ENDRESS HAUSER
Débitmètres électromagnétiques	ENDRESS HAUSER / SIEMENS
Déshydrateur	DESSICA / BAUDIMENT / TROTEC
Ballon anti-bélier	CHARLATTE / MASSAL
Cuve de stockage PEHD	BOHL PLAST / TC PLASTICS / CMI / CADIOU
Levage manutention	REID LIFTING / ADEI / MANUTAN / SERE MAINTENANCE

NB : certains équipements indiqués dans la liste des fournisseurs ci-dessous peuvent ne pas être prévus dans le cadre de ce projet.

2 Prescriptions générales

2.1 Qualité des équipements

2.1.1 Sélection des équipements

Le choix des équipements résulte de notre expérience et de la normalisation de nos équipements.

Outre le respect des qualités minimales demandées dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), nous avons généralisé l'emploi de matériaux nobles et sélectionné des équipements éprouvés et installés sur des sites similaires.

Ces fournitures sont proposées en privilégiant la qualité des composants et la pérennité des matériaux (résistance en milieu agressif, le mieux adaptés aux conditions de fonctionnement…).

Le choix de ces matériels découle de critères de qualification et de sélection de la part de notre Cellule Achats.

Les procédés brevetés ou les fournitures d'origine Degrémont ainsi que certains procédés, sont développés par le Département Recherche et s'inscrivent dans le management de la qualité de Degrémont.

Nos prestations comprennent la fourniture, le transport, le montage et la mise en service des équipements décrits ci-après.

Cependant, en raison d'optimisation technique, d'arrêt éventuel de fabrication de certains types de matériel, etc…, Degrémont garde la possibilité en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de changer de marque ou de type de matériel.

De même, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage pourront proposer des fournisseurs dans le cadre de la négociation du marché.

Les origines des fournitures sont de préférence nationales ou européennes.

Nota : Les schémas et photos présents dans ce mémoire équipements sont donnés à titre d'illustrations et ne sont pas contractuels.

2.1.2 Ecoconception

La recherche d'équipements ayant les meilleurs rendements énergétiques et des coûts de renouvellement faibles est privilégiée afin d'optimiser les coûts d'exploitation.

2.1.3 Secours

Vous trouverez au chapitre 7 de ce mémoire un tableau récapitulatif des équipements de secours prévus sur l'installation.

2.1.4 Instrumentation

Vous trouverez au chapitre 6 de ce mémoire un tableau récapitulatif de l'instrumentation prévue sur l'installation.

2.2 Qualité des matériaux et des prestations choisies

Ce chapitre décrit plus particulièrement les accessoires récurrents à différents équipements.

2.2.1 Moteurs électriques

Sauf indication contraire dans le cahier des charges, l'indice de protection des moteurs (indice IP) est le suivant :

- IP 68 pour les moteurs immergés (pompes immergées, agitateurs horizontaux, …)
- IP 55 pour les moteurs non immergés (surpresseurs, pompes centrifuges, pompes doseuses…).

2.2.2 Accessoires de l'instrumentation

Les accessoires standardisés pour l'instrumentation sont les suivants :

- Accessoires des sondes ultrasoniques :
  - Support de sonde en Inox 304
  - Protection antisolaire en PVDF si sonde à l'extérieur
- Accessoires des capteurs (pour les sondes en immersion) :
  - Canne d'immersion en Inox
  - Support de fixation de la canne
  - Support de sonde à immersion pendulaire ou rigide selon l'implantation, en Inox 304 (partie non immergée)

2.2.3 Hydraulique

Les matériaux standards sont donnés dans le tableau récapitulatif au chapitre 10 de ce mémoire. Ce paragraphe présente les caractéristiques générales pour l'hydraulique.

Ces informations ne sont pas répétées dans la partie hydraulique de chaque chapitre, sauf précision particulière.

Conduites et accessoires

Vous trouverez dans le chapitre 10 de ce mémoire un tableau récapitulatif des canalisations du lot process prévue sur l'installation. Ces équipements ne seront pas décrits dans le reste du mémoire.

Les parties hors sol sont fixées par colliers sur les parois ou sur supports Inox.

Nota :

Les conduites enterrées sont décrites dans le descriptif génie civil et sur le plan des réseaux.

Robinetterie

Les clapets anti-retours sur l'eau claire sont du type à "double battant" (sauf cas particuliers) et facilement accessibles.

Les vannes installées sont à commande manuelle (sauf précision dans ce mémoire) facilement accessibles et démontables.

Matériaux de construction :

- Vannes papillon :
  - Corps en Fonte
  - Oreilles lisses ou taraudées (selon nécessité)
  - Papillon : fonte revêtue
- Vannes à manchon :
  - Corps en Fonte d'aluminium époxy
  - Manchon en gomme naturelle anti-abrasion
- Vannes à opercule :
  - Corps en fonte ductile
  - Obturateur en fonte surmoulé d'élastomère EPDM

2.2.4 Serrurerie

Focus sur les trappes d'accès

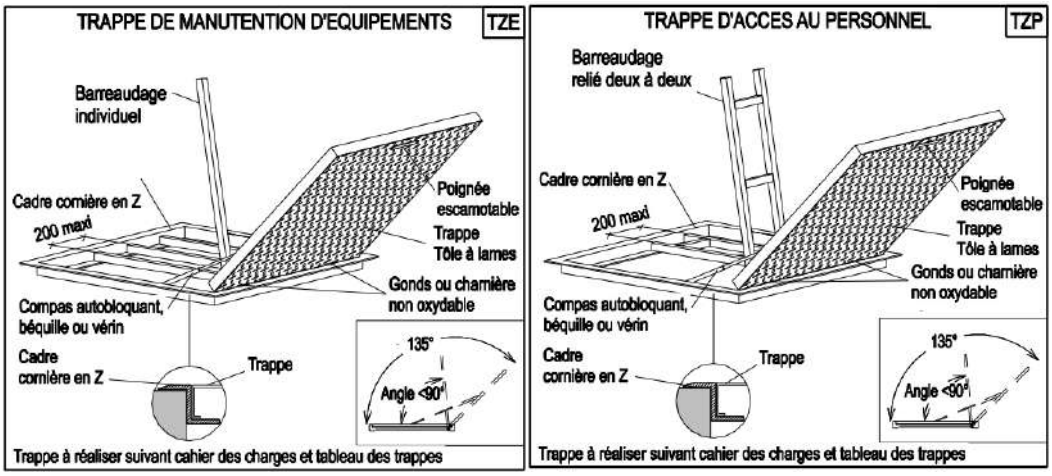
Notre offre intègre la fourniture des trappes d'accès aux bâches/ouvrages selon les principes de conception présentés ci-après.

Les trappes montées sur charnières permettent l'accès aux différents ouvrages de traitement. Elles sont prévues pour ne pas se refermer inopinément (exemple : ouverture à 135°, béquilles, ...). Les dimensions des trappes permettent leur manipulation par une seule personne.

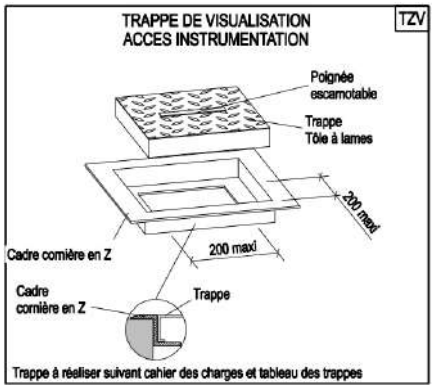
Pour le passage des personnes, la section d'accès aux ouvrages sera à minima de 0,80 x 1.00 m minimum.

En tout état de cause, les passages sont dimensionnés de façon à pouvoir passer les matériaux, outillages, échafaudages, planchers provisoires… en sécurité et permettre une évacuation de secours.

Détails et Illustrations des trappes standards :

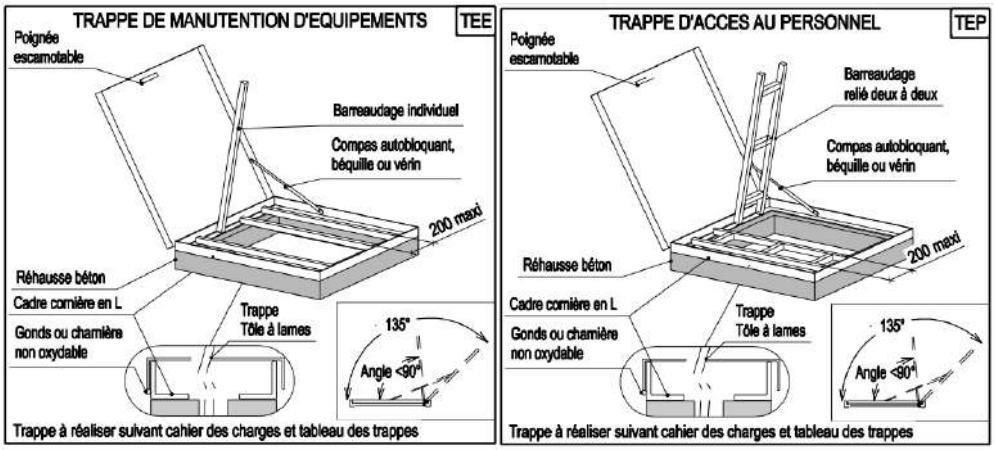


Exemple trappe d'accès à un ouvrage



Exemple trappe de visualisation intégrée à une trappe d'accès

Les trappes situées sur les bâches extérieures sont prévues réhaussées.



Nota concernant les accès fixes dans les bâches

Notre offre ne prévoit pas d'échelles fixes dans les bâches.

En effet, la recommandation de DEGREMONT de ne pas installer d'échelles fixes avec ou sans crinoline dans les bassins et fosses (immergés) fait suite à des retours d'expérience internes ainsi qu'au respect des recommandations de l'INRS.

Les problématiques liées à l'installation d'une échelle fixe immergée dans un bassin, cuve, etc, sont diverses :

- Ces espaces sont généralement considérés comme espaces confinés, => intervention exceptionnelle, pas d'accès permanent (c'est un endroit qui doit être sans accès permanent, sans ventilation permanente, sans éclairage permanent, sans détections permanente etc.…)

- L'inspection de l'état d'une échelle dans un bassin en eau est difficile à voir et impossible à faire (la solution est de vidanger, puis de descendre par l'échelle que l'on doit inspecter)

- La bonne tenue des échelles immergées est difficile à garantir du fait de la composition du liquide et de la présence de produit chimiques (chlore, coagulant, etc) liés au traitement. Certaines réactions physico-chimiques avec les métaux peuvent fragiliser l'échelle, de plus ces dégradations ne sont pas toujours visibles de l'extérieur. Dans certains cas, avec l'eau brute, des dépôts peuvent s'accrocher aux barreaux, de la mousse ou des algues peuvent rendre les barreaux glissants et dangereux pour l'opérateur à la descente.

Les problématiques liées à l'installation d'une échelle à crinoline dans une trappe pour accès dans un bassin, cuve, etc., en plus des problématiques de l'échelle fixe, sont les suivantes :

- Evacuation du personnel difficile : les procédures d'intervention en espace confiné, demandent à ce que l'opérateur soit attaché lors de l'intervention afin d'être remonté via un treuil (Tripode ou autre) ce qui est difficile voire impossible si une crinoline est présente.

- Nous avons également eu des retours d'interventions de pompiers qui avait été obligés de découper la crinoline avant de pouvoir intervenir dans l'espace confiné (car leur intervention dû au risque de gaz devait être réalisé avec un ARI (Appareil Respiratoire Isolant ~ bouteilles), ou d'autre ou l'évacuation du blessé dans un brancard était impossible du fait de la crinoline.

- Etroitesse de la crinoline : car une intervention en espace confiné nécessite du matériel, l'opérateur peut être gêné dans sa descente car il doit être muni d'un auto sauveteur, d'un détecteur de gaz, d'un harnais, du casque +son matériel nécessaire à l'opération...

Références :
INRS ED 960 - Conception des usines d'eau potable :
Chapitre 2.4.3 (p21)+ chapitre 4.1.2 (p52)

« Pour toutes les zones et plus particulièrement celles à risque d'asphyxie, de noyade, d'ensevelissement, il ne faut pas d'accès permanents mais des éléments fixes à demeure qui permettent l'accroche en sécurité d'échelles amovibles. »

Nous préconisons donc des **accès dans ces ouvrages via des échelles amovibles** adaptés à l'ouvrage, et intégrons des systèmes d'accroche échelles dans l'ensemble des ouvrages concernées. De plus dans les ouvrages de plus de 3 m un point d'ancrage ou un espace suffisant pour disposer un tripode sera prévu si l'accès personnel est réalisé en haut de bâche.

Accroche échelle

Echelle amovible en plusieurs brins

2.2.5 Conformité des équipements aux normes en vigueur

Les ouvertures par trappes de visite sont conformes à la réglementation en vigueur et comprennent des dispositifs de sécurité antichute (barreaudages…), quand cela est nécessaire.

Les moyens d'accès aux machines (échelles, escaliers, garde-corps, plate-forme de travail et passerelles) sont conformes à la norme NF EN ISO 14122-1 avec ses annexes normatives NA.

Les garde-corps sont prévus avec lisses, sous-lisses et lisses de pied, conformes à la norme ci-dessus.

Les trappes des fosses avec équipements à relever sont montées sur système charnière avec maintien en position ouverte et grille antichute conforme aux recommandations du document INRS Ed 968.

Tout le matériel de levage est certifié CE avec certificat d'épreuve (portiques, potences, supports et accessoires de levage).

Note concernant les ACS : attestations de conformité sanitaire

La dernière étape de la réglementation, concernant les attestations de conformité sanitaires, a été mise en œuvre par l'arrêté du 16 septembre 2004.

Afin de pouvoir vous assurer une installation conforme à la dernière réglementation, en tenant compte notamment de ces ACS :

- Degrémont a mis en place un suivi en partenariat avec ses fournisseurs afin de s'assurer de leur engagement à respecter la date légale. Un certificat de dépôt dans un laboratoire agréé est exigé pour chacun. Ces certificats pour les nouveaux équipements, seront communiqués sur demande du Syndicat et au Maître d'œuvre lors de la phase d'exécution des travaux.
- Degrémont a instauré dans ses procédures internes le recensement systématique des appareils et matériaux soumis à ACS ainsi que la collecte des certificats de conformité.

3 Descriptif des équipements file eau

3.1 Unité membranaire

Pompes de gavage des racks membranaires

Type d'appareillage		Centrifuge
Nombre	u	1 par rack soit 3 au total + 1 secours caisse
Installation		Horizontal
Débit nominal unitaire	m^3/h	75
Débit nominal unitaire MAX	m^3/h	87
HMT nominale	mCE	65.26
HMT nominale MAX	mCE	73.93
Puissance nominale unitaire	kW	30
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	2960
Indice de protection moteur		IP55
Classe d'efficacité		IE3
DN aspiration	mm	150
DN refoulement	mm	100
Matériau corps		Fonte
Matériau arbre de pompe		Inox
Matériau roue		Inox 316L
Etanchéité		Garniture mécanique
Variateur		Oui
Accessoires		1 sonde protection moteur

Préfiltres de protection des membranes

Type d'appareillage		Filtre à cartouches
Nombre de préfiltres	u	1 par rack soit 3 au total
Nombre d'éléments par préfiltres	u	1
Débit nominal unitaire	m^3/h	75
Débit nominal unitaire MAX	m^3/h	87
Maille de filtration	µm	5
Diamètre nominal	pouces	6
Pression de service	bars	10
Matériau		Corps Inox 316L Cartouche Polypropylène

Racks membranaires

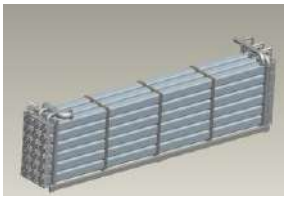
Type d'appareillage		Supportage des tubes de pression
Nombre de racks	u	3
Dimensions hors tout (LxlxH)	mm	~ 6000 x 930 x 3000
Matériau		Acier mécanosoudé
Protection		Epoxy polymérisée au four /RAL 9010 INOX A2
Accessoires		Vannes, mesures de pression, instrumentation

Pompes booster inter étages

Type d'appareillage		Centrifuge
Nombre	u	1 par rack soit 3 au total + 1 en secours caisse
Installation		Verticale
Débit nominal unitaire	m^3/h	35 - 40
HMT nominale	mCE	21.1
Puissance nominale unitaire	kW	4
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	2920-2940
Indice de protection		IP55
Classe d'efficacité		IE3
DN aspiration	mm	80
DN refoulement	mm	80
Matériau corps et roue		Inox 316L
Etanchéité		Garniture mécanique
Variateur		Oui

Tubes de pression

Type d'appareillage		Caisson de membranes
Nombre de tubes	u	45 au total (10+5 par rack)
Nombre de membranes par tube 1er étage	u	5
Nombre de membranes par tube 2ème étage	u	5
Longueur	mm	5600
Diamètre intérieur	mm	202
Matériau		FRP



Membranes

Type d'appareillage		Membranes de nanofiltration
Nombre de membranes	u	225
Longueur	mm	1029
Diamètre extérieur	mm	201
Matériau		Polyamide
Température maximum de fonctionnement	°C	45
Pression maximum de fonctionnement	bars	41
Plage de pH en régime continu		2-11
Plage de pH nettoyage chimique		1-13

Stockage séquestrant amont nanofiltration

Type d'appareillage		Cuve de rétention pour cubitainer
Nombre	u	1
Volume utile	litres	1000
Dimensions	mm	1450 x 600 x 1740
Equipements et Accessoires		1 détecteur de niveau bas

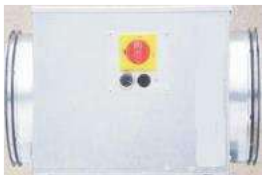
Dosage séquestrant amont nanofiltration

Type d'appareillage		Skid de sécurité et dosage
Nombre	u	1
Nombre de pompes	u	3 +1 en secours caisse
Plage de débit unitaire	l/h	0.10 à 3.6
Puissance nominale	kW	0.09
Equipements et Accessoires		Coffret mural en PPC-UV avec grilles d'aération, portes plexiglass, cuvette de rétention en partie inférieure avec niveau de détection de fuite et trop plein Filtre de protection à l'aspiration Manomètres, éprouvette graduée étalonnage/amorçage, pompe à vide manuelle PVC, clapets, soupapes de sécurité tarées, vannes et tuyauterie de liaison en PVC Variation électronique

3.2 Cascade

Ventilateur de soufflage

Type d'appareillage		Caisson d'extraction centrifuge en ligne en acier galvanisé
Nombre	u	1
Débit	m3/h	500
Puissance nominale	kW	0.17
Equipements		Moteur à haut rendement variable Interrupteur de proximité cadenassable et potentiomètre Manchette avec colliers de serrage Plots anti vibratiles en pression Pressostat différentiel Caisson filtrant avec filtre à poches en fibres synthétiques



Ventilateur d'extraction

Type d'appareillage		Ventilateur centrifuge simple ouïe en polypropylène
Nombre	u	1
Débit	m3/h	600
Puissance nominale	kW	0.55
Equipements		Variateur déporté IP66 Protection électrothermique intégrée Diffuseur circulaire grillagé de rejet Plots anti vibratiles en caoutchouc Pressostat différentiel Interrupteur de proximité (5.5 kW)

3.3 Bâche de chloration

Un système de dosage en dépression du chlore gazeux comprenant :

- 4 chloromètres avec supports muraux et contact fin de bouteille
- 1 vanne d'inversion
- 1 masque à chlore avec cartouche et mallette
- 1 détecteur de fuite de chlore
- 1 gyrophare et 1 avertisseur sonore en 230v – 50 Hz
- 1 résistance chauffante en Inox 316L, 1250W
- 1 mallette avec cloche de sécurité

Le matériel pour le point d'injection en en entrée de la bâche de chloration :

- 1 vanne modulante
- 1 hydroéjecteur

3.4 Remise à l'équilibre

Stockage de soude

Type d'appareillage		Cuve cylindrique de catégorie sismique 4
Nombre	u	1
Type		Verticale double peau
Capacité unitaire	m^3	8
Diamètre intérieur cuve	mm	1900
Hauteur hors tout	mm	3000
Construction		PEHD
Accessoires		1 coffret de dépotage 1 trou d'homme, 1 évent 1 indicateur de niveau à flotteur 3 contacteurs électromagnétiques 1 réglette de niveau graduée Piquages d'aspiration, de remplissage, de trop plein, d'instrumentation 1 thermoplongeur 4.5 kW avec accessoires 2 oreilles de levage 1 jeu d'étiquettes autocollantes de sécurité

Dosage de soude (commun pour la remise à l'équilibre, lavage des racks, neutralisation des eaux de lavage)

Type d'appareillage		Skid de sécurité et dosage
Nombre	u	1
Nombre de pompes	u	4 (dont 1 en secours installée pour la remise à l'équilibre)
Plage de débit unitaire	l/h	Remise à l'équilibre : 0 à 30 L/h Lavages et neutralisation : 0 à 63 L/h
Puissance nominale unitaire par pompe	kW	0.09
Equipements et Accessoires		Coffret mural en PPC-UV avec grilles d'aération, portes plexiglass, cuvette de rétention en partie inférieure avec niveau de détection de fuite et trop plein Filtre de protection à l'aspiration Manomètres, éprouvette graduée étalonnage/amorçage, pompe à vide manuelle PVC, clapets, soupapes de sécurité tarées, vannes et tuyauterie de liaison en PVC Variation électronique

3.5 Pompage eau traitée

Pompes eau traitée

- Débit moyen et pointe

Type d'appareillage		Centrifuge en fosse sèche
Nombre	u	2 (dont 1en secours installé)
Installation		Horizontale
Débit nominal unitaire	m^3/h	500
HMT nominale	mCE	87 (selon information réseau du document SAFEGE fourni au DCE « Alimentation du réservoir de St Siméon depuis le projet de l'usine des Boisseaux »)
Puissance nominale unitaire	kW	160
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	1490
Indice de protection moteur		IP55
Classe d'efficacité		IE3
DN aspiration	mm	250
DN refoulement	mm	200
Matériau corps		Fonte
Matériau roue		Fonte
Matériau arbre de pompe		Inox
Etanchéité		Joint mécanique
Variateur		Oui
Accessoires		1 sonde protection moteur

3.6 Rinçage des racks membranaires

Groupe de surpression

Type d'appareillage		Centrifuge monocellulaire
Installation		Verticale
Nombre	u	3 dont 1 en secours installé
Débit nominal unitaire	m^3/h	45
Puissance nominale unitaire	kW	11
Pression	bars	4
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	2900
Indice de protection moteur		IP55
Classe d'efficacité		IE3
Matériau corps		Fonte
Matériau arbre de pompe		Acier
Matériau roue		Bronze
Etanchéité		Joint mécanique
Variateur de fréquence		Oui

Ce groupe de pompe sert également à la dilution en ligne de la soude, l'alimentation du ballon d'eau chaude et du mitigeur pour les lavages chimiques, l'alimentation en eau de la cuve de lavage.

3.7 Lavage des membranes

Cuve de lavage CIP

Type d'appareillage		Cuve cylindrique de catégorie sismique 4
Nombre	u	1
Type		Verticale double peau
Capacité unitaire	m^3	5.5
Diamètre intérieur cuve	mm	1700
Hauteur hors tout	mm	3000
Construction		PE-100
Accessoires		1 trou d'homme, 1 évent 1 support pout fixation échelle 1 casse Vortex 4 pattes de fixation au sol amovibles 2 anneaux de levage Piquages pour eau de lavage, arrivée d'eau chaude, évent, trop plein, capteur de niveau, épingle chauffante, vidange 1 jeu d'étiquettes autocollantes de sécurité Thermoplongeur sur bride 26kW avec 1 thermostat de sécurité réglable avec limiteurs de température et 1 sonde thermocouple pour régulation

Pompe de lavage CIP

Type d'appareillage		Centrifuge en fosse sèche
Nombre	u	2 (dont 1 en secours en caisse)
Installation		Horizontale
Débit nominal unitaire	m³/h	80
HMT nominale	mCE	45.6
Puissance nominale unitaire	kW	18.5
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	2900
Indice de protection moteur		IP55
Classe d'efficacité		IE3
Matériau corps		Inox 316L
Matériau arbre de pompe		Inox duplex
Matériau roue		Inox 316L
Etanchéité		Garniture mécanique
Variateur		Oui

Préfiltre de protection CIP

Type d'appareillage		Filtre à cartouches
Nombre de préfiltres	u	1
Nombre d'éléments par préfiltres	u	1
Débit nominal unitaire	m³/h	80
Maille de filtration	µm	5
Diamètre nominal	pouces	6
Pression maximale de service	bars	6
Matériau		Corps Inox 316L Cartouche Polypropylène

Chauffe-eau

Type d'appareillage		Ballon d'eau chaude sanitaire
Nombre	u	1
Type		Vertical
Capacité unitaire	m^3	1.5
Diamètre intérieur cuve	mm	950
Hauteur hors tout	mm	2510
Construction		Inox 316L
Température de sortie du chauffe-eau	°C	70
Puissance du thermoplongeur	kW	20
Accessoires		1 thermostat 1 trou d'homme 1 boîtier de raccordement

Stockage d'acide chlorhydrique

Type d'appareillage		Cuve de rétention pour cubitainer
Nombre	u	1
Volume utile	litres	1000
Dimensions	mm	1450 x 600 x 1740
Equipements et Accessoires		1 détecteur de niveau bas

Stockage acide citrique

Type d'appareillage		Cuve de rétention pour cubitainer
Nombre	u	1
Volume utile	litres	1000
Dimensions	mm	1450 x 600 x 1740
Equipements et Accessoires		1 détecteur de niveau bas

Stockage détergents

Type d'appareillage		Cuve de rétention pour jerricans
Nombre	u	5
Volume utile	L	20
Equipements et Accessoires		2 détecteurs de niveau bas

Dosage acide chlorhydrique

Type d'appareillage		Skid de sécurité et dosage
Nombre	u	1
Nombre de pompes	u	2 (1 pour le lavage et 1 pour la neutralisation)
Plage de débit unitaire	l/h	6 à 63
Puissance nominale unitaire	kW	0.09
Equipements et Accessoires		Coffret mural en PPC-UV avec grilles d'aération, portes plexiglass, cuvette de rétention en partie inférieure avec niveau de détection de fuite, trop plein, vanne de vidange Filtre de protection à l'aspiration Manomètre, éprouvette graduée étalonnage/amorçage, pompe à vide manuelle PVC, clapets, soupapes de sécurité tarées, vannes et tuyauterie de liaison en PVC Variation électronique

Dosage acide citrique

Type d'appareillage		Skid de sécurité et dosage
Nombre	u	1
Nombre de pompes	u	1
Plage de débit unitaire	l/h	6 à 63
Puissance nominale	kW	0.09
Equipements et Accessoires		Coffret mural en PPC-UV avec grilles d'aération, portes plexiglass, cuvette de rétention en partie inférieure avec niveau de détection de fuite, trop plein, vanne de vidange
		Filtre de protection à l'aspiration
		Manomètre, éprouvette graduée étalonnage/amorçage, pompe à vide manuelle PVC, clapets, soupapes de sécurité tarées, vannes et tuyauterie de liaison en PVC
		Variation électronique

Dosage détergents

Type d'appareillage		Skid de sécurité et dosage
Nombre	u	1
Nombre de pompes	u	1
Plage de débit unitaire	l/h	6 à 63
Puissance nominale unitaire	kW	0.09
Equipements et Accessoires		Coffret mural en PPC-UV avec grilles d'aération, portes plexiglass, cuvette de rétention en partie inférieure avec niveau de détection de fuite, trop plein, vanne de vidange
		Filtre de protection à l'aspiration
		Manomètres, éprouvettes graduées étalonnage/amorçage, pompe à vide manuelle PVC, clapets, soupapes de sécurité tarées, vannes et tuyauterie de liaison en PVC
		Variation électronique

Pour la soude, se référer au chapitre « remise à l'équilibre ».

3.8 Poste des eaux sales

Hydroéjecteur

Type d'appareillage		Centrifuge anti-corrosive en fosse sèche
Nombre	u	1
Installation		Horizontale
Débit nominal unitaire	m^3/h	70
HMT	mCE	10
Puissance nominale unitaire	kW	2
Vitesse de rotation moteur	Tr/min	3000
Indice de protection moteur		IP55
Classe d'efficacité		IE3
DN aspiration	mm	150
DN refoulement	mm	150
Matériau corps		Polypropylène
Matériau roue		Polypropylène
Etanchéité		Garniture mécanique
Variateur		Non

4 Descriptif des équipements file AIR

Ventilation des locaux

Type d'appareillage		Ventilateur hélicoïdale à hautes performances à virole pour montage entre gaines
Nombre	u	4
Débit unitaire	m3/h	1 – 1000 m3/h (Local réactifs) 2 – 1000 m3/h (Local racks) 1 – 2400 m3/h (Local pompes)
Puissance nominale	kW	1000 m3/h : 320W 2400 m3/h : 320 W
Equipements		Contre bride Manchette simple avec 2 colliers de serrage Support de montage Plots anti vibratiles en pression

Chauffage

Type d'appareillage		Aérotherme électrique
Nombre	u	3
Puissance nominale	kW	2 x 8 kW (Local réactifs et local pompes) 1 x 12 kW Local racks

Déshydrateur

Quantité	u	1 : Local racks 1 : Local pompes
Type		Deshydrateur d'air à adsorption
Alimentation	V	400
Capacité de déshumidification	kg/h	Local racks : 25.5 (condition d'entrée de 20°C et de 60% HR) Local pompes : 25.5 (condition d'entrée de 20°C et de 60% HR)
Débit air sec	m^3/h	Local racks : 4500 Local pompes : 4500
Puissance nominale	kW	Local racks : 35.70 Local pompes : 35.70

5 Postes généraux

5.1 Compresseur d'air

Type d'appareillage		Compresseur d'air
Nombre	u	2 (1 en secours installé)
Type		A piston non lubrifié
Débit nominal unitaire	Nm³/h	15
Pression de fonctionnement	bar	6
Volume réservoir	l	90
Puissance nominale	kW	7
Accessoires		1 purgeur automatique des condensats Capots insonorisation

6 Liste instrumentation

POSTE	DESIGNATION	NOMBRE
Bâche de gavage	Mesure de pression alimentation bâche de gavage	2
	Mesure de niveau piezo bâche de gavage	1
	Mesure de niveau très haut bâche de gavage	1
	Mesure de niveau très bas bâche de gavage	1
	Débitmètres électromagnétiques, alimentation OIBP	3
	Transmetteur de pression différentielle préfiltres	3
	Détecteurs de pression préfiltres	3
	Débitmètre électromagnétique bypass	1
	Sonde pH	1
	Sonde turbidité	1
	Sonde Conductivité	1
	Sonde température	1
	Sonde nitrates	1
	Sonde redox	1
	Débitmètre refoulement P1+P2 (mesure existante récupérée)	1
	Sonde turbidité refoulement P3 (mesure existante récupérée)	1
	Débitmètre refoulement P3 (mesure existante récupérée)	1
	Sondes turbidité refoulement P1+P2 (mesure existante récupérée)	1
Nanofiltration	Détecteur pression entrée rack	3
	Mesure pression entrée rack	3
	Mesure pression sortie 2 étages	6
	Mesure pression concentrat	9
	Débitmètre électromagnétique perméat ETAGE 1	3
	Débitmètre électromagnétique perméat ETAGE 2	3
	Débitmètre électromagnétique concentrat	3
	Conductivité perméat	3
Groupe de surpression	Débitmètre électromagnétique refoulement pompes	1
	Débitmètre électromagnétique eaux pour flush	1
	Détecteur pression basse	1
Bâche eau osmosée - bâche de mélange et bâche de chloration	Mesure de niveau piezo bâche eau osmosée	1
	Détecteur de niveau bas bâche eau osmosée	1
	Débitmètre électromagnétique eau traitée	1
	Mesure de niveau en continu bâche de pompage eau traitée	2
	Sonde turbidité	1
	Sonde pH	1
	Sonde Conductivité	1

POSTE	DESIGNATION	NOMBRE
	Sonde Cl2	1
	Sonde nitrates	1
	Mesure de TH	1
Poste de rejet et poste eaux sales	Sonde piezo poste de rejet	1
	Poire de niveau très haut poste de rejet	1
	Poire de niveau très bas poste de rejet	1
	Sonde radar poste eaux sales	1
	Poire de niveau très haut poste eaux sales	1
	Poire de niveau très bas poste eaux sales	1
	Débitmètre électromagnétique refoulement concentrats	1
	Débitmètre électromagnétique refoulement poste eaux sales flush	1
	Débitmètre électromagnétique refoulement poste eaux sales	1
	Mesure pression concentrats	1
	Sonde pH (concentrats + eaux sales)	2
	Sonde turbidité (concentrats + eaux sales)	2
CIP		
	Transmetteur température eau sortie mitigeur	1
	Transmetteur température chauffe-eau	1
	Transmetteur température cuve CIP	1
	Transmetteur niveau cuve CIP	2
	Détecteur pression sortie CIP	1
	Transmetteur de pression différentielle préfiltre	1
	Transmetteur température sortie CIP	1
	Débitmètre sortie CIP	1
	Sonde pH	1
Réactifs	*Soude*	
	Transmetteur débit	3
	Alarme sonore et visuelle dépotage	1
	Détecteurs de niveau cuve de soude	5
	Mesure de niveau radar cuve de soude	1
	Détecteur de niveau haut coffret soude	1
	Transmetteur température cuve soude	1
	Détection de sécurité température chauffage soude	1
	Acides	
	Détecteur de niveau bas HCl	1
	Détecteur de niveau bas acide citrique	1
	Détecteur de niveau haut coffret acide	2
	Chlore gazeux	
	Centrale gaz pour capteur chlore	1

POSTE	DESIGNATION	NOMBRE
	Mesure débit eau potable	1
	Détecteur de pression vanne inversion	1
	Alarme sonore et visuelle stockage chlore	1
	Séquestrant	
	Détecteur de niveau bas stockage séquestrant	2
	Détecteur de niveau bas rétention séquestrant	1
	Transmetteurs de débit séquestrant	3
	Détergent	
	Détecteurs de niveau bas Bidons détergent	1
Réseau eau de service	Compteur	1
	Détecteur de pression	1
Déshumidification	Hygromètre déshumidificateur local racks	1
	Hygromètre déshumidificateur local pompes	1

7 Liste des équipements de secours

EQUIPEMENTS	EN SERVICE	SECOURS INSTALLE	SECOURS ATELIER
OSMOSE INVERSE			
Pompes d'alimentation des racks de nanofiltration	3		1
Pompes booster des racks de nanofiltration	3		1
Pompes de flush (groupe de surpression)	2	1	
Lavage de membrane			
Pompe de lavage - brassage / rinçage chimique	1		1
Thermoplongeur (chauffe-eau)	1		
Hydroéjecteur poste eaux sales	1		
Chloration			
Vanne d'inversion automatique	1		
Vanne modulante	1		
Pompage d'eau traitée			
Pompes eau traitée débit nominal	1	1	
REACTIFS - Traitement des Eaux			
SEQUESTRANT			
Stockage et injection séquestrant (anti scalant)			
Pompes doseuses séquestrant - amont membrane	3		1
Détergeant U115 (lavages)			
Stockage et injection détergent			
Pompes doseuses U115	2		1*
ACIDE CITRIQUE (lavages)			
Stockage et injection acide citrique			
Pompe doseuse acide citrique - lavage membrane	1		1*
ACIDE CHLORHYDRIQUE (neutralisation)			

EQUIPEMENTS	EN SERVICE	SECOURS INSTALLE	SECOURS ATELIER
Stockage et injection HCl			
Pompe doseuse HCl - neutralisation Eaux sales de lavage	1		1*
Pompe doseuse HCl – cuve CIP	1		1*
SOUDE			
Stockage et injection Soude			
Pompes doseuses Soude - Remise à l'équilibre	1	1	
Pompe doseuse Soude - Neutralisation Eaux sales de lavage	1		1*
Pompe doseuse soude – Cuve CIP	1		1*
Thermoplongeur	1		
UTILITES			
Production air pilote			
Compresseur air comprimé	1	1	
Sécheur d'air	1		
Déshydrateurs			
Déshydrateurs d'air - Local nanofiltration	1		
Déshydrateurs d'air - Local pompes	1		
Ventilation			
Ventilateur - Local nanofiltration	2		
Ventilateur - Local réactifs	1		
Ventilateur - Local pompe	1		
Ventilateur - Soufflage cascade	1		
Ventilateur - Extraction cascade	1		
Chauffage			
Aérotherme - Local nanofiltration	1		
Aérotherme - Local réactifs	1		

EQUIPEMENTS	EN SERVICE	SECOURS INSTALLE	SECOURS ATELIER
Aérotherme – Local pompes	1		

*Une pompe doseuse en secours magasin est prévue en commun aux pompes détergent, acide citrique, acide chlorhydrique et soude.

8 Liste des pièces de rechange

L'ensemble des pièces de rechange est décrit ci-dessous. Nous avons prévu les pièces de rechange pour les équipements n'ayant pas de secours installé ni de secours en caisse.

MATERIEL	Pièces de rechange	Quantité
PREFILTRES		
ALIMENTATION DE L'UNITE MEMBRANAIRE		
Préfiltre 5 µm		
1 jeu de cartouches filtrantes	Première urgence	1
1 jeu de joints	Première urgence	1
LAVAGE DES MEMBRANES		
Préfiltre 5 µm		
1 jeu de cartouches filtrantes	Première urgence	1
1 jeu de joints	Première urgence	1
POMPES		
Pompe de refoulement eau traitée débit pointe		
Garniture mécanique complète	Première urgence	1
Hydroéjecteur bâche eaux sales		
Roue	Première urgence	1
Fond	Première urgence	1
Joint de volute	Première urgence	1
Garniture mécanique complète	Première urgence	1
DESHYDRATEURS		
Motoréducteur	Première urgence	1
Ventilateur process	Première urgence	1
Ventilateur régénération	Première urgence	1
Résistance PTC	Première urgence	1
Joints périphériques	Première urgence	1
Joints radiaux	Première urgence	1

9 Moyens de manutention

Les équipements de manutention sont présentés dans le tableau ci-dessous.

NOTA : (*) Equipement en commun

EQUIPEMENT	POIDS UNITAIRE	FREQUENCE D'INTERVENTION	MOYEN DE MANUTENTION	DESCRIPTION DE LA MANUTENTION
LOCAL RACKS				
Pompes de gavage	< 500 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Monorail 1.5Tkg + Palan électrique 2.5T* Etape 2 : Transpalette électrique 2.5T*	A l'aide du monorail, l'opérateur élingue, soulève, déplace et dépose l'équipement sur un transpalette pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
Préfiltres 5µm	< 200 kg	1 < Fi < 5 ans	Corps de filtre : Etape 1 : Portique mobile 1T* + Chariot à roulettes* Cartouches filtrantes : Etape 1 : Manuel	L'opérateur soulève les corps de filtres à l'aide d'un portique mobile et les dépose sur un chariot à roulettes pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon. Manutention à hauteur d'hommes des cartouches filtrantes.
Tubes et modules membranaires	Modules < 20 kg	Tubes : Exceptionnel Modules : 1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Chariot élévateur électrique* Etape 2 : PIR* Etape 3 : Chariot à roulettes*	L'opération la plus courante à réaliser sur le rack de filtration membranaire est le retrait des tubes et des modules pour tester leur intégrité et de de les remplacer si nécessaires. Ces opérations seront réalisées en démontant l'une des extrémités des tubes du rack. Chaque filtre pèse moins de 20kg chacun. Lors de leur mise en place dans les tubes, si ceux-ci sont à hauteur d'homme, 2 opérateurs sont nécessaires pour la manutention. Idem pour les sortir des tubes. Il n'y a pas besoin d'équipement spécifique.

EQUIPEMENT	POIDS UNITAIRE	FREQUENCE D'INTERVENTION	MOYEN DE MANUTENTION	DESCRIPTION DE LA MANUTENTION
				Lorsque les tubes ne se trouvent plus à hauteur d'homme, l'opérateur utilise un chariot élévateur et une PIR. Le chariot élévateur va permettre de présenter la membrane en face du tube à charger. Un opérateur est nécessaire pour gérer cet équipement. Un deuxième opérateur aura la charge de l'opération de chargement ou de déchargement du module depuis la plateforme individuelle roulante.
Racks	5000 kg (y compris tubes et modules membranaires)	Exceptionnel	Etape 1 : Camion grue	Il n'est pas prévu de moyen de manutention des racks. Ce type d'opération a une fréquence particulièrement faible et doit être envisagé dans le cadre d'une campagne de remplacement de tous les Racks. En effet, le remplacement d'un tube ou d'un Rack complet ne s'est pas encore produit sur les sites que SUEZ exploite et ce même dans les configurations les plus sollicitantes pour les équipements (notamment dans le dessalement d'eau de mer en haute pression). Néanmoins, des bardages démontables permettent la manutention d'un rack complet avec une grue automotrice. Cette solution qui sera mise en œuvre en phase de montage pourra être reconduite le cas échéant.
Compresseurs d'air	< 1000 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Transpalette électrique 2.5T*	L'opérateur récupère l'équipement grâce à un transpalette et le déplace jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
LOCAL REACTIFS				
Cuve CIP		Exceptionnel	Etape 1 : Camion grue	Manutention exceptionnelle : la cuve sera sortie du local via les portes sectionnelles par un camion grue en location

EQUIPEMENT	POIDS UNITAIRE	FREQUENCE D'INTERVENTION	MOYEN DE MANUTENTION	DESCRIPTION DE LA MANUTENTION
Pompe CIP	< 500 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Portique mobile 1T* + Transpalette électrique 2.5T*	À l'aide d'un portique mobile, l'opérateur élingue l'équipement, le soulève, le déplace et le dépose sur un transpalette pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
Préfiltre CIP	< 200 kg	1 < Fi < 5 ans	Corps de filtre : Etape 1 : Portique mobile 1T* + Chariot à roulettes* Cartouches filtrantes : Manuel	L'opérateur soulève les corps de filtres à l'aide d'un portique mobile et les dépose sur un chariot à roulettes pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon. Manutention à hauteur d'hommes des cartouches filtrantes.
Ballon d'eau chaude	< 2000 kg	Exceptionnel	Etape 1 : Transpalette électrique 2.5T*	L'opérateur soulève le ballon et le récupère grâce à un transpalette pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
Cuve Soude		Exceptionnel	Etape 1 : Camion grue	Manutention exceptionnelle : la cuve sera sortie du local via les portes sectionnelles par un camion grue en location
Coffret pompes doseuses		1 < Fi < 5 ans	Manuel	Manutention à hauteur d'homme.
Cubitainers réactifs	< 2000 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Gerbeur électrique*	Les cubitainers ne seront pas manipulés sur leurs rétentions. Le livreur posera les cubitainers au sol devant les portes. Un gerbeur électrique permettra la mise en place et la manutention des cubitainers sur leur rétention.
Hydroéjecteur bâche eaux sales	< 500 kg		Etape 1 : Portique mobile 1T* + Transpalette électrique 2.5T*	À l'aide d'un portique mobile, l'opérateur élingue l'équipement, le soulève, le déplace et le dépose sur un transpalette pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
Groupe de surpression d'eau osmosée	< 1000 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Portique mobile 1T* + Transpalette électrique 2.5T*	L'opérateur soulève l'équipement à l'aide d'un portique mobile et le dépose sur un transpalette électrique pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.

EQUIPEMENT	POIDS UNITAIRE	FREQUENCE D'INTERVENTION	MOYEN DE MANUTENTION	DESCRIPTION DE LA MANUTENTION
LOCAL POMPES				
Pompes eau traitée	< 3000kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : 2 Monorails 3T + Chariot électrique 2.5T* + Palan électrique 2.5T* + Transpalette électrique 2.5T*	A l'aide d'un monorail, l'opérateur élingue l'équipement, le soulève, le déplace et le dépose sur un transpalette pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
ETAGE 1				
Déshydrateurs local filtres et local pompes	< 500 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Transpalette électrique 2.5T* Etape 2 : Monorail + Chariot électrique 2.5T* + Palan électrique 2.5T*	L'opérateur récupère l'équipement grâce à un transpalette et le déplace jusqu'à la zone de dépose. A l'aide du monorail, l'opérateur élingue l'équipement, le soulève et le dépose sur un transpalette dans le local filtres pour le déplacer jusqu'à l'atelier ou un camion à hayon.
Ballon anti-bélier	< 2000 kg	Exceptionnel	Etape 1 : Monorail + Chariot électrique 2.5T* + Palan électrique 2.5T* Etape 2 : Rail provisoire de roulement Etape 3 : Camion grue	A l'aide du monorail, l'opérateur élingue l'équipement, le soulève et le dépose sur le rail provisoire de roulement et le déplace jusqu'à la zone de dépose du ballon anti-bélier. L'opérateur élingue l'équipement à une grue positionnée sur l'aire de grutage.
CASCADE D'AERATION				
Ventilateurs	20 kg	1 < Fi < 5 ans	Etape 1 : Pied de potence + Potence mobile* + Chariot à roulettes* Etape 2 : Monorail* + Chariot à roulettes*	L'opérateur soulève les équipements avec la potence mobile et les pose sur un chariot à roulettes niveau 111. Puis, l'opérateur descend du niveau 111 au rez de chaussée les équipements à l'aide du monorail.

10 Liste des canalisations

Poste	Départ	Arrivée	Fluide	Matériaux	PN	DN
Bâche de gavage et alimentation OIBP	Bâche de gavage	Aspiration pompes de gavage	Eau brute	Inox 304L	PN10	DN150
	Refoulement pompes de gavage	Racks NF	Eau brute	Inox 304L	PN25	DN125
	Bâche de gavage	Canalisation transfert	Eau brute	PVC	PN10	DN 150
OIBP	Refoulement groupe de surpression	Racks NF (flush)	Eau osmosée	PVCU	PN10	DN100
	Refoulement pompe CIP	Racks NF	Solution de lavage / Eau de rinçage	PVC	PN10	DN125
	Racks NF	Bâche d'eau osmosée	Perméat	Inox 304L	PN10	DN200
	Racks NF	Cuve CIP ERU	Perméat	PVC	PN10	DN50 DN100
	Racks NF	ERU	Concentrats	PVC	PN16	DN80

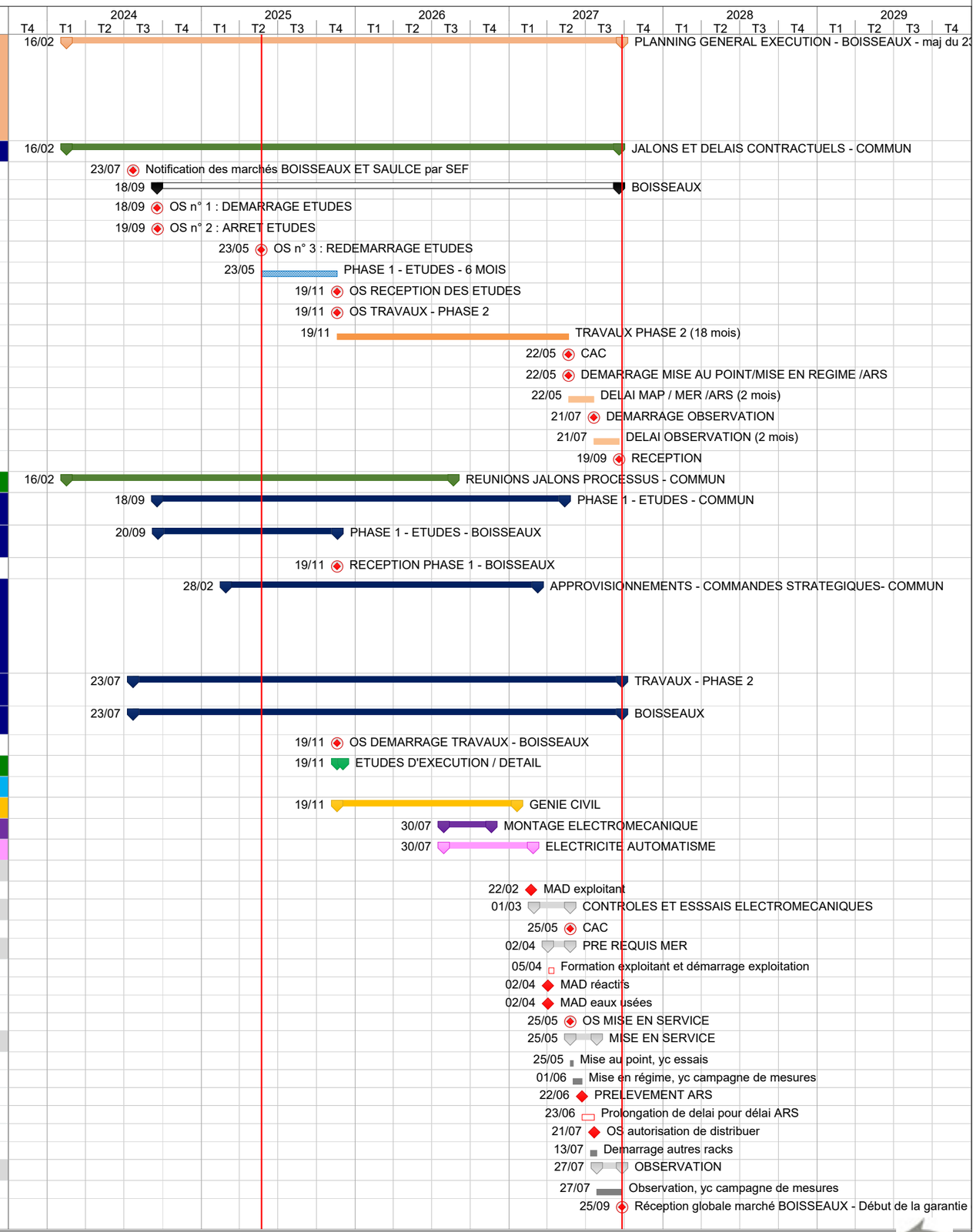
Poste	Départ	Arrivée	Fluide	Matériaux	PN	DN
	Racks NF	Cuve de lavage CIP et bâche eaux sales	Eaux sales Eaux de lavage Eaux de rinçage	PVC	PN10	DN125
	Racks NF	Poste de rejet	Eaux de flush	PVC	PN10	DN80
Production et distribution d'eau osmosée surpressée	Bâche eau osmosée	Groupe de surpression	Eau osmosée	Inox 304L	PN10	DN200
	Aspiration du groupe de surpression	Refoulement du groupe de surpression	Eau osmosée	Inox304L	PN10	DN125
	Groupe de surpression	Dilution soude Chauffe-eau Mitigeur Cuve de lavage CIP	Eau osmosée	PVCU	PN10	DN25 DN50 DN32 DN50
	Refoulement groupe de surpression	Eau de rinçage vers refoulement pompe CIP	Eau osmosée	PVC	PN10	DN80
Lavage des membranes (CIP)	Chauffe-eau	Mitigeur	Eau osmosée	Inox 304L	PN10	DN50
	Mitigeur	Cuve CIP	Eau chaude osmosée	Inox 304L	PN10	DN50
	Cuve CIP	Aspiration pompe CIP	Solution de lavage	PVC	PN10	DN200
	Refoulement pompe CIP	Préfiltres	Solution de lavage	PVC	PN10	DN125
	Refoulement pompe CIP	Cuve CIP	Solution de lavage pour brassage	PVC	PN10	DN80
Soude	Coffret de dépotage	Stockage de soude	Soude	PVC	PN10	DN80
	Stockage de soude	Coffret de dosage	Soude	PVCU		DN15

Poste	Départ	Arrivée	Fluide	Matériaux	PN	DN
	Coffret de dosage	Bâche eau traitée	Soude diluée	PTFE	PN10	DN15
	Coffret de dosage	Bâche eaux sales	Soude	PTFE	PN10	DN15
	Coffret de dosage	Cuve CIP	Soude diluée	PTFE	PN10	DN15
Acides	Cubitainer acide HCl	Coffret de dosage	Acide chlorhydrique	PTFE	PN10	DN10
	Coffret de dosage hCl	Bâche eaux sales	Acide chlorhydrique	PTFE	PN10	DN10
	Coffret de dosage HCl	Cuve CIP	Acide chlorhydrique	PTFE	PN10	DN10
	Cubitainer acide citrique	Coffret de dosage	Acide citrique	PTFE	PN10	DN10
	Coffret de dosage	Cuve CIP	Acide citrique	PTFE	PN10	DN10
Séquestrants	Cubitainers séquestrant	Coffrets de dosage	Séquestrant	PTFE	PN10	DN4
	Coffret de dosage séquestrant pour OIBP	Alimentation OIBP	Séquestrant	PTFE	PN10	DN4
Détergents	Cubitainers détergents	Coffret de dosage	Détergents	PTFE	PN10	DN10
	Coffret de dosage	Cuve CIP	Détergents	PTFE	PN10	DN10
Chlore gazeux	Production chlore gazeux	Bâche eau traitée	Chlore gazeux	PVCS		DN6

Poste	Départ	Arrivée	Fluide	Matériaux	PN	DN
Utilités	Eau de service	Distribution eau de service vers le laboratoire, les douches de sécurité, les points de lavage réactifs, le chlore	Eau de service	PVC		DN32
	Air de service	Distribution air pilote vers les vannes pneumatiques	Air de service	Rilsan		32

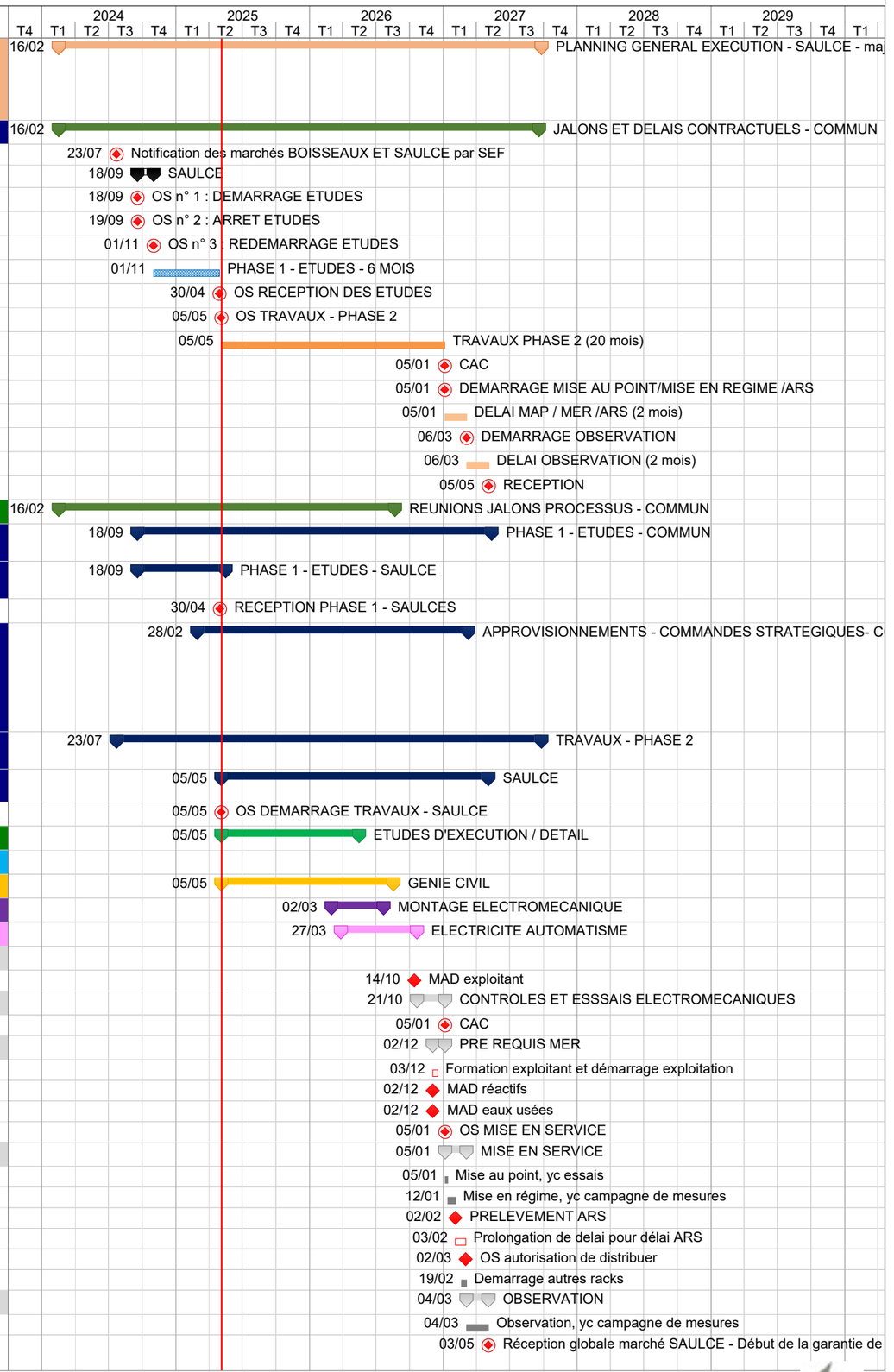
AUXERRE - BOISSEAUX

N°	Nom de la tâche	Durée	% achevé	Début	Fin	Type Tâche
1	**PLANNING GENERAL EXECUTION - BOISSEAUX - maj du 23 mai 2025**	**893 jrs?**	**14%**	**Ven 16/02/24**	**Sam 25/09/27**	
2	**JALONS ET DELAIS CONTRACTUELS - COMMUN**	**888 jrs**	**13%**	**Ven 16/02/24**	**Dim 19/09/27**	
3	Notification des marchés BOISSEAUX ET SAULCE par SEF	0 jr	100%	Mar 23/07/24	Mar 23/07/24	Jalon contractuel
18	**BOISSEAUX**	738 jrs	0%	Mer 18/09/24	Dim 19/09/27	
19	OS n° 1 : DEMARRAGE ETUDES	0 jr	100%	Mer 18/09/24	Mer 18/09/24	Jalon contractuel
20	OS n° 2 : ARRET ETUDES	0 jr	100%	Jeu 19/09/24	Jeu 19/09/24	Jalon contractuel
21	OS n° 3 : REDEMARRAGE ETUDES	0 jr	0%	Ven 23/05/25	Ven 23/05/25	Jalon contractuel
22	PHASE 1 - ETUDES - 6 MOIS	6 mé	0%	Ven 23/05/25	Mer 19/11/25	Tâche études achat DGT
23	OS RECEPTION DES ETUDES	0 jr	0%	Mer 19/11/25	Mer 19/11/25	Jalon contractuel
24	OS TRAVAUX - PHASE 2	0 jr	0%	Mer 19/11/25	Mer 19/11/25	Jalon contractuel
25	TRAVAUX PHASE 2 (18 mois)	549 jrsé	0%	Mer 19/11/25	Sam 22/05/27	Tâche GC
26	CAC	0 jr	0%	Sam 22/05/27	Sam 22/05/27	Jalon contractuel
27	DEMARRAGE MISE AU POINT/MISE EN REGIME /ARS	0 jr	0%	Sam 22/05/27	Sam 22/05/27	Jalon contractuel
28	DELAI MAP / MER /ARS (2 mois)	2 mé	0%	Sam 22/05/27	Mer 21/07/27	Tâche essai et contrôle
29	DEMARRAGE OBSERVATION	0 jr	0%	Mer 21/07/27	Mer 21/07/27	Jalon contractuel
30	DELAI OBSERVATION (2 mois)	2 mé	0%	Mer 21/07/27	Dim 19/09/27	Tâche essai et contrôle
31	RECEPTION	0 jr	0%	Dim 19/09/27	Dim 19/09/27	Jalon contractuel
32	**REUNIONS JALONS PROCESSUS - COMMUN**	**616 jrs**	**99%**	**Ven 16/02/24**	**Sam 22/08/26**	
43	**PHASE 1 - ETUDES - COMMUN**	**647 jrs**	**11%**	**Mer 18/09/24**	**Mer 12/05/2**	
240	**PHASE 1 - ETUDES - BOISSEAUX**	**280 jrs**	**54%**	**Ven 20/09/24**	**Mer 19/11/2**	
354	**RECEPTION PHASE 1 - BOISSEAUX**	**0 jr**	**0%**	**Mer 19/11/25**	**Mer 19/11/25**	**Jalon contractuel**
355	**APPROVISIONNEMENTS - COMMANDES STRATEGIQUES- COMMUN**	**494 jrs**	**1%**	**Ven 28/02/25**	**Mar 09/03/27**	
560	**TRAVAUX - PHASE 2**	**783 jrs?**	**0%**	**Mar 23/07/24**	**Sam 25/09/2**	
684	**BOISSEAUX**	**783 jrs?**	**0%**	**Mar 23/07/24**	**Sam 25/09/2**	
685	**OS DEMARRAGE TRAVAUX - BOISSEAUX**	**0 jr**	**0%**	**Mer 19/11/25**	**Mer 19/11/25**	**Jalon contractuel**
686	**ETUDES D'EXECUTION / DETAIL**	**10 jrs**	**0%**	**Mer 19/11/25**	**Mar 02/12/25**	
721	**PRE REQUIS TRAVAUX**	**0 jr**	**0%**	**Mer 19/11/25**	**Mer 19/11/25**	
730	**GENIE CIVIL**	**285 jrs**	**0%**	**Mer 19/11/25**	**Mar 19/01/27**	
761	**MONTAGE ELECTROMECANIQUE**	**80 jrs**	**0%**	**Jeu 30/07/26**	**Jeu 19/11/26**	
768	**ELECTRICITE AUTOMATISME**	**145 jrs**	**0%**	**Jeu 30/07/26**	**Ven 26/02/27**	
780	**PRE REQUIS CONTRÔLE ET ESSAIS**	**0 jr**	**0%**	**Lun 22/02/27**	**Lun 22/02/27**	
781	MAD exploitant	0 jr	0%	Lun 22/02/27	Lun 22/02/27	Jalon pré-requis client
782	**CONTROLES ET ESSSAIS ELECTROMECANIQUES**	**62 jrs**	**0%**	**Lun 01/03/27**	**Mar 25/05/27**	
788	**CAC**	**0 jr**	**0%**	**Mar 25/05/27**	**Mar 25/05/27**	**Jalon contractuel**
789	**PRE REQUIS MER**	**37 jrs**	**0%**	**Ven 02/04/27**	**Mar 25/05/27**	
790	Formation exploitant et démarrage exploitation	10 jrs	0%	Lun 05/04/27	Ven 16/04/27	Tâche client
791	MAD réactifs	0 jr	0%	Ven 02/04/27	Ven 02/04/27	Jalon pré-requis client
792	MAD eaux usées	0 jr	0%	Ven 02/04/27	Ven 02/04/27	Jalon pré-requis client
793	OS MISE EN SERVICE	0 jr	0%	Mar 25/05/27	Mar 25/05/27	Jalon contractuel
794	**MISE EN SERVICE**	**44 jrs**	**0%**	**Mar 25/05/27**	**Mar 27/07/27**	
795	Mise au point, yc essais	1 semaineé	0%	Mar 25/05/27	Mar 01/06/27	Tâche mer contractuelle
796	Mise en régime, yc campagne de mesures	3 semainesé	0%	Mar 01/06/27	Mar 22/06/27	Tâche mer contractuelle
797	PRELEVEMENT ARS	0 jr	0%	Mar 22/06/27	Mar 22/06/27	Jalon pré-requis client
798	Prolongation de delai pour délai ARS	20 jrs	0%	Mer 23/06/27	Mer 21/07/27	Tâche client
799	OS autorisation de distribuer	0 jr	0%	Mer 21/07/27	Mer 21/07/27	Jalon pré-requis client
800	Demarrage autres racks	10 jrs	0%	Mar 13/07/27	Mar 27/07/27	Tâche mer contractuelle
801	**OBSERVATION**	**43 jrs**	**0%**	**Mar 27/07/27**	**Sam 25/09/27**	
802	Observation, yc campagne de mesures	60 jrsé	0%	Mar 27/07/27	Sam 25/09/27	Tâche mer contractuelle
803	**Réception globale marché BOISSEAUX - Début de la garantie de parfait achèvement**	**0 jr**	**0%**	**Sam 25/09/27**	**Sam 25/09/27**	**Jalon contractuel**



AUXERRE - SAULCE

N°	Nom de la tâche	Durée	% achevé	Début	Fin	Type Tâche	Prédéces	SAULCE / BOISSEAUX
1	**PLANNING GENERAL EXECUTION - SAULCE - maj du 23 mai 2025**	**893 jrs?**	**14%**	**Ven 16/02/24**	**Sam 25/09/27**			**commun**
2	**JALONS ET DELAIS CONTRACTUELS - COMMUN**	**888 jrs**	**13%**	**Ven 16/02/24**	**Dim 19/09/27**			**commun**
3	Notification des marchés BOISSEAUX ET SAULCE par SEF	0 jr	100%	Mar 23/07/24	Mar 23/07/24	Jalon contractuel		commun
4	**SAULCE**	32 jrs	100%	Mer 18/09/24	Ven 01/11/24			SAULCE
5	OS n° 1 : DEMARRAGE ETUDES	0 jr	100%	Mer 18/09/24	Mer 18/09/24	Jalon contractuel		SAULCE
6	OS n° 2 : ARRET ETUDES	0 jr	100%	Jeu 19/09/24	Jeu 19/09/24	Jalon contractuel		SAULCE
7	OS n° 3 : REDEMARRAGE ETUDES	0 jr	100%	Ven 01/11/24	Ven 01/11/24	Jalon contractuel		SAULCE
8	PHASE 1 - ETUDES - 6 MOIS	6 mé	100%	Ven 01/11/24	Mer 30/04/25	Tâche études achat DGT	7	SAULCE
9	OS RECEPTION DES ETUDES	0 jr	100%	Mer 30/04/25	Mer 30/04/25	Jalon contractuel	8	SAULCE
10	OS TRAVAUX - PHASE 2	0 jr	100%	Lun 05/05/25	Lun 05/05/25	Jalon contractuel	9FD+5 jr	SAULCE
11	TRAVAUX PHASE 2 (20 mois)	610 jrsé	3%	Lun 05/05/25	Mar 05/01/27	Tâche GC	10	SAULCE
12	CAC	0 jr	0%	Mar 05/01/27	Mar 05/01/27	Jalon contractuel	11	SAULCE
13	DEMARRAGE MISE AU POINT/MISE EN REGIME /ARS	0 jr	0%	Mar 05/01/27	Mar 05/01/27	Jalon contractuel	12	SAULCE
14	DELAI MAP / MER /ARS (2 mois)	2 mé	0%	Mar 05/01/27	Sam 06/03/27	Tâche essai et contrôle	13	SAULCE
15	DEMARRAGE OBSERVATION	0 jr	0%	Sam 06/03/27	Sam 06/03/27	Jalon contractuel	14	SAULCE
16	DELAI OBSERVATION (2 mois)	2 mé	0%	Sam 06/03/27	Mer 05/05/27	Tâche essai et contrôle	15	SAULCE
17	RECEPTION	0 jr	0%	Mer 05/05/27	Mer 05/05/27	Jalon contractuel	16	SAULCE
32	**REUNIONS JALONS PROCESSUS - COMMUN**	**616 jrs**	**99%**	**Ven 16/02/24**	**Sam 22/08/26**			**commun**
43	**PHASE 1 - ETUDES - COMMUN**	**647 jrs**	**11%**	**Mer 18/09/24**	**Mer 12/05/2**			**commun**
96	**PHASE 1 - ETUDES - SAULCE**	**161 jrs**	**99%**	**Mer 18/09/24**	**Ven 16/05/2**			**SAULCE**
239	**RECEPTION PHASE 1 - SAULCES**	**0 jr**	**100%**	**Mer 30/04/25**	**Mer 30/04/25**	**Jalon contractuel**	**226FD+**	**SAULCE**
355	**APPROVISIONNEMENTS - COMMANDES STRATEGIQUES- COMMUN**	**494 jrs**	**1%**	**Ven 28/02/25**	**Mar 09/03/27**			**commun**
560	**TRAVAUX - PHASE 2**	**783 jrs?**	**0%**	**Mar 23/07/24**	**am 25/09/2**			**commun**
561	**SAULCE**	**488 jrs**	**0%**	**Lun 05/05/25**	**un 03/05/2**			**SAULCE**
562	**OS DEMARRAGE TRAVAUX - SAULCE**	**0 jr**	**100%**	**Lun 05/05/25**	**Lun 05/05/25**	**Jalon contractuel**	**10**	**SAULCE**
563	**ETUDES D'EXECUTION / DETAIL**	**245 jrs**	**0%**	**Lun 05/05/25**	**Ven 15/05/26**			**SAULCE**
598	**PRE REQUIS TRAVAUX**	**0 jr**	**100%**	**Lun 05/05/25**	**Lun 05/05/25**			**SAULCE**
607	**GENIE CIVIL**	**310 jrs**	**0%**	**Lun 05/05/25**	**Lun 17/08/26**			**SAULCE**
641	**MONTAGE ELECTROMECANIQUE**	**99 jrs**	**0%**	**Lun 02/03/26**	**Mar 21/07/26**			**SAULCE**
648	**ELECTRICITE AUTOMATISME**	**145 jrs**	**0%**	**Ven 27/03/26**	**Mar 20/10/26**			**SAULCE**
660	**PRE REQUIS CONTRÔLE ET ESSAIS**	**0 jr**	**0%**	**Mer 14/10/26**	**Mer 14/10/26**			**SAULCE**
661	MAD exploitant	0 jr	0%	Mer 14/10/26	Mer 14/10/26	Jalon pré-requis client	666DD-1	SAULCE
662	**CONTROLES ET ESSSAIS ELECTROMECANIQUES**	**48 jrs**	**0%**	**Mer 21/10/26**	**Mar 05/01/27**		**657**	**SAULCE**
668	**CAC**	**0 jr**	**0%**	**Mar 05/01/27**	**Mar 05/01/27**	**Jalon contractuel**	**667**	**SAULCE**
669	**PRE REQUIS MER**	**18 jrs**	**0%**	**Mer 02/12/26**	**Mar 05/01/27**			**SAULCE**
670	Formation exploitant et démarrage exploitation	10 jrs	0%	Jeu 03/12/26	Mer 16/12/26	Tâche client	666	SAULCE
671	MAD réactifs	0 jr	0%	Mer 02/12/26	Mer 02/12/26	Jalon pré-requis client	666	SAULCE
672	MAD eaux usées	0 jr	0%	Mer 02/12/26	Mer 02/12/26	Jalon pré-requis client	666	SAULCE
673	OS MISE EN SERVICE	0 jr	0%	Mar 05/01/27	Mar 05/01/27	Jalon contractuel	668	SAULCE
674	**MISE EN SERVICE**	**42 jrs**	**0%**	**Mar 05/01/27**	**Jeu 04/03/27**			**SAULCE**
675	Mise au point, yc essais	1 semaineé	0%	Mar 05/01/27	Mar 12/01/27	Tâche mer contractuelle	673	SAULCE
676	Mise en régime, yc campagne de mesures	3 semainesé	0%	Mar 12/01/27	Mar 02/02/27	Tâche mer contractuelle	675	SAULCE
677	PRELEVEMENT ARS	0 jr	0%	Mar 02/02/27	Mar 02/02/27	Jalon pré-requis client	676	SAULCE
678	Prolongation de delai pour délai ARS	20 jrs	0%	Mer 03/02/27	Mar 02/03/27	Tâche client	677	SAULCE
679	OS autorisation de distribuer	0 jr	0%	Mar 02/03/27	Mar 02/03/27	Jalon pré-requis client	678	SAULCE
680	Demarrage autres racks	10 jrs	0%	Ven 19/02/27	Jeu 04/03/27	Tâche mer contractuelle	679FD-8	SAULCE
681	**OBSERVATION**	**42 jrs**	**0%**	**Jeu 04/03/27**	**Lun 03/05/27**			**SAULCE**
682	Observation, yc campagne de mesures	60 jrsé	0%	Jeu 04/03/27	Lun 03/05/27	Tâche mer contractuelle	680	SAULCE
683	**Réception globale marché SAULCE - Début de la garantie de parfait achèvement**	**0 jr**	**0%**	**Lun 03/05/27**	**Lun 03/05/27**	**Jalon contractuel**	**682**	**SAULCE**



Communauté de l'Auxerrois - SERVICE DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

ANNEXE 4 Avenant 2 - PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT ET DE GROS ENTRETIEN SUR LA DUREE DU CONTRAT

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien					Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)	Date de mise en service			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	TOTAL
1-RENOUVELLEMENT D'ACCESSOIRES DU RESEAU - PATRIMONIAL																																		
Contrat			Vannes		Dotation annuelle								7 845 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	15 690 €	7 845 €	313 795 €
Contrat			Ventouses, Purges, Vidanges		Dotation annuelle								1 243 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	2 486 €	1 243 €	49 722 €
Contrat			Régul P°		Dotation annuelle								1 598 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	3 195 €	1 598 €	63 909 €
Contrat			Comptage secto		Dotation annuelle								7 414 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	14 828 €	7 414 €	296 562 €
Contrat			PRELOCS (TOTAL PARC)		Dotation annuelle								93 456 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	59 149 €	69 205 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	315 265 €
Contrat			NOUVEAUX CAPTEURS QUALITE		Dotation annuelle								- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	109 899 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	109 899 €
Contrat			NOUVEAUX CAPTEURS RDT RESEAU		Dotation annuelle								- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	45 545 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	45 545 €
TOTAL RENOUVELLEMENT PATRIMONIAL ELECTROMECANIQUE					TOTAL DOTATION ACCESSOIRES RESEAU								111 555 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	129 655 €	250 793 €	105 404 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	18 100 €	**1 194 698 €**
2-RENOUVELLEMENT DE BRANCHEMENTS - PATRIMONIAL																																		
TOTAL RENOUVELLEMENT PATRIMONIAL ELECTROMECANIQUE					Dotation annuelle								119 777 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	119 777 €	**4 791 077 €**
3-RENOUVELLEMENT ELECTROMECANIQUE - PATRIMONIAL																																		**TOTAL**
Commune	**Installation Principale**	**Type de site**	**Type de bien**	**N° inventaire (ID3)**	**Dénomination**	**Description du bien**					**Hypothèse durée de vie (DV Ref)**	**Valeur de renouvellement (€ HT)**	**Année 0**	**Année 1**	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**	**Année 6**	**Année 7**	**Année 8**	**Année 9**	**Année 10**	**Année 11**	**Année 12**	**Année 13**	**Année 14**	**Année 15**	**Année 16**	**Année 17**	**Année 18**	**Année 19**	**Année 20**	**TOTAL**
						Marque	**Type dans la Marque**	**Type Matériel**	**Criticité (C / NC)**	**Date de mise en service**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**2032**	**2033**	**2034**	**2035**	**2036**	**2037**	**2038**	**2039**	**2040**	**2041**	**2042**	**2043**	
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	13	accélérateur 1				NC	2009	15	2 454 €																	2 454 €					**2 454 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	15	accélérateur 2				NC	2009	15	2 454 €																	2 454 €					**2 454 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	18	Débitmètre mélangeur				C	2009	15	1 578 €					1 578 €															1 578 €		**3 156 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	21	télétransmission				C	2009	15	3 024 €					3 024 €															3 024 €		**6 047 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	22	armoire générale BT				C	2009	35	1 117 €																					1 117 €	**1 117 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	23	variateur x2				NC	2009	10	2 564 €										2 564 €												**2 564 €**
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	24	disjoncteur général				C	2009	35	625 €																					625 €	**625 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	Accélérateur	27	Pompe vide cave				NC	2007	5	1 015 €								1 015 €						1 015 €							**2 030 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	Accélérateur	30	accélérateur				NC	2013	15	2 454 €																		2 454 €				**2 454 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	Accélérateur	41	Compteur distribution Branches				NC	2007	15	1 381 €															1 381 €							**1 381 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	armoire générale BT	44	armoire générale BT				C	2007	35	1 117 €																			1 117 €			**1 117 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	armoire générale BT	45	télétransmission				C	2007	15	3 024 €					3 024 €															3 024 €		**6 047 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	armoire générale BT	46	disjoncteur général				C	2007	35	625 €																			625 €			**625 €**
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	POMPAGE	armoire générale BT	47	variateur				NC	2007	10	2 564 €									2 564 €													**2 564 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	48	pompe				C	2017	20	2 454 €														2 454 €								**2 454 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	51	Pompe vide cave				NC	1995	5	1 015 €								1 015 €							1 015 €							**2 030 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	58	vanne hydraulique				NC	1995	20	724 €																724 €						**724 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	61	armoire générale BT				C	1995	35	1 117 €							1 117 €															**1 117 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	63	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €										**3 024 €**
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	65	variateur				NC	2017	10	2 564 €																2 564 €						**2 564 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	70	accelerateur				NC	2009	15	2 454 €																	2 454 €					**2 454 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	72	Pompe vide cave				NC	2014	5	1 015 €								1 015 €						1 015 €							**2 030 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	76	Compteur				NC	2006	15	1 381 €																1 381 €						**1 381 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	79	pompe doseuse javel				C	2006	7	920 €			920 €							920 €						920 €						**2 761 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	82	compteur analyseur de chlore				C	2013	15	1 381 €						1 381 €															1 381 €	**2 761 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	poste de surpression	84	Analyseur de chlore				NC	2012	10	2 629 €										2 629 €												**2 629 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	armoire générale BT	85	armoire générale BT				C	2006	35	1 117 €																	1 117 €				**1 117 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	armoire générale BT	88	télétransmission				C	2006	15	3 024 €					3 024 €															3 024 €		**6 047 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	armoire générale BT	89	demarreur				NC	2006	10	2 629 €									2 629 €													**2 629 €**
VILLEFARGEA	Accelerateur de VILLEFARGEAU	POMPAGE	armoire générale BT	90	disjoncteur				C	2006	35	625 €																			625 €			**625 €**
MONETEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	STATION ALERTE	Station d'alerte	93	Pompe circulation				C	1901	20	1 015 €		1 015 €																				**1 015 €**
MONETEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	STATION ALERTE	Station d'alerte	94	Trufotest				NC	2018	10	4 864 €																4 864 €						**4 864 €**
MONETEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	STATION ALERTE	Armoire électrique	95	Télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												**3 024 €**
AUXERRE	Borne magnétique Colonel Rozanoff	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	100	Compteur				C	2020	7	1 381 €						1 381 €						1 381 €								1 381 €		**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique Gambetta	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	104	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique L. Renault	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	108	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
APPOIGNY	Borne magnétique d'Appoigny	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	112	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique d'Orgy	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	116	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de Cézanne (ZUP)	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	120	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de Laborde	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	125	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de Montois (ZAC St Siméon)	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	129	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
MONETEAU	Borne magnétique de Monéteau	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	133	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de Provence	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	137	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de Vaux (cimetière)	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	141	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
VENOY	Borne magnétique de Venoy	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	145	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
VILLEFARGEA	Borne magnétique de Villefargeau	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	149	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de la Gare St Amattre	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	153	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUXERRE	Borne magnétique de la Résistance	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	157	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
MONETEAU	Borne magnétique des Caillottes (plaine des Isles)	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	161	Compteur Puisage				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
MONETEAU	Borne magnétique des Conches (cimetière)	ACCESSOIRE RESEAU	Borne	165	Compteur				C	2013	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Poste de chloration	169	Pompe eau motrice				C	2015	20	1 030 €												1 030 €										**1 030 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Poste de chloration	175	pompe doseuse				C	2022	7	920 €						920 €							920 €								920 €	**2 761 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Poste de chloration	177	Compteur analyseur de chlore				C	2015	15	1 381 €							1 381 €															**1 381 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Poste de chloration	178	Compteur Augy interconnexion				C	2015	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				**4 142 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Poste de chloration	180	Analyseur de chlore en continu				NC	2015	10	2 629 €																	2 629 €					**2 629 €**
AUGY	Chloration AUGY	TRAITEMENT	Armoire BT	183	Télétransmission				C	2015	15	3 024 €							3 024 €															**3 024 €**
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	TRAITEMENT	chloration	184	Pompe vide cave				NC	2018	5	1 015 €									1 015 €							1 015 €						**2 030 €**
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	TRAITEMENT	chloration	192	Pompe doseuse				C	2018	7	920 €					920 €							920 €							920 €			**2 761 €**
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	TRAITEMENT	chloration	194	compteur				C	2018	7	1 381 €					1 381 €							1 381 €							1 381 €			**4 142 €**
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	TRAITEMENT	Armoire BT	198	télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												**3 024 €**
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	200	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	201	Compteur AEG Chazelles de Pourain à LINDRY				C	2012	10	1 381 €				1 381 €									1 381 €									**2 761 €**
LINDRY	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	202	Compteur AEG de Beauvoir a LINDRY				C	2012	10	1 381 €				1 381 €									1 381 €									**2 761 €**
LINDRY	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	203	télétransmission				C	2012	15	1 709 €						1 709 €															1 709 €	**3 419 €**
CHAMPS SUR	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	205	compteur de volume Champs par le 600				NC	2008	15	1 381 €																	1 381 €					**1 381 €**
CHAMPS SUR	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	206	panneau solaire				NC	2008	12	2 862 €										2 862 €												**2 862 €**
CHAMPS SUR	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	207	télétransmission				C	2008	15	1 709 €					1 709 €															1 709 €		**3 419 €**
CHAMPS SUR	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	208	armoire générale BT				C	2008	35	789 €																				789 €		**789 €**
GURGY	Cptr SECTO Chemin de Néron - GURGY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	213	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
ESCOLIVES	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	220	réducteur de pression				NC	2005	20	1 446 €																					1 446 €	**1 446 €**
ESCOLIVES	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	221	compteur SECTO Cour Barré de CA vers Escolives				NC	2005	15	1 381 €																1 381 €						**1 381 €**
ESCOLIVES	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	222	armoire générale BT				C	2005	35	789 €																		789 €				**789 €**
ESCOLIVES	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	223	télétransmission				C	2014	15	1 709 €						1 709 €																	**1 709 €**
CHARBUY	Cptr SECTO Courlis - CHARBUY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	227	Télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €											**1 709 €**
AUXERRE	Cptr SECTO Curly - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	235	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
AUXERRE	Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	241	Compteur Le Cormier				NC	2014	15	1 381 €																				1 381 €		**1 381 €**
AUXERRE	Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	242	télétransmission				C	2014	15	1 709 €						1 709 €																	**1 709 €**
AUXERRE	Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	243	armoire générale BT				C	2005	35	789 €																		789 €				**789 €**
BLEIGNY LE C	Cptr SECTO Merry - BLEIGNY LE CARREAU	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	244	Télétransmission				C	2007	15	1 709 €					1 709 €															1 709 €		**3 419 €**
BLEIGNY LE C	Cptr SECTO Merry - BLEIGNY LE CARREAU	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	249	compteur SECTO Merry				NC	2007	15	1 381 €																1 381 €						**1 381 €**
CHARBUY	Cptr SECTO Ponceau - CHARBUY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	250	Télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
AUXERRE	Cptr SECTO STEU AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	259	Compteur STEU AUXERRE				NC	2009	15	1 381 €																	1 381 €					**1 381 €**
AUXERRE	Cptr SECTO STEU AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	260	télétransmission				C	2009	15	1 709 €					1 709 €															1 709 €		**3 419 €**
AUXERRE	Cptr SECTO VAUX	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	262	Compteur SECTO de VAUX				NC	2007	15	1 381 €																1 381 €						**1 381 €**
AUXERRE	Cptr SECTO VAUX	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	263	armoire générale BT				C	2007	35	789 €																			789 €			**789 €**
AUXERRE	Cptr SECTO VAUX	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	264	télétransmission				C	2007	15	1 709 €					1 709 €															1 709 €		**3 419 €**
JUSSY	Cptr SECTO de CA a JUSSY	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	274	télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
COULANGES	Cptr SECTO de COULANGES à Cy l'Eveque	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	278	Télétransmission				C	2018	15	1 709 €										1 709 €													**1 709 €**
AUXERRE	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	283	réducteur de pression				NC	2005	20	1 446 €																					1 446 €	**1 446 €**
AUXERRE	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	285	Télétransmetteur LS42				C	2005	15	1 709 €				1 709 €															1 709 €			**3 419 €**
VENOY	Cptr SECTO de la Coudre - VENOY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	288	compteur Montallery vers château				NC	2015	15	1 381 €																					1 381 €	**1 381 €**
COULANGES	Cptr SECTO entrée Coulanges - COULANGES LA VINEUSE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	289	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
MONETEAU	Cptr SECTO entrée Sougères - MONETEAU	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	294	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	302	compteur La Ferme de Billy				NC	2006	15	1 381 €																1 381 €						**1 381 €**
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	303	télétransmission				C	2006	15	1 709 €					1 709 €															1 709 €		**3 419 €**
ST GEORGES	Cptr SECTO sortie météo - ST GEORGES - BAULCHE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	305	Débitmètre SECTO sortie météo				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €					**1 578 €**
ST GEORGES	Cptr SECTO sortie météo - ST GEORGES - BAULCHE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	307	télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
LINDRY	Cptr VEG Metairie de LINDRY a Egleny	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	310	Compteur VEG Metairie de LINDRY a Egleny				C	2021	10	1 381 €								1 381 €															**2 761 €**
LINDRY	Cptr VEG Metairie de LINDRY a Egleny	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	311	télétransmission				C	2016	15	1 709 €								1 709 €															**1 709 €**
BLEIGNY LE C	Cptr VEG de CA a Beine - BLEIGNY LE CARREAU	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	313	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
BLEIGNY LE C	Cptr VEG de CA a Beine - BLEIGNY LE CARREAU	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	314	Compteur VEG BLEIGNY de CA a Beine				C	2021	10	1 381 €								1 381 €															**2 761 €**
COULANGES	Cptr VEG de COULANGES à Val de Mercy	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	317	Télétransmission				C	2018	15	1 709 €										1 709 €													**1 709 €**
COULANGES	Cptr VEG de COULANGES à Val de Mercy	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	318	compteur VEG COULANGES a Val de Mercy				C	2018	10	1 381 €						1 381 €											1 381 €						**2 761 €**
AUXERRE	DEM Boulevard Verdun	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	319	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
AUXERRE	DEM Boulevard Verdun	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	320	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
AUXERRE	DEM Entrée Champs	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	321	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
AUXERRE	DEM Entrée Champs	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	322	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
VILLEFARGEA	DEM Entrée Villefargeau	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	323	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
VILLEFARGEA	DEM Entrée Villefargeau	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	324	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien				Date de mise en service	Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
MONETEAU	DEM Pont Monéteau	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	325	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €												1 709 €									**1 709 €**
MONETEAU	DEM Pont Monéteau	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	326	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €												1 578 €									**1 578 €**
VINCELLES	DEM Pont de Vincelles	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	327	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €												1 709 €									**1 709 €**
VINCELLES	DEM Pont de Vincelles	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	328	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €												1 578 €									**1 578 €**
APPOIGNY	DEM SECTO APPOIGNY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	334	débitmètre APPOIGNY La Métairie				C	2017	15	1 578 €									1 578 €													**1 578 €**
APPOIGNY	DEM SECTO APPOIGNY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	335	analyseur de chlore				NC	2017	10	2 629 €																2 629 €					**2 629 €**
APPOIGNY	DEM SECTO APPOIGNY	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	337	télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
GURGY	DEM SECTO Autoroute - GURGY	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	338	Débitmètre Autoroute - GURGY				C	2016	15	1 578 €								1 578 €														**1 578 €**
GURGY	DEM SECTO Autoroute - GURGY	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	339	télétransmission				C	2016	15	1 709 €								1 709 €														**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	343	Débitmètre Av Charles De Gaule				C	2019	15	1 578 €											1 578 €											**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	344	télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Hausseman - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	348	débitmètre Av Hausseman				C	2019	15	1 578 €											1 578 €											**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Hausseman - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	349	télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Cadet Roussel - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	351	télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Cadet Roussel - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	352	Débitmètre Cadet Roussel				C	2013	15	1 578 €						1 578 €															1 578 €	**3 156 €**
AUXERRE	DEM SECTO Centre ville Bénard - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	356	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Centre ville Bénard - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	358	Débitmètre SECTO Bénard				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Centre ville Chainette - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	363	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Centre ville Chainette - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	364	Débitmètre SECTO Chainette				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €				**1 578 €**
GURGY	DEM SECTO Halage - GURGY	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	368	Débitmètre SECTO GURGY Halage				C	2016	20	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
GURGY	DEM SECTO Halage - GURGY	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	369	télétransmission				C	2016	15	1 709 €								1 709 €														**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Jonches - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	373	débitmètre Jonches				C	2022	15	1 578 €														1 578 €								**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Jonches - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	374	télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Kronospan	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	375	télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Kronospan	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	376	Débitmètre Kronospan				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	381	Télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	382	Débitmètre SECTO Laborde				C	2020	20	1 578 €																1 578 €					**1 578 €**
ST GEORGES	DEM SECTO Le Bon Pain - ST GEORGES SUR BAULCHE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	385	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
ST GEORGES	DEM SECTO Le Bon Pain - ST GEORGES SUR BAULCHE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	388	Débitmètre SECTO Le Bon Pain				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €				**1 578 €**
LINDRY	DEM SECTO Le Marais - LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	391	Télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										**1 709 €**
LINDRY	DEM SECTO Le Marais - LINDRY	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	393	Débitmètre SECTO Le Marais				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €				**1 578 €**
VILLEFARGEAU	DEM SECTO Petit Montmercy - VILLEFARGEAU	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	398	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
VILLEFARGEAU	DEM SECTO Petit Montmercy - VILLEFARGEAU	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	399	Débitmètre SECTO Petit Montmercy				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €				**1 578 €**
QUENNE	DEM SECTO Quenne Nangis	ACCESSOIRE RESEAU	Regard de comptage	401	Télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
QUENNE	DEM SECTO Quenne Nangis	ACCESSOIRE RESEAU	Regard de comptage	402	Débitmètre				C	2017	15	1 578 €									1 578 €													**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite M. Juin - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	407	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite M. Juin - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	408	Débitmètre SECTO M. Juin				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite Turgotine - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	413	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite Turgotine - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	414	Débitmètre SECTO Turgotine				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite Ile plaisirs - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	419	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive droite Ile plaisirs - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	420	Débitmètre SECTO Ile aux plaisirs				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive gauche Moreaux - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	422	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Rive gauche Moreaux - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	426	Débitmètre SECTO Moreaux				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	430	Débitmètre R Rimbert 350				C	2017	15	1 578 €									1 578 €													**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	431	télétransmission				C	2017	15	1 709 €									1 709 €													**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	432	Armoire électrique				C	2006	35	789 €																	789 €				**789 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	433	disjoncteur				C	2006	35	625 €																	625 €				**625 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	435	Débitmètre Robert Rimbert AFPI				C	2006	15	1 578 €					1 578 €															1 578 €		**3 156 €**
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	436	télétransmission				C	2015	15	1 709 €							1 709 €															**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Saint Simeon - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	440	Débitmètre Saint Simeon				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
AUXERRE	DEM SECTO Saint Simeon - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	armoire générale BT	441	télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Vallan - Grattery - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	446	Télétransmission				C	2022	15	1 709 €														1 709 €								**1 709 €**
AUXERRE	DEM SECTO Vallan - Grattery - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	447	Débitmètre SECTO Vallan Grattery				C	2022	20	1 578 €																		1 578 €			**1 578 €**
BLEIGNY LE C	DEM SECTO de Bleigny	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	448	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
BLEIGNY LE C	DEM SECTO de Bleigny	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	449	Débitmètre SECTO				C	2021	20	1 578 €																	1 578 €				**1 578 €**
MONTIGNY LA	DEM SECTO de Montigny	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	450	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
MONTIGNY LA	DEM SECTO de Montigny	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	451	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
CHEVANNES	DEM SECTO entrée Chevannes	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	452	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
CHEVANNES	DEM SECTO entrée Chevannes	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	453	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
LINDRY	DEM Sortie St Georges vers Lindry	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	454	Télétransmission				C	2021	15	1 709 €													1 709 €									**1 709 €**
LINDRY	DEM Sortie St Georges vers Lindry	ACCESSOIRE RESEAU	Comptage	455	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
COULANGES	DEM VEG de COULANGES à Migé	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	456	télétransmission				C	2018	15	1 709 €										1 709 €												**1 709 €**
COULANGES	DEM VEG de COULANGES à Migé	ACCESSOIRE RESEAU	comptage	458	Débitmètre VEG de Coulanges à Migé				C	2018	15	1 578 €										1 578 €												**1 578 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~459~~	~~accessoires hydrauliques~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~92 714 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~461~~	~~détecteur de niveau pot ME~~				~~C~~	~~1997~~	~~10~~	~~605 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~464~~	~~pompe à vide 1~~				~~C~~	~~2009~~	~~20~~	~~1 033 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~465~~	~~pompe à vide 2~~				~~C~~	~~2009~~	~~20~~	~~1 033 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~466~~	~~pompe 1~~				~~C~~	~~1950~~	~~20~~	~~13 510 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~467~~	~~pompe 2~~				~~C~~	~~1958~~	~~20~~	~~13 510 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~469~~	~~puits~~				~~NC~~	~~1964~~	~~30~~	~~5 917 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~471~~	~~Pompe vide cave~~				~~NC~~	~~2022~~	~~5~~	~~3 015 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~476~~	~~capteur de niveau s5~~				~~C~~	~~2012~~	~~10~~	~~605 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~477~~	~~compteur prélevé dans la nappe~~				~~C~~	~~2010~~	~~7~~	~~1 301 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~478~~	~~echelle~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~921 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~479~~	~~vanne~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~724 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~480~~	~~vanne 2~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~724 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~485~~	~~electrovanne chloration~~				~~NC~~	~~2000~~	~~20~~	~~704 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~488~~	~~pompe eau motrice~~				~~C~~	~~1995~~	~~20~~	~~1 630 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~493~~	~~Detecteur fuite de chlore~~				~~C~~	~~2010~~	~~10~~	~~2 563 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~494~~	~~analyseur de chlore~~				~~NC~~	~~2000~~	~~10~~	~~2 629 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~498~~	~~compteur analyseur de chlore~~				~~C~~	~~2001~~	~~15~~	~~1 381 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~500~~	~~capteur de niveau s3~~				~~C~~	~~2010~~	~~12~~	~~605 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~501~~	~~echelle~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~921 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~forage refoulement~~	~~502~~	~~vanne s2~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~724 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~armoire générale BT~~	~~503~~	~~armoire générale BT~~				~~C~~	~~2002~~	~~35~~	~~9 203 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~armoire générale BT~~	~~504~~	~~automate~~				~~C~~	~~2010~~	~~15~~	~~5 919 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~armoire générale BT~~	~~506~~	~~disjoncteur départ accélérateur~~				~~C~~	~~2009~~	~~35~~	~~605 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~armoire générale BT~~	~~508~~	~~télétransmission principale~~				~~C~~	~~2012~~	~~15~~	~~3 024 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~poste HT~~	~~510~~	~~cellule~~				~~C~~	~~2002~~	~~30~~	~~32 714 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~poste HT~~	~~512~~	~~disjoncteur général~~				~~C~~	~~2002~~	~~35~~	~~625 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~poste HT~~	~~513~~	~~transformateur~~				~~C~~	~~2002~~	~~35~~	~~57 249 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~champs captant~~	~~516~~	~~echelle~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~921 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~champs captant~~	~~517~~	~~echelle s3~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~921 €~~																						**0 €**
~~AUXERRE~~	~~Pompage Plaine des Isles - AUXERRE~~	~~RESSOURCE~~	~~champs captant~~	~~521~~	~~vanne s2~~				~~NC~~	~~1964~~	~~40~~	~~724 €~~																						**0 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	Regard SECTO Escolives	570	compteur SECTO Pompage CA vers Escolives				NC	2005	15	1 381 €																1 381 €					**1 381 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	forage refoulement	576	Ballon anti bélier 1000L				C	2016	20	3 123 €													3 123 €									**3 123 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	forage refoulement	577	pompe 1				C	2009	20	2 862 €						2 862 €																**2 862 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	forage refoulement	578	pompe 2				C	2009	20	2 862 €						2 862 €																**2 862 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	armoire générale BT	593	télétransmission				C	2019	15	3 024 €											3 024 €											**3 024 €**
ESCOLIVES	Pompage d'ESCOLIVES (arret 2023)	RESSOURCE	armoire générale BT	594	disjoncteur				C	2009	35	625 €																					625 €	**625 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	forage refoulement	599	pompe exhaure 1				C	2018	20	2 862 €														2 862 €								**2 862 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	forage refoulement	607	pompe exhaure 2				C	2018	20	2 862 €														2 862 €								**2 862 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	forage refoulement	611	Pompe doseuse chlore				C	2020	7	920 €						920 €							920 €							920 €		**2 761 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	forage refoulement	614	Compteur analyseur de chlore				C	2018	15	1 381 €										1 381 €												**1 381 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	forage refoulement	617	Analyseur de chlore				NC	2018	10	2 629 €																2 629 €					**2 629 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	armoire générale BT	621	télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												**3 024 €**
IRANCY	Pompage d'IRANCY	RESSOURCE	armoire générale BT	622	Armoire électrique				C	1991	35	4 931 €						4 931 €																**4 931 €**
COULANGES	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	RESSOURCE	forage refoulement	625	pompe surface 2 interconnexion CA				C	2015	20	2 862 €												2 862 €										**2 862 €**
COULANGES	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	RESSOURCE	forage refoulement	626	pompe surface 1 interconnexion CA				C	2016	20	2 862 €													2 862 €									**2 862 €**
COULANGES	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	RESSOURCE	forage refoulement	627	Ballon anti bélier 750L				C	2020	20	2 695 €																2 695 €					**2 695 €**
COULANGES	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	RESSOURCE	armoire générale BT	659	télétransmission				C	2019	15	3 024 €											3 024 €											**3 024 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	777	pompe immergée 2 puits 2				C	2016	20	7 266 €				7 266 €																		**7 266 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	779	detecteur de niveau puits 1 ME				C	2003	10	605 €			605 €										605 €									**1 210 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	780	detecteur de niveau puits 2 ME				C	2003	10	605 €			605 €										605 €									**1 210 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	784	pompe immergée 1 puits 1				C	2020	20	7 266 €				7 266 €																		**7 266 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	789	capteur de niveau puits 1				C	2014	12	605 €			605 €												605 €								**1 210 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	790	capteur de niveau puits 2				C	2014	12	605 €			605 €												605 €								**1 210 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	793	débitmètre prélevé dans la nappe				C	2022	15	1 578 €														1 578 €								**1 578 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	803	pompe Eau Motrice				C	2019	20	10 552 €																10 552 €					**10 552 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage refoulement	804	débitmètre Chlore				NC	2015	10	1 446 €														1 446 €								**1 446 €**
ESCOLIVES	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	RESSOURCE	forage

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien					Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)	Date de mise en service			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	836	pompe immergée 1				C	2014	20	6 097 €				6 097 €																	6 097 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	837	pompe immergée 2				C	2014	20	6 097 €				6 097 €																	6 097 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	843	capteur de niveau puits 1				C	2014	12	605 €			605 €												605 €							1 210 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	844	capteur de niveau puits 2				C	2014	12	605 €			605 €												605 €							1 210 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	848	Débitmètre prélevé dans la nappe P1 P2				C	2022	15	1 578 €													1 578 €								1 578 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	849	compteur Appoigny				C	2008	7	1 381 €			1 381 €							1 381 €						1 381 €					4 142 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	853	détecteur fuite chlore P1 P2				C	2015	10	2 432 €				2 432 €											2 432 €							4 864 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	856	pompe Eau Motrice P1 P2				C	2010	20	1 030 €							1 030 €														1 030 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	859	débitmètre chlore P1P2				NC	2015	10	1 446 €															1 446 €							1 446 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	861	analyseur de chlore P1 P2				NC	2018	10	2 629 €																2 629 €						2 629 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	863	compteur turbidimètre				C	2017	7	1 381 €				1 381 €							1 381 €							1 381 €				4 142 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	864	compteur analyseur de chlore				C	2018	15	1 381 €										1 381 €												1 381 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P1 P2	865	turbidimètre P1P2				C	2015	10	3 943 €					3 943 €										3 943 €							7 887 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	870	détecteur de niveau puits 3 ME				C	2015	10	605 €					605 €										605 €							1 210 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	872	pompe immergée 3				C	2014	20	6 097 €				6 097 €																	6 097 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	875	capteur de niveau puits 3				C	2015	12	605 €				605 €												605 €						1 210 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	876	Débitmètre prélevé dans la nappe P3				C	2016	15	1 578 €								1 578 €													1 578 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	880	détecteur fuite chlore P3				C	2015	10	2 432 €					2 432 €										2 432 €							4 864 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	881	electrovanne chloration P3				NC	2006	20	724 €																					724 €	724 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	884	pompe eau motrice P3				C	2015	20	1 030 €												1 030 €										1 030 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	886	débitmètre chlore P3				NC	2014	10	1 446 €												1 446 €										1 446 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	887	Détecteur fuite de chlore				C	2018	10	2 432 €						2 432 €											2 432 €					4 864 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	889	analyseur de chlore P3				NC	2011	10	2 629 €										2 629 €												2 629 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	890	turbidimètre P3				C	2013	10	3 943 €					3 943 €										3 943 €							7 887 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	forage refoulement P3	893	Compteur analyseurs chlore et turbidité				C	2015	15	1 381 €							1 381 €															1 381 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	regard P3	933	sonde niveau x2				C	2020	12	1 053 €									1 053 €											1 053 €	2 106 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	regard compteur Appoigny	939	réducteur de pression				NC	1999	20	1 446 €																	1 446 €					1 446 €
MONETEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	RESSOURCE	poste HT	941	cellule				C	1999	30	35 295 €							35 295 €														35 295 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	968	Pompe vide cave				NC	2021	5	3 446 €										3 446 €						3 446 €					6 893 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	971	Pompe gravière émettrice				C	2019	20	3 746 €																3 746 €					3 746 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	976	Mesure d'hydrocarbure				C	2019	10	6 178 €						6 178 €										6 178 €					12 356 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	977	Débitmètre				C	2019	15	1 578 €											1 578 €										1 578 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	978	Sonde UV				C	2019	10	1 840 €						1 840 €										1 840 €					3 680 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	980	Turbidimètre				C	2019	10	3 943 €						3 943 €										3 943 €					7 887 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	982	Conductimètre inductif				C	2019	10	3 418 €						3 418 €										3 418 €					6 835 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Pompage	983	Sonde de niveau				C	2019	12	1 053 €								1 053 €												1 053 €	2 106 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Amoire générale BT	985	Variateur de fréquence				NC	2019	10	2 564 €																	2 564 €				2 564 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Amoire générale BT	986	Télétransmission				C	2019	15	3 024 €											3 024 €										3 024 €
ESCOLIVES	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	POMPAGE	Amoire générale BT	988	Centrale de mesure SC1000				C	2019	15	723 €											723 €										723 €
AUXERRE	Regulation C Accelerateur Chantemerle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	993	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation C Durville - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1002	Télétransmetteur				C	2022	15	921 €													921 €								921 €
AUXERRE	Regulation C Vauban - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1007	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Haussman - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1014	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Jean Moulin - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1021	Débitmètre J Moulin				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation E Jean Moulin - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1022	Débitmètre				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation E Jean Moulin - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1023	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Mermoz - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1030	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Migraine - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1037	Débitmètre				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation E Migraine - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1038	Télétransmetteur 2				C	2021	15	921 €													921 €								921 €
AUXERRE	Regulation E Migraine - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1039	Télétransmetteur 1				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Pasteur - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1046	Débitmètre				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation E Pasteur - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1047	Télétransmetteur 1				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
AUXERRE	Regulation E Pasteur - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1048	Télétransmetteur 2				C	2021	15	921 €													921 €								921 €
AUXERRE	Regulation M Chantemerle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1055	Débitmètre				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation M Chantemerle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1056	Débitmètre Chantemerle				C	2015	15	1 578 €							1 578 €														1 578 €
AUXERRE	Regulation M Chantemerle - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1057	Télétransmetteur				C	2015	15	921 €							921 €														921 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Cuve	1059	Pompe trop plein				C	2014	20	1 439 €											1 439 €										1 439 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Cuve	1061	Pompe chlore				NC	2014	10	920 €												920 €										920 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Cuve	1064	NIV-CUV				C	2014	12	605 €			605 €											605 €							1 210 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Cuve	1065	Analyseur de chlore				NC	2014	10	2 629 €														2 629 €							2 629 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1071	Pompe n°1				C	2014	20	2 862 €											2 862 €										2 862 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1072	Pompe n°2				C	2014	20	2 862 €											2 862 €										2 862 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1073	Variateur pompe n°1				NC	2014	10	2 564 €												2 564 €										2 564 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1074	Variateur pompe n°2				NC	2014	10	2 564 €															2 564 €							2 564 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1077	Ballon anti bélier 100L				C	2016	20	855 €													855 €									855 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1079	Pompe vide cave				NC	2014	5	3 446 €								3 446 €							3 446 €							6 893 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1084	Compteur Relance				NC	2014	15	1 381 €																				1 381 €		1 381 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Surpresseur	1085	Compteur analyseur de chlore				C	2014	15	1 381 €							1 381 €															1 381 €
VILLEFARGEA	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	POMPAGE	Amoire BT	1088	teletransmission				C	2014	15	3 024 €							3 024 €															3 024 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir au sol	1097	capteur niveau du réservoir				C	2020	12	605 €									605 €												605 €	1 210 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir au sol	1099	Détecteur fuite de chlore				C	2020	10	2 432 €							2 432 €										2 432 €					4 864 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir au sol	1106	capteur de chlore résiduel				C	2020	10	2 629 €							2 629 €										2 629 €					5 258 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1107	pompe 2				C	2020	20	2 862 €																	2 862 €					2 862 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1111	pompe 1				C	2020	20	2 862 €																	2 862 €					2 862 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1113	Ballon anti bélier				C	2020	20	855 €																	855 €					855 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1114	Débitmètre VEG à Chytry le Fort				C	2020	15	1 578 €												1 578 €										1 578 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1115	Débitmètre entrée				C	2020	15	1 578 €												1 578 €										1 578 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1118	télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €										3 024 €
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1119	automate				C	2020	15	2 960 €												2 960 €										2 960 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Coulan	1128	pompe 1				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Coulan	1129	pompe 2				C	2018	20	2 862 €															2 862 €							2 862 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Coulan	1132	compteur riance vers Coulanges				NC	1980	15	1 381 €								1 381 €													1 381 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Migé	1133	Ballon Anti bélier				C	2021	20	855 €																			855 €			855 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Migé	1135	pompe 1 immergée refoulement vers Migé				C	2012	20	2 862 €									2 862 €													2 862 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Migé	1136	pompe 2 immergée refoulement vers Migé				C	2018	20	2 862 €															2 862 €							2 862 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance réservoir Migé	1140	Compteur Source du Grouet				NC	1980	15	1 381 €								1 381 €													1 381 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1141	Armoire électrique ref Migé				C	1980	35	5 094 €					5 094 €																	5 094 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1142	armoire électrique ref réservoir Haut				C	1980	35	5 094 €					5 094 €																	5 094 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1143	télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1146	disjoncteur Coulanges				C	1980	35	625 €					625 €																	625 €
COULANGES	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1147	disjoncteur Migé				C	1980	35	625 €					625 €																	625 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1175	détecteur de niveau ME				C	2004	10	605 €			605 €										605 €								1 210 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1176	détecteur de niveau TP				C	2004	10	605 €			605 €										605 €								1 210 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1180	capteur niveau du réservoir				C	2004	12	605 €		605 €					605 €						605 €									1 210 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1182	capteur de chlore résiduel				C	2004	10	2 629 €			2 629 €										2 629 €								5 258 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1183	Pompe 2				C	2020	20	2 862 €																	2 862 €					2 862 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1185	Pompe 1				C	2020	20	2 862 €																	2 862 €					2 862 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1189	capteur de pression x2				C	2004	12	605 €		605 €												605 €								1 210 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1190	compteur Surpresseur				NC	2004	15	1 381 €																1 381 €						1 381 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1191	compteur fuite				C	2017	10	1 381 €						1 381 €										1 381 €						2 761 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1192	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €										3 024 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1193	armoire générale BT				C	2004	35	2 202 €																2 202 €						2 202 €
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1195	disjoncteur				C	2004	35	625 €																625 €						625 €
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	RESERVOIR	réservoir	1208	compteur				NC	2004	15	1 381 €																1 381 €						1 381 €
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	RESERVOIR	réservoir	1209	sonde de niveau				C	2015	12	1 053 €				1 053 €												1 053 €						2 106 €
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	RESERVOIR	armoire générale BT	1211	télétransmission				C	2000	15	3 024 €				3 024 €																3 024 €		6 047 €
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	RESERVOIR	armoire générale BT	1212	armoire générale BT				C	2000	35	2 202 €												2 202 €										2 202 €
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	RESERVOIR	armoire générale BT	1213	disjoncteur				C	1987	35	625 €						625 €																625 €
LINDRY	Reservoir de LINDRY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1231	Télétransmission				C	2012	15	3 024 €						3 024 €															3 024 €	6 047 €
LINDRY	Reservoir de LINDRY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1234	disjoncteur				C	2000	35	625 €												625 €										625 €
LINDRY	Reservoir de LINDRY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1235	pompe				C	2012	20	2 862 €									2 862 €													2 862 €
LINDRY	Reservoir de LINDRY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1236	Ballon anti bélier				C	2000	20	855 €					855 €																	855 €
LINDRY	Reservoir de LINDRY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1237	compteur Surpression				NC	2000	15	1 381 €										1 381 €												1 381 €
ST BRIS LE VIN	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	réservoir	1252	detecteur de niveau ME				C	2000	10	605 €			605 €							605 €												1 210 €
ST BRIS LE VIN	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	réservoir	1275	Compteur				NC	2000	15	1 381 €										1 381 €												1 381 €
ST BRIS LE VIN	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	réservoir	1276	Débitmètre				C	2000	15	1 578 €				1 578 €															1 578 €		3 156 €
ST BRIS LE VIN	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	armoire générale BT	1278	armoire générale BT				C	2000	35	2 202 €												2 202 €										2 202 €
ST BRIS LE VIN	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	armoire générale BT	1279	teletransmission				C	2015	15	3 024 €							3 024 €															3 024 €
AUXERRE	Régulation M Joffre - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1289	Turbine				NC	2022	10	1 446 €																			1 446 €		1 446 €
AUXERRE	Régulation M Joffre - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Modulation de Pression	1291	Débitmètre				C	2015	15	1 578 €							1 578 €															1 578 €
AUXERRE	Régulation M Joffre - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1292	Télétransmetteur 2				C	2021	15	3 024 €													3 024 €									3 024 €
AUXERRE	Régulation M Joffre - AUXERRE	ACCESSOIRE RESEAU	Télétransmission	1293	Télétransmetteur 1				C	2015	15	3 024 €							3 024 €															3 024 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1296	pompe 1				C	1984	20	2 862 €	2 862 €																				2 862 €	5 725 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1298	pompe 2				C	1984	20	2 862 €	2 862 €																				2 862 €	5 725 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1303	Compteur Relance Branches				NC	1984	15	1 381 €								1 381 €														1 381 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1306	pompe doseuse javel				C	2013	7	920 €				920 €							920 €							920 €					2 761 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1309	Compteur analyseur chlore				C	2013	15	1 381 €						1 381 €															1 381 €	2 761 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance sur Branches	1311	Analyseur de chlore				NC	2012	10	2 629 €										2 629 €												2 629 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1319	hydrosavy				NC	1984	20	1 446 €										1 446 €												1 446 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1323	ventillateur				NC	2004	15	986 €																986 €						986 €
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1325	Pompe vide cave				NC	2004	5	3 446 €								3 446 €							3 446 €

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien					Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)	Date de mise en service			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1338	disjoncteur				C	2004	35	625 €															625 €						625 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1345	vanne 4				NC	1953	40	724 €										724 €											724 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1346	vanne 3 x2				NC	1953	40	724 €										724 €											724 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1347	vanne 2 x2				NC	1953	40	724 €										724 €											724 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1348	vanne 1 x3				NC	1953	40	724 €										724 €											724 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1354	detecteur de niveau ME				C	2000	10	605 €			605 €									605 €										1 210 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1363	sonde de niveau				C	2000	12	1 053 €		1 053 €											1 053 €									2 106 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1365	débitmètre Reservoir Ht St Georges				C	2010	15	1 578 €						1 578 €														1 578 €		3 156 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1366	DEB-SEC-APM273				C	2000	15	1 578 €				1 578 €																		3 156 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1367	armoire générale BT				C	2000	35	2 202 €												2 202 €										2 202 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1368	disjoncteur				C	1997	35	625 €								625 €														625 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1369	télétransmission				C	2012	15	3 024 €					3 024 €																3 024 €	6 047 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	Général site	1370	clôture du site				NC	1953	45	4 935 €																4 935 €						4 935 €
AUXERRE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	RESERVOIR	Général site	1371	portail				NC	1953	40	2 432 €										2 432 €												2 432 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	point d'entrée	1374	vanne x2				NC	1964	40	724 €																724 €						724 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1375	garde corps				NC	1964	40	5 914 €																5 914 €						5 914 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1376	vanne 2 x4				NC	1964	40	724 €																724 €						724 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1377	vanne 4 x2				NC	1964	40	724 €																724 €						724 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1378	vanne 3				NC	1964	40	724 €																724 €						724 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1379	vanne 1 x2				NC	1964	40	724 €																724 €						724 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1388	echelle (cuve 1)				NC	1964	40	921 €																921 €						921 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1391	sonde de niveau				C	2014	12	1 053 €			1 053 €												1 053 €						2 106 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1393	télétransmission				C	2019	15	3 024 €											3 024 €											3 024 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1394	armoire générale BT				C	2000	35	2 202 €												2 202 €										2 202 €
AUXERRE	Réservoir Meteo - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1395	disjoncteur				C	2000	35	625 €												625 €										625 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1403	garde corps				NC	1966	40	5 914 €																				5 914 €		5 914 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1404	vanne 2				NC	1966	40	724 €																				724 €		724 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1405	echelle 1				NC	1966	40	921 €																				921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1407	echelle cuve				NC	1966	40	921 €																				921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1408	echelle 2				NC	1966	40	921 €																				921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1410	robinet à flotteur				NC	1966	40	724 €																				724 €		724 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1412	sonde de niveau				C	2014	12	1 053 €			1 053 €												1 053 €						2 106 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1413	point de prélèvement ET				NC	1966	40	724 €																				724 €		724 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	armoire TBT	1414	télétransmission				C	2014	15	3 024 €						3 024 €																3 024 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	armoire TBT	1416	panneau solaire				NC	2014	12	3 943 €																3 943 €						3 943 €
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	RESERVOIR	Général site	1419	portail				NC	1966	40	2 432 €																				2 432 €		2 432 €
ESCOLIVES	Réservoir d'ESCOLIVES	RESERVOIR	réservoir	1430	capteur niveau du réservoir				C	2000	12	605 €		605 €											605 €									1 210 €
ESCOLIVES	Réservoir d'ESCOLIVES	RESERVOIR	armoire générale BT	1432	Télétransmission				C	2019	15	3 024 €											3 024 €											3 024 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Général site	1437	Portail				NC	1970	40	2 432 €																					2 432 €	2 432 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1441	Echelle de cuve (2)				NC	1970	40	921 €																					921 €	921 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1442	Echelle chambre de vanne				NC	1970	40	921 €																					921 €	921 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1443	Main courante				NC	1970	40	1 249 €																					1 249 €	1 249 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1444	Robinet de prélèvement				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1445	robinet de prélèvement				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1446	Télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1447	Vanne alimentation				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1448	Vanne de distribution				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1449	Vanne de distribution (2)				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1450	Vanne de vidange (2)				NC	1970	40	724 €																					724 €	724 €
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	RESERVOIR	Réservoir	1453	Sonde de niveau				C	2018	12	1 053 €							1 053 €													1 053 €		2 106 €
BLEIGNY LE C	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	RESERVOIR	Regard comptage Montigny Villeneu	1454	Compteur Montigny Villeneuve				NC	1980	15	1 381 €								1 381 €														1 381 €
BLEIGNY LE C	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	RESERVOIR	réservoir	1460	detecteur de niveau ME				C	2022	10	605 €									605 €											605 €		1 210 €
BLEIGNY LE C	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	RESERVOIR	réservoir	1464	sonde de niveau				C	2018	12	1 053 €							1 053 €													1 053 €		2 106 €
BLEIGNY LE C	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	RESERVOIR	armoire générale BT	1466	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €													3 024 €									3 024 €
BLEIGNY LE C	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	RESERVOIR	armoire générale BT	1467	armoire générale BT				C	1980	35	2 202 €					2 202 €																	2 202 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	réservoir	1476	detecteur de niveau TP				C	2008	10	605 €				605 €										605 €								1 210 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	réservoir	1481	hydrosavy				NC	1980	20	1 446 €									1 446 €													1 446 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	réservoir	1490	sonde de niveau				C	1980	12	1 053 €		1 053 €											1 053 €									2 106 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	armoire générale BT	1492	armoire générale BT				C	1980	35	2 202 €					2 202 €																	2 202 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	armoire générale BT	1493	télétransmission				C	2002	15	3 024 €				3 024 €																3 024 €		6 047 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	armoire générale BT	1494	disjoncteur				C	1980	35	625 €					625 €																	625 €
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	RESERVOIR	armoire générale BT	1496	Disjoncteur Général				C	1980	35	625 €					625 €																	625 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	réservoir	1505	detecteur de niveau ME				C	2009	10	605 €				605 €										605 €								1 210 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	réservoir	1511	sonde de niveau				C	1981	12	1 053 €		1 053 €												1 053 €								2 106 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	réservoir	1513	compteur de fuite				C	2017	10	1 381 €						1 381 €										1 381 €						2 761 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	armoire générale BT	1514	armoire générale BT				C	1981	35	2 202 €					2 202 €																	2 202 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	armoire générale BT	1515	télétransmission				C	2007	15	3 024 €					3 024 €																3 024 €	6 047 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	armoire générale BT	1516	panneaux solaires 2 54W				NC	2000	12	2 103 €									2 103 €													2 103 €
CHAMPS SUR	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	RESERVOIR	armoire générale BT	1517	panneaux solaires 1				NC	1981	12	2 103 €								2 103 €														2 103 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	Général site	Général site	1522	portail				NC	1965	40	2 432 €																				2 432 €		2 432 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Regard comptage Piedalloues	1524	Débitmètre Piedalloues				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									1 578 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1526	detecteur de niveau ME				C	1965	10	605 €			605 €										605 €									1 210 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1527	detecteur de niveau TP				C	1965	10	605 €			605 €										605 €									1 210 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1528	echelle 1				NC	1965	40	921 €																				921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1529	echelle 2				NC	1965	40	921 €																				921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1530	garde corps				NC	1965	40	5 914 €																				5 914 €		5 914 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1535	vanne de régulation				NC	1998	15	1 446 €										1 446 €												1 446 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1536	vanne regard				NC	1965	40	724 €																		724 €				724 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1538	vanne 3				NC	1965	40	724 €																		724 €				724 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1539	vanne 4				NC	1965	40	724 €																		724 €				724 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1540	vanne vidange x2				NC	1965	40	724 €																		724 €				724 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1541	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									1 578 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1542	sonde de niveau				C	2005	12	1 053 €		1 053 €												1 053 €								2 106 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1543	Analyseur de chlore				NC	2020	10	2 629 €																2 629 €						2 629 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1544	pompe doseuse chlore				C	2005	7	920 €			920 €							920 €						920 €						2 761 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1545	Compteur analyseur chlore				C	2021	15	1 381 €													1 381 €									1 381 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1546	robinet prélèvement sur arrivée de Pommes Rouges				NC	1965	40	724 €																		724 €				724 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1547	Mesure de nitrate				C	2021	10	6 178 €								6 178 €											6 178 €		12 356 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1549	disjoncteur				C	2007	35	625 €																			625 €		625 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1550	extracteur d'air				NC	2010	15	986 €																986 €						986 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1551	télétransmission				C	2012	15	3 024 €					3 024 €																3 024 €	6 047 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1552	Disjoncteur Général				C	1965	35	625 €				625 €																		625 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1553	Ballon anti belier				C	2021	20	855 €																	855 €					855 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1554	pompe				C	2021	20	2 862 €																	2 862 €					2 862 €
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1555	compteur Surpression				NC	2013	15	1 381 €																			1 381 €			1 381 €
GY-L'EVEQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	RESERVOIR	Réservoir	1558	Panneau solaire				NC	2018	12	2 103 €																				2 103 €		2 103 €
GY-L'EVEQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	RESERVOIR	Réservoir	1560	Télésurveillance				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
GY-L'EVEQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	RESERVOIR	Réservoir	1568	Régulateur de pression				NC	2000	20	1 446 €																1 446 €						1 446 €
GY-L'EVEQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	RESERVOIR	Réservoir	1574	Sonde de niveau				C	2000	12	1 053 €		1 053 €												1 053 €								2 106 €
GY-L'EVEQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	RESERVOIR	Réservoir	1575	Compteur				NC	2000	15	1 381 €										1 381 €												1 381 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	point d'entrée	1585	hydrosavy				NC	1975	20	1 446 €									1 446 €													1 446 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1587	detecteur de niveau ME				C	2014	10	605 €					605 €										605 €							1 210 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1592	emetteur WAVECOM				C	1975	15	1 249 €			1 249 €													1 249 €					2 498 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1597	pilote hydrosavy				NC	1975	20	1 446 €									1 446 €													1 446 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1600	sonde de niveau				C	1975	12	1 053 €		1 053 €												1 053 €								2 106 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	armoire TBT	1602	panneau solaire				NC	2014	12	2 103 €																2 103 €						2 103 €
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	RESERVOIR	armoire TBT	1603	Teletransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €										3 024 €
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	RESERVOIR	Regard entrée	1611	Débitmètre				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									1 578 €
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	RESERVOIR	Réservoir	1613	Panneau solaire				NC	2018	12	2 103 €																	2 103 €					2 103 €
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	RESERVOIR	Réservoir	1617	Télésurveillance				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	RESERVOIR	Réservoir	1619	Sonde de niveau				C	2018	12	1 053 €							1 053 €													1 053 €		2 106 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1636	detecteur de niveau TP				C	1974	10	605 €			605 €										605 €									1 210 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1641	detecteur de niveau ME				C	2010	10	605 €				605 €										605 €								1 210 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	réservoir	1642	sonde de niveau				C	2022	12	1 053 €											1 053 €											1 053 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1644	télétransmission				C	2022	15	3 024 €														3 024 €								3 024 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1645	disjoncteur				C	1974	35	625 €				625 €																		625 €
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	RESERVOIR	armoire générale BT	1646	panneaux solaire batterie				NC	2010	12	2 103 €															2 103 €								2 103 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1660	detecteur de niveau ME cuve 1 basse				C	2010	10	605 €				605 €										605 €									1 210 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1661	detecteur de niveau ME cuve 2 haute				C	2010	10	605 €				605 €										605 €									1 210 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1670	pompe 2				C	2014	20	2 862 €											2 862 €											2 862 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1674	pompe 1				C	2014	20	2 862 €											2 862 €											2 862 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1676	Ballon anti belier 500L (non soumis requalifié inférieur à 4 bars)				C	2014	20	2 301 €													2 301 €									2 301 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1681	Pompe sécurité incendie				C	2014	20	2 862 €											2 862 €											2 862 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1682	Compteur surpresseur				NC	1987	15	1 381 €									1 381 €													1 381 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1685	télétransmission				C	2014	15	3 024 €						3 024 €																3 024 €
MONETEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1686	disjoncteur				C	1987	35	625 €						625 €																625 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	1697	detecteur de niveau ME				C	2014	10	605 €					605 €											605 €							1 210 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1704	pompe 1				C	2022	20	2 862 €																				2 862 €		2 862 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1711	pompe 2				C	1989	20	2 862 €	2 862 €																					2 862 €	5 725 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1712	Ballon anti belier 300L (non soumis requalifié inférieur à 4 bars)				C	2012	20	1 907 €									1 907 €													1 907 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1713	pompe 3				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1724	Compteur surpresseur				NC	1989	15	1 381 €									1 381 €													1 381 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1726	teletransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1727	variateur				NC	1995	10	2 564 €								2 564 €														2 564 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1728	armoire générale BT				C	1989	35	2 202 €					2 202 €																	2 202 €
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1729	démarreur x2				NC	2008	10	2 629 €										2 629 €													2 629 €

ANNEXE 4 AVENANT N°2 - PPR

PAGE 4 / 7

DSP Eau potable -

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien					Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)	Date de mise en service			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1730	disjoncteur				C	1989	35	625 €						625 €																**625 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1734	pompe 1 (150m3/h)				C	1981	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1735	pompe 3				C	2001	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1740	Ballon anti bélier 750L				C	2021	20	2 629 €																		2 629 €			**2 629 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1742	ventilateur				NC	1980	15	986 €								986 €													**986 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1750	pompe 2				C	1995	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	1755	Compteur surpresseur				NC	2004	15	1 381 €																1 381 €					**1 381 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1769	détecteur de niveau TP				C	1980	10	605 €			605 €									605 €									**1 210 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1773	détecteur de niveau ME				C	2010	10	605 €				605 €									605 €								**1 210 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1782	Sonde de niveau cuve 2				C	2018	12	1 053 €							1 053 €												1 053 €		**2 106 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1783	Sonde de niveau cuve 1				C	2018	12	1 053 €							1 053 €												1 053 €		**2 106 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1789	télétransmission				C	2014	15	3 024 €							3 024 €														**3 024 €**
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1792	armoire générale BT				C	1981	35	2 202 €	2 202 €																				**2 202 €**
COULANGES	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	RESERVOIR	réservoir	1801	Télétransmission				C	2021	15	3 024 €												3 024 €									**3 024 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1808	pompe 2				C	2001	20	2 862 €			2 862 €																		**2 862 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1810	vanne aval P1				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1811	vanne aval compteur				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1812	vanne piquage entre pompe et cuve				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1816	echelle				NC	1966	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1817	garde-corps				NC	1966	40	5 914 €																			5 914 €		**5 914 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1819	vanne amont P1				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1821	pompe 1				C	1987	20	2 862 €	2 862 €																			2 862 €	**5 725 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1822	vanne amont P2				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1823	vanne piquage entre pompe et cuve				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1824	vanne aval P2				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Vaux Haut	1826	compteur Relance Vaux Haut				NC	1987	15	1 381 €									1 381 €												**1 381 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1827	echelle				NC	1966	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1833	garde-corps escalier				NC	1966	40	5 914 €																			5 914 €		**5 914 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1836	détecteur de niveau ME				C	1966	10	605 €			605 €									605 €									**1 210 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1839	robinet prélèvement ET				NC	1966	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1841	armoire générale BT				C	1996	35	2 202 €								2 202 €													**2 202 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1842	télétransmission				C	2014	15	3 024 €							3 024 €														**3 024 €**
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1843	disjoncteur				C	2003	35	625 €															625 €						**625 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1852	detecteur de niveau TP				C	2004	10	605 €			605 €									605 €									**1 210 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1856	Débitmètre entrée Egriselles				C	2021	15	1 578 €													1 578 €								**1 578 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1859	Ballon anti bélier 2 1000L				C	2014	20	3 024 €												3 024 €									**3 024 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1867	pompe 1				C	2016	20	2 862 €													2 862 €								**2 862 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1868	pompe 2				C	2016	20	2 862 €													2 862 €								**2 862 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1873	Ballon anti bélier 1 1000L				C	2014	20	3 024 €												3 024 €									**3 024 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1879	Compteur Egriselles Relance vers Bleigny				NC	1995	15	1 381 €										1 381 €											**1 381 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1880	chloromètre				C	2006	25	854 €								854 €													**854 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1886	Détecteur chlore				C	2018	5	2 432 €				2 432 €				2 432 €					2 432 €					2 432 €			**9 727 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1887	cabine bouteille à chlore				NC	1974	15	2 366 €								2 366 €													**2 366 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1889	analyseur de chlore				NC	2016	10	2 629 €																2 629 €					**2 629 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Bleigny	1890	Compteur eau de service analyseur de chlore				C	2005	15	1 381 €				1 381 €														1 381 €			**2 761 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1893	télétransmission				C	2016	15	3 024 €								3 024 €													**3 024 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1894	armoire générale BT				C	1995	35	2 202 €							2 202 €														**2 202 €**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1895	Variateur x2				NC	2016	10	2 564 €																2 564 €					**2 564 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	relance	1902	pompe 1				C	2007	20	2 862 €				2 862 €																	**2 862 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	relance	1903	pompe 2				C	2007	20	2 862 €				2 862 €																	**2 862 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	relance	1904	pompe 3				C	2007	20	2 862 €				2 862 €																	**2 862 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	relance	1916	Compteur Relance vers Egriselles				NC	2008	15	1 381 €																		1 381 €			**1 381 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1941	Compteur Reservoir vers Moneteau				NC	1988	15	1 381 €									1 381 €												**1 381 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1942	Analyseur de chlore				NC	2019	10	2 629 €																	2 629 €				**2 629 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1943	Compteur analyseur de chlore				C	2012	15	1 381 €						1 381 €														1 381 €	**2 761 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1946	télétransmission				C	2010	15	3 024 €						3 024 €														3 024 €	**6 047 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1947	panneau solaire				NC	2013	12	2 103 €															2 103 €						**2 103 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	1948	Variateur de vitesse sur pompe n° 3				NC	2010	10	2 564 €										2 564 €											**2 564 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	1950	disjoncteur				C	1977	35	625 €				625 €																	**625 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	1951	cellule				C	1977	30	6 902 €				6 902 €																	**6 902 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	1952	transformateur				C	1977	35	9 202 €				9 202 €																	**9 202 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1962	hydrosavy				NC	1988	20	1 446 €										1 446 €											**1 446 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	1968	detecteur de niveau ME				C	2009	10	605 €				605 €										605 €							**1 210 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1976	Ballon anti bélier 100L				C	2015	20	855 €												855 €									**855 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1984	pompe 1				C	2011	20	2 862 €								2 862 €													**2 862 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1985	pompe 2				C	2011	20	2 862 €								2 862 €													**2 862 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1991	compteur Relance Pien				NC	2005	15	1 381 €																1 381 €					**1 381 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1996	pompe doseuse chloration				C	2007	7	920 €			920 €							920 €							920 €				**2 761 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	1999	Compteur analyseur chlore				C	2013	15	1 381 €						1 381 €														1 381 €	**2 761 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de relance vers Pien	2001	Analyseur de chlore				NC	2012	10	2 629 €										2 629 €											**2 629 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2002	Ballon anti bélier surpresseur				C	2006	20	855 €						855 €															**855 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2005	pompe 1				C	2022	20	2 862 €																		2 862 €			**2 862 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2006	pompe 2				C	2021	20	2 862 €																		2 862 €			**2 862 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2009	Compteur surpresseur la Garenne				NC	1988	15	1 381 €									1 381 €												**1 381 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2011	armoire générale BT				C	1988	35	2 202 €						2 202 €															**2 202 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2012	armoire surpression				C	1988	35	2 202 €						2 202 €															**2 202 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2013	automate				C	1988	15	2 960 €			2 960 €														2 960 €				**5 919 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2014	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									**3 024 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2015	variateur				NC	1988	10	2 564 €								2 564 €													**2 564 €**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2016	disjoncteur				C	2009	35	625 €																				625 €	**625 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	regard comptage volume Perrigny	2021	vanne				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Regard comptage entrée St Siméo	2024	Débitmètre entrée St Siméon				C	2021	15	1 578 €													1 578 €									**1 578 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2026	réducteur de pression				NC	1965	20	1 446 €								1 446 €													**1 446 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2027	vanne amont compteur Perrigny				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2030	echelle cuve 4				NC	1965	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2031	echelle cuve 3				NC	1965	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2032	echelle cuve 2				NC	1965	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2033	echelle cuve 1				NC	1965	40	921 €																			921 €		**921 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2037	trappe d'accès				NC	1965	40	1 019 €																			1 019 €		**1 019 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2038	detecteur de niveau ME				C	1965	10	605 €			605 €									605 €									**1 210 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2042	robinet de prélèvement ET				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2043	analyseur de chlore				NC	2021	10	2 629 €																2 629 €					**2 629 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2044	Compteur Perrigny Bréandes (Petit)				C	2021	7	1 381 €						1 381 €						1 381 €							1 381 €		**4 142 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2045	Compteur analyseur de chlore				C	2011	15	1 381 €						1 381 €														1 381 €	**2 761 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2050	vanne amont compteur				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2051	vanne aval pompe 3				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2052	vanne aval pompe 2				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2053	vanne amont pompe 3				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2054	vanne amont pompe 2				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2055	vanne aval pompe 1				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2056	vanne amont pompe 1				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2065	vanne aval compteur				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2066	pompe 3				C	1999	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2067	pompe 2				C	1999	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2069	pompe 1				C	2015	20	7 134 €	7 134 €																			7 134 €	**14 268 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2070	vanne x4				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2071	vanne 2 x2				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2072	vanne 3				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2074	garde corps				NC	1965	40	5 914 €																			5 914 €		**5 914 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2075	vanne regard x3				NC	1965	40	724 €																			724 €		**724 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Relance vers Météo	2078	compteur Relance Météo				NC	2008	15	1 381 €																		1 381 €			**1 381 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Réservoir relance de Saint Simeor	2080	panneau solaire				NC	2010	12	2 103 €															2 103 €						**2 103 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Réservoir relance de Saint Simeor	2081	armoire générale BT				C	2009	35	2 202 €																				2 202 €	**2 202 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Réservoir relance de Saint Simeor	2082	disjoncteur x3				C	2009	35	625 €																				625 €	**625 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Réservoir relance de Saint Simeor	2083	aérateur				NC	2010	15	986 €																	986 €				**986 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	Réservoir relance de Saint Simeor	2085	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									**3 024 €**
AUXERRE	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	2090	cellule				C	1965	30	6 902 €				6 902 €																	**6 902 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2101	detecteur de niveau ME cuve 1				C	2008	10	605 €				605 €										605 €								**1 210 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2105	capteur de niveau ANA				C	2008	12	605 €			605 €												605 €						**1 210 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2116	Ballon anti bélier 50L				C	2021	20	855 €																		855 €			**855 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2117	pompe 1				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																**2 862 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2121	pompe 2				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																**2 862 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2129	Compteur surpresseur				NC	2008	15	1 381 €																	1 381 €				**1 381 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2131	armoire générale BT				C	2008	35	2 202 €																			2 202 €		**2 202 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2133	Télétransmission				C	2019	15	3 024 €										3 024 €											**3 024 €**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2134	disjoncteur				C	2008	35	625 €																				625 €	**625 €**
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	RESERVOIR-POMPAGE	Regard DEM secto	2175	Débitmètre SECTO PERRIGNY CA				C	2

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien				Date de mise en service	Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2213	disjoncteur				C	2002	35	625 €														625 €								625 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2220	vanne distribution réseau HAUT				NC	1965	40	724 €																		724 €			724 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2225	echelle				NC	1965	40	921 €																			921 €		921 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2226	vanne vidange cuve				NC	1965	40	724 €																		724 €			724 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2234	sonde de niveau				C	1965	12	1 053 €		1 053 €											1 053 €								2 106 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2235	capteur de niveau ME				C	1965	12	605 €		605 €											605 €								1 210 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2236	réhausse inox pompe (x3)				NC	2008	15	921 €																921 €					921 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2238	Ballon anti bélier (BAS 2) 3500L Non soumis (Inf à/= 4 bars)				C	2000	35	4 931 €		4 931 €																				4 931 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2239	Ballon anti bélier (BAS 1) 3500L Non soumis (Inf à/= 4 bars)				C	2000	35	4 931 €		4 931 €																				4 931 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2241	pompe 1				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2242	pompe 2				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2243	pompe 3				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2256	vanne aval compteur				NC	1965	40	724 €																		724 €			724 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau BAS	2261	compteur Réseau Bas				NC	2005	15	1 381 €																1 381 €					1 381 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2264	Ballon anti bélier (HAUT 4) 3500L				C	2000	35	4 931 €		4 931 €																				4 931 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2265	Ballon anti bélier (HAUT 3) 3500L				C	2000	35	4 931 €		4 931 €																				4 931 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2268	réhausse inox pompe (x3)				NC	2005	15	921 €																921 €					921 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2271	vanne aval compteur				NC	1965	40	724 €																		724 €			724 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2281	pompe 6				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2282	pompe 5				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2283	pompe 4				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																	2 862 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression reseau HAUT	2289	compteur réseau Haut				NC	2005	15	1 381 €																1 381 €					1 381 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2292	variateur réseau BAS				NC	2004	10	2 564 €									2 564 €												2 564 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2293	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									3 024 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2294	armoire générale BT				C	2004	35	2 202 €																2 202 €					2 202 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2295	automate				C	2004	15	2 960 €				2 960 €															2 960 €			5 919 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2296	variateur réseau HAUT				NC	2004	10	2 564 €									2 564 €												2 564 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	2298	cellule				C	1965	30	6 902 €		6 902 €																				6 902 €
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	RESERVOIR-POMPAGE	poste HT	2299	transformateur				C	1965	35	9 202 €				9 202 €																		9 202 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2302	pompe				C	2017	20	2 862 €														2 862 €								2 862 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2307	Ballon anti bélier 100L (non soumis requalifié inférieur à 4 bars)				C	2007	20	855 €						855 €																855 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2312	compteur				NC	1987	15	1 381 €									1 381 €												1 381 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2319	detecteur de niveau ME				C	2013	10	605 €					605 €											605 €						1 210 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2323	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									3 024 €
MONTIGNY LA	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2324	disjoncteur				C	2007	35	625 €																		625 €			625 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2331	echellle regard				NC	1970	40	921 €																				921 €	921 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2333	robinet à flotteur				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2335	vanne arrivée cuve 1 et 2				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2336	vanne distribution cuve x2				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2338	vanne vidange cuve x2				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2339	vanne x4				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2344	pilote hydrosavy				NC	1970	20	1 446 €								1 446 €													1 446 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2345	pilote hydrosavy				NC	1970	20	1 446 €								1 446 €													1 446 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2346	Trappe d'accès aux 2 cuves				NC	1970	40	1 019 €																				1 019 €	1 019 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2347	vanne x4				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2348	robinet prélèvement ET				NC	1970	40	724 €																					724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	réservoir	2351	Pompe doseuse				C	2021	7	920 €						920 €							920 €								2 761 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2352	Ballon anti bélier (1) 750L non soumis requalifié inférieur à 4 bars				C	2012	20	2 629 €									2 629 €												2 629 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2353	Ballon anti bélier (2) 750L non soumis requalifié inférieur à 4 bars				C	2012	20	2 629 €									2 629 €												2 629 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2360	echellle				NC	1970	40	921 €																				921 €	921 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2361	pompe 1				C	2000	20	2 862 €			2 862 €																		2 862 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2362	pompe 2				C	2000	20	2 862 €			2 862 €																		2 862 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2363	pompe 3				C	2000	20	2 862 €			2 862 €																		2 862 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2368	vanne anti bélier 2				NC	1970	40	724 €																				724 €	724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2370	vanne aval pompe 2				NC	1970	40	724 €																				724 €	724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2371	vanne aval pompe 3				NC	1970	40	724 €																				724 €	724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2372	compteur Surpresseur				NC	1977	15	1 381 €								1 381 €													1 381 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2374	robinet prélèvement ET				NC	1970	40	724 €																				724 €	724 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2375	armoire générale				C	1997	35	2 202 €									2 202 €												2 202 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2376	disjoncteur				C	1977	35	625 €				625 €																	625 €
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2377	Télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									3 024 €
ST GEORGES	Source du Goulot de Groix	RESSOURCE	Source	2383	Télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €									1 709 €
ST GEORGES	Source du Goulot de Groix	RESSOURCE	Source	2384	Emetteur radio				C	2020	15	1 249 €												1 249 €									1 249 €
ST GEORGES	Source du Goulot de Groix	RESSOURCE	Source	2385	Compteur				C	2020	7	1 381 €						1 381 €							1 381 €							1 381 €	4 142 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	forage	2387	Ballon anti bélier 300L				C	2019	20	1 249 €															1 249 €						1 249 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	forage	2393	pompe reprise 1				C	2005	20	3 060 €			3 060 €																		3 060 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	forage	2394	pompe reprise 2				C	2003	20	3 060 €			3 060 €																		3 060 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	forage	2395	pompe reprise 3				C	2006	20	3 060 €			3 060 €																		3 060 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	forage	2413	capteur de chlore résiduel				C	2000	10	1 381 €			1 381 €										1 381 €								2 761 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	armoire générale BT	2456	armoire générale BT				C	1985	35	4 931 €					4 931 €																4 931 €
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	PRODUCTION	armoire générale BT	2459	télétransmission				C	2019	15	3 024 €										3 024 €											3 024 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2468	pompe 1 surpression				NC	2007	15	2 862 €																2 862 €					2 862 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2469	pompe 2 surpression				NC	1993	15	2 862 €									2 862 €												2 862 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2470	pompe 3 sécurité incendie				C	1993	20	2 862 €	2 862 €																			2 862 €	5 725 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2471	pompe 4 sécurité incendie				C	1993	20	2 862 €	2 862 €																			2 862 €	5 725 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2472	Ballon anti bélier 500L				C	2014	20	2 301 €												2 301 €									2 301 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2483	capteur de pression régulateur				C	1993	12	605 €		605 €											605 €								1 210 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2484	compteur				NC	1993	15	1 381 €									1 381 €												1 381 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2487	armoire générale BT				C	1993	35	6 408 €					6 408 €																6 408 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2488	variateur				NC	1993	10	2 564 €								2 564 €													2 564 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2489	démarreur x2				NC	1993	10	2 629 €								2 629 €													2 629 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2490	télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									3 024 €
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2493	disjoncteur				C	1993	35	625 €						625 €															625 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	POMPAGE	poste de surpression	2504	pompe 1				C	2012	20	2 862 €									2 862 €												2 862 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	POMPAGE	poste de surpression	2505	pompe 2				C	2012	20	2 862 €									2 862 €												2 862 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	POMPAGE	poste de surpression	2515	Compteur réseau surpressé				NC	2012	15	1 381 €																1 381 €					1 381 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	réservoir	2517	detecteur de niveau ME				C	2009	10	605 €				605 €										605 €								1 210 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	réservoir	2527	sonde de niveau				C	2020	12	1 053 €									1 053 €												1 053 €	2 106 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	armoire générale BT	2528	télétransmission				C	2020	15	3 024 €												3 024 €									3 024 €
ST BRIS LE VIN	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	RESERVOIR	armoire générale BT	2530	armoire générale BT				C	2009	35	6 408 €																				6 408 €	6 408 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2543	Ballon anti bélier (1) 500L				C	2014	20	2 367 €												2 367 €									2 367 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2544	Ballon anti bélier (2) 500L				C	2014	20	2 367 €												2 367 €									2 367 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2546	pompe 2				C	2014	20	2 862 €											2 862 €										2 862 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2547	pompe 1				C	2012	20	2 862 €									2 862 €												2 862 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2565	stabilisateur aspiration				NC	1972	20	1 446 €								1 446 €													1 446 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2566	stabilisateur refoulement				NC	1996	20	1 446 €																1 446 €					1 446 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2567	Débitmètre surpresseur				C	2020	15	1 578 €												1 578 €									1 578 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2570	télétransmission				C	2002	15	3 024 €				3 024 €															3 024 €		6 047 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2572	armoire générale BT				C	2002	35	6 408 €														6 408 €								6 408 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2573	variateur pompe 1				NC	2009	10	2 564 €										2 564 €												2 564 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2574	variateur de vitesse pompe 1				NC	2019	10	2 564 €																	2 564 €				2 564 €
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2575	disjoncteur				C	2002	35	625 €														625 €								625 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	reservoir	2581	detecteur de niveau ME				C	2005	10	605 €			605 €										605 €									1 210 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2601	Ballon anti bélier (2) 1000L				C	2013	20	3 123 €										3 123 €												3 123 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2602	Ballon anti bélier (1) 1000L				C	2013	20	3 123 €										3 123 €												3 123 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2604	pompe surface 3 "lavage reservoir"				C	2007	20	2 862 €				2 862 €																		2 862 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2611	pompe surface 1				C	2008	20	2 862 €					2 862 €																		2 862 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2612	pompe surface 2				C	2005	20	2 862 €				2 862 €																		2 862 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2621	compteur Autoroute				NC	2005	15	1 381 €																				1 381 €		1 381 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	poste de surpression	2622	compteur Montaillery bourg				NC	2010	15	1 381 €																						1 381 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2624	disjoncteur général				C	1978	35	625 €					625 €																	625 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2625	armoire générale BT				C	2001	35	6 408 €													6 408 €									6 408 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2627	télétransmission				C	2008	15	3 024 €					3 024 €															3 024 €		6 047 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2628	variateur x2				NC	2008	10	2 564 €										2 564 €												2 564 €
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	RESERVOIR-POMPAGE	armoire générale BT	2629	Variateur				NC	2013	10	2 564 €										2 564 €												2 564 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	poste de surpression	2646	pompe 1				C	1992	20	2 862 €	2 862 €																			2 862 €	5 725 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	poste de surpression	2649	Ballon anti bélier 750L(non soumis requalifié inférieur à 4 bars)				C	2007	20	2 695 €						2 695 €																2 695 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	poste de surpression	2650	pompe 2				C	1992	20	2 862 €	2 862 €																			2 862 €	5 725 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	poste de surpression	2659	compteur				NC	1992	15	1 381 €									1 381 €												1 381 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	armoire générale BT	2662	télétransmission				C	1992	15	3 024 €				3 024 €															3 024 €		6 047 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	armoire générale BT	2663	armoire générale BT				C	1992	35	6 408 €						6 408 €																6 408 €
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	POMPAGE	armoire générale BT	2664	disjoncteur général				C	1992	35	625 €						625 €																625 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2670	Ballon anti-bélier 2				C	2000	20	855 €					855 €																	855 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2671	pompe 3				C	2001	20	2 862 €			2 862 €																		2 862 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2672	Pompe vitesse variable 1				C	2014	20	2 862 €											2 862 €										2 862 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2674	pompe 2				C	2001	20	2 862 €			2 862 €																		2 862 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2677	Ballon anti-bélier 1				C	2000	20	3 123 €					3 123 €																	3 123 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	poste de surpression	2682	compteur Surpresseur				NC	2012	15	1 381 €																1 381 €					1 381 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale BT	2685	variateur de vitesse				NC	2014	10	2 564 €															2 564 €						2 564 €
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	POMPAGE	armoire générale

Commune	Installation Principale	Type de site	Type de bien	N° inventaire (ID3)	Dénomination	Description du bien				Date de mise en service	Hypothèse durée de vie (DV Ref)	Valeur de renouvellement (€ HT)	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	TOTAL
						Marque	Type dans la Marque	Type Matériel	Criticité (C / NC)				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	POMPAGE	Surpresseur	2708	Compteur Surpresseur				NC	2014	15	1 381 €																				1 381 €		1 381 €
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	POMPAGE	Armoire BT	2712	télétransmission				C	2014	15	3 024 €							3 024 €															3 024 €
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	POMPAGE	Surpresseur	2725	Pompe surpression 1				NC	2007	15	2 862 €															2 862 €							2 862 €
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	POMPAGE	Surpresseur	2728	Compteur sortie				NC	2000	15	1 381 €										1 381 €												1 381 €
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	POMPAGE	Réservoir	2732	Sonde de niveau				C	2000	12	1 053 €		1 053 €												1 053 €								2 106 €
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	POMPAGE	Armoire électrique	2733	Télétransmission				C	2018	15	3 024 €										3 024 €												3 024 €
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	POMPAGE	Armoire électrique	2734	Armoire électrique				C	2001	35	6 408 €														6 408 €								6 408 €
CHARBUY	VEG de Charbuy à Fleury	ACCESSOIRE RESEAU	Regard de comptage	2739	Télétransmission				C	2020	15	1 709 €												1 709 €										1 709 €
CHARBUY	VEG de Charbuy à Fleury	ACCESSOIRE RESEAU	Regard de comptage	2741	compteur VEG Départ Fleury				C	2020	10	1 381 €							1 381 €										1 381 €					2 761 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2757	ARMOIRE ELECTRIQUE GENERALE				C	1996	35	22 611 €								22 611 €														22 611 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2758	POMPE IMMERGEE AVEC JUPE S6873				C	1993	20	6 030 €	6 030 €																				6 030 €	12 059 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2759	POMPE 2 KSB IMMERGEES1008 05/L7911				C	2005	20	5 276 €		5 276 €																				5 276 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2761	FILTRES				NC	2005	15	1 206 €															1 206 €							1 206 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2762	BALLON HYDROFORT				C	2003	20	7 537 €					7 537 €																	7 537 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2763	POMPE DOSEUSE JAVEL				C	1993	20	2 261 €		2 261 €																				2 261 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2764	ACCESSOIRES ELECTRIQUES				NC	1992	20	1 507 €										1 507 €												1 507 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2765	TELEGESTION S500				C	2007	15	1 507 €					1 507 €															1 507 €		3 015 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2766	SONDE DE NIVEAU				C	2007	12	1 507 €			1 507 €												1 507 €							3 015 €
CHITRY LE FO	POMPAGE TALLONE ROUTE DE COURGIS	POMPAGE	COMMUN	2767	COMPTEUR PRODUCTION 10D7506				C	2010	7	1 809 €			1 809 €							1 809 €						1 809 €						5 427 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2771	POMPE AXE VERTICAL 1 GRUNFOS 14/F3246				C	2014	20	5 276 €											5 276 €											5 276 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2774	ACCESSOIRES ELECTRIQUES				NC	1992	20	1 507 €										1 507 €												1 507 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2776	TELEGESTION S500				C	2007	15	1 507 €					1 507 €															1 507 €		3 015 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2777	ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE				C	1995	35	12 059 €								12 059 €														12 059 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2778	REENCLENCHEUR 05/L6931				C	2005	20	1 507 €						1 507 €																1 507 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2779	AUTOMATE				C	1995	15	12 059 €			12 059 €															12 059 €				24 118 €
CHITRY LE FO	SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE	POMPAGE	COMMUN	2780	POMPE N03 GRUNFOS 7M3/H 40M 14/F3248				C	2014	20	5 276 €											5 276 €											5 276 €
CHITRY LE FO	RESERVOIR VOIE DE ST-CYR	RESERVOIR	COMMUN	2784	POSTE TLS ET DISPOSITIFS ANTI INTRUSION				C	2005	15	6 030 €				6 030 €															6 030 €			12 059 €
CHITRY LE FO	RESERVOIR VOIE DE ST-CYR	RESERVOIR	COMMUN	2785	RES ST-CYR TELBOX 20-M73DJ				C	2020	15	1 507 €												1 507 €										1 507 €
TOTAL RENOUVELLEMENT PATRIMONIAL USINES													73 935 €	46 627 €	78 252 €	144 212 €	112 289 €	99 326 €	109 201 €	111 370 €	79 353 €	103 818 €	94 220 €	110 884 €	108 264 €	69 012 €	63 053 €	110 009 €	92 172 €	90 425 €	75 078 €	111 745 €	173 708 €	**2 056 952 €**
TOTAL RENOUVELLEMENT FONCTIONNEL USINES													6 314 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	12 629 €	6 314 €	**252 580 €**

4-RENOUVELLEMENT USINES - LIE AUX TRAVAUX CONCESSIFS (PATRIMONIAL + FONCTIONNEL)													2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	
BOISSEAUX	VARIANTE - PATRIMONIAL	-	-	-	-	-	-	-	-	2027			- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	203 634 €	- €	- €	36 555 €	14 532 €	36 975 €	195 931 €	7 703 €	- €	28 712 €	3 633 €	**527 675 €**
SAULCE	VARIANTE - PATRIMONIAL	-	-	-	-	-	-	-	-	2027			- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	380 444 €	- €	33 614 €	- €	53 101 €	- €	395 990 €	14 706 €	- €	16 807 €	- €	**894 661 €**
TOTAL RENOUVELLEMENT LIE AUX TRAVAUX CONCESSIFS - PATRIMONIAL													**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**584 078 €**	**0 €**	**33 614 €**	**36 555 €**	**67 634 €**	**36 975 €**	**591 921 €**	**22 409 €**	**0 €**	**45 518 €**	**3 633 €**	**1 422 336 €**
TOTAL RENOUVELLEMENT LIE AUX TRAVAUX CONCESSIFS - FONCTIONNEL (BOISSEAUX + SAULCE)													**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**8 565 €**	**4 283 €**	**89 935 €**

RECAPITULATIF DU PROGRAMME DE GER ET CALCUL DE LA DOTATION		
	FONCTIONNEL (= garantie)	PATRIMONIAL (= Programmé)
TOTAL ACCESSOIRES DU RESEAU	-	1 194 698 €
TOTAL BRANCHEMENTS	-	4 791 077 €
TOTAL USINES (yc RVI/ Tvx Concessifs)	342 515 €	3 479 288 €
TOTAL RENOUVELLEMENT	**342 515 €**	**9 465 063 €**
Durée du contrat :	20 ans	
MONTANT DOTATION ANNUELLE	**17 126 €**	**473 253 €**

Communauté de l'Auxerrois - SERVICE DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL AVENANT N°2 ANNEXE 5

Hypothèses d'évolution annuelle		
	Abonnement	0,00%
	Volumes abonnés (moyenne annuelle sur l'ensemble du contrat)	-0,11%
	Volumes vente en gros	-0,10%

PRODUITS	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total	*Moyenne annuelle*
VENTE D'EAU POTABLE																							
Abonnement - part fixe	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***33 938 u***	***712 698 u***	***33 938 u***
DN 10 à 15 mm	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*32 550 ab*	*683 550 ab*	*32 550 ab*
DN 20 mm	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*681 ab*	*14 301 ab*	*681 ab*
DN 25 à 30 mm	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*386 ab*	*8 106 ab*	*386 ab*
DN 40 mm	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*131 ab*	*2 751 ab*	*131 ab*
DN 50 à 60 mm	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*98 ab*	*2 058 ab*	*98 ab*
DN 80 mm	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*32 ab*	*672 ab*	*32 ab*
DN 100 mm	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*49 ab*	*1 029 ab*	*49 ab*
DN 150 mm	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*3 ab*	*63 ab*	*3 ab*
>DN 150 mm	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*8 ab*	*168 ab*	*8 ab*
Assiette (m³) - part variable	***1 939 106 m³***	***3 916 995 m³***	***3 956 165 m³***	***3 950 230 m³***	***3 944 305 m³***	***3 938 389 m³***	***3 932 481 m³***	***3 926 582 m³***	***3 920 692 m³***	***3 914 811 m³***	***3 908 939 m³***	***3 903 076 m³***	***3 897 221 m³***	***3 891 375 m³***	***3 885 538 m³***	***3 879 710 m³***	***3 873 890 m³***	***3 868 079 m³***	***3 842 937 m³***	***3 817 958 m³***	***1 896 571 m³***	***76 108 480 m³***	***3 805 424 m³***
Tranche T1 - 0 à 15 m3	*236 858 m³*	*478 453 m³*	*483 237 m³*	*482 513 m³*	*481 789 m³*	*481 066 m³*	*480 345 m³*	*479 624 m³*	*478 905 m³*	*478 186 m³*	*477 469 m³*	*476 753 m³*	*476 038 m³*	*475 324 m³*	*474 611 m³*	*473 899 m³*	*473 188 m³*	*472 478 m³*	*469 407 m³*	*466 356 m³*	*231 662 m³*	*9 528 159 m³*	*476 408 m³*
Tranche T2 - 16 à 120 m3	*866 318 m³*	*1 749 961 m³*	*1 767 461 m³*	*1 764 810 m³*	*1 762 163 m³*	*1 759 519 m³*	*1 756 880 m³*	*1 754 245 m³*	*1 751 613 m³*	*1 748 986 m³*	*1 746 362 m³*	*1 743 743 m³*	*1 741 127 m³*	*1 738 516 m³*	*1 735 908 m³*	*1 733 304 m³*	*1 730 704 m³*	*1 728 108 m³*	*1 716 875 m³*	*1 705 716 m³*	*847 314 m³*	*34 849 633 m³*	*1 742 482 m³*
Tranche T3 - 121 à 1000 m3	*420 168 m³*	*848 739 m³*	*857 226 m³*	*855 940 m³*	*854 656 m³*	*853 374 m³*	*852 094 m³*	*850 816 m³*	*849 540 m³*	*848 266 m³*	*846 993 m³*	*845 723 m³*	*844 454 m³*	*843 187 m³*	*841 923 m³*	*840 660 m³*	*839 399 m³*	*838 140 m³*	*832 692 m³*	*827 279 m³*	*410 951 m³*	*16 902 219 m³*	*845 111 m³*
Tranche T4 - plus de 1000 m3	*415 763 m³*	*839 842 m³*	*848 240 m³*	*846 968 m³*	*845 697 m³*	*844 429 m³*	*843 162 m³*	*841 897 m³*	*840 634 m³*	*839 374 m³*	*838 114 m³*	*836 857 m³*	*835 602 m³*	*834 349 m³*	*833 097 m³*	*831 847 m³*	*830 600 m³*	*829 354 m³*	*823 963 m³*	*818 607 m³*	*406 643 m³*	*16 725 039 m³*	*836 252 m³*
Volume vente d'eau en gros (m³)	**104 500 m³**	**208 791 m³**	**208 582 m³**	**208 374 m³**	**208 165 m³**	**207 957 m³**	**207 749 m³**	**207 541 m³**	**207 334 m³**	**207 127 m³**	**206 919 m³**	**206 712 m³**	**206 506 m³**	**206 299 m³**	**206 093 m³**	**205 887 m³**	**205 681 m³**	**205 475 m³**	**205 270 m³**	**205 065 m³**	**102 430 m³**	**4 138 457 m³**	**206 923 m³**
Volume d'eau prélevé non facturé (m³)	**500 000 m³**	**1 000 000 m³**	**1 000 000 m³**	**1 000 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**1 500 000 m³**	**750 000 m³**	**28 250 000 m³**	**1 412 500 m³**

CHARGES DU SERVICE	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total	*Moyenne annuelle*
Frais de personnel hors renouvellement (salaires, charges)	**812 823 €**	**1 764 074 €**	**1 695 327 €**	**1 702 636 €**	**1 919 040 €**	**1 911 622 €**	**1 908 085 €**	**1 888 407 €**	**1 880 677 €**	**1 873 389 €**	**1 867 733 €**	**1 866 586 €**	**1 856 685 €**	**1 852 001 €**	**1 847 892 €**	**1 844 375 €**	**1 848 148 €**	**1 841 402 €**	**1 836 107 €**	**1 834 426 €**	**891 913 €**	36 743 349 €	*1 837 167 €*
- agent d'exploitation	385 811 €	811 245 €	815 375 €	822 651 €	949 132 €	946 381 €	943 432 €	938 735 €	935 139 €	932 699 €	929 068 €	926 217 €	922 397 €	920 703 €	918 388 €	916 568 €	914 905 €	912 905 €	910 093 €	907 879 €	442 818 €	18 102 542 €	*905 127 €*
- agent de maîtrise	190 678 €	460 624 €	418 110 €	419 716 €	493 222 €	491 043 €	492 114 €	480 599 €	477 010 €	474 311 €	472 384 €	474 162 €	468 962 €	466 957 €	465 158 €	464 161 €	467 058 €	462 854 €	459 388 €	458 319 €	217 061 €	9 273 892 €	*463 695 €*
- agent administratif	196 609 €	396 241 €	374 736 €	372 828 €	373 931 €	371 897 €	370 015 €	368 948 €	369 150 €	367 564 €	367 868 €	367 423 €	367 626 €	367 058 €	367 437 €	366 947 €	368 882 €	369 215 €	370 921 €	372 746 €	186 813 €	7 434 854 €	*371 743 €*
- encadrement	39 725 €	95 963 €	87 106 €	87 441 €	102 755 €	102 301 €	102 524 €	100 125 €	99 377 €	98 815 €	98 413 €	98 784 €	97 700 €	97 283 €	96 908 €	96 700 €	97 304 €	96 428 €	95 706 €	95 483 €	45 221 €	1 932 061 €	*96 603 €*
Energie	**295 196 €**	**543 160 €**	**495 929 €**	**490 025 €**	**728 975 €**	**720 187 €**	**711 400 €**	**702 612 €**	**693 824 €**	**685 036 €**	**685 036 €**	**670 898 €**	**670 898 €**	**670 898 €**	**662 110 €**	**662 110 €**	**653 322 €**	**653 322 €**	**639 184 €**	**639 184 €**	**315 198 €**	12 988 501 €	*649 425 €*
Achats d'eau	**3 069 €**	**6 137 €**	**6 137 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	15 343 €	*767 €*
Sous-traitance externe et location d'engin	**119 436 €**	**364 193 €**	**316 566 €**	**332 930 €**	**345 944 €**	**345 496 €**	**341 529 €**	**320 726 €**	**317 524 €**	**317 137 €**	**316 571 €**	**326 419 €**	**318 135 €**	**315 233 €**	**314 863 €**	**314 579 €**	**324 623 €**	**316 623 €**	**313 550 €**	**313 203 €**	**156 595 €**	6 451 873 €	*322 594 €*
Fournitures et matériaux pour entretien et réparations	**86 525 €**	**200 713 €**	**194 611 €**	**193 552 €**	**199 615 €**	**198 533 €**	**197 380 €**	**195 519 €**	**194 105 €**	**193 113 €**	**191 785 €**	**190 592 €**	**189 229 €**	**188 656 €**	**187 700 €**	**187 034 €**	**186 344 €**	**185 646 €**	**184 364 €**	**183 592 €**	**75 105 €**	3 803 714 €	*190 186 €*
Produits de traitement	**6 577 €**	**13 154 €**	**13 154 €**	**13 154 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**127 566 €**	**63 783 €**	2 150 876 €	*107 544 €*
Frais d'analyses	**15 838 €**	**31 676 €**	**31 676 €**	**31 676 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**44 074 €**	**22 037 €**	838 097 €	*41 905 €*
Frais de déplacement																						- €	*- €*
Renouvellement	**441 166 €**	**594 179 €**	**625 804 €**	**691 764 €**	**659 841 €**	**646 878 €**	**656 753 €**	**658 922 €**	**626 905 €**	**651 370 €**	**1 347 246 €**	**881 595 €**	**768 315 €**	**662 896 €**	**641 866 €**	**704 328 €**	**1 259 845 €**	**669 694 €**	**631 196 €**	**714 891 €**	**455 520 €**	14 990 975 €	*749 549 €*
Electromécaniques	80 249 €	59 256 €	90 881 €	156 841 €	124 918 €	111 955 €	121 830 €	123 999 €	91 982 €	116 447 €	718 867 €	132 078 €	164 187 €	127 973 €	106 943 €	169 405 €	724 922 €	134 771 €	96 273 €	179 968 €	188 058 €	3 821 804 €	*191 090 €*
Compteurs et tête émettrices	129 585 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	259 170 €	129 585 €	5 183 396 €	*259 170 €*
Branchements et petits accessoires	119 777 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	239 554 €	119 777 €	4 791 077 €	*239 554 €*
Equipements hydrauliques du réseau	111 555 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	129 655 €	250 793 €	105 404 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	36 199 €	18 100 €	1 194 698 €	*59 735 €*
Autres (à définir, le cas échéant)	- €				- €																		
Investissements contractuels	**600 605 €**	**1 201 211 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**1 360 890 €**	**680 445 €**	26 978 226 €	*1 348 914 €*
Fonds de travaux	**75 000 €**	**150 000 €**	**150 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**	**25 000 €**	1 250 000 €	*62 500 €*
Frais divers	**380 382 €**	**782 197 €**	**760 755 €**	**760 461 €**	**848 741 €**	**847 071 €**	**844 823 €**	**842 447 €**	**842 171 €**	**838 272 €**	**838 377 €**	**837 803 €**	**837 547 €**	**837 094 €**	**837 367 €**	**837 038 €**	**838 650 €**	**838 942 €**	**839 138 €**	**840 018 €**	**419 066 €**	16 548 363 €	*827 418 €*
Informatique	168 114 €	349 773 €	336 484 €	335 616 €	357 226 €	355 874 €	354 153 €	352 933 €	352 628 €	349 445 €	349 228 €	348 635 €	348 329 €	347 887 €	347 874 €	347 458 €	348 307 €	348 342 €	348 867 €	349 603 €	175 323 €	6 972 097 €	*348 605 €*
Poste et télécoms	63 054 €	126 221 €	121 772 €	122 017 €	128 253 €	128 427 €	128 538 €	128 640 €	129 215 €	129 026 €	129 642 €	129 857 €	130 475 €	130 776 €	131 447 €	131 762 €	132 487 €	133 212 €	133 884 €	134 629 €	67 210 €	2 590 545 €	*129 527 €*
Locaux	69 392 €	140 659 €	139 694 €	139 823 €	143 165 €	143 065 €	142 888 €	142 628 €	142 525 €	142 421 €	142 393 €	142 352 €	142 266 €	142 228 €	142 158 €	142 139 €	142 163 €	142 095 €	141 979 €	141 978 €	69 937 €	2 837 950 €	*141 897 €*
Assurances	17 730 €	38 047 €	36 616 €	36 802 €	42 398 €	42 244 €	41 908 €	41 506 €	41 342 €	41 187 €	41 080 €	41 030 €	40 842 €	40 757 €	40 663 €	40 601 €	40 649 €	40 524 €	40 385 €	40 349 €	20 176 €	806 835 €	*40 342 €*
Créances irrécouvrables	41 494 €	83 463 €	83 943 €	83 870 €	130 808 €	130 677 €	130 546 €	130 415 €	130 284 €	130 154 €	130 024 €	129 894 €	129 764 €	129 635 €	129 505 €	129 376 €	129 247 €	129 118 €	128 561 €	128 007 €	63 729 €	2 432 513 €	*121 626 €*
Autres dépenses	20 598 €	44 033 €	42 246 €	42 333 €	46 891 €	46 785 €	46 791 €	46 326 €	46 177 €	46 040 €	46 010 €	46 035 €	45 872 €	45 812 €	45 719 €	45 702 €	45 797 €	45 651 €	45 462 €	45 451 €	22 692 €	908 423 €	*45 421 €*
Charges relatives aux investissements du domaine privé	**47 999 €**	**99 579 €**	**97 966 €**	**98 277 €**	**135 841 €**	**135 698 €**	**135 335 €**	**134 888 €**	**134 747 €**	**134 593 €**	**134 533 €**	**134 538 €**	**134 367 €**	**134 290 €**	**134 216 €**	**134 174 €**	**134 283 €**	**134 154 €**	**134 028 €**	**134 029 €**	**67 016 €**	2 564 549 €	*128 227 €*
Contribution aux frais de siège	**80 361 €**	**169 463 €**	**168 834 €**	**167 071 €**	**251 501 €**	**250 091 €**	**248 720 €**	**247 362 €**	**246 025 €**	**244 860 €**	**243 571 €**	**242 293 €**	**241 035 €**	**239 787 €**	**238 574 €**	**237 372 €**	**236 186 €**	**235 011 €**	**233 135 €**	**231 280 €**	**114 727 €**	4 567 261 €	*228 363 €*
RODP	**14 268 €**	**28 535 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	42 803 €	*2 140 €*
Impôts et taxes	**100 064 €**	**113 210 €**	**114 503 €**	**114 259 €**	**133 868 €**	**133 680 €**	**174 772 €**	**174 763 €**	**174 595 €**	**174 475 €**	**174 262 €**	**174 034 €**	**173 877 €**	**173 677 €**	**173 505 €**	**173 301 €**	**173 033 €**	**172 873 €**	**172 558 €**	**172 162 €**	**149 700 €**	3 291 171 €	*164 559 €*
Gestion clientèle	**196 041 €**	**498 986 €**	**511 352 €**	**536 482 €**	**535 380 €**	**533 713 €**	**508 277 €**	**507 008 €**	**507 600 €**	**506 781 €**	**507 386 €**	**507 292 €**	**507 906 €**	**507 828 €**	**508 452 €**	**508 389 €**	**509 435 €**	**510 073 €**	**511 454 €**	**512 849 €**	**257 128 €**	10 189 813 €	*509 491 €*
TOTAL DES CHARGES	**3 275 349 €**	**6 560 468 €**	**6 543 505 €**	**6 543 177 €**	**7 341 279 €**	**7 305 500 €**	**7 309 604 €**	**7 255 184 €**	**7 200 702 €**	**7 201 556 €**	**7 889 030 €**	**7 414 579 €**	**7 280 524 €**	**7 164 891 €**	**7 129 075 €**	**7 185 229 €**	**7 746 398 €**	**7 140 271 €**	**7 077 245 €**	**7 158 163 €**	**3 693 233 €**	**143 414 963 €**	***7 170 748 €***

PRODUITS DU SERVICE	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total	Moyenne annuelle
VENTE D'EAU POTABLE	**2 357 947 €**	**4 742 282 €**	**4 768 935 €**	**4 764 788 €**	**7 485 447 €**	**7 477 939 €**	**7 470 442 €**	**7 462 956 €**	**7 455 481 €**	**7 448 017 €**	**7 440 564 €**	**7 433 122 €**	**7 425 692 €**	**7 418 272 €**	**7 410 864 €**	**7 403 466 €**	**7 396 080 €**	**7 388 704 €**	**7 357 476 €**	**7 326 450 €**	**3 647 812 €**	**139 082 735,69 €**	***6 954 136,78 €***
Abonnement - part fixe annuelle	**986 113 €**	**1 972 226 €**	**1 972 226 €**	**1 972 226 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**2 410 499 €**	**1 205 250 €**	**46 676 026,22 €**	***2 333 801,31 €***
DN 10 à 15 mm	732 375 €	1 464 750 €	1 464 750 €	1 464 750 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	1 790 250 €	895 125 €	34 665 750,00 €	*1 733 287,50 €*
DN 20 mm	54 691 €	109 382 €	109 382 €	109 382 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	133 689 €	66 845 €	2 588 712,54 €	*129 435,63 €*
DN 25 à 30 mm	72 190 €	144 379 €	144 379 €	144 379 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	176 464 €	88 232 €	3 416 980,08 €	*170 849,00 €*
DN 40 mm	27 443 €	54 886 €	54 886 €	54 886 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	67 083 €	33 542 €	1 298 977,66 €	*64 948,88 €*
DN 50 à 60 mm	37 042 €	74 084 €	74 084 €	74 084 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	90 547 €	45 274 €	1 753 323,23 €	*87 666,16 €*
DN 80 mm	15 690 €	31 379 €	31 379 €	31 379 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	38 352 €	19 176 €	742 641,07 €	*37 132,05 €*
DN 100 mm	36 684 €	73 368 €	73 368 €	73 368 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	89 672 €	44 836 €	1 736 368,90 €	*86 818,45 €*
DN 150 mm	2 482 €	4 964 €	4 964 €	4 964 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	6 067 €	3 033 €	117 473,76 €	*5 873,69 €*
>DN 150 mm	7 517 €	15 034 €	15 034 €	15 034 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	18 375 €	9 187 €	355 798,99 €	*17 789,95 €*
Tarif au m³ - part proportionnelle	**1 324 161 €**	**2 674 806 €**	**2 701 554 €**	**2 697 501 €**	**4 866 783 €**	**4 859 483 €**	**4 852 193 €**	**4 844 915 €**	**4 837 648 €**	**4 830 391 €**	**4 823 146 €**	**4 815 911 €**	**4 808 687 €**	**4 801 474 €**	**4 794 272 €**	**4 787 080 €**	**4 779 900 €**	**4 772 730 €**	**4 741 707 €**	**4 710 886 €**	**2 340 133 €**	**88 665 360,72 €**	***4 433 268,04 €***
Tranche T1 - 0 à 15 m3	36 145 €	73 012 €	73 742 €	73 631 €	132 058 €	131 860 €	131 662 €	131 465 €	131 268 €	131 071 €	130 874 €	130 678 €	130 482 €	130 286 €	130 091 €	129 896 €	129 701 €	129 506 €	128 664 €	127 828 €	63 499 €	2 407 419,47 €	*120 370,97 €*
Tranche T2 - 16 à 120 m3	392 095 €	792 033 €	799 953 €	798 753 €	1 439 863 €	1 437 703 €	1 435 547 €	1 433 393 €	1 431 243 €	1 429 096 €	1 426 953 €	1 424 812 €	1 422 675 €	1 420 541 €	1 418 410 €	1 416 283 €	1 414 158 €	1 412 037 €	1 402 859 €	1 393 740 €	692 340 €	26 234 488,87 €	*1 311 724,44 €*
Tranche T3 - 121 à 1000 m3	483 235 €	976 134 €	985 896 €	984 417 €	1 777 258 €	1 774 592 €	1 771 930 €	1 769 272 €	1 766 618 €	1 763 968 €	1 761 322 €	1 758 680 €	1 756 042 €	1 753 408 €	1 750 778 €	1 748 152 €	1 745 530 €	1 742 911 €	1 731 582 €	1 720 327 €	854 573 €	32 376 625,68 €	*1 618 831,28 €*
Tranche T4 - plus de 1000 m3	412 687 €	833 627 €	841 963 €	840 700 €	1 517 604 €	1 515 327 €	1 513 054 €	1 510 785 €	1 508 519 €	1 506 256 €	1 503 996 €	1 501 740 €	1 499 488 €	1 497 239 €	1 494 993 €	1 492 750 €	1 490 511 €	1 488 275 €	1 478 602 €	1 468 991 €	729 721 €	27 646 826,69 €	*1 382 341,33 €*
Vente d'eau en gros	**47 673 €**	**95 250 €**	**95 155 €**	**95 060 €**	**208 165 €**	**207 957 €**	**207 749 €**	**207 541 €**	**207 334 €**	**207 127 €**	**206 919 €**	**206 712 €**	**206 506 €**	**206 299 €**	**206 093 €**	**205 887 €**	**205 681 €**	**205 475 €**	**205 270 €**	**205 065 €**	**102 430 €**	**3 741 348,76 €**	***187 067,44 €***
Travaux attribués à titre exclusif	**65 813 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**131 625 €**	**65 813 €**	**2 632 500 €**	***131 625 €***
Branchements	65 813 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	131 625 €	65 813 €	2 632 500 €	*131 625 €*
Autres (à détailler)																						- €	*- €*
PRODUITS ACCESSOIRES	**210 717 €**	**421 433 €**	**421 433 €**	**421 433 €**	**431 433 €**	**431 433 €**	**431 433 €**	**431 433 €**	**431 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**436 433 €**	**218 217 €**	**8 651 170 €**	***432 558 €***
TOTAL DES PRODUITS	**2 634 477 €**	**5 295 341 €**	**5 321 994 €**	**5 317 846 €**	**8 048 506 €**	**8 040 997 €**	**8 033 500 €**	**8 026 014 €**	**8 018 539 €**	**8 016 075 €**	**8 008 623 €**	**8 001 181 €**	**7 993 750 €**	**7 986 331 €**	**7 978 922 €**	**7 971 525 €**	**7 964 138 €**	**7 956 763 €**	**7 925 535 €**	**7 894 508 €**	**3 931 841 €**	**150 366 405 €**	***7 518 320 €***

RESULTAT avant impôts	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total	*Moyenne annuelle*
en valeur	- 640 872 €	- 1 265 127 €	- 1 221 511 €	- 1 225 331 €	707 227 €	735 497 €	723 896 €	770 830 €	817 837 €	814 519 €	119 592 €	586 601 €	713 226 €	821 440 €	849 848 €	786 296 €	217 740 €	816 492 €	848 290 €	736 345 €	238 608 €	6 951 442 €	*347 572 €*
en % du total des charges	-19,57%	-19,28%	-18,67%	-18,73%	9,63%	10,07%	9,90%	10,62%	11,36%	11,31%	1,52%	7,91%	9,80%	11,46%	11,92%	10,94%	2,81%	11,44%	11,99%	10,29%	6,46%	4,85%	

Communauté de l'Auxerrois - SERVICE DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS AVENANT 2 ANNEXE 5

Nom de l'ouvrage	Typologie des travaux	Type 2	Taux de subvention	Montant de subvention	Montant études, travaux, frais divers nets de subvention (hors subvention et hors financement)	Frais de pré-financement	Montant à financer	Date début imputation CE	Annuité imputée CE	Montant total imputé CE	Projection des dépenses d'investissement (étude, travaux, frais divers et maîtrise d'ouvrage) hors préfinancement et y compris subvention								Projection des montants imputés au Compte d'exploitation													Total
Travaux nécessaires pour éliminer les défauts constatés au moment de la signature du contrat (art. 14.2)											Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	
Surveillance de la canalisation sensible			0%	0 €	81 049 €	39 880 €	81 049 €	2023	6 046 €	120 929 €	40 525 €	40 525 €							3 023 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	3 023 €	**120 929 €**
Travaux du mise en conformité avec les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de travail des salariés (article 25.1)											Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total
Défauts sur les installations de Chitry le Fort			0%	0 €	25 066 €	12 327 €	25 066 €	2023	1 870 €	37 394 €	12 533 €	12 533 €							935 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	935 €	**37 394 €**
Travaux concessifs (article 44 du contrat)											Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033	Année 2034	Année 2035	Année 2036	Année 2037	Année 2038	Année 2039	Année 2040	Année 2041	Année 2042	Année 2043	Total
Ressource des Boisseaux (Plaine des Isles + Boisseaux) intégrant la connexion entre les deux ressources	Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites sur le site des Boisseaux, destinée au traitement des ressources de la Plaine des Isle et des Boisseaux, y compris raccordements et interconnexion entre les deux ressources		40%	3 861 407 €	9 653 517 €	2 458 805 €	5 792 110 €	2023	444 942 €	6 250 915 €	0 €	212 082 €	3 372 239 €	3 803 558 €	-308 634 €	-1 287 136 €	0 €	0 €	222 471 €	444 942 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	409 919 €	204 960 €	**8 250 915 €**
Ressource de la Plaine de Saulce	Installation d'une unité de traitement des nitrates, des pesticides et des métabolites en aval de la ressource de Plaine de Saulce, y compris raccordements.		20%	2 214 702 €	11 288 737 €	3 762 432 €	9 074 035 €	2023	461 724 €	12 836 467 €	0 €	248 153 €	5 400 216 €	3 563 978 €	290 372 €	-428 686 €	0 €	0 €	230 862 €	461 724 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	656 426 €	328 213 €	**12 836 467 €**
Réseau de distribution	Interconnexion de Saint-Bris-le-Vineux et Vincelles Vincelotte		40%	425 788 €	1 064 469 €	296 560 €	638 681 €	2023	46 762 €	935 241 €	67 749 €	570 932 €	0 €	0 €	0 €				23 381 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	46 762 €	23 381 €	**935 241 €**
Réseau de distribution	Interconnexion réservoirs Haut-Saint-Georges / Météo		40%	27 360 €	68 400 €	15 892 €	41 040 €	2023	2 847 €	56 932 €	0 €	0 €	41 040 €	0 €	0 €				1 423 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	2 847 €	1 423 €	**56 932 €**
Réseau de distribution	Interconnexion réservoir de Chevannes et Vallan		40%	132 435 €	331 087 €	76 926 €	198 652 €	2023	13 779 €	275 579 €	0 €	0 €	198 652 €	0 €	0 €				6 889 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	13 779 €	6 889 €	**275 579 €**
Déploiement de la télérelève			0%	0 €	1 690 239 €	772 106 €	1 690 239 €	2023	123 117 €	2 462 345 €	563 413 €	563 413 €	563 413 €	0 €	0 €				61 559 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	123 117 €	61 559 €	**2 462 346 €**
Réseau de distribution	Géoréférencement en Classe A	Art. 16.3	0%	0 €	127 582 €	67 418 €	127 582 €	2023	9 750 €	195 000 €	127 582 €								4 875 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	4 875 €	**195 000 €**
Autres travaux pour l'amélioration du service	Distribution			0 €	509 236 €	241 923 €	509 236 €	2023	37 558 €	751 159 €	208 282 €	254 520 €	30 548 €	0 €	15 886 €				18 779 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	37 558 €	18 779 €	**751 159 €**
Autres travaux pour l'amélioration du service	Production			0 €	167 477 €	79 564 €	167 477 €	2023	12 352 €	247 041 €	68 580 €	83 706 €	10 047 €	0 €	5 225 €				6 176 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	12 352 €	6 176 €	**247 041 €**
Autres travaux pour l'amélioration du service	Qualité et ressource			0 €	194 356 €	92 333 €	194 356 €	2023	14 334 €	286 688 €	79 493 €	97 140 €	11 659 €	0 €	6 063 €				7 167 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	14 334 €	7 167 €	**286 688 €**
Autres travaux pour l'amélioration du service	Développement durable			0 €	354 279 €	168 308 €	354 279 €	2023	26 129 €	522 587 €	144 903 €	177 071 €	21 253 €	0 €	11 052 €				13 065 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	26 129 €	13 065 €	**522 587 €**
Synthèse																																							
Travaux nécessaires pour éliminer les défauts constatés au moment de la signature du contrat (art. 14.2)			0%	0 €	81 049 €	39 880 €	81 049 €	2023	6 046 €	120 929 €	40 525 €	40 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 023 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	6 046 €	3 023 €	120 929 €
Travaux de mise en conformité avec les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de travail des salariés (article 25.1)			0%	0 €	25 066 €	12 327 €	25 066 €	2023	1 870 €	37 394 €	12 533 €	12 533 €							935 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	1 870 €	935 €	37 394 €
Travaux concessifs (article 44 du contrat)			26%	6 661 691 €	25 449 378 €	8 032 266 €	18 787 687 €	2023	1 193 295 €	26 819 953 €	1 259 922 €	2 207 018 €	9 649 067 €	7 387 536 €	19 963 €	-1 715 822 €	0 €	0 €	596 647 €	1 193 295 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	1 352 974 €	676 487 €	**26 819 953 €**
dont géoréférencement classe A				0 €	127 582 €	67 418 €	127 582 €	2 023 €	9 750 €	195 000 €	127 582 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 875 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	9 750 €	4 875 €	**195 000 €**

Impact des investissements concessifs sur le tarif		
Montant total des investissements sur la durée du contrat	**26 783 276 €**	€
Montant de la dotation annuelle	**1 339 164 €**	/an
Volume total facturé sur la durée du contrat	**76 108 480**	m3
Impact des investissements sur le prix du service (hors option sur le géoréférencement)	**0,3519**	€/m3

Impact du géoréférencement sur le prix de l'eau		
Montant total des investissements sur la durée du contrat	**195 000 €**	
Montant total imputé sur le compte d'exploitation		
Volume total facturé sur la durée du contrat	**76 108 480**	m3
Impact de l'option "géoréférencement" sur le prix de l'eau	**0,0026**	€/m3

DPGF usine Saulce (Périmètre traitement)	8 854 496 €
Etude	**841 405 €**
GC	**2 614 899 €**
Canalisation	**390 194 €**
Elec / Contrôle commande / Instrum	**1 415 018 €**
Traitement membranaire	**1 892 379 €**
Desinfection	**339 666 €**
Travaux sur les puits	**229 554 €**
Autres équipements	**945 534 €**
Mise en route	**186 847 €**

DPGF usine Saulce (Périmètre traitement)	10 125 090 €
Etude	**795 020 €**
GC	**2 913 462 €**
Canalisation	**406 188 €**
Elec / Contrôle commande / Instrum	**1 350 586 €**
Traitement membranaire	**2 953 113 €**
Desinfection	**268 654 €**
Travaux sur les puits	**163 252 €**
Autres équipements	**1 088 616 €**
Mise en route	**186 230 €**

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-164
OBJET : Finances - Provisions budget annexe de l'eau potable

Rapporteur : Michaël TATON

Par contrat ayant pris effet le 1er juillet 2023 et enregistré en Préfecture de l'Yonne le 17 juillet 2023, la communauté de l'Auxerrois a confié la gestion de son service public de production et distribution d'eau potable à SUEZ Eau France.

Le 29 janvier 2024, des demandes de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ont été réalisées par le délégataire, afin de permettre la réalisation de travaux relatifs à :

- la construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le site de la Plaine du Saulce,
- la construction de l'unité de traitement sur le site des Boisseaux,
-

Le montant de la demande de subvention associée à ces travaux est de 8 937 932 €.

Il ressort, par un courrier d'attribution de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en date du 11 mars 2025, que la subvention accordée pour réaliser les travaux de construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le site de la Plaine du Saulce s'élève à un montant de 2 037 769 €, soit un montant très inférieur au montant initialement demandé. L'agence de l'Eau a transmis le 27 mars 2025 la convention d'aide financière faisant mention uniquement d'une subvention de 2 037 759 € pour la ressource de la Plaine du Saulce sans, à ce stade, de subventions concernant la construction de l'unité de traitement des Boisseaux.

Ainsi, les subventions attendues, inscrites au Compte d'Exploitation Prévisionnel du contrat par la société SUEZ, sont très inférieures au montant initialement prévu au contrat.

Par avenant 2, les deux parties ont actés la réalisation des deux usines de traitement malgré la baisse de subvention de l'Agence de l'Eau, et conviennent d'activer la clause de révision alinéa 13 de l'article 53.1 CONDITIONS DE RÉVISION DES TARIFS du contrat initial, relative à la différence entre le taux définitif de subvention de l'Agence de l'Eau pour le financement des 2 usines de traitement.

En conséquence, il faut envisager le risque que la subvention demandée afférente à la création de l'usine des boisseaux ne soit pas accordée au montant attendu, voire ne pas être pas accordée et que la collectivité ait l'obligation de se substituer à l'AESN pour un financement compensatoire. La subvention sollicitée auprès de l'AESN pour cette usine de traitement est de 3 861 407 euros HT.

Au regard de l'instruction M49 régissant le budget d'Eau potable de la communauté de l'auxerrois, il peut être constitué une provision d'un montant de 2 000 000 d'euros au regard du risque pour la collectivité de devoir compenser le désengagement de l'AESN dans le financement de l'usine de traitement des Boisseaux.

communauté
de l'auxerrois

Il est donc proposé de constituer une provision de 2 000 000 euros HT et de prévoir son inscription au budget supplémentaire 2025 du budget de l'Eau potable.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

-D'autoriser la constitution d'une provision pour risques relative à l'éventuelle nécessité pour la collectivité de compenser la baisse de subvention de l'AESN pour un montant de 2 000 000 d'euros,

- De dire que les crédits nécessaires sont proposés au Budget supplémentaire du budget annexe de l'Eau potable (article 6815).

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-165
OBJET : Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Yonne : avenant au plan d'action 2024/2026

Rapporteur : Michaël TATON

Le territoire compte de nombreux atouts en matière d'agriculture et des enjeux bien identifiés, en lien avec les objectifs du Projet Alimentaire de Territoire et le maintien de la qualité de l'eau potable :

- Présence de productions et structures agricoles variées (grandes cultures, viticulture, arboriculture, élevage …),
- Volonté de maintenir une eau potable de qualité,
- Volonté de développer une économie de circuits courts,
- Volonté de développer un système alimentaire territorial,
- Participer au développement de filières locales résilientes et durables comme celles intégrant une agriculture biologique.

Pour répondre à ces enjeux, la Communauté de l'auxerrois a développé un partenariat avec la Chambre d'agriculture de l'Yonne. Les objectifs sont de maintenir, de pérenniser et de redynamiser une agriculture locale sur le territoire de l'Auxerrois dans le contexte du changement climatique. Il s'agit d'accompagner les exploitations agricoles vers des pratiques et des productions résilientes, ainsi que de développer des filières territoriales répondant aux enjeux du territoire précédemment indiqués. Ce partenariat engage l'ensemble des participants à la réalisation d'actions en faveur de la redynamisation et de la pérennisation de l'agriculture sur le territoire de l'Auxerrois.

À la suite au bilan des actions menées en 2024, la Communauté de l'auxerrois et la Chambre d'agriculture ont réalisé des ajustements sur le plan d'actions à mener sur les années 2025/2026.

Pour la Communauté, le coût prévisionnel des actions est précisé en annexe. Y figure également le programme d'actions pluriannuel.

Comme prévu, le budget ne devra pas dépasser au maximum 35 000 € TTC par an, soit un total de 105 000 € TTC sur la totalité de la convention pluriannuelle.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le programme d'actions pluriannuel modifié,
- D'autoriser le Président à signer le plan d'action modifié, ses annexes et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget annexe de l'eau potable pour les 2 années de partenariat restantes.

Avenant n°1 au
Projet agricole sur le territoire de l'Auxerrois

Pour une agriculture durable et intégrée sur le territoire de l'Auxerrois

Entre les soussignés

Chambre d'Agriculture de l'Yonne, établissement public organisme consulaire, immatriculée sous le numéro SIRET 188 900 013 00015, sise 14 bis Rue Guynemer CS 50289 89005 Auxerre Cedex, représentée par son président, Monsieur Arnaud DELESTRE, ci-après dénommée « La CA89 », d'une part,

et

La **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois**, établissement public de coopération intercommunale créé par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 et inscrit au SIRET sous le numéro 200 067 114 00047, sise 6 bis, place du maréchal Leclerc, BP 58 89010 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, désignée sous le terme « la CAA », d'autre part,

Est conclue une convention de partenariat entre la CAA et la CA89 en date du 7 février 2024.

Avenant validé par décision du bureau du XX XXX 2025.

1. L'article IV est modifié de la façon suivante :

Article IV. Cadre des conventions particulières annuelles

Plusieurs thématiques de travail ont été identifiées pour atteindre ces objectifs. Les modalités et actions déclinées par thématique, ainsi que le calendrier de réalisation, seront définies dans les conventions particulières annuelles. Les tableaux suivants présentent les axes de travail identifiés.

Objectif commun n°1 : Installation transmission

Axes de travail
Mettre en place un système de veille des projets d'installation et de transmission correspondant aux objectifs de la Communauté : reprise d'exploitation, innovation (ferme test…)
Mobilisation des cédants sur le territoire

Objectif commun n°2 : Qualité de l'eau

Axes de travail
Accompagner et renforcer les actions de l'animation agricole portées par la Communauté (technique, suivi et évaluation, formation, réglementation agricole et innovation)

Objectif commun n°3 : Connaissance du territoire agricole

Axes de travail
Présentation générale de l'agriculture du territoire aux élus de la Communauté, échanges entre élus et actions spécifiques

Objectif commun n°4 : Agriculture biologique et cultures BNI

Axes de travail
Accompagner la communauté pour le soutien à l'agriculture biologique et aux cultures à bas niveau d'intrants (BNI) sur le territoire, grâce aux partages des connaissances.

Objectif commun n°5 : Développement des énergies renouvelables

Axes de travail
Accompagner le développement des énergies renouvelables sur le territoire en cohérence avec les objectifs du plan climat porté par la communauté

Objectif commun n°6 : D. Objectif commun n°6 : Diversification – Alimentation, Energies, Adaptation au changement climatique

Axes de travail
Accompagner la communauté pour le soutien à l'émergence de nouvelles filières en privilégiant une diversification pour le territoire, avec prise en compte du changement climatique et des enjeux alimentaires.

Pour les actions nécessitant le recours à de la prestation, celles-ci seront contractualisées conformément aux principes du codes de la commande publique.

2. Le plan d'action 2024 – 2026 est modifié et est présenté en annexe de cet avenant.

Les coûts pourront être réajustés en fonction des tarifs annuels validés en session de la CA89.

Les facturations seront réalisées sur la base des travaux réalisés.

Fait à Auxerre, le 06/02/2024 en deux exemplaires originaux dont un remis à chacune des parties signataires.

Le Président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	**Le Président de la Chambre d'agriculture de l'Yonne**
Crescent MARAULT	**Arnaud DELESTRE**

ANNEXE 1 : PLAN D'ACTION 2024-26

Article I. Programme d'action

A. Objectif commun n°1 : Installation transmission

			2025		2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Information générale sur l'installation-transmission	Informer la CAA sur la stratégie d'installation dans le département	La CA89 invite la CAA à la réunion annuelle (COTI) qu'elle organise avec l'ensemble des partenaires départementaux *(Mission consulaire de La Chambre 89).*	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention			
Veille sur les projets en lien avec les objectifs de la Communauté	Informer la CAA sur les projets d'installation de jeunes agriculteurs sur son territoire. Lui permettre de favoriser / accompagner ceux répondant à ces objectifs	La CA89 repère et communique tous les projets connus du "point installation" sur la totalité du territoire de la CAA et fournit le nombre d'installation bénéficiant des aides sur le territoire répondants aux objectifs de la CAA (protection de la ressource en eau, alimentation, diversification). **Livrable** : Deux réunions par an, en présentiel ou visioconférence	0,005	934	0,005	974
Mobilisation des cédants sur le territoire de la Communauté	Sensibiliser 100% des agriculteurs de 57 ans et plus afin de les accompagner dans la réflexion le plus en amont possible de leur transmission. Ouvrir le champ des possibles pour l'avenir de l'exploitation et aborder la possible installation d'un jeune agriculteur, dans un projet durable pour le territoire.	**1. Actions 2025 :** **1.1. Réunion de mise en relation collective** • La CA89 organise une réunion de mise en relation collective, lors de laquelle un cédant et un repreneur hors cadre familial viennent témoigner de leur transmission réussie. Cette réunion est ouverte à tous les exploitants de plus de 57 ans du département de l'Yonne, ainsi qu'aux élèves du BPREA. Une information sera faite à la CAA sur les éventuelles prises de contact réalisées à l'issu de cette réunion. **1.2. Réunion de sensibilisation des élus de la CAA** • La CA89 vient présenter aux élus de la CAA ce qu'est le renouvellement des générations : quels sont les enjeux pour la collectivité, quels sont les freins pour les exploitants et quels sont les moyens d'action d'une collectivité. **1.3. Actions de sensibilisation supplémentaire** • La CA89 organise une action de sensibilisation supplémentaire. Le contenu de l'action et le périmètre cible des participants est à définir en fonction de l'action, et doit être partagé par la CAA. **2. Actions 2026** • A définir selon les besoins émergents suite aux actions 2025	0,01 0,005 0,02	1 868 934 3 736	0,11	20 592
TOTAL Objectif commun n°1			**0,04**	**7 473**	**0,115**	**21 528**

B. Objectif commun n°2 : Qualité de l'eau

			2025		2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la réalisation d'un projet agricole de protection de l'eau sur le BAC de la plaine du Saulce	Accompagner l'animation CAA à la co-construction d'un projet de type Charte locale – BAC de la Plaine du Saulce	**1. Finalisation du travail de co-construction avec les agriculteurs** • Apporter un appui sur les leviers agronomiques mobilisables pour répondre aux objectifs du projet agricole • Travailler la notion de résultat et la nécessaire évaluation des actions proposées • Structurer les propositions issues des réunions avec les agriculteurs • Proposer un projet agricole de protection du BAC pour une rédaction finale de l'animatrice CAA **2. Appui à la structuration du suivi évaluation** • Accompagner l'animation CAA pour la mise en œuvre du suivi-évaluation du projet agricole (calendrier et modalités, analyse des données) **3. Livrables** • Proposition de projet agricole type Charte locale • Frise opérationnelle de suivi-évaluation (calendrier et contenu)	0,03	5 604	0,015	2 808
Accompagnement agronomique sur tous les BAC	Renforcer les actions d'animation technique de la CAA	**Définition des thèmes techniques à aborder et de la forme de mobilisation (tour de plaine ou réunion)** • L'animation CAA précise sa demande pour chaque campagne (couverts, levier agronomiques alternatifs, techniques culturales BNI, nouvelles productions, . . .) • La CA89 propose un contenu technique • Une programmation calendaire est calée entre la CA89 et l'animation CAA pour les actions définies • L'animation CAA invite les agriculteurs concernés et gère la logistique-(salle, parcelles, . . .) **Livrables** : Compte rendu et diaporama de présentation	0,045	8 406	0,03	5616

	Informer la CAA des programmes semestriels de formation de La CA 89	Le calendrier des formations proposées par la CA 89 sera transmis à l'animatrice de la CAA. Celle-ci pourra mobiliser les agriculteurs du territoire de la CAA à y participer si les thèmes répondent aux enjeux.	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention			
	Réaliser des formations destinées uniquement aux agriculteurs du territoire pour la CAA	Sur demande de la CAA, et dans le cadre du cahier des charges VIVEA, le centre de formation CA89 construit 1 session de formation spécifique. Les conditions de réalisation font l'objet d'un projet spécifique.		Selon projet		Selon projet
Veille réglementaire et innovation	Informer la Communauté sur les évolutions réglementaires agricoles, notamment dans le domaine de la qualité de l'eau	La CA89 transmet les programmes de réunions publiques qu'elle organise (en partenariat avec la DDT) sur le territoire CAA L'animatrice CAA peut mobiliser la MACMAE lors des COTECH MACMAE sur les réglementations liées aux BAC	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention			
	Informer la Communauté sur les innovations dans le domaine agricole	La CA89 transmet à l'animatrice CAA le programme Innov'Action par campagne. La CA89 invite l'animatrice CAA au comité de pilotage départemental Agroécologie	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention			
TOTAL Objectif commun n°2			***0,075***	***14 010***	***0,045***	***8 424***

C. Objectif commun 4 : Agriculture biologique et BNI

			2024		2025		2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la CAA dans sa réflexion sur les filières AB	Informer la CAA des projets de conversion en AB ou de diversification des productions AB	L'animatrice de la CAA et les conseillers de la CA89 s'informent mutuellement des projets, sans expertise technique et financière.	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention					
Evolution de l'AB sur tout le territoire CAA	Informer la CAA des débats sur l'AB dans le département	La CA89 invite la CAA (élus et animatrice) à la Conférence Bio organisée dans le département. La conseillère CA89 informe l'animatrice CAA des dates de rendez-vous pour projet de conversion qu'elle réalise.	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention					
TOTAL Objectif commun n°4			Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention					

D. Objectif commun n°6 : Diversification – Alimentation, Energies, Adaptation au changement climatique

			2025		2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la CAA dans sa réflexion sur les filières avec les enjeux du changement climatique et des besoins alimentaires	Informer la CAA des projets de diversification pouvant répondre aux enjeux	La CAA (chargée de mission eau/agriculture et chargé de mission PAT) et les conseillers de la CA89 s'informent mutuellement des projets de diversification, ainsi que des projets de transmission d'exploitations pouvant répondre aux enjeux de qualité de l'eau et de diversification de la CAA.	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention			
	Estimer l'adéquation entre les productions agricoles du territoire et les besoins de la CAA	**Prévu pour 2025** La CA89 rédige un rapport basé sur les entretiens menés avec les agriculteurs dans le cadre de la préparation du PLUiHM comprenant : • les différents projets de diversification, individuels et collectifs, classés par thématique • le niveau de maturité de ces projets A l'issue de de ce travail, la CA89 retourne vers les exploitants qui portent les projets les plus prometteurs (période hivernale 2025-2026). La CA89 réalise une étude climatique avec les données à sa disposition issue de l'outil CLIMA XXI, permettant de modéliser l'évolution climatique à horizon 2100 sur le territoire de l'Auxerrois. A partir de ces modélisations, des propositions de filières et/ou de pratiques adaptées au changement climatique et aux besoins alimentaires de l'Auxerrois seront formulées. Les thématiques travaillées seront sélectionnées en accord avec la CAA. **A l'étude pour 2026** La CA89 propose une analyse des potentiels de diversification (alimentaire, énergétique...) pour les besoins de l'Auxerrois : • Réflexion autour d'un projet d'accompagnement des exploitations de l'Auxerrois dans la résilience face au changement climatique. • Envoi d'un questionnaire co-construit avec la CAA aux exploitants afin d'évaluer le potentiel de production pour répondre aux besoins de la restauration collective et/ou commerciale étudiée dans le cadre du PAT porté par la CAA.	0,04 0,015	6 538 2 802	A déterminer selon les besoins	

		Livrables : - Rapport de synthèse des données « diversification » des entretiens du PLUi, ainsi que du retour des exploitants consultés. - Rapport de synthèse des résultats de l'étude climatique, comprenant également les propositions de filières, ainsi que l'analyse des retours des questionnaires.			
	Accompagner les projets de diversification du territoire	Mise en place d'un tutorat pour les exploitants souhaitant diversifier leur exploitation. Contenu à construire sur 2026.	-	-	A déterminer selon les besoins
TOTAL Objectif commun n°5			***0,05***	***9 340***	**A déterminer selon les besoins**

	Réalisé		Prévisionnel			
	2024		2025		2026	
Objectif commun	**ETP**	**Coût TTC €**	**ETP**	**Coût TTC €**	**ETP**	**Coût TTC €**
1. Installation – transmission	0,04	7 392 €	0,04	7 473	0,115	21 528
2. Qualité de l'eau	0,076	13 860 €	0,075	14 010	0,03	8 424
3. Connaissance du territoire agricole	Conventionnement non financier		Arrêt de l'objectif commun			
4. Agriculture biologique	Conventionnement non financier		Conventionnement non financier			
5. Energies renouvelables	Conventionnement non financier		Arrêt de l'objectif commun			
6. Diversification	Non prévu en 2024		0,05	9 340	A déterminer selon les besoins	
TOTAL	***21 252 € TTC***		***30 823 € TTC***		***29 952 € TTC***	

communauté de l'auxerrois

AGRICULTURES & TERRITOIRES CHAMBRE D'AGRICULTURE YONNE

Annexe 2

Représentants de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois au sein du comité de suivi partenarial

Elus :

- Monsieur Crescent MARAULT, Président Maire
- Monsieur Christophe BONNEFOND, vice-président chargé des infrastructures, de l'habitat, des aménagements publics et des travaux
- Monsieur Philippe VANTHEEMSCH, vice-président chargé du développement durable, de l'environnement et du plan climat
- Monsieur Michaël TATON, vice-président chargé de l'eau potable

Représentants de la Chambre d'agriculture de l'Yonne au sein du comité de suivi partenarial

Elus :

- Monsieur Arnaud DELESTRE, Président
- Monsieur Jean Baptiste THIBAULT, vice-président en charge de la viticulture
- Madame Nadine DARLOT, vice-présidente en charge de l'alimentation
- Monsieur Éric SAISON, membre du bureau en charge de l'environnement et des grandes cultures

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-166
OBJET : Délégation du Service Public d'Eau Potable : Présentation du rapport annuel d'activités de l'année 2024

Rapporteur : Michaël TATON

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le Service Public d'Eau Potable.

Un contrat de délégation de service public a donc été passé pour une durée de 20 ans du 1er juillet 2023 au 30 juin 2043 pour le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois en dehors de la commune d'Escamps avec la société Suez Eau France.

Le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport est produit chaque année par le délégataire, avant le 1er juin. Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Le contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport aux articles 57 à 60 pour celui de Suez Eaux France.

Dès la communication du rapport à la collectivité, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

En 2024, les faits marquants concernent la qualité de l'eau, l'exploitation, les travaux de renouvellement et les travaux neufs.

Concernant la qualité de l'eau le taux de conformité bactériologique est de 100% et celui des paramètres physico-chimiques de 85%. Un suivi régulier des molécules de Chlorothalonil et PFAS a été mis en place dans les eaux des ressources des Boisseaux, des Plaine des Isles et du Saulce. Une modélisation hydraulique réalisée afin d'étudier le risque de relargage du Chlorure de Vinyle Monomère (CVM).

Pour l'exploitation il est constaté un rendement de réseau de 80,01%, (l'objectif contractuel est de 79% pour 2024), un indice linéaire de pertes de 3,65m3/km/j (l'objectif contractuel est de

communauté
de l'auxerrois

4,18m3/km/j pour 2024), 165 branchements plomb renouvelés, une recherche de fuite sur 1231 km de réseau et une réparation de 224 fuites (réseau et branchement).

Au sujet des opérations de renouvellement, les principales interventions ont concerné les pompes du réservoir de Saint Siméon, les pompes et l'armoire électrique du réservoir des Bas Moreaux, une vanne sur un réseau en charge rue du Moulin Président à Auxerre.

Enfin, pour les travaux neufs il est à noter la mise en place d'une re chloration au réservoir de Jonches, les diagnostics décennaux des forages des Boisseaux et de la Plaine des Isles, le déploiement de Well Watch pour le suivi de l'exploitation et de la performance des forages, la création de 3 zones de régulation de pression (sur Gurgy et Montigny la Resle) et de 2 secteurs hydrauliques supplémentaires sur Appoigny (avec 2 débitmètres), l'Installation des nouveaux pré localisateurs de fuite sur le réseau, l'Installation de serrures et de clefs de sécurité sur les ouvrages, la réalisation des études environnementales et du dépôt des dossiers réglementaires (IOTA, ICPE, Permis de construire) pour les unités de traitement des captages de la Plaine du Saulce et des Boisseaux.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport annuel d'activités du délégataire du service public d'eau potable pour l'exercice 2024.

3883/5492

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA DE L'AUXERROIS

© SUEZ / Giulia Frigieri

AuxR_ Eau

Un service assuré par suez

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 10
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 17
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 18
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 19
1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 20
1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 20
1.6 Votre contrat : les perspectives 21

2 | Présentation du service 25

2.1 Le contrat 27
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 28
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 28
2.2.2 La gestion de crise 28
2.2.3 La relation clientèle 29
2.3 L'inventaire du patrimoine 31
2.3.1 Le système d'eau potable 31
2.3.2 Les biens de retour 32

3 | Qualité du service 51

3.1 Le bilan hydraulique 53
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 53
3.1.2 Les volumes prélevés 53
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 54
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 54
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 55
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 55
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 56
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 61
3.2 La qualité de l'eau 62
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 62
3.2.2 Le plan vigipirate 63
3.2.3 La ressource 64
3.2.4 La production 65
3.2.5 La distribution 75
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 76
3.3 Le bilan d'exploitation 77
3.3.1 La consommation électrique 77
3.3.2 La consommation de produits de traitement 79
3.3.3 Les contrôles réglementaires 80
3.3.4 Le nettoyage des réservoirs 82
3.3.5 Les autres interventions sur les installations 84
3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution 87
3.3.7 La recherche des fuites 90
3.3.8 Les interventions en astreinte 91
3.4 Le bilan de la relation client 92
3.4.1 Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros 92
3.4.2 Le nombre d'abonnés 94
3.4.3 Les volumes vendus 99
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 106
3.4.5 La typologie des contacts clients 109
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients 109
3.4.7 L'activité de gestion clients 110
3.4.8 La relation clients 110

3.4.9 L'encaissement et le recouvrement ... 111
3.4.10 Le fonds de solidarité ... 112
3.4.11 Les dégrèvements ... 113
3.4.12 Le prix du service de l'eau potable ... 118

4 | Comptes de la délégation ... 121

4.1 Le CARE ... 123
4.1.1 Le CARE ... 123
4.1.2 Le détail des produits ... 125
4.2 Les reversements ... 126
4.2.1 Les reversements à la collectivité ... 126
4.3 La situation des biens et des immobilisations ... 127
4.3.1 La situation sur les installations ... 127
4.3.2 La situation sur les canalisations ... 129
4.3.3 La situation sur les branchements ... 132
4.3.4 La situation sur les compteurs ... 132
4.3.5 La situation sur les équipements de télérelève ... 133
4.4 Les investissements contractuels ... 134
4.4.1 Le renouvellement ... 134
4.5 Bilan « autres fonds » ... 137
4.5.1 Fonds de compensation pour la protection de la ressource en eau ... 137
4.5.2 Fonds de SOLIDARITE ... 137
4.5.3 Fonds d'initiative PCAET ... 137

5 | Votre délégataire ... 139

5.1 Notre organisation ... 144
5.1.1 La Région ... 144
5.1.2 Nos moyens logistiques ... 150
5.2 La relation clientèle ... 152
5.2.1 Notre système d'information Clientèle ... 152
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation. 152
5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau ... 153
5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients ... 155
5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients ... 159
5.2.6 Accompagner les clients fragiles ... 160
5.2.7 Informer et alerter nos clients ... 161
5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer ... 163
5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement ... 165

6 | Glossaire ... 167

7 | Annexes ... 177

7.1 Synthèse réglementaire ... 179
7.1.1 Les évolutions réglementaires ... 179
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE ... 213
7.3 Attestations d'assurance ... 218
7.4 Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune ... 220
7.5 Typologie des contacts clients par commune ... 226
7.6 Principaux motifs de dossiers clients par commune ... 233
7.7 La relation clients par commune ... 243
7.8 L'encaissement et le recouvrement par commune ... 249
7.9 Le fonds de solidarité par commune ... 260

Synthèse de l'année

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages de l'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et de l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030.
Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous – est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.
Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.
Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparait donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.
Cependant, dans les métiers de l'eau et de l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.
Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des Agences de l'Eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contrevaleurs.
Les modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.
L'année 2025 reste une année de transition avec des redevance de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et de l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs, ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire.
C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de la loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

– La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau

et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
– La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie - Amiante
Le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maitres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.
A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
Il convient donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.
Dans ce contexte, afin d'accompagner ses clients dans le temps par la connaissance patrimoniale de la présence d'amiante, Suez proposera d'utiliser un dispositif de capitalisation et cartographie des résultats collectés à l'occasion de la recherche d'amiante avant Travaux. Ceci permettra de disposer de cette information de manière pérenne, et d'apporter une sécurité plus importante tout en conduisant à une baisse progressive des coûts des travaux concernés.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Ressources et production d'eau potable

- **Ressource de la Plaine du Saulce :**
  - ✓ Pendant l'année 2024, le taux de nitrates n'a pas dépassé la limite de qualité de 50 mg/l avec une concentration maximale atteinte de 49 mg/l. Ce paramètre a pu être maîtrisé grâce au fonctionnement de la réalimentation de nappe.
- **Ressources d'Escolives Sainte Camille, Coulanges la Vineuse et Irancy :**
  - ✓ Pendant l'année 2024, le taux de nitrates a dépassé la limite de qualité de 50 mg/l sur les ressources d'Escolives Saint Camille et de Coulanges la Vineuse. SUEZ a mis en service l'interconnexion de ces deux ressources au réseau de la plaine du Saulce, il n'y pas eu de dépassement de nitrates sur le réseau de distribution.
- **Ressource de la Plaine des Isles :**
  - ✓ Au cours de l'année 2024, la CA de l'Auxerrois a lancé une réflexion sur le maintien de cette ressource.

Qualité de l'eau

La qualité de l'eau a été **conforme aux normes en vigueur** sur les paramètres microbiologiques tout au long de l'année et sur 100% des prélèvements.

Pour mémoire, en 2018, des traces de métabolites de pesticides (CGA 369873, ESA Métazachlore, ESA Métolachore…) ont été détectées sur les ouvrages de production des Boisseaux P1 et P2, de la Plaine du Saulce P1 et P2, de Vincelles et Coulanges la Vineuse.

En 2019, l'ANSES a statué sur le caractère non pertinent de ces métabolites de pesticides. De ce fait, ils ne représentent pas une limite de qualité pour ces paramètres.

- **Présence de Chlorothalonil R471811 dans l'eau :**

L'avis de l'ANSES sur le chlorothalonil R471811 a été publié le 29 avril 2024 qui le juge **NON PERTINENT.**

➔ *En conséquence, les teneurs en **chlorothalonil R471811** qui dépassent les 0,1 µg/L n'engendreront plus de non-conformités à partir de cette date.*

Comme pour les autres métabolites non-pertinents, ces molécules font tout de même l'objet d'une valeur guide de 0,9 µg/L. Les dépassements nécessiteront des actions correctives de la part des collectivités, mais sans que l'eau soit considérée comme non-conforme. **Les suites à donner seront précisées par les ARS.**

L'avis ANSES mentionne également un deuxième métabolite du chlorothalonil, le **R417888** (issu de la dégradation du chlorothalonil). Celui-ci est considéré comme pertinent. A noter que des traces de ce métabolite sont présentes dans les ressources des Boisseaux et de la Plaine du Saulce. Toutefois, elles restent inférieures à la limite de qualité à l'heure actuelle.

Il n'en demeure pas moins que la détection du chlorothalonil dans des teneurs supérieures à 0,1 µg/L sur de nombreuses eaux témoigne de **la fragilité des ressources concernées et du risque de retrouver tôt ou tard de nouveaux micropolluants**. A noter que le **Chlorothalonil R471811** est présent dans la ressource de la Plaine du Saulce à des quantités en moyenne supérieures à 1 µg/L. Les autres ressources au Sud de l'Auxerrois présentent également des valeurs moyennes approchant ou dépassant 1µg/L. La ressource des Boisseaux, quant à elle, présente des quantités en moyenne supérieures à 0,3µg/L.

➔ *À la suite de ces constats, un suivi régulier des molécules de Chlorothalonil et PFAS sur les 3 ressources que sont Boisseaux, Plaine des Isles et Plaine du Saulce, a été mis en place.*

- **Présence de PFAS dans l'eau :**

Concernant les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées), les premières analyses réalisées indiquent une présence plus importante dans le Puits 2 du captage des Boisseaux.

- **Pompages à l'arrêt :**

En 2024, les pompages de la Plaine des Isles, Charbuy et Perrigny ont été maintenus à l'arrêt.

- **Chlorure de Vinyle Monomère :**

Une modélisation hydraulique a été réalisée en 2024 afin d'étudier le risque de relargage du Chlorure de Vinyle Monomère (CVM).

Rendement de réseau

Pour l'année 2024, le rendement global s'établit à **80,01 %** sur l'ensemble du périmètre.

En 2024, **1 231,5 kilomètres de réseau ont été auscultés** par notre service recherche de fuites et de nombreuses fuites ont été décelées et réparées.

➔ *Pour 2024, le chemin de performance pour le rendement de réseau est respecté (il était de 79%).*

- **Rendement de réseau (%) par nature :**
  - ✓ Rendement urbain : 80,56%
  - ✓ Rendement semi-urbain : 78,73%
  - ✓ Rendement rural : 79,80%

- **Indice Linéaire de Pertes :**

Concernant **l'ILP**, une nette amélioration entre 2023 et 2024 est constatée. Pour rappel, le chemin de performance 2024 indiquait un ILP de 4,18m^3/j/km. Il a été de **3,65m^3/j/km**.

➔ *Cet indicateur est un outil essentiel assurant un meilleur suivi, car il s'appuie sur les pertes en eaux du réseau pour optimiser la gestion des ressources.*

Travaux sur le réseau

- **Renouvellement de branchements : 165** branchements ont été renouvelés dans le cadre de l'obligation contractuelle d'investissement dont 114 branchements en plomb.

- **Renouvellement de conduites réalisé dans le cadre du fonds de canalisation contractuel :**
  - ✓ Renouvellement de canalisations et de branchements - Rue de Fleurus ;
  - ✓ Travaux de raccordement - Lotissement à Villefargeau ;
  - ✓ Dévoiement canalisation à Sougères ;
  - ✓ Extension réseau - Aire de covoiturage de VENOY.

- **Bouches à clefs :** mise à niveau de **106** bouches à clé (contractuellement : 100 / an)
- **Les réparations :**
  - ✓ 29 interventions de réparation à la suite de fuite sur le réseau d'eau potable,
  - ✓ 104 interventions de réparation à la suite de fuite sur les branchements d'eau potable.
  - ✓ 91 interventions de réparation à la suite de fuite sur les accessoires de réseau d'eau potable.
- **Renouvellement de branchements :** 742 branchements d'eau potable renouvelés dans le cadre du marché travaux de la communauté de l'Auxerrois et dans le cadre des investissements contractuels.

Principaux travaux de renouvellement sur les installations :

- **Rue du Moulin au Président à Auxerre :** Installation de la vanne 3D
- **Saint-Siméon :** Remplacement des pompes

Avant

Après

- **Bas Moreau :**

  Remplacement de l'armoire électrique et installation des variateurs

Remplacement des pompes

Avant

Après

Travaux neufs contractuels :

- **Unités de traitement d'eau potable OIBP (Osmose Inverse Basse Pression)**

Plusieurs réunions ont eu lieu dès septembre 2023, entre SUEZ, la Communauté de l'Auxerrois et l'Agence de l'Eau Seine Normandie, afin de s'accorder sur le dépôt des demandes de subvention.
À la suite de ces réunions de travail, les dossiers de demandes de subvention ont pu être déposés, le 29/01/2024, pour la construction des deux Unités de Traitement d'Eau Potable (UTEP) des **Boisseaux** et de la **Plaine du Saulce.**

L'Agence de l'eau nous ayant donné un accord anticipé le 28/03/2024 pour la réalisation des études relatives aux UTEP, la phase d'études réglementaires et environnementales a pu être lancée le 02/04/2024. Les dossiers Loi sur l'eau, ICPE et permis de construire ont ensuite été élaborés et déposés auprès des services instructeurs.

✓ **UTEP Plaine du Saulce :**

Un Ordre de Service pour la phase d'étude d'exécution de l'UTEP de la Plaine du Saulce a été réalisé pour le 01/11/2024 (durée : 6 mois).

✓ **UTEP des Boisseaux :**

A compter de mai 2024, la Communauté de l'Auxerrois a mené une réflexion sur l'avenir de la ressource de la Plaine des Isles, celui-ci étant incertain. Il a été pris la décision d'inverser le calendrier entre l'UTEP des Boisseaux et celle de la Plaine du Saulce, afin d'éviter les retards sur les phases d'exécution.

→ *A fin 2024, l'avenir de la ressource de la Plaine des Isles n'avait pas encore été acté.*

✓ **Subventions Agence de l'Eau**

L'instruction du dossier pour la construction des deux UTEP s'est déroulée entre janvier 2024 et novembre 2024. Plusieurs pièces complémentaires permettant le bon déroulement de l'instruction ont été demandées par l'Agence de l'Eau, puis réalisées et transmises par SUEZ.

Le passage en commission d'attribution fin novembre 2024 n'a pas permis d'obtenir une réponse sur l'accompagnement financier sur ces projets.

→ *La commission a sollicité la Communauté de l'Auxerrois pour une audition complémentaire en février 2025.*

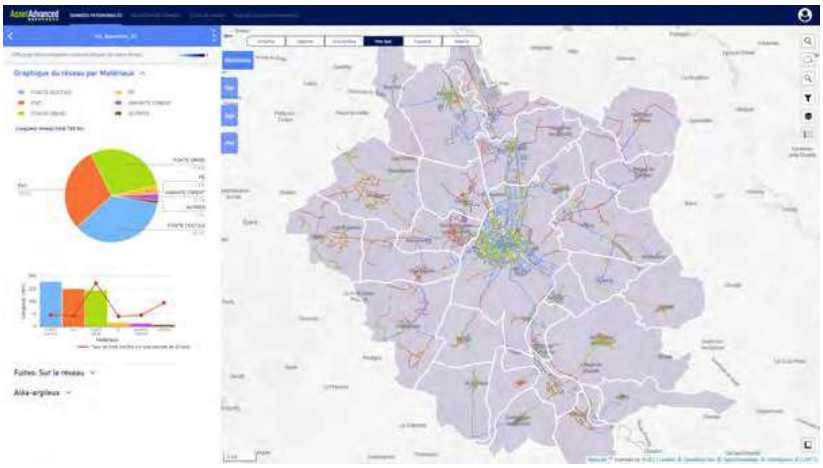
- **Travaux d'interconnexion sur le réseau AEP :**
  - ✓ A compter de l'accord anticipé de l'Agence de l'eau (28/03/2024), les études réglementaires et environnementales ont pu être réalisées sur les tracés projetés de ces interconnexions.
  - ✓ Réalisation des études préalables, études PRO relatives à ces travaux et consultation des entreprises pour la réalisation des travaux.
  - ✓ Il est à noter qu'à fin 2024, l'Agence de l'eau n'avait pas communiqué son accord ou son refus pour l'accompagnement financier des travaux (les phases travaux ne pouvant donc pas être engagées).

- **Autres travaux neufs contractuels (réalisés ou démarrés en 2024) :**
  - ✓ Poursuite du déploiement de la télérelève des compteurs des usagers de la Communauté de l'Auxerrois (13 510 compteurs équipés à fin 2024).
  - ✓ Mise en place d'une rechloration sur le réseau (au niveau du réservoir de Jonches).
  - ✓ Réalisation des diagnostics forage de la Plaine des Isles et des Boisseaux

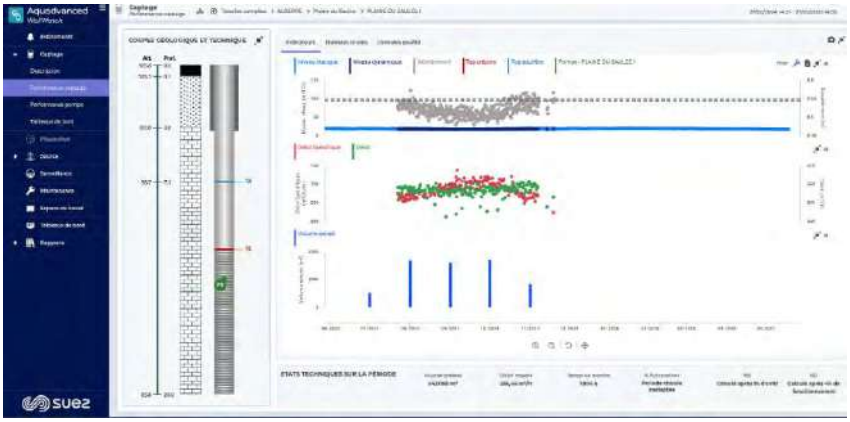
- ✓ Installation de l'outil WELL WATCH® pour la surveillance des forages
- ✓ Installation de capteurs de vibration sur pompes et surpresseurs (réservoir de Jonches, Surpresseur de Bas Moreau, Réservoir St Siméon).
- ✓ Un organigramme de clés électroniques a été déployé sur les principaux sites, permettant de sécuriser l'accès à l'eau potable.
- ✓ Création de 3 zones de régulation de pression (sur Gurgy et Montigny la Resle).
- ✓ Création de 2 secteurs hydrauliques supplémentaires sur Appoigny (avec 2 débitmètres supplémentaires).
- ✓ Installation de 217 nouveaux prélocalisateurs de fuite sur le réseau AEP.
- ✓ Rénovation des façades du bâtiment situé sur le site de la Plaine des Isles.

Logiciels de modélisation du réseau :

Mise en place du logiciel ASSET ADVANCED® et de l'outil OPTIMIZER® pour modéliser le vieillissement de chaque tronçon et tester des centaines de solutions de plan de renouvellement *(en accès libre pour la collectivité).*



Développement durable :



SUEZ a réalisé divers projets sur le thème du développement durable et de la transition écologique, menés avec différents partenaires. Ces projets illustrent des solutions concrètes pour renforcer la durabilité des territoires :

- ✓ **Bilan carbone :** réalisé avec Suez Consulting, plus précisément la Direction Aménagement Durable et Conseil en Transition ;
- ✓ **Vision carbone :** logiciel élaboré en partenariat avec Origins.Earth ;
- ✓ **Beeomonitoring :** une mesure innovante de la biodiversité et de la pollution à travers l'analyse du pollen collecté par les abeilles, en collaboration avec Beeodiversity ;
- ✓ **Eco-diagnostic de la gravière du Saulce :** un inventaire de la biodiversité et des micropolluants du site, en partenariat avec Suez, le Lyre et la LPO.

Les résultats de ces études ont été transmis à la Communauté de l'Auxerrois à partir de décembre 2024. Début 2025, SUEZ présentera les conclusions lors d'une réunion avec les experts ayant menés ces études.

Economie du contrat

L'économie du contrat pour l'année 2024 est fortement impactée par une baisse des recettes par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Cette baisse provient essentiellement d'une baisse des volumes facturés qui s'est accentuée sur 2024 après une année 2023 déjà en fortement baisse, notamment liée à l'arrêt soudain et imprévisible de l'activité du plus gros consommateur d'eau de l'agglomération à Appoigny au démarrage du contrat.

La baisse cumulée des volumes par rapport au prévisionnel se rapproche des 10%. Pour rappel, près de 80% des charges d'exploitation d'un service d'exploitation de l'eau/de l'assainissement sont des charges fixes.

Par conséquent, cette baisse des volumes devra faire l'objet d'une analyse et d'un échange avec la collectivité.

Communication :

- Animations auprès des scolaires pour les sensibiliser au cycle de l'eau et aux écogestes.
- Animation pour le grand public au marché de l'Arquebuse à Auxerre sur les thèmes cités ci-dessus.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

34 634 abonnés

4 798 163 m³ mis en distribution sur le réseau d'eau potable dans l'année

80 % de rendement du réseau de distribution

748,2 km de réseau de distribution d'eau potable

1 231 481,6 ml de réseau ayant fait l'objet d'une recherche de fuite

100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

85,1 % de conformité sur les analyses physico-chimiques

2,62673 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2023	2024	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	68 961	69 274	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	34 227	34 634	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	750	748,02	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,52903	2,62673	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	68,8	85,1	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	80,85	80,01	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	120	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	4,49	4,39	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	3,68	3,64	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	35	45	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0	0,0012	Euros par m³ facturés	A

1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,03	0,03	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	55,79	92,59	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	7,68	15,5	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	3,71	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	75	165	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	9,1	11,7	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	2,8	2,3	%	A

1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 50001 Version 2018	Oui	Oui / Non	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

Ressources en eau

- **Captage de la Plaine du Saulce :**

La réalimentation de nappe de la Plaine du Saulce via la gravière source est en service depuis le 31 décembre 2019. La poursuite et le contrôle d'exploitation de son fonctionnement permet de limiter les taux de nitrate sans pour autant pouvoir faire face à des concentrations supérieures à 58 mg/l.

- **Captage de la Plaine des Isles :**

La Communauté de l'Auxerrois prendra une décision en 2025 quant à l'avenir de ce captage.

Qualité de l'eau

La qualité de l'eau prélevée sur les différentes zones de pompage nécessite toujours une surveillance accrue. La Communauté de l'Auxerrois a entrepris depuis plusieurs années des démarches préventives sur ce sujet.

Les non-conformités en nitrate, l'émergence des molécules issues des pesticides et leurs métabolites ainsi que les nouveaux paramètres tels que les perfluorés (dit polluants éternels), font que la qualité de l'eau est un sujet majeur sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois.

La qualité de l'eau est devenue un facteur limitant de l'exploitation des ressources de la Communauté de l'Auxerrois.

A travers le nouveau contrat de Délégation du service public de l'eau, SUEZ s'est engagé au côté de la collectivité pour la construction de deux unités de traitement type OIBP.

➔ *De nombreux projets et accompagnements dans la préservation des ressources seront également déployés par Suez en cohérence avec les objectifs du nouveau contrat.*

Suite aux analyses effectuées en 2024 sur les ressources, et à l'alerte de l'ARS reçue en février 2025, **la fréquence du suivi des molécules de Chlorothalonil, TFA et PFAS** est passée de trimestrielle à mensuelle. Ces analyses sont réalisées dans le cadre de l'autosurveillance par l'exploitant.

Distribution

- **Travaux de renouvellement**
  - ✓ Depuis le début du contrat, la Communauté de l'Auxerrois a engagé une démarche forte de renouvellement patrimonial des réseaux de distribution pour remplacer les canalisations obsolètes. Ces travaux vont améliorer le taux de renouvellement patrimonial pour passer de 0.6% à 1%.
  - ✓ En 2025, grâce au déploiement de l'outil Asset Advanced, SUEZ continuera à accompagner la Communauté de l'Auxerrois dans le choix des tronçons de canalisation à renouveler en priorité. Un renouvellement patrimonial des canalisations les plus fuyardes de l'ordre de 1%/an du réseau est nécessaire pour maintenir un patrimoine enterré de qualité et limiter les pertes en eau. Une priorisation sera à effectuer sur les réseaux urbains.

- **Branchements en plomb, socarex, cuivre et autres :**

Une campagne de 150 branchements est prévue pour 2025.

- **Rendement de réseau :**
  - ✓ La Communauté de l'Auxerrois a engagé des actions pour **augmenter son taux de renouvellement des canalisations** depuis 2023. Les secteurs urbains sont privilégiés, notamment la rive gauche d'Auxerre.
  - ✓ Les travaux doivent être envisagés dans le coulangeois (Jussy, Gy l'Evêque, Irancy et Coulanges la Vineuse) pour permettre d'améliorer le rendement de réseau de ces secteurs.
  - ✓ Conformément au contrat de Délégation de service public, Suez installera :
    - 20 capteurs sur poteaux incendie afin de renforcer les actions pour réduire les vols d'eau sur poteaux d'incendie.
    - Mise en place systématique de compteurs sur les nouveaux réseaux d'incendie en domaine privé.
    - Mise en place d'une surveillance spécifique de la canalisation de transport principale alimentant la Communauté depuis la Plaine du Saulce (DN 600).

Travaux neufs contractuels

- **Unités de traitement OIBP :**

Des demandes de subventions ont été déposées à l'Agence de l'eau Seine Normandie début 2024 afin de pouvoir lancer la construction des deux unités de traitement au cours de l'année 2025.

L'AESN a souhaité auditionner la Communauté de l'Auxerrois début février 2025, afin de prendre sa décision sur l'accompagnement financier des deux projets.

➔ *Une subvention sera attribuée à hauteur de 20% sur l'unité de la Plaine du Saulce, et aucun accompagnement financier ne sera attribué pour l'unité des Boisseaux.*

Face à l'émergence de molécules telles que le Chlorothalonil ou les PFAS dans la ressource des Boisseaux,
la décision conjointe CA – SUEZ a été prise de déposer une nouvelle demande de subvention auprès de l'AESN, avant le démarrage de la phase d'études d'exécution de celle-ci

➔ *La Communauté de l'Auxerrois souhaitant maintenir la construction des deux UTEP dans un calendrier proche, un avenant au contrat de DSP devra être réalisé afin de modifier les conditions financières et temporelles de la construction des deux UTEP.*

L'année 2025 sera axée sur les phases d'études d'exécution et le démarrage des phases de travaux.

Ce calendrier d'exécution des deux projets a été décalé à la suite du délai d'instruction et de réponse de l'Agence de l'eau :

	UTEP Plaine du Saulce	**UTEP Boisseaux**
Démarrage de la phase d'études d'exécution	Novembre 2024	Mai 2025
Démarrage de la phase travaux	Mai 2025	Octobre 2025
Mise en service	Mai 2027	Septembre 2027

Cas spécifique de la Plaine des Isles et de l'UTEP des Boisseaux : Redimensionnement de l'UTEP des Boisseaux demandé par la Communauté de l'Auxerrois, en conséquence de l'abandon de la ressource de la Plaine des Isles.

- **Travaux d'interconnexions :**

Dans le cadre du contrat de DSP, des travaux d'interconnexion vont être menés entre :

- ✓ Champs sur Yonne – St Bris le Vineux – Vincelles et Vincelottes
- ✓ Chevannes et Vallan
- ✓ Réservoir Météo et réservoir Haut Saint Georges
- ✓ Lindry : Hameau de Chazelles et Fonteny
- ✓ Sécurisation de l'alimentation de Coulanges par le réservoir de Gy l'Evêque
- ✓ Sécurisation de l'alimentation de la commune d'Escolives Sainte Camille.

Des demandes de subvention ont été déposées auprès de l'Agence de l'eau Seine Normandie le 29/01/2024. Les phases d'études (environnementales, réglementaires et techniques) ont été réalisées en 2024.
Un retour de l'AESN le 19/02/2025 a acté l'accompagnement financier des travaux ci-dessous :

- ✓ Champs sur Yonne – St Bris le Vineux – Vincelles et Vincelottes
- ✓ Chevannes et Vallan
- ✓ Réservoir Météo et réservoir Haut Saint Georges

Autres travaux

- ✓ Des **panneaux photovoltaïques** seront mis en place sur certains ouvrages d'eau potable pour réduire les consommations énergétiques.
- ✓ Démarrage des travaux d'installation de nouveaux capteurs de surveillance de la qualité de l'eau sur les ouvrages et sur le réseau.

Autres orientations

- SUEZ rappelle qu'il est indispensable de procéder au comblement des forages arrêtés définitivement (Chitry, Irancy, Perrigny, Augy).
- Des travaux d'amélioration de la sectorisation du réseau (travaux non prévus au contrat) vous seront proposés par SUEZ. Nous attirons votre attention sur le fait que ces travaux sont subventionnables par l'Agence de l'eau. Voici une liste non-exhaustive :
  - ✓ **PERRIGNY :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes à PERRIGNY et aux BREANDES.
  - ✓ **MONETEAU rive droite :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes de ce quartier.
  - ✓ **LABORDE :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.
  - ✓ **BAS MOREAU :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.
  - ✓ **JONCHES :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.

- **Renouvellement de réseau :**
  - ✓ **MONETEAU rive droite :** la conduite située Rue de Seignelay direction GURGY est très fuyarde et difficilement accessible en toute sécurité afin de permettre la recherche de fuites. Nous vous conseillons de renouveler cette conduite.

- **Gestion des pressions :**

  ✓ **APPOIGNY** et **MONETEAU :** une pression importante est constatée au niveau de ces communes, qui entraine des casses de canalisations de manière régulière.
  → *Une étude serait à mener pour améliorer la situation. Il faudrait installer des régulateurs de pression aux endroits stratégiques.*

- **Autres propositions d'amélioration des ouvrages d'eau potable :**

  ✓ **Pompage Escolives :**
  - Réfection de la toiture du bâtiment et reprise des fissures pour pérennité du bâtiment

  ✓ **Pompage de Coulanges :**
  - Réfection de la toiture du bâtiment et reprise des fissures pour pérennité du bâtiment
  - Comblement de deux forages (intérieur bâtiment ancien pompage) et extérieur
  - Renouvellement de l'armoire électrique et des pompes de surpression (non prévues au PTR)

  ✓ **Réservoir Météo** :
  - Reprise des huisseries (fenêtres)
  - Renouvellement des trappes extérieures, pose d'une crosse accès cuve

  ✓ **Réservoir de Lindry** :
  - Suppression des canalisations obsolètes dans le réservoir, marquées en orange
  - Pose d'une trappe coulissante pour protection d'accès à l'eau potable
  - Reprise des aciers (peut-être) et béton plafond intérieur

Développement durable :

Le 21 janvier 2025, SUEZ a programmé une réunion d'échange entre la Communauté de l'Auxerrois et les partenaires ayant mené les projets en lien avec le développement durable et la transition écologique. Ces derniers présenteront leurs conclusions et répondront aux questions de la collectivité. Les accès aux différents outils en ligne seront fournis à la Communauté de l'Auxerrois. Les partenaires resteront disponibles pour tout accompagnement.

Communication :

- Accueil clientèle SUEZ proposé ponctuellement dans les mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois
- Animations auprès des scolaires pour les sensibiliser au cycle de l'eau et aux écogestes.

2 | Présentation du service

© SUEZ / Patrice Coppée / CAPA Pictures

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2023	30/06/2043	Concession

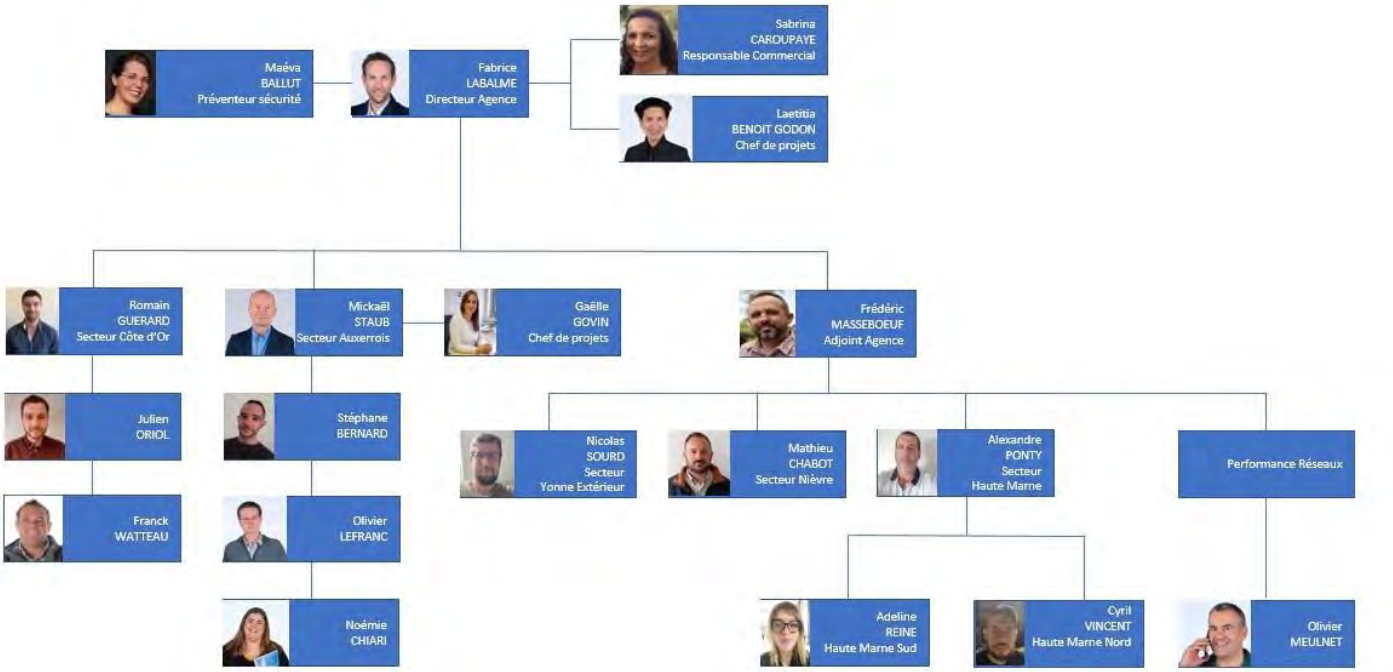
Les communes faisant partie du contrat sont les suivantes :

- APPOIGNY
- AUGY
- AUXERRE
- BLEIGNY-LE-CARREAU
- BRANCHES
- CHAMPS-SUR-YONNE
- CHARBUY
- CHEVANNES
- CHITRY-LE-FORT
- COULANGES-LA-VINEUSE
- ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE
- GURGY
- GY-L'EVEQUE
- IRANCY
- JUSSY
- LINDRY
- MONETEAU
- MONTIGNY-LA-RESLE
- PERRIGNY
- QUENNE
- SAINT-BRIS-LE-VINEUX
- SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE
- VALLAN
- VENOY
- VILLEFARGEAU
- VILLENEUVE-SAINT-SALVES
- VINCELLES
- VINCELOTTES

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,

- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.
Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise en place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entraîner les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatique et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0977 401 127 APPEL NON SURTAXÉ

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

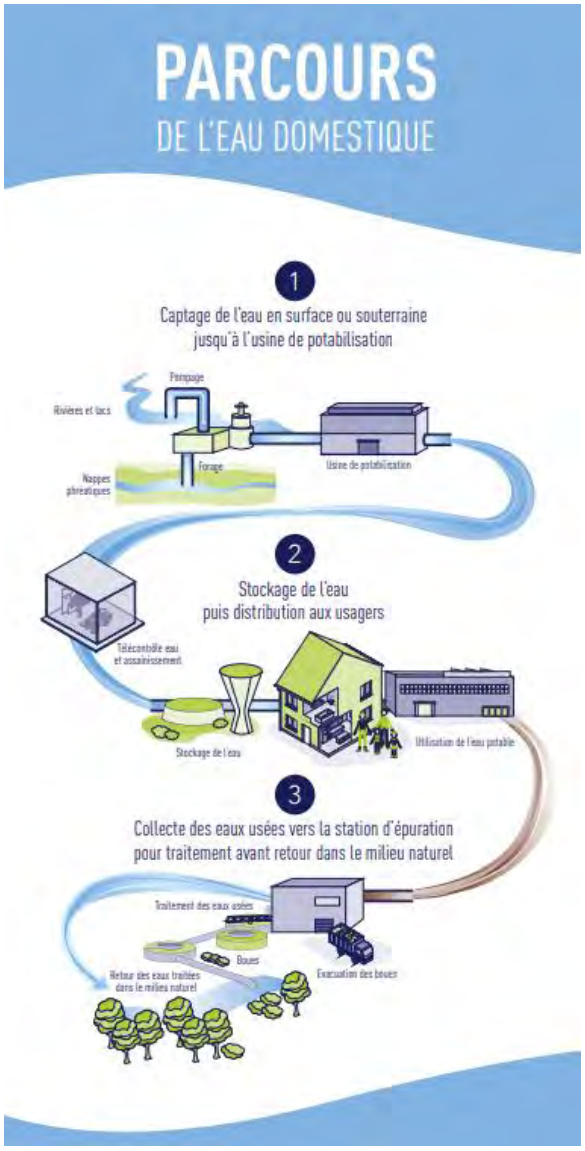
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans Les articles R3131-1 et R3131-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement

Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	1968	670	m³/j
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles – AUXERRE (non exploité)	1958	7 440	m³/j
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	1968	1 060	m³/j
CHITRY	Pompage Tallone – Chitry (A l'arrêt)	-	-	
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	1950	600	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	1950	140	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1977	14 000	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	1960	1 290	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	1946	360	m³/j
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1968	10 000	m³/j
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY – CA (A l'arrêt)	1971	400	m³/j
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	1950	1 160	m³/j
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY (A l'arrêt)	1950	360	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Volume utile**	**Unité**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	1984	1 000	m³
AUGY	Réservoir d'AUGY	1978	600	m³
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	1965	3 000	m³
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	1975	300	m³
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	1976	300	m³
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	1966	75	m³
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	1980	800	m³
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	1980	250	m³
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	1968	700	m³
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	2006	500	m³
CHITRY	Réservoir Chitry	1980	300	m³
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	1980	100	m³
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	2004	300	m³
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	1950	300	m³
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	1968	100	m³
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	1981	1 000	m³
LINDRY	Réservoir de LINDRY	1961	150	m³
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	1962	500	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	1953	3 070	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	1964	4 570	m³
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	1950	500	m³

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage

Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	1992	4	m³/h
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	1995	200	m³/h
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	2009	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	1910	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	1953	60	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	1987	10	m³/h
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	1966	18	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	1978	72	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	2014	30	m³/h
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	1994	5	m³/h
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	1978	72	m³/h
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	2007	20	m³/h
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	1989	28	m³/h
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	1955	6	m³/h
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	1988	10	m³/h
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	1980	30	m³/h
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	2019	100	m³/h
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	1950	5	m³/h
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	1955	7	m³/h
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	1955	25	m³/h
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	1961	5	m³/h
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	1964	30	m³/h
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	1955	30	m³/h
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	2020	200	m³/h
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	1987	30	m³/h
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	1977	23	m³/h
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	1977	50	m³/h
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	1987	5	m³/h
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	1969	30	m³/h
VILLEFARGEAU	Accélérateur de VILLEFARGEAU	2007	35	m³/h
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	2014	30	m³/h

- **LES TRAITEMENTS ET CONTROLES DE QUALITE D'EAU SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité d'eau sur l'ensemble du réseau de distribution, les installations de traitement sur le réseau disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
AUGY	Chloration AUGY	2014
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	2014

- **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvements sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
APPOIGNY	Abattoir Laguillaumie (gros consommateur)
	Borne magnétique d'Appoigny
	Cptr SECTO La Baillie - APPOIGNY
	Cptr SECTO STEU APPOIGNY
	DEM SECTO APPOIGNY
	DEM SECTO AuxR Parc - Appoigny
	DEM SECTO Fontaine Thévenot - APPOIGNY
	DEM SECTO Les Bries - Appoigny
AUXERRE	Borne magnétique Colonel Rozanoff
	Borne magnétique de Cézanne (ZUP)
	Borne magnétique de la Gare St Amattre
	Borne magnétique de la Résistance
	Borne magnétique de Laborde
	Borne magnétique de Montois (ZAC St Siméon)
	Borne magnétique de Provence
	Borne magnétique de Vaux (cimetière)
	Borne magnétique des Caillottes (plaine des Isles)
	Borne magnétique des Conches (cimetière)
	Borne magnétique Gambetta

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
AUXERRE	Borne magnétique L. Renault
	Cptr de la Tour Coulon - AUXERRE
	Cptr SECTO Curly - AUXERRE
	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE
	Cptr SECTO VAUX
	DEM Boulevard Verdun
	DEM SECTO Auchan - AUXERRE
	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE
	DEM SECTO Avenue Hausseman - AUXERRE
	DEM SECTO Cadet Roussel - AUXERRE
	DEM SECTO Centre ville Bénard - AUXERRE
	DEM SECTO Centre ville Chainette - AUXERRE
	DEM SECTO Jonches - AUXERRE
	DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE
	DEM SECTO Mermoz Production - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite Doumer - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite île plaisirs - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite M. Juin - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite Turgotine - AUXERRE
	DEM SECTO Rive gauche Moreaux - AUXERRE
	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE
	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE
	DEM SECTO Saint Simeon - AUXERRE
	DEM SECTO Vallan - Grattery - AUXERRE
	Ets Kronospan
BLEIGNY-LE-CARREAU	Cptr SECTO Merry - BLEIGNY LE CARREAU
	VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE
	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS
	Cptr SECTO de CA a JUSSY
CHARBUY	Cptr SECTO Courlis - CHARBUY
	Cptr SECTO Ponceau - CHARBUY

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
CHEVANNES	Borne magnétique d'Orgy
	DEM SECTO entrée Chevannes
COULANGES-LA-VINEUSE	Cptr SECTO de CA a COULANGES LA VINEUSE
	Cptr SECTO de COULANGES à Gy l'Eveque
	Cptr SECTO entrée Coulanges - COULANGES LA VINEUSE
	DEM VEG de COULANGES à Migé
	VEG de COULANGES à Val de Mercy
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	DEM Entrée Champs
	VEG Pompage de CA à ESCOLIVES
FLEURY-LA-VALLÉE	VEG de Charbuy à Fleury
GURGY	Cptr SECTO Chemin de Néron - GURGY
	DEM SECTO Autoroute - GURGY
	DEM SECTO Halage - GURGY
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY
	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY
	DEM SECTO Le Marais - LINDRY
	VEG Métairie de LINDRY à Egleny
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU
	Borne magnétique de Monéteau
	Cptr SECTO entrée Sougères - MONETEAU
	DEM Pont Monéteau
	DEM SECTO Les Archies - MONETEAU
MONTIGNY-LA-RESLE	DEM SECTO de Montigny
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE
	Cptr SECTO sortie météo - ST GEORGES - BAULCHE
	DEM SECTO Le Bon Pain - ST GEORGES SUR BAULCHE
	DEM Sortie St Georges vers Lindry
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN
VENOY	Borne magnétique de Venoy
	DEM SECTO de Bleigny
	DEM SECTO Quenne Nangis

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
VILLEFARGEAU	Borne magnétique de Villefargeau
	DEM Entrée Villefargeau
	DEM SECTO Petit Montmercy - VILLEFARGEAU
VINCELLES	DEM Pont de Vincelles

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)								
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	6 535	4 311	-	4 672	1 942	-	-	17 461
50-99 mm	165 071	8 523	43	118 295	2 084	-	57	294 074
100-199 mm	220 587	9 170	8 465	94 238	46	-	-	332 506
200-299 mm	53 186	505	8 881	2 834	128	-	-	65 533
300-499 mm	26 611	-	-	361	307	73	-	27 352
500-700 mm	10 337	-	-	-	213	-	-	10 549
Inconnu	9	-	-	-	-	-	717	725
Total	**482 335**	**22 509**	**17 389**	**220 400**	**4 720**	**73**	**774**	**748 200**

Linéaire de canalisation (ml)								
Matériau/Diamètre (mm)	**<50**	**50-99**	**100-199**	**200-299**	**300-499**	**500-700**	**Inconnu**	**Total**
Fonte ductile	799	51 470	151 712	43 697	11 459	10 337	-	269 473
Fonte grise	5 639	113 428	68 771	9 489	15 150	-	9	212 486
Fonte indéterminée	98	174	103	-	2	-	-	376
PE bandes bleues	1 741	5 248	7 209	339	-	-	-	14 537
PE bandes blanches	8	-	-	-	-	-	-	8
PE noir	1 952	222	-	-	-	-	-	2 174
PE indéterminé	610	3 053	1 961	166	-	-	-	5 790
Amiante ciment	-	43	8 465	8 881	-	-	-	17 389
PVC mono-orienté	4 309	107 018	78 315	2 030	361	-	-	192 034
PVC bi-orienté	-	42	794	-	-	-	-	836
PVC indéterminé	363	11 235	15 129	804	-	-	-	27 530
Acier	1 942	2 084	46	128	307	213	-	4 720
Béton	-	-	-	-	73	-	-	73
Inconnu	-	57	-	-	-	-	717	774
Total	**17 461**	**294 074**	**332 506**	**65 533**	**27 352**	**10 549**	**725**	**748 200**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond au delta en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	747 470
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	7 197
Régularisations de plans	- 6 143
Situation actuelle	**748 200**
Linéaire de canalisation déposé	324

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	98	100	2,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	42	47	11,9%
Equipements de mesure de type compteur	30	30	0,0%
Equipements de mesure de type pression	3	3	0,0%
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	215	597	177,7%
Régulateurs débit	18	18	0,0%
Vannes	4 279	4 326	1,1%
Dont vannes de sectorisation	88	101	14,8%
Dont vannes stratégiques	-	23	-
Vidanges, purges, ventouses	1 285	1 297	0,9%
Dont vidanges	257	265	3,1%
Dont purges	775	779	0,5%
Dont ventouses	253	253	0,0%

- L'inventaire des principaux accessoires du réseau **par commune** est détaillé en **ANNEXE 4.**
- **23 vannes stratégiques identifiées** :

  - 1 Vanne 3D rue du Moulin du président
  - 1 Vanne de survitesse sur la canalisation DN 600
  - 2 Vannes sortie réservoir Chantemerle
  - 4 Vannes sortie réservoir Jonches
  - 4 Vannes sortie réservoir Saint Siméon
  - 2 Vannes sortie réservoir Haut Saint Georges
  - 2 Vannes Bas moreaux
  - 1 Vanne sortie réservoir METEO
  - 1 Vanne refoulement relance de Charbuy
  - 1 Vanne refoulement relance Villefargeau
  - 1 Vanne rue Général Weigan
  - 1 Vanne des conches sortie Boisseaux
  - 2 Vannes Plaine du Saulce canalisation DN 600

- Le territoire de la CA de l'Auxerrois est découpé en **101 secteurs.**

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant	
Type branchement	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	718
Hors plomb avant compteur	28 875
Branchement eau potable total	29 593
% de branchements en plomb restant	2,4%

114 branchements en plomb ont été renouvelés en 2024 sur le périmètre de la CA de l'Auxerrois.

Pourcentage de branchements en plomb restant	
APPOIGNY	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	2
Hors plomb avant compteur	1 746
Branchement eau potable total	1 748
% de branchements en plomb restant	0,1%

AUGY	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	542
Branchement eau potable total	542
% de branchements en plomb restant	0%

AUXERRE	2024
Branchements en plomb avant compteur	614
Hors plomb avant compteur	11 917
Branchement eau potable total	12 531
% de branchements en plomb restant	4,9%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	157
Branchement eau potable total	157
% de branchements en plomb restant	0%

Pourcentage de branchements en plomb restant	
BRANCHES	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	218
Branchement eau potable total	218
% de branchements en plomb restant	0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2024
Branchements en plomb avant compteur	3
Hors plomb avant compteur	846
Branchement eau potable total	849
% de branchements en plomb restant	0,4%

CHARBUY	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	942
Branchement eau potable total	942
% de branchements en plomb restant	0%

CHEVANNES	2024
Branchements en plomb avant compteur	29
Hors plomb avant compteur	1 009
Branchement eau potable total	1 038
% de branchements en plomb restant	2,8%

CHITRY	2024
Branchements en plomb avant compteur	-
Hors plomb avant compteur	-
Branchement eau potable total	240
% de branchements en plomb restant	-

Pour CHITRY, l'inventaire des branchements Plomb ne nous a pas été transmis à l'entrée de la commune dans cette DSP en 2024. Il y a eu 5 branchements plomb renouvelés en 2024.

Pourcentage de branchements en plomb restant	
COULANGES-LA-VINEUSE	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	493
Branchement eau potable total	493
% de branchements en plomb restant	0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2024
Branchements en plomb avant compteur	1
Hors plomb avant compteur	383
Branchement eau potable total	384
% de branchements en plomb restant	0,3%

GURGY	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	841
Branchement eau potable total	841
% de branchements en plomb restant	0%

GY-L'ÉVÊQUE	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	255
Branchement eau potable total	255
% de branchements en plomb restant	0%

IRANCY	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	280
Branchement eau potable total	280
% de branchements en plomb restant	0%

Pourcentage de branchements en plomb restant	
JUSSY	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	234
Branchement eau potable total	234
% de branchements en plomb restant	0%

LINDRY	2024
Branchements en plomb avant compteur	14
Hors plomb avant compteur	622
Branchement eau potable total	636
% de branchements en plomb restant	2,2%

MONÉTEAU	2024
Branchements en plomb avant compteur	12
Hors plomb avant compteur	2 001
Branchement eau potable total	2 013
% de branchements en plomb restant	0,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	325
Branchement eau potable total	325
% de branchements en plomb restant	0%

PERRIGNY	2024
Branchements en plomb avant compteur	8
Hors plomb avant compteur	633
Branchement eau potable total	641
% de branchements en plomb restant	1,2%

Pourcentage de branchements en plomb restant	
QUENNE	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	251
Branchement eau potable total	251
% de branchements en plomb restant	0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	679
Branchement eau potable total	679
% de branchements en plomb restant	0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2024
Branchements en plomb avant compteur	0
Hors plomb avant compteur	1 577
Branchement eau potable total	1 577
% de branchements en plomb restant	0%

VALLAN	2024
Branchements en plomb avant compteur	1
Hors plomb avant compteur	385
Branchement eau potable total	386
% de branchements en plomb restant	0,3%

VENOY	2024
Branchements en plomb avant compteur	5
Hors plomb avant compteur	867
Branchement eau potable total	872
% de branchements en plomb restant	0,6%

Pourcentage de branchements en plomb restant	
VILLEFARGEAU	**2024**
Branchements en plomb avant compteur	13
Hors plomb avant compteur	493
Branchement eau potable total	506
% de branchements en plomb restant	2,6%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2024
Branchements en plomb avant compteur	2
Hors plomb avant compteur	140
Branchement eau potable total	142
% de branchements en plomb restant	1,4%

VINCELLES	2024
Branchements en plomb avant compteur	11
Hors plomb avant compteur	556
Branchement eau potable total	567
% de branchements en plomb restant	1,9%

VINCELOTTES	2024
Branchements en plomb avant compteur	3
Hors plomb avant compteur	243
Branchement eau potable total	246
% de branchements en plomb restant	1,2%

- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranches de diamètres et tranches d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice :

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre														
Usage	**Tranche d'âge**	**15 mm**	**20 mm**	**25 mm**	**30 mm**	**40 mm**	**50 mm**	**60 mm**	**80 mm**	**100 mm**	**150 mm**	**200 mm**	**250 mm**	**Total**
Eau froide	0 - 4 ans	12 607	321	0	176	58	4	7	4	5	0	0	0	13 182
Eau froide	5 - 9 ans	3 506	86	0	78	31	2	11	6	8	0	1	0	3 729
Eau froide	10 - 14 ans	4 773	198	2	45	26	1	14	1	4	0	0	0	5 064
Eau froide	15 - 19 ans	2 738	126	1	53	7	1	6	4	2	0	0	0	2 938
Eau froide	20 - 25 ans	6 440	72	2	34	16	6	19	3	2	0	0	0	6 594
Eau froide	> 25 ans	5 502	12	8	0	4	1	0	0	0	0	0	0	5 527
Total Eau froide		**35 566**	**815**	**13**	**386**	**142**	**15**	**57**	**18**	**21**	**0**	**1**	**0**	**37 034**
Incendie	0 - 4 ans	1	0	0	3	10	0	3	3	5	0	0	0	25
Incendie	5 - 9 ans	0	0	0	0	1	0	5	1	4	0	0	0	11
Incendie	10 - 14 ans	3	0	0	0	0	1	14	4	17	3	3	0	45
Incendie	15 - 19 ans	0	0	0	1	0	0	5	3	2	0	0	0	11
Incendie	20 - 25 ans	0	0	0	1	0	0	5	4	2	0	0	0	12
Incendie	> 25 ans	0	0	0	0	0	0	7	3	6	0	1	0	17
Total Incendie		**4**	**0**	**0**	**5**	**11**	**1**	**39**	**18**	**36**	**3**	**4**	**0**	**121**
Total général														**37 155**

D'après l'article **35.1.3 « remplacement régulier des compteurs »** du contrat, les compteurs remplacés selon le critère « âge » sont les suivants :

CRITERE DE CHANGEMENT	Nombre de compteurs concernés dans le parc en service au 31/12/2024
> 25 ans après leur pose : changement des diamètres 15 et 20 mm	**4 570**
> 15 ans après leur pose : changement des diamètres 30 et 40 mm	**92**
> 10 ans après leur pose : pour les compteurs de diamètres supérieurs	**55**

Pour rappel :

- *Tous les compteurs de la CA de l'Auxerrois sont en cours de renouvellement pour être remplacés par des compteurs télérelevés, opération qui doit se terminer au 31/12/2025*
- *Les compteurs > 25 ans à la date de prise d'effet du contrat seront remplacés sur les 3 premières années du contrat »*

Répartition du parc compteurs EN SERVICE au 31/12/2024 (hors PIBI) :

Age / Diam.	DN 15	DN 20	DN 25	DN 30	DN 40	DN 50	DN 60	DN 80	DN 100	DN 200	DN 250	TOTAL
0-25 ans	28 316	776	5									**29 097**
> 25 ans	**4 553**	**10**	**7**									**4 570**
0-15 ans				308	119							**427**
> 15 ans				**73**	**19**							**92**
0-10 ans						6	24	10	13	1	0	**54**
> 10 ans						**8**	**31**	**8**	**8**	**0**	**0**	**55**
TOTAL												**34 295**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2024**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	99,9
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	99,2
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en œuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en œuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	75
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**120**

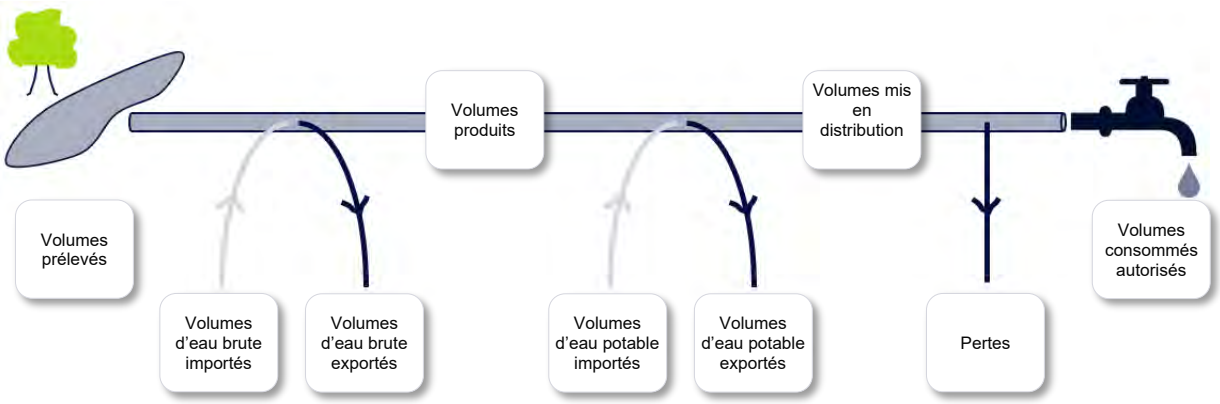
3 Qualité du service

© SUEZ / Franck Dunouau

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable



3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :

Volumes d'eau brute prélevés (m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	0	5 220	-
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	0	0	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	57 991	47 654	- 17,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	9 708	17 641	81,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1 014 995	1 924 396	89,6%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	43 517	90 689	108,4%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	14 968	10 797	- 27,9%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1 346 877	2 844 641	111,2%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	0	39 (*)	-
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	49 699	89 416	79,9%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	0	0	-
Total des volumes prélevés		**2 537 755**	**5 030 493**	**98,2%**

(*) Volumes nécessaires aux analyses associées à l'arrêté d'autorisation de la STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE

3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :**

Volumes eau potable produits (m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	0	0	-
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	0	0	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	57 991	47 654	- 17,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	9 708	17 641	81,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1 014 995	1 924 396	89,6%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	43 517	90 689	108,4%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	14 968	10 797	- 27,9%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1 346 877	2 844 641	111,2%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	0	1	-
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	49 699	89 416	79,9%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	0	0	-
Total des volumes produits		**2 537 755**	**5 025 235**	**98,0%**

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années**. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :**

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)				
Site	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	Volume d'eau potable importé	3 124	6 236	99,6%
DEM VEG de COULANGES à Migé	Volume d'eau potable exporté	20 233	43 549	115,2%
DEM VEG de COULANGES à Migé	Volume d'eau potable importé	11 441	23 112	102,0%
VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU	Volume d'eau potable exporté	17 015	33 764	98,4%
VEG de Charbuy à Fleury	Volume d'eau potable exporté	44 227	76 812	73,7%
VEG de COULANGES à Val de Mercy	Volume d'eau potable exporté	10 831	22 147	104,5%
VEG Métairie de LINDRY à Egleny	Volume d'eau potable exporté	2 770	6 379	130,3%
	Total volumes eau potable importés (B)	**14 565**	**29 348**	**101,5%**
	Total volumes eau potable exportés (C)	**95 076**	**182 651**	**92,1%**

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

Le tableau suivant détaille l'évolution du volume d'eau potable mis en distribution ces dernières années calculé à partir d'informations réelles, comptabilisées sur une période entre deux relèves ramenées à 365 jours.
Il correspond au volume d'eau introduit dans le réseau de distribution d'eau potable. Il est égal au volume produit par les installations du contrat auquel on ajoute les volumes d'eau potable importés (achetés en gros) et auquel on retranche les volumes d'eau potable exportés (vendus en gros).

Volumes mis en distribution (m³)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	5 234 167	4 956 029	- 5,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 234 167	4 999 029	- 4,5%
dont volumes de service production (A'')	0	43 000	-
Total volumes eau potable importés (B)	30 324	27 732	- 8,5%
Total volumes eau potable exportés (C)	195 194	185 598	- 4,9%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	**5 069 297**	**4 798 163**	**- 5,3%**

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrevés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	3 840 501	3 597 163	- 6,3%
- dont Volumes facturés (E')	3 840 501	3 597 163	- 6,3%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	-
Volumes consommés sans comptage (F)	154 680	142 500	- 7,9%
Volumes de service du réseau (G)	65 830	62 000	- 5,8%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	**4 061 011**	**3 801 663**	**- 6,4%**

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique de recherche et de réparation de fuites
- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, sont calculées sur la même période par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- Pertes réelles : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- Pertes apparentes : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potable en réseau, les volumes non comptés, ici comptabilisés sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	5 069 297	4 798 163	- 5,3%
Volumes comptabilisés (E)	3 840 501	3 597 163	- 6,3%
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	- 6,4%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	1 008 286	996 500	- 1,2%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	1 228 796	1 201 000	- 2,3%
Linéaire de réseau de distribution (km) (L)	750	747,02	- 0,4%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	366	0,3%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	**3,68**	**3,64**	**- 1,0%**
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	**4,49**	**4,39**	**- 2,1%**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur :

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par nature	
Urbain	6,77
Semi urbain	3,32
Rural	2,01

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - URBAIN							
SECTEURS URBAINS	**Volume produit (m3)**	**Volume importé (m3)**	**Volume Exporté (m3)**	**Volume consommé autorisé (m3)**	**Pertes de réseau (m3)**	**Linéaire du réseau de distribution (km)**	**ILP (m3/km/j)**
ZAC ST SIMEON	104 588			83 520	21 068	3,69	15,63
RIVE GAUCHE	1 993 403			1 606 722	386 681	162,22	6,53
Total	**2 097 991**			**1 690 242**	**407 749**	**165**	**6,77**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - SEMI URBAIN							
SECTEURS SEMI URBAINS	Volume produit (m3)	Volume importé (m3)	Volume Exporté (m3)	Volume consommé autorisé (m3)	Pertes de réseau (m3)	Linéaire du réseau de distribution (km)	ILP (m3/km/j)
APPOIGNY	59 094			207 562	51 532	48,61	2,90
BRANCHES	25 019			20 070	4 949	4,32	3,14
VAUX	40 703			33 221	7 482	6,95	2,95
SOUGERES	17 829			13 962	3 867	7,96	1,33
VENOY LABORDE MONTALERY	207 117			166 295	40 822	49,21	2,27
ST GEORGES / VILLEFARGEAU	271 866			211 507	60 359	61,35	2,70
AUGY	51 709			42 788	8 921	11,97	2,04
PERRIGNY	83 548			67 544	16 004	21,59	2,03
BLEIGNY / MONTIGNY / VILLENEUVE	105 476		31 430	52 794	21 252	28,54	2,04
CHAMPS SUR YONNE	92 379			72 521	19 858	14,51	3,75
VINCELLES VINCELOTTES	79 954			57 527	22 427	16,41	3,74
IRANCY	17 447			12 429	5 018	3,40	4,04
COULANGES	127 098	22 004	64 390	41 007	43 705	10,72	11,17
MONETEAU	304 096			240 658	63 438	42,95	4,05
RIVE DROITE PLAINE DES ISLES	484 533			388 428	96 105	56,80	4,64
Total	**2 167 868**	**22 004**	**95 820**	**1 628 313**	**465 739**	**384**	**3,32**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - RURAL							
SECTEURS RURAUX	Volume produit (m3)	Volume importé	Volume Exporté	Volume consommé autorisé	Pertes de réseau (m3)	Linéaire du réseau de distribution (km)	ILP (m3/km/j)
GURGY	92 801			74 888	17 913	25,85	1,90
ST BRIS LE VINEUX	93 488			67 510	25 978	19,56	3,64
VALLAN	36 599			29 574	7 025	10,29	1,87
CHEVANNES	115 793			92 846	22 947	33,46	1,88
LINDRY	67 815	5 728	5 451	53 766	14 326	29,08	1,35
CHARBUY	192 846		84 326	79 292	29 228	33,96	2,36
JUSSY	18 633			13 421	5 212	6,91	2,07
ESCOLIVES	41 148			31 588	9 560	16,88	1,55
GY L'EVEQUE	24 244			17 525	6 719	7,28	2,53
CHITRY	28 806			22 698	6 108	15,50	1,08
Total	**712 173**	**5 728**	**89 777**	**483 108**	**145 016**	**198**	**2,01**

Le rendement de réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Rendement de réseau (%)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	- 6,4%
Volumes eau potable exportés (C)	195 194	185 598	- 4,9%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	5 234 167	4 956 029	- 5,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 234 167	4 999 029	- 4,5%
dont volumes de service production (A'')	0	43 000	-
Volumes eau potable importés (B)	30 324	27 732	- 8,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	**80,85**	**80,01**	**- 1,0%**

Le rendement de l'année 2024 est maintenu au-dessus de 80% soit supérieur au chemin de performance contractuelle (79% pour l'année 2024).
La baisse des volumes consommés autorisés déjà constaté en 2023 se confirme en 2024. Le changement climatique (entrainant des sècheresses) et des restrictions de consommation peuvent influer sur le rendement des prochaines années. En effet, la baisse des consommations ne sera jamais compensée par une baisse identique de production.
Une étude des consommations des deux dernières années est en cours de réalisation. SUEZ reviendra vers la collectivité pour présenter les résultats.

Rendement de réseau par secteur :

Rendement de réseau par nature (%)	
Rendement Urbain	**80,56%**
Rendement Semi urbain	**78,73%**
Rendement Rural	**79,80%**

Rendement de réseau (%) par secteur - URBAIN					
Secteurs URBAINS	**Volume produit**	**Volume importé**	**Volume Exporté**	**Volume consommé autorisé**	**Rendement**
ZAC ST SIMEON	104 588	-	-	83 520	**79,86%**
RIVE GAUCHE	1 993 403	-	-	1 606 722	**80,60%**

Rendement de réseau (%) par secteur - SEMI URBAIN					
Secteurs SEMI URBAINS	Volume produit	Volume importé	Volume Exporté	Volume consommé autorisé	Rendement
APPOIGNY	259 094			207 562	80,11%
BRANCHES	25 019			20 070	80,22%
VAUX	40 703			33 221	81,62%
SOUGERES	17 829			13 962	78,31%
VENOY LABORDE MONTALERY	207 117			166 295	80,29%
ST GEORGES VILLEFARGEAU	271 866			211 507	77,80%
AUGY	51 709			42 788	82,75%
PERRIGNY	83 548			67 544	80,84%
BLEIGNY / MONTIGNY VILLENEUVE	105 476		31 430	52 794	79,85%
CHAMPS SUR YONNE	92 379			72 521	78,50%
VINCELLES VINCELOTTES	79 954			57 527	71,95%
IRANCY	17 447			12 429	71,24%
COULANGES	127 098	22 004	64 390	41 007	70,69%
MONETEAU	304 096			240 658	79,14%
RIVE DROITE PLAINE DES ISLES	484 533			388 428	80,17%

Rendement de réseau (%) par secteur - RURAL					
Secteurs RURAUX	Volume produit	Volume importé	Volume Exporté	Volume consommé autorisé	Rendement
GURGY	92 801			74 888	80,70%
ST BRIS LE VINEUX	93 488			67 510	72,21%
VALLAN	36 599			29 574	80,81%
CHEVANNES	115 793			92 846	80,18%
LINDRY	67 815	5 728	5 451	53 766	80,52%
CHARBUY	192 846		84 326	79 292	84,84%
JUSSY	18 633			13 421	72,03%
ESCOLIVES	41 148			31 588	76,77%
GY L'EVEQUE	24 244			17 525	72,29%
CHITRY	28 806			22 698	78,80%

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	- 6,4%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	750	747	- 0,2%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(MxL)	15,5	14,6	- 6,2%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	0,0%
Chemin de performance du rendement de réseau (%)	**77**	**79**	**2,6%**
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	**68,11**	**67,91**	**- 0,3%**
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	**80,85**	**80,01**	**- 1,0%**

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments : :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique
- Des indicateurs de radioactivité

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
- **Les références de qualité**, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

Quelques nouveautés sont apparues en 2023. Publié au Journal Officiel le 31 décembre 2022, l'arrêté du 30 décembre 2022 « modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine » introduit les notions de « **valeurs de vigilances** » et de « **valeurs indicatives** », qui doivent également être satisfaites dans les eaux destinées à la consommation humaine.
Si ces valeurs ne sont pas respectées, comme pour les références de qualité, le préfet peut demander de mettre en œuvre des mesures correctives s'il estime que la distribution présente un risque pour la santé des personnes.
Les « valeurs de vigilance » concernent des paramètres d'intérêt ou « émergents », définis par arrêtés du ministre en charge de la santé, à la suite d'actes d'exécution de la Commission Européenne, avec comme objectif d'acquérir de la connaissance. Pour l'instant, seul le 17-bêta-estradiol et le nonylphénol font partie de la liste de ces paramètres. Les ARS réaliseront des analyses avant le 31 décembre 2026 sur les eaux brutes et produites des systèmes produisant plus de 1000 m^3/jour.
Les « valeurs indicatives » ne concernent pour l'instant que les métabolites non-pertinents, avec une valeur à 0,9 µg/l.
D'autre part, ce même arrêté du 30 décembre 2022 « relatif aux limites et références de qualité » introduit des modifications concernant certains paramètres, applicables dès le 1er janvier 2023. Les principales modifications sont :

- Introduction de nouveaux paramètres avec des limites de qualité pour l'eau potable : chlorites, chlorates, bisphénol A, acides halo-acétiques, l'uranium chimique, le total microcystines et les perfluorés (PFAS)
- Relèvement des limites de qualité pour le sélénium, l'antimoine et le bore

Néanmoins, un autre arrêté du 30 décembre 2022 « relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire » précise que le contrôle systématique des nouveaux paramètres par les ARS ne sera réalisé qu'à partir du 1er janvier 2026. Cependant, les ARS ont la possibilité d'inclure certains de ces paramètres dans les contrôles en cas de suspicion ou de présence de non-conformité.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».

- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné. Un arrêté du 30 décembre 2022 « relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau » précise des obligations concernant la surveillance de l'exploitant à partir de 2023.

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté,
- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution.

Faisant suite à l'attaque terroriste survenue à Moscou le 22 mars 2024, le Premier Ministre a décidé d'élever et de maintenir la posture VIGIPIRATE au niveau **Urgence Attentat** en 2024, ce qui correspond au niveau de vigilance le plus élevé.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des installations de chloration est régulièrement menée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'amélioration.

Le guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » définit des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations. Ce guide a été complété par la mise à jour du standard de sûreté établi par SUEZ pour les métiers de l'eau, afin de prendre en compte un plus grand nombre de typologie d'installations et nos retours d'expérience en termes de protection des sites d'eau potable et d'assainissement.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

La Collectivité est alimentée par 2 ressources principales :

- Plaine du Saulce à Escolives Sainte Camille
- Les Boisseaux à Monéteau

Il y a également d'autres ressources plus spécifiques à chaque collectivité :

- Château du Saulce alimente le pompage de Saint Bris le Vineux
- Le puits de Coulanges alimente le pompage de Coulanges la Vineuse
- La Fontaine ronde alimente le pompage de Jussy
- Sauvagenoux alimente le pompage de Vincelles
- L'étang alimente le pompage d'Escolives Sainte Camille

Ces eaux sont désinfectées par chloration dans les stations de pompage.

Sur les réseaux les plus longs, des équipements de chloration intermédiaire assurent le maintien des taux de chlore nécessaires à la distribution d'eau de qualité.

Les ressources suivantes sont à l'arrêt :

- Le Puits des Prés du Moulin alimentant la station de traitement de Charbuy (mise à l'arrêt par l'ARS)
- La source de Groie alimentant le réservoir de Coulanges la Vineuse
- Le Puits du Parc alimentant le pompage d'Irancy
- Le captage de Perrigny (mis à l'arrêt par l'ARS)
- Le pompage de Tallone (Chitry)

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	5	0	100,0%	10	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	5	0	100,0%	2 270	0	100,0%
Surveillance	Microbiologique	4	0	100,0%	24	0	100,0%
Surveillance	Physico-chimique	92	0	100,0%	886	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production						
		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	38	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	53	2	96,2%	6	88,7%
Paramètre	Microbiologique	184	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	7 068	2	100,0%	10	99,9%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
AUXERRE	Surveillance	Non conforme	09/04/2024	AUXERRE_0890000000943_Refoulement Plaine Des Isles - Local Des Pompes	Chlorothalonil R471811 (P)	0.49	µg/litre	0	0.1
COULANGES-LA-VINEUSE	Surveillance	Non conforme	13/11/2024	COULANGES-LA-VINEUSE_0890000001714_Coulanges La Vineuse-Reservoir	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Nitrates/50 + Nitrites/3	1.04	mg/litre		1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	02/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.2	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	09/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.1	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	09/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000001387_Reft Plaine Du Saulce 1	Ammonium	3	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	09/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.5	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	16/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.9	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	23/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	30/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.5	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	06/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.3	mg/litre		2

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	13/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.2	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	20/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.2	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	02/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	10/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	16/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.8	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	06/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	14/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.6	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	22/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.7	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	22/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.17	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	22/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Fer	0.26	mg/litre		0.2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	27/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.19	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	27/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.1	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	29/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	04/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Fer	0.33	mg/litre		0.2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	11/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.7	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	18/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.2	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	25/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	25/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.17	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	02/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Manganèse	0.0572	mg/litre		0.05
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	02/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Fer	0.22	mg/litre		0.2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	02/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.9	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	08/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	08/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.17	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	15/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Ammonium	0.21	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	15/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	4.1	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	24/10/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	4.6	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	29/10/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	4.6	mg/litre		2

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	05/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	4.4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	13/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.8	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	19/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	26/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3.3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	03/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	10/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	17/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.7	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	23/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.7	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	30/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	02/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	09/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.14	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	16/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	23/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	23/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	30/01/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	06/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	06/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	13/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	13/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.15	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	20/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	20/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	27/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	27/02/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	05/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	05/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	12/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	12/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	19/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	53	mg/litre		50

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	19/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.11	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Somme des pesticides totaux	0.93	µg/litre		0.5
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.93	µg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	26/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	26/03/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.11	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	02/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	09/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Chlorothalonil R471811 (P)	0.95	µg/litre	0	0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	10/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	16/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	06/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	14/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	21/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Nitrates	52	mg/litre		50

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	22/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	22/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	27/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.15	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	29/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	29/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000945_Reft Plaine Du Saulce 2	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	29/05/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.11	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	11/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	25/06/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	51	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	15/07/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.11	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	14/10/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000001025_Sortie Station Puits Coulanges	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	05/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	13/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000001025_Sortie Station Puits Coulanges	Nitrates	52	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	19/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000001025_Sortie Station Puits Coulanges	Nitrates	56	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	19/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.11	mg/litre		0.1

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	26/11/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	03/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.14	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	10/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	17/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000001025_Sortie Station Puits Coulanges	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	17/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.14	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	23/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	30/12/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.14	mg/litre		0.1
JUSSY	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/04/2024	JUSSY_0890000000872_Jussy Sortie Station	Somme des pesticides totaux	0.788	µg/litre		0.5
JUSSY	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/04/2024	JUSSY_0890000000872_Jussy Sortie Station	Chlorothalonil R471811 (P)	0.754	µg/litre	0	0.1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	15/01/2024	MONETEAU_0890000000944_Refoulement Boisseaux 1	Equilibre Calcocarbonique De L'Eau Destinée À La Consommation Humaine	3	sans objet	1	2
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/01/2024	MONETEAU_0890000000944_Refoulement Boisseaux 1	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.33	µg/litre		0.1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/03/2024	MONETEAU_0890000001467_Refoulement Boisseaux 2	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.477	µg/litre		0.1
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	MONETEAU_0890000001467_Refoulement Boisseaux 2	Somme des pesticides totaux	0.65	µg/litre		0.5
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	MONETEAU_0890000001467_Refoulement Boisseaux 2	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.65	µg/litre		0.1
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	MONETEAU_0890000000944_Refoulement Boisseaux 1	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.32	µg/litre		0.1
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	20/03/2024	MONETEAU_0890000001423_Refoulement Boisseaux 3	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.19	µg/litre		0.1

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	09/04/2024	MONETEAU_0890000001467_Refoulement Boisseaux 2	Chlorothalonil R471811 (P)	0.33	µg/litre	0	0.1
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	09/04/2024	MONETEAU_0890000000944_Refoulement Boisseaux 1	Chlorothalonil R471811 (P)	0.28	µg/litre	0	0.1
MONÉTEAU	Surveillance	Non conforme	09/04/2024	MONETEAU_0890000001423_Refoulement Boisseaux 3	Chlorothalonil R471811 (P)	0.16	µg/litre	0	0.1
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/01/2024	SAINT-BRIS-LE-VINEUX_0890000000930_Pompage St Bris - Sortie Station	Somme des pesticides totaux	1.033	µg/litre		0.5
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/01/2024	SAINT-BRIS-LE-VINEUX_0890000000930_Pompage St Bris - Sortie Station	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.99	µg/litre		0.1
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Hors référence	15/04/2024	VINCELLES_0890000001056_Sortie Station Sauvegenoux	Equilibre Calcocarbonique De L'Eau Destinée À La Consommation Humaine	3	sans objet	1	2
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/04/2024	VINCELLES_0890000001056_Sortie Station Sauvegenoux	Chlorothalonil R471811 (P)	1.167	µg/litre	0	0.1
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/04/2024	VINCELLES_0890000001056_Sortie Station Sauvegenoux	Somme des pesticides totaux	1.167	µg/litre		0.5

L'équilibre calco-carbonique est le reflet de la minéralisation de l'eau. Il ne comporte pas de limite de qualité mais seulement une référence de qualité. Ce paramètre n'est pas variable dans le temps. Les valeurs qui apparaissent hors référence ne sont pas représentatives du caractère équilibré que représente habituellement l'eau.

La valeur de l'équilibre calco-carbonique étant basée sur un calcul qui repose, entre autres, sur la mesure du pH sur le terrain, elle est très sensible à des dérives de l'appareil de mesure utilisé par le préleveur.

Concernant le chlorothalonil R471811, l'avis de l'ANSES sur le chlorothalonil R471811 a été publié le 29 avril 2024 qui le juge **NON PERTINENT.**

➔ *En conséquence, les teneurs en **chlorothalonil R471811** qui dépassent les 0,1 µg/L n'engendreront plus de non-conformités à partir de cette date.*

Comme pour les autres métabolites non-pertinents, ces molécules font tout de même l'objet d'une valeur guide de 0,9 µg/L. Les dépassements nécessiteront des actions correctives de la part des collectivités, mais sans que l'eau soit considérée comme non-conforme. **Les suites à donner seront précisées par les ARS.**

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

Type	Analyses	Contrôle sanitaire				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	177	1	99,4%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	265	1	99,6%	12	95,5%
Paramètre	Microbiologique	885	1	99,9%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	2 796	1	100,0%	14	99,5%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèv-ement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
APPOIGNY	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/02/2024	APPOIGNY_0890000000695_ Centre Appoigny	Chlorothalonil R471811 (NP)	0.275	µg/litre		0.1
APPOIGNY	Contrôle sanitaire	Non conforme	02/04/2024	APPOIGNY_0890000000695_ Centre Appoigny	Chlorothalonil R471811 (P)	0.527	µg/litre	0	0.1
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/01/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Somme des pesticides totaux	1.12	µg/litre		0.5
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/01/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Chlorothalonil R471811 (NP)	1.117	µg/litre		0.1
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/03/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Somme des pesticides totaux	1.4	µg/litre		0.5
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/03/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Chlorothalonil R471811 (NP)	1.34	µg/litre		0.1
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	17/04/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Nitrates	51	mg/litre		50
AUXERRE	Contrôle sanitaire	Non conforme	17/04/2024	AUXERRE_0890000001392_ Auxerre-Piedalloues	Chlorothalonil R471811 (P)	1.731	µg/litre	0	0.1
CHAMPS-SUR-YONNE	Contrôle sanitaire	Hors référence	14/08/2024	CHAMPS-SUR-YONNE_0890000000697_Centre Champs Sur Yonne	Température De L'Eau	27.3	degré Celsius		25
CHAMPS-SUR-YONNE	Contrôle sanitaire	Non conforme	02/04/2024	CHAMPS-SUR-YONNE_0890000000697_Centre Champs Sur Yonne	Chlorothalonil R471811 (P)	1.366	µg/litre	0	0.1
CHARBUY	Contrôle sanitaire	Non conforme	02/04/2024	CHARBUY_0890000000704_ Charbuy Centre	Chlorothalonil R471811 (P)	0.276	µg/litre	0	0.1

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèv-ement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
COULANGES-LA-VINEUSE	Contrôle sanitaire	Non conforme	15/04/2024	COULANGES-LA-VINEUSE_0890000000718_Centre Coulanges La Vineuse	Chlorothalonil R471811 (P)	1.166	µg/litre	0	0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/04/2024	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000514_Escolives Cour Barree	Chlorothalonil R471811 (P)	1.44	µg/litre	0	0.1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	15/02/2024	MONETEAU_0890000001184_Centre Moneteau	Coliformes	1	nombre/100 ml		0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Contrôle sanitaire	Non conforme	02/04/2024	SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE_0890000001190_Centre Saint-Georges	Chlorothalonil R471811 (P)	0.323	µg/litre	0	0.1
VALLAN	Contrôle sanitaire	Non conforme	02/04/2024	VALLAN_0890000001002_Centre Vallan	Chlorothalonil R471811 (P)	0.842	µg/litre	0	0.1

L'ensemble des analyses ci-dessus effectuées par le contrôle sanitaire font apparaitre un dépassement de la limite de qualité pour le paramètre Chlorothalonil R47811 et donc la somme des pesticides. Cependant, cette teneur étant inférieure à la valeur sanitaire de 3 µg/l, l'eau reste consommable par l'ensemble de la population.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	214	0	100%
Physico-chimique	121	18	85,1%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Pour rappel, le contrat de DSP a débuté le 1er juillet 2023. Il s'agit donc des consommations facturées d'un semestre.
Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2024. Il est également possible que certaines factures de 2023 aient été prises en compte sur l'année 2024.

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)			
Commune	**Site**	**2023**	**2024**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	4 848	7 569
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	577	1 142
AUGY	Chloration AUGY	1 406	4 488
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	238	9
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	216	447
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	0	0
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	0	0
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	5 325	9 937
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	1 351	4 166
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	115 729	219 789
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	80 768	158 445
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	843	1 694
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	14 722	25 402
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	12 865	20 279
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	483	1 225
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	2 822	6 725
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	6 857	13 380
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	140	272
BRANCHES	Accélérateur de BRANCHES	3 477	6 132
BRANCHES	Accélérateur de BRANCHES (nouveau)	-	6 264
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	53	100

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)			
Commune	**Site**	**2023**	**2024**
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	3 238	5 667
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	64 936	141 733
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	49	97
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	4 603	9 923
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	5 241	11 294
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	-	368
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	-	6 502
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	13 513	31 943
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	-	65 889
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	3 798	8 411
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	347 668	724 505
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	30 860	71 192
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	5 748	5 338
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	2 213	13 562
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	1 621	3 462
LINDRY	Réservoir de LINDRY	86	136
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	0	0
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	589 582	1 111 424
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	1 905	3 465
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	5 220	8 227
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	154	858
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	135 252	268 680
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	344	919
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	8 372	15 547
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	1 677	3 470
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	1 440	4 015
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	317	679
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	105	167
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	2 107	5 325
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	16 941	35 073
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	137	935
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	14 954	29 500

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)			
Commune	**Site**	**2023**	**2024**
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	11 018	20 597
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	11 749	23 622
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	15 050	29 310
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	2 246	8 151
% énergie photovoltaïque		**0**	**0**
Total		**1 554 864**	**3 157 451**

3.3.2 La consommation de produits de traitement

Les consommations en produits de traitement des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation de produits de traitement				
Commune	**Site**	**Réactifs**	**2023**	**2024**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	54	106
AUGY	Chloration AUGY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	32	136
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Chlore (kg)	42	56
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Chlore (kg)	42	60
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	62	148
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Chlore (kg)	588	1 225
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Chlore (kg)	28	70
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	Javel (hypochlorite de soude) (L)	93	136
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Chlore (kg)	735	1 911
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	43	6
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	Javel (hypochlorite de soude) (L)	65	156
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	Javel (hypochlorite de soude) (L)	21	52
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Chlore (kg)	42	24
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	210	480
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	113	198
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Chlore (kg)	42	56
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	24	106

3.3.3 Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	Equipement électrique	armoire de commande vannes	14/02/2024
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	Equipement électrique	armoire générale BT	12/02/2024
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Detecteur	capteur de chlore résiduel	10/09/2024
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Detecteur	capteur de chlore résiduel	12/03/2024
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	Equipement électrique	Armoire électrique	13/06/2024
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	Equipement électrique	Armoire électrique	13/06/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique	armoire électrique ref réservoir Haut	13/02/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique	Armoire électrique ref Migé	13/02/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Centrale fuite de gaz chlore	10/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	10/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Détecteur gaz CL2	10/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	10/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	12/03/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Equipement électrique	Armoire électrique distribution	13/02/2024

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Detecteur	Détecteur fuite de chlore	10/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	Equipement électrique	Armoire électrique	13/02/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	détecteur fuite chlore P1 P2	10/09/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	Détecteur fuite de chlore	10/09/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	détecteur fuite gaz chlore P3	10/09/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	détecteur fuite gaz chlore P3	12/03/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale P1 P2 P3	12/02/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	Armoire générale P4	12/02/2024
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	armoire déportée P3	12/02/2024
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	12/02/2024
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Equipement électrique	armoire surpression	12/02/2024
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	Extincteur	extincteur (1)	28/03/2024
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	Equipement électrique	armoire distribution	14/02/2024
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	Equipement électrique	armoire surpresseur	14/02/2024
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	Equipement électrique	armoire générale BT	12/02/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Detecteur	Détecteur gaz chlore	10/09/2024
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Detecteur	Détecteur gaz chlore	12/03/2024
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	Equipement électrique	armoire générale BT	12/02/2024
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	14/02/2024
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur de fuite de chlore	10/09/2024
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	10/09/2024
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Centrale détection fuite de chlore	10/09/2024
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	12/03/2024
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Equipement électrique	armoire générale BT	13/02/2024
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Equipement électrique	Armoire électrique	13/02/2024

3.3.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	19/12/2024
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	19/12/2024
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	12/12/2024
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	11/06/2024
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	19/06/2024
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	16/01/2024
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	19/12/2024
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	17/01/2024
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	04/04/2024
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	07/03/2024
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	12/06/2024
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	18/01/2024
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	17/01/2024
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	03/12/2024
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	03/04/2024
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	26/04/2024
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	06/03/2024
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	11/06/2024
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	12/06/2024
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	19/01/2024
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	18/01/2024
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	17/01/2024
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	04/04/2024
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	04/03/2024
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	08/03/2024
CHITRY	Réservoir Chitry	19/12/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	02/12/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	03/12/2024

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	19/12/2024
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	06/03/2024
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	08/03/2024
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	19/12/2024
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	16/01/2024
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	19/01/2024
LINDRY	Réservoir de LINDRY	07/03/2024
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	04/04/2024
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	05/03/2024
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	16/01/2024
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	19/01/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	03/04/2024
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	18/01/2024
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	19/06/2024
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	05/03/2024
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	03/12/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	04/03/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	08/03/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	26/04/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	26/04/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	04/03/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	02/12/2024
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	17/01/2024
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	07/03/2024
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	18/06/2024
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	19/04/2024
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	19/12/2024
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	19/06/2024
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	19/12/2024

3.3.5 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations

Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
APPOIGNY	Borne magnétique d'Appoigny	-	-	2	2
APPOIGNY	DEM SECTO APPOIGNY	-	-	12	12
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	101	16	6	123
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	19	-	3	22
AUGY	Chloration AUGY	95	12	7	114
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	5	-	-	5
AUGY	Réservoir d'AUGY	3	-	-	3
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	5	1	-	6
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	26	-	2	28
AUXERRE	Borne magnétique Colonel Rozanoff	-	-	3	3
AUXERRE	Borne magnétique Gambetta	-	-	1	1
AUXERRE	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE	4	-	1	5
AUXERRE	Cptr SECTO VAUX	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Hausseman - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Saint Simeon - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	27	4	3	34
AUXERRE	Regulation E Mermoz - AUXERRE	1	-	-	1
AUXERRE	Regulation E Migraine - AUXERRE	-	-	2	2
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	62	13	5	80
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	30	1	6	37
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	13	1	2	16
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	53	8	15	76
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	102	16	19	137
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	33	-	4	37
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	33	1	3	37
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	21	1	4	26

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	19	3	-	22
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	15	-	1	16
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	19	1	1	21
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	24	1	1	26
AUXERRE	Vanne de Survitesse - AUXERRE	5	-	-	5
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	36	1	1	38
BLEIGNY-LE-CARREAU	VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU	12	-	-	12
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	22	6	12	40
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	21	-	2	23
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	-	1	-	1
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO de CA a JUSSY	2	-	-	2
CHARBUY	Cptr SECTO Ponceau - CHARBUY	1	-	1	2
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	47	2	2	51
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	126	15	14	155
CHEVANNES	DEM SECTO entrée Chevannes	-	-	3	3
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	29	-	-	29
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	47	3	4	54
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	29	3	7	39
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	5	1	-	6
CHITRY	Réservoir Chitry	22	1	-	23
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	48	2	2	52
COULANGES-LA-VINEUSE	Cptr SECTO de CA a COULANGES LA VINEUSE	2	-	-	2
COULANGES-LA-VINEUSE	DEM VEG de COULANGES à Migé	12	-	1	13
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	57	2	7	66
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	39	-	2	41
COULANGES-LA-VINEUSE	VEG de COULANGES à Val de Mercy	24	-	-	24
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	71	15	16	102
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	121	13	3	137
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	202	33	15	250
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	101	30	2	133
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	141	13	4	158
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	136	-	16	152

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	32	-	1	33
FLEURY-LA-VALLÉE	VEG de Charbuy à Fleury	11	-	-	11
GURGY	DEM SECTO Autoroute - GURGY	-	-	1	1
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	49	2	6	57
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	28	-	1	29
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	28	-	3	31
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	60	2	3	65
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	11	-	2	13
LINDRY	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY	3	-	-	3
LINDRY	Réservoir de LINDRY	60	-	1	61
LINDRY	VEG Métairie de LINDRY à Egleny	24	-	-	24
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	6	-	-	6
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	241	35	24	300
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	48	3	1	52
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	140	15	7	162
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	17	-	3	20
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY - CA	2	-	-	2
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	65	25	12	102
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	10	2	2	14
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	88	13	2	103
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	51	3	3	57
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	58	2	9	69
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	36	1	3	40
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	28	1	5	34
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN	2	-	-	2
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	84	-	2	86
VENOY	DEM SECTO de Bleigny	-	-	1	1
VENOY	DEM SECTO Quenne Nangis	1	-	-	1
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	62	16	8	86
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	21	-	8	29
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	54	1	9	64
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	123	13	2	138

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	123	12	-	135
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	134	17	2	153
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	94	12	2	108
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	24	1	2	27

3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	Nombre au 31/12/2024
Nombre de réponses aux DICT	662
Nombre de réponses aux DT	601
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	843
Total	**2 106**

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	créés	4	6	50,0%
Accessoires	renouvelés	7	5	-28,6%
Accessoires	supprimés	2	0	-100,0%
Appareils de fontainerie	créés	0	2	-
Appareils de fontainerie	renouvelés	4	23	475,0%
Appareils de fontainerie	réparés	1	3	200,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	48	424	783,3%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	24	33	37,5%
Branchements	créés	37	79	113,5%
Branchements	modifiés	9	29	222,2%
Branchements	Renouvelés (*)	531	742	39,7%
Branchements	supprimés	2	6	200,0%
Compteurs	déposés	51	113	121,6%
Compteurs	posés	75	193	157,3%
Compteurs	remplacés	870	9703	1015,3%
Devis métrés	réalisés	83	185	122,9%
Enquêtes	Clientèle	417	1614	287,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	6	13	116,7%
Fermetures d'eau	autres	0	5	-
Eléments de réseau	mis à niveau	39	106	171,8%
Remise en eau	sur le réseau	244	543	122,5%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	11	29	163,6%
Réparations	fuite sur branchement	28	104	271,4%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	44	91	106,8%
Autres		1 386	8 875	540,3%
Total actes		**3 923**	**22 855**	**482,6%**

(*) Nombre de branchements renouvelés par SUEZ = 165

Les interventions sur le réseau de distribution - télérelève				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Télérelèves	Compteurs équipés dans l'année	484	13 510	2 691,3%
Télérelèves	Renouvelées	-	20	-
Télérelèves	Supprimées	-	2	-

Le DÉLÉGATAIRE assure la manœuvre des organes particuliers sur réseau (vannes, purges, vidanges) suivant les fréquences requises pour chaque type d'ouvrage de manière à les maintenir en condition de fonctionnement normal et disponible lors d'interventions.
Ces manœuvres ont été réalisées selon la fréquence minimale précisée **dans le chapitre 41.5 du contrat de DSP :**

Entretien et manœuvre des organes de réseau			
Ouvrage	**Type opération maintenance préventive**	**Fréquence minimale**	**Nombre d'opérations en 2024**
Vannes de sectorisation	Manœuvre	1 /an	101
Purges/Vidanges	Manœuvre	1 /an	1044
Autres vannes	Manœuvre	20% du parc / an	865 (Branches, Champs sur Yonne, Vallan, Lindry, Appoigny, Saint Georges, Cour barrée, Villefargeau, Escolives Sainte Camille)
Organes de régulation de pression du réseau	Manœuvre & Contrôle du pilote	2 /an	94
	Entretien	0,5 /an	24
Autres			
Vannes stratégiques	Vérification et manœuvre	1 /an	23
Ventouses	Vérification et entretien	0,5 /an	127 vérifications
Capteurs acoustiques	Entretien et changement de batterie	Dès affichage dans Aquadvanced	
Capteurs de pression	Nettoyage	0,5 /an	
	Entretien et changement de la batterie	Dès affichage dans Aquadvanced	
Débitmètre de sectorisation	Changement de batterie	Dès affichage dans Aquadvanced	Pas nécessaire de changer les batteries en 2024
	Vérification	1 /an	100

3.3.7 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites		
Désignation	**2023**	**2024**
Linéaire de réseau ausculté (ml)	453 470	1 231 482

La répartition de la recherche des fuites par communes				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	37 250	62 182	66,9%
AUGY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 250	11 905	- 2,8%
AUXERRE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	182 650	335 769	83,8%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	0	0	-
BRANCHES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	8 670	2 375	- 72,6%
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	26 200	46 958	79,2%
CHARBUY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	4 600	52 025	1 031,0%
CHEVANNES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	700	7 823	1 017,5%
CHITRY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	1 000	8 679	767,9%
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	2 500	11 524	361,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	4 500	39 657	781,3%
GURGY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 550	115 399	819,5%
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 550	2 875	- 61,9%
IRANCY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	0	884	-
JUSSY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	500	4 363	772,7%
LINDRY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	5 500	26 450	380,9%
MONÉTEAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	63 250	123 015	94,5%
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	3 500	12 606	260,2%
PERRIGNY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 600	37 545	394,0%
QUENNE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 200	6 233	- 13,4%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau ausculté (ml)	6 450	84 463	1 209,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	35 650	120 487	238,0%
VALLAN	Linéaire de réseau ausculté (ml)	50	20 828	41 555,7%
VENOY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 200	29 830	144,5%
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	2 500	11 022	340,9%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	0	159	-
VINCELLES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 650	45 365	493,0%
VINCELOTTES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	1 000	11 064	1 006,4%

3.3.8 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**Variation N/N-1**
Les interventions sur le réseau	59	188	218,6%

Les interventions en astreinte sur les usines			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Astreinte	48	90	87,5%

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 3 000 m³/an. Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros est détaillé dans le tableau suivant.

Nombre de clients gros consommateur hors VEG			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	20	66	230,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	8	32	300,0%
Total	**28**	**98**	**250,0%**

Nombre de clients gros consommateur hors VEG			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	2	5	150,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	4	-
Total	2	9	350,0%

AUXERRE	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	11	41	272,7%
Clients de plus de 6 000 m³/an	7	19	171,4%
Total	18	60	233,3%

CHAMPS-SUR-YONNE	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	0	1	-
Total	0	1	-

COULANGES-LA-VINEUSE	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	1	-
Total	1	2	100,0%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	0	- 100,0%
Total	1	0	- 100,0%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	2	8	300,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	3	-
Total	2	11	450,0%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	0	1	-
Total	0	1	-

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	1	-
Total	1	2	100,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	0	2	-
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	1	-
Total	0	3	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	2	100,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	0	1	-
Total	1	3	200,0%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	1	2	100,0%
Total	2	3	50,0%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	0	2	-
Total	0	2	-

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	0	1	-
Total	0	1	-

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	33 699	34 064	1,1%
Autres abonnements	528	570	8,0%
Total	**34 227**	**34 634**	**1,2%**

Nombre d'abonnés			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	1 693	1 695	0,1%
Autres abonnements	27	30	11,1%
Total	1 720	1 725	0,3%

AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	516	511	- 1,0%
Autres abonnements	11	10	- 9,1%
Total	527	521	- 1,1%

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	17 152	17 460	1,8%
Autres abonnements	243	256	5,3%
Total	17 395	17 716	1,8%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	151	152	0,7%
Autres abonnements	4	5	25,0%
Total	155	157	1,3%

BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	204	206	1,0%
Autres abonnements	5	5	0,0%
Total	209	211	1,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	822	824	0,2%
Autres abonnements	7	11	57,1%
Total	829	835	0,7%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	914	912	- 0,2%
Autres abonnements	2	10	400,0%
Total	916	922	0,7%

CHEVANNES	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 056	1 064	0,8%
Autres abonnements	29	28	- 3,4%
Total	1 085	1 092	0,6%

CHITRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	238	230	- 3,4%
Autres abonnements	1	1	0,0%
Total	239	231	- 3,3%

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	432	435	0,7%
Autres abonnements	14	13	- 7,1%
Total	446	448	0,4%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	356	356	0,0%
Autres abonnements	1	1	0,0%
Total	357	357	0,0%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	818	829	1,3%
Autres abonnements	7	7	0,0%
Total	825	836	1,3%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	243	240	- 1,2%
Autres abonnements	-	1	-
Total	243	241	- 0,8%

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	250	250	0,0%
Autres abonnements	1	2	100,0%
Total	251	252	0,4%

JUSSY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	216	211	- 2,3%
Autres abonnements	1	6	500,0%
Total	217	217	0,0%

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	610	617	1,1%
Autres abonnements	5	7	40,0%
Total	615	624	1,5%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	2 146	2 168	1,0%
Autres abonnements	49	52	6,1%
Total	2 195	2 220	1,1%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	304	300	- 1,3%
Autres abonnements	9	9	0,0%
Total	313	309	- 1,3%

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	614	620	1,0%
Autres abonnements	8	9	12,5%
Total	622	629	1,1%

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	239	238	- 0,4%
Autres abonnements	2	2	0,0%
Total	241	240	- 0,4%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	596	599	0,5%
Autres abonnements	31	31	0,0%
Total	627	630	0,5%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 553	1 562	0,6%
Autres abonnements	31	29	- 6,5%
Total	1 584	1 591	0,4%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	379	385	1,6%
Autres abonnements	6	8	33,3%
Total	385	393	2,1%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	838	840	0,2%
Autres abonnements	10	15	50,0%
Total	848	855	0,8%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	481	479	- 0,4%
Autres abonnements	17	15	- 11,8%
Total	498	494	- 0,8%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	133	135	1,5%
Autres abonnements	4	4	0,0%
Total	137	139	1,5%

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	519	520	0,2%
Autres abonnements	3	3	0,0%
Total	522	523	0,2%

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	226	226	0,0%
Total	226	226	0,0%

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes facturés dépendent des périodes de relevé des compteurs qui peuvent varier d'une année sur l'autre. En conséquence, les variations des volumes facturés ne sont pas entièrement imputables à une baisse ou une augmentation de la consommation, mais peuvent être en partie liées à des décalages de relève d'une année sur l'autre. Pour pouvoir analyser les volumes facturés retraités de ces effets de variation, reportez-vous au tableau qui présente les rendements de réseaux. Le tableau du rendement de réseau contient des informations sur les volumes facturés ramenés à 365 jours.

Volumes vendus (m³)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	503 532	2 256 520	348,1%
Volumes vendus aux collectivités	42 706	130 242	205,0%
Volumes vendus aux professionnels	345 427	1 089 628	215,4%
Total des volumes vendus	**891 665**	**3 476 390**	**289,9%**

Volumes vendus (m³)			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	30 590	103 683	238,9%
Volumes vendus aux collectivités	730	1 256	72,1%
Volumes vendus aux professionnels	18 170	86 372	375,4%
Total des volumes vendus	49 490	191 311	286,6%

AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	16 158	36 419	125,4%
Volumes vendus aux collectivités	156	151	- 3,2%
Volumes vendus aux professionnels	2 019	5 077	151,5%
Total des volumes vendus	18 333	41 647	127,2%

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	292 102	1 133 950	288,2%
Volumes vendus aux collectivités	37 444	104 300	178,6%
Volumes vendus aux professionnels	244 770	693 968	183,5%
Total des volumes vendus	574 316	1 932 218	236,4%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	- 21	11 009	-52 524,8%
Volumes vendus aux collectivités	13	167	1 184,6%
Volumes vendus aux professionnels	- 150	631	- 520,7%
Total des volumes vendus	- 158	11 807	-7 572,9%

BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 384	13 504	208,0%
Volumes vendus aux collectivités	95	241	153,7%
Volumes vendus aux professionnels	1 230	3 851	213,1%
Total des volumes vendus	5 709	17 596	208,2%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 597	50 145	990,9%
Volumes vendus aux collectivités	165	1 336	709,7%
Volumes vendus aux professionnels	542	15 686	2 794,1%
Total des volumes vendus	5 304	67 167	1 166,4%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	15 820	70 589	346,2%
Volumes vendus aux collectivités	490	1 727	252,5%
Volumes vendus aux professionnels	1 106	5 004	352,4%
Total des volumes vendus	17 416	77 320	344,0%

CHEVANNES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	5 484	75 281	1 272,9%
Volumes vendus aux collectivités	63	2 891	4 488,9%
Volumes vendus aux professionnels	1 590	6 664	319,1%
Total des volumes vendus	7 137	84 836	1 088,8%

CHITRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	15 071	-
Volumes vendus aux collectivités	-	1 604	-
Volumes vendus aux professionnels	-	3 550	-
Total des volumes vendus	-	20 225	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	10 626	24 815	133,5%
Volumes vendus aux collectivités	830	12	- 98,6%
Volumes vendus aux professionnels	4 648	14 068	202,7%
Total des volumes vendus	16 104	38 895	141,5%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 190	23 014	105,7%
Volumes vendus aux collectivités	150	194	29,3%
Volumes vendus aux professionnels	909	2 269	149,6%
Total des volumes vendus	12 249	25 477	108,0%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	16 157	55 975	246,4%
Volumes vendus aux collectivités	396	1 788	351,5%
Volumes vendus aux professionnels	1 586	6 727	324,2%
Total des volumes vendus	18 139	64 490	255,5%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	6 153	15 432	150,8%
Volumes vendus aux collectivités	137	95	- 30,7%
Volumes vendus aux professionnels	447	274	- 38,7%
Total des volumes vendus	6 737	15 801	134,6%

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 322	10 700	147,6%
Volumes vendus aux collectivités	17	51	200,1%
Volumes vendus aux professionnels	1 159	1 912	65,0%
Total des volumes vendus	5 498	12 663	130,3%

JUSSY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	6 230	13 655	119,2%
Volumes vendus aux collectivités	11	91	727,3%
Volumes vendus aux professionnels	146	347	137,7%
Total des volumes vendus	6 387	14 093	120,7%

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 555	46 325	300,9%
Volumes vendus aux collectivités	- 78	602	- 871,8%
Volumes vendus aux professionnels	929	2 354	153,4%
Total des volumes vendus	12 406	49 281	297,2%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	27 322	133 959	390,3%
Volumes vendus aux collectivités	1 109	3 965	257,5%
Volumes vendus aux professionnels	23 214	97 354	319,4%
Total des volumes vendus	51 645	235 278	355,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 850	20 928	1 031,4%
Volumes vendus aux collectivités	55	313	469,1%
Volumes vendus aux professionnels	501	7 664	1 429,7%
Total des volumes vendus	2 406	28 905	1 101,5%

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	2 210	39 395	1 682,4%
Volumes vendus aux collectivités	38	277	628,9%
Volumes vendus aux professionnels	6 848	24 359	255,7%
Total des volumes vendus	9 096	64 031	603,9%

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	170	16 284	9 478,6%
Volumes vendus aux collectivités	- 8	71	-1 011,5%
Volumes vendus aux professionnels	6	612	10 099,8%
Total des volumes vendus	168	16 967	9 987,3%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 799	44 212	2 357,8%
Volumes vendus aux collectivités	45	1 613	3 484,4%
Volumes vendus aux professionnels	5 962	20 634	246,1%
Total des volumes vendus	7 806	66 459	751,4%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	3 924	119 794	2 952,8%
Volumes vendus aux collectivités	- 20	5 121	-25 705,0%
Volumes vendus aux professionnels	4 894	26 909	449,8%
Total des volumes vendus	8 798	151 824	1 625,6%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	2 520	25 582	915,0%
Volumes vendus aux collectivités	93	268	188,2%
Volumes vendus aux professionnels	- 114	2 013	-1 865,8%
Total des volumes vendus	2 499	27 863	1 014,8%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	8 200	59 752	628,7%
Volumes vendus aux collectivités	198	1 100	455,6%
Volumes vendus aux professionnels	23 221	38 023	63,7%
Total des volumes vendus	31 619	98 875	212,7%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 102	42 251	3 735,8%
Volumes vendus aux collectivités	278	343	23,4%
Volumes vendus aux professionnels	- 1 409	11 415	- 910,1%
Total des volumes vendus	- 30	54 009	-183 182,7%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	410	9 917	2 318,8%
Volumes vendus aux collectivités	83	42	- 49,4%
Volumes vendus aux professionnels	270	2 603	864,1%
Total des volumes vendus	763	12 562	1 546,4%

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	13 828	30 586	121,2%
Volumes vendus aux collectivités	198	543	174,2%
Volumes vendus aux professionnels	2 141	9 049	322,7%
Total des volumes vendus	16 167	40 178	148,5%

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 853	14 293	194,5%
Volumes vendus aux collectivités	18	79	338,9%
Volumes vendus aux professionnels	792	239	- 69,8%
Total des volumes vendus	5 663	14 611	158,0%

Les périodes de facturations listées ci-dessous expliquent les volumes mentionnés plus haut.

Commune	Facture 1er semestre	Facture 2eme semestre
APPOIGNY	Mars	Octobre
AUGY	Juin	Décembre
AUXERRE	Commune facturée tout au long de l'année	
BLEIGNY-LE-CARREAU	Janvier	Octobre
BRANCHES	Mars	Octobre
CHAMPS-SUR-YONNE	Janvier	Septembre
CHARBUY	Avril	Octobre
CHEVANNES	Janvier	Septembre
COULANGES-LA-VINEUSE	Juin	Décembre
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Juin	Décembre
GURGY	Mars	Septembre
GY-L'ÉVÊQUE	Juin	Décembre
IRANCY	Juin	Décembre
JUSSY	Juin	Décembre
LINDRY	Mars	Octobre
MONÉTEAU	Février	Octobre
MONTIGNY-LA-RESLE	Février	Septembre
PERRIGNY	Janvier / Mars	Septembre
QUENNE	Février	Septembre
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Janvier	Septembre
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Janvier	Octobre
VALLAN	Janvier	Septembre
VENOY	Janvier	Septembre
VILLEFARGEAU	Janvier	Octobre
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Février	Septembre
VINCELLES	Juin	Décembre
VINCELOTTES	Juin	Décembre

Les villes de Bleigny-le-Carreau et Villefargeau ont fait l'objet d'une facturation en octobre pour la période de janvier à juillet, donc juste environ 15 jours de consommations effectives sur ce nouveau contrat.

La ville de Chitry n'a pas fait l'objet de facturation en 2023, mais en février 2024.

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 3 000 m³/an. Les volumes qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	84 418	279 052	230,6%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	112 035	405 319	261,8%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	**196 453**	**684 371**	**248,4%**

Les volumes vendus aux gros consommateurs			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	7 480	18 437	146,5%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	45 080	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	7 480	63 517	749,2%

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	48 473	181 624	274,7%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	99 892	286 383	186,7%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	148 365	468 007	215,4%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	4 927	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	4 927	-

CHEVANNES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	0	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	0	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	3 656	4 518	23,6%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	6 904	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	3 656	11 422	212,4%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	4 631	0	- 100,0%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	4 631	0	- 100,0%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	6 416	28 875	350,0%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	23 327	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	6 416	52 202	713,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	3 024	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	3 024	-

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	4 941	3 559	- 28,0%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	10 692	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	4 941	14 251	188,4%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	8 963	-
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	6 586	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	15 549	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	3 611	6 886	90,7%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	6 495	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	3 611	13 381	270,6%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	5 210	4 802	- 7,8%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	12 143	19 852	63,5%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	17 353	24 654	42,1%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	8 106	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	8 106	-

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	0	5 331	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	0	5 331	-

3.4.5 La typologie des contacts clients

Notre Centre de Relation Client répond aux demandes exprimées par téléphone et internet, et traite en temps réel tout type de sujet : information sur la qualité de l'eau, sur la facture, abonnement lors de l'arrivée dans un logement, réclamation, urgence, mensualisation …
Un service spécifique de traitement de courriers permet de répondre à l'ensemble des demandes écrites.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	15 308
Courrier	1 321
Internet	3 486
Réseaux sociaux	15
Chat	0
Visite en agence	2 861
Total	22 991

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 5.**

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	7 820	1
Facturation	1 835	1 383
Règlement/Encaissement	4 682	344
Prestation et travaux	1 211	-
Information	11 616	19
Dépose d'index	1 003	-
Technique eau	1 155	1 072
Total	29 322	2 819

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 6.**

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures du service de l'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent auprès de nos clients pour faciliter l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique des factures, à travers différents supports comme les messages sur facture, les encarts informatifs joints à la facture, les mailings personnalisés…
Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place directement depuis l'espace personnalisé du client ou s'il n'y parvient pas lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle.

Activité de gestion			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	24 469	17 284	-29,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	18 145	18 762	3,4%
Nombre d'abonnés prélevés	4 685	5 184	10,7%
Nombre d'échéanciers	427	884	107,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	33 805	69 375	105,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	2 718	7 399	172,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	720	1 549	115,1%
Nombre total de factures comptabilisées	**37 243**	**78 323**	**110,3%**

3.4.8 La relation clients

Notre objectif commun est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

La relation clients			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Taux de prise d'appel au CRC	80	83,9	4,9%
Satisfaction Post Contact	7,7	8,6	11,3%
Pourcentage de clients satisfaits	76,5	78,4	2,5%
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	-
Nombre de réclamations écrites FP2E	263	537	104,2%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	7,7	15,5	101,8%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service (jour)	1	1	0,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	424	2 263	433,7%
Nombre d'arrivées clients dans la période	760	2 444	221,6%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	55,8	92,6	66,0%

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 7.**

3.4.9 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	75,35	42,1	- 44,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	0	382 746,85	-
Créances irrécouvrables (€)	115,06	6 633,38	5 665,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	0	146 822,7	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	0	3 959 897,87	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	3 959 897,87	11 214 067,48	183,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,06	1 935,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0	3,71	-

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 8.**

3.4.10 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	35	45	28,6%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	5	37	640,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	133,44	4 591,51	3 340,9%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	126,41	4 349,43	3 340,7%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	123,75	3 125,92	2 426,0%
Montant Total HT "solidarité"	126,41	4 349,43	3 340,7%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	- 100,0%

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 9.**

3.4.11 Les dégrèvements

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	41	138	236,6%
Nombres de demandes de dégrèvement	49	311	534,7%
Volumes dégrévés (m³)	26 849	89 385	232,9%

Les dégrèvements			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	3	6	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	7	18	157,1%
Volumes dégrévés (m³)	8 670	2 682	- 69,1%

AUGY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	6	-
Volumes dégrévés (m³)	0	1 422	-

AUXERRE	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	12	34	183,3%
Nombres de demandes de dégrèvement	13	107	723,1%
Volumes dégrévés (m³)	6 871	53 349	676,4%

BLEIGNY-LE-CARREAU	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	2	-
Volumes dégrévés (m³)	0	1 048	-

BRANCHES	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	3	-
Volumes dégrévés (m³)	985	41	- 95,8%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	5	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	9	-
Volumes dégrévés (m³)	21	2 091	9 857,1%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	7	133,3%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	9	200,0%
Volumes dégrévés (m³)	148	1 182	698,6%

CHEVANNES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	0	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	5	25,0%
Volumes dégrévés (m³)	428	0	- 100,0%

CHITRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	1	-
Volumes dégrévés (m³)	0	53	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	3	-
Volumes dégrévés (m³)	0	755	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	3	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	4	-
Volumes dégrévés (m³)	-	01 367	-

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	4	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	11	450,0%
Volumes dégrévés (m³)	166	4 153	2 401,8%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	1	1	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	0	45	-

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	1	-
Volumes dégrévés (m³)	0	224	-

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	11	1 000,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	17	1 600,0%
Volumes dégrévés (m³)	2 569	1 997	- 22,3%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	5	10	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	5	28	460,0%
Volumes dégrévés (m³)	2 069	2 617	26,5%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	0	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	1	- 50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 449	0	- 100,0%

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	10	900,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	13	1 200,0%
Volumes dégrévés (m³)	25	2 580	10 220,0%

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	2	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	2	-
Volumes dégrévés (m³)	0	1 219	-

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	3	-
Nombres de demandes de dégrèvement	1	8	700,0%
Volumes dégrévés (m³)	0	655	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	13	333,3%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	25	733,3%
Volumes dégrévés (m³)	47	1 008	2 044,7%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	4	33,3%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	4	33,3%
Volumes dégrévés (m³)	2 986	1 296	- 56,6%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	4	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	12	500,0%
Volumes dégrévés (m³)	73	2 269	3 008,2%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	5	400,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	10	900,0%
Volumes dégrévés (m³)	342	1 667	387,4%

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	8	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	8	-
Volumes dégrévés (m³)	0	5 452	-

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	2	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	3	-
Volumes dégrévés (m³)	0	213	-

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

- **LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	68,92	67,6	- 1,9%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3768	1,3735	- 0,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	29,44%	29,09%	- 1,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,52903	2,62673	3,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,39713	2,48973	3,9%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

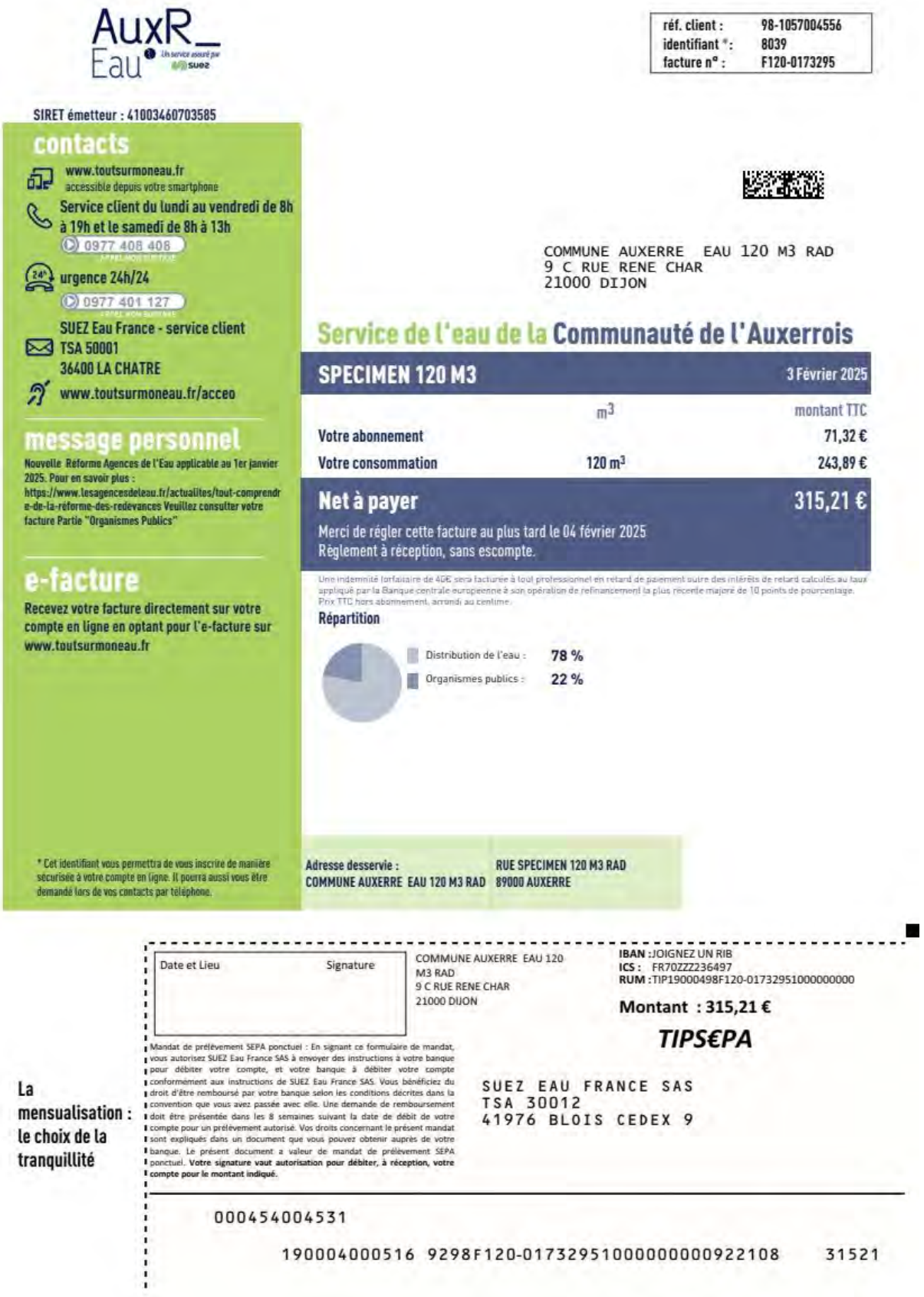
Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	48,92	47,6	- 2,7%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4513	0,439	- 2,7%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	20	20	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,9255	0,9345	1,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Consommation) - Contrat	-	0,46	-
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,38	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance AEP) - Contrat	-	0,017	-
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,066	0,0759	15,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1319	0,137	3,9%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'EAU**

Evolution des révisions de la tarification			
Désignation	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Coefficient d'indexation	1,0873	1,0577	- 2,7%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**



AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client : 98-1057004556
identifiant * : 8039
facture n° : F120-0173295

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-reforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'eau de la Communauté de l'Auxerrois

SPECIMEN 120 M3 — 3 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		71,32 €
Votre consommation	120 m³	243,89 €
Net à payer		**315,21 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 04 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Distribution de l'eau : 78 %
Organismes publics : 22 %

Adresse desservie : RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD 89000 AUXERRE

Date et Lieu — Signature

COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0173295100000000

Montant : 315,21 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000454004531

190004000516 9298F120-0173295100000000922108 31521

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0173295-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU			232,42		245,21
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	23,80	47,60	5,5	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	1	20,00	20,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 15 M3 du 01/01/2025 au 01/01/2026	15 m³	0,1614	2,42	5,5	
T2 de 15 M3 à 120 M3 du 01/01/2025 au 01/01/2026	105 m³	0,4787	50,26	5,5	
Part Communauté de l'Auxerrois				0,0	
T1 de 0 M3 à 15 M3 du 01/01/2025 au 01/01/2026	15 m³	0,1540	2,31	5,5	
T2 de 15 M3 à 120 M3 du 01/01/2025 au 01/01/2026	105 m³	1,0460	109,83	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			66,35		70,00
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Prélèvement sur la ressource en eau (Ag Eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0759	9,11	5,5	
Performance des réseaux d'eau potable (Ag Eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0170	2,04	5,5	
Consommation eau potable (Ag Eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,46	55,20	5,5	
TOTAL HT			298,77		
MONTANT TVA (5.5 %)			16,44		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					315,21
Net à payer					**315,21 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 274 040 euros - SIREN 410 034 907 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 77 410 034 907

TREK598F00F120-0173295000315214N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880WD2002 en indiquant votre référence client (98- 1057004556).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

Comptes de la délégation

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

CA DE L AUXERROIS Eau

Compte annuel de résultat de l'exploitation

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	**4 179 463**	**10 898 425**	**160,8%**
Exploitation du service	2 308 339	4 663 222	
Collectivités et autres organismes publics	1 660 444	5 476 876	
Travaux attribués à titre exclusif	22 252	169 576	
Produits accessoires	188 428	588 751	
CHARGES	**4 710 296**	**12 230 334**	**159,7%**
Personnel	800 193	1 806 587	
Energie électrique	303 494	422 255	
Achats d'eau	0	14 320	
Achats de prestations assainissement	0	0	
Produits de traitement	5 740	21 097	
Analyses	12 894	41 753	
Sous-traitance, matières et fournitures	259 312	627 509	
Impôts locaux et taxes	64 682	195 783	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	354 817	997 658	
• télécommunication, postes et télégestion	20 144	57 109	
• engins et véhicules	61 461	160 441	
• informatique	207 404	524 508	
• assurance	18 102	40 455	
• locaux	29 487	95 601	
Frais de contrôle	0	0	
Ristournes et redevances contractuelles	33 000	66 000	
Contribution des services centraux et recherche	79 781	178 347	
Collectivités et autres organismes publics	1 660 444	5 476 876	
Charges relatives aux renouvellements	0		
• pour garantie de continuité du service	0	0	
• programme contractuel	0	0	
• fonds contractuel	530 181	989 837	
Charges relatives aux investissements	0	0	
• programme contractuel	600 605	1 306 076	
• fonds contractuel	0		
• annuités d'emprunt de la collectivité prises en charge	0		
• investissements incorporels	0		
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	0		
Charges relatives aux investissements du domaine privé	22 954	60 327	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	888	86 487	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-18 687	-60 578	
Résultat avant impôt	**-530 833**	**-1 331 909**	**150,9%**
RESULTAT	**-530 833**	**-1 331 909**	**150,9%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Nous avons constaté une erreur d'imputation comptable concernant la main d'œuvre. Après vérification, cette anomalie sera corrigée et la régularisation effectuée sur l'exercice 2025.

4.1.2 Le détail des produits

CA DE L AUXERROIS Eau

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

Détail des produits

en €uros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**4 179 463**	**10 898 425**	**160,8%**
Exploitation du service	2 308 339	4 663 222	102,0%
• Partie fixe facturée	1 377 706	2 246 961	
• Partie proportionnelle facturée	615 835	2 515 794	
• Cession d'eau facturée	8 314	122 275	
• Variation de la part estimée sur consommations	306 483	-221 808	
Collectivités et autres organismes publics	1 660 444	5 476 876	229,8%
• Part Collectivité	1 272 819	3 976 961	
• Redevance pour la préservation de la ressource en	59 493	231 502	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	328 132	1 268 414	
Travaux attribués à titre exclusif	22 252	169 576	662,1%
• Branchements	22 252	169 576	
Produits accessoires	188 428	588 751	212,5%
• Facturation et recouvrement de la redevance	93 108	175 934	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	0	56 150	
• Autres produits accessoires	95 320	356 666	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURT EAU - SOLDE - 7/2024-9/2024	31/10/2024	1 013 010,01
SURT EAU - SOLDE - 4/2024-6/2024	31/07/2024	770 877,32
SURT EAU - SOLDE - 1/2024-3/2024	30/04/2024	799 066,02
SURT EAU - SOLDE - 10/2023-12/2023	15/02/2024	935 568,86
Total		**3 518 522,21**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".
Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE – OK GGO**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Meteo - AUXERRE-RVT-Trappes accès Cuve 1	3 342,46
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de COULANGES LA VINEUSE-RVT-Chloromètre	1 585,93
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de COULANGES LA VINEUSE-RVT-Débitmètre chlore	589,70
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Meteo - AUXERRE-RVT-Trappes d'accès Cuve 2	3 342,46
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Meteo - AUXERRE-RVT-Trappe d'accès Cuve 3	3 342,46
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Meteo - AUXERRE-RVT-Trappe d'accès cuve de répartition	8 186,02
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - pompe 2	1 669,39
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - pompe 3	869,36
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - pompe 1	1 663,10
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Armoire électrique et câblage	51 000,65
CHITRY-Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry-RVT-Variateur Pompe 2	1 097,17
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Trappe regard réducteur de pression	3 110,30
CHITRY-Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry-RVT-Variateur Pompe 3	969,93
AUXERRE-DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE-RVT-Débitmètre	1 971,62
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-Clapet et bride réductrice 1 (reliquat 2023)	212,13

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-Clapet et bride réductrice 3 (reliquat 2023)	239,00
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-Clapet et brides réductrices 2 (reliquat 2023)	300,47
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-canalisation refoulement 1	4 421,68
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-canalisation refoulement 3	4 421,68
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-RVT-canalisation refoulement 5	4 091,29
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - Pompe 1	3 939,66
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - Pompe 2	3 029,11
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-USINES - PPR 2023 - pompe 3	3 029,11
AUXERRE-Réservoir de CHEVANNES-RVT-Portail (reliquat 2023)	278,92
VILLEFARGEAU-Accélérateur de VILLEFARGEAU-RVT-pompe doseuse javel	145,66
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-télésurveillance	3 162,57
APPOIGNY-DEM SECTO APPOIGNY-RVT-remplacement et déplacement du DEM	2 277,88
AUXERRE-Cptr SECTO STEU APPOIGNY-RVT-Télésurveillance	15 986,63
AUXERRE-Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE-RVT-Pompe 1 relance vers Vaux Haut	956,09
AUXERRE-Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE-RVT-Pompe 2 relance vers Vaux Haut	1 496,26
ST BRIS LE VINEUX-Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Pompe 1	1 851,19
AUXERRE-Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE-RVT-Tuyauterie (Partielle)	3 261,77
VENOY-Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY-RVT-Pompe 1	788,68
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Accessoires pompe 1 (vannes, clapets, brides)	699,20
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Accessoires pompe 2 (vannes, clapets, brides)	617,22
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Accessoires pompe 3 (vannes, clapets, brides)	617,22
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Compteur forage (AESN)	351,91
VALLAN-Réservoir surpresseur de VALLAN-RVT-Pompe doseuse de javel	590,75
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES-RVT-Inverseur de bouteille chlore	1 124,05
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	4 212,35
VILLEFARGEAU-Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU-RVT-Pompe doseuse de Javel (reliquat 2023)	446,86
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Canalisation refoulement P3	3 620,49
VINCELLES-Pompage de VINCELLES-RVT-Compteur prélèvement EB (AESN)	720,04
CHEVANNES-Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES-RVT-Robinet à flotteur cuve 2	656,78
Total	**150 287,20**

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Mise en conformité des conditions d'accès et d'intervention des sites du service (Reliquat 2023)	6 780,69
CHITRY-Réservoir Saint Cyr - Chitry-TN-Reprise des goutières EP	10 520,17
AUXERRE-Pompage Plaine des Isles - AUXERRE (non exploité)-TN-Rénovation bâtiment Plaine des Isles	19 585,71
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-TN-Diagnostics décennaux forages	7 366,96
AUXERRE-Pompage Plaine des Isles - AUXERRE (non exploité)-TN-Diagnostics décennaux forages	5 405,09
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-TN-Capteurs de vibration sur pompes	2 435,12
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-TN-Capteurs de vibration sur pompes	2 406,37
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE-TN-Capteurs de vibration sur pompes	2 245,62
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-TN-Installation d'une rechloration	8 079,82
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-TN- Well Watch Boisseaux et Plaine du Saulce	2 576,25
Multi-communes--TN-Amélioration sécurité sites - Clefs électroniques	30 504,61
ESCOLIVES STE CAMILLE--TN-Eco-diagnostic	21 314,18
MONETEAU--TN-Construction OIBP Boisseaux	20 3521,55
ESCOLIVES STE CAMILLE--TN-Construction OIBP Saulce	741 311,19
Total	**1 064 053,33**

4.3.2 La situation sur les canalisations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les tableaux suivants présentent les renouvellements et réhabilitations de réseau réalisés sur l'année :

Renouvellement accessoires de réseaux	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Sans-commune--RVT-Accessoires hydrauliques	2 264,03
AUXERRE--RVT-Préloc (x165) SePem 210 VHF	31 865,20
AUXERRE--RVT-Vanne 350 - Rue du Moulin du président - Auxerre	66 432,32
Total	**100 561,55**

Renouvellement de canalisations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
VILLEFARGEAU -RVT - Travaux de raccordement d'un lotissement Villefargeau	2 265.06
AUXERRE--RVT-Canalisation Rue de Fleurus Auxerre	10 450.57
MONETEAU –RVT - Dévoiement de Canalisation : Sougères	1 513.14
AUXERRE--RVT-Dévoiement Canalisation - Aire covoiturage Venoy	48 982.56
Total	**63 211.33**

Renouvellement d'accessoires de réseau par catégorie			
Renouvellement d'accessoires	**2023**	**2024**	**Total renouvellement / durée du contrat**
Renouvellement des Vannes : - Moyenne annuelle : 20 - Durée du contrat : 400	11	5	16
Renouvellement des Ventouses / Purges / Vidanges : - Moyenne annuelle : 6 - Durée du contrat : 120	1	0	1
Renouvellement des Régulateurs de pression : - Moyenne annuelle : 3 - Durée du contrat : 60	1	0	1
Renouvellement des Comptages de sectorisation : - Moyenne annuelle : 6 - Durée du contrat : 120	0	0	0
Renouvellement des Prélocalisateurs : - Moyenne annuelle : 26,7 - Durée du contrat : 533	165	0	165
Renouvellement des Détecteurs ouverture PI/BI : - Moyenne annuelle : 1 - Durée du contrat : 20	0	POSE PREVUE EN 2025	0
Renouvellement des Hydrophones - Moyenne annuelle : 0,15 - Durée du contrat : 3	0	0 Pose prévue en 2025	0
Renouvellement des Capteurs Inflomatix - Moyenne annuelle : 1,2 - Durée du contrat : 24	0	Travaux neufs réalisés en 2024. Renouvellement dans les années à venir	0
Renouvellement des Nouveaux capteurs qualité - Moyenne annuelle : 0,85 - Durée du contrat : 17	0	Travaux neufs réalisés à partir de 2026. Renouvellement dans les années futures	0

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués sur les canalisations par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les réseaux	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Multi-communes--TN-Préloc (x217) SEPEM 210 VHF	6 297,21
Multi-communes--TN-InflowSenseFull x24	34 043,41
AUXERRE--TN-Stock de secours Cana 600mm	2 543,48
AUXERRE--TN-Création de 3 zones de régulation de pression	31 763,76
Multi-communes--TN-Interconnexion St Bris, Vincelles, Vincelottes	62 182,54
Multi-communes--TN-Interconnexion entre Res. Chevannes et Res. Vallan	18 931,34
AUXERRE-Regulation E Jean Moulin - AUXERRE-TN-Pose télétransmission secto	1 169,50
APPOIGNY -DEM SECTO AuxR Parc - Appoigny-TN-Amélioration sectorisation pose d'un DEM	4 358,15
AUXERRE--TN-Capteurs de détection ouv/ferm hydrants	12 169,00
APPOIGNY -DEM SECTO Les Bries - Appoigny-TN-Amélioration de la sectorisation - Pose d'un DEM	5 902,89
AUXERRE--TN-Installation de 3 hydrophones cana sensible	3 206,63
Total	**182 567,91**

4.3.3 La situation sur les branchements

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation réalisé sur l'année :

Renouvellement des branchements	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Branchements	220 772,68
Total	**220 772,68**

Nombre de branchements renouvelés dans le cadre de l'objectif contractuel = 165.

4.3.4 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Cette année, nous avons procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	2,4%	26,3%	1002,5%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	**848**	**9356**	**1003,3%**
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	35562	35589	0,1%
20 à 40 mm remplacés (%)	1,5%	21,8%	1315,7%
- 20 à 40 mm remplacés	**21**	**301**	**1333,3%**
- 20 à 40 mm Total	1366	1383	1,2%
> 40 mm remplacés (%)	0,5%	6,2%	1193,8%
- > 40 mm remplacés	**1**	**13**	**1200,0%**
- > 40 mm Total	209	210	0,5%
Age moyen du parc compteur	17,5	12	-31,6%

- **LES COUTS COMPTABILISES**

Les dépenses constatées concernant le plan de renouvellement des compteurs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Coût comptabilisé pour le remplacement et le renouvellement des compteurs	
Désignation	**Dépense constatée ou en cours (€)**
Dépense constatée ou en cours Renouvellement Compteurs	1 204 846,64
Total	**1 204 846,64**

4.3.5 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	511 481,21

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPÉRATIONS RÉALISÉES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	150 287,2
Accessoires de réseaux	100 561,55
Réseaux (Fonds de canalisation)	63 211.33
Branchements	220 772,68
Compteurs	1 204 846,64
Total	**1 739 679.4**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2023**	**2024**
Renouvellement	560 651,27	1 739 679,4

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

NOTA BENE :

La partie "Renouvellement des équipements hydrauliques" est impactée par le renouvellement de la vanne 3D située Rue du Moulin du Président, pour un montant de 66 432€.

EXERCICE : 2024

En €uro			**EAU POTABLE**
Disponibilités du compte			
Solde exercice précédent			-41 166 €
Dotations SUEZ 2024 (actualisées)	K=	1,08730	646 051 €
Total des disponibilités			**604 885 €**
Total des imputations 2024			**1 676 468 €**
Solde du compte au 31/12/2024			**-1 071 583 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

	Item	Dotations	Imputations	Solde
2023	Renouvellement usines	80 249 €	85 236 €	-4 987 €
	Renouvellement branchements	119 777 €	131 827 €	-12 050 €
	Renouvellement équipement hydraulique	111 555 €	69 126 €	42 429 €
	Renouvellement compteurs	129 585 €	196 143 €	-66 558 €
	Solde fonds de renouvellement	**441 166 €**	**482 332 €**	**-41 166 €**
2024	Renouvellement usines	64 429 €	150 287 €	-85 858 €
	Renouvellement branchements	260 467 €	220 773 €	39 694 €
	Renouvellement équipement hydraulique	39 359 €	100 561 €	-61 202 €
	Renouvellement compteurs	281 796 €	1 204 847 €	-923 051 €
	Solde fonds de renouvellement	**646 051 €**	**1 676 468 €**	**-1 030 417 €**

- **LA SITUATION DU FONDS DE CANALISATION**

EXERCICE : 2024

En €uro Disponibilités du compte		EAU POTABLE	
Solde exercice précédent			-3 320 €
Dotations SUEZ 2024 (actualisées)	K=	1,08730	163 095 €
Total des disponibilités			**159 775 €**
Total des imputations 2024			**63 211 €**
Solde du compte au 31/12/2024			**96 564 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

Item	Dotations (montant actualisé)	Imputations B.P.U.	Solde
Exercice 2023	75 000 €	78 320 €	-3 320 €
Exercice 2024	163 095 €	63 211 €	99 884 €

4.5 Bilan « autres fonds »

4.5.1 Fonds de compensation pour la protection de la ressource en eau

(conformément à l'Article 23 « Développement durable » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT
Dotation initiale 2024	01/01/2024	15 000,00 €	-

Total du Fonds au 31/12/2024 **15 000,00 €**

4.5.2 Fonds de SOLIDARITE

(conformément à l'Article 38 « Abonnés en situation de pauvreté - précarité » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT
Dotation initiale 2024	01/01/2024	20 000,00 €	-

TOTAL du Fonds au 31/12/2024 **20 000,00 €**

4.5.3 Fonds d'initiative PCAET

(conformément à l'Article 23 « Développement durable » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT
Année 2023	01/01/2023	0,00 €	-
Année 2024	01/01/2024	0,00 €	-

TOTAL du Fonds au 31/12/2024 **0,00 €**

Votre délégataire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.
SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- **8,9 milliards € de chiffre d'affaires**
- **10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)**

Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.
Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

La raison d'être de SUEZ
Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.

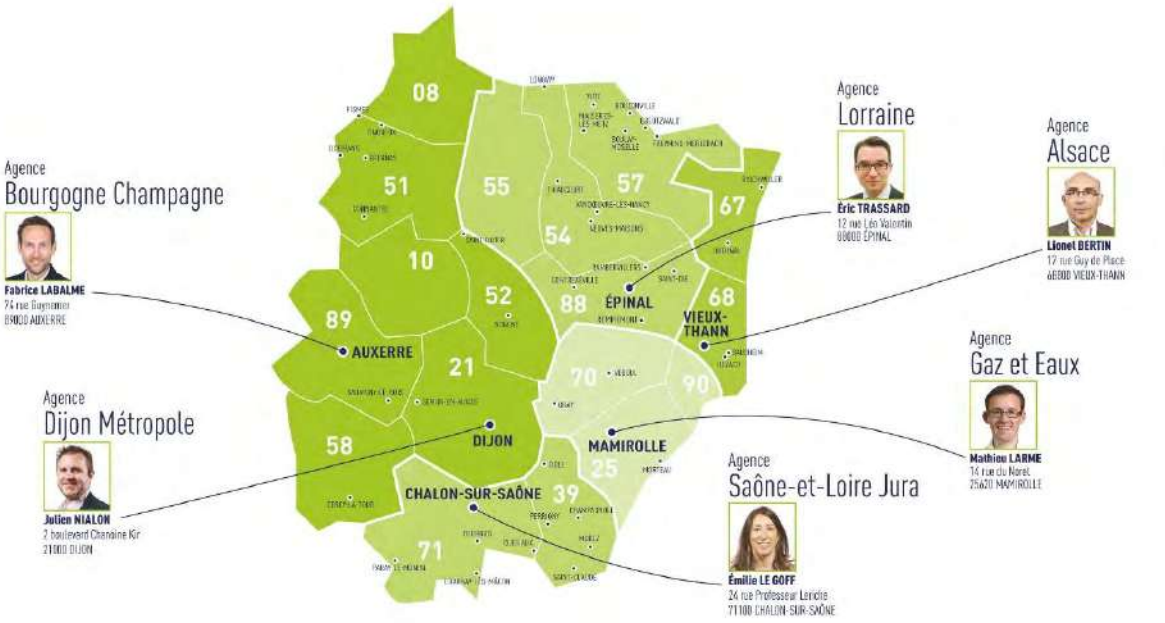
5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

- Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.
- 1090 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.
- Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** sont en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Alsace, Gaz & Eaux, Saône-et-Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.



Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 090
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

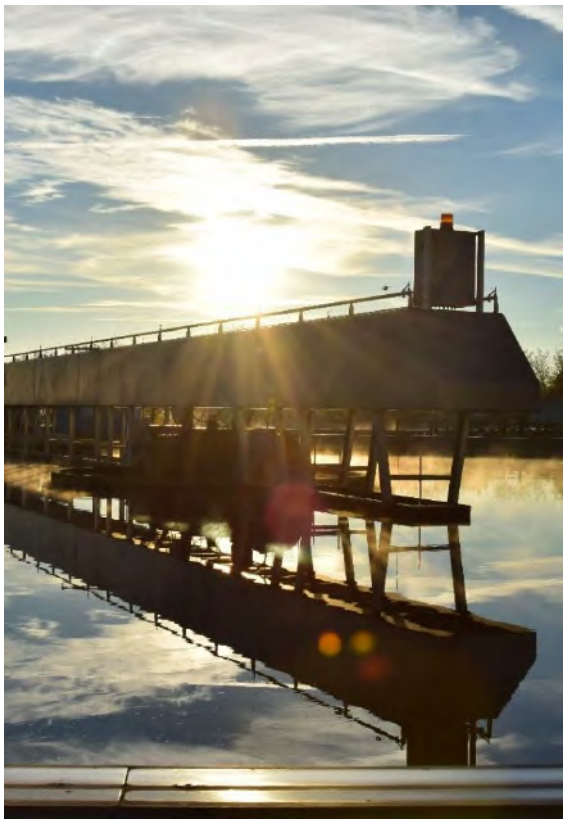
Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
503 050	444 700	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238



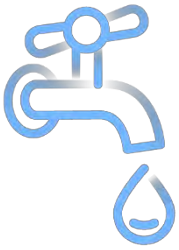
Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- SIVOM de de la Région Mulhousienne (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

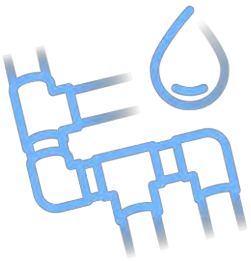
PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource



DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs



COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.

Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.

Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 090** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 100 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.

5.1.2 Nos moyens logistiques

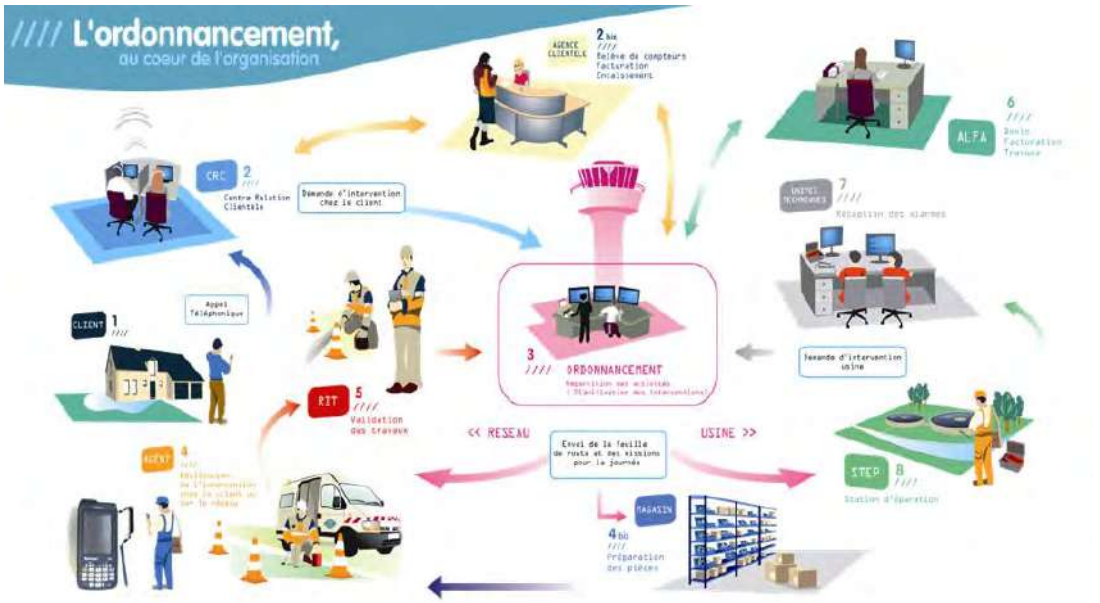
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux avec terrassement et d'exploitations, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système de gestion des interventions. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines, des sous-traitants, des véhicules, des engins et des matériels requis. Il permet :

- D'organiser le travail de nos agents,
- De suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- De répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- D'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et qui leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- Une optimisation des moyens disponibles (Hommes, sous-traitants, engins, matériels, etc…),
- Une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, logistique, etc…),
- Une communication facilitée avec les collectivités.

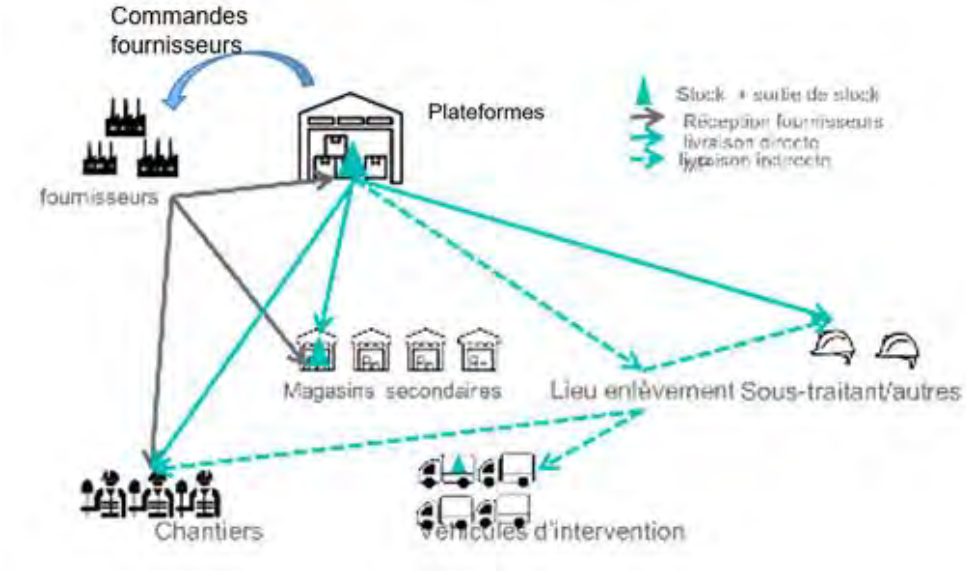


L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes des plateformes logistiques.
Ces 4 plateformes réparties sur le territoire ont industrialisé la supply chain en approvisionnant, stockant, préparant et expédiant les matériels référencés par la Direction des Achats. Un système d'information « LOG'Eau », dédié aux flux logistiques de pièces a été mis en œuvre.
Les expéditions concernent :

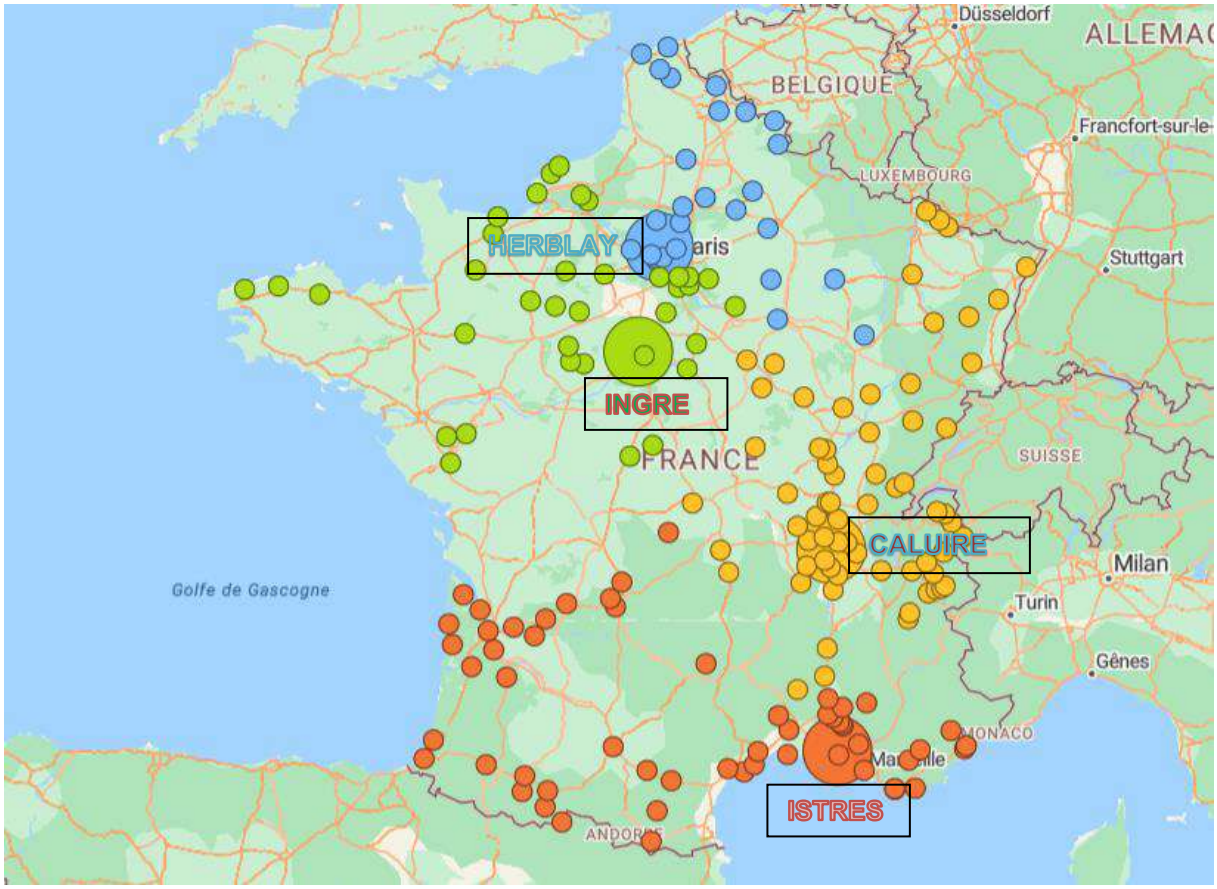
- o D'une part des commandes spécifiques exprimées dans LOG'Eau pour des branchements ou chantiers,
- o D'autre part des réassorts automatiques de dotations de magasin de proximité en région ou de dotations véhicules, basés sur les déclarations de sorties des agents sur leurs tablettes.

Les livraisons planifiées par les plateformes permettent d'approvisionner les commandes en amont de la date de réalisation et de maintenir à niveau les stocks des magasins de proximité au plus près des exploitants, pour répondre aux aléas de chantier.

Les stocks des véhicules permettent la réalisation d'interventions plus rapide, sans retour nécessaire à la base.
Des stocks stratégiques complètent les stocks de proximité en régions permettant d'avoir à disposition permanente les pièces indispensables au maintien du service aux clients.



La carte ci-dessous présentent l'implantation géographique des 4 plateformes logistiques et des magasins de proximité, qui sont au nombre de 200 environ.



5.2 La relation clientèle

5.2.1 Notre système d'information Clientèle

Dans le cadre de son programme de modernisation de la relation avec les clients, SUEZ Eau France a déployé récemment un nouvel outil de gestion de la relation client.

Cet outil nous permet d'améliorer les interactions avec les clients du service et en particulier :

- Le suivi des interactions avec les clients et une qualification fine des demandes et réclamations,
- La centralisation des informations offrant une vision à 360 ° du client, pour un traitement plus complet, rapide et qualitatif des demandes ;
- Le pilotage de l'activité relation client en temps réel et la réalisation de reportings

Ce nouvel outil de gestion clientèle est connecté à tous nos logiciels dont notre outil de facturation client Odyssée.

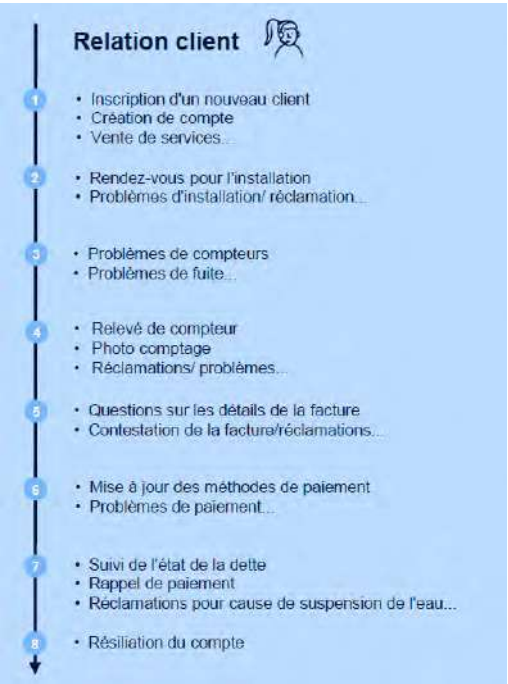
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

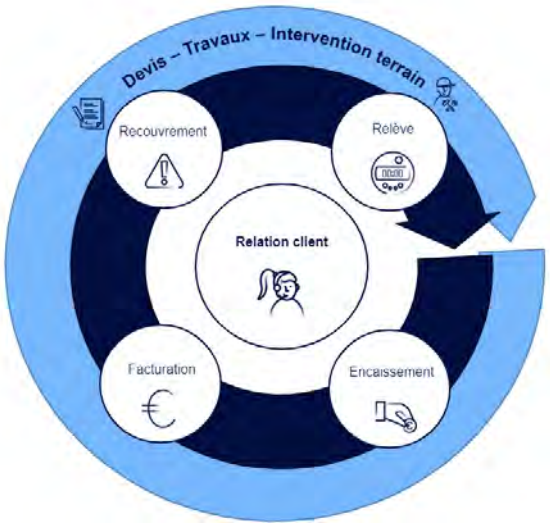
SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés
- des clients multi-équipés et multi-connectés qui imposent leurs canaux de relation digitale

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le consommateur, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :





La satisfaction client est la concentration des efforts de tous les collaborateurs quel que soit leur métier au sein de SUEZ Eau France, organisés autour de 6 missions :

1- **Mesurer et maîtriser les consommations d'eau**
2- **Faciliter la relation avec nos clients**
3- **Optimiser la gestion client**
4- **Accompagner les clients fragiles**
5- **Informer et alerter nos clients**
6- **Ecouter nos clients pour nous améliorer**

5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **LA RELEVE :** UN RELEVE DES COMPTEURS OPTIMISE

- Les releveurs : des équipes dédiées & expérimentées, formées aux règles de sécurité

SUEZ Eau France déploie sur le terrain des équipes d'agents dédiés exclusivement au relevé des compteurs.

Les missions essentielles des agents effectuant le relevé des compteurs, sont :

- la remontée pertinente d'index,
- le diagnostic de dysfonctionnements constatés,
- l'enrichissement de la base de données d'informations de terrain (localisation, situation de danger, plombage du compteur, etc.)
- une réponse adaptée aux questions des clients.

- Planification de la relève : la fréquence de la relève est adaptée aux différents types de clients : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.

- Annonce de la relève aux clients et compte-rendu de relève :

Chaque intervention fait l'objet d'une information en amont (affichage en mairie et l'envoi d'un courrier, mail ou d'un SMS d'informations aux clients avant le passage du releveur) et d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, email, sms).

- Dépose d'index par les clients.

Depuis janvier 2021, SUEZ Eau France diversifie ses moyens de relève en proposant à ses clients d'envoyer une photo de leur compteur. La photo compteur est la dernière méthode d'acquisition des index et de contrôle digital des actifs.
Le principe est simple : l'utilisateur effectue lui-même sa relève en déposant une photo de son compteur avec l'index de consommation via un parcours client dédié dans TSME.

La dépose d'index peut également être effectuée par les clients via le compte en ligne ou le téléphone, par saisie d'index seul sans photo.

Lorsqu' un compteur n'a pas pu être relevé depuis plus de 2 ans une prise de rendez-vous est organisée avec le client pour relever l'index.
Afin d'assurer la justesse et l'exhaustivité des volumes relevés, les actions suivantes sont effectuées au moment de la relève :
- un contrôle de l'évolution de la consommation d'eau du client
- un contrôle du fonctionnement du compteur
- une vérification du joint après compteur
- le plombage
- le calibrage

- **COMPTEUR D'EAU COMMUNICANT : ON'CONNECT**

La télérelève des compteurs permet au client :
- D'être alerté par e-mail, SMS ou courrier en cas de fuite ou de surconsommation
- D'être facturé en fonction des consommations réelles et non estimées, pour plus de transparence.
- De ne plus être dérangé par la relève des compteurs
- De suivre les consommations d'eau en direct sur internet pour faire des économies

- **ACTIONS DE SENSIBILISATION AUX ECONOMIES D'EAU**

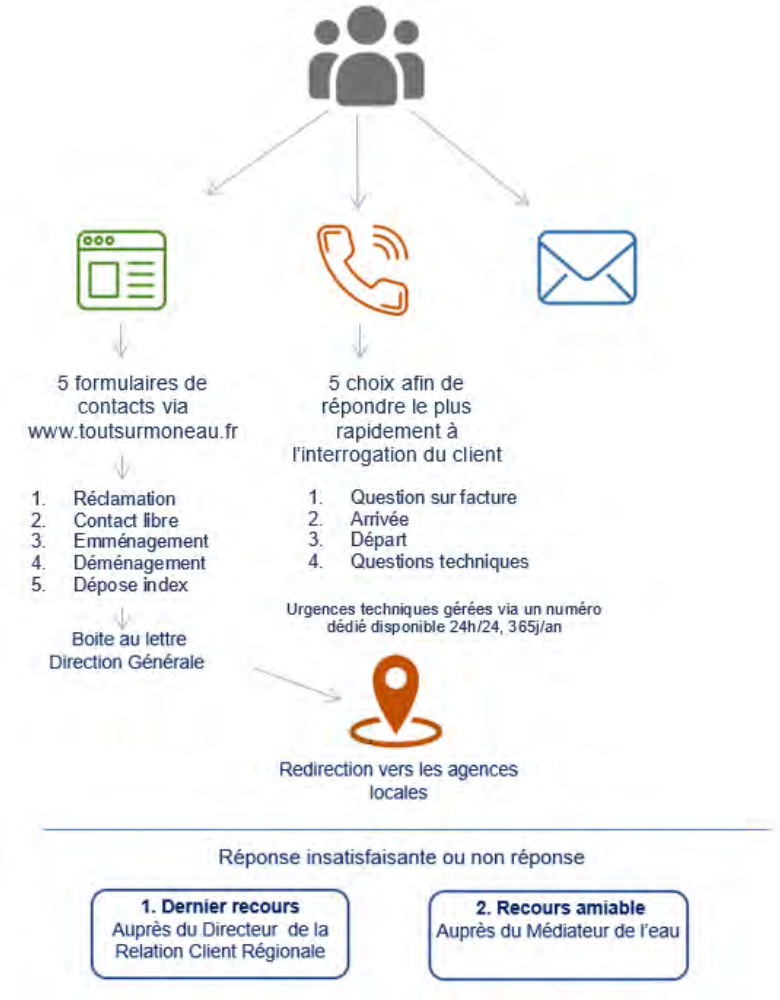
Sur le site internet toutsurmoneau.fr sont présentés les clés pour comprendre sa consommation en fonction des différents usages, la comparer avec celle de foyers similaires et maîtriser son débit et sa consommation d'eau chaude pour faire des économies d'eau et d'énergie.

- **PROMOTION DE l'EAU DU ROBINET**

De nombreuses actions de sensibilisation sont déployées sur les territoires, en partenariat avec les acteurs locaux :
- Dans les écoles auprès des enfants
- Grâce à des ateliers collectifs organisés au sein d'associations
- Avec les bailleurs sociaux auprès des ménages ayant de fortes consommations d'eau
- Mise en place dans certaines régions d'observatoires sur le goût de l'eau impliquant la société dans une démarche participative locale

5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients

- **relation multicanale : téléphone, web, conseiller virtuel, courriers, e-mails, réseaux sociaux**



Zoom sur les contacts téléphoniques :

- Des centres de relation client SUEZ situés en **France**
- **Large amplitude horaire** : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
- Réponse **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV)
- **Suivi et traçabilité du traitement des demandes**

Suivi de tous les canaux de contact du client (historique) permet l'analyse des comportements du client et l'identification des problèmes rencontrés

- **site internet toutsurmoneau.fr et compte en ligne**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les usagers et clients

En 2023, le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli en moyenne 484366 visiteurs uniques par mois soit 74% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

CE QUE PEUT FAIRE UN USAGER, ABONNÉ SUR TSME

UN USAGER
(Sans compte en ligne)

Eau dans ma commune (pour les contrats en DSP que l'on gère)

Contenus Pédagogiques

Simulateur de consommation

Devis estimatif à télécharger pour les branchements neufs

Chatbot Olivier : assistant virtuel

Contact service client : téléphones, adresse et horaire de l'agence la plus proche et formulaire de contact par email.

Souscrire un contrat (parcours automatisé avec création de CEL

UN ABONNE
(Depuis le compte en ligne)

Gestion des contrats, le client peut rattacher et gérer **plusieurs contrats dans son Compte En Ligne.**
Compte en ligne = 1 adresse e-mail

Payer sa facture et suivre ses paiements

Suivre sa consommation

Le CEL présente **2 ans d'historique sur les factures**

Le CEL est disponible **2 ans après la résiliation d'un contrat. On ne peut pas créer de CEL sur un contrat résilié**

Avec un compteur télérelevé :
- **suivi quotidien** des consommations
- **paramétrage des alertes** fuite et surconsommation
- ON connect coach (selon contrat)

A notre initiative
(sans compte en ligne)

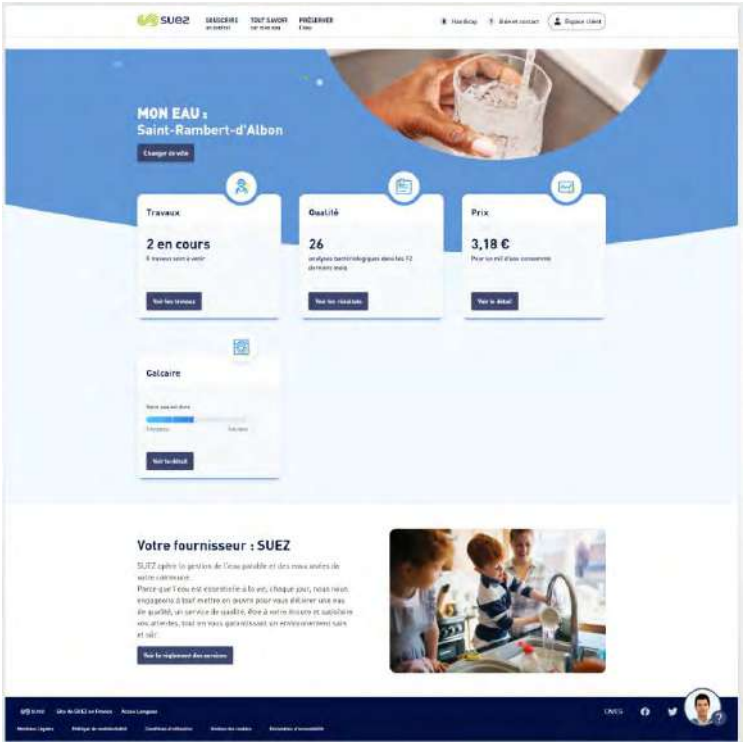
Prise de rdv en ligne : fonctionne à partir d'e-mails et sms spécifiques liés à l'activité terrain concernée. Le client prend directement rdv, modifie ou annule son rdv en ligne depuis le lien présent dans l'e-mail ou le sms qu'il reçoit.

Annonce relève et dépose de la photo-compteur : le client peut nous transmettre son relevé et la photo de son compteur suite à un e-mail ou sms qu'il reçoit en période de relève

Paiement par carte bancaire sans compte en ligne depuis un e-mail ou sms automatique envoyé au client.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau

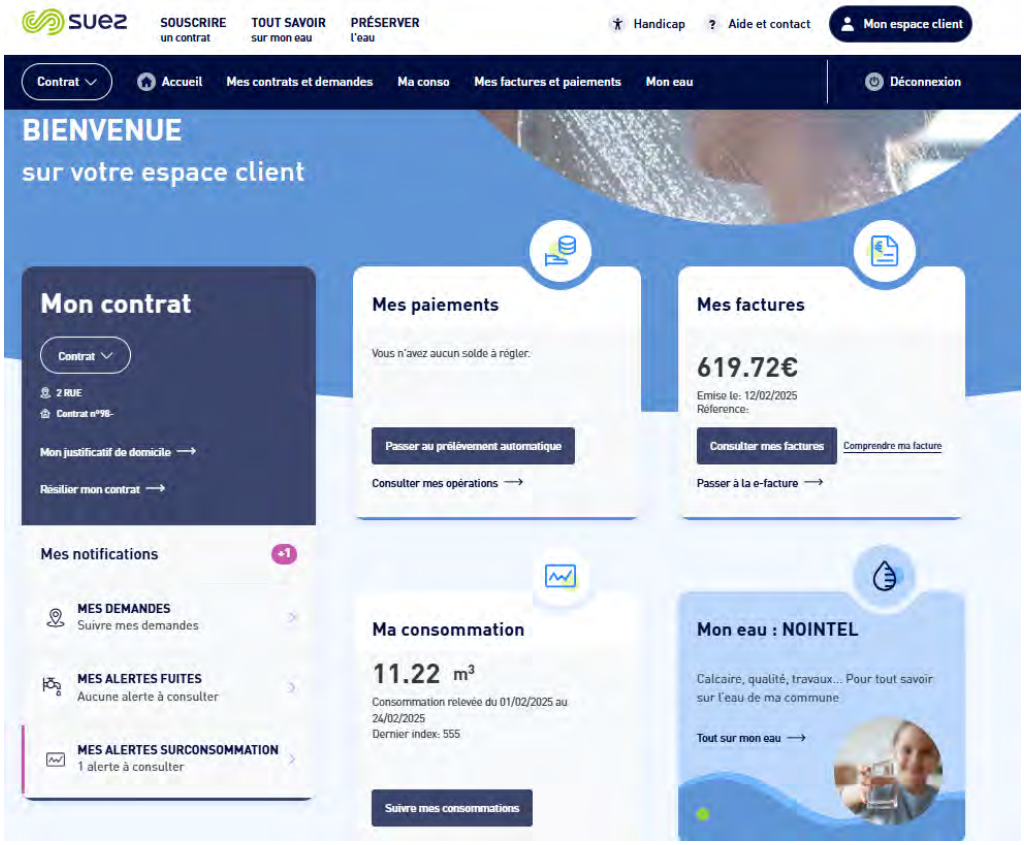


*Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)*

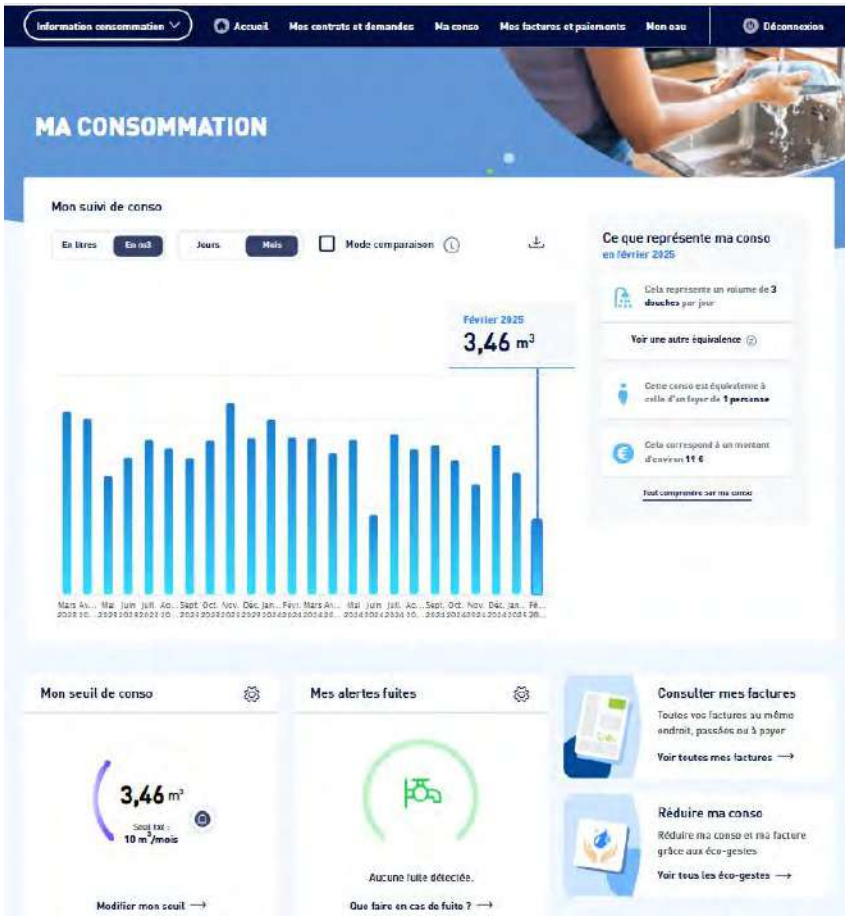
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation, ou encore mieux comprendre leur facture.

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- Une gestion autonome de leur contrat :
- Accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
- Visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
- Visualisation historique des paiements,
- Suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



*Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)*



Le client disposant d'un ***compteur télérelevé*** *peut avoir accès à son* ***historique de consommation journalier ou mensuel*** *directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)*

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
- paiement sécurisé des factures par carte bancaire ou e-tip,
- dépose du relevé de compteur,
- souscription au prélèvement automatique mensuel ou à la facture,
- souscription ou résiliation au service e-facture.
- parcours 100% digital de souscription ou de résiliation
- demande de justificatif de domicile
- télécharger une estimation de devis branchement neuf
- formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des **échanges possibles** avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire de contact en ligne,
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

- **<u>Accueils partagés</u>**

Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous (PIMMS, MSAP, Mairie) et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF, transports en commun, SUEZ…).
La présence de SUEZ dans ces accueils partagés via notre solution de télé présence ou via la formation d'un agent permet aux clients de s'informer sur le service de l'eau et de communiquer avec nos chargés de clientèle pour la prise en charge de leurs demandes.

5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé sur les consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mis en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.6 Accompagner les clients fragiles

SUEZ Eau France souhaite permettre à toutes les personnes, y compris les personnes en situation de fragilité, d'avoir accès à tous les services de l'eau, c'est-à-dire à l'eau en tant que telle mais aussi aux informations et services disponibles. Plusieurs services ont été mis en place :

- **DEMARCHE EAU EQUITABLE** (tarification sociale multicritère, fonds de solidarité supplémentaire, chèque eau)

Le « client fragile » est un client qui rencontre un obstacle (handicap, difficultés financières, exclu du numérique, langue, isolé…) pour accéder aux services et/ou payer sa facture.

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET HANDICAPZERO :**

L'association HandiCaPZéro assure la traduction en braille ou caractères agrandis des factures et des livrets d'accueil des clients SUEZ aveugles ou malvoyants.

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET ACCEO :**

SUEZ permet aux personnes sourdes ou malentendantes d'accéder par téléphone à ses services. ACCEO s'appuie sur une plateforme qui met en relation la personne sourde ou mal entendante avec un interprète ou un transcripteur traduisant la demande en temps réel à l'agent clientèle de SUEZ.

Acceo Langues

Service de Visio interprétation en langues étrangères pour nos clients non francophones (**) destiné uniquement à nos collaborateurs

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET PIMMS MEDIATION :**

Les PIMMS Médiations sont des lieux d'accueil/interfaces de médiation entre les populations et les services publics/entreprises. Ils permettent une médiation sociale en rendant accessibles à tous, les services nécessaires à la vie courante comme l'accès à l'eau. L'objectif est d'être au plus près des clients les plus fragiles en les accompagnant dans leurs démarches et en les orientant vers les bons interlocuteurs.

5.2.7 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso journalière ou mensuelle (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Promotion des services payants via le canal téléphone et web (TSME)**
   a. Gamme de solutions assurance/assistance DolceO

Une gamme de 4 solutions selon le type d'habitation de l'abonné (maison ou appartement) et son statut (propriétaire ou locataire). La gestion de la Relation Client est opérée pour ce service contractuel renouvelable annuellement par notre partenaire Homeserve.

   b. Service de dépannage à domicile Répar&O : dépannage plomberie essentiellement mais aussi gaz, électricité et serrurerie

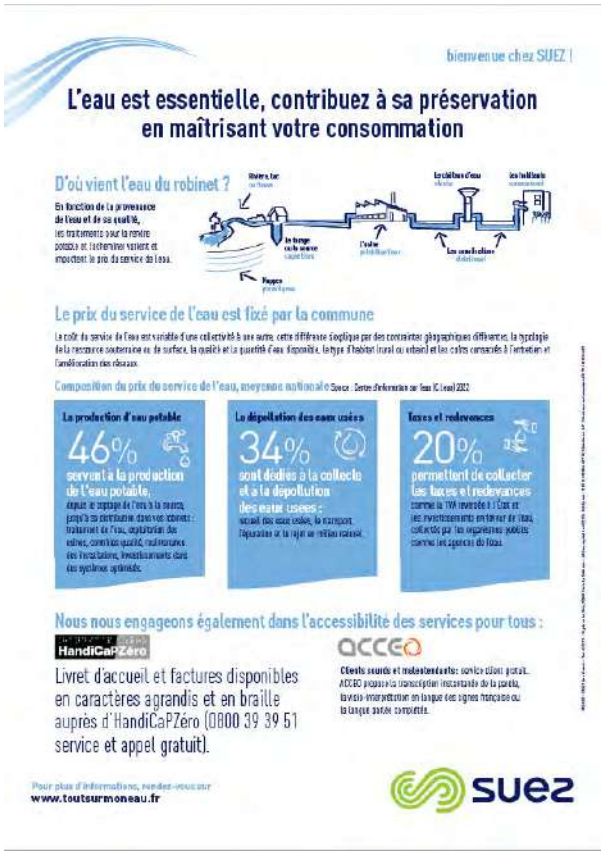
SUEZ a un devoir de conseil pour proposer à ses clients ce type de services. Ces services sont attendus par nos clients de la part de SUEZ (légitimité du fournisseur d'eau à proposer ce type de service), comme le démontre chaque année le baromètre de satisfaction clients particuliers national Ifop annuel. Ces services sont proposés en rebond téléphonique sur appel entrant de nos clients dans l'ensemble de nos plateaux internes et externes.

3) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

4) **Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :**
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions SUEZ concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

5) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

> Un livret d'accueil pour les nouveaux clients (remarque : pour les marques locales il s'agit d'un encart facture R/V personnalisé avec la marque locale et non d'un livret)



Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,
- Un livret comprenant des informations sur les services en ligne (compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et pour instaurer un véritable **dialogue afin d'adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE NATIONAL ET REGIONAL A FROID DE LA SATISFACTION CLIENT**

1 fois/an auprès des clients abonnés
Le baromètre national de satisfaction à froid évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

Un zoom est fait ensuite sur la région

Le fonctionnement du dispositif à froid :

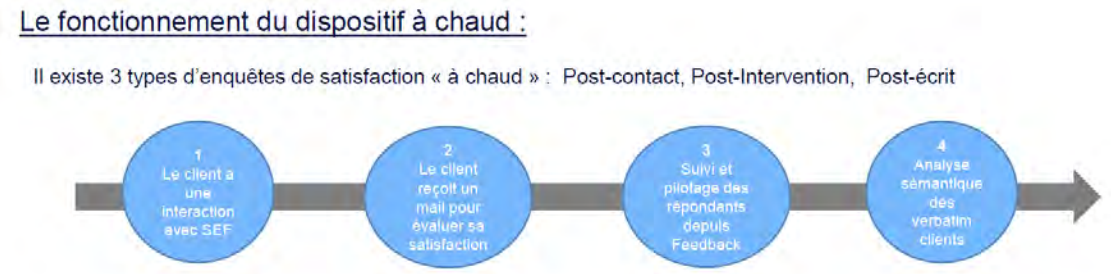
500 000 clients particuliers issus de la base ODYSSEE avec une adresse email valide
Premier filtre sur la base des consentements (exclusion des OptOUT)

Objectifs :
- Analyser la satisfaction et les raisons d'insatisfaction des clients
- Mesurer l'appétence sur les nouveaux services

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- **Enquête post-intervention** afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



- **TEST NOUVEAUX SERVICES AUPRES DE NOS CLIENTS POUR AJUSTEMENT AVANT LANCEMENT**

Avant lancement sur le marché national d'un nouveau service, nous réalisons toujours un test sur une région pour vérifier que le service convient bien aux besoins et fonctionne correctement, l'ajuster si nécessaire avant de le déployer au niveau national.

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

6 | Glossaire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**
  Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).
  L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoire**
  Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**
  Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**
  Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**
  Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.

- **Conduite d'adduction**
  Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.

- **Conduite principale**
  Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Compteur**
  Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**
  Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).

- **Détendeur**
  Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.

- **Disconnecteur**
  Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Émetteur**
  Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**
  ILP = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/longueur du réseau/365 ou 366 jours.
  L'unité est en m3/km/j)

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**
  ILVNC = (volume MED-volume comptabilisé)/longueur du réseau/365 ou 366 jours
  ou (volume MED-volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit")/longueur du réseau/365 ou 366 jours. Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m3/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**
  Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnés**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**
  Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, …).

- **Perte réelle**
  Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**
  Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**
  Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**
  Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**
  Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**
  Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**
  Rendement = (volume consommé autorisé+volume vendu en gros)/(volume produit+volume acheté en gros)
  Ou = (volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)+volume consommateur sans comptage+volume de service réseau+volume vendu en gros)/(volume MED+volume vendu en gros)
  L'unité est en %.
  Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**
  Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**
  Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**
  Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quel soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

V

- **Vanne**
  Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).

- **Vidange**
  Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.

- **Ventouse**
  Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les points hauts du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.

- **Volume comptabilisé - E**
  Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, …), qu'ils soient facturés ou non.

- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage) - F**
  Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).

- **Volume consommé autorisé - H**
  Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.

- **Volume exporté - C**
  Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros, export gratuit (vers contrat LDEF ou non).

- **Volume importé - B**
  Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume livré au réseau (VLAR)**
  Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume prélevé – A'**
  Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.

- **Volume produit - A**
  Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.

- **Volume de service production – A''**
  Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.

- **Volume de service du réseau - G**
  Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).

- **Volume mis en distribution (VMED)**
  Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).
- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**
  Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**
  Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques)x100

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques)x100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).
L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
  - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

- **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.
Formule = (volume consommé autorisé+volume exporté)/(volume produit+volume importé)

- **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume comptabilisé)/365/longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

- **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/365/longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/(volume comptabilisé domestique+volume comptabilisé non domestique) (facultatif)

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau impromptues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.
Formule = nombre d'interruptions de service non programmées/nombre d'abonnésx1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

- **Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur+nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif))/nombre d'abonnésx1000**

Annexes

© SUEZ / Franck Dunouau

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045

Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.
  - La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.
- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé
- Marchés innovants de défense ou de sécurité

- Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.

- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures

Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu

Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.

Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».

Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance

Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.

Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.

Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise
Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311, 2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant

application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :
1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;

3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.
Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :

- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).
En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.
ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)
- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité

- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)
Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales
Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.
Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263
Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244
Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785
Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143
Publics concernés : tout public.
Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.
Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.
Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.
Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.
Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :

a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***

Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation

parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de

l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.
Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :
Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.

II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »*

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.

Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application

Non applicable :

a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable

- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :

Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.
- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.

4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :
a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.
Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :
- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,

o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3
Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :

1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429
Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.
3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.
4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.
5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;

9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés.
Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.
Points clés :

- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.

Application :
- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).
Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :

Symbole
- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention
- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage
- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application
- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368
Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :
- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.

- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.
4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.
Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441
Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :
« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres

d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.
A retenir modification de l'article 5 :

- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;

c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.

Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques.
De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de

la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.
Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.
la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025,

les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940
Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.
Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.

Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.
Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.
Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304
Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.
Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.
Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.
Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288
Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.
Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques
Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203
Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :
- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.
Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.
Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=
La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtylrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=
Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018
Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.
Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
160 rue Henri Champion 72030 LE MANS cedex 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189,** et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre ..... 150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine ..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) ..... 100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation ..... 30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 6 janvier 2025

MMA IARD SA

MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances
IDU REP Eco circulaire FR231780_03XLOT

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Tour CB 21 16, place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2024/FR00039254LI/184878, pour valoir ce que de droit le 16/12/2024.

XL Insurance

ADVANCED SEAL ELECTRONIC

7.4 Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
APPOIGNY	**2023**	**2024**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	6
Equipements de mesure de type compteur	3	3
Régulateurs débit	1	1
Vannes	251	258
Vidanges, purges, ventouses	78	83

AUGY	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Vannes	68	71
Vidanges, purges, ventouses	14	15

AUXERRE	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	35	35
Détendeurs / Stabilisateurs	16	16
Equipements de mesure de type compteur	2	2
Equipements de mesure de type pression	3	3
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	211	593
Régulateurs débit	7	7
Vannes	1 756	1 764
Vidanges, purges, ventouses	335	344

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	3	3
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	42	42
Vidanges, purges, ventouses	13	13

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
BRANCHES	**2023**	**2024**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Vannes	23	24
Vidanges, purges, ventouses	12	13

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024
Vannes	92	93
Vidanges, purges, ventouses	46	46

CHARBUY	2023	2024
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1
Equipements de mesure de type compteur	4	4
Vannes	119	120
Vidanges, purges, ventouses	53	53

CHEVANNES	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4
Détendeurs / Stabilisateurs	7	7
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Régulateurs débit	2	2
Vannes	139	139
Vidanges, purges, ventouses	48	48

CHITRY	2023	2024
Détendeurs / Stabilisateurs	-	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	42	41
Vidanges, purges, ventouses	24	23

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
COULANGES-LA-VINEUSE	**2023**	**2024**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Régulateurs débit	1	1
Vannes	84	84
Vidanges, purges, ventouses	8	8

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	10	10
Détendeurs / Stabilisateurs	4	4
Equipements de mesure de type compteur	2	2
Vannes	86	86
Vidanges, purges, ventouses	15	15

FLEURY-LA-VALLÉE	2023	2024
Vidanges, purges, ventouses	1	1

GURGY	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2
Détendeurs / Stabilisateurs	-	3
Equipements de mesure de type compteur	2	2
Vannes	106	112
Vidanges, purges, ventouses	76	76

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Equipements de mesure de type compteur	2	2
Vannes	31	31
Vidanges, purges, ventouses	7	7

IRANCY	2023	2024
Vannes	31	31
Vidanges, purges, ventouses	9	9

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
JUSSY	**2023**	**2024**
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	36	36
Vidanges, purges, ventouses	7	7

LINDRY	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2
Vannes	88	88
Vidanges, purges, ventouses	58	58

MONÉTEAU	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4
Equipements de mesure de type compteur	4	4
Régulateurs débit	2	2
Vannes	286	288
Vidanges, purges, ventouses	120	120

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Détendeurs / Stabilisateurs	1	2
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	57	59
Vidanges, purges, ventouses	31	31

PERRIGNY	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	5	5
Détendeurs / Stabilisateurs	2	2
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	94	99
Vidanges, purges, ventouses	22	22

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
QUENNE	**2023**	**2024**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2
Vannes	37	37
Vidanges, purges, ventouses	19	19

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2
Détendeurs / Stabilisateurs	2	2
Régulateurs débit	1	1
Vannes	107	110
Vidanges, purges, ventouses	19	19

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7
Equipements de mesure de type compteur	2	2
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	4	4
Régulateurs débit	1	1
Vannes	266	266
Vidanges, purges, ventouses	71	71

VALLAN	2023	2024
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Régulateurs débit	1	1
Vannes	60	61
Vidanges, purges, ventouses	16	17

VENOY	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	6	6
Détendeurs / Stabilisateurs	7	7
Vannes	163	163
Vidanges, purges, ventouses	84	84

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
VILLEFARGEAU	**2023**	**2024**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	5	5
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1
Régulateurs débit	2	2
Vannes	95	95
Vidanges, purges, ventouses	44	42

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024
Vannes	18	18
Vidanges, purges, ventouses	14	14

VINCELLES	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	71	79
Vidanges, purges, ventouses	31	29

VINCELOTTES	2023	2024
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1
Vannes	31	31
Vidanges, purges, ventouses	10	10

7.5 Typologie des contacts clients par commune

Typologie des contacts	
APPOIGNY	**Nombre de contacts**
Téléphone	814
Courrier	93
Internet	183
Visite en agence	99
Total	1 189

AUGY	Nombre de contacts
Téléphone	199
Courrier	18
Internet	41
Visite en agence	55
Total	313

AUXERRE	Nombre de contacts
Téléphone	8 003
Courrier	720
Internet	1 787
Réseaux sociaux	14
Visite en agence	1 596
Total	12 120

BLEIGNY-LE-CARREAU	Nombre de contacts
Téléphone	62
Courrier	5
Internet	12
Visite en agence	13
Total	92

BRANCHES	Nombre de contacts
Téléphone	90
Courrier	10
Internet	17
Visite en agence	8
Total	125

CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de contacts
Téléphone	271
Courrier	20
Internet	82
Visite en agence	59
Total	432

CHARBUY	Nombre de contacts
Téléphone	374
Courrier	27
Internet	109
Visite en agence	67
Total	577

CHEVANNES	Nombre de contacts
Téléphone	325
Courrier	19
Internet	112
Visite en agence	82
Total	538

CHITRY	Nombre de contacts
Téléphone	152
Courrier	20
Internet	27
Visite en agence	14
Total	213

COULANGES-LA-VINEUSE	Nombre de contacts
Téléphone	124
Courrier	16
Internet	33
Visite en agence	20
Total	193

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de contacts
Téléphone	158
Courrier	29
Internet	36
Visite en agence	25
Total	248

GURGY	Nombre de contacts
Téléphone	415
Courrier	21
Internet	100
Réseaux sociaux	1
Visite en agence	38
Total	575

GY-L'ÉVÊQUE	Nombre de contacts
Téléphone	86
Courrier	17
Internet	14
Visite en agence	8
Total	125

IRANCY	Nombre de contacts
Téléphone	79
Courrier	9
Internet	20
Visite en agence	12
Total	120

JUSSY	Nombre de contacts
Téléphone	75
Courrier	13
Internet	13
Visite en agence	11
Total	112

LINDRY	Nombre de contacts
Téléphone	279
Courrier	24
Internet	59
Visite en agence	42
Total	404

MONÉTEAU	Nombre de contacts
Téléphone	989
Courrier	71
Internet	226
Visite en agence	179
Total	1 465

MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de contacts
Téléphone	55
Courrier	12
Internet	27
Visite en agence	17
Total	111

PERRIGNY	Nombre de contacts
Téléphone	271
Courrier	16
Internet	90
Visite en agence	53
Total	430

QUENNE	Nombre de contacts
Téléphone	83
Courrier	12
Internet	20
Visite en agence	11
Total	126

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de contacts
Téléphone	239
Courrier	19
Internet	55
Visite en agence	39
Total	352

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Nombre de contacts
Téléphone	1 012
Courrier	48
Internet	161
Visite en agence	188
Total	1 409

VALLAN	Nombre de contacts
Téléphone	133
Courrier	9
Internet	27
Visite en agence	25
Total	194

VENOY	Nombre de contacts
Téléphone	311
Courrier	17
Internet	100
Visite en agence	73
Total	501

VILLEFARGEAU	Nombre de contacts
Téléphone	277
Courrier	14
Internet	50
Visite en agence	74
Total	415

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de contacts
Téléphone	41
Courrier	3
Internet	10
Visite en agence	10
Total	64

VINCELLES	Nombre de contacts
Téléphone	300
Courrier	35
Internet	47
Visite en agence	37
Total	419

VINCELOTTES	Nombre de contacts
Téléphone	91
Courrier	4
Internet	28
Visite en agence	6
Total	129

7.6 Principaux motifs de dossiers clients par commune

Principaux motifs de dossiers clients		
APPOIGNY	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	304	-
Facturation	82	60
Règlement/Encaissement	193	15
Prestation et travaux	97	-
Information	690	-
Dépose d'index	34	-
Technique eau	81	75
Total	1 481	150

AUGY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	89	-
Facturation	19	14
Règlement/Encaissement	55	5
Prestation et travaux	13	-
Information	168	-
Dépose d'index	27	-
Technique eau	12	12
Total	383	31

AUXERRE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	5 000	1
Facturation	787	596
Règlement/Encaissement	2 676	164
Prestation et travaux	647	-
Information	5 891	9
Dépose d'index	509	-
Technique eau	479	426
Total	15 989	1 196

BLEIGNY-LE-CARREAU	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	22	-
Facturation	14	11
Règlement/Encaissement	12	-
Prestation et travaux	6	-
Information	57	-
Dépose d'index	5	-
Technique eau	2	2
Total	118	13

BRANCHES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	46	-
Facturation	14	11
Règlement/Encaissement	22	4
Prestation et travaux	8	-
Information	69	1
Dépose d'index	8	-
Technique eau	6	6
Total	173	22

CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	134	-
Facturation	55	39
Règlement/Encaissement	83	4
Prestation et travaux	32	-
Information	205	-
Dépose d'index	38	-
Technique eau	9	9
Total	556	52

CHARBUY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	137	-
Facturation	69	57
Règlement/Encaissement	117	13
Prestation et travaux	26	-
Information	301	1
Dépose d'index	12	-
Technique eau	47	46
Total	709	117

CHEVANNES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	172	-
Facturation	56	46
Règlement/Encaissement	103	6
Prestation et travaux	4	-
Information	262	-
Dépose d'index	57	-
Technique eau	14	14
Total	668	66

CHITRY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	42	-
Facturation	9	7
Règlement/Encaissement	103	10
Prestation et travaux	14	-
Information	100	-
Dépose d'index	25	-
Technique eau	3	3
Total	296	20

COULANGES-LA-VINEUSE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	60	-
Facturation	21	16
Règlement/Encaissement	46	5
Prestation et travaux	9	-
Information	89	-
Dépose d'index	11	-
Technique eau	10	8
Total	246	29

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	41	-
Facturation	17	14
Règlement/Encaissement	64	5
Prestation et travaux	13	-
Information	135	-
Dépose d'index	16	-
Technique eau	11	10
Total	297	29

GURGY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	148	-
Facturation	38	26
Règlement/Encaissement	105	10
Prestation et travaux	16	-
Information	331	1
Dépose d'index	13	-
Technique eau	47	47
Total	698	84

GY-L'ÉVÊQUE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	49	-
Facturation	19	13
Règlement/Encaissement	17	1
Prestation et travaux	5	-
Information	56	-
Dépose d'index	10	-
Technique eau	11	11
Total	167	25

IRANCY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	46	-
Facturation	11	9
Règlement/Encaissement	23	7
Prestation et travaux	10	-
Information	62	-
Dépose d'index	8	-
Total	160	16

JUSSY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	32	-
Facturation	6	6
Règlement/Encaissement	31	2
Prestation et travaux	8	-
Information	51	-
Dépose d'index	10	-
Technique eau	3	3
Total	141	11

LINDRY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	106	-
Facturation	44	27
Règlement/Encaissement	78	7
Prestation et travaux	21	-
Information	231	-
Dépose d'index	6	-
Technique eau	23	23
Total	509	57

MONÉTEAU	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	386	-
Facturation	119	84
Règlement/Encaissement	273	25
Prestation et travaux	76	-
Information	763	1
Dépose d'index	52	-
Technique eau	115	111
Total	1 784	221

MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	43	-
Facturation	13	12
Règlement/Encaissement	21	-
Prestation et travaux	5	-
Information	45	-
Dépose d'index	6	-
Technique eau	3	3
Total	136	15

PERRIGNY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	90	-
Facturation	55	38
Règlement/Encaissement	66	11
Prestation et travaux	26	-
Information	213	1
Dépose d'index	12	-
Technique eau	40	39
Total	502	89

QUENNE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	41	-
Facturation	6	4
Règlement/Encaissement	21	1
Prestation et travaux	11	-
Information	56	-
Dépose d'index	7	-
Technique eau	4	3
Total	146	8

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	93	-
Facturation	46	36
Règlement/Encaissement	48	3
Prestation et travaux	15	-
Information	180	1
Dépose d'index	30	-
Technique eau	19	18
Total	431	58

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	300	-
Facturation	101	74
Règlement/Encaissement	205	19
Prestation et travaux	65	-
Information	769	2
Dépose d'index	44	-
Technique eau	125	118
Total	1 609	213

VALLAN	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	61	-
Facturation	13	9
Règlement/Encaissement	52	5
Prestation et travaux	13	-
Information	91	-
Dépose d'index	8	-
Technique eau	5	5
Total	243	19

VENOY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	130	-
Facturation	83	62
Règlement/Encaissement	88	6
Prestation et travaux	23	-
Information	254	1
Dépose d'index	32	-
Technique eau	28	25
Total	638	94

VILLEFARGEAU	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	76	-
Facturation	45	32
Règlement/Encaissement	64	5
Prestation et travaux	11	-
Information	237	-
Dépose d'index	8	-
Technique eau	36	35
Total	477	72

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	26	-
Facturation	1	1
Règlement/Encaissement	19	-
Prestation et travaux	5	-
Information	34	-
Dépose d'index	3	-
Technique eau	3	3
Total	91	4

VINCELLES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	108	-
Facturation	67	57
Règlement/Encaissement	81	9
Prestation et travaux	27	-
Information	206	-
Dépose d'index	8	-
Technique eau	18	16
Total	515	82

VINCELOTTES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	38	-
Facturation	25	22
Règlement/Encaissement	16	2
Prestation et travaux	5	-
Information	70	1
Dépose d'index	4	-
Technique eau	1	1
Total	159	26

7.7 La relation clients par commune

La relation clients			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de réclamations écrites FP2E	19	32	68,4%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11	18,6	67,9%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	17	71	317,6%
Nombre d'arrivées clients dans la période	26	76	192,3%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	65,4	93,4	42,9%

AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	5	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	9,6	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	7	19	171,4%
Nombre d'arrivées clients dans la période	12	21	75,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	58,3	90,5	55,1%

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	116	236	103,4%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	6,7	13,3	99,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	304	1 587	422,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	531	1 728	225,4%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	57,3	91,8	60,4%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	3	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	19,1	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	1	1	0,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	1	1	0,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	100	100	0,0%

BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	2	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	9,5	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	1	8	700,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	2	8	300,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	50	100	100,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	5	14	180,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	6	16,8	178,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	9	34	277,8%
Nombre d'arrivées clients dans la période	16	37	131,3%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	56,3	91,9	63,4%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	11	26	136,4%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	12	28,2	134,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	5	30	500,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	9	33	266,7%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	55,6	90,9	63,6%

CHEVANNES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	8	19	137,5%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	7,4	17,4	136,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	6	46	666,7%
Nombre d'arrivées clients dans la période	12	50	316,7%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	50	92	84,0%

CHITRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	1	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	4,3	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	0	8	-
Nombre d'arrivées clients dans la période	0	8	-
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	-	100	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	5	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	11,2	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	2	16	700,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	6	16	166,7%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	33,3	100	200,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	3	- 25,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,2	8,4	- 25,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	3	9	200,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	4	9	125,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	75	100	33,3%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	7	11	57,1%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	8,5	13,2	55,1%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	6	38	533,3%
Nombre d'arrivées clients dans la période	10	39	290,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	60	97,4	62,4%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	1	9	800,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4,1	37,3	807,5%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	0	8	-
Nombre d'arrivées clients dans la période	2	8	300,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	0	100	-

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	1	4	300,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4	15,9	298,4%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	1	16	1 500,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	1	17	1 600,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	100	94,1	- 5,9%

JUSSY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	1	1	0,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4,6	4,6	0,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	0	7	-
Nombre d'arrivées clients dans la période	2	8	300,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	0	87,5	-

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	10	11,1%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,6	16	9,5%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	3	26	766,7%
Nombre d'arrivées clients dans la période	8	28	250,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	37,5	92,9	147,6%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	22	36	63,6%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	10	16,2	61,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	14	107	664,3%
Nombre d'arrivées clients dans la période	36	112	211,1%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	38,9	95,5	145,7%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	2	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	6,5	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	2	7	250,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	3	7	133,3%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	66,7	100	50,0%

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	18	100,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,5	28,6	97,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	2	17	750,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	3	18	500,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	66,7	94,4	41,7%

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	2	- 50,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	16,6	8,3	- 49,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	1	9	800,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	2	9	350,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	50	100	100,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	14	55,6%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,4	22,2	54,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	5	21	320,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	9	22	144,4%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	55,6	95,5	71,8%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	18	29	61,1%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,4	18,2	60,4%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	15	71	373,3%
Nombre d'arrivées clients dans la période	21	77	266,7%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	71,4	92,2	29,1%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	1	2	100,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	2,6	5,1	95,9%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	3	23	666,7%
Nombre d'arrivées clients dans la période	10	23	130,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	30	100	233,3%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	15	18	20,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	17,7	21,1	19,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	5	26	420,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	10	27	170,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	50	96,3	92,6%

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	3	13	333,3%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	6	26,3	336,8%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	5	16	220,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	12	17	41,7%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	41,7	94,1	125,9%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	1	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	7,2	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	3	7	133,3%
Nombre d'arrivées clients dans la période	3	7	133,3%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	100	100	0,0%

7.8 L’encaissement et le recouvrement par commune

L'encaissement et le recouvrement			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	49,91	43,68	- 12,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	36 394,16	-
Créances irrécouvrables (€)	17,15	40,11	133,9%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	8 015,21	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	204 831,19	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	204 831,19	593 476,66	189,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,01	- 19,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	3,91	-

AUGY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	162	47,53	- 70,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	288,44	-
Créances irrécouvrables (€)	-	1,73	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	227,91	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	69 036,67	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	69 036,67	127 984,91	85,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	0,33	-

AUXERRE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	73,15	50,73	- 30,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	241 325,78	-
Créances irrécouvrables (€)	44,1	5 021,24	11 286,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	94 362,14	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	2 388 531,72	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	2 388 531,72	6 303 704,34	163,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,08	4 214,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	3,95	-

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	213,03	27,35	- 87,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	832,69	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	192,94	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	13 739,13	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	13 739,13	65 879,38	379,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,4	-

BRANCHES	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	25,04	13,62	- 45,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	534,59	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	203,9	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	21 491,77	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	21 491,77	55 106,47	156,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	0,95	-

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	31,15	22,95	- 26,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	4 695,09	-
Créances irrécouvrables (€)	-	237,72	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 342,12	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	45 588,87	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	45 588,87	218 546,89	379,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,11	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,94	-

CHARBUY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	25,14	29,86	18,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	3 635,17	-
Créances irrécouvrables (€)	-	26,64	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 299,79	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	79 791,07	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	79 791,07	240 463,21	201,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,01	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,63	-

CHEVANNES	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	40,56	15,11	- 62,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	5 780,36	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	2 523,19	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	56 415,78	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	56 415,78	263 245	366,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	4,47	-

CHITRY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	-	34,47	-
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	3 180	-
Créances irrécouvrables (€)	-	5,3	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	0	77 329,54	-
Taux de créances irrécouvrables (%)	-	0,01	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	-	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	226,36	80,24	- 64,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 867,95	-
Créances irrécouvrables (€)	-	89,28	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 252,49	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	62 851,3	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	62 851,3	123 859,69	97,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,07	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,99	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	168,94	35,49	- 79,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 488,42	-
Créances irrécouvrables (€)	-	233,21	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 110,06	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	45 152,17	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	45 152,17	79 913,08	77,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,29	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,46	-

GURGY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	74,81	25,96	- 65,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	19 534,54	-
Créances irrécouvrables (€)	-	37,12	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	14 772,91	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	82 435,21	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	82 435,21	203 457,31	146,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,02	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	17,92	-

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	165,86	65,22	- 60,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	652,39	-
Créances irrécouvrables (€)	-	6,88	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	499,8	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	27 598,43	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	27 598,43	51 227,15	85,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,01	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,81	-

IRANCY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	205,12	48,97	- 76,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	595,71	-
Créances irrécouvrables (€)	-	1,96	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	453,98	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	27 654,59	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	27 654,59	46 466,19	68,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,64	-

JUSSY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	174,23	46,66	- 73,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	658,92	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	503,8	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	25 462,52	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	25 462,52	44 223,2	73,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,98	-

LINDRY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	54,76	14,65	- 73,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	3 474,65	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	977,95	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	55 165,71	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	55 165,71	154 439,45	180,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,77	-

MONÉTEAU	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	34,22	31,96	- 6,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	31 678,75	-
Créances irrécouvrables (€)	53,81	167,03	210,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	9 178,78	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	253 477,38	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	253 477,38	757 283,51	198,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0,02	3,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	3,62	-

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	23,68	5,99	- 74,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 275,59	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	815,24	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	23 957,74	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	23 957,74	87 366,5	264,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	3,4	-

PERRIGNY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	21,66	8,66	- 60,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	2 453,21	-
Créances irrécouvrables (€)	-	456,46	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 137,36	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	50 785,66	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	50 785,66	204 155,37	302,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,22	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,24	-

QUENNE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	11,14	7,5	- 32,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	715,55	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	222,82	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	13 898,63	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	13 898,63	52 320,58	276,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,6	-

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	57,44	57,16	- 0,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	3 714,99	-
Créances irrécouvrables (€)	-	117,45	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 041,31	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	50 274,42	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	50 274,42	216 789,73	331,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,05	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,07	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	19,01	21,6	13,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	6 428,11	-
Créances irrécouvrables (€)	-	175,62	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 823	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	83 186,24	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	83 186,24	474 651,95	470,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,04	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,19	-

VALLAN	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	30,79	17,82	- 42,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 582,75	-
Créances irrécouvrables (€)	-	5,54	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	743,1	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	19 001,84	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	19 001,84	86 408,53	354,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,01	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	3,91	-

VENOY	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	86,74	6,37	- 92,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	2 927,33	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 609,66	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	126 850,99	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	126 850,99	299 161,4	135,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,27	-

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	23,19	44,28	91,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	3 587,65	-
Créances irrécouvrables (€)	-	0,19	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	508,29	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	22 311,26	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	22 311,26	162 309,37	627,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,28	-

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	8,21	0,97	- 88,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	0	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	0	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	10 150,91	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	10 150,91	36 685,35	261,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	0	-

VINCELLES	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	206,33	44,44	- 78,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	2 398,14	-
Créances irrécouvrables (€)	-	9,9	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	1 635,55	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	73 236,34	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	73 236,34	136 214,58	86,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,01	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,23	-

VINCELOTTES	2023	2024	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	188,32	90,47	- 52,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 045,92	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	369,4	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	27 020,33	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	27 020,33	51 398,14	90,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,37	-

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	14	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	26,8	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	4	26	550,0%
Nombre d'arrivées clients dans la période	8	27	237,5%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	50	96,3	92,6%

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	7	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	31	-
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	0	9	-
Nombre d'arrivées clients dans la période	1	11	1 000,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	0	81,8	-

7.9 Le fonds de solidarité par commune

Le fonds de solidarité			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	2	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	-
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	72,02	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	68,26	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	56,48	-
Montant Total HT "solidarité"	0	68,26	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	27	39	44,4%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	4	32	700,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	97,83	4 059,18	4 049,2%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	92,66	3 844,87	4 049,4%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	90	2 745,24	2 950,3%
Montant Total HT "solidarité"	92,66	3 844,87	4 049,4%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	1	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	63,24	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	59,94	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	51,96	-
Montant Total HT "solidarité"	0	59,94	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	-
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	38,31	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	36,31	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	30,99	-
Montant Total HT "solidarité"	0	36,31	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	3	200,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	2	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	358,76	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	340,05	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	241,25	-
Montant Total HT "solidarité"	0	340,05	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	35,61	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	33,75	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	33,75	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	33,75	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	-

4146/5492

© SUEZ / Franck Dunouau

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-167
OBJET : Aide agricole en soutien de pratiques culturales excluant les produits phytosanitaires de synthèse dans les parcelles cultivées à proximité immédiate des captages.

Rapporteur : Michaël TATON

Depuis sa création en 1998, la Communauté de l'Auxerrois a soutenu l'association pour la qualité de l'eau potable.

Certaines actions ont été financées grâce aux seules aides de la Communauté.
Parmi celles-ci, on trouve le versement d'une subvention aux agriculteurs exploitant à proximité immédiate des captages des boisseaux, de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles.

Cette subvention, d'un montant de 200 euros par hectare, était attribuée à un nombre restreint d'agriculteurs, compte tenu de la taille réduite du périmètre délimitant la zone d'influence directe du captage.

D'engagement volontaire, la subvention soutenait la mise en place de pratiques agricoles excluant tout produit phytosanitaire de synthèse.

Avec le transfert de l'animation agricole depuis mars 2022, il est proposé au conseil communautaire de poursuivre l'attribution de cette subvention. Elles concernent trois agriculteurs, pour une surface totale de 49,28 hectares.

Agriculteur	**AAC**	**Surface (ha)**	**Montant**
Arnaud CHAMEROY	Plaine des Isles et des Boisseaux	27,53	5 506 €
Laurent FOUINAT	Plaine du Saulce	6,64	1 328 €
Albert GIRARD	Plaine du Saulce	15,11	3 022 €
TOTAL		49,28	9 856 €

Ces aides relèvent du régime 1408/2013 dit de minimis agricole.

Une convention d'engagement individuelle, dont le modèle est joint en annexe, détaille les conditions d'engagement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De soutenir financièrement les agriculteurs s'engageant dans des pratiques agricoles excluant tout produit phytosanitaire de synthèse dans les zones les plus à risque à proximité des captages d'eau potable de la plaine du Saulce, des Boisseaux et de la plaine des Isles,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à signer les conventions d'engagements,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2025 de l'eau potable.

Convention zone vulnérable captages

Année 2025 - Captages des Boisseaux, de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles

Entre les soussignés :

- La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, établissement public de coopération intercommunale inscrit au SIRET sous le numéro 248 900 532 00016, sise 6 bis, place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

- (exploitant agricole), dénommé ci-après « l'exploitant ».

Article I. Objet de la convention

L'objectif de cette convention est d'améliorer la qualité de l'eau potable des captages des Boisseaux, de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles, en accompagnant le changement des pratiques agricoles sur les zones les plus vulnérables de ces captages, directement soumises à l'influence du pompage.

Pour cela, l'exploitant s'engage à ne plus utiliser de produits phytosanitaires.

Article II. Durée de la convention

La convention est signée pour une durée d'un an et pourra être reconductible tant que les termes de la convention sont respectés.

Article III. Engagement de la Communauté

La Communauté s'engage à vérifier l'engagement de l'agriculteur avec d'une part des contrôles visuels des parcelles et d'autre part des contrôles du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires de l'exploitant.

Article IV. Engagement de l'agriculteur

L'agriculteur s'engage :

- À n'appliquer aucun traitement phytosanitaire de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à un éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes qui serait pris au titre de l'article L.251-8 du code rural).
- À informer la Communauté dans les meilleurs délais de toute modification vis-à-vis des engagements inscrits dans la convention

Liste des parcelles :

Communes	Parcelles / îlot	Surface (ha)
	x parcelles	**x**

Article V. Conditions financières

La Communauté soutient financièrement le bénéfice écologique rendu par l'agriculteur à hauteur de 200 €/ha. La surface des parcelles utilisée pour le calcul correspond à celui déclaré à la PAC de l'année en cours.

La surface totale étant de x ha, la subvention annuelle est de xx €.

Le versement de la compensation financière sera effectué à la signature de la convention.

Il sera mis fin à ladite convention en cas de non-respect des conditions fixées par celle-ci.

Fait à Auxerre en deux exemplaires le

Le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,

Crescent MARAULT

L'exploitant

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-168
OBJET : Transfert de voiries privées au domaine public : mise en place d'un cahier de prescriptions aux lotisseurs

Rapporteur : Pascal BARBERET

Les communes sont régulièrement sollicitées pour un transfert de voiries privées au domaine public, notamment pour des lotissements.

En cas d'acceptation de ce transfert par la commune se pose celui des réseaux relevant de la compétence de la Communauté de l'Auxerrois, à savoir les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales.

Cette éventuelle cession nécessite au préalable de connaitre précisément leur positionnement, leur constitution, leur état, leur condition d'entretien et leur positionnement pour une prise de décision objective. Une extension des réseaux communautaires doit en effet présenter un équilibre entre le service rendu aux usagers, son coût et le respect de l'environnement.

Aussi, il est proposé d'imposer un cahier de prescriptions aux lotisseurs s'ils souhaitent transférer les réseaux aux domaines publics. Ce cahier sera adressé aux réponses des différentes demandes d'urbanisme.

Le cahier est joint en annexe il impose notamment une qualité minimale de certains matériaux, le respect des règles de l'art et la réalisation des différents essais démontrant la qualité des travaux réalisés et des plans de récolement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le cahier des charges des prescriptions techniques particulières en matière de création de réseaux d'assainissement, d'eau potable et d'ouvrages de gestion des eaux pluviales à destinés à être rétrocédés du domaine privé au domaine public,

- De conditionner le transfert des réseaux d'eau potable, usées et pluviales au respect des prescriptions de ce cahier des charges.

communauté
de l'auxerrois

Communauté de l'auxerrois

Prescriptions techniques particulières en matière de création de réseaux d'assainissement, d'eau potable et d'ouvrages de gestion des eaux pluviales

Table des matières

DOMAINE D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES 4
AVERTISSEMENT 4
PROCEDURE 4
CHAPITRE 1 : RESEAUX D'EAU POTABLE 6
1.1. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'alimentation en eau potable 6
1.1.1. Généralités 6
1.1.2. Canalisations 6
1.1.3. Pièces de raccord 6
1.1.4. Branchements 7
1.1.5. Accessoires 7
1.2. Règles de conception et de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau potable 9
1.2.1. Canalisations, raccords et accessoires, branchements 9
1.2.2. Défense incendie 9
1.4. Contrôles de réception et essais 10
CHAPITRE 2 : RESEAUX D'EAUX USEES 11
2.1. Généralités 11
2.2. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'eaux usées 11
2.2.1. Canalisations 11
2.2.2. Pièces de raccord 12
2.2.3. Regards 12
2.2.4. Branchements 13
2.3. Règles de conception, de dimensionnement et de mise en oeuvre des réseaux d'eaux usées 13
2.3.1. Réseau gravitaire 13
2.3.2. Regards 14
2.3.3. Jonction canalisation / regard 14
2.3.4. Branchements 14
2.3.5. Repérage de la canalisation d'eaux usées 14
2.4. Contrôles de réception et essais 14
CHAPITRE 3 : POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES 17
3.1. Généralités 17
3.2. Conception des accès 17
3.3. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs des postes de refoulement des eaux usées 17
3.3.1. Chambre de vannes 17

3.3.2. Clapets et vannes 18
3.3.3. Cuve du poste et équipements 18
3.3.4 Barreaux antichute 18
3.3.5 Dispositif de pompage 19
3.3.6 Canalisations de refoulement 19
3.3.7 Installation électrique 20
3.3.8 Télésurveillance 20
3.3.9 Signalétique 20
3.3.10 Appareils de levage et manutention 20
3.3.11 Contrôle et réception 21
3.3.12 Cas particulier des systèmes de pompage en ligne et pneumatique 21
3.3.13 Divers 21
CHAPITRE 4 : GESTION DES EAUX PLUVIALES 22
4.1. Destination des eaux pluviales 22
4.2. Dimensionnement du système de gestion des eaux pluviales 22
4.3. Implantation et caractéristiques des systèmes de gestion des eaux pluviales 22
4.3.1. Généralités 22
4.3.2. Les systèmes d'épandage 22
4.3.3. Les bassins aériens 23
4.3.4. Les noues et fossés 23
4.3.5. Les grilles et les avaloirs 23
4.4. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'eaux pluviales 23
4.4.1. Généralités 23
4.4.2. Canalisations 23
4.4.3. Pièces de raccord 24
4.4.4. Regards 24
4.4.5. Branchements 24
4.5. Règles de conception, de dimensionnement et de mise en oeuvre des réseaux d'eaux pluviales 24
4.5.1. Canalisations 24
4.5.2. Regards, jonctions, branchements, repérage de canalisation 25
4.6. Contrôles de réception et essais 25
CHAPITRE 5 : PRESCRIPTIONS COMMUNES 26
5.1. Mise en oeuvre des tranchées (cas de pose générale et nappe phréatique) 26
5.1.1. Cas de pose générale : 26
5.1.2. Cas de pose en milieu de nappe phréatique : 26
5.2. Remblaiement des tranchées 26
5.3 Réfection définitive des chaussées, des trottoirs et accotements 26

5.4. Réception des réseaux – Contrôle de compactage 27
5.5. D.O.E. - Dossiers de récolement – ACHEVEMENT 27

DOMAINE D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES

Les prescriptions techniques énoncées dans le présent document s'appliquent, à partir de sa publication, aux travaux suivants :

- Création de réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales, de réseaux d'alimentation en eau potable, et aménagements d'ouvrages pour le compte de la Communauté de l'auxerrois ;
- Raccordements sur les réseaux de la Communauté de l'auxerrois ;
- Création de réseaux et aménagements d'ouvrages pour le compte de tiers (création de lotissement ou de ZAC par exemple), et qui sont susceptibles **d'être rétrocédés à court ou long terme au gestionnaire des réseaux publics.**

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront être conduits dans le respect de tous les arrêtés, décrets, normes et règlements qui leur sont applicables et en vigueur à la date de réalisation des ouvrages.

Toute modification souhaitant être apportée sur les matériaux à mettre en œuvre, les règles de conception ou de mise en œuvre définis dans le présent document, devra être justifiée et soumise au préalable à la Communauté de l'auxerrois pour accord.

AVERTISSEMENT

Si l'ensemble des documents justifiant la bonne réalisation des prestations demandées n'est pas transmis à la Communauté de l'auxerrois, ou si un des critères n'est pas respecté, le raccordement définitif sera différé jusqu'à l'obtention des résultats demandés.

La Communauté de l'auxerrois n'acceptera pas la rétrocession des réseaux si une des prescriptions indiquées dans le présent cahier (et ses éventuelles actualisations) n'est pas respectée, même si le réseau est fonctionnel.

Il est formellement interdit à toute personne étrangère au service d'eau potable d'effectuer une prise d'eau, un raccordement, autres manœuvres et travaux sur des conduites d'eau potable en service sans l'autorisation de l'exploitant du réseau, qui assure seul les manœuvres nécessaires et le contrôle des travaux en fouille ouverte.

Il est formellement interdit à toute personne étrangère au service assainissement, d'effectuer tous raccordement et travaux sur les collecteurs existants, sans l'autorisation du gestionnaire des réseaux.

Pour toute intervention, l'exploitant doit être contacté dès la planification du chantier pour qu'une date prévisionnelle d'intervention soit fixée. L'exploitant du réseau doit être prévenu au moins 72h à l'avance avant la date de réalisation effective des travaux.

PROCEDURE

Le plan de projet sera transmis lors de l'instruction du permis et devra être soumis à l'avis du Service

Eau et Assainissement.

Le service sera convié en amont aux échanges des éléments techniques, en phase avant-projet qui conduiront à la rédaction des pièces techniques du DCE par le porteur du projet.

Le plan d'exécution sera transmis au Service Eau et Assainissement au moins 1 mois avant le lancement des travaux. Celui-ci devra être conforme au plan de projet validé. Toute modification devra faire l'objet d'une consultation préalable auprès du service concerné.

CHAPITRE 1 : RESEAUX D'EAU POTABLE

1.1. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'alimentation en eau potable

1.1.1. Généralités

Les travaux devront être réalisés conformément aux prescriptions du fascicule n°71 « Ouvrages d'eau potable » du Cahier des Clauses Techniques Générales.

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront être conduits dans le respect de tous les arrêtés, décrets, normes et règlements qui leur sont applicables et en vigueur à la date de réalisation des ouvrages.

Pour tous les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine (revêtement intérieur des canalisations et pièces de raccord, joints et produits de jointure), les fournisseurs doivent remettre une attestation de conformité sanitaire délivrée par un laboratoire agréé par le ministère de la Santé.

1.1.2. Canalisations

Pour des raisons liées à la durabilité des réseaux et à la facilité d'exploitation, il a été décidé que sur le territoire de l'Agglomération les types de canalisations à mettre en œuvre pour la construction des réseaux d'alimentation en eau potable sont les suivants :

- En polyéthylène haute densité pression nominale 16 bars (PEHD) de type PE100 SDR 9 minimum. Les assemblages et pièces de raccords seront électro-soudés ;
- En fonte ductile 2 GS PN 16 ;
- Les joints et pièces de raccordement seront de type standard ou similaire ;

La Communauté de l'auxerrois interdit la pose de canalisations en PVC, y compris bi orienté.

Dans tous les cas, le matériau devra être adapté au contexte et aux contraintes de pose (qualité de l'eau distribuée, pression de service, taux de chlore résiduel, nature du terrain, ...).

Concernant les canalisations en polyéthylène un fil de détection de conduite entre chaque vanne de fermeture sera posé.

1.1.3. Pièces de raccord

Cas de pose de canalisations de distribution en PEHD : L'ensemble des pièces de raccord sera de type électro-soudable y compris celles utilisées pour les branchements.

Cas de pose de canalisations de distribution en fonte : Les raccords devront être verrouillés ou butés selon les conditions du chantier. Les pièces de raccord seront de type à joints express.

Cas du raccordement de deux canalisations de nature différente : Les raccords seront en fonte, de type manchon très large tolérance PN 16 bars.

1.1.4. Branchements

Les branchements d'eau potable constituent une liaison entre le réseau public et le domaine privé. Les principaux éléments constitutifs du branchement sont :

- Le collier de prise en charge :
  - Pour tube rigides en fonte GS revêtu époxy 300µ, bossage équipé d'une vis de blocage et d'un joint alimentaire unique avec boulonnerie en acier revêtue bi chromé ou acier inoxydable, assemblage par 2 vis avec serrage direct sur la canalisation principale ;
  - Pour canalisation en polyéthylène, le collier de prise en charge est électro soudé,
- Le robinet de prise en charge* en quart de tour de sectionnement en bronze avec raccord auto buté 10 bars, fermeture à gauche ;
- Le tabernacle à poser sur le robinet de prise en charge ; les caractéristiques demandées pour les tabernacles sont :
  - En Polyéthylène, en Polypropylène ou en béton ;
  - Permettre d'accueillir un compteur de 170mm ;
  - Excentrés ;
  - Permettre la pose d'un tube allonge en PVC de diamètre 90 mm ;
- Le tube allonge en PVC de type à collerettes ;
- La tête de bouche à clé de type carré ;
- La canalisation de branchement en Polyéthylène Haute Densité (PEHD), à bandes bleus, pression 16 Bars. Un fil de détection de conduite sera posé sur l'intégralité du branchement ;
- Le regard de comptage :
  - Incongelable de type Compact-up ou similaire à compteur horizontal à écrous exclusivement (dans un souci d'homogénéité) pour compteur de longueur 110 ou 170 mm;
  - Zone climatique 2 (13 jours à -15° C);
  - Robinet d'arrêt en laiton et tous raccords nécessaires en laiton ;
  - Clapet anti-retour ;
  - Purge.

*Robinets de prise en charge : Les robinets de prise en charge permettent de réaliser les branchements sur la canalisation principale. Ils sont placés directement sur la canalisation principale par l'intermédiaire d'un collier de prise en charge.

Formellement interdit :

- Les compteurs type coaxiaux.
- Les sangles de prise en charge. Seuls les colliers de prise en charge, d'un matériau compatible avec la canalisation, sont autorisés.

Pour information, les compteurs neufs sont fournis par l'exploitant du réseau et installés sous son contrôle.

1.1.5. Accessoires

1.1.5.1. Bouches à clés

Les bouches à clés permettent un accès pour la manœuvre depuis la chaussée, soit d'une vanne, soit d'un robinet de branchement enterré.

Les caractéristiques demandées pour les bouches à clés sont :

- En fonte ductile ;
- De série lourde : 10 kg sous chaussée et 7 kg sous trottoir ;
- De forme extérieure carrée pour les branchements ;
- De forme extérieure carrée pour les poteaux incendie ;
- De forme extérieure carrée pour les vannes de purge ou de vidange ;
- De forme extérieure ronde pour les vannes de sectionnement ;

1.1.5.2. Robinets - vannes

Les robinets - vannes sont des appareils de sectionnement, fonctionnant soit en ouverture totale, soit en fermeture totale.

Les caractéristiques demandées pour les robinets - vannes sont :

- En fonte PN16 bars ;

Raccord auto-buté à brides de préférence, ou raccord buté par béton dosé à 350 kg ;

- Obturation par opercule métallique revêtu de caoutchouc ;
- Vis de manœuvre en acier inoxydable ;
- A passage direct ;
- Sens de fermeture : Anti-horaire (FSAH).

1.1.5.3. Ventouses

Les ventouses permettent d'éliminer l'air présent dans les canalisations et qui s'accumule aux points hauts.

Les caractéristiques demandées pour les ventouses sont :

- Dimension adaptée au diamètre de la canalisation ;
- Triple effet ;
- Installée dans un regard aux dimensions adaptées, visitable (nécessaire à l'entretien et au démontage) et fermé par un tampon fonte de classe de résistance adaptée (400 KN si voirie ou trottoir).

1.1.5.4. Vidanges, purges

Les vidanges seront constituées d'un té DN 40 mm minimum, d'une canalisation en PEHD débouchant sous bouche à clef carrée et d'une vanne DN40 mm minimum (bouche à clé carrée).

Une attention particulière doit être apportée pour le système d'évacuation des eaux afin d'éviter la création de zone de stagnation et le risque de contamination du réseau public par retour d'eau.

Tout raccordement de la vidange à un réseau d'évacuation d'eaux usées ou pluviales est proscrit.

1.1.5.5. Points d'eau incendie raccordés sur le réseau d'alimentation en eau potable

La défense incendie n'est pas une compétence communautaire.

Les caractéristiques techniques des poteaux ou bouches à incendie permettant aux services de lutte contre l'incendie de puiser l'eau du réseau sont à rechercher auprès de l'autorité compétente.

1.2. Règles de conception et de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau potable

1.2.1. Canalisations, raccords et accessoires, branchements

Dès la conception, il est demandé de se rapprocher de l'exploitant afin de prendre connaissance du débit et de la pression dans la canalisation en service sur laquelle le projet sera raccordé.

Dimensionnement des canalisations :

- Le diamètre des canalisations doit être dimensionné en fonction des besoins du projet (consommation future). En aucun cas le diamètre ne pourra être surdimensionné pour assurer la défense incendie, au risque de provoquer une dégradation de la qualité de l'eau ;
- Le dimensionnement de la canalisation devra permettre que la vitesse de l'eau dans les canalisations soit comprise entre 0,5 m/s et 2 m/s.

Le profil en long sera établi de façon à éviter les points hauts et les points bas.

Les points hauts devront systématiquement être équipés de ventouses.

Les points bas, ainsi que les extrémités de réseau devront être équipés de systèmes de purge.

En cas de terrains en pente ou de changement de direction un verrouillage ou des butées béton devront être mis en place.

Les tuyaux devront tous obligatoirement porter un marquage indélébile indiquant le nom du fabricant, la classe ou la série de résistance, le diamètre, la catégorie de pression et la date de fabrication.

A chaque antenne, 2 vannes de sectionnement seront mises en place (une sur la canalisation principale et une sur l'antenne), ainsi qu'en amont et en aval des instruments de mesure ou de régulation.

Pour chaque branchement, le regard de comptage devra être installé sur le domaine public en limite de propriété. **Dans certains cas particuliers, il pourra être installé sur le domaine privé, sous accord préalable de la Communauté de l'auxerrois**. Toutefois, il sera nécessaire de prévoir une encoche ou une logette dans la clôture afin que celui-ci reste accessible depuis le domaine public. Afin d'éviter des situations difficiles d'intervention, les emplacements suivants sont proscrits :

- Accès garage ;
- Aire de stationnement ;
- Talus très pentu :
- Zone d'éboulement ;
- Espaces verts.

1.2.2. Défense incendie

La défense incendie n'est pas une compétence communautaire.

Le réseau ne doit pas être surdimensionné pour assurer la défense incendie.

1.4. Contrôles de réception et essais

Lors de la finalisation de la construction d'un réseau d'eau potable, des contrôles d'étanchéité, de conformité sanitaire et de compactage doivent être réalisés afin de vérifier la qualité d'exécution des Travaux.

Il est demandé de réaliser ces contrôles avant la réfection définitive de la chaussée (avant la pose de la couche de base et de la couche de roulement).

- Le contrôle d'étanchéité (essais de pression) :
  - Le contrôle d'étanchéité doit être réalisé sur 100 % du linéaire de travaux ;
  - La pression d'essai doit être supérieure ou égale à deux fois la pression de service. Elle doit être appliquée pendant une durée de deux heures sans que la diminution de pression soit supérieure à 0.2 bars ;
  - Une fiche d'épreuve doit être établie en présence de l'exploitant du réseau ;
- Le contrôle sanitaire (désinfection et analyse bactériologique) :
  - Le contrôle sanitaire consiste à nettoyer, rincer et désinfecter le réseau ainsi que les branchements avant toute mise ou remise en service. L'exploitant du réseau d'eau potable a l'obligation de s'assurer de l'efficacité de ces opérations et de la qualité de l'eau potable avant la première mise en service, ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau.
  - L'analyse bactériologique doit être effectuée par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé ;
- Contrôle de la manœuvrabilité des robinets de prise en charge et vannes de sectionnement ;
- Le contrôle de compactage : Se référer au Chapitre 5 « Prescriptions communes à l'ensemble des réseaux ».

Si l'ensemble des documents justifiant la réalisation des prestations demandées n'est pas transmis à la Communauté de l'auxerrois, ou si un des critères n'est pas respecté, le raccordement définitif sera différé jusqu'à l'obtention des résultats demandés.

CHAPITRE 2 : RESEAUX D'EAUX USEES

2.1. Généralités

Rappel : Pour tout nouveau projet impliquant une création de réseau, les réseaux d'assainissement seront exclusivement de type séparatif.

Tout projet de construction de réseaux d'eaux usées devra être présenté à la Communauté de l'auxerrois avec les notes de calcul nécessaires établies par un bureau d'études ou un maître d'œuvre. Avant tout commencement d'exécution, le projet devra être visé et approuvé.

En l'absence de validation, le raccordement sur le réseau public d'assainissement ne sera pas autorisé.

Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des travaux d'assainissement doivent suivre rigoureusement le fascicule n°70-1 « Ouvrages d'assainissement » du Cahier des Clauses Techniques Générales et les versions en vigueur.

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront être conduits dans le respect de tous les arrêtés, décrets, normes et règlements qui leur sont applicables et en vigueur à la date de réalisation des ouvrages, et notamment toutes les normes listées dans le fascicule précité.

Toutes canalisations (collecteurs, branchements) seront implantées à une distance minimale de 2ml de toute construction ou de toutes plantations d'arbres ou végétations à racines profondes.

La génératrice supérieure de la canalisation devra se situer à au moins 80cm de la cote finie de la voirie sauf contrainte technique forte.

En cas de tranchée commune, les distances entre réseaux devront être au minimum de 20cm (ou de la norme en vigueur) de leur génératrices extérieures et le réseau des eaux usées est toujours plus profond que celui des eaux pluviales, du même écart.

Les remblais de tranchée sont systématiquement effectués avec des matériaux d'apport conformes à la réglementation en vigueur, compatible avec les recommandations issues d'une étude sol et permetttant de respecter les objectifs de densifications adaptés au type de chaussée. En cas de remblai dans un sous-sol encombré de réseaux, le remblai en matériau béton autocompactant (et non autoplaçant) est requis, et doit être conforme à la norme en vigueur du CERTU.

2.2. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'eaux usées

2.2.1. Canalisations

Différents types de matériaux peuvent être mis en place selon le type de terrain rencontré (non agressif, agressif ou présence de nappe phréatique, zones inondables).

Sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois les canalisations seront, selon la nature du terrain et les conditions de pose (hauteur de charge, diamètre, etc. …), de préférence et avec validation du service Eau Assainissement de la Communauté de l'Auxerrois :

- Collecteur Eaux Usées en PVC classe de résistance **minimum SN8,** barre de 3 mètres non alvéolée, non annelée, conforme aux normes en vigueur**.**

- Collecteur Eaux Usées en Grés, classe "normale" ou "renforcée", en fonction des contraintes du projet (profondeur, type de remblais, etc.…) conforme aux normes en vigueur**.**

La création de nouveaux collecteurs publics de tout autre matériaux précités, devront être validés par le Service Eau Assainissement. La demande devra être argumentée et justifiée de la part de l'aménageur, apportant toutes les garanties sur le savoir-faire de l'entreprise qu'il choisira.

2.2.2. Pièces de raccord

Les diverses pièces de raccords devront être de même matériau et classe de résistance que les canalisations et le même soin devra être apporté à la pose.

Tous raccords entre matériaux de natures différentes, seront réalisés par un raccord multi matériaux et bague de compensations si nécessaire. La continuité du fil d'eau est exigée. Les raccordements par scellement béton est interdit.

Tout raccordement par carottage, sera non pénétrant et de diamètre inférieur de moitié du diamètre du collecteur. Les carottages sur collecteur inferieur à un diamètre 300mm sont interdits.

2.2.3. Regards

Les regards d'eaux usées devront suivre les caractéristiques suivantes :

- Diamètre 1000 mm*, ;
- En béton préfabriqué normalisé, élément de fond à démoulage différé, avec cunette et joints souples intégrés, en plusieurs éléments ;
- En polypropylène** ;
- A tête réductrice de 600 mm minimum ;

- Tampon hydraulique à charnières de classe DN 400 "Traffic intense" sur les voiries de trafic (sous chaussée, parking);
- Tampon hydraulique à charnières de classe DN 250 sur les aires ne supportant pas de trafic (par exemple les espaces verts, trottoir...) ;
- Tampons avec repérage « EU ».

Les rehausses et margelles seront de même nature et diamètre que le regard et livrées avec un joint d'étanchéité adapté.

* Un diamètre inférieur pourra être ponctuellement accepté en fonction des contraintes d'occupation du sol par les réseaux souterrains, sous réserve de l'accord préalable du Service Eau et Assainissement.

** Pour les regards en matériau de synthèse, la stabilité à vide devra être démontrée par une note de calcul fournie au service eau et assainissement, afin d'obtenir son agrément.

La tête de l'ouvrage sera assurée par un ensemble pivot permettant l'orientation en hauteur et en inclinaison.

Les cadres des tampons brochés seront fixés par scellement (Sika Fastfix 138 Ftp ou équivalent) sur la partie du regard recevant le cadre ou sur la dalle de répartition.

Les cônes de réduction sont proscrits.

Les regards sur chaussée devront être placés hors bande de roulement.

2.2.4. Branchements

Un branchement d'eaux usées sous domaine public se compose de plusieurs parties distinctes :

- Une boîte de branchement (ou deux boîtes, une pour les eaux usées et une autre pour les eaux pluviales si nécessaire) ;
- Une canalisation de branchement ;
- Un dispositif de raccordement entre la canalisation de branchement et la canalisation principale.

La boîte de branchement :

Les boîtes de branchement seront des tabourets de branchement à passage direct de préférence en PVC ou polypropylène diamètre 315 mm avec allonge diamètre 315 mm (SN8) jusqu'au niveau du terrain naturel définitif, pour une hauteur inférieure à 1,40ml. Au-delà, le diamètre 400 mm est imposé.

L'utilisation d'autres matériaux se fera uniquement après la validation du Service Eau et Assainissement.

La boîte de branchement doit être visitable ; celle-ci sera fermée par un tampon à charnière, en fonte ductile à fermeture hydraulique de forme carré avec réhausse et joint de liaison avec la cheminée, avec repérage « EU » pour une boîte Eaux Usées. Les scellements sont identiques au tampon de regard. Les dimensions du tampon acceptées sont :

- 315 mm ;
- 400 mm.

Le niveau fil d'eau de la boite de branchement ne pourra pas être inférieur à la génératrice supérieure du collecteur.

La canalisation de branchement :

La canalisation de branchement sera de préférence :

- En PVC série SN8 diamètre 160 mm minimum et en barres de 3 mètres maximum

Nota : une amorce de branchement en domaine privé de 1 mètre minimum sera systématiquement installée de façon à ce que le raccordement se fasse sur l'amorce et non sur la boite de branchement.

2.3. Règles de conception, de dimensionnement et de mise en œuvre des réseaux d'eaux usées

2.3.1. Réseau gravitaire

La pente et le diamètre du réseau créé doivent être calculés de façon à assurer une vitesse d'autocurage du réseau de minimum 0,7 m/s, en tenant compte de la rugosité du matériau le composant.

La pente de la canalisation gravitaire ne sera en aucun cas inférieure à 1cm/m (1,0%) et elle ne pourra être supérieure à 6cm/m (6,0%).

Toute adaptation des pentes du projet doit être justifiée et soumise à l'approbation préalable du service eau et assainissement.

2.3.2. Regards

La distance maximale entre deux regards visitables consécutifs ne devra pas dépasser 70 mètres pour permettre l'exploitation et l'entretien du réseau dans des conditions normales.

Tout changement de direction, de pente ou de diamètre devra être réalisé dans un regard de visite au niveau de la cunette préfabriquée.

Lorsque l'arrivée des effluents se fait à une hauteur supérieure à 30 cm du fil d'eau, la chute sera dirigée vers la cunette du regard.

2.3.3. Jonction canalisation / regard

Afin d'assurer une parfaite étanchéité du réseau, la jonction canalisation (principale ou branchement) /regard devra être assurée au moyen d'un joint préfabriqué adapté à la nature des canalisations.

2.3.4. Branchements

Les boîtes de branchement seront obligatoirement posées sur le domaine public en limite de propriété.

La canalisation de branchement doit posséder, si possible, une pente de 3%, et au minimum de 1,5% et doit être rectiligne. Sur accord du Service Eau Assainissement, l'utilisation de coudes pourra être envisagée en fonction de l'encombrement du sous-sol et ne devront pas être supérieurs à 30°.

Le raccordement sera réalisé en culotte sur la canalisation principale.

A titre exceptionnel et avec accord préalable du Service Eau et Assainissement, le raccordement pourra être réalisé sur regard visitable. Dans ce cas, il se fera sur cunette préfabriquée et sera effectué par carottage avec un joint souple (triple lèvre) obligatoirement placé dans la paroi. Un raccordement en fil d'eau reste privilégié.

Lorsque le raccordement comporte une chute égale ou supérieure à 0,30 mètre du fil d'eau, la chute sera dirigée vers le fil d'eau du réseau si le diamètre de la boite est égal ou supérieur à Ø600.

2.3.5. Repérage de la canalisation d'eaux usées

Le repérage de la canalisation d'eaux usées (collecteur ou branchement), quel que soit sa nature, se fera par grillage avertisseur avec âme inox de couleur marron et placé à 0.30 mètre au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation.

2.4. Contrôles de réception et essais

Note importante : Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des contrôles de réception et essais doivent suivre rigoureusement le document « Contrôles de réception des réseaux d'assainissement » de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. **Ces contrôles doivent être réalisés par**

un organisme accrédité COFRAC.

L'entreprise réalisant les tests et contrôles sera indépendante de l'entreprise de pose des réseaux et devra faire l'objet d'une consultation allotie.

Lors de la finalisation de la construction d'un réseau d'eaux usées (y compris branchements et boîtes de branchements), un contrôle d'étanchéité (collecteurs, regards, boites de branchements, etc.…), visuel / télévisuel, et de compactage devra être réalisé afin de vérifier la qualité d'exécution des travaux.

Les contrôles sont obligatoirement réalisés avant la réfection définitive de la chaussée (avant la pose de la couche de base et de la couche de roulement).

Toute non-conformité devra faire l'objet d'une action corrective et de nouveaux essais de réception, à la charge de l'entreprise d'assainissement.

Le contrôle d'étanchéité (essais de pression)

Le contrôle d'étanchéité doit être réalisé sur 100 % du linéaire de travaux, y compris les regards de visite, les boîtes et les canalisations de branchement.

L'évaluation de l'étanchéité est donnée par la mesure soit d'un débit de fuite d'eau (essais à l'eau), soit d'un temps de chute de pression d'air (essais à l'air).

Les protocoles suivis sont :

- Pour les essais à l'air : les protocoles LB, LC et LD prévus au chapitre 13 de la norme NF EN1610 ;
- Pour les essais à l'eau : le protocole « W » prévu au chapitre 13 de la norme NF EN 1610, sous réserve que la pression d'épreuve soit maintenue constante à 4 mètres de colonne d'eau.

Le contrôle visuel / télévisuel

Le contrôle visuel / télévisuel consiste a une inspection de la totalité des ouvrages réalisés par l'entreprise, et notamment à un contrôle visuel sur les ouvrages visitables de type boîtes de branchement des particuliers, déversoirs d'orage, postes de refoulement et à un contrôle télévisuel sur la canalisation principale et les branchements dans les regards de visite.

L'étendue de ces contrôles est la suivante :

- Pour la canalisation principale : contrôle télévisuel à 100 % ;
- Pour les branchements dans les regards de visite : contrôle télévisuel à 100% ;
- Pour les boîtes de branchements des particuliers, les déversoirs d'orage et les postes de refoulement : contrôle visuel à 100%.

Procédé du contrôle : Les réseaux doivent être nettoyés (collecteurs et branchements compris), par hydrocurage avant inspection télévisuelle. Le contrôle visuel / télévisuel s'effectue après déversement d'eau dans le regard situé en amont, et s'effectue de l'aval vers l'amont.

Rendu du contrôle : Les résultats des contrôles visuels / télévisuels doivent faire l'objet d'un rapport détaillé comprenant les fiches d'inspection dûment remplies, les photographies des culottes de

branchement, des liaisons aux regards de visite et des piquages par carottage, et les photographies des anomalies décelées sur les canalisations.

La totalité des investigations des inspections télévisées sera repérée sur un plan joint au rapport avec un code par regard et boite.

Le contrôle de compactage

Se référer au Chapitre 5 « Prescriptions générales à l'ensemble des réseaux ».

Si l'ensemble des documents justifiant la réalisation des prestations demandées n'est pas transmis à la Communauté de l'auxerrois, ou si un des critères n'était pas respecté, le raccordement définitif sera différé jusqu'à l'obtention des résultats demandés.

CHAPITRE 3 : POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES

3.1. Généralités

Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des postes de refoulement doivent suivre rigoureusement le fascicule n°81.1 « Construction d'installations de pompage pour le relèvement ou le refoulement des eaux usées domestiques » du Cahier des Clauses Techniques Générales.

Dans le cas d'un poste de refoulement avec une bâche, pompes immergées et chambre à vannes, la conception du poste de refoulement devra également respecter les recommandations de l'INRS ED960 pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le déroulement d'un projet de conception d'un poste de relèvement des eaux usées domestiques.

L'exploitant du réseau communautaire devra être consulté au préalable à la conception du poste de relevage pour des raisons de compatibilité avec la télégestion et de facilité de maintenance, et sur le matériel mis en place.

3.2. Conception des accès

L'implantation du poste de refoulement devra permettre un accès et un stationnement d'un camion hydrocureur à tout instant.

Le poste de refoulement ne devra pas être installé sous chaussée pour éviter les difficultés de maintenance

3.3. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs des postes de refoulement des eaux usées

L'ensemble des ouvrages devra être complètement étanche. Toutes les traversées des canalisations dans les parois devront être réalisées à l'aide de gaines étanches.

3.3.1. Chambre de vannes

La chambre de vannes, également appelé regard annexe, permet l'accès aux éléments de robinetterie sans avoir à pénétrer dans la bâche des effluents, ce qui permet également de préserver les parties métalliques de la corrosion.

La chambre de vannes sera préférentiellement en polyester armé de fibre de verre avec la construction d'une dalle de couverture d'épaisseur 20 centimètres dosé à 300 kg ;

Formellement interdit :

- Les parpaings de maçonnerie ;
- L'acier revêtu ou galvanisé.

Une trappe de visite articulée, de résistance à la charge adaptée au contexte, « affleurante » et cadenassable, avec grille anti-chute articulée sur la trappe d'accès de la chambre de vanne devra être installée. Au-delà de 25 kg, l'ouverture et la fermeture devront être accompagnées pour alléger la charge par la mise en place d''un vérin hydraulique par exemple. En dessous de 25 kg, la trappe devra être équipée d'un compas plutôt que d'une béquille.

3.3.2. Clapets et vannes

Les clapets et les vannes devront être placés dans la chambre de vannes et seront démontables grâce à des brides et des raccords de démontage.

Le poste de refoulement devra être équipé d'une vanne de sectionnement en amont permettant aux agents d'entretien d'intervenir hors d'eau.

Les clapets de retenue et les vannes d'isolement seront exclusivement à passage intégral.

3.3.3. Cuve du poste et équipements

Note importante : Une note de calcul de stabilité et de résistance mécanique des bâches prévues en fonction des charges prévues sur les ouvrages sera fournie à la Communauté de l'auxerrois.

La cuve sera de préférence préfabriquée en résine polyester ou en béton.

Le radier devra être conçu pour être autonettoyant avec forme de pente, les pieds d'assises des pompes étant installés dans la pente.

Le panier de dégrillage (si besoin) et sa chaîne de relevage, ainsi que les barres de guidage seront exclusivement INOX 316 L.

Les supports de capteurs, les supports de chaînes et les chaînes de manutention des pompes devront aussi être en INOX 316L.

Les chaînes devront être réalisées avec des anneaux de reprise tous les mètres.

Une ventilation naturelle ou forcée du poste est préconisée.

Une trappe de visite sans saillie, articulée et cadenassable, avec grille anti-chutes articulée sur la trappe d'accès de la cuve du poste devra être installée (espacement obligatoire de 20cm maximum). Au-delà de 25kg, l'ouverture et la fermeture devront être accompagnées pour alléger la charge par la mise en place d''un vérin hydraulique par exemple. La trappe sera préférenctiellement de forme rectangulaire.

Le moyen d'accès dans la bâche se fera par l'installation d'un dispositif d'arrimage pour la fixation de la tête d'échelle.

La fixation des câbles de sonde, de poires de niveau et chaine de pompe doit être placée de façon à réduire les contraintes posturales et les risques de chute.

Note importante : La conception du poste de refoulement doit absolument éviter toute remontée de H2S dans la chambre de vannes.

3.3.4 Barreaux antichute

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- Barreaux indépendants articulés dans le plan vertical (les deux premiers barreaux peuvent

être liés pour faciliter l'accès de l'opérateur) ;
- Angle d'ouverture inférieur à 90° ;
- Espacement entre barreaux de 200 mm ;
- Résistance au choc : 1200 J (rapport de test à fournir).

3.3.5 Dispositif de pompage

Les pompes seront de type dilacératrices.

Les roues seront :

- De type vortex pour les petites puissances et les faibles HMT ;
- Monocanal ou multicanaux en fonction des effluents.

Les pompes seront équipées d'un asservissement automatique des pompes avec des cycles d'autocurage.

Les moteurs électriques seront à démarrage direct pour les petites puissances et avec démarreurs électroniques (7 kVa) pour les grosses puissances.

Modalités de fonctionnement : Les pompes seront au nombre de deux avec fonctionnement asservi au niveau de la bâche. Dans le cas de deux groupes, la permutation des pompes sera automatique entre chaque arrêt. En cas de dysfonctionnement d'un groupe de service, la mise en route automatique du second groupe sera prévue.

Le volume de la bâche sera déterminé de sorte qu'une pompe ne démarrera pas plus de douze fois de l'heure.

3.3.6 Canalisations de refoulement

Les liaisons canalisation d'arrivée et de sortie seront assurées par joint souple et étanche.

Les canalisations de refoulement comporteront les ouvrages suivants :

Des ventouses sur tous les points hauts, avec regard ou chambre d'accès ;

Des ouvrages de vidange sur tous les points bas, avec regard ou chambre d'accès.

Les réseaux de refoulement seront dimensionnés de manière à ce que la vitesse dans la conduite ne dépasse pas 1,4 m/s et ne soit pas inférieure à 0,8 m/s.

Le concepteur devra calculer le temps de séjour des effluents dans la canalisation de façon à proposer si nécessaire un traitement H2S adapté. Si un traitement est mis en place, des prélèvements 24h en entrée et sortie seront à réaliser avec des préleveurs multi flacons (24 flacons). Cela permettra de réaliser des analyses de sulfures sur les 24 échantillons et de vérifier l'efficacité du traitement sur les 24 tranches horaires. Une mesure d'H2S sur 24h sera également à réaliser sur la sortie du refoulement.

Les valeurs limites seront de 1mg/l de sulfure et < 20 ppm d'H2S.

Les prélèvements sont réalisés et à la charge de l'aménageur.

Concernant la conception, s'il s'agit d'un traitement à l'air type « compresseurs », l'injection devra se faire en aval de la chambre à vanne avec regard d'accès.

3.3.7 Installation électrique

L'alimentation électrique du poste de refoulement se fera à partir d'une armoire électrique. Celle-ci devra être étanche, protégée des variations de température et posée sur un socle en béton avec les réservations pour le passage des câbles.

L'armoire électrique sera équipée :

- Des appareillages de coupures et de protection pour chaque pompe ;
- D'un sectionneur général avec dispositif de pré-coupure ;
- D'une résistance chauffante avec thermostat pour mise hors gel de l'armoire ;
- D'une gestion des automatismes assurée directement par un poste local de télégestion ;
- D'un transformateur 220/24 pour une alimentation prise 24 volts 150VA ;
- D'un dispositif de télégestion c'est-à-dire de télésurveillance, avec un report des données sur le fonctionnement de l'ensemble et acquisition des données avec report par ligne spécialisée ou GSM y compris le paramétrage. En cas de défaut de la télégestion, un fonctionnement primaire du poste en électromécanique doit être prévu ;
- D'une batterie de secours permettant le report des informations en cas de coupure EDF.

L'installation électrique sera protégée contre tout risque de surtension sur les lignes électriques, téléphoniques et reliée à la terre.

Le poste de refoulement doit être équipé d'un circuit de retour isolable pour tester le bon fonctionnement hydraulique de chaque pompe.

3.3.8 Télésurveillance

Le poste de refoulement sera équipé afin de respecter la réglementation en vigueur sur l'autosurveillance.

L'ensemble mis en **place devra être compatible avec les systèmes existants de l'exploitant du réseau communautaire.**

3.3.9 Signalétique

Le poste devra être équipé de la signalisation en vigueur :

- Si clôture : Propriété privée, risque de noyade et de chute, accès interdits à toute personne non autorisée, port des EPI obligatoire ;
- Armoire électrique : Danger électrique armoire sous tension.

3.3.10 Appareils de levage et manutention

La conception générale de l´installation devra permettre la dépose et la manutention des différents équipements du poste de relevage.

Les accessoires de levage devront respecter la directive européenne machines 2006/42/CE.

3.3.11 Contrôle et réception

L'étanchéité des conduites de refoulement et de la bâche devra être testée et le résultat se conformer aux spécifications de la norme NF EN 805.

Les pompes devront également être testées.

3.3.12 Cas particulier des systèmes de pompage en ligne et pneumatique

Ces systéme de pompage en ligne et pneumatique ne sont pas acceptés.

3.3.13 Divers

Les barillets des cadenas et des serrures des différentes portes et trappes seront fournis par l'exploitant.

Si l'accès du poste de relevage est par trappes ou tampons, leur résistance doit être adaptée aux contraintes extérieures :

- Tampon hydraulique à charnières de classe DN 400 "trafic intense" sous parking,
- Tampon hydraulique à charnières de classe DN 250 sur les aires ne supportant pas de trafic (par exemple les espaces verts, trottoir...) ;

Si l'ensemble des documents justifiant la réalisation des prestations demandées n'est pas transmis à la Communauté de l'auxerrois, ou si un des critères n'était pas respecté, le raccordement définitif sera différé jusqu'à l'obtention des résultats demandés.

CHAPITRE 4 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Rappels du principe général :

- **Les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées à l'unité foncière.**
- La Communauté de l'Auxerrois n'a aucune obligation de raccorder les eaux pluviales d'une propriété privée.
- **Les pluies courantes, de période de retour 1 mois, doivent obligatoirement être gérées à la parcelle.**

Le protocole vaut pour les ouvrages entrant dans le champ de la compétence définie par le Conseil communautaire du 17 décembre 2020 et ses éventuelles évolutions.

4.1. Destination des eaux pluviales

Sauf impossibilité technique et/ ou réglementaire, l'infiltration des eaux sera privilégiée. Ainsi, le pétitionnaire d'une opération individuelle ou groupée devra faire réaliser, par une société spécialisée, une étude de dimensionnement de ces dispositifs dans laquelle la perméabilité des sols sera prise en compte.

Dans le cas où la perméabilité du sol ne permet qu'une infiltration partielle des eaux pluviales (surface disponible insuffisante) ou lorsque qu'elle ne permet pas l'infiltration, le débit de fuite des dispositifs de régulation pourra être rejeté vers le système d'assainissement des eaux pluviales situé sur le domaine public.

La surverse de l'ouvrage devra être déterminée de façon à avoir un impact minimum vis-à-vis des fonds avals et conforme au règlement en vigueur.

4.2. Dimensionnement du système de gestion des eaux pluviales

Le dimensionnement se fera conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des préconisations du règlement de zonages des eaux pluviale en vigueur.

4.3. Implantation et caractéristiques des systèmes de gestion des eaux pluviales

4.3.1. Généralités

Les ouvrages appelés à être classés dans le domaine public, devront se trouver sur les parties communes et non sur les parcelles privatives afin de faciliter leur entretien ou leur renouvellement ultérieur.

4.3.2. Les systèmes d'épandage

Le système d'épandage doit respecter un recul :

- De 5 mètres par rapport aux habitations ;
- De 3 mètres par rapport aux limites séparatives ;

- De 3 mètres par rapport aux arbustes, arbres ou haies.

Le stockage ou le passage de charges lourdes au-dessus du système d'épandage est à proscrire.

4.3.3. Les bassins aériens

Ces ouvrages n'entrent pas dans le champ de la compétence de la Communauté de l'auxerrois.

4.3.4. Les noues et fossés

Ces ouvrages n'entrent pas dans le champ de la compétence de la Communauté de l'auxerrois.

4.3.5. Les grilles et les avaloirs

Ces ouvrages n'entrent pas dans le champ de la compétence de la Communauté de l'auxerrois.

4.4. Caractéristiques techniques des éléments constitutifs du réseau d'eaux pluviales

4.4.1. Généralités

Tout projet de construction de réseaux d'eaux pluviales devra être présenté à la Communauté de l'auxerrois avec les notes de calcul nécessaires établies par un bureau d'études ou un maître d'œuvre. Avant tout commencement d'exécution, le projet devra être visé et approuvé.

Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des travaux d'assainissement doivent suivre rigoureusement le fascicule n°70-1 « Ouvrages d'assainissement » du Cahier des Clauses Techniques Générales.

Toutes canalisations (collecteurs, branchements) seront implantées à une distance minimale de 2 ml de toutes plantations d'arbres ou végétations à racines profondes.

La génératrice supérieure de la canalisation devra se situer à au moins 80cm de la cote finie de la voirie.

En cas de tranchée commune, les distances entre réseaux devront être au minimum de 20cm (ou de la norme en vigueur) de leurs génératrices extérieures.

Les remblais de tranchée sont systématiquement effectués avec des matériaux d'apport conformes à la réglementation en vigueur, compatible avec les recommandations issues d'une étude sol et permettant de respecter les objectifs de densifications adaptés au type de chaussée. En cas de remblai dans un sous-sol encombré de réseaux, le remblai en matériau béton autocompactant (et non autoplaçant) est requis, et doit être conforme à la norme en vigueur du CERTU.

4.4.2. Canalisations

Les réseaux d'eaux pluviales seront constitués de canalisations de diamètre minimum 300 mm.

Différents types de matériaux peuvent être mis en place selon le type de terrain rencontré (non agressif ou présence de nappe phréatique, zones inondables).

Sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois, les canalisations seront, selon la nature du terrain et les conditions de pose (hauteur de charge, diamètre, etc. …), de préférence :

En PVC série CR8, CR 12 ou CR 16 conforme à la norme en vigueur, barres de 3 mètres, exclusivement à joint caoutchouc ou en polypropylène, non alvéolées ;

En béton armé centrifugé 135 A ou 165 A, avec emboitement à joint intégré.

Les canalisations type annelées sont refusées.

Pour information, l'utilisation de tout autre matériau doit être validée par le Service Eau Assainissement

4.4.3. Pièces de raccord

Les diverses pièces de raccords devront être de même nature que les canalisations et le même soin devra être apporté à la pose, soit par culottes, soit par pièces de piquage non pénétrantes.

Tous raccords entre matériaux de natures différentes, seront réalisés par un raccord multimatériaux et bague de compensation si nécessaire. La continuité du fil d'eau est exigée. Les raccordements par scellement béton est interdit.

4.4.4. Regards

Les regards d'eaux pluviales auront des caractéristiques équivalentes au regards d'eaux usées.

Les tampons auront un repérage « EP ».

4.4.5. Branchements

Ces ouvrages n'entrent pas dans le champ de la compétence de la Communauté de l'auxerrois.

4.5. Règles de conception, de dimensionnement et de mise en œuvre des réseaux d'eaux pluviales

4.5.1. Canalisations

Rappel : Pour tout nouveau projet impliquant une création de réseau, les réseaux d'assainissement seront exclusivement de type séparatif.

Tout projet de construction de réseaux d'eaux pluviales devra être présenté à la Communauté de l'auxerrois avec les notes de calcul nécessaires établies par un bureau d'études ou un maître d'œuvre. Avant tout commencement d'exécution, le projet devra être visé et approuvé.

En l'absence de validation, le raccordement sur le réseau public ne sera pas autorisé.

La pente et le diamètre du réseau créé doivent être calculés de façon à assurer une vitesse d'autocurage du réseau de minimum 0,7 m/s, en tenant compte de la rugosité du matériau le composant.

La pente des canalisations ne sera pas inférieure à 5 mm/m (0,5%) et un maximum de 6 cm/m (6%)

Toute adaptation des pentes du projet doit être justifiée et soumise à l'approbation préalable du Service Eau et Assainissement.

Le diamètre des canalisations sera de minimum 300 mm.

Le diamètre des branchements de grilles et d'avaloirs sera 200 mm minimum (compétence communale).

4.5.2. Regards, jonctions, branchements, repérage de canalisation

Les prescriptions sont celles du chapitre 2.3 du présent document.

4.6. Contrôles de réception et essais

Note importante : Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des contrôles de réception et essais doivent suivre rigoureusement le document « Contrôles de réception des réseaux d'assainissement » de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Lors de la finalisation de la construction d'un réseau d'eaux pluviales (y compris branchements et boîtes de branchements), un contrôle d'étanchéité, visuel / télévisuel et de compactage devra être réalisé afin de vérifier la qualité d'exécution des travaux.

Il est préférable de réaliser ces contrôles avant la réfection définitive de la chaussée (avant la pose de la couche de base et de la couche de roulement).

Le contrôle d'étanchéité (essais de pression)

Les prescriptions sont identiques au chapitre 2.4.

CHAPITRE 5 : PRESCRIPTIONS COMMUNES

5.1. Mise en œuvre des tranchées (cas de pose générale et nappe phréatique)

5.1.1. Cas de pose générale :

Le lit de pose sera constitué par un lit de pose en gravillon 2/4 ou 4/6 sur une hauteur minimum de 0.10 mètre en dessous de la génératrice inférieure de la canalisation.

Le recouvrement et l'enrobage de la canalisation sera réalisé avec le même matériaux que le lit de pose sur une hauteur minimum de 0.20 mètre au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation.

5.1.2. Cas de pose en milieu de nappe phréatique :

Le lit de pose sera constitué obligatoirement de gravelle enrobée de géotextile.

5.2. Remblaiement des tranchées

Pour avoir plus d'informations, il sera nécessaire de se référer au règlement du gestionnaire de la voirie ou de règlement de voirie en vigueur dans la commune.

La nature et la qualité des matériaux de remblaiement et de réfection des chaussées permettront la mise en œuvre des canalisations dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, ainsi que des prescriptions des fascicules n°70-1 et 71 du C.C.T.G.

Les matériaux utilisés pour l'enrobage des canalisations, ainsi que pour les différentes couches de remblais devront permettre d'atteindre les objectifs de compactage q2, q3, q4, et q5, conformément à la norme NF P 98-331 révisée, et aux guides SETRA « Remblayage des tranchées et réfections de chaussées » (1994) et « Etude et réalisation des tranchées » (2001), ou celles en vigueurs.

Les matériaux issus du déblai des fouilles pourront être utilisés en remblai, après traitement, sous réserve de la réalisation préalable d'une analyse GTR ou production d'une garantie d'atteinte de l'objectif de compactage du domaine d'utilisation, et de l'acceptation du maître d'œuvre.

Pour les tranchées de branchements, les matériaux d'apport seront privilégiés.

Le remblai et son compactage sont poursuivis, par couches successives de 0.20 à 0.30 mètre selon les matériaux, symétriquement puis uniformément, jusqu'à une hauteur d'au moins 0.20 mètre au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation de façon à parfaire l'enrobage. Il sera nécessaire de remettre en état les couches de surface comme à l'existant (enrobés de couleur, grave bitume, engazonnement …).

5.3 Réfection définitive des chaussées, des trottoirs et accotements

Les réfections seront réalisées à l'identique de l'existant.

Un épaulement de 20 cm de part et d'autre de la tranchée est demandé.

5.4. Réception des réseaux – Contrôle de compactage

Le contrôle de compactage doit être réalisé après remblayage, avant les essais d'étanchéité et ITV et avant la réfection définitive des voiries.

Le contrôle doit permettre de tester la totalité des remblais (sur toute la hauteur de la tranchée) jusqu'au lit de pose, les essais devant être implantés par le porteur du projet ou le maitre d'œuvre et l'entreprise.

Le contrôle de compactage porte sur la totalité des remblais ainsi que sur la zone d'enrobage jusqu'au niveau inférieur du lit de pose.

L'étendue des contrôles de compactage est la suivante :

- Pour les réseaux à écoulement gravitaire : un contrôle par tronçon ou à minima tous les 50 mètres. ;
- Pour les branchements : un contrôle sur les remblais des canalisations de branchement pour un branchement sur cinq ;
- Pour les regards de visite : un contrôle à proximité des regards de visite (entre 0.30 mètre et 0.50 mètre de la paroi extérieure) pour un regard de visite sur trois ;
- Pour les postes de relèvement : un contrôle à proximité des postes de relèvement ou de refoulement ;
- Pour les tronçons en écoulement sous pression ou sous vide, il doit y avoir un contrôle au minimum tous les 50 mètres.

5.5. D.O.E. - Dossiers de récolement – ACHEVEMENT

Le dossier d'ouvrage exécuté sera présenté au service Eau Assainissement de la communauté de l'auxerrois, 15 jours avant les OPR. Les documents présentés devront être datés de moins de 2 mois.

Il sera établi en 3 exemplaires et sera constitué de :

- Plan de récolement de l'ensemble des ouvrages exécutés, établis conformément aux annexes des fascicules 70-1 et 71 (2 plans papier et plan dématérialisés au format PDF et DWG) et suivant mis à jour ;
- Rapport de tous les essais et analyses réalisés en vue de la réception des travaux et de la mise en service des ouvrages (rapports ITV, étanchéité, compactages, pression, analyses ...) ;
- Plans, coupes détaillées et notes de calcul, fiches techniques des ouvrages spéciaux, établis dans les mêmes conditions que le plan de récolement ;
- Conditions de service, de mise en œuvre et entretien.

Pour les postes de refoulement, il est plus spécifiquement demandé :

- Notice relative aux pannes courantes et aux moyens d'y remédier ;
- Courbe de fonctionnement des pompes ;
- Schémas électriques y compris nomenclature, implantation et liste des composants ;
- Notice de fonctionnement des automatismes et leur programme ;
- Synoptique des clefs...

Les plans de récolement devront de plus :

- Préciser le repérage triangulé et géoréférencé des ouvrages et des points de raccordement des branchements sur la canalisation principale par rapport à des repères fixes invariables dans le temps ;
- Préciser le matériau, la pente, le diamètre extérieur et intérieur des canalisations ;
- Être géoréférencés en classe A en x, y, et z ;
- Être dressés à l'échelle du 1/200ème ;
- Être livrés aux formats DWG et PDF.

Lors des OPR, le service Eau assainissement devra être convié afin d'effectuer avec le maitre d'œuvre une visite technique des ouvrages réalisés. Tous défauts constatés par le service Eau Assainissement, devront être notifiés par le maitre d'œuvre et consignés comme réserves aux entreprises.

Pour l'intégration des réseaux au patrimoine public de la collectivité, le porteur du projet devra fournir les pièces détaillées précédemment.

En cas de servitudes, elles sont établies par actes notariés lorsque les ouvrages sont implantés sur des terrains privés.

La clôture du projet d'aménagement intervient une fois que la déclaration d'achèvement ait été transmise à la collectivité compétente en urbanisme, attestant de la conformité des travaux et de la rétrocession des ouvrages et équipements des domaines de l'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-169
OBJET : Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif : Présentation des rapports annuels d'activité de l'année 2024

Rapporteur : Pascal BARBERET

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le Service Public de l'Assainissement Collectif.

En 2024, 5 contrats de délégation de service public (DSP) de durées différentes étaient suivis :

- DSP avec la société Bertrand pour la collectivité de Chevannes ; (échéance du contrat au 31/12/24) ;
- DSP avec la société Suez Eau France pour la collectivité de Venoy ; (échéance du contrat au 30/06/2031) ;
- DSP avec la société Suez Eau France pour la collectivité de Villefargeau ; (échéance contrat au 30/04/2024) ;
- DSP avec la société Suez Eau France sur le périmètre de l'ancien syndicat du Val-de-Baulche (échéance contrat 30/09/2024) ;
- DSP avec la société Suez Eau France sur le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois, excepté sur celui de Venoy (échéance du contrat au 30 juin 2028). Ce contrat se substitue aux différents contrats arrivant à échéance.

Les délégataires produisent chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ces rapports sont produits chaque année par les délégataires, avant le 1er juin.

Ils tiennent compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respectent les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Chaque contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport.

Dès la communication des rapports à la collectivité, leur examen sera mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prendra acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

communauté
de l'auxerrois

L'intégralité des rapports des délégataires Bertrand et Suez Eau France sont en annexe.

Les faits marquants de 2024 concernent le contrat passé avec Suez Eau France (2023-2028). Ils sont liés à une pollution, l'exploitation et des travaux d'importances.

Concernant le premier point, en janvier 2024, environ 10 m³ de gasoil ont été déversés sur la chaussée au niveau d'une station d'essence à Auxerre. Les hydrocarbures ont rejoint le réseau d'assainissement, puis la station d'épuration d'Appoigny. Cette pollution a été rapidement circonscrite et a donné lieu à d'importantes opérations de dépollution.

Pour l'exploitation la quantité des boues évacuées issues des stations d'épuration de Gy l'Evêque, Augy et Vincelles pour donner suite à l'installation en 2023 de bâches filtrantes. De plus, 60km de réseau ont été inspectés et 64km de réseau curés (en préventif), une campagne de recherche d'eaux claires parasites a été organisée sur 3 secteurs principaux (Clos de la Fontaine à Auxerre, La Noue à Auxerre, Rive gauche à Monéteau), 282 enquêtes de conformité contractuelles ont été diligentées et 2 987 406 m³ d'eau assujettis.

Les principaux travaux ont concerné la réhabilitation du canal de pré-traitement et l'extension de la filière de réception des matières extérieures de la station d'épuration d'Appoigny, l'installation de 2 trackers solaires sur le site du poste de relevage de Monéteau.

En plus de ces faits marquants il a été réalisé une étude du potentiel de déraccordement des eaux pluviales.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte des rapports d'activités de l'exercice 2024 concernant le service public d'assainissement.

Chevannes

Bertrand ENVIRONNEMENT

Rapport Annuel Délégataire

Année 2024

Service de l'assainissement

SOMMAIRE :

Synthèse de l'année
1.1 Les Chiffres Clés
1.2 L'essentiel de l'année

Présentation du service
2.1 Le contrat
2.2 Le patrimoine du service
2.3 L'organisation de la société

Bilan d'exploitation de la station d'épuration

Qualité du service
3.1 Système de collecte
3.2 Branchements
3.3 Travaux
3.4 Etudes de conformité
3.5 Curage
3.6 Interventions curatives
3.7 Dératisation
3.8 Inspection vidéo
3.9 Convention de déversement
3.10 Système d'information géographique (SIG)
3.11 Postes de refoulement

Pistes d'amélioration et remarques

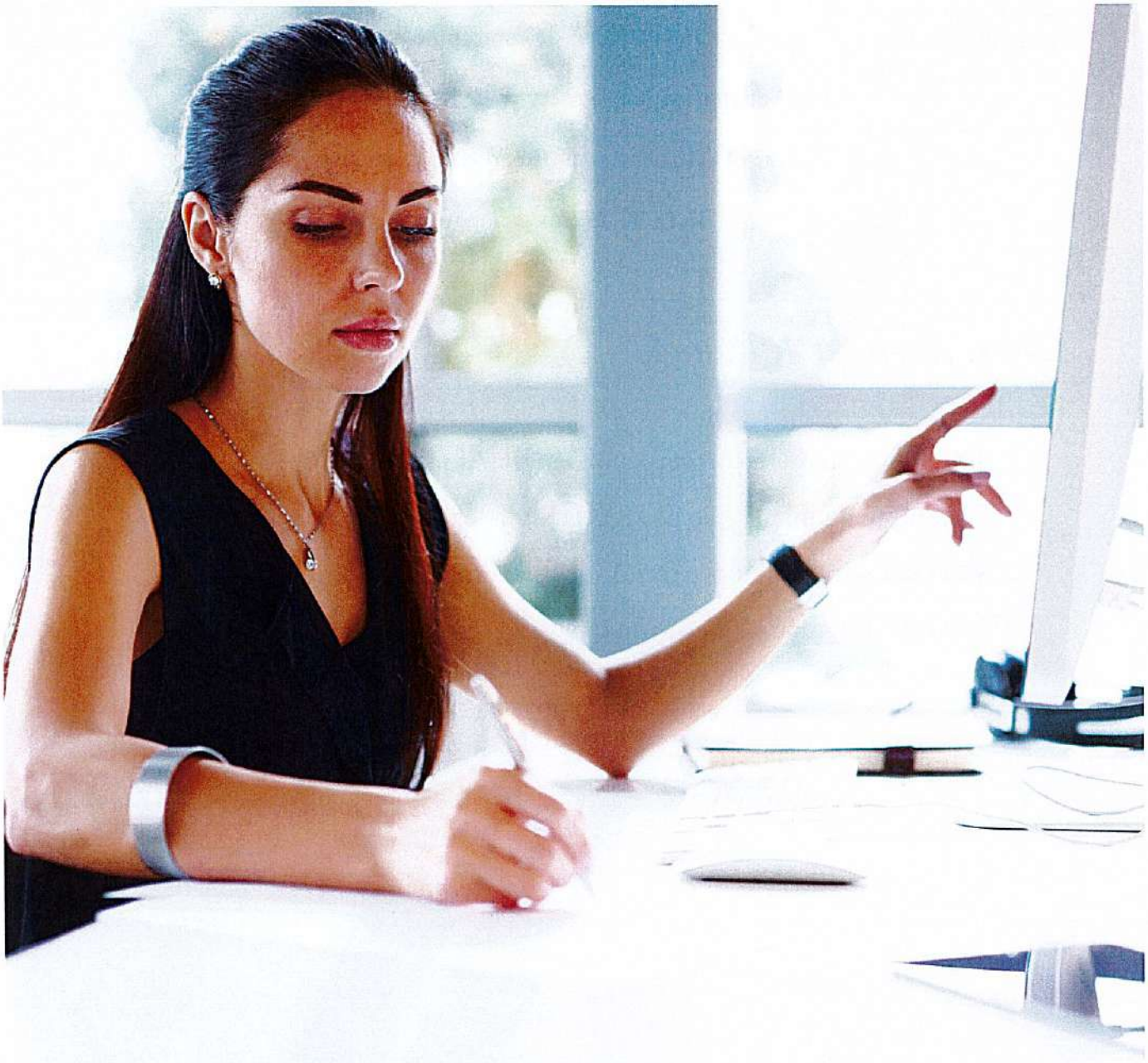
Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
4.1 Le CARE
4.2 Comptes d'exploitations détaillés (EU-EP)

Les indicateurs

Glossaire

Annexes

Synthèse de l'année



1.1 Les Chiffres Clés

8 390 ml de curage.

0 interventions d'urgence (avaloirs et boîtes de branchement).

0 avaloirs curés sur l'année.

0 ml d'inspection vidéo.

360 enquêtes de conformité.

1 024 clients facturés au service de l'assainissement.

2,4594 € TTC/m^3 pour la part assainissement.

2,15 % de taux d'impayés.

1.3 L'essentiel de l'année

Suivi du Système d'Information Géographique (S.I.G.).

Continuité du diagnostic des réseaux via les inspections vidéo.

Suivi et optimisation des postes de relèvements.

Suivi du programme de travaux neufs.

Présentation du service

2.1 Le contrat

La gestion du service a été confiée à notre société par contrat de type affermage en date du 1er JANVIER 2013 pour une durée de 12 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

- ✓ Le pilotage de la station d'épuration ainsi que l'entretien.
- ✓ La surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement.
- ✓ Le suivi analytique des effluents.
- ✓ Le suivi des boues.
- ✓ La surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations des canalisations destinées à la collecte des effluents.
- ✓ Les contrôles des branchements au réseau public

2.2 Le patrimoine du service

La S.A.S. BERTRAND assure la continuité du service d'assainissement pour les habitants de la commune de Chevannes.

Afin d'assurer cette fonctionnalité, le patrimoine du service est doté de :

⇨ 20 200 ml de canalisation reparti en :

✓ - réseaux eaux usées 20 200 ml

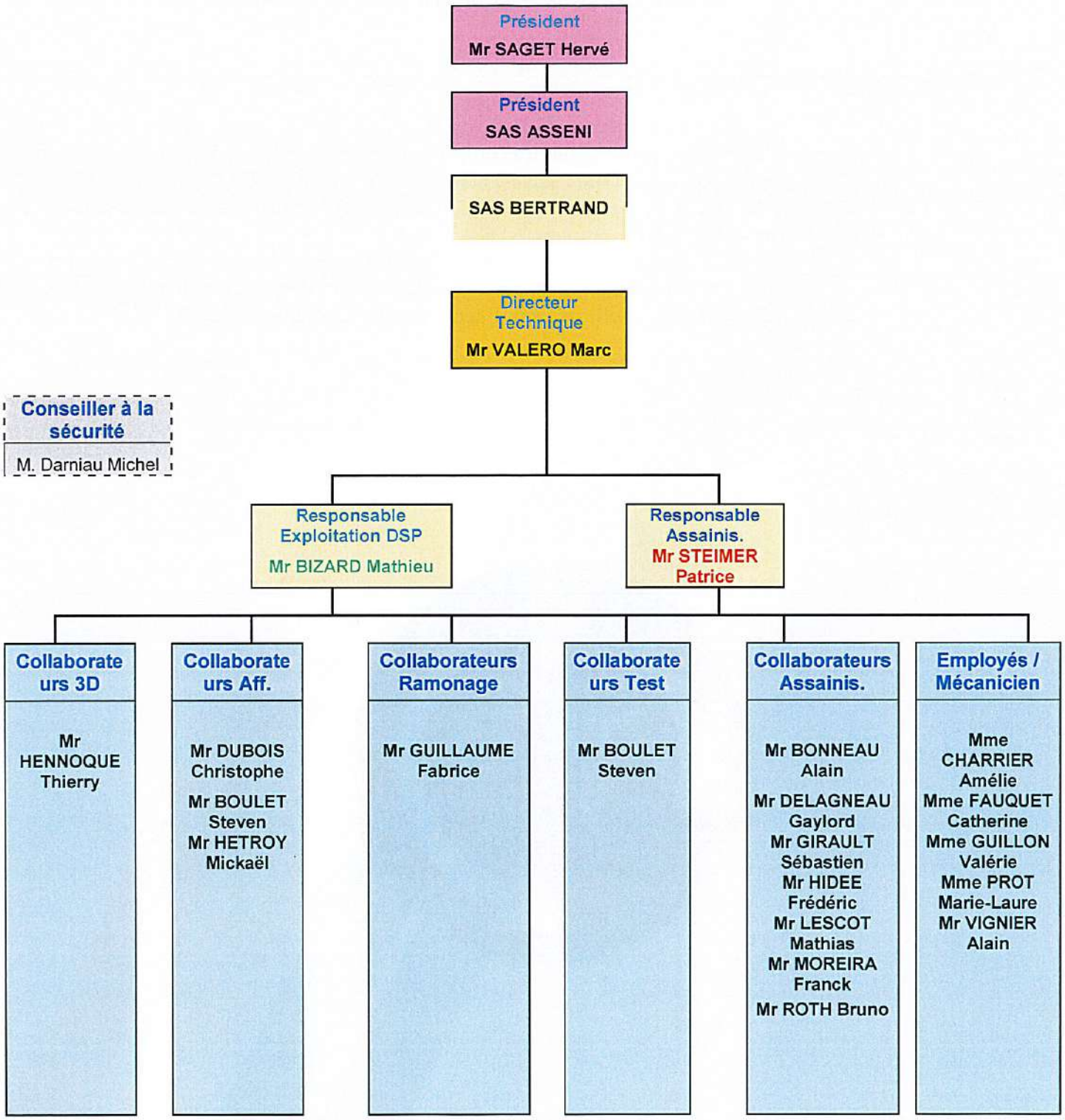
⇨ 8 postes de relèvement

2.3 L'organisation de la société

⇨ Le siège et le département DSP

SAS BERTRAND

ORGANIGRAMME AU 01/04/2021



⇨ Gestion locale :

Gestion du contrat agence de JOIGNY :

29B Route de Chamvres
89300 JOIGNY
Tel : 03.86.80.02.22
E-Mail : contact.dsp@bertrand-sas.com

Accueil de la clientèle :

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

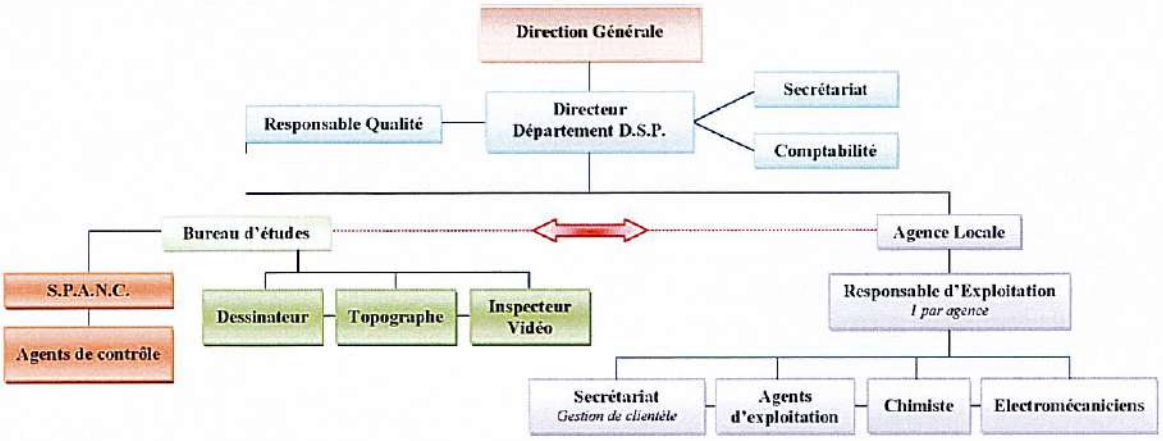
⇨ Astreinte :

La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années. Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais.

⇨ Organisation du département :

Organigramme Département Délégation Service Public



⇨ Moyens supplémentaires :

En cas de besoins supplémentaires tant humains que matériels, une mutualisation est mise en place au niveau de nos agences pour un détachement rapide et efficace sur le terrain.

⇨ Certification ISO 9001 (version 2008) :

Certificat

N° 2005/28214c

BERTRAND SA
Département DSP

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS,
TRAVAUX ET PRESTATION DE SERVICE EN ASSAINISSEMENT,
GESTION DES SERVICES A LA CLIENTELE.

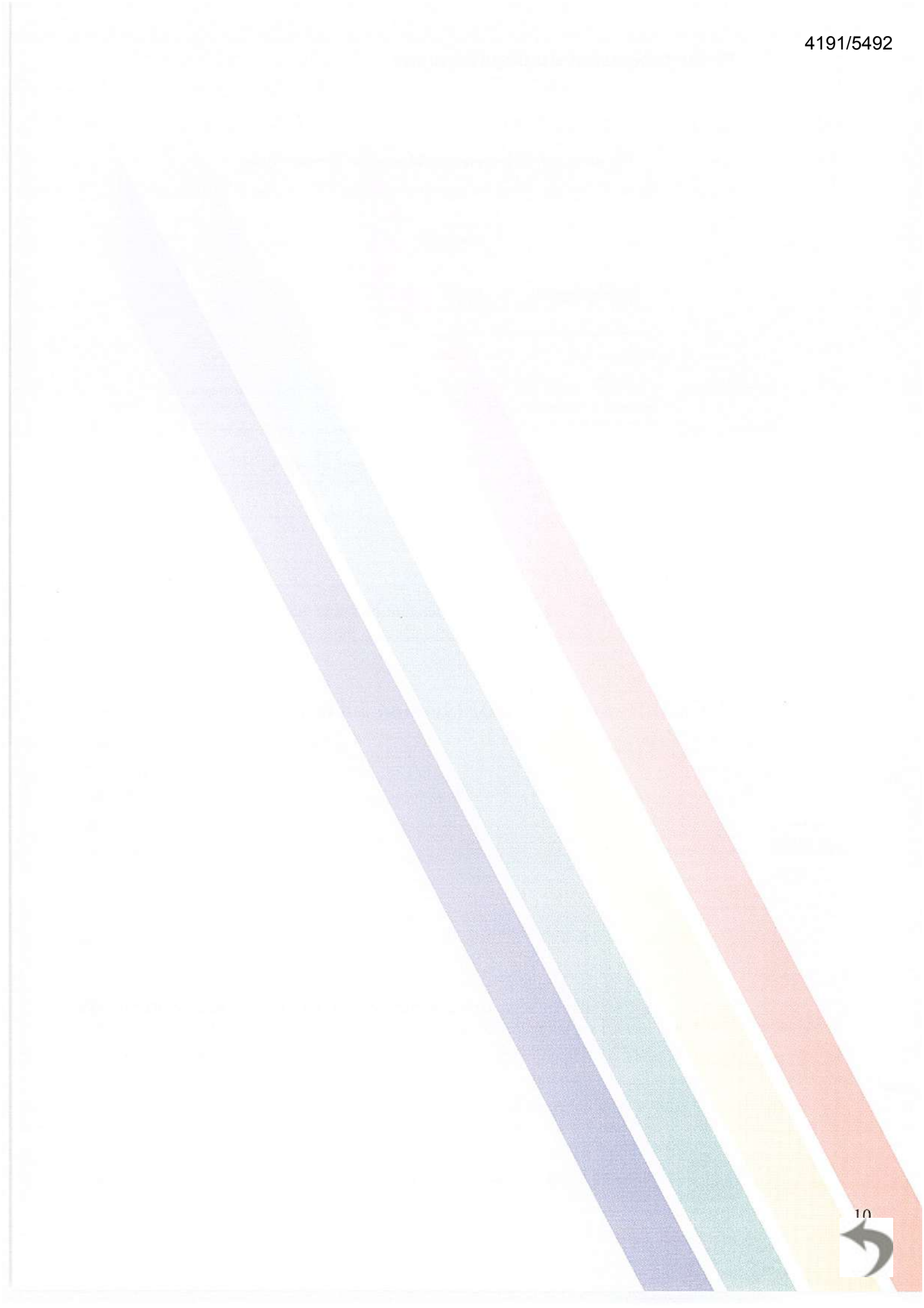
EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT,
WORKS EXECUTION AND PROVISION OF SERVICES RELATED TO SEWERAGE
CUSTOMER RELATIONSHIP MANAGEMENT.

ISO 9001 : 2008

2010-12-07 2012-11-17

afnor

La qualité du service du département DSP est garantie via la certification ISO 9001 (version 2008).



Bilan d'exploitation de la station d'épuration

Patrimoine :

Station d'épuration :

Lieu :	ORGY
Date de mise en service :	2003
Capacité nominal :	2 500 eq/hab
Charge nominale en débit :	500 m3/j
Charge nominal en DBO5 :	150 kg/j
Nature de l'effluent :	Domestique séparatif
Filière eau :	Boues activée
Filière boues :	Lits de roseaux
Télésurveillance :	Oui (Sofrel)
Milieu récepteur :	Ru de Baulches

Traitement des eaux usées

Fréquence des analyses

Paramètres	Entrée	Sortie	Boues évacuées
Débit	365	365	Volume
DBO5	12	12	
DCO	12	12	
MES	12	12	
NTK	4	4	
N-NH4	4	4	
N-NO2	4	4	
N-NO3	4	4	
Pt	4	4	
pH	12	12	
Potassium			2
Métaux			2

En Janvier de chaque année le calendrier prévisionnel des bilans est envoyé pour validation à la Police de l'eau, à l'Agence de l'eau et au SATESE son mandataire.

Fonctionnement de l'épuration

Volume en m3									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Reçus	186 482	127 632	165 362	149 212	128 012	135 814	130 026	141 385	183 601
Epurés	186 482	127 632	165 362	149 212	128 012	135 814	130 026	141 385	183 601
By passés	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Normes de rejet :

Référence : Section 4.02 de l'arrêté du 04 avril 2001, N° PREF-DCLD-2001-0235

Paramètres	Concentration maximales (mg/l)	Rendement (%)
Charge DBO5 (mg/l)	25	70
Charge DCO (mg/l)	125	75
Charge MES (mg/l)	35	90
Charge NGL (mg/l)	15	70
Charge Pt (mg/l)	2	80

Rendement épuratoire :

Débits sur la station									
Débit (m3/j)	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Minimum	227	210	211	136	116	159	202	151	221
Maximum	1 238	1 066	1 359	1 194	1 354	1 192	895	1 230	1 409
Moyenne	510	350	453	409	350	372	356	387	502

Charges en entrée et sortie de la station d'épuration			
Paramètres	**Charges moyennes en entrée de station (mg/l)**	**Charges moyennes en sortie de station (mg/l)**	**Rendement de la station (%)**
Charge DBO5 (mg/l)	352,50	4,5	98
Charge DCO (mg/l)	786,08	31,4	94
Charge MES (mg/l)	501,25	6,2	97
Charge NGL (mg/l)	92,95	5,6	93
Charge NTK (mg/l)	92,83	2,7	97
Charge N-NH4 (mg/l)	71,92	0,5	97
Charge Pt (mg/l)	12,24	1,0	85

Rendement de la station d'épuration									
Paramètres	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
DBO5	97	98	98	98	98	98	98	99	98
DCO	93	95	92	94	94	95	95	95	94
MES	97	97	97	98	99	98	98	99	97
NGL	77	82	87	89	84	92	90	93	93
NTK	80	86	93	94	92	94	97	97	97
N-NH4	76	84	94	96	91	95	99	99	97
Pt	87	87	81	86	78	87	87	90	85

12 bilans 24 heures réalisés cette année.
Annexe faisant ressortir les moyennes.

Consommation d'énergie :									
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
KW/h	109 983	98 341	99 709	102 230	99 134	108 252	108 638	109 912	110 754

Produit de traitement :									
Produit	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Chlorure ferrique	15	17	15	14	16	15	14	16	14

Sous-produits (en kilogrammes) :									
Nature	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Refus de dégrillage	2 500	2 650	3 000	2 850	2 700	2 800	2 750	2 800	2 850
Sables	115	275	100	120	110	110	120	120	150

Les refus de dégrillage et les sables sont évacués en filiaire.

Production de boues (en tonnes de matière sèches) :									
Filière évacuation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Epandage	26,1	16,9	0	11,8	0	0	32,31	0	68,36

Principale interventions curatives :

RAS

Pour mémoire :

Aucune boues à était épandue en 2020 et 2021, en raison de la crise sanitaire COVID 19

Renouvellement

Télésurveillance

Aucun automate de remplacé durant cette période.

Matériel tournant

- 1 disjoncteur + 1 contacteur pour agitateur BA
- 2 pompes de relevage PR entrée STEP
- 2 pompes de recirculation
- 1 pompe d'extraction
- 1 pompe PR toute eaux

Qualité du service

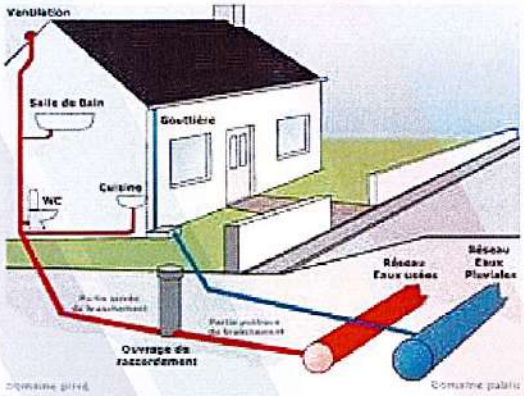
3.1 Système de collecte.

Ouvrages	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
EU	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml	20 200 ml
EP	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Avaloirs	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/

TOTAL (ml) : 20 200 ml

Les linéaires dans ce tableau sont l'évolution de ceux transmis en début de contrat.

3.2 Branchements.



Nouveaux	Nb EU - Unitaire	Nb EP
2014	0	0
2015	2	1
2016	1	0
2017	2	1
2018	5	2
2019	1	0
2020	2	0
2021	5	0
2022	3	2
2023	0	0
2024	0	0

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les nouveaux branchements créés dans le cadre des travaux neufs de type remplacement ou extension ville.

Détail des branchements en **annexe 1**

3.3 Travaux.

0 opérations de réparation ou de création ont été réalisées sur les réseaux de collecte.

3.4 *Etudes de conformité.*

360 enquêtes de conformité ont été réalisées, dont 2 Non conforme.

Toutes les conformités et non-conformités sont transmises en Mairie avec pour chaque non-conformité :

- ✓ le certificat ;
- ✓ une estimation des travaux à réaliser (public et privé) ;
- ✓ un schéma des installations existantes et à créer.

Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à ce dernier avec copie.
Le tableau récapitulatif joint en **annexe 3** fait apparaître :

- ✓ - le numéro de la fiche ;
- ✓ - le numéro dans la rue ;
- ✓ - le nom de la rue ;
- ✓ - la commune ;
- ✓ - le nom du propriétaire de l'immeuble ;
- ✓ - le bilan du contrôle par type de rejet ;

3.5 Curage.

Réseaux

Type	Objectif	2024
EU	6 667 ml	8 390 ml
EP	/	/
TOTAL	**6 667 ml**	**8 390 ml**

Les zones critiques (chemin du tacot, Champclos, Vignottes) on été curées 2 fois dans l'année et le chemin des Prairies 3 fois, comme stipulé dans le marché.

Le tableau joint en annexe 4 détaille l'ensemble des interventions de curage réalisé sur cet exercice.

Avaloirs

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/

3.6 *Interventions curatives.*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Canalisation	3 U	2 U	1 U	1 U	2 U	0 U	0 U	1 U	1 U	0 U	0 U
Branchements	1 U	0 U	0 U	4 U	1 U	1 U	0 U	0 U	0 U	2 U	0 U

Le tableau joint en annexe 4 détaille les interventions réalisées sur cet exercice.

3.7 Dératisation.

La dératisation est réalisée en continu par les équipes de curage ainsi qu'un technicien.

3.8 Inspection vidéo.

0 ml d'inspection vidéo réalisé sur cet exercice.

3.9 Convention de déversement.

Pas de nouvelle convention de déversement a été signée cette année.

3.10 S.I.G.

Le SIG est terminé. En effet, la totalité des relevés est réalisée et la saisie est également terminée.

3.12 Postes de refoulement.

Bilan énergétique

Nom	Energie
Chamaille	3 723 Kwa
Ribourdin	389 Kwa
La Biche	5 812 Kwa
La Villotte	15 051 Kwa
Serein	5 821 Kwa
Orgy	306 Kwa
Maulny	8 823 Kwa
Porte d'en haut	3 012 Kwa
Total	42 937 Kwa

Les relevés EDF sont réalisés en fin de mois sur l'ensemble des postes.

Télésurveillance

Aucun automate de remplacé durant cette période.

Matériel tournant

- 1 pompe de relevage PR La Biche
- 2 barres de guidage carré PR Chamaille
- 1 pompe de relevage PR la Villottes
- 1 Démarreur PR La Biche
- Réparation vannes d'air compresseur PR Ribourdin
- 3 Batterie Sofrel
- 1 colonne lumineuse PR Maulny
- Support barre de guidage PR Serein
- 1 Sonde Piezo PR Orgy
- 1 pompe de relevage PR Ribourdin
- 1 pompe de relevage PR porte d'en haut
- 1 pompe de relevage PR Orgy
- 2 pompes de relevage PR La Biche
- 1 pompe de relevage PR Chamaille

Renouvellement détecteurs de niveau ou sondes

Nom	Détecteurs	Sondes
Chamaille		
Ribourdin		
La Biche		
La Villottes		
Serein		
Orgy		*1*
Maulny		
Porte d'en haut		

Il n'y a pas eu d'interruption de service au niveau des postes de relèvement pendant sur cet exercice.

Réhabilitation

Sans objet durant cet exercice.

Opérations de maintenance

Les postes de relèvement sont curés en moyenne 4 fois par an.
Les poires de niveau et les sondes sont vérifiées et nettoyées régulièrement, celles-ci sont remplacées en cas d'anomalies ou préventivement
Réparations et améliorations diverses (modification du câblage d'armoire afin de permettre de commander les pompes à distance, mise en place de clapets, de contacteurs, de batteries...)
Petites fournitures
Nous utilisons une quantité importante de petites fournitures pour l'entretien des postes :

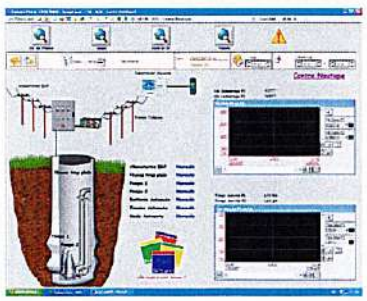
- ✓ fusibles ;
- ✓ contacteurs ;
- ✓ relais ;
- ✓ thermiques ;
- ✓ voyants de contrôle ;
- ✓ câbles électriques ;
- ✓ chaînes ;
- ✓ manilles ;
- ✓ boites de dérivation ;
- ✓ dominos ;
- ✓ graisse ;
- ✓ …

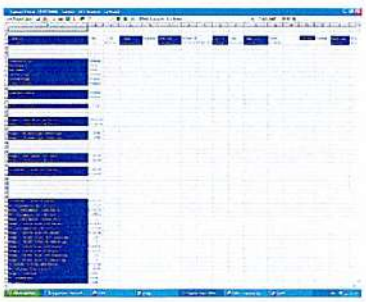
L'ensemble des opérations de maintenance est consigné.

Télésurveillance

La surveillance des postes de refoulement est réalisée à l'aide du logiciel TOPKAPI, qui nous permet de notifier les alarmes aux opérateurs d'astreinte et de palier aux dysfonctionnements.

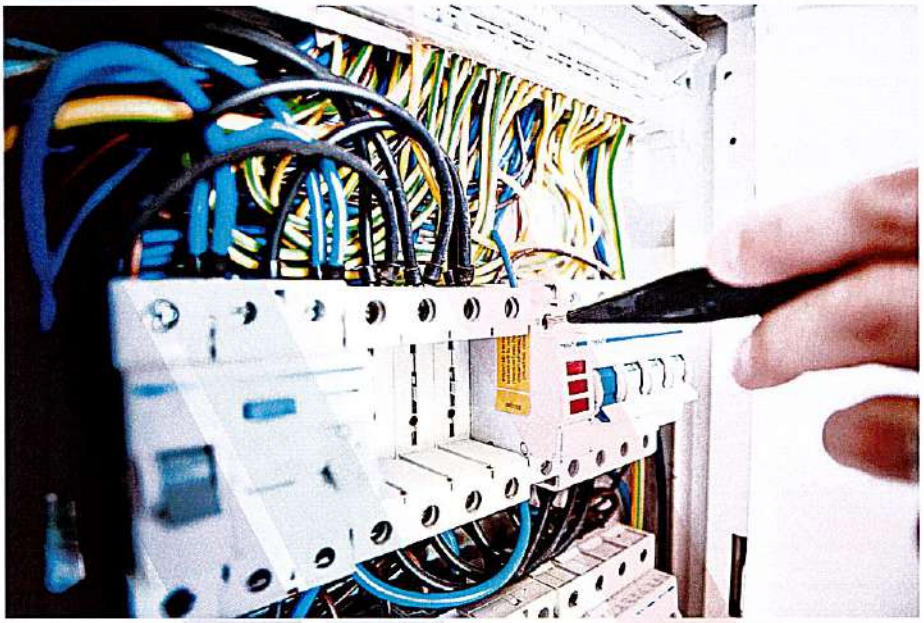
Nom	Type d'automate
Chamaille	*S 530*
Ribourdin	*S 530*
La Biche	*S 530*
Villottes	*S 530*
Serein	*S 530*
Orgy	*S 530*
Maulny	*S 550*
Porte d'en haut	*S 530*





Conformités électriques

Un rapport de vérification de chaque installation électrique est établi par le Cabinet des Epris
Ces visites se sont déroulées le 22 Février 2024.
Il résulte de ces contrôles que toutes les armoires sont conformes aux normes et en parfait état de fonctionnement.



Pistes d'amélioration et remarques

Pistes d'amélioration des réseaux

- ✓ Le poste de relèvement Porte d'en haut se trouve en niveau trop pleins qui met le réseau d'eau usée en charge, lors de forte pluie ou d'orage important.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE)

Méthode de calcul :

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est établi en application des dispositions de l'article 2 de la loi du 8 août 1995 qui dispose de l'obligation pour le délégataire de service public de publier un rapport annuel destiné à informer le délégant sur les comptes, la qualité de service et l'exécution du service délégué.

Sa présentation est conforme aux dispositions de la circulaire n°740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau et tient compte des recommandations émises par le Comité « Secteur public » de l'ordre des experts comptables dans ses deux ouvrages que sont « Le rapport annuel du délégataire de service public » et l'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public, collection « Maîtrise de la gestion locale ».
A cette circulaire s'est ajoutée celle du 31 janvier 2006, en application du décret n° 2005-236 du 14 mars 2005. Les chiffres de l'année en cours y sont indiqués, ceux de l'année précédente y seront rappelés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente sera alors systématiquement indiquée.

Cette annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objet d'expliquer les modalités d'établissement de la partie financière du rapport annuel et de ses composantes.

Modalités d'établissement du CARE :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

Produits, la rubrique comprend :

Exploitation du service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.
Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.
Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.
Produits et accessoires : le montant total, hors TVA, facturé, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

Charges, les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante :

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Service.
Elles comprennent :

- ✓ Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat.
- ✓ Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules, …).

La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie, …) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaire du Département DSP.
La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plate forme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance, …) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Département DSP proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Département DSP.

- ✓ Des charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
  - ➢ Des frais de centre et de secteurs représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge ;
  - ➢ Des frais de structure centraux représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche.

Des charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

Commentaires des rubriques de charges :

1. Personnel :

Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise, …) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.
L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiche de travail. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

2. Energie électrique :

Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

3. Achats d'eau :

Contrat d'eau : cette rubrique comprend les achats d'eau en gros auprès d'un tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Contrat d'assainissement : cette rubrique comprend les achats de prestations de traitement en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour le traitement des effluents collectés dans le cadre du contrat.

4. Produits de traitement :

Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.
Cette rubrique comprend les analyses réglementaires DDASS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

5. Sous-traitance, Matières et Fournitures :

Cette rubrique comprend :

- ✓ Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprenant les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, espaces verts, cartographie, contrôle des installations électriques, …).
- ✓ Matières et Fournitures : ce poste comprend :
  - ➢ La charge relative au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise.
  - ➢ La location de courte durée de matériel sans chauffeur.
  - ➢ Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau.
  - ➢ Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique.
  - ➢ Le matériel de sécurité.
  - ➢ Les consommables divers.

6. Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :

Cette rubrique comprend :

- ✓ La taxe professionnelle ;
- ✓ La taxe foncière ;
- ✓ Les redevances d'occupation du domaine public.

7. Autres dépenses d'exploitation :

- ✓ Télécommunications, poste et télégestion : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- ✓ Engins et véhicules : les charges relatives aux matériels composant cette section sont les suivantes : amortissement, location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances.

- ✓ Le total des charges de la section 'Engins et véhicules' fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du département DSP proportionnellement au coût du personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du département DSP.
- ✓ Informatique : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
- ✓ TOPKAPI, logiciel de télésurveillance.
  - ➢ AGUA, logiciel de facturation clientèle.
  - ➢ GEOMAP, logiciel de SIG.
  - ➢ AUTOCAD-MAP, logiciel de cartographie.
  - ➢ COVADIS, logiciel de modélisation.
- ✓ Assurances : ce poste comprend :
  - ➢ La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au Délégataire.
  - ➢ Les primes dommages ouvrage.
  - ➢ Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu.
  - ➢ Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- ✓ Locaux : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- ✓ Divers : autres charges.

8. Frais de contrôle :

Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au Délégataire.

9. Contribution aux Services Centraux et Recherche :

Une quote-part de frais de structure est imputée sur chaque contrat.

10. Collectivités et autres organismes publics :

Ce poste comprend :

- ✓ La part communale, intercommunale ou syndicale.
- ✓ Les taxes
- ✓ Les redevances

11. Charges relatives aux Renouvellements :

- ✓ Garantie pour la continuité du service : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le Délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le Délégataire se doit de les assumer à ses frais sans que cela puisse donner lieu à un ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle. Il s'agit d'un lissage des charges sur la durée du contrat. Il est à noter que la méthode de calcul de ce lissage a été améliorée conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 et au rapport de l'Ordre des Experts Comptables.

- ✓ La méthode intègre les charges prévisionnelles selon un calcul fondé sur l'évaluation des risques à couvrir jusqu'à la fin du contrat. Le calcul intègre également les charges effectivement constatées depuis le début du contrat. Ce calcul sera réactualisé chaque année pour tenir compte de l'évolution du patrimoine et des charges réellement constatées depuis le début du contrat.
- ✓ Programme contractuel de renouvellement : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du Délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.
- ✓ Compte (ou fonds contractuels) de renouvellement : le Délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation de Délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuels), c'est le montant de cette dotation qui doit figurer sur le CARE. Pour un même contrat, plusieurs de ces notions peuvent exister.

12. Charges relatives aux investissements :

Elles comprennent les différents types d'obligation existant au contrat :

- ✓ Programme contractuel d'investissements.
- ✓ Fonds contractuels d'investissements.
- ✓ Annuité d'emprunts de la Collectivité prise en charge par le Délégataire.
- ✓ Investissements incorporels.

Les montants engagés par le Délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité et que le Délégataire s'est engagé à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

13. Charges relatives aux investissements du domaine privé :

Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

14. Perte sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement :

Ce poste comprend :

- ✓ Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fond de Solidarité Logement (FSL Eau).
- ✓ Les provisions pour créances douteuses.
- ✓ Les frais d'actes et de contentieux.

RESULTAT AVANT IMPOT

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur ces sociétés appliqué au résultat est de 33.33 %.

RESULTAT

Il s'agit du résultat restant après un éventuel impôt sur les sociétés.

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2024

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2022	2023	2024	Ecart
PRODUITS	**206 318,56 €**	**212 930,31 €**	**207 579,42 €**	
Exploitation du service	103 711,91 €	102 487,36 €	114 362,21 €	
Collectivités et autres organismes publics	102 606,65 €	110 442,95 €	93 217,21 €	
Travaux attribués à titre exclusif				
CHARGES	**223 540,10 €**	**237 100,21 €**	**250 479,73 €**	
Personnel	34 059,25 €	35 762,21 €	37 550,32 €	
Energie électrique	39 448,03 €	41 420,43 €	43 491,45 €	
Evacuation boues et sous-produits	1 089,18 €	761,53 €	12 489,40 €	
l Produits de traitement	2 969.03 €	2 998,72 €	3 058,69 €	
Analyses et contrôles divers	4 042,54 €	4 082,96 €	4 164,61 €	
Sous-traitance, matières et fournitures	2 505,71 €	2 530,76 €	2 606,68 €	
Impôts locaux, taxes	509,82 €	514,91 €	520,05 €	
Autres dépenses d'exploitation, dont :				
• Télécommunication, postes et télégestion	2 245,85 €	2 245,85 €	2 279,53 €	
• Engins et véhicules	4 544,83 €	4 613,00 €	4 705,26 €	
• Informatique				
• Assurances	1 950,89 €	1 980,15 €	2 009,85 €	
• Locaux				
• Autres	5 815,79 €	5 903,02 €	6 021,08 €	
Frais de contrôle	2 161,81 €	2 183,42 €	2 216,17 €	
Contribution des services centraux et de recherche	875,00 €	875,00 €	875,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	102 606,65 €	110 442,95 €	93 217,21 €	
Charges relatives aux renouvellements				
• Pour garantie de continuité du service	11 451,52 €	10 129,47 €	27 626,21 €	
Charges relatives aux investissements				
Charges relatives aux investissements du domaine privé				
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement	656,21 €	158,00 €	2 726,31 €	
Impayés	6 607,99 €	10 475,38 €	4 922,12 €	
RESULTAT avant IMPÔT Apurement des déficits antérieurs	**- 17 221,54 €**	**- 24 169,90 €**	**- 42 900,31 €**	
RESULTAT	**- 17 221,54 €**	**- 24 169,90 €**	**- 42 900,31 €**	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2024

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

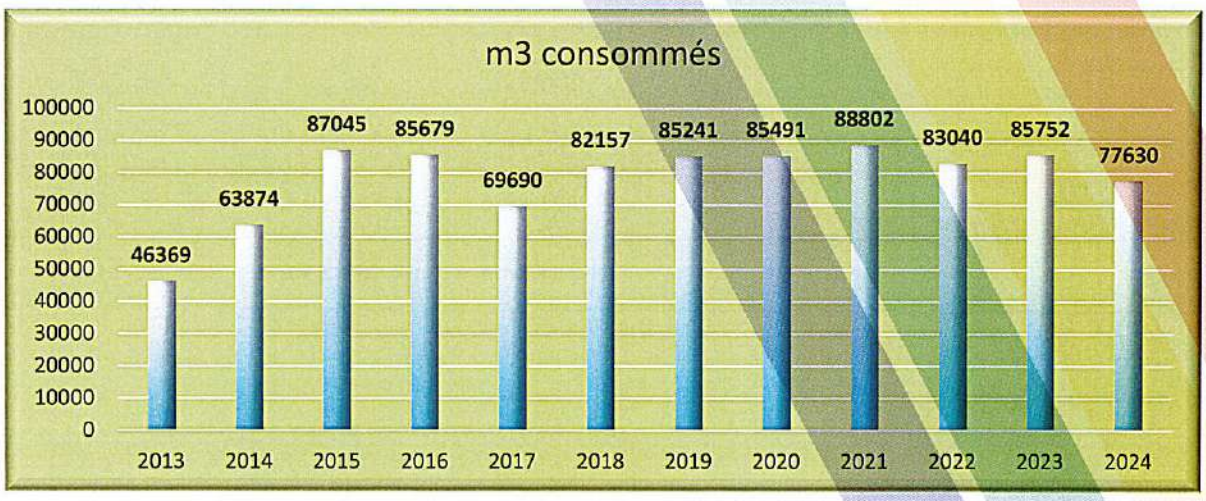
Détail des produits

	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**224 165,34 €**	**224 165,34 €**	
Exploitation du service	113 722,39 €	113 722,39 €	
· Part fixe	39 898,50 €	44 154,88 €	
· Part proportionnelle	73 823,89 €	72 599,95 €	
· Pluvial			
· Redevance transport des effluents			
Collectivités et autres organismes publics	110 442,95 €	93 217,21 €	
· Part Collectivité	110 442,95 €	93 217,21 €	
· Part fixe			
· Part proportionnelle	110 442,95 €	93 217,21 €	
· Part modernisation des réseaux			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Evolution m³

	2023	2023	Ecart en %
Collectivité	85 752 m3	77 630 m3	
Société BERTRAND	85 752 m3	77 630 m3	

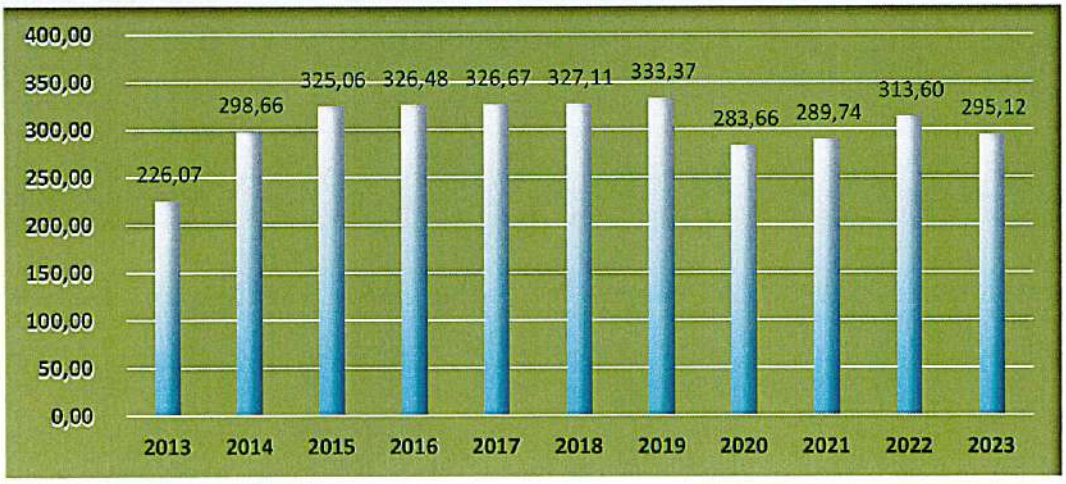


Facture type assainissement pour 120 m³ d'eau H.T.

	Quantité en m3	Prix unitaire m3 2023	Montant 120 m3 HT 2023	Prix unitaire m3 2024	Montant 120 m3 HT 2024	Varation
collecte et traitement des eaux usées						
Collecte et traitement						
Part CA Auxerrois	120	1,3300	159,6000	1,1900	142,8000	
Par redevance SAS BERTRAND	120	0,8609	103,3080	0,8609	103,3080	
Sous Total 'collecte'		2,1909	262,9080	2,0509	246,1080	
Organismes publics						
Modernisation des réseau	120	0,1850	22,2000	0,1850	22,2000	
Montant HT		2,3759	285,1080	2,2359	268,3080	
Montant TVA à 10 %		0,2375	28,5000	0,2235	26,8200	
Montant TTC		2,6134	313,6080	2,4594	295,1280	

Prix m3 TTC	Prix m3 TTC
2,6134 €	2,4594 €

Evolution facture type assainissement pour 120 m3 d'eau T.T.C.



Renouvellement

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Pompe de relevage	1	*PR Biche*	1 857,13 €
Barres de guidage carré	2	*PR Chamaille*	24,09 €
Pompe de relevage	1	*PR Villottes*	3 429,00 €
Démarreur	1	*PR la Biche*	255,02 €
Batterie Sofrel	3		616,98 €
Colonne lumineuse	1	*PR Maulny*	59,68 €
Support barre de guidage	1	*PR Serein*	82,50 €
Sonde piezo	1	*PR Orgy*	534,72 €
Pompe de relevage	1	*PR Ribourdin*	860,00 €
Pompe de relevage	1	*PR Porte d'en Haut*	1 275,00 €
Pompe de relevage	1	*PR Orgy*	738,65 €
Clapets anti-retour	2	*PR La Biche*	178,00 €
Pompes de relevage	2	*PR La Biche*	4 458,00 €
Pompe de relevage	1	*PR Chamaille*	1 449,00 €
		TOTAL	15 825,94 €

Renouvellement STEP

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Disjoncteur + contacteur agitateur	1	*STEP*	485,04 €
Pompes de relevage	2	*PR Entrée STEP*	4 748,56 €
Pompes de recirculation	2	*PR Recirculation*	3 388,24 €
Pompe d'extraction	1	*Bassin d'aeration*	1 694,12 €
Pompe de relevage	1	*PR Toute eaux*	1 484,31 €
		TOTAL	11 800,27 €

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.

Total renouvellement Electro + STEP + TP **27 626,21 €**

Evolution fond de renouvellement PR

BASE	5 354,87 €

	Montant Réévalué	Montant avec report N-1	Renouvellement réalisé	Différence	majoré au :		S_N
2013	5 354,87 €	5 354,87 €	5 075,64 €	279,23 €	279,23 €	31-déc.-13	279,23 €
2014	5 354,87 €	5 634,10 €	7 536,80 €	- 1 902,70 €	- 1 902,70 €	31-déc.-14	- 1 902.70 €
2015	5 354,87 €	3 452,17 €	2 768,14 €	684,03 €	684,03 €	31-déc.-15	684,03 €
2016	5 354,87 €	6 038,90 €	10 437,28 €	- 4 398,38 €	- 4 398,38 €	31-déc.-16	- 4 398,38 €
2017	5 354,87 €	956,49 €	3 314,29 €	- 2 357,80 €	- 2 357,80 €	31-déc.-17	- 2 357,80 €
2018	5 354,87 €	2 997,07 €	8 468,09 €	- 5 471,02 €	- 5 471,02€	31-déc.-18	- 5 471,02 €
2019	5 354,87 €	- 116,15 €	7 984,03 €	- 8 100,18 €	- 8 100,18 €	31-déc-19	- 8 100,18 €
2020	5 354,87 €	- 2 745,31 €	3 046,38 €	- 5 791,69 €	- 5 791,69 €	31-déc-20	- 5 791,69 €
2021	5 354,87 €	- 436,82 €	928,42 €	- 1 385,24 €	- 1 385,24 €	31-déc-21	- 1 385,24 €
2022	5 354,87 €	- 1 385,24 €	11 451,52 €	- 7 481,89 €	- 7 481,89 €	31-déc-22	- 7 481,89 €
2023	5 354,87 €	- 2 127,02 €	10 129,47 €	- 12 256,49 €	- 9 009,93 €	31-déc-23	- 12 256,49 €
2024	5 354,87 €	- 6 901,62 €	15 825,94 €	- 22 727,56 €	- 22 727,56 €	31-déc-24	- 22 727,56 €

Evolution fond de renouvellement STEP

Prévisionnel	3 501,61 €

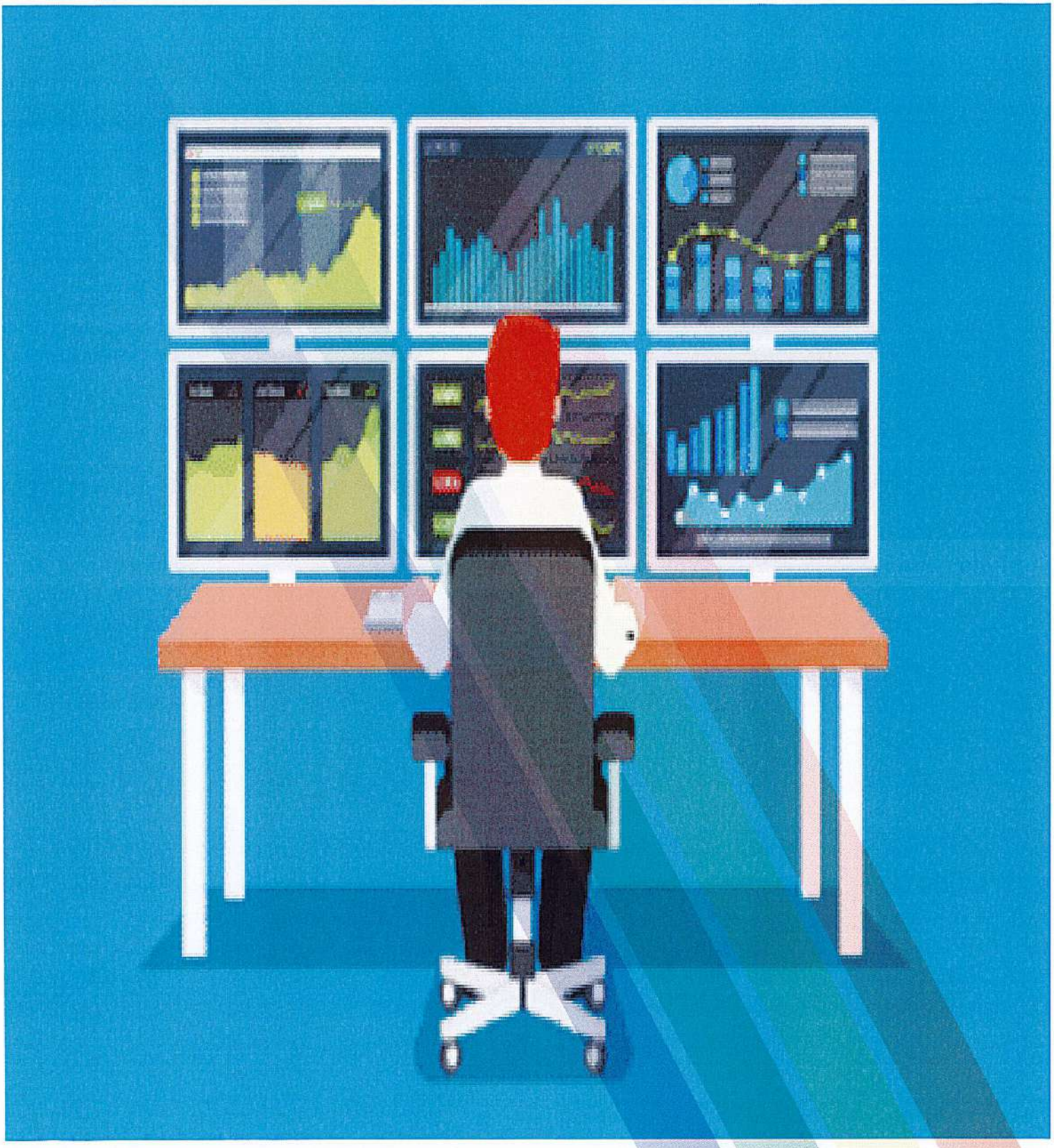
	Montant Réévalué	Montant avec report N-1	Renouvellement réalisé	Différence	majoré au :		S_N
2013	3 501,61 €	3 501,61 €	877,16 €	2 624,45 €	2 624,45 €	31-déc.-13	2 624,45 €
2014	3 501,61 €	6 126,06 €	7 425,82 €	- 1 299,76 €	- 1 299,76 €	31-déc.-14	- 1 299,76 €
2015	3 501,61 €	2 201,85 €	2 524,45 €	- 322,60 €	- 322,60 €	31-déc.-15	- 322,60 €
2016	3 501,61 €	3 179,01 €	1 904,14 €	1 274,87 €	1 274,87 €	31-déc.-16	1 274,87 €
2017	3 501,61 €	4 776,48 €	2 461,34 €	2 315,14 €	2 315,14 €	31-déc.-17	2 315,14 €
2018	3 501,61 €	5 816,75 €	3 278,45 €	2 538,30 €	2 538,30 €	31-déc.-18	2 538,30 €
2019	3 501,61 €	6 039,91 €	4 792,83 €	1 247,08 €	1 247,08 €	31-déc-19	1 247,08 €
2020	3 501,61 €	4 748,69 €	2 087,78 €	2 660,91 €	2 660,91 €	31-déc-20	2 660,91 €
2021	3 501,61 €	6 162,52 €	2 772,99 €	3 389,53 €	3 389,53 €	31-déc-21	3 389,53 €
2022	3 501,61 €	6 891,14 €	2 114,50 €	4 776,64 €	4 776,64 €	31-déc-22	4 776,64 €
2023	3 501,61 €	8 278,25 €	1 236,80 €	7 041,45 €	7 041,45 €	31-déc-23	7 041,45 €
2024	3 501,61 €	10 543,06 €	11 800,27 €	- 1 257,21 €	- 1 257,21 €	31-déc-24	- 1 257,21 €

Evolution fond de renouvellement Travaux Réseaux

Prévisionnel	874 €

	Montant Réévalué	Montant avec report N-1	Renouvellement réalisé	Différence	majoré au :		S_N
2013	874 €	874 €	0,00 €	874 €	874 €	31-déc.-13	874 €
2014	874 €	1 748 €	0,00 €	1 748 €	1 748 €	31-déc.-14	1 748 €
2015	874 €	2 622 €	2 296,16 €	325,84 €	325,84 €	31-déc.-15	325,84 €
2016	874 €	1 199,84 €	0,00 €	1 199,84 €	1 199,84 €	31-déc.-16	1 199,84 €
2017	874 €	2 073,84 €	100,91 €	1 972,93 €	1 972,93 €	31-déc.-17	1 972,93 €
2018	874 €	2 846,93 €	1 783,78 €	1 063,15 €	1 063,15 €	31-déc.-18	1 063,15 €
2019	874 €	1 937,15 €	162,87 €	1 774,28 €	1 774,28 €	31-déc-19	1 774,28 €
2020	874 €	2 648,28 €	642,89 €	2 005,39 €	2 005,39 €	31-déc-20	2 005,39 €
2021	874 €	2 879,39 €	119,12 €	2 760,21 €	2 760,21 €	31-déc-21	2 760,21 €
2022	874 €	3 634,21 €	1 132,06 €	2 502,15 €	2 502,15 €	31-déc-22	2 502,15 €
2023	874 €	3 376,15 €	0,00 €	3 376,15 €	3 376,15 €	31-déc-23	3 376,15 €
2024	874 €	4 250,15 €	0,00 €	4 250,15 €	4 250,15 €	31-déc-24	4 250,15 €

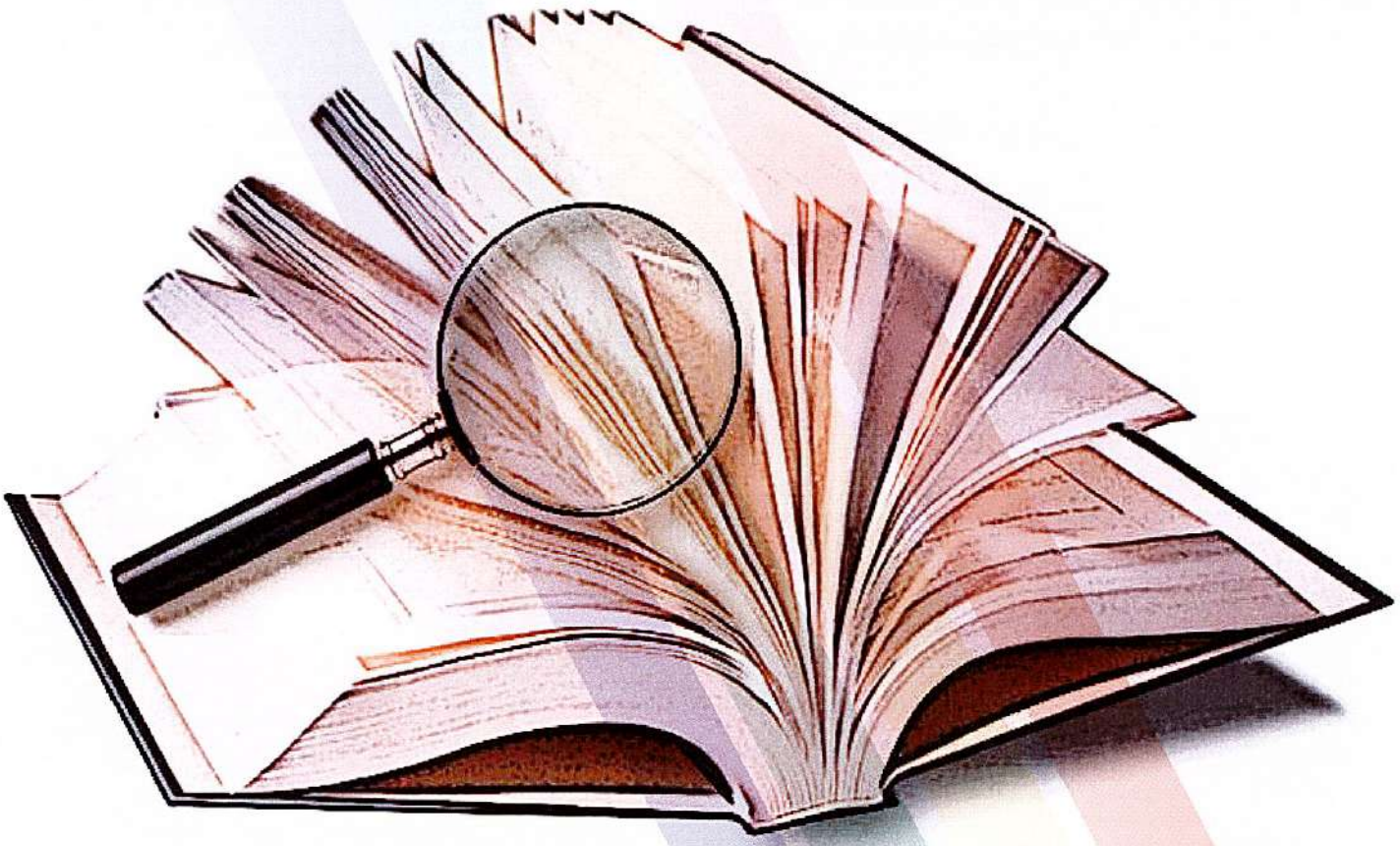
Indicateur de performance



Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	2 150	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	68,36	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,4594	€/m³
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100.	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100.	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	98.	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100.	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m³
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0.7	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	1	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	100.	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,15	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Glossaire



Glossaire:

Amont : Partie du cours d'eau située entre la source et le point considéré.

Assainissement : Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement

Assainissement autonome : L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

Assainissement collectif : C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Auto surveillance : Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.

Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriel, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.

Biodégradable : Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet antiretour : Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.

Collecteur : Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.

Convention de déversement : Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire…) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat. Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.

D.B.O.5 (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.

Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers » « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m^3/s ou en l/s.

Débit moyen : L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).

Décantation : Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.

Dégrilleur : Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.

Déversoir (d'orage) : En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf s'il y a un bassin d'orage pour les accueillir.

Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.

Egout : Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.

Epuration : Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.

Exutoire : Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.

Graisse : Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.

Infiltration : Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple: infiltrations dans un puits, d'infiltration par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.

Lagunage : Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.

Maître d'œuvre : Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.

Maître d'ouvrage : Propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Nappe Phréatique : Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.

Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Pollution bactériologique : Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.

Pollution diffuse : Pollution des eaux du non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.

Pollution dispersée : Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concerné est important.

Pollution domestique : Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).

Pollution : Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".

Programme d'assainissement : Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Redevance : Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau

Regard : Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Rendement : Mesure de l'efficacité d'un procédé.

Réservoir : Bassin où l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.

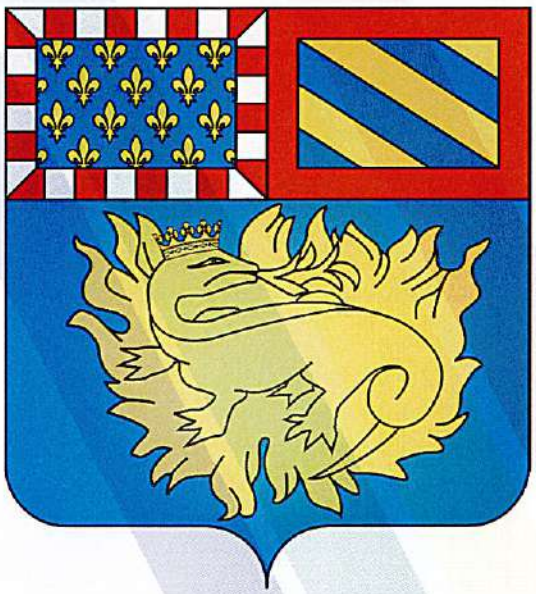
Schéma d'assainissement : Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).

Système d'assainissement : Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Annexes

Bertrand ENVIRONNEMENT

Conformité



Année 2023

Service de l'assainissement

RECAPITULATIF CONTRÔLES DE RACCODEMENT

Ne respecte pas le règlement de service	Respecte le règlement de service avec réserve
Respecte le règlement de service	Ne peut se prononcer

Année	N° de fiche	Date Rapport	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Rejets conformes			Rejets non conformes			Profondeur boite					
2024	11379	16/01/2024	10	rue Georges Brassens	CHEVANNES	MONTELS	Aurélie	X	X										
2024	11395	22/02/2024	17	rue georges brassens	CHEVANNES	LANGLET	Jean-Baptiste	x				x							
2024	11408	26-mars	7	rue des Vignes	CHEVANNES	FILLON	Jérôme	x	x										
2024	11412	03/04/2024	5	rue des Vignottes	CHEVANNES	LAMARRE	Stephane et Sophie												
2024	11416	18/04/2024	23	rue de L'Etang Jussier	CHEVANNES	LE GALL	Jean-Claude	X	X										
2024	11423	02/05/2024	33	rue de la Vaux Derrière	CHEVANNES	DOMANYS		X				X							
2024	11434	03/06/2024	5	rue Georges Brassens	CHEVANNES	BOBB	Greg												
2024	11435	03/06/2024	7	allée des 4 Vents	CHEVANNES	CEDIEY	Yves												
2024	11436	03/06/2024	8	allée des 4 Vents	CHEVANNES	CHAVANON	Danièle												
2024	11437	03/06/2024	10	allée des 4 Vents	CHEVANNES	GAUFFILIER	Monique												
2024	11438	03/06/2024	6	Chemin du Pentu MAULNY	CHEVANNES	ROCHEREUX	Bernard												
2024	11439	03/06/2024	15	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	DELACOURT	Jean												
2024	11440	04/06/2024	9	rue de la Fontaine Madame	CHEVANNES	Office Auxerrois de l'Habitat													
2024	11441	04/06/2024	17	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	IZOIRE		X	X										
2024	11443	04/06/2024	9	allée des 4 Vents	CHEVANNES	LE DOUSSAL	Serge 06 71 16 05 47												
2024	11444	04/06/2024	19	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	CATELAN	elphine 06 28 37 00 98												
2024	11445	05/06/2024	7F	Square de Baulche	CHEVANNES	ROYER	Claudine												
2024	11446	05/06/2024	9A	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	LEMAIN	Philippe												
2024	11447	05/06/2024	3	rue Fontaine	CHEVANNES	OUDIN	Jean-Pierre												
2024	11448	05/06/2024	30	rue du Champ Clos SEREIN	CHEVANNES	LEMENIER	Magalie												
2024	11449	05/06/2024	24	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	VIDAL	Séverine												
2024	11450	05/06/2024	1	Chemin des Converts (ORGY)	CHEVANNES	BEZIN	Jean-Philippe												
2024	11451	05/06/2024	2	Promenade des Prairies (ORGY)	CHEVANNES	LABAUNE	Yves	X	X										
2024	11452	05/06/2024	1	chemin du Lavoir (ORGY)	CHEVANNES	LEMIRE	Olivier												
2024	11453	05/06/2024	46	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	PISSAVIN	Robert	X	X										
2024	11454	05/06/2024	17	rue des Vignes	CHEVANNES	HENRION	Michel	X	X										
2024	11455	05/06/2024	19	rue des Vignes	CHEVANNES	DINE	Alain												
2024	11456	05/06/2024	2	rue des Peupliers	CHEVANNES	ROUX	Bernard	X	X										
2024	11457	05/06/2024	11	rue de Champ Clos (SEREIN)	CHEVANNES	MARINIER / FATON		X	X										
2024	11458	06/06/2024	1	La Biche	CHEVANNES	PLOQUIN	Jacques												
2024	11459	06/06/2024	6	Labiche	CHEVANNES	GARNIER	Joël	X	X										
2024	11460	06/06/2024	9	Labiche	CHEVANNES	SAVEAN	Marc	X	X										
2024	11461	06/06/2024	4	place Barbara	CHEVANNES	MOREAU	Jocelyne	X	X										
2024	11462	06/06/2024	3	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	HAUVET	Régis	X	X										
2024	11463	06/06/2024	3	Chemin des Caves (ORGY)	CHEVANNES	LEPLANG	Denis	X	X										
2024	11464	07/06/2024	4	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	DOBROVITCH	Nicolas												
2024	11465	07/06/2024	9	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	BERTHELON	Florence												
2024	11466	07/06/2024	32	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	DESPAUX	Pascale												
2024	11467	07/06/2024	52	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	PERRIOT	Pascal												
2024	11468	07/062024	17	rue Georges Brassens pavillon 74	CHEVANNES	BENOIT	Jean-Louis	X	X										
2024	11469	07/06/2024	2	Chelin de Beaulieu	CHEVANNES	TARJOT	Alain	X	X										
2024	11470	07/06/2024	8	rue de Baulches	CHEVANNES	MIRABET	Monique	X	X										
2024	11471	07/06/2024	1	impasse Fleurie (La Vilotte)	CHEVANNES	GUILLET	Michèle	X	X										
2024	11472	07/06/2024	20	rue du Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	LABARDE	André												
2024	11473	07/06/2024	12	rue du Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	GRANDSEIGNE	Gilles												
2024	11474	07/06/2024	11	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	BASSE	Jacques	X	X										
2024	11475	07/06/2024	28	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	RICHE	Josiane	X	X										
2024	11476	07/06/2024	3	chemin du Lavoir (ORGY)	CHEVANNES	SIMARD	Jean-Yves												
2024	11477	10/06/2024	10	impasse des Hirondelles	CHEVANNES	MAZILLIERE	Marine	X	X										
2024	11478	10/06/2024	41	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	BOSSER	Michel	X	X										
2024	11479	10/06/2024	1	chemin des remparts	CHEVANNES	MAYDA	Jean-Louis												
2024	11480	10/06/2024	5	allée des 4 Vents	CHEVANNES	RAVERA	Jean-Louis												
2024	11481	10/06/2024	4	rue Georges Brassens	CHEVANNES	GUERIN	Bénédicte	X	X										
2024	11482	10/06/2024	7	Place Barbara	CHEVANNES	PIERRE	Daniel	X	X										
2024	11483	10/06/2024	6	place Barbara	CHEVANNES	RENAUD	Bernard	X	X										
2024	11484	10/06/2024	7B	Square de Baulche	CHEVANNES	DISSON	Jean-François	X	X										
2024	11485	10/06/2024	16A	rue de Baulches	CHEVANNES	PESANT	Hervé	X	X										
2024	11486	10/06/2024	8	place du Commerce	CHEVANNES	SABATIER	Bénédicte												
2024	11487	10/06/2024	6	impasse Fleurfie (La Vilotte)	CHEVANNES	HUET	Jean-Pierre												
2024	11488	10/06/2024	6bis	route de Ribourdin	CHEVANNES	BRODARD	Mathieu	X	X										
2024	11489	10/06/2024	5	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	FREEMAN	Jacqueline												
2024	11490	10/06/2024	2	Place Barbara	CHEVANNES	LAURENT	Jean-Jacques												
2024	11491	12/06/2024	8	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	TARGEAU	Michel												
2024	11492	12/06/2024	40	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	MARTHIOT	Sylvie												
2024	11493	12/06/2024	56	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	RANGUET	Catherine												
2024	11494	12/06/2024	27	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	GUERHARDT	Camille												
2024	11495	12/06/2024	51A	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	ry Locataire/ MORIZ PROPRIETAIRE													
2024	11496	12/06/2024	7	chemin des courtes raies ORGY	CHEVANNES	TAPIN	David	X	X										

2024	11652	26/06/2024	13	rue du Presbytère	CHEVANNES	BOISSEAUX	Pascal	X				X		1,3					
2024	11653	26/06/2024	7D	Square de Baulche	CHEVANNES	BOISSEAUX	Jacqueline	X	X										
2024	11654	27/06/2024	4	Chemin de la Ferme (La Vilotte)	CHEVANNES	GAUDIOU	Josiane	X	X										
2024	11655	27/06/2024	3 et 5	Chemin des Près Rond (La Vilotte)	CHEVANNES	BARBARIN	Jean												
2024	11656	27/06/2024	41	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	MARTY	Michel	X	X										
2024	11657	27/06/2024	2	rue de la Fermière (MAULNY)	CHEVANNES	MAKAREWECZ	François	X	X										
2024	11658	27/06/2024	16	rue de la Source Maulny	CHEVANNES	MAKAREWECZ	Philippe												
2024	11659	27/06/2024	29	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	CHORON	Brigitte	X	X										
2024	11660	27/06/2024	32	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	CHÂTEAU	Nicole	X	X										
2024	11661	27/06/2024	35	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	BONNARD	Micheline												
2024	11662	27/06/2024	7	Chemin des Près Rond (La Vilotte)	CHEVANNES	SAUSSIER	Isabelle	X	X										
2024	11663	27/06/2024	40	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	ROCHETEAU CHABANA	Nicole	X	X							0,5			
2024	11664	27/06/2024	31	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	HUCHE-THOMAS	Andrée	X	X										
2024	11665	27/06/2024	2	impasse Fleurie (La Vilotte)	CHEVANNES	LARIVE	Francis	X	X										
2024	11666	27/06/2024	49	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	BIOJON	Benjamin												
2024	11667	27/06/2024	6	chemin du Lavoir (ORGY)	CHEVANNES	HERITIER	Gérard	X	X										
2024	11668	28/06/2024	11	rue Georges Brassens	CHEVANNES	MEAN	Cyrille	X	X										
2024	11669	28/06/2024	13	rue des Vignes	CHEVANNES	FREMIN	Jean-Michel	X	X										
2024	11670	28/06/2024	12	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	GUENARD	Alain	X	X										
2024	11671	28/06/2024	13	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	CORNEVIN	Yanick	X	X										
2024	11672	28/06/2024	15	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	GALON CRUCIFX	Bruno	X				X		1,1					
2024	11673	28/06/2024	63	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	RUIZ	Didier												
2024	11674	28/06/2024	4D	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	PLAINE	Christophe												
2024	11675	28/06/2024	8	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	LOPES	Virginie	X				X		0,7					
2024	11676	28/06/2024	2	chemin des Huilliers (SEREIN)	CHEVANNES	GOSSET	François	X	X										
2024	11677	28/06/2024	20	rue de la Tour (SEREIN)	CHEVANNES	CAZIER	Jean-Paul	X											
2024	11678	28/06/2024	25	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	OUDIN	Flora	X	X										
2024	11679	28/06/2024	14	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	POILVERT	Thierry	X	X					1,16					
2024	11680	28/06/2024	6	rue de la Fontaine (SEREIN)	CHEVANNES	BUISSON	René	X	X										
2024	11681	28/06/2024	4	rue de la Fontaine (SEREIN)	CHEVANNES	LENEVE	Dominique												
2024	11682	28/06/2024	1	rue de la Fontaine (SEREIN)	CHEVANNES	CLAVAREAU	Viviane												
2024	11683	01/07/2024	57	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	ETINBELE	Loïc	X	X										
2024	11684	01/07/2024	1	Chemin des Caves (ORGY)	CHEVANNES	BILLAY	Laurent												
2024	11685	01/07/2024	5	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	BEE	Catherine	X	X						0,5				
2024	11686	01/07/2024	9	rue de la Tour (SEREIN)	CHEVANNES	LANDUREAU	Josette	X	X					1,14					
2024	11687	01/07/2024	6	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	COMTE	Philippe	X	X					1,46					
2024	11688	01/07/2024	18	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	FOURNIER	Eric	X	X										
2024	11689	01/07/2024	19	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	JURY	Eric	X	X					1,63					
2024	11690	01/07/2024	13	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	BLONDEAU	Jean-Marc	X	X										
2024	11691	01/07/2024	1	rue Georges Brassens	CHEVANNES	MATALLAH	Farid	X	X						1,75				
2024	11692	02/07/2024	16	rue des Mésanges Maulny	CHEVANNES	BIZET	Amélie	X											
2024	11693	02/07/2024	2	La Biche	CHEVANNES	COEURDEVEY	Thierry	X	X										
2024	11694	02/07/2024	4	route de Baulches	CHEVANNES	BOUCHENY	Philippe	X	X										
2024	11695	02/07/2024	25	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	HITTIER	Michel	X	X										
2024	11698	03/07/2024	4	rue de la Croix St Laurent (ORGY)	CHEVANNES	MULHEIM	Maurice	X	X										
2024	11699	03/07/2024	1	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	GUIGNARD	Françoise	X	X										
2024	11700	03/07/2024	2bis	rue de la Terre aux Moines (ORGY)	CHEVANNES	LECOEUR	Christine												
2024	11701	03/07/2024	2	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	GOSSET	Jean-Paul	X	X										
2024	11702	03/07/2024	6	rue de Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	LE BRETON	Marie-Joseph	X	X										
2024	11703	03/07/2024	7	rue du Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	DIZ	Cynthia	X											
2024	11704	03/07/2024	24	rue du Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	RAGON	Michel	X	X									0,64	
2024	11705	03/07/2024	14A	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	LASCOLS	arine et Jean-Philippe												
2024	11706	03/07/2024	16bis	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	REBAULEAU	Romain	X	X										
2024	11707	03/07/2024	27	rue des Mésanges Maulny	CHEVANNES	DOMANYS													
2024	11708	03/07/2024	9	rue des Mésanges	CHEVANNES	DA COSTA	Jean-Luc	X	X										
2024	11709	03/07/2024	9	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	LAFORGE	Marie-Laure	X	X										
2024	11710	03/07/2024	14	rue du Château Gaillard	CHEVANNES	DEGREVE	Damien	X	X					0,88					
2024	11711	03/07/2024	11	rue du Château Gaillard	CHEVANNES	AULARD	Jean-François	X	X										
2024	11712	03/07/2024	18	rue Porte d'en bas	CHEVANNES	DENIS	Talea	X	X										
2024	11713	04/07/2024	8	rue de la Biche	CHEVANNES	MARMAGNE	Pierre												
2024	11714	04/07/2024	11	rue de la Porte d'en Bas	CHEVANNES	HALLIER	Christian	X	X					0,9					
2024	11715	04/07/2024	30	rue de Baulches	CHEVANNES	BILLOTTE	Dominique	X	X										
2024	11716	04/07/2024	21	rue des Vignes	CHEVANNES	BLIN	André	X	X										
2024	11717	04/07/2024	49	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	FARAGA	Véronique	X											
2024	11718	04/07/2024	9	route de Boiloup	CHEVANNES	JULIEN	André	X											
2024	11719	04/07/2024	18	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	OMONTHEARD	Claire	X	X										
2024	11720	04/07/2024	15	rue de la Terre aux Moines (ORGY)	CHEVANNES	FURCY	Sophie	X	X										
2024	11721	04/07/2024	4bis	rue de la Terre aux Moines (ORGY)	CHEVANNES	DOS RIES	Sergio												
2024	11722	04/07/2024	9	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	LAURENT	Claude	X	X										
2024	11723	04/07/2024	14	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	DOS REIS	Maria	X	X										
2024	11724	04/07/2024	11	rue des Glycines (ORGY)	CHEVANNES	LABOURIER	Nadège												
2024	11725	05/07/2024	17	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	PEYTOUREAU	Mireille	X						0,8				0,8	
2024	11726	05/07/2024	5	rue de la Tour (SEREIN)	CHEVANNES	LAZZERINI	Joël	X											
2024	11727	05/07/2024	21	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	REBEYROL	Patrick/Geviève	X	X					0,8				0,8	
2024	11728	05/07/2024	18	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	SAVY	Marie-Anne	X	X										
2024	11729	05/07/2024	38	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	EKEN		X	X										

2024	11575	20/06/2024	4	allée des 4 Vents	CHEVANNES	BONNEIERX	Nicole												
2024	11576	20/06/2024	12	allée des 4 Vents	CHEVANNES	PELOIS	Anne-Marie	X	X										
2024	11577	20/06/2024	4	chemin de Beaulieu	CHEVANNES	LORICHON	Michel	X	X										
2024	11578	20/06/2024	8	rue des Dames	CHEVANNES	DUCARUGE	Sébastien												
2024	11579	20/06/2024	8	impasse des Hirondelles	CHEVANNES	GUILLET	James	X	X										
2024	11580	20/06/2024	19	rue de la Porte d'en Bas	CHEVANNES	ROUBEOL	Ghislaine												
2024	11581	20/06/2024	21	rue du Presbytère	CHEVANNES	PRINTZ	Denise	X				X							
2024	11582	20/06/2024	14	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	LAPOIS	Daniele	X	X										
2024	11583	20/06/2024	29	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	ZEKL	Valérie	X	X										
2024	11584	21/06/2024	2A	rue de la Source Maulny	CHEVANNES	BROCHARD	Romain	X	X										
2024	11585	21/06/2024	12	rue des Vignes	CHEVANNES	JEAN	Josiane	X											
2024	11586	21/06/2024	8	rue des Vignes	CHEVANNES	LAUGERETTE	Cédric	X	X										
2024	11587	21/06/2024	22	rue de la Chapelle (SEREIN)	CHEVANNES	TERMAT	Gilles	X	X										
2024	11588	21/06/2024	24	rue du Champ Clos SEREIN	CHEVANNES	CHAMBORAND	Francis	X	X										
2024	11589	21/06/2024	1	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	CHAMBORAND	Rolande												
2024	11590	21/06/2024	3	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	FOUCHAUX	Cyril	X	X										
2024	11591	21/06/2024	15	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	CHAUDEAU	Marie	X	X										
2024	11592	21/06/2024	6	rue des Dames	CHEVANNES	LEYCURAS	Aurélien												
2024	11593	21/06/2024	3	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	POULIN	Jean-Louis	X	X										
2024	11594	21/06/2024	1	chemin des Boulats (SEREIN)	CHEVANNES	CLERT	Christophe												
2024	11595	21/06/2024	20	rue du Moulin à Vent (SEREIN)	CHEVANNES	MELINE	Martine												
2024	11596	21/06/2024	16	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	LAGUILLAUMIE	Pierre et Michèle	X	X										
2024	11597	21/06/2024	14	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	RAMBUX	Daniel	X				X							
2024	11598	21/06/2024	8	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	POULIN	Christelle	X	X										
2024	11599	21/06/2024	10	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	DROUDE	Regis	X	X										
2024	11601	20/06/2024	1Ter	rue de l'Etang (LaVilotte)	CHEVANNES	BONVALOT	Ludovic	X	X										
2024	11602	24/06/2024	14	rue des Vignes	CHEVANNES	BREUILLER	Océane	X	X										
2024	11603	24/06/2024	11	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	BOUCHARD	Collette / michel	X	X										
2024	11604	24/06/2024	1	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	DELVALLEE	Francis	X	X										
2024	11605	24/06/2024	38	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	PHILIPPE	Guy	X	X										
2024	11606	24/06/2024	12	rue des Mésanges Maulny	CHEVANNES	BOIS-MARIAGE	Alain	X	X										
2024	11607	24/06/2024	3	allée des 4 Vents	CHEVANNES	PASZKOWSKI	Thierry	X	X										
2024	11608	24/06/2024	1	rue de Baulches	CHEVANNES	DUPUIT	Alexia	X				X							
2024	11609	24/06/2024	22	rue de Baulches	CHEVANNES	NICOLLE	Jean	X	X										
2024	11610	24/06/2024	52	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	PRIETO	Stéphanie	X	X										
2024	11611	24/06/2024	22	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	MATHIS	Lionel	X	X										
2024	11612	24/06/2024	25	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	PERSONNE	Françoise	X											
2024	11613	24/06/2024	58	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	BEAUJARD	Françoise	X	X										
2024	11614	24/06/2024	2	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	MAISON	Dominique	X											
2024	11615	24/06/2024	10	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	CAUSSON	Maryse	X	X										
2024	11616	24/06/2024	14	rue du Puits du Four (ORGY)	CHEVANNES	HIRISH	Roger	X	X										
2024	11617	24/06/2024	6	rue de la Terre aux Moines (ORGY)	CHEVANNES	HERIX	Edith	X	X										
2024	11618	24/06/2024	6bis	chemin des courtes raies ORGY	CHEVANNES	CHAGNARD	Isabelle	X	X										
2024	11619	24/06/2024	11	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	WILLEFERT	Thérèze												
2024	11620	25/06/2024	8	rue du Pressoir	CHEVANNES	PARIS	Edith												
2024	11621	25/06/2024	1	rue du Bouru	CHEVANNES	ROY	Lionel	X	X										
2024	11622	25/06/2024	16	Allée des 4 Vents	CHEVANNES	PILLET	Martine	X	X										
2024	11623	25/06/2024	45	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	TAFFINEAU	Fernand	X											
2024	11624	25/06/2024	45bis	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	CHATAIGNE	Véronique	X	X										
2024	11625	25/06/2024	17	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	DEROIN	Jacky	X	X										
2024	11626	25/06/2024	18bis	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	LAYE	Christian	X	X										
2024	11627	25/06/2024	18	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	SCHRINER	Sébastien	X	X										
2024	11628	25/06/2024	4	rue de la Source Maulny	CHEVANNES	MULHUM	Julien	X	X										
2024	11629	25/06/2024	6	rue de la Fermière (MAULNY)	CHEVANNES	BERCHE	Jean-L	X	X										
2024	11630	25/06/2024	12	12 rue de la Source (Maulny)	CHEVANNES	BERCHE	Jean-Louis	X	X										
2024	11631	25/06/2024	3bis	La Biche	CHEVANNES	CATHELIN	Philippe												
2024	11632	25/06/2024	3	La biche	CHEVANNES	VINCENT	Gérard	X	X										
2024	11633	25/06/2024	1 et 3	impasse du Calvaire (La Biche)	CHEVANNES	MERAT	Dany	X	X										
2024	11634	26/06/2024	15	rue des Ecoles	CHEVANNES	ETINBEME	Loïc	X	X										
2024	11635	26/06/2024	22	rue de la Fermière	CHEVANNES	DELAUBRE	Frédéric	X	X										
2024	11636	26/06/2024	15bis	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	GAUTARD	Julie	X	X										
2024	11637	26/06/2024	21	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	BUTIN	Dominique	X	X										
2024	11638	26/06/2024	28	route de Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	CRETTE	Andgelka	X	X										
2024	11639	26/06/2024	6	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	SOLIMEO	Guy	X											
2024	11640	26/06/2024	54	rue de la Porte d'en Haut	CHEVANNES	FOULON	Marie-France												
2024	11641	26/06/2024	37	rue de la Porte d'en Haut	CHEVANNES	GAUGET	Patrick	X	X							0,7			
2024	11642	26/06/2024	3	rue des Mésanges	CHEVANNES	KAROTSCH	Jacques	X	X										
2024	11643	26/06/2024	16A	rue des Mésanges	CHEVANNES	SIMONELLE	Henriette												
2024	11644	26/06/2024	2C	impasse du Calvaire (La Biche)	CHEVANNES	PARIS	Rémi	X	X										
2024	11645	26/06/2024	4	La Biche	CHEVANNES	BOUET	Yolande	X	X										
2024	11646	26/06/2024	2bis	rue des Fontenelles	CHEVANNES	BOURDON	Manoury	X	X										
2024	11647	26/06/2024	5	rue Jacques BREL	CHEVANNES	ROUX	Yohann	X	X										
2024	11648	26/06/2024	3	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	MOREAU	Stéphane	X	X										
2024	11649	26/06/2024	14	rue des Mésanges	CHEVANNES	SIMONEL	Léonard	X	X										
2024	11650	26/06/2024	8	rue des Mésanges	CHEVANNES	SOUCE	Antoinette	X											
2024	11651	26/06/2024	6	rue des Mésanges	CHEVANNES	CHARBOIS	Patricia	X	X										

2024	11497	12/06/2024	26	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	SYLVESTRE	Roger	X	X										
2024	11498	12/06/2024	44	rue de l'Etang Jussier La Vilotte	CHEVANNES	GOUBERT	Gilles	X	X										
2024	11499	12/06/2024	1	rue de l'Etang Jussier La Vilotte	CHEVANNES	CORDIER	Patrick	X	X										
2024	11500	12/06/2024	37	rue du Moulin La Vilotte	CHEVANNES	MILLOT	Martine	X	X										
2024	11501	12/06/2024	4	rue du Moulin La Vilotte	CHEVANNES	BRONNER	Roland												
2024	11502	12/06/2024	21	rue du Moulin La Vilotte	CHEVANNES	DUROT	Chantal												
2024	11503	13/06/2024	17	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	GIRARDO	Fabrice												
2024	11504	13/06/2024	35	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	MIFSUD	Philippe	X	X										
2024	11505	13/06/2024	10	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	LALU	Etienne												
2024	11506	13/06/2024	24	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	PODECHAR	Jean												
2024	11507	13/06/2024	2	Chemin de la Ferme (La Vilotte)	CHEVANNES	HOUTARDE	Gérard												
2024	11508	13/06/2024	12	rue de la Fermière	CHEVANNES	BAILLEUL	Albert												
2024	11509	13/06/2024	16	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	CHEVRY	Claudine												
2024	11510	13/06/2024	23	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	PAULARD	Jean-François	X	X										
2024	11511	13/06/2024	6	rue de la Gare (ORGY)	CHEVANNES	GROS	Michel	X	X										
2024	11512	13/06/2024	16	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	GOUMY	Annie												
2024	11513	13/06/2024	3	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	FROMONOT	Catherine												
2024	11514	13/06/2024	1	rue de la Fermière (MAULNY)	CHEVANNES	MAKAREWEICZ	Jeanine	X	X										
2024	11515	13/06/2024	6B	rue de la Fermière (MAULNY)	CHEVANNES	LEFEVRE	Christophe												
2024	11518	14/06/2024	33	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	BAYET	Christian	X	X										
2024	11519	14/06/2024	23	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	LE GUEN	Monique	X											
2024	11520	14/06/2024	1	chemin de la crois St Laurent (ORGY	CHEVANNES	GAMAR / DELINOTTE	Maurice et Claudine	X	X										
2024	11521	14/06/2024	1	impasse du Château (ORGY)	CHEVANNES	JOSSERAND	Véronique	X	X										
2024	11522	14/06/2024	2	impasse de la Chapelle (ORGY)	CHEVANNES	HENAULT	Françoise												
2024	11523	14/06/2024	19	rue des Glycines (ORGY)	CHEVANNES	LORDONNOIS	Claude	X	X										
2024	11524	14/06/2024	16	rue de la Porte d'en Haut	CHEVANNES	DELTA HUISSIER			X		X								
2024	11525	14/06/2024	5c	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	BARNIER	Jeanine	X				X							
2024	11526	14/06/2024	12	chemin de Beaulieu	CHEVANNES	MAYEN	Corinne												
2024	11527	14/06/2024	12	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	MATHIEU	Bernadette	X	X										
2024	11528	14/06/2024	13	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	JAMET	Caroline	X	X										
2024	11529	14/06/2024	1	chemin du Château (La Vilotte)	CHEVANNES	AMICHAUD	Etiennette	X	X										
2024	11530	14/06/2024	3	chemin du Château (La Vilotte)	CHEVANNES	VANDENBOSSCHE	Eric	X	X										
2024	11531	14/06/2024	5	chemin du Château (La Vilotte)	CHEVANNES	LOURY	Pierre	X											
2024	11532	17/06/2024	6	chemin coute raies (ORGY)	CHEVANNES	CHEVRY	Martine	X				X							
2024	11533	17/06/2024	7	rue de la Terre aux Moines (ORGY)	CHEVANNES	TUPINIER	Jean-Luc	X	X										
2024	11534	17/06/2024	2	des Pierres / Promenades des Prairies (	CHEVANNES	SOMMET	Jean	X	X										
2024	11535	17/06/2024	10	chemin de la crois St Laurent (ORGY	CHEVANNES	MERLE	Danielle												
2024	11536	17/06/2024	13	rue des Glycines (ORGY)	CHEVANNES	ORIETO	Adelina	X	X										
2024	11537	17/06/2024	29	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	KREBS	Sophie	X				X							
2024	11538	17/06/2024	16	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	DARCHE	Michel	X	X										
2024	11539	17/06/2024	9	rue du Presbytère	CHEVANNES	THOMAS	Benoit												
2024	11540	17/06/2024	10	rue du Presbytère	CHEVANNES	MERCIER	Annie	X	X										
2024	11541	17/06/2024	12	rue du Presbytère	CHEVANNES	FORRESTIER	Simonne												
2024	11542	17/06/2024	25	rue du Prsbytère	CHEVANNES	GAILLARD	Aurélie	X	X										
2024	11543	17/06/2024	24	rue de la Tour (SEREIN)	CHEVANNES	MOISAND	Daniel	X	X										
2024	11544	17/06/2024	3	rue de la Fontaine (SEREIN)	CHEVANNES	DALLA-PRIA	Myriam	X	X										
2024	11545	18/06/2024	1	rue des Peupliers	CHEVANNES	DURAND	Gisèle												
2024	11546	18/06/2024	18	rue de Baulches	CHEVANNES	GUILLOU	Micheline	X	X										
2024	11547	18/06/2024	12	rue de Baulches	CHEVANNES	COUET	Michel	X	X										
2024	11548	18/06/2024	3	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	DAUTIN	Claude	X	X										
2024	11549	18/06/2024	2	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	WAAS	Robert	X	X										
2024	11550	18/06/2024	3	rue du Pressoir	CHEVANNES	ALLAVOINE	Marie-Laure	X	X										
2024	11551	18/06/2024	10	rue Porte d'en Bas	CHEVANNES	DUBOIS	William	X	X										
2024	11552	18/06/2024	5	rue Porte d'en Bas	CHEVANNES	CUNAULT	Michel	X	X										
2024	11553	18/06/2024	33	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	PANGAULT	Jean-Claude												
2024	11554	18/06/2024	30A	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	ARRAULT	Sylvie	X	X										
2024	11555	18/06/2024	14	rue des Vignottes (SEREIN)	CHEVANNES	POILVERT	Thierry												
2024	11556	18/06/2024	18	rue des Voignottes (SEREIN)	CHEVANNES	BOURGEOIS	Didier	X	X										
2024	11557	18/06/2024	8bis	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	GERAULT	Catherine	X	X										
2024	11558	18/06/2024	17	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	MAREIRA	Antonio	X	X										
2024	11559	18/06/2024	2	chemin de Laborde (SEREIN)	CHEVANNES	LE GAC	Yves												
2024	11560	18/06/2024	10	rue de Champ Clos (SEREIN)	CHEVANNES	BRZEGOWI	Pierrette	X	X										
2024	11561	19/06/2024	23	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	VERDUN	José	X	X										
2024	11562	19/06/2024	2	chemin Vert (La Biche)	CHEVANNES	NEZET	Franck	X	X										
2024	11563	19/06/2024	7	route de ribourdin	CHEVANNES	LEMAIN	Clément	X	X										
2024	11564	19/06/2024	35	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	BONNARD	Micheline	X	X										
2024	11565	19/06/2024	7	rue de Champ Clos (SEREIN)	CHEVANNES	FOURNIER	Stéphane	X	X										
2024	11566	19/06/2024	17	rue de Champ Clos (SEREIN)	CHEVANNES	PROST	Norbert	X	X										
2024	11567	19/06/2024	9	rue de Champ Clos (SEREIN)	CHEVANNES	MARCEAU	Mathilde	X	X										
2024	11568	19/06/2024	5	rue de la Fontaine (SEREIN)	CHEVANNES	JONARD	Guy	X	X										
2024	11569	19/06/2024	19	rue du Moulin à Vent (SEREIN)	CHEVANNES	GREGOIRE	Julie												
2024	11570	20/06/2024	2B	rue de la Source Maulny	CHEVANNES	ECKENFELDER	Jean-Yves	X	X										
2024	11571	20/06/2024	48	rue de la Porte d'en Haut	CHEVANNES	BREUILLE	Valérie	X	X										
2024	11572	20/06/2024	12	rue des Dames	CHEVANNES	HURIE	Sylvie	X	X										
2024	11573	20/06/2024	4	rue des Vignes	CHEVANNES	HAMON	Gaëlle	X	X										
2024	11574	20/06/2024	2bis	rue du Moulin à Vent (SEREIN)	CHEVANNES	ARADIE	Anne												

2024	11730	05/07/2024	63	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	RUIZ	Didier	X											
2024	11731	05/07/2024	59	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	MARSAUCHE	Fabienne	X	X										
2024	11733	08/07/2024	46-46BIS	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	TUPINIER	Franck	X						1,2					
2024	11734	08/07/2024	5	chemin de Courte Raies	CHEVANNES	CATUSSE	Didier												
2024	11735	08/07/2024	3	impasse du Château (ORGY)	CHEVANNES	BOUZON	Léo												
2024	11736	09/07/2024	2	rue des Cèpes	CHEVANNES	BRION	Michel												
2024	11737	09/07/2024	21	rue de la porte d'en Bas	CHEVANNES	BUCHEZ	Camille	X	X					0,8					
2024	11738	09/07/2024	2	route de Boiloup	CHEVANNES	DIEUX	Olivier	X	X					1,16					
2024	11739	09/07/2024	10	rue du Château Gaillard	CHEVANNES	MOUGENOT	Emmanuelle	X	X					0,8					
2024	11740	09/07/2024	5	rue des Peupliers	CHEVANNES	GESTE	Priscillia	X	X					1,4					
2024	11741	09/07/2024	12	impasse des Hirondelles	CHEVANNES	CORNIER	Claude	X	X										
2024	11742	09/07/2024	26	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	BARRON	Francis	X	X					0,8					
2024	11743	09/07/2024	28	rue de Baulches	CHEVANNES	DELAGNEAU ROSALIE	Davis et Estelle	X	X					1,7					
2024	11744	09/07/2024	6	rue de Baulches	CHEVANNES	SOCHON	Ernier	X	X					1,7					
2024	11745	09/07/2024	15	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	COLLET	Michel												
2024	11746	09/07/2024	9	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	TOKARZ	Janusz	X											
2024	11747	09/07/2024	1	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	TRETET	Hugues	X	X					0,85					
2024	11748	09/07/2024	3	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	SAJDA	Eric	X											
2024	11749	09/07/2024	5TER	Chemin des Près Rond (La Vilotte)	CHEVANNES	ARRAULT	Jérôme	X	X					0,8					
2024	11750	09/07/2024	36	rue de L'Etang Jussier (La Vilotte)	CHEVANNES	FONTAINE	Pierre	X	X					1,75					
2024	11751	09/07/2024	9a	rue du moulin (La Vilotte)	CHEVANNES	GROS	Sylvie	X											
2024	11752	10/07/2024	4A	Chemin Pentu (Maulny)	CHEVANNES	FOULON	Catherine	X	X					2,8					
2024	11753	10/07/2024	6b	rue Fermière (Maulny)	CHEVANNES	LEFEVRE	Christophe	X	X					0,2					
2024	11754	10/07/2024	6	rue de la Source Maulny	CHEVANNES	BRODARD	Arnaud	X	X					0,9					
2024	11755	10/07/2024	29	rue des Mésanges Maulny	CHEVANNES	ROGUET	Lucien	X	X					0,2					
2024	11756	10/07/2024	24	rue de la Fermiere (Maulny)	CHEVANNES	LIZEUK	Aude	X	X					0,9					
2024	11757	10/07/2024	11	Allée des 4 Vents	CHEVANNES	MACHIN	Dominique/Nathalie												
2024	11758	10/07/2024	14	Allée des 4 Vents	CHEVANNES	BERTHEAU	Adeline	X	X					1,6					
2024	11759	10/07/2024	18	Allée des 4 Vents	CHEVANNES	BOURGEOIS	Gérard	X	X					0,95					
2024	11760	10/07/2024	4	route de ribourdin	CHEVANNES	MERAT	Lionel et Claudine	X	X					0,8					
2024	11761	11/07/2024	2	rue de la Vilotte (ORGY)	CHEVANNES	EUSTACHE	Christel												
2024	11762	11/07/2024	10	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	CHARBOIS	Yolande	X				X							
2024	11763	11/07/2024	1	rue des Fontenelles (SEREIN)	CHEVANNES	LUCENET	Denis	X	X										
2024	11764	11/07/2024	16	rue de Laborde SEREIN	CHEVANNES	DUFER	Christophe	X	X										
2024	11765	12/07/2024	10	rue de l'école	CHEVANNES	VAREILLES	Mickael	X	X										
2024	11766	12/07/2024	4	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	VAREILLES	Mickael	X	X										
2024	11767	12/07/2024	21	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	DORIOL	Marcelle	X	X										
2024	11768	12/07/2024	13	rue Porte d'en Haut	CHEVANNES	GOUTHERON	Jacques	X	X										
2024	11769	12/07/2024	5	rue du Presbytère	CHEVANNES	HENNOCQUE	Claire												
2024	11770	12/07/2024	5a	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	CRETTE	Brigitte												
2024	11771	12/07/2024	7	route de Boiloup	CHEVANNES	JACQUET	Philippe												
2024	11772	15/07/2024	1	route de Boiloup	CHEVANNES	DEMOND	Elisabeth												
2024	11773	15/07/2024	5bis	route de ribourdin	CHEVANNES	SCI CHAUFFOUR POURCHET		X	X										
2024	11774	15/07/2024	5	route de ribourdin	CHEVANNES	SCI CHAUFFOUR POURCHET		X	X										
2024	11776	11/07/2024	10BIS	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	LECOMPE	Anne-Laure	X	X										
2024	11780	17/07/2024	10	rue des Vignes	CHEVANNES	BLOUET	Isabelle	X	X					0,3					
2024	11781	17/07/2024	21	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	CARVALHO	Carlos	X	X					1,2					
2024	11782	17/07/2024	20	rue de la Porte d'en Bas	CHEVANNES	BISSON	Laurent	X	X										
2024	11783	17/07/2024	2	rue de Baulches	CHEVANNES	LAZAOR	Germaine	X	X										
2024	11784	17/07/2024	22	rue du Moulin à Vent	CHEVANNES	GODINEAU	Pauline	X				X							
2024	11785	17/07/2024	6	rue des Vignottes	CHEVANNES	PINTO	Dany	X	X										
2024	11786	17/07/2024	54	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	TRUCHY	Didier	X	X					0,5					
2024	11787	17/07/2024	5	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	CHARBOIS	Roger	X	X										
2024	11788	17/07/2024	10 bis	rue de la Liberté ORGY	CHEVANNES	CHARBOIS	Philippe	X	X					0,8					
2024	11789	23/07/2024	6	rue de la Tour (SEREIN)	CHEVANNES	CLEMENCELLE	Gérard	X	X										
2024	11790	23/07/2024	4	rue du Moulin à Vent (SEREIN)	CHEVANNES	LECOEUR	Philippe	X	X										
2024	11791	23/07/2024	13	rue des Vignottes (Serein)	CHEVANNES	BOBLIN	Laurent	X	X										
2024	11793	23/07/2024	8	rue de la Vau Derrière	CHEVANNES	DURROUX	Catherine	X	X										
2024	11794	24/07/2024	17	rue des Vignottes	CHEVANNES	SUCCESSION CREPIN	Alain												
2024	11800	16/10/2024	28	Rue Jacques BREL	CHEVANNES	VENARD	Willy												
2024	11802	22/10/2024	43	Rue du Moulin	CHEVANNES	FETHU	Jean												
2024	11808	12/12/2024	5	Place Barbara	CHEVANNES	VOCORET	Arnaud												
2024	11810	12/11/2024	3	Rue du Presbytère	CHEVANNES	PAYMAL	Christophe												
2024	11814	26/12/2024			CHEVANNES	SCI BALLIOT													

Bertrand ENVIRONNEMENT

Récapitulatif des interventions

Année 2023

Service de l'assainissement

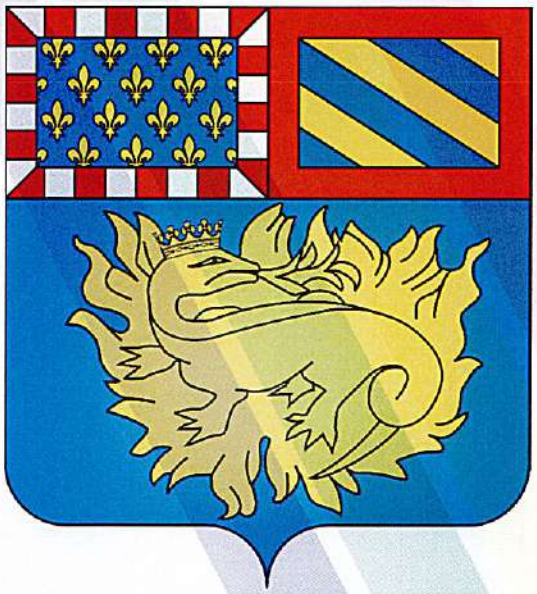
Suivi du curage sur réseaux

CHEVANNES

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE								PREVENTIF							PR	CS	DO	Commentaire
			EU			EP			Unitaire		EU		EP		Unitaire		Avaloir Autre				
			Branché Nb	Canalisation ml	Canalisation Ø	Avaloir Nb	Canalisation ml	Canalisation Ø	Canalisation ml	Canalisation Ø	Canalisation ml	Canalisation Ø	Canalisation ml	Canalisation Ø	Canalisation ml	Canalisation Ø					
02/01/2024	Poste de relevgae	Thelliez JL																8			Pompage et nettoyage
02/01/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
06/02/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
20/02/2024	Rue des Prairies et chemin du tacot	Girault S									1700	200									
21/02/2024	Rue champclo et rue des vignottes	Girault S									900	200									
07/03/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
04/04/2024	Poste de relevage	Girault S																8			Pompage et nettoyage
09/04/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
03/05/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
04/06/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
28/06/2024	Rue des Prairies et chemin du tacot	Girault S									1700	200									
02/07/2024	Rue de Baulches + Rue la vau derriere	Girault S									1040	200									
03/07/2024	Rue de la terre aux moines	Girault S									450	200									
04/07/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
05/08/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
02/09/2024	Poste de relevage	Girault S																8			Pompage et nettoyage
06/09/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
02/10/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
04/11/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
05/12/2024	Poste de relevage	Bizard M																8			Contrôle poste de relevage
12/12/2024	Rue des Prairies et chemin du tacot	Girault S									1700	200									
12/12/2024	Poste de relevage	Dubois C																8			Pompage et nettoyage
13/12/2024	Rue champclo et rue des vignottes	Girault S									900	200									

Bertrand ENVIRONNEMENT

Bilan annuel de la station d'épuration



Année 2023

Service de l'assainissement

Département : 89

Chevannes (Chevannes)

Bilan annuel des concentrations flux en sortie et rendements du système de traitement (avec prise en compte du DO (A2))

Débit de référence (m3/j)	500	PC 95 (m3/j)	770
Période	2024		

Mois	Pluvio cumulée en mm	Informations	Pluvio mm/j	Vol. rejeté par DO (m3)	Vol. rejeté par le by-pass (m3)	Débit. jour.traité m³/j (A3)	Concentrations, flux en sortie et rendements (1) (prise en compte partiellement DO en tête de STEU (A2))																	
							MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
							Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Janvier		Moyenne (1)		0		547	20,0	94	10	30,0	95	15	5,0	98	3	4,9	95	2,5	2,3	98	1,2	0,3	100	0,2	1,5	84	0,8
		Valeur extrême (2)		0		1085	20,0	94	10	30,0	95	15	5,0	98	3	4,9	95	2,5	2,3	98	1,2	0,3	100	0,2	1,5	84	0,8
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Février		Moyenne		0		603	5,0	98	2	30,0	94	11	2,0	99	1	15,2	81	5,4	1,7	98	0,6	0,2	100	0,1	1,9	83	0,7
		Valeur extrême		0		1328	5,0	98	2	30,0	94	11	2,0	99	1	15,2	81	5,4	1,7	98	0,6	0,2	100	0,1	1,9	83	0,7
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mars		Moyenne		0		714	5,0	89	3	30,0	75	18	1,0	96	1	3,7	84	2,3	2,9	87	1,8	2,0	90	1,2	0,9	55	0,6
		Valeur extrême		0		1283	5,0	89	3	30,0	75	18	1,0	96	1	3,7	84	2,3	2,9	87	1,8	2,0	90	1,2	0,9	55	0,6
		Nb de dépassement					0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Avril		Moyenne		0		536	3,0	99	1	30,0	95	12	2,0	99	1	4,7	96	2,0	1,0	99	0,4	0,2	100	0,1	1,6	84	0,7
		Valeur extrême		0		1409	3,0	99	1	30,0	95	12	2,0	99	1	4,7	96	2,0	1,0	99	0,4	0,2	100	0,1	1,6	84	0,7
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mai		Moyenne		0		627	9,0	97	7	32,0	93	25	3,0	98	2	7,0	91	5,4	6,7	91	5,2	5,7	91	4,4	1,6	78	1,2
		Valeur extrême		0		1090	9,0	97	7	32,0	93	25	3,0	98	2	7,0	91	5,4	6,7	91	5,2	5,7	91	4,4	1,6	78	1,2
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Juin		Moyenne		0		657	5,0	99	4	30,0	94	23	3,0	99	2	1,7	98	1,3	0,7	99	0,5	0,4	99	0,3	0,7	92	0,5
		Valeur extrême		0		1290	5,0	99	4	30,0	94	23	3,0	99	2	1,7	98	1,3	0,7	99	0,5	0,4	99	0,3	0,7	92	0,5
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Juillet		Moyenne		0		451	5,0	99	1	30,0	96	8	3,0	99	1	8,5	91	2,2	1,1	99	0,3	0,3	100	0,1	0,6	94	0,2
		Valeur extrême		0		1195	5,0	99	1	30,0	96	8	3,0	99	1	8,5	91	2,2	1,1	99	0,3	0,3	100	0,1	0,6	94	0,2
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Août		Moyenne		0		289	10,0	98	2	32,0	97	7	3,0	99	1	5,5	95	1,2	2,4	98	0,5	1,1	99	0,2	1,5	89	0,3
		Valeur extrême		0		410	10,0	98	2	32,0	97	7	3,0	99	1	5,5	95	1,2	2,4	98	0,5	1,1	99	0,2	1,5	89	0,3
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Septembre		Moyenne		0		425	5,0	98	3	30,0	95	16	1,0	99	1	2,7	98	1,4	2,4	98	1,3	1,4	98	0,7	0,9	90	0,5
		Valeur extrême		0		1012	5,0	98	3	30,0	95	16	1,0	99	1	2,7	98	1,4	2,4	98	1,3	1,4	98	0,7	0,9	90	0,5
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Octobre		Moyenne		0		465	10,0	95	8	45,0	93	35	10,0	96	8	5,2	93	4,0	1,9	98	1,5	0,9	99	0,7	1,3	84	1,0
		Valeur extrême		0		1003	10,0	95	8	45,0	93	35	10,0	96	8	5,2	93	4,0	1,9	98	1,5	0,9	99	0,7	1,3	84	1,0
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Novembre		Moyenne		0		258	5,0	99	1	30,0	96	6	3,0	99	1	4,9	96	1,0	2,6	98	0,6	0,0	100	0,0	0,8	93	0,2
		Valeur extrême		0		325	5,0	99	1	30,0	96	6	3,0	99	1	4,9	96	1,0	2,6	98	0,6	0,0	100	0,0	0,8	93	0,2
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décembre		Moyenne		0		450	8,0	97	4	30,0	92	14	4,0	97	2	7,0	89	3,4	5,9	91	2,8	4,3	92	2,1	1,1	83	0,5
		Valeur extrême		0		797	8,0	97	4	30,0	92	14	4,0	97	2	7,0	89	3,4	5,9	91	2,8	4,3	92	2,1	1,1	83	0,5
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de dépassements							0	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
MOYENNE (1)				0		502	7,7	97	4	32,3	94	16	3,6	98	2	5,4	93	2,7	2,8	97	1,4	1,7	97	0,8	1,2	85	0,6
MAXIMUM				0		1409	20,0	99	10	45,0	97	35	10,0	99	8	15,2	98	5,4	6,7	99	5,2	5,7	100	4,4	1,9	94	1,2
MINIMUM				0		221	3,0	89	1	30,0	75	6	1,0	96	1	1,7	81	1,0	0,7	87	0,3	0,0	90	0,0	0,6	55	0,2
TOTAL ANNUEL				0		183601																					

Valeurs limites de rejet	MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Période générale	35	90	0	125	75	0	25	70	0	15	70	0							2	80	0

Valeurs rhédibitoires	MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Période générale	0			0			0														
0																					
0																					

(1) : les moyennes sont pour les volumes et les débits des moyennes arithmétiques et pour les autre paramètres calculés à partir des flux (cf circulaire jugement de la conformité),
(2) : les valeurs extrêmes sont les valeurs maximales pour tous les paramètres, pour les débits, pour les volumes, les valeurs extrêmes pour le rendements sont les valeurs minimales

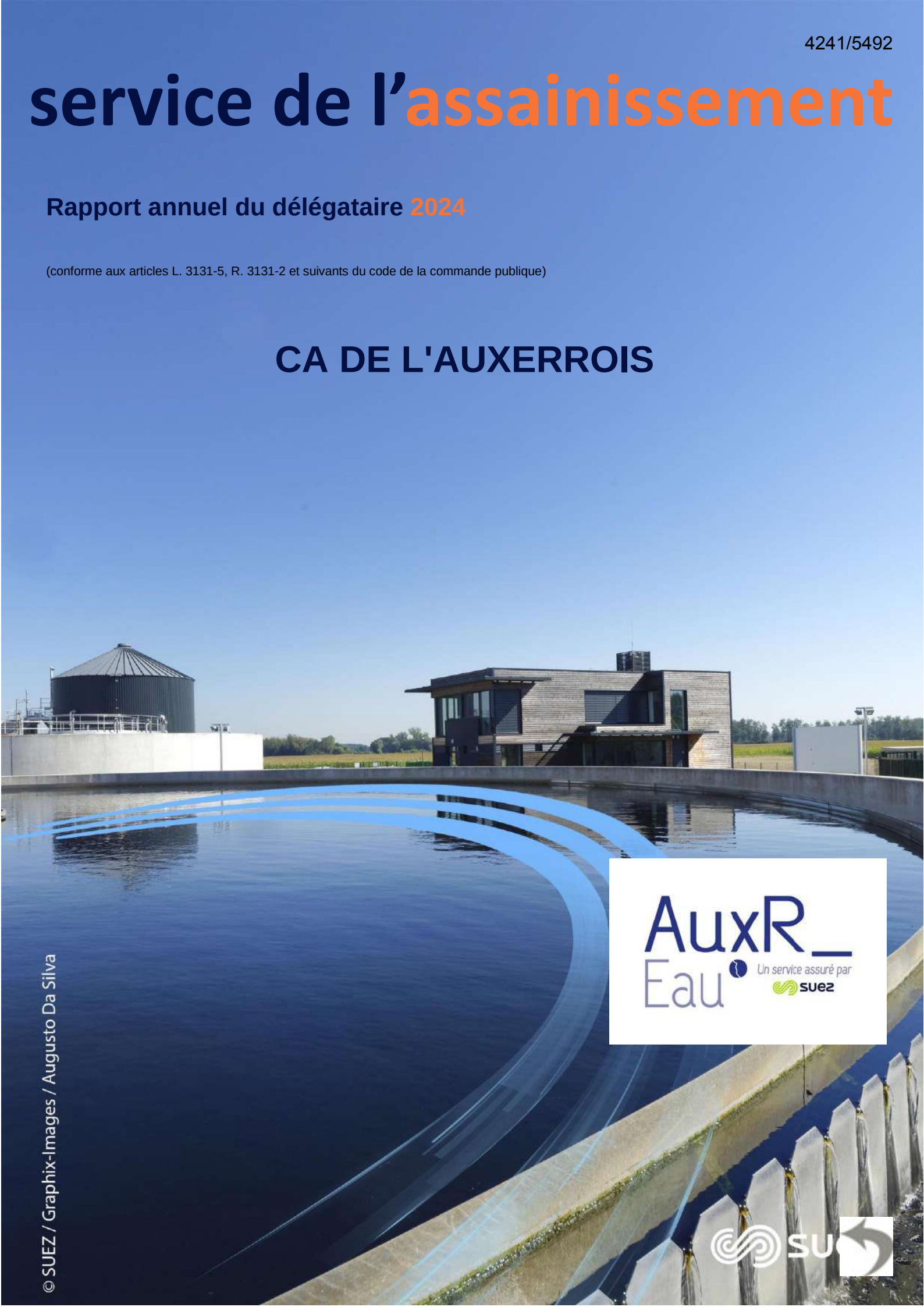
4241/5492

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA DE L'AUXERROIS



AuxR_ Eau
Un service assuré par SUEZ

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 10
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 30
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 31
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 32
1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 33
1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 33
1.6 Votre contrat : les perspectives 34

2 | Présentation du service 41

2.1 Le contrat 43
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 44
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 44
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 44
2.2.3 La relation clientèle 45
2.3 L'inventaire du patrimoine 47
2.3.1 Le système d'assainissement 47
2.3.2 Les biens de retour 48

3 | Qualité du service 67

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 69
3.1.1 La pluviométrie 69
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 69
3.1.3 L'exploitation des déversoirs, bassins d'orage 94
3.1.4 L'exploitation des postes de relèvement 97
3.1.5 La conformité du système de collecte 112
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 114
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 114
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 120
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 140
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 146
3.3 Le bilan de la relation client 183
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 183
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 189
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 190
3.3.4 L'activité de gestion clients 190
3.3.5 La relation clients 191
3.3.6 L'encaissement et le recouvrement 191
3.3.7 Le fonds de solidarité 192
3.3.8 Les dégrèvements pour fuite 192
3.3.9 Le prix du service de l'assainissement 193

4 | Comptes de la délégation 207

4.1 Le CARE 209
4.1.1 Le CARE 209
4.1.2 Le détail des produits 211
4.2 Les reversements 212
4.2.1 Les reversements à la collectivité 212
4.3 La situation des biens et des immobilisations 213
4.3.1 La situation sur les installations 213
4.3.2 La situation sur les canalisations 218

4.4 Les investissements contractuels 219
4.4.1 Le renouvellement 219
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 221

5 | Votre délégataire 223

5.1 Notre organisation 226
5.1.1 La Région 226
5.1.2 Nos moyens logistiques 232

6 | Glossaire 235

7 | Annexes 245

7.1 Annexe 1 : Synthèse réglementaire 247
7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires 247
7.1.2 Les évolutions réglementaires 248
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 282
7.3 Attestations d'assurance 287
7.4 Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement 289
7.5 Les factures 120m3 par commune 302

Synthèse de l'année

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages de l'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et de l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030.
Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous – est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.
Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.
Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparait donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.
Cependant, dans les métiers de l'eau et l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.
Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contrevaleurs.
Les modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.
L'année 2025 reste une année de transition avec des redevances de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et de l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs, ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire.
C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de la loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau

et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
- La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.
- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie - Amiante
Le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maitres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.
A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
Il convient donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.
Dans ce contexte, afin d'accompagner ses clients dans le temps par la connaissance patrimoniale de la présence d'amiante, Suez proposera d'utiliser un dispositif de capitalisation et cartographie des résultats collectés à l'occasion de la recherche d'amiante avant Travaux. Ceci permettra de disposer de cette information de manière pérenne, et d'apporter une sécurité plus importante tout en conduisant à une baisse progressive des coûts des travaux concernés.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

► Le contrat

Pour la partie collecte, la commune de **Villefargeau** a été intégrée au contrat le 1er avril 2024.

Pour la partie épuration, les communes de **St Georges sur Baulche** et **Villefargeau** ont intégré le contrat le 1er octobre 2024.

► Les faits marquants sur le système de collecte et de traitement d'Appoigny

Une pollution importante aux hydrocarbures a impacté le système de collecte et de traitement d'Appoigny.

Le jeudi 17 janvier 2024, environ 10 m³ de gasoil ont été déversés sur la chaussée au niveau de la station-service ESSO sur le boulevard Gallieni à Auxerre.

- **Sur le système de collecte :**

Le réseau étant de type unitaire dans ce secteur, à la suite d'une pluie, les effluents ont rapidement été lessivés. Ils ont transité via le système de collecte vers le bassin d'orage de la Chainette puis vers le poste de relevage PR Rue de Paris à Monéteau, avant d'arriver à la STEU de l'Auxerrois à Appoigny.

Rapidement, une cellule de crise a été créée, animée par la Préfecture de l'Yonne. SUEZ a mené plusieurs actions correctives et urgentes afin d'assurer la protection du milieu naturel. L'entreprise CERTAS France, mandataire de la station-service, a pris en charge toutes les actions préconisées pour gérer et limiter la pollution.

De grosses opérations de nettoyage des réseaux, du bassin d'orage des Chainettes, des chambres à sables (etc.) ont été menées sur plusieurs semaines.

- **Sur le système de traitement :**

Sur le système de traitement, de fortes odeurs ont été constatées dès le premier jour ainsi que des traces d'irisation sur les bassins d'aération, clarificateurs et canal de rejet. Des barrages flottants ont été installés ainsi que des buvards absorbants. L'aération a été augmentée ainsi que le traitement physico-chimique du phosphore.

Une opération de nettoyage par pompage et écrémage des différents ouvrages impactés de la station a également été mené sur plusieurs semaines afin d'éliminer toute présence d'hydrocarbures.

Toutefois, le principal impact sur la station de traitement a été la file boue. Les analyses ont révélé un taux d'hydrocarbures incompatible avec le compostage. L'évacuation sur un site adapté des boues et des analyses régulières a dû être mises en place jusqu'à retrouver des boues conformes au compostage, après 3 mois.

➔ ***A la suite de cette pollution, SUEZ a mise à jour le plan de gestion de crise et a réalisé des formations pour le SDIS de l'Yonne***.

► Les systèmes de collecte

Sécurité

SUEZ a alerté la Communauté de l'Auxerrois sur le **manque de sécurité de certains postes de relèvement** et principalement : PR Chemin de Halage et le PR Gué de la Baume à Gurgy.

Les **armoires électriques dangereuses** ont été remplacées par la CA. SUEZ a réalisé le renouvellement des trappes d'accès aux pompes en travaux facturables.

SUEZ a également constaté que **certaines chambres à sable sur le réseau d'Auxerre ne peuvent pas être isolées.** L'entretien ne peut pas être réalisé dans les règles de l'art et en toute sécurité.

De plus, il y a un manque d'aération et l'accès est difficile car les tampons sont souvent étroits et pas adaptés pour l'interventions d'agents en espace confiné.

➔ *SUEZ reste à votre disposition pour vous proposer des études adaptées.*

Plusieurs armoires de postes de relèvements sont obsolètes et doivent être reprises. SUEZ a fait part de ce constat à la Communauté de l'Auxerrois. Celle-ci a lancé une consultation pour le renouvellement des armoires défectueuses à Appoigny, Gurgy, Monéteau et Perrigny. Elles ont donc été renouvelées en 2024.

Dans le cadre du contrat de DSP, SUEZ devait équiper 37 postes de relèvement de **barreaux antichute**. 20 postes ont déjà été équipés au cours de l'année 2024.

Une visite de contrôle de levage et de contrôle électrique a été réalisée sur tous les sites. Les conclusions de ces contrôles ont été transmises à la Communauté de l'Auxerrois.

➔ *Des modifications et des mises aux normes doivent être réalisées afin de garantir à nos collaborateurs une sécurité des installations.*

Autosurveillance des systèmes de collecte

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, SUEZ a effectué une **Analyses des Risques et Défaillance** sur les systèmes d'assainissement d'Augy, Escolives Sainte Camille, Champs sur Yonne, Saint Bris le Vineux et Saint Georges sur Baulche.

Les conclusions des analyses ont été transmises à la Communauté de l'Auxerrois en 2023. Les analyses seront reprises chaque année et évolueront en fonction de la vie des ouvrages.

De la même manière, un **diagnostic permanent du système de collecte** a été initié sur les communes d'Augy, Escolives Sainte Camille, Saint Bris le Vineux et Saint Georges sur Baulche. Les indicateurs et thématiques à suivre ont été choisis en 2023 en concertation avec la Communauté de l'Auxerrois. En 2024, les conclusions ont été délivrées lors des bilans annuels du système d'assainissement.

➔ *Le suivi de ces indicateurs permettra une amélioration continue de ces systèmes de collecte dans les différentes thématiques choisies.*

Les volumes déversés sur les points autosurveillés ont été transmis au service de la Police de l'eau conformément à la réglementation, selon les **scénarii SANDRE** des systèmes de collecte.

Sur les systèmes d'assainissement d'Appoigny, Saint Bris le Vineux et Saint Georges sur Baulche, **un rapport semi-automatique a été mis en place permettant d'avoir un réel suivi de tous les déversoirs d'orage équipés** (autosurveillés ou non) en corrélation avec la pluviométrie. Ce rapport a été transmis à la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre des bilans annuels des systèmes d'assainissement.

De la même manière, un second rapport automatique a été transmis pour le suivi du bassin d'orage et est envoyé automatiquement selon la fréquence définie.

Enquêtes contractuelles

En 2024, SUEZ a réalisé 282 enquêtes contractuelles à la demande de la Communauté de l'Auxerrois, principalement **sur les communes suivantes :**

- **Appoigny,**
- **Auxerre,**
- **Champs sur Yonne,**
- **Gy l'Evêque,**
- **Quenne,**
- **Saint Bris le Vineux,**
- **Vallan,**
- **Villefargeau,**
- **Vincelles.**

Les rapports ont été transmis au fil de l'eau à la Communauté de l'Auxerrois ainsi que le fichier récapitulatif des enquêtes réalisées par commune.

SERVICE D'ASSAINISSEMENT
RAPPORT DE CONTROLE DES REJETS DU DOMAINE PRIVE

SUEZ EauFrance

Résultat du contrôle : Conforme

Constatations générales :

Caractéristiques générales du réseau en domaine public :

Commentaires :

Bilan 24h industriels

Conformément à la demande de la Communauté de l'Auxerrois, SUEZ a procédé aux contrôles sur le rejet d'industriels. En 2024, nous avons contrôlé les entreprises suivantes :

- Polyclinique – AUXERRE
- Maison de retraite départementale - AUXERRE
- Maison de retraite Les Eglantines – AUXERRE
- Maison de retraite Résidence Champlys – AUXERRE
- Maison de retraite Cadet Roussels = AUXERRE
- Maison de retraite Panier Vert - AUXERRE
- Groupe CASINO – AUXERRE
- Sable balayeuse – COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS
- Blanchisserie interhospitalière - AUXERRE
- Laboratoire MACORS – AUXERRE
- Centre Leclerc 1 et 2– AUXERRE
- SUEZ RV - AUXERRE
- Festins de Bourgogne – APPOIGNY

Des modèles de conventions récentes ont été transmis pour support à la Communauté de l'Auxerrois.

➔ *SUEZ se tient à la disposition de la Communauté de l'Auxerrois pour l'accompagner dans ces démarches auprès des industriels et la mise à jour ou la création de nouvelles conventions de déversement ainsi que d'arrêté d'autorisation.*

Visites de réseau, curages et inspections télévisées

Les opérations de curages et de visites de réseau ont principalement été faites lors de demandes particulières de la Communauté de l'Auxerrois et des communes de son territoire. En cette période de début de contrat, SUEZ a pris le temps de faire de la reconnaissance de réseau et mis en œuvre les outils pour pouvoir programmer et suivre au mieux les opérations de 2024.

Dans ce contexte, près de **64km de réseau ont été curé** au cours de l'année 2024, et **75 km ont été inspectés,** 32km en inspections télévisées.

Quelques points noirs ont fait l'objet d'une vigilance particulière :

- Avenue de la Seiglée à MONETEAU
- Avenue de Saint Quentin à MONETEAU
- Route de Pouligny en amont de la STEU à ESCAMPS
- Rue des Mésanges / Route de Chablis à AUXERRE
- Rue de Preuilly à AUXERRE
- Avenue Jean Mermoz à AUXERRE
- Route de Lindry à SAINT GEORGES SUR BAULCHE
- Rue du Port de Gord à APPOIGNY
- Rue de l'Egalité à GY L'EVEQUE
- Ruelle croisotte à JUSSY
- Bassin de collecte de la Noue à AUXERRE
- Bassin de collecte de Vincelles amont PR Camping
- Bassin de collecte amont PR Toussac et PR Chalifarde : rue des Roses, rue des Violettes, Promenade de l'Ouest... à CHAMPS SUR YONNE
- Impasse de l'Eglise à CHAMPS SUR YONNE

Installations de boites de branchement

SUEZ a installé 125 boites de branchement sur des branchements assainissement qui n'en possédaient pas.

Ces équipements permettront de pouvoir délimiter la partie publique et la partie privé du branchement, mais aussi de pouvoir faciliter le débouchage ou l'entretien du branchement.

Dans le cadre de ces créations de boites, SUEZ a installé :

- 8 boites simples
- 13 boites cloisonnées

sur les branchements d'eaux usées des viticulteurs de la commune de Saint Bris le Vineux, qui n'en possédaient pas.
Les boites cloisonnées permettront éventuellement de venir fermer le branchement mécaniquement (par la mise en place d'une trappe) en cas de pollution avérée par des effluents viticoles lors de vendanges ou de période de nettoyage de cuve.

Lors des vendanges de 2024, des visites de réseau ont été réalisées et un seul signalement a été fait à la Communauté de l'Auxerrois.

Renouvellement de branchements assainissement

29 branchements assainissement ont été renouvelés au cours de l'année 2024, du collecteur jusqu'à la boite de branchement.

Renouvellement et remise à niveau des tampons assainissement

La Communauté de l'Auxerrois a demandé le renouvellement de 47 tampons d'assainissement en 2024, essentiellement dans le cadre de travaux ou de reprises des enrobées sur chaussée. SUEZ a également procédé à 11 remises à la cote de tampons assainissement.

Recherche des eaux claires parasites (ECP)

Dans le cadre du contrat, SUEZ a réalisé différentes méthodes de recherche des eaux claires parasites. Après avoir analysé les différents résultats, une synthèse de préconisation de travaux sera délivrée à la Communauté de l'Auxerrois pour l'orienter dans ses travaux.

- **Sondes de mesures des réseaux**

Le suivi des infiltrations d'ECP se fait désormais à l'aide des 20 sondes de niveau sur le système de collecte. Deux sondes seront installées en 2025 sur la commune de Chevannes.

Ces sondes sont placées stratégiquement sur les différents bassins de collecte et permettent le suivi des infiltrations d'eaux claires avec plus de réactivité.

En parallèle, le système de gestion des postes de relèvement COYOTE a été mis en service sur les postes stratégiques répondant aux prérequis.

➔ **Couplé au suivi des sondes de niveau, nous aurons une meilleure vision des bassins de collecte soumis aux ECP et donc une meilleure connaissance des réseaux.**

- **Campagne nocturne/diurne de recherche des ECP**

3 secteurs principaux ont été étudiés au cours de l'année 2024 :

- 2 sur **Auxerre** (Clos de la Fontaine et La Noue) ;
- 1 sur la commune de **Monéteau** (bassin de collecte entre l'Yonne et le PR Rue de Paris).

Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un **courantomètre** et par empotement, lorsque la configuration ou le débit ne permettait pas l'utilisation du courantomètre.

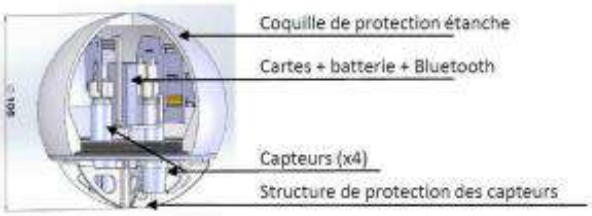
- **Secteur de la Noue :** présence d'ECP importante. Arrivée par tampons et conduites non étanches.

- **Lotissement du Clos de la Fontaine :** présence d'ECP importante. Arrivée par tampons non étanches mais également via les branchements en domaine privé.

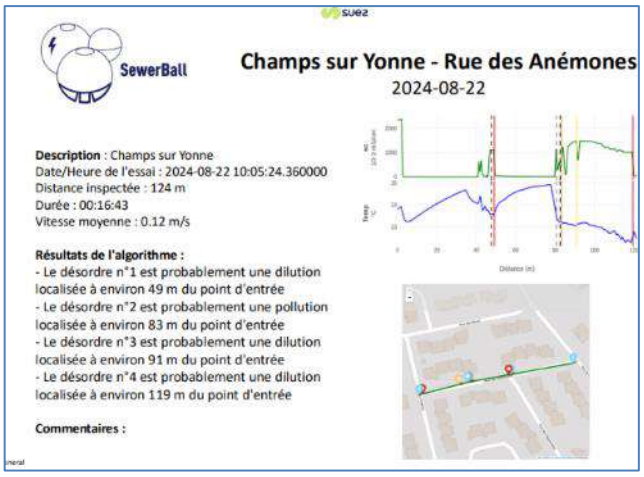
- **Rive gauche de Monéteau :** un branchement au n°125 Chemin des Près Hauts draine beaucoup d'ECP et un avaloir est connecté sur le réseau d'eaux usées en séparatif (23, rue des Prés Hauts à Monéteau).

Les différents résultats ont été transmis à la Communauté de l'Auxerrois.

- **Sewerball**



La Sewerball a été passée dans les secteurs sur lesquels il y a eu des grosses infiltrations dues à la montée des nappes de l'Yonne (principalement Appoigny, Vincelles et Champs sur Yonne).
Le secteur de la Noue à Auxerre a également été étudié à l'aide de cet équipement.



➔ **Au total près de 6km de réseau ont été inspectés.**

Pour chaque tronçon étudié, une carte localisant le passage de la Sewerball a été transmise à la Communauté de l'Auxerrois avec l'identification des points d'entrée d'ECP dans le réseau.

- **DIAGRAP**

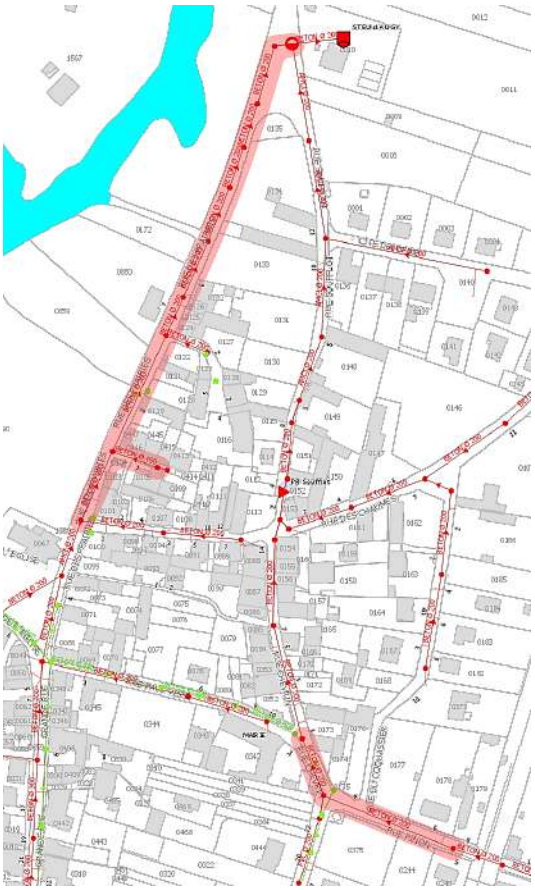
Le diagnostic rapide des réseaux d'assainissement DIAGRAP, permet d'appréhender rapidement l'état général d'un réseau de collecte.
Des investigations plus poussées peuvent être réalisées si besoin sur les tronçons ayant été déterminés comme critiques.

En 2024, SUEZ a réalisé du DIGRAP sur les communes **d'Augy, Branches, Quenne et Villeneuve-saint-Salves**, soit près de 12 km de réseau. Pour chaque regard, une fiche a été complétée et intégrée au SIG.

➔ *Un rapport de ces inspections sera prochainement transmis à la Communauté de l'Auxerrois.*

- **Fonds de renouvellement des canalisations pour la réduction des ECP**

Contractuellement, SUEZ doit procéder à un programme pluriannuel de renouvellement de canalisations permettant de réduire la collecte d'ECP sur les systèmes d'assainissement.



En 2024, après concertation avec le service assainissement de la Communauté de l'Auxerrois, il a été décidé de suivre les préconisations du schéma directeur d'assainissement. Celui-ci proposait des renouvellements de tronçons de conduite d'eaux usées strictes sur la commune **d'Augy**.

Pour ce système d'assainissement, devant dans le futur être raccordé au système d'Appoigny, **la réduction de collecte des ECP est un réel enjeu.**

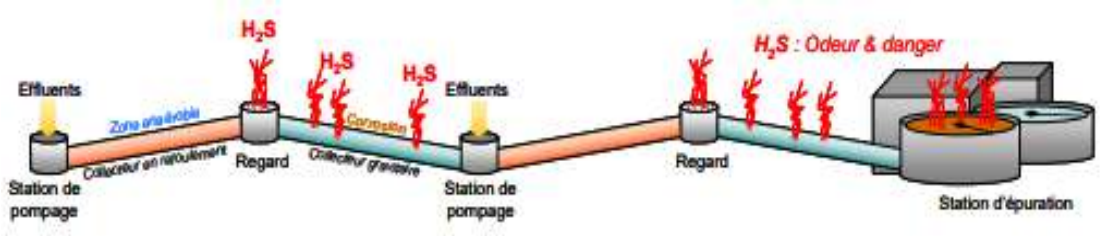
- ➔ Une portion de réseau a été renouvelée sur la Rue des Prairies, soit 348 ml
- ➔ Également Rue des Pinons sur un linéaire de 106 ml.

Toujours de manière à répondre à notre obligation de réduction de collecte des eaux claires parasites, la Communauté de l'Auxerrois a demandé à SUEZ de reprendre un regard en maçonnerie sur la commune d'Appoigny, rue du Professeur Mocquot.
L'ouvrage était en mauvais état et était donc une porte d'entrée des eaux d'infiltration.

Cartographie du risque H2S

L'hydrogène sulfuré (H_2S) est un gaz toxique qui se développe dans les réseaux et ouvrages d'assainissement quand les effluents subissent une période prolongée sans oxygène et deviennent septiques. Cette situation se produit principalement :

- Lorsqu'il n'y a pas beaucoup d'effluents et que ceux-ci restent longtemps dans les postes de relèvement avant d'être refoulés,
- Ou lorsque les effluents stagnent dans le réseau.



En 2024, SUEZ a installé des **CORROTRACK** sur 20 postes de relèvement ou possiblement une production d'H_2S peut être localisée dans l'ouvrage ou au niveau du point de refoulement.

A la suite des résultats obtenus, **3 postes ont été ciblés comme ayant un risque de présence d'H2S.** Il s'agit du PR Villefargeau, du PR Charbuy Lagune et du PR Gué de l'Epine à Monéteau.

Une étude globale comprenant les résultats des CORROTRACKS, mais également les fiches DIAGRAP, les remontées terrains, ainsi que les éventuelles demandes d'interventions pour « odeur » est en cours.

➔ *Les conclusions de cette étude seront présentées à la Communauté de l'Auxerrois.*

Désimperméabilisation – Optimizer ®

En collaboration avec la Communauté de l'Auxerrois, SUEZ a réalisé une **étude du potentiel de déraccordement des eaux pluviales.**

Cette étude consiste dans un premier temps à réaliser une cartographie du potentiel de déraccordement à partir d'image satellitaire, à l'échelle du domaine public et privé, avec les surfaces actives déraccordables et les volumes potentiels en jeu.

➔ *A la suite de cette cartographie, les premières conclusions ont été présentées à la Communauté de l'Auxerrois.*

Dans un second temps, une validation du modèle hydraulique du système d'assainissement de la station d'épuration d'Appoigny par temps de pluie sera réalisée pour l'utiliser afin d'optimiser la gestion des eaux pluviales. Les aménagements de déconnexions retenus par la Communauté de l'Auxerrois ont été intégrés dans l'étude, ainsi que les aménagements testés avec OPTIMIZER (optimisation du programme de travaux).

L'objectif principal de l'analyse Optimizer est de pouvoir apprécier une réduction du coût des travaux projetés dans le schéma directeur d'assainissement par :

- La mise en place du déraccordement
- La recherche d'optimisation du système (hauteur de lame).

Cette approche porte notamment sur le fait que les travaux proposés ont pour objectif de limiter les débordements (Pluie de retour 20 ans).
Ces solutions pourront être couplées à des solutions complémentaires de transfert vers l'aval, ou de renforcement du réseau, tout en étant vigilants pour :

- Ne pas augmenter le coût des travaux
- Ne ne pas augmenter les débordements
- Ne ne pas augmenter les volumes déversés

Lors de cette phase, OPTIMIZER a révélé une anomalie notable dans le schéma directeur.
La pluie n'était pas représentative lors des campagnes de nappe haute. Elle n'aurait pas permis de caler le modèle idéalement. Les choix de représentation qui en découlent, rendent le modèle hydraulique peu fiable.

En effet, on utilise OPTIMIZER pour optimiser les travaux afin de limiter les déversements au niveau du bassin d'orage de la Chainette et viser la conformité. Le modèle dit déjà que le système est conforme. Donc les aménagements proposés montreront que tout est conforme de façon identique.

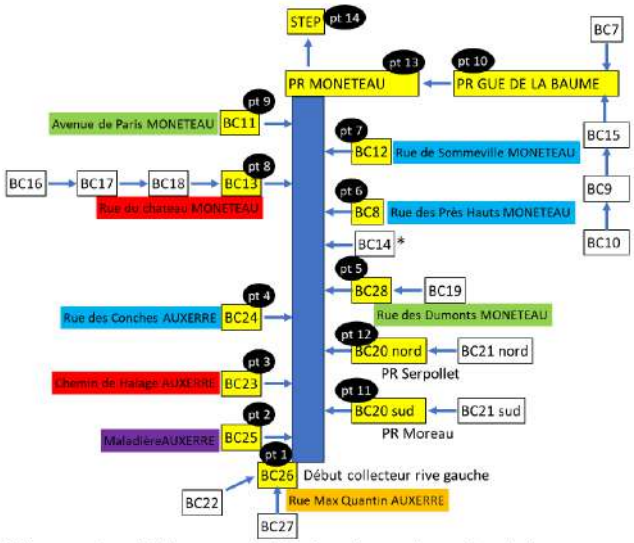
➔ *SUEZ doit donc procéder différemment et ne pas se baser sur le modèle hydraulique issu du schéma directeur.*

PREBIO (Recherche de micropolluants)

Au cours du 2ème semestre 2024, SUEZ a réalisé une première campagne de PREBIO.

Une cellule PREBIO est un capteur, spécifiquement conçu pour les eaux usées, qui contient une mousse spécifique paramètre pour accumuler du biofilm pendant la durée d'exposition.

➔ 14 points de mesure ont été positionnés sur les différents bassins de collecte et en entrée de station de traitement sur le système d'assainissement d'Appoigny.



➔ Au terme de cette campagne d'analyse**, certains composants ont été détectés sur certains bassins de collecte.**

Les résultats détaillés ont été présentés à la Communauté de l'Auxerrois et ont permis de définir la cartographie de l'emplacement des sondes pour la 2ème campagne en 2025. Les paramètres trouvés seront réanalysés sur les bassins de collecte concernés. Ils seront sous-sectorisés afin de trouver l'origine de la pollution.

Journées d'expertise

Dans le cadre du contrat, SUEZ a sollicité des experts assainissement afin d'accompagner au mieux la Communauté de l'Auxerrois dans les différentes études engagées.

Voici les jours d'expertises réalisées en 2024 :

- ⇨ 18/01 au 25/02 – Expert Assainissement SUEZ Région et National, Expert juridique SUEZ National : 7 jours d'expertises liées à la pollution CERTAS sur le système d'Appoigny
- ⇨ 10/04 – Expert Assainissement SUEZ Région : exercice SDIS pour la sensibilisation des risques liés à l'assainissement
- ⇨ 18/04 – Expert Assainissement SUEZ Région : point sur la situation viticole ST BRIS
- ⇨ 27/06 – Expert Assainissement SUEZ Région : réunion avec la DDT – Expertise technique suite inondations VINCELLES
- ⇨ 07/08 – Expert Automaticien SUEZ Région : aide à l'élaboration du cahier des charges pour renouvellement des armoires de commande de 7 postes (1 jour).
- ⇨ 09/09 – Expert Automaticien SUEZ Région : intégration des cartes SIM et programmation des armoires de commandes de 07 postes (1 jour)
- ⇨ 23/10 – Expert Assainissement SUEZ Région : réunion autosurveillance manuels DDT et AESN

⇨ 19/11 – Expert Clientèle SUEZ Région : Plateforme en ligne « Tout sur mes services »
⇨ 03/12 – Expert Sécurité SUEZ Région : Visite d'expertise CHEVANNES

Travaux de la Communauté de l'Auxerrois

La Communauté de l'Auxerrois a mené de nombreux travaux dans le cadre de marchés publics au cours de l'année 2024.

SUEZ a assisté aux réunions d'avant-projet et chantier ; puis a suivi de près certains travaux :

⇨ **Appoigny** : Rue Chatel Bourgeois, Place de la Liberté, Rue du Professeur Mocquot et Rue du Pavillon
⇨ **Auxerre** : Place du Maréchal Leclerc, Rue Christophe Colomb
⇨ **Auxerre** : Rue Emile Lorin, Rue Bourneil, Rue Rantheaume
⇨ **Auxerre** : Rue des Boussicats
⇨ **Auxerre** : Rue Pierre et Marie Curie
⇨ **Auxerre** : Rue du 8 mai 1944
⇨ **Auxerre** : Rue de Fleurus

Ces travaux concernaient la mise en place du **réseau de chauffage urbain**. L'entreprise sous-traitante a endommagé le réseau et procédé à des réparations de fortunes. Une grande quantité de sable et de cailloux de tailles importantes a pu pénétrer dans le réseau d'eaux usées et provoqué plusieurs séries d'inondations en aval. **De nombreuses interventions de curage, de visite de réseau et de débouchage ont été réalisées afin de retirer les gravats.**

⇨ **Auxerre :** Rue Jean Jaurès

⇨ **Champs sur Yonne : Promenade de l'Ouest**

De fortes infiltrations d'eau de nappes de l'Yonne ont créé des inondations dans le secteur Rue des Roses, Rue des Violettes, Rue des Acacias… En réalisant des recherches d'eaux claires parasites, nous avons ciblé la principale source d'entrée des eaux claires comme étant la Rue Promenade de l'Ouest (malgré un chemisage entrepris par la commune de Champs sur Yonne il y a quelques années).

⇨ **Chitry** : **création et mise en service du système de collecte et du système de traitement**

Les contrôles de raccordement au réseau sont réalisés au fil de l'eau en fonction de l'avancée des travaux et des raccordements au réseaux de collecte.

⇨ **Escamps : Réhabilitation des postes de relèvement (PR)**

Les travaux prévus en début d'année 2024 ont été retardés mais réalisés au cours du 2ème semestre. Les postes n'ont pas été équipés de télésurveillance et les armoires actuelles ne sont pas adaptées et/ou manquent de place.

En effet, les **PR Grilletière, Moulin Brûlé, Huilliers et Avigneau 2** sont désormais équipés de pompes en cale sèche, type DIP. Toutefois, aucune mise en service n'a été réalisée à ce jour.

De même, les **PR Vaumarloup et Avigneau 1** sont toujours en poste de type SOTERKENOS. Les compresseurs n'ont pas été renouvelés. Il en est de même pour les ballons anti-bélier alors que ceux-ci sont d'origine et n'ont jamais été contrôlés, ni requalifiés. En l'état, il est impossible de mettre ces équipements en conformité.

Une sonde permettant le pilotage du **PR RD1**, réhabilité en poste de type classique, n'a pas été prévue dans le cahier des charges des travaux.

➔ *Hormis les postes RD1 et Avigneau 1, aucun poste de relèvement ne dispose d'un système de télésurveillance. A ce jour,* ***les postes DIP ne sont donc pas télésurveillés*** *et nous n'avons donc aucun retour de marche et de défauts.*

- ⇨ **Gy l'Evêque :** mise en séparatif rue de l'Egalité, rue Rechièvre
- ⇨ **Monéteau :** Rue Saint Laurent
- ⇨ **Quenne** : mise en séparatif
- ⇨ **St Bris le Vineux :** rue Dorée, Rue de Gouaix
- ⇨ **St Georges sur Baulche :** rue des Champs Casselins
- ⇨ **Vallan** : rue des Tournants, rue de Beau
- ⇨ **Vaux** : la station de traitement obsolète a été démantelée et le poste de relevage réhabilité pour refouler les effluents vers le PR de la Noue sur Auxerre. Une injection de chlorure ferrique a été prévue afin de traiter l'H2S en préventif et limiter les nuisances olfactives sur la Route de Vaux.

➔ *Nos remarques, constats et préconisations ont été fournies à la Communauté de l'Auxerrois. Elles portent principalement sur le système de dosage de chlorure ferrique, qui fuite régulièrement.*

Travaux de renouvellement électromécanique - Fonds de renouvellement

De manière à respecter nos obligations contractuelles en ce qui concerne le plan de renouvellement prévisionnel, SUEZ a réalisé au cours de l'année 2024, de nombreux renouvellement sur le système de collecte et donc principalement sur les postes de relèvement.

Les renouvellements ont été faits suivants le plan technique prévisionnel mais également à la suite d'une panne ou d'une mise hors service. Dans ce cas, une information a été faite à la Communauté de l'Auxerrois, avant chaque renouvellement, de manière à ce que SUEZ soit autorisé à effectuer une modification du PTR et que les charges liées à ce renouvellement puissent être passées sur la ligne prévue à cet effet.

Sur le système de collecte, en 2024, les renouvellements les plus significatifs réalisés par SUEZ sont les suivants :

- Réhabilitation du PR Centre Nautique à Auxerre (Armoire électrique, clapets, vannes conduites...)
- Renouvellement de plusieurs armoires électriques dont les PR Rue de l'Europe à Appoigny, PR des Mésanges à Charbuy.
- L'ensemble des renouvellements réalisé est détaillé dans la partie "Situation sur les installations"

► Les systèmes de traitement

Autosurveillance des systèmes de traitement :

- **Bilans 24h - Système de traitement**

Les bilans 24h ont été réalisés dans le cadre du suivi de l'autosurveillance des 23 systèmes traitement, la conformité sera jugée sur l'ensemble des bilans de l'année.

Les systèmes de traitement suivants seront non conformes aux prescriptions règlementaires :

- ✓ **Bleigny le Carreau :** non conforme sur le paramètre phosphore total, il n'y a pas de traitement adapté sur le système épuratoire.
- ✓ **Charbuy Bourg :** les massifs filtrants ont été réhabilités en cours d'année 2022. Les analyses restent non conformes à l'arrêté d'exploitation.
- ✓ **Saint Georges sur Baulche :** 12 bilans ont été réalisés et tous respectent les concentrations de rejet réglementaires. Toutefois, 8 bilans sont non conformes car des dépassements ont été constatés sur le rendement épuratoire.

- **Scénario SANDRE, Cahier de vie et Manuel d'Autosurveillance :**

En décembre 2024, une réunion a été réalisée en présence de l'AESN, de la CA de l'Auxerrois et SUEZ, concernant la mise à jour des scénarii SANDRE, ainsi que la mise à jour des manuels. Un planning 2025 a été validé pour la remise des livrables pour validation à l'Agence de l'eau.

- **Dératisation :**

Plusieurs campagnes de dératisation ont été menées et en particulier sur les communes suivantes : Augy, Branches, Irancy, Saint Bris le Vineux, Vallan.

Toutefois, SUEZ alerte la Communauté de l'Auxerrois sur le fait que les opérations de dératisation nécessitent une habilitation pour l'utilisation de produits raticides.

De plus, la dératisation dans les réseaux ne suffit parfois pas à éradiquer la population de nuisibles. En effet, ces derniers transitent par les conduites mais ils n'établissent pas leur lieu de vie dans les réseaux.

➔ *Les campagnes de dératisation doivent être accompagnées d'actions du même type chez les particuliers, plus particulièrement dans les granges, fermes ou chais.*

Qualité du rejet et des boues :

- **Qualité des boues :**

Les analyses effectuées sur les boues produites ont été conformes. Aucun des sites de l'Agglomération n'a présenté de dépassement des seuils réglementaires. Néanmoins, SUEZ attire votre attention sur **le taux de cuivre** présent dans l'analyse de boues du 11/12/2025 à la STEU de ST BRIS, qui atteint le seuil réglementaire de 1000 mg/kg MS pour les lits N°5 et N°6.

➔ *SUEZ réalisera d'autres analyses dans l'année 2025 pour suivre l'évolution de ce paramètre.*

- **Quantité des boues évacuées :**

L'installation des bâches filtrantes sur les STEU de Gy l'Evêque, Augy et Vincelles a permis de réduire fortement les volumes de boues évacuées.

- **Sécurité :**

Une visite de contrôle de levage et de contrôle électrique a été réalisée sur tous les sites. Les conclusions de ces contrôles ont été transmises à la Communauté de l'Auxerrois.

➔ *Des modifications et des mises aux normes doivent être réalisées afin de garantir à nos collaborateurs une sécurité des installations.*

Faits marquants 2024 sur les systèmes de traitement

- **STEU DE GY L'EVEQUE :**

Sa réhabilitation a été réalisée avec création de lits de roseaux pour le traitement des boues, d'injection de FeCl3 pour le traitement du phosphore, de la mise en place d'un nouveau dégrilleur, d'un débitmètre en entrée de la STEU ainsi que de l'équipement réglementaire pour le suivi du trop-plein du poste d'entrée *(sera réceptionné en 2025).*

- **STEU DE CHITRY LE FORT :**

- Mise en eau partielle de la STEU le 03 juin 2024 par le constructeur.
- Levée des réserves avant mise en service le 30 septembre 2024.
- Levée des réserves avant la période d'observation le 14 novembre 2024. En attente de la réception prévue en 2025.

Lors de la mise en eau de la STEU, SUEZ avait alerté sur le fait qu'il n'y avait pas de clôture du site sur la partie longeant le ru afin de répondre à la nécessité de transparence hydraulique face au risque de coulée de boue. Après échange et rendez-vous sur site avec la DDT de l'Yonne, celle-ci autorise la CA de l'Auxerrois à réaliser une clôture en large maille (par exemple 20x20 ou 20x10) afin de ne pas faire obstacle à l'eau.
Les poteaux seront suffisamment ancrés afin de résister aux eaux de ruissellement et aux affouillements.

- **STEU DE SAINT BRIS LE VINEUX :**

Au cours des vendanges 2024, des arrivées d'effluents viticoles ont été constatées en entrée du système de traitement. Elles sont restées faibles par rapport à l'année précédente ce qui a permis de continuer à traiter dans des conditions normales.

- **STEU DE VINCELLES :** Mise en place d'un débitmètre en entrée de station pour un suivi journalier des débits entrants.

- **STATIONS AVEC LITS DE RHIZOMES**

Le faucardage des stations avec lit de rhizome est réalisé une fois par an. SUEZ surveille régulièrement les niveaux de boues des lits pour anticipation de leurs curages.

Nous attirons votre attention sur les **STEU de Lindry-Les Houches et d'Escamps Bourg** qui ne sont plus en état de fonctionnement optimal dû au colmatage des lits d'infiltration. Cela entraine également des débordements des lits.

Concernant la lagune de **Bleigny le Carreau,** nous vous informons de la dégradation des bâches d'étanchéités des 3 bassins, ce qui entraine une infiltration des eaux avant l'exutoire de la STEU. Une étude de réhabilitation, par la communauté de l'Auxerrois a été lancée. Enfin, nous soulignons que cette STEU a fait l'objet d'un rapport de manquement administratif, de la part des services de l'état, en septembre 2023 pour non-respect de la norme phosphore (cette station n'étant pas équipée de traitement).

- **SUIVI DES MILIEUX SENSIBLES :**

SUEZ a réalisé les campagnes de suivi des milieux sensibles sur les micropolluants sur les rus de Vallan, Baulche et Sinotte. Une présentation des résultats a été faite à la collectivité fin d'année 2024/début 2025.

Travaux contractuels réalisés au cours de l'année

- **STEU D'APPOIGNY :**

Au cours de l'année 2024, de nombreux travaux neufs ont été réalisés sur la STEU d'Appoigny.

✓ Travaux de réhabilitation du canal d'arrivée

Au préalable de l'opération, les autorisations ont été demandées auprès des services DRIEAT – AESN par la réalisation d'un porté à connaissance.
Durant la phase de travaux, le canal venturi étant by-passé, le système de comptabilisation des volumes d'entrée sur la STEU a été modifié. Ainsi les volumes sont désormais comptabilisés par le débitmètre d'arrivée de Monéteau et le débitmètre d'arrivée d'Appoigny (ces deux débitmètres ont été remplacés en amont des travaux). **Cette solution a été rendue pérenne.**

Réalisation d'un By-pass afin d'isoler la zone à traiter tout en maintenant la continuité de service et l'efficacité du traitement.

Les dégrilleurs de pré-traitement étant également by-passés pendant toute la phase de travaux, Suez a remplacé les grilles du dégrilleur présent en amont sur le PR de Monéteau par des entrefers plus fins. Puis, SUEZ a installé un dégrilleur mobile pour les effluents en provenance d'Appoigny.

Ces opérations ont pour objectifs de protéger les bassins d'aération et assurer la continuité du bon traitement.

L'étape suivante a consisté en la réalisation d'un diagnostic du Génie Civil afin d'adapter la réhabilitation aux désordres réellement constatés

Enfin les travaux de réhabilitation (reprise des bétons, traitement des aciers apparents, étanchéification de l'ouvrage) ont pu être réalisés :

✓ Le laveur à sable a été remplacé par un laveur plus performant :

Equipement initial

Nouvel équipement

✓ Le dégrilleur des matières de vidange a été remplacé avec l'ajout d'une presse laveuse WAP (pour le compactage des déchets) ainsi qu'un piège à cailloux en amont du dégrilleur :

Equipement initial

Travaux en cours

Nouveaux équipements

- ✓ Mise en place de la régulation du pilotage des surpresseurs par intelligence artificielle Purecontrol.
- ✓ Le 28 novembre 2024, les élus de la Communauté de l'auxerrois ont visité la STEU d'APPOIGNY. Ils ont pu apprécier le rendu de ces travaux et échanger avec les exploitants.

- **<u>Sur le PR de Monéteau :</u>**

- ✓ Installation des deux trackers solaires sur le poste de relèvement de Monéteau en février 2024.

- **Sur la STEU de Coulange la Vineuse :**

✓ Mise en service de l'injection de Fecl3 sur la Steu de Coulanges pour pouvoir répondre aux normes de rejet du phosphore de cette Steu.

✓ Mise en place de la surveillance du trop-plein du bassin d'orage de Coulange la Vineuse conformément à la demande de l'agence de l'eau.

► Investissements

Le détail des opérations de renouvellement réalisées au cours de l'année 2024 est listé dans le chapitre « 4.3.1 Situation sur les installations ».

► Economie du contrat

L'économie du contrat pour l'année 2024 est fortement impactée par une baisse des recettes par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Cette baisse provient essentiellement d'une baisse des volumes facturés qui s'est accentuée sur 2024 après une année 2023 déjà en fortement baisse, notamment liée à l'arrêt soudain et imprévisible de l'activité du plus gros consommateur d'eau de l'agglomération à Appoigny au démarrage du contrat.

La baisse cumulée des volumes par rapport au prévisionnel se rapproche des 10%. Pour rappel, près de 80% des charges d'exploitation d'un service d'exploitation de l'eau/de l'assainissement sont des charges fixes.

Par conséquent, cette baisse des volumes devra faire l'objet d'une analyse et d'un échange avec la collectivité. La baisse des recettes est également accentuée sur l'assainissement suite à l'arrêt du plus gros consommateur. En effet, ce dernier payait sa part assainissement avec un coefficient de pollution supérieur à 1.

► Développement durable

SUEZ a réalisé divers projets sur le thème du développement durable et de la transition écologique, menés avec différents partenaires. Ces projets illustrent des solutions concrètes pour renforcer la durabilité des territoires :

- ✓ **Bilan carbone :** réalisé avec Suez Consulting, plus précisément la Direction Aménagement Durable et Conseil en Transition ;
- ✓ **Vision carbone :** logiciel élaboré en partenariat avec Origins.Earth ;
- ✓ **Inventaire de la biodiversité** de trois sites d'assainissement, mené avec la LPO.
- ✓ **Etude du milieu naturel (suivi des milieux sensibles) :** en collaboration avec Suez, le Lyre
- ✓ **Beeomonitoring :** une mesure innovante de la biodiversité et de la pollution à travers l'analyse du pollen collecté par les abeilles, en collaboration avec Beeodiversity (ruches installées sur les STEU de Escolives-Sainte-Camille et Coulanges-La-Vineuse (dans le cadre de la DSP Eau potable).

Les résultats de ces études ont été transmis à la Communauté de l'Auxerrois à partir de décembre 2024. Début 2025, SUEZ présentera les conclusions lors d'une réunion avec les experts ayant menés ces études.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

31 086 clients assainissement collectif

2 987 406 m³ d'eau assujettis

765 km de réseau total d'assainissement

67 088 ml de réseau curé

50 désobstructions de branchement

47 désobstructions de réseau

2 835 MWh d'énergie électrique facturée

2,35833 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³ (exemple commune d'AUXERRE)

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	60 811	62 006	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	30 310	31 086	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type unitaire (1)	120,4	120,11	km	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	343,95	361,61	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	464,68	1 138,10	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	2,58047	2,35833	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	82	104	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0,0001	0,0013	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	16	44	Nombre	A

1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P251.1 - Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0,02	0	Nombre / 1000 habitants desservis	A
Indicateur de performance	P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	90,7	93	%	A
Indicateur de performance	P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1)	95	94	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P258.1 - Taux de réclamations	14,3847	13,7356	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	4,2204	%	A

1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs de la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Dépollution	Indice de conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Oui	Oui / Non	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

► LES SYSTEMES DE COLLECTE

Sécurité

Les travaux de sécurisation des postes de relèvement par la mise en place de barreaux anti chute vont se terminer en 2025 ; 17 autres ouvrages seront sécurisés.

Un devis sera proposé à la Communauté de l'Auxerrois concernant la sécurisation des chambres à sable du Chemin de Halage, Montardouins et la Maladière. Ces travaux porteront sur l'installation de vannes adaptées pour isoler les chambres et permettre un vrai nettoyage de l'ouvrage. De plus, SUEZ préconise de reprendre les regards d'accès en les agrandissant pour améliorer la ventilation et faciliter les interventions CATEC dans l'ouvrage.

L'armoire de commande du PR Camping sur la commune de Vincelles sera renouvelée car les composants sont obsolètes et génèrent des défauts d'exploitation.

- **INFRANUM / 2G / 3G**

Les systèmes de télésurveillance en 2G et 3G vont rapidement être obsolètes et SUEZ doit assurer la continuité de service, tout en conservant la performance technique et le maintien de la pérennité du patrimoine.

SUEZ a donc anticipé les besoins de renouvellement prioritaires et une liste de renouvellement a été proposé pour 2025. Voici les sites concernés :

- Pluviomètre - AUXERRE
- DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE
- DO MAN - Rue Rouget de l'Ile / Ravel - AUXERRE
- DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX
- DO Montboulon
- DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE
- Débitmètre réseau - AUXERRE
- DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE
- PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE
- PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE
- PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE
- PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE
- PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE
- PR de VILLEFARGEAU
- PR Route de Lindry - MONTMERCY
- PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE
- PR Soufflot - AUGY
- PR Camping - VINCELLES

➔ *Ces lignes feront l'objet d'une modification du plan de renouvellement technique pour l'année 2025, de manière à pouvoir réaliser ces interventions dans le cadre du renouvellement électromécanique contractuel.*

Autosurveillance des systèmes de collecte

Une mise à jour des manuels d'autosurveillance a été demandé par l'Agence de l'Eau Seine Normandie. SUEZ suivra le planning prévisionnel pour remettre les scénarii SANDRE à jour ainsi que les manuels sous la dernière version.

Concernant le système d'assainissement de **Vincelles (2000 EQH)**, SUEZ réalisera le diagnostic permanent en 2025.

L'autosurveillance réglementaire du système d'assainissement de **Chevannes** sera mise à jour en 2025.

Dans le cadre de la transmission des données de déversements au milieu naturel sur les systèmes de collecte, des modifications seront réalisées.

Une sonde radar liée à deux formules hydrauliques permettra de suivre et comptabilisé les déversements sur le point A1 situé au DO C du Boulevard de la Chainette à Auxerre.

- **Recherche des ECP**

Pour suivre les précédentes études menées pour la recherche et la réduction des eaux claires parasites dans le réseau de collecte, nous allons continuer en 2025 les démarches entreprises de campagnes de recherche nocturne, de sewerball, de DIAGRAP...

Il est prévu de réaliser **la campagne nocturne de recherche des eaux d'infiltration en amont du PR Gué de la Beaume** entre les communes de Gurgy et Monéteau sur le système d'assainissement d'Appoigny. **La seconde nuit sera réalisée sur le système de collecte de Chevannes**. Ce secteur est identifié dans le schéma directeur d'assainissement comme étant critique et des projets de renouvellement de réseau conséquent sont à l'étude. Nos recherches seront donc accentuées sur ce secteur afin de trouver les tronçons les plus judicieux à renouveler et de limiter ainsi le coût des travaux. En fonction des résultats obtenus lors de la recherche nocturne, nous orienterons nos passages de **Sewerball**.

Nous envisageons d'étudier le tronçon de réseau situé sur le chemin blanc de Chevannes, sur lequel se raccorde les différents bassins de collecte des hameaux avant de rejoindre le système de traitement.

Si les conditions le permettent, nous proposerons également de faire un passage sur le système de collecte du hameau de Montmercy, Route de Lindry, sur la commune de Saint Georges sur Baulche.

Pour finir, **le poste de relèvement Léon Serpolet à Auxerre** reçoit également une grande quantité d'eaux claires parasites et il serait intéressant de vérifier l'absence d'infiltration de l'Yonne au niveau du passage sous l'Yonne.

De nouvelles **sondes de hauteur de réseau** seront posées sur le réseau pour étudier la dynamique en temps de pluie. Ces sondes seront installées sur Chevannes.

Le **DIAGRAP** sera réalisé sur les communes d'Escolives saint Camille, Coulanges la Vineuse, Vincelles et Vincelottes. En fonction des constats des inspections télévisées pourront être menées.

➔ *Ces investigations pourront également servir à la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de son étude de raccordement de ces communes sur le système de traitement Sud Auxerrois en projet.*

Les **travaux de renouvellement de réseau** permettant la réduction d'infiltration d'eaux claires parasites seront réalisés sur un nouveau tronçon sur la commune d'Augy, Rue des Chaumes sur près de 200 ml. Cela permettra de suivre les dernières préconisations du schéma directeur d'assainissement qui indiquait ce secteur comme étant en très mauvais état.

De manière à mieux suivre les ECP d'origine météoriques, SUEZ prévoit de déplacer les sondes et détecteurs de déversements installés sur certains déversoirs d'orage, non soumis à l'autosurveillance. Ces **sondes mobiles** ont été installées depuis le début du contrat en juillet 2023 et seront donc déplacées après environ 2 ans pour étudier les déversements d'autres déversoirs.

- **IA DO et IA PR**

SUEZ propose de mettre en place des **solutions innovantes pour suivre les déversements** vers le milieu naturel que ce soit sur les déversoirs d'orage ou sur les trop plein de poste de relèvement. Dans cet optique, 3 cellules IA DO et 1 cellule IA PR seront déployés en 2025.

Cette intelligence artificielle prend une photo lors d'un changement d'état par rapport à la situation que l'on a configuré au préalable. Nous prévoyons **l'installation de ces équipements sur les déversoirs d'orage en amont de travaux** ce qui permettra de voir l'incidence de la mise en séparatif d'un secteur sur le nombre de déversement du déversoir d'orage en aval.

Les DO et PR étudiés seront :

- DO Rue du Pavillon à Appoigny
- DO Rue du Rimbeuf à Appoigny
- DO Voie Communale à Quenne
- PR Quai Régenne à Appoigny, sur le trop plein en direction du PR Gué de la Pucelle

- **Points Noirs**

SUEZ devait équiper le réseau de collecte de 10 sondes permettant de suivre les points noirs. Forts de leur expérience acquise sur le début de contrat, les exploitants sont désormais prêts à proposer l'installation de ses sondes sur les points suivants :

1. Route d'Auxerre à Monéteau
2. Avenue de Seiglée à Monéteau
3. Route de Pouligny à Escamps
4. Avenue Jean Mermoz à Auxerre
5. Rue de Preuilly à Auxerre
6. Rue des Mésanges à Auxerre
7. Chemin des petites cours à Charbuy
8. La Cours barrée à Escolives saint Camille
9. Amont PR Vaumarloup à Escamps
10. Amont PR Moulin Brulé à Escamps

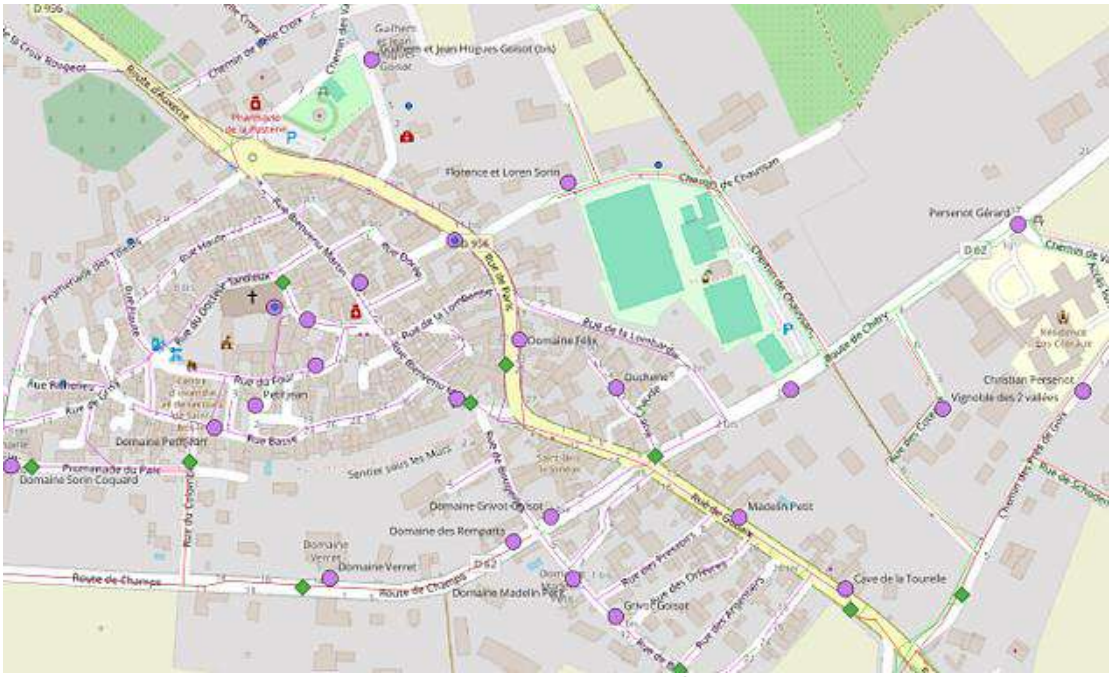
Ces sondes étant mobiles, elles seront amenées à être déplacées en fonction des besoins et des modifications réalisées sur le réseau. L'emplacement sera validé en amont par la Communauté de l'Auxerrois.

Saint Bris le Vineux : suivi du système de collecte

Dans le but de :

- Réaliser un suivi des effluents au cours des vendanges
- Déterminer l'origine d'une éventuelle pollution, si les consignes et les conventions de déversements n'étaient pas respectées,

SUEZ prévoit l'installation de **10 sondes de suivi du pH** sur le système de collecte de Saint Bris le Vineux *(projet à valider par la Communauté de l'Auxerrois).*



En violet : viticulteur – en vert : emplacement prévisionnel des sondes

➔ Les alertes envoyées par ces sondes permettraient l'intervention d'un agent de réseau assainissement, pour enquête sur un secteur restreint, dès la détection de la pollution, en amont du système de traitement.

Une **campagne de prélèvement** est également à l'étude. Nous prévoyons de réaliser un échantillon moyen sur chaque boite de branchement de viticulteur. Le but de ces analyses est d'avoir un nuage de point des charges moyennes de pollution déversées en période de vendange.

Lors des prochaines années, nous pourrons de cette façon comparer les flux déversés et avoir une idée de la pollution déversée pour juger de l'importance de celle-ci.

- **Optimizer**

SUEZ propose d'utiliser le logiciel OPTIMIZER pour **rationnaliser économiquement le programme de travaux** en proposant en plus des déconnexions, de réhausses de lames déversantes. L'objectif est de faire aussi bien en matière de volumes déversés (y compris sur les petits DO qui déversent dans les petits rus), de débordement et de réduction des volumes d'eaux usées en temps de pluie arrivant au PR de Monéteau.

SUEZ proposera de **recaler le modèle d'ALTEREO sur la zone du BO de la Chainette** (instrumentation pour capter des pluies représentatives, modification de la structure du modèle pour représenter la réalité hydraulique et recalage) afin de caler le modèle à la réalité, qui montre des non-conformités.

Pour finir, une proposition de travaux pour **l'installation d'une vanne basculante** permettant de limiter le nombre de petits déversements sur le « DO D – Place de la Coche d'Eau » pourra être faite à la Communauté de l'Auxerrois, toujours dans le but de limiter les déversements.

- **Degrés Bleus**

SUEZ avait proposé l'identification des collecteurs d'eaux usées éligibles au système « Degrés Bleus » ainsi que des établissements publics situés à proximité, ayant des besoins de chaleur et/ou eau chaude.

Une fois les tronçons de conduite identifiés, des sondes de chaleur et de débit pourront être installés afin de calculer le potentiel de production de chaleur issue des collecteurs.

➔ *Cette étude sera réalisée au cours de l'année 2025.*

- **PREBIO (Recherche de micropolluants)**

En 2025, 2 campagnes de poses de PREBIO seront réalisées.

- ✓ Au cours du 1er semestre 2025, 22 points de mesure seront positionnés sur les différents bassins de collecte et en entrée de station de traitement sur le système d'assainissement d'Appoigny (en fonction des résultats obtenus lors de la 1ère campagne).
- ✓ Les bassins seront sous sectorisées afin de déterminer plus précisément l'origine de la pollution. Les paramètres analysés seront ceux trouvés lors de la campagne initiale.
- ✓ A l'issu de cette seconde campagne, nous effectuerons une dernière période de contrôles de manière à affiner encore les résultats obtenus.

Travaux menés par la Communauté de l'Auxerrois

SUEZ continuera de s'impliquer auprès des services de la Communauté de l'Auxerrois pour le suivi des différents travaux menés par ses soins ou par la Ville d'Auxerre, et plus particulièrement sur :

- ✓ Le déploiement du réseau de chauffage urbain ;
- ✓ Les réhabilitations des postes de relèvement de la commune d'Escamps ;
- ✓ La réhabilitation du poste de relèvement de Vaux sur Auxerre.

► LES SYSTEMES DE TRAITEMENT

STEU d'APPOIGNY :

Mise en place d'un système de REUT (Réutilisation d'eau traitée), sur la STEU, permettant d'alimentation en eau des camions apportant des matières extérieures sur la STEU.

Une subvention de l'Agence de l'eau nous a été accordée en décembre 2024. Nous restons en attente de l'accord de la Police de l'eau pour la mise en place de ce système.

➔ *Le système de REUT pourra être installé à la suite de l'accord de la Police de l'eau.*

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE :

Mise en place de la régulation de l'aération par sonde REDOX et oxygène, afin d'optimiser l'aération des bassins biologiques.

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX :

Avec l'arrivée des effluents viticoles, la STEU a été réévaluée par la DDT (>30 000 EH), ce qui implique un passage à 52 bilans d'autosurveillance annuels en 2025. Suivant les recommandations de la DDT, le nombre de bilans pendant la période de vendange passera de 12 en 2024 à 26 en 2025.

STEU de CHEVANNES :

En 2025, SUEZ réalisera les travaux suivants :

- ✓ Mise en place de la régulation de l'aération par sonde REDOX et oxygène, afin d'optimiser l'aération des bassins biologiques.
- ✓ Mise en place d'un pluviomètre.

Suite à l'intégration de la commune de Chevannes en janvier 2025, SUEZ transmettra début 2025 une synthèse (par courrier) des défauts constatés sur les ouvrages associés.

STEU d'AUGY : Mise en place d'un équipement pour la mesure journalière du débit de sortie.

STEU de GY L'EVÊQUE :

SUEZ accompagnera la collectivité pour la réception des travaux de réhabilitation de la STEU conformément au cahier des charges.

STEU de COULANGES LA VINEUSE :

Mise en place d'un équipement pour la mesure journalière du débit de sortie et d'un pluviomètre

STEU de BRANCHES : Réalisation d'une bathymétrie.

STEU de CHITRY :

SUEZ accompagnera la collectivité pour la mise en service et la réception de la STEU.

Schéma directeur assainissement :

SUEZ continuera à accompagner la Communauté de l'Auxerrois dans la réalisation du schéma directeur.

SECURITE :

Le système de traitement de la **commune d'Escolives-Sainte-Camille** présente également des risques importants d'un point de vue de la sécurité. En effet, les ouvrages sont très obsolètes avec des fissures dans la structure des ouvrages, des équipements mal dimensionnés et des difficultés structurels.

➔ *Un audit du génie civil par un cabinet d'experts sera réalisé par la CA de l'Auxerrois en 2025.*

► Développement durable :

✓ Le 21 janvier 2025, SUEZ a programmé une réunion d'échange entre la Communauté de l'Auxerrois et les partenaires ayant mené les projets en lien avec le **développement durable et la transition écologique**. Ces derniers présenteront leurs conclusions et répondront aux questions de la collectivité. Les accès aux différents outils en ligne seront fournis à la Communauté de l'Auxerrois. Les partenaires resteront disponibles pour tout accompagnement.

✓ Dans le cadre de la **surveillance de la qualité des milieux naturels**, et comme stipulé à l'article 22 « Développement durable » du contrat de DSP, SUEZ réalisera deux campagnes de suivi des peuplements piscicoles entre 2024 et 2027, en association avec la Fédération de pêche de l'Yonne. Ces suivis sont basés sur la technique d'échantillonnage traditionnel (pêche électrique) et réalisés sur 3 points du territoire de la Communauté de l'Auxerrois :

– le ru de Baulche, au lieu-dit "La Barcelle" (en aval de Perrigny et en amont de la N6) ;
– le rue de Vallan, en aval de Vallan ;
– le ru de Sinotte en amont de Sougère (au niveau du pont de la RN77).

➔ *Les échantillonnages sont programmés entre juin et septembre 2025.*

► Communication :

- Accueil des scolaires lors de visites pédagogiques à la STEU d'Appoigny, en partenariat avec la Fédération de pêche de l'Yonne (sensibilisation au cycle de l'eau).
- Accueil clientèle SUEZ proposé ponctuellement dans les mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois, afin de répondre aux usagers.

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2023	30/06/2028	Concession

Le périmètre du contrat comprend les communes suivantes :

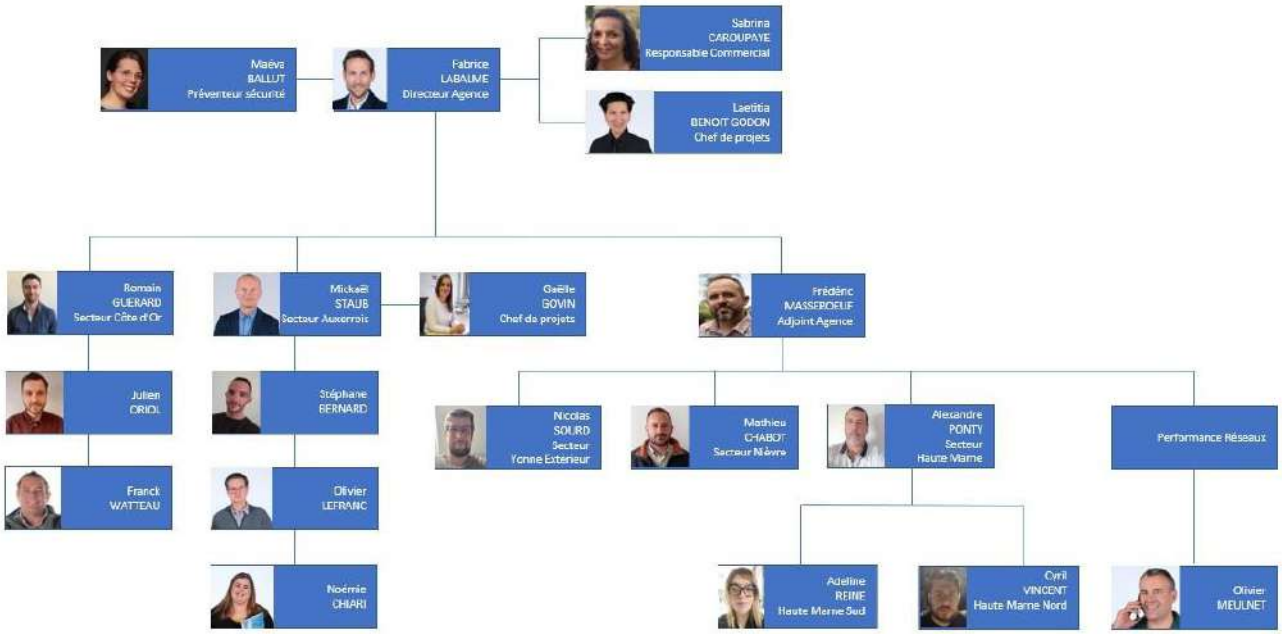
- Appoigny
- Augy
- Auxerre
- Bleigny-le-Carreau
- Branches
- Champs-sur-Yonne
- Charbuy
- Chitry
- Coulanges-la-Vineuse
- Escamps
- Escolives-Sainte-Camille
- Gurgy
- Gy-l'Evêque
- Irancy
- Jussy
- Lindry
- Monéteau
- Montigny-la-Resle
- Perrigny
- Quenne
- Saint-Bris-le-Vineux
- Saint-Georges-sur-Baulche
- Vallan
- Villefargeau
- Villeneuve-Saint-Salves
- Vincelles
- Vincelottes.

Pour la partie collecte, la commune de **Villefargeau** a été intégrée au contrat le 1er avril 2024.
Pour la partie épuration, les communes de **St Georges sur Baulche et Villefargeau** ont intégré le contrat le 1er octobre 2024. La commune de Chevannes sera intégrée le 1er janvier 2025.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),

- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.
Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entrainer les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatique et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 127 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

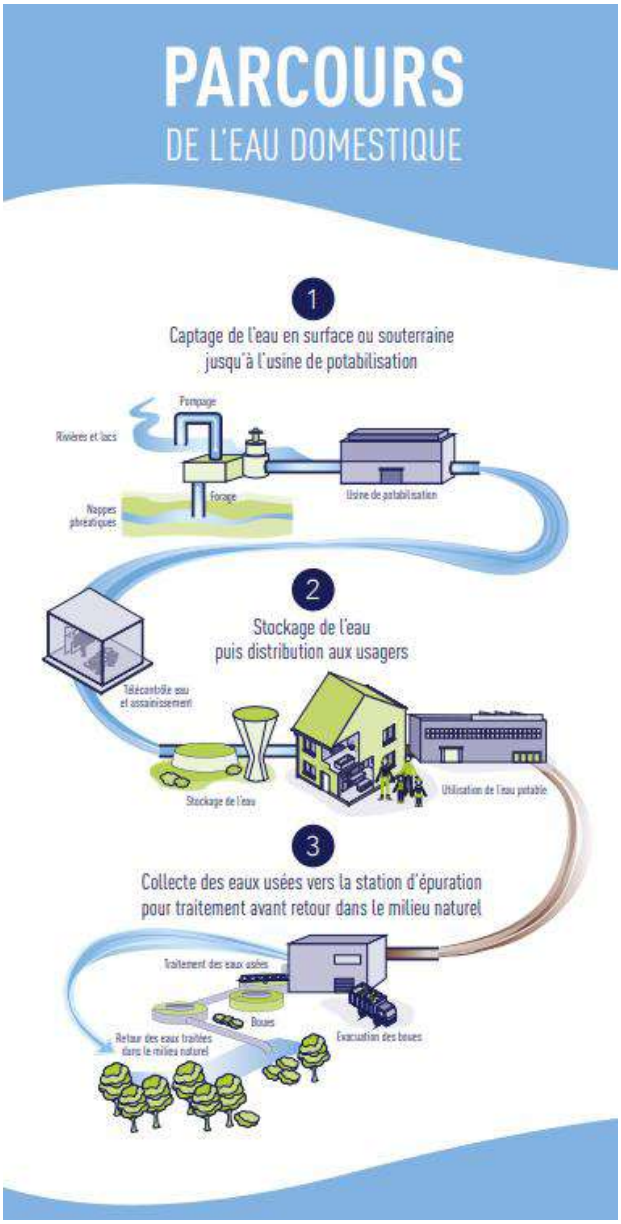
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Pluviales** hors refoulement (ml)	250 720	283 686	13,1%
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Usées** hors refoulement (ml)	315 534	328 220	4,0%
Linéaire de réseau **unitaire** hors refoulement (ml)	120 227	120 107	- 0,1%
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Usées** en refoulement (ml)	27 975	32 948	17,8%
Linéaire de réseau **unitaire** en refoulement (ml)	168	0	- 100,0%
Linéaire total (ml)	**714 624**	**764 962**	**7,0%**

Une importante mise à jour du SIG a été réalisée au cours de l'année 2024, ce qui a une incidence à la fois sur la répartition du linéaire, mais aussi sur les principaux accessoires du réseau.

Répartition du linéaire de canalisation par type et par commune (ml)

Linéaire de réseau **séparatif Eaux Pluviales** hors refoulement (ml)	
Commune	**2024**
APPOIGNY	23 417
AUGY	4 308
AUXERRE	117 622
BLEIGNY-LE-CARREAU	930
BRANCHES	1 493
CHAMPS-SUR-YONNE	4 262
CHARBUY	12 868
COULANGES-LA-VINEUSE	2 697
ESCAMPS	1 091
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	3 166
GURGY	5 646
GY-L'ÉVÊQUE	1 777
IRANCY	3 071
JUSSY	2 591
LINDRY	10 829
MONÉTEAU	32 353
MONTIGNY-LA-RESLE	3 556
PERRIGNY	9 534
QUENNE	607
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	5 915
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	18 325
VALLAN	3 208
VILLEFARGEAU	8 609
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2 723
VINCELLES	1 771
VINCELOTTES	1 320

Linéaire de réseau **séparatif Eaux Usées** hors refoulement (ml)			
Commune	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	22 254	22 268	0,1%
AUGY	7 002	7 037	0,5%
AUXERRE	104 935	106 311	1,3%
BLEIGNY-LE-CARREAU	-	41	-
BRANCHES	2 010	1 905	- 5,2%
CHAMPS-SUR-YONNE	10 725	10 352	- 3,5%
CHARBUY	19 941	19 309	- 3,2%
COULANGES-LA-VINEUSE	2 529	2 991	18,3%
ESCAMPS	6 480	6 616	2,1%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	7 072	7 128	0,8%
GURGY	12 070	12 070	0,0%
GY-L'ÉVÊQUE	2 586	4 319	67,0%
IRANCY	3 149	4 000	27,0%
JUSSY	5 506	5 545	0,7%
LINDRY	13 160	13 127	- 0,3%
MONÉTEAU	37 879	37 679	- 0,5%
MONTIGNY-LA-RESLE	3 602	3 934	9,2%
PERRIGNY	11 582	11 583	0,0%
QUENNE	2 988	3 222	7,8%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	6 087	6 497	6,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	13 053	13 630	4,4%
VALLAN	4 973	5 114	2,8%
VILLEFARGEAU	-	7 216	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	4 026	3 886	- 3,5%
VINCELLES	8 252	8 454	2,4%
VINCELOTTES	3 675	3 986	8,5%

Linéaire de réseau **séparatif Eaux Usées** en refoulement (ml)			
Commune	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	7 948	7 948	0,0%
AUGY	8	7	- 12,9%
AUXERRE	4 239	4 239	0,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	1 579	1 729	9,5%
CHARBUY	2 870	2 909	1,4%
COULANGES-LA-VINEUSE	204	199	- 2,2%
ESCAMPS	2 582	2 743	6,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	815	813	- 0,3%
GURGY	490	490	0,0%
IRANCY	158	158	0,3%
LINDRY	406	406	0,0%
MONÉTEAU	3 791	3 791	0,0%
MONTIGNY-LA-RESLE	100	95	- 4,6%
PERRIGNY	708	708	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	-	2 577	-
VILLEFARGEAU	-	1 883	-
VINCELLES	802	981	22,3%
VINCELOTTES	1 274	1 272	- 0,1%

Linéaire de réseau **unitaire** hors refoulement (ml)			
Commune	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	6 079	6 060	- 0,3%
AUXERRE	69 562	70 408	1,2%
BLEIGNY-LE-CARREAU	2 408	2 957	22,8%
BRANCHES	2 997	3 434	14,6%
CHAMPS-SUR-YONNE	174	98	- 44,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	3 820	3 852	0,8%
GY-L'ÉVÊQUE	1 604	376	- 76,5%
MONÉTEAU	2 670	2 670	0,0%
PERRIGNY	1 905	1 904	- 0,1%
QUENNE	3 088	3 018	- 2,3%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	5 661	5 738	1,4%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	20 252	19 586	- 3,3%
VINCELOTTES	7	7	0,0%

Linéaire de réseau **unitaire** en refoulement (ml)			
Commune	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
BLEIGNY-LE-CARREAU	168	0	-100,0%

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)								
Réseau	**Ecoulement**	**Acier**	**Amiante ciment**	**Béton**	**Fonte - Grès**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	179	11 055	206 199	2 683	41 005	22 565	**283 686**
Eaux usées	Gravitaire	-	62 496	74 832	35 473	145 920	9 498	**328 220**
Eaux usées	Refoulement	-	-	1 244	3 922	17 584	10 199	**32 948**
Unitaire	Gravitaire	-	17 795	80 200	13 804	5 130	3 178	**120 107**
Total		**179**	**91 346**	**362 476**	**55 881**	**209 640**	**45 439**	**764 962**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	257 657	346 479	49 770
Renouvellements	24	554	552
Linéaire de canalisation déposé	18	535	819
Régularisations de plans	26 024	14 670	70 605
Situation actuelle	**283 686**	**361 168**	**120 107**

Les principales variations sont dues à des travaux de mise en séparatif et des mises à jour de plan consécutives à ces travaux :

- Gy l'Evêque,
- Quenne,
- Saint Bris le Vineux…

Les autres variations sont expliquées par les nombreuses mises à jour et intégration dans le SIG des données de plan issues du schéma directeur d'assainissement réalisé par ALTEREO pour la Communauté de l'Auxerrois.

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Branchements publics eaux usées	24 665	25 558	3,6%
Ouvrages de prétraitement réseau	29	41	41,4%
Regards réseau	17 095	18 164	6,3%
Vannes	1	1	0,0%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Branchements publics eaux usées	1 555	1 580	1,6%
	Ouvrages de prétraitement réseau	0	2	-
	Regards réseau	1 294	1 304	0,8%
AUGY	Branchements publics eaux usées	482	487	1,0%
	Regards réseau	251	236	- 6,0%
AUXERRE	Branchements publics eaux usées	12 005	12 069	0,5%
	Ouvrages de prétraitement réseau	19	27	42,1%
	Regards réseau	8 519	8 622	1,2%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Branchements publics eaux usées	136	136	0,0%
	Regards réseau	57	70	22,8%
BRANCHES	Branchements publics eaux usées	203	209	3,0%
	Ouvrages de prétraitement réseau	1	1	0,0%
	Regards réseau	124	135	8,9%
CHAMPS-SUR-YONNE	Branchements publics eaux usées	762	773	1,4%
	Regards réseau	313	344	9,9%
CHARBUY	Branchements publics eaux usées	776	779	0,4%
	Regards réseau	413	509	23,2%
COULANGES-LA-VINEUSE	Branchements publics eaux usées	319	319	0,0%
	Regards réseau	171	216	26,3%
ESCAMPS	Branchements publics eaux usées	-	274	-
	Regards réseau	187	184	- 1,6%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Branchements publics eaux usées	324	351	8,3%
	Regards réseau	176	204	15,9%
GURGY	Branchements publics eaux usées	771	786	1,9%
	Regards réseau	389	388	- 0,3%
GY-L'ÉVÊQUE	Branchements publics eaux usées	228	234	2,6%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	107	152	42,1%
IRANCY	Branchements publics eaux usées	268	267	- 0,4%
	Regards réseau	88	192	118,2%
JUSSY	Branchements publics eaux usées	205	209	2,0%
	Regards réseau	160	169	5,6%
LINDRY	Branchements publics eaux usées	464	470	1,3%
	Regards réseau	320	388	21,3%
MONÉTEAU	Branchements publics eaux usées	1 919	1 919	0,0%
	Ouvrages de prétraitement réseau	0	1	-
	Regards réseau	1 814	1 765	- 2,7%
MONTIGNY-LA-RESLE	Branchements publics eaux usées	232	234	0,9%
	Regards réseau	82	162	97,6%
PERRIGNY	Branchements publics eaux usées	580	589	1,6%
	Ouvrages de prétraitement réseau	1	2	100,0%
	Regards réseau	529	528	- 0,2%
QUENNE	Branchements publics eaux usées	235	239	1,7%
	Regards réseau	147	156	6,1%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Branchements publics eaux usées	485	499	2,9%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	290	306	5,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements publics eaux usées	1 492	1 509	1,1%
	Ouvrages de prétraitement réseau	4	4	0,0%
	Regards réseau	1 116	1 143	2,4%
	Vannes	1	1	0,0%
VALLAN	Branchements publics eaux usées	369	378	2,4%
	Regards réseau	141	185	31,2%
VENOY	Branchements publics eaux usées	1	1	0,0%
	Regards réseau	15	22	46,7%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VILLEFARGEAU	Branchements publics eaux usées	-	383	-
	Ouvrages de prétraitement réseau	-	2	-
	Regards réseau	-	351	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Branchements publics eaux usées	126	129	2,4%
	Regards réseau	78	91	16,7%
VINCELLES	Branchements publics eaux usées	508	514	1,2%
	Regards réseau	202	230	13,9%
VINCELOTTES	Branchements publics eaux usées	220	221	0,5%
	Regards réseau	112	112	0,0%

- **LES POINTS DE REJET AU MILIEU NATUREL**

Les points de rejets au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
APPOIGNY	DO Grande Rue - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Joigny - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de la fosse aux anglais - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Fourrache	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de la Libération - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Paris - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Fer à Cheval - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Pavillon - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Rimboeuf - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue Léon Carré - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
AUGY	DO rue Soufflot - AUGY	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 11 - Boulevard Lafayette - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 14 - Boulevard Vaulabelle - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 3 - Rue Leboeuf - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 4 - Rue de la Poterne /Quai de la République - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 5 - Rue Saint Pèlerin - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 6 - Rue Max Quantin - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 9 - Rue Rantheaume - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO MAN - Rue Rouget de l'Ile / Ravel - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO MOA - Rue Rouget de Lisle / Bahia - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
BLEIGNY-LE-CARREAU	DO Amont STEU - BLEIGNY LE CARREAU	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
BRANCHES	DO Grande Rue - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO route de Guerchy - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO route de Villemer - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue aux Oeufs - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue Cadoux - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue du Lavoir - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue Nianon - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
COULANGES-LA-VINEUSE	DO amont STEU - COULANGES LA VINEUSE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue Aguesseau/Rue des Dames - COULANGES LA VINEUSE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
GY-L'ÉVÊQUE	DO Place de l'Eglise - GY-L'ÉVÊQUE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue de la Fontaine - GY-L'EVEQUE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de la Grilletière / Route Nationale - GY L'EVÊQUE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue de l'Egalité - GY L'EVÊQUE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grille - GY-L'EVEQUE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
PERRIGNY	DO Grande Rue - PERRIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
QUENNE	DO rue de la Fontaine - QUENNE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue de Nangis - QUENNE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Lavoir - QUENNE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
	DO Promenade du Parc - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Bailly - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Bougeilles - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de la Paix	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Avenue de l'Europe	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Avenue des Ardilles	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Baureins	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO carrefour Bd de Guillaumée - Rue de l'égalité	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Chemin de la Guillaumée	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Les Saulcis	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Montboulon	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Chevannes	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Picardie	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue des Vergers	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Bon Pain	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO STEP St Georges sur Baulche	

Chaque année, des travaux sont menés par la Communauté de l'Auxerrois sur les réseaux assainissement et peuvent permettre de condamner certains déversoirs d'orage, limitant ainsi les points de déversements au milieu naturel.

C'est le cas en 2023 sur la commune de Gy l'Evêque où 2 déversoirs d'orage ont été condamnés :
- DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grilletière
- DO Rue de la Grilletière / Route Nationale

Un autre déversoir d'orage a pu être supprimé sur la commune de Saint Georges sur Baulche :
- DO Baureins

  Ce point de déversement était considéré dans l'autosurveillance des réseaux de collecte comme un point de type A1 donc soumis à l'autosurveillance avec mesure des volumes déversés en continu. Il n'y a donc plus de point A1 sur le réseau de collecte du système d'assainissement de Saint Georges.

Ces déversoirs d'orage n'ont pas été sortis du périmètre d'exploitation ou donné lieu à un avenant modificatif. Cela pourra être envisagé dans le futur.

Inventaire des rejets au milieu naturel (charge en eau supérieure 2H)	
Commune	**Site**
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Baureins

Le DO amont STEP de Saint Bris le Vineux est considéré et suivi comme un point A2 de déversoir en tête de station.
Le DO Baureins sur la commune de Saint Georges a été suivi jusqu'au 13/10/2023, puis condamné.

- **LE TRAITEMENT SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité de traitement sur l'ensemble du réseau de collecte, les installations de traitement, sur le réseau, disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
AUXERRE	BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE	2010
COULANGES-LA-VINEUSE	Bassin d'orage - COULANGES LA VINEUSE	2003
VILLEFARGEAU	Bassin Orage des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008

- **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvement sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
AUXERRE	Débitmètre réseau - AUXERRE
AUXERRE	Pluviomètre - AUXERRE

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	12.5	m³/h
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	8.5	m³/h
	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	7.5	m³/h
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	4	m³/h
	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	12.5	m³/h
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	7.5	m³/h
	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY		
	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	35	m³/h
	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	8	m³/h
	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY		
	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	200	m³/h
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY		
	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	6	m³/h
	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	10	m³/h
	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	5.5	m³/h
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	50	m³/h
	PR de la Planchette - APPOIGNY	23.5	m³/h
AUGY	PR Soufflot - AUGY	65	m³/h
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	80	m³/h
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	10	m³/h
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	10	m³/h
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	20	m³/h
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	20	m³/h
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	75	m³/h
	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	45	m³/h
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	90	m³/h
	PR 3 - La Noue - AUXERRE	35	m³/h
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	70	m³/h
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	15	m³/h

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	150	m³/h
	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	10	m³/h
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	35	m³/h
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	15	m³/h
	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE		
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	15	m³/h
	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	10	m³/h
	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	16	m³/h
	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	30	m³/h
	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	22	m³/h
	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY		
	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	8	m³/h
	PR des Mésanges - CHARBUY	42	m³/h
	PR des Patouillats - CHARBUY	10	m³/h
	PR du Coteau Bas - CHARBUY		
	PR du Coteau Haut - CHARBUY	11	m³/h
	PR Gros Chêne - CHARBUY	6.6	m³/h
	PR Lagune - CHARBUY	35	m³/h
	PR Maillot - CHARBUY	15	m³/h
	PR voie du Tremble - CHARBUY	10	m³/h
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	27	m³/h
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS		
	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS		
	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS		
	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS		
	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS		
	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS		
	PR RD1 - ESCAMPS		
	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS		

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	13	m³/h
	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	8.5	m³/h
	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	25	m³/h
	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE		
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	38	m³/h
	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	60	m³/h
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	6	m³/h
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	13.5	m³/h
IRANCY	PR IRANCY	18.5	m³/h
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	15	m³/h
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE		
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	22	m³/h
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	38	m³/h
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	40	m³/h
	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU		
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	150	m³/h
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	9.5	m³/h
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	23.5	m³/h
	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	36	m³/h
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	68.5	m³/h
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	26	m³/h
	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	75	m³/h
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	54	m³/h
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	1 600	m³/h
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	25	m³/h
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	25	m³/h
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	11.5	m³/h
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY		
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	13	m³/h
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	15	m³/h
	PR de VILLEFARGEAU	40	m³/h
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	10	m³/h

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	30.6	m³/h
	PR D606 - VINCELLES	7	m³/h
	PR de la Cave - VINCELLES	7	m³/h
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	13	m³/h
	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	10	m³/h
	PR de Bailly - VINCELOTTES	10	m³/h
	PR de Cravant - VINCELOTTES	4.5	m³/h
	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	80	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2009	82 500
AUGY	STEU d'AUGY	1972	2 000
AUXERRE	STEU de VAUX	1969	300
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	1971	400
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1997	500
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	2006	1 900
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	1999	1 000
	STEU Lagunage - CHARBUY	1992	450
	STEU Les Courlis - CHARBUY	2018	90
	STEU Ponceau - CHARBUY	2019	180
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	2024	415
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	2003	1 800
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	2001	300
	STEU La Grilletière - ESCAMPS	2003	110
	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	2004	130
	STEU Nantenne - ESCAMPS	2005	40

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	1985	2 000
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	1992	500
IRANCY	STEU IRANCY	2007	600
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	2015	720
	STEU Les Houches - LINDRY	2000	700
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	1995	600
QUENNE	STEU de QUENNE	1996	1 200
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2011	2 500
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2007	4 000
VALLAN	STEU VALLAN	2012	1 000
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	2001	320
VINCELLES	STEU de VINCELLES	1975	1 999

La STEU de Vaux a été détruite et le poste de relèvement réhabilité pour refouler sur le réseau d'Auxerre. Les effluents sont donc traités sur la STEU de l'Auxerrois.
Les travaux n'ayant pas été réceptionnés, le site est toujours présent dans le périmètre du contrat sous l'intitulé "STEU de Vaux".

La STEU de Chitry a été mise en service en 2024. Les raccordements sont réalisés au fur et à mesure de l'avancée des travaux et se poursuivront sur l'année 2025.

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2024**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	4
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	94,7
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	11
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	60,1
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	25
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	14
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	94,8
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	64
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**104**

3 | Qualité du service

© SUEZ / Franck Dunouau

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Les tableaux suivants détaillent l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

Pluviométrie annuelle (mm)		
Commune	**Site**	**2024**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	1 011
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	863
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	678
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	970
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	819
VALLAN	STEU VALLAN	963

Pluviométrie annuelle (mm) sur les réseaux		
Commune	**Site**	**2024**
AUXERRE	Pluviomètre réseau - Haut St Georges - AUXERRE	841
AUXERRE	Bassin d'Orage de la Chainette - AUXERRE	885

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2024**
Nombre de réponses aux DICT	631
Nombre de réponses aux DT	553
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	793
Total	**1 977**

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

La surveillance du réseau s'effectue via des inspections. On en distingue plusieurs types :

- l'inspection télévisée (ITV) consiste à observer in situ l'aspect intérieur des collecteurs non visitables, à l'aide d'une caméra motorisée qui avance le long des collecteurs,
- l'inspection rapide avec un vidéopériscope (IVP) permet d'effectuer des prises de vue de l'intérieur des collecteurs et des branchements à partir d'un regard de visite afin d'évaluer l'état structurel et le niveau d'encrassement,
- l'inspection pédestre des collecteurs visitables
- l'inspection par drones et autres dispositifs innovants de type radeau ou quad

Pour rappel, le contrat ayant débuté le 1er juillet 2023, les données présentées au titre de l'année 2023 correspondent seulement au 2ème semestre.

Inspections réseau		
	2023	**2024**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	**4 097**	**47 254**
dont ITV (ml)	1 164	19 930
dont pédestre (ml)	2 933	27 324
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales inspecté (ml)	**568**	**5 981**
dont ITV (ml)	355	5 169
dont pédestre (ml)	213	812
Linéaire de réseau Unitaire inspecté (ml)	**5 380**	**23 132**
dont ITV (ml)	3 489	7 181
dont pédestre (ml)	1 890	15 951
Linéaire total inspecté (ml)	**10 045**	**76 367**
dont ITV (ml)	5 009	32 281
dont pédestre (ml)	5 036	44 087

Inspections télévisées		
Type ITV	**2023**	**2024**
Linéaire de réseau **Eaux Pluviales** inspecté par ITV programmée	333	5 169
Linéaire de réseau **Eaux Pluviales** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	0	0
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par ITV d'urgence	799	0
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par ITV programmée	666	7 884
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	56	12 048
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par ITV d'urgence	83	0
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par ITV programmée	2 986	7 181
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	1 080	0
Linéaire total inspecté par ITV	**6 002**	**32 281**

Répartition par communes des inspections réseau			
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**
APPOIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	1 410	4 489
APPOIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	984	1 910
APPOIGNY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**2 394**	**6 399**
AUGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	627
AUGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	1 569
AUGY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 196**
AUXERRE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	1 121	13 367
AUXERRE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	810	4 466
AUXERRE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**1 931**	**17 833**
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	52	385
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**52**	**385**
BRANCHES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
BRANCHES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	4 134
BRANCHES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**4 134**
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 638
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
CHAMPS-SUR-YONNE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 638**
CHARBUY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	1 411
CHARBUY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	948
CHARBUY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 359**
CHITRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
CHITRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
CHITRY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	125	0
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
COULANGES-LA-VINEUSE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**125**	**0**
ESCAMPS	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	315
ESCAMPS	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
ESCAMPS	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**315**

Répartition par communes des inspections réseau			
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
GURGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	460	0
GURGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
GURGY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**460**	**0**
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	473	295
GY-L'ÉVÊQUE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**473**	**295**
IRANCY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
IRANCY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
IRANCY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
JUSSY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
JUSSY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
JUSSY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
LINDRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
LINDRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
LINDRY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
MONÉTEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	968	5 394
MONÉTEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	3 367
MONÉTEAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**8 761**
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
MONTIGNY-LA-RESLE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**
PERRIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	375	0
PERRIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	332
PERRIGNY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**375**	**332**
QUENNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	239
QUENNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	2 106	3 422
QUENNE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**2 106**	**3 661**

Répartition par communes des inspections réseau			
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 021
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	749	1 682
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**Linéaire total inspecté (ml)**	**749**	**3 703**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	8 275
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	5 816
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**14 091**
VALLAN	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
VALLAN	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	252
VALLAN	**Linéaire total inspecté (ml)**	**265**	**252**
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	65
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
VILLEFARGEAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**-**	**65**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 185
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	3 367
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**5 552**
VINCELLES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	452	2 676
VINCELLES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	722
VINCELLES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**452**	**3 398**
VINCELOTTES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0
VINCELOTTES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0
VINCELOTTES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**

- **TOTAL linéaire inspecté en 2024 :** 76 367 ml
- **AUXERRE** : 383ml de linéaire ont été inspectés par drône.

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (dessableurs, dégrilleur manuel sur réseau).

Curage préventif (Ouvrages)			
	2023	2024	N/N-1 (%)
Ouvrages de prétraitement	45	60	33,3-%

Répartition par communes du curage préventif (Ouvrages)				
Commune	Type de réseaux	2023	2024	N/N-1 (%)
AUXERRE	Ouvrages de prétraitement	7	17	142,9%
BRANCHES	Ouvrages de prétraitement	1	3	200,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	Ouvrages de prétraitement	2	2	0,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Ouvrages de prétraitement	12	0	- 100,0%
GY-L'ÉVÊQUE	Ouvrages de prétraitement	1	12	1 100,0%
JUSSY	Ouvrages de prétraitement	14	12	- 14,3%
PERRIGNY	Ouvrages de prétraitement	0	2	-
QUENNE	Ouvrages de prétraitement	0	4	-
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Ouvrages de prétraitement	6	6	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Ouvrages de prétraitement	2	2	0,0%

Les ouvrages de prétraitement correspondent aux ouvrages identifiés comme “traitement physique” dans le SIG, donc principalement le type chambre à sable ou délestage de réseau.

Le curage total : préventif et curatif				
Réseaux	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	407,9	1 978,68	385,1%
	Préparatoire	1 182,09	9 902,76	737,7%
	Préventif	11 322,1	30 181,58	166,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	23,66	132,64	460,6%
	Préparatoire	261,29	4 169,44	1 495,7%
	Préventif	3 924,8	20 212,58	414,9%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	13,6	300,83	2 112,0%
	Préparatoire	2 800,44	6 751,13	141,1%
	Préventif	1 000,67	14 281,96	1 327,2%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**20 491,39**	**64 676,12**	**215,6%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**445,16**	**2 412,15**	**441,9%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
APPOIGNY	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	207,4	682,49	229,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	808,32	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	121,62	1 011,33	731,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	2 938,8	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	0	4,26	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	680,87	280,61	- 58,8%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	198,15	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 009,89**	**5 919,7**	**486,2%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**4,26**	**-**

AUGY	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	327,99	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	50,11	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	23,66	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	899,71	2 334,98	159,5%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**899,71**	**2 713,08**	**201,6%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**23,66**	**0**	**- 100,0%**

AUXERRE	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	97,13	1 338,8	1 278,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	533,91	886,95	66,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	5 826,57	11 398,57	95,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	0	82,41	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	915,98	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	6 676,45	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	13,6	114,2	739,7%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	276,13	2 213,5	701,6%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	716,32	4 037,38	463,6%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**7 352,93**	**26 128,83**	**255,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**110,73**	**1 535,41**	**1 286,6%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	110,64	1 559,45	1 309,5%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**110,64**	**1 559,45**	**1 309,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

BRANCHES	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	116,03	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	21,46	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	1 972,48	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 109,97**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

CHAMPS-SUR-YONNE	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	35,33	94,97	168,8%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	68,31	2 119,21	3 002,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	1,73	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	88,55	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**158,59**	**2 119,21**	**1 236,3%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**35,33**	**94,97**	**168,8%**

CHARBUY	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	472,44	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	475,45	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	796,71	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 744,6**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
COULANGES-LA-VINEUSE	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	2 402,8	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 402,8**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

ESCAMPS	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	812,11	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**812,11**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	2 061,93	1 248,54	- 39,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	93,48	
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	476,05	1 026,34	115,6%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**2 537,98**	**2 274,88**	**- 10,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	93,48	**-**

GURGY	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	34,28	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	672,43	34,28	- 94,9%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	349,91	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**672,43**	**384,19**	**- 42,9%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**34,28**	**-**

GY-L'ÉVÊQUE	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	8,72	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	121,11	294,98	143,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	280,09	64,9	- 76,8%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	290,01	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	85,16	579,72	580,7%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**776,37**	**939,6**	**21,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**8,72**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
IRANCY	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 583,7	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 583,7**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

JUSSY	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	53,56	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	945,27	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	861,85	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 807,12**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**53,56**	**-**

LINDRY	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 919,09	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	22,61	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 919,09**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

MONÉTEAU	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	98,95	268,67	171,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	1 385,37	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	1 720,9	3 235,06	88,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	1 109,89	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	148,58	2 873,5	1 834,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 869,48**	**8 603,82**	**360,2%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**98,95**	**268,67**	**171,5%**

MONTIGNY-LA-RESLE	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	362,17	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	199,98	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**562,15**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
PERRIGNY	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	69,79	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	514,19	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	0	50,23	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	245,49	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	267,6	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 027,28**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**69,79**	**50,23**	**- 28,0%**

QUENNE	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	4,95	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 177,69	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	117,99	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	3,04	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	903,09	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	743,22	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 026,03**	**1 923,95**	**87,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	98,94	731,69	639,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	89,25	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	650,34	775,05	19,2%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**749,28**	**1 595,99**	**113,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	9,16	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	2 012,4	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	35,66	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	322,05	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	2 398,73	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	0	182,37	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	0	3 481,97	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	2 788,76	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**2 434,39**	**8 605,18**	**253,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**191,53**	**-**

VALLAN	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	60,51	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	215,78	251,54	16,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	656,21	526,4	- 19,8%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**871,99**	**777,94**	**- 10,8%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**60,51**	**0**	**- 100,0%**

VILLEFARGEAU	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	-	24,89	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	-	185,11	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	-	2 019,17	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	-	0	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 204,28**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**24,89**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif				
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**Types**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 324,06	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	553,55	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 877,61**	-
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	-

VINCELLES	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	46,19	52,15	- 1,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	721,71	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	679,35	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	535,55	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 936,91**	-
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**46,19**	**45,42**	**- 1,3%**

VINCELOTTES	Types	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 171,99	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	771,41	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 943,4**	-
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	-

Curage - Objectifs contractuels par an			
Type Linéaire (ml)	**Objectif annuel (ml)**	**Réalisation 2024 (ml)**	**Avancement (%)**
Réseau séparatif Eaux Usées	30 000	30 181,58	100,6 %
Réseau séparatif Eaux Pluviales	24 000	24 382,02	101,6 %
Réseau unitaire	14 000	14 281,96	102,0 %

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions			
	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	13	47	261,5%
Désobstructions sur branchements	17	50	194,1%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,02	0,06	237,8%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

Répartition par communes des désobstructions			
APPOIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	0	3	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,03	0,02	- 39,2%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,14	0,09	- 38,3%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

1 désobstruction de réseau mais sur le réseau d'eaux pluviales.

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	3	20	566,7%
Désobstructions sur branchements	5	26	420,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,02	0,07	299,1%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	412,5%

Répartition par communes des désobstructions			
BLEIGNY-LE-CARREAU	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,39	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	7	-
Désobstructions sur branchements	3	3	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,43	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	- 0,5%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	-
Désobstructions sur branchements	0	4	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,03	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0,01	-

1 désobstruction de réseau mais sur le réseau d'eaux pluviales

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	0	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,15	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

Répartition par communes des désobstructions

ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,1	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	2	-
Désobstructions sur branchements	0	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,18	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	-
Désobstructions sur branchements	1	1	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,05	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	- 1,1%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	5	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,77	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

Répartition par communes des désobstructions			
JUSSY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	0	1	-
Désobstructions sur branchements	1	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,12	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,01	0	- 100,0%

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	2	3	50,0%
Désobstructions sur branchements	4	2	- 50,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,05	0,04	- 13,1%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	- 50,5%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	1	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,07	0,04	- 40,2%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	- 100,0%

1 désobstruction de réseau mais sur le réseau d'eaux pluviales

Répartition par communes des désobstructions			
QUENNE	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	1	2	100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	96,9%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,2	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	-	3	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	-	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	-	0,01	-

Répartition par communes des désobstructions			
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	3	200,0%
Désobstructions sur branchements	1	3	200,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,11	0,27	142,4%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0,01	201,2%

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	-

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de contrôle des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Les enquêtes sur branchements sont des vérifications ponctuelles de bon écoulement ou de raccordement à la suite d'un appel client, et ne donnent pas lieu à un contrôle complet des installations, ni à un rapport.

Enquête/contrôle de branchement			
	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	353	836	136,9%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	48	282	487,5%
Nombre d'enquêtes sur branchement	52	152	192,3%
Total enquêtes et contrôles branchements	**453**	**1 270**	**180,8%**

Les enquêtes sur la commune de Chitry ont été réalisées dans le cadre des travaux de raccordement des clients au réseau d'assainissement en cours d'installation par la Communauté de l'Auxerrois.

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement				
Commune	Type d'inspection	2023	2024	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	14	46	228,6%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	11	82	645,5%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	22	450,0%
AUGY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	8	9	12,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	-
AUXERRE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	226	518	129,2%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	22	13	- 40,9%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	18	54	200,0%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	3	200,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	8	0	- 100,0%
BRANCHES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	7	600,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	-
CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	4	24	500,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	12	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	6	200,0%

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement				
Commune	**Type d'inspection**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
CHARBUY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	7	8	14,3%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	4	-
CHITRY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	-	0	-
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	-	58	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	-	7	-
COULANGES-LA-VINEUSE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	5	66,7%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	1	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	1	0,0%
ESCAMPS	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	8	700,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	6	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	10	400,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	2	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	1	0,0%
GURGY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	11	450,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	-
GY-L'ÉVÊQUE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	2	100,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	10	19	90,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	-
IRANCY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	0	7	-
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	-
JUSSY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	4	100,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	-
LINDRY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	8	12	50,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	-
MONÉTEAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	19	47	147,4%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	1	2	100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	5	7	40,0%
MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	6	100,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	-

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement				
Commune	**Type d'inspection**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
PERRIGNY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	10	12	20,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	0	- 100,0%
QUENNE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	4	33,3%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	4	19	375,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	4	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	11	266,7%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	1	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	11	450,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	16	54	237,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	6	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	11	175,0%
VALLAN	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	7	250,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	6	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	-
VILLEFARGEAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	-	8	-
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	-	22	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	-	2	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	5	2	- 60,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	-
VINCELLES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	9	10	11,1%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	39	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	7	250,0%
VINCELOTTES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	1	- 66,7%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	-
Total enquêtes et contrôles branchements		**453**	**1 270**	**180,4%**

- **LES REPARATIONS**

Les réparations effectuées sur les canalisations, branchements et ouvrages sont détaillées dans le tableau suivant.

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)			
Groupe	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de branchements réparés	0	125	-
Nombre de branchement renouvelés	8	29	262,5%
Nombre de canalisations réparées	3	4	33,3%
Nombre d'ouvrages réparés	10	11	10%
Nombre d'ouvrages renouvelés	31	47	51,6%
Nombre d'ouvrages réparés pour réduction ECP	0	1	-
Nombre de canalisations renouvelées pour réduction ECP	0	2	-

29 branchements ont été renouvelés dans le cadre du contrat :

- ⇨ AUXERRE – 4, rue Gustave Cotteau (x1)
- ⇨ AUXERRE – 3/5 Boulevard Denfert Rochereau (x1)
- ⇨ AUXERRE – 8, rue Emile Lorin (x1)
- ⇨ ST GEORGES SUR BAULCHE – Rue de Champagne (x1)
- ⇨ ST GEORGES SUR BAULCHE – Rue du Moulin (x2)
- ⇨ ST GEORGES SUR BAULCHE – Rue de l'Egalité (x3)
- ⇨ APPOIGNY – Rue du Professeur Mocquot (x2)
- ⇨ AUGY – Rue des Prairies (x6)
- ⇨ AUGY – Rue des Pinons (x4)
- ⇨ AUGY – Rue du Puit Gatron (x6)
- ⇨ AUGY – Rue des Chaumes (x1)
- ⇨ CHAMPS SUR YONNE – 36, rue de la Croix Bersan (x1)

125 boites de branchement de créer sur des branchement EU existants dans le cadre du contrat :

- ⇨ APPOIGNY – Rue du Professeur Mocquot (x5)
- ⇨ AUGY – Rue des Prairies (x6)
- ⇨ AUGY – Rue des Chaumes (x1)
- ⇨ AUGY – Rue du Puits Gatron (x6)
- ⇨ AUGY – Rue des Pinons (x4)
- ⇨ AUXERRE – Rue Louis Blériot (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Faidherbe (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Guynemer (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Emile Lorin (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Guillon (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Bobillot (x5)
- ⇨ AUXERRE – Rue des Moreaux (x21)
- ⇨ AUXERRE – Rue des Images (x4)
- ⇨ AUXERRE – Rue Ferdinand de Lesseps (x3)
- ⇨ AUXERRE – Rue Thomas Ancel (x7)
- ⇨ AUXERRE – Rue Auguste Michelon (x4)
- ⇨ AUXERRE – Rue du 14 Juillet (x8)
- ⇨ AUXERRE – Boulevard du 11Novembre (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Pierre et Marie Curie (x1)
- ⇨ CHAMPS SUR YONNE – 18, Rue du Docteur Schweitzer (x1)

- ⇨ CHARBUY – 9, Grande Rue (x1)
- ⇨ MONETEAU – 12, rue de l'Iles
- ⇨ MONETEAU – 37, rue de Saint Quentin (x1)
- ⇨ MONETEAU – 4, rue de Champagne (x1)
- ⇨ PERRIGNY – 5, rue du Pressoir (x1)
- ⇨ PERRIGNY – 7, rue de l'Auge (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue de Gouaix (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue de Bougeilles (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Route de Champs (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Chemin de Chaussan (x2)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue de Paris (x3)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue de la Croix (x3)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Promenade du Parc (x4)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Route d'Auxerre (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Cours Céleste (x2)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue du Four (x2)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Chemin sous le Parc (x1)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue de la Lombardie (x4)
- ⇨ SAINT BRIS LE VINEUX – Rue Chaude (x1)
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – 1bis et 2 Rue de Montboulon (x2)
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – 591 et 1160 Rue de la Tour (x2)
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – Rue de Champagne (x1)
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – Rue du Moulin (x2)
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – Rue de l'Egalité (x3)
- ⇨ VINCELOTTES – 18/20 Rue Saint Martin (x1)

11 ouvrages réparés (remise à niveau de tampon) sur le système de collecte :

- ⇨ AUXERRE – Rue Pierre et Marie Curie (x1)
- ⇨ AUXERRE – Avenue Pierre de Courtenay (x1)
- ⇨ AUXERRE – 32, Boulevard Lyautey (x1)
- ⇨ AUXERRE – 7, avenue Yver (x1)
- ⇨ GY L'EVEQUE – Rue de la Fontaine (x2)
- ⇨ ST BRIS LE VINEUX – Rue des Argentiers (x1)
- ⇨ ST BRIS LE VINEUX – Rue de la Lombardie (x1)
- ⇨ ST BRIS LE VINEUX – Route de Chitry (x1)
- ⇨ ST GEORGES SUR BAULCHE – Rue du Serein (x1)
- ⇨ ST GEORGES SUR BAULCHE – 2, rue de Montboulon (x1)

47 ouvrages renouvelés et remis à la côte sur le système de collecte :

- ⇨ APPOIGNY – Rue du Professeur Mocquot (x1)
- ⇨ AUGY – Rue des Pinon (x5)
- ⇨ AUGY – Rue des Prairies (x11)
- ⇨ AUXERRE – Boulevard Davout (x1)
- ⇨ AUXERRE – Rue Paul Bert (x1)
- ⇨ AUXERRE – Route de Jonches (2)
- ⇨ AUXERRE – Rue de Sougères (x2)
- ⇨ AUXERRE – Rue des Images (x7)
- ⇨ AUXERRE – Rue Thomas Ancel (x5)
- ⇨ AUXERRE – Rue Rantheaume (x2)
- ⇨ AUXERRE – Avenue Yver (x1)
- ⇨ BLEIGNY LE CARREAU – Rue des Sources (x2)
- ⇨ COULANGES LA VINEUSE – 4, Boulevard Livras (x2)
- ⇨ PERRIGNY – Grande Rue (x2)
- ⇨ PERRIGNY – Rue des Ecoles (x1)
- ⇨ ST BRIS LE VINEUX – Rue du Pressoir (x1)
- ⇨ ST GEROGES SUR BAULCHE – Rue de Beaureins (x1)

5 canalisations réparées pour entretien du réseau à la suite d'effondrement :

- ⇨ AUXERRE – 5, rue Sutil – reprise réseau unitaire suite effondrement
- ⇨ AUXERRE – 30, rue de la Noue – reprise réseau d'eaux usées
- ⇨ SAINT GEORGES SUR BAULCHE – 8, rue d'Auxerre – réparation collecteur sur réseau EU
- ⇨ AUGY - Allée des Mésanges – réparation cunette

3 interventions sur le réseau d'assainissement ont été réalisées dans le cadre de la réduction des infiltrations en eaux claires parasites :

- ⇨ AUGY - Rue des Pinons – renouvellement de réseau de 104 mL
- ⇨ AUGY – Rue des Prairies – renouvellement de réseau de 314 mL
- ⇨ APPOIGNY – Rue du Professeur Mocquot – ouvrage réparé = remise en état d'un regard maçonné pour limiter les infiltrations d'eau claire dans le collecteur

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Le tableau ci-après détaille les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**Variation N/N-1**
Les interventions sur le réseau	7	25	257,1%

3.1.3 L'exploitation des déversoirs, bassins d'orage …

- **LES DEBORDEMENTS AU MILIEU NATUREL DEPUIS LE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les volumes rejetés au milieu naturel par les déversoirs d'orage du système de collecte. Les volumes correspondant sont soit mesurés soit estimés.

Bilan de fonctionnement des déversoirs du système de collecte

Commune	Site	Finalité Type Volume	2023	2024	N/N-1 (%)
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Temps de débordement en heures	8	7	- 12,5%
	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Volume annuel déversé en m³	18 412	14 890	- 19,1%
	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	129	-
	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Volume annuel déversé en m³	0	27 270	-
	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	42	-
	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Volume annuel déversé en m³	0	19 041	-
	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	0	-
	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Volume annuel déversé en m³	0	0	-
	TP – PR Champlys - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	21	-
	TP – PR Champlys - AUXERRE	Volume annuel déversé en m³	0	3 804	-
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX	Temps de débordement en heures	0	0	-
	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX	Volume annuel déversé en m³	0	0	-
	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	Temps de débordement en heures	9	16	77,8%
	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	Volume annuel déversé en m³	650	2 340	260,0%

Des dysfonctionnements de comptage ont été signalés au cours de l'année 2024 à cause d'équipements de mesure défaillants.

⇨ DO 2 – Place du Coche d'eau (DO D) – Auxerre : la sonde hauteur/vitesse utilisée pour estimer le volume déversé était défaillante, nous l'avons remplacé par une sonde hauteur et appliquons la méthode COATCH afin d'estimer le volume déversé.
Sachant que la forme de l'ouvrage de déversement n'est pas du tout standard, il est difficile d'estimer le volume déversé avec les formules habituelles. Une étude hydraulique pourrait être envisagée pour modéliser le déversoir et créer une loi hydraulique permettant le calcul du volume déversé.

⇨ DO 1 – Boulevard la Chainette (DO C) – Auxerre : la sonde hauteur/vitesse utilisée pour calculer le volume déversé était défaillante, nous l'avons remplacé par une sonde radar et appliquons une loi hydraulique suite à une modélisation faite par 3DEAU.
La combinaison de formules utilisée a été soumise au service de l'AESN pour validation en octobre 2024.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES DEVERSOIRS D'ORAGE ET LES BASSINS D'ORAGE**

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre d'inspections**
APPOIGNY	DO Grande Rue - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Route de Joigny - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Route de la fosse aux anglais - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue de Fourrache	4	12
APPOIGNY	DO Rue de la Libération - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue de Paris - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue du Fer à Cheval - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue du Pavillon - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue du Rimboeuf - APPOIGNY	4	12
APPOIGNY	DO Rue Léon Carré - APPOIGNY	4	12
AUGY	DO rue Soufflot - AUGY	4	12
AUXERRE	BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE	12	52
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	12	24
AUXERRE	DO 11 - Boulevard Lafayette - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 14 - Boulevard Vaulabelle - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	12	24
AUXERRE	DO 3 - Rue Leboeuf - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 4 - Rue de la Poterne /Quai de la République - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 5 - Rue Saint Pèlerin - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 6 - Rue Max Quantin - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	12	24
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	12	24
AUXERRE	DO 9 - Rue Rantheaume - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO MAN - Rue Rouget de l'Ile / Ravel - AUXERRE	4	12
AUXERRE	DO MOA - Rue Rouget de Lisle / Bahia - AUXERRE	4	12
BLEIGNY-LE-CARREAU	DO Amont STEU - BLEIGNY LE CARREAU	4	12
BRANCHES	DO Grande Rue - BRANCHES	4	12

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre d'inspections**
BRANCHES	DO route de Guerchy - BRANCHES	4	12
BRANCHES	DO route de Villemer - BRANCHES	4	12
BRANCHES	DO Rue aux Oeufs - BRANCHES	4	12
BRANCHES	DO rue Cadoux - BRANCHES	4	12
BRANCHES	DO Rue de Lavoir - Branches	4	12
BRANCHES	DO Rue Nianon - BRANCHES	4	12
COULANGES-LA-VINEUSE	Bassin d'orage - COULANGES LA VINEUSE	0	12
COULANGES-LA-VINEUSE	DO Amont STEU - COULANGES LA VINEUSE	4	12
COULANGES-LA-VINEUSE	DO Rue Aguesseau/Rue des Dames - COULANGES LA VINEUSE	4	12
GY-L'ÉVÊQUE	DO Place de l'Eglise - GY l'EVÊQUE	4	12
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de la Fontaine - GY-L'EVEQUE	4	12
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de la Grilletière / Route Nationale - GY L'EVÊQUE	-	-
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de l'Egalité - GY L'EVÊQUE	4	12
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grille - GY-L'EVEQUE	-	-
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	4	12
MONÉTEAU	DO Rue de Verdun - MONETEAU	4	12
MONÉTEAU	DO Rue des Ecoles - MONETEAU	4	12
PERRIGNY	DO Grande Rue - PERRIGNY	4	12
QUENNE	DO Rue de Nangis - QUENNE	4	12
QUENNE	DO Rue du Lavoir - QUENNE	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Promenade du Parc - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Route de Bailly - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Route de Bougeilles - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	4	12
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de la Paix	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de l'Europe	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue des Ardilles	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Beaureins	-	-
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO carrefour Bd de Guillaumée - Rue de l'égalité	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Chemin de la Guillaumée	4	12

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre d'inspections**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Les Saulcis	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Montboulon	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Route de Chevannes	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue de Picardie	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue des Vergers	4	12
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue du Bon Pain	4	12
Total		**293**	**3 640**

Le DO Beaureins sur la commune de Saint-Georges a été condamné le 13 octobre 2023 à la suite des travaux de déconnexion des eaux pluviales. Les interventions d'exploitation ont donc été suspendues depuis cette date.
De la même façon les 2 déversoirs d'orage de Gy l'Evêque situés au croisement Rue de la Grilletière et Route Nationale, ainsi qu'au croisement Rue Saint Nicolas et Rue de la Grille, ont tous les 2 été condamnés lors de travaux de mise en séparatif, mais n'ont pas été à ce jour retiré de l'inventaire.
Aucune intervention n'est donc réalisée sur ces déversoirs.

Un point d'attention particulier est porté sur le DO Rue de la Fontaine à Gy l'Evêque qui déverse quasiment à chaque évènement pluvieux et qui a tendance à se boucher.
Nous intervenons donc régulièrement en préventif afin de limiter les désobstructions.

3.1.4 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Le tableau suivant détaille les caractéristiques de fonctionnement de chaque poste de relèvement.

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	101	1 055	-	-
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	319	3 190	-	-
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	78	587	-	-
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	138	467	-	-
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	52	671	-	-
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	222	1 674	-	-
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	848	42 281	-	-
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	14 638	256 768	239 546	-
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	3 920	31 360	-	-

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	5 779	635 690	-	-
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	93	972	-	-
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	187	1 107	-	-
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	480	4 973	-	-
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	1 082	4 080	-	-
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	1 704	85 813	-	-
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	29	667	-	-
AUGY	PR Soufflot - AUGY	687	42 113	-	-
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	2 238	179 050	-	-
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	809	8 084	-	-
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	270	2 701	-	-
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	864	17 254	-	-
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	689	13 794	-	-
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	2 008	150 562	3 804	21
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	1 407	62 062	-	-
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	2 905	261 303	-	-
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	5 391	188 742	-	-
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	381	26 600	-	-
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	59	890	-	-
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	581	87 133	-	-
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	234	2 336	-	-
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	295	10 290	-	-
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	201	3 001	-	-
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	2 292	25 923	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	8 200	306 434	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	2 841	24 180	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	429	4 363	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	2 404	16 304	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	274	2 388	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	3 520	5 029	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	3 472	66 581	-	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	8 052	117 131	-	-

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	945	25 071	-	-
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	437	3 496	-	-
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	620	1 397	-	-
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	664	4 722	-	-
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	27	212	-	-
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	691	2 920	-	-
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	1 756	27 498	-	-
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	56	818	-	-
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	116	647	-	-
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	766	10 891	-	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	2 101	27 692	-	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	305	1 238	-	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	503	3 400	-	-
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	2 195	86 878	-	-
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	5 336	321 814	-	-
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	98	554	-	-
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	125	1 708	-	-
IRANCY	PR IRANCY	1 589	21 547	-	-
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	1 947	14 625	-	-
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	2 590	-	-	-
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	61	1 476	-	-
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	276	11 426	-	-
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	2 763	93 334	-	-
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	1 746	262 177	-	-
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	96	904	-	-
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	100	3 015	-	-
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	1 194	42 757	-	-
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	19	1 310	-	-
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	315	8 892	-	-
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	1 073	77 953	-	-
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	253	13 870	-	-
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	10 067	5 261 370	15 000	-

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	399	9 975	-	-
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	555	12 853	-	-
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	1 998	11 698	-	-
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	5 824	465 920	-	-
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	1 262	27 133	-	-
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	28	428	-	-
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	1 040	78 000	-	-
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	188	2 876	-	-
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	6 685	125 752	6 912	192
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	339	1 240	-	-
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	82	548	-	-
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	742	5 066	-	-
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	53	260	-	-
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	700	8 200	-	-
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	2 066	2 908	-	-
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	2 339	91 640	-	-
Total		**145 303**	**9 875 712**	**265 262**	**213**

Données manquantes :

- ⇨ Le poste de relèvement EP2 à Appoigny n'est actuellement pas alimenté en électricité. Les pompes ne fonctionnent pas.
- ⇨ Les postes de relèvement Ecoles à Escolives Sainte Camille, Coteau Bas à Charbuy, Rue de Bruxelles à Monéteau ainsi que les postes d'Escamps (hormis RD1 et Avigneau 1) ne sont pas télésurveillés. De ce fait, nous ne disposons pas des temps de fonctionnement permettant de connaitre les volumes pompés.
- ⇨ Le poste de relèvement Rue Saint Laurent à Monéteau est un poste en ligne. Nous n'avons pas connaissance actuellement du débit nominal des pompes.

Le déversement indiqué pour le **PR Camping à Vincelles** correspond à la troisième pompe mise en place provisoirement pour limiter la mise en charge au niveau du réseau causée par les infiltrations d'eaux de nappe dans les réseaux Rue Colette, Rue Clamart, Grande Rue,…
Une information a été faite aux services de la Police de l'Eau et un rapport a été transmis afin d'expliquer et de justifier la nécessité de ce déversement ponctuel.

Les **postes de Monéteau et de Pucelle à Appoigny** sont les seuls qui ont déversé au milieu naturel en 2024. Cette situation est récurrente et connue de la collectivité.

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	59	143	142,4%
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	174	477	174,1%
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	67	139	107,5%
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	41	185	351,2%
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	299	154	- 48,5%
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	103	2 917	2 732,0%
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	0	0	-
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	31 805	31 867	0,2%
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	3 814	9 033	136,8%
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	0	0	-
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	26 415	27 923	5,7%
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	119	234	96,6%
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	233	389	67,0%
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	240	673	180,4%
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	83	1 124	1 254,2%
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	1 686	3 497	107,4%
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	238	162	- 31,9%
AUGY	PR Soufflot - AUGY	1 105	1 860	68,3%
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	10 560	27 078	156,4%
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	440	1 129	156,6%
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	329	455	38,3%
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	1 244	4 127	231,8%
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	921	2 051	122,7%
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	1 729	3 958	128,9%
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	1 834	5 624	206,7%
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	5 823	13 819	137,3%
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	2 916	9 712	233,1%
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	1 226	2 161	76,3%
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	160	370	131,3%

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	2 303	4 894	112,5%
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	393	549	39,7%
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	356	799	124,4%
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	144	259	79,9%
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	0	0	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	2 854	9 830	244,4%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	551	3 156	472,8%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	235	516	119,6%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	1 738	10 499	504,1%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	327	570	74,3%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2 400	5 813	142,2%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	490	1 086	222,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	17 024	28 004	64,5%
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	707	2 195	210,5%
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	855	969	13,3%
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	409	476	16,4%
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	448	1 421	217,2%
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	0	0	-
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	109	273	150,5%
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	95	200	110,5%
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	8 606	25 016	190,7%
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	153	329	115,0%
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	108	217	100,9%
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	1 420	2 608	83,7%
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	152	654	330,3%
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	497	37	- 92,6%
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	1 106	2 021	82,7%
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	1 108	3 683	232,4%
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	464	505	8,8%
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	486	2 850	486,4%
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	4 368	0	- 100,0%
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	980	2 015	105,6%

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	189	1 458	671,4%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	248	514	107,3%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	156	545	249,4%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	0	0	-
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	2 352	6 642	182,4%
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	8 846	26 047	194,4%
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	86	187	117,4%
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	109	295	170,6%
IRANCY	PR IRANCY	2 388	4 339	81,7%
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	3 000	6 687	122,9%
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	5 970	- 123	- 102,1%
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	0	0	-
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	525	1 027	95,6%
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	594	2 316	289,9%
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	0	0	-
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	3 759	10 929	190,7%
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	367	27	- 92,6%
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	0	0	-
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	4 525	7 075	56,4%
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	127	221	74,0%
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	829	1 572	89,6%
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	831	2 348	182,6%
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	237	369	55,7%
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	225 928	221 373	- 2,0%
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	355	831	134,1%
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	286	562	96,5%
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	187	488	161,0%
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	5 596	18 345	227,8%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	-	5 994	-
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	325	238	- 26,8%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	-	3 955	-
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	767	600	- 21,8%

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	1 865	2 475	32,7%
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	68	250	267,6%
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	109	166	52,3%
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	100	145	45,0%
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	95	268	182,1%
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	245	866	253,5%
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	173	290	67,6%
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	1 242	7 088	470,7%
Total		**417 028**	**599 114**	**43,7%**

Consommation électrique spécifique PR Rue de Paris – Monéteau (kWh)					
Commune	**Site**	**Origine consommation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Réseau ENEDIS	225 928	221 373	- 2,0%
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Photovoltaïques	0	51 937	-
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	% Indépendance énergétique	0%	23%	-
Total			**225 928**	**273 310**	**20,9%**

Pour rappel les trackers solaires ont été mis en service sur le site du PR 7 Rue de Paris en février 2024.

L'augmentation de consommation par rapport à 2023 s'explique avec la pluviométrie de l'année 2024 qui était plus importante :

Volumes pompés en 2023 = 3 936 460m^3 et volumes pompés en 2024 = 5 250 820 m^3.

Les facturations de la consommation électrique sont parfois en décalage par rapport à l'année civile. Pour l'année 2023, lors des rapports annuels, nous n'avions pas encore eu toutes les factures d'énergie.

Les données manquantes correspondent aux PR pour lesquels il n'y a pas d'alimentation en direct :

- ⇨ PR Rue de Bruxelles à Monéteau - actuellement alimenté par Courtois Boisson, ligne directe demandée en 2024
- ⇨ PR Allée des Peupliers à Monéteau - actuellement alimenté par le stade de Monéteau, ligne directe demandée en 2024 à ENEDIS,
- ⇨ PR EP1 et EP2 à Appoigny – les lignes étaient provisoires et n'ont pas été rétrocédées à la Communauté de l'Auxerrois. Ces postes doivent être sortis du périmètre d'exploitation en 2025.

Ou lorsqu'il n'y a pas de télésurveillance :

- ⇨ PR Ecole à Escolives sainte Camille – alimentation par l'école, piloté par automate, pas de télégestion possible sur l'installation actuelle
- ⇨ PR Coteau Bas à Charbuy – piloté par un automate, pas de télégestion possible sur l'installation actuelle
- ⇨ Les PR d'Escamps (hors Avigneau 1 et PR Principal) n'ont jamais été équipés. La réhabilitation n'a pas tenu compte de l'installation d'équipements manquants de télégestion.

Ou lorsque le site n'a pas été réceptionné :

- ⇨ PR de Vaux qui doit être enregistré dans la partie d'STEU.

Les données supplémentaires par rapport à l'année passée sont les **sites de Saint Georges sur Baulche** et de **Villefargeau,** ayant intégré le contrat de DSP respectivement en octobre 2023 et avril 2024.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	3	0
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	0	0
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	3	0
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	2	1
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	2	0
AUGY	PR Soufflot - AUGY	2	2
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	3	0
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	2	2
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	3	7
APPOIGNY	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	3	0
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	3	0
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	3	1
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	3	0
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	2	1
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	2	0
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	2	0

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	3	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	3	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	2	1
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	2	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	3	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	2	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	3	1
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	3	2
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	2	1
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	2	1
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	3	0
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	2	0
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	2	0
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	2	0
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	2	0
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	2	0
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	2	1
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	2	0
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	2	0
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	2	1
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	2	0
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	2	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	3	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	2	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	2	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	2	1
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	3	1
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	3	2
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	2	0
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	2	0
IRANCY	PR IRANCY	3	0

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	2	0
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	2	1
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	2	1
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	2	3
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	2	2
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	3	0
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	2	0
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	4	0
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	2	0
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	2	0
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	2	0
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	3	0
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	2	0
VILLEFARGEAU	PR Montmercy - VILLEFARGEAU	2	0
VILLEFARGEAU	PR ancienne STEP de VILLEFARGEAU - VILLEFARGEAU	3	0
ST GEORGES SUR BAULCHE	PR Route de Lindry – ST GEORGES SUR BAULCHE	3	0
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	3	3
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	2	0
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	2	0
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	2	0
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	2	0
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	2	0
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	2	0
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	3	0
Total		**226**	**36**

Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
	PR de la Planchette - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	12/06/2024
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Moyen de levage des postes de relèvement	Palans et supports	19/09/2024
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire Électrique	14/06/2024
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire Électrique	14/06/2024
	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	13/06/2024
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Moyen de levage des postes de relèvement	Palans et supports	20/09/2024
	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire Électrique	14/06/2024
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	14/06/2024
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	14/06/2024
	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire Électrique	14/06/2024

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	14/06/2024
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des postes de relèvement	support potence	20/09/2024
	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	20/02/2024
	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	20/02/2024
	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	20/02/2024
	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des postes de relèvement	support de potence	20/09/2024
	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire electrique ARMELE	20/02/2024
	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	20/02/2024
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	04/03/2024
	PR du Coteau Bas - CHARBUY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	04/03/2024
	PR Maillot - CHARBUY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	04/03/2024
	PR voie du Tremble - CHARBUY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	04/03/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	05/03/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/06/2024
	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/06/2024
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/06/2024
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/06/2024
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	04/03/2024
	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Moyen de levage des postes de relèvement	Potence	20/09/2024
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	29/10/2024
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	10/06/2024
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	10/06/2024
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	10/06/2024
	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	14/06/2024
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	19/06/2024
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Disconnecteur des postes de relèvement	Disconnecteur	16/12/2024
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Extincteur des postes de relèvement	Porte motorisée	26/03/2024
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	10/06/2024
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	10/06/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	19/02/2024
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	07/06/2024
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
	PR de Bailly - VINCELOTTES	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	20/02/2024
	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire électrique	20/02/2024

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement :

Elles sont détaillées en ANNEXE 4.

3.1.5 La conformité du système de collecte

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié successivement par les arrêtés du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.** Cet arrêté concerne toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.
Ce texte prévoit notamment diverses dispositions relatives aux déversements des réseaux d'assainissement par temps de pluie. Elles portent à la fois sur :

- des prescriptions d'équipements,
- des obligations de surveillance à réaliser et
- un renforcement de la transmission des informations issues de l'autosurveillance aux services de la Police de l'eau et de l'Agence de l'Eau.

La conformité des réseaux de collecte de type unitaire est évaluée en fonction du respect de l'un des trois critères suivants :

- le nombre de jours de déversement doit être inférieur à 20 par an, ou
- la pollution déversée doit être inférieure à 5% de la pollution produite durant l'année, ou
- le volume déversé doit être inférieur à 5% du volume d'eau usée produit durant l'année.

En concertation avec le maître d'ouvrage, le préfet fixe par arrêté l'option retenue qui n'a pas vocation à être modifiée.

L'évaluation de conformité à l'objectif mentionné ci-dessus, au titre de l'année N, est réalisée sur une moyenne annuelle à partir des données de fonctionnement du système de collecte des années N-4 à N.

Dans les secteurs où la collecte est séparative, en dehors des opérations programmées de maintenance et des circonstances exceptionnelles telles que mentionnées à l'article 2 de l'arrêté, les rejets directs d'eaux usées par temps de pluie ne sont pas autorisés.

Le préfet complète les exigences fixées dans le présent article notamment au regard des objectifs environnementaux et usages sensibles des masses d'eau réceptrices et des masses d'eau situées à l'aval.

Impacts
En cas de non-conformité de son système de collecte, le maitre d'ouvrage **a alors deux ans** pour déposer une étude définissant le calendrier de mise en œuvre des actions destinées à mettre le système en conformité.
Ce calendrier ne devra pas excéder dix ans. Ce délai ne s'applique évidemment pas aux collectivités disposant d'un arrêté dont les exigences seraient conformes aux critères indiqués ci-dessus. Dans ce cas, le maitre d'ouvrage sera tenu sans délai de respecter les prescriptions de son arrêté. En cas de « coût excessif » de ces actions, des dérogations pourront néanmoins être accordées.

- **L'AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE**

L'autosurveillance des réseaux d'assainissement concerne principalement les réseaux unitaires et mixtes de plus de 2 000 Eq/H. Elle consiste :

- A instrumenter les principaux déversoirs d'orage de mesures des débits et estimer les charges rejetées mensuellement pour les DO en aval des bassins versants supérieurs à 10 000 Eq/H lorsqu'ils déversent plus de dix jours par an en moyenne quinquennale.
- A mesurer le temps de déversement journalier et estimer les débits déversés dans le cas des DO en aval des bassins versants supérieurs à 2 000 Eq/H.

Les trop-pleins équipant un système de collecte séparatif et situés en aval des bassins versants supérieurs à 2 000 Eq/H doivent faire l'objet d'une surveillance consistant à mesurer le temps de déversement journalier.

Niveau d'instrumentation des déversoirs d'orage					
Commune	Ouvrage	Débit		Charge organique	
		Equipement	Mesure ou Estimation	Equipement	Mesure ou Estimation
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Sonde US	Mesure	Préleveur fixe	Mesure débit m³/h
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Sonde hauteur + vitesse	Mesure	Préleveur fixe	Mesure débit m³/h
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Sonde US	Mesure	Aucun	Estimation
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Sonde US	Mesure	Aucun	Estimation
ST BRIS LE VINEUX	DO Rue de Gouaix – SAINT BRIS LE VINEUX	Sonde US	Mesure	Sans objet	Sans objet
ST BRIS LE VINEUX	DO Chemin sous le Parc – SAINT BRIS LE VINEUX	Sonde US	Mesure	Sans objet	Sans objet

- **LE SUIVI DES REJETS INDUSTRIELS**

Les industriels raccordés au réseau sont soumis à une autorisation de déversement délivrée par la Collectivité qui fixe les limites de qualité des rejets industriels. Le premier tableau ci-dessous précise les principaux industriels (ICPE notamment le cas échéant) raccordés au système de collecte du présent contrat qui ont obtenu à ce jour l'autorisation.
Cette autorisation peut être accompagnée d'une convention, laquelle est un contrat de droit privé signé entre tous les acteurs (entreprise, collectivité(s) propriétaire(s) des réseaux, gestionnaire de la station d'épuration).
Elle est le fruit d'une négociation et permet de préciser et de développer les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation de déversement à laquelle elle est annexée.

- **LA PERFORMANCE DU SYSTEME DE COLLECTE**

Les indicateurs suivants reflètent la performance du système d'assainissement collectif. Ils ont été fixés par le décret du 2 mai 2007.

Performance réseaux				
Indicateur	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
P251.1 - Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Nombre / 1000 habitants desservis	0,02	0	- 100,0%

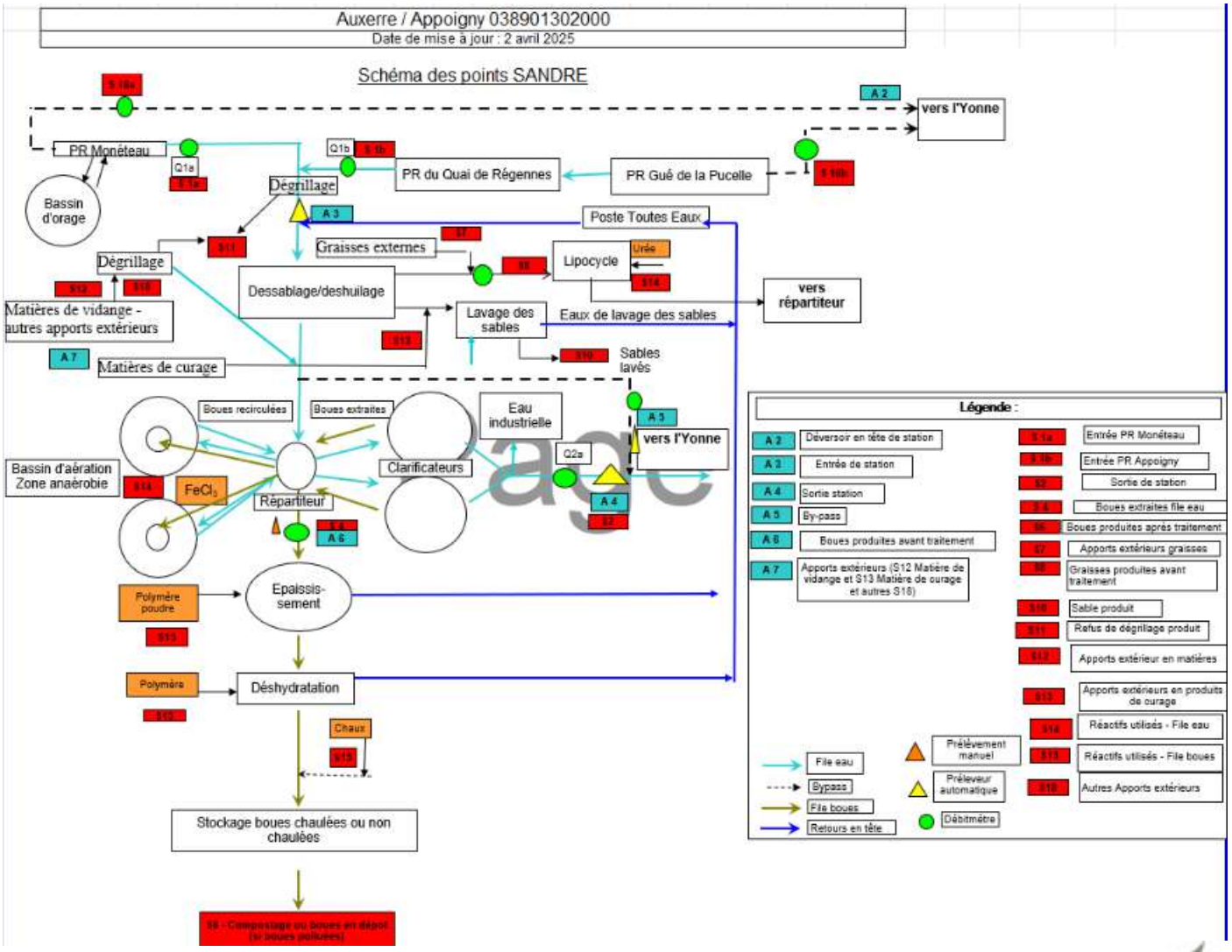
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

Typologie des points de mesure réglementaires SANDRE :

Code Sandre du type de point réglementaire	Libellé du type de point réglementaire	Ouvrage concerné	Nombre de points possibles au sein de l'ouvrage concerné	Nature du support concerné
A2	Déversoir en tête de station	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A3	Entrée Station	Station d'épuration	1	Eau
A4	Sortie Station	Station d'épuration	1	Eau
A5	By-pass	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A7	Apports extérieurs	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A8	Eau traitée réutilisée	Station d'épuration	0 à 1	Eau

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

SCHEMA DU SYSTEME DE TRAITEMENT



- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2 086 530	5 507 603	164,0%
AUGY	STEU d'AUGY	34 127	49 959	46,4%
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	5 840	0	- 100,0%
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1 177	24 742	2 002,1%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	61 744	288 740	367,6%
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	31 755	24 522	- 22,8%
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	3 102	0	- 100,0%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	2 062	0	- 100,0%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	5 110	0	- 100,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	16 315	29 609	81,5%
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	5 073	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	1 322	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	1 496	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	55	0	- 100,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	13 505	31 476	133,1%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	5 073	12 517	146,7%
IRANCY	STEU IRANCY	11 680	33 379	185,8%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	9 071	22 288	145,7%
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	3 477	17 312	397,9%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	33 212	25 254	- 24,0%
QUENNE	STEU de QUENNE	14 600	31 110	113,1%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	32 051	88 098	174,9%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE *	-	464 446	-
VALLAN	STEU VALLAN	31 113	113 225	263,9%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	11 680	0	- 100,0%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	35 040	72 102	105,8%
Total		**2 456 210**	**6 836 381**	**178,3%**

**Volumes d'octobre à décembre 2024 de SAINT GEORGES SUR BAULCHE = 106 620m3*

Les systèmes suivants disposent d'équipements permettant la mesure journalière des volumes entrants :

- STEU de l'Auxerrois
- STEU de Saint-Bris-le-Vineux
- STEU de Vallan
- STEU de Lindry Marais
- STEU de Champs-sur-Yonne

Pour tous les autres systèmes, le volume entrant est estimé en fonction du volume mesuré lors du ou des bilan(s) d'autosurveillance et ramené à l'année civile.

Pour les systèmes suivants inférieurs à 500 équivalents-habitants, il n'y a pas eu de bilan d'autosurveillance en 2024 :

- STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU
- STEU Lagunage – CHARBUY
- STEU Les Courlis – CHARBUY
- STEU Ponceau – CHARBUY
- STEU Bourg – ESCAMPS
- STEU La Grilletière – ESCAMPS
- STEU Les Huilliers – ESCAMPS
- STEU Nantenne – ESCAMPS
- STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES

- **LES VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION (A2)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes déversés en tête de station.

Volumes déversés en tête de station (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	28 930	254 546	779,9%
AUGY	STEU d'AUGY	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	0	0	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	0	0	-
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	0	0	-
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	0	0	-
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	0	0	-
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	0	0	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	0	0	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	720	2 889	301,3%
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	0	0	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	0	0	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	0	0	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	0	0	-

Volumes déversés en tête de station (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	0	0	-
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	0	0	-
IRANCY	STEU IRANCY	0	0	-
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	0	0	-
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	0	0	-
QUENNE	STEU de QUENNE	0	946	-
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	192	303	57,8%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	108 515	-
VALLAN	STEU VALLAN	0	0	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	0	0	-
VINCELLES	STEU de VINCELLES	0	564	-
Total		**29 842**	**367 763**	**1 132,4%**

**Volumes d'octobre à décembre 2024 de SAINT GEORGES SUR BAULCHE = 13 723m3*

Nous constatons une augmentation des déversements sur l'ensemble du secteur, due à des pluies abondantes en 2024.

- **APPOIGNY** :
  - Forte augmentation des volumes déversés en 2024, due au point A2 du PR de la Pucelle.
  - Infiltration sur le réseau d'Appoigny.
- **COULANGES** : Mise en place d'un suivi de débordement du bassin d'orage de la STEU de Coulanges ; d'où l'augmentation des volumes déversés.
- **QUENNE** : Augmentation importante en 2024 due à une source entrante dans le réseau. Il s'agit d'une infiltration d'une source située rue de la Fontaine dans le centre de Quenne.
- **VINCELLES** : augmentation importante en 2024 due à l'équipement du point A2 en fin d'année 2023.

- **LES VOLUMES BY-PASSES SUR LA STATION D'EPURATION (A5)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes by-passés sur la station d'épuration.

Volumes by-passés (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VALLAN	STEU VALLAN	1 127	4 648	312,4%

Seule la STEU de Vallan a déversé au niveau du point A5 (après dégrillage), cela étant dû à la limitation hydraulique au niveau du bassin d'aération.

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2 383 750	5 913 040	148,1%
AUGY	STEU d'AUGY	34 127	49 959	46,4%
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	5 840	0	- 100,0%
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1 177	24 742	2 002,1%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	61 744	278 343	350,8%
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	31 755	0	- 100,0%
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	3 102	0	- 100,0%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	2 062	0	- 100,0%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	5 110	0	- 100,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	16 315	29 609	81,5%
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	5 073	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	1 322	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	1 496	0	- 100,0%
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	55	0	- 100,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	13 505	31 476	133,1%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	5 073	12 517	146,7%
IRANCY	STEU IRANCY	11 680	33 379	185,8%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	9 071	18 959	109,0%
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	3 477	17 312	397,9%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	33 212	25 254	- 24,0%
QUENNE	STEU de QUENNE	14 600	31 110	113,1%

Volumes traités (en m³)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	32 051	80 361	150,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	486 348	-
VALLAN	STEU VALLAN	26 647	102 599	285,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	11 680	0	- 100,0%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	35 040	72 102	105,8%
Total		**2 748 964**	**7 207 110**	**162,2%**

**Volumes d'octobre à décembre 2024 de SAINT GEORGES SUR BAULCHE = 113 399m3*

Les systèmes suivants disposent d'équipements permettant la mesure journalière des volumes traités :

- STEU de l'Auxerrois
- STEU de Saint-Bris-le-Vineux

Pour tous les autres systèmes, le volume traité est estimé en fonction du volume mesuré lors du ou des bilan(s) d'autosurveillance et ramené à l'année civile.

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)			
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
DBO5	7	5,3	- 25,4%
DCO	20,9	16,9	- 19,3%
MeS	9,9	5,1	- 48,5%
NTK	4,5	2	- 54,6%
Pt	0,5	0,2	- 59,6%

STEU Bourg - BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	9	2	- 77,4%
DCO	24,5	6,1	- 75,2%
MeS	11,6	2,6	- 77,2%
NTK	3,6	2,2	- 38,0%

STEU Bourg - CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	41,8	5,9	- 85,9%
DCO	109,5	25,1	- 77,0%
MeS	76,6	6,3	- 91,8%
NTK	13,2	3,1	- 76,7%
Pt	1,5	0,4	- 75,8%

STEU Bourg - ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	7,8	8,4	8,2%
DCO	18,2	49,9	174,6%
MeS	5	20,3	305,6%

STEU d'AUGY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	39,5	20,7	- 47,6%
DCO	138,5	107,6	- 22,3%
MeS	41,5	43,8	5,7%

STEU de CHAMPS SUR YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	43,7	23,2	- 47,0%
DCO	130,9	62	- 52,7%
MeS	61,1	53,3	- 12,7%
NTK	21,8	25	15,0%
Pt	2	2	0,0%

STEU de COULANGES LA VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	47,1	17,3	- 63,2%
DCO	107,3	36,6	- 65,9%
MeS	19,7	30,1	53,2%
NG	5,6	8,3	47,0%
Pt	0,8	1,1	41,8%

STEU de GY L'EVEQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	6,7	24,6	269,1%
DCO	16,7	32,2	93,2%
MeS	7,2	12	65,6%
NTK	2,6	7,1	171,4%

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	1 829	1 377	- 24,7%
DCO	5 318,3	4 758	- 10,5%
MeS	2 637,4	2 348	- 11,0%
NG	571,2	624	9,2%
NTK	568,4	617	8,5%
Pt	70,9	69	- 2,6%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	34,6	6,6	- 81,0%
DCO	131,8	29,1	- 77,9%
MeS	47,3	5,5	- 88,3%
NTK	27,3	6	- 77,9%

STEU de QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	7,3	6,3	- 14,2%
DCO	39,3	12,5	- 68,3%
MeS	16,7	13,9	- 17,2%
NTK	6,6	6,1	- 6,4%
Pt	0,8	0,4	- 42,7%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	561,9	78	- 86,1%
DCO	1 137,9	316	- 72,2%
MeS	72,5	88	21,3%
NG	11,9	13,6	14,0%
NTK	11,9	13	9,7%
Pt	2	1,7	- 16,7%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2023	2024
DBO5	-	97
DCO	-	359
MeS	-	133
NG	-	44,4
Pt	-	4,5

STEU de VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	69,3	28,4	- 59,0%
DCO	147,7	73,8	- 50,0%
MeS	112,7	38,6	- 65,7%

STEU du Marais - LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	19,3	29	50,2%
DCO	58,8	59,1	0,4%
MeS	31,5	11,4	- 63,8%
NTK	5,1	5,4	5,3%

STEU ESCOLIVES	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	20,3	27,9	37,5%
DCO	50,6	69,3	37,0%
MeS	9,4	54,3	476,6%

STEU IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	21,2	37,4	76,2%
DCO	38,7	95,8	147,4%
MeS	22,5	37,4	66,1%
NTK	9,6	18,5	93,2%
Pt	0,8	1,3	78,7%

STEU La Grilletière - ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	3,1	2,2	- 30,6%
DCO	8,5	5,2	- 38,7%
MeS	2,3	1,3	- 43,8%

STEU Lagunage - CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	2,7	0,9	- 67,3%
DCO	11,2	2,3	- 79,2%
MeS	3,9	0,8	- 79,5%
NG	1,4	0,3	- 78,3%

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	3,2	9,3	190,0%
DCO	16	52,4	227,7%
MeS	4,3	21,5	400,2%
NTK	3,1	6,3	104,5%
Pt	0,6	0,8	25,0%

STEU Les Courlis - CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	2,3	0,8	- 64,2%
DCO	7,1	2,7	- 61,7%
MeS	1,6	0,6	- 59,5%

STEU Les Houches - LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	3,8	9	136,6%
DCO	25,5	29,1	14,5%
MeS	5,5	8,5	54,4%
NTK	1,6	3,9	139,3%
Pt	0,2	0,4	135,3%

STEU Les Huilliers - ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	5,1	3,3	- 34,4%
DCO	13,9	6,4	- 54,0%
MeS	7,4	1,4	- 81,7%

STEU Nantenne - ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	0,1	0,2	75,0%
DCO	0,3	0,4	8,8%
MeS	0,1	0,1	22,2%

STEU Ponceau - CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	17,9	2,9	- 83,9%
DCO	23,9	11,4	- 52,2%
MeS	33,6	3,6	- 89,3%

STEU VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	7,8	15	92,0%
DCO	37	44,4	20,0%
MeS	15,5	26,5	70,4%
NG	6,4	12,3	92,0%
NH4	5,6	7,2	28,8%
NTK	6,4	9,6	50,3%
Pt	0,6	1	60,3%

- **LES APPORTS EXTERIEURS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative des apports extérieurs (hors réseau de collecte) : graisses, matières de vidange, matières de curage, …

Apports extérieurs			
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**Nature**	**2023**	**2024**
S12 - Apport extérieur en matière de vidange	Débit (m³)	2 885	2 040
	Qmois (m³/mois)	479	170
	Volume (m³)	2 156	1724
S13 - Apport extérieur en produits de curage	Débit (m³)	5 294	8 070
	Volume (m³)	659	700
S18 - Apport extérieur d'effluents industriels	Débit (m³)	0	0
	Volume (m³)	1 430	0
S7 - Apport extérieur en huiles/graisses	Poids (kg)	29 100	89 300
	Volume (m³)	29	89

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative de la consommation d'eau potable et non potable ainsi que celle des réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement.

Consommation de réactifs

STEU d'AUGY	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	0	42,5	-

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	0	0	-
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	4 023	9 729	141,8%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	250	475	90,0%

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	-	2 370	-

STEU de GY L'EVEQUE	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	25	189	656,0%

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Nutrients	kg	75	75	0,0%
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	14 191	34 300	141,7%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	0	0	-
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (Epais.)	kg	1 225	2 175	77,6%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	8 455	17 222	103,7%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	2 145	3 718	73,3%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Unité	2023	2024
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	-	33 268
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	-	20 151
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	-	1 000

Quantités d'octobre à décembre 2024 :
Sels de Fer (FeCl3) = 7 177 kg ; Chaux vive = 4 944 kg ; Polymère = 175 kg

STEU de VINCELLES	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	150	585	290,0%

STEU ESCOLIVES	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	180	600	233,3%

STEU VALLAN	Nature	Unité	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	943,8	921,9	- 2,3%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues			
STEU d'AUGY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	1,5	5	226,1%
Production (m³/an)	0	284	-
Siccité moyenne (%)	-	1,1	-

STEU de CHAMPS SUR YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	1,8	5,1	182,7%
Production (m³/an)	136	352	158,8%

STEU de COULANGES LA VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4	9,1	129,6%
Production (m³/an)	988	3 354	239,5%

STEU de GY L'EVEQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	2,4	20,3	754,4%
Production (m³/an)	-	1 540	-

Production des boues			
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	408,9	1 005,9	146,0%
Production (m³/an)	86 087	156 754	82,1%
Siccité moyenne (%)	0,6	0,7	15,9%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	1,7	5,1	197,2%
Production (m³/an)	744	1 632	119,4%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	18,6	29,6	59,2%
Production (m³/an)	3 910	7 045	80,2%
Siccité moyenne (%)	0,4	0,4	3,9%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2023	2024
MS boues (T)	-	58,0
Production (m³/an)	-	6 643
Siccité moyenne (%)	-	0,9

D'octobre à décembre 2024 :

MS boues = 15,3 T ; Production = 1 890 m³/an ; Siccité moyenne = 0,8%

STEU de VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4,8	34	606,1%
Production (m³/an)	-	3 670	-

STEU ESCOLIVES	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	7,6	36,6	378,8%
Production (m³/an)	-	3 232,5	-
Siccité moyenne (%)	-	8,3	-

STEU VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4,9	13,7	181,2%
Production (m³/an)	1 861	4 374	135,0%

L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues					
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Bourg - BRANCHES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Bourg - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Bourg - ESCAMPS	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	16 560	0	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	3 295	0	- 100,0%

STEU d'AUGY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S17 - Boues évacuées sans traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	196 820	-	
S17 - Boues évacuées sans traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	3 363	-	
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	-	384 900	
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	-	4 992	

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	27 701	30 723	10,9%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m^3/an)	Epandage	137	147	7,3%

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	32 120	0	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	7 387,6	0	- 100,0%

Evacuation des boues					
STEU de GY L'EVEQUE	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S17 - Boues évacuées sans traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	401 600	0	- 100,0%
S17 - Boues évacuées sans traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	2 370	0	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	401 600	0	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	2 370	0	- 100,0%

À la suite de la mise en place des bâches deshytubes (stockage sur site) et l'injection de polymère, aucune évacuation de boues réalisée en 2024. Les bâches n'étaient pas pleines.

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	1 854 100	3 352 560	80,8%
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Epandage	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Transit	-	814 460	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	392 687,25	732 669,55	86,6%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Transit	-	168 587,14	-

Transit = évacuation des boues pollués suite crise hydrocarbure de janvier 2024.

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU de QUENNE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	17 860	23 420	31,1%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	332	773	132,8%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	13 916,12	0	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m^3/an)	Compostage produit	80,44	0	- 100,0%

Evacuation des boues				
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Epandage	-	386
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	-	78 744
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Epandage	-	386

D'octobre à décembre 2024 :
Masse Boue = 0 kg ; MS Boue : 0 T ; Production = 0 m³/an

STEU de VINCELLES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S17 - Boues évacuées sans traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	488 520	0	- 100,0%
S17 - Boues évacuées sans traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	4 815,45	0	- 54,4%
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	-	18 300	
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	-	2 196	

Suite à la mise en place des bâches deshytubes et l'injection de polymère, nous avons réduit le volume de boues évacuées.

STEU du Marais - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU ESCOLIVES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S17 - Boues évacuées sans traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	489 720	-	- 100,0%
S17 - Boues évacuées sans traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	7 643,6	-	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	-	300 200	- 38,7%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	-	25 614,5	235,1%

Suite à la mise en place du drain et injection polymère dans le silo à boues, nous pouvons constater une diminution importante du volume, avec une évacuation 2023 (année entière) de 1 175 tonnes pour 300 tonnes en 2024, soit une baisse de volume de 75%. L'évacuation de matière sèche a été plus importante en 2024 (25,6 tonnes) qu'en 2023 (16 tonnes).

Evacuation des boues					
STEU IRANCY	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU La Grilletière - ESCAMPS	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Lagunage - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

Réalisation d'une bathymétrie avec transmission du rapport à la CA de l'Auxerrois.

STEU Les Courlis - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Les Houches - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	48 400	19 250	- 60,2%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	914,8	360	- 60,6%

STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU Nantenne - ESCAMPS	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

Evacuation des boues					
STEU Ponceau - CHARBUY	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-

STEU VALLAN	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Compostage produit	0	0	-

L'analyse des boues

Les boues produites et valorisées en épandage agricole font l'objet d'analyses. Ce tableau résume les analyses réalisées.

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	**Type**	**Nombre**	**Conformité (O/N)**
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Eléments traces	2	Oui
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Bourg - BRANCHES	Eléments traces	2	Oui
STEU Bourg - BRANCHES	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Bourg - CHARBUY	Eléments traces	1	Oui
STEU Bourg - CHARBUY	Valeur agronomique	1	Oui
STEU Bourg - ESCAMPS	Eléments traces	2	Oui
STEU Bourg - ESCAMPS	Valeur agronomique	2	Oui
STEU d'AUGY	Eléments traces	2	Oui
STEU d'AUGY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Eléments traces	2	Oui
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Valeur agronomique	3	Oui
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Eléments traces	2	Oui
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de GY L'EVEQUE	Eléments traces	1	Oui
STEU de GY L'EVEQUE	Valeur agronomique	1	Oui
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Eléments traces	2	Oui
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de QUENNE	Composés organiques	1	Non
STEU de QUENNE	Eléments traces	1	Oui

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	**Type**	**Nombre**	**Conformité (O/N)**
STEU de QUENNE	Valeur agronomique	1	Oui
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Composés organiques	2	Oui
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Eléments traces	2	Oui
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Valeur agronomique	4	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Composés organiques	2	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Eléments traces	2	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Valeur agronomique	4	Oui
STEU de VINCELLES	Composés organiques	2	Oui
STEU de VINCELLES	Eléments traces	2	Oui
STEU de VINCELLES	Valeur agronomique	2	Oui
STEU du Marais - LINDRY	Eléments traces	2	Oui
STEU du Marais - LINDRY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU ESCOLIVES	Eléments traces	2	Oui
STEU ESCOLIVES	Valeur agronomique	2	Oui
STEU IRANCY	Eléments traces	2	Oui
STEU IRANCY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Eléments traces	2	Oui
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Lagunage - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
STEU Lagunage - CHARBUY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Eléments traces	2	Oui
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Courlis - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
STEU Les Courlis - CHARBUY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Houches - LINDRY	Eléments traces	2	Oui
STEU Les Houches - LINDRY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Eléments traces	2	Oui
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Nantenne - ESCAMPS	Eléments traces	1	Oui
STEU Nantenne - ESCAMPS	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Ponceau - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
STEU Ponceau - CHARBUY	Valeur agronomique	2	Oui
STEU VALLAN	Eléments traces	2	Oui
STEU VALLAN	Valeur agronomique	2	Oui

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous-produits évacués					
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	0	0	-

STEU Bourg - BRANCHES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2,6	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	3,2	640	19 900,0%

STEU Bourg - ESCAMPS	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	285	355	24,6%

STEU d'AUGY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2	440	21 900,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	300	4 275	1 325,0%

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	7 200	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	9	17,72	96,9%

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	1 500	4 150	176,7%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	1 500	7 280	385,3%

STEU de GY L'EVEQUE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	5	1 300	25 900,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	200	1 875	837,5%
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Poids (kg)	STEP	2	3 000	149 900,0%

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	Valorisation industrielle	126 060	152 800	21,2%
S10 - Sable produit	Volume (m³)	Valorisation industrielle	74,15	89,86	21,2%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	35 900	43 620	21,5%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2,5	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	10	0	- 100,0%
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Poids (kg)	STEP	2,5	0	- 100,0%

STEU de QUENNE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	50	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	120	0	- 100,0%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	15 440	4 434	- 71,3%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	0	8	-
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Volume (m³)	STEP	0	54	-

D'octobre à décembre 2024 :

S11 - Refus de dégrillage produit = 1,2 m3

S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement = 0 m3

STEU de VINCELLES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 260	12 640	101,9%

STEU du Marais - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	1 800	3 280	82,2%

STEU ESCOLIVES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	500	6 000	1 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	9 620	9 160	- 4,8%

STEU IRANCY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	280	165	- 41,1%

STEU Lagunage - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 620	7 200	8,8%

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	0	0	-

STEU Les Courlis - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	280	620	121,4%

STEU Les Houches - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	4	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	250	600	140,0%

STEU Ponceau - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	185	160	- 13,5%

STEU VALLAN	Nature	Filière	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 910	0	- 100,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	6,91	1,8	- 74,0%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique FACTUREE des stations d'épuration (kWh)				
Commune	Site	2023	2024	N/N-1 (%)
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	637 163	1 539 043	141,5%
AUGY	STEU d'AUGY	-	49 675	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	-	3 475	-
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	32 832	62 790	91,2%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	-	775	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	389	865	122,4%
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	-	8 052	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	-	47 566	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	-	45 560	-
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	-	20 369	-

La consommation électrique FACTUREE des stations d'épuration (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	-	6 243	-
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	-	19 206	-
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	67 463	128 540	90,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE *	-	210 304	-
VALLAN	STEU VALLAN	21 274	52 849	148,4%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	-	41 123	-
Total		**772 799**	**2 236 435**	**189,4%**

** d'octobre à décembre 2024 STEU ST GEORGES SUR BAULCHE = 54 348 kWh*

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2024. Il est également possible que certaines factures de 2023 aient été prises en compte sur l'année 2024.

La consommation d'énergie électrique relevée des stations d'épuration (kWh)				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	970 197	1 857 506	91,5%
AUGY	STEU d'AUGY	22 759	51 050	124,3%
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	549	3 093	463,4%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	31 463	64 605	105,3%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	448	774	72,8%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	414	842	103,4%
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	-	6 710	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	18 665	48 015	157,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	22 561	45 059	99,7%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	9 518	30 276	218,1%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	2 781	6 127	120,3%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	8 783	14 770	68,2%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	72 094	54 318	- 24,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	126 005	-
VALLAN	STEU VALLAN	23 045	54 635	137,1%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	22 276	41 192	84,9%
Total		**1 205 553**	**2 404 977**	**99,5%**

Consommation électrique spécifique STEU APPOIGNY (kWh)					
Commune	**Site**	**Origine consommation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	TOTAL	970 197	1 857 506	91,5%
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Réseau ENEDIS	968 876	1 536 672	--
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Photovoltaïques	1 321	320 834	--
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	% Indépendance énergétique	0%	17.3%	--
Total			**225 928**	**273 310**	**20.9%**

Pour rappel les trackers solaires ont été mis en service sur la STEU d'Appoigny fin décembre 2023

Les STEU suivantes ne sont pas alimentées en énergie :

- STEU BOURG – Bleigny-le-Carreau
- STEU BOURG – Charbuy
- STEU LAGUNAGE – Charbuy
- STEU Les Huilliers – Escamps
- STEU La Grilletière – Escamps
- STEU BOURG – Escamps
- STEU NANTENNE – Escamps
- STEU IRANCY
- STEU Les Houches – Lindry
- STEU de QUENNE
- STEU LAGUNAGE – Villeneuve-Saint-Salves

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Les interventions réalisées sur les stations d'épuration sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches

Commune	Site	Type ITV	Groupe	2023	2024	N/N-1 (%)
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Astreinte sur usine	Total	14	40	185,71%
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	65	47	-27,69%
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	912	23	-97,48%
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Tache d'exploitation sur usine	Total	5 475	11 762	114,8%
AUGY	STEU d'AUGY	Astreinte sur usine	Total	1	0	-100,00%
AUGY	STEU d'AUGY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	1	2	100,00%
AUGY	STEU d'AUGY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	4	5	25,00%
AUGY	STEU d'AUGY	Tache d'exploitation sur usine	Total	72	146	102,78%
AUXERRE	STEU de VAUX	Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	1	-66,67%
AUXERRE	STEU de VAUX	Tache de maintenance sur usine	Préventive	2	0	-100,00%
AUXERRE	STEU de VAUX	Tache d'exploitation sur usine	Total	42	30	-28,57%
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Tache d'exploitation sur usine	Total	36	52	44,44%
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	2	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Tache de maintenance sur usine	Préventive	2	5	150,00%
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Tache d'exploitation sur usine	Total	26	52	100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Astreinte sur usine	Total	1	1	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	9	200,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	10	12	20,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation sur usine	Total	353	656	85,84%
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	1	-
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	Tache d'exploitation sur usine	Total	166	404	143,37%
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	0	0	-

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches						
Commune	Site	Type ITV	Groupe	2023	2024	N/N-1 (%)
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Tache d'exploitation sur usine	Total	43	94	118,60%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	3	0	-100,00%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	3	-
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	3	6	100,00%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Tache d'exploitation sur usine	Total	84	192	128,57%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	2	0	-100,00%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	1	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	2	2	0,00%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Tache d'exploitation sur usine	Total	83	193	132,53%
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	Tache d'exploitation sur usine	Total	-	23	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Astreinte sur usine	Total	1	6	500,00%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	4	13	225,00%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	9	12	33,33%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Tache d'exploitation sur usine	Total	112	235	109,82%
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	Tache d'exploitation sur usine	Total	184	301	63,59%
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	Tache d'exploitation sur usine	Total	96	169	76,04%
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Tache d'exploitation sur usine	Total	96	169	76,04%
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	Tache d'exploitation sur usine	Total	88	169	92,05%

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches						
Commune	Site	Type ITV	Groupe	2023	2024	N/N-1 (%)
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Astreinte sur usine	Total	2	4	100,00%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Tache de maintenance sur usine	Corrective	2	10	400,00%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Tache de maintenance sur usine	Préventive	8	12	50,00%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Tache d'exploitation sur usine	Total	115	230	100,00%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Astreinte sur usine	Total	1	6	500,00%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	10	233,33%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	5	9	80,00%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Tache d'exploitation sur usine	Total	110	252	129,09%
IRANCY	STEU IRANCY	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
IRANCY	STEU IRANCY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
IRANCY	STEU IRANCY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
IRANCY	STEU IRANCY	Tache d'exploitation sur usine	Total	98	198	102,04%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Astreinte sur usine	Total	0	1	-
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	2	-
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	3	-
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Tache d'exploitation sur usine	Total	84	207	146,43%
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Tache d'exploitation sur usine	Total	84	201	139,29%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Astreinte sur usine	Total	2	8	300,00%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	4	4	0,00%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	10	15	50,00%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Tache d'exploitation sur usine	Total	105	197	87,62%
QUENNE	STEU de QUENNE	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
QUENNE	STEU de QUENNE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
QUENNE	STEU de QUENNE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	1	2	100,00%
QUENNE	STEU de QUENNE	Tache d'exploitation sur usine	Total	90	238	164,44%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Astreinte sur usine	Total	2	3	50,00%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Tache de maintenance sur usine	Corrective	7	6	-14,29%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Tache de maintenance sur usine	Préventive	15	20	33,33%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Tache d'exploitation sur usine	Total	112	243	116,96%

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches						
Commune	Site	Type ITV	Groupe	2023	2024	N/N-1 (%)
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	-	1	-
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache d'exploitation sur usine	Total	-	40	-
VALLAN	STEU VALLAN	Astreinte sur usine	Total	1	8	700,00%
VALLAN	STEU VALLAN	Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	7	133,33%
VALLAN	STEU VALLAN	Tache de maintenance sur usine	Préventive	8	16	100,00%
VALLAN	STEU VALLAN	Tache d'exploitation sur usine	Total	105	223	112,38%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Astreinte sur usine	Total	0	0	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Tache de maintenance sur usine	Corrective	0	0	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	0	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Tache d'exploitation sur usine	Total	36	96	166,67%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Astreinte sur usine	Total	3	0	-100,00%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Tache de maintenance sur usine	Corrective	1	2	100,00%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Tache de maintenance sur usine	Préventive	7	14	100,00%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Tache d'exploitation sur usine	Total	90	182	102,22%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Detection incendie des STEP	Trappe de désenfumage (25)	25/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Equipement électrique des STEP	Armoire BT	27/02/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Extincteur des STEP	Extincteur (57)	25/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Palan sur monorail centrifugeuses	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Elévateur à godets	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Chargeur de manutention des big-bag	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Monorail du grappin	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Grappin de convoyage des matières de curage dépotées	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Palan sur monorail local surpresseurs	05/03/2024
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Moyen de levage des STEP	Palan compresseur	05/03/2024

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
AUGY	STEU d'AUGY	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	27/06/2024
AUGY	STEU d'AUGY	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	20/02/2024
AUGY	STEU d'AUGY	Moyen de levage des STEP	Potence	10/09/2024
AUGY	STEU d'AUGY	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	27/06/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des STEP	armoire générale BT	20/02/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des STEP	treuil + potence	10/09/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des STEP	treuil + potence	10/09/2024
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence BVE182876507	10/09/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	28/06/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique des STEP	Armoire électique	20/02/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Moyen de levage des STEP	Palan pompe extraction	09/09/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Moyen de levage des STEP	Palan Relevement	09/09/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Moyen de levage des STEP	Palan Agitateur	09/09/2024
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Moyen de levage des STEP	Potence	09/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	27/06/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	20/02/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	09/09/2024
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Moyen de levage des STEP	Treuil	09/09/2024
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	28/06/2024
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Equipement électrique des STEP	armoire générale BT	27/02/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	13/12/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Moyen de levage des STEP	Support de potence	10/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	13/12/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	20/02/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	09/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Palan pompes relevement	09/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Support de potence	09/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	09/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Palan recirculation	09/09/2024

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	palan	09/09/2024
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Palan extraction BA	09/09/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	13/12/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	28/06/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Moyen de levage des STEP	palan pompe extraction	10/09/2024
VALLAN	STEU VALLAN	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	27/06/2024
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	20/02/2024
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	09/09/2024

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

Obligations réglementaires depuis le 1er janvier 2016

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du** 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024. Cet arrêté modifié annule et remplace les arrêtés du 22 juin 2007 et du 22 décembre 1994 concernant toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.

Paramètres généraux

Le pH des eaux usées traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25 °C, sauf dans les départements d'outre-mer ou en cas de conditions climatiques exceptionnelles. Le préfet peut, dans ces départements ou lors de ces situations exceptionnelles, relever la valeur maximale de température des eaux usées traitées, sans toutefois nuire aux objectifs environnementaux du milieu récepteur.

Paramètres Carbone

Pour les paramètres DBO_5, DCO et MES, en dehors des situations inhabituelles, les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 6 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet. Les performances de traitement sont jugées conformes si le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers non conformes à la fois aux valeurs fixées en concentration et en rendement ne dépasse pas le nombre prescrit au tableau 8 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015. Ces paramètres doivent toutefois en dehors des situations inhabituelles respecter les concentrations rédhibitoires figurant au tableau 6 de l'annexe 3.

Paramètres azote et phosphore

Les rejets des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement de taille supérieure à 600 kg/j de DBO_5 localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation respectent en moyenne annuelle, pour le paramètre concerné (Ptot ou NGL), les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 7 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet.

En cas de modification du périmètre de ces zones, un arrêté complémentaire du préfet fixe les conditions de prise en compte de ces paramètres dans le délai prévu à l'article R. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

Rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement

Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'autosurveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.

Le tableau suivant fait office de synthèse des exigences en matière de qualité de rejets des systèmes de traitement du présent contrat.

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	MeS	54	35	85	OU	50	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	DBO5	36	35	70	OU	60	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	DCO	72	200	400	OU	60	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	MES	54	35	85	OU	50	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	NGL						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	T°C Eau sortie						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	N-NH4						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	N-NO2						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	N-NO3						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	NTK	8.4	20				AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	P total						AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	pH						AP 19920310 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	DBO5	30	35	70	ET	4	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	DCO	45	200	400	ET	12	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	MES	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	NTK	7.5		40	ET	4			RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	pH								RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	T°C Eau sortie								RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	MeS	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	MeS	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	DBO5	30	35	70	ET	4	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	DCO	45	200	400	ET	12	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	MES	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	NTK	7.5		40	ET	4			RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	T°C Eau sortie								RD 19960920 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	P total	7.6	4				RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	pH						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	T°C Eau sortie						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DBO5	114	30	70	OU	60	RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DCO	171	90	400	OU	60	RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	MES	171	30	85	OU	50	RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	Débit m³/j						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	NGL						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	N-NH4						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	N-NO2						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	N-NO3						RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	NTK	28.5	40				RD 20000901 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Op.	Conc. Moy. Annuelle	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Op.	Rdt. Moy. Annuel	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	MeS	10427	30			70	OU	90			AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	DCO	12315	90			180	OU	86			AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	Débit m³/j										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	MES	10427	30			70	OU	90			AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NGL		15	ET	12	20	OU	70	ET	75	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NH4										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NO2										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NO3										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NTK	1113	10	ET	7	15	OU	80	ET	85	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	P total	417	1.5	ET	1.2	2.5	OU	80	ET	85	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	pH										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	T°C Eau sortie										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	DBO5	4976	25			50	OU	92			AP 20060627 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	MeS	360	20	50	ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DBO5	240	15	30	ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DCO	360	50	100	ET	93	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	Débit m³/j						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	MES	360	20	50	ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NGL	60	15		ET	88	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NH4						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NO2						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NO3						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NTK						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	P total	16	1		ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	pH						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	T°C Eau sortie						AP 20010621 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU IRANCY	Normal	MeS	54	35	85	ET	3.15	OU	90	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	DBO5	36	25	70	ET	2.25	OU	70	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	DCO	72	125	400	ET	11.25	OU	75	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	MES	54	35	85	ET	3.15	OU	90	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	NGL								RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	N-NH4								RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	N-NO2								RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	N-NO3								RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	NTK	9	20		ET	1.8	OU	80	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	P total	2.4							RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	pH								RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY	Normal	T°C Eau sortie								RD 20051010 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	MeS	36		150	OU	50	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	DBO5	24	30	70	OU	60	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	DCO	28	90	400	OU	60	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	MES	36		150	OU	50	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	NGL						RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	N-NH4						RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	N-NO2						RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	N-NO3						RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	NTK	6	40				RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	P total	1.6				80	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	pH						RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Normale	T°C Eau sortie						RD 19961126 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	DBO5	60	30	70	ET	5.4	OU	91	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	DCO	90	90	400	ET	16.2	OU	82	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	MES	90	30	85	ET	5.4	OU	94	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	NGL								RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	N-NH4								RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	N-NO2								RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	N-NO3								RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	NTK	15	15		ET	2.7	OU	82	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	P total	4	13		ET	2.34	OU	40	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	pH								RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY	Normale	T°C Eau sortie								RD 19990825 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	DBO5	18	35	70	OU	60	RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	DCO		200	400	OU	60	RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	MES			85	OU	50	RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	NGL						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	N-NH4						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	N-NO2						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	N-NO3						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	NTK						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	P total						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	pH						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	T°C Eau sortie						RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS	Normale	MeS			85	OU	50	RD 20020514 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	MeS	135	35	85	OU	90	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	DBO5	108	25	70	OU	80	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	DCO	180	125	400	OU	75	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	Débit m³/j						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	MES	135	35	85	OU	90	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NGL	22.5	15		OU	70	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NH4						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	N-NH4						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	N-NO2						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	N-NO3						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NO2						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NO3						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NTK						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	P total	3.75	1.5				RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	pH						RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	T°C Eau sortie						RD 20190528 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	MeS		30	85	OU	50	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	DBO5	36	15	70	OU	60	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	DCO		50	400	OU	60	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	MES		30	85	OU	50	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	NGL						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	N-NH4						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	N-NO2						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	N-NO3						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	NTK		10				AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	P total						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	pH						AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	T°C Eau sortie						AP 19890926 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de QUENNE	Normale	MeS	108	120	85	OU	50	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	DBO5	72	30	70	OU	60	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	DCO	84	90	400	OU	60	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	MES	108	120	85	OU	50	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	NGL						RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	N-NH4						RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	N-NO2						RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	N-NO3						RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	NTK	18	40				RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	P total	4.8					RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	pH						RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE	Normale	T°C Eau sortie						RD 19960109 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	MeS	495	30	85	ET	95	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	DBO5	330	15	50	ET	95	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	DCO	495	90	250	ET	81	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	Débit m³/j						AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	MES	495	30	85	ET	95	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NGL	36	7		ET	91	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	T°C Eau sortie						AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NH4						AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NO2						AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NO3						AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NTK	36					AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	P total	4.8	1		ET	91	AP - 20130703 - 2024
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	pH						AP - 20130703 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de VINCELLES	Normale	NTK					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	P total					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	pH					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	T°C Eau sortie					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	DBO5	25	50	OU	80	AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	DCO	125	250	OU	75	AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	Débit m³/j					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	MES	35	85	OU	90	AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	NGL					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	NH4					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	NO2					AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	NO3					AM 20150721 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU du Marais - LINDRY	Normale	MeS	50	30	85	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	DBO5	43.2	25	70	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	DCO	86	125	400	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	MES	50	30	85	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	NGL				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	N-NH4				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	N-NO2				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	N-NO3				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	NTK	8.6	15		RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	P total				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	pH				RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	T°C Eau sortie				RD 20140121 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	MeS		85	OU	50	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	DBO5	35	70	OU	60	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	DCO	200	400	OU	60	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	MES		85	OU	50	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	pH					2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS	Normale	T°C Eau sortie					2021 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	MeS	28.8	120	150	OU	81	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	DBO5	19.2	40	70	OU	91	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	DCO	22.4	120	400	OU	76	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	MES	28.8	120	150	OU	81	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	NTK	4.8	40		OU	62.5	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	P total	1.3	15				RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	pH						RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	T°C Eau sortie						RD 19970725 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	pH					Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	T°C Eau sortie					Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	MeS		85	OU	50	Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Les Houches - LINDRY	normale	MeS	63	30	85	ET	3.2	OU	50	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	DBO5	42	30	70	ET	3.2	OU	60	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	DCO	63	90	400	ET	9.5	OU	60	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	MES	63	30	85	ET	3.2	OU	50	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	NTK	10.5	15		ET	1.6			RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	P total	2.8	13		ET	1.4			RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	pH								RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	T°C Eau sortie								RD-20040527 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	pH					Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	T°C Eau sortie					Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS	normale	MeS		85	OU	50	Défaut - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	MeS		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	pH					Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS	Normale	T°C Eau sortie					Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	MeS		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	pH					Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	T°C Eau sortie					Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU d'AUGY	Période	DBO5	120	25	50	OU	80	AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	DCO		125	250	OU	75	AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	MES		35	85	OU	90	AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	N-NH4						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	N-NO2						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	N-NO3						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	NTK						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	P total						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	pH						AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	T°C Eau sortie						AM 20150721 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU ESCOLIVES	Temps sec	N-NO3						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	NTK						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	P total						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	pH						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	T°C Eau sortie						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	DBO5	120	25	50	OU	80	AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	DCO		120	250	OU	75	AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	MES		35	85	OU	90	AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	NGL						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	N-NH4						AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	N-NO2						AP 19850301 - 2024

3 | Qualité du service

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	DBO5	120	70	ET	60	AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	DCO	120	400			AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	MES	35	150	ET	60	AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	NGL	50				AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	N-NH4					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	N-NO2					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	N-NO3					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	NTK					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	P total					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	pH					AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	T°C Eau sortie					AP - Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU VALLAN	Temps sec	MeS	66	30	85	ET	89	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	DBO5	57	20	70	ET	94	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	DCO	126	90	400	ET	83	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	MES	66	30	85	ET	89	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	NGL	15.2	15		ET	78	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	NH4	9.8	2		ET	95	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	N-NH4						RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	N-NO2						RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	N-NO3						RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	NTK	15	8		ET	88	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	P total	2	1.5		ET	84	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	pH						RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	T°C Eau sortie						RD - 89-2011-00017 - 2024

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
RD 19961126 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	Pt	1	1	0	Oui

STEU Bourg - BRANCHES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19960920 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU Bourg - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19990825 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	Pt	1	1	1	Oui

STEU Bourg - ESCAMPS	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20020514 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20020514 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20020514 - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU d'AUGY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AM 20150721 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	MeS	2	2	2	Oui

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20000901 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	MeS	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	Pt	2	2	2	Oui

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20190528 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	MeS	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	NG	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	Pt	2	2	2	Oui

STEU de GY L'EVEQUE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19890926 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 20060627 - 2024	DBO5	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	DCO	104	104	104	Oui
AP 20060627 - 2024	MeS	104	104	103	Oui
AP 20060627 - 2024	NG	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	NTK	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	Pt	52	52	52	Oui

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19920310 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU de QUENNE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19960109 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	MeS	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	Pt	2	2	2	Oui

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP - 20130703 - 2024	DBO5	12	12	12	Oui
AP - 20130703 - 2024	DCO	24	24	24	Oui
AP - 20130703 - 2024	MeS	24	24	24	Oui
AP - 20130703 - 2024	NG	12	12	12	Oui
AP - 20130703 - 2024	NTK	0	12	12	Non
AP - 20130703 - 2024	Pt	12	12	11	Oui

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 20010621 - 2024	DBO5	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	DCO	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	MeS	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	NG	4	4	4	Oui
AP 20010621 - 2024	Pt	4	4	4	Oui

STEU de VINCELLES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AM 20150721 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	MeS	2	2	2	Oui

STEU du Marais - LINDRY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20140121 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU ESCOLIVES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19850301 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
AP 19850301 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
AP 19850301 - 2024	MeS	2	2	2	Oui

STEU IRANCY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20051010 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	Pt	1	1	1	Oui

STEU La Grilletière - ESCAMPS	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
2021 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
2021 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
2021 - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU Lagunage - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP - Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	MeS	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	NG	1	1	1	Oui

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19970725 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	Pt	1	1	1	Oui

STEU Les Courlis - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU Les Houches - LINDRY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD-20040527 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	Pt	1	1	1	Oui

STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU Nantenne - ESCAMPS	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU Ponceau - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MeS	1	1	1	Oui

STEU VALLAN	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD - 89-2011-00017 - 2024	DBO5	2	2	1	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	MeS	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NG	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NH4	2	2	1	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	Pt	2	2	1	Oui

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre										
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19961126 - 2024	DBO5	5,25	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	DCO	16,87	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	MeS	5,11	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	NTK	2,02	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	Pt	0,21	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui

STEU Bourg - BRANCHES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19960920 - 2024	DBO5	2,03	3	0,2	90	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	DCO	6,08	17	1,15	81	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	MeS	2,64	55	3,72	- 41	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	NTK	2,24	10,4	0,7	69	0	0	0	Oui	Oui

STEU Bourg - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19990825 - 2024	DBO5	5,9	7	0,47	92	0	0	0	Oui	Oui
RD 19990825 - 2024	DCO	25,13	106	7,1	72	1	0	0	Non	Non
RD 19990825 - 2024	MeS	6,3	23	1,54	76	0	0	0	Oui	Oui
RD 19990825 - 2024	NTK	3,08	41,8	2,8	9	1	0	0	Non	Non
RD 19990825 - 2024	Pt	0,37	6,4	0,43	- 16	0	0	0	Oui	Oui

STEU Bourg - ESCAMPS	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20020514 - 2024	DBO5	8,42	41	1,28	85	0	0	0	Oui	Oui
RD 20020514 - 2024	DCO	49,92	259	8,08	84	0	0	0	Oui	Oui
RD 20020514 - 2024	MeS	20,28	65	2,03	90	0	0	0	Oui	Oui

STEU d'AUGY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AM 20150721 - 2024	DBO5	20,67	3	0,41	98	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	107,62	15,84	2,16	98	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	MeS	43,82	20,65	2,82	94	0	0	0	Oui	Oui

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20000901 - 2024	DBO5	23,16	3	2,28	90	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	DCO	61,95	9,89	7,52	88	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	MeS	53,31	8,86	6,74	87	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	NTK	25,03	2,24	1,7	93	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	Pt	1,99	1,43	1,09	45	0	0	0	Oui	Oui

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20190528 - 2024	DBO5	17,33	3	0,24	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	DCO	36,58	12,66	1,02	97	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	MeS	30,14	3	0,24	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	NG	8,29	1,89	0,15	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	Pt	1,12	0,89	0,07	94	0	0	0	Oui	Oui

STEU de GY L'EVEQUE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19890926 - 2024	DBO5	24,62	4	0,14	99	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	DCO	32,22	17	0,58	98	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	MeS	11,97	5	0,17	99	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	NTK	7,11	1,9	0,07	99	0	0	0	Oui	Oui

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 20060627 - 2024	DBO5	1 502,82	3	37,56	97	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	DCO	5 017,02	16,49	202,96	95	0	9	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	MeS	2 635,73	2,21	27,26	99	0	9	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	NG	685,76	4,48	56,04	90	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	NTK	677,42	2,33	29,12	95	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	Pt	74,3	0,39	4,92	93	0	5	0	Oui	Oui

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19920310 - 2024	DBO5	6,56	3	0,21	97	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	DCO	29,12	29	2	93	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	MeS	5,52	6	0,41	93	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	NTK	6,04	4,6	0,32	95	0	0	0	Oui	Oui

STEU de QUENNE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19960109 - 2024	DBO5	6,28	3	0,26	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	DCO	12,48	15,72	1,34	89	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	MeS	13,85	9,81	0,83	94	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	NTK	6,14	17,61	1,5	76	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	Pt	0,43	3,02	0,26	40	0	0	0	Oui	Oui

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP - 20130703 - 2024	DBO5	133	3,04	0,72	99	1	2	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2024	DCO	291,8	17,5	3,95	99	1	3	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2024	MeS	78,24	3,24	0,73	99	1	3	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2024	NG	13,96	2,46	0,58	96	1	2	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2024	NTK	13,79	1,56	0,37	97	0	2	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2024	Pt	1,87	0,24	0,06	97	1	2	0	Oui	Oui

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 20010621 - 2024	DBO5	102,22	6,04	9,46	90	7	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	DCO	377,66	27,02	42,31	88	5	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	MeS	138,4	6,7	10,49	92	6	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	NG	48,23	5,37	9,86	78	2	1	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	Pt	4,85	0,45	0,83	82	3	1	0	Non	Non

STEU de VINCELLES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AM 20150721 - 2024	DBO5	28,41	3	0,59	98	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	73,8	11,16	2,2	97	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	MeS	38,64	2	0,39	99	0	0	0	Oui	Oui

STEU du Marais - LINDRY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20140121 - 2024	DBO5	29,01	3	0,16	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	DCO	59,05	72	3,73	94	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	MeS	11,4	9	0,47	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	NTK	5,39	25,3	1,31	76	1	0	0	Non	Non

STEU ESCOLIVES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19850301 - 2024	DBO5	27,93	4,64	0,4	99	0	0	0	Oui	Oui
AP 19850301 - 2024	DCO	69,34	22,47	1,93	97	0	0	0	Oui	Oui
AP 19850301 - 2024	MeS	54,32	9,01	0,78	99	0	0	0	Oui	Oui

STEU IRANCY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Réhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20051010 - 2024	DBO5	37,39	3	0,27	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	DCO	95,76	33	3,01	97	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	MeS	37,39	2	0,18	100	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	NTK	18,51	7,9	0,72	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	Pt	1,34	9,1	0,83	38	0	0	0	Oui	Oui

STEU La Grilletière - ESCAMPS	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
2021 - 2024	DBO5	2,18	4	0,04	98	0	0	0	Oui	Oui
2021 - 2024	DCO	5,19	52	0,47	91	0	0	0	Oui	Oui
2021 - 2024	MeS	1,27	5	0,05	96	0	0	0	Oui	Oui

STEU Lagunage - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP - Défaut - 2024	DBO5	0,89	15	0,22	75	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	DCO	2,34	87	1,27	46	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	MeS	0,8	13	0,19	76	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	NG	0,3	22,3	0,33	- 9	0	0	0	Oui	Oui

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19970725 - 2024	DBO5	9,28	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	DCO	52,43	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	MeS	21,46	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	NTK	6,32	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	Pt	0,75	-	-	-	0	0	0	Oui	Oui

STEU Les Courlis - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	0,81	3	0,02	97	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	2,72	58	0,41	85	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MeS	0,64	2	0,01	98	0	0	0	Oui	Oui

STEU Les Houches - LINDRY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD-20040527 - 2024	DBO5	8,99	24	1,14	87	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	DCO	29,14	93	4,4	85	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	MeS	8,51	37	1,75	79	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	NTK	3,9	59,3	2,8	28	1	0	0	Non	Non
RD-20040527 - 2024	Pt	0,4	7,74	0,37	8	0	0	0	Oui	Oui

STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	3,33	4	0,04	99	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	6,41	57	0,59	91	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MeS	1,35	4	0,04	97	0	0	0	Oui	Oui

STEU Nantenne - ESCAMPS	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	0,21	17	0,01	95	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	0,37	171	0,1	72	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MeS	0,11	20	0,01	89	0	0	0	Oui	Oui

STEU Ponceau - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	2,88	4	0,1	97	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	11,42	37	0,89	92	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MeS	3,6	7	0,17	95	0	0	0	Oui	Oui

STEU VALLAN	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD - 89-2011-00017 - 2024	DBO5	15,03	3	0,26	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	DCO	44,44	15	1,31	97	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	MeS	26,47	2	0,17	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NG	12,31	6,05	0,53	96	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NH4	9,11	1,54	0,13	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NTK	9,59	1,7	0,15	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	Pt	1,01	1,34	0,12	90	0	0	0	Oui	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.
La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1er juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Par conséquent, le jugement que nous affichons ici n'engage que notre avis d'exploitant et ne fait nullement foi réglementairement.

Conformité annuelle globale			
Commune	**Site**	**2023**	**2024**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Oui	Oui
AUGY	STEU d'AUGY	Oui	Oui
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU	Oui	Oui
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Oui	Oui
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY	Oui	Non
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Oui	Oui
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Non	Oui
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS	Oui	Oui
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Oui	Oui
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Oui	Oui
IRANCY	STEU IRANCY	Oui	Oui
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Oui	Non
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Non	Non
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Oui	Oui
QUENNE	STEU de QUENNE	Oui	Oui
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Non	Oui
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	Non
VALLAN	STEU VALLAN	Oui	Oui
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Oui	Oui
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Oui	Oui

Nous attirons votre attention sur la STEU de Lindry-les-Houches qui n'est plus en état de fonctionnement optimal dû au colmatage des lits d'infiltration. Cela entraîne également des débordements des lits.
Une réhabilitation complète de l'ouvrage serait à envisager ou un raccordement sur un autre système d'assainissement (en fonction de l'orientation du SDA).

3.3 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la nouvelle loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2023 et 2024 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	27 855	27 685	- 0,6%
Collectivités	415	422	1,7%
Professionnels	2 040	2 979	46,0%
Total	**30 310**	**31 086**	**2,6%**

Le nombre de clients assainissement collectif			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 444	1 442	- 0,1%
Collectivités	21	22	4,8%
Professionnels	85	128	50,6%
Total	1 550	1 592	2,7%

AUGY	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	448	446	- 0,4%
Collectivités	13	12	- 7,7%
Professionnels	14	11	- 21,4%
Total	475	469	- 1,3%

AUXERRE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	15 488	14 978	- 3,3%
Collectivités	222	223	0,5%
Professionnels	1 401	2 160	54,2%
Total	17 111	17 361	1,5%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	134	129	- 3,7%
Collectivités	2	2	0,0%
Professionnels	4	8	100,0%
Total	140	139	- 0,7%

BRANCHES	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	196	190	- 3,1%
Collectivités	3	3	0,0%
Professionnels	3	11	266,7%
Total	202	204	1,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	704	702	- 0,3%
Collectivités	9	9	0,0%
Professionnels	50	56	12,0%
Total	763	767	0,5%

CHARBUY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	734	746	1,6%
Collectivités	14	10	- 28,6%
Professionnels	13	16	23,1%
Total	761	772	1,4%

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	396	397	0,3%
Collectivités	16	14	- 12,5%
Professionnels	20	21	5,0%
Total	432	432	0,0%

ESCAMPS	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	269	255	- 5,2%
Collectivités	6	5	- 16,7%
Professionnels	1	3	200,0%
Total	276	263	- 4,7%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	296	314	6,1%
Collectivités	6	6	0,0%
Professionnels	12	15	25,0%
Total	314	335	6,7%

GURGY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	753	753	0,0%
Collectivités	9	10	11,1%
Professionnels	20	28	40,0%
Total	782	791	1,2%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	216	219	1,4%
Collectivités	6	5	- 16,7%
Professionnels	4	2	- 50,0%
Total	226	226	0,0%

IRANCY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	226	226	0,0%
Collectivités	4	4	0,0%
Professionnels	15	15	0,0%
Total	245	245	0,0%

JUSSY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	191	194	1,6%
Collectivités	4	4	0,0%
Professionnels	4	4	0,0%
Total	199	202	1,5%

LINDRY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	442	459	3,8%
Collectivités	6	7	16,7%
Professionnels	5	5	0,0%
Total	453	471	4,0%

MONÉTEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	1 889	1 877	- 0,6%
Collectivités	20	19	- 5,0%
Professionnels	206	242	17,5%
Total	2 115	2 138	1,1%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	214	200	- 6,5%
Collectivités	7	7	0,0%
Professionnels	7	16	128,6%
Total	228	223	- 2,2%

PERRIGNY	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	538	531	- 1,3%
Collectivités	3	3	0,0%
Professionnels	43	50	16,3%
Total	584	584	0,0%

QUENNE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	227	224	- 1,3%
Collectivités	2	2	0,0%
Professionnels	3	6	100,0%
Total	232	232	0,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	413	417	1,0%
Collectivités	9	11	22,2%
Professionnels	45	49	8,9%
Total	467	477	2,1%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	1 447	1 442	- 0,3%
Collectivités	16	16	0,0%
Professionnels	53	82	54,7%
Total	1 516	1 540	1,6%

VALLAN	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	365	363	- 0,5%
Collectivités	2	4	100,0%
Professionnels	4	14	250,0%
Total	371	381	2,7%

VENOY	2023	2024	N/N-1 (%)
Professionnels	-	1	-
Total	-	1	-

VILLEFARGEAU	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	-	358	-
Collectivités	-	7	-
Professionnels	-	10	-
Total	-	375	-

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	123	123	0,0%
Collectivités	2	2	0,0%
Professionnels	2	3	50,0%
Total	127	128	0,8%

VINCELLES	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	486	485	- 0,2%
Collectivités	9	11	22,2%
Professionnels	22	19	- 13,6%
Total	517	515	- 0,4%

VINCELOTTES	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	216	215	- 0,5%
Collectivités	4	4	0,0%
Professionnels	4	5	25,0%
Total	224	224	0,0%

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement			
Type volume	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	812 369	2 987 406	267,7%

Volumes assujettis à l'assainissement				
Commune	**Type volume**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Volumes assujettis (m³)	41 081	166 735	305,9%
AUGY	Volumes assujettis (m³)	16 446	34 214	108,0%
AUXERRE	Volumes assujettis (m³)	556 958	1 861 745	234,3%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Volumes assujettis (m³)	- 198	10 859	- 5 584,4%
BRANCHES	Volumes assujettis (m³)	4 408	15 006	240,4%
CHAMPS-SUR-YONNE	Volumes assujettis (m³)	4 225	61 461	1 354,8%
CHARBUY	Volumes assujettis (m³)	14 099	60 609	329,9%
COULANGES-LA-VINEUSE	Volumes assujettis (m³)	15 768	38 608	144,9%
ESCAMPS	Volumes assujettis (m³)	14 916	23 084	54,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Volumes assujettis (m³)	10 633	24 269	128,2%
GURGY	Volumes assujettis (m³)	17 526	58 680	234,8%
GY-L'ÉVÊQUE	Volumes assujettis (m³)	6 226	14 688	135,9%
IRANCY	Volumes assujettis (m³)	5 424	12 486	130,2%
JUSSY	Volumes assujettis (m³)	6 169	14 013	127,2%
LINDRY	Volumes assujettis (m³)	6 908	35 019	406,9%
MONÉTEAU	Volumes assujettis (m³)	47 259	218 537	362,4%
MONTIGNY-LA-RESLE	Volumes assujettis (m³)	1 551	17 133	1 004,9%
PERRIGNY	Volumes assujettis (m³)	3 155	46 037	1 359,1%
QUENNE	Volumes assujettis (m³)	12 342	23 445	90,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Volumes assujettis (m³)	3 527	49 330	1 298,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Volumes assujettis (m³)	-	104 171	-
VALLAN	Volumes assujettis (m³)	2 733	26 419	866,6%
VILLEFARGEAU	Volumes assujettis (m³)	-	10 479	-
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Volumes assujettis (m³)	306	10 104	3 202,0%
VINCELLES	Volumes assujettis (m³)	15 843	35 327	123,0%
VINCELOTTES	Volumes assujettis (m³)	5 065	14 948	195,1%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	7 301	1
Facturation	1 606	1 203
Règlement/Encaissement	4 351	313
Prestation et travaux	1 154	-
Information	10 652	18
Technique assainissement	84	79
Total	**25 148**	**1 614**

3.3.4 L'activité de gestion clients

Les clients ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures du service de l'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent auprès de nos clients pour faciliter l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique des factures, à travers différents supports comme les messages sur facture, les encarts informatifs joints à la facture, les mailings personnalisés…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place directement depuis l'espace personnalisé du client ou s'il n'y parvient pas lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle.

Activité de gestion			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	16 274	17 136	5,3%
Nombre d'abonnés prélevés	4 285	4 619	7,8%
Nombre d'échéanciers	630	833	32,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	28 423	62 539	120,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	2 205	6 298	185,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	408	962	135,8%
Nombre total de factures comptabilisées	**31 036**	**69 799**	**124,9%**

3.3.5 La relation clients

Notre objectif est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

Relation client			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	80	83,9	4,9 %
Satisfaction Post Contact	7,69	8,56	11,3 %
Pourcentage de clients satisfaits	76,5	78,4	2,5 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	436	427	- 2,1 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,38	13,74	- 4,5 %

3.3.6 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.
SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	87,45	43,44	- 50,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	282 976,69	-
Créances irrécouvrables (€)	82,65	4 584,07	5 446,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	100 808,29	-
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	2 388 623,91	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	2 388 623,91	8 072 695,76	238,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,06	1 541,1%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	4,22	-

3.3.7 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	16	44	175,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	5	37	640,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	99,25	4 209,08	4 140,9%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	90,23	3 827,86	4 142,3%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	88,93	3 232,09	3 534,4%
Montant Total HT "solidarité"	90,23	3 827,86	4 142,3%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0013	1 053,6%

3.3.8 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	40	163	307,5%
Nombres de demandes de dégrèvement	45	281	524,4%
Volumes dégrévés (m³)	28 844	98 015,04	239,8%

3.3.9 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif			
APPOIGNY	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8867	1,8524	- 1,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,69%	12,51%	- 1,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,58047	2,35833	- 8,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34587	2,14393	- 8,6%

AUGY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,6267	1,7124	5,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	14,42%	13,39%	- 7,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,29447	2,20433	- 3,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,08587	2,00393	- 3,9%

AUXERRE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8867	1,8524	- 1,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,69%	12,51%	- 1,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,58047	2,35833	- 8,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34587	2,14393	- 8,6%

BLEIGNY-LE-CARREAU	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3367	1,3824	3,4%
Taux de la partie fixe du service (%)	17,02%	16,08%	- 5,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,97547	1,84133	- 6,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,79587	1,67393	- 6,8%

BRANCHES	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0667	2,0124	- 2,6%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,71%	11,63%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,77847	2,53433	- 8,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,52587	2,30393	- 8,8%

CHAMPS-SUR-YONNE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0967	2,0524	- 2,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,56%	11,43%	- 1,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,81147	2,57833	- 8,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,55587	2,34393	- 8,3%

CHARBUY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8367	1,8224	- 0,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,99%	12,69%	- 2,3%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,52547	2,32533	- 7,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,29587	2,11393	- 7,9%

COULANGES-LA-VINEUSE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7767	1,7924	0,9%
Taux de la partie fixe du service (%)	13,37%	12,87%	- 3,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,45947	2,29233	- 6,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,23587	2,08393	- 6,8%

ESCAMPS	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,7567	2,6024	- 5,6%
Taux de la partie fixe du service (%)	9,05%	9,24%	2,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	3,53747	3,18333	- 10,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	3,21587	2,89393	- 10,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,1767	2,1124	- 3,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,19%	11,14%	- 0,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,89947	2,64433	- 8,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,63587	2,40393	- 8,8%

GURGY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8867	1,8524	- 1,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,69%	12,51%	- 1,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,58047	2,35833	- 8,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34587	2,14393	- 8,6%

GY-L'ÉVÊQUE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0867	2,0424	- 2,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,61%	11,48%	- 1,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,80047	2,56733	- 8,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,54587	2,33393	- 8,3%

IRANCY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3467	1,4124	4,9%
Taux de la partie fixe du service (%)	16,91%	15,79%	- 6,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,98647	1,87433	- 5,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,80587	1,70393	- 5,6%

JUSSY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3867	1,4524	4,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	16,51%	15,42%	- 6,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,03047	1,91833	- 5,5%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,84587	1,74393	- 5,5%

LINDRY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,5467	2,4324	- 4,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	9,72%	9,82%	1,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	3,30647	2,99633	- 9,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	3,00587	2,72393	- 9,4%

MONÉTEAU	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8867	1,8524	- 1,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,69%	12,51%	- 1,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,58047	2,35833	- 8,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34587	2,14393	- 8,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,9867	1,9524	- 1,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,13%	11,94%	- 1,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,69047	2,46833	- 8,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,44587	2,24393	- 8,3%

PERRIGNY	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7267	1,7924	3,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	13,7%	12,87%	- 6,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,40447	2,29233	- 4,7%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,18587	2,08393	- 4,7%

QUENNE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3567	1,4024	3,4%
Taux de la partie fixe du service (%)	16,81%	15,88%	- 5,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,99747	1,86333	- 6,7%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,81587	1,69393	- 6,7%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,2367	2,1624	- 3,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	10,92%	10,91%	- 0,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,96547	2,69933	- 9,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,69587	2,45393	- 9,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,9246	2,0724	124,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	22,87%	11,33%	- 50,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,52217	2,60033	70,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,38377	2,36393	70,8%

VALLAN	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,2867	2,2024	- 3,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	10,71%	10,73%	0,3%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	3,02047	2,74333	- 9,2%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,74587	2,49393	- 9,2%

VILLEFARGEAU	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	0	31,78	-
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0	2,3524	-
Taux de la partie fixe du service (%)	-	10,12%	-
Prix TTC au m³ pour 120 m³	0	2,90833	-
Prix HT au m³ pour 120 m³	0	2,64393	-

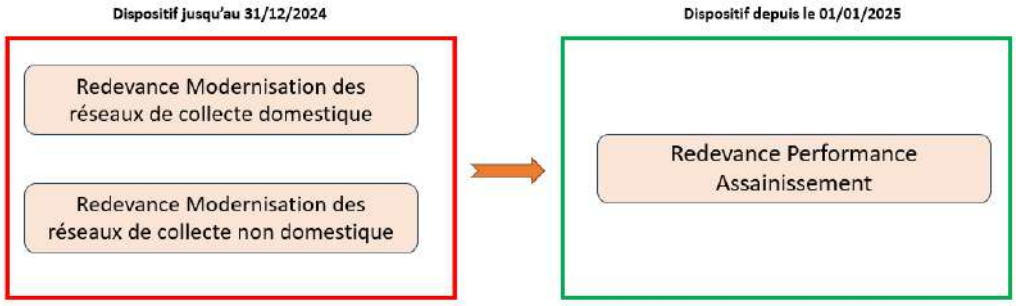
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8167	1,8024	- 0,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	13,11%	12,81%	- 2,3%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,50347	2,30333	- 8,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,27587	2,09393	- 8,0%

VINCELLES	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7967	1,8524	3,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	13,24%	12,51%	- 5,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,48147	2,35833	- 5,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,25587	2,14393	- 5,0%

VINCELOTTES	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,9	31,78	- 3,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,5767	1,8524	17,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	14,81%	12,51%	- 15,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,23947	2,35833	5,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,03587	2,14393	5,3%

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Depuis le 1er janvier 2025, une réforme des redevances des agences de l'eau est entrée en vigueur en France, visant à adapter le financement des actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Cette réforme a notamment comme impact de faire évoluer les redevances comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



L'application de la réforme est entrée en vigueur le 1er janvier, ainsi toutes les factures émises à partir de cette date comportent ces nouvelles redevances.

De ce fait, les indicateurs tarifaires pour l'exercice 2024 doivent être ceux en date du 1er janvier de l'année de présentation du rapport, soit le 1er janvier 2025. Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les redevances liées à l'ancien dispositif (qui auront une valeur nulle pour cette année) ainsi que celles de la réforme (qui auront une valeur nulle pour l'an dernier).

Les composantes du prix de l'assainissement				
APPOIGNY	**Dénomination**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2346	0,2144	- 8,6%

Les composantes du prix de l'assainissement				
AUGY	**Dénomination**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,62	0,74	19,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2086	0,2004	- 3,9%

AUXERRE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2346	0,2144	- 8,6%

BLEIGNY-LE-CARREAU	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,33	0,41	24,2%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,1796	0,1674	- 6,8%

BRANCHES	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,06	1,04	- 1,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2526	0,2304	- 8,8%

CHAMPS-SUR-YONNE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,09	1,08	- 0,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2556	0,2344	- 8,3%

CHARBUY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,83	0,85	2,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2296	0,2114	- 7,9%

COULANGES-LA-VINEUSE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,77	0,82	6,5%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2236	0,2084	- 6,8%

ESCAMPS	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,75	1,63	- 6,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,3216	0,2894	- 10,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,17	1,14	- 2,6%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2636	0,2404	- 8,8%

GURGY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2346	0,2144	- 8,6%

GY-L'ÉVÊQUE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,08	1,07	- 0,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2546	0,2334	- 8,3%

IRANCY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,34	0,44	29,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,1806	0,1704	- 5,6%

JUSSY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,38	0,48	26,3%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,1846	0,1744	- 5,5%

LINDRY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,54	1,46	- 5,2%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,3006	0,2724	- 9,4%

MONÉTEAU	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2346	0,2144	- 8,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,98	0,98	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2446	0,2244	- 8,3%

PERRIGNY	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,72	0,82	13,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2186	0,2084	- 4,7%

QUENNE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,35	0,43	22,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,1816	0,1694	- 6,7%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,23	1,19	- 3,3%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2696	0,2454	- 9,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,3646	0,9724	166,7%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,56	1,1	96,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,1384	0,2364	70,8%

VALLAN	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,28	1,23	- 3,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2746	0,2494	- 9,2%

VILLEFARGEAU	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	-	31,78	-
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	-	0,9724	-
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	-	1,38	-
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	-	0,2644	-

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,81	0,83	2,5%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2276	0,2094	- 8,0%

VINCELLES	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,79	0,88	11,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2256	0,2144	- 5,0%

VINCELOTTES	Dénomination	01/01/2024	01/01/2025	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	32,9	31,78	- 3,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	1,0067	0,9724	- 3,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,57	0,88	54,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte)	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA	0,2036	0,2144	5,3%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,0966	1.05930	- 3.4%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Les factures par communes sont en ANNEXE 5.

Comptes de la délégation

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

CA DE L AUXERROIS Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2023	2024	
PRODUITS	**2 819 540**	**7 825 531**	**177,5%**
Exploitation du service	1 958 589	4 279 729	
Collectivités et autres organismes publics	827 130	3 219 454	
Travaux attribués à titre exclusif	33 667	292 825	
Produits accessoires	153	33 523	
CHARGES	**3 296 697**	**8 215 655**	**149,2%**
Personnel	634 544	1 168 391	
Energie électrique	383 015	437 660	
Achats d'eau	0	0	
Achats de prestations assainissement	0	0	
Produits de traitement	34 645	68 372	
Analyses	9 474	72 157	
Sous-traitance, matières et fournitures	474 320	1 047 808	
Impôts locaux et taxes	29 400	83 613	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	269 254	661 738	
• télécommunication, postes et télégestion	7 903	20 662	
• engins et véhicules	62 927	122 335	
• informatique	122 684	259 910	
• assurance	14 867	34 370	
• locaux	21 786	72 415	
Frais de contrôle	0	0	
Ristournes et redevances contractuelles	0	0	
Contribution des services centraux et recherche	65 750	152 001	
Collectivités et autres organismes publics	827 130	3 219 454	
Charges relatives aux renouvellements	0		
• pour garantie de continuité du service	0	0	
• programme contractuel	0	0	
• fonds contractuel	413 129	906 070	
Charges relatives aux investissements	0		
• programme contractuel	141 364	310 040	
• fonds contractuel	0	0	
• annuités d'emprunt de la collectivité prises en charge	0	0	
• investissements incorporels	0	0	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	0	0	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	18 852	51 253	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	146	56 350	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-4 327	-19 253	
Résultat avant impôt	**-477 157**	**-390 124**	**-18,2%**
RESULTAT	**-477 157**	**-390 124**	**-18,2%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Nous avons constaté une erreur d'imputation comptable concernant la main d'œuvre. Après vérification, cette anomalie sera corrigée et la régularisation effectuée sur l'exercice 2025.

4.1.2 Le détail des produits

CA DE L AUXERROIS Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

Détail des produits

en €uros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**2 819 540**	**7 825 531**	**177,5%**
Exploitation du service	1 958 589	4 279 729	118,5%
• Partie fixe facturée	612 206	1 073 329	
• Partie proportionnelle facturée	732 067	3 011 956	
• Pluvial facturé	35 000	158 998	
• Variation de la part estimée sur consommations	579 116	-30 008	
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	200	65 453	
Collectivités et autres organismes publics	827 130	3 219 454	289,2%
• Part Collectivité	682 011	2 679 631	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	145 119	539 823	
Travaux attribués à titre exclusif	33 667	292 825	
• Branchements	39 832	292 825	
• Autres travaux	-6 165	0	
Produits accessoires	153	33 523	
• Autres produits accessoires	153	33 523	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURT ASST - SOLDE - 7/2024-9/2024	31/10/2024	623 059,61
SURT ASST - SOLDE - 4/2024-6/2024	31/07/2024	599 557,01
SURT ASST - SOLDE - 1/2024-3/2024	30/04/2024	486 527,62
SURT ASST - SOLDE - 10/2023-12/2023	15/02/2024	527 304,37
Total		**2 236 448,61**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
ESCAMPS-PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS-RVT-Compresseur (reliquat 2023)	581,62
GURGY-PR 2 - Rue du Stade - GURGY-RVT-Coffret électrique	858,05
ESCAMPS-PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS-RVT-Pompe vide cave	1 986,68
ST BRIS LE VINEUX-DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Sonde LT US	1 929,97
AUXERRE-PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE-RVT-Pompe 2	1 425,08
AUXERRE-DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE-RVT-SONDE LT US	1 855,23
ESCOLIVES STE CAMILLE-PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE-RVT-Pompe 1	1 003,81
ST GEORGES SUR BAULCHES-DO Montboulon-RVT-Sonde LTUS	1 323,62
CHAMPS SUR YONNE-PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Pompe relèvement n°1	2 601,01
ESCOLIVES STE CAMILLE-PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE-RVT-Pompe relèvement	720,74
AUXERRE-PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE-RVT-Barres de guidage	650,39
MONETEAU-PR 7 rue de Paris - MONETEAU-RVT- carte de gestion porte sectionnelle (reliquat 2023)	492,75
PERRIGNY PRES AUXERRE-PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY-RVT-Pompe 1 (reliquat 2023)	403,57
MONETEAU-PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU-RVT-Coffret électrique (reliquat 2023)	491,01

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
MONETEAU-PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU-RVT-Pompe 2	1 661,54
APPOIGNY-PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY-RVT-Pompe 2	1 592,32
APPOIGNY-PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY-RVT-Pompe 1 (reliquat 2023)	206,18
MONETEAU-PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU-RVT-Pompe 1 (reliquat 2023)	204,08
MONETEAU-PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE-RVT-Roue Pompe 2	1 582,03
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-Sonde de niveau compartiment Ouest	1 401,68
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Pompe 1	3 519,34
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Pompe 2	3 519,34
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Conduites de refoulement	6 350,35
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Sonde de niveau piezzo	620,60
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Vanne 1	119,56
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Vanne 2	119,56
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Clapet 1	293,10
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-clapet 2	293,10
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Armoire électrique ARMELE	288,96
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Sonde radar	789,73
CHARBUY-PR des Mésanges - CHARBUY-RVT-Armoire électrique ARMELE	6 278,25
APPOIGNY-PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY-RVT-Armoire électrique ARMELE	6 278,25
AUXERRE-PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE-RVT-Pompe 2	789,81
AUXERE -DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE-RVT-Sonde LT US	1 135,27
APPOIGNY-PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY-RVT-Pompe 1	2 408,07
APPOIGNY-PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY-RVT-Pompe 2	2 408,07
ESCOLIVES STE CAMILLE-PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE-RVT-Variateur	936,15
ESCOLIVES STE CAMILLE-PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE-RVT-Pompe	1 038,39
CHAMPS SUR YONNE-PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Pompe 2	2 435,24
CHAMPS SUR YONNE-PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Pompe 1	768,96
GURGY-PR 2 - Rue du Stade - GURGY-RVT-Pompe relèvement n°1	859,79
CHARBUY-PR Charmotiere - CHARBUY-RVT-Pompe relèvement n°1	2 339,20
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-BALLON EAU INDUSTRIELLE	2 440,19
VINCELLES-STEU de VINCELLES-RVT-pompe de recirculation	1 021,83
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Automate	13 407,50
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-HACH sonde température rejet	442,93

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-TKE poulie de renvoi contrepoids ascenseur	2 709,48
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-révision majeure sans réducteur centri 2	14 506,49
ESCOLIVES STE CAMILLE-STEU ESCOLIVES-RVT-Pompe 2 relèvement entrée STEU Escolives	1 195,87
MONTIGNY LA RESLE-STEU de MONTIGNY LA RESLE-RVT-Pompe 1 relèvement entrée STEU Montigny	1 119,92
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-motoréducteur compacteur STEU Vallan	2 256,24
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-P3 eau industrielle	3 061,73
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-surpresseur 3-1	18 361,70
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-surpresseur 3-2	18 361,70
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-centrale système sécurité incendie	6 055,39
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe N°2 pressurisation flottateur	2 483,35
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe N°1 fosse homogénéisation	950,82
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe N°2 graisses internes	897,96
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-RVT-Motoréducteur vis compacteur	2 259,20
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-RVT-Motoréducteur tamis rotatif	2 086,72
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Débitmètre électromagnétique pompes temps pluie	1 082,24
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-pompe N°2 temps pluies	4 295,49
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-sonde voile de boues niveau haut flottateur (reliquat 2023)	505,32
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-sonde voile de boue niveau bas flottateur (reliquat 2023)	505,32
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-pompe chlorure ferrique (reliquat 2023)	222,96
Sans-commune-STEU de CHAMPS SUR YONNE-RVT-Automatisme (reliquat 2023)	2 178,16
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Démarreur pompe n°1 pressurisation flottateur (reliquat 2023)	140,63
MONTIGNY LA RESLE-STEU de MONTIGNY LA RESLE-RVT-Motoréducteur dégraisseur (reliquat 2023)	223,35
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-chaine dégrilleur N°1 + segment de rateau (reliquat 2023)	1 634,10
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-chaine dégrilleur N°2 (reliquat 2023)	1 530,92
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-roues clarificateur N°1	2 736,00
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-roues clarificateur N°2	2 736,00
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-réparation centrale hydraulique silo boues	2 432,03
CHAMPS SUR YONNE-STEU de CHAMPS SUR YONNE-RVT-partiel table/filtre	2 874,49
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-sonde radar mesure niveau bassin d'orage	1 091,18
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-sonde radar mesure niveau PR entrée	996,09
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Pompe N°2 temps sec PR entrée	1 931,74
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-réparation portail d'entrée	601,01

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
LINDRY-STEU du Marais - LINDRY-RVT-débitmètre entrée STEU	857,29
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Coude inox DN 219 EI	2 293,26
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-potence avec palan	2 293,74
VINCELLES-STEU de VINCELLES-RVT-débitmètre entrée STEU	764,97
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-grappin de curage	14 981,00
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-pompe eau industrielle	333,09
LINDRY-STEU du Marais - LINDRY-RVT-clôture STEU	1 866,35
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe gaveuse sortie centri N°2	7 844,39
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-agitateur 2 anoxie BA1	3 821,77
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-agitateur 1 anoxie BA2	3 821,77
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe gaveuse sous silo boues deshydratées	11 887,27
CHAMPS SUR YONNE-STEU de CHAMPS SUR YONNE-RVT-disconnecteur	405,05
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-disconnecteur	331,36
Total	**239 397,81**

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--TN-22 sondes de mesures de hauteur sur collecteurs	7 245,86
Multi-communes--TN-Installations barreaux anti chutes	30 916,50
AUXERRE--TN-Capteurs PREBIO étude micropolluants	7 394,00
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-mesures H2S et NH3 Cairprocess	31 068,16
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-capteur H2S Cairsens	1 353,60
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-capteur NH3 Cairsens	1 353,60
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-transmetteur SC4500 file 1	909,12
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-transmetteur SC4500 file 2	1 658,46
Sans-commune-STEU de GY L'EVEQUE-TN-Déshydratation des boues par Géotube	2 820,53
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-TN-Installation cuve chlorure ferrique	609,62
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-TN-coffret avec pompe doseuse FeCl3	972,79
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-TN-Equipement TP auto-surveillance	1 773,87

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Pose silencieux surpresseur L1- Piège Anti-bruit	4 854,81
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Pose silencieux surpresseur L2- Piège Anti-bruit	4 854,81
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Remplacement dégrilleur MVMC	55 735,89
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Mise en place presse laveuse	50 588,2
MONETEAU-PR 7 rue de Paris - MONETEAU-TN-Modification grille et entrefer dégrilleur	31 846,53
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Remplacement laveur de sables	84 604,81
QUENNE-STEU de QUENNE-TN-sonde radar VEGA point A2	155,92
LINDRY-STEU du Marais - LINDRY-TN-sonde radar VEGA point A2	155,92
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-sonde combinée N-NH4/N-NO3 file 1	1 012,52
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-sonde combinée N-NH4/N-NO3 file 2	1 012,52
VINCELLES-STEU de VINCELLES-TN-Déshydratation des boues par Géotube	2 814,54
AUGY-STEU d'AUGY-TN-Déshydratation des boues par Géotube	1 989,23
VINCELLES-STEU de VINCELLES-TN-chariot dosatron + raccordement	89,92
AUGY-STEU d'AUGY-TN-chariot dosatron + raccordements	165,38
STEU de GY L'EVEQUE-TN-chariot dosatron + raccordements	101,39
ESCOLIVES STE CAMILLE-STEU ESCOLIVES-TN-chariot dosatron + raccordements	83,25
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-TN-douche de sécurite FeCl3	322,80
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Audit ventilation désodorisation	16 876,41
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-transmetteur chaine de mesures redox/O2	1 727,70
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-sonde redox	452,08
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-sonde O2	778,96
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Installation de protection incendie condensateur	9 129,08
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Pose couverture sur canal de sortie	936,52
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Travaux de réhabilitation canal pré-traitement	576 814.53
Total	**935 180,23**

4.3.2 La situation sur les canalisations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation de réseau réalisé sur l'année :

Fonds de canalisation	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--RVT-AUGY - Conduite Rue des Prairies	267 454,69
AUXERRE--RVT-AUGY - Conduite Rue des Pinons	118 255,20
AUXERRE--RVT-APPOIGNY Rue du Pr Mocquot-Regard	6 106,61
Total	**391 816,5**

Renouvellement et réhabilitation des réseaux (hors fonds de canalisation)	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--RVT-Branchements Asst	208 741,45
AUXERRE--RVT-Accessoires de voirie	28 589,82
AUXERRE--RVT-ST GEORGES Rue d'Auxerre - Réparation collecteur	6 236,40
AUXERRE--RVT-Réparation réseau Rue Sutil	3 050,28
AUXERRE--RVT-Réparation réseau Rue de la Noue	3 050,28
Total	**249 668,23**

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES – OK GGO**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	239 397,81
Réseaux	249 668,23
Fonds Canalisation	391 816,5
Total	**880 882,54**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2023**	**2024**
Renouvellement	89 225,12	880 882,54

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Compte tenu du reliquat des exercices antérieurs, des dotations et des dépenses constatées, la situation du fonds de renouvellement en fin d'exercice est la suivante :

EXERCICE : 2024

En €uro Disponibilités du compte			ASSAINISSEMENT
Solde exercice précédent			138 342 €
Dotations SUEZ 2024 (actualisée)	K=	1,09660	577 095 €
Total des disponibilités			**715 437 €**
Total des imputations 2024			**489 066 €**
Solde du compte au 31/12/2024			**226 371 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

	Item	Dotations (montant actualisé)	Imputations	Solde
2023	Renouvellement usines STEP & PR	117 420 €	55 923 €	61 497 €
	Renouvellement branchements	82 507 €	10 818 €	71 689 €
	Renouvellement équipements hydrauliques	25 460 €	20 304 €	5 156 €
	Solde fonds de renouvellement	**225 387 €**	**87 045 €**	**138 342 €**
2024	Renouvellement usines STEP & PR	340 301 €	239 398 €	100 903 €
	Renouvellement branchements	180 954 €	208 741 €	-27 787 €
	Renouvellement équipements hydrauliques	55 839 €	40 927 €	14 912 €
	Solde fonds de renouvellement	**577 095 €**	**489 066 €**	**88 029 €**

- **FONDS DE CANALISATION**

EXERCICE : 2024

En €uro Disponibilités du compte			ASSAINISSEMENT
Solde exercice précédent			147 473 €
Dotations SUEZ 2024 (actualisées)	K=	1,09660	328 980 €
Total des disponibilités			**476 453 €**
Total des imputations 2024			**391 817 €**
Solde du compte au 31/12/2024			**84 636 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

Item	Dotation contractuelle de base	Dotations (montant actualisé)	Imputations	Solde
Exercice 2023	150 000 €	150 000 €	2 527 €	147 473 €
Exercice 2024	300 000 €	328 980 €	391 817 €	-62 837 €

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2023**	**2024**
Travaux neufs	135 842,97	935 180,23

Votre délégataire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.
SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- **8,9 milliards € de chiffre d'affaires**
- **10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)**

Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.
Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

La raison d'être de SUEZ
Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.

* Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding

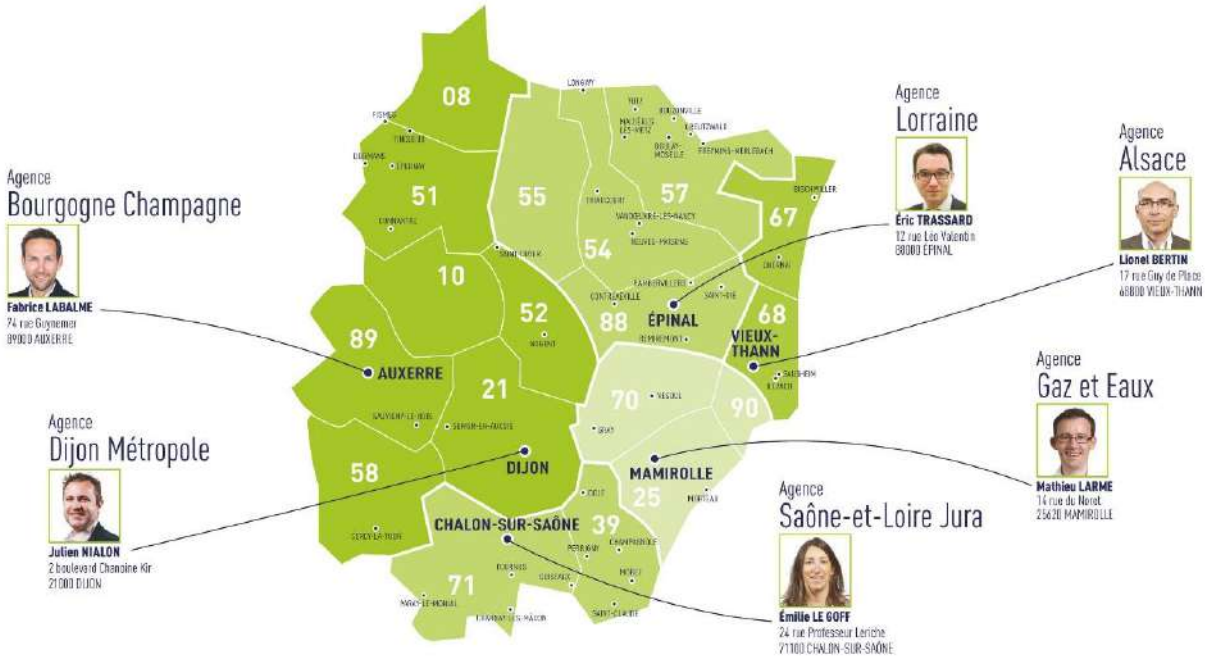
5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

- Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.
- 1090 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.
- Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** sont en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Alsace, Gaz & Eaux, Saône-et-Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.



Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 090
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
503 050	444 700	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238

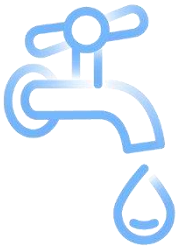
Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- SIVOM de de la Région Mulhousienne (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource



DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.

Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO_2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.

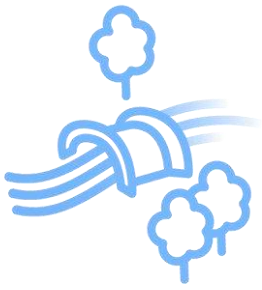
Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 090** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 100 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.1.2 Nos moyens logistiques

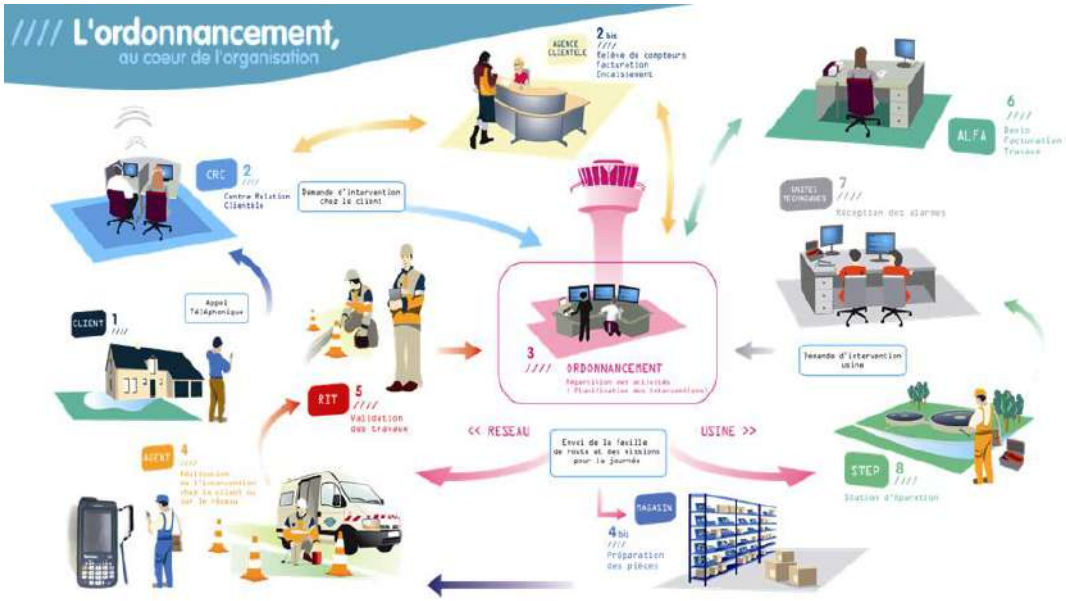
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux avec terrassement et d'exploitations, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système de gestion des interventions. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines, des sous-traitants, des véhicules, des engins et des matériels requis. Il permet :

- D'organiser le travail de nos agents,
- De suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- De répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- D'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et qui leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- Une optimisation des moyens disponibles (Hommes, sous-traitants, engins, matériels, etc…),
- Une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, logistique, etc…),
- Une communication facilitée avec les collectivités.

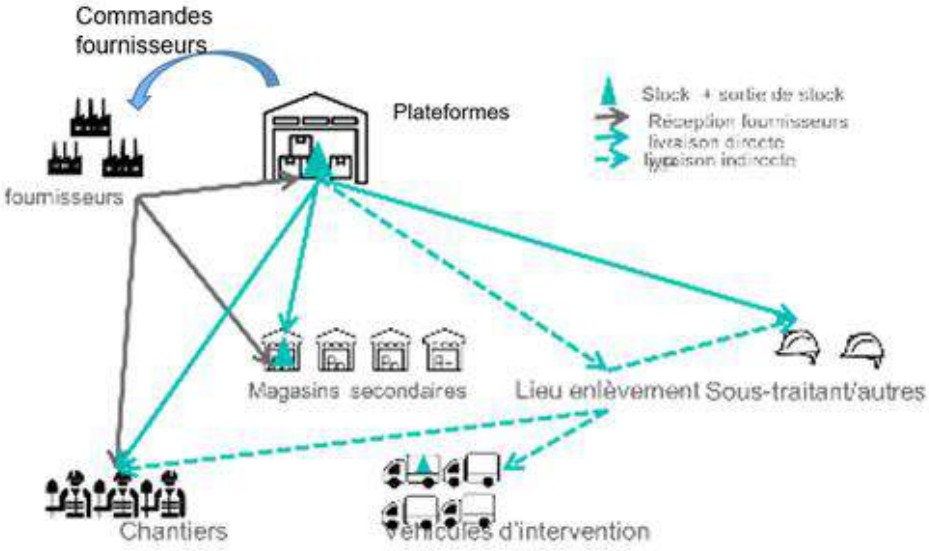


L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes des plateformes logistiques.
Ces 4 plateformes réparties sur le territoire ont industrialisé la supply chain en approvisionnant, stockant, préparant et expédiant les matériels référencés par la Direction des Achats. Un système d'information « LOG'Eau », dédié aux flux logistiques de pièces a été mis en œuvre.
Les expéditions concernent :

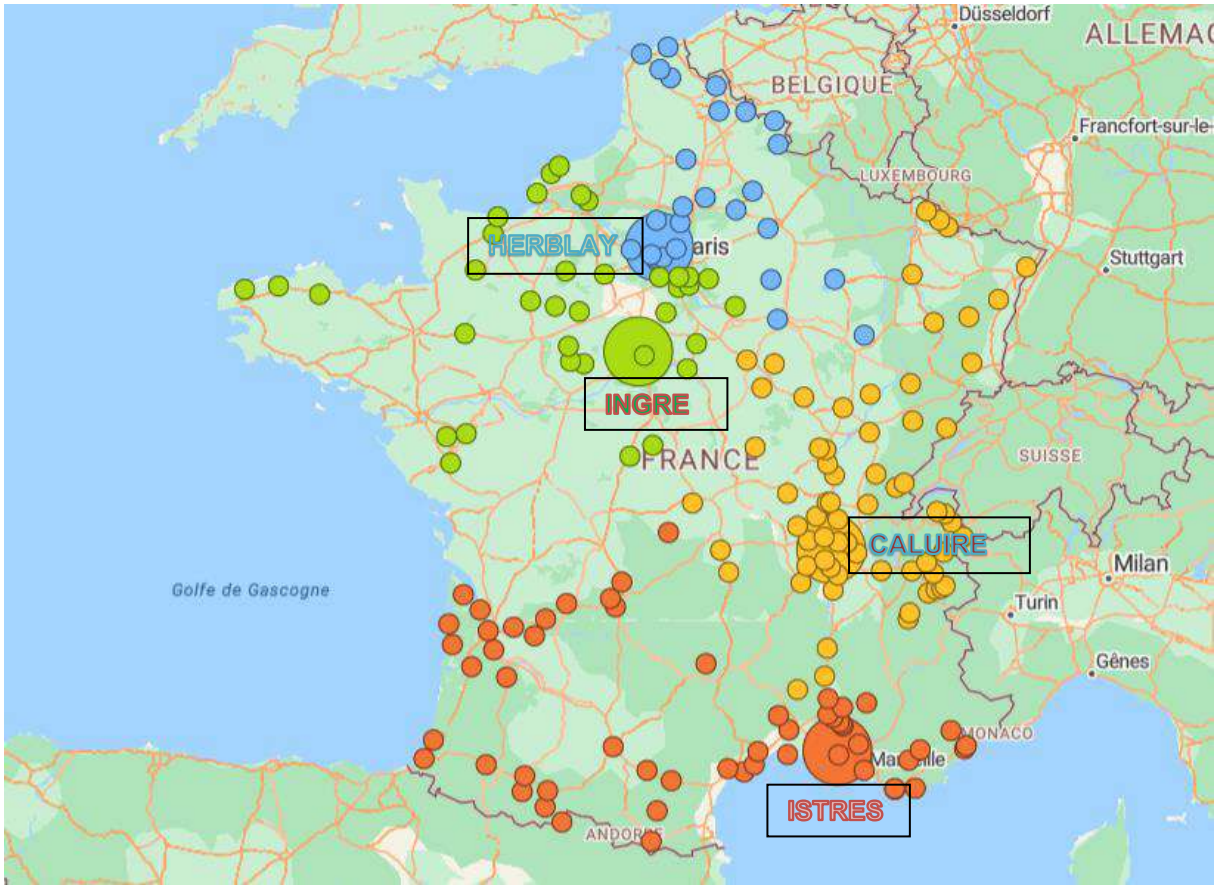
- D'une part des commandes spécifiques exprimées dans LOG'Eau pour des branchements ou chantiers,
- D'autre part des réassorts automatiques de dotations de magasin de proximité en région ou de dotations véhicules, basés sur les déclarations de sorties des agents sur leurs tablettes.

Les livraisons planifiées par les plateformes permettent d'approvisionner les commandes en amont de la date de réalisation et de maintenir à niveau les stocks des magasins de proximité au plus près des exploitants, pour répondre aux aléas de chantier.

Les stocks des véhicules permettent la réalisation d'interventions plus rapide, sans retour nécessaire à la base.
Des stocks stratégiques complètent les stocks de proximité en régions permettant d'avoir à disposition permanente les pièces indispensables au maintien du service aux clients.



La carte ci-dessous présentent l'implantation géographique des 4 plateformes logistiques et des magasins de proximité, qui sont au nombre de 200 environ.



6 Glossaire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**

Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**

Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)
  - **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
    - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
    - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
  - **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
  - **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du

linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

Annexes

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

7.1 Annexe 1 : Synthèse réglementaire

7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Il proroge jusqu'au 31 décembre 2025 **le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes**.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Le décret apporte **des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics**.

- Il relève à 300 000 euros hors taxes le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés innovants de défense ou de sécurité.
- Il prévoit les conditions dans lesquelles un groupement peut être constitué et sa composition modifiée dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue.
- Le décret relève la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession.
- Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise.
- Enfin, il intègre les mesures règlementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne.

ACTUALITE MARQUANTE POUR LA GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412
Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, **la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement**.
Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019
Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir

ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

7.1.2 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045
Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.

- La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.

- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé
- Marchés innovants de défense ou de sécurité
  - Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.
- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures

Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu

Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.

Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».

Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance

Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.

Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication**.**

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise
Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la

préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les

installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311,

2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les

organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :
1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;
3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.
Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les

obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :
- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).

En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.

ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)

- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité
- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)

Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127

Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.

Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263

Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244

Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785

Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143

Publics concernés : tout public.

Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements

sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.
Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702

Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.
Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.

Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.

Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :
a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***

Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.
Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :

Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.
II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »*

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.
Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application
Non applicable :
a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable
- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :
Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.
- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.
4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :
a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.
Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les

volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :
- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,
o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3
Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :
1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429
Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.
3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.

4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.
5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;
9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés.
Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si

leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.
Points clés :
- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.
Application :
- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).
Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :
Symbole
- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention
- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage
- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application
- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368

Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :
- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.
- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.

4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.
Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441

Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :

« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant

l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.
A retenir modification de l'article 5 :
- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques

extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;
c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.
Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques.
De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.

Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.
la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025, les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les

mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940

Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.

Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.

Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.

Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.

Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304

Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.

Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.

Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.

Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288

Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.

Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques

Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203

Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :

- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.

Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.

Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=

La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtylrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=

Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018

Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.

Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.

Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
160 rue Henri Champion 72030 LE MANS cedex 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre ..... 150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine ..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) ..... 100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation ..... 30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 6 janvier 2025

MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances
IDU REP Eco circulaire FR231780_03XLOT

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Tour CB 21 16, place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2024/FR00039254LI/184878, pour valoir ce que de droit le 16/12/2024.

XL Insurance

ADVANCED SEAL ELECTRONIC

7.4 Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant :

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	34
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	28
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	33
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	45
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	33
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	2
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	50
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	27
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	27
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	11
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	24
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	5
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	10
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	11
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	62
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
APPOIGNY	PR de la Planchette - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	39
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	35
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	56
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	30
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	9
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	10
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	50
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	49
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	11
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	15
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	9
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	48
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	11
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	2
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	28
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	6
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	4
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	26
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	35
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	38
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
CHARBUY	PR Charmotiere - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
CHARBUY	PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	49
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
CHARBUY	PR des Mésanges - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
CHARBUY	PR des Patouillats - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
CHARBUY	PR du Coteau Bas - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
CHARBUY	PR du Coteau Haut - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
CHARBUY	PR Gros Chêne - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	11
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
CHARBUY	PR Lagune - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
CHARBUY	PR Maillot - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	41
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
CHARBUY	PR voie du Tremble - CHARBUY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	190
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
ESCAMPS	PR de l'Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	235
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR de Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	226
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	4
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	238
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR du Moulin Brûlé - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	187
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	235
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	5
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR RD1 - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	227
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
ESCAMPS	PR Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	36
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	15
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	30
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	41
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	44
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	28
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	33
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Beaume - GURGY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	46
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	28
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
IRANCY	PR IRANCY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
IRANCY	PR IRANCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
IRANCY	PR IRANCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
IRANCY	PR IRANCY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	34
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1

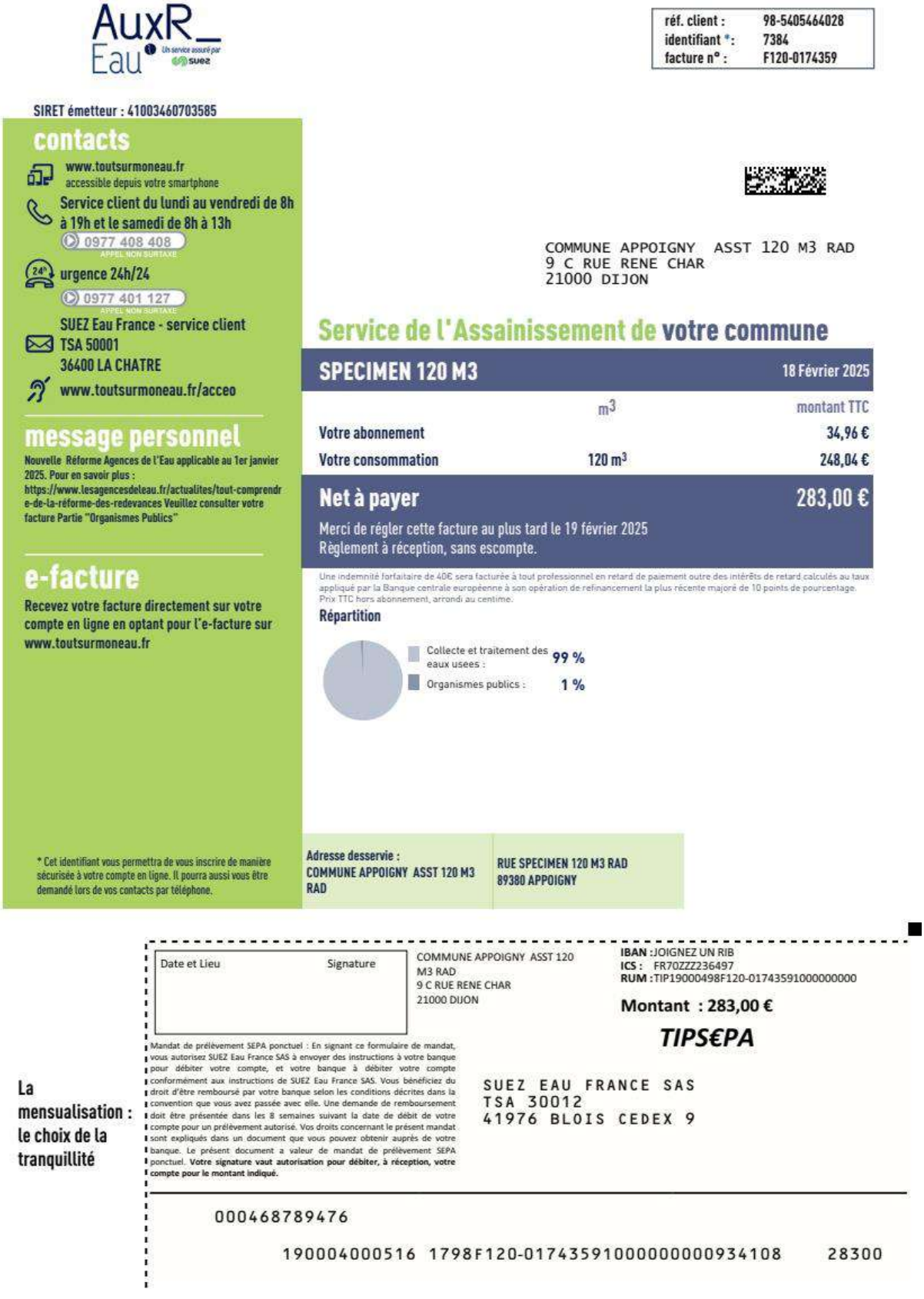
Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	5
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	13
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	32
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	48
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	36
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	9
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	48
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	41
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	35
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	33
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	12
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	183
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	38
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 MONTIGNY LA RESLE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	24
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	5
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	4
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	10
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	9
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELLES	PR Camping - VINCELLES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	43
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
VINCELLES	PR D606 - VINCELLES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELLES	PR de la Cave - VINCELLES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2024**
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELOTTES	PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELOTTES	PR 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
VINCELOTTES	PR de Bailly - VINCELOTTES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELOTTES	PR de Cravant - VINCELOTTES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
VINCELOTTES	PR Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	15

7.5 Les factures 120m3 par commune



AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client : 98-5405464028
identifiant * : 7384
facture n° : F120-0174359

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie : COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89380 APPOIGNY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174359100000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468789476

190004000516 1798F120-0174359100000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174359-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174359000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 5405464028).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-0932213758
identifiant * :	9380
facture n° :	F120-0174371

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	229,56 €

Net à payer 264,52 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 AUGY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174371100000000

Montant : 264,52 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000468812172

190004000516 4798F120-0174371100000000941108 26452

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174371-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			237.27		261.00
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,74	88,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			240,47		
MONTANT TVA (10.0 %)			24,05		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					264,52
Net à payer					**264,52 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174371000264524N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 0932213758).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-8341076472
identifiant * :	8126
facture n° :	F120-0174372

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 AUXERRE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174372100000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468819057

190004000516 5998F120-0174372100000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174372-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174372000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 8341076472).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-4981937531
identifiant * :	8544
facture n° :	F120-0174374

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU ASST 120 M
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	186,00 €

Net à payer 220,96 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 98 %
Organismes publics : 2 %

Adresse desservie :
COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU
ASST 120 M

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89230 BLEIGNY LE CARREAU

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU ASST 120 M
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174374100000000

Montant : 220,96 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468713659

190004000516 8398F120-0174374100000000925108 22096

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174374-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			197.67		217.44
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,41	49,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			200,87		
MONTANT TVA (10.0 %)			20,09		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					220,96
Net à payer					**220,96 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174374000220964N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 4981937531).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-3952259194
identifiant * :	9561
facture n° :	F120-0174382

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	269,16 €

Net à payer 304,12 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89113 BRANCHES

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174382100000000

Montant : 304,12 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468714960

190004000516 7298F120-0174382100000000914108 30412

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174382-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			273.27		300.60
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,04	124,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			276,47		
MONTANT TVA (10.0 %)			27,65		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					304,12
Net à payer					**304,12 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174382000304124N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 3952259194).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-1977601090
identifiant * :	6914
facture n° :	F120-0174384

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE CHAMPS SUR YONNE ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	274,44 €

Net à payer 309,40 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE CHAMPS SUR YONNE ASST 120 M3
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 CHAMPS SUR YONNE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE CHAMPS SUR YONNE
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174384100000000

Montant : 309,40 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468700981

190004000516 9698F120-0174384100000000933108 30940

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174384-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			278.07		305.88
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,08	129,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			281,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			28,13		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					309,40
Net à payer					**309,40 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174384000309404N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 1977601090).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-7978508379
identifiant * :	1379
facture n° :	F120-0174387

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-reforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	244,08 €

Net à payer 279,04 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89113 CHARBUY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174387100000000

Montant : 279,04 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468867172

190004000516 3298F120-0174387100000000952108 27904

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174387-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			250.47		275.52
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,85	102,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			253,67		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,37		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					279,04
Net à payer					**279,04 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174387000279044N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 7978508379).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-0293712113
identifiant * :	5573
facture n° :	F120-0174391

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	240,12 €

Net à payer 275,08 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89580 COULANGES LA VINEUSE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01743911000000000

Montant : 275,08 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468910292

190004000516 7398F120-01743911000000000944108 27508

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174391-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			246.87		271.56
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,82	98,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			250,07		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,01		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					275,08
Net à payer					**275,08 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174391000275084N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 0293712113).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-0930015599
identifiant * :	1533
facture n° :	F120-0174393

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-reforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	347,04 €

Net à payer 382,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89240 ESCAMPS

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174393100000000

Montant : 382,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468820148

190004000516 9798F120-0174393100000000936108 38200

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174393-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			344.07		378.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,63	195,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			347,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			34,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					382,00
Net à payer					**382,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174393000382004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 0930015599).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-8172657409
identifiant * :	9223
facture n° :	F120-0174396

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 18 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	282,36 €

Net à payer 317,32 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 19 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 ESCOLIVES STE CAMILLE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174396100000000

Montant : 317,32 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000468866036

190004000516 3398F120-0174396100000000931108 31732

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174396-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			285.27		313.80
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,14	136,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			288,47		
MONTANT TVA (10.0 %)			28,85		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					317,32
Net à payer					**317,32 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174396000317324N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 8172657409).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-9792303425
identifiant * :	7088
facture n° :	F120-0174439

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE GURGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE GURGY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89250 GURGY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE GURGY ASST 120
M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174391000000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470032256

190004000516 0598F120-01744391000000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174439-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174439000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 9792303425).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-0465794481
identifiant * :	9568
facture n° :	F120-0174440

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE GY L EVEQUE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	273,12 €

Net à payer 308,08 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE GY L EVEQUE ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89580 GY L EVEQUE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE GY L EVEQUE ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174401000000000

Montant : 308,08 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000469914089

190004000516 1098F120-0174440100000000930108 30808

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174440-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			276.87		304.56
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,07	128,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			280,07		
MONTANT TVA (10.0 %)			28,01		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					308,08
Net à payer					**308,08 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174440000308084N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 0465794481).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-9229141336
identifiant * :	7966
facture n° :	F120-0174444

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	189,96 €

Net à payer 224,92 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 98 %
Organismes publics : 2 %

Adresse desservie : COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89290 IRANCY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01744441000000000

Montant : 224,92 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000470250413

190004000516 5898F120-01744441000000000933108 22492

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174444-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			201.27		221.40
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,44	52,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			204,47		
MONTANT TVA (10.0 %)			20,45		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					224,92
Net à payer					**224,92 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174444000224924N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 9229141336).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-0055882378
identifiant * :	1592
facture n° :	F120-0174446

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE JUSSY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	195,24 €

Net à payer 230,20 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 98 %
Organismes publics : 2 %

Adresse desservie :
COMMUNE JUSSY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 JUSSY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE JUSSY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01744461000000000

Montant : 230,20 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000469956558

190004000516 8298F120-01744461000000000909108 23020

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174446-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			206.07		226.68
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,48	57,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			209,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			20,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					230,20
Net à payer					**230,20 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174446000230204N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 0055882378).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-9449990210
identifiant * :	6353
facture n° :	F120-0174447

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE LINDRY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	324,60 €

Net à payer 359,56 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE LINDRY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89240 LINDRY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE LINDRY ASST 120
M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01744471000000000

Montant : 359,56 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470242879

190004000516 9498F120-01744471000000000961108 35956

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174447-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			323.67		356.04
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,46	175,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			326,87		
MONTANT TVA (10.0 %)			32,69		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					359,56
Net à payer					**359,56 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174447000359564N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 9449990210).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-7987851907
identifiant * :	1261
facture n° :	F120-0174449

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-reforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE MONETEAU ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE MONETEAU ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89470 MONETEAU

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE MONETEAU ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174449100000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000470200693

190004000516 1898F120-0174449100000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174449-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174449000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 7987851907).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-3100533478
identifiant * :	9408
facture n° :	F120-0175181

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE MONTIGNY LA RESLE ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 3 Mars 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	261,24 €

Net à payer 296,20 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 04 mars 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE MONTIGNY LA RESLE ASST 120 M3

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89230 MONTIGNY LA RESLE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE MONTIGNY LA RESLE
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0175181100000000

Montant : 296,20 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000481589671

190004000516 4798F120-0175181100000000951108 29620

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0175181-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			266.07		292.68
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,98	117,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			269,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			26,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					296,20
Net à payer					**296,20 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0175181000296204N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 3100533478).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-8813538004
identifiant * :	6374
facture n° :	F120-0175165

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 3 Mars 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	240,12 €

Net à payer 275,08 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 04 mars 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 PERRIGNY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01751651000000000

Montant : 275,08 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000481350073

190004000516 6998F120-01751651000000000944108 27508

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0175165-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			246.87		271.56
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,82	98,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			250,07		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,01		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					275,08
Net à payer					**275,08 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0175165000275084N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 8813538004).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-6522995034
identifiant * :	8795
facture n° :	F120-0174450

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE QUENNE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	188,64 €

Net à payer 223,60 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 98 %
Organismes publics : 2 %

Adresse desservie : COMMUNE QUENNE ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89290 QUENNE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE QUENNE ASST 120
M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174501000000000

Montant : 223,60 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000470185715

190004000516 2398F120-0174450100000000922108 22360

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174450-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			200.07		220.08
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,43	51,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			203,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			20,33		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					223,60
Net à payer					**223,60 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174450000223604N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 6522995034).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-4098346507
identifiant * :	9718
facture n° :	F120-0174451

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ST BRIS LE VINEUX ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	288,96 €

Net à payer 323,92 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE ST BRIS LE VINEUX ASST 120 M3
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89530 ST BRIS LE VINEUX

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE ST BRIS LE VINEUX
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174511000000000

Montant : 323,92 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470091665

190004000516 3598F120-0174451100000000935108 32392

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174451-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			291.27		320.40
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,19	142,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			294,47		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,45		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					323,92
Net à payer					**323,92 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174451000323924N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 4098346507).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-5142411497
identifiant * :	9516
facture n° :	F120-0174453

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ST GEORGES ASST 120 M3 RAD2
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	277,08 €

Net à payer 312,04 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE ST GEORGES ASST 120 M3 RAD2
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 ST GEORGES SUR BAULCHE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE ST GEORGES ASST
120 M3 RAD2
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174531000000000

Montant : 312,04 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470007176

190004000516 5998F120-0174453100000000912108 31204

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174453-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			280.47		308.52
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France collecte du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,10	132,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			283,67		
MONTANT TVA (10.0 %)			28,37		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					312,04
Net à payer					**312,04 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174453000312044N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 5142411497).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-8382950846
identifiant * :	1411
facture n° :	F120-0174454

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	294,24 €

Net à payer 329,20 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie : COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89580 VALLAN

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174541000000000

Montant : 329,20 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470216762

190004000516 7198F120-0174454100000000937108 32920

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174454-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			296.07		325.68
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,23	147,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			299,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					329,20
Net à payer					**329,20 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174454000329204N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 8382950846).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-5220404470
identifiant * :	5092
facture n° :	F120-0175168

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VILLEFARGEAU ASST 120 M3 RAD1
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 3 Mars 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	314,04 €

Net à payer 349,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 04 mars 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE VILLEFARGEAU ASST 120 M3 RAD1
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89240 VILLEFARGEAU

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VILLEFARGEAU ASST
120 M3 RAD1
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01751681000000000

Montant : 349,00 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000481358947

190004000516 0598F120-01751681000000000941108 34900

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0175168-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			314.07		345.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,38	165,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			317,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			31,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					349,00
Net à payer					**349,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0175168000349004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 5220404470).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-1702027486
identifiant * :	9739
facture n° :	F120-0174455

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	241,44 €

Net à payer 276,40 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES ASST 120
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89230 VILLENEUVE ST SALVES

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174455100000000

Montant : 276,40 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000469963479

190004000516 8398F120-0174455100000000947108 27640

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174455-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			248.07		272.88
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,83	99,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			251,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,13		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					276,40
Net à payer					**276,40 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174455000276404N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 1702027486).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-1417261439
identifiant * :	8530
facture n° :	F120-0174459

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 VINCELLES

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0174459100000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000470167859

190004000516 3198F120-0174459100000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174459-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174459000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 1417261439).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client :	98-6247736841
identifiant * :	9056
facture n° :	F120-0174463

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-réforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VINCELOTTES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,96 €
Votre consommation	120 m³	248,04 €

Net à payer 283,00 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie :
COMMUNE VINCELOTTES ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 VINCELOTTES

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VINCELOTTES ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01744631000000000

Montant : 283,00 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000470058546

190004000516 7298F120-01744631000000000934108 28300

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174463-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			254.07		279.48
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	2	15,89	31,78	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,9724	116,69	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3.20		3.52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			257,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			25,73		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					283,00
Net à payer					**283,00 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

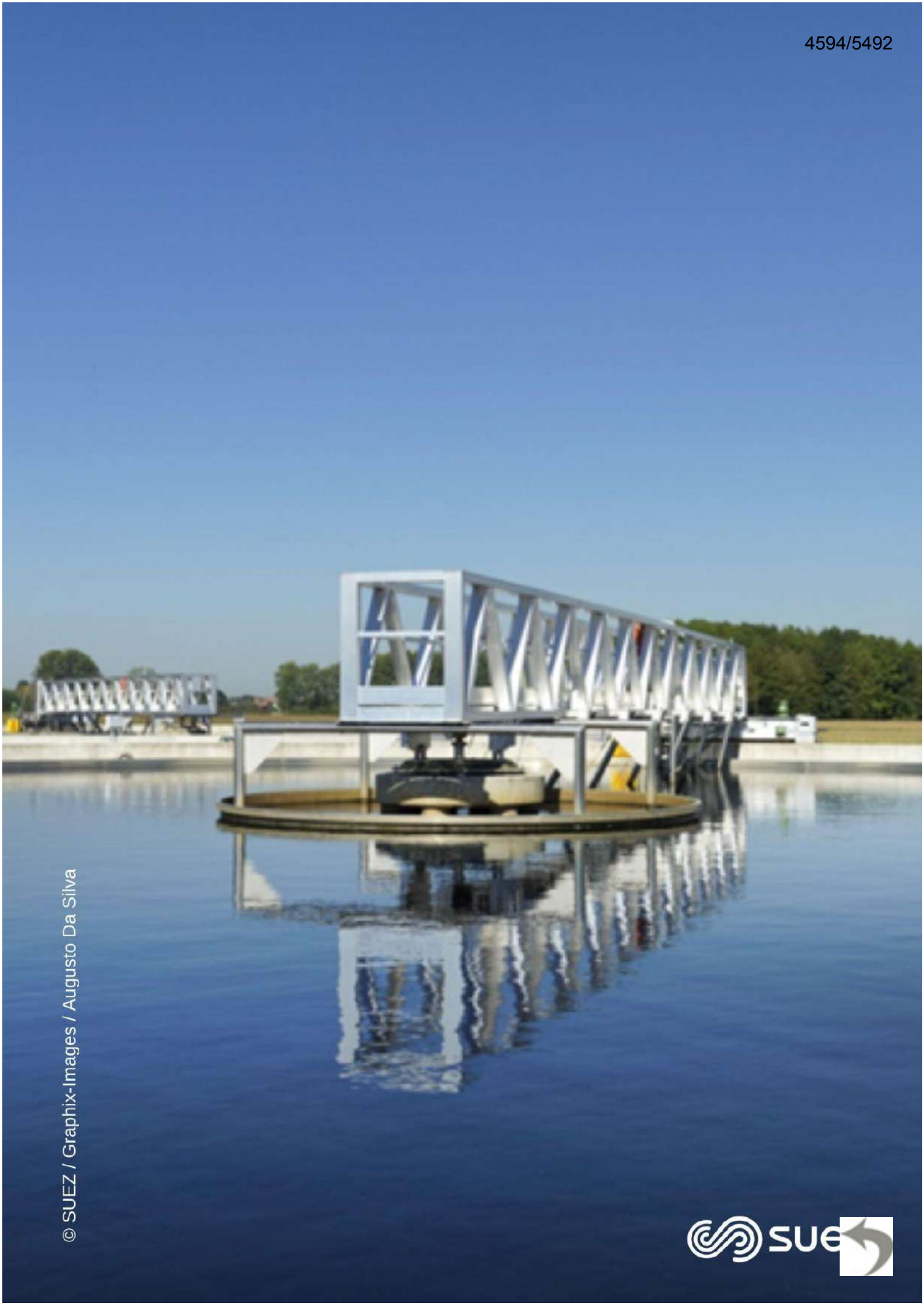
SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174463000283004N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 6247736841).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

4594/5492



© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

4595/5492

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU VAL DE BAULCHE

Fin de contrat au 30/09/2024

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 10
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 11
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 12
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 13

2 | Présentation du service 15

2.1 Le contrat 17
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 18
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 18
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 18
2.2.3 La relation clientèle 19
2.3 L'inventaire du patrimoine 21
2.3.1 Le système d'assainissement 21
2.3.2 Les biens de retour 22

3 | Qualité du service 27

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 29
3.1.1 La pluviométrie 29
3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement 29
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 31
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 31
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 33
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 35
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 38
3.3 Le bilan de la relation client 41
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 41
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 42
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 42
3.3.4 L'activité de gestion clients 42
3.3.5 La relation clients 44
3.3.6 L'encaissement et le recouvrement 44
3.3.7 Le fonds de solidarité 45
3.3.8 Les dégrèvements pour fuite 45
3.3.9 Le prix du service de l'assainissement 46

4 | Comptes de la délégation 49

4.1 Le CARE 50
4.1.1 Le CARE 50
4.1.2 Le détail des produits 52
4.2 Les reversements 53
4.2.1 Les reversements à la collectivité 53
4.3 La situation des biens et des immobilisations 54
4.3.1 La situation sur les installations 54
4.4 Les investissements contractuels 55
4.4.1 Le renouvellement 55

5 | Votre délégataire 57

5.1 Notre organisation 60
5.1.1 La Région 60
5.1.2 Nos moyens logistiques 66

6 | Glossaire 69

7 | Annexes 79

7.1 Synthèse réglementaire 81
7.1.1 Les évolutions réglementaires 81
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 115
7.3 Attestations d'assurance 120

Synthèse de l'année

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages de l'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et de l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030.
Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous – est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.
Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.
Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparait donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.
Cependant, dans les métiers de l'eau et l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.
Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contrevaleurs.
Les modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.
L'année 2025 reste une année de transition avec des redevances de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et de l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs, ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de la loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau

et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
- La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.
- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie - Amiante
Le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maitres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.
A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
Il convient donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.
Dans ce contexte, afin d'accompagner ses clients dans le temps par la connaissance patrimoniale de la présence d'amiante, Suez proposera d'utiliser un dispositif de capitalisation et cartographie des résultats collectés à l'occasion de la recherche d'amiante avant Travaux. Ceci permettra de disposer de cette information de manière pérenne, et d'apporter une sécurité plus importante tout en conduisant à une baisse progressive des coûts des travaux concernés.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Travaux de renouvellement et réparations :

Les deux pompes du poste de relevage entrée station ont été renouvelées ainsi que la pompe du poste toutes eaux.

Amélioration du système de traitement des eaux usées :

La maintenance préventive effectuée sur la presse a permis de réduire les arrêts intempestifs de cette dernière sur défaut.

Qualité du rejet et des boues :

L'arrêté du 21 juillet 2015 impose la réalisation d'au moins 12 bilans d'autosurveillance. Au cours de l'année 2024, 12 bilans ont été réalisés et tous respectent les concentrations de rejet réglementaires. Toutefois, nous avons 8 bilans non conformes car des dépassements ont été constatés sur le rendement épuratoire.

La Police de l'eau a proposé d'étudier une demande de modification de l'arrêté d'exploitation du système de traitement du 20 juin 2001, dans lequel aucune condition n'est définie entre le respect du rendement épuratoire et des concentrations de sortie. Par défaut, la condition utilisée actuellement est donc « ET » ce qui entraine les non-conformités répétées, puisque les eaux claires parasites drainées par le réseau entrainent une charge hydraulique importante et expliquent les mauvais rendements et les non-conformités. Cette révision de l'arrêté permettrait de modifier la condition par un « OÙ ».

Les analyses effectuées sur les boues stockées ont été conformes et n'ont pas présenté de dépassement des seuils réglementaires.

L'intégralité des boues présentes dans l'aire de stockage a pu être épandue soit 386 m^3, ce qui représente près de 79 tonnes de matières sèches.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

1 909 clients assainissement collectif

171 935 m³ d'eau assujettis

4,5 km de réseau total d'assainissement

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007						
Thème	**Indicateur**	**2022**	**2023**	**2024**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	4 118	4 092	4 024	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	1 903	1 911	1 909	Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)	0	0	0	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	4,48	4,48	4,48	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	0	80,39	78,74	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	1,2503	1,36547	-	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	75	90	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	3	1	0	Nombre	A

Le Tarif au 01/01/2025 n'est pas présenté puisque le contrat est arrivé à son terme le 30/09/2024.

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/10/2016	30/09/2024	Affermage

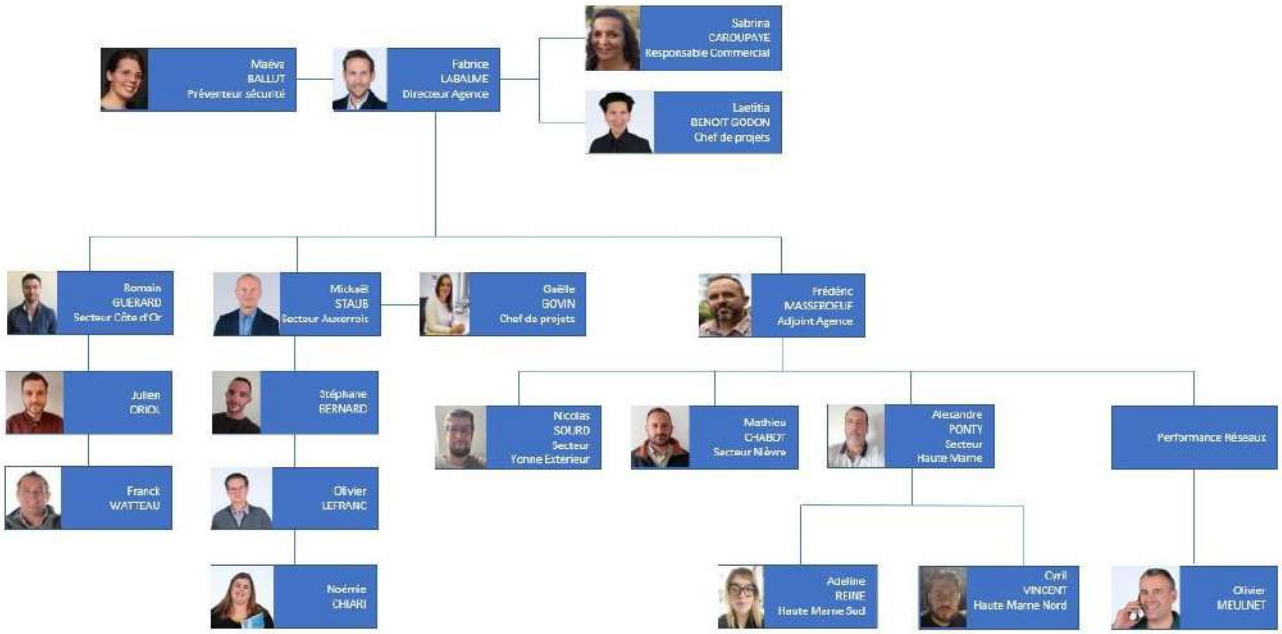
Les communes faisant partie du contrat sont les suivantes :

- Saint-Georges-sur-Baulche
- Villefargeau

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),

- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.
Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entrainer les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatique et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.
- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 127 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

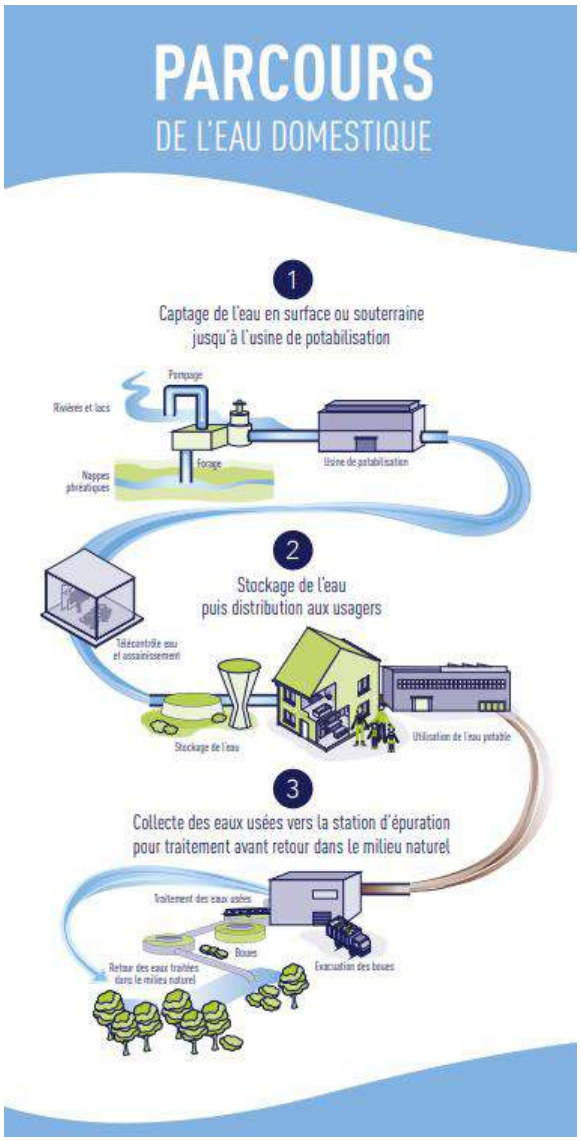
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type et par commune (ml)				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	469	469	0,0%
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	42	42	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	2 581	2 581	0,0%
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	1 392	1 392	0,0%
Linéaire total (ml)		**4 484**	**4 484**	**0,0%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)					
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux usées	Gravitaire	63	446	3	**511**
Eaux usées	Refoulement	-	3 973	-	**3 973**
Total		**63**	**4 419**	**3**	**4 484**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	-	4 484	-
Régularisations de plans	0	0	0
Situation actuelle	**0**	**4 484**	**0**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements publics eaux usées	1 492	1 492	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Regards réseau	8	8	0,0%
VILLEFARGEAU	Branchements publics eaux usées	383	383	0,0%

- **LES POINTS DE REJET AU MILIEU NATUREL**

Les points de rejets au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel	
Commune	**Site**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO STEP St Georges de Baulches

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	2008	13	m³/h
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	2003	40	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2007	4 000

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2024**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	99
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	99,9
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	15
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	100
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**110**

3 Qualité du service

© SUEZ / Franck Dunouau

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

Pluviométrie annuelle (mm)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	525,6	657,8	674	2,5%

3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Le tableau suivant détaille les caractéristiques de fonctionnement de chaque poste de relèvement.

Fonctionnement des postes de relèvement		
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	3 455
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	3 048
Total		**6 503**

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	1	0
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	1	0
Total		**2**	**0**

Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	22/02/2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire de commande chlorure	22/02/2024

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements

Commune	Site	Type ITV	Groupe	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0	3	0	-100,00%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0	0	4	-
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2	4	2	-50,00%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	42	24	23	-4,17%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1	0	1	-
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1	0	0	-
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	4	0	-100,00%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	48	36	22	-38,89%

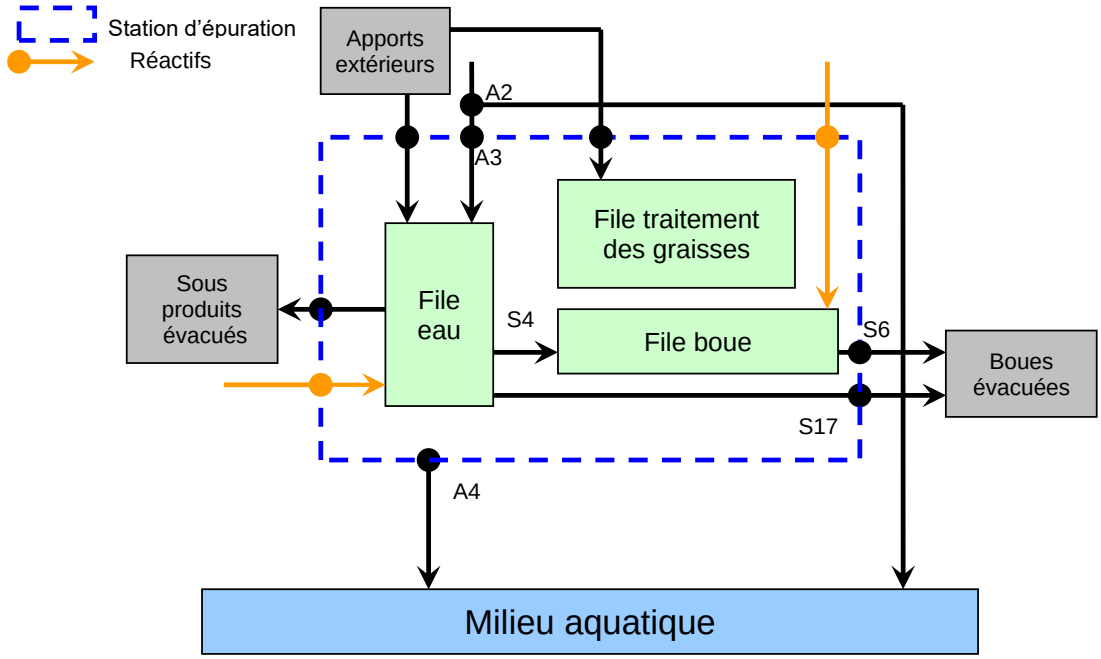
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

Typologie des points de mesure réglementaires SANDRE :

Code Sandre du type de point réglementaire	Libellé du type de point réglementaire	Ouvrage concerné	Nombre de points possibles au sein de l'ouvrage concerné	Nature du support concerné
A2	Déversoir en tête de station	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A3	Entrée Station	Station d'épuration	1	Eau
A4	Sortie Station	Station d'épuration	1	Eau
A5	By-pass	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A7	Apports extérieurs	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A8	Eau traitée réutilisée	Station d'épuration	0 à 1	Eau

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

EXEMPLE D'UN SCHEMA TYPE D'UN SYSTEME DE TRAITEMENT



Typologie des points logiques « SANDRE » au niveau du système de traitement :

A2 : Déversoirs en tête de station (S16)
A3 : Entrée des eaux usées en provenance du système de collecte sur la station (S1)
A4 : Les sorties d'eaux usées traitées qui sont rejetées dans le milieu naturel (S2)
S4 : Boues extraites de la file eau avant traitement sur la file boue
S6 : Boues évacuées après traitement sur la filière boue de la station
S17 : Boues extraites et évacuées sans traitement
Sous-produits évacués : Huiles/graisses (S9), Sable (S10) et refus de dégrillage (S11) produits et évacués sans traitement
Apports extérieurs : Boues (S5), Huiles/graisses (S7), matières de vidanges (S12) et produits de curage (S13) ne provenant pas de la station

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	316 594	346 487	357 825	3,3%
Total		**316 594**	**346 487**	**357 825**	**3,3%**

- **LES VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION (A2)**

Volumes déversés en tête de station (en m³)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	34 455	44 488	94 792	113,1%
Total		**34 455**	**44 488**	**94 792**	**113,1%**

Les données collectées sur le point A2-déversoir en tête correspondent à la fois aux données enregistrées sur le point de by-pass de l'entrée du système de traitement mais également aux données issues du déversoir d'orage en amont du canal d'entrée qui a été mis en place en février 2021.

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	324 259	381 891	372 949	- 2,3%
Total		**324 259**	**381 891**	**372 949**	**- 2,3%**

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)	
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2024
DBO5	97
DCO	359
MeS	133
NG	44,4
Pt	4,5

Les données sont pour toute l'année 2024.

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative de la consommation d'eau potable et non potable ainsi que celle des réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement.

Consommation de réactifs						
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Unité	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	24 243	30 196	26 090	- 13,6%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	7 020	27 962	15 207	- 45,6%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	925	1 250	825	- 34,0%
Consommation Eau	Eau Potable	m³	1 955	1 088	1 294	18,9%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues				
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	39,2	51,7	42,8	- 17,1%
Production (m³/an)	3 877,5	6 526	4 753	- 27,2%
Siccité moyenne (%)	1,1	0,8	0,94	17,5%

L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues						
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Filière	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Epandage	355 000	308 000	386 000	25,3%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	58 930	80 388	78 744	- 2,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Epandage	355	308	386	25,3%

L'analyse des boues

Les boues produites et valorisées en épandage agricole font l'objet d'analyses. Ce tableau résume les analyses réalisées.

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	Type	Nombre	Conformité (O/N)
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Composés organiques	2	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Eléments traces	2	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Valeur agronomique	4	Oui

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous-produits évacués						
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Filière**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	3 990	7 220	3 230	- 55,3%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	4,14	8,2	7	- 14,6%
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Poids (kg)	STEP	11 840	0	29 260	-
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Volume (m³)	STEP	11,98	0	53,77	-

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	211 806	211 992	159 334	- 24,8%
Total		**211 806**	**211 992**	**159 334**	**- 24,8%**

La donnée 2024 n'est que sur les 9 mois du contrat.

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

2020 est une année inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social. Dans ce contexte si particulier, SUEZ reste plus que jamais déterminé à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Lors du premier confinement les Plans de Continuité d'Activités ont été activés

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service
SUEZ a effectué une revue de risques des différentes fonctions pour en adapter les modalités. SUEZ s'est assuré de l'approvisionnement en équipements de protection individuelle essentiels à l'activité de nos salariés (notamment en masques et gel hydroalcoolique)

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a dû adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis

en place un télétravail massif des collaborateurs, dès le 1er confinement le 17 Mars 2020, nécessitant une adaptation des infrastructures informatiques et du matériel mis à disposition avec une sécurisation informatique accrue pour faire face au risque de cyber-attaque. Pour accompagner cette organisation du travail, SUEZ a aussi mis à la disposition de ses collaborateurs un guide du télétravail en période de Covid-19 (conseils sur les gestes et posture à adopter, équilibre vie pro-perso, gestion guide sur le management à distance) et a renforcé ses formations sur les outils digitaux. Enfin, un guide des consignes prévention Covid-19 a été établi et régulièrement mis à jour pour préciser les modalités d'application des règles sanitaires pour les métiers de l'ensemble des collaborateurs.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Des newsletters spéciales Covid-19 ont été envoyées régulièrement aux élus et directeurs de services des collectivités afin de les informer des mesures déployées sur le territoire. Les clients particuliers ont également été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Tous les canaux et outils de relation clients consommateurs ont également été adaptés au contexte tout au long de la crise et en temps réel :

- les messages d'accueil des serveurs téléphonique ont été modifiés pour rediriger nos clients vers les outils digitaux,
- des messages ont été intégrés aux factures informant par exemple de la suspension momentanée des relevés manuels sur compteurs, du calcul estimé du montant de la prochaine facture avant régularisation sur la facture suivante,
- plusieurs campagnes mail ont été lancées : promotion des outils digitaux (site TSME et Compte en Ligne) pour les clients particuliers et les clients Grands Comptes, qualité de l'eau en période épidémique, sortie de crise,…
- la page d'actualité du site Toutsurmoneau a également été régulièrement mise à jour via le carrousel d'actualité visible sur la page d'accueil,
- une campagne spécifique sur les difficultés de paiement « faire face ensemble aux difficultés » a été diffusée sur une partie du territoire,
- des affiches ont été apposées pour informer les clients des accueils fermés et des solutions de contacts alternatives mises en place

Pilotage à distance des infrastructures et des services
Ces centres de pilotages intelligents qui récupèrent les données des capteurs placés sur les installations (réseau et usines) se sont révélés être des dispositifs clés pour traverser la crise sanitaire. Ils ont été un soutien pour nos collaborateurs de terrain et les garants de la continuité de service.

Une chaine achats-logistique mobilisée
Les achats et la logistique Suez se sont mobilisés pour assurer la continuité des approvisionnements. Malgré les fermetures d'usines de fournisseurs et les perturbations du transport, la disponibilité des pièces et matières nécessaires aux interventions et au fonctionnement des installation a ainsi pu être assurée, ainsi que la distribution des équipements de protection sanitaires pour les collaborateurs.

Une digitalisation renforcée pour répondre aux demandes de nos clients consommateurs.
Les communications vers les clients ont été renforcées pour les inviter à se rendre prioritairement sur le site « Tout sur mon Eau » accessible 24/7 pour y réaliser chaque fois que possible leurs démarches et leurs recherches d'informations. De même les clients ont été incités à privilégier le contact par email plutôt que par téléphone.
Les clients ont plébiscité le site Tout sur mon Eau et les transactions digitales ont ainsi progressé de 46% sur l'année sur un panier d'actes comprenant les souscriptions et résiliations d'abonnement, les déposes de relevé, les paiements par carte bancaire, les souscriptions prélèvement et mensualisation, le passage en e-facture, les demandes de contacts par formulaire email...

Définition des activités prioritaires
Les équipes de la Relation Client ont assuré la continuité de service pour satisfaire toutes les demandes des clients. L'activité de nos centres d'appels téléphoniques a été réorganisée pour répondre aux urgences telles que les fuites avant compteur, ou sur la chaussée, les casses de canalisations ainsi que les emménagements et déménagements.

Innover pour se préparer aux risques à venir :
Véritables outils de protection de la santé des citoyens, le projet OBEPINE et l'offre COVID City Watch proposent aux collectivités locales de mieux évaluer la circulation du virus sur leur territoire, de mieux anticiper et d'adapter les mesures sanitaires à adopter à l'échelle des quartiers.

- **Le projet OBEPINE**

À la demande de l'État, SUEZ a participé à la création d'un observatoire épidémiologique de la Covid-19, basé sur la surveillance de la concentration virale dans les eaux usées de grandes villes françaises.
Les premiers résultats du programme OBEPINE (OBservatoire EPIdémiologique daNs les Eaux usées) montrent que la charge virale dans les eaux usées, mesurée pendant le pic épidémique, est corrélée aux indicateurs de santé publique (incidence des cas et mortalité). La mesure du virus dans les eaux usées peut donc aider à une approche simple et rapide de suivi épidémiologique.
Dans le cadre de son partenariat avec l'Université de Lorraine, SUEZ est un précurseur dans la recherche épidémiologique utilisant les eaux usées. Grâce à ses capacités de R&D et à sa connaissance fine des systèmes d'assainissement, SUEZ souhaite jouer un rôle majeur dans ce projet de R&D, en particulier vis-à-vis de l'analyse des échantillons, mais aussi de la gestion et de l'interprétation des données.

- **L'offre City Watch**

Dans le cadre du programme de recherche OBEPINE, la charge virale dans les eaux usées a été suivie sur 9 stations d'épuration en France, et 7 en Espagne. Ces études ont permis :
• de démontrer que la concentration en génome du virus en entrée de station d'épuration est un marqueur pertinent de suivi de l'évolution de l'épidémie,
• d'étudier la survie du virus dans les eaux usées, les boues, le milieu récepteur.

Ce programme de recherche a permis à SUEZ de proposer une offre à destination des collectivités locales qui couple la sectorisation du réseau, l'analyse de la présence de marqueurs du virus dans les réseaux d'assainissement et la visualisation des résultats sur une plateforme digitale.
Les autorités locales sont alors en mesure de localiser les foyers d'infections et d'anticiper les mesures sanitaires pour éviter de nouvelles contaminations.

L'efficacité du dispositif repose sur la connaissance des réseaux d'assainissement, des comportements des virus dans les eaux usées complétés par des analyses épidémiologiques et socio-économiques et sur l'expertise numérique des équipes SUEZ.
Disposant ainsi d'indicateurs d'évolution de la situation sanitaire par zone, les autorités publiques et sanitaires locales sont à même de surveiller les installations à risque ou critiques (EHPAD ou les centres de santé, ainsi que les bâtiments à fort taux d'occupation comme les collèges et les lycées, de proposer des mesures préventives en amont (tests de dépistage, campagne de renforcement des gestes barrières dont le port du masque, etc.) ou de limiter l'accès à certains établissements sensibles.

Cette solution, qui assure un diagnostic régulier d'un large panel de population, permettra d'anticiper les crises sanitaires et de limiter l'impact des épidémies sur l'économie et la vie quotidienne des citoyens.

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches						
Site	Type ITV	Groupe	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Astreinte sur usine	Total	10	7	7	0,00%
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	45	33	18	-45,45%
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	5	10	8	-20,00%
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache d'exploitation sur usine	Total	257	258	162	-37,21%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration			
Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Equipement électrique des STEP	armoire générale 1	22/02/2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Equipement électrique des STEP	armoire générale 2	22/02/2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Moyen de levage des STEP	treuil à tambour BVE182836412	11/09/2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Moyen de levage des STEP	palan à chaine sur potence BVE182836416	11/09/2024

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

La conformité des rejets du système de traitement est communiquée dans le RAD 2024 de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois.

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'autosurveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.

Le tableau suivant fait office de synthèse des exigences en matière de qualité de rejets des systèmes de traitement du présent contrat.

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	MeS	360	20	50	ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DBO5	240	15	30	ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DCO	360	50	100	ET	93	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	Débit m³/j						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NGL	60	15		ET	88	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NH4						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NO2						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NO3						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NTK						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	P total	16	1		ET	96	AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	pH						AP 20010621 - 2024
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	T°C Eau sortie						AP 20010621 - 2024

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 20010621 - 2024	DBO5	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	DCO	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	MeS	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2024	NG	4	4	4	Oui
AP 20010621 - 2024	Pt	4	4	4	Oui

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 20010621 - 2024	DBO5	102,22	6,04	9,46	90	7	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	DCO	377,66	27,02	42,31	88	5	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	MeS	138,4	6,7	10,49	92	6	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	NG	48,23	5,37	9,86	78	2	1	0	Non	Non
AP 20010621 - 2024	Pt	4,85	0,45	0,83	82	3	1	0	Non	Non

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.
La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1er juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Par conséquent, le jugement que nous affichons ici n'engage que notre avis d'exploitant et ne fait nullement foi réglementairement.

Conformité annuelle globale			
Commune	Site	2023	2024
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Non	Non

Comme expliqué précédemment, l'arrêté préfectoral du système actuel ne précise pas de condition dans le respect des normes de rejet entre les concentrations et le rendement.
Par défaut, la station doit respecter les normes de concentration et de rendement. Or, dès qu'il y a un évènement météorique, le rendement épuratoire n'est pas respecté du fait des infiltrations d'eaux claires parasites dans le système de collecte.

3.3 Le bilan de la relation client

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la nouvelle loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2023 et 2024 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 815	1 825	1 791	- 1,9%
Collectivités	26	24	24	0,0%
Professionnels	62	62	94	51,6%
Total	1 903	1 911	1 909	- 0,1%

Le nombre de clients assainissement collectif				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 452	1 463	1 431	- 2,2%
Collectivités	17	16	17	6,3%
Professionnels	52	53	83	56,6%
Autres	-	-	-	-
Total	1 521	1 532	1 531	- 0,1%

VILLEFARGEAU	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	363	362	360	- 0,6%
Collectivités	9	8	7	- 12,5%
Professionnels	10	9	11	22,2%
Autres	-	-	-	-
Total	382	379	378	- 0,3%

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement				
Type volume	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	181 316	190 562	171 935	- 9,8%

Volumes assujettis à l'assainissement					
Commune	**Type volume**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Volumes assujettis (m³)	146 510	156 087	135 348	- 13,3%
VILLEFARGEAU	Volumes assujettis (m³)	34 806	34 475	36 587	6,1%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	256	0
Facturation	115	82
Règlement/Encaissement	206	18
Prestation et travaux	58	0
Information	805	2
Technique assainissement	8	7
Total	1 448	109

3.3.4 L'activité de gestion clients

Les clients ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures du service de l'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent auprès de nos clients pour faciliter l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique des factures, à travers différents supports comme les messages sur facture, les encarts informatifs joints à la facture, les mailings personnalisés…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place directement depuis l'espace personnalisé du client ou s'il n'y parvient pas lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle.

Activité de gestion				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	1 049	1 084	1 091	0,6%
Nombre d'abonnés prélevés	334	306	285	-6,9%
Nombre d'échéanciers	26	25	-	-100,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	4 028	3 916	3 916	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	174	138	215	55,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	65	56	64	14,3%
Nombre total de factures comptabilisées	4 267	4 110	4 195	2,1%

Activité de gestion				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	821	853	861	0,9%
Nombre d'abonnés prélevés	285	260	238	-8,5%
Nombre d'échéanciers	21	20	-	-100,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	3 205	3 122	3 125	0,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	145	117	191	63,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	34	37	34	-8,1%
Nombre total de factures comptabilisés	3 384	3 276	3 350	2,3%

VILLEFARGEAU	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	228	231	230	-0,4%
Nombre d'abonnés prélevés	49	46	47	2,2%
Nombre d'échéanciers	5	5	-	-100,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	823	794	791	-0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	29	21	24	14,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	31	19	30	57,9%
Nombre total de factures comptabilisés	883	834	845	1,3%

3.3.5 La relation clients

Notre objectif est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

Relation client				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	81,49	80	83,9	4,9 %
Satisfaction Post Contact	7,39	7,69	8,56	11,3 %
Pourcentage de clients satisfaits	73,4	76,5	78,4	2,5 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	22	31	17	- 45,2 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,56	16,22	8,91	- 45,1 %

3.3.6 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.
Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	21,58	21,35	- 1,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	6 331,76	6 929,7	9,4%
Créances irrécouvrables (€)	657,45	2 453,59	273,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	2 209,34	2 397,72	8,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	236 729,08	229 236	- 3,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	229 236	233 356,33	1,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,29	1,05	266,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,93	1,05	12,1%

3.3.7 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité

Désignation	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	3	1	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	0	- 100,0%

VILLEFARGEAU	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	3	0	0	-

3.3.8 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	9	20	122,2%
Nombres de demandes de dégrèvement	9	32	255,6%
Volumes dégrévés (m³)	6 165	3 953	- 35,9%

3.3.9 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

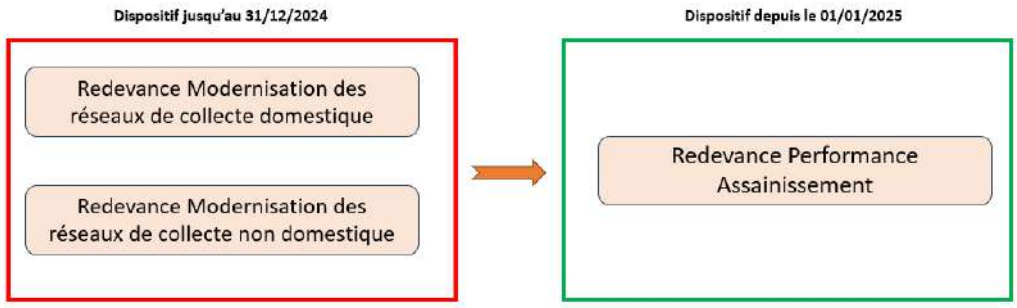
Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif			
Détail prix assainissement	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	49,58	0	- 100,0%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,8281	0	- 100,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	33,29%	-	- 100,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,36547	0	- 100,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,24127	0	- 100,0%

Le tarif 01/01/2025 n'est pas présenté puisque le contrat s'est terminé au 30/09/2024.

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Depuis le 1er janvier 2025, une réforme des redevances des agences de l'eau est entrée en vigueur en France, visant à adapter le financement des actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Cette réforme a notamment comme impact de faire évoluer les redevances comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



L'application de la réforme est entrée en vigueur le 1er janvier, ainsi toutes les factures émises à partir de cette date comportent ces nouvelles redevances.

De ce fait, les indicateurs tarifaires pour l'exercice 2024 doivent être ceux en date du 1er janvier de l'année de présentation du rapport, soit le 1er janvier 2025. Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les redevances liées à l'ancien dispositif (qui auront une valeur nulle pour cette année) ainsi que celles de la réforme (qui auront une valeur nulle pour l'an dernier).

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	49,58	-	- 100,0%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,8281	-	- 100,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1242	-	- 100,0%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,23948	-	- 100,0%

Comptes de la délégation

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

4.1.1 Le CARE

A - SYNDICAT DU VAL DE BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	**228 019**	**179 874**	**-21,1%**
Exploitation du service	227 773	179 035	
Collectivités et autres organismes publics	10	-88	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	
Produits accessoires	236	927	
CHARGES	**190 907**	**152 403**	**-20,2%**
Personnel	41 730	33 507	
Energie électrique	43 114	29 689	
Produits de traitement	15 619	19 871	
Analyses	1 164	876	
Sous-traitance, matières et fournitures	38 268	14 455	
Impôts locaux et taxes	606	380	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	17 201	22 887	
• télécommunication, postes et télégestion	718	731	
• engins et véhicules	3 695	3 142	
• informatique	9 113	7 460	
• assurance	1 701	1 343	
• locaux	1 565	1 843	
Contribution des services centraux et recherche	7 524	5 939	
Collectivités et autres organismes publics	10	-88	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	11 915	12 094	
• fonds contractuel	5 081	3 868	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	5 080	3 867	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	2 157	2 002	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	779	2 885	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	658	171	
Résultat avant impôt	**37 112**	**27 471**	**-26,0%**
Apurement des déficits antérieurs	5 269	0	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	7 961	6 868	
RESULTAT	**23 882**	**20 604**	**-13,7%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - SYNDICAT DU VAL DE BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

Détail des produits

en €uros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**228 019**	**179 874**	**-21,1%**
Exploitation du service	227 773	179 035	-21,4%
• Partie fixe facturée	65 281	71 551	
• Partie proportionnelle facturée	142 892	139 677	
• Variation de la part estimée sur consommations	19 600	-32 193	
Collectivités et autres organismes publics	10	-88	
• Part Collectivité	10	-88	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0,0%
•	0	0	
Produits accessoires	236	927	292,8%
• Autres produits accessoires	236	927	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURT ASST - SOLDE - 4/2023-12/2023	15/04/2024	11,01
Total		**11,01**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-ballon eau industrielle	3 341,02
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Motoréducteur Turbine	3 492,54
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-pompe poste toutes eaux	794,01
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-P1 relèvement	1 582,11
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-P2 relèvement	1 582,11
Total	**10 791,79**

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	10 791,79
Réseaux	0
Total	**10 791,79**

- **LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE**

Dépenses comptabilisées dans l'année par type d'obligation contractuelle	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Garantie de continuité de service	0
Programme contractuel de renouvellement	10 791,79
Fonds contractuel de renouvellement	1 946,05
Total	**12 737,84**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2022**	**2023**	**2024**
Renouvellement	21 478,28	43 592,51	10 791,79

Suivi pluriannuel de renouvellement
Contrat BANCO : 22263 - Val de Baulche

communauté de l'auxerrois

Exercice	Fonds de renouvellement			Programme de renouvellement			Libellé des lignes d'investissements réalisées
	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	
2016			- €			2 625,85 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Teletransmission
Sous total - 2016	**- €**	**1 162,00 €**	**- €**	**- €**	**2 699,00 €**	**2 625,85 €**	
2017			- €			2 047,09 €	ST GEORGES SUR BAULCHES--RVT-Teletransmission
2017			- €			6 569,20 €	ST GEORGES SUR BAULCHES--RVT-bandes table-presse et accessoires
2017			- €			2 381,60 €	ST GEORGES SUR BAULCHES--RVT-motoréducteur devouteur boues
2017			- €			3 848,91 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Stator pompe gaveuse
Sous total - 2017	**4 646,00 €**	**4 647,00 €**	**- €**	**4 278,00 €**	**10 795,00 €**	**14 846,80 €**	
2018			- €			6 003,34 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompes recirculation 1 et 2
2018			- €			2 089,42 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Toiles (inférieure et supérieure)
Sous total - 2018	**4 647,00 €**	**4 657,00 €**	**- €**	**8 794,00 €**	**10 819,00 €**	**8 092,76 €**	
2019			997,54 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-POMPE DOSEUSE POLYMERE
2019			- €			784,34 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-COMPRESSEUR EXTRACTEUR BOUES
Sous total - 2019	**4 647,00 €**	**4 730,00 €**	**997,54 €**	**21 838,00 €**	**10 989,00 €**	**784,34 €**	
2020			- €			1 888,29 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Motoréducteur vis chaulage
2020			- €			2 320,40 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-TOILES PRESSE
2020			- €			1 293,51 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pièces dégrilleur
2020			- €			1 043,73 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Motoréducteur compacteur
2020			- €			5 757,40 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-AGITATEUR BA
2020			- €			1 864,45 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-BALLON
2020			- €			946,34 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-POMPE DOSEUSE POLYMERE
Sous total - 2020	**4 647,00 €**	**4 819,00 €**	**- €**	**20 432,00 €**	**11 196,00 €**	**15 114,12 €**	
2021			2 614,83 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-TOILES PRESSE
2021			- €			3 179,00 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Coffret FeCl3
2021			2 756,02 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe gaveuse
2021			- €			2 034,88 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe alimentation presse
Sous total - 2021	**4 647,00 €**	**4 916,00 €**	**5 370,85 €**	**7 281,00 €**	**11 420,00 €**	**5 213,88 €**	
2022			- €			6 708,05 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Rouleau de guidage presse à bande
2022			5 317,57 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Doseur de chaux
2022			2 683,72 €			- €	VILLEFARGEAU-PR DE VILLEFARGEAU-RVT-Pompe relèvement n°1
2022			1 912,15 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Réfection tampon entrée
2022			941,98 €			- €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Débitmètre entrée
2022			- €			1 131,74 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Partiel clôture
Complément 2020			- €			343,67 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Motoréducteur vis chaulage
Complément 2020			- €			422,31 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-TOILES PRESSE
Complément 2020			- €			235,43 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pièces dégrilleur
Complément 2020			- €			189,96 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Motoréducteur compacteur
Complément 2020			- €			339,33 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-BALLON
Complément 2020			- €			172,22 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-POMPE DOSEUSE POLYMERE
Complément 2021			- €			578,57 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Coffret FeCl3
Complément 2021			- €			501,58 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe gaveuse
Sous total - 2022	**4 647,00 €**	**5 046,00 €**	**10 855,42 €**	**4 707,00 €**	**11 723,00 €**	**10 622,86 €**	
2023						1 111,86 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe à eau industrielle
2023						1 788,54 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe relèvement bassin d'orage n°1
2023						1 132,10 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Compresseur
2023			13 644,95 €				ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Centrale polymère
2023			2 209,46 €				ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Toiles presse
2023			1 069,57 €				ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Clôture
2023						6 004,90 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Agitateur bassin aréation
2023						16 631,13 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT- Motoréducteur Turbine
Sous total - 2023	**4 647,00 €**	**5 274,00 €**	**16 923,98 €**	**16 555,00 €**	**12 252,00 €**	**26 668,53 €**	
2024						794,01 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe toutes eaux n°1
2024						1 582,11 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe relèvement n°1
2024						1 582,11 €	ST GEORGES SUR BAULCHE-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Pompe relèvement n°2
2024			1 946,05 €				ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-motoréducteur table presse
2024						3 341,02 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-ballon eau industrielle
2024						3 492,54 €	ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT- Motoréducteur Turbine
Sous total - 2024	**4 647,00 €**	**4 320,00 €**	**1 946,05 €**	**2 469,00 €**	**10 035,00 €**	**10 791,79 €**	
Sous total Pluriannuel	**37 175,00 €**	**39 571,00 €**	**36 093,84 €**	**86 354,00 €**	**91 928,00 €**	**94 760,93 €**	

Année 2024	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Delta prévu/réalisé
Programme de renouvellement	**86 354,00 €**	**91 928,00 €**	**94 760,93 €**	**- 2 832,93 €**
Garantie de renouvellement	**37 175,00 €**	**39 571,00 €**	**36 093,84 €**	**3 477,16 €**
Total	**123 529,00 €**	**131 499,00 €**	**130 854,77 €**	**644,23 €**

Votre délégataire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.
SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- **8,9 milliards € de chiffre d'affaires**
- **10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)**

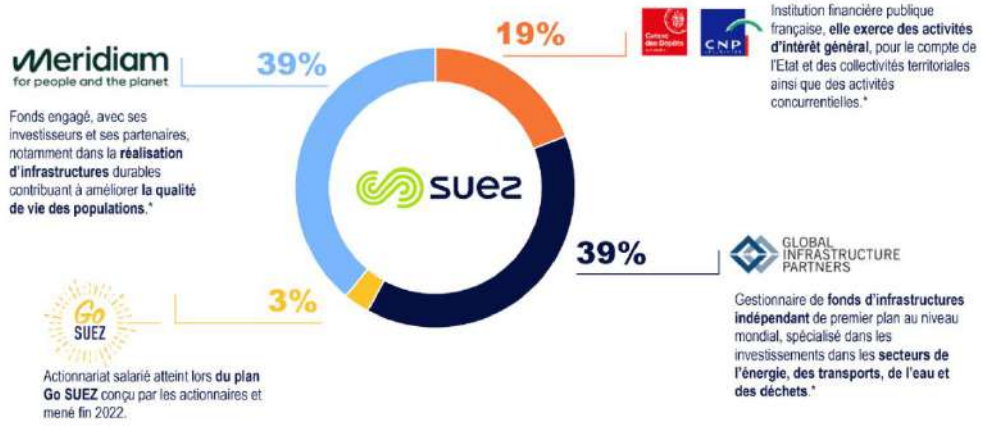
Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.
Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

La raison d'être de SUEZ
Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.



* Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

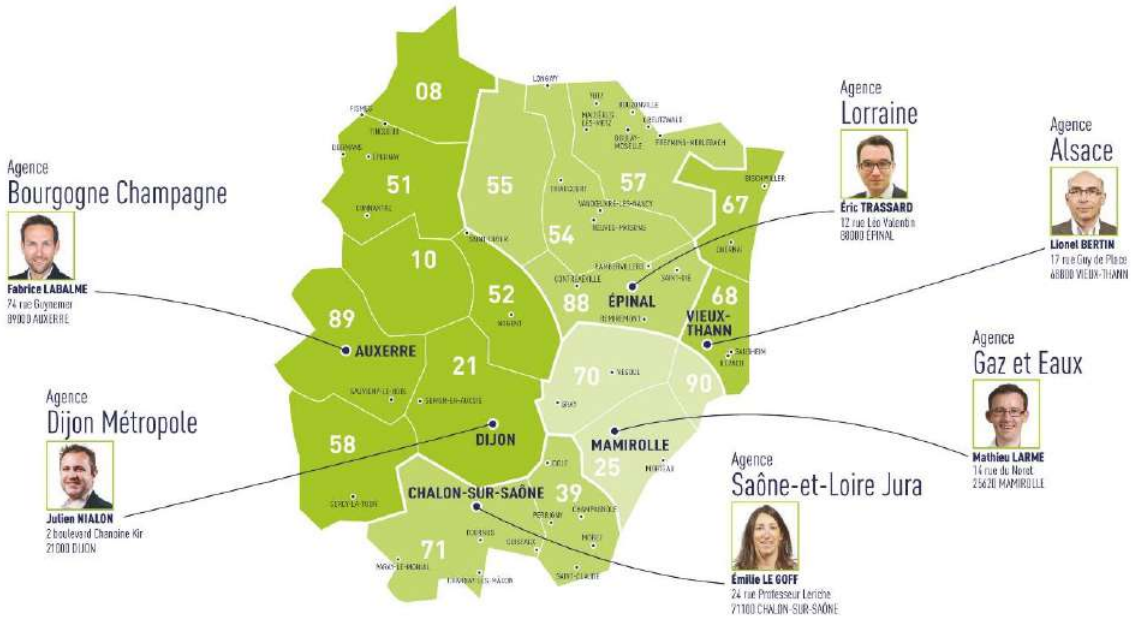
Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

⇛ Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

⇛ 1090 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.

⇛ Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** sont en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Alsace, Gaz & Eaux, Saône-et-Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.



Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 090
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
503 050	444 700	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238

Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- SIVOM de de la Région Mulhousienne (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource

DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.

Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.

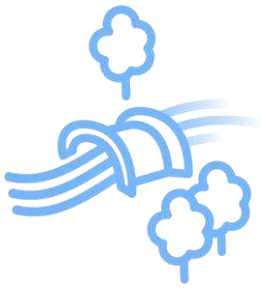
Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 090** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 100 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.1.2 Nos moyens logistiques

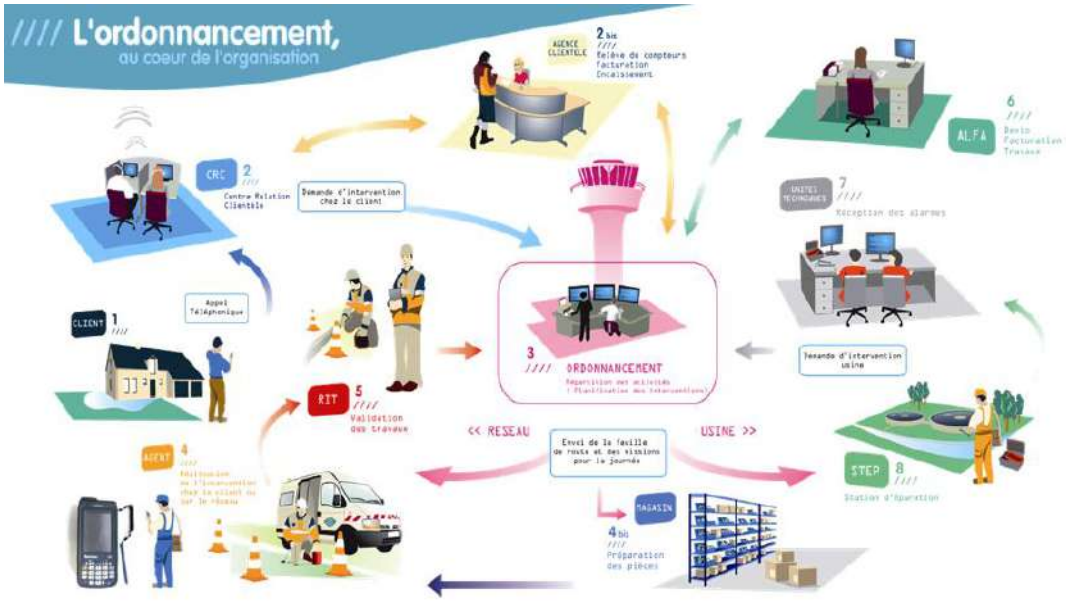
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux avec terrassement et d'exploitations, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système de gestion des interventions. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines, des sous-traitants, des véhicules, des engins et des matériels requis. Il permet :

- D'organiser le travail de nos agents,
- De suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- De répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- D'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et qui leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- Une optimisation des moyens disponibles (Hommes, sous-traitants, engins, matériels, etc…),
- Une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, logistique, etc…),
- Une communication facilitée avec les collectivités.

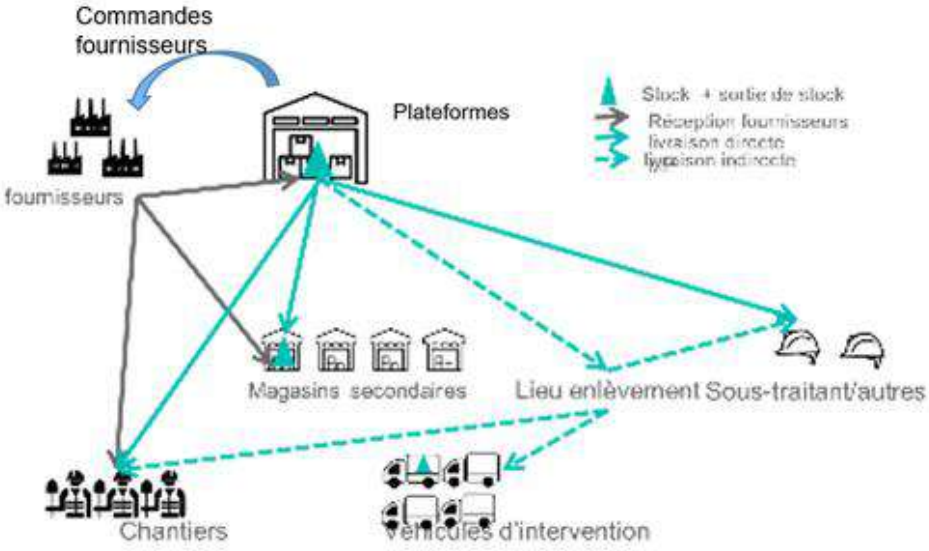


L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes des plateformes logistiques.
Ces 4 plateformes réparties sur le territoire ont industrialisé la supply chain en approvisionnant, stockant, préparant et expédiant les matériels référencés par la Direction des Achats. Un système d'information « LOG'Eau », dédié aux flux logistiques de pièces a été mis en œuvre.
Les expéditions concernent :

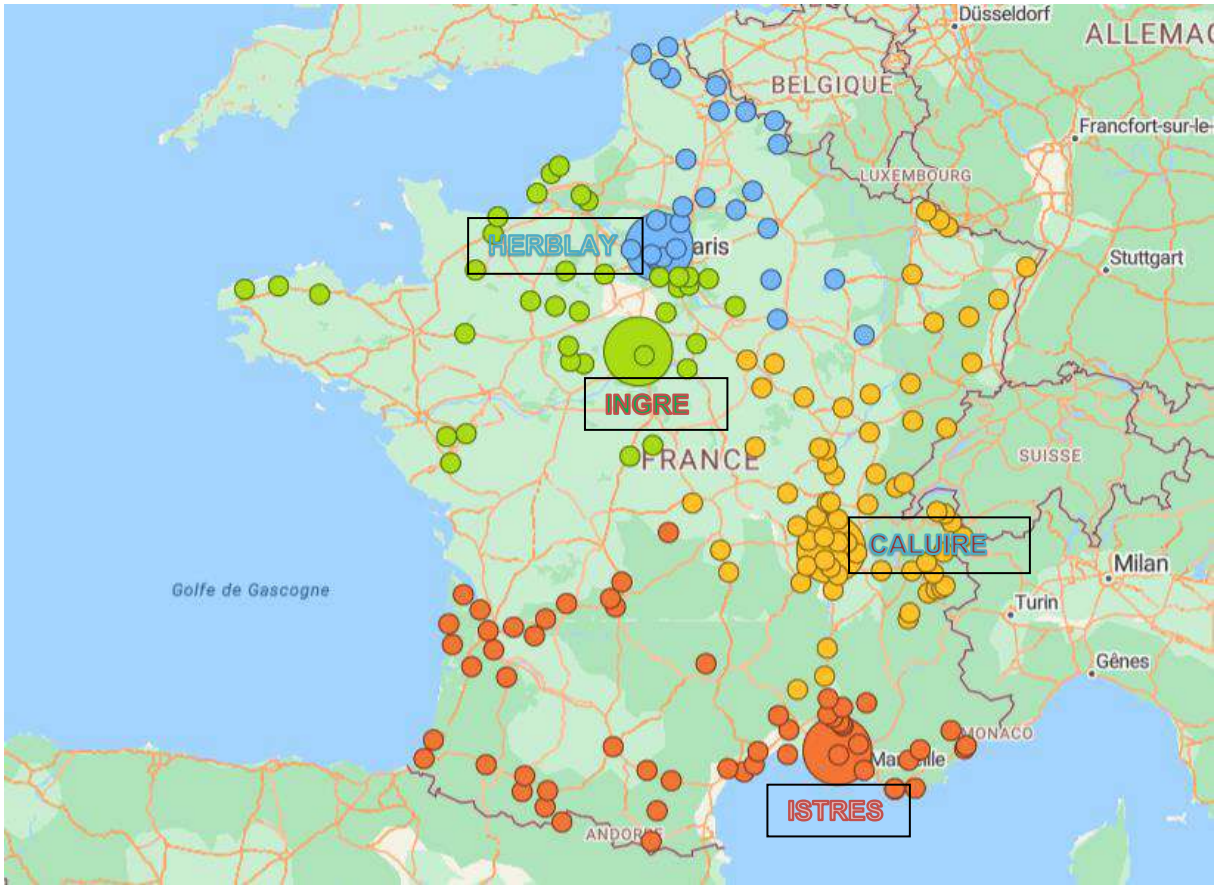
- D'une part des commandes spécifiques exprimées dans LOG'Eau pour des branchements ou chantiers,
- D'autre part des réassorts automatiques de dotations de magasin de proximité en région ou de dotations véhicules, basés sur les déclarations de sorties des agents sur leurs tablettes.

Les livraisons planifiées par les plateformes permettent d'approvisionner les commandes en amont de la date de réalisation et de maintenir à niveau les stocks des magasins de proximité au plus près des exploitants, pour répondre aux aléas de chantier.

Les stocks des véhicules permettent la réalisation d'interventions plus rapide, sans retour nécessaire à la base.
Des stocks stratégiques complètent les stocks de proximité en régions permettant d'avoir à disposition permanente les pièces indispensables au maintien du service aux clients.



La carte ci-dessous présentent l'implantation géographique des 4 plateformes logistiques et des magasins de proximité, qui sont au nombre de 200 environ.



6 Glossaire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**

Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**

Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)
  - **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
    - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
    - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
  - **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
  - **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du

linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 Annexes

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045
Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.
  - La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.
- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé

- Marchés innovants de défense ou de sécurité
  - Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.
- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures

Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu

Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.

Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».

Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance

Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.

Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.

Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication**.**

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise
Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation

militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel

d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311, 2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;
3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.
Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des

stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :
- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).
En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.
ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)
- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès

des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité
- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)
Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales
Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.
Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263
Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244
Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785
Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143
Publics concernés : tout public.
Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.
Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.

Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.
Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.
Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la

restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :
a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***
Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application

et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-

,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.
Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :
Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.
II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »*

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.
Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application
Non applicable :
a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable
- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :
Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.
- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.
4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :
a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.
Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :

- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,
o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3

Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :

1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429

Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.
3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.
4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.

5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;
9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés.
Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.
Points clés :
- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.
Application :
- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).
Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :
Symbole
- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention
- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage
- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application
- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368
Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :
- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.
- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.

4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.
Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441

Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :
« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier

l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.
A retenir modification de l'article 5 :

- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;
c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.
Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné

par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques.
De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.
Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.

la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025, les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940
Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.
Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.
Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.
Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.
Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304
Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.
Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.
Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.
Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288
Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.
Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques
Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203
Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :
- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.
Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.
Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=
La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtylrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=
Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018
Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.
Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
160 rue Henri Champion 72030 LE MANS cedex 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre ..... 150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine ..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) ..... 100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation ..... 30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 6 janvier 2025

MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances
IDU RFP Eco circulaire FR231780_03XLOT

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Tour CB 21 16, place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

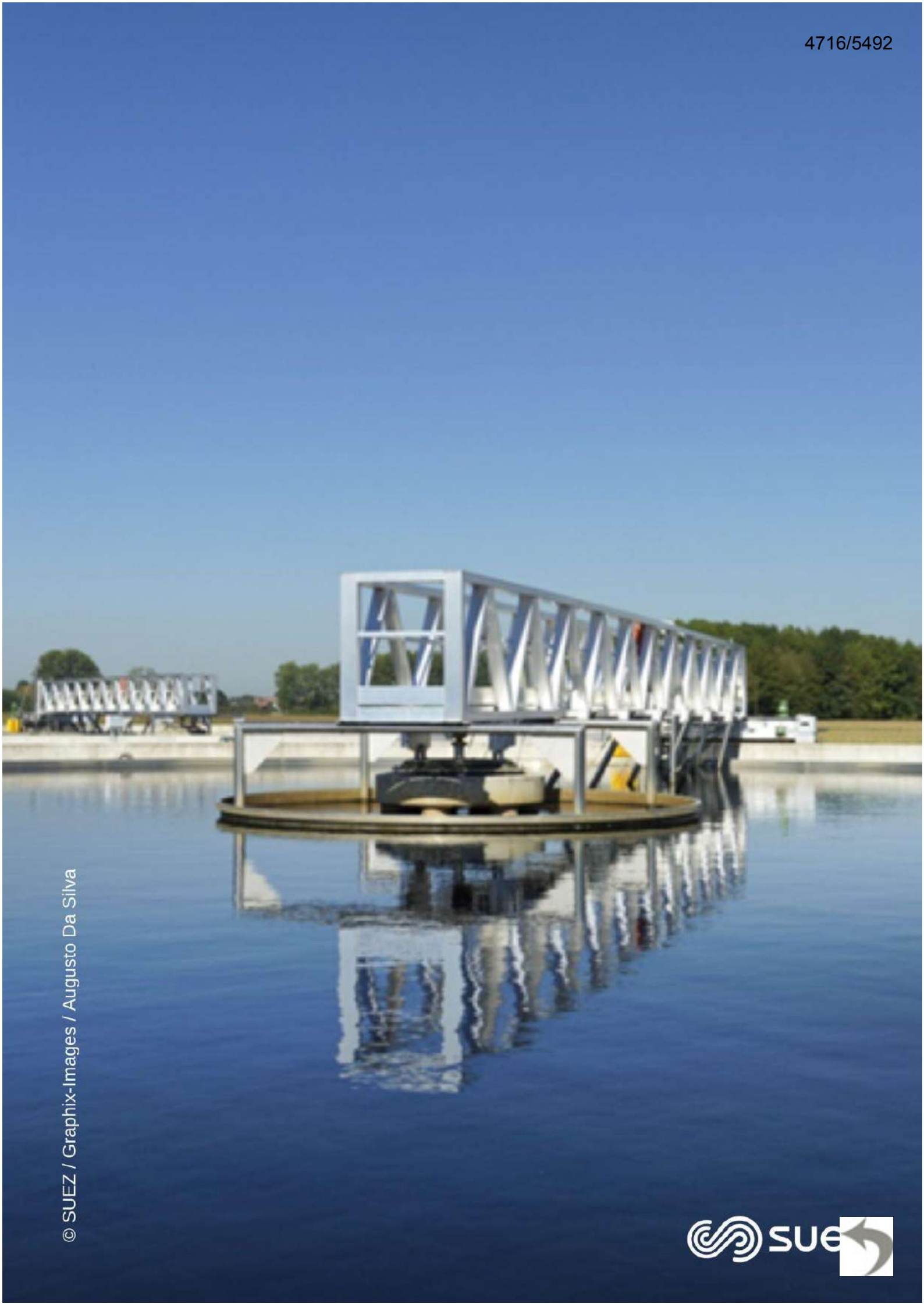
Fait sous le n° 2024/FR00039254LI/184878, pour valoir ce que de droit le 16/12/2024.

XL Insurance

ADVANCED SEAL ELECTRONIC

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattery, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

4716/5492



© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

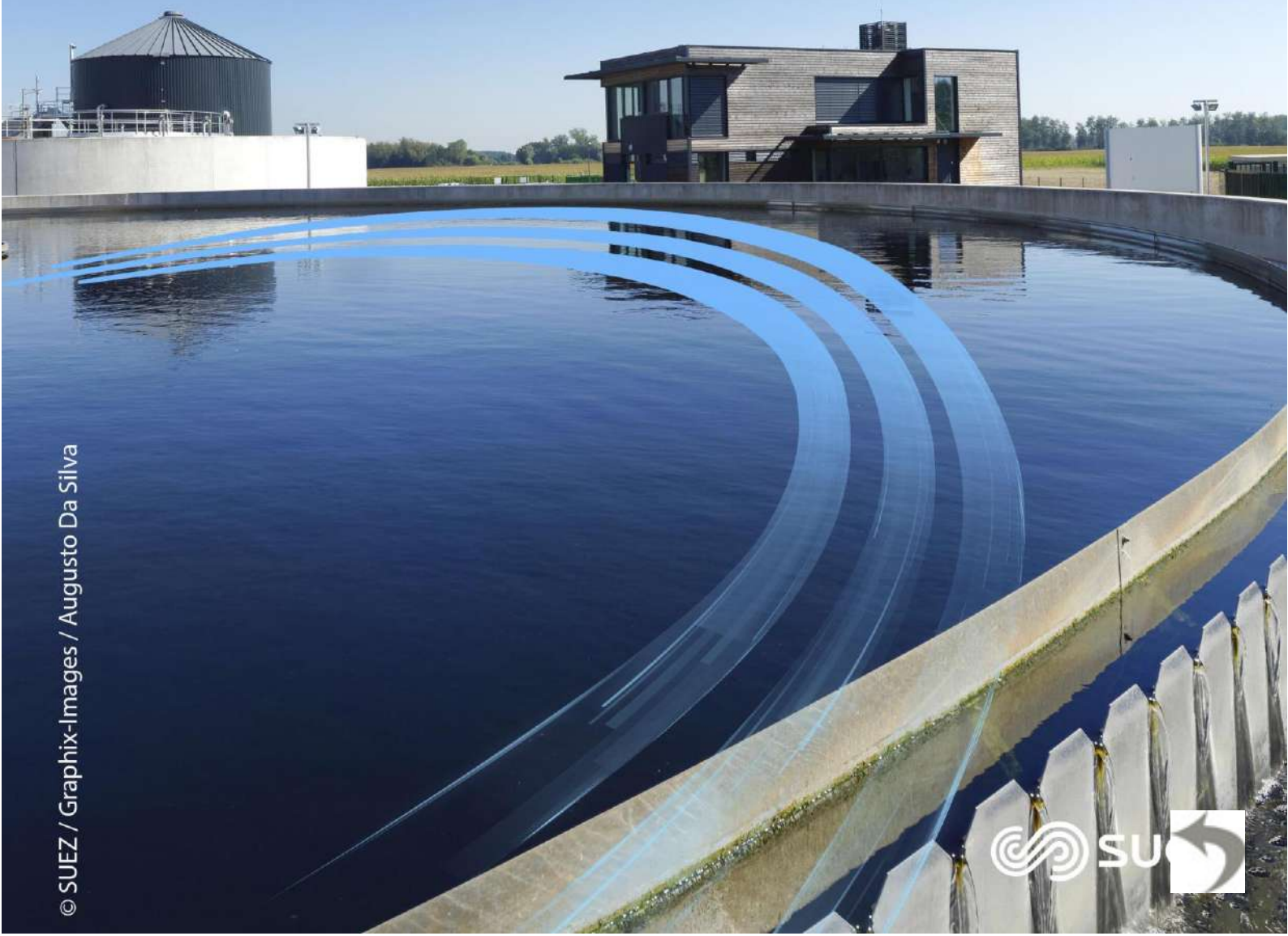
4717/5492

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

VENOY



© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 10
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 11
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 12
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 13
1.6 Votre contrat : les perspectives 14

2 | Présentation du service 15

2.1 Le contrat 17
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 18
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 18
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 18
2.2.3 La relation clientèle 19
2.3 L'inventaire du patrimoine 21
2.3.1 Le système d'assainissement 21
2.3.2 Les biens de retour 22

3 | Qualité du service 27

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 29
3.1.1 La pluviométrie 29
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 29
3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement 32
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 34
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 34
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 35
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 38
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 41
3.3 Le bilan de la relation client 45
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 45
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 45
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 46
3.3.4 L'activité de gestion clients 46
3.3.5 La relation clients 46
3.3.6 L'encaissement et le recouvrement 47
3.3.7 Les dégrèvements pour fuite 47
3.3.8 Le prix du service de l'assainissement 48

4 | Comptes de la délégation 53

4.1 Le CARE 55
4.1.1 Le CARE 55
4.1.2 Le détail des produits 57
4.2 Les reversements 58
4.2.1 Les reversements à la collectivité 58
4.3 La situation des biens et des immobilisations 59
4.3.1 La situation sur les installations 59
4.4 Les investissements contractuels 60
4.4.1 Le renouvellement 60

5 | Votre délégataire 63

5.1 Notre organisation 66
5.1.1 La Région 66
5.1.2 Nos moyens logistiques 72
5.2 La relation clientèle 74
5.2.1 Notre système d'information Clientèle 74
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 74
5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 75
5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients 76
5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 81
5.2.6 Accompagner les clients fragiles 82
5.2.7 Informer et alerter nos clients 83
5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer 85
5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 86

6 | Glossaire 89

7 | Annexes 99

7.1 Synthèse réglementaire 101
7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires 101
7.1.2 Les évolutions réglementaires 102
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 136
7.3 Attestations d'assurance 141

Synthèse de l'année

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages de l'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et de l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030.
Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous – est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.
Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.
Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparait donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.
Cependant, dans les métiers de l'eau et l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.
Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contrevaleurs.
Les modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.
L'année 2025 reste une année de transition avec des redevances de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et de l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs, ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de la loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
- La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie - Amiante
Le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maitres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.
A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
Il convient donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.
Dans ce contexte, afin d'accompagner ses clients dans le temps par la connaissance patrimoniale de la présence d'amiante, Suez proposera d'utiliser un dispositif de capitalisation et cartographie des résultats collectés à l'occasion de la recherche d'amiante avant Travaux. Ceci permettra de disposer de cette information de manière pérenne, et d'apporter une sécurité plus importante tout en conduisant à une baisse progressive des coûts des travaux concernés.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Système de collecte de Venoy et Montallery :

Le diagnostic assainissement concernant le système de collecte des eaux usées et pluviales ainsi que le système de traitement, s'est achevé en 2018.

Au cours de l'année, **2,4 km de réseau ont été inspectés et environ 1.5 km de réseau ont été curés**, sur l'ensemble de la commune. Aucun débouchage de réseau n'a été réalisé sur la commune.

SUEZ a effectué **9 contrôles de raccordement** au réseau d'assainissement dans le cadre de vente immobilière, dont 3 contrôles sur le hameau de Montallery.

Au cours de ces différents contrôles,1 enquête a été statuée comme "Non Conforme" pour point(s) de contrôle d'eaux pluviales raccordé(s) sur le réseau d'eaux usées.

L'armoire électrique ainsi que l'équipement de télésurveillance du poste de relèvement d'Egriselles a été renouvelé dans le cadre du programme de renouvellement contractuel.

Système de traitement de Venoy :

- **La qualité du rejet et des boues :**

L'arrêté du 21 juillet 2015 impose la réalisation d'au moins 2 bilans d'autosurveillance qui ont été réalisés, et respectent les prescriptions réglementaires.

L'intégralité des boues produites au cours de l'année a été stockée dans les massifs de roseaux prévus à cet effet. Aucune boue n'a été évacuée.

Système de traitement du hameau de Montallery :

- **La qualité du rejet et des boues :**

Lors du bilan 24h réalisé dans le cadre de l'autosurveillance, **les résultats épuratoires respectent les prescriptions réglementaires.**

L'intégralité des boues produites au cours de l'année a été stockée dans les massifs de roseaux prévus à cet effet. Aucune boue n'a été évacuée.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

611 clients assainissement collectif

46 870 m³ d'eau assujettis

27,6 km de réseau total d'assainissement

1 341,61 ml de réseau curé

0 désobstruction de réseau

0 désobstruction de branchement

2,87142 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2022	2023	2024	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	1 399	1 391	1 385	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	606	605	611	Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)	0	0	0	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	14,15	14,22	14,35	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	0	0	0	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	3,26098	3,03298	2,87142	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	74	74	100	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (2)	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	0	0	0	Nombre	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

- **Système de traitement de Venoy :**

La station étant relativement récente, les renouvellements d'équipements se feront suite à des dysfonctionnements.

- **Amélioration du réseau :**

Le PR Autoroute ne dispose pas de sonde de niveau et de télégestion permettant un suivi des alarmes à distance.

SUEZ proposera l'installation de cet équipement sur ce poste de relèvement.

De plus, les systèmes de télésurveillance avec la technologie GSM3 seront mise à l'arrêt en 2028.

Le poste de relèvement de La Chapelle ainsi que la station de traitement de Montallery sont équipés de S500 avec carte GSM3 et seront donc obsolètes.

SUEZ prévoit donc les renouvellements de ces équipements probablement en 2026.

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

2 | Présentation du service

2.1 Le contrat

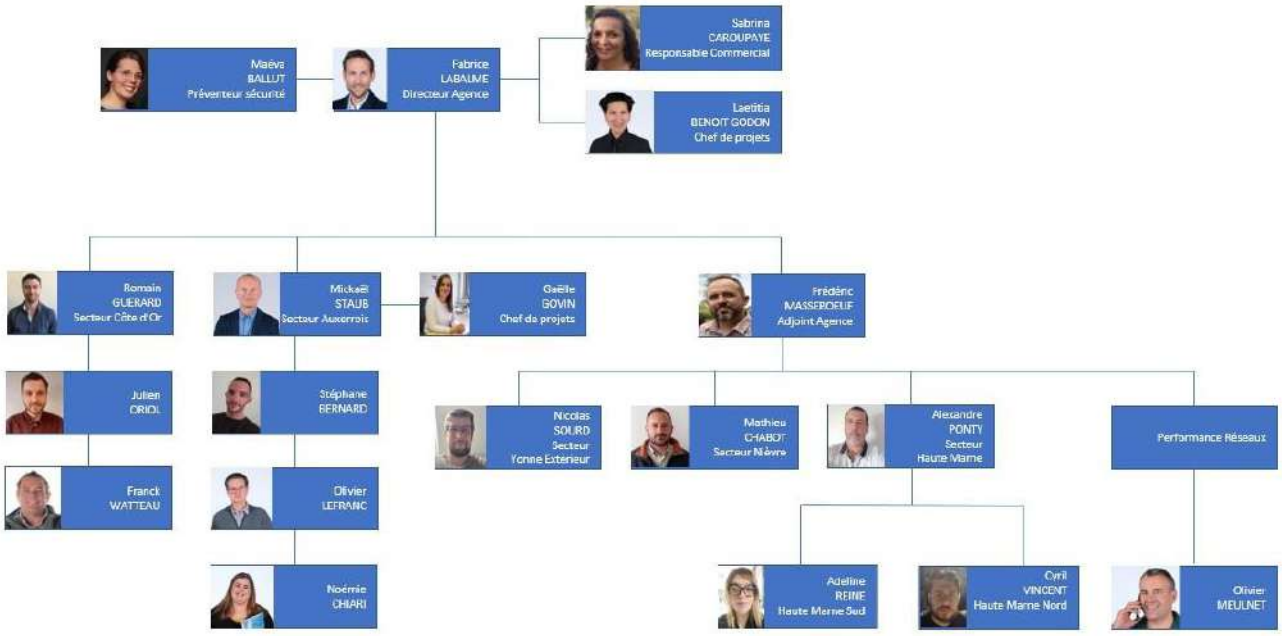
Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2019	30/06/2031	Affermage
Avenant n°01	08/04/2021	30/06/2031	Intégration de la station d'épuration par lits plantés de roseaux et du réseau assainissement du hameau de Montallery, nouveau bordereau de prix pour les contrôles de branchements, suppression de fonds de travaux (article 18.2-D)

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),

- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.
Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entrainer les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatique et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 127 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

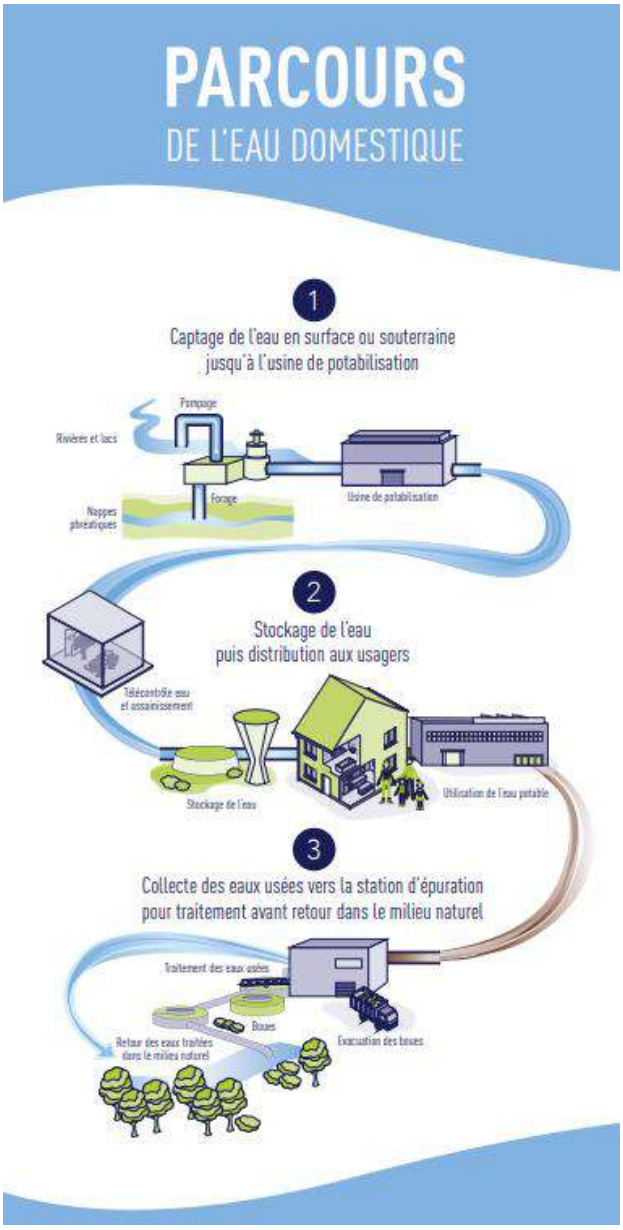
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	108	13 221	12 183,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	13 258	13 379	0,9%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	966	969	0,3%
Linéaire total (ml)	**14 331**	**27 570**	**92,4%**

Le linéaire de réseau du hameau de Montallery a été intégré en 2022.

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)						
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**Béton**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	0	9 591	3 417	213	**13 221**
Eaux usées	Gravitaire	9 280	0	4 099	0	**13 379**
Eaux usées	Refoulement	0	0	348	622	**969**
Total		**9 280**	**9 591**	**7 864**	**835**	**27 570**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux		
Motif	**ml EP**	**ml EU**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	108	14 223
Régularisations de plans	13 114	125
Situation actuelle	**13 221**	**14 348**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	Branchements publics eaux usées	604	608	0,7%
VENOY	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
VENOY	Regards réseau	289	432	49,5%
VENOY	Vannes	2	2	0,0%

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	2013	10	m³/h
VENOY	PR Egriselles - VENOY	1982	30	m³/h
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	1982	50	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
VENOY	STEU de VENOY	2020	1 500
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	2021	250

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2024**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	95,1
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	95,7
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	15
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	98,2
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	55
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**100**

3 Qualité du service

© SUEZ / Franck Dunouau

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

Pluviométrie annuelle (mm)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	445,8	590,8	857	45,1%

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2024**
Nombre de réponses aux DICT	29
Nombre de réponses aux DT	52
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	40
Total	**121**

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

La surveillance du réseau s'effectue via des inspections. On en distingue plusieurs types :

- l'inspection télévisée (ITV) consiste à observer in situ l'aspect intérieur des collecteurs non visitables, à l'aide d'une caméra motorisée qui avance le long des collecteurs,
- l'inspection rapide avec un vidéopériscope (IVP) permet d'effectuer des prises de vue de l'intérieur des collecteurs et des branchements à partir d'un regard de visite afin d'évaluer l'état structurel et le niveau d'encrassement,
- l'inspection pédestre des collecteurs visitables (diamètre > 1500 mm).
- l'inspection par drones et autres dispositifs innovants de type radeau ou quad

Inspections réseau				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	2 265	264	2384	804,3%
dont ITV (ml)	390	27	0	- 100,0%
dont pédestre (ml)	1 875	237	2 384	905,9%
Linéaire total inspecté (ml)	**2 265**	**264**	**2 384**	**804,30%**
Visites Annuelles : Nombre de regards ouverts	55	36	98	172,2%

Le contrôle des collecteurs et des ouvrages de réseau est réalisé :
- par inspection visuelle en ce qui concerne les collecteurs visitables,
- par inspection télévisuelle en ce qui concerne les collecteurs non visitables,
- à l'occasion des campagnes de curage et de dératisation en ce qui concerne les regards de visite et les bouches d'égout.

Ces contrôles permettent de préparer les campagnes de curage et de valider leur efficacité, d'observer l'état des ouvrages et de détecter des fonctionnements anormaux du réseau (exemple : arrivée d'eaux claires parasites).

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	0	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	1 033	1 162	1 341,61	15,5%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	0	0	0	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	**1 033**	**1 162**	**1 341,61**	**15,5%**
Taux de curage préventif (%)	7,3%	8,1%	4,9%	- 40,0%

Curage préventif (Ouvrages)				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Ouvrages de prétraitement	2	2	2	0,0%

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	1	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 100,0%

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	18	14	9	- 35,7%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	3	2	0	- 100,0%
Nombre d'enquêtes sur branchement	10	8	6	- 25,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	**31**	**24**	**15**	**- 37,5%**

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Le tableau ci-après détaille les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau	
Désignation	2024
Les interventions sur le réseau	0

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Le tableau suivant détaille les caractéristiques de fonctionnement de chaque poste de relèvement.

Fonctionnement des postes de relèvement		
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**
VENOY	PR Egriselles - VENOY	866
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	2 790
Total		**3 656**

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	58	57	127	122,8%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	3 266	3 593	3 960	10,2%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	3 138	2 968	4 738	59,6%
Total		**6 462**	**6 618**	**8 825**	**33,3%**

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2024. Il est également possible que certaines factures de 2023 aient été prises en compte sur l'année 2024.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	6	0
VENOY	PR Egriselles - VENOY	2	0
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	3	0
Total		**11**	**0**

Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	22/02/2024
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	22/02/2024

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements							
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0	0	0	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0	0	0	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	4	1	-75,00%
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	40	36	20	-44,44%
	PR Egriselles - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0	0	2	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0	0	5	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0	4	1	-75,00%
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	44	46	11	-76,09%
	PR la Chapelle - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0	0	0	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2	0	1	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2	4	6	50,00%
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	49	41	20	-51,22%

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

Typologie des points de mesure réglementaires SANDRE :

Code Sandre du type de point réglementaire	Libellé du type de point réglementaire	Ouvrage concerné	Nombre de points possibles au sein de l'ouvrage concerné	Nature du support concerné
A2	Déversoir en tête de station	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A3	Entrée Station	Station d'épuration	1	Eau
A4	Sortie Station	Station d'épuration	1	Eau
A5	By-pass	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A7	Apports extérieurs	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A8	Eau traitée réutilisée	Station d'épuration	0 à 1	Eau

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	61 439	69 312	97 349	40,5%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	4 329	3 936	5 793	47,2%
Total		**61 439**	**73 248**	**103 142**	**40,8%**

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	77 489	87 422	112 676	28,9%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	4 329	3 936	14	- 99,6%
Total		**81 818**	**91 358**	**112 690**	**23,3%**

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)				
STEU de VENOY	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
DBO5	27,8	19,7	23,8	20,8%
DCO	72,6	54,2	89	64,3%
MeS	16,8	21,6	47,9	121,5%
NGL	11,2	12,2	13,9	13,6%
NTK	10,8	12	13,5	12,3%
P total	1,1	1,2	1,3	10,3%

STEU de VENOY MONTALLERY	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
DBO5	8	4,3	1,6	- 62,7%
DCO	16,6	10,9	7,2	- 34,4%
MeS	4,2	3,8	2,7	- 29,7%
NGL	1,2	1,9	1,5	- 17,2%
NTK	1,2	1,9	1,5	- 17,2%
P total	0,1	0,2	0,1	- 33,3%

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Consommation de réactifs						
STEU de VENOY	**Nature**	**Unité**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	2 319	1 464	1 213	- 17,1%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues				
STEU de VENOY	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	16,4	16,7	14,2	- 14,7%
Production (m³/an)	4 417	5 917	6 441	8,9%

STEU de VENOY MONTALLERY	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
MS boues (T)	-	0,5	0,9	91,1%
Production (m³/an)	-	3 093	6 362,5	105,7%
Siccité moyenne (%)	-	0	0,1	857,0%

L'évacuation de boues

Les boues produites sont stockées sur les lits plantés de roseaux prévus à cet effet.
Aucun lit n'a été curé pour évacuation des boues.

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous-produits évacués						
STEU de VENOY	**Nature**	**Filière**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	13 145	13 680	9 420	- 31,1%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	11	0	0	0,0%

STEU de VENOY MONTALLERY	Nature	Filière	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	240	0	0	0,0%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	2	1	0	- 100,0%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	74 387	73 541	80 459	9,4%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	5 283	- 3 263	1 834	- 156,2%
Total		**79 670**	**70 278**	**82 293**	**17,1%**

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2024. Il est également possible que certaines factures de 2023 aient été prises en compte sur l'année 2024.

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

2020 est une année inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social. Dans ce contexte si particulier, SUEZ reste plus que jamais déterminé à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Lors du premier confinement les Plans de Continuité d'Activités ont été activés

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service
SUEZ a effectué une revue de risques des différentes fonctions pour en adapter les modalités. SUEZ s'est assuré de l'approvisionnement en équipements de protection individuelle essentiels à l'activité de nos salariés (notamment en masques et gel hydroalcoolique)

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a dû adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail massif des collaborateurs, dès le 1er confinement le 17 Mars 2020, nécessitant une adaptation des infrastructures informatiques et du matériel mis à disposition avec une sécurisation informatique accrue pour faire face au risque de cyber-attaque. Pour accompagner cette organisation du travail, SUEZ a aussi mis à la disposition de ses collaborateurs un guide du télétravail en période de Covid-19 (conseils sur les gestes et posture à adopter, équilibre vie pro-perso, gestion guide sur le management à distance) et a renforcé ses formations sur les outils digitaux. Enfin, un guide des consignes prévention Covid-19 a été établi et régulièrement mis à jour pour préciser les modalités d'application des règles sanitaires pour les métiers de l'ensemble des collaborateurs.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Des newsletters spéciales Covid-19 ont été envoyées régulièrement aux élus et directeurs de services des collectivités afin de les informer des mesures déployées sur le territoire. Les clients particuliers ont également été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Tous les canaux et outils de relation clients consommateurs ont également été adaptés au contexte tout au long de la crise et en temps réel :

- les messages d'accueil des serveurs téléphonique ont été modifiés pour rediriger nos clients vers les outils digitaux,
- des messages ont été intégrés aux factures informant par exemple de la suspension momentanée des relevés manuels sur compteurs, du calcul estimé du montant de la prochaine facture avant régularisation sur la facture suivante,
- plusieurs campagnes mail ont été lancées : promotion des outils digitaux (site TSME et Compte en Ligne) pour les clients particuliers et les clients Grands Comptes, qualité de l'eau en période épidémique, sortie de crise,…
- la page d'actualité du site Toutsurmoneau a également été régulièrement mise à jour via le carrousel d'actualité visible sur la page d'accueil,
- une campagne spécifique sur les difficultés de paiement « faire face ensemble aux difficultés » a été diffusée sur une partie du territoire,
- des affiches ont été apposées pour informer les clients des accueils fermés et des solutions de contacts alternatives mises en place

Pilotage à distance des infrastructures et des services
Ces centres de pilotages intelligents qui récupèrent les données des capteurs placés sur les installations (réseau et usines) se sont révélés être des dispositifs clés pour traverser la crise sanitaire. Ils ont été un soutien pour nos collaborateurs de terrain et les garants de la continuité de service.

Une chaine achats-logistique mobilisée
Les achats et la logistique Suez se sont mobilisés pour assurer la continuité des approvisionnements. Malgré les fermetures d'usines de fournisseurs et les perturbations du transport, la disponibilité des pièces et matières nécessaires aux interventions et au fonctionnement des installation a ainsi pu être assurée, ainsi que la distribution des équipements de protection sanitaires pour les collaborateurs.

Une digitalisation renforcée pour répondre aux demandes de nos clients consommateurs.
Les communications vers les clients ont été renforcées pour les inviter à se rendre prioritairement sur le site « Tout sur mon Eau » accessible 24/7 pour y réaliser chaque fois que possible leurs démarches et leurs recherches d'informations. De même les clients ont été incités à privilégier le contact par email plutôt que par téléphone.
Les clients ont plébiscité le site Tout sur mon Eau et les transactions digitales ont ainsi progressé de 46% sur l'année sur un panier d'actes comprenant les souscriptions et résiliations d'abonnement, les déposes de relevé, les paiements par carte bancaire, les souscriptions prélèvement et mensualisation, le passage en e-facture, les demandes de contacts par formulaire email...

Définition des activités prioritaires
Les équipes de la Relation Client ont assuré la continuité de service pour satisfaire toutes les demandes des clients. L'activité de nos centres d'appels téléphoniques a été réorganisée pour répondre aux urgences telles que les fuites avant compteur, ou sur la chaussée, les casses de canalisations ainsi que les emménagements et déménagements.

Innover pour se préparer aux risques à venir :
Véritables outils de protection de la santé des citoyens, le projet OBEPINE et l'offre COVID City Watch proposent aux collectivités locales de mieux évaluer la circulation du virus sur leur territoire, de mieux anticiper et d'adapter les mesures sanitaires à adopter à l'échelle des quartiers.

- **Le projet OBEPINE**

À la demande de l'État, SUEZ a participé à la création d'un observatoire épidémiologique de la Covid-19, basé sur la surveillance de la concentration virale dans les eaux usées de grandes villes françaises.
Les premiers résultats du programme OBEPINE (OBservatoire EPIdémiologique daNs les Eaux usées) montrent que la charge virale dans les eaux usées, mesurée pendant le pic épidémique, est corrélée aux indicateurs de santé publique (incidence des cas et mortalité). La mesure du virus dans les eaux usées peut donc aider à une approche simple et rapide de suivi épidémiologique.
Dans le cadre de son partenariat avec l'Université de Lorraine, SUEZ est un précurseur dans la recherche épidémiologique utilisant les eaux usées. Grâce à ses capacités de R&D et à sa connaissance fine des systèmes d'assainissement, SUEZ souhaite jouer un rôle majeur dans ce projet de R&D, en particulier vis-à-vis de l'analyse des échantillons, mais aussi de la gestion et de l'interprétation des données.

- **L'offre City Watch**

Dans le cadre du programme de recherche OBEPINE, la charge virale dans les eaux usées a été suivie sur 9 stations d'épuration en France, et 7 en Espagne. Ces études ont permis :
• de démontrer que la concentration en génome du virus en entrée de station d'épuration est un marqueur pertinent de suivi de l'évolution de l'épidémie,
• d'étudier la survie du virus dans les eaux usées, les boues, le milieu récepteur.

Ce programme de recherche a permis à SUEZ de proposer une offre à destination des collectivités locales qui couple la sectorisation du réseau, l'analyse de la présence de marqueurs du virus dans les réseaux d'assainissement et la visualisation des résultats sur une plateforme digitale.
Les autorités locales sont alors en mesure de localiser les foyers d'infections et d'anticiper les mesures sanitaires pour éviter de nouvelles contaminations.

L'efficacité du dispositif repose sur la connaissance des réseaux d'assainissement, des comportements des virus dans les eaux usées complétés par des analyses épidémiologiques et socio-économiques et sur l'expertise numérique des équipes SUEZ.

Disposant ainsi d'indicateurs d'évolution de la situation sanitaire par zone, les autorités publiques et sanitaires locales sont à même de surveiller les installations à risque ou critiques (EHPAD ou les centres de santé, ainsi que les bâtiments à fort taux d'occupation comme les collèges et les lycées, de proposer des mesures préventives en amont (tests de dépistage, campagne de renforcement des gestes barrières dont le port du masque, etc.) ou de limiter l'accès à certains établissements sensibles.

Cette solution, qui assure un diagnostic régulier d'un large panel de population, permettra d'anticiper les crises sanitaires et de limiter l'impact des épidémies sur l'économie et la vie quotidienne des citoyens.

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches

Commune	Site	Type ITV	Groupe	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
VENOY	STEU de VENOY	Astreinte sur usine	Total	6	4	2	-50,00%
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	9	7	10	42,86%
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	4	2	3	50,00%
		Tache d'exploitation sur usine	Total	1 276	930	824	-11,40%
	STEU de VENOY MONTALLERY	Astreinte sur usine	Total	2	4	5	25,00%
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	6	6	0,00%
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0	2	3	50,00%
		Tache d'exploitation sur usine	Total	478	383	399	4,18%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
VENOY	STEU de VENOY	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	13/12/2024
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	22/02/2024
	STEU de VENOY MONTALLERY	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	02/07/2024
		Moyen de levage des STEP	Pied de potence	10/09/2024
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/09/2024

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

Obligations réglementaires depuis le 1er janvier 2016

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du** 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024. Cet arrêté modifié annule et remplace les arrêtés du 22 juin 2007 et du 22 décembre 1994 concernant toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.

Paramètres généraux

Le pH des eaux usées traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25 °C, sauf dans les départements d'outre-mer ou en cas de conditions climatiques exceptionnelles. Le préfet peut, dans ces départements ou lors de ces situations exceptionnelles, relever la valeur maximale de température des eaux usées traitées, sans toutefois nuire aux objectifs environnementaux du milieu récepteur.

Paramètres Carbone

Pour les paramètres DBO_5, DCO et MES, en dehors des situations inhabituelles, les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 6 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet. Les performances de traitement sont jugées conformes si le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers non conformes à la fois aux valeurs fixées en concentration et en rendement ne dépasse pas le nombre prescrit au tableau 8 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015. Ces paramètres doivent toutefois en dehors des situations inhabituelles respecter les concentrations rédhibitoires figurant au tableau 6 de l'annexe 3.

Paramètres azote et phosphore

Les rejets des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement de taille supérieure à 600 kg/j de DBO_5 localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation respectent en moyenne annuelle, pour le paramètre concerné (Ptot ou NGL), les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 7 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet.

En cas de modification du périmètre de ces zones, un arrêté complémentaire du préfet fixe les conditions de prise en compte de ces paramètres dans le délai prévu à l'article R. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

Rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement

Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'autosurveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.

Le tableau suivant fait office de synthèse des exigences en matière de qualité de rejets des systèmes de traitement du présent contrat.

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	DBO5	15	25	70	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
	Normal	DCO	30	125	400	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
	Normal	P total	0.62					RD89-2019-00093 - 2024
	Normal	NTK		20		ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
	Normal	MES	22.5	35	85	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
	Normal	NGL	3.75					RD89-2019-00093 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de VENOY	Normale	MeS	187	30	85	RD 20180629 - 2024
	Normale	DBO5	108	25	70	RD 20180629 - 2024
	Normale	NTK	30	10		RD 20180629 - 2024
	Normale	P total	6	1.5		RD 20180629 - 2024
	Normale	DCO	219	100	400	RD 20180629 - 2024
	Normale	NGL		15		RD 20180629 - 2024

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de VENOY	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
RD 20180629 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	MeS	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	NGL	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	P total	2	2	2	Oui

STEU de VENOY MONTALLERY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD89-2019-00093 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	MeS	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	NGL	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	P total	1	1	1	Oui

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre										
STEU de VENOY	**Para-mètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rende ment moyen (%)**	**Nb de dépasse ments**	**Nb de dépasse ments tolérés**	**Rédhibi toires**	**Conformité analytique**	**Conformité générale**
RD 20180629 - 2024	DBO5	23,8	3	1,39	94	0	0	0	Oui	Oui
RD 20180629 - 2024	DCO	88,99	23,02	10,65	88	0	0	0	Oui	Oui
RD 20180629 - 2024	MeS	47,85	2,65	1,23	97	0	0	0	Oui	Oui
RD 20180629 - 2024	NGL	13,85	7,55	3,49	75	0	0	0	Oui	Oui
RD 20180629 - 2024	NTK	13,52	1,4	0,65	95	0	0	0	Oui	Oui
RD 20180629 - 2024	P total	1,28	0,36	0,17	87	0	0	0	Oui	Oui

STEU de VENOY MONTALLERY	Para-mètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rende-ment moyen (%)	Nb de dépas-sements	Nb de dépas-sements tolérés	Rédhibi toires	Conformité analytique	Conformité générale
RD89-2019-00093 - 2024	DBO5	1,62	3	0,04	98	0	0	0	Oui	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	DCO	7,16	31	0,42	94	0	0	0	Oui	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	MeS	2,7	4	0,05	98	0	0	0	Oui	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	NGL	1,54	80,35	1,08	30	0	0	0	Oui	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	NTK	1,54	0,7	0,01	99	0	0	0	Oui	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	P total	0,12	12	0,16	- 33	0	0	0	Oui	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.
La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1er juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Par conséquent, le jugement que nous affichons ici n'engage que notre avis d'exploitant et ne fait nullement foi réglementairement.

Conformité annuelle globale				
Commune	Site	2022	2023	2024
VENOY	STEU de VENOY	Oui	Non	Oui
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	Oui	Oui	Oui

3.3 Le bilan de la relation client

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la nouvelle loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2023 et 2024 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif

Désignation	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	588	584	581	- 0,5%
Collectivités	3	3	3	0,0%
Professionnels	15	18	27	50,0%
Total	**606**	**605**	**611**	**1,0%**

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement

Type volume	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes assujettis (m³)	50 794	42 639	46 870	9,9%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	104	0
Facturation	68	51
Règlement/Encaissement	75	5
Prestation et travaux	20	0
Information	202	1
Technique assainissement	1	1
Total	**470**	**58**

3.3.4 L'activité de gestion clients

Activité de gestion				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	354	361	367	1,7%
Nombre d'abonnés prélevés	74	72	77	6,9%
Nombre d'échéanciers	9	10	17	70,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 218	1 274	1 347	5,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	32	43	63	46,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	7	15	7	-53,3%
Nombre total de factures comptabilisées	**1 257**	**1 332**	**1 417**	**6,4%**

3.3.5 La relation clients

Relation client				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	81,49	80	83,9	4,9 %
Satisfaction Post Contact	7,39	7,69	8,56	11,3 %
Pourcentage de clients satisfaits	73,4	76,5	78,4	2,5 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	11	15	16	6,7 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	18,15	24,79	26,19	5,6 %

3.3.6 L'encaissement et le recouvrement

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	12,44	5,69	- 54,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	7 406,27	4 696,91	- 36,6%
Créances irrécouvrables (€)	704,37	4 433,12	529,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	2 490,02	2 593,76	4,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	163 022,58	141 865,1	- 13,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	141 865,1	154 893,67	9,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,5	2,86	476,4%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,53	1,83	19,7%

3.3.7 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	2	5	150,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	8	166,7%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	1	0	- 100,0%
Volumes dégrévés (m³)	3 507	729	- 79,2%

3.3.8 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

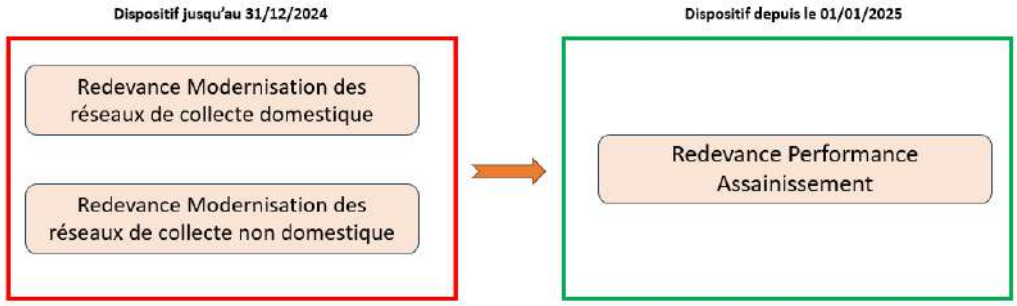
- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2025**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	53,33
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,1392
Taux de la partie fixe du service (%)	17,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,87142
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,61032

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Depuis le 1er janvier 2025, une réforme des redevances des agences de l'eau est entrée en vigueur en France, visant à adapter le financement des actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Cette réforme a notamment comme impact de faire évoluer les redevances comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



L'application de la réforme est entrée en vigueur le 1er janvier, ainsi toutes les factures émises à partir de cette date comportent ces nouvelles redevances.

De ce fait, les indicateurs tarifaires pour l'exercice 2024 doivent être ceux en date du 1er janvier de l'année de présentation du rapport, soit le 1er janvier 2025. Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les redevances liées à l'ancien dispositif (qui auront une valeur nulle pour cette année) ainsi que celles de la réforme (qui auront une valeur nulle pour l'an dernier).

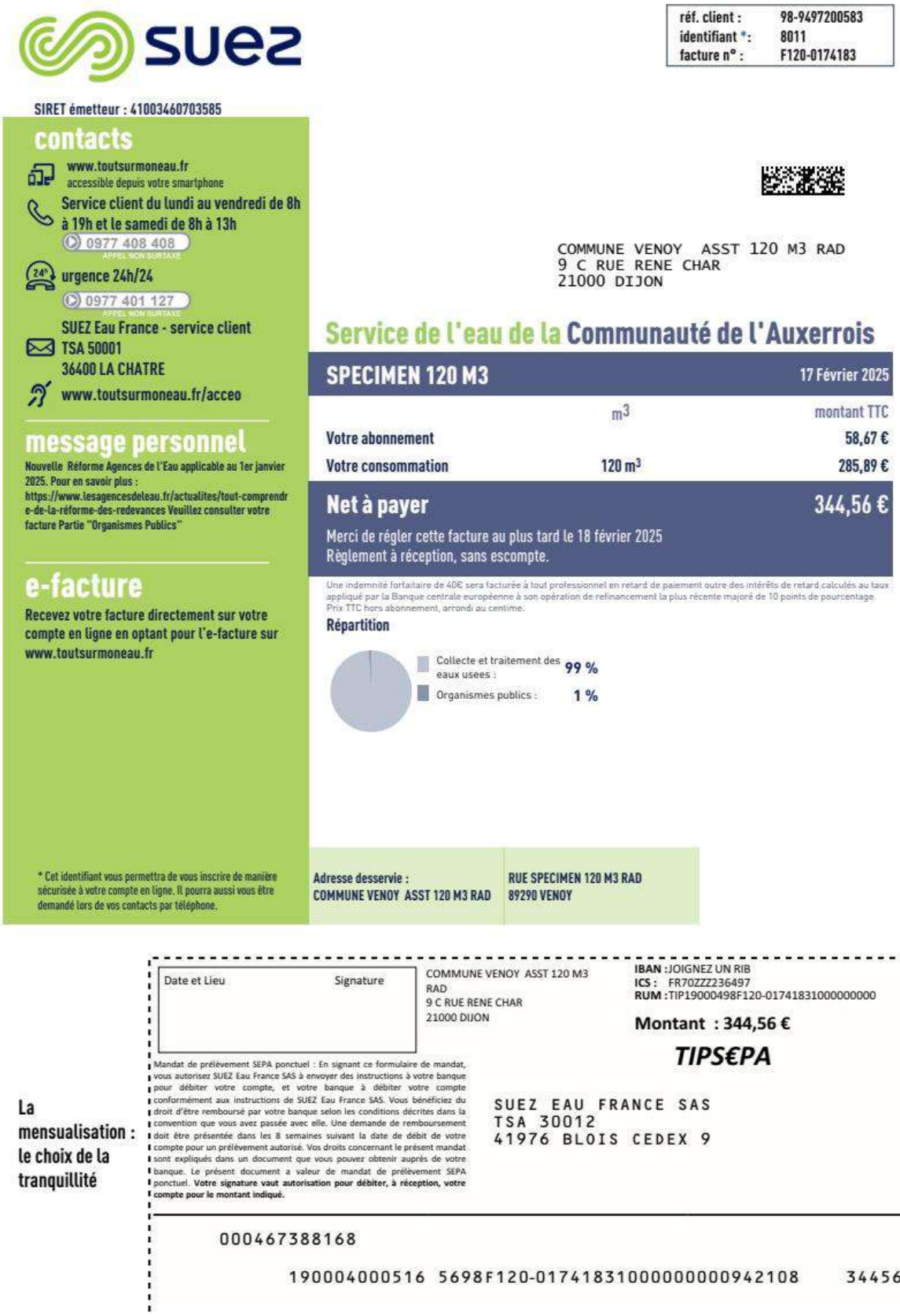
Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	46,26	46,96	1,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	1,0436	1,0592	1,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	6,37	6,37	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	1,09	1,08	- 0,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS) - Contrat	-	0,0267	-
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,2758	0,2611	- 5,3%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,07585	1,09199	1,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**



suez

réf. client : 98-9497200583
identifiant * : 8011
facture n° : F120-0174183

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Nouvelle Réforme Agences de l'Eau applicable au 1er janvier 2025. Pour en savoir plus : https://www.lesagencesdeleau.fr/actualites/tout-comprendre-de-la-reforme-des-redevances Veuillez consulter votre facture Partie "Organismes Publics"

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'eau de la Communauté de l'Auxerrois

SPECIMEN 120 M3 — 17 Février 2025

	m³	montant TTC
Votre abonnement		58,67 €
Votre consommation	120 m³	285,89 €
Net à payer		**344,56 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 18 février 2025
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usees : 99 %
Organismes publics : 1 %

Adresse desservie : COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89290 VENOY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01741831000000000

Montant : 344,56 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000467388168

190004000516 5698F120-01741831000000000942108 34456

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0174183-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			310.03		341.04
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	1	46,96	46,96	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	1	6,37	6,37	10,0	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,0592	127,10	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	1,08	129,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			3,20		3,52
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2025 au 01/01/2026	120 m³	0,0267	3,20	10,0	
TOTAL HT			313,23		
MONTANT TVA (10.0 %)			31,33		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					344,56
Net à payer					**344,56 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0174183000344564N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 en indiquant votre référence client (98- 9497200583).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

Comptes de la délégation

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

4.1.1 Le CARE

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	**139 992**	**144 062**	**2,9%**
Exploitation du service	82 077	75 038	
Collectivités et autres organismes publics	57 264	62 148	
Travaux attribués à titre exclusif	0	6 789	
Produits accessoires	651	87	
CHARGES	**134 920**	**128 155**	**-5,0%**
Personnel	29 178	24 056	
Energie électrique	22 134	12 581	
Analyses	320	612	
Sous-traitance, matières et fournitures	7 758	10 030	
Impôts locaux et taxes	225	198	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	10 365	10 373	
• télécommunication, postes et télégestion	366	384	
• engins et véhicules	2 876	2 618	
• informatique	4 961	4 700	
• assurance	617	611	
• locaux	996	1 400	
Contribution des services centraux et recherche	2 730	2 703	
Collectivités et autres organismes publics	57 264	62 148	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	3 200	3 248	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé	783	911	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	1 270	1 751	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-305	-457	
Résultat avant impôt	**5 072**	**15 907**	**213,6%**
Apurement des déficits antérieurs	5 072	15 907	
RESULTAT	**0**	**0**	**0,0%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

Détail des produits

en €uros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**139 992**	**144 062**	**2,9%**
Exploitation du service	82 077	75 038	-8,6%
• Partie fixe facturée	27 504	27 831	
• Partie proportionnelle facturée	43 630	48 643	
• Variation de la part estimée sur consommations	10 943	-1 436	
Collectivités et autres organismes publics	57 264	62 148	8,5%
• Part Collectivité	49 424	53 753	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	7 840	8 396	
Travaux attribués à titre exclusif	0	6 789	-
• Branchements	0	6 789	
Produits accessoires	651	87	-86,6%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	354	-177	
• Autres produits accessoires	298	263	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURT ASST - ACPTE - 7/2024-10/2024	30/11/2024	23 908,24
SURT ASST - SOLDE - 1/2024-6/2024	31/08/2024	2 045,72
SURT ASST - ACPTE - 1/2024-4/2024	31/05/2024	26 553,60
SURT ASST - SOLDE - 7/2023-12/2023	15/02/2024	2 444,47
Total		**54 952,03**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Sans-commune-PR Egriselles - VENOY-RVT-Télésurveillance	0,00
Sans-commune-PR Egriselles - VENOY-RVT-Armoire électrique ARMELE	1 217,97
Total	**1 217,97**

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	1 217,97
Réseaux	0
Total	**1 217,97**

- **LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE**

Dépenses comptabilisées dans l'année par type d'obligation contractuelle	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Garantie de continuité de service	0
Programme contractuel de renouvellement	1 217,97
Fonds contractuel de renouvellement	0
Total	**1 217,97**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2022**	**2023**	**2024**
Renouvellement	1 489,8	0	1 217,97

suez

Suivi pluriannuel de renouvellement
Contrat BANCO : 27359 - VENOY

communauté de l'auxerrois

Exercice	Programme de renouvellement			Garantie de renouvellement			Libellé des lignes d'investissements réalisées
	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Prévu au contrat de base	Prévu actualisé	Réalisé montant comptabilisé	
Sous total - 2019	2 380,00 €	1 503,00 €	- €	287,00 €	287,00 €	- €	
Sous total - 2020	4 350,00 €	3 047,00 €	- €	574,00 €	582,00 €	- €	
2021						1 330,78 €	VENOY-PR la Chapelle - VENOY-RVT-Pompe relèvement n°2
Sous total - 2021	3 500,00 €	3 093,00 €	- €	799,00 €	822,00 €	1 330,78 €	
2022						1489,8	VENOY-PR la Chapelle - VENOY-RVT-Pompe relèvement n°1
Sous total - 2022	1 530,00 €	3 139,00 €	- €	874,00 €	913,00 €	1 489,80 €	
Sous total - 2023	4 030,00 €	3 186,00 €	- €	874,00 €	926,00 €	- €	
2024			6 760,00 €				VENOY-PR Egriselle - VENOY-RVT-Armoire électrique ARMELE et télésurveillance
Sous total - 2024	4 030,00 €	3 234,00 €	6 760,00 €	874,00 €	940,00 €	- €	
Sous total - 2025	2 500,00 €	3 282,00 €		874,00 €	954,00 €	- €	
Sous total Pluriannuel	**36 070,00 €**	**20 484,00 €**	**6 760,00 €**	**9 963,00 €**	**5 424,00 €**	**2 820,58 €**	

	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Delta Réalisé / Prévu
Programme de renouvellement	36 070,00 €	20 484,00 €	6 760,00 €	- 13 724,00 €
Garantie de renouvellement	9 963,00 €	5 424,00 €	2 820,58 €	- 2 603,42 €

Votre délégataire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.
SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- **8,9 milliards € de chiffre d'affaires**
- **10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)**

Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.
Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

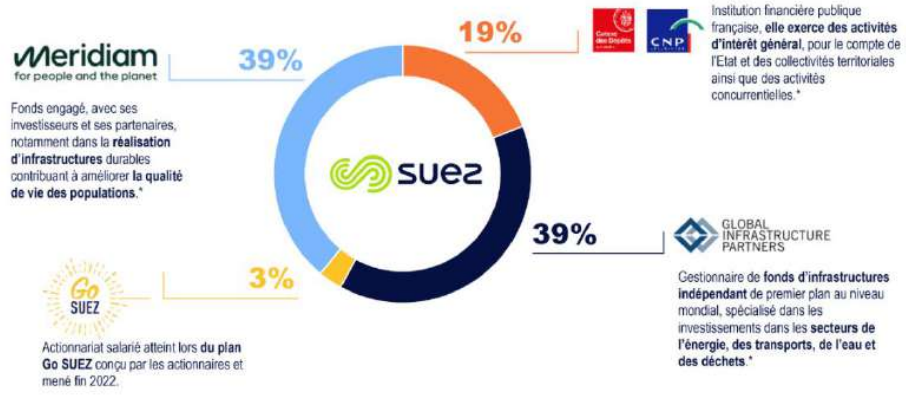
La raison d'être de SUEZ

Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.



* Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding

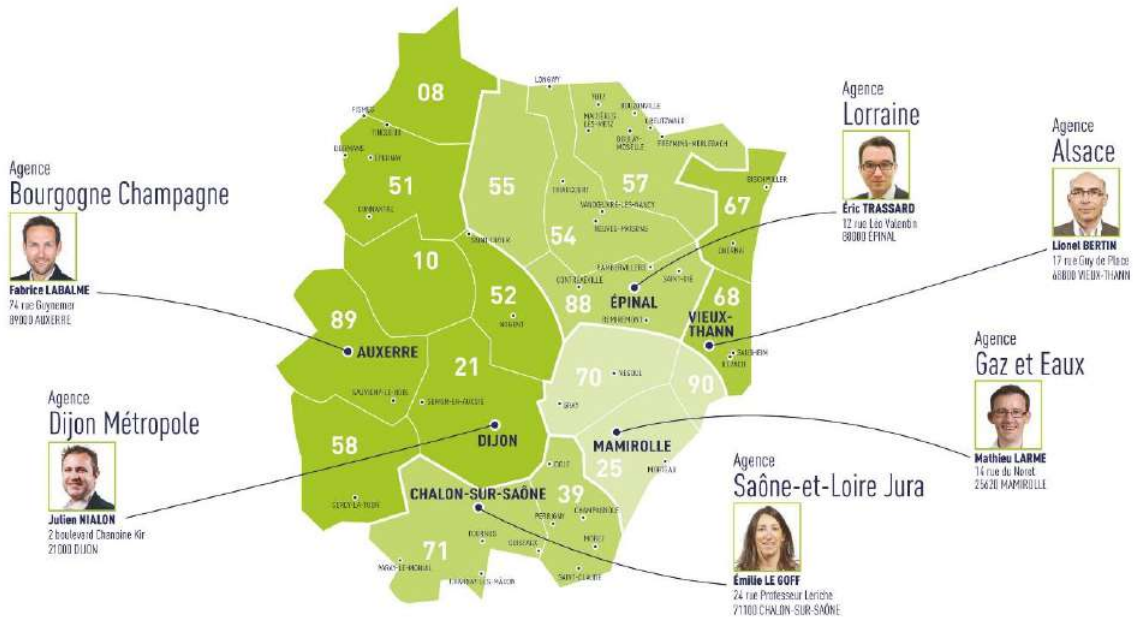
5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

- Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.
- 1090 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.
- Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** sont en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Alsace, Gaz & Eaux, Saône-et-Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.



Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 090
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
503 050	444 700	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238

Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- SIVOM de de la Région Mulhousienne (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource

DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.

Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.

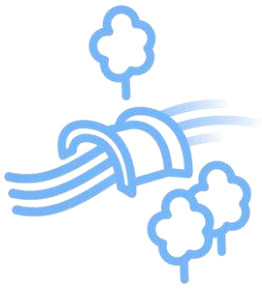
Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 090** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 100 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.1.2 Nos moyens logistiques

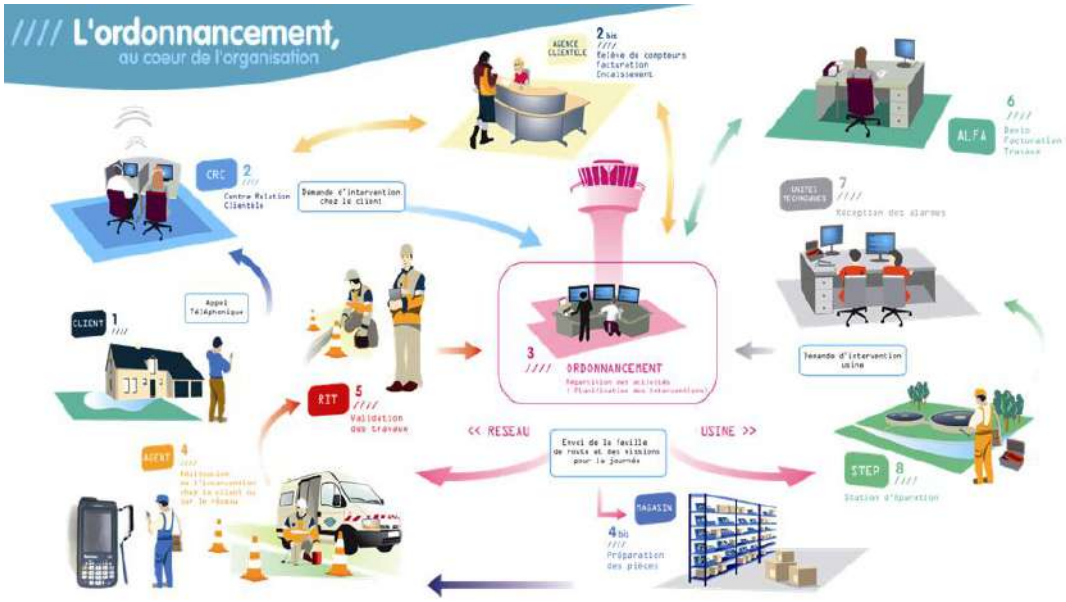
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux avec terrassement et d'exploitations, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système de gestion des interventions. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines, des sous-traitants, des véhicules, des engins et des matériels requis. Il permet :

- D'organiser le travail de nos agents,
- De suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- De répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- D'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et qui leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- Une optimisation des moyens disponibles (Hommes, sous-traitants, engins, matériels, etc…),
- Une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, logistique, etc…),
- Une communication facilitée avec les collectivités.

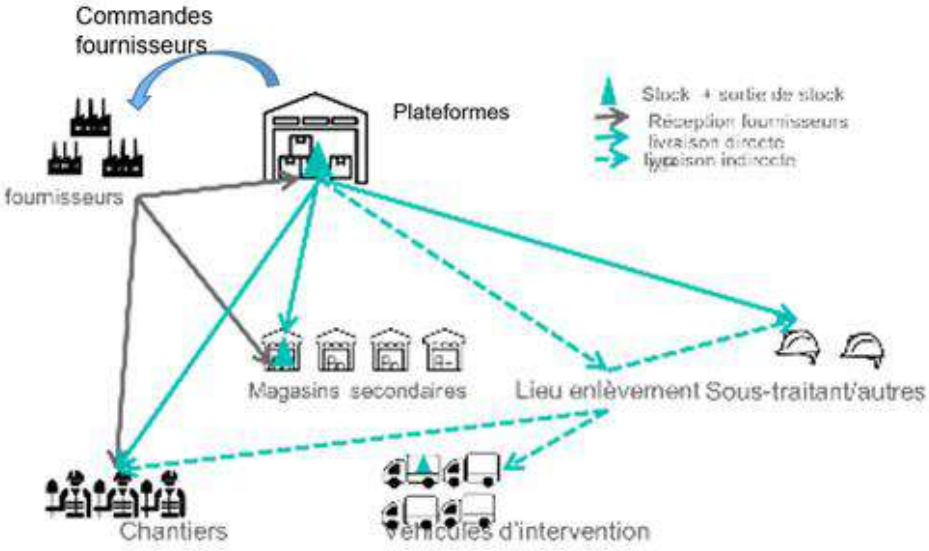


L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes des plateformes logistiques.
Ces 4 plateformes réparties sur le territoire ont industrialisé la supply chain en approvisionnant, stockant, préparant et expédiant les matériels référencés par la Direction des Achats. Un système d'information « LOG'Eau », dédié aux flux logistiques de pièces a été mis en œuvre.
Les expéditions concernent :

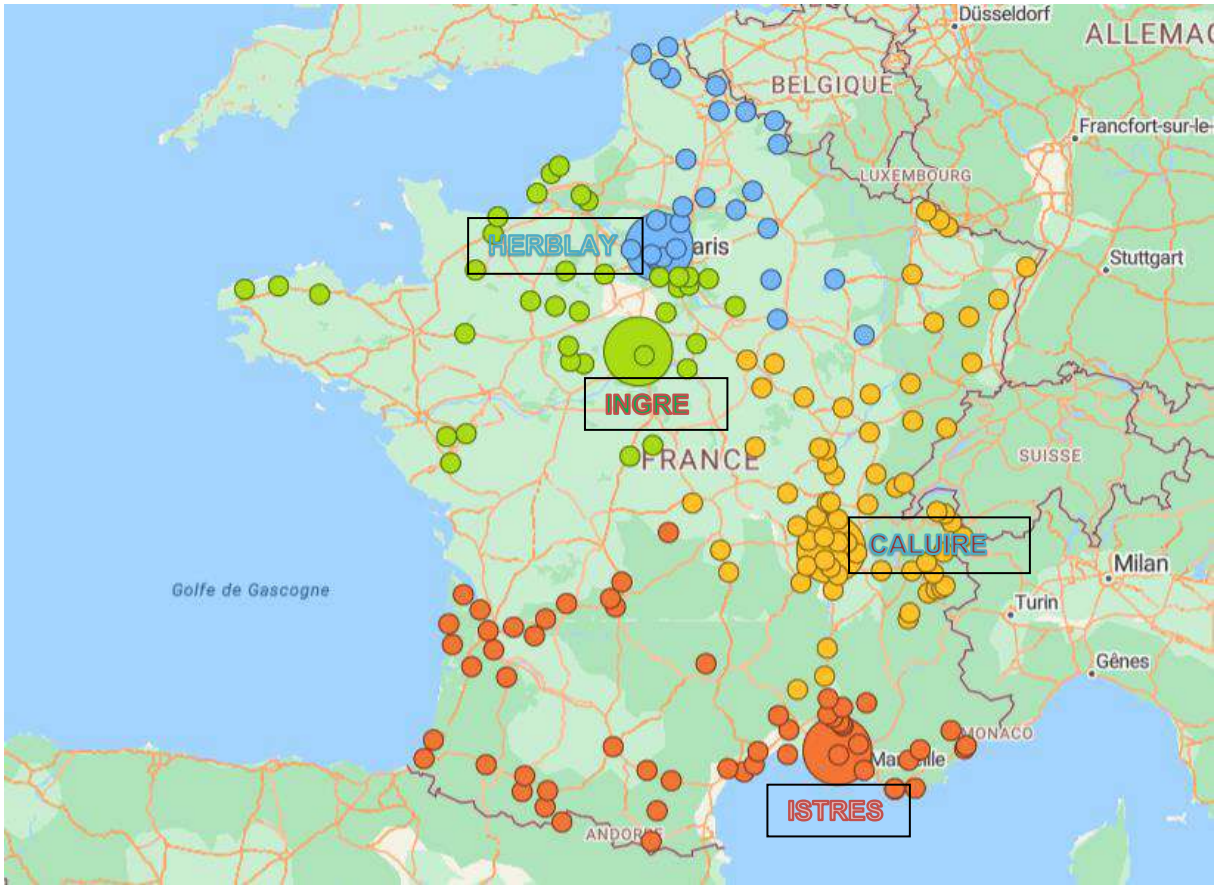
- D'une part des commandes spécifiques exprimées dans LOG'Eau pour des branchements ou chantiers,
- D'autre part des réassorts automatiques de dotations de magasin de proximité en région ou de dotations véhicules, basés sur les déclarations de sorties des agents sur leurs tablettes.

Les livraisons planifiées par les plateformes permettent d'approvisionner les commandes en amont de la date de réalisation et de maintenir à niveau les stocks des magasins de proximité au plus près des exploitants, pour répondre aux aléas de chantier.

Les stocks des véhicules permettent la réalisation d'interventions plus rapide, sans retour nécessaire à la base.
Des stocks stratégiques complètent les stocks de proximité en régions permettant d'avoir à disposition permanente les pièces indispensables au maintien du service aux clients.



La carte ci-dessous présentent l'implantation géographique des 4 plateformes logistiques et des magasins de proximité, qui sont au nombre de 200 environ.



5.2 La relation clientèle

5.2.1 Notre système d'information Clientèle

Dans le cadre de son programme de modernisation de la relation avec les clients, SUEZ Eau France a déployé récemment un nouvel outil de gestion de la relation client.

Cet outil nous permet d'améliorer les interactions avec les clients du service et en particulier :

- Le suivi des interactions avec les clients et une qualification fine des demandes et réclamations,
- La centralisation des informations offrant une vision à 360 ° du client, pour un traitement plus complet, rapide et qualitatif des demandes ;
- Le pilotage de l'activité relation client en temps réel et la réalisation de reportings

Ce nouvel outil de gestion clientèle est connecté à tous nos logiciels dont notre outil de facturation client Odyssée.

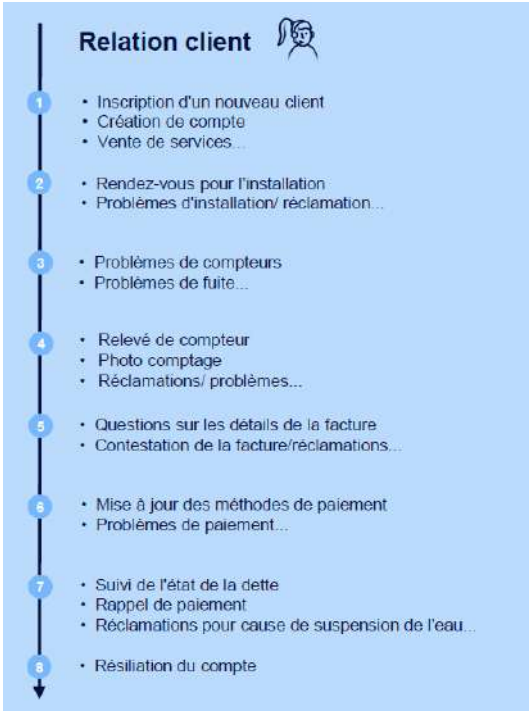
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

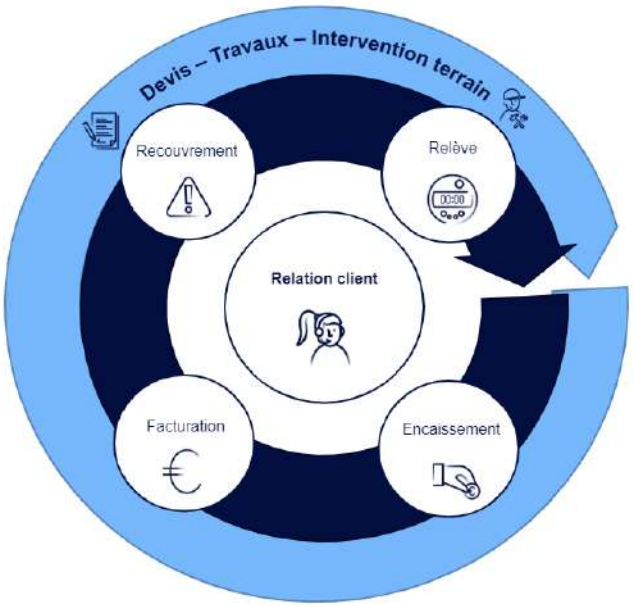
SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés
- des clients multi-équipés et multi-connectés qui imposent leurs canaux de relation digitale

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le consommateur, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :





La satisfaction client est la concentration des efforts de tous les collaborateurs quel que soit leur métier au sein de SUEZ Eau France, organisés autour de 6 missions :

1- **Mesurer et maîtriser les consommations d'eau**
2- **Faciliter la relation avec nos clients**
3- **Optimiser la gestion client**
4- **Accompagner les clients fragiles**
5- **Informer et alerter nos clients**
6- **Ecouter nos clients pour nous améliorer**

5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **LA RELEVE :** UN RELEVE DES COMPTEURS OPTIMISE

- Les releveurs : des équipes dédiées & expérimentées, formées aux règles de sécurité

SUEZ Eau France déploie sur le terrain des équipes d'agents dédiés exclusivement au relevé des compteurs.

Les missions essentielles des agents effectuant le relevé des compteurs, sont :

- la remontée pertinente d'index,
- le diagnostic de dysfonctionnements constatés,
- l'enrichissement de la base de données d'informations de terrain (localisation, situation de danger, plombage du compteur, etc.)
- une réponse adaptée aux questions des clients.

- Planification de la relève : la fréquence de la relève est adaptée aux différents types de clients : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.

- Annonce de la relève aux clients et compte-rendu de relève :

Chaque intervention fait l'objet d'une information en amont (affichage en mairie et l'envoi d'un courrier, mail ou d'un SMS d'informations aux clients avant le passage du releveur) et d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, email, sms).

- Dépose d'index par les clients.

Depuis janvier 2021, SUEZ Eau France diversifie ses moyens de relève en proposant à ses clients d'envoyer une photo de leur compteur. La photo compteur est la dernière méthode d'acquisition des index et de contrôle digital des actifs.
Le principe est simple : l'utilisateur effectue lui-même sa relève en déposant une photo de son compteur avec l'index de consommation via un parcours client dédié dans TSME.

La dépose d'index peut également être effectuée par les clients via le compte en ligne ou le téléphone, par saisie d'index seul sans photo.

Lorsqu' un compteur n'a pas pu être relevé depuis plus de 2 ans une prise de rendez-vous est organisée avec le client pour relever l'index.
Afin d'assurer la justesse et l'exhaustivité des volumes relevés, les actions suivantes sont effectuées au moment de la relève :
- un contrôle de l'évolution de la consommation d'eau du client
- un contrôle du fonctionnement du compteur
- une vérification du joint après compteur
- le plombage
- le calibrage

- **COMPTEUR D'EAU COMMUNICANT : ON'CONNECT**

La télérelève des compteurs permet au client :
- D'être alerté par e-mail, SMS ou courrier en cas de fuite ou de surconsommation
- D'être facturé en fonction des consommations réelles et non estimées, pour plus de transparence.
- De ne plus être dérangé par la relève des compteurs
- De suivre les consommations d'eau en direct sur internet pour faire des économies

- **ACTIONS DE SENSIBILISATION AUX ECONOMIES D'EAU**

Sur le site internet toutsurmoneau.fr sont présentés les clés pour comprendre sa consommation en fonction des différents usages, la comparer avec celle de foyers similaires et maîtriser son débit et sa consommation d'eau chaude pour faire des économies d'eau et d'énergie.

- **PROMOTION DE L'EAU DU ROBINET**

De nombreuses actions de sensibilisation sont déployées sur les territoires, en partenariat avec les acteurs locaux :
- Dans les écoles auprès des enfants
- Grâce à des ateliers collectifs organisés au sein d'associations
- Avec les bailleurs sociaux auprès des ménages ayant de fortes consommations d'eau
- Mise en place dans certaines régions d'observatoires sur le goût de l'eau impliquant la société dans une démarche participative locale

5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients

relation multicanale : téléphone, web, conseiller virtuel, courriers, e-mails, réseaux sociaux

Zoom sur les contacts téléphoniques :

- Des centres de relation client SUEZ situés en **France**
- **Large amplitude horaire** : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
- Réponse **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV)
- **Suivi et traçabilité du traitement des demandes**

Suivi de tous les canaux de contact du client (historique) permet l'analyse des comportements du client et l'identification des problèmes rencontrés

- **site internet toutsurmoneau.fr et compte en ligne**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les usagers et clients

En 2023, le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli en moyenne 484366 visiteurs uniques par mois soit 74% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

CE QUE PEUT FAIRE UN USAGER, ABONNÉ SUR TSME

UN USAGER
(Sans compte en ligne)

Eau dans ma commune (pour les contrats en DSP que l'on gère)

Contenus Pédagogiques

Simulateur de consommation

Devis estimatif à télécharger pour les branchements neufs

Chatbot Olivier : assistant virtuel

Contact service client : téléphones, adresse et horaire de l'agence la plus proche et formulaire de contact par email.

Souscrire un contrat (parcours automatisé avec création de CEL

UN ABONNE
(Depuis le compte en ligne)

Gestion des contrats, le client peut rattacher et gérer **plusieurs contrats dans son Compte En Ligne.**
Compte en ligne = 1 adresse e-mail

Payer sa facture et suivre ses paiements

Suivre sa consommation

Le CEL présente **2 ans d'historique sur les factures**

Le CEL est disponible **2 ans après la résiliation d'un contrat. On ne peut pas créer de CEL sur un contrat résilié**

Avec un compteur télérelevé :
- **suivi quotidien** des consommations
- **paramétrage des alertes** fuite et surconsommation
- ON connect coach (selon contrat)

A notre initiative
(sans compte en ligne)

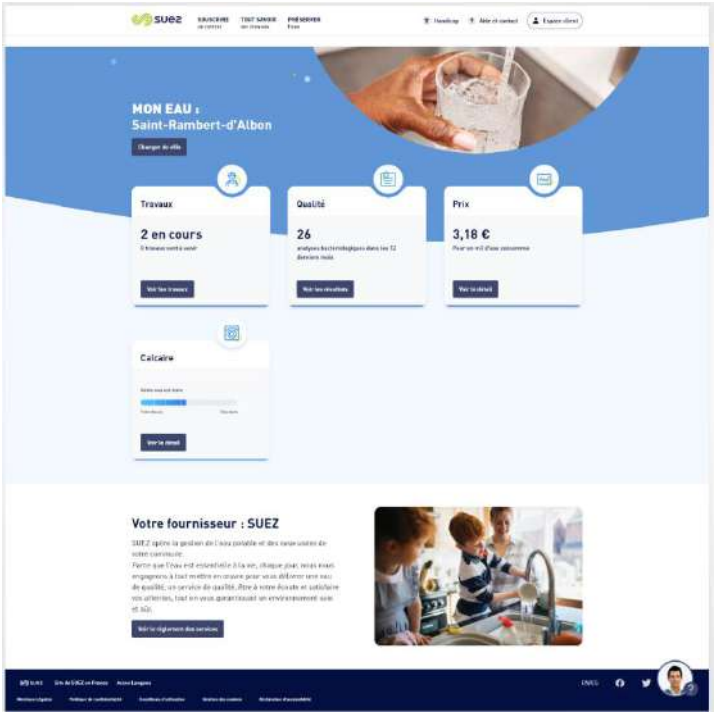
Prise de rdv en ligne : fonctionne à partir d'e-mails et sms spécifiques liés à l'activité terrain concernée. Le client prend directement rdv, modifie ou annule son rdv en ligne depuis le lien présent dans l'e-mail ou le sms qu'il reçoit.

Annonce relève et dépose de la photo-compteur : le client peut nous transmettre son relevé et la photo de son compteur suite à un e-mail ou sms qu'il reçoit en période de relève

Paiement par carte bancaire sans compte en ligne depuis un e-mail ou sms automatique envoyé au client.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau

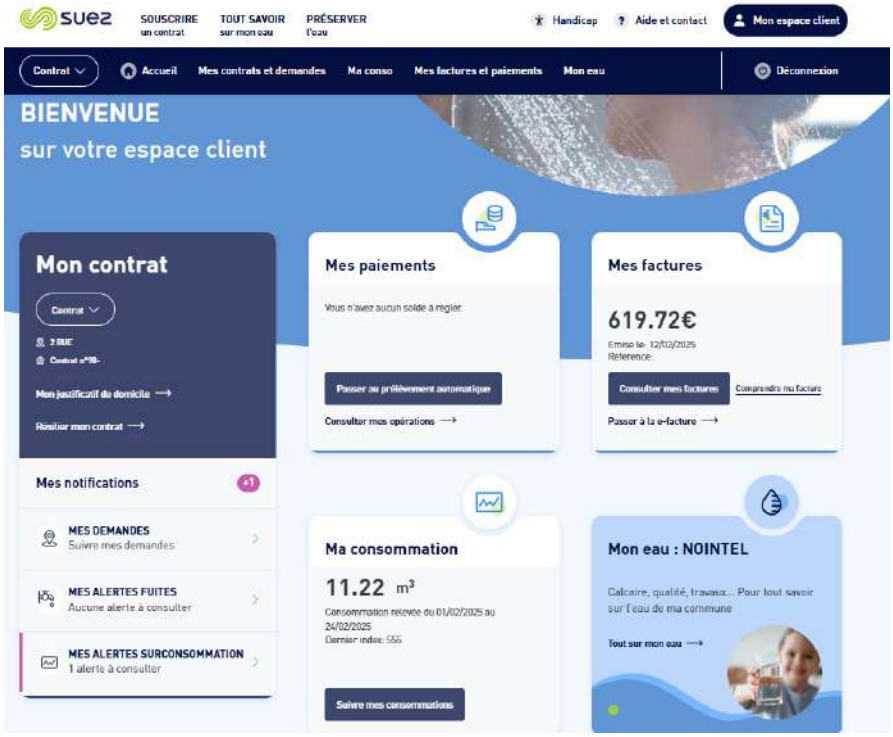


*Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)*

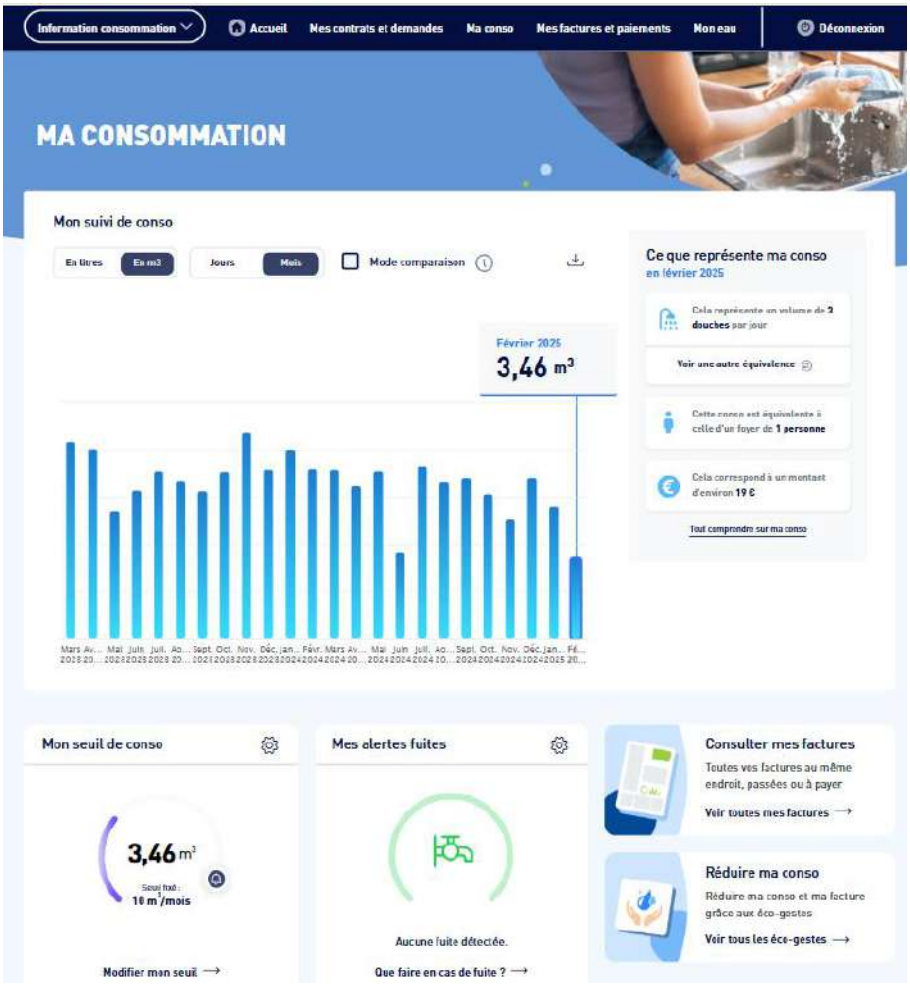
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation, ou encore mieux comprendre leur facture.

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- Une gestion autonome de leur contrat :
- Accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
- Visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
- Visualisation historique des paiements,
- Suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



*Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)*



*Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation journalier ou mensuel** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)*

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
- paiement sécurisé des factures par carte bancaire ou e-tip,
- dépose du relevé de compteur,
- souscription au prélèvement automatique mensuel ou à la facture,
- souscription ou résiliation au service e-facture.
- parcours 100% digital de souscription ou de résiliation
- demande de justificatif de domicile
- télécharger une estimation de devis branchement neuf
- formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des **échanges possibles** avec le service client via les différents canaux de contact :
- un formulaire de contact en ligne,
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

- **<u>Accueils partagés</u>**

Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous (PIMMS, MSAP, Mairie) et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF, transports en commun, SUEZ…).
La présence de SUEZ dans ces accueils partagés via notre solution de télé présence ou via la formation d'un agent permet aux clients de s'informer sur le service de l'eau et de communiquer avec nos chargés de clientèle pour la prise en charge de leurs demandes.

5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé sur les consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mis en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.6 Accompagner les clients fragiles

SUEZ Eau France souhaite permettre à toutes les personnes, y compris les personnes en situation de fragilité, d'avoir accès à tous les services de l'eau, c'est-à-dire à l'eau en tant que telle mais aussi aux informations et services disponibles. Plusieurs services ont été mis en place :

- **DEMARCHE EAU EQUITABLE** (tarification sociale multicritère, fonds de solidarité supplémentaire, chèque eau)

Le « client fragile » est un client qui rencontre un obstacle (handicap, difficultés financières, exclu du numérique, langue, isolé…) pour accéder aux services et/ou payer sa facture.

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET HANDICAPZERO :**

L'association HandiCaPZéro assure la traduction en braille ou caractères agrandis des factures et des livrets d'accueil des clients SUEZ aveugles ou malvoyants.

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET ACCEO :**

SUEZ permet aux personnes sourdes ou malentendantes d'accéder par téléphone à ses services. ACCEO s'appuie sur une plateforme qui met en relation la personne sourde ou mal entendante avec un interprète ou un transcripteur traduisant la demande en temps réel à l'agent clientèle de SUEZ.

Acceo Langues

Service de Visio interprétation en langues étrangères pour nos clients non francophones (**) destiné uniquement à nos collaborateurs

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET PIMMS MEDIATION :**

Les PIMMS Médiations sont des lieux d'accueil/ interfaces de médiation entre les populations et les services publics/entreprises. Ils permettent une médiation sociale en rendant accessibles à tous les services nécessaires à la vie courante comme l'accès à l'eau. L'objectif est d'être au plus près des clients les plus fragiles en les accompagnant dans leurs démarches et en les orientant vers les bons interlocuteurs.

5.2.7 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso journalière ou mensuelle (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) Promotion des services payants via le canal téléphone et web (TSME)
   a. Gamme de solutions assurance/assistance DolceO

Une gamme de 4 solutions selon le type d'habitation de l'abonné (maison ou appartement) et son statut (propriétaire ou locataire). La gestion de la Relation Client est opérée pour ce service contractuel renouvelable annuellement par notre partenaire Homeserve.

   b. Service de dépannage à domicile Répar&O : dépannage plomberie essentiellement mais aussi gaz, électricité et serrurerie

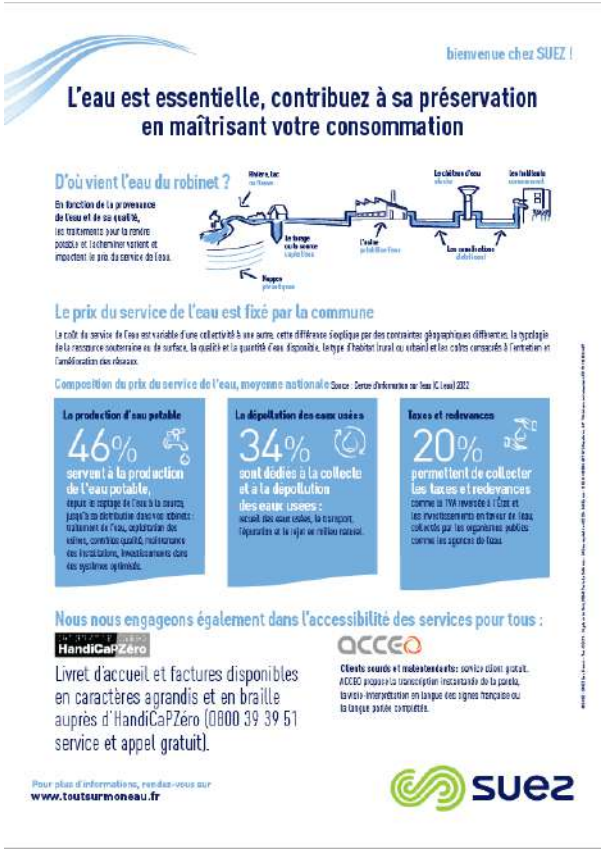
SUEZ a un devoir de conseil pour proposer à ses clients ce type de services. Ces services sont attendus par nos clients de la part de SUEZ (légitimité du fournisseur d'eau à proposer ce type de service), comme le démontre chaque année le baromètre de satisfaction clients particuliers national Ifop annuel. Ces services sont proposés en rebond téléphonique sur appel entrant de nos clients dans l'ensemble de nos plateaux internes et externes.

3) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

4) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions SUEZ concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

5) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

> Un livret d'accueil pour les nouveaux clients (remarque : pour les marques locales il s'agit d'un encart facture R/V personnalisé avec la marque locale et non d'un livret)


bienvenue chez SUEZ !

L'eau est essentielle, contribuez à sa préservation en maîtrisant votre consommation

D'où vient l'eau du robinet ?

Le prix du service de l'eau est fixé par la commune

Composition du prix du service de l'eau, moyenne nationale

La production d'eau potable 46% servent à la production de l'eau potable,

La dépollution des eaux usées 34% sont dédiés à la collecte et à la dépollution des eaux usées :

Taxes et redevances 20% permettent de collecter les taxes et redevances

Nous nous engageons également dans l'accessibilité des services pour tous :

HandiCaPZéro

Livret d'accueil et factures disponibles en caractères agrandis et en braille auprès d'HandiCaPZéro (0800 39 39 51 service et appel gratuit).

acceo

Clients sourds et malentendants: service client gratuit. ACCEO propose la transcription instantanée de la parole, la vidéo-interprétation en langue des signes française ou la langue parlée complétée.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.toutsurmoneau.fr

SUEZ

Profitez de tous nos services et facilitez-vous la vie en créant dès maintenant votre espace client

Gérez votre abonnement en toute simplicité depuis www.toutsurmoneau.fr !

Disponible 24 h/24 - 7 j/7

Réaliser vos opérations en toute autonomie grâce à des parcours digitalisés

Répondre à toutes vos questions via la rubrique aide et contact

Retrouver nos conseils pour maîtriser votre consommation et surveiller vos installations

Créez votre espace client

Espace client

et vous pourrez :

Modifier vos coordonnées et gérer votre contrat

Choisir le mode de paiement qui vous convient

Suivre votre consommation

Consulter votre facture

Télécharger votre attestation de domicile certifiée

Je surveille mes installations

Les rubriques « tout savoir sur mon eau » et « aide et contact » vous donnent tous les conseils utiles et nécessaires pour protéger et surveiller vos installations, et vous expliquent les démarches pour détecter les fuites.

Et si j'ai réellement une fuite ?

Je me renseigne sur le type de compteur installé

Si votre commune a opté pour le déploiement de compteurs communicants alors vous pouvez suivre votre consommation quotidiennement et être facturé à partir des consommations réelles et non estimées.

Si je n'ai pas de compteur communicant ? Vous pouvez utiliser la simulation de consommation en ligne qui vous permet d'évaluer votre consommation d'eau quotidienne et vous donne des conseils pour la réduire.

Je comprends ma facture

SUEZ

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La satisfaction des clients est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les attentes des consommateurs et à instaurer un véritable dialogue pour adapter au mieux nos offres.

- **BAROMETRE NATIONAL ET REGIONAL A FROID DE LA SATISFACTION CLIENT**

1fois/an auprès des clients abonnés
Le baromètre national de satisfaction à froid évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

Un zoom est fait ensuite sur la région

Le fonctionnement du dispositif à froid :

500 000 clients particuliers issus de la base ODYSSEE avec une adresse email valide
Premier filtre sur la base des consentements (exclusion des OptOUT)

Objectifs :

- Analyser la satisfaction et les raisons d'insatisfaction des clients
- Mesurer l'appétence sur les nouveaux services

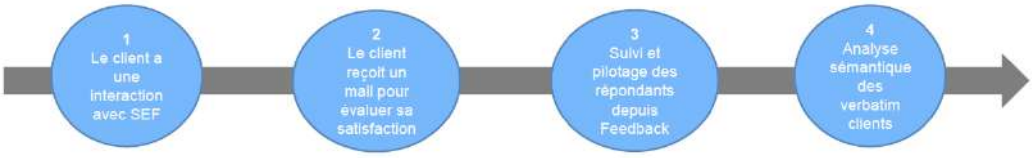
- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** ~~(sauf pour Bordeaux Métropole)~~ pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- **Enquête post-intervention** afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Le fonctionnement du dispositif à chaud :

Il existe 3 types d'enquêtes de satisfaction « à chaud » : Post-contact, Post-Intervention, Post-écrit



- **TEST NOUVEAUX SERVICES AUPRES DE NOS CLIENTS POUR AJUSTEMENT AVANT LANCEMENT**

Avant lancement sur le marché national d'un nouveau service, nous réalisons toujours un test sur une région pour vérifier que le service convient bien aux besoins et fonctionne correctement, l'ajuster si nécessaire avant de le déployer au niveau national.

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

SUEZ s'engage auprès de vous !

CHARTE NATIONALE D'ENGAGEMENTS

suez

ENGAGEMENT SERVICE CLIENT

1 NOUS SOMMES À VOTRE ÉCOUTE, DISPONIBLES ET RÉACTIFS	• Nous vous proposons une relation en ligne 24h/24 sur notre site web www.toutsurmoneau.fr et sur votre compte en ligne. • Nous répondons à toute question relative à votre abonnement, facture, paiement etc. par téléphone, e-mail, courrier. • En situation de handicap nous mettons à votre disposition des services adaptés pour que vous puissiez gérer votre contrat d'eau en toute autonomie (plateforme spécifique pour les sourds et malentendants, facture en braille et caractères agrandis pour les déficients visuels).
2 NOUS VOUS CONTACTONS QUAND C'EST UTILE POUR VOUS	• En cas de consommation anormale identifiée lors du relevé de votre compteur d'eau. • En cas de restriction de consommation d'eau ou d'importante coupure d'eau programmée.
3 NOUS VOUS AIDONS À TROUVER DES SOLUTIONS EN CAS DE DIFFICULTÉS DE PAIEMENT	• Nous recherchons des solutions personnalisées en cas de difficultés de paiement (échéancier, aides CCAS, Fonds de Solidarité Logement etc.).

ENGAGEMENT ÉCOUTE CLIENT

4 NOUS NOUS ENGAGEONS À PRENDRE EN COMPTE VOTRE SATISFACTION APRÈS CHAQUE CONTACT AVEC SUEZ	• Nous vous envoyons un court questionnaire de satisfaction par e-mail après chaque intervention à votre domicile et/ou contact avec notre service client. • Nous prenons en compte vos commentaires dans le cadre de l'amélioration continue de nos services et de nos solutions.

ENGAGEMENT QUALITÉ DE L'EAU

5 NOUS VOUS GARANTISSONS UNE EAU DE QUALITÉ	• Des contrôles réguliers de la qualité de l'eau sont assurés par le ministère de la Santé et SUEZ. Pour être déclarée potable et être distribuée, l'eau doit satisfaire plus de 60 critères sanitaires (qualité bactériologique, chimique) ainsi qu'à de nombreuses obligations (contrôle des installations, respect de l'environnement, etc.).
6 NOUS NOUS ENGAGEONS À VOUS INFORMER SUR SA COMPOSITION ET SA QUALITÉ	• Nous vous informons sur les caractéristiques essentielles de votre eau (calcaire, pression, chlore etc.) : informations en ligne sur notre site www.toutsurmoneau.fr, rubrique « eau dans ma commune » ou par téléphone. • Nous vous envoyons une présentation de la qualité de l'eau une fois par an avec votre facture. Celle-ci est également affichée dans votre mairie

ENGAGEMENT ENVIRONNEMENT

7 NOUS NOUS ENGAGEONS À VOUS AIDER À MIEUX CONSOMMER	• Nous mettons à votre disposition : - des conseils écogestes (sensibilisation sur les bons usages de l'eau), - un suivi de votre consommation sur votre compte en ligne pour mieux comprendre et maîtriser vos consommations. • Si votre commune a fait le choix de la télérelève vous êtes alertés de toutes suspicions de fuite ou en cas de surconsommation.
8 NOUS NOUS ENGAGEONS À INTERVENIR RAPIDEMENT POUR TOUTE SITUATION D'URGENCE SUR LE RÉSEAU PUBLIC	• Nos équipes techniques sont disponibles 24h/24 et 7j/7 pour répondre aux urgences. Lors d'un incident sur le réseau d'eau de votre quartier nous intervenons au plus vite pour limiter les désagréments.

6 Glossaire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de

dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)
  - **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
    - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
    - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
  - **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 Annexes

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Il proroge jusqu'au 31 décembre 2025 **le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes**.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Le décret apporte **des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics**.

- Il relève à 300 000 euros hors taxes le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés innovants de défense ou de sécurité.
- Il prévoit les conditions dans lesquelles un groupement peut être constitué et sa composition modifiée dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue.
- Le décret relève la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession.
- Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise.
- Enfin, il intègre les mesures règlementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne.

ACTUALITE MARQUANTE POUR LA GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412
Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, **la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement**.
Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019
Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir

ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

7.1.2 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045
Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.

- La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.

- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé
- Marchés innovants de défense ou de sécurité
  - Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.
- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures

Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu

Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.

Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».

Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance

Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.

Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication**.**

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise
Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la

préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les

installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311,

2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les

organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :
1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;
3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.
Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les

obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :
- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).

En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.

ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)

- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité
- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)

Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127

Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.

Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263

Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244

Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785

Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143

Publics concernés : tout public.

Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements

sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.
Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702

Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.
Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.

Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.

Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :
a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***

Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.
Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :

Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.
II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »*

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.
Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application
Non applicable :
a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable
- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :
Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.
- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.
4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :
a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.
Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les

volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :
- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,
o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3
Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :
1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429
Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.
3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.

4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.
5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;
9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés.
Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si

leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.
Points clés :
- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.
Application :
- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).
Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :
Symbole
- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention
- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage
- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application
- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368

Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :
- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.
- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.

4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.
Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441

Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :

« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant

l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.
A retenir modification de l'article 5 :
- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques

extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;
c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.
Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques.
De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.

Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.
la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025, les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les

mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940
Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.
Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.
Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.
Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.
Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304
Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.
Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.
Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.
Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288
Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.
Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques
Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203
Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :
- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.

Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.

Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=

La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtylrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=

Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018

Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.
Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
160 rue Henri Champion 72030 LE MANS cedex 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre ..... 150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine ..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) ..... 100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation ..... 30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 6 janvier 2025

MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances
IDU REP Eco circulaire FR231780_03XLOT

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Tour CB 21 16, place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

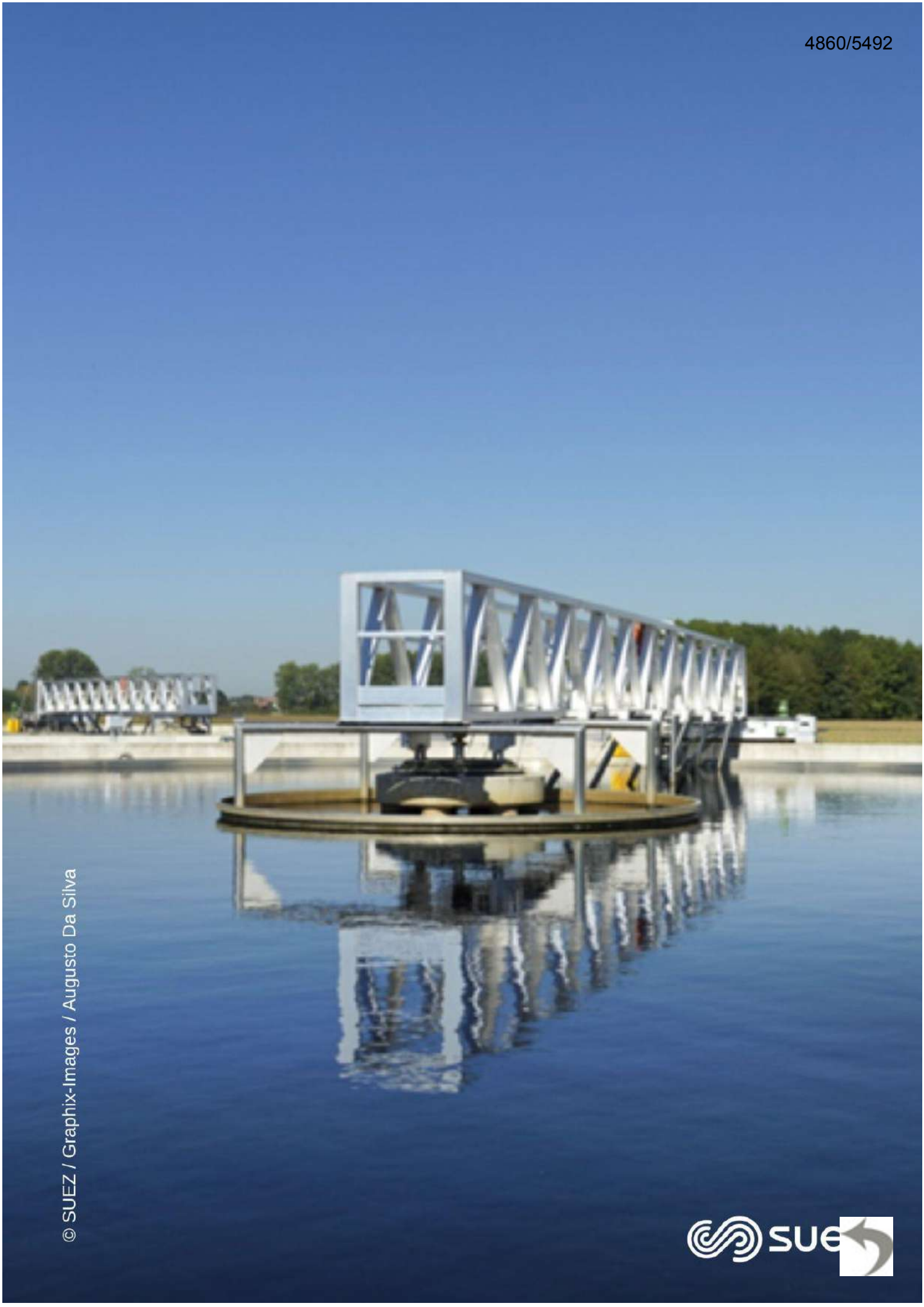
Fait sous le n° 2024/FR00039254LI/184878, pour valoir ce que de droit le 16/12/2024.

XL Insurance

ADVANCED SEAL ELECTRONIC

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattery, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

4860/5492



© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

4861/5492

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

VILLEFARGEAU

Fin de contrat au 31/03/2024

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 10
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 11
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 12
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 13

2 | Présentation du service 15

2.1 Le contrat 17
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 18
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 18
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 18
2.2.3 La relation clientèle 19
2.3 L'inventaire du patrimoine 21
2.3.1 Le système d'assainissement 21
2.3.2 Les biens de retour 22

3 | Qualité du service 27

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 28
3.1.1 L'exploitation des réseaux de collecte 28
3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement 31
3.2 Le bilan de la relation client 33
3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif 33
3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 33
3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients 34
3.2.4 La relation clients 34
3.2.5 L'encaissement et le recouvrement 35
3.2.6 Les dégrèvements pour fuite 35
3.2.7 Le prix du service de l'assainissement 36

4 | Comptes de la délégation 39

4.1 Le CARE 41
4.1.1 Le CARE 41
4.1.2 Le détail des produits 43
4.2 Les reversements 44
4.2.1 Les reversements à la collectivité 44
4.3 Les investissements contractuels 45
4.3.1 Le renouvellement 45

5 | Votre délégataire 47

5.1 Notre organisation 50
5.1.1 La Région 50

6 | Glossaire 57

7 | Annexes 67

7.1 Synthèse réglementaire 69
7.1.1 Les évolutions réglementaires 69
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 103
7.3 Attestations d'assurance 108

Synthèse de l'année

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages de l'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et de l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030.
Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous – est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.
Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.
Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparait donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.
Cependant, dans les métiers de l'eau et l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.
Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contrevaleurs.
Les modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.
L'année 2025 reste une année de transition avec des redevances de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et de l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs, ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de la loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau

et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
- La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.
- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie - Amiante
Le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maitres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.
A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
Il convient donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.
Dans ce contexte, afin d'accompagner ses clients dans le temps par la connaissance patrimoniale de la présence d'amiante, Suez proposera d'utiliser un dispositif de capitalisation et cartographie des résultats collectés à l'occasion de la recherche d'amiante avant Travaux. Ceci permettra de disposer de cette information de manière pérenne, et d'apporter une sécurité plus importante tout en conduisant à une baisse progressive des coûts des travaux concernés.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Depuis le 1er janvier 2020 et à la suite de la loi Notre, la délégation du Service public pour la gestion et l'exploitation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales est sous la compétence de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Ce contrat a pris fin le 31 mars 2024. Au 1er avril 2024, il intégrera le contrat de Délégation de service public d'assainissement de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Enquêtes de branchements assainissement :

6 contrôles de conformité de raccordement des particuliers aux réseaux de collecte ont été effectués dans le cadre de vente immobilière.

Interventions sur réseau de collecte :

Près de 0,2 km de réseau assainissement ont été visités et 2,3 km de réseau ont été curés au cours du premier trimestre de l'année 2024, dont environ 1,9 km sur le réseau d'eaux pluviales.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

376 clients assainissement collectif

26 115 m³ d'eau assujettis

16 km de réseau total d'assainissement

2 350,49 ml de réseau curé

0 désobstruction de réseau

0 désobstruction de branchement

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2022	2023	2024	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	870	864	854	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	382	379	376	Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)	0	0	0	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	7,66	7,66	7,66	km	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	1,93908	1,90522	-	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	75	74	94	Valeur de 0 à 120	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	3	0	0	Nombre	A

Pas de tarif au 01/01/2025 puisque le contrat a pris fin au 31/03/2024.

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

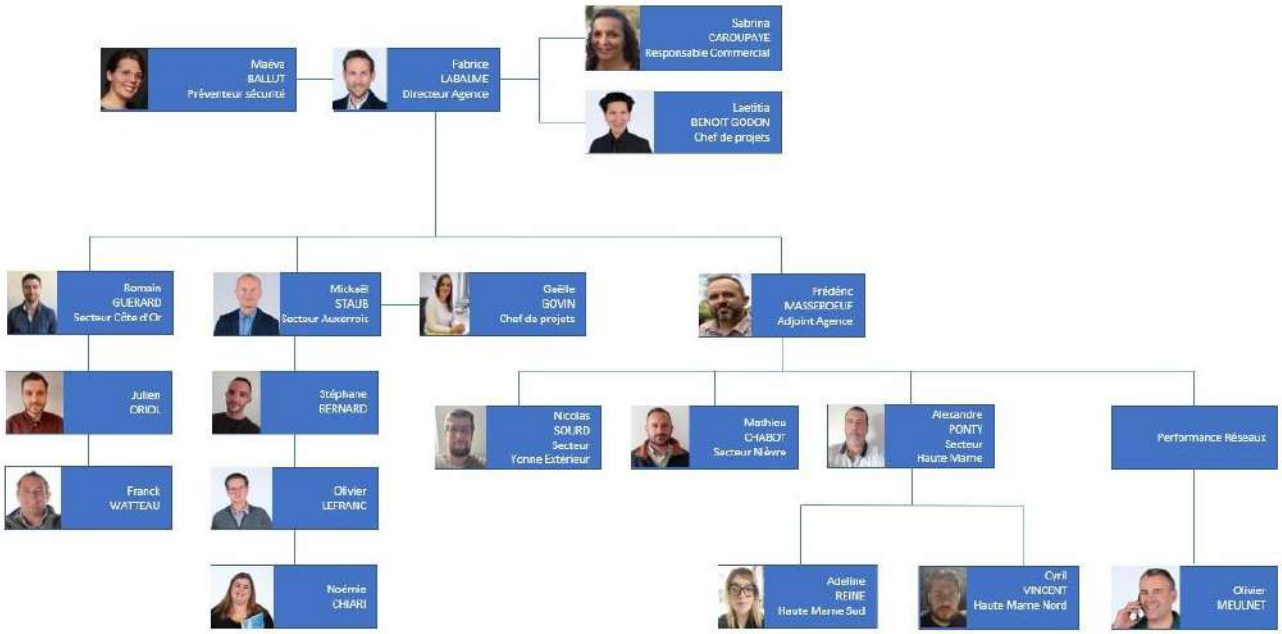
Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/04/2012	31/03/2024	Affermage
Avenant n°01	01/04/2014	31/03/2024	Modification de la formule de révision de la part pluviale
Avenant n°02	10/12/2015	31/03/2024	Prise en compte de la réforme "Construire sans Détruire"
Avenant n°03	01/01/2021	31/03/2024	Transfert de compétence des eaux pluviales
Avenant n°04	17/11/2021	31/03/2024	Précision sur la part pluviale relative aux avaloirs incombant à la commune

Le traitement des eaux usées collectées dans le cadre de ce contrat est réalisé par la STEU de Saint Georges sur Baulche.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),

- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.
Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entrainer les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatique et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 127 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

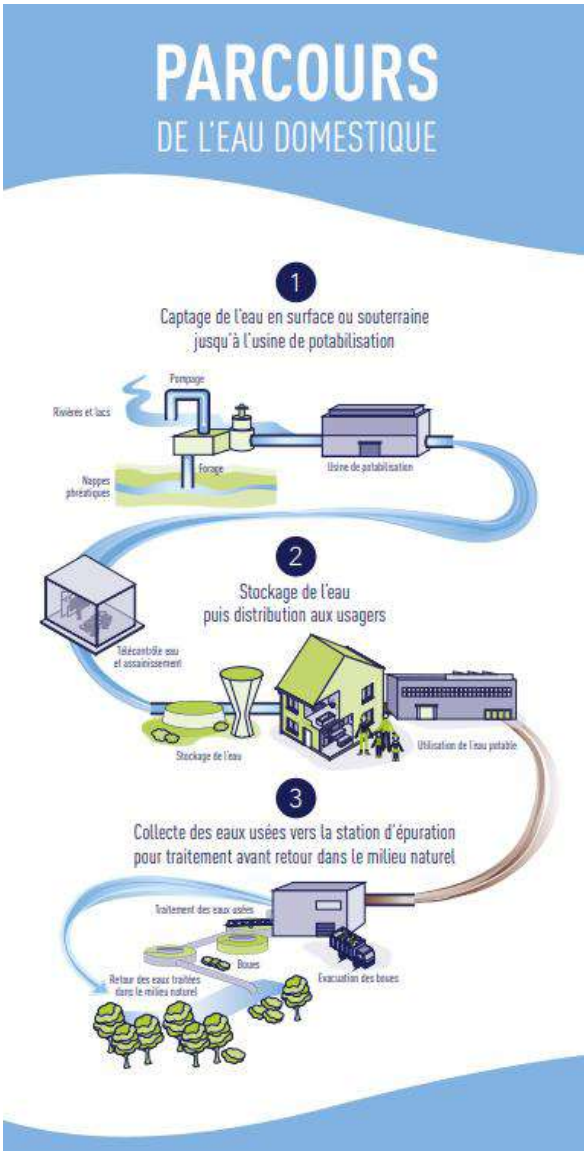
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)

Désignation	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	8 354	8 354	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	7 171	7 171	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	484	484	0,0%
Linéaire total (ml)	**16 009**	**16 009**	**0,0%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)

Réseau	Ecoulement	Amiante ciment	Béton	Fonte - Grès	PVC, PE, PP	Inconnu	Total
Eaux pluviales	Gravitaire	2 021	2 401	-	2 312	1 620	**8 354**
Eaux usées	Gravitaire	3 862	132	1 148	1 984	45	**7 171**
Eaux usées	Refoulement	-	-	-	194	291	**484**
Total		**5 883**	**2 534**	**1 148**	**4 490**	**1 955**	**16 009**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	8 354	7 656	0
Régularisations de plans	0	0	0
Situation actuelle	**8 354**	**7 656**	**0**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Avaloirs	202	202	0,0%
Branchements publics eaux usées	383	383	0,0%
Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
Regards réseau	312	312	0,0%

- **LE TRAITEMENT SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité de traitement sur l'ensemble du réseau de collecte, les installations de traitement sur le réseau disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
VILLEFARGEAU	Bassin Orage des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	2005	15	m³/h
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008	10	m³/h

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2024**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	4
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	94,6
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	99,4
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	29
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	49
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	50
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**94**

3 Qualité du service

© SUEZ / Franck Dunouau

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2024**
Nombre de réponses aux DICT	1
Nombre de réponses aux DT	0
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	1
Total	**2**

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

Inspections réseau				
	2022	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	327	102	219	114,9%
Linéaire de réseau inspecté en pédestre (ml)	942	831	0	- 100,0%
Linéaire total inspecté (ml)	**1 269**	**933**	**219**	**- 76,5%**

Inspections télévisées				
Type ITV	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau Eaux Pluviales inspecté par ITV d'urgence	29	0	0	-
Linéaire de réseau Eaux Usées inspecté par ITV programmée	0	0	219	-
Linéaire total inspecté par ITV	**29**	**0**	**219**	**-**

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	59	98,99	1 946,21	1 866,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	830	1 150,57	404,28	- 64,9%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	**889**	**1 249,56**	**2 350,49**	**88,1%**
Taux de curage préventif (%)	5,6%	7,8%	14,7%	88,1%

Curage préventif (Ouvrages)				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Avaloirs	132	96	0	- 100,0%

Curage curatif				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	0	44,65	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	0	0	0	-
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)	**0**	**44,65**	**0**	**- 100,0%**
Taux de curage curatif (%)	0,0%	0,3%	0,0%	- 100,0%

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	0	-
Désobstructions sur branchements	3	0	0	-
Désobstructions sur avaloirs	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,06	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,01	0	0	-

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement				
	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	13	8	1	- 87,5%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	10	0	5	-
Nombre d'enquêtes sur branchement	3	2	0	- 100,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	**26**	**10**	**6**	**- 40,0%**

- **LES REPARATIONS**

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)				
Groupe	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Nombre de canalisations réparées	0	0	0	-
Nombre d'ouvrages réparés	0	0	0	-

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Le tableau ci-après détaille les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	2023	2024	Variation N/N-1
Les interventions sur le réseau	0	0	-

3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	593	325	74	- 77,2%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	752	767	183	- 76,1%
Total		**1 345**	**1 092**	**257**	**- 76,5%**

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	2	0
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	2	0
Total		4	0

Le curage préventif réalisé sur un poste de relèvement peut être un curage à blanc réalisé avec une hydro-cureuse ou un nettoyage à haute pression (écrémage) à l'aide du pick-up.

Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	04/03/2024

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements							
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	7	0	0	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0	4	0	-100,00%
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	44	28	8	-71,43%
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0	1	0	-100,00%
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0	0	0	-
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4	2	1	-50,00%
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	38	24	6	-75,00%

3.2 Le bilan de la relation client

3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la nouvelle loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2023 et 2024 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif

Désignation	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Particuliers	363	362	357	- 1,4%
Collectivités	9	8	7	- 12,5%
Professionnels	10	9	12	33,3%
Total	**382**	**379**	**376**	**- 0,8%**

3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement

Type volume	2022	2023	2024	N/N-1 (%)
Volumes assujettis (m³)	34 806	34 476	26 115	- 24,3%

A noter que ces données correspondent au 1er trimestre 2024, soit avant la fin de ce contrat.

3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	17	0
Facturation	8	8
Règlement/Encaissement	15	3
Prestation et travaux	3	0
Information	40	-
Technique assainissement	0	0
Total	**83**	**11**

3.2.4 La relation clients

Notre objectif est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

Relation client				
Désignation	**2022**	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Taux de réclamations (Nombre / 1000 abonnés)	10,47	15,83	-	- 100,0 %
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	81,49	80	83,9	4,9 %
Satisfaction Post Contact	7,39	7,69	8,56	11,3 %
Pourcentage de clients satisfaits	73,4	76,5	78,4	2,5 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	6	1	- 83,3 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	10,47	15,83	2,66	- 83,2 %

3.2.5 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2023**	**2024**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	13,89	38,28	175,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	4 365,66	3 367,76	- 22,9%
Créances irrécouvrables (€)	8,89	2 250,6	25 216,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 426,64	998,47	- 30,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	72 603,98	69 767,86	- 3,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	69 767,86	49 550,3	- 29,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	4,54	35 545,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,96	1,43	- 27,2%

3.2.6 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements	
Désignation	**2024**
Nombre de demandes acceptées	5
Nombres de demandes de dégrèvement	7
Volumes dégrévés (m³)	587,76

3.2.7 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

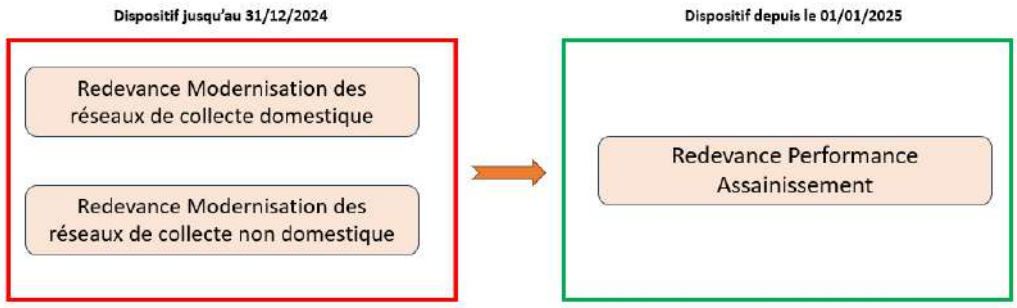
Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif			
Détail prix assainissement	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	10,61	0	- 100,0%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4586	0	- 100,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	5,72%	-	- 100,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,90522	0	- 100,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,73202	0	- 100,0%

Le tarif au 01/01/2025 n'est pas présenté puisque le contrat est arrivé à son terme au 31/03/2024.

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Depuis le 1er janvier 2025, une réforme des redevances des agences de l'eau est entrée en vigueur en France, visant à adapter le financement des actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Cette réforme a notamment comme impact de faire évoluer les redevances comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



L'application de la réforme est entrée en vigueur le 1er janvier, ainsi toutes les factures émises à partir de cette date comportent ces nouvelles redevances.

De ce fait, les indicateurs tarifaires pour l'exercice 2024 doivent être ceux en date du 1er janvier de l'année de présentation du rapport, soit le 1er janvier 2025. Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les redevances liées à l'ancien dispositif (qui auront une valeur nulle pour cette année) ainsi que celles de la réforme (qui auront une valeur nulle pour l'an dernier).

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	10,61	-	- 100,0%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4186	-	- 100,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	1,04	-	- 100,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	-	- 100,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1732	-	- 100,0%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2024**	**01/01/2025**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,3603	-	- 100,0%

Comptes de la délégation

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

4.1.1 Le CARE

A - VILLEFARGEAU

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	**67 089**	**37 288**	**-44,4%**
Exploitation du service	22 135	5 463	
Collectivités et autres organismes publics	44 635	31 894	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	
Produits accessoires	319	-69	
CHARGES	**63 424**	**33 858**	**-46,6%**
Personnel	9 265	536	
Energie électrique	526	301	
Sous-traitance, matières et fournitures	2 502	228	
Impôts locaux et taxes	63	9	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	3 903	447	
• télécommunication, postes et télégestion	150	43	
• engins et véhicules	904	59	
• informatique	2 181	289	
• assurance	168	40	
• locaux	308	12	
Contribution des services centraux et recherche	741	178	
Collectivités et autres organismes publics	44 635	31 894	
Charges relatives aux renouvellements			
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	1 628	0	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	212	60	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	190	437	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-240	-233	
Résultat avant impôt	**3 665**	**3 429**	**-6,4%**
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	916	857	
RESULTAT	**2 749**	**2 572**	**-6,4%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - VILLEFARGEAU

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2024

Détail des produits

en €uros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	**67 089**	**37 288**	**-44,4%**
Exploitation du service	22 135	5 463	-75,3%
• Partie fixe facturée	2 998	938	
• Partie proportionnelle facturée	13 297	10 604	
• Pluvial facturé	4 876	-103	
• Variation de la part estimée sur consommations	964	-5 976	
Collectivités et autres organismes publics	44 635	31 894	-28,5%
• Part Collectivité	38 256	27 285	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	6 379	4 609	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0,0%
Produits accessoires	319	-69	-121,6%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	243	-122	
• Autres produits accessoires	76	52	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURT ASST - ACPTE - 6/2024-10/2024	30/11/2024	8 233,70
SURT ASST - SOLDE - 1/2024-5/2024	31/07/2024	1 446,44
SURT ASST - ACPTE - 1/2024-4/2024	31/05/2024	17 579,85
SURT ASST - SOLDE - 6/2023-12/2023	31/01/2024	2 016,68
Total		**29 276,67**

4.3 Les investissements contractuels

4.3.1 Le renouvellement

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2022**	**2023**	**2024**
Renouvellement	2 997,55	0	0

Suivi pluriannuel de renouvellement
Contrat BANCO : 11703 - Villefargeau

communauté de l'auxerrois

	Garantie de renouvellement			
Exercice	Prévu au contrat de base	Prévu actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Libellé des lignes d'investissement réalisées
Sous total - 2012	893,00 €	893,00 €	0	
Sous total - 2013	1 190,00 €	1 190,00 €	0	
Sous total - 2014	1 190,00 €	1 215,00 €	0	
Sous total - 2015	1 190,00 €	1 222,00 €	0	
Sous total - 2016	1 190,00 €	1 225,00 €	0	
Sous total - 2017	1 190,00 €	1 215,00 €	0	
Sous total - 2018	1 190,00 €	1 243,00 €	0	
Sous total - 2019	1 190,00 €	1 279,00 €	0	
Sous total - 2020	1 190,00 €	1 306,00 €	0	
2021			916,32 €	VILLEFARGEAU-PR de Montmercy - VILLEFARGEAU-RVT-partiel Armoire électrique
Sous total - 2021	1 190,00 €	1 322,00 €	916,32 €	
2022			2 997,55 €	VILLEFARGEAU-PR de Montmercy - VILLEFARGEAU-RVT-SOFREL
Sous total 2022	1 190,00 €	1 412,00 €	2 997,55 €	
Sous total 2023	1 190,00 €	1 526,00 €	0	
Sous total 2024	298,00 €	405,00 €	0	
Sous total Pluriannuel	14 281,00 €	15 453,00 €	3 913,87 €	

Votre délégataire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.
SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- **8,9 milliards € de chiffre d'affaires**
- **10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)**

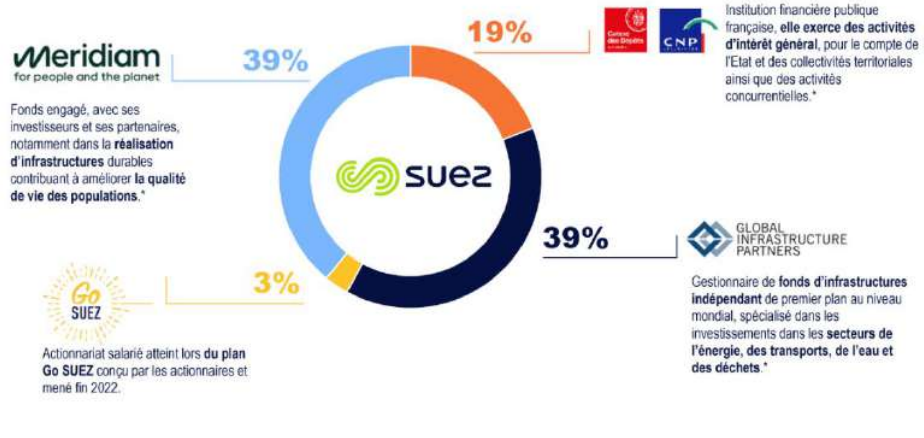
Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.
Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

La raison d'être de SUEZ
Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.



* Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding

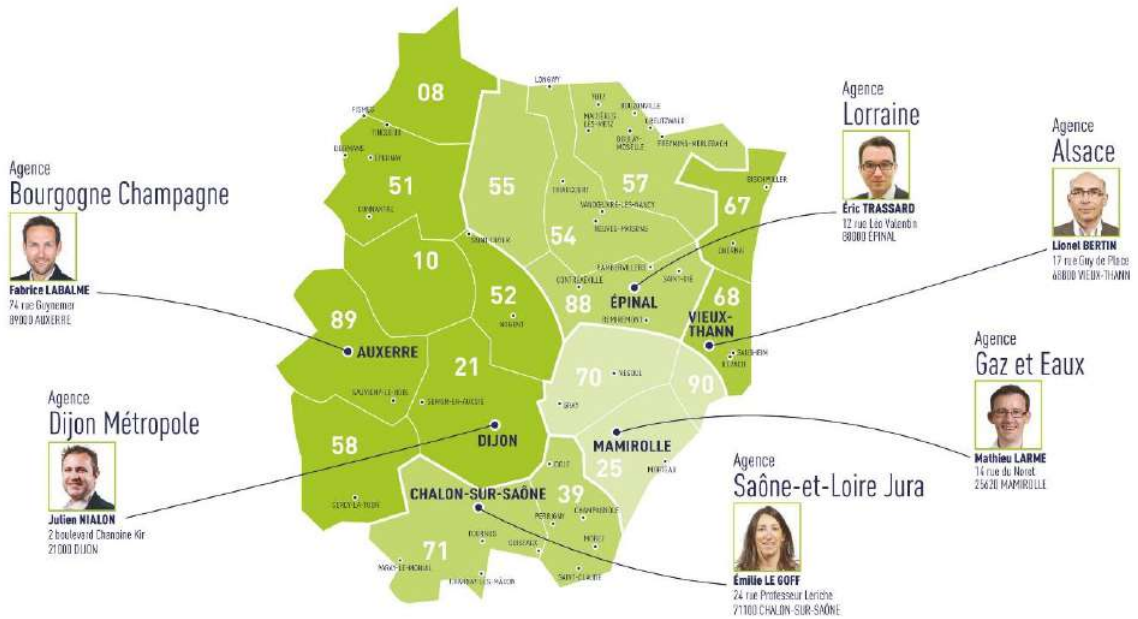
5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

- Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.
- 1090 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.
- Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** sont en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Alsace, Gaz & Eaux, Saône-et-Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.



Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 090
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
503 050	444 700	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238

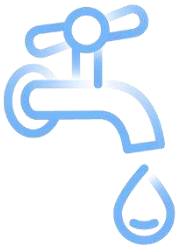
Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- SIVOM de de la Région Mulhousienne (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource



DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.

Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.

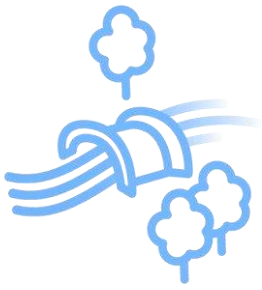
Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 090** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 100 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



6 Glossaire

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**

Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**

Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)
  - **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
    - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
    - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
  - **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
  - **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du

linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 Annexes

© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045
Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.
  - La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.
- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé

- Marchés innovants de défense ou de sécurité
  - Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.
- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures

Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu

Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.

Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».

Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance

Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.

Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.

Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication**.**

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise
Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation

militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel

d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311, 2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;
3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.
Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des

stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :
- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).
En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.
ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)
- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès

des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité
- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)
Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales
Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.
Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263
Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244
Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785
Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143
Publics concernés : tout public.
Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.
Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.

Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.
Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.
Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la

restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :
a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***
Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application

et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-

,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.
Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :
Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.
II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »*

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.
Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application
Non applicable :
a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable
- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :
Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.
- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.
4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :
a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.
Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :

- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,
o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3

Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :

1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429

Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.
3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.
4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.

5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;
9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés.
Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.
Points clés :
- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.
Application :
- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371
Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).
Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :
Symbole
- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention
- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage
- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application
- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368
Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :
- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.
- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.

4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.
Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441

Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :
« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier

l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.
A retenir modification de l'article 5 :

- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;
c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.
Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné

par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques.
De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.
Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.

la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025, les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940
Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.
Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.
Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.
Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.
Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304
Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.
Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.
Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.
Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288
Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.
Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques
Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203
Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :
- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.
Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.
Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=
La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtylrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=
Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018
Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.
Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
160 rue Henri Champion 72030 LE MANS cedex 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre ..... 150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine ..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) ..... 100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation ..... 30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 6 janvier 2025

MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances
IDU REP Eco circulaire FR231780_03XLOT

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Tour CB 21 16, place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

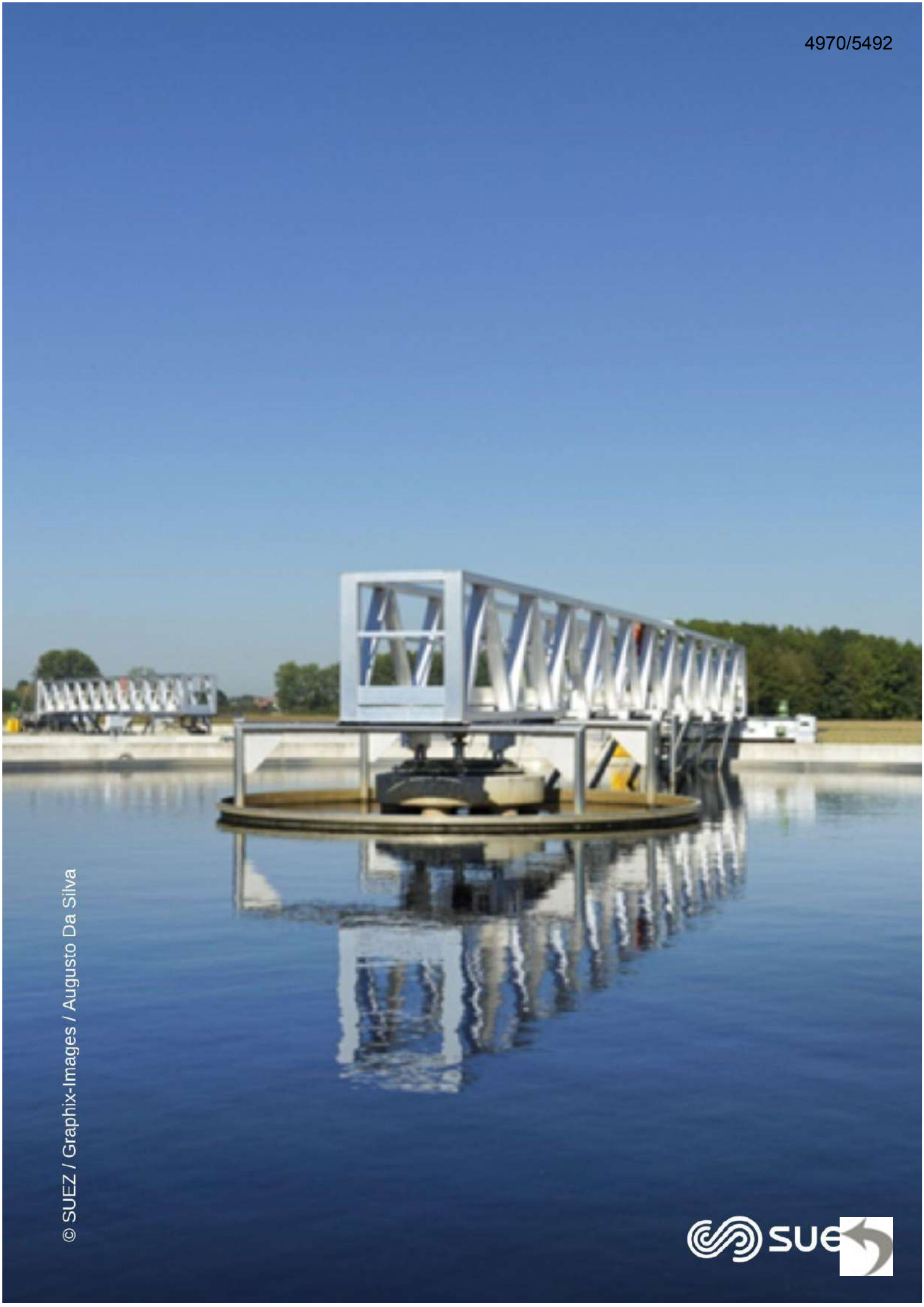
Fait sous le n° 2024/FR00039254LI/184878, pour valoir ce que de droit le 16/12/2024.

XL Insurance

ADVANCED SEAL ELECTRONIC

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattery, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

4970/5492



© SUEZ / Graphix-Images / Augusto Da Silva

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-170
OBJET : Fonds de soutien à la déconnexion des chais du réseau d'assainissement de la commune de Saint Bris le Vineux

Rapporteur : Pascal BARBERET

La commune de Saint Bris le Vineux a mis en service la station d'épuration actuelle en mai 2011. La nouvelle station a été surdimensionnée pour permettre l'accueil d'effluents viticoles.
Suite à cette création, des conventions ont été établies entre la commune de Saint Bris et les exploitants viticoles pour les autoriser à déverser une partie de leurs effluents dans le réseau d'assainissement.

Le système de Saint Bris le vineux a fait l'objet de non-conformités en 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 lors des vendanges. En conséquence, le préfet de l'Yonne a émis deux arrêtés de mise en demeure : l'arrêté préfectoral n°DDT-SEE-2021-0088 du 15 décembre 2021 et l'arrêté préfectoral n°DDT-SEE-2024-0031. Ce dernier arrêté, spécifique à la gestion des effluents viticoles, impose à la Communauté de l'Auxerrois, en charge de la compétence assainissement depuis le 1er janvier 2020, d'arrêter un plan d'action pour respecter la réglementation en vigueur visant à protéger le milieu naturel.

Face aux mises en demeure successives et à l'urgence de la situation, aux aspects technico-économiques et réglementaires, la déconnexion des chais du réseau d'assainissement pour le rejet des effluents vini-viticoles est apparue comme la seule solution viable et s'est traduite par la délibération N°2024--313 du 19 décembre 2024 visant à rendre caduque les conventions délivrées aux viticulteurs et leur interdire ainsi tout rejet au réseau d'assainissement, sauf en cas d'impossibilité majeure.

Cette décision de la Communauté de l'Auxerrois contraint les viticulteurs à réaliser des travaux dans leurs chais pour stocker leurs effluents et à gérer leur évacuation régulière.

Aussi, ce fond de soutien a pour vocation l'accompagnement financier les viticulteurs de la commune de Saint Bris dans leur déconnexion du système d'assainissement pour permettre l'amélioration de la qualité des rejets du système d'assainissement au milieu naturel.

Pour chaque projet, le soutien de la Communauté de l'Auxerrois interviendra en dernier recours en complément de l'aide apportée par l'Agence de l'Eau et de tout autre financement mobilisable. Le montant cumulé des aides attribuées par les différents financeurs ne pourra être supérieur à 80% du montant HT du projet dans la limite des minimis (50 000 € sur trois exercices fiscaux glissants). Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la Communauté.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le règlement d'intervention du fonds de soutien à la déconnexion des chais du réseau d'assainissement de la commune de Saint Bris le Vineux.

FONDS DE SOUTIEN A LA DECONNEXION DES CHAIS DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE SAINT BRIS LE VINEUX

.1. Exposé des motifs

La délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois du 26 juin 2025 fixe les principes d'accompagnement des viticulteurs pour leur déconnexion du système d'épuration de la commune de Saint Bris le Vineux.

La commune de Saint Bris le Vineux a mis en service la station d'épuration actuelle en mai 2011. La nouvelle station a été surdimensionnée pour permettre l'accueil d'effluents viticoles.
Suite à cette création, des conventions ont été établies entre la commune de Saint Bris et les exploitants viticoles pour les autoriser à déverser une partie de leurs effluents dans le réseau d'assainissement.

Le système de Saint Bris le vineux a fait l'objet de non-conformités en 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 suite aux vendanges. En conséquence, le préfet de l'Yonne a émis deux arrêtés de mise en demeure : l'arrêté préfectoral n°DDT-SEE-2021-0088 du 15 décembre 2021 et l'arrêté préfectoral n°DDT-SEE-2024-0031. Ce dernier arrêté, spécifique à la gestion des effluents viticoles, impose à la Communauté de l'Auxerrois, en charge de la compétence assainissement depuis le 1er janvier 2020, d'arrêter un plan d'action pour respecter la réglementation en vigueur visant à protéger le milieu naturel.

Face aux mises en demeure successives et à l'urgence de la situation, aux aspects technico-économiques et réglementaires, la déconnexion des chais du réseau d'assainissement pour le rejet des effluents vini-viticoles est apparue comme la seule solution viable et s'est traduite par la délibération N°2024--313 du 19 décembre 2024 visant à rendre caduque les conventions délivrées aux viticulteurs et leur interdire ainsi tout rejet au réseau d'assainissement, sauf en cas d'impossibilité majeure.

Cette décision de la Communauté de l'Auxerrois contraint les viticulteurs à réaliser des travaux dans leurs chais pour stocker leurs effluents et à gérer leur évacuation régulière.

Aussi, ce fond de soutien a pour vocation l'accompagnement financier les viticulteurs de la commune de Saint Bris dans leur déconnexion du système d'assainissement pour permettre l'amélioration de la qualité des rejets du système d'assainissement au milieu naturel.

Le présent règlement détaille le fonctionnement du dispositif de soutien auprès des viticulteurs s'engageant dans une démarche de déconnexion du système d'assainissement de Saint Bris. Il intervient en complément des aides de l'agence de l'eau allouées à ce type de projet.

Il définit par ailleurs les conditions générales et particulières de présentation, de réception, d'instruction des demandes des viticulteurs, ainsi que les conditions d'éligibilité, les modalités de

calcul, d'attribution, de notification, de paiement et les règles de caducité applicables aux soutiens accordés.

.2. Bases légales

Divers régimes d'aides d'Etat exempté de notification existent, en fonction de la typologie des projets retenus

Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ; Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales) relatives à l'octroi des fonds de concours

L'aide sera attribuée dans le cadre du régime dit *de minimis,* par application du règlement UE 2024/3118 du 10 décembre 2024.

.3. Descriptif de l'intervention

Nature

Soutien auprès des viticulteurs pour leur déraccordement du système d'assainissement de Saint Bris le Vineux.

Montant

Pour chaque projet, le soutien de la Communauté de l'Auxerrois interviendra en dernier recours en complément de l'aide apportée par l'Agence de l'Eau et de tout autre financement mobilisable.
Le montant cumulé des aides attribuées par les différents financeurs ne pourra être supérieur à 80% du montant HT du projet dans la limite des minimis. Le régime de minimis permet aux collectivités d'octroyer des aides publiques sans notification européenne préalable. Ces aides sont soumises à un plafond de 50 000 € maximum par entreprise agricole sur trois années glissantes. Ce montant inclut toutes les aides reçues de l'ensemble des personnes publiques (État, collectivités, établissements publics)

Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la Communauté.

Financement

Le paiement de toute aide octroyée sera réalisé de la manière suivante :

- Une avance de 50% sera versée sur demande, après preuve d'engagement de l'opération (ordre de service de démarrage, bon de commande …).
- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses, visé avec cachet par le comptable public et par la personne compétence de la collectivité.

Critères d'éligibilité

Seuls les travaux liés au déraccordement du système d'assainissement de saint Bris le Vineux seront éligibles **l'objectif étant de supprimer les dysfonctionnements de la station d'épuration de Saint**

Bris le Vineux et ainsi améliorer la qualité des rejets au milieu naturel du système d'assainissement.
Seuls les travaux bénéficiant d'un accompagnement financier de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pourront bénéficier de cette aide.
Seuls les travaux réalisés avant le 31/12/2026 pourront bénéficier d'un soutien financier.

Les projets collectifs pourront bénéficier d'un soutien dans des conditions similaires.

Seules les dépenses **Hors Taxes** exposées dans le dossier de demande adressé par les viticulteurs sont prises en compte pour le calcul du fonds de soutien. Sont considérés comme éligibles, tous les coûts relatifs à la mise en œuvre du projet (travaux, aménagements, matériels).

Sont exclus, les prestations intellectuelles (études préalables, de programmation et de faisabilité, maîtrise d'œuvre, mission SPS, mission coordination, publicité légale, diagnostics légaux), les garanties, les provisions, les imprévus.

.4. Procédure

Le dossier de demande de soutien, est à produire en un seul exemplaire auprès de Communauté de l'Auxerrois, à l'adresse suivante :

Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Direction de l'Eau et de l'Assainissement
6 bis, place du Maréchal Leclerc
89010 AUXERRE CEDEX

Tél : 03.86.72.43.00 / E-mail : finances@auxerre.com

Les pièces suivantes devront être jointes au dossier :

- Un plan de financement prévisionnel de l'opération, faisant apparaître tout particulièrement les co-financements envisagés ;
- L'accord de l'Agence de l'Eau pour le financement de ce projet
- Un estimatif des prix réalisés et le cas échéant les devis des entreprises retenues.
- L'attestation de minimis.
- Extrait K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ou certificat d'immatriculation URSSAF datant de moins de trois mois ; justificatif de propriété ou du bail commercial ; Attestation de régularité de la situation fiscale et sociale; Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Par ailleurs, le projet doit ne pas avoir débuté avant le dépôt du dossier.

N.B. En fonction du type d'opération à réaliser, il est possible que la production d'autres justificatifs soit nécessaire.

.3. Décision

Les aides sont attribuées par décision de l'assemblée délibérante.

La décision de financement est notifiée à la collectivité par courrier signé du Président ou de son représentant de la Communauté de l'Auxerrois.

.4. Validité de l'aide

Tout fonds de soutien sera annulé si l'opération accompagnée n'est pas **terminée avant le 31/12/2026**, sans possibilité de réattribution ultérieure de l'aide.
Les pièces justificatives de la demande de versement de solde devront être adressées dans un délai de **6 mois maximum** suivant la date de forclusion de l'aide. Aucune facture reçue au-delà de ce délai ne pourra être prise en compte.

Une demande de prolongation de la durée de l'aide communautaire peut être présentée par son bénéficiaire, sous réserve qu'elle soit formulée avant la date de caducité de cette dernière, en précisant les causes du délai supplémentaire sollicité ainsi que la nouvelle date prévisible d'achèvement des travaux. Selon le cas, le conseil communautaire de la Communauté de l'Auxerrois, pourra éventuellement prolonger la validité de la décision attributive de l'aide. Cette prorogation ne pourra pas excéder une période d'un an à compter de l'échéance précédente et ne sera pas renouvelable.

.5. Tribunal administratif compétent

Tout litige résultant de l'exécution du présent règlement est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-171
OBJET : Convention de mise en accessibilité de l'arrêt de bus de la MDPH

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

La Communauté de l'Auxerrois est au titre de ses statuts organisatrice de la mobilité au sens du code des transports.

Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures publiques, le Conseil Départemental de l'Yonne souhaite réaliser la transformation et l'équipement des deux arrêts de bus qui desservent la Maison Départementale des Personnes Handicapées sur la Commune de Perrigny, ceci afin de les mettre en conformité avec la réglementation et d'apporter un confort d'utilisation optimal pour les usagers.

Dans cette optique, le Département de l'Yonne sollicite auprès de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois une subvention au bénéfice des usagers afin de contribuer à une meilleure accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Il est ainsi proposé de conclure une convention ayant pour objet que le Département réalise des travaux de mise en accessibilité de l'arrêt de bus MDPH relevant de son domaine public en contrepartie d'une subvention de la Communauté.

La convention sera conclue pour l'année civile 2025.

Les travaux de mise en accessibilité visés devront être conformes au Référentiel de mise en accessibilité des points d'arrêt de transport de la Communauté de l'Auxerrois, correspondant à l'aménagement :

- du quai voyageurs (dont les bordures à 18 centimètres de vue, les bandes podotactiles et le rail de guidage) ;
- de l'emplacement de stationnement du véhicule de transport collectif (dont la bande d'accostage et le marquage au sol sous forme de zigzag).

La subvention de la Communauté correspond à 50 % du montant total HT des travaux de mise accessibilité des points d'arrêt.

Le montant total des travaux subventionnables est limité à 60 000 € HT donc le montant maximal de la subvention est limité à 30 000 € HT.

A l'achèvement des travaux, le Département transmet à la Communauté le décompte général définitif des travaux correspondant uniquement aux travaux de mise en accessibilité.

Après vérification de ces éléments justificatifs ainsi que de la conformité des aménagements réalisés par rapport au référentiel d'accessibilité, la Communauté verse la subvention.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention ci-jointe ayant pour objet que le Département réalise des travaux de mise en accessibilité de l'arrêt de bus MDPH relevant de son domaine public en contrepartie d'une subvention de la Communauté,

- De fixer que cette subvention correspondra à 50 % du montant total HT des travaux soit 30 000 € HT.

communauté de l'auxerrois

Yonne LE DÉPARTEMENT

Mise en accessibilité de l'arrêt de bus de la MDPH

Convention

Sommaire

Préambule 3

Chapitre I : Dispositions générales 5

Article 1.1 : Objet de la convention 5

Article 1.2 : Durée de la convention 5

Article 1.3 : Périmètre de la convention 5

Chapitre II : Modalités techniques et financières 7

Article 2.1 : Montant de la subvention 7

Article 2.2 : Versement de la subvention 7

Préambule

VU la délibération de la Communauté de l'Auxerrois en date du
autorisant son Président à signer la présente convention ;

VU la délibération du Département de l'Yonne en date du
autorisant son Président à signer la présente convention ;

Les soussignés

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président,

La Département de l'Yonne, représentée par son Président,

conviennent et ARRETENT ce qui suit :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1.1 : Objet de la convention

Par la présente convention, le Département réalise des travaux de mise en accessibilité de l'arrêt de bus MDPH relevant de son domaine public en contrepartie d'une subvention de la Communauté.

Article 1.2 : Durée de la convention

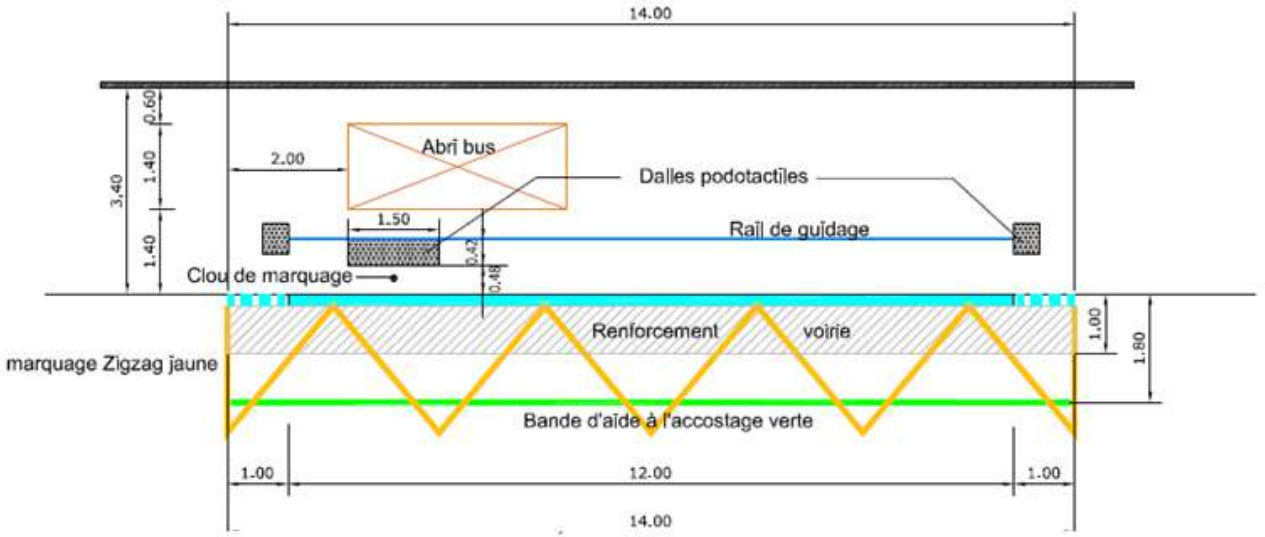
La présente convention est conclue pour l'année civile 2025.

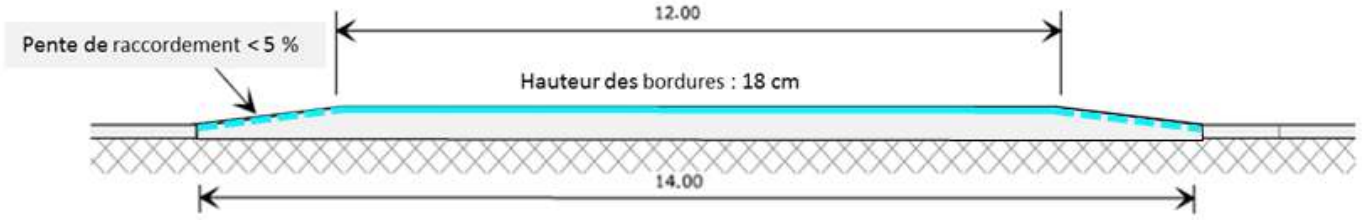
Article 1.3 : Périmètre de la convention

Les travaux de mise en accessibilité visés par la présente convention sont conformes au Référentiel de mise en accessibilité des points d'arrêt de transport de la Communauté de l'Auxerrois ci-après, correspondant à l'aménagement :

- du quai voyageurs (dont les bordures à 18 centimètres de vue, les bandes podotactiles et le rail de guidage) ;
- de l'emplacement de stationnement du véhicule de transport collectif (dont la bande d'accostage et le marquage au sol sous forme de zigzag).

Référentiel de mise en accessibilité des points d'arrêt de transport de la Communauté de l'auxerrois





Chapitre II : Modalités techniques et financières

Article 2.1 : Montant de la subvention

La subvention de la Communauté correspond à 50 % du montant total HT des travaux de mise accessibilité des points d'arrêt.

Le montant total des travaux subventionnables est limité à 60 000 € HT donc le montant maximal de la subvention est limité à 30 000 € HT.

Article 2.2 : Versement de la subvention

A l'achèvement des travaux, le Département transmet à la Communauté le décompte général définitif des travaux correspondant uniquement aux travaux de mise en accessibilité définis à l'article 1.3 de la présente convention.

Après vérification de ces éléments justificatifs ainsi que de la conformité des aménagements réalisés par rapport au référentiel défini à l'article 1.3, la Communauté verse la subvention.

Pour la Communauté de l'Auxerrois Monsieur le Président	Pour le Département Monsieur le Président

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-172
OBJET : Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements de voirie en lien avec la création de l'itinéraire cyclable D23 Laborde/Auxerre

Rapporteur : Emilie LAFORGE

Cette convention s'inscrit dans le cadre du projet de territoire 2021-2031 « transformons l'Auxerrois » dans lequel la CA de l'auxerrois développe une politique de mobilité ambitieuse visant à transformer les pratiques de mobilités du quotidien afin de réduire leur empreinte environnementale.

Approuvé en Conseil Communautaire en septembre 2023, le schéma directeur cyclable identifie les actions à réaliser en termes d'infrastructure pour favoriser l'usage du vélo du quotidien. La CA de l'auxerrois et les communes ont hiérarchisé le réseau cyclable afin d'identifier des itinéraires d'intérêt communautaire et des itinéraires d'intérêt communal. Cette hiérarchisation a permis de définir la répartition de la maitrise d'ouvrage entre la CA de l'auxerrois et les communes tout en rendant complémentaires les 2 niveaux d'itinéraires à l'échelle du territoire.

Le réseau d'intérêt communautaire représente 156 km de continuités cyclables. Une première tranche de travaux sur le réseau d'intérêt communautaire prévoit la création de 55 km d'aménagement cyclable pour les années 2025-2029. Le coût des travaux est estimé à 4 850 000 € HT.

Lauréate de l'appel à programmes « territoires cyclables », la CA de l'auxerrois est accompagnée financièrement par l'Etat pour accélérer la réalisation des itinéraires d'intérêt communautaire prévus au schéma cyclable. Le programme « territoires cyclables » subventionne la mise en place de réseaux cyclables exemplaires : efficaces, attractifs et accessibles au plus grand nombre. Il s'agit d'accroître sensiblement les investissements en faveur du vélo sur quelques territoires moteurs et de regarder les effets concrets en matière d'usage et permettre au lauréat de rayonner en tant que référence locale pour en faire des démonstrateurs de politiques cyclables.

La CA de l'auxerrois en lien avec son compétence cyclable assurera la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'itinéraire communautaire D23 entre Laborde et Auxerre. L'itinéraire cyclable, long d'environ 5 kilomètres, débute au centre du hameau de Laborde et rejoint la Rive Droite via les chemins ruraux et la rue des Mignottes. L'itinéraire se connectera à la gare Saint-Gervais d'Auxerre et le pôle multimodal via les deux futures passerelles passant au-dessus de la voie SNCF ainsi qu'au tour de Bourgogne à vélo via la coulée verte.

En sus des aménagements cyclables, la réalisation de cet itinéraire nécessitera la requalification d'une partie de la voirie et des trottoirs de la rue des mignottes de manière à assurer l'accessibilité des cheminements piétons. Cette opération intéressant deux maîtres d'ouvrages, la CA pour sa compétence cyclable et la commune d'Auxerre pour sa compétence Voirie, il apparaît nécessaire de coordonner leurs réalisations pour conduire l'opération d'aménagement d'ensemble.

communauté
de l'auxerrois

Aussi, la VA décide de transférer à la CA, qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement des trottoirs et de la voirie de la rue des mignottes.

Le coût prévisionnel d'opération est évalué à 1 059 605 € HT (travaux, frais de maitrise d'œuvre, signalétique, frais de contrôle …) dont 347 249€ HT à la charge de la ville d'Auxerre pour la rénovation de la voirie et du trottoir de la rue des Mignottes, décomposés de la manière suivante :

- 328 182 €HT pour les travaux d'aménagement de voirie
- 19 067 €HT pour les frais de MOE (à un taux contractuel de 5,81%)

Cette opération nécessite d'établir une première convention précisant les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L 1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la convention à conclure avec la CA de l'auxerrois et la commune d'Auxerre relative à la réalisation des travaux de l'itinéraire D23 Laborde/Auxerre,

- D'autoriser le Président ou le vice-Président ayant délégation dans le domaine concerné à signer la convention et les annexes.

CONVENTION DE TRANSFERT

DE MAITRISE D'OUVRAGE

Pour la réalisation des aménagements de voirie en lien avec la création de l'itinéraire cyclable D23 Laborde/Auxerre

Entre les soussignés :

La commune d'Auxerre représentée par Monsieur Crescent MARAULT, son Maire en exercice, autorisé par délibération n° xxxx-xxx du conseil municipal en date du xx xx xxxx,, dénommée « la Commune »,

d'une part,

ET

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Vice-Président Christophe BONNEFOND, autorisé par délibération n° xxxx-xxx du Bureau Communautaire en date du xx xx xxxx, ci-après dénommée « la CA de l'auxerrois »,

d'autre part,

PREAMBULE

Approuvé en Conseil Communautaire en septembre 2023, le schéma directeur cyclable identifie les actions à réaliser en termes d'infrastructure pour favoriser l'usage du vélo du quotidien. La CA de l'auxerrois et les communes ont hiérarchisé le réseau cyclable afin d'identifier des itinéraires d'intérêt communautaire et des itinéraires d'intérêt communal. Cette hiérarchisation a permis de définir la répartition de la maitrise d'ouvrage entre la CA de l'auxerrois et les communes tout en rendant complémentaires les 2 niveaux d'itinéraires à l'échelle du territoire.

Le réseau d'intérêt communautaire représente 156 km de continuités cyclables. Une première tranche de travaux sur le réseau d'intérêt communautaire prévoit la création de 55 km d'aménagement cyclable pour les années 2025-2029. Le coût des travaux est estimé à 4 850 000 € HT.

Lauréate de l'appel à programmes « territoires cyclables », la CA de l'auxerrois est accompagnée financièrement par l'Etat pour accélérer la réalisation des itinéraires d'intérêt communautaire prévus au schéma cyclable. Le programme « territoires cyclables » subventionne la mise en place de réseaux cyclables exemplaires : efficaces, attractifs et accessibles au plus grand nombre. Il s'agit d'accroître sensiblement les investissements en faveur du vélo sur quelques territoires moteurs et de regarder les effets concrets en matière d'usage et permettre au lauréat de rayonner en tant que référence locale pour en faire des démonstrateurs de politiques cyclables.

La CA de l'auxerrois en lien avec sa compétence mobilité assurera la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'itinéraire D23 entre Laborde et Auxerre. L'itinéraire cyclable, long d'environ 5 kilomètres, débute au centre du hameau de Laborde et rejoint la Rive Droite via les chemins ruraux et la rue des Mignottes. L'itinéraire se connectera à la gare Saint-Gervais d'Auxerre et le pôle multimodal via les deux futures passerelles passant au-dessus de la voie SNCF ainsi qu'au tour de Bourgogne à vélo via la coulée verte.

En sus des aménagements cyclables, la réalisation de cet itinéraire nécessitera la requalification d'une partie de la voirie et des trottoirs de la rue des Mignottes de manière à assurer l'accessibilité des cheminements

piétons. Cette opération intéressant deux maîtres d'ouvrages, la CA pour sa compétence mobilité et la commune d'Auxerre pour sa compétence voirie, il apparaît nécessaire de coordonner leurs réalisations pour conduire l'opération d'aménagement d'ensemble.

Aussi, la VA décide de transférer à la CA, qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement des trottoirs et de la voirie de la rue des mignottes.

Par la présente convention, les parties conviennent d'avoir recours aux modalités de transfert de la maîtrise d'ouvrage prévu à l'article 2422-12 du Code de la commande publique, qui dispose :

« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Dans ce cadre, la CA de l'auxerrois et la commune conviennent de ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la commune d'Auxerre transfère à la CA de l'auxerrois la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux de l'itinéraire cyclable D23 Laborde/Auxerre. Elle définit les modalités techniques et financières de ce transfert.

ARTICLE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

Programme de l'opération

La CA de l'auxerrois souhaite réaliser un itinéraire cyclable de 5 km entre le hameau de Laborde et la gare d'Auxerre. Le présent itinéraire prévoit :

· La création d'un itinéraire conseillé dans le hameau de Laborde : l'ensemble des travaux à réaliser seront de type travaux de signalisation horizontale et verticale.

· La création d'une voie verte d'une largeur de 3,00 m entre Laborde et l'avenue de la Turgotine. Les travaux comprendront les terrassements, le dressement du fond de forme, la mise en œuvre d'une structure granulaire et la réalisation d'un revêtement de surface de type grave-émulsion. Des travaux de signalisation horizontale et verticale seront réalisés.

· La création d'une piste cyclable bidirectionnelle Rue des Mignottes à Auxerre. Les travaux comprendront de la démolition de revêtement et dépose de bordure, la reprise du nivellement et la pose de nouvelle bordure et nouveau revêtement de voirie, les travaux de marquage et de signalisation.

Planning prévisionnel des travaux

Les travaux sont répartis en deux tranches :

- Tranche 1 : Les travaux doivent débuter au second semestre 2025 pour les tronçons suivants :
  - Piste cyclable de la Rue des Mignottes entre la rue Paul Doumer et l'avenue de la Résistance.
  - Voie verte du chemin rural entre l'avenue de la Turgotine et la rue des Rouges Gorges.
  - Itinéraire cyclable sur le hameau de Laborde.

- Tranche 2 : Les travaux doivent débuter au second semestre 2026.
  - Piste cyclable de la Rue des Mignottes entre l'avenue de la Résistance et l'avenue de la Turgotine.

La CA de l'auxerrois informera la ville d'Auxerre de tout événement susceptible de déroger à ce planning.

Coût prévisionnel de l'opération

Le coût prévisionnel d'opération est évalué à 1 059 605 € HT (travaux, frais de maitrise d'œuvre, signalétique, frais de contrôle …) dont 347 249€ HT à la charge de la ville d'Auxerre pour la rénovation de la voirie et du trottoir de la rue des Mignottes, décomposés de la manière suivante :

- 328 182 €HT pour les travaux
- 19 067 €HT pour les frais de MOE (à un taux contractuel de 5,81%)

Les montants définitifs seront arrêtés après rédaction des décomptes généraux définitifs.

ARTICLE III : FONCIER

S'agissant du domaine public, les divers aménagements réalisés par la CA de l'Auxerrois ne nécessitent pas de transférer la propriété de l'assiette foncière correspondant à l'emprise de l'ouvrage.

ARTICLE IV : CONTENU DE LA MISSION DE LA CA DE L'AUXERROIS

En sa qualité de maître d'ouvrage délégué et afin de mener à terme l'opération, la CA de l'auxerrois aura la responsabilité de conduire les éléments de missions nécessaires à l'ensemble des aménagements en respectant les réglementations en vigueur. Ces éléments de mission portent notamment sur :

- la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé ;
- la passation et l'exécution des marchés de prestations intellectuelles, de travaux et de fourniture, versement de la rémunération des maîtres d'œuvre, entreprises et fournisseurs ;
- le contentieux lié à la passation de ces marchés ;
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- la levée des réserves et la réception des travaux, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles et l'engagement des contentieux en cas de litiges ;
- et, d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

La mission de la CA de l'auxerrois s'étend de la phase programme jusqu'aux opérations de réception, y compris l'année de parfait achèvement.

La commune d'Auxerre sera associée au suivi et à la validation des études et à l'élaboration des marchés de travaux.

Les études et le DCE réalisés sous pilotage de la CA de l'auxerrois sera soumise pour avis et validation à la commune d'Auxerre.

La commune d'Auxerre sera également habilitée à émettre ses réserves au moment du contrôle et de la réception des travaux concernant ses domaines de compétence.

ARTICLE V : COMITE TECHNIQUE ET COMITE DE PILOTAGE

Un Comité technique et un Comité de pilotage ont été mis en place dans le cadre de l'opération d'aménagement cyclable 2025-2029
Les élus et les techniciens de la commune d'Auxerre seront invités à ces comités en fonction des sujets et de l'avancement des travaux, de manière à valider les études, le choix de l'entreprise et le budget définitif alloué à l'opération de voirie.

Après chaque réunion de l'un des comités, un relevé de décisions sera adressé à l'ensemble des parties.

Ces comités sont réunis à l'initiative de la commune d'Auxerre ou de la CA de l'auxerrois en tant que de besoin.

ARTICLE VI : MODALITE DE RECEPTION DES TRAVAUX

Avant de prononcer la réception des travaux conformément à l'article 41 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, la CA de l'auxerrois invitera le Comité technique à une visite préalable.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui consigne les observations du Comité technique.

La CA de l'auxerrois s'assure ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations du Comité technique.

ARTICLE VII: REMISE DES OUVRAGES

Les ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CA de l'auxerrois seront remis à la commune d'Auxerre après réception des travaux par la CA de l'auxerrois auprès des entreprises.

La remise de l'ouvrage à la CA de l'auxerrois se fera sous la forme d'un procès-verbal, signé contradictoirement par les deux parties et valant attestation de remise de l'ouvrage. Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le plan de récolement seront remis à la commune d'Auxerre par la CA de l'auxerrois à cette occasion.

La commune d'Auxerre ne pourra refuser la remise en gestion de l'ouvrage si ce dernier est conforme à sa destination. Le cas échéant le procès-verbal de remise des ouvrages pourra faire l'objet de réserves, émises par l'une des deux parties. Ces réserves ne pourront porter que sur des éléments permettant de rendre l'ouvrage conforme à sa destination, tel que décrit dans le DCE.

L'ouverture de l'ouvrage au public ne pourra avoir lieu qu'à compter de la signature de ce PV valant remise en gestion à la commune d'Auxerre.

ARTICLE VIII : REMUNERATION

La CA de l'auxerrois ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maitrise d'ouvrage qui s'effectueront donc à titre gratuit.

ARTICLE IX : PAIEMENTS

Le mandatement des dépenses sera assuré par la CA de l'auxerrois dans les délais réglementaires. A ce titre, elle assurera le versement de la TVA.

La commune d'Auxerre rémunérera la CA de l'auxerrois dans la limite du coût prévisionnel de l'opération fixé à l'article 2 de la présente convention.

<u>Modalités de paiement</u>

La CA de l'auxerrois avancera le financement des dépenses TTC liées à l'ensemble de l'opération et sera remboursé par la commune d'Auxerre des dépenses qu'il aura ainsi engagées au titre de sa mission.

Le remboursement à la CA de l'auxerrois des frais avancés s'opérera par deux versements, sur la base de l'enveloppe financière définie à l'article 2 ci-avant, selon les modalités suivantes :

- acompte et solde de l'enveloppe financière de la tranche 1 rue des Mignottes après signature du PV de remise en gestion visé à l'article 8 de la présente convention.

- acompte et solde de l'enveloppe financière de la tranche 2 rue des Mignottes après signature du PV de remise en gestion visé à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE X : RECUPERATION DE LA TVA

Dans le cadre de cette opération, la CA de l'auxerrois paiera les factures TTC et les répercutera TTC à la commune d'Auxerre. En application des règles relatives à la TVA, la Ville et la CA feront leur affaire de la récupération de TVA pour les travaux réalisés pour leur compte, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité.

ARTICLE XI : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature.

La convention arrive à échéance dès la remise totale et définitive des ouvrages réalisés par la CA de l'auxerrois et la réception du décompte général définitif des travaux.

ARTICLE XII : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

La CA contracte toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des missions décrites dans la présente convention.

Elle assume les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage jusqu'à la remise complète à la Commune des ouvrages réalisés.

ARTICLE XIII: MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra s'effectuer par avenant.

ARTICLE XIV : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, tout litige survenant à l'occasion de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE XV : CONDITIONS DE RESILIATION

La résiliation de la convention pourra être prononcée pour cause d'intérêt général ou en cas de non-respect des obligations de l'une des parties. Celle-ci ne prend effet que trois mois après réception de la lettre de notification de décision de résiliation et la CA est remboursée de la part des missions accomplies pour le compte de la commune jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

La lettre de la décision de résiliation invite chaque signataire dans le mois, à une réunion de terrain pour établir un constat contradictoire des travaux réalisés.

Le constat est établi sous forme d'un procès-verbal et précise les mesures conservatoires que le maitre d'ouvrage unique doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages exécutés. Le constat indique également le délai ouvert à la CA pour dresser les bilans techniques, administratifs et financiers.

Fait à Auxerre, le

Pour la commune d'Auxerre Le Maire	Pour la Communauté de l'Auxerrois Le Vice-Président

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-173
OBJET : Délégation de service public de transport - Rapport d'activités 2024

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le service public de transport de personnes.

Un contrat de délégation de service public a donc été passé du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2031.

Le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport est produit chaque année par le délégataire, avant le 1er juin.

Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Le contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport à l'article 45.

Dès la communication du rapport à la collectivité, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

L'intégralité du rapport est en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport annuel de la délégation de service public de transport joint à la présente délibération.

4995/5492

Rapport d'activité 2024

Keolis Communauté de l'Auxerrois

KEOLIS COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

AuxR_M le bus.

communauté de l'auxerrois

SOMMAIRE

INTRODUCTION 6

1. LE SERVICE OFFERT 8

1.1 Les services offerts 8
1.1.1 Le réseau urbain 8
1.1.2 Le réseau périurbain 11
1.1.3 Le Transport à la Demande 11

1.2 Les perturbations significatives 13
1.2.1 Les travaux de voiries 13
1.2.2 Travaux D31 13
1.2.3 Le Paris-Nice 14
1.2.4 Le passage de la Flamme Olympique 14

1.3 La liste exhaustives des courses non effectuées 15

2. LA FREQUENTATION 16

2.1 Les voyages par lignes et par services 16
2.1.1 Le réseau urbain 16
2.1.1.1 Fréquentation globale du réseau de bus 16
2.1.1.2 Fréquentation par ligne 17
2.1.2 Le réseau périurbain 19
2.1.3 Le Transport à la Demande Flexibus 21

2.2 La fréquentation par titres 26

2.3 La fréquentation par types de titres 27

3. RELATION CLIENTS ET COMMUNICATION 29

3.1 Politique tarifaire 29
3.1.1 Titres et supports du réseau AuxR_M le bus 29
3.1.1.1 Les supports 29
3.1.1.2 Les titres 29
3.1.1.3 Les canaux de distribution 30

3.2 Bilan de la politique d'Informations Voyageurs 31
3.2.1 Les supports d'Informations Voyageurs 31
3.2.1.1 Documents à destination des usagers 32
3.2.1.2 Affichage dans les véhicules 34
3.2.1.3 Signalétique aux points d'arrêts 34
3.2.1.4 L'Informations Voyageurs en situation perturbée 36

3.3 Bilan de la politique de communication 38

3.4 Actions commerciales & rencontres avec les usagers : bilan des opérations 41
3.4.1 Les grands rendez-vous 41

4. LUTTE CONTRE LA FRAUDE 45

4.1 Bilan des infractions et résultats 45
4.1.1 Taux de contrôle 45

4.2 Actes d'atteintes aux personnes 45

4.3 Plan d'action à mettre en œuvre 46
4.3.1 Equipement des véhicules 46
4.3.2 Equipement des agents 46

5. INDICATEURS ET RATIOS 48

5.1 Kilométrage total par véhicules avec ventilation 48

5.2 Kilomètres ligne par ligne avec ventilation 49

5.3 Bilan des kilomètres TICPE 50

6. LA GESTION DES VEHICULES ET AUTRES EQUIPEMENTS 51

6.1 Etat du parc au 31 décembre 2024 51

6.2 Etat des systèmes embarqués au 31 décembre 2024 53

6.3 Etat du matériel billettique au 31 décembre 2024 53

6.4 Liste des opérations d'entretien et de maintenance réalisées durant l'exercice 54

6.5 Liste des pannes ou interventions ayant immobilisées un véhicule pour une durée supérieure à 3 jours 54

6.6 Insuffisance des biens et équipements pour répondre aux besoins des usagers ou pour appliquer la réglementation en vigueur 61

7. SECURITE, ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIETALE 64

7.1 Sécurité et sinistralité 64
7.1.1 La typologie des accidents 64
7.1.2 Bilan des incidents et accidents constatés 65

7.2 Bilan des sinistres 2024 67

7.3 Plan d'action sécurité et sinistralité 67

7.4 Environnement et engagement RSE 69

8. LES RESSOURCES HUMAINES 71

8.1 Les effectifs 2024 71

8.1.1 Répartition des effectifs par métiers et par trimestre 73
8.1.2 Répartition par âge des effectifs en CDI au 31 décembre 2024 73
8.1.3 Répartition des effectifs par ancienneté au 31 décembre 2024 73
8.1.4 Effectifs mis à disposition par Keolis 74
8.1.5 Keolis Communauté de l'Auxerrois dans le groupe Keolis 74
8.1.6 L'appui du secteur Bourgogne-Franche-Comté 74
8.1.7 L'appui de la Direction Régionale Sud-Est 74
8.1.8 L'appui du groupe Keolis 75

8.2 Absentéisme 75

8.3 Accords d'entreprise et chartes signées en 2024 77

8.4 Formations 78

8.5 Les démarches internes auprès du personnel 79
8.5.1 Communication interne et actions en faveur de la cohésion 79
8.5.2 Communication interne et actions en faveur de la mobilité 80
8.5.3 Le baromètre d'engagement 80
8.5.4 Les démarches du groupe Keolis 81

9. BILAN ET PROGRAMME 83

9.1 Analyse et bilan par thématiques de l'année 2024 83
9.1.1 Technique 83
9.1.2 Commercial 84

9.2 Programmation opérationnelle 2025 85
9.2.1 Opérations commerciales 85
9.2.2 Evolutions techniques proposées sur l'offre 86

10. RECETTES 89

10.1 Les tarifs pratiqués et évolutions 89

10.2 Recettes commerciales et engagements 89
10.2.1 Recette globales 89
10.2.2 Recettes par titres 89
10.2.3 Recettes par canaux de ventes 90

10.3 Recettes annexes 91
10.3.1 Recettes publicitaires 91
10.3.2 Recettes Gare Routière 92

10.4 Activités réalisées et autres prestations pour le compte de tiers 92

11. RATIOS FINANCIERS 93

12. COUTS D'EXPLOITATION PAR LIGNE ET TYPES DE SERVICES 94

13. NOTE FINANCIERE 95

13.1 Détail du Compte d'Exploitation (CEP) 95
13.1.1 Charges d'exploitation 95
13.1.1.1 Personnel de conduite 95
13.1.1.2 Frais kilométrique 96
13.1.1.3 Entretien maintenance des véhicules (hors personnel) 96
13.1.1.4 Sous-traitance 97
13.1.1.5 Mise à disposition du matériel roulant 97
13.1.1.6 Personnel hors conduite 99
13.1.1.7 Personnel hors conduite mis à disposition 99
13.1.1.8 Charges relatives aux éléments fixes 99
13.1.1.9 Les frais commerciaux et marketing 99
13.1.1.10 Les frais généraux 100

13.2 Forfait de charge 100

13.3 Plan pluriannuel d'investissement : inventaires de bien (PPI) 101

14. INDICATEURS D'EVALUATION DE LA QUALITE DE SERVICE 103

14.1 Analyse des indicateurs de qualité de service 103
14.1.1 Le taux de courses réalisées 103
14.1.2 Le taux de refus du service Flexibus 104

14.2 Plan d'action relatif aux indicateurs de qualité de service 105

15. ETUDES ET ENQUETES 106

15.1 Enquête sur le service Flexibus 106
15.1.1 Le profil des usagers 106
15.1.2 Satisfaction du service 106

16. OBSERVATIONS ET RECLAMATIONS DES USAGERS 108

16.1 Appels au standard 108

16.2 Traitement des réclamations 109

Introduction

Une transition et un démarrage réussis au 1er janvier 2024 ont été les fruits d'une construction expresse d'une structure provisoire d'exploitation et d'un bon passage de témoin entre l'ancien délégataire et Keolis.

Les enjeux forts de ce démarrage étaient la préservation de l'emploi et la continuité du service public, les 2 ont été rendu possible par un transfert massif de personnel de l'ancien délégataire et une intégration réussie dans la nouvelle structure

Dès le 1er janvier, les voyageurs auxerrois ont pu profiter d'un nouveau mode de transport à la demande. Sa version pendulaire déployée sur l'ensemble des communes de la CAA en fait aujourd'hui un moyen de déplacement plébiscité par les clients et marque ainsi un premier succès dans ce contrat.

Sur un territoire où les mobilités sont au cœur des préoccupations, la boutique innove en devenant également mobile et sillonne les 29 communes, pour aller au-devant des clients et promouvoir l'ensemble des mobilités.

En septembre 2024, le déploiement d'AuxR_M le bus, avec une nouvelle offre de transport et une refonte des lignes, marque le départ de LEO et ancre le réseau dans l'identité du territoire.

Le dépôt et l'acceptation, en juillet 2024, du permis de construire d'un centre d'exploitation, lance ce projet pour une ouverture de ses portes au premier semestre 2026.

En parcourant un peu plus de 110 000 km avec des véhicules H2 à la fiabilité fragile et en signant un avenant au contrat de fourniture d'hydrogène avec des engagements de disponibilité de la station de distribution, Keolis montre sa volonté forte de décarboner la flotte et le territoire.

Malgré une crise technique majeure avec les véhicules en novembre 2024, qui vient perturber le réseau urbain et entacher les résultats de l'année, je saluerai le travail des collaborateurs qui ont fait preuve d'un bel engagement pour faire face aux différents changements, obstacles et difficultés. Leur forte contribution a marqué cette année olympique par de belles innovations et réussites.

Pour autant, je soulignerais la belle collaboration et l'accompagnement des équipes de la CAA qui nous ont permis de mieux comprendre le territoire et ses attentes.

L'arrivée de Keolis sur Auxerre positionne 2024 comme une année de transition et de référence dans un contrat de délégation de service public de 8 ans.

communauté
de l'auxerrois

Partie I
Technique

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

1. Le service offert

1.1 Les services offerts

Au cours de cette première année d'exploitation, le réseau a connu de nombreuses évolutions, intervenues au fil de l'eau à travers plusieurs temps forts. C'est lors de la rentrée scolaire de septembre 2024 que la majorité des évolutions et changements se sont mis en place, marquant l'installation définitive dans le paysage, de la marque AuxR_M le bus.

1.1.1 Le réseau urbain

Lors de la reprise du réseau au 1er janvier 2024, concernant le réseau urbain, seul le parcours de la navette s'est transformé, laissant place à une boucle à partir de l'Arquebuse et ne desservant désormais que le cœur de ville. Cette modification du parcours n'a pu finalement intervenir qu'à partir du lundi 29 janvier 2024, par suite de travaux impactant dans la Rue Saint-Pèlerin, empêchant la mise en place du nouveau circuit dans sa version nominale.

Les lignes urbaines sont quant à elles restées identiques lors de la reprise du réseau et ce, jusqu'au dimanche 1er septembre 2024. Les modifications majeures du réseau sont intervenues lors de la rentrée scolaire, le lundi 2 septembre 2024. Ces modifications ont vu le réseau se transformer, en combinant les 7 lignes en 5 lignes, avec plusieurs grands principes mis en avant et valorisant ce nouveau réseau :

- Faciliter l'accès à l'emploi ;
- Favoriser les liaisons directes inter-quartiers ;
- Une amélioration de la desserte de la Gare SNCF ;
- Création d'un véritable pôle d'échange à l'Arquebuse avec le passage de 4 lignes sur 5, de la navette et la mise en place d'un pôle Flexibus ;
- Faciliter l'accès aux lieux de vie : loisirs, commerces, culture, éducation, … ;
- Maintien d'une offre attractive durant les samedis et les grandes vacances.

Ce réseau voit aussi l'introduction de nouveaux arrêts, améliorant la desserte de certains quartiers, notamment du côté de la Rive Droite, avec les arrêts Plaine, H2, Mignottes ou encore Charles de Foucauld. Le réseau voit aussi l'arrivée de l'arrêt Auge sur la ligne 2, facilitant la desserte de la Zone d'Activités des Bréandes, à la fois pour les clients mais aussi pour les salariés. Il en est de même pour l'arrêt Batardeau, aussi sur la ligne 2,

marquant le retour d'une desserte à cet endroit (arrêt Achille Ribain, réseau Vivacité), dans un quartier promis à une mutation d'ampleur durant la prochaine décennie.

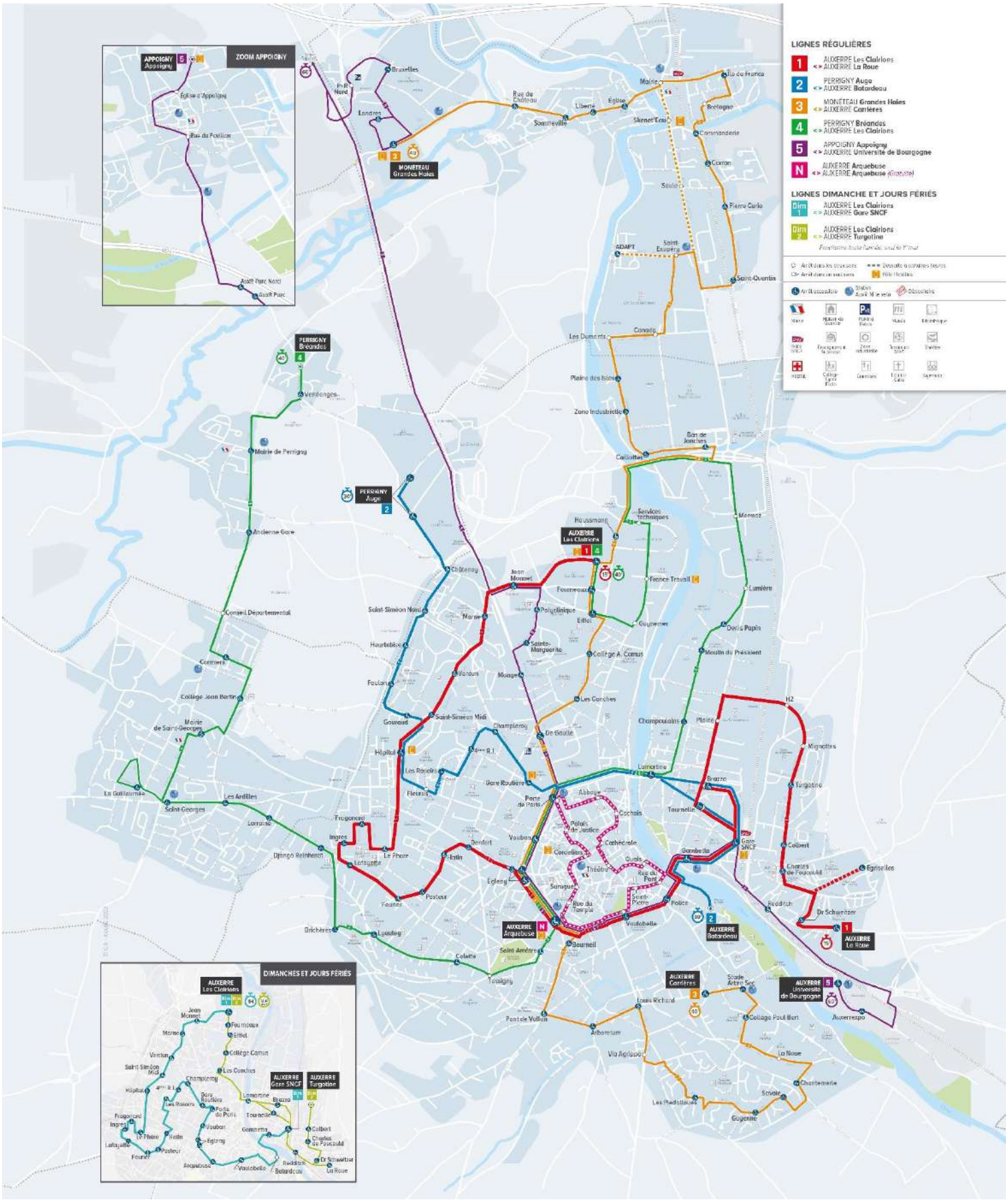
Désormais, la Ligne 1, avec une fréquence aux 15 minutes, dessert l'ensemble des lieux les plus peuplés d'Auxerre, tout en passant par des lieux essentiels, comme Les Clairions, l'Hôpital, l'Arquebuse ou encore la Gare SNCF, sans oublier certains établissements scolaires, comme Saint-Joseph, Fourier ou Denfert, étant aussi des générateurs importants.

La Ligne 2, qui reprend une grande partie de l'ancienne Ligne 3 du réseau Léo, avec une fréquence aux 30 minutes, dessert Auge à Batardeau, en passant par l'Hôpital, le quartier des Rosoirs, également en pleine mutation, la Gare Routière et la Gare SNCF.

La Ligne 3, combinaison entre les anciennes Lignes 4 et 6 du réseau Léo, dessert Grandes Haies jusqu'à Carrières, traversant le territoire du nord, au sud. Cette desserte permet aux habitants de Monéteau d'accéder, sans correspondance, aux Clairions, au centre-ville d'Auxerre et au sud de la ville d'Auxerre et notamment les quartiers des Piedalloues et de La Noue, à proximité du Stade Abbé-Deschamps. Aussi, cette ligne, la plus grande du réseau avec 46 arrêts et une fréquence de 40 minutes, permet un accès aux Zones Industrielles des Terres du Canada, de la Plaine des Isles, mais aussi aux Collèges Albert Camus et Paul Bert.

La Ligne 4, combinaison des anciennes Lignes 5 et 6 du réseau Léo, permet aux habitants de Perrigny et Saint-Georges un accès direct au centre-ville d'Auxerre et à l'Arquebuse, comme précédemment, mais en plus, de pouvoir se rendre, sans correspondance, aux Clairions. De nouvelles dessertes sont aussi arrivées avec cette nouvelle ligne, notamment les arrêts FranceTravail, Guynemer ou encore Services Techniques dans la Z.A. des Pieds de Rats.

Enfin, la Ligne 5 est quasiment la même ligne que la Ligne 7 auparavant, à l'exception de la desserte nouvelle de la Gare SNCF, en direct et sans correspondance pour les habitants d'Appoigny et pour les personnes qui se rendent Rive Droite, à Auxerrexpo ou encore à l'IUT.


ZOOM APPOIGNY
APPOIGNY Appoigny
Église d'Appoigny
Rue du Pavillon
AuxR' Parc Nord
AuxR' Parc
LIGNES RÉGULIÈRES
1 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE La Roue
2 PERRIGNY Auge <> AUXERRE Batardeau
3 MONÉTEAU Grandes Halles <> AUXERRE Carrières
4 PERRIGNY Bréandes <> AUXERRE Les Clairions
5 APPOIGNY Appoigny <> AUXERRE Université de Bourgogne
N AUXERRE Arquebuse <> AUXERRE Arquebuse (Gratuite)
LIGNES DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS
Dim 1 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE Gare SNCF
Dim 2 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE Turgotine
MONÉTEAU Grandes Halles
PERRIGNY Bréandes
PERRIGNY Auge
AUXERRE Les Clairions
Bruxelles
Londres
P+R Nord
Rue du Château
Sommeville
Liberté
Église
Mairie
Ile de France
Bretagne
Commanderie
Skenet Eau
Corran
Soule
Pierre Curie
ADAPT
Saint Esupery
Saint-Quentin
Les Dumonts
Canada
Plaine des Isles
Zone Industrielle
Bas de Jonches
Carillottes
Rousseau
Services techniques
Menetz
Lumière
Dents Pupin
Mouth du Président
Joan Mommet
Fourneaux
Châtenay
Saint-Siméon Nord
Marne
Polyclinique
Eiffel
Guynemer
France Travail
Hautebise
Sainte-Marguerite
Collège A. Camus
Foulon
Vaudon
Monge
Les Conches
Gouraud
Saint-Siméon Midi
Champlevoy
De Gaulle
Hôpital
4ème R.I.
Les Rosiers
Fleuriet
Gare Routière
Porte de Paris
Abbaye
Cochois
Palais de Justice
Cathédrale
Corcellois
Théâtre
Quais
Rue du Pont
Saint-Pierre
Police
Vauldebelle
Rue du Temple
Surugue
Egleny
Vauban
Denfert
Ecluse
Le Phare
Lafayette
Ingres
Frogerand
Fourrier
Pasteur
Brichères
Lyautey
Colette
Tissigny
Saint-Amâtre
Bourneil
Arquebuse
Batardeau
Lamartine
Brazza
Tournelle
Gambetta
Gare SNCF
Colbert
Charles de Foucauld
Egriselles
Reddition
Dr Schweitzer
La Roue
Turgotine
Mignottes
H2
Plaine
Champoussins
Verdonges
Mairie de Perrigny
Ancienne Gare
Conseil Départemental
Carrières
Collège Jean Bertin
Mairie de Saint-Georges
La Guillaumée
Saint-Georges
Les Ardilles
Lorraine
Django Reinhardt
Auxerrespo
Stade Arbre Sec
Collège Paul Bert
Arboretum
Via Agrippa
Pont de Vallon
Louis Richard
Les Piedalloues
Scyvole
Chantemerle
La Noue
Eugénie
AUXERRE Carrières
AUXERRE Université de Bourgogne
DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS
AUXERRE Gare SNCF
AUXERRE Turgotine
AuxR_M le bus.

1.1.2 Le réseau périurbain

Le réseau périurbain a vécu sa rentrée le lundi 8 janvier 2024, une semaine après la reprise du réseau. Si les lignes sont restées identiques jusqu'aux vacances estivales, le changement le plus significatif aura été la sous-traitance à trois entités (Cresson Voyages, St-Marc Transports et Transarc), de l'ensemble des lignes.

A compter du lundi 2 septembre 2024, le réseau a cette fois, connu des modifications majeures. D'abord, dans la façon de penser son fonctionnement, puisque les 27 communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (hors Auxerre et Perrigny) ont été découpées en trois zones distinctes, en fonction des collèges de secteur. La Zone A regroupe toutes les communes dont le collège de rattachement est Jean Bertin (St-Georges) ; la Zone B regroupe les communes dont le collège de rattachement est Paul Bert (Auxerre) ; la Zone C regroupe les communes dont les collèges de rattachement sont Albert Camus et Denfert Rochereau (Auxerre). La seule exception concerne la commune de Gurgy, qui est à la fois dans la zone B et dans la zone C, en raison d'un rattachement au collège Paul Bert.

Une nouvelle numérotation des lignes a été mise en place, afin de faciliter la lecture et la compréhension du réseau :

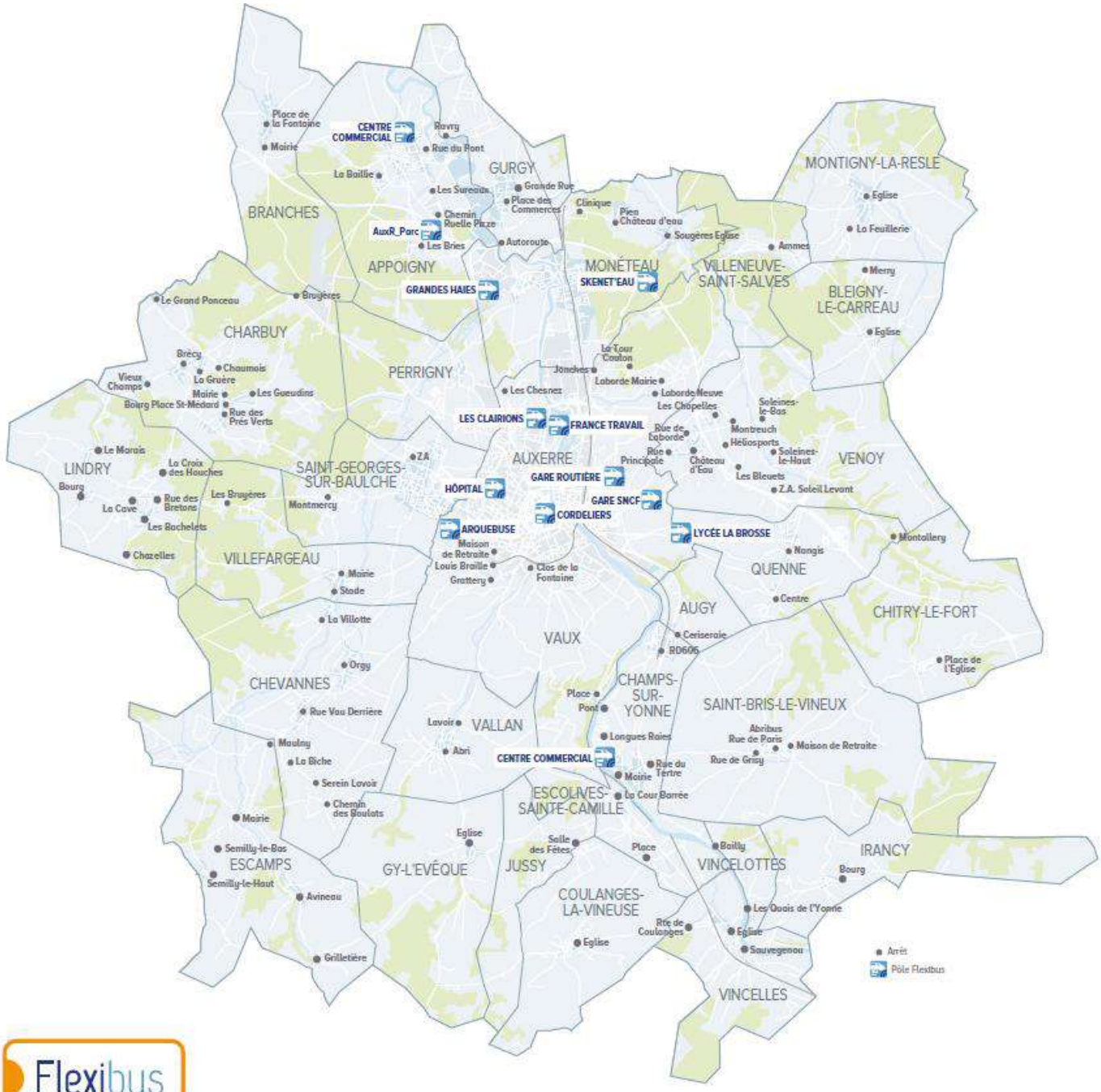
- Les lignes numérotées de 10 à 19 correspondent aux lignes à destination de la Gare Routière, majoritairement pour les lycéens ;
- Les lignes numérotées de 20 à 29 correspondent aux lignes à destination des collèges ;
- Les lignes numérotées de 30 à 39 correspondent aux RPI (anciennes lignes R1 à R14), à destination des écoles maternelles et primaires.

Les lignes A1 à A8, qui circulent depuis la Gare Routière et qui se rendent vers les établissements d'enseignement n'ont pas de changé de circuit, seulement de nom, étant désormais appelées N1 à N8.

1.1.3 Le Transport à la Demande

La nouveauté à compter du 2 janvier 2024 aura été la mise en place du nouveau service de Transport à la Demande de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, le Flexibus. Service totalement remanié par rapport à sa précédente version, le Flexibus est un service de Transport à la Demande convergent, divergent, c'est-à-dire qu'il permet de se déplacer d'arrêts vers des pôles et vice-versa.

Avec 13 pôles, majoritairement à Auxerre mais aussi dans d'autres communes périphériques (Appoigny, Champs/Yonne, Monéteau, Venoy) et plus de 80 arrêts, ce service révolutionne les déplacements dans l'Agglomération, avec une amplitude de 7h à 19h en non-stop. Le mode de réservation contribue à rendre le service plus accessible, entre la possibilité de contacter le standard AuxR_M le bus et l'utilisation d'outils numériques (application mobile et site web).



Flexibus

Comment ça marche ?

Votre service de transport à la demande fonctionne de 7h à 19h, du lundi au samedi, afin de se déplacer en toute liberté dans les 29 communes du territoire Auxerrois. Vous pouvez converger d'un arrêt vers l'un des 13 pôles, et vice-versa. Vous pouvez réserver un mois à l'avance et jusqu'à la veille

Comment voyager ?

Pour voyager, plusieurs possibilités : payer 1,50 euro auprès du conducteur (titre valable en correspondance 1h sur le réseau) ; où utiliser son abonnement à bord. Attention : les abonnements -18 ans ne sont pas valables.

Comment réserver ?

Téléchargez l'application AuxR Flexibus

Rendez-vous sur www.auxrmlebus.com rubrique "se déplacer"

Par téléphone au 03 86 42 77 17

Préparer mon voyage

La veille de votre voyage, vous recevez la confirmation d'une plage horaire à 19h. Le jour J, une heure avant votre départ, vous recevez l'horaire exact auquel se présenter à l'arrêt. Pour toute modification ou annulation, merci de prévenir les agents.

1.2 Les perturbations significatives

1.2.1 Les travaux de voiries

Au cours de l'année 2024, plusieurs sessions de travaux de voirie ont impacté notablement le réseau et les lignes urbaines.

L'ensemble des déviations impactantes du réseau sont recensés ci-dessous.

D'abord, nous pouvons évoquer les travaux qui concernent le centre-ville d'Auxerre et la navette du centre-ville. Comme évoqué précédemment, la mise en place du nouveau tracé de La Navette, qui devait avoir lieu dès le 2 janvier 2024, n'aura finalement pris place que fin janvier, en raison de travaux importants sur les réseaux, dans la rue Saint-Pèlerin, de fin 2023 jusqu'au 26 janvier. Cette rue, permettant la circulation entre les arrêts Théâtre et Quais, est essentielle pour le parcours de La Navette, sous peine de voir la suppression de trois arrêts (Quais, Rue du Pont, Saint-Pierre).

Concernant La Navette toujours, d'autres perturbations importantes ont eu lieu cette année, avec des travaux dans la rue Cochois, du 1er avril au 17 mai, empêchant la desserte de cet arrêt, tandis que la Rue Saint-Pèlerin s'est de nouveau retrouvée en travaux à deux reprises, du 22 avril au 17 mai et du 21 octobre au 10 novembre, rendant cette fois, inaccessibles les arrêts Quais, Rue du Pont et Saint-Pierre. Enfin, la Rue Joubert a connu sa période de travaux, du 21 octobre au 10 novembre, rendant la desserte de l'arrêt Théâtre impossible.

1.2.2 Travaux D31

Le département de l'Yonne a effectué des travaux de renforcement de chaussée sur la D31 entre Perrigny et Fleury-la-Vallée. Ils se sont étalés du lundi 9 septembre 2024 au mardi 12 novembre.

Ces travaux ont entrainé la mise en place d'une production spécifique et de moyens supplémentaires. En effet certains arrêts n'étaient plus accessibles avec un autocar 63 places. La mise en place de circuit spécifique, avec un autocar 22 places, était donc nécessaire.

Ces ajustements techniques ont été intégralement facturés par le sous-traitant. Ils ont été pris en charge par le délégataire (509€ HT).

1.2.3 Le Paris-Nice

Le mardi 5 mars 2024, Auxerre et son agglomération ont accueilli une étape de la course cycliste du Paris-Nice. Le contre-la-montre, qui se déroulait au sud d'Auxerre avec un départ près du stade Abbé-Deschamps et une arrivée à l'Arquebuse aura engendré des perturbations sur le réseau.

Dès le début de la journée, et par anticipation, les arrêts situés sur des axes dont la circulation allait être coupée n'ont pas été desservis, avec des arrêts de substitution mis en place sur certaines lignes. Les lignes 2 et 5 circulaient avec des horaires conçus pour cette journée exceptionnelle, tandis que la ligne 4 n'aura fait que 4 tours dans la journée. Les lignes 1, 3 et 7 ont conservé les horaires en situation nominale, avec des adaptations de tracé, notamment pour pallier aux dessertes impossibles de la couronne du centre-ville (de Porte de Paris à Arquebuse), ainsi que sur le Boulevard Vaulabelle. La ligne 6 quant à elle n'a pas connu d'impact significatif et a pu circuler dans sa version nominale.

1.2.4 Le passage de la Flamme Olympique

Le jeudi 11 juillet 2024, la flamme olympique était de passage dans l'Yonne et finissait son parcours en soirée, en arpentant les rues d'Auxerre. Pour l'occasion et face aux adaptations importantes qui ont été mises en place sur le réseau, ce dernier était gratuit pour l'ensemble des clients. Tout au long de la journée, un grand pôle d'échange s'est mis en place à la Gare Routière car toutes les lignes y convergeaient. Si la ligne 1 partait de la Gare Routière pour y revenir, en faisant notamment une boucle à Rive Droite, les autres lignes conservaient un terminus habituel pour ensuite prendre la direction de la Gare Routière. Aussi, et afin de faciliter l'accès au centre-ville depuis notamment les parkings relais qui avaient été mis en place par la ville d'Auxerre, une navette appelée « l'Express » avait été mise en place avec une fréquence de 30 minutes, entre l'Hôpital et la Gare Routière.

1.3 La liste exhaustives des courses non effectuées

En annexe 1, la liste exhaustive des courses non-effectuées. Dans les tableaux, sont classées par date ces courses, avec le niveau de détail suivant : ligne concernée ; horaire de la course ; trajet de la course ; durée de la course.

2. La Fréquentation

Comme évoqué précédemment, le réseau AuxR_M le bus aura fait l'objet de nombreux changement tout au long de l'année, avec l'arrivée du nouveau service de Transport à la Demande Flexibus dès le 2 janvier 2024, le nouveau service de Navette centre-ville fin janvier 2024 ainsi que le nouveau réseau urbain et réseau périurbain le 2 septembre 2024.

Le niveau de fréquentation global du service atteint 1 692 863 voyages au regard des chiffres de validation billettiques recensés à bord des véhicules. Ces chiffres font l'objet d'un retraitement et d'une consolidation en raison du non-équipement durant plusieurs mois de véhicules de sous-traitants, opérant sur le réseau périurbain, le retraitement des comptages à bord de la navette du centre-ville, service gratuit et sans validation de la part des usagers, ainsi que l'arrivée de nouveaux véhicules sur le réseau urbain, non équipés de valideurs et malgré tout mis en exploitation pour compléter la flotte.

Formule de calcul consolidation des données de fréquentation du réseau :

Pour recalculer la fréquentation du réseau en raison de dysfonctionnements ou d'absence de matériel à bord des véhicules, la formule utilisée est la suivante :

(nombre total de voyageurs sur une ligne donnée / nombre de jours de fonctionnement du service dans un mois donné en 2023) * nombre de jours dans un mois donné en 2024

Exemple avec une ligne du réseau périurbain :

Exemple circuit R10 : en janvier 2023, 498 enfants transportés pour 23 jours d'école dans le mois

498/23 = 22 enfants transportés en moyenne/jour

22 x 18 (nb de jours d'école en janvier 2024) = 396 → nombre consolidé d'enfants transportés sur ce circuit en janvier 2024

Après consolidation, dont le détail du mode de calcul est détaillé ci-dessus, la fréquentation atteint **1 852 700** voyages réalisés, sur l'ensemble du réseau et pour toute l'année 2024.

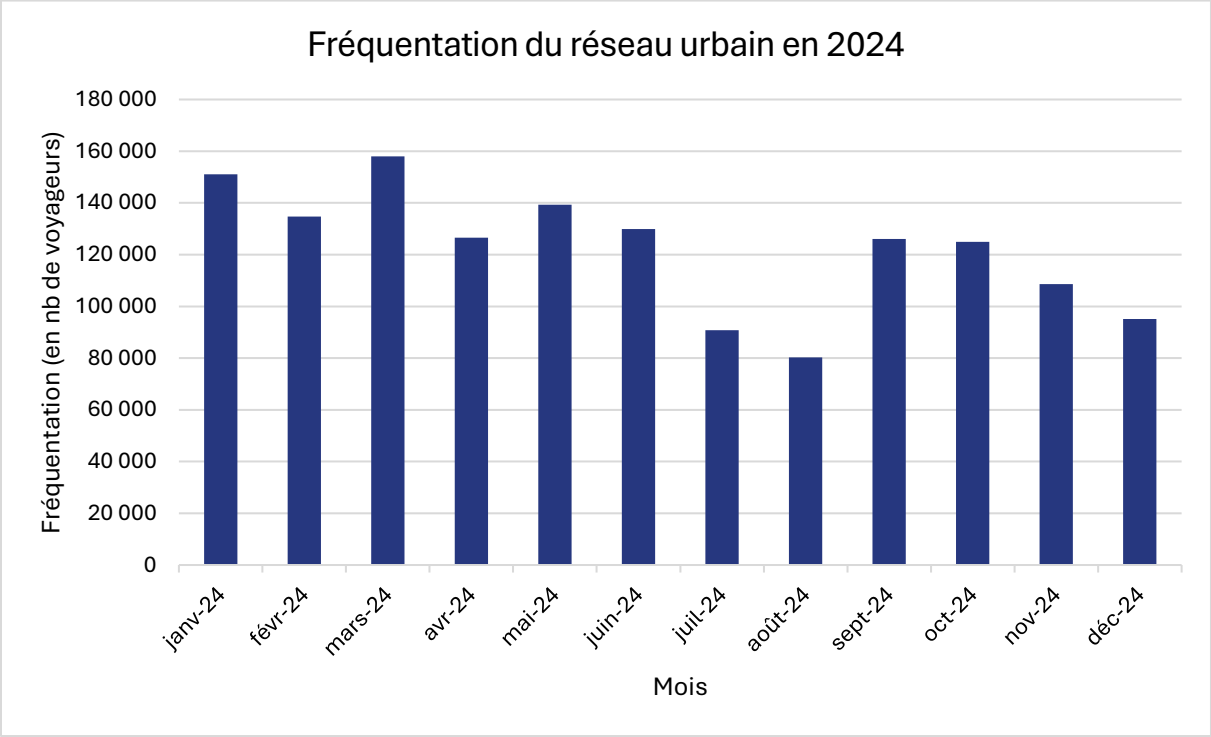
2.1 Les voyages par lignes et par services

2.1.1 Le réseau urbain

2.1.1.1 Fréquentation globale du réseau de bus

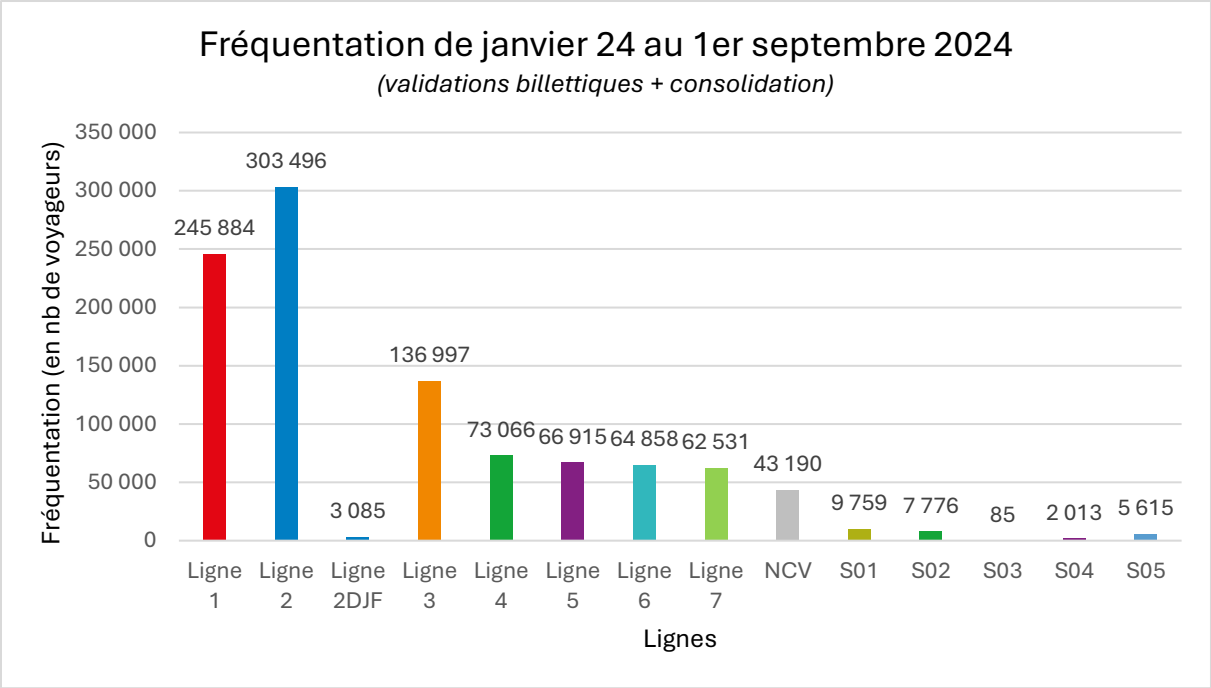
Au global sur l'année, la fréquentation du réseau urbain s'établit à **1 465 280** validations billettiques, après consolidation des données de comptage sur le service de la navette centre-ville, ainsi que pour les lignes 4, 5 et 7 du réseau urbain en place de janvier 2024 à fin août 2024.

Le pic de fréquentation sur l'année s'est établi au moins de mars 2024, avec 158 055 validations billettiques. Sans surprise, les mois de juillet et août présentent le moins de validations, en raison des vacances d'été. Au moins de septembre et l'introduction du nouveau réseau, la fréquentation est restée stable dans la continuité de juin. La crise technique connue à partir de mi-novembre jusqu'à la fin de l'année et le fonctionnement en Plan de Transport Adapté (PTA) (80 à 95% des services assurés durant cette période), explique une baisse continue de la fréquentation sur la fin de l'année.



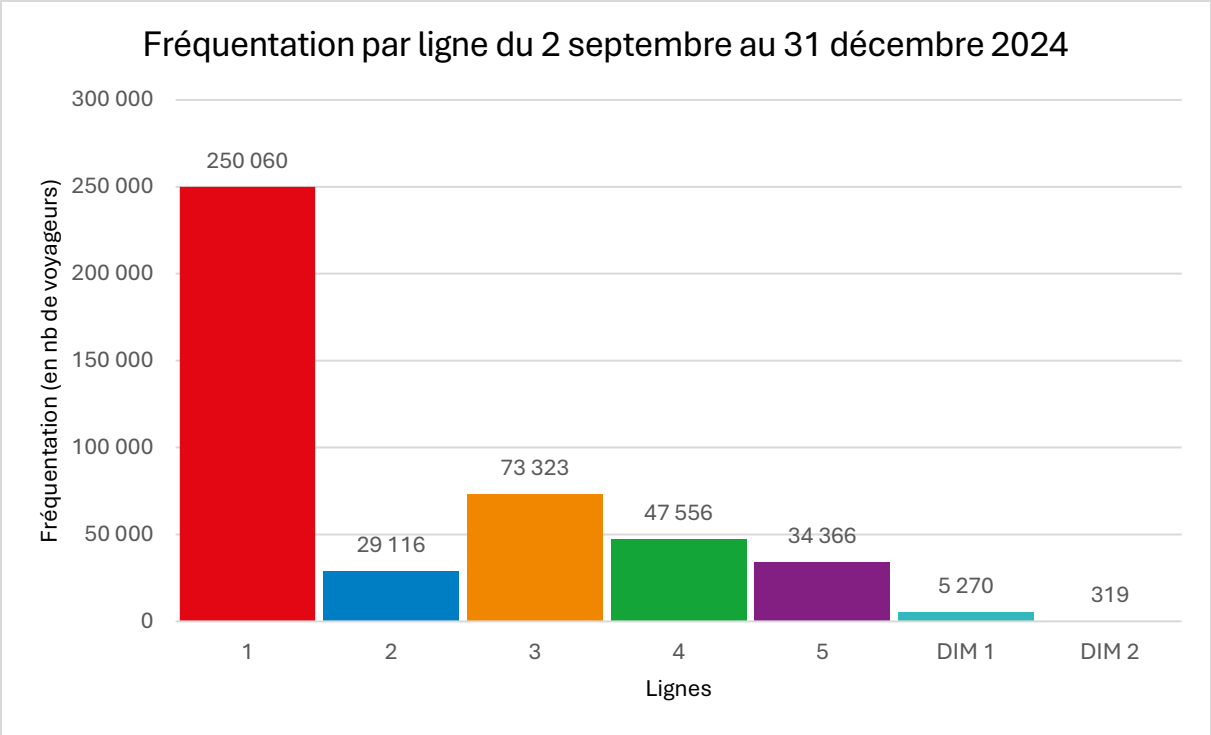
2.1.1.2 Fréquentation par ligne

De janvier à août, le réseau urbain fonctionnait avec 7 lignes ; un nouveau parcours de la navette centre-ville avec un seul véhicule en fonctionnement (en comparaison à l'ancien tracé effectué avec deux véhicules jusqu'au 31 décembre 2023) ; ainsi que deux lignes les dimanches et jours fériés (hors 1er mai). Sont également comptées dans le total des validations billettiques les 5 lignes scolaires assurées en bus (nommées de S1 à S5).



Les lignes fortes du réseau (1, 2, 3) représentent près de 70% des validations. La ligne 2 demeure être la plus fréquentée, à hauteur de 30%, reliant le Centre Commercial Les Clairions à l'Arquebuse, porte d'entrée du centre-ville d'Auxerre.

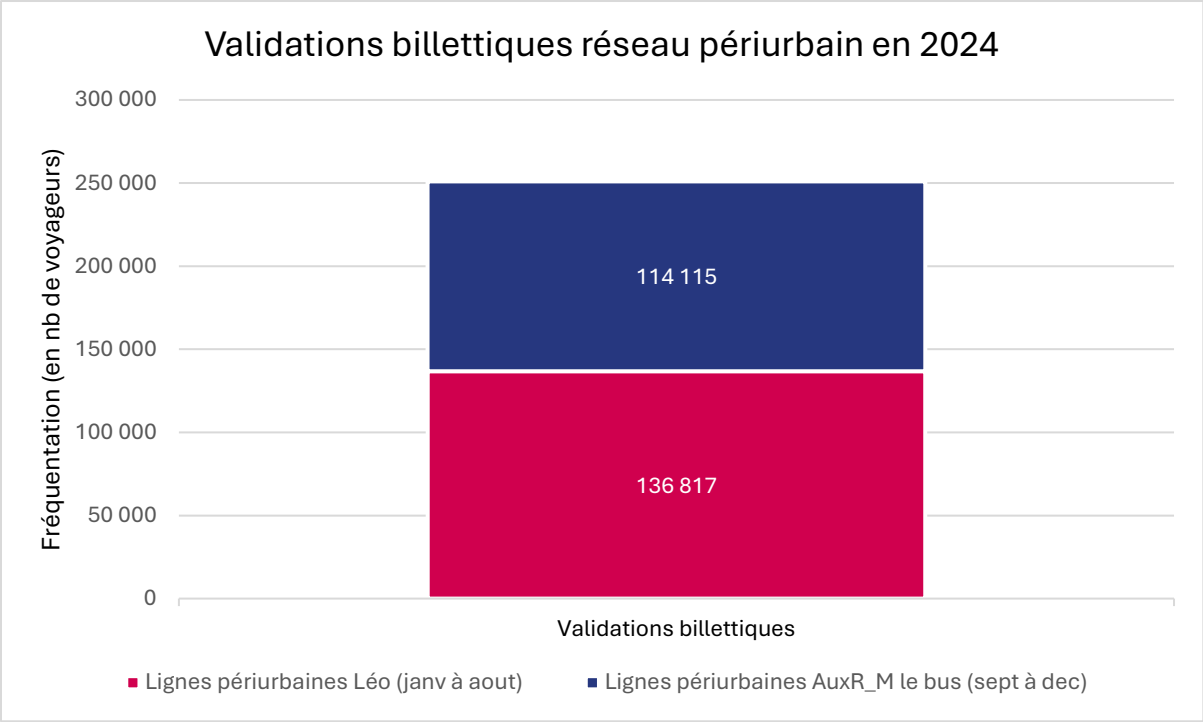
Lors de la mise en place du nouveau réseau urbain à date du 2 septembre 2024, faisant état d'une recombinaison des lignes, passant de 7 à 5 lignes, la ligne 2 devient la ligne 1, avec une fréquence de passage passant de 20 minutes à 15 minutes, ainsi qu'une amplitude plus large. Cette ligne a vocation à être la ligne la plus forte du nouveau réseau, circulant dans les quartiers les plus peuplés d'Auxerre, tout en desservant les lieux de vie les plus importants (Clairions, centre-ville, gare SNCF, établissements scolaires). Sur les quatre premiers mois d'exploitation de ce nouveau réseau et malgré la crise technique en fin d'année, la ligne 1 représente désormais près de 57% des validations billettiques du réseau urbain. La répartition des validations billettiques n'est pas particulièrement pertinente à comparer aux anciennes lignes du réseau, la recombinaison des lignes poussant les usagers à une nouvelle manière de voyager, avec notamment un objectif de minimiser les correspondances, les lignes étant plus grandes et reliant plus de points d'intérêts entre eux.



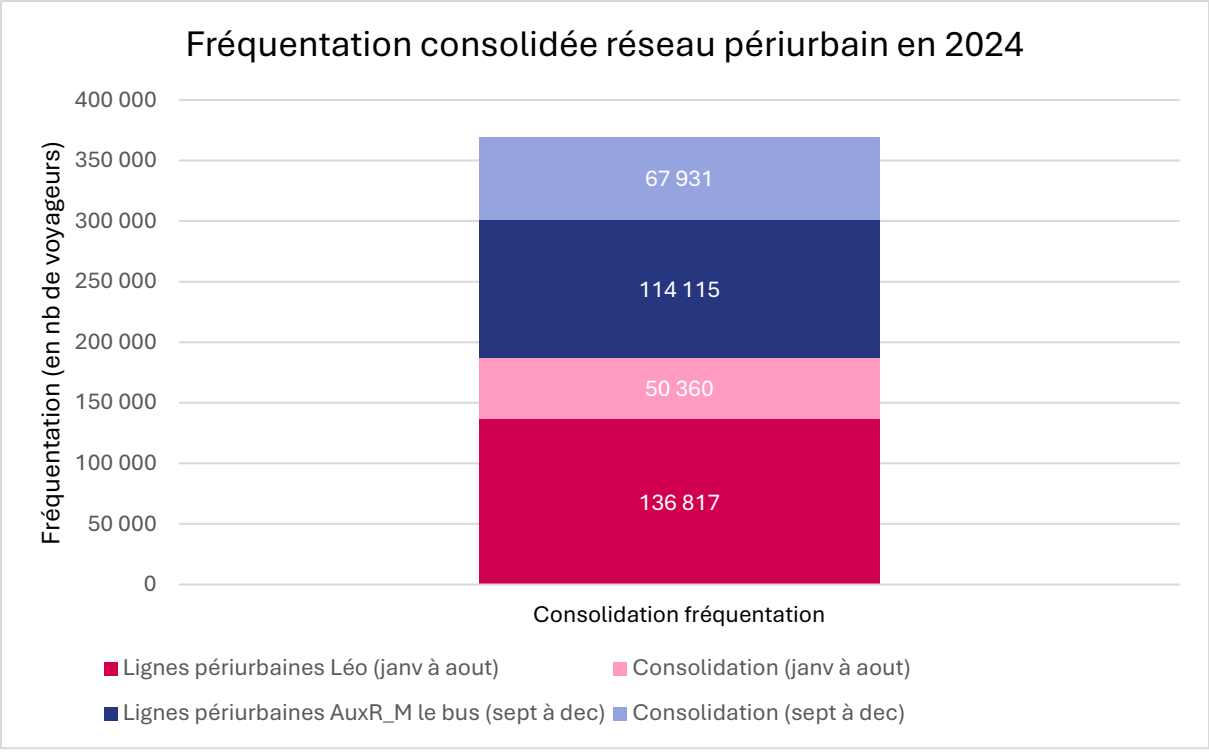
2.1.2 Le réseau périurbain

A partir de janvier 2024, le réseau périurbain est sous-traité à trois transporteurs (Cresson Voyages, Saint-Marc Transports, Transarc) mais le réseau reste identique au réseau en place avec l'ancien exploitant. De janvier à juillet 2024, les validations billettiques à bord s'établissent à 136 817.

A partir du 2 septembre 2024 et la rentrée des classes, le réseau périurbain a connu des évolutions *(voir partie services offerts)*. De septembre à décembre 2024, les validations billettiques à bord de ces lignes s'établissent à 114 115.



Toutefois, ces validations billettiques à bord ne reflètent pas la réalité des présences à bord des véhicules. En effet, tous les sous-traitants n'étaient pas équipés de matériel billettiques dès le début de la sous-traitance en janvier 2024. Le fonctionnement du matériel à bord dans tous les cars périurbains aura été fonctionnel à partir de janvier 2025. Afin d'obtenir des statistiques fidèles à la réalité, puisque certaines lignes n'ont quasiment aucune validations billettiques *(voir annexes 2)*, il a été décidé de mettre en place une méthode de recalcul de ces fréquentations, avec la méthode exposée en début de ce chapitre.

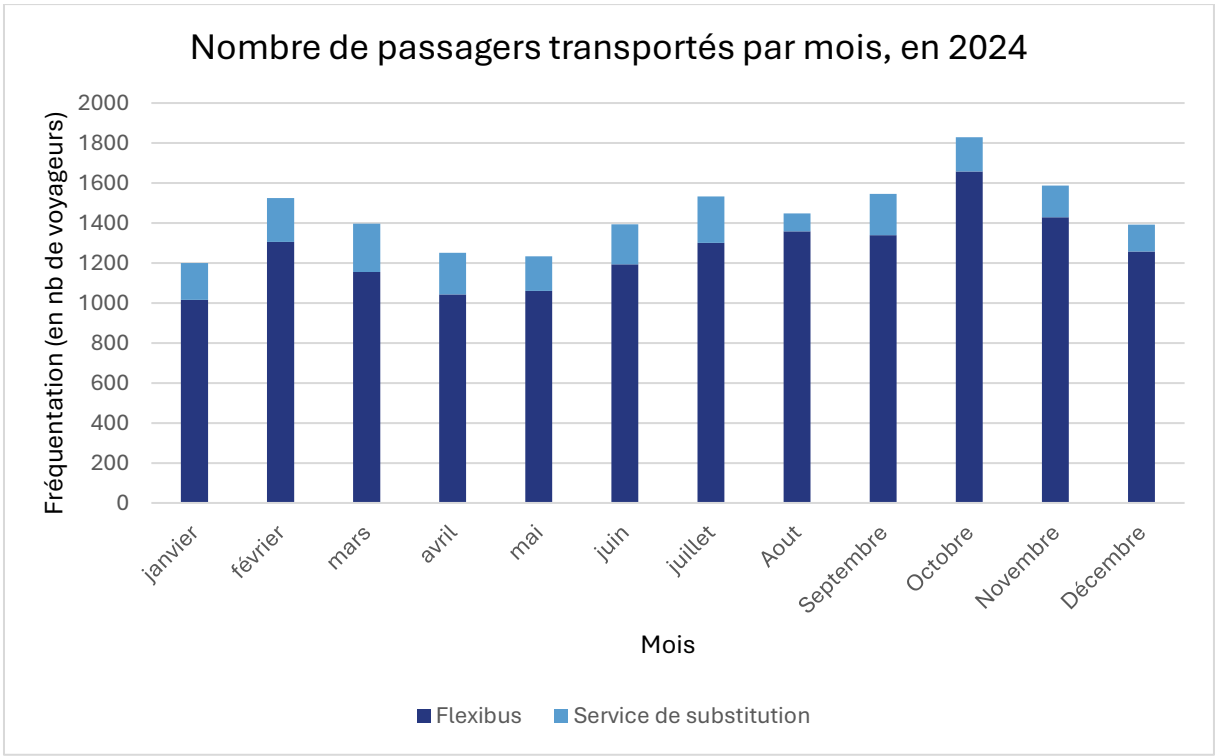


Cette consolidation permet d'obtenir des données de validations estimatives à **369 223** voyages, données relativement plus proches de la réalité.

2.1.3 Le Transport à la Demande Flexibus

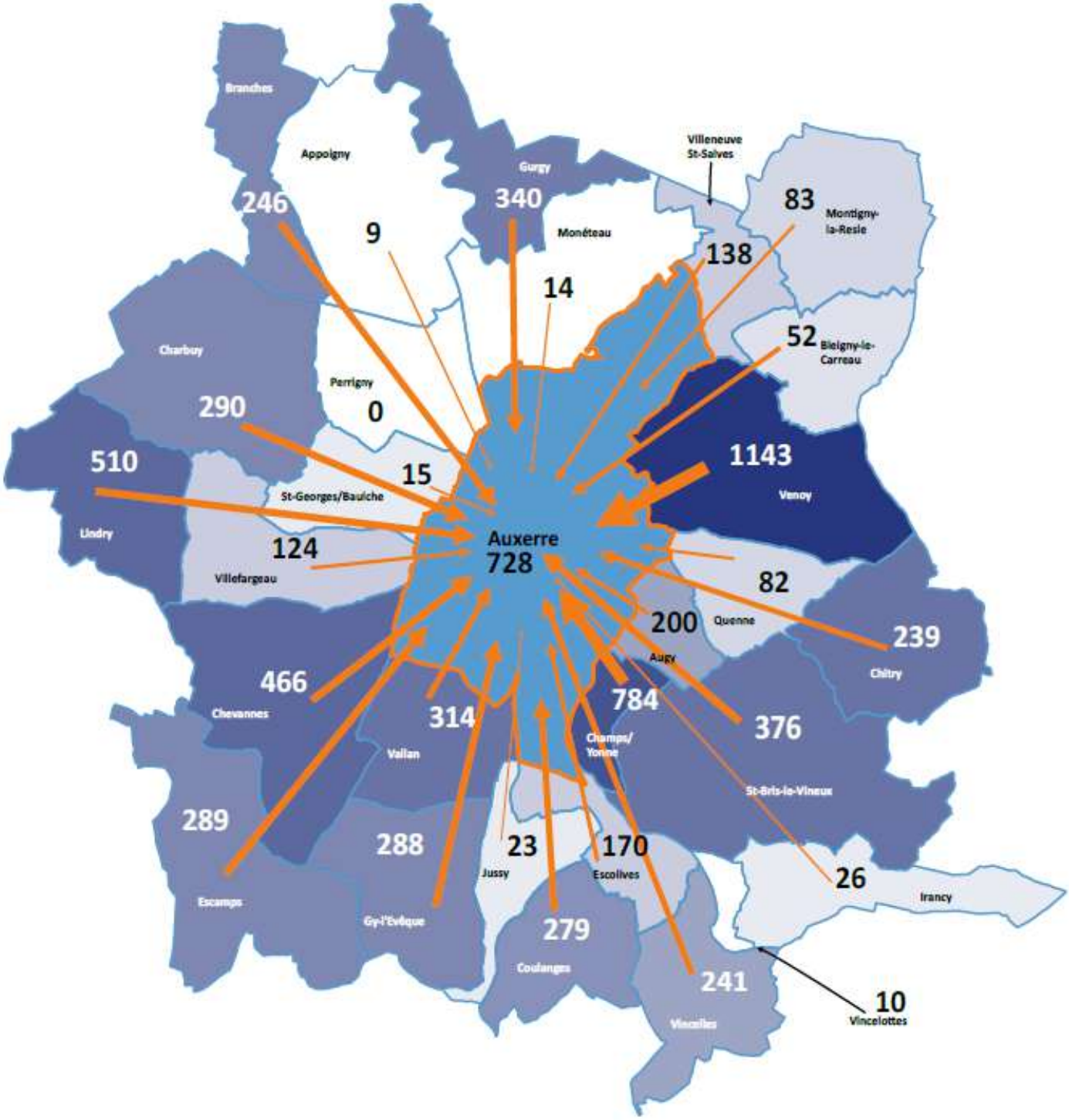
Le Transport à la demande Flexibus, nouveau service proposé sur le territoire, à l'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois, n'aura pas mis longtemps à trouver ses adeptes. En effet, la refonte du service de Transport à la Demande aura révolutionné son utilisation. Comparativement à l'ancien service, qui, en 2023, avait transporté 9 107 usagers, Flexibus en aura transporté deux fois plus en 2024, avec 18 198 validations à bord.

Avec des débuts à hauteur de 1 200 voyageurs en janvier, la croissance du nombre de voyageurs aura été constante tout au long de l'année, pour atteindre un pic à 1 829 voyageurs en octobre 2024. Enfin, en moyenne, le service de substitution (permet le transport de PMR d'un arrêt à un autre arrêt du réseau, si l'un d'eux n'est pas accessible) représente 12% des personnes transportées par mois.



Flux des communes vers les pôles

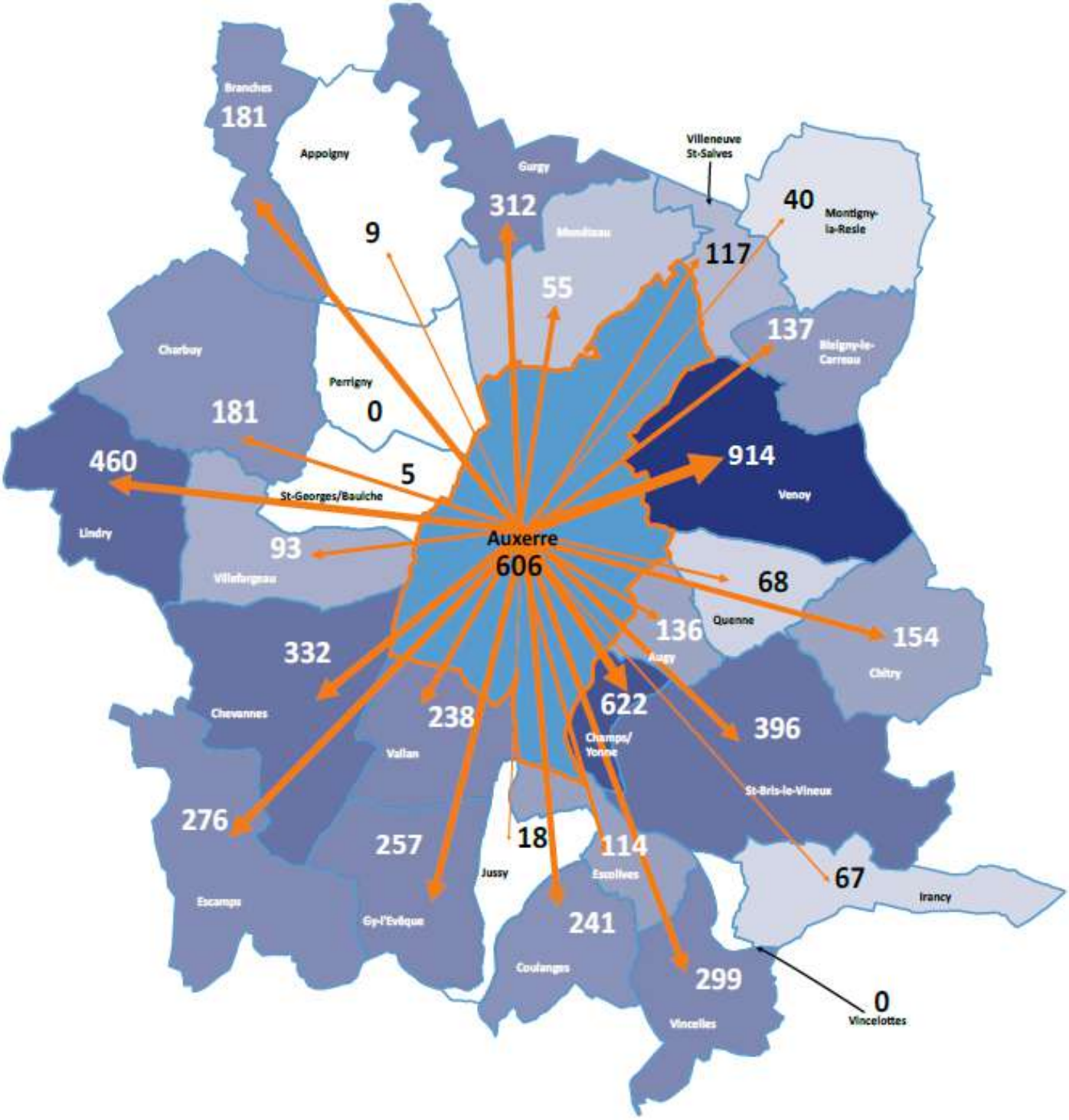
Chiffres pour l'année 2024



Lecture de la carte : *En 2024, 1 143 passagers ont voyagé depuis Venoy vers l'un des 13 pôles Flexibus disponible.*

Flux des pôles vers les communes

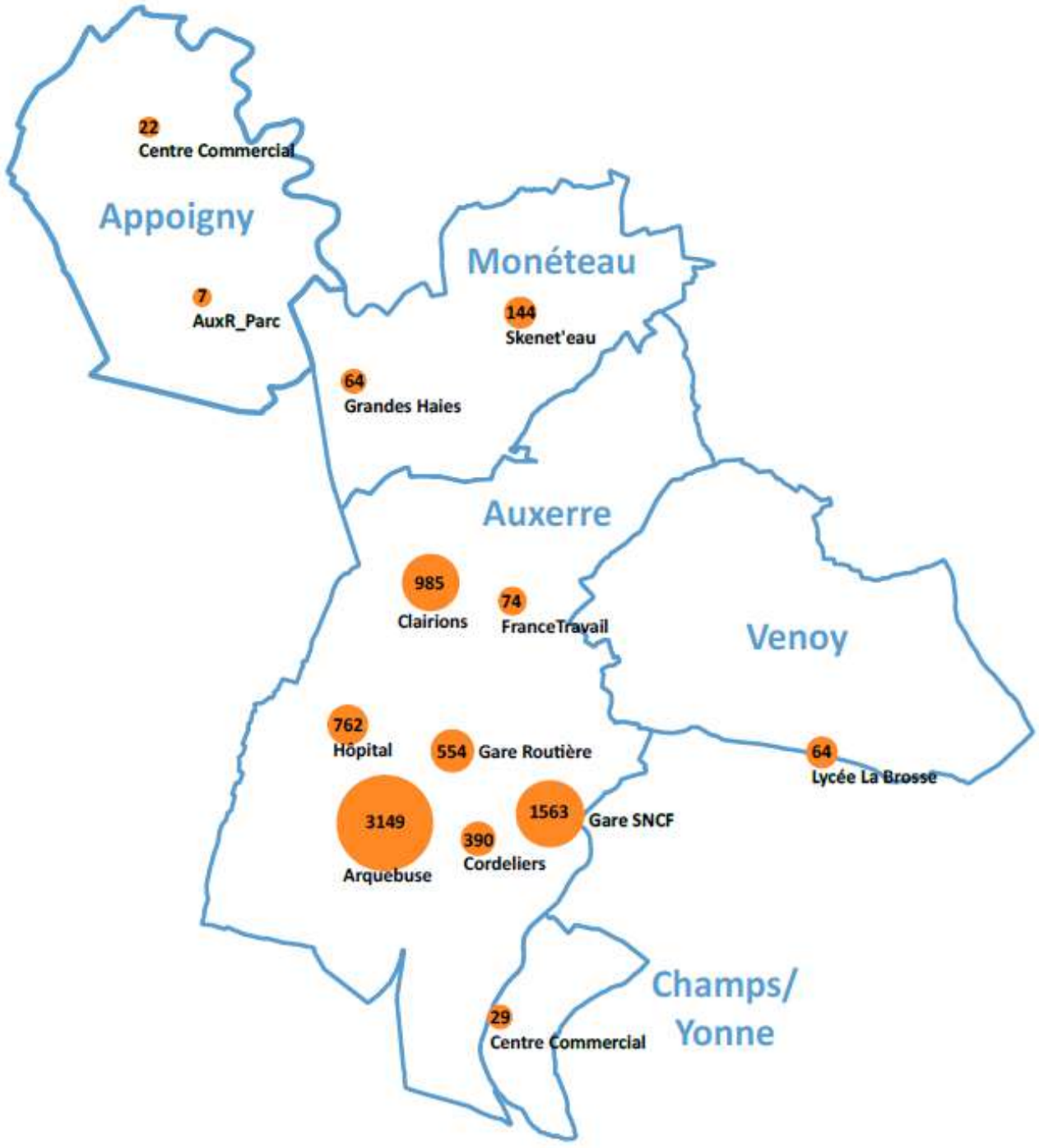
Chiffres pour l'année 2024



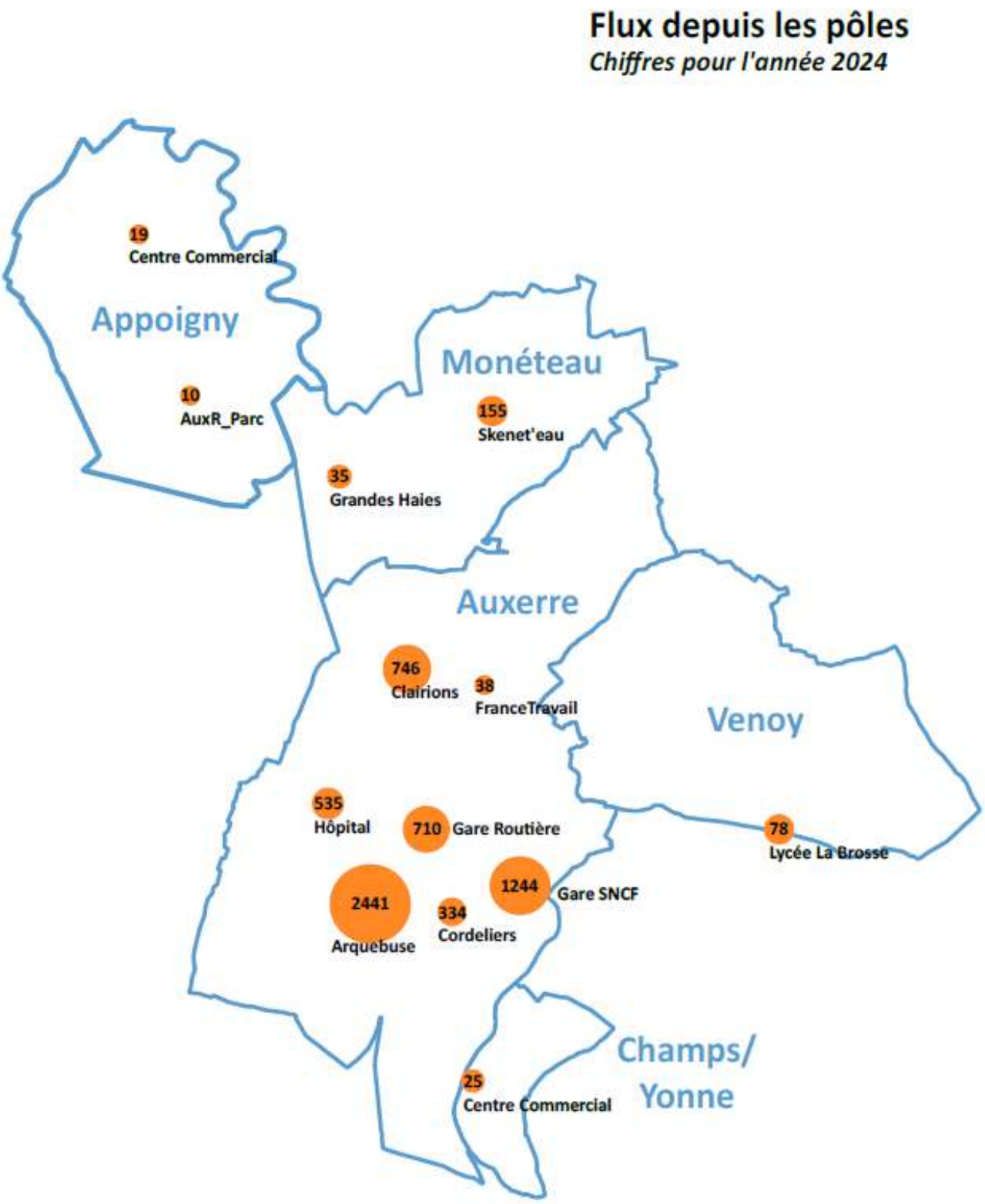
Lecture de la carte : *En 2024, 622 passagers ont voyagé depuis l'un des 13 pôles Flexibus, vers un arrêt sur la commune de Champs-sur-Yonne.*

Flux vers les pôles

Chiffres pour l'année 2024



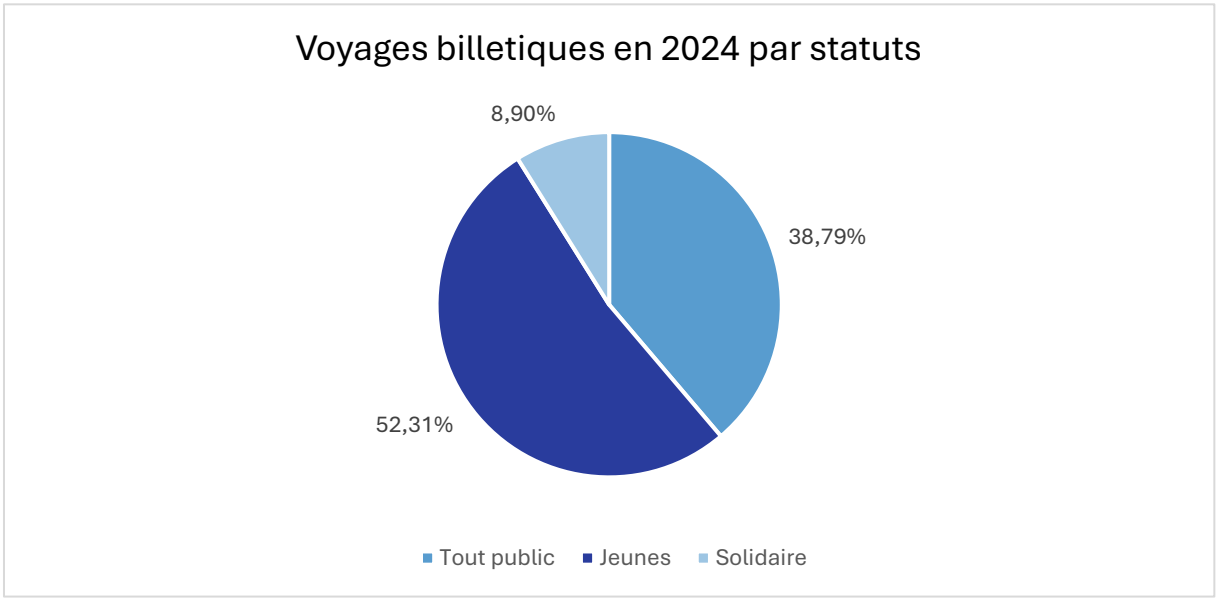
Lecture de la carte : *En 2024, 3 149 passagers se sont rendus à l'Arquebuse depuis l'un des arrêts du service Flexibus.*

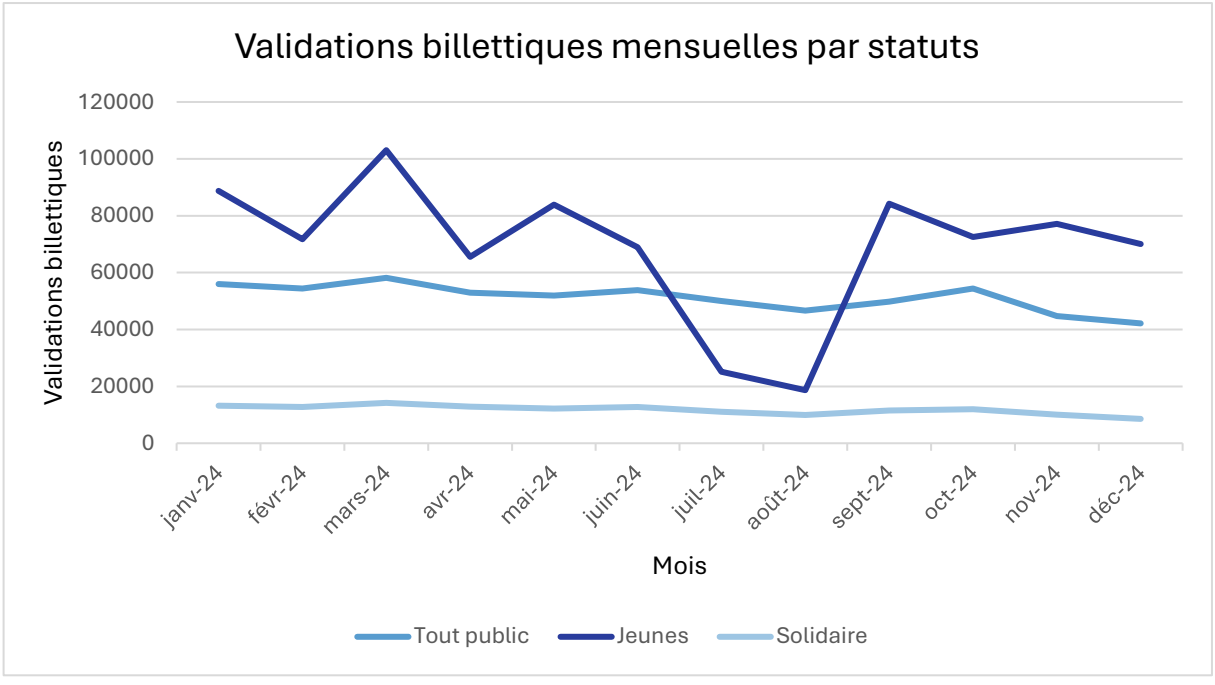


Lecture de la carte : *En 2024, 1 244 passagers ont voyagé de la Gare SNCF d'Auxerre St-Gervais vers l'un des arrêts du service Flexibus.*

2.2 La fréquentation par titres

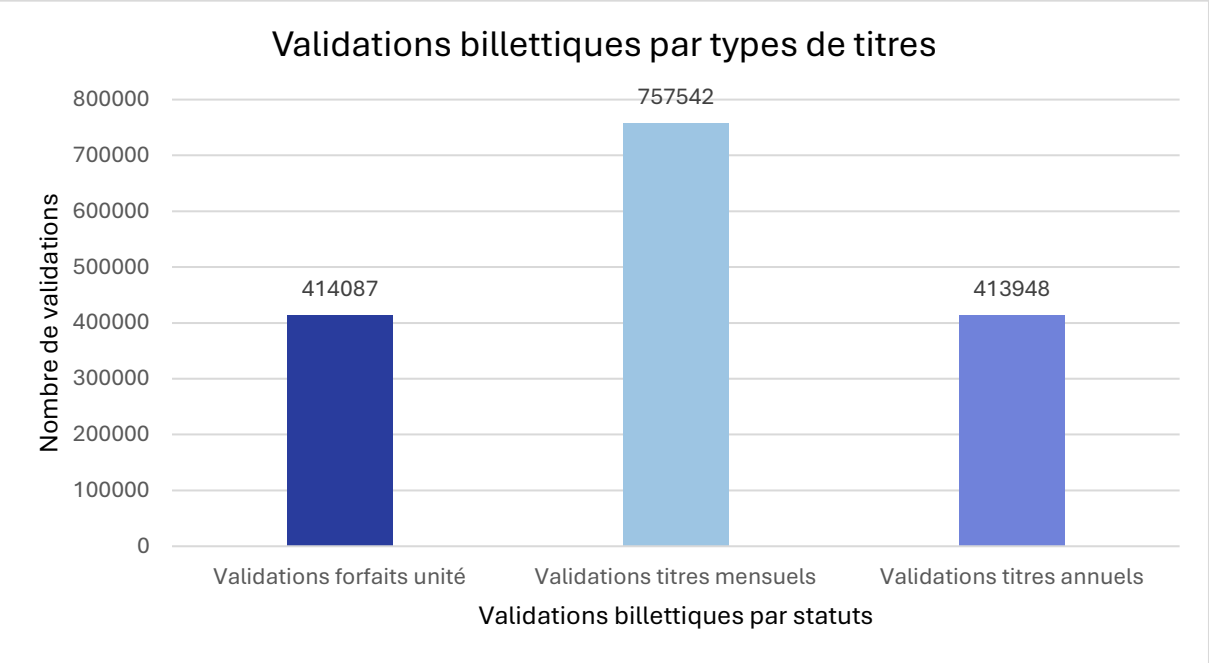
La fréquentation par type de titres permet de mieux connaitre les usagers qui voyagent à bord de nos lignes. Cette année 2024 sert d'année référence pour Keolis Communauté de l'Auxerrois et le réseau AuxR_M le bus, pour la première fois en exploitation sous cette identité. Pour les voyages billettiques par statuts, nous pouvons observer une part importante de validations de la part du jeune public, catégorie qui regroupe tous les voyageurs ayant un abonnement moins de 18 ans et moins de 26 ans. La part de validation pour ce statut atteint plus de la moitié des validations totales sur le réseau AuxR_M le bus (52,3%), (42,76% sur le réseau urbain). La seconde moitié se répartie entre le statut tout public (titres unitaires, carnets de 10 titres, abonnements mensuels ou annuels plus de 26 ans) et le statut solidaire, qui englobe quant à lui tous les titres qui concernent les bénéficiaires de la CSS (Complémentaire Santé Solidaire).



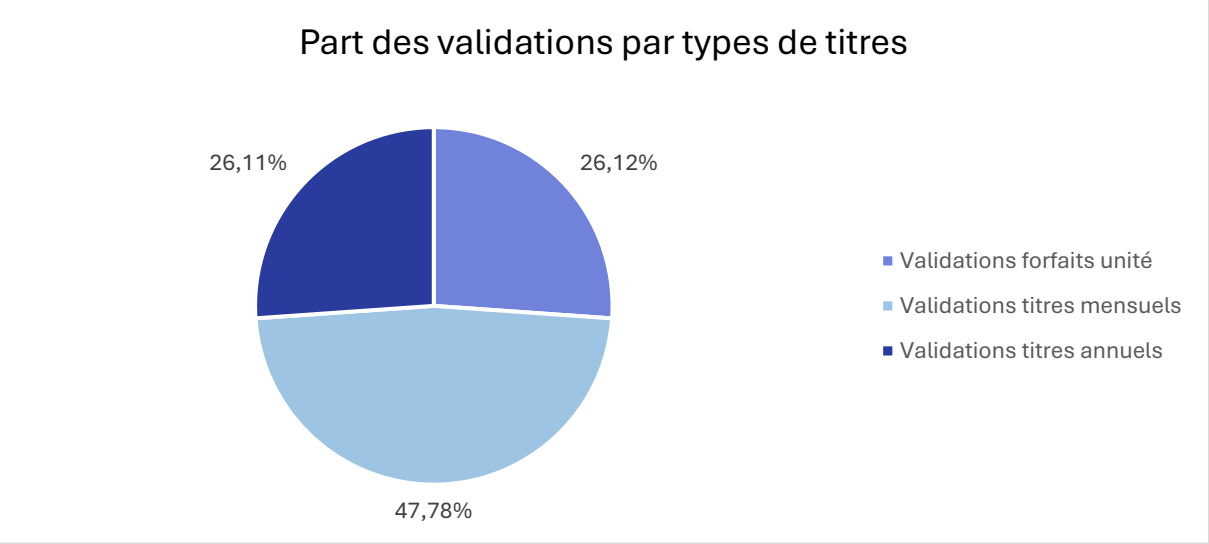


Le graphique présentant les validations billettiques mensuelles par statuts est tout à fait corrélé avec les graphiques de fréquentation. En effet, le mois de mars avec un calendrier favorable présente un pic de validations à bord des véhicules notablement marqué par les validations des jeunes. Sans surprise, les mois de juillet et août sont synonymes d'une forte baisse, en raison des vacances scolaires et du non-fonctionnement des lignes périurbaines. Enfin, les mois de novembre et décembre, marqués par la crise technique, sont synonymes d'une baisse des validations à bord, élément visible sur le graphique.

2.3 La fréquentation par types de titres



Le graphique ci-dessus exprime les validations billettiques en fonction de la typologie du titre utilisé à bord.



Ce graphique représente quant à lui la part des validations par types de titres, exprimée en %.

Sur l'ensemble du réseau, on constate que les titres les plus utilisés à bord sont les abonnements mensuels avec un taux de validations de près de 48%. Les titres unitaires, ainsi que les titres annuels sont quasiment à utilisations égales avec des taux de validations qui atteignent 26,1% chacun. Il est à noter que le nombre de titres unitaires vendus à bord, intègre un report de ventes occasionné par la fermeture de la maison des mobilités et le passage en Agence Mobile exclusive (*voir partie recettes)*.

3. Relation clients et communication

3.1 Politique tarifaire

Les tarifs en vigueur sur le réseau n'ont pas connu d'évolution entre l'année 2023 et l'année 2024.

3.1.1 Titres et supports du réseau AuxR_M le bus

3.1.1.1 Les supports

Les supports vendus sur le réseau AuxR_M le bus sont les suivants :

- Les Titres Unitaires (TU), seul titre vendu à bord par les conducteurs ;
- Les cartes nominatives sur lesquelles peuvent être chargés tous types de titres présents dans la gamme tarifaire, achetables uniquement en Agence Mobile ;
- Les cartes anonymes sur lesquelles peuvent être chargés uniquement les TU ou carnet de 10 titres.

La validation de son titre de transport est indispensable à chaque montée à bord d'un véhicule, y compris en cas de correspondance.

3.1.1.2 Les titres

Les titres de transport du réseau AuxR_M le bus sont applicables à l'ensemble des services proposés, sauf deux : La Navette, service gratuit ; ainsi que l'abonnement annuel moins de 18 ans, qui est quant à lui inutilisable sur le service de Transport à la Demande, Flexibus.

Nom du titre	Tarification en vigueur	Ayants-droits	Utilisation du titre	Durée de validité	Utilisation
Ticket unitaire	1.50 €	Tout usager	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte anonyme ou nominative - Achat auprès du conducteur
Carnet de 10 tickets	11 €	Tout usager	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte anonyme ou nominative

Nom du titre	Tarification en vigueur	Ayants-droits	Utilisation du titre	Durée de validité	Utilisation
Carnet de 10 tickets solidaire	5.50 €	Tout usager de + de 18 ans, bénéficiant de CSS ou AME.	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel + de 26 ans	30 €	Tout usager de + de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel solidaire	15 €	Tout usager de + de 18 ans, bénéficiant de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) ou Aide Médicale d'Etat (AME)	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel – de 26 ans	20 €	Tout usager de - de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement annuel – de 18 ans	85 €	Tout usager de – de 18 ans	Libre de circulation sur tout le réseau (hors Flexibus)	Du 1er septembre au 31 août de chaque année, hors Flexibus	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement annuel – de 26 ans	160 €	Tout usager de -de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement annuel + de 26 ans	300 €	Tout usager de + de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement

3.1.1.3 Les canaux de distribution

Il existe pour l'ensemble des voyageurs du réseau, plusieurs façons d'acheter son titre de transport :

- A l'Agence Mobile AuxR_M le bus : Crée à l'arrivée de Keolis au 1er janvier 2024, afin d'offrir une nouvelle solution aux clients à la suite de la fermeture de la Maison Des Mobilités située auparavant au centre-ville, cette agence se veut innovante par son principe. Située au cœur de ville, à l'Arquebuse à minima 3 fois par semaine (les matins de marché et un après-midi par semaine), les conseillères en mobilités

se rendent désormais aussi dans les autres communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois afin de faire la promotion des services et aussi rendre accessible ce service. En Agence, l'ensemble des titres de la gamme tarifaire peuvent être achetés ;

- Chez l'un des 9 dépositaires du territoire :
  - Le Denfert, 77 Avenue Denfert-Rochereau, Auxerre ;
  - Le Calumet, CC Saint-Siméon, Auxerre ;
  - Le Jacam, 130 Rue de Paris, Auxerre ;
  - CC E.Leclerc, à l'espace presse, 14-16 Avenue Jean Jaurès, Auxerre ;
  - Le Bel Air, 69 Rue Théodore de Bèze, Auxerre ;
  - Au Carré d'As, 8 rue de Seignelay, Monéteau ;
  - Carrefour Grandes Haies à l'espace électroménager, 53 Avenue de Paris, Monéteau ;
  - Mairie de Charbuy, 52 Grande Rue, Charbuy ;
  - Mairie de Montigny-la-Resle, Place de l'Eglise, Montigny-la-Resle ;
- Via la boutique en ligne sur le site www.auxrmlebus.com ou sur l'application mobile M'Ticket AuxR_M. Les titres nécessitants un justificatif et les abonnements annuels n'y sont pas disponibles ;
- Auprès des conducteurs sur le réseau urbain et en Transport à la Demande pour tout achat d'un titre unitaire. Il n'est toutefois pas possible d'acheter un titre auprès du conducteur sur le réseau périurbain.

3.2 Bilan de la politique d'Informations Voyageurs

3.2.1 Les supports d'Informations Voyageurs

Au cours de l'année 2024, le réseau Léo est devenu AuxR_M le bus, troquant ses habits rouges pour une parure mêlant des tons bleu foncé et bleu clair. Tout d'abord, en janvier 2024, ce sont les informations concernant La Navette et le Flexibus qui ont introduit cette nouvelle marque, AuxR_M le bus. Par la suite, les véhicules sont devenus blancs, puis blancs et bleus afin d'adopter leur nouvelle identité. Enfin, pour introduire l'arrivée du nouveau réseau en septembre 2024, l'ensemble des supports d'information voyageurs aux arrêts, ainsi que les documents et supports sont tous devenus AuxR_M le bus, pour permettre de rendre les voyageurs autonomes sur le réseau, tout en ayant l'entièreté des informations nécessaires à la connaissance du réseau et au bon déroulement du voyage, une Information Voyageurs claire est mise à disposition de tous les clients.

3.2.1.1 Documents à destination des usagers

La refonte du réseau a permis de révolutionner l'information à destination des voyageurs. En effet, à la place d'un guide complet recensant toutes les lignes du réseau, y compris les lignes périurbaines, Keolis a introduit les fiches horaires par ligne, sur le réseau urbain. Toutes les lignes sont désormais dotées de leur propre document. Ce choix a été opéré pour deux raisons :

- Faciliter le parcours du client en lui permettant de prendre le document de la seule ligne sur laquelle il voyage ;
- Réduire la taille du document pour l'emmener plus facilement avec soi si nécessaire.

Chacune de ces fiches horaires sont faites de la même manière, c'est-à-dire, avec tous les horaires de passage à chaque arrêt, par période, ainsi qu'un plan global du réseau permettant de visualiser le parcours de la ligne sur laquelle le voyage est effectué, sans perdre de vue les potentielles correspondances avec les autres lignes.

Aussi, le plan du réseau devient un document unique, permettant de retrouver :

Au recto du document :

- Le plan du réseau urbain occupe tout l'espace du recto avec le détail du parcours de toutes les lignes ;
- La mise en avant des pôles Flexibus pour mettre en avant les potentielles correspondances ;
- La mise en avant de toutes les stations AuxR_M le vélo, désignées à l'aide d'un pictogramme identique au totem des stations

Au verso :

- Le plan du service de Transport à la Demande Flexibus avec l'ensemble des arrêts disponibles ainsi qu'une succincte explication du fonctionnement du service ;
- Les informations sur les tarifs ainsi que sur les lieux où il est possible d'acheter son titre de transport ;
- La mise en lumière de la prime transport (50% remboursé par l'employeur) ;
- La mise en avant des principales règles de savoir-être au sein des véhicules ;
- La mise en avant du service AuxR_M le vélo, dans le but de promouvoir l'intermodalité et la complémentarité des services.

AuxR_M le bus.

PLAN & INFOS

Plans et solutions de mobilités

HORAIRES VALABLES DÈS LE 1 SEPTEMBRE 2024

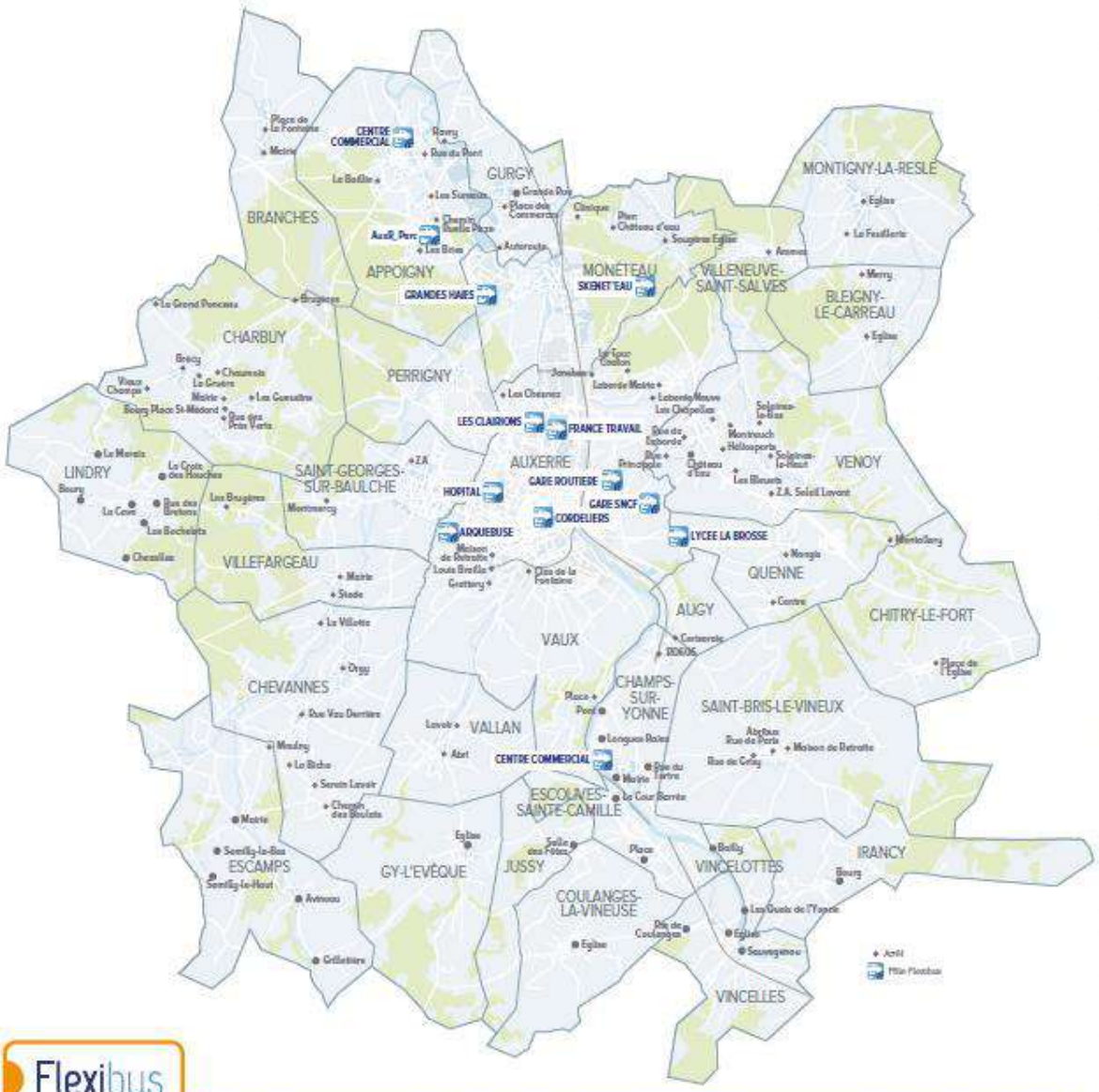
AuxR_M le bus.

www.auxerrelebus.com

Renseignements : 03 86 42 77 77

Scannez l'arrêt le plus proche pour télécharger nos applications

Ensavoirplus



Flexibus

Comment ça marche ?

Votre service de transport à la demande fonctionne de 7h à 19h, du lundi au samedi, afin de se déplacer en toute liberté dans les 29 communes du territoire Auxerrois. Vous pouvez converger d'un arrêt vers l'un des 13 pôles, et vice-versa. Vous pouvez réserver un mois à l'avance et jusqu'à la veille.

Comment voyager ?

Pour voyager, plusieurs possibilités : payer 1,50 euro au-près du conducteur (titre valable en correspondance 1h sur le réseau) ; où utiliser son abonnement à bord.
Attention : les abonnements -18 ans ne sont pas valables.

Comment réserver ?

Télécharger l'application AuxR Flexibus

Rendez-vous sur www.auxerrelebus.com rubrique "se déplacer"

Par téléphone au 03 86 42 77 17

Préparer mon voyage

La veille de votre voyage, vous recevez la confirmation d'une plage horaire à 19h. Le jour J, une heure avant votre départ, vous recevez l'horaire exact auquel se présenter à l'arrêt. Pour toute modification ou annulation, merci de prévenir les agents.

Tarifs et titres de transport

Titres unitaires	Tarifs	Vous voyagez occasionnellement
Unitaire	1,50 €	Validation 1h sur l'ensemble du réseau Vendu à bord, sur auxerrelebus.com, à l'Agence Mobilité et chez les dépositaires
10 Voyages	11 €	Vendu à bord, sur auxerrelebus.com, à l'Agence Mobilité et chez les dépositaires
10 Voyages Tarif Solidaire	5,50 €	Vendu à bord, sur auxerrelebus.com, à l'Agence Mobilité et chez les dépositaires. Réservé aux bénéficiaires du profil Tarif Réduit (CSS ou AME) avec carte nominative

Formules illimitées	Tarifs	Vous voyagez régulièrement
Annuel - 18 ans	80 €	Circulation illimitée du mois de souscription à août (hors Flexibus)
Annuel - 26 ans	160 €	Circulation illimitée toute l'année
Annuel + 26 ans	300 €	Circulation illimitée toute l'année
Mensuel Solidaire	15 €	Circulation illimitée pendant un mois. Réservé aux bénéficiaires du profil Tarif Réduit (CSS ou AME) avec carte nominative
Mensuel - 26 ans Renouvellable	20 €	Circulation illimitée toute l'année. Pour 8 mois achetés, 4 mois offerts
Mensuel - 26 ans Renouvellable	30 €	Circulation illimitée toute l'année. Pour 10 mois achetés, 2 mois offerts

Les formules illimitées sont en vente sur auxerrelebus.com et à l'Agence Mobilité

Points de vente

NOM	ADRESSE
Le Shotgun	32, avenue Charles-Max Auxerre, Auxerre
Au Calumet	Centre commercial Saint-Gratien, Auxerre
La Source	130, rue de Paris, Auxerre
Centre Commercial E.Leclerc	14-16, avenue Jean Jaurès, Auxerre
Le Gril de	56, rue Fabulerie de Vilers, Auxerre
Monsieur Presse	12, Grande Rue, Charbuy
Au Carré d'As	2, rue de Lattgenay, Monéteau
Cora	1-3, avenue de Paris, Monéteau
Monsieur Presse	Place de l'Église, Montigny-la-Resle

En mairie, votre Agence Mobilité qui se déplace sur tout le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. e-boutique et application MTicket AuxR_M le bus

Bien voyager

ACCÈS AUX VÉHICULES
- Les montées et descentes se font uniquement aux arrêts du réseau.
- La montée s'effectue par l'avant du véhicule, et la descente par l'arrière.
- Appuyer sur le bouton «Arrêt demandé» pour indiquer votre arrêt de descente au conducteur.

TITRES DE TRANSPORT
- Merci de valider votre carte à la montée.
- Le voyage est gratuit sur tout le réseau pour les enfants de moins de 5 ans.

IL EST INTERDIT DE...
- Fumer et vaporiser à bord des véhicules.
- Manger ou boire à bord des véhicules.
- Introduire des armes et des matières dangereuses explosives et inflammables.
- Troubler la tranquillité des autres voyageurs et du personnel.

LE CONDUCTEUR ET VOUS
- Veillez à ne pas déranger le conducteur en lui parlant inutilement.

ENTRE VOYAGEURS
- Faites en sorte de faciliter l'accès du véhicule aux personnes à mobilité réduite (personnes handicapées, personnes âgées, femmes enceintes...).
- Pour ne pas gêner les autres voyageurs, comportez vous de manière civique à leur égard.
- Les voyageurs sont priés d'utiliser des écouteurs pour écouter de la musique sans importuner les clients par un volume sonore excessif.

COLIS, BAGAGES, POUSSETTES
- Veillez à ce que vos bagages ou objets encombrants ne gênent pas le passage.
- En cas de forte affluence, merci de plier les poussettes. Durant un trajet, les enfants ne doivent pas rester dans les poussettes. En cas d'incident, la responsabilité du transporteur ne saurait être en aucun cas engagée.
- Les trottinettes et vélos ne sont acceptés que pliés à bord.

EN CAS DE CONTRÔLE
- Conservez votre titre de transport pendant toute la durée de votre voyage.
- Pour être valable, les cartes nécessitent l'achat d'une recharge.

ENVIRONNEMENT
- Veuillez ne pas jeter vos papiers et autres déchets au sol.

ANIMAUX
- Seuls les chiens de petite taille et voyageant dans un panier sont admis dans les véhicules. Les chiens guides d'aveugles sont admis sans restriction.

Prime transport

50 % de prise en charge par l'employeur

Votre employeur peut prendre en charge 50 % du coût de votre abonnement.
Informations et justificatif à l'Agence Mobilité : renseignez-vous !

AuxR_M le vélo

Vous voulez poursuivre votre trajet en vélo électrique ?

Téléchargez l'application AuxR_M le vélo

Disponible sur Google Play

Disponible sur App Store

AuxR_M le bus.

Dès janvier 2024 et pour le lancement du nouveau service de Transport à la Demande, Flexibus, un nouveau Flyer apparaissait. Ce dernier fait la promotion du nouveau service, avec le plan, l'ensemble des arrêts desservis et les grandes règles de fonctionnement du service. Sur la 4ème de couverture, les clients peuvent ainsi retrouver toutes les informations utiles pour être guidés pas à pas afin de procéder à ses réservations de Flexibus. Ces flyers connaissent un grand succès, notamment dans les communes de la CAA, à la suite de leur mise à disposition dans ces établissements publics.

3.2.1.2 Affichage dans les véhicules

De grands changements sont également intervenus à la fin de l'été 2024, juste avant le lancement du nouveau réseau, le 2 septembre. L'Information Voyageurs à bord des véhicules étant entièrement logoté Léo, nom de l'ancien réseau, accompagné des couleurs du réseau et obsolètes parce que les lignes étaient modifiées, ont été remplacés. D'abord, les thermomètres de lignes, épurés et mettant en avant la couleur et l'indice de chaque ligne. Les noms des terminus sont inscrits en gras pour une meilleure visibilité, les arrêts accessibles sont signalés, tout comme les lignes en correspondances.

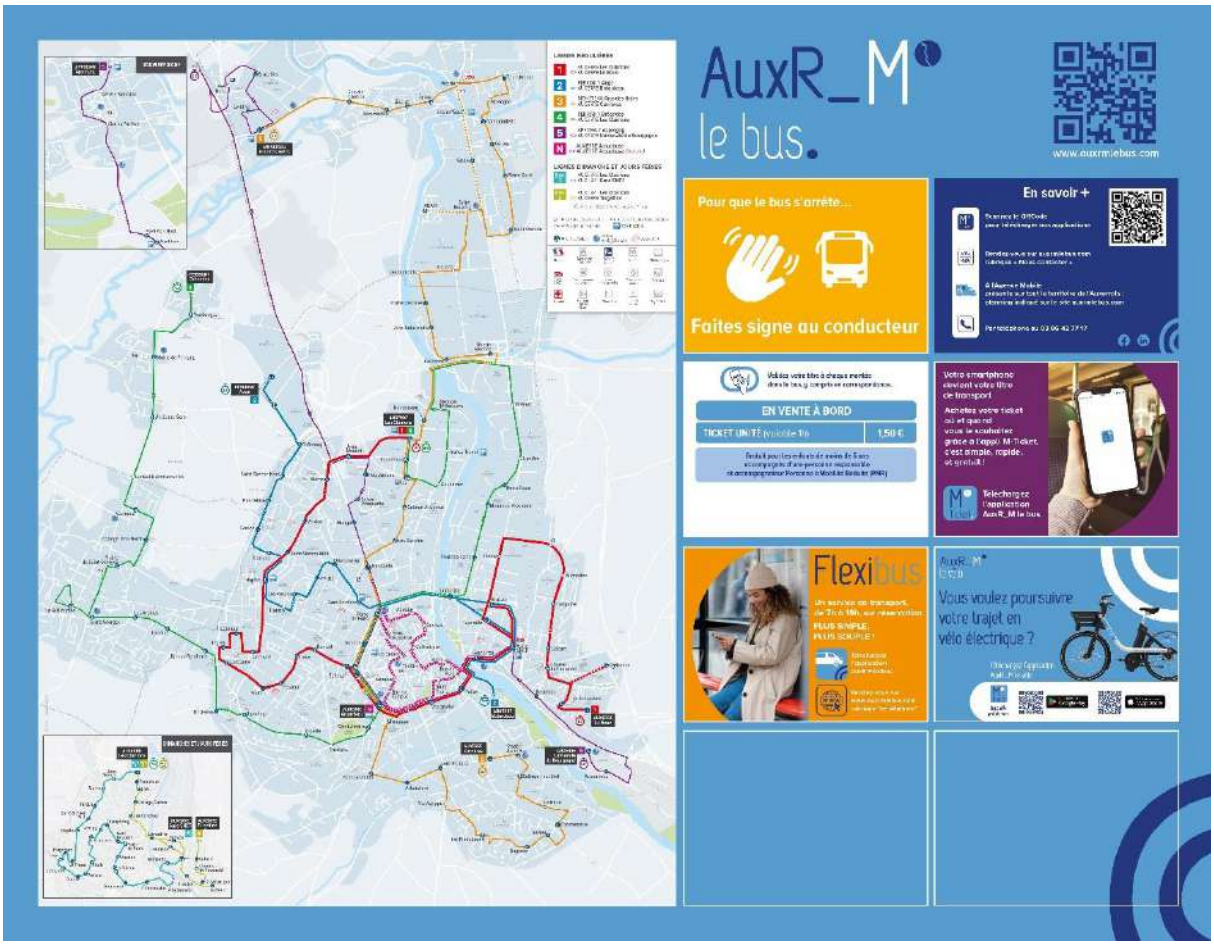
Les autres types d'affichage, comme le règlement intérieur à bord du véhicule, les informations sur la tarification ou les règles à respecter affichées auprès du conducteur ont également été mis à jour, aux couleurs de la nouvelle charte graphique.

3.2.1.3 Signalétique aux points d'arrêts

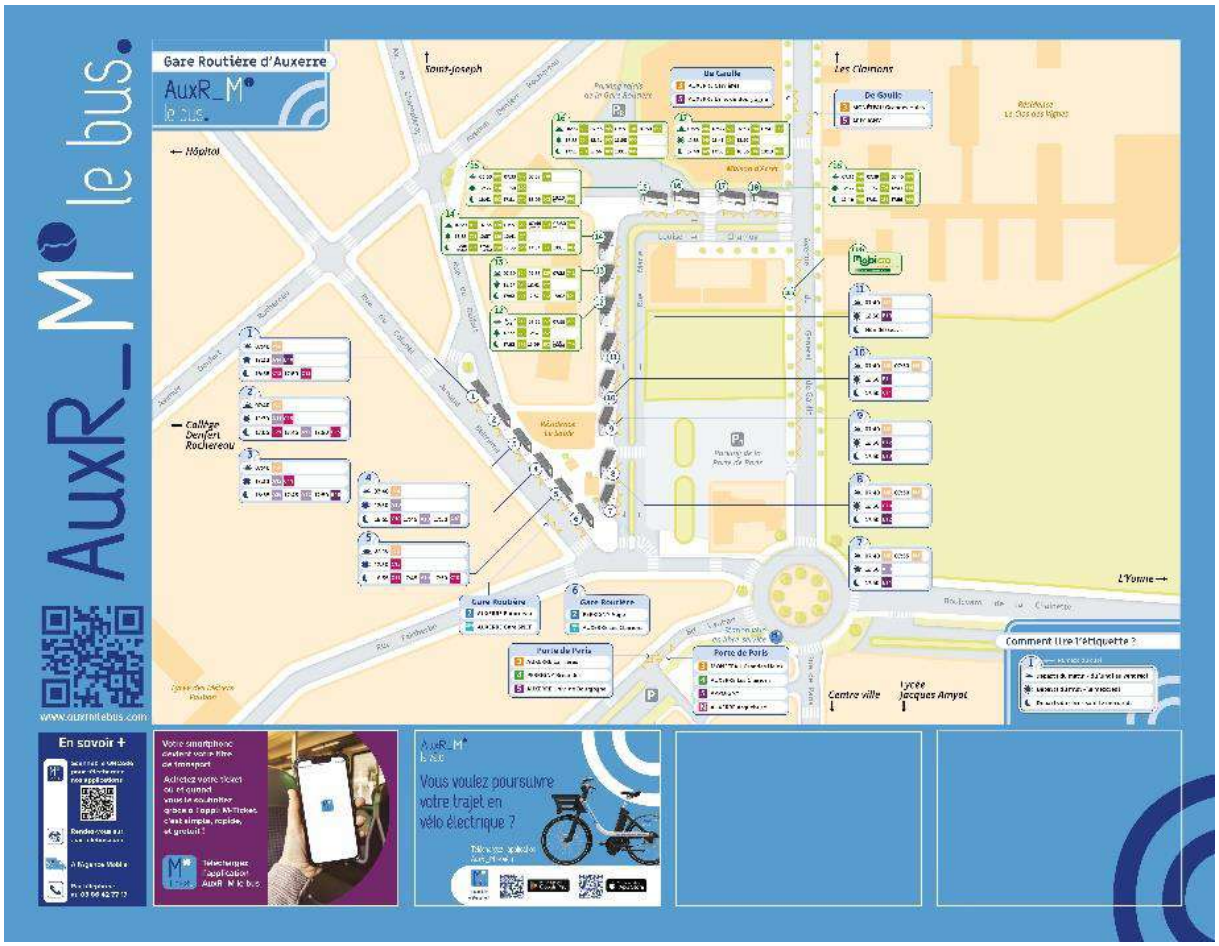
L'ensemble de la signalétique aux points d'arrêts du réseau urbain aura été renouvelé durant l'année 2024. D'abord, avec un peu plus d'une dizaine d'arrêts concernés, les poteaux de La Navette, ont été mis aux couleurs AuxR_M le bus, pour le lancement du nouveau circuit. Ensuite, à la fin du mois d'août 2024, ce sont l'ensemble des fonds d'abris, fonds de poteaux ainsi que têtes de poteaux qui ont été changées, pour se parer de la nouvelle signalétique. Pour les têtes de poteaux, le choix a été fait de permettre une meilleure visibilité et une meilleure accessibilité : écriture du nom de l'arrêt

en gros caractères, en blanc et sur fond foncé ; indices de ligne en grand, avec les directions pour faciliter la compréhension ; pictogramme d'accessibilité pour indiquer que l'arrêt est aux normes.

Concernant les fonds de poteaux et d'abribus, lors de la refonte de la signalétique, outre le respect de la nouvelle charte graphique, l'accessibilité aura aussi été un enjeu majeur. Aux abris et aux poteaux, les fiches horaires sont maintenant disposées du bas, vers le haut, pour permettre une meilleure visibilité. Les abris sont dotés d'un grand plan de réseau avec un fond plus contrasté, là encore pour améliorer la lisibilité. Aux poteaux, un plan schématique épuré prend place pour permettre de se repérer géographiquement.



Enfin, le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM), devenu Gare Routière à la rentrée de septembre 2024 a également connu de grands changements pour sa signalétique. Désormais, tous les quais sont dotés de plans de pôle, 2D et géo-orientés. Au total, ce sont trois vues différentes qui sont proposées, adaptées à la situation géographique du quai sur le site. Sur tous les quais on retrouve les lignes passantes ainsi que les horaires de prise en charge. Aussi, pour faciliter la compréhension de tous, les trois temps de prise en charge sur site ont été différenciés : un soleil levant pour les horaires du matin ; un soleil pour les horaires du midi ; un croissant de lune pour les horaires du soir.



3.2.1.4 L'Informations Voyageurs en situation perturbée

La gestion des infos travaux, perturbations et changement d'offre

L'information voyageurs en situation perturbée nécessite une certaine coordination entre les services mais également de la réactivité, afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'information.

En règle générale, l'information est diffusée sur :

- Le site internet www.auxrmlebus.com, rubrique Info Trafic ;
- Sur l'application mobile AuxR_M le bus ;
- De l'information aux points d'arrêts concernés

Afin de faciliter la compréhension mais aussi pour améliorer la lisibilité de l'information, dès janvier 2024 les informations à l'arrêt se sont déclinées en trois typologies distinctes :

- Affichage orange pour les déviations avec arrêt de report ;
- Affichage rouge pour les perturbations sans report immédiat ;
- Affichage bleu pour les événements particuliers

À la suite de la crise vécue à partir de mi-novembre 2024, le relais d'information devait s'améliorer et évoluer pour prévenir en amont les usagers du réseau, des courses qui ne seraient pas effectuées. Le choix a été fait de déployer une communication soutenue au sujet des perturbations, sur les réseaux sociaux et notamment Facebook. Suivie par plus de 3 000 personnes, la page AuxR_M le bus permet un véritable relais d'information, touchant à la fois les personnes abonnées à la page mais aussi toutes celles qui ne le sont pas, grâce aux partages des followers.

Les outils numériques

Dès son arrivée sur le territoire et la reprise du réseau, Keolis Communauté de l'Auxerrois s'est engagé, au 1er janvier 2024, à la mise en place d'outils numériques dédiés et aux couleurs du réseau, afin de promouvoir ses services et faciliter là encore, l'accès à l'information.

- **Le site web**

Le site web AuxR_M le bus est un nouvel outil arrivé le 1er janvier 2024 à destination des voyageurs. Ces derniers peuvent y trouver toutes les actualités essentielles du réseau, les fiches horaires en version numérique, les lieux de présence de l'Agence Mobile, mais aussi d'autres outils particulièrement pratiques : la e-boutique pour acheter ses titres en toute autonomie ; les info trafic pour avoir accès à toutes les déviations ou changements sur le réseau ; un calculateur d'itinéraire pour déterminer le meilleur chemin à prendre pour effectuer son voyage ; la plateforme de réservation Flexibus pour réserver en toute autonomie.

- **Les applications mobiles**

Le réseau est également doté de trois applications mobiles, dont deux nouvelles, arrivées à partir du 1er janvier 2024.

L'application AuxR_M le bus permet à tous les voyageurs d'avoir accès aux horaires de passage des véhicules aux arrêts du réseau, la localisation en temps réel des véhicules sur les lignes ou encore les infos trafics.

Autre nouvelle application, AuxR_Flexibus, permettant de réserver son véhicule de Transport à la Demande en toute autonomie, de recevoir toutes les informations sur son voyage et de suivre aussi son véhicule en temps réel, jusqu'à sa prise en charge.

Enfin, l'application M'Ticket AuxR_M, qui permet que son téléphone devienne son titre de transport. Pratique et très utilisé, il permet d'acheter son titre en toute autonomie et de valider sa montée à bord en scannant le QR Code qui est affiché à proximité du conducteur.

3.3 Bilan de la politique de communication

La communication est un élément essentiel et incontournable de notre relation avec nos clients et l'ensemble de nos usagers. Tout au long de l'année, nous avons communiqué avec eux, notamment à travers divers temps forts qui ont marqué cette année 2024 sur le réseau.

Le lancement du service Flexibus

La promotion du service Flexibus s'est inscrite dans le paysage Auxerrois avant même l'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois en tant qu'exploitant du réseau AuxR_M le bus. En effet, dès décembre 2023, les affiches fleurissaient dans les rues d'Auxerre et de l'agglomération. Les flyers étaient d'ores et déjà distribués dans les communes auprès des administrés. Cette communication s'est étalée tout au long de l'année, lors de différents événements, notamment les vœux des maires d'Augy, Venoy ou Auxerre avec les hameaux de Jonches et Laborde.

Le lancement du nouveau réseau

Afin de préparer tous les clients et usagers du réseau aux différents changements qui allaient intervenir sur le réseau, une vaste campagne de communication, étalée dans le temps, est intervenue du printemps à l'été. D'abord, lors de la révélation du réseau, lors de la Foire d'Auxerre (voir 1.4.3.1). Cette première phase, diffusée dans la presse, se voulait attirante visuellement avec des couleurs attrayantes, permettant de mettre l'accent sur le nouveau nom du réseau, AuxR_M le bus et ses nouveaux coloris, bleus et blancs. L'objectif était d'ancrer dans les esprits la marque Aux_M et les futurs changements qui allaient intervenir au moins de septembre 2024.

communauté de l'auxerrois

une nouvelle

Mobilité pour vous

Dès le 02 septembre 2024

Votre réseau de transport évolue et devient **AuxR_M le bus**.

Pour vous, AuxR_M le bus pense à tout et une chose surtout : rendre **vos déplacements quotidiens toujours plus agréables.**
Un nouveau réseau urbain avec cinq nouvelles lignes pour faciliter la connexion entre les quartiers mais aussi pour vous rapprocher des lieux d'emplois, de santé, de loisirs, d'éducation... Et un nouveau réseau périurbain, plus clair, sans oublier **La Navette gratuite** au centre-ville d'Auxerre et votre service de Transport à la Demande, Flexibus.

Plus proche, souple et **respectueux** de l'environnement, découvrez **AuxR_M le bus, une nouvelle offre de mobilité pour vous.**

Toutes les nouveautés AuxR_M le bus ici

AuxR_M le bus.

Durant la période estivale, cette campagne s'est déclinée sous forme de 4 affiches, visibles de tous en ville dans les emplacements dédiés VYP. L'objectif, au-delà de permettre au plus grand nombre de s'imprégner de la nouvelle identité du réseau, était de mettre en avant les différents atouts de ce réseau. Les possibilités de mieux voyager depuis et vers la Gare SNCF, avec 3 lignes qui desservent la Gare Saint-Gervais ; la possibilité de se rendre plus facilement au travail, avec les nouveaux arrêts créés et l'amélioration de la desserte de certaines zones ; la possibilité de flâner au cœur de ville grâce à La Navette et son nouveau parcours introduit en janvier ; enfin, la possibilité de se rendre au stade grâce au bus et l'amélioration de la desserte de cette zone, notamment le dimanche, avec l'arrêt Batardeau. Par la suite, cette campagne a été déclinée dans la presse, afin de renforcer sa visibilité et accentuer sa portée.

Et pour finir, elle a été diffusée sur les réseaux sociaux afin de toucher tous les publics. Les supports et les visuels ont été étudiés et déclinés pour toucher les abonnés sur Facebook et s'adresser aux jeunes, pour qui les changements sont aussi importants à prendre en compte. Le lancement pendant la période estivale permettait de rappeler de manière détourner la nécessité de renouveler des abonnements moins de 18 ans, avant la rentrée.

A plusieurs reprises, nous avons procédé à des journées de gratuité (passage de la flamme olympique, dernier samedi avant Noël) ou la journée à un euro, le samedi 21 septembre, lors de la journée des mobilités, clôturant la semaine éponyme.

Durant tout le mois de décembre, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, un calendrier de l'Avent a été proposé à tous ceux qui souhaitaient participer, sur le site www.auxrmlebus.com. Des titres de transport, des minutes gratuites AuxR_M le vélo ou encore des goodies étaient à gagner et ce jeu concours a connu un grand succès auprès des usagers, voire non-usagers du réseau.

Au regard de cette activité plutôt importante, à la fois à l'aide des affichages VYP mais aussi grâce à une présence importante sur les réseaux sociaux, et le déploiement de nos outils numériques, la communication autour de la mise en place du nouveau réseau aura été riche et réussie. Nous pouvons en attester notamment grâce au changement de nom du réseau qui a été accepté par l'ensemble de nos clients et qui est désormais ancré dans les mémoires, remplaçant définitivement le nom de Leo.

3.4 Actions commerciales & rencontres avec les usagers : bilan des opérations

2024 et cette première année d'exploitation du réseau aura été l'occasion de mener diverses actions sur le terrain auprès des clients, afin de mieux les connaitre mais aussi de présenter le nouveau réseau mis en place, à partir de septembre 2024.

3.4.1 Les grands rendez-vous

Dès janvier 2024, les équipes se sont relayées sur le terrain et notamment lors des vœux des maires d'Augy, Venoy, de Jonches/Laborde et d'Auxerre. Cette présence permettait de mettre en avant la grande nouveauté du début d'année 2024, le service de Transport A la Demande Flexibus, avec des invités particuliers aussi pour faire la promotion du service ! En effet, lors des vœux de M. Christophe Bonnefond, maire de Venoy, les Phryges, mascottes des jeux olympiques, étaient présentées au public. L'occasion de les installer à bord du Flexibus, pour communiquer sur les réseaux sociaux. Mi-janvier, lors des vœux du Maire d'Auxerre et Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, M. Crescent Marault, placés sous le signe du sport, Nelson Montfort, journaliste sportif, était invité pour animer la soirée. Le moment était tout trouvé pour qu'il monte à bord d'un Flexibus, en compagnie de Guy Roux, entraineur emblématique de l'AJ Auxerre mais aussi Mme Emilie Laforge, maire de Branches et Conseillère Communautaire déléguée aux cheminements doux.

Date	Lieu de présence
Mardi 09/01/24	Vœux Maire de Venoy
Jeudi 11/01	Vœux de Jonches
Mercredi 17/01	Vœux de Laborde
Jeudi 18/01	Vœux Maire d'Auxerre
Samedi 20/01	Vœux Maire d'Augy

Tout au long de l'année, l'agence mobile s'est rendue dans les communes de l'Agglomération pour promouvoir le service AuxR_M le bus, renseigner les usagers ou potentiels usagers mais aussi pour communiquer sur le service Flexibus auprès d'associations.

Autre moment marquant de cette année 2024, ce fut la présence des équipes de la filiale tout au long du week-end de la Foire d'Auxerre. Organisée à Auxerrexpo, nous occupions une place de choix, sur le stand de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui nous a été laissé à disposition afin de promouvoir nos services, notamment le Flexibus mais aussi afin de révéler pour la première fois le nouveau réseau de bus, lancé au 2 septembre 2024. Les clients pouvaient à la fois se renseigner sur les modifications apportées au réseau, mais aussi en apprendre plus sur le réseau en place à ce moment-là, acheter son titre de transport ou encore gagner de nombreux lots.

Le grand rendez-vous du mois de septembre, outre la promotion du nouveau réseau qui venait d'être lancé, est évidemment la semaine européenne de la mobilité. En partenariat avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et les autres acteurs de la mobilité, Fifteen et Karos, des présences ont été assurées au sein d'entreprises locales pour promouvoir ces mobilités ainsi que pour répondre à l'ensemble des interrogations. En point d'orgue, la journée du samedi, Rue du Temple, où nous avions un stand dans un bus Hydrogène. Au programme, présentation du réseau, vente de titres et jeu concours pour que les gens de passage sur le stand y passent un agréable moment.

Date	Lieu de présence
Lundi 16/09	HMY
Mardi 17/09	Site de la CAF
Mercredi 18/09	Site du Conseil Départemental
Mercredi 18/09	Atelier mobilité à la Mission Locale
Lundi 23/09	Site de CentreFrance

Cette semaine de la mobilité s'est aussi caractérisée par la promotion, en interne, des autres solutions de mobilité du territoire, à avoir AuxR_M le Vélo par Fifteen et AuxR_M le covoit' par Karos, tout en participant au challenge de la mobilité de la Région Bourgogne Franche-Comté.

En octobre et novembre 2024, le maire d'Auxerre, Crescent Marault, tenait ses « rendez-vous avec Crescent », dans l'ensemble des quartiers d'Auxerre. Le principe est simple, dans tous les quartiers de la ville, le Maire vient à la rencontre de ses administrés pour présenter les éléments clés de l'année qui vient de s'écouler tout en répondant aux interrogations des citoyens. C'est tout naturellement que Keolis Communauté de l'Auxerrois a souhaité participer à ces réunions publiques pour répondre aux interrogations. En effet, quelques semaines à peine après avoir lancé un nouveau réseau de bus urbain qui vient chambouler les trajets du quotidien, elles étaient encore nombreuses. Par ailleurs des insatisfactions sont apparues en raison des retards qui touchaient notamment les élèves. En effet, à cette période d'octobre 2024, la ligne 1 et la ligne 3, notamment aux heures de pointes, étaient sujettes à de grandes difficultés en raison du trafic ou de la charge à bord des véhicules. Courant novembre et en raison de la crise technique qui a touché le réseau, de nombreux usagers ont partagé leur colère face aux absences ou retards de véhicules à l'arrêt, mettant en péril leurs activités : retards à l'école, retards au travail, absence à des rendez-vous médicaux, … La présence de représentants de la filiale durant ces réunions publiques aura permis d'apporter des réponses à toutes les interrogations des personnes présentes, afin d'objectiver les situations vécues et de se projeter vers un avenir meilleur grâce aux éléments de réponses factuels apportés.

3.4.2 Les autres actions menées

Les mobilités et en l'occurrence, le réseau de bus a aussi été mis à l'honneur dans d'autres cadres. D'abord, à destination des personnes en recherche d'emploi, puisque par deux fois l'Agence Mobile s'est rendue au forum de l'emploi organisé par FranceTravail. Le stand avait pour objectif de présenter à tous les visiteurs les solutions de mobilité AuxR_M le bus, avec le réseau urbain, le réseau périurbain mais aussi le Flexibus, afin de les rapprocher de l'emploi.

Date	Lieu de présence
Jeudi 08/02	Forum de l'emploi FranceTravail
Jeudi 17/10	Forum de l'emploi FranceTravail

Eduquer le jeune public à appréhender le transport est primordial et c'est la raison pour laquelle nos équipes, durant le mois de juin 2024, se sont rendues dans plusieurs écoles afin de présenter le réseau de transport aux enfants, son devenir, et aussi les règles à respecter pour voyager en respectant le règlement d'exploitation et surtout, en toute sécurité. Ce sont systématiquement une conseillère en mobilité, un contrôleur et un conducteur qui se sont déplacés dans les classes de CM2, représentant différents corps de métier, allant de la personne susceptible de vous vendre votre titre, à celle qui vous transporte.

Date	Lieu de présence
Mardi 04/06	Ecole d'Augy
Jeudi 06/06	Ecole de Venoy
Jeudi 06/06	Ecole Rive Droite à Auxerre
Vendredi 07/06	Ecole d'Appoigny
Jeudi 13/06	Ecole Victor Hugo de Monéteau
Jeudi 13/06	Ecole Courbet à Auxerre
Vendredi 14/06	Ecole de Villeneuve-saint-Salves
Jeudi 07/11	Intervention aux écoles de St-Bris-le-Vineux et Chitry

4. Lutte contre la Fraude

La lutte contre la fraude sur le réseau AuxR_M le bus s'est souvent caractérisée, par le passé, par de la pédagogie. En tant que nouvel exploitant du réseau, Keolis Communauté de l'Auxerrois ne déroge pas à cette règle et préfère la sensibilisation à la répression. Les contrôleurs assermentés continuent de mettre en place cette stratégie afin d'habituer les clients à valider leur titre de transport, même s'ils sont abonnés.

4.1 Bilan des infractions et résultats

4.1.1 Taux de contrôle

Sur l'année 2024, le taux de contrôle s'établit à 0,72 %.

Si ce taux est en deçà de l'objectif de taux de contrôle apparaissant dans le contrat de Délégation de Service Public (DSP) qui est de 1,50%, il semble pertinent de recontextualiser ces données. Lors du transfert de personnel de Transdev Auxerrois à la nouvelle filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, les assermentations des contrôleurs n'ont pas été transférées et ont du faire l'objet d'une demande auprès du Tribunal Judiciaire d'Auxerre, comme l'exige la loi. Cette démarche, longue de plusieurs mois, aura été un frein au contrôle régulier des usagers du réseau.

Ensuite, l'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois sur le territoire aura été l'objet de nombreux changements pour l'ensemble des usagers du réseau : fermeture de la Maison Des Mobilités et passage à une Agence Mobile, parfois plus difficile à trouver sur le territoire et objet d'un changement d'habitude important ; l'arrivée du nouveau réseau en septembre 2024 aura aussi été l'objet d'un changement drastique d'habitude pour de nombreux usagers du réseau. A cette période, le contrôle laisse plutôt place à l'accompagnement, notamment pour une meilleure sensibilisation au changement. Pour finir, la crise technique vécue à partir de mi-novembre et jusqu'à la fin de l'année aura été une période sans contrôle sur le réseau, hormis nécessité sur le réseau périurbain, non touché par la crise technique. Sur les lignes urbaines, le choix a été fait de ne pas contrôler les usagers, en raison des courses non assurées, qui étaient nombreuses à cette période.

4.2 Actes d'atteintes aux personnes

Tous les mois, les actes d'atteinte aux personnes sont recensés et intégrés dans le tableau de bord mensuel repris ci-dessous en synthèse.

Atteinte à l'intégrité des personnes		Atteintes aux biens sans atteinte aux personnes		Atteintes visant à perturber le service	Atteintes à la tranquillité
Atteinte à l'intégrité physique	Atteintes volontaires non physiques	Dégradations, jets de projectiles avec bris	Vols avec effraction	Entrave à la circulation, jets de projectiles sans bris	Actes contraires aux règles de police des transports
3	**11**	**2**	**1**	**1**	**0**

Si les actes de malveillance sont assez rares sur le réseau, il faut tout de même signaler la répétition des faits d'atteintes à l'intégrité des personnes. Ces faits, généralement caractérisés par des atteintes verbales auprès de nos salariés ont souvent été répétés par un ou deux individus. Dans les cas présents, des plaintes sont systématiquement déposées et les individus, dans le cas de répétition des faits, sont exclus de l'utilisation des services pour une durée déterminée.

4.3 Plan d'action à mettre en œuvre

Keolis Communauté de l'Auxerrois a amorcé un plan d'action dès l'année 2024 pour mieux lutter contre la fraude. Ce plan d'action se poursuivra durant l'année 2025 pour poursuivre la mise en œuvre des actions concrètes décrites ci-dessous.

4.3.1 Equipement des véhicules

Afin de fiabiliser les données de fréquentation du réseau urbain, du réseau périurbain ainsi que du service Flexibus, l'ensemble du matériel billettique fait l'objet d'un contrôle et de maintenance de la part du prestataire du billettique dès lors que le matériel dysfonctionne. Par ailleurs, l'ensemble des sous-traitants du réseau périurbain ont été équipés ou rééquipés, tout au long de l'année, de matériel fonctionnel et opérationnel.

Comme le veut le contrat de DSP, l'année 2025 sera aussi l'objet de la poursuite de la modernisation et de l'innovation sur le réseau AuxR_M le bus, avec l'arrivée de l'OpenPaiement, qui révolutionnera le parcours voyageur. Le paiement par carte bancaire arrivera en septembre 2025 et permettra au plus grand nombre de se doter de son titre de transport au moment de la montée à bord.

4.3.2 Equipement des agents

A partir de dernier trimestre de l'année 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois a commencé le déploiement sur la filiale de l'outil OSKAR (Outils et Services Keolis pour les Amendes et le Recouvrement). Cet outil groupe, permet la verbalisation et le suivi des contraventions dans un outil où toutes les données y sont centralisées. Il est également plus simple et plus intuitif pour le personnel assermenté, il respecte les exigences réglementaires notamment sur les sujets RGPD et la loi Savary et il facilite la gestion post-contravention.

En 2024, le paramétrage de l'application mobile accessible aux contrôleurs a été réalisée, tout comme les accès à la version web. En 2025, les agents seront formés à l'utilisation de l'outil et la mise en service sera dès le mois de janvier. Enfin, le groupe Keolis travaille à la mise en place du paiement des contraventions directement depuis le site www.auxrmlerbus.com.

L'arrivée de l'OpenPaiement permet également le renouvellement des smartphones de contrôle de nos agents assermentés. Cette nouvelle version, plus rapide et ergonomique, développée par le prestataire billettique Matawan, permet des contrôles plus rapides des titres de transport traditionnels mais aussi de contrôler les cartes bancaires des clients

dès lors que l'OpenPaiement sera mis en place. Autour de ce nouvel outil, le plan d'action prévoit l'arrivée d'équipements complémentaires pour les agents, à savoir notamment une imprimante pour l'édition du procès-verbal et un TPE, permettant le paiement instantané de la contravention, sauf si le client souhaite échanger la contravention contre un abonnement (trock-it), auquel cas ce dernier devra se rendre en Agence Mobile.

5. Indicateurs et ratios

5.1 Kilométrage total par véhicules avec ventilation

Le tableau ci-dessous exprime les kilomètres par véhicules, pour l'ensemble du parc avec les données suivantes : kilomètres commerciaux, kilomètres en haut-le-pied, kilomètres techniques et kilomètres réutilisation. Au total, les kilomètres commerciaux réalisés sur l'année sont de **1 069 699 kilomètres**.

N° DE PARC	TYPE	IMMAT	KM CCIAUX	KM HLP	KM TECH	KM REUT	TOTAL	ENERGIE	SERVICE
099422	CITELIS	FW-748-EP	17,91	0,00	0,00	0,00	17,91	HVO	
099423	CITELIS	FW-890-RE	733,81	0,00	0,00	0,00	733,81	HVO	
110296	MASTER	BY-640-KZ	27 375,18	24 810,82	0,00	0,00	52 186,00	HVO	TAD
110395	MASTER	BY-626-KZ	7 844,28	7 094,72	2 286,00	0,00	17 225,00	HVO	
112077	DAILY	BT-069-JH	4 225,63	47,37	0,00	0,00	4 273,00	HVO	
119333	GX327	BS-285-DK	43 766,99	6 879,51	428,49	0,00	51 075,00	HVO	
119334	GX327	BS-234-DK	50 105,41	6 395,96	308,62	0,00	56 810,00	HVO	
119335	GX327	BS-348-DK	49 321,02	6 616,34	366,65	0,00	56 304,00	HVO	
119336	GX327	BS-356-DK	49 972,19	4 914,72	189,09	0,00	55 076,00	HVO	
119337	GX327	BS-313-DK	35 694,47	6 220,04	333,49	0,00	42 248,00	HVO	
119338	GX327	BS-303-DK	38 220,55	5 239,28	190,17	0,00	43 650,00	HVO	
119339	GX327	BS-340-DK	35 874,04	5 155,12	145,84	0,00	41 175,00	HVO	
119340	GX327	BS-336-DK	32 475,46	4 655,29	138,25	0,00	37 269,00	HVO	
152067	INTEGRALIA	DS-640-MZ	811,02	2,98	0,00	0,00	814,00	HVO	
152068	INTEGRALIA	DS-606-MZ	8 252,80	3 192,74	232,46	0,00	11 678,00	HVO	
159500	GX337	DN-600-YG	35 991,51	3 308,49	0,00	0,00	39 300,00	HVO	
159501	GX337	DP-933-ET	33 878,04	4 364,85	135,11	0,00	38 378,00	HVO	
159502	GX337	DP-395-EV	40 704,94	3 073,10	271,96	0,00	44 050,00	HVO	
159503	GX337	DP-087-EV	26 783,06	3 449,83	124,11	0,00	30 357,00	HVO	
159504	GX337	DP-232-EV	38 166,19	4 216,59	59,22	0,00	42 442,00	HVO	
159505	GX337	DP-453-HR	35 346,26	6 258,03	315,72	0,00	41 920,00	HVO	
179011	GX337	EK-764-PQ	36 056,05	4 774,22	889,73	0,00	41 720,00	HVO	
179013	GX337	EK-438-PP	23 473,47	3 306,20	115,33	0,00	26 895,00	HVO	
179222	GX337	EQ-073-AR	584,07	67,53	1,40	0,00	653,00	HVO	
179223	GX337	EQ-034-AR	3 136,68	984,49	82,83	0,00	4 204,00	HVO	
179224	GX337	EQ-234-AR	2 621,42	1 822,47	175,11	0,00	4 619,00	HVO	
179225	GX337	EQ-342-AR	3 915,08	345,92	0,00	0,00	4 261,00	HVO	
182095	BLUEBUS	EZ-294-RM	10 359,09	1 933,24	121,62	151,04	12 565,00	ELEC	NCV
182096	BLUEBUS	EZ-615-RM	14 814,49	3 305,96	201,35	226,20	18 548,00	ELEC	NCV
189366	GX337	FD-469-FH	30 250,77	3 917,23	0,00	0,00	34 168,00	HVO	
189367	GX337	FD-575-FH	51 545,53	8 450,62	409,85	0,00	60 406,00	HVO	
189368	GX337	FD-700-FH	46 140,21	6 759,39	270,39	31,00	53 201,00	HVO	
189369	GX337	FD-628-FH	49 036,45	8 040,08	360,73	30,74	57 468,00	HVO	
219263	BUSINOVA	FX-561-PH	27 562,85	5 280,35	419,80	0,00	33 263,00	H2	
219264	BUSINOVA	FY-186-YN	15 687,10	1 731,72	31,18	0,00	17 450,00	H2	
219265	BUSINOVA	FY-342-YN	15 923,47	2 339,33	1,20	0,00	18 264,00	H2	
219266	BUSINOVA	FY-474-YN	12 995,48	523,40	51,12	0,00	13 570,00	H2	
219267	BUSINOVA	FY-566-YN	23 456,77	3 671,75	405,48	0,00	27 534,00	H2	
230386	e.JUMPY	GR-997-FP	27 184,01	25 102,99	0,00	0,00	52 287,00	ELEC	TAD
230461	e.JUMPY	GQ-555-ZA	30 894,54	28 529,46	0,00	0,00	59 424,00	ELEC	TAD
230462	e.JUMPY	GQ-622-ZA	18 723,16	17 289,84	0,00	0,00	36 013,00	ELEC	TAD
CRAF01	CRAFTER	GT 959 GA	25 482,87	23 782,13	0,00	0,00	49 265,00	HVO	TAD
TRAF01	TRAFIC	GJ-438-TX	3 203,26	2 932,91	1 050,83	0,00	7 187,00	HVO	TAD
Véhicules services			1 091,79	77 764,21			78 856,00		

5.2 Kilomètres ligne par ligne avec ventilation

Les tableaux ci-dessous expriment les kilomètres réalisés, ligne par ligne avec ventilation par kilomètres commerciaux et par kilomètres réalisés en haut-le-pied. Une distinction est faite entre les lignes en fonctionnement du 1er janvier 2024 au 1er septembre 2024 (réseau Léo) et entre les lignes du nouveau réseau, à partir du 2 septembre 2024.

Réseau Léo (jusqu'au 1er septembre 2024)		
Lignes	Kilomètres commerciaux	Kilomètres haut-le-pied
1	105 997,95	11 948,97
2	84 469,84	9 886,08
3	115 763,73	19 120,57
4	51 957,91	8 932,31
5	54 751,14	14 510,14
6	78 078,95	6 665,60
7	88 585,11	20 508,25
2DFJ	5 212,72	1 182,72
NCV	4 985,60	873,17
La Navette	14 579,39	2 619,50
Flexibus	89 292,00	85 802,00

Réseau AuxR_M le bus (à partir du 2 septembre 2024)		
Lignes	Kilomètres commerciaux	Kilomètres haut-le-pied
1	107 745,27	5 974,49
2	37 320,52	4 943,04
3	67 755,00	9 560,29
4	45 389,00	4 466,15
5	51 092,00	7 255,07
DIM1	4 057,00	482,37
DIM2	1 394,00	568,95
La Navette	9 200,00	1 746,33
Flexibus	52 072,00	44 749,00

5.3 Bilan des kilomètres TICPE

Les kilomètres TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques, ex TIPP) correspondent à la consommation de carburant qui est déclarée, par trimestre, pour l'année 2024. Les consommations déclarées et figurant dans le tableau ci-dessous correspondent à des litres de HVO. Les montants exprimés en euros dans le tableau ci-dessous correspondent au remboursement qui est effectué.

Période	Consommations déclarées	Remboursements
1er trimestre 2024	105 616 litres	22 770,81€
2ème trimestre 2024	98 620 litres	21 262,47€
3ème trimestre 2024	91 029 litres	19 625,85€
4ème trimestre 2024	96 887 litres	20 888,84€
TOTAL	392 152 litres	84 547,97€

6. La gestion des véhicules et autres équipements

6.1 Etat du parc au 31 décembre 2024

Cette partie permet une connaissance de l'état du parc au 31 décembre 2024. Les informations détaillées dans chaque tableau ci-dessous concernent : les numéros de parc des véhicules ; les immatriculations ; la marque des véhicules ; la typologie de véhicules ; le type de possession du véhicule ainsi que les détails attenant à cette possession.

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
112077	BT-069-JH	IVECO	DAILY A50C17R	Inventaire A	
119333	BS-285-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119334	BS-234-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119335	BS-348-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119336	BS-356-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119337	BS-313-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119338	BS-303-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119339	BS-340-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119340	BS-336-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
159500	DN-600-YG	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159501	DP-933-ET	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159502	DP-395-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159503	DP-087-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159504	DP-232-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159505	DP-453-HR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179222	EQ-073-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179224	EQ-234-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179225	EQ-342-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
182095	EZ-294-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	Inventaire A	Borne de charge IER
182096	EZ-615-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	Inventaire A	Borne de charge IER
219263	FX-561-PH	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219264	FY-186-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219265	FY-342-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219266	FY-474-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219267	FY-566-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES

N°_ filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
152067	DS-640-MZ	MERCEDES	IN URBAN	Inventaire C	
152068	DS-606-MZ	MERCEDES	IN URBAN	Inventaire C	

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
CRAF01	GT-959-GA	VOLKSWAGEN	CRAFTER	Location Courte Durée	Synergihp

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
099422	FW-748-EP	IRISBUS	CITELIS 12	Location Longue Durée	Keolis Dijon Mobilités
099423	FW-890-RE	IRISBUS	CITELIS 12	Location Longue Durée	Keolis Dijon Mobilités
110296	BY-640-KZ	RENAULT	MASTER PMR	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
110395	BY-626-KZ	RENAULT	MASTER PMR	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
162050	EE-137-TQ	MERCEDES	SPRINTER CITY 65	Location Longue Durée	Keolis Vesoul Mobilités
179011	EK-764-PQ	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
179013	EK-438-PP	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
179223	EQ-034-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Inv A. en janv. 25
180150	EX-442-MX	RENAULT	KANGOO	Location Longue Durée	DIAC
189366	FD-469-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189367	FD-575-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189368	FD-700-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189369	FD-628-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
190060	FF-890-BZ	RENAULT	CLIO	Location Longue Durée	DIAC
200328	FV-283-CG	PSA	PEUGEOT 208	Location Longue Durée	SODETRAV
220619	GJ-948-YP	PSA	2008	Location Longue Durée	AYVENS
230386	GR-997-FP	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230461	GQ-555-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230462	GQ-622-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230482	GR-055-LG	PSA	308	Location Longue Durée	AYVENS
240160	GV-878-ZK	RENAULT	KANGOO	Location Longue Durée	AYVENS
240258	GW-698-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240288	GW-686-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240289	GW-689-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240380	GW-401-JV	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS

6.2 Etat des systèmes embarqués au 31 décembre 2024

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	SIV	Type possession	Girouette	Type possession	Vidéo Protection	Type possession	Radio	Type possession
110296	BY-640-KZ	RENAULT	MASTER PMR								
110395	BY-626-KZ	RENAULT	MASTER PMR								
112077	BT-069-JH	IVECO	DAILY A50C17R								
119333	BS-285-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119334	BS-234-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119335	BS-348-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119336	BS-356-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119337	BS-313-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119338	BS-303-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119339	BS-340-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
119340	BS-336-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER				MOTOROLA	Inv. A
152067	DS-640-MZ	MERCEDES	IN URBAN	HANOVER	Inv. C	HANOVER	Inv. C			MOTOROLA	Inv. C
152068	DS-606-MZ	MERCEDES	IN URBAN	HANOVER	Inv. C	HANOVER	Inv. C			MOTOROLA	Inv. C
159500	DN-600-YG	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
159501	DP-933-ET	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
159502	DP-395-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
159503	DP-087-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
159504	DP-232-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
159505	DP-453-HR	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
179011	EK-764-PQ	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
179013	EK-438-PP	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
179222	EQ-073-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
179223	EQ-034-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
179224	EQ-234-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
179225	EQ-342-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. A				
182095	EZ-294-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
182096	EZ-615-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
189366	FD-469-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
189367	FD-575-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
189368	FD-700-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
189369	FD-628-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A			MOTOROLA	Inv. A
219263	FX-561-PH	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA	Inv. A
219264	FY-186-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA	Inv. A
219265	FY-342-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA	Inv. A
219266	FY-474-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA	Inv. A
219267	FY-566-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA	Inv. A
230386	GR-997-FP	CITROEN	E-JUMPY (TCP)								
230461	GQ-555-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)								
230462	GQ-622-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)								
CRAF01	GT-959-GA	VOLKSWAGEN	CRAFTER								

6.3 Etat du matériel billettique au 31 décembre 2024

Ci-dessous est présenté un tableau de synthèse du matériel billettique au 31 décembre 2024. La liste complète du matériel est à retrouver en annexe 3 du Rapport Annuel.

Sources : Comptages Keolis / Recoupage de données		
Type	**INV. A**	**INV. B**
Pupitre SAE/Billettique	68	5
Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	62	4
Smartphone Contrôle	5	0
Imprimante	32	5
Valideur	58	4
Support valideur	73	4
Support imprimante	33	4

6.4 Liste des opérations d'entretien et de maintenance réalisées durant l'exercice

Les opérations sont disponibles en annexe 4 du Rapport d'activité, permettant de visualiser les opérations menées pour l'ensemble du parc.

6.5 Liste des pannes ou interventions ayant immobilisées un véhicule pour une durée supérieure à 3 jours

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS285DK**	**N° de parc : 119333**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 05/03 au 26/03	PREPA MINES REPARATION FUITE DE LR RAPARATION FUITE D'HUILE CONTROLE DIAG/ REPARATION BREAK VALVE	21 JOURS
DU 17/05 AU 12/06	DIAG / REPARATION FAE HS	26 JOURS
DU 06/06 AU 11/06	COURROIE ACCESSOIRES HS	4 JOURS
DU 12/09 AU 16/09	DIAG / REPARATION FAE	4 JOURS
Du 20/09 AU 26/09	REPARATION VOUSSOIRE FRONTAL SUITE A CHUTE	6 JOURS
TOTAL :		**40 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS356DK**	**N° de parc : 119336**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 23/04 AU 06/05	PREPA MINES	13 JOURS
Du 28/10 AU 12/11	PREPA MINES	15 JOURS
TOTAL :		**28 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327		Plaque : BS234DK	N° de parc : 119334
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 21/02 AU 26/02	PREPA MINES		5 JOURS
Du 16/05 AU 22/05	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT		6 JOURS
Du 21/08 AU 28/08	PREPA MINES		7 JOURS
TOTAL :			**18 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327		Plaque : BS348DK	N° de parc : 119335
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 31/05 AU 04/06	CONTROLE / REMPLACEMENT DES FREINS		4 JOURS
Du 07/10 AU 14/10	PREPA MINES		7 JOURS
TOTAL :			**11 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327		Plaque : BS313DK	N° de parc : 119337
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 17/05 AU 12/07	ACCIDENT : CAPOT MOTEUR ARG		56 JOURS
Du 27/05 AU 12/07	PREPA MINES		46 JOURS
Du 05/08 AU 20/08	FUITE D'HUILE MOTEUR		15 JOURS
Du 17/09 AU 11/10	PORTES S'OUVRENT EN ROULANT		24 JOURS
TOTAL :			**141 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327		Plaque : BS303DK	N° de parc : 119338
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 04/01 AU 08/01	PANNE DE CHAUFFAGE		4 JOURS
Du 05/02 AU 21/02	PREPA MINES		16 JOURS
Du 29/02 AU 21/03	PANNE DE CHAUFFAGE		21 JOURS
Du 23/07 AU 29/07	PREPA MINES		6 JOURS
Du 06/09 AU 16/09	REPARATION DE CARROSSERIE ARD		10 JOURS
Du 30/09 AU 10/10	SURCHAUFFE MOTEUR		7 JOURS
Du 05/11 AU 13/11	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT		8 JOURS
Du 07/12 AU 31/12	MOTEUR HS		24 JOURS
TOTAL :			**96 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327		Plaque : BS340DK	N° de parc : 119339
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 08/02 AU 25/02	PANNE DE BVA		17 JOURS
Du26/02 AU 05/03	PREPA MINES		9 JOURS

Du 15/06 AU 19/06	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	4 JOURS
Du 05/09 AU 12/09	PREPA MINES	7 JOURS
Du 18/09 AU 01/10	PORTES AR NE S'OUVRENT PAS	13 JOURS
Du 19/10 AU 31/10	DEFAUT MUX	12 JOURS
TOTAL :		**62 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS336DK**	**N° de parc : 119340**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 18/03 AU 30/04	PANNE VANNE DE NIVELLEMENT	42 JOURS
Du19/10 AU 22/10	FUITE D'AIR + FUITE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	4 JOURS
Du 24/10 AU 29/10	SURCHAUFFE MOTEUR	5 JOURS
TOTAL :		**51 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DN600YG**	**N° de parc : 159500**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 06/01 AU 19/01	PANNE DE TABLEAU DE BORD	14 JOURS
Du 11/04 AU 15/04	PANNE DE FAE	4 JOURS
Du 12/06 AU 17/06	FUITE DE CARBURANT	5 JOURS
Du 19/06 AU 28/06	FUITE ADBLUE	9 JOURS
Du 04/07 AU 18/07	PREPA MINES	14 JOURS
Du 24/08 AU 28/08	FUITE ADBLUE + FUITE DE CARBURANT	5 JOURS
Du 26/09 AU 03/10	VOYANT DE FREINS	8 JOURS
Du 12/10 AU 22/10	PROBLEME DE PORTES ARRIERES	10 JOURS
Du 24/12 AU 31/12	PREPA MINES + CHAUFFAGE HS	8 JOURS
TOTAL :		**77 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP933ET**	**N° de parc : 159501**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 11/03 AU 15/03	PREPA MINES	4 JOURS
Du 14/08 AU 26/08	VOYANT STOP MOTEUR + FUITE D'HUILE HYDRO	12 JOURS
Du 12/09 AU 31/12	PROBLEME FAISCEAUX BVA	111 JOURS
TOTAL :		**127 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP395EV**	**N° de parc : 159502**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 15/01 AU 24/01	FUITE DE CARBURANT	9 JOURS

Du 25/01 AU 01/02	PROBLEME DE BVA	7 JOURS
Du 14/02 AU 22/02	PREPA MINES	8 JOURS
Du 19/04 AU 28/05	FUITE DE LIQUIDE DE REFROISSEMENT / REMPL RADIATEUR	40 JOURS
Du 21/08 AU 06/09	PREPA MINES	16 JOURS
Du 08/10 AU 15/10	PROBLEME DE FAISCEAUX MOTEUR	8 JOURS
TOTAL :		**151 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP087EV**	**N° de parc : 159503**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 22/01 AU 29/01	PREPA MINES	7 JOURS
Du 16/07 AU 24/12	RAMPE PMR HS + PREPA MINES	162 JOURS
TOTAL :		**169 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP232EV**	**N° de parc : 159504**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 29/03 AU 04/04	FUITE DE LUIDIE DE REFROIDISSMENT	6 JOURS
Du 18/07 AU 24/07	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	6 JOURS
Du 30/07 AU 09/08	TRAVAUX DE CARROSSERIE	10 JOURS
Du 06/08 AU 22/08	PREPA MINES	16 JOURS
Du 07/11 AU 31/12	REMPLACEMENT MOTEUR	54 JOURS
TOTAL :		**92 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP453HR**	**N° de parc : 159505**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 30/01 AU 05/02	PREPA MINES	6 JOURS
Du 07/06 AU 10/06	PROBLEME DE BVA	4 JOURS
Du 21/06 AU 27/06	FUITE D4AIR	6 JOURS
Du 04/07 AU 08/07	PROBLEME PASSAGE DE VITESSE	4 JOURS
Du 29/07 AU 03/08	PREPA MINES	5 JOURS
Du 24/08 AU 28/08	PROBLEME DE PORTES ARRIERE	4 JOURS
Du 25/10 AU 31/12	DIAG + REMPLACEMENT BVA + PREPA MINES	68 JOURS
TOTAL :		**97 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : EK764PQ**	**N° de parc : 179011**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 29/03 AU 02/04	FUITE D'EAU PAVILLON	4 JOURS
Du 22/08 AU 28/08	VOYANT MOTEUR – REGENERATION FAP	6 JOURS

Du 23/11 AU 10/12	PREPA MINES + REPARATION RAMPE PMR	17 JOURS
TOTAL :		**27 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : EK438PP**	**N° de parc : 179013**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 08/01 AU 16/01	MANQUE DE CHAUFFAGE	8 JOURS
Du 25/04 AU 06/05	PANNE D'ALTERNATEUR	11 JOURS
Du 11/06 AU 11/12	PANNE DE RAMPE PMR + PREPA MINES	184 JOURS
TOTAL :		**203 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : FD469FH**	**N° de parc : 189366**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 13/02	REPARATION SUITE A ACCIDENT – FACE AVANT	44 JOURS
Du 03/04 AU 10/04	REPARATION DE CARROSSERIE	7 JOURS
Du 06/05 AU 10/05	SURCHAUFFE MOTEUR	4 JOURS
Du 08/07 AU 16/07	PREPA MINES +CLIM	8 JOURS
TOTAL :		**63 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : FD575FH**	**N° de parc : 189367**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 21/05 AU 28/05	PREPA MINES	7 JOURS
Du 29/05 AU 03/06	REPARATION DE CARROSSERIE	5 JOURS
TOTAL :		**12 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : FD700FH**	**N° de parc : 189368**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 27/03 AU 14/05	REPARATION CARROSSERIE - FACE AVANT	48 JOURS
Du 27/09 AU 01/10	SURCHAUFFE MOTEUR	4 JOURS
Du 19/10 AU 29/10	REPARATION DES FREINS	10 JOURS
TOTAL :		**62 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : FD628FH**	**N° de parc : 189369**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 18/03 AU 22/03	PREPA MINES	4 JOURS
Du 30/03 AU 05/04	FUITE DE LUIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	6 JOURS
Du 27/05 AU 03/06	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	8 JOURS
Du 10/06 AU 14/06	FUITE DE LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	4 JOURS

Du 20/09 AU 26/09	PREPA MINES	6 JOURS
TOTAL :		**28 JOURS**

Modèle du véhicule : BLUEBUS	**Plaque : EZ294RM**	**N° de parc : 182095**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 01/02	REMPLACEMENT PACK BATTERIE	32 JOURS
Du 26/02 AU 06/03	REMPLACEMENT RAMPE UFR	9 JOURS
Du 20/04 AU 31/05	DIAG + REMPLACEMENT FAISCEAU DE COLONNE	41 JOURS
Du 31/05 AU 07/06	PANNE DE CLIGNOTANT	7 JOURS
TOTAL :		**89 JOURS**

Modèle du véhicule : BLUEBUS	**Plaque : EZ615RM**	**N° de parc : 182096**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 05/01 AU 11/01	PANNE DE CHAUFFAGE	7 JOURS
Du 07/03 AU 13/03	REPARATION DE CARROSSERIE	6 JOURS
Du 20/05 AU 25/05	CHAUFFE BATTERIE VEHICULE	5 JOURS
Du 17/06 AU 25/06	PREPA MINES	8 JOURS
Du 19/12 AU 31/12	PANNE DE RAMPE PMR + PREPA MINES	13 JOURS
TOTAL :		**39 JOURS**

Modèle du véhicule : CITROEN E-JUMPY	**Plaque : GQ622ZA**	**N° de parc : 230462**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 20/06 AU 12/07	PANNE BATTERIE DE TRACTION	23 JOURS
DU 18/07 AU 06/11	NE PREND PAS LA CHARGE	112 JOURS
TOTAL :		**135 JOURS**

Modèle du véhicule : CITROEN E-JUMPY	**Plaque : GQ555ZA**	**N° de parc : 230461**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 19/02 AU 23/02	PANNE MARCHE PIED PASSAGER	5JOURS
TOTAL :		**5 JOURS**

Modèle du véhicule : RENAUT MASTER PMR	**Plaque : BY640KZ**	**N° de parc : 110296**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 28/09 AU 02/10	REPARATION DE CARROSSERIE	4 JOURS
TOTAL :		**4 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	Plaque : FX561PH	N° de parc : 219263
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 09/01	VEHICULES NON PRESENT SUR SITE	9 JOURS
Du 25/01 AU 30/01	VOYANT STOP – NON-FONCTIONNEMENT PAC	5 JOURS
Du 07/03 AU 11/03	DEFAUT SECURITAIRE	4 JOURS
Du 20/06 AU 24/06	DEFAUT SECURITAIRE	4 JOURS
Du 08/11 AU 14/11	PANNE DE BATTERIE	5 JOURS
Du 20/12 AU 31/12	DEFAUT SECURITAIRE	12 JOURS
TOTAL :		**39 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	Plaque : FY186YN	N° de parc : 219264
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 11/01	CLIGNOTANT ARD HS	10 JOURS
Du 22/01 AU 26/01	PAC NON FONCTIONNELLE	4 JOURS
Du 02/02 AU 08/02	BATTERIE 24V HS	6 JOURS
Du 17/04 AU 25/04	PAC NON FONCTIONNELLE	8 JOURS
Du 14/05 AU 31/05	DEFAUT PAS – INTER SYMBIO	18 JOURS
Du 07/06 AU 10/07	NE BASCULE PAS SUR LA PAC	32 JOURS
Du 13/09 AU 17/09	FUITE D'AIR	4 JOURS
Du 04/10 AU 22/10	PAS DE CHAUFFAGE	18 JOURS
TOTAL :		**100 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	Plaque : FY342YN	N° de parc : 219265
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 23/04	CAMPAGE DE RAPPEL SAFRA	114 JOURS
Du 28/06 AU 23/07	REMPLACEMENT PAC	25 JOURS
Du 01/08 AU 08/08	PROBLEME ABS + CLIM	7 JOURS
Du 13/08 AU 04/09	VOYANT ROUGE ABS	22 JOURS
Du 25/10 AU 30/10	DEFAUT PAC	5 JOURS
Du 31/10 AU 05/11	DEFAUT ABS + PAS DE CHAUFFAGE	5 JOURS
Du 05/12 AU 17/12	PAS DE CHAUFFAGE	12 JOURS
TOTAL :		**190 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA		Plaque : FY474YN	N° de parc : 219266
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 01/01 AU 29/05	CAMPAGNE DE RAPPEL SAFRA		150 JOURS
Du 24/06 AU 23/07	DEFAUT SECURITAIRE		28 JOURS
Du 23/07 AU 04/09	REMPLACEMENT PACK BATTERIE		43 JOURS
Du 04/09 AU 10/09	HABILLAGE		6 JOURS
Du 31/10 AU 05/11	DEFAUT SECURITAIRE		4 JOURS
TOTAL :			**231 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA		Plaque : FX561PH	N° de parc : 219267
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 06/06 AU 09/08	CAMPAGNE DE RAPPEL SAFRA		64 JOURS
Du 10/09 AU 18/09	DEFAUT ESSIEU SUIVEUR		8 JOURS
Du 25/11 AU 31/12	PANNE BATTERIE DE TRACTION		36 JOURS
TOTAL :			**108 JOURS**

6.6 Insuffisance des biens et équipements pour répondre aux besoins des usagers ou pour appliquer la réglementation en vigueur

Les insuffisances des biens et équipements sont proposés sous forme d'une liste ci-dessous. Chaque problématique rencontrée est détaillée et le plan d'action attenant est proposé.

- Information voyageurs embarquée
  - **L'information voyageur dynamique n'est pas disponible à bord des véhicules (écrans TFT et annonce sonore des arrêts**
    - ✓ Sur la flotte hors véhicules SAFRA, un fournisseur de SAEIV doit être défini pour déployer les solutions sur le 3ème trimestre 2025
    - ✓ Sur la flotte SAFRA, le fournisseur de SAEIV est financé au travers du contrat de maintenance. Les prestations de maintenance et de maintien en service n'ont pas été réglés par SAFRA au fournisseur sur plusieurs années. Keolis étudie des solutions pour pallier ce manquement.

- Radiophonie embarquée
  - **Le dispositif de radiophonie à bord des véhicules est obsolète et toute la flotte n'est pas équipée.**
    - ✓ Un programme de renouvellement a été entamé. Les fournisseurs ont été consultés. Les offres sont en cours d'analyse et une solution devrait être déployé sur le 1er semestre 2025.
- Billettique
  - **Lors du transfert, tous les équipements n'ont pas été remis à Keolis.**
    - ✓ Un complément de matériel a été commandé à UBI et a été installé en novembre 2024 sur les véhicules des sous-traitants et sur les véhicules qui ont complété la flotte urbaine. Le financement a été entendu dans le protocole de transfert avec Transdev et la balance des paiements. En complément un dispositif de paiement à bord sera déployé pour septembre 2025
- Information voyageurs aux arrêts
  - **Absence d'information dynamique aux arrêts.**
    - ✓ Le déploiement de 5 bornes d'informations voyageur seront déployées d'ici septembre 2025 sur 5 abribus (Clairions, SNCF x2, Arquebuse x2). En complément, un plan schématique du réseau périurbain est en cours de réalisation.
- Véhicules
  - **Crise technique matériel roulant sur novembre et décembre 2024.**

    Les solutions palliatives et définitives mises en œuvre sont les suivantes :
    - ✓ Embauche d'un responsable d'atelier en avance de phase d'1an par rapport à RAO ;
    - ✓ Management quotidien des concessions et arbitrage des priorités de réparations ;
    - ✓ Apport de 7 bus complémentaires au parc ;
    - ✓ Dispatch des véhicules dans plusieurs concessions auxerroises (Mercedes, Man, Iveco, Berthier) ;
    - ✓ Envoi de véhicules sur l'atelier de Keolis bourgogne (320km AR) à raison d'1 véhicule tous les 10 jours) ;
    - ✓ Safra a renforcé son partenariat local en introduisant un 2ème partenaire ;
    - ✓ Appel à candidature lancée par KC2A pour l'embauche de 2 techniciens en avance de phase par rapport à la RAO et formation sur l'atelier de Keolis Bourgogne pendant 1 an pour être opérationnel à l'ouverture du dépôt ;
    - ✓ Pression de Keolis sur Iveco et groupe Berthier pour apporter des renforts ;
    - ✓ Intervention d'une société de réparation coup de poing (Speedcar) ;
    - ✓ Formation du responsable d'atelier KC2A à la maintenance Safra et H2

- Arrêts, poteaux d'arrêts et abribus
  - **Sur le réseau urbain, le changement d'offre nécessite l'aménagement d'arrêts complémentaires.**
    - ✓ En partenariat avec la CAA, un programme pluriannuel a été mis en place dès septembre 2024 pour déplacer ou aménager les nouveaux arrêts.
  - **Sur le réseau périurbain, chaque arrêt n'est pas matérialisé.**
    - ✓ Un travail de recensement et de matérialisation doit être mené sur 2025 et 2026 avec la CAA et les mairies concernées.

7. Sécurité, environnement et responsabilité sociétale

7.1 Sécurité et sinistralité

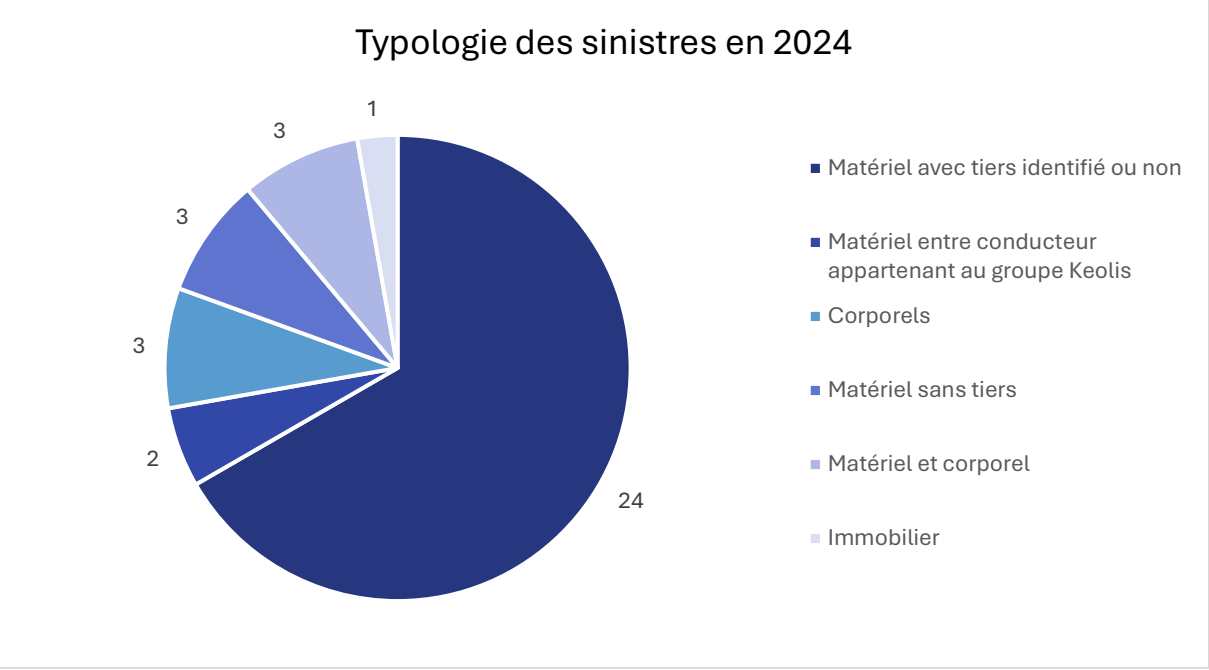
Keolis Communauté de l'Auxerrois utilise l'outil groupe KEORISK pour le suivi rigoureux de la sinistralité. Cet outil, en place au lancement de la filiale début 2024, permet d'analyser les circonstances des événements qui surviennent sur le réseau, ainsi qu'un suivi pointu des coûts engendrés par la sinistralité.

7.1.1 La typologie des accidents

Dans l'outil KEORISK, les accidents sont détaillés par typologie :

- Corporel
- Matériel et corporel
- Matériel avec tiers identifiés ou non
- Matériel entre conducteurs appartenant au groupe Keolis
- Matériel sans tiers
- Immobilier

Pour l'année 2024, 36 sinistres sont recensés.



La majorité des sinistres sont des sinistres « matériel avec tiers identifiés ou non », cette catégorie représentant 66,6% des sinistres. Ces accidents impliquent d'autres usagers de la route ou véhicules.

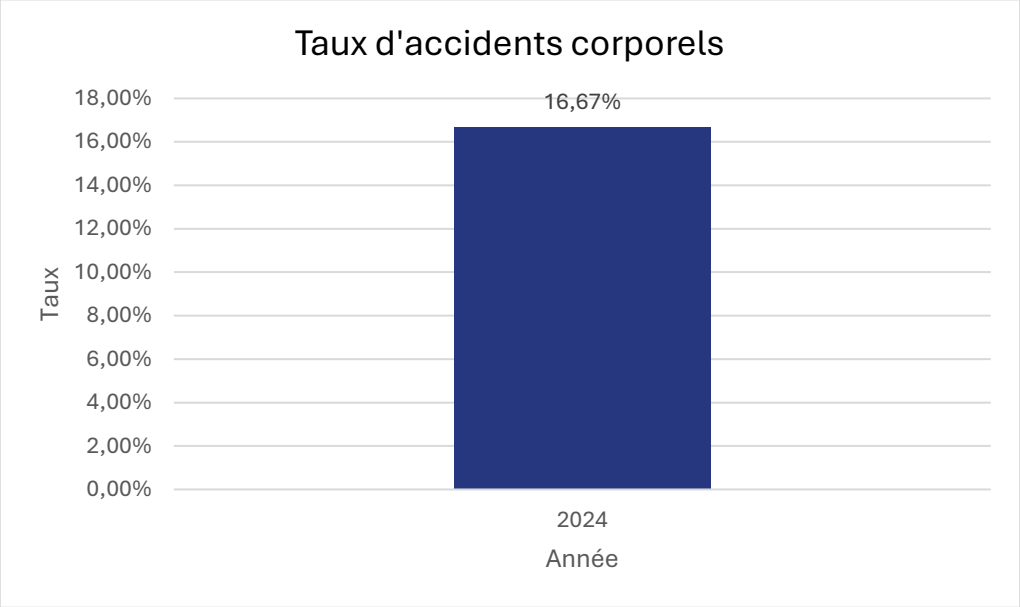
7.1.2 Bilan des incidents et accidents constatés

Les indicateurs de sinistralité sont suivis mensuellement via l'outil KEORISK, permettant une visualisation de l'évolution de la sinistralité au cours de l'année et permettant une comparaison avec les années précédentes. Ce rapport étant le premier de Keolis Communauté de l'Auxerrois depuis la mise en place de l'outil KEORISK, les comparaisons avec les années antérieures ne sont pas réalisables pour ce type de données.

- **Le taux d'accidents corporels**

Calcul : Nombre d'accidents corporels / Nombre d'accidents totaux

Le taux d'accidents corporels prend en compte les typologies « Matériel et corporel » ainsi que « corporels ».

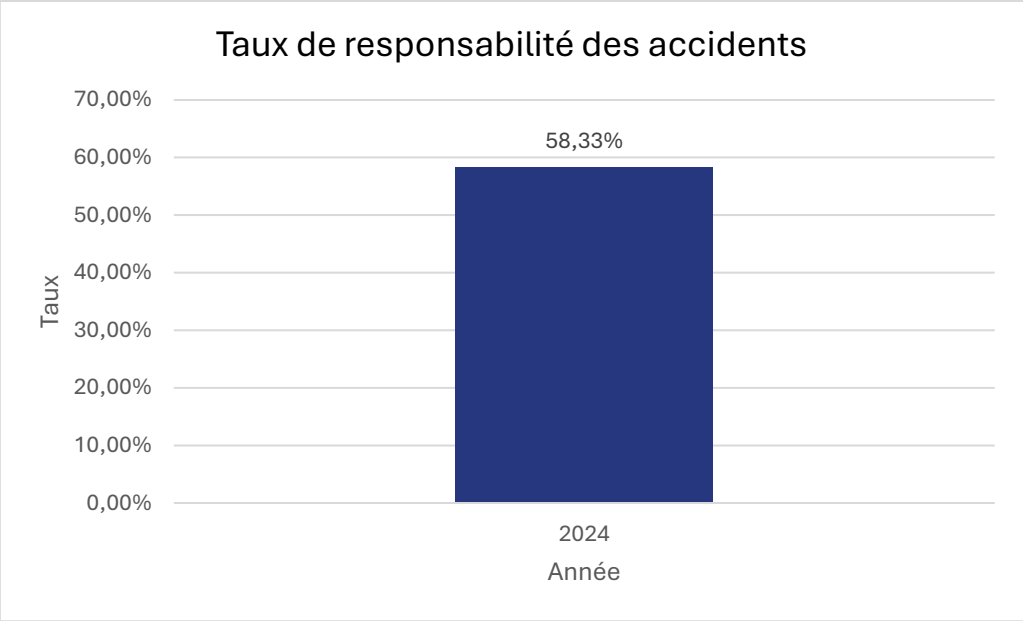


Pour l'année 2024, Le taux d'accidents corporels est de 16,67%.

- **Le taux de responsabilités des accidents**

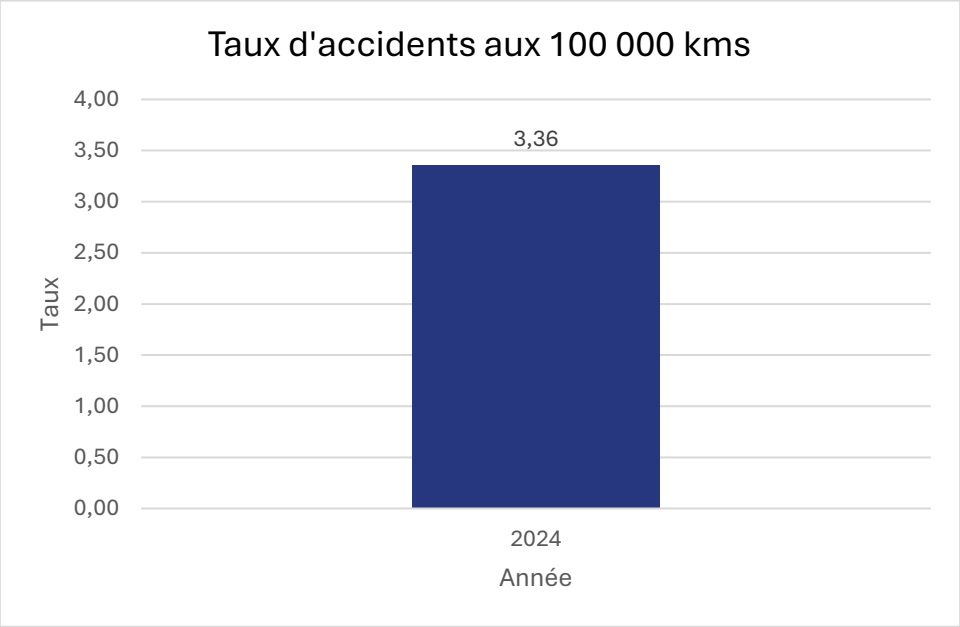
Calcul : (Nombre d'accidents dont la responsabilité est à 100% + Nombre d'accidents dont la responsabilité est à 50%)/Nombre total d'accidents

D'après la formule développée ci-dessus, le calcul pour l'année 2024 pour la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois est la suivante : (18+3)/36 = 58,33% de responsabilité des accidents.



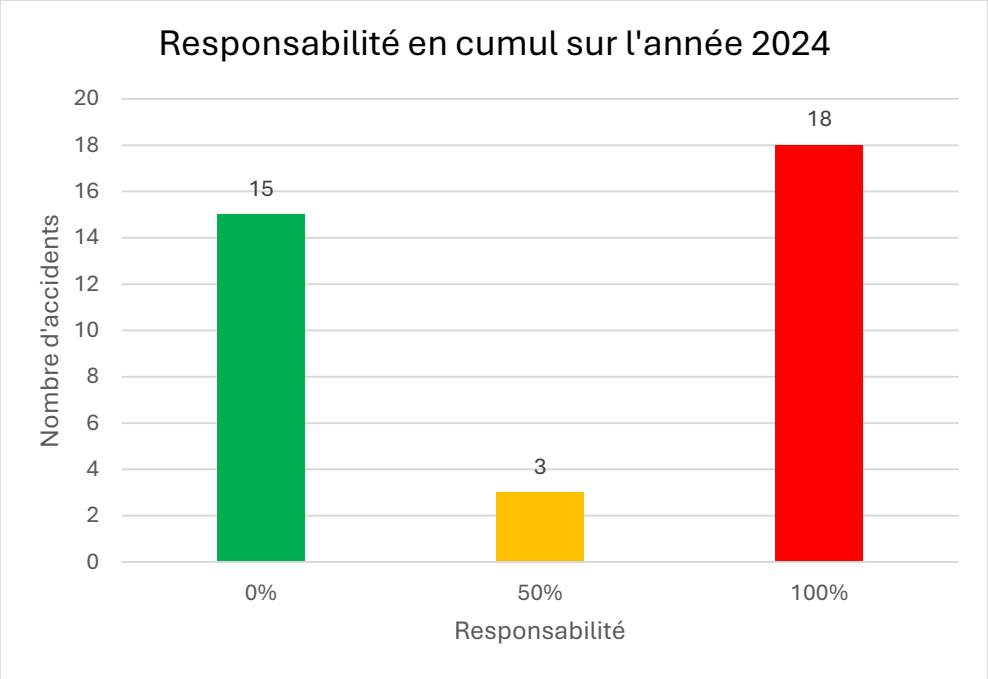
- **Le taux d'accidents aux 100 000 kms**

Calcul : (Nombre d'accidents x 100 000) / Kilomètres parcourus



D'après la formule développée ci-dessus, le calcul pour l'année 2024 est le suivant : (36x100 000)/1 070 067 = 3,36%.

7.2 Bilan des sinistres 2024



	CUMUL 2024		
Responsabilité	**0%**	**50%**	**100%**
Matériel	10	3	16
Corporel	2	0	1
Matériel et corporel	2	0	1
Divers	1	0	0
TOTAL	**15**	**3**	**18**

7.3 Plan d'action sécurité et sinistralité

La sécurité étant un enjeu majeur pour le groupe Keolis et la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, diverses actions sont menées régulièrement ou prévues. Sensibiliser éduquer, apprendre à anticiper les risques, c'est permettre une responsabilisation des salariés ou des clients qui empruntent les transports en commun et qui n'ont pas toujours connaissance ou conscience de ces risques.

7.3.1 Actions liées à la sécurité

Comme sur l'ensemble des dépôts, le port du gilet jaune est obligatoire pour l'ensemble des salariés circulant sur le parc ainsi que pour les visiteurs. De plus, un cheminement piéton a été peint au sol afin de respecter un trajet du portail d'entrée du site vers les locaux provisoires dans lesquelles nous sommes installés. Ce cheminement a été réalisé compte tenu des enjeux sécuritaires du site : le dépôt transitoire est installé chez BMV, un transporteur routier. La cohabitation entre véhicules lourds (poids-lourds et bus) avec les piétons doit se faire dans un cadre sécuritaire strict.

7.3.2 Actions de sensibilisation

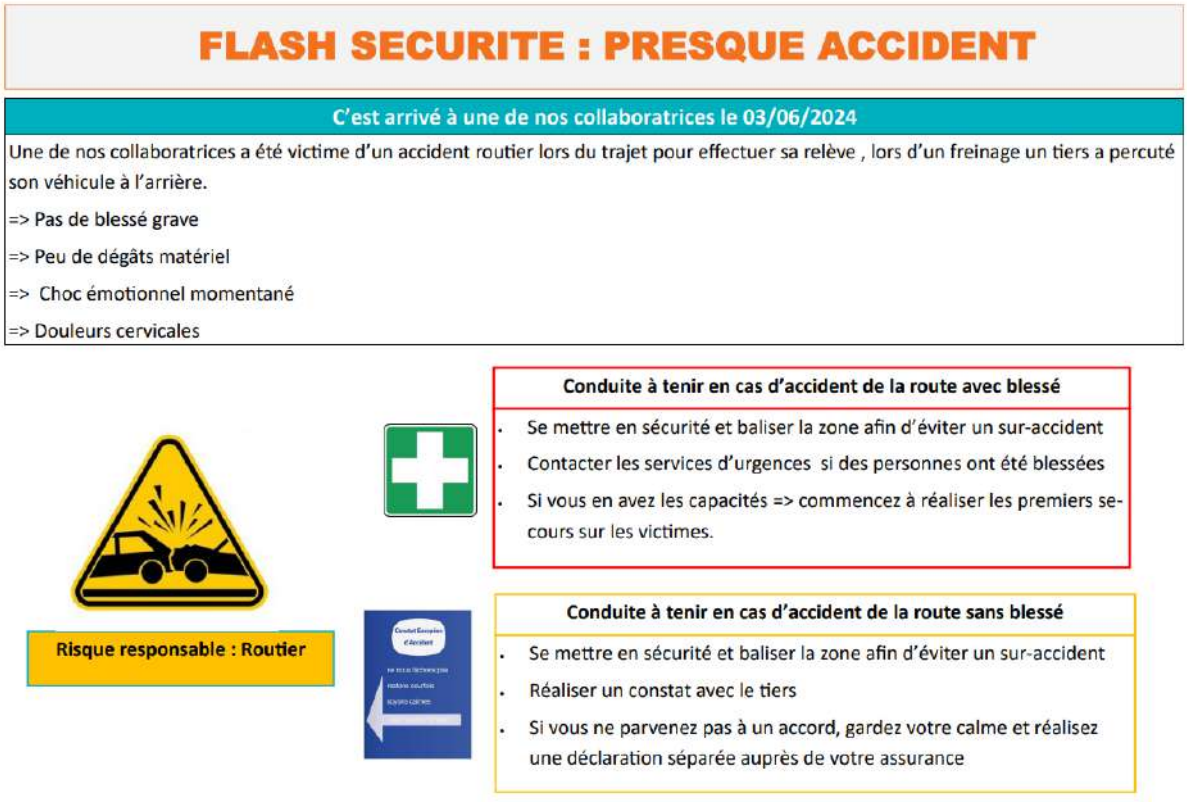
- **Sensibilisation du jeune public à la sécurité routière**

Comme évoqué précédemment, les actions de sensibilisation ne sont pas exclusivement à destination du public salarié de l'entreprise. Cette année, des « opérations CM2 » ont été menées dans plusieurs écoles d'Auxerre et communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Ces opérations menées conjointement par nos conseillères en mobilités, contrôleurs et conducteurs ont permis d'éduquer aux bonnes pratiques dans les cars du réseau périurbain ainsi que dans les bus, sur les lignes urbaines. Cette sensibilisation a son importance car entre le passage du CM2 à la 6ème, les enfants n'ont parfois jamais pris un transport en commun. Il est donc nécessaire d'apprendre certaines bonnes pratiques pour voyager en sécurité, comme s'attacher, se tenir aux barres dédiées à cet effet, se tenir à bonne distance du quai tout en faisant un signe au conducteur lorsque ce dernier arrive à l'arrêt, …

- **Sensibilisation des conducteurs**

Flash sécurité

Les Flashs de sécurité et flashs accident ou presque accident (lorsqu'aucun AT ne survient à la suite de l'accident) sont affichés en salle de prise de service afin de sensibiliser le personnel de conduite. Ces flashs permettent de faire un état des lieux de l'accident qui est survenu tout en faisant un rappel plus global sur la conduite à tenir selon la nature des événements ainsi que les conséquences induites.



FLASH SECURITE : PRESQUE ACCIDENT

C'est arrivé à une de nos collaboratrices le 03/06/2024

Une de nos collaboratrices a été victime d'un accident routier lors du trajet pour effectuer sa relève , lors d'un freinage un tiers a percuté son véhicule à l'arrière.

=> Pas de blessé grave

=> Peu de dégâts matériel

=> Choc émotionnel momentané

=> Douleurs cervicales

Conduite à tenir en cas d'accident de la route avec blessé

- Se mettre en sécurité et baliser la zone afin d'éviter un sur-accident
- Contacter les services d'urgences si des personnes ont été blessées
- Si vous en avez les capacités => commencez à réaliser les premiers secours sur les victimes.

Conduite à tenir en cas d'accident de la route sans blessé

- Se mettre en sécurité et baliser la zone afin d'éviter un sur-accident
- Réaliser un constat avec le tiers
- Si vous ne parvenez pas à un accord, gardez votre calme et réalisez une déclaration séparée auprès de votre assurance

Journée sécurité

En mai 2024, une journée sécurité a été organisée sur le site Keolis Communauté de l'Auxerrois avec deux ateliers : un premier atelier « Transportez-vous bien », avec un stand qui proposait des animations autour de conseils et d'échanges à destination du personnel de conduite. Un autre atelier était organisé sur la thématique de la gestion des agressions, permettant à l'ensemble du personnel de faire part d'expériences personnelles et de débattre sur les situations qui peuvent être vécues au quotidien.

C'était aussi l'occasion d'identifier les étapes clés d'un conflit qui s'envenime ou qui s'apaise. Chaque conducteur ou conductrice doit pouvoir appréhender la situation et agir en faveur d'un apaisement.

7.4 Environnement et engagement RSE

Tout au long du contrat de DSP, l'engagement RSE de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois ne cessera de croître, au travers notamment du déploiement de différentes labellisation ou normes. Aussi, compte tenu des engagements actuels, la filiale s'oriente vers des engagements plus vertueux pour l'environnement. Bien que la situation actuelle, avec l'implantation sur un site transitoire, ne facilite pas les actions à grande échelle, plusieurs actions notables peuvent être mises en avant :

Le traitement des déchets

A l'automne 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois a contractualisé avec la société Elise pour le traitement de ses déchets. Ces collecteurs de déchets ont été disposés au sein du dépôt, permettant une meilleure gestion de nos déchets (papiers, cartons, canettes, gobelets, plastiques, ...). Un travail de sensibilisation doit se faire quotidiennement auprès du personnel pour que cette démarche vertueuse soit adoptée de tous et afin de privilégier la meilleure valorisation de nos déchets.

Education aux bonnes pratiques

Dans une volonté d'adoption de pratiques plus vertueuses, tous les bureaux ont vu apparaitre sur les murs des stickers incitatifs pour ne pas oublier d'éteindre la lumière où tout simplement le matériel informatique (base, écrans, ...) en quittant la pièce ou le travail. Ces petits gestes du quotidien, parfois oubliés, permettent d'œuvrer pour une économie durable.

Label Lucie 26 000

Keolis Communauté de l'Auxerrois s'est engagée dans la Réponse à l'Appel d'Offre à intégrer des principes de Responsabilité Sociétale des Entreprise (RSE). Présent dans le Projet de Territoire 2021-2031, le Label LUCIE 26 000 a été choisi par Keolis comme pierre angulaire du développement de la RSE au sein de la filiale. Un engagement a été pris pour une labellisation durant l'année 2024.

La filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois s'est lancée dans ce projet à partir du deuxième semestre de l'année 2024, avec en introduction de ce projet la formation de l'ensemble du Comité de Direction à ce que représente le Label Lucie mais aussi la RSE en général. A compter de cette période, la filiale a construit le projet pour aboutir à un audit le 5 décembre 2024. Au moment de l'écriture de ce Rapport Annuel, quelques démarches administratives relatives au plan d'action de développement de la démarche RSE au sein de la filiale restent à finaliser pour aboutir à la labellisation définitive. Toutefois, lors de l'évaluation de la filiale à la suite de l'audit, cette dernière remplissait les conditions minimales pour obtenir la labellisation.

8. Les ressources humaines

La filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois a débuté ses activités au 1er janvier 2024, pour la durée de la Délégation de Service Public (DSP), à savoir huit ans. Les salariés de Transdev Auxerrois, ancien délégataire ont tous été transférés dans la nouvelle filiale. Cela représente 44 salariés transférés automatiquement. Concernant le personnel de la seconde entité, qui était Transdev Bourgogne-Franche-Comté Nord, 18 salariés ont démissionné de l'entreprise d'origine et ont été employés avec reprise de l'ancienneté et application des mêmes accords que leurs collègues de Transdev Auxerrois.

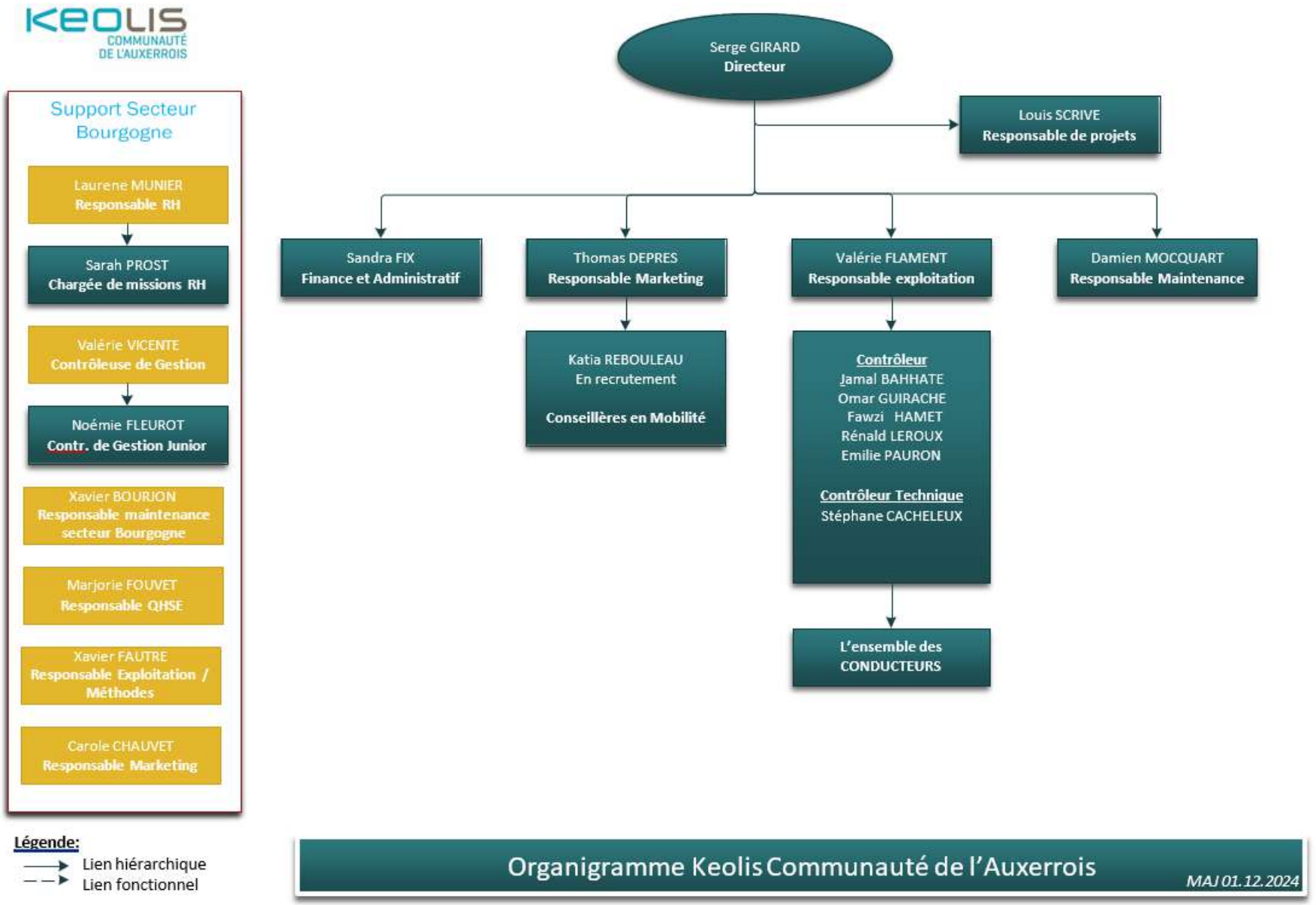
8.1 Les effectifs 2024

Au 31 décembre 2024, l'ensemble des effectifs présent au sein de la filiale, soit 63 salariés, était en Contrat à Durée Indéterminée (CDI).

Répartition de l'effectif par type de contrat (hors stage)	31/12/2024
Contrats à durée déterminée (CDD)	0
Contrats à durée indéterminée (CDI)	63
Total	**63**

Keolis Communauté de l'Auxerrois peut être amené à faire appel à des contrats précaires au cours de l'année pour différents motifs. Par exemple, notamment au début de l'année 2024, plusieurs conducteurs de permis B en intérim ont été sollicité pour participer au lancement du service de Transport à la Demande Flexibus. Au cours de l'année, plusieurs de conducteurs ont été recruté en CDI.

Motifs de recours aux contrats précaires	
CDD	Recours pour des motifs d'accroissement d'activité, période de congés ou remplacement En 2024, recours à 6 CDD au cours de l'année
Intérim	Recours au besoin pour remplacement ou accroissement d'activité sur des postes de conduite
Temps partiel	Recours à la demande des salariés
Entreprises extérieures	Keolis Communauté de l'Auxerrois ne fait pas appel à des entreprises extérieures. Externalisation de travaux non réalisés par l'entreprise : nettoyage des locaux et activités de maintenance des véhicules. Sous-traitance : Berthier Trucks / Keolis Bourgogne pour les activités de maintenance ; réseau périurbain avec les transporteurs Cressons Voyages, Saint-Marc Transports et Transarc


Support Secteur Bourgogne
Laurene MUNIER
Responsable RH
Sarah PROST
Chargée de missions RH
Valérie VICENTE
Contrôleuse de Gestion
Noémie FLEUROT
Contr. de Gestion Junior
Xavier BOURJON
Responsable maintenance secteur Bourgogne
Marjorie FOUVET
Responsable QHSE
Xavier FAUTRE
Responsable Exploitation / Méthodes
Carole CHAUVET
Responsable Marketing
Serge GIRARD
Directeur
Louis SCRIVE
Responsable de projets
Sandra FIX
Finance et Administratif
Thomas DEPRES
Responsable Marketing
Valérie FLAMENT
Responsable exploitation
Damien MOCQUART
Responsable Maintenance
Katia REBOULEAU
En recrutement
Conseillères en Mobilité
Contrôleur
Jamal BAHHATE
Omar GUIRACHE
Fawzi HAMET
Rénald LEROUX
Emilie PAURON
Contrôleur Technique
Stéphane CACHELEUX
L'ensemble des CONDUCTEURS
Légende:
Lien hiérarchique
Lien fonctionnel
Organigramme Keolis Communauté de l'Auxerrois
MAJ 01.12.2024

8.1.1 Répartition des effectifs par métiers et par trimestre

Données au 31/12/2024	Conduite		Ouvriers		Employés		Maitrise		Ingé. et cadres	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Trimestre 1	12	41	0	0	2	0	3	5	0	0
Trimestre 2	12	42	0	0	2	0	3	5	0	0
Trimestre 3	12	43	0	0	4	1	3	5	0	0
Trimestre 4	13	42	0	0	2	0	3	6	0	0

8.1.2 Répartition par âge des effectifs en CDI au 31 décembre 2024

Répartition des effectifs par âge	31/12/2024
Inférieur ou égal à 25 ans	0
De 26 ans à 30 ans	0
De 31 ans à 35 ans	6
De 36 ans à 40 ans	14
De 41 ans à 45 ans	8
De 46 ans à 50 ans	10
De 51 ans à 55 ans	15
De 56 ans à 60 ans	5
De 61 ans à 65 ans	3
Supérieur à 65 ans	2
Total	63

8.1.3 Répartition des effectifs par ancienneté au 31 décembre 2024

Répartition des effectifs par ancienneté	31/12/2024
Inférieur à un an	6
De 1 an à 5 ans	13
De 6 ans à 10 ans	21
De 11 ans à 15 ans	8
De 16 ans à 20 ans	6
De 21 ans à 25 ans	5
Supérieur à 25 ans	4
Total	63

8.1.4 Effectifs mis à disposition par Keolis

Au 31 décembre 2024, trois salariés sont mis à disposition par le groupe Keolis, dans le cadre de CDI à temps plein. Il s'agit de :

- Serge GIRARD, directeur de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois depuis le 1er janvier 2024 ;
- Louis SCRIVE, Responsable de projets ;
- Thomas DESPRES, Responsable Marketing et Commercial

8.1.5 Keolis Communauté de l'Auxerrois dans le groupe Keolis

Keolis Communauté de l'Auxerrois est une filiale faisant partie du secteur Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que de la Direction Régionale Sud-Est. Grâce à cette situation et le fonctionnement du groupe Keolis, la filiale bénéficie d'un appui technique, organisationnel et administratif du secteur et de la Direction Régionale.

8.1.6 L'appui du secteur Bourgogne-Franche-Comté

Chaque Direction Régionale est composée de plusieurs secteurs, avec un Directeur de secteur ainsi que son équipe de référents métiers. Les référents métiers du secteur Bourgogne-Franche-Comté sont :

- Laurent CHAPUS, Directeur du secteur Bourgogne-Franche-Comté ;
- Laurène MUNIER, Responsable des Ressources Humaines ;
- Sarah PROST, Chargée de missions Ressources Humaines ;
- Valérie VINCENTE, Contrôleuse de gestion ;
- Noémie FLEUROT, Contrôleuse de gestion junior ;
- Xavier BOURJON, Référent technique et Responsable Maintenance ;
- Marjorie FOUVET, Responsable QHSE ;
- Xavier FAUTRE, Responsable exploitation et méthodes ;
- Carole CHAUVET, Responsable Marketing

8.1.7 L'appui de la Direction Régionale Sud-Est

La direction régionale met à disposition des filiales qui lui sont rattachées, une assistance technique dans les domaines exploitation, systèmes d'information, marketing, ressources humaines, contrôle de gestion et maintenance. Basés à Lyon, les experts-métiers développent une connaissance approfondie de la filiale et apportent une expertise au directeur local et à l'encadrement de proximité. La comptabilité, la paie et la gestion administrative sont intégrées à cette structure afin de garantir un niveau de formation optimal des agents et de fiabiliser l'ensemble de ces processus. Les fonctions supports sont exercées par :

- Nathalie JUSTON, Directrice de la DRSE ;
- Carine ADAMI, Directrice Régionale des Ressources Humaines ;
- Elodie BURONFOSSE, Directrice Régionale Administrative et Financière ;
- Laurent BOST, Directeur Régionale Exploitation et méthodes ;
- Nolwenn DUFAY, Directrice Régionale Marketing et Développement Commercial ;
- Thierry SABATIER, Directeur Régionale Maintenance ;
- Fabrice FOKKE DE GOEDE, Directeur Régional des Systèmes Informatiques

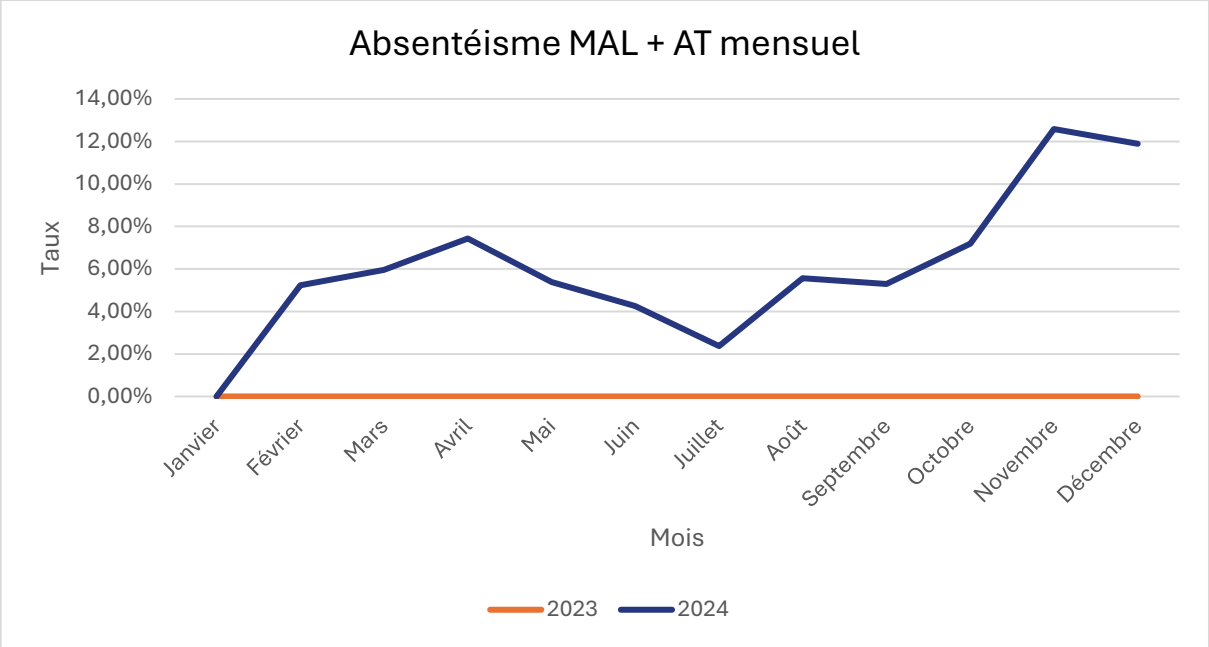
8.1.8 L'appui du groupe Keolis

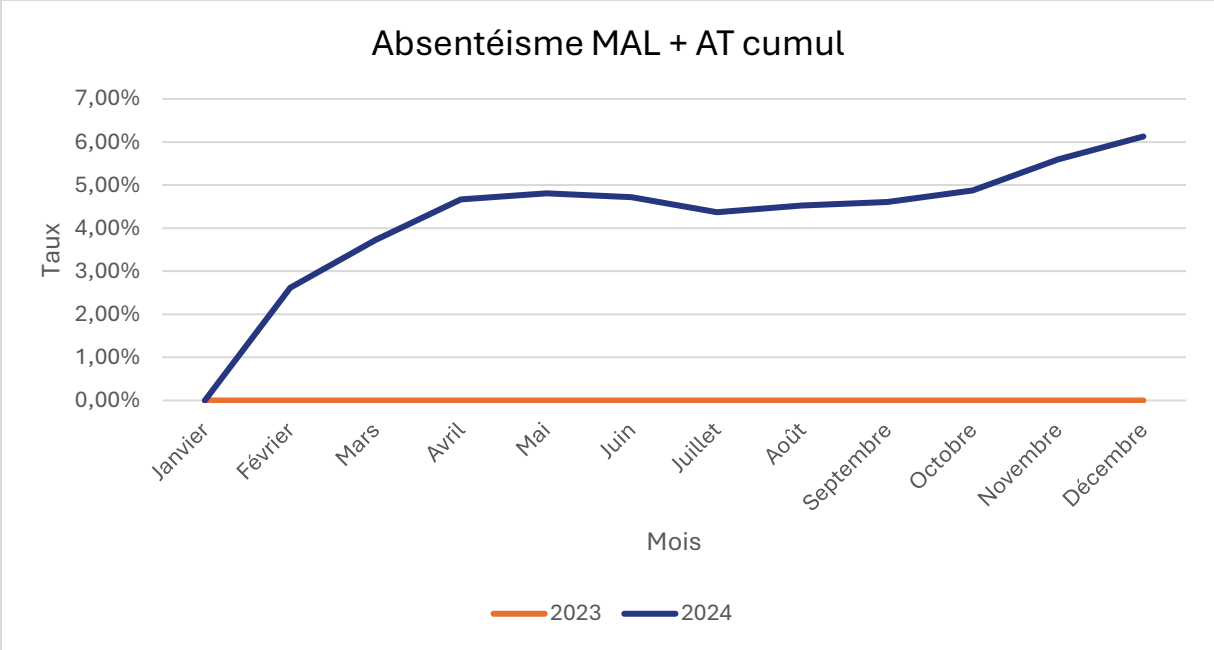
Matérialisé par différentes ressources support et outils déployés au sein de la filiale, le groupe Keolis propose une assistance technique. Chez Keolis Communauté de l'Auxerrois, elle se caractérise comme suit :

- Déploiement du site internet AuxR_M le bus hébergé par Keolis Web Passenger (KWP), avec supervision de Chaimaa KETTANI, chargée de développement au siège Keolis ;
- Déploiement d'OSKAR (Outils et Services Keolis pour les Amendes et le Recouvrement), avec accompagnement de Nicolas PIERALI, Product Owner ;
- Accompagnement de Thierry GUINARD, sur les sujets en lien avec H2 et les subventions H2 ;
- Accompagnement de Vincent LELONG, Responsable Parcours Voyageurs au siège Keolis et intervenu chez Keolis Communauté de l'Auxerrois pour accompagner le service Marketing dans l'optique de construire une Information Voyageurs claire, efficace et compréhensible de tous ;
- KEOLINE, service support technique et assistance, notamment lors de problèmes rencontrés avec des logiciels ;
- OKAPI, outil d'exploitation ;
- KEORISK, outil de suivi de l'accidentologie

8.2 Absentéisme

Tenant compte que l'année 2024 est la première année d'activité de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, les chiffres concernant l'absentéisme ne sont pas comparables avec une année antérieure, ce qui sera le cas à partir du prochain Rapport d'activité du délégataire. Concernant l'absentéisme, sur l'année 2024, l'absentéisme pour maladie atteint un taux de 3,5%. L'absentéisme pour cause d'accident du travail (AT) est quant à lui à un taux de 2,6% pour l'année 2024. Au cumul, le taux réel pour l'année 2024 est de 6,13%, comme l'indique le graphique suivant.





Concernant l'accidentologie, le nombre d'AT hors trajet est de 6 sur l'ensemble de l'année, dont 2 pour agression. Le taux de fréquence s'établit à 56,99 accidents par million d'heures travaillées.

Formule de calcul du taux de fréquence :

Nombre d'accidents du travail avec arrêt / Nombre d'heures travaillées x 1 000 000

Le nombre de jours d'arrêt à la suite de ces accidents du travail représentent 603 jours cumulés. Pour les AT causés par des agressions, ce nombre est de 55 jours, compris dans le total de 603 jours. Le taux de gravité s'établit à 5,73 jours d'arrêt pour 1 000 heures travaillées.

Formule du taux de gravité :

Nombre de jours de travail perdus / Nombre d'heures travaillées x 1 000

Sur l'année 2024, aucun congé maternité n'a été pris. Concernant les congés paternités, ils sont au nombre de deux.

8.3 Accords d'entreprise et chartes signées en 2024

Lors du transfert de personnel entre les filiales Transdev Auxerrois et Transdev Bourgogne-Franche-Comté Nord, vers la nouvelle filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, les accords en place ont fait l'objet d'un accord de reprise de l'ensemble.

Les accords signés en 2024 concernent :

- Accord d'intéressement ;
- Négociation annuelle obligatoire 2024 (NAO)
- Règlement Plan d'Epargne Entreprise
- Accord d'astreintes de direction

Concernant les NAO, la Direction et les Organisations Syndicales se sont alors accordées à signer le 06 mai 2024 un protocole d'accord comportant les mesures suivantes :

- Hausse du taux horaire pour tous les salariés de l'entreprise de 3%, revalorisant la valeur du point à 10,23 euros bruts. Cette augmentation du salaire de base et de tous les éléments de salaire indexés sur la valeur du point, interviendra sur la paie du mois de mai 2024 avec effet rétroactif à compter du 1er mars 2024 ;
- Versement d'une prime de partage de valeur d'un montant de 500€ net sur le salaire du mois de mai 2024 aux salariés bénéficiaires conformément aux modalités d'application comprises au sein d'un accord spécifique et complémentaire au protocole d'accord des Négociations Annuelles Obligatoires ;
- La direction s'engage à planifier des groupes de travail avant la fin du premier semestre 2024 pour travailler sur les problématiques suivantes : conditions de travail et bien-être des salariés. L'objectif de es groupes est d'identifier les axes d'amélioration et de mettre en place des mesures correctives appropriées.

8.4 Formations

En 2024, le nombre de formation dispensées permet d'atteindre un nombre équivalent à 70 personnes dans des domaines variés, au travers de formations obligatoires ou de formations permettant un renforcement de compétences.

Types de formations	Conducteurs	Employés	Agents de maitrise	Total général
Apprivoiser le stress pour faire face aux situations difficiles	5			**5**
Comprendre le fonctionnement d'un véhicule et d'une station à hydrogène	4		2	**6**
Connaître le cadre légal et réglementaire pour un contrôle de titres en toute sécurité (Rappel)			6	**6**
E-learning "Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)"		2	8	**10**
FCO Voyageurs	11		1	**12**
OKAPI : Découverte de l'environnement OKAPI			1	**1**
Piloter sa démarche RSE selon l'ISO 26000 avec le label LUCIE			2	**2**
Positionnement des compétences Electricité bus et cars (Test)			1	**1**
Prévenir le risque incendie en maintenance bus et cars			1	**1**
Reconnaissance de lignes nouveau réseau	22			**22**
SST initiale	3		1	**4**
Total	**45**	**2**	**23**	**70**

Types de formations	Total en heures
Apprivoiser le stress pour faire face aux situations difficiles	70
Comprendre le fonctionnement d'un véhicule et d'une station à hydrogène	42
Connaître le cadre légal et réglementaire pour un contrôle de titres en toute sécurité (Rappel)	42
E-learning "Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)"	5
FCO Voyageurs	420
OKAPI : Découverte de l'environnement OKAPI	1
Piloter sa démarche RSE selon l'ISO 26000 avec le label LUCIE	28
Positionnement des compétences Electricité bus et cars (Test)	2
Prévenir le risque incendie en maintenance bus et cars	7
Reconnaissance de lignes nouveau réseau	N/A
SST initiale	60
Total	**677**

Le nombre d'heures par formations est renseigné dans le tableau ci-dessus. Les formations intitulées « reconnaissance de lignes du nouveau réseau » n'ont pas d'heures renseignées, même estimées car tout dépendait de la facilité de chacun à s'approprier le nouveau réseau et les nouveaux parcours. Les conducteurs formés l'ont été par le biais de tuteurs, eux-mêmes accompagnés sur le réseau par des membres du personnel administratif ou des contrôleurs. En plus, des vidéos de reconnaissance des lignes avaient été réalisées pour les parcours ou tout simplement pour les haut-le-pied.

8.5 Les démarches internes auprès du personnel

Le groupe Keolis a développé pour ses filiales plusieurs outils permettant de déployer des actions concrètes à destination de l'ensemble des salariés. Ces démarches plus détaillées ci-dessous permettent notamment de favoriser l'emploi des séniors, l'intégration et le lien entre salariés ou encore, de donner la parole librement aux salariés, notamment au travers du baromètre d'engagement, réalisé pour la première fois au printemps 2024.

8.5.1 Communication interne et actions en faveur de la cohésion

Au sein du dépôt transitoire, un espace est dédié à l'ensemble du personnel pour diffusion de toutes les informations essentielles. A cet endroit, les conducteurs effectuent leur prise de service et peuvent prendre connaissance de diverses informations concernant le réseau, notamment les déviations en place. En plus des informations dédiées au réseau, de nombreuses informations y sont affichées comme :

- Sécurité : des informations sur la sécurité sur site, les flashs d'informations à la suite d'accidents ;
- Notes de service et actualités concernant la vie du réseau ou au sein du dépôt ;
- Informations essentielles comme le personnel SST, les démarches Keolis à destination du personnel ou encore les informations administratives (organigrammes, offres d'emploi, ...)

Aussi, ce que l'on appelle actions en faveur de la cohésion caractérise les moments de vie au sein de dépôt où l'ensemble des salariés sont invités à se réunir en salle de pause pour échanger et fêter des moments forts tout au long de l'année. Ces moments ont pu notamment se caractériser par le partage de la traditionnelle Galette des Rois, un cocktail déjeunatoire organisé pour présentation du nouveau réseau, le barbecue réalisé fin juin ou encore le repas de fin d'année, organisé fin décembre.

8.5.2 Communication interne et actions en faveur de la mobilité

Acteur de la mobilité de l'Auxerrois depuis le 1er janvier 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois s'engage avec les autres partenaires du territoire pour promouvoir les mobilités au sens large. Durant la semaine de la mobilité qui s'est tenue en septembre 2024, nous avons proposé à l'ensemble des salariés de l'entreprise 45 minutes offertes à vélo AuxR_M le vélo. L'objectif est de promouvoir cette mobilité douce, d'autant que plusieurs de nos salariés sont déjà habitués à venir au travail à vélo, soit avec ce service soit avec leur vélo personnel.

Ce même mois de septembre, nous avons noué un partenariat avec Karos, qui est le partenaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois autour de la marque AuxR_M le covoit'. Toujours dans une démarche de promouvoir toutes les mobilités du territoire, nous avons encouragé nos salariés à découvrir l'application et le service pour adopter une démarche plus vertueuse dans le cadre de leurs déplacements et notamment les déplacements domicile-travail.

Cette démarche autour de la mobilité aura été bien perçue par l'ensemble du personnel car elle est encourageante et valorisante pour ceux qui ont déjà choisi d'autres formes de mobilité pour se rendre au dépôt chaque jour. Toutefois, compte tenu des horaires de la majorité de notre personnel, à savoir nos conducteurs, il ne semble pas aisé de déployer de l'intérêt autour de ces services. Cela reste un objectif de notre plan d'action interne, grâce à notre intérêt commun, en tant que partenaire mobilité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

8.5.3 Le baromètre d'engagement

Les objectifs du baromètre d'engagement :

- Lancer une dynamique d'amélioration de l'engagement et du sentiment d'appartenance au groupe ;
- Suivre les perceptions dans le temps à travers cinq indices ; engagement, leadership, marque employeur, qualité de vie au travail, Keolis Way.

La démarche :

- Un baromètre réalisé annuellement et dans toutes les filiales du groupe Keolis à l'international ;
- Une enquête menée du 21 mai au 7 juin et à destination de tous les collaborateurs présents dans l'entreprise au 31 janvier 2024 ;
- Un questionnaire composé de 27 questions d'engagement et 5 questions de profil.

Au sein de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, 58 salariés ont répondu au questionnaire du baromètre d'engagement, soit un taux de participation de 92%. La moyenne du taux de participation de toutes les filiales de la DRSE s'établit à 84%.

Synthèse des résultats par thématiques	
Engagement	8 / 10
Qualité de vie au travail	7,8 / 10
Marque employeur	7,4 / 10
Leadership	7 ,2 / 10
Keolis Way	7,2 / 10

La moyenne globale de l'ensemble de ces thématiques s'établie à 7,5/10, note encourageante, notamment en raison de la période à laquelle a été réalisée ce baromètre d'engagement, soit seulement cinq mois et demi après la création de la filiale et le transfert de l'ensemble des salariés.

8.5.4 Les démarches du groupe Keolis

Le groupe Keolis s'est engagé dans d'autres démarches à destination des filiales et mises en place chez Keolis Communauté de l'Auxerrois.

- **La démarche KeoSénior**

Le cumul emploi retraite est un dispositif qui permet à un retraité de reprendre une activité professionnelle. Il permet de cumuler la pension de retraite avec le salaire lié à la reprise d'activité. Selon les conditions du départ en retraite tenant à l'âge de départ et au nombre de trimestres cotisés, le cumul est soit intégral soit partiel/plafonné.

Le cumul emploi retraite, qu'il soit partiel/plafonné ou intégral, ouvre l'accès à la mutuelle d'entreprise.

- **Le programme Kooptis**

Le programme Kooptis est un dispositif de cooptation mis en place par le groupe Keolis à partir de 2022, pour tous les postes en CDI et alternance.

La démarche est simple :

1. Vous recommandez en remplissant le dossier de cooptation (à demander au service RH) ;
2. Nous réceptionnons et évaluons la candidature ;
3. En cas d'embauche, nous vous récompensons (montant brut de 500 euros versé en deux temps : 50% après 1 mois de présence effective du coopté, et 50% après 6 mois).

- **La démarche Kollègue**

Kollègue est un programme qui permet, en interne, de faciliter le lien entre les salariés et notamment vis-à-vis des nouveaux arrivants. Ce programme permet de faciliter le contact et le lien social au sein de la filiale pour améliorer l'intégration de tous.

9. Bilan et programme

9.1 Analyse et bilan par thématiques de l'année 2024

9.1.1 Technique

La disponibilité des véhicules a été fortement perturbée par différents phénomènes au cours de l'année 2024 :

- Parc composé d'unités vieillissantes ;
- Véhicules H2 avec un niveau de disponibilité en deçà des attentes ;
- Absence d'un atelier intégré au sein du dépôt transitoire ;
- Manque de compétences sur le territoire et sous-évaluation des ressources nécessaire à la maintenance par le sous-traitant ;
- Temps d'appropriation de la flotte et des compétences techniques nécessaire par le sous-traitant ;
- Situation captive d'un seul fournisseur H2 et de disponibilité de l'unique station ;
- Changement de livrée de l'ensemble du parc à partir du printemps 2024 (mise à blanc des véhicules avec livrée Léo light, puis mise aux couleurs AuxR_M le bus à partir de juin). Durant cette période, ces changements ont perturbé la remise à niveau et l'entretien de l'ensemble de la flotte ;
- Départ de 3 véhicules H2 à Albi pour remise à niveau technique (327 jours cumulés sur l'année 2024).

La situation a commencé à se dégrader à partir du mois de juin, lorsque certains véhicules ont été immobilisés avec des pannes plus lourdes et des interventions demandant plus de temps et de compétences. La situation a pris une tournure de crise lorsque plusieurs véhicules sont tombés en panne simultanément mi-novembre.

Début octobre, Un chef d'atelier a rejoint l'équipe de la filiale par le biais d'une embauche en avance de phase (initialement prévue à l'emménagement dans le nouveau dépôt, en mai 2026).

La situation de crise connue à partir de mi-novembre 2024 nous a amené à revoir notre stratégie de maintenance et de déploiement de flotte pour pallier temporairement au manque de véhicules :

- Arrivée de 4 véhicules plus récents pour un accroissement du parc, les 6 véhicules plus anciens devant sortir du parc fin d'année 2024 ont été conservés en exploitation pour le moment ;
- Prêt de 3 véhicules par d'autres filiales du groupe Keolis ;
- Intervention d'entreprises extérieures pour diagnostics et interventions pour maintenances lourdes.

Ces méthodes, permettant de travailler plus sereinement ont, petit à petit portées leurs fruits, jusqu'à la reprise à 100% des services à la rentrée de janvier 2025.

La remise à niveau technique des Businova a toutefois permis un accroissement de l'utilisation des véhicules H2 tout au long de l'année. Par ailleurs, un contrat de fourniture de H2, signé avec Hynamics en fin d'année 2024, défini les modalités de prix de l'hydrogène sur les huit années du contrat de DSP et un niveau de disponibilité de la station, ainsi que des pénalités associées au cas échéant.

Enfin, pour conclure cette partie technique, il est intéressant d'évoquer le nouveau Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM), dont la construction débute en janvier 2025, pour un emménagement en mai 2026. Au 31 décembre 2024, le permis de construire avait été déposé et validé, et que toutes les entreprises nécessaires à la construction du dépôt avaient été choisies. L'impact de ce nouveau dépôt est attendu, autant techniquement que socialement.

9.1.2 Commercial

D'un point de vue commercial, le début 2024 marquait le début de grands changements, avec l'arrivée d'une Agence Mobile exclusive, le changement de tracé de la Navette du centre-ville et l'introduction d'un nouveau service de Transport à la Demande, le Flexibus. Si le nouveau parcours de la navette aura été perturbateur pour les habitués – comme la suppression de la maison des mobilités fin décembre 2023 (demande du DCE) – le service Flexibus aura quant à lui connu un franc succès. Adopté par de nombreux clients devenus des habitués, le bouche à oreilles aura été primordial pour ce service devenu très vite incontournable. Des points d'amélioration restent à traiter autour du Flexibus, comme :

- Le transport de plusieurs Personnes à Mobilités Réduites (PMR) qui déroge aux règles contractuelles. En effet, le service prévu est un service de substitution, permettant une prise en charge d'un PMR d'un arrêt et la dépose à un autre arrêt, si l'un de ces arrêts n'est pas accessible. Depuis janvier 2024, ces personnes sont majoritairement prises en charge chez elle, pour une dépose devant leur lieu de travail et non l'arrêt, en raison d'une habitude prise par l'ancien exploitant du réseau. Transporter ces personnes est un enjeu car sans ce moyen de transport, elles ne peuvent plus travailler et avoir une vie normale mais il semble nécessaire d'adapter la façon de les transporter et d'adopter un service totalement adéquat en raison de toutes les contraintes générées (le service de substitution permet de transporter des personnes valides en même temps que les PMR. Toutefois, le temps de prise en charge de ces derniers étant plus long, un retard parfois important est généré, causant une dégradation de la qualité de service) ;
- Le service Flexibus, assuré avec cinq véhicules (dont un de réserve) et 7 services est victime de son succès. Au fil de l'année, et avec le nombre de passagers transportés qui n'a cessé de croitre, nous avons dû faire face à une augmentation des refus auprès de clients qui faisaient des tentatives de réservations. Ce service, de plus en plus apprécié, doit faire l'objet d'une réflexion sur les capacités

allouées, afin de renforcer son offre et augmenter la qualité de service. Comme détaillé dans la Partie III, dédiée à la qualité de service, le taux de refus s'établit à 5,5% (objectif de 5% dans l'Annexe 15 – Qualité de service), pour toutes les réservations faites la veille, au plus tard.

A partir de septembre 2024, le réseau a connu des évolutions majeures, passant notamment de 7 à 5 lignes. Ce réseau n'a pas vraiment eu le temps d'être adopté en raison de différentes périodes difficiles connues sur le réseau (indisponibilités de la station H2 fin septembre, crise technique connue de mi-novembre à début 2025). Les clients, perturbés par ces changements majeurs, l'ont été encore plus par les difficultés que nous avons connu avec l'exploitation des véhicules. Désormais, en dehors des changements d'habitudes de non-clients, 2025 doit être synonyme d'un travail de reconquête qui doit être mené, et qui prendra un certain temps, en raison du mécontentement important de la fin d'année.

Cette crise technique de fin d'année aura été fatale d'un point de vue des fréquentations, en baisse face à l'objectif prévu au contrat, tout comme pour l'objectif de recettes *(voir Partie II, relative aux finances)*. L'objectif de recettes avait été tenu jusque-là, notamment avec un report de certains clients vers un achat de titres à bord, plutôt qu'en Agence, faute de trouver facilement l'Agence Mobile. Dans la continuité des actions menées en 202, l'arrivée de l'OpenPaiement permettra de faciliter les achats à bord et ainsi le parcours clients,. En effet, l'Information Voyageurs a été revue, renforcée, avec un déploiement permettant une compréhension simplifiée. Le renfort du paiement par carte bancaire, ainsi que l'arrivée de 5 Bornes d'Information Voyageurs (BIV) complétera une offre de plus en plus qualitative.

9.2 Programmation opérationnelle 2025

9.2.1 Opérations commerciales

Les opérations commerciales pour l'année 2025 sont présentées lors d'une réunion entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et Keolis Communauté de l'Auxerrois, dont l'objet est la présentation du plan Marketing. Pour l'année 2025, Keolis Communauté de l'Auxerrois souhaite promouvoir le réseau AuxR_M le bus à travers plusieurs moments dans l'année comme :

- Une offre promotionnelle lors du dernier week-end de mai, lors de la Foire d'Auxerre et de la présence de l'Agence Mobile à cette dernière ;
- Une opération commerciale lors de la semaine de la mobilité ayant pour vocation de promouvoir le réseau de bus et être incitative, comme une journée gratuite ;
- Plusieurs journées de gratuité sur le réseau durant le mois de décembre, incitant les usagers à faire leurs achats de Noël en utilisant le réseau de bus ;
- La réalisation pour la deuxième année consécutive d'un calendrier de l'Avent auprès des clients et non-clients du réseau. Cette action permet une interaction avec les habitants de l'Auxerrois, une valorisation du réseau et le gain de goodies

floqués aux couleurs du réseau AuxR_M le bus ou de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

En dehors de ces opérations ayant pour but d'inciter les usagers et non-usagers notamment à utiliser le réseau, plusieurs opérations de promotion du réseau seront menées également au cours de l'année, ayant pour objet de faire connaitre, le réseau ou de nouveaux services phares :

- Promotion et valorisation du réseau auprès d'entreprises lors de la Semaine de la Mobilité. L'intérêt de valoriser le réseau auprès des actifs est de montrer les dessertes à proximité du lieu d'emploi, les diverses solutions de mobilité existantes, tout en rappelant aux salariés l'existence de la prise en charge de la moitié, au moins, du cout des titres de transport par l'employeur ;
- 2025 sera une nouvelle année marquée par l'innovation et la modernisation du réseau AuxR_M le bus ! A la rentrée, arrivera l'OpenPaiement, solution permettant le paiement par carte bancaire à bord de tous les véhicules du réseau (hors réseau périurbain). Une communication importante sera mise en place autour de ce lancement (campagne de publicité, affichage dans les véhicules, réseaux sociaux et site web, ...), permettant la promotion des atouts et bénéfices de cette solution, pour tous les usagers et non-usagers du réseau.

9.2.2 Evolutions techniques proposées sur l'offre

Conformément au contrat de Délégation de Service Public, mais aussi en raison des retours des usagers, du personnel de la filiale, ainsi que des observations et analyses faites sur le fonctionnement global du réseau, plusieurs évolutions sont prévues tout au long de l'année 2025 :

- **Modification des temps de parcours de la ligne 1 à partir du lundi 6 janvier 2025**
  - Objectif(s) :
    - Coller à la réalité des temps de parcours observés sur le terrain ;
    - Absorber les temps de parcours supplémentaires dû à la circulation ;
    - Permettre une meilleure ponctualité pour les usagers mais aussi d'un point de vue social, pour respecter les temps de battements et de pauses du personnel de conduite.
  - Impact(s) :
    - Fréquence inchangée (15min PSC/PVS LàV) ;
    - Amplitude inchangée ;
    - Changement des horaires
- **Modification des lignes DIM1/DIM2**
  - Constat(s)
    - Très faible fréquentation de la ligne DIM2
  - Objectif(s)
    - Réallouer les moyens du dimanche sur l'ensemble des lignes du dimanche

- Solution(s) étudiée(s)
  - Absorption de la ligne DIM2 par la ligne DIM1 avec un changement d'itinéraire ;
  - Conservation du principe de correspondance avec les trains depuis/vers Paris

- **Mise en place du Flexibus Tôt/Tard (programme contractuel)**
  - Objectif(s)
    - Proposer une solution de transport à la demande en heures de frange ou réallocation des moyens sur le Flexibus journée en étendant la période de couverture ;
    - Respect du contrat de DSP
- **Modification des horaires de la ligne 5**
  - Objectif(s)
    - Répondre aux souhaits/remontées de nombreux clients
- **Modification de l'arrêt Gare SNCF sur la ligne 5**
  - Objectif(s)
    - Eviter d'effectuer la boucle de la Gare SNCF (Rue Paul Doumer, Rue de la Tournelle)
  - Solution(s) étudiée(s)
    - Arrêt Gare SNCF sur l'arrêt d'autocar afin de permettre une réinsertion de la ligne 5 directement via la Rue Jules Ferry

communauté
de l'auxerrois

Partie II
Finances

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

10. Recettes

10.1 Les tarifs pratiqués et évolutions

La gamme tarifaire pratiquées en 2024 sur le réseau AuxR_M le bus est la même qu'en 2023 avec le réseau Léo, aucune évolution n'étant prévue, ni ayant été proposée. La politique tarifaire est renseignée en partie I de ce rapport *(3. Relation clients et communication, politique tarifaire)*.

10.2 Recettes commerciales et engagements

Dans les tableaux présentés ci-dessous, l'ensemble des recettes sont exprimées en Hots Taxes (HT).

10.2.1 Recette globales

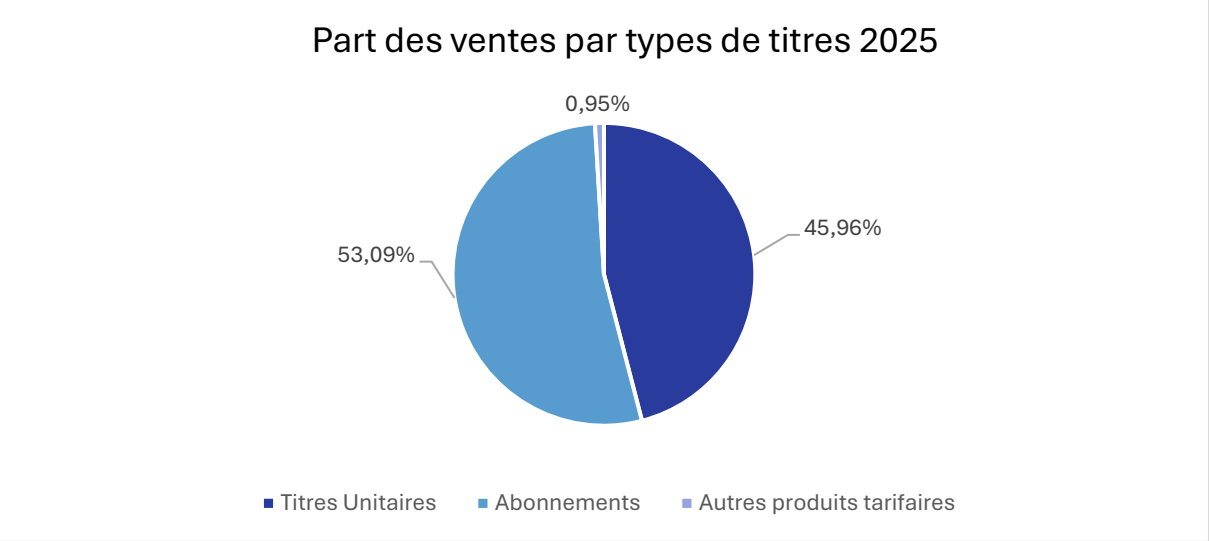
L'engagement de recettes inscrit au contrat de Délégation de Service Public pour l'année 2024 est de 1 126 780€. Cet engagement n'a pas été atteint, puisque les recettes globales générées sur le réseau sont de **1 100 856,36€.**

Recettes commerciales et engagements HT	
Engagement de recette DSP	**Recettes tarifaires**
1 126 780,00 €	1 100 856,36 €

10.2.2 Recettes par titres

Titres	Nombre de titres vendus	Recettes HT
Ticket unitaire	273 982	373 611,36 €
Ticket unitaire sur carte	12 570	17 140,91 €
Carnet de 10 Solidaire	1 219	6 095,00 €
Carnet de 10 tickets	10 844	108 440,00 €
Carte anonyme vierge	641	582,73 €
BTCU	115	62,73 €
Annuel	51	13 909,09 €
Annuel -18 ans	3 927	303 450,00 €
Annuel -26 ans	188	27 345,45 €
Mensuel renouvelable	4 742	129 327,27 €
Mensuel renouvelable -26 ans	3 892	70 763,64 €
Mensuel renouvelable Solidaire	2 907	39 640,91 €
Duplicata	736	10 036,36 €
Journée mobilité	496	450,91 €
Total Recettes Tarifaires	**316 310**	**1 100 856,36 €**

D'après le tableau précédent, les recettes par titres sont majoritaires pour les Titres Unitaires (TU) vendus à bord (33,94%) ainsi que les abonnements annuels -18 ans, qui représentent 27,56% des recettes sur l'année 2024. Les abonnements mensuels renouvelables pour les plus de 26 ans représentent 11,75% des recettes HT sur l'année. Enfin, autre titre majeur de la gamme tarifaire, le carnet de 10 titres représente 9,85% des recettes pour cette année d'exploitation du réseau.



Un petit peu plus de la moitié des titres vendus (53%) sont des abonnements. Les titres unitaires, très représentés représentent quant à eux quasiment 46% des titres vendus.

10.2.3 Recettes par canaux de ventes

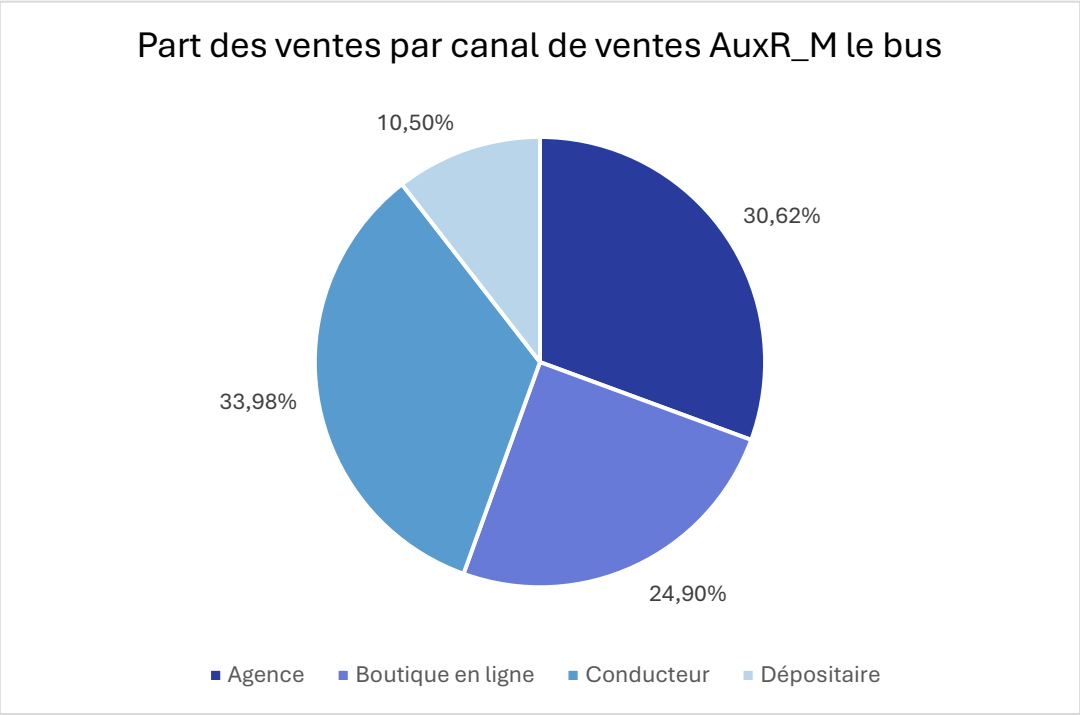
CANAL DE VENTES	TOTAL HT 2024
Agence Mobile	337 067,73 €
Boutique en ligne	274 060,00 €
Conducteur	374 062,27 €
Dépositaire	115 666,36 €
PV	0,00 €
TOTAL	1 100 856,36 €

En 2024, les ventes de titres unitaires auprès des conducteurs sont de 374 062,27€ soit 33,98% des recettes totales.

Le passage en Agence Mobile, depuis le 2 janvier 2024 a chamboulé les habitudes des clients, comme évoqué précédemment. Toutefois, nous constatons que les ventes en Agence Mobile représentent 30,62% des recettes totales soit 337 067,73€.

Les ventes via la boutique en ligne sont de 274 060€ soit 24,90% des recettes totales et les ventes dépositaires quant à elles sont de 115 666,36€ soit 10,50% des recettes totales. La e-boutique voit son importance croitre au fil des mois avec un intérêt des clients face aux difficultés parfois, notamment pour les salariés, de pouvoir bénéficier du service en Agence Mobile. Nous avons également le souhait que les clients se tournent

de plus en plus vers cette façon de consommer, avec un grand intérêt à digitaliser nos services.



10.3 Recettes annexes

Cette partie concerne les recettes en lien avec les recettes de la régie publicitaire, ainsi que le recettes liées à la Gare Routière et la location de la Région Bourgogne-Franche-Comté, de quais, pour les véhicules de la marque Mobigo.

10.3.1 Recettes publicitaires

Reversement des recettes publicitaire 2024

	TRIMESTRE 1	TRIMESTRE 2	TRIMESTRE 3	TRIMESTRE 3	TOTAL
TOTAL HT	2 416,66 €	7 249,98 €	7 249,98 €	7 249,98 €	**24 166,60 €**
TOTAL TVA 20%	483,33 €	1 450,00 €	1 450,00 €	1 450,00 €	**4 833,33 €**
TOTAL TTC A REVERSER A LA CAA	2 899,99 €	8 699,98 €	8 699,98 €	8 699,98 €	**28 99,93 €**

L'engagement de reversement des recettes publicitaires est de 20 250€ HT. Un trop versé de 3 961.60€ sera déduit du 1er trimestre 2025.

10.3.2 Recettes Gare Routière

Reversement des recettes PEM 2024

Quais concernés	2024
Quai 1	5 000,00 €
Quai 2	5 000,00 €
Quai 3	5 000,00 €
Quai 4	5 000,00 €
Quai 5	5 000,00 €
TOTAL HT	**25 000,00 €**
TOTAL TVA 20%	**5 000,00 €**
TOTAL TTC A REVERSER A LA CAA	**29 00,00 €**

Les reversements de recettes effectuées à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cas de la Gare Routière, s'élèvent, conformément au contrat de Délégation de Service Public, à 25 000€ HT, soit l'équivalent de 5 000€ par quai. Ces reversements atteignent 30 000€ TTC.

10.4 Activités réalisées et autres prestations pour le compte de tiers

En 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois a réalisé des transports dits occasionnels pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre pour un montant total de 3 148,44€ HT dont 341,22€ HT a été reversés à la Communauté de l'Auxerrois.

Date de la prestation	Objet de la prestation	Kms effectués	Montant HT facturé	Montant HT reversé à la CAA	Date reversement
09/06/2024	Elections EURO	144	777,18 €	89,64 €	Trimestre 2
07/07/2024	Elections législatives	144	1 554,36 €	194,40 €	Trimestre 2
16/07/2024	Jardin fleuri	27,22	383,05 €	29,40 €	Trimestre 3
02/09/2024	Travaux été	25,72	433,85 €	27,78 €	Trimestre 4
		TOTAL	**3 148,44 €**	**341,22 €**	

Des prestations ont été gracieusement réalisées au cours de l'année 2024 pour un montant total de 3 208,91€ HT.

Date de la prestation	Objet de la prestation	Montant HT non facturé
12/01/2024	Vœux du maire	699,00 €
18/06/2024	Hynamics	455,00 €
31/05/2024	Flamme olympique	1 504,91 €
21/09/2024	Journée patrimoine	550,00 €

11. Ratios financiers

Ci-dessous sont présentés les ratios financiers qui concernent le réseau. Les ratios détaillés sont les suivants :

- V/K : Voyageurs/Kilomètres ;
- CFF/Voyages : Contribution Financière Forfaitaire/Voyages ;
- Charges exploitation/voyage ;
- CFF/kilomètres commerciaux : Contribution Financière Forfaitaire/Kilomètres Commerciaux ;
- Charges d'exploitation/kilomètres commerciaux ;
- Charges d'exploitation/Recettes d'exploitation

Ratios	
Voyageurs / kms commerciaux	1,39
Charges d'exploitation / voyage	5,26
Charges d'exploitation / kms commerciaux	7,31
Charges d'exploitation / Recettes d'exploitation	1,00
Charges d'exploitation / CFF	0,98
CFF / Voyages	5,36 €
CFF / Kms commerciaux	7,44 €

12. Coûts d'exploitation par ligne et types de services

Cette partie du Rapport Annuel est envoyé à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sous la forme d'un tableur Excel permettant son entière consultation, comme stipulé dans le contrat de DSP. Ce tableur Excel est relatif à l'Annexe 7 *(Annexe 8 dans le contrat signé)*.

13. Note financière

13.1 Détail du Compte d'Exploitation (CEP)

L'année 2024, est la première année d'exploitation du contrat. Aussi, la note financière a pour objectif de mettre en exergue les éléments financiers constituant les postes de charges et le mode de calcul pour la répartition des charges par type de service (LR, TAD, LPU et TPMR).

A partir de la deuxième année, la note financière présentera également les écarts financiers de l'année de référence par rapport à l'année précédente.

13.1.1 Charges d'exploitation

Le détail des charges d'exploitations sont abordés dans l'ordre des éléments financiers de l'onglet « charges » de l'annexe 8 « Compte d'exploitation ».

A. Charges directes de transport

13.1.1.1 Personnel de conduite

Les charges de personnel de conduite exclus les coûts de formation.

Le nombre d'ETP de conduite est de 58.8 ETP dont 4.11 ETP intérimaires et le coût moyen annuel de conduite pour l'année 2024 est de 47.5K€ par ETP.

L'évolution des charges de la masse salariale entre la réponse à appel d'offre (RAO) prend en compte les négociations salariales de l'année 2023 et 2024 sur la valorisation du point et autres éléments variables. Le point 2023 est de 9.93€ et celui de 2024 de 10.23€.

Méthode de répartition des coûts de personnel de conduite par type de ligne

La répartition des coûts de conduite entre les lignes régulières et celle du TAD repose sur la même clé de répartition que celle utilisée pour la RAO soit le nombre d'heures d'exploitation au réel suivant :

	Heures	
	2024	Clé de répartition 2024
Heures Totales	**89 395**	
Heures LR	76 755	87%
Heures TAD	10 982	13%
Heures TPMR		
Heures vendues	1 658	
Heures totales hors heures vendues	**87 737**	

13.1.1.2 Frais kilométrique

La production kilométrique qui dimensionne l'évolution des frais kilométrique par type d'énergie est la suivante :

Km		2024
HVO	Km	1 045 363
H2	Km	110 081
Electrique	Km	178 837
TOTAL	Km	1 334 281

Les coûts d'énergie reposent sur l'évolution des prix par énergie, l'évolution des Km par type d'énergie et la consommation au 100Km. Sur l'année 2024, les effet prix et volume sont induits par les éléments suivants :

Prix moyen		2024
HVO net de TICPE	€/l	1,33 €
Dont TICPE	€/l	- 0,22 €
H2	€/Kg	14,20 €
Electrique	€/Kwh	0,26 €

Conso moyenne		
HVO net de TICPE	l/100km	38,7
H2	Kwh/100Km	8
Electrique	Kwh/100Km	56

13.1.1.3 Entretien maintenance des véhicules (hors personnel)

L'ensemble des coûts d'entretien et de réparation des véhicules est présenté pour tous types de véhicule en valeur absolue (en K€) et en prix kilométrique.

Les coûts d'entretien sont issus de l'ensemble des charges par véhicules suivi au travers de la GMAO (outil informatique de suivi de la maintenance).

La maintenance des véhicules d'énergie H2 sont comptabilisé au regard du contrat de full maintenance de 218K€ (inclus actualisation 2024 conformément au contrat de sous-traitance). Les véhicules légers et e- Jumpy ont également des contrats en full maintenance inclus dans le prix des loyers.

	2024	
	En K€	€/KM
Lubrifiant	5	0,00 €
Pneumatique	41	0,03 €
Fournitures et pièces détachées	20	0,01 €
Sous-traitance	517	0,39 €
Contrat full maintenance hydrogène de la CAA	218	0,16 €
Sinistralité	65	0,05 €
TOTAL	866	0,65 €
Km totaux	1 334 281	

Les coûts de nettoyage et d'assurance sont issues des contrats signés pour l'année 2024 et sont dimensionné par rapport au nombre de véhicule. A noter que l'évolution des frais d'assurances ont augmenté de 10% par rapport à la RAO (effet prix).

Méthode de répartition des coûts d'énergie et de maintenance par type de ligne

La répartition des coûts d'énergie et de maintenance entre les lignes régulières et celles du TAD repose sur la même clé de répartition que celle utilisée pour la RAO soit :

Pour l'énergie, le nombre de km par type de véhicule affecté aux services d'exploitation soit au réel 2024 :

	LR	TAD	TOTAL
Km totaux	1 065 324	268 957	**1 334 281**
HVO	924 130	121 233	**1 045 363**
ELEC	31 113	147 724	**178 837**
H2	110 081	0	**110 081**

Pour la maintenance, les coûts de maintenance par véhicules affectés à un type de service (cf. le paragraphe « mise à disposition du parc »)

13.1.1.4 Sous-traitance

Les coûts de sous-traitance correspondent aux contrats signés pour la durée des contrats, les avenants et l'actualisation des contrats (formule d'indexation).

Méthode de répartition des coûts de sous-traitance par type de ligne :

Les coûts de sous-traitance sont affectés à 100% au ligne de transport LPU.

13.1.1.5 Mise à disposition du matériel roulant

La mise à disposition du matériel roulant est différente de celle de la RAO et fait l'objet d'un projet d'avenant en cours de réalisation.

La 1ère année du contrat présente 31 véhicules en exploitation et le projet d'avenant 32 au 31 décembre 2024. Le réel est de 42 véhicules à fin décembre dont 6 affectés au TAD.

13 véhicules ont été achetés et sont valorisés en dotation aux amortissements. 4 autres véhicules ont été achetés sur le début d'année 2025 aussi ils sont valorisés en location (via une provision).

Les amortissements véhicules et ceux relatifs aux équipements sont présentés dans le chapitre PPI inventaires des biens.

Méthode de répartition des coûts de mise à disposition du matériel roulant par type de ligne :

Les coûts de mise à disposition du matériel roulant et ses équipements sont affectés au travers du plan parc qui affecte les véhicules par type de services et se résume comme suit :

TYPE	IMMAT	ENERGIE	Type de service	Date de sortie
CITELIS	FW-748-EP	HVO	LR	01/04/25
CITELIS	FW-890-RE	HVO	LR	
MASTER	BY-640-KZ	HVO	TAD	
MASTER	BY-626-KZ	HVO	TAD	
DAILY	BT-069-JH	HVO	LR	
GX327	BS-285-DK	HVO	LR	
GX327	BS-234-DK	HVO	LR	
GX327	BS-348-DK	HVO	LR	
GX327	BS-356-DK	HVO	LR	
GX327	BS-313-DK	HVO	LR	
GX327	BS-303-DK	HVO	LR	
GX327	BS-340-DK	HVO	LR	
GX327	BS-336-DK	HVO	LR	
INTEGRALIA	DS-640-MZ	HVO	LR	
INTEGRALIA	DS-606-MZ	HVO	LR	
GX337	DN-600-YG	HVO	LR	
GX337	DP-933-ET	HVO	LR	
GX337	DP-395-EV	HVO	LR	
GX337	DP-087-EV	HVO	LR	
GX337	DP-232-EV	HVO	LR	
GX337	DP-453-HR	HVO	LR	
GX337	EK-764-PQ	HVO	LR	
GX337	EK-438-PP	HVO	LR	
GX337	EQ-073-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-034-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-234-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-342-AR	HVO	LR	
BLUEBUS	EZ-294-RM	ELEC	LR	
BLUEBUS	EZ-615-RM	ELEC	LR	
GX337	FD-469-FH	HVO	LR	
GX337	FD-575-FH	HVO	LR	
GX337	FD-700-FH	HVO	LR	
GX337	FD-628-FH	HVO	LR	
BUSINOVA	FX-561-PH	H2	LR	
BUSINOVA	FY-186-YN	H2	LR	
BUSINOVA	FY-342-YN	H2	LR	
BUSINOVA	FY-474-YN	H2	LR	
BUSINOVA	FY-566-YN	H2	LR	
e.JUMPY	GR-997-FP	ELEC	TAD	
e.JUMPY	GQ-555-ZA	ELEC	TAD	
e.JUMPY	GQ-622-ZA	ELEC	TAD	
CRAFTER	GT 959 GA	HVO	TAD	
TRAFIC	GJ-438-TX	HVO	TAD	

B. Autres charges d'exploitation

13.1.1.6 Personnel hors conduite

Les charges de personnel sont suivies au travers des outils de masse salariale (Sage et le requêteur Eliot).

L'évolution de la masse salariale hors conduites est fonction :

- des négociations salariales 2023 et 2024
- des coefficients des contrôleurs supérieurs à ceux de la RAO
- de l'embauche d'un agent de maitrise maintenance en octobre 2024 et d'un renfort sur l'année d'un agent maintenance pour le suivi de la sous-traitance et la réalisation d'actions opérationnelles
- d'un chef de projet et d'un responsable marketing KSA au réel alors que chiffré en personnel filiale dans la RAO.

13.1.1.7 Personnel hors conduite mis à disposition

Le personnel mis à dispostion est conforme à la RAO à l'exception d'un chef de projet et d'un responsable marketing prévu initialement en personnel filiale.

13.1.1.8 Charges relatives aux éléments fixes

Les charges relatives au dépôt sont celles du dépôt provisoire et concernent les charges de location d'algécos et de mise à disposition d'emplacement sur le site BMV.

Les frais d'entretiens sont conformes à la RAO.

Les dotations aux amortissements sont supérieures à ceux chiffré lors de la RAO du fait des éléments suivants :

L'anticipation de l'année 2024 de charges relatives aux nouveaux dépôts (intrusions alarmes ; bornes de recharges pour véhicules légers…).

La révision des dotations d'amortissements de la station de lavage et de la station de carburant passant de 25 ans à 10 ans. En effet, le contrat prévoit une durée d'amortissement semblable à celle du dépôt définitif mais les règles fiscales imposent une durée d'amortissement de 10 ans maximum.

Les coûts d'énergies sont relatifs aux factures d'eau, et d'électricités sur le site BMV relatifs au dépôt provisoire.

13.1.1.9 Les frais commerciaux et marketing

Les charges relatives à l'information voyageurs, aux actions commerciales et lancement de réseau sont issues des factures par prestataire initiées par les actions du service marketing.

A noter qu'une provision de 15K€ a été passée pour l'année 2024 à la suite de l'engagement auprès d'un prestataire pour la réalisation d'une étude et enquête.

Le plan de lancement du réseau est passé de 10K€ en RAO à 18K€ au réel 2024.

Le plan de sponsoring est conforme à la RAO.

A noter que les charges relatives aux commissions des dépositaires sont mises en exergue pour 3K€.

13.1.1.10 Les frais généraux

L'évolution des frais généraux pour cette 1er année sont supérieure à la RAO avec une variation de 12% du fait des éléments suivants :

- une 1ère année de création de société : impact sur les frais de fournitures et autres frais (cotisation UTP, honoraires…),
- des frais d'assurance en augmentation depuis 2022 de 13%
- des décalages dans la réalisation des actions liés au système d'information et bureautique

Le plan de formation est conforme à la RAO est correspond à une charge de 18K€ pour l'année 2024 avec 70 personnes formées.

Les plans d'action innovation et qualité ont été réalisés conformément à la RAO à savoir :

- Le label Lucie pour 13K€ (vs 6K€ en RAO)
- Le plan d'innovation pour 10K€ (vs 15K€ en RAO)

13.2 Forfait de charge

A. Formule d'actualisation définitive

Le calcul de la formule d'actualisation définitive a été présentée et validée début janvier 2024. Elle a fait l'objet d'une facturation sur février 2025.

Formule d'actualisation pour CF 2024 base indexation definitive et poid 2024 (article 37.2)

Indices connus au 31 decembre 2024

		Salaires	Gazole	Elec	FGX	Matériel	H2
Moy 2023-24	N =>	131,07	148,86	206,17	125,00	113,10	171,83
	N0	118,70	152,19	142,38	117,13	105,62	179,93
	Rapport N/N0	**1,1042**	**0,9781**	**1,4480**	**1,0671**	**1,0708**	**0,9550**
	Coefficients d'indexation	0,5431	0,0507	0,0014	0,1646	0,1590	0,0212
	Coefficients pondérés	**0,5997**	**0,0496**	**0,0020**	**0,1757**	**0,1703**	**0,0202**

Kn **1,07746** soit avec 2 chiffres apres virgule 1,08

FCE 2024 - offre du 18 juillet 2023	9 190 238 €
FCE révisé - prévision d'indexation	9 925 457 €
Montant Indexation	**735 219 €**
Facturation acompte	2 481 364 € par trimestre
Acomptes trimestriels 2024 facturée	9 741 652 €
Solde d'actualisation 2024	183 805 €

B. Constitution du produit d'exploitation

Le forfait de charge de la clôture 2024 comprend les éléments suivants :

- Les acomptes au réel pour 9 741K€
- Les provisions concernant les éléments suivants :
  - l'actualisation provisoire 2024 pour 156K€ du fait d'un coefficient de 1.077
  - la provision pour CET de 6K€. Le réel définitif sera transmis début mai une fois le paiement définitif conformément au contrat ;
  - un malus fréquentation de 12K€ (réel conforme à la provision) ;
  - la provision pour avoir à établir relative à la restitution des recettes pour 35K€. Le réel a été établi début 2025 à hauteur de 29K€ ;
  - la provision de geste commerciale (suite évènement de fin d'année 2024) de 30K€ ;
  - La provision de décalage des investissements relative à l'année 2024. En effet, des investissements étaient prévus dès la 1ère année du contrat. Ces derniers sont décalés sur l'année 2025. L'impact sur la durée du contrat sera conforme au contrat car la période d'amortissement sera révisée entrainant une hausse des amortissements sur les prochaines années ;
  - des recettes commerciales constatées à tort sur le compte exploitation au lieu du compte de régie de recettes pour 31K€. A noter que les sommes ont bien été versées à l'autorité organisatrice.

13.3 Plan pluriannuel d'investissement : inventaires de bien (PPI)

Ce paragraphe a pour but de faire un focus sur le plan pluriannuel au travers d'une extraction comptable (via le logiciel SAP) qui met en exergue les investissements réalisés au réel par Keolis sur l'année 2024 par type d'investissement et par compte comptable, tout en transmettant :

- le détail de l'investissement (libellé, date de mise en circulation…) ;
- la méthode et la durée d'amortissement ;
- le montant d'amortissement de l'année considérée, des années antérieures ;
- la VNC restante

Deux informations extra comptable sont rajoutées à la synthèse PPI, à savoir le type d'inventaire et le libellé de la ligne du CEP sur laquelle est comptabilisé analytiquement la charge.

Ce document est transmis sous la forme d'un tableur Excel, transmis conjointement avec ce Rapport Annuel.

communauté
de l'auxerrois

Partie III
Qualité de service

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

14. Indicateurs d'évaluation de la qualité de service

L'évaluation de la qualité de service est un indicateur primordial pour un réseau de transport et Keolis Communauté de l'Auxerrois y attache de l'importance. Au-delà de la qualité de l'offre de transport proposée, des innovations ou des enjeux autour de la sécurité, il est important de veiller à proposer un réseau fiable, compréhensible de tous et permettant d'améliorer la mobilité des Auxerrois.

Par principe, la qualité de service permet de fidéliser les voyageurs par une démonstration d'attention qui est portée à l'ensemble du public transporté ; instaure et inculque au sein de l'entreprise et pour tous les salariés, une vision orientée vers le client ; permet de suivre l'engagement contractuel auprès de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

L'Annexe 15 du contrat de Délégation de Service Public recense les grands principes de qualité de service qui sont suivis avec les critères suivants :

- Respect du niveau d'offre contractualisé ;
- Ponctualité du service ;
- Qualité de l'accueil ;
- Qualité de traitement des réclamations ;
- Propreté des véhicules ;
- Qualité de l'information ;
- Qualité de conduite

14.1 Analyse des indicateurs de qualité de service

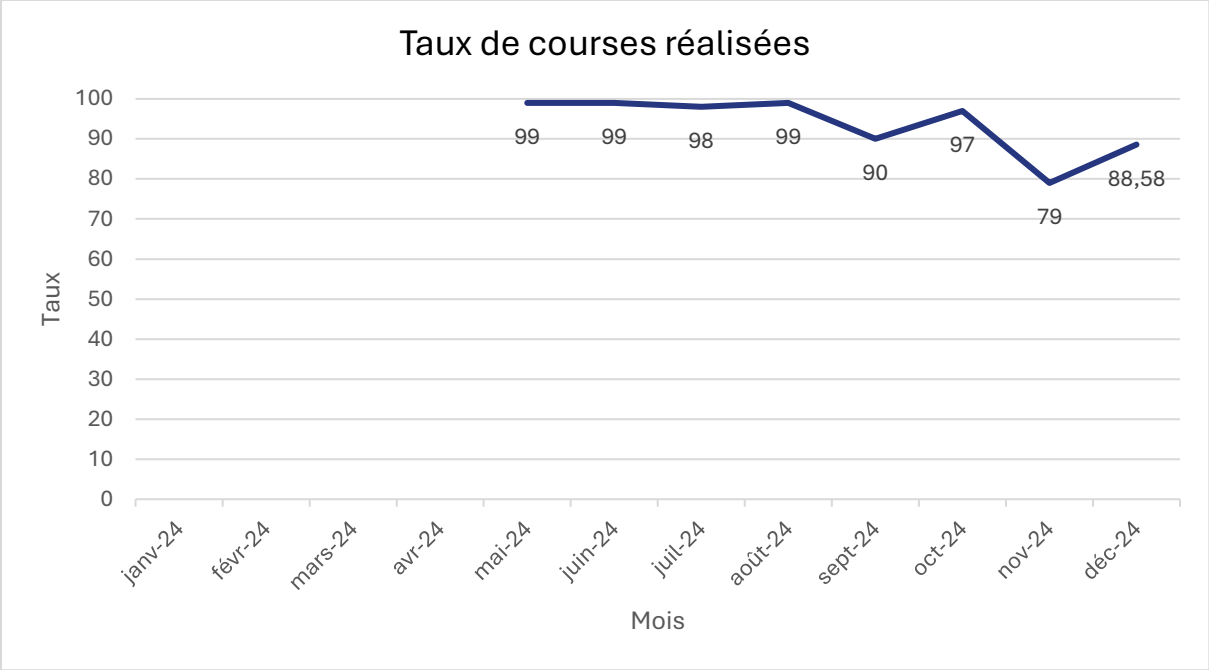
Pour l'année 2024, par un accord tacite entre Keolis Communauté de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, aucun indicateur de qualité n'a été appliqué. Ce point qui figurera dans l'avenant 1 au contrat de DSP, fait état d'un gel des bonus et malus pour l'année 2024 et 2025. Cependant un travail de construction du mode de mesures des indicateurs doit être réaliser courant 2025.

14.1.1 Le taux de courses réalisées

Pour les mois de janvier, février, mars et avril, aucune donnée ne peut être communiquée en raison d'une non-configuration de l'outil utilisé pour évaluer ce critère. Toutefois, à compter du mois de mai, les données sont disponibles, comme le montre le graphique suivant.

Le taux de courses réalisées est très bon de mai à août, avec un taux constant de 98 à 99% de courses réalisées. Une baisse est observée en septembre, notamment en raison d'une indisponibilité de la station H2 fin septembre, immobilisant les véhicules

hydrogène et causant donc des suppressions de courses pour cause d'indisponibilité véhicule. Enfin, évoquées à plusieurs reprises dans ce rapport, la crise technique connue de mi-novembre à début janvier 2025 est particulièrement visible dans ce graphique, avec un taux de courses réalisées en novembre de l'ordre de 79%, tandis que ce taux atteint 88,5% au mois de décembre.



14.1.2 Le taux de refus du service Flexibus

D'après l'annexe 15 du contrat de DSP, le taux de refus du service de Transport à la Demande, Flexibus, doit être inférieur à 5%. Avec le logiciel utilisé pour exploiter ce service, la définition du taux de refus est la suivante :

Définition du taux de refus : Le taux de refus correspond au taux de demandes non satisfaites.

Exemple : Un client souhaite réserver une course mais le logiciel lui dit qu'il n'y a pas de place à ce jour-là, dans une plage d'une heure autour de l'horaire souhaité = 1 refus de siège.

Si cet usager répète à plusieurs reprises et consécutivement ces demandes, cela représentera toujours un sel siège indisponible.

Tenant compte que nous conseillons à l'usager d'effectuer, au minimum, sa réservation 24 heures avant l'horaire de voyage souhaité, le **taux de refus s'établit à 5,5%** en moyenne (avec une évolution notable des refus sur les derniers mois), pour toutes les réservations faites la veille, au plus tard.

Afin de limiter ce taux et passer en dessous du seuil de 5% fixé dans le contrat, des actions ciblées sont à l'étude afin de réduire le taux d'annulations et le taux d'absence à la prise en charge, le jour J.

14.2 Plan d'action relatif aux indicateurs de qualité de service

Pour l'année 2025, un plan d'action a été construit d'un commun accord avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Un travail est mené pour les critères relatifs au respect d niveau d'offre contractualisé (taux de courses réalisés et taux de refus TAD), ainsi que pour la ponctualité du service. Ces indicateurs sont suivis pour l'ensemble des tableaux de bord mensuels transmis chaque mois à l'Agglomération. Un travail conjoint est entrepris pour redéfinir les indicateurs souhaitant être évalués et mis en avant par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

15. Etudes et enquêtes

Lors de l'année 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois n'a réalisé qu'une enquête sur le réseau, dans le cadre des missions assignées à un pépin marketing, présent en filiale sur la période de juillet à mi-septembre.

Keolis forme ce que sont appelés des pépins. Ces personnes prennent part à un Graduate Program durant une année, entre cours au siège de Keolis et session de formation en filiale. Les filières métiers de l'exploitation, des études et méthodes et du marketing sont notamment concernées par ce type de programmes. Dans le cadre du lancement du réseau, la filiale a donc fait appel au siège pour obtenir le renfort d'un pépin au sein du service marketing.

Parmi ses missions, il devait réaliser une enquête de satisfaction sur le service Flexibus. Cette enquête qui a été mené courant de l'été 2024 avait pour objectif de mieux connaitre les utilisateurs du service.

15.1 Enquête sur le service Flexibus

Sur les 1 555 passagers transportés durant cette période, 150 ont répondus à l'enquête, soit un taux de participation d'environ 10% permettant d'avoir des résultats plutôt fiables. Retrouvez ci-dessous la synthèse par thématique des principaux résultats obtenus.

15.1.1 Le profil des usagers

Parmi les répondants à ce questionnaire, 59% des personnes déclarent être des femmes, soit quasiment 3 utilisateurs sur 5 du service. Ces voyageurs sont 57% à être considérés comme des actifs (de 24 à 64 ans). Le public voyageant avec le service, et notamment durant la période d'enquête est particulièrement jeune, puisque 37% des répondants sont un public jeune (-18 ans à 24 ans). Ces statistiques concernant l'âge des passagers rejoint la question concernant les catégories socioprofessionnelles des voyageurs. 79% des passagers déclarent être actifs (études, salariés, cadres), tandis que 21% sont des non-actifs (retraités, sans emploi, autres). Ces chiffres confirment que le transport à la demande est un service pour tous. Les actifs se sont parfaitement approprié le service afin de se rendre notamment sur leur lieu de travail.

De plus, les utilisateurs du service sont des usagers fidèles. Quand 17% des répondants ont déclaré utiliser le service quotidiennement, 29% déclarent l'utiliser plusieurs fois par semaine. Aussi, un quart des utilisateurs sont des passagers présents plusieurs fois par mois.

15.1.2 Satisfaction du service

Concernant la question portant sur la satisfaction du service, 84% des répondants déclarent être satisfaits ou très satisfaits du service Flexibus. Les raisons de cette satisfaction sont diverses, entre facilité de réservation à la ponctualité, en passant par le confort des véhicules ou la courtoisie du personnel de conduite.

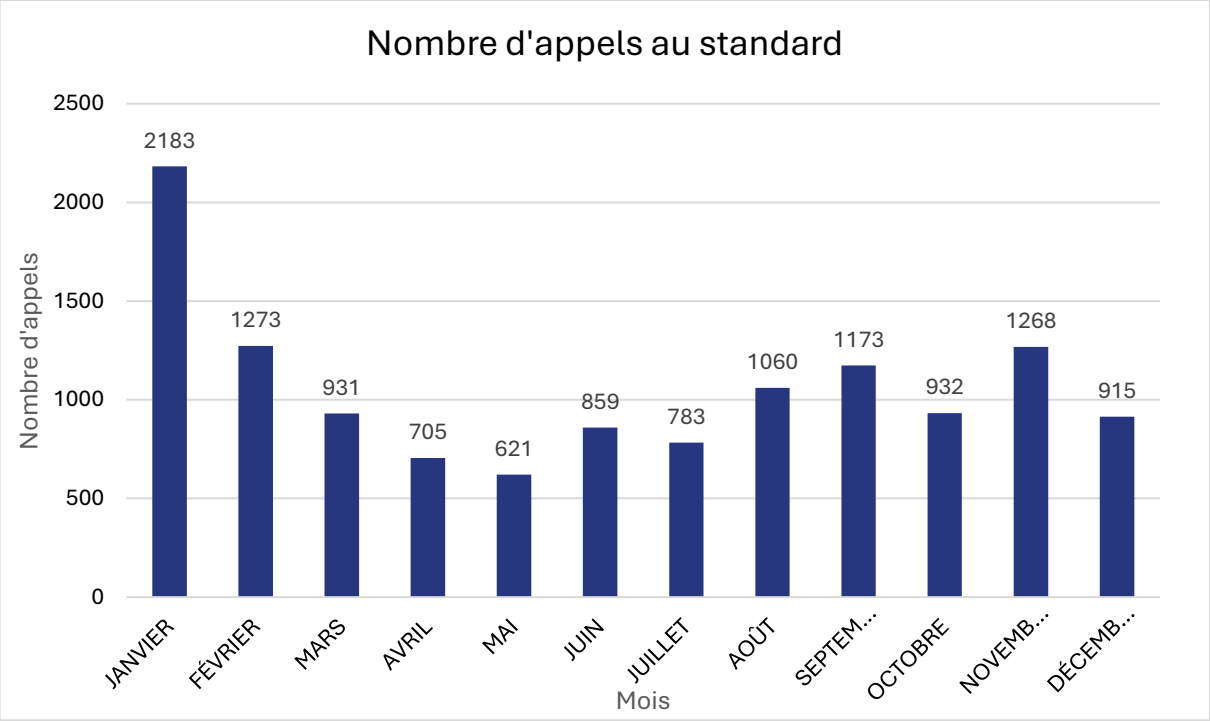
Cette enquête réalisée durant l'été et huit mois après le lancement du service représente une base de connaissance nécessaire vis-à-vis de nos clients, afin de les connaitre, appréhender les habitudes de déplacement, leur connaissance du service, des possibilités avec ce dernier, … Une analyse plus poussée du service sur l'ensemble de l'année 2024 nous a été transmise début 2025 par le prestataire avec lequel nous travaillons pour exploiter le service Flexibus. Cette présentation a été mise à disposition de l'Autorité Organisatrice.

16. Observations et réclamations des usagers

Conformément à l'Article 23 du contrat de Délégation de Service Public entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et Keolis Communauté de l'Auxerrois, un suivi des réclamations est effectué mensuellement. Toutes les demandes des usagers, qu'elles soient émises par téléphone, mail ou en Agence Mobile, sont consignées dans le tableau de suivi. Un regard de l'exploitation y est apporté pour apporter des réponses à l'aide des outils d'exploitation à disposition, puis une réponse est apportée au client afin de donner suite à sa demande.

16.1 Appels au standard

Le standard AuxR_M le bus reçoit tous types d'appels : renseignements, réclamations, réservation d'un trajet en Flexibus, questionnement sur les horaires de passage d'un véhicule ou encore pour retrouver un objet perdu dans un véhicule. L'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois sur le territoire aura été synonyme d'un important changement d'habitudes pour la clientèle. En effet, comme prévu au contrat de DSP, les clients ont vu le parcours de la navette du centre-ville évoluer, le changement de nature du service Flexibus ou encore la suppression de la maison des mobilités pour un passage en Agence Mobile exclusive.



Le nombre d'appels traité au mois de janvier 2024 est de 2183, ce qui constitue un record sur l'année calendaire. Si cela s'est calmé ensuite, avec un retour à un nombre d'appels traité plus habituel, une nouvelle hausse peut être constatée durant la fin de la période

estivale, ce qui est corroboré avec l'intérêt des familles pour le renouvellement de l'abonnement moins de 18 ans, ainsi que pour avoir connaissance des changements qui sont arrivés en septembre 2024 sur le réseau urbain ainsi que sur le réseau périurbain. Enfin, la période de novembre et décembre, ces deux mois étant concernés par la crise technique, aura été une période très dense également avec près de 2200 appels traités sur les deux mois. A noter que nombres d'appels ont été rejetés et non comptabilisés pendant la période de crise. Le temps de traitement des insatisfactions étant passé de 5 à 15mn, le standard n'était plus en mesure de prendre tous les appels

16.2 Traitement des réclamations

En 2024, ce sont 167 réclamations qui ont été recensées dans le tableau de suivi. Ces réclamations, reçues par mail, téléphone ou en Agence Mobile sont triées par catégories, afin de connaitre les thématiques clés étant concernées.

Ponctualité	30	18%
Comportement conducteur	38	23%
Véhicule	2	1%
Equipements embarqués	0	0%
Réseaux sociaux/ site internet	1	1%
Offre de transport	47	28%
Agence mobile	1	1%
Information voyageurs	3	2%
Scolaires	27	16%
Flexibus	2	1%
Arrêt non desservi	9	5%
Autres	7	4%
TOTAL	167	100%

28% des réclamations reçues portent sur l'offre de transport, majoritairement sur le réseau urbain et pour cause, le réseau a été modifié en septembre 2024, bouleversant les habitudes des usagers. 23% des réclamations concernent le comportement d'un conducteur. Cela peut être pour de diverses raisons, à savoir des mots entre le client et le conducteur, un manque de politesse signalé, un freinage brusque, ... lors de ces signalements, les conducteurs sont systématiquement reçus par leur responsable hiérarchique, afin d'obtenir leur version des faits. Lors de la comparaison des versions, et selon la nature des faits, un rappel aux règles peut être effectué. Enfin, parmi les signalements les plus fréquents, cela concerne la ponctualité et le réseau périurbain, appelé scolaire dans le tableau ci-contre, avec respectivement 18% et 16% des réclamations faites. Concernant le scolaire, les réclamations concernent généralement l'absence de passage du véhicule ou un retard du passage du véhicule. Dès lors qu'un incident se produit sur le réseau périurbain et que cela vient entraver le bon déroulement d'une course, le sous-traitant prévient notre référent périurbain ou un responsable afin que l'information soit relayée et que nos agents soient en mesure de la diffuser ou de répondre à d'éventuels questionnements.

communauté
de l'auxerrois

ANNEXE 1

Partie I – 1.3

Liste exhaustive des courses non réalisées

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

Liste exhaustive des courses non effectuées

Date	Produit	Début	Début (libellé court)	Fin	Fin (libellé court)	Durée
mardi 02/01/2024	01	10:00	GARE SNCF	10:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/01/2024	01	10:30	LES CLAIRIONS	10:52	GARE SNCF	00:22
mardi 02/01/2024	01	11:00	GARE SNCF	11:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/01/2024	01	11:30	LES CLAIRIONS	11:52	GARE SNCF	00:22
mardi 02/01/2024	01	12:00	GARE SNCF	12:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/01/2024	01	12:30	LES CLAIRIONS	12:52	GARE SNCF	00:22
mardi 02/01/2024	01	13:00	GARE SNCF	13:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/01/2024	01	13:30	LES CLAIRIONS	13:52	GARE SNCF	00:22
mercredi 03/01/2024	01	09:00	LES CLAIRIONS	09:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 03/01/2024	01	09:30	GARE SNCF	09:51	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 05/01/2024	06	07:02	DEPOT	07:13	GRANDES HAIES	00:11
vendredi 05/01/2024	06	07:13	GRANDES HAIES	07:45	GARE ROUTIERE	00:32
vendredi 05/01/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
vendredi 05/01/2024	06	08:21	GRANDES HAIES	08:33	DEPOT	00:12
lundi 08/01/2024	NCV	13:18	DEPOT	13:29	PEM	00:11
lundi 08/01/2024	NCV	13:29	PEM	13:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	13:59	PEM	14:26	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	14:29	PEM	14:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	14:59	PEM	15:26	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	15:29	PEM	15:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	15:59	PEM	16:26	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	16:29	PEM	16:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	01	16:30	GARE SNCF	16:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 08/01/2024	NCV	16:59	PEM	17:26	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	17:29	PEM	17:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	17:59	PEM	18:26	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	18:29	PEM	18:56	PEM	00:27
lundi 08/01/2024	NCV	18:59	PEM	19:26	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	10:14	PEM	10:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	10:44	PEM	11:11	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	11:14	PEM	11:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	11:44	PEM	12:11	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	12:14	PEM	12:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	16:14	PEM	16:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	16:44	PEM	17:11	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	17:14	PEM	17:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	17:44	PEM	18:11	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	18:14	PEM	18:41	PEM	00:27
mardi 09/01/2024	NCV	18:44	PEM	19:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	07:33	DEPOT	07:44	PEM	00:11
mercredi 10/01/2024	NCV	07:44	PEM	08:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	08:14	PEM	08:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	08:44	PEM	09:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	09:14	PEM	09:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	09:44	PEM	10:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	10:14	PEM	10:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	10:44	PEM	11:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	11:14	PEM	11:41	PEM	00:27

mercredi 10/01/2024	NCV	11:44	PEM	12:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	12:14	PEM	12:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	13:33	DEPOT	13:44	PEM	00:11
mercredi 10/01/2024	NCV	13:44	PEM	14:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	14:14	PEM	14:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	14:44	PEM	15:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	15:14	PEM	15:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	15:44	PEM	16:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	16:14	PEM	16:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	16:44	PEM	17:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	17:14	PEM	17:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	17:44	PEM	18:11	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	18:14	PEM	18:41	PEM	00:27
mercredi 10/01/2024	NCV	18:44	PEM	19:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	07:33	DEPOT	07:44	PEM	00:11
jeudi 11/01/2024	NCV	07:44	PEM	08:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	08:14	PEM	08:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	08:44	PEM	09:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	09:14	PEM	09:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	09:44	PEM	10:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	10:14	PEM	10:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	10:44	PEM	11:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	11:14	PEM	11:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	11:44	PEM	12:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	12:14	PEM	12:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	13:33	DEPOT	13:44	PEM	00:11
jeudi 11/01/2024	NCV	13:44	PEM	14:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	14:14	PEM	14:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	14:44	PEM	15:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	15:14	PEM	15:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	15:44	PEM	16:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	16:14	PEM	16:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	16:44	PEM	17:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	17:14	PEM	17:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	17:44	PEM	18:11	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	18:14	PEM	18:41	PEM	00:27
jeudi 11/01/2024	NCV	18:44	PEM	19:11	PEM	00:27
lundi 15/01/2024	01	13:00	GARE SNCF	13:21	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 15/01/2024	01	13:30	LES CLAIRIONS	13:52	GARE SNCF	00:22
mardi 16/01/2024	05	12:51	DEPOT	16:05	DEPOT	03:14
mardi 16/01/2024	NCV	13:18	DEPOT	13:29	PEM	00:11
mardi 16/01/2024	NCV	13:29	PEM	13:56	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	02	13:55	LES CLAIRIONS	14:15	ARQUEBUSE	00:20
mardi 16/01/2024	NCV	13:59	PEM	14:26	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	02	14:25	ARQUEBUSE	14:45	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 16/01/2024	NCV	14:29	PEM	14:56	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	02	14:55	LES CLAIRIONS	15:15	ARQUEBUSE	00:20
mardi 16/01/2024	NCV	14:59	PEM	15:26	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	05	15:25	ARQUEBUSE	15:51	BREANDES	00:26
mardi 16/01/2024	NCV	15:29	PEM	15:56	PEM	00:27

mardi 16/01/2024	05	15:53	DEPOT	16:05	BREANDES	00:12
mardi 16/01/2024	NCV	15:59	PEM	16:26	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	16:29	PEM	16:56	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	16:59	PEM	17:26	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	17:29	PEM	17:56	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	17:59	PEM	18:26	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	18:29	PEM	18:56	PEM	00:27
mardi 16/01/2024	NCV	18:59	PEM	19:26	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	15:59	PEM	16:26	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	16:29	PEM	16:56	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	16:59	PEM	17:26	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	17:29	PEM	17:56	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	17:59	PEM	18:26	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	18:29	PEM	18:56	PEM	00:27
mercredi 17/01/2024	NCV	18:59	PEM	19:26	PEM	00:27
jeudi 18/01/2024	04	14:05	COLLEGE ALBERT CAMU	14:30	CARRIERES	00:25
jeudi 18/01/2024	01	17:00	LES CLAIRIONS	17:22	GARE SNCF	00:22
jeudi 18/01/2024	01	17:30	GARE SNCF	17:51	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 18/01/2024	01	18:00	LES CLAIRIONS	18:22	GARE SNCF	00:22
jeudi 18/01/2024	01	18:30	GARE SNCF	18:51	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 19/01/2024	05	08:50	BREANDES	09:20	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 19/01/2024	02	09:25	ARQUEBUSE	09:45	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 19/01/2024	02	09:55	LES CLAIRIONS	10:15	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/01/2024	02	10:25	ARQUEBUSE	10:45	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 19/01/2024	02	10:55	LES CLAIRIONS	11:15	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/01/2024	05	11:30	ARQUEBUSE	11:56	BREANDES	00:26
vendredi 19/01/2024	03	12:20	FONTAINE	12:55	TURGOTINE	00:35
vendredi 19/01/2024	NCV	14:44	PEM	15:11	PEM	00:27
vendredi 19/01/2024	NCV	15:14	PEM	15:41	PEM	00:27
vendredi 19/01/2024	NCV	15:44	PEM	16:11	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	10:59	PEM	11:26	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	11:29	PEM	11:56	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	11:59	PEM	12:26	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	12:29	PEM	12:56	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	16:14	PEM	16:41	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	16:44	PEM	17:11	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	17:14	PEM	17:41	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	17:44	PEM	18:11	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	18:14	PEM	18:41	PEM	00:27
samedi 20/01/2024	NCV	18:44	PEM	19:11	PEM	00:27
lundi 22/01/2024	02	06:22	DEPOT	06:35	ARQUEBUSE	00:13
lundi 22/01/2024	02	06:35	ARQUEBUSE	06:55	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 22/01/2024	NCV	07:48	DEPOT	07:59	PEM	00:11
lundi 22/01/2024	NCV	07:59	PEM	08:26	PEM	00:27
lundi 22/01/2024	02	08:15	LES CLAIRIONS	08:35	ARQUEBUSE	00:20
lundi 22/01/2024	NCV	08:29	PEM	08:56	PEM	00:27
lundi 22/01/2024	05	08:45	ARQUEBUSE	09:11	BREANDES	00:26
lundi 22/01/2024	NCV	08:59	PEM	09:26	PEM	00:27
lundi 22/01/2024	NCV	09:29	PEM	09:56	PEM	00:27
mardi 23/01/2024	NCV	07:48	DEPOT	07:59	PEM	00:11

mardi 23/01/2024	NCV	07:59	PEM	08:26	PEM	00:27
mardi 23/01/2024	NCV	08:29	PEM	08:56	PEM	00:27
mardi 23/01/2024	NCV	08:59	PEM	09:26	PEM	00:27
mardi 23/01/2024	NCV	09:29	PEM	09:56	PEM	00:27
mercredi 24/01/2024	07	07:19	DEPOT	07:30	AUXERREXPO	00:11
mercredi 24/01/2024	NCV	07:48	DEPOT	07:59	PEM	00:11
mercredi 24/01/2024	NCV	07:59	PEM	08:26	PEM	00:27
mercredi 24/01/2024	NCV	08:29	PEM	08:56	PEM	00:27
mercredi 24/01/2024	07	10:09	DEPOT	10:23	APPOIGNY	00:14
mercredi 24/01/2024	07	10:23	APPOIGNY	11:07	AUXERREXPO	00:44
mercredi 24/01/2024	07	13:07	AUXERREXPO	13:18	DEPOT	00:11
mercredi 24/01/2024	NCV	13:33	DEPOT	13:44	PEM	00:11
mercredi 24/01/2024	NCV	13:44	PEM	14:11	PEM	00:27
mercredi 24/01/2024	02	15:25	ARQUEBUSE	15:45	LES CLAIRIONS	00:20
mercredi 24/01/2024	02	15:55	LES CLAIRIONS	16:15	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 25/01/2024	06	07:02	DEPOT	07:13	GRANDES HAIES	00:11
jeudi 25/01/2024	06	07:13	GRANDES HAIES	07:45	GARE ROUTIERE	00:32
jeudi 25/01/2024	NCV	07:48	DEPOT	07:59	PEM	00:11
jeudi 25/01/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
jeudi 25/01/2024	NCV	07:59	PEM	08:26	PEM	00:27
jeudi 25/01/2024	06	08:21	GRANDES HAIES	08:33	DEPOT	00:12
jeudi 25/01/2024	NCV	08:29	PEM	08:56	PEM	00:27
jeudi 25/01/2024	NCV	08:59	PEM	09:26	PEM	00:27
jeudi 25/01/2024	NCV	09:29	PEM	09:56	PEM	00:27
jeudi 25/01/2024	NCV	09:59	PEM	10:26	PEM	00:27
jeudi 25/01/2024	NCV	10:29	PEM	10:56	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	13:33	DEPOT	13:44	PEM	00:11
vendredi 26/01/2024	NCV	13:44	PEM	14:11	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	14:14	PEM	14:41	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	14:44	PEM	15:11	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	15:14	PEM	15:41	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	15:44	PEM	16:11	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	16:14	PEM	16:41	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	16:44	PEM	17:11	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	17:14	PEM	17:41	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	17:44	PEM	18:11	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	18:14	PEM	18:41	PEM	00:27
vendredi 26/01/2024	NCV	18:44	PEM	19:11	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	13:33	DEPOT	13:44	PEM	00:11
samedi 27/01/2024	NCV	13:44	PEM	14:11	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	15:29	PEM	15:56	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	15:59	PEM	16:26	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	16:29	PEM	16:56	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	16:59	PEM	17:26	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	17:29	PEM	17:56	PEM	00:27
samedi 27/01/2024	NCV	17:59	PEM	18:26	PEM	00:27
lundi 29/01/2024	01	07:00	LES CLAIRIONS	07:22	GARE SNCF	00:22
lundi 29/01/2024	01	07:15	GARE SNCF	07:36	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 29/01/2024	01	07:45	LES CLAIRIONS	08:07	GARE SNCF	00:22
lundi 29/01/2024	01	08:15	GARE SNCF	08:36	LES CLAIRIONS	00:21

lundi 29/01/2024	01	08:45	LES CLAIRIONS	09:07	GARE SNCF	00:22
jeudi 01/02/2024	01	06:20	GARE SNCF	06:41	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 02/02/2024	01	09:30	GARE SNCF	09:51	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 02/02/2024	01	10:00	LES CLAIRIONS	10:22	GARE SNCF	00:22
vendredi 02/02/2024	04	13:17	CARRIERES	13:46	LES CLAIRIONS	00:29
vendredi 02/02/2024	04	14:02	LES CLAIRIONS	14:30	CARRIERES	00:28
lundi 05/02/2024	02	06:55	LES CLAIRIONS	07:15	ARQUEBUSE	00:20
lundi 05/02/2024	02	07:25	ARQUEBUSE	07:45	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 05/02/2024	02	07:55	LES CLAIRIONS	08:15	ARQUEBUSE	00:20
lundi 05/02/2024	02	08:25	ARQUEBUSE	08:45	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 05/02/2024	02	08:55	LES CLAIRIONS	09:15	ARQUEBUSE	00:20
lundi 05/02/2024	05	09:30	ARQUEBUSE	09:56	BREANDES	00:26
lundi 05/02/2024	05	10:05	BREANDES	10:35	ARQUEBUSE	00:30
lundi 05/02/2024	02	10:45	ARQUEBUSE	11:05	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 05/02/2024	02	11:15	LES CLAIRIONS	11:35	ARQUEBUSE	00:20
lundi 05/02/2024	02	11:45	ARQUEBUSE	12:05	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 05/02/2024	02	12:15	LES CLAIRIONS	12:35	ARQUEBUSE	00:20
lundi 05/02/2024	02	12:45	ARQUEBUSE	13:05	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 06/02/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
mardi 06/02/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	11:05	ARQUEBUSE	11:24	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	11:30	ARQUEBUSE	11:49	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	11:55	ARQUEBUSE	12:14	ARQUEBUSE	00:19
mardi 06/02/2024	N	12:14	ARQUEBUSE	12:27	DEPOT	00:13
mardi 13/02/2024	01	07:00	LES CLAIRIONS	07:22	GARE SNCF	00:22
mardi 13/02/2024	01	07:15	GARE SNCF	07:36	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 13/02/2024	01	07:30	GARE SNCF	07:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 13/02/2024	01	07:45	LES CLAIRIONS	08:07	GARE SNCF	00:22
mardi 13/02/2024	01	08:00	LES CLAIRIONS	08:22	GARE SNCF	00:22
mardi 13/02/2024	01	08:15	GARE SNCF	08:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 14/02/2024	04	10:42	LES CLAIRIONS	11:10	CARRIERES	00:28
mercredi 14/02/2024	TAD	16:00	DEPOT	18:15	DEPOT	02:15
mercredi 14/02/2024	TAD	18:15	DEPOT	18:30	DEPOT	00:15
vendredi 16/02/2024	01	06:20	GARE SNCF	06:41	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 16/02/2024	01	07:30	LES CLAIRIONS	07:52	GARE SNCF	00:22
vendredi 16/02/2024	01	08:00	GARE SNCF	08:21	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 16/02/2024	01	08:30	LES CLAIRIONS	08:52	GARE SNCF	00:22
vendredi 16/02/2024	01	09:00	GARE SNCF	09:21	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 16/02/2024	01	09:30	LES CLAIRIONS	09:52	GARE SNCF	00:22
vendredi 16/02/2024	01	10:00	GARE SNCF	10:21	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 16/02/2024	TAD	13:45	DEPOT	18:15	DEPOT	04:30
vendredi 16/02/2024	TAD	18:15	DEPOT	18:30	DEPOT	00:15
lundi 19/02/2024	TAD	06:15	DEPOT	06:30	DEPOT	00:15
lundi 19/02/2024	01	06:40	GARE SNCF	07:01	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	07:01	LES CLAIRIONS	07:15	LES CLAIRIONS	00:14

lundi 19/02/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	07:45	GARE SNCF	08:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	08:15	LES CLAIRIONS	08:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	08:45	GARE SNCF	09:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	09:15	LES CLAIRIONS	09:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	09:45	GARE SNCF	10:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	10:15	LES CLAIRIONS	10:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	10:45	GARE SNCF	11:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	11:15	LES CLAIRIONS	11:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	11:45	GARE SNCF	12:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	12:15	LES CLAIRIONS	12:37	GARE SNCF	00:22
lundi 19/02/2024	01	12:45	GARE SNCF	13:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 19/02/2024	01	13:15	LES CLAIRIONS	13:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 22/02/2024	04	09:22	CARRIERES	09:51	LES CLAIRIONS	00:29
vendredi 23/02/2024	04	12:42	CARRIERES	13:11	LES CLAIRIONS	00:29
samedi 24/02/2024	03	06:05	TURGOTINE	06:40	FONTAINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	06:50	FONTAINE	07:25	TURGOTINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	07:35	TURGOTINE	08:10	FONTAINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	08:20	FONTAINE	08:55	TURGOTINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	09:05	TURGOTINE	09:40	FONTAINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	09:50	FONTAINE	10:25	TURGOTINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	10:35	TURGOTINE	11:10	FONTAINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	11:20	FONTAINE	11:55	TURGOTINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	12:05	TURGOTINE	12:40	FONTAINE	00:35
samedi 24/02/2024	03	12:50	FONTAINE	13:25	TURGOTINE	00:35
mardi 27/02/2024	01	14:00	GARE SNCF	14:21	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 28/02/2024	05	07:35	ARQUEBUSE	08:01	BREANDES	00:26
mercredi 28/02/2024	05	08:05	BREANDES	08:35	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 29/02/2024	06	07:02	DEPOT	07:13	GRANDES HAIES	00:11
jeudi 29/02/2024	06	07:13	GRANDES HAIES	07:45	GARE ROUTIERE	00:32
jeudi 29/02/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
jeudi 29/02/2024	06	08:21	GRANDES HAIES	08:33	DEPOT	00:12
vendredi 01/03/2024	03	11:20	FONTAINE	11:55	TURGOTINE	00:35
vendredi 01/03/2024	05	14:55	ARQUEBUSE	15:21	BREANDES	00:26
lundi 04/03/2024	04	06:42	LES CLAIRIONS	07:10	CARRIERES	00:28
lundi 04/03/2024	01	06:45	LES CLAIRIONS	07:07	GARE SNCF	00:22
lundi 04/03/2024	06	08:50	DEPOT	09:02	GARE ROUTIERE	00:12
lundi 04/03/2024	01	09:30	GARE SNCF	09:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 04/03/2024	02	10:05	ARQUEBUSE	10:25	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 05/03/2024	01	07:00	LES CLAIRIONS	07:22	GARE SNCF	00:22
mardi 05/03/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
mardi 05/03/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	11:05	ARQUEBUSE	11:24	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	11:30	ARQUEBUSE	11:49	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	11:55	ARQUEBUSE	12:14	ARQUEBUSE	00:19

mardi 05/03/2024	N	12:01	DEPOT	12:14	ARQUEBUSE	00:13
mardi 05/03/2024	N	12:14	ARQUEBUSE	12:27	DEPOT	00:13
mardi 05/03/2024	N	12:20	ARQUEBUSE	12:39	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	12:45	ARQUEBUSE	13:04	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	13:10	ARQUEBUSE	13:29	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	13:35	ARQUEBUSE	13:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	14:00	ARQUEBUSE	14:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	14:25	ARQUEBUSE	14:44	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	14:50	ARQUEBUSE	15:09	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	15:15	ARQUEBUSE	15:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 05/03/2024	N	15:34	ARQUEBUSE	15:47	DEPOT	00:13
mardi 05/03/2024	04	17:19	CARRIERES	17:33	DEPOT	00:14
jeudi 07/03/2024	07	11:30	AUXERREXPO	12:15	APPOIGNY	00:45
jeudi 07/03/2024	07	13:30	AUXERREXPO	14:15	APPOIGNY	00:45
vendredi 08/03/2024	02	06:55	LES CLAIRIONS	07:15	ARQUEBUSE	00:20
mardi 12/03/2024	05	17:20	BREANDES	17:50	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 15/03/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/03/2024	N	15:21	DEPOT	15:34	ARQUEBUSE	00:13
samedi 16/03/2024	N	15:34	ARQUEBUSE	15:47	DEPOT	00:13
lundi 18/03/2024	N	15:21	DEPOT	15:34	ARQUEBUSE	00:13
lundi 18/03/2024	N	15:34	ARQUEBUSE	15:47	DEPOT	00:13
mercredi 20/03/2024	05	08:45	ARQUEBUSE	09:11	BREANDES	00:26
mercredi 20/03/2024	01	10:15	GARE SNCF	10:36	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 21/03/2024	01	17:45	GARE SNCF	18:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 25/03/2024	01	11:30	GARE SNCF	11:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 25/03/2024	01	12:00	LES CLAIRIONS	12:22	GARE SNCF	00:22
lundi 25/03/2024	01	12:30	GARE SNCF	12:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 25/03/2024	01	13:00	LES CLAIRIONS	13:22	GARE SNCF	00:22
lundi 25/03/2024	01	13:30	GARE SNCF	13:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 25/03/2024	01	14:00	LES CLAIRIONS	14:22	GARE SNCF	00:22
lundi 25/03/2024	01	14:30	GARE SNCF	14:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 26/03/2024	07	11:30	AUXERREXPO	12:15	APPOIGNY	00:45
mardi 26/03/2024	05	12:40	ARQUEBUSE	13:06	BREANDES	00:26
vendredi 29/03/2024	06	07:40	GARE ROUTIERE	08:11	GRANDES HAIES	00:31
vendredi 29/03/2024	01	18:00	LES CLAIRIONS	18:22	GARE SNCF	00:22
mardi 02/04/2024	01	10:00	LES CLAIRIONS	10:22	GARE SNCF	00:22
mardi 02/04/2024	01	10:30	GARE SNCF	10:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/04/2024	01	11:00	LES CLAIRIONS	11:22	GARE SNCF	00:22
mardi 02/04/2024	01	11:30	GARE SNCF	11:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 02/04/2024	01	12:00	LES CLAIRIONS	12:22	GARE SNCF	00:22
mardi 02/04/2024	01	12:30	GARE SNCF	12:51	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 03/04/2024	04	08:42	LES CLAIRIONS	09:10	CARRIERES	00:28
mercredi 03/04/2024	04	09:22	CARRIERES	09:51	LES CLAIRIONS	00:29
mercredi 03/04/2024	06	15:00	GARE ROUTIERE	15:31	GRANDES HAIES	00:31
jeudi 04/04/2024	01	08:30	GARE SNCF	08:51	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 04/04/2024	04	12:42	LES CLAIRIONS	13:10	CARRIERES	00:28
jeudi 04/04/2024	02	13:05	ARQUEBUSE	13:25	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 04/04/2024	04	13:17	CARRIERES	13:46	LES CLAIRIONS	00:29
jeudi 04/04/2024	02	15:45	ARQUEBUSE	16:05	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 04/04/2024	02	16:15	LES CLAIRIONS	16:35	ARQUEBUSE	00:20

vendredi 05/04/2024	02	08:05	ARQUEBUSE	08:25	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 05/04/2024	02	08:35	LES CLAIRIONS	08:55	ARQUEBUSE	00:20
samedi 06/04/2024	N	15:21	DEPOT	15:34	ARQUEBUSE	00:13
samedi 06/04/2024	N	15:34	ARQUEBUSE	15:47	DEPOT	00:13
lundi 08/04/2024	N	12:01	DEPOT	12:14	ARQUEBUSE	00:13
lundi 08/04/2024	N	12:20	ARQUEBUSE	12:39	ARQUEBUSE	00:19
lundi 08/04/2024	06	12:56	GRANDES HAIES	13:08	DEPOT	00:12
mardi 09/04/2024	01	06:25	LES CLAIRIONS	06:47	GARE SNCF	00:22
mardi 09/04/2024	04	06:42	CARRIERES	07:11	LES CLAIRIONS	00:29
mardi 09/04/2024	01	07:00	GARE SNCF	07:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 09/04/2024	04	07:22	LES CLAIRIONS	07:50	CARRIERES	00:28
mardi 09/04/2024	01	07:30	LES CLAIRIONS	07:52	GARE SNCF	00:22
mardi 09/04/2024	04	08:02	CARRIERES	08:31	LES CLAIRIONS	00:29
mardi 09/04/2024	06	08:21	GRANDES HAIES	08:33	DEPOT	00:12
mardi 09/04/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
mardi 09/04/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 09/04/2024	N	12:01	DEPOT	12:14	ARQUEBUSE	00:13
mardi 09/04/2024	N	12:14	ARQUEBUSE	12:27	DEPOT	00:13
jeudi 11/04/2024	01	09:15	LES CLAIRIONS	09:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/04/2024	01	09:45	GARE SNCF	10:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/04/2024	01	11:15	LES CLAIRIONS	11:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/04/2024	01	11:45	GARE SNCF	12:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/04/2024	01	12:30	GARE SNCF	12:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 16/04/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
mardi 16/04/2024	06	13:44	GRANDES HAIES	13:56	DEPOT	00:12
mercredi 17/04/2024	04	06:42	LES CLAIRIONS	07:10	CARRIERES	00:28
mercredi 17/04/2024	04	07:13	CARRIERES	07:35	ARQUEBUSE	00:22
mercredi 17/04/2024	01	10:00	LES CLAIRIONS	10:22	GARE SNCF	00:22
jeudi 18/04/2024	02	07:55	LES CLAIRIONS	08:15	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 18/04/2024	02	08:25	ARQUEBUSE	08:45	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 18/04/2024	02	08:55	LES CLAIRIONS	09:15	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 18/04/2024	05	09:30	ARQUEBUSE	09:56	BREANDES	00:26
jeudi 18/04/2024	05	10:05	BREANDES	10:35	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 19/04/2024	02	08:15	LES CLAIRIONS	08:35	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/04/2024	07	12:30	AUXERREXPO	13:15	APPOIGNY	00:45
vendredi 19/04/2024	02	13:55	LES CLAIRIONS	14:15	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/04/2024	02	14:25	ARQUEBUSE	14:45	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 19/04/2024	05	16:05	BREANDES	16:35	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 19/04/2024	02	16:40	ARQUEBUSE	17:00	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 19/04/2024	02	17:15	LES CLAIRIONS	17:35	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/04/2024	02	17:45	ARQUEBUSE	18:05	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 19/04/2024	02	18:15	LES CLAIRIONS	18:35	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 19/04/2024	02	18:45	ARQUEBUSE	19:05	LES CLAIRIONS	00:20
samedi 20/04/2024	03	06:20	FONTAINE	06:55	TURGOTINE	00:35
lundi 22/04/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
lundi 22/04/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	06	09:05	GARE ROUTIERE	09:36	GRANDES HAIES	00:31
lundi 22/04/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	06	09:43	GRANDES HAIES	10:15	GARE ROUTIERE	00:32

lundi 22/04/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	05	10:50	BREANDES	11:20	ARQUEBUSE	00:30
lundi 22/04/2024	02	11:25	ARQUEBUSE	11:45	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 22/04/2024	02	11:55	LES CLAIRIONS	12:15	ARQUEBUSE	00:20
lundi 22/04/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
lundi 22/04/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 23/04/2024	01	16:00	LES CLAIRIONS	16:22	GARE SNCF	00:22
mardi 23/04/2024	01	16:30	GARE SNCF	16:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 23/04/2024	01	17:00	LES CLAIRIONS	17:22	GARE SNCF	00:22
mardi 23/04/2024	01	17:30	GARE SNCF	17:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 23/04/2024	01	18:00	LES CLAIRIONS	18:22	GARE SNCF	00:22
jeudi 25/04/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 25/04/2024	01	15:15	LES CLAIRIONS	15:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 25/04/2024	01	15:45	GARE SNCF	16:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 25/04/2024	01	16:15	LES CLAIRIONS	16:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 25/04/2024	01	16:45	GARE SNCF	17:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 25/04/2024	01	17:15	LES CLAIRIONS	17:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 25/04/2024	01	17:45	GARE SNCF	18:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 25/04/2024	01	18:15	LES CLAIRIONS	18:37	GARE SNCF	00:22
jeudi 25/04/2024	01	18:45	GARE SNCF	19:06	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 25/04/2024	01	19:10	LES CLAIRIONS	19:32	GARE SNCF	00:22
samedi 27/04/2024	02	10:00	LES CLAIRIONS	10:20	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/04/2024	TAD	11:00	DEPOT	12:30	DEPOT	01:30
mardi 30/04/2024	TAD	12:30	DEPOT	12:45	DEPOT	00:15
mardi 30/04/2024	01	15:45	LES CLAIRIONS	16:07	GARE SNCF	00:22
mardi 30/04/2024	01	18:00	GARE SNCF	18:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 30/04/2024	01	18:15	LES CLAIRIONS	18:37	GARE SNCF	00:22
samedi 04/05/2024	02	18:00	LES CLAIRIONS	18:20	ARQUEBUSE	00:20
mardi 07/05/2024	06	07:13	GRANDES HAIES	07:45	GARE ROUTIERE	00:32
mardi 07/05/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
mardi 07/05/2024	05	14:05	BREANDES	14:35	ARQUEBUSE	00:30
lundi 13/05/2024	07	14:30	AUXERREXPO	15:15	APPOIGNY	00:45
mardi 14/05/2024	06	10:30	GRANDES HAIES	10:55	GARE ROUTIERE	00:25
mardi 14/05/2024	01	13:00	LES CLAIRIONS	13:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 15/05/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 15/05/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 16/05/2024	05	14:55	ARQUEBUSE	15:21	BREANDES	00:26
jeudi 16/05/2024	05	15:30	BREANDES	16:00	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 17/05/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
vendredi 17/05/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
vendredi 17/05/2024	05	08:50	BREANDES	09:20	ARQUEBUSE	00:30
vendredi 17/05/2024	02	09:25	ARQUEBUSE	09:45	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 17/05/2024	01	09:30	LES CLAIRIONS	09:52	GARE SNCF	00:22
vendredi 17/05/2024	02	09:55	LES CLAIRIONS	10:15	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 17/05/2024	02	10:25	ARQUEBUSE	10:45	LES CLAIRIONS	00:20

samedi 18/05/2024	N	16:30	ARQUEBUSE	16:49	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	16:55	ARQUEBUSE	17:14	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
samedi 18/05/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
lundi 20/05/2024	01	09:00	LES CLAIRIONS	09:22	GARE SNCF	00:22
lundi 20/05/2024	01	09:30	GARE SNCF	09:51	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 20/05/2024	01	10:00	LES CLAIRIONS	10:22	GARE SNCF	00:22
lundi 20/05/2024	01	10:30	GARE SNCF	10:51	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 21/05/2024	06	07:13	GRANDES HAIES	07:45	GARE ROUTIERE	00:32
mardi 21/05/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
mardi 21/05/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
mardi 21/05/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 21/05/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 21/05/2024	07	13:30	AUXERREXPO	14:15	APPOIGNY	00:45
mardi 21/05/2024	07	14:23	APPOIGNY	15:07	AUXERREXPO	00:44
mardi 21/05/2024	07	15:30	AUXERREXPO	16:15	APPOIGNY	00:45
mardi 21/05/2024	07	16:23	APPOIGNY	17:07	AUXERREXPO	00:44
mardi 21/05/2024	07	17:35	AUXERREXPO	18:20	APPOIGNY	00:45
lundi 27/05/2024	01	06:40	GARE SNCF	07:01	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 27/05/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:37	GARE SNCF	00:22
mercredi 29/05/2024	01	07:00	LES CLAIRIONS	07:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 29/05/2024	01	07:30	GARE SNCF	07:51	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 29/05/2024	01	08:00	LES CLAIRIONS	08:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 29/05/2024	07	10:30	AUXERREXPO	11:15	APPOIGNY	00:45
mercredi 29/05/2024	07	11:23	APPOIGNY	12:07	AUXERREXPO	00:44
mercredi 29/05/2024	02	11:55	LES CLAIRIONS	12:15	ARQUEBUSE	00:20
mercredi 29/05/2024	02	12:25	ARQUEBUSE	12:45	LES CLAIRIONS	00:20
dimanche 02/06/2024	02DJF	09:20	TURGOTINE	09:54	LES CLAIRIONS	00:34
lundi 03/06/2024	04	14:02	CARRIERES	14:31	LES CLAIRIONS	00:29
lundi 03/06/2024	07	15:30	AUXERREXPO	16:15	APPOIGNY	00:45
lundi 03/06/2024	01	15:45	GARE SNCF	16:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 03/06/2024	07	16:23	APPOIGNY	17:07	AUXERREXPO	00:44
mardi 04/06/2024	04	06:42	CARRIERES	07:11	LES CLAIRIONS	00:29
mardi 04/06/2024	01	08:30	LES CLAIRIONS	08:52	GARE SNCF	00:22
mardi 04/06/2024	01	09:00	GARE SNCF	09:21	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 04/06/2024	01	12:00	LES CLAIRIONS	12:22	GARE SNCF	00:22
mardi 04/06/2024	01	12:30	GARE SNCF	12:51	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 06/06/2024	04	10:42	CARRIERES	11:11	LES CLAIRIONS	00:29
jeudi 06/06/2024	04	11:22	LES CLAIRIONS	11:50	CARRIERES	00:28
jeudi 06/06/2024	06	13:50	GRANDES HAIES	14:15	GARE ROUTIERE	00:25
vendredi 07/06/2024	02	14:25	ARQUEBUSE	14:45	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 07/06/2024	05	15:25	ARQUEBUSE	15:51	BREANDES	00:26
lundi 10/06/2024	05	07:30	BREANDES	08:00	ARQUEBUSE	00:30
mardi 11/06/2024	06	06:23	GRANDES HAIES	06:55	GARE ROUTIERE	00:32
mardi 11/06/2024	01	06:40	GARE SNCF	07:01	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 11/06/2024	01	16:00	GARE SNCF	16:21	LES CLAIRIONS	00:21

mardi 11/06/2024	07	16:23	APPOIGNY	17:07	AUXERREXPO	00:44
mardi 11/06/2024	01	17:15	GARE SNCF	17:36	LES CLAIRIONS	00:21
mardi 11/06/2024	01	17:45	LES CLAIRIONS	18:07	GARE SNCF	00:22
mardi 11/06/2024	01	18:15	GARE SNCF	18:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 12/06/2024	05	08:10	ARQUEBUSE	08:36	BREANDES	00:26
mercredi 12/06/2024	01	13:45	LES CLAIRIONS	14:07	GARE SNCF	00:22
mercredi 12/06/2024	01	14:15	GARE SNCF	14:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 12/06/2024	01	14:45	LES CLAIRIONS	15:07	GARE SNCF	00:22
vendredi 14/06/2024	01	06:45	LES CLAIRIONS	07:07	GARE SNCF	00:22
vendredi 14/06/2024	01	07:15	GARE SNCF	07:36	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 14/06/2024	04	08:02	LES CLAIRIONS	08:30	CARRIERES	00:28
vendredi 14/06/2024	02	08:35	LES CLAIRIONS	08:55	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 14/06/2024	04	08:42	CARRIERES	09:11	LES CLAIRIONS	00:29
vendredi 14/06/2024	02	09:05	ARQUEBUSE	09:25	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 14/06/2024	02	09:35	LES CLAIRIONS	09:55	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 14/06/2024	02	10:05	ARQUEBUSE	10:25	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 14/06/2024	02	10:35	LES CLAIRIONS	10:55	ARQUEBUSE	00:20
vendredi 14/06/2024	02	11:05	ARQUEBUSE	11:25	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 14/06/2024	07	14:23	APPOIGNY	15:07	AUXERREXPO	00:44
vendredi 14/06/2024	N	15:40	ARQUEBUSE	15:59	ARQUEBUSE	00:19
samedi 15/06/2024	02	17:30	ARQUEBUSE	17:50	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 17/06/2024	TAD	11:00	DEPOT	12:30	DEPOT	01:30
lundi 17/06/2024	TAD	12:30	DEPOT	12:45	DEPOT	00:15
lundi 17/06/2024	03	16:05	TURGOTINE	16:40	FONTAINE	00:35
mercredi 19/06/2024	01	07:00	LES CLAIRIONS	07:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	01	07:15	GARE SNCF	07:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 19/06/2024	01	07:45	LES CLAIRIONS	08:07	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	06	07:50	GARE ROUTIERE	08:21	GRANDES HAIES	00:31
mercredi 19/06/2024	01	08:15	GARE SNCF	08:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 19/06/2024	01	12:45	LES CLAIRIONS	13:07	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	01	13:15	GARE SNCF	13:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 19/06/2024	02	13:15	LES CLAIRIONS	13:35	ARQUEBUSE	00:20
mercredi 19/06/2024	02	13:45	ARQUEBUSE	14:05	LES CLAIRIONS	00:20
mercredi 19/06/2024	01	13:45	LES CLAIRIONS	14:07	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	02	14:15	LES CLAIRIONS	14:35	ARQUEBUSE	00:20
mercredi 19/06/2024	01	14:15	GARE SNCF	14:36	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 19/06/2024	02	14:45	ARQUEBUSE	15:05	LES CLAIRIONS	00:20
mercredi 19/06/2024	02	15:15	LES CLAIRIONS	15:35	ARQUEBUSE	00:20
mercredi 19/06/2024	01	15:15	LES CLAIRIONS	15:37	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	02	15:45	ARQUEBUSE	16:05	LES CLAIRIONS	00:20
mercredi 19/06/2024	01	15:45	GARE SNCF	16:06	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 19/06/2024	02	16:15	LES CLAIRIONS	16:35	ARQUEBUSE	00:20
mercredi 19/06/2024	01	16:15	LES CLAIRIONS	16:37	GARE SNCF	00:22
mercredi 19/06/2024	05	16:40	ARQUEBUSE	17:06	BREANDES	00:26
mercredi 19/06/2024	01	16:45	GARE SNCF	17:06	LES CLAIRIONS	00:21
samedi 22/06/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
lundi 24/06/2024	04	13:22	LES CLAIRIONS	13:50	CARRIERES	00:28
lundi 24/06/2024	04	14:02	CARRIERES	14:31	LES CLAIRIONS	00:29
lundi 24/06/2024	04	14:47	LES CLAIRIONS	15:15	CARRIERES	00:28
lundi 24/06/2024	01	15:15	LES CLAIRIONS	15:37	GARE SNCF	00:22

lundi 24/06/2024	04	15:22	CARRIERES	15:51	LES CLAIRIONS	00:29
lundi 24/06/2024	01	15:45	GARE SNCF	16:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 24/06/2024	01	16:15	LES CLAIRIONS	16:37	GARE SNCF	00:22
lundi 24/06/2024	01	16:45	GARE SNCF	17:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 24/06/2024	01	17:15	LES CLAIRIONS	17:37	GARE SNCF	00:22
lundi 24/06/2024	01	17:45	GARE SNCF	18:06	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 24/06/2024	01	18:15	LES CLAIRIONS	18:37	GARE SNCF	00:22
lundi 24/06/2024	01	18:45	GARE SNCF	19:06	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 26/06/2024	07	11:23	APPOIGNY	12:07	AUXERREXPO	00:44
mercredi 26/06/2024	01	17:00	LES CLAIRIONS	17:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 26/06/2024	01	17:30	GARE SNCF	17:51	LES CLAIRIONS	00:21
mercredi 26/06/2024	01	18:00	LES CLAIRIONS	18:22	GARE SNCF	00:22
mercredi 26/06/2024	01	18:30	GARE SNCF	18:51	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 04/07/2024	TAD	11:00	DEPOT	12:30	DEPOT	01:30
jeudi 04/07/2024	TAD	12:30	DEPOT	12:45	DEPOT	00:15
jeudi 11/07/2024	03	06:20	FONTAINE	06:35	GARE ROUTIERE	00:15
jeudi 11/07/2024	02	06:30	ARQUEBUSE	06:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	06:30	LES CLAIRIONS	06:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	06:35	GARE SNCF	06:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	06:35	LES CLAIRIONS	06:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	03	06:58	GARE ROUTIERE	07:10	FONTAINE	00:12
jeudi 11/07/2024	02	07:00	LES CLAIRIONS	07:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	07:00	ARQUEBUSE	07:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	07:05	LES CLAIRIONS	07:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	07:05	GARE SNCF	07:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	05	07:20	BREANDES	07:50	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	02	07:30	ARQUEBUSE	07:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	07:30	LES CLAIRIONS	07:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	07:35	LES CLAIRIONS	07:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	07:35	GARE SNCF	07:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	05	07:55	ARQUEBUSE	08:24	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	02	08:00	LES CLAIRIONS	08:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	08:00	ARQUEBUSE	08:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	08:05	LES CLAIRIONS	08:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	08:05	GARE SNCF	08:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	02	08:30	ARQUEBUSE	08:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	08:30	LES CLAIRIONS	08:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	05	08:30	BREANDES	09:00	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	01	08:35	GARE SNCF	08:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	08:35	LES CLAIRIONS	08:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	09:00	LES CLAIRIONS	09:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	09:00	ARQUEBUSE	09:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	09:05	LES CLAIRIONS	09:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	09:05	GARE SNCF	09:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	05	09:05	ARQUEBUSE	09:34	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	09:30	ARQUEBUSE	09:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	09:30	LES CLAIRIONS	09:50	ARQUEBUSE	00:20

jeudi 11/07/2024	01	09:35	GARE SNCF	09:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	09:35	LES CLAIRIONS	09:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	05	09:40	BREANDES	10:10	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	10:00	LES CLAIRIONS	10:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	10:00	ARQUEBUSE	10:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	10:05	GARE SNCF	10:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	10:05	LES CLAIRIONS	10:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	10:15	ARQUEBUSE	10:44	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	02	10:30	ARQUEBUSE	10:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	10:30	LES CLAIRIONS	10:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	10:35	LES CLAIRIONS	10:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	10:35	GARE SNCF	10:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	10:50	BREANDES	11:20	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	02	11:00	LES CLAIRIONS	11:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	11:00	ARQUEBUSE	11:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	11:05	LES CLAIRIONS	11:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	11:05	ARQUEBUSE	11:24	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	01	11:05	GARE SNCF	11:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	05	11:25	ARQUEBUSE	11:54	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	N	11:30	ARQUEBUSE	11:49	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	11:30	LES CLAIRIONS	11:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	11:30	ARQUEBUSE	11:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	11:35	LES CLAIRIONS	11:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	11:35	GARE SNCF	11:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	11:55	ARQUEBUSE	12:14	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	12:00	BREANDES	12:30	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	02	12:00	ARQUEBUSE	12:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	12:00	LES CLAIRIONS	12:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	12:05	GARE SNCF	12:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	12:05	LES CLAIRIONS	12:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	12:20	ARQUEBUSE	12:39	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	12:30	LES CLAIRIONS	12:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	12:30	ARQUEBUSE	12:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	05	12:35	ARQUEBUSE	13:04	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	01	12:35	LES CLAIRIONS	12:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	12:35	GARE SNCF	12:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	12:45	ARQUEBUSE	13:04	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	04	12:57	DEPOT	13:10	CARRIERES	00:13
jeudi 11/07/2024	02	13:00	ARQUEBUSE	13:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	13:00	LES CLAIRIONS	13:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	06	13:04	DEPOT	13:15	GARE ROUTIERE	00:11
jeudi 11/07/2024	01	13:05	GARE SNCF	13:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	13:05	LES CLAIRIONS	13:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	07	13:08	DEPOT	13:23	APPOIGNY	00:15
jeudi 11/07/2024	N	13:10	ARQUEBUSE	13:29	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	13:10	BREANDES	13:40	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	07	13:15	APPOIGNY	13:30	DEPOT	00:15

jeudi 11/07/2024	01D	13:26	DEPOT	13:40	GARE ROUTIERE	00:14
jeudi 11/07/2024	02	13:30	LES CLAIRIONS	13:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	13:30	ARQUEBUSE	13:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	05	13:30	DEPOT	13:45	ARQUEBUSE	00:15
jeudi 11/07/2024	N	13:35	ARQUEBUSE	13:54	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	01	13:35	GARE SNCF	13:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	13:35	LES CLAIRIONS	13:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	02	13:37	DEPOT	13:50	ARQUEBUSE	00:13
jeudi 11/07/2024	05	13:40	ARQUEBUSE	13:52	LES CLAIRIONS	00:12
jeudi 11/07/2024	05	13:45	ARQUEBUSE	14:14	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	02	13:50	ARQUEBUSE	14:03	DEPOT	00:13
jeudi 11/07/2024	01D	13:54	GARE ROUTIERE	14:07	DEPOT	00:13
jeudi 11/07/2024	02	14:00	ARQUEBUSE	14:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	N	14:00	ARQUEBUSE	14:19	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	14:00	LES CLAIRIONS	14:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	14:05	LES CLAIRIONS	14:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	14:05	GARE SNCF	14:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01D	14:06	DEPOT	14:20	GARE ROUTIERE	00:14
jeudi 11/07/2024	03	14:14	DEPOT	14:28	GARE ROUTIERE	00:14
jeudi 11/07/2024	05	14:20	BREANDES	14:50	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	N	14:25	ARQUEBUSE	14:44	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	14:30	ARQUEBUSE	14:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	14:30	LES CLAIRIONS	14:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	14:35	GARE SNCF	14:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	14:35	LES CLAIRIONS	14:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	14:50	ARQUEBUSE	15:09	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	14:55	ARQUEBUSE	15:24	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	02	15:00	LES CLAIRIONS	15:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	15:00	ARQUEBUSE	15:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	15:05	LES CLAIRIONS	15:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	15:05	GARE SNCF	15:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	15:15	ARQUEBUSE	15:34	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	15:30	ARQUEBUSE	15:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	15:30	LES CLAIRIONS	15:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	05	15:30	BREANDES	16:00	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	01	15:35	GARE SNCF	15:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	15:35	LES CLAIRIONS	15:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	15:40	ARQUEBUSE	15:59	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	16:00	LES CLAIRIONS	16:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	16:00	ARQUEBUSE	16:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	05	16:05	ARQUEBUSE	16:34	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	N	16:05	ARQUEBUSE	16:24	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	01	16:05	LES CLAIRIONS	16:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	16:05	GARE SNCF	16:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	16:30	ARQUEBUSE	16:49	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	16:30	ARQUEBUSE	16:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	16:30	LES CLAIRIONS	16:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	16:35	GARE SNCF	16:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	16:35	LES CLAIRIONS	16:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	05	16:40	BREANDES	17:10	ARQUEBUSE	00:30

jeudi 11/07/2024	N	16:55	ARQUEBUSE	17:14	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	17:00	LES CLAIRIONS	17:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	17:00	ARQUEBUSE	17:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	17:05	LES CLAIRIONS	17:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	17:05	GARE SNCF	17:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	05	17:15	ARQUEBUSE	17:44	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	17:30	ARQUEBUSE	17:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	17:30	LES CLAIRIONS	17:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	17:35	GARE SNCF	17:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	17:35	LES CLAIRIONS	17:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	17:50	BREANDES	18:20	ARQUEBUSE	00:30
jeudi 11/07/2024	02	18:00	LES CLAIRIONS	18:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	18:00	ARQUEBUSE	18:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	18:05	GARE SNCF	18:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	18:05	LES CLAIRIONS	18:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	05	18:25	ARQUEBUSE	18:54	BREANDES	00:29
jeudi 11/07/2024	02	18:30	LES CLAIRIONS	18:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	18:30	ARQUEBUSE	18:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	01	18:35	LES CLAIRIONS	18:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	18:35	GARE SNCF	18:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 11/07/2024	02	19:00	ARQUEBUSE	19:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	19:00	LES CLAIRIONS	19:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	19:05	GARE SNCF	19:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	19:05	LES CLAIRIONS	19:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
jeudi 11/07/2024	02	19:30	LES CLAIRIONS	19:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	19:30	ARQUEBUSE	19:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	19:35	LES CLAIRIONS	19:57	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	01	19:35	GARE SNCF	19:56	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	02	20:00	ARQUEBUSE	20:20	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	02	20:00	LES CLAIRIONS	20:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	01	20:05	GARE SNCF	20:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 11/07/2024	01	20:05	LES CLAIRIONS	20:27	GARE SNCF	00:22
jeudi 11/07/2024	02	20:30	LES CLAIRIONS	20:50	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 11/07/2024	02	20:30	ARQUEBUSE	20:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 11/07/2024	01	20:35	LES CLAIRIONS	20:46	GARE SNCF	00:11
jeudi 11/07/2024	01	20:35	GARE SNCF	20:46	LES CLAIRIONS	00:11
jeudi 11/07/2024	02	20:50	ARQUEBUSE	21:04	DEPOT	00:14
samedi 20/07/2024	02	12:00	ARQUEBUSE	12:20	LES CLAIRIONS	00:20
samedi 20/07/2024	N	15:21	DEPOT	15:34	ARQUEBUSE	00:13
samedi 20/07/2024	N	15:34	ARQUEBUSE	15:47	DEPOT	00:13
mardi 30/07/2024	02	08:00	ARQUEBUSE	08:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	08:30	LES CLAIRIONS	08:50	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/07/2024	02	09:00	ARQUEBUSE	09:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	09:30	LES CLAIRIONS	09:50	ARQUEBUSE	00:20

mardi 30/07/2024	02	10:00	ARQUEBUSE	10:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	10:30	LES CLAIRIONS	10:50	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/07/2024	02	11:00	ARQUEBUSE	11:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	11:30	LES CLAIRIONS	11:50	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/07/2024	02	12:00	ARQUEBUSE	12:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	12:30	LES CLAIRIONS	12:50	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/07/2024	02	13:00	ARQUEBUSE	13:20	LES CLAIRIONS	00:20
mardi 30/07/2024	02	13:30	LES CLAIRIONS	13:50	ARQUEBUSE	00:20
mardi 30/07/2024	02	13:50	ARQUEBUSE	14:03	DEPOT	00:13
mercredi 31/07/2024	07	07:03	APPOIGNY	07:47	AUXERREXPO	00:44
mercredi 31/07/2024	05	07:20	BREANDES	07:50	ARQUEBUSE	00:30
mercredi 31/07/2024	05	07:55	ARQUEBUSE	08:24	BREANDES	00:29
mercredi 31/07/2024	03	09:20	FONTAINE	09:55	TURGOTINE	00:35
mercredi 31/07/2024	TAD	14:30	DEPOT	14:45	DEPOT	00:15
jeudi 01/08/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 03/08/2024	03	10:20	FONTAINE	10:55	TURGOTINE	00:35
mercredi 14/08/2024	05	10:50	BREANDES	11:20	ARQUEBUSE	00:30
mercredi 14/08/2024	02	11:30	ARQUEBUSE	11:50	LES CLAIRIONS	00:20
jeudi 22/08/2024	02	09:00	LES CLAIRIONS	09:20	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 22/08/2024	02	09:30	ARQUEBUSE	09:50	LES CLAIRIONS	00:20
samedi 24/08/2024	03	15:35	TURGOTINE	16:10	FONTAINE	00:35
samedi 24/08/2024	03	16:20	FONTAINE	16:55	TURGOTINE	00:35
samedi 24/08/2024	03	17:05	TURGOTINE	17:40	FONTAINE	00:35
samedi 24/08/2024	03	17:50	FONTAINE	18:25	TURGOTINE	00:35
lundi 26/08/2024	02	08:00	LES CLAIRIONS	08:20	ARQUEBUSE	00:20
lundi 26/08/2024	02	08:30	ARQUEBUSE	08:50	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 26/08/2024	05	13:45	ARQUEBUSE	14:14	BREANDES	00:29
mardi 27/08/2024	01	17:05	LES CLAIRIONS	17:27	GARE SNCF	00:22
mercredi 28/08/2024	01	06:35	LES CLAIRIONS	06:57	GARE SNCF	00:22
mercredi 28/08/2024	01	07:05	GARE SNCF	07:26	LES CLAIRIONS	00:21
jeudi 29/08/2024	06	17:43	GRANDES HAIES	18:15	GARE ROUTIERE	00:32
jeudi 29/08/2024	06	18:25	GARE ROUTIERE	18:56	GRANDES HAIES	00:31
jeudi 29/08/2024	06	19:03	GRANDES HAIES	19:35	GARE ROUTIERE	00:32
jeudi 29/08/2024	06	19:35	GARE ROUTIERE	19:46	DEPOT	00:11
vendredi 30/08/2024	TAD	13:00	DEPOT	13:15	DEPOT	00:15
vendredi 30/08/2024	03	14:05	TURGOTINE	14:40	FONTAINE	00:35
lundi 02/09/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 04/09/2024	01	17:22	LA ROUE	18:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 04/09/2024	TAD	18:00	DEPOT	18:15	DEPOT	00:15
mercredi 04/09/2024	02	19:45	AUGE	20:08	BATARDEAU	00:23
jeudi 05/09/2024	01	07:22	LA ROUE	08:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/09/2024	01	07:37	LA ROUE	08:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/09/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 05/09/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:18	LA ROUE	00:38
jeudi 05/09/2024	01	08:55	LES CLAIRIONS	09:33	LA ROUE	00:38
jeudi 05/09/2024	01	10:52	LA ROUE	11:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/09/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/09/2024	01	17:22	LA ROUE	18:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/09/2024	01	17:40	LES CLAIRIONS	18:18	LA ROUE	00:38
jeudi 05/09/2024	02	18:15	BATARDEAU	18:38	AUGE	00:23

jeudi 05/09/2024	01	18:40	LES CLAIRIONS	19:18	LA ROUE	00:38
vendredi 06/09/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
vendredi 06/09/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:18	LA ROUE	00:38
vendredi 06/09/2024	01	08:52	LA ROUE	09:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 06/09/2024	04	11:10	LES CLAIRIONS	11:51	BREANDES	00:41
vendredi 06/09/2024	01	15:07	LA ROUE	15:47	LES CLAIRIONS	00:40
vendredi 06/09/2024	05	15:15	UNIVERSITE DE BOURG	16:00	APPOIGNY	00:45
vendredi 06/09/2024	04	16:20	LES CLAIRIONS	17:01	BREANDES	00:41
vendredi 06/09/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
vendredi 06/09/2024	01	18:10	LES CLAIRIONS	18:50	LA ROUE	00:40
vendredi 06/09/2024	01	18:18	LA ROUE	19:00	LES CLAIRIONS	00:42
vendredi 06/09/2024	04	18:20	LES CLAIRIONS	19:02	BREANDES	00:42
vendredi 06/09/2024	01	18:37	LA ROUE	19:13	LES CLAIRIONS	00:36
vendredi 06/09/2024	01	19:22	LA ROUE	20:00	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 07/09/2024	02	16:39	BATARDEAU	16:52	DEPOT	00:13
lundi 09/09/2024	01	07:50	INGRES	08:18	LA ROUE	00:28
lundi 09/09/2024	01	08:22	LA ROUE	08:40	ARQUEBUSE	00:18
lundi 09/09/2024	04	09:26	LAMARTINE	09:56	BREANDES	00:30
lundi 09/09/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 09/09/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 09/09/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 09/09/2024	04	18:20	LES CLAIRIONS	19:02	BREANDES	00:42
mardi 10/09/2024	01	12:25	LES CLAIRIONS	13:03	LA ROUE	00:38
mardi 10/09/2024	01	12:37	LA ROUE	13:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 10/09/2024	01	15:22	LA ROUE	16:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 11/09/2024	03	06:33	DEPOT	06:45	CARRIERES	00:12
mercredi 11/09/2024	03	06:45	CARRIERES	07:36	GRANDES HAIES	00:51
mercredi 11/09/2024	03	07:44	GRANDES HAIES	08:37	CARRIERES	00:53
mercredi 11/09/2024	02	08:45	BATARDEAU	09:08	AUGE	00:23
mercredi 11/09/2024	TAD	11:00	DEPOT	12:30	DEPOT	01:30
mercredi 11/09/2024	TAD	12:30	DEPOT	12:45	DEPOT	00:15
mercredi 11/09/2024	01	14:22	LA ROUE	15:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 11/09/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 11/09/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 12/09/2024	05	07:00	APPOIGNY	07:48	UNIVERSITE DE BOURG	00:48
jeudi 12/09/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:18	LA ROUE	00:38
jeudi 12/09/2024	02	08:57	GARE ROUTIERE	09:08	BATARDEAU	00:11
jeudi 12/09/2024	01	09:22	LA ROUE	10:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 12/09/2024	01	10:10	LES CLAIRIONS	10:50	LA ROUE	00:40
jeudi 12/09/2024	01	12:25	LES CLAIRIONS	13:03	LA ROUE	00:38
samedi 14/09/2024	01	09:57	DEPOT	10:17	DEPOT	00:20
lundi 16/09/2024	04	07:00	BREANDES	07:45	LES CLAIRIONS	00:45
lundi 16/09/2024	01	07:22	LA ROUE	08:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 16/09/2024	03	07:23	GRANDES HAIES	08:10	CARRIERES	00:47
lundi 16/09/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
lundi 16/09/2024	01	07:55	LES CLAIRIONS	08:33	LA ROUE	00:38
lundi 16/09/2024	01	08:10	LES CLAIRIONS	08:50	LA ROUE	00:40
lundi 16/09/2024	02	08:15	BATARDEAU	08:38	AUGE	00:23
lundi 16/09/2024	01	08:37	LA ROUE	09:15	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 16/09/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23

lundi 16/09/2024	02	09:15	BATARDEAU	09:38	AUGE	00:23
lundi 16/09/2024	02	09:45	AUGE	10:08	BATARDEAU	00:23
lundi 16/09/2024	02	10:15	BATARDEAU	10:38	AUGE	00:23
lundi 16/09/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
lundi 16/09/2024	01	16:40	LES CLAIRIONS	17:18	LA ROUE	00:38
lundi 16/09/2024	01	17:07	LA ROUE	17:20	GARE SNCF	00:13
lundi 16/09/2024	01	17:37	LA ROUE	17:55	ARQUEBUSE	00:18
lundi 16/09/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 16/09/2024	02	18:27	GARE ROUTIERE	18:38	BATARDEAU	00:11
mardi 17/09/2024	01	08:10	LES CLAIRIONS	08:50	LA ROUE	00:40
mardi 17/09/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23
mardi 17/09/2024	02	09:45	AUGE	10:08	BATARDEAU	00:23
mardi 17/09/2024	01	17:43	EGLENY	18:00	LES CLAIRIONS	00:17
mardi 17/09/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 17/09/2024	05	18:45	JEAN MONNET	19:08	UNIVERSITE DE BOURG(	00:23
mercredi 18/09/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 19/09/2024	01	09:10	LES CLAIRIONS	09:50	LA ROUE	00:40
vendredi 20/09/2024	TAD	14:10	DEPOT	14:25	DEPOT	00:15
vendredi 20/09/2024	TAD	14:25	DEPOT	18:45	DEPOT	04:20
vendredi 20/09/2024	01	16:37	LA ROUE	16:48	GARE SNCF	00:11
vendredi 20/09/2024	01	16:58	ARQUEBUSE	17:18	LA ROUE	00:20
vendredi 20/09/2024	01	17:22	LA ROUE	17:40	ARQUEBUSE	00:18
vendredi 20/09/2024	01	17:52	LA ROUE	18:05	GAMBETTA	00:13
vendredi 20/09/2024	01	18:27	ARQUEBUSE	18:47	LES CLAIRIONS	00:20
lundi 23/09/2024	02	09:15	AUGE	09:38	BATARDEAU	00:23
lundi 23/09/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 24/09/2024	03	08:05	CARRIERES	08:32	LES CLAIRIONS	00:27
mardi 24/09/2024	01	10:10	LES CLAIRIONS	10:50	LA ROUE	00:40
mardi 24/09/2024	01	10:52	LA ROUE	11:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 24/09/2024	TAD	13:30	DEPOT	18:00	DEPOT	04:30
mardi 24/09/2024	02	16:15	BATARDEAU	16:39	AUGE	00:24
mardi 24/09/2024	02	17:45	AUGE	18:08	BATARDEAU	00:23
mardi 24/09/2024	01	18:24	DEPOT	19:30	DEPOT	01:06
mardi 24/09/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 24/09/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 25/09/2024	05	14:15	UNIVERSITE DE BOURG(	15:00	APPOIGNY	00:45
mercredi 25/09/2024	01	16:52	LA ROUE	17:03	GARE SNCF	00:11
mercredi 25/09/2024	01	17:37	LA ROUE	17:50	GAMBETTA	00:13
mercredi 25/09/2024	05	19:20	UNIVERSITE DE BOURG(	20:05	APPOIGNY	00:45
jeudi 26/09/2024	03	09:25	CARRIERES	10:10	GRANDES HAIES	00:45
jeudi 26/09/2024	03	12:10	CARRIERES	13:02	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 26/09/2024	03	13:05	GRANDES HAIES	13:58	CARRIERES	00:53
jeudi 26/09/2024	03	14:05	CARRIERES	14:57	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 26/09/2024	TAD	14:10	DEPOT	14:25	DEPOT	00:15
jeudi 26/09/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
jeudi 26/09/2024	TAD	14:25	DEPOT	18:00	DEPOT	03:35
jeudi 26/09/2024	03	14:45	CARRIERES	15:37	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 26/09/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 26/09/2024	03	15:05	GRANDES HAIES	15:58	CARRIERES	00:53
jeudi 26/09/2024	03	15:52	GRANDES HAIES	16:38	CARRIERES	00:46

jeudi 26/09/2024	03	16:05	CARRIERES	16:57	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 26/09/2024	02	16:45	BATARDEAU	17:09	AUGE	00:24
jeudi 26/09/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
jeudi 26/09/2024	02	17:15	AUGE	17:39	BATARDEAU	00:24
jeudi 26/09/2024	05	17:15	APPOIGNY	17:38	JEAN MONNET	00:23
jeudi 26/09/2024	01	17:20	GARE SNCF	17:47	LES CLAIRIONS	00:27
jeudi 26/09/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 26/09/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 26/09/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 27/09/2024	05	10:05	APPOIGNY	10:48	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
vendredi 27/09/2024	03	10:45	CARRIERES	11:30	GRANDES HAIES	00:45
vendredi 27/09/2024	05	11:10	UNIVERSITE DE BOURG(	11:55	APPOIGNY	00:45
vendredi 27/09/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	03	11:34	GRANDES HAIES	12:27	CARRIERES	00:53
vendredi 27/09/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	05	12:05	APPOIGNY	12:48	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
vendredi 27/09/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	02	12:45	BATARDEAU	13:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
vendredi 27/09/2024	01	12:55	LES CLAIRIONS	13:33	LA ROUE	00:38
vendredi 27/09/2024	02	13:15	AUGE	13:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	01	13:37	LA ROUE	14:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 27/09/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
vendredi 27/09/2024	02	13:45	BATARDEAU	14:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
vendredi 27/09/2024	02	14:15	AUGE	14:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	04	14:35	LES CLAIRIONS	15:16	BREANDES	00:41
vendredi 27/09/2024	02	14:45	BATARDEAU	15:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 27/09/2024	02	15:15	AUGE	15:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	04	15:32	BREANDES	16:16	LES CLAIRIONS	00:44
vendredi 27/09/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	02	16:15	AUGE	16:39	BATARDEAU	00:24
vendredi 27/09/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
vendredi 27/09/2024	02	17:15	BATARDEAU	17:39	AUGE	00:24
vendredi 27/09/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 27/09/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
vendredi 27/09/2024	02	17:45	AUGE	18:08	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	02	18:15	BATARDEAU	18:38	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	02	18:15	AUGE	18:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	02	18:45	AUGE	19:08	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	03	18:45	CARRIERES	19:37	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 27/09/2024	02	19:15	BATARDEAU	19:38	AUGE	00:23
vendredi 27/09/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 27/09/2024	02	19:45	BATARDEAU	20:08	AUGE	00:23
samedi 28/09/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:20	LA ROUE	00:40
samedi 28/09/2024	01	09:27	LA ROUE	10:05	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 28/09/2024	04	10:15	LES CLAIRIONS	10:56	BREANDES	00:41
samedi 28/09/2024	01	12:10	LES CLAIRIONS	12:48	LA ROUE	00:38

samedi 28/09/2024	01	12:52	LA ROUE	13:32	LES CLAIRIONS	00:40
samedi 28/09/2024	04	15:15	LES CLAIRIONS	15:56	BREANDES	00:41
samedi 28/09/2024	01	17:12	LA ROUE	17:25	GAMBETTA	00:13
lundi 30/09/2024	TAD	06:45	DEPOT	07:00	DEPOT	00:15
lundi 30/09/2024	TAD	07:00	DEPOT	10:00	DEPOT	03:00
lundi 30/09/2024	TAD	10:00	DEPOT	10:15	DEPOT	00:15
lundi 30/09/2024	02	10:15	BATARDEAU	10:38	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	01	10:40	LES CLAIRIONS	11:18	LA ROUE	00:38
lundi 30/09/2024	02	10:45	AUGE	11:08	BATARDEAU	00:23
lundi 30/09/2024	02	10:45	BATARDEAU	11:08	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	03	11:05	GRANDES HAIES	11:58	CARRIERES	00:53
lundi 30/09/2024	02	11:15	BATARDEAU	11:38	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
lundi 30/09/2024	01	11:22	LA ROUE	12:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	01	11:40	LES CLAIRIONS	12:18	LA ROUE	00:38
lundi 30/09/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	03	12:10	CARRIERES	13:02	GRANDES HAIES	00:52
lundi 30/09/2024	01	12:10	LES CLAIRIONS	12:50	LA ROUE	00:40
lundi 30/09/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
lundi 30/09/2024	01	12:22	LA ROUE	13:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	03	12:31	DEPOT	12:45	CARRIERES	00:14
lundi 30/09/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
lundi 30/09/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	03	12:54	DEPOT	13:05	GRANDES HAIES	00:11
lundi 30/09/2024	03	13:05	GRANDES HAIES	13:58	CARRIERES	00:53
lundi 30/09/2024	01	13:10	LES CLAIRIONS	13:50	LA ROUE	00:40
lundi 30/09/2024	01	13:25	LES CLAIRIONS	14:03	LA ROUE	00:38
lundi 30/09/2024	04	13:50	LES CLAIRIONS	14:31	BREANDES	00:41
lundi 30/09/2024	01	13:52	LA ROUE	14:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	03	14:05	CARRIERES	14:57	GRANDES HAIES	00:52
lundi 30/09/2024	01	14:07	LA ROUE	14:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 30/09/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
lundi 30/09/2024	04	14:50	BREANDES	15:34	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 30/09/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	01	14:55	LES CLAIRIONS	15:33	LA ROUE	00:38
lundi 30/09/2024	03	15:05	GRANDES HAIES	15:58	CARRIERES	00:53
lundi 30/09/2024	01	15:37	LA ROUE	16:15	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/09/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
lundi 30/09/2024	04	15:50	LES CLAIRIONS	16:31	BREANDES	00:41
lundi 30/09/2024	04	17:40	LES CLAIRIONS	18:24	BREANDES	00:44
lundi 30/09/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
lundi 30/09/2024	02	17:45	BATARDEAU	18:08	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	03	18:05	CARRIERES	18:57	GRANDES HAIES	00:52
lundi 30/09/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
lundi 30/09/2024	03	19:05	GRANDES HAIES	19:58	CARRIERES	00:53
lundi 30/09/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
lundi 30/09/2024	03	19:25	CARRIERES	19:52	LES CLAIRIONS	00:27
lundi 30/09/2024	03	19:58	CARRIERES	20:12	DEPOT	00:14
mardi 01/10/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
mardi 01/10/2024	03	07:23	GRANDES HAIES	08:10	CARRIERES	00:47

mardi 01/10/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 01/10/2024	02	09:45	BATARDEAU	10:08	AUGE	00:23
mardi 01/10/2024	03	10:05	CARRIERES	10:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 01/10/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23
mardi 01/10/2024	01	13:55	LES CLAIRIONS	14:33	LA ROUE	00:38
mardi 01/10/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
mardi 01/10/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
mardi 01/10/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 02/10/2024	03	10:05	CARRIERES	10:57	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 02/10/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 02/10/2024	03	11:34	GRANDES HAIES	11:53	CANADA	00:19
mercredi 02/10/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
mercredi 02/10/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 02/10/2024	03	12:45	CARRIERES	12:59	DEPOT	00:14
mercredi 02/10/2024	01	13:07	LA ROUE	13:22	GAMBETTA	00:15
mercredi 02/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mercredi 02/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 02/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mercredi 02/10/2024	TAD	18:00	DEPOT	18:15	DEPOT	00:15
mercredi 02/10/2024	05	18:20	UNIVERSITE DE BOURG(	19:05	APPOIGNY	00:45
mercredi 02/10/2024	01	18:22	LA ROUE	19:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 02/10/2024	02	19:45	AUGE	20:08	BATARDEAU	00:23
jeudi 03/10/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 03/10/2024	03	18:05	CARRIERES	18:57	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 04/10/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
vendredi 04/10/2024	01	15:52	LA ROUE	16:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 07/10/2024	03	08:25	GRANDES HAIES	09:18	CARRIERES	00:53
lundi 07/10/2024	01	10:52	LA ROUE	11:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 07/10/2024	02	13:15	AUGE	13:38	BATARDEAU	00:23
lundi 07/10/2024	TAD	14:10	DEPOT	14:25	DEPOT	00:15
lundi 07/10/2024	TAD	14:25	DEPOT	18:00	DEPOT	03:35
lundi 07/10/2024	01	16:07	LA ROUE	16:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 07/10/2024	02	17:45	BATARDEAU	18:08	AUGE	00:23
lundi 07/10/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 07/10/2024	04	19:02	BREANDES	19:13	DEPOT	00:11
mardi 08/10/2024	05	07:10	UNIVERSITE DE BOURG(	08:00	APPOIGNY	00:50
mardi 08/10/2024	03	13:05	GRANDES HAIES	13:31	LES CLAIRIONS	00:26
mardi 08/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mardi 08/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 08/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mardi 08/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 08/10/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 09/10/2024	01	13:25	LES CLAIRIONS	14:03	LA ROUE	00:38
mercredi 09/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mercredi 09/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 09/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mercredi 09/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 10/10/2024	05	08:10	UNIVERSITE DE BOURG(	09:00	APPOIGNY	00:50
jeudi 10/10/2024	05	09:05	APPOIGNY	09:25	JEAN MONNET	00:20
jeudi 10/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40

jeudi 10/10/2024	02	15:15	BATARDEAU	15:38	AUGE	00:23
jeudi 10/10/2024	02	15:38	AUGE	15:49	BATARDEAU	00:11
jeudi 10/10/2024	01	16:07	LA ROUE	16:27	ARQUEBUSE	00:20
jeudi 10/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
jeudi 10/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 11/10/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
vendredi 11/10/2024	01	13:10	LES CLAIRIONS	13:50	LA ROUE	00:40
vendredi 11/10/2024	05	16:15	APPOIGNY	17:03	UNIVERSITE DE BOURG(	00:48
vendredi 11/10/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 11/10/2024	05	17:35	UNIVERSITE DE BOURG(	18:25	APPOIGNY	00:50
vendredi 11/10/2024	05	18:25	APPOIGNY	19:08	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
samedi 12/10/2024	05	15:48	GRANDES HAIES	16:00	APPOIGNY	00:12
samedi 12/10/2024	05	16:15	APPOIGNY	17:03	UNIVERSITE DE BOURG(	00:48
lundi 14/10/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 15/10/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
mardi 15/10/2024	02	07:45	BATARDEAU	08:08	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	02	08:15	BATARDEAU	08:38	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23
mardi 15/10/2024	02	09:15	BATARDEAU	09:38	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	02	09:45	AUGE	10:08	BATARDEAU	00:23
mardi 15/10/2024	02	10:15	BATARDEAU	10:38	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	02	10:45	AUGE	11:08	BATARDEAU	00:23
mardi 15/10/2024	02	11:15	BATARDEAU	11:38	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	02	11:45	AUGE	12:08	BATARDEAU	00:23
mardi 15/10/2024	02	12:15	BATARDEAU	12:38	AUGE	00:23
mardi 15/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mardi 15/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 15/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mardi 15/10/2024	01	17:40	LES CLAIRIONS	18:18	LA ROUE	00:38
mardi 15/10/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 16/10/2024	05	11:10	UNIVERSITE DE BOURG(	11:55	APPOIGNY	00:45
mercredi 16/10/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 17/10/2024	05	18:25	APPOIGNY	19:08	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
vendredi 18/10/2024	01	15:22	LA ROUE	16:00	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 18/10/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
vendredi 18/10/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 18/10/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
vendredi 18/10/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
samedi 19/10/2024	02	08:15	AUGE	08:38	BATARDEAU	00:23
samedi 19/10/2024	01	12:52	LA ROUE	13:32	LES CLAIRIONS	00:40
samedi 19/10/2024	01	15:32	LA ROUE	16:10	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 19/10/2024	01	16:30	LES CLAIRIONS	17:08	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	02	06:15	AUGE	06:37	BATARDEAU	00:22
lundi 21/10/2024	03	06:20	GRANDES HAIES	07:12	CARRIERES	00:52
lundi 21/10/2024	02	06:45	BATARDEAU	07:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	01	06:55	LES CLAIRIONS	07:31	LA ROUE	00:36
lundi 21/10/2024	05	07:10	UNIVERSITE DE BOURG(	08:00	APPOIGNY	00:50
lundi 21/10/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
lundi 21/10/2024	03	07:15	CARRIERES	08:10	GRANDES HAIES	00:55
lundi 21/10/2024	01	07:37	LA ROUE	08:15	LES CLAIRIONS	00:38

lundi 21/10/2024	02	07:45	BATARDEAU	08:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	05	08:05	APPOIGNY	08:53	UNIVERSITE DE BOURG(	00:48
lundi 21/10/2024	01	08:10	LES CLAIRIONS	08:50	LA ROUE	00:40
lundi 21/10/2024	02	08:15	AUGE	08:38	BATARDEAU	00:23
lundi 21/10/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:54	LES CLAIRIONS	01:29
lundi 21/10/2024	04	08:35	LES CLAIRIONS	09:16	BREANDES	00:41
lundi 21/10/2024	03	08:45	CARRIERES	09:37	GRANDES HAIES	00:52
lundi 21/10/2024	05	09:10	UNIVERSITE DE BOURG(	09:55	APPOIGNY	00:45
lundi 21/10/2024	04	09:30	BREANDES	10:14	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 21/10/2024	03	09:45	GRANDES HAIES	10:38	CARRIERES	00:53
lundi 21/10/2024	05	10:05	APPOIGNY	10:48	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
lundi 21/10/2024	02	10:45	BATARDEAU	11:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	01	10:55	LES CLAIRIONS	11:33	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	05	11:10	UNIVERSITE DE BOURG(	11:55	APPOIGNY	00:45
lundi 21/10/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
lundi 21/10/2024	01	11:25	LES CLAIRIONS	12:03	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	05	12:05	APPOIGNY	12:48	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
lundi 21/10/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
lundi 21/10/2024	03	12:45	CARRIERES	12:59	DEPOT	00:14
lundi 21/10/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
lundi 21/10/2024	01	12:55	LES CLAIRIONS	13:33	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	04	13:30	BREANDES	14:14	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 21/10/2024	01	13:37	LA ROUE	14:15	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 21/10/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
lundi 21/10/2024	04	14:35	LES CLAIRIONS	15:16	BREANDES	00:41
lundi 21/10/2024	01	14:40	LES CLAIRIONS	15:18	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	02	14:45	BATARDEAU	15:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	02	15:15	AUGE	15:38	BATARDEAU	00:23
lundi 21/10/2024	01	15:22	LA ROUE	16:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 21/10/2024	04	15:32	BREANDES	16:16	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 21/10/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
lundi 21/10/2024	01	16:10	LES CLAIRIONS	16:50	LA ROUE	00:40
lundi 21/10/2024	02	16:15	AUGE	16:39	BATARDEAU	00:24
lundi 21/10/2024	01	16:25	LES CLAIRIONS	17:03	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 21/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	03	17:05	CARRIERES	17:57	GRANDES HAIES	00:52
lundi 21/10/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 21/10/2024	01	17:22	LA ROUE	18:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 21/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 21/10/2024	01	17:55	LES CLAIRIONS	18:33	LA ROUE	00:38
lundi 21/10/2024	01	18:24	DEPOT	19:30	DEPOT	01:06
lundi 21/10/2024	01	18:37	LA ROUE	19:13	LES CLAIRIONS	00:36
lundi 21/10/2024	01	19:30	LES CLAIRIONS	20:06	LA ROUE	00:36
mardi 22/10/2024	01	06:55	LES CLAIRIONS	07:31	LA ROUE	00:36
mardi 22/10/2024	04	07:35	BREANDES	08:20	LES CLAIRIONS	00:45
mardi 22/10/2024	01	07:37	LA ROUE	08:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 22/10/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
mardi 22/10/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:18	LA ROUE	00:38

mardi 22/10/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 22/10/2024	01	10:25	LES CLAIRIONS	11:03	LA ROUE	00:38
mardi 22/10/2024	01	11:07	LA ROUE	11:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 22/10/2024	01	11:55	LES CLAIRIONS	12:33	LA ROUE	00:38
mardi 22/10/2024	01	12:37	LA ROUE	13:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 22/10/2024	01	13:25	LES CLAIRIONS	14:03	LA ROUE	00:38
mardi 22/10/2024	02	13:45	AUGE	14:08	BATARDEAU	00:23
mardi 22/10/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
mardi 22/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mardi 22/10/2024	02	14:15	BATARDEAU	14:38	AUGE	00:23
mardi 22/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 22/10/2024	TAD	15:10	DEPOT	15:25	DEPOT	00:15
mardi 22/10/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
mardi 22/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mardi 22/10/2024	03	17:05	CARRIERES	17:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 22/10/2024	01	17:07	LA ROUE	17:22	GAMBETTA	00:15
mardi 22/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 22/10/2024	01	18:40	LES CLAIRIONS	19:18	LA ROUE	00:38
mercredi 23/10/2024	04	07:55	LES CLAIRIONS	08:39	BREANDES	00:44
mercredi 23/10/2024	04	08:50	BREANDES	09:34	LES CLAIRIONS	00:44
mercredi 23/10/2024	01	16:40	LES CLAIRIONS	17:18	LA ROUE	00:38
mercredi 23/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mercredi 23/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 24/10/2024	03	09:58	CARRIERES	10:10	DEPOT	00:12
jeudi 24/10/2024	05	13:15	UNIVERSITE DE BOURG	14:00	APPOIGNY	00:45
jeudi 24/10/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 24/10/2024	01	16:58	ARQUEBUSE	17:18	LA ROUE	00:20
jeudi 24/10/2024	01	17:22	LA ROUE	17:40	ARQUEBUSE	00:18
jeudi 24/10/2024	01	18:48	LAFAYETTE	19:00	LES CLAIRIONS	00:12
jeudi 24/10/2024	01	19:10	LES CLAIRIONS	19:48	LA ROUE	00:38
jeudi 24/10/2024	01	20:02	LA ROUE	20:38	LES CLAIRIONS	00:36
vendredi 25/10/2024	01	16:37	LA ROUE	16:55	ARQUEBUSE	00:18
vendredi 25/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
vendredi 25/10/2024	01	16:55	ARQUEBUSE	17:15	LES CLAIRIONS	00:20
vendredi 25/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 26/10/2024	03	16:17	MONETEAU Ile	17:03	CARRIERES	00:46
samedi 26/10/2024	03	17:10	CARRIERES	18:02	GRANDES HAIES	00:52
samedi 26/10/2024	03	18:07	GRANDES HAIES	18:53	CARRIERES	00:46
lundi 28/10/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
lundi 28/10/2024	01	08:07	LA ROUE	08:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 28/10/2024	02	08:45	BATARDEAU	09:08	AUGE	00:23
lundi 28/10/2024	01	09:10	LES CLAIRIONS	09:50	LA ROUE	00:40
lundi 28/10/2024	02	09:15	AUGE	09:38	BATARDEAU	00:23
lundi 28/10/2024	03	09:25	CARRIERES	10:10	GRANDES HAIES	00:45
lundi 28/10/2024	02	09:45	BATARDEAU	10:08	AUGE	00:23
lundi 28/10/2024	01	09:52	LA ROUE	10:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 28/10/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23
lundi 28/10/2024	03	10:25	GRANDES HAIES	11:18	CARRIERES	00:53
lundi 28/10/2024	01	10:40	LES CLAIRIONS	11:18	LA ROUE	00:38
lundi 28/10/2024	03	10:45	CARRIERES	11:30	GRANDES HAIES	00:45

lundi 28/10/2024	01	11:22	LA ROUE	12:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 28/10/2024	03	11:35	CARRIERES	12:28	GRANDES HAIES	00:53
lundi 28/10/2024	01	12:10	LES CLAIRIONS	12:50	LA ROUE	00:40
lundi 28/10/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 28/10/2024	03	12:54	DEPOT	13:05	GRANDES HAIES	00:11
lundi 28/10/2024	03	13:05	GRANDES HAIES	13:58	CARRIERES	00:53
lundi 28/10/2024	03	14:05	CARRIERES	14:57	GRANDES HAIES	00:52
lundi 28/10/2024	03	15:05	GRANDES HAIES	15:58	CARRIERES	00:53
lundi 28/10/2024	03	16:05	CARRIERES	16:57	GRANDES HAIES	00:52
lundi 28/10/2024	03	17:12	GRANDES HAIES	17:58	CARRIERES	00:46
lundi 28/10/2024	01	17:22	LA ROUE	18:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 28/10/2024	02	17:45	AUGE	18:08	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	02	06:15	AUGE	06:37	BATARDEAU	00:22
mardi 29/10/2024	02	06:45	BATARDEAU	07:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	02	07:45	BATARDEAU	08:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	02	08:15	AUGE	08:38	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
mardi 29/10/2024	03	08:45	CARRIERES	09:37	GRANDES HAIES	00:52
mardi 29/10/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 29/10/2024	03	09:45	GRANDES HAIES	10:38	CARRIERES	00:53
mardi 29/10/2024	02	10:45	BATARDEAU	11:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	03	12:12	GRANDES HAIES	12:58	CARRIERES	00:46
mardi 29/10/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
mardi 29/10/2024	02	13:15	BATARDEAU	13:38	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
mardi 29/10/2024	03	14:05	CARRIERES	14:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 29/10/2024	01	14:25	LES CLAIRIONS	15:03	LA ROUE	00:38
mardi 29/10/2024	02	14:45	BATARDEAU	15:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 29/10/2024	01	15:07	LA ROUE	15:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 29/10/2024	02	15:15	AUGE	15:38	BATARDEAU	00:23
mardi 29/10/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
mardi 29/10/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
mardi 29/10/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 29/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mardi 29/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 29/10/2024	04	17:40	LES CLAIRIONS	18:24	BREANDES	00:44
mardi 29/10/2024	01	18:10	LES CLAIRIONS	18:50	LA ROUE	00:40
mercredi 30/10/2024	01	13:52	LA ROUE	14:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 30/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mercredi 30/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 30/10/2024	02	15:15	BATARDEAU	15:38	AUGE	00:23
mercredi 30/10/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 30/10/2024	05	17:35	UNIVERSITE DE BOURG	18:25	APPOIGNY	00:50

mercredi 30/10/2024	05	18:25	APPOIGNY	19:08	UNIVERSITE DE BOURG(	00:43
jeudi 31/10/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 31/10/2024	02	07:45	BATARDEAU	08:08	AUGE	00:23
jeudi 31/10/2024	02	08:15	AUGE	08:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 31/10/2024	03	08:45	CARRIERES	09:37	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 31/10/2024	03	09:45	GRANDES HAIES	10:38	CARRIERES	00:53
jeudi 31/10/2024	01	11:07	LA ROUE	11:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 31/10/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
jeudi 31/10/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 31/10/2024	03	12:45	CARRIERES	12:59	DEPOT	00:14
jeudi 31/10/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
jeudi 31/10/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
jeudi 31/10/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
jeudi 31/10/2024	02	14:45	BATARDEAU	15:08	AUGE	00:23
jeudi 31/10/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 31/10/2024	02	15:15	AUGE	15:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 31/10/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
jeudi 31/10/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
jeudi 31/10/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
jeudi 31/10/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 02/11/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
samedi 02/11/2024	01	09:57	DEPOT	10:17	DEPOT	00:20
samedi 02/11/2024	01	10:25	LES CLAIRIONS	11:03	LA ROUE	00:38
lundi 04/11/2024	02	06:15	BATARDEAU	06:38	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	05	08:10	UNIVERSITE DE BOURG(	09:00	APPOIGNY	00:50
lundi 04/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
lundi 04/11/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 04/11/2024	02	09:15	BATARDEAU	09:38	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	09:45	AUGE	10:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	02	10:15	BATARDEAU	10:38	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	10:45	AUGE	11:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	02	11:15	BATARDEAU	11:38	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	11:45	AUGE	12:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	02	12:15	BATARDEAU	12:38	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	12:45	AUGE	13:08	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
lundi 04/11/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 04/11/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
lundi 04/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
lundi 04/11/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
lundi 04/11/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 04/11/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
lundi 04/11/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
lundi 04/11/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
lundi 04/11/2024	02	19:45	AUGE	20:08	BATARDEAU	00:23
mardi 05/11/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
mardi 05/11/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 05/11/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23

mardi 05/11/2024	03	10:45	CARRIERES	11:30	GRANDES HAIES	00:45
mardi 05/11/2024	03	12:12	GRANDES HAIES	12:58	CARRIERES	00:46
mardi 05/11/2024	01	12:22	DEPOT	12:37	LA ROUE	00:15
mardi 05/11/2024	01	12:33	LA ROUE	12:48	DEPOT	00:15
mardi 05/11/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
mardi 05/11/2024	03	16:25	GRANDES HAIES	16:51	LES CLAIRIONS	00:26
mardi 05/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
mardi 05/11/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
mardi 05/11/2024	01	18:15	SAINT SIMEON M	18:50	LA ROUE	00:35
mardi 05/11/2024	01	18:22	LA ROUE	19:00	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 05/11/2024	05	18:25	APPOIGNY	19:09	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
mardi 05/11/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
mardi 05/11/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 06/11/2024	04	07:00	BREANDES	07:45	LES CLAIRIONS	00:45
mercredi 06/11/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
mercredi 06/11/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
mercredi 06/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 06/11/2024	01	07:55	LES CLAIRIONS	08:33	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	08:10	LES CLAIRIONS	08:50	LA ROUE	00:40
mercredi 06/11/2024	02	08:15	BATARDEAU	08:38	AUGE	00:23
mercredi 06/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	08:37	LA ROUE	09:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 06/11/2024	01	08:55	LES CLAIRIONS	09:33	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 06/11/2024	02	09:15	BATARDEAU	09:38	AUGE	00:23
mercredi 06/11/2024	01	09:37	LA ROUE	10:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	09:40	LES CLAIRIONS	10:18	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	10:22	LA ROUE	11:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	04	10:35	LES CLAIRIONS	11:16	BREANDES	00:41
mercredi 06/11/2024	01	11:10	LES CLAIRIONS	11:50	LA ROUE	00:40
mercredi 06/11/2024	04	11:30	BREANDES	12:15	LES CLAIRIONS	00:45
mercredi 06/11/2024	01	11:37	LA ROUE	12:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	11:52	LA ROUE	12:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	04	12:20	LES CLAIRIONS	13:04	BREANDES	00:44
mercredi 06/11/2024	01	12:25	LES CLAIRIONS	13:03	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	12:40	LES CLAIRIONS	13:18	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	04	13:04	BREANDES	13:16	DEPOT	00:12
mercredi 06/11/2024	01	13:07	LA ROUE	13:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 06/11/2024	04	13:18	DEPOT	13:30	BREANDES	00:12
mercredi 06/11/2024	01	13:22	LA ROUE	14:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	04	13:30	BREANDES	14:14	LES CLAIRIONS	00:44
mercredi 06/11/2024	01	13:55	LES CLAIRIONS	14:33	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	14:37	LA ROUE	15:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	14:40	LES CLAIRIONS	15:18	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	15:22	LA ROUE	16:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	15:40	LES CLAIRIONS	16:18	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	16:10	LES CLAIRIONS	16:50	LA ROUE	00:40
mercredi 06/11/2024	01	16:22	LA ROUE	17:00	LES CLAIRIONS	00:38

mercredi 06/11/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 06/11/2024	01	17:25	LES CLAIRIONS	18:03	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	17:55	LES CLAIRIONS	18:33	LA ROUE	00:38
mercredi 06/11/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 06/11/2024	01	18:37	LA ROUE	19:13	LES CLAIRIONS	00:36
mercredi 06/11/2024	01	19:03	LA ROUE	19:16	DEPOT	00:13
mercredi 06/11/2024	01	19:30	LES CLAIRIONS	20:06	LA ROUE	00:36
mercredi 06/11/2024	01	20:06	LA ROUE	20:19	DEPOT	00:13
jeudi 07/11/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
jeudi 07/11/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	01	08:07	LA ROUE	08:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 07/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	08:55	LES CLAIRIONS	09:33	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 07/11/2024	01	09:25	LES CLAIRIONS	10:03	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	09:37	LA ROUE	10:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	01	10:07	LA ROUE	10:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 07/11/2024	04	10:35	LES CLAIRIONS	11:16	BREANDES	00:41
jeudi 07/11/2024	01	10:40	LES CLAIRIONS	11:18	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	11:22	LA ROUE	12:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	01	11:25	LES CLAIRIONS	12:03	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	12:07	LA ROUE	12:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 07/11/2024	01	12:10	LES CLAIRIONS	12:50	LA ROUE	00:40
jeudi 07/11/2024	04	12:20	LES CLAIRIONS	13:04	BREANDES	00:44
jeudi 07/11/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	04	13:30	BREANDES	14:14	LES CLAIRIONS	00:44
jeudi 07/11/2024	01	14:40	LES CLAIRIONS	15:18	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	15:22	LA ROUE	16:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
jeudi 07/11/2024	01	16:10	LES CLAIRIONS	16:50	LA ROUE	00:40
jeudi 07/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 07/11/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 07/11/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 07/11/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
jeudi 07/11/2024	01	17:55	LES CLAIRIONS	18:33	LA ROUE	00:38
jeudi 07/11/2024	01	18:37	LA ROUE	19:13	LES CLAIRIONS	00:36
jeudi 07/11/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23
jeudi 07/11/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 07/11/2024	01	19:30	LES CLAIRIONS	20:06	LA ROUE	00:36
jeudi 07/11/2024	02	19:45	BATARDEAU	20:08	AUGE	00:23
jeudi 07/11/2024	01	20:06	LA ROUE	20:19	DEPOT	00:13
jeudi 07/11/2024	02	20:15	AUGE	20:37	BATARDEAU	00:22
vendredi 08/11/2024	02	06:03	DEPOT	06:15	BATARDEAU	00:12
vendredi 08/11/2024	02	06:15	BATARDEAU	06:38	AUGE	00:23
vendredi 08/11/2024	02	06:45	AUGE	07:07	BATARDEAU	00:22
vendredi 08/11/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
vendredi 08/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
vendredi 08/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38

vendredi 08/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
vendredi 08/11/2024	03	09:45	GRANDES HAIES	10:38	CARRIERES	00:53
vendredi 08/11/2024	02	10:45	BATARDEAU	11:08	AUGE	00:23
vendredi 08/11/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 08/11/2024	02	11:45	BATARDEAU	12:08	AUGE	00:23
vendredi 08/11/2024	02	12:15	AUGE	12:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 08/11/2024	01	16:52	LA ROUE	17:05	GAMBETTA	00:13
vendredi 08/11/2024	01	17:36	FRAGONARD	17:47	LES CLAIRIONS	00:11
mardi 12/11/2024	01	05:59	DEPOT	06:12	LA ROUE	00:13
mardi 12/11/2024	01	06:12	LA ROUE	06:50	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	03	06:33	DEPOT	06:45	CARRIERES	00:12
mardi 12/11/2024	03	06:45	CARRIERES	07:36	GRANDES HAIES	00:51
mardi 12/11/2024	01	06:55	LES CLAIRIONS	07:31	LA ROUE	00:36
mardi 12/11/2024	03	07:03	DEPOT	07:23	LES PIEDALLOUE	00:20
mardi 12/11/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	03	07:23	LES PIEDALLOUE	07:37	PORTE DE PARIS	00:14
mardi 12/11/2024	01	07:37	LA ROUE	08:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	03	07:44	GRANDES HAIES	08:37	CARRIERES	00:53
mardi 12/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
mardi 12/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	04	08:35	LES CLAIRIONS	09:16	BREANDES	00:41
mardi 12/11/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	08:45	BATARDEAU	09:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 12/11/2024	02	09:15	AUGE	09:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	04	09:30	BREANDES	10:14	LES CLAIRIONS	00:44
mardi 12/11/2024	02	09:45	BATARDEAU	10:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	09:52	LA ROUE	10:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	01	10:25	LES CLAIRIONS	11:03	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	01	10:40	LES CLAIRIONS	11:18	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	03	10:45	CARRIERES	11:30	GRANDES HAIES	00:45
mardi 12/11/2024	N	11:05	ARQUEBUSE	11:24	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	11:07	LA ROUE	11:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 12/11/2024	N	11:11	DEPOT	11:24	ARQUEBUSE	00:13
mardi 12/11/2024	01	11:22	LA ROUE	12:00	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	N	11:24	ARQUEBUSE	11:37	DEPOT	00:13
mardi 12/11/2024	N	11:30	ARQUEBUSE	11:49	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	03	11:34	GRANDES HAIES	12:27	CARRIERES	00:53
mardi 12/11/2024	01	11:55	LES CLAIRIONS	12:33	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	N	11:55	ARQUEBUSE	12:14	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	05	12:05	APPOIGNY	12:49	UNIVERSITE DE BOURG(	00:44
mardi 12/11/2024	01	12:10	LES CLAIRIONS	12:50	LA ROUE	00:40
mardi 12/11/2024	N	12:20	ARQUEBUSE	12:39	ARQUEBUSE	00:19

mardi 12/11/2024	03	12:25	DEPOT	12:41	CARRIERES	00:16
mardi 12/11/2024	01	12:37	LA ROUE	13:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	N	12:45	ARQUEBUSE	13:04	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	12:45	BATARDEAU	13:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
mardi 12/11/2024	N	12:49	DEPOT	13:04	ARQUEBUSE	00:15
mardi 12/11/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	N	13:04	ARQUEBUSE	13:19	DEPOT	00:15
mardi 12/11/2024	N	13:10	ARQUEBUSE	13:29	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	13:15	BATARDEAU	13:38	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	02	13:15	AUGE	13:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	01	13:25	LES CLAIRIONS	14:03	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	N	13:35	ARQUEBUSE	13:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	13:45	AUGE	14:08	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	03	13:45	GRANDES HAIES	14:38	CARRIERES	00:53
mardi 12/11/2024	02	13:45	BATARDEAU	14:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	N	14:00	ARQUEBUSE	14:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	14:05	DEPOT	14:18	LA ROUE	00:13
mardi 12/11/2024	01	14:07	LA ROUE	14:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 12/11/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mardi 12/11/2024	02	14:15	BATARDEAU	14:38	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	02	14:15	AUGE	14:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	01	14:18	LA ROUE	14:31	DEPOT	00:13
mardi 12/11/2024	N	14:25	ARQUEBUSE	14:44	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	14:45	AUGE	15:08	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	02	14:45	BATARDEAU	15:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	03	14:45	CARRIERES	15:37	GRANDES HAIES	00:52
mardi 12/11/2024	N	14:50	ARQUEBUSE	15:09	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	04	15:05	LES CLAIRIONS	15:46	BREANDES	00:41
mardi 12/11/2024	N	15:15	ARQUEBUSE	15:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	15:15	AUGE	15:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	N	15:40	ARQUEBUSE	15:59	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
mardi 12/11/2024	03	15:52	GRANDES HAIES	16:38	CARRIERES	00:46
mardi 12/11/2024	03	16:00	CARRIERES	16:20	CARRIERES	00:20
mardi 12/11/2024	N	16:05	ARQUEBUSE	16:24	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	04	16:05	BREANDES	16:50	LES CLAIRIONS	00:45
mardi 12/11/2024	N	16:07	DEPOT	16:23	ARQUEBUSE	00:16
mardi 12/11/2024	02	16:15	AUGE	16:39	BATARDEAU	00:24
mardi 12/11/2024	03	16:20	CARRIERES	19:45	CARRIERES	03:25
mardi 12/11/2024	N	16:25	ARQUEBUSE	17:23	DEPOT	00:58
mardi 12/11/2024	N	16:25	ARQUEBUSE	16:40	DEPOT	00:15
mardi 12/11/2024	N	16:30	ARQUEBUSE	16:49	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	16:45	BATARDEAU	17:09	AUGE	00:24
mardi 12/11/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	N	16:55	ARQUEBUSE	17:14	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	03	17:05	CARRIERES	17:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 12/11/2024	03	17:12	GRANDES HAIES	17:58	CARRIERES	00:46
mardi 12/11/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19

mardi 12/11/2024	05	17:23	DEPOT	17:35	UNIVERSITE DE BOURG	00:12
mardi 12/11/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 12/11/2024	03	17:57	GRANDES HAIES	18:09	DEPOT	00:12
mardi 12/11/2024	03	18:05	CARRIERES	18:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 12/11/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	02	18:15	AUGE	18:38	BATARDEAU	00:23
mardi 12/11/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	01	18:40	LES CLAIRIONS	19:18	LA ROUE	00:38
mardi 12/11/2024	03	18:45	CARRIERES	19:37	GRANDES HAIES	00:52
mardi 12/11/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
mardi 12/11/2024	03	19:05	GRANDES HAIES	19:58	CARRIERES	00:53
mardi 12/11/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
mardi 12/11/2024	01	19:22	LA ROUE	20:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	01	06:32	LA ROUE	07:08	LES CLAIRIONS	00:36
mercredi 13/11/2024	03	06:45	CARRIERES	07:36	GRANDES HAIES	00:51
mercredi 13/11/2024	01	06:52	LA ROUE	07:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
mercredi 13/11/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	01	07:40	LES CLAIRIONS	08:18	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	03	07:44	GRANDES HAIES	08:37	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	05	08:05	APPOIGNY	08:54	UNIVERSITE DE BOURG	00:49
mercredi 13/11/2024	01	08:22	LA ROUE	09:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	02	08:45	BATARDEAU	09:08	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	01	08:55	LES CLAIRIONS	09:33	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 13/11/2024	01	09:10	LES CLAIRIONS	09:50	LA ROUE	00:40
mercredi 13/11/2024	02	09:15	AUGE	09:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	04	09:15	LES CLAIRIONS	09:56	BREANDES	00:41
mercredi 13/11/2024	01	09:25	LES CLAIRIONS	10:03	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	03	09:25	CARRIERES	10:10	GRANDES HAIES	00:45
mercredi 13/11/2024	01	09:37	LA ROUE	10:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	02	09:45	BATARDEAU	10:08	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	03	09:45	GRANDES HAIES	10:38	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	01	09:52	LA ROUE	10:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	01	10:07	LA ROUE	10:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 13/11/2024	04	10:10	BREANDES	10:54	LES CLAIRIONS	00:44
mercredi 13/11/2024	02	10:15	AUGE	10:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	03	10:25	GRANDES HAIES	11:18	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	04	10:35	LES CLAIRIONS	11:16	BREANDES	00:41
mercredi 13/11/2024	03	10:45	CARRIERES	11:30	GRANDES HAIES	00:45
mercredi 13/11/2024	02	10:45	BATARDEAU	11:08	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	01	10:55	LES CLAIRIONS	11:33	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	04	11:10	LES CLAIRIONS	11:51	BREANDES	00:41
mercredi 13/11/2024	02	11:15	AUGE	11:38	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	04	11:30	BREANDES	12:15	LES CLAIRIONS	00:45

mercredi 13/11/2024	03	11:34	GRANDES HAIES	12:27	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	03	11:35	CARRIERES	12:28	GRANDES HAIES	00:53
mercredi 13/11/2024	01	11:37	LA ROUE	12:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	04	12:00	BREANDES	12:45	LES CLAIRIONS	00:45
mercredi 13/11/2024	04	12:20	LES CLAIRIONS	13:04	BREANDES	00:44
mercredi 13/11/2024	01	12:25	LES CLAIRIONS	13:03	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	03	12:28	GRANDES HAIES	12:40	DEPOT	00:12
mercredi 13/11/2024	02	12:45	BATARDEAU	13:08	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	01	12:55	LES CLAIRIONS	13:33	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	03	13:05	GRANDES HAIES	13:58	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	01	13:07	LA ROUE	13:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 13/11/2024	05	13:15	UNIVERSITE DE BOURG	14:00	APPOIGNY	00:45
mercredi 13/11/2024	01	13:37	LA ROUE	14:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	02	13:45	AUGE	14:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
mercredi 13/11/2024	02	14:15	BATARDEAU	14:38	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	04	14:35	LES CLAIRIONS	15:16	BREANDES	00:41
mercredi 13/11/2024	02	14:45	AUGE	15:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	03	14:45	CARRIERES	15:37	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 13/11/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	03	15:05	GRANDES HAIES	15:58	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	02	15:15	BATARDEAU	15:38	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	04	15:32	BREANDES	16:16	LES CLAIRIONS	00:44
mercredi 13/11/2024	02	15:38	AUGE	15:49	BATARDEAU	00:11
mercredi 13/11/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
mercredi 13/11/2024	03	15:52	GRANDES HAIES	16:38	CARRIERES	00:46
mercredi 13/11/2024	03	16:05	CARRIERES	16:57	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 13/11/2024	02	16:15	BATARDEAU	16:39	AUGE	00:24
mercredi 13/11/2024	01	16:25	LES CLAIRIONS	17:03	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 13/11/2024	02	16:45	AUGE	17:09	BATARDEAU	00:24
mercredi 13/11/2024	02	16:45	BATARDEAU	17:09	AUGE	00:24
mercredi 13/11/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
mercredi 13/11/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 13/11/2024	03	17:12	GRANDES HAIES	17:58	CARRIERES	00:46
mercredi 13/11/2024	02	17:15	BATARDEAU	17:39	AUGE	00:24
mercredi 13/11/2024	02	17:15	AUGE	17:39	BATARDEAU	00:24
mercredi 13/11/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 13/11/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
mercredi 13/11/2024	02	17:45	AUGE	18:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	03	18:05	CARRIERES	18:57	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 13/11/2024	01	18:10	LES CLAIRIONS	18:50	LA ROUE	00:40
mercredi 13/11/2024	02	18:15	BATARDEAU	18:38	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	02	18:45	AUGE	19:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	01	18:57	LA ROUE	19:33	LES CLAIRIONS	00:36
mercredi 13/11/2024	02	19:15	BATARDEAU	19:38	AUGE	00:23
mercredi 13/11/2024	03	19:37	GRANDES HAIES	19:49	DEPOT	00:12
mercredi 13/11/2024	02	19:45	AUGE	20:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 13/11/2024	03	19:58	CARRIERES	20:12	DEPOT	00:14
jeudi 14/11/2024	01	06:20	LES CLAIRIONS	06:58	LA ROUE	00:38

jeudi 14/11/2024	01	07:07	LA ROUE	07:45	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	08:55	LES CLAIRIONS	09:33	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	09:25	LES CLAIRIONS	10:03	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	09:37	LA ROUE	10:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	10:07	LA ROUE	10:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 14/11/2024	01	10:15	LES CLAIRIONS	11:54	DEPOT	01:39
jeudi 14/11/2024	03	12:01	DEPOT	12:12	GRANDES HAIES	00:11
jeudi 14/11/2024	03	12:12	GRANDES HAIES	12:58	CARRIERES	00:46
jeudi 14/11/2024	03	12:25	DEPOT	12:41	CARRIERES	00:16
jeudi 14/11/2024	02	12:41	CARRIERES	12:57	DEPOT	00:16
jeudi 14/11/2024	03	12:45	CARRIERES	13:30	GRANDES HAIES	00:45
jeudi 14/11/2024	02	12:49	DEPOT	13:01	BATARDEAU	00:12
jeudi 14/11/2024	04	13:18	DEPOT	13:30	BREANDES	00:12
jeudi 14/11/2024	01	13:55	LES CLAIRIONS	14:33	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	14:10	LES CLAIRIONS	14:50	LA ROUE	00:40
jeudi 14/11/2024	01	14:18	LA ROUE	14:31	DEPOT	00:13
jeudi 14/11/2024	01	14:25	LES CLAIRIONS	15:03	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	14:37	LA ROUE	15:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	14:52	LA ROUE	15:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	15:07	LA ROUE	15:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 14/11/2024	01	15:22	LA ROUE	15:35	GAMBETTA	00:13
jeudi 14/11/2024	02	15:38	AUGE	15:49	BATARDEAU	00:11
jeudi 14/11/2024	01	15:40	LES CLAIRIONS	16:18	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	16:22	LA ROUE	17:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	02	16:25	DEPOT	16:45	BATARDEAU	00:20
jeudi 14/11/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	16:55	LES CLAIRIONS	17:33	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	05	17:01	AUXERRE DEPOT BERTI	17:15	APPOIGNY	00:14
jeudi 14/11/2024	05	17:05	APPOIGNY	17:20	DEPOT	00:15
jeudi 14/11/2024	01	17:25	LES CLAIRIONS	18:03	LA ROUE	00:38
jeudi 14/11/2024	01	17:37	LA ROUE	18:15	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 14/11/2024	03	17:57	GRANDES HAIES	18:09	DEPOT	00:12
jeudi 14/11/2024	01	18:07	LA ROUE	18:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 14/11/2024	04	19:02	BREANDES	19:13	DEPOT	00:11
jeudi 14/11/2024	01	19:03	LA ROUE	19:16	DEPOT	00:13
jeudi 14/11/2024	05	19:05	APPOIGNY	19:38	AUGE	00:33
jeudi 14/11/2024	02	19:15	AUGE	19:38	BATARDEAU	00:23
jeudi 14/11/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
jeudi 14/11/2024	02	19:32	DEPOT	19:44	BATARDEAU	00:12
jeudi 14/11/2024	03	19:37	GRANDES HAIES	19:49	DEPOT	00:12
jeudi 14/11/2024	01	20:48	LA ROUE	21:01	DEPOT	00:13
vendredi 15/11/2024	01	15:37	LA ROUE	16:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 15/11/2024	01	16:10	LES CLAIRIONS	16:50	LA ROUE	00:40
samedi 16/11/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
samedi 16/11/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	09:25	ARQUEBUSE	09:44	ARQUEBUSE	00:19

samedi 16/11/2024	N	09:50	ARQUEBUSE	10:09	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	11:05	ARQUEBUSE	11:24	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	11:30	ARQUEBUSE	11:49	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	11:55	ARQUEBUSE	12:14	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	12:20	ARQUEBUSE	12:39	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	12:45	ARQUEBUSE	13:04	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	13:10	ARQUEBUSE	13:29	ARQUEBUSE	00:19
samedi 16/11/2024	N	13:29	ARQUEBUSE	13:44	DEPOT	00:15
samedi 16/11/2024	01	16:32	LA ROUE	17:10	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 18/11/2024	02	17:45	BATARDEAU	18:08	AUGE	00:23
lundi 18/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 18/11/2024	02	18:15	AUGE	18:38	BATARDEAU	00:23
mardi 19/11/2024	TAD	10:00	DEPOT	13:40	DEPOT	03:40
mardi 19/11/2024	TAD	13:40	DEPOT	13:55	DEPOT	00:15
mardi 19/11/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 19/11/2024	02	17:45	AUGE	18:08	BATARDEAU	00:23
mardi 19/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 19/11/2024	02	18:15	BATARDEAU	18:38	AUGE	00:23
mardi 19/11/2024	04	19:05	LES CLAIRIONS	19:46	BREANDES	00:41
mercredi 20/11/2024	02	15:45	BATARDEAU	16:08	AUGE	00:23
vendredi 22/11/2024	01	05:59	DEPOT	06:12	LA ROUE	00:13
vendredi 22/11/2024	03	06:01	DEPOT	06:15	ARQUEBUSE	00:14
vendredi 22/11/2024	01	06:12	LA ROUE	06:50	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	03	06:15	ARQUEBUSE	06:50	GRANDES HAIES	00:35
vendredi 22/11/2024	01	06:19	DEPOT	06:32	LA ROUE	00:13
vendredi 22/11/2024	01	06:20	LES CLAIRIONS	06:58	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	01	06:32	LA ROUE	07:08	LES CLAIRIONS	00:36
vendredi 22/11/2024	01	06:35	LES CLAIRIONS	07:11	LA ROUE	00:36
vendredi 22/11/2024	05	06:45	DEPOT	07:00	APPOIGNY	00:15
vendredi 22/11/2024	01	06:55	LES CLAIRIONS	07:31	LA ROUE	00:36
vendredi 22/11/2024	03	06:55	GRANDES HAIES	07:51	CARRIERES	00:56
vendredi 22/11/2024	05	07:00	APPOIGNY	07:49	UNIVERSITE DE BOURG(	00:49
vendredi 22/11/2024	01	07:07	LA ROUE	07:45	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	01	07:11	LA ROUE	07:22	LA ROUE	00:11
vendredi 22/11/2024	01	07:15	LES CLAIRIONS	07:55	LA ROUE	00:40
vendredi 22/11/2024	04	07:15	LES CLAIRIONS	07:59	BREANDES	00:44
vendredi 22/11/2024	03	07:18	GRANDES HAIES	08:07	CARRIERES	00:49
vendredi 22/11/2024	01	07:22	LA ROUE	08:00	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	04	07:23	DEPOT	07:35	BREANDES	00:12
vendredi 22/11/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	04	07:35	BREANDES	08:20	LES CLAIRIONS	00:45
vendredi 22/11/2024	01	07:37	LA ROUE	08:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	01	07:55	LES CLAIRIONS	08:33	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	01	07:57	LA ROUE	08:35	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	04	07:59	BREANDES	08:10	BREANDES	00:11
vendredi 22/11/2024	03	08:05	CARRIERES	08:50	GRANDES HAIES	00:45
vendredi 22/11/2024	01	08:07	LA ROUE	08:47	LES CLAIRIONS	00:40
vendredi 22/11/2024	04	08:10	BREANDES	08:54	LES CLAIRIONS	00:44

vendredi 22/11/2024	05	08:10	UNIVERSITE DE BOURG	09:00	APPOIGNY	00:50
vendredi 22/11/2024	01	08:10	LES CLAIRIONS	08:50	LA ROUE	00:40
vendredi 22/11/2024	04	08:20	LES CLAIRIONS	08:35	LES CLAIRIONS	00:15
vendredi 22/11/2024	01	08:25	LES CLAIRIONS	09:03	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	04	08:35	LES CLAIRIONS	09:16	BREANDES	00:41
vendredi 22/11/2024	01	08:37	LA ROUE	09:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	01	08:40	LES CLAIRIONS	09:18	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	01	08:47	LES CLAIRIONS	09:10	LES CLAIRIONS	00:23
vendredi 22/11/2024	01	08:52	LA ROUE	09:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	04	08:54	LES CLAIRIONS	09:15	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 22/11/2024	03	09:05	GRANDES HAIES	09:58	CARRIERES	00:53
vendredi 22/11/2024	05	09:05	APPOIGNY	09:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
vendredi 22/11/2024	01	09:07	LA ROUE	09:47	LES CLAIRIONS	00:40
vendredi 22/11/2024	01	09:10	LES CLAIRIONS	09:50	LA ROUE	00:40
vendredi 22/11/2024	04	09:15	LES CLAIRIONS	09:56	BREANDES	00:41
vendredi 22/11/2024	01	09:15	LES CLAIRIONS	09:40	LES CLAIRIONS	00:25
vendredi 22/11/2024	04	09:16	BREANDES	09:30	BREANDES	00:14
vendredi 22/11/2024	01	09:22	LA ROUE	10:00	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	04	09:30	BREANDES	10:14	LES CLAIRIONS	00:44
vendredi 22/11/2024	01	09:30	LES CLAIRIONS	09:55	LES CLAIRIONS	00:25
vendredi 22/11/2024	01	09:40	LES CLAIRIONS	10:18	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	01	09:47	LES CLAIRIONS	10:10	LES CLAIRIONS	00:23
vendredi 22/11/2024	01	09:52	LA ROUE	10:30	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 22/11/2024	01	09:55	LES CLAIRIONS	10:33	LA ROUE	00:38
vendredi 22/11/2024	04	09:56	BREANDES	10:10	BREANDES	00:14
vendredi 22/11/2024	01	10:00	LES CLAIRIONS	10:25	LES CLAIRIONS	00:25
vendredi 22/11/2024	03	10:05	CARRIERES	10:57	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 22/11/2024	05	10:05	APPOIGNY	10:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
vendredi 22/11/2024	04	10:10	BREANDES	10:54	LES CLAIRIONS	00:44
vendredi 22/11/2024	05	10:10	UNIVERSITE DE BOURG	10:55	APPOIGNY	00:45
vendredi 22/11/2024	01	10:10	LES CLAIRIONS	10:28	ARQUEBUSE	00:18
vendredi 22/11/2024	04	10:14	LES CLAIRIONS	10:35	LES CLAIRIONS	00:21
vendredi 22/11/2024	01	10:22	LA ROUE	10:33	GARE SNCF	00:11
vendredi 22/11/2024	04	10:35	LES CLAIRIONS	11:16	BREANDES	00:41
vendredi 22/11/2024	01	10:37	LA ROUE	10:48	GARE SNCF	00:11
vendredi 22/11/2024	04	10:54	LES CLAIRIONS	11:10	LES CLAIRIONS	00:16
vendredi 22/11/2024	03	11:05	GRANDES HAIES	11:58	CARRIERES	00:53
vendredi 22/11/2024	05	11:05	APPOIGNY	11:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
vendredi 22/11/2024	04	11:25	LES CLAIRIONS	11:40	LES CLAIRIONS	00:15
vendredi 22/11/2024	03	12:10	CARRIERES	13:02	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 22/11/2024	02	12:49	DEPOT	13:01	BATARDEAU	00:12
vendredi 22/11/2024	02	13:01	BATARDEAU	13:15	BATARDEAU	00:14
vendredi 22/11/2024	03	13:02	GRANDES HAIES	13:14	DEPOT	00:12
vendredi 22/11/2024	02	13:15	AUGE	13:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 22/11/2024	02	13:15	BATARDEAU	13:38	AUGE	00:23
vendredi 22/11/2024	02	13:45	BATARDEAU	14:08	AUGE	00:23
vendredi 22/11/2024	02	13:45	AUGE	14:08	BATARDEAU	00:23
vendredi 22/11/2024	02	14:15	BATARDEAU	14:38	AUGE	00:23
vendredi 22/11/2024	02	14:15	AUGE	14:38	BATARDEAU	00:23
vendredi 22/11/2024	03	16:21	DEPOT	16:35	CARRIERES	00:14

vendredi 22/11/2024	04	16:26	DEPOT TRANSDEV FON	16:45	DEPOT TRANSDEV FON	00:19
vendredi 22/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 22/11/2024	04	16:45	BREANDES	17:30	LES CLAIRIONS	00:45
vendredi 22/11/2024	04	17:40	LES CLAIRIONS	18:24	BREANDES	00:44
samedi 23/11/2024	01	06:14	DEPOT	06:27	LA ROUE	00:13
samedi 23/11/2024	02	06:15	AUGE	06:37	BATARDEAU	00:22
samedi 23/11/2024	02	06:15	BATARDEAU	06:38	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	01	06:27	LA ROUE	07:05	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 23/11/2024	02	06:45	BATARDEAU	07:08	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	02	06:45	AUGE	07:07	BATARDEAU	00:22
samedi 23/11/2024	01	06:50	LES CLAIRIONS	07:26	LA ROUE	00:36
samedi 23/11/2024	05	07:00	APPOIGNY	07:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:49
samedi 23/11/2024	05	07:10	UNIVERSITE DE BOURG	08:00	APPOIGNY	00:50
samedi 23/11/2024	04	07:10	BREANDES	07:55	LES CLAIRIONS	00:45
samedi 23/11/2024	03	07:14	CARRIERES	08:00	GRANDES HAIES	00:46
samedi 23/11/2024	02	07:15	AUGE	07:38	BATARDEAU	00:23
samedi 23/11/2024	02	07:15	BATARDEAU	07:38	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	01	07:20	LES CLAIRIONS	08:00	LA ROUE	00:40
samedi 23/11/2024	01	07:32	LA ROUE	08:12	LES CLAIRIONS	00:40
samedi 23/11/2024	02	07:45	BATARDEAU	08:08	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	02	07:45	AUGE	08:08	BATARDEAU	00:23
samedi 23/11/2024	01	08:07	LA ROUE	08:45	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 23/11/2024	02	08:15	AUGE	08:38	BATARDEAU	00:23
samedi 23/11/2024	02	08:15	BATARDEAU	08:38	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	04	08:15	LES CLAIRIONS	08:59	BREANDES	00:44
samedi 23/11/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 23/11/2024	02	08:45	BATARDEAU	09:08	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	02	08:45	AUGE	09:08	BATARDEAU	00:23
samedi 23/11/2024	N	09:00	ARQUEBUSE	09:19	ARQUEBUSE	00:19
samedi 23/11/2024	05	09:05	APPOIGNY	09:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
samedi 23/11/2024	02	09:15	AUGE	09:38	BATARDEAU	00:23
samedi 23/11/2024	02	09:15	BATARDEAU	09:38	AUGE	00:23
samedi 23/11/2024	05	11:05	APPOIGNY	11:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
lundi 25/11/2024	05	07:10	UNIVERSITE DE BOURG	08:00	APPOIGNY	00:50
lundi 25/11/2024	04	07:35	BREANDES	08:20	LES CLAIRIONS	00:45
lundi 25/11/2024	05	08:05	APPOIGNY	08:54	UNIVERSITE DE BOURG	00:49
lundi 25/11/2024	04	08:20	LES CLAIRIONS	08:35	LES CLAIRIONS	00:15
lundi 25/11/2024	04	08:35	LES CLAIRIONS	09:16	BREANDES	00:41
lundi 25/11/2024	05	09:05	APPOIGNY	09:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
lundi 25/11/2024	05	09:10	UNIVERSITE DE BOURG	09:55	APPOIGNY	00:45
lundi 25/11/2024	04	09:16	BREANDES	09:30	BREANDES	00:14
lundi 25/11/2024	04	09:30	BREANDES	10:14	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 25/11/2024	05	10:05	APPOIGNY	10:49	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
lundi 25/11/2024	03	10:25	GRANDES HAIES	11:18	CARRIERES	00:53
lundi 25/11/2024	03	11:35	CARRIERES	12:28	GRANDES HAIES	00:53
lundi 25/11/2024	01	12:40	LES CLAIRIONS	13:18	LA ROUE	00:38
lundi 25/11/2024	01	13:22	LA ROUE	14:00	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 25/11/2024	03	13:25	CARRIERES	14:17	GRANDES HAIES	00:52
lundi 25/11/2024	03	14:25	GRANDES HAIES	15:18	CARRIERES	00:53
lundi 25/11/2024	01	14:25	LES CLAIRIONS	15:03	LA ROUE	00:38

lundi 25/11/2024	01	15:07	LA ROUE	15:47	LES CLAIRIONS	00:40
lundi 25/11/2024	03	15:25	CARRIERES	16:17	GRANDES HAIES	00:52
lundi 25/11/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
lundi 25/11/2024	03	16:25	GRANDES HAIES	17:18	CARRIERES	00:53
lundi 25/11/2024	03	17:30	CARRIERES	18:23	GRANDES HAIES	00:53
lundi 25/11/2024	02	17:45	BATARDEAU	18:08	AUGE	00:23
lundi 25/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 26/11/2024	01	13:40	LES CLAIRIONS	14:18	LA ROUE	00:38
mardi 26/11/2024	01	14:22	LA ROUE	15:00	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 26/11/2024	01	15:00	LES CLAIRIONS	15:25	LES CLAIRIONS	00:25
mardi 26/11/2024	N	15:15	ARQUEBUSE	15:34	ARQUEBUSE	00:19
mardi 26/11/2024	01	15:25	LES CLAIRIONS	16:03	LA ROUE	00:38
mardi 26/11/2024	01	16:07	LA ROUE	16:47	LES CLAIRIONS	00:40
mardi 26/11/2024	01	16:47	LES CLAIRIONS	17:10	LES CLAIRIONS	00:23
mardi 26/11/2024	01	17:10	LES CLAIRIONS	17:50	LA ROUE	00:40
mardi 26/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 26/11/2024	01	18:40	LES CLAIRIONS	19:18	LA ROUE	00:38
mardi 26/11/2024	01	19:22	LA ROUE	20:00	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 26/11/2024	02	19:45	AUGE	20:08	BATARDEAU	00:23
mercredi 27/11/2024	05	15:15	UNIVERSITE DE BOURG	16:00	APPOIGNY	00:45
mercredi 27/11/2024	N	15:46	DEPOT	15:59	ARQUEBUSE	00:13
mercredi 27/11/2024	N	16:05	ARQUEBUSE	16:24	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	01	16:07	LA ROUE	16:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 27/11/2024	N	16:30	ARQUEBUSE	16:49	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
mercredi 27/11/2024	01	16:47	LES CLAIRIONS	17:10	LES CLAIRIONS	00:23
mercredi 27/11/2024	N	16:49	ARQUEBUSE	17:04	DEPOT	00:15
mercredi 27/11/2024	N	16:55	ARQUEBUSE	17:14	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	01	17:10	LES CLAIRIONS	17:50	LA ROUE	00:40
mercredi 27/11/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	03	17:28	GRANDES HAIES	17:44	GRANDES HAIES	00:16
mercredi 27/11/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
mercredi 27/11/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 27/11/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	01	18:40	LES CLAIRIONS	19:18	LA ROUE	00:38
mercredi 27/11/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
mercredi 27/11/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
mercredi 27/11/2024	01	19:22	LA ROUE	20:00	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 28/11/2024	03	17:05	CARRIERES	17:57	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 28/11/2024	03	19:05	GRANDES HAIES	19:58	CARRIERES	00:53
vendredi 29/11/2024	N	10:15	ARQUEBUSE	10:34	ARQUEBUSE	00:19
vendredi 29/11/2024	N	10:40	ARQUEBUSE	10:59	ARQUEBUSE	00:19
vendredi 29/11/2024	05	14:15	APPOIGNY	14:59	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
vendredi 29/11/2024	03	14:25	GRANDES HAIES	15:18	CARRIERES	00:53
vendredi 29/11/2024	05	15:15	UNIVERSITE DE BOURG	16:00	APPOIGNY	00:45
vendredi 29/11/2024	03	15:25	CARRIERES	16:17	GRANDES HAIES	00:52
vendredi 29/11/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 29/11/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38

vendredi 29/11/2024	01	17:30	LES CLAIRIONS	17:55	LES CLAIRIONS	00:25
vendredi 29/11/2024	03	18:05	CARRIERES	18:32	LES CLAIRIONS	00:27
vendredi 29/11/2024	01	18:22	LA ROUE	18:35	GAMBETTA	00:13
vendredi 29/11/2024	01	18:25	LES CLAIRIONS	19:03	LA ROUE	00:38
samedi 30/11/2024	N	12:45	ARQUEBUSE	13:04	ARQUEBUSE	00:19
samedi 30/11/2024	N	13:10	ARQUEBUSE	13:29	ARQUEBUSE	00:19
lundi 02/12/2024	04	07:00	BREANDES	07:45	LES CLAIRIONS	00:45
lundi 02/12/2024	03	07:03	DEPOT	07:23	LES PIEDALLOUE	00:20
lundi 02/12/2024	04	07:23	DEPOT	07:35	BREANDES	00:12
lundi 02/12/2024	03	07:23	LES PIEDALLOUE	07:37	PORTE DE PARIS	00:14
lundi 02/12/2024	04	07:35	BREANDES	08:20	LES CLAIRIONS	00:45
lundi 02/12/2024	03	07:47	DEPOT	08:02	DEPOT	00:15
lundi 02/12/2024	04	08:20	LES CLAIRIONS	08:35	LES CLAIRIONS	00:15
lundi 02/12/2024	N	08:22	DEPOT	08:35	ARQUEBUSE	00:13
lundi 02/12/2024	04	08:35	LES CLAIRIONS	09:16	BREANDES	00:41
lundi 02/12/2024	N	08:35	ARQUEBUSE	08:54	ARQUEBUSE	00:19
lundi 02/12/2024	04	09:16	BREANDES	09:30	BREANDES	00:14
lundi 02/12/2024	04	09:30	BREANDES	10:14	LES CLAIRIONS	00:44
lundi 02/12/2024	04	10:14	LES CLAIRIONS	10:35	LES CLAIRIONS	00:21
lundi 02/12/2024	04	10:35	LES CLAIRIONS	11:16	BREANDES	00:41
lundi 02/12/2024	03	16:21	DEPOT	16:35	CARRIERES	00:14
lundi 02/12/2024	03	16:35	CARRIERES	17:27	GRANDES HAIES	00:52
lundi 02/12/2024	03	17:28	GRANDES HAIES	17:44	GRANDES HAIES	00:16
lundi 02/12/2024	03	17:44	GRANDES HAIES	18:37	CARRIERES	00:53
mardi 03/12/2024	04	07:00	BREANDES	07:45	LES CLAIRIONS	00:45
mardi 03/12/2024	03	07:03	DEPOT	07:23	LES PIEDALLOUE	00:20
mardi 03/12/2024	03	07:23	LES PIEDALLOUE	07:37	PORTE DE PARIS	00:14
mardi 03/12/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
mardi 03/12/2024	01	08:37	LA ROUE	09:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 03/12/2024	01	09:15	LES CLAIRIONS	09:40	LES CLAIRIONS	00:25
mardi 03/12/2024	01	09:40	LES CLAIRIONS	10:18	LA ROUE	00:38
mardi 03/12/2024	01	10:22	LA ROUE	11:00	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 03/12/2024	02	13:15	BATARDEAU	13:26	GARE ROUTIERE	00:11
mardi 03/12/2024	03	13:25	CARRIERES	14:17	GRANDES HAIES	00:52
mardi 03/12/2024	01	15:36	FRAGONARD	15:47	LES CLAIRIONS	00:11
mardi 03/12/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 04/12/2024	03	07:03	DEPOT	07:23	LES PIEDALLOUE	00:20
mercredi 04/12/2024	03	07:23	LES PIEDALLOUE	07:37	PORTE DE PARIS	00:14
mercredi 04/12/2024	01	07:25	LES CLAIRIONS	08:03	LA ROUE	00:38
mercredi 04/12/2024	01	08:07	LA ROUE	08:47	LES CLAIRIONS	00:40
mercredi 04/12/2024	01	08:47	LES CLAIRIONS	09:10	LES CLAIRIONS	00:23
jeudi 05/12/2024	03	14:25	GRANDES HAIES	15:18	CARRIERES	00:53
jeudi 05/12/2024	N	14:25	ARQUEBUSE	14:44	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 05/12/2024	N	14:50	ARQUEBUSE	15:09	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 05/12/2024	N	15:15	ARQUEBUSE	15:34	ARQUEBUSE	00:19
jeudi 05/12/2024	03	15:25	CARRIERES	16:17	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 05/12/2024	04	16:45	BREANDES	17:30	LES CLAIRIONS	00:45
jeudi 05/12/2024	02	16:45	AUGE	17:09	BATARDEAU	00:24
jeudi 05/12/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/12/2024	01	17:22	LA ROUE	18:00	LES CLAIRIONS	00:38

jeudi 05/12/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 05/12/2024	01	18:10	LES CLAIRIONS	18:50	LA ROUE	00:40
vendredi 06/12/2024	TAD	14:10	DEPOT	14:25	DEPOT	00:15
vendredi 06/12/2024	TAD	14:25	DEPOT	18:45	DEPOT	04:20
vendredi 06/12/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 06/12/2024	01	17:07	LA ROUE	17:47	LES CLAIRIONS	00:40
samedi 07/12/2024	01	13:32	LA ROUE	14:10	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 07/12/2024	01	16:12	LA ROUE	16:50	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 07/12/2024	N	18:29	ARQUEBUSE	18:42	DEPOT	00:13
samedi 07/12/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 07/12/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
lundi 09/12/2024	01	12:52	LA ROUE	13:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 10/12/2024	04	13:30	BREANDES	14:14	LES CLAIRIONS	00:44
mardi 10/12/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 10/12/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 10/12/2024	02	17:45	BATARDEAU	18:08	AUGE	00:23
mardi 10/12/2024	02	18:15	AUGE	18:38	BATARDEAU	00:23
mardi 10/12/2024	03	18:45	CARRIERES	19:37	GRANDES HAIES	00:52
jeudi 12/12/2024	TAD	14:10	DEPOT	14:25	DEPOT	00:15
jeudi 12/12/2024	TAD	14:25	DEPOT	18:00	DEPOT	03:35
vendredi 13/12/2024	TAD	15:45	DEPOT	18:00	DEPOT	02:15
vendredi 13/12/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 14/12/2024	N	16:05	ARQUEBUSE	16:24	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	16:30	ARQUEBUSE	16:49	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	16:55	ARQUEBUSE	17:14	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	17:20	ARQUEBUSE	17:39	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	17:45	ARQUEBUSE	18:04	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	18:10	ARQUEBUSE	18:29	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
samedi 14/12/2024	N	19:19	ARQUEBUSE	19:32	DEPOT	00:13
lundi 16/12/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 16/12/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 17/12/2024	03	17:05	CARRIERES	17:57	GRANDES HAIES	00:52
mardi 17/12/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
mardi 17/12/2024	01	18:10	LES CLAIRIONS	18:50	LA ROUE	00:40
mardi 17/12/2024	01	18:22	LA ROUE	19:00	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 18/12/2024	01	16:52	LA ROUE	17:30	LES CLAIRIONS	00:38
mercredi 18/12/2024	01	17:40	LES CLAIRIONS	18:18	LA ROUE	00:38
mercredi 18/12/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
jeudi 19/12/2024	01	15:07	LA ROUE	15:47	LES CLAIRIONS	00:40
jeudi 19/12/2024	02	15:45	AUGE	16:09	BATARDEAU	00:24
jeudi 19/12/2024	01	15:55	LES CLAIRIONS	16:33	LA ROUE	00:38
jeudi 19/12/2024	02	16:15	BATARDEAU	16:39	AUGE	00:24
jeudi 19/12/2024	01	16:37	LA ROUE	17:15	LES CLAIRIONS	00:38
vendredi 20/12/2024	05	13:03	DEPOT	13:15	UNIVERSITE DE BOURG	00:12
vendredi 20/12/2024	05	13:15	UNIVERSITE DE BOURG	14:00	APPOIGNY	00:45
vendredi 20/12/2024	05	14:15	APPOIGNY	14:59	UNIVERSITE DE BOURG	00:44
vendredi 20/12/2024	05	15:15	UNIVERSITE DE BOURG	16:00	APPOIGNY	00:45
vendredi 20/12/2024	05	16:15	APPOIGNY	17:04	UNIVERSITE DE BOURG	00:49

lundi 23/12/2024	01	14:40	LES CLAIRIONS	14:58	ARQUEBUSE	00:18
mardi 24/12/2024	05	15:15	APPOIGNY	15:59	UNIVERSITE DE BOURG(	00:44
mardi 24/12/2024	05	16:15	UNIVERSITE DE BOURG(	17:05	APPOIGNY	00:50
mardi 24/12/2024	05	17:15	APPOIGNY	18:04	UNIVERSITE DE BOURG(	00:49
mardi 24/12/2024	05	18:04	UNIVERSITE DE BOURG(	18:17	DEPOT	00:13
vendredi 27/12/2024	N	18:35	ARQUEBUSE	18:54	ARQUEBUSE	00:19
vendredi 27/12/2024	N	19:00	ARQUEBUSE	19:19	ARQUEBUSE	00:19
samedi 28/12/2024	05	10:05	APPOIGNY	10:49	UNIVERSITE DE BOURG(	00:44
samedi 28/12/2024	04	13:47	DEPOT	13:59	BREANDES	00:12
samedi 28/12/2024	01	13:50	LES CLAIRIONS	14:30	LA ROUE	00:40
samedi 28/12/2024	04	14:10	BREANDES	14:54	LES CLAIRIONS	00:44
samedi 28/12/2024	01	14:32	LA ROUE	15:10	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 28/12/2024	01	15:30	LES CLAIRIONS	16:08	LA ROUE	00:38
samedi 28/12/2024	01	16:12	LA ROUE	16:50	LES CLAIRIONS	00:38
samedi 28/12/2024	04	17:15	LES CLAIRIONS	17:59	BREANDES	00:44
samedi 28/12/2024	01	20:32	LA ROUE	21:10	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/12/2024	01	17:52	LA ROUE	18:30	LES CLAIRIONS	00:38
lundi 30/12/2024	02	18:45	BATARDEAU	19:08	AUGE	00:23

communauté
de l'auxerrois

ANNEXE 2

Partie I – 2.1.2

Consolidation fréquentation 2024

KEOLIS COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

AuxR_M le bus.

Voyages par lignes 2024

Lignes	janv-24	févr-24	mars-24	avr-24	mai-24	juin-24	juil-24	août-24	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	Cumul Janvier à sept 2024
1	35 020	32 431	36 556	31 538	32 216	31355	24 413	22 249	106				**245 884**
2	44 189	39 459	47 321	37 701	41 222	38603	28 787	26 214					**303 496**
2 DJF	329	274	326	427	633	401	318	322	55				**3 085**
3	19 569	18 464	20 364	17 595	18 208	16863	13 625	12 309					**136 997**
4	11 041	9 814	12 015	9 023	11 368	9411	4 454	3 707					**70 833**
5	10 255	8 442	12 064	7 753	9 785	8448	3 126	2 300					**62 173**
6	9 903	9 142	11 142	8 374	9 049	8423	5 472	3 353					**64 858**
7	7 533	6 536	8 373	6 709	6 495	6799	6 370	5 582					**54 397**
N	3 957	3 766	2 539	1 168	46	1291	1 646	2 578	3823	3754	2623	2139	**29 330**
S01	813	743	1 150	531	266	64	4						**3 571**
S02	1 182	805	1 330	653	605	757	10						**5 342**
S03	4				2	1							**5**
S04	328	236	372	164	56	136							**1 292**
S05	282	229	785	185	471	501	7						**2 460**
Changement de réseau au 2 septembre 2024													
1									69 579	70 484	58 644	51 353	**250 060**
2									7 425	8 086	6 918	6 687	**29 116**
3									21 025	19 252	17 595	15 451	**73 323**
4									14 011	13 476	11 019	9 050	**47 556**
5									9 062	8 892	8 734	7 678	**34 366**
DIM 1									936	908	1 849	1 577	**5 270**
DIM 2									52	47	101	119	**319**
Total Lignes urbaines *(source LBI + comptage manuel)*	**144 405**	**130 341**	**154 337**	**121 821**	**130 420**	**123 053**	**88 232**	**78 614**	**126 074**	**124 899**	**107 483**	**94 054**	**1 423 733**
A01	773	603	507	257	61	82	3						**2 286**
A02	791	610	786	361	670	310	50						**3 578**
A03	425	329	78	54	70	35							**991**
A04	3 200	2 256	1 291	629	616	200	2						**8 194**
A05	697	518	285	40	27	11	18						**1 311**
A06	1 051	718	862	678	604	964	20						**4 897**
A07	97	73											**170**
A08	615	494	86	15	40	4	1						**1 255**
B01	1 710	1 142	1 999	936	370	1310	20						**7 487**
B02	1 096	804											**1 900**
B03	1 239	955	1 700	842	1 517	1322	34						**7 609**
B04	952	708											**1 660**
B05	710	557	934	499	333	337	2						**3 372**
B06	1 255	957	2 013	1 061	1 555	1436	47						**8 324**
B07	1 103	686	1 381	701	1 163	1195	42						**6 271**
B08	1 870	1 235	2 284	1 182	1 778	1430	27						**9 806**
B09	1 226	929	1 468	783	867	843	28						**6 144**
C01	684	432	827	459	697	497	2						**3 598**
C02	876	594	1 121	645	1 016	972	26						**5 250**
C03	402	200	846	529	394	357	15						**2 743**
C04	546	324	700	392	438	536	10						**2 946**
C05	597	446											**1 043**
C06	773	603											**1 376**
D01	1 715	1 264	686	110	344	198	10						**4 327**
D02	1 630	1 070	1 360	650	1 005	745	2						**6 462**
E01	2 074	1 638	2 795	1 431	1 891	1497	45						**11 371**
E02	685	488											**1 173**
E03	651	560	943	520	622	417	16						**3 729**
R01	72	59	92	47	56	69	18						**413**
R02	252	171	298	166	250	265	66						**1 468**
R03	255	174	273	153	269	222	61						**1 407**
R04	68	63	147	67	86	85	12						**528**
R05	375	202	424	254	455	432	58						**2 200**
R06	122	92	124	14	13	50	18						**433**
R07	29			1	11	9							**50**
R08	103	73											**176**
R09	424	285	911	465	842	668	139						**3 734**
R10			10										**10**
R11				7		10							**17**
R12	484	324	547	325	498	540	121						**2 839**
R13	551	354	517	105	434	605	87						**2 653**
R14	335	359	352	153		330	87						**1 616**
Changement de réseau au 2 septembre 2024													
A10									6			269	**275**
A11									1		80	524	**605**
A12									1 234	882	1024	769	**3 909**
A13									815	683	798	622	**2 918**
A14									951	730	876	678	**3 235**
A20											133	857	**990**
A21												361	**361**
A22									1 336	968	1282	881	**4 467**
A23									194	97	507	629	**1 427**
A24									1 827	1315	1672	1350	**6 154**
A25									1 360	717	1291	828	**4 196**
A26									1 019	688	857	619	**3 183**
A27											93	644	**737**
A30												53	**53**
A31											4	136	**140**
A32												73	**73**
A33									293	137	263	199	**892**
B10									1 117	643	989	871	**3 620**
B11									933	576	838	602	**2 949**
B12									1 434	1010	1243	1079	**4 766**
B13									1 108	857	1022	881	**3 868**
B14									461	324	74	406	**1 265**
B20									932	778	226	657	**2 593**
B21									1 348	941	1107	1050	**4 446**
B22										158	367	338	**863**
B23										172	363	348	**883**
B24									849	697	1023	841	**3 410**
B25									1 044	772	941	891	**3 648**
B26											387	1286	**1 673**
B30									503	282	410	331	**1 526**
B31									1 263	792	1126	871	**4 052**
B32									1 239	822	936	846	**3 843**
B33									330	197	250	195	**972**
C10									923	662	861	742	**3 188**
C11									1 102	747	899	856	**3 604**
C12												177	**177**
C13									334	417	667	1196	**2 614**
C14												697	**697**
C15											16	260	**276**
C20									445	310	628	583	**1 966**
C21												380	**380**
C30									46	48	91	68	**253**
C31									23		1		**24**
C32											81	300	**381**
C33												23	**23**
C34									7	12			**19**
D1									390	383	843	1132	**2 748**
N1									1 933	1090	1268	1013	**5 304**
N2									1 006	610	595	520	**2 731**
N3									58	111	306	1067	**1 542**
N4									612	555	819	1238	**3 224**
N5									437	319	321	414	**1 491**
N6									1 408	1049	1229	1409	**5 095**
N7												3	**3**
N8									42	29	69	233	**373**
Total Lignes périurbaines *(source LBI)*	**32 513**	**23 349**	**28 402**	**14 518**	**18 976**	**17 990**	**1 069**	**0**	**30 363**	**21 580**	**28 876**	**33 296**	**250 932**
FLEXIBUS	1200	1524	1511	1385	1408	1534	1671	1448	1545	1829	1587	1556	**18 198**
Total TAD *(source Via)*	**1 200**	**1 524**	**1 511**	**1 385**	**1 408**	**1 534**	**1 671**	**1 448**	**1 545**	**1 829**	**1 587**	**1 556**	**18 198**
Total voyages	**178 118**	**155 214**	**184 250**	**137 724**	**150 804**	**142 577**	**90 972**	**80 062**	**157 982**	**148 308**	**137 946**	**128 906**	**1 692 863**

Consolidation fréquentation 2024

Lignes	janv-24	févr-24	mars-24	avr-24	mai-24	juin-24	juil-24	août-24	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	Cumul Janvier à sept 2024		Lignes	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23	Cumul 2023
1	35 020	32 431	36 556	31 538	32 216	31355	24 413	22 249	106				**245 884**	241 766	1	35 640	28 608	37 035	29 067	34 503	34 201	22 844	19 868	35 247	34 832	36 036	34 720	**382 601**
2	44 189	39 459	47 321	37 701	41 222	38603	28 787	26 214					**303 496**	300 264	2	45 131	35 191	49 554	34 821	42 292	41 973	26 662	24 640	49 388	44 722	45 866	45 812	**486 052**
2 DJF	329	274	326	427	633	401	318	322	55				**3 085**	3 164	2 DJF	320	274	268	482	620	366	481	353	304	375	578	481	**4 902**
3	19 569	18 464	20 364	17 595	18 208	16863	13 625	12 309					**136 997**	135 378	3	18 859	15 568	19 930	16 180	18 226	19 008	13 988	13 619	21 661	20 394	19 784	19 247	**216 464**
4	11 041	9 814	12 015	9 023	11 368	9411	4 454	3 707					**70 833**	72 753	4	11 775	8 313	13 285	8 659	11 902	10 527	4 484	3 808	11 357	10 727	12 049	11 472	**118 358**
4	12 266	9 976	11 809	8 659	11 406	10 122	4 874	3 954					**73 066**															
5	10 255	8 442	12 064	7 753	9 785	8448	3 126	2 300					**62 173**	65 315	5	11 231	7 377	13 006	7 669	11 197	9 718	2 896	2 221	11 957	10 855	11 813	10 060	**110 000**
5	11 719	9 221	12 524	7 669	10 730	9 344	3 400	2 306					**66 915**															
6	9 903	9 142	11 142	8 374	9 049	8423	5 472	3 353					**64 858**	62 594	6	9 780	8 231	10 581	7 385	8 712	8 975	5 283	3 647	10 439	10 374	10 546	9 749	**103 702**
7	7 533	6 536	8 373	6 709	6 495	6799	6 370	5 582					**54 397**	59 330	7	8 711	7 020	9 052	7 031	7 458	7 674	6 071	6 313	9 241	8 594	8 614	7 910	**93 689**
7	9 800	8 725	8 717	7 681	7 147	7 379	7 127	6 556					**63 131**															
N	3 957	3 766	2 539	1 168	46	1291	1 646	2 578	3823	3754	2623	2139	**29 330**	53 284	NCV	6 590	6 742	6 691	5 073	6 724	8 019	5 575	7 870	6 425	5 526	5 851	6171	**77 257**
N	3 957	3 766	3 900	4 050	3 600	3750	2 700	2 990	3823	3754	3750	3150	**43 190**															
S01	1 687	1 221	2 210	1 303	1 958	1 355	25						**9 759**	10 272	S01	2 155	1 119	2 541	1 086	1 855	1 491	25		2 306	1 838	2 206	1 802	**18 424**
S02	1 312	897	1 586	1 152	1 638	1 178	12						**7 776**	8 143	S02	1 677	822	1 824	960	1 552	1 296	12		2 700	2 067	2 586	1 874	**17 370**
S03	22	3	13	14	15	16	1						**85**	91	S03	28	3	15	12	14	18	1		2	1	3	2	**97**
S04	400	255	390	271	363	322	12						**2 013**	2 129	S04	511	234	448	226	344	354	12		334	295	494	387	**3 639**
S05	944	791	1 197	721	1 169	794	-						**5 615**	5 889	S05	1 206	725	1 377	601	1 107	873	-		1 385	1 068	1 293	922	**10 557**
Changement de réseau au 2 septembre 2024															S06	1 431	709	1 402	717	1 173	957	54	13					**6 456**
1									69 579	70 484	58 644	51 353	**250 060**															
2									7 425	8 086	6 918	6 687	**29 116**															
3									21 025	19 252	17 595	15 451	**73 323**															
4									14 011	13 476	11 019	9 050	**47 556**															
5									9 062	8 892	8 734	7 678	**34 366**															
DIM 1									936	908	1 849	1 577	**5 270**															
DIM 2									52	47	101	119	**319**															
Total Lignes urbaines *(source LBI + comptage manuel)*	**151 116**	**134 675**	**158 055**	**126 506**	**139 354**	**129 906**	**90 765**	**80 254**	**126 074**	**124 899**	**108 810**	**95 065**	**1 465 279**															
A01	1 101	698	1 294	845	982	226	12						**5 158**	5 430	A01	1 407	640	1 488	704	930	249	12		1 782	1 161	1 137	982	**10 492**
A02	872	572	907	498	771	412	20						**4 051**	4 299	A02	1 114	524	1 043	415	730	453	20		883	636	655	720	**7 193**
A03	431	250	397	280	324	188	-						**1 869**	1 983	A03	551	229	456	233	307	207			610	413	416	436	**3 858**
A04	2 296	1 402	1 833	1 272	1 749	375	-						**8 928**	9 457	A04	2 934	1 285	2 108	1 060	1 657	413			3 175	2 118	2 725	2 436	**19 911**
A05	771	640	786	602	630	545	8						**3 983**	4 183	A05	985	587	904	502	597	600	8		364	285	366	515	**5 713**
A06	1 808	1 337	2 257	1 422	2 090	1 553	28						**10 495**	11 032	A06	2 330	1 226	2 595	1 185	1 980	1 708	28		2 523	1 880	2 319	2 091	**19 845**
A07	52	34	83	47	51	68	37						**372**	392	A07	66	31	96	39	48	75	37		98	51	64	42	**647**
A08	643	331	343	410	512	190	6						**2 434**	2 560	A08	821	303	394	342	485	209	6		607	562	850	748	**5 327**
B01	1 424	1 229	1 960	1 236	1 821	1 173	39						**8 882**	9 285	B01	1 820	1 127	2 254	1 030	1 725	1 290	39		1 671	1 538	1 956	1 437	**15 887**
B02	739	359	431	25	11	55	7						**1 627**	1 868	B02	944	329	496	21	10	61	7		1 105	591	180	649	**4 393**
B03	1 270	1 027	1 766	1 038	1 734	1 215	42						**8 092**	8 481	B03	1 623	941	2 031	865	1 643	1 336	42		1 729	1 320	1 581	1 319	**14 430**
B04	719	482	867	602	768	365	2						**3 807**	3 992	B04	919	442	997	502	728	402	2		1 138	555	823	880	**7 388**
B05	710	557	934	499	333	337	2						**3 372**	2 718	B05	375	330	799	298	626	283	7		1 000	730	955	703	**6 106**
B06	1 255	957	2 013	1 061	1 555	1436	47						**8 324**	7 476	B06	1 840	808	2 158	968	1 009	691	2		1 712	1 564	1 638	1 380	**13 770**
B07	1 168	888	1 539	989	1 190	1 156	7						**7 137**	7 496	B07	1 492	814	1 779	824	1 317	1 272	7		1 489	1 067	1 322	949	**12 323**
B08	1 870	1 235	2 284	1 182	1 778	1430	27						**9 806**	9 741	B08	2 012	1 180	2 642	991	1 492	1 418	6		2 607	1 934	2 290	1804	**18 376**
B09	1 226	929	1 468	783	867	843	28						**6 144**	6 304	B09	1 550	854	1 222	686	1 257	734	1		1 750	1 207	1 459	1 340	**12 060**
C01	684	432	827	459	697	497	2						**3 598**	3 438	C01	588	403	812	318	840	449	28		787	710	902	713	**6 550**
C02	876	594	1 121	645	1 016	972	26						**5 250**	3 926	C02	998	573	1 085	332	461	474	3		868	719	986	762	**7 281**
C03	959	663	1 133	750	1 116	451	10						**5 062**	5 324	C03	1 225	608	1 303	625	1 057	496	10		1 305	816	1 018	869	**9 332**
C04	1 396	1 045	1 617	1 052	1 629	1 096	15						**7 851**	8 243	C04	1 784	958	1 860	877	1 543	1 206	15		1 713	958	1 523	1 144	**13 581**
C05	450	364	523	370	600	168	2						**2 476**	2 573	C05	575	334	601	308	568	185	2		678	546	667	451	**4 915**
C06	1 010	741	1 293	862	1 059	952	1						**5 916**	6 225	C06	1 290	679	1 487	718	1 003	1 047	1		1 719	1 288	1 652	1 299	**12 183**
D01	1 663	1 058	1 567	1 349	1 176	1 112	31						**8 496**	8 901	D01	2 125	970	1 802	1 124	1 626	1 223	31		1 687	1 398	2 184	1 665	**15 835**
D02	1 618	1 189	1 774	1 236	1 933	1 881	43						**8 874**	9 291	D02	2 068	1 090	2 040	1 010	1 831	1 189	43		2 394	1 765	2 037	1 694	**17 181**
E01	2 185	1 649	2 676	1 720	2 642	998	28						**11 898**	12 443	E01	2 792	1 512	3 077	1 433	2 503	1 098	28		2 800	2 151	2 219	902	**20 515**
E02	632	501	704	518	762	395	10						**3 523**	3 676	E02	808	459	810	432	722	435	10		895	702	869	644	**6 786**
E03	640	422	733	532	882	376	7						**3 593**	3 748	E03	818	387	843	443	836	414	7		546	573	741	600	**6 208**
R01	157	143	217	157	163	705	45						**1 077**	1 126	R01	200	131	250	131	154	215	45		161	96	146	117	**1 646**
R02	252	171	298	166	250	265	66						**1 468**	1 041	R02	182	105	235	102	140	224	53		241	191	294	241	**1 008**
R03	255	174	273	153	269	222	61						**1 407**	906	R03	179	96	177	99	134	185	36		288	224	227	206	**1 851**
R04	103	51	118	61	69	59	-						**461**	495	R04	131	47	136	51	65	65			76	67	79	50	**767**
R05	160	155	396	242	388	457	108						**1 906**	1 982	R05	204	142	455	202	368	503	108		466	364	442	406	**3 660**
R06	88	105	164	85	78	232	42						**794**	839	R06	112	96	189	71	74	255	42		236	155	59	132	**1 401**
R07	340	269	506	245	346	518	123						**2 348**	2 489	R07	435	247	582	204	328	570	123		363	232	123	30	**3 237**
R08	41	29	48	23	19	20	6						**186**	199	R08	52	27	55	19	18	22	6		61	32	22	49	**363**
R09	424	285	911	465	842	668	139						**3 734**	2 513	R09	728	253	547	188	370	337	90		842	665	417	203	**4 640**
R10	390	185	343	196	232	415	72						**1 833**	1 974	R10	498	170	394	163	220	457	72		551	326	322	327	**3 500**
R11	298	216	357	163	348	371	74						**1 828**	1 938	R11	381	198	411	136	330	408	74		339	152	308	276	**3 013**
R12	383	251	447	282	385	524	103						**2 375**	2 513	R12	490	230	514	235	365	576	103		491	394	464	403	**4 265**
R13	823	572	1 013	485	991	956	250						**5 090**	5 385	R13	1 051	524	1 165	404	939	1 052	250		460	133	894	825	**7 697**
R14	273	184	250	198	202	350	74						**1 631**	1 717	R14	349	169	288	165	277	395	74		268	203	254	182	**2 624**
Changement de réseau au 2 septembre 2024														Différence														
A10									712	546	667	423	**2 348**	2 073														
A11									1 195	555	823	825	**3 398**	2 793														
A12									1 234	882	1024	769	**3 909**	0														
A13									1 050	730	955	659	**3 394**	**476**														
A14									1 755	1 538	1 956	1 347	**6 596**	3 361														
A20									1 799	958	1 523	1 073	**5 352**	4 362														
A21									911	719	986	714	**3 331**	2 970														
A22									1 798	1 564	1 638	1 294	**6 293**	1 826														
A23									194	97	507	629	**1 427**	0														
A24									1 815	1 320	1 581	1 237	**5 953**	**-211**														
A25									1 563	1 067	1 322	890	**4 842**	646														
A26									1 755	1 538	1 956	1 347	**6 596**	3 413														
A27									1 454	1 068	1 293	864	**4 680**	3 943														
A30									356	152	308	259	**1 075**	1 022														
A31									169	96	146	110	**521**	**381**														
A32									80	67	79	47	**273**	**200**														
A33									489	364	442	381	**1 676**	784														
B34									281	203	254	171	**909**	909														
B10									1 117	643	989	871	**3 620**	0														
B11									573	573	741	563	**2 450**	**-499**														
B12									1 434	1010	1243	1079	**4 766**	0														
B13									1 108	857	1022	881	**3 868**	0														
B14									461	324	74	406	**1 265**	0														
B20									932	778	226	657	**2 593**	0														
B21									1 838	1 207	1 459	1 256	**5 760**	1 314														
B22									*ANCIENNE E1 divisée avec B12*					-863														
B23									*ANCIENNE E1 divisée avec B12*					-883														
B24									2 421	1 838	2 206	1 689	**8 155**	4 745														
B25									1 044	772	941	891	**3 648**	0														
B26									1 825	1 298	1 652	1 218	**5 963**	4 290														
B30									516	394	464	378	**1 751**	**225**														
B31									1 263	792	1126	871	**4 052**	0														
B32									1 239	822	936	846	**3 843**	0														
B33									302	224	227	193	**947**	**-25**														
C10									940	702	869	604	**3 115**	**-74**														
C11									2 514	1 765	2 037	1 588	**7 904**	4 300														
C12									*ANCIENNE D2 divisée avec C11*					-177														
C13									1 771	1 398	2 184	1 561	**6 914**	4 300														
C14									*ANCIENNE D1 divisée avec C11*					-697														
C15									1 370	816	1 018	815	**4 019**	3 743														
C20									351	295	494	363	**1 503**	-463														
C21									826	710	902	668	**3 107**	2 727														
C30									253	191	294

communauté
de l'auxerrois

ANNEXE 3

Partie I – 6.3

Inventaire matériel billettique

KEOLIS COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

AuxR_M le bus.

Inventaire exhaustif du matériel billettique

Famille matériel	Outil métier	Désignation	Identifiant	Qté	Type possesion	Exploitant	Détail(s)
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_BOGO	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_BANE	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_TUBO	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_VUVU	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_WEDA	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_REME	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_DIGE	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_HULI	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_PAWU	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_POZU	1	Inv. A	Transarc	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_MAZA	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_NAVO	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_SEME	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_WOTI	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_ROBU	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_SOBU	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_VERA	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_BIRE	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_ZEHE	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_REJI	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_CAPA	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_CUBI	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_DACE	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_DUBE	1	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_HAVA	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_JUWO	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_MAJI	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_MEWE	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_PANU	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_PUFA	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_SORO	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_SUNU	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_SUTA	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_WUTI	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_FUME	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_LIJO	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_TACO	1	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_CULO	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_TOBO	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_ZIPI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_RABI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_PEVA	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_ZIJA	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_FESU	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_NIGI	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_LELE
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_BETE	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_NIPA
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_HUWI	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_BITI
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_VEVO	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_JECU	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_FODU
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_CEPO	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_FULA	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_HAHI
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_GUHU	1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_HEJA	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_MAVU
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_CESU	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_NUZE
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_ZETO	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_WITU
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_JOHE	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_JIGE	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_REFA	1	Inv. A	KC2A	Ecran cassé
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_WOTI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_LANA	1	Inv. A	KC2A	Remplacement LEO_PODI
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_GOCA	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_SUWE	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_VUDI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_NAPU	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_MUJA	1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_LUFI	1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_WEWI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_SOGO	1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_LUPI	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_CANO	1	Inv. A	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 3	LEO_FASE	1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_SASE	1	Inv. A	KC2A	Hors stock (dernière connexion >6mois)
Billetique	Pupitre SAE/Billetique	Samsung Galaxy Tab Active 2	LEO_POWA	1	Inv. A	KC2A	Hors stock (dernière connexion >6mois)
Billetique	Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	BRODIT/GAMBERT JONHSON		10	Inv. A	Transarc	
Billetique	Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	BRODIT/GAMBERT JONHSON		13	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	BRODIT/GAMBERT JONHSON		14	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	BRODIT/GAMBERT JONHSON		25	Inv. A	KC2A	
Billetique	Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	BRODIT/GAMBERT JONHSON		4	Inv. B	KC2A	
Billetique	Smartphone Contrôle	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_NAVI	1	Inv. A	KC2A	Contrôle
Billetique	Smartphone Contrôle	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_JAPU	1	Inv. A	KC2A	Contrôle
Billetique	Smartphone Contrôle	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_MIMO	1	Inv. A	KC2A	Contrôle
Billetique	Smartphone Contrôle	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_JUSE	1	Inv. A	KC2A	Contrôle
Billetique	Smartphone Contrôle	Samsung Galaxy Xcover 4	LEO_LUMI	1	Inv. A	KC2A	Contrôle
Billetique	Imprimante	Boutique - EVOLIS		2	Inv. A	KC2A	
Billetique	Imprimante	Boutique - EVOLIS		1	Inv. B	KC2A	
Billetique	Valideur	M1		10	Inv. A	Transarc	

Billetique	Valideur	M1		13	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Valideur	M1		14	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Valideur	M1		21	Inv. A	KC2A	
Billetique	Valideur	M1		4	Inv. B	KC2A	
Billetique	Support valideur			10	Inv. A	Transarc	
Billetique	Support valideur			13	Inv. A	Cresson Voyages	
Billetique	Support valideur			14	Inv. A	Saint Marc Transport	
Billetique	Support valideur			36	Inv. A	KC2A	
Billetique	Support valideur			4	Inv. B	KC2A	
Billetique	Imprimante	BIXOLON		30	Inv. A	KC2A	
Billetique	Imprimante	BIXOLON		4	Inv. B	KC2A	
Billetique	Support imprimante			33	Inv. A	KC2A	
Billetique	Support imprimante			4	Inv. B	KC2A	

communauté
de l'auxerrois

ANNEXE 4

Partie I – 6.4

Liste des opérations d'entretien et de maintenance

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

N°Véhicule	Immatriculati	Modèle commercial	Type de matéri	Date	Type réparatior	Désignation	Libellé général du rapport	Kms
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	21/02/2024	DEPANNAGE	ECLAIRAGE -REMPL 2 LAMPES		263147
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	05/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT PNEUS AVANT		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	13/03/2024	CORRECTIF	COMPAS A GAZ		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	13/03/2024	CORRECTIF	SUPPORT DE RAMPE		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	13/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT PLAQUETTES DE FREIN AVANT		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	27/03/2024	PREVENTIF	ENTRETIEN VIDANGE +FILTRE A HUILE+GASOIL		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT SIEGE BLOQUE		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGEARQUEBUS SURPORTE AR		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	01/07/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DISQUES ET PLAQUETTES AV+ETRIER AR		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	04/07/2024		CONTROLE TECHNIQUE		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	23/08/2024	PREVENTIF	REVISION + REMPL KIT COURROIE + CT		269139
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	31/10/2024	CORRECTIF	ESSUIE GLACE		302531
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	06/11/2024	CORRECTIF	REPARATION DE CARROSSEIRE		302531
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VINCELLES - REPARATION MARCHE		302531
110296	BY640KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VINCELLES - BRUIT DE FROTTEMENT ROUE AVG		306802
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - FREIN AR BLOQUE		195359
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	01/03/2024	CORRECTIF	SUPPORT DE RAMPE		196274
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	05/03/2024	CORRECTIF	REMPL LAMPE CODE GAUCHE		196274
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	13/03/2024	CORRECTIF	COMPAS A GAZ		196274
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	27/06/2024		CONTROLE TECHNIQUE		196274
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	01/07/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DISQUES ET PLAQUETTES AR +JOINT PB		196274
110395	BY626KZ	RENAULT MASTER PMR	VL	23/08/2024	PREVENTIF	REVISION + REMPL KIT COURROIE + REMPL LF		196274
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	21/02/2024	CORRECTIF	REMISE EN ETAT LEVIER DE VITESSE		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	21/02/2024	CORRECTIF	BV/CLAVIER DE COMMANDE/LEVIER VITESSESS	REGLAGE LEVIER DE VITESSE	204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIE FUITE DE GO		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - CABLAGE BATTERIE + RAMPE PMR		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	21/05/2024		PASSAGE AUX MINES		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	22/05/2024	PREVENTIF	IVECO DAILY €3-5 FICHE 1	IVECO DAILY €3-5 FICHE 1	204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	22/05/2024	PREVENTIF	PRECONTROLE TECHNIQUE	IVECO DAILY €3-5 FICHE 1	204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	12/06/2024	ACCIDENT	REPARATION RETRO SUITE ACCIDENT		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	20/06/2024	PREVENTIF	PREPA MINE +PARE CHOC AVANT		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	26/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT DEPOT DEMMARAGE VH		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE-BATTERIE		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	04/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - REPARATION FREIN		204739
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	CORRECTIF	FREINS/CORRECTEUR	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	CORRECTIF	FREINS/DISQUE ECHANGE AR1	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	CORRECTIF	FREINS/DISQUE ECHANGE AV	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	CORRECTIF	FREINS/ETRIER AVG	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	CORRECTIF	CONTROLE DU HAYON ELEVATEUR	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	13/11/2024	PREVENTIF	CONTROLE LIMITEUR	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	208940
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	27/11/2024	CORRECTIF	REMP ALTERNATEUR + COURROIES - REMP BATTERIE		208939
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR COURROIES		208939
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	03/12/2024		PASSAGE AUX MINES		208943
112077	BT069JH	DAILY A50C17R	CAR	10/12/2024		CONTROLE LIMITEUR		208943
119333	BS285DK	GX 327	BUS	03/02/2024	CORRECTIF	REPARATION ENTREE D'EAU CIEL DE TOIT		555835
119333	BS285DK	GX 327	BUS	26/03/2024		PASSAGE AUX MINES		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	04/04/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	17/04/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M +TRAVAUX		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	07/05/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT FREIN DE PARC		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE D'AIR		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	01/06/2024	PREVENTIF	LISTE PDR POUR ENTRETIEN PREVENTIF + TRAVAUX		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-CHAUFFE MOTEUR COURROIE HS		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE PROBLEME PORTE		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - KIT COURROIE		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - GRIUCEMENT DIRECTION		560862
119333	BS285DK	GX 327	BUS	26/09/2024		PASSAGE AUX MINES		582294
119333	BS285DK	GX 327	BUS	26/09/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2	582294
119333	BS285DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PNEU ECLATE		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - REPARATION VOUSSOIR		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	31/10/2024	ACCIDENT	DEPANNAGE GRANDES HAIES - REMPL RETRO DROT		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MONETEAU - SUPPORT GIROUETTE		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	RECHERCHE DE PANNE BREAK VALVE - REMPLACEMENT PLAT		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	PREPA MINES		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		591934
119333	BS285DK	GX 327	BUS	19/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE AUGE - NIVEAU ADBLUE	594939
119333	BS285DK	GX 327	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BATARDEAU - PB PORTE 1 - REMPL DU BOUTON		596917
119334	BS234DK	GX 327	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE HOPITAL - CHAUFFE MOTEUR		546853
119334	BS234DK	GX 327	BUS	21/02/2024	CORRECTIF	REPARATION ECHAPPEMENT SOUDURE		546853
119334	BS234DK	GX 327	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE - ALARME FEU MOTEUR		546853
119334	BS234DK	GX 327	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PANNE CHAUFFAGE		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	05/03/2024	ACCRESP	REMPLACEMENT RETROVISEUR		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION PB PORTE		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-ROULEAU PORTE AR		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR SUPPORT		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	20/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUS REPARATION FUITE LR		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	26/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE VOYANT LR		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUTOKADE PRISE DAIR CIRCUIT DE GO		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FUITE LR		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	17/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	22/08/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	570000
119334	BS234DK	GX 327	BUS	22/08/2024	PREVENTIF	Vidanger le liquide de refroidissement	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	570000
119334	BS234DK	GX 327	BUS	28/08/2024		PASSAGE AUX MINES		549893
119334	BS234DK	GX 327	BUS	31/10/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		588425
119334	BS234DK	GX 327	BUS	31/10/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT BATTERIES		588425
119334	BS234DK	GX 327	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT VASE EXPENSION + FUITE LR		588425
119334	BS234DK	GX 327	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		588425
119335	BS348DK	GX 327	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VILLE - PANNE COMMODO ESSUIE GLACE		620759
119335	BS348DK	GX 327	BUS	13/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BRENADE - PANNE SELECTEUR VITESSE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT ARQUEBUS REMPLACEMENT SELESTEUR		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	RECHERCHE PANNE BV		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	01/04/2024	PREVENTIF	CONTROLE GENERALE AVANT ENTRETIEN	PREVISITE CONTROLE TECHNIQUE	625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	02/04/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE APPOIGNY AD BLUE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	11/04/2024		PASSAGE AUX MINES		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION SELECTEUR VITESSE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE REMISE ADBLUE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	03/06/2024	CORRECTIF	ETANCHEITE CIRCUIT LR - REMPL DURITES		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	03/06/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	12/06/2024	CORRECTIF	REPARATION COMMODO ESSUIE GLACE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	18/06/2024	CORRECTIF	REPARATION FAISCEAU ALRME INCENDIE ET PLAQUETTE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	18/06/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION-ODEUR DE SOUFFRE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIES-REMPL LAMPE CLIGNOTANT		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	03/08/2024	ACCIDENT	LISTE PDR CARROSSERIE		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	27/08/2024	ACCIDENT	REPARATION CARRO SUITE ACCIDENT		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BATTERIE + REGULATEURS		625685
119335	BS348DK	GX 327	BUS	07/10/2024	CORRECTIF	ELECTRICITE/COMMODO	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	658470
119335	BS348DK	GX 327	BUS	07/10/2024	CORRECTIF	ELECTRICITE/DIVERS	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	658470
119335	BS348DK	GX 327	BUS	07/10/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	658470
119335	BS348DK	GX 327	BUS	07/10/2024	CORRECTIF	MOT/CAPTEUR NOX	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	658470
119335	BS348DK	GX 327	BUS	14/10/2024		PASSAGE AUX MINES		657335
119335	BS348DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BRICHERES - PANNE HVO		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - VENTILATION FILTRE HS		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - DEMARRAGE IMPOSSIBLE/VITESSE ENC		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - FEU COMPARTIMENT MOTEUR		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE IUT - VOYANT ECM- RAS		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GUILLAUMEE - SURCHAUF MOTEUR		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - REPARATION CAPTEUR INCEN		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - REMPLACEMENT RETRO D		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	07/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE LES CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	663000
119335	BS348DK	GX 327	BUS	19/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANAGE AUX CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	664940
119335	BS348DK	GX 327	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE - FUITE DE LR - REMPLACEMENT D		661889
119335	BS348DK	GX 327	BUS	28/11/2024		ELECTRICITE/DIVERS ECLAIRAGE EXTERIEUR	DEPANNAGE LES CLAIRIONS - REMPL LAMPE DE CODE	666562
119335	BS348DK	GX 327	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR		667142
119336	BS356DK	GX 327	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - MIS EN ROUTE		556865

119336	BS356DK	GX 327	BUS	05/03/2024	CORRECTIF	REPARATION PROVISOIR COMMODO		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION - REPARATION COMMODO		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION - REPARATION COMMODO		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - PANNE VANNE DE NIVELLEMENT		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMANT VALVE DE NIVELLEMENT+PROG		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	04/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT AMPOULE CODE AVG		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT MOTEUR D ESSUIE GLACE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	24/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE REMPLACEMENT COMMODO		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	02/05/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	02/05/2024	PREVENTIF	Remp. les rotules de suspension pneumatique AV	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARTION COMMOO EG		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	06/05/2024		PASSAGE AUX MINES		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARRET FOCH PURGE CICUIT DE GASOIL		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	PREVENTIF	PREVENTIF H327.2M		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT FREIN DE PARC		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT JOINT DE CARTER D'HUILE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT POMPE A EAU + DURITE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE COSSE BATTERIE HS		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FREIN + FUITE LR		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	03/06/2024	ACCIDENT	REMPLACEMENT PARE BRISE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	03/06/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIES - ALARME INCENDIE		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE POLE - NIVEAU LR		561257
119336	BS356DK	GX 327	BUS	05/09/2024	ACCIDENT	LISTE PDR - RETROVISEUR		588081
119336	BS356DK	GX 327	BUS	28/10/2024	PREVENTIF	FREINS/DISQUE ECHANGE AR1	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	598000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	28/10/2024	PREVENTIF	FREINS/PLAQUETTE ECHANGE ESSIEU AR1	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	598000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	28/10/2024	PREVENTIF	FREINS/PLAQUETTE ECHANGE AV	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	598000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	28/10/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	598000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	28/10/2024	CORRECTIF	MOT./TURBO	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	598000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	31/10/2024	ACCRESP	DEPANAGE TURGOTINE - REMPL RETROVISEUR DROIT		598591
119336	BS356DK	GX 327	BUS	31/10/2024	ACCIDENT	DEPANNAGE AU CLAIRIONS - REMPLACEMENT RETRO		598591
119336	BS356DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		598591
119336	BS356DK	GX 327	BUS	08/11/2024		PASSAGE AUX MINES		598591
119336	BS356DK	GX 327	BUS	14/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	599000
119336	BS356DK	GX 327	BUS	30/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF + RETRO + PLAQ DE FR		602285
119337	BS313DK	GX 327	BUS	03/02/2024	CORRECTIF	DEPOSE REGULATEUR ALT 2 NETTOYAGE		555491
119337	BS313DK	GX 327	BUS	21/02/2024	CORRECTIF	REPARATION PORTE AVANT - CONNECTIQUE		555491
119337	BS313DK	GX 327	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PANNE SUSPENSION REMPL VANNE NIVE		555491
119337	BS313DK	GX 327	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - REMPL VANNE DE NIVELLEMENT AV E		555491
119337	BS313DK	GX 327	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT AMPOULE AVD		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	04/04/2024	CORRECTIF	REPARATION PROVISOIRE MOTEUR ESSUIE GLACE		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT COMMODO D ESSUIE GLACE		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION REPARATION RETRO G+ECLAIRAGE		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	03/05/2024	ACCRESP	LISTE PDR REPARATION RETROVISEUR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION EG + FUITE LR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV-FUITE D'AIR SIEGE CONDUCTEUR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION-PANNE COMMODO		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	07/05/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT COMMODO -+ MOTEUR EG		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	07/05/2024	ACCRESP	DEPANNAGE GRANDE HAIES - REMPL RETROVISEUR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	08/05/2024	ACCRESP	PR ACCIDENT - RETROVISEUR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION-CHAUFFE MOTEUR FUITE LR		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION-FREIN DE PARC- PAS DE VH		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	29/05/2024	ACCIDENT	DEPANNAGE FOURRIER- SUITE ACCIDENT		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR VALVE		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	09/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	PRELEVEMENT HUILE SEMESTRIEL	569984
119337	BS313DK	GX 327	BUS	10/07/2024		PASSAGE AUX MINES		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	LISTE PDR - ENTRETIEN PREVENTIF		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	27/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BATTERIES		560652
119337	BS313DK	GX 327	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - JOINT CARTER D'HUILE		575549
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE D'HUILE MOTEUR-REMPL JOINT CARTER		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - PANNE PORTE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA NOUE - PANNE ESSUIE GLACE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT -PANNE ESSUIE GLACE CANNELURE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - PANNE BOUTON DE PORTE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - SELECTEUR VITESSE BLOQUEE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - REMPLACEMENT COMMODO CLIGNOTANT		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - BOUTON PORTE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CHARNIERE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	DEPANNAGE AU DEPOT - REMPL SELECTEUR DE VITESSE		582188
119337	BS313DK	GX 327	BUS	03/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR SELECTEUR DE VITESSE		587358
119337	BS313DK	GX 327	BUS	25/12/2024	ACCIDENT	TRAVAUX SUITE A EXPERITSE CHOC AR		587358
119337	BS313DK	GX 327	BUS	25/12/2024	ACCIDENT	MO ACCIDENT - REMISE EN ETAT PROVISOIRE		587358
119338	BS303DK	GX 327	BUS	03/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUXERRE EXPO - MISE EN ROUTE		602061
119338	BS303DK	GX 327	BUS	14/02/2024	CORRECTIF	PANNE CHAUFFAGE REMPL POMPE RELANCE + VENTILA		602061
119338	BS303DK	GX 327	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - TEMOIN INCENDIE REPARATION FAISCE		602061
119338	BS303DK	GX 327	BUS	21/02/2024	CORRECTIF	REMPL RADIATEUR DE CHAUFFAGE		602061
119338	BS303DK	GX 327	BUS	21/02/2024		PASSAGE AUX MINES		602061
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE EXPO - DEFAUT AGENOUILLEMENT		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - PROBLEME SIEGE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	DEPLACEMENT DIAG TEMOIN MUX		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT GARE AXERRE DEP REAMORCAGE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT GRANDE HAIES DEP REAMORCAGE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CAPTEUR NOX		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/04/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT PLAQUETTE S DE FREIN AVANT ET ARRIERE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT ROULEMENT MOYEU ARRIERE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE SUR PARC MISE EN ROUTE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE PROBLEME DEMARRAGE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	DIAG TEMOIN ABS CAPTEUR AVD HS		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUXER EXPO REAMOORGAGE GO		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	24/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VOYANT DE FREIN		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	04/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - DEFAUT MUX EFFACEMENT AVEC VALISE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - DEFAUT MUX/COUPE BATTERIE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/06/2024	CORRECTIF	COMMODO FEBI 32243		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE REPARATION FUITE DE LR		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	01/07/2024	CORRECTIF	DEPLACEMENT DEPOT REPARATION RELAIS		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE-DEMARRAGE VEHICULE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE-VITESSE ENCLENCHEE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	15/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	611357
119338	BS303DK	GX 327	BUS	29/07/2024		PASSAGE AUX MINES		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE IUT - MISE EN ROUTE DEMARREUR X2		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/07/2024	DEPANNAGE	LISTE PDR - DEMARREUR + TUBE D'EAU + SPOILEUR		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - REAMORCAGE		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	17/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		603874
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/09/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		628588
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	TRAITEMENT FUITE LR - REMPL VASE +PPE RELANCE		628588
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FUITE LR		628588
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/09/2024	PREVENTIF	LISTE PDR - PREVENTIF		628588
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - VOYANT INCENDIE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/10/2024	ACCIDENT	REPARATION CARROSSERIE ARG		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE ROUTIERE - REPARATION CAPTEUR INCEN		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BATARDEAU - TEMOIN MUX ???		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU CLAIRIONS - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BREANDES - RE-AMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE -MESSAGE ALERTE INCENDIE - RAS		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CARRIERES - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LES BREANDES - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDES HAIES - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - BRUIT AU FREINAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - REAMORCAGE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - FUITE LR		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	ACCIDENT	REMPLACEMENT SUPPORT PARE CHOC		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PASTEUR - CHAUFFE MOTEUR - RAPATRIEMENT		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT RADIATEUR + DURITE HYDROSTATIQUE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	06/11/2024	ACCRESP	SPOILER LATER.GAU.		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	19/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - RAMPE PMR TOMBE AU SOL - MIS		636861

119338	BS303DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	FUITE DE LR - REMP DURITE		636861
119338	BS303DK	GX 327	BUS	28/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE BATARDEAU - NIVEAU ADBLUE	640029
119338	BS303DK	GX 327	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - FUITE DE LR - INTER A PREVOIR		640592
119338	BS303DK	GX 327	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	REPARATION TUYAU LAITON FUITR LR		640592
119338	BS303DK	GX 327	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - CHAUFFE MOTEUR - FUITE L		640592
119339	BS340DK	GX 327	BUS	08/02/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	583847
119339	BS340DK	GX 327	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - PANNE BVA		583847
119339	BS340DK	GX 327	BUS	05/03/2024		PASSAGE AUX MINES		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	27/03/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REPARATION BVA PAR VOITH		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/03/2024		CONTRE-VISITE PASSAGE AUX MINES		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUS FUITE LIQUIDE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTTINE REPARATION JOINT DE PORTE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	24/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT DEMMARRAGE+REPARATION PORTE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION FUITE LR		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR POUR ENTRETIEN CORRECTIF		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - REPARATION PORTE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIE REMISE EN PLACE JOINT DE POR		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	29/05/2024	ACCIDENT	REFIXER PARE CHOC AR GAUCHE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	01/06/2024	PREVENTIF	LISTE PDR POUR ENTRETIEN PREVENTIF		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PORTE AR REPROGRAMATION		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT DEPOT REMPLACEMENT COLLIER LR		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE REMPLACEMENT BATTERIE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	26/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT FONTAINE REMPLACEMENT RETRO		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE-FUITE LR		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	LISTE PDR - RETROVISEUR		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	REPARATION FUITE HVO - RACCORD ECV		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - FUITE LR + COURROIE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	17/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M SUITE		585118
119339	BS340DK	GX 327	BUS	09/09/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M/BA	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M/BA	613000
119339	BS340DK	GX 327	BUS	12/09/2024		PASSAGE AUX MINES		612008
119339	BS340DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MONNET - FUITE LR		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - PORTE ARRIERE		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	PREPA MINES - VIDANGE MOTEUR - VIDANGE BVA		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE A LA GARE SNCF - VOYANT MUX RAZ DEFAUT		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - PLUS DE BATTERIE - CONTACT NO		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - VOYANT MUX - REMP BATTER		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	FUITE DE LR - RESSERAGE COLLIER - RAZ DEFAUT MOTEU		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUXERREXPO - FREINS BLOQUES		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - PANNE PORTE AR - VERRINS A R		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - VOYANT MUX - RAZ DEFAUT		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	28/11/2024	PREVENTIF	LISTE PDR PREVENTIF H327		617541
119339	BS340DK	GX 327	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE IUT - BOUTON DE PORTE HS - MONTAGE D'UN		618627
119339	BS340DK	GX 327	BUS	23/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR		618627
119339	BS340DK	GX 327	BUS	24/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEVANT AGENCE ABEILLE ASSURANCE - PANNE		618627
119339	BS340DK	GX 327	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUXERREXPO - PORTE AR NE SE FERME PAS -		618627
119339	BS340DK	GX 327	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MOUVEX - DEFAUT MUX - RAZ VALISE + RESET		618627
119340	BS336DK	GX 327	BUS	06/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE-COMPLEMENT AD-BLUE		635623
119340	BS336DK	GX 327	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BREANDES - NIVEU LR		635623
119340	BS336DK	GX 327	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLARION - DEFAUT AGENOUILLEMENT		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	13/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE APPOIGNY- DEFAUT AGENOUILLEMENT-REMPL CA		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	13/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CAPTEUR VANNE DE SUSPENSION		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	01/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VILLE - PORTE ARRIERE REMPL BOUTON		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE A FONTAINE REPARATION FAISCEAU MOTEUR LA		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REPARATION COMMODO		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARTION MOTEUR EG		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE REMPLACEMENT VALVE SUSPENSION		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIE CABLAGE BATTERIE		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	29/05/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CABLAGE VEHICULE		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	01/06/2024	CORRECTIF	COMMODO FEBI 32243		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	01/06/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.DR.		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	03/06/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - BIELLE VANNE DE SUSPENSION		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - DEMARRAGE AVEC CABLE		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	20/06/2024	RENOV_MVIE	PARE CHOC ARRIERE DROIT GX 327 (2005)		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	01/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR- VERRIN PORTE + SILENT BLOC MOTEUR		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	02/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX327 €4-5 FICHE 2 + VIDANGE M	664056
119340	BS336DK	GX 327	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CABLAGE VEHICULE		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327M		640080
119340	BS336DK	GX 327	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	LANIERE SERRAGE		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BREANDES - REAMORCAGE CIRCUIT GO		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MOUVEX - BRUIT DE FREIN -RAS		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE D'EAU SUR CIRCUIT DE CHAUFFAGE		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	LISTE PDR - ENTRETIEN PREVENTIF		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	CAPUCHON DE PEDALE		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	20/11/2024	PREVENTIF	PREPA MINES - REMPLACEMENT SILENT BLOC MOTEUR		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINES - FUITE DE LR AU NIVEAU DU CHA		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR SILENT BLOC + VERRIN		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR CHAUFFAGE		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR VASE EXPENSION		665638
119340	BS336DK	GX 327	BUS	13/12/2024	CORRECTIF	DIAG BVA VEHICULE 119340		667423
119340	BS336DK	GX 327	BUS	20/12/2024	CORRECTIF	BVA VOITH DIWA + W50		667423
119340	BS336DK	GX 327	BUS	31/12/2024		PASSAGE AUX MINES		667444
152067	DS640MZ	IN URBAN	BUS	30/09/2024		PASSAGE AUX MINES		304779
152067	DS640MZ	IN URBAN	BUS	20/11/2024	CORRECTIF	DEPANNAGE AU DEPOT - PANNE DEMAREUR - REMP DEMAREU		305306
152067	DS640MZ	IN URBAN	BUS	25/12/2024	CORRECTIF	RECHERCHE DE PANNE - REMPL ECHAPPEMENT COMPLET + I		305399
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	02/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE EN VILLE-COMPLEMENT AD-BLUE		216576
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	02/02/2024	CORRECTIF	FUITE LR-MODIFICATION DURITE		216576
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - RAMPE PMR NON RENTREE		216576
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - TEMOIN HUILE CONNECTIQUE		216576
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	07/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE APPOIGNY - NIVEAU LR		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	21/06/2024		PASSAGE AUX MINES		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	04/07/2024	PREVENTIF	PREVENTIF-PREPARATION CONTRÔLE TECHNIQUE		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CATALYSEUR ET TUBE SILENCIEUX		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT INJECTEURS		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CARRIERES - PANNE PORTE		218802
152068	DS606MZ	IN URBAN	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	FUITE ECH - REMPL BATTERIE - REMPL CACHE CULBUTEUR		222678
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	17/01/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	352000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	17/01/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	352000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	17/01/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	352000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	17/01/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	352000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	19/01/2024		PASSAGE AUX MINES		0
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	03/02/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT TABLEAU DE BORD		353000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/02/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337.2MBAP + COURROIES		353000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	14/02/2024	CORRECTIF	CONTROLE FREINAGE RAS		353000
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - DEFAUT ECM REMPL RELAIS		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUS PANNE AD BLUE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT POMPE A EAU+PROG TB		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE HOPITAL-PB MUX RELAIS K2 / K2S		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR + VENTILATEUR CHAUFFAGE PASSAG		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - REMPL BOUTON BRAKE VALVE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - DEFAUT EBS		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	CORRECTIF	REPARATION DEFAUT EBS - REGLAGE NETREFER CAPTEUR A		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	08/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION POMPE A EAU		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PORTE AR		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LAFAYETTE NIVEAUX HUILE HYDRAULIQUE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION - FUITE LR		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	CORRECTIF	REPARATION REFROIDISSEUR HUILE HYDRAULIQUE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	20/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE A FONTAINE REMPLACEMENT BOUTTON DE PORTE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-FUITE GO		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT RESERVOIR GO		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - BOUTONS DE PORTE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - RADIATEURS		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	PASSAGE AU CONTROLE TECHNIQUE	369627
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	18/07/2024		PASSAGE AUX MINES		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - FUITE AD-BLUE TUYAU		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FLEXIBLE		357004

159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	17/08/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		357004
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/09/2024	AMENAG	ACCOUDOIR D POUR NTS		373628
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/09/2024	AMENAG	SIEGE 6860/885 NTS CDE DR SANS ACC		373628
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/09/2024	AMENAG	ACCOUDOIR G POUR NTS*		373628
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.DR.		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PARE-CHOCS		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		378500
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PLATTES - FUITE AD-BLUE ET GO		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT TUYAU AD-BLUE		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE LES BREANDES - NIVEAUX ADBLUE	382185
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CARRIERES - PANNE FREIN DE PARC ???		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	FUITE LR - REMPLACEMENT DURITE		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	PANNE EBS -REMPLACEMENT CAPTEUR + REFECTION FAISCE		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	PREPA MINES + VIDANGEMOTEUR		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	ACCIDENT	REMISE EN ETAT CARROSSERIE		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - FREINS BLOQUES - RAPATRIEMENT BT		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT POUMONS DE FREINS - REMPLACEMENT PLAQ		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FILTRE GO		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	07/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE LES CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	383398
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	19/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - VOYANT ABS - CAPTEUR AVD		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - PROBLEME BREAK VALVE RAZ VALI		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - REMPL RETRO AVD		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	DEPANNAGE GRANDES HAIES + REMPL VERRINS DE PORTE		382253
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	RENOV_MVIE	GARNITURE		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.GAU.		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.DR.		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	03/12/2024	RENOV_MVIE	PARE-CHOCS		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	03/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR PLAQUETTES DE FREIN		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FUITE LR - PANNE EBS		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	04/12/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDES HAIES X3 CAR PAS D'ARRET CONDUCT		387574
159500	DN600YG	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	ACCRESP	LISTE PDR RETROVISEUR		387574
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	03/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE-COMPLEMENT AD-BLUE		371203
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VILLE - NIVEAU LR		371203
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	04/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2	376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BREANDES - REMPL DURITE RADIATEUR		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	15/03/2024		PASSAGE AUX MINES		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT GOULOTTE AD BLUE		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPANAGE AD BLUE DEPOT		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	ACCNONRESP	REPARATION PROVISOIRE SUITE CHOC AVD		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PANNE RAMPE PMRDEPLACEMENT TURGOT		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	04/04/2024	PREVENTIF	REPARATION SUITE PRE CONTROLE TECHNIQUE		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CONDUITE LR SUITE FUITE		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR ENTRETIEN CORRECTIF		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	CORRECTIF	REPARATION PEDALE ACCELERATEUR		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE APPOIGNY - PANNE PORTE		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT PLAQUETTES ARRIERE		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PANNE PORTE AR		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	DEPANNAGE	LISTE PDR - ENTRETIEN DEPANNAGE GRANDES HAIES - PA		376333
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	01/09/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FLEXIBLE PRESSION		402814
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	07/09/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FLEXIBLE PRESSION		402814
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		404381
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BREANDES - FUITE D'HUILE		404381
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REMPL FLEXIBLE VENTILATEUR		404381
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - PANNE BVA		404381
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - MODE DEGRADE -NIVEAUX + RAZ		404381
159501	DP933ET	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	PANNE INJECTION - REMPLACEMENT INJECTEUR ADBLUE		404381
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/02/2024	ACCRESP	REMPLACEMENT ELEMENT SUITE CHOC LATTERALE		359461
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/02/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT SUPPORT FILTRE GO + TUYAUX		359461
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VILLE - DEFAUT BVA		359461
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	CORRECTIF	REMPL CAPTEUR N1 + FAISCEAU + CALCULATEUR		359461
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	22/02/2024		PASSAGE AUX MINES		359461
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/03/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/03/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - REMPL COURROIE		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DURITE RADIATEUR		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT SONDE NIVEAUX LR 159502		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BOUCHON LR+VERIF SERRAGE ROUES		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	04/05/2024	PREVENTIF	LISTE PDR POUR ENTRETIEN/FILTRATION		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - MISE EN ROUTE/MODE ECO		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - MISE EN ROUTE/BATTERIE		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - MISE EN ROUTE/BATTERIE		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REMPL RADIATEUR MOTEUR		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	20/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE REMPLACEMENT RADIATEUR LR		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	26/06/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DES BATTERIES		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	PREVENTIF	LISTE PDR POUR ENTRETIEN		362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	30/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	30/07/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	362266
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/09/2024	ACCIDENT	LISTE PDR - RETROVISEUR		381251
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/09/2024		PASSAGE AUX MINES		381251
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		385677
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	17/10/2024	DEPANNAGE	MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	387340
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - FUITE LR DURITE		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	FUITE CARBURANT -REMPLACEMENT FLEXIBLES		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	FUITE D'HUILE MOTEUR - REMPLACEMENT JT CACHE CULBU		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	PREPA MINES - VIDANGE MOTEUR - VIDANGE BVA		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BALAI EG		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	DEPANNAGE DEPOT - RECHERCHE DE PANNE - REMPLACEMEN		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE SNCF - FUITE LR - RAPTRIEMENT DEPOT		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - PANNE PORTE AV - GIVRE DANS ISS		390246
159502	DP395EV	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR CABALGE MOTEUR		390246
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	27/01/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	430686
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/01/2024		PASSAGE AUX MINES		0
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/02/2024	CORRECTIF	REMPL INJECTEUR AD-BLUE		431045
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/02/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT JOINT CUVETTE D'HUILE		431045
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/02/2024	CORRECTIF	REPARATION ECHAPPEMENT		431045
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/02/2024	CORRECTIF	TRAITEMENT FUITE LR		431045
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - PANNE PORTE		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENTDIAGNOSTIQUE SONDE TEMPERATURE		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	09/04/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE DAIR SUR CIRCUIT PNEUMATIQUE		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CORA FUITE D AIR ARD		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE DE GASOIL+PORTE AR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PANNE RAMPE PMR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION SONDE TEMPERATURE		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION FUITE D'AIR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION FUITE GO		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRION-PANNE PORTE 2		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEFAULT MOTEUR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE EFFACEMENT DEFAULT		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PANNE AD BLUE +PLAQUETTE DE FREIN AR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PORTE AR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGEDEFAUT MOTEUR		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - PLAQUETTE DE FREIN		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-PANNE PORTE		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - MODE DEFAUT EFFACEMENT DEFAUT		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT FUITE GO		436133
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337.2M + TUYAU COMPRESSEUR		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	19/11/2024	CORRECTIF	BOITIER		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	O-RING		456313

159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	DISQUE DE FREIN NP - NEXPRO		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	JOINT D'ARBRE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	FEU AR		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	BAGUE D'ETANCHEITE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	O-RING		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	CONDUITE D'AIR		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	VIS 6 PANS		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	02/12/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	02/12/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	02/12/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	02/12/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	ELEMENT FILTR HUIL		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	FUEL FILTER EL. NP - NEXPRO		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	ADBLUE FILTER EL. KI		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	COLLAR/ROSETTE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	PLAQUE RENFORT		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	SERRURE A CROCHET		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	INTERRUPTEUR		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	KIT-VALVES PNEUM.		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	CART. FILTRE A UILE - NEXPRO		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	FILTRE HLE DIRECT.		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	ADBLUE FILTER EL. KI		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	JOINT COUVR.CULAS.		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	CART.FILTRE AIRE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	CART.FILTRE AIRE		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	CART. COMB. PRE-FIL.		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	FILTRE BLOW-BY NP - NEXPRO		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	CART. SECHEUR AIR NP - NEXPRO		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	PREVENTIF	ELEM.FILTR.HUIL.BV		456313
159503	DP087EV	GX337 2 PORTES	BUS	16/12/2024		PASSAGE AUX MINES		456313
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	09/02/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	380830
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337.2M		379350
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - PROBLEME EBS/PARAMETRAGE PEDALE DE		379350
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - MISE EN ROUTE AVEC CABLE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - MISE EN ROUTE AVEC CABLE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - PANNE BOUTON COUPE BATTERIE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	08/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - MISE EN ROUTE AVEC CABLE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	13/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ROSOIR - DEFAUT CAPTEUR DE HAYON		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT DEPOT REMPLACEMENT BATTERIE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	24/04/2024	CORRECTIF	REPARATION TUYAU LAITON FUITR LR		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - REDUCTION COUPLE EFFACEMENT DEFA		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DES 2 BATTERIES		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEFAULT MOTEUR		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - RELAIS		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	12/06/2024	ACCIDENT	REPARATION SUITE CHOC LATERAL DROIT		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	ACCIDENT	LISTE PDR-REPARATION CHOC LATERALE DROIT		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	26/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT FONTAINE FUITE LR		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	19/07/2024	CORRECTIF	MOT./REFROID/FLEXIBLES-DURIT	DIAG ET TRAITEMENT FUITE LR	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/07/2024	PREVENTIF	Remplacer les flexibles de frein avant	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/07/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/07/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	29/07/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	392975
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT-REPROGRAMMATION PORTE		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	22/08/2024		PASSAGE AUX MINES		383897
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT DISQUE AR ET PLAQUETTE AVANT		405855
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	TRAITEMENT FUITE LR		405855
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	05/09/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FUITE LR + FREIN		405855
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		411327
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	21/10/2024	DEPANNAGE	MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE AUX BREANDES - NIVEAU ADBLUE	405855
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - FIXATION TOUR DE ROUE		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - TEMOIN D'HUILE RAS		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337M		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - AFFAISSEMENT VEHICULE -		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	REMPL AMORTISSEUR AV + REMPL CAPTEUR N3 + REMPL CO		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - REMPL DEMAREUR		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR COUSSIN D AIR		416493
159504	DP232EV	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	CORRECTIF	DEMARREUR NP - NEXPRO		416494
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	30/01/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	386791
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	30/01/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	386791
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	30/01/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	386791
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	30/01/2024	PREVENTIF	PORTES/MARCHE ET BORD SENSIBLE PORTE 2	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	386791
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	02/02/2024	CORRECTIF	PANNE BVA-REPARATION FAISCEAU ARG		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - CHAUFFE MOTEUR NIVEAU LR		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	05/02/2024		PASSAGE AUX MINES		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	28/02/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2MBAP + COURROIE + PPE A EAU		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	28/02/2024	CORRECTIF	REMPL DESSICATEUR		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	28/02/2024	ACCIDENT	REMPLACEMENT PARE BRISE		386793
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	DIAGNOSTIQUE FUITE LR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT SONDE NIVEAUX LR 159505		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT SKENETEAU PROBLEME PMR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT DEPOT EFFACEMENT DES PANNES		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	04/04/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BOITIER PMR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR SUITE REPARATION SONDE LR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	22/05/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR-REMPL TUYAU CHAUFFAGE PASSAGER		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FUITE LR CHAUFFAGE AVANT		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	10/07/2024	RENOV_MVIE	LISTE PDR - PIECE DE CARROSSERIE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	24/07/2024	PREVENTIF	ELECTRICITE/BATTERIE	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 +VIDANGE M	405503
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	24/07/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 +VIDANGE M	405503
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	24/07/2024	PREVENTIF	Remplacer les flexibles de frein avant	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 +VIDANGE M	405503
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	01/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE -FUITE D'AIR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	02/08/2024		PASSAGE AUX MINES		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - FUITE D'AIR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT PLAQUETTES AR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE D'AIR		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - PANNE PORTE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - FUITE D'AIR FREIN BLOQUE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - RESET COUPE BATTERIE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - COUSSIN + PLAQUETTES		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FAISCEAUX ELECTRIQUE		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUXERREXPO - PANNE BVA		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT FAISCEAU BVA		390961
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	CORRECTIF	BOUCHON FERMETURE		419250
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REMPL PLAQUETTES DE FREIN ARRIERE		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	ACCRESP	DEPANNAGE - REMPLACEMENT RETRO		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE D'HUILE GOULOTTE REMPLISSAGE		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE ROUTIERE - PORTE AR HS		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - PANNE PORTE ARRIERE		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE FONTAINE - REMPLACEMENT AMPOULE DE CLIGN		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - PLUS DE MARCHE ARRIERE		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H327.2M		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT DE BATTERIES		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT INTER DE DEMARRAGE		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - FREIN AR + SONDE ECHAPPEMENT		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	20/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARRET PHARE - PROBLEME DE FERMETURE DE P		423788
159505	DP453HR	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	MESSAGE NIVEAU LR - REMPL SONE DE NIVEAU - REFIXER		423790
179011	EK764PQ	GX337	BUS	24/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE NIVEAUX LR CLAIRION		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	DEPOSE FEU ARRIERE		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FEU AR		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	21/06/2024		PASSAGE AUX MINES		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	21/06/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	PRELEVEMENT HUILE SEMESTRIEL	343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	04/07/2024	PREVENTIF	PREVENTIF-PREPARATION CONTRÔLE TECHNIQUE		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT ROULEAU DE PORTE ARRIERE		343494
179011	EK764PQ	GX337	BUS	24/10/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE IUT - NIVEAU ADBLUE	372892
179011	EK764PQ	GX337	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDE HAIES - FUITE LR		378681
179011	EK764PQ	GX337	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REGENERATION FAP + FUITE LR		378681
179011	EK764PQ	GX337	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	BIDON ADBLUE 10L		378681

179011	EK764PQ	GX337	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR DEPOLLUTION + FUITE LR		378681
179011	EK764PQ	GX337	BUS	07/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE LES CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	379709
179011	EK764PQ	GX337	BUS	25/11/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	379709
179011	EK764PQ	GX337	BUS	25/11/2024	PREVENTIF	Vidanger le liquide de refroidissement	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	379709
179011	EK764PQ	GX337	BUS	25/11/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	379709
179011	EK764PQ	GX337	BUS	01/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE REPARATION PORTE AR		382610
179011	EK764PQ	GX337	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDES HAIES - VOYANT ECM - CAPTEUR DPF		382610
179011	EK764PQ	GX337	BUS	20/12/2024		PASSAGE AUX MINES		382610
179013	EK438PP	GX337	BUS	02/02/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT THERMOSTAT		402758
179013	EK438PP	GX337	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CANADA - FUITE ECHAPPEMENT / EDC		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	13/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - ECLAIRAGE		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	21/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - PANNE RAMPE PMR		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	REPARATION ECLAIRAGE+CONTROLE FREIN		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	10/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE REMPLACEMENT COMMODO		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - CABLAGE BATTERIE		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	29/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE-PANNE CHARGE ALT 1		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT ALTERNATEUR X2		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR ALTERNATEUR		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT DEPOT PMR BLOQUE		407841
179013	EK438PP	GX337	BUS	10/12/2024		PASSAGE AUX MINES		420867
179223	EQ034AR	GX337 2 PORTES	BUS	18/12/2024		PASSAGE AUX MINES		0
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE BMV - NIVEAU LR + PORTE AVANT		160114
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	VIDANGER LE REDUCTEUR ET REMPLACEMENT RENIFLARD	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	06/03/2024		PASSAGE AUX MINES		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	21/03/2024		CONTRE-VISITE PASSAGE AUX MINES		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	27/03/2024	CORRECTIF	DEPLACEMENT DEPOT NIVEAUX LR		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	28/03/2024	CORRECTIF	CARR./DIVERS	REMPLACEMENT RAMPE UFR	160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	16/05/2024	PREVENTIF	REPARATION SUITE PREPA MINE		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PANNE MUX		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR - BOUCHON		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	30/08/2024		PASSAGE AUX MINES		160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	30/08/2024	PREVENTIF	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	30/08/2024	CORRECTIF	TRAIN ROULANT/BARRE TIRANT	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	160391
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	27/09/2024	CORRECTIF	REPARATION RAMPE PMR N°07177		168209
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - PANNE MUX + PORTE		169761
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - SIEGE CONDUCTEUR		169761
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - BATTERIE VIDE		169761
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	18/11/2024		CONTRE-VISITE PASSAGE AUX MINES		169761
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PROBLEME DE PORTILLON -REPAR		170599
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	16/12/2024	PREVENTIF	PREPA MINES - REMPL BILLETERIE AR		170599
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	16/12/2024	ACCRESP	DEPANNAGE CATHEDRALE SUITE A ACCIDENT - REPARATIO		170599
182095	EZ294RM	BLUEBUS 6M	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PORTILLON SONNE SANS ARRET -		170599
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-DEFAUT MUX		130608
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	14/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - NIVEAU LR		130608
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	PANNE DEMARRAGE - COUPE BATTERIE		130608
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - FREIN + NIVEAU LR		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - REMPL CAPTEUR LR		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PANNE CHAFFAGE CAPTEUR LR		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	27/03/2024	RENOV_MVIE	DEPANNAGE GARE - PANNE RAMPREMISE EN ETAT CARROSSE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/04/2024	CORRECTIF	NIVEAU LR CHAUFFAGE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	24/04/2024	CORRECTIF	REPRATION DIRECTION REMPLACEMENT SILEMBLOS BARRE S		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - REGLAGE PORTILLON		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE-PANNE PORTE RAS		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	22/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PROBLEME PORTE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE PROBLEME PORTE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	12/06/2024	CORRECTIF	REPROGRAMATION PORTE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	18/06/2024	PREVENTIF	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	BOLLORE BLUE BUS MINI ELEC FICHE 2	132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	20/06/2024		PASSAGE AUX MINES		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PANNE PORTE ROULEAU HS		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/07/2024	CORRECTIF	REPARATION CLIGONTANT GAUCHE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	PREPARATION AU CONTRÔLE TECHNIQUE		132723
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE PANNE PORTE ???		143561
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - DEGIVRAGE HS		143561
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - VOYANT MUX + PORTE - NETTOYA		143561
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	01/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ABBAYE SAINT GERMAIN - VEHICULE BLOQUE -		145357
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - PANNE CHAUFFAGE - RAS		145357
182096	EZ615RM	BLUEBUS 6M	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEVANT CHEZ BT - VOYANT MUX - PASDE VEHI		145357
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	13/02/2024		PASSAGE AUX MINES		0
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - PREPARATION ET ?PASSAGE AU CONTRÔLE TE		0
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CAPTEUR DPF		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AD BLUE CENTRE VILLE CLARION		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	04/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUS VOYANT CAPTEUR BV		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/06/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/06/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/06/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/06/2024	CORRECTIF	LISTE PDR CAPTEUR KITAS		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PANNE ADBLUE REMISE A NIVEAU		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/06/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT CAPTEUR DE VITESSES		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MOTEUR CHAUFFAGE PARE BRISE		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/06/2024	DEPANNAGE	DEPLACEMENT IUT CREVESON ARD		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR CAPTEUR KITAS		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	RENOV_MVIE	PARE-CHOCS		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	08/07/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.DR.		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	16/07/2024		PASSAGE AUX MINES		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	17/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR CAPTEUR KITAS		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337M		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT BATTERIE		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT PLAQUETTES AVANT + ARRIERE		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	PREVENTIF	LISTE PDR - ENTRETIEN PREVENTIF		260637
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/09/2024	PREVENTIF	LISTE PDR - ESSUIE GLACE		280006
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.GAU.		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	SPOILER LATER.DR.		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	GARNITURE		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PARE-CHOCS		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/10/2024	RENOV_MVIE	PROFIL PROTECTION		283586
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	NETT_VEH	FORFAIT LAVAGE		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VERDIN - REGLAGE CAPTEUR HAYON MOTEUR		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CLAIRIONS - DESAMORCAGE		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	REPARATION DEGIVRAGE		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LE ROUE - CAPTEUR HAYON + RAPATRIEMENT		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGFE CLAIRION - CONTACTEUR CAPOT MOTEUR		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	05/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VAULABELLE - CONTACTEUR CAPOT MOTEUR		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AU DEPOT - REPARATION DE CARROSSERIE		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - DEGIVRAGE		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	07/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGELES CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	289495
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDES HAIES - PROBLEME BVA -RAPATRIEME		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR		288400
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	13/12/2024	CORRECTIF	DIAG BVA		292212
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE PB DE HAYON MOTEUR - RAPATRIEMENT BT ET		292212
189366	FD469FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	VOYANT MOTEUR - DIAG -TUYAU ADBLUE BOUCHE		292212
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	21/02/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GARE - FERMETURE PORTE AVANT		276212
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/04/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE REPARATION FUITE LR		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/05/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/05/2024	PREVENTIF	Remplacer les flexibles de frein avant	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/05/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/05/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/05/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/05/2024		PASSAGE AUX MINES		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - H337.2M		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	18/06/2024	PREVENTIF	LISTE PDR ENTRETIEN PREVENTIF		281301

189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	20/06/2024	DEPANNAGE	PERMUTATION ROUE		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REPARATION VOUSSOIR + SIEGE CONDUCTEUR		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - ENTRETIEN CLIMATISATION		281301
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	05/09/2024	RENOV_MVIE	LISTE PDR - RENOVATION CARROSSERIE		308425
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - DYSFONCTIONNEMENT PORTILLON CHAU		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	PREVENTIF	POT ECH.CATALYTIQ.		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/11/2024	CORRECTIF	FREINS/PLAQUETTE ECHANGE ESSIEU AR1	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	320100
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/11/2024	CORRECTIF	FREINS/PLAQUETTE ECHANGE AV	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	320100
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/11/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	320100
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/11/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à particules	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	320100
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	19/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE GRANDES HAIES - VOUSSOIR DECROCHE		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	20/11/2024	CORRECTIF	DIAG FAE -RAZ VOYANT FAP - REMPLACEMENT JAUGE DE L		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	20/11/2024		MOT/CANALISATION AD BLUE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - NIVEAU ADBLUE	323569
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE CARRIERES - VOYANT ABS - FAE INDISPO - R		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR SENSOR		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024		PASSAGE AUX MINES		320017
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	CAPT.TEMP.GAZ ECHAP		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	NH3 SENSOR		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	CAPTEUR D'HUMIDITE'		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	CAPTEUR D'HUMIDITE'		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	CAPT.TEMP.GAZ ECHAP		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	PREVENTIF	NOX SENSOR		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE LA ROUE - MESSAGE FAE HS - PREVOIR REMPL		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR CAPTEUR ABS OR 201831		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - REMONTAGE VOUSSOIR ARG SUITE A C		325020
189367	FD575FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE IUT - PB ESSUIE GLACE AV - REMPL BRAS ES		325020
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	ACCIDENT	LISTE PDR ACCIDENT		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024		PASSAGE AUX MINES		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/06/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	17/08/2024	ACCNONRESP	REMORQUAGE		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	17/08/2024	ACCNONRESP	MAIN D"¼UVRE SUITE ACCIDENT		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	PREVENTIF	FORFAIT CONTRÔLE TECHNIQUE		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR - SOUDURE TUYAU		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - ENTRETIEN CLIMATISATION		250292
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	DEPANNAGE FRANCE TRAVAIL - CHAUFFE MOTEUR -REMPL T		281914
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FUITE LR		281914
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	10/12/2024	PREVENTIF	ELECTRICITE/DIVERS	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	288036
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	10/12/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA/P	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MBAP	288036
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	13/12/2024		PASSAGE AUX MINES		288036
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MCDO - PANNE CHAUFFAGE CONDUCTEUR - PREV		288036
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	24/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - MOTEUR NE DEMARRE PAS -		288036
189368	FD700FH	GX337 2 PORTES	BUS	30/12/2024	CORRECTIF	LISTE PDR DISQUES ET PLAQ DE FREIN + FLEXIBLES		288036
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	14/02/2024	CORRECTIF	FREIN DE PARC REMPL 3 MANOS		248657
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE VILLE - DEFAUT FREIN DE PARC		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	05/03/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE ARQUEBUSE - REMPLACEMENT LAMPE AVANT		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/03/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/03/2024	PREVENTIF	Remplacer le filtre à huile de direction	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	15/03/2024	PREVENTIF	Vid. circuit ventilateur moteur + chgt filtre	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M/BA	253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	22/03/2024		PASSAGE AUX MINES		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION FUITE LR		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	29/05/2024	CORRECTIF	LISTE PDR FREIN + FUITE LR		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/06/2024	CORRECTIF	REPARATION FUITE LR		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT FUITE DE LR		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/07/2024	CORRECTIF	LISTE PDR REPARATION FREIN + FUITE LR		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	04/07/2024	RENOV_MVIE	RENOVATION CARROSSERIE		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	03/08/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - RADIATEUR LR + DURITES		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	27/08/2024	PREVENTIF	PREVENTIF - ENTRETIEN CLIMATISATION		253467
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/09/2024	PREVENTIF	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE M	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	278239
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/09/2024	PREVENTIF	Remplacer les flexibles de frein avant	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	278239
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/09/2024	PREVENTIF	REMPLACEMENT COUROIES ET GALETS 1 AN	HEULIEZ GX337 €6 GO FICHE 2 + VIDANGE MOTEUR	278239
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	26/09/2024		PASSAGE AUX MINES		278239
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE TURGOTINE -FUITE LR/CHAUFFE MOTEUR		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	31/10/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT POMPE A EAU ET THERMOSTAT		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT GOULOTTE AD BLUE		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	REMPLACEMENT RADIATEUR + DURITE LR		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	06/11/2024	CORRECTIF	LISTE PDR - POMPE A EAU		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	12/11/2024		ELECTRICITE/DIVERS ECLAIRAGE EXTERIEUR	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - AMPOULE DE CODE	290700
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE AUX CLAIRIONS - FUITE DE LR - REMPL DURI		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	28/11/2024	PREVENTIF	PREPA MINES - PASSAGE AUX MINES		288967
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	01/12/2024	ACCIDENT	REMPLACEMENT VITRAGE CONDUCTEUR		294555
189369	FD628FH	GX337 2 PORTES	BUS	25/12/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - PB DE GIROUETTE - TEST ALIM + RE		294555
219263	FX561PH	BUSINOVA 12M 2P	BUS	13/05/2024		PASSAGE AUX MINES		38325
219263	FX561PH	BUSINOVA 12M 2P	BUS	21/10/2024		CONTROLE LIMITEUR		58245
219263	FX561PH	BUSINOVA 12M 2P	BUS	06/11/2024		PASSAGE AUX MINES		62094
219264	FY186YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	07/05/2024		PASSAGE AUX MINES		41105
219264	FY186YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	21/10/2024		CONTROLE LIMITEUR		50452
219264	FY186YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	23/10/2024		PASSAGE AUX MINES		50452
219265	FY342YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	19/09/2024		PASSAGE AUX MINES		60390
219265	FY342YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	17/10/2024		CONTRE-VISITE PASSAGE AUX MINES		63750
219266	FY474YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	05/03/2024		CONTROLE LIMITEUR		0
219266	FY474YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	19/03/2024		PASSAGE AUX MINES		0
219266	FY474YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	08/08/2024		PASSAGE AUX MINES		0
219266	FY474YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	15/11/2024	DEPANNAGE	REMORQUAGE SAFRA PLAINE DES ISLES		55550
219266	FY474YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	20/12/2024	ACCIDENT	RETRO DROIT COMPLET		58013
219267	FY566YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	05/03/2024		CONTROLE LIMITEUR		54702
219267	FY566YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	19/03/2024		PASSAGE AUX MINES		54702
219267	FY566YN	BUSINOVA 12M 2P	BUS	29/07/2024		PASSAGE AUX MINES		54702
230461	GQ555ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE HOPITAL - CABLAGE BATTERIE		6639
230461	GQ555ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	07/05/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT - REMPL BATTERIE		6639
230461	GQ555ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	18/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE MONNETEAU - CREVAISON ROUE AVD		6639
230461	GQ555ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	31/10/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE JONCHES - PANNE BATTERIE		50608
230461	GQ555ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	06/11/2024	DEPANNAGE	REMORQUAGE X2 - PLUS DE BATTERIE		50608
230462	GQ622ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	03/06/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE DEPOT REMPLACEMENT BATTERIE		10252
230462	GQ622ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	01/07/2024	DEPANNAGE	DEPANNAGE HOPITAL - ROULEAU DE PORTE		10252
230462	GQ622ZA	CITROEN JUMPY (TCP)	VL	04/07/2024	ACCIDENT	REMPLACEMENT PARE BRISE		10252

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-174
OBJET : Covoiturage - incitation participative 2024-2025

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Le 13 décembre 2022, l'État a annoncé le lancement d'un plan national de soutien au covoiturage du quotidien. Parmi les mesures qui le composent, les principales sont :

- une incitation financière de 100 € à chaque primo conducteur,
- une enveloppe de 50 M€ pour soutenir les AOM dans leur subventionnement des trajets, soit une participation de l'État à hauteur de 50 % dans la limite de 2 €/trajet,
- un fonds vert de 50 M€ pour des projets de covoiturage d'AOM (infrastructures, études, etc.).
-

Le covoiturage est une opportunité pour améliorer la qualité de vie et répondre aux enjeux de la mobilité du quotidien.

Pour l'usager, le covoiturage permet :

- d'augmenter son pouvoir d'achat : un salarié automobiliste qui habite à 30km de son lieu de travail et qui covoiture quotidiennement en alternance avec un voisin ou un collègue économise près de 2 000 € chaque année,
- de participer à l'amélioration de la qualité de l'air : la voiture individuelle représente à elle seule plus de 15% des émissions de gaz à effet de serre en France. Partager un véhicule permet de diviser par deux les émissions de CO^2 de son trajet.
- de se déplacer plus librement : le covoiturage crée une offre de mobilité partagée là où il n'y a pas de transport en commun. Il est aussi solidaire en permettant l'accès à un transport pour ceux qui n'ont pas de voiture ou qui ne peuvent pas conduire,

Pour la CA de l'Auxerrois, le covoiturage est une solution aux besoins de mobilité du quotidien permettant de :

- résorber la congestion et diminuer la pression sur le stationnement,
- fluidifier la circulation des bus,
- aménager des espaces plus attractifs pour les piétons et cyclistes,
- faciliter les déplacements des personnes ne possédant pas de véhicule motorisé,
- réduire la pollution et l'émission de gaz à effet de serre (GES),

En avril 2023, la Communauté de l'Auxerrois a inauguré sa première aire de covoiturage à hauteur du péage d'Auxerre-Nord, à Monéteau. Elle compte 65 places de stationnement, des sanitaires, un abri-voyageurs et un box à vélos.

communauté
de l'auxerrois

A l'initiative du Département, une seconde aire de covoiturage de 48 places est en cours de construction à Venoy, au péage d'Auxerre-sud. Les travaux s'achèveront fin 2024.

Dès septembre 2022, la Communauté de l'Auxerrois a mis en place un partenariat avec l'opérateur Karos.

Depuis la mise en service de la plateforme, les résultats s'avèrent encourageants : 1665 particuliers sont inscrits au service. La prime de 100€ en place depuis le 1er janvier 2023 permet d'accroitre la récurrence des trajets réalisés. 49% des covoitureurs ont ainsi réalisé entre 6 et plus de 10 covoiturages par mois.

Depuis mars 2023, 9362 trajets ont été effectués soit environ 720 trajets par mois. En moyenne, la distance parcourue est de 20 km soit près de 90 000km évités. Le dispositif a permis d'éviter l'émission de 11 tonnes de CO^2. Le covoiturage apparaît comme un levier important pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le volet « Transports » et s'inscrit donc pleinement dans les objectifs du PCAET.

Il est proposé de saisir l'opportunité du plan national de soutien au covoiturage pour mettre en place une campagne d'incitation financière.

La Communauté de l'Auxerrois propose de verser une participation aux covoiturés (1 euro par trajet), de manière à prendre le relai du subventionnement de KAROS arrivant à échéance.

La Communauté de l'Auxerrois bénéficiera alors de 0,50 € de l'État pour chaque euro investi dans la participation aux trajets.

Par ailleurs, l'ensemble des dépenses liées au frais de fonctionnement de la plateforme peuvent bénéficier du plan national de soutien.

Il est donc proposé que la Communauté de l'Auxerrois consacre une enveloppe financière permettant de financer environ 7 500 trajets sur le territoire sur 12 mois à partir du 1er juillet 2024.

Le versement de la participation accordée aux covoiturés est encadré par une convention de délégation de paiement jointe en annexe.

Il est proposé d'appliquer la politique incitative ci-dessous afin de réduire le coût que représente le partage de frais pour le passager.

La tarification actuellement en vigueur est la suivante :

- Pour le conducteur : 1,5 € jusqu'à 15 km puis 0,10 € par km supplémentaire
- Pour le passager : 1 € jusqu'à 15 km puis 0,10 € par km supplémentaire *(avec subventionnement KAROS de 0,5 € par trajet)*

Après subventionnement CA, la nouvelle tarification incitative serait la suivante :

- Pour le conducteur : 1,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€ par km supplémentaire
- Pour le passager : 0,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€ par km supplémentaire

Le périmètre du service concernera l'ensemble du territoire de l'Auxerrois du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025. Les trajets éligibles sont ceux d'au moins 2 km et dont l'origine et/ou la destination se

communauté
de l'auxerrois

trouve sur le ressort territorial de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. En cas de trajet entre deux territoires partenaires de Karos, le territoire financeur sera celui où habite le passager quel que soit le sens du trajet.

La précédente délibération 2024-166 établie sur la période du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2025 n'était pas tout à fait en phase avec les termes de l'article 5 de la convention de portant délégation de paiement. La présente délibération à pour objectif de corriger cette erreur.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la politique incitative de la Communauté de l'Auxerrois à la pratique du covoiturage,

- D'abroger la délibération n°2024-166 du conseil communautaire du 27 juin 2024,

- D'approuver la convention portant délégation de paiement passée entre la Communauté de l'Auxerrois et la SAS Karos France, et de la prolonger jusqu'au 30 juin 2025,

- D'approuver le soutien financier à la pratique du covoiturage en dédiant une enveloppe budgétaire de 7500 € par an permettant de participer à 7 500 trajets, et ce jusqu'à la fin de la période de validité du dispositif de financement du fonds vert,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025,

- D'autoriser le Président de la Communauté de l'Auxerrois d'engager toutes démarches de demandes de subventions utiles en ce sens et à signer les documents s'y rapportant.

CONVENTION PORTANT DÉLÉGATION DE PAIEMENT
pour le financement de trajets de covoiturage du service opéré par Karos
sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS représentée aux fins des présentes par Crescent MARAULT agissant en qualité de Président, dûment habilitée à cet effet;

Ci-après dénommé, « **LA COLLECTIVITÉ** »,

ET

KAROS FRANCE, Société par actions simplifiée, inscrite au registre du Commerce et des sociétés sous le numéro 849781364 dont le siège social est st 10 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS, représentée aux fins des présente par Monsieur Olivier BINET agissant en qualité de Président, dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommé, « **LE PRESTATAIRE** »,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

1. La COLLECTIVITÉ a conclu avec le PRESTATAIRE un marché dont l'objet est l'acquisition d'une plateforme de « covoiturage » du quotidien KAROS TERRITOIRES prenant la forme d'une plateforme d'intermédiation offrant la possibilité aux particuliers, selon les termes de l'article L. 3132-1 du code des transports, d'une « *utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectués à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte*. ».

2. Afin de massifier l'usage du covoiturage sur son ressort territorial, la COLLECTIVITÉ a décidé de verser une subvention aux covoiturés, comme le prévoit la Loi d'Orientation des Mobilités. Les covoiturés pourront ainsi bénéficier de ladite subvention pour les trajets éligibles précités.

3. La présente convention constitue une délégation de paiement. Elle doit permettre le versement de la subvention accordée au covoituré, sans que celui-ci ait à avancer ou réclamer à la COLLECTIVITÉ le montant correspondant à la subvention allouée.

Le montant de la subvention à laquelle peuvent prétendre les covoiturés pour chaque covoiturage réalisé est directement déduit du prix payé par ces premiers et supporté par le PRESTATAIRE, sous réserve toutefois de l'acceptation préalable des conditions générales d'utilisation (CGU) propres au dispositif KAROS TERRITOIRES mis en place par le marché.

L'acception de ces conditions générales d'utilisation doit alors permettre aux covoiturés de la plateforme KAROS TERRITOIRES de consentir à la délégation de paiement organisée afin que le

PRESTATAIRE qui a préfinancé la subvention octroyée aux covoiturés puisse la récupérer auprès de la COLLECTIVITÉ et ainsi éteindre la dette créée entre lui et la COLLECTIVITÉ.

4. Aux termes des conditions générales d'utilisation du PRESTATAIRE, il sera ainsi prévu : « *Au titre de la subvention prévue, le covoituré délègue au profit de KAROS France sa créance envers la COLLECTIVITÉ, délégué, à concurrence des trajets qu'il réalise à ce titre dans le cadre de KAROS TERRITOIRES et dans la limite de la disponibilité des droits alloués.*

La présente délégation, soumise aux articles 1336 et suivants du code civil, est acceptée avec effet novatoire ».

Les covoiturés doivent expressément consentir à cette délégation afin de permettre à la présente convention de produire ses effets.

5. Dans ce contexte, la COLLECTIVITÉ et le PRESTATAIRE entendent arrêter leurs engagements respectifs afin de permettre le versement de la subvention accordée au covoituré. Il est ainsi prévu, sous réserve d'acceptation des conditions générales d'utilisation du PRESTATAIRE par le covoituré, la relation suivante de délégation de paiement entre :

- Chaque covoituré ayant réalisé des covoiturages éligibles à la subvention de la COLLECTIVITÉ via la plateforme KAROS TERRITOIRES et accepté au préalable ses conditions générales d'utilisation,

  Ci-après dénommée, « **LE DÉLÉGANT** »,

- LA COLLECTIVITÉ, ayant décidé l'allocation de la subvention susvisée

  Ci-après dénommé, « **LE DÉLÉGUÉ** »,

- Le PRESTATAIRE, en qualité de titulaire du marché d'exploitation de la plateforme KAROS TERRITOIRES ,

  Ci-après dénommé, « **LE DÉLÉGATAIRE** »,

Le DÉLÉGUÉ est débiteur envers le DÉLÉGANT d'une somme (ci-après **« l'ABONDEMENT »**) par covoiturage éligible et sous réserve que celui-ci ait déclaré son covoiturage via l'application mobile KAROS. Le DÉLÉGUÉ s'engage à reverser aux conducteurs 1€ par trajet et par passager.

Les modalités de calcul de l'ABONDEMENT pourront être modifiées à tout moment par le DÉLÉGUÉ à sa seule discrétion.

Elles sont définies, au démarrage de cette convention de délégation de paiement, de la manière suivante :

- ABONDEMENT = Participation Conducteur moins Ticket Passager ;
- Participation Conducteur = 1,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€/km supplémentaire.
- Ticket Passager = 0,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€/km supplémentaire.
- Trajets éligibles : trajet d'au moins 2 km et dont l'origine et/ou la destination se trouve sur le ressort territorial de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. En cas de trajet entre deux territoires partenaires de Karos, le territoire financeur sera celui où habite le passager quel que soit le sens du trajet.

Au moment de l'émission de la preuve de covoiturage, le DÉLÉGATAIRE assure le paiement au DÉLÉGANT du montant d'ABONDEMENT dû au titre du covoiturage. Le DÉLÉGUÉ devient donc alors débiteur envers le DÉLÉGATAIRE.

La dette du DÉLÉGUÉ envers le DÉLÉGATAIRE est éteinte par le paiement au DÉLÉGATAIRE par le DÉLÉGUÉ d'une somme correspondant à l'ABONDEMENT alloué.

LES PARTIES CONVIENNENT DE LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA DÉLÉGATION

Le DÉLÉGANT obtient du DÉLÉGUÉ, avec effet novatoire, le paiement au DÉLÉGATAIRE, qui l'accepte comme débiteur, de l'intégralité des sommes dues au titre des trajets éligibles réalisés via la plateforme KAROS TERRITOIRES à échéance mensuelle.

Le DÉLÉGUÉ s'engage donc à effectuer tous les paiements liés à ladite délégation directement auprès du DÉLÉGATAIRE dont les coordonnées bancaires sont les suivantes :

Domiciliation : BNP PARIBAS BOULOGNE POINT JOUR (01608)

Banque : BNP PARIBAS – code banque 30004

Guichet : 01608

Numéro : 00010123040 Clé : 18

Titulaire du compte : KAROS FRANCE

Les versements du DÉLÉGUÉ vers le DÉLÉGATAIRE seront effectués à échéance mensuelle.

Pour obtenir ces versements, le DÉLÉGATAIRE devra indiquer au DÉLÉGUÉ le nombre de covoiturages réalisés à chacune de ces échéances, les montants d'ABONDEMENT associés ainsi que les justificatifs correspondants (preuves de covoiturage).

ARTICLE 2 – EFFETS DE LA DÉLÉGATION

Le DÉLÉGUÉ déclare consentir à la présente délégation avec effet novatoire et, en conséquence, se reconnaît seul et directement tenu envers le DÉLÉGATAIRE du paiement de l'intégralité des sommes qui lui sont dues par le DÉLÉGANT.

En aucun cas, le DÉLÉGUÉ ne pourra opposer au DÉLÉGATAIRE les exceptions tirées de ses rapports avec le DÉLÉGANT.

La présente délégation emporte novation par changement de créancier de la créance du DÉLÉGANT et, par voie de conséquence, extinction de toutes les actions, sûretés et garanties qui y étaient attachées.

Les effets de la présente convention de délégation de paiement se produisent que sous réserve de l'acceptation par le DÉLÉGANT des conditions générales d'utilisation, via la plateforme KAROS TERRITOIRES**.**

ARTICLE 3 – DUREE

La présente délégation prend effet à la date de signature de la présente convention portant délégation de paiement entre le DÉLÉGUÉ et le DÉLÉGATAIRE.

Elle expire au jour de l'expiration du marché signé entre le DÉLÉGUÉ et le DÉLÉGATAIRE soit le 30 juin 2025.

Chacune des parties peut mettre fin de façon anticipée, en respectant un préavis de UN (1) mois, à la présente convention, par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 – DIFFERENDS

La présente délégation est soumise à la loi française.

Tout différend survenant entre les Parties dans l'exécution de la présente délégation devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut de résolution amiable du différend, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de sa survenance constatée par les Parties concernées, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente (à la requête de la partie la plus diligente).

Fait à Auxerre, le ,

Le présent contrat est établi en deux (2) exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Le délégué	**Le délégataire**
Communauté d'agglomération	**KAROS France**
de l'Auxerrois	Olivier BINET
Crescent MARAULT	Président
Président	

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-175
OBJET : Covoiturage - Participation incitative 2025-2026

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Le plan national covoiturage du quotidien lancé le 28 novembre 2019 a ouvert la voie à l'émergence d'un écosystème d'acteurs en soutien au covoiturage du quotidien, notamment grâce à la loi d'orientation des mobilités (LOM).

Le plan de transition écologique de juillet 2023 identifie le covoiturage comme un facteur indispensable à la réussite de la transition écologique en matière de mobilité, et un objectif accessible avec peu d'investissement.

En 2023, première année de mise en œuvre du plan covoiturage, une importante progression du nombre de trajets effectués en covoiturage par plateforme est enregistrée (x 2,8 entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2024). La structuration et la massification des politiques publiques locales en faveur du développement du covoiturage doivent se poursuivre, avec l'appui du fonds vert.

En juillet 2024, la CA a saisi l'opportunité du plan national de soutien au covoiturage pour instaurer une campagne d'incitation financière. La CA de l'auxerrois a versé une subvention aux covoiturés (1 euro par trajet).

La CA de l'auxerrois a alors bénéficié de 0,5€ de l'État pour chaque euro investi sur le subventionnement des trajets. Par ailleurs, l'ensemble des dépenses liées au frais de fonctionnement et une partie liée à la communication de la plateforme ont bénéficié du plan national de soutien.

De juillet 2024 à mars 2025, les résultats sur le territoire de la CA de l'auxerrois sont encourageants :

- 583 nouveaux inscrits,
- 5402 trajets ont été effectués soit environ 600 trajets par mois,
- 41 529 km évités soit plus de 5 tonnes de CO^2.

A l'occasion de la semaine de la mobilité en septembre 2024, les services de la CA de l'auxerrois et les différents opérateurs de mobilité (Karos, Keolis et Fifteen) sont allés à la rencontre d'une centaine de salariés avec l'objectif de mettre en avant l'ensemble des offres de transport présentes sur le territoire, qu'il s'agisse du bus, du vélo, ou encore du covoiturage.

Les animations seront renouvelées en 2025 avec une présence dans les entreprises qui se sont engagées dans un programme de sensibilisation au covoiturage. Ce programme permet aux salariés de bénéficier de 6 mois gratuits pour tester la solution de covoiturage au quotidien. Les trajets sont ainsi gratuits pour les passagers et les conducteurs restent rémunérés.

communauté
de l'auxerrois

Du 13 janvier au 02 février dernier, la Communauté de l'auxerrois en lien avec le Chablisien et l'Aillantais ont lancé le défi « bonnes résolutions ». L'objectif est de récompenser les habitants du territoire de l'auxerrois ayant le plus covoituré durant ces 3 semaines. Au total, 89 nouveaux usagers ont rejoint la plateforme et 836 trajets ont été réalisés pendant cette période sur l'auxerrois.

Le covoiturage représente un levier efficace et à moindre coût pour agir sur la décarbonation de la mobilité des personnes. Alors que les voitures sont responsables de plus de 15 % des émissions de gaz à effet de serre en France métropolitaine, le covoiturage permet à chacun de diviser par 2 son empreinte carbone dans ses déplacements.

Il est proposé de poursuivre la politique incitative ci-dessous afin de réduire le coût que représente le partage de frais pour le passager.

- Le conducteur perçoit 1,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€ par km supplémentaire,
- Le coût du trajet pour le passager est de 0,5€ jusqu'à 15km puis 0,10€ par km supplémentaire.

Il est proposé que la CA de l'auxerrois consacre une enveloppe permettant de financer environ 7 500 trajets sur le territoire du 01 juillet 2025 au 30 juin 2026.

Le versement de la subvention accordée aux covoiturés est encadré par une convention de délégation de paiement jointe en annexe.

Le périmètre du service concernera l'ensemble du territoire de l'auxerrois du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026. Les trajets éligibles sont ceux d'au moins 2 km et dont l'origine et/ou la destination se trouve sur le ressort territorial de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. En cas de trajet entre deux territoires partenaires de Karos, le territoire financeur sera celui où habite le passager quel que soit le sens du trajet.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la politique incitative de la CA de l'auxerrois à la pratique du covoiturage,

- D'approuver la convention portant délégation de paiement à passer entre la CA de l'auxerrois et la SAS Karos France,

- D'approuver le soutien financier à la pratique du covoiturage en dédiant une enveloppe budgétaire de 7500 € par an permettant de subventionner 7 500 trajets, et ce jusqu'à la fin de la période de validité du dispositif de financement du fonds vert,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025,

- D'autoriser le Président de la CA de l'auxerrois d'engager toutes démarches de demandes de subventions utiles en ce sens et à signer les documents s'y rapportant.

communauté
de l'auxerrois

KAROS

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AUX COVOITUREURS PAR KAROS FRANCE

ENTRE :

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois situé 6 bis pl. Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 Auxerre Cedex, numéro SIRET : 20006711400013

Représentée par Crescent MARAULT agissant en qualité de Président,,

Ci-après désigné **"le mandant".**

ET :

KAROS FRANCE dont le siège est situé 10 rue de la Paix, 75002 PARIS, numéro SIRET : 849781364.

Représenté par Joachim Renaudin, en sa qualité de Directeur Général.

Ci-après désigné « **l'Opérateur de covoiturage** » ou "le mandataire".

PREAMBULE 5

ARTICLE 1 DÉFINITIONS 6

ARTICLE 2 OBJET DE LA CONVENTION 6

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 4 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION 7

ARTICLE 5 TRAJETS ÉLIGIBLES 7

ARTICLE 6 MONTANT DE LA CAMPAGNE 8

ARTICLE 7 DONNÉES SUR L'OPÉRATION 8

ARTICLE 8 MODALITES DE VERSEMENT 9

ARTICLE 9 CONTRÔLE 10

ARTICLE 10 FRAUDE 11

ARTICLE 11 COMMUNICATION 11

ARTICLE 12 ASSISTANCE TECHNIQUE

ARTICLE 13 MANDAT D'ATTRIBUTION D'ALLOCATION FINANCIÈRE 12

ARTICLE 14 DOCUMENTS CONTRACTUELS 15

ARTICLE 15 RESILIATION DE LA CONVENTION 15

ARTICLE 16 REGLEMENT DES LITIGES 15

ANNEXE 1 - MODÈLE D'ÉTAT COMPTABLE 17

PREAMBULE

Considérant la politique publique portée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois consistant à organiser la mobilité.

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport. Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage.

Considérant la politique publique portée par la DINUM consistant, notamment, à fixer les orientations stratégiques du développement d'usages numériques fondés sur des services répondant aux enjeux les plus forts pour les usagers qui se traduit en matière de covoiturage par le "Registre de preuve de covoiturage", permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués par les utilisateurs de Karos France.

Considérant que Karos France est partenaire du "Registre de preuve de covoiturage" et implanté sur le territoire de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Dans ce contexte Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaite encourager la pratique du covoiturage sur son territoire par l'intermédiaire de la plateforme Karos France.

Pour se faire Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'appuie sur le "Registre de Preuve de Covoiturage" qui permet d'attribuer à chaque trajet réalisé en covoiturage une classe de preuve permettant d'en certifier l'existence, d'inciter sa pratique, et permet à l'Opérateur de covoiturage de redistribuer la politique incitative mise en place par Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Il est ainsi décidé de conclure une convention de partenariat afin d'organiser les modalités du versement d'une incitation financière aux covoitureurs dont le trajet a été avéré dans le cadre d'une contractualisation en cours.

Article 1 DÉFINITIONS

La "**Campagne de distribution d'incitations**" désigne l'action de distribuer des incitations à une liste de trajets concernés par une politique d'incitation sur une période donnée.

Le "**Conducteur**" désigne la personne mettant à disposition son véhicule à des fins de covoiturage.

Le "**Covoiturage**" tel que défini par l'article L. 3132-1 du code des transports est « *l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux […]* ». Il y a donc covoiturage dès le partage d'un trajet entre un conducteur et un passager.

Le "**Covoitureur**" désigne aussi bien le conducteur que le passager formant un équipage de covoiturage.

L'"**Opérateur de covoiturage**" ou "**Opérateur**" désigne Karos France, la personne morale opérant un service de covoiturage pour mettre en relation les covoitureurs et redistribuer la politique incitative.

L'"**Opération**" désigne la politique incitative mise en place par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et définie à l'article 4.

Le "**Passager**"» désigne la personne transportée par le Conducteur à des fins de Covoiturage.

Le "**Registre de preuve de covoiturage**" désigne le système d'information opéré par la DGITM, permettant à des Opérateurs labellisés d'y faire converger des preuves de covoiturage. Le registre est accessible à l'adresse : app.covoiturage.beta.gouv.fr

Un "**Trajet**" de covoiturage désigne le trajet d'un Conducteur avec un Passager en Covoiturage réalisé par le biais de l"Opérateur de covoiturage". Un Trajet est comptabilisé par Passager.

Article 2 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de l'Opération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois visant à la distribution d'une politique incitative en faveur du covoiturage dans le cadre du contrat liant le mandant et le mandataire.

Par la présente, Karos France s'engage à signaler l'ensemble des Trajets réalisés via son service au Registre de preuve de covoiturage et à reverser la totalité des incitations versées par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois aux covoitureurs intéressés.

Les différentes fournitures et prestations éventuellement commandées par Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'opérateur de covoiturage ne sont pas couvertes par la présente convention.

Article 3 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter du 01/07/2025.

La présente convention prend fin après le versement du solde des incitations correspondant aux Trajets réalisés dans les limites fixées par la présente convention.

Les Trajets de l'Opérateur éligibles au financement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sont pris en compte à compter du 01/07/2025 jusqu'au 30/06/2026.

Lorsque l'Opération est pluriannuelle, la seconde année d'exécution de la présente convention est réalisée sous réserve de l'inscription des crédits de paiement dans le budget de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Toute modification contractuelle de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Article 4 TRAJETS ÉLIGIBLES

Les trajets éligibles sont ceux d'au moins 2 km et dont l'origine et/ou la destination se trouve sur le ressort territorial de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Article 5 MONTANT DE LA CAMPAGNE

Les conducteurs et passagers effectuant le trajet sont incités selon les règles suivantes :

- De 2 à 15 km : 1,5 € par trajet par km par passager pour le conducteur, 0.5 € par trajet par km pour le(s) passager(s).
- À partir de 15 km : 0,1 € par km supplémentaire par trajet par passager pour le conducteur, 0,1 € par km supplémentaire par trajet pour le(s) passager(s).

Cette tarification s'applique pour tout trajet avec une origine ou une destination dans le territoire de la CA de l'Auxerrois

Le trajet n'est éligible que si le conducteur n'a pas déjà réalisé un trajet incité au cours de l'heure précédant son début.

L'Opérateur s'engage à reverser les sommes conformément au présent article.

Dans l'hypothèse où le plafond de financement de l'Opération viendrait à être atteint avant le 30/06/2026, cette dernière prend fin instantanément. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois tient à disposition de l'Opérateur l'état de la consommation de l'enveloppe relative à l'Opération. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avertit sans délai l'Opérateur partenaire de la consommation de l'ensemble des crédits affectés à la réalisation de l'Opération d'incitation. Les Covoitureurs usagers des services de l'Opérateur devront être avertis par ce dernier de la fin anticipée de l'Opération.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ne saurait être tenue responsable de Trajets réalisés sous l'empire de la présente convention alors que le plafond aurait été atteint.

L'Opérateur s'engage à informer la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de l'ensemble des incitations financières, non financières et des budgets associés qu'il mettrait en place en parallèle de l'Opération.

En cas de trajet entre deux territoires partenaires de Karos, le territoire financeur sera celui où habite le passager quel que soit le sens du trajet.

Article 7 DONNÉES SUR L'OPÉRATION

Pour permettre le versement de l'incitation l'Opérateur de covoiturage s'engage à fournir ses données auprès du Registre de preuve de covoiturage opéré par la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de mobilités.
Ces données sont définies dans l'annexe 4 des Conditions Générales d'utilisation du Registre de Preuve de covoiturage.

Les parties à la présente convention respectent strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage.

Article 8 MODALITES DE VERSEMENT

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois verse 7 500 euros à la notification de la présente convention. L'Opérateur peut, sur présentation de l'ensemble des justificatifs, obtenir le remboursement de toute somme avancée par ses soins. Le cas échéant, l'Opérateur s'engage à reverser les sommes trop perçues.

Le versement de l'incitation financière est réalisé par Karos France en tant que mandataire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre du mandat dont les conditions sont précisées en article 13.

L'Opérateur tient à jour pendant toute la durée de la présente convention, un fichier présentant au premier euro, un état Récapitulatif indiquant le nombre total de trajets effectués ainsi que la somme totale des montants d'incitations financières versées sur la période considérée.
A l'appui de chaque versement, Karos France joint un état récapitulatif des sommes versées sur la période considérée (ci-après "l'État Récapitulatif"). Cet État Récapitulatif liste au minimum les informations suivantes, pour chaque trajet ayant donné lieu à une incitation financière :

- La date du trajet,
- La commune d'origine et la commune de destination du trajet,
- Le montant de l'allocation incitative.

A la Date de fin de l'Opération, éventuellement prolongée ou à la date du terme du Mandat, l'Opérateur adressera, sous 45 jours ouvrés, un état de solde, signé par son représentant dûment habilité, à l'attention de la Collectivité, dans lequel il présentera un récapitulatif des sommes versées par la Collectivité comprenant (i) le total des sommes perçues par l'Opérateur sur la durée de l'Opération et (ii) le total des sommes reversées aux Covoitureurs au titre des Trajets éligibles sur cette même période. Les éventuelles sommes versées indûment et qui n'auraient pas fait l'objet d'un remboursement seront également mentionnées dans cet état de solde.
Dans le cas où les sommes perçues par le Mandataire excéderaient les sommes versées aux covoitureurs, le Mandataire s'engage à reverser au Mandant la différence sous 30 jours.

Article 9 CONTRÔLE

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit de prendre toute disposition jugée nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente convention, et notamment des demandes de documentation, un contrôle sur site, des audits techniques et financiers.

En cas de non-respect avéré de cette convention, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, après demande de mise en conformité, pourra résilier de plein droit la présente convention.

Article 10 FRAUDE

La mise en œuvre des moyens nécessaires à la lutte contre la fraude aux incitatifs financiers relève de la responsabilité de Karos France dans le cadre de la présente convention.

En cas de constatation d'une fraude avérée, Karos France transmet cette information au registre de preuve de covoiturage dans les modalités prévues par ses CGU, quel que soit le montant et le nombre de trajets concernés par cette fraude.

En cas de constatation d'une fraude avérée par Karos France, et dans le cas où l'incitatif n'a pas encore été versé au bénéficiaire, l'opérateur en bloque le versement sans délai. Karos France s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois les informations d'identification de l'usager fraudeur. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit d'engager à l'encontre de l'usager fraudeur une procédure de recouvrement des incitatifs perçus par fraude dans le respect des conditions du contradictoire prévues à l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration[1].

En cas de bannissement d'un conducteur ayant réalisé un trajet sur le territoire, l'opérateur s'engage à transmettre au RPC, l'identifiant de l'utilisateur banni correspondant à "operator user id".
Karos France transmet chaque mois à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois des données de suivi du nombre de conducteurs et passagers bannis et du nombre de trajets frauduleux détectés.

Article 11 COMMUNICATION

L'Opérateur de covoiturage s'engage à mentionner la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, financeur de l'Opération, sur son service (site Internet et applications mobiles) ainsi que sur tout acte de communication ou d'information destiné au public concernant l'Opération.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et l'Opérateur de covoiturage s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable de toute communication vis-à-vis de la presse et à respecter les éléments de langage définis et validés communément.

L'ensemble des documents de travail élaborés dans le cadre de cette convention portent le logo des parties et font l'objet d'une consultation des parties avant diffusion.

Article 12 ASSISTANCE TECHNIQUE

L'Opérateur de covoiturage prendra en charge toute assistance technique sollicitées par les Covoitureurs, dans le respect de ses conditions générales d'utilisation du service de l'Opérateur.

L'Opérateur de covoiturage se tient à la disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour répondre à toute question que celui-ci pourrait se poser ou qui lui serait posée par les participants à l'Opération, ou tout autre acteur ou partenaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

[1] Karos France s'engage à préciser au sein de CGU signées par l'usager, les risques encourus en cas de comportement frauduleux, ainsi que les conditions de la procédure de recouvrement.

Article 13 MANDAT D'ATTRIBUTION D'ALLOCATION FINANCIÈRE

1. **Nature des opérations et pouvoirs confiées au Mandataire**

Dans le cadre de l'attribution d'une incitation financière aux covoitureurs, le Mandant donne mandat au Mandataire pour verser ces incitations financières aux covoitureurs selon les modalités définies à la présente Convention (le "Mandat" ou la "Convention de mandat").

> Le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies au présent Mandat. A ce titre, le Mandataire est notamment chargé d'appliquer l'incitation mise en place par le Mandant, selon la politique de soutien au covoiturage définie par ce dernier et convenue dans le cadre de l'attribution de l'incitation financière dont les modalités de versement sont notamment prévues à l'article 8. Conformément aux dispositions de l'article D. 1611-20 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans tous les documents qu'il établit au titre du mandat, le mandataire fait figurer la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de ce dernier.
>
> Ce mandat est conclu conformément aux articles L. 1611-7-IV II et **D. 1611-16** et suivants du CGCT et à la convention portant sur l'opération d'incitation financière conclue entre les Parties.

Au titre de sa mission et en vertu du Mandat qui lui est confié, le Mandataire est habilité à réaliser les opérations de versement des incitations financières calculées pour chaque covoitureur, dès validation du trajet effectué et éligible à l'incitation financière.

Il aura en charge :

- La vérification de l'éligibilité du trajet effectué par le covoitureur à l'incitation financière,
- La vérification de la conformité des trajets effectués selon les critères du RPC et les classes de preuves définies comme éligibles par la présente convention,
- Le versement des incitations financières,
- La récupération des versements indus auprès de l'usager est réalisée par le mandataire dans le cadre de la procédure de recouvrement amiable dont il est responsable. Dans le cadre d'une fraude du covoitureur, l'opérateur est tenu à la seule mise en œuvre des moyens nécessaires au recouvrement amiable de l'indus. Dans le cadre d'une erreur de l'opérateur seul, des éventuels indus relèvent de la responsabilité de l'opérateur et la collectivité peut en demander le recouvrement.

2. **Durée et montant du Mandat**

Le Mandat est donné pour toute la durée de l'Opération.

La Convention de mandat entre en vigueur à compter du 01/07/2025 de l'Opération et s'achève à le 30/06/2026 de l'Opération et au plus tard à après le versement de la totalité des sommes qui seraient éventuellement dues par le mandant auprès du Mandataire.

3. **Obligations à la charge du Mandataire**

Établissement d'une comptabilité séparée : Le Mandataire tient une comptabilité séparée qui retrace

l'intégralité des mouvements de caisse opérés pour le versement des dépenses engagées par le Mandataire visées au présent Mandat, ainsi que le remboursement des éventuelles dépenses indûment versées conformément à l'article D. 1611-22 du CGCT.

Obligation de contrôles : Pour le versement des incitations aux covoitureurs, le Mandataire a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de la régularité des trajets,
- Un contrôle de la régularité des versements,
- Un contrôle des demandes de paiement des covoitureurs.

Pour le remboursement d'éventuels versements indus effectués, le Mandataire exerce les contrôles suivants :

- Un contrôle de la validité de la dette,
- Un contrôle du caractère libératoire du paiement.

Reddition annuelle des comptes : Une reddition des comptes et des pièces justificatives est réalisée annuellement. La date limite de transmission de la reddition annuelle est fixée de la façon suivante :

- Arrêt des comptes : 31/12
- Transmission : 15/02 année N+1

Les comptes produits par le Mandataire retraçant la totalité des opérations de dépenses (et de recettes le cas échéant) décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent en outre :

- la balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition,
- les états de développement des soldes certifiés par l'organisme mandataire conformes à la balance générale des comptes,
- la situation de trésorerie de la période,
- pour les éventuelles dépenses à tort, un état précisant la nature de la dépense et les motifs de la restitution, le montant de la dépense à rembourser, les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Il est précisé que ne sont remises au moment de la reddition des comptes que les pièces qui n'auraient pas été transmises précédemment.

Les comptes seront transmis au contact comptabilité du Mandant tel qu'indiqué ci-après :

		Nom	Titre	Courriel	Téléphone
Collectivité (Mandant)	Contact projet	Fabien Frigolet	Chargé de missions - Direction Déléguée, Conception des espaces publics, Mobilités- Direction Stratégie, Aménagement du Territoire et Mobilités	fabien.frigolet@auxerre.com	03 86 72 43 23
	Contact comptabilité	Cyril Devie	Directeur Délégué, Conception des espaces publics, Mobilités Direction Stratégie, Aménagement du Territoire et Mobilités	cyril.devie@auxerre.com	03 86 72 43 73
Société (Mandataire)	Contact projet	Appoline Saupin	Consultante Mobilités Durables	appoline@karos.fr	07 83 16 83 33
	Contact comptabilité	Aude Fouquet	Finance Manager	aude@karos.fr	07 83 16 83 33
	Responsable du service comptabilité	Olivier Eisenzimmer	CFO	olivier.eisenzimmer@karos.fr	07 68 56 72 57

4. Contrôles comptables du Mandataire par le Mandant

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable du Mandant. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

5. Assurance

L'assurance souscrite par le Mandataire devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent Mandat.

L'attestation d'assurance devra être transmise au Mandant à première demande de ce dernier.

Article 14 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la convention sont les suivantes :

- la présente convention datée et signée ;
- l'annexe ainsi que la délibération.

Article 15 RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Opérateur. Le Mandataire ne pourra se soustraire à l'obligation de reversement des fonds qui n'auraient pas été versés aux conducteurs-covoitureurs. Le Mandant pourra émettre un titre de recettes.

Article 16 REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation des présentes conditions. A défaut de règlement amiable, dans un délai de 3 mois courant à compter de l'envoi par la Partie la plus diligente d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le différend sera porté devant la juridiction compétente.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Elle est signée par toutes les Parties et notifiée le _____/_____/_____

Fait à _____, le _____/_____/_____

Pour Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,	Pour l'Opérateur
Crescent MARAULT	Joachim Renaudin
Président	Directeur Général Karos France

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-176
OBJET : Site Natura 2000, validation du portage de l'animation par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche »

Ce site, désigné site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche » par arrêté ministériel du 26 mars 2015, est constitué d'une seule entité de 339 ha. Il repose sur les « sables jaunes de la Puisaye » et est parcouru par le ru de la Biche. Il se compose de milieux naturels rares que sont les zones tourbeuses et marécageuses ainsi que les pelouses et landes sur sables. Il est en grande partie installé sur 2 communes de la Communauté de l'Auxerrois : Appoigny (18 % de la surface) et Branches (71%), et également sur la commune de Fleury-la-Vallée (11%).

Ce site est doté d'un document d'objectifs de gestion (DOCOB), élaboré par le COPIL et approuvé par le Préfet de l'Yonne le 14 mars 2018 (arrêté préfectoral n°DDT/SEM/2018/0006 du 14 mars 2018).

Qu'est-ce qu'une structure porteuse ?
La notion de structure porteuse est une notion juridique qui ressort du code de l'environnement (article L. 414-2-III et VII).
C'est pour le cas général, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales, membre du Comité de pilotage (COPIL) du site Natura 2000 et désigné par ses pairs pour 3 ans.
La désignation de la structure porteuse doit être acté dans le cadre d'une réunion du COPIL qui doit au moins regrouper les représentants des collectivités et groupements de collectivités qui eux seuls sont habilités à voter pour son renouvellement ou pour désigner parmi eux une nouvelle structure porteuse.
La structure porteuse a la responsabilité du suivi de la mise en œuvre du DOCOB, elle est maître d'ouvrage et en ce sens est la seule bénéficiaire des financements dédiés à ces objectifs.
L'animation du site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche » par la communauté d'agglomération a été initiée en Juillet 2019.

En quoi consiste l'animation d'un site Natura 2000 ?
L'animation d'un site Natura 2000 consiste à animer et coordonner les différentes actions relatives à la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le DOCOB. Un animateur est chargé d'assurer la conduite des différents projets selon plusieurs dimensions : planification pluriannuelle du projet global, animation de la réflexion et de la concertation avec les acteurs concernés, mise en œuvre des Contrats, accompagnement des propriétaires, réalisation d'études, évaluation et redéfinition. L'animateur doit animer des groupes de travail, des réseaux d'acteurs et des commissions liés aux instances décisionnaires et politiques de sa structure : COPIL et comité de suivi. Il travaille en étroite collaboration avec le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté.

communauté
de l'auxerrois

La Communauté de l'Auxerrois sollicitée pour porter l'animation

Considérant l'arrêté préfectoral n°DDT/SEM/2019/0056 du 22 novembre 2019 portant désignation des membres du Comité de pilotage des sites Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbière du bois de la Biche » ;

La Communauté de l'Auxerrois a été sollicitée par le Comité de pilotage du site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche », réunit le 3 juin 2025, pour porter l'animation durant 3 ans.

Considérant que le site Natura 2000 n° FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche » est l'un des sites les plus remarquables du territoire et que sa préservation constitue un enjeu environnemental non négligeable.

Considérant que l'animation du site peut faire l'objet d'une prise en charge financière par la Région et l'Union européenne.

Il est proposé d'accepter cette proposition et donc que la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois soit la structure porteuse chargée de la maîtrise d'ouvrage du site Natura 2000 « Landes et tourbières du bois de la Biche » pour 3 ans et de poursuive l'animation du site à hauteur d'1 jour/semaine d'un agent avec les compétences requises.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De valider le choix du COPIL du site Natura 2000 « Landes et tourbières du bois de la Biche »,

- D'autoriser Monsieur le Président à la signer et tout document y afférent, ainsi qu'à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-177
OBJET : Transition écologique- Installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) - Désignation du lauréat

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du Code des transports, sous réserve de l'article L3421-2 du même code.

Pour étoffer cette politique publique, déjà déployée à travers les mobilités douces, l'offre de transports collectifs, les aires de co-voiturage, et afin de contribuer à l'objectif national de 7 millions de points de recharge publics et privés à l'horizon 2030 fixé par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la Communauté de l'Auxerrois a conduit une réflexion pour définir sa stratégie pour l'équipement du territoire en infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) afin d'accompagner et d'encourager le développement de l'usage de ces véhicules, ainsi que de celui des hybrides rechargeables.

Pour cela, la Communauté souhaite accompagner les opérateurs privés, notamment en leur facilitant l'accès au domaine public.

Aujourd'hui, l'équipement du territoire, géographiquement non homogène, comprend notamment 44 points ouverts au public sur les stations propriétés de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois. D'autres infrastructures de recharge d'initiative publique (SDEY) ou privée (concessionnaires automobiles, grandes surfaces commerciales…) complètent cette offre qui va s'avérer insuffisante dans les années à venir compte tenu du développement attendu des véhicules électriques.

Par délibération en date du 17 avril 2025 le conseil communautaire a autorisé le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour désigner un opérateur autorisé à occuper à usage exclusif une partie du domaine public pour réaliser l'investissement, la construction, la maintenance et l'exploitation d'IRVE sur l'ensemble du territoire de la communauté.

L'installation dans les communes se fera sur la base du volontariat. Les communes détermineront, en concertation avec la Communauté, l'emplacement et les conditions précises pour l'installation de chaque borne de recharge dans la zone d'implantation proposée par l'opérateur. A noter que seules les communes qui ne sont pas engagées avec le SDEY dans une démarche d'installation des IRVE pourront bénéficier de ces installations.

Ces occupations sont soumises au régime des occupations du domaine public et ouvrent droit à la redevance au bénéfice de la collectivité.

communauté
de l'auxerrois

Trois candidats ont remis une offre dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt et après analyse des offres il est proposé de retenir la société IZIVIA Impact.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De retenir l'offre de la société IZIVIA Impact pour l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE)

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ces dispositions.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-178
OBJET : Convention financière du Contrat Local de Santé avec les communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois s'est engagée dans une démarche de mise en place d'un Contrat Local de Santé aux côtés des communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs.

Afin d'accompagner cette démarche et mettre en œuvre les fiches actions du CLS un animateur du Contrat Local de Santé a été recruté par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Le coût des actions portées par l'agglomération de l'auxerrois sera refacturé aux communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs.

Une convention doit être proposée aux communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs afin de leur facturer les charges afférentes à la mise en œuvre des fiches actions.

La convention est annexée en pièce jointe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le projet de convention,

- D'autoriser le Président à signer la convention avec les communautés de communes de l'Aillantais en Bourgogne et Chablis Villages et Terroirs.

CONVENTION DE REPARTITION DU FINANCEMENT

ENTRE

La communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son Président, Crescent MARAULT

Sise 6 bis place Maréchal Leclerc à Auxerre

Ci-après désignée « la Communauté »

ET

La communauté de commune de l'Aillantais en Bourgogne, représentée par son Président, Mahfoud AOMAR

Sise 9 rue des Perrières à Montholon

La communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, représentée par son Président, Etienne BOILEAU

Sise 2 Rue du Serein à Chablis

Ci-après désignés « les Contractants ».

Article 1. : 1 Préambule :

Désireuses d'agir sur les enjeux de santé locaux, notamment en termes de lutte contre les inégalités sociales territoriales de santé, de promotion de la santé et d'amélioration de l'offre de soins de premier recours, la Communauté de Communes de l'Aillantais, la communauté de communes Chablis Villages et terroirs et la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ont souhaité initier de manière conjointe une démarche de co-construction d'un Contrat Local de Santé avec les différents partenaires locaux et départementaux.

Un Contrat Local de Santé (CLS), d'une durée de 5 ans, permettant de trouver des solutions concrètes aux problématiques de Santé spécifiques d'un territoire a été signé le 4 octobre 2023.

Une convention de prestation de services a été signée entre l'agglomération de l'auxerrois, la Communauté de Communes Chablis Villages et Terroirs, et la Communauté de Communes de l'Aillantais en Bourgogne le 31 mai 2023 pour définir les conditions d'intervention et de remboursement de l'animatrice santé sur les 3 territoires.

Il a été décidé ce qui suit :

Article 2 : Objet de la convention

La communauté de l'auxerrois interviendra auprès des contractants dans le cadre du déploiement des fiches actions du CLS. Le coût des actions portées par l'agglomération de l'auxerrois sera refacturé aux communautés de communes de l'aillantais en bourgogne et Chablis Villages et terroirs.

Article 3 : Périmètre des dépenses

Sont inclus dans le coût du service les charges liées à la mise en œuvre de l'action : fournitures diverses (alimentation, matériel…), prestations de service, études…

Les actions concernées par une demande de remboursement devront être approuvées le comité de suivi du CLS composé des Présidents des 3 collectivités ou de leur représentant (élus en charge de la santé), des Directeurs Généraux des services ou directeur en charge du CLS, de l'animatrice santé et d'un représentant de l'ARS.

Article 4 : Les modalités de répartition

Le coût du service sera proratisé de la manière suivante : 10% du coût total de l'action pour l'aillantais en Bourgogne, 15% du coût total de l'action pour Chablis Village et Terroir, et 75% du coût total de l'action pour la communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Le montant des charges sera ajusté annuellement en fonction du réalisé sur l'année concernée.

Le paiement de la prestation sera effectué annuellement en début d'année N+1, à charge pour la communauté d'émettre un titre en ce sens.

La communauté titrera annuellement en début d'année n+1.

Article 5 : Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention conclue jusqu'au 31 décembre 2027, prend effet à la date de sa signature par les parties.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, en cas de non-respect des engagements pris. Chacun des signataires de la présente convention peut procéder à sa résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de trois

mois.

Fait à AUXERRE, en 2 exemplaires originaux, le

Crescent MARAULT	Mahfoud AOMAR	Etienne BOILEAU
Président de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois,	Président de la communauté de communes de l'Aillantais en Bourgogne	Président de la communauté de communes Chablis Villages et Terroirs

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-179
OBJET : Transfert du patrimoine de l'office auxerrois de l'habitat par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis

Rapporteur : Vincent VALLÉ

I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DES PARTIES PRENANTES AU PARTENARIAT STRATEGIQUE

Il est rappelé que depuis plusieurs mois, des échanges ont eu lieu avec le groupe POLYLOGIS sur la base d'un renouvellement de la marque d'intérêt dudit groupe à accompagner la politique de l'habitat sur le territoire de la communauté de l'Auxerrois en lien avec l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Ainsi, dans un contexte économique, réglementaire et social incitant à des regroupements notamment par la loi ELAN, les parties prenantes ont étudié les modalités d'un partenariat stratégique, partant des constats que les entités concernées pourraient mutualiser leurs actions et savoir-faire au service du territoire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Les entités se rejoignent sur l'affirmation de la proximité au cœur de la gestion de leur patrimoine locatif social et la nécessité de mettre à la disposition de la communauté d'agglomération un outil de logement social au service de ses besoins et des attentes de ses habitants, tant en matière de gestion locative, que de réhabilitation et de production nouvelle.

C'est dans ce contexte que l'Office Auxerrois de l'Habitat, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS ont, par délibérations concordantes, signé un protocole de partenariat stratégique le 20 décembre 2024.

Elles souhaitent se donner les moyens de développer une offre globale de l'habitat pour le territoire (habitat social, habitat spécifique, logement intermédiaire et accession à la propriété).

En matière de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise, le partenariat permettrait de diversifier la production de logements, en prévoyant notamment :

- La construction sur le territoire auxerrois de 80 logements locatifs par an (PLAI, PLUS, PLS et PLI) avec une évolution du coût de 20 à 30% pour la mise en œuvre de la RE2020 soit un investissement sur 10 ans de 167millions€.

- La construction de résidences spécifiques en fonction de la demande locale comprenant notamment au moins deux résidences ou l'équivalent de 80 logements par résidence sur 10 ans.

communauté
de l'auxerrois

- La diversification de l'habitat par une offre d'accession sociale à prix maitrisé et notamment l'accompagnement de la communauté d'agglomération dans le développement d'un quartier d'Auxerre avec la création de 400 logements.

- La réalisation de deux opérations d'aménagement *via* une filiale d'aménagement du groupe POLYLOGIS comprenant une centaine de droits à construire chacune.

Depuis lors, les parties prenantes ont travaillé ensemble et poursuivent les étapes du rapprochement prévues au protocole.

Pour rappel, le protocole de partenariat stratégique prévoit la création d'une structure dédiée au regroupement, à savoir une société anonyme d'habitations à loyer modéré (ou « ESH »). Ainsi, la société dénommée « AuxR Logis » a été constituée en décembre 2024 et est immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Tribunal de commerce d'Auxerre et a son siège social au 12 avenue des Brichères à Auxerre. L'agrément HLM d'AuxR Logis est en cours d'obtention.

Au sein de cette ESH, les parties prenantes avec la délibération du 19 décembre 2024 :

- ont convenu d'une répartition capitalistique de 51% de capital social détenus par les ESH Logirep et Scalis deux entités du groupe POLYLOGIS et de 49% pour la Communauté d'agglomération.
- ont convenu d'être membres de l'actionnariat de de référence et de conclure un pacte d'actionnaires de référence, au sens de l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- ont convenu de la création d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques de l'opérateur qui serait composé de trois représentants de la Communauté d'agglomération et de trois représentants de POLYLOGIS.

En outre, le protocole de partenariat stratégique prévoit comme modalités juridiques de regroupement :

(i) d'une part, une opération de fusion en application des dispositions de l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation entre AuxR Logis et l'OAH. Elle consiste en l'apport par l'OPH (Office Public de l'Habitat), par voie de fusion, de l'ensemble de ses droits et obligations à la société AuxR Logis, qui succèderait ainsi à l'OPH dans l'ensemble de ses droits, biens et obligations, et ce, à titre universel. Corrélativement, l'OPH serait dissous sans liquidation, l'intégralité de son patrimoine étant transmis à la société AuxR Logis.

En contrepartie de l'apport de l'Office Auxerrois de l'Habitat, et en tant que collectivité de rattachement de l'Office, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois recevra les actions nouvelles émises par la société AuxR Logis en rémunération de la fusion.

(i) d'autre part, consécutivement à l'opération de fusion, une augmentation de capital de 15.4 millions d'euros devant être réalisées par Logirep et Scalis pour capitaliser l'opérateur de logement social permettant ainsi de maintenir la répartition souhaitée du capital social entre les trois actionnaires de référence d'AuxR Logis à 51%-49%.

II. LES MODALITES JURIDIQUES DU REGROUPEMENT

1. L'opération de fusion

communauté
de l'auxerrois

L'opération de fusion est réalisée en application de :

- l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation qui dispose :

« Un office public de l'habitat peut, par voie de fusion ou de scission, transmettre son patrimoine à un ou plusieurs organismes mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 et à l'article L. 481-1.
La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »

- l'article L. 236-1 du Code de commerce qui dispose :

« *Une ou plusieurs sociétés peuvent, par voie de fusion, transmettre leur patrimoine à une société existante ou à une nouvelle société qu'elles constituent ».*

Dans le cadre de cette fusion :

- Le patrimoine de l'OPH est transmis à la société AuxR Logis dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion. Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à l'OPH à cette date, sans exception ;

- La société AuxR Logis sera débitrice des créanciers non obligataires de l'OPH en lieu et place de celui-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

Le Comité Economique et Social de l'Office a été informé et consulté sur les modalités de l'opération le 14 avril 2025 ;

Saisie au titre du contrôle des concentrations, l'Autorité de la concurrence a autorisé l'opération de regroupement par décision du 29 avril 2025 (cette étape constituait une condition suspensive du protocole du partenariat stratégique).

Cette opération est formalisée dans un projet de traité de fusion conclu entre l'OPH et la société AuxR Logis, annexé à la présente délibération, et qui décrit notamment :

- les effets de la fusion ;
- la désignation et l'évaluation du patrimoine transmis ;
- les dispositions générales et les déclarations ;
- la détermination du rapport d'échange et la rémunération des apports ;
- la dissolution sans liquidation de l'Office Auxerrois de l'Habitat.

L'opération de fusion est établie sur la base :

- des comptes de l'OPH de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui ont été arrêtés par le conseil d'administration du 15 avril 2025 ;

communauté
de l'auxerrois

- de la situation comptable intermédiaire de la société AuxR Logis arrêtée au 31 décembre 2024 par le conseil d'administration du 15 avril 2025 (étant rappelé que la société a été immatriculée en décembre 2024, son premier exercice social se clôturera le 31 décembre 2025).

En synthèse, les conditions financières de l'opération sont les suivantes :

- les éléments de l'actif et du passif de l'OPH ont été évalués à leur valeur nette comptable conformément à la réglementation applicable (art. L. 411-2-1 du CCH et règlement ANC n°2015-04 du 4 juin 2015, article 141-2) ;

- les éléments de l'actif et du passif de la société AuxR Logis ont été évalués selon la même méthode dont l'actif net ressort à 502.420 euros et font ressortir une valeur théorique par action de 502,42 euros (= 502.420/1000 actions) pour chacune des 1.000 actions composant le capital social de la société AuxR Logis ;

- l'actif net apporté par l'OPH à la société AuxR Logis s'élève à 66.448.072,01 euros ;

- en contrepartie de cet actif net apporté, il est attribué à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, collectivité de rattachement de l'OPH, 132.256 actions nouvelles de la société AuxR Logis de 100 euros de valeur nominale chacune (calculé comme suit : ANA OAH/502,42, soit 132.256,025 actions arrondi à 132.256 actions), correspondant à une augmentation de capital d'un montant de 13.225.600 euros portant ainsi le capital social de la société AuxR Logis de 100.000 euros à 13.325.600 euros.

- la prime de fusion s'élève à 53.222.459,52 euros.

Comme indiqué dans le projet de traité de fusion, la prime de fusion correspond à la différence entre l'actif net apporté (66.448.072,01 euros) et le montant de l'augmentation de capital subséquente présentée ci-dessus (13.225.600 euros).

En synthèse, le montant de l'actif net apporté de l'OPH (66.448.072 ,01 euros) se traduira dans les comptes d'AuxR Logis de la façon suivante :

- Montant de l'augmentation de capital de la société absorbante de 13.225.600 € (outre une soulte de 12,49 euros) ;
- Montant de la prime de fusion de 53.222.459,52 euros pour :

- La reconstitution des subventions d'investissement de 26.706.512,29 € figurant dans les comptes de l'OPH.
- Procéder à l'affectation de réserves (excédents d'exploitation affectés à l'investissement) de 12.706.247,06 €.
- Procéder à l'affectation des réserves des cessions immobilières de 5.873.042,53 €.
- Porter le montant de la réserve légale portée à 10% du nouveau montant du capital social d'AuxR Logis de 1.332.560 €.
- Le solde du montant de la prime de fusion d'un montant de 6.604.097,64 € (avant imputation des frais relatifs à l'opération).

Enfin, le projet de traité précise que la réalisation de cette opération est soumise aux conditions suspensives suivantes :

communauté
de l'auxerrois

- Obtention par la société AuxR Logis de l'agrément HLM au sens de l'article L.422-5 du code de la construction et de l'habitation ;
- Approbation de la fusion par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- Approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la société AuxR Logis ;
- Conformément à l'article R. 422-1 du Code de la construction et de l'habitation (annexe 12 statuts types des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré – clause-type 5), décision expresse de non opposition ou d'autorisation du Préfet de l'augmentation de capital résultant de la fusion quant à la décision d'augmentation de capital de la société, ou à défaut d'une telle décision, absence de notification à la société d'une décision expresse d'opposition dudit préfet dans le délai de deux mois prévu à l'article précité.

La date d'effet au plan juridique de la fusion est différée au 31 décembre 2025.

1. L'opération de rééquilibrage capitalistique d'AuxR Logis pour conserver la répartition 49%-51%

Consécutivement à l'opération d'augmentation de capital subséquente de la fusion qui bénéficie à la communauté d'agglomération, ladite communauté détiendra près de 99% du capital social d'AuxR Logis.

Or, d'une part, l'article L. 431-4 du Code de la construction et de l'habitation dispose que les collectivités peuvent souscrire des actions de sociétés d'habitations à loyer modéré (telles qu'AuxR Logis) pour une quote-part maximale de deux tiers du capital social et d'autre part, les parties ont convenu aux termes du partenariat stratégique une répartition de 51% pour POLYLOGIS et 49% pour la communauté d'agglomération, eu égard au programme d'investissement de 167 millions d'euros.

Ceci étant rappelé, concomitamment à l'opération de fusion, Logirep et Scalis, entités du groupe POLYLOGIS doivent donc procéder à une augmentation de capital d'un montant total de 15.400.000 euros.

Le capital social de la société AuxR Logis sera réparti comme suit :

Actionnaires		**Répartition du capital***	**Répartition des voix (AG)**
Catégorie 1	LogiRep	42,6%	66,67%
	Scalis	8,4%	
	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	**49%**	
Catégorie 2	Collectivités locales et EPCI : *La Région Bourgogne Franche Comté (courrier à envoyer)* *Le département de l'Yonne (courrier à envoyer)*	NS	23,33%
Catégorie 3	3 représentants des locataires (issu de l'Office Auxerrois de l'Habitat)	NS	10%
Catégorie 4	Autres personnes morales et personnes physiques	NS	0,00%

communauté
de l'auxerrois

	neuf administrateurs personnes physiques détenteurs d'actions		
Total		**100%**	**100%**

** en nombre d'actions – valeur nominale d'une action = 100 €*

III. RAPPEL SUR LA GOUVERNANCE D'AUXR LOGIS

En conséquence des opérations décrites ci-avant la communauté d'agglomération de l'Auxerrois sera actionnaire de référence aux côtés de Logirep et de Scalis ; les trois entités étant liées par un pacte d'actionnaires de référence conformément aux dispositions de l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Pour rappel, ledit pacte d'actionnaires prévoit notamment :

- La composition du conseil d'administration qui comprend 18 membres répartis comme suit :

o Catégorie 1 : trois postes (un poste pour Logirep, un poste pour Scalis et un poste pour la communauté d'agglomération)
o Catégorie 2 : trois postes pour les collectivités locales et EPCI d'implantation du patrimoine
o Catégorie 3 : trois postes pour les représentants des locataires
o Catégorie 4 : neuf postes cinq postes pour Logirep/Scalis et quatre postes pour la communauté d'agglomération)

- Le comité de gouvernance précité (trois postes POLYLOGIS) et trois postes Communauté d'agglomération)

- Le comité d'investissement et d'engagement local chargé d'instruire et de valider les dossiers d'investissement et de désinvestissement des opérations qui comprend deux membres représentant la communauté d'agglomération, deux membres représentant POLYLOGIS, la présidente du comex Groupe POLYLOGIS et le directeur général d'AuxR Logis.

Etant rappelé que la communauté d'agglomération a déjà délibéré pour désigner les membres du comité de gouvernance, elle devra donc délibérer sur les personnes chargées de la représenter aux conseils d'administration et assemblée générale et au comité d'investissement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'opération de fusion de l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR Logis, en application de l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

PROJET DE TRAITE DE FUSION ENTRE

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

(« OFFICE OAH »)

ET

LA SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS AuxR Logis

(« ESH AuxR Logis »)

Entre les soussignés :

La SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE AuxR Logis, société anonyme d'habitations à loyer modéré, au capital social de 100.000 euros, dont le siège social est situé 12 avenue des Brichères – 89000 Auxerre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 938 551 793, représentée par son président directeur général, Monsieur Jean Christophe PICHON, dûment habilité aux fins des présentes en vertu des délibérations du conseil d'administration du _____ 2025,

ci-après désignée la « **SOCIETE ABSORBANTE** »,

D'UNE PART,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT Office auxerrois de l'habitat, office public de l'habitat, établissement public local à caractère industriel ou commercial, dont le siège social est situé 12, avenue des Brichères – 89000 Auxerre, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 278 900 014, représenté par son directeur général, Monsieur Eric CAMPOY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu des délibérations du conseil d'administration du _____ 2025,

ci-après désigné l'« **OFFICE** »,

D'AUTRE PART.

La SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE étant ci-après désignés individuellement une « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** ».

TABLE DES MATIERES

1. Principes et conditions générales de la fusion
2. Caractéristiques de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE
   2.1. L'OFFICE
   2.2. La SOCIETE ABSORBANTE
   2.3. Liens entre la SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE
   2.4. Consultation des IRP
   2.5. Information des locataires des Parties

3. Motifs et buts de la fusion

I. EFFETS DE LA FUSION

ARTICLE 1. EFFETS DE LA FUSION - DATE D'EFFET DE LA FUSION ET COMPTES UTILISES POUR ARRETER LES CONDITIONS DE L'OPERATION
   1.1. Dissolution et transmission du patrimoine de l'OFFICE
   1.2. Sort des dettes, droits et obligations de l'OFFICE
   1.3. Date d'effet de la fusion du point de vue comptable et fiscal
   1.4. Comptes utilisés pour arrêter les conditions de l'opération

ARTICLE 2. METHODE D'EVALUATION UTILISEE POUR LA DETERMINATION DE LA REMUNERATION DE LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT DE L'OFFICE

II. DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

ARTICLE 3. DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF
   3.1. Actif transmis au 31 décembre 2024
   3.2. Passif transmis au 31 décembre 2024
   3.3. Engagements hors bilan de l'OFFICE
   3.4. Opérations de la période intercalaire
   3.5 Actif net apporté

III. DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIONS

ARTICLE 4. DECLARATIONS RELATIVES AUX BIENS ET DROITS TRANSFERES
   4.1. Concernant les droits incorporels transférés
   4.2. Concernant les biens et droits immobiliers

ARTICLE 5. PROPRIETE – JOUISSANCE
ARTICLE 6. CHARGES ET CONDITIONS
   6.1 En ce qui concerne la SOCIETE ABSORBANTE
   6.2 En ce qui concerne l'OFFICE

IV. REMUNERATION DES APPORTS

ARTICLE 7. DETERMINATION DE LA REMUNERATION DES APPORTS
ARTICLE 8. REGIME DES ACTIONS NOUVELLES
ARTICLE 9. PRIME DE FUSION
ARTICLE 10. AFFECTATION DE LA PRIME DE FUSION
ARTICLE 11. AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE ABSORBANTE

V. DISSOLUTION DE L'OFFICE

VI. CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE D'EFFET DIFFEREE

VII. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE L'OFFICE

VIII. ENGAGEMENTS FISCAUX

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES
ARTICLE 13. IMPOT SUR LES SOCIETES : REGIME DE FAVEUR DE L'ARTICLE 210 A DU CGI
ARTICLE 14. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
ARTICLE 15. ENREGISTREMENT
ARTICLE 16. OPERATIONS ANTERIEURES

IX. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. REPRODUCTION DE TEXTES
ARTICLE 18. FORMALITES
ARTICLE 19. POUVOIRS
ARTICLE 20. LOI APLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE

X. ANNEXES

EXPOSE

1. Principes et conditions générales de la fusion

Les conseils d'administration de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE, réunis le _____ 2025, ont arrêté les termes d'un projet de traité de fusion entre les Parties, qui sera effectuée par voie d'absorption de l'OFFICE par la SOCIETE ABSORBANTE, ainsi que le permet l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

La fusion envisagée sera réalisée en application des dispositions suivantes :

- de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation qui dispose que :

  « *II.- Un office public de l'habitat peut, par voie de fusion ou de scission, transmettre son patrimoine à un ou plusieurs organismes mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 et à l'article L. 481-1.*

  La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »

- aux articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce applicables à la SOCIETE ABSORBANTE.

Ainsi, l'OFFICE fera apport de l'ensemble de ses éléments d'actifs à la SOCIETE ABSORBANTE, à charge pour cette dernière de prendre en charge l'intégralité de son passif.

Si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de l'OFFICE sera transmis à la SOCIETE ABSORBANTE dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation ci-après convenue (cf. point VI ci-après). Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à l'OFFICE à cette date, sans exception ;

- la SOCIETE ABSORBANTE sera débitrice des créanciers non obligataires de l'OFFICE en lieu et place de celui-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

2. Caractéristiques de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE

2.1. L'OFFICE

L'OFFICE est un Office Public de l'Habitat immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 278 900 014.

Sa collectivité de rattachement est la communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Son siège est situé 12, avenue des Brichères- 89000 Auxerre.

En tant qu'organisme d'habitations à loyer modéré, l'OFFICE exerce les compétences définies aux articles L. 421-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Il détient et gère près de 5.991 logements locatifs sociaux situés sur 31 communes de l'Yonne, 227 logements foyers et 85 locaux commerciaux, associatifs et professionnels.

L'Office est soumis à la comptabilité commerciale.

Au 31 décembre 2024, l'OFFICE emploie 138 personnes, dont 58 fonctionnaires et 80 salariés (**Annexe 1**).

2.2. La SOCIETE ABSORBANTE

La SOCIETE ABSORBANTE est une société dont l'agrément HLM est en cours d'obtention et dont les statuts sont conformes à ceux d'une société anonyme d'habitations à loyer modéré régie par les lois et règlements en vigueur, les dispositions du Livre IV du Code de la construction et de l'habitation ainsi que par les dispositions non contraires du Code civil et du Code de commerce.

Son siège social est situé au 12, avenue des Brichères- 89000 Auxerre et elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 938 551 793.

La SOCIETE ABSORBANTE a été agréée par arrêté du ministre en charge du logement du _____ 2025.

Son capital social s'élève à 100.000 euros. Il est divisé en 1.000 actions ordinaires d'un montant nominal de 100 euros chacune, intégralement libérées.

La SOCIETE ABSORBANTE a été constituée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 17 décembre 2024.

Au 1er janvier 2025, la SOCIETE ABSORBANTE ne compte aucun salarié.

2.3. Liens entre la SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE

Les deux Parties n'ont aucun lien capitalistique.

Les deux Parties n'ont pas d'administrateurs communs.

2.4. Consultation des IRP

La SOCIETE ABSORBANTE n'a pas d'instance représentative du personnel.

Informé-consulté le 14 avril 2025, le Comité Social et Economique de l'OFFICE a émis un avis [_____] le [_____] 2025.

2.5. Information des locataires des Parties

En application des dispositions de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties informeront leurs locataires du présent projet de regroupement par courrier.

3. Motifs et buts de la fusion

Le Groupe POLYLOGIS dont fait partie la SOCIETE ABSORBANTE s'est rapproché de l'OFFICE pour convenir d'un partenariat stratégique, dans le contexte de réorganisation du tissu des bailleurs sociaux, les modalités selon lesquelles les entités concernées pourraient mutualiser leurs actions et savoir-faire au service du territoire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Les entités se rejoignent sur l'affirmation de la proximité au coeur de la gestion de leur patrimoine locatif social et la nécessité de mettre à la disposition de la communauté d'agglomération un outil de logement social au service de ses besoins et des attentes de ses habitants, tant en matière de gestion locative, que de réhabilitation et de production nouvelle.

Elles souhaitent se donner les moyens de développer une offre globale de l'habitat pour le territoire (habitat social, habitat spécifique, logement intermédiaire et accession à la propriété).
En matière de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise, le partenariat permettrait de diversifier la production de logements, en prévoyant notamment :

- La construction sur le territoire auxerrois de 80 logements locatifs par an (PLAI, PLUS, PLS et PLI) avec une évolution du coût de 20 à 30% pour la mise en œuvre de la RE2020 soit un investissement sur 10 ans de 167m€.

- La construction de résidences spécifiques en fonction de la demande locale comprenant notamment au moins deux résidences ou l'équivalent de 80 logements par résidence sur 10 ans.

- La diversification de l'habitat par une offre d'accession sociale à prix maitrisé et notamment l'accompagnement de la communauté d'agglomération dans le développement d'un quartier d'Auxerre avec la création de 400 logements en accession.

- La réalisation de deux opérations d'aménagement *via* une filiale d'aménagement du groupe POLYLOGIS comprenant une centaine de droits à construire chacune.

C'est dans ce contexte qu'intervient la présente opération de fusion-absorption.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. EFFETS DE LA FUSION

ARTICLE 1. EFFETS DE LA FUSION - DATE D'EFFET DE LA FUSION ET COMPTES UTILISES POUR ARRETER LES CONDITIONS DE L'OPERATION

1.1. Dissolution et transmission du patrimoine de l'OFFICE

La fusion entraînera, à sa Date de Réalisation, la dissolution sans liquidation de l'OFFICE et la transmission universelle de son patrimoine à la SOCIETE ABSORBANTE, dans l'état où celui-ci se trouvera à la Date de Réalisation définitive de la fusion, soit le 31 décembre 2025.

A ce titre, l'opération emportera transmission au profit de la SOCIETE ABSORBANTE de tous les droits, biens et obligations de l'OFFICE.

Si la transmission de certains biens se heurte à un défaut d'agrément de la SOCIETE ABSORBANTE ou à l'exercice d'un droit de préemption, elle portera sur les créances substituées ou sur le prix de rachat des biens préemptés.

1.2. Sort des dettes, droits et obligations de l'OFFICE

La SOCIETE ABSORBANTE sera débitrice de tous les créanciers de l'OFFICE en ses lieux et place et sera subrogée dans tous ses droits et obligations.

Elle prendra en charge les engagements donnés par l'OFFICE et elle bénéficiera des engagements reçus par lui, tels qu'ils figurent hors bilan dans ses comptes et ce, le cas échéant, dans les limites fixées par le droit positif.

1.3. Date d'effet de la fusion du point de vue comptable et fiscal et juridique

Les Parties sont convenues que la fusion aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1er janvier 2025.

En conséquence, sur le plan comptable et fiscal, toutes les opérations réalisées par l'OFFICE à compter du 1er janvier 2025 seront considérées de plein droit comme accomplies par la SOCIETE ABSORBANTE.

Sur le plan juridique, et pour mémoire, l'article L. 236-4 du Code de commerce dispose que la date d'effet juridique ne peut être postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de la ou des sociétés bénéficiaires, en cas d'effet différé.

La fusion et la transmission universelle du patrimoine de l'OFFICE à la SOCIETE ABSORBANTE seront réalisées et effectives, sur le plan juridique, à la Date de la Réalisation ci-après convenue (cf. point VI ci-après) et au plus tard au 31 décembre 2025.

1.4. Comptes utilisés pour arrêter les conditions de l'opération

La fusion sera réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, date de clôture des derniers exercices sociaux de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE.

La SOCIETE ABSORBANTE ayant été constituée et immatriculée en décembre 2024, elle a arrêté une situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2024 lors du conseil d'administration du 15 avril 2025.

Les comptes de l'OFFICE ont été approuvés par son conseil d'administration du 15 avril 2025.

ARTICLE 2. METHODE D'EVALUATION UTILISEE POUR LA DETERMINATION DE LA REMUNERATION DE LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT DE L'OFFICE

Il résulte des dispositions de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation que :

> *« La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »*

Ainsi, la rémunération de la collectivité de rattachement de l'OFFICE est établie en fonction des capitaux propres non réévalués respectifs des Parties.

II. DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

ARTICLE 3. DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'OFFICE apporte à la SOCIETE ABSORBANTE, sous les garanties ordinaires et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, l'ensemble des biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, de l'OFFICE estimés à la date du 31 décembre 2024, avec les résultats actifs et passifs des opérations faites depuis le 1er janvier 2025 jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2015-04 du 4 juin 2015 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social et plus particulièrement aux dispositions de l'article 141-2 dudit règlement applicable aux opérations de fusions et opérations assimilées, les apports de l'OFFICE absorbé dans le cadre de la fusion sont valorisés à leur **valeur nette comptable au 31 décembre 2024**, par dérogation aux dispositions de droit commun et quelle que soit la situation de contrôle avant et après l'opération et le sens de celle-ci. Cette valeur s'entend de leur valeur d'origine, déduction faite des amortissements ou provisions pour dépréciation comptabilisés chez l'OFFICE absorbé.

3.1. Actif transmis au 31 décembre 2024

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif non limitatif, le patrimoine actif et passif de l'OFFICE devant être intégralement transféré à la SOCIETE ABSORBANTE dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation définitive de la fusion.

BILAN OAH au 31/12/2024	BRUT	Amortissements & provisions	NET
ACTIF APPORTE			
A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Autres immobilisations incorporelles	1.588.819,70€	1.429.084,04€	159.735,66€
Total des immobilisations incorporelles			**159.735,66€**
B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	16.289.529,52€	11.065,99€	16.278.463,53€
Constructions	380.134.935,10€	183.053.496,84€	197.081.438,26€
Autres immobilisations corporelles	3.302.526,90€	2.846.737,85€	455.789,05€
Immobilisations corporelles en cours	12.999.553,20€		12.999.553,20€
Total des immobilisations corporelles			**226.815.244,04€**
C. IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Autres immobilisations financières	280.073,62€		280.073,62€
Total des immobilisations financières			**280.073,62€**
D. ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	1.099.946,98€	10.433,09€	1.089.513,89€
Fournisseurs débiteurs	913,85€		913,85€
Créances d'exploitation	6.567.971,73€	2.357.308,60€	4.210.663,13€
Autres créances	3.680.243,42€		3.680.243,42€
Disponibilités	12.152.044,25€		12.152.044,25€
Charges constatées d'avance	203.845,14€		203.845,14€

BILAN OAH au 31/12/2024	BRUT	Amortissements & provisions	NET
Total de l'actif circulant			**21.337.223,68€**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	765.401,44€		765.401,44€
TOTAL DES ELEMENTS D'ACTIF APPORTES			**249.357.678,44€**

SOIT, TOTAL DE L'ACTIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE : 249 357 678,44 EUROS.

3.2. Passif transmis au 31 décembre 2024

La SOCIETE ABSORBANTE prendra en charge et acquittera en lieu et place de l'OFFICE la totalité du passif de ce dernier en l'état, à la Date de la fusion au 31 décembre 2025, le montant de ce passif dans les comptes au 31 décembre 2024 étant ci-après décrit à titre indicatif :

PASSIF PRIS EN CHARGE	Détail	Totaux partiels
Titres participatifs		4.000.000,00€
Provisions		1.328.900,33€
Participation des employeurs à l'effort de construction		8.735.277,82€
Emprunts auprès des Etablissements de Crédits		158.892.829,43€
Dépôts et Cautionnements reçus		1.790.883,00€
Emprunts et dettes financières diverses		3.470.816,83€
Clients créditeurs		381.499,97€
Dettes d'exploitation		4.108.188,41€
Dettes diverses		201.210,64€
Total du passif pris en charge		**182.909.606,43€**

SOIT, TOTAL DU PASSIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE : 182 909 606,43 EUROS.

En tant que de besoin, la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers, lesquels sont tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

3.3. Engagements hors bilan de l'OFFICE

La liste des engagements reçus et donnés par l'OFFICE figure en **Annexe 2**.

3.4. Opérations de la période intercalaire

Ainsi qu'il le certifie, l'OFFICE n'a, depuis le 1er janvier 2025, réalisé aucune opération significative sortant du cadre de la gestion courante et en particulier, n'a cédé ou acquis aucun actif immobilier dont la transmission donne lieu à des formalités de publicité particulière.

L'OFFICE s'interdit jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'accord de SOCIETE ABSORBANTE, d'accomplir des actes ou opérations de cette nature.

3.5. Actif net apporté

L'actif apporté étant évalué à un montant de **249 357 678,44 euros**

et, le passif de **182 909 606,43 euros**

il résulte que l'actif net apporté par l'OFFICE s'établit à : **66 448 072,01 euros.**

Il est ici précisé qu'au 31 décembre 2024, des subventions d'investissements ont été accordées à l'OFFICE pour un montant brut de 61 015 542,87 euros rapportées pour partie au résultat à hauteur de 34 309 030,58 euros soit un montant net de 26 706 512,29 euros.

La présente fusion retenant les valeurs comptables dans les comptes au 31 décembre 2024 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de l'OFFICE, la SOCIETE ABSORBANTE, conformément aux prescriptions du BOFIP BOI-IS-FUS-30-20-20181003, reprendra à son bilan les écritures comptables de l'OFFICE (valeur d'origine, amortissements, dépréciations). Elle continuera de calculer les dotations comptables aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de l'OFFICE.

III. DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIONS

ARTICLE 4. DECLARATIONS RELATIVES AUX BIENS ET DROITS TRANSFERES

4.1. Concernant les droits incorporels transférés

Une plus ample désignation des droits incorporels transférés figure en **Annexe 3**.

4.2. Concernant les biens et droits immobiliers

Une plus ample désignation des biens et droits immobiliers apportés, recensés en **Annexe 4**, ainsi que leur origine de propriété seront établies dans les actes de dépôt du traité de fusion établis par Maître Claire MOREAU, Notaire à Auxerre (5 rue Marcellin Berthelot, 89000 Auxerre), pour l'OFFICE.

Les représentants légaux de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE, *ès-qualité*, s'engagent expressément concernant l'ensemble du patrimoine immobilier transféré à faire effectuer, le cas échéant, s'il y a lieu et en temps utile, toutes notifications, notamment celles nécessitées par l'existence éventuelle de droits de préemption et toutes démarches auprès de toutes administrations, nécessitées par le transfert des immeubles appartenant à l'OFFICE au jour de la réalisation de la fusion.

L'OFFICE obtiendra en outre, après les en avoir informés, l'accord de ses cocontractants, qui auraient, le cas échéant, érigé la fusion en cause de résiliation des contrats en cours ou d'exigibilité anticipée des sommes dues.

ARTICLE 5. PROPRIETE – JOUISSANCE

Notamment sous les réserves ci-dessus, la SOCIETE ABSORBANTE aura la propriété et la jouissance du patrimoine qui lui sera transmis par l'OFFICE, y compris ceux des éléments qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de l'OFFICE, à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion, et ce dans l'état où il se trouvera à cette date.

En cas de cession ultérieure d'éléments du patrimoine transmis par l'OFFICE, la SOCIETE ABSORBANTE, en tant qu'organisme HLM, demeure soumise aux dispositions de l'article L. 411-3 du Code de la construction et de l'habitation reproduites ci-après et aux dispositions d'ordre public de l'article L. 443-7 du Code de la construction et de l'habitation.

L'ensemble du passif de l'OFFICE à la Date de Réalisation définitive de la fusion, en ce compris toutes dettes et charges, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires, y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnés par la dissolution de l'OFFICE seront supportés par la SOCIETE ABSORBANTE.

De convention expresse entre les Parties, la fusion prendra effet d'un point de vue comptable et fiscal, à compter rétroactivement du 1er janvier 2025.

Toutes les opérations actives et passives réalisées par l'OFFICE depuis cette date sont considérées comme ayant été accomplies pour le compte de la SOCIETE ABSORBANTE qui les reprendra dans ses comptes.

S'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la SOCIETE ABSORBANTE au titre de la fusion et les sommes réclamées par les tiers, la SOCIETE ABSORBANTE serait tenue d'acquitter tout excédent de passif.

ARTICLE 6. CHARGES ET CONDITIONS

6.1 En ce qui concerne la SOCIETE ABSORBANTE

Pour les biens immobiliers apportés

La SOCIETE ABSORBANTE prendra les biens immobiliers apportés dans l'état où l'OFFICE les détient sans pouvoir exercer aucun recours contre ce dernier pour quelque cause que ce soit.

La SOCIETE ABSORBANTE souffrira les servitudes passives, grevant ou pouvant grever les immeubles dont dépendent les biens apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'OFFICE et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements ou traités qui ont pu être contractés ou passés par l'OFFICE, notamment pour le service des eaux, du gaz, de l'électricité et du téléphone, dans les immeubles dépendant des biens apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, toutes redevances et cotisations résultant des abonnements et traités précités, ainsi que les impôts, contributions et autres charges de toute nature grevant ou pouvant grever les biens apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation des assurances contre l'incendie et autres risques contractés par l'OFFICE.

Pour les autres biens apportés et le passif pris en charge

La SOCIETE ABSORBANTE prendra les autres biens et droits apportés dans l'état où le tout se trouvera à la Date de Réalisation définitive de la fusion sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

Elle exécutera tous traités et conventions intervenues avec tous tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui sont apportés, les accidents et autres risques, et tous abonnements quelconques qui auraient pu être contractés. Elle exécutera, notamment, comme l'OFFICE aurait été tenu de le faire lui-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de l'OFFICE (**Annexe 5**).

En particulier, elle s'engage à reprendre les engagements souscrits par l'OFFICE lors de l'octroi des subventions d'investissements (**Annexe 6**).

La SOCIETE ABSORBANTE sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de l'OFFICE.

La SOCIETE ABSORBANTE supportera et acquittera, à compter du jour de la Date de Réalisation définitive de la fusion, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de

toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits objet de l'apport à titre de fusion.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

Elle sera tenue à l'acquit du passif pris en charge dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts, à l'exécution de toutes conditions d'actes d'emprunts ou de titres de créances pouvant exister dans les conditions où l'OFFICE serait tenu de le faire, et même avec toutes exigibilités anticipées, s'il y a lieu (**Annexe 7**).

Elle poursuivra tous les contrats de travail en vigueur à la date de la réalisation de la fusion conclus par l'OFFICE en application des dispositions du Code du travail.

La SOCIETE ABSORBANTE sera substituée à l'OFFICE dans les litiges et dans les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense (**Annexe 8**).

6.2 En ce qui concerne l'OFFICE

Les apports faits à titre de fusion sont faits sous les seules charges et conditions de droit, et, en outre, sous celles qui pourraient figurer dans le présent acte.

L'OFFICE s'oblige à fournir à la SOCIETE ABSORBANTE tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet de la présente convention.

L'OFFICE s'oblige notamment à faire établir, à première réquisition de la SOCIETE ABSORBANTE, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

L'OFFICE et son représentant s'obligent à remettre et à livrer à la SOCIETE ABSORBANTE aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits apportés à ce titre, ainsi que tous les titres et documents de toute nature s'y rapportant.

L'OFFICE et son représentant s'obligent à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la SOCIETE ABSORBANTE d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à l'OFFICE.

IV. REMUNERATION DES APPORTS

ARTICLE 7. DETERMINATION DE LA REMUNERATION DES APPORTS

Comme précédemment indiqué, la rémunération de la collectivité de rattachement de l'OFFICE a été établie sur la base des capitaux propres respectifs des Parties, suivant leurs comptes arrêtés à la date du 31 décembre 2024 soit :

- pour la SOCIETE ABSORBANTE, la somme de 502 420,00 euros (soit 502,42 euros par action) ;

- pour l'OFFICE, la somme de 66 448 072,01 euros au titre de l'actif net apporté.

Il en résulte un nombre de 132 256 actions de la SOCIETE ABSORBANTE à créer, au profit de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, collectivité de rattachement de l'OFFICE.

Ainsi, l'augmentation de capital de la SOCIETE ABSORBANTE qui bénéficiera à la seule collectivité de rattachement de l'OFFICE, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, s'élèvera à 13 225 600 euros et correspondra à la création de 132 256 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune qui seront attribuées dans les proportions sus indiquées, portant ainsi le capital social de la SOCIETE ABSORBANTE de 100 000 euros à 13 325 600 euros.

La collectivité de rattachement de l'OFFICE, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ayant droit à 132 256,0249 actions elle sera également rémunérée d'une soulte en espèce de 12,49 euros.

ARTICLE 8. REGIME DES ACTIONS NOUVELLES

Les actions nouvelles susvisées seront soumises aux dispositions statutaires de la SOCIETE ABSORBANTE et entièrement assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits, quelle que soit la Date de Réalisation définitive de la fusion. Elles seront négociables dans les conditions prévues par la loi.

Toutes les actions bénéficieront de droits de vote identiques.

Les actions nouvelles de la SOCIETE ABSORBANTE seront immédiatement négociables dans les délais légaux. Elles seront réparties dans les proportions prévues ci-dessus et après l'accomplissement de toutes les formalités prévues par la loi ou par les textes réglementaires, par les mandataires désignés à cet effet par la SOCIETE ABSORBANTE.

ARTICLE 9. PRIME DE FUSION

Le montant de l'actif net apporté est de 66 448 072,01 euros.

Le montant de l'augmentation de capital de la SOCIETE ABSORBANTE est de 13 225 600 euros.

La soulte est de 12,49 euros.

En conséquence, la prime de fusion s'élève à 53 222 459,52 euros.

ARTICLE 10. AFFECTATION DE LA PRIME DE FUSION

De convention expresse, la réalisation définitive de la fusion vaudra autorisation pour la SOCIETE ABSORBANTE de prélever sur la prime de fusion :

- le montant nécessaire à la reconstitution totale des subventions d'investissement, de réserves (excédents d'exploitation affectées à l'investissement) et de réserves des cessions immobilières existant dans les comptes de l'OFFICE à la Date de Réalisation de la fusion ;
- le montant nécessaire pour porter le montant de la réserve légale à hauteur de 10 % du nouveau montant du capital social,
- le montant de tous frais, charges, impôts et droits relatifs à la fusion.

ARTICLE 11. AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE ABSORBANTE

Comme indiqué précédemment, l'augmentation de capital consécutive à la fusion bénéficiera à la seule collectivité de rattachement de l'OFFICE, de sorte que ladite collectivité devrait détenir près de 99,62 % du capital de la SOCIETE ABSORBANTE (compte tenu de la quote-part de capital détenue par la collectivité de rattachement de l'OFFICE dans le capital social de la SOCIETE ABSORBANTE laquelle s'élève à 49% du fait de l'acquisition de 490 actions auprès de la SA d'HLM Logirep).

Or, les dispositions de l'article L. 431-4, 3° du Code de la construction et de l'habitation prévoient que les collectivités territoriales peuvent :

> « *3° Souscrire ou acquérir des actions de sociétés d'habitations à loyer modéré et de crédit immobilier, lesdites actions devant être entièrement libérées et ne devant pas dépasser les deux tiers du capital social* ».

En application de cette disposition légale, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ne peut détenir plus de 66,67 % du capital de la SOCIETE ABSORBANTE.

Par conséquent, il sera décidé consécutivement à la fusion une augmentation de capital en numéraire de la SOCIETE ABSORBANTE, d'un montant de 15 400 000 € (137 500 actions) réservée aux deux actionnaires de référence de la SOCIETE ABSORBANTE, Logirep pour un montant de 11 481 200 euros et Scalis pour un montant de 2 268 800 euros, assortie d'une prime d'émission de 1 650 000 euros (12 euros par action).

A l'issue de ces opérations, le capital de la SOCIETE ABSORBANTE sera conforme aux dispositions réglementaires précitées et réparti comme suit :

Actionnaires		Répartition du capital*	Répartition des voix (AG)
Catégorie 1	LogiRep	42,6%	66,67%
	Scalis	8,4%	
	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	49%	
Catégorie 2	Collectivités locales et EPCI : *La Région Bourgogne Franche Comté (courrier à envoyer)* *Le département de l'Yonne (courrier à envoyer)*	NS	23,33%
Catégorie 3	3 représentants des locataires (issu de l'Office Auxerrois de l'Habitat)	NS	10%
Catégorie 4	Autres personnes morales et personnes physiques neuf administrateurs personnes physiques détenteurs d'actions	NS	0,00%
Total		**100%**	**100%**

** en nombre d'actions – valeur nominale d'une action = 100 €*

V. DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DE L'OFFICE

L'OFFICE sera dissous sans liquidation à compter du jour de la Date de Réalisation définitive de la fusion.

VI. CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE D'EFFET DIFFEREE

Le présent projet de fusion, l'augmentation de capital de la SOCIETE ABSORBANTE, et la dissolution de l'OFFICE ne seront définitifs qu'après réalisation des conditions suspensives ci-après :

- Obtention de l'agrément HLM de la SOCIETE ABSORBANTE au sens de l'article L. 422-5 du Code de la construction et de l'habitation ;

- Approbation de la fusion par le Conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;

- Approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la SOCIETE ABSORBANTE ;

- Conformément à l'article R. 422-1 du Code de la construction et de l'habitation (annexe 12 statuts types des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré – clause-type 5), décision expresse de non opposition ou d'autorisation du Préfet de l'augmentation de capital résultant de la fusion quant à la décision d'augmentation de capital de la SOCIETE ABSORBANTE, ou à défaut d'une telle décision, absence de notification à la SOCIETE ABSORBANTE d'une décision expresse d'opposition dudit préfet dans le délai de deux mois prévu à l'article précité.

La date d'effet au plan juridique de la fusion sera différée au 31 décembre 2025 (« Date de Réalisation »).

L'avis des domaines n'est pas requis pour les besoins de cette opération.

A défaut de réalisation le 31 décembre 2025 à 23h59 au plus tard desdites conditions, la présente convention de fusion sera considérée comme nulle, sans indemnité de part ni d'autre.

VII. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE L'OFFICE

Monsieur Eric CAMPOY, agissant en qualité de Directeur Général de l'OFFICE, déclare que l'OFFICE :

- est régulièrement propriétaire de l'ensemble des biens et droits immobiliers inscrits à l'actif de ses comptes sociaux ;

- n'a connaissance d'aucun évènement de nature à affecter de façon significative la valeur des immeubles lui appartenant ;

- n'a connaissance d'aucune situation relative à son patrimoine représentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens ;

- n'est pas actuellement ni susceptible d'être ultérieurement l'objet de poursuites pouvant entraver l'exercice de son activité ;

- est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraite.

VIII. ENGAGEMENTS FISCAUX

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES

Les représentants des Parties obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et toutes autres impositions ou taxes et autres obligations résultant de la réalisation définitive de la fusion.

ARTICLE 13. IMPOT SUR LES SOCIETES : REGIME DE FAVEUR DE L'ARTICLE 210 A DU CGI

La SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés et relèvent du régime fiscal spécifique aux organismes du logement social en vertu de l'article 207-1-4° du Code Général des Impôts (CGI).

L'apport par l'OFFICE à la SOCIETE ABSORBANTE dans le cadre de la fusion, des actifs et passifs affectés aux activités exonérées de ce dernier, n'entraîne aucune imposition au titre de l'impôt sur les sociétés. Il se trouve exonéré de plein droit par l'effet de l'article

précité, ainsi que le confirme la doctrine administrative (BOI-IS-CHAMP-30-30-10-20-20200330 n° 370).

Dès lors que les éléments apportés, qui étaient affectés au secteur taxable de l'OFFICE, seront affectés au secteur taxable de la SOCIETE ABSORBANTE, la présente fusion peut être placée pour ces éléments sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts, comme l'y autorise le BOFIP BOI-IS-FUS-10-20-20-20190109 paragraphe n°10 et le BOFIP BOI-IS-CHAMP-30-30-10-20-20200330 paragraphes n° 380 et suivants.

La fusion prenant effet du point de vue comptable et fiscal au 1er janvier 2025, les résultats bénéficiaires ou déficitaires de l'OFFICE depuis cette date jusqu'à la réalisation définitive de la fusion seront englobés dans le résultat de la SOCIETE ABSORBANTE.

Les soussignés, ès-qualité, déclarent soumettre la présente fusion au régime de faveur prévu à l'article 210 A du CGI.

A cet effet, la SOCIETE ABSORBANTE prend l'engagement :

- De reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez l'OFFICE et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la fusion ainsi que la réserve spéciale des plus-values à long terme de l'OFFICE et l'éventuelle réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation de cours ;
- De se substituer, le cas échéant, à l'OFFICE pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

- De calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport ou des biens qui leur sont assimilés en application de l'article 210 A, 6 du CGI, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'OFFICE, à la date de prise d'effet de l'opération de fusion ;

- De réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du CGI, les plus-values dégagées lors de la fusion sur les actifs amortissables de l'OFFICE ;

- Les éléments de l'actif immobilisé étant transmis pour leur valeur nette comptable, la SOCIETE ABSORBANTE reprendra à son bilan les écritures comptables de l'OFFICE (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation), conformément aux prescriptions rappelées dans le BOFIP BOI-IS-FUS-30-20-20190109 n°10 ;

- D'inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application de l'article 210 A, 6 du CGI, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'OFFICE. A défaut, la SOCIETE ABSORBANTE devra comprendre, dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération de fusion, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'OFFICE ;

- De procéder le cas échéant elle-même, conformément à l'article 42 septies du CGI, à concurrence de la fraction desdites sommes restant à taxer à la date d'effet de la

fusion, à la réintégration des subventions d'équipement qu'avait obtenues l'OFFICE et dont la liste est annexée au présent traité. Elle s'engage à échelonner cette réintégration sur les durées prescrites par l'article 42 septies susvisé en fonction de la durée de réintégration résiduelle des subventions en cause ;

- De reprendre les engagements pris antérieurement par l'OFFICE à l'occasion de fusions ou opérations assimilées ;

- D'accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du CGI et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaitre, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III du CGI ;

- Et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies II du CGI.

Enfin, pour se conformer aux prescriptions du BOI-IS-CHAMP-30-30-10-20, 20120912, nº 440 et suivants, la SOCIETE ABSORBANTE prend également, en tant que de besoin, l'engagement de taxer les plus-values constatées lors de la fusion de la façon suivante :

- Affectation exclusive des biens à des activités ou opérations exonérées : Lorsque les biens sont affectés exclusivement à des opérations exonérées, les plus-values constatées lors de l'apport sont exonérées.
- Affectation exclusive des biens à des activités ou opérations taxables : Les plus-values constatées lors de l'apport sont imposées en totalité dans les conditions de droit commun des fusions si les biens ultérieurement cédés ont été affectés exclusivement à des opérations taxables.
- Affectation des biens à des activités ou opérations mixtes : Lorsque les biens sont utilisés par l'OFFICE ABSORBE à la fois pour le secteur taxable et le secteur exonéré, les plus-values constatées lors de l'apport sont déterminées par application de la plus élevée des deux proportions suivantes :
    - dans la proportion résultant du rapport des bénéfices imposables hors plus-values sur les bénéfices totaux de la SOCIETE ABSORBANTE, hors plus-values de l'exercice de cession.
    - dans la proportion résultant du rapport des bénéfices imposables, hors plus-values, sur les bénéfices totaux de l'OFFICE ABSORBE, hors plus-values, au titre de l'exercice de fusion.

Conformément au BOI précité, nº 490, les plus-values de fusion et les provisions de l'OFFICE ABSORBE afférentes à ceux des éléments apportés qui ne seraient pas affectés par la SOCIETE ABSORBANTE à une telle exploitation ou qui cesseraient ultérieurement d'y être affectés, devront être imposées au titre de l'exercice au cours duquel interviendrait le changement d'affectation.

ARTICLE 14. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'OFFICE déclare transférer purement et simplement à la SOCIETE ABSORBANTE qui sera subrogée dans tous ses droits et obligations, le crédit de taxe sur la valeur ajoutée dont il disposera à la date où il cessera juridiquement d'exister. La SOCIETE ABSORBANTE s'engage à adresser au service des impôts une déclaration faisant mention du présent traité de fusion et du montant du crédit de la TVA qui lui sera transféré.

La fusion, emportant transmission d'une universalité totale de biens et de services de l'OFFICE au profit de la SOCIETE ABSORBANTE, est dispensée de taxation à la TVA, conformément à l'article 257 bis du CGI, dans la mesure où les Parties sont toutes deux assujetties et redevables de cette taxe.

Pour l'application de l'article 257 bis du CGI, la SOCIETE ABSORBANTE déclare avoir pour intention d'exploiter l'universalité de biens transmis du fait de la fusion.

En conséquence, les livraisons de biens et les prestations de services opérées à l'occasion de cette transmission sont dispensées de TVA lors de la présente fusion.

La SOCIETE ABSORBANTE, opérera de plein droit, s'il y a lieu, les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité et qui auraient en principe incombé à l'OFFICE si ce dernier avait continué à exploiter lui-même l'universalité.

La SOCIETE ABSORBANTE satisfera aux obligations déclaratives correspondantes.

A cette fin, la SOCIETE ABSORBANTE dispense l'OFFICE de lui transmettre un tableau récapitulant les obligations qui s'imposent à elle concernant la TVA déductible (mentionnant la nature du/des biens(s) ayant donné lieu à déduction initiale de la TVA, la date de la déduction initiale de la TVA, le montant de la TVA initialement déduite) conformément aux dispositions de l'article 207 de l'annexe II au CGI.

La SOCIETE ABSORBANTE ainsi que l'OFFICE s'engagent en outre à mentionner le montant total hors taxe de la transmission sur leurs déclarations de TVA respectives, souscrites au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée sur la ligne « Autres opérations non imposables ».

ARTICLE 15. ENREGISTREMENT

La présente fusion sera soumise à l'enregistrement, conformément à l'article 816 du CGI. En application de celles-ci, l'acte de fusion sera enregistré gratuitement.

Le transfert des biens et droits immobiliers sera assujetti, en application de l'article 881 L I1° du Code général des impôts, à la contribution de sécurité immobilière au taux réduit de 0,05 %.

ARTICLE 16. OPERATIONS ANTERIEURES

La SOCIETE ABSORBANTE reprendra à sa charge et/ou à son bénéfice tous les éventuels engagements fiscaux qui ont pu être souscrits par l'OFFICE.

IX. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 – REPRODUCTION DE TEXTES

Conformément à la législation en vigueur, il est ici rappelé les dispositions des articles L. 411-3 et L. 443-15-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Article L. 411-3 :

« Les dispositions du présent article sont d'ordre public et sont applicables aux logements appartenant ou ayant appartenu aux organismes d'habitations à loyer modéré, dès lors que ces logements ont été construits, acquis ou acquis et amélioré par lesdits organismes en vue de leur location avec le concours financier de l'Etat ou qu'ils ont ouvert droit à l'aide personnalisée au logement en application d'une convention prévue à l'article L. 353-14 conclue entre lesdits organismes et l'Etat.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- *aux logements vendus par les organismes d'habitations à loyer modéré en application du premier alinéa du II et des III et VI de l'article L. 443-11 ou du VI de l'article L. 353-15 ;*
- *aux logements vendus par les organismes d'habitations à loyer modéré à un organisme de foncier solidaire en application du premier alinéa du I de l'article L. 443-11 ;*
- *aux logements cédés ou apportés aux sociétés civiles immobilières régies par les articles L. 443-6-2 et suivants et devenus propriété d'un associé personne physique ;*
- *aux logements dont l'usufruit a été détenu temporairement par les organismes d'habitations à loyer modéré ;*
- *aux logements construits par les organismes d'habitations à loyer modéré dans le cadre d'un bail à construction ou d'un bail emphytéotique et devenus propriété du bailleur à l'expiration du bail ;*
- *aux lots acquis en vue de leur revente et situés dans les copropriétés qui font l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1, tels que précisés aux articles L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3.*

En cas de transfert de propriété, y compris en cas de cession non volontaire, ces logements restent soumis à des règles d'attribution sous condition de ressources et de fixation de loyer par l'autorité administrative dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat. Les locataires de ces logements bénéficient du droit au maintien dans les lieux en application de l'article L. 442-6.

Tout acte transférant la propriété ou la jouissance de ces logements ou constatant ledit transfert doit, à peine de nullité de plein droit, reproduire les dispositions du présent article. L'action en nullité peut être intentée par tout intéressé ou par l'autorité administrative dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'acte au fichier immobilier.

A la demande de tout intéressé ou de l'autorité administrative, le juge annule tout contrat conclu en violation des dispositions du présent article et ordonne, le cas échéant, la réaffectation des lieux à un usage d'habitation locative.»

Article L. 443-15-6 :

« Les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent vendre leurs logements-foyers, définis à l'article L. 633-1, à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, à des investisseurs en vue

de la réalisation de logements étudiants, à des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux, à des collectivités territoriales ou à leurs groupements, à des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, à des organismes sans but lucratif bénéficiant de l'agrément relatif à la maîtrise d'ouvrage prévu à l'article L. 365-2 ou à d'autres organismes sans but lucratif. Pour pouvoir être cédé, un logement-foyer doit avoir été construit ou acquis depuis plus de dix ans par l'organisme d'habitations à loyer modéré, sauf lorsque la vente est conclue avec un autre organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ou avec un organisme sans but lucratif bénéficiant de l'agrément relatif à la maîtrise d'ouvrage prévu au même article L. 365-2.

Dans les communes de montagne classées station de tourisme, définies au titre de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, après avis conforme du conseil municipal de la commune concernée, les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent vendre leurs logements-foyers mentionnés à l'article L. 633-1 du présent code de plus de trente ans à une société de droit privé, dès lors qu'il est constaté une inoccupation de plus de deux ans de ces logements et dès lors que la vente auprès des personnes morales mentionnées au premier alinéa du présent article est restée infructueuse. Cette faculté n'est pas ouverte aux communes auxquelles l'article L. 302-5 est applicable.

Les logements-foyers qui ont été construits, acquis ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat ou qui ont ouvert droit à l'aide personnalisée au logement en vertu d'une convention prévue à l'article L. 831-1 demeurent soumis à des règles d'attribution sous conditions de ressources et à des règles de fixation de redevance par l'autorité administrative, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, pendant une période d'au moins dix ans à compter de leur cession par un organisme d'habitations à loyer modéré en application du premier alinéa du présent article.

Tout acte transférant la propriété ou la jouissance de ces logements ou constatant ledit transfert doit, à peine de nullité de plein droit, reproduire les dispositions du présent article. L'action en nullité peut être intentée par tout intéressé ou par l'autorité administrative dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'acte au fichier immobilier ou de l'inscription au livre foncier.
A la demande de tout intéressé ou de l'autorité administrative, le juge annule tout contrat conclu en violation des dispositions du présent article et ordonne, le cas échéant, la réaffectation des lieux à un usage de logement-foyer.

En cas de cession conclue en application du premier alinéa, la fraction correspondante des emprunts éventuellement contractés pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration du logement-foyer vendu devient immédiatement exigible.

Toutefois, l'organisme d'habitations à loyer modéré peut continuer à rembourser selon l'échéancier initialement prévu les prêts comportant une aide de l'Etat, sous réserve que leur remboursement demeure garanti dans les conditions qui avaient permis l'obtention du prêt.

En outre, les emprunts peuvent être transférés aux personnes morales bénéficiaires des ventes mentionnées au premier alinéa, avec maintien des garanties y afférentes consenties par des collectivités territoriales, par leurs groupements ou par des chambres de commerce et d'industrie territoriales, sauf opposition des créanciers ou des garants dans les trois mois qui suivent la notification du projet de transfert du prêt lié à la vente.

En cas de vente d'un logement-foyer ayant fait l'objet de travaux d'amélioration financés avec l'aide de l'Etat depuis moins de cinq ans, l'organisme vendeur est tenu de rembourser cette aide. Le surplus des sommes perçues est affecté en priorité au financement de programmes nouveaux de construction, à des travaux destinés à améliorer de façon substantielle un ensemble déterminé d'habitations ou à des acquisitions de logements ou de logements-foyers en vue d'un usage locatif.

Les dispositions du présent article sont applicables aux logements-foyers appartenant aux collectivités territoriales ou aux sociétés d'économie mixte et faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 831-1 ainsi que, dans les départements d'outre-mer, aux

logements-foyers appartenant aux collectivités territoriales ou aux sociétés d'économie mixte construits, acquis ou améliorés à l'aide de subventions de l'Etat ou de prêts aidés par l'Etat.
Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article. »

ARTICLE 18. FORMALITES

La SOCIETE ABSORBANTE remplira toutes les formalités de publicités légales, et d'une manière générale, toutes les formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits qui lui sont apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès des administrations concernées, pour transférer à son nom les biens apportés.

ARTICLE 19. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

En outre, les soussignés, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à Maître Claire MOREAU, Notaire à Auxerre (5 rue Marcellin Berthelot, 89000 Auxerre), à l'effet d'établir tous actes complétifs ou rectificatifs d'erreurs ou d'omissions relatifs aux parties et aux biens et droits, notamment aux biens immeubles, apportés.

ARTICLE 20. LOI APPLICABLE - JURIDICTION COMPETENTE

Le Présent projet de traité de fusion est soumis et interprété conformément au droit français.

X. ANNEXES

Les annexes énumérées ci-après font partie intégrante du présent acte :

Annexe 1	Liste anonyme des postes (salariés et fonctionnaires) de l'OFFICE
Annexe 2	Liste des engagements hors bilan reçus et donnés par l'OFFICE
Annexe 3	Liste des droits incorporels de l'OFFICE
Annexe 4	Liste des biens et droits immobiliers et des baux de plus de 12 ans compris dans la fusion de l'OFFICE
Annexe 5	Liste des contrats d'exploitation en cours de l'OFFICE et liste des véhicules appartenant à l'OFFICE (le cas échéant néant)
Annexe 6	Liste des subventions en cours de l'OFFICE (avec indication pour chacune de l'affectation et du montant)

Annexe 7 Liste des emprunts en cours de l'OFFICE

Annexe 8 Liste des contentieux en cours de l'OFFICE

Fait à _____,
le _____.

En cinq (5) exemplaires originaux.

Pour la SOCIETE ABSORBANTE Monsieur Jean-Christophe PICHON	**Pour l'OFFICE** Monsieur Eric CAMPOY

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-180
OBJET : Désignation des représentants de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans les instances d'AuxR_Logis

Rapporteur : Vincent VALLÉ

Le Protocole de partenariat stratégique conclu le 20 décembre 2024 entre la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, Logirep et Scalis organise la gouvernance du futur opérateur de logement social AuxR Logis par la signature du pacte d'actionnaires de référence dûment approuvé et par la désignation par la Communauté d'agglomération de représentants au sein des instances d'AuxR Logis.

Ainsi, aux termes du pacte d'actionnaires de référence dûment approuvé par délibération du 19 décembre 2024, il est prévu que la communauté d'agglomération de l'Auxerrois effectue la nomination de cinq membres appelés à siéger au conseil d'administration d'AuxR Logis et trois personnes appelées à siéger au sein du comité de gouvernance.

S'agissant du comité de gouvernance, il est rappelé qu'ont été désignés, par délibération du conseil communautaire du 19 décembre 2024, Crescent Marault, Vincent Vallé et Christian Bouley.

En outre, ledit pacte prévoit la création d'un comité d'investissement et d'engagement chargé d'instruire et de valider les dossiers d'investissement des opérations et comprend deux administrateurs représentant la communauté d'agglomération.

S'agissant du conseil d'administration d'AuxR Logis, il est proposé de désigner les personnes suivantes en qualité d'administrateurs, étant précisé qu'un poste doit être occupé par la communauté d'agglomération *es* qualité de personne morale :

- La communauté d'agglomération représentée par :
- Monsieur Christophe Bonnefond (représentant la communauté en tant que personne morale)
- Monsieur Crescent Marault
- Monsieur Vincent Vallé
- Monsieur Christian Bouley
- Monsieur Dominique Torcol

Parmi ces personnes, la Communauté d'agglomération propose de désigner pour siéger au Comité d'investissement et d'engagement :

- Crescent Marault
- Vincent Vallé.

communauté
de l'auxerrois

S'agissant des assemblées générales d'AuxR Logis, il est proposé de désigner pour représenter la communauté d'agglomération de l'Auxerrois :

- Monsieur Crescent Marault

S'agissant d'une désignation, le mode de scrutin prévu pour voter la délibération est un scrutin à bulletin secret.
Cependant deux exceptions peuvent permettre d'éviter de procéder à un vote à bulletin secret :

- Soit le conseil décide, par un vote unanime de ses membres, de recourir à un scrutin public ;
- Soit une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir après appel des candidatures. Dans ce dernier cas, les nominations prennent effet immédiatement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner [_] en qualité de représentant permanent de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois au conseil d'administration de la société AuxR Logis ;

- De désigner [_] en qualité d'administrateur ;

- De désigner [_] en qualité d'administrateur de la société AuxR Logis ;

- De désigner [_] en qualité d'administrateur de la société AuxR Logis ;

- De désigner [_] en qualité d'administrateur de la société AuxR Logis ;

- De désigner en qualité de membres du Comité d'investissement et d'engagement les deux personnes suivantes :
    - Monsieur ou Madame __
    - Monsieur ou Madame __

- De désigner [_] en qualité de représentant de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois aux assemblées générales de la société AuxR Logis.

Entre :

L'OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

ET

L'ESH LogiRep

ET

L'ESH Scalis

PROTOCOLE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE

---

20 décembre 2024

PROTOCOLE

ENTRE

L'OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, office public de l'habitat dont le siège social est situé 12 avenue des Brichères, 89000 AUXERRE, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Auxerre sous le numéro 278 900 014, représenté par son Directeur Général Monsieur Eric CAMPOY, dûment habilité aux termes d'une délibération du conseil d'administration du 12 juillet 2024 et du 13 décembre 2024,

Ci-après désigné « **OAH** »

D'une première part,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, représentée par son Président Monsieur Crescent MARAULT dûment habilité aux termes d'une délibération de son assemblée délibérante du 27 juin 2024 et du 19 décembre 2024,

Ci-après désignée « **LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS** »

De deuxième part,

ET

LogiRep, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 105 138 624 euros, dont le siège social est situé 127 rue Gambetta à SURESNES (92150), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 393 542 428 représentée par Madame Karine JULIEN-ELKAIM, présidente du directoire, dûment autorisée par délibération du Directoire du 23 septembre 2024 et du Conseil de surveillance du 25 octobre 2024 et du 20 décembre 2024,

Ci-après désignée « **LogiRep** »

D'une troisième part,

Scalis, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 11 511 776 euros, dont le siège social est situé 14-16 rue Saint-Luc, 36000 Châteauroux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châteauroux sous le numéro 815 620 463 représentée par Madame Karine JULIEN-ELKAIM ayant reçu pouvoirs de Madame Virginie CORBERAND, sa Directrice Générale, dûment autorisée par délibération du conseil d'administration du 9 décembre 2024,

Ci-après désignée « **Scalis** »

De quatrième part,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, l'OAH, LogiRep et Scalis étant ci-après désignés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Créé par décret le 16 février 1930, l'**OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** est l'office public de l'habitat rattaché à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Il détient et gère :

- 5.958 logements en gestion locative sur 31 communes de l'Yonne ;
- 227 logements foyers ;
- 89 locaux commerciaux, associatifs et professionnels.

Ses principales missions et activités sont :

- Construction locative ou location-accession
- Gestion des logements (locative, technique, financière, sociale)
- Acquisition-amélioration de bâtiment en vue de leur aménagement en logements
- Réhabilitation du patrimoine existant
- Accession à la propriété
- Résidentialisation
- Conduite d'opération pour le compte de collectivités locales ou d'établissements publics
- Démolition

Au 30 septembre 2024, l'OPH OAH comptabilise un total de 138 collaborateurs.

Dans le contexte des obligations de regroupement imposée par la loi ELAN du 23 novembre 2018, l'OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, sous l'égide de sa collectivité de rattachement, a travaillé à la recherche d'un regroupement ne répondant pas seulement à l'objectif chiffré de la loi mais présentant un véritable intérêt pour son territoire, en recherchant un partenariat lui permettant de pérenniser son action dédiée au territoire et à ses spécificités.

Son objectif était de rechercher le maintien d'une structure juridique gérée sur le territoire de la Communauté d'agglomération, tout en s'adossant à un opérateur de logement social reconnu pour ses savoir-faire et sa capacité d'intervention, respectueuse des spécificités locales et de la nécessaire gestion de proximité.

2. Le groupe POLYLOGIS est un groupe national d'organismes de logement social indépendant. Il compte parmi les principaux acteurs du logement social. Le patrimoine locatif du Groupe s'élève à 96.600 logements au sens de la loi ELAN en France répartis sur 9 régions. Il est composé de 19 entreprises filiales aux compétences distinctes complémentaires.

LogiRep, maison mère du Groupe Polylogis, est une entreprise sociale pour l'habitat (ESH) qui construit et gère des logements sociaux destinés principalement aux familles à revenus modestes, en Ile-de-France et en Normandie. Elle propose des logements sociaux, prioritairement en zone tendue.

Au 30 septembre 2024, LogiRep comptabilise 664 collaborateurs.

Scalis (Société du centre pour l'aménagement, le logement et l'immobilier social) a été créée en 1929 et a intégré le Groupe POLYLOGIS en 2015.

Les 10.825 logements gérés par Scalis sont situés en régions Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine. Ils se répartissent sur les Départements de l'Indre, de la Haute-Vienne, du Loiret, de l'Indre-et-Loire, du Cher et du Loir-et-Cher.

L'activité de Scalis est de louer, gérer et construire des logements locatifs. Il est l'un des deux principaux bailleurs sociaux du département de l'Indre.
Scalis est composée de :

- La Direction du développement et du patrimoine comprenant le pôle maîtrise d'ouvrage travaux et celui des gros entretiens et réhabilitation ;
- La Direction de la gestion locative répartie sur 5 territoires ;
- De 4 services supports : le Service comptable et financier, le Service juridique, le Service communication et la Direction des Ressources Humaines.

Au 30 septembre 2024, Scalis comptabilise 156 collaborateurs.

3. Les Parties ont entamé des pourparlers dès 2021 et se sont rapprochées pour examiner ensemble, dans le contexte de réorganisation du tissu des bailleurs sociaux, les modalités selon lesquelles elles pourraient mutualiser leurs actions et savoir-faire au service du territoire.

Les Parties se rejoignent sur l'affirmation de la proximité au cœur de la gestion de leur patrimoine locatif social et la nécessité de mettre à la disposition de la communauté d'agglomération un outil de logement social au service de ses besoins et des attentes de ses habitants, tant en matière de gestion locative, que de réhabilitation et de production nouvelle.

Elles souhaitent se donner les moyens de développer une offre globale de l'habitat pour le territoire (habitat social, habitat spécifique, logement intermédiaire et accession à la propriété).

4. Ainsi, le groupe POLYLOGIS a formalisé une lettre d'intention en date du 1er février 2024 (en annexe) aux termes de laquelle il a confirmé son intérêt pour bâtir un projet de partenariat stratégique avec l'OAH et la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Par délibération du 27 juin 2024 (en annexe), le conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois a :

- *approuvé le principe d'engagement des études en vue d'un partenariat entre OAH, la communauté d'agglo et le groupe POLYLOGIS ;*
- *mandaté les administrateurs représentant la collectivité pour porter cette décision au sein du CA de l'OPH ;*

Par délibération du 12 juillet 2024, le conseil d'administration de l'OAH a délibéré dans les mêmes termes. Il en est de même du conseil de surveillance de LogiRep et du conseil d'administration de Scalis (en annexe).

5. Les Parties ont prévu dans le présent protocole une condition suspensive tenant à l'obtention de l'autorisation de l'Autorité de la concurrence portant sur l'opération de fusion, au titre du droit des concentrations et plus particulièrement de l'article L. 430-2 du Code de commerce.

C'est dans ce contexte que les Parties ont travaillé ensemble à l'élaboration du présent protocole (le « Protocole »).

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes ci-après énumérés ont le sens suivant :

Nouvelle ESH : désigne la société anonyme d'habitations à loyer modéré à constituer par les Parties

Pacte d'actionnaires : désigne l'accord défini à l'article 5-1 des présentes, à conclure entre LogiRep, Scalis, et la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS.

Titres : désigne les actions de la Nouvelle ESH, toutes valeurs mobilières émises par la Nouvelle ESH donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Nouvelle ESH, et tout droit d'attribution, de souscription ou de priorité aux actions et valeurs mobilières de la Nouvelle ESH, attachés ou non à ces actions et/ou valeurs mobilières.

Transfert : désigne toute opération entraînant le transfert de propriété ou le démembrement de Titres détenus par une Partie, à titre onéreux ou non, quelle qu'en soit la nature juridique et pour quelque cause que ce soit (en ce compris notamment la cession, la dation, la donation, le dissolution, l'apport, la fusion, la scission, l'apport en société, l'échange, la vente publique ou une forme combinée de ces formes de transfert de propriété relatifs aux Titres et aux droits préférentiels de souscription attachés aux Titres).

Dans le présent Protocole, sauf stipulation expresse contraire :

- toute référence aux « Articles » et « Annexes » se rapporte aux articles ou annexes de ce Protocole ;
- pour le calcul de tout délai pour les besoins de ce Protocole, il sera fait application des dispositions des articles 640 à 642 du Code de procédure civile ;
- la signification attribuée aux termes définis dans le présent Protocole s'applique à la fois au singulier et au pluriel de ces termes et, le cas échéant, à leurs autres formes grammaticales ;
- les titres des Articles et des Annexes de ce Protocole ont été insérés uniquement pour en faciliter la lecture et n'en affectent ni le sens ni leur interprétation ;

- les termes "en ce inclus", "y compris", "notamment" ou "en particulier" et tout autre terme ayant le même sens ne sont pas limitatifs.

ARTICLE 2 - OBJET DU PROTOCOLE

Le Protocole a pour objet de définir les modalités du partenariat stratégique que les Parties entendent mettre en œuvre et dont les différentes étapes seront précisées ci-après :

ARTICLE 3 - PROJET DU REGROUPEMENT

3-1 CONSTITUTION D'UNE STRUCTURE DEDIEE AU REGROUPEMENT

Les Parties entendent structurer leur partenariat par la constitution d'une société anonyme d'habitations à loyer modéré (ci-après la « Nouvelle ESH »), dont la dénomination serait « **AuxR Logis** », dont le siège serait situé à Auxerre et dont l'actionnariat de référence serait composé de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, de LogiRep et Scalis.

Cette structure sera contrôlée par le Groupe d'Organismes de Logement Social POLYLOGIS, tel que défini à l'article L.423-1-1 du CCH.

Son capital social initial s'élèverait à 100.000 euros assortie d'une prime d'émission.

Cette Nouvelle ESH devra être agréée par l'Etat, après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (art. R. 422-16 du Code de la construction et de l'habitation).

Les Parties s'engagent donc à constituer le dossier nécessaire à l'agrément de la Nouvelle ESH d'ici le 31 décembre 2024 et à engager toutes démarches nécessaires à l'immatriculation de la Nouvelle ESH au plus tard le 31 décembre 2024, dans les conditions et modalités décrites au présent Protocole.

3-2 MODALITES JURIDIQUES DE REGROUPEMENT DE L'OAH ET DE LA NOUVELLE ESH

La Nouvelle ESH aura vocation à recevoir par voie de fusion-absorption le patrimoine et les activités de l'OAH et ce, au plus tard le 31 décembre 2025 dans les conditions suivantes :

1. FUSION DE L'OAH ET DE LA NOUVELLE ESH

a) Description de l'opération de fusion

La fusion envisagée sera réalisée en application des dispositions de :

- L'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation qui dispose que :

« Un office public de l'habitat peut, par voie de fusion ou de scission, transmettre son patrimoine à un ou plusieurs organismes mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 et à l'article L. 481-1.

La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »

- L'article L. 236-1 du Code de commerce qui dispose que :

« Une ou plusieurs sociétés peuvent, par voie de fusion, transmettre leur patrimoine à une société existante ou à une nouvelle société qu'elles constituent ».

Cette opération consiste en l'apport par l'OAH par voie de fusion, de l'ensemble de ses droits et obligations à la Nouvelle ESH, qui succèdera ainsi à l'OAH dans l'ensemble de ses droits, biens et obligations, et ce, à titre universel. Corrélativement, l'OAH sera dissous sans liquidation, l'intégralité de son patrimoine étant transmis à la Nouvelle ESH.

En contrepartie de l'apport de l'OAH, et en tant que collectivité de rattachement de l'OAH, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois recevra des actions émises par la Nouvelle ESH.

En conséquence de la fusion :

- Le patrimoine de l'OAH sera transmis à la Nouvelle ESH dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion. Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à l'OAH à cette date, sans exception ;

- La Nouvelle ESH sera débitrice des créanciers non obligataires de l'OAH en lieu et place de celui-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

L'opération sera formalisée dans un projet de traité de fusion conclu entre l'OAH et la Nouvelle ESH et portant sur l'ensemble des modalités qui vont régir l'opération visant donc à l'absorption du patrimoine de l'un par l'autre, la rétribution de cet apport à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois et la dissolution sans liquidation de l'OAH.

L'effet juridique de la fusion serait fixé au 31 décembre 2025 et l'effet fiscal et comptable serait rétroactif et fixée au 1er janvier 2025.

b) Impacts de l'opération de fusion sur les personnels

Comme dans toute reprise du groupe POLYLOGIS, la Nouvelle ESH s'engage à la reprise de l'intégralité du personnel étant entendu que les accords d'entreprise antérieurs seront reconduits, à moins que ceux existant dans le groupe POLYLOGIS ne soient plus favorables aux salariés.

➢ **S'agissant des personnels de droit privé**

L'opération de fusion emporte transfert automatique du personnel au sens de l'article L.1224-1 du Code du Travail. L'ensemble des contrats de travail sera donc transféré à la Nouvelle ESH bénéficiaire de la fusion.

Conformément à ces principes, la Nouvelle ESH s'engage à conserver et à pérenniser les personnels transférés en raison de la fusion.

Les personnels seront régis par la convention collective des ESH. Les Parties étudieront dans les meilleurs délais le régime collectif applicable de la Nouvelle ESH.

Par ailleurs, des propositions individuelles seront faites au personnel de l'OAH s'appuyant sur les principes suivants :

- Maintien intégral de la rémunération nette annuelle et l'équivalent des avantages acquis ;
- Le maintien du statut actuel ou équivalent de droit privé ;
- La reprise de l'ancienneté à la date d'entrée dans l'OAH ;
- Le bénéfice des avantages offerts par le Groupe en matière de rémunération, de protection sociale et d'opportunités de poste ;
- La proposition d'un poste dont le contenu est conforme à l'activité exercée au sein de l'OAH ou qui répond à un souhait éventuel de réorientation vers une autre activité, étant toutefois précisé que toute éventuelle réorientation professionnelle est conditionnée au fait que le personnel de l'OAH concerné affiche les compétences requises au poste auquel il postule ou puisse y accéder moyennant, le cas échéant, une action de formation personnalisée que le groupe POLYLOGIS s'engage à lui assurer.

➢ **S'agissant des personnels de la fonction publique territoriale**

• Comme pour le personnel de droit privé, la nouvelle ESH s'engage à conserver et à pérenniser les emplois pour le personnel issu de la fonction publique qui, au moment de la fusion, seront accueillis par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois pour conserver leur statut puis, s'ils souhaitent conserver leur emploi, pourront être accueillis par la nouvelle ESH.

En application des règles applicables à leur statut de fonctionnaire, se présentent quatre hypothèses, qui permettraient toutes de leur garantir les mêmes conditions de localisation et, pour trois d'entre elles, de rémunération.

Ces hypothèses sont les suivantes :

- 1°/ Démissionner de la fonction publique et signer auprès de la nouvelle ESH un CDI de droit privé, dans lequel le niveau de rémunération antérieur serait maintenu.

- 2°/ Prendre une disponibilité de la fonction publique pour convenance personnelle et signer auprès de la nouvelle ESH un CDI de droit privé dans lequel le niveau de rémunération antérieur serait maintenu.

Il est à noter dans cette hypothèse qu'elle est limitée à dix ans sur toute une carrière et implique après cinq ans une réintégration d'au moins dix-huit mois dans la fonction publique.

- 3° / Demander un détachement à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois au sein de la Nouvelle ESH et de signer un CDI de droit privé, dans lequel le niveau de rémunération antérieur serait maintenu.

La durée du détachement est de 5 ans, il peut être renouvelé sans limite. Toute demande initiale de détachement formulée par un personnel fonctionnaire ne pourra être refusée ni par la nouvelle ESH, ni par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Dans ce cas les cotisations retraite à la CNRACL et au RAFP continuent d'être versées.

- 4°/ Demander une mise à disposition par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois au sein de la nouvelle ESH.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire réputé occuper son emploi qui, demeurant dans son corps ou son cadre d'emplois d'origine, continue à percevoir la rémunération correspondante et exerce ses fonctions hors de l'administration où il a vocation à servir. Dans ce cas, le personnel fonctionnaire resterait donc agent en activité de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, sachant qu'il ne pourrait être affecté qu'aux missions de service public de l'ESH.

La rémunération annuelle serait versée par la collectivité d'origine, contrainte par le régime indemnitaire en vigueur en son sein. Bien qu'il existe des possibilités de complément de rémunération qui permettent à l'organisme d'accueil de verser certaines primes en vigueur dans l'organisme, cette solution ne serait pas nécessairement à même, selon les niveaux de rémunération applicables dans la communauté d'agglomération, de maintenir les rémunérations.

La durée de la mise à disposition est de 3 ans renouvelable sans limite à la demande du personnel concerné. Toute demande initiale de mise à disposition formulée par un personnel fonctionnaire ne pourra être refusée ni par la nouvelle ESH, ni par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

• Si l'agent FPT ne souhaite ni démissionner, ni demander un détachement, une mise à disposition ou une disponibilité pour convenance personnelle la communauté d'agglomération :

- L'affecte, si elle en a le besoin, sur des missions de son grade en son sein ;

- Pourra, en l'absence de besoin, supprimer l'emploi du fonctionnaire qui bénéficiera alors des garanties offertes en la matière par le statut, à savoir une année de surnombre et, en l'absence de nouvelle affectation au terme de cette année, une prise en charge par le centre départemental de gestion.

Les Parties étudieront ensemble, à partir les modalités pratiques et détaillées de mise en œuvre de ces dispositions, les meilleures solutions à proposer aux agents.

2. AUGMENTATION DE CAPITAL ET ADOSSEMENT DE LA NOUVELLE ESH AU GROUPE POLYLOGIS

Concomitamment à l'opération de fusion-absorption décrite ci-avant et dont l'effet juridique est fixé au 31 décembre 2025, la Nouvelle ESH procèdera à une augmentation de capital réservée à LOGIREP et à Scalis d'un montant total d'environ 15.400.000 euros permettant ainsi de maintenir la répartition du capital social entre les actionnaires de référence de la Nouvelle ESH comme suit :

- La communauté d'agglomération de l'Auxerrois : 49 %
- LogiRep et Scalis : 51%

En conséquence de ces opérations, la Nouvelle ESH justifiera de son intégration dans le Groupe d'Organismes de Logement Social POLYLOGIS et sera en conformité avec les obligations de regroupement issue de l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation.

3.3 CONDITIONS SUSPENSIVES

Le projet de regroupement est soumis à la condition suspensive suivante : autorisation préalable sur le projet de l'Autorité de la concurrence dûment saisie.

Cette condition est stipulée dans l'intérêt commun des Parties. Elle doit être réalisée au plus tard le 31 décembre 2025. A défaut de réalisation de cette condition suspensive, le présent Protocole est caduc immédiatement et de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS OPERATIONNELS ET FINANCIERS DU GROUPE POLYLOGIS

Les Parties partagent la volonté de mettre en œuvre le projet de Territoire 2021-2031 « Transformons l'Auxerrois ».

Elles partagent le constat d'un besoin fort en financement pour y parvenir de sorte que les orientations stratégiques de la Nouvelle ESH seront portées par les Parties au sein de la Nouvelle ESH pour mettre en œuvre les projets structurants de la politique de l'habitat et notamment :

- Réaliser le plan de travaux de l'OAH tel que prévu et repris par la Nouvelle ESH dans le plan stratégique de patrimoine qui sera validé par le conseil d'administration de la Nouvelle ESH ;
- Mettre en œuvre le plan de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise.

(Annexe : délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois du 27 juin 2024 et lettre d'intention du 1er février 2024)

ARTICLE 5 – GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE ESH

S'agissant de l'administration et la gestion de la Nouvelle ESH, les Parties s'engagent irrévocablement à respecter les dispositions légales applicables à la

Nouvelle ESH, les stipulations du Protocole, ainsi que les statuts de la Nouvelle ESH annexés au présent Protocole.

5-1 ACTIONNARIAT DE REFERENCE DE LA NOUVELLE ESH

Les Parties conviennent que l'actionnariat de référence de la Nouvelle ESH sera exercé, par LogiRep, Scalis et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Dès lors, les Parties s'engagent à approuver toute opération sur le capital de la Nouvelle ESH, notamment pendant les opérations de regroupement, permettant de maintenir cet actionnariat de référence.

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois, LogiRep et Scalis conviennent de conclure au plus tard à la constitution de la Nouvelle ESH et à son agrément, un Pacte d'actionnaires de référence reprenant notamment les dispositions prévues au présent Protocole, conclu pour une durée de cinq ans (en annexe) renouvelable une fois.

Un **Comité de gouvernance** aura en charge de définir les grandes orientations stratégiques de la Nouvelle ESH, et notamment sa politique de réhabilitation et de production nouvelle.

Ce Comité de gouvernance sera composé de :

- Trois représentants de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- Trois représentants de Scalis et LogiRep.

5-2 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA NOUVELLE ESH

Chaque Partie s'engage, dans la limite de ses fonctions et pouvoirs respectifs, à prendre toutes mesures en vue de la mise en œuvre du présent article et, si nécessaire, à voter ou à faire voter toute résolution d'une assemblée générale ou toute décision du conseil d'administration nécessaire à la mise en œuvre du présent article.

Chaque Partie se porte fort des mêmes engagements pour les administrateurs désignés sur sa proposition conformément aux stipulations du présent article.

La composition et le fonctionnement du conseil d'administration de la Nouvelle ESH devront être conformes aux principes suivants exposés ci-après.

En application de la loi de 2003, dite loi Borloo, l'actionnariat est réparti en quatre catégories :

- Catégorie I : actionnaire de référence
- Catégorie II : collectivités territoriales
- Catégorie III : représentants des locataires
- Catégorie IV : autres actionnaires.

Les Parties conviennent que le conseil d'administration serait composé comme suit (étant rappelé que le nombre légal maximum est de 18 administrateurs) :

- 12 postes d'administrateurs (catégorie I – 3 postes et catégorie IV – 9 postes) pour l'actionnariat de référence,

    - 5 postes d'administrateurs pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois (1 poste en catégorie I et 4 postes en catégorie IV),
    - 7 postes d'administrateurs pour LogiRep et Scalis (2 postes en catégorie I et 5 postes en catégorie IV),

- 3 postes d'administrateurs pour les collectivités territoriales,
- 3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires,

Le premier mandat de la présidence du conseil d'administration de la Nouvelle ESH sera réservé à un candidat proposé par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Pour les mandats suivants, les candidats seront proposés par le Comité de gouvernance du Pacte.

Le premier mandat de la vice-présidence du conseil d'administration de la Nouvelle ESH sera réservé à un candidat proposé par le Groupe POLYLOGIS. Pour les mandats suivants, les candidats seront proposés par le Comité de gouvernance du Pacte.

5.3 DIRECTION GENERALE DE LA NOUVELLE ESH

La direction générale de la Nouvelle ESH sera proposée au directeur général de l'OAH qui rejoindra le comité exécutif du Groupe POLYLOGIS.

5.4 COMITOLOGIE – COMITE D'INVESTISSEMENT ET D'ENGAGEMENT

Outre la création des commissions prévues par la législation applicable aux organismes d'habitations à loyer modéré, il sera procédé à la création au sein de la Nouvelle ESH d'un comité d'investissement et d'engagement local chargé d'instruire et de valider les dossiers d'investissement et de désinvestissement des opérations.

Ce comité serait composé de :

- 2 administrateurs de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois,
- 2 administrateurs représentant le Groupe POLYLOGIS,
- La présidente du COMEX Groupe POLYLOGIS,
- Le directeur général de la Nouvelle ESH.

5.5 COMMISSARIAT AUX COMPTES DE LA SOCIETE

Les Parties s'engagent à organiser les consultations nécessaires à la nomination d'un commissaire aux comptes pour la Nouvelle ESH, celle-ci ayant vocation à voir ses comptes consolidés par le Groupe POLYLOGIS.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS DES PARTIES

Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie que :

- la signature et l'exécution du Protocole et des autres conventions ou actes devant être conclus ou remis en vertu du Protocole ont été valablement autorisées, le cas échéant, par ses organes compétents, après consultation de leurs institutions représentatives du personnel ;

- le Protocole a, et les autres conventions ou actes devant être conclus ou remis en vertu du Protocole auront, été dûment et valablement conclus ou remis par elle et les obligations qui en résultent pour elles sont juridiquement valables et lui sont opposables conformément à leurs termes.

ARTICLE 7 – EXCLUSIVITE ET DUREE DU PROTOCOLE

Les Parties déclarent qu'elles n'engageront pas d'autres discussions avec d'autres bailleurs concernant leur regroupement sur le territoire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

A défaut de présentation par les Parties au 1er mars 2025 d'une demande d'agrément de la Nouvelle ESH, chacune des Parties reprendra alors sa liberté de négociation.

Le Protocole prend effet à compter de sa signature. Il est conclu pour une durée de trois années à compter de sa date de prise d'effet.

ARTICLE 8 – CLAUSE D'EXECUTION

Les Parties s'engagent à se comporter les unes envers les autres comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter le présent protocole dans cet esprit.

Les Parties s'engagent expressément à respecter et à faire respecter auprès des personnes qui les représentent au sein des organes compétents de la Nouvelle ESH, toutes les stipulations de ce protocole.

Les Parties s'engagent également, chacune pour ce qui la concerne, à prendre toute disposition, à faire toute démarche, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et de manière générale à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du présent protocole.

ARTICLE 9 – UNICITE DU PROTOCOLE – TOLERANCE – ELECTION DE DOMICILE

Le présent Protocole constitue l'intégralité de l'accord des Parties à ce jour dans la limite de son objet. Il remplace et annule, en conséquence, tout accord verbal ou écrit ayant le même objet et qui lui serait antérieur.

Aucune tolérance, quelle qu'en soit la nature, l'ampleur, la durée ou la fréquence, ne peut être considérée comme créatrice d'un quelconque droit et ne peut, en aucune

manière, conduire à limiter, de quelque façon que ce soit, la possibilité pour chacune des Parties d'invoquer à tout moment et sans aucune restriction chacune des clauses du présent Protocole.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection de domicile en leurs adresses respectives indiquées en comparution des présentes.

Tout changement d'adresse doit être notifié, par la Partie y procédant, à toutes les autres Parties, au plus tard dans le mois suivant ce changement.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à maintenir confidentielles l'ensemble des informations qu'ils ont été ou seront amenées à échanger en vue de l'étude de l'opération de regroupement envisagée.

ARTICLE 11 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

Le Protocole est, pour sa validité, son interprétation et son exécution soumis au droit français.

Les Parties conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable tout désaccord qui pourrait survenir concernant l'interprétation et l'exécution du Protocole.

A défaut, les litiges auxquels pourraient donner lieu le Protocole, ou qui pourront en être la suite ou la conséquence, et qui n'auront pu être réglés par une transaction seront soumis aux tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

ARTICLE 12 - STIPULATIONS DIVERSES

Les Parties conviennent que les stipulations du préambule font partie intégrante du Protocole.

Chacune des Parties déclare avoir pleine capacité et tous pouvoirs nécessaires aux fins de s'engager pour la signature du Protocole.

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Protocole serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le Protocole poursuive ses effets sans discontinuité. La nullité d'une clause du Protocole n'entraînera pas la nullité des autres clauses ou de l'ensemble du Protocole.

La renonciation par l'une quelconque des Parties à se prévaloir de tout droit résultant du Protocole ou stipulation du Protocole en des circonstances déterminées ne vaudra pas renonciation à se prévaloir ultérieurement dudit droit ou de ladite stipulation. Aucune renonciation à se prévaloir de l'une quelconque des stipulations du Protocole ou droit résultant du Protocole n'aura d'effet si elle ne fait pas l'objet d'un écrit signé par la Partie qui y renonce.

Les Parties s'engagent à communiquer, à signer et à délivrer toute information et tout document ainsi qu'à passer tous actes ou prendre toutes décisions qui pourraient être nécessaires à l'exécution du Protocole.

Fait à Auxerre,

Le 20 décembre 2024

En quatre (4) exemplaires originaux.

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois *Représentée par M. Crescent MARAULT, Président*	**LogiRep** *Représentée par Mme Karine JULIEN-ELKAIM, Présidente du Directoire*
Scalis *Représentée par Mme Karine JULIEN-ELKAIM dûment habilitée*	**L'Office Auxerrois de l'Habitat** *Représenté par M. Eric CAMPOY, Directeur Général*

ANNEXES :

1- Lettre d'intention du 1er février 2024
2- Délibération des parties prenantes :
   - Délibération du conseil de surveillance de LogiRep du 21 juin 2024, du 25 octobre 2024 et du 20 décembre 2024
   - Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois du 27 juin 2024 et du 19 décembre 2024
   - Délibération du conseil d'administration de Scalis du 28 juin 2024 et du 9 décembre 2024
   - Délibération du conseil d'administration de l'OAH du 12 juillet 2024 et du 13 décembre 2024
3- Projet des statuts de la Nouvelle ESH
4- Projet du pacte d'actionnaires de référence de la Nouvelle ESH
5- Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 : Lettre d'intention confirmée du 1er février 2024

Groupe Polylogis LogiRep

La Présidente du Directoire

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
Monsieur le Président
Monsieur le Maire d'Auxerre
6 bis Place Maréchal Leclerc
BP 58
89010 AUXERRE CEDEX

Suresnes, le 1er février 2024

PLI CONFIDENTIEL

Envoi par LRAR N°1A 193 324 2943 4
Et par mail à *gilles.rouvera@auxerre.com*

Nos références : KJE-JCP-EB / 2024-002

Objet : OAH - Lettre d'intention confirmée

Messieurs,

Dans le cadre de la loi Elan et particulièrement sur l'obligation de regroupement des bailleurs sociaux, nous avons été amenés à vous rencontrer ainsi que le Président, les administrateurs et Directeur général de l'OAH, afin de définir ensemble les modalités d'un partenariat stratégique entre l'OAH et le Groupe Polylogis.

Nous avons visité en 2021 le patrimoine et bien compris les enjeux de votre Territoire avec une volonté forte de développer celui-ci.

Le projet de Territoire 2021-2031 « Transformons l'Auxerrois » a été décidé par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Nous vous accompagnerons dans cette stratégie de développement par nos engagements importants en matière de logement et d'Habitat.

Nous vous avions fait une première proposition de partenariat stratégique transmise le 20 novembre 2021. A la suite de nos différents échanges et notamment à notre rencontre récente du 26 octobre 2023 pour approfondir notre partenariat stratégique, nous vous confirmons notre intérêt pour cette alliance stratégique.

Le scénario de montage juridique proposé serait la création d'une ESH (SAHLM) suivie de la fusion/absorption de l'OAH par ladite ESH qui fait maintenant consensus du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, du Président de l'OAH, du Maire d'Auxerre et du Directeur général de l'OAH.

.../...

Nous traversons actuellement une grave crise immobilière due aux augmentations importantes :

- des taux d'intérêts (livret A de 0,5 % à 3 %),
- des taxes foncières > à 7 %,
- du coûts des travaux et de l'énergie,
- de l'inflation.

Il nous semble donc nécessaire de procéder à une actualisation du diagnostic stratégique de l'OAH au vu de ces nouvelles données fortement impactantes, notamment :

- le Plan Stratégique du Patrimoine (besoins de travaux à 10 ans),
- le diagnostic financier (analyse financière rétrospective et projection financière à 10 ans).

Malgré les évolutions négatives de notre environnement, nous maintenons notre engagement d'apporter 50 M€ sur une dizaine d'années à la nouvelle ESH créée pour mettre en œuvre les objectifs et la stratégie d'OAH en matière d'habitat.

Compte tenu du contexte et des engagements du Groupe Polylogis, nous souhaitons disposer d'au moins 51% du capital dès la création de la nouvelle ESH ainsi qu'après sa fusion avec l'OAH, en procédant à un apport en numéraire de 15 M€ en capital social.

La méthode de finalisation de l'alliance stratégique proposée est :

1. Votre accord de principe sur la présente lettre d'intention actualisée,
2. La signature d'un engagement de confidentialité avec l'OAH afin de pouvoir disposer des éléments nécessaires à l'actualisation de notre diagnostic stratégique de l'OAH,
3. La signature d'un protocole d'accord d'alliance entre les parties prenantes après décisions des instances de gouvernance compétentes :
    a. Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, en sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH,
    b. Ville d'Auxerre, qui pourrait devenir actionnaire et participer à la gouvernance de l'ESH,
    c. L'OAH, en tant que partie concernée, après information-consultation en CSE,
    d. LOGIREP, après information-consultation de son CSE.
4. L'élaboration d'un plan de déploiement (annexe 5).

Nous soumettrons, selon l'exemple de planning prévisionnel ci-joint, ce projet d'alliance stratégique à notre comité stratégique du Groupe Polylogis ainsi qu'au Conseil de surveillance de LogiRep, avec une clause de substitution pour toute autre ESH du Groupe pour décision définitive.

Nous restons à votre disposition pour compléter et approfondir notre proposition de partenariat stratégique.

Nous vous prions de croire, Messieurs, en l'assurance de nos salutations distinguées.

Bien à vous,

Karine JULIEN-ELKAÏM

Alliance stratégique OAH / Groupe Polylogis

SOMMAIRE

01 ..... Objectifs de développement

02 ..... Moyens fonctionnels et financiers

03 ..... Forme juridique du rapprochement

04 ..... Instances de gouvernance et prise de décisions

05 ..... Organisation fonctionnelle

06 ..... Devenir des agents de la fonction publique

07 ..... Spécificités en termes de services et d'innovation apportés au Territoire

ANNEXES

01 ..... Présentation du Groupe Polylogis

02 ..... Cotation Banque de France

03 ..... Plan d'affaires VISIAL à 5 ans des ESH du Groupe Polylogis

04 ..... Fonctionnement d'une SAHLM et arrêté fixant le contenu du dossier de demande d'agrément des SAHLM (ESH)

05 ..... Calendrier fusion OAH / SA HLM

06 ..... Décentralisation de la politique du logement

I) Objectifs de développement de notre démarche de rapprochement avec l'OAH

Le Groupe Polylogis compte parmi les dix principaux acteurs du logement social

Le patrimoine locatif du Groupe s'élève à 96.600 logements au sens de la loi Elan en France, auxquels s'ajoutent les 69.800 lots gérés par Immo de France Paris Ile-de-France.

Le Groupe Polylogis est composé de 19 entreprises filiales aux compétences distinctes complémentaires, regroupées autour de ses valeurs : bienveillance, engagement, agilité, efficience, intégrité, et de ses métiers (annexe 1).

La stratégie de l'Etat est de rationaliser et d'améliorer l'efficience du secteur HLM et du logement social en diminuant les dépenses de l'Etat sur le logement social ; et de regrouper les 750 Organismes de Logements Sociaux : ESH – OPH – Coopératives HLM – SACICAP – SEM Immobilières, qui possèdent 5,6 millions de logements sociaux et logent 17 % de la population française.

La 1ère phase du regroupement du secteur du logement social a été engagée par l'Etat dans le cadre de la loi Elan.

Nos objectifs sont :

1. d'atteindre une première étape de 100.000 logements pour le Groupe Polylogis afin de rester dans les 10 premiers groupes immobiliers du logement social et de l'habitat,
2. de poursuivre notre développement national. Le Groupe Polylogis est présent sur 9 régions : Ile-de-France, Normandie, Hauts-de-France, Pays-de-la-Loire, Occitanie, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté,
3. de mettre à disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et de la Ville d'Auxerre notre force de frappe ainsi que nos compétences dans toutes les activités de l'Habitat et dans les fonctions supports, pour vous accompagner dans votre politique de l'Habitat.

II) Moyens fonctionnels et financiers à mobiliser pour accompagner ces investissements

Le Groupe Polylogis s'engage à accompagner l'OAH et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour mettre en œuvre les projets structurants de la politique d'Habitat.

Nos engagements sur 10 ans :

1. **Réaliser le plan de travaux de l'OAH prévu dans son plan stratégique de patrimoine sur 10 ans.**

Lors de notre réponse à l'appel à manifestation d'intérêt en 2021, nous nous sommes appuyés sur le Plan Stratégique du Patrimoine de l'OAH qui portait sur le plan de travaux de 122 M€ sur 10 ans.

Nous devons actualiser le PSP et le plan de travaux à 10 ans de l'OAH pour déterminer ensemble les montants à investir.

Nous participerons au financement de ce programme par **l'apport de 15 M€ de fonds propres** par une augmentation de capital dès la création de l'ESH.

2. **Mettre en œuvre le plan de développement de l'Habitat à l'échelle de l'Agglomération Auxerroise.**

2.1 : par la diversification de la production de logements.

a. La construction de 80 logements locatifs par an (PLAI, PLUS, PLS, LLI) avec une évolution du coût de 20 à 30 % pour la mise en œuvre de la RE2020 soit un **investissement sur 10 ans de 167 M€.** Le Groupe Polylogis **apporterait à l'ESH 15 % de fonds propres au financement des opérations** pour en assurer l'équilibre financier lors du lancement de l'Ordre de Service de l'opération soit **un apport de 25 M€.**

b. La construction de résidences spécifiques en fonction de la demande. Nous nous engageons à réaliser 2 résidences spécifiques ou l'équivalent de 80 logements par résidence sur les 10 ans, ce qui représente un **investissement de 19 M€. Le Groupe Polylogis apporterait à l'ESH 15 % de fonds propres soit 3 M€**

c. La diversification de l'Habitat par une offre en accession sociale à prix maitrisé et notamment vous accompagner dans le traitement d'un quartier d'Auxerre avec la création de 400 logements. Nous pourrions réaliser avec notre filiale de promotion immobilière LogiCap une vingtaine de logements en accession par an. Sur 10 ans, nous pourrions ainsi **réaliser 160 logements en accession si le marché le permet soit un investissement de 32 M€ avec un apport en fonds propres de 15 % soit 5 M€ dans les SCCV.**

d. L'aménagement : CitAme, notre filiale d'aménagement, pourrait réaliser 2 opérations d'aménagement d'une centaine de droits à construire chacune, soit de l'ordre de 200 droits à construire pour des **dépenses prévisionnelles de 3 M€**. Le Groupe Polylogis apporterait **2 M€ de fonds propres** pour les opérations d'aménagement.

Dans la première offre de 2021, le Groupe Polylogis s'était engagé globalement à réaliser 343 M€ d'investissement dans l'habitat pendant une dizaine d'années. Ce plan sera à actualiser dans le contexte actuel de notre environnement, des marchés de l'habitat et des financements possibles.

Le Groupe Polylogis **contribuerait directement** au financement de ceux-ci à hauteur de **50 M€** (en fonds propres, par augmentation de capital et en apport en compte courant) sur 10 ans, le reste étant financé par nos partenaires bancaires classiques (CDC, Action Logement, Caisse d'Epargne, Groupe Crédit Mutuel Arkéa, Crédit agricole, etc.).

Le Groupe Polylogis a les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre nos engagements (annexe 2).

Le potentiel financier actuel des ESH du Groupe est de 300 M€ (annexe 3). La société mère du Groupe Polylogis, LogiRep est par ailleurs cotée A - par l'agence de notation Fitch.

2.2 : par les moyens fonctionnels.

Le Groupe Polylogis est composé de 19 entreprises filiales aux compétences distinctes complémentaires, et avec ses 1.700 collaborateurs, il offre une gamme complète en matière d'Habitat et de logement.

Les moyens fonctionnels qui pourraient être apportés par le Groupe Polylogis en fonction des besoins exprimés par l'OAH et en complément de ses propres compétences sont :

a. des compétences complémentaires de notre GIE LogiRep-LogiStic au niveau des fonctions supports : ressources humaines, communication, marketing, finances, comptabilité, trésorerie, fiscalité, audit et contrôle, système d'information, digital, juridique et assurances,

b. des compétences diversifiées sur toutes les activités de la filière Habitat : aménagement – construction – développement – promoteur immobilier – propriétaire de patrimoine immobilier locatif – rénovation urbaine – gestionnaire de patrimoine locatif – administrateur de biens et syndic de copropriétés,

c. le Groupe Polylogis, dans le cadre de sa démarche RSE, souhaite améliorer fortement la performance énergétique de ses immeubles afin d'assurer aux locataires un logement correctement chauffé et diminuer leurs charges récupérables de chauffage et d'eau chaude sanitaire. Les ESH LogiRep et TMH sont engagées dans une démarche d'amélioration continue de la performance du système de management de l'énergie, sont certifiées ISO 50001 et peuvent apporter ces compétences à l'OAH.

III) Forme juridique proposée

Nous proposons **le scénario** de **Création d'une ESH (SA HLM) *et fusion/absorption de l'OAH*** dans l'ESH créée sur votre territoire.

a) Une demande d'agrément doit être constituée (voir annexe 4).

Le Groupe Polylogis vous accompagnera pour sa constitution. Le ministère du Logement dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer.

Un avis préalable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement doit être sollicité.

Le capital social à la création pourrait être de 100 k€ (assorti d'une prime d'émission) :

- 49 % Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 51 % Polylogis.

b) Fusion/absorption de l'OAH par l'ESH nouvellement créée. Après fusion, le capital social serait de 30.244 k€ sur la base des comptes financiers 2020 (à actualiser) selon la répartition suivante :

- 14.820 k€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital (apport du patrimoine de l'OAH),
- 15.424 k€ apportés en fonds propres par le Groupe Polylogis : 51 % du capital.

La valorisation de l'OAH sera réalisée conformément à la loi Elan.

IV) Instances mises en place en matière de gouvernance et prise de décisions concernant la politique de gestion et d'investissement sur l'Auxerrois

Les instances en matière de gouvernance et de prise de décisions de l'ESH sur le territoire seront les suivants :

a. Transfert du patrimoine et du personnel par une fusion emportant transmission universelle de patrimoine de l'OAH et de la nouvelle ESH créée.

b. Assurer une gouvernance avec des décisions et des orientations stratégiques locales :
   - un actionnariat de référence (catégorie I) dans un pacte d'actionnaires de référence de 5 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction avec :
     - la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou la Ville d'Auxerre,
     - LogiRep ou une autre société du Groupe Polylogis.

La conclusion d'un pacte d'actionnaires de référence majoritaire entre les deux ou trois partenaires est à rédiger conjointement afin de permettre à la nouvelle ESH son rattachement à une ESH du Groupe Polylogis, et ainsi satisfaire aux exigences de la notion de contrôle de l'article L 233-3 du code de commerce et de L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Dans ce pacte d'actionnaires, nous proposons la mise en place d'un comité de coordination composé des 2 ou 3 actionnaires de référence pour définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de :

- 2 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou la Ville d'Auxerre,
- 3 représentants du Groupe Polylogis.

Un Conseil d'administration composé réglementairement de 18 postes d'administrateurs maximum :

- 3 postes d'administrateurs pour les EPCI,
- 3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires,
- 12 postes d'administrateurs (catégorie I et IV) pour l'actionnariat de référence,
  - 4 postes d'administrateurs pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou la Ville d'Auxerre,
  - 8 postes d'administrateurs pour LogiRep / Polylogis,
- la présidence du Conseil d'administration serait réservée à un candidat proposé par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou la Ville d'Auxerre pour le 1er mandat et ensuite proposé par le pacte d'actionnaires,
- la vice-présidence du Conseil d'Administration serait réservée à un candidat proposé par l'autre partie,
- la direction générale de l'ESH serait proposée au directeur général actuel de l'OAH qui rejoindrait le comité exécutif du Groupe Polylogis.

Les décisions du Conseil d'administration sont locales et dans le Territoire. Le Conseil d'administration décide de la stratégie de la nouvelle ESH, notamment des stratégies de développement, du Plan Stratégique de Patrimoine, de la gestion locative et des services à apporter aux locataires, des attributions, des stratégies financières, des orientations en matière de ressources humaines et de performance de la société, et des systèmes d'informations.

Ces décisions assurent l'autonomie de la nouvelle ESH.

Un comité d'investissement et d'engagement local qui décide de l'engagement des opérations d'investissement ou de désinvestissement qui serait composé de :

- 2 administrateurs de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou ville,
- 2 administrateurs représentant le Groupe Polylogis,
- La Présidente du COMEX Groupe Polylogis,
- Le DG de la nouvelle ESH.

Un comité de concertation locative : maintien des instances de concertation locative existantes.

V) Organisation fonctionnelle sur l'Auxerrois envisagée à court et moyen terme

Nouvelle ESH sur le Territoire.

A court et moyen terme

L'organisation de l'ESH serait celle de l'OAH avec toutes ses instances actuelles, auxquelles nous ajoutons :

a. le comité de coordination du pacte d'actionnaires entre les actionnaires de référence (voir chapitre 4),
b. la participation de 2 administrateurs Polylogis au comité d'investissement et d'engagement de la nouvelle structure ESH,
c. l'apport de compétences complémentaires du Groupe Polylogis dans les fonctions supports et sur toutes les activités de la filière Habitat tel que défini précédemment (titre II) en fonction des besoins.

VI) Devenir des agents de la fonction publique (près de 70 personnes actuellement) dans la future ESH

Dans le cadre du scénario juridique de création d'une nouvelle ESH, nos engagements à l'égard du personnel de l'Office Auxerrois de l'Habitat sont les suivants :

1. Principe de transfert du personnel avec maintien des conditions d'emploi

Le Groupe Polylogis, qui a déjà intégré à diverses occasions du personnel dans le cadre d'opérations de transfert de personnel d'OPH, s'engage à proposer à chaque collaborateur de l'Office Auxerrois de l'Habitat un poste à la hauteur de ses compétences et à leur garantir leur revenu au moment de l'intégration.

C'est dans ce cadre que sera faite une proposition adaptée à la situation de chaque collaborateur de l'OAH en exercice au moment de son transfert.

Outre le rattachement aux dispositions de la convention collective du personnel des SA et fondations d'HLM, les propositions individuelles qui seront faites aux membres du personnel de l'Office Auxerrois de l'Habitat s'appuient sur les principes suivants :

- **le maintien intégral de la rémunération nette annuelle et l'équivalent des avantages acquis,**
- le maintien du statut actuel ou équivalent de droit privé,
- la reprise de l'ancienneté à la date d'entrée à l'Office Auxerrois de l'Habitat,
- le bénéfice des avantages offerts par le Groupe Polylogis en matière de rémunération, de protection sociale et d'opportunités de postes,
- la proposition d'un poste dont le contenu est conforme à l'activité exercée au sein de l'Office Auxerrois de l'Habitat ou qui répond à un souhait éventuel de réorientation vers une autre activité. L'étude d'une éventuelle réorientation professionnelle sera toutefois conditionnée au fait que le membre du personnel de l'Office Auxerrois de l'Habitat

concerné affiche les compétences requises au poste auquel il postule ou puisse y accéder moyennant une action de formation personnalisée que le Groupe Polylogis s'engage à assurer.

2. Situation particulière des agents de la fonction publique

Le personnel bénéficiant du statut d'agent de la fonction publique bénéficiera du même traitement que tous les collaborateurs de l'Office Auxerrois de l'Habitat (cf. ci-dessus « principe de transfert du personnel avec maintien des conditions d'emploi »).

Il pourra en outre, selon les règles de la fonction publique territoriale :

- soit démissionner de la fonction publique pour se faire embaucher en CDI de droit privé selon les mêmes conditions de maintien de rémunération et de localisation,
- soit demander son détachement ou sa mise à disposition par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au sein de l'ESH et bénéficier, pendant cette période, des dispositions équivalentes de droit privé,
- soit solliciter de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois un reclassement au sein de celle-ci. Dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pourra mettre en œuvre un maintien en surnombre.

Les fonctionnaires bénéficieront en outre, du fait des écarts de cotisations salariales entre le secteur privé et le secteur public, du maintien de leur rémunération :

- la rémunération annuelle nette sera maintenue et le rythme de versement des primes sera adapté afin d'être en cohérence avec les pratiques du Groupe Polylogis,
- l'éventuel avantage en nature logement sera conservé au même niveau dans la mesure où l'Office Auxerrois de l'Habitat applique les mêmes dispositions que le Groupe Polylogis (grilles URSSAF),
- l'ESH maintiendra le versement des cotisations retraite du cadre de la fonction publique.

VII) Les spécificités en termes de services et d'innovation, d'accompagnement des habitants et d'habitat à apporter au Territoire

1. Spécificités en matière de services

Gestion de proximité : le maillage territorial est renforcé avec la présence accrue de nos équipes locales (gardiens et employés d'immeuble), au cœur des ensembles immobiliers afin que chaque client locataire dispose d'un interlocuteur privilégié. Le gardien est donc le premier interlocuteur des locataires sur les groupes immobiliers et contribue par ses actions quotidiennes à la qualité de vie.

Polylogis Service Clients : centre de relation clientèle à la disposition des locataires pour le traitement des demandes et des réclamations de premier niveau durant les horaires d'ouverture des bureaux, en complément ou en l'absence du gardien.

LogiRep Secours : astreinte offerte aux locataires pour les urgences en dehors des horaires d'ouverture des bureaux.

Cohéris Mobile : tous les gardiens sont équipés d'un téléphone portable avec l'application « Cohéris », outil multicanal de la relation « clients locataires ». Ainsi, toutes les parties prenantes disposent en temps réel de l'information facilitant la communication et la réactivité dans le traitement des demandes.

Digitalisation : espace locataires à la disposition des clients permettant l'accès direct à des documents administratifs (relevé de compte, avis d'échéance) ou offrant un moyen supplémentaire de règlement pour le loyer via le paiement en ligne.

2. **Spécificités en matière d'innovation au service des habitants**

Résidence intergénérationnelle : conçues pour faire se côtoyer, voire cohabiter des personnes de différentes générations, en suscitant une solidarité. Notre gardien est au service des habitants en qualité de coordinateur de vie sociale.

Exemples d'activités proposées :

- accompagnement, soutien administratif dans les actes de la vie courante si besoin,
- activités physiques légères (type gymnastique douce) dans la salle dédiée,
- ateliers divers dans l'espace commun : cuisine, jeux de société, multimédia, lecture, écriture,
- animations ludiques, festives en lien avec nos partenaires et le CCAS de la Ville,
- projets culturels.

Nouvel Habitat : résolument tournée vers le confort, la qualité de vie et les services en matière de conception des projets de réhabilitation et de construction, la charte « Nouvel Habitat » prévoit nécessairement l'étude de ces prestations pour toutes les résidences :

- des espaces extérieurs,
- des appartements traversants ou à double orientation,
- une attention à la luminosité, l'acoustique et la qualité de l'air,
- des espaces adaptés au télétravail,
- des dispositifs de tri sélectif en cuisine,
- des locaux vélos et mobilités douces sécurisés,
- des stations de recharge des véhicules électriques,
- des zones aménageables pour jardins partagés,
- une terrasse commune, végétalisée ou non.

Le Groupe s'inscrit dans une démarche tournée vers les besoins des clients locataires, qui visent à répondre aux grands enjeux sociaux et environnementaux en proposant des produits logements et services favorisant notamment l'accès à un logement abordable et durable.

Du rôle d'opérateur à celui d'ensemblier - acteur de la ville.

* * *

ANNEXE 1

PRESENTATION

Groupe Polylogis

LogiRep

Groupe Polylogis

5252/5492

SOMMAIRE

1- Présentation du Groupe

2- Evolution de notre environnement

3- Objectifs et stratégie du Groupe

4- Notre expérience en partenariat

5253/5492

1. Présentation du Groupe Polylogis

5254/5492

Le Groupe Polylogis compte parmi les principaux acteurs du logement social.

Le patrimoine locatif du Groupe s'élève à **96.600 logements** au sens de la loi Elan en France répartis sur **9 régions** :

- Île-de-France
- Normandie
- Hauts-de-France
- Pays de la Loire
- Occitanie
- Centre-Val de Loire
- Nouvelle-Aquitaine
- Auvergne-Rhône-Alpes
- Bourgogne-Franche-Comté

Les lots gérés par Immo de France PIDF sont de **69.800 lots.**

Le Groupe Polylogis réunit une palette de compétences complémentaires, au service d'une mission commune d'intérêt général dont l'objectif est d'offrir une gamme globale de logements de qualité pour chaque public dédié (locatif familles, résidences spécifiques, accession sociale, accession à la propriété).

Le Groupe Polylogis est composé de **19 entreprises filiales** aux compétences distinctes complémentaires, regroupées autour de ses valeurs : **bienveillance, engagement, agilité, efficience, intégrité** et de ses métiers.

Notre raison d'être : « Placer l'humain au cœur de l'habitat ».

5255/5492

Implantation du Groupe Polylogis au 31 décembre 2023

Indépendant, le Groupe Polylogis est :

- Aménageur / opérateur urbain
- Constructeur / développeur
- Promoteur immobilier
- Propriétaire de patrimoine immobilier locatif
- Gestionnaire de patrimoine immobilier locatif
- Administrateur de biens et syndic de copropriétés

Il offre des solutions de logements à l'ensemble des habitants et notamment aux ménages aux revenus modestes et faibles.

5257/5492

Le Groupe Polylogis fédère 1 650 collaborateurs engagés dans 4 pôles dédiés.

01

Le pôle « Habitat Social » avec 6 entreprises sociales de l'habitat (LogiRep, TMH, LogiOuest, LogiRys, Scalis, La Thoisseyenne), une société coopérative HLM (SoliLogis), 2 SAC (Logi et DomusNostra) et 1 partenaire stratégique (ESH RLF). Ce pôle compte 96 600 logements locatifs et intègre toutes les activités stratégiques du secteur HLM.

02

Le pôle « Promotion Immobilière » avec 3 sociétés d'accession sociale SACICAP (LogiCap, LogiCap Normandie et SACICAP Le Havre Normandie) et 2 sociétés de promotion immobilière (LogiH, LogiH Normandie).

03

Le pôle « Aménagement » avec une société d'aménagement (CitAme).

04

Le pôle « Services à l'immobilier » avec Immo de France Paris Ile-de-France et CPH, représentant 69 800 lots gérés en syndic de copropriétés et en location. Ses activités stratégiques sont le syndic de copropriétés, l'administration de biens, la transaction, les opérations de marchand de biens et la gestion locative privée.

5258/5492

ORGANIGRAMME
DU GROUPE AU SENS DE LA LOI ELAN

Secteur HLM

Polylogis — Habitat Social

LogiRep ESH	Île-de-France (hors Seine-et-Marne) Normandie
TMH ESH	Seine-et-Marne Occitanie
LogiOuest ESH	Pays de la Loire
Scalis ESH	Centre Val de Loire Nouvelle-Aquitaine
La Thoisseyenne ESH	Auvergne Rhône-Alpes

Logi
SAC
Île-de-France

DomusNostra
SAC
Île-de-France
R.L.F ESH/IDF

Polylogis — Habitat Solidaire

Polylogis — Résidences

SoliLogis
SCIC HLM
Île-de-France et départements limitrophes sous conditions

LogiRys
ESH
Île-de-France
Haute-Normandie
Pyrénées Orientales

Promotion immobilière/ Aménagement

Polylogis — Accession

LogiCap SACICAP	France entière
LogiH SA	France entière
LogiCap Normandie SACICAP	Normandie
LogiH Normandie SA	Normandie Hauts-de-France
SACICAP Le Havre Normandie	Le Havre Normandie

Polylogis — Aménagement

CitAme SAS	France entière

Services à l'immobilier

Polylogis — Administration de biens

Immo de France Paris IDF SA	Île-de-France
CPH Immobilier	Île-de-France

GIE

Polylogis — LogiStic

Mise à jour 25.10.2023

5259/5492

Les 4 atouts du Groupe Polylogis

01

Notre indépendance historique nous laissant le choix de notre stratégie et de nos partenariats.

02

Notre positionnement parmi les grands groupes immobiliers sociaux.

03

Une gamme complète d'habitat et de services à nos clients, particuliers locataires et accédants et collectivités, nous différenciant des autres groupes.

04

Une bonne capacité financière indispensable aujourd'hui pour mener à bien nos missions d'intérêt général et de la réactivité pour mieux répondre aux attentes.

5260/5492

LE GROUPE POLYLOGIS EN CHIFFRES
(DÉCEMBRE 2022)

PATRIMOINE TOTAL (au 31/12/2023)

96 600

Logements répartis sur 20 départements

69 800

Logements gérés par Immo de France PIDF

ENTRETIEN ET AMÉLIORATION DU PATRIMOINE
(avec lots gérés par Immo de France Paris IDF)

DÉPENSES TOTALES

272 M€

CHIFFRE D'AFFAIRES

554 M€

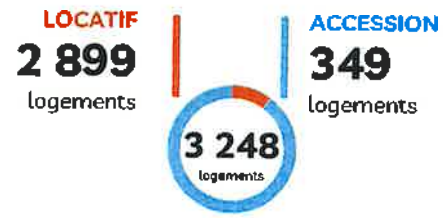
VENTE AUX OCCUPANTS

233

logements

LIVRAISONS

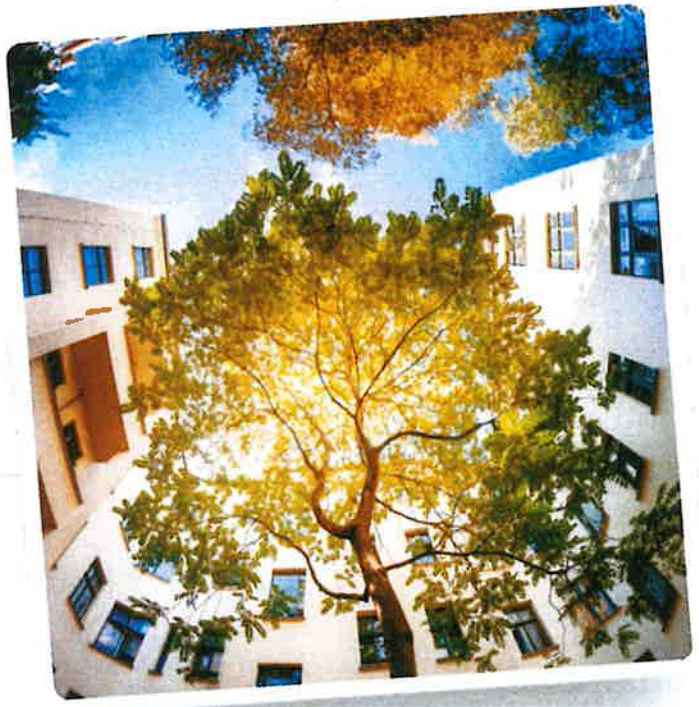
LOGEMENTS EN CONSTRUCTION



RESSOURCES HUMAINES **1 650** collaborateurs

5261/5492

2. Evolution de notre environnement et du secteur HLM



5262/5492

La stratégie de l'Etat pour le secteur HLM a été de :

1. **Réduire** le coût du logement social dans les comptes du logement de l'Etat (41,6 milliards d'€ en dépenses annuelles) :

   - ✓ Réduire le coût du logement social par les prélèvements (RLS – CGLLS) sur les Organismes de Logement Social (6 % des loyers pour les ESH du Groupe) depuis 2018.

   - ✓ Prélever 1,3 milliard d'€ en 2021, 300 millions d'€ en 2022, 150 millions d'€ en 2023, chez Action Logement et réformer celui-ci.

   - ✓ Réformer les APL par la prise en compte des ressources des ménages des 12 derniers mois. Economie de 1,1 milliard d'€ sur le budget APL.

5263/5492

2. **Transformer** le modèle économique du logement social en demandant aux Organismes de Logement Social de vendre davantage de patrimoine du parc social HLM aux occupants ou vente en bloc.

3. **Regrouper** les Organismes de Logement Social gérant moins de 12.000 logements pour rationaliser le secteur. L'ex-ministre du logement Benoist Apparu voulait des groupes d'au moins 100.000 logements pour les ESH.

5264/5492

3. Objectifs et stratégie du Groupe Polylogis

5265/5492

1. Rester indépendant

des grands actionnaires : Action Logement, CDC Habitat, Caisse d'Epargne, etc.

Poursuivre les alliances et les partenariats stratégiques.

Rester dans les 10 premiers groupes immobiliers issus de l'Habitat Social.

5266/5492

2. Développer

La construction neuve à 1.700 logements neufs par an.

- 1.350 logements locatifs (très sociaux, sociaux, familiaux, intermédiaires, résidences spécifiques).
- 350 logements en accession à la propriété (accession sociale et accession).

Résidences Les Bergères et Panorama à Puteaux.

Territorialement, en complétant notre présence territoriale (Bourgogne, Franche-Comté).

5267/5492

3. Valoriser et adapter
notre patrimoine locatif

1, 7 milliards d'euros sur 10 ans seront investis sur le patrimoine : entretien courant, gros entretien, réhabilitation, rénovation énergétique, résidentialisation, etc.

25 projets de rénovation urbaine à réaliser dans les 10 ans (2.400 logements à démolir) ANRU et hors ANRU.

10 projets d'aménagement sur le foncier du Groupe (démolition de 1.300 logements et construction de 4.200 logements diversifiés locatif et accession) grâce à notre filiale CitAme.

CitAme
Groupe PolyLogis

5268/5492

Zoom sur 2 projets d'aménagement

Les Clayes-sous-Bois (78)

- Réhabilitation de 325 logements : façades, ITE, rénovation intérieure des logements et parties communes.
- Résidentialisation en 9 îlots, sécurisation des parkings, reprise de tous les espaces extérieurs publics ou privés.
- Création de voiries publiques traversantes.
- Démolition de 2 bâtiments (91 logements).
- Construction de 35 logements locatifs sociaux, de 20 logements en bail réel et solidaire, de 127 logements en accession à la propriété.

CitAme
Groupe PolyLogis

5269/5492

Groupe Polylogis

Avant.....

5270/5492

Après.....

Résidences de l'Avre

Polylogis | CitAme

La résidence de l'Avre se transforme

Le groupe Polylogis opère une véritable métamorphose de la résidence de l'Avre en passant par l'amélioration de l'habitat et la transformation du quartier en un véritable lieu de vie qualitatif et convivial.

OBJECTIFS :

LOGEMENTS EXISTANTS 1
Rénover les logements et parties communes

STATIONNEMENT SECURISÉ 2
Améliorer le stationnement

ESPACES EXTERIEURS 3
Aménager des espaces verts de qualité

CONSTRUCTIONS NEUVES 4
Possibilité pour les locataires **d'accéder à la propriété**

DEMOLITION 5
Démolition avec un **relogement tenant compte des besoins des familles**

5271/5492

Résidences de l'Avre
Polylogis Groupe
CitAme
La résidence de l'Avre se transforme
Programmes neufs de qualité comprenant :
logements en accession à la propriété, logements sociaux, logements en Bail Réel et Solidaire (BRS). Tous avec des parkings souterrains sécurisés.
Soit 15% de logements supplémentaires au sein du nouveau quartier proposant une offre attractive et de qualité aux locataires et futurs acquéreurs.
Démolition de 27 logements
Bât 1
82 logements accession libre
Accession au prix du marché
Bât 9
Démolition de 64 logements
45 logements accession libre
Accession au prix du marché
20 logements BRS
Offre d'acquisition (sous conditions de ressources) aux locataires prioritairement concernés par la démolition.
Prix d'acquisition 40% plus bas que le prix du marché neuf
35 logements sociaux
pour le relogement des familles concernées par la démolition

5272/5492

Résidence Les Fauvettes Neuilly-sur-Marne (93)

- Réhabilitation de 60 logements avec ajouts de balcons, rénovation thermique, réhabilitation des logements et parties communes.
- Démolition de 140 logements.
- Construction de 44 logements locatifs sociaux.
- Construction de 313 logements en accession.
- Création d'espaces paysagers qualitatifs (moins d'espaces imperméabilisés, maintien de la moitié des arbres existants et remplacement des arbres coupés au double).

CitAme
Groupe PolyLogis

5273/5492

Groupe Polylogis

Avant.....

5274/5492

Après.....

5275/5492

Groupe Polylogis

5276/5492

4. Vendre

De l'ordre de 330 logements par an aux occupants dans le cadre du parcours résidentiel ou en bloc à d'autres bailleurs sociaux.

350 logements neufs par an en accession à la propriété.

5277/5492

5. Augmenter la satisfaction
de nos clients locataires et accédants

Par un renforcement de notre gestion de proximité.

Par une meilleure performance de nos activités.

Par le développement de l'offre globale de nos logements et de nos services.

5278/5492

6. Mettre en œuvre
notre projet d'entreprise CŒUR HABITAT 2030

sur nos six engagements

Satisfaire nos clients (réactivité).

Accompagner nos clients dans leur parcours de vie (proactivité).

Promouvoir le savoir-faire du Groupe comme opérateur global de l'habitat.

Être un acteur de la transition écologique.

Faire des collaborateurs des acteurs de la marque employeur (attractivité - intégration).

Faire de chacun la clé de nos réussites (fidélisation - bien-être).

5279/5492

7. Produits logements et services

Le Groupe Polylogis développe de **nouvelles activités** (aménagement, logements de sortie d'hébergement, résidences sociales et intergénérationnelles, administration de biens, transaction, etc.).

Le Groupe Polylogis développe de **nouveaux services** répondant aux besoins des clients locataires.

Par exemple pour les séniors - Livraison d'une résidence gérée directement par LogiRep (Pavillons-sous-Bois 93) – Livraison d'une nouvelle résidence (Neuilly-sur-Marne 93) – Développement dans l'Indre d'une expérience de coordinateur de vie auprès des séniors.

5280/5492

Zoom sur les résidences spécifiques du Groupe Polylogis

143 résidences spécifiques représentant 10 739 logements.

Les ESH du Groupe sont propriétaires des murs, mis dans la majorité des cas à disposition de sociétés ou d'associations spécialisées.

- 51 résidences pour étudiants, chercheurs et jeunes actifs.
- 40 résidences pour personnes âgées (EHPAD, résidence autonomie, etc.).
- 27 résidences pour personnes handicapées (FAM, MAS, foyer de vie, etc.).
- 11 résidences accueillant des publics fragiles (pension de famille, résidence accueil, résidence hôtelière à vocation sociale, etc.).
- 4 autres résidences (gens du voyage, centre de formation, travailleurs migrants),
- En complément, le Groupe a construit et gère également une dizaine de gendarmeries ainsi que des logements destinés aux pompiers.

5281/5492

Résidences étudiantes

- Le Port Marly (78) – Résidence "Alfred Sisley"
- 256 logements sur 2 résidences
- Gestionnaire ARPEJ

Résidences chercheurs

- Champs-sur Marne (94)
- 99 logements
- Gestionnaire Suites Etudes

5282/5492

Résidences séniors avec services

- Les Pavillons-sous-Bois (93) - Résidence « Les Chemins des Roseaux »
- 91 logements
- Gestion directe

5283/5492

Etablissements pour personnes âgées autonomes

- Résidence Autonomie
- Avon-Fontainebleau (77) - Résidence « Jean Fontenelle »
- 76 logements - 86 places
- Gestion directe

Etablissements pour personnes âgées dépendantes

- EHPAD
- Courbevoie (92)
- 94 chambres
- Gestion par Solemnes

5284/5492

Résidences pour personnes handicapées

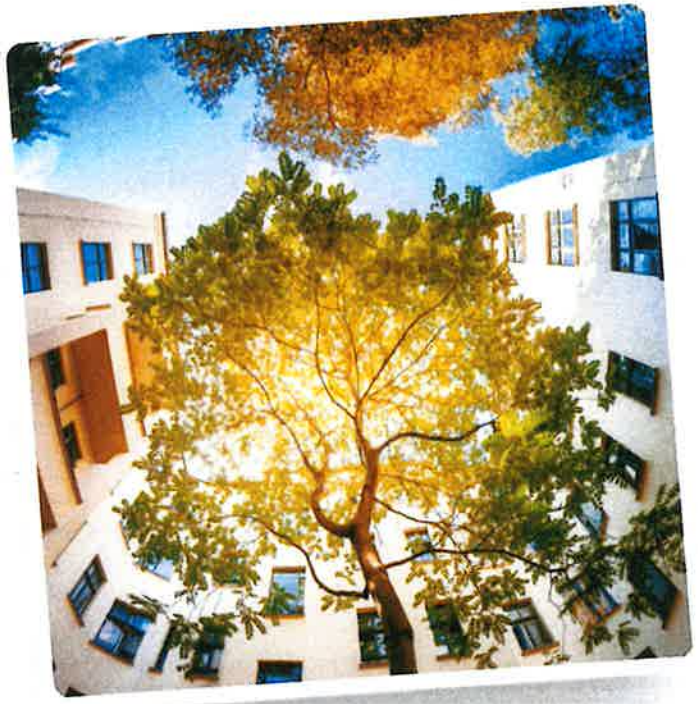
- Foyer d'accueil médicalisé
- Meaux (77) - Résidence « Pierre Floucault »
- 51 logements
- Gestion par l'Association des Paralysés de France

Résidences sociales

- Résidence sociale
- Bobigny (93) - Résidence « Aux rives de l'Ourcq »
- 25 logements
- Gestion par l'association « Vivre et devenir » Villepinte - Saint Michel

5285/5492

4. Notre expérience réussie en partenariat stratégique



5286/5492

Groupe Polylogis

30 ANS D'EXPERTISE EN PARTENARIAT STRATÉGIQUE, EN REPRISE DE PATRIMOINE ET DE SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

1994 **Patrimoine du GAN 744 logements (9 sites - 5 communes)**
Reprise sous bail emphytéotique en 1994. En 2011, **rachat du patrimoine** en pleine propriété.
Ce patrimoine était, au moment de sa reprise, réservé aux salariés du GAN. Les négociations ont été menées avec le Comité d'entreprise du GAN. LogiRep a été retenue dans la mesure où elle s'est engagée à préserver l'occupation sociale de ce patrimoine et à le réserver aux salariés du GAN. Les engagements ayant été respectés, le patrimoine lui a été transféré en pleine propriété en 2011.

2002 **Patrimoine de l'OPHLM de Rosny-sous-Bois (93) - 1 029 logements**
Reprise sous bail emphytéotique (durée 55 ans). Cette reprise a permis la réhabilitation de plus de 400 logements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.

2005 **Patrimoine de la SEM Levallois Habitat (92) - 1 437 logements**
Reprise sous bail emphytéotique (durée 20 ans). De 2011 à 2014 : rachat progressif en pleine propriété.

2006 **Patrimoine de l'OGIF à Noisy-le-Sec (93) - 862 logements**
Transfert du patrimoine Ces logements, sociaux de fait, ont été conventionnés par LogiRep qui a mené plusieurs projets complets de réhabilitation (démolition, reconstruction) couplés avec la réalisation de programmes en accession sociale afin de favoriser la mixité.
TRANSFERT DE PATRIMOINE: ALIANCE - NOISY-LE-SEC - ICADE
Le transfert de ces patrimoines a permis leur réhabilitation et leur amélioration avec une gestion de proximité et des attributions de logements répondant aux
exigences des collectivités.

2008 **Patrimoine du collecteur ALIANCE - 435 logements (12 villes - 21 sites)**
Transfert du patrimoine Ce transfert a donné toute satisfaction au réservataire dans le cadre du financement qui lui avait été donné par les entreprises.
Des travaux importants ont été faits depuis, à la grande satisfaction des locataires.

2010 **Patrimoine ICADE - 3 202 logements (10 villes - 13 sites) - Reprise de 30 collaborateurs**
Transfert du patrimoine Réhabilitation et rénovation progressive de l'ensemble de ce patrimoine.
Nombre de logements reprise ICADE : 2008 : « Les Godardes » 48 logements / 2010 : « Pompidou » 180 logements

5287/5492

2015 **Alliance stratégique avec l'Esh scalis** (11 000 logements – Région Centre-Val de Loire / Aquitaine Limousin Poitou-Charentes)

2017 **Joinville-le-Pont Habitat - 1 435 logements familles et 74 logements foyers pour personnes âgées**
Transfert du patrimoine - Egalement activité de syndic pour les 5 ensembles en copropriété et 2 AFUL.

2018 **Prises de participation majoritaire dans 2 SACICAP (Sacicap de Rouen et Sacicap Eure-et-Dieppe)**
Développement d'une activité d'accession à la propriété, volet complémentaire à nos métiers de base. Ces opérations permettent au Groupe d'exercer des activités de syndic de copropriétés et d'administration de biens par le biais d'IMMO DE FRANCE NORMANDIE.

2019 **Prise de participation majoritaire dans la SACICAP AIPAL intervenant en région Île-de-France**
Cette opération a permis au Groupe Polylogis d'exercer des activités de syndic de copropriétés et d'administration de biens en région Île-de-France par le biais d'IMMO DE FRANCE PARIS ÎLE-DE-FRANCE. Ces structures sont notamment spécialisées dans le syndic de copropriétés dégradées ou en difficulté.

2020 **ESH LA THOISSEYENNE :** prise de participation de 40% dans un pacte d'actionnaires pour accompagner le développement de l'habitat en région Auvergne – Rhône-Alpes

2021 **OPH de THIAIS :** Fusion-absorption par LogiRep (680 logements).
ESH RLF (11.169 logements) : création d'une SAC DomusNostra avec les actionnaires de RLF en Ile-de-France.

2022 **CPH :** participation majoritaire dans l'activité « Transactions ».

2023 **Prise de participation majoritaire dans la SACICAP Le Havre Normandie**
SEMIPFA (SEM immobilière) : fusion-absorption par LogiRep (1 509 logements à Tremblay-en-France).

5288/5492

Annexe 2

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

LA POSTE

416051 19507 8373
C90 1/ 1 19

SD : 863003456377 76V

Banque de France
Service des Entreprises

Référence du courrier :
COTATION393542428

GROUPE LOGIREP
MME ELKAIM KARINE
127 RUE GAMBETTA
92150 SURESNES

Le 29 octobre 2023

Madame,

La Banque de France recense un certain nombre d'informations concernant les entreprises et leurs dirigeants. Ces renseignements permettent notamment de réaliser des études sur la situation financière des entreprises françaises, de fournir des éléments d'analyse pour les opérations de refinancement des établissements de crédit auprès des Banques Centrales dans le cadre de l'Eurosystème, d'apprécier la qualité des créances portées par ces derniers sur les entreprises au regard des exigences prudentielles. À partir de ces informations la Banque de France attribue une cotation aux entreprises et un indicateur à leurs dirigeants. La cotation peut ainsi s'appuyer sur l'analyse des documents comptables consolidés d'un groupe.

La cotation attribuée par la Banque de France exprime de façon synthétique une appréciation sur le risque de crédit présenté par le groupe, évalué à partir de l'ensemble des informations économiques et financières recueillies : derniers documents comptables disponibles, évolutions de l'environnement, perspectives … La cotation exprime la capacité du groupe à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon d'un à trois ans. Elle est composée d'une cote d'activité et d'une cote de crédit. Leur signification est consultable sur notre site internet https://entreprises.banque-france.fr/info, également accessible via le flashcode ci-après.

À la suite du dernier examen de la situation de votre groupe, nous vous informons que nous lui avons attribué **la cotation B1**.

La cotation du groupe est généralement prise en compte dans celle attribuée aux filiales du périmètre de consolidation après étude de leur situation individuelle.

Nous vous rappelons que la cotation qui vous a été attribuée par la Banque de France est destinée aux entités limitativement énumérées à l'article L144-1 du Code monétaire et financier, adhérentes au Fichier Bancaire des Entreprises - Fiben, à titre confidentiel et pour leur strict usage professionnel.

La réglementation applicable exige que la cotation attribuée par la Banque de France ne soit pas diffusée ou rendue accessible au public. La Banque de France n'a pas le statut d'agence de notation et n'agit pas en cette qualité en attribuant la cotation.

Votre cotation ne doit donc faire l'objet d'aucune publicité de votre part, quel qu'en soit le moyen ou support (par voie d'affichage, publication dans la presse ou sur un site Internet etc.) ni être diffusée à une liste d'abonnés.

Seule est permise une communication de votre cotation au cas par cas à un nombre limité de tierces personnes à titre strictement confidentiel, et sans que ces tierces personnes puissent rendre publique ou diffuser la cotation à leur tour. Dans ce cadre, votre cotation ne peut être communiquée que pour un usage au cas par cas strictement limité au domaine financier.

Il vous appartient donc d'assurer le respect des conditions de confidentialité ci-dessus, notamment en prenant les mesures contractuelles appropriées.

Nous appelons votre attention sur le fait que votre cotation a vocation à être modifiée à tout moment ; par conséquent, son utilisation à des fins commerciales peut conduire à la communication d'informations caduques ou erronées qui peut être assimilée à de la publicité mensongère.

La Banque de France ne saurait encourir aucune responsabilité liée à l'utilisation, non conforme aux règles ou principes rappelés ci-dessus, de la cotation qui vous a été attribuée, en particulier si le tiers destinataire de votre cotation ne respectait pas ses engagements de confidentialité.

Votre chargé de dossier se tient à votre disposition pour organiser si besoin un entretien au cours duquel vous pourrez obtenir toutes les explications que vous souhaitez. Enfin, en cas d'éléments nouveaux impactant la situation de votre entreprise, nous vous invitons à les porter à la connaissance de votre chargé de dossier qui procédera, le cas échéant, à un réexamen de celle-ci.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur,
Jean-Pascal PREVET

La cotation - Indicateur dirigeant

Nouvelle échelle de cotation

Conformément au règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n° 78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation et d'opposition aux données à caractère personnel vous concernant contenues dans Fiben. Vous pouvez exercer vos droits en vous rendant dans une unité de la Banque de France ou en adressant votre demande à l'adresse postale ou électronique précisée dans ce courrier

Vous disposez de la faculté de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

La Banque de France a désigné un délégué à la protection des données, dont les coordonnées sont : 1200-DPD-delegue-ut@banque-france.fr.

Annexe 3

PLAN STRATÉGIQUE A MOYEN TERME GROUPE

2023 - 2028

Groupe Polylogis

1.1.1.1 Prévisionnel financier à 5 ans

La simulation financière consolidée du Pôle ESH (hors SoliLogis) est présentée ci-dessous (en k€ courants) :

Patrimoine locatif logements et foyers	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Livraisons et acquisitions (y compris fusion-absorption)	2 596	932	1 456	1 863	1 322	1 219	9 388
- Ventes	- 519	- 648	- 219	- 428	- 363	- 284	- 2 461
- Démolitions	- 45	- 688	- 610	- 433	- 111	- 527	- 2 414
Patrimoine logements et équiv logts au 31/12	**84 455**	**84 051**	**84 678**	**85 680**	**86 528**	**86 936**	**86 936**

Exploitation	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Loyers patrimoine de référence Théorique lgts	401 967	417 743	427 989	437 073	445 018	453 070	2 582 860
Structures collectives	38 308	39 332	40 044	40 446	40 769	41 189	240 088
Autres	22 424	22 709	23 507	23 969	24 328	24 694	141 630
Impact des Ventes et Démolitions	- 980	- 6 899	- 12 356	- 17 556	- 21 640	- 25 358	- 84 790
Impact des Travaux	0	0	392	1 661	2 826	4 234	9 114
Loyers des Opérations nouvelles (y cis lots annexes)	3 552	8 729	19 710	32 406	43 495	51 744	159 636
Perte de loyers / vacance logements	- 17 203	- 17 696	- 16 384	- 15 718	- 14 838	- 13 795	- 95 634
Total loyers quittancés avant RLS (logts, foyers et annexes)	**448 067**	**463 918**	**482 902**	**502 280**	**519 958**	**535 779**	**2 952 904**
Total RLS	- 19 103	- 19 688	- 20 704	- 21 407	- 22 090	- 21 668	- 125 660
Total loyers quittancés nets de RLS (logts, foyers et annexes)	**428 964**	**444 230**	**462 197**	**480 873**	**497 868**	**513 111**	**2 827 244**
Annuités Patrimoine de référence	- 186 498	- 189 587	- 183 529	- 179 239	- 174 942	- 167 858	-1 081 653
Incidence des Ventes et Démolitions sur les annuités	70	920	1 399	2 534	2 623	2 682	10 229
Annuités des Travaux & Renouvlt de Composants	- 725	- 5 308	- 10 108	- 18 727	- 25 517	- 31 092	- 91 477
Annuités des Opérations nouvelles	- 2 410	- 7 920	- 15 976	- 23 423	- 30 519	- 36 672	- 116 921
Total annuités emprunts locatifs	**- 189 563**	**- 201 896**	**- 208 214**	**- 218 854**	**- 228 355**	**- 232 940**	**-1 279 821**
TFPB	- 50 506	- 52 477	- 54 444	- 56 289	- 57 459	- 58 290	- 329 465
Maintenance du parc (y compris régie)	- 60 855	- 60 702	- 62 343	- 63 165	- 63 740	- 64 887	- 375 692
Couts des Impayés	- 4 095	- 4 229	- 4 406	- 4 569	- 4 718	- 4 832	- 26 849
Charges non récupérées	- 5 241	- 5 495	- 5 152	- 5 011	- 4 791	- 4 549	- 30 240
Marge brute locative	**118 703**	**119 432**	**127 638**	**132 985**	**138 806**	**147 613**	**785 177**
Marge brute des autres activités	1 681	4 132	10 569	5 147	5 732	10 781	38 042
Personnel (corrigé du personnel de régie)	- 56 997	- 59 811	- 60 723	- 62 775	- 63 985	- 65 366	- 369 657
Frais de gestion, autres charges et autres charges financières	- 58 041	- 57 108	- 58 384	- 59 304	- 60 516	- 61 596	- 354 943
Production immobilisée	6 625	7 202	7 413	7 663	7 995	8 239	45 137
Autres produits courants	6 474	5 625	5 281	5 334	5 359	5 407	33 479
Cotisations CGLLS et ANCOLS	- 8 130	- 8 454	- 11 722	- 12 074	- 12 163	- 13 106	- 65 649
Produits financiers	6 581	5 701	5 711	5 574	5 264	5 328	34 160
Autofinancement courant	**16 896**	**16 724**	**25 784**	**22 550**	**26 491**	**37 300**	**145 745**
Eléments exceptionnels d'autofinancement	9 265	7 028	7 497	8 604	7 410	6 389	46 193
Autofinancement net	**26 161**	**23 752**	**33 281**	**31 154**	**33 901**	**43 689**	**191 937**

Evolution structure financière	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Autofinancement net	26 161	23 752	33 281	31 154	33 901	43 689	191 937
Remboursement emprunts non locatifs	- 31 076	- 2 056	- 2 091	- 2 156	- 2 214	- 2 255	- 41 848
Produits de cession	28 704	37 890	22 309	24 229	30 279	31 205	174 617
Fonds propres investis en travaux	- 25 143	- 24 744	- 35 437	- 27 116	- 20 685	- 18 211	- 151 336
Fonds propres investis en démolitions	- 370	- 9 387	- 7 992	- 4 001	- 35	- 2 016	- 23 800
Fonds propres investis en opérations nouvelles	- 38 824	- 38 522	- 51 738	- 73 333	- 63 896	- 33 769	- 300 082
Autres var pot Fi y compris provisions, dette IComp et ACNE	- 2 709	- 2 176	- 5 080	- 1 683	- 5 008	- 5 294	- 21 945
Potentiel financier à la livraison 31/12	**300 109**	**284 866**	**238 118**	**185 213**	**157 560**	**170 910**	**170 910**
Prov (PGE, IDR, SWAP) et dette IComp	47 316	46 610	47 914	48 800	49 675	50 278	290 593
Dépôts de Garantie	30 022	29 897	30 125	30 716	31 236	31 133	183 128
FdR long terme à la livraison 31/12	**877 448**	**361 372**	**316 156**	**264 729**	**238 471**	**252 321**	**252 321**
Autofinancement net en % des produits d'activités et financiers	5,8%	5,1%	6,8%	6,2%	6,5%	8,0%	6,4%
FDR long terme en €/logt et equiv logts	4 469	4 299	3 734	3 090	2 756	2 902	2 902
Annuité / loyer	-44%	-45%	-45%	-46%	-46%	-45%	-45%
Taux de vacance moyen (perte de loyers sur logts vacants)	-3,7%	-3,7%	-3,3%	-3,0%	-2,8%	-2,5%	-3,1%

Annexe 6

Projet de loi de décentralisation

Le deuxième projet de loi évoqué par Elisabeth Borne sera *« un projet de loi de décentralisation »,* présenté au printemps prochain et dont l'objectif consistera à donner plus de *« leviers aux maires »,* de nouveaux outils pour maîtriser le foncier et, enfin, plus d'autonomie dans l'attribution de logements sociaux. Afin de trouver des positions communes avec les représentants des collectivités territoriales, Christophe Béchu et Patrice Vergriete ont ouvert ce vendredi 8 décembre les concertations en vue de ce projet de loi. L'AMF, Intercommunalités de France, l'APVF, France Urbaine, l'ADF, l'ARF, Villes de France et l'Association des Maires Ruraux, ont annoncé qu'elles y participeront.

Néanmoins, et alors que les collectivités territoriales tirent cette semaine la sonnette d'alarme sur la dégradation de leurs ressources en raison notamment de la crise dans le secteur du logement, aucune annonce ne laisse entrevoir à ce stade le déblocage de crédits supplémentaires pour l'endiguer, ou à tout le moins, la compenser.

Source :

entreprises sociales habitat
Flash Info
Actualités institutionnelles du 8 décembre 2023 n° 33

ANNEXE 4

Annexe :
Comment fonctionne une SA HLM ?

La société anonyme d'habitations à loyer modéré

1. Le régime juridique

Les textes applicables :
Articles L422-2 et suivants du Code de la construction et de l'habitation
Article R.422-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation

A. Statuts des SA HLM

Les SA HLM sont des sociétés de capitaux dont les actionnaires sont, entre autres, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organismes industriels ou financiers et dont la création nécessite l'agrément du ministre chargé de la construction (CCH, art. L. 423-5 et R. 422-16). Ces sociétés commerciales à vocation sociale sont régies par des dispositions largement dérogatoires au droit commun des sociétés commerciales. Elles poursuivent un but lucratif limité.

Les SA HLM se présentent comme des entreprises opérant dans le champ de l'habitat social et bénéficient à ce titre d'avantages.

La loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1er août 2003 (L.n° 2003-710 : Journal Officiel 2 Août 2003) a réorganisé le fonctionnement interne de ces sociétés en renforçant le poids des collectivités territoriales et des locataires dans les instances décisionnelles.

Selon les dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article L. 422-5 du Code de la construction et de l'habitation :
- d'une part, les sociétés d'habitations à loyer modéré doivent être agréées par décision administrative (agrément du ministre chargé de la construction et de l'habitation après avis du conseil départemental de l'habitat (CCH, art. R. 422- 16).
- d'autre part, leurs statuts contiennent des clauses conformes aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'État.

B. Compétences

L'objet des sociétés anonymes HLM, défini par l'article L. 422-2 du Code de la construction et de l'habitation, figure en annexe à l'article R. 422-1 du même code.

Il résulte de la lecture de cette clause type, devant obligatoirement être insérée dans les statuts de la société, que les activités ouvertes à ces organismes sont limitatives mais nombreuses.
En effet, les sociétés anonymes HLM sont principalement orientées vers la réalisation et la gestion de logements locatifs sociaux avec une compétence en matière d'accompagnement social. Elles ont également la capacité d'aménageur et de lotisseur.

Elles peuvent également réaliser par voie de convention, une opération de restructuration urbaine.

L'accession à la propriété sociale ne leur est ouverte qu'à titre complémentaire.

C. Fonctionnement

Actionnariat

La loi du 1er août 2003 (CCH, art. L. 422-2-1) et son décret d'application du 1er juillet 2004 (CCH, art.
R. 422-2-1) ont réorganisé l'actionnariat des sociétés anonymes HLM, jusque-là très dispersé, en quatre catégories d'actionnaires :

- un actionnaire de référence, qui détient la majorité du capital : collectivités territoriales et leurs établissements publics, associés de l'union d'économie sociale du logement (UESL) collecteurs du 1 % patronal, organismes financiers entre autres ; si nécessaire, l'actionnaire de référence peut être constitué d'un groupe de deux ou trois actionnaires, liés entre eux par un pacte emportant les effets prévus à l'article 1134 du Code Civil, et s'exprimant d'une seule voix dans les assemblées générales de la SA HLM.
- les collectivités territoriales et leurs établissements publics qui n'ont pas la qualité d'actionnaires de référence : communautés de communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, communautés urbaines et d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle, départements et régions sur le territoire desquels la SA HLM possède des logements ;
- les représentants des locataires, élus sur des listes de candidats présentés par des associations œuvrant dans le domaine du logement ;
- les personnes morales autres que l'actionnaire de référence et les personnes physiques, ces dernières ne pouvant détenir au total plus de 5% du capital.

Chaque catégorie d'actionnaires est représentée aux assemblées générales des actionnaires, sans qu'il y ait nécessairement proportionnalité entre la quotité de capital détenu et le nombre de droits de vote.

Administration

- Organes de direction et de gestion

Les sociétés anonymes HLM peuvent être administrées, dans les conditions prévues par le Code du commerce, soit par un conseil d'administration, soit par un directoire et un conseil de surveillance (CCH, art. L. 422-5-1).

La composition de ces organes fait cependant l'objet d'aménagements réglementaires.

Le conseil d'administration ou le conseil de surveillance doit comprendre trois membres nommés sur proposition des établissements publics et des collectivités territoriales constituant la deuxième catégorie d'actionnaires prévue à l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation. L'un ou l'autre de ces conseils doit également comprendre en son sein trois représentants des locataires élus par ces derniers.

- Organes de délibération

Pour l'application de l'article L. 422-2-1 du CCH qui prévoit la répartition du capital des SA HLM entre 4 catégories d'actionnaires, les articles R. 422-1-1 et R. 422-1-2 du CCH résultant de l'article 1er du décret organisent la répartition des voix en assemblées générales selon les principes suivant :

- les actionnaires disposent d'un total de voix représentant dix fois le nombre des actions de la société, de sorte que chaque actionnaire puisse disposer d'au moins une voix ;

Modalités d'interventions des SA HLM

Les marchés conclus par les SA HLM sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics (CCH, art. L. 433-1). L'ordonnance met en place des règles de publicité et de mise en concurrence préalables.

2. Le régime fiscal

Les SA HLM sont exonérées de l'impôt sur les sociétés au titre des activités rattachées au« service d'intérêt général » (SIEG) suivantes :
- les opérations réalisées au titre du service d'intérêt général défini à l'article L. 411-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
- les produits engendrés par les locaux annexes et accessoires des ensembles d'habitations mentionnés à l'article L. 411-1 du même code, à la condition que ces locaux soient nécessaires à la vie économique et sociale de ces ensembles ;
- les produits financiers issus du placement de la trésorerie des organismes HLM.

La fraction du bénéfice provenant d'activités autres est en revanche soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.
Les SA HLM sont, en matière de gestion financière et comptable, soumis soit aux règles applicables aux sociétés anonymes de « droit commun ».

3. Les modalités de contrôle

Les SA HLM font l'objet de multiples contrôles spécifiques s'exerçant dès la création du groupement (Agrément).

Puis, tout au long de son existence, la SA sera soumise au contrôle de l'Administration : contrôles dits "sur pièces" et "sur place" (CCH, art. L. 451-1). Ces contrôles ont pour fonction de vérifier l'emploi conforme à leur objet des subventions, prêts ou avantages consentis par l'État et le respect par les organismes contrôlés des dispositions législatives et réglementaires qui régissent leur mission de construction et de gestion de logement social. L'administration peut aussi procéder à une évaluation d'ensemble de l'activité consacrée à cette mission, dans ses aspects administratifs, techniques, sociaux, comptables et financiers (CCH, art. L. 451-1).

Ce contrôle est mené par l'ANCOLS ; celle-ci est chargée du contrôle de toute société, association, collectivité ou organisme, quel qu'en soit le statut, exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux.

Le Code de la construction et de l'habitation ouvre en outre aux collectivités territoriales concernées le droit de faire contrôler les opérations et les écritures des SA HLM bénéficiaires d'avances ou garantie d'emprunt, selon des modalités fixées par l'article R. 451-4 du Code de la construction et de l'habitation.

Le droit de contrôle est également ouvert aux départements et aux Chambres de Commerce et d'industrie, quand elles ont accordé des avantages similaires aux SA HLM (CCH, art. L. 451-6).
Les SA HLM sont, comme toutes sociétés anonymes, contrôlées par un Commissaire aux Comptes désigné pour 6 ans.

Tableau récapitulatif

	Détention du capital	Règles de répartition des pouvoirs Droits de vote à l'Assemblée Générale (non proportionnels au capital détenu)		Répartition des sièges au CA ou CS
Catégorie 1 Actionnaire(s) de Référence	50 % des actions plus une Les collectivités locales ne peuvent détenir + des 2/3. Les OPH doivent détenir au moins 50 % (principe d'interdiction de participer au capital d'une société à majorité privée)..	Au moins 50 % plus 1 voix et au plus les 2/3 moins 1 voix **(avec les actionnaires de la 4ème catégorie)** Les droits de vote sont plafonnés au % de capital détenu Si plusieurs actionnaires, ils s'expriment d'une seule voix à l'AG dans le cadre d'un pacte signé entre les actionnaires de référence		Libre
Catégorie 2 : Collectivités territoriales non actionnaires de référence	1 action au moins	Au moins 10 % des voix et au plus 40 % moins une voix	Ensemble, es deux catégories doivent totaliser 1/3 + 1 voix	3 sièges au plus
Catégorie 3 : Représentants élus par les locataires	3 actions au moins	Au moins 10 % des voix et au plus 40 % moins une voix.		3 sièges à l'AG comme au CA.
Catégorie 4 : Autres actionnaires	1 action au moins	Le solde restant à attribuer après les 3 premières catégories. Pas de minimum et au plus 1/6 des voix moins 2		libre
Dont personnes physiques	5 % au plus du capital	Pas de minimum et au plus 5% au plus des voix		1 au moins (président, sauf cas des collectivités présidents

Rappel :
Le nombre total de voix dont dispose l'ensemble des actionnaires est égal à 10 fois le nombre des actions de la SA HLM, de sorte que chaque actionnaire puisse disposer d'au moins une voix.

Annexe constitution d'une SA HLM

Article R422-16 du CCH

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2020

Modifié par Décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019 - art. 8 (V)

Conformément aux articles L. 422-4 et L. 422-5, les sociétés d'habitations à loyer modéré et sociétés de vente d'habitations à loyer modéré doivent être agréées par le ministre chargé de la construction et de l'habitation après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

Un arrêté du ministre chargé du logement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément, qui comprend notamment des informations sur la société ainsi que sur son activité. Le ministre dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer.

Les clauses types sont approuvés par décret en Conseil d'Etat.

Conformément à l'article 19 du décret n° 2019-1379 du 18 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 10 janvier 2020 fixant le contenu du dossier de demande d'agrément des sociétés d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation

NOR : *TERL1920214A*

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2019-929 du 3 septembre 2019 relatif aux sociétés de vente d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 422-4 du code de la construction et de l'habitation et aux autres organismes privés d'habitations à loyer modéré,

Arrête :

Art. 1er. – Lorsqu'en application de l'article R. 422-16 du code de la construction et de l'habitation, une société anonyme d'habitations à loyer modéré sollicite l'agrément mentionné à l'article L. 422-5 du même code, le dossier présenté à l'appui de sa demande comporte notamment les pièces suivantes :

1° Les statuts de la société ;

2° La délibération des instances dirigeantes sollicitant l'agrément prévu à l'article L. 422-5 ;

3° La dénomination du ou des actionnaires constituant l'actionnaire de référence mentionné au 1° du I de l'article L. 422-2-1, le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire constituant l'actionnaire de référence et, s'il en a été conclu un, le pacte d'actionnaire prévu au II du même article ;

4° La dénomination des autres actionnaires de la société et le nombre d'actions détenues par chacun, ces actionnaires étant classés selon les catégories prévues aux 2°, 3° et 4° du I de l'article L. 422-2-1 du même code lorsqu'ils sont connus ;

5° La composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance et le procès-verbal de l'assemblée générale ayant désigné leurs membres ;

6° Une copie de l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement concerné par la demande d'agrément saisi par ses soins ;

7° Le projet d'entreprise comprenant notamment le programme d'investissement, ainsi qu'une projection financière à dix ans. En l'absence d'activité locative sociale au sens du neuvième alinéa de l'article L. 411-2 du CCH, la projection peut être limitée à 5 ans ;

8° Les comptes annuels des trois dernières exercices clos, sauf si la société a été créée plus récemment ou est en voie de constitution.

Art. 2. – Lorsqu'en application de l'article R. 422-16 du code de la construction et de l'habitation, une société anonyme coopérative de production d'habitations à loyer modéré sollicite l'agrément mentionné à l'article L. 422-5 du même code, le dossier présenté à l'appui de sa demande comporte les pièces 1°, 2° et 5° à 8° mentionnées à l'article 1er.

Le dossier doit également comporter un document récapitulant la répartition des parts sociales et des droits de vote entre associés coopérateurs et associés non coopérateurs.

Art. 3. – Lorsqu'en application de l'article R. 422-16 du code de la construction et de l'habitation, une société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré sollicite l'agrément mentionné à l'article L. 422-5 du même code, le dossier présenté à l'appui de sa demande comporte les pièces 1°, 2° et 5° à 8° mentionnées à l'article 1er.

Le dossier doit également comporter un document récapitulant la répartition des parts sociales des associés par catégorie et la répartition des voix.

Art. 4. – Lorsqu'en application des articles R. 422-3, R. 422-4 et R. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, une société d'habitations à loyer modéré sollicite l'extension géographique de son agrément mentionné à l'article L. 422-5 du même code, le dossier présenté à l'appui de sa demande comporte notamment les pièces mentionnées aux 2°, 6°, 7° et 8° de l'article 1er.

Art. 5. – Le dossier de demande d'agrément est adressé à l'autorité administrative compétente.

Art. 6. – Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 10 janvier 2020.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'habitat,
de l'urbanisme et des paysages,
F. ADAM

ANNEXE 5

Proposition 2024 : Exemple de calendrier

Calendrier de fusion OPH / SA HLM

Dans ce cadre d'un projet de fusion nous vous prions de trouver, ci-joint, un exemple des étapes et calendrier d'une opération de fusion.

Actes ou étapes de l'opération	Calendrier
Information du CA et du CSE de l'OPH OAH sur le projet de fusion avec une ESH à constituer	Point de départ
Consultation des CSE (Chez OPH et LOIGREP) sur le projet de fusion, ses modalités et ses conséquences sur le personnel *A anticiper* : choix d'un scénario sur l'harmonisation des accords-collectifs et sécurisation des personnels	2 mois

5304/5492

Délibérations des collectivités devant devenir actionnaires de l'ESH à constituer sur leur prise de participation et sur le pacte d'actionnariat de référence	2 mois
Avis du CRHH sur le projet de constitution de l'ESH	Dépend de la fréquence des CRHH Environ 3 mois
Agrément de l'ESH par le Ministre du Logement et immatriculation de l'ESH	3 mois à compter du dossier complet déposé + 1 mois maximum pour l'immatriculation
Information du conseil d'administration ou de surveillance de la SA HLM et de l'OPH sur le projet de fusion OAH/ESH	2 mois
Requête auprès du président du tribunal de commerce en vue de la désignation d'un ou plusieurs commissaires à la fusion (art. L. 236-10 I. C. com.)	1 mois

5305/5492

Délibération de la Communauté d'Agglomération sur le projet de fusion et les opérations en capital corrélatives	2 mois

Communication du projet de fusion au CA de l'OPH et au CA de la SA HLM	1 mois
Avis du du CRHH sur le projet de fusion : - Objectifs stratégiques OPH OAH /SA HLM sur le territoire, la Ville - Ressources Humaines - Gestion locative - CUS pour l'OPH / avenant pour CUS la SA HLM...	3 mois
Nomination par ordonnance du président de tribunal de commerce d'un ou deux commissaires à la fusion	15 jours / 3 semaines
CA de la SA HLM (convocation de l'AGE) et CA de l'OPH sur le projet de fusion et les opérations en capital corrélatives	2 mois
<u>Signature du projet de fusion</u> Dépôt au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège de chaque entité (art. L. 236-6 al. 2 C. com.) Communication aux commissaires à la fusion d'un exemplaire	10 jours
Envoi des premiers éléments en vue de la demande d'autorisation d'augmentation de capital de Logirep au préfet de département (dans l'attente du PV de l'AGE)	10 jours
Publication du projet de fusion dans un journal d'annonces légales (art. R. 236-2 al. 1er C. com.)	1 mois

5306/5492

Dépôt au siège social du rapport des commissaires à la fusion	
Mise à la disposition des futurs actionnaires, au siège social de la SA d'HLM, des documents visés à l'article R. 236-3 du code de commerce	
Information obligatoire des locataires de l'OPH et de la SA HLM sur le projet de fusion	1 Mois
Délibération du CA de l'OPH pour approbation de la fusion	15 jours
Délibération de l'AGE de la SA d'HLM absorbante : approbation de la fusion et augmentation de capital nécessaire à la réalisation des apports, sous condition suspensive de l'autorisation d'augmentation de capital	15 jours
Demande d'autorisation d'augmentation de capital de la SA d'HLM au préfet de département (Art. R422-1, annexe 19, clause-type 5 du CCH) *Envoi du PV d'AGE pour finaliser le dossier transmis*	
Autorisation de l'augmentation de capital de la SA d'HLM par le préfet du département du siège de la SA	2 mois
Arrêté préfectoral prenant acte de la fusion	1 mois

5307/5492

Enregistrement **Etablissement et signature des déclarations de conformité (art. L. 236-6 al. 3 C. com.)** **Dépôt au greffe du tribunal** de commerce **des documents** relatifs à **la fusion,** à l'augmentation de capi**tal de la société** absorbante **et à la** disparition de l'OPH OAH.	2 mois

5308/5492

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DE LA 21ème DELIBERATION
DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 21 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
Le vingt-et-un juin,
A dix heures trente,

Les membres du Conseil de Surveillance de la SA d'HLM LogiRep se sont réunis au siège social de la Société sis 127 rue Gambetta à (92150) Suresnes physiquement et/ou à distance en visioconférence.

Membres du Conseil de Surveillance présents :

- Monsieur Michel PELISSIER, Président du Conseil de Surveillance
- Monsieur Michel QUATRE, Vice-Président du Conseil de Surveillance *(visioconférence)*
- Polylogis SAS, représenté par Monsieur Jean-François DUPUIS
- Caisse d'Epargne Ile de France, représentée par Monsieur Sébastien de VANSSAY *(visioconférence)*
- Crédit coopératif, représenté par Monsieur Eric GAZAILLE *(visioconférence)*
- APASLOG, représenté par Monsieur David GUILHOURRE
- Madame Raphaëlle GILABER *(visioconférence)*
- Monsieur Joël CHARTAGNAC
- Madame Catherine AUBEY-BERTHELOT
- DELTA DORE FINANCE, représenté par Monsieur Pascal PORTELLI *(visioconférence)*
- Monsieur Jean-Luc GARCIA *(visioconférence)*
- Monsieur Samir RHAZZOUL, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires
- Madame Amal BOUARGUE, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires
- Monsieur Dominique CLAUDIUS-PETIT, Censeur

Membres absents et excusés n'ayant pas donné pouvoir :

- Conseil Départemental des Hauts de Seine, représenté par Madame Agnès POTTIER-DUMAS
- Métropole Rouen Normandie, représentée par Madame Charlotte GOUJON
- Etablissement Public Territorial Plaine Commune, représenté par Monsieur Adrien DELACROIX
- Crédit Mutuel ARKEA, représenté par Monsieur Philippe MENIGOZ
- Monsieur Marcel MENDY, membre du Conseil de Surveillance représentant des locataires

Assistent également à la réunion :

- Madame Karine JULIEN-ELKAÏM, Présidente du Directoire,
- Monsieur Jean-Pierre COMTE, Président de Polylogis SAS
- Monsieur Jean-Christophe PICHON, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Cédric LORET, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Franck GIROUARD, Directeur Juridique Groupe, Secrétaire du Conseil
- Monsieur Said EL ATFI, Juriste Groupe
- Madame Corinne MARTIAL représentant le Cabinet Fiduciaire Expertise Conseil, Commissaire aux Comptes
- Monsieur Cyril HERVE, représentant le Cabinet GRANT THORNTON, Commissaire aux Comptes

- **Les représentants du Comité Social et Economique** :
  - Madame Farida DJARBOUB
  - Madame Claudine NEMA
  - Monsieur Nadir BENMOHAMED

Le Président, constatant que plus de la moitié des membres du Conseil de Surveillance est présente, déclare que le Conseil est régulièrement constitué et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

.../...

8. Projet de rapprochement du Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) avec l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) : délibération de principe

.../...

* * *

.../...

8. Projet de rapprochement du Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) avec l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH)

Le Président donne la parole à Madame Karine JULIEN ELKAÏM.

1 - Contexte de l'opération

En 2021, le Groupe POLYLOGIS et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, collectivité de rattachement de l'Office Auxerrois de l'Habitat, organisme HLM détenant et gérant près de 6.000 logements locatifs sociaux situés sur le département de l'Yonne avaient initié des pourparlers sans que cela n'aboutisse.

Partant du constat que l'Office ne saurait pas engager seul le développement de l'habitat sur le territoire auxerrois, l'office et sa collectivité de rattachement étudient depuis plusieurs mois des scenarios d'évolution stratégique de l'Office permettant non seulement de mettre en œuvre le projet de territoire 2021-2031 « Transformons l'Auxerrois » adopté par la communauté d'agglomération et mais également d'inscrire l'OPH dans une dynamique de regroupement telle qu'insufflée par la loi ELAN.

C'est dans ce contexte que des échanges ont repris fin 2023 avec le groupe POLYLOGIS sur la base d'un renouvellement de l'intérêt de POLYLOGIS à accompagner la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois en lien avec l'OAH.

2 - Présentation de l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat

L'OAH a été créé par décret le 16 février 1930. Il est aujourd'hui office public de l'habitat, organisme HLM, tout comme les ESH, soumis aux mêmes dispositions du Code de la construction et de l'habitation. Il dispose de 6 000 logements.

Son patrimoine est réparti comme suit :

- 5.958 logements en gestion locative sur 31 communes de l'Yonne
- 227 logements foyers
- 89 locaux commerciaux, associatifs et professionnels

Les principales missions et activités de l'OPH sont :

- La construction locative ou location-accession
- La gestion des logements (locative, technique, financière, sociale)
- L'acquisition-amélioration de bâtiment en vue de leur aménagement en logements
- La réhabilitation du patrimoine existant
- L'accession à la propriété
- La résidentialisation
- La conduite d'opération pour le compte de collectivités locales ou d'établissements publics
- La démolition

3 - Partenariat stratégique Polylogis / OAH

En matière de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise, le partenariat permettrait de diversifier la production de logements sur ledit territoire.

Il serait proposé :

- La construction sur le territoire de l'Auxerrois de 800 logements construits sur 10 ans : PLAI, PLUS, PLS, PLI, LLI, résidences séniors et étudiantes etc ;
- La réhabilitation d'ici fin 2023 des logements de l'OAH afin de résorber les logements classés E F G et en adéquation avec la loi climat et résilience du 22 août 2021 ;
- Finaliser les opérations lancées sur la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de l'ANRU sur le quartier Sainte Geneviève/les Brichères et les Rosoirs à Auxerre tel que défini par la convention NPNRU signée le 02 juin 2023 ;
- D'avoir un opérateur en capacité d'intervenir au sein des 29 communes dans le cadre du PLUi HM afin d'accompagner la revitalisation des centre-bourgs (dents creuses et réhabilitation du patrimoine) ;
- D'avoir un opérateur en capacité d'accompagner les communes dans leurs opérations d'aménagement privées et sociales.

Lors de notre réponse à l'appel à manifestation d'intérêt en 2021, le groupe POLYLOGIS s'était appuyé sur le Plan Stratégique du Patrimoine de l'OAH qui portait sur le plan de travaux de 122 M€ sur 10 ans.

Il conviendra d'actualiser le PSP et le plan de travaux à 10 ans de l'OAH pour déterminer les montants à investir.

Pour mémoire, en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt en 2021, le Groupe Polylogis s'était engagé globalement à réaliser 343 M€ d'investissement dans l'habitat pendant une dizaine d'années. **Ce plan sera à actualiser dans le contexte actuel de notre environnement, des marchés de l'habitat et des financements possibles.**

Le Groupe Polylogis a les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre ses engagements.

Ainsi, il est prévu que les parties prenantes concluent un protocole au plus tard fin 2024 un protocole de partenariat qui déterminera les modalités financières et juridiques du partenariat stratégique.

4 - Montage juridique privilégié

Le scénario de création d'une ESH (SA HLM) suivie d'une fusion/absorption de l'OAH dans l'ESH créée sur le territoire est privilégié.

Le Groupe Polylogis accompagnera les parties prenantes pour la constitution de la nouvelle ESH. Le ministère du Logement dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer. Un avis préalable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement de la région Bourgogne Franche Comté doit être sollicité.

Concrètement et pour illustration, le capital social à la création pourrait être de 100 k€ (assorti d'une prime d'émission) :

- 49 % Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 51 % Polylogis (LogiRep et Scalis).

Concrètement et pour illustration (en se basant sur les comptes 2020 de l'OPH), le capital social de l'ESH serait 30 244 k€ selon la répartition suivante :

- 14 820 k€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital (apport du patrimoine de l'OAH),
- 15 424 k€ apportés en fonds propres par le Groupe Polylogis : 51 % du capital.

Pour le calcul du rapport d'échange dans le cadre de l'opération de fusion-absorption, la « valorisation » de l'OAH sera réalisée conformément aux dispositions impératives de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

5 - Quelle gouvernance pour la nouvelle ESH à constituer ?

La Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS (Scalis et LogiRep) seraient actionnaires de référence de l'ESH, conformément à l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation et liés par un pacte d'actionnaires permettant à la Communauté de l'Auxerrois de porter les grandes décisions stratégiques et d'assurer la bonne gouvernance de l'entité dans l'intérêt du projet de territoire et permettant à la nouvelle ESH d'être rattachée au Groupe Polylogis au sens des articles L 233-3 du Code de Commerce et L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Dans le pacte d'actionnaires de référence, il serait mis en place un **comité de gouvernance** composé des 3 actionnaires de référence chargé de définir les grandes orientations stratégiques de l'ESH composé comme suit :

- 3 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 3 représentants du Groupe Polylogis.

Les modalités de fonctionnement et de décision seront à préciser dans le pacte d'actionnaires.

6 - Planning prévisionnel

1. Information des CSE des trois organismes HLM en **juin 2024** (le, 17 juin pour LogiRep, Scalis et l'OAH).
2. Dans sa séance du **21 juin 2024**, le conseil de surveillance de Logirep devra délibérer pour approuver le principe d'étude du partenariat stratégique.
3. Dans sa séance du **27 juin 2024**, le conseil communautaire de l'Auxerrois devra délibérer pour approuver le principe de la poursuite des travaux et des études en vue de définir le cadre du partenariat stratégique.
4. Dans sa séance du **28 juin 2024**, le conseil d'administration de Scalis devra délibérer pour approuver le principe d'étude du partenariat stratégique.
5. Le CSE de l'OAH délibère le 11 juillet, et le Conseil d'Administration de l'OAH le **12 juillet** prochain.
6. **Second semestre 2024** : Approbation du protocole de partenariat décidé par les instances décisionnelles de :
   a. L'Agglomération de l'Auxerrois lors d'un conseil communautaire,
   b. L'OAH lors d'un conseil d'administration,
   c. Le Groupe Polylogis (LogiRep et Scalis) lors des conseils de surveillance et d'administration,

   Délai maximum fin 2024.
7. Création d'une nouvelle ESH : **délai maximum 30 juin 2025**.
8. Fusion absorption de l'OAH dans la nouvelle ESH : **délai maximum : 31 décembre 2025**.
9. Fonctionnement de la nouvelle ESH : **1er janvier 2026**.

Le Conseil de Surveillance de LogiRep approuve, à l'unanimité, la poursuite des négociations entre le Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) dans le cadre d'un partenariat stratégique sur la base des éléments ci-dessus exposés.

Fait à Suresnes, le 30 septembre 2024
Pour extrait certifié conforme à l'original

Franck GIROUARD
Directeur Juridique Groupe
Secrétaire de Séance

Groupe Polylogis | LogiRep

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DE LA 22ème DELIBERATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 25 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
Le vingt-cinq septembre,
A neuf heures trente,

Les membres du Conseil de Surveillance de la SA d'HLM LogiRep se sont réunis au siège social de la Société sis 127 rue Gambetta à (92150) Suresnes physiquement et/ou à distance en visioconférence.

Membres du Conseil de Surveillance présents :

- Monsieur Michel QUATRE, Vice-Président du Conseil de Surveillance
- Polylogis SAS, représenté par Monsieur Jean-François DUPUIS *(visioconférence)*
- Crédit Mutuel ARKEA, représenté par Monsieur Philippe MENIGOZ
- APASLOG, représenté par Monsieur David GUILHOURRE
- Madame Raphaëlle GILABER *(visioconférence)*
- Monsieur Joël CHARTAGNAC
- Madame Catherine AUBEY-BERTHELOT
- DELTA DORE FINANCE, représenté par Monsieur Pascal PORTELLI *(visioconférence)*
- Monsieur Jean-Luc GARCIA *(visioconférence)*
- Monsieur Marcel MENDY, membre du Conseil de Surveillance représentant des locataires
- Monsieur Samir RHAZZOUL, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires
- Madame Amal BOUARGUE, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires

Membres absents et excusés ayant donné pouvoir :

- Monsieur Michel PELISSIER, Président du Conseil de Surveillance, ayant donné pouvoir à Monsieur Michel QUATRE, Vice-Président du Conseil de Surveillance
- Caisse d'Epargne Ile de France, représentée par Monsieur Sébastien de VANSSAY, ayant donné pouvoir à Madame Catherine AUBEY-BERTHELOT
- Conseil Départemental des Hauts de Seine, représenté par Madame Agnès POTTIER-DUMAS, ayant donné pouvoir à Monsieur Joël CHARTAGNAC

Membres absents et excusés n'ayant pas donné pouvoir :

- Crédit coopératif, représenté par Monsieur Eric GAZAILLE
- Métropole Rouen Normandie, représentée par Madame Charlotte GOUJON
- Etablissement Public Territorial Plaine Commune, représenté par Monsieur Adrien DELACROIX
- Monsieur Dominique CLAUDIUS-PETIT, Censeur

Assistent également à la réunion :

- Madame Karine JULIEN-ELKAÏM, Présidente du Directoire,
- Monsieur Jean-Christophe PICHON, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Cédric LORET, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Franck GIROUARD, Directeur Juridique Groupe, Secrétaire du Conseil
- Monsieur Said EL ATFI, Juriste Groupe
- Monsieur Jean-François MAGAT, représentant le Cabinet FIDUCIAIRE EXPERTISE AUDIT, Commissaire aux Comptes
- Monsieur Christian BANDE, représentant le Cabinet GRANT THORNTON, Commissaire aux Comptes *(visioconférence)*

- **Les représentants du Comité Social et Economique** :
  - Madame Claudine NEMA
  - Monsieur Nadir BENMOHAMED
  - Monsieur Jean-Marc ZAMOUR

Le Vice-Président, constatant que plus de la moitié des membres du Conseil de Surveillance est présente, déclare que le Conseil est régulièrement constitué et peut valablement délibérer.

Le Vice-Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

.../...

4. Rapprochement Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH)

.../...

* * *

.../...

4 Rapprochement Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH)

Le Vice-Président donne la parole à Monsieur Jean-Christophe PICHON pour présenter aux membres du Conseil de Surveillance l'état d'avancement du partenariat stratégique entre l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat, LogiRep et Scalis.

1 - Contexte de l'opération

Il est rappelé que le Comité stratégique Groupe a été saisi du dossier ***dès 2021***. Il a confirmé tout l'intérêt de poursuivre les négociations avec l'Office Auxerrois de l'Habitat et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois contribuant au double objectif de croissance externe et de continuité territoriale du Groupe.

Une rencontre a eu lieu en octobre 2023 à Auxerre réunissant d'un côté le Maire / Président, le DGS et le Directeur de cabinet ainsi que Monsieur Michel PELISSIER, Madame Karine JULIEN-ELKAIM et Monsieur Jean-Christophe PICHON, pour nous annoncer que l'Agglomération voulait mettre en œuvre le partenariat stratégique avec le Groupe Polylogis.

Nous avons confirmé de nouveau notre intention de partenariat stratégique par une lettre d'intérêt confirmée en date du 1er février 2024, et le Conseil de Surveillance du 21 juin 2024 dernier, a approuvé la poursuite des négociations entre le Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH).

A titre accessoire, il a été demandé à LogiRep une participation de principe dans la création d'une SEM de revitalisation du centre-ville en partenariat avec l'agglomération et la CDC, à hauteur de 50 000 euros représentant 2,5 % du capital.

L'Agglomération de l'Auxerrois, l'OAH, LogiRep et Scalis ont ***délibéré favorablement en juin et juillet 2024*** pour la poursuite du partenariat stratégique.

Les CSE des OLS (OAH, LogiRep et Scalis) ont été informés une 1ère fois du ***projet*** en juin 2024.

Par ailleurs, une réunion s'est tenue le 24 septembre en vue de finaliser :

- ***le protocole d'accord,***
- ***les statuts de la nouvelle ESH*** « Bourgogne-Franche Comté »,
- ***le pacte d'actionnaires*** (Agglomération de l'Auxerrois, LogiRep et Scalis),
- ***et le rétroplanning prévisionnel.***

Les documents finalisés seront présentés pour décision des instances décisionnelles (Agglomération de l'Auxerrois, OAH, LogiRep et Scalis) avant fin 2024.

Les CSE de l'OAH, de LogiRep et Scalis ont été saisis d'un avis consultatif les 9 et 10 octobre 2024 pour un rendu des avis avant la fin de l'année.

2 - Montage juridique proposé

Le scénario de création d'une ESH (SA HLM) et fusion/absorption de l'OAH dans l'ESH créée sur le territoire est retenu.

a) Une demande d'agrément doit être constituée

Le Groupe Polylogis accompagnera pour sa constitution. Le ministère du Logement dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer.
Un avis préalable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement doit être sollicité.

Le capital social à la création pourrait être de 100 k€ (assorti d'une prime d'émission) :

- 49 % Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 51 % Polylogis.

b) Fusion/absorption de l'OAH par l'ESH nouvellement créée

Après fusion, le capital social serait de 30 244 k€ sur la base des comptes financiers 2020 (à actualiser) selon la répartition suivante :

- 14 820 k€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital (apport du patrimoine de l'OAH),
- 15 424 k€ apportés en fonds propres par le Groupe Polylogis : 51 % du capital.

La valorisation de l'OAH sera réalisée conformément à la loi Elan.

3 - Gouvernance de la nouvelle ESH créée

Les instances en matière de gouvernance et de prise de décisions de l'ESH sur le territoire seront les suivantes :

a. Transfert du patrimoine et du personnel par une fusion emportant transmission universelle de patrimoine de l'OAH et de la nouvelle ESH créée.

b. Assurer une gouvernance avec des décisions et des orientations stratégiques locales :
   - un actionnariat de référence (catégorie I) dans un pacte d'actionnaires de référence de 5 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction avec :
     - ✓ la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
     - ✓ LogiRep (10 424 k€ de capital) et Scalis (5 000 k€ de capital).

La conclusion d'un **pacte d'actionnaires de référence majoritaire** entre les trois partenaires est à rédiger conjointement afin de permettre à la nouvelle ESH son rattachement à une ESH du Groupe Polylogis, et ainsi satisfaire aux exigences de la notion de contrôle de l'article L 233-3 du Code de Commerce et de L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Dans ce pacte d'actionnaires, nous proposons la mise en place d'un **comité de gouvernance** des actionnaires de référence composé des 3 actionnaires de référence pour définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de :

- ***3 représentants de la Communauté d'Agglomération*** de l'Auxerrois,
- ***3 représentants du Groupe Polylogis***.

Les modalités de fonctionnement et de décision sont précisées dans le pacte d'actionnaires. A toute fin, si un désaccord devait être constaté dans le comité de gouvernance, l'actionnaire majoritaire remporterai la décision à toute fin.

Un conseil d'administration composé réglementairement de 18 postes d'administrateurs maximum :

- 12 postes d'administrateurs (catégorie I et IV) pour l'actionnariat de référence,
- 5 postes d'administrateurs pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,

- 7 postes d'administrateurs pour LogiRep et Scalis,
- 3 postes d'administrateurs pour les EPCI, départements et autres collectivités
- 3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires
- la présidence du conseil d'administration serait réservée à un candidat proposé par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour le 1er mandat et ensuite proposé par le pacte d'actionnaires,
- la vice-présidence du conseil d'administration serait réservée à un candidat proposé par l'autre partie,
- la direction générale de l'ESH serait proposée au directeur général actuel de l'OAH qui rejoindrait le comité exécutif du Groupe Polylogis.

Les décisions du conseil d'administration sont locales et dans le territoire. Le conseil d'administration décide de la stratégie de la nouvelle ESH, notamment des stratégies de développement, du Plan Stratégique de Patrimoine, de la gestion locative et des services à apporter aux locataires, des attributions, des stratégies financières, des orientations en matière de ressources humaines et de performance de la société, et des systèmes d'informations.
Ces décisions assurent l'autonomie de la nouvelle ESH.

Un comité d'investissement et d'engagement local qui décide de l'engagement des opérations d'investissement ou de désinvestissement qui serait composé de :

- 2 administrateurs de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 2 administrateurs représentant le Groupe Polylogis,
- La présidente du COMEX Groupe Polylogis,
- Le directeur général de la nouvelle ESH.

Un comité de concertation locative : maintien des instances de concertation locative existantes.

4 - Planning prévisionnel

1	Avis consultatif des CSE	novembre 2024
	Décisions (protocole d'accord / statuts / pacte d'actionniares)	décembre 2024
2	Avis consultatif CRHH Bourgogne-Franche-Comté	1er semestre 2025
	Création "Nouvelle ESH"	Maxi juin 2025
3	Décisions Agglomération de l'Auxerrois / OAH / LogiRep / Scalis et "Nouvelle ESH" sur le traité de fusion	juin 2025
4	Fusion-absorption de l'OAH dans la "Nouvelle ESH"	Maxi fin décembre 2025
5	Fonctionnement de la "Nouvelle ESH"	1er janvier 2026

Le Conseil de Surveillance approuve, à l'unanimité, les modalités de rapprochement et le protocole de partenariat stratégique entre le Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), et mandate le Directoire à l'effet de finaliser le protocole et ses annexes.

(Annexe 4 - Protocole de partenariat stratégique)

.../...

Fait à Suresnes, le 5 novembre 2024
Pour extrait certifié conforme à l'original

Franck GIROUARD
Directeur Juridique Groupe
Secrétaire de Séance

Groupe Polylogis | LogiRep

EXTRAIT PROCES-VERBAL DE LA 23ème DELIBERATION
DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 20 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
Le vingt décembre,
A neuf heures trente,

Les membres du Conseil de Surveillance de la SA d'HLM LogiRep se sont réunis au siège social de la Société sis 127 rue Gambetta à (92150) Suresnes physiquement et/ou à distance en visioconférence.

Membres du Conseil de Surveillance présents :

- Monsieur Michel PELISSIER, Président du Conseil de Surveillance
- Monsieur Michel QUATRE, Vice-Président du Conseil de Surveillance *(visioconférence)*
- Polylogis SAS, représenté par Monsieur Jean-François DUPUIS
- Crédit coopératif, représenté par Monsieur Eric GAZAILLE *(visioconférence)*
- Crédit Mutuel ARKEA, représenté par Monsieur Philippe MENIGOZ
- APASLOG, représenté par Monsieur David GUILHOURRE
- Madame Raphaëlle GILABER *(visioconférence)*
- Monsieur Joël CHARTAGNAC *(visioconférence)*
- Madame Catherine AUBEY-BERTHELOT
- DELTA DORE FINANCE, représenté par Monsieur Pascal PORTELLI *(visioconférence)*
- Monsieur Marcel MENDY, membre du Conseil de Surveillance représentant des locataires
- Monsieur Samir RHAZZOUL, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires
- Monsieur Dominique CLAUDIUS-PETIT, Censeur

Membres absents et excusés ayant donné pouvoir :

- Caisse d'Epargne Ile de France, représentée par Monsieur Sébastien de VANSSAY, ayant donné pouvoir à Monsieur Philippe MENIGOZ
- Conseil Départemental des Hauts de Seine, représenté par Madame Agnès POTTIER-DUMAS, ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-François DUPUIS
- Monsieur Jean-Luc GARCIA, ayant donné pouvoir à Monsieur Michel PELISSIER

Membres absents et excusés n'ayant pas donné pouvoir :

- Métropole Rouen Normandie, représentée par Madame Charlotte GOUJON
- Etablissement Public Territorial Plaine Commune, représenté par Monsieur Adrien DELACROIX
- Madame Amal BOUARGUE, membre du Conseil de Surveillance représentante des locataires

Assistent également à la réunion :

- Madame Karine JULIEN-ELKAÏM, Présidente du Directoire,
- Monsieur Jean-Christophe PICHON, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Cédric LORET, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire
- Monsieur Franck GIROUARD, Directeur Juridique Groupe, Secrétaire du Conseil
- Monsieur Said EL ATFI, Juriste Groupe
- Monsieur Jean-François MAGAT, représentant le Cabinet FIDUCIAIRE EXPERTISE AUDIT, Commissaire aux Comptes
- Monsieur Christian BANDE, représentant le Cabinet GRANT THORNTON, Commissaire aux Comptes

Les représentants du Comité Social et Economique :

- Madame Farida DJARBOUB
- Madame Claudine NEMA
- Monsieur Nadir BENMOHAMED
- Monsieur Jean-Marc ZAMOUR

Le Président, constatant que plus de la moitié des membres du Conseil de Surveillance est présente, déclare que le Conseil est régulièrement constitué et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

.../...

6. Rapprochement Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH)

.../...

* * *

.../...

6. Rapprochement Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH)

Le Président donne la parole à Madame Karine JULIEN-ELKAÏM, Monsieur Jean Christophe PICHON, et Monsieur Franck GIROUARD sur le volet juridique, qui présentent aux membres du Conseil de Surveillance l'état d'avancement du partenariat stratégique entre l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat, LogiRep et Scalis.

1 - Contexte de l'opération

Il est rappelé que le Comité stratégique Groupe a été saisi du dossier ***dès 2021***. Il a confirmé tout l'intérêt de poursuivre les négociations avec l'Office Auxerrois de l'Habitat et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois contribuant au double objectif de croissance externe et de continuité territoriale du Groupe.

Une rencontre a eu lieu en octobre 2023 à Auxerre pour nous annoncer que l'Agglomération voulait mettre en œuvre le partenariat stratégique avec le Groupe Polylogis.
Nous avons confirmé de nouveau notre intention de partenariat stratégique par une lettre d'intérêt confirmée en date du 1er février 2024.

L'Agglomération de l'Auxerrois, l'OAH, LogiRep et Scalis ont ***délibéré favorablement en juin et juillet 2024*** pour la poursuite du partenariat stratégique.

Les CSE de l'OAH, de LogiRep et Scalis ont été saisis pour avis consultatif. ***Les CSE de LogiRep et Scalis ont rendu un avis consultatif favorable***. Le CSE de l'OAH doit rendre son avis avant le 12 décembre 2024.

Par ailleurs, des réunions se sont tenues en vue de finaliser :

- ***le protocole d'accord,***
- ***les statuts de l'ESH Aux Logis*** (Bourgogne-Franche Comté),
- ***le pacte d'actionnaires*** (Agglomération de l'Auxerrois, LogiRep et Scalis),
- ***et le rétroplanning prévisionnel.***

Le Conseil de Surveillance a donné son accord une 1ère fois le 25 octobre 2024.

La signature du protocole d'accord et ses annexes est prévue ce jour, cet après-midi 20 décembre à Auxerre.

2 - Partenariat stratégique Polylogis / OAH

Le maire / président de l'Agglomération, a retenu le scénario de création d'une SAHLM et de transfert de l'OAH par fusion et transmission universelle du patrimoine (TUP). Ce scénario était celui retenu par le président et le directeur général de l'OAH.

Le projet stratégique de l'ESH **AuxR Logis** et du Groupe Polylogis en matière d'habitat sur le territoire se détaille de la façon suivante.
Le Groupe Polylogis s'engage à accompagner l'OAH et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour mettre en œuvre les projets structurants de la politique d'habitat.

Rappel de nos engagements sur 10 ans :

1. Réaliser le plan de travaux de l'OAH prévu dans son plan stratégique de patrimoine sur 10 ans

Lors de notre réponse à l'appel à manifestation d'intérêt en 2021, nous nous sommes appuyés sur le Plan Stratégique du Patrimoine de l'OAH qui portait sur le plan de travaux de 122 M€ sur 10 ans.
Nous devons actualiser le PSP et le plan de travaux à 10 ans de l'OAH pour déterminer ensemble les montants à investir.

Nous participerons au financement de ce programme par **l'apport de 15 M€ de fonds propres** par une augmentation de capital dès la création de l'ESH.

2. Mettre en œuvre le plan de développement de l'habitat à l'échelle de l'Agglomération auxerroise

2.1 : par la diversification de la production de logements

a. La construction de 80 logements locatifs par an (PLAI, PLUS, PLS, LLI) avec une évolution du coût de 20 à 30 % pour la mise en œuvre de la RE2020 soit un **investissement sur 10 ans de 167 M€.** Le Groupe Polylogis **apporterait à l'ESH 15 % de fonds propres au financement des opérations** pour en assurer l'équilibre financier lors du lancement de l'ordre de service de l'opération, **soit un apport de 25 M€.**

b. La construction de résidences spécifiques en fonction de la demande. Nous nous engageons à réaliser 2 résidences spécifiques ou l'équivalent de 80 logements par résidence sur les 10 ans, ce qui représente un **investissement de 19 M€. Le Groupe Polylogis apporterait à l'ESH 15 % de fonds propres, soit 3 M€**

c. La diversification de l'habitat par une offre en accession sociale à prix maitrisé et notamment par un accompagnement dans le traitement d'un quartier d'Auxerre avec la création de 400 logements. Nous pourrions réaliser avec notre filiale de promotion immobilière LogiCap une vingtaine de logements en accession par an. Sur 10 ans, nous pourrions ainsi **réaliser 160 logements en accession si le marché le permet, soit un investissement de 32 M€ avec un apport en fonds propres de 15 %, soit 5 M€ dans les SCCV.**

d. L'aménagement : CitAme, notre filiale d'aménagement, pourrait réaliser deux opérations d'aménagement d'une centaine de droits à construire chacune, soit de l'ordre de 200 droits à construire pour des **dépenses prévisionnelles de 3 M€**. Le Groupe Polylogis apporterait **2 M€ de fonds propres** pour les opérations d'aménagement.

Dans la première offre de 2021, le Groupe Polylogis s'était engagé globalement à réaliser 343 M€ d'investissement dans l'habitat pendant une dizaine d'années. Ce plan sera à actualiser dans le contexte actuel de notre environnement, des marchés de l'habitat et des financements possibles.

Le Groupe Polylogis **contribuerait directement** au financement de ceux-ci à hauteur de **50 M€** (en fonds propres, par augmentation de capital et en apport en compte courant) sur 10 ans, le reste étant financé par nos partenaires bancaires classiques (CDC, Action Logement, Caisse d'Epargne, Groupe Crédit Mutuel Arkéa, Crédit agricole, etc.).

Le Groupe Polylogis a les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre ses engagements.

3 - Montage juridique proposé

La réalisation sera mise en œuvre après signature du protocole d'accord. **En condition suspensive de l'accord, il y a l'avis de l'Autorité de la concurrence à recevoir au 1er trimestre 2025.**

Le scénario de **création d'une ESH (SA HLM) et fusion/absorption de l'OAH** dans l'ESH créée sur le territoire est retenu.

a) Création d'une SA HLM et enregistrement au registre du commerce en décembre 2024

Le capital social à la création sera de 100 000 € :
- 49 % Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 51 % Polylogis.

Il sera assorti d'une prime d'émission d'environ 403 000 € versée par le groupe Polylogis à la création **(336 020 € pour LogiRep et 66 400 € pour Scalis).**

b) Une demande d'agrément doit être constituée

Le Groupe Polylogis accompagnera pour sa constitution. Le ministère du Logement dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer.
Un avis préalable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement doit être sollicité.

c) Fusion/absorption de l'OAH par l'ESH AuxR Logis

Après fusion, le capital social serait de 28 625 k€ ***sur la base des comptes financiers 2023*** selon la répartition suivante :
- 14 025 k€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital (apport du patrimoine de l'OAH),
- 15 000 k€ apportés en fonds propres par le Groupe Polylogis (10 000 k€ par LogiRep et 5 000 k€ par Scalis) : 51 % du capital.

La valorisation de l'OAH sera réalisée conformément à la loi Elan.

4 - Gouvernance de la nouvelle ESH créée

Les instances en matière de gouvernance et de prise de décisions de l'ESH sur le territoire seront les suivantes :

a. Transfert du patrimoine et du personnel par une fusion emportant transmission universelle de patrimoine de l'OAH et de la nouvelle ESH créée.

b. Assurer une gouvernance avec des décisions et des orientations stratégiques locales :
   - un actionnariat de référence (catégorie I) dans un pacte d'actionnaires de référence de 5 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction avec :
     - ✓ la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
     - ✓ LogiRep (10 424 k€ de capital) et Scalis (5 000 k€ de capital).

La conclusion d'un **pacte d'actionnaires de référence majoritaire** entre les trois partenaires est à rédiger conjointement afin de permettre à l'ESH AuxR Logis son rattachement à une ESH du Groupe Polylogis, et ainsi satisfaire aux exigences de la notion de contrôle de l'article L 233-3 du Code de Commerce et de L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Dans ce pacte d'actionnaires, nous proposons la mise en place d'un **comité de gouvernance** des actionnaires de référence composé des 3 actionnaires de référence pour définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de :

- ***3 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,***
- ***3 représentants du Groupe Polylogis.***

Les modalités de fonctionnement et de décision sont précisées dans le pacte d'actionnaires. A toute fin, si un désaccord devait être constaté dans le comité de gouvernance, l'actionnaire majoritaire remporterai la décision à toute fin.

Un conseil d'administration composé réglementairement de 18 postes d'administrateurs maximum :

- 12 postes d'administrateurs (catégorie I et IV) pour l'actionnariat de référence,
- 5 postes d'administrateurs pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 7 postes d'administrateurs pour LogiRep et Scalis,
- 3 postes d'administrateurs pour les EPCI, départements et autres collectivités,
- 3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires,
- la présidence du conseil d'administration serait réservée à un candidat proposé par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour le 1er mandat et ensuite proposé par le pacte d'actionnaires,
- la vice-présidence du conseil d'administration serait réservée à un candidat proposé par l'autre partie,
- la direction générale de l'ESH serait proposée au directeur général actuel de l'OAH qui rejoindrait le comité exécutif du Groupe Polylogis.

Les décisions du conseil d'administration sont locales et dans le territoire. Le conseil d'administration décide de la stratégie de l'ESH AuxR Logis, notamment des stratégies de développement, du Plan Stratégique de Patrimoine, de la gestion locative et des services à apporter aux locataires, des attributions, des stratégies financières, des orientations en matière de ressources humaines et de performance de la société, et des systèmes d'informations.
Ces décisions assurent l'autonomie de l'ESH AuxR Logis.

Un comité d'investissement et d'engagement local qui décide de l'engagement des opérations d'investissement ou de désinvestissement qui serait composé de :

- 2 administrateurs de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 2 administrateurs représentant le Groupe Polylogis,
- La présidente du COMEX Groupe Polylogis,
- Le directeur général de l'ESH AuxR Logis.

Un comité de concertation locative : maintien des instances de concertation locative existantes.

5 - Planning prévisionnel

1	Avis consultatif du CSE de OAH	décembre 2024
	Décisions (protocole d'accord / statuts / pacte d'actionnaires)	décembre 2024
	Création SA et enregistrement au registre du commerce	décembre 2024
	Signature du protocole et annexes	20 décembre 2024
2	Consultation pour avis de l'Autorité de la concurrence	1er trimestre 2025
	Avis consultatif CRHH Bourgogne-Franche-Comté	1er semestre 2025
	Agrément SA HLM	Maxi juin 2025
3	Décisions Agglomération de l'Auxerrois / OAH / LogiRep / Scalis et ESH AuxR_Logis sur le traité de fusion	juin 2025
4	Fusion-absorption de l'OAH dans l'ESH AuxR_Logis	Maxi fin décembre 2025
5	Fonctionnement de l'ESH AuxR_Logis	1er janvier 2026

Le Conseil de Surveillance approuve, à l'unanimité, les modalités de rapprochement et le protocole de partenariat stratégique entre le Groupe Polylogis (LogiRep-Scalis) et l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), et mandate le Directoire à l'effet de finaliser et signer le protocole d'accord et ses annexes.

Fait à Suresnes, le 20 décembre 2024
Pour extrait certifié conforme à l'original

Franck GIROUARD
Secrétaire de Séance

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2024-156
OBJET : Politique de l'habitat - Approbation de lancement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS

SEANCE DU 27 JUIN 2024

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 21 juin 2024, s'est réuni le 27 juin 2024 à 09 h 00 à la salle des Joinchères à VENOY, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
En exercice : *64*
Présents : *43*
Votants : *59 dont 16 pouvoirs*

Etaient présents : Crescent MARAULT, Jean-Philippe BAILLY, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christophe BONNEFOND, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Mani CAMBEFORT, Dominique CHAMBENOIT, Anna CONTANT, Carole CRESSON GIRAUD, Patrick CROS, Gérard DELILLE, Michel DUCROUX, Sylvie DUMESNIL, Chrystelle EDOUARD, Hicham EL MEHDI, Arminda GUIBLAIN, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Julien JOUVET, Emilie LAFORGE, Jean-Luc LIVERNEAUX, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Emmanuelle MIREDIN, Maryse NAUDIN, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Véronique PIERRON, Marie-Claire REROLE, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Magloire SIOPATHIS, Dominique TORCOL, Philippe VANTHEEMSCHE, Patricia VOYE, Farah ZIANI

Absents représentés par leur suppléant : Christian BOULEY par Sylvie DUMESNIL, Stephan PODOR par Patrick CROS, Bernard RIANT par Véronique PIERRON, Michaël TATON par Marie-Claire REROLE.

Pouvoirs : Stéphane ANTUNES pouvoir à Nicolas BRIOLLAND, Céline BÄHR pouvoir à Julien JOUVET, Michel BOUBOULEIX pouvoir à Anna CONTANT, Daniel CRENE pouvoir à Arminda GUIBLAIN, Mathieu DEBAIN pouvoir à Jean-Philippe BAILLY, Olivier FELIX pouvoir à Philippe VANTHEEMSCHE, Sophie FEVRE pouvoir à Mani CAMBEFORT, Margaux GRANDRUE pouvoir à Bruno MARMAGNE, Isabelle JOAQUINA pouvoir à Francis HEURLEY, Souleymane KONÉ pouvoir à Auria BOUROUBA, Frédéric PETIT pouvoir à Christophe BONNEFOND, Laurent PONROY pouvoir à Carole CRESSON GIRAUD, Sylvie PREAU pouvoir à Emilie LAFORGE, Guido ROMANO pouvoir à Patrick BARBOTIN, Vincent VALLÉ pouvoir à Crescent MARAULT, Yves VECTEN pouvoir à Pascal HENRIAT

Absents non représentés : Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Lionel MION, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET

Secrétaire de séance : Dominique CHAMBENOIT

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'article 81 de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN prévoit que les organismes détenant ou gérant moins de 12.000 logements locatifs sociaux doivent, depuis le 1er janvier 2021, appartenir à un groupe soit en formant un ensemble de société soit en participant à une société de coordination.

La communauté de l'Auxerrois est la collectivité de rattachement de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), office public de l'habitat détenant et gérant près de 6.000 logements locatifs sociaux situés sur le département de l'Yonne.

L'OAH ne saurait engager seul le développement de l'habitat sur le territoire auxerrois, aussi l'OAH et la Communauté de l'Auxerrois étudient depuis plusieurs mois des scenarios d'évolution stratégique de l'Office permettant non seulement de mettre en œuvre le projet de territoire 2021-2031 « *Transformons l'Auxerrois* » adopté par la Communauté de l'Auxerrois mais également d'inscrire l'OAH dans une dynamique de regroupement telle qu'insufflée par la loi ELAN.

C'est dans ce contexte que des échanges ont eu lieu avec le groupe HLM POLYLOGIS sur la base d'un renouvellement de leur marque d'intérêt à accompagner la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois en lien avec l'OAH.

Le groupe POLYLOGIS compte parmi les dix principaux acteurs du logement social et comprend 19 sociétés et est organisé en 4 pôles :

- Le pôle « Habitat Social » avec 6 entreprises sociales de l'habitat (LogiRep, TMH, LogiOuest, LogiRys, Scalis, La Thoisseyenne), une société coopérative HLM (SoliLogis), 2 SAC (Logi et DomusNostra) et 1 partenaire stratégique (ESH RLF). Ce pôle compte 96 600 logements locatifs et intègre toutes les activités stratégiques du secteur HLM (86 600 logements familles et 150 résidences services pour 10 000 logements) ;
- Le pôle « Promotion Immobilière » avec 3 sociétés d'accession sociale SACICAP (LogiCap, LogiCap Normandie et SACICAP Le Havre Normandie) et 2 sociétés de promotion immobilière (LogiH, LogiH Normandie) ;
- Le pôle « Aménagement » avec une société d'aménagement (CitAme) ;
- Le pôle « Services à l'immobilier » avec Immo de France Paris Ile-de-France et CPH, représentant 69 800 lots gérés en syndic de copropriétés et en location. Ses activités stratégiques sont le syndic de copropriétés, l'administration de biens, la transaction, les opérations de marchand de biens et la gestion locative privée.

Le Groupe a 1.700 collaborateurs présents dans neuf régions en France (Bourgogne Franche Comté, Ile-de-France, Normandie, Hauts-de-France, Pays de la Loire, Centre Val de Loire, Nouvelle Aquitaine, Auvergne Rhône Alpes, Occitanie).

Le groupe POLYLOGIS et plus particulièrement les entreprises sociales de l'habitat (ESH) Scalis et LogiRep ont manifesté le souhait d'accompagner l'Office et sa collectivité de rattachement dans la mise en œuvre des projets structurants de la politique de l'habitat.

Le partenariat permettrait de diversifier la production de logements. Il serait ainsi proposé :

- La construction sur le territoire de l'Auxerrois de 800 logements construits sur 10 ans : PLAI, PLUS, PLS, PLI, LLI, résidences séniors et étudiantes etc ;

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

- La réhabilitation d'ici fin 2030 des logements de l'OAH afin de résorber les logements classés E F G en adéquation avec la loi climat et résilience du 22 août 2021 ;

- Finaliser les opérations lancées sur la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du renouvellement urbain sur le quartier Sainte Geneviève/les Brichères et les Rosoirs à Auxerre telles que définies par la convention relative au nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) signée le 02 juin 2023 ;

- D'avoir un opérateur en capacité d'intervenir au sein des 29 communes dans le cadre du PLUiHM afin d'accompagner la revitalisation des centre-bourgs (dents creuses et réhabilitation du patrimoine) ;

- D'avoir un opérateur en capacité d'accompagner les communes dans leurs opérations d'aménagement privées et sociales.

Afin de parvenir à ces objectifs, il est proposé que la finalité de ce partenariat soit la création d'une nouvelle entreprise de type Entreprise Sociale de l'Habitat (ESH) laquelle ESH comprendrait la communauté de l'Auxerrois à hauteur de 49% du capital social et le groupe POLYLOGIS à 51% et se rapprocherait de l'OAH en vue de mettre en œuvre la politique de l'habitat auxerroise, selon les modalités encadrées par l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

L'année 2024 devrait permettre aux parties prenantes de définir les modalités financières, économiques et juridiques du partenariat.

En ce sens, des études et travaux seront menés par l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS.

Afin de définir les modalités de ce partenariat, l'objectif est de conclure un protocole entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS pour définir la gouvernance de la future ESH au plus tard fin 2024.

Dans l'optique de la création de l'ESH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS seront actionnaires de référence, conformément à l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, liés par un pacte d'actionnaires permettant à la Communauté de l'Auxerrois de porter les grandes décisions stratégiques et d'assurer la bonne gouvernance de l'entité dans l'intérêt du projet de territoire et permettant à la nouvelle ESH d'être rattachée au Groupe d'organismes de logement social Polylogis au sens des articles L 233-3 du Code de Commerce et L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.
Les conseillers communautaires demandent de surcroît, à travers le protocole de partenariat et in fine à travers ce pacte d'actionnaires de référence de bénéficier d'une représentation forte du territoire dans l'ESH notamment en ayant un nombre de représentants égal à celui du groupe POLYLOGIS dans le pacte d'actionnaires via la constitution d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de :

- 3 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 3 représentants du Groupe Polylogis.

Les modalités de fonctionnement et de décision seront à préciser dans le pacte d'actionnaires.

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

5327/5492

communauté
de l'auxerrois

Le protocole de partenariat devra définir précisément la gouvernance de la future ESH puis sera présenté aux élus du conseil communautaire et enfin soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante de la Communauté de l'Auxerrois au cours du second semestre 2024.

Si accord entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS sur le partenariat évoqué ci-dessus, le calendrier prévisionnel de la mise en œuvre de la nouvelle structure serait opéré en 2025 selon le séquencement suivant :

- Première phase : constitution de l'ESH avec l'approbation des statuts et du pacte d'actionnaires de référence ;

- Deuxième phase : Dotation en patrimoine et en fonds propre de la nouvelle structure pour mener les opérations de la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois (cf. objectifs précités).

Ainsi, le nouvel opérateur en charge de l'exécution de la politique de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise serait opérationnel au 1er janvier 2026.

En vue de bâtir ce partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS, il est demandé au conseil communautaire d'approuver le principe d'engager des études, sur la base des propositions du groupe POLYLOGIS jointes en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le principe d'engagement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe HLM POLYLOGIS ;
- De mandater les 13 administrateurs désignés par le conseil communautaire pour porter cette décision au sein du conseil d'administration de l'OAH ;
- D'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 41
- voix contre : 12 Jean-Philippe BAILLY, Patrick BARBOTIN, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Stephan PODOR, Bernard RIANT, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Yves VECTEN
- abstentions : 6 Pascal BARBERET, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Farah ZIANI
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Lionel MION, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le Président,
Crescent MARAULT

Affiché le : 03.07.24

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20241219-DEL2024_299-DE

communauté
de l'auxerrois

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2024-299
OBJET : Politique de l'habitat - Approbation des documents cadres en vue de la création d'une nouvelle entreprise sociale de l'habitat

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 13 décembre 2024, s'est réuni le 19 décembre 2024 à 09 h 00 à la Salle Vaulabelle à Auxerre, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
En exercice : *64*
Présents : *53*
Votants : *61 dont 8 pouvoirs*

Etaient présents : Crescent MARAULT, Céline BÄHR, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christophe BONNEFOND, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Mani CAMBEFORT, Dominique CHAMBENOIT, Anna CONTANT, Daniel CRENE, Carole CRESSON GIRAUD, Mathieu DEBAIN, Raymonde DELAGE, Gérard DELILLE, Sébastien DOLOZILEK, Michel DUCROUX, Chrystelle EDOUARD, Hicham EL MEHDI, Olivier FELIX, Pierre FERRIER, Margaux GRANDRUE, Arminda GUIBLAIN, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Isabelle JOAQUINA, Julien JOUVET, Souleymane KONÉ, Emilie LAFORGE, Jean-Luc LIVERNEAUX, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Lionel MION, Maryse NAUDIN, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Sylvie PREAU, Bernard RIANT, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Magloire SIOPATHIS, Michaël TATON, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Philippe VANTHEEMSCHE, Patricia VOYE, Farah ZIANI

Absents représentés par leur suppléant : Frédéric PETIT par Pierre FERRIER.

Pouvoirs : Stéphane ANTUNES pouvoir à Gérard DELILLE, Jean-Philippe BAILLY pouvoir à Mani CAMBEFORT, Christian BOULEY pouvoir à Crescent MARAULT, Sophie FEVRE pouvoir à Bernard RIANT, Emmanuelle MIREDIN pouvoir à Francis HEURLEY, Mostafa OUZMERKOU pouvoir à Pascal HENRIAT, Laurent PONROY pouvoir à Carole CRESSON GIRAUD, Yves VECTEN pouvoir à Jean-Luc BRETAGNE

Absents non représentés : Michel BOUBOULEIX, Stephan PODOR, Philippe RADET

Secrétaire de séance : Gérard DELILLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20241219-DEL2024_299-DE

communauté
de l'auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

La communauté de l'Auxerrois souhaite dynamiser et structurer sa politique de l'habitat inscrite dans le projet de territoire 2021-2031 « Transformons l'Auxerrois ».

Par ailleurs, l'article 81 de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN prévoit que les organismes détenant ou gérant moins de 12.000 logements locatifs sociaux doivent, depuis le 1er janvier 2021, appartenir à un groupe soit en formant un ensemble de société soit en participant à une société de coordination.

C'est dans ce contexte que des échanges ont eu lieu avec le groupe HLM POLYLOGIS et l'office Auxerrois de l'habitat.

Par une délibération du conseil communautaire du 27 juin 2024, les élus ont souhaité approfondir ces échanges en adoptant le principe d'engagement d'études relatives à la construction d'une entreprise sociale de l'habitat.

Cet engagement a également été confirmé par le conseil d'administration de l'OAH.

Dès lors, les études ont permis d'aboutir à la rédaction des documents cadres qui définissent la gouvernance et les modalités de fonctionnement d'une entreprise sociale de l'habitat qui sera intitulée : AuxR_Logis.

Elle comprendra la communauté de l'Auxerrois à hauteur de 49% du capital social et le groupe POLYLOGIS à hauteur 51%

Conformément à la demande des conseillers communautaires exprimée dans la délibération du 27 juin 2024, la représentation forte du territoire dans l'ESH notamment en ayant un nombre de représentants égal à celui du groupe POLYLOGIS dans le pacte d'actionnaires via la constitution d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de façon paritaire est retenue avec :

- 3 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 3 représentants du Groupe Polylogis.

Les modalités de fonctionnement et de décision sont précisées dans le pacte d'actionnaires.

Le calendrier prévisionnel de la mise en œuvre de la nouvelle structure est annexé à la délibération avec l'ensemble des étapes à suivre.

Ainsi, le nouvel opérateur en charge de l'exécution de la politique de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise serait opérationnel au 1er janvier 2026 avec la création d'une société anonyme dès la fin de l'année 2024 pour ensuite solliciter l'agrément de l'Etat et procéder à la structuration en entreprise sociale de l'habitat.
A partir de la réception de l'agrément, la communauté de l'Auxerrois va procéder à l'acquisition de parts de cette société à hauteur de 49 000 €.

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-200087114-20241219-DEL2024_299-DE

communauté
de l'auxerrois

Pour engager cette transition, un protocole de partenariat entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, le groupe Polylogis et la communauté de l'Auxerrois a également été élaboré pour organiser toutes les modalités de fonctionnement et les formaliser les engagements des différents acteurs.

En vue de conclure ce partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS, il est demandé au conseil communautaire d'approuver les documents cadres relatifs la création d'une entreprise sociale de l'habitat.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les statuts et le pacte de gouvernance de la nouvelle entreprise sociale de l'habitat ;

- D'approuver le protocole de partenariat stratégique ;

- D'approuver l'acquisition d'actions à hauteur de 49 000 € ;

- D'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 44
- voix contre : 11 Jean-Philippe BAILLY, Patrick BARBOTIN, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Mostafa OUZMERKOU, Bernard RIANT, Denis ROYCOURT, Yves VECTEN
- abstentions : 6 Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Sébastien DOLOZILEK, Maud NAVARRE, Vincent VALLÉ, Farah ZIANI
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3 Michel BOUBOULEIX, Stephan PODOR, Philippe RADET.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le Président,
Crescent MARAULT

Affiché le : 24.12.24

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20241219-DEL2024_299-DE

Polylogis Scalis

SCALIS – SA d'HLM – 14-16 Rue Saint Luc – CS 60315 – 36006 CHATEAUROUX CEDEX
RCS CHATEAUROUX 815 620 463 – S.A. au capital de 11 511 776 Euros

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUIN 2024

Le vingt-huit juin deux mille vingt-quatre à dix heures quarante-cinq, le Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'H.L.M. SCALIS s'est réuni sur convocation faite par son Président au siège de la Société, 14-16 Rue Saint Luc à CHATEAUROUX et organisé avec les moyens de visio et d'audio conférence, à l'effet de délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Sont présents :

- Monsieur Bertrand GOUJON : Président
- Monsieur Cédric LORET : Représentant permanent de LOGIREP
- Monsieur Thierry BECART : Administrateur
- Monsieur Franck GIROUARD : Administrateur (en visio-conférence)
- Monsieur Christian GIUGANTI : Administrateur
- Madame Samira MARMONT : Administratrice
- Monsieur Jean-Philippe PASQUET : Administrateur
- Madame Mireille TILLY : Administratrice
- Madame Guylène BERENGUIER DECOUX : Représentante permanente d'APASLOG
- Monsieur Gérard MAYAUD : Représentant permanent du DEPARTEMENT de l'INDRE
- Monsieur Jean-Luc BONNET : Représentant permanent de LIMOGES METROPOLE
- Madame Marie-Thérèse LEFEBVRE : Administratrice représentant les locataires
- Monsieur Christian CHENIER : Administrateur représentant les locataires
- Madame Audrey LAMY : Administratrice représentant les locataires
- Monsieur Dominique DHENNE : Représentant permanent d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER
- Monsieur David GUILHOURRE : Représentant permanent de LOGIOUEST

Sont représentés :

- Monsieur Gil AVEROUS : Représentant permanent de CHATEAUROUX METROPOLE, représenté par M. Gérard MAYAUD
- Monsieur Jean-Christophe PICHON : Représenté par M. Cédric LORET

Assistent à la réunion :

- Madame Karine JULIEN EL KAÏM : Présidente du Directoire de LOGIREP ; Présidente du Comité Exécutif du Groupe POLYLOGIS
- Madame Virginie CORBERAND : Directrice Générale
- Madame Françoise GOBERON-THIRY : Juriste Immobilier

2.3. Partenariat stratégique du Groupe POLYLOGIS avec l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) :

Le Président donne la parole à Mme Karine JULIEN, pour présenter le projet de partenariat stratégique du Groupe, envisagé avec l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Il s'agit d'un projet initié en 2021 entre le Groupe POLYLOGIS et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, collectivité de rattachement de l'Office Auxerrois de l'Habitat, organisme HLM détenant et gérant près de 6.000 logements locatifs sociaux, situés sur le département de l'Yonne. Ce projet n'avait pu aboutir mais l'office s'est à nouveau rapproché fin 2023 du Groupe pour relancer les pourparlers afin d'aboutir à un partenariat stratégique, qui permettrait d'étendre l'offre du Groupe en cohérence avec son implantation territoriale actuelle.
Le montage juridique envisagé serait la constitution d'une ESH spécifique, dans laquelle le patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat serait transféré, le Groupe viendrait en apport numéraire, l'objectif étant que l'opération soit finalisée fin 2025.
Les modalités de ce partenariat sont détaillées dans la note de synthèse communiquée à l'ensemble des administrateurs.

Le Président complète la présentation en précisant que le fonctionnement et l'implantation de l'Office sur son territoire est assez similaire à ceux de SCALIS ; c'est la raison pour laquelle il est paru assez logique que SCALIS soit associée à ce projet, dans une logique Groupe et sans que cela ne la handicape dans son développement au regard du plan stratégique d'adaptation qui va être présenté au cours de ce Conseil.

Les membres du Conseil à l'unanimité, approuvent le principe d'étude du partenariat stratégique entre l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat, LogiRep et Scalis selon les modalités présentées.

.....

Pour extrait certifié conforme

Au registre des délibérations

A Châteauroux, le 29 Août 2024

La Directrice Générale

Virginie CORBERAND

Polylogis Scalis

SCALIS – SA d'HLM – 14-16 Rue Saint Luc – CS 60315 – 36006 CHATEAUROUX CEDEX
RCS CHATEAUROUX 815 620 463 – S.A. au capital de 11 511 776 Euros

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 09 DECEMBRE 2024

Le neuf décembre deux mille vingt-quatre à dix heures, le Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'H.L.M. SCALIS s'est réuni sur convocation faite par son Président au siège de la Société, 14-16 Rue Saint Luc à CHATEAUROUX et organisé avec les moyens de visio et d'audio conférence, à l'effet de délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Sont présents :

- Monsieur Bertrand GOUJON : Président
- Monsieur Cédric LORET : Représentant permanent de LOGIREP
- Monsieur Thierry BECART : Administrateur (en visio-conférence)
- Monsieur Franck GIROUARD : Administrateur
- Monsieur Christian GIUGANTI : Administrateur
- Madame Samira MARMONT : Administratrice
- Monsieur Jean-Philippe PASQUET : Administrateur
- Monsieur Jean-Christophe PICHON : Administrateur
- Madame Mireille TILLY : Administratrice
- Madame Guylène BERENGUIER DECOUX : Représentante permanente d'APASLOG (en visio-conférence)
- Monsieur Gérard MAYAUD : Représentant permanent du DEPARTEMENT de l'INDRE
- Madame Marie-Thérèse LEFEBVRE : Administratrice représentant les locataires
- Monsieur Christian CHENIER : Administrateur représentant les locataires
- Madame Audrey LAMY : Administratrice représentant les locataires
- Monsieur Dominique DHENNE : Représentant permanent d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER
- Monsieur David GUILHOURRE : Représentant permanent de LOGIOUEST (en visio-conférence)

Sont représentés :

- Monsieur Gil AVEROUS : Représentant permanent de CHATEAUROUX METROPOLE, représenté par M. Gérard MAYAUD
- Jean-luc BONNET : Représenté permanent de LIMOGES METROPOLE par M. Bertrand GOUJON

Assistent à la réunion :

- Madame Virginie CORBERAND : Directrice Générale
- Madame Françoise GOBERON-THIRY : Juriste Immobilier

Après avoir constaté que le quorum requis est atteint et que le Conseil peut donc valablement délibérer, le Président rappelle ensuite les points inscrits à l'ordre du jour.

.....

.../...

4. Partenariat stratégique du Groupe POLYLOGIS avec l'Office Auxerrois de l'Habitat

Il est rappelé ce projet a fait l'objet d'une décision d'intention de principe validée par le Conseil d'Administration de SCALIS du 28 juin 2024.
Le Groupe POLYLOGIS a formalisé une lettre d'intention en date du 1er février 2024 aux termes de laquelle il a confirmé son intérêt pour bâtir un projet de partenariat stratégique avec l'OAH et la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Par délibération du 27 juin 2024, le conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois a :

- approuvé le principe d'engagement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la communauté d'agglomération et le Groupe POLYLOGIS (LOGIREP-SCALIS);
- mandaté les administrateurs représentant la collectivité pour porter cette décision au sein du CA de l'OPH ;

Par délibération du 12 juillet 2024, le conseil d'administration de l'OAH a délibéré dans les mêmes termes. Il en est de même du conseil de surveillance de LogiRep (21 juin 2024) et du conseil d'administration de Scalis (28 juin 2024).

Conformément au planning prévisionnel qui était présenté dans la note de présentation à l'appui de la délibération ainsi adoptée, un protocole de partenariat stratégique a été élaboré par le Groupe POLYLOGIS.
Les éléments essentiels sont présentés ci-dessous.

➢ **Protocole de partenariat stratégique**

■ Constitution d'une structure dédiée au regroupement

Les Parties entendent structurer leur partenariat par la constitution d'une société anonyme d'habitations à loyer modéré (ci-après la « Nouvelle ESH »), dont le siège serait situé à Auxerre et dont l'actionnariat de référence sera composé de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, de LOGIREP et SCALIS.

Cette structure sera contrôlée par le Groupe d'Organismes de Logement Social POLYLOGIS, tel que défini à l'article L.423-1-1 du CCH.

Son capital social initial s'élèvera à 100.000 euros, assorti d'une prime d'émission d'environ 403.000 € versée par le Groupe POLYLOGIS à la création (336.020 € pour LOGIREP et 66.400 € pour SCALIS).
Le capital social sera souscrit par LOGIREP à hauteur de 83,5% du capital social soit 83.500 euros et par SCALIS à hauteur de 16,5% du capital social soit 16.500 euros.

Puis, LOGIREP cédera à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois 49% du capital social, représentant 49.000 € de cette Nouvelle ESH. Ainsi, le capital social sera réparti entre les 3 actionnaires, selon le pacte d'actionnaires à régulariser entre les parties :

- la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital de la Société soit 49.000 €
- LogiRep : 34,5 % du capital de la Société, soit 34.500 €
- SCALIS : 16,5 % du capital de la Société, soit 16.500,00 €

Soit un total de 51 % du capital social, ensemble, soit 51.000 €

Cette Nouvelle ESH devra être agréée par l'Etat, après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (art. R. 422-16 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette Nouvelle ESH devra, préalablement à son immatriculation, être agréée par l'Etat, après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (art. R. 422-16 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les Parties s'engagent donc à constituer le dossier nécessaire à l'agrément de la Nouvelle ESH d'ici le 31 décembre 2024 et à engager toutes démarches nécessaires à l'immatriculation de la Nouvelle ESH au plus tard le 31 décembre 2024, dans les conditions et modalités décrites au Protocole.
La Nouvelle ESH aura vocation à recevoir par voie de fusion-absorption le patrimoine et les activités de l'OAH et ce, au plus tard le 31 décembre 2025 dans les conditions suivantes :

- Fusion de l'OAH et de la nouvelle ESH

Cette opération consiste en l'apport par l'OAH par voie de fusion, de l'ensemble de ses droits et obligations à la Nouvelle ESH, qui succèdera ainsi à l'OAH dans l'ensemble de ses droits, biens et obligations, et ce, à titre universel. Corrélativement, l'OAH sera dissous sans liquidation, l'intégralité de son patrimoine étant transmis à la Nouvelle ESH.

En contrepartie de l'apport de l'OAH, et en tant que collectivité de rattachement de l'OAH, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois recevra des actions émises par la Nouvelle ESH.

En conséquence de la fusion :

- le patrimoine de l'OAH sera transmis à la Nouvelle ESH dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion. Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à l'OAH à cette date, sans exception ;

- la Nouvelle ESH sera débitrice des créanciers non obligataires de l'OAH en lieu et place de celui-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

L'opération sera formalisée dans un projet de traité de fusion conclu entre l'OAH et la Nouvelle ESH et portant sur l'ensemble des modalités qui vont régir l'opération visant donc à l'absorption du patrimoine de l'un par l'autre, la rétribution de cet apport à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois et la dissolution sans liquidation de l'OAH.

L'effet juridique de la fusion serait fixé au 31 décembre 2025 et l'effet fiscal et comptable serait rétroactif et fixée au 1er janvier 2025.

Concomitamment à l'opération de fusion-absorption décrite ci-avant et dont l'effet juridique est fixé au 31 décembre 2025, la Nouvelle ESH procèdera à une augmentation de capital réservée à LOGIREP et à SCALIS d'un montant total d'environ 15.400.000 euros permettant ainsi de maintenir la répartition du capital social entre les actionnaires de référence de la Nouvelle ESH comme suit :

Après fusion, le capital social serait de 28 625 k€ sur la base des comptes financiers 2023 selon la répartition suivante :

- 14 025 K€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital (apport du patrimoine de l'OAH),
- 15 000 K€ apportés en fonds propres par le Groupe Polylogis (10 000 k€ par LogiRep et 5 000 K€ par Scalis) : 51 % du capital.

La valorisation de l'OAH sera réalisée conformément à la loi Elan.

En conséquence de ces opérations, la Nouvelle ESH justifiera de son intégration dans le Groupe d'Organismes de Logement Social POLYLOGIS et sera en conformité avec les obligations de regroupement issue de l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation.

- Actionnariat de référence

Les Parties conviennent que l'actionnariat de référence de la Nouvelle ESH sera exercé par LOGIREP, SCALIS et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.
Un Comité de gouvernance aura en charge de définir les grandes orientations stratégiques de la Nouvelle ESH, et notamment sa politique de réhabilitation et de production nouvelle.

Ce Comité de gouvernance sera composé de :

- trois représentants de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- trois représentants de Scalis et LogiRep.

■ Composition du conseil d'administration de la nouvelle ESH

Les Parties conviennent que le conseil d'administration serait composé comme suit (étant rappelé que le nombre légal maximum est de 18 administrateurs) :

- 12 postes d'administrateurs (catégorie I – 3 postes et catégorie IV – 9 postes) pour l'actionnariat de référence,
  - 5 postes d'administrateurs pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois (1 poste en catégorie I et 4 postes en catégorie IV),
  - 7 postes d'administrateurs pour LogiRep et Scalis (2 postes en catégorie I et 5 postes en catégorie IV),
- 3 postes d'administrateurs pour les collectivités territoriales,
- 3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires.

Le premier mandat de la présidence du conseil d'administration de la Nouvelle ESH sera réservé à un candidat proposé par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Pour les mandats suivants, les candidats seront proposés par le Comité de gouvernance du Pacte.

Le premier mandat de la vice-présidence du conseil d'administration de la Nouvelle ESH sera réservé à un candidat proposé par le Groupe POLYLOGIS. Pour les mandats suivants, les candidats seront proposés par le Comité de gouvernance du Pacte.

■ Direction générale de la nouvelle ESH

La direction générale de la Nouvelle ESH sera proposée au directeur général de l'OAH qui rejoindra le comité exécutif du Groupe POLYLOGIS.

■ Comité d'investissement et d'engagement

Outre la création des commissions prévues par la législation applicable aux organismes d'habitations à loyer modéré, il sera procédé à la création au sein de la Nouvelle ESH d'un comité d'investissement et d'engagement local chargé d'instruire et de valider les dossiers d'investissement et de désinvestissement des opérations.

Ce comité serait composé de :

- 2 administrateurs de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois,
- 2 administrateurs représentant le Groupe POLYLOGIS,
- La présidente du COMEX Groupe POLYLOGIS,
- Le Directeur Général de la Nouvelle ESH.

➢ **Pacte d'actionnaires de référence**

■ Composition de l'actionnariat de référence

Un pacte d'actionnaires de référence sera conclu entre les 3 actionnaires :

- la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital de la Société
- LogiRep : 34,5 % du capital de la Société
- Scalis : 16,5 % du capital de la Société

Soit un total de 51 % du capital social, ensemble

- Gestionnaire du pacte d'actionnaires

Les Parties désignent LogiRep, en qualité de Gestionnaire du Pacte avec pour mission de veiller à l'exécution des obligations qu'il comporte et plus particulièrement au respect des conditions relatives à :

- l'expression du vote unique de l'Actionnariat de référence dans les assemblées générales d'actionnaires ;
- la tenue du Comité de gouvernance et le suivi des orientations pris par celui-ci ;
- la saisine du médiateur.

- Comité de Gouvernance

Les Parties conviennent d'instituer un Comité de gouvernance composé de représentants de chacune de ces Parties, selon la répartition suivante :

- trois représentants pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois dont le président de la communauté d'agglomération et deux représentants issus du conseil communautaire ;
- trois représentants pour LogiRep et Scalis.

- Durée – Révision et Sortie et/ou rupture du Pacte

Le Pacte prendra effet à compter de sa signature. Il est conclu pour une durée de cinq années à compter de sa date de prise d'effet, renouvelable une fois par tacite reconduction, sauf la volonté pour une Partie d'y mettre fin, notifiée aux autres par courrier recommandé avec avis de réception au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Le Pacte prendra fin automatiquement à l'égard de tout signataire qui perdra la qualité d'Actionnaire de la Société pour quelque cause que ce soit, sous réserve du respect de toutes ses obligations au titre du Pacte.

Sont joints au dossier transmis aux administrateurs, les documents suivants, qui sont soumis à leur approbation :

1- Le protocole de partenariat stratégique

2- Les statuts de la nouvelle ESH

3- Le pacte d'actionnaires

Les membres du Conseil d'Administration à l'unanimité,

- approuvent :

- la création de la nouvelle ESH dénommée AuxR_Logis dans le cadre du partenariat stratégique mené par le Groupe POLYLOGIS avec l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) ;
- le protocole de partenariat stratégique
- les statuts de la nouvelle ESH
- le pacte d'actionnaires
- la prime d'émission s'élevant à la somme de 66.400 € correspondant à la part de SCALIS, à acquitter lors de la constitution de la nouvelle ESH AuxR_Logis et autorisent la Directrice Générale à procéder à son versement ;

- ratifient, à l'unanimité, la décision du Comité d'investissement de SCALIS en date du 19 novembre 2024, autorisant la Directrice Générale à procéder au versement de la somme de 16.500,00 € (seize mille cinq cents euros) représentant la part souscrite par SCALIS dans le capital de la nouvelle ESH (165 actions d'une valeur nominale de 100 euros) ;

- donnent tous pouvoirs à la Directrice Générale avec faculté de délégation notamment à Mme Karine JULIEN ELKAIM, Présidente du Directoire de Logirep, à l'effet de mettre en œuvre ce partenariat stratégique, de signer les actes et documents dont le protocole de partenariat stratégique, les statuts de la nouvelle ESH AuxR_Logis, le pacte d'actionnaires, d'accomplir toutes les formalités et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

.....

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations

A Châteauroux, le 09 décembre 2024
La Directrice Générale

Virginie CORBERAND

Scalis - Groupe Polylogis
Virginie CORBERAND
Directrice générale
14-16 rue St Luc - 36000 CHATEAUROUX
02 54 08 14 06 / corberand.v@polylogis.fr

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS
CONSEIL d'ADMINISTRATION EXCEPTIONNEL

EXTRAIT
REGISTRE DES DELIBERATIONS
REUNION DU VENDREDI 12 JUILLET 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vendredi douze juillet, à 17 heures 30, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle du Conseil de l'OAH.

PRESENTS : Arouna ADEOTI, Laurianne BELLIER, Christophe BONNEFOND, Christian BOULEY, Auria BOUROUBA, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Raymonde DELAGE, Sylvain DUVAL, Catherine JAPIOT, Isabelle JOAQUINA, Ghislaine MOREAU, Abderahmane NASSOUR, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Andrée VALLET, Manuella INES.

EXCUSES : Bernard BUFFAUT, Sophie DIEMUNSCH (Pouvoir à Vincent VALLÉ), Jean-Michel FREVILLE, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT (Pouvoir à Christophe BONNEFOND), Patrick JOLIBOIS, Christian LALANDRE, Sylvia LEVY (Pouvoir à Christian LALANDRE), Bruno AGEZ.

3 ENGAGEMENT DE LA DEMARCHE EN VUE D'UN PROJET DE PARTENARIAT OAH / CA / POLYLOGIS

L'article 81 de la Loi du 23 Novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite Loi ELAN prévoit que les organismes détenant ou gérant moins de 12 000 logements locatifs sociaux doivent, depuis le 1er janvier 2021, appartenir à un groupe soit en formant un ensemble de sociétés, soit en participant à une société de coordination.

La Communauté de l'Auxerrois est la collectivité de rattachement de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), office public détenant et gérant environ 6 000 logements locatifs sociaux situés sur le département de l'Yonne.

L'OAH ne saurait engager seul le développement de l'habitat sur le territoire auxerrois, aussi l'OAH et la Communauté de l'Auxerrois étudient depuis plusieurs mois des scénarios d'évolution stratégique de l'OAH permettant non seulement de mettre en œuvre le projet de territoire 2021-2031 « Transformons l'Auxerrois » adopté par la Communauté de l'Auxerrois, mais également d'inscrire l'OAH dans une dynamique de regroupement telle qu'insufflée par la Loi ELAN.

C'est dans ce contexte que des échanges ont eu lieu avec le groupe POLYLOGIS sur la base d'un renouvellement de leur marque d'intérêt à accompagner la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois en lien avec l'OAH.

Les différentes étapes sont rappelées aux membres du Conseil d'Administration :

- **Loi ELAN du 23 Novembre 2018**

Loi portant sur la restructuration des organismes de logement social, obligeant les bailleurs sociaux gérant moins de 12 000 logements d'intégrer un groupe leur permettant d'atteindre ce seuil.

- **Conseil des Maires du 03 juin 2024**

Présentation du nouveau projet souhaité par le Maire Président Crescent MARAULT : projet de partenariat avec le groupe POLYLOGIS.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

➢ **CSE de l'OAH du 17 juin 2024**

Présentation du nouveau projet approuvé lors du Conseil des Maires du 03 juin 2024 : projet de partenariat avec le groupe POLYLOGIS.

➢ **Conseil Communautaire du 27 juin 2024**

Délibération autorisant le lacement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS (joint ci-dessous).

➢ **CSE de l'OAH du 11 juillet 2024**

Absence d'avis sur le nouveau projet approuvé lors du Conseil Communautaire du 27 juin 2024.

Le Président propose la parole aux administrateurs :

Intervention de Mahiédine CHENOUNA :

Mahiédine CHENOUNA demande à Manuella INES, représentante du Préfet, si la tenue de ce Conseil d'Administration est légale suite au référé déposé.

Manuella INES indique tout d'abord que la tenue de ce Conseil d'Administration est valable tant que son illégalité n'a pas été prouvée.

Manuella INES justifie la validité ce Conseil d'Administration par deux points :

- Les délibérations de la Communauté de l'Auxerrois sont toutes transmises au service du contrôle de la légalité pour vérification. Le Préfet a ainsi jusqu'à fin août pour se prononcer, éventuellement, sur la légalité de la délibération remise en cause.

- Concernant le référé déposé auprès du Tribunal Administratif afin d'annuler la délibération et donc la nomination des nouveaux administrateurs, celui-ci a été rejeté. Ce référé ayant été rejeté, il faut attendre le jugement du Tribunal Administratif pour savoir si cette délibération est légale ou non.

Manuella INES termine en rappelant qu'en attendant ces décisions, toutes activités du Conseil d'Administration sont considérées comme valides.

Mahiédine CHENOUNA souhaite également évoquer le Comité de Gouvernance abordé dans le projet présenté lors des différentes réunions.
Le Comité de Gouvernance inscrit dans le projet précise la répartition suivante :
- 3 postes pour la Communauté de l'Auxerrois,
- 3 postes pour le groupe POLYLOGIS.

Mahiédine CHENOUNA souhaite connaître la voix prépondérante, s'il y en a une, en cas de désaccord.

Le Directeur Général rappelle qu'il s'agit aujourd'hui uniquement d'autoriser le début des échanges et des études, et non d'acter le projet proposé par POLYLOGIS. Par la suite, des négociations auront lieu. Fin 2024, lors d'un Conseil d'Administration, un second vote sera proposé aux Administrateurs à la suite des échanges et du travail réalisé. Le Directeur Générale précise également que les administrateurs seront informés de l'avancement des discussions.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Intervention de Sylvain DUVAL :

Sylvain DUVAL indique son étonnement quant à l'avancement, moindre, du projet compte-tenu des deux années déjà écoulées depuis le dernier vote lors du Conseil d'Administration de décembre 2021.

Sylvain DUVAL rappelle que de nombreux points de blocage persistent aujourd'hui, et demande quelle sera la suite de ce processus en cas de désaccord avec POLYLOGIS ?

Le Directeur Général rappelle qu'au vue de la Loi ELAN, l'OAH n'est plus dans l'obligation de se rapprocher d'un autre bailleur du fait qu'il est le dernier bailleur individuel du département.

Toujours en réponse à Sylvain DUVAL, Christophe BONNEFOND ajoute que les deux années écoulées ne sont pas perdues, et ont notamment permis une prise de recul suite au rapprochement opéré par BRENNUS HABITAT, devenu Habellis en 2020.

Intervention de Cyril BERGER (Avis du CSE de l'OAH) :

« La loi Elan prévoit que les organismes détenant ou gérant moins de 12 000 logements locatifs sociaux doivent, depuis le 1er janvier 2021 se regrouper. Ces regroupements peuvent se faire en mutualisant certaines fonctions tout en conservant les structures et les liens territoriaux.
Toutefois, la loi prévoit de pouvoir exempter les organismes seuls à posséder leur siège social dans un département, ce qui est le cas de l'Office Auxerrois de l'Habitat.

A ce jour, le CSE souhaite mettre en avant les éléments suivants :

- *Le temps de réflexion insuffisant donné au CSE afin de rendre son avis, selon des informations qui lui ont été remises le 17 juin 2024 pour un retour le 11 juillet, sachant que le délai réglementaire est d'un mois. voire deux mois si le CSE fait appel à un expert.*
- *Le peu d'éléments transmis permettant de donner un avis sur l'ouverture des études d'un partenariat (power point).*
- *La différence d'informations données à l'OAH par rapport aux éléments affichés sur le projet de délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.*
- *Qu'après consultation du projet de délibération de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois du 27 juin 2024 et de son annexe, le CSE remarque :*

    - *Le haut niveau de précision du projet de partenariat alors que les négociations ne sont pas ouvertes.*
    - *Des divergences entre la délibération de la CAA et l'annexe de Polylogis, à savoir :*

        - *Délibération : un pacte d'actionnaires avec la constitution d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques avec 3 représentants de la Communauté d'Agglomération et 3 du Groupes Polylogis.*
        - *Annexe Polylogis : pacte d'actionnaires avec la constitution d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques avec 2 représentants de la Communauté d'Agglomération et 3 du Groupes Polylogis.*

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Nous constatons également sur l'annexe que le futur conseil d'administration serait composé de 8 postes d'administrateurs Logirep et Polylogis et de 4 postes pour la communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

- *La présence d'un seul candidat pour un rapprochement, contrairement au projet de 2021 qui comptait 4 candidats.*
- *La création d'une entreprise type ESH avec une répartition du capital à 51 % pour Polylogis et 49 % pour l'OAH.*

Le CSE souhaiterait afin de pouvoir rendre un avis :

- *Un délai supplémentaire à compter de septembre 2024, sachant que nous sommes en pleine période estivale.*
- *Une présentation au CSE voir à l'ensemble des salariés et agents de Polylogis par leurs représentants.*
- *La présentation au CSE voir à l'ensemble des salariés et agents du projet de territoire 2021-2031 par un représentant de la Communauté de l'Agglomération de l'Auxerrois.*
- *Le planning prévisionnel en cas d'ouverture des négociations.*
- *La création d'un groupe de travail pouvant comprendre des membres du CSE, des représentants syndicaux, des agents et des salariés de l'OAH.*

Le CSE est conscient qu'il est important de continuer d'entretenir, développer et diversifier son patrimoine et que l'OAH est un acteur du développement du territoire.

Toutefois, la mise en place d'un partenariat est source d'inquiétude sur le maintien des emplois, salariés et agents de la fonction publique territoriale, et des accords d'entreprises en place, sans oublier la proximité auprès des locataires.

À ce jour, à la vue des éléments précités, le CSE ne peut rendre un avis. »

- **Intervention d'Abderahmane NASSOUR :**

« En qualité de représentant de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne au sein du Conseil d'administration de l'O.A.H., je tiens à attirer une attention particulière sur les points suivants :

Il semblerait qu'un recours contentieux ait été effectué auprès du tribunal administratif concernant la légalité de la procédure sur la modification de la composition du CA de l'Office public de l'Habitat en cours de mandature par l'EPCI de rattachement. Le respect des dispositions des procédures doit être impérativement observé.

Un avis favorable à l'engagement de la démarche en vue d'un projet de partenariat OAH/CA/POLYLOGIS mais avec la volonté que cette démarche soit réalisée avec d'autres organismes dans le cadre de l'obligation de regroupement des organismes de logement social tel que le CA l'avait validé en 2021, notamment avec Idélians.

Une réflexion à mener sur les différents montages juridiques envisageables sans se focaliser sur la création d'une entreprise sociale de l'habitat (ESH), en explorant d'autres pistes parmi lesquelles la création d'une société de coordination (SAC).

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Dans le cadre de la démarche avec Polylogis :

- *L'apport d'informations précises sur ce que pourrait apporter Polylogis en termes de fonds propres, de production de logements sur le territoire…*
- *Dans le cadre de la création d'une ESH avec fusion-absorption, l'exigence d'une publication du pacte d'actionnaires qui prenne en compte toutes les parties prenantes actuelles.*

La CAF sera extrêmement vigilante au montage de ces rapprochements, au mode de gouvernance dont elle ne souhaite pas être exclue.

Elle restera très attentive aux services et innovations qui seront apportés aux habitants et allocataires de l'Yonne -quel que soit le montage juridique qui sera décidé ultérieurement- pour l'accès, le maintien dans le logement, le bien-être et le bien-vivre des allocataires couverts par son institution. »

- **Intervention d'Arouna ADEOTI :**

Arouna ADEOTI demande au Président ainsi qu'au Directeur Général de confirmer que le rapprochement avec POLYLOGIS n'aura aucune incidence sur les loyers et les charges des locataires.

Concernant les loyers, le Directeur Général indique que ceux-ci sont conventionnés qu'il n'y aura donc pas d'augmentation des loyers quelque soit la forme juridique ; OPH ou ESH.

Quant à l'évolution des charges, le Directeur Général rappelle que l'un des objectifs de ce partenariat est d'accélérer le processus de rénovation des bâtiments afin de réduire les charges des locataires. Les moyens supplémentaires permettront ainsi d'avoir davantage de programmes de rénovation qu'à l'heure actuelle.

Le Président demande si un autre Administrateur souhaite prendre la parole.
Aucun souhait est émis.

Le Président propose alors de passer au vote, réalisé à bulletin secret à la demande d'un Administrateur.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à la majorité :

- **Approuvent l'engagement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté d'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS,**
- **Autorisent le Directeur Général à transmettre les données comptables et financières de l'OAH au groupe POLYLOGIS à des fins de négociation,**
- **Autorisent le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

APPROBATIONS : 16
ABSTENTION : 0
OPPOSITIONS : 2

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.

Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

Eric CAMPOY

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT **EXTRAIT**
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS **REGISTRE DES DELIBERATIONS**
CONSEIL d'ADMINISTRATION EXCEPTIONNEL REUNION DU VENDREDI 13 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vendredi treize décembre, à 17 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle du Conseil de l'OAH.

PRESENTS : Arouna ADEOTI, Auria BOUROUBA, Bernard BUFFAUT, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Raymonde DELAGE, Sylvain DUVAL, Jean-Michel FREVILLE, Catherine JAPIOT, Patrick JOLIBOIS, Christian LALANDRE, Sylvia LEVY, Ghislaine MOREAU, Abderahmane NASSOUR, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Madame SENET.

EXCUSES : Laurianne BELLIER (Pouvoir à Ghislaine MOREAU), Christophe BONNEFOND (Pouvoir à Anna CONTANT), Christian BOULEY (Pouvoir à Dominique TORCOL), Sophie DIEMUNSCH (Pouvoir à Vincent VALLÉ), Elisabeth GERARD-BILLEBAULT (Pouvoir à Raymonde DELAGE), Isabelle JOAQUINA (Pouvoir à Auria BOUROUBA), Andrée VALLET, Bruno AGEZ.

2 RAPPROCHEMENT OAH / CA / POLYLOGIS – PROTOCOLE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE

Monsieur VALLÉ, Président de l'OAH, ainsi que Monsieur CAMPOY, Directeur Général, présentent le protocole de partenariat stratégique ainsi que ses annexes (annexes 1 à 5).

Intervention de Bernard BUFFAUT :

« Je n'étais absolument pas contre un rapprochement, puisqu'on savait bien que les finances de l'office nécessitaient, comme un bon nombre d'office, d'un rapprochement pour des raisons financières. On est bien d'accord là-dessus, donc je n'ai jamais été opposé à cela.

Vous savez, ce qui m'a un peu contrarié et a amené mon opposition, c'est la façon dont cela s'est fait surtout.

Ce qui était prévu dans le rapprochement initialement, c'était 49 % pour la société absorbante, et 51 % pour l'ESH. Or aujourd'hui, c'est le contraire. Nous voyons bien que le pouvoir décisionnaire, quoi qu'on en dise, c'est celui qui aura les 51 %.

Il y a longtemps que tout est décidé, que tout est bouclé. Aujourd'hui, on nous demande de voter, mais quand je vois qu'au niveau d'un certain nombre de choses, que des gens de Polylogis viennent ici, déjà tout est en route.
Je reconnais qu'il y a eu des efforts de transparence, mais dans la décision, on a tout fait comme si tout était déjà ficelé. Je ne prendrai donc pas part au vote. Je voulais que cela soit clair.

Je ne veux pas voter contre, je ne veux pas voter pour. Je ne prendrai pas part au vote et je rappelle que je n'étais pas contre le rapprochement. »

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Intervention de Monsieur Mahiédine CHENOUNA :

Monsieur CHENOUNA s'interroge sur le futur agrément HLM et demande qui donnera ou non cet agrément à la future ESH.

- Eric CAMPOY indique que cet agrément sera donné par le Ministre du Logement.

Monsieur CHENOUNA demande également, en cas de non agrément, quelle sera la suite donnée à ce rapprochement.

- Eric CAMPOY indique qu'en cas de non agrément, ce projet de rapprochement sera arrêté.

Intervention Monsieur Abderahmane NASSOUR, représentant de la CAF :

« En qualité de représentant du Conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne au sein du Conseil d'administration de l'O.A.H., je suis porte-parole des membres du CA de la CAF qui ont noté que les observations qui avaient été émises lors du Conseil d'administration O.A.H. du 12/07/2024 n'ont pas été prises en compte et regrettent :

- *Que n'ait pas été attendue la décision du tribunal administratif sur le recours contentieux effectué concernant la légalité de la procédure sur la modification de la composition du CA de l'Office public de l'Habitat en cours de mandature par l'EPCI de rattachement.*

- *Qu'il n'y ait pas eu de démarche engagée avec d'autres organismes bailleurs que Polylogis dans le cadre de l'obligation de regroupement des organismes de logement social tel que le CA l'avait validé en 2021, notamment avec Idélians et alors même qu'au vu de la loi ELAN, l'OAH n'était plus dans l'obligation de se rapprocher d'un autre bailleur du fait qu'il était le dernier bailleur du département.*

- *Qu'il n'y ait pas eu de réflexion sur les différents montages juridiques envisageables sans se focaliser sur la création d'une entreprise sociale de l'habitat (ESH), en explorant d'autres pistes parmi lesquelles la création d'une société de coordination (SAC). La conclusion restant sur la création d'une ESH.*

- *Qu'il y n'y ait plus aucun représentant de la CAF au sein de la gouvernance envisagée.*

Par conséquent, en tant que représentant de la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne, j'émets un vote contre le rapprochement OAH-COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS-POLYLOGIS.

Vous remerciant de votre attention. »

Intervention de Cyril BERGER, représentant le personnel de l'OAH :

« Les membres du CSE ont pris connaissance du projet qui leur a été présenté de protocole partenarial entre l'OAH, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et le groupe Polylogis. Nous avons également étudié le projet de pacte d'actionnaires ainsi que le projet de statuts de la future entité qui accueillera les activités de notre organisme.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Le projet vise à créer un partenariat avant tout capitalistique entre l'OAH et le groupe Polylogis par la création d'une ESH (Entreprise Sociale pour l'Habitat) par trois actionnaires de référence, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, LogiRep société de tête du groupe Polylogis et Scalis ESH du groupe Polylogis gérant près de 11.000 logements en régions Centre-val de Loire et Nouvelle-Aquitaine. Puis l'OAH sera absorbée par cette nouvelle ESH au 31/12/2025.

Dans le cadre de ce projet le groupe Polylogis apportera 15,4 M€ en capital à la constitution de la nouvelle ESH. Le groupe Polylogis s'engage également à apporter 35 M€ sur 10 ans en compte courant d'associé sur la base d'un ambitieux plan d'investissement, soit 15% des investissements réalisés, avec :

- *La construction de 80 logements par an sur 10 ans*
- *La construction de 2 résidences spécifiques*
- *La diversification du parc avec la proposition de 160 logements en accession sociale*
- *2 opérations d'aménagement*

Le CSE sera attentif à la traduction de ces ambitions dans le Plan Stratégique du Patrimoine à venir et à l'évolution des équilibres économiques de la nouvelle ESH. Il s'interroge, d'une part si ce projet répond aux besoins de la population, et d'autre part, si les moyens humains et matériels actuels seront suffisants à la réalisation de ce projet. Une projection sur l'organisation du travail, des services, et des métiers doit être apportée.

Les membres du CSE regrettent que, si l'arrivée du groupe Polylogis apporte de nouveaux moyens financiers aux projets de logement social, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois abandonne la maitrise de sa politique du logement social dans le cadre de ce projet de partenariat. En effet, le groupe Polylogis possèdera 51% du capital de la future ESH et aura la majorité dans la prise des décisions au conseil d'administration. Le CSE s'interroge en cas de divergence de point de vue sur la capacité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à défendre ses projets. Les deux représentants du CSE au Conseil d'administration de la future ESH seront attentifs à la dynamique de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et le groupe Polylogis, ainsi qu'à la défense qui sera portée sur les intérêts du public et des salariés.

La Direction de l'OAH affirme que l'absorption de l'OAH par la future ESH ne change rien pour les salariés. Concernant les accords d'entreprise, la direction s'engage à leur survie dans la future ESH. Alors que le document de présentation du projet mentionnait cette survie des accords d'entreprise, le protocole de partenariat sur lequel est consulté le CSE ne formalisait pas cet engagement. Sur la demande du CSE, cette mention a été ajoutée au document.
Par ailleurs, il existe également un certain nombre d'usages (l'autorisation d'absence exceptionnelle pendant les plages fixes, 1 journée de RTT transformée en heures, mission hors temps de travail pour les manifestations 1h travaillée = 1.5 h récupérée…), les membres du CSE veilleront à leur poursuite dans la nouvelle structure.

Le CSE constate que le projet a des impacts sur les salariés, notamment sous statut de fonctionnaire. En effet les fonctionnaires de l'OAH auront un choix à faire sur leur statut dans la future ESH. Sur ce point le CSE ne peut que se satisfaire de la nomination d'un cabinet d'experts par la Direction de l'OAH pour accompagner les agents dans leurs décisions.
Toutefois, il fait remarquer et regrette que seule la demande initiale de détachement ou de mise à disposition est assurée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

L'absorption de l'OAH par la future ESH entraine un changement de convention collective, et donc de système de classification : chaque salarié devra être positionné dans la classification de la convention collective des ESH. Le CSE demande la mise en place d'une commission paritaire pour envisager la place de chaque emploi dans la nouvelle classification.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Envoyé en préfecture le
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2024-156
OBJET : Politique de l'habitat - Approbation de lancement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS

SEANCE DU 27 JUIN 2024

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 21 juin 2024, s'est réuni le 27 juin 2024 à 09 h 00 à la salle des Joinchères à VENOY, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
En exercice : *64*
Présents : *43*
Votants : *59 dont 16 pouvoirs*

Etaient présents : Crescent MARAULT, Jean-Philippe BAILLY, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christophe BONNEFOND, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Mani CAMBEFORT, Dominique CHAMBENOIT, Anna CONTANT, Carole CRESSON GIRAUD, Patrick CROS, Gérard DELILLE, Michel DUCROUX, Sylvie DUMESNIL, Chrystelle EDOUARD, Hicham EL MEHDI, Arminda GUIBLAIN, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Julien JOUVET, Emilie LAFORGE, Jean-Luc LIVERNEAUX, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Emmanuelle MIREDIN, Maryse NAUDIN, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Véronique PIERRON, Marie-Claire REROLE, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Magloire SIOPATHIS, Dominique TORCOL, Philippe VANTHEEMSCHE, Patricia VOYE, Farah ZIANI

Absents représentés par leur suppléant : Christian BOULEY par Sylvie DUMESNIL, Stephan PODOR par Patrick CROS, Bernard RIANT par Véronique PIERRON, Michaël TATON par Marie-Claire REROLE.

Pouvoirs : Stéphane ANTUNES pouvoir à Nicolas BRIOLLAND, Céline BÄHR pouvoir à Julien JOUVET, Michel BOUBOULEIX pouvoir à Anna CONTANT, Daniel CRENE pouvoir à Arminda GUIBLAIN, Mathieu DEBAIN pouvoir à Jean-Philippe BAILLY, Olivier FELIX pouvoir à Philippe VANTHEEMSCHE, Sophie FEVRE pouvoir à Mani CAMBEFORT, Margaux GRANDRUE pouvoir à Bruno MARMAGNE, Isabelle JOAQUINA pouvoir à Francis HEURLEY, Souleymane KONÉ pouvoir à Auria BOUROUBA, Frédéric PETIT pouvoir à Christophe BONNEFOND, Laurent PONROY pouvoir à Carole CRESSON GIRAUD, Sylvie PREAU pouvoir à Emilie LAFORGE, Guido ROMANO pouvoir à Patrick BARBOTIN, Vincent VALLÉ pouvoir à Crescent MARAULT, Yves VECTEN pouvoir à Pascal HENRIAT

Absents non représentés : Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Lionel MION, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET

Secrétaire de séance : Dominique CHAMBENOIT

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'article 81 de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN prévoit que les organismes détenant ou gérant moins de 12.000 logements locatifs sociaux doivent, depuis le 1er janvier 2021, appartenir à un groupe soit en formant un ensemble de société soit en participant à une société de coordination.
La communauté de l'Auxerrois est la collectivité de rattachement de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), office public de l'habitat détenant et gérant près de 6.000 logements locatifs sociaux situés sur le département de l'Yonne.
L'OAH ne saurait engager seul le développement de l'habitat sur le territoire auxerrois, aussi l'OAH et la Communauté de l'Auxerrois étudient depuis plusieurs mois des scenarios d'évolution stratégique de l'Office permettant non seulement de mettre en œuvre le projet de territoire 2021-2031 « *Transformons l'Auxerrois* » adopté par la Communauté de l'Auxerrois mais également d'inscrire l'OAH dans une dynamique de regroupement telle qu'insufflée par la loi ELAN.
C'est dans ce contexte que des échanges ont eu lieu avec le groupe HLM POLYLOGIS sur la base d'un renouvellement de leur marque d'intérêt à accompagner la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois en lien avec l'OAH.
Le groupe POLYLOGIS compte parmi les dix principaux acteurs du logement social et comprend 19 sociétés et est organisé en 4 pôles :

- Le pôle « Habitat Social » avec 6 entreprises sociales de l'habitat (LogiRep, TMH, LogiOuest, LogiRys, Scalis, La Thoisseyenne), une société coopérative HLM (SoliLogis), 2 SAC (Logi et DomusNostra) et 1 partenaire stratégique (ESH RLF). Ce pôle compte 96 600 logements locatifs et intègre toutes les activités stratégiques du secteur HLM (86 600 logements familles et 150 résidences services pour 10 000 logements) ;
- Le pôle « Promotion Immobilière » avec 3 sociétés d'accession sociale SACICAP (LogiCap, LogiCap Normandie et SACICAP Le Havre Normandie) et 2 sociétés de promotion immobilière (LogiH, LogiH Normandie) ;
- Le pôle « Aménagement » avec une société d'aménagement (CitAme) ;
- Le pôle « Services à l'immobilier » avec Immo de France Paris Ile-de-France et CPH, représentant 69 800 lots gérés en syndic de copropriétés et en location. Ses activités stratégiques sont le syndic de copropriétés, l'administration de biens, la transaction, les opérations de marchand de biens et la gestion locative privée.

Le Groupe a 1.700 collaborateurs présents dans neuf régions en France (Bourgogne Franche Comté, Ile-de-France, Normandie, Hauts-de-France, Pays de la Loire, Centre Val de Loire, Nouvelle Aquitaine, Auvergne Rhône Alpes, Occitanie).

Le groupe POLYLOGIS et plus particulièrement les entreprises sociales de l'habitat (ESH) Scalis et LogiRep ont manifesté le souhait d'accompagner l'Office et sa collectivité de rattachement dans la mise en œuvre des projets structurants de la politique de l'habitat.

Le partenariat permettrait de diversifier la production de logements. Il serait ainsi proposé :

- La construction sur le territoire de l'Auxerrois de 800 logements construits sur 10 ans : PLAI, PLUS, PLS, PLI, LLI, résidences séniors et étudiantes etc ;

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Envoyé en
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

- La réhabilitation d'ici fin 2030 des logements de l'OAH afin de résorber les logements classés E F G en adéquation avec la loi climat et résilience du 22 août 2021 ;

- Finaliser les opérations lancées sur la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du renouvellement urbain sur le quartier Sainte Geneviève/les Brichères et les Rosoirs à Auxerre telles que définies par la convention relative au nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) signée le 02 juin 2023 ;

- D'avoir un opérateur en capacité d'intervenir au sein des 29 communes dans le cadre du PLUiHM afin d'accompagner la revitalisation des centre-bourgs (dents creuses et réhabilitation du patrimoine) ;

- D'avoir un opérateur en capacité d'accompagner les communes dans leurs opérations d'aménagement privées et sociales.

Afin de parvenir à ces objectifs, il est proposé que la finalité de ce partenariat soit la création d'une nouvelle entreprise de type Entreprise Sociale de l'Habitat (ESH) laquelle ESH comprendrait la communauté de l'Auxerrois à hauteur de 49% du capital social et le groupe POLYLOGIS à 51% et se rapprocherait de l'OAH en vue de mettre en œuvre la politique de l'habitat auxerroise, selon les modalités encadrées par l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

L'année 2024 devrait permettre aux parties prenantes de définir les modalités financières, économiques et juridiques du partenariat.

En ce sens, des études et travaux seront menés par l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS.

Afin de définir les modalités de ce partenariat, l'objectif est de conclure un protocole entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS pour définir la gouvernance de la future ESH au plus tard fin 2024.

Dans l'optique de la création de l'ESH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS seront actionnaires de référence, conformément à l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, liés par un pacte d'actionnaires permettant à la Communauté de l'Auxerrois de porter les grandes décisions stratégiques et d'assurer la bonne gouvernance de l'entité dans l'intérêt du projet de territoire et permettant à la nouvelle ESH d'être rattachée au Groupe d'organismes de logement social Polylogis au sens des articles L 233-3 du Code de Commerce et L 423-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitat.
Les conseillers communautaires demandent de surcroît, à travers le protocole de partenariat et in fine à travers ce pacte d'actionnaires de référence de bénéficier d'une représentation forte du territoire dans l'ESH notamment en ayant un nombre de représentants égal à celui du groupe POLYLOGIS dans le pacte d'actionnaires via la constitution d'un comité de gouvernance chargé de définir les grandes orientations stratégiques de la société qui serait composé de :

- 3 représentants de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- 3 représentants du Groupe Polylogis.

Les modalités de fonctionnement et de décision seront à préciser dans le pacte d'actionnaires.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20240712-12072024-DE

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le
ID : 089-200067114-20240627-2024_156-DE

communauté
de l'auxerrois

Le protocole de partenariat devra définir précisément la gouvernance de la future ESH puis sera présenté aux élus du conseil communautaire et enfin soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante de la Communauté de l'Auxerrois au cours du second semestre 2024.

Si accord entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS sur le partenariat évoqué ci-dessus, le calendrier prévisionnel de la mise en œuvre de la nouvelle structure serait opéré en 2025 selon le séquencement suivant :

- Première phase : constitution de l'ESH avec l'approbation des statuts et du pacte d'actionnaires de référence ;

- Deuxième phase : Dotation en patrimoine et en fonds propre de la nouvelle structure pour mener les opérations de la politique de l'habitat sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois (cf. objectifs précités).

Ainsi, le nouvel opérateur en charge de l'exécution de la politique de développement de l'habitat à l'échelle de l'agglomération auxerroise serait opérationnel au 1er janvier 2026.

En vue de bâtir ce partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe POLYLOGIS, il est demandé au conseil communautaire d'approuver le principe d'engager des études, sur la base des propositions du groupe POLYLOGIS jointes en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le principe d'engagement des études en vue d'un partenariat entre l'OAH, la Communauté de l'Auxerrois et le groupe HLM POLYLOGIS ;
- De mandater les 13 administrateurs désignés par le conseil communautaire pour porter cette décision au sein du conseil d'administration de l'OAH ;
- D'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 41
- voix contre : 12 Jean-Philippe BAILLY, Patrick BARBOTIN, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Stephan PODOR, Bernard RIANT, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Yves VECTEN
- abstentions : 6 Pascal BARBERET, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Maud NAVARRE, Patrick PICARD, Farah ZIANI
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5 Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Lionel MION, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le Président,
Crescent MARAULT

Affiché le : 03.07.24

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Le CSE indique que, même si la rémunération nette annuelle reste identique, elle n'est plus composée de la même façon et implique une baisse mensuelle. Le CSE demande que les autres éléments qui composent la rémunération soient clarifiés (prime d'ancienneté, supplément familial…)

Enfin, si les responsables du groupe Polylogis affirment vouloir maintenir en l'état l'organisation opérationnelle de l'OAH, nous constatons que Polylogis poursuit un objectif de constitution d'un acteur majeur du logement social par l'intégration d'entités telles que l'OAH. Les membres du CSE seront vigilants sur les évolutions futures de l'organisation de notre organisme.

Compte tenu du contexte économique et de la situation financière fragile de l'OAH à ce jour, le CSE est conscient que ce projet renforcerait les capacités financières nécessaires à notre structure. Cependant, le CSE restera vigilant et attentif sur les points évoqués précédemment sur le présent avis.

Ceci est l'avis du CSE de l'OAH. »

Après les différentes interventions, le Président, Vincent VALLÉ, propose de passer au vote, qui se déroulera à bulletin secret à la demande d'un Administrateur.

Résultat du vote à bulletin secret :

APPROBATIONS : 16
OPPOSITION : 4
ABSTENTION : 1

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à la majorité :

- **Approuvent le protocole de partenariat stratégique,**
- **Autorisent le Directeur Général à signer le protocole de partenariat stratégique et autres actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

Eric CAMPOY

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
276 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT — **EXTRAIT**
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS — **REGISTRE DES DELIBERATIONS**
CONSEIL d'ADMINISTRATION EXCEPTIONNEL **REUNION DU VENDREDI 13 DECEMBRE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vendredi treize décembre, à 17 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle du Conseil de l'OAH.

PRESENTS : Arouna ADEOTI, Auria BOUROUBA, Bernard BUFFAUT, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Raymonde DELAGE, Sylvain DUVAL, Jean-Michel FREVILLE, Catherine JAPIOT, Patrick JOLIBOIS, Christian LALANDRE, Sylvia LEVY, Ghislaine MOREAU, Abderahmane NASSOUR, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Madame SENET.

EXCUSES : Laurianne BELLIER (Pouvoir à Ghislaine MOREAU), Christophe BONNEFOND (Pouvoir à Anna CONTANT), Christian BOULEY (Pouvoir à Dominique TORCOL), Sophie DIEMUNSCH (Pouvoir à Vincent VALLÉ), Elisabeth GERARD-BILLEBAULT (Pouvoir à Raymonde DELAGE), Isabelle JOAQUINA (Pouvoir à Auria BOUROUBA), Andrée VALLET, Bruno AGEZ.

2 RAPPROCHEMENT OAH / CA / POLYLOGIS – PROTOCOLE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE

Monsieur VALLÉ, Président de l'OAH, ainsi que Monsieur CAMPOY, Directeur Général, présentent le protocole de partenariat stratégique ainsi que ses annexes (annexes 1 à 5).

Intervention de Bernard BUFFAUT :

« Je n'étais absolument pas contre un rapprochement, puisqu'on savait bien que les finances de l'office nécessitaient, comme un bon nombre d'office, d'un rapprochement pour des raisons financières. On est bien d'accord là-dessus, donc je n'ai jamais été opposé à cela.

Vous savez, ce qui m'a un peu contrarié et a amené mon opposition, c'est la façon dont cela s'est fait surtout.

Ce qui était prévu dans le rapprochement initialement, c'était 49 % pour la société absorbante, et 51 % pour l'ESH. Or aujourd'hui, c'est le contraire. Nous voyons bien que le pouvoir décisionnaire, quoi qu'on en dise, c'est celui qui aura les 51 %.

Il y a longtemps que tout est décidé, que tout est bouclé. Aujourd'hui, on nous demande de voter, mais quand je vois qu'au niveau d'un certain nombre de choses, que des gens de Polylogis viennent ici, déjà tout est en route.
Je reconnais qu'il y a eu des efforts de transparence, mais dans la décision, on a tout fait comme si tout était déjà ficelé. Je ne prendrai donc pas part au vote. Je voulais que cela soit clair.

Je ne veux pas voter contre, je ne veux pas voter pour. Je ne prendrai pas part au vote et je rappelle que je n'étais pas contre le rapprochement. »

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Intervention de Monsieur Mahiédine CHENOUNA :

Monsieur CHENOUNA s'interroge sur le futur agrément HLM et demande qui donnera ou non cet agrément à la future ESH.

- Eric CAMPOY indique que cet agrément sera donné par le Ministre du Logement.

Monsieur CHENOUNA demande également, en cas de non agrément, quelle sera la suite donnée à ce rapprochement.

- Eric CAMPOY indique qu'en cas de non agrément, ce projet de rapprochement sera arrêté.

Intervention Monsieur Abderahmane NASSOUR, représentant de la CAF :

« En qualité de représentant du Conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne au sein du Conseil d'administration de l'O.A.H., je suis porte-parole des membres du CA de la CAF qui ont noté que les observations qui avaient été émises lors du Conseil d'administration O.A.H. du 12/07/2024 n'ont pas été prises en compte et regrettent :

- *Que n'ait pas été attendue la décision du tribunal administratif sur le recours contentieux effectué concernant la légalité de la procédure sur la modification de la composition du CA de l'Office public de l'Habitat en cours de mandature par l'EPCI de rattachement.*

- *Qu'il n'y ait pas eu de démarche engagée avec d'autres organismes bailleurs que Polylogis dans le cadre de l'obligation de regroupement des organismes de logement social tel que le CA l'avait validé en 2021, notamment avec Idélians et alors même qu'au vu de la loi ELAN, l'OAH n'était plus dans l'obligation de se rapprocher d'un autre bailleur du fait qu'il était le dernier bailleur du département.*

- *Qu'il n'y ait pas eu de réflexion sur les différents montages juridiques envisageables sans se focaliser sur la création d'une entreprise sociale de l'habitat (ESH), en explorant d'autres pistes parmi lesquelles la création d'une société de coordination (SAC). La conclusion restant sur la création d'une ESH.*

- *Qu'il y n'y ait plus aucun représentant de la CAF au sein de la gouvernance envisagée.*

Par conséquent, en tant que représentant de la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne, j'émets un vote contre le rapprochement OAH-COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS-POLYLOGIS.

Vous remerciant de votre attention. »

Intervention de Cyril BERGER, représentant le personnel de l'OAH :

« Les membres du CSE ont pris connaissance du projet qui leur a été présenté de protocole partenarial entre l'OAH, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et le groupe Polylogis. Nous avons également étudié le projet de pacte d'actionnaires ainsi que le projet de statuts de la future entité qui accueillera les activités de notre organisme.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Le projet vise à créer un partenariat avant tout capitalistique entre l'OAH et le groupe Polylogis par la création d'une ESH (Entreprise Sociale pour l'Habitat) par trois actionnaires de référence, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, LogiRep société de tête du groupe Polylogis et Scalis ESH du groupe Polylogis gérant près de 11.000 logements en régions Centre-val de Loire et Nouvelle-Aquitaine. Puis l'OAH sera absorbée par cette nouvelle ESH au 31/12/2025.

Dans le cadre de ce projet le groupe Polylogis apportera 15,4 M€ en capital à la constitution de la nouvelle ESH. Le groupe Polylogis s'engage également à apporter 35 M€ sur 10 ans en compte courant d'associé sur la base d'un ambitieux plan d'investissement, soit 15% des investissements réalisés, avec :

- *La construction de 80 logements par an sur 10 ans*
- *La construction de 2 résidences spécifiques*
- *La diversification du parc avec la proposition de 160 logements en accession sociale*
- *2 opérations d'aménagement*

Le CSE sera attentif à la traduction de ces ambitions dans le Plan Stratégique du Patrimoine à venir et à l'évolution des équilibres économiques de la nouvelle ESH. Il s'interroge, d'une part si ce projet répond aux besoins de la population, et d'autre part, si les moyens humains et matériels actuels seront suffisants à la réalisation de ce projet. Une projection sur l'organisation du travail, des services, et des métiers doit être apportée.

Les membres du CSE regrettent que, si l'arrivée du groupe Polylogis apporte de nouveaux moyens financiers aux projets de logement social, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois abandonne la maitrise de sa politique du logement social dans le cadre de ce projet de partenariat. En effet, le groupe Polylogis possèdera 51% du capital de la future ESH et aura la majorité dans la prise des décisions au conseil d'administration. Le CSE s'interroge en cas de divergence de point de vue sur la capacité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à défendre ses projets. Les deux représentants du CSE au Conseil d'administration de la future ESH seront attentifs à la dynamique de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et le groupe Polylogis, ainsi qu'à la défense qui sera portée sur les intérêts du public et des salariés.

La Direction de l'OAH affirme que l'absorption de l'OAH par la future ESH ne change rien pour les salariés. Concernant les accords d'entreprise, la direction s'engage à leur survie dans la future ESH. Alors que le document de présentation du projet mentionnait cette survie des accords d'entreprise, le protocole de partenariat sur lequel est consulté le CSE ne formalisait pas cet engagement. Sur la demande du CSE, cette mention a été ajoutée au document.
Par ailleurs, il existe également un certain nombre d'usages (l'autorisation d'absence exceptionnelle pendant les plages fixes, 1 journée de RTT transformée en heures, mission hors temps de travail pour les manifestations 1h travaillée = 1.5 h récupérée…), les membres du CSE veilleront à leur poursuite dans la nouvelle structure.

Le CSE constate que le projet a des impacts sur les salariés, notamment sous statut de fonctionnaire. En effet les fonctionnaires de l'OAH auront un choix à faire sur leur statut dans la future ESH. Sur ce point le CSE ne peut que se satisfaire de la nomination d'un cabinet d'experts par la Direction de l'OAH pour accompagner les agents dans leurs décisions.
Toutefois, il fait remarquer et regrette que seule la demande initiale de détachement ou de mise à disposition est assurée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

L'absorption de l'OAH par la future ESH entraine un changement de convention collective, et donc de système de classification : chaque salarié devra être positionné dans la classification de la convention collective des ESH. Le CSE demande la mise en place d'une commission paritaire pour envisager la place de chaque emploi dans la nouvelle classification.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241213-13122024-DE

Le CSE indique que, même si la rémunération nette annuelle reste identique, elle n'est plus composée de la même façon et implique une baisse mensuelle. Le CSE demande que les autres éléments qui composent la rémunération soient clarifiés (prime d'ancienneté, supplément familial…)

Enfin, si les responsables du groupe Polylogis affirment vouloir maintenir en l'état l'organisation opérationnelle de l'OAH, nous constatons que Polylogis poursuit un objectif de constitution d'un acteur majeur du logement social par l'intégration d'entités telles que l'OAH. Les membres du CSE seront vigilants sur les évolutions futures de l'organisation de notre organisme.

Compte tenu du contexte économique et de la situation financière fragile de l'OAH à ce jour, le CSE est conscient que ce projet renforcerait les capacités financières nécessaires à notre structure. Cependant, le CSE restera vigilant et attentif sur les points évoqués précédemment sur le présent avis.

Ceci est l'avis du CSE de l'OAH. »

Après les différentes interventions, le Président, Vincent VALLÉ, propose de passer au vote, qui se déroulera à bulletin secret à la demande d'un Administrateur.

Résultat du vote à bulletin secret :

APPROBATIONS : 16
OPPOSITION : 4
ABSTENTION : 1

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à la majorité :

- **Approuvent le protocole de partenariat stratégique,**
- **Autorisent le Directeur Général à signer le protocole de partenariat stratégique et autres actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Eric CAMPOY

AuxR Logis
société anonyme
au capital social de 100.000 euros
12 avenue des Brichères – 89000 Auxerre
RCS Auxerre

STATUTS

ARTICLE 1 – Forme

Il est formé, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme d'habitations à loyer modéré régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du livre IV du code de la construction et de l'habitation ainsi que par les dispositions non contraires du code civil, du code de commerce et du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

La société a été constituée sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration.

La société continue d'exister sous son nouveau mode de gestion entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du livre IV du Code de la Construction et de l'habitation, les dispositions du Code Civil, les articles L 210-1 et suivants du Code de Commerce, et le décret n°67-236 du 23 mars 1967, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination

La dénomination de la société est :

AuxR Logis
société anonyme d'habitations à loyer modéré

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « société anonyme à conseil d'administration » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 3 - Objet social

La société a pour objet :

1° En vue principalement de la location, de construire, d'acquérir, d'améliorer, d'aménager, d'assainir, de réparer et de gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du code de la construction et de l'habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble ;

2° De gérer les immeubles appartenant à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ;

3° De gérer les immeubles à usage principal d'habitation appartenant à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, à une société d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1, à des organismes à but non lucratif, à l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du code de la construction et de l'habitation ou aux sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à au moins 99 % par cette association ;

4° De réaliser des missions d'accompagnement social destinées aux populations logées dans le patrimoine qu'elle gère ou, à titre de prestataire de services, pour les populations logées dans le patrimoine géré par d'autres organismes de logement social ;

5° De réaliser pour son compte ou pour le compte de tiers, avec l'accord de la ou des collectivités ou établissements publics intéressés, toutes les interventions foncières, les actions ou opérations d'aménagement, y compris les lotissements, prévues par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, sans que les dispositions de l'article L. 443-14 de ce dernier code soient applicables aux cessions d'immeubles rendues nécessaires par ces réalisations ;

6° En complément de son activité locative, de réaliser ou d'acquérir et d'améliorer des logements en vue de leur vente à des personnes physiques à titre de résidences principales, soit lorsqu'une offre satisfaisante de ces logements n'est pas assurée dans un îlot, un quartier ou une commune, soit à la demande de la collectivité territoriale dans le cadre d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la mise en œuvre des objectifs de renouvellement urbain et de mixité sociale prévus dans les contrats de ville. Ces logements sont destinés à des personnes physiques dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés en application de l'article D. 443-34 du code de la construction et de l'habitation. Les prix de vente de ces immeubles respectent les maxima fixés en application du même article ;

7° D'assister, à titre de prestataire de services, des personnes physiques et des sociétés coopératives de construction ou sociétés civiles immobilières ayant pour objet la réalisation d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation destinés à des accédants dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés en application de l'article D. 443-34 du code de la construction et de l'habitation ;

8° Après avoir souscrit ou acquis des parts d'une société civile immobilière ayant pour objet la réalisation d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation destinés à des accédants dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés en application de l'article R. 443-34 du code de la construction et de l'habitation, d'être syndic de copropriété ou d'exercer les fonctions d'administrateur de biens de ces immeubles ;

9° De construire, acquérir, réaliser des travaux, gérer des immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation en vue de leur location-accession ;

10° De réaliser, pour le compte d'associations ou d'organismes agréés dans le domaine du logement social, des prestations de services pour des opérations ou des actions de nature à favoriser l'insertion sociale des personnes et la mixité urbaine et sociale des villes et des quartiers ;

11° De réaliser pour le compte d'autres organismes d'habitations à loyer modéré des prestations de services pour des missions entrant dans l'objet social et la compétence territoriale desdits organismes et de la société ;

12° D'être syndic de copropriété et administrateur de biens d'immeubles bâtis, construits ou acquis soit par elle, soit par un autre organisme d'habitations à loyer modéré, une collectivité territoriale, une société d'économie mixte ou un organisme sans but lucratif, l'association mentionnée à l'article L. 313-34 du code de la construction et de l'habitation précitée ou une des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à au moins 99 % par cette association ;

13° De vendre des ouvrages de bâtiment aux organismes visés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et aux sociétés d'économie mixte ou de les acquérir auprès d'eux, par contrat de vente d'immeuble à construire prévu aux articles L. 261-1 et suivants du même code ;

14° De construire ou d'acquérir, d'aménager, d'entretenir, de gérer ou de donner en gestion à des personnes physiques ou morales des résidences hôtelières à vocation sociale prévues à l'article L. 631-11 du code de la construction et de l'habitation ;

15° D'acquérir des hôtels, meublés ou non, destinés à l'hébergement temporaire de personnes en difficulté et les donner en location à des organismes agréés par le préfet du département du lieu de situation de ces hôtels ;

16° D'intervenir comme prestataire de services de sociétés d'économie mixte pour la réalisation d'opérations d'aménagement, après y avoir été spécialement agréée dans les conditions de l'article R. 422-4 du code de la construction et de l'habitation ;

17° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation et celui du préfet donnés dans les conditions fixées à l'article R. 442-23 du code de la construction et de l'habitation, de gérer, en qualité d'administrateur de biens, des logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou être syndic de ces copropriétés ;

18° Dans les copropriétés mentionnées au 17° ci-dessus qui font l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue à l'article L. 303-1 du même code et dédiée aux copropriétés dégradées, d'acquérir des lots en vue de leur revente, d'y effectuer tous travaux et de les louer provisoirement. Les dispositions du 3° de l'article R. 421-2 du même code sont applicables aux conditions de revente et de location de ces lots ;

19° De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles faisant l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation ;

20° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, d'être syndic de copropriétés situées dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et qui satisfont aux caractéristiques de décence mentionnées à l'article L. 442-11 ;

21° De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation ;

22° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du code de la construction et de l'habitation, des logements situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du même code ;

23° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du code de la construction et de l'habitation, des logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis plus d'un an ;

24° De réaliser des hébergements de loisirs à vocation sociale dans les conditions prévues aux articles L. 421-3 (6°) et R. 421-2 (2°) du code de la construction et de l'habitation ;

25° De se voir confier par convention la réalisation d'une opération de restructuration urbaine qui peut comprendre toutes opérations ou actions ou tous aménagements ou équipements de nature à favoriser une politique de développement social urbain telle que définie à l'article 1er de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville. La convention peut inclure des actions d'insertion professionnelle et sociale en faveur des habitants des grands ensembles ou des quartiers d'habitat dégradé mentionnés au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

26° De prendre à bail des logements vacants pour les donner en sous-location à des personnes physiques dans les conditions fixées par les articles L. 444-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

27° De réaliser en vue de leur vente, dans les conditions prévues aux articles L. 261-1 à L. 261-22 du code de la construction et de l'habitation, à l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du code de la construction et de l'habitation (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001) ou aux sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association, des immeubles à usage principal d'habitation destinés à la location ;

28° De participer, en application de l'article L. 424-2 du code de la construction et de l'habitation, à des actions de développement à caractère social d'intérêt direct pour les habitants des quartiers d'habitat social, dans le cadre des contrats de ville conclus en application de l'article 27 de la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire ;

29° De réaliser des opérations de conception, réalisation, entretien ou maintenance d'équipements hospitaliers ou médico-sociaux pour les besoins d'un établissement public de santé dans les conditions fixées par l'article L. 6148-7 du code de la santé publique ;

30° De réaliser en vue de leur vente, dans les conditions prévues à l'article L. 261-3 du code de la construction et de l'habitation, pour le compte de personnes publiques ou privées, des immeubles à usage principal d'habitation dont elle peut provisoirement détenir l'usufruit selon les modalités définies aux articles L. 253-1 à L. 253-5 du même code ;

31° D'assurer la gérance des sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété régies par les articles L. 443-6-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

32° De réaliser des travaux, d'acquérir, de construire et de gérer des immeubles à usage d'habitation au profit des fonctionnaires de la police et de la gendarmerie nationales, des services départementaux d'incendie et de secours ou des services pénitentiaires, ainsi que les locaux accessoires à ces immeubles et les locaux nécessaires au fonctionnement des gendarmeries ;

33° De réaliser des prestations de services pour le compte de l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du code de la construction et de l'habitation (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001) ou des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association ;

34° D'être syndic de copropriété dans le cas prévu à l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation ;

35° De réaliser toutes opérations pour lesquelles les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré sont ou seront habilitées par les textes législatifs s'y rapportant.

ARTICLE 4 - Compétence territoriale – Siège social

L'activité de la société s'exerce sur le territoire de la région où est situé son siège social. Elle peut également intervenir sur le territoire des départements limitrophes à cette région, après accord de la commune d'implantation de l'opération.

Par décision prise dans les conditions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, le Ministre chargé du Logement peut étendre la compétence territoriale de la société

Le siège social est fixé à :

12 avenue des Brichères
89000 AUXERRE

Il pourra être transféré à l'intérieur de la région ou des régions où s'exerce la compétence de la société.

La décision de transférer le siège social de la société à l'intérieur du département où s'exerce la compétence de la société pourra être prise par simple délibération du conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le conseil d'administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la société est fixée à QUATRE-VINGT DIX-NEUF ANS (99) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - Composition et modification du capital social

Le capital social de la société est composé de **1.000 actions** nominatives de **100 € (cent euros)** chacune, entièrement libérées.

Soit : **100.000 Euros**

Toute augmentation du capital social de la société nécessite l'accord du préfet du département où est situé le siège social de la société.

Après acquittement des charges de toute nature, y compris tous amortissements et provisions, ainsi que le prélèvement au profit du fonds de réserve légale ou d'autres réserves dont la constitution est imposée par la réglementation propre aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré et la répartition éventuelle de dividendes dans les conditions définies à la clause

20 des présents statuts, le surplus éventuel forme une réserve spéciale destinée à assurer le développement de l'activité de la société et à parer aux éventualités.

Conformément à l'art. L. 423-5 du code de la construction et de l'habitation et sous réserve des exceptions prévues par cet article, les réserves, les bénéfices ou les primes d'émission ne peuvent être incorporés au capital.

Les réductions de capital doivent être effectuées dans le respect des dispositions de l'article L. 423-5 du code de la construction et de l'habitation.

La société ne peut procéder à l'amortissement de son capital.

ARTICLE 7 - Cession d'actions

1. Le prix de cession des actions ne peut dépasser celui qui est fixé en application de l'article L. 423-4 du code de la construction et de l'habitation, sauf dérogation accordée dans les conditions prévues par cet article ;

2. Chaque communauté de communes de plus de 50.000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15.000 habitants, communauté urbaine, communauté d'agglomération, syndicat d'agglomération nouvelle, département ou région sur le territoire duquel ou de laquelle la société possède des logements ou des logements foyers, lorsqu'il ou elle n'est pas actionnaire de la société, est en droit d'acquérir une action de l'actionnaire de référence.

L'acquisition se fait au prix symbolique de dix centimes d'euro.

La cession est consentie par l'actionnaire de référence ou l'un quelconque des actionnaires le constituant dans les quinze jours de la demande faite par l'établissement public, le département ou la région au président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de la société ;

3. Tout représentant des locataires qui n'est pas actionnaire acquiert une action de l'actionnaire de référence. Dans les huit jours suivant la proclamation du résultat des élections ou de la cessation des fonctions en cours de mandat du représentant des locataires auquel il succède, l'acquisition de cette action lui est proposée au prix symbolique de dix centimes d'euro par l'actionnaire de référence ou l'un des actionnaires qui le constituent ;

4. Sauf en cas de cession mentionnée au 2 ou au 3, ainsi qu'en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou un descendant, le transfert d'actions à un tiers non actionnaire de la société, à quelque titre que ce soit, doit être autorisé par le conseil d'administration qui n'est pas tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Le refus d'agrément peut résulter soit d'une décision expresse, soit d'un défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande.

En cas de refus d'agrément, le conseil d'administration est tenu, dans un délai de trois mois à compter de son refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par une ou plusieurs personnes qu'il aura lui-même désignée(s) ou agrée(s). Dans ce cas, le prix ne peut être inférieur à celui de la cession non autorisée. Si à l'expiration du délai susmentionné, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, sauf prolongation de ce délai par décision de justice à la demande de la société ;

5. Tout actionnaire mentionné au 4° du I de l'article L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation qui entend céder tout ou partie de ses actions peut demander leur rachat, à un prix qu'il propose et qui est au plus égal à celui résultant de l'application de l'article L. 423-4 du même code, par l'actionnaire de référence ou l'un des actionnaires qui le constituent. Celui-ci, à défaut de faire acquérir les actions soit par un autre actionnaire soit par une ou plusieurs personnes qu'il aura désignée(s), est tenu d'acquérir lui-même les actions, dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

A défaut d'accord amiable sur le prix des actions à l'expiration du délai de trois mois mentionné à l'alinéa précédent, le juge fixe ce prix et prononce si nécessaire le transfert de propriété.

ARTICLE 8 - Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de six à dix-huit administrateurs.

La société est administrée par un conseil d'administration, dans les conditions prévues à la sous-section 1 de la section 2 du chapitre V du titre II du livre II du code de commerce.

Le conseil d'administration comprend trois administrateurs nommés sur proposition des établissements publics et collectivités territoriales mentionnés au 2° du I de l'article L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation. Les trois actionnaires représentant les locataires et élus par ces derniers dans les conditions fixées au 3° du I du même article sont administrateurs.

Les administrateurs sont nommés pour trois ans, à l'exception des membres du conseil représentants des locataires qui sont élus pour une durée de quatre ans. La durée de leur mandat est calculée conformément à la réglementation en vigueur.

Les membres sortants sont toujours rééligibles.

Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent. Lorsqu'elle le révoque, elle est tenue de pourvoir sans délai à son remplacement.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, par décès ou démission, les membres restants peuvent pourvoir au remplacement provisoire par des nominations valables jusqu'à ratification par la prochaine Assemblée Générale.

Si le nombre d'administrateurs est devenu inférieur à six, l'assemblée générale ordinaire est convoquées immédiatement pour compléter l'effectif du conseil.

A défaut de ratification par l'assemblée générale des désignations à titre provisoire faites par le conseil d'administration, les délibérations prises et les actes accomplis entre-temps par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Les fonctions du nouveau membre cessent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il remplace.

ARTICLE 9 - Conditions mises à l'exercice des fonctions d'administrateur

Chaque administrateur doit être propriétaire, en son nom personnel, d'une action au moins.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction.

Si cette proportion venait à être dépassée, l'administrateur le plus âgée serait réputé démissionnaire d'office, avec effet à l'issue de la première Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes.

Les personnes qui assurent la représentation d'un département ou d'une commune au conseil d'administration ainsi que les représentants des locataires ne sont pas soumis aux limites d'âge prévues à l'alinéa précédent.

Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui, en vertu des présents statuts, peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge.

ARTICLE 10 - Situation des administrateurs

Le mandat des membres du conseil d'administration est exercé à titre gratuit dans les conditions prévues à l'article R.421-10 du Code de la construction et de l'habitation.

Toutefois le conseil d'administration de l'organisme alloue aux membres du conseil visés à l'article L.423-13 une indemnité forfaitaire destinée à compenser la diminution de leur rémunération du fait de leur participation aux séances du conseil d'administration.

Il peut également allouer une indemnité de même nature à l'occasion de la participation des membres aux réunions du bureau ou des commissions de la société.

Le conseil d'administration peut également décider le remboursement des frais de déplacement des membres du conseil.

Le montant maximum de ces indemnités ainsi que le mode de calcul des frais de déplacement est fixé par arrêté du ministre chargé de la construction et de l'habitation et du ministre chargé du budget.

Les membres du conseil d'administration fonctionnaires ou agents de l'Etat bénéficient du régime des autorisations d'absence.

Le conseil d'administration peut en outre décider de la prise en charge des coûts de formation des membres du conseil en vue de l'exercice de leur mission, dans la limite de trois jours de formation par an et par membres du conseil.

ARTICLE 11 - Présidence et Vice-Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres statuant à la majorité un Président et un Vice-Président, personnes physiques, issus des membres de l'actionnariat de référence. Pour le premier mandat, le Président est issu de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et le Vice-Président des autres membres de l'actionnariat de référence.

Il fixe la durée de leurs fonctions qui ne peut excéder la durée de leur mandat de membre de conseil d'administration.

Ils sont rééligibles.

Le conseil peut, à tout moment, retirer au Président et au Vice-Président leurs fonctions.

Le Président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'empêchement temporaire, ou de décès du Président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée ; elle est révocable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le conseil peut désigner, en outre, un vice-président choisi parmi les administrateurs. Il fixe la durée de ses fonctions qui ne peut excéder la durée de son mandat d'administrateur.

En cas d'absence du Président ou de l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président, le vice-président, s'il en a été désigné un, préside la réunion du conseil d'administration.

A défaut de désignation d'un vice-président, ou en son absence, le conseil est présidé par l'administrateur, représentant les actionnaires, le plus âgé.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

La limite d'âge du Président du conseil d'administration est fixée à 75 ans. Lorsque qu'il atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office avec effet à l'issue de la première Assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables à l'administrateur délégué dans les fonctions de Président.

ARTICLE 12 - Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du Président du conseil ou du Vice-Président du conseil dans les fonctions de Président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé et assister aux réunions.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents. ;

Le conseil peut inviter aux réunions du conseil des personnes extérieures à la société, désignées par le vocable « personne qualifiée ».

La présence de la moitié des membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.

Un administrateur peut donner, par lettre, télécopie ou par courrier électronique, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil d'administration.

Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule des procurations reçues par application de l'alinéa précédent.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables au représentant permanent d'une personne morale administrateur.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par tous les administrateurs participant à chaque séance du conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration, ainsi que toutes les personnes appelées à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du conseil.

Chaque administrateur reçoit du Président toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président toutes les informations qu'il estime utiles.

ARTICLE 13 - Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toutes question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relève pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

ARTICLE 14 – Direction Générale

La Direction Générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Aux conditions de quorum et de majorité habituels, le conseil d'administration doit choisir entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées au premier alinéa. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans des conditions définies par décret en conseil d'Etat.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le Président du conseil d'administration, les dispositions relatives au Directeur Général lui sont applicables.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstances au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général est nommé pour une durée de trois ans renouvelable, par le conseil d'administration. Il est révocable par le conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts. Lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du conseil d'administration la révocation n'a pas à être motivée.

La limite d'âge du Directeur Général est fixée à 70 ans. Lorsque le Directeur Général atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office avec effet à l'issue de la première Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes.

ARTICLE 15 – Direction Générale déléguée

Sur proposition du Directeur Général, le conseil d'administration peut nommer au plus trois personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général délégué.

En accord avec le Directeur Général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux délégués. Les Directeurs Généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

La limite d'âge d'un Directeur Général délégué est fixée à 70 ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office avec effet à l'issue de la première Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes.

ARTICLE 16 -Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés par l'Assemblée générale et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Lorsque le ou les Commissaires aux comptes titulaires sont une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

Les Commissaires aux Comptes sont élus pour six exercices et sont rééligibles.

ARTICLE 17 -Représentation aux assemblées

Tout actionnaire peut exprimer son vote selon toutes les modalités prévues par la loi :

- tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées générales personnellement ou par mandataire,

- il peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 18 -Réunions des assemblées

L'Assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

A défaut, elle peut être également convoquée :

1°) Par les Commissaires aux Comptes,

2°) Par un mandataire, désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social,

3°) Par les liquidateurs.

Les Assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu des départements sur lesquels la société dispose d'une compétence territoriale.

ARTICLE 19 -Ordre du jour des assemblées

L'ordre du jour est fixé par le conseil d'administration ou par les Commissaires aux Comptes si la convocation est faite par eux ou par l'ordonnance de référé du Président du Tribunal de Commerce intervenant quand il y a lieu.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, sans préjudice de son droit de révoquer, en toutes circonstances, un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

Les propositions à soumettre aux Assemblées Générales doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec avis de réception, vingt-cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée réunie sur première convocation, accompagnée du texte des projets de résolution, lequel peut être assorti d'un bref exposé des motifs.

Ces propositions ne sont recevables que d'actionnaires représentant au moins 5 % du capital.

ARTICLE 20 - Convocation des assemblées

Les réunions se tiennent au siège social ou à tout autre endroit choisi par le conseil d'administration dans la ville où se trouve le siège social, ou en tout autre lieu des départements sur lesquels la société dispose d'une compétence territoriale.

Les convocations sont faites soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre recommandée ou par lettre simple adressée à chaque actionnaire, dans les délais suivants :

- quinze jours au moins avant la réunion pour les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires réunies sur première convocation ;

- six jours au moins sur convocation suivante ; en ce cas, l'avis donné en la même forme, rappelle la date de la première convocation.

Il en est de même pour la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire prorogée à défaut de quorum, dans les conditions de la loi sur les sociétés Commerciales.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-dessus, les Assemblées de toute nature peuvent être réunies sans délai si tous les associés sont présents ou dûment représentés.

A toute formule de procuration ou de vote par correspondance adressée aux actionnaires par la société, ou par le mandataire qu'elle désigne à cet effet, doivent être joints les pièces, documents et indications visés par la loi ou les règlements.

Les lettres ou avis de convocation indiquent avec précision l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration, conformément aux prescriptions législatives ou réglementaires, doit adresser ou mettre à la disposition des actionnaires les documents nécessaires pour permettre à ceux-ci de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la société.

ARTICLE 21 - Bureau des assemblées

Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du conseil d'administration, à son défaut par un autre membre du conseil d'administration désigné par le conseil ou à défaut par un membre de l'Assemblée désigné par celle-ci.

Les deux plus forts actionnaires acceptants remplissent les fonctions de scrutateurs.

Chaque Assemblée Générale désigne un secrétaire de séance qui peut ne pas être actionnaire.

En cas de convocation par les Commissaires aux Comptes ou par un mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 22 - Assemblées Générales Ordinaires

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale Ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 23 - Assemblées Générales extraordinaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts, à l'exception des clauses types dont la teneur est imposée par décret à la société. En cas de modification de ces clauses types par décret, l'Assemblée Générale Extraordinaire sera tenue de mettre les statuts de la société en conformité avec les nouvelles clauses types.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 24 - Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi et la réglementation en vigueur, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le fonctionnement de la société.

ARTICLE 25 - Participation aux assemblées et répartition des voix

Dans les assemblées générales de la société, le nombre total des voix dont disposent les actionnaires est égal à **dix fois le nombre des actions** de la société, soit **[X] voix.**

Un actionnaire dispose dans les assemblées générales d'un nombre de voix déterminé conformément à l'article R. 422-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

Sous réserve du dernier alinéa du III de cet article, le nombre de voix attribuées à la catégorie des communautés de communes de plus de 50.000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15.000 habitants, communautés urbaines, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle, départements et régions sur le territoire desquels la société possède des logements et logements foyers et qui n'ont pas la qualité d'actionnaire de référence, est fixé à 23,33 % + 1 voix.

Sous la même réserve, le nombre de voix attribuées à la catégorie des représentants des locataires est fixé à 10 % des voix.

La somme des nombres de voix attribuées à ces deux catégories est égale au tiers des voix plus une, arrondi le cas échéant à l'entier supérieur.

Le droit de participer à une assemblée générale est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au plus tard deux jours avant la date de cette assemblée.

ARTICLE 26 - Année sociale

L'année sociale de la société débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au RCS jusqu'au 31 décembre 2025.

Documents Comptables – Inventaire

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce et aux textes propres aux sociétés Anonymes d'habitations à loyer modéré.

A la clôture de chaque exercice, le Directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que les comptes annuels et établit un Rapport de Gestion contenant les indications fixées par la loi et la réglementation.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires et font l'objet de communications prévues par la loi et la réglementation.

Documents transmis à l'administration

Dans le mois suivant celui au cours duquel s'est tenue l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en application de l'article L. 225-100 du Code de commerce, la société adresse au Préfet du département du siège, à la Caisse des Dépôts et Consignations et au Ministre chargé du Logement, l'ensemble des documents comptables et les rapports présentés à l'Assemblée des actionnaires ainsi que le compte-rendu de celle-ci.

ARTICLE 27 - Avances

La société ne peut consentir des avances à une société d'habitations à loyer modéré que si elle en détient au moins 5% du capital et après y avoir été autorisée par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du logement.

Ces avances sont rémunérées sans que le taux appliqué puisse excéder le taux d'intérêt servi au détenteur d'un premier livret de caisse d'épargne, majoré de 1,5 point.

ARTICLE 28 - Résultat de l'exercice

Lorsque la société a réalisé un bénéfice distribuable au sens de l'article L. 232-11 du Code du commerce, il ne peut être distribué un dividende supérieur à un pourcentage de la valeur nominale des actions égal ou inférieur au taux d'intérêt servi au détenteur d'un premier livret d'une caisse d'épargne au 31 décembre de l'année précédente, majoré de 1,5 point.

ARTICLE 29 - Attribution de l'actif

Lors de l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital, attribuer la portion d'actif qui excèderait la moitié du capital social que dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 30 - Transmission des statuts

Les statuts de la société sont transmis au préfet du département du siège de la société après chaque modification.

ARTICLE 31 - Commission d'attribution

La (ou les) commission(s) d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements prévue(s) en application de l'article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation est (sont) constituée(s) et fonctionne(nt) conformément aux articles R. 422-2 et R. 441-9 du même code.

ARTICLE 32 – Comitologie

Le comité d'investissement et d'engagement local

Le comité d'investissement et d'engagement local est chargé d'examiner tout projet d'investissement des opérations présentées au conseil d'administration de la société.

Ce comité se réunit aussi souvent que nécessaire.

Le rôle de ce comité est de présenter un rapport au conseil d'administration sur les projets d'investissement qu'il aura examiné en donnant son avis à titre consultatif.

ARTICLE 33 - Représentation des locataires

La représentation des locataires aux assemblées générales et au conseil d'administration de la société est assurée dans les conditions définies aux articles L. 422-2-1, R 422-1-1 et R. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 34 - Pacte d'actionnaires

Tout pacte d'actionnaire ayant pour effet de constituer l'actionnaire de référence au sens de l'article L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation est, dès sa conclusion, communiqué par le représentant légal de la société à chacun des actionnaires ainsi qu'au préfet de la région dans laquelle celle-ci a son siège. Il en est de même des avenants à ce pacte.

Les actionnaires et le préfet sont informés dans les mêmes formes de la rupture du pacte et de toute modification de la composition du capital ayant un effet sur l'actionnaire de référence.

Fait à Auxerre.

Le ... décembre 2024

Scalis Représentée par Mme Karine JULIEN-ELKAIM, Présidente du Directoire de Logirep dûment habilitée
LogiRep Représentée par Mme Karine JULIEN-ELKAIM, Présidente du Directoire

Annexe 1 : Désignation des premiers administrateurs

Sont nommés premiers membres du Conseil d'administration de la société :

- Monsieur Jean-Christophe PICHON*
- Monsieur Cédric LORET*
- Monsieur Franck GIROUARD*

(*) *Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation du mandat d'administrateur »*

Annexe 2 : Reprise des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Conformément aux articles L210-6 et R210-6 alinéa 1 et 2 du code de commerce, cet état a été présenté aux actionnaires préalablement à la signature des statuts, et est annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de l'établissement ARKEA BANQUE

- Convention de domiciliation concernant le siège social de la Société entre l'Office Auxerrois de l'Habitat et la Société

Annexe 3 : Pouvoirs de SCALIS à Mme Karine JULIEN-ELKAIM Présidente du Directoire de LOGIREP

POUVOIR

Je soussignée, Madame Virginie CORBERAND

Agissant en qualité de **Directrice Générale de la société SCALIS**, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 11 511 776 euros, dont le siège social est situé 14-16 rue Saint-Luc, 36000 CHATEAUROUX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CHATEAUROUX sous le numéro 815 620 463.

Habilitée à cet effet en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 09 décembre 2024,

Donne pouvoir à :

Madame Karine JULIEN-ELKAIM, agissant en qualité de **Présidente du Directoire de la société LOGIREP**, société anonyme d'Habitations à Loyer Modéré, au capital de 105 138 624 euros, dont le siège social est sis au 127 rue Gambetta à (92150) SURESNES, immatriculée sous le numéro 393 542 428 RCS NANTERRE,

A l'effet :

- de signer les actes et documents liés au partenariat stratégique dont le protocole de partenariat stratégique entre SCALIS, Logirep, l'Office Auxerrois de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, le pacte d'actionnaires entre SCALIS, Logirep et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ; les statuts de la nouvelle société AuxR Logis, constituée par SCALIS et Logirep,
- d'accomplir les actes et formalités de constitution de la nouvelles société AuxR Logis (située au 12 avenue des Brichères – 89000 AUXERRE).

Fait pour valoir ce que de droit,

Fait à Châteauroux, le 9 décembre 2024

Madame Virginie CORBERAND

~~Directrice Générale de SCALIS~~

Entre

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Et

LogiRep

Et

Scalis

PACTE D'ACTIONNAIRES DE REFERENCE

SA HLM AuxR Logis

PACTE D'ACTIONNARIAT DE REFERENCE

Entre les soussignés :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, représentée par son Président Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité aux termes d'une délibération de son assemblée délibérante du 27 juin 2024 et du 19 décembre 2024,

Ci-après désignée « **LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS** »

ET

LogiRep, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 105 138 624 euros, dont le siège social est situé 127 rue Gambetta à SURESNES (92150), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 393 542 428 représentée par Madame Karine JULIEN-ELKAIM, présidente du directoire, dûment autorisée par délibération du Directoire du 23 septembre 2024 et du Conseil de surveillance du 25 octobre 2024 et du 20 décembre 2024,

Ci-après désignée « **LogiRep** »

Scalis, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 11 511 776 euros, dont le siège social est situé 14-16 rue Saint-Luc, 36000 Châteauroux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châteauroux sous le numéro 815 620 463 représentée par Madame Karine JULIEN-ELKAIM ayant reçu pouvoirs de Madame Virginie CORBERAND, sa Directrice Générale, dûment autorisée par délibération du Conseil d'administration du 9 décembre 2024,

Ci-après désignée « **Scalis** »

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, LogiRep et Scalis étant ci-après désignés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

ci-après dénommées ensemble « **les Actionnaires de référence** »,

IL A ETE TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La nouvelle société AuxR Logis (ci-après « la **Société** ») est une ESH implantée dans la région Bourgogne Franche Comté constituée en 2024 et agréée par arrêté ministériel du XXX sur le territoire de la région précitée.

La Société gère plus de 6.000 logements locatifs sociaux issus du patrimoine de l'OPH Office Auxerrois de l'Habitat suite à la fusion-absorption intervenue entre les deux organismes d'habitations à loyer par application de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

L'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation issu de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1er août 2003, prévoit la constitution d'un actionnaire de référence détenant la majorité du capital.

Aux termes de cet article, l'actionnaire de référence peut être constitué d'un groupe de deux ou trois actionnaires, liés entre eux par un pacte emportant les effets prévus à l'article 1134 du Code civil et s'exprimant d'une seule voix dans les assemblées générales de la Société.

C'est dans ce cadre que les Parties se sont rapprochées afin d'organiser leurs relations au sein de la Société et qu'elles ont décidé de conclure le présent pacte d'actionnaires (le « **Pacte** ») afin de constituer l'actionnariat de référence de la Société et de définir leurs droits et obligations en leur qualité d'actionnaires de référence de la Société.

Les dispositions du Pacte devront permettre à la Société de faire partie du groupe POLYLOGIS, groupe d'organismes de logement social au sens de l'article L. 423-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1. Définition - Interprétation

1.1 Définitions

Les termes ci-après mentionnés utilisés dans le Pacte auront le sens résultant des définitions ci-dessous :

« Actionnariat de référence » : désigne les Parties signataires du Pacte ;

« Actionnaires » : désigne l'ensemble des actionnaires de la Société ;

« Cessions libres » : a le sens qui lui est conféré à l'article 4.2 ;

« CCH » : désigne le Code de la construction et de l'habitation ;

« Désaccord » : désigne une mésentente persistante entre les Actionnaires de référence sur l'exécution pour laquelle aucune solution amiable n'a été trouvée.

« Cession » ou « Céder » : désigne les transmissions de Titres à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme qu'elles interviennent ;

« Pacte » : désigne le présent pacte conclu ce jour par les Parties et tel qu'il sera éventuellement modifié ou complété par voie d'avenant signé par chacune des Parties.

« Parties » : a le sens qui lui est conféré dans les comparutions du Pacte.

« Tiers » : désigne toute personne physique ou morale, non-actionnaire de la Société.

« Titres » : désigne tout titre de capital, et notamment toute action, ou éventuellement tout instrument financier donnant accès au capital de la Société ;

1.2 Interprétation

Les définitions ci-dessus s'appliquent aux mots du Pacte identifiés par une majuscule et s'appliquent de la même manière que le mot défini soit au pluriel ou au singulier. Les titres des articles du Pacte ne sont fournis que par commodité et n'affectent pas l'interprétation dudit Pacte.

Article 2. Actionnariat de référence

Par les présentes, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, LogiRep et Scalis se déclarent ensemble actionnaires de référence de la Société au sens de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation et ce, pour la durée du présent Pacte, étant précisé que trois actionnaires détiennent respectivement les pourcentages de capital de la Société suivants au jour de la signature des présentes :

- la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois : 49 % du capital de la Société

- LogiRep : 34,5 % du capital de la Société
- Scalis : 16,5 % du capital de la Société
  Soit un total de 51 % du capital social, ensemble.

(Annexe 1)

Article 3. Objet

L'objet du Pacte est de définir les droits et obligations des Parties et les termes et conditions qu'elles acceptent de respecter pendant la durée du Pacte en vue de la poursuite de leurs objectifs communs en qualité d'actionnaires de référence au sein de la Société.

Le Pacte a ainsi pour objet d'organiser entre les Parties :

- la répartition du capital de la Société,
- les opérations sur les Titres de la Société,
- la représentation des Parties dans les organes d'administration et de direction de la Société,
- les recherches d'un consensus sur les décisions stratégiques de la Société qui influent sur le développement, le fonctionnement et les activités de la Société,
- les conditions de mise en œuvre du vote commun au sein des assemblées générales de la Société,
- les modalités de résolution des litiges pouvant survenir entre les Parties.

Article 4. Opérations sur les Titres de la Société

4.1 - Inaliénabilité des Titres

Pour constituer l'Actionnariat de référence au sens de l'article L. 422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties doivent détenir entre elles la majorité du capital social de la Société.

En conséquence, toute Cession de Titres de la Société par les Parties, et ce quelle que soit la forme de la Cession envisagée, que ce soit directement ou indirectement au profit de Tiers ou Actionnaires de la Société, est interdite.

Cette inaliénabilité des Titres vaudra pour toute la durée du Pacte.

De même, pendant la durée du Pacte, les Parties s'engagent à ne pas donner en nantissement les Titres qu'elles détiennent dans le capital de la Société en garantie d'un engagement qu'elles auraient contracté.

Toute Cession opérée en violation de la présente clause serait nulle.

Toutefois, les Parties conviennent qu'il pourra être dérogé d'un commun accord par voie d'accord spécifique aux stipulations du présent article, dans la mesure où l'actionnariat de référence de la Société ne serait pas modifié.

4.2 - Exclusions

Sont exclues du champ d'application des dispositions prévues à l'article 4.1 mais feront l'objet d'une information préalable des Actionnaires, les Cessions, à toute personne désignée en qualité d'administrateur de la Société, du nombre de Titres requis par les statuts pour l'exercice de cette fonction.

Sont également exclues du champ d'application des dispositions prévues à l'article 4.1, les Cessions réalisées par l'une des Parties au profit des catégories 2 et 3 des Actionnaires de la Société afin d'assurer leur représentativité conformément aux dispositions du Code de construction et de l'habitation.

Ces exclusions sont ci-après désignées les Cessions libres.

4.3 Rachat d'actions auprès d'autres actionnaires

Il est rappelé que tout actionnaire visé au 4° de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation puisse solliciter le rachat de ses actions par l'actionnariat de référence, en application du 5 de l'article 6 des statuts-types des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré.

LogiRep interviendra donc pour répondre à toute demande de rachat sollicitée par un actionnaire visé au 4° de l'article L.422-2-1 du CCH.

Les Parties s'informeront mutuellement dans les trente (30) jours de toute opération d'acquisition par l'une d'elles de toute action ou de tout droit donnant accès au capital social, notamment en cas de rachat d'actions de représentants des locataires qui viendraient à cesser leurs fonctions, de collectivités souhaitant quitter la catégorie définie au 2° de l'article L.422-2-1 du CCH ou d'actionnaires de la catégorie visée au 4° de l'article L.422-2-1 du CCH.

Article 5. Administration et direction de la Société

5.1 – Conseil d'administration

Les Parties conviennent que le Conseil d'administration de la Société comprendra dix-huit (18) administrateurs, étant précisé que trois (3) sièges sont réservés à la représentation de la catégorie 2 et que trois (3) sièges sont réservés à la représentation de la catégorie 3 des actionnaires de la Société.

Les Parties conviennent de répartir conformément aux statuts ainsi qu'il suit les douze (12) autres sièges réservés aux catégories 1 et 4 de la manière suivante :

- cinq postes seront réservés à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- sept postes seront réservés à LogiRep et Scalis.

Les Parties s'engagent à voter en faveur des candidats proposés par les autres Parties dans l'ordre de présentation des candidats en cas de candidature multiple pour un même siège.

Le Président du Conseil d'administration sera désigné parmi les candidats proposés par le Comité de gouvernance. Par exception, le premier président du conseil

d'administration de la Société est proposé par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Le Vice-président du Conseil d'administration s'il en est élu un, sera désigné parmi les candidats proposés par le Comité de gouvernance. Par exception, le premier vice-président du conseil d'administration de la Société est proposé par LogiRep et Scalis.

Les Parties conviennent et agiront de sorte que le conseil d'administration se réunisse à chaque fois que cela est nécessaire.

Les Parties s'engagent à veiller à ce que le rythme des séances du conseil d'administration demeure directement lié à l'activité opérationnelle de la Société et aux décisions à prendre en vue d'assurer une parfaite connaissance et une totale transparence auprès des administrateurs avec, notamment, un suivi régulier du budget, de la gestion locative, de la production et des engagements de la Société.

5.2 - Le comité d'investissement et d'engagement

Les Parties conviennent de constituer un comité d'investissement et d'engagement local chargé d'examiner tout projet d'investissement des opérations présentées au conseil d'administration.

Ce comité se réunit aussi souvent que nécessaire.

Le rôle de ce comité est de présenter un rapport au conseil d'administration sur les projets d'investissement qu'il aura examiné en donnant son avis à titre consultatif.

5.3 – Directeur Général et Directeur Général délégué de la Société

Le Directeur Général et éventuellement le Directeur Général Délégué sont proposés après concertation au sein du Comité de gouvernance conformément à l'article 6.3.

5.4 – Commissions

Les Parties conviennent de se concerter dans le cadre du Comité de gouvernance pour proposer au conseil d'administration les candidats qu'elles souhaiteraient présenter aux commissions réglementaires ou pour la constitution de toute autre commission. Dans ce dernier cas, les Parties devront définir la mission et la composition de la commission proposée. Les Parties conviennent d'organiser la création d'un comité d'investissement et d'engagement local, afin d'assister et de préparer les travaux du conseil d'administration.

Article 6. Gestionnaire du pacte

Les Parties désignent LogiRep, en qualité de Gestionnaire du Pacte avec pour mission de veiller à l'exécution des obligations qu'il comporte et plus particulièrement au respect des conditions relatives à :

- l'expression du vote unique de l'Actionnariat de référence dans les assemblées générales d'actionnaires ;
- la tenue du Comité de gouvernance et le suivi des orientations pris par celui-ci ;
- la saisine du médiateur.

Le Gestionnaire du Pacte s'engage en outre à veiller à ce que chacune des Parties bénéficie individuellement des droits de communication et d'information, réservés par la Loi ou les statuts à tous les Actionnaires de la Société.

Article 7. Comité de gouvernance

7.1. Composition et réunions du Comité de gouvernance

Les Parties conviennent d'instituer un Comité de gouvernance composé de représentants de chacune de ces Parties, selon la répartition suivante :

- trois représentants pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois dont le président de la communauté d'agglomération et deux représentants issus du conseil communautaire ;
- trois représentants pour LogiRep et Scalis.

La nomination des représentants est portée à la connaissance du Gestionnaire du pacte, qui en informe chacune des Parties.

Le Comité de gouvernance ne délibère qu'en présence d'au moins un représentant de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et un représentant du groupe Polylogis. En cas d'empêchement d'un représentant de l'une des Parties, celui-ci peut donner pouvoir à l'un des autres représentants.

Le représentant de chacune des Parties pourra se faire accompagner de deux personnes lors des réunions du Comité de gouvernance, lesquelles auront un simple avis consultatif.

Les réunions du Comité de gouvernance ont lieu aussi souvent que nécessaire.

Elles pourront avoir lieu avant chaque réunion du conseil d'administration et avant la réunion de l'assemblée générale de la Société.

Le Comité de gouvernance est convoqué par le Gestionnaire du Pacte qui, s'il n'est pas déjà représentant d'une Partie, peut assister aux réunions du Comité de gouvernance. En cas de défaillance du Gestionnaire du Pacte, toute Partie dispose du droit de réunir le Comité de gouvernance.

Chaque membre du Comité de gouvernance est convoqué par tous moyens au moins trois (3) jours avant la date de ladite réunion.

Le Comité de gouvernance peut se réunir par visioconférence ou conférence téléphonique.

Par ailleurs, en fonction de la nature des questions à traiter et/ou de l'urgence, les membres du Comité de gouvernance peuvent également être valablement consultés par écrit (Visioconférence, courriel ou télécopie) à l'initiative du Gestionnaire du Pacte si chacun des signataires participent à cette consultation, selon les mêmes moyens.

Les réunions du Comité de gouvernance donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal écrit établi par le Gestionnaire du Pacte.

7.2 - Missions du Comité de gouvernance

Le Comité de gouvernance sera réuni à l'effet de permettre aux Parties de se concerter :

- sur la détermination des représentants des Parties au conseil d'administration de la Société,

- sur les éventuelles modifications à apporter ou dérogations au présent Pacte par les Parties ;

- sur l'ordre du jour du conseil d'administration de la Société et la détermination du sens des votes au conseil d'administration et aux assemblées générales de la Société, et notamment sur les sujets suivants considérés comme **stratégiques** :

  - Les orientations générales de la Société ;
  - La stratégie globale de la Société, la politique d'investissement et de gestion du patrimoine, la création de filiales et/ou prises de participations dans une société extérieure ;
  - Les projets de comptes annuels de la Société,
  - Le projet de budget annuel de la Société ;
  - La proposition du Président du conseil d'administration et éventuellement du Vice-président du conseil d'administration,
  - La proposition du Directeur Général et celle des directeurs généraux délégués de la Société,
  - Les modifications de l'objet social de la Société, de sa forme juridique, de ses statuts,
  - La transformation, la dissolution, la fusion de la Société, et / ou toute opération au terme de laquelle elle apporterait tout ou partie de son patrimoine à une autre société,
  - Les opérations sur Titres de la Société, augmentation de capital, acquisition ou cession, agrément de tout nouvel actionnaire de la Société,
  - Les dérogations à l'inaliénabilité des Titres et donc l'approbation préalable de toute cession de Titres par les Parties conformément à l'article 4.1 des présentes.

7.3 – Décisions du Comité de gouvernance

Les décisions seront prises à la majorité simple des voix étant précisé que chacun des représentants dispose d'une voix au sein du Comité de gouvernance.

La position commune sera consignée dans un procès-verbal de réunion et sera celle exprimée à l'unanimité des membres concernés lors du conseil d'administration.

Les Parties s'engagent à ne pas voter et à ne pas faire voter en conseil d'administration un projet qui n'aurait pas été soumis préalablement au Comité de gouvernance.

Pour les décisions du conseil d'administration, les Parties s'engagent à ce que leurs représentants permanents au sein du conseil d'administration ainsi que les administrateurs nommés sur leur proposition, votent conformément à la position commune adoptée au sein du Comité de gouvernance retranscrite dans le compte-rendu.

En cas d'impossibilité pour les Parties d'arriver à adopter une position commune en vue du conseil d'administration et/ou de l'assemblée générale, les délibérations ou résolutions soumises au vote du Comité de gouvernance ne peuvent être soumises immédiatement au conseil d'administration ou à l'assemblée générale et doivent faire l'objet d'une procédure préalable de conciliation (la « **Conciliation** »).

La Conciliation est une période pendant laquelle les Parties se rencontreront dans un délai de quinze jours calendaires pour échanger sur les divergences rencontrées, développer les argumentaires nécessaires, notamment en termes de risques et d'intérêt social pour la Société et tenter de rapprocher leurs positions pour aboutir à une position commune.

Par la Conciliation, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour trouver un consensus et parvenir à une position commune.

A l'issue de la Conciliation si les Parties ne parviennent pas à arrêter une position commune, une réunion est organisée entre les représentants légaux des Parties.

Si, malgré la tenue du Comité de gouvernance et la Conciliation, l'une des Parties maintient son opposition à un projet de résolution devant être soumis à l'assemblée générale, la position commune des Actionnaires de référence sera prise à la majorité en fonction du nombre d'actions de chaque Actionnaire de référence.

7.4 – Stipulations relatives à l'expression de la position commune

Les Parties conviennent de nommer le Gestionnaire du Pacte en tant que mandataire commun chargé de voter au sein des assemblées générales, étant entendu que le Gestionnaire du Pacte devra respecter la position commune arrêtée lors de la réunion du Comité de gouvernance précédant l'assemblée générale.

Pour les décisions du conseil d'administration, les Parties s'engagent à ce que leurs représentants permanents au sein du conseil d'administration ainsi que les administrateurs nommés sur leur proposition votent conformément à la position commune adoptée au sein du Comité de gouvernance.

Article 8. Résolution des litiges

Les Parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour régler à l'amiable et de bonne foi tout différend portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du Pacte. A cette fin, chaque Partie s'engage à solliciter de l'autre la négociation d'un accord amiable en lui notifiant par courrier recommandé avec accusé de réception (« Notification ») l'objet du litige et les arguments au soutien de sa position avant toute saisine d'une juridiction.

Si aucun accord amiable n'est trouvé entre les Parties dans le délai d'un mois suivant la Notification, ces dernières s'engagent à solliciter le concours d'un médiateur.

En cas d'échec de la médiation, les différends seront soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Article 9. Durée – Révision et Sortie et/ou rupture du Pacte

Le Pacte prendra effet à compter de sa signature.

Il est conclu pour une durée de cinq années à compter de sa date de prise d'effet, renouvelable une fois par tacite reconduction, sauf la volonté pour une Partie d'y mettre fin, notifiée aux autres par courrier recommandé avec avis de réception au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Le Pacte prendra fin automatiquement à l'égard de tout signataire qui perdra la qualité d'Actionnaire de la Société pour quelque cause que ce soit, sous réserve du respect de toutes ses obligations au titre du Pacte.

Article 10. Portée du Pacte

11.1 – Les Parties s'obligent à exécuter de bonne foi les stipulations du Pacte qui expriment l'intégralité de l'accord conclu entre elles en s'interdisant de leur opposer toutes stipulations contraires ou dérogatoires pouvant résulter d'actes ou de conventions antérieures.

11.2 – Les Parties s'engagent à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions stipulées au Pacte dans cet esprit. Toutes les stipulations du Pacte sont de rigueur et s'imposent aux Parties.

11.3 – Le fait que le bénéficiaire d'une clause quelconque n'en exige pas son application, ne pourra être considéré comme une renonciation ni à ladite clause ni aux autres clauses du Pacte.

11.4 – Le Pacte forme par ailleurs un tout indivisible. Cependant, si l'une quelconque des stipulations du Pacte ou si l'application du Pacte dans certaines circonstances était considérée comme non opposable, nulle ou illicite par un tribunal judiciaire ou arbitral, une autorité gouvernementale ou une administration compétente, les Parties pourront reprendre leur liberté et ainsi renoncer aux droits et obligations contenus dans le Pacte.

Toutefois, et sous réserve de mener ces diligences de bonne foi, les Parties pourront engager des négociations afin de parvenir à un nouvel accord.

Article 11. Notifications

Sauf clause(s) particulière(s) prévue(s) au Pacte, toutes les notifications relatives au Pacte seront faites par écrit et, sauf accord contraire, envoyées par (i) lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou (ii) lettre remise en main propre contre récépissé ou (iii) courrier électronique confirmé sous vingt-quatre (24) heures par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre récépissé.

Pour les besoins du Pacte, les coordonnées et adresses du destinataire des notifications pour le compte de chacune des Parties sont celles qui figurent en tête des présentes. Tout changement d'adresse devra être notifié par la Partie concernée aux autres Parties dans les formes ci-dessus.

Toute notification sera considérée comme reçue à la date (i) de remise en main propre contre décharge ou (ii) trois (3) jours ouvrables après la date de première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou (iii) un (1) jour ouvrable après la date d'envoi en cas d'envoi par e-mail confirmé par la lettre recommandée ou lettre remise en main propre.

Article 12. Clause de substitution

Les Parties reconnaissent expressément que le Pacte se substitue à tout pacte d'actionnaires ou tout accord de partenariat précédemment signé entre elles ou certaines d'entre elles.

Article 13. Communication du Pacte

Conformément à l'article L. 422-2-1 du CCH, les Parties communiqueront sans délai le Pacte à la Société, aux actionnaires et au Préfet de région.

Article 14. Election de domicile et loi applicable

Pour l'exécution du Pacte, chacune des Parties élit domicile à son siège social tel qu'indiqué à l'entête des présentes.

Le Pacte est soumis pour sa validité, son interprétation et son exécution au droit français.

Fait à Auxerre,

Le _____

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Scalis
LogiRep

Annexe 1 : Modèle d'actionnariat de référence.

PRESENTATION FICHE NOUVELLE ESH

AuxR Logis

Date d'immatriculation de la société (RCS d'Auxerre) : _____.
Date d'expiration de la société (durée - 99 ans) : _____
Date d'agrément HLM : _____
Date de clôture du premier exercice : 31 décembre _____

I. PROJECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA NOUVELLE ESH

Rappel :

- *12 postes d'administrateurs (catégorie I – 3 postes et catégorie IV – 9 postes) pour l'actionnariat de référence,*
    - *5 postes d'administrateurs pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois (1 poste en catégorie I et 4 postes en catégorie IV),*
    - *7 postes d'administrateurs pour LogiRep et Scalis (2 postes en catégorie I et 5 postes en catégorie IV),*
- *3 postes d'administrateurs pour les collectivités territoriales,*
- *3 postes d'administrateurs pour les représentants élus des locataires.*

Ou dit autrement :

1) La communauté d'agglomération de l'Auxerrois représentée par X
2) X (pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois)
3) X (pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois)
4) X (pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois)
5) X (pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois)
6) Logirep représentée par X
7) Scalis représentée par X
8) X (pour Polylogis)
9) X (pour Polylogis)
10) X (pour Polylogis)
11) X (pour Polylogis)
12) X (pour Polylogis)
13) Représentant des locataires
14) Représentant des locataires
15) Représentant des locataires
16) Collectivité représentée par X
17) Collectivité représentée par X
18) Collectivité représentée par X

Ou dit autrement :

			Représentant permanent pour les administrateurs personnes morales	Présidence et vice-présidence	Durée des mandats
Catégorie I **Actionnaires de référence**	**1**	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	OUI	-	3 ans
	2	Logirep	OUI	-	3 ans
	3	Scalis	OUI	-	3 ans
Catégorie II **Collectivités territoriales**	**4**	A pourvoir	OUI	-	3 ans
	5	A pourvoir	OUI	-	3 ans
	6	A pourvoir	OUI	-	3 ans
Catégorie III **Représentant des locataires**	**7**	Représentant des locataires	-	-	4 ans
	8	Représentant des locataires	-	-	4 ans
	9	Représentant des locataires	-	-	4 ans
Catégorie 4 **Autres actionnaires**	**10**	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	-	OUI	3 ans
	11	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	-	OUI	3 ans
	12	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	-	OUI	3 ans
	13	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	-	OUI	3 ans
	14	Administrateur proposé par POLYLOGIS	-	OUI	3 ans
	15	Administrateur proposé par POLYLOGIS	-	OUI	3 ans
	16	Administrateur proposé par POLYLOGIS	-	OUI	3 ans
	17	Administrateur proposé par POLYLOGIS	-	OUI	3 ans
	18	Administrateur proposé par POLYLOGIS	-	OUI	3 ans

II. MODELE D'ACTIONNARIAT DE LA NOUVELLE ESH POST FUSION

Catégories	Actionnaires	Nombre d'actions	Capital détenu	Nombre de voix *	% Droit de vote	
Catégorie I **Actionnaires de référence**	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	140.257 actions	14.025.700€	1.908.272	66,66 %	2/3 des droits de vote - **1 voix** (avec les actionnaires de la catégorie 4)
	Logirep	145.979 actions	14.957.900€			
	Scalis					
	Sous-total	*286.236 actions*	*28.623.600 €*			
Catégorie II **Collectivités territoriales**	A pourvoir	1 action		667.918	23,33 %	Total des droits de vote (pour les catégories II et III) : 1/3 des droits de vote **+ 1 voix.**
	A pourvoir	1 action				
	Sous-total	*2 actions*	*200 €*			
Catégorie III **Représentant des locataires**	Représentant des locataires	1 action		286.250	10 %	
	Représentant des locataires	1 action				
	Représentant des locataires	1 action				
	Sous-total	*3 actions*	*300 €*			
Catégorie 4 **Autres actionnaires**	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	1 action		60	0,0001%	Reliquat des droits de vote.
	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	1 action				
	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	1 action				
	Administrateur proposé par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	1 action				
	Administrateur proposé par POLYLOGIS	1 action				
	Administrateur proposé par POLYLOGIS	1 action				
	Administrateur proposé par POLYLOGIS	1 action				
	Administrateur proposé par POLYLOGIS	1 action				
	Administrateur proposé par POLYLOGIS	1 action				
	Sous-total	*9 actions*	*900 €*			
Total		**286.250 actions**	**28.625.000 €****	**2.862.500**	**100%**	

Modélisation sur la base des comptes sociaux 2023.

** : La répartition du nombre d'actions en assemblée se fait par un logiciel développé par la fédération des ESH.*
*** capital social arrondi à 28.625.000 € pour avoir un ombre entier d'actions (valeur nominale à 100 € l'action).*

ANNEXE 5 : Calendrier prévisionnel : principales étapes du projet de partenariat :

1) **Jusqu'au 31 décembre 2024 : le protocole de partenariat**

- A partir du 30 août 2024 : COPIL sur la documentation juridique (protocole de partenariat + projet du pacte d'actionnaires de référence de l'ESH + projet de statuts de l'ESH)
- Octobre 2024 : Information-consultation des CSE des trois organismes HLM (OPH OAH et les deux ESH du groupe POLYLOGIS (LogiRep et Scalis) sur le projet de partenariat stratégique
- Décembre 2024 : conseils d'administration, directoire et conseil de surveillance des trois organismes HLM pour approuver le protocole
- Décembre 2024 : Assemblée délibérante de la communauté d'agglomération pour approuver le protocole

Décembre 2024 : signature du protocole de partenariat

2) **Constitution et agrément HLM de l'ESH - 1er trimestre 2025**

- Signature des statuts et première réunion des administrateurs de l'ESH
- Dépôt du dossier CRHH de la région Bourgogne Franche Comté
- Dépôt du dossier de demande d'agrément de l'ESH au ministère en charge du logement : Dépôt + 3 mois : délivrance de l'agrément HLM par arrêté ministériel.

Mars/avril 2025 : ESH constituée et agréée

3) **2025 : opération de fusion-absorption de l'OPH par l'ESH**

- Dépôt d'une requête conjointe pour désignation d'un commissaire à la fusion auprès du tribunal de commerce d'Auxerre
- Arrêté des comptes de l'OAH de l'exercice clos au 31/12/2024 pour établir le projet de traité de fusion
- Avis des CSE des trois organismes HLM sur le projet de fusion
- Avant le 30 juin 2025 : conseils d'administration, directoire et conseil de surveillance des trois organismes HLM pour arrêter le projet de traité de fusion
- Mai/juin 2025 : Assemblée délibérante de la communauté d'agglomération pour approuver le projet de traité de fusion et les créations des postes des fonctionnaires
- 30 juin 2025 : signature du projet de traité de fusion et réalisation des formalités de publicité pour délai d'opposition des créanciers
- Octobre 2025 : Assemblée générale extraordinaire de l'ESH pour approuver la fusion et le traité de fusion
- Octobre 2025 : augmentation de capital réservée au groupe POLYLOGIS (15,4m€)
- Octobre/décembre 2025 : Avis du CRHH de la région Bourgogne Franche Comté sur la dissolution de l'OAH
- Novembre 2025 : arrêté du préfet autorisant les deux augmentations de capital (la première subséquente à la fusion et la seconde réservée au groupe POLYLOGIS

31 décembre 2025 : réalisation de la fusion-absorption de l'OAH par l'ESH

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-181
OBJET : Règlement d'indemnisation préalable des commerçants de Chitry impactés par les travaux d'assainissement

Rapporteur : Crescent MARAULT

Dans le cadre des travaux de création d'un réseau d'assainissement dans le village de Chitry, des perturbations liées aux chantiers ont pu entraîner une gêne pour l'activité économique des commerçants et professionnels locaux.

Ces travaux font apparaître des contraintes portant notamment sur l'accessibilité des commerces, malgré la volonté affichée et les moyens mis en œuvre par la communauté de l'Auxerrois.

La communauté de l'Auxerrois souhaite accompagner les commerçants et professionnels de Chitry par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux résultant des travaux d'assainissement et de créer une commission d'indemnisation.

Cette commission serait composée de divers acteurs institutionnels ayant voix délibérative :

- Le Vice-président en charge des infrastructures et de l'urbanisme
- Le Vice-président en charge de l'assainissement
- Un représentant du tribunal des activités économiques d'Auxerre ou son représentant

Le rôle de cette commission serait de rendre un avis en vue de déterminer si une entreprise peut ou non prétendre à une indemnisation. Il s'agira toutefois d'un organe purement consultatif, dont les propositions devront être à chaque fois validées par le Conseil communautaire.

Une proposition chiffrée sera formulée à l'issue de l'étude de chaque dossier.

La commission examinera les dossiers déposés au regard de 8 critères valorisés à hauteur de 3 points chacun :

- Accessibilité client
- Durée des travaux
- Accessibilité livraison
- Ancienneté de l'établissement
- Nuisances sonores
- Visibilité de l'établissement
- Fréquence de nettoyage supplémentaire de l'établissement
- Amplitude d'ouverture

communauté
de l'auxerrois

Une indemnisation sera dès lors proposée au regard des critères établis précédemment pouvant atteindre la somme de 1 400 euros maximum par commerçant.

En tant qu'instance décisionnelle, il appartiendra ensuite au Conseil communautaire d'accepter ou de refuser le principe de cette indemnisation, voire le cas échéant de solliciter un complément d'information.

En cas d'accord, un protocole entrainant l'octroi d'une indemnisation et en contrepartie le renoncement à tout recourt contentieux ultérieur serait soumis à l'entreprise requérante.

Le règlement intérieur annexé à la présente délibération fixe les conditions d'organisation de ladite Commission ainsi que les modalités d'instruction des dossiers d'indemnisation, dans le cadre des travaux d'assainissement à Chitry.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, anormaux et spéciaux des commerces de Chitry et en lien direct avec les travaux d'assainissement ;

- De créer une commission d'indemnisation spécifique au projet d'assainissement de Chitry, selon les membres définis dans la présente délibération ;

- De désigner Christophe BONNEFOND et Pascal BARBERET, pour siéger à ladite commission ;

- De désigner Pascal BARBERET, Président de ladite Commission ;

- D'adopter le règlement intérieur de cette commission ;

- D'autoriser le président ou son représentant à signer tout acte en lien avec l'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RÈGLEMENT D'INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DE CHITRY

Dans le cadre des travaux de création d'un réseau d'assainissement dans le village de Chitry, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entraîner une gêne pour l'activité économique des commerçants et professionnels locaux.

La communauté de l'Auxerrois souhaite accompagner les commerçants et professionnels de Chitry par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux résultant des travaux d'assainissement et de créer une commission d'indemnisation.

Par délibération en date du XXXXX, le Conseil communautaire a approuvé la mise en place de ladite procédure permettant l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, certains, anormaux et spéciaux relatifs aux travaux d'assainissement et a créé une commission d'indemnisation spécifique au projet d'assainissement de Chitry.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA COMMISSION

La commission de règlement amiable est un organe purement consultatif.

Elle a pour objet d'examiner les demandes d'indemnisation des entreprises qui subissent des préjudices économiques certains du fait de la réalisation des travaux d'assainissement à Chitry.

ARTICLE 2 – LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE

La commission examine alors la recevabilité de la demande en vérifiant si les conditions juridiques ouvrant droit à indemnisation sont réunies, avant d'analyser la part du préjudice juridiquement indemnisable selon la grille d'évaluation définie à l'article 6. En cas d'accord, elle soumet ensuite une proposition au Conseil communautaire pour validation de la décision.

La saisie de la Commission de règlement amiable est ouverte de plein droit aux commerces et services ainsi qu'aux restaurants et débits de boissons situés sur le plan ci-dessous :

Les commerces ayant débuté leur activité après le 17 mai 2022, date de commencement des travaux, ne sont pas éligibles au dispositif d'indemnisation, ainsi que les commerces qui ont cessé leur activité avant la fin des travaux.

ARTICLE 3 - CALENDRIER DES TRAVAUX ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

Les travaux concernés par le présent règlement ont débuté le 17 mai 2022.

Il est pris en compte, la période de travaux à compter de cette date et jusqu'à l'approbation du présent règlement d'indemnisation par délibération du Conseil communautaire.

Tout changement dans le calendrier de fin des travaux pourra conduire à un réexamen des dossiers des commerçants concernés par ce règlement. La commission se réserve le droit de réévaluer les indemnisations en fonction de la prolongation éventuelle de la durée des travaux.

ARTICLE 4 – LA REPRESENTATION DES COMMERCANTS

Le commerçant pourra présenter avant le délibéré son dossier à la Commission d'indemnisation préalable des commerçants.

ARTICLE 5 - LA COMPOSITION DE LA COMMISSION

La commission est composée selon le modèle suivant :

- Le Vice-président en charge des infrastructures et de l'urbanisme
- Le Vice-président en charge de l'assainissement
- Un représentant du tribunal des activités économiques d'Auxerre ou son représentant.

Chaque membre pourra se faire représenter par un suppléant en cas de besoin.

Dans le cas où l'un des membres ayant voix délibérative se trouverait en position de conflit d'intérêt, il s'abstiendra ou se fera représenter par un suppléant. La participation effective aux réunions de travail de la Commission n'est pas rémunérée.

Cependant, les membres de la Commission pourront bénéficier d'un défraiement des dépenses inhérentes à leur participation. Le paiement de ces indemnités de défraiement sera opéré par mandat administratif, sur présentation des justificatifs correspondants.

Le président de la Commission de règlement amiable est nommé par délibération du Conseil communautaire.

ARTICLE 6 – CRITERES D'ATTRIBUTION ET CALCUL DE L'INDEMNITE

L'indemnisation est déterminée selon une grille d'évaluation objective permettant d'apprécier la situation spécifique de chaque commerçant éligible. Le montant de l'aide peut aller jusqu'à 1 400 euros par commerçant.

Critères d'attribution :

1. **Accessibilité client (0 à 3 points)** reprenant l'impact des travaux sur l'accès piéton des clients au commerce. L'accès doit avoir été rendu difficile ou impossible pendant certaines périodes des travaux. Peuvent être fournis à l'appui de ce critère des photographies, plan de circulation ou tout autre document permettant de démontrer de la perte d'accessibilité de la clientèle.

2. **Durée des travaux (0 à 3 points)** reprenant la durée totale d'impact des perturbations sur l'activité commerciale. La durée des travaux doit avoir entrainé des perturbations sur l'activité commerciale. Peuvent être fournis des arrêtés municipaux, planning de travaux ou tout autre document permettant de démontrer de l'impact de la durée des travaux sur les perturbations de l'établissement.

3. **Accessibilité livraison (0 à 3 points)** reprenant l'impact sur les conditions de livraison et d'approvisionnement. Les livraisons doivent avoir été rendues impossibles dans les conditions normales, nécessitant alors la mise en place de moyens exceptionnels. Peuvent être fournis, des photos des conditions de livraison ou tout autre document permettant de démontrer de la mise en place de moyens anormaux.

4. **Ancienneté de l'établissement (0 à 3 points)** reprenant l'ancienneté d'implantation dans le périmètre des travaux. Peuvent être fournis, l'extrait Kbis, les baux commerciaux ou tout autre document permettant de démontrer de l'ancienneté de l'établissement sur le périmètre des travaux.

5. **Nuisances sonores (0 à 3 points)** reprenant l'impact du bruit généré par les travaux sur l'activité commerciale. Les nuisances sonores générées doivent avoir impactées de manière importante l'activité commerciale. Peut être fourni tout document permettant d'attester de l'impact du bruit anormal généré par les travaux sur l'activité commerciale.

6. **Visibilité de l'établissement (0 à 3 points)** reprenant l'impact des travaux sur la visibilité et/ou la signalétique de l'établissement. La visibilité de l'établissement doit avoir été considérablement masquée ou supprimée par les installations de chantier. Peuvent être fournis des photos attestant du masquage de l'établissement ou tout autre document permettant de justifier de l'impact des travaux sur la visibilité et/ou la signalétique de l'établissement.

7. **Fréquence de nettoyage supplémentaire de l'établissement (0 à 3 points)** reprenant l'augmentation des fréquences de nettoyage de l'établissement due aux travaux. La fréquence de nettoyage doit avoir été impactée de manière anormale au regard du fonctionnement de l'activité. Peuvent être fournis des photographies montrant l'état de salissure de l'établissement ou tout autre document permettant de justifier de la fréquence de nettoyage anormale au regard du fonctionnement de l'établissement.

8. **Amplitude d'ouverture (0 à 3 points)** reprenant la capacité de l'établissement à maintenir ses horaires d'ouverture habituels. L'amplitude d'ouverture doit avoir été impactée par les travaux. Peut être fourni tout document justifiant de l'amplitude d'ouverture de l'établissement.

Calcul de l'indemnité :

Note totale (/24)	**Montant de l'indemnisation (en €)**
0 à 3	0 €
3 à 6	100 €
6 à 12	200 €
13	300 €
14	400 €
15	500 €
16	600 €
17	700 €
18	800 €

19	900 €
20	1 000 €
21	1 100 €
22	1 200 €
23	1 300 €
24	1 400 €

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS REQUIS

Chaque commerçant éligible devra fournir à la Commission :

- Un extrait Kbis récent
- Une copie du bail commercial démontrant l'implantation de son entreprise au sein du périmètre défini
- Un RIB
- Les pièces justificatives spécifiques à chaque critère d'évaluation telles que détaillées ci-dessus
- Tout document complémentaire permettant d'objectiver l'impact des travaux sur l'activité commerciale

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'INDEMNISATION

Pour donner lieu à indemnisation, le dommage doit répondre aux critères établis par la jurisprudence administrative. Le préjudice doit être actuel et certain, excluant ainsi tout dommage éventuel. Un lien de causalité direct et immédiat doit être établi entre le dommage et les travaux en cours dans le périmètre retenu. Le caractère spécial du dommage implique qu'il ne concerne qu'un nombre limité de personnes placées dans une situation particulière.

Enfin, le préjudice doit présenter un caractère anormal excédant la part de gêne que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité en contrepartie des aisances de voirie.

L'évaluation selon la grille de critères définie à l'article 6 permet d'objectiver l'appréciation de ces conditions juridiques.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'INDEMNISATION

Un versement est effectué aux commerçants éligibles dès la fin des travaux, après l'adoption du règlement d'indemnisation par délibération du conseil communautaire, et après examen du dossier complet par la commission selon la grille d'évaluation et validation par le conseil communautaire.

ARTICLE 10 – LIEU ET PERIODICITE

La périodicité des réunions est fixée par le Président de la Commission. Elle est réalisée en fonction du nombre de demandes indemnitaires à traiter.

ARTICLE 11 – ORGANISATION DES SEANCES

Le Président arrête l'ordre du jour de la séance.

Il dispose seul de la police de la réunion avec toutes les prérogatives qui y sont attachées.
Les requérants seront informés de la date de la séance au cours de laquelle leur dossier sera examiné en commission (éligibilité et indemnisation). A cette occasion, ils seront invités à produire, s'ils le souhaitent, des observations écrites, à transmettre 7 jours francs avant la tenue de la séance.

Le Secrétariat de la Commission adresse à chaque membre de la Commission une convocation reprenant cet ordre du jour 5 jours avant la séance ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à une juste appréhension des dossiers. En cas d'urgence, le Président peut décider d'inscrire des points complémentaires à l'ordre du jour de la réunion de la Commission.

Cette dernière décide à la majorité des voix des membres présents, de l'examen ou non lesdits points. Les avis de la Commission sont pris à la majorité des voix des membres présents.

Si le titulaire et le suppléant sont présents simultanément, seul le titulaire a voix délibérative.

En cas de partage des voix, le Président ou son suppléant a voix prépondérante.

Les votes ont lieu à main levée.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE DES SEANCES

Les contenus des séances (débats et votes) ne sont pas publics.

Le Président de la Commission ou son suppléant pourra toutefois demander à entendre toute personne extérieure à cette dernière et susceptible d'éclairer les travaux et débats de ladite Commission. Ces intervenants extérieurs éventuels ne participeront à la séance qu'au moment de l'examen du point concerné et se retireront au terme des discussions.

Tous les membres s'engagent à respecter la confidentialité des séances.

ARTICLE 13 – LA SAISINE DE LA COMMISSION

Toute entreprise intégrée dans le périmètre défini par le présent règlement qui constate un préjudice directement lié aux différents travaux définis ci-dessus, peut se procurer un dossier de demande d'indemnisation.

Le dossier de demande d'indemnisation doit ensuite être complété et renvoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale ci-dessus.

Les dossiers ne pourront être déposés qu'à l'expiration d'un délai minimum de 2 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires, sauf en cas d'urgence motivée.

ARTICLE 14 – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'INSTRUCTION

Le dossier fait l'objet d'une pré-instruction à sa réception.

La commission appréciera si l'ensemble des pièces justificatives a été fourni et si la demande correspond aux conditions de recevabilité énoncées au travers du présent règlement.

En cas d'irrecevabilité manifeste de la demande, l'entreprise sera dûment informée par écrit et par Monsieur le Président ou son représentant des raisons justifiant le rejet de son dossier d'indemnisation. Elle a toutefois la possibilité de redéposer un dossier sur la base d'éléments nouveaux.

En cas d'acceptation par la commission, celle-ci procède à l'évaluation du dossier selon la grille de critères définie à l'article 6. La proposition d'indemnisation correspondant au barème établi est transmise au Conseil communautaire pour validation.

En cas de validation de la proposition, un protocole transactionnel est proposé pour signature à l'entreprise requérante. Cet accord prévoit le versement de l'indemnité et la renonciation du bénéficiaire de l'indemnisation, à tout recours contentieux ultérieur concernant le montant proposé et tous les chefs de préjudice. L'acceptation de cette offre vaut transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil.

En cas de rejet de la proposition ou du protocole transactionnel, il appartient au requérant de saisir, s'il le souhaite, la juridiction compétente pour faire examiner ses arguments.

En matière de délai de paiement, le mandatement de l'indemnisation interviendra dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification et signature par les deux parties du protocole d'accord transactionnel.

Le relevé de décision qui ne fera apparaître que la proposition de la commission pour chaque dossier sera validé par les membres de la commission à chaque fin de séance.

Toute modification portée au présent règlement devra faire l'objet d'un avenant qui sera soumis à la délibération du Conseil communautaire.

Ce règlement pourra faire l'objet d'un litige selon les délais en vigueur devant le tribunal administratif de Dijon.

Fait à _____, le _____

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-182
OBJET : Rapport d'activités 2024

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'article L.5211-39 du CGCT dispose qu'avant le 30 septembre de chaque année, le président d'un établissement public de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de plus de trois mille cinq cent habitants doit adresser un rapport d'activités aux maires de chaque commune membre du groupement. Ce rapport retraçant l'activité de l'établissement est accompagné du compte administratif.

L'Auxerrois dispose depuis 2021 d'un projet de territoire Transformons l'Auxerrois 2021-2031.

Dans ce cadre, le rapport annuel d'activités produit au titre de l'exercice 2024 retrace à la fois les réalisations de la Communauté de l'Auxerrois et de la Ville d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du contenu de ce rapport d'activités 2024 qui sera transmis aux maires des communes membres pour mise à l'ordre du jour de leur Conseil Municipal.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

AUXERRE

communauté de l'auxerrois

DE LA VILLE D'AUXERRE ET DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

GILLES ROUVERA

Directeur général des services

Une transformation territoriale sous nos yeux

L'élan de transition est désormais lancé pour le territoire de l'Auxerrois. Nos habitants assistent et peuvent témoigner du travail colossal accompli depuis le début du mandat par les agents de nos collectivités, qui jour après jour, accomplissent cette transformation territoriale.

Une transformation qui passe par la sortie de terre de premiers grands projets en 2024 et début 2025, comme la rénovation du Conservatoire, la végétalisation de la Place Maréchal Leclerc en plein centre-ville d'Auxerre, celle de plus en plus visible de l'Abbaye Saint-Germain, joyau de notre patrimoine. Mais aussi l'aboutissement de stratégies volontaristes en matière d'action foncière, de santé publique, d'accompagnement des jeunes entreprises, d'innovation technologique, de mobilité décarbonée ou encore d'autonomie alimentaire et énergétique dont les effets se font d'ores et déjà sentir sur l'ensemble des 29 communes de l'Agglomération.

Bien sûr, cette transformation est également visible au sein même de notre organisation où les services ne cessent d'améliorer leur efficience par le biais de nouveaux outils numériques et de méthodes de travail orientées vers l'amélioration de la relation citoyenne et l'attractivité.- Un savoir-faire d'ailleurs reconnu par de plus en plus de labels nationaux.

Bref, un travail dont les fruits commencent à porter au regard des bons résultats financiers de nos collectivités qui n'ont jamais autant investi sans alourdir pour autant leur endettement.

L'AGGLOMÉRATION AUXERROISE EN CHIFFRES

VERS UNE STABILISATION DE LA POPULATION

155,9 HABITANTS AU KM²

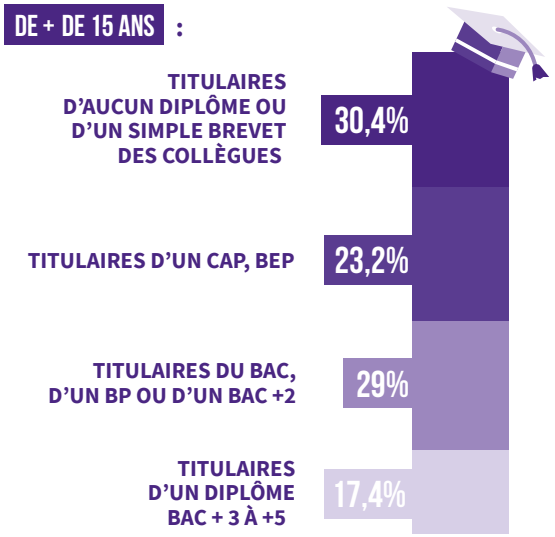
67 663 HABITANTS DONT **35 236** DANS SA VILLE CENTRE

DONT **51,18%** ÂGÉE DE PLUS DE 45 ANS

ET **32,2%** DE MÉNAGES RETRAITÉS

UN NIVEAU DE DIPLÔME FAIBLE MAIS EN PROGRESSION

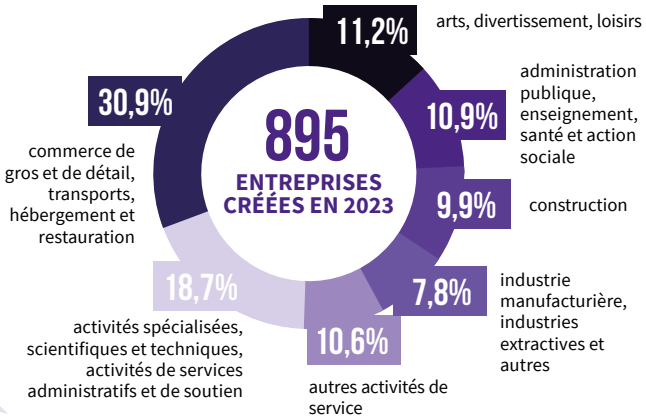
PARMI LES HABITANTS DE + DE 15 ANS :



UN TERRITOIRE RURAL MOTEUR POUR L'ÉCONOMIE LOCALE

1ER PÔLE COMMERCIAL DE L'YONNE AVEC **607,1 M€** DE RECETTES EN 2024

CRÉATIONS D'ENTREPRISE EN PROGRESSION CONSTANTE DEPUIS 10 ANS :



50,8% DES ENTREPRISES HÉBERGÉES EN PÉPINIÈRE de l'Yonne le sont à Auxerre

2694 ENTREPRISES ACTIVES DANS L'AUXERROIS

24,3% DES ÉTABLISSEMENTS DE L'YONNE

QUI EMPLOIENT **35 862 SALARIÉS**

18 HÔTELS IMPLANTÉS proposant 949 chambres

93 EMPLACEMENTS EN CAMPING

UN BASSIN D'EMPLOI ATTRACTIF

MODE DE DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

79,8% EN VOITURE

8,6% à pied ou en trottinette, 2% en vélo, 4,3% en transports en commun

EMPLOI

74,7% D'ACTIFS DANS LA TRANCHE 15-64 ANS

avec un taux de concentration qui est passé de 194,5 (134,9 en 2023)

TAUX DE CHÔMAGE STABLE

8,4% DES 15 À 64 ANS

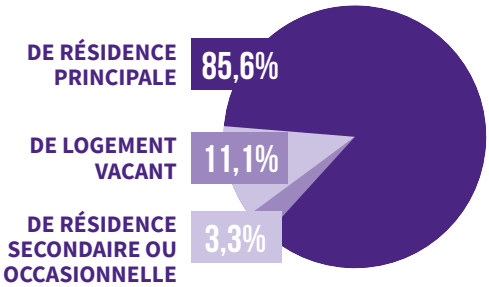
10,9% à Auxerre
Yonne 9% / France 7,3%

UN PARC DE LOGEMENTS MAJORITAIREMENT INDIVIDUELS

37 959 LOGEMENTS

soit 19% des logements de l'Yonne

60% DE MAISONS INDIVIDUELLES



SOURCE : INSEE chiffres consolidés au 01/01/2024 et rapport CCI 89 chiffres clés 202

Sommaire

01.

FRISE ÉVÉNEMENTIELLE 2024 p.6

PROSPECTIVES 2025 p.8

LES PREMIÈRES LIVRAISONS QUI TRANSFORMENT L'AUXERROIS p.10

02.

ATTRACTIVITÉ p.12

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE p.14

AMÉLIORATION RELATION CITOYENNE p.16

COOPÉRATION INTERCOMMUNALE p.18

EFFICACITÉ, EFFICIENNE, AGILITÉ ET TRANSITION NUMÉRIQUE p.20

03.

INDICATEURS p.22

QUELS MOYENS POUR AGIR ? p.28

BILAN SOCIAL p.30

GOUVERNANCE p.31

FRISE ÉVÉNEMENTIELLE 20

- **NOUVELLE OFFRE DE TRANSPORTS** (navette, Flexibus, agence mobile)

- **APPLICATION AUXERRE & MOI**

- **OUVERTURE DE LA MAISON DES 1000 PREMIERS JOURS**

- **PARIS-NICE PASSE PAR AUXERRE**

- **DEUX ÉTOILES POUR LE PCAET DE L'AUXERROIS**

- **INHUMATION DE JP SOISSONS** ancien maire d'Auxerre durant 27 ans

- **PREMIER FESTIVAL GRANDS RÉCITS À L'ABBAYE**

- **INAUGURATION PISTE ATHLÉTISME GUY DRUT**

Janvier

Février

- **DÉBUT DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SOUS LA PLACE MARÉCHAL LECLERC**

- **GRATUITÉ INTÉGRALE DES BIBLIOTHÈQUES D'AUXERRE QUI PASSENT AUX OUTILS NUMÉRIQUES**

Mars

Avril

- **VOTE DU PLAN ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE L'AUXERROIS**

- **INAUGURATION DU FABLAB PROFESSIONNEL AUXR_FACTORY**

Mai

Juin

- **ELECTIONS EUROPÉENNES ET LÉGISLATIVES**
- **LA LIVRAISON DU NOUVEAU CENTRE DE LOISIRS « LA MAISON DES ENFANTS »**

- **DÉBUT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION DE LA DALLE À SAINTE-GENEVIÈVE DANS LE CADRE DU NPNRU**

024

PASSAGE DU RELAIS DE LA FLAMME OLYMPIQUE
dans 4 communes de l'Agglomération

OUVERTURE D'UNE MICROCRÈCHE AUX BRICHÈRES de 12 places

ACQUISITION DE L'ANCIENNE HALLE SERNAM par l'Agglomération pour en faire un pôle multimodal

INTÉGRATION DE L'ECOLE DE MUSIQUE DU COULANGEOIS AU CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE D'AUXERRE

DÉBUT DES TRAVAUX DE DÉPOLLUTION DU SITE INDUSTRIEL DU BATARDEAU ET DESTRUCTION DES ANCIENS SILOS

LANCEMENT D'UNE FONCIÈRE DE COMMERCE POUR LES CENTRE-VILLE DE L'AUXERROIS VALIDÉ

20ÈME ANNIVERSAIRE DE LA DSP ELIOR AUPRÈS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE D'AUXERRE

471 POINTS LUMINEUX DANS LES QUARTIERS DE BRAZZA/SAINT-GERVAIS ET RIVE-DROITE ONT ÉTÉ REMPLACÉS DANS L'ANNÉE PAR DES AMPOULES LED (300 K€)

LABEL VILLES FLEURIES 2ÈME NIVEAU OBTENU PAR LA VILLE D'AUXERRE

Juillet / Août

Septembre

NOUVEAU RÉSEAU DE BUS URBAIN AUXR_M LE BUS

INAUGURATION DU CLOÎTRE RESTAURÉ DE L'ABBAYE

CÉLÉBRATION DES 120 ANS DU DISCOURS D'EMILE COMBES,
fondateur de la laïcité, à Auxerre

SIGNATURE DU CONTRAT DE VILLE 2024-2030

Octobre

Novembre

Décembre

RÉOUVERTURE DE LA SALLE VAULABELLE
entièrement rénovée après 2 ans de travaux

ADOPTION DE LA NOUVELLE STRATÉGIE COMMUNAUTAIRE DÉCHETS ET CHOIX DES 7 COMMUNES TEST
pour la première phase de mise en œuvre en 2025

AuxR_ Valorise

CRÉATION D'UN NOUVEAU SERVICE DU CCAS DÉDIÉ À LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

PROSPECTIVES 2025

TRANSFORMER L'ANCIEN SITE INDUSTRIEL DU BATARDEAU EN UN ÉCO-QUARTIER ATTRACTIF

Citée dès les premières pages du Projet de territoire 2021-2031, ce projet de revitalisation de friche industrielle est en passe de devenir réalité. L'acquisition du foncier suivie de la destruction des anciens silos ont d'ores et déjà transformé le paysage du site en 2024-2025. En 2025, l'enquête liée au futur PLUIMH « habiter Auxerre en 2050 », a permis d'interroger les habitants sur leurs attentes et de leur présenter l'ambition portée par l'Agglomération pour ce nouveau quartier autonome en énergie et ouvert à la mobilité durable. Les groupes Cardinal et Essor, promoteurs spécialisés dans ce type de projets de revitalisation urbaine, ont signé un protocole partenarial le 10 juillet 2024 avec la VA pour assurer cette mission.

90%

DES GRAVATS DE LA DÉMOLITION DU SITE BATARDEAU RECYCLÉS EN MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

35,5M€

AUXERRE communauté de l'auxerrois

13 M€ FINANCÉS PAR LA VILLE D'AUXERRE ET 22,5 M€ PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS POUR LES TRAVAUX DE LA LISA

LIBÉRER LE TERRITOIRE :

DÉMARRAGE DE LA LIAISON SUD D'AUXERRE (LiSA)

2025, voit le lancement des travaux de terrassement et d'ouvrages d'art de cette voie de désengorgement des rues d'Auxerre. Outre une meilleure desserte de l'Yonne, ce contournement au sud de l'Auxerrois permettra d'y améliorer le cadre de vie libérant le territoire d'une circulation dépassant les 9000 véhicules jour. Financé à hauteur de 35M€ par la CA et la Ville d'Auxerre, ce projet d'un montant total de 148 M€ a nécessité plusieurs décennies pour voir le démarrage de son chantier.

Le bilan d'une année d'activité ne peut être pertinent que s'il est mis en perspective avec les projets pluriannuels qui se préparent ou se consolident en amont de cette période de bilan pour n'éclore que bien plus tard. 2024, a été une année charnière pour plusieurs de ces grands projets qui dessinent l'Auxerrois de demain.

REMETTRE L'ÉCOLE AU CŒUR DU RENOUVELLEMENT URBAIN

Regroupant sur un même site tous les services et équipements nécessaires à l'accueil scolaire et périscolaire, voire même culturel et sportif, des jeunes auxerrois depuis la petite enfance jusqu'à fin de l'élémentaire, quatre nouvelles cités scolaires ont été rénovées ou amorcées depuis 2020 sur la ville d'Auxerre. La cité scolaire Marie-Noël (Saint-Siméon) a été la première à être réceptionnée (derniers aménagements paysagers prévus en 2025), suivront ensuite les cités des Rosoirs (sept 2026), de Sainte-Geneviève et Rive-Droite dont le nouveau restaurant scolaire prévu pour septembre 2026 marquera le début de la transformation.

35 M€ investis
SUR LA DURÉE DU MANDAT POUR LES BÂTIMENTS LIÉS À L'ENFANCE

420 vélos électriques
EN LOCATION PARTAGÉS DISPONIBLES SUR LE TERRITOIRE EN 2025

UNE NOUVELLE OFFRE DE TRANSPORTS PUBLICS DÉCARBONÉS ET DURABLES

En 2024, l'Agglomération a complété son offre de mobilité durable (covoiturage du quotidien, vélos électriques en location partagée) en mettant à disposition de ses habitants une navette électrique recentrée sur le centre-ville historique d'Auxerre, 5 nouvelles lignes de bus 100% décarbonés desservant Auxerre et ses communes périphériques, une offre de transport à la demande, Flexibus, reliant pour le prix d'un ticket de bus les principales zones commerciales et d'habitation. L'Auxerrois devient un territoire exemplaire en matière de mobilité durable.

En 2025, l'effort se poursuit avec l'ajout au printemps de 13 stations et 100 vélos supplémentaires au réseau AuxR_M' le vélo et le lancement des travaux d'aménagement de la voie cyclable reliant Auxerre à son hameau de Laborde. Cette voie sera la première liaison vélo sur les 6 voies cyclables opérationnelles d'ici 2029 pointées dans le schéma intercommunal et validé dès 2024.

5421/5492

LES PREMIÈRES LIVRAISONS *qui tran*

2024 *marque un tournant dans la réalisation du Projet de territoire, avec la* ***sortie de terre d'un certain nombre de grands projets*** *qui auront eu besoin de deux ans de conception et de travaux. L'Auxerrois commence sa transformation.*

« On gagne en confort thermique, en luminosité aussi. Les salles de cours sont mieux équipées, mieux insonorisées. Les abords extérieurs aménagés seront aussi un plus pour nous au quotidien »

Gérard Lelièvre | Professeur de chant au Conservatoire

UNE PREMIÈRE ÉTAPE DE LA VÉGÉTALISATION DES ZONES URBAINES

Inaugurée en mai 2025, la Place du Maréchal Leclerc aura été l'objet d'une spectaculaire transformation. Qualifié d'îlot de chaleur le « plus chaud » de la ville, ce site au pied de la Tour de l'Horloge, elle-même entièrement remise en état en 2022, est devenu en moins de deux ans de travaux un espace végétalisé et entièrement piéton dédié aux promeneurs et aux visiteurs qui pourront y profiter de terrasses étendues. L'Hôtel de ville attenant à la place a profité de ces travaux pour bénéficier d'un plan de mise en lumière et de la végétalisation de sa cour.

Coût total 3,5 M€

FAIRE DU TOURISME FLUVIAL UN OUTIL D'ATTRACTIVITÉ

Le tourisme fluvial est une porte d'entrée incontournable pour le territoire. Les travaux de modernisation et l'installation d'équipements de grande qualité (toilettes, bornes de recharge et de vidange bateaux, recharge de vélos électriques, mobilier) entrepris en 2024 ont été réceptionnés au printemps 2025 pour l'ouverture à la navigation. D'ici la fin de l'année, la signalétique touristique présente sur ces haltes sera complétée par un dispositif de panneaux connectés apposés sur près de 87 sites touristiques remarquables de l'Auxerrois et renseigneront, en 7 langues différentes, les visiteurs via une IA baptisée « Germain ».

Coût total : 780 000 €

sforment l'Auxerrois

DES LIEUX D'ACCUEIL POUR LES PROFESSIONNELS MODERNISÉS

Deux équipements ont été entièrement rénovés et réceptionnés fin 2024, l'un au centre-ville, la salle Vaulabelle, l'autre dans la zone sud dite des Boutisses, avec le nouvel espace 1000 d'Auxerrexpo. Ces espaces désormais équipés de tout le matériel sono et vidéo nécessaire pour organiser des événements d'envergure, notamment vers le public des professionnels, répondent à une demande jusqu'ici inexistante sur le territoire. **Coût total : 4,9 M€**

UN CONSERVATOIRE QUI RAYONNE

Deux ans de travaux ont été nécessaires pour transformer ce bâti du 19ème siècle en un équipement plus fonctionnel, plus accessible, d'une grande performance énergétique et pouvant accueillir jusqu'à 1000 élèves tout en modernisant son architecture. Inauguré le 21 juin 2025, ce nouveau conservatoire, désormais communautaire, en profite pour s'ouvrir sur les berges de l'Yonne avec un aménagement paysager et l'ajout d'un ponton sur l'eau destiné à accueillir de futurs concerts. **Coût total : 11,5 M€**

5000 végétaux
DONT 21 ARBRES PLANTÉS SUR LA PLACE MARÉCHAL LECLERC CRÉANT UNE FORÊT URBAINE

11,5 M€
BUDGET DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DU CONSERVATOIRE AVEC UN AUDITORIUM DE 142 PLACES CRÉÉ

800 personnes
CAPACITÉ D'ACCUEIL DE LA SALLE VAULABELLE

3 à 8 salles modulables
À L'ESPACE 1000 D'AUXERREXPO

700 bateaux
PROFITENT CHAQUE ÉTÉ DES 9 HALTES NAUTIQUES PRÉSENTES SUR L'AUXERROIS

ATTRACTIVITÉ *territoriale*

Sports, culture, patrimoine, urbanisme, développement économique, cadre de vie : tous les espaces sont sources d'attractivité pour un territoire. L'Auxerrois en a fait particulièrement la preuve en 2024.

AUXERRE LABELLISÉE «VILLE FLEURIE» 2ÈME NIVEAU

Ce sont l'implication des agents, la qualité des serres municipales, l'intégration de projets de végétalisation urbaine dans un projet plus global d'embellissement du patrimoine et de transition écologique qui se voient récompensées avec cette labellisation. Partie intégrante de la politique d'attractivité, l'amélioration du cadre de vie auxerrois passe aussi par une véritable politique de l'arbre, l'aménagement de la Coulée verte ou encore le développement de l'éco-patûrage.

500 m²
DE LOCAUX DISPONIBLES AU FABLAB AUXR_FACTORY

340 000 €
investis la première année en machines-outils

184 ha
D'ESPACES VÉGÉTALISÉS À AUXERRE

UN FABLAB PROFESSIONNEL INAUGURÉ

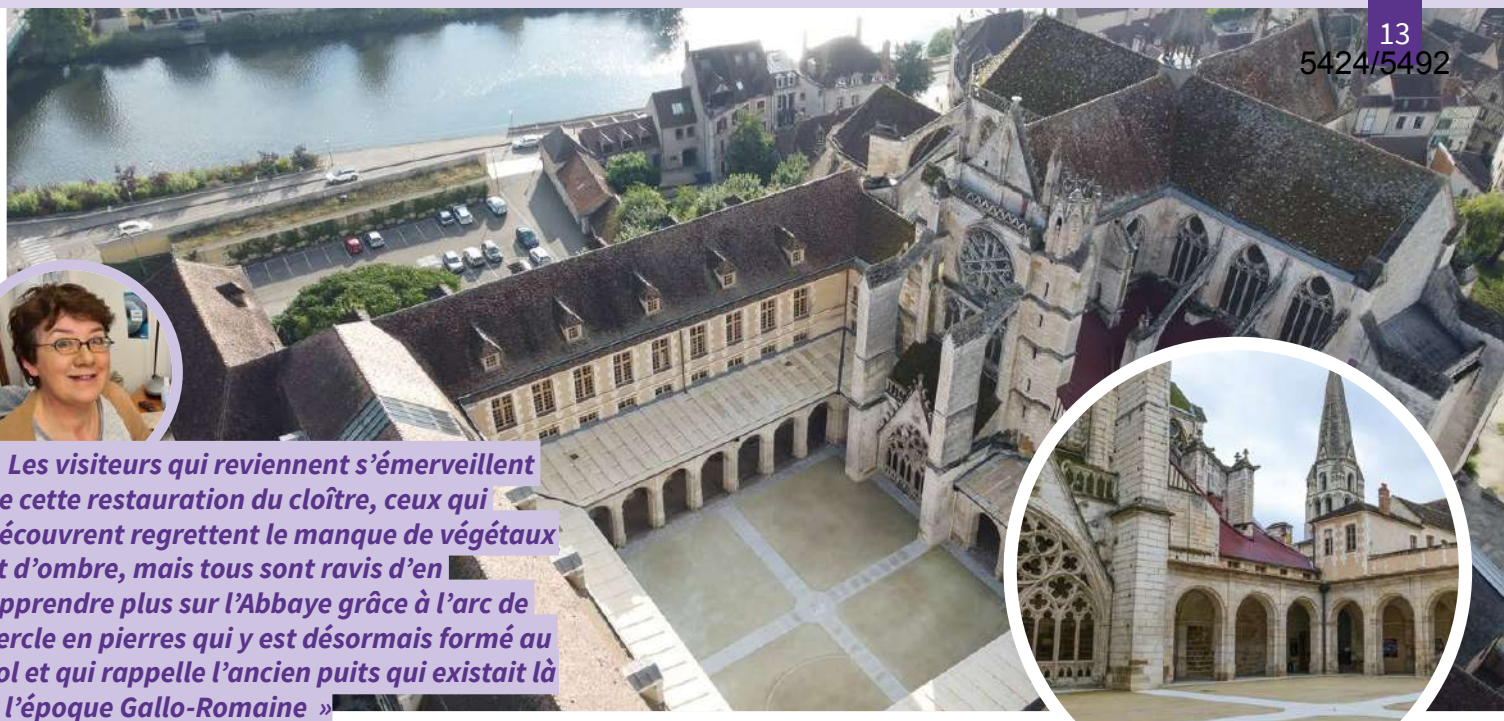
Deuxième rouage indispensable au développement des jeunes entreprises du territoire, l'atelier de modelage et de prototypage manquait au panel des équipements mis à la disposition des 14 start-up incubées à AuxR_Lab. Avec l'inauguration d'AuxR_factory, fablab adapté aux professionnels, la technopole auxerroise développée autour de l'éco innovation est désormais au complet.

« Nous avons un retour très positif en termes de sécurité et de qualité de pratique de la part de tous les utilisateurs. Associée à l'effet JO 2024, cette piste suscite une hausse des licences et attire même des clubs de l'Ile de France et du nord de l'Yonne. Cela fait forcément rayonner l'Auxerrois »

Françoise Galli | Présidente du Stade Auxerrois section athlétisme

UNE PISTE D'ATHLÉTISME DIGNE DES PLUS GRANDS STADES

C'est au cœur d'une année toute entière dédiée à l'Olympisme et au sport, que la Ville d'Auxerre a mené à bien le remplacement de sa piste d'Athlétisme. Inaugurée le 15 mai 2024 sous le parrainage de l'ancien champion Guy Drut, cette piste municipale ouvrant la pratique de l'athlétisme à tous innove aussi par la qualité de son revêtement similaire à celui qui équipe la piste du Stade de France et qui ravit les nombreux licenciés de cette discipline dans l'Auxerrois et au-delà. Le trail de la coulée verte y est d'ailleurs organisé depuis deux éditions. **Coût total : 2,4 M€**



« Les visiteurs qui reviennent s'émerveillent de cette restauration du cloître, ceux qui découvrent regrettent le manque de végétaux et d'ombre, mais tous sont ravis d'en apprendre plus sur l'Abbaye grâce à l'arc de cercle en pierres qui y est désormais formé au sol et qui rappelle l'ancien puits qui existait là à l'époque Gallo-Romaine »

Véronique Geneau | Agent de médiation culturelle à l'Abbaye

L'ABBAYE SAINT-GERMAIN PLUS ÉBLOUISSANTE QUE JAMAIS

Première phase de travaux de ce grand projet de rénovation, la réfection du cloître s'est achevée le 15 juin 2024 après 6 mois de chantier. Point d'attractivité s'il en est, ce cloître est le point d'entrée des 65 000 visiteurs annuels du monument le plus visité du territoire qui a d'ailleurs battu son record de fréquentation en cette saison 2024. **Coût de l'opération : 1,38 M€**

65 000 visiteurs
EN 2024 ACCUEILLIS À L'ABBAYE
(record de fréquentation)

2,4M€
C'EST LE COÛT DE RÉNOVATION DE LA PISTE D'ATHLÉTISME DU STADE AUXERROIS

3600 m²
DISPONIBLES AUX ABORDS DE LA GARE SNCF AFIN D'Y ÉDIFIER LE FUTUR PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL

REVITALISER LES CENTRE-BOURGS PAR UNE POLITIQUE FONCIÈRE VOLONTARISTE

La ville d'Auxerre a mené depuis quelques années dans le cadre du dispositif Cœur de Ville et avec l'appui de l'Etablissement Public Foncier, une politique d'acquisition foncière volontariste pour développer la côte d'attractivité de son centre-ville. Et cela commence d'ores et déjà à porter ses fruits. Ainsi, si certaines acquisitions immobilières finalisées en 2024 vont accueillir de futurs projets propres à la collectivité (ancien magasin Eurodif pour y accueillir à terme un pôle administratif, silos du Batardeau pour y aménager le futur éco-quartier du même nom), d'autres acquisitions constituent des réserves pour des projets privés à l'horizon 2025-2026. Ainsi une maison médicale verra le jour Place des Cordeliers, plus de 20 logements vont être aménagés dans d'anciens locaux désaffectés en cœur de ville et le futur pôle d'échange multimodal pourra émerger près de la gare SNCF suite au rachat de l'ex-halle Sernam. Le lancement du projet de création d'une SEM foncière de commerces en 2024, et celle du fonds de soutien communautaire aux actions de redynamisation des centres en 2025 ne pourront soutenir cette politique ambitieuse.

SOBRIÉTÉ énergétique et environnementale

Résolument engagé dans sa transition écologique, *l'Auxerrois passe à une phase active en 2024 en validant son Plan Climat Air Energie récompensé en octobre par une labellisation Territoire Engagé Transition Ecologique (TETE) niveau 2. En sautant le pas de devenir elle-même productrice d'énergies renouvelables et en soutenant les projets qui vont dans le sens du mix énergétique, elle se donne les moyens de son objectif : devenir un territoire zéro carbone en 2030.*

CHALEUR URBAINE : TOP DÉPART POUR LE SECOND RÉSEAU

Inauguré en 2016, un premier réseau raccordé à une toute nouvelle chaufferie biomasse (bois et gaz) alimentait la partie nord de la ville. Dès 2020, la décision est prise avec le délégataire Coriance, de se lancer dans la construction d'un second réseau de 14 km afin d'alimenter les parties Sud et Est dont certains bâtiments publics (Salle Vaulabelle, Stade nautique, Conservatoire). La construction d'une seconde chaufferie est également programmée d'ici fin 2026, celle-ci sera également alimentée en déchets de bois et en gaz vert. Les travaux de ce second réseau ont démarré en mars 2025.

4900 logements

RACCORDÉS D'ICI 2028 PAR LE SECOND RÉSEAU DE CHALEUR AUXEV 2 DONT LE TAUX DE RENDEMENT ATTENDU EST DE 75%

22 arbres

PLANTÉS PLACE MARÉCHAL LECLERC

« Il y a deux écoles : ceux qui préfèrent, anticipant le réchauffement, planter des arbres «exotiques» quitte à ce qu'ils finissent par mourir ou au contraire prolifèrent tant ils deviennent invasifs. Et ceux qui préfèrent planter une essence locale en misant sur l'adaptation et la survie de quelques-uns. Pour ma part, je dirais que ce qui compte, c'est de planter. Et tant qu'à faire, planter utile, durable et planter grand »

Clément Mesnard | Technicien Politique de l'arbre Agglomération de l'Auxerrois

DÉVELOPPER LE PATRIMOINE ARBORÉ DE LA VILLE

Avec un patrimoine arboré estimé à plus de 10 000 arbres, Auxerre a l'ambition de non seulement maintenir ce patrimoine mais aussi de le développer. Par exemple par une politique active de diversification des essences plantées dans le cadre des nouveaux espaces végétalisés mais aussi lors du remplacement des arbres malades. Ainsi près de 1000 arbres ont été plantés depuis seulement 4 ans. Cette politique proactive s'incarne par ailleurs par le passage à un élagage alterné en automne afin de prolonger la période de feuillage, et donc d'ombre, des arbres en zones urba auparavant mis à nu tous les 3 ans.

MIX ÉNERGÉTIQUE : SOUTENIR LE PHOTOVOLTAÏQUE SUR LE TERRITOIRE

Le conseil communautaire a retenu lors de son assemblée du 17 avril 2025 la société ORION comme lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt lancé en juin 2024 pour la maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques sur les toitures et parcelles appartenant à 8 communes de l'Auxerrois. Cette décision est l'aboutissement d'une politique volontariste de l'Agglomération de mix énergétique sur son territoire qui se formalisait déjà par le recours à cette énergie renouvelable dans plusieurs de ses installations d'assainissement collectif. Ainsi en 2024, la station d'épuration d'Appoigny ainsi que le poste de relevage de Monéteau étaient déjà équipés de trackers photovoltaïques « intelligents » capables d'orienter les panneaux installés sur ces infrastructures pour produire l'électricité nécessaire à leur exploitation.

8 communes
DE L'AUXERROIS VONT ÊTRE AIDÉES PAR L'AGGLOMÉRATION POUR ÉQUIPER LEURS BÂTIMENTS DANS LE CADRE D'UN PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT PHOTOVOLTAÏQUE

1000 arbres
ONT ÉTÉ PLANTÉS PAR LA VILLE D'AUXERRE DEPUIS 2020

7 communes
RETENUES POUR TESTER LA NOUVELLE STRATÉGIE DÉCHETS

FAIRE BAISSER LES CHARGES ÉNERGÉTIQUES DES MÉNAGES DU TERRITOIRE

Afin d'accompagner les ménages du territoire dans l'absorption de l'inflation du coût des énergies subies en 2022-2023, l'Agglomération a décidé de relancer en décembre 2024, une opération de groupement d'achat électricité gaz avec son partenaire Wikipower. Un groupement d'achat qui garantit aux particuliers qui y adhèrent de bénéficier d'une offre bloquée sur une durée de 1 à 3 ans avec des tarifs réduits jusqu'à -20% par rapport aux tarifs réglementés. Parallèlement, l'Agglomération a lancé en février 2025 une opération d'installation gratuite de thermostats connectés chez les habitants du territoire pour les aider à piloter leur consommation énergétique.

VERS UNE STRATÉGIE DE GESTION GLOBALE DES DÉCHETS

Approuvée en septembre 2024 par le conseil communautaire, une nouvelle stratégie de collecte et de valorisation des déchets a été proposée aux élus des 29 communes de l'Auxerrois. Sept d'entre d'elles ont été retenues en 2024 pour être pilotes dans la mise en œuvre de cette stratégie qui prend le parti d'une collecte exclusive en PAV des 6 principaux flux (déchets alimentaires, tri, textile, carton, verre), de l'aménagement de deux grands centres de valorisation, au Nord et au Sud, de l'Agglomération, et de la mise à disposition d'une déchèterie mobile, la Val Mob'. Cette phase de test, sera effe dès juin 2025.

AMÉLIORATION DE LA *relation citoyenne*

Adapter le service public aux attentes des Auxerrois et répondre avec plus d'efficience à leurs besoins *est une des priorités du projet de Territoire. Plusieurs actions ont pu illustrer cette volonté dans l'année 2024.*

UNE APPLI POUR RELIER EN PERMANENCE LES HABITANTS À LEUR COLLECTIVITÉ

AuxR&Moi a été mise en ligne dès janvier 2024 afin de permettre aux habitants de signaler tout incident constaté sur l'espace public, de se renseigner 24h/24 des actualités ainsi que des démarches et formalités les plus courantes. Un outil de liaison permanent et traçable qui offre l'avantage en interne de notifier les demandes, suivre leur traitement jusqu'à leur archivage et d'informer les requéreurs du suivi.

LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES CENTRALISÉE

Répondant à une réalité de terrain malheureusement de plus en plus présente (80 cas accompagnés rien que pour 2023), le CCAS a regroupé en novembre 2024 l'ensemble des travailleurs sociaux travaillant pour l'accueil et l'accompagnement des victimes de violences conjugales afin de créer une équipe pluridisciplinaire plus réactive et mieux coordonnée avec les partenaires. Accueil post-plainte au commissariat, mise à l'abri en hébergement diffus, aide administrative, insertion et même accompagnement psychologique pour les auteurs volontaires sont donc désormais proposés via un accueil unique et un parcours adapté.

UNE MICRO CRÈCHE DE 12 PLACES AUX BRICHÈRES

Répondant aux besoins de ce quartier dépourvu de structure d'accueil, cette micro-crèche a été aménagée pour être accessible aux parents des quartiers mitoyens en pleine rénovation urbaine. Ancrée dans cet éco-quartier, la structure a d'ailleurs axé son projet éducatif autour de la thématique environnementale. **Coût total : 480 000 €**

Les autres communes de l'Agglomération sont également soutenues dans leurs efforts pour améliorer l'accueil Petite enfance avec la création en avril 2025 d'un fonds de soutien communautaire destiné à aider financièrement les projets de créations de crèches.

FACILITER L'ACCÈS AUX SERVICES MUNICIPAUX

Outre les travaux de mise en accessibilité qui s'échelonnent dans tous les bâtiments publics, des mesures sont prises pour ouvrir au plus grand nombre les services municipaux et communautaires. Ainsi les bibliothèques d'Auxerre sont devenues gratuites pour tous (y compris hors auxerrois) depuis le 1er janvier 2024. De la même manière, le stade nautique a ouvert de nouveaux créneaux au grand public depuis la rentrée 2024 et les centres de loisirs ont étendu leurs horaires d'ouverture pour fermer tous les jours à 18h30.

« La gratuité pour tous donnant accès à tous les services de la Médiathèque d'Auxerre a attiré de nouveaux publics, voire a fait revenir d'anciens inscrits. Il y a comme une envie de reprendre des habitudes de lecture et d'utilisation des lieux culturels ».

Agent du patrimoine images et son, accueil Bibliothèque | **Ingrid Montemont**

14 logements
DIFFUS POUR MISE À L'ABRI DE VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

3394 téléchargements
DE L'APPLI 'AUXERRE ET MOI' APRÈS SEULEMENT 1 AN DE FONCTIONNEMENT

3694 signalements
DÉPOSÉS VIA L'APPLI
22,67% des utilisations de l'appli

118 places d'accueil
SONT PROPOSÉES PAR LES STRUCTURES PETITE D'ENFANCE DE LA VILLE D'AUXERRE SUR LES 284 PLACES DISPONIBLES (ASSO, PRIVÉ)

+11,47%
FRÉQUENTATION BIBLIOTHÈQUE DEPUIS LA GRATUITÉ
malgré une fermeture pour travaux de 7 semaines !
ET +12,47% DE PRÊTS

COOPÉRATION *intercommunale*

Les projets d'accompagnement et de coordination communautaire d'actions communales se multiplient donnant vie à ce que doit être une intercommunalité : un ensemble de services, d'équipements, de communautés qui vont dans le même sens, qui hissent le territoire vers le haut, qui apportent des solutions collectives à des problématiques individuelles et qui mutualisent les moyens. En un mot, un bassin de vie.

DES PROJETS COMMUNAUX STRUCTURANTS POUR LA COMMUNAUTÉ

Le succès du fonds de soutien intercommunal ne se dément pas depuis sa création en 2022 accompagnant financièrement les communes de l'Agglomération qui investissent dans des projets structurants.

Maison de santé à Lindry, amélioration des conditions d'accueil dans les écoles ou accueils périscolaires d'Escolives, de Gy-Lévêque ou d'Augy, restauration du patrimoine à Villefargeau, Jussy, Montigny, Coulanges et Venoy, ou encore sécurisation des voiries d'intérêt communautaire à Chitry, Quenne et Branches.

306 557 €

VERSÉS EN 2024 PAR LE FONDS DE SOUTIEN INTERCOMMUNAL

SUR LES 3,9M€ INVESTIS PAR LES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION EN 2024

« Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) permet de renforcer les liens entre les producteurs locaux et les restaurant scolaires, favorisant ainsi une alimentation plus saine, locale et durable pour les petits Auxerrois »

Philippe Havouis
Responsable restauration collective et scolaire

SOUTENIR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE TERRITORIALE POUR PRÉPARER SON AUTONOMIE ET PRÉSERVER SA QUALITÉ

Voté au printemps 2024 par la Communauté d'agglomération, le projet alimentaire territorial de l'Auxerrois s'appuie sur 5 grandes orientations : garantir aux agriculteurs du territoire des débouchés locaux ; assurer l'accès à une alimentation locale et de qualité à l'ensemble des habitants, y compris les plus précaires ; protéger les ressources environnementales par une production plus durable et protéger la santé de ses habitants via une alimentation saine.

ADIEU OAH, BONJOUR AUXR_LOGIS

Nouvel acteur de l'habitat social auxerrois, AuxR_Logis est née de la fusion en juin 2024 entre le bailleur social historique Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) et le groupe Polylogis afin de créer une entreprise sociale de l'habitat. Celle-ci portera à l'échelle de l'Agglomération les projets de construction de 160 logements en accession pour les Auxerrois, mais surtout les projets de réhabilitation de près de 1000 logements du parc locatif social jugés « passoires thermiques » au titre de la Loi énergétique. Dès 2026, la construction d'une première résidence étudiante inaugurera politique volontariste communautaire.

27 fiches actions
LISTÉES DANS LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

1000 élèves
C'EST LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DU NOUVEAU CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE DE L'AUXERROIS

243 consultations cardio-vasculaires
ONT ÉTÉ ACCORDÉES LORS DE LA VENUE DU BUS DU CŒUR EN 2024

300 nouveaux logements sociaux
SERONT CONSTRUITS D'ICI 2030 SUR L'AUXERROIS

Conservatoire de l'Auxerrois musique · danse

ÉLEVER L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE À UN NIVEAU INTERCOMMUNAL

Le regroupement de l'école de musique du Coulangeois avec le Conservatoire musique et danse d'Auxerre à l'été 2024 a marqué le coup d'envoi d'une stratégie communautaire autour de l'enseignement artistique. Un nouveau projet d'enseignement reste à construire pour uniformiser au niveau intercommunal la qualité des enseignements, le cursus de formation, ainsi que la facturation. Plus largement il s'agit de bâtir un projet territorial d'éducation culturelle qui soit à la hauteur des ambitions de ce conservatoire à rayonnement régional.

UN CONTRAT LOCAL DE SANTÉ QUI PREND FORME

Signé en 2023 à l'échelle de trois intercommunalités (Auxerrois, Chablisien, Aillantais), le contrat local de santé réunit 78 communes soit 1/3 de la population icaunaise. Géré par l'Agglomération de l'Auxerrois ce document cadre fixe pour 5 ans l'ambition commune de ces collectivités de remettre au premier plan la santé de leurs habitants. En concertation avec tous les acteurs locaux de la santé, plusieurs actions ont déjà donné vie à cette ambition : la venue du bus du cœur des femmes en 2023 et en 2024, l'ouverture d'une maison médicale de garde, l'ouverture et l'accompagnement d'un cursus universitaire santé à l'IUT d'Auxerre, l'accueil des nouveaux internes du centre hospitalier, l'organisation à Auxerre de la journée mondiale de la santé (2025), de stages de premiers secours en santé mentale ainsi que d'actions de prévention « sport santé » sur le surpoids des plus jeunes.

EFFICACITÉ, EFFICIENCE, *agilité et transition numérique*

Moderniser les environnements professionnels des agents en renouvelant les équipements, *en rénovant les bâtiments et en recourant à de nouvelles technologies dans leurs outils de travail contribue à améliorer notablement l'efficacité de l'action publique.*

« Un usager sur deux prend désormais rdv avec cet outil. En plus, les usagers sont contents de recevoir un sms de rappel pour leur rdv. Et comme il y a moins de rendez-vous non honorés, on s'organise mieux dans notre travail »

Carine Savy | Agent d'accueil du Guichet unique

ÉTAT-CIVIL : PRENDRE RENDEZ-VOUS EN LIGNE, C'EST POSSIBLE

L'installation du logiciel Synbird en octobre 2024 permet désormais aux usagers de gérer leurs rendez-vous, depuis chez eux ou depuis une borne en libre-service à l'accueil Etat-Civil de la mairie d'Auxerre, tout en automatisant le traitement et le suivi de ces demandes en back office par les agents. Une technologie qui augmente considérablement l'efficacité de ce service aux administrés en attente de ce type de fonctionnalité.

336 rendez-vous

ETAT-CIVIL PRIS EN LIGNE DIRECTEMENT PAR L'USAGER SUR SYNBIRD (41,74%) ET SEULEMENT 8,37% DE RDV PRIS NON HONORÉS (16% EN 2023)

35000 compteurs

DE TÉLÉRELÈVE INSTALLÉS EN 3 ANS

AUTOMATISATION DE LA RELÈVE DES COMPTEURS D'EAU

Le délégataire d'AuxR_Eau, a accéléré l'installation de ces compteurs connectés dans l'ensemble de l'Agglomération en 2024 afin d'achever d'ici fin 2025 le remplacement de l'intégralité des foyers de l'Auxerrois. Au total, 35 000 compteurs auront été installés. Avec de nombreux bénéfices pour les usagers : suivi de la consommation, facturation au réel, alerte en cas de fuite… Et surtout baisse de consommation, déjà constatée chez les premiers utilisateurs. Pour la gestion du service, cette technologie est également un gain d'efficacité évitant la relève manuelle et les erreurs.

DE NOUVEAUX ESPACES DE TRAVAIL PLUS ADAPTÉS

D'importants travaux d'aménagement de bureaux sur les trois principaux sites hébergeant les locaux des services municipaux et communautaires ont été menés à l'été 2024. Objectif : optimiser l'espace bâtimentaire et en améliorer la performance thermique tout en profitant pour rapprocher les équipes d'un même service ou d'une même direction. Ainsi les agents des Moyens généraux, de la Stratégie aménagement du territoire et du cadre de vie ont pu bénéficier de meilleures conditions de travail sur des espaces rénovés au centre technique municipal, à l'Hôtel de Ville et sur le site Boutisses B.

Coût total : 370 000 €

« L'installation de nos bureaux aux Boutisses A nous facilite le travail au quotidien. En plus de rompre notre isolement, il nous rapproche de notre directrice et des collègues de l'aménagement de l'espace public, ce qui nous rend plus efficients.

Responsable service Eau et assainissement | *Bruno Albessard*

Ce que les agents y gagnent

1 SALLE DE RÉUNION
ET 12 BUREAUX CRÉÉS
1 SALLE DE PAUSE ÉQU
2 SANITAIRES AMÉNAG

Les années 2020-2021 perturbées par la crise du COVID ont été supprimées des indicateurs car non représentatives de l'activité.

MOBILITÉ

COORDONNER TOUTES LES COMPOSANTES DE LA MOBILITÉ

Objectifs / actions	Indicateurs	2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Développer une offre de mobilité décarbonée							
Développer le covoiturage dom-travail/études	Nombre de trajets réalisés	sans objet	514	8740	6012		
	Nombre de partenaires publics ou privés	sans objet	5	21	35		
	Demandes de covoiturage ne trouvant pas de trajets disponibles	sans objet	-	19%	11%		
Offrir une solution transport en commun et TAD adaptée aux besoins, attractive et décarbonée	Nombre de voyageurs du réseau (hors TAD)	1 931 673	1 833 976	1 997 403	1 852 700		Cible 2025 : 1 967 030 de voyageurs
	Nombre de voyages effectués en TAD moyen par mois	nc	773	759	1 495		
	Productivité du réseau (Dépenses / kms)	4,31 €	5,45 €	5,64 €	7,31 €		
	Taux de couverture des dépenses par les recettes	15%	12%	14%	12%		
	% de la flotte à faible émission	0%	22%	22%	100%		100% en 2031
Mettre à disposition des VAE à prix attractifs sur l'espace public	Nombre de trajets réalisés	sans objet		76 326	188 606		
	Nombre d'utilisateurs			5 659	74 194		
	Nombre de trajets par vélo par jour			0,82	1,77		3 trajets par jour et par vélo à partir de 2025
	Kms parcourus			375 156	671 603		
	Nombre de vélos en location	85	69	320	320		+ 100 vélos complémentaires en 2025 = 420 au total
Objectif atteint	Taux de satisfaction	-	-	77,62%	**81,75%**		

« Le service de vélos partagés AuxR_M' est un grand succès qui ne cesse de se prolonger. Sa signalétique visible et reconnaissable, son tarif accessible, la qualité de maintenance de sa flotte et du fonctionnement de son appli de location ont provoqué l'adhésion immédiate et durable de milliers d'utilisateurs à ce nouveau service qui totalise entre 60 et 180 nouveaux abonnements chaque mois. A tel point que nous devons dès 2025, soit à peine deux ans après son lancement, rajouter 13 nouvelles stations et près de 100 vélos supplémentaires sur l'Agglomération »

Fabien Frigolet | Chargé de projet Mobilités actives

Développer une stratégie de stationnement en centre-ville d'Auxerre							
Développer une offre de stationnement	Nombre de places de stationnement	3 792	4 370	4 332	3 931		Requalification de la place Maréchal Leclerc/ Ouverture Parking de l'Etang Saint Vigil + Parking Marie Noël
	% de places gratuites	50%	57%	58%	59%		
	Nombre d'abonnés au parking du pont	298	299	317	310		
	% d'occupation du parking	58,89%	59,56%	63,15%	61,63%		
	Cartes de stationnement délivrées	977	618	797	1091		
	Evolution des recettes	303 847,27 €	456 429,28 €	954 840,84 €	1 393 618,07 €		
Soutenir le verdissement du parc automobile							
Développer et mettre en place les bornes IRVE	Nombre de points de recharge pour véhicules électriques gérées par la Ville	10	10	24	24		
	Nombre de sessions de charge pour les véhicules - périmètre ville	3 481	5 061	7 069	6 374		
	Nombre de points de recharge pour véhicules électriques gérées par la CA	-	-	14	20		
	Nombre de sessions de charge pour les véhicules	-	-	197	420		

TOURISME

DEVENIR UNE DESTINATION DE TOURISME DURABLE

Objectifs / actions	Indicateurs	2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Rendre la destination auxerroise attractive et durable et proposer un territoire à haute valeur environnementale aux entreprises, habitants et visiteurs							
Développer l'hébergement	Augmenter les hébergements tout type confondu : augmenter les recettes de la taxe de séjour (en €)	215 506	360 791	446 956	409 071		
	Augmenter les hébergements tout type confondu : nombre de nuitées	Mise en place d'un logiciel de déclaration et de collecte de la taxe de séjour	371 731	391 914	395 362		
	Augmenter les hébergements tout type confondu : taux de touristicité : nombre de lits marchant pour 100 habitants	5,10%					+ 40 % d'ici 2031
	Développer l'hôtellerie traditionnelle sur les segments manquants : nombre de lits	4065					5 166 à horizon 2031 (+ 40%)

TEMPS DE L'ENFANT

OFFRIR ET PROPOSER À LA POPULATION DES CONDITIONS D'ACCUEIL ADAPTÉES ET ATTRACTIVES

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs	2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Offrir aux familles des solutions de garde adaptées aux besoins et optimiser le fonctionnement							
Taux d'occupation moyen dans les crèches		59,00%	55,23%	61,35%	54,08%		70% (critère CAF)
Prix de revient annuel / heure		12,75 €	14,55 €	14,33 €	16,25 €		Prix plafond CAF à 17,56 €
Nombre d'Assistantes maternelles agréées (relais petite enfance)		nc	132	123	121		
Objectif atteint	**Nombre de places en crèches municipales**	126	106	106	**118**		
	Nombre de places en crèches sur tout le périmètre ville d'Auxerre	294	272	272	**284**		

« L'ouverture de la micro-crèche des Brichères explique la hausse de notre capacité d'accueil petite enfance en 2024. Ouverte en Aout 2024, elle accueille depuis, 12 enfants du quartier et se prépare à voir son agrément passer à 14 (en septembre nous l'espérons). L'équipe est au complet et le jardin qui restait à finaliser lors de l'ouverture offre désormais une aire de jeux et un espace arboré et végétalisé adapté pour cet équipement dont le projet pédagogique est orienté sur la nature. Les quatre agents qui y travaillent et les parents sont très satisfaits. C'est une réussite ! »

Elodie Fallet | Responsable Petite enfance

Maison des Mille premiers jours - Nombre d'ateliers proposés				Ouverture janvier 2024	61		
Maison des Mille premiers jours - Fréquentation cumulée des familles aux ateliers					315		
Nombre d'enfants accueillis aux Lieux d'accueil enfant-parent (laep)		-	156	305	600		
Nombre d'enfants présents moyen en garderie (matin / midi et soir)		1731	1697	1971	2159		
Taux d'occupation en centres de loisirs		57,52%	73,95%	72,28%	70,00%		
Ecoles publiques	Nombre d'élèves	2817	2605	2474	2360		
	Nombre d'élèves moyen par classe	22,6	21,3	20,1	20,0		
Ecoles privées	Nombre d'élèves	756	743	719	733		
	Subventions versées aux OGEC (en €)	402 153 €	433 687 €	480 101 €	469 214 €		
Renforcer la qualité de l'offre de restauration collective et la coupler au Projet Alimentaire Territorial							
Appliquer la loi Egalim et la loi climat et résilience	Part de produits bio	40%	61%	61%	59%		Minimum de 20 % de bio à compter de 2023 (loi Egalim)
	Part de produits locaux	40%	57%	59%	62%		Minimum de 50 % de local à compter de 2023 (loi Egalim)
Assurer la mise en œuvre de la restauration collective	Nombre de repas servis (écoles, crèches, centre de loisirs, IUT)	297 988	289 316	305 717	296 668		
	% des élèves scolarisés fréquentant les restaurants scolaires	nc	53,82%	55,48%	54,68%		

CITOYENNETÉ

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs	2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Organiser l'appui aux différentes associations et services du territoire							
Pérenniser le forum des associations mis en place pour la 1ère fois en 2021	Nombre d'associations présentes	-	150	137	140		
Réaliser les projets du territoire							
Réhabiliter la salle Vaulabelle		-	Désamiantage	Lancement des travaux en février	Inauguration 22 nov. 2024		

VIE ÉCONOMIQUE

ALLIER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Objectifs / actions	Indicateurs		2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Accompagner les filières, initiatives et écosystèmes pour un développement économique novateur, performant et responsable								
Développer les parcs d'activité dans le respect des règles environnementales et de la transition écologique	Aux'R Parc : Accueillir de nouvelles activités dans un cadre haut de gamme répondant à un cahier des charges exemplaire en matière de transition écologique		0%	83%	86%	86%		80% de commercialisé en 2023 95 % de commercialisé en 2024
	Macherins : achever la commercialisation		17%	68%	86%	100%		90 % de commercialisé en 2023 100 % de commercialisé en 2024
	AuxR_Lab : accueil des start-up		-	14%	43%	57%		70 % de commercialisé en 2023 100 % de commercialisé en 2024
	AuxR_Factory : nombre d'adhésions					17		
Mettre en œuvre le déploiement de l'écosystème hydrogène	Travailler au déploiement d'une offre de formation pour ces nouvelles technologies - Nombre d'étudiants "nouvelles technologies"		-	28	53	63		
	Travailler au déploiement d'une offre de formation pour ces nouvelles technologies - BTS Fourrier		-	10	21	19		Faciliter la mise en place de lieux de stage en lien avec la coloration hydrogène
	Travailler au déploiement d'une offre de formation pour ces nouvelles technologies - IET master Qualité Hygiène Sécurité Envionnement + Ecole d'ingénieur (ISAT)		-	18	32	19		Formation module / motorisation hydrogène à développer avec ISAT. Depuis 2022, la 3ème année école ingénieur ISAT Auxerre dispense un module de 40h pour une partie de la promotion : à développer
Dynamiser les centralités								
Renforcer l'attractivité du centre-ville à travers son offre commerciale	Maintenir et développer l'offre commerciale pour s'adapter aux nouvelles tendances de consommation et attentes des clients	Moyenne des flux piétons	nc	314 700	337 500	360 400		Augmenter de 5 % le flux de piétons sur 3 ans sur la base de 2022
Favoriser et faciliter l'implantation commerciale	Enrichir l'offre commerciale locale, proposer un accompagnement personnalisé, créer un environnement propice à la création de commerces, créer de l'emploi et renforcer la dynamique entrepreneuriale	Nombre d'implantations au centre-ville d'Auxerre	nc	24	16	24		30 implantations de commerce par an
		Taux de vacance commerciale	21,00%	13,00%	14,00%	15,00%		8%
		Nombre de projets soutenus (aide aux loyers et aux travaux)	5	14	8	7		
Impulser et accompagner une attractivité de centralité	Accompagner les communes sur leurs réflexions en matière de commerce	Nombre de commerçants accompagnés (hors Auxerre)	0	2	6	0		
		Nombre de communes accompagnées (hors Auxerre)	0	1	3	1		
Renforcer le lien avec les commerçants	Créer une atmosphère de proximité et de convivialité, améliorer les outils de communication, promouvoir un climat propice au développement économique, assurer une dynamique positive auprès des commerçants	Nombre de rencontres avec les commerçants et les collectivités (hors Auxerre) => réunions publiques	3	4	3	12		4 par an
Développer et améliorer les mobilités pour les adapter aux défis de demain								
Renforcer l'attractivité de l'aéroport et développer l'aviation d'affaires propre	Trafic - nombre de mouvements		nv	nc	10 350	11 336		
	Trafic - nombre de passagers commerciaux		nc	nc	2 546	2 299		
Rendre la destination de l'Auxerrois attractive								
Développer l'attractivité d'Auxerrexpo	Suivre la fréquentation		177 347	118 000	122 000	119 471		2021 : Auxerrexpo a accueilli le centre de vaccination
	Nombre d'évènements / Manifestations		71	57	61	59		

VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC

VALORISER ET RENDRE L'ESPACE PUBLIC PLUS AGRÉABLE À VIVRE

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs		2021	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Accroître la végétalisation de l'espace public (aménagement et entretien) et actualiser la gestion différenciée des espaces pour l'adapter aux nouveaux besoins								
Lutter contre les îlots de chaleur et limiter l'imperméabilisation des sols dans tout le territoire	Concevoir des espaces publics désimperméabiliés	Nombre de m2 végétalisés (sur projet achevé) cumulé depuis 2020	267	267	1135	1135		
Remplacer au fil du temps les arbres dépéris en prenant en compte leur environnement	Nombre d'emplacements arbres créés et plantés		63	73	48	85		
Développer et mettre en place des sanitaires publics								
Valoriser et rendre l'espace public plus agréable à vivre	Développer et mettre en place des sanitaires publics (VA + CA)		7	8	8	10		
	Nombre d'utilisations Sanisettes			38 958	42 447	51 426		

ENVIRONNEMENT

TRANSFORMER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN MENANT UNE STRATÉGIE DURABLE ET RESPONSABLE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENTTOUT EN AMÉLIORANT CADRE DE VIE DES AUXERROIS

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs	2021	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Elaboration et mise en œuvre du Projet alimentaire territorial - PAT							
Promouvoir une alimentation saine	Nombre de formations crokybouge proposé sur le territoire (cible enfant des écoles)	-	-	16 classes ciblées soit 224 enfants de 5 à 7 ans	8 écoles d'Auxerre + 1 école Monéteau - 280 élèves CP		
	Nombre de formations Nutritime (cible professionnels de la petite enfance, famille ou accueillant des publics en situation de précarité)	-	-	2 formations nutri time	1 formation sur la nutrition des enfants âgés de 0 à 3 ans		
Accompagner la transformation de la filière agricole							
Développer l'agriculture biologique	% d'exploitations bio (nbre d'exploitations bio / nbre d'exploitations totales territoire CA)	23%	23%	23%	Calcul en cours		Objectif national fixé à 20 %
	% Ha en bio (nbre Ha en bio / nbre Ha total territoire CA)	19%	18%	18%	Calcul en cours		Objectif national fixé à 20 %
	Déployer la charte locale pour l'eau sur le territoire — Nombre d'adhésions et Hectares concernés	29 agriculteurs / 2716 ha	33 agriculteurs / 3230 ha	38 agriculteurs / 4175 ha	36 agriculteurs / 4 095 ha		
Mettre en œuvre la stratégie de l'eau potable							
Renouvellement de la délégation de service public d'eau potable au 1er juillet 2023 (juillet 2023- Juin 2043)							
Assurer la pérennité du réseau en améliorant le rendement des réseaux	Taux de rendement du réseau	75,37%	76,61%	80,80%	80,01%		85% en 2031
	Taux de renouvellement du réseau	0,82%	0,89%	0,99%	0,92%		1% par an à compter de 2023
Garantir une eau de haute qualité	Conformité microbiologique	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%		100%
	Conformité Physicochimique	93,39%	96,26%	82,46	85,10%		100 % en 2026
Encourager les ménages à baisser leur consommation (préservation en quantité de la ressource)	Développer la télérelève	-	-	-	53 %		100% en 2026
Définir une stratégie en matière d'assainissement							
Renouvellement de la délégation de service public des eaux usées au 1er juillet 2023 (Juillet 2023 - Juin 2027)							
Création d'un système d'assainissement sur la commune de CHITRY			Travaux en cours				Livraison fin 2024
Taux de conformité des stations d'épuration		94%	89%	93%	91%		100 % avec la mise en œuvre de la statégie assainissement

SPORT

FAVORISER LA PRATIQUE SPORTIVE

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs		2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Réinventer et réinvestir l'espace public afin de (re)connecter les populations à la vie sportive								
Augmenter la fréquentation de l'établissement et attirer de nouveaux usagers	Nombre d'entrées		173 389	172 855	171 158	173 389		
	Nombre d'entrées payantes		96 212	93 639	85 217	96 212		
Diminuer les risques de noyade en lien avec les directives nationales	Nombre d'enfants ayant participés		529	561	483	529		2024 : évolution des stages d'éveil en aisance aquatique
Objectif atteint — **Faire du sport un enjeu de santé publique**	Valoriser le sport santé pour favoriser un retour progressif à une activité physique régulière adaptée	Nombre de prescriptions médicales	87	32	75	**87**		
		Nombre de pratiquants	1448	164	719	**1448**		
		Nombre de participants au Green Stadium	2184 jeunes 567 adultes	1623 jeunes/3088 séances 244 adultes/504 séances	2021 jeunes/4002 séances 344 adultes/ 839 séances	**2184 jeunes 567 adultes**		

«On constate une nette augmentation de fréquentation des adultes sur les activités Green stadium, comme sur les autres temps de sport bien-être/santé des vacances d'hiver. Ceux qui accompagnent les enfants en journée ont envie de s'essayer aux sports proposés sur le créneau du soir. Pour les jeunes, on a envie d'aller vers de nouveaux créneaux de perfectionnement, plus encadrés, que nous proposerons d'ailleurs dès l'édition 2025 au gymnase Serge Mésonès. Ces séances d'1h30 complète découverte « à la carte » proposée aux jeunes jusqu'ici à l'Arbre sec, et les accompagneront vers une pratique de long te

Jean-Marie Lagerbe | Chargé du sportif territorial

SOLIDARITÉS

ACCOMPAGNER DE MANIÈRE ADAPTÉE TOUS LES PUBLICS

AUXERRE

Objectifs / actions	Indicateurs		2019	2022	2023	2024	Résultat
Assurer les missions d'animation sociale, d'accompagnement social et délivrer nos offres							
Animer la vie sociale sur chaque quartier à l'échelle de la ville	Nombre de personnes individualisées fréquentant les espaces d'accueil et d'animation	Confluence	307	486	423	350	
		Boussole	102	168	285	317	
		Haut d'Auxerre	Inconnu	471	709	632	
Renforcer les actions d'éducation et de prévention auprès de la population pour réduire les inégalités							
Accompagner les jeunes adultes parents dans la parentalité	Nombre d'actions parentalité	Confluence	22	16	11	14	
		Boussole	31	16	5	13	
		Haut d'Auxerre	nc	28	25	25	
Assurer des missions de prévention sur les conduites à risques	Nombre de personnes touchées	Confluence	150	200	226	60	
		Boussole	75	44	51	53	
		Haut d'Auxerre	Inconnu	29 familles	76 familles	78 familles	
	Nombre d'orientations vers les spécialistes	Confluence	181	87	32	30	
		Boussole	nc	nc	18	22	
		Haut d'Auxerre	nc	nc	nc	54	
Accompagner les familles identifiées dans le cadre du programme de Réussite éducative							
Orienter vers les dispositifs adaptés	Nombre d'actions mises en œuvre		9	11	11	12	
Mener nos accompagnements sociaux auprès des publics spécifiques							
Porter l'accueil de jour des femmes victimes de violence : accueillir, informer et orienter	Victimes de violences conjugales accueillies		nc	46	45	57	
Assurer l'hébergement d'urgence des femmes victimes : mise à l'abri, anticiper les besoins pour les accueils d'urgence ou occassionnel des enfants (en lien avec le temps de l'enfant)	Nombre de personnes hébergées		28	46	72	61	
	Taux d'occupation des hébergements		132%	95%	76%	100%	
Accueil au CCAS	Nombre de personnes reçues au CCAS			6 535	6 689	8000	
	Nombre d'appels			9 431	9 694	8349	
Augmenter l'attractivité par le développement de l'offre de soins							
Objectif atteint — **Offrir un dépistage cardio-vasculaire et génycologique aux femmes éloignées du soin**	Organiser la venue du bus du cœur des femmes à Auxerre	Nombre de professionnels de santé mobilisés	-	-	**52** professionnels mobilisés	**72** professionnels mobilisé	
		Nombre de femmes ayant participé au dépistage et au village santé	-	-	**255 femmes dépistées**	**243 femmes dépistées**	

« Débutée en 2023, l'opération «Bus du Cœur des Femmes» a confirmé son succès après deux éditions avec près de 250 consultations effectuées pour chacune d'elle. Au-delà d'une simple activité ponctuelle, ces chiffres témoignent d'une réelle nécessité pour les habitants des trois collectivités impliquées dans le contrat local de santé. L'initiative répond à une attente forte, tant de la part des partenaires locaux et des professionnels de santé bénévoles que des femmes bénéficiaires, soulignant ainsi l'importance de ce dispositif. Ce succès n'est pas le fruit du hasard, mais reflète l'impact et la pertinence de cette démarche au sein du territoire. »

Madeline Grelardon | Référente Contrat Local de Santé

HABITAT

METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DE L'HABITAT ADAPTÉE POUR TOUS, AMÉLIORER ET RÉHABILITER L'HABITAT

communauté de l'auxerrois

Objectifs / actions	Indicateurs	2019	2022	2023	2024		Cible
Améliorer le parc locatif social							
Nombre total de logements créés sur le territoire		351	215	179	370		250 / an, propriétaires occupants et production de logements locatifs compris (logements sociaux hors NPNRU + parc privé)
Réduire la vacance dans les logements	Taux de vacance	9,90%	9,81%	9,59%	11,55%		
Améliorer le parc locatif social							
Améliorer la mixité sociale dans les quartiers prioritaires et reconstituer les logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération	Logements locatifs sociaux créés	nc	157	113	37		
	Nombre de logements insalubres traités	nc	24	42	38		70 traitements par an - Plan local d'habitat
	Réhabilitation du parc privé	nc	35	10	16		
Rendre la destination de l'Auxerrois attractive							
Piloter le dispositif Action Cœur de ville et le suivi de sa mise en place	Poursuivre la réhabilitation du patrimoine privé et public du centre-ville Nombre de logements réhabilités et remis sur le marché	11	69	44	76		

CULTURE

Objectifs / actions	Indicateurs		2019	2022	2023	2024	Résultat	Cible
Réinventer et réinvestir l'espace public afin de (re)connecter les populations à la vie culturelle								
Organiser des festivals, lieux et moments de convivialité	Concocter des programmations étonnantes et détonantes pour surprendre et susciter du plaisir : Rues barrées		nc	15 000	23 400	27 700		
		Festival Catalpa	39 000	32 133	52 000	-		Lancement d'un nouveau format en 2025
	Grands récits	Festival des	-	1 600	2 000	1 000		Changement de format du festival à partir de 2024
Décliner les actions du Pays d'art et d'histoire	S'inscrire dans les programmes des journées nationales : journées européennes du patrimoine	Nombre d'actions proposées VA	-	36 actions VA 9 communes CA	38 actions VA 8 communes CA	39 actions VA 10 communes CA		
	Proposer des actions mettant en valeur le patrimoine	Lézard des arts : taux de fréquentation	-	68,6%	85,30 %	85,97 %		
		Ô la belle toile : fréquentation et projections		882 personnes 6 projections	968 personnes 6 projections	949 personnes 7 projections		
		Nombre de communes ayant répondu à l'appel à projets	-	8 communes	12 communes	17 communes		
Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'actions culturelles pour tous les âges								
Objectif atteint — **Promouvoir les lieux culturels**	Promouvoir l'attractivité de l'Abbaye	Fréquentation annuelle	55 428	52 069	**60 416**	**64 910**		150 000 à Horizon 2031
	Promouvoir l'attractivité du Muséum	Fréquentation annuelle	17 273	16 143	14 712	14 115		

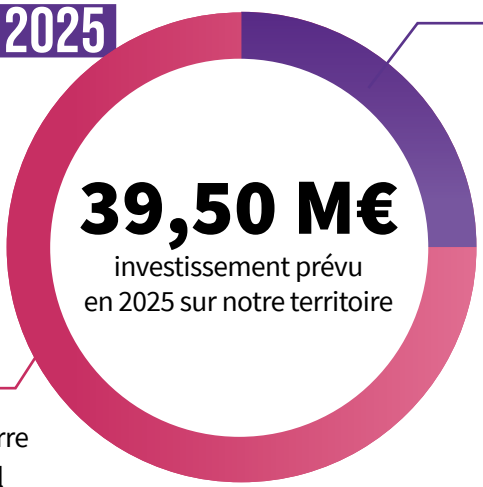
« La hausse constante de la fréquentation du site depuis 4-5 ans (+126% entre 2021 et 2024) est le résultat d'un travail de fond post-Covid avec une programmation plus riche et diversifiée qui touche un plus grand public et les scolaires. Une attention particulière pour les familles a été notamment portée sur la programmation pendant les vacances. Notre but est de proposer une offre de qualité aux habitants et aux touristes »

Elodie Pavec | Responsable du site Abbaye

Revoir l'expérience des visiteurs	Abbaye : Améliorer les visites commentées et virtuelles	Nombre de classes ayant suivi une visite guidée	177	69	43	163		
		Application Rendr à l'Abbaye (visites virtuelles)	340	166	360	568		
Valoriser la lecture publique et renforcer l'attractivité des bibliothèques dans une logique de troisième lieu	Développer les actions envers la jeunesse, les seniors et les publics empêchés	Nombre d'actions	177	38	87	74		
		Nombre d'accueils de classe public jeunesse	340	109	194	223		
	Promouvoir la lecture publique	Nombre de prêts	180 046	135 576	149 240	159 385		Gratuité pour tous les habitants de la communauté de l'auxerrois en février 2024
Développer un schéma communautaire des enseignements artistiques	Augmenter la fréquentation du conservatoire et attirer de nouveaux usagers	Nombre d'élèves (conservatoire et école musique de Coulanges à compter de 2024)	638	580	600	673		800 élèves à l'horizon 2026 en lien avec le transfert de l'école de musique du Coulangeois, la rénovation du bâtiment et le projet d'établissement (2024)
	Maintenir la fréquentation de l'école Beaux arts	Nombre d'élèves	304	217	240	204		Revenir à fréquenta COVID : 3

QUELS MOYENS *pour agir ?*

L'INVESTISSEMENT DE NOS COLLECTIVITES EN 2025



12,5 M€
investis par la Communauté de l'Auxerrois dans son budget principal

27 M€
investis par la ville d'Auxerre dans son budget principal

+23,15%
L'évolution de l'investissement de la Communauté de l'Auxerrois qui passe de 10,15 M€ en 2024 à 12,5 M€ en 2025.

INVESTISSEMENT : UNE ÉNORME PROGRESSION ENTRE DEUX MANDATS

communauté de l'auxerrois

2015 2019 — 5,431 M€
2021 2025 — 19,967 M€

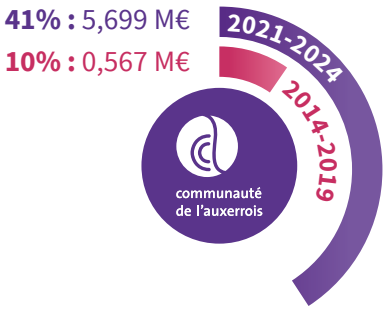
AUXERRE

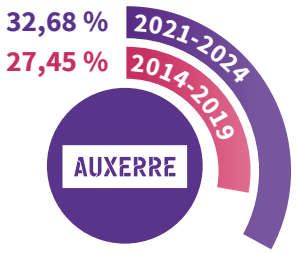
2015 2019 — 53,83 M€
2021 2025 — 73,747 M€

UN COFINANCEMENT LARGEMENT SUPÉRIEUR ENTRE DEUX MANDATS

La recherche de financement (Etat, Région, Département, Europe, mécénat…) est indispensable afin de permettre la réalisation des projets et d'alléger la charge résiduelle pesant sur la collectivité.

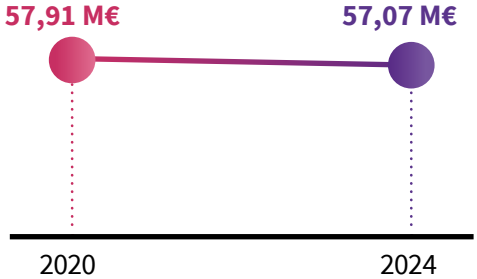
Part du cofinancement sur le budget global





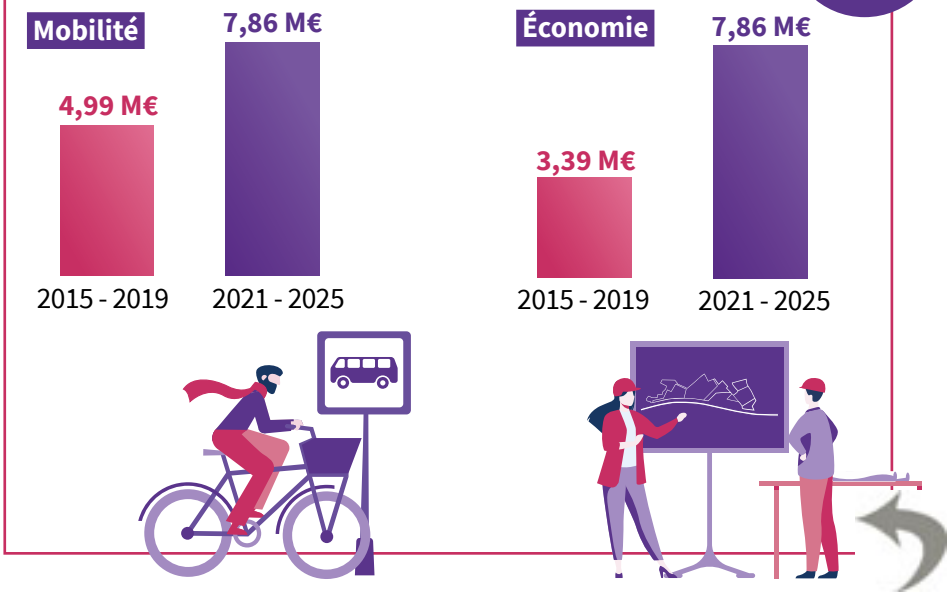
UN ENCOURS DE LA DETTE STABLE DEPUIS 2020

AUXERRE



DES POLITIQUES PUBLIQUES RENFORCÉES DEPUIS 2021

communauté de l'auxerrois



UNE CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT DOUBLÉE *sans alourdissement de la dette...* *et soutenue par un taux de financement record*

Avec des taux de financement extérieur de 40 à 80% sur l'ensemble des projets lancés par nos collectivités depuis le début de ce mandat, la Ville d'Auxerre et l'Agglomération de l'Auxerrois se donnent les moyens de leurs ambitions. Issu d'un travail rigoureux de veille et d'intégration des critères de financement dès la phase de conception du projet, cette démarche se révèle un métier à part entière au sein de notre organisation.

Florence Gracia

Margot Peigné

Chargées de financements à la direction ingénierie et évaluation des politiques publiques et relation citoyenne

73%

C'EST LE TAUX DE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE MARÉCHAL LECLERC

221 dossiers

DE FINANCEMENT DE PROJETS EN COURS SUR 2025

Comment arrivez vous à atteindre ces excellents taux de financement ?

« Ce n'est pas qu'on finance mieux, mais disons que nous arrivons désormais à mieux anticiper les besoins. En épluchant les budgets dès le vote pour identifier directement avec les services ce qui est facilement finançable mais aussi en échangeant plus souvent sur nos projets avec nos principaux financeurs. Cela nous a permis par exemple de savoir que Citeo pourrait financer nos investissements liés à la nouvelle stratégie déchets.

Comment savez-vous si un projet aura davantage de chances d'être bien financé ?

Si il répond aux «tendances» du moment, c'est-à-dire aux priorités des financeurs comme l'Agence de l'eau qui finance actuellement très bien les travaux de désimperméabilisation des sols, ou l'Etat qui priorise désormais dans ses aides la renaturation des zones urbaines via le fonds vert. Parfois, on accompagne aussi les services dès la conception du projet pour qu'ils lui donnent une coloration qui réponde aux préconisations des financeurs. C'est ainsi que l'on a obtenu un taux de financement à 73% sur la place Maréchal Leclerc ou de 67% pour la future cité scolaire des Rosoirs dans le cadre du NPNRU. Sur des travaux de réfection de voirie en revanche, on sait bien qu'il n'y a plus d'aides à solliciter.

> *« Pour nous il n'y a pas de petit dossier »*

Y a-t-il des outils pour innover dans vos recherches de financements ?

Notre connexion au PETR nous permet d'être au courant très en amont des appels à projet qui sont des leviers de plus en plus efficaces pour obtenir d'importantes aides financières. Le fait que nous soyons inscrits sur les plateformes numériques de dépôt des demandes de financement nous a appris à les formater et à fournir les bonnes pièces en appui de nos dossiers. Parfois, il faut un peu d'audace. Pour l'achat des bus à hydrogène par exemple, nous avons sollicité directement les fonds européens, sans passer par le FEDER, et nous avons innové en présentant à l'Ademe un seul dossier au nom d'un consortium tripartite entre la CA, le délégataire transports et le propriétaire de la station H2.

Et un certain savoir-faire aussi ?

Il faut reconnaître que le fait que nous soyons trois agents dédiés à cette mission nous permet de faire plus de veille et de mieux soigner nos dossiers. C'est quelque chose de nouveau dans l'organisation. Et puis, on partage le même état d'esprit. Pour nous il n'y a pas de petit dossier. Enfin, il faut ajouter que 70% de notre efficacité résulte du travail de suivi car le versement de l'aide promise demande beaucoup de détermination et de temps. Mais on ne lâche rien ». ■

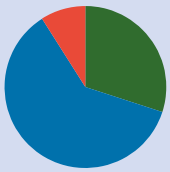
BILAN SOCIAL 2023

AUXERRE

EFFECTIFS

543 AGENTS (-6%) **163** CONTRACTUELS NON PERMANENTS

EFFECTIF PAR STATUT



- fonctionnaires
- contractuels permanents
- contractuels non permanents

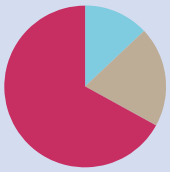
MOYENNE D'ÂGE

49 ANS *moyenne d'âge des agents de la collectivité*

50 ANS *pour les agents permanents*

43 ANS *pour les agents non permanents*

EFFECTIF PAR CATÉGORIE



- catégorie A
- catégorie B
- catégorie C

ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

162 AVANCEMENTS D'ÉCHELON

26 AVANCEMENTS DE GRADE

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

20 AGENTS ONT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCOMPAGNEMENT PAR UN CONSEILLER EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

MOBILITÉ DURABLE

51 AGENTS ONT BÉNÉFICIÉ DU VERSEMENT DU FORFAIT DE MOBILITÉ DURABLE* EN 2024 (+50% / 2023)

MOUVEMENTS

51 ARRIVÉES D'AGENTS PERMANENTS

58 DÉPARTS D'AGENTS PERMANENTS

VARIATION DES EFFECTIFS

Fonctionnaires	-0,6%
Contractuels	-9,41%
GLOBAL	-1,8%

communauté de l'auxerrois

EFFECTIFS

405 AGENTS (-2,1%)

MOYENNE D'ÂGE

47 ANS *moyenne d'âge des agents permanents*

48 ANS *pour les agents fonctionnaires*

41 ANS *pour les agents contractuels permanents*

EFFECTIF PAR STATUT

- fonctionnaires
- contractuels permanents
- contractuels non permanents

EFFECTIF PAR CATÉGORIE

- catégorie A
- catégorie B
- catégorie C

DONT 69% D'ADJOINTS TECHNIQUES

MOUVEMENTS

38 ARRIVÉES D'AGENTS PERMANENTS

32 DÉPARTS D'AGENTS PERMANENTS

VARIATION DES EFFECTIFS

Fonctionnaires	0%
Contractuels	15,4%
GLOBAL	1,6%

MOBILITÉ DURABLE

83 AGENTS ONT BÉNÉFICIÉ DU VERSEMENT DU FORFAIT DE MOBILITÉ DURABLE* EN 2024 (+40,6%/2023)

*Forfait de mobilité durable : 100 à 300€ versés/an/agent qui recoure au covoiturage ou vélo ou engin motorisé électrique pour le trajet domicile-travail.

TEMPS DE TRAVAIL

Fonctionnaires À TEMPS COMPLET **99%**

Contractuels À TEMPS COMPLET **98%**

ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

10 AGENTS ONT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCOMPAGNEMENT PAR UN CONSEILLER EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

159 AVANCEMENTS D'ÉCHELON

28 AVANCEMENTS DE GRADE

GOUVERNANCE

COMITÉ DE DIRECTIONS

CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Mapping pour l'inauguration de la Salle Vaulabelle - Novembre 2024

Réalisé par la Communauté de l'Auxerrois / Photos : Communauté de l'Auxerrois, Adobe Stock, Freepik

AUXERRE

communauté de l'auxerrois

Retrouvez toute l'actualité
de votre territoire sur les réseaux sociaux !

@agglo.auxerrois @villedauxerre
LinkedIn : Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-183
OBJET : Chambre Régionale des Comptes - Recommandations

Rapporteur : Crescent MARAULT

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois a fait l'objet d'un contrôle de gestion de la part de la chambre régionale des comptes pour les exercices 2018 et suivants.

Ce contrôle a fait l'objet d'un rapport d'observations définitives notifié à la communauté le 29 avril 2024.

A l'occasion du conseil communautaire du 30 mai 2024, ce rapport a fait l'objet d'une présentation puis d'un débat entre les élus et a ensuite été rendu public.

Désormais, une nouvelle disposition du code des juridictions financières impose une deuxième délibération sur le contrôle de la chambre régionale des comptes.

En effet, selon l'article L 243-9 du code des juridictions financières, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes.

Ainsi, le rapport joint à cette délibération présente le récapitulatif des recommandations formulées par la chambre régionale des comptes ainsi que les actions entreprises par l'ordonnateur.

Après sa présentation devant le conseil communautaire, le rapport sera ensuite communiqué à la chambre régionale des comptes.

Cette dernière effectue une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués.
Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique.

Enfin, chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation dans le rapport public annuel.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- Prend acte du rapport.

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

CONTROLE DE GESTION

Exercices 2018 et suivants

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

RAPPORT DE SUIVI DES OBSERVATIONS

Ref : L 243-9 du code des juridictions financières

« Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».

Recommandation n° 1. *: Solliciter l'approbation de l'organe délibérant avant la signature de tout acte d'acquisition foncière ayant valeur juridique contraignante.*

La collectivité entend respecter l'ordonnancement juridique qui prévoit que le conseil communautaire règle par ses délibérations les affaires de la communauté.

Cependant, les acquisitions foncières ne sont pas toutes soumises au même circuit procédural. En matière de biens et terrains agricoles par exemple, la collectivité est engagée avec la SAFER par une convention signée après l'approbation de l'organe délibérant depuis l'année 2003. Cette convention donne mandat à la SAFER pour, notamment, conclure des promesses d'achat ou de vente de terrains agricoles.

Si, à la suite d'une signature des promesses par la SAFER, la collectivité souhaite se substituer à elle, elle devra prendre une délibération mais sans pouvoir renégocier les conditions de la vente ou de l'acquisition.

C'est uniquement ce dernier acte qui nécessite l'approbation de l'organe délibérant.

La collectivité a pu développer la chronologie et la conformité de cette procédure dans sa réponse au rapport d'observations définitives.

Recommandation n° 2. *: Solliciter l'avis du service des Domaines en amont des délibérations du conseil communautaire approuvant les acquisitions foncières, quel que soit le montant des acquisitions lorsqu'elles font partie d'une opération d'ensemble et, le cas échéant, justifier les écarts avec l'avis des Domaines.*

Ainsi qu'elle l'a mentionné dans sa réponse au rapport d'observations définitives, la collectivité a pris en compte l'observation de la chambre quant à l'appréciation de la valeur de la totalité des parcelles d'une même opération. L'analyse du seuil de saisine obligatoire du service des Domaines se fait désormais par rapport à l'opération foncière dans son ensemble.

Recommandation n° 3. *: Mettre fin au versement de la prime de fin d'année et étudier la possibilité d'intégration de son montant au sein du RIFSEEP.*

La collectivité a modifié son régime indemnitaire afin d'y intégrer la prime de fin d'année.

L'ancien complément de rémunération est désormais versé au titre de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise. Son versement est lié au prorata et quotité du temps de travail et suit les règles d'abattement liées aux différents types d'absence.

Les décrets d'application n'ayant pas tous été publiés par l'Etat, tous les grades de la fonction publique territoriale ne peuvent toujours pas bénéficier du RIFSEEP à ce jour.

En fonction des filières et des grades, le complément de rémunération a donc été intégré soit dans le RIFSEEP soit dans les autres catégories de prime permises par le statut.

Recommandation n° 4. *: Renforcer le circuit de contrôle des motifs et des pièces justificatives en matière de déplacement professionnel.*

La collectivité va désormais se doter d'un module spécifique aux ordres de missions dans son application métier GRH.

Ainsi, tant les autorisations de sortie en amont que la justification des frais de déplacement en aval seront soumis à la validation hiérarchique pour chaque agent.

Cela permettra par ailleurs de sécuriser la traçabilité des actes individuels et de fluidifier les circuits de signature afin que les agents puissent obtenir une décision plus rapidement.

C'est donc un renforcement du contrôle interne que la collectivité a souhaité mettre en place sur la question des déplacements professionnels à travers cette démarche en s'appuyant sur la recommandation de la chambre.

Recommandation n° 5. *: Établir un règlement applicable aux cartes d'achat, fixant des dispositions à même de sécuriser les achats effectués ainsi que les frais de restauration et d'hébergement.*

La communauté ne dispose plus d'aucune carte d'achat et n'a aucun projet d'y recourir à l'avenir.

Elles ont été résiliées.

Recommandation n° 6. *: Délibérer, le cas échéant, sur les fonctions ouvrant droit au remisage à domicile des véhicules de service et prendre les actes individuels en découlant.*

La collectivité a engagé une nouvelle démarche au sujet des remisages à domicile des véhicules de service qui s'articule en deux temps.

Premièrement, l'ensemble de la flotte des véhicules va être équipée d'un système de géolocalisation dont la fonction première sera la protection contre le vol mais cela permettra aussi l'optimisation des usages. En parallèle, un système de réservation avec traçabilité individuelle de l'utilisateur à l'aide d'une armoire à clefs indiquera l'identification des conducteurs de façon automatique en remplacement des carnets de bord à remplir manuellement. Dans le respect de la vie privée et de la protection des données personnelles des agents, ces outils permettront de disposer d'informations relatives à l'utilisation de la flotte automobile et de la pratique des remisages à domicile.

Deuxièmement, la collectivité avait l'habitude de procéder à la délivrance des autorisations de remisage à domicile par le biais des ordres de mission validés hiérarchiquement.

S'agissant des remisages à domicile permanents, la collectivité doit maintenir ce dispositif pour des nécessité de service sur certains métiers en raison des permanences effectuées la nuit et les week-ends. Une délibération sur les fonctions ouvrant droit au remisage sera présentée au conseil communautaire lors du 2ème semestre 2026.

S'agissant des remisages à domicile ponctuels, ils revêtent par nature un caractère exceptionnel et sont soumis à une validation hiérarchique à chaque demande. Ils sont liés à des missions en dehors des horaires habituels de travail et peuvent concerner l'ensemble des agents de la collectivité. Il s'agit essentiellement des sessions de formation qui se déroulent en dehors du territoire.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-184
OBJET : Etude de faisabilité - Création d'un diffuseur sur la RN77 avec les sociétés APRR, SNCF RESEAU et le Département de l'Yonne

Rapporteur : Crescent MARAULT

Au regard des difficultés et de la dangerosité de la traversée de Jonches par le trafic de transit des poids lourds, et plus particulièrement les incidents liés au franchissement de la voie ferrée par la RN77, il est souhaité la réalisation d'une étude de faisabilité de création d'un diffuseur sur la RN77.

Dans l'objectif de sécuriser le passage à niveau PN19, de faciliter les mobilités au quotidien sur les principaux itinéraires du réseau secondaire, d'améliorer la qualité de vie des riverains de la RN77 dans la traversée de Jonches et de fluidifier le trafic au niveau des diffuseurs 19 et 20 de l'autoroute A6.

Le périmètre de cette étude comprend les ouvrages et aménagements qui permettront d'améliorer la connexion de l'autoroute A6 avec la RN77 afin de déterminer l'aménagement le plus adapté, en tenant comptes des contraintes existantes.

communauté
de l'auxerrois

Afin de mener à bien cette étude de faisabilité, il est proposé la signature d'une convention entre APRR, maitre d'ouvrage, SNCF RÉSEAU, la Communauté de l'Auxerrois et le Département de l'Yonne permettant de définir entre les parties les modalités administratives, juridiques et financières de ladite étude.

Le coût global prévisionnel de l'étude d'opportunité est estimé à environ 120 000 euros HT, comprenant les couts prévisionnels des prestations d'études, le cout prévisionnel de l'enquête de trafic ainsi que le cout forfaitaire de la conduite d'opération. La Communauté de l'Auxerrois sera associée au coût de réalisation de cette étude de faisabilité à hauteur de 80 000 € HT.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président de la Communauté de l'Auxerrois à signer, avec APRR, SNCF Réseau et le Département de l'Yonne la convention relative à l'étude de faisabilité de la création d'un diffuseur sur la RN77.

APRR
INFRASTRUCTURE & CONCESSIONS
Direction des opérations

communauté de l'auxerrois

Yonne LE DÉPARTEMENT Yonne LE DÉPARTEMENT

Opération/Autoroute	**AUTOROUTE A6**
Objet	**Convention relative à l'étude d'opportunité de création d'un diffuseur sur la RN77**
Commune	**Auxerre**
PR	**A6 – PR 159**

PROJET

CONVENTION N°XXXXX

Janvier 2025

Interne SNCF Réseau

Sommaire

1. Objet de la convention d'étude4
2. Consistance de l'opération4
3. Maitrise d'ouvrage / Comité de pilotage5
4. Calendrier de réalisation de l'opération7
5. Pilotage et suivi de l'avancement7
6. Estimation de l'opération7
7. Dispositions financières et modalités de paiement8
   - 7.1. Principe de Financement8
   - 7.2. Besoin de financement prévisionnel8
   - 7.3. Modalités de versement des participations9
8. Conditions de mandatement des contributions financières9
   - 8.1. Versement de la contribution9
   - 8.2. Facturations et recouvrement10
   - 8.3. Domiciliation de la facturation10
9. Gestion des écarts10
10. Documents à produire par le maître d'ouvrage10
11. Modification – Résiliation de la convention11
12. Obligations des parties11
    - 12.1. Obligations de l'Agglomération et du Département11
    - 12.2. Obligations de APRR11
13. Relation entre les financeurs et APRR13
    - 13.1. Durée de la convention13
    - 13.2. Modification de la convention13
    - 13.3. Règlement des litiges13
14. Mesures d'ordre14

Interne SNCF Réseau

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son **Président, Monsieur Crescent Marault**, en vertu de la délibération du 26 juin 2025, et ci-après désignée par « **l'Agglomération** »,

D'une part,

Le Département de l'Yonne, représenté par son **Président, Monsieur Grégory Dorte**, en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 27 juin 2025, et ci-après désigné par **« le Département »,**

D'une part,

SNCF RESEAU représentée par son **directeur territorial Bourgogne-Franche-Comté, monsieur Maxime Chatard**, et ci-après désigné par **«SNCF RESEAU »,**

D'une part,

ET :

La société APRR, Société Anonyme au capital de 33 911 446,80 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 016 250 029, dont le siège social est à Saint Apollinaire (21 850), 36, rue du Docteur Schmitt, représenté par **Monsieur Nicolas Orset**, dûment habilité en qualité de Directeur des Opérations, et ci-après désignée par « **APRR – ou maître d'ouvrage** »

D'autre part.

Interne SNCF Réseau

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

En vertu d'une convention, passée le 4 juin 1986, entre APRR et l'État pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, approuvée par décret du 19 août 1986 modifié par avenants successifs, APRR est concessionnaire d'un réseau autoroutier.

Le Ministère en charge des transports a demandé à APRR, de réaliser une étude à caractère technique et socio-économique sur l'opportunité de création d'un diffuseur entre l'A6 et la RN77 pour le compte du Département de l'Yonne et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

De même, compte tenu des conclusions de la déclaration d'utilité publique de la suppression du passage à niveau N°19 situé sur la commune de Jonches, les acteurs locaux et nationaux ont demandé à SNCF RESEAU, en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire, d'être partenaire de cette démarche dont l'objet est d'offrir une alternative pour les véhicules légers et les poids lourds à la traversée de ce passage à niveau 19 repris dans la liste des passages à niveau dangereux.

L'étude d'opportunité décrite ci-dessus est dénommée « l'Opération ».

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention d'étude

La présente convention définit entre les parties, les modalités administratives, juridiques, techniques et financières par lesquelles APRR assure la maîtrise d'ouvrage de l'étude d'opportunité de création d'un diffuseur sur l'A6 se connectant à la RN77 au nord-est d'Auxerre.

Le périmètre de cette étude d'opportunité comprend les ouvrages et aménagements permettant d'améliorer la connexion de l'autoroute A6 et la RN77 afin de déterminer, en tenant compte de toutes les contraintes existantes, le mode d'aménagement le plus adapté.

Les obligations d'ordre général des parties sont fixées par les réglementations en vigueur.

2. Consistance de l'opération

En relation avec les parties prenantes, les prestations assurées par APRR consistent à :

Interne SNCF Réseau

Étape 1 - Mettre au point le cahier des charges de l'étude d'opportunité et lancer une consultation auprès de prestataires désignés par APRR afin de sélectionner un bureau d'études chargé de réaliser l'étude d'opportunité selon les procédures internes à APRR.

Étape 2 - Assurer le pilotage de l'étude et l'analyse des résultats, ainsi que la coordination avec les parties prenantes.

L'étude devra permettre de déterminer, sous l'angle socio-économique et de l'aménagement du territoire, le bien-fondé des aménagements proposés, et de détailler les avantages et les inconvénients de chacun des scénarios étudiés au regard :

- De leur intérêt socio-économique en terme de desserte du territoire,
- Des trafics supportés par les différentes voiries,
- De leur faisabilité technique par rapport aux contraintes règlementaires (normes, sécurité...)
- De leur coût de réalisation, d'entretien et d'exploitation,
- De leur impact environnemental.

L'étude se déroulera en 2 phases :

Phase 1 : Description du besoin et des scénarios envisageables, étude de trafic, analyse fonctionnelle,

Phase 2 : Étude technique, analyse multicritères, étude de financement.

Étape 3 - Présenter les résultats de l'étude d'opportunité aux signataires de la convention, puis aux services du Ministère.

La préfecture ainsi que la DIR Centre Est seront associées à chacune des phases de l'étude.

3. Maitrise d'ouvrage / Comité de pilotage

La Direction des Opérations d'APRR, assure la maîtrise d'ouvrage de l'étude d'opportunité et est chargée de la piloter conformément à la description de l'article 2. Il lui appartiendra en particulier de passer les contrats avec les bureaux d'études, de présenter les appels de fonds et de solder les dépenses.

Un reporting régulier auprès d'un Comité de Pilotage, dont la composition est définie à l'article 5, sera mis en œuvre dans le cadre de cette étude.

Interne SNCF Réseau

Interne SNCF Réseau

4. Calendrier de réalisation de l'opération

Le calendrier de réalisation de l'opération est le suivant :

Après la signature de la présente convention par les parties, APRR prévoit d'engager les différentes étapes décrites à l'article 2, dont les durées indicatives sont les suivantes :

- Étape 1 : 2 mois,
- Étape 2 : 10 mois,
    - Phase 1 : 5 mois
    - Phase 2 : 5 mois
- Étape 3 : 2 semaines à compter de la validation des études.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer les partenaires financeurs trimestriellement de l'avancement des opérations, en mentionnant notamment les éventuels dépassements de délais. Toute prolongation de délai fera l'objet d'un avenant à conclure entre les différentes parties.

5. Pilotage et suivi de l'avancement

Il est institué pour le suivi de cette étude un Comité de Pilotage. Celui-ci est constitué par :

- Un représentant de chacun des financeurs,
- Un représentant d'APRR,
- Un représentant de l'Etat.

Il a pour mission de veiller au respect des objectifs définis à la présente convention. Il se réunira pour les étapes de validation importantes. Il est tenu régulièrement informé par le maître d'ouvrage de l'avancement du projet et de son exécution budgétaire.

6. Estimation de l'opération

Le coût global prévisionnel de l'étude d'opportunité est estimé à environ 120 k€ HT soit 144 k€ TTC, comprenant :

1.	Coût prévisionnel des prestations d'études	75 k€ HT
2.	Coût prévisionnel de l'enquête de trafic	25 k€ HT
3.	Coût forfaitaire de la conduite d'opération (frais de maîtrise d'ouvrage APRR)	20 k€ HT

Interne SNCF Réseau

Les éventuelles dépenses pour des prestations supplémentaires non prévues par la présente convention seront validées conjointement par les Parties et feront l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties.
Les contributions finales seront établies sur la base du coût réel et définitif de l'étude.
Dans le cas où le coût réel de l'étude menée serait inférieur au coût global prévisionnel ci-dessus indiqué, les participations des collectivités seraient recalculées au prorata des dépenses réellement engagées et justifiées par APRR selon la clef de financement indiquée ci-dessous.
En cas de prévision de dépassement du total du besoin de financement avec ou sans modification du programme d'étude, APRR doit obtenir l'accord préalable des Parties pour la mobilisation, le cas échéant, d'un financement complémentaire. Dans cette hypothèse, les Parties sont informées et la présente convention fera l'objet d'un avenant de poursuite des études.

7. Dispositions financières et modalités de paiement

7.1. Principe de Financement

Les financeurs s'engagent à financer les dépenses réelles de l'étude d'opportunité, objet de la présente convention, selon les clés de répartition et dans la limite des montants indiqués en euros (€) courants aux suivants.

7.2. Besoin de financement prévisionnel

Le besoin de financement relatif à l'objet de la convention est estimé à 120 k€ HT (144€ TTC).

Sur les bases des principes énoncés ci-dessus, les co-financeurs s'engagent à participer au financement de la mission décrite à l'article 2 selon les clés de répartition définies ci-dessous et dans la limite des montants indiqués en € HT :

	Étude d'opportunité de création d'un diffuseur A6-RN77	
	Clef de financement	Besoin de financement
	% Valeurs	Montant en Euros courants HT
Département de l'Yonne	29,15	35 000
Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	66,70	80 000
SNCF	4,15	5 000
TOTAL	**100**	**120 000**

Interne SNCF Réseau

7.3. Modalités de versement des participations

Le règlement des dépenses auprès du prestataire retenu pour la réalisation de l'étude d'opportunité sera assuré par APRR.

L'échéancier des versements à APRR des participations financières sera le suivant :

- Étape 1 : Désignation du prestataire :	15%
- Étape 2 :	
Validation phase 1 :	30%
Validation phase 2 :	35%
- Étape 3 : Envoi du dossier à la DIT et aux partenaires	Solde de la contribution établie sur la base du coût réel et final de l'étude

L'ensemble des dépenses et des versements sera soumis à la TVA.

8. Conditions de mandatement des contributions financières

8.1. Versement de la contribution

La contribution est versée exclusivement au bénéficiaire sur demande écrite, qui ne peut la reverser, en tout ou partie, à un tiers.

Elle sera versée selon les modalités suivantes :

APRR adresse aux financeurs les factures, qui seront à régler dans un délai de soixante jours à compter de leur date de réception.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice d'APRR au taux légal en vigueur à la date à laquelle ils ont commencé à courir.

Les montants mandatés ne peuvent être supérieurs aux dépenses HT justifiées sur lesquelles est appliqué le taux de la contribution s'il s'agit d'une contribution à taux.

L'étude, valant compte rendu d'exécution de l'opération financée au titre de la présente convention, devra être adressée aux financeurs lors de la demande de versement du solde de la contribution.

Interne SNCF Réseau

8.2. Facturations et recouvrement

Le paiement est effectué par virement bancaire.

Bénéficiaire	Établissement Agence	Code établissement	Code Guichet	N° de compte	IBAN
APRR	……	…….	……	……	……

8.3. Domiciliation de la facturation

La domiciliation pour la gestion des flux financiers est :

Département de l'Yonne	16-18 Boulevard de la Marne 89000 AUXERRE
Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	…….
SNCF Réseau	15-17 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU 93200 SAINT DENIS,

9. Gestion des écarts

Les règles suivantes s'appliquent par périmètre de maîtrise d'ouvrage.

En cas de perspective de dépassement du besoin de financement (coût des études, évolution des prix), le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire.

En cas de perspective d'évolution de la consistance de l'opération, le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord des financeurs pour toute modification de la consistance de l'opération.
Dans ces deux hypothèses, les financeurs s'engagent à renégocier les modalités de financement.

Les financeurs seront informés à travers le Comité de Pilotage et un avenant à la présente convention formalisera ces modifications.

10. Documents à produire par le maître d'ouvrage

Interne SNCF Réseau

Le maître d'ouvrage s'engage à fournir à chaque partenaire, l'étude d'opportunité qu'il aura conduite.

Il est précisé que la production de ces documents subordonne le règlement du solde des participations mais ne constituent pas des pièces comptables.

11. Modification – Résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention, à l'exception des références bancaires et des domiciliations de factures, donne lieu à l'établissement d'un avenant. Les changements de références bancaires et/ou de domiciliations de factures visées ci-dessus font l'objet d'un échange de lettres simples entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'ensemble des autres signataires qui en accuseront réception.

La convention peut être résiliée de plein droit par toute partie, en cas de non-respect par l'une des autres parties des engagements pris au titre de la convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses d'études et de travaux nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif.

Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde.

12. Obligations des parties

Les informations échangées concernant cette étude sont considérées comme confidentielles.

Les parties s'engagent à la confidentialité des documents et actions relevant de la présente convention. Les Parties veillent à l'application de cette clause de confidentialité par leurs employés.

12.1. Obligations de l'Agglomération et du Département

L'Agglomération et le Département fourniront au prestataire de l'étude retenu, les données nécessaires à la réalisation de l'étude (documents d'urbanisme, comptages et modélisations sur les voiries, projets de transports publics, pôles d'attractivité, installations commerciales, industrielles et de loisirs, participations financières escomptées…).

12.2. Obligations de APRR

Interne SNCF Réseau

APRR fournira au prestataire de l'étude retenu les données nécessaires à la réalisation de l'étude (base patrimoine des infrastructures existantes, niveaux de trafics et capacités résiduelles des bretelles et des sections courantes...)

APRR réunira le Comité de Pilotage aux principales étapes d'avancement de l'étude :

- Démarrage de la mission pour présenter les objectifs de l'étude et la méthodologie. La réunion se fera en présence du prestataire de l'étude retenu par APRR,
- Présentation des résultats de la phase 1 pour valider le rapport remis par le prestataire et déterminer les scénarios pour la phase 2,
- Présentation des résultats de la phase 2 pour validation.

Ces réunions auront notamment pour objectif de valider l'avancement de l'étude et de lever les points d'arrêt permettant la poursuite de l'étude.

APRR est l'interlocuteur unique du ou des prestataires de l'étude.

APRR s'engage en outre à :

- gérer avec rigueur et dans le respect des lois et règlements en vigueur les fonds qui lui sont attribués ;
- utiliser la contribution conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, tel que défini à l'article 1, et garantir une destination conforme à son objet social et à ses statuts, ou à ses compétences statutaires ;
- permettre et faciliter à tout moment la vérification sur pièces et sur place, par les financeurs ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée à cet effet, de l'application de la convention et de la bonne utilisation des fonds versés, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la contribution ;
- porter à la connaissance des financeurs tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement ;
- informer les financeurs de toute modification dans le déroulement de l'opération ; toute modification, si elle est acceptée par les financeurs, fera l'objet d'un avenant modificatif ;
- en cas de litige, apporter la preuve qu'il a tout mis en œuvre pour que les financeurs reçoivent les pièces justificatives.

Interne SNCF Réseau

13. Relation entre les financeurs et APRR

13.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature et pour une durée prévisionnelle de 18 mois. Elle prendra fin au paiement du solde de la contribution.
Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle pourront s'imposer au-delà de la durée de la convention.

13.2. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant dont le contenu aura été préalablement approuvé par les organes délibérants compétents des collectivités qui ont participé au financement de l'étude.

13.3. Règlement des litiges

Les contestations susceptibles de s'élever entre les Parties au sujet de l'exécution de la présente convention, seraient préalablement portées pour conciliation devant Monsieur le Préfet de département et à défaut d'accord, devant le Tribunal Administratif d'Auxerre.

Interne SNCF Réseau

14. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.
La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A Auxerre,	A Auxerre,	A Dijon,
le ……/……../2025	le ……/……../2025	le ……/……../2025
Pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	Pour le Département de l'Yonne	Pour SNCF RESEAU,
Le Président,	Le Président,	Le directeur territorial,
Monsieur Crescent Marault	Monsieur Grégory Dorte	Monsieur Maxime Chatard

Interne SNCF Réseau

A Dijon,

le ……/…… ../2025

Pour la société APRR,

Le Directeur des Opérations

Monsieur Nicolas Orset

Interne SNCF Réseau

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-185
OBJET : Personnel communautaire - Actualisation de l'effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

A ce titre, l''effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :

Poste	Grade	Catégorie	Suppression TC	Création TC/TNC	BUDGET
Responsable signalisation voirie	Technicien	B	1		Principal
Responsable signalisation voirie	Technicien principal de 2ème classe	B	1		Principal
Assistante culture	Adjoint administratif territorial	C	1		Principal
Assistante culture	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	1		Principal
Chargé/e de projet patrimoniaux	Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	C	1		Principal
Gestionnaire RH	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	1		Principal
Gestionnaire RH	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	1		Principal
MNS	Educateur territorial des A.P.S	B			Principal
MNS	Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	B		1	Principal
MNS	Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	B		1	Principal
Enseignant	Assistant d'enseignement artistique	A		1	Principal

communauté
de l'auxerrois

Enseignant	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A		11/16ème	Principal
MNS	Educateur territorial des A.P.S	B		1	Principal
Agent accueil allô	Adjoint administratif territorial	C		1	Principal
Agent accueil allô	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C		1	Principal
Agent accueil allô	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C		1	Principal
Ingénieur EV	Ingénieur	A		1	Principal
Technicien EV	Technicien pal 2ème classe	B		1	Principal
Agent chargé des ERP	Adjoint technique	C		1	Principal
Agent chargé des ERP	Adjoint technique pal 2ème classe			1	Principal
Agent chargé des ERP	Adjoint technique pal 1ère classe			1	Principal

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique.

Le tableau annexé détaille la liste de l'ensemble des postes de la collectivité dont les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique sont possibles car répondant à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Comme précisé dans le tableau, la rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté les 15 mai et 23 juin 2025 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : abstention à l'unanimité
- Collège des représentants de la collectivité : favorable à l'unanimité

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire et les postes tels qu'ils apparaissent dans la délibération et les tableaux annexés
- D'autoriser le Président à signer tous les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

EFFECTIF REGEMENTAIRE BUDGET PRINCIPAL JUIN 2025

Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés	dont TNC	Pourvus	dont TNC	Vacants	dont TNC
Secteur administratif	172	5	125	5	47	
Directeur territorial	1		1			
Adjoint administratif territorial	27	3	22	3	5	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	22	1	16	1	6	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	23		17		6	
Attaché	36	1	26	1	10	
Attaché principal	10		7		3	
Attaché hors classe	2		1		1	
Rédacteur	29		19		10	
Rédacteur principal de 2ème classe	9		5		4	
Rédacteur principal de 1ère classe	13		11		2	
Secteur animation	1				1	
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	1				1	
Enseignement artistique	62	26	48	19	14	7
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie	2		1		1	
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie	1				1	
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	20	9	16	6	4	3
Professeur d'enseignement artistique hors classe	5		4		1	
Assistant d'enseignement artistique	8	6	5	4	3	2
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	16	9	13	7	3	2
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	10	2	9	2	1	
Secteur emplois fonctionnels	1		1			
Directeur de communautés d'agglomération de 40 à 80 000 habitants	1		1			
Patrimoine et bibliothèques	5	1	6		-1	1

Attaché territorial de conservation (patrimoine)	2		2			
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	2	1	2			1
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe			1		-1	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	1		1			
AUTRES EMPLOIS	5		4		1	
Allocataire			2		-2	
Apprenti	3		1		2	
Collaborateur de cabinet	2		1		1	
Secteur sportif	13		8		5	
Educateur territorial des A.P.S	8		6		2	
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	2				2	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	3		2		1	
Secteur technique	274		210		64	
Adjoint technique territorial	65		59		6	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	48		35		13	
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	62		46		16	
Agent de maîtrise	10		8		2	
Agent de maîtrise principal	12		8		4	
Ingénieur	19		11		8	
Ingénieur principal	10		8		2	
Technicien	17		13		4	
Technicien principal de 2ème classe	20		13		7	
Technicien principal de 1ère classe	11		9		2	
Total général	533	32	402	24	131	8
EFFECTIF REGLEMENTAIRE BUDGET EAU JUIN 2025						
Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés	dont TNC	Pourvus	dont TNC	Vacants	dont TNC
Secteur administratif	1		1			

Adjoint administratif territorial	1		1			
Secteur technique	7		4		3	
Ingénieur	3		2		1	
Ingénieur principal	1		1			
Technicien	2		1		1	
Technicien principal de 2ème classe	1				1	
Total général	8		5		3	
EFFECTIF REGLEMENTAIRE BUDGET ASSAINISSEMENT JUIN 2025						
Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés	dont TNC	Pourvus	dont TNC	Vacants	dont TNC
Secteur technique	3		3			
Ingénieur	1		1			
Technicien principal de 1ère classe	2		2			
Total général	3		3			
EFFECTIF REGLEMENTAIRE BUDGET DECHETS JUIN 2025						
Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés	dont TNC	Pourvus	dont TNC	Vacants	dont TNC
Secteur administratif	2		2			
Adjoint administratif territorial	1		1			
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	1		1			
AUTRES EMPLOIS			1		-1	
Allocataire			1		-1	
Secteur technique	78		59		19	
Adjoint technique territorial	28		20		8	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	22		15		7	
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	23		20		3	
Agent de maîtrise	1		1			
Ingénieur	2		2			
Technicien	2		1		1	
Total général	80		62		18	
EFFECTIF REGLEMENTAIRE BUDGET MOBILITE JUIN 2025						
Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés	dont TNC	Pourvus	dont TNC	Vacants	dont TNC
Secteur technique	1		1			
Ingénieur	1		1			
Total général	1		1			

Liste des postes ouverts aux recrutements de contractuels CA- 25 juin 2025

Poste	Cadre d'emploi	Motif de recrutement contrat	Délibération créant le poste	Traitement	Régime idemnitaire
Agent(e) des points	Adjoint technique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-163 du 30/06/2022	366/478	Selon délibération en vigueur
Agent(e) polyvalent-e	Adjoint technique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	366/478	Selon délibération en vigueur
Animateur-trice agro	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-245 du 16/12/2021	395/826	Selon délibération en vigueur
Assistant-e	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé/e de mission contrôle de gestion	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-212 du 16/11/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de communication	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-164 du 07/10/2021	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de communication	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de communication	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-164 du 07/10/2021	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de communication	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-081 du 17/04/2025	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de l'accueil des	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-181 du 28/09/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de l'accueil des	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-042 du 20/02/2025	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de maîtrise œuvre	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission eau	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-078 du 25/05/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission habitat	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-164 du 7/10/2021	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-014 du 15/02/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission RU	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission santé	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-163 du 30/06/2022	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission santé	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-082 du 30/05/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission SIG	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-129 du 29/06/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de mission VPAH	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2020-161 du 22/10/2020	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de Plan de	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-330 du 19/12/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de Plan de Mobilité des entreprises	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-081 du 17/04/2025	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e des ENR	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-078 du 31/03/2022	395/826	Selon délibération en vigueur

Chargé-e d'opération eau	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-026 du 10/02/2022	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e du foncier	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-078 du 25/05/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e du SCOT	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-014 du 15/02/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Chargé-e finances budget	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-330 du 19/12/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Chef-fe de projet collecte	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Chef-fe de projet Plan	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Conducteur-trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Coordonnateur/trice	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-014 du 15/02/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice patrimoine et	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice CSTDE	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice de la	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-026 du 10/02/2022	505/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice délégué developpement	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-082 du 30/05/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice délégué developpement économique	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-081 du 17/04/2025	395/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice délégué-e	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	524/826	Selon délibération en vigueur
Directeur-trice dév durable	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
DPO	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Energéticien-ne	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Energéticien-ne	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025- JUIN	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur

Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-045 du 04/04/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-042 du 20/02/2025	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Professeur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	400/678	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD	Professeur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	400/678	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD (20)	Professeur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e CMD (26)	Assistant	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire assemblées	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire contrôle de gestion	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-252 du 21/11/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire finances	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire RH	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire RH	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	Délibération 17/04/2025	373/592	Selon délibération en vigueur
Ingénieur eau assainissement	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Instructeur/trice droits des sols	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-012 du 02/02/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Instructeur/trice droits des sols	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-290 du 15/12/2022	373/592	Selon délibération en vigueur
Juriste	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Manager cœur de ville	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-330 du 19/12/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Manager cœur de ville	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-330 du 19/12/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Manager de commerce	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-012 du 02/02/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Manager informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Manager informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
MNS	Educateur territorial	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
MNS	Educateur territorial	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
MNS	Educateur territorial	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
MNS	Educateur territorial	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
MNS	Educateur territorial	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Référent-e contrats	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Référent-e contrats	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-181 du 28/09/2023	395/826	Selon délibération en vigueur

Responsable adm CMD	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Responsable Aéroport	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable affaires	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-078 du 25/05/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable CMD	Directeur établ	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	501/837	Selon délibération en vigueur
Responsable CMD	Directeur établ	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-081 du 17/04/2025	501/837	Selon délibération en vigueur
Responsable CMD	Directeur établ	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-330 du 19/12/2024	601/837	Selon délibération en vigueur
Responsable commande publique	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable dév RH	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable gestion des déchets	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-181 du 28/09/2023	373/592	Selon délibération en vigueur
Responsable informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Responsable pédagogique	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable PETR	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-276 du 21/12/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable risques et	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable service des déchets	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-181 du 28/09/2023	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable transport	Ingénieur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-157 du 20/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable voirie	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-224 du 03/10/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-177 du 27/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-163 du 30/06/2022	373/592	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-258 du 24/11/2022	373/592	Selon délibération en vigueur
Technicien-ne informatique	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-181 du 28/09/2023	373/592	Selon délibération en vigueur

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-186
OBJET : Personnel communautaire - Mise à disposition de personnel pour l'activité de préteur sur gage du crédit municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'agence de crédit municipal d'Auxerre qui est rattachée à la caisse de crédit municipal de Bordeaux va fermer le 30 juin 2025. Cette agence proposait des services bancaires aux particuliers et pratiquait le prêt sur gages.

La mairie d'Auxerre a considéré que le service de prêt sur gage revêtait une dimension sociale dans le sens où il permet à chacun d'obtenir de l'argent sans pour autant avoir à vendre définitivement les objets de valeurs qu'il possède. C'est pourquoi des démarches ont été réalisées afin de maintenir cette activité sur la ville.

Ainsi à compter du 29 septembre 2025 une permanence pour le prêt sur gages sera assurée à Auxerre. Cette permanence se déroulera une fois par semaine en mairie annexe, services des formalités administratives aux actuels guichets K et L. Le service de prêt sur gage sera assuré sous la responsabilité du crédit municipal par l'intermédiaire d'un de ses agents en binôme avec un agent de la collectivité mis à disposition du crédit municipal de Dijon.

L'agent de la collectivité sera formé par le crédit municipal de Dijon à la fois sur les tâches à réaliser, l'utilisation du matériel d'expertise et les procédures de sécurité à respecter.

L'agent sera nommé régisseur par le crédit municipal de Dijon.

Les missions effectuées par l'agent sont principalement les suivantes :
- Accueil de la clientèle et conseil dans le choix des opérations à effectuer
- Réaliser une expertise des objets
- Etablissement et suivi des contrats de prêt après accord du client et en fonction de la réglementation en vigueur
- Contrôle de l'inventaire
- Tenue de la caisse

Le CST a été consulté le 15 juin 2025.

La mise à disposition est prévue pour une durée d'un an à compter du 29 septembre 2025. Au terme de cette période, la mise à disposition est renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an et pour une période maximale de 3 ans.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la convention de mise à disposition telle qu'elle est présentée en annexe,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à signer les actes relatifs à la présente délibération

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION DE PRESTATION ENTRE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS ET LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE DIJON

ENTRE
La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son Président, Crescent MARAULT
Sise 6 bis place Maréchal Leclerc à Auxerre
Ci-après désignée « la Communauté »

ET
La Caisse du crédit municipal de Dijon, représentée par son Directeur Général, Grégoire ASSELINEAU, dûment habilité

Ci-après dénommés les co-contractants

Le prêt sur gages est un service public administratif confié par monopole aux caisses de crédit municipal, et régi par les articles L514-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le prêt sur gages est proposé à Auxerre par la Caisse de crédit municipal de Bordeaux qui a annoncé sa décision de fermer l'agence à compter du 30 juin 2025. Compte tenu de la volonté de la Ville d'Auxerre de maintenir ce service public d'aide sociale, une convention de partenariat a été établi entre cette dernière et la Caisse de crédit municipal de Dijon.

En application de cette convention de partenariat, il est nécessaire d'allouer des ressources pour permettre le fonctionnement de cette activité. Ainsi, un agent de la communauté de l'auxerrois est identifié pour mener à bien les missions liées à cette activité

Le poste est situé au sein du service accueil de la relation citoyenne et rattaché hiérarchiquement à la direction des finances. Des travaux sont réalisés par la collectivité pour permettre à l'agent d'exercer ses missions avec tous les moyens nécessaires. L'agent est formé et accompagné par le crédit municipal de Dijon avant sa prise de poste et tout au long de la durée de la convention pour permettre d'exercer les missions en autonomie.

Il est donc proposé de mettre en place une convention de mise à disposition de personnel entre la Communauté de l'auxerrois et la caisse de crédit municipal de Dijon.

Il a été décidé ce qui suit :

Article 1 : Un gestionnaire finances, adjoint administratif est mis à disposition de la caisse de crédit municipal de Dijon à hauteur de 20% de son temps de travail.

Article 2 : l'agent sera chargé d'exercer les missions suivantes :

- Accueil de la clientèle et conseil dans le choix des opérations à effectuer
- Réalisation de l'expertise des objets confiés en gage

communauté
de l'auxerrois

- Etablissement et suivi des contrats de prêt après accord du client et en fonction de la réglementation en vigueur
- Contrôle de l'inventaire
- Gestion des dégagements
- Pointage des opérations enregistrées au journal
- Organisation et préparation des ventes aux enchères
- Tenue de la caisse automatique et de la régie

Article 3 : L'agent sera mis à disposition du crédit municipal à hauteur de 20% de son temps de travail, soit une journée de travail hebdomadaire.

Article 4 : La communauté de l'auxerrois prendra les décisions relatives à la rémunération, à la carrière, aux congés de l'agent.
La communauté de l'auxerrois exerce le pouvoir disciplinaire. Elle pourra être saisie par le crédit municipal de Dijon en cas de faute. Le crédit municipal de Dijon informera la communauté de l'auxerrois une fois par an via un rapport sur la façon de servir de l'agent.
Les frais liés à un accident de service ou à une maladie professionnelle seront supportés par la communauté de l'auxerrois.

Article 5 : l'agent continuera à percevoir la rémunération relative à son grade et à ses missions. Un complément de rémunération de 200 euros bruts/mensuels sera versé par la communauté de l'auxerrois au titre de l'IFSE. Cette prime est justifiée par les fonctions de l'agent.

Article 6 : Le montant de la prime et les charges inhérentes à cette prime donneront lieu à remboursement de la part du crédit municipal de Dijon. Un titre de recette annuel sera établi par la communauté de l'auxerrois.

Article 7 : La présente convention est conclue pour une durée initiale d'un an, à compter du 29 septembre 2025. Elle sera ensuite reconduite tacitement d'année en année dans la limite de 3 ans, soit jusqu'au 28/09/2028.
Il pourra cependant y être mis fin soit à la date d'échéance, après accord des parties, trois mois avant son terme, soit à tout moment, à l'initiative d'une partie après avoir averti l'autre partie par lette recommandée avec accusé de réception et après un préavis de 3 mois.

Article 8 : Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Dijon.

Fait à AUXERRE, en 2 exemplaires originaux, le

communauté
de l'auxerrois

Crescent MARAULT

Le directeur Général de la Caisse du Crédit municipal de Dijon Grégoire ASSELINEAU

Président de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois,

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-187
OBJET : Fonds Vert_Demande de financement pour la poursuite du développement du covoiturage sur le territoire de l'auxerrois

Rapporteur : Francis HEURLEY

La Communauté de l'Auxerrois déploie une stratégie mobilité reposant sur le développement de l'ensemble des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle : le covoiturage, le transport à la demande et le vélo.

Le covoiturage est un levier important pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'inscrit dans les objectifs du PCAET. Dès septembre 2022, la collectivité a mis en place un partenariat avec l'opérateur Karos, spécialisé dans le développement du covoiturage.

Depuis la mise en service de la plateforme, et malgré la suppression de la prime de 100€ de l'Etat fin 2024, les résultats sont encourageants : 2 306 particuliers sont inscrits au service et plus de 19 000 trajets ont été réalisés. Plus de 170 000 km ont été évités permettant d'alléger le trafic automobile aux heures de pointe.

La Communauté de l'Auxerrois souhaite aujourd'hui saisir l'opportunité du Fonds Vert pour poursuivre la campagne d'incitation financière mis en place en 2024, qui consiste à verser un soutien financier aux covoiturés à hauteur de 1 euro par trajet. A ce titre, une enveloppe financière sera consacrée au financement d'environ 7 500 trajets sur le territoire sur 12 mois à partir du 1er juillet 2025.

Par ailleurs, la CA sollicite le Fonds Vert pour le co-financement des dépenses liées au frais de fonctionnement de la plateforme Karos, outil numérique nécessaire pour les covoitureurs mais également pour le service Transport de la CA. Enfin, la CA sollicite le Fonds Vert pour le co-financement d'actions d'animation et de sensibilisation visant à développer le covoiturage sur son territoire.

Le budget global du projet est de 31 400 euros hors taxes.

Les crédits nécessaires pour le financement de ce projet sont inscrits au budget primitif 2025, à l'exception des crédits consacrés aux actions de communications qui seront soumis au vote du budget primitif 2026.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

communauté
de l'auxerrois

Dépenses		Recettes		
	HT		%	HT
Licence et maintenance - Application Karos et Plateforme de reporting	14 500,00 €	Etat - Fonds Vert Covoiturage	50%	15 700,00 €
Coûts variables de l'application Karos (0,72 € HT par trajet passager - base 7500 trajets)	5 400,00 €			
Soutient financier de 1 € par trajet - base 7500 trajets	7 500,00 €	Auto-financement	50%	15 700,00 €
Actions de communication	4 000,00 €			
TOTAL €	**31 400,00 €**	**TOTAL €**	**100%**	**31 400,00 €**

L'échéancier de l'opération est le suivant :

- Début : 01/07/2025
- Fin : 30/06/2026

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté estimé à 31 400 € HT,
- D'approuver le plan de financement exposé,
- D'autoriser le Président à solliciter une subvention de l'Etat au titre du Fonds Vert Covoiturage.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-188
OBJET : FNADT_Demande de financement pour l'ingénierie du technopôle hydrogène de l'Auxerrois

Rapporteur : Francis HEURLEY

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, l'Agglomération souhaite capitaliser sur son positionnement stratégique et de son cadre de vie de qualité pour offrir des conditions d'implantation idéales aux porteurs de projets exogènes et à forte valeur ajoutée.

Ainsi, la Communauté de l'Auxerrois s'est dotée d'une ingénierie spécifique et qualifiée pour l'accompagner dans l'animation des sites d'AuxR_Lab et d'AuxR_Factory. L'objectif est de mettre en lien au sein d'un même écosystème, des acteurs divers et variés pour mettre en place des relais de croissance forts autour de la thématique de l'innovation, du développement durable et des nouvelles technologies. Pour cela, le prestataire se chargera de la gestion et animation du site, de l'ingénierie auprès des entreprises et des porteurs de projets, et développera le projet de création du technopôle hydrogène de l'Auxerrois.

Pour cela, le prestataire de services se chargera à la fois de la gestion et l'animation des sites, de l'ingénierie auprès des entreprises et des porteurs de projets, et développera le projet de création du « technopôle hydrogène de l'Auxerrois ».

Le coût de cette prestation est évalué à 191 068,26 € € HT en 2025. Les crédits nécessaires pour le financement de cette prestation sont inscrits au budget primitif 2025.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

Dépenses			Recettes		
	HT	TTC		%	
Ingénierie	146 228,67 €	175 474,40 €	Etat - FNADT	42 %	79 534,13 €
Démarche technopolitaine hydrogène	44 839,59 €	53 807,51 €	Communauté de l'Auxerrois	42 %	79 534,13 €
			Gestion locative et loyers perçus	17 %	32 000,00 €
TOTAL €	**191 068,26 €**	**229 281,91 €**	**TOTAL €**	**100%**	**191 068,26 €**

L'échéancier de réalisation de l'opération est le suivant :

- Début : 01/01/2025
- Fin : 31/12/2025

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté estimé à 191 068,26 € HT,

- D'approuver le plan de financement exposé,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le président à solliciter une subvention de l'Etat au titre du FNADT.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-189
OBJET : DETR_demande de financement pour acquisition d'un véhicule intermédiaire ACT2.1 VAE avec remorque

Rapporteur : Francis HEURLEY

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois souhaite faire partie du peloton de tête des villes moyennes qui créent les conditions favorables au développement des déplacements doux.
Dans ce cadre, l'agglomération souhaite acquérir un véhicule dit « intermédiaire », entre le vélo et la voiture. Il s'agit d'un quadricycle avec assistance électrique, permettant de circuler avec une vitesse de 25 km/h. Le véhicule sera équipé d'une remorque de capacité d'emport de 1 110 litres.
L'objectif de ce projet est de proposer une solution décarbonée aux agents de la collectivité pour leurs déplacements professionnels entre les différents sites de l'agglomération.
Le budget total du projet est de 17 710,51 € hors taxes.
Les crédits nécessaires pour le financement de ce projet sont inscrits au budget primitif 2025.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses		Recettes		
Biplace ACT2.1 VAE équipé de la chaine de traction VALEO Cyclee en 25km/h suivant données produits attachés avec options (seconde batterie, attache remorque, coffre textile). Livraison comprise.	12 140,67 €	Etat au titre de la DETR	30 %	5 313,15 €
Remorque CARLA compétition JHOG. Aménagement compris.	5 569,84 €			
		Communauté de l'Auxerrois	70 %	12 397,36 €
Total € HT	17 710,51 €	Total € HT	100 %	17 710,51 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté estimé à 17 710,51 € HT,
- D'approuver le plan de financement exposé,
- D'autoriser le président à solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-190
OBJET : DETR_Demande de financement pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un camping de haute qualité

Rapporteur : Francis HEURLEY

Dans le cadre de la stratégie de développement touristique 2021 2031, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ambitionne de développer le taux de fréquentation touristique en créant de nouveaux hébergements de qualité, respectueux de l'environnement et diversifiés.
La filière de l'hôtellerie de plein air constitue un levier pour l'attractivité du territoire, à condition que l'offre soit qualitativement satisfaisante et réponde aux enjeux du slow-tourisme et du tourisme responsable. Or, sur l'Auxerrois, cette filière est faible avec une offre désuète en termes de propositions locatives et de services.

La Communauté de l'Auxerrois souhaite donc lancer une étude de faisabilité pour le développement d'un établissement d'hôtellerie de plein air de haute qualité sur trois sites du territoire. L'étude sera réalisée par un cabinet de conseil pour un budget total de 23 275 € hors taxes.

Les crédits nécessaires pour le financement de ce projet sont inscrits au budget primitif 2025.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses		Recettes		
Etude de faisabilité pour la création d'un camping de haute qualité - Prestation externe	23 275,00 €	Etat au titre de la DETR	30 %	6 982,50 €
		Région Bourgogne-Franche-Comté	50 %	11 637,50 €
		Communauté de l'Auxerrois	20 %	4 655,00 €
Total € HT	23 275,00 €	Total € HT	100 %	23 275,00 €

L'échéancier prévisionnel de réalisation de ce projet est le suivant :
- Début de l'opération : Mai 2025
- Fin de l'opération : Octobre 2025

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet présenté estimé à 23 275 € HT,

- D'approuver le plan de financement exposé,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-191
OBJET : DETR – Demande de financement pour les travaux d'assainissement en domaine public rues de l'Eglise et Beau à Vallan et rue de Vincelottes à Vincelles

Rapporteur : Francis HEURLEY

La Communauté de l'Auxerrois prévoit de réaliser le renouvellement du réseau d'eaux usées situé Rue de l'Eglise et Beau à Vallan et Rue de Vincelottes à Vincelles. En effet, une inspection télévisée a été réalisée et celle-ci met en évidence des infiltrations et une mise en charge du réseau. Les travaux de remplacement vont permettre de supprimer les désordres observés et rendre l'écoulement hydraulique correct.

Afin de permettre le financement de ces travaux, des aides de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie sont sollicitées selon le plan de financement.

Le plan de financement prévisionnel et le suivant :

Dépenses		Recettes		
CSPS	1 620,50	AESN	30 %	73 084,71
Etudes géotechniques -HAP	3 079,00			
Etudes topographiques	1 375,00	Etat - DETR	50 %	121 807,85
Travaux Assainissement	232 895,19	Communauté de l'Auxerrois	20 %	48 723,14
Contrôles et tests	4 646,00			
Total € HT	243 615,69	Total € HT	100 %	243 615,69
TVA 20 %	48 723,14	Communauté de l'auxerrois		48 723,14
Total € TTC	292 338,83	Total € TTC		292 338,83

Les crédits nécessaires pour la réalisation de ces travaux sont inscrits au budget primitif de 2025.

L'échéancier prévisionnel de réalisation de ce projet est le suivant : début et fin de l'opération, août à décembre 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la réalisation du projet estimé à 243 615.69€ HT,

- D'approuver le plan de financement exposé,

communauté
de l'auxerrois

- D'autoriser le Président à solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-192
OBJET : Décisions prises par délégation - Compte-rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-166 du 30 juin 2022, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation et prend acte des décisions suivantes :

Décision du Président :

N°	Date	Objet
2025-DIEPP-006	18/04/2025	Portant demande de subvention pour l'acquisition d'un véhicule intermédiaire ACT2.1 VAE avec remarque - Etat au titre de la DETR 5 313,15€ HT Sur un montant total de 17 710,51€ HT
2025-DIEPP-007	29/04/2025	Portant demande de subvention pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un camping de haute qualité - Etat au titre de la DETR à hauteur de 6 982,50 € - Région Bourgogne Franche-Comté à hauteur de 4 655,00 € Sur un montant total de 23 275,00 € HT
2025-DIEPP-008	21/05/25	Portant demande de subvention pour la poursuite de développement du covoiturage sur le Territoire de l'Auxerrois - Etat – Fonds Vert Covoiturage à hauteur de 15 700,00 € Sur un montant total de 31 400,00 € HT
2025-DIEPP-009	04/06/25	Portant demande de subvention pour le financement de l'ingénierie du Technopole Hydrogène de l'Auxerrois - Etat – FNADT à hauteur de 79 534,13 € Sur un montant total de 191 068,26 € HT
2025-DIEPP-010	03/06/25	Portant demande de financement pour les travaux d'assainissement en domaine public – rue de l'église et beau à Vallan et rue de Vincelottes à Vincelles

communauté
de l'auxerrois

		- AESN à hauteur de 73 084,71 € - Etat – DETR à hauteur de 121 807,85 € Sur un montant total de 292 338,83 € TTC
2025-DIEPP-011	03/06/25	Portant demande de financement pour les travaux de mise en conformité en domaine Privé – rue Bougeilles à Saint Bris Le vineux - AESN forfaitaire à hauteur de 88 200,00 € Sur un montant total de 150 213,60 € TTC
2025-DIEPP-012	03/06/25	Portant demande de financement pour les travaux de mise en conformité en domaine privé – rue Rechièvre à Gy L'Evêque - AESN à hauteur de 92 400,00 € Sur un montant total de 156 994,80 € TTC
2025-DIEPP-013	05/06/25	Portant demande de subvention pour la structuration du service de valorisation du patrimoine communautaire - DRAC à hauteur de 18 750 € Sur un montant de 43 697,60 € TTC
2025-DIEPP-015	11/06/25	Portant demande de subvention pour la création de parcours de visites virtuelles des églises de l'Auxerrois - DRAC – Programme national de numérisation et de valorisation des contenus culturels à hauteur de 4200 € Sur un montant total de 8400 € TTC
2025-DDEA-005	13/06/25	Renouvellement de l'adhésion à la French Tech BFC pour un montant de 5000 € TTC

Conventions :

2025-008	15/04/25	Convention de résidence avec Chic Caverne pour des ateliers d'intervention selon planning au conservatoire et au Silex pour un tarif de 2500,00 euros
2025-009	12/05/25	Avenant n°2 - reconduction du contrat d'occupation et d'accompagnement avec Monsieur Romuald VIGIER au tarif de 13,50 euros HT par m2 en année 3, du 25ème au 36ème mois soit une redevance mensuelle de 189 euros HT et ce jusqu'au 30 avril 2026
2025-010	12/05/25	Avenant n°1 - reconduction du contrat de domiciliation avec la société Vert'Laine pour une durée de 4 mois à compter de la date de signature

communauté
de l'auxerrois

2025-011	23/05/25	Convention de prestation de services entre la communauté de l'auxerrois et Atalanta PANC dans le cadre des atliers Lézards des Arts du 28 avril au 2 mai 2025 pour un montant de 853,06€ TTC correspondant à la prestation
2025-012	23/05/25	Convention de prestation de services entre la communauté de l'auxerrois et Frédéric BLIN dans le cadre des atliers Lézards des Arts du 22 au 25 avril 2025 pour un montant de 710,88€ TTC correspondant à la demande de recrutement
2025-013	23/05/25	Convention de prestation de services entre la communauté de l'auxerrois et Frédérique BONVALOT dans le cadre des atliers Lézards des Arts du 22 au 25 avril 2025 pour un montnt de 800,00€ TTC correspondant à la prestation
2025-014	28/05/25	Contrat de cession de droits de représentation d'un spectacle au théâtre d'Auxerre le mardi 27 mai 2025 avec l'association Orchestre Consuelo pour le montant total de 14 218,00€ HT
2025-015	28/05/25	Convention de partenariat avec Victor Julien-Laferrière & Orchestre Consuelo à compter de la signature jusqu'au 31 décembre 2027 pour un montant total de 50 000,00€ TTC
2025-016	28/05/25	Convention de résidence avec l'Est au Bois pour des ateliers d'intervention selon planning au conservatoire pour un tarif de 2 500,00€ TTC
2025-017	03/06/25	Contrat de cession de droits de représentation au conservatoire à rayonnement Départementale d'Auxerre avec des ateliers de préparation les 17 et 18 juin 2025 suivi d'un spectacle le 21 juin 2025 à 15h avec la compagne BASSA Tascanapour le montant total de 8000,71 € HT
2025-018	06/06/25	Avenant n°2 - reconduction du contrat d'occupation et d'accompagnement avec Monsieur Alexandre FOULON, , des locaux à usage exclusif de bureaux d'une surface de 14 m2, sis AuxR_Lab au tarif de 12 euros HT par m2 par an, en année, du 13ème mois au 24 ème mois soit une redevance mensuelle de 168 euros HT et ce jusqu'au 30 juin 2026
2025-019	06/06/25	Avenant n°2 - reconduction du contrat d'occupation et d'accompagnement avec Monsieur Jérémy COULOT, des locaux à usage exclusif de bureaux d'une surface de 16 m2, sis AuxR_Lab et ce jusqu'au 30 juin 2026

communauté
de l'auxerrois

2025-020	13/06/25	Convention de partenariat avec l'Association Césame pour une représentation comprenant des causeries le 20 et 21 juin 2025,dans le cadre de l'inauguration du Conservatoire de Musique et de Danse lors de la fête de la Musique le 21 juin au tarif de 1120 euros

Date	**Libellé**
03/06/2025	Convention de mise à disposition temporaire d'une base vie de chantier sise Impasse des Fourbisseurs d'Epée

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant
25CA07	14/05/2025	Accord-cadre pour la Collecte et traitement des déchets issus des points d'apport volontaire et lavage interne/externe, maintenance préventive des PAV de la Communauté de l'agglomération de l'Auxerrois	Montant minimum annuel de 600 000 € HT Montant maximum annuel 6 500 000 € HT

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant
23CA17lot1	06/05/2025	Aménagement des haltes nautiques	Augmentation du montant de 21 414,48 € HT
22CA21lot1	27/05/2025	SERVICES D'ASSURANCES POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA VILLE D'AUXERRE Lot 1 : ASSURANCE DES DOMMAGES AUX BIENS ET DES RISQUES ANNEXES	Augmentation du taux au m2 de 114,37%
22CA21lot2	27/05/2025	SERVICES D'ASSURANCES POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA	Augmentation du taux de révision contractuel de 30,76%

communauté
de l'auxerrois

		VILLE D'AUXERRE Lot 2 : ASSURANCE DES RESPONSABILITES ET RISQUES ANNEXES	
22CA21lot3	27/05/2025	SERVICES D'ASSURANCES POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA VILLE D'AUXERRE Lot 3 : ASSURANCE DES VEHICULES A MOTEUR ET RISQUES ANNEXES	Augmentation de 29,69 % de la cotisation annuelle

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.